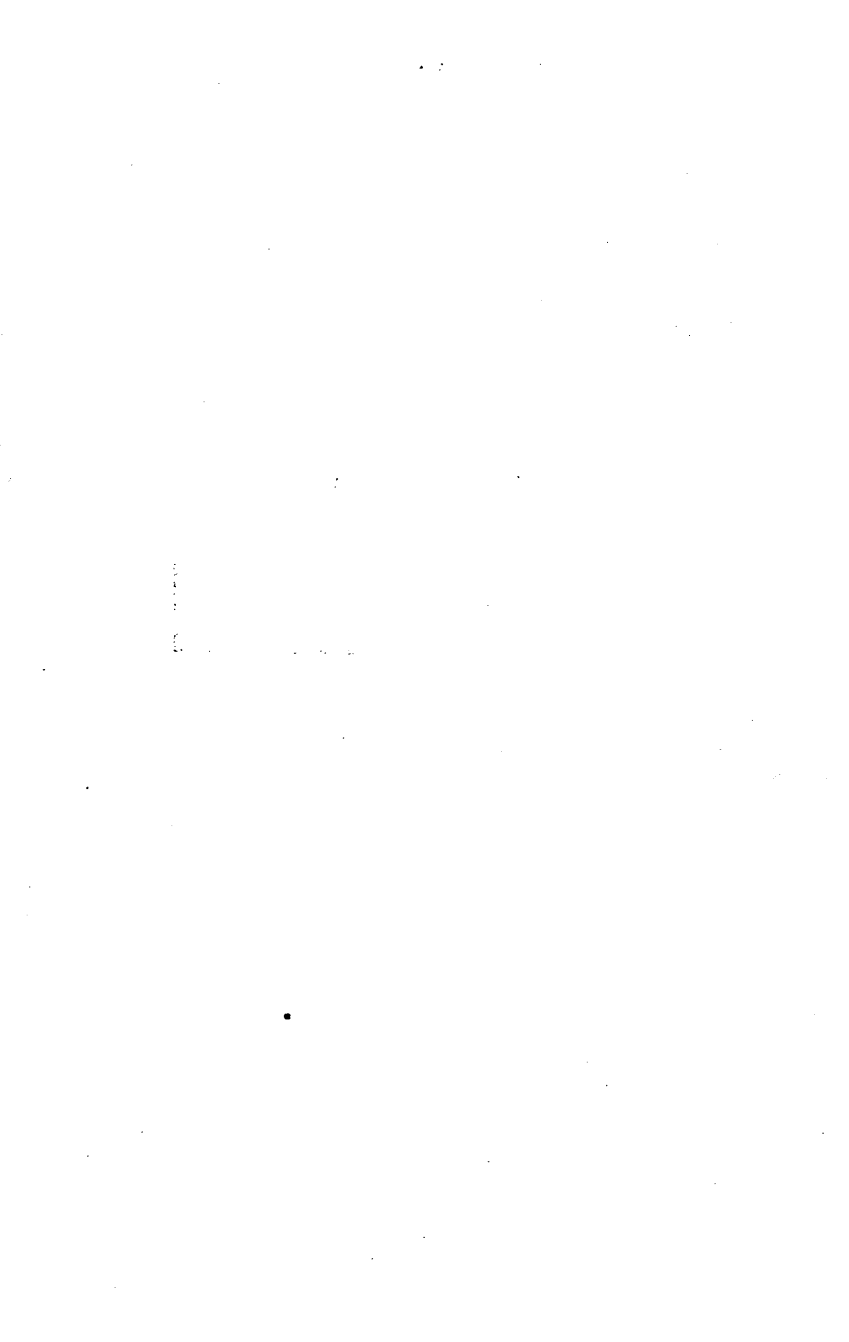


The logo consists of a black rectangular background with a white double-line border. Inside the border, the text "THE UNIVERSITY OF CHICAGO LIBRARY" is written in white, serif, all-caps font, centered horizontally and vertically.

THE
UNIVERSITY
OF CHICAGO
LIBRARY

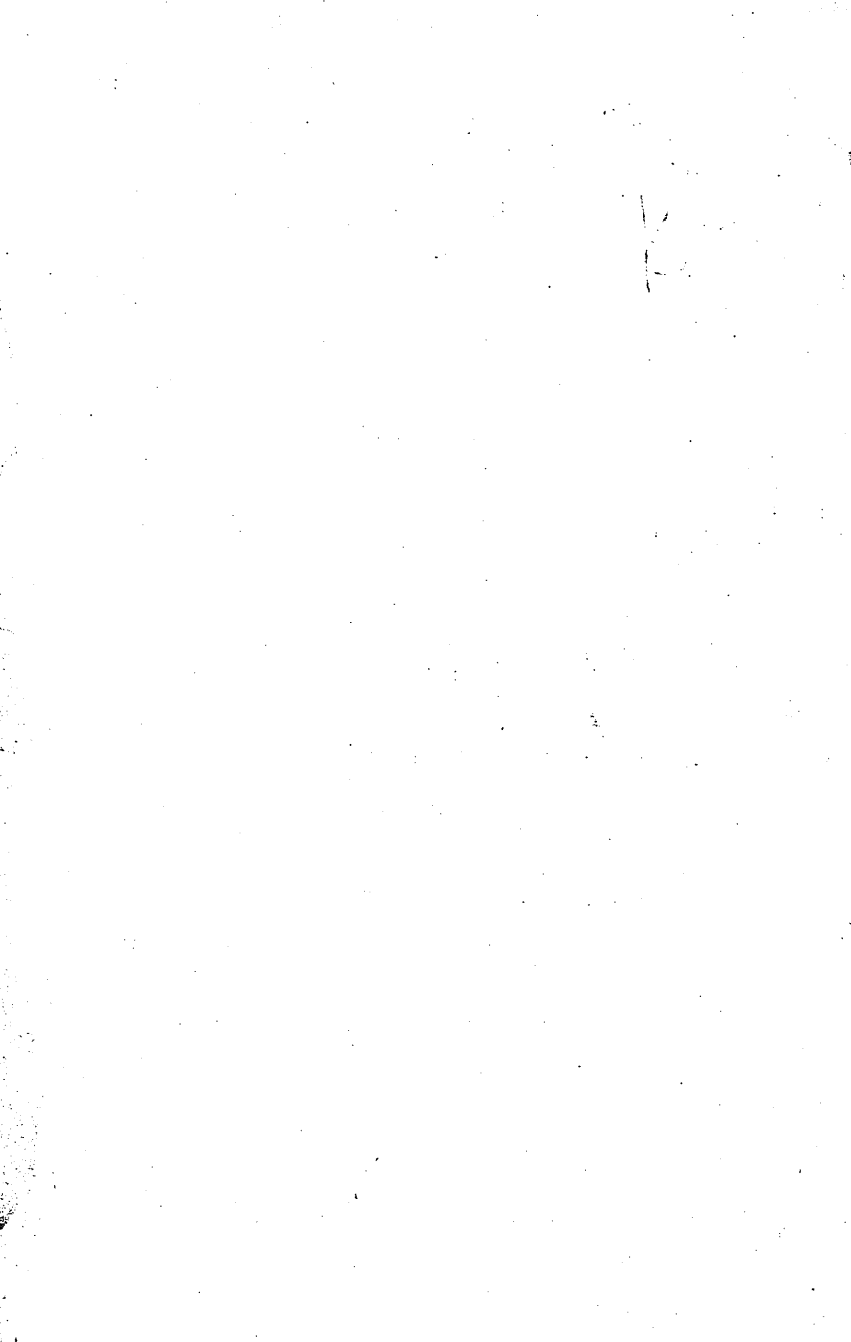


L'ANCIEN CLERGÉ DE FRANCE

LES ÉVÊQUES

AVANT

LA RÉVOLUTION



L'ABBÉ SÉBASTIEN

L'ANCIEN CLERGÉ

DE FRANCE

I

LES ÉVÊQUES

AVANT

LA RÉVOLUTION

NOUVELLE ET QUATRIÈME ÉDITION

PARIS
LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE

90, Rue Bonaparte, 90

1905

50287

VIEW 317
TO 300

56

VIEW 300

PRÉFACE

Nous voudrions faire revivre dans ces pages l'ancien clergé de France. Qu'étaient ces évêques, ces curés, ces chanoines, ces moines, qui formaient le personnel de l'Église? Comment était recrutée, élevée, nourrie, distribuée, gouvernée, cette armée nombreuse dont le rôle fut si considérable dans notre pays? Quels étaient les rapports de l'Église et de l'État? Voilà l'important sujet de cet ouvrage.

Nous le croyons intéressant et, disons-le, peu connu, malgré des publications multiples. Pour le clergé, plus encore que pour les autres classes de la nation, la Révolution a creusé un abîme entre le présent et le passé. La religion, la hiérarchie sont les mêmes avant et après cette date fatidique; mais le décor extérieur, la situation sociale et politique, les richesses, le rôle profane, que les âges avaient donnés à l'Eglise comme une parure mondaine, ont été emportés sans retour dans cette crise suprême. La discipline elle-même a subi des modifications profondes.

Il s'agirait de ressusciter historiquement ce grand corps. Voilà cent ans que la main de la Révolution a brisé son organisme plusieurs fois séculaire. Le moment semble venu de le reconstituer. Il est temps. Les plus âgés d'entre nous ont pu recueillir encore les souvenirs, les témoignages des contemporains, des rares survivants de l'ancien régime. D'un autre côté, les publica-

tions locales que chaque année voit éclore, en éclairant les annales de chaque diocèse, de chaque province, permettent de dégager une vue d'ensemble.

L'Église a occupé une telle place en France avant la Révolution, que faire connaître ses organes, ses institutions, sa vie, c'est apporter un précieux appoint à l'histoire générale. Un tel sujet bénéficie d'avance de l'intérêt passionné qui s'attache à ce genre d'études. Il peut d'autant plus exciter la curiosité que ce passé a des lumières, peut-être des éléments de solution, pour certaines questions agitées ardemment autour de nous.

En écrivant ces pages, sans autre préoccupation que la vérité historique, nous avons eu la joie de parcourir des terres nouvelles. Nous serions heureux de faire partager cette impression et ce charme au lecteur.

LIVRE PREMIER

SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE

ORIGINE ET PRÉROGATIVES DES ÉVÊQUES

CHAPITRE PREMIER

Choix exclusif des évêques dans la noblesse

I. Cette enquête sur l'ancien clergé de France doit commencer par les évêques. — Grands noms de l'épiscopat. — Evêques fiers de leur naissance. — Depuis le concordat de François I^{er}, l'épiscopat envahi par la noblesse. — Sous Louis XIV, on y rencontre encore des roturiers. — II. Au xviii^e siècle, à mesure qu'on avance vers la fin de l'ancien régime, les plébéiens exclus de plus en plus. — Pourquoi ? — La nomination d'un roturier à l'évêché de Senez fut tout un événement. — En 1789, il n'y a pas un seul évêque roturier. — L'absence de particule chez quatre ou cinq n'est pas une preuve de roture.

I

La première place appartient ici aux évêques non seulement par droit de hiérarchie, mais aussi parce que ce sont eux qui donnèrent à l'ancien clergé de France ce cachet, cette renommée qu'il a gardés dans le souvenir de la postérité. Les curés étaient dans une situation trop modeste, passaient trop inaperçus pour marquer dans l'histoire avant 1789. C'est l'épiscopat qui, par son éclat, son carac-

tère, ses maximes, a fait la physionomie de l'Eglise gallicane. C'est donc par lui qu'il faut commencer notre étude.

Sortons de notre temps. Oublions un instant l'origine modeste, l'existence retirée, le train simple de nos évêques. Il s'agit de faire revivre à nos yeux un épiscopat noble, riche, brillant, mêlé à tous les rouages de l'Etat, à tous les grands intérêts du pays.

Ouvrez la *France ecclésiastique*, l'*Almanach royal* de 1789; vous serez tout d'abord frappé de ce fait : sur les cent trente évêques qui sont à la tête des diocèses, tous sortent de la haute noblesse ou de familles anoblies, noblesse d'épée ou de robe, beaucoup des premières maisons du royaume. Metz a un Montmorency-Laval; deux Rohan-Guemené occupent les sièges de Strasbourg et de Cambrai. Nous trouvons trois La Rochefoucauld à Rouen, à Beauvais et à Saintes; deux Talleyrand-Périgord à Reims et à Autun; un Durfort à Besançon, un Clermont-Tonnerre à Châlons-sur-Marne, un Polignac à Meaux, un Crussol-d'Uzès à la Rochelle, un Sainte-Aulaire à Poitiers, un Breteuil à Montauban, un Seignelay-Colbert à Rodez, un Dillon à Narbonne, un Chabot à Saint-Claude, un Sabran à Laon, un Latour-du-Pin-Montauban à Auch, un Vintimille à Carcassonne, deux du Plessis-d'Argentré à Limoges et Séz, un Maillé-la-Tour-Landry à Saint-Papoul, un Narbonne-Lara à Evreux, un Juigné à Paris, un La Marche à Saint-Pol-de-Léon, un Grimaldi à Noyon, un Mercy à Luçon, un Boisgelin à Aix ¹. Tout l'armorial de France est représenté dans l'épiscopat. Si Saint-

1. Signalons encore un La Ferronnays à Lisieux, deux Nicolaï à Béziers et à Cahors, un Roquelaure à Senlis, un Castries à Vabres, deux Bernis à Albi, un Lubersac à Chartres, un Bourdeilles à Soissons, un Marbeuf à Lyon, quatre Castellane à Mende, Lavour, Toulon et Senez, deux Brienne à Sens, deux Cicé à Bordeaux et à Auxerre, un Fontanges à Toulouse, un Bethizy à Uzès, un d'Osmond à Comminges, deux Conzié à Tours et à Arras, un Machault à Amiens, un Amelot à Vannes, un Puysegur à Bourges, un Bonal à Clermont, un Galard au Puy, un Flamarens à Nîmes, un La Luzerne à Langres, un Bausset à Alais, un Fumel à Lodève, un d'Agoult à Pamiers, un Belloy à Marseille, un Suffren-Saint-Tropez à Nevers, un Pompignan à Vienne, un La Fare à Nancy, un Lauzières-Thémines à Blois, un Chalmazel à Coutances, deux Barral à Troyes, un Royère à Castres, un de Pressy à Boulogne, trois Cortois à Nîmes (Cortois de Balore), à Saint-Malo (Cortois de Pressigny), à Belley (Cortois de Quincey), deux Lastic à Couserans et à Rieux, etc.

Simon avait vu ces prélats, satisfait de leur naissance, il leur eût épargné les qualifications de « cuistres de séminaire », de « cuistres violets ¹ ».

Ces évêques gentilshommes savaient et aimaient à faire savoir qu'ils avaient des ancêtres. Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, fit établir à grands frais la descendance de sa famille par le généalogiste Gérin. Il tenait à prouver qu'elle était issue des anciens barons du Dauphiné et du fameux Amblard de Beaumont. On l'accusa alors de trop se ressouvenir « de ses parchemins ² ». M. de Coucy, un descendant des fameux sires de Coucy, qui avait succédé en 1789, sur le siège de La Rochelle, à un prélat de très grand nom, M. de Crussol d'Uzès, vantait, en 1792, la parenté de sa maison avec les Bourbons. Saint-Simon a rendu célèbre la vanité généalogique de M. de Clermont-Tonnerre, évêque de Noyon, que l'abbé de Caumartin couvrit de ridicule en le recevant à l'Académie française. Un siècle plus tard, un autre Clermont-Tonnerre, évêque de Châlons-sur-Marne, aime à rappeler que sa race est renommée « depuis tant de siècles par ses alliances avec les couronnes de France, d'Espagne, de Naples, et de Savoie »; il cite la devise qui « depuis neuf siècles, dit-il, illustre notre maison : *Etiam si omnes te negaverint, ego numquam te negabo* ³ ». Si nous en croyons Bachaumont ⁴, un pam-

1. Saint-Simon a la dent dure contre les évêques gens de peu qu'il ne paraît guère apprécier plus que les Jésuites et les Sulpiciens. Voyez le portrait qu'il trace de Le Normand, évêque d'Evreux. « C'était, dit-il, un homme fait exprès pour le P. Tellier, un cuistre de la lie du peuple, qui, à force de répéter, puis régenter, après professer, était devenu habile en cette science dure de l'école et dans la chicane ecclésiastique, dont il entendait fort bien les procédures. Je ne sais qui le produisit au cardinal de Noailles qui le fit son official, et qui, dix ou douze ans après, le chassa honteusement pour des trahisons considérables qu'il découvrit que les Jésuites lui avaient fait faire et qui l'en récompensèrent par cet évêché. » *Mémoires de SAINT-SIMON*, édit. Hachette, in-12, t. V, p. 340. (Nous citerons cette édition). Saint-Simon (III, 381) appelle Roquette, évêque d'Autun, « homme de fort peu ». Il trouve (I, 191) à Godet des Marais, évêque de Chartres, un « extérieur de cuistre... une figure toute sulpicienne, un air cru, simple, aspect niais... un homme sans monde ».

2. Cf. le Père REGNAULT, *Christophe de Beaumont*, 1882, 2 vol. in-8, t. II, p. 378-389. — Beaumont se montra toujours particulièrement serviable et charitable pour les héritiers besogneux d'un grand nom, au point qu'un homme d'esprit du temps le surnomma le *commissionnaire* de la pauvre noblesse. *Ibid.* I, 412, 413.

3. Cf. pour les lettres de MM. de COUCY et CLERMONT-TONNERRE, THEINER, *Documents inédits relatifs aux affaires religieuses de France*, 1858, 2 vol. in-8, t. II, 93-97; 257. *Mémoires de SAINT-SIMON*, I, 67, 132-135.

4. *Mémoires de BACHAUMONT*, 27 juillet, 1871.

phlétaire s'avisa de prétendre, en 1781, que M. Bareau de Girac, évêque de Rennes, avait pour ancêtre un boucher, en exercice à Angoulême en 1562. Aucune accusation ne pouvait être plus désagréable au prélat. Heureusement pour lui elle ne fut pas très clairement établie.

Le concordat de François I^{er}, en enlevant aux chapitres, pour l'attribuer aux rois de France, la nomination des évêques, avait eu pour résultat d'appeler de plus en plus les nobles à la tête des diocèses¹. La cour devenant la source de toutes les grâces, il fallait la fréquenter, attirer les regards du souverain, être d'une famille ayant puissance et crédit, pour obtenir ces grands sièges qui donnaient situation et richesses. Quand on parcourt la liste des titulaires avant et depuis François I^{er}, on constate, à partir du concordat, une poussée générale de gentils-hommes vers l'épiscopat français. Sans doute, il y eut place au xvi^e et au xvii^e siècles pour les sujets d'élite sortant de la roture, bien que certains documents officiels, comme le fameux édit de 1679 sur le duel, ne dissimulent pas leur dédain pour *les gens de naissance ignoble*. Louis XIV laissa arriver aux plus hautes fonctions dans l'Etat, dans l'armée et dans l'Eglise, ceux qui pouvaient les honorer. Il est vrai que les premiers évêchés de France semblaient réservés à la grande noblesse. Il avait été question de Bossuet pour Lyon à la mort de M. de Villeroy, pour Paris à la mort de M. de Harlay. Il parut sans doute, malgré l'éclat de son génie, de trop petite naissance pour de tels sièges; mais enfin, il fut évêque jeune encore. Le xvii^e siècle compta dans les rangs de l'épiscopat des hommes sortis presque de la domesticité de Louis XIV, tels que Valot, Daquin et Félix, évêques de Nevers, de Fréjus et de Châlons-sur-Marne. Ancelin, évêque de Tulle, avait pour mère la nourrice du roi; Sanguin, évêque de Senlis, avait pour père un de ses maîtres d'hôtel. On vit se succéder alors sur le siège d'Agen trois évêques de vraie valeur, mais

1. Avant le concordat et pendant le moyen âge, on vit très souvent les évêchés attribués aux nobles. Cf. pour le moyen âge, IMBART DE LA TOUR, *Les élections épiscopales dans l'Eglise de France, du ix^e au xii^e siècle*, 1891, p. 219-221.

sans naissance, Claude Joly, Mascaron et Hébert; à Dax, deux prélats de condition très humble, Desclaux et Le Boux¹. Ce dernier était fils d'un batelier; il débuta par être balayeur dans un collège. Devenu évêque, il fut transféré, en 1667, de Dax à Périgueux. On dit à ce propos que le Boux était né gueux, qu'il avait vécu gueux et qu'il voulait Périgueux (périr gueux). Il laissa courir les calembours et occupa ce siège pendant trente-sept ans².

II

Le scandale d'un tel règne plébéien sera épargné à la France du XVIII^e siècle. Nous assistons encore çà et là, dans le premier tiers de cette époque, à quelque rare promotion roturière. Par exemple, Edme Mongin, déjà un peu décrassé par sa qualité de membre de l'Académie française, force par son mérite, en 1724, les portes de l'évêché *crotté* de Bazas. On sait l'obscur naissance et la brillante fortune de Dubois. Mais, à mesure qu'on avance vers la fin de l'ancien régime, ces exceptions disparaissent. Sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI, on ne veut plus que des gentilshommes. Un édit de 1750 laissait la porte ouverte aux roturiers aspirant aux grades de l'armée. Le règlement du 22 mai 1781, renouvelé le 17 mars 1788, annula ces dispositions en exigeant rigoureusement pour tout officier quatre degrés de noblesse. C'était exclure tous les anoblis depuis un siècle³. Il eût été impossible de porter une pareille loi pour l'Eglise. On fit mieux, on l'appliqua sans la décré-

1. M. BRUNETIÈRE (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} avril 1883, p. 675), après avoir cité Fléchier et Massillon, ajoute : « Sous l'ancien régime, excepté les ambassades et les grands commandements militaires, toutes fonctions depuis celle de commis des fermes jusqu'à celle même de premier ministre, étaient accessibles à tous. » Telle était la situation sous Louis XIV; mais cela n'était plus vrai de l'accession à l'épiscopat à la fin de l'ancien régime.

2. J. J. MONLEZUN, *Histoire de la Gascogne. Supplément*, 1850, in-8, p. 538.

3. A la même époque, les parlements semblent prendre pour règle de n'accepter pour conseillers que ceux qui ont deux degrés de noblesse. SIEYÈS dit en parlant d'eux dans sa brochure, *Qu'est-ce que le tiers état* : « Tout récemment, ils ont, sans autre façon, fait cadeau toujours à la noblesse des places de conseillers et de présidents. » On lit dans les

ter. Durant les cinquante ans qui précèdent la Révolution française, l'épiscopat est devenu l'apanage exclusif des gentilshommes. Un Huet, un Mascaron, un Fléchier¹, un Massillon, un Bossuet peut-être, malgré leurs vertus, leur science, leur éloquence ou leur génie, auraient été trouvés, je le crains, trop petites gens pour porter la mitre.

Les raisons ne manquaient pas pour attribuer ainsi à une caste les grandes situations dans l'Eglise. Si la noblesse, disait-on, a consenti à ce que le clergé fût le premier ordre de l'Etat, c'est à condition de lui fournir ses chefs. Ouvrir les portes de l'épiscopat à toutes les classes, c'est encourager toutes les intrigues sous prétexte de récompenser tous les talents. La religion relevée par un grand nom est plus imposante. Quelle figure ferait un modeste plébéien à la tête d'un diocèse, en face des grands seigneurs avec lesquels ses fonctions le mettent journellement en contact. Le gouvernement, pour mieux placer le clergé sous sa dépendance, pourrait « le ravalier » en prenant ses principaux membres dans la roture. En déshéritant ainsi les gentilshommes d'une longue possession, la noblesse ne serait comptée pour rien sans que le mérite fût assuré d'être compté pour quelque chose. L'épiscopat, perdant l'éclat de son origine, tomberait dans l'avilissement. Renoncer à la naissance, c'est laisser perdre ce grand ton, cette distinction de manières, cette foi solide, héritage des ancêtres,

Mémoires d'AUGEARD, p. 345 et seq. : « Il était défendu de recevoir dans les cours souveraines tout sujet qui n'avait pas au moins deux degrés de noblesse. » Le parlement de Bordeaux tarda deux ans à installer le président Dupaty, sous prétexte qu'il n'était pas né gentilhomme, bien qu'il fût déjà conseiller depuis longtemps.

1. Bien qu'on fût moins exclusif au xvii^e siècle, la roture n'était pas cependant alors une recommandation pour l'épiscopat. Fléchier passait pour le fils d'un marchand de chandelles. D'ALEMBERT (*Eloge de Fléchier*) raconte qu'un prélat courtisan, « n'ayant que ses aïeux pour mérite, » se trouvait déshonoré d'avoir en Fléchier un confrère que « Dieu avait fait éloquent, charitable et vertueux, mais n'avait pas fait gentilhomme ». — « Avec votre manière de penser, lui dit un jour l'évêque de Nîmes, je crains que si vous étiez né ce que je suis, vous n'eussiez fait que des chandelles. » Le maréchal de la Feuillade, raconte encore d'Alembert, voulant se dédommager de ses adulations pour Louis XIV par des airs de hauteur envers Fléchier, osa lui dire un jour : « Je ne vois en vous, Monsieur, qu'un petit bourgeois de Nîmes. Avonez que votre père serait bien étonné de voir ce que vous êtes. » — « Peut-être moins étonné qu'il ne vous semble, répondit Fléchier, car ce n'est pas le fils de mon père, c'est moi qu'on a fait évêque. »

cette politesse de mœurs, et pour parler avec le XVIII^e siècle, « cette tendresse d'âme, cette culture d'esprit, cette cordialité vis-à-vis des égaux, cette affabilité touchante, » qui ont toujours été l'apanage de la noblesse¹.

Nous venons de résumer en quelques mots le plaidoyer opposé sous Louis XV par les tenants de l'aristocratie aux patrons de l'abbé de Beauvais, qu'il s'agissait de faire évêque. Pour son malheur, il était Beauvais tout court, bien que, selon l'usage assez généralement observé alors pour les gens de mérite, la particule fût venue se ranger d'elle-même devant son nom comme la clef nécessaire de la considération et des honneurs. L'abbé de Beauvais avait des vertus et des talents. Il avait prêché avec éclat le sermon de la Cène devant le roi², le panégyrique de saint Louis devant l'Académie française, celui de saint Augustin devant l'assemblée générale du clergé. Prédicateur à la cour, félicité au pied de la chaire par le père de Louis XVI, déjà grand vicaire de M. de Broglie, évêque de Noyon, recommandé par les plus hauts dignitaires de l'Église, appuyé de tout le crédit de Mesdames de France, des instances pressantes de M. de Bezons, évêque de Carcassonne³, auprès du cardinal de la

1. L'abbé PROYART (*Louis XVI détrôné avant d'être roi*, p. 257), dit de Boyer, ancien évêque de Mirepoix, ministre de la Feuille : « Quoique personnellement étranger à la noblesse, ce n'en avait pas moins été parmi les nobles que ce prélat s'était appliqué à découvrir les sujets dignes de siéger au rang des premiers pasteurs, persuadé qu'il était qu'unie aux humbles et sublimes vertus de l'apostolat, une naissance distinguée leur donne plus d'élévation encore et de caractère, toujours du moins plus de cette considération extérieure utile à un premier pasteur, soit qu'il ait à imposer le respect à des coopérateurs, soit qu'il lui faille soutenir les intérêts de la religion auprès des grands, ou ménager ceux des peuples auprès du gouvernement. » A en croire les *Mémoires* du cardinal de BERNIS, publiés par F. Masson (*Mémoires et lettres du cardinal de Bernis*, 1878, 2 vol. in-8. I, 83), Boyer n'avait aucune connaissance du monde ni de la cour. « Le duc de Duras lui demandait un jour une petite abbaye pour l'abbé de Durfort ; M. de Mirepoix l'éconduisit en lui disant que les abbayes étaient faites pour les gens de qualité. Le précepteur de M. le Dauphin ignorait donc que Durfort est le nom de maison des seigneurs de Duras. »

2. Tous les ans, les rois de France lavaient les pieds à douze pauvres, le jeudi saint, en présence de la cour et des courtisans.

3. Mgr de Bezons écrivit à Mesdames, filles de Louis XV : « Mesdames, sachez qu'un homme qui, comme M. de Beauvais, appartient par son mérite aux Bossuet, aux Bourdaloue, aux Massillon, aux Fléchier et aux Mascaron, peut le disputer aux plus nobles familles du royaume. » Le même évêque écrivit à ce sujet au cardinal de la Roche-Aymon : « Monseigneur, si je croyais que la noblesse fût la principale condition requise pour l'épiscopat, je foulerais ma crosse aux pieds et je renoncerais à la haute dignité dont je suis revêtu. » *Vie de M. de Beauvais*, par l'abbé SAMBUCY, 1842, in-12.

Roche-Aymon, c'est à grand'peine qu'il arriva à vaincre l'obstacle de sa modeste naissance. Il est enfin nommé, en 1774, à un des plus petits sièges du royaume, à un des plus éloignés de Paris, à l'évêché de Senez. Ce fut un événement, au point que l'abbé Maury, prêchant l'année suivante le panégyrique de saint Augustin devant l'assemblée du clergé de France, crut devoir s'écrier, en se tournant vers le nouvel évêque de Senez : « Vous avez déjà pu remarquer que saint Augustin fut, selon l'usage de son siècle, un de ces pontifes élevés au plus éminent caractère de consécration qu'imprime le Saint-Esprit par la seule supériorité reconnue de leurs mérites..., je veux dire un de ces prélats qu'un aveugle préjugé croit peut-être abaisser, mais qu'il rehausse encore sans le vouloir, en les appelant des *hommes de fortune*, tandis qu'ils sont les seuls évêques au contraire pour qui la fortune n'a rien fait ¹. » Avec ce système de recrutement, on était arrivé à composer un épiscopat de gentilshommes. En 1789, sur les cent trente évêques de France, nous ne trouvons *pas un seul roturier* ². M. de Beauvais lui-même avait

1. « Dans l'église et l'épiscopat, les dignités les plus lucratives étaient devenues le partage presque exclusif de la classe noble. On avait abandonné à cet égard les principes suivis constamment par Louis XIV. » *Mémoires de TALLEYRAND*, t. I, p. 117. — Les *Mémoires d'AUGEARD* disent à ce sujet, après avoir constaté qu'il y avait autrefois des évêques pris en dehors de la noblesse : « *Pourquoi dans les règnes de Louis XV et de Louis XVI, n'en trouve-t-on qu'un seul exemple*, qui est dans la personne de l'évêque de Senez ? Les évêques et les ministres de la feuille n'avaient pas honte de dire que les évêchés n'étaient faits que pour les gens de qualité. » — M^{me} CAMPAN, dans ses *Mémoires* (édit. Berville et Barrière, t. I, p. 236-237), après avoir parlé des conséquences militaires du règlement de 1781, ajoute : « Une autre décision de la cour, qui ne pouvait être annoncée par un édit, fut qu'à l'avenir tous les biens ecclésiastiques, depuis le plus modeste prieuré jusqu'aux plus riches abbayes, seraient l'apanage de la noblesse. » L'abbé de Boulogne, futur évêque de Troyes dans notre siècle, dira dans une notice sur M. de Beauvais : « Au milieu du XVIII^e siècle, le mal réel était que les ancêtres tenaient lieu de mérite, dans ce que les places saintes étaient le patrimoine exclusif d'une classe privilégiée que l'on accoutumait par là à compter les titres pour tout et la vertu pour rien. » L'abbé de Boulogne, déjà prédicateur de grand renom sous l'ancien régime, avait souffert lui-même de cet ostracisme. Il était Boulogne tout court, quoique de famille bourgeoise ; mais le public, voyant en lui un homme de mérite, faisait précéder son nom de la particule qu'il finit par adopter lui-même, une fois évêque après le Concordat. Il était de trop petite naissance pour obtenir un évêché sous l'ancien régime. Cf. *M. de Boulogne*, par l'abbé DELACROIX, 1886, in-12.

2. En parcourant les noms des évêques en 1789, on en trouve quelques-uns sans particule ; mais il ne faut point oublier que la particule devant un nom n'était pas une preuve de noblesse, ni l'absence de particule une preuve de roture. Les bourgeois riches et *vivant noblement*, comme on parlait alors, c'est-à-dire n'exerçant aucun métier, s'étaient attribués cette petite distinction qui ne donnait pas de privilège et qui correspondait à peu près au titre d'*esquire* en Angleterre (Léonce de LAVERGNE, *les Assem-*

disparu, ayant donné, en 1783, sa démission de l'évêché de Senez. Pas un évêque ne faisait tache, à la veille de la Révolution, dans le riche armorial de la prélature.

blées provinciales sous Louis XVI, 1863, p. 72-73.) Cet usage, que Molière tourne en ridicule dans *l'Ecole des femmes*, s'était surtout répandu pendant le XVIII^e siècle, à mesure que le tiers état devenait propriétaire du sol. La preuve que la particule n'est pas le signe nécessaire de la noblesse, c'est que de très grands noms parlementaires, tels que les Mole, les Pasquier ne l'avaient pas. Bossuet était d'une petite noblesse de robe; sa famille avait des armoiries. Les Bossuet étaient traités de *noble homme* depuis François I^{er}, qui sans doute les anoblit quand un Bossuet fut échevin. La famille de Fléchier avait des armoiries et une petite noblesse conférée par le pape. Nous trouvons sur la liste des évêques, en 1789, François Moreau, évêque de Vence, puis de Mâcon; il appartenait à une vieille famille parlementaire. Cf. Hozier, *Armoirial général*. Mgr d'Osmond, évêque de Comminges, signa longtemps Osmond. Il avait pourtant pour ancêtre l'un des barons qui accompagnèrent Guillaume le Conquérant en Angleterre.

CHAPITRE DEUXIÈME

Les hautes situations de l'Eglise occupées par les grandes familles

I. L'Eglise regardée par la noblesse comme une issue au trop plein des familles. — La noblesse déracinée, désœuvrée, est dans la misère. — L'orgueil du nom, de la famille, à soutenir. — Comment le roi est obligé de nourrir la nuée des courtisans faméliques. — Les cadets, victimes du droit d'aînesse, se jettent, comme sur une proie, sur les meilleures situations de l'Eglise. — II. Evêchés héréditaires. — Pour tout garder à l'aîné. — Les La Rochefoucauld. — Mme de Sévigné heureuse de l'évêché donné à l'abbé de Grignan. — Plaintes de Bossuet et de Bourdaloue. — Changement de carrière après la mort de l'aîné. — Bernis. — Des Cars poussé par sa mère vers l'Eglise. — La tonsure de Chateaubriand. — Quelques scrupules chez le roi. — Tous ces jeunes nobles ont des parents qui les protègent. — Plusieurs évêques du même nom en 1789. — III. Comment, dans cette mêlée d'ambitions, les plus brillantes situations de l'Eglise s'ouvrent d'elles-mêmes à la plus haute aristocratie. — Les La Rochefoucauld, les Talleyrand-Périgord en 1789. — Rivalité pour les plus grands sièges. — Lutte célèbre, au xvii^e siècle, entre les Le Tellier et l'abbé de Bouillon, soutenu par Turenne, pour l'archevêché de Reims. — Difficultés pour la noblesse plus modeste d'arriver à l'épiscopat. — Exemple de l'abbé de Bausset protégé par Boisgelin. — IV. On peut prévoir dans une réunion ecclésiastique quels grands noms sont prédestinés à la mitre. — Réflexions de Morellet sur ces brillants abbés qui le dédaignent. — Les temps sont durs pour la roture. — Plaintes amères, en 1789, au sujet de la mainmise de la noblesse sur l'épiscopat. — Anomalie de ce fait dans une société où déjà toutes les conditions se mêlent. — L'abbé d'Aviau trouvé encore de trop petite noblesse au moment de la Révolution.

I

La mainmise de la noblesse sur les évêchés de France avait pour cause les besoins et la situation de cette noblesse même. La royauté, en l'arrachant à ses terres pour l'attirer à la cour, l'avait vouée au désœuvrement

et à la ruine. Ces gentilshommes, que Montaigne nous dépeint encore au xvi^e siècle, fiers, indépendants et riches sur leurs domaines, perdent, une fois déracinés, transplantés à Paris et à Versailles, leur dignité, leurs aptitudes et leur fortune. Saint-Simon avoue « l'ignorance, la légèreté, l'inapplication de cette noblesse accoutumée à n'être bonne à rien qu'à se faire tuer, et à croupir, du reste, dans la plus mortelle inutilité, qui l'avait livrée à l'oisiveté et au dégoût de toute instruction hors de guerre, par l'incapacité d'état de s'en pouvoir servir à rien ».

Cette caste inoccupée tombe dans le dénuement, tandis que la bourgeoisie et le tiers état toujours en ascension travaillent et s'enrichissent. « Parmi les familles nobles, écrira Talleyrand, le plus grand nombre était ou relativement ou absolument pauvre. » Les maisons les plus opulentes avaient trop de luxe, trop d'appétits, pour pouvoir se passer des grâces royales. Les besoins étaient moindres chez les hobereaux vivant encore sur leurs terres; mais chez eux quelle gêne jusqu'à la fin de l'ancien régime! Les documents les plus précis, les publications les plus récentes mettent à nu la détresse de ces gentilshommières remplies d'enfants, mais habitées par la misère¹.

Là même où se rencontre quelque aisance, le droit d'aînesse rend très précaire la situation de tous au profit d'un seul. « Les cadets des cadets, dit Chateaubriand, arrivaient promptement au partage d'un pigeon, d'un lapin, d'une canardière et d'un chien de chasse, bien qu'ils fussent toujours *chevaliers hauts et très hauts seigneurs* d'un colombier, d'une crapaudière et d'une garenne. » Voilà donc les cadets, c'est-à-dire la masse des gentilshommes, obligés de chercher fortune en dehors de l'héritage paternel.

Qui viendra au secours de cette caste besogneuse? La royauté, qui a tant contribué à la déraciner, à la domestiquer et à la ruiner, est obligée de la soutenir. Elle lui a

1. TALLEYRAND, *Mémoires*, I, 117. — Pierre de VAISSIÈRE, *Gentilshommes campagnards de l'ancienne France*, 1903, in-8, passim.

abandonné l'armée et les ambassades. Les gouvernements des provinces assurent d'ordinaire aux heureux titulaires, outre de grands honneurs, plus de 100.000 livres. Au-dessous, mais encore bons à prendre sont les lieutenances générales, les gouvernements particuliers et une foule de sinécures où le traitement a survécu à la fonction. Et les innombrables charges de la cour, de la maison des princes; et les dons, gratifications, pensions, que le trésor mis au pillage répand sans compter sur ces courtisans faméliques, dont il faut payer l'assiduité, les complaisances, en dorant leur servitude, en entretenant leur famille et leur luxe.

Mais c'est bien peu encore pour tant de quémandeurs. Heureusement que l'Eglise est là avec ses évêchés, ses abbayes, ses prieurés, ses chapitres nobles d'hommes et de femmes, ses commanderies de Malte, ses canonicats de tout genre, pour satisfaire l'ambition de la plus haute comme de la plus petite noblesse. Et quelle carrière tranquille, assurée! « Je suis bien aise pour mes enfants, dit le marquis de Francieu, d'avoir pris le parti des armes; mais quelle différence pour moi si j'avais pris celui de l'Eglise. Que de peines, que de travaux n'ai-je pas essuyés! Que cette vie est différente de celle d'un chanoine¹! » Voilà un gentilhomme, un marquis, qui paraît regretter de ne s'être point fait chanoine. Un canonicat ne pouvait suffire aux races illustres. Elles cherchent pour leurs rejetons les suprêmes honneurs ecclésiastiques, les abbayes, les évêchés surtout, qui assurent un accroissement de prestige et de fortune dont profitera toute la parenté. Le gentilhomme promu à la prélature devient par le fait même le plus riche de sa famille. Il peut être un jour cardinal, homme d'Etat, ministre. Poussons donc nos enfants à l'épiscopat.

Il est difficile de se représenter à quel point le soutien, l'avancement, l'orgueil de la *famille*, de leur *maison*, préoccupaient les nobles dans l'ancien régime. « Une seule passion, dit Chateaubriand, dominait mon père,

1. Cf. de VAISSIÈRE, op. cit., p. 372-375. — CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'Outre-Tombe*.

celle de son nom. » La vocation forcée de Talleyrand parut à ses parents « plus favorable à l'avancement de *la famille*. Car dans les grandes maisons, écrit-il dans ses Mémoires, c'était la famille que l'on aimait, bien plus que les individus et surtout que les jeunes individus que l'on ne connaissait pas encore. »

II

L'Eglise fit trop souvent les frais de ces ambitions de race. La promotion de Richelieu au siège de Luçon nous en fournit un remarquable exemple. A cette époque, certains évêchés paraissaient héréditaires dans quelques familles. Les Bonzi se succèdent à Béziers sans interruption depuis un siècle. Le siège de Paris est « dans la maison de Gondi », celui de Maillezais dans la maison de Sourdis, celui de Luçon dans la maison de Richelieu. Un des frères de Richelieu est pourvu de ce dernier. Armand se destine à l'armée. Tout à coup l'évêque donne sa démission et se fait chartreux. Sa mère communique à Armand les perplexités qu'une telle décision cause à toute la parenté. Alors celui-ci fait volte-face et renonce à l'armée pour entrer dans le clergé et occuper l'évêché de Luçon. « Que la volonté de Dieu soit faite, écrit-il; j'accepterai tout pour le bien de l'Eglise *et la gloire de notre nom*. »

Que de preuves ne nous donne point Saint-Simon de cette poussée de la noblesse vers l'Eglise. « Les ducs de La Rochefoucauld, dit-il, s'étaient accoutumés depuis longtemps à ne vouloir chez eux qu'un successeur pour recueillir tous les biens et toute la fortune du père, à ne marier ni filles, ni cadets, qu'ils comptaient pour rien, et à les jeter à Malte ou dans l'Eglise. Le premier duc de La Rochefoucauld fit son second et son quatrième fils prêtres. L'aîné mourut évêque à Lectoure, l'autre se contenta d'abbayes, le second fut chevalier de Malte. De six filles qu'il eut, quatre furent abbesses, la dernière reli-

gieuse. La troisième, plus coriace que les autres, voulut absolument un mari... Le second duc de La Rochefoucauld, qui a tant figuré dans les troubles contre Louis XIV, et si connu par son esprit, eut cinq fils et trois filles. Des quatre cadets, trois furent chevaliers de Malte; et le dernier, prêtre, fort mal appelé, et tous quatre avec force abbayes. Les trois filles moururent sibylles dans un coin de l'hôtel de La Rochefoucauld où on les avait reléguées, ayant à peine de quoi vivre, et toutes trois dans un âge très avancé¹. »

M^{me} de Sévigné a grand'peine à sauver du couvent sa petite-fille préférée, sa chère Pauline, la future M^{me} de Simiane, que sa mère, M^{me} de Grignan, voulait jeter dans le cloître comme ses sœurs, pour avantager l'héritier de son nom. A cette époque il y a deux Grignan dans l'épiscopat. De quel ton M^{me} de Sévigné parle de la promotion à Evreux de celui qui fut évêque de Carcassonne ! Avec quelle complaisance elle décrit le site, le palais, la maison de campagne, les revenus, allant jusqu'à se réjouir de la mort du prédécesseur qui met « le jeune prélat en possession d'un des plus beaux bénéfices de France² » ! Comme le frère du nouvel élu, le chevalier, est nommé en même temps menin du Dauphin avec une bonne pension, c'est, dit la marquise, un « tourbillon de bonheur dans la maison de Grignan ». Hélas ! ce tourbillon de bonheur passera comme tous les tourbillons, et quand le jeune et seul héritier des Grignan aura été emporté par un courant contraire, on poussera, mais en vain, le chevalier déjà avancé en âge à convoler pour perpétuer un nom et une race qu'il fallait sauver à tout prix.

L'usage établi par la noblesse de considérer les dignités et les revenus ecclésiastiques comme un bien de famille,

1. *Mémoires de SAINT-SIMON*, t. VI, p. 356-359.

2. Madame de Sévigné écrit à sa fille : « Il me semble que je vous entends dire : Qu'est-ce c'est qu'Evreux ? Le voici : Evreux est la plus jolie ville de Normandie, à vingt lieues de Paris, à seize de Saint-Germain ; elle est à M. de Bouillon. L'évêché vaut 20.000 livres de rente, le logement est très beau, l'église des plus belles, la maison de campagne est une des plus agréables qu'il y ait en France. » L'abbé de Grignan n'alla pas à Evreux, mais fut promu peu après à Carcassonne, dont l'évêché valait 14.000 francs de plus. Un autre Grignan, son frère, fut archevêque d'Aix. Cf. Abbé LÉON CHARPENTIER, *Un évêque de l'ancien régime, Louis-Joseph de Grignan*, 1899, in-12.

était un abus plein de périls. On comprend que Bossuet, parlant un jour de Pâques devant Louis XIV et sa cour, l'ait dénoncé avec force ¹.

Bourdaloue est plus précis encore. « A peine, dit-il, cet enfant est-il né, que l'Eglise est son partage; et l'on peut dire de lui, quoique dans un sens bien opposé, ce qui est écrit d'Isaïe, que dès le ventre de sa mère il est destiné à l'autel. Ce cadet n'a pas l'avantage de l'aînesse : sans examiner si Dieu le demande ni s'il l'accepte, on le lui donne... Il suffit qu'il soit le cadet de sa maison pour ne pas douter qu'il ne soit dès là appelé aux fonctions redoutables de pasteur des âmes. Si les choses changeaient de face, sa vocation changerait de même; tandis qu'il aura un aîné, elle subsistera... Cet aîné n'a pas été en naissant assez favorisé de la nature et manque de certaines qualités pour soutenir la gloire de son nom; sans égard aux vues de Dieu sur lui, on pense, pour ainsi dire, à le dégrader, on le rabaisse au rang de cadet, on lui substitue celui-ci, et pour cela on extorque un consentement forcé, on fait servir l'artifice et la violence, les caresses et les menaces... Si de plusieurs enfants qui composent la même famille, il y en a un plus méprisable, c'est toujours celui à qui les honneurs de l'Eglise sont réservés. S'il est disgracié, mal fait, ou s'il n'a pas l'inclination du père et de la mère, il faut en faire un bénéficiaire. O impiété! maintenant on ne donne point d'enfants plus volontiers à Dieu que ceux qui ont moins de part à la bienveillance paternelle; et quand on les juge indignes de soutenir l'honneur de leur naissance, on les estime capables d'être les ministres de Jésus-Christ et les dispensateurs de ses mystères. »

Bourdaloue n'eût point été embarrassé pour appuyer par des exemples sa vigoureuse remontrance. Au nombre des aînés disgraciés et sacrifiés il aurait pu compter, par

1. « Ah! ne jetez pas vos amis, vos proches, vos propres enfants, vous-mêmes, qui présumez tant de votre capacité sans qu'elle ait jamais été éprouvée, ah! pour Dieu ne vous jetez pas volontairement dans un péril manifeste; ne proposez plus à une jeunesse imprudente les dignités de l'Eglise comme un moyen de piquer son ambition, ou comme la juste couronne des études de cinq ou six ans, qui ne sont qu'un faible commencement de leurs exercices. Qu'ils apprennent plutôt à fuir, trembler et du moins à travailler pour l'Eglise, avant que de gouverner l'Eglise. »

exemple, l'aîné des fils de Mme de Longueville, le comte de Dunois, « contraint à une vie ecclésiastique qu'il n'embrassait que par incapacité de figurer à la guerre ou à la cour ¹. » Il ne faudrait pas cependant généraliser le reproche formulé par Bossuet et Bourdaloue. Saint-Simon nous montre Louis XIV obligé de faire violence au duc de Beauvillers pour élever à l'épiscopat son fils, l'abbé de Saint-Aignan. Le duc de Beauvillers le trouvait encore trop jeune pour une si grande situation. L'événement prouva qu'il n'avait que trop raison.

Au XVIII^e siècle, la race des nobles continue à être féconde et à avoir besoin de l'Eglise pour sa progéniture. A la veille de la Révolution, les deux du Plessis-d'Argentré, évêques l'un de Limoges et l'autre de Séez, comptent cinq autres frères et six sœurs. Les parents de Renaud de Villeneuve, successivement évêque de Viviers et de Montpellier dans le milieu du siècle, avaient eu dix-sept enfants, neuf garçons et huit filles. La famille de Hercé², qui a donné au siège de Dol son dernier évêque, l'emporte encore avec dix-neuf enfants. La carrière ecclésiastique offre une issue excellente au trop-plein des familles. Pousser les enfants de ce côté est le moyen de maintenir à l'aîné le patrimoine des ancêtres, et servir à la fois les intérêts du ciel et ceux de la terre. « Que ferons-nous de notre fils aîné? s'écrie ici Talleyrand... Dans quel régime placerons-nous son frère? Avons-nous un bénéfice en vue pour l'abbé?... Je sais un chapitre où nous devrions faire entrer la petite. » Il y a des canonicats, des abbayes, des évêchés même qui semblent héréditaires entre parents; faut-il laisser perdre ces biens de famille, faute de présenter un sujet pour les recueillir? Le courant est établi. Point ou peu de grandes maisons qui ne comptent un ou plusieurs tonsurés dès l'adolescence, parfois

1. « Comme cadet, dit BERNIS (*Mémoires*, I, 7), je fus nourri à la campagne dans une maison rustique. » — BOURDALOUE, *Dominicales*, 1^{re} dim. après l'Épiphanie, sur le Devoir des pères par rapport à la vocation de leurs enfants. 1^{re} partie. — Carême. Mercredi de la 2^{me} semaine, sur l'Ambition. — SAINTE-BEUVE, *Port-Royal*, t. V.

2. SAUREL, *L'évêque François Renaud de Villeneuve*, 1889, in-8. — CHARLES ROBERT, *Urbain de Hercé, dernier évêque de Dol*, 1900, in-8. p. 2. — TALLEYRAND, *Mémoires*, p. 13.

dès la première enfance. Quelques cheveux coupés n'imposent pas de grandes obligations à ces jeunes clercs, n'enchaînent pas leur avenir, et au besoin ne les empêcheront pas de se marier plus tard. En attendant, la tonsure leur permet de tenir des bénéfices. S'ils persévèrent, c'est un double résultat obtenu. Voilà un enfant établi, et cet enfant, devenu évêque, sera un jour le meilleur soutien de tous les siens. Le jeune d'Osmond a une belle figure, mais, par suite d'un accident arrivé en nourrice une jambe est de trois pouces plus courte que l'autre. Si l'armée lui est fermée, l'Eglise est ouverte. Le voilà d'abord chanoine et comte de Lyon; le voilà bientôt promu au siège de Comminges, grâce au crédit de son frère. Il se montre « le meilleur parent possible, élève ses neveux bien autrement que lorsqu'il était simple comte de Lyon, donne des dots, pourvoit à tout, » et a le talent en démissionnant, en 1785, de se faire attribuer son neveu pour successeur¹. En 1787, durant la première assemblée des notables, Dillon, archevêque de Narbonne, dînait un jour chez le maréchal de Castries. Il fut question des projets dirigés contre le clergé. Le marquis de Bouillé dit que « c'était très bien fait », qu'il était temps de secouer son joug, « qu'il ne voyait pas pourquoi l'on marcherait toujours par le chemin des prêtres. — Il me semble, reprit l'archevêque de Narbonne, que vous ne vous êtes pourtant pas mal trouvé d'avoir marché dans ce chemin-là; c'est lui qui vous a conduit au temple de la gloire. » — Comme le marquis faisait la sourde oreille : « Eh oui, ajouta Dillon, si feu M. l'évêque d'Autun, votre oncle, ne vous eût pas donné un régiment, où en seriez-vous ? »

Toutes les combinaisons familiales ne réussissaient pas aussi bien. Au milieu du XVIII^e siècle, l'aîné des des Cars a embrassé, comme il convient, le métier des armes; il est déjà colonel de cavalerie et chevalier de Saint-Louis; le second a porté un moment le petit collet, qu'il a quitté ensuite pour s'engager dans la marine; le troisième est

1. *Mémoires de DUFORT*, comte de Cheverny, 1886, 2 vol. in-8, t. II, p. 45, 46, 61-64. Dufort dit que M. d'Osmond était « aimé et estimé ».

2. *Mémoires de BACHAUMONT*, 8 mars, 1887.

voué à l'état ecclésiastique. Ma mère, raconte-t-il dans ses *Mémoires*, « me faisait la peinture la plus douce et la plus attrayante de la vie de séminaire à Paris, au centre de ma famille. Elle me montrait les pensions sur les abbayes pleuvant d'abord en abondance, bientôt suivies de prieurés riches, de grosses abbayes. Je serais aumônier du roi, agent du clergé, évêque au plus tard à trente ans, et enfin le plus riche de ma famille ¹ ».

Les événements se chargent souvent de déranger ces calculs. Tel enfant, d'abord destiné à l'Eglise, est parfois appelé par la mort de son aîné à échanger le petit collet pour l'épée. La mort de son frère invita ainsi l'abbé Loménie de Brienne à entrer dans la carrière militaire. Il persévéra malheureusement dans l'état ecclésiastique où il se croyait plus assuré d'un brillant avenir.

En retour, nous voyons, au XVIII^e siècle, sur les sièges de France, de nombreux prélats qui avaient délaissé le service de Mars pour celui de Dieu. Le dernier évêque de Soissons avant la Révolution, M. de Bourdeilles, a été tonsuré à dix ans. Il quitte la cléricature, devient mousquetaire et entre plus tard à Saint-Sulpice. Les parents de La Luzerne, futur évêque de Langres, l'avaient d'abord dirigé vers l'ordre de Malte. Conzié, évêque d'Arras, est d'une famille de guerriers. Il débute dans la carrière des armes avec le grade d'officier de dragons. Condorcet, avant-dernier évêque de Lisieux, Maillé de la Tour-Landry, évêque de Gap et de Saint-Papoul, ont été militaires. M. de la Marche, dernier évêque de Saint-Pol-de-Léon, a été à la bataille de Plaisance, en 1746. Il a été promu, en 1747, au grade de capitaine dans le régiment de la reine. A la paix d'Aix-la-Chapelle, il a quitté l'armée pour entrer au séminaire. Grossoles de Flamarens, successivement évêque de Quimper et de Périgueux, a été d'abord officier d'artillerie et garde dans l'état ecclésiastique les allures brusques de l'ancien militaire. C'est pour ces gentilshommes, passant subitement d'une carrière à l'autre, toute une éducation à refaire. Tel fut le cas de

1. *Mémoires* du duc des CARS, publiés en 1890, 2 vol. in-8, t. I, p. 8.

Richelieu, appelé à vingt et un ans à l'évêché de Luçon. Jusque-là l'équitation, l'escrime, la danse avaient occupé sa jeunesse; voici le tour de la théologie. Cette connaissance nouvelle ne fera point oublier les premières leçons. Richelieu évêque, suivant à cheval les opérations du siège de La Rochelle, émerveillera les troupes par sa bonne contenance. On le verra même un jour, déjà cardinal, exécuter à la perfection un ballet chez la reine.

Au xvii^e siècle, un La Rochefoucauld, le quatrième fils du duc de La Rocheguyon, refuse d'opter, trouvant commode de cumuler le métier des armes avec les profits de la cléricature. Saint-Simon le représente « chargé des abbayes de ses oncles et grands-oncles, à mesure qu'elles vaquèrent ». Devenu l'aîné par la mort de ses frères, il s'obstine, tout en refusant d'entrer dans les ordres, à rester à la fois « abbé et aîné », à garder « ce petit collet auquel tenaient 60.000 livres de rente ». De guerre lasse, la famille obtient du pape un bref qui permet à l'abbé de La Rochefoucauld de porter le collet et l'épée, d'être à la fois guerrier et bénéficier ¹.

L'ordre de Malte offrait ce double avantage. On sait que le jeune Chateaubriand, après avoir manifesté le désir d'embrasser l'état ecclésiastique, y renonça pour se tourner vers Malte, tandis que sa sœur Lucile était reçue chanoinesse du chapitre noble de l'Argentière, en attendant une vacance au chapitre si recherché de Remiremont. Comme il fallait être tonsuré pour pouvoir tenir des bénéfices, la pieuse mère de Chateaubriand demanda cette faveur pour son fils à l'évêque de Saint-Malo, Cor-tois de Pressigny. Il fallut triompher des scrupules du pontife à qui il répugnait, malgré l'usage, de conférer ainsi la cléricature à un militaire. Le jeune officier se mit à genoux en uniforme, l'épée au côté, « aux pieds du prélat, qui lui coupa deux ou trois cheveux sur le sommet de la tête; cela s'appelle tonsure, de laquelle il reçut lettres en bonne forme ² ». Malheureusement tous les pri-

1. *Mémoires* de SAINT-SIMON, VI, 356-359.

2. Ces lettres de tonsure en date du 16 décembre 1788, ont été publiées dans la *Semaine religieuse* de Rennes du 26 janvier 1899.

vilèges de l'ordre de Malte furent abolis au moment où Chateaubriand aurait pu commencer à en jouir. Il lui resta du moins le titre de chevalier ainsi que les insignes de l'ordre dont il aima, on le sait, à se parer plus que de tous les autres.

Cette circonstance de la vie de Chateaubriand montre quelles facilités avaient les nobles dans l'ancien régime à s'adjuger quelque part des biens d'église. Sans doute, les distributeurs des grâces prenaient ici des précautions. On tâchait de ne pas jeter les bénéfices aux clercs qui n'étaient point encore dans les Ordres sacrés. Le jeune des Cars a obtenu, au prix de quelques cheveux coupés au sommet de la tête, une rente de 1.800 fr. sur une abbaye. L'évêque d'Orléans, ministre de la feuille, a promis à sa mère de le proposer au roi pour une pension de 2.000 écus. « Deux mille écus, s'écrie Louis XV à cette demande ; c'est beaucoup trop à son âge. Ce gaillard-là nous jouerait le même tour que son cousin, le chevalier de Clermont d'Amboise, à qui j'avais donné la domerie d'Aubrac n'étant que tonsuré. » Il quitta le petit collet, prit la croix de Malte et garda l'argent qu'il avait emporté. Pour le petit des Cars, « je consens qu'il ait une pension de 1.800 fr., pour lui aider à faire ses études. Quand il sera dans les ordres sacrés nous le traiterons mieux. » Il obtint 1.800 fr. sur l'abbaye de Molesmes dont l'abbé Terray était titulaire¹. Le roi agit prudemment, car le jeune des Cars ne tarda pas à quitter le petit collet et la carrière ecclésiastique qu'il n'avait jamais voulu embrasser. L'abbé de Boisgelin, neveu de l'archevêque d'Aix, aurait mieux fait d'imiter des Cars et de ne point s'élever à la prêtrise. Un scandale retentissant lui fit perdre l'abbaye que la protection de son oncle allait lui valoir².

1. *Mémoires du duc des Cars*, I, 15-16.

2. Boisgelin, archevêque d'Aix, écrit d'Aix le 9 février 1781 : « Ne voilâ-t-il pas cet imbécile abbé qui vient aussi troubler, je ne sais comment, le désir que j'avais de lui être utile. On me mande qu'il perd sa place, qu'il est exilé. Je vois bien qu'il perd sûrement son abbaye, et je ne sais pas encore quelle est son histoire. » Dans une autre lettre, Boisgelin écrit : « L'évêque d'Autun (ministre de la feuille) le prend bien. Mais en attendant, j'avais la promesse d'une abbaye, et je crois qu'il la perd par sa faute. » Et Boisgelin ajoute avec une extrême indulgence : « J'ignore

On objecta aux premières demandes de Bernis qu'il n'était pas encore dans les ordres sacrés. Et pourtant, qui pourrait trouver que le sévère Boyer, évêque de Mirepoix, ministre de la feuille, mettait à trop haut prix, dans une entrevue avec lui, les bénéfices et les honneurs ecclésiastiques? Bernis est à Paris, dans l'ardeur de sa jeunesse et cherchant sa voie. Il a quitté le séminaire de Saint-Sulpice, et s'est lancé dans une société brillante qu'il amuse déjà par ses vers. Flatté d'une renommée naissante, entraîné vers le monde et les plaisirs, il ne veut point encore pousser, en fait d'engagements, au delà de la tonsure qu'il a reçue à douze ans. Il nous a raconté dans ses *Mémoires* une conversation avec l'évêque de Mirepoix¹. « Vous avez, lui dit Boyer, de grands talents, il faut les consacrer à l'Eglise et y prendre les derniers engagements. Monsieur, me dit-il en me serrant la main, c'est de la part de l'Eglise que je vous parle; sous-diacre, une abbaye; prêtre deux ans, grand vicaire, et puis évêque. — Monseigneur, lui répondis-je, je ne vous conseille pas de faire les mêmes propositions à tout le monde, vous seriez accepté; quant à moi j'y ferai mes réflexions. — Monsieur, ajouta vivement l'évêque de Mirepoix, si vous ne prenez pas les ordres, vous n'aurez

quelle est cette faute, mais je voudrais n'y pas perdre l'abbaye. Il y en a bien d'autres qui ont eu des écarts de jeunesse et qui n'en ont pas été moins bien traités. Il faut tout adoucir, tout excuser. Il faut que mon frère (le père de l'abbé) se fasse rendre compte par le jeune homme, et par un abbé qui est avec lui, et qu'il s'arme de raisons d'excuse pour parler tout de suite à M. d'Autun. Il ne faut pas tout abandonner pour une sottise d'un moment. » *Lettres inédites* de M. DE BOISGELIN, archevêque d'Aix à la comtesse de Gramont. Cette correspondance, conservée aux Archives nationales, M 788, commence en 1776, se poursuit durant 25 ans et est fort intéressante. M. CANS en a donné des extraits, relatifs surtout au rôle de Boisgelin en Provence, dans la *Revue historique* de 1902. La plupart de nos citations de ces précieuses lettres sont inédites.

1. Plusieurs années auparavant, son père avait écrit au cardinal Fleury avec qui il était lié. Fleury avait répondu que « comme j'étais entré dans l'état ecclésiastique, il fallait m'envoyer finir mes études au collège des Jésuites de Paris et ensuite au séminaire Saint-Sulpice; que lorsque j'aurais atteint l'âge de dix-huit ans, il demanderait au roi une abbaye et qu'au moyen de cette grâce je pourrais aider ma famille. » Plus tard Fleury se brouilla avec Bernis, sorti un peu forcé de Saint-Sulpice. « Le cardinal, dit-il, me déclara qu'il avait été au moment de me donner une abbaye considérable, mais que tant qu'il vivrait je n'obtiendrais rien, qu'heureusement pour moi j'étais bien jeune et lui bien vieux ». — Bernis en mission à Venise reçut le sous-diaconat des mains du patriarche. A son retour en France, il fut pourvu, en 1775, de l'abbaye de Saint-Arnould qui rapportait 10.000 livres. Le roi lui avait déjà fait une pension de 1.500 livres sur sa cassette. F. Masson, *Mémoires et lettres du cardinal de Bernis*, 1, 15, 32, 85-86.

rien. — Je réfléchirai, lui dis-je, je vous instruirai de mes résolutions et soyez sûr qu'elles seront conformes à la religion et à la probité. »

Un gentilhomme implorait avec instance un bénéfice pour son second fils, et invoquait à l'appui de sa requête la circonstance providentielle qui l'avait fait naître le même jour et à la même heure que Mgr le Dauphin. Le cardinal de Tencin ne se laissa pas attendrir et déclara que « quand Dieu le Père en personne viendrait demander cette grâce au roi, le solliciteur n'obtiendrait rien avant le temps ¹. »

C'était une fin de non-recevoir bien solennelle. Il était très difficile de résister aux protecteurs que les candidats de distinction trouvaient à la cour, dans l'entourage des princes et des ministres, chez des parents et amis déjà élevés à l'épiscopat. Les meilleurs prélats se prêtent à ces bons offices. L'abbé de Saint-Sauveur est arrivé à Paris. Le plus pressé est de le présenter au prince de Conti, favorable à la famille, et à l'évêque de Mirepoix qui détient la feuille des grâces. Une abbaye venant à vaquer par la mort de M. de Bragelonne, vicaire général d'Amiens, le digne évêque de ce diocèse, M. de Lamotte, se hâte de la demander à Boyer pour son cher abbé de Saint-Sauveur, qui devient par là-même abbé de Saint-Jean d'Orbestier, grand vicaire d'Amiens, jusqu'à ce qu'il soit évêque de Tulle ². L'excellent cardinal de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, est accusé d'un peu de népotisme par son historien. Beaucoup de familles ont plusieurs prêtres

1. Pierre de VAISSIÈRE, *op. cit.*, p. 372-375. La chasse aux bénéfices était si active qu'il était parfois difficile même à la noblesse d'en obtenir. Le Mintier de la Motte-Basse a eu grand-peine, faute de ressources, à tenir ses enfants au collège. Une fois ordonnés, ils ont végété comme prêtres habitués à Saint-Etienne-du-Mont, et il leur a fallu du temps pour emporter enfin une situation de chanoine à Rennes. *Ibid.*

2. POULBRIÈRE, *Histoire du diocèse de Tulle*, 1884, in-12, p. 328. M. de Rochechouart-Montigny, de grande mais pauvre famille, avait été élevé par charité. Il occupa le siège d'Evreux au milieu du XVIII^e siècle, et put témoigner sa reconnaissance à son bienfaiteur. Le jeune abbé de Royère appartient à une famille de Périgord noble mais sans fortune. Sa mère l'emmena à la capitale, le lieu où s'élaborent tous les grands avenir. L'abbé de Bonneguise, archidiacre de Cambrai, aumônier de la Dauphine, prend soin de son éducation et, devenu plus tard évêque d'Arras, le nomme son vicaire général. La voie des honneurs est ouverte à l'abbé de Royère, que la Révolution trouva évêque de Castres. M. de la Crotte de Chanterac, dernier évêque d'Alet, avait été appelé tout enfant auprès de son oncle évêque de Noyon, qui le nomma chanoine de sa cathédrale à l'âge de neuf ans.

de leur nom et de leur race dans les honneurs ecclésiastiques. Le saint évêque de Tulle, du Plessis-d'Argentré, n'a point été inutile à son cousin, l'abbé de Coetlosquet, évêque de Limoges, précepteur des Enfants de France, membre de l'Académie française. Coetlosquet patronne à son tour les deux neveux de l'évêque de Tulle, les du Plessis-d'Argentré qui seront promus à Limoges et à Séez¹. Nous avons compté, en 1789, une douzaine d'évêques qui ont un, deux, jusqu'à trois frères ou parents du même nom sur un siège épiscopal.

III

Certains gentilshommes n'avaient qu'à se nommer pour voir s'ouvrir toutes les portes et venir à eux, avec la fortune, tous les honneurs ecclésiastiques. Que refuser, par exemple, à un La Rochefoucauld, à un Montmorency, à un Talleyrand-Périgord ? Une branche un peu appauvrie des La Rochefoucauld, les Larochefoucauld-Langheac, paraissent oubliés à Saint-Chély, village de la Lozère. L'évêque de Mende, M. de Choiseul-Beaupré, trop heureux d'obliger des La Rochefoucauld, s'empresse de prendre sous sa protection l'ainé de onze enfants, le jeune Dominique. Justement un La Rochefoucauld est cardinal, archevêque de Bourges, et le plus grand personnage de l'Eglise de France à cette époque. Dès lors, l'avenir du jeune abbé est assuré. Après le séminaire Saint-Sulpice, après son séjour en Sorbonne, une charge de grand vicaire l'attend à Bourges. Boyer, ministre de la feuille, s'excuse en ces termes d'avoir tardé un peu d'en faire un évêque : « Oui, dit-il, je connais l'abbé de La

1. René KERVILER, *La Bretagne à l'Académie française*, 1889, in-8, p. 553-559. — Au xvii^e siècle, nous voyons trois frères La Mothe-Hodencourt, l'un archevêque d'Auch, les deux autres évêques de Mende et de Saint-Flour. Le premier tiers du xviii^e siècle voit se succéder, sur le siège d'Aire, M. de Montmorin, soldat et marié avant d'entrer les ordres, et son troisième fils, Gilbert de Montmorin. Le siège d'Oloron est occupé durant presque tout le xviii^e siècle, par trois prélats issus d'une même famille du Dauphiné : Joseph de Revol, François de Montillet et puis François de Revol, cousin du précédent et petit-neveu du premier. Cf. MONTLEZUN, *op. cit.* p. 535-536.

Rochefoucauld; mais un mérite si rare demande un grand siège. » La vacance de l'archevêché d'Albi offre enfin une occasion favorable. Dominique y est appelé à trente-quatre ans et le roi s'écrie : « Je suis charmé de nommer l'abbé de La Rochefoucauld à cette riche église. Le bon usage qu'il a fait jusqu'ici de ses revenus me répond de celui qu'il en fera par la suite. » La Révolution trouvera M. de La Rochefoucauld cardinal, archevêque de Rouen, abbé de Cluny, et bientôt chef de la droite du clergé à la Constituante.

Un Talleyrand ne peut être moins bien traité qu'un La Rochefoucauld. Alexandre-Angélique de Talleyrand-Périgord n'a pas encore vingt ans que le roi veut déjà lui donner une abbaye. Sa pieuse mère, Marie-Elisabeth de Chamillart, le supplie de n'en rien faire, de crainte que la possession d'un bénéfice ne soit un motif humain de poursuivre une vocation qu'elle veut inspirée par la religion seule. Néanmoins le roi, en souvenir des services de son père tué au siège de Tournay, lui affecte une pension de 3000 livres. Il prend pour répétiteur de théologie l'abbé Bourlier, futur évêque d'Evreux. Au sortir du séminaire, l'abbé de Périgord est nommé aumônier du roi. M. de Nicolaï, évêque de Verdun, lui remet des lettres de grand vicaire et, en 1762, il reçoit l'abbaye du Gard. Enfin, à peine âgé de trente ans, il est demandé, en 1766, comme coadjuteur par La Roche-Aymon, archevêque de Reims. En 1789, il occupe le siège de saint Remi, et les plus grands honneurs ecclésiastiques lui sont encore réservés au xix^e siècle. C'était l'oncle du fameux Talleyrand.

Le seul obstacle aux ambitions de ces grandes races, c'est d'être en concurrence entre elles pour les plus grandes situations de l'Eglise. Certains évêchés sont si brillants, si opulents, donnent à l'heureux titulaire un tel prestige et un tel rôle, que les plus illustres familles rivalisent de crédit et d'intrigues pour les faire décerner à un de leurs membres.

La compétition la plus célèbre qu'ait enregistrée sur ce point l'histoire fut, au xvii^e siècle, la rivalité des Le Tellier et de la maison de La Tour-d'Auvergne au sujet de

Reims. L'abbé Le Tellier, poussé par son père et son frère, Le Tellier et Louvois, est nommé coadjuteur de ce grand siège à vingt-sept ans. L'abbé de Bouillon reçoit en dédommagement le chapeau de cardinal à vingt-six ans. Louis XIV, voulant obliger Turenne qui demandait instamment pour son neveu, soit Reims, soit Paris, aime mieux en faire un cardinal que de préparer, disait-il, un nouveau Retz. Dans la circonstance, les Le Tellier, de bien moindre naissance, mais forts de leur crédit de ministres, l'avaient emporté sur la maison de La Tour-d'Auvergne¹, qui avec les maisons de Lorraine, de Rohan et de Monaco, constituait à la cour de Louis XIV la classe privilégiée des princes étrangers, et avait donné Turenne à la France. Vers la fin du même siècle, la nomination d'un Noailles à l'archevêché de Paris, était un grand échec pour les Bouillon qui voyaient leur échapper le siège de la capitale.

Tandis que les plus beaux évêchés et tous les honneurs allaient ainsi, en quelque sorte, d'eux-mêmes, aux premières familles du royaume, la noblesse de moindre rang avait grand besoin de protection pour parvenir, tant étaient nombreux les candidats à satisfaire. Deux noms

1. « M. de Turenne, qui n'aimait pas M. de Louvois ni guère mieux M. Le Tellier, en fut piqué au dernier point. C'était de plus un morceau unique qu'il convoitait pour son neveu, qui déjà plein d'ambition fut ennuyé de se le voir ôter, et par l'abbé Le Tellier. » Turenne apporta dans cette affaire « l'attachement extrême qu'il eut pour les grandeurs et les distinctions de sa maison qui, toute sa vie, le conduisit et fut sa passion dominante ». Il avait recommandé chaudement l'abbé de Bouillon à M. de Péréfixe, archevêque de Paris. Pour le dédommager du triomphe de Le Tellier à Reims, « ils imaginèrent la coadjutorerie de Paris et, avec les avances d'amitié intime qu'ils avaient avec M. de Péréfixe, ils le lui persuadèrent si bien et si tôt, qu'il ne le désira pas moins passionnément qu'eux ». Péréfixe s'en ouvrit au roi. « M. de Turenne vint au secours qui s'y mit tout entier comme pour un coup de partie. Le roi, dans l'embarras du refus à M. de Péréfixe qu'il aimait et qu'il considérait fort, et encore plus à M. de Turenne dans la posture où il était, et qui était pourtant résolu de ne hasarder pas de faire un second coadjuteur de Retz, en sortit par proposer à M. de Turenne sa nomination au cardinalat au lieu de la coadjutorerie, et se trouva heureux et obligé à M. de Turenne de ce qu'il voulut bien l'accepter. » (SAINT-SIMON, *Mémoires*, t. I, p. 373-375.) Au fort de la rivalité entre les deux familles, les Bouillons affirmèrent qu'un Noailles avait été domestique du vicomte de Turenne. Les Noailles répondirent à cette assertion qu'ils trouvaient monstrueuse en publiant leur généalogie, en rappelant l'hérésie et les rebellions des Bouillons. Dans cette querelle M^{me} de Sévigné ne dissimule pas ses sympathies pour les Bouillon. — Au XVI^e siècle, nous assistons pour le très important siège de Lyon à une lutte entre Paul de Foix (de la maison de Caraman) et Pierre d'Epinac. Pierre, destiné par ses parents à être d'Eglise, comme le plus jeune fils, tonsuré et revêtu de la soutane dès la plus tendre enfance, l'emporta sur Paul de Foix et est nommé archevêque de Lyon, n'étant encore que sous-diacre. Cf. Abbé RICHARD, *Pierre d'Epinac*, archevêque de Lyon, in-8, 1901, p. 62.

parmi les plus illustres de l'Église de France avant la Révolution, M. de Boisgelin et M. de Bausset, nous en fournissent la preuve. M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, a pour grand-vicaire l'abbé de Bausset, qu'il aime beaucoup et qui le mérite. Il veut le pousser à l'épiscopat, en attendant que vienne le tour de deux autres de ses grands-vicaires : l'abbé de Crouseilles, et l'abbé de Messey. Bausset a atteint l'âge d'être promu. Il a en plus des dettes, sa famille à soutenir et désire arriver. L'évêque d'Autun, M. de Marbeuf, ministre de la feuille, n'a fait encore que des promesses évasives qui découragent et assombrissent le candidat¹. Heureusement que l'envoi à Nîmes de M. de Balore, évêque d'Alais, rend libre ce siège que Boisgelin sollicite vivement pour son protégé, faisant mouvoir tous les ressorts. L'archevêque d'Aix raconte, en février 1784, ses espérances bientôt suivies de craintes. A défaut d'Alais, il jette alors son dévolu sur un évêché de Bretagne, Saint-Pol-de-Léon, qu'une fausse nouvelle présentait comme vacant, et intéresse le ministre Calonne à cette nomination. Enfin Alais échoit à l'abbé de Bausset qui se fait sacrer en juillet. Boisgelin, en visite, six mois plus tard, chez le nouvel évêque, peut écrire d'Alais : « Je suis chez un heureux, et qui a bien raison de l'être². »

IV

A voir les difficultés que l'abbé de Bausset, gentilhomme et homme de grand mérite, a eu, malgré les recommandations les plus instantes de l'archevêque

1. « En vous écrivant, je parle à ce malheureux abbé de Bausset pour le consoler. L'évêque d'Autun m'écrit une lettre qui le désole. Toujours des marques d'intérêt, des espérances et des refus, et le malheureux est dans une position qui n'a pas les mêmes ressources. Il a des dettes, une famille qui a besoin de lui, et c'est l'évêque d'Autun qui lui a donné une commission qu'il devait récompenser et qui n'est pas aujourd'hui supportable. Je vous prie pourtant de n'en pas dire plus de mal de l'évêque d'Autun. Il en serait moins bien disposé pour l'abbé de Bausset et de plus indisposé contre l'abbé de Crouseilles. Je vous assure que notre petit abbé (Bausset) est noble, sensible et honnête homme autant qu'on puisse l'être, et il faut, en vérité, vous rapprocher de l'évêque d'Autun pour lui être utile. » Lettre inédite.

2. Lettre de Boisgelin du 11 février 1784 : « Il s'agit de l'abbé de Bausset. Il y a à parier pour lui pour Alais qui vaquera parce que l'évêque d'Alais

d'Aix, pour arriver au modeste évêché d'Alais, on préjuge que les abbés roturiers verront passer au-dessus de leur tête ces honneurs sans oser même y prétendre. On pouvait prédire dans une réunion de clercs, ceux qui seraient évêques. Morellet le constate avec amertume. Choisi comme précepteur du jeune La Galaizière, pour surveiller ses études de philosophie, de théologie et « en faire, dit-il, un évêque, comme il l'est devenu depuis, » il le suit au collège du Plessis et au séminaire Saint-Magloire. Au Plessis, Morellet est logé, nourri, a 1000 livres d'honoraires et n'est pas content. C'est qu'il s'y trouve comme éclaboussé par de brillants abbés qui ne paraissent pas tenir grand compte du pauvre précepteur, licencié en Sorbonne, mais roturier. Dans ce collège étudient en même temps que La Galaizière et sont destinés à la même carrière, l'abbé de Broglie, depuis évêque de Noyon; le prince Louis de Rohan, depuis évêque de Strasbourg et cardinal; son frère Ferdinand, depuis archevêque de Bordeaux et de Cambrai; Cicé, depuis archevêque de Bordeaux et garde des sceaux; Marbeuf, depuis évêque d'Autun, archevêque de Lyon et ministre de la feuille. Rohan, hautain, dissipateur, inconstant, dit Morellet, avait déjà à sa nomination plusieurs bénéfices importants, comme abbé de la Chaise-Dieu et autres abbayes, mais il les donnait à ses amis. L'abbé de Broglie, « plus réservé, mais vain, ne s'est jamais approché de moi, ni moi de lui pour former une liaison ». L'abbé de Marbeuf me témoigna de la bienveillance, mais ne me donna jamais rien. Je me liai,

va passer à Nîmes. L'évêque d'Alais balance encore selon mes dernières nouvelles, mais il y paraît pourtant disposé. Cela m'arrangerait très bien, parce qu'ensuite je n'aurais à m'occuper que de l'abbé de Messey. Je suis bien content de M. de Périgord (archevêque de Reims); il fait tout ce qui dépend de lui, l'archevêque de Narbonne (Dillon) aussi. Nous n'en disons pas autant de l'archevêque de Toulouse (Loménie de Brienne), qui avait fait bien des promesses qu'il ne remplit pas. » — Lettre du 14 février: « Je commence à espérer qu'Alais sera pour lui. » — Une lettre du 23 février 1784 est pessimiste: « Il est dur pour moi que mon grand-vicaire soit la victime des partis quand je ne lui ai rien enseigné plus fortement que de n'être jamais homme de parti. » Boisselin fait alors, pour aboutir, assiéger de recommandations pour son candidat le ministre Calonne. Enfin, dans une lettre du 3 mars 1784, Boisselin commente l'heureuse nouvelle de la nomination à Alais. « Je suis bien content, dit-il, de l'abbé de Bausset. Il était malade et chagrin, et je crois à présent qu'il est guéri. C'est un embarras de moins pour moi, et c'est aussi un grand plaisir, parce que j'ai vraiment de l'amitié pour lui. » Lettres inédites de BOISSELIN.

« mais sans fruit pour ma fortune, avec l'abbé de Cicé, homme d'esprit, de bonnes intentions et, dans des temps moins difficiles, très capable de remplir une bonne place ». Heureusement pour Morellet qu'il était devenu en Sorbonne l'ami d'un clerc philosophe, moins infatué de sa naissance, de l'abbé de Laulne, qui n'était autre que Turgot lui-même. C'est à Turgot qu'il devra enfin la possession d'un charmant prieuré dont il nous a tracé la plus agréable description dans ses *Mémoires*¹. Mais en attendant, les anciens hôtes du collège du Plessis étaient sur les premiers sièges de France.

Ah ! le sort paraissait dur aux gens sans naissance. Les clercs roturiers végètent plus ou moins longtemps dans les emplois inférieurs et luttent contre la faim. Sans doute, Bernis est aux prises avec le besoin en quittant Saint-Sulpice. Mais que de dédommagements il doit à la noblesse de son origine ! « Il est de la cour et de l'intimité de ce cardinal de Polignac, son cousin, le grand parleur et le grand charmeur, l'auteur de *l'Anti-Lucrèce*. Il vit chez son autre cousin, le baron de Montmorency, qui lui a offert un logement. Il fréquente le salon du duc de Nivernais. Il voit les Rohan, et c'est un Rohan qui, un jour où les dettes le pressent, des dettes montant déjà à 12 000 livres, le tire d'embarras et discrètement lui envoie, sans rien dire, la somme dont il a besoin². » Comparez ces débuts à ceux de Dubois qui devait être cardinal et premier ministre. Celui-ci a commencé péniblement et a dû mener de front la domesticité et les classes. L'abbé de Boulogne, futur évêque de Troyes après la Révolution, remplit pendant deux ans l'office de porte-Dieu à Sainte-Marguerite. L'abbé Maury à force de talent, d'entregent, paraît s'ouvrir toutes les portes. Il prêche le panégyrique de saint Louis devant l'Académie française avec tant de succès que « la compagnie, dit le procès-verbal, a arrêté d'une voix unanime, que dès que M. le cardinal de la Roche-Aymon (ministre de la feuille) serait de retour à Paris, il lui serait fait une

1. Abbé MORELLET, *Mémoires d'un Père*.

2. MASSON, op. cit. t. I, préf. p. xxviii.

députation de trois académiciens pour le prier de vouloir bien engager Sa Majesté à donner à l'Académie une marque de satisfaction. » Cette marque était un bon bénéfice pour l'éloquent panégyriste. Maury obtint en effet l'abbaye de la Frénade, dans le diocèse de Saintes. Une abbaye, quelle faveur ! petite abbaye, il est vrai, que l'almanach royal de 1789 cote à 1500 livres. C'était bien assez pour un roturier. Ne plaignons pas trop cependant ni Maury ni Boulogne, que la Révolution trouve, le premier à l'Académie française, tous les deux grands vicaires, chanoines et abbés commandataires. Néanmoins Maury, chanoine, grand-vicaire, titulaire d'abbaye, et pour qui il eût mieux valu n'être point évêque après la Révolution, ne l'eût jamais été dans l'ancien régime par défaut de naissance. De là les paroles non exemptes d'amertume qu'il fit entendre à l'Assemblée du clergé, au sujet de la promotion de M. de Beauvais.

Ne faut-il point chercher dans les difficultés que Sieyès éprouva pour sa carrière ecclésiastique l'une des causes de son hostilité future contre les classes privilégiées. Il avait eu la chance de rencontrer sur sa route un noble, l'abbé de Césarges, qui, obligé financièrement par son père quand il était grand vicaire de Fréjus, ne l'oublia point une fois devenu aumônier du roi. Sieyès écrit de Paris, en 1773, au sujet d'une première tentative de son bienfaiteur : « Mon protecteur se console du grand coup qu'il a manqué. Si la chose eût réussi, comme il l'espérait, je devenais tout, au lieu que je ne suis rien. » C'est presque, seize ans d'avance, la formule qui servira de titre à la fameuse brochure de 1789. Sieyès ne s'abandonne pas et n'est pas abandonné par l'abbé de Césarges qui le met en relation avec M. de Lubersac, nommé évêque de Tréguier. Amené à Tréguier par celui-ci comme secrétaire, il s'y ennue, intrigue pour se faire nommer chapelain de M^{me} Sophie et n'y réussit pas. Lubersac, qui pouvait le servir comme premier aumônier de la princesse, fait valoir son dévouement et ses démarches. Sieyès perce son jeu ; devine que le prélat n'a rien fait, désirant le retenir à Tréguier où il est utile à la

besogne administrative, et se plaint des grands, des princes, dans une lettre inspirée par la déception la plus amère¹. Il avait peut-être calomnié son évêque qui, transféré bientôt de Tréguier à Chartres, l'amena comme vicaire général, après l'avoir nommé chanoine à Tréguier. Sieyès avait joué des pieds et des mains pour arriver à ce résultat.

Combien d'abbés roturiers eurent moins de chance que lui ! Il est vrai qu'ils avaient moins de talent et probablement plus de vertus. Mais peu importe. L'inégalité des conditions et des carrières est devenue insupportable. La mainmise de la noblesse sur l'épiscopat et les meilleurs bénéfices va soulever, en 1789, des protestations véhémentes. Dans cette liberté de la presse, dans cette discussion publique de toutes les questions de gouvernement auxquelles le pouvoir lui-même a convié la nation, on ne pouvait manquer de signaler l'abus d'un tel monopole. Il est dénoncé avec violence. On présente l'épiscopat énervé par ce recrutement dans la noblesse de cour, trop affadie, trop corrompue pour pouvoir fournir de grandes vertus et de grands caractères, alors que du tiers état pourraient sortir « des âmes fortes » et des volontés viriles. Le parti pris d'exclusion dont sont frappés les roturiers les décourage, et ils ne peuvent voir sans amertume qu'ils sont les premiers dans les écoles et les derniers dans la distribution des bénéfices². « Pour être évêque, aujourd'hui,

1. Sieyès écrit, le 3 avril 1778, à son père : « Mon évêque m'a joué. Il n'est pas assez délicat pour me rendre des services qui ne tournent pas à son profit. Son dessein serait de me faire son âme damnée à Tréguier. C'est la seule raison qui peut l'avoir engagé à me manquer de parole de la manière la plus plate, à en faire manquer M^{me} Sophie et à étonner toutes mes connaissances... Ce qu'il y a de plus plaisant, c'est qu'en m'annonçant que les premières places vacantes étaient décidément destinées à d'autres que moi, il m'a fait une histoire de ses débats en ma faveur auprès de la princesse, qui avait l'air de solliciter mes remerciements. J'ai fait semblant d'être dupe, mais le diable n'y perd rien. Si mon dessein n'était pas de m'assurer à tout événement le canonat de Tréguier, je lui aurais dit ma façon de penser. Patience ! On m'a bien souvent manqué de parole et de promesse sans m'étonner. La nullité de ses vieux et les embarras qu'ils lui ont occasionnés lui ont inspiré de se décharger sur moi de tout le service, de me faire son grand-vicaire de confiance et de me laisser toute l'année à Tréguier ou dans telle autre ville où il pourra être transféré. Je ne crois pas plus aux promesses de tous ces gens-là qu'aux prédictions de l'almanach. Mais j'ai l'air d'y croire parce que je ne peux faire mieux. » ALBÉRIC NETON, *Sieyès*, 1900, in-8, p. 32-34.

2. Une brochure de 1789 montre la « noblesse de cour très avilie, très

ajoute-t-on, il faut être gentilhomme... La première place de l'Eglise est destinée aux gens qu'on appelle de bonne maison... Il semble que le corps épiscopal serait avili si Paul, citoyen romain, avait pour confrère le citoyen Mathieu. » La roture est devenue un « second péché originel ». Une « fureur de généalogie » s'est emparée de la nation. On semblait craindre que « le noble fût souillé par le contact d'un plébéien... Est-il gentilhomme ? voilà le cri qu'on entend retentir dans toutes les avenues ». On vit autrefois Amyot grand aumônier de France. « Quelle clameur une pareille nomination exciterait aujourd'hui parmi notre aristocratie ! »

Il y avait quelque aigreur dans ces plaintes, mais comment défendre l'abus qu'elles dénoncent ? Il était anormal d'établir dans l'Eglise une sorte de monopole en faveur d'une caste, alors qu'ici plus que partout ailleurs les emplois doivent être accordés à la vertu, au mérite plutôt qu'aux quartiers. Sans doute, un grand nom permettait à un évêque de plaider avec succès à Versailles les intérêts de son diocèse, de faire figure dans sa région en face du gouverneur, de l'intendant, du président du parlement, des nobles ou anoblis de son diocèse et même de ses cha-

dégradée, énervée par le luxe et les délices de la vie, corrompue presque sans remède par le préjugé de sa naissance et de son éducation. Pourquoi continuerions-nous de tirer tous les évêques d'un pareil corps ? » Pourquoi n'en pas demander quelques-uns au tiers état ? « C'est là qu'on trouverait encore des âmes fortes, des caractères élevés. La portion la plus nombreuse et la plus saine du clergé sort du tiers état. C'est dans la roture que naissent presque tous les grands sujets en tout genre, soit parce que cette classe est beaucoup plus nombreuse que les autres, soit parce que l'aiguillon du besoin est le plus actif des stimulants... Tous les deux ans, la liste de licence en fournit la preuve, en dépit de la faveur dont jouissent toujours les gentilshommes qui se hasardent à courir cette carrière. Malgré cela, toutes les places distinguées de l'Eglise, tous les bons bénéfices sont pour les nobles... D'où il arrive que la plus grande partie des hommes à talents restent sans récompense et végètent dans l'obscurité... S'il y avait encore aujourd'hui, parmi nos évêques, quelques-uns de ces roturiers que Louis XIV et même le régent avaient grand soin de ne pas négliger, ils vaudraient bien sans doute les B^{***}, les D^{***}, les M^{***}, les R^{***}, etc... » Cependant l'écrivain que nous citons, tout en s'élevant contre le monopole, admet une préférence pour l'épiscopat en faveur des nobles. « Je ne voudrais pas néanmoins, dit-il, proscrire entièrement l'usage d'élever par préférence à l'épiscopat des ecclésiastiques d'une naissance distinguée : c'est un mal devenu presque nécessaire dans les mœurs actuelles. » Cf. Abbé LAURENT, *Essai sur la réforme du clergé par un vicaire de campagne, docteur en Sorbonne*, 1789, in-8, p. 133-136, 313.

1. *Tableau moral du clergé de France*, 1789, 164 pages. — *Ce qu'on n'a pas dit ou lettres véhémentes*, 1789. — *Haro sur la feuille des bénéfices*, 1789. On voit, dit cette brochure, les dignités épiscopales « constamment attachées à certaines familles ».

noines. Mais il paraît extraordinaire que l'exclusion des hautes situations ecclésiastiques pour cause de roture, devint un usage ayant en quelque sorte force de loi, au moment où les conditions se rapprochaient, se mêlaient de plus en plus sous la pression de l'esprit public. Sous ce rapport, quel tableau nous a tracé Talleyrand des dernières années de l'ancien régime ! « Delille, dit-il, dînait chez M. de Polignac avec la reine ; l'abbé de Balivière jouait avec M. le comte d'Artois ; M. de Vianes serrait la main de M. de Liancourt ; Chamfort prenait le bras de M^{me} de Vaudreuil ; La Vaupallière, Travanet, Chalabre allaient au voyage de Marly, soupaient à Versailles chez M^{me} de Lamballe. Le jeu et le bel esprit avaient tout nivelé. Les carrières, ce grand soutien de la hiérarchie et du bon ordre, se détruisaient... Le plébéien riche, éclairé, qui ne dépendait point des nobles, qui pouvait se passer d'eux et dont ils ne pouvaient se passer, vivait avec eux comme avec des égaux. »

Chose étrange, ce plébéien, qui est entré de plain-pied dans « la grande société », voit se fermer devant lui les premières situations de l'Eglise. Chateaubriand raille « Monsieur son père, qui aurait volontiers, comme un grand terrier du moyen âge, appelé Dieu le *gentilhomme de là haut*, et surnommé Nicodème (le Nicodème de l'Evangile) un *saint gentilhomme* ». Il semble vraiment que le *gentilhomme de là haut* soit bien décidé à ne prendre à son service que des gentilshommes. Au moment même où le vieil édifice menace ruine de toutes parts, où un vent de rénovation universelle souffle avec tant de force sur la France, la résolution d'exclure de l'épiscopat tout prêtre sans naissance paraît s'affirmer de plus en plus. L'évêque de Poitiers, Beaupoil de Sainte-Aulaire, a un vicaire général de grand mérite et de grande vertu, l'abbé d'Aviau. Dans un voyage à Paris, en 1788, il le recommande à Mgr de Marbeuf, ministre de la feuille, comme un homme qui ferait honneur à l'épiscopat, et dont la nomination serait favorablement accueillie par l'opinion après le scandale de la récente promotion de Talleyrand. Marbeuf est loin de contester les éloges qu'on lui fait de

l'abbé d'Aviau. Une seule difficulté l'arrête, c'est le peu d'éclat de sa famille. Comment répondre aux observations désobligeantes qui seront faites à la cour sur sa petite noblesse ? Beaupoil de Sainte-Aulaire est trop grand seigneur, et peut-être trop infatué lui-même des idées de caste, pour se récrier contre une pareille observation. Il se contente, l'armorial à la main, de prouver à son interlocuteur que la famille d'Aviau de Sansay est l'une des plus anciennes de son diocèse et compte de très belles alliances. C'était lui ouvrir par là-même la porte de l'épiscopat où Marbeuf promet de le faire entrer ; mais il est remplacé, en 1789, à la feuille des bénéfices par Lefranc de Pompignan, qui nomme d'Aviau à l'archevêché de Vienne. Le choix était excellent, ce qui n'empêcha pas quelques courtisans de s'apitoyer sur le peu de distinction et l'absence de monde du nouvel élu¹. Quel aveuglement ! Il s'agissait bien alors d'aller parader et faire ses grâces à la cour.

1. Abbé LYONNET, *Histoire de Mgr d'Aviau du Bois-de-Sansay*, 1847, 2 vol. in-8, t. I, p. 220-225, 240-241.

CHAPITRE TROISIÈME

Titres fastueux et prérogatives des évêques

- I. Titres qui leur viennent de leur siège. — Vestiges de leur situation au moyen âge et de l'organisation féodale. — Hommages qu'ils reçoivent ou donnent comme souverains ou vassaux. — Leur dignité mélange de spirituel et de temporel. — II. Les pairs ecclésiastiques ; leur rôle au sacre du roi. — Evêques princes du Saint-Empire, ducs, comtes, seigneurs de leur ville épiscopale. — Quelques privilèges d'anciens évêchés : Mende, Le Puy, etc. ; cour de l'évêque de Châlons-sur-Marne, de l'archevêque de Besançon. — Evêques conseillers au parlement, conseillers d'Etat, commandeurs de l'ordre du Saint-Esprit. — III. Privilèges d'un caractère plus spirituel : la primatie. Lutte entre les primats. — Assaut de titres retentissants. — Les Rohan, les Talleyrand, les Sabran et jusqu'à Dubois. — IV. Les évêques longtemps appelés *Messire, Révérend Père en Dieu*. — Le *Monseigneur* vient d'Italie et se propage en France au xvii^e siècle. — Résistance qu'on lui oppose. — Saint François de Sales, Richelieu, contribuent à le répandre. — Coalition des évêques pour, des grands seigneurs contre. — Les ministres et autres prétendants à ce titre. — Usage des cardinaux. — V. *Votre Grandeur*. — En 1789, les députés traités de *Monseigneur*. Les articles organiques. — Usage de notre siècle. — Avec tous ces titres, cette éducation, cette noblesse, grandeur et distinction suprême de l'ancien évêque.

I

Ces prélats gentilshommes, qui jetaient sur leur siège l'éclat de leur naissance, devaient en retour à ces sièges mêmes des titres et des prérogatives qui rehaussaient leur prestige. Pour comprendre ces privilèges, ces honneurs, il faut remonter à travers les siècles jusqu'à leur origine, jusqu'au moyen âge. On sait que le clergé était entré à cette époque dans la construction féodale de la société. Dans un temps où régnait la maxime : point de terre sans seigneur, point de seigneur

sans terre, l'Eglise, pour garder son rang, avait dû se prêter aux formes nouvelles de l'organisation territoriale. A la mense épiscopale, domaine primitif de l'évêque, était venue s'ajouter la seigneurie épiscopale. Le clergé comptait dans ses possessions la variété infinie des titres féodaux, depuis la plus humble vassalité jusqu'à la suzeraineté indépendante. Dans la dispersion de la souveraineté qui avait été la conséquence de l'affaiblissement du pouvoir central, les droits régaliens de guerre, de justice, d'impôt, de monnaie, avaient été usurpés par les plus puissants seigneurs. Certains évêques n'avaient pas manqué d'y prétendre. On citait sur la fin de l'ancien royaume ceux qui dans les siècles passés avaient eu la prérogative de battre monnaie¹, de lever des troupes. On connaissait les noms des évêques-comtes, tels que les archevêques de Reims, de Vienne, les évêques de Mende, Le Puy, Langres, Lodève, Noyon, Beauvais, etc. qui avaient été autrefois de véritables souverains. Ailleurs, comme à Nantes, à Chartres, les prélats en rivalité avec le comte laïque savaient faire respecter leurs droits par les plus puissants seigneurs, fussent-ils les ducs de Bretagne. Ailleurs, et c'est le cas le plus fréquent, l'évêque est à la fois suzerain et vassal. Comme vassal, il rend les devoirs que cette qualité impose. Comme suzerain, il obtient de ses feudataires l'hommage prescrit par les coutumes. Et ces feudataires ne sont pas toujours de simples châtelains. On compte parmi eux de hauts barons et parfois jusqu'au roi de France lui-même.

Les titres de comte, de baron, de seigneur, que nous voyons beaucoup d'évêques de France porter encore à la fin de l'ancien régime, étaient toujours, malgré les révolutions des siècles, des souvenirs du passé. La royauté, en reconstituant sa domination, en ressaisissant peu à peu la souveraineté et les droits régaliens usurpés par les grands vassaux, avait laissé à quelques-uns de leurs

1. Hugues DU TEMS (*Le Clergé de France*, 1774, 4 vol. in-8), cite parmi les prélats qui avaient autrefois le droit de battre monnaie, les évêques d'Apt, Mende, Le Puy, Périgueux, Saintes, les archevêques d'Arles, Embrun, etc. — LUCHAIRE, *Manuel des Institutions françaises*, période des Capétiens, p. 43-45.

successeurs des titres, dernier vestige de leur ancienne puissance, tel que celui de pair qui rappelait une égalité avec le roi perdue dans la nuit des temps. Le Saint-Empire avait de son côté donné largement et maintenu le titre de prince aux évêques qui avaient eu avec lui des rapports politiques.

Quand tant de circonstances diverses concouraient à donner aux prélats une grandeur temporelle, la charge spirituelle venait y surajouter un singulier prestige¹, fait de vénération, d'obéissance et de foi de la part des peuples. De ces éléments divers s'était formée une dignité d'un caractère complexe, faite d'humain et de divin, appuyée à la fois sur la féodalité et sur l'Eglise, où l'on a quelque peine à distinguer les honneurs rendus au pontife de ceux qui se rapportent à l'ancien suzerain. C'est avec le souvenir présent de cette évolution historique, et de l'héritage légué par les siècles, qu'il faut lire notre exposé sur les titres, les prérogatives de l'épiscopat à la fin de l'ancien régime, sur sa situation dans les villes et les provinces où nous retrouverons de nombreux vestiges de féodalité.

II

Signalons tout d'abord les qualifications les plus recherchées. L'archevêque de Reims, les évêques de Laon, Langres, Beauvais, Châlons, Noyon étaient pairs ecclésiastiques². Alors que la royauté s'était élevée sur la

1. Le concile de Mâcon, tenu en 585, prescrit (art. 15) que si un laïque rencontre un clerc, tous les deux à cheval, le laïque doit se découvrir ; que si le clerc est à pied et le laïque à cheval, celui-ci doit descendre pour saluer le clerc. Ces prescriptions, qui nous paraissent naïves, dénotent une foi, une vénération qui, tout en perdant de leur intensité à travers les âges, continuèrent toujours à entourer le prêtre d'un très grand prestige.

2. L'archevêque de Reims sacrait le roi de France ; l'évêque de Laon portait la sainte Ampoule ; l'évêque de Langres, l'épée royale ; l'évêque de Beauvais, le manteau royal. Lui et l'évêque de Laon, en habits pontificaux et avec des reliques des saints pendues à leur cou, allaient chercher le roi au palais archiépiscopal de Reims, le levaient sur son lit et le conduisaient à l'église. Ces deux évêques se tenaient aux côtés du roi pendant l'onction, l'aidaient à se lever de son fauteuil et demandaient aux assistants s'ils promettaient obéissance à leur nouveau souverain. L'évêque de Châlons portait l'anneau royal, celui de Noyon la ceinture et le baudrier royaux.

ruine de toutes les autres grandeurs, c'était un honneur très ambitionné d'entourer la personne du souverain le jour de son sacre, de prendre une part plus ou moins large à cette imposante cérémonie et d'être qualifié par lui de cousin en toute circonstance. L'évêque de Soissons comptait au nombre de ses prérogatives de remplacer, en cas d'empêchement, l'archevêque de Reims comme prélat consécrateur¹. L'évêque de Laon ne manquait pas d'apprendre au monde, par la *France ecclésiastique*, qu'il était second pair, et qu'à ce titre il avait des fonctions particulières à la cérémonie du sacre.

Certains sièges faisaient leurs titulaires pairs de France ; d'autres les constituaient présidents d'états. Nous verrons, par exemple, l'évêque d'Autun président-né des états de Bourgogne ; l'archevêque d'Aix, des états de Provence ; l'archevêque de Narbonne, des états du Languedoc, province dont l'administration égalait en importance celle de certains royaumes.

Les archevêques de Besançon, de Cambrai, les évêques de Strasbourg, Metz, Toul, Verdun, Belley, sont princes du Saint-Empire. Le cardinal de Rohan assiste en cette qualité à la diète de Ratisbonne. Les archevêques d'Arles, d'Embrun, l'évêque de Grenoble, se qualifient de princes de leur ville épiscopale ; l'évêque de Sisteron est prince de Lurs ; l'évêque de Viviers, prince de Donzère. L'archevêque de Paris est duc de Saint-Cloud et pair² de

1. Cette prétention des évêques de Soissons donna souvent lieu à des contestations. En 1694, le chapitre de Reims prétendit que l'évêque de Soissons avait besoin de la permission du chapitre et que l'offrande appartenait à la fabrique de Reims. A la mort de Louis XV, l'archevêque de Reims, cardinal de la Roche-Aymon, étant malade, on disputa vivement qui, de son coadjuteur, M. Talleyrand-Périgord, ou de l'évêque de Soissons, M. de Bourdeilles, aurait l'honneur de présider au sacre de Louis XVI. Pour couper court à ces compétitions, La Roche-Aymon fit un suprême effort pour faire la cérémonie qui ne finit qu'à trois heures. (PÉCHEUR, *Annales du diocèse de Soissons*, t. VII, p. 401-404.) Du moins l'évêque de Soissons avait la satisfaction de faire les fonctions de diacre à la cérémonie ; l'évêque d'Amiens faisait celles de sous-diacre. Les évêques de Senlis, de Verdun, de Nantes et de Saint-Papoul, avaient des places réservées du côté droit de l'autel.

2. « Nous avons résolu de lui donner le titre de duc et pair de France dont il a déjà les principaux avantages, puisque les archevêques ont toujours conservé leur préséance dans notre cour de parlement qui est celui des pairs. » Diplôme royal de Louis XIV, 1674. Les empereurs avaient permis aux archevêques d'Arles de battre monnaie, les avaient fait princes du Saint-Empire sous le titre de Mont-Dragon, et leur avaient même donné le pouvoir d'ennoblir leurs paroissiens.

France. L'archevêque de Cambrai est duc de Cambrai et comte de Cambrésis. Il a dans sa seigneurie dix paroisses et toute la châtellenie du Cateau-Cambrésis, ce qui le rend le plus puissant propriétaire de la province. On sait que cette grande situation, et les 200,000 livres de sa mense épiscopale, permirent à Fénelon de rendre de grands services aux armées du Nord auxquelles il faisait passer tous ses blés. Louis XIV, d'après Saint-Simon, « ne put s'empêcher de lui faire dire plusieurs fois qu'il lui savait gré des secours qu'il donnait à ses troupes ».

L'archevêque de Reims avait eu à travers les âges, comme seigneur féodal, comme duc et pair, ses tribunaux de haute, moyenne et basse justice; ses baillis, sa cour, son sénéchal, son maréchal ou grand écuyer, son panetier, son gruyer, son chancelier. L'évêque de Laon était duc de Laon; l'évêque de Langres, duc de Langres. Ce dernier avait été autrefois comte de Dijon. Depuis, il ajoutait aux titres de duc et pair, ceux de comte de Montfauljon, marquis de Coublanc, baron de Luzy, de Gurgy-le-Château, de Mussy et autres châtellenies. Les trois autres pairs ecclésiastiques étaient comtes de Beauvais, de Noyon et de Châlons¹. Un grand nombre de prélats étaient seigneurs² de leur ville épiscopale.

Il faudrait de longues pages pour transcrire les droits, les titres qui, traversant les siècles, étaient encore plus ou moins en exercice à la veille de la Révolution³. L'évê-

1. Sont également comtes de leur ville épiscopale : l'archevêque de Lyon, les évêques de Lisieux, de Gap, Rodez, Verdun, Toul, Vabres, etc. L'évêque de Sarlat est seigneur de la ville et prend la qualité de baron. L'évêque de Tulle est seigneur et vicomte de Tulle. L'évêque d'Ajaccio est comte de Frasso et, en 1788, a droit de présider comme le plus ancien évêque, les états de Corse. L'évêque de Luçon est baron de Luçon.

2. Citons parmi les évêques qui sont seigneurs de leur ville épiscopale : les évêques d'Aire (avec le chapitre), Albi, Bazas, Saint-Flour, Digne (seigneur de Digne, baron de Lausières), de Lectoure (avec le roi), Saint-Brieuc, Die (Dauphiné), Saint-Papoul, Belley, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint-Pons, Uzès, Vienne (en paréage avec le roi), Auch (en paréage avec le roi qui a succédé aux droits du comte d'Armagnac). L'évêque d'Oloron prétendait à la qualité de baron de Béarn. Il était avec le chapitre seigneur d'une partie de la ville. L'évêque de Vence était coseigneur de Vence, etc. Il est dit dans la vie de Pavillon, évêque d'Alet, qu'outre son sceau épiscopal, il avait *sigillum curiæ temporalis*. L'évêque de Pamiers était co-seigneur de la ville avec le comte de Foix. Les consuls lui prêtaient serment de fidélité ainsi qu'au comte de Foix.

3. L'évêque de Valence est seigneur et comte de la ville de Valence et de ce qui forme le comté. L'évêque de Léon (Bretagne) est comte de Léon, seigneur de la ville épiscopale, d'une grande partie de Brest et de plu-

que du Puy est comte du Velay et seigneur du Puy. L'évêque de Quimper est seigneur de la ville et se qualifie comte de Cornouailles. L'évêque de Montpellier est comte de Mauguio et de Montferrand, marquis de Marqueroze, baron de Sauve, Dürfort, Salevoise, Brissac. L'évêque de Saint-Claude est seigneur de toute la terre de Saint-Claude. Sa tour féodale domine tout le mont Jura. L'évêque de Lodève est seigneur comte de Lodève et de Montbrun ; il n'est presque pas de noble dans son diocèse qui ne soit son vassal et tenu de lui rendre hommage, presque pas de baillis ou juges qui ne soient établis par lui. L'évêque de Dol prend le titre de comte de Dol, timbre ses armes d'une couronne comtale et d'un casque guerrier, a enfin le droit de faire porter la croix devant lui. L'évêque de Cahors est baron et comte de Cahors. Lorsqu'il officie, il a la faculté, sans doute en souvenir de l'humeur guerrière de ses antiques prédécesseurs, de faire mettre sur l'autel le casque, la cuirasse, les gantelets, l'épée et toute l'armure militaire.

L'évêque de Mende est seigneur et gouverneur de Mende, comte de Gévaudan. Ses fiefs innombrables, ses possessions territoriales s'étendent dans quarante paroisses ; les huit barons du Gévaudan, ceux d'Alais, les comtes de Rodez et même les rois d'Aragon sont ses vassaux. Dans les cérémonies, on porte devant lui un sceptre de vermeil qui est déposé sur l'autel pendant l'office. A son entrée solennelle dans certaines églises, il lui est dû

sieurs paroisses. L'évêque de Saint-Malo est baron de Beignon. Il est seigneur, par indivis avec le chapitre, de la totalité de la ville de Saint-Malo et donne gratuitement, et à l'alternative avec le chapitre, les charges et offices. L'évêque de Viviers est comte du Vivarais, prince de Donzère et Châteauneuf du Rhône. Comme seigneurs de Viviers, les évêques envoyaient aux états particuliers du Vivarais leur bailli ou représentant qui était ordinairement un des vicaires généraux, lequel prenait rang avant le bailli des barons. L'évêque d'Agen est comte de sa ville épiscopale. L'évêque de Gap a le titre de comte et porte l'épée d'un côté de son écusson. Depuis cinq cents ans l'évêque de Chalon-sur-Saône est comte de Chalon et, en outre, baron de la Salle. L'évêque de Lescar est seigneur de la ville et premier baron de la province. Ces renseignements nous sont fournis par les histoires des provinces et des villes, par la *France ecclésiastique* de 1789 et par Hugues du Tems, *op. cit.* 1774. Bien que ces titres fussent devenus avec le temps purement honorifiques, et n'eussent presque rien gardé de l'importance qu'ils avaient au moyen âge, les évêques ne manquaient pas de les prendre dans tous leurs actes publics et en tête de leurs mandements. Aucun titre ne se perdait dans l'ancien régime.

une paire d'éperons¹. Comment s'étonner que quelques titulaires soient plus éblouis de la grandeur séculière de leur siège que de leur charge épiscopale, et qu'au xvii^e siècle les chanoines de Mende se voient obligés de « supplier » Mgr de Marcillac « de coucher en son seing la qualité d'évêque, et non pas seulement celle de comte de Gévaudan, comme il fait ».

Plusieurs évêques nous apparaissent à travers les âges comme de véritables souverains dans leur province. On avait vu, par exemple, les évêques de Toul jouir de tous les droits régaliens, édicter des lois, rendre la justice, poursuivre et châtier les coupables, ordonner et percevoir les impôts, battre monnaie. L'évêque du Puy exerçait autrefois la suzeraineté sur le Velay, sur certaines régions de l'Auvergne, du Gévaudan, du Vivarais, du Forez et même du Lyonnais. Il était resté, à travers les transformations amenées par le temps, la première puissance de sa province, et jusqu'à la veille de la Révolution, il dominait tout autour de lui par sa haute situation religieuse et sociale. Long est encore en plein xviii^e siècle, le « répertoire général des hommages de l'évêché du Puy² », hommages rendus à l'évêque comme comte du Velay.

Combien grande avait été dans le passé la suzeraineté de l'évêque de Châlons-sur-Marne à qui appartenait la ville entière à son origine ! Le prélat jouissait de droits régaliens et pouvait affranchir les habitants en leur faisant baiser son anneau. La seigneurie de Châlons, ce que l'on appelait la *bande de l'évêque*, comprenait treize cents maisons. Il possédait une partie de la Marne et de ses affluents. En 998, l'évêque Gibuin II composa sa cour de justice de douze pairs, six ecclésiastiques et six laïques, non compris le bailli et le prévôt. En outre, il avait, comme les rois de

1. Cf. Archives dép. Lozère G. 41,669, et introduction; G d'AVENEL, *Richelieu et la monarchie absolue*, 1887, in-8, t. III, p. 244-245. Gust. BURDIN, *Documents historiques sur la province du Gévaudan*, 1846, 2 vol. in-8, t. I^{er}, fait l'énumération des domaines propres de l'évêque de Mende et des vicissitudes de sa puissance. Au xiii^e siècle, les évêques du Gévaudan faisaient battre monnaie et levaient des troupes pour faire respecter leur puissance temporelle.

2. Adrien LASCOMBE, *Répertoire général des hommages de l'évêché du Puy* (1134-1741), 1882, in-8. — Abbé MARTIN, *Histoire des diocèses de Toul, Nancy et de Saint-Dié*, 1900-1903, 3 vol. in-8, t. I, p. 480.

France, un vidame qui était en même temps chancelier, un maréchal héréditaire (le seigneur de Cernon), un sénéchal, un bouteiller, un chambellan. Ce cortège était complété par un chapelain, un argentier, un maître d'hôtel (dapifer), un notaire, un écuyer, un avoué. L'évêque étant seigneur suzerain, les nobles les plus puissants du diocèse lui devaient foi et hommage¹.

Le temps, l'omnipotence royale avaient aboli nombre de ces prérogatives ; mais on trouve encore dans quelques évêchés une espèce de cour jusqu'à la fin de l'ancien régime. L'archevêque de Besançon² avait été pendant près de six cents ans souverain de la ville. A ce titre, il était prince du Saint-Empire et tenait le troisième rang parmi les princes dans les diètes de l'Allemagne. Il avait six grands officiers qui devaient se trouver en personne ou par procureur à son intronisation, lui faire hommage de leurs fiefs et assister à ses obsèques. C'étaient le marquis de Choiseul-la-Baume, grand maréchal ; le prince de Bauffremont, grand chambellan ; le marquis de Serrières, grand panetier ; le marquis de Saône, grand veneur ; le marquis de Lézay-Marnésia, grand échanson ; M. de Rans, grand chambrier. Il est à croire que ces grands seigneurs se contentaient de remplir leurs fonctions sur l'almanach. La conquête de Louis XIV avait à peu près anéanti la puissance temporelle de l'archevêque de Besançon, mais la composition même simplement nominale de sa cour, redisait encore son ancienne splendeur. D'autres honneurs, d'autres titres, tels que ceux de commandeurs de l'ordre du Saint-Esprit³, conseillers d'Etat, conseillers du roi en

1. Cf. BARRAT, *Histoire de la ville de Châlons-sur-Marne*, 1854, 2 vol. in-4, p. 195-207. — Ed. de BARTHELEMY, *Histoire de Châlons-sur-Marne*, I, 96-105, énumère les nombreux fiefs possédés par le vidame de Châlons-sur-Marne. Ces vidames furent des guerriers intrépides. Leur rôle finit au xviii^e siècle.

2. Quelques grandes familles se plaisaient encore à conserver un souvenir féodal, le titre de vidame, qui rappelait les services rendus, au moyen âge, pour la défense des biens d'Eglise. Les sièges d'Amiens, Beauvais, Cambrai, Châlons, Chartres, Laon, du Mans, Meaux, Reims, Rouen, Senlis et Sens, avaient eu des vidames. Il est souvent question dans la correspondance de Fénelon du vidame d'Amiens, qui était un fils du duc de Chevreuse.

3. La *France ecclésiastique* de 1788 porte comme commandeurs de l'Ordre du Saint-Esprit le cardinal de Bernis, archevêque d'Albi ; le cardinal de Luynes, archevêque de Sens ; Jarente, évêque d'Orléans ; Dillon, archevêque de Narbonne ; Roquelaure, évêque de Senlis ; La Rochefoucauld,

tous ses conseils, conseillers au Parlement¹, venaient encore relever le prestige des évêques.

III

Enfin, au milieu de toutes ces grandeurs faites pour rehausser l'éclat de leur dignité, les prélats revendiquaient avec un soin particulièrement jaloux les prérogatives religieuses de leur siège. Ceux qui, comme l'évêque d'Autun, l'évêque du Puy², ont le privilège du pallium, ne manquent pas de le faire savoir. L'évêque de Nancy, les archevêques d'Arles, de Narbonne se qualifient de primats. L'archevêque de Rouen est primate de Normandie, l'archevêque de Bordeaux primate de la seconde Aquitaine. L'archevêque de Bourges se dit patriarche et primate des Aquitaines, l'archevêque d'Auch primate de la Novempopulanie et du royaume de Navarre. Il y a comme un renchérissement des titres les plus fastueux. L'archevêque de Reims est légat-né du Saint-Siège et primate de la Gaule Belgique, l'archevêque de Lyon primate des Gaules, l'archevêque de Sens primate des Gaules et de Germanie; l'archevêque de Vienne trouve moyen de surpasser tous ses collègues en se qualifiant de « primate des primats ».

cardinal-archevêque de Rouen; Brienne, archevêque de Toulouse; Marbeuf, évêque d'Autun; Montmorency-Laval, évêque de Metz.

1. L'archevêque de Paris et l'abbé de Cluny étaient de droit conseillers d'honneur au parlement de Paris; l'archevêque d'Avignon au parlement de Provence. L'évêque de Nancy était, avec l'évêque de Toul, conseiller prêtre-né du parlement de Lorraine; il était de plus chancelier-né de l'Université de Nancy. L'évêque de Nantes était aussi, avec l'évêque de Rennes, conseiller-né du parlement de Bretagne; il était de plus chancelier-né de l'Université de Nantes. L'évêque de Lescar est premier conseiller d'honneur du parlement de Navarre. L'évêque de Chalon-sur-Saône a droit de siéger au parlement de Bourgogne. Nous trouvons l'évêque de Gap, la Broüe de Vareilles, conseiller d'honneur au parlement du Dauphiné. Le 3 décembre 1776, nous voyons M. de Vogüé, évêque de Dijon, reçu conseiller d'honneur au parlement de cette ville, *Mercure dijonnais*. D'après un édit de Henri II, du 20 février 1554, les archevêques de Bordeaux étaient conseillers-nés du parlement de Guyenne, y avaient séance, voix délibérative et droit de rapporter. On sait que les pairs ecclésiastiques et laïcs pouvaient assister aux séances du parlement de Paris. Les deux agents généraux du clergé étaient toujours conseillers d'Etat.

2. L'évêque du Puy est suffragant immédiat de l'Eglise de Rome et a le pallium comme prérogative de son siège. L'évêque d'Autun a également le pallium, et il jouit du droit d'administrer au spirituel et au temporel l'archevêché de Lyon pendant la vacance du siège. Il est premier suffragant de l'archevêché. L'évêque de Dol fait savoir que dans les cérémonies il a le privilège d'avoir son fauteuil en face de l'archevêque de Tours.

Ces titres n'étaient guère qu'honorifiques, surtout dans les derniers siècles, et cependant depuis le moyen âge ils avaient toujours été contestés. De temps en temps les circonstances, en réunissant, en mettant face à face les principaux personnages de l'Eglise de France, ramenaient l'occasion de prétentions qui ne manquaient pas de provoquer les protestations les plus vives.

A l'assemblée du clergé, par exemple, tenue en 1605, l'archevêque de Lyon revendique la présidence, comme « séant en la chaire de saint Irénée, qu'Eusèbe dit avoir été de son temps primat des Gaules ». L'archevêque de Sens répond que son église a depuis Charles le Chauve la primatie des Gaules et de la Germanie. Sur ce « le seigneur archevêque de Bourges, remontre que notoirement il est non seulement primat d'Aquitaine, mais aussi patriarche qui est une dignité superéminente, laquelle en ordre hiérarchique de l'Eglise précède tous les autres prélats et même les primats ». L'archevêque de Bourges, seul entre tous les archevêques et primats de France, porte la double croix, « marque certaine de la superéminente dignité sur toutes les autres Eglises ». L'archevêque de Narbonne se lève alors, et déclare qu'il a plusieurs rescrits des papes affirmant sa pleine indépendance des archevêques de Bourges, qui prétendaient à la primatie d'Aquitaine. « Le seigneur archevêque de Vienne, comme primat des primats », réclame à son tour. Les archevêques de Tours et d'Aix font de même. Les évêques de la province de Bordeaux protestent pour l'archevêque de Bordeaux, l'évêque de Bayonne pour l'archevêque d'Auch, l'évêque de Beauvais pour l'archevêque de Reims, « légat-né du Saint-Siège », les évêques de Normandie pour l'archevêque de Rouen, primat de Normandie, l'évêque d'Avignon pour l'archevêque de Toulouse, l'évêque de Digne pour l'archevêque d'Embrun, les évêques de la province d'Arles pour l'archevêque d'Arles¹. Paris, qui n'existe pas encore comme archevêché en 1605, ne peut pas réclamer contre Lyon. Au XVIII^e siècle, il rat-

1. Cf. *Mémoires du Clergé de France*, 14 vol. in-4, 1769, t. VIII, p. 198-205.

trappe le temps perdu en proclamant hautement son indépendance¹. C'est une mêlée générale, un cliquetis de titres, d'affirmations et de dénégations. Il importe à tout prix d'empêcher un précédent par des protestations bien enregistrées. Le législateur avait pris le sage parti de ne décourager aucune de ces prétentions d'ailleurs inoffensives, ni de prohiber aucune de ces appellations fastueuses qui faisaient bon effet sur l'almanach royal ou en tête des mandements.

Lorsque la modestie de leur siège ne leur permet pas de se donner ces titres pompeux, quelques prélats cherchent à compenser cette infériorité par la fierté de leur devise héraldique. Voici celle qu'a prise La Font de Savine, par allusion au cor de chasse qui figure dans les armes de sa famille : *J'irai sonner jusque dans les cieux...* Il ne réalisa pas cette ambition un peu emphatique ; il n'alla pas sonner si haut, ayant eu le malheur de fêler son cor de chasse par son adhésion à la constitution civile du clergé.

Tous les avantages que nous venons d'énumérer : naissance, distinctions civiles et politiques, seigneuries temporelles attachées aux différents sièges, juridiction et prérogatives spirituelles, donnent à l'épiscopat de l'ancienne France un véritable caractère de grandeur. On peut dire qu'à une époque particulièrement éprise de titres, de représentation et de faste, ces prélats font figure dans le monde. Aussi les voyons-nous jusqu'à la fin de l'ancien régime disputer le pas aux intendants et même aux gouverneurs des provinces².

Quel gentilhomme, quel gouverneur et même quel ministre pouvait lutter avec Dubois, l'un des rares roturiers

1. Au XVIII^e siècle, l'archevêque de Lyon publie de longs mémoires pour établir ses droits et reçoit en appel les procès jugés par l'archevêque de Paris. *Lettre de M. l'archevêque de Lyon, primat de France, à M. l'archevêque de Paris, 1750*. En 1764, ordonnance rendue en appel, sur une décision de l'archevêque de Paris.

2. Dans un rapport d'agence présenté à l'assemblée du clergé de 1775 par l'abbé Dulau, futur archevêque d'Arles, il est dit que, d'après la déclaration d'avril 1636, art. III, confirmée par la déclaration de 1695, art. 45, les archevêques et évêques précèdent les gouverneurs et lieutenants généraux dans les provinces, *s'ils ne sont princes du sang*, et tous autres, de quelque qualité qu'il soient. L'évêque de Verdun, nommé en avril 1773, avec l'intendant de Metz, pour assister en qualité de commissaire du roi à l'élection de l'abbé régulier de Châtillon, diocèse de Ver-

égérés sur un siège épiscopal au XVIII^e siècle, pour le pompeux étalage des dignités. Il s'intitule : Guillaume Dubois, cardinal-prêtre, archevêque-duc de Cambrai, prince de l'Empire, comte de Cambrésis; abbé de Saint-Just, de Nogent-sous-Coucy, de Bourgueil, d'Airvaux, de Cercamps, de Bergue, de Saint-Winox, de Saint-Bertin et de Saint-Omer, principal et premier ministre d'Etat, ayant le département des affaires étrangères; grand maître et surintendant général des courriers, postes et relais de France, l'un des quarante de l'Académie française, honoraire de l'Académie royale des sciences et de celle des inscriptions et belles-lettres; élu par les prélats et autres députés de l'assemblée générale du clergé de France pour en être le premier président et ci-devant précepteur de M. le duc d'Orléans.

Cette énumération pédantesque cache mal, il est vrai, le parvenu qui abrite le néant de son origine sous le brillant décor d'une situation et d'une fortune inespérée; mais voici les nobles bon teint, que leur naissance du moins, sinon toujours leurs talents et leurs vertus, élève aux plus grandes places. Quelle entrée en scène dans la cité épiscopale, dans un gouvernement de province, à la ville, à la cour; quel en-tête pour des mandements, quand on s'appelle Son Altesse Sérénissime et Eminentissime Louis-René-Edouard, prince de Rohan-Guéméné, cardinal de la sainte Eglise romaine, prince-évêque de Strasbourg, landgrave d'Alsace, prince du Saint-Empire, ambassadeur extraordinaire près de L. M. I. et R. à Vienne en 1771, de l'Académie française, proviseur de Sorbonne, etc; — Alexandre-Angélique de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, premier pair de France, légat-né du Saint-Siège, primat de la Gaule Belgique, etc; — Louis-Hector-Honoré-Maxime de Sabran, des comtes de Forcalquier, évêque-duc de Laon, second pair de France,

dun, se voit contester la préséance. Or « les exemples récents de M. le comte de Stainville et de M. le comte de Tonnerre, l'un commandant de la province de Lorraine, et l'autre de la province de Dauphiné, lesquels avaient cédé sans contestation la priorité de séance à l'évêque de Toul et à l'archevêque d'Embrun, nommés commissaires avec eux pour la tenue de semblables chapitres généraux », prouvent les droits du clergé. Cf. *Rapport d'agence* pour 1775, in-folio, p. 327 et 336. *Œuvres de Mgr DULAU, archevêque d'Arles*, t. I, p. 149.

comte d'Anizy, grand aumônier de la reine, etc. Tous les évêques ne peuvent faire suivre leur nom d'appellations aussi retentissantes, mais tous ont acquis définitivement le titre de *Monseigneur*.

IV

Au xvi^e siècle, on qualifiait encore les évêques de *Messire* et de *Révérénd Père en Dieu*¹. L'usage de les appeler *Monseigneur* (forme amplifiée de Monsieur) nous vint d'au delà des monts et s'établit en France au xvii^e siècle². Au début de cette époque, saint François de Sales donne à tous les prélats ses correspondants ce titre qu'il semble avoir contribué à propager plus que tout autre. M. de Villars, archevêque de Vienne, avait fait des remontrances à l'évêque de Genève sur cette appellation. François de Sales lui répond en 1606, et lui prouve en trois points que le Monseigneur lui est dû. Il s'autorise de l'usage de la cour romaine et de l'Italie, d'où la formule est passée en France. M. de Villars se laissa appeler Monseigneur, mais continua à traiter de Monsieur François de Sales³.

1. Le mot de Messire, titre réservé au moyen âge aux seigneurs de la plus haute noblesse, donné ensuite aux prêtres, aux avocats, etc., les mots de *Monsieur*, *Monseigneur*, ont une étymologie commune. Monseigneur, dit LITTRÉ, vient de « *Mon et Sieur*. Sieur est une forme contractée de seigneur ; *Monsieur* signifie donc proprement *Monseigneur*. C'est pour cela que parlant des saints, des princes, on disait : Monsieur saint Julien, François monsieur duc d'Alençon. *Monsieur* est le régime dont *Messire* est le nominatif. » Les procès-verbaux du serment prêté au roi par les nouveaux évêques portent encore au xvii^e et au xviii^e siècles la qualification de *Père en Dieu*. Ainsi Huet, nommé évêque d'Avranches en 1689, est appelé « Révérend Père en Dieu Messire Pierre Daniel, conseiller du roi, en ses conseils. » Voir beaucoup d'exemples aux *Archives nationales*, P 725-782. Le procès-verbal du serment prêté, en 1741, par Christophe de Beaumont, comme évêque de Bayonne, porte : « Révérend Père en Dieu, Messire Christophe de Beaumont, évêque de Bayonne ». *Archives de Pau*, C 178. Dans un serment prêté au roi, au xiv^e siècle, par Sicard de Lautrec, évêque d'Agde (1354-1375), nous lisons : « Moi, *Sieur* évêque, je jure que je serai bon et fidèle au roi, notre Sire, etc. » FISQUET, *La France Pontificale*, diocèse d'Agde.

2. « En France, le Monseigneur est une terrible affaire. Un évêque n'était, avant le cardinal de Richelieu, que mon Révérendissime Père en Dieu. Avant l'année 1635, non seulement les évêques ne se monseigneurisaient pas, mais ils ne donnaient point du Monseigneur aux cardinaux. » VOLTAIRE, *Dictionnaire philosophique*, mots *cérémonies*, *titres*.

3. Par exemple, dans une lettre du 25 mars 1609. La lettre de saint François de Sales à M. de Villars, archevêque de Vienne, est de novembre 1606. Il lui écrit : « Je dis donc avec votre congé, que je vous puis appeler *Monseigneur*, et que ce titre n'est pas trop grand pour vous. Cela est

Monsieur convenait très bien à la modestie de l'évêque de Genève. Dans sa correspondance avec Mme de Chantal, nous voyons l'un se défendre de la qualification de *Monseigneur*, l'autre du titre de *Madame*¹. « Je ne puis laisser, lui dit le saint, le mot de Madame, car je ne veux pas me croire plus affectionné que saint Jean l'Évangéliste, qui néanmoins en l'épître sacrée qu'il écrit à la sainte dame Electa, l'appelle Madame, ni être plus sage que saint Jérôme qui appelle sa dévote Eustochium *Madame*. Je veux bien néanmoins vous défendre de m'appeler *Monseigneur*, car encore que c'est la coutume de deçà (cisalpine) d'appeler ainsi les évêques, ce n'est pas la coutume de delà, et j'aime la simplicité. » Ces lignes marquent les premiers progrès d'une expression dont soit l'humilité soit la coutume combattaient encore l'extension. « Etant enfant, dit Balzac, j'avais grand commerce de lettres avec M. Coeffeteau, nommé par le roi à l'évêché de Marseille. Ce savant prélat se contenta toujours de *Monsieur* dans notre commerce². »

Mais voici Richelieu. Traité encore de *Monsieur* pendant son épiscopat de Luçon³, tenant beaucoup au *Mon-*

clair par l'autorité de tous les plus dignes évêques de l'Eglise qui ont appelé de titres bien plus relevés, non seulement les patriarches et archevêques, mais les autres évêques memes... Il serait bon que cela se fît pour tous les évêques. Car quelle raison y a-t-il que j'appelle les princes du siècle Monseigneur (le saint écrit Monseigneur au duc de Savoie), et non pas ceux *quos constituit Dominus principes populi sui*. Puisque nous ne pouvons refuser aux princes mondains ce titre d'honneur, ne ferions-nous pas bien de nous esgaler, tant qu'en nous est, à eux pour ce regard... Encore que l'Italie et la France soient séparées et qu'il ne faut porter le langage de l'Italie en France, si est-ce que l'Eglise n'est pas séparée, et le langage, non pas de la cour, mais de l'Eglise de Rome, est bon partout en la bouche des ecclésiastiques. C'est pourquoi, puisque le pape même vous appellerait Monseigneur, il est séant que j'en fasse de même. Il ne reste à résoudre que l'argument fondamental de votre volonté; mais il ne peut se résoudre, car ce n'est que vostre humilité... J'appelle ainsi tous les évêques à qui j'écris en esprit de liberté, et les rends égaux quant à cet honneur extérieur, laissant à mon intérieur de donner diverses mesures de respect, sous un mesme mot, selon la diversité de mes devoirs. » Œuvres complètes de saint FRANÇOIS DE SALES, en six vol. t. V, p. 191, 192, 210, 214. Saint François de Sales, dans une lettre adressée, en 1597, à l'archevêque de Bourges, lui dit encore *Monsieur*. La même année, il écrit à un cardinal : « Illustrissime et Révérendissime Seigneur. » Œuvres, t. V, p. 83, 92.

1. Autrefois le titre de *Madame* était réservé aux seules femmes des chevaliers; les plus grandes princesses, dont les maris n'avaient pas encore reçu l'ordre de la chevalerie, n'avaient que le titre de *Mademoiselle*.

2. Œuvres de BALZAC, édit. Moreau, 2 vol. t. I, p. 423. Coeffeteau fut évêque de Marseille de 1621 à 1623.

3. Un des chanoines et amis de Richelieu, alors évêque de Luçon, lui dit : « Voilà. *Monsieur*, tout ce que je puis vous faire savoir, etc. » *Archives des affaires étrangères*. France, t. 767, f° 173. L'usage n'est pas encore établi, au temps de Richelieu, de signer du nom de baptême avec le mot :

seigneur, il contribuera puissamment à accréditer ce titre ¹. « Le mot *Monseigneur*, dit le savant Baluze, n'est pas si vulgaire en ce royaume (France), où l'on ne s'en servait point sous le règne des derniers rois morts, et avant que le cardinal de Richelieu fût venu changer les choses du monde. Dans les lettres, nous ne le devons pas seulement aux princes, aux ducs et pairs et aux officiers de la couronne, mais aussi, à mon avis, aux gouverneurs des provinces où nous faisons notre résidence... M. de Racan fut le premier qui me mit des scrupules dans l'esprit, et qui me remontra que la dignité d'évêque ne devait pas être moins respectée par un vrai chrétien que celle de duc et pair par un naturel français; sa remontrance me sembla fondée en raison, et nous résolûmes lui et moi de donner, à l'avenir, du Monseigneur à tous les évêques sans excepter l'évêque de Bethléem, quoiqu'il logeât dans un trou d'un collège de Paris, quoiqu'il allât à pied par les rues, quoiqu'il fût lui-même son aumônier ². »

Ces causes diverses, l'initiative d'un saint, la volonté d'un grand ministre, le respect religieux des peuples, les encouragements de l'épiscopat finirent par accréditer, au XVII^e siècle, la qualification de Monseigneur. Sous Louis XIV, on dit en parlant des évêques : M. de Paris, M. de Cambrai, M. de Meaux, ou M. l'archevêque de Paris, M. l'évêque de Meaux; mais quand on s'adresse directement à eux de vive voix ou par écrit, on les traite de Monseigneur. Il suffit pour le constater d'ouvrir la correspondance de Bossuet ou de Fénelon. Comme l'usage s'introduisit alors d'appeler le Dauphin *Monseigneur*

évêque de... On trouve dans les *Mémoires* de MONTCHAL des signatures avec le nom de famille : L. Duchesne, év. de Senez; ou d'autres simplement libellées : L'évêque de Riez.

1. A son époque, l'usage n'attribuait pas absolument, même aux cardinaux, le titre de *Monseigneur*. Richelieu l'exigea. Il n'y eut que deux hommes en France qui crurent pouvoir se dispenser de l'appeler *monseigneur*, les ducs d'Epemon et de Sully. Encore ce dernier y vint-il sur la fin de sa vie, en lui écrivant pour lui demander un service. Quant à *Eminence*, nous n'avons trouvé qu'en 1629 une lettre portant cette qualification. Quelques correspondants seulement, et de petite condition, écrivent *Votre Grandeur*. Des ecclésiastiques commencent, en 1631, à appeler le cardinal *Eminence*. L'archevêque de Toulouse (MONTCHAL, *Mémoires*, I, 242) raille « ceux qui baptisent Richelieu du titre de *Monseigneur*, en parlant de lui ». En 1637, la reine de Suède, « pour lui faire honneur », donne au cardinal de l'Eminence. Cf. d'AVENEL, *op. cit.* III, p. 245, 246.

2. BALUZE, *Dissertations critiques*, VII.

tout court, M. de Montausier, affirme Saint-Simon, aurait demandé un jour plaisamment « si ce prince était devenu évêque ». Cette observation prouve que les prélats étaient bien en possession de ce titre.

Nous voyons cependant par les documents contemporains qu'il portait ombrage à quelques hauts personnages. M^{me} de Maintenon disait, dans une lettre à M. de Noailles, archevêque de Paris : « Je dînai, il y a quelques jours, chez M. de Pontchartrain : il fit beaucoup de railleries assez aigres sur le *Monseigneur* que les évêques se donnent. » A en croire Saint-Simon¹, « dans une assemblée du clergé, les évêques, pour tâcher à se faire dire et écrire Monseigneur, prirent délibération de se le dire et se l'écrire réciproquement les uns aux autres. Ils ne réussirent à cela qu'avec le clergé et le séculier subalterne. Tout le monde se moqua d'eux, et on riait de ce qu'ils s'étaient monseigneurisés. Malgré cela ils ont tenu bon, et il n'y a point eu de délibération parmi eux sur aucune matière, sans exception, qui ait été plus invariablement suivie ».

L'illustre écrivain avait contre le *Monseigneur* des évêques les préventions et les dédains d'un duc et pair. Mais comment les prélats n'auraient-ils pas recherché pour eux-mêmes un titre qui tendait à se généraliser. Nous savons par Saint-Simon même² comment Louvois revendiqua cette qualification. Les secrétaires d'Etat, les maréchaux, les ambassadeurs, les gouverneurs des provinces, les présidents de parlement, les intendants, jusqu'aux chanoines³, voulaient tâter du Monseigneur.

1. *Mémoires*, édit. Chéruel, in-12. t. IV, p. 360-362.

2. *Ibid.* t. I, p. 430-431. Saint-Simon raconte avec douleur comment Louvois et puis Colbert réussirent à refuser le *Monseigneur* aux ducs et à se le faire donner à eux-mêmes. Cette course au *Monseigneur* tenait à l'avisement des anciens titres qu'il fallait remplacer par une formule plus relevée. Un auteur du XVII^e siècle, qui plaide ici en faveur des évêques, écrivait en 1677. (*Le droit des évêques*, etc., t. II, p. 457) : « La qualité de noble homme ne se donnait qu'aux personnes de la première qualité, témoin cette épitaphe : *cy-gist noble homme, Artus, duc de Bretagne*. Il n'y a rien aujourd'hui de plus trivial, et il ne faut que cela dans un titre pour faire douter de la meilleure noblesse du monde. »

3. Nous voyons, dans *l'Histoire d'Auxerre* par l'abbé LEBEUF, qu'en 1375, les chanoines de la cathédrale sont traités de Monseigneur. Nous trouvons fréquemment dans l'histoire le même titre donné aux chanoines de Notre-Dame de Paris. — Les chanoines qui acceptaient volontiers le titre de Monseigneur, firent parfois quelque difficulté pour le donner à leur évêque. Dans le livre de 1677 déjà cité (*Le droit des évêques*, t. II, p. 452-458), on cherche à prouver que le chapitre haranguant son évêque doit user du terme de *Monseigneur*.

Les petites gens, surtout les solliciteurs en donnaient facilement ; les gros personnages s'en montraient plus avarés. Quand c'est à un Colbert que l'on écrit, le général de la Compagnie de l'Oratoire, le général des Frères Prêcheurs veulent bien lui dire *Monseigneur*. Les évêques, plus haut placés, l'appellent d'ordinaire *Monsieur* ; c'est *Monsieur* que Colbert leur répond à son tour. En 1697, Charles de Sévigné, le fils de la célèbre marquise, traite de *Monseigneur* le ministre Pomponne et le « supplie très humblement ». C'est qu'il a besoin de sa protection contre le bouillant évêque de Nantes, M. de Beauvau. Ce dernier s'adresse de son côté à Pomponne en lui disant *Monsieur*¹. Les évêques ont une trop grande situation pour *monseigneuriser* facilement les hommes au pouvoir. Cependant nous voyons, en 1681, Lecamus, évêque de Grenoble, donner du *Monseigneur* au chancelier Le Tellier ; ce n'est pas le seul ministre qui obtienne parfois des prélats cette qualification. Les cardinaux étant princes par leur dignité même, paraissent avoir le privilège d'appeler *Monsieur* les évêques. Ainsi Lecamus qui, simple évêque, traitait Bossuet de Monseigneur lui écrit *Monsieur* lorsqu'il a revêtu la pourpre. Quant aux cardinaux eux-mêmes, ils ont, sous Louis XIV, conquis leur *Eminence*, mais on dit en parlant d'eux : *Monsieur le cardinal*². Le roi les appelle mon cousin, même dans ses lettres de cachet³. Alors, les cardinaux se donnent entre eux de l'*Eminence*, tout en se disant *Monsieur*⁴.

Les écrits du temps nous permettent également de déterminer à quelle époque s'accrédita une autre formule

1. Collection des grands écrivains. *Œuvres* de Mme de Sévigné, t. X, p. 432-436.

2. *Œuvres* de Bossuet, édit. Lachat, t. XXIX, p. 13, 69, 152, 177, 201 ; t. XXX, p. 263, 358, 569. — GÉRIN, *Recherches sur l'Assemblée de 1682*, p. 60-63, 172, 176, 177, 188, 202, 203. — *Ibid.* p. 175, 294, Louis XIV écrit : *M. l'archevêque de Besançon*. Dans une lettre de Colbert de Croissy, ministre des affaires étrangères, 1691, au cardinal d'Estrées, nous trouvons les termes de Monseigneur, Eminence. Voir aussi *Lettres* du cardinal Lecamus, évêque de Grenoble, publiées par le Père INGOLD, in-8, p. 593, 603.

3. Voir (GÉRIN, p. 199-200), une lettre de ce genre adressée en 1681, par Louis XIV « à mon cousin le cardinal Grimaldi, archevêque d'Aix ».

4. Par exemple, le cardinal Lecamus, en 1702 (*Lettres* p. 603), écrit *Monsieur* au cardinal de Noailles.

aujourd'hui employée, celle de *Votre Grandeur*. La lettre suivante de Lecamus, évêque de Grenoble, nous apprend ce qui était pratiqué à cet égard, en 1676. « Vous savez, écrivait-il, ce que saint François de Sales dit sur le *Monseigneur*; le mot *Grandeur* est fort en usage dans les provinces. Je ne conseillerais pas à un ecclésiastique de le donner à un évêque; mais comme il se donne aux grands du monde, et que, depuis neuf cents ans, notre dignité a été élevée selon le siècle, je ne croirais pas que nous dussions entièrement refuser ce titre, ni aussi le désirer, ni être fâché quand on ne nous le donne pas. La règle de saint Augustin à Aurélius est très belle : ne pas recevoir tout l'honneur qu'on veut rendre à l'épiscopat pour donner l'exemple de l'humilité, et ne pas le refuser entièrement, *ne nimia defectione vilesceat*. Pour moi, j'ai un très grand éloignement de tous ces titres séculiers; mais je crois qu'un évêque en doit user comme font les grands seigneurs du monde qui ont du sens : ils laissent faire le peuple sans estimer ou désirer ces marques d'honneur ¹. »

On laissa, en effet, aller le temps; on laissa faire le peuple, on l'encouragea même. Le résultat fut la consécration définitive, au XVIII^e siècle, de titres que nous avons vus encore contestés au XVII^e. En particulier, le *Monseigneur* triompha complètement. Les évêques s'appellent et s'écrivent *Monseigneur*. Mais un évêque, parlant d'un autre, dira jusqu'en 1789 : M. de Bourges, M. l'archevêque de Narbonne ². Les ministres continuent à employer l'expression de *Monsieur* ³. Les rois de France les traitent de *Monsieur l'évêque* ⁴.

1. *Lettres de LECAMUS*, p. 283.

2. Dans la correspondance de *Mgr de Vintimille, évêque de Carcassonne*, publiée par MONERIE DE CABRENS, 1888, in-8, p. 5, 21, 27, 28, 30, et qui est du temps de la Révolution, on le voit écrire : M. de Bourges, M. l'archevêque de Narbonne, M. l'archevêque d'Aix. Il dit cependant dans une lettre : Mgr l'évêque de Soissons, Mgr l'évêque d'Autun. Dans le même recueil, M. Le Pelletier, conseiller du roi, parle de Mgr l'évêque de Carcassonne.

3. En 1750, le comte de Saint-Florentin écrit *Monsieur* à Villeneuve, évêque de Viviers, lequel lui répond *Monsieur*. A la même date et pour la même affaire, ce prélat et Boyer, évêque de Mirepoix, ministre de la feuille, se traitent de *Monseigneur*. Cf. abbé SAUREL, *op. cit.* p. 207-214.

4. « Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, Monsieur l'évêque d'Uzès, en sa sainte garde. » Signé : Louis. Lettre du 3 septembre 1789.

Les ministres de l'ancien régime, qui sont si avares du *Monseigneur* pour les évêques, ont fini par le lâcher aux cardinaux. Nous voyons par les correspondances de l'époque qu'ils leur écrivent *Monseigneur* et *Votre Eminence*. A plus forte raison, les simples mortels sont-ils attentifs à donner ces titres¹. Un seul cardinal, au XVIII^e siècle, tenait à les refuser et il en donnait spirituellement la raison ; c'était le cardinal de Gesvres, évêque de Beauvais. Il était bossu et contrefait. Aussi observait-il en plaisantant : « Je ne permets à personne de me dire : *Votre Eminence*². » Si on traite les cardinaux d'Eminence, on continue à dire le plus souvent en parlant d'eux : *M. le cardinal* et non *Mgr le cardinal*³.

Le Monseigneur avait fait des progrès en dehors du clergé, au XVIII^e siècle. De plus en plus nombreux étaient les aspirants à ce flatteur hommage. Il est donné, jusqu'à la veille de la Révolution, aux secrétaires d'Etat, aux intendants, même aux membres des parlements, d'entendre fréquemment résonner à leurs oreilles cette douce appellation. Que de fois nous voyons Necker traité de Monseigneur dans la correspondance électorale de 1789 ! Arrive la Révolution : que de pétitions vont recevoir à leur tour « Nosseigneurs les députés de la Constituante⁴ ». Voltaire avait dit : « Pour terminer ce grand procès de la vanité, il faudra un jour que tout le monde soit *monseigneur* dans la nation, comme toutes les femmes;

1. En 1788, le ministre Montmorin écrit au cardinal de Bernis : *Monseigneur, Votre Eminence*. Cf. Masson, p. 453. Voltaire écrit au cardinal de Bernis (15 d'Auguste 1758) : « Le vieux Suisse, *Monseigneur*, apprend, dans ses tournées, que cette tête qualifiée carrée par M. de Savigny est ornée d'un bonnet qui lui sied très bien. *Votre Eminence* doit être excédée des compliments qu'on lui a faits sur la couleur de son habit. » BERNIS raconte dans ses *Mémoires* (I, 146), que lorsqu'il fut nommé, en 1751, ambassadeur à Venise, un courtisan lui dit, en lui prédisant le chapeau : « *Votre Excellence*, je fais compliment à *Votre Eminence*. » La baronne d'Oberkirch écrivait du cardinal de Rohan : « En le monseigneurisant on a de lui tout ce qu'on veut. » Ces paroles laissent supposer que l'appellation de Monseigneur, même pour les cardinaux, n'était pas alors absolument générale.

2. *Mémoires de BACHAUMONT*, 26 juillet 1774, t. XXVII, p. 310.

3. Ainsi Mgr de VINTIMILLE, dans sa correspondance pendant la Révolution (*op. cit.* p. 15, 27, 28), dit : M. le cardinal de la Roche-Aymon, M. le cardinal de Bernis, dans la lettre même où il dit, un peu par ironie, *Mgr l'ex-évêque d'Autun*.

4. En 1788, on imprime le « procès-verbal de l'assemblée de Nosseigneurs des états généraux du pays et comté de Provence. » In-4, Aix.

qui étaient autrefois *mademoiselle*, sont actuellement *madame* ¹. »

Ces prévisions ne se sont pas encore réalisées. Le XVIII^e siècle vit l'extrême fortune de ce titre véritablement prodigué dans l'ancien régime. Notre siècle ne le donne qu'aux princes et aux évêques, et même les gouvernants, s'appuyant sur les articles organiques ², sur les exemples des rois de France, dont le descendant, le comte de Chambord, traitait Mgr Dupanloup de *M. l'évêque*, ont supprimé le Monseigneur. Mais l'usage, l'éducation le maintiennent. Cette expression est tellement passée dans le langage du peuple que, dans beaucoup de diocèses, on ne dit point l'évêque, mais *Monseigneur* tout court. On parlera de la visite de Monseigneur, d'aller voir Monseigneur. Notre époque a même fait ici un pas sur l'ancien régime. Les hommes de notre temps, qui avaient reçu les traditions d'un autre âge, disaient encore : *M. l'évêque d'Orléans, M. l'évêque d'Autun* ³. La coutume paraît avoir prévalu de dire maintenant : Mgr l'évêque d'Orléans, Mgr l'évêque d'Autun. Notre épiscopat plébéien obtient le Monseigneur avec une facilité, une unanimité que ne connurent point les prélats gentils-hommes de l'ancien régime. Ce titre est même en train de se répandre par delà les évêques, dans le sacerdoce, avec une profusion qui risque de l'avilir et de détonner dans notre démocratie qui dit à tous *Monsieur*.

1. VOLTAIRE, *Dictionnaire philosophique*, mots *cérémonies*, *titres*.

2. L'article XII : « Il sera libre aux archevêques et évêques d'ajouter à leur nom le titre de citoyen ou celui de Monsieur ; toutes les autres qualifications sont interdites. » En conséquence, les évêques perdirent non seulement le *Monseigneur*, mais encore tout titre de noblesse et même le *de*. L'almanach national de 1803 dit : Maillé, Boisgelin, Chabot, Mercy, Fontanges, Champion-Cicé, tout court. Ceux qui ont le *de* dans leur nom deviennent Dosmond, Debelloy, archevêque de Paris. En retour, dans l'almanach impérial de 1809, le *de* reparait dans toute sa splendeur et les titres de baron pour les évêques, de comte pour les archevêques, s'étalent devant les noms les plus roturiers.

3. Il nous sera permis de raconter cette anecdote que nous tenons de la bouche de M. de Falloux. Lors de l'élection de Mgr Perraud, à l'Académie française, le duc d'Aumale dit à M. de Falloux : « Comment faut-il formuler le vote ? Faut-il écrire Monseigneur Perraud, monseigneur l'évêque d'Autun ou M. l'évêque d'Autun. — Monseigneur, répondit M. de Falloux au duc d'Aumale, puisque vous me faites l'honneur de me consulter sur ce point où vous avez une toute autre compétence que la mienne, je vous dirai que je mettrai sur mon billet : M. l'évêque d'Autun. Ce sont les traditions que j'ai reçues. — Mettons donc, reprit le duc d'Aumale, M. l'évêque d'Autun. » Du reste, l'Académie avait dit *Monsieur* au duc d'Aumale lui-même.

Mais il ne s'agit dans cette histoire que des évêques d'ancien régime, lesquels pouvaient d'autant mieux être appelés Monseigneur qu'ils étaient vraiment seigneurs et très grands seigneurs. Les annales qui nous racontent leur vie, nous les représentent presque partout comme étant de belle mine et de distinction suprême. Ils ont puisé dans les traditions de race, dans l'éducation de famille, dans la pratique de la société, l'aisance, l'air du gentilhomme. On discerne dans leur tenue, dans leur démarche, dans leur façon même d'écrire une lettre, de nuancer leurs respects et leurs hommages, dans les mille détails de la vie, comme une marque de naissance. Sur la fin de l'ancien régime, la majesté du grand siècle a fait place à je ne sais quoi de plus poli, de plus raffiné et de moins solennel ; mais les fonctions du clergé, l'habitude de la représentation, ont maintenu dans ses rangs la gravité des manières et la noblesse du port. Aussi les évêques nous apparaissent-ils, avant la Révolution, avec ce mélange de dignité et de grâce, du prélat et du grand seigneur, qui a donné à l'ancien épiscopat français un cachet qu'on ne voyait nulle part et qu'on ne reverra jamais.

L'abbé Frayssinous, ayant à faire l'oraison funèbre de M. de Talleyrand-Périgord, cardinal-archevêque de Paris, sous la Restauration, archevêque de Reims avant la Révolution, en traçait ce portrait qui fait en quelque sorte revivre devant nous ces évêques de la vieille France : « La sérénité de son âme reluisait sur son front ; une douce majesté était répandue sur toute sa personne ; simple avec dignité, grand sans faste, il était d'une égalité d'âme que rien n'altérerait ; on l'abordait sans crainte, mais avec respect. Il n'avait rien de ce qui intimide, mais rien aussi de ce qui provoque la familiarité. Ses manières étaient douces, ses paroles plus douces encore. Le sentiment qu'il faisait éprouver était celui d'une tendre vénération. On trouvait toujours en lui et le pontife et le pasteur, et l'homme pieux et l'homme né dans les plus hauts rangs de la société. Il avait ce goût exquis des convenances qui assortit les paroles aux personnes et fait rendre à chacun ce qui lui est dû. Jamais la grandeur n'avait été unie à

plus de politesse, et, si la dignité de la chaire comportait une expression familière qui rendrait bien ma pensée, je me plairais à dire que personne n'était plus grand seigneur que lui. » M. de Talleyrand-Périgord montrait ainsi au xix^e siècle le type accompli d'un prélat d'ancien régime.

GRANDEUR DES ÉVÊQUES DANS LEUR PROVINCE

CHAPITRE QUATRIÈME

Les Évêques dans leur ville épiscopale

I. Entrée des évêques dans leur ville épiscopale. — Quelques prélats descendent dans une abbaye, d'où ils se rendent à la cathédrale. — Réception de l'évêque de Paris. — Des députations vont les attendre au loin, avec chevaux, arquebuses. — Harangues sans nombre. — Curieuse réception des archevêques d'Auch, des évêques de Cahors, Amiens, Nantes. — Le fier baron de Montaut conduit, nu-jambe, la mule du pontife. Il brise la vaisselle de verre du cardinal de Tournon. Dépouilles de la cérémonie partagées entre les barons vassaux. — Évêques en *sedia gestatoria*. — L'évêque de Paris porté par les sires de Montmorency, les ducs de Bretagne, le roi de France. — II. Ces usages tombent peu à peu en désuétude. — Procès pour et contre. — Comment la répugnance des évêques pour ces pratiques se heurte à l'obstination intéressée des vassaux pour les conserver. — Un dîner pantagruélique. — Les entrées épiscopales gardent jusqu'à la fin une fière allure. — Curieuse navigation des archevêques de Bordeaux sur la *maison navale*. — III. Droits temporels des évêques sur les villes. — Rapports et difficultés avec les municipalités. — Approbation des consuls. — Serments prêtés de part et d'autre. — Les municipalités plus ombrageuses vers la fin de l'ancien régime. — IV. Combien les villes auraient eu tort d'être hostiles à leurs évêques. — Bonheur pour elles qu'un personnage aussi puissant se fasse leur protecteur auprès du roi. — Nombreux exemples de grâces obtenues à leur peuple qui marque une reconnaissance éclatante. Richelieu, Bernis, Montmorency, etc. — Patriotisme local de ces évêques.

I

Suivons dans leur ville épiscopale ces brillants prélats que nous voyons déjà entourés de tout l'éclat de leur haute naissance, de tout le prestige de leurs dignités spiri-

tuelles et temporelles. Leur entrée était entourée d'un appareil extraordinaire. Les annales locales rapportent des usages aujourd'hui disparus.

L'évêque de Paris va coucher à l'abbaye de Saint-Victor. C'est là qu'il reçoit, le lendemain matin, les compliments du prévôt des marchands et des échevins, lesquels doivent l'accompagner à Sainte-Geneviève, avec les archers et officiers de l'Hôtel de Ville. Les religieux de Saint-Victor conduisent processionnellement le prélat jusqu'à ce monastère où l'abbé de Sainte-Geneviève lui fait les honneurs de son église. On profite de la présence du pontife pour lui faire jurer la conservation des privilèges de l'abbaye¹. Le prélat donne à la chapelle cinq draps d'or, et remet une pièce d'or à chacun des quatre chanoines qui soutiennent son trône. C'est là que le pontife, mitre en tête, reçoit les hommages des députés des cours souveraines. A la sortie de l'abbaye de Sainte-Geneviève, un huissier appelle les vassaux de l'évêque qui doivent le porter sur leurs épaules à la place des chanoines.

Le cortège, formé par les religieux, le clergé des paroisses, les chanoines de Sainte-Geneviève, les gentilshommes, les échevins, le prévôt des marchands, se dirige vers Notre-Dame par les rues de Saint-Etienne-des-Grès et Saint-Jacques, par le Petit-Châtelet et le Petit-Pont. Au couvent des Jacobins, le recteur de l'Université, entouré de ses suppôts, harangue le prélat. Le chapitre de Notre-Dame est posté devant Sainte-Geneviève-des-Ardents. Il attend, pour recevoir le nouvel évêque, qu'il lui soit présenté par l'abbé de Sainte-Geneviève. Cette formalité remplie, le doyen le harangue. Quand la tête de la procession atteint Notre-Dame, on fait halte et on élargit les rangs. L'évêque s'avance alors jusqu'au portail de Notre-Dame qu'il trouve fermé. Il fait ouvrir

1. Voici la formule du serment : « Moi, évêque de Paris, je jure sur les saints Evangiles que je respecterai les droits, libertés, privilèges, exemptions, immunités et coutumes du monastère de Sainte-Geneviève de Paris, et autres conventions conclues entre mes prédécesseurs et les abbés et chanoines du susdit monastère. » Ce cérémonial fut observé jusqu'à la fin du xvi^e siècle. Abbé FÉRÉT, *l'Abbaye de Sainte-Geneviève et la Congrégation de France*, 1882, tom. I, p. 272, 275.

en agitant une clochette. Au dedans du temple, la cérémonie s'accomplit dans l'ordre accoutumé. Au dîner qui la suit, l'abbé de Sainte-Geneviève est placé avec les évêques. Il n'est pas rare de voir ainsi les pontifes demander, comme à Laon, Quimper¹, Troyes, Nantes, l'hospitalité à un monastère avant leur entrée solennelle.

D'ordinaire les coutumes locales imposent au nouveau prélat des cérémonies, des harangues qui rendent son entrée plus éclatante. Prenons pour exemple les archevêques d'Auch. A la fin du xvi^e siècle, M. de Trappes vient enfin d'être nommé à ce siège après un long interrègne. A la nouvelle de son approche, on envoie au-devant de lui, le plus loin possible, une brillante escorte. Le fameux François Catel, doyen du chapitre, en fait partie ; il est venu « faire la révérence » du diocèse au nouveau pontife. Catel, qui a pris la parole par un temps incertain, aperçoit tout à coup un arc-en-ciel à l'horizon ; il s'écrie aussitôt qu'il y voit le symbole de la paix qui va régner entre le prélat et les chanoines. On marche au milieu d'un cortège de cent chevaux et à travers les détonations d'arquebuses. A l'entrée de la ville, à la porte de la Treille, un arc de triomphe a été dressé ; la foule y est massée, attendant avec impatience. Voici les consuls, revêtus de leurs longues robes rouges et ayant sur la poitrine l'écusson d'Armagnac. L'un d'eux s'avance et exhale en latin sa joie de voir enfin terminer le veuvage de cinquante-trois ans dont a été affligée l'illustre métropole. « *Venisti tandem, dit-il à l'évêque, tuaque expectata tot annis vicit iter durum pietas.* » Le prélat est sensible à cette effusion oratoire. Il lit pourtant cette fière inscription, souvenir de la république romaine, que les magistrats de la ville ont fait graver sur son passage en gros

1. L'évêque de Laon va loger, la veille, à l'illustre abbaye de Saint-Vincent. Le lendemain, il se dirige à cheval vers la ville, précédé des religieux qui marchent pieds nus. Parfois, ce sont les religieuses qui accueillent le prélat. L'évêque de Quimper descend chez la prieure de Locmaria, qui le fait coucher sur un lit de paille pour lui rappeler la vertu d'humilité. L'évêque de Troyes se rend à l'église Notre-Dame-aux-Nonnains où le régime paraît moins austère qu'à Quimper. Il est logé, lui et les siens, par l'abbesse, qui est tenue de mettre la main au cheval du prélat et de le faire conduire. En retour, le cheval lui appartient après la cérémonie. A Nantes, l'évêque passait la première nuit à l'aumônerie des pauvres de Saint-Clément.

caractères : *Caveant consules ne quid detrimenti respublica patiatur.*

On entre dans les rues jonchées de fleurs, et que les habitants ont décorées en ornant leurs maisons des plus brillantes étoffes. Voici le jeune baron de Montaut, suivi d'environ quarante gentilshommes, tous ceints d'une écharpe verte, revêtus de la livrée blanche et rouge d'Armagnac, des bâtons blancs à la main. Montaut est le premier baron d'Armagnac et de Fézensac. Un vieux dicton du pays détermine ainsi les rangs :

Parle Montaut, et réponds Montesquiou,

Ecoute Pardailhan ; toi, l'Isle, que dis-tu ?

Le dernier descendant des fiers barons de Montaut est là, pour s'acquitter de l'office que sa maison doit remplir auprès des archevêques d'Auch à leur entrée dans la ville. Il se trouve que sa tenue n'est pas réglementaire. M. de Trappes lui fait observer qu'il doit avoir la tête découverte, un pied et une jambe nus. Le baron répond que, d'après les archives conservées dans son château, il lui suffit de mettre au pied une semelle de cuir attachée par dessus avec des lacets, qu'il croit d'ailleurs mieux marquer son respect au pontife en évitant toute nudité. La discussion se prolonge. Enfin, l'archevêque, par égard pour le jeune âge du baron et vu la rigueur de la saison, — on était en plein hiver, — veut bien, pour cette fois, se relâcher au sujet de la jambe nue, mais sans préjudice de ses droits. Le baron prend alors une écharpe blanche qu'il noue à la bride du mulet portant le prélat, puis l'attache à son bras et conduit ainsi l'équipage jusqu'à Sainte-Marie. Il est précédé des gentilshommes qui marchent deux à deux, leurs bâtons blancs à la main, tandis que les deux premiers consuls se tiennent aux deux côtés de l'archevêque.

Halte ! Voici apparaître Messires les chanoines revêtus de leurs chapes. Ce sont de grands personnages. Le prélat descend de sa monture pour baiser la croix. Mais avant de l'admettre au baisement, François Catel lui pose la question que les anciens de Bethléem adressèrent à Samuel lorsqu'il vint sacrer le jeune David : « *Pacificusne*

est ingressus tuus ? » — L'archevêque répond avec le prophète d'Israël : *« Pacificus, ad immolandum veni, sanctificamini. »* On pense bien qu'en ce « royaume de parlerie » le prélat dut passer par un feu croisé de harangues. Catel, un des hommes les plus érudits de son temps, s'adressa à M. de Trappes en quatre langues, en hébreu, en grec, en latin et en français. Il fit ressortir longuement la haute dignité de la charge épiscopale. Il paraît que l'épilogue fut merveilleux. Ce qui ne le fut pas moins, c'est que le pontife répondit dans les quatre langues et continua les citations dont s'était servi le doyen. Il entra dans la cathédrale appuyé sur le bras du baron de Montaut. Après la cérémonie religieuse, vint le grand dîner où le jeune baron « servit et trancha ». A la fin, il demanda au nouvel archevêque s'il était content de ses services. Sur sa parole affirmative, on en dressa acte public. Alors, « il fit trousser la vaisselle d'or et d'argent et tout ce qui avait paru à la table, communément appelé *le buffet*, et le prit comme sien. Ainsi fit-il du mulet caparaçonné » qu'avait monté le prélat. Ensuite, il se retira emportant ces dépouilles opimes ¹.

En 1547, son père ou son grand-père avaient été moins heureux avec un des prédécesseurs de Mgr de Trappes, le cardinal de Tournon. Ce dernier, nommé archevêque d'Auch, fut à son installation, escorté et servi, selon l'usage, par le baron de Montaut. Par malheur, le cardinal ne faisait usage que de vaisselle de verre, ce qui parut au baron d'un mince profit. Aussi, après l'avoir reçue, il la brisa avec indignation en présence de tous les convives. Le cardinal de Tournon, peiné de ce scandale, quitta Auch pour n'y plus revenir.

Nous trouverions ailleurs qu'à Auch ces coutumes étranges. Quand l'évêque de Cahors prenait possession de son siège, le vicomte de Cessac devait aller l'attendre à la porte de la ville, tête découverte, sans manteau, jambe droite nue, le pied nu dans une pantoufle. A l'arrivée du

1. LÉONCE COUTURE, *Procès-verbaux de l'entrée solennelle en la ville d'Auch des archevêques François de Tournon, 1547 ; Léonard de Trappes, 1600 ; et Dominique de Vic, 1634, 1873, in-8. — MONLEZUN, op. cit., p. 615-621.*

prélat, le vassal prend la bride de sa mule et le conduit au palais épiscopal et il le sert à table toujours dans le même costume. En retour, le buffet de l'évêque et sa mule lui appartiennent. Des contestations multiples, sur la valeur de ce buffet, amenèrent le parlement à en fixer le prix à 3.000 livres. Cet exemple est contagieux. L'abbé de Figeac ne veut pas se laisser vaincre par son évêque et a lui aussi son vassal, le seigneur de Montbrun, qui vient l'attendre, la jambe nue, lui tient l'étrier quand il descend de cheval, se place derrière lui à table pour lui servir à boire, et trouve moyen de l'emporter sur le vicomte de Cessac en revêtant un habit d'arlequin.

A Amiens, on allait attendre le nouvel évêque hors de la ville. Il était monté sur une mule que le seigneur de Rivery conduisait par la bride, avec l'assistance des autres vassaux, les seigneurs de Rocquencourt et de Montigny. Le vidame, les sieurs de Rambures, de Coisy, et d'autres feudataires, se joignaient aux corps de ville pour faire cortège au prélat. Au pied du rempart, il y avait échange de harangues latines entre le présidial et l'évêque. Au parvis de Notre-Dame, le seigneur de Rivery aidait le prélat à descendre de sa monture; pour prix de ce service, il s'emparait de la mule et de son harnais comme possesseur du fief de la *Mule-l'Evêque*. Le pontife offrait un grand dîner à plusieurs tables. La coupe dont il s'était servi pendant le repas devenait la propriété du sire de Coisy; la vaisselle était attribuée au seigneur de Rivery; celui de la Paneterie avait pour sa part les nappes et les autres linges de table. Le vidame recevait l'anneau d'or que l'évêque portait au doigt ce jour-là. Le prélat donnait une robe aux dignitaires du chapitre, un bonnet carré aux doyens ruraux, enfin, à la cathédrale une chape en drap d'or de la valeur de cent écus¹.

1. SOYEZ, *Notices sur les évêques d'Amiens*, 1878, in-8. Une déclaration de 1575 porte que, le jour de l'entrée de l'évêque à Dol, le « sire de Landal doit se trouver présent en personne et tenir la bride de la haquenée ou cheval dudit seigneur évesque, lorsqu'il met pied à terre, sauf à prendre et garder pour lui ladite haquenée ou cheval avec tout son harnais ». Le même jour, le « seigneur du gage doit faire l'état et service de maistre d'hostel » à la table de l'évêque, et enfin « le seigneur de la Chesnaye-au-Bouteiller doit servir d'échanson audit seigneur

Voici les droits que l'évêque de Nantes tient encore à faire reconnaître à la fin du ^{xvii}^e siècle. Il fait sa première entrée dans la ville monté sur un cheval blanc et assisté de quatre barons de Bretagne, barons « de Pontchasteau, de Raiz, d'Anceny, de Chateaubriand ». Au jour fixé, ils vont le prendre à l'hôpital de Saint-Clément-Nantes. Le « baron de Chateaubriand lui doit tenir l'estrier pour monter à cheval et, tenant en main une des resnes et la bride dudit cheval, du costé gauche, et le baron de Pontchasteau la droite, et les barons de Raiz et d'Anceny les deux longues de la croupière, le doivent ainsy conduire depuis l'hôpital susdit jusqu'à la grande porte de la cathédrale, à peine de saysie de leurs terres, si audit jour ils ne justifient leur absence par causes légitimes et ne la remplissent par d'autres gentilshommes qui fassent leurs offices ». Le cheval appartient au baron de Chateaubriand, « en récompense de l'office rendu en tenant l'estrier ». Les nappes et serviettes du dîner de l'évêque sont adjugées au baron de Raiz, « pour lui avoir donné à laver avant la table, ainsi qu'il est déclaré par un acte de l'an 1383, gardé aux archives du chateau ». L'évêque de Nantes a, en outre, « quatre sergentises féodées », dont les propriétaires sont tenus, au jour de l'entrée des prélats, de marcher la baguette en main devant les quatre barons, sous peine de saisie de leurs terres. Pour qu'on ne s'étonne pas de ces prérogatives attachées à son siège, l'évêque de Nantes ¹ rappelle que son église cathédrale est la troisième de la chrétienté parmi toutes celles qui sont dédiées aux apôtres Pierre et Paul, « d'où elle aurait été faite *Dame* de toute la cité de Nantes et de presque tout le comté nantais, et en outre de plusieurs grandes seigneries situées en Anjou, le Maine et le Poitou ² ».

évêque». GUILLOTIN DE CORSON, *Pouillé historique de l'archevêché de Rennes*, tom. I, page 440. — Le baron de Castelnau d'Orbieu, à Lectoure, jouait le même rôle que le baron de Montaut à Auch et le vicomte de Cessac à Cahors.

1. Abbé GRÉGOIRE, *Droits et privilèges des évêques de Nantes*, 1885, p. 13-14. Déclaration faite par l'évêque en 1679. — Voir aussi « *Les premières entrées des évêques de Nantes en la ville de Guérande* » (par le marquis de SÉCILLON, 1885), où le seigneur de Grand-Cleux tenait par la bride le cheval de l'évêque.

2. A Bayonne, François Fouquet, fils du surintendant, prend posses-

Dans quelques diocèses, ce n'est point porté par un cheval ou une mule, mais par ses vassaux, que l'évêque fait son entrée. A Angers, les quatre barons de Briolé, Chemillé, Brou et Gratecuisse, sont soumis à cette corvée. A Chartres¹, le prélat traverse la ville sur une *sedia gestatoria* soutenue par le vidame, les barons de Logny et d'Alluges, le seigneur du Chêne-Doré, appelés chaisiers de Notre-Dame. A la fin de l'ancien régime, les barons de Luzy, de Couches, de Lamotte-Saint-Jean et de Montpérourx, étaient encore obligés de soulever la chaise où était assis l'évêque d'Autun à sa première entrée, ou du moins de tenir les coins du drapeau d'or dont elle était parée². Les évêques de Paris avaient joui, au moyen âge, de la même prérogative, avec la différence qu'ici les gentilshommes tenus de recevoir humblement sur leurs épaules et de porter jusqu'à la cathédrale la litière du pontife, lors de son inauguration, n'étaient rien moins que les sires de Montmorency, les comtes de Saint-Paul, les ducs de Bretagne et le roi de France lui-même³. C'est vraiment grand

sion de son siège en 1639. Le corps de ville lui offre un cheval « couvert d'un harnais de taffetas blanc, dont les franges de fil d'or lui descendent jusqu'aux pieds ». Le prélat, en mitre et chape blanche, y monte et va se placer sous un poêle de même étoffe que soutiennent deux jurats et deux échevins. Il avance ainsi dans la cité, précédé de sa crosse.

1. LÉPINOIS ET MERLET, *Cartulaire de Notre-Dame de Chartres*, 1862, t. I, p. 65-66. Dictionnaire d'EXPIILLY, mot Angers.

2. Quand l'évêque d'Autun officiait pontificalement, on lui apportait deux hosties, dont l'une était mangée par un des officiers du prélat; le même était obligé de goûter le vin de la burette. Cet usage s'était établi peut-être en souvenir de l'évêque Adalgaire auquel le poison aurait été communiqué par les espèces eucharistiques, plus probablement en imitation de la cour où l'un des officiers de service auprès du roi goûtait d'abord les mets. Cf. Hugues du Tiers, *op. cit.*, t. IV, p. 425. — Au moyen âge, à Senlis, les quatre seigneurs de Brasseur, Pontarme, Raray et Surveilliers; à Chartres, les quatre barons de Brou, Montmirail, Authon, la Bazoche; à Tours, les huit seigneurs de Marmande, Amboise, la Haye, Preuilly, l'Île Bouchard, Sainte-Maure, Bridoré, Mire, étaient obligés de porter le prélat à son entrée.

3. C'était un devoir féodal. L'évêque de Paris semble avoir surpassé en dignité, au moyen âge, les plus hauts barons de France. Le roi de France, la reine de Navarre, les comtes d'Alençon, de Blois, de Nevers, de Melun, de Saint-Paul, de Bretagne, de Bar-le-Duc, les seigneurs de Bourbon, de Montmorency, de Beaumont, de Saint-Marc, de Garlande, de Chevreuse, de Brunoy et autres barons, figurent parmi les feudataires de l'évêque de Paris et lui ont rendu hommage. Les possesseurs des fiefs de Corbeil, de Montlhéry et de La Ferté, étaient obligés de porter l'évêque à sa première entrée solennelle. Comme ces trois fiefs se trouvaient réunis dans la main du roi, celui-ci était tenu de fournir deux chevaliers pour acquitter ce devoir. Les autres porteurs de l'évêque, mentionnés dans les cartulaires, étaient le comte de Saint-Paul et, après lui, le comte de Nevers, fils de saint Louis, pour le fief de Montjay, le comte de Bretagne pour celui de Gournay, le comte de Bar pour celui de Torcy; les seigneurs de Chevreuse, de Luzarche, de Combs-la-ville, de Tournans,

dommage que le temps ait aboli cette coutume. On se figure difficilement Louis XIV ainsi attelé au char épiscopal.

On s'étonne moins de certains hommages rendus aux évêques par des seigneurs, leurs vassaux, lorsqu'on sait quels égards les souverains pontifes obtenaient des rois et des empereurs au moyen âge. On avait vu les empereurs leur tenir l'étrier, et Philippe le Bel lui-même mettre la main à la bride du cheval de Bertrand de Got, nommé pape sous le nom de Clément V. Dans les temps modernes, ces princes n'auraient pas accepté une telle posture. Cependant François I^{er} eut encore des complaisances extraordinaires pour Léon X à Bologne, en vue de se le rendre favorable pour le Concordat. Outre les trois génuflexions accoutumées, les baisements aux pieds, aux mains et à la bouche, le roi remplit auprès du pape l'office de caudataire, et lui servit la messe, répondant à genoux aux premières prières et lui donnant à laver, pour les ablutions, ce qui fit dire à Louise de Savoie, sa mère, que « le roi notre sire fit diacre ». Néanmoins Léon X ayant demandé à François I^{er} s'il voulait communier, le prince répondit qu'il ne s'y était pas préparé.

II

Le vieux cérémonial tombait en désuétude pour les évêques comme pour le pape. L'appareil des entrées se simplifiait. Les quatre barons de l'évêché de Mende, les quatre pairs, étaient tenus de porter, eux-mêmes ou par suppléants, l'évêque depuis l'entrée de la ville jusqu'à la cathédrale. Au xvi^e siècle, le prélat se contente d'un simu-

de Brunoy pour le fief de Gentilly, et le seigneur de Brétigny. Le sire de Montmorency, qui tenait de l'évêque deux fiefs, devait fournir deux porteurs. Ainsi le nombre des porteurs de l'évêque pouvait être de quatorze. Cependant le cartulaire n'en désigne que sept pour l'inauguration de Guillaume de Seignelay et cinq pour l'évêque Renaud, en 1250. Pour ce dernier, le seigneur de Chevreuse et le chevalier représentant le comte de Bar, figurent seuls avec les trois chevaliers envoyés par le roi. Si jamais les rois de France acquittèrent eux-mêmes ce devoir féodal, ils ne tardèrent pas à se faire remplacer. Ils refusèrent même de rendre hommage en personne pour les fiefs et se firent représenter par des chevaliers. (Voy. GUÉRARD, *Cartulaire de Notre-Dame de Paris*, préface, p. LVI-LXXII.)

lacre. Au moment où les barons s'apprêtent à le soulever sur leurs épaules, il en prend acte et déclare qu'il veut aller à pied. A Agen, les seigneurs de Clermont-Desas, du Fossat, de Beauville, de Madaillan et de Fumel, avaient pendant très longtemps porté l'évêque de l'autel Saint-Caprais jusqu'au porche de l'église Saint-Étienne. Après les offices, le prélat tenait sa cour ; le lendemain il recevait les hommages et reconnaissances que vinrent lui rendre pendant des siècles les seigneurs de l'Agenois, ses arrière-vassaux. Mais tout a une fin. Cet usage succomba, en 1492, dans une querelle de préséance¹. Elle allait disparaître partout en France avant la fin de l'ancien régime. A notre époque, nous n'avons pas connaissance que la *sedes gestatoria*, tradition féodale, soit usitée ailleurs qu'à Rome, pour le souverain pontife.

La tradition du moyen âge était donc peu à peu délaissée, quelquefois par l'initiative des seigneurs vassaux, plus souvent par celle des évêques fatigués de ces pratiques qui leur devenaient onéreuses. A Auch, les successeurs de Mgr de Trappes réussirent à écarter, sous divers prétextes, l'ancien usage. Au XVIII^e siècle, la famille de Montaut essaya de le faire revivre. Vainement l'office de vassal, qu'elle était obligée de remplir en ce jour, montrait-il la force matérielle, représentée par le glaive du baron, s'inclinant devant la force spirituelle représentée par la crosse; vainement écrivait-on au comte de la Hitte, alors possesseur de la baronnie de Montaut : « On prétend que vous êtes obligé de vous trouver à la porte d'entrée de la ville avec vos hommages, une jambe nue, et prendre la bride de la mule de l'archevêque, le conduire ainsi à pied jusqu'à l'archevêché, ensuite vous placer derrière sa chaise, attendant qu'il vous propose de vous asseoir »; Mgr d'Apchon n'en fut pas moins obligé de soutenir un procès. Nous le voyons s'élever contre « certaines coutumes devenues ridicules », demander, puisqu'on veut faire revivre le moyen âge, que la

1. Archives dép. Lozère. G 41, 669 et introduction; d'AVENEL, p. 245. — DURENGUES, *Pouillé historique du diocèse d'Agen*, 1894. Guillaume de la Tour d'Oliergues, évêque de Rodez, transigea, en 1398, pour deux marcs d'argent avec Guillaume d'Escoraille de Bouvran, qui était obligé, la tête et les pieds nus, de tenir la bride du cheval portant le nouvel évêque.

livrée des gentilshommes soit de « taffetas rouge et blanc, qu'ils tiennent des bâtons blancs à la main ». Comme, au fond de ce procès, il y avait la cupidité des barons de Montaut ou de leurs successeurs, tentés par « la vaiselle d'argent et la mule », on accommoda à la somme de 5.000 francs. A ce prix, M. d'Apchon fut quitte d'un cérémonial qui, au premier abord, paraît surtout une corvée pour un gentilhomme condamné à faire le valet de pied¹. Il semble que M. de la Tour du Pin, archevêque d'Auch avant la Révolution, pût se soustraire aux obsessions de son opiniâtre vassal². Le dernier évêque de Dol, M. de Hercé, eut à lutter cinq heures, le jour de son installation, pour écarter l'intervention du sénéchal que le seigneur du Gage, obligé de faire en personne l'office de maître d'hôtel, s'il voulait en percevoir les profits, avait envoyé pour le représenter.

Il n'était pas facile de s'exempter de certaines contributions consacrées par un long usage. Jean IV de Bonzi, évêque de Béziers (1596-1621), voulut refuser le festin que les prélats avaient l'habitude de payer à leur entrée. Les consuls insistaient. Le parlement de Toulouse dut intervenir. Bonzi se contenta de verser 300 livres tournois, et la cité fut dispensée du cadeau qu'elle offrait au prélat. On comprend que les villes tinssent à ces repas qui offraient parfois à la population un régal véritablement pantagruélique. Les archives de Troyes attestent qu'au dîner d'inauguration de Louis Raguier, au xv^e siècle, dix-sept cuisiniers étaient préposés aux casseroles. Il ne fallut pas moins de cent trente marmitons pour tourner les rôtis³.

Bien que le temps eût aboli la plupart de ces coutumes extraordinaires, l'entrée du nouveau prélat dans sa ville

1. Cf. *Le procès de Mgr d'Apchon, archevêque d'Auch, avec le baron de Montaut*, par le comte de la HITE, *Revue de Gascogne*, t. XXIII, p. 77-114.

2. A Amiens, Félix Faure, fit également cesser, en 1654, un apparat qui coûtait fort cher. Parfois cependant, au lieu de donner, c'était aux nouveaux évêques à recevoir. Au commencement du seizième siècle, Jean de Foix avait été, sur la demande de Louis XII, nommé à dix-huit ans, par le chapitre, archevêque de Bordeaux. A sa prise de possession, il se fit donner une somme considérable d'argent, à titre de joyeux avènement, par le clergé séculier, les abbés et les religieux du diocèse.

3. CARRÉ, *L'enseignement secondaire à Troyes*, 1888, in-8, p. 29.

épiscopale fut toujours, jusqu'à la fin de l'ancien régime, un événement considérable. A peine la nouvelle de la nomination était-elle arrivée en province, qu'on s'entretenait, avec le plus vif intérêt, de l'illustration de sa naissance, de ses relations, de la carrière qu'il avait déjà parcourue et des espérances qu'il faisait concevoir. La curiosité, le devoir, le respect, les convenances, l'habitude, poussaient sur ses pas une foule immense, avide de contempler son nouveau pasteur. Toute la ville est sur pied. Le bourdon de la cathédrale sonne à toute volée, les cloches des églises et des couvents font entendre leur joyeux carillon. Les canons dont dispose la cité tirent sans relâche, mêlant leur voix retentissante au bruit des violons, des fifres et des tambours. C'est entouré d'une immense haie de soldats et de peuple, au milieu des drapeaux, des lumières, des vivats, des harangues sans nombre, que le prélat, escorté par le clergé, la noblesse des environs, les consuls en grand costume, arrive enfin à la cathédrale pour en prendre possession avec les cérémonies accoutumées¹. Souvent les procès-verbaux relatent que le nouvel évêque, jeune encore et de haute naissance, charma tout le monde par les grâces de sa personne, la distinction de ses manières et l'amabilité de son langage.

La réception des archevêques de Bordeaux mérite d'être particulièrement signalée. « Nous ne sommes que cérémonie », a dit Montaigne. C'était surtout vrai de la

1. Le cardinal de Bernis, nommé archevêque d'Alby, arriva dans sa ville épiscopale le 19 octobre 1762, vers midi et demi. La grosse cloche de l'Eglise Sainte-Cécile sonnait en branle par ordre du chapitre et les cloches de toute la ville l'accompagnaient. Les pièces de campagne appartenant à la commune tiraient des salves retentissantes. Des violons, des fifres et des tambours accueillaient l'archevêque à son entrée dans les murs, et sur les portes de la ville se dressait, en un cadre, l'écusson de ses armes. Les consuls, en robes mi-partie d'écarlate et de drap noir, doublées de satin blanc, le chaperon en tête, le manteau comtal aux épaules, le reçurent, lui offrirent les clefs et lui rendirent hommage suivant les termes réglés par Louis d'Amboise. A travers les rues, où les artisans en armes formaient la haie à côté des dragons du régiment du roi, le cardinal alla d'abord, d'après l'usage, à l'église Saint-Salvi où il fit sa prière; puis à la Besbia, où il reçut des consuls les clefs et la trompette de la ville, sous promesse de les rendre à la première réquisition. Bientôt arriva le chapitre de l'église métropolitaine et, après des harangues sans nombre, le jour de la prise de possession fut fixé à huitaine. Le soir, dix mille cent lampions, où brûlaient deux pleines comportes de suif furent allumés en signe de fête. Frédéric Masson, *Le cardinal de Bernis depuis son ministère* (1758-1794), 1884, in-8, p. 49-50.

Gascogne et de la Guyenne, que l'auteur des *Essais* connaissait bien. Dans cet assaut de magnificence à l'arrivée des pontifes, les Bordelais, grâce à leur port, trouvaient moyen de se distinguer par un appareil extraordinaire. C'est par eau que le nouvel élu se rendait à sa ville épiscopale. Pour donner à la navigation une certaine durée, il s'embarquait soit au château de Lormont, soit à Blaye, dans un vaisseau de gala appelé *maison navale*.

Nous avons le procès-verbal de la traversée de Mgr de Maniban, en 1730. Les députés du chapitre, les jurats de Bordeaux s'étaient portés à sa rencontre jusqu'à Blaye. Le prélat leur dit gracieusement « qu'en prenant possession de sa personne, ils prenaient possession de son cœur ». En même temps, la « maison navale » était partie de Bordeaux avec ses quatre pilotes. Au moment venu et quand la marée fut favorable, le prélat se rendit au navire entouré des commissaires-jurats de la ville et des consuls de Blaye, que le cérémonial avait bien soin de placer, les premiers à sa droite, les seconds à sa gauche. Sur le vaisseau, il y eut des querelles de préséance au sujet des sièges à occuper auprès du prélat. Les chanoines de Saint-Seurin ne se croyaient pas assez rapprochés de lui. M. de Maniban se déclara incompetent pour trancher le différend. Il était tout entier à la beauté du spectacle et aux charmes d'une traversée favorisée par un temps splendide. « Le *brigantin* de la ville, qui voguait autour de la maison navale, dit le procès-verbal, faisait plaisir à l'archevêque, ainsi qu'il le fit connaître à MM. les commissaires-jurats. » On servit le dîner. Le prélat demanda à trinquer à la santé de MM. les jurats. Il leur devait cet honneur, car la ville de Bordeaux n'avait pas regardé à la dépense. Cette maison navale, si souvent chantée en vers latins et même français par les poètes de la ville, était décorée avec magnificence. Le compte du damas, des franges, galons d'or, des diverses étoffes de soie, montait à 8.506 livres 13 sols, plus les 960 livres du tapissier. Le vitrier avait reçu 150 livres; le peintre, le Raphaël du lieu, 500 livres; le chapelier lui-même, 646 livres 10 sols, pour « chapeaux bordés d'argent, fournis aux archers du

guet, pilotes et maîtres des bateaux ». Ce qui était mieux encore, c'étaient les 1.250 livres payées au traiteur pour le repas servi à « M. l'archevêque sur l'eau, et pour ceux donnés à MM. les jurats pendant leur séjour à Blaye ». A ce prix, on pouvait faire déguster au prélat les meilleurs vins du cru. Le total de la dépense s'éleva à 15.836 livres 10 sols, ce qui était une somme en 1730.

Cependant la maison navale voguait toujours. A l'approche de la ville, M. de Maniban voulut bien exprimer son admiration et s'écrier, raconte le procès-verbal, que ce qu'on lui avait dit de la beauté du port était encore au-dessous de la réalité. Sur l'ordre des jurats, tous les vaisseaux de la rade se rangent, pour laisser passer l'archevêque, et font « un double salut de leur canon. Un nombre infini de petits bateaux voltigent autour de la maison navale ». Enfin, le prélat met pied à terre au milieu d'un immense concours de peuple.

Malgré le pittoresque de la « maison navale », on est tenté de regretter la réception que la ville des temps anciens faisait à ses évêques. Où est le baron de Montferrand qui, en sa qualité de « premier baron du Bourdelais », conduisait encore « par les resnes », en 1466, la haquenée blanche d'Artus de Montauban, pendant que quatre jurats soutenaient « le poesle sous lequel marchait le pontife », et que deux autres barons, l'un à droite, l'autre à gauche, lui tenaient les étrières ? Où sont les deux seigneurs de Candale, porte-queue de la chape archiépiscopale de François de Mauny ? Bien que le surplis et le bonnet du prélat fussent adjugés à ceux-ci après la cérémonie, et la haquenée blanche au baron de Montferrand, ces légers avantages, faits à de fiers vassaux, n'avaient pu sauver ce cérémonial d'un autre âge. La maison navale elle-même était condamnée à disparaître. En 1781, les jurats de Bordeaux n'envoyèrent que le brigantin à Champion de Cicé. Le prélat, « tout en convenant avec eux que le *brigantin* était plus commode et plus sûr, fit ses réserves, et exigea des jurats une déclaration pour la conservation de ses droits et pour ceux de ses successeurs ». Ces droits, ces usages, la Révolution allait les

détruire. En 1802, Mgr d'Aviau partit encore une fois de Lormont. C'est, croyons-nous, la dernière pompe navale qui ait marqué l'entrée des métropolitains de la seconde Aquitaine ¹.

Le tableau des réceptions épiscopales que nous venons de présenter, donne une idée de la grandeur à laquelle s'étaient élevés les évêques de la vieille France. Ils furent véritablement, pendant des siècles, les premiers personnages de leur province. A la situation temporelle venait s'ajouter la majesté du pontife, qui transfigurait aux yeux du peuple l'élu de Dieu arrivant avec l'onction sainte. De là ces entrées triomphales qui mettent toute une ville en émoi, qui nous montrent les plus fiers barons inclinant leurs épaules sous la litière de l'évêque, ou conduisant sa haquenée par la bride. Le prélat lui-même a alors quelque chose de cet entrain, de cette allure guerrière que nous remarquons dans les démonstrations publiques. « Il chevauchera entouré de ses familiers et de ses domestiques », dit le vieux cérémonial des évêques. Que par humilité, il ne rejette point les honneurs dûs à son caractère et à sa situation. « Si quelque grand prince, ajoute le cérémonial, exprimait la volonté de suivre le cortège, l'évêque n'y devra consentir qu'après un moment de résistance; mais il n'aura garde de refuser d'une manière absolue cette marque de respect et de piété filiale. »

III

Que le prélat soit arrivé sur les épaules de ses barons, sur une mule, par la maison navale ou le brigantin, à cheval, à pied et même nu-pieds, comme cela se pratiqua

1. Cf. abbé CALLEN, *L'entrée solennelle des archevêques de Bordeaux*, 1883, in-8. — On veillait alors au cérémonial avec un soin jaloux. Dans une visite à Mgr de Maniban, le prélat n'ayant pas reconduit les jurats aussi loin que ses prédécesseurs, ils en firent l'observation dans une seconde visite où l'archevêque s'empressa de leur donner satisfaction. Le parlement de Bordeaux était moins empressé que les jurats auprès de ses nouveaux archevêques. Au xvi^e siècle, Charles de Grammont avait avisé de son arrivée la compagnie, en invitant « Messieurs d'icelle pour prendre leur réfection en sa maison archiépiscopale, à diner, souper, icelui jour et autre qu'à chacun d'eux plaira ». Le parlement ne se laissa pas tenter comme corps, et se contenta d'envoyer quatre conseillers.

longtemps à Laon et à Rouen¹, par exemple, le voilà en possession de son siège. Il s'agit maintenant de bien vivre avec ses nouveaux concitoyens. Le cours des âges lui avait apporté des dignités séculières et par suite des devoirs civiques, une situation et un rôle temporels qui donnaient à l'épiscopat français, avant la Révolution, un caractère particulier. Nous avons vu qu'un grand nombre de prélats étaient seigneurs de leur ville épiscopale. Si, à ce titre, ils ne battaient plus monnaie, comme plusieurs l'avaient fait au moyen âge, ils étaient souvent restés hauts, moyens et bas justiciers. Bien que la royauté eût tout absorbé, ces justices locales représentaient dans certaines provinces comme la Bretagne, des droits assez importants et onéreux pour les peuples. Nombre d'évêques confirmaient et ratifiaient le choix des maires ou consuls; c'est de leur prélat que ceux-ci recevaient les clefs de la ville, promettant de les rendre à toute réquisition. Ses officiers de justice présidaient le conseil de la commune. A son entrée en possession, les maires ou consuls² lui prêtaient serment et venaient, de temps en temps, lui renouveler leur hommage comme à leur seigneur temporel et spirituel. Bref, il était, dans certain pays, un quasi-souverain et, à Albi, les artisans se déclaraient « ses plus fidèles sujets³ ».

1. FARIN, *Histoire de Rouen*, t. I, 2^e part. p. 135. A Couserans, l'évêque était reçu par le vicomte de Couserans qui, au dîner, était obligé de mettre les plats sur la table. Mais le sacristain de la cathédrale ôtait la chaussure à l'évêque pour le rappeler au sentiment d'humilité. Le prélat marchait déchaux, en rochet et camail. Cf. MANAUD DE BOISSE, *Panorama historique du Couserans*, 1886.

2. Les municipalités autres que celle de la ville épiscopale, se plaisaient aussi à rendre hommage à l'évêque. Les *archives* de la commune de Lombers portent : « 9 mars 1687, noble J. P. de Najac, sieur de la Bruyère, premier consul, expose au conseil général de la communauté, que Mgr l'archevêque d'Albi (le Goux de la Berchère) est arrivé depuis jeudi, et qu'il serait du devoir des habitants du présent Consulat d'aller audit Albi, pour faire la révérence audit Seigneur archevêque et l'assurer de la *fidélité* des habitants. Sur quoi on a délibéré d'une commune voix que, pour aller faire la révérence audit seigneur archevêque, sont députés : le sieur premier consul, etc. »

3. Voici la formule du serment qui fut prêté au cardinal de Bernis. « Je, consul, syndic et député de l'université et cité d'Alby, reconnais et confesse que vous, Révérendissime Père en Dieu, Monseigneur François Joachim de Pierre de Bernis, archevêque d'Alby, êtes seigneur spirituel et temporel de ladite cité, et vous promets et jure, touchant les quatre Évangiles de Dieu, le *Te igitur* et la croix, que toute universalité et chapitre d'icelle vous seront *loyaux et francs sujets*, et vous garderont et procureront vos droits, profits et honneurs, et éviteront vos dommages à notre pouvoir, et obéiront à vos commandements et à ceux de vos officiers; et si aucune chose savons contre vous, votre église et seigneurie,

A Châlons, l'évêque exigea jusqu'au xviii^e siècle, que les assemblées de la ville se tinssent dans son palais et se réserva le droit de les présider. L'évêque d'Arras et l'archevêque de Cambrai nommaient, chaque année, deux échevins. Un intendant se plaint que l'évêque de Pamiers voulût avoir comme consuls « des gens de basse condition », pour mieux les dominer. En 1693, l'intendant de Lyon disait que jamais ses prédécesseurs n'avaient osé donner des ordres aux échevins du vivant de l'archevêque, M. de Villeroi.

Cette influence, ces droits ne s'exerçaient pas toujours sans difficulté. Il y avait une tendance dans la population à faire tomber des titres, des privilèges, une puissance, qui paraissaient surannés. Le vieil esprit communal, qui avait soulevé tant de villes au moyen âge se réveillait parfois au siècle de Louis XIV. Nous voyons, à cette époque, l'assemblée générale de Nîmes chercher à exclure l'évêque de ses réunions, l'échevinage d'Amiens refuser au prélat les présents ordinaires de bougie et de cire. Les bourgeois d'Albi luttent pendant dix ans contre leur évêque. On fait, de part et d'autre, saisir les fruits décimaux, le bétail. L'affaire est portée de juridiction en juridiction ; le parle-

nous y résisterons et vous le signifierons par notre loyal message incontinent et sans délai. » Outre ce serment prêté à l'évêque à son entrée, les consuls d'Alby, revêtus de leurs manteaux et livrées consulaires, accompagnés des notables de la ville, parlant debout et non à genoux, venaient deux fois par an, le jour de Noël et le jour de *fructu*, présenter leur hommage à l'évêque. En voici les termes réglés depuis Louis I^{er} d'Amboise : « Monseigneur l'évêque, nous venons ici pour vous offrir et présenter les clefs de la ville et cité d'Alby, et vous reconnaître pour seigneur spirituel et temporel, dans laquelle vous avez toute justice haute, moyenne et basse ; et nous vous prions de vouloir bien maintenir et conserver nos anciennes libertés et privilèges écrits et non écrits, et prions Dieu qu'il vous donne les bonnes fêtes. » Les jours d'hommage, les consuls dinaient à la Biesbia, le dessert de la table appartenait aux prébendés et au bas chœur de Sainte-Cécile. On distribuait aux invités un millier de gimbettes ; on jetait au peuple, par les fenêtres, cinquante-quatre livres de dragées et les consuls offraient à l'église de Sainte-Cécile cinquante livres de cire. (MASSON, *op. cit.* pages 41-49). La correspondance entre les archevêques d'Albi, souvent en voyage à Paris, et les consuls, nous montre ceux-ci leur écrivant pour les féliciter d'une heureuse arrivée, pour leur offrir les vœux de bonne année, pour les consulter sur les points d'administration. L'archevêque répond toujours avec bienveillance, remercie, assure la ville de sa protection, obtient en effet des secours en argent, donne enfin son avis sur le gouvernement de la cité. *Archives de la ville*. AA, 30-39. La ville d'Alby tenait d'un des évêques du moyen âge, Bernard de Castanet, ses armes, qui avaient pour devise : *Stat baculus, oigilatque leo, turresque tuetur*. L'archevêque était à ce point le seigneur de la ville, que ses comptes portent, en 1790, 60.000 livres pour l'acquisition de la mairie.

ment de Grenoble maintient à l'évêque le droit d'intervenir dans le choix des consuls; tous les six, accompagnés des principaux habitants, sont obligés d'aller lui demander pardon. Au XVIII^e siècle, les magistrats de Cambrai eurent de grandes difficultés avec leur archevêque. Mgr de Choiseul-Stainville fit appel à son frère, le puissant ministre, pour reconquérir ses prérogatives de seigneur temporel. Il y réussit, malgré l'opposition de la cité. Au XVII^e siècle, Le Tellier, archevêque de Reims, avait aussi profité du crédit de son père et de son frère pour réduire les droits de la ville. En 1785, l'évêque de Grenoble, M. de Bonteville, annonça sa prochaine visite à la cathédrale et invita les consuls à lui rendre les honneurs du poêle. Protestation de ceux-ci, procès : le parlement donna raison au prélat. Mais, grâce à l'intervention de M. de Marcieu, les consuls furent dispensés de paraître à la cérémonie¹.

On voyait ces différends s'élever dans les plus humbles cités. Au XVIII^e siècle, un procès s'engagea entre M. Moreau, évêque de Vence, et le conseil communal, au sujet des remparts dont le prélat se disait le maître, en sa qualité de coseigneur de la ville avec le marquis de Vence. Les meneurs perdirent le procès, furent obligés de faire amende honorable au coseigneur et restèrent ulcérés de cette défaite. Le dernier évêque de Vence, Pisani de la Gaude, fut complimenté, à sa prise de possession, par maître André, lequel portait fièrement son épée comme maire de la ville et seigneur de Malvan. Un jour que Pisani de la Gaude lui avait donné un démenti au bureau de l'hôpital : « Pardon, Monseigneur, répondit maître André, je n'ai menti qu'une fois dans ma vie, c'est le jour de votre arrivée. » A Gap, au milieu du XVIII^e siècle, le premier consul, M. Barbier, ne craignit pas de faire appel à sa force musculaire pour obliger l'évêque, M. de Caritat de Condorcet, à accompagner le corps municipal jusqu'à la

1. Arch. d'Albi, CC, 331-334; FF, 158. — Albert BABEAU, *La ville sous l'ancien régime*, in-8, 1880, p. 178-179. — PRUD'HOMME, *Histoire de Grenoble*, in-8, p. 542. — En 1637, lors de l'entrée solennelle de M. de Daillon de Lude à Albi, les « sieurs consuls » s'étaient empressés de prendre le poêle pour « le porter sur sa personne »; mais, quoique « cet honneur lui fût dû, il le refusa, disant qu'il n'était dû qu'à Dieu ». *Archives de la ville*.

porte d'entrée du palais dont il venait de prendre possession ¹.

A mesure qu'on approche de la Révolution, les villes supportent avec plus d'impatience les servitudes féodales qui, bien qu'adoucies par le temps, paraissaient l'héritage d'un âge barbare. Sous ce rapport, Mende semblait avoir été rivée au passé plus longtemps que tout autre. Aussi avec quelle véhémence les trois ordres du diocèse protestent, le 29 janvier 1789, contre une situation qui leur paraît intolérable. « Par un abus manifeste, dit la délibération, contre tous les droits naturels et principes politiques, le siège épiscopal dispose de toute administration civile et judiciaire et de celle des Etats particuliers par la nomination usurpée des consuls, par celle des juges ordinaires et d'appel, au préjudice du droit royal; par celle des commissaires et syndics du pays, au préjudice des droits des trois ordres, et enfin, par celle des procureurs, greffiers, huissiers dans les deux cours, auxquels charges et offices nos évêques nomment arbitrairement ou par l'influence de leur pouvoir de président. » C'est, disent les commissaires délégués, un reste de « l'anarchie féodale épargnée par Richelieu en faveur de l'évêque de Marcillac, sa créature ». Il y avait, dans le Gévaudan, la justice du roi à Marvéjols et la justice de l'évêque qui siégeait à Mende. Elles étaient exercées alternativement. Le prélat avait, comme le roi, « son bailli d'épée et son lieutenant général », qui se trouvaient en activité en 1789. Les trois ordres demandèrent au roi de ne point adresser à ceux-ci les lettres de convocation pour les élections aux Etats généraux. Elles n'en furent pas moins expédiées au sénéchal de l'évêque de Mende ².

Si les évêques défendaient leurs droits temporels contre les villes, il faut convenir que les villes faisaient de leur côté bonne garde autour de leurs franchises. Rien n'est plus fréquent que de voir les prélats obligés, à leur arri-

1. Abbé TISSERAND, *Histoire de Vence*, 1860, in-8, p. 255-268. — GAUTIER, *Précis de l'histoire de la ville de Gap*, 1884, p. 336.

2. *Archives nationales*. — Innocent VIII releva l'évêque de Mende, Clément de la Rovère, du serment qu'il avait prêté aux consuls, à son entrée à Mende. Cf. BURDIN, *Documents historiques sur la province du Gévaudan*, p. 216-217.

vée, de jurer de les respecter. Le successeur de Bossuet à Condom, M. de Matignon, déclara qu'il ne pouvait pas prêter ce serment à genoux. Les consuls l'exigèrent. L'évêque en fut piqué, leur fit faire antichambre quand ils lui rendirent visite, refusa même d'écouter leur harangue, sous prétexte de donner audience au présidial. Les consuls se retirèrent et ne parurent plus au palais épiscopal. A Viviers, les portes de la ville ne s'ouvraient au nouveau pontife qu'après la prestation du serment faite sur les saints Évangiles. On dérogea pour la première fois à cet usage immémorial, en 1778, à l'entrée de M. La Font de Savine. A Agen, les prérogatives de l'évêque avaient été minées sourdement par les pouvoirs rivaux des sénéchaux et des consuls. Le titre de comte d'Agen (et la même évolution s'était produite ailleurs) était devenu purement honorifique¹. C'est pour une question de douane que l'illustre Belsunce, évêque de Marseille, eut des difficultés avec la municipalité. « On m'a refusé, écrit-il à l'intendant de Provence, l'entrée de mon vin avec une hauteur et des manières très provençales. »

Les mesures prises par certains prélats vinrent parfois aggraver les quelques dissentiments que pouvait susciter une compétition de droits. A Toul, Mgr de Champorcin souleva contre lui la population pour avoir exigé des quartiers de noblesse de tous ceux qui voulaient entrer dans le chapitre de sa cathédrale. En général, les évêques étaient trop habiles et trop souples pour se créer des difficultés, ou pour ne point dénouer avec bonheur celles qui venaient à se produire. Mgr du Plessis d'Argentré, dernier évêque de Limoges avant la Révolution, fut accueilli avec cette réserve un peu hostile qui attendait parfois les étrangers dans le milieu social de la province. Son esprit et son adresse triomphèrent de tous les obstacles. Il y fut aidé par Turgot, son ami, son condisciple de Sorbonne, qui, envoyé à Limoges en 1761, vécut avec le prélat, durant

1. MONLEZUN, *op. cit.* p. 577-579. — SIMON BRUGAL (Firmin Boissin), *Le schisme constitutionnel dans l'Ardèche*, 1889. — Citons parmi les évêques obligés de prêter serment aux villes sur la conservation de leurs franchises, les évêques de Saintes (AUDIAT, p. 45), d'Agen (DURENGUES, *op. cit.*, p. 39-40.), etc.

ses treize années d'intendance, dans la plus intime cordialité¹.

Les cités auraient eu grand tort de ne point entretenir les meilleures relations avec leurs évêques. Ceux-ci n'avaient jamais oublié, dans le cours de notre histoire, le rôle de *defensor civitatis* qu'ils avaient rempli avec tant d'éclat dans la décadence de l'empire romain. Ils étaient restés, à travers les siècles et toutes les vicissitudes politiques, de hauts et puissants seigneurs. On peut dire qu'à la fin de l'ancien régime, malgré l'ascension des classes et l'affaiblissement de la foi, l'épiscopat dominait toutes les supériorités locales comme la cathédrale s'élevait au-dessus de toutes les autres demeures. Dans les petites villes, alors en grand nombre le siège d'un évêché, qui se serait avisé d'entrer en concurrence avec l'évêque pour la fortune, pour l'influence, la considération à la fois spirituelle et temporelle? Dans les plus grandes cités, le prélat ne le cède à personne comme opulence, comme noblesse de race, comme influences de cour. Les conditions anciennes étant changées, la royauté étant devenue le centre de toutes les faveurs et de tous les droits, n'est-il point heureux pour une province de pouvoir compter sur la protection d'un homme qualifié, qui a les relations les plus hautes, dont la nomination même au poste qu'il occupe, prouve sa faveur auprès du roi, et qui se croit obligé par sa charge de prendre en mains les intérêts de ce qu'il appelle *son peuple*. En fait, il n'y a guère d'histoire d'évêque d'ancien régime qui ne relate quelque bienfait par lui rendu à sa ville épiscopale. Ces prélats emploient l'autorité que leur donnent leur nom, leur charge, leur entrée dans les Etats provinciaux, leurs rapports avec les ministres, leurs fréquents voyages à Versailles, pour plaider la cause de leurs diocésains et faire alléger leurs charges. Que de fois ils se montrèrent les heureux intermédiaires entre le pouvoir et le peuple! Dans combien de soulèvements, de révoltes, ils surent, par leur intervention, détourner les châtiments qui menaçaient les coupables! Les populations

1. LOUIS GUIBERT, *Une page de l'histoire du clergé au XVIII^e siècle. Destruction de l'ordre de Grandmont*, 1877, in-8, pages 254-255.

sentent alors qu'elles ont en eux des protecteurs. Les communes s'efforcent de se concilier leur bienveillance et les implorent dans leur détresse¹.

On les trouve toujours prêts à répondre à leurs appels. En 1617, saint François de Sales écrit au duc de Savoie et joint, dit-il, sa « très humble supplication à celle que ceste ville d'Annessy fait à V. A. pour la continuation des privilèges dont elle a ci-devant jouy ». Cinq mois plus tard, le 26 mai 1617, nouvelle instance du saint évêque de Genève. Ce pays « a grand besoin d'estre allégé, d'estre ravigoré par tels bienfaits ». Richelieu lui-même qui, une fois ministre, devait se montrer moins sensible sur l'excès des impôts, plaida énergiquement la cause de sa ville épiscopale. Il s'adressa au procureur du roi et à Sully pour obtenir un allègement de la charge imposée à son peuple. Arras fut agrandi, embelli par des administrateurs de premier ordre qui s'appelaient Alvisé, Martin Poré, Pierre de Ranchicourt, Mathieu Moullart². Ces traditions se perpétuèrent jusqu'à la Révolution. On aime, en particulier, à voir ces puissants prélats prendre en main les intérêts des petits, des artisans, des laboureurs, dans la

1. Voir (P. REGNAULT, *op. cit.*, I, 78-83, année 1742) la correspondance entre Christophe de Beaumont, alors évêque de Bayonne, et la municipalité de cette ville, qui implore sa protection dans une grave affaire. — Le 25 janvier 1761, le premier consul de la commune de Lombers dit à l'assemblée de la municipalité que « Mgr de Stainville, archevêque et seigneur d'Alby, devait arriver dans le présent diocèse, et qu'attendu que la communauté de Lombers a de grandes obligations à ce seigneur, et qu'elle a lieu d'espérer encore davantage, il conviendrait de députer devers ce seigneur certain nombre d'habitants et de taillables ». Quelques années plus tard, en 1768, le cardinal de Bernis vient en personne, à la demande des habitants, constater à Lombers les ravages causés par le débordement du ruisseau d'Assou. Lombers, connu par le concile tenu dans ses murs, lors de la guerre des Albigeois, payait encore les impositions de la ville détruite, il y avait près de cent cinquante ans. Le cardinal, touché de sa misère, lui fit accorder 3000 livres par le roi, un subside considérable par les Etats. *Archives de la commune*. — A deux reprises, le diocèse d'Albi dut à ses archevêques (le Goux de la Berchère et Choiseul) une diminution de ses impositions pour la taille. Mgr Moreau, évêque de Mâcon, obtint un abonnement par bail au droit des aides, ce qui évita des frais immenses à la province et facilita le commerce des vins.

2. Richelieu écrit de Luçon : « Monsieur, étant venu en ce lieu et ayant reconnu la misère du bourg, la pauvreté des habitants et l'excessive taxe des tailles..., j'ai cru vous devoir faire la présente, pour vous prier de vouloir bien modérer la charge. » Richelieu va jusqu'à menacer d'un procès : « Je désire obtenir de vous volontairement le soulagement que je sais que les voies de la justice ne me peuvent dénier; je n'estime pas que vous veuillez me donner sujet d'en venir à cette extrémité, qui me fait vous prier derechef de vouloir décharger ceux pour qui je vous écris, d'une partie du faix qui les accable. » AVENEL, *Lettres, instructions diplomatiques et papiers d'État de Richelieu*, t. I, p. 18. — DERAMECOURT, *op. cit.*, I, 6.

répartition des charges publiques¹. Nous constaterons les services que leur administration temporelle rendit à leur diocèse. Que de fois leur grand crédit leur permit d'obtenir à leurs diocésains des grâces qui excitèrent des élans de reconnaissance. L'intervention active, à Paris, de M. de Montmorency, évêque de Metz, a fait rétablir le parlement de cette ville, supprimé par un édit d'octobre 1771. A son retour, le prélat est reçu avec enthousiasme. Un peuple immense accourt à sa rencontre, à plus d'une lieue de la ville. Le lendemain, l'ordre des avocats et les principaux citoyens lui portent l'hommage de leur respect et de leur reconnaissance. Les femmes se jettent à ses pieds et lui présentent des branches de laurier, en s'écriant : « Daignez les recevoir, Monseigneur, vous les avez méritées. » A la veille de la Révolution, en 1788, Lectoure s'adresse à « son premier citoyen », au « protecteur-né » de ses franchises, qui était son évêque, M. de Cugnac, pour plaider les droits de cette ville, colonie romaine, et l'une des douze cités de la Novempopulanie.

Ces prélats n'avaient qu'à suivre leur inclination pour prendre à cœur les intérêts de leurs cités. Le patronage séculaire exercé par les évêques avait créé chez eux un courant de patriotisme local, et il leur suffisait, semble-t-il, de prendre possession de leur diocèse, de savoir quel

1. Le cardinal de Bernis tenait ce noble langage aux Petits Etats d'Albigois : « N'oubliez jamais, dans la répartition des charges publiques que l'homme aisé ne met dans la balance économique que son argent, tandis que le laboureur et l'artisan y mettent leurs sueurs. Oh ! Messieurs, nous sommes tous frères comme chrétiens, amis comme hommes, et membres du même corps comme citoyens. Non, les différentes productions du sol ne constituent pas nos véritables richesses ; ce sont les mains nerveuses, brûlées au soleil, endurcies par le travail, ce sont ces bras infatigables qu'on ose nommer mercenaires, qui fécondent la terre et qui nous enrichissent. Souffrirons-nous que la misère, cause principale de la dépopulation, affaiblisse, énerve et dévore la classe d'hommes qui nourrit tous les hommes. Le prix d'un seul festin, où l'ennui règne encore plus que le faste, nourrirait toute une année une famille de cultivateurs. Que le pain soit le salaire du travail et non la récompense de l'oisiveté ; que l'aumône ne prodigue ses ressources qu'aux seuls infirmes et aux vieillards. Facilitons, multiplions les mariages champêtres ; réfléchissons qu'en dotant les filles de nos laboureurs, nous augmentons la force primitive de nos biens ; qu'il est doux de penser que notre nom sera béni dans les chaumières, derniers asiles de la vérité ; que le père de famille apprendra à ses enfants à le prononcer et à y joindre les noms de sauveur et de père. On n'est bon, on n'est grand, on n'est heureux que lorsqu'on aime la patrie et qu'on nourrit dans son cœur le désir et le courage de se sacrifier pour elle. » C'est déjà le ton et le langage de 1789. Mgr de Bonal obtint, en 1782, le maintien de la cour des aides de Clermont qui allait être supprimée.

était leur nouveau troupeau, pour en épouser tous les intérêts et toutes les préoccupations. De quel ton M. du Lau, le dernier archevêque d'Arles, écrit aux consuls de cette ville, qu'il n'a pas encore vue : « *En devenant votre pasteur, je suis devenu votre concitoyen. Déjà j'éprouve le zèle du patriotisme.* Après l'attention que je dois au dépôt sacré de la foi, des mœurs et de la discipline, rien au monde ne fixera autant mes regards que le maintien des intérêts temporels de la ville d'Arles. » Ce n'était pas un vain langage. Toute l'administration de M. du Lau, sa correspondance fréquente avec les consuls, quand ses devoirs l'amenaient à Paris, prouvent quel dévouement et quelle protection il accorda toujours à la ville d'Arles ¹.

1. Dom Théop. BÉRENGIER, *Notice sur Mgr du Lau*, 1891.

CHAPITRE CINQUIÈME

Faste des Évêques

1. Tous les palais épiscopaux rebâti. — Fièvre de reconstruction au XVIII^e siècle. — Le tout presque terminé en 1789. — Splendeur de ces demeures. — Empreinte des siècles sur l'archevêché d'Albi. — Outre les palais, maisons de campagne des évêques. — Mobilier somptueux. — II. Fêtes brillantes dans ces somptueuses demeures. — Les abbés de distinction élevés pour représenter. — Un professeur de danse pour l'abbé de Saint-Aignan. — On vante leurs grâces. — Ce que Talleyrand dut à la conversation de sa mère. — Un chanoine, professeur de révérences du jeune La Tour d'Auvergne-Lauragais. — Comment la haute société, les princes se portent chez ces évêques ainsi préparés à représenter. — Etat de maison de Fénelon à Cambrai. — Train de Belsunce, de Juigné. — III. Evêques qui savent rester simples dans ce luxe : Boisgelin, Thémines, etc. Prélats trop fastueux : Breteuil, Clermont-Tonnerre, Montmorency, Bourdeilles, etc. — Faste souverain déployé, au XVIII^e siècle, par les Rohan à Saverne. Le dernier Rohan. — Les évêques chasseurs : Grimaldi, Dillon.

I

Etudions de plus près l'existence que les prélats de l'ancien régime menaient au milieu de leur peuple. Il fallait tout d'abord à ces grands seigneurs une habitation digne de leur haute situation. La plupart, sur la fin de l'ancien régime, s'occupent de réparer et de reconstruire leur palais. Nous sommes loin de la cellule que saint Martin de Tours se faisait dresser près de sa cathédrale, ou même de la demeure sévère que l'évêque eut longtemps avec son presbyterium et ses chanoines. La cessation de la vie commune, la division des menses entre le chapitre

et l'évêque, amenèrent celui-ci à se bâtir, dès le moyen âge, une maison distincte. Les évêchés, que les services administratifs des diocèses, les prérogatives et l'appareil d'un seigneur temporel et féodal, le besoin d'être protégé par des tours et des remparts, avaient fait agrandir et transformer à travers les siècles, ne suffisaient plus aux prélats de Louis XIV, de Louis XV et de Louis XVI. Cependant plusieurs de ces antiques demeures, telles que celle des évêques-comtes du Gévaudan, élevée à Mende vers le XI^e ou XII^e siècle, avaient été décorées avec magnificence¹. Mais on voulait des habitations plus appropriées aux goûts et aux habitudes modernes. A Carcassonne, le vieux palais, enfermé dans l'enceinte de la cité du moyen âge, qui jusqu'à Mgr de Grignan a abrité soixante-neuf évêques, est abandonné. Une construction nouvelle, aujourd'hui affectée à la préfecture, est élevée à grands frais par Mgr de Bezons².

Déjà, au XVII^e siècle, les prélats sont préoccupés de transformer leurs vieux manoirs. M. Le Camus, évêque de Grenoble, écrivait en 1675 : « Je suis entré dans un évêché pourri, délabré, où depuis cent ans on n'avait mis un clou, où il n'y a ni cour ni jardin. Il n'y avait pas une chambre logeable. » Le prélat consacre tout d'abord aux réparations l'argent amassé à l'économat par trois ans de vacance du siège. Il fait sa confession : « J'ai un peu de goût, dit-il, pour le bâtiment³. » A Bourges, MM. de Lévis-Ventadour et de Montpezat de Carbon ont déjà agrandi leur palais. M. Phélypeaux de la Vrillière consacre 600.000 liv. de sa fortune personnelle à le rebâtir, pendant qu'à ses portes s'élève sur un plan gigantesque le nouveau Grand séminaire. Ses neveux obtiennent une lettre de cachet pour l'empêcher de terminer l'arche-

1. TOURETTE, *Notice sur l'ancien palais des évêques du Gévaudan*, 1859, in-8.

2. En 1790, l'évêché de Carcassonne payait encore l'intérêt de 30,000 livres, reliquat de l'emprunt contracté à cet effet par Mgr de Bezons. Cf. MONERIE DE CABRENS, *op. cit.* p. 7, 40; FREDIÉ, *Histoire de Carcassonne*, p. 356. Les évêques de Carcassonne avaient le château de Villalier.

3. *Lettres de LE CAMUS*, p. 202. Les améliorations réalisées par Le Camus et par ses successeurs ne suffisaient plus au dernier évêque de Grenoble avant la Révolution, M. de Bonteville, qui obtint 40.000 livres pour restaurer son palais.

vêché; il s'en console en faisant rebâtir Tarly¹. La fin du xvii^e siècle nous présente d'autres travaux de ce genre. Ainsi Lectoure vit un de ses plus grands évêques, Hugues IV de Bar, transformer à ses frais son habitation, l'une des plus riantes et des plus pittoresques de France.

Mais c'est surtout au xviii^e siècle qu'une véritable fièvre de reconstruction s'empare des évêques. Ici une énumération complète risquerait d'être monotone. Dans le Nord, à Boulogne, la demeure épiscopale est refaite, en grande partie, par Le Tonnelier de Breteuil. A Saint-Omer, elle est décorée par la munificence de ses hôtes. A Marseille, Belsunce embellit sa résidence que deux de ses prédécesseurs avaient reconstituée à grands frais. A Arras, le palais, aujourd'hui hôtel de la préfecture, réédifié en 1780 par M. de Conzié, présentait un aspect princier avec ses nombreuses dépendances et son beau parc. On vantait la beauté des salons, la richesse du mobilier, le grand train du prélat. Les jardins de l'évêché étaient ouverts au public.

A une autre extrémité de la France, Phélypeaux d'Herbault, évêque de Riez, fait faire de splendides travaux à son habitation; à Béziers, Nicolaï, pour donner du travail aux ouvriers, élève auprès de sa demeure cette magnifique terrasse qu'on admire encore. A Bordeaux, Rohan Guemené, avant de passer au siège de Cambrai, consacre son immense fortune personnelle à bâtir un palais archi-épiscopal qui devait être enlevé à ses successeurs². Celui d'Agen, reconstruit en 1775 par M. de Bonnac, allait aussi échapper à l'Eglise pour devenir une préfecture³. Les évêques ne pouvaient alors prévoir de telles vicissitudes. A Nevers, Jean Tinseau; à Saint-Brieuc, M. de Bellescize; à Pamiers, M. de Verthamont, refont leur évêché. Les deux frères du Plessis d'Argentré bâtissent deux magnifiques palais, l'un à Limoges, l'autre à Séez. En 1770, M. de Bourdeilles achève d'embellir celui de Soissons.

1. V^{ic} de BRIMONT, *M. de Puysegur et l'Eglise de Bourges pendant la Révolution*, 1897, in-8, p. 24-25.

2. Ce fut le château royal sous la Restauration et c'est aujourd'hui l'hôtel de la mairie.

3. BARRÈRE, *Histoire religieuse du diocèse d'Agen*, 1856, 2 vol. in-4, t. II, p. 415.

Les plus petites villes sont çà et là aussi bien partagées que les grandes. Le dernier évêque d'Alet, M. de Chanterac, donne à son évêché un aspect monumental. A Alais, un noble prélat, M. d'Avejan, voulut dessiner lui-même le plan d'une construction qui fut terminée en 1741. Elle embrassait, avec les enclos, 13.000 mètres carrés¹. A Viviers, le palais épiscopal fut commencé par Martin de Ratabon et achevé par son successeur, M. de Villeneuve. Planté sur les bords du Rhône, entouré de jardins, il est l'un des plus beaux de France. A Auch, M. de Maupeou avait jeté à terre le vieux bâtiment. Le nouvel édifice fut élevé par M. de Montillet. C'était une vaste demeure d'apparence noble et imposante. La façade, décorée de pilastres cannelés, présentait au rez-de-chaussée trois portiques ornés d'archivoltes. Ces soucis n'empêchaient pas M. de Montillet de réparer en même temps son château de Mazères. Il bâtissait assez grandement pour pouvoir loger tous ses suffragants².

Ces travaux étaient presque terminés sur toute la surface du territoire quand la Révolution vint surprendre quelques retardataires. Elle arrêta la construction d'un magnifique palais que le cardinal de Montmorency élevait à Metz, à proximité de la cathédrale, pour remplacer le vieil évêché, démoli en vue de la dégager. A Langres, La Luzerne ne coucha qu'une seule nuit, la veille de son départ, dans la vieille habitation qu'il achevait de restaurer.

Certaines demeures épiscopales portent l'empreinte de

1. M. de Boisgelin, en visite à Alais, écrit le 23 janvier 1785 : « Je ne croyais pas trouver dans les Cévennes une maison superbe, telle que le plus bel hôtel dans Paris, bâti dans le goût de la bonne architecture ; un grand jardin, un pays agréable, une ville où il y a du travail, des manufactures, assez de noblesse. C'est le plus bel établissement épiscopal que je connaisse. (Lettre inédite). A Paris, M. de Beaumont dépensa plus de 60.000 livres au palais épiscopal, déjà embelli par le cardinal de Noailles (P. REGNAULT, II, 205). Nous voyons le palais épiscopal bâti, à Belley, par Mgr de Balore, — embelli à Verdun par Mgr des Nos, — à Castres, par Mgr de Barral. (A. COMBES, p. 213-214), — à Condom, par Mgr d'Anteroche. — A Lodève, le palais épiscopal avait été terminé par Mgr de Souillac ; Mgr de Fumel éleva le corps latéral. Eon de Cely, dernier évêque d'Apt, consacra à l'achèvement de son palais épiscopal 60.000 livres qu'il avait obtenues des économats (Boze, *Histoire de l'Eglise d'Apt*, 1820). A Chartres, Rosset de Fleury décora et augmenta considérablement sa demeure, etc. L'évêché d'Aire avait été restauré au XVIII^e siècle, par Mgr Boutault.

2. LAFFORGUE, *Histoire de la ville d'Auch*, 2 vol. in-8, t. II, p. 222-228.

chaque génération d'évêques. A Albi, le XIII^e siècle a légué à la cité, sous le nom de la Besbia ou la Verbie, une sorte de forteresse qui embrassait jadis dans ses murs l'église cathédrale et les maisons des chanoines. L'enceinte était défendue par le Tarn, munie de tours, de herses, et de pont-levis, bâtie avec des briques dont l'amoncellement semblait défier toute attaque. Les prélats taillent, selon leur goût, leur génie et leur temps, dans ce palais qui ressemble à une ville. Les uns, originaires d'Italie, y construisent de vastes salles, de grands escaliers, des doubles terrasses sur la rivière; d'autres décorent la chapelle, font peindre à fresque les salons et tracent des corridors dans le massif des murs. Mais on a beau le transformer, ce vieux manoir ne suffit plus aux nouveaux évêques qui n'ont d'admiration que pour l'art et les magnificences du grand siècle. Gaspard de Daillon de Lude fait bâtir, aux portes de la ville, un édifice à la Louis XIV, avec des jardins, une orangerie¹, des avenues, de larges parterres coupés d'allées droites, des quinconces de grands arbres, des charmilles agrémentées de pièces d'eau. C'était la demeure moderne élevée non loin de l'habitation féodale. Ces deux palais, d'aspect si divers, retraçaient bien le double caractère qu'avaient eu à travers les temps les seigneurs d'Albi. « L'une disait les luttes farouches, les guerres sanglantes, l'asile ouvert aux populations épouvantées, les évêques soldats; » l'autre racontait la vie tranquille, somptueuse, artistique, « les agréables loisirs dans un beau lieu, les évêques grands seigneurs². »

Le besoin d'une maison des champs pour les évêques devint général au XVIII^e siècle. Ceux qui séjournaient l'hiver à Paris voulaient passer l'été à la campagne, et était-on à la campagne dans la ville épiscopale? Chaque prélat a son habitation rurale et souvent quelle habitation?

1. Le comte de Bristol, ami du prélat, avait fait graver ces deux vers à l'entrée de l'orangerie :

*Semper hic invito fulget poma aurea cœlo;
Sic sævas hiemes ludit Ludovicus et ornat.*

2. MASSON, *op. cit.*, p. 44-46. Les évêques d'Albi possédaient, en outre, le château de Combeffè, à 4 lieues d'Albi. Choiseul-Stainville, en trouvant l'entretien trop onéreux, obtint, le 31 octobre 1761, un arrêt du conseil l'autorisant à le faire démolir.

Ici encore nous assistons à un assaut de magnificence¹. Pour faire quelque figure avec ces constructions il faut y aller au moins de son million. C'est la somme que dépensa le cardinal de Choiseul, archevêque de Besançon, au château de Gy, en bâtiments et en jardins qui ne doivent pas lui survivre. Un siècle auparavant, le cardinal de Grimaldi, archevêque d'Aix, avait fait bâtir, à Puy-Ricard, une splendide demeure qu'un de ses successeurs, M. de Vintimille, allait faire démolir comme étant trop somptueuse. C'étaient jeux de princes. M. de Polignac, évêque de Meaux, était en train, quand éclata la Révolution, de reconstruire la maison de campagne de Germigny où souvent Bossuet reposa son génie. Il eut à peine le temps d'achever une des ailes qui allait bientôt tomber sous le marteau des démolisseurs. Avant de partir pour l'exil, ne voulant pas laisser de dettes, il fit venir à Germigny les ouvriers qu'il avait employés, entre autres le charpentier Mayette, qu'il embrassa en gémissant². Les édifices qui ne pouvaient pas s'adapter aux goûts et aux exigences

1. Grimaldi, évêque du Mans, se plaît à embellir son château d'Yvré; Alexandre Lallemand, évêque de Séez, celui de Fleuré; Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, achève, en 1788, la maison de Saint-Thierry, située près de la ville, et destinée à servir de résidence épiscopale. M. de Termont, évêque de Blois, non content d'embellir son palais, reconstruit le château de Madon, ancien lieu de plaisance des abbés de Saint-Laumer. Rochecouart-Montigny réédifie, à Condé, la maison de campagne des évêques d'Evreux et en fait une demeure charmante. M. de Cluny, évêque de Riez, achète la magnifique propriété de Pilon et y élève une jolie habitation où il passe des mois entiers. L'avant-dernier archevêque de Lyon, M. de Montazet, achète la maison de campagne d'Oullins, aux héritiers du cardinal de Tencin, dépense 80.000 livres pour l'embellir et y loger dix-huit chevaux dans des écuries superbes. Les archevêques de Paris avaient toujours la maison de Conflans, achetée par Harlay, qui y mourut en 1695. Les jardins en avaient été dessinés par Lenôtre. M. de Beaumont, qui y fut souvent exilé, en augmenta encore les agréments. Les évêques de Condom avaient le château de Cassagne, les évêques de Bazas le château de Gand, les évêques de Mende celui de Chanac, à trois lieues de la ville. Les évêques de Langres, La Luzerne en particulier, ont une prédilection marquée pour le château de Mussy. Sébastien Zamet l'avait fait reconstruire au milieu du XVII^e siècle, à la suite d'un incendie. M. de Clermont-Tonnerre y ajouta, en 1700, des embellissements somptueux. M. de La Luzerne (abbé GODARD, *Notice sur le cardinal de La Luzerne*, en tête des œuvres, édit. Migne) y fit des travaux d'agrandissements que la Révolution vint arrêter. Le riche mobilier qu'il lui destinait fut la proie des pillards. Cicé, évêque d'Auxerre, reçoit avec splendeur Monsieur, frère du roi, dans son château de Regennes qu'on appelait *l'île enchantée*, à cause de sa presque île formée par la rivière d'Yonne. La Rochefoucauld, évêque de Saintes, se complaît dans le séjour silencieux et enchanteur du château de Crazannes; le dernier évêque de Pamiers aime la belle résidence de Longpré et ses magnifiques ombrages.

2. ALLOU, *Chronique des évêques de Meaux*. Tous ces renseignements sont puisés dans les histoires locales et dans les notices sur les évêques.

modernes, étaient condamnés à disparaître. Dans le diocèse de Soissons, les évêques avaient fait subir des remaniements nombreux à leur manoir féodal de Septmonts. Désespérant de l'accommoder aux temps nouveaux, ils finirent par l'abandonner à son malheureux sort. Dans un diocèse voisin, à Laon, les prélats laissent tomber en ruine l'évêché, vieille habitation gothique, pour porter leurs préférences vers ce château d'Anizy que le cardinal de Bourbon avait, au xvi^e siècle, fait bâtir à grands frais et avec tout l'art de la Renaissance. L'avant-dernier évêque de Laon, M. de Rochechouart de Faudoas, venait encore d'y exécuter des travaux considérables¹.

Les prélats de marque ne se contentaient pas d'un palais dans leur ville épiscopale, d'une maison de campagne dans leur diocèse; ils auraient cru manquer à ce qu'ils se devaient à eux-mêmes et à leur rang de n'avoir point hôtel à Paris. Les pairs ecclésiastiques y étaient, en quelque sorte, obligés par leur dignité même. L'almanach royal de 1789 ne manque pas de donner l'adresse de leur habitation dans la capitale². Combien de leurs confrères faisaient de même. Transportez-vous, dit un contemporain, « au quartier des évêques, le faubourg Saint-Germain. Entrez dans leurs hôtels et voyez si leurs appartements ne sont pas aussi magnifiquement décorés, leurs glaces aussi multipliées, leurs tableaux aussi bien choisis....., leurs équipages aussi brillants et aussi lestes, leurs domestiques aussi nombreux, leur vaisselle aussi riche que dans les maisons des grands³. » Presque à la veille de la Révolution, en 1787, l'archevêque de Bourges, Phelipeaux-d'Herbault, mourut à Paris dans son hôtel du faubourg Saint-Germain.

Toutes les habitations de ces évêques grands seigneurs

1. PÉCHEUR, *op. cit.*, VII, p. 83-84, VIII, 115.

2. « M. de Talleyrand-Périgord, archevêque-duc de Reims, rue de Grenelle, faubourg Saint-Germain; M. de Sabran, évêque-duc de Laon, grande rue du Faubourg-Saint-Honoré; M. de la Luzerne, évêque-duc de Langres, rue de Berry au Marais; M. de La Rochefoucauld, évêque-comte de Beauvais, rue de Sèvres, vis-à-vis les Incurables; M. de Clermont-Tonnerre, évêque-comte de Châlons, rue du Bac, vis-à-vis les Convalescents; M. de Grimaldi, évêque-comte de Noyon, rue et barrière Saint-Dominique. » *Almanach royal* de 1789, p. 149. Sieyès donne dans une lettre l'adresse de l'hôtel de M. de Lubersac à Paris, rue du Bac.

3. LAURENT, *Essai sur la réforme du clergé*, 1789, p. 158-159.

avaient un mobilier digne d'elles. Les tapisseries que M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, fit cacher dans un grenier en quittant la Provence, retrouvées seulement soixante ans plus tard, ont gardé toute leur fraîcheur et font l'admiration des connaisseurs. La vente opérée à Albi, en 1793, fait passer sous nos yeux la liste des meubles que le cardinal de Bernis avait réunis dans ses deux palais de la Besbia et du Petit-Lude restaurés à grands frais. L'expertise porte une galerie de cent soixante-neuf tableaux. Que devait être le bureau du cardinal adjugé à 1.200 livres, le 17 vendémiaire an III, et ce cabinet poussé jusqu'à 600 livres? On voit signaler, dans le procès-verbal de vente, « les lustres, les tables de marbre, les encoignures de laque, les toiles peintes, les grands portraits du roi, les fauteuils couverts de velours cramoisi, de velours écarlate, de velours noir, de satin rouge et jaune, de panne rouge, blanche, verte, bleue, de panne à fleurs; les fauteuils couverts de velours écarlate, garnis en or; toutes les sortes de sièges : dormeuses, dauphines, crapauds, bergères; les écrans de toute espèce, les grands armoriaux dorés, les bras de bronze doré, tout cela pêle-mêle, si bien que le commissaire-priseur inscrit côte à côte ces deux articles :

« *Un christ et quatre chandeliers de bois doré.*

« *Une paire de bottes fortes.* »

On devine, à ce cadre, une existence grandiose, un intérieur princier. M. de Thémynes, évêque de Blois, avait mieux fait encore. Ayant beaucoup voyagé, il voulut, dit un contemporain, tenir son évêché comme un palais de Rome. « Tout y fut magnifique, extraordinaire. C'étaient des tableaux, point de glaces; des meubles simples mais de la plus grande recherche dans le genre. » Son goût pour les livres lui fit réunir deux bibliothèques, l'une de 60.000 volumes sur toutes les connaissances, l'autre de 12.000 formée des éditions les plus rares de tous les pays. « Il tenait maison magnifique lorsque les grands de la cour passaient¹. »

I. MASSON, *op. cit.*, p. 69-70. — DUFORT, *op. cit.*, I, 430.

II

Comment ne pas donner des fêtes dans ces palais si bien meublés. Le prélat d'ancien régime saura se mouvoir à l'aise dans ce luxe. Il a été formé avec grand soin aux usages de la société la plus raffinée. La première éducation des fils de famille était parfois négligée ; « la seconde, dit Talleyrand, ne devait consister qu'à leur donner ce qu'on appelait *l'usage du monde*. Des avantages extérieurs prévenaient en leur faveur. » D'ordinaire les jeunes gens, pour s'initier aux habitudes de la bonne compagnie, n'avaient qu'à vivre à côté de leurs parents, au milieu d'un grand train de maison. L'abbé de Saint-Aignan, fils du duc de Beauvillier, a été élevé loin de son père et de sa mère « en parfait séminariste. Jamais, dit Saint-Simon¹, rien de si gauche, de si plat, de si béat. Je proposai au duc de Beauvillier de lui donner un maître à danser, pour lui apprendre au moins à faire la révérence et à entrer dans une chambre. » Je ne sais si le duc de Beauvillier suivit le conseil de Saint-Simon. Dans tous les cas, l'abbé de Saint-Aignan ne se dégourdit que trop dans la suite. Turgot, au dire de Morellet, passa « toute son enfance presque rebuté... par sa mère qui le trouvait maussade, parce qu'il ne faisait pas la révérence de bonne grâce et qu'il était sauvage et taciturne. » Quand arrivaient les visites, il se cachait sous un canapé ou derrière un paravent, d'où il fallait le tirer pour le produire. Turgot, qui quitta d'ailleurs l'état ecclésiastique, était une exception. Il ne semble pas que ses condisciples de Sorbonne, les abbés du XVIII^e siècle en général, aient apporté dans le monde ni gaucherie ni répugnance. La nature elle-même semblait s'être complue à donner à la plupart, comme à Bernis, à Mercy, futur évêque de Luçon, une figure agréable. Leurs historiens en font la remarque. Voltaire écrivait à Bernis : « Je me souviens toujours de vos grâces, de votre belle physionomie et de votre

1. SAINT-SIMON, *Mémoires*, VI, 407. — TALLEYRAND, *Mémoires*. — MORELLET, *Mémoires*, I, II-13.

esprit. » Un jour que Louis XVI voyait entrer au palais La Galaizière, évêque de Saint-Dié, que sa taille rendait hors de pair, et d'Osmond, évêque de Comminges : « Messieurs, dit le roi, je me fais huissier pour vous annoncer l'arrivée du plus grand et celle du plus beau des évêques de France ¹. » La première fois que Christophe de Beaumont officia pontificalement à Notre-Dame, il y eut une exclamation dans la foule des fidèles sur le bel archevêque. M^{me} de Sévigné aime à parler, dans sa correspondance, de l'abbé de Grignan, du « plus beau des abbés » qui allait être à Carcassonne « le plus beau des prélats ».

La mère de Talleyrand, Eléonore de Damas, était d'une beauté remarquable et ses deux fils avaient hérité d'elle les charmes du visage. Le jeune Maurice avait, en outre, un esprit vif et des facultés brillantes. Mais comme ces dons naturels furent cultivés, aiguisés par la fréquentation de la bonne compagnie ! Pour se former à l'art de bien dire, à toutes les finesses, à toutes les délicatesses de la conversation, il n'a pas besoin de sortir de sa famille. Quand on se décide enfin à s'occuper de lui, le voilà en Périgord chez sa grand'mère, M^{me} de Chalais, qui a « ce qu'on appelait encore l'esprit des Mortemart », et à laquelle « son langage, la noblesse de ses manières, le son de sa voix » donnent une séduction inexprimable. Et quel tableau Talleyrand nous trace, dans ses *Mémoires*, de ses rapports avec sa mère ! « Je choisissais, dit-il, pour aller chez elle les heures où elle était seule : c'était pour jouir davantage des grâces de son esprit. Personne ne m'a jamais paru avoir dans la conversation un charme comparable au sien. Elle n'avait aucune prétention. Elle ne parlait que par nuances ; jamais elle n'a dit un bon mot : c'était quelque chose de trop exprimé. Les bons mots se retiennent, et elle ne voulait que plaire et perdre ce qu'elle disait. Une richesse d'expressions faciles, nouvelles et toujours délicates, fournissait aux besoins variés de son esprit. Il m'est resté d'elle un grand éloignement

I. GUILLAUME, *Vie épiscopale de Mgr d'Osmond*, p. 6. — REGNAULT, I, 117.

pour les personnes qui, afin de parler avec plus d'exactitude, n'emploient que des termes techniques. Je ne crois ni à l'esprit ni à la science des gens qui ne connaissent pas les équivalents et qui définissent toujours : c'est à leur mémoire seule qu'ils doivent ce qu'ils savent, et alors ils savent mal. »

Le jeune Charles de La Tour d'Auvergne-Lauraguais fut, comme Talleyrand, peu aimé de ses parents, qui lui préféraient l'aîné. Son oncle, l'abbé de Saint-Paulet, official de Castres, se chargea de son éducation. Il s'attacha surtout à lui apprendre, outre la religion, les usages de la bonne compagnie et l'urbanité la plus raffinée. Le soir, quand l'enfant était couché, l'oncle venait près de son lit lui faire une lecture sur les règles de la politesse. Tantôt, nous dit son historien, il se promenait dans l'appartement en répétant à haute voix les compliments d'usage parmi les personnes de qualité ; tantôt il lui faisait remarquer les bévues et les gaucheries de tel personnage de sa connaissance, pour mettre son élève en garde contre le ridicule ; tantôt il lui disait la façon de se présenter dans un salon, quelle place il devait prendre, comment entretenir une conversation. Le jeune disciple finissait par s'endormir, content que son maître ne le fit point lever pour l'exercer à la révérence. On recommençait le lendemain. Heureusement que l'abbé de Saint-Paulet menait de front, avec les leçons de politesse, la préparation à la première communion. La Révolution trouva Charles de Lauraguais au séminaire de Saint-Sulpice. Il sera, après la tourmente, sur le siège d'Arras, excellent évêque et gentilhomme accompli ¹.

Avec une telle formation les prélats avaient l'usage du monde, du plus grand monde. Ils n'étaient jamais embarrassés pour représenter.

La représentation paraissait aux évêques d'ancien régime une convenance de leur situation spirituelle et temporelle. L'habitude, l'opinion, leur imposaient un grand état de maison. Ils avaient table ouverte. Un personnage

1. DERAMECOURT. *Le clergé du diocèse d'Arras, Boulogne et Saint-Omer pendant la Révolution*, t. IV, p. 309, 310.

ne pouvait traverser la province, la ville épiscopale, sans paraître, sans recevoir l'hospitalité à l'évêché. Les princes de la famille royale, le roi lui-même, en voyage, n'auraient jamais songé à descendre ailleurs. C'était à ce point leur droit et leur habitude que dans la plupart des palais épiscopaux, il y avait ce qu'on appelait la chambre du roi, la chambre de la reine, la chambre des princes. Il est peu de ces demeures qui, dans le cours des temps, n'aient eu à abriter quelque voyageur auguste touchant de plus ou moins près à la maison de France.

Dans ces circonstances, les prélats, même de naissance modeste, savent se montrer à la hauteur de leur situation. En 1701, le plébéien Fléchier héberge dans son palais les ducs de Bourgogne et de Berri, à leur retour d'Espagne où ils étaient allés accompagner leur frère, le duc d'Anjou. C'est lui qui fait aux princes les honneurs de la ville, et qui leur donne tous les renseignements historiques, quoique M. de Basville soit présent. La même année, Fléchier peut écrire à son ami Menard : « J'ai eu l'honneur de voir la reine d'Espagne et de la loger dans ma maison. » L'année suivante, c'est le roi d'Espagne lui-même qui arrive à Nîmes et descend à l'évêché. En toutes ces occurrences, les historiens de Fléchier rapportent qu'il déploya une munificence qui fit l'admiration universelle. On verra des prélats défrayer au besoin toute une cour. En 1615, une vraie foule s'abattit sur Bayonne, à l'occasion du mariage de Louis XIII avec Anne d'Autriche. L'évêque de Bayonne suffit à tout. L'abbé de Saint-Cyran, du Vergier de Hauranne, qui devait se rendre si célèbre dans les annales du jansénisme, écrit à Richelieu, alors son ami : « M. de Bayonne fait ici une chère extraordinaire à ses amis, et quoique le pays soit disetteux en toutes choses, il le fait paraître riche¹. »

Ce que l'évêque de Bayonne fait pour toute une cour, Fénelon le fait pour toute une armée. En dehors de ces circonstances extraordinaires, il y avait toujours grand train

1. Abbé DELACROIX, *Histoire de Fléchier*, in-12, t. II, p. 152-154. Voy. (PÊCHEUR, *op. cit.*, VII, 79-84) comment Louis XV enfant fut reçu à l'évêché de Soissons, au retour de son sacre à Reims. — Abbé LACROIX, *Richelieu à Luçon*, p. 179.

de maison chez un évêque. L'abbé Ledieu, ancien secrétaire de Bossuet, eut l'occasion de le constater à Cambrai, dans une visite faite à Fénelon, au commencement du xviii^e siècle. « La table, dit Ledieu, fut servie magnifiquement, délicatement; plusieurs potages, de bon bœuf et de bon mouton, des entrées et des ragoûts de toutes sortes, un grand rôti, des perdreaux et autres gibiers en quantité et de toutes façons, un magnifique fruit, des pêches et des raisins exquis quoique en Flandre, des poires des meilleures espèces et toutes sortes de compotes, de bon vin rouge, point de bière, le linge propre, le pain très bon, une grande quantité de vaisselle d'argent, bien pesante et à la mode. Les domestiques portant la livrée étaient en très grand nombre, servaient bien et proprement, avec diligence et sans bruit. Je n'ai pas vu de page; c'était un laquais qui servait le prélat, ou quelquefois l'officier lui-même. Le maître d'hôtel me parut homme de bonne mine, entendu et autorisé dans la maison. » Tous ces mets ne tentaient guère Fénelon, qui « mangea très peu et seulement des nourritures douces et de peu de suc; le soir, par exemple, quelques cuillerées d'œufs au lait; il ne but aussi que deux ou trois coups d'un petit vin blanc, faible en couleur et par conséquent sans force... Aussi, dit Ledieu, est-il d'une maigreur extrême... avec le visage d'un saint Charles. » Évidemment c'était par situation et pour faire honneur à ses convives, que Fénelon tenait ainsi table somptueuse. « M. l'archevêque, dit Ledieu, prit la peine de me servir de sa main de tout ce qu'il y avait de plus délicat sur sa table; je le remerciais chaque fois en grand respect, le chapeau à la main, et chaque fois aussi il ne manqua jamais de m'ôter son chapeau, et il me fit l'honneur de boire à ma santé. » Partout, même chez les plus saints évêques, nous trouverions une existence en rapport avec leur situation spirituelle et temporelle. Quand Belsunce, évêque de Marseille, se rendait à Paris, il emmenait toute sa maison épiscopale. Il avait alors le carrosse à quatre chevaux, suivant l'usage du temps, trois chaises roulantes, deux litières et un cheval de selle. Parfois, pour épargner ses chevaux, il les envoyait directement à Paris, et se

servait alors de chevaux de poste. Ses historiens nous ont décrit les élégances de sa chaise à porteur. Elle était dorée, depuis l'impériale jusqu'en bas. Au milieu, les armes de l'évêque; les armes des Lauzun, des la Force, des Biron, des de Lure, familles alliées à celle de Belsunce, formaient les différentes pièces de l'écu. Des peintures mythologiques figuraient les vertus du prélat. Il est probable que cette chaise un peu mondaine lui avait été offerte par son oncle, le fameux Lauzun. Belsunce avait des goûts de magnificence. Austère pour lui-même, se contentant de soutanes de laine ou de damas avec bordure de soie, il croyait de sa dignité et de son rang d'être large et grand pour les autres. Trois ecclésiastiques, un écuyer, un intendant, une dizaine de laquais ou domestiques bien payés, sans compter les gens occupés à l'intérieur, composaient son service. Il recevait avec splendeur dans son palais épiscopal ou dans son château d'Aubagne, dont il était seigneur haut-justicier, les étrangers de distinction qui passaient à Marseille. Il avait pour eux une vaisselle d'argent marquée à ses armes, et la chronique rapporte que son chef de cuisine était toujours à la hauteur des circonstances¹. Mgr de Boisgelin emmenait à Paris ses chevaux, comme M. de Belsunce. Il en usait et les prêtait. Nous lisons dans ses lettres : « Vous voulez donc que j'aille à quatre chevaux, je n'y manquerai pas... Je rentrerai chez moi pour y prendre des chevaux... J'ai vu M..., je lui prête mes chevaux lundi pour aller à Versailles². » Le premier prélat qui occupa le siège de Nancy, M. de la Tour du Pin, alliait à ses vertus un train de grand seigneur qui fit contraste avec les habitudes, jusqu'alors plus simples, des évêques de Toul. Certains évêques plus ou moins jansénistes, comme M. de Montazet, archevêque de Lyon, avaient des goûts fastueux.

L'un des plus modestes prélats de l'époque, M. de Juigné, archevêque de Paris, était lui-même condamné à un certain train. Il se rendait au parlement avec la voiture de M. de Vintimille, qu'on appelait la voiture de gala, et

1. BÉRENGIER, *Histoire de Mgr Belsunce*, 2 vol. in-8, t. I, p. 99-122.

2. Lettres inédites de M. de Boisgelin.

qui datait d'un siècle. Comme elle contenait tout son monde, c'est-à-dire ses deux aumôniers, un porte-croix, deux écuyers, et au dehors deux pages, trois domestiques et le cocher, les deux chevaux allaient au pas d'ambassadeur¹. On ne pouvait interdire à un archevêque de Paris, pair de France, duc de Saint-Cloud, d'entretenir un équipage, alors que Boileau, Racine, avaient le leur au xvii^e siècle, et que M^{me} de Sévigné, magnifiquement logée à l'hôtel Carnavalet, mettait quatre chevaux à sa voiture pour aller en Bretagne. C'était une convenance de situation. Les évêques, comme les autres, étaient tenus de représenter, de se mêler à la société. Il n'est pas jusqu'aux hommes d'étude, tels que M. de La Luzerne, qui ne fissent une part au monde. L'évêque de Langres ouvrait ses salons deux fois par semaine. Bien qu'il ne fût pas musicien et qu'il chantât mal, il y faisait faire de la musique et ne prohibait pas les tables de jeu.

III

Ce grand train de maison n'était pas incompatible avec les goûts simples. La sobriété de l'archevêque d'Aix, M. de Boisgelin, rappelait celle de Fénelon. Il n'était pas plus tenté que l'archevêque de Cambrai par l'attrait d'une table splendide qu'il croyait devoir à son rang. Comme un de ses amis s'étonnait qu'il pût soutenir ses forces en mangeant si peu : « Je vis, répondit Boisgelin, de ce que je ne mange pas. » L'évêque de Blois, M. de Thémynes, était « magnifique dès qu'il fallait traiter ; il recevait les maréchaux de France, les princes..., et le maréchal de Noailles n'allait point à son gouvernement

1. Son prédécesseur, Christophe de Beaumont, avait le même personnel. Son cœur ayant été légué à l'église de Saint-Cyprien du Périgord, on mit cette inscription : « Ici est le cœur de l'Illustrissime et Révérendissime Père en Dieu, Mgr Christophe de Beaumont, comte de Lyon, archevêque de Paris, duc de Saint-Cloud, pair de France, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, proviseur de Sorbonne, etc. » REGNAULT, II, 425. — Les deux derniers archevêques de Paris au xviii^e siècle, avaient donné une preuve de leurs goûts modestes en ayant, à leur palais épiscopal, un mobilier relativement pauvre. Le mobilier de notre siècle datait de 1802 et venait de Napoléon.

de Bordeaux sans passer quatre jours chez lui... Mais dès qu'il était seul, le vaste palais épiscopal n'était éclairé que par une chandelle. Le suisse vous conduisait jusqu'à l'évêque et celui-ci vous reconduisait jusque chez le suisse. Combien de fois, dit un visiteur¹, suis-je resté à causer avec lui le soir des deux heures, sans m'en douter, entraîné par le charme de son esprit et de sa conversation ? »

Voilà un évêque qui illumine son palais pour le maréchal de Noailles, et se contente d'allumer une chandelle quand il est seul. La représentation ainsi comprise ne pouvait que rehausser la dignité épiscopale. Mais elle ne sut pas toujours garder la mesure. Combien de prélats la dépassent dans leur faste. A Montauban, M. de Breteuil a une table somptueuse, des équipages magnifiques, des chevaux et des valets à l'avenant. Un gentilhomme, l'abbé de La Loge, est chargé de faire les honneurs de son salon. A Bayeux, M. de Cheylus a puisé dans son séjour à la cour l'amour du luxe et l'élégance raffinée des manières. Les hôtes qui lui arrivent du camp de Vaussieux, sont reçus avec une munificence royale. Le jeu figure parmi les distractions, et parfois parmi les émotions qu'on se donne au palais épiscopal ; mais la délicatesse du prélat trouve toujours moyen de ne rien laisser perdre à ceux que le sort n'a point favorisés. Son testament porte le nom de dix-sept domestiques ayant des attributions distinctes, et entre lesquels il partage 90.000 francs prélevés sur sa fortune².

L'évêque de Châlons, M. de Clermont-Tonnerre, n'est pas moins magnifique. Il passe l'été à Sarry, maison de campagne de l'évêché, et n'a qu'un pied-à-terre à la ville, sur l'emplacement même de la maison habitée aujourd'hui par l'archiprêtre. Tous les dimanches et jours de fête, il se fait porter à la cathédrale par une voiture attelée de quatre chevaux blancs. Un piqueur se tient à chaque portière. Au-devant marche un de ses officiers à cheval, portant l'épée nue pour montrer que l'évêque-comte de

1. DUFORT, comte de Cheverny, *op. cit.* I, 430, II, 73.

2. LAFFETAY, *Histoire du diocèse de Bayeux*, 1876, t. II, p. 199, 200.

Châlons a droit de vie et de mort. Il est reçu à l'entrée de la ville. M. de Clermont-Tonnerre, qui avait rebâti presque entièrement le château de Sarry, se disposait à en faire combler les fossés quand éclata la Révolution¹. Les événements n'enlevèrent pas à M. de Clermont-Tonnerre l'amour de la représentation. Les anciens se souvenaient encore, il y a quelques années, de l'avoir vu, cardinal-archevêque de Toulouse, faire sa visite pastorale en équipage à quatre chevaux. Le cardinal de Montmorency, évêque de Metz, réside au château de Frescaty, situé à quelques kilomètres et dont M. de Coislin a fait une superbe demeure. Montmorency vit en grand seigneur. Il aime à s'y entourer de la meilleure noblesse d'épée et de robe, qu'il reçoit splendidement. Aux principales fêtes, il officie pontificalement à la cathédrale, où il arrive à la minute, en un carrosse conduit au grand trot et attelé de six chevaux². L'avant-dernier archevêque de Rouen, dans l'ancien régime, le cardinal de Saulx-Tavannes exerçait une hospitalité magnifique au château de Gaillon, maison de campagne embellie par ses prédécesseurs, qu'il avait lui-même entourée de grandes plantations et augmentée d'une écurie qui logeait cinquante chevaux.

Phelypeaux, nommé à Bourges à l'âge de trente ans, par la protection de Maurepas, son cousin, a monté sa maison comme les maréchaux de France, les ambassadeurs, les ducs et pairs. Autour de lui s'agite un nombreux personnel de domestiques, de maîtres d'hôtel, d'intendants, sans compter le caudataire, homme d'importance et richement harnaché³. Au sujet du caudataire, Bachaumont s'amuse à raconter une anecdote sur le cardinal de Luynes, qui mourut, en 1788, archevêque de

1. Renseignements communiqués par M. l'archiprêtre de Châlons. BARBAT, *op. cit.*, donne d'autres détails et trois plans du château de Sarry. Châlons était une des très rares villes dépourvues de palais épiscopal, celui bâti, en 1469, par Geoffroy Soreau s'étant effondré en 1709, et celui entrepris à cette époque par Gaston de Noailles n'ayant pas été achevé.

2. Cf. PINGAUD, *Les Saulx-Tavannes*, 1875. — Pour Metz les renseignements nous ont été communiqués par M. l'abbé Villemier, vicaire général.

3. Cf. baron de CLAMECY, *Notice sur l'ancien clergé du diocèse de Bourges*, 1841, in-8, p. 14-17.

Sens. Un jour, un M. Constans le plaisantait, chez la duchesse de Chevreuse, sur ce qu'il faisait porter sa queue par un chevalier de Saint-Louis. — Mais, répondit Luynes, auparavant c'était un de vos parents qui remplissait cette fonction. — Ah ! répliqua l'interlocuteur, il y a longtemps qu'il se trouve dans ma famille de pauvres hères dans le cas de tirer le diable par la queue ¹.

Point n'est besoin d'avoir comme caudataire un chevalier de Saint-Louis, pour mener grand train de maison. Ainsi fait l'évêque de Soissons, M. de Bourdeilles. Il aime là vie de château, va souvent à Compiègne et se rend aux réunions que la comtesse de Dillon, nièce de l'archevêque de Narbonne, tient à Haute-Fontaine. En 1766, M. de Bourdeilles veut revoir la résidence de Saveille que sa mère a toujours habitée. Son équipage est superbe. Le carrosse tout doré est traîné par quatre chevaux, et flanqué de quatre grands laquais galonnés sur toutes les coutures. A une lieue de Saveille, il aperçoit une vieille femme s'y rendant péniblement. Ayant appris que c'est sa nourrice, il la fait monter près de lui, se détourne de sa route et la conduit à sa petite maison du village. Descendu le premier pour lui donner la main, il la bénit ainsi que tous les villageois, qui sont charmés de voir tant de condescendance dans un si grand seigneur. Avant de la quitter, le prélat laisse à la vieille Perrigaud des marques de sa générosité, qui firent entrer l'aisance dans cette famille.

Au xvii^e siècle, l'évêque de Mende allait aux Etats de la province avec son aumônier, ses deux valets de chambre, son maître d'hôtel, ses chefs de cuisine et d'office, leurs garçons, ses quatre laquais, son suisse et ses porteurs. On sait que la tenue des Etats était dans les provinces l'occasion des fêtes les plus brillantes et souvent les plus ruineuses. A Montpellier, à la veille de la Révolution, trois personnages rivalisaient de faste pour la réunion dans cette ville des Etats du Languedoc. C'étaient Dillon, archevêque de Narbonne, président-né des Etats;

1. *Mémoires de BACHAUMONT*, 15 avril 1768.

M. de Malide, évêque de Montpellier, et le gouverneur de la province.

A en croire Soulavie, le cardinal de Gesvres, mort en 1744, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, poussait un peu loin l'amour de la représentation. Il avait transporté dans son palais tout le cérémonial de la cour romaine. Il avait des pages, des estafiers, des gentilshommes et toute sorte de domestiques d'apparat. Cette troupe était sous les armes et faisait des exercices tous les jours, d'après un ordre hiérarchique, dans les antichambres et les salons du prélat. Après une heure de cette mise en scène fantastique, Gesvres renvoyait toute cette valetaille qui ne logeait pas dans son hôtel¹.

Tous ces prélats, quels que fussent leur faste et leurs rêves de grandeur, ne pouvaient rivaliser avec la magnificence que les Rohan, évêques de Strasbourg, déployaient depuis près d'un siècle au palais de Saverne. Le cardinal Armand avait commencé avec un éclat extraordinaire. Placé, dit l'académicien Bougainville, peu après la conquête d'Alsace, sur la plus importante de nos frontières, entre deux peuples puissants et rivaux, *il semblait s'être chargé de représenter la France auprès de l'Allemagne*. Personne n'était plus fait pour y réussir. La beauté de ses jardins et de ses palais, ornés par les arts, donnaient une haute idée de notre goût; ses manières faisaient aimer nos mœurs, et la grandeur du sujet annonçait la majesté du souverain. « Ses correspondances continuelles avec les princes de l'empire, les ont souvent mis à la portée de lui donner des marques des sentiments qu'ils avaient pour lui. Il était dans l'habitude de leur offrir des présents et d'en recevoir. Les princes de Waldeck, de Bade, de Darmstadt et des Deux-Ponts, venaient de temps en temps passer plusieurs jours avec lui. L'électeur de Cologne lui rendit visite, en 1739, et trouva Saverne au-dessus de sa réputation. » Le marquis d'Argenson salue de son côté, dans « la belle Eminence, le plus parfait modèle d'un grand seigneur aimable. Il représente, dit-il,

1. PÉCHEUR, *op. cit.*, VII, p. 464. — D'AVENEL, p. 245. — SOULAVIE, *Mémoires du maréchal de Richelieu*, VIII, 218-219.

à Saverne, mieux qu'aucun prince d'Allemagne, et même que les électeurs ecclésiastiques. Sa cour et son train sont nombreux et brillants. Avec cela, il conserve cet air de décence qu'ont les membres distingués du clergé de France, et que ceux de l'Allemagne et de l'Italie n'observent pas.»

A la fin de l'ancien régime, le cardinal Louis de Rohan continuait sur le siège de Strasbourg les traditions de ses prédécesseurs. Il tenait véritablement état de souverain dans son palais de Saverne, qu'il avait fait rebâtir magnifiquement par l'architecte Salins de Monfort, après l'incendie qui l'avait anéanti en 1779. Il y avait réuni des collections de physique et d'histoire naturelle, ainsi qu'une nombreuse bibliothèque. Toute la province répondait à l'invitation du prince-évêque qui pouvait mettre sept cents lits à la disposition de ses visiteurs, et encore on manquait quelquefois de place. Les écuries contenaient cent quatre-vingts chevaux; les calèches étaient à volonté. Un maître d'hôtel parcourait le matin les appartements, prenant note de ceux qui voulaient être servis chez eux; on leur portait à l'heure dite un dîner exquis. Le soir, tout le monde se réunissait pour le souper. « M. le cardinal, dit un témoin oculaire, l'ornait par sa présence. La beauté de son visage toujours riant inspirait la confiance; il avait la vraie physionomie de l'homme destiné à représenter; l'ensemble de ses traits lui donnait toujours cet air qui fait adorer; un regard qui ne lui coûtait rien était une politesse. » On jouissait à Saverne de la plus grande liberté et un mot latin, *suadere*, placé comme légende au-dessus de chaque porte, indiquait que la persuasion, l'amabilité et la grâce, étaient les seuls moyens mis en œuvre pour attirer et retenir les hôtes. Les femmes de la noblesse y venaient de la province et même de la cour. « Il n'était pas, dit M. de Valfons, femme de bonne maison qui ne rêvât Saverne. » Elles prenaient part aux chasses organisées sur une vaste échelle. Six cents paysans, rangés avec des gardes de distance en distance, formaient une chaîne d'une lieue, parcourant un terrain immense, poussant des cris, battant les buissons et les bois. Les chasseurs attendaient au bas des coteaux le

gibier traqué de toutes parts et n'avaient qu'à choisir pour tirer¹. Ces fêtes continuelles, ce faste, jetaient dans l'étonnement l'électeur de Cologne qui, malgré l'éclat de sa naissance et le chiffre de sa fortune, était très frappé de tant de magnificence.

Le cardinal, souverain à Saverne, fait grande figure à Paris dans son admirable hôtel de Rohan, rue Vieille-du-Temple, auquel on a donné le nom de « Maison de Strasbourg ». On y admire encore le *Salon des Singes*, les paysages de Boucher et surtout le splendide bas-relief de Le Lorrain, les *Chevaux d'Apollon*, placé sur le fronton des vastes écuries où le prince Louis entretenait ses cinquante-deux juments d'Angleterre. Parmi les objets d'art on remarquait les anciens livres d'heures, les misels brillamment enluminés qu'avait reçus le cardinal².

Comment être gentilhomme, mener un train de grand seigneur, sans être tenté de se livrer à la chasse, cette passion de la noblesse avant la Révolution? Certains prélats n'y résistent pas. M^{me} de Sévigné et Saint-Aubin, se promenant un jour à Livry, entendent « passer une personne au travers des arbres : nous avons regardé; c'était un grand chien courant. — Qu'est-ce que cela? a dit Saint-Aubin. — C'est un des aumôniers de M. de Senlis, lui ai-je dit. » Au xviii^e siècle, le maréchal de Belle-Isle, dans sa mission diplomatique, trouve l'archevêque électeur de Trèves pris d'une infirmité contractée à la chasse, et qui l'oblige à lever la séance juste au moment où il faut répondre à une question embarrassante. C'est dans une partie de chasse que le comte de Sade, représentant du roi, arrache à l'archevêque électeur de Cologne des engagements favorables à la France³.

1. *Souvenirs du marquis de VALFONS*. — « On faisait trois battues jusqu'à une heure de l'après-midi. A ce moment toute la société se réunissait sous une belle tente, dans un site agréable, au bord d'un ruisseau. On dînait gaiement, et comme il fallait que tout le monde fut content, il y avait des ronds et des tables creusés dans le gazon pour tous les paysans, dont chacun recevait une livre de viande, deux livres de pain et une demi-bouteille de vin. Quand la chaleur était un peu tombée chacun allait reprendre son poste de chasse, et la battue recommençait. »

2. Cf. FRANTZ FUNCK-BRENTANO, *l'Affaire du Collier*, 1902, in-12, p. 80-81.

3. M^{me} de SÉVIGNÉ, lettre du 6 octobre 1679. — Duc de BROGLIE, *Frédéric II et Marie-Thérèse*, t. I, p. 278-301.

Quelques prélats français chassaient encore au XVIII^e siècle. La maison de campagne où l'on passe une partie de l'été n'est-elle pas justement dans le voisinage des bois? Le château d'Herbey, bâti par les évêques de Grenoble, s'ouvre par un hall splendide, qui était le rendez-vous des émules de Nemrod ¹. Parmi les plus grands chasseurs, on citait M. de Grimaldi, évêque du Mans. On pouvait le voir partir de son château d'Yvré à la poursuite du gibier, entouré de jeunes seigneurs, portant gibecière au côté, veste et culotte rouges, bas blancs et le reste à l'avenant. Il avait de la peine à renoncer à cet exercice même le dimanche. Il ne craignait pas, les jours fériés, de parcourir la campagne avec sa meute et ses piqueurs durant de longues heures. Un dimanche, raconte son historien, M. de Grimaldi, en équipage de chasse, rencontra une procession qui allait, avec croix et bannière, psalmodier les litanies de la Vierge dans un sanctuaire voisin. Que faire? La décision du prélat est bientôt prise; il traverse carrément à cheval la foule des pieux fidèles un peu étonnés de cette rencontre. M. de Grimaldi chercha à s'assurer les propriétés de l'abbaye de la Perine qui gênaient sa passion cynégétique. Dès son arrivée au Mans, on remarqua qu'ayant publié un nouveau tableau des cas réservés, il avait supprimé la suspense portée contre les ecclésiastiques se livrant à la chasse. M^{me} Campan ² dit, au sujet du cardinal de Rohan, ambassadeur de France à Vienne, que, « un jour de Fête-Dieu, lui et toute sa légation, en uniforme vert, galonné en or, avaient forcé une procession qui les gênait, pour se rendre à une partie de chasse chez le prince de Paars ».

Les Mémoires du temps racontent que Dillon, archevêque de Narbonne, chasseur intrépide, eut quelques difficultés avec ses curés auxquels il interdisait une distraction dont il usait largement pour lui-même. Un de

1. Nous avons pu le visiter. On montre à côté la chambre où, en 1788, au retour des états de Romans, l'évêque de Grenoble, M. de Bonteville, se suicida avec son fusil de chasse, dans un accès, croit-on, de fièvre chaude.

2. DOM PIOLIN, *Histoire de l'église du Mans*, t. VI, p. 528. — M^{me} CAMPAN. *Mémoires* t. I, p. 68. — Les quarante-deux hectares de garenne de l'évêque de Troyes étaient loués 120 fr. en 1713.

ses prêtres, frappé pour délit de chasse, fit intervenir un protecteur qu'il avait à la cour. A ce sujet, Louis XVI dit un jour à Dillon : « Monsieur l'archevêque, l'on dit que vous aimez beaucoup la chasse. — Oui, sire. — Je le le conçois et moi aussi, mais vos curés l'aiment également beaucoup. Pourquoi donc la leur défendez-vous, puisque vous vous la permettez ? — Par une raison très simple, Sire, répondit l'archevêque, c'est que mes vices viennent de ma race, et que les vices de mes curés sont d'eux-mêmes¹. » Dillon n'était jamais en reste de bons mots, même avec un interlocuteur royal.

Il ne faudrait pas juger le clergé de France d'après ces quelques faits exceptionnels et qui faisaient scandale. N'allons pas non plus nous représenter en costume de chasse tous les prélats de l'ancien régime. Ceux qui se livraient à cet exercice sont signalés, parce qu'ils étaient la petite minorité. La plupart des statuts diocésains défendaient au prêtre la chasse. L'anecdote de Dillon prouve que des prélats chasseurs auraient pu difficilement maintenir une telle prohibition. Bernis, une fois archevêque d'Albi, s'interdit ce genre de distraction. L'Infant de Parme lui écrit, en 1764 : « Je vois avec admiration que la vue des bécasses et des perdrix ne vous cause plus de regrets. » L'historien de M. du Tillet, évêque d'Orange, fait observer qu'il avait complètement renoncé au plaisir de la chasse, une des grandes occupations, presque une passion de sa jeunesse. M. de Reboul de Lambert, évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux, rendait un jour visite à l'évêque de Viviers, M. de Savine, qui lui montra sa belle meute. — « La mienne l'emporte sur la vôtre, lui dit Reboul de Lambert. Elle comprend les pauvres, les borgnes, les aveugles, les boiteux et les estropiés. »

1. Duchesse d'ABRANTÈS, *Histoire des salons de Paris*, t. I, p. 297-298. — TALLEYRAND (*Mémoires*, I, p. 30-31) dit : « M. de Dillon, archevêque de Narbonne avait une terre auprès de Soissons où il passait six mois de l'année à la grande chasse. Cette terre se nommait Haute-Fontaine. » Les chasses de Dillon n'avaient donc guère lieu dans son diocèse.

CHAPITRE SIXIÈME

Opulence et Dettes des Évêques

I. Biens de la mense épiscopale. — Différence étonnante entre les diocèses pour la richesse et le nombre des paroisses. — Evêchés de rien, évêchés de faveur. — Richelieu et l'évêché *crotté* de Luçon. — Les abbayes augmentent les revenus des évêques. — Les plus opulentes sont données aux plus riches prélats, surtout aux cardinaux. — Chiffre énorme d'une telle dotation. — Mais beaucoup d'évêchés sont grevés de pensions qui se généralisent pour satisfaire la nuée de demandeurs. — II. Malgré cette opulence, plusieurs prélats sont endettés. — Charges du premier établissement. — Evêques ruinés par leurs constructions. — Le cardinal de Rohan endetté malgré ses immenses revenus. — Les dépenses des cardinaux ambassadeurs : Bouillon, Bernis. — III. Autre cause de ruine pour certains prélats : insouciance de leurs affaires. — Bossuet moins pratique que Fénelon. — Curieuse anecdote sur d'Estrées. — Cause plus grave encore : l'excès à peu près général de la représentation. — Exemple pris dans une situation moyenne : détail des dépenses faites au commencement du XVIII^e siècle par M. de Grignan, évêque de Carcassonne. Son train et ses dettes. — IV. On était alors moins exigeant que de nos jours sur les questions des dettes. — Mot de Dillon. — Bien se garder ici de généraliser. — Exemples de prélats restés simples dans l'opulence. — Cependant l'impression que donne le train de ces évêques, c'est un excès de dépense et de luxe. — Plaintes amères, en 1789, contre ce faste et cette profusion de biens d'Eglise à une caste privilégiée. — La Révolution, en terrible visiteuse, va interrompre ces fêtes brillantes. — Quels malheurs elle réserve à Delphine de Sabran naguère mariée à Custine dans le château d'Anizy par l'évêque de Laon.

I

Il fallait de gros revenus aux évêques d'ancien régime, pour mener le train que nous venons de décrire. Ils avaient, comme première ressource, la mense épiscopale dont le rendement provenait d'ordinaire des biens-fonds, des dîmes et des droits féodaux de l'évêché.

Les lods et ventes faisaient monter à 600.000 livres, grâce au duché-pairie, les revenus de l'archevêque de Paris, portés à 200.000 livres dans l'almanach royal. Le même document attribue à l'évêque de Strasbourg 400.000 livres, à l'archevêque de Cambrai 200.000, à l'archevêque de Narbonne 160.000, aux archevêques d'Auch et d'Albi, à l'évêque de Metz, 120.000 livres, à l'archevêque de Rouen 100.000 livres¹. Mais il suffit de poursuivre la lecture de l'almanach pour voir quel contraste il y avait, en fait de richesses, entre les divers prélats de France. Tandis que Strasbourg apporte à son titulaire une véritable opulence, nous trouvons Valence, Troyes, Châlon-sur-Saône, inscrits misérablement pour 14.000 livres; Saint-Brieuc, Saint-Flour pour 12.000; Gap pour 11.000; Senes, Glan-dève, Grasse, Saint-Paul-Trois-Châteaux pour 10.000; Apt pour 9.000, enfin Digne et Vence pour 7.000. Encore la situation avait-elle été améliorée, sur l'initiative du clergé qui, dans l'assemblée de 1784, recommanda à Marbeuf, ministre de la feuille, les pauvres évêchés situés spécialement en Provence et en Dauphiné².

La même inégalité existait quant à l'étendue et à l'importance des diocèses. Les événements politiques et religieux, les divisions de l'ancienne Gaule et des royautes franques leur ont fait donner des proportions fort diverses. On en compte treize en Provence et six seulement en Dauphiné, vingt-huit en Languedoc et en Gascogne et et très peu en Bourgogne. Les papes d'Avignon les ont multipliés dans le Midi de la France pour se créer des partisans. Il est rare, sauf dans le Languedoc et en Bretagne, où le diocèse lui-même servait d'unité administrative, que la circonscription militaire, financière,

1. Puis venaient Beauvais 96.000 livres, Toulouse et Bayeux 90.000 livres, Tours 82.000, Arras 80.000, Verdun 74.000, Sens et Condom 70.000, Lavaur et La Rochelle 64.000, etc. Les archevêchés de Lyon, Reims, Bourges, ne sont portés qu'à 50.000 livres, Bordeaux 55.000, Besançon 36.000 livres.

2. *Procès-verbaux de l'assemblée de 1785*, in-f°, pag. 523, 534, 1045. La gêne de ces évêchés avait été aggravée par l'augmentation de la portion congrue des curés. L'assemblée de 1785 envoya une députation à Mgr de Marbeuf, pour le remercier d'avoir déjà pourvu à la dotation des évêchés de Toulon et de Digne, et pour lui recommander les évêchés de « plusieurs autres diocèses ». Il n'est pas étonnant qu'un évêque de Toulon se plaignît d'être ruiné par la réception des officiers de marine qui se pressaient dans ce port.

judiciaire, concorde absolument avec la circonscription religieuse. Les droits mal définis entraînent parfois des empiètements mutuels. L'assemblée du clergé fit, en 1636, un règlement « contre les archevêques qui entreprenaient sur les diocèses des autres ¹ ».

L'inégalité des diocèses se traduit par une différence extraordinaire dans le nombre des paroisses. Bourges en compte 792, Amiens et Clermont 800, Besançon 812, Limoges 868, Rouen jusqu'à 1388. Chartres, qui a encore 810 paroisses en 1789, en avait eu 1700 avant les démembrements du diocèse. En retour, nous n'en trouvons que 34 à Saint-Paul-Trois-Châteaux, 33 à Senez, 32 à Apt et à Digne, 25 à Agde, 23 à Grasse et à Vence, 20 à Toulon et à Orange. Quelques diocèses semblent avoir perdu leur chef-lieu, du moins l'évêque de Senez réside depuis longtemps à Castellane. Le diocèse de Glandève n'a plus sa capitale, détruite au ^{xiv}^e siècle. A cette époque, les habitants se retirèrent à Entrevaux où demeura également le pontife. Ces petits évêques devaient avoir conscience de leur néant, en présence des prélats que leur titre rendait ducs et pairs, princes, et possesseurs de centaines de mille livres de rente. Cependant le revenu des évêchés n'étaient pas en proportion du chiffre des paroisses. Un certain nombre sont riches tout en ayant bien peu de cures. Ainsi, dans le diocèse de Mirepoix, nous trouvons seulement 28 paroisses et 30.000 livres de revenu pour l'évêque, à Marseille 31 paroisses et 30.000 livres, à Saint-Papoul 44 paroisses et 45.000 livres.

Nous savons par la correspondance de Richelieu que les sièges mal dotés étaient traités d'évêchés *crottés*. Lui-même nous a fait confidence de sa pauvreté, de sa gêne, durant les années qu'il passa à Luçon. « Nous sommes tous gueux dans ce pays, écrivait-il, et moi tout le premier... Je puis vous assurer que j'ai le plus vilain évêché de France, le plus crotté et le plus désagréable. » Mal logé, n'ayant, ajoute-t-il, « aucun lieu » où il puisse « faire du feu à cause de la fumée », sans jardin pour se prome-

ner, il est mal à l'aise dans ce village de Luçon dont un proverbe disait en mauvais vers :

Beati qui habitant urbes,
Exceptis Luçon, Séez et Maillezais¹.

Au milieu de cette misère, il est « un peu *glorieux* », il avoue des « goûts fastueux ». Il a un maître d'hôtel qui fait merveille et dont les convives apprécient beaucoup les talents. Il voudrait rehausser le service par de la vaisselle d'argent. « Je suis gueux, dit-il, de façon que je ne puis faire l'opulent; mais toutefois, lorsque j'aurai plats d'argent, ma noblesse sera fort relevée². » On comprend l'embarras d'un homme ainsi tiraillé entre sa pauvreté et son désir de faire grand.

Le XVIII^e siècle avait encore ses évêchés crottés. C'étaient les moins ambitionnés. Il fut un temps où le roi devait chercher pour l'évêché de Grasse « un bon ecclésiastique dans le pays, étant difficile que Sa Majesté en pût prendre ailleurs pour cette charge qui ne vaut que 4 à 5.000 francs ». A la fin de l'ancien régime, on aurait facilement trouvé pour Grasse un prélat du dehors, mais les yeux étaient tournés vers les évêchés de faveur. Ceux-ci devaient remplir une double condition, être bien dotés et n'être pas trop éloignés de la cour. Il n'était pas

1. L'abbé Maury, grand vicaire à Lombez et s'y ennuyant, s'écriait un jour, en montrant la petite ville :

Beati qui habitant urbes,
Proter Saint-Papoul et Lombez.

L'évêque de Couserans habitait à Saint-Lizier, l'évêque de Comminges à Saint-Bertrand, Couserans et Comminges n'étant pas des noms de ville, mais de région.

2. AVENEL, *Lettres, instructions et papiers d'Etat de Richelieu*, 1853-1874, 8 vol. in-4^o, Introduction, p. LX et t. I, p. 26 et V, p. 468. — Dans son *Testament* (t. I, p. 138), Richelieu paraissait se souvenir de ses débuts difficiles, quand il a écrit cette page : « Il arrive souvent qu'un évêque riche en toutes les qualités que lui donnent les canons, et que la piété des gens de bien peut lui désirer, mais pauvre par sa naissance, demeure des deux ou trois ans dans l'impuissance de faire sa charge, tant par le payement des bulles auquel les concordats l'ont obligé, qui emporte souvent une année entière de son revenu, qu'à cause que ce nouveau droit lui en soustrait un autre. De sorte que si l'on joint à ces deux dépenses celle qu'il faut qu'il fasse pour acheter les ornements dont il a besoin et se meubler selon sa dignité, il se trouvera souvent que trois ans se passent avant qu'il puisse rien tirer pour sa nourriture, ce qui fait que beaucoup ne vont pas à leur évêché, s'excusant sur la nécessité, ou quittent le ménage (résidence) qu'ils sont contraints d'y faire, et se privent de la réputation qu'ils doivent avoir pour paître leur troupeau, aussi bien par l'exemple et plusieurs actions de charité que par leurs paroles. »

toujours facile de réunir les deux avantages et il fallait parfois sacrifier l'un à l'autre.

La plupart des évêques trouvaient un appoint considérable à la mense épiscopale dans les abbayes qui leur étaient attribuées ou qu'ils avaient fait unir à leur siège¹. C'était pour eux un moyen d'augmenter beaucoup, parfois de doubler, de tripler leur revenu. D'après les chiffres donnés par l'almanach royal de 1788, ces abbayes assurent aux titulaires un supplément de rente qui est de 100.000 livres pour M. de Bernis, archevêque d'Albi, de 106.000 pour M. de Brienne, archevêque de Toulouse, de 120.000 pour M. de Dillon, archevêque de Narbonne, de 130.000 pour M. de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen².

On voit que les plus grasses abbayes allaient aux

1. « L'évêque de Laon (Rochechouart, ambassadeur à Rome, puis cardinal) mérite le cordon bleu ecclésiastique; il a besoin d'être aidé par une abbaye. » Lettre de BERNIS, *Mémoires*, II, p. 329.

2. Donnons quelques détails. L'archevêque d'Aix, Boisgelin, a en jouissance comme abbayes: Saint-Gilles, 14.000 livres, Saint-Maixent, 1.400 liv., Chalais, 50.000 liv.; — Dulau, archevêque d'Arles, a Ivry, 4.500 liv.; — Bernis, archevêque d'Albi, a Saint-Médard de Soissons, 50.000 liv., et les Trois-Fontaines, 50.000 liv.; — Durfort, archevêque de Besançon, a La Charité, 1.200 liv., et Lessay, 9.000 liv.; — Cicé, archevêque de Bordeaux, a La Grasse, 18.000 liv., et Ourscamp, 4.500 liv.; — Fontanges, archevêque de Bourges, a Saint-Lucien, 16.000 liv.; — Rohan-Guéméné, archevêque de Cambrai, a Mont-Saint-Quentin, 18.000 liv.; — Montazet, archevêque de Lyon, a Saint-Victor, 35.000 liv., et Moustier-en-Argonne, 15.000 liv.; — Dillon, archevêque de Narbonne, a Saint-Etienne de Caen, 70.000 liv., et Signy, 50.000 liv.; — Luynes, archevêque de Sens, a Corbie, 66.000 liv., et Cerisy, 16.000 liv.; — Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, a Saint-Quentin-en-l'Isle, 25.000 liv., et Cercamp, 30.000 liv.; — La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, a Cluny, 50.000 liv., et Fécamp, 80.000 liv.; Le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, a La Chaise-Dieu, 20.000 liv., et Saint-Waast, 40.000 liv.; — Le Franc de Pompignan, archevêque de Vienne, a Saint-Chaffre, 10.000 liv.; — Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, a Saint-Ouen, 55.000 liv., Saint-Vandrille, 50.000 liv., Basse-Fontaine, 1.200 liv., Moissac, 18.000 liv. Voilà pour les archevêques. — Quant aux évêques, Polignac, évêque de Meaux, a l'abbaye de Saint-Epure, 30.000 liv.; — Grimaldi, évêque de Noyon, l'abbaye de Saint-Jean, 30.000 liv.; — Gallard de Terraube, évêque du Puy, l'abbaye de Saint-Paul, 30.000 liv.; — Cortois de Quincey, évêque de Belley, l'abbaye de Conches, 30.000 liv., plus celle de Saint-Martin, 4.500 liv.; — Bourdeilles, évêque de Soissons, l'abbaye de Saint-Jean-des-Vignes, 30.000 liv., plus la Trinité de Vendôme, 12.000 liv.; — Suffren-Saint-Tropez, évêque de Sisteron, l'abbaye de Saint-Vincent de Metz, 36.000 liv.; — Girac, évêque de Rennes, les abbayes de Froidmont, 22.000 liv., et de Saint-Evroul, 20.000 liv.; — Agout de Bonneval, évêque de Pamiers, l'abbaye de Ferrières, 45.000 liv.; — Marbeuf, évêque d'Autun, l'abbaye du Bec, 60.000 liv.; — M. d'Argentré, évêque de Séez, les trois abbayes d'Olivet, 2.500 liv., de Saint-Aubin, 20.000 liv., de Saint-Germain-d'Auxerre, 14.000 liv.; — Son frère, l'évêque de Limoges, l'abbaye de Vaux-de-Cernay, 7.500 liv., de Saint-Jean-d'Angély, 12.000 liv. — Le brevet de nomination (ainsi de tous les autres) de l'abbé de Grignan, à l'évêché de Carcassonne, en 1681, porte: « Réserve des pensions ci-devant établies sur ledit évêché, lesquelles pensions S. M. veut estre payées. » CHARPENTIER, *op. cit.*

prélats occupant les sièges les mieux rentés. Quelques titulaires de petits évêchés avaient une modique part¹ dans la grande répartition des biens ecclésiastiques. Plusieurs évêchés moyens trouvaient également dans un bénéfice un supplément important de revenus. Mais les situations véritablement hors ligne par leur opulence étaient peu nombreuses, même dans l'épiscopat. Il semble qu'en livrant les plus grandes abbayes aux prélats déjà dotés des menses les plus riches, on ait voulu montrer ce que pouvait la faveur des princes et aussi éblouir la nation par le faste de quelques privilégiés. Les prélats les plus désintéressés et les plus irréprochables ne se faisaient point scrupule de cumuler ainsi les bénéfices. Un refus était une exception si rare qu'elle passait pour un phénomène. Le siège de Paris était exclu de ces faveurs. « L'usage, dit un contemporain, interdit la pluralité des bénéfices à l'archevêque de Paris, comme il l'autorise dans les autres prélats du royaume. On trouverait indécemment qu'un archevêque de Paris ne se contentât pas de son archevêché². » Il avait en effet de quoi se suffire avec ses 600.000 livres de rente.

Les cardinaux étaient d'ordinaire les mieux partagés dans cette distribution. Richelieu, Mazarin s'étaient fait d'énormes revenus en bénéfices. Le cardinal de la Valette n'avait pas moins de huit abbayes. Le cardinal Dubois

1. En 1788, l'évêque de Glandève (10.000 livres) a une abbaye de 4.000 liv.; l'évêque de Senez (10.000 liv.), une abbaye de 8.000 liv.; l'évêque de Gap (11.000), une abbaye de 6.000 liv.; l'évêque de Saint-Flour (12.000 liv.), une abbaye de 9.500 liv.; l'évêque de Chalon-sur-Saône (14.000 liv.), une abbaye de 12.000 liv.; les évêques de Toulon et de Tulle (15.000 liv.), l'un une abbaye de 12.000 liv., l'autre deux abbayes de 10.000 liv. et de 4.000 liv. Le pauvre évêque de Digne (7.000 liv.), jouit de deux abbayes, l'une de 6.000 liv., l'autre de 2.000 liv. — En retour, nous voyons réduits les évêques de Saint-Brieuc à ses 12.000 liv., de Grasse à ses 10.000, d'Apt à ses 9.000, de Vence à ses 7.000 liv.

2. LAURENT, *Essai sur la réforme du clergé*, 1789, p. 372. — Le cardinal La Rochefoucauld, archevêque de Rouen au moment de la Révolution, « était arrivé au faite des honneurs ecclésiastiques sans que l'intrigue eût en la moindre part à son élévation. Riche de 400.000 livres de rente, il n'avait jamais témoigné le désir d'avoir au delà d'un bénéfice. Avec de pareilles dispositions, il aurait mieux fait de n'en avoir effectivement qu'un; mais des personnes intéressées à ce que son opulence allât toujours en croissant lui persuadèrent que ses hautes dignités exigeaient une augmentation graduelle de revenus, et ce sophisme le trompa. » *Mémoires de l'abbé Baston*, 3 vol. in-8, t. II, p. 382. — M. Hébert, évêque d'Agen au xviii^e siècle, ne voulut jamais avoir d'autre bénéfice, ce qui était une exception presque unique.

enflait ses titres de l'énumération pompeuse de ses neuf abbayes, et ne devait pas être loin de son million. Le cardinal Polignac cumulait avec le riche archevêché d'Auch, les abbayes de Corbeil, d'Anchin, de Mouzon, de Begard et de Bonport, sans compter trois prieurés. Loménie de Brienne prouvait par son exemple ce qu'un cardinal ministre, et ministre congédié, pouvait engloûtir. Cette situation n'était pas particulière à la France. Nos plus riches bénéficiers, l'évêque de Strasbourg excepté, n'arrivaient pas aux 800.000 livres de l'archevêché de Tolède.

D'après l'état fourni par *l'almanach royal*, quinze archevêques et soixante-dix-neuf évêques se partageaient 1.224.800 livres en abbayes. Cette somme, ajoutée au produit des évêchés, portait à environ sept millions la dotation de l'épiscopat avant la Révolution¹. Encore faut-il augmenter singulièrement ces chiffres² pour avoir l'estimation véritable. Il y a lieu aussi de tenir compte de la différence de valeur de l'argent, si l'on veut savoir ce qu'ils représenteraient aujourd'hui. On devine l'importance, le prestige, que lui donnait aux yeux des peuples cette grande situation territoriale. Quelle base solide à sa

1. On a additionné (GRANIER DE CASSAGNAC, *Histoire des Causes de la Révolution française*, t. 1, p. 231-236) les revenus des archevêchés et évêchés de France. Le total en est, d'après l'almanach royal, de 5.819.300 livres. Il faut ajouter à ce chiffre les 1.224.800 livres de revenus en abbayes. En 1789, l'abbaye commendataire de Saint-Germain-des-Prés n'avait pas de titulaire. La mense abbatiale, d'après les déclarations de 1790, avait 360.326 livres de revenu, et 124.391 livres de charges, soit un revenu net de 235.935 livres. L'almanach royal de 1789 porte ces revenus à 130.000 livres.

2. Ainsi les déclarations officielles de 1790 portent à 130.000 livres les revenus de l'évêché de Langres évalués à 52.000 liv. dans l'almanach ; à 86.000 liv. ceux de l'évêché de Mende, évalués à 40.000 liv. dans l'almanach, etc. D'après MONERIE DE CABRENS (*op. cit.*, p. 5) la déclaration des biens faite, en 1790, pour l'évêché de Carcassonne, porte les revenus à 115.534 liv., dont 43.299 de charges diverses. Or le chiffre de l'almanach royal n'est que de 35.000 liv. En retour, dans beaucoup d'évêchés, les déclarations de 1790 n'atteignent pas au double de la somme. Les revenus de l'archevêché d'Albi, portés à 120.000 liv. dans l'almanach royal, étaient de 213.368 liv. d'après la déclaration de 1790 ; il y avait 70.199 liv. de charges. Masson, *op. cit.*, p. 43. — D'après DERAMECOURT, *op. cit.*, I, 309-310, les revenus de l'évêché d'Arras, portés à 80.000 liv. dans l'almanach royal, ne montaient qu'à 37.112 liv. en 1752. Il est vrai que l'évêque d'Arras percevait, en outre, les droits suivants de chancellerie : pour la provision d'une prébende à la cathédrale, 7 liv. 4 sols ; pour droit de visite appelé Past, 12 liv. ; pour la bénédiction d'une église, 12 liv. ; pour la réconciliation d'un cimetière, 12 liv. ; pour la permission de desservir un bénéfice, 1 liv. ; pour la députation d'un doyen, 2 liv. 10 sols ; pour la provision d'un écolâtre, 7 liv. ; pour la confirmation d'un abbé ou d'une abbesse, 20 liv. ; pour leur bénédiction, 12 liv. D'après MANAUD DE BOISSE, *op. cit.*, l'évêché de Couserans, appelé l'évêché d'or à cause de ses revenus, jouissait de 30.000 liv. L'almanach royal lui en donne 24.000.

puissance, à son crédit, que cette large assise de biens-fonds, patrimoine séculaire de l'Eglise de France !

Il importe néanmoins de signaler ici un fait dont on n'a pas tenu assez compte dans l'appréciation de la fortune des évêques avant la Révolution, c'est que d'ordinaire leurs abbayes et même leur évêché étaient grevés de pensions, qui diminuaient d'autant leurs revenus. Les sièges les plus riches surtout, parfois les plus médiocres, étaient soumis à cet impôt. Le désir de s'assurer une part des bénéfices ecclésiastiques, les sollicitations de toute sorte adressées au roi, avaient produit un enchevêtrement singulier dans la répartition des biens d'Eglise. Depuis longtemps, on s'était plaint des pensions que la faveur arrachait à la volonté royale sur les évêchés et les abbayes.

Dans les premières années du xvii^e siècle, l'archevêque de Tours a une pension sur les évêchés de Navarre, des chevaliers de Malte l'ont sur l'évêché de Mende. Luçon en paie pour 4.400 liv. L'évêque de Pamiers demande à être déchargé de celles « qui foulaient ce pauvre et désolé évêché » ; ses pensionnaires « venaient le persécuter jusque dans les montagnes où les violences des guerres l'ont relégué ». L'abus persiste durant tout le xvii^e siècle¹, et traverse le xviii^e pour ne cesser qu'avec la Révolution, c'est-à-dire avec la fortune de l'Eglise. En 1757, Jarente, alors évêque de Digne, nouvellement chargé de la feuille des bénéfices, faisait une déclaration significative. « Feu M. de Mirepoix (Boyer, évêque de Mirepoix, ministre de la feuille), écrivait-il, à qui le pied avait glissé en cette

1. D'AVENEL, III, 326. Il en était de même à l'étranger. Le cardinal protecteur d'Espagne à Rome, recevait 40.000 ducats sur un évêché espagnol. En 1668, l'évêque de Mende, dans une lettre à Colbert, donnait l'état ci-joint des pensionnaires de Mende : « Mgr l'évêque de Saint-Flour, 1.000 liv. ; M. le commandeur de la Mothe, son frère, 1.500 liv. ; M. l'abbé Tallemant, 1.500 liv. ; le P. Goth, de l'Oratoire, aumônier de la reine d'Angleterre, 1.000 liv. ; M. Benserade, 2.300 liv. ; M. Mérigot, secrétaire de M. le duc de Nevers, 1.500 liv. ; M. de la Potterie, bibliothécaire de feu Mgr le cardinal, 1.200 liv. ; Pellari, garde des meubles du mondit sieur le cardinal, 1.200 liv. ; Ms. M^l. COLBERT, 148. — GERIN, *op. cit.*, p. 57. — Ouvrons le journal de DANGEAU. « 3 avril 1684. M. le prince Camille (de Lorraine) eut 2.000 écus de pension sur l'archevêché d'Auch, et M. de Montgommery, colonel de cavalerie, 1.000 écus sur le même archevêché. — 20 avril 1685. Moret, valet de chambre, eut une pension de 1.000 liv. sur l'évêché d'Aire. — 16 avril 1694. Le roi donne à Joyeux, premier valet de chambre du Dauphin, 6.000 liv. de pension sur l'abbaye de Saint Amand et Joyeux se démet de l'abbaye de Serry. »

partie, a tellement chargé les bénéfices de pensions que, quand ils viennent à vaquer, il est impossible d'y en mettre de nouvelles, et je n'ai pu en proposer au roi, sur toutes les vacances depuis quatre mois, que pour 6.000 livres ¹. »

On découvre cependant le moyen d'alourdir encore les charges, que d'ailleurs la joie d'être évêque fait plus facilement accepter. Le cardinal de Bernis voit imputer à l'archevêché d'Albi 10.920 liv. de pension ainsi réparties : 5.600 à M. du Lau, ancien curé de Saint-Sulpice, 1.680 à M. du Lau, archevêque d'Arles, 2.800 à l'abbé Barthélemy, 840 à l'évêque de Saint-Omer. M. de Bruyères-Chalabre, nommé en 1778 à l'évêché de Saint-Omer, émarge, il est vrai, sur l'archevêché d'Albi; mais il doit s'engager à acquitter sur son évêché une pension de 18.420 liv., que le roi, dans son bon cœur, trouve à propos de faire servir à différents ecclésiastiques de Béziers, d'Uzès, de Beauvais et de Besançon². A partir de 1787, l'abbé de Boulogne touche 2.000 liv. de pension sur l'archevêché d'Auch. L'évêque de Limoges voyait un tiers de ses revenus passer à ce genre d'impôt. On pourrait multiplier les exemples. Il est bien peu de sièges qui échappent à cette mainmise. Bientôt la confession publique et forcée que durent faire, en 1790, les bénéficiers, révélera toutes les hypothèques dont étaient grevés les évêchés et les abbayes de France ³. M. de Vintimille, par exemple,

1. Archives de la Haute-Vienne, art. 1639.

2. Le roi avait assez de mal pour satisfaire, avec les deniers de l'Etat, aux besoins de sa noblesse. « La cour était insatiable d'honneurs, de dignités et d'argent... Trois familles seules recevaient environ 3 millions en bienfaits annuels: c'étaient les Noailles, les Polignac et les Talleyrand. » D'ALLONVILLE (comte) *Mémoires secrets* de 1770 à 1830, p. 106. — MASSON, III, 35, 44. — DERAMECOURT, I, II.

3. Le modeste évêché de Lectoure acquitte deux pensions, l'une de 600 liv., l'autre de 2.800. Nous voyons l'évêché de Périgueux grevé de 250 liv., celui de Vabres de 2.000 liv.; F. Godescart perçoit 5.000 liv. de l'évêché de Bourges. Jules d'Amalric, vicaire général de Tulle, a 1.800 liv. sur l'évêché; un vicaire général de Montpellier possède une pension de 2.000 liv. sur l'évêché de Condom. L'abbé commendataire de Saint-Michel-de-Tonnerre, diocèse de Langres, joint à son abbaye une pension de 3.000 liv. sur l'évêché d'Arras. L'abbé Gattebois des Noyers, attaché à l'ambassade de Vienne, jouit, outre la pension de 2.800 liv. sur l'évêché de Lectoure, de 5.000 liv. sur l'abbaye de Fécamp, abbaye dont le cardinal La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, est abbé commendataire. Un autre bénéficié a 856 liv. de pension sur l'abbaye de Saint-Guillen, affectée à l'évêché de Lodève. On peut avoir l'idée de ces distributions étranges par l'état des revenus de Henri-Eléonor Le Cornu de Balivière,

écrit le 21 février : « J'ai trois pensions dont les brevets sont à Paris : la première, sur l'abbaye régulière de Saint-Nicolas d'Arrouare en Artois, de 1.500 liv. ; cette pension je la possède depuis vingt-cinq ans ; la seconde, sur l'archevêché de Cambrai, de 2.400 liv. ; la troisième sur l'archevêché d'Auch, de 6.000 liv. Ces deux dernières pensions m'ont été accordées par le ministère de M. le cardinal de La Roche-Aymon. » On voit que M. de Vintimille cumulait ces revenus avec son évêché. Il ne faut pas trop l'en blâmer, puisqu'il avait lui-même à payer sur sa mense épiscopale plus de 22.000 liv. de pensions établies par brevets royaux.

Au lieu de laisser à chaque titulaire la complète jouissance de son bénéfice, quel abus d'aller chercher des étrangers pour leur attribuer une partie des ressources d'un évêque, quitte à dédommager celui-ci par une abbaye ou par une pension sur un autre évêché. Ce système de compensation nous montre le suprême dispensateur des bénéfices, le roi, conseillé par son ministre de la feuille, allant au plus pressé dans la satisfaction de tant d'appétits qui l'assiègent, greffant sur les gros bénéfices des pensions, des hypothèques, qui permettent de satisfaire plusieurs solliciteurs, consolant un bénéficiaire amputé par l'amputation d'un autre, arrivant ainsi à produire par ces côtes mal taillées le plus singulier amalgame qui fût jamais. L'État était d'ailleurs mis au pillage comme l'Église. La publication du *Livre Rouge* devait faire connaître les 700.000 livres de pensions attribuées à la maison de Polignac, et près de 2.000.000 de dons annuels faits à la maison de Noailles.

commandeur de l'ordre de Saint-Lazare, aumônier du roi. Il a : 1^o l'abbaye de Royaumont au diocèse de Beauvais ; 2^o l'abbaye de Saint-Sulpice, au diocèse de Bourges ; 3^o le prieuré de Vedrenne, au diocèse de Limoges ; 4^o la chancellerie du chapitre cathédral de Noyon ; 5^o une chapelle, au diocèse de Nantes ; 6^o une pension de 1.500 liv. sur l'abbaye de Saint-Jean-de-la-Castelle, au diocèse d'Aire ; 7^o de 8.570 liv. sur l'abbaye de Saint-Riquier au diocèse d'Amiens ; 8^o de 8.670 liv. sur l'abbaye de Saint-Valery. A tous ces biens il joint, comme neuvième source des revenus une pension de 3.000 liv. sur l'archevêché d'Auch. Et encore il se trouve trop pauvre, car tous les documents de l'époque nous le représentent comme un joueur. Voyez pour tous ces détails, *Papiers du comité ecclésiastique*, archives nat. DXIX, 31-34.

II

L'impôt qui frappait les évêchés, les abbayes, n'empêchait point certains prélats de jouir d'une véritable opulence. Et encore tant de richesses ne suffisaient point à soutenir leur train. Beaucoup avaient des dettes. Quelques-uns les avaient contractées avant d'arriver à la prélature. « Un abbé de condition, écrit Morellet, se tenait pour assuré de payer ses dettes par son mariage, comme on disait, avec l'Église. » Une fois évêque, il commençait trop souvent à en faire de nouvelles. Il fallait acquitter les bulles, les frais d'ameublement et d'installation. L'évêque de Carcassonne, sacré à Paris, le 12 octobre 1788, doit verser une somme énorme pour ses bulles; 4.579 liv. pour le serment du sacre; 1.911 liv. pour les lettres patentes et autres dépenses. Il a dû emprunter et, comme il désire rembourser, la marche de la Révolution le préoccupe vivement¹. Voilà donc jusqu'à la fin de l'ancien régime la situation des prélats obérée tout d'abord par des dépenses que Richelieu signalait comme une première raison de gêne. Combien d'autres occasions, d'autres causes de ruine vont se présenter durant leur épiscopat.

Il faut signaler l'amour du bâtiment qui devint général au XVIII^e siècle. Au XVI^e, on avait vu le cardinal de Bourbon Vendôme, évêque de Laon (1516-1552), mourir insolvable par suite de la reconstruction du château d'Anizy qu'il fit inaugurer par François I^{er}. Plus d'un prélat du XVIII^e siècle eut le même sort. Du Quesnois, évêque de Coutances; Beaumont d'Autichamp, évêque de Tulle; Vogué, évêque de Dijon, sont grands bâtisseurs de palais

1. « Vous avez, écrit-il à son agent, le 1^{er} octobre 1789, une connaissance suffisante des projets de l'assemblée nationale, de la nature de mes propriétés et de mes charges, pour sentir où je puis être réduit *surtout au commencement d'un épiscopat*. Comme la justice doit passer avant tout, je vous conjure de ne rien faire que de strictement nécessaire, et encore avec la plus sévère économie, pour ne pas manquer aux engagements que j'ai contractés. » Il m'est impossible d'oublier un seul instant l'intérêt de ceux qui ont bien voulu *me secourir à l'époque de ma nomination*. M. de Puységur, prédécesseur de M. de Vintimille, lui avait cédé pour la somme de 47.000 liv. tous les meubles et effets qui garnissaient le palais épiscopal de Carcassonne et le château de Villalier. Cf. MONERIE DE CABRENS, *op. cit.*, 7-9, 21.

épiscopaux et laissent des dettes. L'exemple de M. du Plessis d'Argentré, évêque de Limoges, nous montre quels embarras causaient de telles entreprises. Pendant que son frère, évêque de Séez, élève dans sa ville une magnifique habitation et embellit sa maison de campagne de Fleuré, à l'aide de nombreuses abbayes, l'évêque de Limoges est en train de faire reconstruire le palais épiscopal que son prédécesseur, M. de Coetlosquet, a jeté bas. Ce bâtiment, commencé en 1766, ne fut terminé qu'en 1787. Il est aujourd'hui le plus bel édifice de la ville de Limoges. Le total de la dépense atteignit le chiffre énorme de 1.100.000 liv. La conséquence d'une telle entreprise fut vingt ans de gêne pour M. du Plessis d'Argentré. Obligé de porter presque seul un tel poids, harcelé par ses créanciers, il vit sans trop de peine la destruction de l'abbaye de Grandmont, dont il n'avait pas demandé la perte, mais dont il reçut les dépouilles¹. Voilà le danger d'être grand constructeur.

Ailleurs un faste inouï, un état de maison presque royal, se chargent de creuser un abîme dans les finances du cardinal de Rohan. Il avait, il est vrai, comme évêque de Strasbourg, d'immenses revenus pour faire face à tant de dépenses. Au moment de la Révolution, ses domaines d'Alsace comprenaient 14 lieues carrées et comptaient vingt-cinq mille habitants. Ils renfermaient les bailliages de Ruffach, de Daehstein, de Mutzig, de Schirmek, de Markololsheim, de Benfeld, de Wasselonne, de Kochersberg et de Saverne. Ils lui rapportaient annuellement 350.000 florins, environ 800.000 liv. Outre ses possessions d'Alsace, il étendait son autorité princière et épiscopale sur quatre-vingts villes, bourgs et villages du margraviat de Bade². Comme si ces ressources eussent été de mince importance, on y avait joint des abbayes de marque, celles de Saint-Vaast et de La Chaise-Dieu. Tout cela ne suffisait pas à maintenir des finances obérées par un luxe

1. Louis GUIBERT, *op. cit.*, p. 257-262. — Pour Séez *conf.* abbé DUMAINE, *Mgr Louis d'Aquin*, évêque de Séez, 1902, in-8, p. 86-87. Le manoir seigneurial de Fleuré comprenait déjà sous Mgr d'Aquin la chambre de la reine et la galerie des princes.

2. SEINGUERLET, *l'Alsace française, Strasbourg pendant la Révolution*.

sans frein et dans lesquelles l'affaire du collier allait creuser un véritable abîme. Aussi avec quelle sévérité mêlée de mépris, Marie-Antoinette traitait le malheureux cardinal de *besogneux*, de *besogneux d'argent*.

On comprend que les plus riches bénéficiers du royaume fussent au-dessous de leurs affaires, quand ils étaient de l'humeur du cardinal de Bouillon qui, à Rome, avait vingt-huit carrosses, en envoyait deux à chaque étranger de distinction arrivant dans la ville éternelle, se faisait escorter de vingt-quatre pages, de soixante valets de pied qui portaient le soir des flambeaux de cire blanche, et dépensait 300,000 livres dans un conclave. Du reste, la magnificence était de tradition chez les ambassadeurs de France auprès du Saint-Siège. Tous ne pouvaient pas se donner le luxe d'une entrée solennelle, qui pour faire sensation demandait une prodigalité immense en carrosses, chevaux et livrées. On avait gardé le souvenir de celle que fit, au milieu du siècle, le duc de Nivernais, lequel transporta d'admiration les Romains. Benoît XIV en écrivait en ces termes au cardinal de Tencin : « On ne peut dire si c'est la magnificence et le bon goût qui l'ont emporté. Tout a été magnifique, brillant, noble et applaudi universellement. »

Le dernier ambassadeur français à Rome sous l'ancien régime, le cardinal de Bernis, représentait magnifiquement son pays. Quand il avait été nommé ambassadeur à Venise, le cardinal de Tencin lui avait offert 200.000 livres. Il aurait, dit-il, trouvé un million. Il emprunta 80,000 livres, et il pouvait déjà écrire de l'état de sa maison à Venise : « On n'y voit rien qui sente le cadet de Gascogne. » Il donna la mesure de sa splendeur à Rome où il avait toujours table ouverte et fastueuse, tenant, selon son expression, l'auberge de France dans un carrefour de l'Europe. Il entretenait un domestique innombrable. Près d'un siècle après, le Pape Pie IX disait au colonel de Bernis que la cuisine du cardinal était encore à Rome en odeur de sainteté. Au milieu de cette prodigalité, Bernis se préoccupe de mettre de l'ordre dans ses affaires. « Je ne désire rien tant, écrivait-il, que de pouvoir payer mes

dettes. » Louis XV lui répondait : « Je ne vous laisserai pas mourir banqueroutier. » Il est vrai qu'avec ses 150,000 livres de traitement, sa pension de ministre rétablie, les revenus de son archevêché d'Albi et de ses bénéfices, Bernis pouvait faire grande figure à Rome sans s'exposer à une banqueroute à la Guemené ¹.

En France, le cardinal Loménie de Brienne, malgré son riche archevêché et ses abbayes ², était au-dessous de ses affaires sans avoir l'excuse de représenter brillamment dans une ambassade au nom de la France. Un autre prince de l'Eglise, le cardinal de Choiseul, archevêque de Besançon, occupé à entretenir une cour et à engloutir une fortune dans son château de Gy, avait contracté des dettes considérables. Un jour le cardinal avait invité à sa table M. Legros, directeur du grand séminaire. Celui-ci garda son chapeau. Le prélat, voulant lui faire remarquer son inconvenance, lui dit : « M. Legros, vous avez un beau chapeau. » « Oui, Monseigneur, et il est à moi, je l'ai payé ³. » Le convive, avec une rudesse toute plébéienne, voulait faire comprendre au cardinal qu'au lieu de se livrer à ces folles dépenses il eût mieux fait de payer ses créanciers, en particulier le séminaire auquel il devait beaucoup d'argent.

1. LUCIEN PEREY, *Le duc de Nivernais*. — L. BERNIS, *Mémoires*, I, 73, 154, 165, 418, 419. « Je conseillerai toujours au roi, écrivait Bernis, d'envoyer des ambassadeurs magnifiques dans les cours étrangères. » L'ambassade de France à Rome avait quatorze carrosses, sans compter les voitures particulières de l'ambassadeur. Lorsqu'un ambassadeur faisait son entrée, il était tenu d'habiller quatre-vingts personnes : valets de pied, coureurs, pages, suisses, cochers, postillons, palefreniers. Son cortège officiel se composait de deux décans, trente-deux valets de pied, huit coureurs, huit pages, dix suisses, quatorze cochers, quatre postillons, huit palefreniers, un écuyer à cheval, un maître de chambre, quatre gentilshommes, deux chapelains et huit valets de chambre.

2. Le 30 septembre 1787, Loménie fut nommé abbé de Saint-Ouen, le 30 janvier 1788, archevêque de Sens et abbé de Corbie. Il se retira du ministère le 24 août 1788, après quinze mois d'administration, avec, dit-on, 800.000 livres de bénéfices. Le roi demanda pour lui le chapeau de cardinal. Loménie s'occupa de mettre ordre à ses affaires qui, malgré ses bénéfices, étaient fort dérangées. MARMONTEL (*Mémoires*, II, liv. XIII, p. 221) porte à 678.000 livres les revenus de Brienne, plus un million que lui rapporta une coupe de bois dans une de ses abbayes. — Le cardinal de Bouillon, outre sa situation de grand aumônier de France, avait reçu les abbayes de Saint-Martin de Pontoise, Saint-Ouen de Rouen, Saint-Waast d'Arras, Vigogne, Saint-Pierre de Beaujeu, Tournus et surtout Cluny.

3. Abbé RICHARD, *Histoire des diocèses de Besançon et de Saint-Claude*, 1851, 3 vol. in-8, t. II, p. 422. — Un autre Choiseul, archevêque de Cambrai (1764-1774), laissa une succession telle que ses héritiers n'en voulurent point à cause des dettes. Abbé BOURGEOIS, *Histoire des évêques de Cambrai*, 1875, in-8.

III

Ce qui était particulièrement grave dans la situation financière de l'épiscopat, c'est qu'en dehors même des cardinaux, des grands prodiges qui se ruinaient en constructions, en folles dépenses et fêtes brillantes, l'équilibre budgétaire succombait trop souvent devant deux écueils : 1° ces prélats d'ancien régime avaient l'insouciance de grands seigneurs pour la tenue des comptes et la gérance de leurs intérêts ; 2° ceux même qui ne se signalaient point par un luxe particulier gardaient d'ordinaire un train de vie et de maison, une représentation, qui dépassaient leurs ressources.

Sans doute l'inaptitude aux affaires financières n'est pas une question de race. Bossuet, qui n'était pas de haute noblesse, laissa à sa mort une succession temporelle embrouillée, malgré ses 60,000 livres de rente. Ses goûts étaient simples, mais son génie tout entier aux grandes idées et aux combats pour l'Eglise se pliait mal aux détails d'intérêt. Il écrivait, en 1672, au maréchal de Bellefonds : « Je ne me sens pas encore assez habile pour trouver tout le nécessaire, si je n'avais précisément que le nécessaire, et je perdrais plus de la moitié de mon esprit si j'étais à l'étroit dans mon domestique. »

Le génie plus souple de Fénelon savait embrasser dans sa sollicitude tout le gouvernement de sa maison. Il réglait lui-même ses comptes avec exactitude et veillait à la bonne tenue de son palais. De sa tournée pastorale, il écrivait à son cher Panta, l'abbé Pantaléon de Beaumont : « Il est absolument nécessaire de mettre en couleur le parquet de mon appartement et de le faire frotter, faute de quoi tous les meubles périssent. Ce qui me paraît très certain, c'est que le parquet doit être bien frotté. Le maître d'hôtel me demande congé pour aller du côté de Paris pour ses intérêts ; je lui permets volontiers ¹. » Dans une autre lettre, Fénelon s'occupe du velours de

1. *Corresp. génér.* II, 89. Cf. Emmanuel de BROGLIE, *Fénelon à Cambrai*, p. 24, 438.

ses fauteuils. Ces documents nous disent assez le côté pratique de cet esprit que Louis XIV trouvait le plus chimérique de son royaume. Grâce à l'ordre de ses affaires et à la règle de sa maison, il sut maintenir un tel équilibre entre ses revenus et ses dépenses, que malgré ses vastes charités, et les immenses largesses qui lui permirent d'entretenir des armées, il mourut, dit Saint-Simon, sans devoir un sou et sans argent.

C'était parfait. Le *redde rationem villicationis tuæ* s'applique aux intérêts temporels comme aux intérêts spirituels d'un diocèse. L'insouciance hautaine qui faisait trouver à quelques évêques le souci de leurs affaires au-dessous de leur dignité, ne peut être une recommandation pour leur mémoire. Combien cependant ne voulaient pas en entendre parler. Saint-Simon raconte l'anecdote du cardinal d'Estrées qui était réfractaire à toute comptabilité. Devant les instances de son intendant, il avait un jour consenti à prendre heure pour examiner la situation, défendant qu'on vint l'interrompre pour qui que ce soit, excepté pour le cardinal Bonzi qu'il avait fait avertir de venir le voir à ce moment même. Bonzi fut fidèle au rendez-vous, et sa visite délivra le cardinal d'Estrées d'une corvée qu'il trouvait fastidieuse¹.

Avec une pareille insouciance, comment s'étonner que nombre de prélats d'ancien régime contractassent des dettes, même sans faire de l'éclat ni des dépenses extraor-

1. Le cardinal d'Estrées, dit SAINT-SIMON, « ne pouvait ouïr parler de ses affaires domestiques. Pressé et tourmenté par son intendant et son maître d'hôtel de voir enfin ses comptes, qu'il n'avait point vus depuis un très grand nombre d'années, il leur donna un jour. Ils exigèrent qu'il fermât sa porte, pour n'être pas interrompus; il y consentit avec peine, puis se ravisa, et leur dit que pour le cardinal Bonzi, au moins, qui était à Paris, son ami et son confrère, il ne pouvait s'empêcher de le voir, mais que ce serait merveille si ce seul homme, qu'il ne pouvait refuser, venait précisément ce jour-là. Tout de suite il envoya un domestique affidé au cardinal Bonzi, le prier avec instance de venir chez lui un tel jour entre trois ou quatre heures... Ses gens, ravis d'avoir à le tenir toute la journée à ses affaires, arrivèrent sur les trois heures; le cardinal laisse sa famille... et passe dans un cabinet où ses gens étalèrent leurs papiers. Il leur disait des choses ineptes sur la dépense où il n'entendait rien, et regardait sans cesse par la fenêtre, sans en faire semblant, soupirant en secret après une prompte délivrance. Un peu avant quatre heures arrive un carrosse dans la cour: ses gens d'affaires se fâchent contre le suisse et crient qu'il n'y aura donc pas moyen de travailler. Le cardinal ravi s'excuse sur les ordres qu'il a donnés. « Vous verrez, ajouta-t-il, que ce sera ce cardinal Bonzi, le seul homme que j'ai excepté et qui tout juste s'avise de venir aujourd'hui. » Tout aussitôt on le lui annonce; lui à hausser les épaules, mais à faire ôter les papiers et la

dinaires, par la seule représentation qu'ils croyaient due à leur situation.

Les archives nous permettent de reconstituer l'état de maison d'un évêque à cette époque. Prenons comme exemple un prélat d'une situation moyenne, M. de Grignan, et suivons-le dans son évêché de Carcassonne au commencement du XVIII^e siècle. Un écrit du temps sur l'art de tenir un intérieur de grand seigneur exigeait trente domestiques mâles. Or, les évêques voulaient vivre en grands seigneurs. De fait, au palais de M. de Carcassonne, on trouve écuyers, cochers, palefreniers, officiers de bouche, pourvoyeurs, chasseurs du gibier de la Montagne-Noire, valets de chambre, laquais, suisse dans chaque habitation, frotteur, tapissier, confiseur, sans compter les serviteurs subalternes. A la tête de la domesticité est le maître d'hôtel, sorte de *factotum* qui donne des ordres et règle les comptes de la maison. On pressent quelle dépense quotidienne entraîne un tel personnel. L'intendant de l'évêque, un sieur Lasserre (M. de Lasserre, comme l'appellent la nuée des fournisseurs intéressés à le flatter), en a transcrit pour la postérité le précieux détail. On est frappé tout d'abord, en parcourant ces comptes, de la note du boucher qui, pour huit mois, s'élève à plus de huit mille francs d'aujourd'hui. Et les œufs qui se chiffrent à quatorze cents pour le seul mois de mai, et les deux cent seize francs de citrons, d'oranges, dépensés en huit mois, et 4,077 livres de glace absorbée dans un an. Cela ne suffit pas. Des pourvoyeurs attirés

table, et les gens d'affaires à s'en aller en pestant. Dès qu'il fut seul avec Bonzi, il lui conta pourquoi il lui avait demandé cette visite, et à en bien rire tous deux. Oncques depuis ses gens d'affaires ne l'y rattrapèrent, et de sa vie n'en voulut ouïr parler. Il fallait bien qu'ils fussent honnêtes gens et entendus. La table était tous les jours magnifique. Les équipages l'étaient aussi ; un nombreux domestique, beaucoup de gentilshommes, d'aumôniers et de secrétaires. Il donnait beaucoup aux pauvres, à pleines mains à son frère, le maréchal, et à ses enfants, qui lors n'étaient pas à leur aise, et il mourut sans devoir un seul écu à qui que ce fût. » Il semble bien prouvé cependant que le cardinal d'Estrées fut plus d'une fois pendant sa vie en butte à ses créanciers (Voy. GUÉRIN, *op. cit.*, p. 293-295). Il avait pourtant de beaux bénéfices. « Il fut à la fois, dit SAINT-SIMON, évêque d'Albano (dans les Etats Romains, il s'était démis, en 1681, de l'évêché de Laon en faveur de son neveu), abbé de Longpont, du Mont Saint-Eloi, de Saint-Nicolas-au-Bois, de la Staffarde en Piémont, de Saint-Claude en Franche-Comté, d'Anchin en Flandre et de Saint-Germain-des-Prés dans Paris. » *Mémoires de SAINT-SIMON*, t. VII, p. 163, 164.

envoient de Bordeaux, de Toulouse, des provisions de bouche, des ballots de jambon de Bayonne et autres subsistances. Il faut bien nourrir l'armée de serviteurs qui évolue dans le palais épiscopal, et, les jours de grand gala, satisfaire à l'appétit des convives, lequel prenait alors des proportions pantagruéliques que nous ne connaissons plus. Dans un dîner donné aux chanoines de Lyon par l'abbé de Rochebonne, neveu de M. de Grignan, n'avait-on pas compté quatre potages, seize entrées et rôtis, plus les accessoires.

Voici la note de lingerie qui enregistre par dizaines les nappes, par centaines les serviettes à remplacer. Voici celle de l'épicier, appelé droguiste au XVIII^e siècle, qui vend fort cher ses essences d'orange et de jasmin, ses flacons d'eau de la Reine de Hongrie. Mais le plus fantastique dans ses comptes est l'apothicaire Belmas qui, en cinq ans et demi, sur lesquels l'évêque en a passé deux à Paris, trouve moyen de lui faire payer pour 7,271 livres 9 sols de remèdes, c'est-à-dire plus de vingt mille francs d'aujourd'hui.

M^{me} de Sévigné énumère dans ses lettres les ingrédients dont elle se servait, aux Roches, pour soigner sa jambe malade. M. de Carcassonne est très occupé de ses varices, et alors défile durant soixante-dix pages grand in-folio une nomenclature de remèdes qui est un précieux document pour l'étude de la médecine à cette époque. A en juger par le prix, combien devaient être efficaces les drogues à terminologie ronflante fournies par l'apothicaire Belmas ; coraux, poudre d'yeux d'écrevisse, safran de mars apéritif, huile d'aspic, semences froides majeures, trochisques alhandal, bolus, mucilages, opiat de blanc de baleine. Tout est soigneusement noté, même les purgations qui coûtent parfois jusqu'à soixante livres, parce que le prélat n'est pas toujours décidé à les prendre, et qu'à son défaut ses domestiques, le postillon et l'apothicaire lui-même en profitent.

L'écurie entre pour un gros chiffre dans le budget épiscopal. On est étonné du nombre de chevaux de trait et de selle que croyait devoir entretenir, il y a deux cents

ans, un évêque de province. M. de Grignan avait même des mules pour sa litière. Il ne fallait pas moins de six chevaux pour son carrosse de campagne. Un gentilhomme, M. de Caudebronde, se charge de vérifier les harnachements et la correction des équipages. L'inventaire dressé par les deux valets de chambre nous fait entrer dans la garde-robe de l'évêque. Manteaux de cérémonies, soutanes, simarres, robes de chambre de tous genres, de toutes couleurs et de toute richesse, justaucorps de velours musc et à boutons d'or, une *Roquelaure* de panne pourpre, tout cela constitue une richesse que les valets de chambre se disputeront à la mort du prélat¹.

M. de Carcassonne, amateur d'objets d'art, de fines étoffes, avait des correspondants à Paris qui se chargeaient de satisfaire ses goûts. Sa cousine, la comtesse de Brancas, s'y prêtait avec complaisance, et il n'est pas jusqu'à l'abbé de Coulanges qui ne s'y employât volontiers.

Le lecteur nous pardonnera ces détails qu'on pourrait trouver minutieux, parce qu'ils en disent long sur le train domestique des évêques d'ancien régime. M. de Grignan, avec ses 50,000 livres de rente, ne peut y suffire et fait des dettes. Il empruntait déjà avant d'être évêque, comme abbé de Grignan ; il continue à emprunter quand il est élevé à l'épiscopat ; il emprunte à de simples prêtres, ses subordonnés, à des diocésains.

Dans un voyage à Grignan, il demande à un étranger de rencontre l'argent nécessaire pour continuer sa route. Pourquoi en avoir honte ? Louis XV ne s'était-il pas trouvé

1. L'inventaire signale un grand manteau de cérémonie en taffetas d'Angleterre violet, doublé de taffetas d'Angleterre rouge cramoisi, estimé 300 livres. Viennent après d'autres manteaux plus modestes, mais riches encore, des soutanes de toute étoffe, variées pour l'été et l'hiver, doublées de moire et de taffetas cramoisi ; quatre simarres, dont une de velours à fleurs avec boutonnieres de fil d'or. Les robes sont très riches et n'ont rien de bien ecclésiastique. L'une est de damas violet à fleurs d'or, doublée de taffetas couleur de feu ; telle autre est de damas vert à fond pourpre, une troisième écarlate doublée de panne bleue. Signalons enfin un justaucorps de velours musc doublé de gros de Tours, la veste de même, le tout à boutonnieres d'or et boutons ; une *Roquelaure* de panne pourpre, doublée de même, estimée 200 livres, vêtements que l'historien croit avoir appartenu au chevalier de Grignan, tant ils semblent provenir de la garde-robe d'un gentilhomme. L'estimation de ces vêtements, que les valets de chambre se partagèrent à la mort du prélat, s'élevait à 2.500 livres.

un jour dans le même embarras¹ ? Mais M. de Grignan n'était pas roi de France. Il est cité à comparaître pour dettes devant les tribunaux de sa province ; il reçoit des sommations par huissier. Un créancier découragé s'écrie : « Ce prélat est bien le plus mauvais payeur du monde. Dieu m'en délivre. » Les fournisseurs éconduits se fâchent, font du scandale. Parmi les factures variées qui se présentent, figure un compte de perruques s'élevant à 267 livres qui resta en souffrance pendant près de seize ans².

IV

On était alors moins exigeant que de nos jours sur la question des dettes. Les gens de qualité étaient tentés de regarder le souci d'équilibre entre ses revenus et ses dépenses comme une préoccupation plébéienne qu'il fallait abandonner aux manants. On n'oserait, il est vrai, sur ce point, contester les principes. Les prélats les plus fastueux auraient souscrit aux enseignements de Bourdaloue et autres prédicateurs sur l'obligation de payer ses dettes. Nous avons vu le cardinal de Bernis s'en inquiéter. M. de Grignan lui-même, mort insolvable, trouvera dans M. de Rochebonne, son neveu et son successeur à Carcassonne, un parent scrupuleux qui tiendra à honneur de désintéresser tous les créanciers de son oncle.

Mais l'opinion n'en était pas moins à ce sujet très tolérante. On admira le cardinal de Retz, au xvii^e siècle, d'avoir voulu s'acquitter envers un prêteur au moment de prendre sa retraite. Cent ans plus tard, la banqueroute retentissante de Guéméné excita presque l'envie,

1. Nous lisons dans le *Journal du marquis d'Argenson*, 22 août 1753 : « Je sais que pour le dernier voyage de Compiègne, le roi manquait absolument d'argent, et on a emprunté pour cela deux millions à Montmartel, sans quoi l'on ne savait comment partir. »

2. Abbé CHARPENTIER, *Louis de Grignan*, 1899, in-12, p. 179-207. Voir *ib.* p. 147, une curieuse prescription de ce prélat sur les perruques. — Célestin PORT (*Vendée angevine*, t. I, 41, 63, 64) dit que Jacques de Grasse, évêque d'Angers, laissa une succession obérée, malgré son riche évêché et ses deux abbayes, que son successeur, Couet du Vivier de Lorry, dernier évêque d'Angers avant la Révolution, contracta également des dettes, au point que, pour les payer, il dut par économie s'interner dans un petit appartement du grand séminaire. La Parisière, évêque de Nîmes, avait encore des dettes à sa mort.

car il n'est pas donné à tout le monde de devoir trente-trois millions. La surveillance de ses intérêts continue, jusqu'à la fin de l'ancien régime, à paraître une préoccupation peu digne d'un homme voulant vivre noblement. Le fameux Dillon, archevêque de Narbonne, connu pour son luxe, ses prodigalités et aussi sa générosité envers les pauvres, se trouvait un jour en présence de Louis XVI. « Monsieur l'archevêque, lui dit le roi, on prétend que vous avez des dettes et même beaucoup. » « Sire, répondit Dillon, je m'en informerai à mon intendant et j'aurai l'honneur de rendre compte à Votre Majesté. »

Gardons-nous cependant de généraliser. Le lecteur aurait tort de ne voir dans les prélats d'ancien régime que des prodigues toujours occupés de fêtes et couverts de dettes. Les dissipateurs sont la minorité. Il est prouvé que beaucoup d'évêques obéissaient dans leurs pompes, moins à leurs goûts, qu'à ce qu'ils croyaient une convenance sociale. Plusieurs, dont les noms nous sont connus, savaient rester simples et même austères tout en se montrant au besoin magnifiques¹. Mais dans cette histoire, il s'agit de dégager une vue d'ensemble. Or, le grand train de maison que nous venons de constater chez le plus grand nombre des prélats, les dettes contractées par plusieurs, nous donnent l'impression d'un luxe admis dans le passé, mais qui allait être dénoncé en 1789. Dans ces attaques, on oubliera que la coutume,

1. D'après Saint-Simon, le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, « se contentait de son bouilli avec deux petites et grossières entrées ». Le cardinal de La Rochefoucauld, riche de 400.000 livres de rente, pouvait cependant faire un mandement contre le luxe sans qu'on ait songé à lui reprocher ses bénéfices. M. de Machault, dernier évêque d'Amiens avant la Révolution, unissait à son évêché l'abbaye de Balloires, cotée 14.000 liv. de revenu. Un joli mot de lui à Louis XVI nous le montre ennemi de tout luxe. Les évêques d'Amiens faisaient toujours l'office de sous-diacre au sacre des rois. De tous les prélats venus à Reims pour le sacre de Louis XVI, M. de Machault était le seul revêtu d'une soutane de drap violet. Le roi lui demanda pourquoi il ne portait pas de soie comme ses collègues. « C'est, répondit l'évêque d'Amiens, par un privilège de mon siège. » M. de Machault étant coadjuteur de Mgr de la Motte, alla un jour visiter avec celui-ci les religieux de l'abbaye du Gard; ils furent reçus avec une grande magnificence. « Ah ! Monseigneur, s'écria le coadjuteur, si saint Bernard revenait, il ne reconnaîtrait plus ses enfants. — Ah ! Monseigneur, reprit l'aimable vieillard, prenez garde : si saint Pierre revenait, il nous faudrait, vous et moi, retourner à pied. » Lefranc de Pompignan, archevêque de Vienne, M. de Partz de Pressy, évêque de

les traditions de famille, la situation spirituelle et temporelle, imposaient ou du moins justifiaient un certain éclat. On se plut à les rappeler à l'austérité des apôtres. On méconnut la force de l'habitude, les charités auxquelles tant d'évêques employaient leurs revenus, pour ne voir que le chiffre de leur fortune et de leurs dépenses.

Ce n'est pas la première fois du reste que ces reproches se faisaient entendre. On ne manque pas de reproduire, en 1789, les sorties véhémentes d'un saint Chrysostome, d'un saint Bernard ¹ contre le luxe ecclésiastique. On redit les prescriptions du concile de Trente qui ordonnent aux évêques de se contenter de « meubles modestes, d'une table et d'une nourriture frugale, » de montrer par la simplicité de leur maison le mépris des vanités du siècle. Au xvii^e siècle, Bourdaloue et des prélats austères eurent plus d'une fois l'occasion de rappeler ces paroles. Le Camus, évêque de Grenoble, écrivait en 1673 : « L'expérience m'apprend tous les jours qu'il y a un faste et un oripeau dans les fonctions et la juridiction épiscopale, qui cabre le monde et qui ne sert de rien..... Combien d'abbayes en commende faut-il à un pauvre

Boulogne, menaient la vie la plus simple et la plus austère. M. Emery, parlant de l'archevêque de Vienne, a pu vanter « sa table frugale, son modeste entretien, son éloignement de la société et des amusements du monde ». M. de Saint-Simon de Sandricourt, dernier évêque d'Agde, prenait ses repas en un quart d'heure. M. de Durfort, archevêque de Besançon, avait un palais meublé avec abondance mais simplicité (SAUZAY, *op. cit.*, I, 3-7). L'historien du dernier évêque d'Alet (La Crotte de Chantillac) fait observer qu'il ne se chauffait jamais l'hiver. Le dernier archevêque d'Arles, M. du Lau, déclina une partie des honneurs qui l'attendaient à son arrivée. Sur son ordre, les pauvres de la ville obstruèrent le vestibule, l'escalier et les premières salles de son palais. A la même époque, Pisani de la Gaude, dernier évêque de Vence, se signalait par sa simplicité. On montre encore à la Lubiane et à Saint-Martin les endroits où ce prélat aimait à prendre un frugal repas sur le gazon, cédant en cela à la mode de son époque. LASSEIRE, *Recherches historiques sur la ville d'Alet*, 1877, p. 191. — TISSERAND, *Histoire de Vence*. — BÉRENGIER, *Notice sur Mgr du Lau*, p. 10-12.

1. SAINT BERNARD (ad Henr. Senon. archiep.), dans une épître véhémentement à l'archevêque de Sens, lui dit : « Les pauvres murmurent... Vos chevaux, disent-ils, marchent tout brillants de pierreries et nous allons pieds nus ; vos mulets sont richement caparaçonnés, ornés de boucles, de chaînettes, de sonnettes, de bandelettes allongées, resplendissantes de clous d'or et d'une infinité de pierres précieuses ; et après cela, on refuse à son prochain de couvrir sa nudité. Pourriez-vous faire taire votre propre conscience... De jeunes hommes imberbes, qui n'ont pour tout mérite que leur naissance, se poussent aux plus hautes dignités ecclésiastiques... Est-on doyen, prévôt, archidiacre... on veut devenir évêque... Du moins alors on demeurera tranquille... Non : d'évêque on veut devenir archevêque. »

évêque pour soutenir séculièrement cette dignité qui est devenue toute séculière ¹ ! »

Les critiques que Le Camus se permet ainsi de formuler avec des intimes, dans le respect silencieux du grand siècle, vont être renouvelées cent ans plus tard, mais au grand jour et avec une véhémence inouïe. Le pouvoir lui-même a fait tomber les barrières, délié les langues, proclamé la liberté de la presse et invité l'opinion à dénoncer tous les abus. Le sentiment d'égalité jalouse et ombrageuse qui inspira la Révolution s'exalte à la vue des richesses et du faste des évêques.

Un écrivain leur reproche « le goût des bâtiments. Au lieu, dit-il, de ce *petit hospice* que le concile de Carthage leur permet d'avoir près de leur église, il leur a fallu des palais ; ils les ont obtenus et, depuis longtemps, il est de style d'adresser les lettres d'un évêque *en son palais épiscopal*. Mais non contents de ces magnifiques maisons qu'ils avaient bâties dans les villes, ils en ont encore voulu d'autres à la campagne pour y passer la belle saison. Maintenant, il leur faut des jardins anglais, des rivières factices, et mille autres superfluités de ce genre qui les mettent hors d'état, je ne dis pas seulement de faire l'aumône, mais souvent même de payer leurs dettes. L'entretien de ces constructions immenses passe ensuite à leurs successeurs et absorbe une grande partie de leurs revenus. Il est des évêques de France, à qui leurs jardins seuls coûtent annuellement plus de 10,000 livres ».

Dans ces palais, ces maisons de campagne, ces hôtels, en un temps où « la nation française a porté le luxe dans tous les genres jusqu'à sa dernière période, voyez cepen-

1. Concil. Trid. Sess. XXV, de ref. ch. 1. — « Ils croient, dit Bourdaloue, ne pouvoir soutenir le ministère que par le faste du monde, que par l'affectation de la grandeur, que par la magnificence du train, que par l'éclat d'une somptuosité superflue, que par les disputes éternelles sur les préséances, sur les prérogatives, en un mot que par toutes les choses dont l'ambition des hommes s'entête et s'occupe... Les dignités ecclésiastiques n'en deviendraient que plus vénérables, et ne seraient en effet que plus respectées et plus vénérées, si la pauvreté de Jésus-Christ et la simplicité de l'Evangile en bannissaient l'abondance, le luxe et le faste. » BOURDALOUE, *Panégryriques*. Sermon pour la fête de saint Paul, 2^e partie ; sermon pour la fête de saint François-Xavier, 2^e partie. — Lettres de LE CAMUS, p. 99-100, 136. La vie de Le Camus était conforme à ces principes. « J'ai cru, écrivait-il, devoir faire lire à ma table, pour éviter les discours inutiles et profanes. »

dant, dit le même polémiste, si la plupart de nos prélats **n'égalent** pas pour la dépense les seigneurs les plus opulents ». **Ils tiennent** à honneur d'avoir les plus beaux chevaux, les voitures **du meilleur** goût, les laquais les mieux tournés. Un nombreux **domestique**, « une écurie de prince, de superbes équipages, une **table** splendide-ment servie » et toujours ouverte, surtout à la noblesse, l'hospitalité la plus large et la plus raffinée, gaspillent des sommes considérables, qui sont autant de pris sur le patrimoine des pauvres. Que dirait-on si les curés de Paris, au lieu d'être, comme ils le sont, les véritables pères des pauvres, s'oubliaient au point de dissiper à la ville et à la campagne, « dans des palais richement meublés », le capital de la charité ¹.

Les mêmes plaintes reviennent dans plusieurs brochures. Elles reprochent avec insistance aux évêques « leurs laquais trop multipliés, leurs équipages trop brillants, leur faste trop étudié. L'épiscopat, dit-on, si sublime et si respectable, n'a pas besoin de cet appareil ² ». Donc, trop de cérémonies, de pompes, de livrées, de carrosses, trop d'huissiers, de majordomes, de valets de tout genre. Comment arriver jusqu'à un pontife ainsi

1. « S'il passe un grand seigneur dans une ville épiscopale, l'évêque aussitôt s'empresse de lui faire les honneurs de sa maison et de le régaler splendidement. Si quelque prince du sang s'avise de voyager, c'est alors surtout que le prélat est curieux de signaler sa magnificence. Le prince, en logeant à l'évêché, consomme en un jour, sans s'en douter, la subsistance d'une multitude d'indigents. Du reste, le prélat a ses vues lorsqu'il fait ces énormes dépenses; c'est pour s'enrichir plus sûrement qu'il se ruine ainsi. Une translation avantageuse, ou du moins une bonne abbaye, le dédommagent ordinairement d'avoir fêté le prince avec l'argent d'autrui. » LAURENT, *Essai sur la réforme du clergé*, 1789, p. 157-175. Nous trouvons après le Concordat cet abbé Laurent, curé de Saint-Leu, et Napoléon pensait à lui pour l'évêché de Metz. — Voici maintenant les plaintes d'un provincial. Pierre Dureau, curé de Saint-Lizier, décrit, dans un ouvrage inédit (*De l'abus du Christianisme*, 1781), ce « nombreux cortège de domestiques inutiles, fainéants, vauriens, » dans « une maison somptueusement montée, un train magnifique, équipage superbe, beaux et nombreux chevaux, dont le prix est exorbitant. Les prélats disputent en pompes, en magnificence, en dépenses, avec les plus grands et les plus riches des séculiers ». Et puis « mille bouches inutiles. Voilà qui absorbe des biens immenses. » Aussi les prélats « sont-ils endettés, et ils meurent dans une honteuse banqueroute. » Cf. *Bulletin de la Société ariégeoise*, VI, 1898, article de l'abbé CAU-DURBAN, sur Pierre Dureau.

2. *Tableau moral du clergé*, 1789, p. 10. Déjà au milieu du XVIII^e siècle, dans l'affaire du vingtième, on avait lancé une brochure contre le haut clergé « vêtu de pourpre et d'écarlate, qui brille par la pompe des équipages, par la magnificence des palais, par la somptuosité de la table, par la richesse des ameublements ». *Remontrances du second ordre du clergé au sujet du vingtième*.

gardé comme un monarque asiatique ? Un publiciste s'écrie ici avec véhémence : « Que gagne le peuple à cette opulence excessive de ses prélats ? c'est de voir reculer à proportion les barrières qui le séparent de son évêque. Ce n'est plus un prêtre, mais un prince ; le faste le plus imposant, toute l'étiquette de la grandeur veillent à l'entrée de son palais pour écarter l'ecclésiastique et les simples citoyens qui n'ont ni décorations ni titres. Ou si la nécessité des affaires force enfin de les admettre, un vain appareil auquel leur âme n'est point exercée, les interdit, les intimide. Ils se hâtent de conclure, soit par faiblesse, soit pour se soustraire à l'humiliation où les tient ce spectacle. C'est à peu près le seul rapport que le prélat ait avec eux. Du reste, étranger à presque toutes les fonctions du culte, presque invisible au fond de son palais, il ne se produit en public qu'avec tout l'appareil de la magnificence. C'est ainsi que le luxe et le cortège des vices qui l'accompagnent, arrivent dans nos provinces par les canaux qui devraient n'y apporter que des vertus. » Ce grand train de maison pourrait enrichir toute une contrée ; mais bientôt le prélat part pour Paris, « laissant les fortunes bornées de province, se disputer et s'épuiser dans des prodigalités insensées ; il porte l'immensité de la sienne à la cour et dans la capitale, qui seules peuvent les consommer ¹ ».

Le moyen de détruire ou du moins de diminuer ces abus est, dit-on, de supprimer la pluralité des bénéfices. Le concile de Trente avait prescrit l'unité, ne permettant la jouissance d'un second que lorsque le premier ne suffisait pas à une honnête subsistance, interdisant, dans tous les cas, un troisième et même deux à la fois s'ils sont à charge d'âmes. Un usage contraire semble avoir aboli en France ces sages prescriptions. « Des prélats, qui sont d'ailleurs infiniment respectables, dit une brochure de 1789, ne se font aucun scrupule aujourd'hui d'avoir en même temps deux bénéfices. Qui ne croirait pouvoir suivre aveuglément l'exemple d'un archevêque de V.

1. Haro sur la feuille des bénéfices, 1789.

(Pompignan, archevêque de Vienne), de B. (Durfort, archevêque de Besançon), d'A. (du Lau, archevêque d'Arles)¹ ? »

C'est cette habitude invétérée qu'il s'agit enfin d'extirper. Tout en reconnaissant qu'entre « les prélats pluralistes », il en est beaucoup qui « font un excellent usage de leur richesse », on demande avec énergie le retour à la règle du concile de Trente. Comment ! des cadets de famille, que leur évêché met « dans un état d'opulence auquel ils ne seraient jamais parvenus dans le monde et dont leurs frères aînés ne peuvent approcher...., ne cessent d'importuner les ministres des grâces jusqu'à ce qu'ils aient obtenu une abbaye ». Et je ne comprends pas encore, ajoute un publiciste de 1789, dans le chiffre de leur fortune, « les pensions, prieurés et autres menus brouilles, qu'ils ont pu d'abord se procurer en entrant dans la carrière de l'ambition, et dont ils ne se défont guère lorsqu'ils sont arrivés au terme de leurs vœux. Ils appellent cela modestement *le premier morceau de pain*, et ils le conservent avec soin, comme un témoignage toujours subsistant de leur ancienne misère. » Le critique multiplie les traits et les arguments. Il montre des évêques possédant en même temps des abbayes en Champagne, en Quercy, en Picardie, mettant, en quelque sorte, à contribution toutes les provinces du royaume. Tout cet argent va à Paris, au loin, alors qu'il devrait rester sur place. Necker n'a-t-il pas fait ressortir, dans son *Traité de l'administration des finances*, l'importance, « pour une province, que ses revenus ecclésiastiques soient dépensés chez elle » ? Arrivé au terme de sa démonstration, notre écrivain n'y tient plus. « Dans le moment où j'écris, dit-il, je reçois la *Gazette de France* ;

1. *Essai sur la réforme du clergé*, p. 366, 372. — LE CAMUS (*Lettres*, p. 261) écrit, en 1676, au sujet de nouvelles faveurs accordées à M. de Coislin, évêque d'Orléans : « Je plains notre ami, M. d'Orléans, sur ses nouveaux bénéfices. » Bossuet, qui avait d'autres revenus que ceux de son évêché (abbaye de Saint-Lucien et deux petits prieurés), eut l'occasion d'expliquer qu'ils lui étaient nécessaires pour secourir les protestants qui s'adressaient à lui en grand nombre « non seulement en France, mais de toutes les parties de l'Europe, qu'il était non seulement obligé de les recevoir chez lui pour leur donner une retraite, mais encore de leur donner des secours sans lesquels ils seraient exposés à des regrets ou à des séductions dont la charité voulait qu'on les garantît. » Cf. BAUSSET, *Histoire de Bossuet*, t. II, p. 24, 25.

je l'ouvre à l'article Versailles et j'y trouve trois excellentes abbayes données à qui ? à trois évêques ! Tout mon sang bouillonne dans mes veines ¹. »

Il était facile d'émouvoir sur ce point l'opinion publique. Le fait d'attribuer les abbayes les plus opulentes aux prélats déjà pourvus des plus riches évêchés, était un abus criant. Les observateurs tenaient note de ces largesses, de cette prodigalité des richesses d'Eglise à quelques privilégiés, alors que la masse du clergé était dans une situation fort modeste, et que les canons interdisèrent la pluralité des bénéfices. Une correspondance supposée entre évêques fait parler en ces termes Dillon, archevêque de Narbonne : « M. de Rennes (Girac) évalue à un million ses jouissances illicites ; les miennes, les vôtres et celles de M. de Toulouse font trembler. J'ai été sacré en 1753, fait archevêque de Toulouse en 1758 et de Narbonne en 1762, abbé de Saint-Etienne de Caen en 1777, etc. Il faudrait donc que je restituasse près de trois millions... M. de Toulouse (Loménie de Brienne) a été sacré évêque de Condom en 1761, abbé de Basse-Fontaine en 1765, etc. Il serait donc redevable de plus de deux millions... M. d'Aix (Boisgelin) a été sacré évêque de Lavaur en 1765, abbé de Saint-Maixent en 1772, de Saint-Gilles en 1774, de Chaalis en 1779 : malgré ses petites jouissances, il serait tenu de rendre son million. Cela peut-il entrer dans une tête d'évêque ? Et vous-même, Monseigneur, qui en êtes encore à votre première femme (Marbeuf qui en est encore à son premier évêché d'Autun), vous ne vous êtes appliqué l'abbaye du Bec qu'en 1782 ; cependant vous seriez comptable de près d'un million ². »

Le temps est venu où ces attaques, jusqu'alors réduites à la demi-publicité de brochures plus ou moins anonymes, vont être reprises par les représentants de la nation, vont bientôt retentir à la tribune de la Constituante. En 1789, au moment de la négociation entre les trois ordres

1. LAURENT, *op. cit.*, p. 330-380.

2. *Lettres édifiantes et curieuses*, seconde suite, p. 37.

encore séparés en chambres distinctes, l'archevêque d'Aix, Boisgelin, fut envoyé en ambassade au tiers état, au sujet d'un secours aux indigents. Boisgelin avait à peine achevé son discours qu'un député inconnu, prenant la parole, s'écria : « Dites à vos collègues que, s'ils ont tant d'impatience de soulager le peuple, ils viennent se joindre dans cette enceinte aux amis du peuple ; ou plutôt, ministres de la religion, imitateurs de votre maître, renoncez à ce luxe qui vous entoure, à cet éclat qui blesse l'indigence ; reprenez la modestie de votre origine, renvoyez ces laquais orgueilleux qui vous escortent ; vendez ces équipages superflus et convertissez ce vil superflu en aliments pour les pauvres. » A ces paroles, il se fit un murmure confus dans l'assemblée. On demanda le nom de celui qui avait osé tenir un tel langage : c'était Robespierre. Justement, parmi les prélats les plus fastueux de l'ancien régime figurait l'évêque d'Arras, M. de Conzié, qui, entre autres luxes, s'était donné celui de faire élever gratuitement le futur dictateur, en l'envoyant comme boursier au collège Louis-le-Grand.

A l'époque où Robespierre préludait à sa carrière par cette amère invective, un prélat des plus respectés essayait sur un autre ton, il est vrai, de faire entendre à ses collègues les mêmes conseils ; c'était M. du Tillet, évêque d'Orange. On l'avait vu, à la mort de son prédécesseur, résigner le prieuré de Tornac, malgré l'opinion contraire de Christophe de Beaumont et d'autres prélats, qui lui représentaient que les revenus de ce bénéfice, donnés par lui tout entiers aux pauvres, pourraient bien être perdus pour eux avec un nouveau titulaire. Du Tillet ne voulut voir que la règle du concile de Trente proscrivant la pluralité. Louis XVI s'écria en apprenant sa détermination : « Cet évêque, par son exemple, veut nous apprendre à faire notre devoir. » Dans son mandement du 7 mars, relatif aux Etats généraux, il rappelle avec force que tous les hommes sont égaux. « Nous n'avons, dit-il, dans le ciel qu'un même père, nous sortons tous de la même tige ; le même soleil nous éclaire, nous descendons également dans le tombeau et nous paraissions

devant le même juge. » S'adressant alors aux gens d'Eglise, il s'écrie : « Ayant de quoi nous nourrir et nous vêtir, nous devons être contents. Voilà les bornes de nos droits ; et tout ce qui est au-dessus est un fonds destiné aux œuvres de la charité publique. » Du Tillet avait calculé qu'on arriverait, sans surcharger en rien le peuple, à combler le déficit du trésor et à payer la dette nationale en y appliquant, pendant cinq ans, les deux tiers des revenus des évêchés et des abbayes, et en soumettant la noblesse à l'impôt foncier. Fidèle à ses principes, au moment de quitter Orange pour se rendre aux Etats généraux, il avait donné ordre de vendre ses deux chevaux et sa voiture. « Mon compte est fait, disait-il, je jouis de 30,000 livres de revenus ; je suis très disposé à en céder les deux tiers pour le bien de ma patrie. » Durant les débats qui précédèrent la réunion des trois ordres, l'évêque d'Orange eut un jour l'occasion de prononcer dans son bureau, où on discutait les moyens de rétablir les finances, des paroles qui ne furent pas du goût de tout le monde. « Messieurs, dit-il, nous ne pouvons compter sur les ressources du peuple à cet égard, il est déjà accablé d'impôts ; sa misère est affreuse. Selon ma manière de voir, c'est le haut clergé et la noblesse qui seuls doivent prendre à charge les dettes de la France et combler le déficit du trésor ¹. »

M. du Tillet, forcé par la maladie de quitter la Constituante pour rentrer à Orange, écrivit dans le silence de la retraite une brochure hardie dont la conclusion était que le clergé, les évêques surtout, devaient renoncer au luxe et au faste. « Un saint disait : La piété a engendré les richesses et les filles ont étouffé leur mère. » L'écrivain, citant cette parole, tient beaucoup à la rappeler aux prélats. « Il faut, s'écrie-t-il en parlant de *l'abus de l'opulence*, absolument détruire dans l'épiscopat le fatal préjugé de la représentation. Un jeune évêque, cadet pour l'ordinaire d'une famille pauvre, nourri souvent dans son enfance du pain de l'aumône, croit, lorsqu'il est

1. Cf. BONNEL, *Notice biographique sur du Tillet*, évêque d'Orange, 1880, in-8.

nommé évêque, devoir monter sa maison sur un ton magnifique. Quelques évêques le font par goût, mais *un grand nombre, qui aimeraient mieux la vie simple et frugale, se laissent entraîner par l'exemple et par l'usage*. En effet, suivant le ton reçu, tout devient pour un évêque une raison de représentation, un grand qui passe dans la ville, une bénédiction de drapeaux, une assemblée de bureau, une visite de corps, les jours où il est d'usage qu'il officie dans son église. Le luxe de la table nécessite de grands frais, des domestiques nombreux, de la vaisselle, du linge, des ameublements ; il entraîne une perte de temps considérable par les visites et les conversations ¹. »

Voilà comment un évêque de goûts simples et véritablement apostolique, appréciait au moment de la Révolution le luxe épiscopal. Il était d'accord avec son temps pour condamner un éclat de représentation et une opulence que des âges antérieurs, moins ombrageux, moins affamés d'égalité, semblent avoir accepté sans difficulté. C'est par là que l'Église de France prêtait le flanc à ses ennemis. C'est par là qu'ils s'ouvriront la brèche pour l'envahir et l'abattre. « De ses trop grandes richesses, dit un contemporain ², sont nés pour le clergé ses ennemis et ses malheurs, comme aussi quelques-unes de ses fautes. On verra qu'elles ont encore contribué à la gloire de son agonie et de sa mort. »

Nous entendons déjà la voix de la Révolution. Cette terrible visiteuse fit son apparition inattendue et mouvementée dans les palais épiscopaux, dans ces maisons de campagne où retentissait encore l'écho des brillantes fêtes qu'on venait d'y donner. Transportons-nous, par exemple, à ce château d'Anizy que le cardinal de Bourbon a fait bâtir, pour les évêques de Laon, avec tout l'art de la Renaissance. Le dernier titulaire de ce siège porte un des plus grands noms de la Provence, c'est un Sabran. Son frère est mort lors du sacre de Louis XVI, laissant

1. *Sentiment d'un évêque sur la réforme à introduire dans le temporel et la discipline du clergé*, 1790. Brochure attribuée à du Tillet par Barbier.

2. Abbé BASTON, *op. cit.*, I, 305.

deux enfants, Elzéar et Delphine, qui ont pour mère la comtesse de Sabran, la fameuse correspondante de Boufflers. En 1787, Delphine, à peine âgée de seize ans, épouse le fils du général de Custine. Le mariage est célébré à Anizy dans le château même de l'oncle, qui va le bénir, dont on escompte la succession en faveur d'une nièce sans grande fortune, et qui s'engage déjà pour 6,000 livres de rentes. C'est là qu'elle venait tous les ans passer l'été avec sa mère ? « L'évêque, écrit la comtesse de Sabran, leur a fait un discours plein de raison et de sentiment, qui a attendri tout le monde. » Après la cérémonie, il y eut déjeuner, fête champêtre, des jeux de toutes sortes dans les vastes jardins d'Anizy. Bientôt les réjouissances recommencent au Bartais, autre maison de l'évêque. Festins, musique, chansons, bals de bergers et de bergères à la manière du temps, enthousiasme des paysans, rien ne manque à la joie des jeunes gens, pas même les conseils et les exemples de Philémon et Baucis, qu'on découvre tout à coup dans une cabane au fond des bois. Les fêtes durent huit jours, et la comtesse de Sabran en envoie une description pleine de sentimentalité¹ à son cher Boufflers. C'est à Anizy que les deux « tourtereaux », selon l'expression de leur mère, passent la lune de miel. Puis vient la présentation du jeune couple à la cour, puis le pèlerinage à Notre-Dame de Liesse, que ne manquaient jamais de faire les princesses.

Ils ont la naissance, la jeunesse, la beauté, et en les voyant ainsi commencer leur vie sous d'aussi brillants auspices, on est tenté de leur dire avec l'évêque, leur

1. « Des lampions couverts comme à Trianon donnaient une lumière si douce et des ombres si légères que l'eau, les arbres, les personnes, tout paraissait aérien. La lune avait voulu être aussi de la fête quoiqu'on ne l'en eût pas priée : mais son éclat argenté et incertain, loin de la ternir, lui prêtait des charmes et elle se réfléchissait tout entière dans l'immensité de l'eau que tu connais ; elle aurait donné à rêver aux plus indifférents et pénétré dans l'âme des plus endurcis. De la musique, des chansons, une foule de paysans bien gaie et bien contente suivait nos pas, se répandait çà et là pour le plaisir des yeux. Au fond des bois, dans l'endroit le plus solitaire, était une cabane, humble et chaste maison. La curiosité nous y porta, et nous y trouvâmes Philémon et Baucis, courbés sous le poids des ans et se prêtant encore un appui mutuel pour venir à nous. Ils donnèrent d'excellentes leçons à nos jeunes époux et la meilleure fut leur exemple. Nous nous assîmes quelque temps avec eux et nous les quittâmes attendris jusqu'aux larmes. » *Correspondance de la comtesse de Sabran et du chevalier de Boufflers*, publiée par MAGNIEU et PRAT.

oncle : Soyez heureux. Hélas, hélas ! Voici la Révolution qui arrive, impatiente de faire expier à tous ceux qui ont joui, à tous ceux qui ont un nom, cette insupportable inégalité. Bientôt le château d'Anizy, la splendide demeure des évêques-ducs de Laon, dont le toit tutélaire a abrité l'enfance de Delphine, tombera sous le marteau des démolisseurs. Delphine verra, malgré ses supplications au tribunal révolutionnaire, son beau-père, le général de Custine, son mari, brillant militaire, monter à l'échafaud. Elle-même n'échappera à la mort que par miracle. Son oncle, l'évêque de Laon, chassé de son siège, réfugié à l'étranger, ne reverra pas sa patrie et mourra en Pologne, chez les princes Lubomirski. Son frère, le jeune Elzéar, qui, trop petit encore en 1787, avait tenu, monté sur une chaise, le poêle au-dessus de la tête de la mariée, errera à son tour, emporté par la tempête. Le brillant chevalier de Boufflers, qui a épousé en exil la comtesse de Sabran, finira prosaïquement dans une place de bibliothécaire. Enfin, après la tourmente, Delphine deviendra l'amie délaissée et triste de Chateaubriand rentré en France. Quel désenchantement, quelles ruines ! Quel voile de deuil la Révolution se chargeait de jeter sur ce brillant décor de l'ancien régime ! Où sont aujourd'hui ces châteaux épiscopaux où, sous les auspices d'une noble prélature alliée à toutes les grandes familles, s'étaient déroulées tant de fêtes ?

ADMINISTRATION TEMPORELLE

CHAPITRE SEPTIÈME

Engouement pour les affaires publiques

Attrait des administrations temporelles. — Le goût pour les affaires publiques entraîne une partie du clergé, durant la seconde moitié du XVIII^e siècle. — Enthousiasme pour les théories des économistes. — Préoccupations profanes, en pleine Sorbonne, de Turgot, Brienne, Morellet, Talleyrand, Vergniaud, le futur Girondin. — Cahiers de séminaire de Sieyès. — Les écrits de Necker, l'assemblée des notables, les assemblées provinciales précipitent le mouvement. — Les évêques administrateurs.

Le lecteur peut déjà pressentir que les évêques de l'ancien régime, si importants par leurs dignités spirituelles et temporelles, par leur naissance et leurs richesses, devaient paraître dans les administrations locales, provinciales, et se mêler activement à tous les intérêts du pays. Dans leur ville épiscopale, ils ne pouvaient guère recueillir que des honneurs et qu'exercer une sorte de patronage dû à leur situation, à leur caractère et à leur crédit. Leur rôle en pays d'États et dans les assemblées provinciales était plus considérable et leur conférait de véritables droits. Dans le clergé, les esprits les plus ouverts s'étaient portés vers les questions administratives, sociales et politiques. Les spéculations théologiques qui, au moyen âge, étaient la préoccupation de tous, qui, au XVII^e siècle, avaient encore dominé l'opinion et inspiré tant de controverses, ne passionnaient plus l'âge suivant. Dans l'Église même, bien des candidats à la licence voulaient mener de front les études profanes et les études

sacrées. Les *Mémoires* de Morellet nous initient à la vie que menaient en Sorbonne, au milieu du XVIII^e siècle, de 1748 à 1750, Turgot, l'abbé de Brienne et plusieurs de leurs condisciples. Saint-Simon dit du cardinal de Polignac que « deux fois il avait entrepris une licence, deux fois il l'avait abandonnée. Les bancs, le séminaire, l'apprentissage de l'épiscopat, toutes ces choses lui puaient, il n'avait pu s'y captiver. Il lui fallait du grand, du vaste, des affaires, de l'intrigue ». Les abbés du XVIII^e siècle ont plus d'énergie, et prétendent savoir ce que demande le monde et ce que demande l'Eglise. Brienne, songeant déjà à devenir ministre, étudiait, dit Morellet, « la théologie comme un Hibernois pour être évêque, et les *Mémoires* du cardinal de Retz pour être homme d'Etat ». Turgot est encore au séminaire de Saint-Sulpice et n'a pas vingt-deux ans, lorsqu'il adresse, le 7 avril 1749, à l'abbé Cicé, futur évêque d'Auxerre, sa lettre sur le papier monnaie, le premier écrit économique que nous ayons de lui. Déjà tous les projets que le futur ministre devait essayer plus tard de faire passer dans les lois, bouillonnaient dans ce jeune cerveau. Ses discours, ses cahiers de Sorbonne, révèlent une activité prodigieuse. « On eût dit de Turgot qu'il avait déjà dans l'esprit, quand il était à la Sorbonne, » qu'il quitta à vingt-trois ans, « tout ce qui en sortit plus tard; de sorte que le seul travail des trente dernières années de sa vie, aurait été simplement de produire au grand jour ce qu'il avait acquis pendant les dix-huit mois qu'il avait passés dans cette maison célèbre¹. »

Suivons le cours du siècle. Sieyès, né à Fréjus en 1748, élevé tout d'abord chez les Jésuites de sa ville natale, puis chez les Doctrinaires de Draguignan, est au séminaire de Saint-Sulpice en 1765. On possède encore tous ses manuscrits de cette époque et des années suivantes. On comprend que, devant ces ébauches hardies et plus ou moins orthodoxes, devant cet entraînement vers des sujets étrangers à la science religieuse, les supérieurs de

1. Léon SAY, *Turgot*, 1887, p. 24. NOURRISSON. *Trois révolutionnaires, Turgot, etc.*

Saint-Sulpice aient prié amicalement Sieyès de se retirer dans un autre établissement. La note donnée par les Sulpiciens d'alors et conservée dans leurs archives est rédigée en ces termes : « Joseph Emmanuel Sieyès, clerc de Fréjus, entré le 13 novembre 1765, sorti le 24 décembre 1770. Assez bonne intelligence, surnois, suspect, et prié de se retirer de lui-même, est allé au séminaire de Saint-Firmin. » C'est là que Sieyès courut la carrière de la licence en théologie. Après quoi, il entra dans le monde, en 1772, âgé de vingt-quatre ans ¹. Nous avons déjà parlé de ses premiers honneurs ecclésiastiques.

Avançons toujours vers la Révolution; le goût des études profanes ne fait que grandir chez plusieurs aspirants aux grades. En 1775, nous trouvons les jeunes Sorbonniens « occupés de toute autre chose que de théologie ». Cette fois, c'est Talleyrand, c'est aussi le futur grand orateur de la Gironde, Vergniaud ², qu'abritent les murs du célèbre collège. Talleyrand est heureux d'y trouver vivant « le souvenir de Richelieu ». C'est que lui aussi est déjà hanté par l'ambition d'être homme d'Etat. De bonne heure, pour le décider à entrer dans l'Eglise, pour s'emparer de son imagination, sa famille a cherché à « le séduire par l'appât des affaires et par le tableau de l'influence qu'elles donnent ». Dans ce but, on lui a fait lire les *Mémoires* du cardinal de Retz, les vies du cardinal de Richelieu, du cardinal Ximénès, d'Hincmar, ancien archevêque de Reims ³. Déjà, si nous en croyons une anecdote d'ailleurs peu vraisemblable, racontée par Dupont de Nemours, lorsque Turgot se décida à quitter l'état ecclésiastique, ses amis de Sorbonne, les abbés de Cicé, de Brienne, de Véri, de Boisgelin, lui auraient dit pour combattre sa résolution : « Il sera facile à ta famille de te

1. SAINTE-BEUVE, *Causeries du Lundi*, t. V.

2. « Sa première éducation se fit dans la maison paternelle par les soins d'un prêtre nommé Roby, ami de son père et qui avait fait partie de la corporation des Jésuites du collège de Limoges. Vergniaud, en sortant du collège du Plessis, entra au séminaire de la Sorbonne, et consacra plusieurs années à l'étude de la philosophie et de la théologie. » (*Notice sur Vergniaud* par François ALLUAUD, p. 2-3). Vergniaud, né en 1753, étant du même âge que Talleyrand, né en 1754, dut se rencontrer avec lui en Sorbonne; mais nous n'en avons pas une preuve certaine.

3. *Mémoires* de TALLEYRAND.

procurer un évêché de Languedoc, de Provence ou de Bretagne. Alors tu pourras réaliser tes beaux rêves d'administration et, sans cesser d'être homme d'Eglise, tu seras homme d'Etat à ton loisir; tu pourras faire toute sorte de bien à tes administrés. Jette les yeux sur cette perspective. Vois qu'il ne tient qu'à toi de te rendre utile à ton pays, d'acquérir une haute réputation, peut-être même de te frayer le chemin du ministère¹. »

Voilà donc les amis de Turgot qui lui prêchent de garder la soutane, et viennent le tenter par l'appât d'une grande administration temporelle, dans quelque évêché, en pays d'États. Mais Turgot trouva justement le chemin du ministère là même où, d'après ses interlocuteurs, il semblait devoir le fuir. Pendant que Talleyrand faisait sa licence, Turgot appelé au contrôle des finances (1774), essayait de faire passer dans les faits les réformes discutées ardemment par les économistes, mais restées jusqu'alors dans le domaine de la théorie. Bientôt les assemblées provinciales, tenues en Berry, en Guyenne, en 1778 et 1779, portaient vivement les esprits vers les questions administratives. Le fameux *compte rendu* publié par Necker, en 1781, la vogue qu'obtint, en 1784, son livre sur *l'administration des finances*, vendu à quatre-vingt mille exemplaires, prouvent quelle attention passionnée le public prêtait déjà à la discussion des affaires publiques. A mesure qu'on avancera vers la Révolution, le progrès des idées, les assemblées des notables, les nouvelles assemblées provinciales organisées par Calonne, ne feront qu'accroître encore l'entraînement général vers ce que le parlement appelait « les débordements économiques ».

Le clergé partage l'enthousiasme de la nation. Au dire

1. Le discours de ces interlocuteurs aurait débuté ainsi : « Turgot, nous sommes unanimes à penser que tu veux faire une action tout à fait contraire à ton intérêt et au grand sens qui te distingue. Tu es un cadet de Normandie et par conséquent tu es pauvre. La magistrature exige une certaine aisance, sans laquelle elle perd même de sa considération et ne peut espérer aucun avancement. Ton père a joui d'une grande renommée, tes parents ont du crédit. En ne sortant point de la carrière où ils t'ont placé, tu es assuré d'avoir d'excellentes abbayes, et d'être évêque de bonne heure. » Turgot, meilleur juge de ses sentiments intimes que ses condisciples, fit à ce discours supposé la seule réponse honnête : n'ayant plus la foi, il n'avait qu'à quitter l'Eglise.

de Weber, les évêques recherchent les pays à États provinciaux, et un diocèse qui en est privé leur fait l'effet d'une simple cure ¹. Ils se sont épris de la belle passion d'administrer. A défaut de compétence spéciale, de préparation immédiate à ces fonctions un peu étrangères à leur ministère, leur culture générale, l'habitude de la représentation, l'art de manier les hommes, une diplomatie, une souplesse en quelque sorte naturelle aux pasteurs des peuples, la gestion même des intérêts temporels alors si considérables dans l'Eglise de France, leur réservent de brillants succès sur ce théâtre d'un nouveau genre. Vers la fin de l'ancien régime, un vaste champ s'ouvre à l'activité des prélats, dont plusieurs vont nous étonner par leurs connaissances techniques.

1. L'abbé Morellet dit dans ses mémoires : « L'abbé de Brienne, appelé à l'épiscopat, ambitionnait un de ces évêchés auquel se trouvait réunie quelque administration comme dans les sièges du Languedoc, et il voulut s'instruire de tout ce qui tenait au gouvernement. »

CHAPITRE HUITIÈME

Les Évêques en pays d'États

I. États du Languedoc. — Leur immense réputation. Leur rôle. — Dillon, archevêque de Narbonne, président. — Il est traité d'homme de génie par ses contemporains. — Grandeur de son administration. — Molière, Fléchier aux États du Languedoc. — II. Après la tenue des États de la province, États des diocèses ou Petits États. — Rôle que jouent les évêques. — Nombreux exemples des bienfaits dont ils comblent leur diocèse dans tout le Languedoc. — III. Boissgelin rivalise avec Dillon aux États de Provence. — Eclat de sa présidence. — Mgr de Saint-Tropez, évêque de Sisteron, appelé le Turgot de son diocèse. — Les évêques aux États de Foix, de Bigorre et de Béarn. — Mgr de Noé. — L'épiscopat aux États de Bretagne. — Conzié aux États d'Artois. — Les élus de Bourgogne.

I

En l'absence des États généraux, ce sont les États du Languedoc qui offrent au clergé la plus belle école d'administration. Vingt-trois archevêques ou évêques y prennent part. Tout a été dit sur cette grande institution si admirée de Fénelon et célèbre dans toute l'Europe. En 1763, Adam Smith vint en France, avec son jeune élève le duc de Buccleugh, pour étudier leur organisation. La noblesse y avait vingt-trois représentants, comme le clergé; le tiers y comptait des officiers des vingt-trois principales villes et des syndics des vingt-trois diocèses. Les trois ordres formaient une assemblée unique, où l'on votait par tête. Le tiers état avait donc à lui seul la moitié des suffrages. On a pu dire que cette constitution ressemblait beaucoup à celle de l'Angleterre.

Un contemporain, l'abbé de Montesquiou, nous a laissé un éloge pompeux, mais sincère, de « ces célèbres États du Languedoc, dignes à jamais, dit-il, de nos souvenirs et de nos regrets. Une réunion formée d'évêques, des principaux membres de la noblesse, de tout ce que les villes avaient de plus éclairé, venait, chaque année, étudier les besoins de la province, rechercher tous les moyens d'étendre son commerce, de favoriser son industrie, et d'augmenter la fortune du peuple en améliorant ses mœurs. Là se trouvait la véritable aristocratie, n'ayant d'autres sentiments que celui de ses devoirs, et sans autre prétention que le rôle du bien public. Que de prodiges en ont été le fruit ! Une province si éloignée, remplie de tant de montagnes et de pays incultes, qui ne trouvait pas même un abri dans la mer qui l'environne, en devenait une de nos plus riches contrées. La jonction des deux mers, un port assuré malgré tous les obstacles de la nature, toutes les montagnes, toutes les communes ouvertes par des routes magnifiques, les cultures animées, les manufactures encouragées ; la richesse de l'Angleterre faisant de vains efforts pour lui enlever le commerce du Levant, les villes embellies des plus beaux monuments : voilà ce qui doit exciter » l'admiration et la reconnaissance ¹.

Le pouvoir royal avait singulièrement réduit l'autorité et l'indépendance des États provinciaux. Au ^{xvii}^e siècle, la lutte entre le fameux intendant de Basville et Bonzi, archevêque de Narbonne, président des États, fut célèbre. Basville, « soutenu, dit Saint-Simon, par les ministres, les Jésuites et même le roi, jaloux de l'influence de Bonzi, finit par l'emporter sur un prélat aimable, mais

1. ABBÉ DE MONTESQUIOU, *Notice sur le cardinal de Bausset*, 1824. Tout n'était point cependant universellement apprécié dans les opérations des États du Languedoc. Mgr de Boisgelin écrivait le 8 mars 1781, après une visite aux arènes de Nîmes : « Les barbares ! ils ont employé un faiseur de fortifications pour déshonorer par une magnificence sans noblesse et une grande dépense sans objet, l'idée de ces travaux que les Romains semblaient avoir consacrés à l'immortalité. Ces barbares sont les États de Languedoc sous le maréchal de Richelieu. Ce héros de Voltaire n'a jamais eu d'autre goût que celui d'une folle et ridicule prodigalité. Il en a coûté deux millions à la province pour rendre à jamais impossible un plan superbe qui se trouvait indiqué par la simple position locale. » Lettre inédite.

faible et décrié pour ses mœurs ». Comme en ce temps, on mourait d'une disgrâce, Bonzi, naguère « roi du Languedoc, ... tomba peu à peu en des vapeurs qui lui attaquèrent la tête », et mourut, « consumé, ajoute Saint-Simon, par Basville, devenu le tyran » de la province. Legoux de la Berchère, successeur de Bonzi, s'inclina devant la toute-puissance du terrible intendant. Dans le cours du XVIII^e siècle, la royauté, ayant seule le droit de convoquer les États et de régler les séances, ne leur laissa qu'une indépendance relative, qui cependant eut une tendance à se relever avec l'affaiblissement même du pouvoir absolu. Ils gardèrent toujours la prérogative de voter le don gratuit, et surent même jouer un grand rôle quand ils trouvèrent à leur tête un président influent et énergique.

Tel fut l'homme supérieur appelé à les diriger, comme archevêque de Narbonne, durant les trente-six ans qui précédèrent la Révolution. Nous voulons parler de Dillon, troisième fils du comte Arthur Dillon, venu en France avec Jacques II. Cette famille était de haute noblesse et remontait aux anciens rois d'Irlande. Tous les contemporains s'accordent à vanter les qualités extraordinaires que Dillon sut déployer comme président des États dans cette longue carrière : connaissance approfondie de l'administration et des intérêts de la province, décision, coup d'œil, autorité, volonté, éloquence, souplesse et esprit de persuasion. Les routes tracées dans toutes les directions, les ponts jetés sur les rivières, les encouragements donnés à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, à l'instruction publique ; la jonction du canal des deux mers avec la Robine de Narbonne, par la nouvelle direction qu'on lui fit prendre sous les murs de Carcassonne, tant de travaux et de réformes mémorables attestent l'activité féconde d'un gouvernement qui n'avait jamais eu tant d'éclat. Nous trouvons dans les Mémoires du temps l'écho de l'admiration que Dillon avait su exciter¹.

1. « Son administration, écrivait Bachaumont, fera une époque mémorable dans les annales du Languedoc. Le dessèchement des marais, l'ouverture de plusieurs canaux, qui procurent des débouchés à l'agriculture

On aimait la représentation et même les distractions aux Etats de Languedoc. C'est devant eux, à Béziers en 1656, à Pézenas en 1657, que Molière fit jouer pour la première fois l'*Etourdi* et le *Dépit amoureux*. La session était inaugurée par une procession magnifique, et par un sermon confié d'ordinaire au prélat le plus éloquent. Nous avons les discours que Fléchier prononça en cette circonstance devant les Etats, à Nîmes en 1688, à Montpellier en 1691 et en 1704, à Narbonne en 1693¹.

En séance, le président assis sur une estrade élevée, surmontée d'un dais, ayant les évêques à sa droite, les barons à sa gauche sur ce qu'on appelait les *hauts bancs*, et le tiers étant dans le *parterre*, ressemblait au souverain d'un petit royaume². Dillon remplissait ce rôle avec une noble aisance et une supériorité de vues qui l'ont fait appeler par Soulavie, écho de ses contemporains, un *homme de génie*³. Le conventionnel Barrère de Vieuzac nous l'a dépeint dans ces hautes fonctions. « J'assistais,

et au commerce, et qui établiront une communication libre et sûre depuis Lyon jusqu'à Toulouse, la multiplication des haras, la liberté des manufactures, les progrès rapides de l'industrie et des arts, y conserveront son nom à la reconnaissance des peuples dont il a augmenté le bonheur. Il en a reçu, en dernier lieu, les témoignages les plus éclatants, dans tout le cours du voyage qu'il vient de faire dans les montagnes des Cévennes, du Gévaudan, du Velay et du Vivarais, pour s'instruire par lui-même de l'état de ces différents pays, de leurs besoins et de leurs ressources. » BACHAUMONT, *Mémoires*, 16 octobre 1780.

1. SOULAVIE, *Mémoires historiques et politiques du règne de Louis XVI*, 1801, t. VI, p. 226-235, raconte qu'il fut invité, en 1783, par Dillon, à prêcher le sermon aux Etats du Languedoc. Mais, Soulavie paraissant faire la critique des temps nouveaux comparés aux temps anciens, son discours ne plut pas à Loménie, archevêque de Toulouse, auquel il avait été communiqué. On invita un autre prédicateur. Soulavie publia, en 1784, sous ce titre le discours non prononcé : *Des mœurs et de leur influence sur la prospérité et la décadence des empires*.

2. La présidence appartenait de droit à l'archevêque de Narbonne ; à son défaut, à l'archevêque de Toulouse, puis à l'archevêque d'Albi, enfin au plus ancien évêque de la province. Les vingt évêchés, outre les trois archevêchés, étaient ceux de Lodève, Agde, Montauban, Montpellier, Saint-Pons, Lavaur, Béziers, Rieux, Nîmes, Saint-Papoul, Uzès, Alais, Comminges, Alet, Castres, Carcassonne, Mende, Mirepoix, Viviers et Le Puy. — Les Etats s'étaient réunis tantôt à Béziers, tantôt à Pézenas, tantôt à Narbonne ; ils avaient fini par se fixer définitivement à Montpellier. Ils recevaient une convocation royale. La session durait quarante jours.

3. SOULAVIE, t. II, p. 4-8. SOULAVIE, *ibidem*, dit de l'administration de Dillon en Languedoc et de celle de Boissgelin en Provence : « Ils ont si bien dirigé l'administration en Languedoc et en Provence qu'après même la dévastation de ces provinces par la fureur des autorités révolutionnaires, on jouit encore dans ma patrie, au moment où j'écris, des bienfaits de la plupart de leurs opérations. On y dit, et je le répète avec mes contemporains : *C'est encore là l'ouvrage de M. Dillon, archevêque de Narbonne*. Maintenant qu'il est permis aux Français de louer impunément la vertu et le talent, je me complais de leur donner dans cet ouvrage la place qui leur est due. »

dit-il dans ses *Mémoires*, au mois de janvier 1789, aux séances publiques des Etats de Languedoc qui attiraient un si grand nombre d'étrangers. J'y entendis un éloquent discours de l'archevêque de Narbonne, président. Cet Irlandais, doué d'un esprit élevé et d'un style énergique, parle avec ce genre d'éloquence politique qu'on admire dans les discours de M. Fox. Il présenta d'une manière large et rapide les grands travaux des Etats depuis dix années, les améliorations administratives; il jeta un coup d'œil pénétrant sur l'assemblée prochaine des Etats généraux, dont il désirait le succès comme citoyen, mais dont il redoutait quelque peu les suites comme homme d'Etat. »

Point n'était besoin d'avoir le génie de Dillon, ni d'être président des Etats du Languedoc, pour jouer un rôle dans la province. Dans une situation plus modeste, les prélats qui composaient l'assemblée savaient prendre une large part aux résolutions qui intéressaient la contrée. Nous voyons, par exemple, l'un d'eux, M. de Villeneuve, évêque de Viviers, s'occuper du dessèchement des marais, du recreusement du port de Cette envahi par les sables. Réparations à faire aux jetées du môle, au lazaret; améliorations au grau d'Agde et à celui de Narbonne; entretien des batteries, redoutes et signaux établis sur les côtes de la Méditerranée, achèvement des chemins de Carcassonne, chaussées de Saint-Nazaire au Pont-Saint-Esprit, réparations de celles du Rhône, qui avaient été endommagées par les inondations: voilà quelques objets de la sollicitude de Villeneuve, qui trouva encore le temps, en 1748, à la veille d'aller prendre possession du siège de Montpellier, de venir dans l'Albigeois pour faire une enquête officielle, au nom des Etats, sur un projet de canalisation de la Vère¹.

La grande attribution des Etats du Languedoc était le vote de l'impôt. Ils avaient su maintenir le principe qu'il devait être consenti par les contribuables. Après chaque session, des délégués de l'assemblée venaient à Versailles, déposer aux pieds du roi les hommages et les vœux de la

1. Cf. abbé SAUREL, *l'Evêque François de Villeneuve*, 1889, in-8.

province. Les discours prononcés dans cette circonstance suffisaient parfois à illustrer un orateur. On remarqua particulièrement, vers la fin de l'ancien régime, les harangues de M. de Bausset, évêque d'Alais ¹.

II

Voici maintenant un nouveau rôle qui attend l'évêque dans les Petits Etats de chaque diocèse de la province. Ils se réunissent pour le vote de l'assiette de l'impôt demandé par le gouvernement central et de l'impôt diocésain. Les trois ordres y sont représentés. Après deux ou trois séances principales, consacrées au budget, à la discussion des affaires générales, les Petits Etats ², ou assemblées du diocèse, laissent le règlement du détail au *bureau des comptes*. Enfin, durant le cours de l'année, un *bureau* ou *conseil de direction* connaît de toutes les affaires du diocèse. L'évêque en a d'ordinaire la présidence, et souvent il y exerce une telle prépondérance qu'il peut être regardé comme le gouverneur civil du diocèse, en même temps qu'il en est le chef spirituel.

C'est ainsi que les prélats comprennent leur mission. Ayant, sous tous les rapports, une situation hors de pair, ils en profitent pour se mettre à la tête de tous les progrès. M. de Choiseul-Stainville, archevêque d'Albi, embrasse d'un coup d'œil rapide la disposition de la ville et, en peu de temps, en change l'aspect. Des remparts flanqués de tours et environnés de fossés profonds,

1. M. de Bausset adressa à Madame Elisabeth un discours contenant un parallèle de cette princesse avec la vertu, lequel fit sensation et fut accueilli par les feuilles publiques. *Mémoires de BACHAUMONT*, t. XXXIV, p. 178 et suiv.

2. Les Petits Etats d'Albigeois, par exemple, comprennent : pour le clergé, l'archevêque, le syndic du chapitre de Sainte-Cécile, l'abbé de Gaillac, l'abbé de Candeil et le député de Saint-Salvi ; pour la noblesse, le baron de Castelnau, les vicomtes d'Ambialet et de Paulin, les barons de Lescure, de Salvagnac, de Cestayrols et de Laguëpie ; pour le tiers état, des représentants de tous les consulats du diocèse. Le *bureau des comptes* comprenait, outre les représentants du clergé et de la noblesse, les députés de chacune des villes d'Albi, Gaillac, Cordes, Rabastens, Réalmont et Lombers, plus deux députés choisis alternativement par les villes de l'Isle et Valence, Montmirail et Cadalen, Cahuzac et Monestiès. Cf. Elie ROSSIGNOL, *Petits Etats d'Albigeois*, 1875 ; — *Assemblées du diocèse de Castres*, 1878 ; — *Assemblées du diocèse de Lavaur*, 1881.

font place à de riantes avenues et à de belles terrasses. La promenade du jardin royal a porté longtemps le nom de Choiseul, et les quais sur la rivière du Tarn l'ont conservé jusqu'à ce jour. L'archevêque d'Albi avait déjà banni la mendicité, réveillé le commerce et l'industrie. Comptant sur le secours du ministre, son frère, il nourrissait de vastes projets pour l'embellissement de sa ville métropolitaine, lorsqu'il fut appelé, en 1764, au siège de Cambrai. Le cardinal de Bernis lui succède et continue son œuvre. Le réseau des chemins en Albigeois est dû presque exclusivement à son administration¹. Etablies au moyen d'ateliers de charité, où les indigents trouvaient un travail assuré, les grandes voies étaient terminées au moment de la Révolution, et ce sont les projets des Petits Etats d'Albigeois que l'on a repris plus tard pour compléter le système des routes dans le diocèse. Bernis, pour assurer la sécurité, triple le nombre des brigades de maréchaussée. En même temps que, par les ateliers de charité, il fournit du pain aux pauvres valides, il s'occupe de débarrasser les campagnes des aliénés que leurs parents laissaient vaguer sans secours, en leur ouvrant un asile à l'hôpital d'Albi. Dans les années de mauvaise récolte, il décide les Etats à subvenir aux besoins urgents des cultivateurs, et à leur fournir des semences dont ils s'engagent à rembourser la valeur. Le cardinal fait plus. Convaincu que le meilleur moyen de combattre la misère est de faire produire à la terre tout ce qu'elle peut donner, il s'occupe de changer les procédés de culture, d'introduire des assolements nouveaux, de favoriser l'établissement de nouvelles industries. Tantôt, dit son historien, il fait semer de la graine de mûriers blancs, et distribue à bas prix la poudrette et les jeunes arbres aux habitants qui en demandent; tantôt ce sont des graines de chanvre, de lin, de pastel et de safran, qu'il fait venir et qu'il propage. Il recommande

1. Bernis, se montrant financier habile autant qu'administrateur, ne craint pas, malgré les charges du diocèse, de contracter à ce sujet un emprunt de 339,317 livres; mais le fonds de remboursement de cet emprunt a été si bien calculé que, en 1788, le diocèse ne devait plus de ce chef que 41.666 liv. qui auraient été remboursées l'année suivante.

les ruches à miel ; il encourage les efforts des éleveurs du haut Albigeois ; il fonde pour les cultivateurs des concours qui sont de véritables comices agricoles. Il obtient des Etats du Languedoc des secours en faveur de la manufacture des bougies d'Albi et de différentes filatures nouvellement établies ; il appelle d'Angleterre une maîtresse fileuse qui apporte des procédés perfectionnés ; il préconise la substitution du charbon au bois de chauffage ; il établit un dépôt de taureaux et de béliers, subventionne un haras, entretient des élèves à l'école vétérinaire de Lyon, s'acharne à développer les ressources du pays et y parvient¹. Ecoutez la harangue que Bernis adresse aux Etats du diocèse, en 1766 et 1767 ; on croirait entendre un discours du trône ou plutôt un ministre de l'agriculture. « Vous devez, dit-il, prêter une attention particulière à la confection prompte et solide des différentes routes de communication. Les routes sont les veines du corps économique ; ce n'est qu'en les désobstruant qu'on peut rendre la circulation libre et générale. Le flux et le reflux des denrées, d'abord converties en argent, métamorphosées ensuite par l'industrie, échangées par le commerce, rapportées au sein de la terre et reproduites enfin par le travail, nous ouvriront dans ce diocèse une source abondante pour fournir aux besoins et pour augmenter les richesses. Couvrons la terre d'arbres utiles ; enlevons à l'Italie ces peupliers qui croissent rapidement sous la main qui les plante et qui payent avec usure les frais de leur éducation. Démêlons, dans l'habitude et la coutume qui nous asservissent, ce qui est fondé sur l'expérience ou sur le préjugé. Défions-nous des nouveautés, mais embrassons-les quand nos voisins ont reconnu leurs avantages. Tournons notre effort du côté de l'augmentation des productions rurales. » Comment s'étonner, après un tel langage, lorsqu'on parcourt les procès-verbaux des

1. En 1766, après le terrible hiver qui a détruit les vignobles, le cardinal, pour déterminer les cultivateurs à planter des mûriers, qui ne pouvaient être d'un rapport immédiat, obtient des Etats qu'ils payeront une gratification de 3 sols pour chaque pied de mûrier ayant poussé la première feuille. — MASSON, *op. cit.*, p. 62-64.

assemblées diocésaines ou Petits Etats présidés par l'évêque, d'y voir discuter toutes les questions, tous les intérêts se rattachant à la prospérité du pays ¹.

Les évêques du Languedoc pouvaient, à raison même des fonctions temporelles que leur donnait la constitution de la province, multiplier les bienfaits dans leur ville épiscopale et leur diocèse. Dillon, dont nous avons vu le rôle comme président des Etats, avait signalé son passage à l'archevêché de Toulouse par d'éminents services. Aussi son nom y est-il resté populaire. La ville, qui auparavant n'obtenait rien, vit s'opérer une foule de travaux et d'améliorations. Des quais s'élevèrent pour la préserver des inondations de la Garonne, de vastes promenades furent établies. Son initiative et ses lumières préparèrent la voie dans laquelle s'engagea si fastueusement son successeur, Loménie de Brienne. Toulouse a appelé cours Dillon l'une de ses plus belles promenades. Loménie de Brienne continua avec éclat les traditions de son prédécesseur. Toulouse doit à ses soins le canal qui porte aujourd'hui encore le nom de *canal de Brienne*, et qui joint le canal du Midi à la Garonne. Achèvement des quais, places publiques, larges rues, belles avenues, grandes routes, rien n'échappa à l'activité de Brienne. Il protégea de tout son pouvoir les lettres et les arts, fit doter les bibliothèques publiques, établit des chaires, des cabinets de chimie et de physique expérimentale, assura à la ville la propriété de l'observatoire que M. Garipuy avait si heureusement organisé. En même temps il multipliait les maisons d'éducation, en

1. Les états du Languedoc, voulant « perfectionner les chemins et en ouvrir de nouveaux », les avaient divisés en quatre classes, suivant qu'ils étaient à la charge de la province, de la sénéchaussée, du diocèse ou des communes. Au moment de la Révolution, le diocèse de Castres (Rossignol, *loc. cit.*, p. 135) dépensait plus de 100.000 livres pour ses chemins. En 1705, l'évêque de Castres, Augustin de Maupeou, conçut et réalisa en partie le projet de rendre l'Agout navigable. Le diocèse de Lavaur, en 1758, achète le *semoir* de l'abbé Soumille qui s'adaptait à la charrue du pays, et laissait tomber un à un dans le sillon et à une profondeur égale et suffisante les grains qui, au même instant, étaient recouverts de terre. A l'instigation de l'archevêque d'Albi, on fit venir le frère cordelier Lefèvre pour donner des leçons d'agriculture et montrer l'emploi d'outils perfectionnés. On préconisa l'élevage des bestiaux et les prairies artificielles, les pépinières de chênes, les plantations de mûriers. A Castres, en 1757, on fit acheter en Dauphiné de la graine de vers à soie et on en distribua gratuitement la plus grande partie. Cf. Elie ROSSIGNOL, *op. cit.*

particulier pour les jeunes filles, pour les jeunes gens se destinant au sacerdoce. A Montauban, Mgr de Breteuil mettait de l'égalité et de la justice dans la répartition de l'impôt, faisait sillonner son diocèse par trois grandes routes, dont les ramifications nombreuses portaient partout la circulation. Une manufacture, élevée par ses soins, donnait du travail aux ouvriers et occupait nombre d'enfants que l'oisiveté eût livrés au vice et à la misère¹.

M. de Boisgelin, évêque de Lavaur à trente ans, signale son court passage sur le siège de cette ville par la construction² sur l'Agout d'un pont dont l'architecture hardie allait servir de modèle à des travaux du même genre. Son prédécesseur, M. de Fontanges, suivant l'impulsion donnée autrefois par Sully et Colbert, fait couvrir de mûriers les plaines situées des deux côtés de la rivière ; il essaie, dans sa ville épiscopale, d'une fabrication de soie au moyen des procédés mécaniques inventés et mis en œuvre par le célèbre Vaucanson. Fontanges à Lavaur et Barral à Castres personnifient, à cette époque, l'élément civilisateur de la contrée, sur ce versant de la montagne noire. En 1756, M. de Charleval fait établir à Agde une manufacture d'étoffes de soie. Grignan³ et Bezons sont les bienfaiteurs de Carcassonne, grâce au crédit dont ils jouissent aux Etats du Languedoc. La municipalité donne à un boulevard le nom d'*allée de Bezons*, par reconnaissance pour son évêque.

Les prélats les plus apostoliques veillent aux intérêts temporels de leur peuple. M. Emery atteste que Lefranc de Pompignan, alors évêque du Puy, fut très attentif à encourager l'industrie. « L'occupation de la plupart des femmes de son diocèse à fabriquer de la dentelle, dans le loisir des travaux champêtres, est principalement, dit-il,

1. Abbé CAYRE, *op. cit.*, p. 44. — DAUX, *op. cit.*

2. Le pont sur l'Agout fut voté à sa requête par les Etats du Languedoc. Projeté en 1768, ce pont ne fut adjugé qu'en 1773 à Jean Chauvet, pour le prix de 340.000 livres. M. de Fontanges avait poussé vigoureusement à la canalisation de la rigole. ROSSIGNOL, *op. cit.*

3. Cf. sur les bienfaits dont M. de Grignan combla Carcassonne, L. CHARPENTIER, *op. cit.*, p. 42-60, 119, 217-220. « L'état de mon diocèse est si pitoyable, écrivait Grignan dans une circonstance, que je manquerais à ce que je dois à mon peuple, si je ne lui prêtais mon secours pour implorer en sa faveur la charité et la justice du roi. »

l'ouvrage de son zèle et de ses soins. » M. de Fumel, évêque de Lodève durant les quarante années qui précèdent la Révolution, use de son crédit aux Etats de la province pour rendre d'immenses services à son diocèse. La ville, avec ses murs ornés de tourelles et de créneaux, dominés par la cathédrale, véritable forteresse, et par le château de Montbrun dont la tour portant l'oriflamme semblait menacer le ciel, ressemblait encore à une cité du moyen âge. Le prélat, comprenant les nécessités des temps nouveaux, ouvre Lodève au commerce et aux arts. Sur l'emplacement des vieux murs il trace de larges artères qui ont formé les boulevards ; à travers le cloître à demi ruiné de l'abbaye de Saint-Sauveur, il fait percer la belle avenue qui descend de la cathédrale à l'hôpital actuel. Enfin, il fait passer de belles routes là où auparavant les transactions s'opéraient péniblement à dos de mulet¹.

C'était un bonheur pour les villes d'être le siège d'un évêché. Alais n'est pas moins redevable que Lodève à ses évêques du XVIII^e siècle, les d'Avejan, les Beauteville, les Balore, les Bausset. M. de Boisgelin pouvait écrire au sujet d'Alais en 1785 : Le palais épiscopal, « et cette ville et le pays même, semblent avoir été créés par un seul homme, un homme d'esprit, aimable, qui avait mis tous ses talents à faire des choses utiles et de bon goût. C'était M. d'Avejan, évêque d'Alais. Sa mémoire est encore adorée, et ses successeurs jouissent de ce qu'il a fait² ». Ceux-ci s'inspirent de son exemple. Le dernier évêque, M. de Bausset, obtient du roi une belle école pour la marine, recherche avec les principaux habitants du pays les moyens de porter l'aisance et la civilisation dans les montagnes, use enfin de toute son influence aux Etats pour accroître la prospérité de son diocèse. Son prédécesseur, M. de Balore, avait achevé la cathédrale, élevé des fontaines publiques, construit le *quai des États*, protégé la ville contre le Gardon et favorisé d'autres améliorations urbaines. Déjà, M. de Beauteville avait tant fait pour ce pays qu'il reçut

1. FISQUET et Elisée NAZAIRE, *Eloge de Mgr de Fumel*, 1890.

2. Lettre inédite de M. DE BOISGELIN, 23 février 1785.

de la municipalité cet éloge funèbre : « C'est aux soins de M. de Beauteville, dit le premier magistrat de la cité, que vous devez ces belles routes ouvertes depuis vingt années qui, joignant aux pays circonvoisins un pays que la nature semblait en avoir absolument séparé, nous ont fait cesser d'être, pour ainsi dire, étrangers au reste de la province, qui ont assuré et facilité l'exportation des fruits de nos labeurs et de notre industrie, et l'importation des denrées de première nécessité que nos terres ingrates nous refusent, et qui enfin nous ont fait voir les voitures rouler dans les lieux où le cavalier le plus hardi ne passait autrefois qu'en tremblant¹. »

Qui n'eût béni une activité et une autorité s'exerçant par de tels bienfaits. Dans ces diocèses du Languedoc, bien que l'usage, l'organisation financière du pays, consacrent presque partout la prépondérance de l'évêque, il est cependant des contrées où le prélat doit s'appuyer pour agir moins sur sa situation légale que sur son ascendant moral. Tandis qu'à Mende l'évêque est en quelque sorte tout-puissant, nous voyons, à Viviers, Mgr de Ville-neuve s'imposer par la force de la volonté, par la supériorité de ses lumières, plus que par ses droits constitutionnels. Un historien local nous le montre connaissant parfaitement bien les intérêts du pays et « les soutenant avec énergie, dominant sur tous les ordres séculiers de son diocèse. Il avait très peu d'autorité temporelle, mais en somme il en avait plus que s'il en avait été revêtu. *Il commanda toujours dans les Etats du Vivarais*² ».

III

A l'est et à l'ouest du Languedoc, d'autres pays d'Etats occupent l'activité et exercent les talents de l'épiscopat. En Provence, Mgr de Boisgelin, archevêque d'Aix, préside depuis près de vingt ans, assisté de deux évêques,

1. ELISÉE NAZAIRE, *Eloge de Mgr de Fumel*, 1890. — *Recherches historiques sur la ville d'Alais*, 1860, in-8, p. 50 et suiv. — *Notice sur le cardinal de Bausset* par l'abbé de MONTESQUIOU.

2. *Histoire* manuscrite des évêques de Viviers par SOULAVIE.

l'assemblée générale des six cent quatre-vingts *communités* de la province, qui se réunissent dans la petite ville de Lambesc. Sa supériorité, sa souplesse insinuante et caressante, font accepter sa direction par cette *nation provençale* si vive, si irritable, si défiante de l'autorité. Il parvient à inspirer confiance et à exciter entre les communautés une émulation salutaire pour le bien public, à imprimer enfin une impulsion vigoureuse à l'administration jusqu'alors un peu languissante de cette province. Une grande œuvre, le canal Boissgelin et les superbes routes qui sillonnent aujourd'hui la Provence, furent le résultat de cette impulsion. Il fonda une société d'agriculture, s'occupa des reboisements, créa un corps spécial d'ingénieurs des ponts et chaussées pour la Provence. L'habileté, les talents déployés dans ce pays par M. de Boissgelin, avaient porté au loin sa réputation. On associait son nom à celui de Dillon, bien que le président des États du Languedoc opérât avec plus d'éclat et sur un plus grand théâtre. En 1778, M. de Roquelaure, évêque de Senlis, recevant Boissgelin à l'Académie française, lui parlait en ces termes de son rôle en Provence : « Le public et l'Académie, Monsieur, rendent justice à vos talents et à vos connaissances dans les matières d'administration. Élevé sur un des plus beaux sièges de France, et placé à la tête des États d'une grande province, vous avez prouvé par votre conduite, que vous possédez l'art de manier les esprits et de concilier heureusement les intérêts des peuples avec ceux des souverains. » C'est que « la douce persuasion, dit François de Neufchâteau, avait mis son miel sur ses lèvres.....Un homme de plus change tout. Il y parut à l'arrivée de l'archevêque d'Aix..... Par son impulsion la Provence semble renaître. Dans un pays où l'on peut dire qu'on n'aimait pas l'autorité, le caractère personnel de M. l'archevêque d'Aix fit un miracle continu¹. » Le rôle de M. de Boissgelin va grandir avec les

1. Discours de François de NEUFCHATEAU à l'Académie, 30 avril 1804. — La correspondance inédite de M. de BOISSGELIN redit à chaque page sa sollicitude pour la Provence. 13 décembre 1786 : « J'écris aujourd'hui une lettre à M. de Calonne que je voudrais qu'il pût lire lui-même » en vue de « plantations d'oliviers et de dessèchements... Je lui demande pour

circonstances. Les approches de la Révolution, la crise terrible qui éclatera dans cette contrée donneront à la présidence de l'archevêque d'Aix un éclat mêlé de gloire.

Pendant que le métropolitain d'Aix exerce ainsi son influence sur toute la Provence, chaque évêque de la province travaille au bien de son diocèse. A Fréjus, le dernier évêque sous l'ancien régime, M. de Bausset de Roquefort, parvient à éteindre un foyer d'infection qui décimait la population, en faisant dessécher les marais formés par l'abandon du port que les Romains y avaient construit¹. Pendant ce temps, l'évêque de Sisteron, Suffren de Saint-Tropez, est attelé à une entreprise autrement importante et difficile. Il s'agit de creuser un canal d'irrigation qui change une plaine stérile en une campagne couverte de prairies et de jardins. Les eaux, qui trop souvent y ont porté la dévastation, vont y répandre l'abondance. Armé d'une volonté de fer, usant de son autorité et de son crédit, dédaignant les clameurs, les injures d'une population aveugle, l'évêque de Sisteron surmonte tous les obstacles. « Les pères me maudissent, dit-il, les enfants me béniront. » De fait, aujourd'hui encore Sisteron bénit son bienfaiteur. En 1824, la ville a élevé un obélisque chargé d'inscriptions en l'honneur de Saint-Tropez et de ses collaborateurs dans la construction du canal. Son portrait est placé en évidence à la mairie, et le nom de Saint-Tropez donné au canal est une preuve de la persévérante gratitude des habitants. L'évêque de Sisteron méditait d'autres grands travaux, et il ne

ces deux objets un très faible encouragement. Nous nous enrichirons par les oliviers. » — Lettre du 26 janvier 1783 : « Je n'ai pas un moment à moi, je ne sais pas comment je puis faire tout ce que je fais dans une journée. Je demande seulement que ma santé puisse y résister. Je vois qu'elle se soutient dans tous les moments d'action. Mon corps se fait quelquefois à mon âme, et cela est fort heureux, car elle est une hôtesse tourmentante. » M. de Boisgelin, à la tête des Etats de Provence, comme Dillon à la tête des Etats du Languedoc, savait vouloir. Dans une lettre du 23 mai 1776, il fait l'éloge du marquis de Rochechouart, gouverneur de la Provence, qu'il venait de perdre. « Vous savez, dit-il, combien je l'aimais... Comprenez à quel point je dois le regretter pour la Provence. On me donnera peut-être à sa place un homme à prétentions. Je n'aime point les discussions; mais quand une fois elles sont commencées sans moi et malgré moi, j'avoue qu'il m'est impossible de ne les poursuivre avec ardeur... Je suis incapable de craindre et de complaire. » Lettres inédites de Mgr de Boisgelin.

1. AURENAS, *Histoire de Fréjus*, 1881, in-8, p. 332. — Journal *l'Ami de la religion*, 1814, p. 254-255.

tint pas à lui que la belle route reliant aujourd'hui Manosque, Forcalquier et Sisteron, ne fût exécutée sous son pontificat; aussi a-t-on dit de ce prélat qu'il fut le Turgot de son diocèse.

Si nous nous transportons à l'ouest du Languedoc, toujours dans le midi de la France, nous voyons encore les évêques à la tête des Etats de Foix, de Bigorre et de Béarn. Le dernier évêque de Pamiers avant la Révolution, Agoult de Bonneval, venait d'arriver dans son diocèse, l'esprit plein de projets d'améliorations et de plans de travaux publics, avec une connaissance approfondie de toutes les théories des économistes. Il put donner libre cours à ses idées comme président-né des Etats de Foix. Ses discours sur les routes à tracer dans les Pyrénées, sur les prairies artificielles, sur la création des manufactures, des filatures, remplissent les procès verbaux de la session de janvier 1788. Toutes ses propositions furent votées avec enthousiasme ¹.

Les Etats de Bigorre étaient présidés par l'évêque de Tarbes, ceux de Béarn par l'évêque de Lescar et, à son défaut, par l'évêque d'Oloron ². L'évêque de Lescar, pré-

1. Il inaugura la première séance des Etats de Foix, qu'il présida le 21 janvier 1788, en sa qualité de président-né, par un discours où il exposait les améliorations à introduire dans la contrée. C'était d'abord, comme complément des routes nombreuses dont les Etats provinciaux l'avaient sillonnée depuis un demi-siècle, l'ouverture d'un chemin vers l'Espagne par l'Hospitalet, qui ferait du pays de Foix le point de jonction des deux royaumes; puis l'extension des prairies artificielles, si utiles dans un pays où le commerce des bestiaux est une des principales ressources, et surtout la création de manufactures, de filatures. Elles devaient occuper les habitants des montagnes, auxquels il ne restait guère d'autre moyen d'existence que la dévastation des forêts en train de disparaître chaque jour, et qui allaient être bientôt privés, par l'établissement même des routes de montagne, de leur principale industrie, le transport des marchandises à dos de mulet. Le lendemain, l'évêque lut un mémoire sur l'établissement des routes dans la province et la comptabilité des travaux. Ces projets étaient admirablement conçus. Ils proposaient un nouveau mode d'empierrement, préconisé par Trudaine, supérieur à celui qu'on emploie aujourd'hui même. Un lit de trois pouces de pierre vive cassée au marteau, sans sable ni gravier, devait reposer sur une couche de neuf pouces de grosses pierres posées de champ, sans vides. Cf. de LARONDÈS, *Annales de Pamiers*, t. II, p. 418-419.

2. Le Labourd, qui correspond aujourd'hui à l'arrondissement de Bayonne, la Navarre et la Soule, qui se partagent l'arrondissement de Mauléon, avaient aussi leurs Etats particuliers. Les archives de Pau conservent en huit volumes in-folio les délibérations des Etats de Navarre de 1606 à 1789. — M. de Cugnac, évêque de Lectoure, présida l'assemblée de l'élection de Lomagne, qui se tint dans son palais épiscopal, du 25 août au 15 novembre 1787, et du 20 octobre au 2 novembre 1788. L'évêque de Dax présidait les Etats de Basse-Navarre quand ils se tenaient dans son diocèse.

sident perpétuel et premier baron des Etats de Béarn, était, avant la Révolution, M. de Noé. Les Etats de Béarn avaient cette particularité unique en France d'être, comme en Angleterre, composés de deux chambres, l'une appelée le grand corps, formée de la noblesse et du clergé, l'autre du tiers état. M. de Noé, dans un discours admiré, fit connaître cette constitution à Louis XVI, lors de son avènement au trône. Il fit mieux : durant près de trente ans, il dirigea les délibérations et veilla aux intérêts du Béarn avec une sagesse et un dévouement qui assurent à sa mémoire un impérissable souvenir¹. Ne quittons pas cette partie de la France, sans rappeler encore quelques bienfaits administratifs des évêques. Bayonne doit à M. de la Ferronnays l'avenue de Mousserole, où il fit planter les beaux arbres qu'on y voit encore ; Bazas doit à Edme Mongin le pont de Saint-Martin ; Lombez, à Guillaume de Maupeou le pont qui joint les deux rives de la Save et la belle avenue qui conduit à Samatan.

Si du Midi nous remontons vers l'Ouest, la Bretagne nous présente ses Etats où figurent, dans l'ordre du clergé, les neuf évêques de la province. Bien qu'ils soient formés de trois chambres et qu'on y vote par ordre, l'évêque de Rennes, président, a plus d'une fois l'occasion d'exercer sa diplomatie et son influence pacificatrice dans ces réunions tumultueuses, où le droit de vote accordé aux treize cents nobles de la province fit souvent comparer leur assemblée aux diètes de la Pologne. L'avant-dernier évêque de Rennes, M. des Nos, se fatigua de cette res-

1. « Il fallait voir M. de Noé à la tête de ce conseil vraiment national, tantôt calmant par sa modération les cœurs aigris, tantôt ramenant par sa sagesse les esprits égarés, constant ami de l'ordre et de la justice, intrépide défenseur des droits de tous, toujours le premier chargé d'aller dénoncer au trône les abus du pouvoir, soutenant les réclamations du peuple avec une éloquence égale à son courage, triomphant presque toujours et venant d'un front modeste recueillir les bénédictions de ses concitoyens.... Dans cette contrée privilégiée, jamais l'aspect hideux de la misère ne contristait les regards; partout régnait l'aisance, partout souriait la joie.... Telle était la prospérité dont le peuple jouissait dans ces climats aimés des cieux, que le vertueux évêque de Lescar se plaignait de ce que la bienfaisance n'y trouvait pas assez à faire. » Cf. *Œuvres de Mgr de Noé*, publiées par AUGIS, préface, xv, xvi. — Le conventionnel Barrère de VIEUZAC a fait, dans ses *Mémoires*, un grand éloge de la constitution des Etats du Béarn.

ponsabilité et échangea son siège contre celui de Verdun. Son successeur, Bareau de Girac, fut plus persévérant et dirigea les Etats pendant les vingt années qui précédèrent la Révolution. Les abbayes dont on l'avait gratifié lui permettaient de représenter. Il ne réussit pas à contenter tout le monde et ne fut point épargné par les pamphlets¹. Son collègue dans l'épiscopat, le président même des Etats de Provence, M. de Boisgelin, se montra dans sa correspondance assez sévère pour M. de Girac² qui ne paraît pas avoir déployé dans ses fonctions la souplesse de l'archevêque d'Aix. Boisgelin pousse son frère au gouvernement de la Bretagne. Au besoin, il accepterait d'y être envoyé lui-même comme commissaire du roi pour les prochains Etats. Comme on parle à ce sujet de nommer le comte de Talleyrand qui s'associerait son fils, l'abbé de Périgord (Talleyrand), Boisgelin écrit : « Je vous réponds que l'abbé de Périgord a tout l'esprit qu'il faut pour faire autant de sottises que son père fera de bêtises³ ».

Au Nord, le clergé prenait part aux Etats de Flandre qui se tenaient à Lille, à ceux d'Artois et à ceux du Cambrésis. Ces derniers se réunissaient sous la présidence de l'archevêque de Cambrai. Aux Etats d'Artois entraient l'évêque de Saint-Omer et l'évêque d'Arras, président. Celui-ci fut, pendant les vingt années qui précédèrent la

1. *Mémoires* de BACHAUMONT, 24 et 25 nov., 7 déc. 1784.

2. « Les ennemis de l'évêque de Rennes (Girac) sont la moitié de Rennes et toute la province, et forment les Etats. La position de l'évêque est fâcheuse. Il avait été chef de parti contre M. d'Aiguillon. Il avait alors toute la province pour lui. Il pouvait la conserver; mais les circonstances changent et le caractère reste. Il n'a pas cessé d'avoir l'esprit de parti quand M. d'Aiguillon n'y était plus pour rien, et les partis se sont tournés contre lui. Il ne peut compter à présent plus de 25 à 30 voix pour lui dans l'ordre de la noblesse. Il n'a pas la confiance du tiers, il partage celle de l'Eglise. S'il est pour le ministre, tout le monde est contre et les affaires ne finissent plus. Si l'évêque doit s'élever contre les demandes du roi, on pourrait répondre du succès. Voilà la véritable raison de l'absurde opiniâtreté des Etats en 1782. Ils rejetaient toutes les demandes du roi pour rejeter l'avis de l'évêque. » Lettre inédite de M. de BOISGELIN.

3. Mgr de Boisgelin, après avoir parlé de son frère, dit : « Si l'on croyait que moi-même je puisse y être utile et qu'on ne veuille pas absolument nommer mon frère, on peut me faire premier commissaire du roi pour les Etats prochains. Je ne crois pas qu'aucun ministre puisse penser que je n'ai point de mesure et de sagesse; et, quand les Etats seront finis, on nommerait un commandant. » Autre lettre relative à la Bretagne. « Cela me rappelle, écrit Boisgelin, le mot de la duchesse de Rohan : M. de Rohan est assez grand seigneur pour se passer d'esprit. Le malheur est que les affaires d'Etat, qui sont apparemment un peu bourgeoises, ne peuvent s'en passer. » Lettres inédites de Boisgelin, 29 et 30 décembre 1783.

Révolution, le brillant M. de Conzié. Sous son administration, l'Artois passa pour une des provinces les plus heureuses et les mieux administrées du royaume. « Les impôts y étaient assis avec intelligence, levés avec douceur, également répartis. » Tel était le bien-être de la contrée que beaucoup de bailliages demandaient, à la veille de la Révolution, des Etats comme en Artois¹. Nommons enfin les Etats de Bourgogne présidés par l'évêque d'Autun, et auxquels assistaient les évêques de Dijon, de Châlons, de Mâcon et d'Auxerre². L'évêque d'Autun fut, jusqu'en 1788, M. de Marbeuf, également chargé de la feuille des bénéfices. Marbeuf, comme élu du clergé de la province de Bourgogne, prit une grande part à l'administration des Etats. Il fit réparer les routes qui traversaient le diocèse d'Auxerre, en ouvrit de nouvelles, vivifiant ainsi des contrées depuis longtemps négligées et où le commerce languissait faute de débouchés.

1. DERAMECOURT, *op. cit.* p. 9. — Duc de LÉVIS, *Souvenirs et portraits*.

2. Les anciens comtés de Mâcon et de Charolles avaient, en outre, des Etats secondaires chargés de répartir les impôts votés en assemblée générale. Les Etats du Mâconnais étaient présidés par l'évêque. Les trois pays de Bresse, de Bugey et de Gex, avaient des Etats particuliers. Citons encore les Etats du comtat Venaissin présidés par l'évêque de Carpentras.

CHAPITRE NEUVIÈME

Les évêques aux assemblées provinciales

- I. Etablissement des assemblées provinciales. — Les évêques sont présidents. — Nombre de prélats passent dans ces assemblées. — Ils en défendent fièrement les droits contre les intendants. — Rôle brillant de Mgr de Cicé. — Fureur d'administrer. — Le rouet de Massillon. — II. Les brillants abbés appelés à ces réunions. — Sieyès, Talleyrand, Montesquiou, l'abbé Louis, futur ministre de la Restauration, l'abbé de Clairvaux. — Curés seuls exclus. — Une grande école d'administration pour le clergé. — Il arrivera à la Constituante rompu aux affaires. — Compétence de Talleyrand et de Maury. — III. Mgr de Barral, évêque de Castres, type de ces prélats administrateurs.

I

Nous venons de parler des pays d'Etats, des provinces qui, jouissant depuis un temps immémorial d'assemblées périodiques, ouvraient toutes grandes au haut clergé les portes de l'administration civile. Les assemblées provinciales, organisées, sous l'inspiration de Necker, dans le Berry et la Haute-Guyenne par les édits de 1778 et 1779, plus tard, après l'assemblée des notables, par l'édit de 1787 dans presque tous les pays d'élection¹, appelèrent de tous côtés les évêques à la discussion des affaires et des intérêts publics.

1. Léonce de LAVERGNE, *Les assemblées provinciales sous Louis XVI*, 1863, in-8. « La différence entre les pays d'Etats et les pays d'élection, disait au xvi^e siècle, Guy Coquille, c'est que les uns ont conservé leur droit et que les autres l'ont laissé perdre. » Les pays d'Etats dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, avaient conservé le droit de se réunir, de voter l'impôt, droit que les pays d'élection n'avaient pas su garder. Les pays d'Etats ayant déjà des assemblées, les assemblées provinciales furent établies dans les pays d'élection.

Il faut dire qu'ils remplirent cette mission avec une véritable compétence et un élan extraordinaire. Il y a plaisir, quand on parcourt aujourd'hui les procès-verbaux de ces réunions, à voir un prélat, un abbé, faire des rapports¹ sur des questions d'agriculture, d'industrie, de commerce, de finances, discuter les projets, les objections, avec une abondance de considérations et d'arguments qui supposent une longue étude de ces matières. Les édits de 1778 et 1779 réservaient au clergé la présidence². L'édit de 1787 portait que le président pourrait être choisi par le roi dans le clergé ou dans la noblesse. En fait, lorsque ces réunions eurent lieu dans une ville épiscopale, elles furent généralement présidées par l'évêque. Aussi une grande partie de l'épiscopat parut dans ces assemblées³. Le clergé usa de son crédit pour défendre, pour faire fonctionner ces institutions ; il sut parler le langage de la liberté. Ces assemblées provinciales, en

1. Dans l'assemblée provinciale du Berry, le bureau du règlement eut pour rapporteur l'abbé de Séguiran, futur évêque de Nevers ; l'abbé de Véri fit le rapport sur les impôts, l'abbé de Vélard sur la situation de l'agriculture et de l'industrie. Dans la Haute-Guyenne, l'abbé de Saint-Géry fit un rapport sur le commerce des vins, l'évêque de Cahors sur les impositions, l'évêque de Vabres sur les chemins. A l'assemblée de la généralité de Metz, le rapport sur l'exportation des grains fut présenté par l'évêque de Toul, le rapport sur les travaux publics par l'évêque de Verdun.

2. « La formation des assemblées provinciales, dit Talleyrand (*Mémoires*, I, 30-31), pouvait appeler l'attention sur les personnes choisies pour les présider. M. Necker, qui craignait toujours qu'on lui reprochât d'être calviniste, crut se mettre à l'abri de ce reproche en approchant de son administration les évêques qui avaient quelque talent, et c'est ainsi que l'on vit, en peu d'années, toutes les administrations provinciales avoir à leur tête l'évêque le plus distingué de la province. »

3. L'assemblée du Berry fut présidée par Phélypeaux de la Vrillière, archevêque de Bourges. A l'assemblée de la Haute-Guyenne, nous trouvons l'évêque de Rodez, président, les évêques de Cahors et de Vabres ; aux généralités de Châlons, M. de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, président, les évêques de Troyes et de Châlons ; d'Amiens, l'évêque d'Amiens ; d'Orléans, les évêques de Chartres et d'Orléans ; de Tours, l'archevêque de Tours, M. de Conzié, président, les évêques du Mans et d'Angers ; de Poitiers, l'évêque de Poitiers, président et l'évêque de Luçon ; de Riom, les évêques de Saint-Flour et de Clermont ; de Moulins, l'évêque de Nevers, président pour l'assemblée du Nivernais ; de Lyon, l'archevêque de Lyon, président ; de Rouen, l'archevêque de Rouen, président, l'évêque d'Evreux ; d'Alençon, l'évêque de Lisieux, président ; de Caen, les évêques de Coutances et d'Avranches ; de Nancy, l'évêque de Nancy, président, l'évêque de Saint-Dié ; de Metz, l'évêque de Metz, président, les évêques de Verdun et de Toul ; de Perpignan, l'évêque de Perpignan ; d'Auch, l'archevêque d'Auch, président, les évêques de Lescar (comme abbé de Simorre), de Lectoure, de Comminges, de Couserans ; de Limoges, les évêques de Limoges, d'Angoulême et de Tulle ; de Besançon, l'archevêque de Besançon, président ; de Grenoble, l'archevêque de Vienne, président, l'archevêque d'Embrun, les évêques de Valence et de Grenoble.

particulier les premières établies en Berry et dans la Haute-Guyenne, se heurtaient au mauvais vouloir des intendants qui étaient gênés par ce contrôle, à peu près comme nos préfets par les conseils généraux. Tantôt on s'avise de ne plus les convoquer, et il faut alors que l'archevêque de Bourges intervienne énergiquement auprès du roi pour faire reprendre les sessions. Tantôt on veut leur défendre de publier les comptes rendus des séances.

Le haut clergé se distingua en cette circonstance par sa fermeté et son indépendance. Il avait eu la bonne fortune de pouvoir présenter à la présidence de l'assemblée de Haute-Guyenne un homme admirablement préparé à ce rôle, Champion de Cicé, évêque de Rodez, appelé depuis à l'archevêché de Bordeaux. Cicé, ami de Turgot, versé dans les travaux et les théories des économistes, aimant les honneurs, le pouvoir, les affaires, voulait marcher, dans ses fonctions nouvelles, sur les traces d'un Boisgelin à la tête des communautés des Etats de Provence, d'un Dillon à la tête des Etats du Languedoc. Il y réussit. Par ses vastes connaissances en administration, par son esprit d'initiative et sa volonté impérieuse, il donna aux travaux de l'assemblée une impulsion décisive et triompha de tous les obstacles. Comme l'intendant et la cour des Aides cherchaient à contrarier sa marche, il passa l'année 1780 à Paris et, avec l'aide de Necker, fit trancher toutes les difficultés selon son désir. Dans sa correspondance avec les procureurs syndics, conservée à Rodez, il n'est question que de routes, postes, octrois, haras, navigation des rivières, commerce, jauge des vins, impôts. Rien ne lui échappe ; il n'est pas jusqu'à une manufacture de cuir façon d'Angleterre, qu'il s'agissait d'établir à Montauban, qui n'attire son attention. Une des plus intéressantes créations de Cicé, à Rodez, fut un conseil d'hommes graves, estimés et versés dans les lois. Il les présidait lui-même et y convoquait les contestants. Par là, une foule de procès furent pacifiés avant de naître. Quand la nomination de Cicé à l'archevêché de Bordeaux l'enleva à la présidence de l'assemblée provinciale, le rapporteur, organe des regrets universels, vanta en lui « ce chef habile qui,

par la grandeur de ses vues et la profondeur de son jugement, exerçait l'empire le plus absolu. Il nous guide encore, son esprit nous reste, il est tout entier dans les premiers monuments de nos assemblées ¹. »

Le successeur de Cicé à Rodez et à la présidence de l'assemblée de la Haute-Guyenne, Seignelay de Colbert, eut moins d'éclat mais autant de fermeté que son prédécesseur. On aime à lire la remontrance qu'il adressa au ministre contre l'intendant, Meulan d'Ablois, qui s'opposait à l'impression des procès-verbaux, sous prétexte qu'il était dangereux d'y donner des renseignements sur le mauvais état des récoltes. « M. l'intendant, répond Seignelay de Colbert, semble nous accuser de répandre l'inquiétude relativement à la disette. Le syndic a dit, en effet, que l'année était très mauvaise ; mais quel est l'homme qui n'en était pas convaincu d'avance ? M. l'intendant croit-il que notre subsistance dépende de lui, et des mesures qu'il va prendre pour nous procurer des blés ? Nous n'avons aucune confiance dans cette ressource et nous en cherchons de plus assurées, en faisant connaître d'avance, et aux particuliers et aux communautés, la possibilité et même la probabilité du danger. Ce n'est pas du gouvernement que nous devons recevoir notre instruction. Les principes généraux nous viennent de l'éducation et, quant aux connaissances locales, le gouvernement a besoin de nous pour les acquérir. Du temps du ministère de M. Laverdy, il y eut une défense de rien écrire et de rien publier sur les objets d'administration.

1. Léonce de LAVERGNE, p. 84-87. Chacun des quatre évêques (Cahors, Montauban, Rodez, Vabres,) dont le siège faisait partie de la généralité de Montauban, veillait aux intérêts de son diocèse. Ainsi M. de Nicolai, évêque de Cahors, intéresse l'administration provinciale à la navigation du Lot, aux routes à construire, aux ponts à rétablir, à la manufacture d'étoffes de Cahors, etc. Voy. *Histoire du Quercy*, par CATHALA-COTURE, 1785, t. III, p. 169 et suiv. — Cicé et son successeur sur le siège de Rodez, Seignelay de Colbert, fondent des conférences d'agriculture, une chaire de mathématiques, une école d'ingénieurs, des cours d'accouchement ; ils améliorent les routes déjà ouvertes, en percent de nouvelles, diminuent les contributions et les répartissent plus également. C'est à cette administration que Villefranche doit son quai et sa promenade, Millau son esplanade et son lavoir. A Vabres, l'évêque Jean de Castries concourt à la construction du pont, et fait offrir à Saint-Affrique de contribuer pour la moitié aux frais du pont qu'il était aussi question d'y élever, si la ville prenait à sa charge l'autre moitié. Cf. SERVIÈRE, *Histoire de l'Eglise de Rouergue*, p. 539, 543.

Cette loi tomba bientôt comme un règlement injuste et nuisible. *Les hommes qui gouvernent sont-ils donc des dieux ?* N'ont-ils aucun besoin de connaissance et d'instruction sur les objets éloignés d'eux ? Peuvent-ils connaître les besoins des peuples, s'ils interdisent à ceux qui les représentent les moyens de s'en instruire et de les dépeindre ? L'impression de nos procès-verbaux est utile ; elle excite le zèle pour le bien public, elle a donné aux habitants de la province une énergie qu'ils n'avaient pas auparavant. Cette impression ne peut compromettre en rien le gouvernement, car nos délibérations ne sont pas son ouvrage, mais le nôtre. » Voilà un fier langage qui étonne pour l'époque, et que nous ne sommes plus habitués à rencontrer chez les prélats d'ancien régime dans leurs rapports avec le pouvoir. Il obtint gain de cause, et les procès-verbaux furent publiés en cinq volumes in-4°. L'évêque de Rodez n'était point fâché de rappeler à l'ordre un de ces intendants, au moment où la longue servitude qu'ils avaient fait peser sur les provinces commençait à s'alléger.

Ces Assemblées, le rôle qu'y jouèrent les évêques, eurent un grand retentissement parmi les membres du clergé qui étaient attentifs aux progrès économiques de leur temps. Nous les voyons donner tête baissée dans le mouvement. Curieuse époque que cette seconde moitié du XVIII^e siècle, où Turgot, durant son intendance de Limoges, rencontre sur le siège épiscopal de cette ville son ancien condisciple, du Plessis d'Argentré, qui se montre toujours prêt à seconder tous ses projets, non seulement avec le cœur d'un ami, mais encore avec la compétence d'un connaisseur. La faveur que les écrits, les théories, les travaux des économistes, trouvent dans l'opinion publique, pousse chacun à profiter avec ardeur de l'occasion qui lui est offerte de gérer une part quelconque des intérêts publics. « La fureur d'administrer avait saisi tous les esprits ¹. » Les théoriciens ont posé les principes ; il fallait dans chaque province, dans chaque ville, un

homme assez éclairé pour les comprendre, assez puissant pour les faire triompher. Les évêques se donnèrent ce rôle, sentant bien que leur situation, leur crédit, ne leur permettaient pas de borner leur activité à une mission purement spirituelle.

Nous les avons vus à la tête des assemblées provinciales et des pays d'Etats. Ils rentrent dans leur diocèse et dans leur palais, le cerveau rempli de projets de toute sorte qu'ils ne tardent pas, avec une énergie persévérante, à faire passer dans les faits. Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, obtient de Charles III, roi d'Espagne, et disperse dans les campagnes les premiers mérinos qui aient amélioré la race des moutons champenois. Quand Grimaldi, évêque du Mans, arrive de Paris, il ne rêve qu'agriculture et économie politique; il fait planter son parc d'Yvré de mûriers et d'arbres étrangers au pays; les religieuses des Maillets imitent son exemple. Forbonnais fait plusieurs rapports à la société d'agriculture sur ces essais qui finirent par échouer. L'évêque-duc de Laon, M. de Sabran, accepte avec enthousiasme de faire partie du bureau d'agriculture, « bien que ne se flattant pas d'apporter de grandes lumières ». Il obtient, en 1783, du colonel duc de Polignac la construction, dans sa ville, d'une caserne de cavalerie aux frais de l'État. Comme Laon est d'un abord difficile, M. de Sabran ouvre une souscription, s'inscrit lui-même pour une forte somme, obtient un secours du roi et facilite l'accès de la cité¹.

En Auvergne, les prélats n'ont pas attendu les assemblées provinciales pour s'occuper d'administration. De 1742 à 1776, le plus grand évêque de Saint-Flour au XVIII^e siècle, Paul de Ribeyre, comble son diocèse de ses bienfaits. A sa mort, le corps municipal de la ville fait placer les armes du prélat sur la porte d'entrée qu'il avait fait ouvrir. Le nom de Massillon réveille un charmant souvenir. Il aimait à se retirer à Beauregard, maison de campagne des évêques située à quatre lieues de Clermont.

1. BARON DE CALONNE, *La vie agricole sous l'ancien régime dans le nord de la France*, p. 44-45. — L. DEVISME, *Histoire de la ville de Laon*, 1822, t. II, p. 152-154.

Il suggéra aux habitants de Beauregard de chercher quelques ressources dans le filage du coton. Il fournit lui-même chaque famille d'un rouet et de quelques livres de matière première. Les femmes consacraient à ce travail leurs longues soirées d'hiver. On conserva longtemps à Beauregard, comme une relique, le rouet de Massillon, même quand cet instrument primitif fut abandonné pour des procédés plus perfectionnés ¹.

II

Ce ne sont pas seulement les évêques, les présidents d'assemblées ou d'États, qui se plongent ainsi dans l'administration civile. Les futurs évêques, les abbés, les doyens de cathédrale, accourent aussi à ces réunions et prennent part à toutes les discussions. Dans les pays d'États, la chambre du clergé comprenait ordinairement, outre les évêques, un certain nombre de prêtres séculiers et réguliers, que leur situation, l'importance de leurs bénéfices y faisaient convoquer ². Les organisateurs des assemblées provinciales donnèrent également place à cette partie du clergé. De 1778 à 1788, nous voyons passer dans ces assises des hommes qu'attendait une grande renommée. A l'assemblée provinciale de l'Orléanais, nous rencontrons Sieyès ³, chanoine et vicaire général de Chartres, l'abbé Louis, chanoine du Mans, conseiller-clerc au parlement de Paris, et qui devait se rendre illustre comme ministre des finances de la Restauration. A l'assemblée

1. Abbé BLAMPIGNON, *Episcopat de Massillon*, 1884, in-12, p. 50-56. — Abbé CHAUMEIL, *Essai sur l'histoire religieuse du diocèse de Saint-Flour*, 1856, p. 21. A Gap, Mgr de Pérouse avait réglé l'arrosage des prairies.

2. Les Etats du Languedoc ne comprenaient que des évêques; mais des abbés, des doyens entraient dans les petits Etats ou assemblées de chaque diocèse. En Bretagne, la chambre du clergé comprenait, outre les neuf évêques, des députés des neuf chapitres et des quarante-deux abbés de la province. En Bourgogne, la chambre du clergé comptait, outre les évêques, dix-neuf abbés de la province, parmi lesquels l'abbé de Cîteaux, vingt-trois doyens de chapitre et soixante-douze prieurs, en tout cent dix-neuf membres. Dix-huit abbés et dix-huit députés des chapitres entraient dans les Etats d'Artois; cinq abbés dans ceux de Foix, trois abbés et un doyen de chapitre dans ceux du Nebouzan, etc.

3. C'est pendant l'assemblée provinciale de l'Orléanais que, d'après l'*Histoire de la Révolution* de Bertrand de MOLLEVILLE, le premier ministre Brienne aurait fait accepter, pour le faire taire, la promesse d'une abbaye de 12.000 livres de rente par Sieyès, qui s'était tout d'abord montré disposé à faire de l'opposition.

de la généralité de Châlons siègent, avec les abbés de Clairvaux et de Morimond, l'abbé de Périgord (Talleyrand) et l'abbé de Montesquiou, futur député à la Constituante, futur ministre de la Restauration et l'un des principaux auteurs de la Charte de 1814. La première assemblée du Berry, sans nous présenter des noms aussi retentissants, compte cependant des hommes qui jouèrent un rôle sur la fin de l'ancien régime : l'abbé de Véri, ami de Turgot et qui suggéra à Maurepas l'idée de l'appeler au ministère ; trois abbés qui furent promus dans l'année à l'épiscopat : M. de Bethisy à l'évêché d'Uzès, M. de Hercé à l'évêché de Dol, M. de Séguiran à l'évêché de Nevers. Ce dernier, qui s'était déjà distingué à l'assemblée du Berry par des rapports remarquables, apporta plus tard la lumière d'un esprit supérieur à l'assemblée des notables et à la présidence de l'assemblée de Nevers.

Voilà donc, pour le haut clergé, une grande école d'administration. Les curés seuls sont de fait exclus de ces assemblées sous prétexte qu'ils ne sont pas grands propriétaires ¹. Cet ostracisme nourrira dans leur cœur un mécontentement qui éclatera en plaintes amères, en 1789. En attendant, on court aux assemblées provinciales et aux assemblées d'États. Comme toutes ont, dans l'intervalle des sessions, des commissions intermédiaires ², où le clergé garde le plus souvent la présidence, on peut dire que celui-ci exerce une action continue sur l'administration temporelle des provinces.

1. Nous n'avons pas trouvé un seul curé dans les pays d'États. Nous rencontrons un curé dans quelques assemblées provinciales, établies à une époque où l'opinion publique est favorable au second ordre du clergé. Ainsi, dans l'assemblée de Haute-Guyenne, figure un simple curé de campagne, M. Cocural; dans l'assemblée de Haute-Normandie, le curé de Gournay, etc. C'était bien peu. Les curés du diocèse de Nancy écrivirent, peu avant la Révolution, au sujet d'un projet d'États provinciaux pour la Lorraine, qu'ils sont « quinze cents, presque autant de vicaires et autres prêtres séculiers...; qu'ils sont persuadés qu'il n'en sera pas des États provinciaux comme de l'assemblée provinciale, dans laquelle, sur onze ecclésiastiques, ils n'ont vu qu'un seul des leurs; encore est-il doyen d'un chapitre... Cette assemblée ne représente la province en aucune manière et pour aucun objet, n'en ayant pas reçu le pouvoir. » Abbé GUILLAUME, *Histoire du diocèse de Toul et de celui de Nancy*, in-8, t. V, p. 72.

2. Non seulement les États du Languedoc avaient leur commission intermédiaire, mais chaque diocèse comptait, nous l'avons vu, outre ses petits États, qui avaient peu de séances, sa commission permanente en tête de laquelle était généralement l'évêque. Les États de Bourgogne, qui ne se réunissaient que tous les trois ans, étaient représentés dans l'intervalle par la *Chambre des Elus*. Chaque ordre nommait un *élu général*. Le roi

Les grandes assemblées quinquennales de l'Eglise de France, où comparaissent les députés des provinces ecclésiastiques, les réunions des bureaux diocésains qui sont ensuite chargés de répartir les décimes sur tous les bénéfices, fournissent un autre et vaste champ aux goûts et aux talents administratifs des nombreux délégués qui les composent. Les deux agents généraux du clergé, véritables ministres détachés auprès du pouvoir central, sont régulièrement nommés évêques après leur gestion, et font ainsi entrer tous les cinq ans dans le corps épiscopal deux prélats rompus aux grandes affaires. Ailleurs encore, la dignité de pair du royaume, la fonction de conseiller-clerc dans les parlements, font assister ceux qui en sont revêtus à d'importantes délibérations.

Comment s'étonner que des hommes qui ont passé par tant d'écoles diverses, aient une compétence spéciale sur des matières aujourd'hui tout à fait étrangères au clergé? Talleyrand, dont l'attention s'est portée de bonne heure vers les questions publiques, prend part aux assemblées provinciales, s'occupe de projets de banque, va, dit-il, « prendre une idée des pays d'États », adresse des rapports « au conseil des parties », comme agent général du clergé. Quand vient l'assemblée des notables, c'est lui qui improvise, en quelque sorte, pour Calonne le *Mémoire* sur les blés et collabore aux rapports sur les dettes du clergé, sur les corvées, etc. On lui a prédit qu'il doit « un jour appartenir aux grandes affaires ». A la Constituante, la science acquise en vue d'un rôle politique lui permettra de parler avec compétence des assignats, de la dette publique et des problèmes de haute finance ¹.

A la même assemblée, l'abbé Maury fera preuve de connaissances presque universelles. On le verra, tel jour, improviser à la tribune un projet d'organisation judiciaire à l'occasion d'un incident soulevé par hasard,

envoyait un officier du bureau des finances qu'on appelait *l'élu du roi*. L'abbé La Fare avait été choisi par le clergé comme *élu* de Bourgogne. Les talents qu'il déploya dans cette mission le firent nommer évêque de Nancy. — Voir sur les commissions intermédiaires et, en particulier, sur les *élus* de Bourgogne, les *Assemblées provinciales*, par le vicomte de LUÇAY, in-8, p. 123-139.

1. *Mémoires* de TALLEYRAND, t. I, p. 54-58, 93, 134.

tel autre, combattre la proposition de Dupont sur la circulation des grains, avec une notion de l'économie politique qui supposait de longues études. On a calculé qu'en deux ans, du 25 août 1789 au 30 septembre 1791, Maury prononça cent trente-cinq discours. Il lui arriva de monter treize fois à la tribune dans une seule semaine. Rien n'échappe à sa compétence : vérification des pouvoirs, juridiction prévôtale, suppression de la gabelle, organisation des municipalités, formation des départements, gouvernement des colonies, des prisons, caisse d'escompte, agiotage, constitution de l'armée, état des Juifs, réforme du code pénal, système des impositions, municipalité de Paris, papier monnaie, droit de veto, les sujets les plus variés et les plus profanes font le sujet de ses harangues. Une telle fécondité ne s'explique pas simplement par une faculté prodigieuse d'assimilation et d'improvisation. Elle suppose des notions depuis longtemps acquises dans une société qui, sur la fin de l'ancien régime, se porta avec une ardeur extraordinaire vers les questions administratives.

III

Évoquons, à la fin de cet exposé de la sollicitude temporelle et de la science administrative du clergé sur la fin de l'ancien régime, la figure d'un prélat dont la réputation n'a pas dépassé les limites de sa province. La grandeur de son rôle dans une cité modeste du Languedoc, nous dira assez avec quel engouement, quelle énergie, quelle initiative, quel succès, les premiers pasteurs des diocèses travaillaient alors au bonheur et au bien-être de leur peuple. Nous voulons parler de Mgr de Barral, évêque de Castres. L'étranger arrivant dans la ville, aurait trouvé, près d'une des portes, au milieu d'une route en construction, un homme de taille moyenne, l'œil pénétrant, la tête légèrement inclinée sur l'épaule gauche et couverte d'une perruque ronde, « tenant un compas d'une main, de l'autre un papier avec un crayon, mesurant, calculant, additionnant, ici posant un jalon, là fai-

sant enfoncer un piquet, traçant des lignes au cordeau ou promenant un niveau sur les inégalités du terrain » : cet homme, c'était l'évêque de Castres qui s'était fait arpenteur, géomètre, architecte ¹, pour donner à la construction des routes, aux travaux de la ville, une marche sûre et une impulsion décisive. Pendant vingt ans il travaille avec une indomptable énergie à ouvrir le pays castrais à toutes les influences de la civilisation. Pour lier Castres, d'une part avec Toulouse, de l'autre avec Montpellier, pour établir des communications avec les villes voisines, il fait passer des routes à travers les forêts, les ravins, les terres mouvantes de la Montagne noire, des roches granitiques, des plateaux âpres et décharnés. Par ses conseils, sa compétence, sa persévérance, par ses importunités auprès des États du Languedoc, de l'intendant de la province, de la sénéchaussée, des États castrais, des municipalités, des couvents, il vient à bout de ses entreprises et, avant de mourir, il peut faire en voiture les visites pastorales dans son diocèse, lui qui, pour prendre possession, avait eu de la peine à arriver en litière au siège de son épiscopat. Dans l'exécution de ces travaux, les ateliers de charité, mis à contribution par Turgot dans son intendance de Limoges, sont déjà en exercice dans le diocèse d'Albi, de Castres, et donnent une occupation aux pauvres en débarrassant le pays des indigents. Dans la pensée de l'évêque, les routes, en facilitant la circulation, permettront de faire à Castres un entrepôt général des grains qui réponde à tous les besoins des populations ². L'attention de Barral se porte sur sa ville épiscopale. Il replante ses promenades publiques, comble ses fossés

1. A sa mort on trouva sur les étagères de son cabinet de travail « un compas de cuivre, un demi-cercle, un autre compas, un porte-foret, un étui de mathématiques, une longue-vue, une loupe, une pierre d'agate à brunir, une pierre d'aimant, une écuelle de marbre, une pierre à broyer, un compas de diamètre armé de ses pointes en acier, un thermomètre, un miroir à grossir, un niveau à esprit de vin, un compas à ressort, un archet et poitrine à pincer, un microscope, plusieurs écritoirs, boîtes et paquets de couleurs, douze pinceaux, une boîte de couleurs à huit compartiments, molettes de marbre à broyer, boîte avec de la laque fine, soixante mains de papier ministre, etc. » ANACHARSIS COMBES, *Étude historique sur Mgr de Barral*, 1844, in-8, p. 191-192. M. de Barral fut évêque de Castres de 1752 à 1773.

2. « Mgr l'évêque a dit que les différentes routes qui s'élèvent presque de toutes parts concourraient admirablement à faire de la ville de Castres l'entrepôt général des grains. » *Délibération du diocèse de Castres*, 16 avril

d'enceinte, jette des allées spacieuses sur l'emplacement de cloaques pestilentiels, reconstruit ses portes, élargit ses rues. Il agrandit le jardin de l'évêché, y prodigue les fleurs rares, les arbustes précieux, et y réserve un enclos où les plantes potagères et les arbres fruitiers sont distribués selon les besoins. Barral voulut rendre un éminent service aux pauvres populations de son diocèse en répandant parmi elles la culture de la pomme de terre. Il en fit demander une grande quantité au Dauphiné, confia la semence aux curés et leur imposa, par mandement, le devoir de s'en faire les distributeurs gratuits à leurs paroissiens. En même temps, les propriétaires riches étaient invités à l'abandon momentané d'une certaine quantité de tènements en friche, pour aider à la subsistance du pauvre. Ces efforts furent couronnés d'un plein succès, et Barral eut la gloire de répandre la pomme de terre dans les montagnes du pays castrais plus de dix ans avant que Parmentier¹ en ait popularisé la culture. Rien n'échappe à son activité dévorante. Son attention se porte vers l'industrie comme sur l'agriculture. Il fait tous ses efforts pour fonder à Castres une manufacture d'étoffes de coton, et il intervient auprès du contrôleur général pour faire diminuer à la frontière les droits sur les matières premières. Il n'est pas jusqu'aux casernes de la ville qui n'attirent sa sollicitude. La municipalité s'étant laissé entraîner, à ce sujet, à des dépenses qu'elle a de la peine à couvrir, l'évêque vient à son secours et, par un emprunt habilement combiné qu'il aide à rembourser, il lui fournit les moyens de se libérer. La reconnaissance de son peuple avait fait donner à M. de la Cropte de Chanterac, dernier évêque d'Alet, le nom d'*évêque des routes*, de *bienfaiteur du pays* : il eût fallu multiplier les épithètes pour essayer de dire tout ce qu'avait fait M. de Barral pour le pays castrais.

1765. Pour assurer la circulation des grains, Barral fit tous ses efforts, mais sans succès, pour faire abolir « un droit appelé du *coup*, appartenant au roi, et qui consiste au soixante-quatrième de tous les grains étrangers vendus dans la ville de Castres. »

1. Cette introduction de la pomme de terre dans le pays castrais se fit de 1760 à 1770. Le *Mémoire* de Parmentier sur le principe nutritif de certains végétaux remonte à 1771, et ce n'est qu'en 1774 qu'il se mit à recommander spécialement la pomme de terre.

CHAPITRE DIXIÈME

Deux camps dans l'épiscopat

I. Prélats divisés entre évêques *administrateurs de provinces* et évêques *administrateurs de sacrements*, ou prélats *politiques* et prélats *évangélistes*. — Les premiers attaqués violemment dans un pamphlet (*lettres secrètes*) qui eut un grand retentissement. — Ils sont accusés d'abandonner l'Evangile pour le compte rendu. — Quels évêques font partie de ce camp. — Leurs talents, leur crédit auprès du gouvernement. — Leurs diocèses sont bien dirigés. — Evêques qui font partie du second camp. — Ceux-ci ont plus de vertus ecclésiastiques et sont plus estimés. — Ecrit de Lefranc de Pompignan contre les évêques administrateurs. — II. Deux théories en présence : Fallait-il s'enfermer exclusivement dans l'Evangile pour sauver la foi, ou bien s'associer à tous les progrès sociaux. — Question de mesure. — Preuve qu'on pouvait allier la vertu du pontife à la science profane de l'administrateur. — C'est Boisgelin administrateur, et non Juigné, qui se montrera homme d'Etat à la Constituante.

I

Le lecteur trouvera peut-être que les prélats tels que Barral poussaient un peu loin l'activité et le zèle, en accumulant ainsi les fonctions d'évêque, de préfet, d'ingénieur, sans compter la direction de l'instruction primaire et secondaire. Cet engouement administratif, cette effervescence économique, que nous venons de signaler dans le corps épiscopal sur la fin de l'ancien régime, rencontrèrent plus d'une critique et plus d'un censeur. Un pamphlet mordant, incisif, amer, violent, paru sous le nom de *Lettres secrètes*¹, de 1781 à 1783, nous a laissé un étrange

1. *Lettres secrètes sur l'état actuel de la religion et du clergé à M. le Marquis de....* in-12, 1781..... *Suite des lettres secrètes*, 1783. Elles ont été

portrait de l'évêque administrateur. L'auteur de cet écrit est armé d'une plume acérée, et paraît connaître à fond les intrigues qui s'agitent autour de lui. On ne saurait lui reprocher un excès de bienveillance. « La maladie d'être homme d'Etat, dit-il, a gâté les meilleures têtes ; les sollicitudes épiscopales sont teintées aujourd'hui d'une couleur politique ; il semble que les sources de l'Évangile sont devenues étrangères à nos prélats... Nous voyons s'élever au milieu de la milice sainte une espèce d'être inconnu jusqu'à nos jours. » Cet être, « présent inestimable du ciel, s'appelle un évêque administrateur.... Un évêque administrateur est une sorte de métis, moitié sacré, moitié profane, qui, sous la livrée sainte, exerce un apostolat philosophique, dont l'objet est de purger la France de toutes les erreurs du gouvernement ; c'est un homme suscité par la bienfaisante philosophie pour manifester enfin que le bonheur public est la véritable, la seule religion d'un Etat, et que les hérésies civiles, une fois prosrites et déracinées, les mœurs, les lois, les espérances religieuses, tout se met naturellement à sa place. Ainsi un évêque administrateur n'est pas l'homme de Dieu, le successeur des Ambroise et des Chrysostome, c'est un Jacquet ministériel, un ressort secondaire qui s'engraine dans le rouage politique et ne favorise que l'impulsion donnée aux plans, aux projets, aux systèmes qu'enfante le zèle ou, si vous voulez, l'empirisme civil qu'on peut appeler l'épidémie du temps. » Après cette définition peu flattée de l'évêque administrateur, l'écrivain nous dépeint « ces prélats, civilement illuminés, formant un petit groupe à part, remarquable par un idiome plus concis, un maintien plus confiant, une certaine importance ministérielle qui perce à travers la négligence mystérieuse qu'ils affectent.... Ils regardent en pitié cette bonhomie épiscopale qui s'obstine à croire que les meil-

attribuées aux abbés de Boismont et Maury. D'après Barbier, l'abbé de Bourmont en serait le principal auteur. Le public était fort intrigué par ces lettres. BACHAUMONT (*Mémoires*, 29 octobre 1784), prétend avoir découvert qu'elles sortaient de l'entourage de M. de Conzié, évêque d'Arras et ennemi de Marbeuf. Quatre des lettres secrètes furent réimprimées en 1789, sous ce titre : *Le triumvirat dévoilé à l'assemblée nationale*. Ce triumvirat était formé de Brienne, Marbeuf et Boisgelin.

leurs chrétiens sont aussi les citoyens les plus heureux». Ah ! ajoute notre pamphlétaire, le rôle de l'évêque administrateur est plus facile que celui d'un Bossuet ou d'un Fénelon. On ne les voyait point, on ne voyait pas non plus les Richelieu, les Polignac, et les Fleury « prendre des lettres de marque au bureau du contrôle général pour convoier les deniers royaux, en diriger le versement, en déterminer l'assurance ». Quel abaissement ! « C'est se faire consul de Bas-Empire, quand on peut être empereur chrétien ; c'est se décorer, sous le bon plaisir et par la grâce de Mgr le ministre des finances, d'une sorte d'épiscopat in *partibus* qui dégrade l'autre et n'en fait plus qu'un vain simulacre sans honneur et sans fonctions. » C'est « changer le sanctuaire en laboratoire politique, travailler en sous-ordre à des manipulations fiscales, se borner à être le réverbère de toutes les visions d'un législateur subalterne ».

Ce qu'il y a de plus grave, c'est que cette contagion administrative menace de tout envahir. Elle s'est communiquée de proche en proche au second ordre des pasteurs, elle y tourne les têtes. « On en trouve ici de manufacturiers, marchands de laine, entrepreneurs de bâtiments, commissaires de police. Ils ne rêvent qu'administration dans les jolis boudoirs de leur maison de campagne, ils savent tout, excepté leur prône ; ils ont tous les succès, excepté ceux de leur ministère. »

Malgré cet entraînement, ajoute le pamphlétaire, il existe encore « quelques évêques du bon vieux temps qui croient à l'Evangile plus qu'aux comptes rendus ». Ils veulent bien se réduire à « être platement évêques, à se traîner obscurément dans la routine et l'habitude d'une pauvre administration diocésaine ». Ils ont du mérite de résister à la contagion. Comment, en effet, se dérober aux leçons de ce catéchisme ministériel qu'on distille de tous côtés dans les « cervelles échauffées » de tant de catéchumènes ? « Le moyen d'emprisonner le génie dans des sollicitudes purement pastorales, dans ce petit cercle de vigilance qui n'a pour objet quel'ordre moral, et ce sombre avenir dont il est si commode de laisser flotter les espé-

rances et les craintes au gré des événements. » Aussi « quelle maladresse, quelle gaucherie dans ces pontifes du vieux temps, de vivre, de penser à l'antique et de ne vouloir être utiles qu'au nom de Dieu ! »

Ces pages railleuses, spirituelles, marquent bien qu'il y avait deux camps dans les rangs de l'épiscopat. Elles signalent la « distinction établie entre les évêques *évangélistes* et les évêques *administrateurs* ¹ ». Nous connaissons leurs noms respectifs, leurs tendances ; nous pouvons suivre la marche et la politique des deux partis.

Les plus en évidence parmi les prélats administrateurs étaient Dillon, archevêque de Narbonne ; Loménie, archevêque de Toulouse ; Boisgelin, archevêque d'Aix ; Cicé, archevêque de Bordeaux. Ils étaient suivis de quelques autres, tels que Seignelay de Colbert, évêque de Rodez. « Du côté des vues et des talents, dit un contemporain, ils l'emportaient de beaucoup sur leurs adversaires. Quelques reproches qu'on se soit permis de leur adresser sous d'autres rapports, cependant comme l'esprit est bon à tout, on ne peut leur refuser la justice de reconnaître que leurs diocèses étaient au nombre des mieux ordonnés parmi ceux de la France. » Ils jouissaient de « plus de considération comme lumières et de plus de crédit à la cour ». L'avènement au ministère de Turgot, ancien condisciple de Brienne et de Boisgelin en Sorbonne, donna à ce parti plus d'initiative, de consistance et d'autorité, dès le début du règne de Louis XVI.

L'autre camp, plus nombreux, parce qu'il n'y avait pour en faire parti qu'à suivre la tradition et à se tenir tranquille, comprenait, en face *des évêques administrateurs de provinces*, ceux que les contempteurs du passé appelaient avec une pointe d'ironie les *évêques administra-*

1. Une autre brochure, qui paraît être du mois de novembre 1788 (*Saint Jean-Bouche-d'Or*, 90 pages in-8), dit aussi : « On distingue aujourd'hui deux classes d'évêques : les *évêques administrateurs* et les *pontifes spirituels*. Les premiers sont tous des Suger, des Richelieu, des Mazarin, on ne parle pas des autres. Il y a donc deux sortes de prélats : les politiques et les chrétiens. La religion n'est guère du ressort des premiers. Des soins plus importants les absorbent. Tout le monde peut faire des prêtres et des mandements ; mais la félicité publique qui est, comme on sait, le but de toutes les religions, exige du génie. Ce sera pis dans la suite. Les administrations provinciales achèveront de dénaturer l'épiscopat. Insensiblement le sanctuaire se changera en laboratoire politique. »

teurs de sacrements. Ces derniers croyaient que le clergé, par sa « régularité, jointe à l'autorité du gouvernement, appuyée par les travaux de personnages savants et pieux, suffirait à sa défense ». On nous les présente n'entretenant des relations avec le pouvoir que pour lui opposer les saints canons, les saints Pères, les règnes de Louis XIII, de Louis XIV et même de Louis XV. Si leurs noms retentissent moins dans le public que ceux du camp opposé, lequel tire « sa renommée et son crédit de ses liaisons avec le gouvernement, avec les économistes et avec les philosophes novateurs », ils n'en sont que plus estimés. Les évêques administrateurs sont « plus remarquables » par l'intelligence, les autres sont « plus recommandables » par leur attachement aux devoirs de leur état, et jouissent auprès des fidèles d'une meilleure réputation¹.

Le plus en vue parmi ces derniers, par l'importance même de son siège, était Christophe de Beaumont, archevêque de Paris. Mais il ne semble pas s'être inquiété de leur donner une direction. Le parti des prélats apostoliques, dit l'abbé de Pradt, « à proprement parler, manquait de chef. Sans plans, sans projets déterminés, il cédait à l'impulsion de M. de Cicé, évêque d'Auxerre, esprit court et dur, plus rompu aux pratiques du palais que propre aux affaires d'Etat² ». Dans le même camp, on peut ranger le successeur de Christophe de Beaumont sur le siège de Paris, M. de Juigné, et aussi le cardinal de La Rochefoucauld³, archevêque de Rouen. Ce groupe avait l'avantage de compter un prélat universellement estimé, plein de doctrine et connu par ses luttes contre

1. Abbé de PRADT, *Les quatre concordats*, 1818. 3 vol. in-8, t. I, p. I, 442-444. — SOULAVIE, *op. cit.*, III, 7-15, IV, 72. — D'ABRANTÈS, *Histoire des salons de Paris*, t. I, p. 290 et suiv.

2. La souplesse que M. de Cicé déploya contre le jansénisme à Auxerre, sur un terrain où son prédécesseur, M. de Condorcet, s'était brisé; sa liaison avec Turgot, qui lui adressa sa lettre sur le papier monnaie, le grand rôle qu'il joua à l'assemblée du clergé en 1788, nous font croire que le jugement de l'abbé de Pradt sur Cicé est trop sévère et en partie injuste.

3. « Le cardinal de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, était désigné pour président de l'assemblée décimale du clergé, qui doit se tenir en 1785; mais comme cette Eminence n'est pas propre à entrer dans les vues de réforme politique, dont s'occupent les prélats administrateurs, on lui a substitué M. l'archevêque de Narbonne, qui s'est distingué au chapitre de Saint-Denys. » *Mémoires de BACHAUMONT*, 1^{er} juillet 1784.

les philosophes; c'était M. de Pompignan, longtemps évêque du Puy, plus tard archevêque de Vienne. Il écrivit au sujet de la ferveur « économique » d'une partie de ses collègues, ses *Lettres à un évêque*¹. Ce curieux document, véritable traité des devoirs de l'épiscopat, a été rédigé en même temps que le pamphlet dont nous avons parlé. On y trouve les mêmes idées, les mêmes arguments, mais dépouillés de cette forme mordante et agressive qui aurait détonné sous la plume d'un évêque faisant la leçon à ses collègues.

Pompignan signale tout d'abord l'apparition de l'évêque administrateur. « Nous avons vu, dit-il, éclore de nos jours un nouveau plan d'administration épiscopale, que nos pères ne connaissaient pas. Il ne tend à rien moins qu'à travestir l'épiscopat en magistrature séculière. *L'administration*, ce terme devenu si commun, ne signifie plus, dans l'usage qu'on en fait, que l'administration politique. De là est né, pour les prélats qui font profession de s'adonner à celle-là, le nom distinctif de *prélats administrateurs*. » Pour ces fonctions nouvelles, on « invente un langage nouveau, un code, un assemblage de maximes », la plupart connues de tout temps, mais qu'on propose avec emphase « comme un remède infailible à tous les abus des gouvernements, à tous les maux de la société civile..... A force de parler d'importation et d'exportation, de cultivateurs et de consommateurs, de main d'œuvre et de matière première, de branche de commerce et d'industrie, d'imposition et d'emprunts, de chemins, de ponts, de canaux (le tout sans faire mention des mœurs, l'unique moyen de rendre les habitants de la terre heureux, s'ils pouvaient l'être ici-bas), on vient à bout de se persuader qu'on possède la science de l'administration politique et qu'on est capable de l'exercer ».

L'archevêque de Vienne convient cependant que plusieurs membres du clergé ont une connaissance appro-

1. Ces lettres, adressées à M. de Frétat de Sarra, évêque de Nantes, mort en 1783, furent écrites de 1777 à 1783. Pompignan avait le projet de les faire imprimer. On les trouve reproduites dans les *Ouvres complètes* de POMPIGNAN, archevêque de Vienne, édit. Migne, 2 vol. in-4, t. II, p. 181-446.

fondie de ces matières et les traitent avec utilité pour les peuples. « Il y a eu, dit-il, dans un portrait où on peut reconnaître Dillon, archevêque de Narbonne, il y a encore des prélats singulièrement versés dans les principes et les détails de l'administration politique. Les talents qu'ils y ont développés de bonne heure, les ont élevés aux premières places de l'ordre ecclésiastique. Des villes, des provinces applaudissent à l'heureux succès des projets qu'ils ont conçus, des affaires qu'ils ont maniées. On vante la pénétration de leur esprit, la fécondité de leurs vues et de leurs moyens, l'activité et la suite de leurs démarches, la facilité de leur élocution. Et néanmoins si, au milieu de tant de qualités et de travaux estimables, on ne trouve ni vertus épiscopales, ni exercice du ministère sacré, une fâcheuse restriction termine ce panégyrique. On leur accorde tout, excepté le mérite de leur état. »

Ces fonctions peuvent révéler l'homme d'Etat, mais il est à craindre qu'elles ne « masquent et déguisent l'évêque ». Or, « l'évêque n'est pas l'homme du roi ni de la République ! il est l'homme de Dieu », il doit en tout « être et se montrer évêque ». A l'encontre de ces principes, il y a une tendance à « transformer l'épiscopat en une magistrature séculière ». Sans doute, dit Pompignan, s'il plaît au roi de multiplier les assemblées provinciales et d'appeler les évêques soit à les présider, soit à en faire partie, les prélats doivent répondre à cette confiance et « rendre ce service à leur patrie. Mais autre chose est d'obéir alors, avec un regret inspiré par la reconnaissance et le sentiment de ses devoirs essentiels, autre chose de provoquer cet établissement dans le pays qu'on habite, de s'y offrir soi-même, d'y solliciter la première place ou l'une des premières, tout cela dans la vue trop manifeste de se faire valoir auprès du gouvernement, d'être plus accrédité dans son diocèse et dans sa province, et d'ajouter aux prérogatives de sa dignité l'influence sur les affaires publiques. Que si cet empressement est inexcusable, approuvera-t-on le procédé d'un évêque qui, n'ayant aucun titre acquis à son siège ou à

sa personne pour entrer dans l'administration politique, s'occupe de certains détails qui la concernent comme s'il devait en répondre au souverain et à l'Etat. Il ne manque à toutes ces manières de séculariser l'épiscopat, que de voir venir le temps où l'épée remplaçait la houlette pastorale et la mitre disparaissait sous le casque. » Pompignan, pour donner une force nouvelle à ces observations, explique que des prélats ainsi absorbés par une administration civile, appelés, après la clôture des assemblées, à faire partie des commissions intermédiaires qui se réunissent régulièrement entre les sessions, sont dans l'impossibilité d'observer la résidence, de veiller de près à tous les détails du gouvernement épiscopal, d'apporter à leur diocèse ce bien suprême de la présence d'un évêque, qui ne peut exécuter de loin, ni par des délégués, une foule de mesures qu'il doit ordonner et diriger lui-même. Pompignan aurait pu s'appuyer sur le concile de Trente, qui demande aux évêques de « s'appliquer au salut des âmes et aux pensées de la céleste patrie plutôt qu'aux choses du monde ».

II

Cette polémique prouve qu'il y avait deux courants dans l'épiscopat sur la fin de l'ancien régime. Cette divergence de vues dura jusqu'à la Révolution. Une partie des évêques, défiants des nouveautés, moins enclins à l'enthousiasme, plus attachés à la tradition, préféraient se renfermer dans leurs fonctions évangéliques, croyant ainsi travailler à la fois au bonheur spirituel et temporel de la France. D'autres prélats, au caractère entreprenant, à l'esprit plus ouvert, croyaient que c'est obéir à l'Evangile que de s'associer et de travailler à tous les progrès de l'humanité, que l'Eglise ne devait point rester étrangère au mouvement qui emporte les peuples vers une amélioration constante de leurs institutions économiques et politiques¹.

1. « Ces deux systèmes, dit l'abbé de PRADT (*loc. cit.*, I, 442-444), n'ont cessé de marcher de front jusqu'à la catastrophe finale. » Cet auteur

Il y avait un peu de *furia francese* dans l'élan avec lequel les évêques, qui étaient dans le mouvement, se firent les promoteurs, les défenseurs des réformes prônées par la nouvelle école; mais ils suivaient les traditions d'une Eglise qui, à travers les siècles, s'était activement mêlée à tous les intérêts du pays. Bossuet s'écria un jour en chaire : « Je suis Français et chrétien, je sens, je sens le bonheur public ¹. » Toute notre histoire est une confirmation de ces paroles. De tout temps le cœur des évêques battit à l'unisson du cœur de la patrie. Les années qui précèdent la Révolution nous prouvent par un nouveau témoignage à quel point l'épiscopat se montra toujours prêt à partager la vie, les combats, les idées et aussi les illusions, les entraînements de la nation. Sur la fin de l'ancien régime, alors que Voltaire et une nuée d'assaillants avaient porté un coup terrible à la religion, et ébranlé par là-même la situation de l'Eglise dans l'opinion publique, les assemblées d'Etats, les assemblées provinciales purent sembler aux évêques une heureuse occasion de retrouver leur popularité, le pontife spirituel devant avoir sa part des bénédictions et de la reconnaissance qui allaient se porter à l'administrateur temporel.

Ils s'exagéraient peut-être l'importance de cette intervention. Notre pamphlétaire a soin de les avertir qu'ils s'amusent à « fondre le cadavre de la religion dans la politique pour en sauver les restes ». Pompignan cherche de son côté à leur démontrer que leur entreprise est vaine, et que leur grand devoir est de conserver avant tout la base de la foi, sans laquelle toutes leurs dignités séculières ne tarderaient pas à s'effondrer ².

attribue aux prélats administrateurs la responsabilité de la commission des réguliers, dont Brienne, on le sait, fut le principal moteur. Il pensait qu'il « fallait ôter à la censure quelques-uns de ses aliments, et céder à l'opinion qui girossissait des points trop fortement attaqués pour être défendus avec avantage ou maintenus avec utilité. Alors fut formée une commission pour les réguliers ».

1. 2^e sermon pour le premier dimanche de Carême, sur les démons.
2. « Les prélats qui excellent dans l'administration séculière, dit Pompignan, s'imaginent que, les préjugés répandus dans ce siècle ayant affaibli l'ancienne considération de l'épiscopat, leur méthode est devenue l'unique moyen de le soutenir et de le relever. La mode n'est pas, dit-on, de recourir aux évêques comme aux chefs de la religion. Ils paraîtraient bientôt dans le monde aussi inutiles que des religieux ou des chanoines,

Mais le clergé, associé depuis des siècles à toutes les manifestations de la vie nationale, devait-il se renfermer dans l'exercice de son ministère spirituel ? De nos jours, l'Eglise de France, ayant conscience de son peu d'influence politique et sociale, borne trop peut-être son activité à sa mission évangélique. Mais cette situation, que les circonstances lui ont faite, ne l'empêche pas d'admirer, par exemple, un Strossmayer se plaçant à la tête des Croates, et les soutenant par l'influence que lui donnent son caractère sacré, ses richesses et son génie, dans la revendication de leurs droits et de leur nationalité.

L'Eglise varie ses moyens d'action selon les temps et les peuples. Sa situation politique et sociale en France, avant la Révolution, aidait à sa considération et aussi à son influence. Les évêques qui étaient dans le mouvement disaient que « le clergé, étant le corps le plus éclairé du royaume, devait être à la tête de toutes les administrations ¹ ». Ne valait-il pas mieux, par exemple, pour le bien de l'Eglise et de la France, au lieu d'abandonner à leurs excès et à leur humeur turbulente les communautés démocratiques de la Provence, les faire délibérer à Lambesc, sous la main caressante et habile à dénouer les difficultés de Mgr de Boisgelin, archevêque d'Aix ? L'éclat avec lequel l'archevêque de Narbonne, Dillon, ce vice-roi du Languedoc, présidait les Etats de cette province, pouvait-il être une cause de défaveur

s'ils n'avaient à distribuer que des biens et des secours spirituels. Il en faut d'autres plus rapprochés des principes qui ont pris le dessus ; ce sont les secours et les biens que procure une bonne administration dans l'ordre politique. Par là, les évêques se rendront toujours utiles et nécessaires ; ils forceront les hommes à désirer la conservation de leur dignité et prépareront la voie au recouvrement entier de ses droits primitifs, lorsque, dans des temps plus heureux, la religion pourra elle-même reprendre les siens. Tel est le système de nos prélats administrateurs. » Pompignan, tout en convenant que les dignités temporelles en imposent aux esprits vulgaires et forcent même les sages à des respects extérieurs, rappelle que pour les richesses, rangs, dignités, honneurs, les évêques « doivent tout cela au respect original des peuples, des grands, des souverains, pour la religion dont ils sont les principaux ministres. Voilà le fondement unique de tout ce que le monde a fait pour l'épiscopat ; s'il vient à s'écrouler, tout l'édifice doit tomber et se dissoudre... L'on ne verra en eux que des *Magnats*, des *Podestats* séculiers. Alors on demandera à quel titre ils le sont, puisqu'ils abdiquent celui par lequel ils ont commencé à l'être et sans lequel ils ne le seraient jamais devenus ».

1. TALLEYRAND, *Mémoires*, I, 24-26.

pour le clergé ? Les objections contre ces occupations temporelles tombent peu à peu. Sur la fin de l'ancien régime les idées nouvelles gagnent les esprits les plus rassis. Les évêques administrateurs longtemps en minorité paraissent, grâce aux assemblées provinciales de 1787 et 1788, attirer à eux la plus grande partie de l'épiscopat.

M. de Talleyrand-Périgord, président, en qualité d'archevêque de Reims, l'assemblée provinciale de Champagne, poussait même un peu loin l'enthousiasme pour ses nouvelles fonctions, lorsqu'il s'écriait à la réunion : « L'étude de l'administration publique élève l'âme en occupant la pensée. Le temps employé à méditer sur l'économie politique remplit le cœur d'affections douces ; il répond à ce besoin impérieux que ressent l'homme d'être utile à ses semblables. C'est là que le travail porte avec lui sa récompense, c'est là que l'âme peut jouir en paix des succès de l'esprit¹. » Mais nous sommes à la veille de la Révolution, à une époque où tous les discours prennent une expression de sentimentalité humanitaire. L'archevêque de Reims, qui se montre ici un fervent adepte de l'économie politique, était un excellent prélat universellement respecté². Le cardinal de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, non moins vénéré que l'archevêque de Reims et comme lui étranger jusqu'alors

1. A la même époque, Montmorency-Laval, évêque de Metz, président l'assemblée provinciale de cette généralité, tenait ce langage aux membres de l'assemblée : « Oui, le clergé, la noblesse, le tiers état, animés des mêmes sentiments, du même désir du bien, ont cherché tous les moyens de l'opérer... Je dois vous rendre et je vous rends avec la plus grande satisfaction un témoignage public de votre zèle patriotique, de vos vues bienfaisantes et éclairées, de votre capacité, de votre activité, de votre assiduité au travail, de votre entier et absolu désintéressement. C'est à ces traits qu'on reconnaît le *vrai citoyen* et *zélé patriote*. Vous allez retourner dans vos foyers, au milieu de vos concitoyens, vous vous écrierez avec un juste et légitime enthousiasme : Français, écoutez-nous ; le roi bienfaisant qui nous gouverne voudrait que nous fussions tous heureux ; forcé par la situation des finances de lever des impôts sur les peuples, il veut que la perception s'en fasse avec justice, égalité et économie ; il nous a prescrit de prendre tous les moyens possibles pour soulager les peuples, pour encourager et accroître le commerce, pour fertiliser les campagnes. » Léonce de Lavergne. p. 128, 290, 291.

2. Bien d'autres évêques avaient prouvé, au xviii^e et au xix^e siècles, qu'on pouvait allier une certaine participation aux affaires publiques avec les devoirs de la charge pastorale. François de Sales, en recommandant avec insistance au duc de Savoie « l'art de la soye » dans le pays du Chablais, n'avait-il pas montré, il y avait près de deux cents ans, qu'un saint savait prendre en main tous les intérêts de son peuple ? M. de Villeneuve, que nous avons vu si attentif dans les États du Lan-

au clan des prélats administrateurs, entre à son tour dans le mouvement et désire présider, en 1787, l'assemblée provinciale de Normandie. Habitué à représenter, il remplit ces fonctions avec dignité et aisance, sans montrer néanmoins la compétence de ceux de ses collègues qui avaient fait de ces matières une étude spéciale. Au grand dîner d'inauguration donné par le cardinal, un des convives ayant levé le verre à sa santé : « C'est au bien public que nous devons boire », répondit le prélat. Ce mot patriotique eut grand succès et lui valut les applaudissements¹. Au cours des réunions, le cardinal avait offert 3.000 livres pour la culture de la garance dans la province.

C'est maintenant à qui, dans le haut clergé, donnera son concours aux institutions nouvelles. Celui-là même qui tout à l'heure mettait en garde ses collègues contre la manie administrative, Pompignan, présidera à son tour, en 1787, comme archevêque de Vienne, l'assemblée provinciale du Dauphiné et y fera entendre le langage de la liberté. Bientôt les assemblées de Vizille et de Romans le retrouveront à leur tête, et toujours fidèle à lui-même dans la revendication des franchises de la province et de la France. Quand viendront les Etats généraux, ce clergé, ainsi formé au maniement des grandes affaires, des grands intérêts du pays, sera à la hauteur de toutes les discussions publiques. Lorsque, devant le déchaînement

guedoc aux questions administratives, avait su donner à son diocèse de Viviers, de 1723 à 1748, une impulsion qui se fit sentir jusqu'à la Révolution. M. de Barral, évêque de Castres, qui nous étonnait naguère par son activité prodigieuse en fait de sollicitudes temporelles, laissa un testament admirable où respire la foi la plus vive.

1. Un contemporain, l'abbé Baston, écrit : « Le cardinal avait eu la faiblesse de vouloir être d'une de ces assemblées provinciales. Il ne fit qu'y présider ; c'était y faire peu de chose, et cette fumée d'un honneur passager ne le dédommagea pas de l'ennui que lui causèrent des séances de plusieurs heures consécutives dont une infirmité, la seule qu'il eût (un peu de surdité), ne lui permettait pas même d'entendre nettement les fastidieuses discussions. » Voici le texte de la lettre adressée par le roi au cardinal La Rochefoucauld : « Mon cousin, mes intentions étant que l'assemblée provinciale de la généralité de Rouen se tienne à Rouen, le 19 novembre prochain, je vous fais cette lettre pour vous dire que vous vous trouviez, ledit jour 19 novembre, en ladite ville de Rouen, à l'effet de présider ladite assemblée, et que vous avertissiez tous et chacun des membres qui doivent composer ladite assemblée de s'y trouver ledit jour. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et digne garde. — Ecrit à Versailles, le 11 octobre 1787, Signé : Louis. » Baston, *op. cit.*, II, p. 383. — Abbé Loth, *op. cit.*, p. 105-117.

des passions et les menaces d'une assemblée souveraine, il faudra prendre des résolutions promptes, graves, et essayer d'arrêter la Constituante dans la voie des spoliations, ce n'est pas un Juigné, strictement renfermé jusqu'alors dans les limites de sa charge épiscopale, ce n'est point un Dulau, archevêque d'Arles, bien qu'il ait en lui l'étoffe d'un martyr, c'est un Boisgelin, qui saura montrer le coup d'œil et la résolution d'un homme d'Etat.

LE ROI — LA POLITIQUE

CHAPITRE ONZIÈME

Le Culte du Roi

I. Tous les yeux tournés vers la cour. — La cour sorte d'Olympe peuplé de demi-dieux et de déesses. — La noblesse s'y rue, s'y ruine. — A la cour tout converge vers le roi. — Malgré une certaine désaffection, le culte qu'on rend à la royauté garde jusqu'à la fin, d'après Marmont, quelque chose de religieux. — II. Le clergé marche en tête de ce culte. — Un mot de M. de Harlay, archevêque de Paris. — Un cardinal aux pieds de Louis XIV. — Bossuet et l'amour du roi. — Le roi incarne la nation. — A ce titre on lui doit tout. — Le roi, comme protecteur de l'Eglise, a un second titre à l'attachement des évêques. — III. Le cœur se met de la partie. — Combien le roi est aimé. — Il aime à son tour. — Joies et tristesses de la famille royale partagées par l'épiscopat. — Tous les événements importants annoncés, commentés par les évêques. — Leurs cris d'angoisse à la mort du Dauphin, fils de Louis XV. — Les évêques aiment le roi, même quand il frappe : Fénelon, Bernis, Beaumont. — Saisissement royal de la Roche-Aymon. — IV. Voile jeté sur les désordres du roi. — Comment les évêques parlent de Louis XV après sa mort. — Le nom du roi sur leurs lèvres à leur dernier soupir.

I

Il était difficile aux évêques d'ancien régime, si importants, si occupés, si entourés qu'ils fussent dans leur ville épiscopale et dans leur province, de s'absorber dans leur administration spirituelle et temporelle, de ne point porter leurs pensées, leurs regards, par delà les limites de leur diocèse, jusqu'à Paris, jusqu'à Versailles. Grands étaient l'attrait et la fascination de la Cour. L'infatuation des souverains, la politique des ministres, le servilisme

des grands, l'imagination populaire, en avaient fait une sorte d'Olympe peuplé de demi-dieux et de déesses, au-dessus desquels planait, entourée d'hommages et d'adorations, la personne du roi. Toute la nation y paraissait concentrée. Où trouver ailleurs les faveurs, les pensions, les plaisirs, la suprême élégance, l'esprit et cette scène toujours nouvelle de compétitions et d'intrigues qui amusent la frivolité des courtisans. Aussi voyez comme on s'y pousse, comme on s'y rue de toutes parts. Pour aller à la cour le gentilhomme vend ses terres, abandonne le manoir des ancêtres, s'épuise jusqu'au dernier sou et fait des dettes. « C'est là que vient tout l'argent du royaume, et d'après la multitude des impositions, tout écu de 6 livres doit s'y rendre, par une pente insensible, dans le court espace de cinq ou six ans. Que de larmes répandues pour former ce fleuve immense, ce fleuve d'or ¹. » « La cour, dit le marquis d'Argenson, est le tombeau de la nation. » En pleine France, en plein christianisme, un homme avait pu réaliser une conception asiatique et païenne, absorber toutes les forces vives d'une grande nation, incarner en lui l'Etat au point de faire reconnaître une seule volonté, « la volonté du roi », d'apparaître dans sa haute majesté « ce qu'il y a de plus grand après Dieu aux yeux du peuple, et même avant, à ceux des courtisans ² ». La Bruyère a écrit : « Les grands de la nation s'assemblent tous les jours à une certaine heure dans un temple qu'ils nomment église. Il y a au fond de ce temple un autel consacré à leur Dieu, où un prêtre célèbre des mystères qu'ils appellent saints, sacrés et redoutables. Les grands forment un vaste cercle au pied de cet autel et paraissent debout, le dos tourné directement aux prêtres et aux saints mystères et les faces élevées vers le roi, que l'on voit à genoux sur une tribune, et à qui ils semblent avoir tout l'esprit et tout le cœur appliqué. On ne laisse pas de voir dans cet usage une espèce de subordination : car ce peuple paraît adorer le prince et le prince adorer Dieu. »

1. MERCIER, *Tableau de Paris*, t. I, ch. LXXV.

2. LINGUET, *Annales politiques*, 1777, t. II, p. 26.

Le roi est donc le centre vers lequel tout converge. Saint-Simon signale chez le duc de Beauvilliers, « à travers une éminente piété, presque de l'autre monde, un respect pour le roi très peu distant de l'adoration de latrie ». Transportons-nous au siècle suivant. De quel cœur les Français se donnent tout d'abord à Louis XV le bien-aimé, cet enfant royal que la Providence semble sauver au milieu de tant de deuils pour le bonheur de la France ! De quel ton Massillon, dans un mandement adressé, en 1726, à ses diocésains de Clermont pour un *Te Deum* d'actions de grâces du rétablissement du roi, parle de ce « précieux reste de tant de princes, cette étincelle heureuse, seule échappée de l'extinction et du débris de toute la maison royale ; ce gage unique et auguste de l'affermissement du trône et de la tranquillité domestique ; ce don de Dieu laissé à la nation pour la consoler de ses malheurs et de ses pertes ; ce signe sacré, que le ciel, après un déluge de sang et de carnage, a montré à l'Europe, pour être comme le garant de la cessation des fléaux publics, et la paix des peuples et des nations » ; ce trésor que « le Seigneur nous avait donné dans sa miséricorde », et qu'il « a été plus d'une fois sur le point de nous enlever dans sa colère ! » En cette même année de 1726, Massillon s'était réjoui avec son troupeau que Louis XV, « étant rétabli de Dieu pour gouverner ce vaste royaume », eût déclaré vouloir « le gouverner par lui-même. Les soins d'un père sont, en effet, toujours plus tendres et plus éclairés que ceux de ses serviteurs, même les plus fidèles. C'est son patrimoine et son héritage qu'il administre ; c'est sa maison qu'il règle ; ce sont ses enfants et ses sujets qu'il gouverne ». Il y avait dans ce langage, à côté de l'amour général de l'épiscopat pour ses princes, la tendresse particulière du prédicateur de Louis XV enfant¹.

1. Massillon eut d'autres occasions de parler des princes. « Dieu, s'écriait-il au sujet du dauphin né en 1729, qui se plaît à faire passer sans cesse les sceptres et les empires d'une race à une race nouvelle, continue par une miséricorde singulière à perpétuer, depuis un nombre étonnant de siècles, l'empire français dans la maison royale. Le sang de saint Louis ne cessera pas de couler... Toutes les nations qui nous sont connues ont plus d'une fois changé de maîtres... La France seule conserve

Les hontes d'un règne dont tous les Français avaient salué l'aurore, allaient, au témoignage du marquis d'Argenson, affaiblir l'amour ou du moins le respect de la nation pour ses princes. « Le temps de l'adoration est passé¹ », écrit-il quarante ans avant la Révolution. Mais le cœur de la multitude battait encore pour la royauté, prêt à éclater d'enthousiasme à la première occasion, comme l'éprouva souvent Louis XVI. Marmont a traduit à cet égard le sentiment public jusqu'à la fin de l'ancien régime et même au delà. « En 1792, j'avais, dit-il, pour la personne du roi un sentiment difficile à définir, dont j'ai retrouvé la trace, et en quelque sorte la puissance, vingt-deux ans plus tard, un sentiment de dévouement avec un caractère presque religieux, un respect inné comme dû à un être d'un ordre supérieur. Le mot de roi avait alors une magie et une puissance que rien n'avait altéré dans les cœurs droits et purs... Cette religion de la royauté existait encore dans la masse de la nation et surtout parmi *les gens bien nés*, qui, placés à une assez grande distance du pouvoir, étaient plutôt frappés de son éclat que de son imperfection... Cet amour devenait une espèce de culte. » Norvins répète dans son journal : « Il y avait alors deux religions : Dieu et le roi². » Le mot si connu : « Si le roi savait ! » fut le cri général du peuple jusqu'à la Révolution.

encore ses anciens rois ; et avec eux, elle conserve la foi de ses pères, les lois primitives de la monarchie, les maximes anciennes de l'Eglise et de l'Etat. Le nouveau prince, que le ciel vient accorder à nos desirs, assure nos fortunes, la tranquillité de nos villes, l'état de chaque citoyen. » Massillon ajoute le plus grand prix à cette perpétuité de la famille royale. « Les successions des branches régnantes, dit-il, n'ont jamais manqué parmi nous que dans les temps où la corruption des cœurs, et le débordement des mœurs publiques attiraient sur nous la colère du ciel. Le sang royal cessait alors de couler des pères aux enfants ; Dieu livrait à l'esprit de révolte et de dissension les grands et le peuple, et la confusion publique expiait les crimes publics. » Voy. *Œuvres* de MASSILLON.

1. 1^{er} mars 1749 : « Les chansons, les vers, les estampes satiriques pleuvent contre la personne du roi... L'estampe représente le roi lié, garrotté, décollé, la reine de Hongrie le fouettant, l'Angleterre disant : *Frappes fort !* la Hollande disant avec un rouleau : *Il vendra tout !* Cela s'appelle l'estampe des quatre nations. Autre chanson disant que les cabinets sont dans la bassesse, parce que *les poissons viennent de la Halle*, allusion à M^{me} de Pompadour qui est Poisson. » — 18 septembre 1751 : « On se plaint toujours du peu de joie marquée dans le peuple de Paris sur un si grand événement que la naissance d'un duc de Bourgogne ; *l'on dirait que le peuple n'aime plus les rois qu'il a tant aimés.* » *Journal du marquis d'ARGENSON*.

2. *Mémoires* du maréchal MARMONT, I, 15. — NORVINS, 1, 201.

II

Dans ce culte monarchique, les évêques, tous gentilshommes, sont en tête des fidèles. En 1681, l'archevêque de Paris, M. de Harlay, dit à l'assemblée des prélats, « que la compagnie avait satisfait aux devoirs de sa *première religion* par la célébration de la messe du Saint-Esprit ; mais qu'il y avait une *seconde religion* à laquelle il fallait satisfaire *qui était de rendre ses respects au roi*¹ ». Que de prosternés devant l'idole de cette seconde religion. Écoutons cette anecdote racontée par Saint-Simon. Le lundi matin, 8 août, Louis XIV étant entré dans son cabinet pour donner l'ordre de sa journée, alla droit à l'évêque d'Orléans, M. de Coislin, « qui se rangea, croyant que le roi voulait passer outre, mais le roi le prit par le bras sans lui dire un mot, et le mena en laisse à l'autre bout du cabinet, aux cardinaux de Bouillon et de Furstemberg, qui causaient ensemble, et tout de suite leur dit : « Messieurs, je crois que vous me remercirez de vous donner un confrère comme M. d'Orléans, à qui je donne ma nomination au cardinalat. » A ce mot, l'évêque qui ne s'attendait à rien moins, et qui ne savait ce que le roi voulait faire de le mener ainsi, se jeta à ses pieds et lui embrassa les genoux. Grands applaudissements des deux cardinaux, puis de tout ce qui se trouva dans le cabinet, ensuite de toute la cour et du public entier où ce prélat était dans une vénération singulière ». Ce spectacle d'un évêque se jetant aux pieds du roi, et lui embrassant les genoux parce qu'il vient de le nommer cardinal, nous paraît étrange et révolte nos instincts démocratiques. Pour le comprendre, n'oublions pas à quelle hauteur l'imagination populaire, l'abdication des grands avaient placé le monarque, ni quels sentiments d'amour, quel

1. Procès-verbaux des assemblées du clergé, t. V, p. 373. — Ce langage était usuel au xviii^e siècle. LA BRUYÈRE (chap. des *Esprits forts*) dit : « Si toute religion est une crainte respectueuse de la Divinité, que penser de ceux qui osent la blesser dans sa plus vive image, qui est le prince. » — Les légistes du roi ne craignaient pas d'écrire : *rex Francorum est quidam Deus corporalis*.

religieux dévouement, le clergé, la noblesse professaient pour leur prince. « La vie du roi, disait Bossuet, fait la joie et le plus grand bien de l'Etat. Un bon sujet aime son prince comme le bien public, comme le salut de l'Etat, comme l'air qu'il respire, comme la lumière de ses yeux, comme sa vie et plus que sa vie¹. »

Bien qu'au XVIII^e siècle, et surtout à la veille de la Révolution, l'influence et le prestige de la ville aient grandi à côté de la cour, le roi n'en reste pas moins le centre autour duquel tout gravite. Richelieu avait dit : « Mon premier but fut la majesté du roi, le second fut la grandeur du royaume. » On voit que le grand ministre fait passer le roi avant le royaume. Désormais pendant plus d'un siècle et demi, le roi, aux yeux du clergé comme à ceux du pays, incarnera à ce point la patrie, la nation, que la France semblera disparaître devant la famille des Bourbons, ou du moins se confondre avec elle. L'expression qui revient si souvent dans la correspondance de Fénelon et de ses contemporains, *le service du roi*, indique très bien que c'est lui qu'on regarde comme la vivante image de la patrie.

Le dévouement à la chose publique ne perdait rien à cette identification du pays avec le prince. Il semble même que les sentiments des sujets, en s'adressant non plus à une abstraction morale mais à une personne, au roi, gagnaient en intensité et en chaleur. Bernis a pu écrire dans ses Mémoires : « En France, le roi est non seulement le maître des biens et de la vie, mais aussi de l'esprit de ses sujets. » Aussi, quel langage il tient, en 1766, comme cardinal-archevêque d'Albi, aux Etats d'Albigeois ! « Il n'est pas besoin, dit-il, de vous exhorter, Messieurs, à sacrifier sans murmure le reste de vos facultés échappées au malheur des temps ; le roi est le chef d'une grande famille, tout se partage, tout est commun entre le père et les enfants. Le vrai patriote ne refuse rien à l'Etat qui lui demande ; il se donne lui-même, quand ses ressources sont épuisées. Notre première

1. SAINT-SIMON, t. I, p. 180, 181. — BOSSUET, *Politique tirée de l'Ecriture Sainte*, liv. VI, art. 1, 4^e proposition.

ambition est de plaire au roi ; le sentiment le plus impétueux et le plus incorruptible de nos vies est de le servir aux dépens de nos biens et de nos vies ¹. » Un prélat donnait, en 1782, à ce dévouement absolu à la personne du roi une expression piquante, non exempte peut-être de quelque ironie. « Je suis, disait-il, comme le Français qu'on représente sur le théâtre de Londres. On fait paraître un pauvre diable sous le poids de sa hotte. Il crie : Vive le roi ! On lui met dans sa hotte une pierre de plus : il crie encore. On le charge davantage, jusqu'à ce qu'il soit à terre, et là, d'une voix faible et oppressée, il crie encore avec bien des efforts et de la peine : Vive le roi ² ! »

Le roi est le chef de l'Etat, l'Etat lui-même ; il est aussi le protecteur de l'Eglise. Voilà un nouveau et grand titre à la reconnaissance de son épiscopat. On n'a que l'embaras du choix dans les traités, les harangues où cette doctrine est énoncée sous toutes les formes. Ecoutons un homme autorisé, un très grand personnage, le cardinal de La Rochefoucauld, archevêque de Bourges, ministre de la feuille. En 1755, dans l'assemblée du clergé de France, il parlait ainsi à Louis XV, au nom de l'épiscopat : « La qualité de vos sujets n'est pas le seul lien qui nous attache à Votre Majesté ; il en est d'un autre ordre que la religion elle-même a formés ; nous sommes ses ministres et vous êtes son protecteur. Le Saint-Esprit nous a établis en qualité d'évêques pour gouverner l'Eglise de Dieu. Roi très chrétien et fils aîné de l'Eglise, ces titres glorieux comportent l'obligation d'employer l'autorité que vous tenez de Dieu pour faire respecter celle qu'il a établie dans l'ordre spirituel. Chargés du dépôt de la foi et dispensateurs des mystères de Dieu, le peuple fidèle attend de nous l'enseignement de la sainte doctrine et l'exercice des fonctions sacrées. Prince religieux : nous attendons de vous la protection nécessaire pour ne point être troublés dans ce double ministère, et, fondés sur votre piété et votre justice, nous espérons l'obtenir. Vous aimez la vérité, Sire ; nous la dirons à Votre Majesté, avec cette

1. *Mémoires de BERNIS*, I, 115. Masson, 61-64.

2. *Archives nationales*. Lettre inédite du 3 déc. 1782.

liberté respectueuse qui fait le plus bel éloge des princes auprès desquels elle trouve un accès favorable. Nous ne vous dissimulerons pas les maux qui affligent l'Eglise, nous vous exposerons nos douleurs pour le passé et nos alarmes pour l'avenir ¹. »

Ce langage ne manque ni de force ni de grandeur. Le roi, comme protecteur de la religion, acquiert un nouveau titre à la vénération des évêques. Il est vrai que l'exercice de ce droit leur donnera l'occasion, la seule occasion même de lui résister: Sainte-Beuve a dit de Harlay de Champvallon, archevêque de Paris: « Le catholique et le chrétien cédèrent le pas au sujet, Dieu et le pape ne vinrent qu'à la suite. Le roi avant tout, telle fut sa devise. » Soit pour Harlay, mais au temps de Louis XIV lui-même, il eût été bien difficile de faire triompher un schisme. Au XVIII^e comme au XVII^e siècle, la fidélité, le loyalisme du gentilhomme enlevaient quelque chose à l'indépendance du pontife; mais malgré leur dévouement absolu à la royauté, ces prélats auraient presque tous su, s'il l'eût fallu, prouver qu'ils donnaient la première place à Dieu. Leur devise était celle des Talleyrand: *Re que Diou, re que lou Rei*. Donc Dieu au premier rang ², mais après Dieu le roi « qui est son image », selon l'expression de Bernis. Puisqu'il est l'image de Dieu, l'évêque du dehors, le roi doit toujours unir à sa qualité de chef de l'Etat le rôle de protecteur de l'Eglise. Les évêques se complaisent alors à mettre en pleine lumière cette double mission de la royauté.

En 1751, un saint prélat, M. de Partz de Pressy, évêque de Boulogne, salue en des termes pleins de poésie et de tendresse pour la famille royale, la naissance du duc de Bourgogne: « Croissez et fructifiez en grâces, illustre

1. Collection des procès-verbaux des assemblées du clergé, t. VIII, p. 441.

2. Au milieu du XVIII^e siècle, l'évêque de Verdun, M. d'Hallencourt de Drosménil, écrivait au contrôleur général pour une question d'intérêt, au sujet du vingtième, impôt qu'on voulait lever sur le clergé: « Je vous supplie, au nom de Dieu, et avec les instances les plus fortes, de ne point mettre en opposition l'obéissance que nous devons au roi et celle que nous devons à notre conscience; car, dans l'incompatibilité de ces deux devoirs, le roi a trop de religion pour ne pas sentir lequel des deux doit avoir la préférence. »

rejeton d'une si excellente tige, et puissiez-vous un jour faire le bonheur de la France! Croissez à l'ombre du trône et, soutenu des regards, des conseils et des exemples du plus cher des rois, fleurissez, portez des fruits comme le rosier planté sur le bord des eaux, épanouissez-vous comme le lys, et découvrez chaque jour l'éclat naissant de vos royales qualités; que leur parfum se répande comme l'odeur du Liban. Soyez l'espérance des peuples, l'honneur de la nation, l'ornement de la cour, la joie de votre aïeul (Louis XV), l'amour de notre dauphin, la gloire de votre mère. » Voilà pour l'Etat; mais voici la seconde mission qui attend le nouveau prince: « Soyez surtout l'appui de la religion chancelante, la consolation de l'Eglise, la terreur de l'impiété, le fléau de l'injustice, le soutien de l'innocence et le modèle des mœurs publiques. » Bientôt, quand la naissance du duc de Berry, le futur Louis XVI, viendra combler le vide fait par la mort de ses deux aînés, les ducs de Bourgogne et d'Aquitaine, le même évêque s'écriera: « Dieu assure par là de plus en plus le bonheur de l'Etat et le triomphe de la religion, en affermissant la couronne dans cette race auguste qui, depuis près de huit cents ans, se voit seule dans tout l'univers non seulement toujours régnante, toujours assise sur le plus illustre trône de la chrétienté, mais encore toujours catholique, toujours protectrice de la foi orthodoxe, sans laquelle il est impossible de plaire à Dieu ¹. » Voilà pompeusement décrite la double mission d'un roi de France. Il est le maître de l'Etat, il est le protecteur de l'Eglise. Il agit, il parle en chrétien, en croyant, non seulement comme homme mais comme prince. Il tient un langage qui ne tombe aujourd'hui que de la bouche du pape et des évêques.

III

Ne nous étonnons pas de la persistance de ces convictions; le cœur s'était mis de la partie. L'histoire de la

1. HAIGNERÉ, *Etude sur Mgr de Pressy*, 1858, in-8, p. 104-105.

vieille France dit à chaque page combien les rois y furent aimés. Les évêques n'étaient en ce point en retard sur personne. Laissons parler un prélat favorable à ces jansénistes que l'avocat Barbier, vers le milieu du XVIII^e siècle, commence à traiter de républicains, M. de Beauteville, évêque d'Alais. Il disait, en 1774, dans le mandement publié au sujet de l'avènement de Louis XVI : « Aimer ses rois et leur obéir sont des devoirs essentiels, mais qu'il est inutile de recommander à des Français. Ce ne serait pas connaître la nation que de lui peindre sous les couleurs du devoir le plus doux penchant de son cœur. Le reproche d'inconstance et de légèreté que les nations voisines font si volontiers à la nôtre, n'a jamais eu pour objet son attachement à ses souverains; son zèle pour eux semble prendre son origine dans son sang et couler avec lui dans ses veines. Les générations passent, mais l'amour des rois parmi nous est un hommage immortel, une passion héréditaire dont les liens nous attachent au trône plus fortement que ceux qui nous attachent à la vie¹. » Quel langage! quelle énergie d'expression un prélat suspect de jansénisme a su trouver, quinze ans avant la Révolution, pour peindre la passion des Français pour leurs rois!

Le roi tant aimé, aime à son tour. Sans oublier l'égoïsme d'un Louis XIV et d'un Louis XV, on peut dire qu'en général les termes dont il use avec ses sujets : *chers et bien-aimés*, ne sont pas une vaine formule. Lorsqu'en particulier on parcourt la correspondance échangée entre le monarque et les évêques, quand on voit d'un côté l'abandon un peu protecteur, mais paternel et confiant du souverain, de l'autre l'adhésion ardente, l'élan enflammé des prélats, on s'aperçoit bien vite qu'il s'agit d'une famille très unie où les joies et les peines sont communes, où la hauteur à laquelle s'est placé le souverain n'a fait qu'accroître l'élan de tant de cœurs qui veulent s'élever jusqu'à lui. Il est difficile aujourd'hui même de n'être point touché de ces communications constantes

1. *Journal*, t. V, p. 253. — *Recherches historiques sur la ville d'Alais*, 1860, p. 62-63.

entre la royauté et l'épiscopat. Le roi sait que rien de ce qui intéresse sa famille et la France ne trouvera ses évêques indifférents. Les princes et les princesses de la maison de France rendent fréquemment visite à l'archevêque de Paris. En voyage, c'est à l'évêché que nous les avons vus demander l'hospitalité, certains d'y trouver la fidélité la plus ardente, l'accueil le plus empressé et le plus respectueux ¹.

Les événements publics et privés entretiennent entre la royauté et le clergé une correspondance incessante. Le roi part-il en guerre, il demande aux évêques des prières pour le succès de ses armes ; a-t-il remporté une victoire, il fait chanter des *Te Deum* d'actions de grâces. A-t-il eu la joie suprême de voir assurer sa succession par la naissance d'un prince, il en écrit à « son cousin » le cardinal un tel, à l'archevêque de Paris, aux évêques ducs et pairs ², à tous les prélats de France. La joie fait alors explosion dans tous les mandements, et les peuples, qui avaient déjà appris par la même voie le mariage du roi, la grossesse de la reine ³, saluent par des transports

1. Par exception, M. de La Ferronnays, évêque de Bayonne, n'eut point à se louer d'avoir logé sous son toit le comte d'Artois. Le futur Charles X vint, le 19 Juillet 1782, dans cette ville, se rendant en Espagne. Le prélat avait avec lui sa famille de Bretagne. On passa ensemble quatre ou cinq jours dans les fêtes. Par malheur, le comte d'Artois s'amouracha d'une nièce de l'évêque et le laissa trop voir. M. de La Ferronnays, froissé d'un tel manque au respect de l'hospitalité et à son caractère épiscopal, crut devoir s'absenter de Bayonne, au retour du prince, laissant à son grand vicaire, M. d'Iturbide, le soin de le recevoir et au besoin de lui dire les vrais motifs de son départ. Cette fermeté digne n'empêcha pas M. de La Ferronnays, d'être nommé quelques mois plus tard à l'évêché de Lisieux. Cf. abbé Duvoisin, *Vie de M. Daguerre*, 1861, p. 414-415.

2. Citons la lettre suivante adressée par Louis XVI à M. de Juigné, alors évêque de Châlons : « Mon cousin, la divine Providence vient de mettre le comble à mes souhaits par la naissance d'un fils, dont la reine, ma très chère épouse et compagne, vient d'être heureusement délivrée. Cet événement qui assure le bonheur de mes peuples, en assurant ma succession, pénètre mon cœur de la plus juste reconnaissance. Mon premier soin est de m'empresser d'en rendre grâces à Dieu, et je vous fais cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous fassiez, pour cette fin, chanter le *Te Deum* dans votre église cathédrale et dans toutes les autres de votre diocèse avec la solennité requise, et que vous invitiez à y assister ceux qu'il conviendra. Ce que me promettant de votre zèle, je ne vous fais la présente plus longue que pour prier Dieu, qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et digne garde. Écrit à Versailles, le 22 octobre 1781. Signé : Louis. » Il s'agissait de la naissance de Louis-Joseph-Xavier-François, dauphin, qui devait mourir le 4 juin 1789. — Pour fêter la naissance du dauphin, Juigné et le chapitre de Châlons prirent à leur charge, pour les faire élever et leur donner un état, vingt garçons et douze filles. Le conseil municipal dota douze filles. Juigné leur donna la bénédiction nuptiale dans la cathédrale, en présence de l'intendant. On chanta le *Te Deum*. *Vie manuscrite de Mgr de Juigné*.

3. Par exemple, M. de Béthisy, évêque d'Uzès, avait annoncé en ces

d'allégresse son heureuse délivrance et la perpétuité de la famille royale.

En 1785, la naissance du duc de Normandie, le futur Louis XVII, inspira à M. de Maillé-La-Tour-Landry, évêque de Saint-Papoul, un mandement qui lui attira les foudres du rédacteur des *Nouvelles ecclésiastiques*. Le prélat ne s'était-il pas avisé, pour célébrer ce joyeux avènement, d'employer les expressions mêmes dont se sert l'Evangile dans la Nativité du Sauveur. Le *evangeliso vobis gaudium magnum* et les principaux traits du récit sacré, viennent successivement sous sa plume. Le pontife invite ses diocésains à aller vénérer « l'enfant auguste, l'enfant de la patrie, » dans ce nouveau Bethléem, *transeamus usque Bethleem*. « Déjà son étoile brillante a appelé à ses côtés les mages de l'Orient, c'est-à-dire les gens de la cour ; l'encens a fumé, la main des artistes fameux a tissé l'or des vêtements, *obtulerunt ei munera*. » Le *pannis involutum* arrive à son tour dans le mandement, où l'opulent berceau de Versailles a quelque peine à rappeler la misérable grotte de Bethléem. Maillé termine son chef-d'œuvre par souhaiter qu'on s'écrie à l'aspect du jeune prince, comme autrefois devant le Sauveur : « Heureux le sein qui vous a porté, heureuses les mamelles qui vous ont nourri ! » Le journal janséniste n'est pas tendre pour cette littérature de cour. Il y voit des « adulations fades, sans goût, sans un mot d'instruc-

termes, dans un mandement, la grossesse de la reine : « Voir multiplier, N. T. C. F., le sang de nos rois, c'est pour nous voir multiplier les objets de notre attachement. Un espoir nouveau nous luit. Le père chéri des Français leur annonce qu'il lui est permis d'espérer bientôt un double titre au bonheur des bons pères, etc... A ces causes, nous ordonnons que dans toutes les églises de notre diocèse, il sera dit, tous les jours aux messes, jusqu'à ce que la Reine soit accouchée, la collecte, la secrète et la post-communion suivantes ; et nous exhortons les fidèles de notre diocèse à faire, à cette même intention, de ferventes prières qu'ils accompagneront d'aumônes et de toutes sortes de bonnes œuvres. » Le mandement est daté du 24 juillet 1781. Le dauphin naquit le 22 octobre. Le roi, de son côté, avait fait connaître en ces termes aux évêques la grossesse de la Reine : « Mons. l'évêque d'Uzès, c'est avec une satisfaction infinie que je puis annoncer à mes peuples l'heureuse grossesse de la Reine, ma très chère épouse et compagne, parce que je la regarde comme une nouvelle preuve de la bénédiction que Dieu répand sur ce royaume. La loi que je me suis faite de soumettre à sa Providence tous les événements qui peuvent m'intéresser, m'engage à vous faire cette lettre pour vous dire qu'il me sera très agréable que vous ordonniez une collecte ou prière pour la conservation de sa Personne. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, Mons. l'évêque d'Uzès, en sa sainte garde. Ecrit à Versailles, le 29 juin 1781. *Signé: Louis.* »

tion ». Il dit que cet abus de l'Écriture Sainte joint « le ridicule à la profanation ¹ ». C'était se montrer vraiment sévère pour une amplification où l'auteur, en se servant ainsi de l'Évangile, n'avait pas voulu lui manquer de respect, mais avait cru trouver un moyen, malheureux il est vrai, d'échapper à la banalité d'un sujet que chaque naissance d'un prince ramenait forcément sous la plume des prélats.

Les évêques sont les intermédiaires indiqués entre le roi et son peuple. Leur grande situation dans la province, le respect que leur attirent leur caractère et leurs fonctions, la faculté qu'ils ont de se faire entendre par leurs curés jusque dans la plus humble campagne, donnent un grand écho à leur voix, une grande autorité à leur parole. D'un autre côté, ils ont un cœur assez français pour vibrer de tous les battements de celui de la patrie. C'est aux évêques qu'il incombe d'annoncer à leurs diocésains la guerre et la paix ², de faire connaître et, au besoin, de commenter les événements publics. Ils s'acquittent de cette mission avec le plus ardent patriotisme. On connaît la belle parole de Louis XIV, voulant la paix et forcé de continuer à se battre dans la grande lutte pour la succession d'Espagne. « Puisqu'il faut faire la guerre, dit-il, j'aime mieux la faire à mes ennemis

1. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1785, p. 138-139. — L'évêque de Béziers, M. de Nicolai, était mieux inspiré, quoique un peu ampoulé, en écrivant au sujet de la naissance du dauphin : « Le sceptre ne sortira donc point de la famille de Juda. La race des justes ne sera point éteinte. L'auguste famille de Bourbon se perpétuera sur le trône. Un nouveau rejeton s'élève de leur tige. Il naît pour le bonheur de l'Etat, ce dauphin si longtemps désiré, l'objet de l'attente, le gage de la tranquillité publique, l'espérance de la monarchie, le lien de la succession royale, l'héritier de la grandeur que tant de siècles ont accumulée sur la tête de ses illustres aïeux, l'enfant de tant de rois que la religion et la gloire ont si souvent couronnés de leurs lauriers immortels. » Cf. *Bulletin soc. arch. de Béziers*, 1879.

2. Un *Te Deum* fut chanté, le 14 décembre 1783, à la suite de la lettre suivante du roi au cardinal de La Rochefoucauld : « Mon cousin, après avoir posé les fondements de la paix par les articles préliminaires, que j'ai signés avec le roi de la Grande-Bretagne, je n'ai point différé à la conclure définitivement. Les conférences tenues à cet effet ont eu le succès que je pouvais désirer, et le traité définitif de paix auquel l'empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et l'impératrice de toutes les Russies ont concouru comme médiateurs, a été signé à Versailles le 3 du mois de septembre. Les ratifications de ce traité ayant été solennellement échangées et l'ouvrage de la paix étant par là entièrement couronné, mon intention est de rendre à Dieu de nouvelles actions de grâces pour la tranquillité qu'il veut bien accorder à mes peuples. Signé : Louis. » Cf. FALLUE, *Histoire politique et religieuse de l'Église métropolitaine et du diocèse de Rouen*, 4 vol. in-8, t. IV, p. 403.

qu'à mes enfants. » Fléchier fait un éloquent commentaire de cette résolution magnanime. « Nous n'osons presque, N.T.C.F., s'écrie-t-il dans son mandement à ses diocésains de Nîmes, vous exposer les lois honteuses et tyranniques qu'ils ont voulu nous imposer; vous les avez apprises avec horreur. Il fallait pour les satisfaire démolir nos murs, nos places, et combler nos ports à leur fantaisie; leur abandonner les villes que nous avions fermées pour notre défense; sous prétexte de leur donner des sûretés, nous ôter les nôtres, et livrer le royaume à leurs irruptions et à leurs caprices; interdire au Roi la liberté de protéger une famille royale, respectable par son rang, par sa piété, par la persécution même qu'elle souffre, et, après l'avoir dépouillée de ses Etats, vouloir encore lui enlever sans pitié l'asile et la protection qui lui restent; proposer de faire descendre du trône un roi solennellement reconnu, régnant, établi, aimé des siens; l'arracher de son royaume et, pour ainsi dire, du cœur même de ses sujets; et, ce qu'il y a de plus inhumain, prétendre de s'aider des conseils et des armes mêmes du père pour déshonorer son propre fils, et violer en même temps les règles du sang et de la nature; enfin, pour ne rien oublier d'odieux, renvoyer à leur jugement la cause de Dieu et soumettre notre religion à leur politique. » On aime à entendre ce langage dans la bouche d'un vieillard qui, déjà au bord de la tombe, éprouve si vivement toutes les fiertés et toutes les angoisses du patriotisme. Il n'y avait pas, dans ces circonstances, de plus beau rôle pour les évêques que de tremper ainsi l'âme de leur peuple pour les résolutions viriles et les sacrifices imposés par l'honneur. Le dernier archevêque de Rouen avant la Révolution pouvait dire en toute vérité, dans un mandement sur la guerre: « Nous sommes citoyens, Français et chrétiens. ¹ »

L'épiscopat est à l'unisson de la nation et de ses rois, dans les jours tristes comme dans les jours heureux. En 1765, un événement lugubre, la mort du dauphin, fils de

1. *Œuvres complètes de FLÉCHIER*, t. VIII, p. 143 et suiv. Mandement du 10 juillet 1709. — LOTH, *op. cit.*, p. 28.

Louis XV, qui couvrit la France d'un voile de deuil, révéla tout ce qu'il y avait au cœur des évêques pour la famille royale. Le clergé, qui espérait tant de ce prince chrétien, avait tout fait pour arracher au ciel sa guérison. A Paris, les prières publiques, *pro serenissimo Delphino infirmo*, la procession de la chässe de sainte Geneviève, toutes ces démonstrations de la piété publique avaient montré le prix qu'on attachait à sa vie. Aussi, quel cri de douleur quand arrive la fatale nouvelle ! « Nos vives alarmes ne sont donc terminées que par la consternation la plus profonde, s'écrie Christophe de Beaumont, archevêque de Paris ; l'héritier présomptif, le fils du plus puissant des rois, l'amour et l'espérance de la nation la plus zélée pour le sang de ses maîtres, les délices de la famille royale, Mgr. le Dauphin vient de nous être enlevé au milieu de sa carrière, dans un temps où il faisait son bonheur de contribuer au nôtre et de préparer celui de nos neveux ¹. »

La douleur du cardinal de Bernis éclate plus éloquente encore. Il fonde à perpétuité un service solennel dans son église métropolitaine d'Albi où il officie lui-même pontificalement. A l'ouverture des Etats de 1766, il ne peut s'empêcher de faire l'éloge de celui qui voulait l'appeler, dit-on, au premier ministère. Il sait trouver, comme l'avaient fait ses collègues de l'épiscopat, des paroles qui nous remuent encore et dont l'émotion indique assez qu'il ne s'agit point d'une littérature officielle ². Pendant que les évêques publient des mandements, les académies mettent au concours l'éloge du dauphin, et telle est la sympathie universelle pour ce prince, tel est

1. Mandement du 2 janvier 1766. Trente-six prélats assistèrent aux obsèques du prince, le 1^{er} mars 1766. Loménie de Brienne prêcha et fut insuffisant. Le 12 mai, nouveau service au couvent des Grands-Augustins, en présence de l'archevêque de Paris, du cardinal de Luynes et de soixante autres évêques.

2. « La plaie profonde faite au cœur de l'Etat, dit Bernis, se rouvre tout entière à nos yeux. Le temps, ce consolateur, ce médecin des âmes, n'a pu encore les guérir ; la nation a payé son tribut par nos larmes ; les convulsions de la douleur sont passées, la pompe funèbre est finie, l'encens de nos prières s'est perdu dans le ciel. Pourquoi donc l'affliction est-elle encore peinte sur nos visages ? Pourquoi règne-t-elle si profondément dans nos cœurs ? Le roi, dont les jours nous sont si chers, n'est-il pas dans l'âge de la maturité et de la force ? Ses petits-fils croissent comme des plants d'olivier autour de la table royale.... ; mais l'espoir du

aussi le goût du temps pour les discours académiques, qu'il suffit de ce seul travail à des lauréats, comme l'abbé de Boulogne, pour acquérir la renommée. La maladie de Louis XV ne pouvait pas exciter les mêmes alarmes que celle du dauphin. Cependant, à la nouvelle que le roi est en danger, les évêques ordonnent des prières publiques, font exposer le Saint-Sacrement. Christophe de Beaumont parle de sa « piété ». Lorsqu'il a rendu le dernier soupir, c'est le bourdon de Notre-Dame qui, de sa voix puissante et lugubre, apporte à l'immense cité la première nouvelle de la mort royale.

Quand le cœur est pris à ce point, on peut être assuré que les liens qui unissent les sujets à leur roi résisteront à toutes les épreuves. Fénelon disgracié par Louis XIV, relégué à Cambrai, se déclare prêt à mourir pour lui. Sur son lit de mort, après avoir reçu l'extrême-onction, au moment de paraître devant Dieu, il dicte à son secrétaire une lettre au roi, pour lui dire ses « véritables sentiments » et lui recommander les intérêts de son diocèse. Si les prélats du XVIII^e siècle n'ont pas le génie de Fénelon, ils ont du moins, ce qui est plus facile, son attachement à la personne royale. On sait que Christophe de Beaumont fut souvent arraché à son troupeau par ordre du monarque, dans sa lutte contre les jansénistes. Quelle est sa première préoccupation au retour de ses nombreux exils ? C'est de courir à Versailles présenter ses hommages au roi et à la famille royale. La preuve qu'il faut voir dans cette démarche, non un acte de servilisme, mais l'impulsion du cœur, c'est qu'en une de ces circonstances, en 1759, Louis XV, ayant eu la malheureuse idée d'exprimer à Beaumont le désir qu'il rendit visite à M^{me} de Pompadour, s'attira cette réponse de l'inflexible

bonheur console-t-il de la perte ? Non, jamais la France n'oubliera que le roi avait un successeur digne du trône, que la religion a perdu un disciple et un appui, le conseil un ministre sage et instruit, la vertu un ami, le vice un juge, le malheureux un consolateur, les lettres et les arts un protecteur éclairé, les princes un guide, les hommes enfin un modèle de toutes les vertus sensibles. O grand prince, les Français, les étrangers, les ennemis eux-mêmes, ont pleuré ensemble sur votre tombeau. Votre mort sera à jamais une calamité publique ; tout ce qui honore la vertu se plaindra au ciel de votre perte ; la corruption seule avait le droit de vous haïr. » MASSON, p. 67.

prélat : « Sire, ma malle est encore attachée à ma chaise de poste qui est dans la cour ; je suis prêt à repartir pour l'exil, mais rien ne pourra me déterminer à une démarche qui est contraire à mon devoir. » Tous les prélats du XVIII^e siècle n'ont pas le grand caractère de M. de Beaumont ; tous du moins partagent ses sentiments à l'égard du roi. Qu'ils soient l'objet de quelque rigueur, juste ou injuste, de la part du prince, ils bénissent encore la main qui les frappe ¹.

Cette main était parfois un peu lourde. Qu'on relise, par exemple, la lettre par laquelle Louis XV signifiait son congé au cardinal de Bernis : « Mon cousin, les instances réitérées que vous m'avez faites pour quitter le département des affaires étrangères m'ont persuadé qu'à l'avenir vous ne rempliriez pas bien des fonctions dont vous désiriez avec tant d'ardeur d'être débarrassé. Et c'est d'après cette réflexion que je me suis déterminé à accepter votre démission de la charge de secrétaire d'Etat. Mais j'ay senti en même temps que vous ne répondiez pas à la confiance que je vous avais marqué dans des circonstances aussy critiques, n'y aux grâces singulières que je vous ay accumulées en si peu de temps. En conséquence, je vous ordonne de vous rendre dans une de vos abbayes à votre choix, d'icy à deux fois vingt-quatre heures, sans voir personne, et ce jusqu'à ce que je vous mande de revenir. Renvoiez moy des lettres que vous avez gardé de moy dans un paquet cacheté. Sur ce je prie Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et digne garde. Versailles, 13 décembre 1758. » Que fera Bernis ? sans doute il obéira, mais est-ce que ce coup de foudre ne va pas éteindre ou du moins affaiblir dans son cœur la flamme royale qui le consume. Il se charge lui-

1. REGNAULT, I, 477. — Mgr de Brancas, archevêque d'Aix, exilé, comme on disait alors, à Lambesc, en 1755, pour refus des sacrements aux jansénistes, eut occasion d'y prononcer une allocution qui se terminait ainsi : « Tout ce que je puis vous dire, Messieurs, c'est que le déclin de l'âge, qui éteint toutes les passions, n'a rien retranché de celle que j'ai pour le roi, notre auguste maître, pour toute la famille royale et son illustre rejeton et pour toute la province ; elle est toujours plus vive et plus tendre. » Le début de cette harangue était piquant : « Messieurs, dit Brancas, si j'avais les yeux de M. le gouverneur (le duc de Villars) et la mémoire de M. l'intendant (de La Tour), je pourrais prononcer ou vous lire un discours, mais le déclin de l'âge m'a ôté l'un et l'autre. »

même de répondre. « J'ai deux maîtres, dira-t-il plus tard, dont l'un est Dieu et l'autre le roi, et je n'en aurai jamais d'autres¹. »

Pendant que la conduite honteuse de Louis XV produit lentement, dans les différentes classes de la nation, une désaffection qui devait être mortelle à sa famille et à la monarchie, les évêques, hommes de tradition, paraissent garder absolument intact le culte de la royauté. Les nobles se sont faits, avec un dévouement inaltérable, les chevaliers servants du monarque. S'ils reçoivent du roi de toutes mains, ils ne calculent pas quand il s'agit de donner leur sang. Le cœur de l'épiscopat sorti tout entier de la noblesse, vibre des mêmes sentiments. Il semble même que les prélats s'interdisent les réflexions désobligeantes que Louis XV inspire à son entourage. Leur foi monarchique n'est pas ébranlée. On a calculé que M. de Belloy, évêque de Marseille, depuis cardinal archevêque de Paris dans notre siècle, trouva moyen de faire chanter quatre-vingt-dix-neuf fois le *Te Deum* sous Louis XV². Nous n'aurions pas cru, à en juger par l'histoire, qu'il ait eu lieu de tant se réjouir pendant ce règne. Le cardinal de la Roche-Aymon, grand-aumônier, surnommé *la vieille Eminence*, amuse les courtisans par le sérieux des hommages et des respects qu'il rend à Louis XV. Une anecdote marque bien la ferveur de son culte royal. L'abbé Maury vient un jour à Versailles remercier La Roche-Aymon de lui avoir donné l'abbaye de la Frenade. Le cardinal, qui sait le grand succès remporté récemment par Maury dans son panégyrique de saint Louis, prononcé devant l'Académie, lui dit à brûle-pourpoint, sans lui laisser le temps de parler : « Monsieur l'abbé, vous prêcherez l'an prochain devant le roi le sermon de la Cène, l'avent, et le jour de la Pentecôte, pour la cérémonie des cordons bleus. — Monseigneur... — En outre, préparez-vous à prêcher le carême de 1775 à Versailles, devant Sa

1. Masson, p. 443, et préf. cxvi.

2. Sur les soixante mandements publiés par Mgr de Coëtlosquet durant ses dix-neuf ans d'épiscopat à Limoges, vingt-cinq se rapportent aux guerres.

Majesté. — Monseigneur, daignez proportionner vos bienfaits à mes forces, je succomberai sous le travail. — Qu'importe, Monsieur, *vous ne seriez pas le premier qui seriez mort au service du roi.* »

IV

Le service d'un roi qui s'appelait Louis XV présentait bien quelques difficultés, surtout pour un évêque. Les personnes qui entouraient ce prince, dit Talleyrand, « gémissaient sans doute (de ses désordres), mais on craignait alors de constater par le blâme ce qu'on regardait comme un de ces secrets de famille que chacun sait, que nul n'ose nier, mais qu'on espère atténuer en les taisant et en se conduisant comme si on les ignorait ». C'est à un sentiment de ce genre qu'obéissait l'épiscopat ; mais le décès du roi vint le mettre dans un grand embarras. Bien qu'il soit plus facile de dire la vérité aux morts qu'aux vivants, les princes dont la conduite n'avait pas été édifiante, causèrent quelque perplexité aux orateurs officiels chargés de leur oraison funèbre. L'histoire a gardé le souvenir d'un incident amusant qui signala les funérailles de François I^{er}. Duchatel, son ancien lecteur, évêque de Mâcon, crut pouvoir dire dans son discours que, si grande était la miséricorde de Dieu que « son âme était allée tout droit au ciel ». La Sorbonne, ne trouvant pas dans la vie du défunt roi des titres particuliers à une telle faveur, voulut voir dans ce langage une atteinte au dogme du purgatoire, qu'il fallait défendre contre les protestants. Elle envoya des députés à Saint-Germain-en-Laye pour déférer au nouveau roi le prédicateur. Ils furent reçus par le premier maître d'hôtel, un Espagnol, nommé Mendoze, réputé pour ses bons mots. Il commença par régaler les graves docteurs de Sorbonne ; puis, abordant le sujet qui les amenait, il leur tint ce discours : « Messieurs, vous regardez M. de Mâcon comme un hérétique, et vous êtes en contestation avec lui au sujet du lieu où est maintenant l'âme du feu roi, mon bon maître.

Vous devez vous en rapporter à moi qui le connaissais mieux que personne, et je puis vous répondre qu'il n'était pas d'humeur à s'arrêter beaucoup dans un endroit, si bien qu'il pût y être. Si donc il a fait un tour en Purgatoire, soyez persuadés que ce n'a pas été pour y demeurer longtemps, mais tout au plus pour y goûter le vin en passant ¹. » Le propos se répandit. Le facétieux maître d'hôtel, en mettant les rieurs de son côté, désarma les inquisiteurs de la Sorbonne.

Le cas de Louis XV était plus grave que celui de François I^{er}. Comment ne pas parler de lui puisqu'un mandement l'imposait à chaque évêque à l'occasion de sa mort, et si on en parlait comment ne pas faire des réserves sur une vie qui avait été un effroyable scandale ? Dans cette circonstance, l'amour dynastique, une sorte de superstition de la royauté, semblent cacher à quelques prélats la triste réalité. Bourdeilles, évêque de Soissons, s'oublie jusqu'à appeler Louis XV « le meilleur des princes ». Malide, évêque d'Avranches puis de Montpellier, accentue encore la louange. Christophe de Beaumont lui-même fait à peine une allusion lointaine au « repentir du roi ». Conzié, évêque d'Arras, dépasse manifestement la mesure. Il appelle Louis XV « ce bon roi, ce monarque magnanime que le Seigneur nous avait donné dans sa miséricorde... Nous ne vous entretenons pas, ajoutait-il, des grands événements du règne de ce puissant roi, ni de sa gloire, ni de ses succès, ni de ses victoires... Un prince, qui était autant selon le cœur des hommes, aurait-il pu ne pas être selon le cœur de Dieu ² ».

Le ton de cette littérature sacrée choque les idées de notre temps. Ces oraisons funèbres avaient pour auteurs des prélats trop fascinés pour bien voir, trop encadrés dans l'Etat pour être libres. Ils auraient craint aussi de porter atteinte, par une trop vive censure, au respect des peuples pour la majesté royale. Heureusement que la

1. DE THOU, liv. III.

2. PÊCHEUR, VII, 336. — Mandement du 11 mai 1774. « Il veut, dit M. de Beaumont, s'humilier devant sa cour, publier sa résignation et son repentir. » — BELSUNCE écrivait le 23 mars 1730 : « Qu'il est heureux de vivre sous les lois d'un monarque élevé dans le sein de la piété ! » — LECESNE, *op. cit.*, p. 657.

vérité sut ça et là faire entendre sa voix. M. de Beauteville, évêque d'Alais, celui-là même qui nous dépeignait tout à l'heure avec tant de force l'amour des Français pour le roi, ne put s'empêcher de dire de Louis XV, dans son mandement : « La destinée de ce prince est couverte à nos yeux d'un voile impénétrable. Les faiblesses et par conséquent les scandales, qui se sont succédé sur le trône, ont été trop visibles pour être désavoués. » M. de Fumel, évêque de Lodève, ayant à faire l'éloge de Louis XV devant les Etats du Languedoc, le 13 décembre 1774, s'écria : « Je dois cet aveu à la vérité, je trahirais d'ailleurs mon ministère, j'insulterais à Dieu et à la sainteté de son temple, si je prétendais ôter au vice sa difformité, couvrir sa turpitude, déguiser, excuser, pallier les passions les plus criminelles ¹. » Voilà la liberté apostolique. M. de Beauvais, évêque de Senes, fut encore plus dur. Chargé de prêcher le panégyrique de Louis XV, il laissa tomber de la chaire cette parole célèbre : « Le silence des peuples est la leçon des rois ². » Mesdames de France, filles de Louis XV et protectrices de l'évêque de Senes, furent blessées de la liberté de ce langage. La Luzerne, évêque de Langres, qui avait prêché à Saint-Denis l'oraison funèbre de Louis XV, parla aussi dans un mandement de ses « égarements ». Il ne craignit pas de féliciter M. de Beauvais d'avoir osé dire des « vérités dures » à Louis XV, et « attaqué ses faiblesses au milieu de la cour ». Les *Nouvelles ecclésiastiques*, après avoir analysé le discours prononcé dans la même circonstance par l'abbé d'Aviau, vicaire général de Poitiers, ajoutaient : « L'orateur en a tant mis (de restrictions) aux éloges qu'il donne au roi, qu'il en est résulté un portrait peu flatteur ³. » La plupart des évêques et des prédicateurs se tirèrent d'une situation difficile en insistant dans leur éloge funèbre sur la pénitence du roi.

1. *Mémoires* de BACHAUMONT, 20 septembre 1774. — LAZAIRE, *op. cit.*, p. 55, 56.

2. Quelques mois auparavant, M. de BEAUVAIS, prêchant le discours de la Cène devant Louis XV, s'était écrié : « Sire, mon devoir de ministre du Dieu de vérité m'ordonne de vous dire que vos peuples sont malheureux, que vous en êtes la cause et qu'on vous le laisse ignorer. »

3. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1774, p. 194, 195 ; 1776, p. 37.

Et pourtant cette pénitence n'avait été ni bien rude ni bien longue. A ses derniers moments, La Roche-Aymon, grand-aumônier, avait dit publiquement au nom du prince : « Quoique le roi ne doive compte de sa conduite qu'à Dieu seul, il est fâché d'avoir causé du scandale à ses sujets, et déclare qu'il ne veut vivre désormais que pour le soutien de la religion et le bonheur de ses peuples. » La situation du grand-aumônier n'était pas facile avec un Louis XV tiraillé entre ses maîtresses et son confesseur. La Roche-Aymon n'avait pas la fermeté apostolique que montra, lors de la maladie du roi à Metz, Fitz-James, évêque de Soissons. Ce petit-fils du maréchal de Berwick avait renoncé au duché-pairie de sa famille, auquel il avait droit comme aîné, pour suivre la vocation qui l'attirait vers l'Eglise. Il y apporta la pureté de ses mœurs et l'intégrité de son caractère. Ayant à donner les secours de la religion au jeune Louis XV, il exigea l'expulsion, loin de la ville, de la maîtresse royale, la duchesse de Châteauroux, qui l'appelle avec colère « le Soissons » dans sa correspondance avec Richelieu. Le prince dut faire amende honorable pour ses égarements ¹. L'avènement de l'honnête Louis XVI sembla laver tant de souillures et donner à la dynastie une nouvelle jeunesse. Il n'était guère besoin de raviver l'affection de l'épiscopat pour ses princes. Il les aimait toujours. Cet amour traversera la Révolution et survivra à toutes les ruines. Un prélat d'ancien régime, M. de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, cardinal archevêque de Paris sous la Restauration, se fera apporter sur son lit de mort la tabatière où était gravée l'image du roi. Ne pouvant la voir de ses yeux, « il s'efforça, dit son historien, de distinguer au toucher le côté où le portrait était enchâssé ; il écarta lui-même la camisole dont il était couvert pour la fixer quelque temps sur son cœur ».

1. En 1748, M^{me} de Pompadour fera enlever à Fitz-James sa charge d'aumônier et le fera exiler dans son diocèse

CHAPITRE DOUZIÈME

Clergé et intrigues de cour

I. Les plus brillants prélats à la cour. — Harlay de Champvallon « courtisan du grand air ». — L'art de plaire chez le cardinal de Polignac. — Distinction souveraine du cardinal de Rohan, le fils de « la belle Soubise ». — Tradition maintenue au XVIII^e siècle. — II. La suprême ambition est d'être du clergé de la cour. — Fonctions du grand-aumônier. — Les prétendants à cette charge sous les trois derniers rois, mettent en lutte les premières familles du royaume. — Jeu d'intrigues. — Le cardinal de Rohan est grand-aumônier quand éclate l'affaire du collier. — En quels termes, Mgr de Boisgelin, qui aspire à la succession, caractérise ses concurrents. — Un Montmorency l'emporte. — III. Compétitions pour les autres aumôneries du roi et de la reine, des princes et princesses. — C'est tout un clergé de cour. Outre les aumôniers, il y a des confesseurs pour tous les princes et princesses. — Ce sont des offices érigés en titre. — Cette charge occupée par les Jésuites jusqu'à leur suppression, après eux par des roturiers pris dans le clergé séculier. — Prédicateurs du roi. Maury. — Ces charges de cour sont un moyen d'arriver plus haut. — Très large part faite au clergé de cour dans la distribution des bénéfices. — IV. Evêques de cour qui ne sont que du clergé de la cour. — Impossible de rien obtenir sans quelque appui à la cour. — Les évêques les plus résidents obligés d'y avoir recours pour les intérêts de leur diocèse. — Les sollicitations de cour prises sur le vif dans la correspondance inédite de Mgr de Boisgelin avec la comtesse de Gramont. — Avec quelle dextérité il manœuvre sur ce terrain glissant. — Grandes dames, ministres mis en mouvement. — Grâces qu'il désire. — Ses déceptions malgré de grands succès. — Sa psychologie sur le métier de solliciteur et sur les conditions du vrai bonheur. — V. La cour qui abaisse ceux qui la sollicitent, plus dangereuse encore pour ceux qui l'habitent. — Ce qu'en disent Bourdaloue et Mme de Maintenon. — Mot d'un Oratorien au futur cardinal Fleury, qui se pressait à la cour. — « Les mages y perdirent leur étoile. » — On s'élève, en 1789, contre le servilisme de cour. — Bossuet à la cour. — Il prête serment à genoux à la duchesse de Bourgogne, enfant de onze ans.

I

Il suffit d'avoir lu Saint-Simon pour savoir que les pré-

lats du grand siècle paraissaient à la cour. A côté de Bossuet, à côté de Fénelon dont le grand écrivain a buriné le portrait pour la postérité, voici l'archevêque de Paris, Harlay de Champvallon, avec « ses manières de courtisan du grand air, esprit étendu, juste, solide et toutefois fleuri, qui, pour la partie du gouvernement en faisait un grand évêque, et pour celle du monde un grand seigneur fort aimable et un courtisan parfait quoique fort noblement », prélat d'un profond savoir, d'une véritable éloquence, président des assemblées générales du clergé, habile à manier les hommes, à choisir ses sujets, à conduire son diocèse, mais par malheur, ne sachant pas se conduire lui-même. M^{me} de Maintenon le perdit dans l'esprit du roi. « Le clergé, qui s'en aperçut et à qui l'en vie n'est pas étrangère, se plut à se venger de la domination, quoique douce et polie, qu'il en avait éprouvée et lui résista pour le plaisir de l'oser et de le pouvoir. Le monde, qui n'eut plus besoin de lui pour des évêchés et des abbayes, l'abandonna. » Il ne put « s'accoutumer à cette décadence et au discrédit qui l'accompagna... Toutes les grâces de son corps et de son esprit, qui étaient infinies et qui lui étaient parfaitement naturelles, se flétrirent ». Etrange époque, où on languit loin du roi, où on se flétrit, où on meurt, où on est abandonné de tous quand on perd la faveur du prince.

A côté du prélat courtisan qui a une grande situation à maintenir, voici maintenant l'abbé de Polignac qui veut se la créer et devenir cardinal. « C'était un grand homme, très bien fait, avec un beau visage, beaucoup d'esprit, surtout de grâces et de manières, toute sorte de savoir, avec le débit le plus agréable, la voix touchante, une éloquence douce, insinuante, mâle, des termes justes, des tours charmants, une expression particulière; tout coulait de source, tout persuadait. Personne n'avait plus de belles-lettres, ravissant à mettre les choses les plus abstraites à la portée commune, amusant en récits, et possédant l'écorce de tous les arts, de toutes les fabriques, de tous les métiers. Ce qui appartenait au sien, au savoir, à la profession ecclésiastique, c'était où il était le moins

versé. Il voulait plaire au valet, à la servante, comme au maître et à la maîtresse. Il butait toujours à toucher le cœur, l'esprit et les yeux. On se croyait aisément de l'esprit et des connaissances dans sa conversation; elle était en proportion des personnes avec qui il s'entretenait, et sa douceur et sa complaisance faisaient aimer sa personne et admirer ses talents. Toute la fleur de la cour l'environnait sans cesse, il y brillait avec éclat, il en faisait les délices... Il était de tous les voyages de Marly, et c'est à qui jouirait de ses charmes. Il en avait pour toutes sortes d'états, de personnes, d'esprits ¹. » Louis XIV dit un jour : « Je viens d'entretenir un homme, et un jeune homme, qui m'a toujours contredit et qui m'a toujours plu. » Le pape, après une entrevue avec Polignac, lui marquait son impression en ces termes : « Vous paraissez toujours être de mon avis et, à la fin, c'est le vôtre qui triomphe. »

Veut-on voir en scène un prélat d'une naissance plus illustre encore? voici un Rohan, le fils de « la belle Soubise ». Le cardinal de Rohan, dit Saint-Simon, « était né avec de l'esprit naturel, qui paraissait au triple par les grâces de sa personne, de son expression, du monde le plus choisi dont le commerce l'avait formé, par les intrigues et les liaisons où M^{me} de Soubise l'avait mis de fort bonne heure. Son naturel était bon, doux, facile, et sans l'ambition et la nécessité qu'elle impose, il était né honnête homme et homme d'honneur; d'ailleurs d'un accès charmant, obligeant, d'une politesse générale et parfaite, mais

1. Saint-Simon raconte comment l'abbé de Polignac, voulant arriver jusqu'au cœur du duc de Bourgogne, s'attaque au duc de Chevreuse plus accessible, par le duc de Chevreuse s'empare du duc de Beauvillier et, par Beauvillier, se rend maître de la place. Saint-Simon accourt; il veut dessiller les yeux du duc de Beauvillier; mais c'est trop tard, et il en est réduit à décharger sa bile dans une vive remontrance. « Une fois établi par vous auprès de Mgr le duc de Bourgogne, dit le charitable Saint-Simon à Beauvillier, il le charmera comme une sirène enchanteresse, et vous-même à qui je parle, qui avez tant de raison, qui vous croyez si avant dans le cœur et dans l'esprit de votre pupille, il vous expulsera de l'un et de l'autre et s'y établira sur vos ruines. » — Saint-Simon raconte cette anecdote du cardinal d'Estrées : « Un mot de lui au roi qui dure encore. Il était à son dîner toujours fort distingué du roi, dès qu'il paraissait devant lui. Le roi lui adressant la parole, se plaignit de l'incommodité de n'avoir pas de dents : « Des dents, Sire, reprit le cardinal, eh ! qui est-ce qui en a ? » Le rare de cette réponse, est qu'à son âge il les avait encore blanches et fort belles, et que sa bouche, fort grande, mais agréable, était faite de façon qu'il les montrait beaucoup en parlant; aussi le roi se prit-il à rire de la réponse et toute l'assistance et lui-même qui ne s'en embarrassa point du tout. »

avec mesure et distinction, d'une conversation aisée, douce, agréable. Il était assez grand, un peu trop gros, le visage du fils de l'Amour, et, outre la beauté singulière, son visage avait toutes les grâces possibles, mais les plus naturelles, avec quelque chose d'imposant et encore plus d'intéressant, une facilité de parler admirable et un désinvolte merveilleux pour conserver tous les avantages qu'il pouvait tirer de sa princerie et de sa pourpre, sans montrer ni affectation, ni orgueil, et n'embarrasser ni lui-même ni les autres; attentif surtout à se mettre bien avec les évêques, à se les attirer et à conserver l'attachement de toute la gent doctrinale, qu'il s'était fait un capital de s'acquérir sur les bancs et à quoi il avait parfaitement su réussir. Il travailla de bonne foi à apprendre; et, en effet, il acquit de la science qu'il sut tripler par la grâce et la facilité de son débit, et tellement gagner ce peuple lettré, que tout grossier, pédant et farouche qu'il soit de sa nature, il ne voulut que l'admirer et le vanter¹ ». On ne se lasserait pas de citer Saint-Simon, tant il a le génie de faire agir et mouvoir ses personnages. Au siècle suivant, les acteurs ont perdu de leur taille, ou plutôt il leur a manqué un Saint-Simon pour les faire revivre à nos yeux. Et cependant plus d'un aurait mérité, comme Bussy-Rabutin, évêque de Luçon, d'être surnommé « le Dieu de la bonne compagnie ». Que de dons brillants, que d'esprit, que de grâces, dans ces prélats d'ancien régime à la veille de la Révolution.

II

« Sire, disait M. de Vardes à Louis XIV, quand on est loin de Votre Majesté, non seulement on est malheureux, mais encore on est ridicule. » Puisqu'on est si bien près du roi, l'idéal ne sera-t-il pas d'habiter avec lui, d'être attaché à sa personne en qualité d'aumônier, de confesseur et même de prédicateur. A ce point de vue, la charge la plus enviée est celle de grand-aumônier de France. Le

1. Saint-Simon, *Mémoires*, t. I, p. 180; III, p. 226, 226; IV, p. 416, 417.

grand-aumônier accompagne le roi aux offices de l'église et lui présente son livre d'heures. Il assiste aux prières du lever et du coucher, aux festins royaux pour la bénédiction et les grâces. Il dispose des fonds destinés aux aumônes du roi ; il a l'intendance du service divin à la cour. Il prend acte du serment de fidélité prêté au roi par les archevêques, évêques, généraux d'ordre, etc. Il offre au souverain le livre des Evangiles pour les serments d'alliance, marche à sa droite dans les processions, délivre les prisonniers graciés aux avènements, mariages et entrées des rois, lui donne la communion, l'extrême-onction en cas de maladie grave, baptise, fiance, marie les fils et les filles de France, les princes et princesses du sang, accorde au roi les dispenses d'abstinence. Outre la juridiction sur la chapelle royale, il a l'intendance de la maison de l'Assomption dans la capitale, des Six-Vingts aveugles à Chartres, de l'hôpital des Quinze-Vingts à Paris, ainsi que des places et pensions qui y sont attachées. Il dispose de près de cent bourses dans les collèges de Louis-le-Grand, de Navarre et de Sainte-Barbe. Il est de droit commandeur de l'Ordre du Saint-Esprit. Il reçoit les informations de la vie et mœurs des chevaliers de l'Ordre qui font profession de foi catholique entre ses mains. Le grand-aumônier, écrit un contemporain, « se trouvait à la tête de l'épiscopat et du clergé. Aucun évêque ne pouvait parvenir au roi que par son ministère. Il avait seul avec le monarque un travail indépendant de tout autre ministre. Les places d'aumônier du roi, au nombre de huit, que l'on ne quittait que pour être évêque, celles de chapelain qui procuraient de bons bénéfices, étaient à sa disposition ¹ ».

Les premières familles du royaume recherchaient avidement la charge de grand-aumônier, à cause des prérogatives attachées à ce titre et plus encore parce que de tous les prélats, on pourrait même dire de tous les Français, c'est le grand-aumônier qui était le plus rap-

1. *Mémoires de l'abbé Georgel*, 1818, t. II, p. 33, 34. — Aux cérémonies de baptêmes, mariages de cour, le curé de la paroisse était toujours présent avec l'étole et inscrivait les actes sur ses registres.

proché du roi. Or, à une époque où toute importance, toute fortune dérivait du monarque, être le plus près de sa personne, n'était-ce pas s'élever au-dessus des autres. Le temps n'est plus où le seul mérite appelait Jacques Amyot à la dignité de grand-aumônier. Depuis cent ans, un Bouillon, un Coislin, un Forbin-Janson, deux Rohan, un La Rochefoucauld, un Saulx-Tavannes, un La Roche-Aymon, encore un Rohan et sur la fin de l'ancien régime un Montmorency se sont succédé dans cette situation avec le titre de cardinal. L'histoire a conservé le souvenir des protections et parfois des intrigues qui firent triompher ces heureux élus. En 1671, la grande-aumônerie fut particulièrement disputée. Le titulaire était le neveu du pape Urbain VIII, le cardinal Barberini, archevêque de Reims, que Mazarin, pour se concilier l'oncle, avait poussé aux plus grands honneurs. Le ministre Le Tellier fit offrir à Barberini 600,000 livres, pour avoir sa démission de la grande-aumônerie en faveur de son fils, déjà coadjuteur de Reims. Coislin, évêque d'Orléans, qui nourrissait la même ambition, lui proposait 420.000 livres et avait la promesse du roi. Le cardinal de Bouillon, neveu de Turenne, intrigua à outrance et finit par l'emporter auprès de Louis XIV, qui retira la parole donnée à Coislin. La même charge était demandée par le cardinal Rospigliosi, par l'évêque de Laon, César d'Estrées, nommé cardinal cette année même, enfin par l'archevêque de Toulonse, depuis cardinal Bonzi. On le voit, de partout surgissaient des candidats à cette grande-aumônerie, qui, en un temps où tous les rayons partaient de la cour, plaçait le titulaire en pleine lumière près du roi soleil¹. Coislin, supplanté par le cardinal de Bouillon, eut l'esprit de vivre assez longtemps pour prendre sa revanche et succéder à son heureux concurrent, quand celui-ci encourut, en 1700, la disgrâce royale et perdit la grande-aumônerie.

Au XVIII^e siècle les compétitions pour cette situation sont aussi ardentes que jamais. Les Rohan, qui l'occupent

1. OROUX, p. 495, 498.

durant la première moitié du siècle avec les cardinaux Armand de Rohan et Armand de Rohan-Soubise, en sont arrivés à la considérer comme une propriété de famille. Elle leur échappe en 1756, pour passer au cardinal de La Rochefoucauld et, une année après, au cardinal de Saulx-Tavannes. Mais la maison de Rohan veille. La comtesse de Marsan, sœur du prince de Soubise, veuve d'un prince de la maison de Lorraine, gouvernante des des Enfants de France, obtient de Louis XV et de Louis XVI la promesse de la grande-aumônerie pour le prince Louis de Rohan. Louis XV, le trouvant trop jeune, choisit M. de La Roche-Aymon. A la mort de ce dernier, la comtesse de Marsan, aidée par Maurepas, rappelle impérieusement au roi son engagement et réussit à faire nommer le prince de Rohan. La reine, très hostile à ce choix, se venge en faisant donner la place de cardinal vacante à M. de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen. « La maison de Rohan, dit l'abbé Georgel, qui ne comptait presque les ecclésiastiques de son nom que par la dignité de grand-aumônier et le cardinalat, ressentit vivement » cette défaite. Mais elle eût tôt fait de retourner ses batteries. M. de Broglie, évêque de Noyon, avait obtenu depuis longtemps, par son frère, ambassadeur à Varsovie, promesse de la nomination au cardinalat dont disposait le roi de Pologne. Ce prélat allait mourir d'une maladie de poitrine avant d'être promu. Le prince de Rohan, son ami, avait déjà fait le siège du roi de Pologne et du roi de France. Les Montmorency, voyant la fin prochaine de l'évêque de Noyon, intriguaient de leur côté pour un prélat de leur nom, évêque de Metz. La reine, qui les appuyait, expédia un courrier à Varsovie aussitôt après la mort de M. de Broglie. Mais les Rohan, qui avaient surveillé ses derniers instants, la prévinrent de quelques heures. La lettre du roi de Pologne en faveur de Louis de Rohan venait d'être présentée par Maurepas à Louis XVI et agréée par lui, lorsque la reine apporta sa requête pour Montmorency, évêque de Metz ¹. Mont-

1. *Mémoires de l'abbé GEORGEL*, t. II, p. 11-24.

morency aura sa revanche. Tous les honneurs et aussi l'honneur de Louis de Rohan vont tomber dans l'affaire du collier.

Cette histoire est trop connue pour que nous nous attardions à la raconter après tant d'autres. Un prince de l'Eglise, portant l'un des plus grands noms de France, titulaire de l'évêché le plus opulent et de nombreuses abbayes, attaché par ses fonctions de grand-aumônier au service du roi, se laisse prendre dans les filets d'une exploiteuse sans pudeur et, avec une crédulité inouïe, tombe dans une aventure qui, en le perdant lui-même, atteint non-seulement le clergé dont il est membre, mais la monarchie dans son expression la plus charmante et la plus auguste, la reine Marie-Antoinette. Cette affaire apporte une preuve nouvelle et trop éclatante de l'espèce de fureur avec laquelle les courtisans, les gentilshommes du plus grand nom, voulaient occuper une place de choix à la cour et dans la faveur des princes. Louis de Rohan, détesté par Marie-Thérèse, n'a pu obtenir à son retour de Vienne une audience du roi et de la reine. Tenu à distance malgré les honneurs dont on le comble, dédaigné par Marie-Antoinette, il s'acharne à la conquérir, et devant la grossière assurance qu'on lui donne d'y arriver par le fameux collier, cet homme qui ne manquait pas d'esprit se laisse conduire comme un enfant par le charlatan Cagliostro, par l'aventurière La Motte dans une machination fantastique. Le cardinal donna devant le parlement chargé de le juger la vraie raison de sa conduite : « J'ai été, dit-il, complètement aveuglé par le désir immense que j'avais de regagner les bonnes grâces de la reine. » Comme on était en France, l'événement ne pouvait manquer de provoquer des chansons. L'une d'elle se terminait par ce quatrain :

Mais le pape moins honnête
Pourrait dire à ce nigaud :
« Prince, à qui n'a point de tête
Il ne faut point de chapeau. »

Il n'y avait pas de quoi rire. Un cardinal, grand officier

de la couronne, avait pu croire que la reine de France lui avait donné rendez-vous la nuit, dans un bosquet de Versailles. Il y était allé, avait cru la reconnaître, en avait reçu une rose et s'était jeté à ses pieds. Ce manque de respect faisait la gravité d'une aventure qu'aucune étourderie ne saurait excuser, et dont le rejaillissement alla éclabousser jusqu'aux marches du trône.

L'Eglise en souffrit comme la monarchie. Un évêque qui faisait partie de l'assemblée du clergé réunie à Paris, en 1785, exprimait en ces termes l'impression que cet événement lui avait causée : « Il n'y a plus rien à dire du cardinal. Il savait que le collier a été vendu et ce n'est plus que la plus vile escroquerie... Il est bien sûr que celui qui peut en venir au point de faire une vilénie avec tant de bêtise et d'impudence en a fait bien d'autres dans sa vie et qu'on doit en découvrir sans fin. Comment concevoir qu'un homme en vienne au point de perdre en un moment tous ses honneurs et même ses places. Car qui est-ce qui peut le voir ? Comment les militaires peuvent-ils lui rendre des honneurs à Strasbourg ? Comment les chanoines peuvent-ils le voir ? Comment les commandants peuvent-ils entretenir correspondance avec lui ? A quelle affaire publique osera-t-il se mêler ? Comment peut-il écrire au ministre, quel droit en aucun genre peut-il exercer ? Il ne peut plus avoir de volonté qu'avec ces genres d'affaires. Il a donc tout perdu, les places qu'il garde comme celles qu'il quitte. Il n'est plus vraiment rien de tout ce qu'il était. Je croyais qu'on ne le mènerait pas à la Bastille. On nous a demandé si l'assemblée devait le réclamer. Il est devenu si vil qu'il est impossible d'en prononcer le nom ¹. » A Rome les cardinaux ne sont pas moins indignés. « Ils pensent en gentilshommes, écrit Bernis au ministre Vergennes ; si le prince de Rohan était militaire, il serait chassé de son régiment. »

Malgré la tristesse des circonstances, les candidats à la succession de Rohan dans la grande-aumônerie furent

1. Lettre inédite, Archives nationales.

nombreux. Parmi eux nous devons signaler un prélat dont le nom revient souvent dans cette histoire, parce qu'il fut à cette époque, par son talent et par son rôle, le premier personnage de l'Eglise de France ; c'est M. de Boisgelin, archevêque d'Aix. Quelqu'un qui l'avait bien connu, son ancien grand vicaire, Mgr de Bausset en a tracé ce portrait. « Il fut, dit-il, peu d'hommes à qui la nature ait prodigué, à un degré aussi remarquable, toutes les qualités qui assurent cet utile ascendant qui est moins l'ouvrage de la force et de la puissance que celui du caractère personnel. C'était par l'effet de ce caractère, toujours ennemi de la contrainte et de la violence, qu'il préférait les moyens de douceur et de persuasion¹ à ceux de l'autorité... La douceur de son caractère ne s'est jamais démentie, ni dans les affaires publiques, ni dans le commerce de la société. Les formes les plus décentes et les plus aimables, un grand usage du monde, une séduction de langage et de manières qui ajoutait à ses discours un charme et un intérêt dont il est difficile de se faire l'idée lorsqu'on ne l'a pas connu ; une imagination brillante, un esprit prompt et pénétrant, une facilité extraordinaire pour exprimer toutes ses idées et pour les revêtir des couleurs les plus agréables, une instruction aussi étendue que variée, le rendirent également propre à toutes les fonctions, à toutes les places, à tous les états ; et quoique annoncé de bonne heure par une grande réputation, il se montrait supérieur à l'opinion qu'on avait pu concevoir de son esprit et de ses talents. » C'est ce prélat qui crut pouvoir prétendre à la succession du cardinal de Rohan pour la grande-aumônerie. Dans une lettre à la comtesse de Gramont, il dit et ses propres désirs et les noms des concurrents. « Vous savez, lui écrit-il, ce collier devenu le carcan du cardinal. J'aime mieux parler de sa place que de lui ; cette place vaut bien qu'on y pense. La reine a déjà parlé à M^{me} de Polignac de tous ceux auxquels on

1. M. de Boisgelin a écrit de lui-même : « J'ai toujours éprouvé qu'on m'accusait de finesse quand j'étais, comme je suis par mon caractère, simple et naturel. On était trop fin pour croire à la simplicité d'un homme qui a le sens commun. Je n'en suivrai pas moins mon caractère. Il faut bien courir le risque de ses vertus comme de ses vices. Il ne faut pas surtout ressembler à ceux qui nous accusent. » Lettre inédite.

peut penser. Elle a rejeté le cardinal de La Rochefoucauld comme un imbécile; elle a dit que la place aurait bien convenu à l'archevêque de Toulouse (Loménie de Brienne), mais que cela ne se pouvait parce que le roi, au premier mot, avait dit qu'il fallait de la naissance. La place reste entre l'archevêque de Narbonne (Dillon), l'évêque de Metz (Montmorency), l'archevêque de Reims (Talleyrand-Périgord) et moi. On en parle ainsi: deux de maison considérable et deux de très ancienne noblesse; deux hommes médiocres et deux hommes d'esprit, et en état de parler des affaires du clergé. Mais l'archevêque de Narbonne est étranger, et la naissance d'un étranger est moins connue. Je serais bien, dit-on, le meilleur à nommer, mais le roi est porté à préférer les noms les plus considérables. Je vous redis mot à mot ce qu'on m'a dit. Il me semble que l'archevêque de Reims a beau jeu. Mais vous voyez aussi à quel point un moment de crédit déciderait la balance pour moi.¹ » La balance pencha non vers la plus haute intelligence, mais vers la plus haute noblesse. Montmorency, évêque de Metz, fut nommé grand-aumônier en 1786. A la place d'un Rohan, ne fallait-il pas un Montmorency pour représenter? Boisgelin prend philosophiquement sa défaite et la commente en ces termes: « Les Montmorency sont fort commodes en France; aussitôt qu'il vaque une grande place et qu'on ne sait à qui la donner, il se présente un Montmorency pour la remplir avec la convenance et l'éclat de son nom. »

III

A défaut de la grande-aumônerie réservée à la plus haute noblesse, la première aumônerie soit du roi, soit de la reine et même des princes, est encore bonne à prendre. Boisgelin y avait pensé en 1782. Il écrivait, à cette époque, à une grande dame de la cour: « Voilà le moment de renouveler ma demande auprès de la reine. Je crois qu'il

1. Cans, *loc. cit.*

faut que vous en parliez vous-même à M^{me} de Polignac. Je vous envoie une note fort simple dont le roi est instruit... Je désirerais d'avoir, s'il était possible, une assurance de la deuxième place vacante, et du moins celle des dispositions de la reine, pour une préférence dont l'espérance se fonde également sur sa justice et ses bontés. » L'archevêque d'Aix ne peut se dissimuler que sa situation et son rôle en Provence ont autrement d'importance qu'un titre de cour. « Je suis toujours, écrit-il, en travail, en action et, puisqu'il faut le dire, en succès, quand le grand-aumônier de la reine n'a d'autre peine que de la suivre et de lui présenter le livre à la messe. Ce n'est pas cette honorable fonction qui concourt au bien du gouvernement et qui décide du sort des peuples. » Que pèsent des attributions en quelque sorte domestiques à Versailles en regard de son rôle public à Aix ? « Douze années d'une administration heureuse, la confiance soutenue des différents ministres, de tous les corps et de tous les particuliers de la province, trois assemblées du clergé tranquilles et connues par des objets utiles, un travail principal confié à moi seul dans la dernière assemblée, voilà mes titres, dit Boisgelin, et je demande s'il est possible d'en avoir davantage. » Voilà ses titres, mais titres à quoi ? à l'aumônerie de la reine. S'il l'obtient, il sera à peu près enlevé à cette Provence qu'il dirige, dont il préside les Etats avec un succès retentissant, qui lui fournira l'occasion de s'illustrer à Aix dans les événements avant-coureurs de la Révolution, qui l'enverra à l'assemblée des notables, plus tard à la Constituante, qui, en un mot, le portera à la gloire. Boisgelin est forcé d'en faire l'aveu ; mais la nostalgie de Paris et de la cour est la plus forte. « Je me trouve ici, dit-il, dans un centre d'intérêts qui me conviendrait fort bien, si ce centre lui-même avait mes amis et mes parents pour sa circonférence. Mais quel en est l'éloignement ! Cette distance de deux cents lieues me paraît celle du soleil à la lune. Elle est même bien plus considérable dans sa proportion et dans ses effets, puisque mes yeux peuvent apercevoir le soleil, et qu'il n'y a point de si bon télescope qui puisse me faire apercevoir

més amis¹. » C'est pour faire cesser « cet horrible éloignement » que Boisgelin voudrait être aumônier de la reine. C'est aussi, sans qu'il le dise, pour prendre sa part de cette vie de cour dont l'attrait est irrésistible.

Boisgelin échoua dans sa demande, heureusement pour l'illustration de son nom. Les charges d'aumôniers de la reine, des princes et des princesses, sont prises par d'autres, grands seigneurs inconnus qui tiennent à les garder. C'est un Sabran, évêque-duc de Laon, que la Révolution trouve premier aumônier de Marie-Antoinette. Auprès de Monsieur, frère du roi, est placé, comme premier aumônier et dépositaire de la feuille des bénéfices du prince, M. du Plessis d'Argentré, évêque de Séez. Nous avons la lettre par laquelle ce prélat a le bonheur d'annoncer à son frère, l'évêque de Limoges, que cette charge lui est accordée en survivance². M. de Coëtlosquet avait paru faire un acte presque héroïque en donnant sa démission de premier aumônier et d'administrateur de la feuille du comte de Provence, pour se retirer dans l'abbaye de Saint-Victor. Un Bruyères-Chalabre, évêque de Saint-Omer, remplit le même office auprès du comte d'Artois, et tient la feuille des bénéfices de son apanage. Madame la comtesse d'Artois³, Madame Adélaïde, Madame Victoire, etc.,

1. Lettre inédite de BOISGELIN, 10 décembre 1782. Dans une autre lettre du 14 janvier 1783, le prélat écrit à la comtesse de Gramont de demander à M^{me} de Polignac de parler de l'aumônerie à la reine. « Vous demanderez tout de suite pour moi ce que vous savez bien, et elle l'obtiendra tout de suite pour me faire revenir bien vite. »

2. M. Du Plessis d'Argentré, évêque de Limoges, avait songé à se retirer. Son frère, M. de Séez, lui écrit en 1787 : « Je m'empresse, cher frère, de t'annoncer que Monsieur vient de t'accorder la survivance de ma charge de premier aumônier (il ne donnait pas sa démission d'aumônier). J'eus l'honneur de lui exposer hier la proposition, et il l'accueillit avec cette bonté dont il m'a donné tant de marques jusqu'ici... J'ai présenté ce matin la feuille au prince, qui l'a signée en me disant les choses les plus obligeantes en ta faveur. Je vais faire expédier ton brevet. Il ne restera plus qu'à prêter serment lorsque tu seras ici. Tu ne pourras guère te dispenser de venir dans le courant de l'année. La faveur que Monsieur vient de t'accorder ne changera rien à ta position et peut augmenter la considération dont tu jouis dans ton diocèse. Elle est d'une grande tranquillité pour moi... Tu sais que ma santé n'est pas merveilleuse. » Cette survivance ainsi réglée « s'accorde bien avec les projets de retraite dont tu as parlé quelquefois. *Te voilà au moins une existence assurée à la cour.* J'ai demandé en même temps une place de gentilhomme pour mon neveu, et Monsieur a bien voulu me la promettre après qu'il aura rempli ses engagements. » Louis GUIBERT, *op. cit.* p. 599.

3. Le premier aumônier de la comtesse d'Artois est Cheylus, évêque de Bayeux; celui de Madame Victoire est Narbonne-Lara, évêque d'Evreux. Au xvii^e siècle, M. du Tressan, évêque du Mans, ajoutait à ses autres titres celui « d'aumônier de Monsieur, frère unique de Sa Majesté ».

ont aussi leurs aumôniers. Les prélats chargés de ces fonctions ont bien soin de faire suivre leur nom de leur qualité d'aumônier et de s'en faire honneur. Ce titre les lie à la cour, où ils ont parfois un appartement, les rapproche de la personne du roi. Comme « officiers de la chapelle », le cérémonial les place d'ordinaire au premier rang. Ils sont en tête dans l'énumération que l'almanach royal fait du personnel de la maison des princes et des princesses.

Ces divers services absorbent un personnel considérable. Au milieu du ^{xvii}e siècle, on comptait cent trente aumôniers honoraires du roi, sans parler des aumôniers en exercice¹. Le temps devait faire abolir, en grande partie, ces titres créés par Mazarin dans un but fiscal, et livrés à beaux deniers comptants. Mais il suffit d'ouvrir l'almanach royal, ou de préférence l'almanach de Versailles, pour y lire encore, en 1789, la longue énumération des charges qu'avaient suscitées dans les derniers siècles la piété, les habitudes chrétiennes, et aussi le besoin d'argent² chez nos princes. Grands-aumôniers, premiers aumôniers, aumôniers ordinaires, aumôniers de quartier, maîtres de chapelle, chapelains ordinaires, chapelains de quartier, clercs de chapelle, aumôniers des pages, prédicateurs ordinaires, forment tout un clergé de cour qui se croit le premier de France parce qu'il est au service du maître de la France. Les maisons de la reine, de Monsieur, de Madame, du comte et de la comtesse d'Artois, de Mesdames Elisabeth, Adélaïde, Victoire, etc., ont un bataillon ecclésiastique presque aussi nombreux³.

1. « Il y a une liste des seuls aumôniers honoraires du roi, imprimée en 1657, où l'on en compte environ cent trente qui, joints aux aumôniers ordinaires, formaient une compagnie de près de cent quarante ecclésiastiques. » Du reste, il en était de même des autres charges. *L'Etat de la France*, imprimé en 1649, portait 170 maîtres d'hôtel employés avec des gages. Deux autres états, de 1553 et 1660, en marquent 318; or, il n'y en avait que trois qui servaient par quartier, au choix du grand maître. OROUX, p. 532.

2. Le cardinal Polignac, qui avait eu gratis la charge de maître de la chapelle-musique, se démit en faveur de M. Le Tonnellier de Breteuil, moyennant 150.000 livres. L'existence de Polignac fut, jusqu'à sa mort (1741), une alternative de faveurs et de disgrâces. OROUX, p. 598.

3. Sur les vingt-deux départements distincts dont se composait la maison du roi, j'en compte quatre exigeant un nombreux personnel ecclésiastique : la chapelle-oratoire, la chapelle-musique, la musique du roi, la chapelle du commun. Outre le grand-aumônier, le premier aumônier,

On sollicite ces charges, on les achète comme les autres¹, on les retient en survivance, on s'ingénie pour ressusciter les titres tombés en désuétude. Un rapport de l'archevêque d'Arles signale un chanoine de Nîmes qui vient de se faire nommer « surintendant de la musique de la chambre de Monsieur ». Cette situation avait été occupée jusqu'alors par les directeurs de l'opéra et, comme il s'agissait de présider à des concerts et à des ballets, la présence d'un chanoine ne paraissait pas indiquée. Ainsi l'avait pensé le chapitre de Nîmes, ainsi en jugea l'assemblée de 1780, qui décida de faire à ce sujet une démarche auprès de Monsieur. Il convenait d'arrêter le progrès d'un mal toujours croissant. Avec les provisions, les brevets qu'ils se procurent de toutes parts, disait Mgr du Lau, « les chanoines forcent leur compagnie de les tenir présents². Déjà les rues de la capitale sont inondées de ces sortes de privilégiés, et les peuples murmurent contre le vide que laisse dans les églises cette multitude de chanoines non rési-

l'aumônier ordinaire, le maître de l'oratoire, le confesseur, nous trouvons dans la maison du roi huit aumôniers par quartier, un chapelain ordinaire, un chapelain en survivance et huit chapelains par quartier, enfin huit clercs de la chapelle et oratoire. Depuis que Louis XIII et ses successeurs avaient pris l'habitude d'entendre tous les jours la messe en public, la charge de maître de l'oratoire, érigée en titre par François I^{er}, n'avait plus aucune fonction. Sur les huit aumôniers, « l'aumônier du jour doit se trouver au lever et au coucher du roi, aux grands couverts et à tous les offices de l'église où Sa Majesté assiste ». Les huit chapelains « célèbrèrent toutes les messes basses qui se disent devant le roi ». Les huit clercs « servent les messes basses devant le roi ». Depuis 1677, ils doivent être prêtres pour suppléer aux chapelains absents. — Il nous faudrait encore citer les six aumôniers chargés de dire la messe dans la chapelle du commun pour les officiers commensaux ; les aumôniers de la grande et de la petite écurie ; les aumôniers des troupes de la maison du roi, les aumôniers des chapelles royales de Versailles, Fontainebleau, Saint-Germain, Saint-Cyr, du Louvre, etc... Cf. *Almanach royal* et *Almanach de Versailles*. La reine, outre le grand-aumônier, le premier aumônier, l'aumônier ordinaire, a quatre aumôniers par quartier, un confesseur, un chapelain ordinaire, un en survivance, un clerc ordinaire de la chapelle. Il faudrait faire la même énumération pour tous les princes et princesses de la famille royale. Ainsi l'*Almanach de Versailles* portait pour Madame d'Artois : un premier aumônier, un aumônier ordinaire, quatre aumôniers par quartier, un confesseur, un chapelain ordinaire, quatre chapelains de quartier, un clerc de chapelle ordinaire, quatre clercs par quartier, trois somniers de chapelle.

1. La plupart des charges ecclésiastiques de la maison du roi n'étaient plus vénales depuis 1720 ; celles qui se vendaient encore étaient la charge de premier aumônier, celle de maître de l'oratoire, celle d'aumônier du commun et de précepteur des pages.

2. « Tous les officiers ecclésiastiques brevetés de la chapelle du roi et de celle de Madame la dauphine, de Madame et de Monsieur le duc d'Orléans, du commun, des maisons royales, des écuries et des troupes de la maison du roi, ont le droit de commensalité et sont réputés présents à leurs bénéfices, tout le temps qu'est censé durer leur service. » *France ecclésiastique* de 1768.

dents ». Ces efforts, ces résolutions eussent été inefficaces, si les prélats avaient eux-mêmes prêté le flanc ; aussi l'archevêque d'Arles terminait-il ainsi son rapport : « Les premiers pasteurs, à la tête du troupeau, s'empresseront à donner plus que jamais l'exemple de cette résidence exacte à laquelle vous désirez avec raison soumettre inviolablement les autres membres du clergé ¹. »

Il semble qu'il y eût une charge plus importante encore que celle de présider ou de participer aux cérémonies de la chapelle royale, c'était de diriger la conscience du roi. Les noms des confesseurs de Henri IV, de Louis XIII, de Louis XIV, sont historiques. A ces époques, les confesseurs de princes et de princesses sont presque tous Jésuites, de même qu'ils avaient été Dominicains au XIII^e et au XIV^e siècle. Situation délicate qui tend à faire porter à une congrégation tout entière la responsabilité des actes de quelques-uns de ses membres. Quand on a l'oreille du maître de la France, quand on le voit parfois à ses pieds comme pénitent, comment n'être pas accusé et même tenté de lui donner des conseils sur le gouvernement, de lui demander des faveurs pour son ordre ? On sait le rôle joué, les colères, les jalousies excitées par un Père Lachaise, un Père Le Tellier. « Le confesseur du roi, écrivait, en 1676, Le Camus, évêque de Grenoble, a plus d'autorité que jamais dans les provinces. »

Au XVIII^e siècle, le rôle de ces personnages fut beaucoup moins important, le ministère de la feuille, qu'ils avaient cumulé en fait sous Louis XIV, ayant désormais un titulaire distinct, qui était un évêque. Il se renfermèrent de plus en plus dans la mission toute spirituelle d'entendre la confession du roi, et cette confession devait être longue si elle était complète, quand ce roi s'appelait Louis XV. Là se bornait leur rôle. Ils n'avaient dans leur domaine que le sacrement de pénitence, l'administration des autres étant dans les attributions du grand et du premier aumônier. La charge de confesseur ainsi réduite était

1. Rapport fait à l'assemblée du clergé de 1780. — « Ceux qui viennent de Compiègne (où était le roi) disent que jamais on n'a vu la cour si farcie de petits collets, de prêtres et d'évêques. » *Journal de d'Argenson*, 30 Juillet 1753.

encore très recherchée et très honorable. Jusqu'à la Révolution elle fut une sorte d'office rétribué, donnant une situation et attachant le titulaire à la cour. Non seulement toutes les princesses, mais tous les princes de la maison de France, ont un confesseur attitré dont l'almanach royal révèle le nom au monde. Tous sont censés se confesser, se confessent de fait et en ont souvent bien besoin. Dans l'almanach royal, parmi les dignitaires de leur maison religieuse, figurent l'aumônier de Monsieur, le futur Louis XVIII, qui ne passait point alors pour avoir la foi d'un Père de l'Église; le confesseur du comte d'Artois, qui ne passait pas pour un saint¹.

Les Jésuites gardèrent plus ou moins toutes ces charges jusqu'en 1762, époque de leur suppression. A ce moment, le Père Desmarest, le Père Croust, le Père Berthier, furent congédiés, mais reçurent une pension². Ce fut le tour du clergé séculier. La fin de l'ancien régime voit ces fonctions dévolues à de simples curés, qui n'avaient guère tâté jusqu'alors des honneurs de la cour. Le confesseur de Louis XV à cette époque, celui qui l'assistera à la mort, est un humble prêtre de « très belle réputation », le fils d'un petit épicier du faubourg Saint-Antoine, l'abbé Maudoux, curé de Brétigny. Louis XV mort, Maudoux devient le confesseur de Louis XVI. Nous avons le billet que ce prince lui adressait, le 8 août 1775, pour l'en aviser. « Monsieur, lui écrit Louis XVI, mon confesseur étant mort dernièrement et n'ayant pas encore choisi son successeur, je compte me confesser à vous pour mes pâques. Vous vous rendrez, demain dimanche, à deux heures et demie après midi, chez moi par le petit degré. » Signé : Louis³. C'était parler en roi chrétien, mais en roi. Il y a quelque chose d'étrange, même de la part d'un souverain, dans ce ton de

1. « Monsieur le comte d'Artois a causé du scandale par la peine et la répugnance qu'il a marquées à faire ses pâques; il a fini cependant par remplir ce devoir le 9 de ce mois. » *Correspondance* de Mercy-Argenteau avec Marie-Thérèse, lettre du 13 avril 1776. Le comte d'Artois ne semble pas avoir eu de confesseur attitré. L'almanach royal de 1789 ne fait suivre le mot *confesseur* d'aucun nom propre.

2. « Le père Desmarests, confesseur du roi, a (dit-on) 12.000 livres de pension; le Père Croust, confesseur de la Dauphine, et le Père Berthier, confesseur de la famille royale, 6.000 livres. Ils se retirent en Suisse. » *Journal Encyclopédique*, 1^{er} mars, 1764, p. 175.

3. Cf. Ant. de LANTENAY, *L'Abbé Maudoux, confesseur de Louis XV*.

commandement employé pour mander un homme devant qui on va se mettre à genoux, qui a droit de juger, de refuser même l'absolution, d'infliger une pénitence. En 1789, Louis XVI et Marie-Antoinette ont pour confesseur M. Poupert, curé de Saint-Eustache. C'était se contenter de son curé comme un simple fidèle. Madame Elisabeth et Madame Victoire s'adressent à l'abbé Madier. Enfin l'abbé Bergier est le confesseur de Monsieur et de Madame, de la comtesse d'Artois et de Madame Adélaïde ; il l'a été par intérim du roi et de la reine. On le voit, les princes de la maison de France confiaient leur conscience à des roturiers, et à des roturiers qui n'avaient pu prétendre à cette distinction. « A quarante ans, écrivait, en 1773, l'abbé Maudoux, je n'avais pas encore mis le pied à Versailles, je n'y connaissais personne et, depuis neuf ans que j'y suis, je ne sais pas encore par qui ni comment je m'y trouve. » Bergier, malgré sa notoriété théologique, était à peu près dans le même cas. Lors de son entrée au chapitre de Notre-Dame, il était apparu à ses confrères comme un « curé des montagnes de la Suisse », peu fait aux usages du monde ; il devait être encore plus étranger aux raffinements de Versailles.

Un autre moyen de se rapprocher de la cour, était d'avoir le titre de prédicateur du roi. Il y avait sermon devant le roi à la Toussaint, les quatre dimanches de l'Avent, la fête de la Conception, le jour de Noël, la fête de la Purification, les dimanches et deux autres jours de chaque semaine de Carême, le jour de l'Annonciation et le jour de Pâques, à la cérémonie de la Cène le jeudi saint, à la Pentecôte. Les prédicateurs du roi, qui faisaient partie autrefois, au nombre de huit, de la chapelle royale, furent nommés depuis par le grand-aumônier. Les plus grands orateurs de la chaire avaient eu ce titre. Bossuet le prit à partir de 1662, et cette date fait époque dans son éloquence. En un temps où le roi était tout, c'est par lui et devant la cour qu'il fallait faire consacrer sa parole et mettre le sceau à sa réputation.

Quand Maury quitte sa petite ville de Valréas pour se rendre à Paris, il rencontre en diligence deux voyageurs

qui s'amuse avec lui à prophétiser l'avenir. — Moi, dit l'un d'eux, je veux être membre de l'Académie des sciences et *médecin du roi*. — Pour moi, dit l'autre, je serai avocat général. — Et moi, s'écria l'abbé, je deviendrai *prédicateur du roi* et l'un des quarante de l'Académie française. — Le premier était Portal, depuis médecin de Louis XVIII et de Charles X, un des princes de la science médicale; l'autre était Treilhard, depuis un des plus éminents jurisconsultes qu'ait eus la France. Quant à Maury, il réalisa, il dépassa toutes ses ambitions de jeunesse. Il fut, comme il l'avait prédit, prédicateur du roi. A cet titre, il avait ses entrées au palais, et nous le voyons, en 1785, introduire ses amis dans la chambre du dauphin, fils aîné de Louis XVI, pour y voir ce prince âgé de quatre ans¹. D'après Bachaumont, Maury aurait apporté dans plusieurs de ses sermons à la cour une liberté de langage qui sentait les approches de la Révolution. Le grand-aumônier lui aurait même dit à ce sujet : « Monsieur l'abbé, songez que vous prêchez devant le roi et non pas le roi. » Parole supposée sans doute, mais parole de courtisan que jamais ni Bossuet, ni Bourdaloue, ni Massillon, n'auraient acceptée, et qui n'eût été guère mieux comprise sur la fin de l'ancien régime, si nous en jugeons par la hardiesse que surent montrer en plein Versailles un abbé de Boulogne et Maury lui-même².

Tous les regards sont tournés vers les charges de la cour, parce qu'elles servent de marche-pied pour se hisser aux suprêmes honneurs ecclésiastiques. Sur la fin de l'ancien régime, nombre de prélats, tels que M. de Méroville, M. de Sabran, ont été élevés à l'épiscopat, étant déjà aumôniers du roi ou de la reine. C'était presque un droit, du moins une tradition constante, de couronner ces fonc-

1. Il écrit à M. de la Tour. « Si vous m'amenez M. l'abbé Brottier et M. l'abbé de Fontenay, nous dînerions tous dans mon petit réduit apostolique, et, pendant l'intervalle du diner au sermon, je vous procurerais la permission d'aller passer une demi-heure avec le dauphin. Vous serez enchanté de la bonne mine et de la gaieté de ce prince. » RICARD, *l'Abbé Maury*, 1880, in-12, p. 128.

2. L'abbé de Boulogne prêcha, en 1787, la station à la cour. Comme il avait fait une excursion en dehors du domaine sacré : « Monsieur, lui dit le grand-aumônier, avant de porter un pareil discours dans la chaire de Versailles il fallait me le soumettre. » Cf. DELACROIX, *op. cit.* p. 64-75.

tions par la prélature, quand on n'était point déjà évêque avant de l'avoir. Ce clergé de cour mieux placé que tout autre pour parvenir, s'agite, intrigue, écoute aux portes, s'insinue, se pousse, regarde d'où vient le vent de la faveur, s'informe des bénéfices vacants, se ménage des protections et finit toujours par avoir la meilleure part dans la répartition des richesses d'Église. Les évêchés, étant limités quant au nombre, ne peuvent s'ouvrir à tous les prétendants ; mais la cour a d'autres faveurs pour les heureux mortels qu'elle nourrit dans son sein. On a compté quatre-vingt-trois abbayes d'hommes possédées par des aumôniers, chapelains, précepteurs ou lecteurs du roi. de la reine, des princes et princesses au moment de la Révolution.

Les consciences droites, entraînées comme malgré elles dans ce tourbillon de la cour, éprouvent parfois du remords lorsque le succès a couronné leur ambition. Quand il fut évêque d'Amiens, dit Saint-Simon, M. Feydeau de Brou « avoua qu'il n'avait acheté la charge d'aumônier du roi que pour parvenir à l'épiscopat ; le scrupule l'ayant pris à ce sujet, il insista auprès du Père de La Chaise pour faire agréer au prince sa démission pure et simple. Mais le roi, touché de sa délicatesse, accepta sa démission, puis le nomma de nouveau à l'évêché d'Amiens avec ordre absolu d'accepter, ce qui fut honorable pour tous et cela n'eut pas, dit Saint-Simon, une médiocre part au scrupule que le roi prit à son tour de la vénalité des charges de ses aumôniers et à l'attention qu'il a eue depuis de l'éteindre¹ ». Cet exemple devait être bien rare. Les candidats agréés, et dont les désirs sont satisfaits, jouissent d'ordinaire assez tranquillement de leurs bénéfices, les croyant dus à leurs mérites. Le seul regret qu'ils aient peut-être, c'est qu'ils ne soient pas plus importants.

1. *Mémoires* de SAINT-SIMON. I, 268, 272, 273. Saint-Simon fait un triste portrait de l'abbé de La Châtre, aumônier du roi. — En 1789, M. de Barral, coadjuteur de Troyes, écrit pour demander pour son frère, l'abbé de Barral, la charge de maître de chapelle de l'oratoire du roi. Même demande, en 1788, de l'évêque de Bayonne pour l'abbé de Brueis, son grand-vicaire et son parent. « Il a, dit-il, la naissance et tout ce qu'il faut pour occuper cette place. » Archives nat. O¹ 617. — *Ibid.*, lettres de l'évêque de Noyon, en 1788; de l'archevêque de Toulouse, en 1787, qui demandent au ministre un logement au Louvre pour une grande dame. On sait quel prix, quel honneur on attachait alors à jouir d'une chambre au palais.

IV

Le clergé de la cour se trouvait le mieux placé pour obtenir des grâces, parce qu'il était à la source. Ceux qui n'avaient pas le bonheur très envié, le privilège réservé à un petit nombre, d'habiter la maison du roi, étaient obligés de se ménager autour de lui des intelligences et des appuis s'ils avaient quelque chose à obtenir. Il est bien établi que dans l'ancien régime, à peu près tout se donnait par protection et par caprice. « Votre Majesté sait mieux que moi, écrivait un témoin bien informé à l'impératrice Marie-Thérèse, que, d'usage immémorial, les trois quarts des places, des honneurs, des pensions, sont accordés non aux services, mais à la faveur et au crédit. Cette faveur est originairement motivée par la naissance, les alliances et la fortune; presque toujours elle n'a de véritable fondement que dans la protection et l'intrigue. Cette marche est si fort établie qu'elle est respectée comme une sorte de justice par ceux mêmes qui en souffrent le plus... Les gouvernements, les commandements des provinces et des villes... se donnent par crédit et faveur, comme les régiments. Le cordon bleu, le cordon rouge sont dans le même cas, quelquefois même la croix de Saint-Louis. Les évêchés et les abbayes sont encore plus constamment au régime du crédit. Les places de finances, je n'ose en parler ¹. » Celui qui parlait ainsi était l'abbé de Vermond, qui connaissait la cour et savait y manœuvrer, puisqu'il s'était fait adjuger 80.000 liv. de rentes en bénéfices.

Être ignoré à la cour, c'était se condamner à végéter dans l'oubli. Les honneurs, les places à obtenir se mesuraient à la faveur dont on y jouissait. « Les évêques de cour étaient courtisans, les autres sans influence », écrit un contemporain ². Mais ces évêques sans influence parce qu'ils se tenaient loin de la cour, étaient bien obligés cependant de s'y ménager quelque intelligence en vue des intérêts spirituels et temporels dont ils avaient la garde.

1. *Marie-Antoinette*, par D'ARNETH et GEFFROY, II, 168 (5 juin 1774).

2. BASTON, *op. cit.* I, 307.

Les grandes affaires à traiter, souvent les procès à soutenir, les mille nécessités de leur situation, les forçaient à chercher « la protection du roi, dont l'ombre, disait un prélat du ^{xvii}^e siècle, nous soutient contre les grands dans nos diocèses; car il n'y a que les petits et les gens d'une condition commune que la foi engage à nous obéir ¹ ». Les hommes apostoliques ne faisaient que se prêter à cette obligation. Saint François de Sales, retenu quelque temps chez le duc de Savoie, manifestait en ces termes ses sentiments : « Voilà la moitié de ma liberté engagée dans cette cour, où de ma vie je n'eus un seul brin le dessein de vivre, ni en aucune autre, mon âme restant tout à fait antipathique à ceste sorte de train. »

Cette répugnance contre la vie et les intrigues de cour était rare dans l'ancien régime. Ce n'est point à Talleyrand, par exemple, qu'il eût fallu la demander. Il fait observer dans ses *Mémoires* que son père et sa mère « avaient une position de cour, qui, bien conduite, pouvait mener à tout, eux et leurs enfants ». Sa grand'mère était dame du palais de la reine et demeurait toujours à Versailles. C'est là qu'il fallait agir, se ménager des influences, et gagner les approches qui permettaient d'atteindre les distributeurs de grâces.

Les prélats qui voulaient réussir, devaient se plier à ce manège comme tout profane. Plusieurs, nous le savons, manœuvraient sur ce terrain mouvant avec une aisance et une habileté consommées. Les lettres inédites d'un des plus grands personnages de l'Eglise de France à cette époque, de M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, nous font entrer dans le secret de ces ambitions, de ces compétitions et des moyens mis en œuvre pour en assurer le succès. Il a comme correspondante une grande dame du palais, très apparentée, la comtesse de Gramont, qui par sa situation même est admirablement placée pour l'informer et le servir. Il compte beaucoup sur son dévouement, sur son amitié, sur sa dextérité. « Songez, lui écrit-il, que je suis à 200 lieues, que tous mes intérêts sont entre vos

1. *Lettres* de LE CAMUS, année 1674, p. 141.

maines. » Mais, tout en la laissant agir, M. de Boisgelin était lui-même trop habile, trop versé dans la haute société et dans la vie de cour, pour ne point intervenir, donner des conseils et tracer le meilleur plan de campagne. Il connaît les ministres, les grandes dames, qui ont la confiance du roi et de la reine ; il connaît aussi ceux et celles qui peuvent faire agir ces grandes dames, ces ministres tout-puissants, qui sont. M^{me} de Polignac, M. de Maurepas, M. de Calonne, etc. Alors avec quelle habileté il procède, avec quelle science de la nature humaine, quel art des nuances, quel sentiment des difficultés à vaincre sur cette scène de la cour où il fallait marcher avec précaution, se glisser, s'effacer, s'affirmer aussi, mêler la retenue à l'audace, parer les coups, reculer à propos devant l'obstacle pour reprendre sa marche avec ses avantages, les perdre et les reconquérir, se résigner d'avance à plus de défaites que de victoires devant le nombre et l'habileté des solliciteurs. Dans cette stratégie, la mort d'un protecteur omnipotent est une de ces trahisons du sort qui dérange parfois toutes les batteries. En 1776, M. de Boisgelin écrivait, non sans quelque inconvenance : « On nous donne ici des espérances sur la goutte du cardinal (La Roche-Aymon, qu'il n'aime pas), et des inquiétudes sur la jambe de M. de Maurepas. On dit que cette jambe est devenue douloureuse, et que cette goutte occasionnera un changement dans la feuille (des bénéfices). Mandez-nous des nouvelles. Vous savez combien nous y prenons d'intérêt. » Le ministre Maurepas, sur la bonne disposition duquel M. de Boisgelin pouvait compter, a le bon esprit de vivre encore quelques années, et puis quitte ce monde trop tôt pour ses amis. Il faut s'aboucher avec le successeur. La comtesse de Gramont est envoyée comme ambassadrice. « Savez-vous bien, lui écrit M. de Boisgelin, que mon avis est que vous fassiez toute notre confession à M. de Calonne, celle de tout ce qui s'est passé avec M. de Maurepas... Cette assurance de M. de Maurepas sans effet par sa mort, nous a trompés tous deux (lui et son frère), et nous sommes au désespoir. Si vous lui parlez avec votre éloquence naturelle, vous y

réussirez. Songez toujours où je suis, à 200 lieues, que je puis parler d'imagination, que je ne puis pas juger des dispositions du moment, des effets d'un mot, et que vous devez vous décider vous-même ¹. »

Si la disparition d'un puissant protecteur est un malheur, la mort d'un personnage d'Eglise, pourvu d'une bonne place ou d'une dignité enviée fournit, en retour, aux prétendants, l'occasion de la solliciter et quelquefois de l'obtenir. Parmi les grâces les plus enviées, il faut compter la nomination dans l'ordre du Saint-Esprit. Plus petit était le nombre des heureux mortels admis à porter le cordon bleu, plus ambitionné était cet honneur. M. de Boisgelin le fait demander à Louis XVI en récompense du discours qu'il a prononcé à la cérémonie du sacre. Point de succès. En 1784, la maladie de l'évêque d'Orléans, Jarente, l'attaque d'apoplexie qui a frappé le cardinal de Luynes, archevêque de Sens, l'un et l'autre chevaliers de l'ordre, paraissent annoncer deux vacances prochaines. Immédiatement on entre en campagne, on cherche à gagner la reine ². Mais les concurrents sont si redoutables. Les années passent, et avec elles les titres de l'archevêque d'Aix se multiplient. Il continue à désirer, à demander ce cordon bleu, ou, comme il dit, cette « aulne de ruban » qui ne vient pas, et qu'il n'aura pas dans l'ancien régime. Il se console en pensant que ses provinces de Provence, les canaux dont il a sillonné ce pays, valent mieux

1. Lettres inédites du 2 avril 1776 et 4 février 1784.

2. « J'avais dit à M. de Maurepas que je ne voulais pas d'autre récompense pour le sacre que le cordon bleu, et M. de Maurepas m'a dit qu'il en avait parlé de même au roi. Le roi se rappellera peut-être aussi ce qu'on lui a dit de mon travail dans la dernière assemblée du clergé (1780). M. de Maurepas m'assura qu'il en avait rendu bon témoignage et que le roi avait bonne opinion. » — Autre lettre, 19 novembre 1784. « L'évêque d'Orléans est toujours malade. Le cardinal de Luynes est, à ce qu'on m'a dit, en apoplexie. Voilà deux places au lieu d'une. C'est le moment de parler, non à la reine, mais à M^{me} de Polignac, et il faudrait qu'elle reprit les engagements du baron de Breteuil ; et je crois, en vérité, que vous pourriez en parler vous-même au baron, et peut-être aussi M^{me} d'Ossun, après que M^{me} de Polignac lui aurait parlé. J'ai écrit ce matin à l'abbé de Vermond pour le voir. Il m'a répondu qu'il viendrait chez moi ce matin, s'il n'arrivait point un courrier de la reine. Je l'attends. L'évêque d'Autun m'a prévenu de bonne grâce, et je vais chez lui ce matin pour en causer avec lui. Je ne reverrai pas M. de Calonne, et je n'en ai pas besoin puisque vous restez et M^{me} de Chabannes pour lui en parler. Il m'a fait avant-hier toutes les amitiés possibles. Il serait à désirer que M^{me} de Polignac voulût en parler à la reine. J'ai besoin qu'elle ne soit pas contraire. » *Lettres inédites* de M. de Boisgelin.

que des distinctions vaines. « Mon ruban, dit-il, sera celui que formeront par leurs contours des eaux fécondes sur une terre aride, et c'est là que j'oublierai sans regret celui qu'on me refuse ¹. »

Boisgelin se console, mais il ne peut se dispenser de philosopher sur la cour. Il montre avec une pénétrante analyse et non sans quelque amertume, comment toutes les grandeurs provinciales se perdent en tombant dans ce gouffre, comment l'ambition, l'intérêt, plus brûlants que le siroco de Provence, y dessèchent tous les sentiments; comment les protections, les recommandations prétendues chaleureuses s'y bornent le plus souvent à quelques paroles banales dites pour s'acquitter envers un ennuyeux solliciteur ². Et quelle peinture il trace de ce solliciteur qui est un peu lui-même, lequel n'obtiendra rien dans

1. Lettre du 5 janvier : « Je mande à l'archevêque de Toulouse que je me repose sur son amitié. Je vous préviens qu'il n'y a point de démarches à faire. C'est lui qui veut agir pour moi, et il est mieux instruit de mes raisons que personne. J'espère qu'il ne les laissera pas oublier. » — Le 7 janvier nouvelle lettre : « Vous vous occupez de la santé du cardinal de Luynes agonisant avec le plus tendre intérêt. Il aurait bien choisi son moment s'il avait bien voulu prévenir le premier de l'an. Il laissera tout le temps aux autres concurrences. » *Lettres inédites* de M. de Boisgelin. — 10 janvier 1788 : « Si la voix de la Provence nommait à présent un premier ministre, elle ne nommerait que son archevêque. Je ne demande au premier ministre de France (Loménie de Brienne) que de nommer le premier ministre de Provence à une grâce qui lui est indifférente. Il me l'a promise, il me marque de l'amitié; je le sers bien dans les affaires, il ne doit pas me la refuser. » Le 4 février 1788, M. de Boisgelin annonce son insuccès : « Point de nominations pour moi dans ce moment. J'en suis fâché, mais il faut bien se soumettre à la nécessité, la bonne volonté me semble très sincère. On me dit que le roi veut attendre. Je le crois et l'on me dit bien qu'on ne parle que de moi. »

2. « J'ai quelque doute sur la note que je vous ai adressée pour moi. Je sais comme les idées s'allument dans l'éloignement, et je me défie toujours de ce que je veux faire à 200 lieues. On se croit toujours plus intéressant loin, parce qu'on l'est plus pour ceux dont on est entouré. On oublie que la cour dessèche les projets les plus raisonnables. Elle fait au sentiment que nous avons de nous-même, ce que notre vent du midi, le siroco, fait sur nos sens. Il semble que le sang se retire de nos veines, et nous attendons que la circulation reprenne son cours. Il faut être en province pour croire qu'on peut quelque chose et pour sentir qu'on a droit à des récompenses. Mais à Versailles on n'est rien et on ne peut rien mériter. » — Autre lettre : « Je me défie toujours de l'effet des conversations. On ne transmet pas tout de suite et dans un moment sa propre impression à des personnes auxquelles on est étranger, et ce que vous avez le droit de leur dire ne leur paraît souvent qu'un essor d'amour-propre et un ridicule. Il n'y a point d'idée commune à laquelle on puisse s'attacher; et par rapport aux personnalités, chacun se vante également et dit également du mal des autres. Je parie que M^{me} de Polignac n'aura rien dit ou si faiblement qu'il n'en résulte rien. D'un autre côté, je sais bien à quoi se réduit la flagornerie de M. de Fleury et l'intérêt flasque de M. d'Autun. Et je ne suis pas encore sûr que ni l'un ni l'autre veuille présenter mon mémoire. » — Lettre du 20 janvier 1788 : « L'évêque d'Autun m'a fait une sotte réponse qui ne dit mot. » *Lettres inédites* de M. de Boisgelin.

une monarchie sans demander, et qui ne peut demander sans manquer à sa dignité. « Il faut, écrit Boisgelin, dire du bien de soi ou ne rien dire. Vous me trouverez peut-être beaucoup de bêtise. J'en ai toujours eu pour demander. Il faudrait séparer dans une monarchie le sentiment de ce qu'on mérite de celui de ce qu'on désire. Le premier est noble et se tait. Le dernier, quand il est seul, est humiliant en lui-même et parle cependant avec orgueil et confiance. Je suis étonné de l'aisance et de la facilité avec laquelle on poursuit ses demandes personnelles. J'ai une affaire, dit-on, une grande affaire bien intéressante, et j'ai des espérances sur un tel; M^{me} une telle se donne des mouvements incroyables. J'ai eu de grandes difficultés à vaincre; il fallait toute mon activité. Je suis un homme dans l'occasion. Je ne doute pas un moment que cet homme de l'occasion, animé, pénétré de tant d'intérêts, n'ait proposé quelque projet d'une grande importance pour l'Etat. Je suis tout étonné d'apprendre qu'il ne s'agit que d'un ruban; il ne s'agit pas même de ce qu'on mérite. On s'honore en France de ce qu'on demande et de ce qu'on obtient. » Boisgelin, qui sent sa valeur, qui se sait égal ou supérieur aux plus hautes situations, aux plus grandes faveurs, désirerait voir les honneurs venir à lui¹ sans courir après. Sa fierté se révolte. « Je ne veux pas, écrit-il, destiner ma vie à toutes ces sollicitations. Il est dur de n'emporter d'autre droit de sa place et de son travail que celui de solliciter. Tout cela me mécontente quand j'y pense. » Il parle de sa résolution de s'élever au-dessus de tous « ces petits espoirs ». Il fait cette réflexion d'une grande justesse : « Il n'y a que le bien qu'on peut faire dont on puisse jouir à volonté. Ce qui dépend des autres est trop hasardeux pour

1. « La justice, dit-il, flatte plus que la faveur, et le moment où je crois avoir mérité est celui que je choisirais pour obtenir. » Mais comment espérer que le plus grand mérite obtiendra sans demander ? Du moins qu'on épargne à Boisgelin la petite humiliation de demander directement lui-même : « Je voudrais, dit-il, que tout ce qui se fait pour moi se passât dans mon absence... Je sais qu'à la longue cette réserve est déplacée dans une monarchie; mais quand je suis défendu par mes deux cents lieues, je sens le plaisir de ne rien faire par moi-même. » Lettre inédite du 29 décembre 1784.

y confier son bonheur¹. » La conclusion d'un tel discours eût été la résolution de chercher le bonheur en soi-même, de renoncer à la cour et au jeu d'influences qu'il fallait faire mouvoir pour y avoir sa place. Résolution trop héroïque pour un homme qui avait de l'ambition, un nom, une famille à soutenir, et qui voulait jouer un rôle sur la scène du monde.

Rien ne nous fait mieux entrer dans la vie d'une époque et dans les préoccupations des grands, gens d'Eglise et gens du monde, qu'une telle correspondance où un prélat d'un esprit supérieur et de relations les plus hautes, livre dans des lettres intimes le fond de son âme, et cherche à se faire une place sur une scène où tant d'acteurs se disputent les rôles. N'oublions pas qu'il s'agit ici d'un homme que la fortune a favorisé. Evêque à trente-deux ans, archevêque à trente-huit, président de ces Etats de Provence où un chef habile conquérait une célébrité proportionnée aux difficultés vaincues, membre des assemblées du clergé et de l'assemblée des notables, heureux des alliances de sa famille et du succès de son frère qui fut maréchal de camp et gouverneur de la Bretagne, en crédit auprès des ministres de la feuille qui nomment ses grands vicaires évêques sans l'oublier lui-même, favorisé de trois abbayes, M. de Boisgelin, parce que tous ses désirs ne sont pas exaucés, toutes ses ambitions satisfaites, trouve qu'il y a place en sa carrière pour la résignation. Il s'écrie dans un moment de découragement : « C'est une singulière expérience qu'après avoir

1. Lettre du 11 décembre 1782. « Vous craignez de m'affliger en me parlant de la perte d'une espérance que je n'avais jamais eue. Mais le travail ne me permet pas plus que la société ces petits désespoirs de ceux qui sont isolés par leur indifférence ou par leur oisiveté. J'ai trop bien profité de l'expérience, j'ai vu disparaître des espérances mieux fondées et plus satisfaisantes, et je n'ai pas perdu mon temps à m'en plaindre. Il y a toujours dans chaque moment quelque chose qui peut intéresser, et le présent qui intéresse doit faire oublier le passé qui ne revient pas. » — Lettre du 20 décembre 1784. « Je sens, il est vrai, quelque dégoût dans l'ordre même des choses utiles quand je vois à quel point elles sont oubliées ou méprisées dans le monde ; mais mon retour en province me remet sous les yeux les objets qui peuvent m'intéresser et les effets qui peuvent me satisfaire. » *Lettres inédites* de M. de Boisgelin. — Boisgelin demandait aussi pour les autres. Dans une lettre du 2 décembre 1784, il recommande un abbé qu'il veut amener à l'assemblée du clergé. « Je voudrais, dit-il, qu'il pût obtenir avant l'assemblée pour deux raisons, la première c'est que l'assemblée prendra toutes les grâces, la deuxième c'est que je voudrais qu'il pût m'aider pendant l'assemblée. »

toujours servi ses amis sans faire de mal à personne, on en vienne à n'avoir plus d'amis ». Mais il ne tarde pas à se ressaisir et à reprendre courage jusqu'à ce que viennent de nouveaux désirs et des déceptions nouvelles. « Il ne faut pas, dit-il, perdre sa vie pour des projets. Il faut faire ses affaires, assurer l'agrément et la tranquillité de sa vie, et le reste vient ou ne vient pas. On en jouit ou bien on s'en console. Nous devons, comme vous dites, songer à tous ceux qui sont déjoués comme nous, et, puisque la plus haute faveur a ses disgrâces, il faut bien s'accoutumer aux siennes ¹. »

Ne nous scandalisons pas trop de ces confidences. Il ne s'agit dans ce chapitre que des prélats regardant vers la cour. La majorité vivait loin d'elle. La cuisine de l'ambition, même la cuisine de cour, sont déplaisantes comme toute cuisine. Mais M. de Boisgelin pouvait très bien, sans manquer à son honneur, et à plus forte raison aux usages du temps, mettre en branle les protections qui pouvaient servir ses légitimes aspirations. Il n'en est pas moins vrai que le métier de solliciteur devait à la longue heurter les natures fières qui s'y croyaient condamnées. Nous avons entendu l'archevêque d'Aix en faire l'aveu.

V

Plus graves encore, plus dangereuses pouvaient être les compromissions de ceux que leurs fonctions appelaient à vivre auprès du roi et dans l'atmosphère capiteuse de la cour. Au ^{xvii}e et au ^{xviii}e siècle, de graves personnages tonnent contre ce séjour où viennent sombrer tant de fortunes, tant de caractères et tant de vertus. Bourdaloue appelle la cour « le siège de l'orgueil..., l'écueil de la sainteté..., le centre de la corruption du monde ». Si l'on est tenté de traiter d'exagération un prédicateur, voici ce qu'en écrivait à l'archevêque de Paris, une femme la

1. Lettre inédite de Boisgelin.

connaissant bien : « Comptez, Monseigneur, que presque tous les hommes noient leurs parents et leurs amis pour dire un mot de plus au roi et pour lui montrer qu'ils lui sacrifient tout. Ce pays-ci est effroyable, et il n'y a pas de tête qui n'y tourne. Défiez-vous de tout ce que vous estimez le plus. Je suis à la source et c'est ce qui me fait voir trahison sur trahison. La cour change les meilleurs ¹. » M. le duc d'Orléans, régent, avait dit d'un homme de la cour : *C'est le parfait courtisan, il est sans honneur et sans humeur*. « La définition aurait été juste, observe Bernis ², s'il avait ajouté : *et sans pudeur*. » « L'ambition dans l'oisiveté, la bassesse dans l'orgueil, le désir de s'enrichir sans travail, l'aversion pour le mérite, le mépris des devoirs du citoyen, la crainte de la vertu du prince, l'espérance de ses faiblesses forment le caractère du plus grand nombre des courtisans. » Ce portrait tracé par Montesquieu, n'est pas flatteur.

Un pareil milieu était peu favorable à l'épanouissement des vertus ecclésiastiques. Le séjour de la cour inspirait aux hommes rigides une véritable terreur. Lorsque l'abbé Fleury, le futur cardinal, eut passé sa licence, il s'empressa d'acheter une charge d'aumônier de Madame la dauphine. Un Père de l'Oratoire, auquel sa famille l'avait adressé, homme austère et versé dans le monde, combattait ses projets et lui « défendait surtout d'aller à la cour, sous peine de perdition éternelle ». Il fallut bien cependant avouer l'achat de l'aumônerie. Cette confiance fut mal accueillie. Fleury reçut une sévère remontrance; mais enfin, puisque c'était un fait accompli, on dut s'apaiser. « Eh bien, lui dit le Révérend Père, vous avez eu la rage d'aller à la cour, je vais vous donner un conseil pour vous y conduire avec sagesse et sûreté : Assotisez votre esprit et endurcissez votre cœur ³. » Un prélat qui l'avait assez fréquentée comme aumônier du roi pour pouvoir dire : « J'ai été nourri à la cour », Le Camus, évêque de

1. M^{me} de Maintenon, lettre à l'archevêque de Paris, 15 nov. 1695.

2. *Mémoires*, I, p. 91. — Il est intéressant de voir dans la correspondance de Richelieu et de Sully, comment le ton change, selon que l'un monte et que l'autre descend.

3. *Mémoires* de BERNIS, I, 45.

Grenoble, écrivait en plein règne de Louis XIV : « On est en sûreté dans son diocèse, on est toujours en danger pour peu qu'on demeure à la cour. Les mages y perdirent leur étoile¹. »

S'il y avait peu de saints à la cour, il n'y avait guère plus d'hommes de caractère². Comment trouver des têtes hautes, des convictions fermes, dans cette race de prosternés qui ne croient pas payer trop cher de leur servilisme les faveurs et les regards du prince? Comment faire fond sur des courtisans³ dont la règle de conduite est l'intérêt? Quel énervement des consciences, quelle dilution des énergies morales produisait l'air ambiant de la cour. A cette époque, l'esprit, le cœur, l'imagination des sujets, sont tellement remplis de la grandeur royale, que les protestations de dévouement absolu se traduisent en des termes un peu étranges pour nous qui

1. Le Camus ajoute: « Pour demeurer à la cour avec honneur, il faut faire beaucoup de dépenses et, pour y fournir, il faut beaucoup de bénéfices, faire peu d'aumônes, aller rarement à son diocèse, n'avoir guère soin de régler ses affaires et de payer ses dettes. » Le Camus, parlant ailleurs des années qu'il avait passées à la cour, ajoute: « Hélas! que de dissipations en vingt années de servitude volontaire à la cour! Que de dissipations dans les plaisirs, dans les entretiens, dans les bagatelles, dans l'ambition, dans les médisances et dans l'étude même! Mais que de dissipations dans la retraite! » Cependant, Le Camus lui-même, étant tombé en disgrâce auprès de Louis XIV, pour avoir été nommé cardinal par le pape en dehors du roi, en souffrit cruellement. Il aurait voulu que la barrette lui fut remise par Louis XIV. Nous le voyons écrire aux ministres, aux cardinaux, au pape lui-même, pour leur demander de l'aider à rentrer en grâce auprès du roi. Cf. *Lettres de Le Camus*, p. 265, 297, 475, 483, 525.

2. « Rien de si rare que de trouver aujourd'hui à la cour des caractères; personne ne s'y montre au-dessus des autres; il semble que tout le monde y soit à la même taille. On n'a jamais pu compter à la cour sur l'amitié, mais on pouvait du moins y compter sur la haine. Aujourd'hui les amis sont aussi légers et aussi infidèles qu'autrefois et les ennemis n'y sont pas irréconciliables, les liaisons y changent d'un jour à l'autre. » *Mémoires de Bernis*, I, 104.

3. Les évêques provinciaux, qui ont besoin d'appui auprès du roi, regardent et ne savent trop sur qui compter. Le Camus, évêque de Grenoble, écrivait, en 1674, du ministre Le Tellier: « J'en ai tiré de grands secours, depuis que je suis ici, et je ne vois que lui à la cour qui ait la droiture nécessaire pour bien et nettement servir l'Eglise. Je ne parle pas des prélats qui y sont, car vous les connaissez et vous savez jusqu'à quel point on peut compter sur eux. » Bachaumont raconte dans ses *Mémoires* (t. XXXIV, p. 179) que le cardinal de Rohan, disgracié, chassé de la cour, après l'affaire du collier, passa à Nevers, se rendant en Auvergne, et fit demander l'hospitalité à l'évêque, M. de Séguiran. Celui-ci, éperdu, craignant de faire accueil à un homme en disgrâce, se serait jeté tout habillé dans un bain et là, recevant l'envoyé de Rohan, faisant le malade, lui aurait dit que le cardinal avait toute liberté de venir dans son palais, mais qu'il se voyait dans l'impossibilité de lui en faire les honneurs, à cause de son état de santé. Cette anecdote, racontée également par l'auteur des *Mémoires de Louis XVIII*, paraît peu vraisemblable si l'on songe qu'à l'assemblée des notables, M. de Séguiran attaqua très vivement Calonne, ne craignant pas de déplaire à la cour.

n'avons plus la superstition de la royauté. Ces sentiments ont beau être sincères, cette prostration du sujet semble une atteinte à la dignité de l'homme. Les temps modernes ont, il est vrai, les courtisans du peuple, comme l'ancien régime avait les courtisans des rois. Cette nouvelle servitude est parfois pire que l'autre ; mais notre répugnance pour les Cléon ne saurait nous faire aimer les La Feuillade. On sait que le culte du roi s'étendait, dans une mesure diverse, à tous les membres de sa famille. Le temps était loin où un cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux, osait répondre au prince de Condé, qui lui avait reproché d'avoir la tête bien légère : « Ce n'est pas dans la vôtre que j'irai chercher du plomb. » Une telle impertinence eût passé pour un crime de lèse-sang royal. En 1777, Monsieur, frère du roi, était de passage à Béziers. L'historien de la ville raconte que le prince, venu à l'église pour entendre la messe, remit sa canne et son chapeau à l'évêque qui « resta debout à sa droite et à distance¹ ».

Cette attitude révolte certains publicistes de 1789. A mesure que la royauté perd le prestige qu'avait su lui donner Louis XIV, on comprend de moins en moins l'adoration de latrie dont nous parlait Saint-Simon. L'un d'eux compare saint Basile, faisant trembler Valens dans sa cathédrale, à « certains prélats en manteau court, en perruque tapée, suivant humblement leur prince à la messe, pour leur donner et en recevoir tour à tour un livre de prières... Lorsque je me trouve à Versailles, ajoute-t-il, je me sens indigné de voir un évêque faire une pareille fonction² ». Évidemment l'attitude d'un Basile, d'un Ambroise, était plus fière.. Sans sortir de la France, les évêques du moyen âge, traitant d'égal à égal avec le roi, faisaient plus grande figure que les prélats d'ancien régime promenant leur dignité épiscopale dans les antichambres de Versailles. On oubliait toutefois, dans ces révoltes démocratiques que nous voyons se produire sur la fin de l'ancien régime, surtout en 1789, contre les

1. SABATIER, *Histoire de la ville et des évêques de Béziers*, 1854.

2. LAURENT, *op. cit.* p. 254.

hommes de la cour, que les évêques gardés par leur caractère sacré chancelaient moins que d'autres sur ce terrain mouvant. L'un des derniers prélats précepteurs de princes avant la Révolution, M. de Coëtlosquet, ancien évêque de Grenoble, chargé de l'éducation du duc de Bourgogne, du duc de Berry (depuis Louis XVI), du comte de Provence, du comte d'Artois, membre de l'Académie française, y mena une vie sans tache et laissa une mémoire respectée à Versailles comme dans son diocèse¹.

Si, franchissant un siècle, nous remontons de Coëtlosquet à Bossuet, nous trouvons en lui, selon l'expression de Massillon, « un évêque au milieu de la cour ». Dans cet intérieur rempli de tant de dissipation, agité de tant d'intrigues, il sait se créer une retraite et discuter les plus graves problèmes, en cette allée de Versailles qu'on appela l'allée des philosophes². On sait le rôle que Bossuet fut appelé à jouer, en 1675, dans la séparation momentanée de Louis XIV et de M^{me} de Montespan. Il sut

1. M. de Coëtlosquet s'était associé son parent M. du Plessy d'Argentré dans l'éducation des princes. Comme on offrait à celui-ci l'évêché de Limoges, qu'il trouvait trop éloigné de Paris, il répondit en bon courtisan « qu'il croyait garder la part de l'aîné en demeurant auprès du roi, et ayant l'honneur d'être employé à l'éducation de ses petits-fils. » Il fit nommer à sa place son frère cadet et obtint plus tard pour lui-même l'évêché de Séez. Louis GUIBERT, *op. cit.*

2. Tous les prélats n'étaient point occupés à faire de la philosophie à la cour, témoin l'évêque de Troyes, M. de Chavigny, dont Saint-Simon trace un curieux portrait. « Il avait, dit-il, du savoir et possédait de plus les affaires temporelles du clergé mieux qu'aucun de ce corps, en sorte qu'il était de presque toutes les assemblées du clergé et qu'il brillait dans toutes. Il avait de plus de l'esprit, et plus que tout, l'esprit du monde, le badinage des femmes, le ton de la bonne compagnie, et passa sa vie dans la meilleure et la plus distinguée de la cour et de la ville, recherché de tout le monde, et surtout dans le gros jeu et à travers toutes les dames. C'était leur favori; elles ne l'appelaient que le Troyen, et chien d'évêque, chien de Troyen, quand il leur gagnait leur argent. Il s'allait de temps en temps ennuyer à Troyes, où pour la bienséance et faute de mieux, il ne laissait pas de faire ses fonctions: mais il n'y demeurait guère, et une fois de retour, il ne se pouvait arracher. » SAINT-SIMON, *Mémoires*, t. I, p. 271-272. Saint-Simon (I, p. 183) raconte aussi cette anecdote sur M. Simiane de Gardes, premier aumônier de la reine, « vrai gentilhomme », évêque de Langres et qu'on appelait « le bon Langres ». M. de Vendôme, M. le Grand, et quelques autres de haute volée, lui attrapèrent gros deux ou trois fois au billard. Il ne dit mot et s'en alla à Langres où il se mit à étudier les adresses du billard. De retour à Paris, voilà ces messieurs à le presser de jouer au billard et lui à s'en défendre comme un homme déjà battu et qui, depuis six mois de séjour à Langres, n'a vu que des chanoines et des cures. Quand il se fut bien fait importuner il céda en fin, joua d'abord médiocrement, puis mieux et fit grossir la partie; enfin il les gagna tout de suite, puis se moqua d'eux, après avoir regagné beaucoup plus qu'il n'avait perdu. » Saint-Simon dit de Le Tellier, archevêque de Reims : « Il était fort de la cour et du plus grand monde et gros joueur. »

tenir au royal amant un langage ferme, apostolique, qui a fait dire à Saint-Simon : « Bossuet lui avait souvent parlé là-dessus avec une liberté digne des premiers siècles et des premiers évêques de l'Eglise. » Il y eut, à cet événement, une de ces scènes de cour qui montre dans quelle situation parfois étrange se trouvaient les hommes d'Eglise chargés de rappeler aux rois les règles de l'Evangile et du Décalogue. Nous avons vu la duchesse de Châteauroux appeler « le Soissons » M. de Fitz-James, qui la faisait expulser de Metz. Ledieu nous raconte que M^{me} de Montespan, accusant Bossuet de sa disgrâce, « l'accabla de reproches ; elle lui dit que son orgueil l'avait poussé à la faire chasser, qu'il voulait seul se rendre maître de l'esprit du roi, pour le tourner à son intérêt ». Comme ces objurgations ne paraissaient pas émouvoir Bossuet, M^{me} de Montespan « chercha à le gagner par des flatteries et des promesses ; elle fit briller à ses yeux l'éclat de la pourpre, et aussi ce que les premières dignités de l'Eglise et de l'Etat pouvaient offrir de séduisant à l'ambition ». Il fallait vraiment être de la cour pour avoir l'idée de tenter ainsi Bossuet par l'appât des honneurs. M^{me} de Maintenon dit de lui, à ce sujet, un mot qui, dans sa pensée, était un blâme, mais qui fait le plus grand honneur à l'évêque : « Il a beaucoup d'esprit, mais *il n'a pas celui de la cour.* » Bossuet rencontra M^{me} de Montespan à la cour de Louis XIV, les prélats du xviii^e siècle trouvèrent M^{me} de Pompadour, M^{me} du Barry à la cour de Louis XV, et ne montrèrent pas tous la même fierté¹.

Bien que Bossuet n'eût pas l'esprit de la cour, il eut

1. Il y avait pourtant des caractères au xviii^e siècle. Un prélat qui avait fait M. de Fitz-James vicaire général, M. de Saulx-Tavannes, cardinal archevêque de Rouen, sut lui aussi se montrer digne devant Louis XV. « Le roi ayant dit à l'archevêque de Rouen (Saulx-Tavannes) qu'il passerait chez lui à Gaillon, en allant au Havre, ce prélat se contenta de faire une profonde révérence. Le roi dit une seconde fois : « M'entendez vous ! j'irai chez vous. » Autre grande révérence, Puis. S. M. a marché trois pas, s'est retournée, a dit : « Non, monsieur, je me ravise, je n'irai point chez vous. »... L'archevêque de Rouen est grand-aumônier de la reine ; il entre dans le ressentiment de cette princesse de ce que le roi promène ainsi la marquise de Pompadour et se donne en spectacle aux peuples normands ; il craint d'en être le fauteur et il évoque sur cela son caractère de prélature. » *Journal de d'Argenson*, 19 septembre 1749. — Quelle mobilité d'opinion dans cette cour. D'Argenson écrit le 2 décembre 1756 : « La marquise de Pompadour est aujourd'hui pour les évêques. » Elle était surtout pour Bernis.

presque toute sa vie des liens avec elle, d'abord comme précepteur du dauphin, puis comme aumônier de la dauphine de 1680 à 1690, enfin, en 1697, comme conseiller d'Etat et aumônier de la duchesse de Bourgogne. Il avait désiré et même demandé cette dernière situation ¹. D'après l'usage établi, tous les officiers de la maison de la princesse étaient tenus au serment. Bossuet dut défendre contre le marquis de Dangeau le privilège de le prêter le premier. La duchesse de Bourgogne n'avait que onze ans. Quand elle vit à ses genoux cette tête que les cheveux blancs et la gloire rendaient si vénérable, elle ne put s'empêcher de dire avec une naïveté charmante : « Que je suis honteuse, Monsieur, de vous voir dans cet état ². » Il s'agit d'une princesse, de celle qui, par sa grâce souriante, par ses saillies, son entrain, sa gaieté, par sa « marche de déesse dans les nuées », comme dit Saint-Simon, va jeter un dernier rayon de soleil dans l'atmosphère glacée de Versailles et sur le couchant assombri du grand siècle. N'importe, nous n'aimons pas à voir s'incliner, même devant cette figure radieuse, un front que nous ne nous représentons courbé que devant Dieu. Ce

Bernis avoue être venu à Paris par ambition. « Si j'étais, dit-il, resté en province, j'aurais vieilli grand-vicaire de Viviers, brillant dans ce diocèse et inconnu du reste du monde. » Mais Bernis ne voulait pas mourir grand-vicaire. « N'ayant plus l'espoir de la croix de Malte, je voulus, ajoute-t-il, la remplacer par celle des évêques. » — D'Argenson écrit, le 24 juin 1755 au sujet de son ambassade de Venise : « Il a fait son chemin par les dames et par le bel esprit, homme qui se pique de paresse et de faire des vers mols, faciles et tendres, comme Ovide. » — Le même dit, le 4 janvier 1757 : « L'abbé de Bernis fut déclaré, avant-hier au soir, ministre d'Etat, effet du grand et déshonnête crédit de la favorite. » — Bernis, nommé cardinal en 1758, écrivait à M^{me} de Pompadour : « Le courrier de Rome m'a apporté cette nuit la calotte rouge. Je vous la dois, puisque je vous dois tout. Soyez bien sûre que je ne perdrai jamais le souvenir ni de votre amitié ni de mes obligations. »

1. Bossuet dit Ledieu, « reçut cette nouvelle simplement, sans aucune démonstration de joie, sans aucune affectation d'insensibilité. » Mais il avait demandé cette situation. Il écrit, en 1696, à M. de la Broue, évêque de Mirepoix : « Je vous avoue sans hésiter que j'ai fait ma demande; elle a été aussi bien reçue que possible; et les apparences sont bonnes de tous côtés. Dieu sait ce qu'il veut, et pour moi, je suis bien près de l'indifférence. » — Bossuet fut également nommé, en 1697, conseiller d'Etat. Il prit place au conseil le 3 juillet. Le Camus, évêque de Grenoble, lui écrit à ce sujet (*Lettres*, p. 593) le 17 juin : « Je fais, Monsieur, depuis si longtemps, une profession si ouverte de vous honorer et de m'intéresser à tout ce qui vous touche, que je ne peux différer d'un moment de vous témoigner la joie que je ressens de la place du conseil que le roi vient de vous donner. »

2. Cardinal de BAUSSET, *Vie de Bossuet*, t. II, p. 326, 327. Nous renvoyons pour l'histoire de la duchesse de Bourgogne au récent ouvrage de M. le comte d'Haussonville.

n'était point là cependant un acte de courtisan, Le serment, dont on abusait dans l'ancien régime, était d'ordinaire prêté à genoux parce qu'il était prêté au nom de Dieu. C'est souvent dans cette attitude que le nouvel évêque jurait à de simples consuls, à des chanoines, la conservation de leurs privilèges. Nous avons vu le successeur de Bossuet à Condom, se brouiller avec la municipalité, parce qu'elle avait exigé de lui cette formalité et cette posture. On pouvait bien accorder à un prince, à une princesse de la maison de France, ce qu'on ne pouvait refuser à des consuls et à des chanoines, ce qu'acceptent aujourd'hui les cardinaux en recevant à genoux la barrette des mains du Président de la République. Ces usages, le culte monarchique de Bossuet, son désir de trouver dans sa situation à la cour une nouvelle autorité pour sa doctrine, expliquent sa démarche. Néanmoins, comme nous ne vivons pas sous Louis XIV, nous aimons mieux nous représenter le grand homme dans la chaire de Notre-Dame prêchant l'oraison funèbre de Condé, ou dans sa cathédrale de Meaux, qu'aux pieds d'une enfant de onze ans, cette enfant fût-elle la duchesse de Bourgogne.

CHAPITRE TREIZIÈME

Compétitions politiques

I. Une noble ambition pouvait justifier ces intrigues de cour, celle de prendre part aux affaires d'Etat. — Grand rôle politique du clergé dans le passé, en particulier au xvi^e siècle. — Ce rôle amoindri au xvii^e, bien que l'Eglise donne à la France Richelieu et Mazarin. — Louis XIV, qui écarte les évêques de son conseil, les emploie comme ambassadeurs. — Comment ces prélats grands seigneurs étaient admirablement propres à la diplomatie. — Le xviii^e siècle rouvre au clergé le conseil des princes : Dubois, Fleury, Tencin, Bernis. — Prélats diplomates. — L'ambassade de Rohan à Vienne. — Prestige de ces ambassadeurs magnifiques. — II. Le pouvoir plus ambitionné encore. — Les évêques aspirants-ministres : Rohan, Talleyrand, Conzié, Thémines; Dillon, brillant et très réputé, mais paresseux; Boisgelin, qui dans toute sa correspondance fait de la politique et frémit d'impatience à la vue du rôle joué par Pitt et Fox en Angleterre; enfin, Loménie de Brienne, concurrent le plus redoutable. — III. Comment Brienne réussit à s'emparer de l'opinion. — Sa réputation dans les Etats du Languedoc aux assemblées du clergé. — Il gagne les femmes à sa cause. — Puissance des salons à cette époque. — Noms des grandes dames mêlées à la politique. — Elles discutent les affaires d'Etat, font et défont les ministres. — Leurs candidats. — Loménie les convoque au château de Brienne. — Splendeurs des fêtes qui y sont données. — Les visiteuses en rapportent l'écho à Paris et à la cour. — Autres suffrages plus autorisés acquis à Loménie de Brienne. — Il va l'emporter, malgré des attaques très vives. — IV. Assemblée des notables. — Compétitions politiques en présence. — Projets de Calonne. — Il rencontre dans le clergé ses principaux adversaires. — Mots violents. — Rôle brillant de M. de Boisgelin dans les débats. — L'archevêque de Toulouse triomphe, grâce à la reine. — V. Ministère de Loménie de Brienne. — Il est obligé de reprendre la plupart des projets de Calonne. — Son insuffisance pour une situation terrible. — Mesures violentes contre les parlements. Leur hostilité. — Loménie de Brienne veut s'appuyer sur le clergé. — M. de Boisgelin le sert pour être ministre. — Mais opposition très vive dans l'assemblée du clergé de 1788, qui vote un don gratuit dérisoire et demande les Etats Généraux. — Double tort des évêques : ils sont trop occupés de leurs ambitions politiques; ils ne soupçonnent pas le cataclysme qui est proche.

I

Il était difficile d'entretenir ces intrigues de cour sans y laisser un peu de sa dignité, parfois pour des intérêts minimes. Mais il est une ambition qui semblait les justifier à cause de l'importance du but à atteindre, celle de jouer un rôle politique et de participer au gouvernement de son pays. Sans remonter au moyen âge, en s'en tenant aux temps modernes, on constate la grande place que les prélats du xvi^e siècle tiennent dans les affaires publiques. Machiavel remarque que le clergé composait les conseils des princes, et que d'ordinaire la noblesse se bornait à exécuter les décisions qui y étaient prises¹. Nommer pour la France les d'Amboise, les Duprat, les Tournon, les Gramont, les Lorraine, les Bellay, les d'Ossat, les du Perron, c'est rappeler les cardinaux illustres qui, soit comme ministres, soit comme ambassadeurs, furent mêlés très activement aux intérêts d'Etat. L'épiscopat du xvi^e siècle eut une énorme influence sur toutes les questions de gouvernement, en particulier sur le choix du roi de France. Que de déliés diplomates il fournit souvent pour l'ambassade d'un même pays ! Dominique de Gabre, par exemple, évêque de Lodève, dont on publiait naguère les lettres², avait eu comme prédécesseurs à Venise les Langeac, les Odet de Selve, les Lazare de Baïf, les Guillaume Pélicier, les Morvillier, presque tous gens d'Eglise, humanistes et lettrés autant que politiques consommés. Les rois trouvaient des collaborateurs tout préparés dans ces prélats plus instruits que les laïques, habitués au maniement des hommes et des affaires, et déjà pourvus de bénéfices qui leur permettaient de tenir leur rang sans trop obérer le trésor royal. Leur correspondance, sans

1. Dans les *Relations des Ambassadeurs vénitiens* (t. I, p. 489), Michel SURIANO écrit pour la France en 1561 : « Le gouvernement est entre les mains des nobles et des prélats. Les prélats conseillent, mais n'agissent pas ; les nobles servent au conseil et à l'œuvre. Mais souvent ceux-ci se sont accordés à laisser tout l'honneur et le soin des délibérations aux prélats, sachant bien que l'exécution ne pouvait pas leur échapper. »

2. *Correspondance politique de Dominique de Gabre, évêque de Lodève*, par Alexandre VITALIS, 1903, in-8.

être aussi importante que celle de leur voisin le cardinal de Granvelle, évêque d'Arras, archevêque de Malines et de Besançon, ministre de Charles V, vice-roi de Naples, n'en révèle pas moins, à mesure qu'elle est publiée, des négociateurs avisés, retors, souples, audacieux au besoin, qui mettent au service de leur pays toujours un grand zèle, parfois les dons les plus brillants. Il arrive même que l'évêque s'efface un peu trop derrière le diplomate. De plus d'un de ces prélats ambassadeurs on aurait pu répéter ce qui avait été dit d'un évêque politique du xiv^e siècle, le cardinal de Périgord, qu'il avait été mince en religion, *religione tenuis*, mais grand dans les affaires d'Etat.

Au xvii^e siècle, avec la paix intérieure rétablie et l'affermissement du pouvoir absolu, le premier ordre de l'Etat allait perdre une grande partie de l'importance politique que lui avaient donnée la tradition du passé et les troubles du xvi^e siècle. Nous suivons dans l'histoire cet amoindrissement. Les évêques s'en plaignent au roi à plusieurs reprises¹. Mais si le clergé voit son influence décroître comme corps politique, n'y a-t-il point encore place dans le gouvernement pour les évêques comme serviteurs du roi et de l'Etat? Richelieu, Mazarin, le pensèrent. « L'Eglise, a dit Mignet, formait alors les grands politiques; elle développait la valeur propre de l'homme et ajoutait la force du rang. » Richelieu, se sentant fait pour commander, prit le seul chemin qui pouvait le conduire au pouvoir, celui de la cour. Quand l'évêque de Luçon veut préparer son avenir et servir son ambition, il se choisit, malgré sa pauvreté, une maison à Paris, proche du « logis de Dieu », sans doute, mais aussi non loin du

1. Dans l'Assemblée du clergé de 1595-1596 (*Procès-verbal*, t. I, p. 626) il est dit « que ci-devant le clergé de ce royaume était appuyé et assisté de quelqu'uns de Messeigneurs les cardinaux princes, d'un bon nombre d'autres cardinaux, archevêques et évêques, ordinaires au conseil du roi, mais qu'à présent il était tellement affaibli et diminué qu'il n'y avait en l'ordre ecclésiastique de ce royaume aucun prince, fort peu de Messeigneurs les cardinaux, et encore ceux qui y sont ne sont pas ordinaires près la personne du roi au conseil, et de Messeigneurs les cardinaux et évêques n'y en a que bien peu qui soient ordinaires au dit conseil. » Sous Richelieu et Mazarin, nouvelles plaintes du clergé sur son amoindrissement politique. Cf. *Collection des procès-verbaux des assemblées générales du clergé*, 8 vol. in-folio; t. III, p. 665, 666; t. IV, p. 283, 285, 658, etc.

« logis du roi ¹ ». Il est là sur place pour assurer sa fortune politique. C'est à la cour que pendant deux siècles, pour arriver et se maintenir, il faudra gagner sa première victoire, ainsi que toutes les autres. Richelieu et Mazarin éprouvèrent, en particulier, quelle difficulté ou quel avantage c'était d'avoir contre soi ou pour soi la reine.

Louis XIV fut trop décidé à écarter de son gouvernement les hommes d'Eglise pour y faire place à des évêques. Sous son règne, les prélats devront se contenter d'être diplomates, comme les cardinaux d'Estrées, de Forbin-Janson, de Polignac, etc. Le cardinal de Forbin-Janson était très apprécié de Louis XIV ². On connaît le rôle important joué par le cardinal de Polignac au Congrès d'Utrecht et en Pologne. Il ne faut pas s'étonner que Louis XIV trouvât dans l'épiscopat des hommes capables de mener à bonne fin les affaires les plus épineuses. Ces prélats étaient de haute naissance, et il le fallait pour avoir le pas comme envoyés de France sur un grand d'Espagne ou un prince de l'Empire. Il y avait bien quelque orgueil de race dans l'attitude de cet abbé de Guébriant qui, représentant du roi auprès de l'électeur de Cologne, administre des soufflets et prend à la gorge le maître des

1. Richelieu, malgré sa gêne, acheta un petit hôtel à Paris, rue des *Mauvaises paroles*. Il fallait paraître. Pour faire une belle entrée à Luçon, n'avait-il pas emprunté à un ami de sa famille un carosse et quatre chevaux? On connaît le très curieux *Mémoire de Richelieu, alors qu'il méditait de paraître à la cour*, publié par Armand Baschet.

2. « Le Roi, dit Saint-Simon, au sujet des dépêches reçues du cardinal de Janson, se mit sur ses louanges, et ajouta qu'il regardait comme un vrai malheur de ne pouvoir le faire ministre. Torcy, qui avait porté les dépêches, crut faire sa cour de dire, entre haut et bas, qu'il n'y avait personne plus propre que lui, et que dès qu'il avait le bonheur d'en être estimé capable par le roi, il ne voyait pas ce qui pouvait l'empêcher de l'être. Le roi, qui l'entendit, répondit que, lorsqu'à la mort du cardinal Mazarin, il avait pris le timon de ses affaires, il avait, avec grande connaissance de cause, bien résolu de n'admettre jamais aucun ecclésiastique dans son conseil et moins encore les cardinaux que les autres, qu'il s'en était bien trouvé et qu'il ne changerait pas. Il ajouta qu'il était bien vrai, qu'outre la capacité, le cardinal de Janson n'aurait pas les inconvénients des autres, mais que ce serait un exemple; qu'il ne le voulait pas faire, ce qui ne l'empêchait pas de regretter de ne l'y pouvoir faire entrer... Il était consommé dans les affaires par une longue habitude, magnifique en tout et partout, avec beaucoup d'ordre, fort désintéressé, affable aux petits, naturellement obligeant, fort poli, mais avec choix et dignité... Il avait l'âme et toutes les manières d'un grand seigneur, doux et modeste, l'esprit d'un grand ministre né pour les affaires, le cœur d'un excellent évêque, point cardinal, au-dessus de sa dignité, tout Français sur nos libertés et nos maximes du royaume. » SAINT-SIMON, *Mémoires*, I, 303, 304; VI, 405, 406.

cérémonies, parce qu'on a mal placé ses gens à une procession du Saint Sacrement ¹.

Sous les trois derniers rois, il n'y aurait point eu d'entrée dans les ambassades pour un fils de maréchal-ferrant, comme d'Ossat. Au xvi^e siècle et dans les premières années du xvii^e, l'obscurité d'origine pouvait être compensée par le talent, l'habileté et aussi la variété des connaissances dont l'étalage était alors une façon d'éblouir. Dans les âges suivants, le diplomate d'Eglise sera un gentilhomme de haute lignée qui tiendra de sa race, de ses relations, de son contact avec la cour, les grandes manières, l'usage du monde, l'intelligence des passions et des caractères, le sens exquis des nuances, l'art de conduire une conversation et de profiter de tous les avantages que donne l'interlocuteur, le droit enfin de traiter d'égal à égal, avec n'importe quel ministre du dehors, la certitude de les surpasser par une dextérité, une désinvolture, une grâce noble et un raffinement que n'égalait aucune cour étrangère. Les dépêches de ces prélats diplomates, d'un cardinal de Polignac, seront faciles, coulantes, incorrectes parfois, mais élégantes, et pleines de ce charme que donne la peinture des caractères et des intrigues. L'Eglise fournira même au ministère des Affaires étrangères, durant le xviii^e siècle, dans des postes secondaires, des écrivains particulièrement habiles, tel cet abbé de La Ville qui, pendant trente ans, rédigea, en qualité de premier commis, les dépêches avec une habileté et une perfection qui fait encore l'admiration des connaisseurs.

Il paraissait bien établi que le clergé devait avoir accès dans ce domaine de la diplomatie et des affaires publiques. D'après Rulhière et Grégoire ², le Père de La Chaise, ministre de la feuille, « voulait qu'un évêque fût homme

1. *Journal* du marquis d'ARGENSON, 4 juillet 1748 : « L'abbé de Guébriant, envoyé de France à Bonn, a donné une paire de soufflets, à la procession du Saint Sacrement, devant le saint des saints et devant l'Electeur de Cologne, sur ce qu'on avait mal placé ses gens à cette auguste cérémonie. De là, étant allé au palais, il a pris à la gorge le maître des cérémonies. L'Electeur a défendu qu'il le suivit à la campagne, et lui a permis, par grâce, de rester à Bonn jusqu'à ce qu'il eût répondu à la lettre et au courrier qu'il envoyait au roi pour demander un autre ministre.

2. Abbé GRÉGOIRE, *Histoire des confesseurs des rois*, 1824, p. 362.

du monde et homme d'Etat ; il s'attachait à élever aux places éminentes ceux que nous appelons évêques politiques ». Mais comment être un évêque politique, comment avoir des capacités d'homme d'Etat, sans être tenté de les exercer ? Fénelon, exilé à Cambrai, ne peut s'en défendre. Si sa haute intelligence, son ardent patriotisme, sa situation même vis-à-vis du duc de Bourgogne, expliquent et justifient les plans nombreux qui sortent de sa plume, ces préoccupations n'en trahissent pas moins la noble ambition de servir son pays en éclairant ses destinées.

Avec le régent, avec Louis XV, l'entrée du gouvernement s'ouvre de nouveau au clergé. Louis XIV avait laissé à plusieurs évêques, à Bossuet, par exemple, le titre de conseiller d'Etat, et jusqu'à la Révolution, les prélats qui le reçoivent, aiment à se donner la qualification, qui n'était guère qu'honorifique, de conseiller du roi en tous ses conseils. Dans le cours du XVIII^e siècle, plusieurs d'entre eux obtinrent davantage. Nommer le cardinal Du bois, le cardinal Fleury, et même le cardinal de Tencin ¹, plus tard le cardinal de Bernis, c'est rappeler les ministres empruntés à l'Eglise par l'Etat. Dans cette haute situation ils ne devaient point, hélas, malgré le rôle si honorable de Fleury, faire oublier les Richelieu et les Mazarin. N'importe, la vieille tradition est reprise. Des évêques, des hommes d'Eglise ont reparu à la tête des affaires. Dans la seconde moitié du

1. On raconte que l'abbé de Tencin, jeune encore et sortant à peine de la licence, dit un jour, en quittant et en embrassant ses amis qu'il avait invités à dîner : « Je vous souhaite à tous succès et prospérité ; pour moi, si le temps ne me manque, je serai cardinal et ministre. » *Mémoires de Bernis*, I, 69. — Saint-Simon en a tracé ce portrait : « L'abbé Tencin avait un esprit entreprenant et hardi, qui le fit prendre pour un esprit vaste et mâle. Sa patience était celle de plusieurs vies, et toujours agissant vers le but qu'il se proposait, sans s'en détourner jamais, et surtout incapable d'être rebuté par aucune difficulté ; un esprit si fertile en ressorts et en ressources qu'il en acquit faussement la réputation d'une grande capacité ; infiniment souple, fin et discret, doux ou âpre selon les besoins, capable sans effort de toutes sortes de formes, maître signalé en artifices, retenu par rien, contempteur souverain de tout honneur et de toute religion, en gardant soigneusement les dehors de l'un et de l'autre ; fier et abject selon les gens et les conjonctures, et toujours avec discernement... Il joignait quelque légère écorce de savoir à la petitesse, et aux agréments de la conversation des manières et du commerce, une singulière accortise à un grand art de cacher ce qu'il ne voulait pas être aperçu, et à distinguer avec jugement entre la diversité des moyens et des routes. »

xviii^e siècle, surtout aux approches de la Révolution, nous voyons nombre de prélats pris d'une véritable nostalgie politique, hantés par l'ambition d'être hommes d'Etat.

Ils sont tout d'abord très empressés autour des ambassades. La race des prélats diplomates n'est pas éteinte. Quel type, vers le milieu du siècle, que ce Vauréal, évêque de Rennes, évêque peu résident, il est vrai, qui, dans son poste d'ambassadeur à Madrid, pousse si loin l'art d'observer et d'écrire. Nous le voyons toujours sur le qui-vive, aussi prompt à regarder, à écouter, que sûr de son jugement; mais le diplomate est resté homme de cour. Il « sait se tenir au courant de tout ce qui s'agite autour de son roi et de ses ministres, a des sentinelles aux aguets dans tous les couloirs du palais, des amis de tout rang et de tout sexe, habiles à pénétrer dans les cabinets les plus secrets pour l'avertir des rivalités et des coups fourrés qui le menacent, comme des caprices et des faiblesses qu'il peut utilement flatter et servir ¹ ». Vauréal était un de ces prélats qui mettaient au service de leurs fonctions je ne sais quelle souplesse enveloppante, quelle grâce à la fois digne et souriante, et aussi cette dialectique aiguïlée par la théologie que Talleyrand disait utile aux diplomates. Mais il faut bien convenir que, si ces personnages, qui avaient un pied dans le monde et un pied dans le temple, ont contribué à la gloire de la diplomatie française, ils ont moins travaillé, pour la plupart, à augmenter le trésor des vertus ecclésiastiques. Et encore le séjour des cours étrangères était-il peut-être moins malsain que celui de la cour.

Le cardinal de Rohan se tint mieux à Vienne, durant son ambassade, qu'à Versailles à la tête de la grande aumônerie. S'il n'avait fallu pour réussir que le faste, un grand nom, de grandes manières et les succès mondains, bien peu de négociateurs auraient pu entrer en concurrence avec le prince de Rohan. L'abbé Georgel, son secrétaire, nous a décrit la magnificence de ses équipages, ses

1. Duc de BROGLIE, *Maurice de Saxe et le marquis d'Argenson*, 1891.

écuries de cinquante chevaux, sa suite de gentilshommes, ses pages vêtus de soie, recrutés dans la noblesse d'Alsace et de Bretagne, ses coureurs pailletés d'argent et chamarrés de broderies d'or, ses musiciens habillés d'écarlate, ses heiduques avec leurs brandebourgs et leurs plumets, enfin son régiment de valets de pied et de valets de chambre.

Le prince Louis dépensait ainsi des sommes immenses et donnait des fêtes brillantes, de petits soupers, où se portaient les plus grandes familles de Vienne et les dames de l'aristocratie. Le prélat charmait tout le monde. « Nos femmes jeunes et vieilles, belles et laides, en sont ensorcelées, écrivait Marie-Thérèse. Il est leur idole, il les fait radoter. » Malheureusement, pour le succès diplomatique de Rohan, Marie-Thérèse n'était point du nombre des ensorcelées. Elle voyait avec impatience un évêque ambassadeur se rendre en costume de chasse — justaucorps à brandebourgs, plumes de faucon en aigrette, — aux invitations de la noblesse du pays, tirer de ses propres mains, dans une seule journée, 1,328 coups de fusil; assister aux bals masqués et, dans les réunions mondaines, adresser aux dames les compliments les plus joliment tournés. Ce qui ne facilitait point l'entente entre elle et le prince, c'est que, dans les explications aigres-douces qui furent échangées plus d'une fois, Rohan montrait, avec la supériorité de ses manières de grand seigneur, une ironie spirituelle, un ton de persiflage et d'impertinence qui blessaient profondément la reine. Si le premier devoir d'un diplomate est de réussir auprès du souverain chez lequel il est accrédité, on peut dire que Rohan, malgré des qualités brillantes, avait échoué auprès de Marie-Thérèse, et l'impératrice réussit à faire passer dans le cœur de sa fille, Marie-Antoinette, son aversion contre lui. Deux mois après la mort de Louis XV, Marie-Thérèse fut débarrassée de ce qu'elle appelait « une vilaine et honteuse ambassade ¹ ».

Le cardinal de Bernis avait mieux réussi à Rome.

1. GEORGEL, *Mémoires*, II, 218, 219, 21-29, 134 et 135.

Quand éclata la Révolution, il y représentait, depuis plus de vingt ans, nous l'avons vu, la France avec un luxe et un éclat extraordinaires. La correspondance de Benoit XIV avec le cardinal de Tencin nous montre quelle impression faisaient sur Rome nos cardinaux ambassadeurs et ministres d'Etat, dotés de plusieurs centaines de mille livres de rente, appuyés sur ce clergé de France dont la science et les richesses excitaient un peu l'envie du clergé romain moins instruit et besogneux. C'est presque avec humilité que Benoit XIV demande à Tencin de faire quelque chose pour « le pauvre Saint-Siège ».

II

Il était une place plus recherchée encore que celle d'ambassadeur, parce qu'elle mettait le titulaire hors de pair, c'est celle de ministre. Cette ambition fait battre le cœur de nombreux évêques. Rohan lui-même ne s'en défend pas. Les flatteurs lui répètent à l'oreille le nom de Richelieu, de Mazarin, de Fleury. « Il avait plus que le droit, il avait le devoir, lui disait-on, de parvenir à la direction de l'Etat. » Rohan se laisse convaincre, se berce d'un fol espoir et dicte à son secrétaire, le baron de Planta, le programme des réformes qu'une fois ministre il réalisera pour le plus grand bonheur de la France. Nous avons vu Talleyrand, dont l'intelligence justifiait du moins les prétentions, saluer en Sorbonne « le souvenir de Richelieu », lire sa vie et les *Mémoires* de Retz pour se préparer à son avenir politique. Sachant combien le titre de cardinal peut servir ses ambitions, il est en quête d'un chapeau même avant d'être évêque. Gustave III, roi de Suède, en aurait obtenu de Pie VI la promesse qui échoua, dit-on, à cause de l'opposition de la reine. Nous connaissons les noms des autres prélats prêts à se dévouer à la chose publique. Conzié, évêque d'Arras ¹, est du nombre,

1. « On reparle encore de l'évêque d'Arras et toujours de M. de Saint-Priest. M. de Vienne part demain ; M. de Puységur le remplace. » Lettre de M. de Boisgelin. — Talleyrand avait demandé, quatre ans avant d'être

et cherche en vain dans l'ancien régime un rôle ministériel qu'il trouvera, quoique bien amoindri, dans l'émigration. Thémines, évêque de Blois « fut nommé un instant, dit-on, à la place de Brienne... Je ne doute pas, affirme Cheverny, qu'il ne fût parvenu au ministère, si la Révolution n'était pas arrivée. Enclin au despotisme, il aurait plutôt été un petit cardinal de Richelieu, et peut-être était-ce l'espèce d'hommes le plus nécessaires dans ce moment ¹ ». Un rival bien plus redoutable était l'archevêque de Narbonne, Dillon, que l'éclat de son administration et de sa présidence, en tête des Etats de Languedoc, mettait en évidence et semblait indiquer pour les suprêmes honneurs. Il comptait être cardinal et avait espéré succéder à Maurepas. Malheureusement il était né paresseux. Ses facultés brillantes, « son génie », comme parlent les Mémoires du temps, n'étaient pas servis par cette persévérance dans le travail et l'intrigue, alors nécessaire pour faire triompher une candidature. La reine le fit écarter ². Les contemporains le regrettent. « Si la France, dit l'un d'eux, eût été assez heureuse pour le posséder dans le ministère, son génie trop peu connu l'eût délivrée de sa situation perpétuellement versatile sous Maurepas comme sous Vergennes. L'Eglise, unie dans le conseil à Turgot et à Necker, aurait établi en France la même prospérité dont nous avons vu jouir la superbe province de Languedoc ³. » Loménie, qui craignait et jalousait Dillon, lui faisait cependant un accueil empressé, lorsque l'archevêque de Narbonne se rendait aux brillantes fêtes du château de Brienne.

Le lecteur serait étonné de ne point trouver dans les rangs des aspirants-ministres un homme dont nous connaissons déjà les titres sérieux et la capacité peu commune,

évêque, le cardinalat par la comtesse de Brionne, dont il fréquentait le salon, à Gustave III. GEFROY, *Gustave III à la cour de France*, 1867, t. II, p. 16-18, donne la lettre de M^{me} de Brionne.

1. *Mémoires* du comte de CHEVERNY, I, 430, II, 74.

2. « Dillon, homme de génie, quoique né paresseux, avait eu des habitudes particulières avec Turgot. Il en eut depuis avec Necker pour les affaires de la province. Il aspirait au chapeau de cardinal qu'il méritait par toute sorte de titres, et il avait lieu d'espérer, si la reine ne lui eût été constamment opposée, de succéder à Maurepas. » SOULAVIE, *Mémoires historiques du règne de Louis XVI*, t. III, p. 4-6.

3. SOULAVIE, *Mémoires du maréchal de Richelieu*.

M. de Boisgelin, archevêque d'Aix. Il avait garde d'y manquer. Son attention était singulièrement éveillée sur tous les événements politiques, sur toutes les questions de gouvernement. Il commente avec un intérêt passionné dans ses lettres les déclarations de guerre, les traités de paix et les conséquences qui peuvent en résulter pour la France, dont la gloire le préoccupe plus que sa propre fortune¹. Le nom des nations étrangères, surtout de l'Angleterre, revient fréquemment sous sa plume et il apprécie en ces termes le succès de la guerre des Etats-Unis : « C'est un avantage incalculable que l'indépendance des colonies anglaises. Si nous pouvions faire un jour dans les Indes la même révolution qu'en Amérique, nous réduirions l'Angleterre à ses propres limites, et nous aurions affranchi pour jamais notre commerce et celui de l'Europe². »

Les événements intérieurs tiennent naturellement plus de place dans l'esprit de Boisgelin que ceux du dehors. Il parle souvent des ministres, commente les bruits qui courent sur leur élévation et leur chute. Il les juge, il les voit, soit à cause de ses fonctions et des intérêts qu'il a à traiter avec eux pour la Provence et pour son ambition, soit parce qu'il les connaît. Il est l'ami de Turgot, son condisciple en Sorbonne. Il l'apprécie, il loue les réformes qu'il voulait opérer dans l'Etat³. Il raille spirituellement Malesherbes qui entre dans le ministère pour le quitter, et qui, après avoir énuméré un jour « avec une grande volubilité devant l'archevêque d'Aix, tout ce qu'il y avait à faire pour bien gouverner », ajoutait avec scepticisme : « Et de tout cela, si j'étais ministre, je ne ferais

1. Lettre inédite du 6 novembre 1776 : « Croyez-vous que je ne sois occupé que de ce qui m'intéresse. Je vous assure que je l'oublie pour ne songer qu'aux trente-six vaisseaux de guerre qu'on construit dans les ports d'Angleterre. »

2. Lettre inédite du 14 janvier 1783.

3. Lettre inédite du 13 mars 1776 : « M. Turgot a besoin de réformes pour l'intérêt des finances, et les réformes de cour avaient besoin de beaucoup de courage qu'il ne sera pas en son pouvoir d'inspirer à tout le monde. J'en suis fâché pour le monde et pour la cour... Un roi de France est maître absolu quand il n'a point d'imposition nouvelle à lever sur son peuple, et voilà ce qu'on ne peut plus espérer sans réforme. » — Lettres des 20 et 27 mai 1776 : « Je regrette M. Turgot pour ses bonnes intentions, mais je ne le regrette pas pour moi. J'aurais voulu que le public eût tous les avantages qu'il voulait lui procurer, mais son ministère n'avait pour moi que des inconvénients... On regrettera dans les provinces l'homme du peuple. »

rien... » Et il n'a rien fait », observe Boisgelin¹. Quand Necker publie son fameux *Compte rendu*, son *Traité de l'administration des Finances*, Boisgelin défend ces documents très attaqués à la cour, soutient qu'on peut être à la fois bon écrivain et bon ministre, et prédit la rentrée de Necker dans le gouvernement². En attendant les noms de Calonne et de Loménie de Brienne, les deux ministres qui précèdent le retour de Necker, reviennent constamment dans la correspondance de l'archevêque d'Aix.

Mais pourquoi se contenter de parler des autres comme ministres quand on pourrait l'être soi-même. Boisgelin nous livre dans une lettre le secret des nobles ambitions qui font battre son cœur. Il se sent du talent, du courage. Il se croit à la hauteur de ceux que la faveur du roi appelle dans son conseil. Il regarde par delà la Manche l'exemple donné par un grand pays, où les institutions libres poussent au premier rang les hommes qui ont reçu le don de l'éloquence et celui du commandement. Ce spectacle excite son ardeur et son envie. A ceux qui lui recommandent de ménager ses forces, Boisgelin répond : « Qu'on ne me parle pas du repos de la santé. La santé n'est que le magasin des forces qu'on doit employer. Je suis égaré dans mon pays et dans mon état. Je vois à deux pas de ce pays d'esclaves frivoles (la France), je vois l'homme fier et

1. Lettre du 10 août 1780. — BOISGELIN écrivait le 13 mars 1776 : « C'est donc vers la Pentecôte que vous renvoyez M. de Malesherbes. Je l'aime et je l'estime. Mais il a beau dire, je compare son passage dans le ministère au voyage de Cyrano dans la lune. La différence est que Cyrano, dit-on, y retrouva la fiole remplie de tout son bon sens, et il crut pouvoir rapporter son bien sur la terre. Mais il n'y avait de bon sens pour M. de Malesherbes que de ne pas venir dans le ministère ou d'y rester. Il paraît que ce sera M. Amelot. Le public ne parle plus de tous les autres. » *Lettres inédites*.

2. Lettre du 17 janvier 1783 : « Je ne serais point étonné du retour de M. Necker, et il faut avouer que la paix lui donnera les moyens, et son intérêt même lui donnera le désir de bien faire. » — 20 janvier 1784 : « Nous croyons qu'on ne peut pas bien traiter les affaires et bien écrire... On dit : C'est un auteur... M. Necker est dévoué à une célébrité qui devient le tombeau de ses espérances. » — Lettre du 4 février 1784 : « J'ai rendez-vous avec M. Necker vers 6 heures. Je le prolongerai autant qu'il me sera possible, il faudra bien que je reste jusqu'à 9 heures chez M. Necker. » — Autre lettre de 1784 : « J'ai lu la préface de M. Necker. Il y a cet amour-propre que je lui pardonne, parce que c'est la seule défense qui reste aux hommes de talent contre les oublis puérils de la cour. Mais il a mêlé partout la morale à l'administration, et il n'est vraiment pas permis de ne pas sentir une bonne morale employée à rendre les hommes plus heureux. Je ne parle que de l'introduction, et non de l'ouvrage même. Je ne l'ai pas encore lu, et je crois que sur beaucoup d'objets je ne penserai pas comme lui. » *Lettres inédites* de M. de BOISGELIN.

superbe, exerçant sur ses semblables, rois ou citoyens, le vrai pouvoir que la nature lui donne, et que ne donnent point la fortune et les places. Ce Fox est un homme seul ; il n'a pas d'autre force que d'être instruit et d'être éloquent, et il gouverne sa nation et commande à ses souverains. Voilà Pitt qui va descendre du ministère, et nul ministre ne pourra rien faire jusqu'à ce que cet homme ait repris le pouvoir qui appartient à son génie, et vous me dites : portez-vous bien ! végétez comme l'insecte sur le sol qui vous nourrit, laissez monter en silence une sève insensible jusqu'à ce que les longs hivers aient desséché vos racines et fait tomber jusqu'à la dernière feuille. Oh ! sacrées lois de l'ignorance et de la corruption, il faut faire naître les imbéciles dans votre empire, et renvoyer tous les hommes qui ont du sang dans les veines vers les heureuses terres où leur action peut s'exercer en liberté. L'âme humaine est la liberté même et la servitude est sa mort¹. »

L'homme qui tient ce beau langage, qui éprouve ces saintes impatiences et ce besoin d'agir, de jouer un rôle dans le gouvernement de son pays, ne pourra jamais s'enfermer dans l'inactivité de la retraite, ni renoncer à ses ambitions. A ceux qui continueront à lui prêcher le repos, il répondra : « Vous ne savez pas qu'on ne vit pas de sa vie, mais de ses sentiments et de ses idées. » Il comprend d'ailleurs les temps nouveaux. En admirant les libres institutions et les grands orateurs de l'Angleterre, en parlant de réformer « les vices de la monarchie », à une époque (1783) où le clergé professait encore dans ses manifestations officielles la doctrine du pouvoir absolu, il semble annoncer, s'il doit arriver jamais au rang suprême, un ministre qui honorera l'épiscopat et saura servir son pays. Cet avenir politique, il l'attend, il le prépare. Il veut que son administration en Provence fasse autour de son nom une auréole. Il veille sur la presse²

1. *Lettre inédite* de BOISGELIN, non datée, mais qui, d'après le contexte, est de 1783. Il dit dans cette lettre : « Vous aurez raison quand vous m'accablerez de tout le poids des vices de la monarchie... A quoi sert de se tourmenter quand on ne peut rien. »

2. « L'archevêque de Lyon vous parle de mes embarras (en Provence), et vous ne détruisez point ses idées. » — « Je vous envoie un courrier

qui commence à devenir une puissance, il entretient avec grand soin ses influences de cour. Malheureusement ce n'est pas lui, c'est l'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, que les circonstances vont porter au pouvoir.

III

Quelle destinée étrange que celle de ce personnage qui, dès sa jeunesse, se trace le plan d'un magnifique avenir, qui veut être cardinal, premier ministre, qui y parvient à force de persévérance et d'intrigue, et qui, arrivé au faite des honneurs, échoue misérablement comme homme d'Etat, perd son honneur dans la constitution civile du clergé comme homme d'Eglise, et finit tragiquement dans un commun désastre avec tous les siens, une vie que plus de caractère, de conscience et de génie auraient pu faire si grande. C'est dans son archevêché de Toulouse, aux assemblées du clergé et aux Etats du Languedoc, que Loménie de Brienne avait posé les bases de sa réputation. L'opinion s'était même répandue que Dillon, archevêque de Narbonne, se réservant le côté brillant dans les assemblées, laissait porter à l'archevêque de Toulouse le poids des travaux. « Si M. de Brienne, dit un contemporain¹, parut bien petit à Versailles, s'il fut bien vil à Sens, il fut, dans le Languedoc et à Toulouse, aussi grand qu'il peut appartenir à un particulier de l'être dans l'administration d'une province ou d'un diocèse. » Cette activité administrative, qu'il avait soin de faire célébrer par toutes les bouches de la renommée, les plans qu'il offrait volontiers au gouvernement, ses relations avec les ministres et les partis les plus divers, sa situation d'académicien, ses coquetteries avec les philosophes et les écrivains, distributeurs de la gloire, lui acquirent peu à peu un renom d'homme d'Etat. Son esprit vif, ses connaissances variées,

d'Avignon... Vous pouvez le faire passer à ce vilain bulletiniste. Il faudrait du moins que cela pût aller à la *Gazette de Leyde* dont il a la correspondance. » *Lettres de M. de Boisgelin.*

1. Abbé de PRADT, *op. cit.*, I, 442, 444. De Pradt ajoute : « Au reste, il faut savoir si, à l'époque où il eut l'audace d'affronter le ministère, il était encore possible d'être ministre autrement qu'il le fut. »

bien que superficielles, contribuaient à l'illusion entretenue par l'enthousiasme des femmes.

Loménie avait eu le talent de les conquérir à ses intérêts et à son ambition. Ce n'était point une recrue négligeable. « Sous Louis XIV, a écrit Senac de Meilhan, c'était la cour qui gouvernait la ville; aujourd'hui c'est le contraire. » La ville c'était Paris, les salons, la société. « La puissance de ce qu'on appelle en France la société, dit Talleyrand, a été prodigieuse dans les années qui ont précédé la Révolution et même dans tout le siècle dernier... Tous les jeunes gens se croyaient propres à gouverner. On critiquait toutes les opérations des ministres. Ce que faisaient personnellement le roi et la reine, était soumis à la discussion et presque toujours à l'improbation des salons de Paris. Les jeunes femmes parlaient pertinemment de toutes les parties de l'administration¹. » Norvins assista plus d'une fois aux entretiens politiques entre une grande dame et l'abbé de Montesquiou, alors âgé de trente-deux ans. « Je le rencontrais, dit Norvins, chez la comtesse Charles de Damas, dont l'exaltation chevaleresque cherchait à réchauffer le spiritualisme... concessionnaire de l'abbé de Montesquiou. Je prenais un plaisir infini à leurs conversations souvent très animées et toujours de bonne foi. Jamais je n'ai entendu parler plus purement et plus éloquemment la langue française que par ces deux personnes dont l'esprit faisait autorité dans le monde². » Les Mémoires du temps redisent les noms des autres dames qui avaient le plus d'action sur l'opinion; c'étaient, dit Bachaumont, « l'impérieuse et dominante duchesse de Gramont, la superbe comtesse de Brionne, la princesse de Beauveau à l'esprit séduisant, la comtesse de Montesson revêtue de tous les charmes que l'art peut

1. TALLEYRAND, *Mémoires*, I, 60-63. Talleyrand cite comme dames politiques Mmes de Staël, de Blot, de Simiane, d'Hénin, etc. Le duc de Lévis (*Souvenirs et portraits*, 1815, 97-105) dit de son côté : « Toutes les têtes étaient bouleversées en France. Les militaires s'occupaient d'administration, les magistrats abandonnaient les procès et rêvaient politique. Les gens de lettres voulaient faire des lois, les abbés parlaient finances et les femmes de tout. Il suffisait de réussir auprès des femmes, puisqu'elles dirigeaient l'opinion. »

2. *Mémorial de Norvins*, publié par L. LANZAC de LABORIE, 1896, 3 vol. in-8, t. 1^{er}, p. 203.

donner, la précieuse comtesse de Blot au jargon sentimentaire, l'enthousiaste comtesse de Tessé, l'idolâtrée comtesse de Châlons, la merveilleuse princesse d'Hénin, la svelte comtesse de Simiane, la piquante marquise de Coigny, la douce princesse de Poix¹. Tout ce beau monde se mêlait volontiers d'administration, s'essayait au jargon des économistes, au langage des politiques, trouvait enfin amusant de faire et de défaire les ministres.

On connaît les candidats en faveur dans chaque salon et les dames qui les protègent². Aucun d'eux n'était assez fort pour négliger une telle puissance. M. de Boisgelin voit à Paris M^{me} de Beauveau dont il nous vante l'esprit et même l'éloquence³. Il correspond avec la duchesse de Gramont qui aime à parler politique, à trancher en reine et même en roi de France. « Elle fait et défait les ministres, elle renvoie M. de Castries et dit qu'il prendra les devants de lui-même; elle met à sa place M. de Calonne. Elle donne la guerre au baron de Breteuil. » L'archevêque d'Aix est intéressé par ces nouvelles, mais les redoute. « Pourquoi, dit-il, me choisit-elle avec cette affectation pour ses confidences à la poste quand je ne lui écris qu'une lettre de bonne année. Il me semble qu'elle me donne une préférence qu'elle devrait à ses amis⁴. » Boisgelin avait raison de ne pas vouloir cou-

1. *Mémoires de BACHAUMONT*, 28 mars 1781. — SOULAVIE, *Mémoires historiques du règne de Louis XVI*, 1802, t. IV, p. 171, 172.

2. « Tous les prétendants aux ministères avaient chacun à leur disposition quelques maisons principales de Paris, dont ils faisaient les opinions et le langage. La maison de M^{me} de Montesson appartenait à M. l'archevêque de Toulouse, qui partageait avec M. Necker celle de M^{me} de Beauvau. C'était chez M^{me} de Polignac et à l'hôtel de Luynes, que M. de Calonne trouvait ses appuis. L'évêque d'Arras (Conzié) venait après M. Necker chez M^{me} de Blot et chez M. de Castries. M. de Fleury était porté par M^{me} de Brionne. Le baron de Breteuil était le second dans beaucoup de maisons, le premier nulle part. M. de Soubise protégeait Foulon. L'hôtel du Châtelet avait son ambition personnelle et rivalisait avec le duc de Choiseul. M^{me} de la Reynière était un peu à tout le monde, excepté à M. Necker. Les Noailles disaient du bien de M. de Meilhan, mais le classaient d'une manière secondaire. » *Mémoires de TALLEYRAND*, I, 56, 60.

3. Le 14 août 1779, Boisgelin écrit au sujet d'un procès plaidé à Paris : « M^{me} de Beauvau était à l'audience avec le comte de Broglie. Je l'ai vue le soir, et j'ai eu une audience qui valait bien celle du matin. Elle a parlé pendant une heure et demie comme un avocat général, et il n'y en a point sûrement qui parle avec plus d'éloquence... Elle a eu une de ces conversations aimables et faciles qui semblent rafraîchir l'esprit comme un vent doux et frais dans un jour d'été. » Lettre inédite.

4. Lettre inédite du 27 janvier 1783. — Pourtant le 12 décembre 1786, Boisgelin écrit : « Pourquoi donc n'avez-vous pas osé confier au papier ce que vous pouviez me dire sur l'archevêque de Toulouse. Vous étiez

rir le risque des indiscretions postales de la duchesse de Gramont dont il n'était pas le candidat. Il n'était point non plus soutenu par la princesse de Beauveau toute acquise à l'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, et à Necker.

De tous les évêques, c'est Loménie qui l'emportera. Les femmes décidèrent la victoire en sa faveur. Il les invitait à ce fameux château de Brienne dont les visiteurs nous ont décrit les merveilles en témoins oculaires¹. Au témoignage de Morellet, il avait projeté dès son séjour en Sorbonne de jeter bas la misérable demeure des Loménie en Champagne, tracé déjà, entre deux soutenances de thèses, le plan d'une magnifique demeure qui devait coûter plus de deux millions, et des routes qui devaient y conduire. Le riche mariage de son frère, le comte de Brienne, fournit à la dépense dont l'archevêque de Toulouse prit largement sa part avec ses revenus d'Église. Le château avec ses trois étages, ses vastes dimensions, ses terrasses, ses dépendances, ses écuries de plus de cent chevaux, ses nombreux chenils pour les chasses, offrait aux visiteurs tous les agréments d'une habitation princière où les Brienne tenaient une véritable cour. Ces visiteurs étaient de marque. Le duc d'Orléans y avait un appartement, y passait quelques jours et y laissait volontiers à son départ ses deux fils naturels, les abbés de Saint-Farre et de Saint-Albin, qui, avec l'abbé de Loménie, neveu de l'archevêque de Toulouse, suivaient les chasses en habit noir et culotte violette. De nombreux prélats se rendaient à ce séjour enchanteur, heureux de répondre à l'invitation de leur collègue si fastueux et si accrédité à la cour. Les abbés en quête d'abbaye ou d'évêché entouraient cet « homme important, patron de la jeune cléricature et

bien sûr de votre courrier, et je vous écris à mon aise par un courrier qui doit vous inspirer moins de confiance. » — Nouvelle lettre plus défiante en mars 1789 : « Je ne multiplie pas mes lettres parce que je sais qu'il est plus sûr de ne pas écrire. »

1. Cf. *Mémorial* de J. de Norvins, I, 92-100. Norvins conte cette anecdote : « Je vois encore cet excellent évêque de Comminges (d'Osmond) que son pied bot avait fait prêtre, quitter chagrin son billard où il aurait passé les nuits, et venir se poser debout, appuyé sur sa queue comme Achille sur sa lance, pour assister aux proverbes, mais en recommandant toutefois au valet de chambre du billard de ne pas déranger sa partie... « Lejeune, lui disait-il, vous vous souviendrez que c'est à moi de jouer. »

académicien ». Les dames accouraient, attirées par la magnificence de la comtesse de Brienne. Elles se trouvaient confondues au château avec des chanoinesses, des abbesses. On ne s'ennuyait pas. Loménie, qui écrivait médiocrement, contait admirablement. Des chansons, des vers, tournés par son grand vicaire et par l'abbé Morellet, s'ajoutaient aux concerts et aux danses. A une époque éprise d'un bel engouement pour les sciences, on avait installé à Brienne, indépendamment d'une grande bibliothèque confiée à un savant bénédictin, un riche cabinet d'histoire naturelle, un cabinet de physique. Un démonstrateur de mérite, Deparcieux, venait de Paris et passait deux mois au château « pour faire des cours aux dames ». On ne manquait pas la messe, mais on y était peu dévot, et la maîtresse du logis avait soin de retenir près d'elle un abbé chargé de lui faire des contes pendant l'office¹. Le maître de céans, M. de Brienne, auquel son frère l'archevêque avait cédé le droit d'aînesse, apportait une haute distinction, un accueil plein de charme, dans son rôle de maître de maison et jouait un peu au comte de Champagne. Alors qu'en France, tant de familles de plus grande noblesse donnaient les fêtes les plus brillantes dans des châteaux historiques, les châtelains de Brienne avaient réussi à attirer tous les regards. Les visiteurs, surtout les visiteuses, se faisaient au retour l'écho des merveilles dont ils avaient été spectateurs. M^{me} de Damas, M^{me} d'Houdetot, M^{me} de Duras, M^{me} de Simiane, qui étaient des habituées de Brienne, en rentrant à la cour, « charmaient la reine et même le roi, en racontant les enchantements de ce palais des fées » dont elles avaient fait le plus bel ornement. Tout le monde voulait voir Brienne, jouir de ces merveilles. Ce concours entretenait autour du nom de l'archevêque de Toulouse une agitation d'opinion, une sorte d'auréole mondaine, qui le signalaient à l'attention du roi et de la France.

Loménie de Brienne avait cherché en dehors des salons des juges plus compétents et des suffrages plus

1. *Mémoires de MORELLET*, t. I, p. 262-270. — *Mémoires d'ALLONVILLE*, t. I, p. 279-280.

autorisés. Ils s'était fait auprès des hommes les plus graves la réputation d'un administrateur hors ligne. Le financier d'Invaux le consulte et lui écrit : « Je devrais vous céder le contrôle général. » Mercy, dans sa correspondance avec Marie-Thérèse, proclame sa supériorité et ses talents. Joseph II va le visiter à Toulouse, et en est si ravi qu'il le recommande à sa sœur, Marie-Antoinette, comme un des hommes les plus capables d'occuper un ministère. Turgot et Malesherbes veulent lui confier un portefeuille, et n'y renoncent que sur l'opposition de Maurepas, qui tient à l'éloigner du conseil, comme un rival dont la supériorité lui porte ombrage ¹. Loménie a un adversaire encore plus redoutable dans Vergennes, qui continue à le faire écarter par Louis XVI. Il ne se décourage pas. Ami de Turgot, de Malesherbes, de Necker, au besoin, et même de Calonne, qu'il combattra avec acharnement à la première assemblée des notables, il a eu le talent de placer, comme lecteur, auprès de Marie-Antoinette, l'abbé de Vermond, qui met à son service le jeu savant de ses persévérantes et profondes intrigues. C'est là que depuis longtemps Brienne a remporté la victoire, et la reine finira bien par l'imposer comme ministre à Louis XVI, qui ne voulait au conseil « ni neckraille ni prétraille », ni surtout de l'archevêque de Toulouse.

On comprend qu'un tel ambitieux devait rencontrer sur sa route les embûches et les rancunes des rivaux dont il contrariait les projets et barrait la fortune. Aussi ses adversaires combattent-ils Brienne, qu'ils appellent *le grand lama*, avec une violence inouïe. Ils le représentent « à la cour, dans les fouilles de l'intrigue, dans les souterrains de l'ambition, écoutant aux portes, épiant les fausses démarches de quelques ministres, pour tâcher

1. *Correspondance secrète du comte de Mercy avec Marie-Thérèse*, II, 407, 411, III, 95, 491. — *Mémoires de WEBER*. — Maxime de la ROCHESTERIE, *Histoire de Marie-Antoinette*, 1890, t. I, p. 561, 562. — BACHAUMONT, écho de l'opinion, écrit (t. XXX, p. 286) : « Ce qui a fait dire qu'on songeait à pousser au ministère M. l'archevêque de Toulouse, ainsi que le bruit en a couru, c'est qu'effectivement ce prélat travaille à beaucoup de projets relatifs au bien de l'Etat, qu'il est fort lié avec Maurepas (c'est douteux) et Turgot, et que ceux-ci usent de ses conseils et de ses plans. » Bachaumont dit encore de Loménie (3 février 1783) : « C'est un des meilleurs prélats administrateurs de la nouvelle école. » — M. de Boisgelin écrit de province : « Vous nommez à Paris l'archevêque de Toulouse ministre. »

de gagner le vent ». Et quel essaim d'abbés de cour gravite autour de lui, pour servir ses projets ! Au signal de Brienne, « la petite guêpe (sans doute l'abbé de Véri) vole au boudoir de l'impérieuse fée (M^{me} de Maurepas), qui régnait sous le nom du premier ministre. Chemin faisant, elle s'associe un de ces insectes importants (l'abbé de Vermond), léger de tête et de corsage, animal audacieux et souple, fier et bas, s'agitant toujours dans la poussière de la cour, et de là rongéant tout, corrompant tout, et dévorant tout dans son inquiète inutilité¹ ». Quelle stratégie, que de campagnes savantes, que de combinaisons profondes et stériles ne révèle point ce tableau, si chargé qu'on le suppose ! Le pamphlet est de 1781. Il faudra encore à Loménie de Brienne six années de persévérance et d'intrigues, il faudra laisser passer Calonne avant d'arriver enfin, pendant l'assemblée des notables, à la place tant désirée de premier ministre.

IV

L'assemblée des notables mettait en présence, avec les capacités administratives du clergé, les ambitions politiques de ses principaux membres. C'était un honneur très envié d'en faire partie. Loménie de Brienne en fit exclure par Calonne deux hommes qu'il regardait comme ses ennemis personnels, M. Montazet, archevêque de Lyon, et M. de Conzié, évêque d'Arras. Les prélats qui présidaient les grandes administrations provinciales, étaient naturellement indiqués pour y prendre part. M. de Boisgelin, qui dirigeait avec éclat les États de Provence, se crut un instant oublié ou éconduit. Les lettres de convocation étaient arrivées à son voisin, l'archevêque d'Arles, au président et au procureur d'Aix, et lui n'avait rien reçu. Ce n'était qu'un retard provenant d'une erreur de copiste. Mais il dura assez longtemps pour tourmenter le prélat qui, dans sa correspondance, ne cache pas sa

1. *Lettres secrètes sur l'état de la religion à M. le Marquis de...* (publiées de 1781 à 1783); plus tard, *Suite des Lettres secrètes*.

déconvenue, fait toutes sortes de suppositions, rappelle ses services, et s'étonne, non sans émotion et amertume, qu'on ait pu négliger ou récuser un homme de son mérite ¹.

Tout a été dit sur cette assemblée des notables ² qui excita si vivement l'opinion publique et ouvrit la voie aux États généraux. Calonne, qui avait compté sur eux pour l'aider à sortir d'une situation financière inextricable, rencontra une opposition à laquelle il était loin de s'attendre. On lui fit la double objection de ne pas fournir de budget, et de demander une subvention territoriale que les notables n'avaient pas reçu la mission et le pouvoir de voter. La grande difficulté était de faire des économies avec une cour où les millions s'engloutissaient sans contrôle. « Nos nouvelles, écrivait un prélat, membre de l'assemblée, consistent à travailler le roi en économie, comme on travaille le peuple en finances. »

Les ordres privilégiés ne semblent point avoir fait grande résistance à l'égale répartition des charges publiques. Le clergé, en particulier, n'était point hostile de parti pris aux réformes réclamées par l'opinion. M. de Boisgelin ne faisait-il point aux partisans immobiles du passé cette belle réponse qui montrait combien il était dégagé de l'esprit de corps. « Laissez, dit-il, aller le public. Il ne manquera pas à la chose publique. Croyez que l'affaire du clergé n'est rien. Je la traiterai comme toute autre affaire,

1. 4 janvier 1787 : « Je suis bien en colère. On mande M. le premier président, M. le procureur général, le maire de Marseille, pour cette grande assemblée, et le courrier apporte une lettre à l'adresse de l'archevêque d'Arles, et rien pour l'archevêque d'Aix. Qu'est-ce que l'archevêque d'Arles ? Il n'a point de rapport avec l'administration, et comment se fait-il que ce soit l'archevêque d'Aix président des Etats, et que ce soit moi, dont l'administration est connue, qu'on veuille exclure ! » — 5 janvier : « Je vous envoie la copie de la lettre de M. l'archevêque d'Arles. Vous verrez qu'il ne peut pas croire à la préférence et qu'il le prend pour une méprise. »

2. Les notables furent distribués en sept bureaux, présidés par un prince du sang ; chaque bureau comptait un archevêque et un évêque. C'étaient les archevêques de Narbonne (Dillon), Toulouse (Brienne), Aix (Boisgelin), Arles (du Lau), Reims (Talleyrand-Périgord), Paris (Juigné), Bordeaux (de Cicé) ; les évêques de Nevers (Séguiran), Langres (La Luzerne), Nancy (de Fontanges), Blois (Thémines), Alais (de Bausset), Rodez (Seignelay-Colbert), Le Puy (Galarde). Il y avait, en outre, comme député du clergé du Languedoc, M. de Bernis, coadjuteur du cardinal Bernis, archevêque d'Albi ; comme député du clergé de Bretagne, M. de Hercé, évêque de Dol ; comme élu général du clergé de Bourgogne, l'abbé de la Fare ; comme député pour le clergé des Etats d'Artois, l'abbé de Fabry, vicaire général de Saint-Omer. Dans la seconde assemblée des notables, figure de Suffren Saint-Tropez, évêque de Sisteron, comme député du clergé pour les Etats de Provence.

mais la cause du peuple n'est pas celle du clergé, et il s'agit de l'intérêt de vingt millions d'hommes¹. » Le maréchal de Mouchy était à l'assemblée des notables à côté de l'évêque de Nevers. Comme on agitait la question des privilèges du clergé, il éleva la voix pour dire que les biens d'Église étaient sacrés, que la dîme était de droit divin. « L'évêque le tire par la manche, et lui dit à l'oreille : « *Monsieur le maréchal, nous ne disons plus cela*². »

Ce qui paraît avoir blessé profondément les deux premiers ordres, c'est que Calonne ne leur eût point réservé la présidence des Assemblées provinciales, et qu'il donnât aux intendants trop d'occasions d'intervenir dans leurs délibérations. La discussion, engagée tout d'abord sur les projets et les réformes, ne tarda pas à dégénérer en querelle personnelle entre Calonne et ses adversaires. Les esprits s'échauffent, les rancunes s'avivent et se traduisent en un violent langage. L'archevêque d'Aix ne craint pas, dans sa correspondance, de traiter Calonne de « polisson », de « banqueroutier infâme³ ». Calonne

1. M. de Boisgelin ajoute : « Je sais ce que c'est que la vérité, la probité, la vertu; j'ignore ce que c'est que la gloire. Je pense au peuple, au roi, aux services qu'on peut rendre à l'un et à l'autre. Je vous assure que je ne pense point à moi. Mon parti est dicté par l'utilité publique. Qu'on en parle ou qu'on n'en parle pas, j'aurai rempli ce que je dois à l'Etat et à la nation. » *Lettres inédites* de M. de Boisgelin.

2. *Lettres de l'abbé Morellet à lord Shelburne*, 1808, p. 257. — MORELLET, *Ibid.*, p. 256, ajoute : « Une de ses fautes les plus grossières (de Calonne) est la manière dont il s'est conduit avec le clergé. Il avait le projet fort bon en soi de le dépouiller de ses exemptions. Il croyait que les évêques feraient une belle résistance, et qu'ils allégueraient la consécration de leurs biens, et que c'était le patrimoine des pauvres et autres sottises dont il eût aisément triomphé. Point du tout. Les hommes éclairés de notre clergé n'ont pas fait la moindre résistance sur leurs exemptions particulières. Ils ont déclaré nettement qu'ils ne demandaient à être taxés que comme tous les autres citoyens et par les administrations provinciales, et, quant à de nouvelles impositions, qu'ils n'avaient d'autre droit à faire valoir que celui de tous les propriétaires nobles ou roturiers auxquels ils se réunissaient. »

3. Les Mémoires qu'il nous a lus hier (Calonne) sont d'un polisson qui écrit superficiellement sur des choses qu'il ne sait pas. Il n'y a pas un raisonnement, pas la moindre combinaison, une ignorance extrême, une audace tremblante d'un bourgeois et d'un financier qui sent bien qu'il est méprisé par ceux qui l'écoutent et qui ne veut que de l'argent, des maximes lâches de despotisme, d'autorité des intendants étendue au dernier degré, la noblesse abaissée, les assemblées provinciales réduites à rien, sans pouvoir et sans intérêt, voilà le triste et ignominieux résultat. » *Lettre* de M. de Boisgelin, 24 janvier 1787. — Et cette autre lettre inédite : « Il (Calonne) fait dire par le roi à l'archevêque de Toulouse, à celui de Bordeaux de le voir, et je suis oublié. Je crois qu'il sera réveillé parce qu'il entendra dire des délibérations de mon bureau. C'est un homme indigne d'avoir des amis et je me sens plus libre quand il me force à n'en plus être. J'ai dit la vérité à M^{me} de Chabannes. Il ne faut plus raison-

ressent vivement cette hostilité des évêques, et médite d'exiler les principaux d'entre eux¹.

Les débats les plus importants eurent lieu dans le bureau du comte de Provence, et dans ce bureau même plusieurs prélats firent assaut d'éloquence avec Calonne. Les archevêques de Narbonne, d'Arles, de Bordeaux, y prirent successivement la parole. L'archevêque d'Aix « reprit les arguments pour et contre et se signala par une discussion qui, selon l'expression de l'archevêque de Narbonne, lui mérita les honneurs de la journée² ». C'est dans le clergé que Calonne rencontra ses principaux adversaires, c'est le clergé qui fournit son successeur dans la personne de Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse. Aussi, un prélat croyait pouvoir écrire : « Jamais ce clergé qu'on voulait humilier ne fut élevé plus haut qu'il ne l'est par la seule influence des connaissances et des bonnes intentions. » Les événements inspiraient cette réflexion au baron de Besenval : « Nous avons cru tenir le clergé, c'est lui qui nous tient³. »

ner avec elle. C'est Didon égaré dans la caverne. Elle est folle par amitié comme la folle par amour. Je sens que j'en aime davantage M^{me} de Chabannes et que je hais encore plus son indigne ami... On a raison de compter sur le clergé. Il dicte partout les avis. Il est vrai que nos avis sauveront la nation. Mais ce banqueroutier infâme arbore le bonnet vert et ose dire que nous serons responsables de sa banqueroute... Fixez-le bien entre deux yeux. Souvenez-vous de tous les traits de son visage. Il n'est pas décidé que cet homme ne soit pas pendu par arrêt comme criminel envers le roi et la nation, et sa disgrâce peut être suivie d'un procès horrible comme celle du chancelier Poyet. »

1. Calonne « exilait Narbonne, Toulouse, Reims, ouï Reims, Aix, Bordeaux, Alais, Nevers et Langres. Je suis incertain sur Arles et le Puy. Il n'exilait point Rodez, Blois, Nancy, Dol, Albi, Paris. Voilà l'homme que vous devez revoir dans la suite, et à qui vous donnerez à souper. Oh ! combien je suis à mon aise de pouvoir me laisser aller à tout mon mépris pour lui. Pauvre homme ! il n'avait que des exils à mettre en balance avec nos connaissances et nos raisons. » *Lettre de M. de Boisgelin.*

2. *Mémoires de WEBER*, II, 161-162. M. de Boisgelin se rend justice au sujet du rôle joué dans son bureau. « Il me semble, écrit-il, que mon bureau est à moi tout entier sans que j'en connaisse aucun membre, sans que je pressente jamais leurs avis. Je suis le dernier qui parle ; chacun dit son avis avant moi, et sur vingt votants il y en a quinze ou seize qui sont bien résolus à revenir à mon avis quand j'ai parlé. Ils disent que j'explique leurs pensées, et je crois que je dicterai sans le vouloir toutes les résolutions. » *Lettre inédite.*

3. *Lettres de M. de Boisgelin.* — L'abbé MORELLET (*Lettres à lord Shelburne*, p. 238-239) dit : « Si jamais nos évêques ont justifié la bonne opinion que vous avez d'eux, c'est dans cette circonstance. Ils ont manifestement conduit la nation dans la route du vrai et du bien. Il est singulier d'observer que, contre la maxime *no bishop no King*, ils ont été défenseurs éclairés et fermes des intérêts du peuple contre l'abus de l'autorité dans les ministres du roi. »

V

Voilà Loménie de Brienne arrivé enfin au ministère. A la reprise de l'assemblée des notables il est assis dans le fauteuil occupé naguère par Calonne et rencontre déjà des contradicteurs¹. Les destinées politiques de Brienne sont trop connues pour que nous nous attardions à les raconter. Nommé, en mai 1787, contrôleur général, à la place de Calonne; en août, ministre des finances, il ne sut trouver que des expédients et des demi-mesures, qui ne remplirent pas les caisses de l'Etat et ne satisfirent personne. Il avait dû reprendre, avec quelques modifications, la plupart des projets de son prédécesseur. Les notables parurent donner une demi-approbation dont il se contenta. Mais le parlement, tout en enregistrant plusieurs édits de moindre importance, montra une opposition très vive à celui de la subvention. Loménie de Brienne essaya de le briser par un coup d'Etat à la Maupeou, sans avoir l'audace et l'énergie du fameux garde des sceaux. « Quand il emprisonne, disait de lui le duc de Rohan, il se croit Richelieu; quand il trompe, il se croit Mazarin. »

Au milieu des difficultés les plus graves, l'archevêque de Toulouse pouvait-il, du moins, compter sur l'appui du clergé? Sa situation même lui assurait des adhésions. L'une des plus précieuses fut celle de l'archevêque d'Aix. Les relations des deux prélats étaient anciennes, puisqu'elles dataient des études en Sorbonne. Dans le cours d'une carrière déjà longue, ces deux hommes n'avaient pu s'ignorer, se délaissier, à cause de leur importance réciproque, ni se reposer complètement l'un dans l'autre

1. « Nous avons eu hier une assemblée chez Monsieur. M. l'archevêque de Toulouse a lu ses propositions pour suppléer au déficit. Il s'est trouvé dans la même place où nous avons vu M. de Calonne. Nous avons parlé, discuté de même. Nous avons fait nos questions avec la même liberté. Il répondait avec justesse et sincérité. Il y avait autant de discussion, mais il n'y avait point de dispute. Nous avons eu cependant un évêque de Nevers qui a pris le ton de la dispute et même de l'humeur. Je lui ai répondu par des explications, et quand j'ai vu qu'il prenait de l'humeur, je l'ai laissé dire. Il y aura de la division dans les avis. » *Lettre inédite* de M. de Boisgelin. — Dans une lettre antérieure, M. de Boisgelin dit du premier discours du roi : « Le roi a parlé quatre ou cinq minutes; il a parlé avec sa vitesse accoutumée, et son discours était l'expression d'une bonté paternelle. »

parce qu'ils avaient chacun trop d'ambition. A l'assemblée des notables, ils avaient marché la main dans la main et exercé une action directrice¹. L'archevêque de Toulouse, moindre comme talent, mais plus fort en intrigue, vient d'arriver bon premier. Est-ce une raison pour M. de Boisgelin de désespérer ? Non. Puisque Brienne a gravi les marches du pouvoir, pourquoi ne point tenter d'y monter avec lui et par lui. M. de Boisgelin a formé ce projet; il prétend avoir obtenu de Loménie une promesse formelle et ne compte sur rien moins que sur le ministère des Affaires étrangères, mal géré, dit-il, par M. de Montmorin². En attendant la réalisation d'une espérance qui était une illusion, l'archevêque d'Aix sert de son mieux Loménie de Brienne dans les Etats de Provence et ailleurs, mais avec la mesure d'un homme à qui sa dignité, sa valeur, ses propres conceptions gouvernementales et aussi la prudence, ne permettaient pas de se livrer. De divers côtés arrivent au premier ministre des concours et des hommages qu'on ne refuse pas aux puissants. Un prélat, pour lui faire la cour, ne dédaigne pas de s'employer à marier sa nièce³.

1. M. de BOISGELIN écrivait, fin avril 1787 : « Aucun ministre ne nous dirige. Une assemblée a besoin d'être conduite. Il n'y a eu de marche encore que celle que j'ai suivie de concert avec l'archevêque de Toulouse et dont il nous faut bien garder le secret. » — Nous trouvons dans la correspondance antérieure de M. de Boisgelin des phrases comme celle-ci (8 mars 1781) : « Je vais voir l'archevêque de Toulouse. »

2. BOISGELIN écrit en mai 1787 : « Voilà un premier ministre, il l'est par les circonstances ; il l'est par la reine ; il l'est, je crois, par le roi lui-même qui veut lui laisser toutes les affaires. » Voici qu'il est question de lui : « Pour le ministère, je crois que la fortune ne m'y destine pas, puisqu'elle m'en écarte sans cesse par tout ce qui semble m'en rapprocher. » Mais la confiance renaît vite avec l'ambition. Boisgelin écrit : « J'ai trouvé l'archevêque dans l'embarras. Je sais qu'il est mécontent de tous ses ministres. Je sais qu'il a dit qu'il n'y avait des hommes que dans le clergé. Il commence à me revenir de différents côtés qu'on me nomme. Je sais que M. de Montmorin en parle avec inquiétude... Ce qui est bien sûr, c'est que les affaires sont au dernier degré de la faiblesse et de la honte, que l'archevêque le sent, que le ministre des Affaires étrangères est incapable, et qu'on n'a plus recours qu'à un moyen qu'on a refusé et auquel on craint de revenir trop tard. Voilà, sans doute, que vous allez rayonner d'espérance ; mais moi je sais que ce vent qui passe revient souvent sans rien apporter que du bruit, et qu'il y a bien loin de toutes ces légères annonces à des effets réels. » CANS, *loc. cit.*

3. Nous donnons cette lettre inédite comme exemple de ces demandes de mariage dans le grand monde en l'ancien régime. « Je voudrais vous proposer un mariage de M. de Chabannes avec la nièce de l'archevêque de Toulouse. Elle aura 400.000 liv. en mariage ; elle est héritière du comte de Brienne. Vous savez qu'il n'y a plus d'espérance d'enfants avec sa femme. Elle aura la terre de Brienne et 80.000 liv. de rente. Les parents sont agréables et l'archevêque de Toulouse doit être utile aux siens. Je voudrais savoir si elle pourrait convenir à M^{me} de Chabannes. Au reste, j'aurais à vous demander, en cas que cela pût lui convenir, quel est le bien actuel de son fils, quelles sont ses espérances et assurances, quelles sont les

Mais pour avoir des amis fidèles, même dans le clergé, il fallait réussir. L'abbé Morellet, le condisciple de M. de Loménie, le commensal attitré et le poète du château de Brienne, le collaborateur du premier ministre, nous montre, dans ses lettres à lord Shelburne¹, comment on peut passer de l'extrême enthousiasme à l'extrême sévérité. Il lui reproche, outre ses fautes politiques, « sa négligence envers ses anciens amis », qui avaient ainsi une nouvelle raison de le négliger à leur tour. Ce qui fut plus grave pour Loménie de Brienne, que ces défections isolées, c'est que le clergé en corps, alors que son influence était encore si grande sur les affaires d'Etat, parut l'abandonner officiellement dans son assemblée de 1788. Le vent de la faveur, si changeant à la cour, n'était pas toujours stable quand il soufflait de l'Eglise. Nous connaissons les noms des personnages qui eurent et perdirent tour à tour la présidence et la confiance des assemblées du clergé. A la mort de La Roche-Aymon, archevêque de Reims, la présidence passa à M. de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen. Mais elle ne tarda pas à lui être enlevée par Dillon, archevêque de Narbonne². D'un autre côté, Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, qui avait joué un grand rôle dans les assemblées précédentes, s'était vu remplacé, en 1780, comme président de la commission la plus importante, par du Lau, archevêque d'Arles. Son attitude dans la commission des régu-

dettes du père qu'on dit ruiné, quels sont les biens substitués, ce qu'il aurait en mariage. Et je vous demanderai, à vous en particulier et en confiance, ce que vous pensez du personnel et ce qu'on en pense dans la société. L'archevêque met un prix infini au personnel. Il veut être heureux, il veut qu'on le soit avec lui. Il craint les vices qui sont le malheur des familles et le trouble des sociétés. Il craint surtout un joueur, et, comme je ne voudrais pas tromper M^{me} de Chabannes, je ne voudrais pas aussi le tromper. Il n'est pas du tout nécessaire ni pour l'un, ni pour l'autre, qu'ils se marient ensemble, et il est nécessaire qu'ils ne se marient que pour leur avantage et leur bonheur.» En *post-scriptum*: « Je n'ai rien dit du personnel de M^{lle} de Loménie. Je puis vous assurer, quoi qu'en dise la chan... dans ses commérages, qu'elle est très bien élevée, qu'elle a de l'esprit, de la galeté, et qu'elle aura du mouvement et de l'intérêt en société. » *Archives Nationales*.

1. Cf. *op. cit.*, p. 238-273.

2. « La présidence était un moyen de crédit sur le corps et une preuve de la faveur de la cour. Le cardinal de La Roche-Aymon laissa, en mourant, la place au cardinal de La Rochefoucauld. Peu de temps après, le parti opposé la lui enleva, pour la faire attribuer à l'archevêque de Narbonne, qui partagea la direction du clergé avec l'archevêque de Toulouse, jusqu'à ce que ce dernier fut chargé de celle de l'Etat. » Abbé de PRADT, *op. cit.*, p. 442-444.

liers avait indisposé la plus saine partie de l'épiscopat. En même temps, ses intrigues de cour, ses efforts pour se faire nommer archevêque de Paris à la mort de Christophe de Beaumont, ses palinodies, les assauts livrés par lui au pouvoir, avaient provoqué les attaques les plus violentes.

L'archevêque de Toulouse, devenu premier ministre, comptait, dans l'assemblée du clergé convoquée en 1788, sur les adhésions ordinairement acquises à tout homme qui a en mains l'autorité et les faveurs. Du reste, il croyait avoir pris ses précautions. Un pamphlet du temps¹, qu'il ne faut pas prendre à la lettre, mais qui montre à quel diapason était montée la polémique, fait dire à Brienne : « L'archevêque d'Arles est un homme instruit, un bon évêque, mais point de caractère ; je n'en suis pas inquiet, je l'ai noyé. L'évêque de Blois a quelque esprit, mais sa tête est mal organisée, pleine d'une métaphysique obscure, et ses singularités déparent ses vertus. Pour Auxerre, c'est un petit intrigant très dangereux, mais je sais le moyen de le ramener ; il est presque aussi avare que sa sœur. J'ai connu Béziers en Languedoc, pauvre esprit et d'ailleurs facile à séduire ; promettez-lui quelques misères pour lui et sa famille, et il est votre très humble serviteur. Vous connaissez l'archevêque de Reims, loyal gentilhomme et d'un esprit solide ; mais je le fais passer pour un imbécile, et quel crédit voulez-vous qu'il ait dans le clergé. Je ne parle pas de Clermont, c'est un curé de campagne. Voilà ceux que nous pouvons craindre ; les autres sont à nous. Rodez m'est dévoué, et vous en savez la raison ; le pauvre hère était perdu, et je l'ai fait placer ; il n'est point ingrat, hélas ! Embrun est écrasé de dettes, et je lui ai promis une abbaye ; Troyes est un bon valet, et je viens de faire son neveu coadjuteur. A l'égard du second ordre, il est dans ma dépendance. »

1. *La Cour plénière*, héroï-tragi-comédie, jouée le 14 juillet 1788, dans un château aux environs de Versailles, par l'abbé de Vermond, lecteur de la Reine. Brochure attribuée à Bergasse, qui dut chercher un refuge en Suisse. — Les prélats nommés dans ce passage sont du Lau, archev. d'Arles ; Lauzières-Thémines, év. de Blois ; J. B. Marie Champion de Cicé, év. d'Auxerre ; Claude de Nicolai, év. de Béziers ; Talleyrand-Périgord, archev. de Reims ; Bonal, év. de Clermont ; Seignelay-Colbert, év. de Rodez ; Leyssin, archev. d'Embrun ; Barral, év. de Troyes.

Brienne se trompa dans ses prévisions, si elles étaient celles de la *Cour plénière*. Les députés du clergé, convoqués à l'assemblée de 1788, tinrent un fier langage, qui prouve combien ce corps partageait déjà toutes les impressions, tous les entraînements de l'esprit public. Ils affirmèrent hautement que « le peuple français n'est pas imposable à volonté ». Ils protestèrent contre l'édit de justice du 4 mai, qui avait frappé les parlements. C'était atteindre Brienne en pleine poitrine. Dans cette levée de boucliers contre lui, Séguiran, évêque de Nevers, Thémines, évêque de Blois, furent particulièrement hostiles. Ce fut Thémines qui demanda les Etats généraux. Plus redoutable encore se montra Cicé, évêque d'Auxerre. C'est sous son inspiration que l'assemblée du clergé se refusa à voter plus de 1.800.000 livres de don gratuit, alors que les embarras du trésor demandaient la contribution la plus large¹. Il paraît même douteux que Brienne ait pu beaucoup compter sur Dillon, archevêque de Narbonne. A entendre les échos du temps, Brienne aurait contribué à empêcher Dillon d'être, à la mort de Maurepas, premier ministre et cardinal. A l'assemblée des notables, Dillon fut, contre Calonne, l'organe des revendications du premier ordre de l'Etat. L'assemblée de 1788 l'avait élu président, saluant en lui « la grandeur des services rendus et la supériorité du génie² ». Mais, au témoignage de Brienne, l'archevêque de Narbonne n'avait pas retrouvé son antique influence sur le clergé

1. Abbé de PRADT, *op. cit.*, p. 449. — SOULAVIE, *Mémoires historiques du règne de Louis XVI*, t. VI, p. 195, 196.

2. Dillon avait proposé quatre archevêques comme présidents. Alors M. de Nicolai, évêque de Béziers, se leva et parla en ces termes : « Je m'estime heureux de me trouver aujourd'hui l'organe et l'interprète du vœu d'une province qui jouit depuis longtemps de la supériorité des talents de Mgr l'archevêque de Narbonne. Lui seul, Messieurs et Messieurs, lui seul, dans cette assemblée, pouvait être opposé à lui-même. En vous annonçant notre suffrage, je suis assuré de prévenir les vôtres. Une longue expérience de ses services, le sentiment de l'admiration uni à celui de la reconnaissance, vous feront élire et proclamer pour président, ce prélat recommandable, honoré de votre estime et de votre confiance, et accoutumé à défendre avec autant de génie que de zèle et de sagesse les grands intérêts de la religion et ses droits sacrés. » Procès-verbal manuscrit de l'assemblée de 1788, Bib. Sainte-Geneviève in-fol. p. 15. — SOULAVIE, *op. cit.*, III, 5, 6. — Voyez, sur l'énergique résistance de Dillon à Calonne et sur ces discours à l'assemblée des notables, BACHAUMONT, *Mémoires*, 16 et 24 mars, 9 avril 1787 ; t. XXXIV, p. 289, 290, 322, 372, 373. *Ibid.*, p. 322, Bachaumont dit de Séguiran : « M. l'évêque de Nevers parla avec la plus grande énergie. »

dans cette réunion, qui écouta plutôt Thémines et Cicé d'Auxerre. Il y avait une réaction contre les prélats de cour. Aussi le gouvernement était-il en quête, en 1788, d'un président du clergé pour les prochains Etats généraux. On écartait le cardinal de La Rochefoucauld, comme étant « gouverné, dit Brienne, par les évêques les moins pacifiques ». Le roi fit écrire par Montmorin au cardinal de Bernis à Rome, pour lui demander s'il accepterait la future présidence¹.

Un homme à qui on n'a pas pensé pour ces hautes situations, et qui en est tout désappointé, c'est M. de Boisgelin. Son rôle si brillant à l'assemblée des notables ne l'a pas servi au gré de ses ambitions. Il doit porter la défaveur du concours qu'il a prêté à Loménie de Brienne et aussi, affirme-t-il, de sa propre modération. La lettre suivante, où il est fait allusion à l'assemblée du clergé de 1788 dont il ne devait pas même faire partie, nous dit les déceptions et le découragement de ce grand prélat si impressionnable. « On perd tout, écrit-il, quand on est raisonnable... Personne n'est content ici, ni M. le comte d'Artois, ni M. Necker. Je ne puis être l'instrument de personne, je le sens bien. Je suis plus dégoûté que jamais. On m'annonce des injustices dans mon corps, comme à la cour. On dit qu'on ne veut point de moi ni de mes

1. Nous le voyons par une lettre envoyée par Loménie de Brienne à Bernis à Rome, le 15 décembre 1788. « Je dois m'avouer coupable auprès de Votre Eminence, lui dit Brienne, sur la proposition de venir à Paris présider le clergé aux Etats généraux ; j'en avais parlé au marquis de Montell et pressenti le roi. La dernière assemblée (du clergé) avait mal tourné. L'archevêque de Narbonne y avait perdu son ancienne influence. Le cardinal de La Rochefoucauld pouvait être élu et présider. Le cardinal de La Rochefoucauld est gouverné par les évêques les moins pacifiques. La présence de votre Eminence aplanissait tout. Elle présidait le cardinal de La Rochefoucauld. Elle connaît peu le clergé actuel, mais il s'agissait d'une assemblée extraordinaire purement politique. J'aurais pu lui aplanir des difficultés, comme elle m'en aurait aplaní. Peut-être, aurais-je pu lui remettre les rênes du gouvernement après les Etats. Voilà ce que j'avais dit au roi, et je me proposais de présenter Votre Eminence quand j'ai quitté. Le roi s'est souvenu de ce que je lui avais dit, et c'est en conséquence que M. de Montmorin vous a écrit. » *Archives BERNIS*, F. Masson, p. 453, 454. Montmorin avait, en effet, écrit à Bernis, le 16 septembre : « Je vois avec bien du regret que vous soyez aussi éloigné de nous que vous l'êtes. Ne serait-il pas possible de vous en rapprocher pour le temps des Etats généraux ? Nul doute que, si vous étiez ici, vous ne vous trouviez tout naturellement présider le clergé. J'éprouverais un grand repos si je voyais cette place entre vos mains, et je crois pouvoir vous assurer que notre maître le verrait avec une véritable satisfaction, et vous saurait gré du très grand sacrifice que vous feriez en vous déplaçant ainsi pour le temps que son service l'exigerait. »

anciens pour présidents¹, et qu'on veut préférer ceux qui sont après moi; et puis parlez de réputation. Il en est du crédit sur le public comme du crédit à la cour. Les corps sont aussi trompés que le souverain. Enfin tout me nuit ou conspire à me nuire... A force de talents et de vertus, j'ose le dire, je suis anéanti tout entier. Je suis en proie aux injustices des hommes qui dévoreront mes dernières années. »

M. de Boisgelin, qui se dit anéanti, rebondira, mais que de froissements, que d'intrigues! Le tableau que nous venons de tracer montre que le terrain de la cour, où Richelieu avait eu tant de peine à asseoir son pouvoir, était resté aussi glissant jusqu'à la veille de la Révolution; et, aux exigences de la cour étaient venues s'ajouter celles de la ville, c'est-à-dire de l'opinion toute puissante aux approches de 1789. Mais aussi quelle chute de Richelieu à Loménie! Le rôle politique du clergé dans l'ancien régime finissait mal. Brienne, qui n'avait pas su exercer le pouvoir, ne sut pas en descendre noblement. Les serviteurs du roi avaient alors soin de demander des compensations à sa faveur, même dans son inconstance. Le premier ministre congédié quitta Versailles pourvu de l'archevêché de Sens, coiffé du chapeau de cardinal, gorgé de bénéfices, plus riche enfin et plus méprisé².

Ce qui frappe dans les pages qui précèdent, c'est, avec les compétitions politiques des évêques aspirants ministres, leur aveugle quiétude au sujet des événements

1. M. de Boisgelin avait joué un rôle important dans les assemblées du clergé de 1784 et 1785, et s'en était fait un titre aux faveurs du roi. Il était bien difficile à ces beaux jours de garder l'équilibre et de contenter tout le monde. « On dit, écrit Boisgelin, que je suis pour Monsieur et que je ne suis pas pour le comte d'Artois. »

2. SOULAVIE fait dire à Brienne, au sujet de son départ (24 août 1788) : « La reine pleura, me promit le chapeau, tout ce que je voudrais et me permit de l'embrasser. J'acceptai donc le chapeau. Je demandai que l'abbé de Loménie fut mon coadjuteur et la promesse de la première place d'une dame chez la reine pour une nièce. » Tous les ministres trouvaient dur d'être congédiés. Nous lisons dans le *Journal* du marquis d'ARGENSON (6 mai 1749) : « M. de Maurepas est au désespoir et comme enragé de son exil; il a fallu le saigner en chemin... Le roi a été contraint de se cacher de tout le monde pour le coup qu'il a fait. On réveilla mon frère à deux heures pour le charger de cette expédition. Il eut grand peur quand on lui dit que c'était de la part du roi; il se crut perdu (tant est terrible cette vie de ministre!); cependant, quand il vit que c'était Bridge, l'écuyer, il se rassura, et, voyant que cela ne regardait que M. de Maurepas, il fut plus aise que fâché. »

qui se préparent et que vient de précipiter l'incapacité de Brienne. Les prélats administrateurs et hommes d'Etat, occupés à se pousser, à porter à Calonne des coups applaudis par la galerie, à résister ensuite à leur propre collègue, l'archevêque de Toulouse, à demander enfin, avec le parlement, les Etats généraux, ne semblent pas soupçonner le danger qui les menace. Les assises de la nation sont proches. Dans le cataclysme qui se prépare, vont sombrer, avec la royauté séculaire, pays d'Etats, assemblées provinciales, assemblées du clergé, seigneuries temporelles, richesses territoriales, toutes ces choses qui ont donné à l'ancien épiscopat tant d'éclat séculier et tant de prestige.

LIVRE DEUXIÈME

ADMINISTRATION ÉPISCOPALE

LE GOUVERNEMENT

CHAPITRE PREMIER

Durée des Administrations épiscopales

I. Les évêques, alors nommés jeunes, pouvaient marquer de leur empreinte l'administration d'un diocèse. — Les 74 ans d'épiscopat de saint Remi. — Richelieu, nommé évêque de Luçon à 21 ans. — La règle était 27 ans d'âge. — La généralité des évêques de 1789 promus entre 30 et 40 ans. — Un joli mot de M. de La Motte. — Dangers et avantages de ces promotions précoces. — Exemples de longs règnes épiscopaux. — II. Malheureusement des translations fréquentes en abrègent la durée. — Cependant les plus petits sièges trouvent des prélats qui leur sont fidèles. — Si l'on passait d'un évêché à un évêché. — Nominations directes à un archevêché. — L'abbé de Saint-Vincent de Laon dit aux chanoines en leur présentant le nouvel évêque : « Je vous le donne vivant, vous me le rendrez mort. » — Plaintes en 1789 sur les changements trop fréquents. — « Sièges de passage » en Bretagne, en Provence. — Nombreux évêques fidèles à leur premier troupeau. — Belsunce. — Acclamations des peuples pour les évêques qui refusent de les quitter.

I

Les dignités séculières, le rôle politique et administratif des évêques avant la Révolution, formaient le décor extérieur et comme la figure humaine de l'épiscopat. Le

temps avait créé à l'Eglise cette situation qui ne lui est pas nécessaire : le temps devait la lui enlever. Il est une mission propre aux évêques, inhérente à leur caractère, que nous allons maintenant faire connaître en parlant de *l'administration épiscopale*. Bien qu'il s'agisse de l'exercice d'un droit, de l'accomplissement d'un devoir qui sont de tous les siècles, attendons-nous à retrouver encore l'influence de chaque âge et la marque de l'ancien régime.

Ces évêques d'ancien régime pouvaient d'autant mieux laisser leur empreinte dans l'administration d'un diocèse, former et accomplir de longs desseins, que d'ordinaire ils étaient promus jeunes à l'épiscopat. Les vieux âges fournissaient des exemples de ces élévations précoces. Saint Remi, appelé à vingt-deux ans à l'évêché de Reims, fut soixante-quatorze ans évêque. C'est probablement le plus long épiscopat qu'ait enregistré l'histoire. Innocent III fut pape à trente-cinq ans. Nous ne parlons pas des évêques enfants du xvi^e et des premières années du xvii^e siècle. Ces nominations, contraires aux lois canoniques et aux intérêts de l'Eglise, n'avaient d'autre origine que la cupidité des familles. Richelieu réussit à se faire agréer pour l'évêché de Luçon à l'âge de vingt et un ans ; il est vrai que, pour obtenir l'assentiment du pape, il lui présenta l'acte de baptême de son frère. A partir du second tiers du xvii^e siècle jusqu'à la Révolution, on s'en tient généralement aux prescriptions du Concordat et de l'ordonnance de Blois, qui exigeaient pour l'épiscopat au moins vingt-sept ans commencés ¹. Nombre de promotions ont lieu à cet âge ; il semble que, pour élever certains sujets au pontificat, on attende avec impatience que la première heure de leurs vingt-sept ans ait sonné. Pour quelques-uns même, on la devance. Le jeune abbé de Saulx-Tavannes, né en 1690, est encore au séminaire et poursuit ses études théologiques, quand Fénelon jette ses yeux sur lui pour en faire son coadjuteur. L'archevêque

¹ *In vigesimo septimo suæ ætatis anno ad minus constitutum*, dit le Concordat. Ordonnance de Blois, art. II. Le concile de Trente (sess. VII, chap. I, de ref.) se contente de prescrire que nul ne soit élevé à l'épiscopat qui ne soit d'un âge mûr.

de Cambrai allait le demander lorsqu'il fut surpris par la mort ¹.

L'usage reçu, les protections qui venaient de toutes parts à ces clercs de grande naissance, les poussaient de bonne heure à l'épiscopat. Il suffit d'ouvrir *l'Almanach royal* ou la *France ecclésiastique* de 1789 pour voir que le plus grand nombre des évêques occupant à ce moment les sièges de France, ont été sacrés entre trente et quarante ans. Talleyrand est du nombre et, à son gré, il avait trop attendu. D'ordinaire, on ne prenait guère des évêques au delà de quarante ans ². Par exception, Monseigneur de La Motte n'avait été appelé qu'à cinquante ans à l'évêché d'Amiens. Comme le jeune duc de Bourgogne s'en étonnait : « C'est que, lui dit l'évêque, quand le roi, votre grand-père, a une faute à faire, il la fait le plus tard possible. » Le saint prélat qui, on le voit, avait de l'esprit, eut celui de vivre jusqu'à quatre-vingt-dix ans, fournissant ainsi quarante années d'épiscopat malgré sa promotion tardive.

Il pouvait y avoir quelque danger ³ à prendre de jeunes

1. Cf. PINGAUD, *Les Saulx-Tavannes*, 1876, in-8, p. 262-271. La mort de Fénelon retarda la promotion de l'abbé de Saulx-Tavannes. Il fit, comme grand vicaire de Pontoise, l'apprentissage de l'épiscopat, fut nommé à 34 ans, à l'évêché de Châlons, douze ans plus tard à l'archevêché de Rouen, puis cardinal.

2. Donnons des exemples : ont été sacrés à 26 ans, le futur cardinal de Rohan ; — à 28 ans, Lefranc de Pompignan ; — à 29 ans, François de Pierre de Bernis, coadjuteur du cardinal ; — 30 ans, Montmorency-Laval, Talleyrand-Périgord comme coadjuteur de Reims ; à 31 ans, de Grimaldi, de Pressy, d'Osmond ; — à 32 ans, Dillon, La Luzerne, Rohan, archevêque de Cambrai ; — à 33 ans, Thémises-Lauzières, Marbeuf, Cicé (évêque d'Auxerre), Clermont-Tonnerre, Nicolai (évêque de Béziers), Castellane-Mazanges, Roquelaure ; Conzié (archevêque de Tours), Crussol d'Uzès, Boisgelin ; — à 34 ans, Girac, Amelot, Chastenot de Puységur, Laric, Bonnac, La Tour-du-Pin, Conzié (évêque d'Arras), Loménie de Brienne, cardinal La Rochefoucauld, Polignac, Talleyrand, évêque d'Autun ; — à 35 ans, Lubersac, La Ferrounays, Maillé-la-Tour-Landry, Bausset de Roquefort, Sabran, Machault, Castellane (évêque de Mende), Cicé (archevêque de Bordeaux), Cahuzac ; — à 36 ans, Lorry, Duplessis d'Argentré, Béthizy, Malde, Bausset (évêque d'Alais), Lafont de Savine, Castellane-Adhémar, Juigné ; — à 37 ans, Dulau (archevêque d'Arles), Quincey, Vintimille, Fumel, Breteuil, de Blot, La Rochefoucauld (évêque de Beauvais), Grossoles de Flamarens, La Fare (évêque de Nancy), — à 38 ans, Lastic, Balore, Bonneval, Galard ; — à 39 ans, Dufort, Castellane (évêque de Lavaur), Beaupoil Sainte-Aulaire, etc. — Bossuet avait été nommé à l'évêché de Condom à 42 ans, Fénelon à l'archevêché de Cambrai à 44 ans. Harlay de Champvallon, futur archevêque de Paris, fut archevêque de Rouen à 26 ans.

3. Louis XIV en fit l'expérience. « Il nomma à Beauvais, dit SAINT-SIMON (t. VI, p. 406-407), l'abbé de Saint-Aignan, qui était encore à Orléans au séminaire. Le duc de Beauvilliers représenta au roi que, encore qu'il parût que son frère eût de la piété et de l'application aux choses de son état, il était encore trop jeune pour être aussi assuré de lui qu'il

évêques. L'âge apporte avec lui l'expérience et des conseils de prudence, de modération, d'indulgence dans le gouvernement des choses humaines et divines. D'un autre côté, il convient que les vertus sacerdotales, qui doivent surtout briller sur un trône pontifical, aient été longtemps éprouvées par une vie sans reproche. Le goût des voyages, la mondanité, que nous avons rencontrés chez plusieurs évêques, s'expliquent en partie par leur jeunesse. Mais tout en tenant compte de cette observation, de quel intérêt n'est-il point pour un diocèse d'avoir à sa tête un homme en qui les fatigues de l'âge n'aient point brisé le ressort de la volonté ni la force d'agir. Les longues entreprises et les vastes pensées étaient permises à des prélats choisis de bonne heure et en pleine possession de leurs forces, qui pouvaient employer à l'accomplissement de leur tâche un véritable règne épiscopal et des facultés grandissantes. On avait soin d'initier sans tarder les futurs évêques à l'administration diocésaine, en leur donnant un titre de grand vicaire. Aussi les vit-on souvent faire preuve, jeunes encore, d'une prudence consommée.

Au xvi^e siècle, le cardinal de Granvelle, promu à l'évêché d'Arras à 23 ans, joue un rôle brillant au concile de Trente, s'illustre comme évêque, comme négociateur politique, et donne un grand exemple de précocité de talent à ses voisins de France. Au xvii^e siècle, La Baume

convenait de l'être pour le faire évêque. Il n'y eut rien qu'il n'employât pour faire changer le roi là-dessus. Le roi fut inflexible, loua la délicatesse de M. de Beauvilliers, s'appuya sur tout le bien qui lui était revenu de son frère, ajouta que Beauvais ne vaguait pas toujours et à point, et qu'il voulait bien lui dire que, s'il était encore d'usage, comme dans les anciens temps, que des fils de France fussent évêques, il n'aurait rien de mieux à donner à son second fils que Beauvais..... L'abbé de Saint-Aignan parut en parfait séminariste. Jamais rien de si gauche, de si plat, de si béat. Je proposai au duc de Beauvilliers de lui donner un maître à danser, pour lui apprendre au moins à faire la révérence et à entrer dans une chambre. Il afficha la régularité la plus exacte, et il remit Saint-Germer près Beauvais, la seule abbaye qu'il eût, pour n'être pas en pluralité de bénéfices. On la donna à l'abbé Begon, depuis évêque de Toul, proche parent de Colbert, qui fut choisi pour être le conducteur du jeune prélat, sous le nom de grand vicaire. M. de Beauvilliers ni le roine vécurent pas assez pour voir combien il y avait eu de sagesse et de raison dans les craintes et les refus du duc de Beauvilliers de faire son frère évêque si promptement, que ses désordres éclatants et persévérants firent enfin renfermer dans un monastère pour le reste de ses jours, presque gardé à vue, et forcément démis de son évêché pour éviter la dégradation et la déposition juridique. »

de Suze a le temps, durant un épiscopat de soixante-neuf ans (1621-1690), de former le diocèse de Viviers, qui lui dut son organisation et sa vie. Deux évêques, Belsunce et Belloy, remplissent à eux seuls le siège de Marseille durant tout le XVIII^e siècle, et Mgr de Belloy vit assez pour inaugurer à Paris l'Eglise concordataire du XIX^e siècle. Trois prélats tiennent le petit évêché de Vabres durant cent vingt-trois ans. A la fin de l'ancien régime, nous aimons à saluer le vénérable cardinal de Luynes, né assez tôt pour être l'élève de Fénelon, mort assez tard pour fournir soixante ans d'épiscopat et entrevoir, non peut-être sans quelque crainte, l'aurore de la Révolution¹. Cette Révolution verra paraître à la Constituante, non comme un grand homme ni un politique très ferme, mais comme un patriarche, haut placé dans le respect de tous par près de cinquante ans d'épiscopat et de nombreux travaux pour la défense de la foi, le vénérable Pompignan, archevêque de Vienne. Son contemporain, M. de Pressy, sacré évêque, comme Pompignan, en 1742, tire de son âge, de son long pontificat, une autorité nouvelle. Il a ordonné presque tous ses prêtres ; il est obéi comme un père et vénéré comme un saint. Le temps travaillait ici à la fécondité et à la gloire de tels épiscopats. Le pontificat de Christophe de Beaumont n'eût point été si célèbre ni si important, si, au lieu de passer trente-cinq ans sur le siège de Paris, il y eût été appelé dans un âge avancé, comme ses prédécesseurs Bellefonds et Vintimille-du-Luc.

II

Ce qui abrégeait malheureusement ces longs règnes épiscopaux, c'est que les transferts d'un siège à l'autre étaient assez fréquents. Le XVIII^e siècle avait encore ses

1. Mgr de Luynes, né en 1703, élève de Fénelon, promu en 1727 à l'évêché de Bayeux, à l'âge de vingt-six ans, mort en 1788 cardinal archevêque de Sens. Choiseul-Beaupré, évêque de Saint-Papoul, mort, en 1767, évêque de Mende, fournit 51 ans d'épiscopat. Il eut pour neveux les deux frères Choiseul-Beaupré, morts l'un évêque de Châlons, l'autre archevêque de Besançon, et pour cousin Choiseul-Stainville, mort archevêque de Cambrai.

évêchés *crottés*. Ils n'étaient pas pour les Rohan, auxquels on donnait d'emblée soit l'évêché de Strasbourg, soit l'archevêché de Bordeaux, échangé bientôt contre l'archevêché de Cambrai. Un Montmorency pouvait bien aller à Condom, d'ailleurs riche évêché, porté à 70.000 livres de revenu dans l'almanach royal, mais c'était pour y passer deux ou trois ans et de là être transféré à Metz. Loménie de Brienne, successeur de Montmorency à Condom, s'y attarde deux ou trois années à peine et monte sur le siège de Toulouse. Plus les prélats ont du crédit à la cour, plus rapidement ils avancent dans la carrière. Champorcin n'a fait qu'entrevoir Senez et il est déjà à Toul. Tulle ne retient qu'une année Bourdeilles que réclame Soissons. Comme les nouveaux élus ne se hâtent pas toujours d'aller rejoindre leur poste, le changement vient parfois les surprendre avant qu'ils aient paru dans leur diocèse. Sabran, nommé premier évêque de Nancy, n'a pas encore pris possession qu'il est appelé à Laon. Fontanges, transféré de Nancy à l'archevêché de Bourges, devra avant d'avoir pu s'y rendre, prendre le chemin de Toulouse que Loménie de Brienne abandonne pour Sens. Durfort n'a pas trouvé le temps de paraître à Avranches, et le voilà déjà à Montpellier qu'il devra quitter pour Besançon. François de Crussol d'Uzès, archevêque de Toulouse, a rendu à peine le dernier soupir que Bernis travaille à faire donner ce siège à l'abbé de Choiseul. « Je demande très vivement cette place pour Monsieur votre frère, écrit-il à Choiseul-Stainville. » Il échoue pour Toulouse qui est dévolu à Dillon, mais l'abbé de Choiseul aura Evreux. « Il n'a pas été possible, dit Bernis à son correspondant, de faire donner l'archevêché de Toulouse à Monsieur votre frère... M^{me} de Pompadour et moi avons failli mourir de douleur de manquer Toulouse... Il faut que l'abbé de Choiseul accepte Evreux. *Le roi a promis de ne pas le laisser languir dans un petit siège*¹. » En effet, l'archevêché d'Albi ayant vaqué sur ces entrefaites, l'abbé de Choiseul y fut nommé et n'eut pas même à se

1. *Mémoires* de BERNIS, lettre du 13 mai.

présenter à Evreux. Nous voyons par les lettres de M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, qu'à un moment il désire aller soit à Rouen, soit à Toulouse d'où on passe toujours à Narbonne¹. Mais il serait question de Toulouse pour La Luzerne, neveu de Malesherbes et évêque de Langres, qui céderait son siège à Loménie de Brienne désireux d'avoir la pairie et la présidence du conseil.

Il faut bien cependant des prélats pour occuper les pauvres postes. Il s'en présente, et plusieurs y font un très long séjour. La Révolution trouve Hachette des Portes, évêque de Glandèves depuis 1771; Saint-Jean de Prunières, évêque de Grasse depuis 1752; M. de Saint-Sauveur, évêque de Bazas depuis 1746; Reboul de Lambert, évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux depuis 1743. Alexis de Gaspard-Plan des Augiers est évêque de Die depuis 1742, et fournit ainsi, avec Mgr de Pompignan et Mgr de Pressy, le plus long règne épiscopal que nous ayons à enregistrer au moment de la Révolution. En 1789, il occupait cet humble siège depuis quarante-sept ans. Dans le même siècle, Milon fut pendant quarante-cinq ans évêque de Valence, M. de Lévis pendant quarante-six ans évêque de Pamiers; l'austère Bazin de Bezons avait eu le temps, durant cinquante ans d'épiscopat, de façonner à son gré le diocèse de Carcassonne.

Nous voyons avant la Révolution, d'assez fréquentes translations d'évêché à évêché. M. de Belloy a quitté, après trois ans, le pauvre évêché de Glandèves pour monter, en 1755, à Marseille, sur le siège de Belsunce. Royère, évêque de Castres, et plusieurs autres évêques ont déjà été à la tête d'un autre diocèse. Couet de Vivier de Lorry a été évêque de Vence et de Tarbes avant d'être transféré à Angers. M. de La Feronnays a occupé les

1. M. de Boisgelin écrit le 4 février 1788 : « Il est triste pour moi de quitter Aix dans un moment où la Providence épuise tous les moyens de m'y attacher... Je réfléchis avec peine que l'âge s'avance, que cette place demande une activité continuelle, et je m'effraie moi-même. C'est avec de l'éloquence de tous les moments que j'ai suspendu leurs oppositions. Je ne puis pas conserver dans un âge plus avancé toute l'action que la place exige. Je regarde Toulouse comme un moment de repos et je pense ensuite retrouver à Narbonne le repos avec dignité. Ce n'est pas l'ambition qui me guide; j'en trouve la différence légère, si le projet n'aboutit pas. »

sièges de Saint-Brieuc et de Bayonne avant celui de Lisieux.

Les promotions de simples prêtres à un archevêché étaient alors moins rares que de nos jours. On sait que Fénelon et plus tard Dubois arrivèrent d'emblée à Cambrai. Au moment de la Révolution, du Lau, archevêque d'Arles ; Bernis, archevêque d'Albi ; Leyssin, archevêque d'Embrun ; d'Aviau, archevêque de Vienne, ne sont point passés par un autre siège. Angélique de Talleyrand a été nommé coadjuteur de Reims. La Rochefoucauld, archevêque de Rouen ; Rohan, archevêque de Cambrai, avaient été appelés directement, l'un à l'archevêché d'Albi, l'autre à celui de Bordeaux. Le premier fournit cinquante-trois ans d'épiscopat. En général, on ne parvenait aux archevêchés importants que par une série de translations, tantôt lentes, tantôt rapides. L'un des prélats du XVIII^e siècle le plus remarquable par ses pérégrinations, fut M. de La Roche-Aymon, sacré évêque de Sarept en 1725, évêque de Tarbes en 1739, archevêque de Toulouse en 1740, de Narbonne en 1752, enfin de Reims en 1763¹.

On le voit, l'antique discipline qui attachait pour toujours un évêque à son siège, comme un époux à son épouse, avait éprouvé de fortes brèches. Nous voyons encore à Laon, au XV^e siècle, l'abbé de Saint-Vincent, chez lequel le nouvel évêque avait coutume de loger avant de prendre possession de son siège, présenter le pontife aux chanoines en ces termes : « Je vous le donne vivant, vous me le rendrez mort. » Mais ce n'était déjà plus qu'une formule trop souvent démentie par l'événement. Jean-Juvénal des Ursins, ainsi annoncé aux vénérables chanoines de Laon, ne devait pas rester à Laon ni être enseveli à Saint-Vincent ; il mourut archevêque de Reims. Au XVII^e siècle, l'austère évêque de Grenoble, M. Le Camus, se plaint de ces changements répétés. « Je ne m'étonne pas, écrit-il en 1673, que M. le cardinal de Bonzi ait pris l'archevêché de Narbonne : *cardinalis habet os apertum ad omnia* ; mais je suis épouvanté

1. M. Ize de Saléon fut successivement administrateur de Senez, évêque de Digne, d'Agén, de Rodez et enfin archevêque de Vienne.

comment les évêques, qui ont dessein de se sauver, peuvent être seulement tentés de ces translations... Ceux que l'on propose pour Toulouse sont tous trois très grands prélats et en grande estime, mais ils ont tous trois quitté leur première femme (leur premier évêché)... *Ab initio non fuit sic*¹. » M. de Rohan-Chabot, nommé en 1785 évêque de Saint-Claude, s'élève dans son premier mandement contre le transfert d'évêques d'un siège à l'autre. Cet écrit souleva des contradictions et fut dénoncé au pape comme janséniste. Il était dû à l'inspiration du Père Lambert, dominicain².

Nous retrouvons les mêmes plaintes formulées en 1789, avec toute la publicité, toute l'ardeur d'une époque qui s'était promise de réformer tous les abus. L'abbé Laurent, en particulier, prend plaisir à rappeler les actes des conciles interdisant les translations épiscopales. Elles furent inconnues, dit-il, durant de longs siècles, et saint Augustin ne songea jamais à quitter Hippone pour Carthage. Il accuse ces fréquents changements de favoriser les calculs de la cupidité, les intrigues de l'ambition, la non résidence, le dégoût des situations modestes. Il faut du temps pour mener à bien les entreprises que comporte l'administration d'un diocèse, pour connaître son troupeau, pour l'aimer et s'en faire aimer. Quels liens pourraient s'établir entre des diocésains et un pasteur qui ne pense qu'à les briser avant qu'ils aient eu le temps de se former? N'est-il point à craindre qu'un évêque se montre servile envers un pouvoir qui le tient « dans sa dépendance et dans le dévouement à ses volontés par l'espérance de mieux? » On trouve en Bretagne³ et en Provence, dit ce publiciste, « certains sièges disgraciés qui, dans un intervalle de dix-huit ans, viennent d'avoir au moins cinq évêques; c'est à peu près comme s'ils n'en avaient point du tout. » On les appelle des « sièges de passage ». L'écrivain que nous citons avoue cependant

1. *Lettres de LE CAMUS*, p. 107-108.

2. RICHARD, *op. cit.*, t. II, p. 450-451.

3. M. de Kermoran est le dernier évêque de Tréguier qui soit mort dans sa ville épiscopale. Ses successeurs, à partir de 1761, MM. de Cheylus, de Royère, de Sarra, de Lubersac, furent transférés à d'autres sièges. Le dernier, M. Le Mintier, mourut en exil.

que « depuis quelques années », le ministre de la feuille, M. de Marbeuf, s'efforce de réformer ou d'atténuer cet abus, en donnant une partie des évêchés de Provence et de Bretagne, « soit à des ecclésiastiques du pays, soit à d'autres personnes qui, suivant les apparences, ne se flattent pas d'une translation ». Le pape seul pourrait supprimer ces changements en refusant l'institution canonique ; mais l'abbé Laurent accuse la cour romaine d'être favorable aux mutations pour servir les intérêts de la chambre apostolique¹.

Il ne faudrait pas conclure de ces plaintes que les évêques de l'ancien régime fussent toujours sur les chemins, en quête d'une situation plus brillante. Bien que les transferts d'un siège à l'autre fussent autorisés par l'usage, nous voyons beaucoup de prélats agir ici avec une grande délicatesse de conscience, et vouer à leur première église une fidélité inviolable. Parmi les évêques de 1789, M. Cortois de Quincey ne voulut jamais quitter, durant l'espace de quarante ans, le siège de Belley ; M. de Galard, évêque du Puy, refusa l'évêché de Chartres en 1780 ; La Broue de Vareilles, évêque de Gap, celui de Nevers, en 1789. M. Roux de Bonneval s'éprit de son pauvre évêché de Senez. On citait encore M. de La Neufville, évêque d'Acqs ; M. de Cugnac, évêque de Lectoure, parmi ceux qui n'avaient jamais voulu se séparer de leur troupeau.

Quelques années avant la Révolution, on avait inutilement offert l'archevêché de Tours à Coetlosquet, évêque de Limoges, l'archevêché d'Auch à Juigné, évêque de Châlons. C'est à grand'peine que Beaumont et Juigné acceptèrent l'archevêché de Paris. Rohan, qui avait fait aimer à Bordeaux sa bonté et sa charité, ne se décida

1. « Le souverain Pontife, dont le concours est nécessaire pour autoriser les translations, ne songe pas même à s'y opposer. C'est peut-être qu'il n'y aurait pas de sûreté pour la cour de Rome à l'entreprendre ; mais quand elle pourrait essayer impunément d'arrêter le cours de ces désordres, je doute fort néanmoins qu'elle le fit jamais. Plus les translations sont fréquentes, plus il revient d'argent à la chambre apostolique. » L'abbé Laurent est plus content de la Savoie que de la France. « En Savoie, dit-il, on prend les évêques dans toutes les classes du clergé et pas exclusivement dans la noblesse. On exige qu'ils aient quarante ou cinquante ans. Plusieurs d'entre eux ont été curés. » — Cf. abbé LAURENT, *op. cit.*, 1789, p. 202-220.

que sur les instances de Louis XVI à aller à Cambrai. Nous avons vu les plus petits sièges trouver des pontifes fidèles. Phélypeaux d'Herbault, que le crédit de sa famille aurait pu porter aux plus grandes situations, s'attacha, de 1713 à 1751, à son évêché de Riez. Comme Louis XV lui demandait un jour s'il était content de son diocèse : « Très content, sire, répondit-il ; mon peuple est bon, excellent. Tout ce que je puis lui reprocher ; c'est de perdre la tête deux fois par an. — Comment cela ? reprit le roi étonné. — Hélas ! oui, sire, quand arrive le carnaval et la Pentecôte. » On a souvent cité la belle lettre par laquelle Fléchier, transféré de Laval à Nîmes, demandait à Louis XIV de ne pas le séparer de sa première église¹. Belsunce, poussé, à son insu, par son oncle Lauzun, refusa, en 1723, de passer de Marseille à Laon. Six ans plus tard, nouveau refus plus méritoire encore de l'archevêché de Bordeaux².

Ces témoignages d'affection et de fidélité donnés ainsi à leur peuple, provoquaient toujours des démonstrations publiques de reconnaissance. Marseille, en apprenant que son pasteur ne voulait pas se séparer de son troupeau, se livra à l'allégresse et toutes les autorités de la ville allèrent féliciter le prélat. Quand le dernier évêque d'Arras avant la Révolution, M. de Conzié, refusa le siège de Tours auquel fut appelé son frère, les magistrats

1. « V. M. me permettra de lui représenter que j'ai regardé le premier choix qu'elle a bien voulu faire de moi pour l'évêché de Laval, comme une première vocation ; que j'y ai travaillé comme n'en devant point sortir, et qu'une marque que Dieu me voulait en ce lieu, c'est qu'il y bénissait mes travaux... J'avoue, Sire, que j'ai une grande passion d'achever l'ouvrage que j'ai commencé... L'évêché de Nîmes est vaste et difficile à gouverner, et je ne me sens ni assez de force, ni assez d'adresse pour cela. Je sais qu'il est plus riche et plus honorable que le mien, mais V. M. m'a déjà donné tant de bien, que je n'en souhaite pas davantage... Je me jette donc aux pieds de V. M. pour la supplier de me laisser dans ce diocèse. »

2. Le cardinal Fleury lui écrivit à ce sujet la lettre suivante : « Issy, 19 mars 1729. — Je vois, Monsieur, dans la réponse dont vous m'avez honoré, du 6 de ce mois, une nouvelle preuve de votre désintéressement et de votre amour pour votre Eglise, dont je suis touché et édifié au delà de tout ce que je puis vous exprimer. J'ai eu l'honneur d'en rendre compte au roi, qui était persuadé que vous n'auriez pas gouverné moins utilement pour la religion et son service l'archevêché de Bordeaux que l'évêché de Marseille... Sa Majesté loue ce grand exemple de désintéressement... Je vous supplie d'être persuadé de la part que je prends à une résolution si honorable et des sentiments de la plus parfaite vénération, avec lesquels, Monsieur, je fais profession de vous honorer. » Cf. Théoph. BÉRENGIER, *op. cit.*, II, p. 33-34.

de la ville vinrent lui offrir vingt-quatre bouteilles de vin d'honneur. M. du Tillet, dernier évêque d'Orange, ne voulut point passer, en 1777, à l'évêché du Mans. « J'ai épousé l'église d'Orange, dit-il, je ne puis la quitter. » En 1788, ce prélat, à la demande du clergé de France, fut transféré à Grenoble où il s'agissait de remplacer le malheureux Bonteville. M. du Tillet donna un consentement qui lui fut demandé de toutes parts, puis le retira et rentra à Orange. A cette nouvelle, la ville est illuminée, toute la population court à la rencontre de son pasteur, détèle ses chevaux et s'abandonne à un véritable délire. « C'est trop, mes enfants, c'est trop », répétait le bon évêque. Ces exemples, ces nombreux prélats que nous avons vu s'attacher aux diocèses les plus modestes, malgré la facilité que la protection, le crédit de leurs amis, leur offraient d'en sortir, nous prouvent quel esprit de désintéressement, quelle foi animaient de tels évêques. Aussi bien, ces changements de siège que nous voyons trop fréquents avant la Révolution, et qu'on pratique depuis, quoique en moins grand nombre, n'étaient-ils point le principal obstacle au bien que les évêques devaient faire dans leur diocèse. Il y avait un abus très grave qu'il nous faut signaler, le manque de résidence.

CHAPITRE DEUXIÈME

La Résidence

I. Prescriptions du Concile de Trente sur la résidence. — Graves abus au xvi^e siècle. — Elle est mieux observée au xvii^e. — Richelieu à Luçon. — Bossuet, précepteur du Dauphin, donne sa démission de Condom. — Fénelon, Massillon. — Exemples d'évêques pratiquant admirablement la résidence au xviii^e siècle. — Révolte de Mgr de Lamotte contre l'expression : *être exilé dans son diocèse*. — II. Prélats moins zélés, moins résidents. — Leur philosophie du bonheur d'après leurs lettres inédites. — « Il faut écumer sa vie. » — « On fait son bonheur. » — Comment chasser l'ennui. — Occupations, littérature, société. — Mais la vraie société est à Versailles, à Paris. — Fénelon dit que « cette ville est devenue tout le royaume ». — Cette vision tente les évêques dans leurs lointains diocèses. — En route pour Paris. — Train de Le Tellier, archevêque de Reims. — Mot de M^{me} de Coulanges à ce prélat : « Quelle folie d'aller à Reims ! vous vous y ennuierez comme un chien. » — III. Quels prélats manquent à la résidence au xviii^e siècle. — Prétextes invoqués. — Retard à prendre possession de son siège. — Certains évêques ne virent jamais leur diocèse. — IV. On est pourtant forcé d'y paraître. — On cherche à se désennuyer à force de nouvelles de Paris et de Versailles. — Boursault reporter d'un évêque. — Grandes dames de la cour comme correspondantes. — Les courriers attendus avec une extrême impatience. — Mais on n'y tient plus, on repart pour Paris. — V. Proportion des évêques non résidents. — D'après une note de police, plus du quart des évêques présents à Paris en 1764. — Renvoyés dans leur diocèse par arrêt. — VI. Tous les prétextes de non résidence vivement réfutés par M. de Pompignan, archevêque de Vienne. — Plaintes à ce sujet dans les cahiers de 1789.

I

La première condition pour bien gouverner un diocèse c'est d'y être. Le concile de Trente, voulant corriger sur ce point les abus graves dont on avait à se plaindre, rappelle avec insistance aux évêques, aux cardinaux, les devoirs de

la résidence. Il s'élève avec vigueur contre les prélats qui, « s'oubliant eux-mêmes et leur propre salut, préférant les choses de la terre à celles du ciel, les intérêts humains aux choses de Dieu, font toute l'occupation de leur vie d'être continuellement errants et vagabonds en diverses cours, ou dans le soin et l'embarras perpétuel des affaires temporelles, abandonnant leur bergerie et négligeant les soins des brebis qui leur sont commises. » Le concile¹ les avertit qu'ils se rendent coupables d'un péché mortel, s'ils s'absentent plus de trois mois sans cause légitime. Pour donner une sanction à son ordonnance, il prescrit qu'il soit retenu aux non résidants une partie de leurs revenus, qu'en cas de récidive le métropolitain procède selon les canons contre le récalcitrant, et le plus ancien évêque de la province contre le métropolitain. Il fallut du temps pour que cette injonction portât ses fruits. Le cardinal de Lorraine, l'un des Pères qui réclamèrent le plus vivement ce décret, possédait 900.000 livres de rentes en bénéfices, parmi lesquels plusieurs archevêchés et évêchés. Cette étrange habitude de donner certains évêchés en commende, de les livrer parfois à des enfants, rendait toute résidence impossible.

Le Camus, évêque de Belley, s'écria un jour en chaire, en présence de plusieurs évêques qui purent faire leur examen de conscience : « Quand un curé ne réside point, quand il ne veut point obéir, on a recours à Monseigneur son évêque; on écrit à Monseigneur, à Paris, qu'un tel, etc... Monseigneur fulmine. Voilà qui est bien, voilà qui est selon les canons. Mais, Monseigneur le prélat, qui ne résidez point, que peut-on dire de vous ? » Tout le monde ne goûtait pas ce langage. Le savant Guillaume du Vair croyait pouvoir être à la fois premier président du parlement de Provence, en résidence à Aix, et en même temps évêque de Lisieux en Normandie, où il n'allait jamais. Evidemment le roi ne voulait pas être agréable à Richelieu quand il lui écrivit, lors de la disgrâce du maréchal d'Ancre : « Allez à Luçon faire les devoirs de votre

1. Sess. VI, de ref. ch. I; sess. XXIII, de ref. ch. I.

charge, et exhorter vos diocésains à se conformer aux commandements de Dieu et aux miens. » Cependant Richelieu avait déjà donné l'exemple de huit années de résidence à peu près continue, dans un diocèse qui ne connaissait guère ses évêques depuis soixante ans ¹. Elle est bien mieux observée dans la seconde moitié du xvii^e siècle. La résidence, quoique parfois violée en fait, apparaît alors comme une obligation rigoureuse, à laquelle on ne peut se soustraire qu'au péril de son âme.

Le Camus, évêque de Grenoble, se montre particulièrement strict en théorie et en pratique. Il a trop souffert des « mille désordres que *deux cents ans de non résidence* ont autorisés » dans son diocèse, pour ne pas la condamner avec vigueur. En 1686, il peut se rendre le témoignage d'avoir inviolablement observé, depuis seize ans, « l'obligation étroite de la résidence. » Il dit au sujet d'un évêque qui a retrouvé la faveur du monarque : « Le voilà rentré dans les bonnes grâces du roi, puisqu'il est à Paris. Pour demeurer dans celles de Dieu, je souhaite qu'il retourne promptement à son diocèse. » Il déplore l'absence de M. d'Orléans (Coislin, évêque d'Orléans). « Est-il possible, s'écrie-t-il, qu'une si bonne âme, si innocente, si pure, se damne misérablement pour des péchés d'Etat. » Le Camus n'y tient plus et il sermonne le prélat de cour. « J'ai écrit, dit-il, à M. l'évêque d'Orléans sur sa non résidence... Il n'y a que Dieu seul qui puisse déterminer les gens comme nous à quitter honneurs, biens et cour, quand on est dans les emplois ². »

Heureusement beaucoup de prélats parlent et agissent comme l'évêque de Grenoble. On sait que Bossuet hésitait à accepter les fonctions de précepteur du dauphin, les jugeant inconciliables avec ses devoirs d'évêque ; aussi donna-t-il sa démission de l'évêché de Condom ³. Fénelon ne prit l'archevêché de Cambrai qu'à condition de résider neuf mois dans son diocèse ⁴. Massillon, une fois évêque

1. « Il était en ce temps-là si peu ordinaire de voir un jeune évêque résider, que cette sage conduite donna une grande réputation à l'évêque de Luçon. » *Vie manuscrite du cardinal de Richelieu*, Bib. de l'arsenal.

2. *Lettres de LE CAMUS*, p. 88, 90, 115, 137, 152, 190, 191, 481.

3. A. FLOQUET, *Etudes sur la vie de Bossuet*, t. III, 482-484, 517-521.

4. Fénelon écrivait dans un mémoire destiné à prouver que M. de

de Clermont, ne parut plus à l'académie. Certaines nécrologies en disent long, en peu de lignes, sur les vertus de quelques prélats. « 10 novembre 1685. M. le cardinal Grimaldi est mort à Aix, âgé de plus de 80 ans. Ce prélat n'était point sorti de son diocèse depuis qu'il en était archevêque, que pour des affaires de la dernière importance. Pendant sa maladie, les églises n'ont point été fermées même la nuit. C'était le père des pauvres, aimé de tout le monde ¹ ». On voit que Louis XIV aurait pu dire à plus d'un prélat les paroles qu'il adressait à Nicolas Colbert, en passant à Auxerre pour se rendre au siège de Besançon : « Monsieur d'Auxerre, il faut bien vous venir voir, puisqu'on ne vous voit pas à la cour. » Moins héroïque que ces évêques résolus à ne jamais quitter leur diocèse pour paraître à Versailles, mais encore dignes d'éloges, étaient ceux qui savaient allier avec un brin de cour le devoir de la résidence ².

On aime enfin à voir les prélats les plus occupés, les plus mêlés aux intérêts d'Etat, se rappeler que le premier devoir de leur charge est le soin de leur diocèse. « Quelque accoutumé qu'il fût aux affaires, dit Saint-Simon du cardinal Forbin-Janson, quelques agréments qu'il trouvât dans le monde, où il était universellement honoré et où il avait beaucoup d'amis parce qu'il en méritait, quelques faveurs, quelques distinctions qu'il trouvât toujours à la cour, il ne se plaisait nulle part tant que

Beauvau, évêque de Tournai, devait quitter la cour pour rejoindre sa ville épiscopale : « Des laïques, pleins d'honneur, de bon sens et de zèle pour le roi, peuvent croire que M. l'évêque de Tournai ne doit pas revenir, parce qu'ils ne sont sensibles qu'aux motifs d'attachement et de reconnaissance pour S. M. Mais il est facile de prouver qu'on peut accorder les sentiments de la reconnaissance la plus vive et de l'attachement le plus inviolable avec les règles canoniques, que le devoir de l'évêque ne nuit en rien à celui de sujet, et qu'en faisant tout pour le roi, il peut ne manquer ni à Dieu ni à l'Eglise. » *Corresp. génér.* V, 288. Louis XIV fut de l'avis de Fénelon et M. de Beauvau dut partir pour la Flandre.

1. Bibl. nat. Mss. fr. 10265.

2. « L'abbé de Mailly, nommé à l'archevêché d'Arles, dit au roi, en prenant congé, qu'il ne pouvait se résoudre à être longtemps sans le voir, et qu'il le suppliait de trouver bon qu'il vint passer trois semaines tous les ans à Versailles, qui serait le seul objet de son voyage. En effet, il n'y manqua point et ne s'arrêtait point à Paris. Il débarquait chez moi, je le couchais dans un trou d'entresol qui me servait de cabinet, et le roi lui savait le meilleur gré du monde d'une conduite qui lui marquait un attachement dont il était jaloux, sans entamer les devoirs de l'épiscopat et de la résidence. Et l'archevêque en profitait pour voir par lui-même tous les ans ce que les lettres ne pouvaient lui apprendre. » SAINT-SIMON, t. III, p. 197-198.

dans son diocèse, où il était singulièrement respecté et il se peut dire adoré, surtout des pauvres de tous les états à qui il faisait de grandes aumônes. Tant qu'il a été en France, il a toujours passé plus de sept ou huit mois tous les ans à Beauvais, à y visiter son diocèse et à y remplir toutes ses fonctions avec beaucoup d'application et de vigilance ¹. »

Au XVIII^e siècle nous trouvons aussi des évêques longtemps absorbés par des affaires publiques, se préoccuper des devoirs de la résidence. Pour certains, le désir de trouver un peu de calme après une vie agitée fait facilement accepter la solitude. Tencin se retira dans son diocèse pour se ménager, disait-il, un intervalle entre la vie et la mort. Le cardinal de Bernis s'attache à son archevêché. Cette observation de la résidence lui vaut des témoignages d'admiration. « Vous êtes donc, Monsieur, lui écrivait l'Infant de Parme, le 21 décembre 1764, dans la résolution de passer une année entière à Alby; cela est admirable et digne d'un bon archevêque. » Joly de Fleury lui parle dans sa correspondance « d'un grand archevêque qui, revêtu de la pourpre, aime mieux visiter son diocèse albigeois que de recevoir dans la capitale les respects de tout le monde ² ». L'un des derniers précepteurs de princes, Mgr de Coetlosquet, imitant l'exemple de Bossuet, avait donné, en entrant en fonctions, sa démission de l'évêché de Limoges. M. de Pompignan allait avoir lui-même l'occasion d'appliquer les principes exposés dans ses écrits en se démettant de l'archevêché de Vienne, lorsqu'il fut appelé, en 1789, à remplacer M. de Marbeuf comme ministre de la feuille. Nombre d'évêques de la plus haute naissance montraient la même exactitude à observer le devoir de la résidence. M. de Fontanges, aumônier de la reine, est nommé par sa protection évêque de Nancy. Bachaumont ³ lui rend le témoignage, en 1787, que depuis 1783 il n'est pas sorti de son diocèse. On cite

1. *Mémoires de SAINT-SIMON*, VI, 406.

2. MASSON, op. cit. p. 54-55. Bernis résida à Albi les années 1765 et 1766. Du reste, son exil ne fut pas long; il fut nommé ambassadeur de France à Rome.

3. *Mémoires*, 21 février 1787.

parmi les évêques très résidants : M. de Durfort, archevêque de Besançon, M. de Malide, évêque de Montpellier, M. de Bruyères de Chalabre, évêque de Saint-Pons. Il y a des sièges, comme Perpignan, qui jouissent durant tout le XVIII^e siècle de la présence de leur évêque. De M. de Grignan à M. de Puységur, évêque de Carcassonne, ce dernier est le premier à ne pas résider. Il y a des provinces entières, comme la Gascogne¹, où les prélats sont fermes à leur poste. A Auch, Montillet corrige par sa surveillance attentive les abus introduits pendant l'absence de son prédécesseur, le cardinal Polignac. A Aix, Plaicard de Raigecourt ne s'éloigne jamais de son troupeau durant trente ans d'épiscopat. C'est aussi pendant trente ans que le dernier évêque d'Agde, M. de Saint-Simon de Sandricourt, reste fidèlement au milieu de ses diocésains et de ses livres. On remarqua que l'avant-dernier évêque de Couserans, M. de Marnays de Versel, ne quitta que deux fois ses ouailles pour affaires majeures. A Pamiers, M. Gaston de Lévis garde une scrupuleuse résidence pendant ses quarante-six ans d'épiscopat. Le dernier évêque de Dol, M. de Hercé, ne se plaît que dans son diocèse. Obligé de passer quelque temps dans la capitale comme délégué des Etats de Bretagne, il écrit : « Je n'ay plus que neuf à dix jours à rester dans ce pays-ci. Il y a si longtemps que je bâts le pavé de Paris de mon corps que j'en suis excédé de fatigue et d'ennuy. » Connaissant ces dispositions, quelques prélats moins résidants faisaient ordonner leur clergé par l'évêque de Dol, qui s'y prêtait avec une extrême bonne grâce². M. de Lamotte, évêque d'Amiens, s'indignait qu'on pût parler d'exil dans son diocèse. « C'est à la cour, disait-il, ou dans la capitale que nous sommes exilés ! mais c'est une

1. TOREILLES, *op. cit.*, MONLEZUN, *op. cit.* Voir en particulier, sur la scrupuleuse résidence de M. de Cugnac, évêque de Lectoure, un article de M. PLIEUX, *Revue de Gascogne*, 1879, p. 225.

2. Il écrivait le 3 avril 1784, à M. Bareau de Girac, évêque de Rennes : « Vos ordinands sont arrivés d'hier dans mon séminaire. Soyez bien sûr que vous ne pouvez me faire plus de plaisir que de me fournir l'occasion de vous être bon à quelque chose. » Dans ses 23 années d'épiscopat, M. de Hercé ordonna 576 prêtres en majorité étrangers à son diocèse. — Cf. Ch. ROBERT, *Urbain de Hercé*, p. 39-41, 141.

plaisanterie méchante de prétendre qu'un évêque est exilé au milieu de son troupeau. »

Nous voyons un sévère censeur du clergé, en 1789, reconnaître que certains prélats, « pendant plus de quarante ans, n'ont pas passé trois semaines à Paris, hors du temps des assemblées où ils ont été députés ». La Bretagne nous montre Amelot, évêque de Vannes, et la plupart de ses pontifes fidèles à la résidence. Nous voyons les prélats observer ce devoir dans des contrées qui n'avaient point assez de paroisses pour les occuper. M. de Fumel ne quitte son troupeau que pour se rendre tous les ans aux Etats du Languedoc. Le président Dillon, archevêque de Narbonne, disait en le voyant arriver : « Voici l'ermite de Lodève qui vient quêter pour sa ville et pour son diocèse ¹. » Il fallait de la vertu à M. La Broue de Vareilles pour ne jamais sortir de ses montagnes de Gap ; à M. de la Cropte de Chanterac, de son petit évêché d'Alet ; à M. de Maillé La-Tour-Landry, de son village de Saint-Papoul, que le dicton excluait formellement du *Beati qui habitant urbes* ². Il fallait presque de l'héroïsme, quand on avait parents et amis à la cour, pour rester enfermé dans la pauvre ville de Senez, triste, noire, humide en hiver, capitale d'un diocèse comprenant trente-deux paroisses et trente succursales. M. de Beauvais, que nous avons vu arriver si péniblement à l'épiscopat à cause de sa tache de roture, n'y tenant plus ³ et ne voulant pas manquer à ses devoirs, donne sa démission, en 1783, et vient habiter Paris, sous le toit de Mgr de Juigné. Un Castellane-Adhémar lui succède. En 1789, Mgr de Ruffo de Bonneval est sacré évêque de Senez. Il se montre intrépide dans la persécution, et il s'éprend tellement de son pauvre diocèse qu'après la Révolution, lorsqu'on lui offre le siège d'Avignon, il refuse en s'écriant : « Que l'on

1. LAURENT, *op. cit.* p. 233. LAZAIRE, *op. cit.*

2. Les *Nouvelles ecclésiastiques*, 1785, p. 138, disent ce prélat « un des plus exacts sur l'article de la résidence ».

3. Il était peut-être aussi fatigué de ne point comprendre le langage du pays. Il avait été question de réunir le siège de Senez à celui de Digne. Mgr de Beauvais vécut à Paris dans l'intimité de Mgr de Juigné. Il s'occupa de former un séminaire de prédicateurs auxquels il fit donner des leçons, mais sans succès, par l'abbé Auger. Les évêques de Senez se mirent à habiter Castellane qui est dans une position riante.

me rende ma pauvre église de Senez. Elle est petite, elle est pauvre, elle est perdue dans la montagne, mais c'est l'épouse de ma jeunesse, c'est mon unique. Je suis et je serai à elle à la vie et à la mort ¹. »

II

Quand on est animé de tels sentiments, quand on a à ce point la conscience de ses devoirs épiscopaux, la résidence est facile. Mais tous les évêques de l'ancien régime n'étaient point aussi apostoliques. Ceux même qui étaient entrés dans l'Église avec une vocation suffisante, pouvaient avoir la tentation de concilier les exigences de leur charge spirituelle avec les satisfactions honnêtes, mais humaines, que procuraient les relations du monde, leur noble parenté, leur situation temporelle, les distractions, les voyages, surtout Paris et Versailles.

Prenons un de ces prélats d'intelligence vive, de culture affinée, mais de ferveur moyenne et plutôt faible. Comment va-t-il arranger sa vie ? Il a accepté un évêché de province, et il le fallait bien, puisqu'il n'y en a qu'un dans la capitale. Il est peut-être à cent, deux cents lieues de Paris. Il espère s'en rapprocher un jour, mais, en attendant, il faut arranger pour le mieux son existence dans la situation où on se trouve. Cette existence, il la veut heureuse. « Il faut écumer la vie, écrit-il. On peut toujours en prendre une surface agréable. Il ne faut pas en sonder le fond. J'y trouverais le plus souvent plus de regrets que de plaisir. » Pourquoi, en effet, tant creuser et se tourmenter. « Dans la classe où nous vivons, ajoute le noble prélat, il n'y a de malheur que celui qu'on se fait soi-même, et un autre tour d'imagination est la baguette de la petite fée. » Souvent les tristesses finissent par la gaieté et les tragédies par la comédie. « On fait ainsi son bonheur. » Ces observations sont d'un fin psychologue.

1. Voy. *Vie de Mgr de Ruffo-Bonneval*, par le R. P. BÉRENGIER. Son frère avait été nommé évêque de Senez à la démission de M. de Beauvais et avait refusé.

Notre félicité dépend surtout de nous-mêmes. Mais encore faut-il trouver en dehors de nous les aliments qui l'entretiennent. Notre évêque ne paraît pas les chercher dans la piété. Ces occupations, occupations administratives, occupations intellectuelles, sont un grand secours et une grande satisfaction pour lui. « J'ai, dit-il, tant d'intérêts qui se succèdent, que tous les moments sont remplis, et je ne connais pas l'ennui, le plus affreux poison de la vie¹. » Et ailleurs : « Vous savez à quel point ma douce littérature me rend mes loisirs agréables. Elle me console de la jeunesse que j'ai perdue ; elle suspend le sentiment d'une vie qui s'envole. Cette douce littérature, compagne de ma vie, sème de fleurs les intervalles des affaires. Je suis comme l'habitant d'un beau climat, je me réchauffe à mon soleil. »

Mais on ne peut pas toujours travailler ni faire de la littérature. Viennent alors les plaisirs de société. « J'éprouve, écrit notre prélat, une lassitude de corps et d'esprit qui n'aurait besoin que d'un moment de conversation libre et confiante pour être dissipée. » Il faut donc voir du monde, mais des gens choisis, car « il n'y a, ajoute-t-il, que la bonne compagnie qui sache réunir la liberté, la grâce et la noblesse ». Ce n'est pas que notre évêque soit assuré de trouver le bonheur même dans la société la plus exquise. Il a une âme trop sensible, une impressionnabilité trop mobile pour se contenter longtemps de la satisfaction la plus agréable. Il emploie une image heureuse pour peindre cette inquiétude du cœur de l'homme pour lequel le commerce avec ses semblables est à la fois une nécessité et un ennui. « J'ai, écrit-il, rêvé depuis quelques jours dans mes loisirs sur la tristesse physique du monde, et j'ai trouvé que chacun de nous était un peu comme une planète errante qui est sans cesse attirée par toutes les autres planètes et qui se promène toujours dans le même vide². »

1. Et encore, 9 novembre 1782 : « Je ne sais ce que peuvent faire ceux qui sont sans occupation. Je n'aurais que des regrets et des ennuis sans les affaires et sans les goûts qui me suivent dans mon cabinet. »

2. Lettres du 8 avril 1776, 26 février 1781, 2 janvier et 31 décembre 1784. — Le même écrit le 3 décembre 1784 : « Vous avez donc éprouvé cet affa-

Parmi les planètes dont l'attraction était presque irrésistible avant la Révolution, il fallait compter surtout Paris et Versailles. C'est là que siégeait la bonne compagnie réunissant « liberté, grâce et noblesse ». C'est là, dans la cité unique et tout près, à la cour, qu'on trouvait véritablement la vie. Fénelon pouvait déjà dire de Paris : « Cette ville est devenue à elle seule tout le royaume. » Montesquieu écrivait en 1740 : « Il n'y a en France que Paris et les provinces éloignées, parce que Paris n'a pas encore eu le temps de les détruire. » En 1789, un publiciste affirmait que « la tête énorme du monstrueux royaume de France » venait encore de « recevoir tout récemment un accroissement prodigieux par les nouvelles murailles¹ ». Plus on avance vers la Révolution, plus l'attrait de Paris semble augmenter. Les évêques ne songent pas à s'en défendre. « Vraiment, écrit l'un d'eux, la province est bien stérile en intérêts pour nous, que Paris a trouvé le moyen de gâter dans tous les sens. Nos sociétés, nos connaissances, nos projets, tout nous rappelle à ce Paris dont nous disons d'ailleurs tant de mal avec raison. » On se donnera, en effet, la satisfaction de dauber sur Paris, de le comparer avec la province, de prononcer même en faveur de cette dernière². Un évê-

dissement que vous ne pouviez pas imaginer, et je puis vous assurer que vous n'avez pas en vous-même la moitié des raisons qui me le donnent. Cela tient à beaucoup de choses qui vous sont étrangères. Je crois qu'il faut repousser les sentiments qui nous éloignent de la société. Elle a des agréments dont il ne faut pas se priver par un ennui qui ne permet pas de les sentir. Cependant je jouis de ma solitude quand elle est involontaire, et quand elle ne me laisse point de remords. » Toutes les lettres citées dans ce chapitre et inédites sont prises des *Archives Nationales*.

1. Lettre de Fénelon, 10 septembre 1711. — LAURENT, *op. cit.*, 1789, p. 226.

2. 3 décembre 1777 : « Je me porte très bien, toujours fort content de mon cabinet ou de mes affaires, quand je suis hors de Paris, car je ne connais de sentiment importun et pénible que ceux qui viennent des tracasseries de bonne compagnie et des petites intrigues de cour. Je ne les retrouve point ici et c'est ce qui forme les dédommagements de la province. » Et cette comparaison entre Paris et la province : « Il y a plus de vertus privées à Paris qu'en province. On y est plus facile dans sa famille, plus obligeant dans sa société, plus aimable dans le monde, et tout ce qui est utile et agréable aux autres est sans doute de la vertu. Mais il y a plus de vertus publiques en province. Chacun y remplit mieux les devoirs de sa place. On s'occupe plus d'objets utiles. On a moins d'intérêts personnels auxquels on puisse les sacrifier. On n'est point détourné par l'ambition. On l'est moins par les plaisirs et les sociétés ; et les sociétés à Paris, les plaisirs et la cour ne permettent pas de conserver la plus faible idée ou du moins le plus faible désir du bien public. » *Lettres* des 5 février 1777, 13 décembre 1783, 4 février 1784, 15 février 1788.

que s'écriera, au moment de partir pour la grande ville : « Il ne restera plus rien de moi quand je serai confondu dans le monde de la capitale, puisque je ne serai plus rien à mon arrivée... Vains honneurs de la province évanouissez-vous. » Après cette tirade, notre prélat conclura en ces termes une de ses lettres : « Je puis vous dire que mon séjour » dans mon diocèse « m'a été infiniment agréable. Il me l'est encore plus depuis que j'en vois le terme. Quand je regarde les astres, j'aime bien ma lunette ; mais je sens bien qu'elle n'a de prix que par ce qu'elle me fait envisager. La province est la lunette au bout de laquelle on regarde toujours Paris ». Mais ne vaut-il par mieux voir Paris de près qu'à travers une lunette. Cette vision de la ville et de la cour, qui hantait le moindre anobli dans sa gentilhommière, vient solliciter chaque évêque dans sa province comme une obsession fascinatrice. L'ordination, en imprimant un caractère sacré, en créant de nouveaux devoirs, n'a point supprimé les liens de parenté, les relations, les instincts de race, les besoins créés par l'habitude.

Comment être transplanté tout à coup de la ville, de la cour, à Riez, à Senez, à Acqs, à Lombez, à Saint-Papoul, à Saint-Pons, — car à cette époque, où l'épiscopat était l'apanage d'une caste, il y avait de grands noms pour les plus petits sièges, — sans être tenté de quitter de temps en temps sa retraite pour retrouver dans l'entourage du roi, dans l'atmosphère de la capitale, les distractions, le mouvement et la vie. Parfois une sorte de nostalgie s'empare des pauvres exilés en ces cités lointaines qui s'appellent Lectoure, Vabres, Dol, Tarbes, Gap, Sisteron et même Orléans. Fléchier, dès son arrivée à Lavaur, se plaint « des mauvaises compagnies de ce pays ». Il finit pourtant par s'en accommoder et tient ferme à son poste. Combien sont moins héroïques et ne résistent point à la tentation de partir. « J'ai fait mon palais épiscopal si beau, disait un évêque de Viviers, que mes successeurs ne voudront jamais le quitter. » Le prélat constructeur avait, en effet, bâti splendidement à Viviers ; mais son palais ne valait pas celui de Versailles, et il n'y avait pas

la cour, et Paris était loin. C'est pour les aller voir et revoir que les prélats délaissent leurs plus belles demeures. « Je pars dans treize jours », écrit l'un d'eux. Le voilà en route pour la capitale. Une brochure de 1789 raconte l'anecdote suivante. Un évêque des extrémités de la France se rendait à Paris pour y passer l'hiver. Arrivé dans le village de ***, il descend chez le curé du lieu, demande à se confesser avant de célébrer la messe. « Volontiers, Monseigneur, si vous voulez retourner sur vos pas, aller dans votre diocèse et y remplir vos devoirs. » Le prélat, étourdi par cette remontrance, accepte la leçon, et revient à son troupeau qu'il ne quitta plus, et qui le récompensa de son sacrifice et de son zèle par son attachement et sa vénération. « Quel curé, mais aussi quel prélat ! », ajoute le narrateur ¹.

Les évêques, en route pour Paris, ne trouvaient pas toujours des curés pour leur crier halte-là, et quand ils allaient du train de Le Tellier, archevêque de Reims ², et même de Dubois, il eût été difficile de les arrêter. Une fois dans la capitale, comment n'y point prolonger son séjour, comment se défendre contre le charme de la société, la fascination de la cour, les mille attrait d'une ville, où il faisait si bon vivre, selon le mot de Talleyrand, où une civilisation raffinée multipliait les jouissances, aiguïait l'esprit, répandait les grâces, et renouvelait sans cesse l'intérêt et la curiosité par une scène toujours mouvante de comédies à cent actes divers. C'est l'hiver et on se meurt d'ennui là-bas, loin, loin dans la ville

1. *Tableau moral du clergé de France, 1789*, p. 9-10.

2. « L'archevêque de Reims revenait hier fort vite de Saint-Germain, c'était comme un tourbillon : il croit être grand seigneur, mais ses gens le croient encore plus que lui. Ils passaient au travers de Nanterre, *tra tra tra* ; ils rencontrent un homme à cheval, *gare, gare* ; ce pauvre homme veut se ranger, son cheval ne veut pas ; et enfin le carrosse et les six chevaux renversent, cul par-dessus la tête, le pauvre homme et le cheval, et passent par-dessus et si bien par-dessus que le carrosse en fut versé et renversé. En même temps, l'homme et le cheval, au lieu de s'amuser à être roués et estropiés, se relèvent miraculeusement, remontent l'un sur l'autre et s'enfuient et courent encore, pendant que les laquais de l'archevêque et l'archevêque même se mettent à crier : « *Arrête, arrête ce coquin, qu'on lui donne cent coups.* » L'archevêque, en racontant ceci, disait : « Si j'avais tenu ce maraud-là, je lui aurais rompu les bras et coupé les oreilles. » *Lettre de Mme de Sévigné à Mme de Grignan, 5 février 1674.* — Dubois allait aussi vite que Le Tellier, mais il envoyait un courrier en avant, pour avertir les gens de laisser passer le cardinal ministre.

épiscopale. Restons à Paris. « Quelle folie d'aller à Reims! disait M^{me} de Coulanges à Maurice Le Tellier, et qu'allez-vous faire là? vous vous y ennuierez comme un chien. Demeurez ici, nous nous promènerons. » « Ce discours à un archevêque nous fit rire, ajoute M^{me} de Sévigné, nous ne le trouvâmes nullement canonique¹. » M. de Reims aima mieux obéir au concile de Trente qu'à M^{me} de Coulanges. Il partit, ce qui ne l'empêcha pas de revenir de temps en temps à Saint-Germain et à Versailles, comme nous l'apprend Saint-Simon. Mais il s'occupait de son diocèse. Le Camus, évêque de Grenoble, écrivait, en 1672, à l'évêque de Luçon : « Je suis très aise, Monseigneur, d'apprendre votre départ de Paris; c'est une certaine glu dont on a peine à se dépêtrer². »

III

Dans l'âge suivant, les tentations de non résidence ne manquèrent pas aux prélats. Au XVIII^e siècle, si l'attraction de la cour diminue, la fascination de la capitale grandit encore. Attendons-nous à y rencontrer plus d'un évêque. Comment empêcher le bâtard du duc d'Orléans, Charles de Saint-Albin, de quitter souvent son évêché de Laon, son archevêché de Cambrai, pour aller à Paris et à Versailles. Il serait trop dur à un Rohan de se contraindre à la résidence. Armand Jules de Rohan-Guéméné, qui eut l'honneur de sacrer Louis XV comme archevêque de Reims, gouvernait son diocèse par ses suffragants ou par des prélats auxiliaires. Il mourut, en 1762, au château de Saverne. Un autre Rohan-Guéméné, archevêque de Bordeaux et puis de Cambrai où le trouva la Révolution, date plus souvent ses mandements de Paris que de ses villes épiscopales. Comme, à une époque, il s'y trouva en

1. *Lettre de Madame de Sévigné, 20 mars 1671.*

2. « Ratabon, évêque d'Ypres, ne bougeait guère de Paris et prétendait qu'il y avait une vapeur dans sa cathédrale qui le faisait évanouir toutes les fois qu'il y entra. C'était un homme d'esprit, du monde, et qui allait si bien avec les Jésuites que ce pouvait être les cendres de Jansénius, son célèbre prédécesseur, qui opéraient cet effet sur lui. » SAINT-SIMON.

danger de mort, les Bordelais voulurent bien se porter dans leurs églises, implorer le ciel pour sa guérison et, à l'annonce de son rétablissement, chanter spontanément des *Te Deum*, illuminer la ville en signe de joie. Les fidèles exigeaient moins qu'aujourd'hui de leurs évêques. Pour le Rohan du collier, ses ambassades, sa charge de grand-aumônier, ses goûts, ne lui permettaient guère le séjour de Strasbourg. Les membres de cette illustre famille paraissaient considérer comme indigne de leur rang de s'occuper des détails du gouvernement d'un diocèse. Ils laissaient ce soin à un évêque auxiliaire, le « valet sacré et mitré » dont parle Saint-Simon.

Les Rohan ne sont pas les seuls à ne point s'inquiéter des obligations de leur charge. Grimaldi, évêque du Mans et puis de Noyon, passe une partie de l'année à Paris. Plusieurs de ses mandements partent de la capitale ou sont signés de ses grands-vicaires. Bonteville, évêque de Grenoble, reste d'ordinaire à la cour ou dans sa maison de campagne de Fougères ; il faut que les pressantes admonestations du parlement de Grenoble le rappellent au devoir de la résidence ¹. Il eût fallu adresser les mêmes remontrances à l'avant-dernier évêque d'Angers avant la Révolution, M. de Grasse, dont on disait « qu'il aurait été meilleur gouverneur de province qu'évêque ». Rentré un jour dans sa ville épiscopale la veille d'une ordination, il trouva tout simple de faire dire à M. Emery, alors son grand-vicaire et supérieur du grand séminaire, que la fatigue de son voyage l'empêchait de la faire. M. Emery accourt auprès du prélat qu'il trouve couché. Il lui représente que les ordinands sont prêts, que le prétexte de la fatigue ne peut tenir devant un devoir formel, que son abstention ferait scandale. L'évêque objecte alors le bruit, les courants d'air qui l'incommodent dans la cathédrale. « Eh bien ! » réplique M. Emery impatienté, Monseigneur, levez-vous, nous allons dresser un autel et nous ferons l'ordination dans votre chambre. »

1. *Revue du Dauphiné*, I, 317.

2. Abbé TRESVAUX, *Histoire de l'Eglise et du diocèse d'Angers*, 1858, I, 342. LETOURNEAU, *op. cit.* III, 187-188.

M. de Grasse se leva et finit par se rendre à la cathédrale. Mais il ne fut pas converti, car quelque temps plus tard, les séminaristes furent ordonnés par M. de Crussol d'Uzès dans une église de campagne du diocèse de la Rochelle, l'évêque d'Angers n'ayant pas voulu quitter la capitale. Le dernier évêque d'Avranches, Godard de Belbeuf, fait suivre ses apparitions dans son diocèse de plusieurs mois, parfois de deux ou trois ans d'absence. Il fait les ordinations quand il se rencontre dans le pays. Quand il n'y est pas, les ordinands se transportent à Coutances et surtout à Dol. Il veut bien cependant encourager de loin les œuvres diocésaines, telles que la construction d'un collège ¹. De dignes prélats, comme M. de La Tour du Pin, se permettaient de manquer à la résidence ².

La participation du clergé aux affaires publiques, les fréquentes délégations données aux évêques par les pays d'Etats, le droit de présence au parlement accordé à quelques-uns comme pairs de France, les délibérations de la commission des réguliers, les assemblées quinquennales du clergé de France, l'assemblée des notables, les charges à la cour, n'offraient que trop d'occasions, trop de prétextes, aux prélats de se rendre à la capitale. Qui pourrait songer à renvoyer dans son diocèse, où il ne passe guère que trois mois, Champion de Cicé, si occupé, à Paris, à défendre, à organiser l'assemblée de la Haute-Guyenne, et plus tard l'assemblée provinciale de la généralité de Bordeaux? Pourquoi obliger M. de Noé, évêque de Lescar, à habiter sa petite ville? Ne fait-il pas mieux de rester à Pau, pour être à portée de remplir ses fonctions de président des Etats de Béarn, de premier conseiller d'honneur au parlement de Navarre? Il serait cruel de renfermer dans les limites de son diocèse d'Arles l'activité de M. de Jumilhac, qui se plaît beaucoup à Paris et qui a le prétexte de la commission des réguliers.

1. LE CAMUS, *Histoire des évêques de Coutances et d'Avranches*.

2. M. de La Tour du Pin, évêque de Nancy, fut nommé, en 1783, à l'archevêché d'Auch. On le regretta. « On oublia ses longues absences, ses fréquents séjours à Versailles » selon la mode du temps. « Il fut absent de son diocèse tout l'hiver de 1782 et ne rentra qu'à l'Ascension. » Abbé MARTIN, *op. cit.*, p. 19-20. — M. de Chalabre, évêque de Saint-Omer, toujours malade, ne résida guère.

Marbeuf est vraiment trop absorbé par sa feuille des bénéfices, par les mille sollicitations qui arrivent de toutes parts au distributeur des grâces, pour résider à Autun. Il ira tous les ans y passer trois semaines ou un mois, pour voir la situation et mettre ordre aux principales affaires. Il gouverne par ses grands vicaires. Transféré, en 1788, à l'archevêché de Lyon, à la mort de M. de Montazet, il ne trouva jamais le temps de paraître dans son nouveau diocèse¹ ni d'en prendre possession par lui-même. Et cependant Lyon méritait bien l'honneur d'une visite. Conzié, évêque d'Arras, doit être souvent à Paris, à Versailles, pour entretenir le roi, les ministres, de la province d'Artois. Dillon vient leur parler des Etats du Languedoc.

Les nouveaux élus se décident difficilement à aller rejoindre leur poste. Il n'était point alors d'usage de se presser. Christophe de Beaumont lui-même, qui fut un modèle de résidence, fit attendre plus d'un an, comme son prédécesseur Bellefonds, sa bonne ville de Bayonne, dont les magistrats lui exprimèrent leur impatience de le « voir et de le posséder² ». Un de ses successeurs, M. de La Ferronnays, mit deux ans à venir. M. de Bourdeilles, nommé à Tulle, tarde à arriver et en part bientôt pour aller à Soissons. Le successeur de Puységur à Carcassonne, M. de Vintimille, a été sacré le 2 octobre 1788. Il semble que la fermentation des esprits à la veille des Etats généraux et bientôt les premiers décrets de la Constituante, auraient dû hâter le départ du prélat pour son diocèse. M. de Vintimille manifeste, en effet, dans plusieurs lettres, le désir de se rendre à Carcassonne. Mais l'année 1790 l'en trouve encore éloigné par le soin de ses affaires et de sa famille. « Je compte, écrit-il d'Aix en Savoie, le 14 janvier 1790, dans le courant de la semaine prochaine, bénir le mariage d'une nièce avec un

1. PERRIER, *Histoire des archevêques de Lyon*, 1887, p. 131-136. — Abbé DURIEUX, *op. cit.*, p. 17. — Les *Nouvelles ecclésiastiques* (1790, p. 58) rapportent, à ce sujet, de Marbeuf ce que Fleury disait de « cette espèce d'évêques commendataires, que pour tout ainsi faire par autrui, un seul aurait suffi dans toute la France et même dans toute l'Eglise ».

2. P. REGNAULT, I, 79, 84. — DUVOISIN, *Vie de M. Daguerre*, 1881, in-8. — Loménie de Brienne, transféré de Toulouse à Sens dans les premiers mois de 1788, ne fit son entrée à Sens que le 3 mai 1790.

homme du même nom que nous. Les avantages de cet établissement, et les vœux de tous les miens pour terminer cette affaire si essentielle pour notre race, ne m'ont pas permis de m'éloigner d'eux. Bientôt, après ce sacrement, je me propose de prendre la route de Carcassonne, où j'ai plus le désir de me rendre que je ne puis le dire.» Cependant on s'impatiente à Carcassonne de cette absence prolongée. On écrit de cette ville aux *Nouvelles ecclésiastiques* : « Notre diocèse est sans évêque, quoique depuis environ deux ans M. l'abbé de Vintimille ait été nommé et sacré pour l'être, et qu'il en perçoive les revenus. Que fait-il tantôt à Paris, tantôt au château de Braqueville, tantôt à Bruxelles, au duché de Limbourg ? » Le journal janséniste s'était déjà plaint du prédécesseur de M. de Vintimille à Carcassonne, M. de Chastenet de Puysegur. « Depuis plus de dix ans qu'il gouverne cette église, disait-il de lui en 1785, il n'a passé que deux ou trois carêmes au milieu de ses ouailles, observant de n'arriver qu'après le mercredi des cendres et de repartir après Pâques ¹. » Vintimille, après avoir assuré les intérêts de sa race, voulut bien songer à ceux de son diocèse. Une de ses lettres nous apprend que son cuisinier parisien est parti pour sa ville épiscopale ². Lui-même se décide enfin à aller voir Carcassonne, où nous le trouvons au mois de juin 1790, deux ans après sa promotion. La Fare, sacré évêque de Nancy, le 13 janvier 1788, ne se hâte pas d'arriver, au point que le bruit court qu'il est transféré à Bourges. Talleyrand dit dans son mandement à ses diocésains : « Je suis pressé du désir de vous voir. » Mais il comprime facilement ce désir, fait faire ses ordinations par l'évêque de Riez et ne se rend à Autun que lorsque son intérêt électoral l'y appelle.

Un prélat, ordonné presque en même temps que M. de Vintimille, M. de Messey, évêque de Valence, tarda plus de deux ans à rejoindre son poste où il ne fit que paraître.

1. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1785, p. 89, 1790, p. 32.

2. « Comme ma personne est aussi dépourvue que l'est ma maison, écrit-il, le 14 février 1790, j'attends que les effets et le cuisinier qui m'arrivent de Paris, soient rendus à Carcassonne ; je partirai bientôt après, mais il m'est impossible d'indiquer le jour, je ne le sais pas moi-même. » MONERIE DE CABRENS, *op. cit.*, p. 5-16.

tre, au moment d'en être chassé par la Révolution¹. Parfois certains de ces pontifes peu pressés n'ont pas encore trouvé le temps de se rendre à leur évêché quand ils sont déjà transférés à un autre siège². On en trouve qui gardent de longues années le titre épiscopal d'un diocèse qui ne les vit jamais. Le fameux cardinal Polignac mourut en 1741, sans s'être montré à l'église d'Auch, dont il était archevêque depuis quinze ans³.

IV

Il faut bien pourtant interrompre les séjours au dehors, quelque plaisir qu'on y trouve, et revoir de temps en temps ses diocésains. Les évêques peu résidants seront présents de corps en province, mais l'esprit, le cœur sont ailleurs. Ils chercheront à vivre encore de la vie de Paris et de Versailles, à l'aide d'une correspondance active avec des amis bien informés. Au xvii^e et au xviii^e siècles, on ne connaissait point le télégraphe ni nos journaux quotidiens. Quelques-uns cependant étaient publiés soit en France, soit à l'étranger. Les prélats ne manquaient pas de s'y abonner. Nous avons le reçu des publications périodiques que M. du Plessis d'Argentré, évêque de Limoges avant la Révolution, se faisait adresser de la capitale. Il lisait *la Gazette de France*, *le Mercure*, *le Courrier de l'Europe*, *le Journal de littérature, sciences et arts*, *les Annales politiques civiles et littéraires du xviii^e siècle*,

1. 9 janvier 1791. « Mgr de Messey, mis en demeure par lettre du procureur général syndic, du 25 septembre dernier, est arrivé subitement sans s'être fait annoncer. Comme il a été sacré à Paris le 5 octobre 1788, on cherche vainement à comprendre pour quels motifs il a attendu plus de deux ans avant de se décider à venir dans son diocèse. C'est un homme d'environ 43 ans, aux traits fins et délicats, qui a dû être dans sa jeunesse un fort joli garçon. Il appartient à une famille noble, originaire du Charolais. » ROCHAS, p. 75.

2. Tel est le cas de Raymond de Durfort-Léobard, qui a laissé à Besançon une mémoire si vénérée. Il porta deux ans, de 1764 à 1766, le titre d'évêque d'Avranches, lança un mandement dans le diocèse à la mort du dauphin, mais il n'y avait pas encore mis les pieds quand il fut transféré, en 1766, au siège de Montpellier. LE CANU, *op. cit.*, I, 62. Le concile de Trente (de ref. sess. VII, c. 9, sess. XXIII, c. 2) avait prescrit que les prélats devraient se faire ordonner dans le délai de trois mois et de six au plus.

3. OROUX, *op. cit.*, p. 158.

l'Année littéraire et même les *Causes célèbres*¹. D'autres prélats recevaient les journaux étrangers, tels que la *Gazette d'Utrecht*, la *Gazette de Leyde*, la Hollande étant le pays où la liberté était la plus grande.

Les lettres privées suppléaient à l'insuffisance des organes périodiques. C'était un grand bonheur pour M^{me} de Grignan, et aussi pour la postérité, d'avoir pour nouvelliste une correspondante telle que M^{me} de Sévigné. Tous les curieux, tous les exilés en des terres lointaines ne pouvaient demander à leurs informateurs tant de verve et tant de génie ; mais ils tenaient avant tout à l'abondance des nouvelles. Au xvii^e siècle, l'évêque de Langres, ce M. de Simiane que Saint-Simon appelle « le bon Langres », dont il dit qu'il « n'avait rien de mauvais même pour les mœurs, mais qu'il n'était pas pour être évêque », M. de Langres, élevé à la cour et de très bonne heure premier aumônier de la reine, souffrait loin de Versailles durant les rares séjours qu'il faisait dans son diocèse, pour y remplir ses fonctions épiscopales et aussi pour s'exercer au billard en vue de prendre sa revanche, à son retour au palais, sur M. de Vendôme et sur M. le Grand. Pour charmer sa solitude, il s'était choisi dans Boursault un reporter attentif à le renseigner sur les choses de cour. De là cette correspondance publiée naguère et qu'on ne peut s'empêcher de trouver trop mondaine pour un évêque².

Les correspondants sont charmants et pleins d'intérêt quand ils s'appellent Boursault ; mais pour avoir les nouvelles de cour et les cancans de ville, rien, semble-t-il, ne peut être plus précieux qu'une correspondante, ou même plusieurs, dames du palais s'il est possible, portant un grand nom et mêlées à la plus haute société. Nous connaissons quelques-unes d'entre elles. Nous savons avec quelle impatience leurs lettres étaient attendues et quel plaisir elles faisaient en province. « Vous ne vous êtes pas mise à ma place », répond un prélat, qui est loin,

1. LOUIS GUIBERT, *op. cit.*, p. 256.

2. COLOMBEY, *Le reporter d'un évêque*. Lettres de Boursault à M. de Simiane, évêque de Langres, 1891, 1 vol. in-12.

bien loin de la capitale, « vous auriez vu que c'est une grande douceur que de recevoir des nouvelles d'un pays auquel on revient sans cesse par l'idée de ses intérêts et de ses plaisirs. » Il faut à tout prix savoir ce qui s'y passe. Dans ce but on multipliera les correspondants, on acceptera, au besoin, les confidences d'une plume malhabile et d'un esprit médiocre, pourvu qu'il soit communicatif et bien informé. « Savez-vous, écrit un évêque à une grande dame, quelle est ma meilleure nouvelliste, c'est M^{me} de M... Je suis fort négligé par vous et vous savez qu'elle n'est pas bien habile ; mais elle me dit ce que tout le monde sait et cela fait plaisir dans l'éloignement, cela vaut mieux que votre silence. » Alors, le prélat, pour dépeindre la soif de nouvelles qui le tourmente, emprunte ce souvenir de la Bible. « Je m'imagine, dit-il, que si Balthazar, roi d'Assyrie, avait été enfermé seul dans une tour, cette main qui traça les caractères dont il fut effrayé lui aurait fait le plaisir le plus sensible. On ne sait vraiment pas à quel point cela fait plaisir d'avoir une correspondance de si loin. Je suis sevré de toutes les sociétés. » Des nouvelles, des nouvelles. « Les plus indifférentes nous font encore grand plaisir. » Il s'agit d'être renseigné sur tout, même sur le « ballon » de Montgolfier. Mais, ô déception, « point de courrier de Paris aujourd'hui », écrit-on, et tel autre jour : « Le courrier de Paris devait arriver hier à quatre heures ; voilà vingt-quatre heures de plus et il n'est pas encore arrivé. Vous concevez mon impatience. » Pour la calmer, il prend la plume. « Il faut pourtant, dit-il, que je cause avec vous. C'est sans objet, mais ce n'est pas sans plaisir. »

Enfin, le courrier est annoncé, courrier de Paris, courrier de Versailles. On ouvre les lettres, on les savoure et on écrit à sa correspondante en ces termes : « Imaginez-vous que vous pourriez me faire tous les deux jours une société charmante ; et quoique vos plus longues visites (les lettres à lire) soient à peine d'un quart d'heure, cependant le plaisir d'y penser les prolonge, et je fais provision de gaieté pour le reste de la soirée. On apporte vos lettres dans un moment où je finis mon travail. C'est

vosre conversation qui me délasse; et il n'y a pas trop de raison de me redire sans cesse qu'elle est trop longue quand je n'ai d'autre plaisir que de la prolonger et d'autre crainte que de la finir.» Que la correspondante ne s'avise point de vouloir mesurer ses lettres à celles qu'elle reçoit; car elle dispose de tout son temps, alors qu'un évêque a par jour plus de « vingt réponses à faire, vingt affaires à suivre, vingt personnes à voir ». Quelle fièvre de nouvelles! Quand la curiosité est aiguisée à ce point, quand on porte ainsi dans les plus lointaines provinces l'obsession de Paris et de Versailles, on peut être présent de corps dans son diocèse, l'esprit, le cœur sont ailleurs et le corps ne tarde pas à les suivre.

Un grand prélat du xvii^e siècle l'avait compris. Le Camus, né à Paris, bercé en sa jeunesse dans les délices de la cour, aumônier du roi, est nommé évêque de Grenoble. Aussitôt, envisageant ses nouveaux devoirs avec l'austérité d'un apôtre, il a décidé de rompre tous ses liens de société, et il y parvient. « Tout ce que je souhaiterais, dit-il au fond de sa province, c'est qu'on ne parlât point de moi à Paris... J'ai cessé d'écrire à Paris et on a cessé de m'écrire, et vous ne sauriez croire quel avantage c'est à un évêque de ne rien savoir du monde et de n'y avoir aucun commerce. » Les prélats du xviii^e siècle dont nous citons les lettres n'étaient pas capables d'un tel héroïsme. Rompre tous les liens de société, oublier Paris et Versailles, surtout y être oubliés, leur eût paru s'enterrer vivants, et ils veulent vivre; et comme en province on ne vit pas, ils s'en vont. Nous avons déjà constaté leur absence. A leur retour, une active correspondance de ville et de cour a continué à les faire respirer dans le lieu enchanteur qu'il avait fallu momentanément quitter. Ils repartent. « J'ai beau faire, écrit l'un d'eux, je ne puis rester » dans mon diocèse « aussi longtemps que je le projette. Il survient toujours une raison qui me rappelle malgré moi ». Et le prélat ne se croit pas en faute. Il calcule que « son séjour à Paris aura été de six mois. S'il faut s'en revenir au mois de novembre, il me semble, dit-il, que j'aurai bien et beau-

coup trop le mérite de la résidence¹ ». Plusieurs évêques partagent ainsi l'année : quatre à six mois de séjour à Paris, quelques mois dans leur ville épiscopale, le reste en voyage ou dans leur maison de campagne. M^{me} de Sévigné, après avoir montré le saint évêque d'Avranches, M. de Tessé, si saisi de crainte de mourir hors de son diocèse qu'il évitait à tout prix d'en sortir, ajoute : « Il y en a d'autres qu'il faudrait que la mort tirât bien juste pour les y attraper². » Cette constatation avait encore son application au xviii^e siècle.

V

On vient de voir par les pages qui précèdent que, parmi les évêques d'ancien régime, les uns résidaient, les autres ne résidaient pas. Quelle est la proportion de ceux qui, à l'exemple de la noblesse, pratiquaient l'absentéisme? Nous savons le nombre des prélats présents à Paris à certaines époques. On connaît les vers de Racine sur la Petite assemblée :

Un ordre, hier venu de Saint-Germain,
Veut qu'on s'assemble ; on s'assemble demain.
Notre archevêque et cinquante-deux autres
Successeurs des Apôtres
S'y trouveront. Or de savoir quel cas
S'y traitera, c'est encore un mystère.
C'est seulement chose très claire
Que nous avons cinquante-deux prélats
Qui ne résident pas³.

Le xviii^e siècle nous offre des renseignements plus détaillés. Les gouvernements d'ancien régime témoignaient

1. Lettres des 16 avril 1776, 19 décembre 1778, 26 février 1781, 27 décembre 1782, 13 décembre 1784, 5 février 1788, 9 mars 1789. — Un évêque écrit, le 2 janvier 1784 : « J'ai pris quelques précautions pour me distraire. Je passerai le mois de janvier à la ville (épiscopale), de février en courses et à la campagne. Je ferai encore quelques écarts dans le mois de mars et je partirai le 13 avril pour Paris. »

2. Lettre du 9 mai 1689.

3. De tout temps le clergé avait eu à se défendre contre la fascination des grandes villes. Nous savons par l'histoire l'affluence des prélats de l'Eglise orientale à Constantinople, depuis que cette cité était devenue la nouvelle Rome et le séjour des empereurs. Les évêques y étaient si nombreux qu'on put tenir plusieurs fois des conciles sédentaires avec les seuls prélats qui s'y rencontraient.

d'une grande curiosité, presque d'une tendre sollicitude à l'égard de l'épiscopat. Dans les questions posées aux intendants, on leur demande si l'évêque de tel diocèse est aimé ou non, « s'il y fait sa résidence ordinaire..., s'il s'acquitte de ses visites, quel crédit il a dans le pays, quel effet il pourrait faire en ces temps difficiles, en quelle réputation il est parmi les peuples¹ ». Cette enquête n'était point vaine, en particulier pour le devoir de la résidence².

En 1764, au fort de la lutte contre le jansénisme, le parlement se fit un malin plaisir de lancer un arrêt contre les prélats qui étaient à ce moment dans la capitale³. Un document, se rapportant à cette époque et conservé aux archives⁴, prouve que le gouvernement avait leurs noms

1. BOULAINVILLIERS, *Etat de la France*, 1737.

2. La législation civile avait consacré le devoir de la résidence par des lettres patentes de Louis XI, en 1475, de Charles IX, en 1560 ; par l'article xiv de l'ordonnance de Blois, par l'article xxiii de l'édit de 1695. Ce dernier article portait : « Si aucuns prélats ou autres ecclésiastiques, qui possèdent des bénéfices à charge d'âmes, manquent à y résider pendant un temps considérable, nos cours de parlement, nos baillis, nos sénéchaux pourront les en avertir. En cas que dans trois mois après ledit avertissement, ils négligent de résider,... pourront faire saisir jusqu'à concurrence du tiers du revenu desdits bénéfices... A l'égard des archevêques et évêques, voulons que nos seules cours de parlement en prennent connaissance, et qu'elles donnent avis à notre très cher et féal chancelier de tout ce qu'ils estimeront à propos de faire à cet égard, pour nous en rendre compte. »

3. « Le 3 mars 1764, un conseiller proposa d'inviter ceux (les évêques) qui se trouvaient à Paris (au nombre de plus de quarante dont il lut la liste) à vérifier par eux-mêmes les *Assertions*... La compagnie parut faire moins d'attention au point de vue proposé qu'au grand nombre d'évêques qui semblaient oublier le devoir de la résidence, que leur imposent les lois de l'Eglise et celles du royaume. Il fut arrêté que M. le procureur général serait chargé de faire exécuter les ordonnances concernant la résidence épiscopale et d'en rendre compte le 17. » *Nouvelles ecclésiastiques*, année 1764, p. 129.

4. Nous transcrivons ici ce document puisé aux archives nationales (01617) et qui a pour titre : *Liste des prélats qui sont ou ont été à Paris*. Il n'est point daté, mais on voit par le contexte qu'il se rapporte à l'année 1764. Chaque nom est suivi de l'adresse et d'une appréciation. Cardinal de Rochecouart, évêque de Laon : *charge à la cour et n'en abuse pas*. — Archevêque de Cambrai. — Condorcet, évêque de Lisieux : *pour un procès, n'en abuse pas*. — Bonneguise, évêque d'Arras : *parti*. — Milon, évêque de Valence : *bon à renvoyer*. — L'évêque de Vence : *n'a pas de bulle*. — L'évêque du Mans : *malade*. — L'évêque de Soissons : *malade et n'en abuse pas*. — L'archevêque de Narbonne : *est aux Etats*. — Le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg : *malade et n'en abuse pas*. — L'évêque de Meaux : *à la cour*. — L'archevêque de Reims : *à la cour*. — L'archevêque de Rouen : *parti*. — L'ancien évêque de Léon : *point de siège*. — L'ancien évêque de Québec : *point de siège*. — Le cardinal de Luynes, archevêque de Sens : *à la cour*. — L'évêque de Troyes : *va partir*. — L'évêque d'Agde : *malade*. — L'évêque de Rennes : *malade et député des Etats*. — L'évêque de Saint-Omer : *item*. — L'évêque de Belley : *va partir, son palais est tombé en ruines*. — L'évêque de Tréguier : *va partir*. — Le cardinal de Choiseul, archevêque de Besançon : *va partir et n'en abuse pas*. — L'archevêque d'Embrun : *bon à renvoyer*. — L'archevêque de Bordeaux : *item*. — L'évêque de Poitiers : *va partir*. — L'évêque de Carcassonne : *va partir et n'en*

et leur adresse. Il était au courant de leurs agissements, les faisait surveiller et se permettait même de les renvoyer dans leur diocèse. Cette feuille de police fait foi qu'en 1764 le chiffre des évêques présents à Paris dépassait le quart de l'épiscopat français. C'était beaucoup; aussi, en 1784, le baron de Breteuil écrivit-il, au nom du roi, à tous les prélats du royaume, pour leur recommander la résidence ¹. Quand un évêque avait reçu ordre de rester dans sa ville épiscopale et de ne point paraître à la cour, cela s'appelait, selon une expression consacrée mais bien étrange, *être exilé dans son diocèse*. « L'évêque de Char-

abuse pas. — L'évêque de Langres : *parti*. — L'évêque d'Auxerre : *va partir, il est de la commission des congrégations religieuses*. — L'évêque d'Angers : *malade, va partir*. — L'évêque de Senlis : *de la commission des congrégations religieuses*. L'évêque de Bayeux : *va partir*. — L'évêque d'Autun : *à la cour*. — L'évêque d'Evreux : *parti*. — L'archevêque de Tours (aux Tuileries) : *parti*. — L'évêque de Chartres (aux Tuileries) : *va et vient à la cour*. — L'évêque de Blois : *bon à renvoyer*. — L'évêque d'Apollonie : *n'a pas de siège*. — L'évêque d'Orléans. — Comte de la Châtenay, évêque de Saintes : *va arriver à Paris, n'est pas sacré*. — L'évêque de Noyon : *parti*. — L'archevêque de Lyon : *malade et n'en abuse pas, à un procès*. — L'évêque de Perpignan : *parti*. — Montesquiou, évêque de Sarlat : *bon à renvoyer*. — Moreau, évêque de Mâcon : *n'a pas ses bulles*. — Choiseul, archevêque d'Albi : *de la commission*. — Juigné, évêque de Châlons : *n'a pas ses bulles*. — Cloyne, évêque écossais. — Les mots *n'en abuse pas* doivent s'entendre dans le sens de : *n'abuse pas de venir à Paris ou d'y prolonger son séjour*. Par contre, *bon à renvoyer* indique des prélats qui s'éternisent à Paris. Tout en déduisant les évêques sans siège, et ceux qui n'ont pas leurs bulles, le chiffre des non résidents approche de la quarantaine, c'est-à-dire près du tiers des évêques de France. Les évêques habitent de préférence les rues de Bourbon, de l'Université, du Bac, de Varennes, des Saints-Pères, Saint-Dominique, Taranne, Sèvres, Chasse-Midi, du Pot-de-Fer, Cassette, Notre-Dame des Champs, etc. Certaines cérémonies, auxquelles assistaient tous les prélats présents à Paris, nous donnent leur chiffre approximatif aux diverses époques. Ainsi, en 1786, nous constatons vingt-deux évêques aux funérailles de Mgr Phélypeaux, archevêque de Bourges, cousin de Maurepas, mort dans son hôtel du faubourg Saint-Germain, et assez grand personnage pour que tous ses collègues fussent présents à ses obsèques. — Au service funèbre célébré, le 1^{er} mars 1766, pour le dauphin, fils de Louis XV, on avait compté trente-six prélats, dont plusieurs avaient pu venir à Paris exprès pour cette occasion si importante. En 1784, nous voyons M. de Noé, évêque de Les-car, renvoyé dans son diocèse pour avoir défendu trop chaleureusement son frère, le vicomte de Noé (*Mémoires de BACHAUMONT*, 7 octobre et 6 novembre 1784.)

1. De Versailles, le 16 octobre 1784. « Le roi ayant fixé, Monsieur, son attention particulière sur l'importance de vos fonctions, ainsi que sur les avantages multipliés que recueille son service, comme celui de la religion, de vos bons exemples et de vos soins journaliers, Sa Majesté m'ordonne de vous marquer qu'Elle désire que vous résidiez beaucoup et que vous ne sortiez jamais de votre diocèse sans avoir obtenu sa permission. Vous avez donné, Monsieur, trop de preuves de votre zèle au roi, pour que Sa Majesté ne soit pas persuadée que vous entrerez dans ses vues, avec un empressement égal à leur justice. L'intention de Sa Majesté est donc que toutes les fois que vous serez dans le cas de vous absenter de votre diocèse, vous m'en préveniez, ainsi que du temps à peu près que vous croirez que vos affaires pourront vous en tenir éloigné. Je me ferai un devoir, comme un plaisir, de mettre sur le champ votre demande sous les yeux de Sa Majesté, et de vous faire part de ce qu'il lui plaira de décider. J'ai l'honneur d'être, etc. — Signé : Le baron de Breteuil. » Les *Nouvelles*

tres, écrit d'Argenson ¹, ayant voulu parler au roi touchant l'exil de l'archevêque de Paris à Conflans, ce petit prélat a dit qu'un évêque devait résider dans son diocèse. Le roi lui a dit : « *Eh bien ! Monsieur, allez dans le pâtre, où il est exilé.* »

En comparant les chiffres fournis par des documents divers, on peut porter au quart de l'épiscopat, et peut-être plus, le nombre des évêques présents à Paris à certaines époques, et y séjournant plusieurs mois. C'était trop alors, ce serait aujourd'hui énorme. Les temps plus anciens avaient connu çà et là des abus plus criants encore. Le diocèse de Tulle, par exemple, durant les trois cents ans antérieurs au xvii^e siècle, entrevoit à peine ses évêques. ² A partir de cette époque, les préoccupations d'ordre qui se font jour dans toutes les parties de l'administration, n'auraient pas permis le scandale d'un tel absentéisme ; néanmoins la résidence laissa fort à désirer jusqu'à la Révolution. On s'en plaint au xvii^e siècle ³. On s'en plaint au xviii^e.

VI

Parmi les prélats qui, sur la fin de l'ancien régime, attaquèrent cet abus avec le plus d'autorité et de vigueur, il faut signaler M. de Pompignan, archevêque de Vienne. Quelques années avant la Révolution, ce prélat adressa à

ecclésiastiques (année 1784, p. 208), qui donnent cette lettre, ajoutent : « Cette lettre doit naturellement avoir des suites, dont nous ne manquerons pas de rendre compte. » BACHAUMONT, dans ses *Mémoires*, 6 novembre 1784, dit qu'on trouva la forme de cette lettre dure et inusitée. « On a vu de temps en temps des injonctions de procureur général ; mais on assure qu'une pareille lettre du roi aussi précise est sans exemple au fond et dans la forme. Plusieurs évêques ont eu peine à y obtempérer. Ils ont fait des représentations, mais inutilement, et ils sont à peu près tous partis aujourd'hui. » Il y avait eu d'autres exemples de renvoi des évêques dans leur diocèse, v. g., le 18 septembre 1750. Cf. *Journal* de d'ARGENSON, 20 septembre 1750.

1. *Journal* 28 décembre 1754.

2. René FAGE, *op. cit.*, p. 18. — Le diocèse d'Agen fut à peu près privé de ses évêques au xvi^e siècle. Abbé DURENGUES, *op. cit.*, p. 70.

3. Antoine GODEAU, évêque de Grasse et de Vence, écrivait des prélats de cour : « Les séculiers ont raison de soupçonner que ce soit ou le désir de parvenir à un plus haut degré, ou l'avarice pour gagner plus de revenus, ou le divertissement de la bonne compagnie ou l'inquiétude d'esprit, ou le dégoût de leurs fonctions, qui les tirent de leur résidence pour venir passer des années entières dans un pays où ils ne peuvent faire qu'une fort mauvaise fortune. Car, s'ils veulent vivre en évêques, ils n'ont

M. de Frétat de Sarra, évêque de Nantes, des lettres qui sont un véritable traité des devoirs de l'épiscopat¹. Cet écrit porte la trace de toutes les préoccupations, de toutes les difficultés du temps, et l'illustre prélat ne manque pas de s'y occuper de la résidence. Ces pages nous montrent l'attrait qui poussait tant de prélats vers la capitale², et les prétextes mis en avant pour manquer à la résidence. « On allègue, dit Pompignan, les désagréments du pays, comme si ce pays n'était pas habité par des hommes... D'autrefois on se retranche sur la disette de bonne compagnie », alors qu'on « devrait plutôt regarder comme un avantage de n'être pas surchargé de visites ». Ce qu'on n'avoue pas, c'est « la lassitude et le dégoût de l'uniformité, maladie d'une âme ennuyée d'elle-même et promenant ses ennuis dans l'espérance de s'en délivrer ». On met encore en avant le trop grand éloignement de la capitale ou de sa parenté. Ici le monde « trouve étrange que des cadets de famille, nés au fond d'une province et avec peu de biens (le nombre de ceux-là est grand), ne puissent vivre dans un pays qui ne vaut pas moins et peut-être vaut mieux que celui de leur naissance et de leur première éducation... S'ils avaient pris les armes, comme quelques-uns de leurs proches, ils s'estimeraient heureux d'être attachés à ce séjour par un emploi inférieur en toute manière à la dignité dont ils sont revêtus... Le monde est également choqué que des revenus tirés d'un pays

que faire d'y venir et ils sont inutiles. S'ils ont envie d'y vivre comme les gens de cour, ils s'y rendent ridicules et odieux, même à ceux qui leur montrent le plus de complaisance. Enfin, si c'est pour devenir plus riches, ce désir ne s'accorde point avec l'esprit épiscopal. Il est assez rare qu'il soit satisfait, et s'il l'est par quelque conjoncture favorable, on achète peu de revenu pour tant de lâcheté qu'il faut souffrir et qu'il faut faire, que le bienfait qu'on reçoit est plutôt une injure dont on a sujet de se plaindre qu'une grâce dont on doive remercier son bienfaiteur. » Puis Godeau s'élève contre le séjour des évêques dans leur maison de campagne.

1. *Œuvres de LEFRANC DE POMPIGNAN*, t. II, p. 181-446.

2. « L'attrait vers la capitale, s'écriait Pompignan à la veille de la Révolution, est en France le plus dangereux ennemi de la résidence des évêques. Il faut avouer qu'on en a fait, par la forme actuelle de l'administration publique, le centre et le théâtre des grandes affaires, souvent même des petites. La cour de nos rois est voisine ; on y peut voir les ministres, les magistrats du conseil, les principaux amis des uns et des autres ; on a la facilité de les aller chercher près de la personne du souverain. Il faut également avouer qu'une partie intéressée traite elle-même ses affaires avec plus de diligence et d'espoir de succès, sur les lieux que par lettres ou par des agents. »

auquel on se doit, ne s'y consomment pas. Il se moque de l'ostentation de passer une partie de sa vie à Paris, où l'on est confondu dans la foule, où l'on paie les amusements de la société par des complaisances et des assiduités gênantes, où l'on est quelquefois obligé d'entendre des propos offensants pour un homme qui se respecte lui-même et respecte son état, tandis qu'on fuit une habitation où l'on est le premier ; et si l'on n'y est pas le plus grand seigneur dans l'ordre civil et politique, on l'est toujours assez pour attirer à soi les hommages qu'on n'écarte pas. C'est ainsi qu'on change l'honorable dignité d'une vie publique contre l'obscurité basse d'une vie privée, des devoirs et des soins à recevoir contre des devoirs et des soins à rendre, l'attachement et la reconnaissance qu'on pourrait mériter contre l'indifférence qu'on éprouve et le mépris auquel on s'expose. » C'était déduire avec finesse et avec vigueur les prétextes et les inconvénients de l'absentéisme épiscopal. Pompignan combat avec non moins de force une autre cause de non résidence : l'assistance aux assemblées provinciales, aux commissions intermédiaires. « On s'ennuie, dit-il, d'une résidence assidue ; on ne veut pas cependant mener à Paris une vie oisive et sans aucune espèce de considération ; on redoute la censure publique, encourue par un séjour trop long et sans un objet apparent dans la capitale, des ordres fâcheux qui surviennent quelquefois et forcent à s'en éloigner, des poursuites plus légales, mais encore moins honorables aux prélats qu'elles rappellent à la résidence. On se met à l'abri de ces inconvénients derrière une administration politique ; elle attire à Paris, elle y retient, elle engage de fréquentes correspondances à la cour. Il faut apprendre de la bouche des ministres les intentions du roi ; il faut les instruire de ce qui se passe dans une province, il faut en solliciter auprès d'eux les affaires : autant de prétextes pour s'absenter de son diocèse¹. »

1. POMPIGNAN *loc. cit.*, II, 263-271. Pompignan montre ensuite les inconvénients des commissions intermédiaires, au point de vue de la résidence. « Les évêques, membres des commissions, font sonner bien haut » les avantages qu'elles présentent. Mais le profit de leur présence compense-t-il « le préjudice causé aux diocèses par l'éloignement périodique de leurs

Pompignan oppose à tous ces motifs d'absence les prescriptions du concile de Trente, le sentiment du devoir. Il détruit une à une les raisons invoquées pour quitter son diocèse¹. Il demande aux princes, comme aux évêques qui ont des charges à la cour, de réfléchir si le rôle qu'ils y remplissent peut être « mis en parallèle avec le bien dont une résidence exacte fournirait l'occasion et la matière... De ces deux services, l'un à la cour, l'autre dans leur diocèse, celui-ci est le principal, celui-là n'est que l'accessoire pour eux² ». Quant aux précepteurs des princes, quant au ministre de la feuille, leur situation est trop absorbante pour qu'ils ne donnent point la démission de leur évêché.

Au moment de la Révolution, des prélats édifiants, tels que M. du Tillet, évêque d'Orange, continuent à déplorer le défaut de résidence. En 1789³, les publicistes prennent

prélats ?... Ils n'y agissent pas comme chefs de la religion, ils n'y exercent que le pouvoir qui leur est attribué par le roi. » Dans les pages suivantes, Pompignan réfute « les prélats qui se flattent de gouverner leur diocèse de loin » ; il montre que les ordinations, la surveillance des études ecclésiastiques et de la discipline, la nomination aux bénéfices exigent la présence de l'évêque. Cependant les évêques même peu résidants, tels que Conzié, évêque d'Arras, font leurs ordinations. M. de Boisgelin, qui fréquentait beaucoup la cour, écrit le 10 décembre 1783 : « Le sommeil m'a donné les forces de soutenir les fatigues d'une ordination. Cette ordination est quelque chose que je prononce à haute voix pendant trois heures de suite. Ce temps est un moment très bien employé, mais il n'en est pas moins accompagné d'un peu de fatigue. »

1. « Un propos que j'ai entendu dire. Un évêque, dit-on, doit faire de temps en temps des voyages à Paris ; il y voit l'état de la religion. Il le voit ; mais le rend-il meilleur par sa présence ? Au contraire, il l'empire, en grossissant la foule des prélats dont le séjour y est pour le monde une matière de censure et de raillerie. » POMPIGNAN, *ibid.* II, 235, dit que depuis le concile de Trente, « la résidence épiscopale est devenue plus commune qu'elle ne l'était auparavant ».

2. Les brochures de 1789 s'élèvent contre la préférence donnée à leurs fonctions à la cour par les évêques aumôniers du roi, des princes ou des princesses. « En ce moment, dit LAURENT (*op. cit.*, p. 230-253), ces différentes places ne réduisent pas moins de douze diocèses à n'avoir pas d'évêques. Les frères du roi nomment aujourd'hui aux bénéfices de leur apanage ; ce nouvel arrangement expose trois diocèses, au lieu d'un, à n'avoir point d'évêques. » Ces aumôniers résidaient d'ordinaire à Paris, et ne paraissaient guère dans leur diocèse qu'aux grandes fêtes, pour y remplir les charges de leur ministère. Les survivants de l'ancien régime gardèrent sous la Restauration cette préférence pour leurs fonctions à la cour. La Fare, archevêque de Sens, habitant d'ordinaire à Paris comme aumônier de la dauphine, se faisait remplacer dans son diocèse par un prélat que les diocésains avaient fini par appeler le garçon évêque. — PIERRE DURAU, *loc. cit.*, écrit : « Les prélats ne sont point des rigides observateurs de la résidence. Ils font de longues absences ; ils passent des années entières sans paraître à la tête de leurs ouailles. Leur patrie, les grandes villes, la cour, ont plus de charmes pour eux. » Cet auteur se plaint de la négligence des ordinations.

3. « Le prélat ne paraît presque plus au milieu de son troupeau, qu'il abandonne à des mains faibles mais hardies, sans expérience et souvent sans capacité pour en acquérir. Il établit son séjour (un caustique dirait

un ton amer pour dénoncer cet abus. Les cahiers des trois ordres vont en parler à leur tour. Les électeurs de 1789 seront naturellement moins frappés du bon exemple donné par les évêques résidants, que des absences fréquentes d'un grand nombre d'entre eux. Aussi, avec quelle énergie les cahiers rappellent aux prélats leur devoir. Écoutons, par exemple, le tiers état de Bar-sur-Seine. « Les mœurs, dit-il, souffrent au delà de l'expression, de l'éloignement trop commun des archevêques et évêques de leurs diocèses; non seulement les fidèles sont privés des instructions que leur doivent leurs premiers pasteurs, mais encore les ecclésiastiques du second ordre n'étant point surveillés, ou ne l'étant que par des personnes subordonnées, auxquelles ils ne peuvent accorder le même respect ni la même soumission qu'à leur véritable supérieur, le relâchement, d'ailleurs autorisé par l'exemple, s'introduit partout; les instructions des paroisses sont négligées et les mœurs se dépravent. » Le tiers état de Château-Thierry ajoute à ces considérations morales un argument d'ordre économique. Il s'afflige de voir « consommer au loin, et presque toujours dans la capitale, le produit le plus net des campagnes où la consommation ferait exister une infinité de familles ». La conclusion de ces plaintes est un appel énergique à l'observation des lois canoniques et civiles sur la résidence, sous peine de saisie du temporel¹, une prière instante adressée au roi de ne

son domicile) dans la capitale... Oh! si nos évêques étaient résidants, s'ils devenaient pasteurs, ils connaîtraient leur troupeau. Ils partageraient avec lui, ils dépenseraient au milieu de lui le revenu immense qu'ils vont répandre à grands frais dans la capitale. Ils n'iraient en cour que pour exposer ses besoins... Ils seraient le fléau de l'impie, l'idole des gens de bien. Le méchant en place, qui vexe en province les sujets du roi, n'aurait point de masque qui pût tenir devant leur pénétration. » *Tableau moral du clergé de France, 1789*, p. 4, 13, 20 21. — MERCIER, *Tableau de Paris, 1782*, t. IV, 248, 249, dit : « Quant à la sage loi de résidence, elle est si ouvertement, si constamment violée, qu'il devient inutile d'en faire la remarque. Les ouailles ne connaissent plus le front de leur pasteur, et ne l'envisagent que sous le rapport d'un homme opulent, qui se divertit dans la capitale et qui s'embarrasse fort peu de son troupeau. » BARRUEL, dans son *Journal ecclésiastique*, parle du « scandale de la non résidence ».

1. Par exemple, le tiers état de Paris *intra muros* dit : « Que l'article 5 de l'ordonnance d'Orléans, sur la nécessité de la résidence des archevêques, évêques, abbés séculiers et réguliers, et curés, soit observé, et qu'ils ne soient jamais dispensés, même pour service à la cour, dans les conseils du roi, mais seulement pour l'assistance aux conciles. — Qu'à défaut de résidence desdits prélats et curés, leurs revenus soient acquis aux hôpitaux du diocèse, et les administrateurs d'iceux tenus d'en poursuivre la délivrance, à peine d'en répondre en leur propre et privé nom. » *Arch. parlementaires*, 1865, in-4°, t. V, p. 287.

point donner aux évêques de charge à la cour, des aumôneries qui pourraient les éloigner de leur diocèse¹.

Il semble que l'ordre du clergé n'eût pas la même liberté que la noblesse et le tiers dans la rédaction des cahiers sur le point particulier qui nous occupe. Emettre un vœu sur la résidence des évêques, souvent en leur présence dans l'assemblée du bailliage, n'était-ce point en quelque sorte leur faire la leçon à bout portant ? Les curés purent parler sans détour dans quelques lieux où ne parurent pas les prélats, tels que Etampes, Blois². Dans d'autres, comme à Paris³, on se contente de rappeler d'une façon générale l'obligation de la résidence. Dans certaines villes, comme à Bayonne⁴, l'évêque contresigne vaillamment le vœu relatif à la résidence des prélats.

Cette question grave souleva un vif incident dans la chambre du clergé du bailliage d'Auxerre. Un chanoine,

1. « Le roi sera supplié ne plus accorder aux évêques, dit le tiers de Paris *extra muros*, des places d'aumônier ou de précepteur à la cour, et de ne leur confier aucune ambassade qui les empêche de remplir le premier de leur devoir. » *Arch. parl.* V, p. 241. — Relevons dans les cahiers, d'après le recueil des archives parlementaires, un grand nombre de demandes relatives à la résidence des évêques. Elles sont formulées par le tiers de Verneuil, t. I, p. 730; le tiers d'Amont, p. 770; le tiers d'Armagnac, t. II, p. 76; le tiers d'Auxerre, p. 124; la noblesse d'Aval, p. 142; le tiers d'Avesnes, p. 152, 153; tiers de Briey, p. 210; tiers de Beauvais, p. 298; tiers de Bordeaux, p. 404; noblesse de Castelnau-dary, p. 557; noblesse et tiers de Comminges, III, p. 24, 27; tiers de Dijon, p. 137; tiers d'Auxonne, p. 145; noblesse de Lyon, p. 607; noblesse de Dôle, p. 159; tiers de Draguignan, p. 260; tiers d'Etampes, p. 288; noblesse, tiers et ville de Forcalquier, p. 329, 332, 333, 350; noblesse de Sisteron, p. 364; tiers de Metz, p. 767; tiers de Gien, p. 407; tiers de Rochefort, p. 488; noblesse de Nemours, IV, 111; tiers du Poitou, V, 409; tiers de Toulon, p. 789; tiers du pays de Soule, p. 780; tiers de Pont-l'Évêque, p. 604; de Gisors, p. 605; de Saint-Brieuc, p. 630; de Saint-Quentin, p. 654; noblesse de Sens, p. 755; tiers de Vannes, t. VI, p. 107; tiers de Dole, III, p. 163; tiers de Dourdan, p. 254.

2. « Que la loi si juste et si salutaire, qui oblige les évêques à la résidence, soit fidèlement exécutée. » Clergé d'Etampes, *Arch. parlam.* III, p. 281, 282. — « Pour ne pas détourner les évêques de la résidence rigoureuse qu'ils sont obligés de faire dans leurs diocèses et dont le défaut entraîne les plus grands abus, nous supplions S. M. de les dispenser de tout service qui exigerait leur présence à la cour ou à Paris. » Clergé de Blois, ib. II, 373. « Obliger les évêques à la résidence. » Clergé du bailliage d'Avesnes, II, 149, — item clergé de Colmar et de Schlestadt, III, 4. — Les curés du Quercy parlent dans un cahier particulier (*Arch. parl.* V, p. 475, 486, art. 20) de la résidence des évêques. Il n'en est pas question dans le cahier général du clergé, signé des évêques de Cahors et de Montauban. Ibid. V, 483, 484.

3. « Que les lois canoniques et civiles qui prescrivent la résidence soient exactement observées. » — Clergé de Paris, *Arch. parl.* V, p. 263. La même formule est employée par le clergé de Chaumont-en-Bassigny, II, 722.

4. « Que les lois canoniques concernant la résidence des évêques soient exécutées. — Que les évêques de Bayonne, à cause de l'idiome basque du diocèse, qui n'a aucun rapport avec ses autres langues, soient choisis parmi les naturels. » Cahier du clergé de Bayonne, *Arch. parl.* III, 423.

M. Villetard, Mgr Champion de Cicé présent, crut devoir faire un discours à ce sujet. Il prouva que le devoir de la résidence est de droit naturel et divin, que s'y soustraire c'est porter un préjudice spirituel et temporel aux populations, privées à la fois d'un pontife et d'un protecteur, que la violation par plusieurs prélats de cette obligation rigoureuse forcerait de porter la question aux Etats généraux. Ce discours souleva un grand tumulte. Les amis de l'évêque, surtout ses courtisans, s'écrièrent que l'orateur avait manqué de respect à Monseigneur; ils le sommèrent de rétracter immédiatement ses paroles, sans quoi le promoteur s'empresserait de l'y contraindre. L'évêque sut garder tout son calme. « Monsieur, dit-il au chanoine, je vous remercie des avis que vous venez de me donner, je tâcherai d'en faire mon profit. » Alors, quittant sa place, il alla embrasser l'orateur. Cette scène servit sa candidature. Il fut élu député du clergé avec le curé d'Auxerre¹.

Les plaintes réitérées des cahiers de 1789 au sujet de la non résidence signalent un mal réel. Sans généraliser, et tout en gardant les proportions que nous avons indiquées ci-dessus, il y avait là dans l'Eglise de France un abus grave auquel il convenait de porter remède.

1. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1789, p. 168. — Le chanoine Villetard fut nommé un des scrutateurs. Le cahier du clergé d'Auxerre porte (*Arch. parl.* II, 108) : « Qu'on ordonne l'exécution absolue des lois ecclésiastiques et des ordonnances du royaume sur la résidence de tous les ordres de bénéficiers à charge d'âmes, sans autres exceptions que celles de droit. »

CHAPITRE TROISIÈME

Légions de grands vicaires

I. Les évêques ont un cortège de grands vicaires. — Les amis de saint Augustin à Hippone, de Fénelon à Cambrai. — Richelieu et ses grands vicaires. — On les prend jeunes et nobles. — Assaut de titres. — Promus grands vicaires à leur sortie de Sorbonne où ils ont pris leurs grades. — Tous les évêques étant choisis parmi les grands vicaires, chaque abbé noble cherche et trouve un parent sur un siège de France qui lui donne ce titre. Cela fait une armée de grands-vicaires. — Cependant quelques grands vicaires roturiers, pour faire la besogne. — Maury, M. de Boulogne. — II. « Les mousquetaires ecclésiastiques » de M. de Grimaldi. — Un grand vicaire de La Font de Savine, vrai scélérat pendant la Révolution. — Les grands vicaires de Bernis, de Brienne. — Talleyrand et Siéyès grands vicaires. — Le conseil archiépiscopal de Paris. — Boisgelin au milieu de ses grands vicaires, dépeint par Bausset. — Grands vicaires de La Luzerne. — L'abbé d'Aviau. — Beaucoup de grands vicaires intrépides pendant la Révolution. — En 1802, beaucoup d'évêques choisis parmi eux. — III. Malgré ces vertus, abus de ce grand nombre de grands vicaires trop jeunes. — Faiblesse du cardinal de La Rochefoucauld. — Plaintes en 1789 contre ce recrutement. — Collège de grands vicaires, « sénat vénérable », établi par la constitution civile du clergé.

I

Les évêques de l'ancien régime étaient d'autant moins excusables de manquer à la résidence, qu'ils avaient trouvé moyen de rendre agréable le séjour de leur ville épiscopale, en y appelant, à titre de grands vicaires, des prêtres de leur monde, qui formaient leur société et composaient en quelque sorte leur famille.

De tout temps les hommes du plus grand cœur et du plus grand génie, avaient éprouvé le besoin de trouver

autour d'eux une correspondance de sentiments et des échos sympathiques. Le même Augustin qui épanchait son âme avec ses jeunes amis dans les conférences de Cassiacum, saura plus tard, devenu évêque d'Hippone, se créer une communauté de frères vivant avec lui dans la prière, la pénitence, les exercices du ministère, et dont plusieurs seront élevés à l'épiscopat. Traversons les siècles, nous trouvons un noble esprit, Fénelon à Cambrai, se consolant de ses disgrâces avec des confidents dignes de lui. C'est d'abord l'abbé de Langeron, appelé le petit abbé par opposition à la grande taille de M. de Beaumont. Lecteur du duc de Bourgogne, il fut enveloppé dans la défaveur de Fénelon. Ami de la première heure et de toutes les heures, d'une intelligence élevée, d'une humeur égale et enjouée, d'une franchise qui va jusqu'à faire des remontrances à son archevêque, il est tendrement aimé de Fénelon, qui lui demande « un flux et un reflux de cœur sans réserve ». Voici maintenant le neveu de l'archevêque disgracié comme son oncle ; c'est l'abbé de Beaumont, appelé familièrement le grand Panta, par abréviation de Pantaléon. Il apporte le mouvement et l'entrain dans cet intérieur de Cambrai. Enfin, l'abbé de Chanterac, « le docteur subtil, le vénérable », grand vicaire de Cambrai, comme l'abbé de Beaumont, complète parfaitement ce trio. C'est l'homme vraiment remarquable. Représentant de Fénelon à Rome, pendant la querelle du quietisme, il rivalise parfois dans sa correspondance avec son archevêque ; il mène la campagne avec une vigueur, une dignité étonnante ; et, quand intervient la condamnation, il écrit à Fénelon une lettre admirable. Avec de tels compagnons l'exil était doux. Comme Fénelon savait les apprécier, lui qui a dit : « Les gens qui aiment pour l'amour de Dieu, aiment bien plus solidement que les autres. Une amitié de goût et d'amour-propre n'est pas de grande fatigue, et elle est de grand entretien. » Aussi écrivait-il à l'abbé de Chanterac à Rome : « Ma reconnaissance, ma confiance, ma vénération et ma tendresse pour vous, sont sans bornes ; venez au plus tôt afin que nous nous consolions dans le sein du véritable consolateur. Nous vivrons et mourrons n'étant

qu'un cœur et qu'une âme¹. » On serait tenté de s'attarder à raconter ces amitiés illustres et suaves, qui répandaient tant de charme dans la vie de quelques grandes âmes; mais voilà bien de la tendresse. Richelieu, évêque de Luçon, écrivait sur un tout autre ton à l'un de ses grands vicaires², qui avait cru pouvoir user des remontrances que Fénelon permettait plus tard à l'abbé de Beaumont.

Le xvii^e siècle imita plutôt Fénelon que Richelieu dans les rapports entre évêques et grands vicaires. Sans être des Augustin, ni des Fénelon, beaucoup de prélats de la vieille France surent faire de leurs vicaires généraux non seulement des collaborateurs, mais encore des confidents et des amis. Malheureusement, l'ancien régime vint ici, comme en tant d'autres points, marquer son empreinte par des abus criants.

Sans doute, il ne fallait pas nous attendre à ne rencontrer, avant la Révolution, autour des évêques, que ces hommes modestes, expérimentés, souvent blanchis dans le ministère, chargés du poids de l'administration et d'un labeur incessant, que nous voyons aujourd'hui exercer en France les fonctions de vicaires généraux. Il est facile

1. Cf. de BROGLIE, *Fénelon à Cambrai*, p. 17-34. Le palais de Fénelon à Cambrai était également animé par la présence fréquente de ses jeunes neveux, qu'il appelle les « non vénérables marmots », les « jeunes péripatéticiens. »

2. « Vous êtes tous deux mes grands vicaires, lui dit Richelieu, et comme tels vous devez n'avoir d'autres desseins que de faire passer toute chose à mon contentement, ce qui se fera, pourvu que ce soit à la gloire de Dieu. Il semble par votre lettre que vous étiez en mauvaise humeur, lorsque vous avez pris la plume; pour moi, j'aime tant mes amis que je ne désire connaître que leurs bonnes humeurs, et il me semble qu'ils ne m'en devraient point faire connaître d'autres. Si une mouche vous a piqué, vous deviez la tuer, et non tâcher d'en faire sentir l'aiguillon à ceux qui se sont, par la grâce de Dieu, jusqu'ici garantis des piqures. Je sais, Dieu merci, me gouverner, et sais davantage comme ceux qui sont sous moi se doivent gouverner... Je trouve bon que vous m'avertissiez des désordres qui sont dans mon diocèse, mais il est bon de le faire plus froidement, n'y ayant point de doute que la chaleur piquerait en ce temps-ci ceux qui ont le sang chaud comme moi... Vous dites que vous renoncerez volontiers au titre que je vous ai donné; je l'ai fait pour vous obliger, vous croyant capable de rendre service à l'Eglise. Si je me suis trompé en ce faisant, vous désobligeant au lieu de vous gratifier, j'en suis fâché, mais je vous dirai qu'à toute faute il n'y a qu'amende. Je ne force personne de recevoir du bien de moi. Vous prêchez aux autres le libéral arbitre; il vous est libre de vous en servir... Je vous écris cette lettre non en l'humeur que vous étiez quand vous m'écrivîtes, mais je ne laisse pas de rendre mon style conforme au vôtre pour vous complaire. » Quel homme déjà terrible que cet évêque de Luçon, et quel effet dut produire sur le pauvre grand-vicaire cette amère et mordante épître! AVENEL, t. I, p. 59.

de comprendre que les prélats de grande naissance et hautement apparentés, devaient être tentés d'appeler auprès d'eux quelques prêtres de leur rang et de leur race. Mais, par un excès qui sera dénoncé amèrement en 1789, ils en vinrent souvent à ne vouloir autour d'eux que des nobles. Entendez les plaintes d'un contemporain : « La place de grand vicaire, dit-il, est la clef de l'épiscopat. Aucun évêque aujourd'hui qui n'ait été vicaire général. Aussi l'évêque n'a point à dispenser de faveurs plus recherchées, plus vivement sollicitées. Il n'a point encore pris possession de son siège, et il est déjà obsédé d'une foule de jeunes gens de tous pays, protégés par son bienfaiteur, son parent, son ami, par Mme la duchesse de... la marquise de... Tous font parade de leur nom, de leur capacité et surtout des lettres de recommandation dont ils sont porteurs ; tous briguent à l'envi la commission de vicaire général, l'honneur de représenter le nouveau prélat ou plutôt de représenter pour lui. Monseigneur ne s'arrête point trop au mérite des protégés, mais au poids des protecteurs, aux services qu'il peut lui-même en attendre, et son choix est fait. Nos jeunes gens secouent la poussière des classes, dont ils sont tout couverts encore, pour se mettre à la tête d'un diocèse entier ; quel phénomène ou quelle présomption ¹. »

Il y a une grande part de vérité dans ce tableau. Le jeune clergé de haute naissance, qui aspire à un grand avenir, commence par apprendre la théologie. Non content de faire son grand séminaire à Saint-Sulpice, il fréquente la Sorbonne, y croise avec ses condisciples le fer du syllogisme, et ne se retire qu'après avoir énoncé bien des majeures et des mineures, tiré bien des conclusions, et coiffé enfin le bonnet de docteur ². Après la protection, après ses quartiers de noblesse, ce sont ses grades qui

1. *Tableau moral du clergé de France, 1789, p. 64.*

2. « Les grands-vicaires sont pour la plupart docteurs en théologie. » *Mémoire pour la faculté de théologie, dans les Œuvres complètes de LA LUZERNE, éd. Migne, t. VI, p. 1158.* L'article 45 de l'ordonnance de Blois portait : « Nul ne pourra être vicaire général ou official d'aucun archevêque ou évêque, s'il n'est pas gradué et constitué en l'ordre de prêtrise. » Comme cet article ne déterminait pas la nature du grade à obtenir, il suffisait d'avoir le baccalauréat en théologie pour être grand vicaire. Nous venons de voir que la plupart des grands vicaires ne s'en contentaient pas.

feront le plus pour son avancement. Le voilà muni de ses diplômes et béni par le chancelier de Notre-Dame. Il s'agit maintenant de trouver, sur un des sièges de France, un évêque qui veuille bien lui donner des lettres de grand vicaire, passe-port nécessaire vers la prélature dans l'ancien régime. De nos jours, une grande partie de l'épiscopat est recrutée parmi les curés; avant la Révolution, la situation curiale ne paraissait point assez haute pour servir de piédestal à une si grande dignité; c'est même à grand peine qu'on arrivait à tailler dans l'ample fourrure d'un chanoine un costume d'évêque. Le plus sûr était d'être grand vicaire.

Heureusement qu'il sera facile de découvrir un oncle, un cousin éloigné, dans les rangs de l'épiscopat. Il sera trop heureux d'honorer son sang et de précoces mérites en envoyant, à première sollicitation, le précieux titre qui va permettre de prendre son vol à une jeune destinée. Justement Talleyrand trouve dans l'archevêque de Reims; Juigné, dans M. de Bezons, évêque de Carcassonne; La Rochefoucauld, futur archevêque de Rouen, en La Rochefoucauld, archevêque de Bourges; La Broue de Vareilles, futur évêque de Gap, en Montmorency, évêque de Metz, etc., un oncle, un parent qui les nomment vicaires généraux. Il n'est besoin, quand on est si bien né, d'avoir ni cheveux blancs, ni cheveux gris, pour porter un tel honneur. C'est au sortir de Saint-Sulpice que M. de Girac, futur évêque de Rennes, est bombardé vicaire général d'Angoulême et doyen de la cathédrale¹. Hachette des Portes, dernier évêque de Glandève, est à peine diacre qu'on le fait chanoine de la métropole de Reims. Une fois prêtre, il reçoit le titre d'archidiacre et de vicaire général du diocèse. Il sera aussi vicaire général de M. de Beaumont. M. de Sabran, évêque de Laon en 1789, a obtenu, dès sa sortie de Saint-Sulpice, de M. Rosset de Fleury, évêque de

1. Cardinal LA FARE, *Notice sur M. François Bareau de Girac*, 1821. — Sous la Restauration, le cardinal duc de Rohan est nommé par Mgr de Quelen vicaire général honoraire de Paris au lendemain de son ordination. Chateaubriand veut le pousser au cardinalat avant qu'il ne soit évêque. Nommé directement à l'archevêché d'Auch, il n'en a pas encore pris possession qu'il est transféré à l'archevêché de Besançon : c'était reprendre les traditions de l'ancien régime.

Chartres, des lettres de grand vicaire, puis de grand archidiacre. Le titre d'aumônier de la reine ne tarda pas à lui assurer un brillant avenir.

Comme les demandes sont nombreuses, instantes, les protecteurs irrésistibles, on allongera la liste des titulaires pour ne pas faire de mécontents. Il suffit d'ouvrir la *France ecclésiastique* de 1789 pour voir autour de chaque évêque un splendide état-major, une brillante cohorte de vicaires généraux, dont les noms retentissants sonnent admirablement avec le sien. Boisgelin, à Aix, compte onze grands vicaires; Marbeuf, à Autun, Royère à Castres, treize; Cicé, à Bordeaux, quatorze; Durfort, à Besançon, Talleyrand-Périgord, à Reims, seize; Barral, à Troyes, dix-sept; Clermont-Tonnerre, à Châlons, Phélypeaux, naguère archevêque de Bourges, dix-huit. Rohan-Guémené, à Cambrai, tient la corde par le nombre et les blasons. Il ne s'est point donné moins de vingt grands vicaires, parmi lesquels figure un La Trémouille. Auprès d'un Rohan, ne fallait-il pas un La Trémouille?

Voilà tous ces abbés gentilshommes se pressant, se poussant autour des cent trente évêques de France, courant déjà au sortir des écoles la carrière de l'épiscopat, empressés de se parer d'un titre sans lequel on ne peut en forcer les portes¹. Malgré le nombre des compétiteurs, il y a ou on a fait tant de places que presque toutes les familles aristocratiques du royaume comptent quelques membres dans le corps des grands vicaires. Les abbés nobles entre les nobles, ceux qui appartiennent aux premières maisons de France, n'ont pas même besoin de

1. Nous lisons dans les *Nouvelles ecclésiastiques*, 1780, p. 110 : « Le feu roi, avec les meilleures intentions du monde, s'était persuadé de ne nommer aux évêchés que des ecclésiastiques qui fussent déjà grands vicaires, qui par là pussent être censés avoir travaillé aux fonctions du sacerdoce et s'être mis au fait du gouvernement d'un diocèse. De là tant de jeunes prêtres qui, croyant avoir droit par leur naissance d'aspirer à l'épiscopat, se sont hâtés, aussitôt après leur ordination, de se procurer le titre de grands vicaires. Beaucoup d'évêques ont la complaisance de se prêter à leurs vues, sans que pour cela ces jeunes abbés quittent Paris et la cour, fassent aucune fonction du saint ministère, et s'instruisent des devoirs d'un état auquel ils s'appellent eux-mêmes. Il résulte de cet abus qu'un évêque, qui a dans son diocèse un nombre suffisant de grands vicaires pour l'aider à soutenir le poids du gouvernement, a de plus à Paris des ecclésiastiques, qui sont absolument étrangers à son église, qui se décorent d'un titre peu mérité, et qu'on a coutume d'appeler grands vicaires *ad honores*. »

rechercher un honneur qui vient les trouver tout seul. N'est-il pas heureux pour un évêque de compter dans son collège de vicaires généraux des noms qui brillent du plus vif éclat dans l'armorial de France¹?

Dans ce beau cortège de grands vicaires gentilshommes les évêques voudront admettre quelques rares plébéiens. Ces roturiers se décrassent et s'imposent par leur talent. Un jour, l'abbé Maury vit entrer dans son humble demeure un ecclésiastique de grand air, qui s'avavançait le sourire aux lèvres et la main tendue. A sa croix pectorale, il reconnaît un évêque. Il s'avance respectueusement pour le saluer, mais subitement il recule de deux pas, comme s'il eût craint d'être le jouet d'un rêve. — Fénelon, s'écrie-t-il! — Oui, Fénelon, réplique le noble visiteur, mais non pas M. de Cambrai, à qui je ressemble fort, paraît-il, puisque vous vous y êtes mépris; je ne suis moi que son petit-neveu et mon évêché est plus modeste. Je suis l'évêque de Lombez; je viens de lire votre éloge de mon grand-oncle et j'accours vous en exprimer ma satisfaction. — Maury se montra, en cet entretien, dans un jour si favorable que le prélat arrêta définitivement le projet qu'il avait conçu de le prendre pour vicaire général. La nomination fut signée le 21 janvier 1772. Maury, créé à la fois grand vicaire et official du diocèse, fut promu six mois après à la première stalle vacante au chapitre de Lombez. Il eut même le crédit de faire donner une prébende à son frère. Tant de faveurs n'empêchèrent pas ce provençal exubérant et terrible de laisser échapper sur le bon Fénelon, son bienfaiteur, quelques propos railleurs, ce qui amenait des explications où naturellement Maury finissait toujours par avoir raison². Avoir trop d'esprit est parfois incommode dans un collaborateur. Quelques années plus tard, un compatriote de Maury, presque un rival de talent et d'éloquence, l'abbé de Boulogne³, était choisi, lui roturier, comme grand vicaire, et avec pro-

1. « Dès qu'un de ces évêques en herbe a reçu la prêtrise, tous les prélats qui se piquent d'avoir un collège de grands vicaires bien composé, se disputent à l'envi l'honneur de posséder un si rare sujet. » LAURENT, *op. cit.*, p. 133.

2. RICARD, *l'abbé Maury*, in-12, p. 72-73.

3. Abbé DELACROIX, *Monsieur de Boulogne*, p. 47.

messe du premier canonicat vacant, par un grand seigneur fier de ses quartiers, M. de Clermont-Tonnerre, promu en 1782 à l'évêché de Châlons. C'était une fortune inespérée et aussi un retour de justice pour l'abbé de Boulogne, naguère frappé d'interdit injustement par M. de Beaumont. Les mandements de M. de Clermont-Tonnerre ne pouvaient que gagner à ce choix intelligent.

Beaucoup de grands vicaires de petite naissance, mais de grand sens, rendent de très grands services sans avoir les talents littéraires d'un Maury ni d'un Boulogne. En général, les plébéiens s'appliquent plus facilement que les gentilshommes aux détails de l'administration et aux rudes besognes. Ils sont les gens utiles plutôt qu'agréables, commensaux au besoin, « mais du bas bout de la table, un peu amis et quelque peu domestiques¹ ». Puisqu'ils sont pour la peine et non pour le décor, leur nombre sera limité aux besoins de l'administration, c'est-à-dire qu'il sera fort restreint. A Besançon, M. de Durfort se contente de treize grands vicaires gentilshommes sur seize; à Reims, M. de Talleyrand-Périgord, de douze sur seize; à Sens, le cardinal de Luynes n'a qu'un plébéien sur dix grands vicaires; à Cahors, M. de Nicolaï est plus sévère : sur treize vicaires généraux, pas un qui détonne par la tache de roture. Il faut bien, dans ce cas, que les gentilshommes s'attellent à la besogne administrative du diocèse. Nous les voyons d'ailleurs à l'œuvre dans plusieurs évêchés où des roturiers ne demanderaient pas mieux que d'agir.

Quelle ressource, pour un prélat obligé de vivre dans une ville de province, que la présence autour de lui de

1. Un témoin oculaire, l'abbé BASTON (*op. cit.*, t. II, p. 379-380) écrit : « Je n'ai parlé que des grands vicaires travailleurs; les autres voyaient faire. C'étaient des hommes de qualité, jeunes pour la plupart, se contentant du titre sans fonctions, mais qui, pour arriver aux hautes dignités de l'Eglise et entrer en partage de ses richesses, avaient besoin que leur protecteur à la cour pût certifier « que depuis tant d'années ils travaillaient et faisaient leur apprentissage dans le diocèse de*** » ; et ajouter « qu'il était bien naturel que leurs *longs et pénibles travaux* fussent récompensés ». Les plus vastes généralités ont leurs exceptions, et je me fais un devoir de reconnaître que parmi ces candidats de la *feuille*, il en était qui ne demandaient pas mieux que de s'occuper, de se former, qui réussissaient, et qui auraient encore eu plus de succès, si les faiseurs d'office eussent consenti qu'ils fissent davantage. »

prêtres de sa caste et de son monde, parlant sa langue, ayant les mêmes goûts, les mêmes relations, au besoin les mêmes préjugés, parfois le même sang. Le cardinal de Bernis vient prendre possession de son archevêché d'Albi. Son prédécesseur, M. de Choiseul-Stainville a emmené à Cambrai ses créatures, ne laissant à Albi que M. de Lastic, M. de Combettes, abbé de Saint-Hilaire de Carcassonne, M. de Pradine, prévôt de la cathédrale et aumônier de Madame, comtesse de Provence. M. Jean de la Croix de Castries, qui avait promesse d'un des premiers sièges vacants, obtient celui de Vabres. La place n'est pas encombrée et le cardinal peut appeler auprès de lui, avec le titre de grands vicaires, les abbés de Fraigne, de Villevieille, nommé depuis, en 1783, évêque de Bayonne, de Blanquet-Amanzé, de Rouville, de Moncrot, de Puységur, de Rochemore, de Cognart, de Séré de Rivière, de Boyer d'Anti. Avec une telle société de prêtres distingués, qui sont des amis, des parents, on peut vivre, même dans un coin du Languedoc. Le cardinal y vécut en effet, faisant garder religieusement autour de lui le respect de toutes les convenances ¹.

II

L'évêque du Mans, M. de Grimaldi, est moins édifiant avec ses grands vicaires. L'un deux, l'abbé de Villedon est un homme du monde, à la conversation brillante, faisant avec une grâce parfaite les honneurs de la table de l'évêché, tournant avec art des lettres familières et des poésies de société. Comme prêtre, ses qualités sont moindres; il a la malheureuse idée de diriger son talent de poète contre la comtesse de Sourches qui obtient un arrêt contre le chansonnier. On le vit accompagner l'évêque dans sa première tournée pastorale avec un

1. Il y avait aussi deux ou trois roturiers, tels que l'abbé Deshaïses, préposé au train de maison du cardinal. Masson, p. 52-54. — Un des grands vicaires est trop souffrant pour faire maigre; il fera gras, mais dans sa chambre; on ne servira que du maigre à la table du cardinal.

habit court et la canne à la main. De la canne, il indiquait leur place aux confirmants, les frappant à tort et à travers, sans doute pour les préparer au petit soufflet du prélat. Quelques paysans reçurent les coups avec une résignation chrétienne, mais d'autres menacèrent le grand vicaire de leur bâton, s'il les touchait. Aussitôt Mgr de Grimaldi regagna le Mans et il ne fut plus question de confirmation pour quelque temps. Deux autres vicaires généraux, les abbés de Cabrières et de Montgrenier, étaient grands amateurs de musique et artistes de talent. Ils avaient fait du séminaire où ils résidaient le centre de réunions brillantes et de bruyants concerts. Tout cela était plutôt de nature à amuser la ville qu'à l'édifier. Il ne fallait pas demander de bons exemples à ces abbés mondains ni à leur collègue, l'abbé de Taradeau, dont la fatuité égalait l'étourderie, et moins encore à l'abbé d'Agoult que ses dettes et sa conduite firent enfermer par ordre du roi aux Capucins d'Autun. M. de Grimaldi eut le bon sens de laisser l'administration, la direction des études, les rapports avec le clergé et les fidèles, à l'abbé Paillé¹ qui, durant la Révolution, devait couronner dans les fers trente ans de ministère apostolique en ce diocèse. Heureusement les grands vicaires de M. de Grimaldi, et M. de Grimaldi lui-même, faisaient exception dans l'Eglise de France. Les abbés de Villedon, de Cabrières, de Montgrenier, d'Agoult, etc., avaient fait assez de bruit par leurs agissements pour être appelés dans la correspondance de Grimm les « mousquetaires ecclésiastiques de l'évêque du Mans ». Nous ne connaissons pas d'autre prélat qui se soit donné à cette époque une telle garde d'honneur.

Cependant La Font de Savine, évêque de Viviers, avait pour grand vicaire un personnage bien étrange, l'abbé de Pampelonne, qui devait se porter, durant la Révolution, à tous les débordements et à toutes les fureurs. Nommé député du clergé à la Constituante, il prêta le

1. L'abbé Paillé était fils d'un pauvre savetier. On l'avait donné, à Paris, au jeune Grimaldi pour maître répétiteur de philosophie et de théologie. Voy. dom PIOLIN, *Histoire de l'église du Mans*, t. VI, p. 518-526.

serment, abjura, établit une fonderie de canons, fut nommé au Corps législatif en 1799, créé chef de la division des hôpitaux en 1804, administrateur des monnaies en 1814. Sous la Convention, il s'affirma terroriste fougueux, faisant incarcérer des prêtres insermentés, corrupteur de la jeunesse et séducteur. Il portait habituellement dans sa poche une guillotine en miniature, avec laquelle il s'amusait à décapiter les petits animaux. Il fut un monstre dans le genre de ces renégats féroces qui eurent nom Chabot, Jacques Roux, Billaud-Varennes, Joseph Lebon. On est heureux de placer en face de ce misérable deux autres grands vicaires de Savine, deux gentilshommes, l'abbé de Besses qui fut, avec l'abbé Vernes, le plus ferme soutien du clergé fidèle, et l'abbé de Mons qui, devenu sous l'empire évêque de Mende et de Viviers, reçut cette lettre touchante de son ancien évêque pénitent : « Puisse mon grand vicaire, qui est aujourd'hui mon évêque, me traiter avec indulgence, et ne se rappeler que l'amitié qui nous a unis avant le temps où j'ai cessé de la mériter ¹. » A Autun, sur dix grands vicaires qu'on y comptait en 1789, M. de Varèze, et un homme dont le rôle est plus connu, Desrenaudes, furent entraînés dans le schisme de leur évêque Talleyrand ². Les huit autres restèrent très fermes dans leur devoir.

Evidemment les prélats étaient tentés de composer leur maison ecclésiastique d'après leurs goûts, et parfois les exigences de parenté. On ne saurait être très surpris qu'aux fêtes données par la famille de Loménie au château de Brienne, le grand vicaire de l'archevêque de Toulouse, l'abbé Vanmall, ait collaboré avec l'abbé Morellet aux chansons qu'on y chantait sur l'air : *Dans le fond d'une écurie* ³. On s'explique que Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, ait donné des lettres de vicaire général à son neveu, le futur évêque d'Autun. On

1. Simon BRUGAL, *op. cit.*, p. 6, 41, 49-51, 67-69.

2. Cf. *Recherches historiques sur la persécution religieuse dans le département de Saône-et-Loire*, 4 vol. gr. in-8, 1889-1903, t. II, p. 203-215. Voir *ibid.*, de bons témoignages sur les grands vicaires de Chalon-sur-Saône, t. III, p. 107 et suiv., de Mâcon, t. IV, p. 177-189.

3. *Mémoires de l'abbé MORELLET*, 1822, 3 vol. in-8, t. I, p. 265.

s'étonne un peu plus que M. de Lubersac, évêque de Chartres, ait pris pour un de ses grands vicaires l'abbé Sieyès, qui lui avait, il est vrai, rendu de grands services à Tréguier. Les prélats pouvaient se tromper dans leurs préférences. Jarente, le futur évêque d'Orléans et ministre de la feuille, n'avait-il point été vicaire général de Mgr de Belsunce ? Le digne cardinal de Luynes, archevêque de Sens, n'avait-il pas dû retirer les lettres de grand vicaire à l'abbé d'Espagnac, fils du gouverneur des Invalides ?

Malgré ces erreurs toujours possibles, malgré la pression des parents, des amis, malgré le flot des compétiteurs, la plupart des évêques s'attachaient à faire de bons choix et savaient y réussir. Mgr de Juigné mena de Châlons à Paris trois vicaires généraux, mais il conserva tout l'ancien conseil dont faisait partie M. Emery. Un curé de la capitale, ayant un jour été appelé pour y exposer une affaire, dit en sortant qu'il avait cru se trouver au cénacle... M. de Fontanges, en arrivant à Toulouse, n'introduisit qu'un nouveau grand vicaire et confirma l'administration de son prédécessenr. Dans le nord, les trois diocèses d'Arras, de Saint-Omer, de Boulogne, ont gardé le meilleur souvenir des vicaires généraux appelés par MM. de Conzié, de Bruyère-Chalabre et de Pressy. Bruyère-Chalabre avait pris dans le chapitre de sa cathédrale les hommes les plus recommandables par leur expérience, leur talent et leurs vertus. Le saint évêque de Boulogne, M. de Pressy, avait surtout à se louer de l'abbé de Montgazin, son plus fidèle ami et collaborateur ; de l'abbé de Gargan, doyen du chapitre, l'une des lumières du Boulonnais, et que la confiance de ses concitoyens avait plusieurs fois appelé à la présidence de l'administration provinciale¹. On a pu dire des six vicaires généraux de Mgr d'Esponchez, évêque de Perpignan : « Tous étaient doctes, de mœurs austères, modestes dans leur manière de vivre, malgré leurs gros

1. DERAMECOURT, *op. cit.*, p. 12-13. — Fénelon prenait toujours un vicaire général dans le clergé du diocèse.

bénéfices et aussi, sauf M. Anglès, d'opinions fort conciliantes ¹. »

Nous aurions encore à citer, parmi les hommes qui ont marqué alors dans l'histoire de leur diocèse : Faudoas, vicaire général de Condom ; Daguerre, fondateur du séminaire de Laressore ; les abbés Sigorgne, vicaires généraux de Mâcon ; Guillot de Mondésio, qui ranima la foi dans le diocèse de Vence sous Mgr Moreau ; Le Groing de la Romagère, vicaire général de Châlons sous Clermont-Tonnerre et futur évêque de Saint-Brieuc ; M. de Saussol, vicaire général de Laval, auteur d'un livre remarqué pendant la Révolution sur la conduite à tenir en temps de persécution, évêque de Séez dans notre siècle ; M. de Dampierre, vicaire général de Paris, nommé en 1802 à l'évêché de Clermont ; M. de Coucy, archevêque de Reims dans notre siècle et vicaire général en cette ville, avant la Révolution, de M. de Talleyrand-Périgord ; M. de Latil, vicaire général de Vence sous Pisani de la Gaude, et cardinal-archevêque de Reims sous la Restauration.

Puisqu'il était admis qu'on ne pouvait être promu à l'épiscopat sans être grand vicaire, et que tout un cortège de brillants abbés portant ce titre se formait autour de chaque évêque, quel avantage de rencontrer un prélat capable par ses vertus, ses exemples, ses talents, sa conversation et son intimité, par le spectacle de son gouvernement spirituel et temporel, par son ascendant intellectuel et moral, de préparer cette jeunesse inexpérimentée encore aux devoirs et aux honneurs qui l'attendaient. Dans la première moitié du XVIII^e siècle, on avait vu se former à Poitiers, parmi les vicaires généraux de Charles de Lapaye de Vertrieu, comme un essaim de prélats qui occupèrent dignement les sièges d'Oloron, d'Alet, de Noyon, de Mende, de Lyon. Dans les vingt-cinq ans qui précèdent la Révolution, M. de Boisgelin, évêque de Laval, puis archevêque d'Aix, se fait, avec un éclat et un succès extraordinaires, l'initiateur des nom-

1. Abbé TORREILLES, *op. cit.*, p. 296-297.

breux grands vicaires qui suivent à l'envi sa direction¹. M. de Bausset, l'un d'eux, nous a laissé un tableau si enchanteur de leur existence commune que l'on se prend presque à regretter de n'avoir point vécu à Aix un siècle plus tôt dans ce milieu choisi. « Il faut, dit M. de Bausset, avoir été témoin de l'art naturel et facile avec lequel M. de Boisgelin savait unir l'instruction et l'enjouement dans le commerce de la vie, pour apprécier tout le bonheur et tous les avantages de sa société. On a dit qu'un évêque devait vivre avec ses coopérateurs comme un père avec ses enfants. M. de Boisgelin faisait plus : il était l'ami et l'ami le plus fidèle et le plus indulgent. Il n'affectait avec eux ni une grande réserve ni une fausse dignité ; il ne craignait pas de leur ouvrir son âme tout entière ni de leur confier ses plus secrètes pensées. Ce témoignage dicté par la vérité doit suffire pour démentir le jugement de ceux qui lui supposaient de la finesse dans le caractère, à cause de la finesse de ses regards et du jeu de sa physionomie. C'était au milieu de ses grands vicaires qu'il aimait à se reposer des études de son cabinet ; c'était dans la conversation qu'il amenait sans effort les discussions les plus intéressantes sur les sciences ou l'histoire, et les détails les plus piquants sur les événements publics et le caractère des personnages qui jouaient alors un grand rôle sur le théâtre du monde. Ayant vécu, dès sa première jeunesse, dans la société la plus choisie de Paris et de la cour, il avait pu les bien voir et les bien juger. C'est ainsi que par une conversation toujours variée et instructive, il familiarisait l'esprit et le jugement de ses jeunes coopérateurs avec la connaissance des hommes, des affaires et des lettres, *avec la noble ambition d'acquérir, par des études sérieuses, cette considération personnelle sans laquelle on ne peut pas faire le bien, même avec les intentions les plus droites et les plus pures*. Les personnes admises dans cette intimité ne pénétraient pas toujours le motif secret qui amenait ces

1. *La France ecclésiastique* signale parmi les grands vicaires de M. de Boisgelin, en 1788 : MM. de Boisgelin, de Coriolis, de Forbin, de Pierrevert, de Montesquiou, de La Rochefoucauld, de Crouseilhès, de Bonneval.

conversations, tant elles leur paraissaient se présenter naturellement. M. de Boisgelin savait que l'appareil de l'instruction en fait souvent manquer l'objet, et ce n'était que par les résultats sensibles que ses grands vicaires recueillaient dans ce commerce, qu'ils se rendaient compte, avec autant de surprise que de reconnaissance, du succès de cette méthode aussi douce qu'ingénieuse¹. » Les hommes qui se formèrent à une telle école sont encore le meilleur éloge de l'éducateur. En tête, se place M. de Bausset lui-même, évêque d'Alais avant la Révolution, cardinal sous la Restauration et l'auteur si connu des vies de Fénelon et de Bossuet. Amelot, que la Révolution trouva évêque de Vannes, avait été grand vicaire de Boisgelin à Lavaur et à Aix. En 1789, Boisgelin venait de faire nommer évêque de Senez son vicaire général, l'abbé de Ruffo de Bonneval. On avait remarqué que les grands vicaires de l'Archevêque d'Aix ne tardaient pas à être promus à l'épiscopat. Deux autres de ses vicaires généraux, M. Dombideau de Crouseilles et Mazenod², devaient occuper avec honneur dans notre siècle les sièges de Quimper et de Marseille. M. de Ruffo de Bonneval prit, à son tour, pour grand vicaire M. de Richery, que sa ferveur avait failli conduire à la Trappe ; il donna le même titre à M. de Miollis, futur évêque de Digne.

A Angers les rapports entre l'évêque, M. de Grasse, et ses grands vicaires étaient moins intimes qu'à Aix. Comme on était mécontent de part et d'autre, les grands vicaires apportèrent leur démission au prélat, qui l'accepta et jeta leurs lettres au feu, en leur présence, en les remerciant de leurs services. M. de Grasse eut, il est vrai, la chance de pouvoir se décharger sur M. Emery du poids de l'administration³. Disons que M. de Grasse faisait exception. Les survivants de l'ancien régime, que notre siècle a vu monter sur un siège épiscopal, aimaient à rappeler les années passées à s'initier auprès d'un

1. *Œuvres* de BOISGELIN. Notice par M. de BAUSSET.

2. Aussitôt ordonné, l'abbé de Mazenod avait reçu des lettres de vicaire général de Mgr Hachette des Portes, dernier évêque de Glandève.

3. Abbé LETOURNEAU, *Histoire du Séminaire d'Angers*, 1895, vol. III, p. 174-185.

digne évêque à l'administration ecclésiastique. En 1821, Cortois de Pressigny, archevêque de Besançon, faisant à la chambre des pairs l'éloge de M. de La Luzerne, dont il avait été grand vicaire, disait : « Appelé jeune encore auprès de M. le cardinal de La Luzerne, j'ai appris que l'homme qui est vraiment, intimement bon, l'est à toutes les heures ¹. »

Certains prêtres semblaient pouvoir se passer d'une lente initiation aux questions administratives. A Besançon, deux hommes que le XIX^e siècle devait voir évêques, MM. de Villefrancon et Petitbenoit de Chaffoy, à peine sortis de Saint-Sulpice et de la Sorbonne où ils ont pris leur doctorat, sont nommés à vingt-quatre ans chanoines de la métropole et vicaires généraux du diocèse. M. de Villefrancon, esprit droit, mais un peu étroit et cassant, d'ailleurs laborieux, ami de l'étude, tout occupé de ses devoirs, n'a pas l'amabilité, la douceur insinuante de M. de Chaffoy qui, tout en se montrant aussi pieux que M. de Villefrancon, couvre volontiers son autorité du voile et des grâces d'une modestie charmante. Appelé à la haute inspection du séminaire diocésain, il avait su, tout en sortant d'une école renommée, s'incliner devant l'expérience des vieux directeurs franc-comtois, et ne pas contrister leurs cheveux blancs par ce désir intempestif de réforme auquel ne résiste pas toujours la jeunesse ². L'abbé d'Aviau,

1. Chambre des pairs, discours du 2 juillet 1821. L'orateur loue en M. de La Luzerne, la « loyauté, véracité, franchise, bonté, affabilité, désintéressement ». Trois années plus tard, M. de Séze, parlant à la chambre des pairs (17 avril 1824) de M. Cortois de Pressigny, récemment enlevé par la mort, disait : « M. de La Luzerne, ce prélat si renommé par ses vastes connaissances et surtout par ce caractère admirable de modestie, de bonté et de simplicité qui les relevait encore, crut devoir, presque au moment où il fut appelé à l'évêché de Langres, l'appeler lui-même auprès de lui, l'associer à ses travaux en qualité de son vicaire général... Vous devinez d'avance tous les progrès que, sous un maître si habile et si parfaitement vertueux, fit bientôt M. de Pressigny dans l'administration d'un diocèse. » En 1789, M. de La Luzerne avait dix vicaires généraux qui restèrent fermes dans leur devoir pendant la Révolution. GODARD, p. 46. La Luzerne avait été grand vicaire de Dillon.

2. Parmi les autres grands vicaires, M. Buretel de Chassey dirigeait les nombreuses communautés religieuses avec la piété douce qui le prédestinait à cet emploi. M. de Camus, académicien distingué par son goût pour la poésie et par ses beaux vers, M. de Boutechoux de Chavannes et M. Maire d'Hurecourt, le plus actif et le plus dévoué serviteur des pauvres à cette époque, participaient dans une mesure moins connue au gouvernement du diocèse. La juridiction disciplinaire était remise entre les mains de MM. Durand et Bailly, appartenant par leurs familles à la judicature, tous deux excellents prêtres et très bons canonistes. Enfin le

vicair général de Poitiers, apportait aussi dans l'exercice de ses fonctions des qualités éminentes. M. de Crussol d'Uzès, évêque de la Rochelle, M. de Rosset de Fleury, avaient vainement essayé de se l'attacher. M. de Beaupoil de Sainte-Aulaire fut plus heureux et n'eut qu'à s'applaudir de l'avoir appelé dans son conseil. L'abbé d'Aviau, en sa qualité de nouveau venu, était obligé de donner le premier son avis, bien qu'il eût préféré que les autres grands vicaires, vieillis dans leurs fonctions, opinassent avant lui. Il ne tarda pas à faire apprécier la précoce maturité de son jugement. Lorsque le moment de clore la discussion était venu, M. de Sainte-Aulaire, au lieu de compter les voix, levait la séance en disant : « Allons, tenons-nous en au petit mot de M. l'abbé d'Aviau ; c'est lui qui nous a donné la clé de la solution ; avec elle la question se simplifie et la difficulté disparaît ¹. » On pouvait déjà saluer dans le grand vicair de Poitiers le futur archevêque de Vienne et de Bordeaux. On le voit, les vertus, les lumières et même une précoce expérience ne manquaient pas aux vicaires généraux avant la Révolution ². C'est parmi eux que se recrutera la plus grande partie de l'épiscopat dans le premiers tiers du xix^e siècle. Pendant la tourmente révolutionnaire, alors que le pontife a dû fuir devant la persécution, on les verra rester sur la brèche, déployer un admirable courage dans l'exercice du pouvoir dont ils sont dépositaires et ne céder la place qu'à la dernière extrémité.

III

Il n'était pas indifférent d'avoir de bons vicaires généraux. Le défaut de résidence des évêques faisait peser fré-

premier vicair général était M. de Rans, évêque de Rhosy, modèle de bonté simple et aimable, alliant à la foi et à la piété la plus vive, l'indulgence la plus tolérante. SAUZAY, *op. cit.*, t. I, 7-9.

1. LYONNET, *op. cit.*, t. I, p. 156-172. — AUDIAT (*Deux victimes des septembriseurs, Pierre de La Rochefoucauld, évêque de Saintes et son frère, évêque de Beauvais*, 1897, in-8, p. 97-104) rend hommage aux grands vicaires de Saintes.

2. Dans la liste de présentation, dressée par Portalis et soumise à Bonaparte quand il fallut reconstituer l'épiscopat après la Révolution, la plu-

quemment sur eux le poids de l'administration. D'un autre côté, les prélats même résidants s'occupaient moins que ceux de nos jours des détails du gouvernement. Dès lors, l'influence de leurs mandataires était plus considérable. A Rouen, avec le cardinal La Rochefoucauld, les grands vicaires avaient pris « un ascendant irrésistible. Persuadé que ces Messieurs ne pouvaient vouloir et faire que le bien, il leur laissait faire à peu près tout ce qu'ils voulaient ». Chacun d'eux était maître dans son archidiaconé et le dirigeait à son gré. « C'était pour l'administration sept ou huit diocèses taillés dans un grand. » Ce qui rétablissait une sorte d'unité, c'est qu'au-dessus de tous les autres, planait celui qu'on appelait le grand vicaire *de confiance*. C'était une sorte de premier ministre très flatté, parce qu'il avait l'oreille du maître. Malgré ces anomalies, la machine très habilement montée par un prélat autrement ferme et clairvoyant que M. de La Rochefoucauld, par le cardinal de Saulx-Tavannes, son prédécesseur, continua à fonctionner convenablement. On se plaignait surtout de la distribution des bénéfices. « Bien des gens, dit un témoin oculaire, obtenaient des cures, qui ne les méritaient pas, qui, du moins, ne les avaient pas encore méritées ; tandis que de bons prêtres, blanchis dans l'exercice du ministère, vieillissaient et mouraient dans un chétif et laborieux vicariat. Pour eux, la pauvreté ecclésiastique était une maladie incurable. Ils n'avaient personne qui les jetât dans la piscine des bons revenus, lorsque l'ange de la mort en remuait les eaux en y prenant quelque riche bénéficiaire. Montrait-on à Dominique de La Rochefoucauld un vicaire à cheveux blancs, à soutane usée, courbé sur un bâton noueux..., le sensible prélat était ému, les larmes lui venaient aux yeux : il ne concevait pas qu'un pareil homme n'en fût encore qu'à un vicariat de quatre ou cinq cents francs, souvent sous un jeune protégé ; il s'en voulait de ne l'avoir pas connu plus tôt, il en voulait à son

part des candidats sont des grands vicaires. Il y figure un certain nombre de chanoines. On y voit même un petit nombre de curés auxquels assurément on n'aurait pas pensé avant la Révolution. Voy. JAUFFRET, *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France*, 1819, 3 vol. in-8, t. I, p. 44-57, p. III, 162-165.

homme de confiance de ce qu'il ne le lui avait pas fait connaître. » Bonne résolution était prise par cet excellent cardinal de réparer au plus tôt cette injustice, mais « son entourage lui défendait, en quelque sorte, d'avoir de la mémoire ou de s'en servir. Le *bon bénéfice* vaquait : la foule des aspirants était aux aguets ; l'âme du mort était à peine parvenue à sa destination éternelle, que cent demandes étaient formées ; et ordinairement celle qui avait le bonheur d'arriver la première aux oreilles du prélat était exaucée. Une dame de ma connaissance, ajoute l'abbé Baston¹, lui a arraché de cette manière une demi-douzaine de canonicats, en dépit de vingt promesses antérieures de plusieurs années. »

La responsabilité de ce désordre incombait pour une bonne part à la faiblesse de M. de La Rochefoucauld ; mais que dire de son entourage, de ses grands vicaires qui l'empêchaient de tenir ses promesses et de récompenser dans son clergé les vieillards les plus méritants ? Nous avons rencontré parmi les grands vicaires de divers diocèses les hommes les plus honorables. Mais leur tort était d'être trop jeunes et par là-même trop tranchants, d'être trop nombreux, d'être pris dans une caste, et par suite d'assiéger l'évêque de demandes pour leurs amis, pour des amis appartenant tous à la noblesse. Voilà l'abus dont souffrait l'Eglise, et qui va être dénoncé avec force en 1789. « Pourquoi, s'écrie-t-on, confier ces hautes fonctions à des jeunes gens qui ne connaissent les hommes que parce qu'ils vivaient hier avec leurs condisciples dans un séminaire, qui n'ont d'autre expérience que plusieurs tours d'écolier ? » Il en est dans le nombre dont les talents sont connus, dont les noms sont cités avec distinction. Ils pourront un jour avoir avec avantage les plus grandes situations dans l'Eglise ; mais il ne s'en suit pas qu'ils soient dispensés d'acquérir dans les rangs divers de la hiérarchie l'expérience nécessaire. « Le mérite qu'ils ont à présent n'est que le mérite d'un bon écolier. Ils pourraient occuper une chaire. Ils peuvent argumenter, exa-

1. Abbé BASTON, *op. cit.*, t. II, p. 378-382.

miner les étudiants pour les ordinations, mais comment parleront-ils du ministère sacré? Ils n'ont rempli aucune de ses fonctions. Ils ont peut-être étudié le dogme, la morale, le droit civil et le droit canon; mais ils n'auront pas lu le plus savant des livres, celui du cœur humain, celui de la pratique et de l'expérience qui approfondit, qui juge et qui explique tous les autres livres. » La jeunesse toujours inexpérimentée est souvent cassante; et alors on nous présente un brillant grand vicaire, bien assis sur son fauteuil, quittant la gazette, la feuille du jour, pour interroger en potentat un curé respectable, qui est debout, timide et tremblant, comme si, sous des dehors mystiques et un langage incorrect, il ne cachait pas souvent un grand fonds de vertus et de prudente sagesse. « Ces jeunes grands vicaires, qui s'appuyent déjà, tout jeunes qu'ils sont, sur un canonicat, une dignité dans leur chapitre et une abbaye, ont peine à abaisser les yeux sur un ancien curé à portion congrue qui vient les consulter. Ils donnent à ses questions l'attention la plus légère. Ils ne répondent qu'en citant leurs cahiers, leurs professeurs et l'époque de leur licence dont la date est d'aujourd'hui. » A en croire l'écrivain dont nous reproduisons ici les attaques, le bonnet de docteur ne défendait pas toujours les jeunes grands vicaires contre l'étourderie. C'était dans un diocèse où les prêtres auxquels on renouvelait les pouvoirs devaient passer un examen. « Combien y a-t-il de péchés mortels, demanda le vicaire général à un abbé dé sens rassis? — Monsieur je ne le sais pas? — Comment vous n'en savez rien? c'est une question de catéchisme, un enfant y répondrait. — Monsieur, je ne sais pas et je crois qu'aucun théologien ne peut le savoir..., à moins que vous ne vouliez parler des péchés capitaux¹. »

Les hostilités sont ouvertes contre ces jeunes administrateurs. Leur arrivée est d'autant plus désagréable que le prélat est obligé de leur assurer des moyens d'exis-

1. *Tableau moral du clergé*, 1789, p. 63-70. Le même écrivain se plaint (p. 4, 14, 15) que les prélats appellent « à la tête de leur gouvernement des gens de *qualité* qui ignorent le génie des paroissiens ». Il demande qu'on choisisse les vicaires généraux parmi les curés.

tence par des canonicats, prébendes, prieurés, ce qui est autant de pris sur le clergé indigène. En Lorraine, les curés qualifient de « gandins », mot qu'on pourrait croire moderne, les abbés que M. de la Galaizière, évêque de Saint-Dié¹, fait venir de Paris pour en faire ses vicaires généraux. « On leur dira leur fait, ainsi qu'aux jeunes abbés de cour qui s'en viennent depuis l'annexion prendre les meilleures prébendes. » M. de Fontanges a donné sa confiance à un Franc-Comtois *cabochard*, qui lui aliène le cœur de ses prêtres. La Tour du Pin, qui sut se faire aimer à Auch, avait commencé par alarmer les Lorrains avec son essaim de vicaires généraux amenés de Nancy. A Dijon, M. de Vogué, passionné pour les arts, livre à des étrangers les plus belles situations de son diocèse. Des plaintes éclatent dans son clergé, qui supporte avec peine de se voir préférer des inconnus et des intrigants. Le prélat reconnaît ses torts, et conçoit à la suite de ces tiraillements un chagrin qui ruine sa santé. Il meurt dans sa famille à Aubenas, en 1787, à peine âgé de quarante-sept ans.

L'opinion, qui se déclarait avec tant de puissance contre tous les abus, réclamait une réforme dans l'administration diocésaine. « Ne verra-t-on pas bientôt cesser, s'écrie-t-on avec passion, un usage pernicieux et insultant? Ne verra-t-on pas le prélat renoncer à ses relations d'intérêt, à ses protégés, composer son conseil de pasteurs anciens qui joignent à la capacité de leur jeunesse, l'expérience, fruit du travail et de la réflexion? L'évêque, dont le génie sera assez ferme pour opérer cette réforme salutaire, raccourcira la chaîne de ses chagrins, son diocèse sera mieux gouverné. Touchons-nous bientôt à cette révolution si nécessaire et tant de fois désirée². » La Révolution va

1. Abbé MATHIEU, *op. cit.*, p. 154.

2. *Tableau moral du clergé*, p. 70. Il faut faire la part de l'exagération dans ces attaques. Un autre publiciste de 1789 (LAURENT, *op. cit.*, p. 203) parle de ces ecclésiastiques nobles, qui « seront grands vicaires en province, signeront quelques dispenses, assisteront à quelques assemblées provinciales, et passeront ensuite une grande partie de l'année dans leur famille ». Nous voyons cependant, par un règlement de M. de Béthizy, dernier évêque d'Uzès, que ses cinq grands vicaires (et ils sont nobles; ce sont MM. de Roche, de Chervin, de Joubert, de Ribière, d'Autun) ont vraiment la charge de l'administration du diocèse. Aux deux premiers

venir, elle se chargera de réformer tout en détruisant tout; mais elle ne passera pas sans que Camus lance un dernier anathème contre les grands vicaires dont les prélats d'ancien régime encombraient leur conseil. La constitution civile du clergé accordera à l'évêque, proclamé « pasteur immédiat » de sa cathédrale, douze vicaires dans les villes de 10.000 âmes, seize dans les villes plus importantes. C'est un « sénat véritable » imposé au prélat. « Les vicaires des églises cathédrales, les vicaires supérieurs, les vicaires directeurs du séminaire, disait la loi, formeront ensemble le conseil habituel et permanent de l'évêque, qui ne pourra faire aucun acte de juridiction, en ce qui concerne le gouvernement du diocèse et du séminaire, qu'après en avoir délibéré avec eux. » Comme ces grands vicaires d'un nouveau genre étaient à l'élection, on verra se produire des scènes comiques et des choix bien étranges.

incombe le soin des prieurs, curés et prêtres de tout le diocèse, Uzès excepté, l'examen des comptes des fabriques, des ordinands, etc. L'abbé de Joubert s'occupe spécialement de tout ce qui concerne le personnel et du service religieux de la ville d'Uzès, ainsi que des collèges, écoles et bureaux de charité de tout le diocèse. A M. l'abbé d'Autun incombe le souci du séminaire, des retraites et conférences ecclésiastiques, des missions, des hôpitaux et des congrégations religieuses. — Après cette distribution du service, vient la disposition suivante: « Messieurs les grands vicaires s'assembleront tous les jeudis vers les neuf heures du matin dans une des salles de l'évêché. Le plus ancien présidera à l'assemblée en l'absence de M. l'évêque; chacun y apportera les affaires de son département; elles seront discutées dans l'assemblée. Le président prendra les voix; s'il y a lieu, le plus grand nombre décidera, en sorte qu'il ne se fera rien dans le diocèse et qu'il ne sera rien accordé que tous MM. les grands vicaires n'en soient instruits et qu'ils n'aient donné leur avis. Le moins ancien des lettres de grand vicaire fera chaque jour le résumé des affaires qui auront été portées à la congrégation; il y motivera succinctement l'avis de l'assemblée et il en tiendra registre pour être gardé dans son dépôt. Lorsque M. l'évêque sera absent, on lui enverra une copie de chaque délibération de l'assemblée, toutes les semaines ou tous les quinze jours suivant l'exigence des cas, afin qu'il puisse être toujours à la suite des affaires de son diocèse. Cette collection de délibérations sera dans la suite consultée par l'assemblée, et assurera au gouvernement du diocèse une marche uniforme et toujours déterminée par les mêmes principes. Cette forme arrêtera nécessairement beaucoup de désordres, effrayera les mauvais sujets, assurera les bons qu'ils sont connus de tous MM. les grands vicaires, à qui elle rendra plus facile l'emploi de leurs bonnes vues et de leurs lumières. »

CHAPITRE QUATRIÈME

Rapports de l'évêque avec son clergé

I. Quoique l'évêque ait nombre de collaborateurs, rôle qui lui incombe personnellement. — Grandeur de sa mission. — Chaque diocèse compte quelque grand évêque. — Perfection des statuts synodaux au XVIII^e siècle. — Relations entre l'évêque et son clergé. — Jolie réponse d'un curé à Camus. — Quel abîme entre un Rohan et un pauvre congruiste! — Bas clergé intimidé par tant de faste. — Christophe de Beaumont accusé de n'avoir jamais fait de visites pastorales, pour n'avoir pas de curés à sa table. — Autres évêques dédaigneux. — II. Énumération d'évêques aimés de leur clergé. — Un Crussol d'Uzès qui descend toujours au presbytère. — Un évêque académicien suivi dans ses tournées par un fourgon de vivres. — Bonté de M. de Juigné. — Un petit vicaire à la table du cardinal La Rochefoucauld. — III. Néanmoins, trop de distance entre l'évêque et ses prêtres dans l'ancien régime. — Une lettre méprisante pour les curés. — Différence d'éducation et de race. — Un évêque-curé, idole de son clergé. — Les cahiers de 1789 demandent des évêques-curés.

I

Voilà l'évêque amplement pourvu de grands vicaires. Il leur conférera l'exercice de ce qu'on appelait la juridiction volontaire. La juridiction contentieuse est confiée à l'official assisté de ses assesseurs. Dès lors le prélat est suffisamment secondé dans l'administration de son diocèse.

Mais, s'il veut remplir toute sa mission, il ne se reposera pas complètement sur ses collaborateurs. Un vaste champ reste ouvert à son activité personnelle. Le concile

de Trente lui rappelle, après saint Paul, qu'il a été établi pour gouverner l'Eglise de Dieu. Il doit veiller sur le culte, sur l'administration des sacrements, sur le recrutement, l'éducation et la conduite de son clergé, sur les religieux et les religieuses; il doit assurer l'instruction de son peuple, défendre la foi, soutenir les écoles et les collèges, faire la charité, protéger les mœurs publiques, et, dans un siècle où tant d'intérêts temporels sont mêlés aux biens spirituels, déployer une véritable capacité pour les grandes affaires.

On a pu se demander si ces prélats aux blanches mains, aux doigts effilés, aux grâces aristocratiques, que leur haute naissance, leur éducation de famille un peu molle, ne semblaient guère prédisposer aux rudes labeurs, étaient vraiment de force à accomplir une pareille tâche. Plus d'un, en effet, manque du ressort nécessaire pour cultiver la vigne du Seigneur et remuer tout un diocèse. Mais disons que plusieurs surent puiser dans le sang des ancêtres je ne sais quelle vaillance de race qui allait donner à leur apostolat une admirable fécondité. Il n'est presque pas de diocèse qui n'ait eu, dans le cours du XVIII^e siècle, un grand évêque ou du moins quelque prélat vraiment apôtre, dont le pontificat exerça son influence sur plusieurs générations. Nommer, par exemple, Montillet à Auch, Ribeyre à Saint-Flour, Villeneuve à Viviers, Durfort à Besançon, Pressy à Boulogne, c'est rappeler la discipline affermie, le clergé renouvelé par les séminaires, les retraites, les conférences, les statuts diocésains; le peuple instruit, préservé par les catéchismes, les prédications, les missions; les hôpitaux élevés ou restaurés, les aumônes répandues et, en même temps, tous les travaux matériels qui dépendaient alors de l'épiscopat, entrepris et achevés avec magnificence. Nous avons vu rendre cette justice aux prélats même plus particulièrement portés vers les questions sociales et politiques, tels que Loménie de Brienne, que leur diocèse était bien dirigé. Le XVIII^e siècle nous a laissé un très grand nombre d'ordonnances synodales. On admire en les lisant l'esprit de sagesse et de gouvernement qui a présidé à

leur rédaction. Dans cette œuvre de législation ecclésiastique, les prélats moins apostoliques ne le cèdent point aux autres. M. de Choiseul, par exemple, qui n'était pas un saint, donna, en 1762, au diocèse d'Albi des statuts qui sont un chef-d'œuvre. Brienne tiendra aussi à tracer à son clergé de Toulouse, en 1782, des règlements qu'il saura faire vanter jusqu'à Paris et à la cour.

Les statuts synodaux s'étaient occupés de tout temps de l'instruction du clergé. Camus, évêque de Belley, l'ami de saint François de Sales, voulut un jour se montrer sévère à l'égard d'un curé dont on lui avait dénoncé l'ignorance. Il le fait venir et lui dit de s'asseoir. Le prêtre, voyant son évêque debout, s'excuse. « Asseyez-vous, lui dit Camus ; quant à moi, je suis chez moi, je fais ce que je veux. » Le curé s'asseyait. Camus, continuant à se promener, l'interroge en ces termes : « Où était Dieu avant de créer le monde ? — Dieu était en lui-même, répond le curé. — Et que faisait-il en lui-même ? » Le curé reprend : « Dieu était chez lui, puisqu'il était en lui-même ; étant chez lui, il faisait ce qu'il voulait ¹. » Camus avait trop d'esprit pour ne pas voir que son curé n'en manquait point ; il se hâta de donner de l'avancement à celui qu'on lui avait dénoncé comme un ignorant. Au xvii^e siècle, Boursault, le nouvelliste de M. de Simiane, évêque de Langres, lui conte cette anecdote : « En faisant sa visite, un évêque assuré de l'ignorance d'un prêtre, lui demanda d'un ton de maître, quel âne de prélat l'avait pu ordonner : « C'est vous, Monseigneur, » lui dit-il ².

Ce ne sont point ces enquêtes épiscopales sur le degré d'instruction, ni même sur la conduite et le zèle des curés, qui pouvaient troubler les bons rapports entre le premier pasteur et son clergé. Si ces relations paraissent avoir manqué de cordialité et d'abandon dans l'ancien régime, cela tient à une autre cause. Leur commerce souffrait de la distance que la naissance, la richesse, le

1. DEPERY, *Hagiographie du diocèse de Belley*, p. 199.

2. COLOMBEY, *op. cit.*, p. 30.

faste, avaient établie entre l'évêque et d'humbles curés de campagne. Quel abîme entre un Rohan, qui a un nom retentissant, un million à dépenser, et un pauvre congruiste ! Il est vrai que la proportion était l'inverse aux yeux de Dieu. Des prêtres gênés, timides, oseront-ils affronter la pompe qui entoure le pontife pour arriver jusqu'à lui ? Les écrits du temps¹ ne manquent pas de nous présenter les maisons de campagne où le prélat se repose et s'amuse comme interdites aux visites de ce genre. L'histoire atteste que Grimaldi, évêque du Mans, faisait fermer la porte de son château à ceux qui y venaient frapper pour affaires de ministère. Cependant, lors de sa promotion à Noyon, il ne voulut pas laisser ses chers diocésains du Mans sur une mauvaise impression. « Air d'affabilité, propos gracieux, repas splendides », rien ne fut négligé pour gagner *in extremis* pasteurs et fidèles. Il paraît que curés et chanoines répondirent aux festins par des festins² ; mais la plupart, n'ayant point eu le temps d'être séduits par cette amabilité tardive, souhaitèrent du fond du cœur au prélat un bon voyage pour Noyon, où il ne sut pas se faire chérir plus qu'au Mans. Un autre évêque, plus sérieux que Grimaldi, effraie son clergé par son faste. Comment aborder même à l'église le cardinal de Montmorency, évêque de Metz, grand-aumônier ? Lorsqu'il arrivait à sa cathédrale au grand trot des six chevaux attelés à son magnifique carrosse, de quel œil et avec quel sentiment de leur néant les bénéficiers du bas chœur ou quelque humble prêtre obligé de se garer en toute hâte, devaient-ils regarder ce haut et puissant seigneur. Aussi Montmorency, rendu à peu près inaccessible par tant de pompe, n'était-il pas aimé de son clergé.

Il n'était pas rare, dans l'ancien régime, de voir des prélats, ainsi préoccupés de leur grandeur, ne pas admettre comme convives les prêtres même qui vivaient

1. « Si un prêtre épuisé d'années et de travaux vient troubler les amusements par des difficultés dont lui seul sent le poids, aussitôt les fronts sont ridés, et à l'avenir, pour payer sa témérité importune, les portes du château lui seront fermées. » *Tableau moral*, etc., 1789, p. 7.

2. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1778, p. 76.

auprès d'eux. L'abbé Ledieu, racontant sa visite à Fénelon, s'applaudit de n'avoir point trouvé chez M. de Cambrai ni dans son entourage « ces airs hautains et méprisants que j'ai tant de fois, dit-il, éprouvés ailleurs ». Fénelon « fait toujours à ses ecclésiastiques l'honneur de les avoir à sa table, comme je l'ai vu à dîner et à souper ; ce que ne fait pas l'archevêque de Reims, ni à Paris, ni même à Reims, où il est très rarement, car il a une table garnie pour ses ecclésiastiques, écuyers et secrétaires. M. de Noailles, étant évêque de Châlons, en usait à peu près de même, et bien plus depuis qu'il fut archevêque de Paris, et encore plus depuis qu'il est cardinal. C'est donc une grande modestie dans M. de Cambrai, avec sa qualité de duc et de prince de l'empire et avec ses grandes richesses, d'avoir à sa table tous ses prêtres autour de lui ». Le narrateur fut d'autant plus sensible à ces égards de Fénelon qu'un « traitement bien différent » l'attendait à Noyon.

Ce bon abbé Ledieu est tout fier d'avoir dîné avec un grand archevêque. L'étrange étiquette, qui faisait ainsi dresser plusieurs tables dans certains palais épiscopaux, tombe peu à peu à mesure qu'on avance vers la Révolution. La morgue d'un Le Tellier ou d'un Noailles n'est plus guère de saison sur la fin de l'ancien régime. Cependant plusieurs prélats, tels que M. de Puységur, évêque de Carcassonne, puis archevêque de Bourges, gardent cette réserve un peu froide et un peu réfrigérante qui est parfois l'accompagnement de la distinction. Quelques-uns s'avisent encore d'assaisonner cette retenue d'un peu de dureté. Tel se montra, dit-on, M. de Jumilhac, archevêque d'Arles (1746-1775), à l'égard du bas clergé. Celui-ci, par respect, ne s'avisa pas de lui remontrer qu'il n'observait guère le devoir de la résidence en passant presque tout son temps à Paris. Ces hauteurs, ce dédain, avaient amassé dans bien des cœurs un fonds d'amertume qui s'exhalera ça et là en véritables cris de rage ¹ à la veille de la Révolution.

1. Une lettre signée du curé de Marolles et de treize autres, représente le pauvre homme « obligé de se jeter à tâtons le long d'un talus pour se

Soulavie, qui accuse Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, d'avoir dépensé cent mille écus pour prouver en deux volumes in-folio qu'il était d'une naissance distinguée, ajoute que ce prélat « se croyait si au-dessus du clergé qu'il n'admit jamais à sa table aucun curé de son diocèse, et se refusa d'en faire les visites d'usage pour éviter de se trouver à celle de ses curés ». Il ne faut point accepter sans contrôle les assertions de Soulavie ; mais cet écrivain rend par ailleurs témoignage aux vertus de Beaumont. Le fait est confirmé par les *Nouvelles ecclésiastiques* ¹.

M. de Thémynes, évêque de Blois, que nous avons vu si empressé pour les grands seigneurs, était moins accueillant pour ses prêtres. « Toutes ses belles qualités, dit un témoin de sa vie, étaient ternies par une hauteur de caractère qui avait aliéné tout son clergé ; il leur donnait des audiences très laconiques ; souvent il les éconduisait en passant la tête entre sa porte, et il ne les priait jamais à dîner. Il appelait seulement à sa table deux grands vicaires connus par leurs mœurs et un Père capucin, son confesseur en titre. » Il est vrai, nous dit le même auteur, que Thémynes « conduisait son diocèse avec toute la capacité possible », et « faisait son métier en prélat consommé ». On répéta à son sujet le mot de Tallemant des Réaux sur le cardinal de Sourdis : « Il le portait haut, mais il réglait fort bien son diocèse. » On devine que « le porter haut » n'était pas le moyen de se faire aimer. Le clergé de Blois eut l'occasion de montrer

garantir des pieds et des éclaboussures de leurs chevaux, comme aussi des roues et peut-être du fouet d'un cocher insolent », puis « tout crotté, son chétif bâton d'une main et son chapeau tel quel de l'autre, de saluer humblement et rapidement, à travers la portière du char clos et doré, le hiérarque postiche ronflant sur la laine du troupeau que le pauvre curé va paissant, et dont on ne lui laisse que la crotte et le suint ». Un pamphlet de 1789 (*Essai sur la réforme du clergé*, par l'abbé LAURENT) fait dire à un prélat qui secoue sa robe violette au retour d'une confirmation : « N'approchez pas de moi, Mesdames, je pue le curé d'une lieue à la ronde. » Ce propos, qui peut-être n'a jamais été tenu, montre quel souvenir amer la morgue hautaine de quelques prélats avait laissé dans les esprits.

1. SOULAVIE, *Mémoires du maréchal de Richelieu*, VIII, p. 212. « Feu M. de Beaumont, qui est tant prôné par le parti jésuitique, n'en a pas fait une seule (visite) pendant les trente-cinq années qu'il a occupé le siège de Paris. » *Nouvelles ecclésiastiques*, 25 décembre 1789, p. 205-208, et 1782, p. 61-64. — Le Père REGNAULT, *op. cit.*, est muet sur la question des visites pastorales.

à Thémînes ses sentiments. Non content, en 1789, de lui refuser ses voix pour la députation, il inséra dans son cahier l'article suivant : « L'oubli des vrais principes du gouvernement ecclésiastique, qui, contre les préceptes de l'Évangile, est devenu aujourd'hui trop arbitraire et presque absolu, faisant tous les jours de nouveaux progrès, nous supplions S. M. de prendre les moyens que sa sagesse lui inspirera pour que nous voyions reparaître dans les diocèses un conseil digne de la confiance du clergé, qui soit consulté dans les affaires importantes ¹. »

L'épiscopat de cette époque ne paraît pas avoir conquis le cœur des Lorrains. M. de La Galaizière avait été surnommé *Mgr de la Crosse*. Quand M. de Fontanges quitta Nancy, Chatrian lui signifia dans son journal son congé en ces termes : « Il ne s'est point soucié de plaire à ses curés, ses curés peuvent lui souhaiter bon voyage et lui dire en vers latins :

« *Nobilis antistes, non curat clerus ubi stes.
Dum non in nobis, stes ubicumque velis* ². »

II

Cependant il n'eût point été difficile à ces prélats de se faire aimer de leurs prêtres. Ils n'avaient qu'à leur témoigner de la bonté et à les aimer eux-mêmes. Ceux qui (ils furent nombreux) voulurent employer ce moyen, trouvèrent le chemin de leur cœur. Voyez le portrait qu'un contemporain traçait de M. de Saint-Sauveur, évêque de Tulle : « La portion de son troupeau qu'il chérit le plus et qui paraît lui être la plus attachée, c'est son clergé. Sa maison, sa table, sa bourse, lui furent ouvertes, avec ces manières qui ajoutent tant de prix au bienfait.

1. Cahier du clergé de Blois, *Arch. parlem.*, t. II, p. 373. — *Mémoires de DUFORT*. — *Les Nouvelles ecclésiastiques* (1783, p. 142) accusent Malide, évêque de Montpellier, de parler à ses prêtres « assis sans leur offrir un siège », de les « recevoir et de les congédier avec hauteur ».

2. Abbé MARTIN, *op. cit.*, t. III, p. 53, 65. — En revanche, Chatrian dit de M. de la Tour du Pin, prédécesseur de M. de Fontanges à Nancy : « Il aimait tous ses prêtres et était très attaché à ses séminaristes. »

Aucun des ecclésiastiques de son diocèse qui ne fût entièrement convaincu que son évêque était son père, et qui ne dût être assuré qu'il en serait toujours reçu comme un fils. Je me rappelle ces courses pastorales qu'il faisait si exactement dans les paroisses les plus éloignées et où, malgré la fatigue des cérémonies, le danger des routes, il paraissait si enchanté de se retrouver avec nous, parmi ses enfants. Les curés se disputaient à l'envi le bonheur de l'avoir chez eux; c'était à qui lui témoignerait le plus d'empressement¹. » Mgr de Fumel, évêque de Lodève, fait mieux encore; il visite fréquemment les paroisses, encourage ses curés. « Souvent, nous dit son historien, on le vit, au milieu des neiges et des froids de l'hiver, aller les surprendre dans la plaine ou sur le Larzac, afin de les consoler de leur solitude par la douceur de sa présence. Il ne les quittait point sans leur laisser d'abondantes aumônes pour leurs pauvres². » A Vence, Pisani de la Gaude, par sa bonté, sa douceur, sa noble simplicité, la prédilection marquée qu'il témoigne à ses prêtres, gagne leur cœur; ils l'affectionnent comme un tendre père. Lefranc de Pompignan, dans sa longue et paternelle administration, au Puy et à Vienne, correspond lui-même avec son clergé et ne cesse pas de jouir de son affectueuse confiance. M. de Durfort, archevêque de Besançon, joint à une bonté sans bornes une exquise simplicité. Il vit en famille avec les employés ecclésiastiques et laïques de sa maison et partage avec eux sa table.

Tout prélat marquant de la sympathie est assuré d'en obtenir. A Viviers, La Font de Savine, malgré sa vanité, son esprit déséquilibré, est aimé des prêtres parce qu'il est vraiment bon. La bonté, en cette fin de siècle, prend une pointe de sentimentalité. Un prélat doux et aimant, M. d'Agay, tient à montrer le cœur plutôt que la volonté

1. Document cité par Poulbrières, *op. cit.*, p. 330-331.

2. LAZAIRE, p. 29. — Mgr de Bonal, dernier évêque de Clermont avant la Révolution, disait à ses prêtres : « Vous avez fait la consolation, la gloire et la couronne de votre illustre prédécesseur; vous ne nous verrez jamais adopter à votre égard ce *ton* de domination proscrit par le grand apôtre. » Non saint Paul, mais « saint Pierre qui, ajoutent les *Nouvelles ecclésiastiques* (1777, p. 101), ne proscrit pas seulement le *ton* de domination, mais la domination même ».

dans le gouvernement de l'Eglise de Perpignan. Ces affectueux sentiments provoquent une vive reconnaissance, et nous voyons, par exemple, M. de Nicolai, évêque de Cahors, nommé avec acclamation par tout son clergé député aux Etats généraux¹. Le cardinal La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, obtiendra le même témoignage de sympathie. Il le méritait par sa bonté. L'abbé Baston raconte au sujet de ce prélat, un de ces traits qui font aimer. Pendant l'émigration, Baston étant tombé malade chez M. de La Rochefoucauld, à Munster en Westphalie, le cardinal voulut le soigner lui-même. L'abbé nous le représente penché sur lui, et lui « servant, cuillerée par cuillerée, une soupe qu'il m'avait fait préparer, dit Baston, et qui était trop chaude. Pendant qu'il exerçait cette œuvre de charité, il était environné de seigneurs moins grands que lui et qui l'admiraient, quoique la plupart n'eussent pas été assez grands pour l'imiter² »

A une époque où ces évêques gentilshommes auraient pu être tentés dans leurs visites pastorales de dédaigner l'humble hospitalité du congruiste, pour aller frapper à la porte du château voisin qui s'ouvrait d'elle-même devant eux, nous en voyons plusieurs affirmer leur prédilection pour le toit curial. « Nous préférons, dit un très grand seigneur, M. d'Uzès, évêque de La Rochelle, être reçu au presbytère, quand même nous n'y trouverions pas toutes les commodités qu'on pourrait nous offrir dans les châteaux ou maisons particulières. Et à cette occasion, nous sommes bien aise de témoigner ici notre reconnaissance de la manière pleine d'affection avec laquelle nous avons été reçu par MM. les curés dans le cours de nos visites. Nous nous trouverons toujours bien plus flatté d'être redevable de cette obligation à nos chers coopérateurs dans le saint ministère, qu'à d'autres personnes avec qui nous n'avons pas les mêmes rapports³. » C'était bien par-

1. Abbé LASSERRE, p. 191; Simon BRUGAL, p. 23; TORREILLES, p. 12-13; SAUREL, *op. cit.* Alors que M. de Nicolai sera nommé député, M. d'Agoult, évêque de Pamiers, qui s'était montré hautain, sera laissé de côté.

2. *Mémoires de l'abbé BASTON*, t. II, p. 389.

3. *Ordonnances et règlements synodaux du diocèse de La Rochelle*, 1780, p. 330, 331.

ler et bien agir. Un tel langage n'était pas rare. Nous le trouvons dans la bouche de bien d'autres prélats.

Comme la réception de ces grands seigneurs et de leur suite aurait pu être onéreuse à un pauvre curé de campagne, Vauréal, évêque de Rennes, se faisait accompagner par un fourgon chargé de vivres. Dulau, archevêque d'Arles, si bon pour ses prêtres qu'il ne manque jamais d'inviter lorsqu'ils viennent le voir, si attentif au moindre vicaire qu'il a reçu à sa table, a soin de faire porter dans ses tournées tout ce qui est nécessaire pour ses repas et pour sa maison ¹. M. de Juigné agit de même à Châlons. Dans un mandement relatif à ses visites pastorales, il prie ses curés de mettre des bornes à leur générosité. « Nous vous demandons seulement un asile, et nous vous invitons dès ce moment à venir vous y asseoir à la table de votre évêque. Ne faites donc plus aucun préparatif pour nous recevoir. Cessez aussi de nous préparer des harangues. Si quelque éloge peut nous toucher, c'est le témoignage avantageux que vous nous rendrez de vos peuples. Leurs vertus, voilà le cortège avec lequel nous désirons paraître au milieu de vous. » Un tel évêque devait se faire aimer, et on comprend qu'en 1776, à la nouvelle que M. de Juigné venait de refuser l'archevêché d'Auch, un des plus riches bénéfices du royaume, le chapitre ait fait chanter un *Te Deum* d'actions de grâces, auquel toute la ville et le clergé s'associèrent avec enthousiasme.

Ces exemples prouvent que de nombreux évêques témoignèrent une véritable affection à leurs prêtres. Il y avait chez les plus grands seigneurs ecclésiastiques un véritable effort pour se rapprocher de leurs curés. Leur cœur, leur devoir les y portaient. L'histoire n'a pas dédaigné de nous transmettre ce trait du cardinal La Rochefoucauld, archevêque de Bourges, le plus grand person-

1. Cf. *Eloge de Vauréal* par D'ALEMBERT. — BÉRENGIER, *Notice sur Mgr Dulau*, p. 13, 14, 17. — Nous lisons dans le procès-verbal des visites de Bossuet qu'étant en tournée à Nanteuil-Le-Haudouin, il « prit son logement dans le château qui lui fut offert par M. le duc d'Estrées... Il dîna au presbytère; son maître d'hôtel avait apporté ce qu'il fallait pour ce dîner ».

nage de l'Eglise de France au milieu du XVIII^e siècle. Un vicaire de campagne, « tout couvert de poussière, et de sueur », vint le demander pour affaire de ministère au moment où il allait se mettre à table avec une compagnie nombreuse et très choisie. Le prélat la quitte un instant, va recevoir l'humble abbé et, après l'avoir entendu, le prend par la main et le place à table à côté de lui en disant : « Messieurs, je vous présente M. le vicaire, je ne saurais vous donner une meilleure compagnie que mes prêtres ¹. » C'était se conduire en bon évêque. Mais le soin que prend le grand cardinal d'expliquer à ses brillants convives la présence à sa table de ce petit vicaire indique que le prélat allait contre l'usage. Il est à croire que le petit vicaire, couvert de poussière et de sueur, ne dut pas se trouver à l'aise en pareille société. Espérons que, s'il commit quelque contravention aux usages du monde, son noble amphytrion se montra moins sévère qu'un prélat de bien plus petit rang, M. de Hercé, dernier évêque de Dol. Ce dernier était très accueillant pour ses prêtres, allant volontiers dîner chez eux, tenait table ouverte, et elle était d'ordinaire bien occupée. Le prélat amena un jour la conversation sur l'histoire naturelle. Sur ce, un curé de campagne, voulant placer son mot, s'avisa de dire qu'à la dernière foire de sa localité, les cochons s'étaient vendus bon marché. Ce propos, qui pourtant n'était pas malséant, blessa l'évêque qui manifesta sa désapprobation par un long silence ².

III

Cette anecdote prouve les difficultés de relations cordiales entre des ministres d'une même religion mais non du même monde. Dans une correspondance, qui a été publiée, entre le digne évêque du Puy, M. de Galard, et le curé de Tence, le prélat lui écrit : « Mon cher curé,

1. Hugues du Tays, op. cit., t. III., p. 45.

2. Cf., Ch. Robert, *Urbain de Hercé*, p. 93-96.

mon *cher petit curé*¹ ». Est-ce que cette formule, d'ailleurs cordiale, n'a point une nuance de dédain ? Petits, en effet, étaient ces curés plébéiens et congruistes en présence de leurs grands seigneurs ecclésiastiques. Ils voyaient que beaucoup de ces prélats avaient le cœur bon et leur portaient un véritable intérêt. Ils savaient aussi que les meilleurs d'entre eux ne les trouvaient point de leur caste. Ils n'ignoraient point enfin que quelques-uns ne se défendaient point de les mépriser. Un évêque n'écrivait-il pas, en 1777, cette malheureuse lettre, conservée aux archives : « Je visite à présent ces frères, ces tuteurs, ces arbitres du peuple, à qui j'ai fait tant de compliments ! Il est bon de parler comme Fénelon. Mais, en vérité, ces gens à qui l'on peut dire de si belles choses ne peuvent guère les entendre. Ils sont grossiers, malpropres, ignorants, et il faut bien aimer l'odeur empestée de l'ail pour se plaire dans la société des médiateurs du ciel et de la terre. »

Il n'est pas sûr que les curés aient cru aux « belles choses » que leur disait officiellement cet évêque en tournée pastorale. Dans tous les cas, ils agiront, en 1789, comme s'ils n'y croyaient pas. En fait, malgré des qualités très réelles de bonté et de cœur chez le plus grand nombre, les prélats qui avaient réussi à se faire aimer étaient la petite minorité. La naissance, l'éducation, la fortune, avaient créé dans l'ancien régime un trop grand abîme entre l'évêque et ses curés, pour qu'il pût s'établir facilement entre eux une correspondance de confiant abandon et d'affectueux sentiments. Le prélat avait beau condescendre, quand il le voulait bien : son prestige, son train de maison, ses manières, son palais, ses laquais mettaient mal à l'aise un plébéien timide, un humble pasteur peu habitué à toutes ces grandeurs². Et puis il lui était bien

1. M^{me} BRIOUDE, *Recherches sur la ville de Tence*, p. 251.

2. LAURENT (*op. cit.* p. 334-335) dit des évêques, en 1789 : « Ce n'est que depuis qu'ils sont si riches qu'ils écrasent le reste du clergé par leur faste et leurs manières hautaines... qu'ils ont mis un intervalle immense entre les pasteurs du premier et du second ordre. » Il faut conserver les évêchés à petits revenus. « Si les nobles dédaignent ces modiques évêchés on trouvera sans peine dans le tiers état une foule d'excellents sujets. » Ceux-ci ne « donneront ni dans le luxe des meubles et des équipages, ni dans celui des bâtiments et de la table. Ces modestes évêques vivront avec leur clergé dans une intimité que les autres prélats ne connaissent plus depuis qu'ils sont devenus grands seigneurs. »

difficile de ne pas croire à ses quartiers, à sa race. Mgr de Belsunce était bienveillant pour ses prêtres, mais sa fierté de gentilhomme ne lui eût pas permis de supporter la contradiction. Combien ils étaient plus à l'aise avec un prélat de leur condition ! Lorsque Le Normand, un roturier qu'à ce titre Saint-Simon accable de ses mépris, fut nommé évêque d'Évreux, tous les curés du diocèse vinrent le voir. Ils trouvèrent en lui, dit naïvement son historien, « plus un curé qu'un évêque, et il le fut toujours. C'est la justice qu'on lui a rendue. Sa douceur, ses manières gracieuses, son accès facile et sa politesse envers tous, lui gagnèrent les cœurs ¹ ». Cet éloge d'un évêque-curé, chez lequel les curés entrent avec une aisance confiante, ne nous dit-il pas l'embarras qu'ils devaient éprouver en présence de prélats d'un autre ton et d'une autre race ? Il est vrai que dans ce cas ils prenaient souvent le parti de rester chez eux.

Les cahiers de 1789 reflètent les sentiments qu'inspiraient aux simples pasteurs le choix de leurs évêques, toujours pris dans la noblesse et élevés au pontificat sans avoir passé par le ministère. Le clergé, les autres ordres expriment fréquemment le vœu qu'on les choisisse parmi ceux qui ont rempli les fonctions pastorales ². Le clergé d'Etampes va jusqu'à demander que le roi ne puisse faire son choix que parmi trois candidats nommés à l'élection, « et pris principalement dans la classe des curés qui auront exercé pendant dix ans ³ ». Manifestement, il semble aux curés que des curés devenus évêques seront toujours plus près d'eux, plus accueillants, plus à leur portée que des prélats étrangers à leurs fonctions, et appelés à leur enseigner les devoirs de leur charge sans avoir eu l'occasion de les pratiquer eux-mêmes. Ces vœux devaient

1. *Histoire manuscrite des évêques d'Évreux.*

2. Cahier du clergé d'Auxerre : « Que Sa Majesté soit suppliée de n'élever à l'épiscopat que ceux qui auront exercé avec édification les fonctions du saint ministère pendant un temps déterminé par une loi expresse. » Le même vœu est formulé par le clergé de Blois, de Crépy en Valois, de Labour, etc. Le tiers état de Paris *intra muros* demande que les évêques choisis soient du moins âgés de trente ans, et qu'ils aient « exercé les fonctions du ministère au moins cinq années dans un autre état que celui de grand vicaire. »

3. Cahier du clergé d'Etampes, *Arch. parlam.* III, p. 282.

recevoir dans notre siècle satisfaction surabondante.

Un autre moyen de rapprocher les distances, c'est de faire enfin tomber le parti pris de prendre tous les évêques dans la noblesse. Ici c'est l'abbé Maury qui tient la plume, au nom du clergé de Péronne qui allait lui confier la députation. On ne sera pas étonné de voir l'orateur, que nous avons déjà entendu tonner contre cet abus à l'occasion de l'évêque de Senez, s'exprimer en ces termes dans le cahier de son baillage : « Il est notoire que l'ordre des curés est totalement exclu des récompenses de Sa Majesté. C'est un outrage, une exhérédation injuste dont nous sollicitons la réparation ou plutôt le terme, au milieu des Etats généraux. En rendant hommage à la noblesse, en reconnaissant même, outre ses droits, la faveur particulière qui lui est due, nous demandons que le tiers état participe dans une juste proportion non seulement aux bénéfices de nomination royale, mais aux premières dignités de l'Eglise. Les évêques qui ont été tirés de cet ordre ne sont pas ceux dont le clergé de France s'honore le moins¹. » Ces justes revendications, ainsi exprimées en termes énergiques, ne pouvaient que contribuer à l'union des pasteurs et du pontife, en donnant aux curés un chef plus rapproché d'eux par son éducation et son ministère ecclésiastique, ainsi que par sa situation sociale. La Révolution ne prendra pas le temps d'accomplir cette réforme. Elle se chargera d'effacer les distances, de faire tomber les préventions, les barrières entre le prélat grand seigneur et l'humble congruiste, en poussant indistinctement aux frontières, à l'échafaud, au martyre, curés et évêques, en les confondant tous dans une lutte suprême pour la foi et pour la vie.

1. Cahier du clergé de Péronne, *Ach. parl.* t. V, p. 849. — Le clergé de Troyes dit : « Le roi sera supplié d'avoir égard, dans la nomination aux évêchés, moins à la naissance qu'aux vertus et aux mérites, et de choisir les évêques, autant que faire se pourra, parmi les ecclésiastiques nés dans la province du siège vacant et exercés dans le ministère pastoral. » *Arch. parl.* VI, p. 73 —. Le clergé de Mantes dit (*Arch. parl.* III, 655) : « Il est de la justice du roi de déclarer que la noblesse ne sera point destinée exclusivement aux grandes places de l'Eglise. »

CHAPITRE CINQUIÈME

Rapports des Evêques avec leur peuple

I. Tendance des évêques à se rapprocher de leur peuple. — Un moyen plus pratique de connaître les diocésains, les visites pastorales. — L'action de l'évêque alors bien plus puissante que de nos jours. — Universalité de son contrôle en tournée pastorale. — Il vient au nom de l'Eglise et de l'Etat. — Crainte qu'il impose aux délinquants. — Les curés eux-mêmes passés à l'examen. — Les fidèles interrogés publiquement et secrètement à leur sujet. — Outre la correction des abus extérieurs, on veut remuer les âmes et purifier les consciences. — L'évêque en tournée est accompagné de missionnaires. — II. Régularité des visites à partir du xvii^e siècle. — Les grands visiteurs : Sourdis, Richelieu, Le Tellier, Le Camus. — Les évêques orateurs en tournées pastorales. — Comment Bossuet accomplit ce devoir dans le diocèse de Meaux. Il y prêche avec Fénelon. — Visites pastorales de Fénelon, Fléchier, Mascaron, Massillon. — Noms des prélats visiteurs au xviii^e siècle. — Témoignages d'affection et de reconnaissance qui les accueillent, ceux surtout qui savent se montrer simples et bons. Traits. — III. Quelques chiffres au sujet des tournées pastorales. — Elles étaient moins fréquentes que de nos jours. — Première cause, la difficulté des communications. — Belsunce obligé de monter sur un âne. — Nicole incapable de suivre à cheval Le Camus, « évêque des montagnes ». — Seconde cause, indifférence de plusieurs évêques qui n'imitent pas leurs confrères zélés. — Exemples d'abandon. — Plaintes en 1789 à ce sujet. — Autre abus : les évêques qui prêchaient étaient alors en très petit nombre. — IV. Malgré ces défaillances, le diocèse est puissamment organisé dans l'ancien régime. — Les visites des archidiacres, grands vicaires, vicaires forains, suppléent, au besoin, celles de l'évêque. — Comment cette magistrature spirituelle a tenu en haleine pasteurs et fidèles pendant des siècles, et a assuré la santé morale des populations de la vieille France.

I

Le nivellement progressif des classes, qu'on peut constater à la fin de l'ancien régime, avait contribué à rappro-

cher les évêques de leur clergé et aussi de leur peuple. Ils sont mêlés à tous les intérêts, à toutes les préoccupations de leurs contemporains. Ils tiennent **table ouverte**, et font preuve dans l'admission des convives d'une large tolérance, presque de goûts démocratiques. Le plébéen s'enhardit à y paraître et n'y fait pas mauvaise contenance. « Le militaire, dit non sans quelque malice un écrit du temps, est assis à côté du robin, l'incrédule à côté du cagot, et l'appétit n'en souffre pas. Le prieur-moine regarde avec jalousie le financier, qui est monté à la place la plus honorable et qui n'a point un équipage aussi brillant que celui du monastère. Depuis que la fierté épiscopale est un peu tombée, le roturier se trouve de temps en temps avec eux. Il commence à vaincre sa timidité, assez pour ne pas quitter le repas le ventre creux et la gorge altérée ¹. »

Mais ce n'est point à table que l'évêque pouvait faire connaissance avec le gros de ses diocésains, surtout au point de vue spirituel ; c'est dans les tournées pastorales. Elles avaient, dans l'ancien régime, une extrême importance et une action bien plus puissante qu'à notre époque. De nos jours, l'évêque se borne à peu près à administrer le sacrement de confirmation, à s'enquérir de l'état de l'église, de l'instruction catéchistique des enfants, de la situation religieuse de la paroisse, à donner enfin des conseils ou des ordres, la plupart dépourvus de sanction. Il en allait tout autrement dans l'ancienne France. Ce n'étaient pas seulement les enfants à confirmer et leurs parents qui se rendaient à l'église. Tous les paroissiens y étaient convoqués ; tous, depuis le plus humble fidèle jusqu'au pasteur, étaient appelés à rendre des comptes sur leurs intérêts spirituels, pouvaient être interrogés sur la doctrine chrétienne et sur la pratique de leurs devoirs. Quand on parcourt aujourd'hui les procès-verbaux ou le programme de ces visites, on est frappé de l'étendue de l'enquête. Outre l'examen traditionnel que nos prélats font encore, quel puissant contrôle exercé

1. *Tableau moral*, etc., p. 6.

sur les mœurs, sur l'observation des lois de l'Eglise ! Nous lisons, par exemple, dans les statuts synodaux donnés, en 1695, par Le Goux de la Berchère, archevêque d'Albi, qu'il s'informera dans son inspection « de ceux qui fréquentent les sacrements » ; s'il y a des pécheurs publics et scandaleux, des blasphémateurs, jureurs, impies, usuriers, « des concubinaires, des femmes et filles de mauvaise vie, des personnes qui font profession de sortilège et de maléfice » ; quelles superstitions sont plus ordinaires ; de ceux qui gardent chez eux de mauvais livres ; « s'il y a quelque mariage en degré défendu, sans dispense » ; des mariages invalides pour clandestinité ou autres empêchements ; des personnes mariées, séparées sans cause légitime ; si les parents ont soin de faire baptiser leurs enfants dans le temps prescrit, s'il y a quelque famille en divorce ; des inimitiés, procès, querelles considérables ; de ceux qui ne se comportent pas dans l'église avec modestie, qui ne se sont pas confessés ou qui n'ont pas communie à Pâques ; qui manquent à la messe, qui dansent ou jouent publiquement, et vont au cabaret pendant les offices divins, « qui vivent dans l'oisiveté et fainéantise ; si l'on tient des foires les jours de dimanche et fête, et généralement de tous les désordres et abus ¹ ». La sage-femme, les maîtres et maîtresses d'école, se présentent pour « être examinés, demander la continuation de leur approbation et rendre compte de leur conduite ». Les marguilliers, les syndics des hôpitaux, viennent déposer leurs comptes.

On le voit, rien de ce qui touche à la morale publique et privée, n'échappe à la vigilance et à la sanction de l'évêque. L'Etat, loin de prendre ombrage de l'exercice de ce pouvoir, l'encourage et le protège. Henri IV ordonne aux prélats de faire les visites et de lui en envoyer les

1. « La fin principale de toutes les visites, disait le concile de Trente, sera d'établir une doctrine sainte et orthodoxe, en bannissant toutes les hérésies, de maintenir les bonnes mœurs, de corriger les mauvaises, d'animer le peuple au service de Dieu, à la paix et à l'innocence de la vie, par des remontrances et des exhortations puissantes, etc. » Sess. XXIV, ch. III, de ref. — C'est ainsi que les évêques du XVIII^e siècle comprenaient leur mission. En 1745, Mgr de Pressy, évêque de Boulogne, dit, par exemple, dans son mandement de visite, qu'il va « régler la discipline, réformer les abus, retrancher les scandales, etc. »

procès-verbaux¹. Comme il s'agit d'une époque où la discipline de l'Eglise est consacrée par le pouvoir civil, où les simples peines spirituelles, comme l'exclusion du temple, de la sépulture ecclésiastique, sont un châtiment redouté, on comprend quelle terreur devait inspirer aux récalcitrants, aux pécheurs publics, aux retardataires de la communion pascale, à tous les libertins et délinquants; la seule annonce de la visite pastorale, la présence de l'évêque haut et puissant seigneur, en qui le caractère sacré de représentant de Dieu était encore fortifié, aux yeux du peuple, par la qualité de seigneur temporel et de représentant du roi. Tremblez pervers, voici venir le pontife que Bossuet vous présente « établi de Dieu pour faire vivre dans le peuple la discipline chrétienne; il a reçu la plénitude d'une puissance céleste, pour arrêter le torrent des mauvaises mœurs qui, s'enflant et grandissant à grands flots, menace d'inonder toute la face de la terre² ». « S'il y a, dit un cérémonial, des pécheurs publics dans le lieu, et des personnes qui aient donné des scandales par leur vie débauchée ou autrement, qui n'aient pas fait leur devoir pascal, qui soient en inimitié notoire, c'est à ce moment que le curé devait les faire comparaître devant l'évêque, pour recevoir ses remontrances et ses ordres³. »

Tremblez pervers, vous aussi tremblez, curés. C'est

1. *Lettres missives*, t. I, p. 185 des pièces justificatives. « Et afin que nous sachions et reconnaissons aussi ceux qui s'acquitteront de ce devoir exactement et fidèlement, nous désirons que vous nous envoyiez en double un extrait bien particulier des procès-verbaux que vous dresserez des dites visites, tant de celles que vous ferez en personne que des autres que vous commettrez à vos dits vicaires et officiers, lesquels partout vous adresserez à nous-même où nous serons, pour seconder et fortifier vos diligences de notre autorité, selon notre désir et le besoin que nous apprendrons ».

2. BOSSUET, *Oraison funèbre du P. Bourgoing*. M. de La Ferronnays, dernier évêque de Lisieux, disait dans son premier mandement : « Envoyé pour défendre le champ du père de famille, pour enseigner et gouverner, pour arracher et planter, pour détruire et édifier, pour corriger et reprendre, le glaive de la parole ne nous aura pas été confié inutilement; l'homme ennemi ne se prévaut pas de notre silence. » *Nouvelles ecclésiastiques*, 1786, p. 67-68.

3. Abbé DUMAINE, *Mgr Louis d'Aquin, évêque de Sées*, 1902, in-8, p. 222. — Nous lisons dans le procès-verbal des visites de Bossuet : « M^e Alexandre Prescal, curé de Dampmartin, a dit qu'il y avait dans sa paroisse plusieurs filles et plusieurs femmes veuves de mauvaise vie, qui étant prêtes d'accoucher s'absentaient et revenaient au grand scandale de tout le peuple, sans que personne, non pas même le procureur fiscal, s'informat, n'y se mit en peine de ce qu'étaient devenus leurs fruits. Il les a toutes nommées à Monseigneur par leur nom et surnom. »

qu'ils sont passés au crible plus encore que leurs paroissiens. Le procès-verbal des visites faites par M. de Grignan, dans le diocèse de Carcassonne, à la fin du xvii^e siècle, porte que le curé est mandé à la sacristie devant l'évêque et tous ses assesseurs. Il doit répondre à un questionnaire détaillé où il est parlé de la valeur de son bénéfice, de ses grades canoniques, de son assistance aux conférences ecclésiastiques, de son ministère, de l'état moral et religieux de son peuple, des livres de piété et de théologie qu'il a dans sa bibliothèque. Cet interrogatoire terminé, le curé sort, et alors les consuls, les principaux habitants entrent pour contrôler ses dires et donner leur opinion sur tout ce qui concerne la paroisse. Chacun peut s'exprimer en toute liberté ¹. Cet usage se maintient jusqu'à la Révolution. A Arras, on continue à s'informer hautement auprès des fidèles s'ils sont contents de leur pasteur, « s'il célèbre la messe et fait les autres offices aux heures marquées, s'il n'est pas joueur, jureur, chasseur, sujet à la boisson, quels sont ses domestiques ». En 1780, l'évêque de la Rochelle interpelle publiquement le curé sur les abus qu'il a constatés dans sa paroisse ; il interroge « sur le catéchisme indifféremment grands et petits ». En retour, il demande aux paroissiens ce qu'ils ont à reprocher à leur pasteur ². Les paroissiens, avec cet esprit de critique ou, si l'on veut, cet idéal de perfection qui anime souvent les meilleurs, se rendent volontiers à l'appel qu'ou leur adresse. Les procès-verbaux nous ont conservé l'exposé des griefs parfois assez piquants qu'ils vont faire valoir contre leur curé ³. Ce qui était plus

1. CHARPENTIER, *op. cit.*, p. 71-72.

2. DERAMECOURT, *op. cit.*, 129. — L'évêque de La Rochelle fait comparaître les maîtres et maîtresses d'école, les sages-femmes. Il s'informe « s'il n'y a point de désordres publics et scandaleux, si les paroissiens vivent en paix et en bonne intelligence, s'il y a des inimitiés, des haines, des procès, des séparations de maris d'avec leur femme ; si on ne fréquente point le cabaret, particulièrement pendant le service divin ; si l'on est exact à assister aux saints offices, si tout le monde s'est acquitté avec édification du devoir pascal ; si les pères et les mères envoient leurs enfants aux catéchismes, les maîtres leurs domestiques ; si l'on profane les dimanches et fêtes par des travaux défendus ; si l'on est exact dans tous les ménages et familles à faire en commun les prières du matin et du soir, etc. » *Ordonnances et règlements synodaux du diocèse de La Rochelle*, publiés par CRUSSOL d'UZÈS, 1780, p. 325-334.

3. Dans la visite faite, au xvii^e siècle, dans le diocèse de Besançon par Pierre de Gramont, la cour épiscopale siégeant à Mornay reçoit les plaintes

dangereux que ces attaques ouvertes, c'était l'enquête secrète à laquelle on conviait les populations en certains pays. Dans la visite du diocèse de Nîmes, faite par Fléchier en 1694, le prélat ordonna aux fidèles de venir lui exposer leurs désirs et, au besoin, leurs doléances. Il leur adressa d'avance, à cet effet, trente « interrogats », auxquels ils devaient répondre en public, et dix autres qui demandaient une réponse privée¹. Nous voyons se perpétuer jusqu'à la Révolution cet usage, qu'on pourrait ne croire possible que dans un grand siècle de foi comme le xvii^e. Dans le diocèse de Dol, le conseil de fabrique choisissait encore en 1789 ce qu'on appelait deux « députés synodaux » qui, à l'issue de la confirmation, allaient à la sacristie conférer avec le prélat. Ils étaient chargés de le renseigner sur la conduite du recteur et des autres ecclésiastiques de la paroisse. C'était là une mission très délicate, pouvant donner lieu à bien des abus. Les évêques usaient de ces dénonciations avec d'autant plus de prudence qu'ils avaient comme sanction contre les curés délinquants un long séjour au séminaire ou même les prisons de l'officialité².

Cette enquête secrète, qui heurterait aujourd'hui nos idées, donnait un nouvel élément d'information et une nouvelle force au redoutable visiteur qui arrivait armé, au besoin, de toutes les foudres spirituelles et temporelles. On voulait que l'effet de son passage ne se bornât point à la correction des manquements extérieurs et des

des curés et habitants des villages voisins. Messire Pierre Benoist, curé de Mottey, se plaint des « beuveries » de son vicaire et de certains ennuis que lui causent les paroissiens. Ceux-ci appelés à leur tour reprochent à leur curé son inexactitude à célébrer la messe, de rester trop en chaire. Quand le chirurgien Claude Bernard sort impatienté au milieu du sermon, le curé lui crie du haut de la chaire : « Va, Dieu te conduise. » *Annales franc-comtoises*, 1869. *Le diocèse de Besançon au xvii^e siècle*.

1. Le procès-verbal de cette visite, rédigé par l'abbé Begault, est conservé à l'évêché de Nîmes. Dans le mandement envoyé aux curés à cet effet, Fléchier disait : « Nous ordonnons de la publier (la présente ordonnance) au prône... de faire sonner les cloches extraordinairement la veille du jour, afin que vos paroissiens, en étant avertis, s'y trouvent et exposent sincèrement et charitablement ce qu'ils croiront nécessaire pour le bien de la paroisse. » DELACROIX, *op. cit.*, p. 6, 7, 142, 150.

2. L'abbé DUMAINE, *op. cit.*, p. 215-260, cite quelques exemples de ces punitions. — Ch. ROBERT (*Urban de Hercé*, p. 45-51) cite des exemples de la prudence des évêques devant les dénonciations. Ce fut le cas de Mgr de Hercé, dernier évêque de Dol, qui rappela à son devoir un député synodal, qui dénonçait à tort son curé pour avoir refusé l'absolution à sa fille.

irrégularités apparentes. Dans ce but, l'évêque conviait par un mandement les populations à se préparer à sa venue par le jeûne, la pénitence, la réception des sacrements. Le plus souvent des missionnaires ¹, devançant sa venue ou arrivant avec lui, préparaient par leur chaude éloquence les âmes à la confession que des prêtres étrangers étaient appelés à recevoir. C'était donc pour la paroisse, avec le redressement de tous les abus, une rénovation complète qui pénétrait jusqu'aux consciences, qui communiquait à tous, prêtres et fidèles, la résolution et la force de marcher avec une ardeur toute nouvelle dans la pratique du bien.

II

Avec un tel pouvoir, les évêques d'ancien régime, armés de volonté et de zèle, faisaient des prodiges. C'est dans le premier tiers du xvii^e siècle, quand on sort des troubles du xvi^e et que tout rentre peu à peu dans l'ordre, que l'épiscopat s'applique vraiment à suivre les prescriptions du Concile de Trente sur la visite du diocèse. A Bordeaux, le cardinal François de Sourdis donne le branle dès son arrivée et organise tout un plan de tournées pastorales. Lui-même paie largement de sa personne. Dans chaque paroisse de son itinéraire, dit une relation, « il faisait tenir aussitôt les confesseurs, en l'église, pour ouïr les confessions, et lui-même s'employait à cet office en plusieurs endroits. Sa vigilance reluysait en ce que de grand matin du jour de la visite, il venait à l'église, pourvoyait à ce que les confesseurs y fussent, et comme il voyait que le pauvre peuple, par une honte rustique, n'osait aborder les confesseurs, il conduisait lui-même les personnes ² ». Bordeaux aura le bonheur de compter dans le cours du xvii^e et du xviii^e siècles des hommes qui tiendront à

1. La plupart des mandements relatifs aux visites pastorales annoncent l'envoi de missionnaires.

2. ALLAIN, *Organisation d'un grand diocèse sous l'ancien régime*. Compte rendu du troisième congrès des catholiques, 1895.

honneur d'imiter le zèle apostolique du cardinal de Sourdis, tels que les Béthune, les Maniban, les Lussan.

Il suffit à Richelieu, contemporain des deux cardinaux de Sourdis, d'une résidence vigilante de sept années à Luçon pour transformer son diocèse¹. Dans le dernier tiers du xvii^e siècle, nous voyons à l'œuvre un homme de haute intelligence, qui menait de front ses obligations d'homme de cour avec ses devoirs épiscopaux : c'est Maurice Le Tellier, archevêque de Reims, dont Saint-Simon dit « qu'il était grand aumônier, assez résidant chaque année, gouvernant et visitant lui-même son diocèse, qui était le mieux réglé du royaume et le mieux pourvu des plus excellents sujets en tous genres, qu'il savait choisir, s'attacher, employer et bien récompenser ». Les procès-verbaux de ces visites nous ont été conservés². On y admire le zèle, la fermeté, la prudence d'un grand prélat; en qui les hautes relations et l'usage du monde avaient encore développé l'esprit de gouvernement.

La même époque nous présente en Le Camus, évêque de Grenoble, un homme plus ardent encore à la réforme de son clergé et de son peuple. En arrivant dans son diocèse, il y trouve « mille désordres » que la non résidence a autorisés. « On ne peut, dit-il, visiter une paroisse, sans être en danger d'être abîmé. Il y a quarante ans qu'on n'a visité, et quand on a visité, on ne s'est point mis en peine de rien. » Le Camus affirme ailleurs que son diocèse « est en friche » depuis deux ou trois cents ans « qu'aucun évêque n'y avait fait une visite générale ». Il est enfin temps d'agir. L'intrépide prélat ne s'attarde pas à faire des ordonnances. Ce qui importe avant tout, c'est de se porter dans chaque paroisse, « d'y courir comme au feu, quand il y a du désordre, et prêcher hautement contre

1. « Il ne fut pas plus tôt arrivé dans son diocèse qu'il y donna toute son application, pour le purger des erreurs et des vices qui s'y étaient glissés depuis plus de soixante ans qu'aucun évêque n'y avait fait résidence. Il en fit la visite entière, y rétablit quelques églises qui avaient été détruites par les huguenots, il en ramena plusieurs par ses savantes prédications au giron de l'Eglise. » *Vie manuscrite du cardinal de Richelieu*. Arsenal, 186, f° 6. — HANOTAUX, *Histoire du cardinal de Richelieu*. L'évêché de Luçon, p. 91-110.

2. Bibliothèque nationale, manuscrits français, n° 6025-6034. Le Tellier fait prendre des notes et en prend lui-même. Il écrit d'un curé : « C'est un Normand, il faut le surveiller ».

les scandales et péchés connus. Personne n'aime à être tympanisé de la bouche de son évêque.» Le Camus parcourt tous les ans le tiers de son diocèse. Parfois même on le voit en inspection pendant dix-huit mois sans discontinuer. Lui aussi se fait précéder dans chaque paroisse, où il passe au moins un jour, par des missionnaires qui préparent le terrain. Relâchements, désordres, libertinages, adultères, inimitiés, procès, il s'informe de tout, corrige tout, concilie tout. Les résultats sont immédiats. Le Camus peut écrire après une première visite pastorale : « Quand j'y arrive, tout plie... Les scandales sont levés de ce diocèse, » la discipline est « rétablie dans le clergé », les villages « sont entièrement changés ». Mais pour la durée de ses réformes, il juge sa présence nécessaire. Il ne peut, dit-il, s'absenter sans que « le peuple et le clergé ne retombent dans leur premier état, mes visites continues les tenant en crainte ¹ ». Quel plus beau spectacle que celui d'un évêque faisant ainsi rayonner la vertu et le devoir autour de lui, relevant, purifiant, soutenant, intimidant au besoin, agent supérieur de moralité pour tout un peuple, remplissant par sa présence, dans les limites de son diocèse, en quelque sorte et toute proportion gardée, le rôle que la présence de Dieu exerce dans le monde.

On aime à voir attentifs aux tournées pastorales et à l'évangélisation de leurs diocèses les évêques qui, au xvii^e siècle et au commencement du xviii^e, sont restés par leurs écrits ou leur éloquence, l'honneur de l'Eglise de France. Tels se montrèrent Bossuet, Fénelon, Fléchier, Mascaron, Massillon.

Nous avons les procès-verbaux des visites de Bossuet dans le diocèse de Meaux. Jamais ce grand homme, si absorbé par les intérêts généraux de l'Eglise, ses écrits et

1. Lettres, p. 63, 88, 115, 129, 153, 193, 207, 620, 621. On voit encore sur le haut d'une montagne du canton de la Mure, appelé Brame-Farine, une grande borne en pierre qui, d'après la tradition, avait été placée par le cardinal en personne pour servir de limite entre les pâturages que plusieurs communes se disputaient depuis bien des années. L'intervention de l'évêque avait eu pour résultat de pacifier ces querelles héréditaires. *Ibid.* p. 620-621. — Henri PIGNOT, *Un évêque réformateur sous Louis XIV, Gabriel de la Roquette, évêque d'Autun, 1876*, 2 vol. in-8, t. I, p. 158-351, examine les importantes réformes opérées par cet évêque au xvii^e siècle.

ses vastes polémiques, ne se crut dispensé de la sollicitude particulière qu'il devait à son troupeau. Il fait avec un soin minutieux ses tournées pastorales. On aime à voir l'aigle de Meaux interrompre son vol pour condescendre aux moindres détails. Bossuet déclare, lui aussi, qu'il ne se contentera point de réformer les abus apparents et d'opérer une correction de surface, mais qu'il veut remuer les âmes. Comme il le disait aux paroissiens de La Ferté-au-Col, « ce n'était point les murailles, les fonds, les autels, la sacristie, ni ce temple matériel qu'il venait visiter, quoique la visite de ces choses extérieures fût une partie de son ministère, mais que la fin principale de sa visite était de mettre en bon état les cœurs qui sont les vrais temples du Dieu vivant ». Pour atteindre les âmes, les cœurs, il faisait entendre dans la plus humble campagne, les procès-verbaux en font foi, cette voix à laquelle l'oraison funèbre de Condé venait d'inspirer encore des accents si sublimes sous les voûtes de Notre-Dame. Et il n'était pas seul à parler; il amenait avec lui des missionnaires, parmi lesquels Fénelon, Fleury, Langeron, etc. Quels échos nous renverrait l'Eglise de Meaux, si elle pouvait nous redire le langage qui fut tenu dans son enceinte, la semaine de la Passion 1684, dans l'ordre de ce procès-verbal : « Le dimanche de la passion, M. l'évêque (Bossuet) prêcha au soir et fit la prière. Le lundi, M. de Fénelon; le mardi, l'abbé Fleury; le mercredi, M. de Fénelon; le jeudi, M. l'évêque; le vendredi, M. de Fénelon; le samedi, M. l'évêque¹. » Y a-t-il une église au monde qui ait ainsi entendu dans la même semaine la

1. Fénelon prêcha aussi dans les campagnes du diocèse de Meaux. Le procès-verbal porte, en 1685, pour la paroisse d'Etrepilly : « Mon dit Seigneur (Bossuet)... a dit la messe après laquelle M. l'abbé de Fénelon a prêché, et après le diner et vêpres, M. de Langeron a fait le catéchisme où Monseigneur a assisté et interrogé lui-même plusieurs enfants. » Nous constatons aussi la présence de Fénelon au prieuré de Sainte-Foy, où il parle sur l'aumône. Le nombre des confirmants est assez considérable et atteint parfois le chiffre de 600. En cours de visite, le prieur de l'Eglise abbatiale de Saint-Pierre de Rebois ayant harangué Bossuet en latin, celui-ci lui répond dans la même langue. — Le curé de Saint-Jean-les-deux-Jumeaux, Raveneau, dit dans son journal que Bossuet, en visite dans sa paroisse, « fit entrer adroitement dans son discours tous les sujets que je lui avais indiqués, comme par exemple, les superstitions de la campagne, la profanation des dimanches et fêtes, la négligence des parents à envoyer leurs enfants à l'école et au catéchisme, les vengeances dans les tailles, les injustices qu'on se fait aux uns et aux autres, la liberté qu'on

voix d'un Bossuet et d'un Fénelon ? Dans ces circonstances, Bossuet parlait, au besoin, pendant une heure, une heure et demie, faisant, dit le procès-verbal, « à son ordonnance, c'est-à-dire merveille ». Malheureusement ces discours prononcés alors par ces deux improvisateurs de génie, qui s'appelaient Bossuet et Fénelon, sont perdus pour la postérité.

Fénelon, qui a fait ainsi, sous la direction de Bossuet, des tournées pastorales comme missionnaire, ira les reprendre à Cambrai comme archevêque. Quel zèle il emploie à évangéliser son diocèse ! Ni la guerre, ni la fatigue, ni la maladie, ne peuvent l'arrêter à chaque printemps et à chaque automne. « Je suis accablé de confirmations, » écrit-il à son neveu ; mais il continue à se dépenser sans consulter ses forces. Il part sans appareil, s'arrête dans les moindres villages, entre à l'église de grand matin, y confesse lui-même ceux qui viennent à lui, et puis monte en chaire pour exhorter les populations des campagnes. On le voit retourner à Cambrai avec une complète extinction de voix. Son secrétaire essayait de l'exhorter à se ménager. Il répondait « que quand il aurait donné son âme pour ses ouailles, il aurait alors rempli l'idée du vrai pasteur ; jusque là je n'aurai rien fait de trop¹. »

donne aux frères et aux sœurs déjà grands de coucher ensemble, nonobstant les dangers auxquels on les expose de se corrompre, ce qu'il poussa avec assez de chaleur ; l'abus que l'on fait des sacrements lorsqu'on croit que c'est assez de se confesser du tort que l'on fait sans le réparer ». — Au besoin, Bossuet menaçait de l'autorité temporelle. A Etrepilly, dit le procès-verbal, « mon dit Seigneur a parlé au peuple et leur a fait connaître que de tout temps ils étaient accusés de n'être pas assidus aux offices divins, de ne pas fréquenter les sacrements, au contraire, de passer les festes et les dimanches au jeu de cartes et dans les cabarets... et les a derechef exhortés à changer de vie, et leur a déclaré qu'autrement il se servira de l'autorité temporelle et spirituelle que Dieu a mise entre ses mains pour les faire venir à résipiscence, et a enjoint à Lebeuve procureur fiscal, de tenir la main à l'exécution des ordonnances, de police ». M. LÈVESQUE, bibliothécaire de Saint-Sulpice, a publié en entier les procès-verbaux des visites pastorales de Bossuet, *Revue de Bossuet*, années 1900-1904. On y voit avec quel enthousiasme il était reçu par les populations, comment les cavaliers se rendaient au-devant de lui.

1. « Je viens de passer quinze jours en visites dans un canton de ce diocèse, écrivait-il le 30 juillet 1699, et je pars aujourd'hui pour aller visiter les environs d'Avesnes jusque sur les frontières du diocèse de Liège. Quoique je fasse tous les jours un grand travail par rapport à mes forces, ma santé est, Dieu merci, assez bonne, et meilleure que quand j'étais autrefois dans une vie si tranquille et dans un régime si précautionné. » En octobre, il écrit à M. Tronson à Saint-Sulpice : « Ma santé ne fait que croître dans ce travail, et j'ai soutenu depuis trois mois en visites des fatigues dont je me croyais très incapable. Dieu donne la robe selon le froid. » *Corr. gen.*, II, 70, 384.

Fléchier fait scrupuleusement ses visites, soit à Lavaur, soit à Nîmes. Massillon, comme évêque de Clermont, n'est pas moins fidèle à son devoir. Son zèle faillit un jour lui être fatal. On vénérât à Riom les reliques de saint Amable. Le prélat fit ouvrir la châsse pour les inspecter. Le bruit se répandit qu'il voulait les enlever. La foule accourt. Il est insulté, frappé. Il se réfugie à la sacristie et gagne à grand'peine sa voiture que la multitude furieuse poursuit à coups de pierre. Cet incident aurait dû le rendre circonspect. Il n'en eut pas moins à Riom même une autre aventure du même genre, pour avoir voulu proscrire la vénération publique de cailloux qu'on prétendait avoir servi à lapider saint Etienne. Massillon, voulant faire cesser cet abus, souleva une telle exaspération qu'il échappa avec peine au sort du premier martyr ¹. Un autre Oratorien et prédicateur célèbre, Mascaron, évêque de Tulle et d'Agen au xvii^e siècle, fut aussi fidèle à parcourir régulièrement son diocèse.

Nombreux sont, dans l'âge suivant, les prélats attentifs aux tournées pastorales. En plein xviii^e siècle, un très grand seigneur, le cardinal La Rochefoucauld, archevêque de Bourges, donne l'exemple, visitant son diocèse paroisse par paroisse, corrigeant les abus, déployant partout un zèle, une sagesse et un ascendant dont les témoignages sont conservés dans les archives de l'évêché. Ce prélat remplissait ce devoir de sa charge pastorale malgré les grandes affaires auxquelles il était mêlé et son ministère de *la feuille*. Des évêques qui n'oublient ni Paris ni Versailles ne veulent point négliger leur troupeau. M. de Boisgelin, écrit d'Aix : « Je vais avoir des occupations bien différentes. Je serai tout au Jubilé, aux processions, aux visites des paroisses. J'y emploierai six semaines, et après Pâques je compte encore six semaines aux courses dans la montagne, et puis je combinerai mon chemin vers Paris ². »

1. Cf. BLAMPIGNON, *op. cit.* On a les procès-verbaux des visites de Massillon. Les résultats des visites de Fléchier sont consignés dans les actes épiscopaux, aux Archives de l'évêché de Nîmes, en 4 vol., in-4^o.

2. *Lettre inédite* de M. de BOISGELIN. Nous lisons dans une autre lettre de Boisgelin : « Je vous écris une troisième lettre, et vous voyez que

Les prélats qui regardaient moins vers Paris que vers leur diocèse, trouvaient encore plus de temps et de soins à lui consacrer. Un très grand seigneur, M. de Crussol d'Uzès, évêque de La Rochelle, affirmait en ces termes ses devoirs et ses intentions : « La visite pastorale est un des principaux moyens pour mettre le bon ordre dans un diocèse, et y faire fleurir la sainteté du christianisme. Nous sommes résolu à continuer de visiter toutes les églises de notre diocèse tant que nos forces, notre santé, le permettront ¹. » Beaucoup de ces prélats tiennent un langage qui respire le plus ardent amour de leur peuple. M. de Bonal écrit à ses diocésains de Clermont que, depuis le jour où il est devenu leur évêque, « son cœur leur a été livré; leurs intérêts sont devenus les siens, il leur a consacré sans réserve et sans retour ses travaux, ses veilles, sa vie ». M. de La Ferronnays est plus tendre encore pour ses fidèles de Lisieux. « Peignez-leur, dit-il à ses curés, la vive impatience où nous sommes de nous transporter au milieu d'eux. Parlez-leur de nous comme d'un père qui, les ayant engendrés en Jésus-Christ, les aime déjà comme les fruits de sa tendresse, les porte dans son sein et sera toujours prêt à leur consacrer ses veilles, sa force, sa vie même, s'il le faut, pour assurer le salut de leurs âmes. Invitez-les à se présenter devant nous avec la confiance des enfants qui se jettent entre les bras paternels. Ne cessez de leur répéter que nous voulons être leur père, leur frère, leur ami, car c'est par l'amour et la persuasion que nous voulons les gouverner et non par la crainte ². » Le plus souvent les actes suivent les paroles. On a l'embarras du choix parmi les prélats

mes tournées ne font pas tort à ma correspondance. » Nous voyons par les lettres de ce prélat qu'il envoyait lui aussi des mandements de visite.

1. *Op. cit.*, p. 325. Pour les visites diocésaines de Bourdeilles, évêque de Soissons, voir PÊCHEUR, *op. cit.* VII, 348.

2. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1777, p. 101; 1786, p. 67, 68. L'exemple de Belsunce et d'autres prélats prouve que ces protestations de dévouement jusqu'au sacrifice de sa vie n'étaient pas un vain mot. Cependant les *Nouvelles ecclésiastiques*, 1786, p. 67, 68, accusent peut-être à tort La Ferronnays de tarder à faire la connaissance de ses diocésains de Lisieux. « Il est allé seulement dans un petit nombre de paroisses, et il sera longtemps à faire le tour du diocèse, s'il continue de même. M. de La Ferronnays, alors évêque de Bayonne, avait fait, en 1778, dans une saison très rigide, en toutes les paroisses du littoral, une tournée qui fit sensation.

fidèles aux visites pastorales¹. On remarqua, en particulier, que M. de Saulx-Tavannes était passé dans les moindres villages de Châlons-sur-Marne, s'occupant dans le détail des plus petites églises rurales. M. de Gonssans, évêque du Mans, est signalé pour avoir été confirmer un vieillard au péril de sa vie. M. de Rochebonne, évêque de Carcassonne, ne se laissait arrêter dans ses courses par aucun obstacle. On le voyait tantôt couvert de poussière et de sueur, tantôt essuyant la pluie et les orages dans les chemins difficiles et au milieu des montagnes. Lorsqu'on lui faisait observer le danger qu'il courait pour sa santé et sa vie : « Bon, bon, répondait-il, nous sommes à notre devoir². » M. Pavée de Villevieille, évêque de Bayonne, faisait encore ses visites en 1790.

Les évêques fidèles aux tournées pastorales étaient dédommagés de leurs fatigues par les bénédictions qu'ils recueillaient sur leur route. Plus ils étaient simples et bons, plus ils attiraient et charmaient les populations.

Le temps n'était plus où le prédécesseur de Bossuet à Condom, Charles-Louis de Lorraine, s'avisait de faire la visite de son diocèse avec une suite de vingt chevaux et de six moines. Il avait oublié l'ordonnance du concile de Trente, prescrivant aux évêques « qu'ils prennent garde, pendant leur tournée de n'être incommodes ni à charge à personne par des dépenses inutiles ». Sans doute, les prélats d'ancien régime continuèrent jusqu'à la Révolution à se montrer à leurs ouailles entourés d'un certain appa-

1. Par exemple, Hachette des Portes, évêque de Glandève; de Saint-Sauveur, évêque de Tulle; Bourdeilles, évêque de Soissons; Dulau, archevêque d'Arles; M. de Beauvais, évêque de Senez, lequel n'avait du reste que 32 paroisses dans son diocèse, mais à travers des montagnes et des rochers; M. de Villeneuve et Lafont de Savine lui-même, à Viviers; Hardouin de Châlons, qui visite plusieurs fois le diocèse de Lescar; M. de la Marche, qui visite chaque année son diocèse de Léon. M. de la Royère, dernier évêque de Castres, avait partagé son diocèse en quatre districts, il en visitait un tous les ans.

2. MAHUL, *Cartulaire* de Carcassonne, in-4°, V, 510, 511. Les frères La Rochefoucauld, évêques de Beauvais et de Saintes, faisaient régulièrement les visites. A Saintes, elles avaient été négligées par le prédécesseur. AUDIAT, *op. cit.* p. 22, 55, 56. On cite encore parmi les prélats attentifs aux visites pastorales le cardinal La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, M. de Saint-Simon de Sandricourt, dernier évêque d'Agde, etc. (Loth, SAUREL, *op. cit.*) — Le résultat des visites de M. de Chanterac dans son diocèse d'Alet, de 1780 à 1789, est consigné dans un volume in-folio, resté en héritage dans sa famille. Il y fait admirer un zèle qui veut s'informer des moindres détails, la sûreté de son coup d'œil et la sagesse de ses réponses.

rat. On peut dire qu'en général, avec leurs grands noms, leurs manières, leur magnificence, ils planaient au-dessus du peuple plutôt qu'ils ne se mêlaient à lui. Heureusement que l'Eglise, avec ses curés, plongeait dans la foule, atteignait les plus humbles campagnes et les dernières ramifications de la société chrétienne.

Plusieurs prélats savaient aussi se faire tout à tous, et supprimer la représentation qui eût écarté d'eux les petits et les humbles. Un contemporain nous présente M. de Leyssin, dans ses tournées pastorales du diocèse d'Embrun, « bon, affable... Il reçoit tous les fidèles avec une bonté paternelle ; il les écoute, il leur parle comme un père à ses enfants, il s'informe s'il y a des contestations et des procès dans la contrée, fait ensuite appeler les parties intéressées et termine lui-même leurs différends ¹ ». Tel se montra Lefranc de Pompignan dans ses courses à travers les paroisses montagneuses du Velay qu'il visita au moins jusqu'à trois fois. Aussi, quand il fut transféré sur le siège de Vienne, l'abbé Emery atteste que « la consternation fut générale ».

Plus simple encore, plus ami du peuple apparut toujours du Tillet, évêque d'Orange. Il parcourait son diocèse tous les deux ans, et comme il savait se faire aimer dans ses tournées pastorales ! On le voyait arriver à l'improviste dans les chaumières, s'asseoir sur une pauvre chaise, sur un banc malpropre, et là caresser, instruire, récompenser les enfants, prodiguer les conseils aux parents, s'entretenir avec eux de l'état des récoltes, de leur santé, de tout ce qui pouvait les intéresser et leur faire du bien. L'historien de M. du Tillet nous le décrit bienfaisant, modeste, partant seul d'Orange avec son bâton et son petit chien, pour faire ses promenades dans la campagne. Un jour qu'il passait dans un pauvre village, il entendit un enfant au berceau qui poussait des cris perçants. Il s'arrêta, frappe à la porte. Comme on ne répond pas, il ouvre, il entre, et ne trouvant personne, il se met à bercer le marmot qui ne tarda pas à se calmer. Bientôt arriva la mère

1. SAURET, *Essai historique sur la ville d'Embrun*, p. 404.

qui, étonnée de cette rencontre et confuse de tant de bonté, lui demanda la bénédiction pour elle et son enfant. Cette anecdote ne vaut-elle pas celle de la vache de Fénelon ?

A la même époque, le métropolitain d'Orange, M. du Lau, archevêque d'Arles, aimait, comme M. du Tillet, la simplicité dans ses tournées pastorales. On le voyait refuser d'ordinaire les honneurs dus à son rang et aussi le *droit de visite*, espèce de contribution que le curé ou les paroissiens de chaque église étaient tenus de verser, en pareille circonstance, à leur premier pasteur. Loin de grever ses diocésains, Mgr du Lau tenait au contraire à les combler. On calcula que, dans sa première visite, il n'avait pas distribué moins de 40,000 livres ¹.

A mesure qu'on avance vers la Révolution, les évêques comprennent qu'il faut de plus en plus se rapprocher de leur peuple pour s'en faire aimer. Pour un prélat qui, comme Grimaldi, évêque du Mans, procède à coups de lettres de cachet et de maréchaussée, combien qui veulent aller au cœur par la bonté et la charité. Bernis avait dit à son arrivée à Albi : « Bien faire m'a besogne et me faire aimer et respecter de mes diocésains, est mon but unique. » Ce programme, que Bernis tint à remplir en habitant et en visitant son diocèse durant le peu de temps qu'il passa à Albi avant son ambassade de Rome, était celui de la plupart de ses collègues. L'affection et la confiance du peuple allaient d'elles-mêmes aux prélats qui faisaient quelque effort pour les gagner. Bernis atteste que Massillon « était adoré dans son diocèse ² ». Fléchier a eu à peine le temps de se montrer à Lavaur, comme évêque nommé et non revêtu du caractère épiscopal, qu'il a déjà conquis tous les cœurs. Lorsqu'il est transféré à Nîmes, après moins de deux ans de séjour, les larmes coulent de tous les yeux. « C'était pitié, écrit sa sœur, de voir comme on pleurait, tant du côté des nouveaux catholiques que du côté des anciens, le jour que notre très honoré frère leur a fait ses

1. BONNEL, *op. cit.* p. 44-47 ; BÉRANGIER, *op. cit.*, p. 17.

2. Grimaldi obtenait par l'intermédiaire de Nogaret, l'un des premiers secrétaires du duc de La Vrillière, toutes les mesures arbitraires qu'il demandait. Cf. dom PROLIN, *op. cit.*, VI, 527-530. — *Mémoires de BERNIS*, I, 76.

adieux dans sa cathédrale. On disait tout haut que ce n'était pas justice que le roi les dépouillât d'un si bon et si savant pasteur. L'émotion a gagné le prélat lui-même, qui s'est attendri sur ses anciennes ouailles et qui n'a pu achever son discours que par ses larmes ¹ ».

Le dernier évêque de Saintes, M. de La Rochefoucauld, savait apporter dans sa vie une simplicité charmante et se faire aimer. Il allait volontiers se reposer au château de Crazannes de son administration épiscopale et de ses tournées pastorales. Dans ces séjours enchanteur, ce prélat, qu'on avait pu *parfois* croire fier parce qu'il était timide, assistait aux offices paroissiaux, se mêlait à la population, organisait lui-même, dans la cour du château, des jeux pour les hommes, les femmes, les enfants, et encourageait les parties. Sur le soir, il se rendait avec son carrosse dans la prairie au milieu des ébats de la foule, et ne tardait pas à être entouré par la troupe enfantine qui grimpait sur le marchepied, escaladait la voiture et empêchait le véhicule d'avancer et de reculer. Le cocher maugréait; le prélat riait de bon cœur et lui recommandait de bien ménager ces mutins envahisseurs. Nous sommes bien loin de Le Tellier courant à toute vitesse et faisant rosser un paysan qui est sur son chemin. M. de La Rochefoucauld mettait volontiers pied à terre et racontait des histoires à la population enfantine qui se pressait autour de lui. Un jour, qu'assis sous un arbre il faisait un récit à son jeune auditoire, le prélat se prit à éternuer. Aussitôt une petite fille de s'écrier : « Dieu vous bénisse, Monseigneur, et vous rende sage. » C'était le mot de Monseigneur en pareille circonstance. Il reprit doucement cette saillie, trop familière, mais plus naïve que méchante ².

III

Beaucoup de prélats visitaient donc leur diocèse et savaient se faire aimer dans ces visites et ailleurs. Nous

1. Abbé DELACROIX, *op.cit.*, p. 13. — M. de LA ROCLETTE, *Histoire des Evêques de Mâcon*, dit avec quel enthousiasme était reçu M. de Vabres dans ses tournées pastorales.

2. AUDIAT, *op. cit.*, p. 89-97.

n'avons pas, en fait de tournées pastorales; des éléments de statistique pour la France entière. La durée d'inspection dépendait évidemment de l'étendue du diocèse même, et du zèle apporté par les prélats à accomplir leur mission. Il ne semble pas que la prescription du concile de Trente ¹ de le parcourir en deux ans ait été observée, et elle ne l'est pas, du reste, dans notre siècle. Tel eût été pourtant le désir de M. de Pressy, évêque de Boulogne; mais malgré son zèle, il lui fallait quatre ans pour voir son diocèse en entier. Les jeunes fidèles avaient conservé jusque dans notre siècle le souvenir de ce prélat si bon, si accueillant, si attentif à interroger les enfants, à exhorter les parents, répandant sur ses pas les largesses, réparant de sa bourse les pertes de bestiaux dont avaient pu être victimes les habitants des campagnes, demandant à baptiser, à Samer, le fils d'un cordonnier, et laissant sur tous ses pas l'impression profonde de sa sainteté. M. de Pressy parcourut huit fois ses paroisses en quarante-sept ans. Il avait projeté de partir encore le jour même où il fut enterré. Se voyant arrêté par la maladie, il fit distribuer 3,600 livres aux doyens des districts qu'il se proposait de visiter ². Massillon mit la première fois huit ans, la seconde cinq ans, à faire la tournée complète du diocèse de Clermont ³.

On peut dire qu'avant la Révolution les visites pastorales furent moins fréquentes que de nos jours et cela pour

1. « Tous les évêques ne manqueront pas tous les ans de faire eux-mêmes la visite, chacun de leur propre diocèse, ou de la faire faire par leur vicaire général ou par un autre visiteur particulier, s'ils ont quelque empêchement légitime de la faire en personne. Et si l'étendue de leur diocèse ne leur permet pas de la faire tous les ans, ils en visiteront au moins chaque année la plus grande partie; en sorte que la visite de tout leur diocèse soit entièrement faite dans l'espace de deux ans ou par eux-mêmes ou par leurs visiteurs. » Sess. XXIV, ch. III.

2. HAIGNERÉ *op. cit.*, p. 18, 87-90.

3. Abbé BLAMPIGNON, *l'Episcopat de Massillon*, p. 43-56. — Une statistique tirée des procès-verbaux des visites pastorales pour le diocèse de Clermont, signale 180 Eglises visitées par Gilbert d'Arbouze de 1665 à 1675; 725 églises, visitées par Bochart de Saron-Champigny de 1698 à 1703; 853 églises, visitées par Massillon de 1717 à 1742; 193 églises, visitées par M. de La Garlay de 1742 à 1776; 378 paroisses, visitées par M. de Bonal, évêque de Clermont, en 1789. Peut-être cette statistique n'est-elle point complète. Voy. *l'Auvergne chrétienne* par un auvergnat, p. 194-207. — On prétend que quand Massillon fit sa première visite, quelques contrées reculées de l'Auvergne étaient privées du sacrement de confirmation depuis plus d'un demi-siècle.

deux raisons : la première c'est que les communications étaient beaucoup plus difficiles, la seconde c'est que, si beaucoup d'évêques, comme nous venons de le constater, faisaient leurs tournées, plusieurs avaient eu le grand tort de les négliger.

N'allons pas nous représenter la France de l'ancien régime avec nos chemins de fer, ni même avec nos routes tracées dans toutes les directions. Il fallait user plus souvent du cheval que de la voiture pour arriver dans les paroisses. Dans le diocèse même de Marseille, c'est monté sur une ânesse, comme le Sauveur, que M. de Belsunce traverse les sentiers escarpés de la Gineste et des autres collines abruptes qui séparent la ville des deux petites cités de Cassis et de la Ciotat. Dans les pays de montagnes, les tournées à cheval sont impossibles. C'est souvent à pied que le dernier évêque de Gap avant la Révolution, M. de la Broue de Vareilles, est obligé d'arriver dans les paroisses. Les lettres de Le Camus, évêque de Grenoble, nous font en quelque sorte assister à ses courses dans les Alpes Dauphinoises. « J'ai fait cette année, écrit-il en 1684, la visite de cent paroisses dans les montagnes. J'y ai été attaqué d'une fluxion très fâcheuse sur la poitrine, qui fut arrêtée par la goutte (*sic*), que je gagnai dans les Alpes à force d'aller à pied dans les rochers. » En 1676, le bon Nicole vint voir son ami Le Camus. L'auteur des *Essais de morale* était plus habile à manier la plume que le cheval. « Si c'est un bon auteur, dit Le Camus, c'est un des plus méchants cavaliers qui soient au monde, et à voir la peine qu'il a de monter à cheval et d'aller par nos rochers, je me crois, tout indigne que je suis, plus propre à être en ce poste-ci que lui. » Il y avait dans ces courses à travers les précipices, dans cette espèce de lutte contre la nature, une sorte de bataille qui devait plaire à ces prélats gentilshommes. « Un évêque de montagnes, dit Le Camus, doit avoir, outre la grâce épiscopale, la légèreté des chamois. » Il l'avait. L'intrépide visiteur sut pénétrer jusqu'aux villages les plus inabordables de son diocèse. Un curé perché sur un sommet inaccessible, que jamais de mémoire d'homme un évêque n'avait visité,

avait pris le parti de s'y marier, pensant bien qu'on ne viendrait pas le troubler dans son repaire. Le Camus arriva, fondit sur lui comme un aigle et le frappa de ses foudres. Le malheureux en mourut. L'intrépide évêque trouvait parfois sa mission un peu rude. « Vous balancez, écrivait-il à un ami, entre la Trappe et la Chartreuse, et moi je balancerais entre la galère et l'épiscopat. *Mitram nemo acciperet si daretur scientibus*¹. »

Tous les prélats n'avaient pas, comme Le Camus, la légèreté du chamois et le cœur d'un apôtre. Aussi les contrées montagneuses étaient souvent privées de leur visite. Le district de Barcelonnette, par exemple, dans le diocèse d'Embrun, n'était guère habitué à voir la face de ses évêques. Les pays de plaine ont une circulation plus facile, et cependant nous voyons l'archevêque de Reims, l'évêque de Séz, entre autres, se plaindre de la difficulté des communications. Dans ces conditions, il n'est pas rare que les prélats se contentent de visiter les principaux centres. A la difficulté d'arriver, s'ajoutait dans l'ancien régime le poids de la mission qu'il y avait à remplir. Comme rien n'échappait au contrôle de l'évêque, il pouvait y dépenser, y épuiser ses forces. « Je suis accablé de chaleur et de fatigue, écrivait en tournée pastorale M. de Belsunce. Agir, parler, exhorter, accommoder des procès, est une terrible occupation par un temps aussi chaud². » Il fallait de la vertu pour s'imposer un tel labeur.

Il en fallait d'autant plus que l'opinion était moins exigeante que de nos jours sur ce devoir épiscopal. A côté des nombreux prélats dont nous avons constaté le zèle, d'autres en prenaient assurément trop à leur aise, avec les visites pastorales. Le chiffre vraiment extraordinaire des fidèles qui se présentaient pour certaines tournées de confirmation³, prouve qu'elles étaient rares dans plusieurs

1. *Lettres de Le Camus*. — Godeau faisait de bonne heure ses tournées à travers les montagnes. On a les procès-verbaux de ses visites. — COGNÉ, *op. cit.*, p. 356-359.

2. Lettre du 25 mai 1729 : BÉRENGIER, p. 76.

3. Le 5 juillet 1770, Grimaldi, évêque du Mans, administra la confirmation, dans la cour du château de Passay-Sillé-le-Philippe, à 4,570 personnes. Son successeur, de Gonssans, s'empessa de passer partout pour la confirmation. Cf. dom Piolin, t. VI, p. 555. — La Rochefoucauld, évêque de

diocèses. C'était la conséquence de la non résidence. A en croire les *Nouvelles ecclésiastiques*, le cardinal de Gesvres, évêque de Beauvais, visita à peine deux ou trois fois son diocèse dans l'espace de quarante ans, de sorte que beaucoup de ses fidèles pouvaient dire comme aux *Actes des apôtres* : « Nous n'avons pas seulement entendu dire s'il y a un Esprit-Saint. » Le cardinal donnait la confirmation dans sa ville épiscopale tous les dix ans. M. de Lévis-Léran, évêque de Pamiers, d'ailleurs atteint d'une infirmité grave, n'aurait jamais fait de tournées pastorales ni de confirmations pendant un demi-siècle. Le même journal dit de M. de Cicé d'Auxerre : « Ses visites ne causent aucun des désordres qui étaient le fruit de celles de son prédécesseur (Condorcet), parce qu'il n'en fait point » ; de M. de Clugny, évêque de Riez : « Depuis son arrivée en 1772 (il y avait quatre ans), il n'a pas encore fait la visite de son diocèse qui ne comprend que cinquante paroisses. » Enfin, M. de Fleury, avant-dernier évêque du grand diocèse de Chartres dans l'ancien régime, prélat d'ailleurs connu pour sa régularité et sa piété, n'aurait fait sa tournée pastorale que deux fois en trente-trois ans¹. Il est difficile de contrôler les assertions du journal janséniste, qui poursuit la plupart de ces prélats d'une haine vigoureuse ; mais l'abus est trop généralement dénoncé pour être imaginaire.

L'un des prélats les plus négligents pour son diocèse paraît avoir été, si nous en croyons d'Argenson, M. de Rastignac, archevêque de Tours au milieu du XVIII^e siècle. Il a, dit-il, « fait son chemin par la cour ; il a éteint, à Tours, le Jansénisme par des moyens fort adroits, et, après y avoir été haï de tous, il s'est fait aimer de présent, par des grâces qu'il tirait de la cour par sa douceur, sa bonne table ; homme du monde, prévenant, accommodant les procès, faisant des mariages et grand ami de la no-

Saintes, donna, en 1785, le 1^{er} mai, la confirmation à 2,100 personnes, à Barbézieux. Cf. Briand. — L'évêque de Saint-Malo confirma, en 1642, 2000 personnes. Arch. Morb. E, préface, p. 89.

1. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1770, p. 197 ; 1774, p. 117 ; 1776, p. 178 ; 1780, 138, 159, 160.

blesse. Alors il faisait des visites, puis ses grands vicaires en faisaient pour lui. Mais venu à son fait, ayant de bonnes abbayes, ayant fait doter le siège de Tours par la réunion de l'abbaye de Marmoutiers, obtenu l'ordre du Saint-Esprit, ayant manqué l'archevêché de Paris, loué un hôtel à Paris, se trouvant endetté par sa représentation à Tours, il est tombé dans un abandon total des soins de son troupeau, et, lors de mon dernier voyage dans mes terres, j'ai appris que depuis sept ans, les curés y vivent à leur fantaisie. Ils ne voient plus ni grands vicaires, ni archidiares ; on envoie à ceux-ci la rétribution qu'ils recevraient à leurs visites ; il n'y a plus d'assemblée synodale, ni conférence ; on n'y entend parler de hiérarchie que par quelques mandements de *Te Deum* et pour la chambre syndicale qui demande les décimes. Ils boivent comme ils veulent, ils s'absentent ¹. »

Ce cas d'un évêque abandonnant presque complètement son diocèse et laissant tomber toute administration durant plusieurs années était peut-être unique au XVIII^e siècle. Il suffit qu'il fût possible pour nous donner la preuve d'un mal réel. Encore si M. de Rastignac avait fait comme les Rohan et quelques autres grands seigneurs qui, ne voulant pas, ou croyant au-dessous de leur race de s'atteler à la besogne des tournées pastorales, se donnaient un *évêque suffragant*. D'après un écrivain du temps, qui les traite assez irrévérencieusement de « garçons évêques ² », ces coadjuteurs n'étaient taxés qu'à deux ou trois mille francs. Cet abus des suffragants, que le concile de Trente avait combattu, qui s'était propagé dans les grands sièges en Allemagne, tendait aussi à se répandre en France au XVIII^e siècle.

1. *Journal* de D'ARGENSON, 19 août 1748.

2. « Un évêque suffragant est un évêque ordonné sans titre réel, sans territoire et sans ouailles, dont l'unique fonction est de s'attacher à quelque riche prélat, qui se croit trop grand seigneur pour faire la besogne lui-même. Celui-ci l'envoie dans son diocèse pour y faire les ordinations et les visites à sa place, et il en est ordinairement quitte à bon marché, car le taux connu de ces garçons évêques est de deux ou trois mille livres. » LAURENT, *op. cit.*, p. 222-224. L'almanach royal de 1789 cite : M. de Vienne, évêque de Sarept, suffragant de Lyon ; M. Collin de Contrisson, évêque des Thermopyles, suffragant de Laon ; M. de Franchet de Rans, évêque de Rhosy, suffragant de Besançon ; M. Daigneville de Millancourt, évêque d'Amicles, suffragant de Cambrai ; M. de Lantz, évêque de Dora, suffragant de Strasbourg.

Voilà des abus qui vont être dénoncés à l'époque qui a pris à tâche de les corriger tous. A l'approche de la Révolution on se plaint de la rareté des visites épiscopales. « On trouve dans les campagnes, dit un publiciste de 1789, des personnes qui ne savent pas si le prélat est leur chef, leur premier pasteur, s'ils sont du nombre de ses brebis ; ils ne l'ont jamais vu. Ce qu'ils savent, c'est qu'il est très haut et très puissant seigneur. On rassemble de plusieurs paroisses, quelquefois très éloignées, une armée d'enfants, dont le bruit, les cris, le tumulte et la confusion » troublent la cérémonie ; « et parce que Mgr est trop longtemps sans confirmer, on voit parmi les enfants des personnes d'un âge avancé, surtout dans les diocèses étendus ». Dans plusieurs diocèses, tels que Séez, les règlements fixant la place des confirmants mettent au premier rang les vieillards tout près de l'autel, ce qui prouve qu'ils étaient nombreux. Grégoire a dit avec exagération : « Les fidèles savaient par oui-dire qu'ils avaient un évêque. Il était passé en proverbe en France, que nos devanciers avaient réduit les sept sacrements à six, celui de la confirmation n'étant plus guère porté que pour mémoire dans les catéchismes¹. » Les cahiers de 1789 ne manquent pas d'insister sur l'importance et la nécessité des tournées pastorales².

On se plaint avant la Révolution des évêques qui négligent les visites. On constate que bien plus nombreux encore étaient ceux qui ne prêchaient point. Au xvi^e siècle, les Lyonnais couraient en foule entendre Pierre d'Epinaç, d'autant plus surpris et charmés que depuis trois cents ans on n'avait vu monter en chaire un arche-

1. *Tableau moral du Clergé* 1789, p. 7-8. — DUMAINE, *op. cit.*, p. 223. — *Mémoires de GRÉGOIRE*, t. II, p. 24. — Un autre contemporain, Pierre DURAU (*loc. cit.*), dénonce ces visites « courtes, sèches, sans fruit » et rares.

2. Le clergé de Chaumont en Bassigny dit : « Que les évêques visitent leurs diocèses au moins tous les cinq ans. » Même demande du clergé de Libourne pour « les visites épiscopales, la résidence » ; du tiers état de Bordeaux. « Les évêques, dit le clergé de Troyes, seront tenus de résider dans leurs diocèses et de les visiter, conformément aux saints canons. » « Etant dans l'ordre, dit le clergé de Mantes, que les évêques visitent chaque année leurs diocèses, ou au moins une partie considérable, pour y porter l'exemple de leurs vertus, y rétablir la paix et s'y instruire de la conduite de ceux qu'ils doivent regarder comme leurs coopérateurs, le roi sera supplié de réduire tous les archevêchés et évêchés à quatre cents paroisses. »

vêque de Lyon. Ils étaient étonnés de voir un prélat de haute naissance porter la parole fréquemment comme un petit pasteur d'âmes ¹. L'exemple de Bossuet, prêchant non seulement dans ses tournées pastorales, mais à toutes les grandes fêtes dans la cathédrale de Meaux, n'avait guère d'imitateurs. Il est vrai que le grand orateur n'avait légué à personne son éloquence. Mais, sans être un Bossuet, un évêque se trouvait assuré en chaire du succès que donnaient l'autorité et aussi la curiosité, tant cet exemple était rare. A la nouvelle que M. de Hercé, dernier évêque de Dol, allait prêcher dans sa cathédrale, plus de 8.000 fidèles s'y portèrent de tous côtés pour l'entendre. M. de Beaumont, archevêque de Paris, exilé à Conflans, y faisait le prône le dimanche, à la messe paroissiale. Comme le cas était rare les auditeurs affluaient ².

IV

Malgré les négligences que nous venons de signaler, l'inspection, la vigilance de l'autorité ecclésiastique continuèrent à s'exercer dans les diocèses avec assez de régularité pour y maintenir le bon ordre jusqu'à la Révolution. C'est que dans l'ancien régime, en dehors ou à défaut des tournées épiscopales, les archidiacres « l'œil et la main de l'évêque », les grands vicaires, étaient chargés plus souvent que de nos jours, de visiter leur archidiaconé. Au-dessous d'eux, les doyens et vicaires forains pour leur canton et leur district, les curés pour leur paroisse,

1. Abbé PICARD, *Pierre d'Epinaç*, p. 89. — Il est dit (LORR, *op. cit.*, p. 27) du cardinal La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, qu'il ne prêchait point par timidité. Ainsi en était-il de bien d'autres prélats.

2. Ch. ROBERT, *Urbain de Hercé*, p. 51. — « On va en foule les dimanches à Conflans pour écouter le prône qu'y fait notre archevêque exilé. » *Journal de d'Argenson*, 13 nov. 1753. — Pierre DURAU, qui écrit quelques années avant la Révolution, dit (*loc. cit.*) : « A peine dans notre monarchie gouvernée par 120 évêques, en trouve-t-on quatre ou cinq qui conservent encore le zèle de la prédication. Tout le reste ne prêche que pour faire » des observations dans leurs visites pastorales. Ils aiment partout « à faire étalage de science, d'esprit, de talent. On dirait qu'ils ont en tête toute l'Ecriture sainte, tous les saints canons et généralement tout ce qu'un évêque doit savoir. Mais la chaire n'est plus leur élément, elle n'est point de leur goût et ils n'y paraissent point. »

exerçaient à leur tour une surveillance active. C'était autant de *missi dominici* de l'Eglise, et toute une hiérarchie de supérieurs locaux ou généraux qui veillaient à la fois sur les pasteurs et le troupeau qui leur étaient subordonnés, faisaient des inspections et adressaient des rapports au conseil ou à la commission chargés du contrôle et des réformes¹. La machine était admirablement montée et les absences, les à-coup du mécanicien en chef ne l'avaient jamais empêchée de fonctionner.

Cette institution exerça l'action la plus profonde sur les populations et dans les plus humbles campagnes pendant des siècles. Nous trouvons partout cette magistrature morale parlant au nom de Dieu et, au besoin, au nom du prince, éclairant, exhortant, contrôlant, menaçant, pardonnant, relevant, réconciliant, pacifiant, répandant partout la discipline, l'amour de la règle et des bonnes mœurs. En ce temps, et même depuis, l'Eglise jouait un rôle que ne pouvait remplir la maréchaussée. En tête de cette armée du bien marchait l'évêque. Quelle puissance morale il fut pendant des siècles ! Même au XVIII^e, quelle était encore son influence quand il voulait bien en user ! Il ne dépendait que de lui de tenir en haleine prêtres et fidèles, de faire régner la vertu dans son diocèse. L'éloge que les paysans du Dauphiné faisaient, en patois du pays, du dernier évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux, M. de Reboul de Lambert, résume l'action puissante que les pontifes exercèrent à travers les âges sur la moralité de leur peuple. « *A quo erou un famous abésqué, un grand religiounari. Foulié marcha drétz, si noun, etc.* C'était un fameux évêque, un grand homme de religion. Il fallait marcher droit, sinon, etc. »

1. Dès le commencement du XVII^e siècle, le cardinal de Sourdis (*loc. cit.*), outre son empressement à se porter lui-même « aux principaux lieux de son diocèse qui ont besoin d'un coup de sa main dès son arrivée », outre le soin qu'il a de visiter tous les ans un archiprêtre, envoie, en outre, « les archidiacres en leur visite et, selon l'exigence des cas, il commet les archiprêtres, et à présent les vicaires forains, chacun en son détroit, ou telles autres personnes ecclésiastiques qu'il juge à propos ; tous lesquels rapportant l'état de chaque église. Pour ordonner sur le tout, dès son arrivée il institua une congrégation qui s'appelle du *Régime ecclésiastique*, en laquelle il préside ou, en son absence, les vicaires généraux. » Cette organisation se maintint jusqu'à la Révolution. Les archidiacres percevaient 10 sous tournois pour leur visite. DERAMECOURT, *op. cit.*, t. I, p. 128-139, donne le programme des visites de l'archidiacre jusqu'en 1789.

LES ŒUVRES

CHAPITRE SIXIÈME

Les Évêques et la charité

I. Le budget de la charité à la charge des évêques. — Ils ne peuvent s'empêcher de donner. — Mais leur luxe pouvait diminuer la part des pauvres. — Quelques prélats accusés d'avarice. — Ils sont sollicités par leur parenté. — Lettres ardentes de M^{re} de Sévigné à l'évêque de Carcassonne en faveur de son neveu Grignan. — Sa véhémence contre l'inertie du prélat qui se contente de bâtir à Grignan. — Refus des évêques de léguer à leurs familles les biens d'Eglise. — II. Une tradition séculaire d'admirable charité pousse les évêques du XVIII^e siècle à imiter leurs prédécesseurs. — Traits divers depuis Fénelon jusqu'à Juigné. — La grande bourse de Durfort. — Mgr de Nicolaï fait « citoyen de Béziers ». — Un matelas adjugé pour 8.000 francs au cardinal de Rouen. — Les deux mille pauvres de Mgr de Montées. — Exclamations d'un aveugle qui reçoit une aumône extraordinaire : *Tu es le Christ ou le cardinal de Lorraine*. — Deux prélats qui courent au feu et à l'eau. — III. Les évêques inventeurs et promoteurs de l'assurance contre l'incendie. — Son fonctionnement. — Plus de toits de chaume. — Le prêt gratuit. — Ils proscrivent la mendicité. — Ils aident Turgot. — Bureaux de charité, ateliers de charité, industries nouvelles, créées, propagées par les évêques en faveur des pauvres. — Sollicitude pour les nouveau-nés. — Cours d'accouchement fondés par les prélats. — Leurs succès. — IV. La charité tend à se séculariser. — Mot de *bienfaisance*. — Pointe de sentimentalité. — Explosion de sensibilité sociale. — Montmorency à Metz. — Quête étonnante. — Œuvre philanthropique qui écarte tout caractère religieux à Besançon. — Efforts des évêques pour maintenir à la charité son caractère chrétien. — Le pauvre couvert du manteau de Jésus-Christ. — Bossuet et l'éminente dignité des pauvres. — Evêques qui se font pauvres pour les pauvres. — Leur prédilection pour les hôpitaux. — Sommes énormes données par eux à ces établissements. — Evêques grands seigneurs qui se font enterrer à l'hôpital. — *Pauper morior*. — Mgr de Beaumont et M^{re} Necker. — V. Charité des évêques dans le terrible hiver de 1788-1789. — Un triomphe de Boisgelin à Aix. — Trait de désintéressement des évêques pendant la Révolution. — La charité chez ces prélats gentilshommes a un caractère chevaleresque.

I

Un des premiers soucis des évêques après le gouverne-

ment de leur diocèse était l'exercice de la charité, le soin des pauvres dont la charge incombait à peu près tout entière à l'Eglise avant la Révolution. On peut dire que la compassion a été apportée au monde par le christianisme; l'Eglise catholique s'est fait gloire à travers les siècles de secourir les malheureux. Sous ce rapport, le clergé de France n'a jamais manqué à sa mission. En élevant des hôpitaux, des refuges, des asiles de tout genre, selon les besoins des temps, il a, par ses seules forces et durant quatorze cents ans, créé le capital et assuré le service gratuit de la charité¹. On a droit d'attendre des anciens évêques une générosité en rapport avec leur fortune et les devoirs de leur charge pastorale. On ne comprendrait pas que des prélats ne fissent point une large part aux pauvres dans l'usage des richesses données surtout à l'Eglise pour les pauvres. Ils ne pouvaient pas se dispenser de donner et de donner très largement.

Est-ce à dire qu'il n'y eût pour eux aucun mérite à le faire? Ils avaient trop d'occasions, trop de prétextes de dépenser leurs revenus, si grands qu'ils fussent, dans leur train de maison, dans l'éclat de représentation que semblait leur imposer leur siècle, pour qu'il n'y eût point quelque vertu à se restreindre afin de sauvegarder la part de la charité. Nous avons malheureusement constaté chez plusieurs des habitudes de luxe qui réduisaient d'autant les aumônes².

Une tentation moins dangereuse pour des évêques gentils-hommes, mais qu'il faut signaler, puisqu'elle touche à un des péchés capitaux, c'était celle d'avarice. Notre sincérité historique nous fait un devoir de signaler les rares prélats qui, à notre connaissance, sont accusés d'y avoir succombé dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. « On a trouvé au feu cardinal de Soubise, dit d'Argenson, trois

1. Le 3^e canon du concile de Mâcon, tenu en 585, porte que la maison de l'évêque étant spécialement destinée à exercer l'hospitalité, on n'y aura point de chiens ni d'éperviers par crainte que ceux qui y viennent chercher la charité ne soient mordus.

2. Les revenus de M. de Montazet, archevêque de Lyon, sont portés à 210.000 livres sur lesquelles il prélevait 6.000 livres d'aumônes annuelles; c'était peu. Il porta néanmoins la libéralité à 30.000 liv. en 1786, et 56.000 liv. en 1788. Cf. Abbé DURAND, *J. F. Perier*, p. 13.

millions d'argent comptant ; il ne donnait rien aux pauvres. » Nous lisons dans les *Nouvelles ecclésiastiques* quelques accusations du même genre, qu'il faut accepter sous bénéfice d'inventaire à cause de l'hostilité du journal janséniste contre des adversaires déclarés de son parti. Elles nous parlent de « l'avidité » de Lévis-Léran, évêque de Pamiers. Elles dressent le bilan des gras revenus et des maigres aumônes de M. de Barral, évêque de Troyes, qui est accusé de ne contribuer ni pour l'hôpital, ni pour les écoles. M. de Cicé d'Auxerre est également présenté comme peu libéral. Ses charités, dit le malicieux journal, « n'occasionnent pas de jalousies, car elles sont si secrètes qu'elles sont absolument ignorées, ce qui donne lieu de penser que lui-même ne les connaît pas, et que, par une perfection plus qu'évangélique, ni sa main gauche, ni sa main droite n'en savent rien. » La vigilante gazette assiste à l'ouverture des testaments. Elle compte les rouleaux d'or laissés par M. de Brancas, archevêque d'Aix, par M. de Langle, évêque de Saint-Papoul, deux prélats qui ont souvent mérité ses anathèmes. Elle se scandalise d'une succession qui se chiffre par centaines de mille francs. Mais comment faire partager par le public cette belle indignation, lorsque le séminaire d'Aix, l'hôpital de Saint-Papoul sont légataires universels et héritent, l'un de 600.000 livres, l'autre de 500.000. Les *Nouvelles* elles-mêmes, tout en regrettant que cet argent n'ait point été distribué aux malheureux du vivant de M. de Saint-Papoul, conviennent cependant, d'après l'opinion d'une partie des habitants, « qu'un secours passager n'était pas comparable à un legs qui assure pour toujours une ressource aux pauvres du diocèse ¹ ».

1. *Journal de d'Argenson*, 6 juillet 1756. — *Nouvelles ecclésiastiques*, 1770, p. 197 et suiv. ; 1771, p. 10 ; 1775, p. 45-48 ; 1781, p. 185-188 ; 1782, p. 122 ; 1785, p. 54-56. Ce journal dit de Mgr de Langle : « L'abbé Couturier (supérieur de Saint-Sulpice) l'avait fait évêque. Il s'imposa la loi de ne donner de pouvoir qu'aux prêtres qui auraient signé le formulaire et la constitution. » Les *Nouvelles* disent qu'on trouva, à la mort de Mgr de Brancas, « trente rouleaux de cinquante louis chacun, 500 louis dans un petit coffre-fort, 91.000 livres en autres espèces, outre 20.000 livres de vaisselle, 40.000 livres de mobilier, etc. On croit que le séminaire, que le prélat institue son héritier, aura eu, tous frais déduits, plus de 600.000 livres. Il a laissé 10.000 livres à distribuer dans neuf paroisses désignées et 9.000 livres à partager entre ses domestiques. »

Mais ne parlons point d'avarice avec l'épiscopat de l'ancien régime. Un danger pour lui autrement grand, c'était de faire part de ses richesses à sa parenté; c'était ce souci, cet orgueil du nom, de la famille, dont nous entretenait Talleyrand, qui tendaient à transformer l'évêque en frère, en oncle dévoué aux siens jusqu'à la bourse. On ne demandait pas seulement aux oncles évêques d'user de tout leur crédit (et ils n'y manquaient point ¹) pour procurer à leurs parents de l'avancement, des places et des pensions. On en voulait encore à leur argent. Ici les sollicitations, qui pouvaient toujours faire entendre la voix du sang, savaient parfois revêtir une singulière éloquence. Il est souvent question dans les lettres de M^{me} de Sévigné, de ce Grignan, oncle de sa fille, avec qui nous avons déjà fait connaissance. Pourquoi ce Grignan si beau, si bon, ne serait-il pas surtout bon oncle? Avec quel cœur de mère, quelle vivacité entraînant, M^{me} de Sévigné lui demande de se faire la providence de sa fille et de son gendre, surtout de son petit-fils, l'unique héritier de son nom, le jeune marquis de Grignan. Justement la famille, outre ses prodigalités ordinaires, venait de se ruiner pour lui équiper une compagnie dans le régiment de son parent, le chevalier de Grignan. On compte pour aider le « jeune capitaine », qui déjà « s'est couvert de gloire », sur deux prélats, les deux frères Grignan, l'un archevêque d'Arles et l'autre évêque de Carcassonne. Pour ce dernier surtout, il est besoin de réchauffer le zèle. M^{me} de Sévigné l'accuse d'indifférence, de paresse. « L'amitié de cet oncle, écrit-elle à sa fille, ne va pas toute seule, il y faut de l'entretienement. » Elle s'en charge, et au besoin elle appelle sa fille à son secours. Elle écrit du fond de la Bretagne à la belle M^{me} de Grignan : « Je vous remercie de tous les baisers donnés et rendus aux Grignan, jetez-en toujours quelques-uns pour entretenir commerce; surtout, j'en veux un pour moi toute seule, sur la joue de M. de Carcassonne. » Il paraît que M. de Carcassonne, malgré le baiser, ne s'empressait

1. M. de Boisgelin est très préoccupé dans ses correspondances de la carrière de son frère, qui la fournit d'ailleurs très brillante.

pas d'ouvrir sa bourse. Et pourtant il fallait qu'elle fût bien vide, ou qu'il eût le cœur bien dur, pour résister aux appels de l'ardente sollicituse, qui lui écrit d'abord pour lui prêcher l'ordre (il en avait grand besoin), parce que « c'est cela seul qui le fera riche et qu'avec cela on suffit à tout, et aux devoirs et aux plaisirs, et aux sentiments de son cœur pour son neveu, dont il doit être la ressource ;... et puis, ajoute-t-elle, il me prend un enthousiasme de tendresse pour vous, pour M. de Grignan, pour son fils, pour votre maison, pour ce nom qu'il doit soutenir et auquel je suis inséparablement attachée. J'ajoute que ma douleur la plus sensible, c'est de ne pouvoir plus rien faire pour vous, mais que je l'en charge, que je demande à Dieu de faire passer tous mes sentiments dans son cœur, afin d'augmenter et de redoubler tous ceux qu'il a déjà. Enfin, ma fille, cette lettre est mieux rangée, quoique écrite impétueusement, et, en la lisant, M. le chevalier en eut les yeux rouges ; pour moi, je me blessai si mortellement de ma propre épée, que j'en pleurai de tout mon cœur. » L'épée, admirablement maniée par cette mère si tendre, ne semble pas avoir blessé bien profondément M. de Carcassonne. Il ne répond pas. M^{me} de Sévigné reprend la plume. « Ecrivez aussi, dit-elle à sa fille, ayons toute honte bue ; pour moi, j'ai un front d'airain. » Toute la famille vient à la rescousse et fait le siège du prélat. La marquise lui adresse une lettre dont elle dit : « Pour moi, je répondrais avec tout autre que j'aurais dans quinze jours une lettre de change. » Mais la lettre de change ne vient pas. Toujours le même silence. Alors M^{me} de Sévigné n'y tient plus. « Ma chère bonne, écrit-elle à sa fille, je suis plus en furie que jamais contre votre Carcassonne. Ah ! mon Dieu, ce n'est pas un homme, c'est une belle et grande machine, où il manque un ressort. S'il avait encore une âme, il aurait été touché de l'état où on lui représentait notre pauvre marquis. » En ne vous répondant pas, « il vous offense beaucoup, et nous et sa maison et lui-même ; mais son âme, s'il en a, est ladre. » Croit-il remplir son devoir en se contentant de prier pour vous, comme « mes fermiers prient pour

moi ». Ces oncles paternels, qui n'envoyaient pas d'argent, crurent cependant devoir travailler à la gloire de la maison de Grignan et à la leur, en entreprenant d'ajouter, à leurs frais, d'après un plan tracé par Mansart, une aile au château de Grignan, auquel on travaillait plus ou moins depuis deux cents ans. Malheureusement, là encore, les fonds firent défaut. Les deux prélats, Louis de Grignan surtout, ne payaient pas. M^{me} de Sévigné, les croyant « en léthargie », les presse, les harangue dans ses lettres, les raille, « l'un, dit-elle, passionné pour ingrate truelle et l'autre contemplant son essence. » Elle peste contre « le bâtiment dégingandé du Carcassonne ». Vains efforts, la bourse était vide ; la « truelle » de M. de Carcassonne est « restée en l'air » et il manque toujours un étage à son bâtiment. Le prélat n'avait point cependant l'âme ladre comme le lui reprochait la terrible marquise, lui qui bâtit à la fois en Provence et à Villalier, tout en jetant ailleurs l'argent à pleines mains. Ce qu'il lui eût fallu, comme le lui disait M^{me} de Sévigné, c'est cet esprit d'ordre dont il manquait totalement¹. L'évêque de Carcassonne, sans oublier absolument qu'il était Grignan, se souvint qu'il était évêque. Il mérita, par son amour des pauvres et ses charités de toutes sortes, que son nom fût associé à celui de M. de Bezons dans la reconnaissance de son diocèse.

Aucune correspondance ne pouvait nous peindre avec autant de vivacité et d'éloquence que les lettres de M^{me} de Sévigné, les appels de fonds adressés par la parenté aux riches bénéficiaires ecclésiastiques. Plusieurs se montrèrent moins sourds à ces demandes que les deux prélats d'Aix et de Carcassonne. Fléchier, sans être un Grignan et un peu parce qu'il ne l'était point, eut six neveux à entretenir dans les armées, dans la marine, dans les collèges, sans compter les nièces qu'il ne pouvait abandonner. Il n'y songeait point. Fléchier est bon oncle, mais il se garde bien de faire du népotisme aux dépens des pauvres. « Je n'ai

1. *Lettres de M^{me} de Sévigné.* — Abel CHARPENTIER, *Louis de Grignan*, p. 154-177. Dans son testament, M. de Grignan ne légua à peu près rien à sa famille. *Ibid.* p. 227-229.

que peu de bien, écrit-il à ses neveux. Je vous aiderai *de mon vivant*. Servez-vous du temps¹. » Bien d'autres évêques furent ainsi secourables à leurs familles pour marier les nièces, soutenir l'orgueil du nom et ce qu'on appelait *la maison*, équiper au besoin, pour celui qui en était l'héritier et le chef, pour l'aîné, compagnie et régiment. Sur la fin de l'ancien régime, un prélat dit dans sa correspondance avec assez de désinvolture, citant saint Augustin, saint Bernard, saint Thomas, quelle part on peut faire à sa parenté dans les revenus d'Eglise. Meilleur oncle que M. de Grignan, il est très porté à la faire grande et il penche vers la solution la plus large. Il avait compté sur une situation nouvelle qui lui eût permis, dit-il, de « marier une nièce, un neveu, payer ses dettes, diminuer mes charges. Tout allait à merveille. Il ne m'en reste plus rien que le rêve. » N'importe, comme il est déjà bien nanti, il a de quoi doter cette nièce, « l'incomparable Eugénie » ; il procure 20.000 livres de rente en bénéfices à son neveu, et il écrit encore en 1785 : « Je suis dans un superbe château bien bâti, bien orné, bien meublé qui doit être habité dans la suite par quelque heureux » héritier, « qui ne se souviendra pas de celui qui le lui donne. Nous ne sommes plus, et les générations qui nous remplacent jouissent de ce que nous faisons pour elles avec cette insensibilité que nous avons pour nos ancêtres ; c'est la loi des humains² ».

Voilà un oncle bon pour ses proches, et dont la sollicitude familiale eût ravi M^{me} de Sévigné. Nous pourrions citer d'autres exemples. Evidemment beaucoup d'évêques faisaient une part, part très variable, dans leurs revenus à leur parenté, ce qui devait diminuer d'autant le budget des

1. DELACROIX, *op. cit.* II, p. 158-164.

2. Faisant allusion aux rigoristes qui condamnent ceux qui ont donné des revenus d'Eglise à leurs neveux à restituer le double, notre prélat écrit à la belle-mère de sa nièce : « Vous voyez bien que je suis ruiné si vous ne me rendez pas la nièce et la dot. Je serai obligé de restituer le double, encore heureux que ce soit le double de la dot, car s'il me fallait donner une deuxième nièce semblable à cette incomparable Eugénie, il faudrait en désespérer. » Autre lettre du même prélat : « Je lui ai donné déjà 15.000 livres de rentes en bénéfices. Je vais lui en donner un qui vaudra cinq ou six mille. Vous m'avouerez que c'est une manière charmante de donner à un neveu sans rien demander. Mais, au reste, il ne faut pas en parler infiniment, parce qu'il y a des pédants qui ne trouvent pas cette méthode trop régulière. » *Lettres inédites*. Archives nationales.

pauvres. Mais nous constaterons que le meilleur lot restait d'ordinaire à la charité. Nous avons vu que Fléchier promet aux siens de les aider *de son vivant*. C'est aussi de leur vivant que la plupart des prélats s'acquittent avec leur famille, s'interdisant de lui léguer des biens d'Eglise qui appartiennent aux pauvres. Fénelon, qui ne fut jamais insensible au bonheur, à la gloire de sa maison, qui appela à Cambrai ses neveux pour veiller à leur éducation, pour peupler sa solitude et égayer son sombre palais de leurs jeux enfantins, déclare à sa famille, qu'il savait obérée, qu'ellen'avait rien à voir dans son testament. Ainsi parle Belsunce¹, ainsi parlent les évêques du XVIII^e siècle².

Ce parti pris des prélats de laisser la parenté en dehors de leur succession ecclésiastique, n'était pas toujours du goût de leurs proches. En 1774, mourut le cardinal de Gesvres, léguant « tous ses biens aux hôpitaux ». Malgré, dit Bachaumont, « la charité du cardinal, qui donne tout

1. Belsunce ayant fait mention dans son testament de ses illustres parents auxquels, du reste, il ne donnait rien (le duc de Lauzun, le duc de Foix, la maréchale-duchesse de la Force, etc.), les *Nouvelles ecclésiastiques* ne manquèrent pas de dire : « A l'occasion de cette cession, l'humble testateur fait un modeste étalage de ses parents et alliés dont les noms sont les plus honorables, maréchaux de France, ducs, duchesses, marquises, comtesses, etc. »

2. M. de Partz de Pressy, dernier évêque de Boulogne, laisse par testament à sa famille ce qu'il tient d'elle et il ajoute : « Si je ne lui fais point de legs plus considérable, ce n'est point par défaut d'affection, mais c'est que je me souviens de ce que m'a dit plusieurs fois mon père, qu'il serait fâché que des revenus ecclésiastiques, qui sont le patrimoine des pauvres, entrassent dans sa famille, sur laquelle il serait à craindre qu'ils n'attirassent les malédictions du ciel. » Un contemporain de l'évêque de Boulogne, M. de Coëtlosquet, ancien évêque de Limoges, précepteur des petits-fils de Louis XV, écrivait dans son testament : « Si mes parents trouvent que je suis trop resserré dans mes dons à leur égard, je les prie de faire attention que je n'ai d'autre patrimoine que celui de l'Eglise et des pauvres. » KERVILLER, *la Bretagne à l'Académie*, p. 592-593. — Mgr de Barral, évêque de Castres, dira à son tour, dans son testament : « A l'égard de mes frères et sœurs, auxquels je suis tendrement attaché, je voudrais être à même de leur donner des marques affectueuses de mon attachement ; mais ayant rendu à ma famille tout ce que j'en avais reçu, j'espère qu'ils ne désapprouveront point la délicatesse de conscience qui m'empêche de me servir des biens d'Eglise pour leur donner des preuves réelles de mes sentiments pour eux. » Les pauvres furent ses héritiers. AN. COMBES, p. 102. — On lisait dans le testament de René le Sauvage, évêque de Lavaur, en date de 1677 : « Pour prévenir et exclure mes parents d'aucune prétention en mes biens et effets mobiliers, je donne à chacun d'eux la somme de 20 livres une fois payée, d'autant que je leur ai déjà abandonné mes biens et droits qui ne proviennent pas du revenu des bénéfices, auquel revenu je ne veux pas qu'ils puissent rien prétendre. » — On pourrait multiplier les exemples. Les évêques, en prenant ces dispositions, se conformaient au décret du concile de Trente (sess. XXV, ch. I, de ref.) qui leur avait « interdit absolument de s'attacher à enrichir des revenus de l'Eglise leurs parents ni leurs domestiques. »

son mobilier aux pauvres, aux hôpitaux de ce diocèse, il est à craindre qu'elle ne soit éludée par les économats qui absorberont tout en réparations. La succession la plus claire qu'il laissera, ce seront quatre-vingt-deux procès dont hérite son coadjuteur. Le cardinal, très honnête, très bon-homme même, avait l'esprit du clergé au suprême degré, et pour ne rien perdre de ses droits, il aurait plaidé contre son père». La famille de Gesvres n'avait aucune prétention à la succession des quatre-vingt-deux procès, que le chroniqueur n'avait sans doute pas comptés; ce qu'elle regrettait, c'était le reste. « Elle veut travailler, dit Bachaumont, à faire casser le testament ¹. »

II

Le lecteur peut pressentir que cet épiscopat du xviii^e siècle se montra fidèle à l'exercice de la charité. Ici son devoir, ses instincts étaient excités par les exemples que lui avaient légués les âges précédents. Au xvi^e siècle, les *Chroniques bordelaises* disaient, en termes touchants, de Prévost de Sansac, archevêque de Bordeaux : « Il avait toujours tenu bon à tous les orages de la guerre. Grand aumônier, ne faisant aucune réserve. *Les malades de la ville envoyaient ordinairement quérir de son pain pour se remettre en appétit, à l'archevêché.* Il en faisait donner avec une telle franchise qu'il restait admiré. Il fut pleuré et regretté autant que jamais prélat le fut, car il ne fut jamais haï de personne, ni refusa de faire plaisir, lorsqu'il en avait le moyen ². »

Cette tradition se continue. Les évêques les plus connus au xviii^e siècle sont signalés par leur grande charité. Bossuet, dit Ledieu, répondait à son intendant qui lui demandait de restreindre ses largesses à l'hôpital de la ville : « Pour les diminuer je n'en ferai rien, et pour faire de

1. *Mémoires de BACHAUMONT*, 26 juillet 1774. — M. de BRIMONT, *op. cit.*, p. 25, dit que le cardinal de Gesvres fit légataire universel le séminaire, auquel il avait déjà donné 100.000 livres pour l'entretien des étudiants sans ressources.

2. *Chroniques bordelaises*, p. 104.

l'argent à cette occasion je vendrai tout ce que j'ai. » L'hôtel-Dieu, l'hôpital général de Nîmes reçoivent de Fléchier plus de 60.000 livres. Il donne également beaucoup aux indigents, aux pauvres honteux. Dans ses tournées pastorales, il visite les paysans en leur cabanes, s'entretient avec eux des heures entières de leurs besoins, de leurs travaux, de leurs peines, prodigue les secours et les consolations ¹. La charité de Fénelon est plus connue encore. Elle s'exerça sur un plus grand théâtre, avec des ressources plus grandes et dans des circonstances plus critiques. Sa générosité pour les pauvres, pour les hôpitaux, où il appela les Filles de la charité, était sans bornes. Il visitait lui-même les malades. La guerre lui fournit l'occasion de déployer toute sa grandeur d'âme. Le sanglant combat de Malplaquet avait poussé à Cambrai une foule de blessés, de fuyards, tandis que les paysans de la contrée voulant soustraire leurs bestiaux au pillage des troupes ennemies, n'avaient rien trouvé de mieux que de les conduire à la ville et dans le palais même de l'évêque. A un moment, les cours, les jardins furent remplis de bêtes à cornes. C'est là sans doute ce qui a donné lieu à l'anecdote de la vache cherchée toute la nuit par l'archevêque. Fénelon si accueillant pour de pauvres bêtes, se multiplia pour les hommes, pour les blessés, les soignant de ses mains, prodiguant aux soldats et officiers de toute nationalité une bonté, presque une tendresse, qui touchèrent profondément tous les cœurs. En même temps, il achevait de se ruiner par le grand effort qu'il fallut faire pour soulager tant de misères, et défrayer une table qui réunissait alors jusqu'à cent cinquante convives. Il fournit, en partie, le blé qui empêcha les armées françaises de mourir de faim après le terrible hiver de 1709.

1. Cf. DELACROIX, t. II, p. 151-158. — En 1707, le nouvel archevêque et vice-légat d'Avignon ayant eu tout son avoir et, en particulier, 400 louis pillés par les corsaires, Fléchier lui écrivit : « Je sais les dépenses excessives qu'on fait dans un nouvel établissement, surtout quand on vit noblement, et qu'on fait les honneurs d'une ville comme vous les avez faits de la vôtre. Pardonnez-moi si j'ose offrir à votre Excellence, comme son serviteur et son voisin, une somme pareille à celle qu'elle a perdue, en attendant qu'elle ait réparé ce dommage et rétabli ses affaires. Ce ne serait point elle, ce serait moi qui lui serais obligé, si elle voulait accepter ma bonne volonté. » Le vice-légat, qui était Italien, accepta une offre faite de si bonne grâce.

On rappelle d'autant plus volontiers ces traditions plusieurs fois séculaires dans l'Eglise de France, qu'elles furent admirablement continuées jusqu'à la Révolution. On a ici l'embarras du choix dans les mille traits de générosité et de bienfaisance que nous apportent les histoires des diocèses. Mgr de Juigné accomplit déjà à Châlons ces prodiges de charité que Paris devait admirer plus tard. Pour pouvoir donner davantage, il a une table frugale et un ameublement modeste. Tous les jours, les pauvres viennent à l'évêché chercher leur nourriture. Il se fait indiquer les familles nécessiteuses et il tient à honneur de les visiter lui-même. On l'a vu, l'hiver, la nuit, marcher dans la neige, arriver sans être attendu dans une maison dont on lui a signalé la détresse, et là, parmi les bénédictions et les larmes d'attendrissement, distribuer du pain, du vin et les autres provisions que ce grand seigneur a apportées sous son manteau. Il faut que sa bienfaisance ait été grande pour que le souvenir en soit encore vivant à Châlons. Les actions d'éclat n'ont pas manqué à cet apostolat de la charité. Un incendie terrible éclate à Saint-Dizier. A cette nouvelle, l'évêque, qui se trouvait sur un autre point du diocèse, part en toute hâte; il emprunte à son frère, à ses domestiques même, l'argent dont ils disposent; il distribue aux victimes 10.000 francs comme premier secours. Il se prodigue tellement que le bruit court à Châlons qu'il a péri dans les flammes; on le pleure, on vante ses vertus. La nouvelle est démentie: on s'embrasse, on court à sa rencontre, les larmes coulent de tous les yeux. L'évêque, pensant que ce n'est point le temps de pleurer mais d'agir, lance une lettre pastorale émouvante en faveur des incendiés, et, grâce à des secours provoqués de toutes parts par les ardents appels du pasteur, Saint-Dizier peut renaître de ses cendres. Juigné se montrera à Paris tel qu'il est apparu à Châlons, augmentant ses aumônes en raison de l'augmentation de ses revenus et de l'étendue des misères, donnant jusqu'à 10.000 ou 20.000 francs à la fois à des pauvres honteux pour relever leurs familles, s'interdisant toute dépense de luxe comme un larcin fait à l'indigence, et répondant à ceux qui lui proposent d'acheter les volumes en tranche dorée de

la bibliothèque de Bourbon : « Des livres couverts d'or, tandis que mes pauvres ne sont couverts que de haillons, ne m'en parlez pas. »

M. de Juigné n'avait fait que marcher sur les traces de son prédécesseur, Christophe de Beaumont. On a dit de ce dernier que sa charité fut « une des gloires du XVIII^e siècle ». Le feu ayant détruit une partie de l'Hôtel-Dieu, les malades furent transportés à la cathédrale et à l'archevêché. Christophe de Beaumont venait de gagner un procès lui attribuant, en grande partie, le terrain de l'ancien hôtel de Soissons. Il en fit immédiatement abandon aux hôpitaux¹; c'était plus de 500.000 livres données aux indigents. Aussi, à la nouvelle de sa mort, les vit-on accourir de tous les quartiers de la ville, au nombre de plus de trois mille, assiéger les portes de l'archevêché, redemander un père, et témoigner par leurs sanglots de l'étendue de leur perte et de leurs regrets. A son convoi, cinquante pauvres, soixante-douze enfants trouvés ouvraient la marche. On comprend les cris des malheureux qui avaient reçu plus d'un million de leur archevêque, la dernière année de sa vie. On découvrit à la mort de Christophe de Beaumont que plus de mille ecclésiastiques et cinq cents personnes, retirés dans des couvents ou pensions, vivaient du secours du prélat. Si grande était la confiance en sa charité, qu'aux jours où il officiait à Notre-Dame, on ne comptait pas moins de mille indigents réunis dans la cour de l'archevêché pour attendre ses aumônes².

1. Sur 600.000 livres de rentes qu'avait l'archevêque, 500.000 au moins passaient aux pauvres. « On compte que, la dernière année de sa vie, ils ont eu de lui 1.100.000 livres, au moyen des 600.000 livres de son procès gagné, qu'il avait abandonnées pour les hôpitaux. » BACHAUMONT, 16 décembre 1781. — Les traits de sa charité sont innombrables. Un jour que l'archevêque se promenait près de Conflans, un vieil officier l'aborde et lui expose son infortune. « Monsieur, lui dit le prélat, je n'ai d'argent ni sur moi ni au château, mais venez, dans huit jours, à l'archevêché et nous pourvoirons à tout. En attendant, voici ma montre, elle a quelque valeur, disposez-en. » Peu de temps après, Christophe de Beaumont, ayant été voir Mesdames de France, fut bien surpris d'entendre Madame Adélaïde lui dire : « Monseigneur l'archevêque, je sais que cette année vous vous êtes plusieurs fois privé de votre montre, en voici une que je vous donne, mais à la condition que vous la garderez. » Voy. P. REGNAULT, *Christophe de Beaumont*, t. I, p. 180, 199, 208, 228, 413, 483, 495; t. II, p. 208, 330, 334, 416.

2. « Cela a été interrompu par les ordres de la police », dit BARBIER, *Journal*, t. VII, p. 222. — SOULAVIE, peu favorable à Beaumont, lui rend

A Boulogne, Mgr de Pressy accomplit des merveilles avec des ressources médiocres. On le voit, à certaines époques de disette, acheter des provisions de riz pour les distribuer aux pauvres, les recevoir lui-même par bandes à la porte de son palais, doter les filles vertueuses, fonder des écoles, des séminaires et même des manufactures, et porter jusqu'à la Guyane, au Maroc, en Terre-Sainte, à Paris, partout où il y a des misères à soulager, les dons de son inépuisable générosité¹. Les malheureux ont une large part dans son testament qui établit le séminaire légataire universel. Si grande est la renommée acquise par une telle conduite que « les Anglais, dit un contemporain, passent la mer pour admirer des vertus nées sur un sol étranger² ». L'archevêque de Besançon, M. de Durtfort, pratique la libéralité d'un prince. Chaque jour, douze couverts sont mis dans son palais pour les officiers sans ressources de la garnison ; il leur fait servir des aliments gras, quand l'usage le permet aux militaires, pendant qu'il fait maigre. Il recommande d'être large pour ses fermiers, bien qu'il se trouve parfois à court d'argent. Il abandonne à un pauvre gentilhomme la résidence du château de Mandeuire. Son palais est un lieu d'asile, et tel peintre poursuivi pour dettes y trouve un refuge. Quand il officie pontificalement, les malheureux de la ville sont rangés sur son passage, du palais archiépiscopal à la cathédrale. Des serviteurs armés de grandes bourses précèdent le prélat et leur distribuent des aumônes qui

cependant témoignage sur ce point. (*Mémoires du maréchal de Richelieu*, VIII, 211-212). Beaumont, dit-il, dépensait « le tiers de ses revenus... Le reste était distribué aux pauvres. Ses aumônes s'étendaient jusqu'aux frontières de France et jusqu'aux catholiques irlandais hors du royaume ».

1. Le romancier impie, PIGAULT-LEBRUN, raconte cette anecdote : « M. de Partz de Pressy était évêque de Boulogne lorsque j'étudiais chez les Oratoriens de cette ville. Un charretier de l'endroit, nommé Caboche, perdit son cheval qui le nourrissait lui et sa famille. Il fut trouver son évêque et déplora devant lui la perte qu'il venait de faire. — Combien valait votre cheval ? — Cent écus, Monseigneur. — Un tel, donnez cent écus à cet homme. — Mais, Monseigneur, vous donnez tous les jours, il n'y a rien à votre caisse. — Eh bien, donnez-lui un de mes chevaux. — Eh ! Monseigneur, vous n'en avez que deux. — Allons, allons, donnez-lui en un, j'irai à pied jusqu'à ce que je puisse en acheter un autre. Cet évêque et M. Durtfort, alors curé de Calais, pouvaient servir de modèle à tout le clergé du monde chrétien. » HAIGNERÉ, *op. cit.*, p. 97-99, 200-209, 216. — DERAMCOURT, p. 311, 443.

2. LAURENT, *op. cit.* p. 178 et suiv.

atteignent chaque fois le chiffre de 1.000 livres. Il ne survient pas dans le diocèse une inondation, une grêle, une calamité quelconque, sans que ce prélat de grand cœur ne lance un mandement pour faire appel à la charité publique.

A Lodève, M. de Fumel est pendant quarante ans le père et le consolateur de son peuple. Secourir les indigents, payer leurs dettes, bâtir des églises, se dépenser pour la cathédrale et l'hospice, visiter son diocèse, voilà sa vie. Quand Louis XVI le voyait arriver : « Je parie, disait-il, que M. de Lodève vient demander quelque chose pour ses pauvres. » Il mourut en 1790, ayant pour oraison funèbre les sanglots des malheureux et les larmes de ses diocésains. L'historien de l'Eglise de Béziers, Sabatier, apprécie en ces termes, la charité de son dernier évêque : « Prétendre énumérer tout le bien que M. de Nicolaï fit dans le cours des vingt années qu'il occupa le siège épiscopal, ce serait entreprendre une tâche impossible à remplir. Les sommes de 10.000, de 12.000 livres sortaient à l'occasion du palais de l'évêché et arrivaient à l'hospice (il éteignit d'un seul coup une dette de 40.000 livres). Toute famille honnête tombant dans l'indigence était inscrite d'office sur son livre de pensions, et ses pensionnaires lui coûtaient jusqu'à 40.000 livres par an ; et encore, en dehors de ses charités habituelles, que d'infortunes soulagées ! » Partant, un jour, en voiture, il voit un rassemblement. Un homme est conduit en prison pour dettes ; M. de Nicolaï compte immédiatement la somme et le fait délivrer. Ce prélat réalisait vraiment la maxime de son prédécesseur, M. de Bausset-Roquefort, que les pauvres sont les créanciers des évêques. M. de Nicolaï avait dû se rendre plusieurs fois à Paris pour se faire opérer de la pierre. En 1787, au retour d'un de ces voyages où la crise avait été particulièrement grave, il fut accueilli dans sa ville par des ovations. On lui prodiguait les noms de « pasteur bienfaisant, bien-aimé père ». L'habile médecin, M. Deschamps, chirurgien-major de la Charité, reçut en reconnaissance, du conseil de ville, le « titre de citoyen de Béziers, avec tous les droits de la bourgeoisie ».

Le cardinal de Bernis, en arrivant à Albi, avait dit au sujet des pauvres au syndic de l'hôpital : « Je serai leur père autant par inclination que par devoir, et vous me trouverez toujours disposé à secourir et à partager votre zèle pour cette partie si précieuse de mon diocèse. » Il tint parole. Des désastres inattendus, des inondations, puis le terrible hiver de 1766 avaient jeté dans le désespoir une partie de la population de l'Albigeois. Bernis donna tout ce qu'il possédait et s'endetta pour 150.000 francs. On le vit renvoyer ses domestiques et assister, chaque jour, deux cents indigents à son palais épiscopal. Vingt-cinq ans auparavant, dans le rude hiver de 1740 à 1741, le cardinal de Saulx-Tavannes¹ avait eu occasion de déployer le même dévouement, transformant son palais en hôpital, lors d'un débordement de la Seine, et soignant de ses mains ceux qui y avaient cherché refuge. Sa charité était proverbiale. C'est lui qui fit transporter l'Hôtel-Dieu à la place qu'il occupe actuellement, et aida puissamment à sa construction. Ce grand seigneur voulut à sa mort un enterrement très simple. Il fit légataires universels les prêtres infirmes de son diocèse, à charge d'acquitter « ses dettes. S'il s'en trouve, dit-il, elles seront peu considérables, ayant toujours eu grand soin de faire tout payer ».

Si de Rouen nous passons à Amiens, nous y trouvons les deux derniers évêques avant la Révolution, M. de la Motte et M. de Machault, luttant de générosité et de dévouement. Quand M. de La Motte prit M. de Machault pour coadjuteur, il le présenta à ses diocésains, « sinon comme un saint Chrysostome, du moins comme un saint Jean l'Aumônier ». Un poète latin de l'époque chanta avec un grand bonheur d'expressions ces deux cœurs, d'où sortait comme un grand fleuve de charité formé par un

1. MASSON, *op. cit.* p. 49, 57, 58. *L'Annual Register for 1767* (Londres, 1768, in-8°, p. 113) dit : « Le cardinal de Bernis, archevêque d'Albi, a donné dernièrement une grande preuve de son humanité en renvoyant tous ses domestiques, excepté trois, à cause du prix élevé des provisions qui lui rendait impossible l'exercice de sa charité accoutumée à l'égard des pauvres. Il secourt chaque jour deux cents pauvres qui viennent dans ce but à son palais, sans compter les malades et autres malheureux qu'il soulage dans sa métropole et les autres villes de son diocèse. » — PINGAUD, *Les Saulx-Tavannes*, 1876, in-8°.

double courant¹. Rennes et Verdun reçoivent, tour à tour, les bienfaits de Mgr des Nos. Plein de compassion pour les malheureux, il dépense 130.000 francs pour la maison des Filles de la Charité, à Verdun; il fait construire les nouvelles salles de Saint-Hippolyte en y affectant des revenus. Par la main des curés, il répand ses aumônes sur tous les pauvres du diocèse. Dans l'hiver de 1782 à 1783, il épuise toutes ses ressources et fait vendre toute son argenterie. Le roi, connaissant la générosité de M. de Saint-Sauveur, évêque de Tulle, qui pendant deux hivers a abandonné tous ses revenus aux indigents, lui donne l'abbaye de Montier-Ramey au diocèse de Troyes. En 1765, l'évêque de Montauban, M. de Breteuil, répare les ravages causés par l'inondation du Tarn. « Plus de huit cents pauvres, dit un contemporain, puisèrent dans la charité de M. de Breteuil de quoi couvrir leur nudité. Quel tableau pour les hommes sensibles ! »

L'évêque d'Orange, M. du Tillet, envoie, au premier de l'an, aux curés de son diocèse, les sommes destinées aux malheureux. Ses promenades ont souvent pour but la visite des indigents et des malades de la campagne. Il pénètre dans les plus humbles demeures et, dans ces circonstances, Dieu seul connaît le secret de ses aumônes. Il va lui-même, à une heure avancée de la nuit, porter des secours aux pauvres honteux et s'écrie souvent à son retour : « Je dormirai bien, Dieu m'a fait la grâce de faire des heureux. » Le premier jour de chaque mois, il va voir l'hôpital et la prison. Son séjour à Orange est une succession ininterrompue d'œuvres de charité. Une année, le feu prend au gerbier et la récolte est perdue. Il court sur le lieu du sinistre et, voyant de pauvres gens désolés, il leur dit : « Mes enfants, consolez-vous, la perte est

1. L'ode se terminait par ces vers à l'adresse des pauvres :

*Ite, consueto properate gressu,
Pauperes, sorti data præda; vobis
Fonte manabit gemitu bonorum
Copia major.
Ceu duo miscent fluvii secundos
Proximi fluctus, socioque cursu
Influunt campis, populosque facto
Fœdere ditant.*

pour moi. » Séance tenante, il nomme une commission, fait estimer le dommage et chacun est intégralement remboursé. On pourrait citer une foule de traits de ce genre. A défaut de documents écrits, dit son historien, la reconnaissance de ses diocésains s'est chargée d'en transmettre le souvenir¹.

M. de Rosset de Fleury, évêque de Chartres, pendant qu'on travaillait au grand chemin de Chartres à Tours, envoyait journellement des voitures chargées de pain, pour être distribué aux convoyeurs sans ressources. Le cœur de ce digne prélat, raconte son historien, fut un asile constamment ouvert aux malheureux. Point de contrée, point de hameau du diocèse qui n'ait éprouvé les secours de sa main libérale. Lorsqu'il fut mis en possession de l'abbaye de Saint-Père réunie à son évêché, il disait aux curés de la ville : « Désormais je donnerai aux pauvres le double de ce que je leur donnais, parce que je vais devenir plus riche. » Il mourut subitement au moment où il se proposait de reconstruire en entier l'hôpital². Tel M. de Fleury avait été à Chartres, tel son frère Henri-Bernardin apparut sur les sièges de Tours et de Cambrai. Sa vie, dans ces deux diocèses, fut une série de bienfaits prodigués aux hospices, aux établissements de bienfaisance et à toutes les formes de la misère. Le même hommage est rendu à un contemporain de Rosset de Fleury, à Amédée de Broglie, évêque d'Angoulême. Simple, ennemi du faste, il vivait dans la retraite pour pouvoir consacrer plus de ressources à la charité. « Plus de trois cents familles de la ville et de la province recevaient de lui des secours dans leurs besoins. » Il emporta, en mourant à 74 ans, les regrets universels, au point que son nom, dit l'écrivain auquel nous empruntons ces ren-

1. GRANGET, *Histoire du diocèse d'Avignon*, t. II, p. 420, 430.

2. CHEVARD, *Histoire de Chartres*, An X, t. II, p. 545, 554. M. de Fleury voulait aussi reconstruire le collège et donner des fontaines publiques à la ville qui en avait grand besoin. Le prédécesseur de M. de Fleury à Chartres, M. de Méroville, s'était montré également charitable. « Accoutumé, dit le même historien (t. II, p. 531), à regarder les pauvres comme ses enfants, il allait les visiter tous les ans dans la ville, accompagné des curés des paroisses. » Il fut admirable dans la disette de 1739. On le vit monter à cheval, à peine rentré de Paris, et courir aux malheureux. « Mourons du moins pour eux, disait-il, s'ils ne peuvent vivre pour nous. »

seignements, « est encore en vénération à Angoulême¹ ». Il faudrait citer aussi M. de Bezons², évêque de Carcassonne, dont la libéralité était telle, qu'il était impossible de se dérober à ses largesses et qui légua tous ses biens aux pauvres ; M. de la Tour-du-Pin, qui multiplia les secours à Nancy et fit établir des chaufferies publiques dans les rigueurs de l'hiver ; M. de Nicolaï, qui répara presque à lui seul les affreux désastres causés à Cahors par les débordements du Lot en 1783.

Il y a comme un besoin de donner chez ces prélats, qui ont le cœur aussi grand que leur naissance, et en qui l'instinct du gentilhomme correspond si bien au devoir le plus sacré de l'évêque. Si plusieurs, comme Dillon, ont des dettes, il faut dire à leur décharge que la charité plus encore que le luxe les a fait contracter. Ils ne peuvent pas recevoir une demande sans y répondre, voir une détresse sans la soulager, recevoir l'expression d'un simple désir sans le satisfaire. Un enfant, attiré par la bonté du cardinal de la Rochefoucauld, regarde avec des yeux de convoitise sa croix pastorale. « Tu veux ma croix, mon fils, dit le prélat, je te la donne », et il l'attache à son cou. L'archevêque, en voyage, entend le long de sa route une crie pour saisie. Il fait arrêter sa voiture ; il s'informe : il s'agit d'une mère de famille expropriée pour une dette de 8,000 livres. Il y a enchère sur un matelas. « Il est à moi, s'écrie le prélat ; inscrivez le cardinal de Rouen pour 8.000 livres, » et, remettant la pauvre femme en possession de sa maison et de son mobilier, il part emportant la bénédiction de l'assistance. Ces évêques donnent toujours. Nous ne parlons point ici des sommes énormes qu'ils consacrèrent parfois aux travaux de leur cathédrale.

1. Cf. MICHON, *Vie de J. Joseph Guigou*, évêque d'Angoulême, 1844, in-8, p. 168, 169. — Amédée de Broglie, né à Arles en 1710, de la branche des Broglie établie en Provence, fut évêque d'Angoulême de 1753 à 1784. Il assista à sa mort, en 1777, son cousin Charles de Broglie, évêque de Noyon.

2. « Et n'était-il pas possible de se dérober aux gens qui l'entouraient pour distribuer ses aumônes, car c'était un grand aumônier. S'il jouit d'un grand revenu, durant quarante-sept ans d'épiscopat, les églises de son diocèse, les maisons de charité, les pauvres mêmes de son abbaye, tous éprouvaient les dignes traits de sa générosité. » *Mémoire historique du couvent des Capucins*, MAHUL, V, p. 518.

En se bornant au domaine de l'assistance des malheureux, que de générosités l'histoire a enregistrées ! « Pauvres familles affligées, au soulagement desquelles je m'intéresse si vivement, s'écrie M. de Becdelièvre, évêque de Nîmes, dans un ardent appel à la charité publique, je conjure le Seigneur d'amollir par sa grâce les cœurs en votre faveur ; mais si, contre mon espérance, je ne puis vous procurer des soulagements de la part des riches, il ne me reste plus qu'à vous offrir tout ce qui est à moi. C'est votre patrimoine et, en vous le distribuant, je ne ferai que satisfaire aux sentiments de mon cœur et au devoir le plus indispensable ¹. »

Combien de prélats méritent par leur bienfaisance ce nom de Charles Borromée, qu'on avait, au commencement du xvii^e siècle, donné au cardinal de Sourdis. Leurs distributions s'accroissent avec leurs revenus, et quand aux biens de leur charge s'ajoute une fortune personnelle, leurs largesses sont parfois sans bornes. La richesse de Charles II Fontaine de Montées, bien qu'atteinte par la banqueroute de Law, lui permet de renouveler sur le siège de Nevers l'immense charité dont Guillaume de Saint-Lazare avait donné l'exemple sous saint Louis. Durant des hivers très rigoureux il nourrit plus de deux mille pauvres, et fait allumer de grands feux devant son palais épiscopal pour les défendre contre le froid. On raconte qu'un aveugle mendiant, ayant reçu, à Rome, de Jean IV de Lorraine une aumône extraordinaire, laissa échapper ce cri sublime d'admiration : « Tu es le Christ ou le cardinal de Lorraine. » Les évêques du xviii^e siècle, malgré leurs grandes ressources, n'avaient pas les revenus du cardinal de Lorraine, mais aussi grand était leur cœur, aussi prompte leur charité. Ils avaient trop de générosité et de noblesse pour calculer leurs dons d'après les plus stricts besoins des malheureux. M. des Laurents, évêque de Saint-Malo, assistait une honnête famille tombée dans l'indigence. On vint lui dire qu'elle n'était pas très à plaindre puisqu'elle se payait le luxe de prendre du café.

1. Abbé GOIFFON, *Histoire des évêques de Nîmes au XVIII^e siècle*, p. 170.

« Je vous remercie de m'en avertir, répondit le bon évêque, j'en profiterai pour augmenter mes aumônes en faveur de ces pauvres gens, afin qu'ils ne soient point exposés à être privés de café. »

Voici maintenant des hardiesses de zèle où l'instinct de race donne au dévouement de l'évêque quelque chose de chevaleresque. Un enfant est resté dans une maison en proie à l'incendie et va mourir au milieu des flammes. M. d'Apchon, qui fut évêque de Dijon et archevêque d'Auch, offre 100 louis à quiconque voudra opérer ce dangereux sauvetage ; personne ne répond à son appel. Alors, s'enveloppant d'un drap mouillé, il s'élance, arrive jusqu'à l'enfant, le rapporte dans ses bras et place sur sa tête les 100 louis qu'il vient de gagner¹. Dans le diocèse de Saint-Brieuc une inondation fournit, en 1773, à M. de la Ferronnays l'occasion de montrer le même courage. Un enfant est emporté par les eaux. Le prélat se précipite dans le courant, saisit le noyé et le rend à sa mère. Ce trait est connu à la cour, et Louis XV dit que les La Ferronnays vont à l'eau comme au feu. Un anonyme profite de la circonstance pour envoyer 24,000 livres à cet évêque plein de compassion pour les pauvres. On sent que ces hommes sont de la trempe de Belsunce, et qu'ils ne reculeront pas plus devant la peste que devant l'eau et le feu². A Bayonne, M. de la Ferronnays aura à pratiquer la charité d'un autre genre. Une épizootie terrible a porté la ruine dans les campagnes ; le prélat les parcourt pour consoler les paysans, et fournit à chaque paroisse les bœufs nécessaires au labourage. A la même époque, en 1776, le même fléau désole le pays de Lescar. L'évêque, M. de Noé³, qui abandonnait tous les ans aux pauvres ses 27,000 livres de revenu,

1. Un jour que le peuple s'était soulevé pour avoir du pain, M. d'Apchon se porte vers le rassemblement, calme les exaltés et fait distribuer tout le blé dont il peut disposer. Cf. *Mémoires* de BACHAUMONT, 31 mai 1781.

2. Belsunce fut ruiné par ses aumônes durant la peste de Marseille. — On voulait détourner un jour M. de Mailly, archevêque d'Arles, de visiter deux paroisses ravagées par la petite vérole. « Vous ne savez donc pas, répondit-il, que le manteau de la charité est invulnérable. » Il y alla, prit le mal et en guérit. On cite, au XVIII^e siècle, plusieurs évêques, tels que M. de Gonssans, évêque du Mans, qui visitent des malades atteints de maladies contagieuses.

3. Voy. *Œuvres* de Mgr de Noé, publiées en 1818 par AUGUIS.

se multiplie pour parer au désastre. Il obtient un million de Louis XVI pour ses malheureux diocésains. Il ouvre deux caisses, l'une pour ceux qui peuvent donner, l'autre pour ceux qui peuvent prêter ; il verse 30,000 livres dans la première et 15,000 dans la seconde. Son exemple est suivi et le pays traverse cette crise sans y périr. En ces graves circonstances, une *lettre pastorale* sur l'épizootie avait rappelé aux riches, dans un langage enflammé, les devoirs qui leur incombent à l'égard du pauvre.

III

A cette époque où les évêques, par leur rôle religieux, social et politique, par une longue tradition de bienfaits, étaient encore véritablement les pères de leur peuple, leur sollicitude s'étendait sur tout le diocèse, et il n'était pas un progrès pouvant améliorer la condition matérielle ou morale de leurs ouailles, qu'ils ne fussent prêts à provoquer, à appuyer de leur crédit et de leur bourse.

On ignore généralement que c'est à eux que l'on doit sous l'ancien régime la création de nos assurances contre l'incendie, sous forme de contribution à une quête annuelle. Dans l'est, dans le nord, les maisons couvertes de chaume étaient fréquemment la proie des flammes. Les victimes de ces désastres faisaient des collectes sans fin dans les diocèses. Pour parer à ces abus, les prélats établirent un bureau de secours pour les incendiés. Un mandement de M. de La Luzerne, évêque de Langres, daté de 1771, explique parfaitement le fonctionnement de cette institution. Les curés ont ordre de choisir dans leur paroisse une ou plusieurs personnes qui auront mission de faire la quête pour les incendiés deux ou trois fois par an. Ils sont exhortés à les accompagner chez leurs paroissiens. Le curé inscrit le produit de la quête sur un registre dont l'évêque détermine avec soin la forme. Tous les prêtres versent à leur doyen les sommes reçues ; les doyens, à leur tour, remettent cet argent au trésorier général qui est un chanoine de la cathédrale. Quelques paroisses

n'ayant pas contribué à la recette générale, il leur est signifié qu'elles n'auront pas droit aux secours si elles ne prennent point part aux charges. Les curés, qui ont ainsi réuni les fonds, ont mission de les répartir. En cas d'incendie, ils appellent un ou deux experts pour connaître le dommage. Ils leur adjoignent « deux ou trois des principaux habitants et des plus honnêtes gens, pour voir et estimer la perte du mobilier, bestiaux, grains, denrées... Tous signeront le certificat ¹. » Cette forme d'assurance ne valait-elle point la nôtre ? Elle avait l'avantage d'enrôler tous les fidèles d'un diocèse, alors qu'aujourd'hui encore c'est le petit nombre qui se prémunit contre le danger, de leur donner une sauvegarde par le versement d'une aumône modique, d'entretenir enfin un sentiment de solidarité en faisant concourir tout le monde à réparer le malheur de chacun.

Ce bienfait apporté par l'Église était une nouveauté ; à ce titre, il souleva quelques oppositions. Dans le diocèse de Châlons, où l'abus des quêtes pour les incendiés était criant, M. de Juigné institua, comme à Langres, un bureau général de secours. Pour y avoir part, il fallait payer une cotisation. Certains curés de la cité opposèrent de la résistance, et la foule fit interrompre la lecture du mandement annonçant l'innovation. L'intendant dut intervenir, la ville céda et s'applaudit bientôt de la mesure prise par le prélat. En 1802, M. de Jessaint, préfet de la Marne, rétablira l'œuvre sous le nom de caisse des incendiés. Elle a devancé d'un demi-siècle toutes les Sociétés d'assurance. Sous l'impulsion des évêques, le bureau des incendies s'organise partout où il paraît nécessaire. Dès 1766, M. de Barral l'a fondé à Troyes ; M. de Bourdeilles le constitue de son côté à Soissons, M. de Champorcin à Toul, M. de Fontanges à Nancy ². En 1785, M. de Machault, évêque d'Amiens, crée une assurance mutuelle contre l'incendie entre tous ses prêtres ; deux années plus tard, il publie un mandement portant formation d'une caisse de secours

1. *Œuvres de LA LUZERNE*, t. VI, p. 743-748.

2. GUILLAUME, *op. cit.*, V, 60. — Voy. *ibid.*, t. IV, p. 381-383, le texte de la circulaire envoyée à ce sujet par M. de Champorcin.

pour tous ses diocésains en pareil cas. Comme le meilleur moyen de remédier à ces désastres, était encore d'en supprimer la cause, Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, pousse les habitants à remplacer leurs toits de chaume par les tuiles, s'engageant à payer la différence de prix. La Rochefoucauld, évêque de Saintes, qui a établi, en 1779, son bureau d'assistance aux incendiés, fait lui aussi la guerre aux toits de chaume, offrant de fournir à ses frais le bois de charpente aux indigents. A Bresles, il se charge de relever plusieurs maisons dévorées par les flammes ¹.

Un évêque de Montpellier, M. de Pradel, avait inauguré dans son diocèse, sur la fin du xvii^e siècle, une institution qui devait être d'une très grande utilité, le *prêt gratuit et charitable*. Cette création, soutenue par ses successeurs, est encore vivante à Montpellier depuis deux cents ans. En 1742, Jean de Caulet, frappé des services rendus par cette œuvre, l'introduisait dans sa cité épiscopale de Grenoble. Il établissait un bureau d'assistance judiciaire, et dit l'historien de la ville, « comme tous ses prédécesseurs, faisait bénir sa mémoire par les bienfaits de sa charité ² ».

On s'était préoccupé de tout temps de ne soutenir que les vrais pauvres, et de ne pas encourager la paresse sous prétexte de soulager l'indigence. « Les curés qui sont dans la ville, écrivait en 1705 Le Camus, évêque de Grenoble, m'apportent tous les ans un état des pauvres honnêtes de leurs paroisses, car les autres sont enfermés dans l'hôpital général que j'ai fondé. Sur les listes des curés de la ville, on donne tous les dimanches, à l'évêché, du pain jusqu'à concurrence de 1,000 écus par an. La fondation que j'en ai faite est à perpétuité. Les aumônes en argent ne servent de rien aux familles, et les maris s'en prévalent

1. Abbé DELETTRE, *op. cit.*, t. III, p. 545-554. — A cette époque, le comte de Brienne se portait avec ses pompes, en cas d'incendie, au secours des campagnes. Il faisait à Brienne l'office de juge de paix, jugeant souverainement les démêlés des paysans. Il marchait sur les traces de M. de La Rochefoucauld-Liancourt. Cf. *Mémorial de Norvins*.

2. SAUREL, *op. cit.*, p. 167. — PRUD'HOMME, *Histoire de la ville de Grenoble*, p. 539-540. Caulet compléta ses créations en instituant dans les quatre paroisses de Grenoble, sous la présidence des curés, des associations de bienfaisance composées de dames et de jeunes filles.

pour faire la débauche aux cabarets. » Voilà donc Le Camus qui, pour parer aux abus, aux dangers de l'aumône, donne de préférence des secours en nature, tantôt du pain, tantôt une « pistole de sel », et pousse les mendiants à l'hôpital ¹. Un siècle plus tard, l'archevêque d'Aix, M. de Boisgelin, parle, dans une lettre de janvier 1783, d'une « jolie monnaie » par lui établie pendant l'hiver, et qui n'était autre chose que nos bons de pain et de viande ². Une des grandes préoccupations de l'esprit public à la fin de l'ancien régime fut de supprimer la mendicité. Il suffit d'ouvrir le *Traité de police* de La Mare, pour voir les tentatives, les ordonnances renouvelées dans ce but à travers les âges, depuis l'édit du roi Jean au xiv^e siècle jusqu'au xviii^e. Turgot posa nettement la question comme contrôleur général, dans sa circulaire du 18 novembre 1774 ³. Le problème fut agité dans les villes, dans les assemblées provinciales. On ne voulait plus de mendiants. Les évêques se firent les puissants auxiliaires de cette réforme. Le premier souci de M. de Champorcin, à son arrivée à Toul, est de publier la circulaire de Turgot. La mendicité est interdite dans la ville de Bayeux. L'évêque,

1. *Lettres de LE CAMUS*, p. 621, 624. — Le procès-verbal de l'hospice d'Alet, du 23 novembre 1764, porte que M. de Chanterac a reçu une « lettre de Mgr le comte de St-Florentin, ministre secrétaire d'État, en date du 6 août 1764, par laquelle on le prie d'indiquer les moyens d'éteindre la mendicité, conformément aux vues de S. M. On voudrait établir un hôpital général dans chaque diocèse. » Au commencement du xviii^e siècle, M. de Saulx, premier évêque d'Alais (1694-1712), avait déjà formé le projet d'un grand hôpital destiné à éteindre la mendicité. LASSERRE, *op. cit.*, p. 28 et suiv., 267-277. — En 1535, les magistrats d'Arras, ayant interdit la mendicité dans toute la ville, quoiqu'elle eût été pratiquée jusqu'alors par les bons-enfants, vulgairement appelés *cappati*, le chapitre de la cathédrale résolut de donner aux Augustins les aumônes qu'il faisait ordinairement. Cf. FANIER, *Histoire du chapitre d'Arras*, 1868, p. 205.

2. « Il y a beaucoup de misère, écrit M. de Boisgelin. J'ai remis entre les mains des curés des billets signés de mon nom qui portent tant de pain et de légumes. Ils circulent tous les jours dans toute la ville, et ce moyen fort simple fait plus de bien que de l'argent et me fait aimer du peuple. Je les rachète à mesure et je les passe aux boulangers et aux marchands. J'ai établi aussi un atelier de charité autour de la ville, où l'on ne reçoit que les pauvres, et j'espère que nous passerons notre hiver avec tranquillité. »

3. BACHAUMONT (*Mémoires*, 15 juillet 1786, t. XXX, p. 286) présente Loménie, archevêque de Toulouse, comme ayant travaillé avec Turgot à ce projet. Il « paraît décidé aujourd'hui », ajoute Bachaumont, de fixer « irrévocablement le sort des mendiants, et de faire à cet égard une loi générale uniforme où tous les cas possibles seront prévus, et surtout qui soit exécutée. Le prélat a donné à cet égard un mémoire très profond, très étendu, plein d'ordre et de clarté qui a été extrêmement goûté. Il s'occupe aussi des hôpitaux, et, sur ce point, il peut donner des avis d'autant meilleurs, qu'ils sont appuyés sur des expériences qu'il a imaginées en petit dans son diocèse et qui prouvent la sagesse, la sûreté et l'économie de ses vues ».

M. de Cheylus, promoteur de cette mesure, la justifie dans un mandement du 26 avril 1782 ¹.

Pour assurer la subsistance des malheureux, qu'on empêche ainsi de mendier, pour centraliser les secours et arriver par une bonne distribution à soulager plus de misères, on crée de toutes parts des *bureaux de charité*. L'évêque de Limoges, M. du Plessis d'Argentré, préside avec son ami Turgot, le 11 février 1770, la première réunion du *grand bureau de charité* tenue dans cette ville. Il y prend le premier la parole ². Comme les Turgot sont rares, les prélats se montrent ici presque partout à la tête du mouvement. M. de Machault, évêque d'Amiens, par un mandement du 15 août 1778, annonce la formation d'un *bureau général de charité* siégeant à l'évêché, et composé de l'évêque, de l'intendant de la province, d'un chanoine de la cathédrale, d'un délégué des curés de la ville et d'autres notables. Il aura pour mission de diriger les bureaux particuliers qui, dans chaque paroisse, secourent les pauvres à domicile par des dons en nature et s'efforcent surtout, en procurant du travail aux ouvriers, de diminuer le nombre des mendiants. Nous voyons se multiplier ces fondations à Nevers et dans la plupart des diocèses de France. Depuis 1715, fonctionne à Auxerre un établissement du même genre connu sous le nom d'*aumône générale*. Les bureaux de charité, tout en poursuivant le même but, varient leurs moyens d'action suivant les pays. Celui du Mans créé, en 1784, par M. de Gonsans, achète des quantités de blé, le donne aux indigents, le livre à très bas prix aux cultivateurs en détresse qu'il sauve par un prêt généreux. A Embrun, un grenier public, organisé, en 1773, sous le nom de Mont-de-piété, par M. de Leyssin, qui s'est fait le principal pourvoyeur, remet sur gage aux pauvres le blé nécessaire à leurs besoins. Plusieurs paroisses du diocèse suivent

1. Cf. LAFFETAY, *Histoire du diocèse de Bayeux*, 1876, t. II, p. 192-197. — Abbé GUILLAUME, *op. cit.*, t. IV, p. 323. — Champorcin demande aux curés des notes sur les établissements de charité de leur paroisse, sur leurs revenus, sur la façon dont ils sont administrés. — Au commencement du XVIII^e siècle, Quiqueran de Beaujeu, évêque de Castres, avait fait un mandement contre la mendicité. HUGUES DU TEMS, *op. cit.*, t. III, p. 167.

2. Louis GUIBERT, *loc. cit.*

l'exemple de la ville épiscopale. Le Mont-de-piété fondé à Reims par M. de Talleyrand-Périgord prévient la ruine de plus de huit cents familles. Celui qui est inauguré à Soissons par M. de Bourdeilles, a un vaste programme et affirme la volonté « d'interdire pour toujours la mendicité ¹ ». On comprend admirablement à cette époque qu'un des grands moyens de supprimer l'indigence est de procurer du travail. On ne veut plus de mendiants. Occuper les gens valides et nourrir les autres, voilà le mot d'ordre de la charité à la veille de la Révolution; voilà, en particulier, le programme du bureau général de Bayeux. Dans plusieurs villes du Languedoc, comme à Castres, à Albi, où les évêques poussent activement à l'organisation des routes, les ateliers fonctionnent et rendent de grands services. On a même pu se demander si la première idée des ateliers de charité, généralement attribuée à Turgot, n'appartiendrait pas à Barral, évêque de Castres. Celui-ci obtint, le 10 mars 1771, que les travaux de la voie d'Albi à Saint-Pons, fussent divisés en deux ateliers pour les pauvres, l'un situé à Réalmont, l'autre à Castres ². C'est également aux ateliers de charité qu'on s'adresse pour la construction des chemins dans la généralité de Montauban ³, et dans d'autres provinces. A Evreux, Mgr de Nar-

1. Le bureau de charité de Soissons, 7 mai 1786, exposait ainsi son programme : « Secourir les vrais pauvres, faire subsister les vieillards et les infirmes dans une honnête aisance selon leur état, en leur fournissant le logement, le vêtement et la nourriture ; pourvoir aux besoins des malades que des raisons solides ne permettent pas d'admettre dans les hôpitaux ; essuyer les larmes des veuves désolées en leur procurant les moyens de nourrir leurs enfants et les mettre en état de gagner leur vie ; détruire surtout l'oisiveté et la paresse en accoutumant de bonne heure les enfants au travail, en leur facilitant les moyens de s'en procurer, soit en les mettant en métier, soit en fournissant aux pères et aux mères de quoi les y accoutumer eux-mêmes ; récompenser ceux qui se distinguent par leur activité et leur bonne conduite... ; continuer aux pauvres honteux, sous le voile du secret, les secours qui leur étaient administrés par les pasteurs ; *interdire pour toujours la mendicité à toute espèce de pauvres valides ou non valides, et renfermer sans miséricorde ceux qui auront enfreint les ordres de la police et les règlements faits à cet égard* ; mais en même temps pourvoir à leurs besoins les plus urgents et ne leur laisser aucun prétexte à opposer à cette sévérité indispensable ; étendre ses charités jusque sur les prisonniers et les voyageurs indigents. » Cf. PECHEUR, *Annales du diocèse de Soissons*, t. VII, p. 451-452. — Au xviii^e siècle, Godeau, évêque de Vence, avait déjà organisé un Mont-de-piété qui prêtait du blé, lequel était rendu par les cultivateurs à la récolte suivante. Abbé COGNET, *op. cit.*, p. 354.

2. AN. COMBES, *op. cit.*, p. 209. — Les ateliers étaient une institution ancienne que Turgot renouvela et perfectionna.

3. On lit dans le rapport fait à l'assemblée à ce sujet : « On n'a pu qu'être saisi d'admiration en voyant ce grand nombre de routes vicinales

bonne-Lara en crée lui-même l'hiver pour occuper les pauvres sans ouvrage ¹. A Bourges, le cardinal archevêque, M. de La Rochefoucauld, entretient le chantier du rempart Saint-Ursin qui, dans une disette, assure du pain à tous les indigents de la ville.

Là où on ne peut avoir recours à ce genre d'occupation la charité inventive des évêques découvre d'autres ressources et va, au besoin, jusqu'à susciter de nouvelles industries. Pendant un rigoureux hiver, la ville de Beauvais n'ayant d'autre moyen de faire subsister les malheureux que de les employer aux terrassements M. La Rochefoucauld les paie, les dimanches et fêtes, comme les jours de labeur. En 1780, l'évêque de Coutances, Talaru de Chalmazel, fonde à grands frais dans les dépendances de l'ancienne abbaye de Montebourg des ateliers, l'un de blonde pour les femmes, l'autre de tisseranderie pour les hommes ; celui-ci était disposé pour six cents ouvriers. Les deux étaient en pleine activité quand éclata la Révolution où ils trouvèrent leur ruine. Sous M. de Luynes, s'élève à Bayeux une fabrique de dentelle. En 1746, M. d'Autichamp avait fait venir à Tulle un « maître sergetier », pour diriger une manufacture établie par lui dans l'hospice et qu'il avait dotée de 3,000 livres. Elle existait encore en 1790 ². Dans les ateliers de charité organisés à Soissons

traverser et vivifier nos campagnes jusqu'à présent inaccessibles, en voyant des marais malsains devenir des prairies fertiles, des cantons secs et arides auparavant, pourvus aujourd'hui de réservoirs abondants et suffisants pour nourrir des hommes et des bestiaux dans toutes les saisons de l'année, en voyant enfin une grande *quantité d'ateliers où le pauvre de tout âge est nourri*, la jeunesse de tout sexe occupée au travail, et où elle conserve, en travaillant, les mœurs que l'oisiveté et la misère lui auraient infailliblement fait perdre. » L'assemblée fonda des bureaux de bienfaisance dans toutes les communes et prit des mesures sévères pour réprimer la mendicité. Léonce de LAVERGNE, *op. cit.*, p. 97.

1. Il établissait au rez-de-chaussée de son palais des chauffoirs publics où les pauvres pouvaient venir se chauffer et travailler. « Il faisait des distributions de pain, de bois et de tout ce qui était nécessaire à la vie ; il payait des pensions dans les couvents, il dotait des filles de condition pauvre, soit pour les marier, soit pour leur faciliter les moyens d'entrer en religion, si elles en avaient le désir ; il plaçait les jeunes gens à l'Ecole militaire et leur procurait une existence honorable et convenable à leur naissance. On peut dire avec vérité que ses revenus étaient le patrimoine des pauvres. C'est ainsi qu'il s'occupait à faire du bien et que, sous une écorce rude, il avait un cœur excellent et compatissant qui lui faisait mettre son bonheur à rendre les autres heureux. » *Vie manuscrite des évêques d'Evreux*. — BRIMONT, *op. cit.*, p. 25.

2. LE CANU, *op. cit.*, t. II, p. 64. — POULBRIÈRE, p. 319. Le dernier évêque de Dol, M. de Hercé, fait acheter du lin, du chanvre, du coton, qu'il fait travailler par les pauvres qui en retirent leurs habits. « Je perds beaucoup dans ce commerce, dit l'évêque ; mais j'y gagne, puisque je les secours et les habilie. » ROBERT, *op. cit.*, p. 112.

par M. de Bourdeilles, on essaie la filature de la laine et du coton, le tissage des gazes, le polissage des glaces. Ces tentatives ne réussirent guère, mais on fut plus heureux pour le métier à filer le chanvre. M. de Bourdeilles n'en était pas moins le bienfaiteur de son diocèse. Lorsque en 1787, l'assemblée provinciale du Soissonnais décida la création d'un bureau de bienfaisance dans chaque ville, elle donna comme exemple « le prélat qui gouverne ce diocèse, saintement prodigue d'un revenu qu'il n'aime à dépenser que dans le sein de l'indigence ». Il a fondé un bureau de charité, auquel vient en aide toute la ville qui sera bientôt délivrée du spectacle et de « l'importunité des mendiants ¹ ».

Il y a quelque chose de plus important que d'assurer la subsistance, c'est de veiller à la conservation de la vie. A mesure que les médecins faisaient quelque découverte, les évêques aimaient à s'en faire les promoteurs dans leur diocèse. Le vaccin de la petite vérole, connu vers 1713, introduit en France en 1754, rencontrait bien des résistances. M. de Barral, évêque de Castres, aima à le propager. Il se faisait accompagner, dans ses visites pastorales, par le médecin Icard, et exigeait que les enfants fussent soumis à l'inoculation; il demandait aux curés le bulletin sanitaire de leur paroisse. En moins de dix ans, la pratique du vaccin se répandit dans le pays castrais. Ce prélat porta sur un autre point sa sollicitude. Il était reconnu qu'il mourait chaque année, dans son diocèse, de vingt-cinq à trente femmes en couche et de cent quarante à cent cinquante enfants, « victimes de la pratique vicieuse et meurtrière des matrones ». Le prélat fit faire à ses frais un cours d'accouchement par le chirurgien Icard. Cinquante élèves s'y rendirent de tous les points du diocèse. Il y avait deux leçons par jour et, « dans l'intervalle, un digne et prudent ecclésiastique instruisait les matrones sur ce que la religion exigeait d'elles dans les cas qui ne s'offraient que trop souvent dans la pratique de leur art ».

1. PÊCHEUR, *op. cit.*, p. 461. La commission intermédiaire de l'assemblée du Soissonnais s'efforça, dans la disette de 1789, de provoquer dans chaque paroisse des bureaux de charité.

Pour vaincre le mépris où le préjugé avait fait tomber le métier de sage-femme, l'évêque se proposait de donner à celles qui auraient suivi le cours pendant trois ans, le droit de banc à l'église et autres privilèges de nature à relever leurs fonctions. Les curés constatèrent rapidement les heureux résultats de cette formation. Le succès fut tel que les chroniqueurs de la capitale, tels que Bachaumont, s'occupent de cet enseignement. Cette intervention épiscopale était utile à une époque où la rareté relative des médecins livrait à des mains inexpérimentées le sort de la mère et de l'enfant. Aussi, voyons-nous partout comme une émulation à multiplier les cours d'accouchement. Les États du Languedoc s'en occupent. Celui que M. de Bernis fonde à Albi, voit quarante-trois femmes¹ assister régulièrement aux leçons. M. Dulau établit à Arles une institution de ce genre en 1784, M. de Champorcin à Toul, M. de Fontanges à Nancy. Ce dernier motive fortement la nécessité pour l'Eglise de s'occuper des sages-femmes. « Leur impéritie dans l'art des accouchements enlève tous les ans, dit-il, un grand nombre d'enfants à la religion et à l'Etat, et souvent les mères elles-mêmes deviennent les victimes. Le seul moyen de diminuer un si grand mal est de répandre dans les campagnes des lumières sur l'art des accouchements, et de faciliter des instructions aux femmes qui se destinent à une profession si précieuse aux yeux de la religion et de l'humanité. » De concert avec l'intendant, M. de Fontanges crée, en 1786, un cours d'accouchement à Nancy. Quinze femmes choisies par l'autorité religieuse et vivant en communauté suivent les leçons des chirurgiens, qui leur délivrent un certificat leur permettant d'être agréées comme sages-femmes par les commu-

1. Cf. MASSON, *op. cit.*, p. 59. — AN. COMBES, *op. cit.* — ROSSIGNOL, *Assemblées du diocèse de Castres*, p. 95-97. — Le 26 novembre 1786, les commissaires du diocèse de Castres affectent une somme de 500 livres à l'achat des instruments nécessaires aux sages-femmes, et font imprimer les instructions du chirurgien lecard. En 1785, l'assiette du diocèse de Lavaur vote 500 livres pour entretenir six élèves au cours d'accouchement fait à Castres. ROSSIGNOL, *Assemblées du diocèse de Lavaur*, p. 38. — BACHAUMONT, (*Mémoires*, 14 décembre 1784) dit des cours de Castres : « Le nombre des élèves distinguées entre les sages-femmes a été tel qu'il a fallu partager presque tous les prix. M. l'archevêque de Toulouse, frappé de cet exemple, a appelé cette année pour instruire les sages-femmes un chirurgien professeur de l'école de Castres. »

nautés ¹. La sollicitude bienfaisante des évêques ne se bornait point au soin des corps. Dès la fin du xvii^e siècle fonctionnait à Carcassonne une institution qui, sous le nom de *Bureau des accommodements*, précédait déjà nos *Justices de paix*, et même notre *Secrétariat du peuple* ².

IV

Le lecteur a pu voir par ces pages que l'exercice de la charité prend vers la fin de l'ancien régime un caractère philanthropique et des formes humanitaires. Nous voyons naître et grandir la tendance de secourir les malheureux moins par amour de Dieu que par amour de l'homme. Ces *bureaux de charité*, qui se substituent aux anciennes *confréries de charité* du xvii^e siècle, indiquent un affaiblissement de la foi. Le mot de *bienfaisance*, que le bon abbé Saint-Pierre a mis en circulation, a fait fortune, et tous les échos du siècle répètent à l'envi le nom de cette vertu laïque ³. Nous assistons à une immense explosion de sensibilité sociale. Elle se joint ici à la compassion naturelle aux nobles cœurs pour les attendrir.

Phélypeaux, archevêque de Bourges, neveu de Maurepas, ne peut entendre le récit d'une grande infortune sans que ses yeux se mouillent de larmes. La grande partie de ses immenses revenus passe aux pauvres, à des pensions sans nombre, à des centaines de familles dont il est la providence et qui le pleurent à sa mort. Comme on lui insinuait un jour de se montrer moins généreux pour des gens qui s'étaient ruinés par leur faute : « Je dois, répondit-il, tout ignorer, excepté le malheur ⁴. » La charité de M. de Montmorency à Metz porte le cachet

1. GUILLAUME, V, 59, 60.

2. CHARPENTIER, *op. cit.* p. 117-118.

3. « Certain (l'abbé de St-Pierre) vient de créer un mot qui manque à Vaugelas. Le mot est *bienfaisance*, il me plaît. » VOLTAIRE, *Dic.* Le mot *bienfaisance* ne se trouve dans le dictionnaire de l'Académie qu'à partir de l'édition de 1762.

4. Cf. CLAMECY, *op. cit.*, p. 14-17.

humanitaire qui marque la fin de l'ancien régime. Au jour de la réintégration du parlement, à laquelle il a pris une si large part en 1775, cent pauvres vieillards viennent s'asseoir à la table qu'on leur a préparée. On leur sert une poule au riz, avec du pain et du vin. Chacun peut emporter le couvert mis à sa disposition. Quand Montmorency entre dans la salle du festin, tous les vieillards se lèvent saisis de respect devant un si grand seigneur et veulent même se jeter à ses pieds. Le prélat les arrête, les force à s'asseoir, et pousse la popularité jusqu'à remettre lui-même le chapeau sur leur tête. Un de ces vieillards, transporté d'émotion et de reconnaissance, — pauvres et riches étaient très sensibles avant 1789, — saisit la main de l'évêque qu'il presse longtemps en l'arrosant de ses larmes. A cette occasion, treize jeunes filles de la ville furent dotées. Montmorency voulut les marier lui-même ; à l'issue de la cérémonie, les nouveaux époux se rendirent à l'hôtel de ville où le prélat leur avait fait préparer un festin à une table de cents couverts¹. Ces générosités étaient dans le goût du temps. A la naissance de celle qui devait être Madame Royale, Marie-Antoinette fit célébrer cent mariages pauvres à Notre-Dame. Ils furent bénis par Christophe de Beaumont. Les curés de Paris² accompagnèrent en personne les futurs conjoints de leur paroisse respective.

Une sorte de transport sentimental se mêle désormais à l'exercice de la charité et produit parfois des effets surprenants. En 1782, l'abbé de Boismont prêchait un sermon en faveur de la création d'un hôpital pour les militaires et ecclésiastiques délaissés. Il parla avec tant de succès que la quête faite après le discours rapporta cent cinquante mille francs. Le résultat est extraordinaire, et la sensibilité³ de l'auditoire dut venir en aide à l'élo-

1. Nous devons ces renseignements à une obligeante communication de M. l'abbé Villemier, doyen du chapitre de Metz.

2. D'après les *Mémoires* de BACHAUMONT (26 janvier 1779), il y eut même, à cette occasion, des difficultés entre l'archevêque et les curés de Paris, ceux-ci voulant absolument paraître en étoile à la cérémonie et l'archevêque s'y refusant.

3. Grand était partout l'élan pour les fondations. Dans le diocèse d'Amiens, Elisabeth de Louvencourt se distingue par sa charité extraordinaire.

quence de l'orateur. Rien de mieux que ce renfort apporté par l'engouement social à la vieille charité chrétienne. Malheureusement un divorce tend déjà à s'établir entre la nouvelle philanthropie et la religion. Parmi les sociétés qui se fondent, certaines déclarent hautement qu'elles veulent secourir les miséreux, non plus au nom de Dieu, mais au nom de la nature, qu'elles entendent se placer en dehors de toute religion positive et des « pratiques superstitieuses¹ ».

Il appartenait aux évêques de réagir contre cette tendance. Sans doute, que la bienfaisance fut excitée par un sentiment chrétien ou simplement par une pensée humanitaire, ils n'avaient qu'à se réjouir du résultat qui tournait en faveur des indigents ; ils savaient d'ailleurs qu'en fait la compassion pour les indigents est sortie de l'Evangile. Mais précisément parce que la charité inspirée par l'amour de Dieu est plus persévérante, plus profonde, qu'elle peut aller jusqu'au don de soi-même, jusqu'à l'amour attendri du pauvre couvert du manteau de Jésus-Christ, il convenait aux évêques de ne pas la laisser sacrifier à une inspiration purement humaine. Les accès de sensibilité passent comme les accès de fièvre. Ce qui reste, c'est ce dévouement inépuisable de la charité chrétienne, qui, à travers les âges, a soulevé le poids de

1. A Besançon, où le christianisme avait prodigué les inventions les plus délicates et les plus ingénieuses d'une charité sans rivale, il se fondait, en 1788, parmi les principaux personnages de la ville, et sous l'invocation d'un vers comique de Tércence transformé en apôtre de l'humanité : *homo sum et humani nihil a me alienum puto*, une société philanthropique, à l'instar de celles qui commençaient à couvrir la France. Son but était de secourir les malheureux, non plus au nom de Dieu, mais au nom de la nature, non plus au nom de la religion, mais au nom de la philosophie. « Depuis que la philosophie, disaient les fondateurs, a répandu ses lumières dans presque tous les Etats, il s'est élevé de tous côtés des hospices et des sociétés de bienfaisance, les aumônes sont devenues plus abondantes... La société philanthropique n'a rien de commun avec d'autres sociétés dont la bienfaisance est également un des objets, mais dont les formules préliminaires qu'on exige pour y être admis, en éloignent souvent ceux qui regardent ces formules comme puériles et superstitieuses. La société philanthropique n'exige pour toute formule qu'une parfaite égalité entre tous ses membres. » Parmi les instigateurs de cette œuvre destinée à remplacer la charité chrétienne, on remarque avec surprise un vicaire général honoraire, M. de Maillac, six chanoines, les abbés de Fal-etans, de la Fare et de Desnes, deux prêtres attachés au chapitre. Les noms des princes de Bauffremont, de Montbarrey et d'une foule de nobles surprennent beaucoup moins. Au bout d'un an, la société comptait plus de cent quarante membres. Elle sombra sous la Révolution. SAUZAY, *op. cit.*, t. I, p. 65, 66.

nos misères, qui, au XVIII^e siècle, comme dans le nôtre, continuait à enfanter des merveilles. Les prélats le comprenaient et, tout en se faisant les promoteurs ardents des œuvres de civilisation et de bienfaisance qui étaient dans les goûts de leur époque, ils ne manquaient pas de ramener la charité à sa source éternelle qui est Dieu et le Dieu de la souffrance.

En 1778, M. de Machault affirme en termes énergiques les devoirs de l'aumône, et marque nettement la différence entre la charité chrétienne et la simple philanthropie. Les évêques rappellent que ce n'est point satisfaire au précepte évangélique que d'abandonner simplement son superflu, abandon facile à ceux qui naissent dans l'abondance. Ils font mieux que parler, ils prêchent d'exemple. On voit M. de Pavillon, évêque d'Alet, donner aux pauvres 40.000 écus de patrimoine qu'il avait exigés de son frère aîné, vendre un diamant qu'il tenait de sa mère et qui ornait son ostensor, faire enfin les indigents ses légataires universels¹. On voit Guillaume d'Arche, évêque de Bayonne, se réduire à la pauvreté pour soulager les malheureux et ne laisser en héritage qu'un mobilier misérable. Le Camus écrit d'Armand de Béthune, évêque du Puy : « On dit qu'il casse tout son équipage, qu'il ne s'occupe que des visites de son diocèse, qu'il sert tous les jours vingt-deux pauvres à sa table et qu'il donne tous ses biens aux pauvres. » M. de Villeneuve, dont l'ardeur généreuse a assuré l'achèvement du bâtiment des incurables commencé par son prédécesseur à Montpellier, porte sur lui les marques de son esprit de charité. Un de ses auditeurs ne put s'empêcher de s'écrier un jour : « Il fait beau voir un évêque prêcher la pauvreté avec les coudes rapiécés². » En un temps où l'esprit public tend à supprimer la mendicité, on voit certains prélats, comme M. Le Normand, évêque d'Evreux, faire distribuer tous les jours une aumône aux indigents qui se présentent à la porte, et ils étaient souvent plus de cent cinquante.

1. Ses successeurs soutinrent l'hôpital d'Alet et furent la providence des malheureux. Cf. LASSERRE, *op. cit.*, p. 267-277.

2. Cf. *Lettres* de LE CAMUS, p. 294. — SAUREL, *op. cit.*, p. 162-172. — Ville-neuve donnait annuellement 16.000 livres, dont 12.000 au séminaire.

Les pages qui précèdent nous les ont montrés en rapports fréquents avec la misère. On pourrait ici multiplier les exemples. Une femme, tombée après de longs désordres dans une misère profonde, était atteinte d'une maladie si horrible et si répugnante que la supérieure de l'hôpital avait refusé de l'y recevoir ne pouvant se résoudre, disait-elle, à infecter la maison. M. de Cuillé, évêque de Quimper, blâme la supérieure. Non content de faire entrer la malheureuse à l'hospice, il va fréquemment la voir, la consoler, l'exhorter à la résignation et à la pénitence. Il entend enfin sa confession générale et lui administre lui-même les derniers sacrements. Au cours d'une épidémie, les hôpitaux de Tours ne pouvant suffire à recevoir les malades, M. de Conzié transforme les salles de son palais en dortoirs. Aidé de la sœur supérieure du couvent de la Visitation et de ses domestiques, il soigne les gens qu'il avait recueillis ¹.

Pour bien montrer que l'assistance du pauvre n'est pas un simple passe-temps, et comme un soulagement du riche versant à l'indigent d'une main distraite le trop-plein de son abondance, les évêques portent de préférence leur sollicitude vers les hôpitaux où la vie apparaît dans sa triste réalité. Ils ne pouvaient point oublier que leurs prédécesseurs les avaient fondés et entretenus à travers les âges, presque de leurs seules ressources ². Loin de vouloir interrompre ces traditions glorieuses, nous voyons l'épiscopat du XVIII^e siècle les continuer avec encore plus d'élan, multiplier les asiles, créer de nouveaux hôpitaux, ou transformer, agrandir les anciens, y introduire les sœurs de Saint-Vincent de Paul, y prodiguer les largesses et y recueillir les bénédictions des malades et des malheureux.

Quand Louis XIV, par l'édit si important de 1662, prescrivit de bâtir un hôpital « en chaque ville », ce furent les évêques qui se firent, avec les intendants, les exécuteurs

1. PITHOU, *l'Episcopat tourangeau*, p. 299-302.

2. Le concile de Trente (sess. XXII, ch. VIII, de ref.) fait un devoir aux évêques de visiter tous les hôpitaux, collèges, les aumônes dites du Mont-de-piété ou de la charité..., quelques privilèges d'exemption qu'ils puissent avoir.

les plus ardents et les plus puissants de l'ordonnance royale, laquelle répondait si bien à la pensée de l'Eglise. Nous avons la lettre circulaire adressée à cette occasion à l'épiscopat par les agents généraux du clergé. Dans toutes les fondations d'hospices, qui prirent une impulsion nouvelle à la suite du rescrit de Louis XIV, on peut être assuré de l'intervention de l'évêque, qui souvent se charge de toute l'entreprise et la fait sienne ¹. Lui seul d'ailleurs pouvait la mener à bonne fin.

La seconde moitié du xviii^e siècle marche avec un nouvel élan vers les fondations hospitalières. Le progrès des sciences, sciences médicales, sciences économiques, les enseignements de la statistique, les préoccupations de l'hygiène, une sorte de sentimentalité générale qui apportait un nouveau stimulant à la charité chrétienne, poussèrent de tous côtés à la fondation d'hôpitaux plus vastes, plus aérés, pourvus de dispensaires et de toutes les améliorations réclamées par le progrès, à la restauration et à l'agrandissement des anciens. L'incendie qui détruisit une grande partie de l'Hôtel-Dieu de Paris donna aux projets de reconstruction une impulsion nouvelle. Louis XVI chargea l'Académie des sciences d'examiner les plans.

L'épiscopat entre dans le mouvement et verse l'argent sans compter. Il est alors fréquent de voir les évêques, tels que Menou de Charnisay à la Rochelle, Beauteville à Alais, Massillon à Clermont, M. de Pérouse à Gap, M. de Langle à Saint-Papoul, M. de Rochebonne à Carcassonne, prendre les hospices comme légataires universels. A Mâcon, M. de Tilladet leur laisse 800.000 livres de bien. La Garlaye, successeur de Massillon à Clermont, lègue 150.000 livres à l'hôpital général, 25.000 livres à

1. Voir à l'œuvre, comme exemple, M. de Grignan qui, dès son arrivée à Carcassonne, en 1681, s'occupe d'y fonder un hôpital dans le genre de ceux qu'on était en train de fonder dans les principales villes du Languedoc, comme Montpellier, Montauban, Nîmes, et y réussit. Il y établit une confrérie de charité pour le soulagement des pauvres malades. Sa charité fut particulièrement admirable dans le terrible hiver de 1709. « L'argent épuisé, dit une relation, les greniers vidés, les trésors de l'Eglise répandus, il se fit honneur de se rendre lui-même mendiant, d'aller de porte en porte, solliciter, échauffer, presser, importuner » la charité des riches. Abbé CHARPENTIER, *Louis de Grignan*, p. 103-126. — A la même époque pour le rôle charitable de Mgr d'Aquin à Séez, cf. DUMAINE, *op. cit.*, 394-381. Pour les charités de Gabriel de la Roquette, évêque d'Autun, *op. cit.*, p. 252-508.

l'hospice Saint-Joseph, 25.000 à l'hospice de Billom. A Lodève, M. de Fumel avait fait élever et doté largement un magnifique hôpital, qui existe encore. Ces prélats tenaient ainsi à assurer par des fondations l'avenir de ces maisons hospitalières. C'était le vrai moyen de perpétuer leurs bienfaits¹. M. de la Neuville, dernier évêque d'Acqs, réussit à créer un nouvel établissement « vaste, aéré, salubre, commode », disent les archives locales, à la place de deux vieux bâtiments tombant en ruine. La sœur Rutan, Fille de la Charité, qu'il appelle à le diriger, fait merveille et subira le martyre pendant la Révolution. M. de La Neuville mérite à sa mort que M. d'Aviau, dans l'épithaphe qu'il rédige pour sa tombe, parle de son « immense charité envers les pauvres² ». A Belley, Mgr du Dousset fait tant pour l'hospice qu'il est surnommé « le père des pauvres », et que son buste est placé sur l'édifice par les administrateurs. Le dernier évêque de Belley avant la Révolution, M. Cortois de Quincey, ne laissera point perdre ces traditions glorieuses. Jean de Tinseau, qui s'est déjà montré à Belley le digne trait d'union entre Dousset et Quincey, fait éclater sur le siège de Nevers toute la générosité de son cœur. « Je nomme légataire universel, dit-il dans son testament, l'hôpital général des pauvres de la ville de Nevers ; je lègue mille francs à l'Hôtel-Dieu ; je me recommande aux prières des pauvres³. » A Agde, l'hôpital a été élevé par M. François Fouquet, de concert avec la communauté. Le dernier évêque, M. de Saint-Simon de Sandricourt, le sauve de la ruine, le dote de 12.000 livres de rentes et y appelle des Sœurs⁴. A Lavaur, M. de

1. DE LA ROCHELLE, *op. cit.*, p. 578. — *Recherches sur la ville d'Alais*, p. 50. — *L'Auvergne chrétienne*. — *L'Ami de la religion*, 1834, p. 175-176. — M. de La Luzerne aide à la reconstruction de l'hôpital de Langres ; M. de Ribeyre, évêque de St-Flour, donne chaque année 4.000 livres aux sœurs de charité et 30.000 livres pour la reconstruction de l'hospice. (CHAUMEIL, *op. cit.*) A Auch, M. de Maupeou meurt au moment où il songeait à rebâtir l'hôpital, laissant 72.000 livres aux pauvres. Citons encore parmi les prélats particulièrement généreux pour leurs hôpitaux ou pour leurs pauvres : Matignon à Condom, Cheylus à Bayeux, Balore à Alais. Les Sœurs de charité durent tout à M. de Conzié à Arras. LECESNE, *op. cit.*, t. II, p. 657.

2. CIROT DE LA VILLE, *Notice sur Mgr Le Quien de la Neuville*, 1890, p. 75-81. — LYONNET, *Histoire de Mgr d'Aviau*, t. II, p. 526.

3. Cf. DEPERY, *op. cit.*, p. 348 et suiv. — CROSNIER, *Monographie de la cathédrale de Nevers*, 1854.

4. JORDAN, *Histoire de la ville d'Agde*, 1824, p. 177, 178. L'hôpital d'Agde avait 15.000 livres de rente en 1789.

Fontanges avait cédé, en 1757, les bâtiments inachevés de l'hospice pour une manufacture de soie, et livré aux pauvres le vieil évêché. En 1775, son second successeur M. de Castellane put rendre à l'hospice toutes ces constructions remises en parfait état. A Oloron, l'hôpital hérite de toute la succession de M. de Révol qui apporte aux indigents 80.000 livres. M. de Machault donne, en 1783, 40.000 livres; en 1784, 30.000; en 1788, 15.000; en 1789, 20.000, à l'hospice de Saint-Charles d'Amiens. A Bourges, M. de Lévis-Ventadour verse pour l'achèvement de l'hôpital général une somme considérable à laquelle M. de Phélypeaux d'Herbault ajoutera 40.000 livres. Pendant un temps de disette, le cardinal de Gesvres défraie tous les établissements hospitaliers de la ville. Les archevêques d'Albi font ouvrir un asile pour les aliénés à l'hospice de la cité. Les registres des hôpitaux portent encore la preuve des largesses du cardinal La Rochefoucauld, archevêque de Rouen. Il compte au nombre des bienfaiteurs de l'Hôtel-Dieu. A Castres, Mgr de Barral est par ses libéralités la providence de l'Hôtel-Dieu de la ville. Il fait circuler dans les bâtiments l'air, la lumière, et donne aux constructions une véritable magnificence. Il réussit, à travers bien des difficultés, à y introduire les Sœurs de la charité. Il y attire deux médecins et chirurgiens habiles qui exercent gratuitement pour les malheureux. Enfin, il couronne son œuvre en inscrivant dans son testament ces paroles : « Je nomme et institue pour mes héritiers universels et généraux, l'hôpital général et l'Hôtel-Dieu des pauvres malades de la ville de Castres, pour de tous mes biens et hérédité être par eux fait et disposé à leur gré et volonté ¹. » Les hôpitaux ainsi entourés de la sollicitude particulière des évêques, favorisés aussi de quelques largesses venues d'ailleurs, arrivaient souvent à suffire à tous les besoins. L'hôpital principal de Grenoble, par exemple, abritait cinq cents pauvres, entretenait à la campagne trois cents orphelins ou bâtards, distribuait chaque semaine aux indigents de trente à quarante-cinq quintaux de pain, et ouvrait aux malades cinquante lits

1. BRIMONT, *op. cit.*, p. 24-27. LOTH; *op. cit.*, p. 81-89. AN. COMBES, *op. cit.*, p. 64-102.

dans les maisons de la Charité et de Sainte-Marthe¹. Comme il convenait, l'archevêque de Paris, M. de Juigné, tient à surpasser tous ses collègues et donne 100.000 écus pour rebâtir l'Hôtel-Dieu.

L'épiscopat ne se contentait pas d'assurer le logement et l'existence des malheureux ; il aimait à les honorer. Bossuet, prêchant sur « l'éminente dignité des pauvres », n'aurait pas été désavoué par ses successeurs. M. de Polignac arrive à Meaux pour prendre possession de sa ville épiscopale. Sa première visite est pour les indigents malades de l'Hôtel-Dieu et les vieillards de l'hôpital. Son cocher lui demandant des ordres pour la voiture : « Non, dit le prélat, c'est à pied qu'il faut aller voir les pauvres. » Il avait ordonné d'avance le dîner. Il arriva au moment où ces malheureux allaient se mettre à table. Il voulut les servir lui-même et les personnes de sa suite suivirent son exemple. A Dol, l'évêque, M. de Hercé, a versé 30.000 liv. pour rebâtir l'hôpital et a établi le *bouillon des pauvres*. Tous les jours, il va le goûter lui-même ou, à son défaut, il délègue son grand vicaire ou sa sœur. Une fois l'an, le lundi gras, le prélat donne dans la grande cour du palais un vrai festin aux nécessiteux qui appellent cette fête les « noces de l'évêque ». Le repas est suivi d'une danse. « Pourquoi, disait un jour un Dolois à l'évêque, nous défendez-vous de nous divertir au carnaval, alors que vous permettez aux pauvres de danser dans votre maison ? — C'est que, répondit M. de Hercé, les pauvres pleurent toute l'année, tandis que vous la passez dans le repos, l'abondance et les plaisirs². » Si l'on est tenté de voir dans ces bienfaits l'exercice naturel d'une humanité et d'une humilité faciles, voici du moins des actes où il est impossible de ne pas reconnaître un renoncement qui avait sa source dans la foi. Des évêques de la plus haute naissance, des La Rochefoucauld protestent qu'ils veulent mourir et être inhumés pauvrement. La Ro-

1. Cf. PRUDHOMME, *op. cit.*, p. 539-540.

2. ALLOU, *Chronique des évêques de Meaux*, 1876, p. 120-127. M. de Polignac fut nommé évêque de Meaux en 1779. — Ch. ROBERT, *op. cit.* p. 112. — La salle où M. de La Rochefoucauld, évêque de Saintes, recevait et hébergeait les pauvres au château de Crazannes, porte encore le nom de cuisine des pauvres. AUDIAT, *op. cit.*, p. 95-96.

chefoucauld, évêque de Beauvais, écrit à ses prêtres : « Le sacerdoce n'est qu'une sollicitude laborieuse et universelle qui vous met pour ainsi dire entre les mains les passions, les faiblesses, les besoins et tout le détail des misères humaines. Un pasteur est un homme livré uniquement au soulagement de ses ouailles ; c'est là son état, son devoir primitif ; c'est là toute sa constitution... S'il ne peut pas toujours faire le bien par lui-même, il est toujours à sa place quand il le sollicite. » Belles paroles, bien dignes d'un prélat qui, avant de tomber martyr au massacre des Carmes, avait écrit dans son testament : « J'institue le bureau des pauvres de la ville de Beauvais mon légataire universel. Je recommande et même ordonne d'être enterré en vrai pauvre ¹. » C'était reprendre, en quelque sorte, l'épithaphe que Alphonse-Louis, frère du cardinal Richelieu, lui-même cardinal, grand-aumônier, archevêque de Lyon ², fit mettre en 1653 sur sa tombe : « *Pauper morior et inter pauperes sepeliri volo.* »

De tels traits de renoncement et d'humilité ne sont pas rares dans l'épiscopat sur la fin de l'ancien régime. La Motte, évêque d'Amiens, M. de Pressy, évêque de Boulogne, M. d'Apehon, archevêque d'Auch, demandent à être enterrés parmi les pauvres ³. On voit encore à Bazas la modeste tombe que le dernier évêque, M. de Saint-Sauveur, s'était ménagée dans le petit cimetière de l'hospice. L'avant-dernier évêque de Couserans, M. de Marnays de Vercel, avait fait bâtir un bel hôpital auquel il légua tous ses biens. Il y fut enseveli dans le tombeau qu'il s'était fait construire près des cendres d'un de ses prédécesseurs, Bernard de Marmiesse. Aveu touchant du néant de toute grandeur, acte d'humilité suprême qui décèle de vrais pasteurs. Certains prélats, dans l'élan de leur foi et dans la crainte des jugements de Dieu, traduisaient jusque dans leur épithaphe des sentiments bien chrétiens, témoins, par exemple, ces mots que le noble

1. Abbé DELETTRE, *Histoire du diocèse de Beauvais*, t. III, p. 545-554.

2. A sa mort la reine donna ses bénéfices à Mazarin qui lui ne pourra pas dire : *Pauper morior*.

3. Les chapitres d'Amiens et de Boulogne-sur-Mer ne firent pas droit à cette demande et ensevelirent leur évêque dans la cathédrale.

évêque de Léon, M. de La Marche, fit graver sur sa tombe : *Hic jacet Franciscus, insignis peccator, ignavus pœnitens ; supple præcibus qui cinerem calcas*¹.

On comprend que des prélats animés de tels sentiments eussent quelque difficulté à laisser séculariser la charité. Ils savaient que l'Eglise avait jusqu'alors, presque de ses seules ressources, fondé, soutenu les hôpitaux, les refuges et soulagé toutes les misères. Ils voulaient que, dans les appels aux fidèles, on s'adressât avant tout au sentiment chrétien qui avait opéré tant de merveilles. Christophe de Beaumont, qui livra tant de combats, n'acceptait pas facilement le concours des profanes. En 1773, à l'occasion d'un incendie à l'Hôtel-Dieu, d'Alembert lui fit remettre dans la sacristie de Saint-Roch, au moment de dire la messe, 1.200 livres qu'il avait recueillies au sein de l'Académie, trouvant piquant, écrivait-il à Voltaire², de lui verser « l'argent des philosophes pour les pauvres dans le temps où il s'habillait pour les exorciser ». Beaumont se montra défavorable au Mont-de-piété créé par les lettres du 9 décembre 1777. Comme on lui représentait que cet établissement procurerait, chaque année, 150.000 livres à ses pauvres : « Eh bien, répondit-il, je m'oppose encore à cette usure publique, et je fournirai moi-même aux pauvres 200.000 livres³. » Lors-

1. Le chapitre se chargeait parfois de rétablir la vérité. La Motte-Houdancourt, archevêque d'Auch, avait fait mettre sur sa tombe : « Cy-gît, en attendant la résurrection des morts, Henri de Lamotte-Houdancourt, indigne archevêque d'Auch. » Le chapitre fit graver, en face, ces paroles sur un marbre noir : « Quod Henrici meritis detraxit humilitas id reddit veritas, illum pietate, doctrina et nobilitate clarissimum, venturis retro sæculis commendans, 1684. » MONLEZUN, *op. cit.*, p. 520. En fait d'épitaques, signalons comme chef-d'œuvre de mauvais goût celle qui fut faite par Colletet sur Mgr de Marca, enlevé par la mort avant d'avoir pu prendre possession du siège de Paris : « Cy-gît l'illustre de Marca que le plus grand des rois marqua pour être le prélat de son église ; mais la mort, qui le remarqua, et qui se plaît à la surprise, aussitôt le démarqua. » — La ville de Saint-Flour, par reconnaissance pour les bienfaits de Mgr de Ribeyre, avait fait placer ses armes sur la grande porte d'entrée qu'il avait fait ouvrir, avec ces vers :

De Ribeyre, en ces lieux, tu vois le moindre ouvrage.
Compter nos monuments, c'est compter ses bienfaits.
De l'Eglise et du pauvre il accroît l'héritage
Et lègue à ses parents les heureux qu'il a faits.

2. Lettres des 9 et 12 janvier 1773.

3. *Correspondance secrète sur la cour et la ville*, publiée par M. DE LESCURE, t. 1, p. 132. — Les collègues de Beaumont se montrent moins scrupuleux sur les Monts-de-piété. Nous en voyons plusieurs, tels que M. de Leyssin à Embrun, en fonder dans leur ville épiscopale. Presque toutes les paroisses du diocèse d'Alet possèdent des *Monts-de-piété* où des revenus

qu'on pouvait parler ainsi, lorsqu'on offrait 100.000 écus pour frais du premier établissement de l'Ecole militaire, lorsqu'on répondait aux demandes de Sartine, lieutenant de police : « Voici 50.000 écus, c'est à peu près tout ce qui me reste, et je regrette d'avoir à vous offrir si peu pour tant d'infortunés », on avait quelque droit d'émettre son avis en matière de charité. Les adversaires de Beaumont, frappés de ses prodigalités, l'accusèrent de faire des dettes, ce qui était inexact. L'archevêque, malgré son horreur de toute concession, fut amené par la force des circonstances à associer une protestante, M^{me} Necker, à ses générosités. La reine Marie-Antoinette dissipant son argent et son temps en amusements, c'est à M^{me} Necker que Beaumont remit les 500.000 livres gagnées dans un procès avec la ville, en vue de l'établissement qui porte encore le nom d'hôpital Necker. « Le prélat, disaient les *Nouvelles à la main*, s'en est rapporté à elle, quoique hérétique ¹. » L'esprit du temps avait fait accepter et, en quelque sorte, imposé une association qui eût étonné Louis XIV. Il devenait évident que désormais le clergé n'aurait pas le monopole de la charité publique.

V

Cependant un beau rôle lui était encore réservé à la veille de la Révolution. Dieu, en envoyant, en 1788-1789, un hiver particulièrement rigoureux, semble avoir voulu donner l'occasion à ce noble épiscopat de montrer, avant de disparaître, à la France et au monde, tout ce dont il était capable en fait de charité. On connaît l'admirable conduite de M. de Juigné, archevêque de Paris, épuisant toutes ses ressources, s'écriant, lorsque sa bourse est vide, en présence des misères à soulager : « Il nous

particuliers légués le plus souvent par les pasteurs pour soulager les pauvres de la paroisse, marier les filles pauvres, prêter des grains à ceux qui en manquaient pour les semailles. LASSERRE, *op. cit.*

1. P. REGNAULT, II, p. 329-334. — *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1880, article de M. d'Haussonville sur l'hôpital Necker. — BACHAUMONT, 30 août 1779.

viendra peut-être demain des lods et ventes¹ », finalement contractant un emprunt de 400.000 livres, qui est garanti par son frère, le marquis de Juigné. La province marche sur les traces de la capitale. A Béziers, M. de Nicolai se met à la tête des souscripteurs pour former un grenier d'abondance. Il reçoit dans son palais les infirmes et les vieillards. Il fait jeter dans l'immense cheminée de la salle des pas-perdus des arbres entiers, enlevés à sa résidence favorite de Lignan, pour réchauffer les malheureux qu'il se charge aussi de nourrir. Il fait livrer le blé à bas prix et paie la différence entre le chiffre d'achat et le chiffre de vente. Les consuls envoient au prélat une députation pour le remercier de sa générosité.

Dans l'ancien régime, par suite de conditions économiques particulières et de la difficulté des communications, c'est par le manque de pain que se produisait la détresse publique. En ces circonstances, les évêques étaient toujours la providence de leur diocèse. Dans une disette, on avait vu l'avant-dernier évêque de Mâcon, M. de Valras, faire venir tout d'un coup et prendre à ses frais 6.000 hectolitres de blé². Louis XVI, au début de son règne, avait fait écrire à tous les curés du royaume pour leur demander d'user de leur influence en vue de calmer le peuple que la faim poussait au pillage des greniers publics. Le clergé fut admirable³, et ses conseils, ses largesses aidèrent la nation à traverser cette crise. Celle de 1789 fut autrement redoutable et, pour la conjurer, il fallut un immense effort de la charité chrétienne et française.

1. Les lods et ventes étaient des droits sur les successions, les transactions, et formaient la meilleure part des revenus de l'archevêque de Paris.

2. Le même évêque, dans une année de grêle, avait distribué 20.000 livres. LA ROCHEFFE, *op. cit.*, p. 585. En 1725, M. Le Normand, évêque d'Evreux, avait fait distribuer en quelques jours 1.000 écus de pain.

3. Voir en particulier pour le diocèse de Soissons, PÉCNEUR, *op. cit.*, t. VII, p. 447 et suiv. M. de Bourdeilles disait dans son mandement : « Je sais quelle est la véritable destination de mes revenus, et je ne puis en faire un meilleur usage qu'en les consacrant au soulagement des malheureux. » En la seule année de 1775, la chartreuse de Bourgfontaine donna quatre-vingt muids de blé pour les pauvres et pour les semences. En 1784, M. de Bourdeilles prodigua de nouveaux secours au sujet des ravages causés par un débordement de l'Aisne ; en 1788, à l'occasion des grêles. — Le prix du blé était très variable d'une province à l'autre. M. de Boisgelin, dans une lettre du 22 janvier 1783, porte à 38 livres le prix du setier de blé (156 litres) à Aix, alors qu'il ne valait que 20 ou 22 livres à Paris.

Du fond de l'Italie, le pape Pie VI donna l'exemple. Il fit acheter dans la péninsule et expédier à Avignon 9.000 rubies, soit environ 261.000 décalitres de blé¹. Ce qu'il faut partout c'est du blé, du pain. « Du pain ou le pillage », crie le peuple d'Arles. M. Dulau accourt, provoque une souscription, s'inscrit pour une forte somme, réunit immédiatement 41.000 francs et le peuple se calme. A Evreux, M. de Narbonne-Lara se rend lui-même tous les matins à la halle pendant cinq semaines. Il fixe le blé au minimum et, suivi d'un domestique porteur d'une bourse, il indemnise tous les marchands séance tenante. Talleyrand-Périgord, comme archevêque de Reims et comme abbé de Saint-Quentin, fait livrer les grains à bas prix². M. de Séguiran à Nevers, M. de Clugny à Riez, multiplient leurs efforts. Jean de Castries, évêque de Vabres, fait établir à Saint-Affrique un grenier d'abondance pour lequel il verse 10.000 francs et sauve ainsi son pays de la famine. Ce charitable prélat, mourant à Paris, dès les premiers temps de la Révolution, ordonnera à son secrétaire de distribuer aux pauvres et aux églises de son diocèse « tout ce qui lui restait, tant en argent qu'en numéraire ». M. de Bourdeilles adresse un pressant appel à ses diocésains et tous les couvents du diocèse luttent de générosité³. »

Les registres municipaux de Blois témoignent de la magnificence de Mgr de Thémînes. On ne s'étonne pas de voir ainsi multiplier les charités, en un rigoureux hiver, un prélat qui avait fondé de ses deniers à l'hôpital général quarante lits pour les enfants et quarante-quatre pour les femmes. M. de Lubersac, évêque de Chartres,

1. GRANGET, *Histoire du diocèse d'Avignon*, t. II, p. 436. Le vice-légat Casoni fit distribuer des provisions aux pauvres et ouvrir des ateliers publics.

2. De tout temps les évêques s'étaient cru obligés de nourrir leur peuple dans les rudes hivers. On citait à Saint-Pons la conduite de Mgr Grillon dans une telle circonstance. Les évêques possesseurs d'abbayes se croyaient obligés de donner à la fois comme évêques et comme abbés. Le cardinal La Rochefoucauld multiplia ses aumônes comme archevêque de Rouen et comme abbé de Cluny.

3. Abbé SERVIÈRES, *Histoire de l'Eglise du Rouergue*, p. 542-543. — L'abbesse de Notre-Dame de Soissons fait distribuer 3.000 livres de pain par semaine, bien que le couvent n'ait plus que 340 muids de blé. PÊCHEUR, *loc. cit.*, p. 451. — A Toul, M. de Drouas fait vendre sur le marché pour les pauvres le blé un quart au-dessous du prix, ce qui le fait baisser. Abbé MARTIN, *op cit.*, t. II, p. 565-566.

ne se contente pas de lancer un beau mandement au sujet de la grêle du 13 juillet. Après avoir épuisé ses ressources par ses contributions personnelles, il va lui-même dans toutes les maisons de la ville et des faubourgs solliciter la charité des habitants en faveur des campagnes désolées. Cette quête d'un nouveau genre produit les plus heureux effets¹.

Mais le plus grand triomphe était réservé à Boisgelin, archevêque d'Aix. Quelques années avant 1789, dans une crise provoquée par l'absurde législation sur les grains, Boisgelin, partisan passionné de la liberté commerciale, avait imposé, sous sa responsabilité personnelle, aux vives répugnances de l'abbé Terray la libre circulation des grains étrangers; la situation s'était améliorée immédiatement. Son intervention ne fut pas moins nécessaire et moins efficace à la veille des Etats Généraux. Mirabeau avait apporté à Aix cette agitation révolutionnaire dont le résultat fut le pillage des greniers publics, l'outrage aux représentants du gouvernement et des menaces contre le palais de l'archevêché. M. de Boisgelin fut admirable. Se regardant, dit son historien, M. de Bausset, « comme investi de cette espèce d'autorité qui peut seule suppléer à la force par la confiance générale », il convoque chez lui les magistrats de la ville, les concitoyens les plus considérés, les négociants les plus importants. Il leur parle avec tant de chaleur et d'onction que ces hommes, découragés et encore effrayés par la présence du péril, se raniment à sa voix et lui promettent que tout le blé dont ils peuvent disposer arrivera à Aix dans le courant de la semaine. Assuré de leurs dispositions, il reprend la parole, mais ce n'est que pour ajouter ces mots : *Si les fonds vous manquent, je m'engage pour 100.000 francs.* Ce trait de générosité achève d'exalter les esprits et de remuer tous les cœurs. La nouvelle se répand en un moment et le calme se rétablit.

M. de Boisgelin voulut faire davantage et il ménagea à la religion un véritable triomphe. Dès le lendemain, il

1. Cf. BERGERIN et DUPRÉ, *Histoire de Blois*, 1847, t. II, p. 501. — LAURENT *op. cit.*, p. 178.

convoqua les curés de la ville à l'archevêché et il leur dit : « J'ai, autant que la prévoyance humaine le permet, assuré la quantité de blé nécessaire pour les besoins du moment ; mais il serait urgent de rendre aux greniers publics les grains qu'on a enlevés, et c'est à vous à faire parler la religion ; allez remplir cette noble mission. » Ils partent, et des prêtres, par la seule force de la persuasion et de la foi, réparent en quelques heures le désordre que la force publique a été impuissante à conjurer. Le peuple étonné, attendri, reconnaît sa faute, et il rapporte en triomphe aux greniers publics ces mêmes blés qu'il pillait naguère au milieu des cris de fureur. L'archevêque venait à ce moment de présider une cérémonie religieuse. Il traverse les flots de cette foule tout à l'heure si menaçante : il ne reconnaît pas les mêmes hommes ; le peuple ému environne sa voiture et « le reconduit à son palais, avec les acclamations de la joie, du respect et de l'amour ». Les habitants d'Aix accourent à l'archevêché et demandent à l'archevêque de célébrer ce retour à la paix par un acte solennel de religion. Il s'empresse de répondre à ce désir ; il annonce qu'il se rendra à la cathédrale pour y rendre grâce à Dieu et il invite tous les corps de la ville à s'y trouver. Quelques heures lui suffisent pour préparer son discours. « On conçoit facilement, dit M. de Bausset, que M. de Boisgelin n'avait pas besoin du talent de la parole dont il avait fait un si long usage pour s'élever à toute la hauteur de son sujet. Il est des occasions où les hommes les moins éloquents se sentent inspirés par les circonstances ; mais il n'en est pas moins vrai qu'en ce moment il parut au-dessus de lui-même. Lorsque du haut de la chaire pastorale il déplora le crime et le repentir du peuple qui l'écoutait, la sainteté du lieu ne put arrêter les transports de douleur et d'admiration qui se firent entendre de toutes les parties du temple et du sanctuaire. » Boisgelin lui-même raconte ses émotions dans cette lettre toute chaude, toute frémissante d'émotion. « Oh quel jour, dit-il, et quelle fête ! Jamais il n'y eût spectacle semblable : une ville entière préservée de la famine, tous les ordres réunis sans privilèges, et la recon-

naissance publique me couvrant de ses bénédictions; un peuple immense battant des mains, des pieds, exprimant l'amour de son archevêque par tous ses regards et ses mouvements; tous les corps, tous les ordres dans le concours général, tous les sentiments portés à l'enthousiasme... Et songez à moi quand élevé devant l'autel au-dessus d'une multitude immense, je leur ai parlé de leurs malheurs, de leurs remords, de leur union. Tous les yeux étaient en larmes, et ma voix attendrie n'empruntait de ma sensibilité même que plus de force et de mouvement. » M. de Boisgelin terminait par cette belle et profonde parole : « Quelle est la fête qui puisse valoir celle du peuple ? »

De pareils triomphes, même en 1789, ne sont pas vulgaires. Il y avait quelque chose de plus beau encore que d'emprunter des centaines de mille francs pour les pauvres, quand on était en situation de pouvoir les rendre et de ne manquer de rien, c'était en pleine persécution, sur le point de quitter la France pour l'exil, de se dépouiller de ses dernières ressources. Que de saintes imprudences de ce genre l'histoire s'est plu à enregistrer chez ces prélats qui ne surent jamais repousser une demande ! M. de Serre racontait en pleine Chambre des pairs le trait suivant de M. de Pressigny, évêque de Saint-Malo. « Au moment où il se disposait à partir, c'est-à-dire dans ce moment que je pourrais appeler suprême, puisqu'il était alors impossible de ne pas penser que ce fût le dernier qu'il passait en France, deux curés de son diocèse viennent le trouver et lui font connaître les besoins qu'éprouvaient les paroisses qui leur étaient confiées. Il fait appeler son secrétaire. De quelle somme, lui dit-il, puis-je disposer ? — De 1.500 francs, Monseigneur. répond le secrétaire, mais c'est tout ce qui vous reste, et vous ne toucherez rien de bien longtemps. — C'est bien, dit le généreux évêque, apportez-moi ces 1.500 francs. » Et sur-le-champ

1. Lettre du 29 mars 1789, reproduite par M. CANS, *loc. cit.* — Cf. *Œuvres de Boisgelin*. *Notice préliminaire* par Mgr de BAUSSET, p. LV à LXIX. — Un article de M. de Carné sur Boisgelin, *Correspondant* de mai 1874. — M. de Bertier, premier évêque de Blois, avait également calmé le peuple mutiné dans une disette.

il les partage entre les deux curés étonnés eux-mêmes de tant de vertu ¹. M. de Pressigny, dont on vantait ainsi la charité à la Chambre des pairs, avait eu lui-même l'occasion, trois ans auparavant, de rendre le même hommage à l'évêque de Langres, le cardinal de La Luzerne. « Je l'ai vu, dit-il, vendre tout ce qui lui restait susceptible de quelque prix, pour le distribuer à des prêtres français, que la tourmente révolutionnaire avait poussés jusqu'à la ville éloignée où il habitait alors. »

Nous pourrions demander à un prélat infidèle à ses devoirs, durant la Révolution, une preuve nouvelle de cette générosité irrésistible qui caractérise cet ancien épiscopat. Lafont de Savine, évêque de Viviers et évêque jureur, est réfugié à Paris. Sorti de prison en 1795, il vit de privations, se faisant commis de bureau, expéditionnaire, porteur d'eau, et est recueilli la nuit dans la mansarde d'un de ses anciens domestiques. Une âme charitable, qui l'a reconnu et a pitié de sa détresse, lui donne un jour un écu de six francs. A quelques pas, Savine est accosté par un mendiant qui lui demande l'aumône; Savine lui remet les six francs qu'il vient de recevoir. Chez lui, l'habitude, l'instinct de la charité sont plus forts que le cri de la faim et le souci de sa propre misère. Tels furent ces nobles prélats en qui le cœur du gentilhomme venait imprimer un nouvel élan et je ne sais quoi de chevaleresque à la charité de l'évêque. L'antique Eglise gallicane montrait, avant de disparaître, un cœur plus grand que toutes les misères.

1. Chambre des pairs, 17 avril 1824. La dignité, chez ces prélats, était à la hauteur de leur charité. M. de Serre raconte que M. de Pressigny, envoyé ambassadeur à Rome par Louis XVIII, dut se retirer à Gênes avec le pape et les cardinaux lors du retour de Napoléon. Il se trouvait sans traitement, sans ressources; quelques cardinaux crurent devoir mettre leur bourse à sa disposition. Il refusa. « Je ne sais, leur dit-il, si l'ambassadeur de France pourrait vous le rendre, mais, comme simple particulier, je ne possède rien, et je ne voudrais pas contracter des engagements que je ne pourrais pas remplir si les événements venaient à se prolonger. »

CHAPITRE SEPTIÈME

Les Evêques et l'instruction publique

I. Veiller à l'instruction publique, fut une des grandes attributions de la charge épiscopale avant la Révolution. — Alors ni budget, ni ministre d'instruction publique. — Etat de l'enseignement primaire avant 1789. — La part de l'Eglise. — D'après les nouvelles publications, zèle des évêques quand la Révolution vint les interrompre. — II. Bienfaits des évêques dans l'enseignement secondaire confirmés par les publications nouvelles. — III. Comment les évêques sauvèrent l'enseignement secondaire dans la crise ouverte par l'expulsion des Jésuites, qui durent quitter plus de cent collèges. — Edit de 1763. — Ce que les évêques avaient fait de tout temps pour les collèges leur permettait de parler haut. — Les mesures qu'ils prennent pour maintenir les études. — Nouveau personnel. — Séculiers ou congrégations. — Reconnaissance des villes. — IV. Alarmes des parlements au sujet de cette prépondérance du clergé. — Chiffre énorme des élèves recevant l'instruction secondaire — A combien s'élevait le budget permanent ou la dotation des écoles et des collèges. — Jusqu'à la Révolution, l'Eglise a été l'éducatrice de la nation.

I

Avec l'exercice de la charité l'une des plus importantes attributions de la charge épiscopale avant la Révolution fut le soin de l'instruction publique, durant les longs siècles du moyen âge et de l'ancien régime. Il n'y avait point alors, comme aujourd'hui, un ministre chargé de veiller aux intérêts de l'enseignement à tous les degrés, ni de budget spécial affecté à ce grand service. L'Eglise dut porter à travers les âges le poids de l'éducation.

L'évêque était le véritable ministre de l'instruction publique pour son diocèse. Par ses archidiacres, par le

grand-chantre, capiscol, écolâtre ou chancelier de son chapitre¹, par le promoteur, par ses curés ou par lui-même, il instituait, inspirait, dirigeait, inspectait tous les maîtres et maîtresses. L'Etat ne se contentait pas de lui reconnaître tacitement ces attributions. Les rois de France avaient tenu à les lui confirmer par de nombreuses déclarations. Au besoin, les prélats recevaient commandement d'établir dans chaque paroisse des écoles pour les garçons et pour les filles².

Leur ardeur n'avait pas besoin d'être stimulée. Les assemblées du clergé de France, les conciles provinciaux, les statuts diocésains, les recueils de mandements et d'ordonnances, attestent leur sollicitude pour l'instruction de la jeunesse. Les évêques prêterent à leurs curés l'ordre d'établir des écoles dans leurs paroisses³. Ils les y aident par tous les moyens. Mais il y a mieux que ces documents pour prouver le zèle des premiers pasteurs. Les nombreuses publications tirées des archives locales que chaque année voit éclore, ont fait la lumière sur ce point de notre histoire. On avait trop répété que le clergé s'était

1. Il convient de faire la part des chapitres dans cette grande œuvre. « L'examen de nombreuses pièces d'archives, dit M. Maggiolo (*Dictionnaire de pédagogie* de M. Buisson, V^e chapitre, p. 364), m'a laissé la conviction que partout, de bon gré ou par nécessité, les 526 chapitres qui existaient en France avant la Révolution, remplissaient l'obligation qui leur était imposée par les conciles de fonder et d'entretenir des écoles pour le peuple. » Ils durent fournir surtout aux collèges la *prébende preceptoriale*.

2. La déclaration de mars 1666, art. 22, dit : « Les régents, tant des collèges que des petites écoles, même dans les bourgs et villages, seront catholiques, et nul ne pourra tenir école qu'il n'ait été examiné par l'évêque ou par ses grands-vicaires. » L'art. 25 de l'édit de 1695 dit : « Les régents, précepteurs, maîtres et maîtresses d'écoles des petits villages, seront approuvés par les curés des paroisses ou d'autres personnes ecclésiastiques qui ont droit de le faire; et les archevêques ou évêques, ou leurs archidiacres, dans le cours de leurs visites, pourront les interroger, s'ils le jugent à propos, sur le catéchisme, en cas qu'ils l'apprennent aux enfants du lieu, et ordonner que l'on en mette d'autres en leurs places s'ils ne sont pas satisfaits de leur doctrine ou de leurs mœurs, et même en d'autre temps que celui de leurs visites, lorsqu'ils y donneront lieu pour les mêmes causes. » L'art. 5 de la déclaration de 1724 dit : « Voulons qu'il soit établi, autant qu'il sera possible, des maîtres et maîtresses d'école dans toutes les paroisses où il n'y en a point, pour instruire les enfants de l'un et de l'autre sexe. Le tout ainsi qu'il sera ordonné par les archevêques et évêques, en conformité de l'art. 25 de l'édit de 1695. »

3. « Nous ordonnons à tous nos doyens ruraux dans leur ressort, et à tous les curés dans leurs paroisses d'en établir (des écoles) au moins une pour les garçons et une pour les filles dans chaque paroisse. » Statuts de M. DE TRESSAN, évêque du Mans, 1672. Les ordres des autres évêques étaient formulés dans les mêmes termes. L'abbé ALLAIN, (p. 216-241) cite un très grand nombre d'ordonnances épiscopales pour le XVII^e et le XVIII^e siècles.

montré; avant la Révolution, aussi avare d'écoles que prodigue de collèges. Il est impossible de maintenir cette assertion après l'exhumation de renseignements de plus en plus complets. « Les Petites-Ecoles étaient innombrables, dit M. Taine, dans la Normandie, la Picardie, l'Artois, la Flandre française, dans la Lorraine et l'Alsace, dans l'Ile-de-France, la Bourgogne et la Franche-Comté, dans le Doubs, le Dauphiné, le Lyonnais, dans le Comtat, les Cévennes et le Béarn, c'est-à-dire dans la meilleure moitié de la France. On en compte presque autant que de paroisses : 25,000 pour les 37,000 paroisses de France, et fréquentées et efficaces. » On le voit par cette énumération, ce sont le nord et l'est, en général, puis quelques contrées du midi et du centre qui étaient les mieux partagés. Le sud-ouest, la Bretagne surtout, étaient moins favorisés. On peut dire que les écoles répandues partout étaient clairsemées dans certaines contrées.

Ce résultat était avant tout l'œuvre du clergé. Le pouvoir central, qui s'était jusqu'alors reposé sur l'Eglise pour ce grand intérêt, ne commença guère à s'en occuper un peu qu'à partir du xvi^e siècle, plus activement à partir du xvii^e. Son rôle consiste principalement à assurer aux maîtres la petite contribution payée par les habitants, et à trancher les difficultés qui pourraient s'élever entre eux et l'instituteur. Le rôle des habitants eux-mêmes était plus important que de nos jours. Ils avaient la prérogative de nommer en assemblée générale l'instituteur, lequel devait ensuite obtenir de l'autorité ecclésiastique des lettres de régence.

Les déclarations royales avaient fixé, au commencement du xviii^e siècle, le traitement des maîtres d'école à 150 livres, celui des maîtresses à 100 livres. Cette somme était assurée soit par les rétributions scolaires payées souvent en nature, soit par une imposition sur toute la communauté. Pour en apprécier la valeur il faut tenir compte de la différence du prix de l'argent, et aussi des autres revenus qui venaient compléter ou remplacer en partie cette contribution. Fréquentes, surtout dans les villes,

étaient les fondations en faveur des écoles ¹. L'instituteur devait aux fabriques, aux fonctions qu'il remplissait dans l'Église, un supplément de ressources. On arrivait ainsi à lui faire une situation honorable et recherchée. En fait, l'instruction primaire n'était pas une lourde charge pour les habitants, et les enfants pouvaient fréquenter les classes pour une somme minime, beaucoup pour rien. Les communautés enseignantes, qui tendaient de plus en plus à se répandre vers la fin de l'ancien régime, mettaient en tête de leurs statuts *l'instruction gratuite* de l'enfance.

Elles furent d'un grand secours pour le recrutement du personnel. En l'absence d'écoles normales, il était bien difficile de trouver avant la Révolution des instituteurs tout préparés à leur mission. Il n'aurait point fallu leur demander le degré de connaissances qu'ils ont dans notre siècle. Ils se bornaient d'ordinaire à enseigner les éléments et la doctrine chrétienne. Dans les centres de quelque importance, là surtout où furent appelés les Frères demandés de toutes parts, l'instruction était plus soignée et plus large. Il ne faut point oublier que les collèges, plus répandus que de nos jours, mettaient à la portée de tous ceux qui voulaient dépasser le niveau de l'école primaire la presque gratuité de l'enseignement secondaire.

1. Dans ces fondations pour les écoles, la part du clergé est d'ordinaire la plus considérable. M. FAYET, *Recherches sur les communes et les écoles de la Haute-Marne*, p. 309-360 (et ALLAIN. *op. cit.*) a établi que la part du clergé dans les libéralités faites aux écoles de cette contrée était de 45 maisons sur 80, et de 16,730 livres de rente sur 28,281. A 5 o/o, ces 16,730 livres de rentes représentent un capital de 334,600 livres; les 45 maisons à 2,000 livres, 90,000 livres, soit 424,600 livres sur un capital total (valeurs mobilières et immobilières) de 725,000 livres. Dans le département de la Mayenne, le clergé figure dans la fondation d'écoles pour un chiffre de 60 o/o; 29 o/o sont dus aux seigneurs des paroisses et autres bienfaiteurs; 11 o/o reviennent surtout aux populations intéressées. — Abbé ANGOT, *L'instruction populaire dans le département de la Mayenne avant 1790*, 1890 in-8, p. 31. — En 1787, la ville de Blois ayant eu le projet, auquel il ne fut pas donné suite, d'établir une école chrétienne, l'évêque, M. de Thémynes, offrait de se charger gratuitement de la nourriture et de l'entretien des Frères. *Histoire de Blois*, par BERGERON et DURÉ, 1847, in-8, p. 532. — M. de Narbonne-Lara, évêque d'Evreux, offrit 50,000 francs pour les écoles primaires (*Histoire manuscrite des évêques d'Evreux*). — Mgr Drouas, évêque de Toul, donne 60,000 livres pour établir des écoles de filles dans toutes les paroisses dépendant directement de l'évêché. (MATHIEU, *op. cit.*, p. 127.) — M. de Caylus, évêque d'Auxerre, prescrivait à ses curés de suppléer à l'indigence des habitants quand il s'agissait d'établir des écoles. (MAX-QUENTIN, *op. cit.*, p. 32.) — Mgr Begon, évêque de Toul, poussait le dévouement à l'enfance jusqu'à composer lui-même un excellent livre sur les devoirs des instituteurs et la discipline des écoles, avec un traité de prononciation et un traité d'écriture enrichi d'exemples en taille douce. (Cf. MAGGIOLLO, *Pouillé scolaire de Toul*, p. 20.)

Les communautés enseignantes furent beaucoup plus nombreuses pour les filles que pour les garçons avant 1789. Elles étaient d'ailleurs beaucoup plus nécessaires à cause de la difficulté plus grande de trouver des institutrices dans les campagnes. L'éducation des filles avait été négligée depuis le moyen âge. Il y eut un réveil extraordinaire au ^{xvii}^e, et le mouvement se continua jusqu'à la Révolution. On n'a pas compté moins de cinquante congrégations importantes vouées alors à l'enseignement primaire ou secondaire des filles. Contentons-nous de citer parmi les principales : les *Ursulines*, les *Filles de la Congrégation de Notre-Dame*, du bienheureux Pierre Fourier, les *Filles de Notre-Dame*, fondées par la mère de Les-tonnac, nièce de Montaigne, les *Filles de la Charité*, les *Sœurs de la Visitation*, etc.

On le voit, c'est un personnel d'Église. Jusqu'en 1789 l'Église à travers les âges avait eu une part énorme dans l'enseignement primaire : 1^o en suscitant et en gouvernant les écoles ; 2^o en fournissant et en recrutant le personnel enseignant ; 3^o en procurant une partie des ressources. Sur ce point, la vérité, longtemps obscurcie par la passion, peu connue faute de preuves, est maintenant établie. Nous renvoyons aux publications multiples qui permettent déjà d'écrire l'histoire de l'instruction primaire avant 1789¹. Les évêques s'occupaient de cette question avec plus d'ardeur que jamais lorsque la Révolution vint interrompre leur œuvre².

1. On peut consulter sur cette question, *l'Instruction primaire en France avant la Révolution* (1881), par M. l'abbé ALLAIN, qui analyse un très grand nombre d'ouvrages ; — les nombreuses publications de M. Maggiolo ; — le *Dictionnaire de pédagogie* de Buisson ; diverses études de M. Albert BABEAU, etc.

2. Contentons-nous de citer quelques évêques de 1789. M. de Bourdeilles, pour assurer l'instruction gratuite, appelle les Frères à Soissons. En 1776, M. de Conzié les appelle à Arras ; en 1786, M. de La Luzerne fait de même à Langres. « Combien de fois, dit le prélat dans son mandement, les plus vertueux de vos citoyens sont venus gémir avec nous de voir cet âge si intéressant, cet âge que Jésus honora d'une affection toute particulière, abandonné, dispersé au milieu de vos rues comme un troupeau sans pasteur, flétrissant ses grâces naïves dans une brutale grossièreté, perdant sa candeur naturelle par tous les vices qu'amène l'oisiveté, que la fausseté accompagne, et ternissant sa première innocence par la funeste maturité des desirs. » *Notice sur La Luzerne*, par l'abbé GODARD. LA LUZERNE, *Œuvres*, VI, 782-791, a une dissertation sur la nécessité de l'éducation religieuse. A Rouen, le cardinal de La Rochefoucauld montre une grande sollicitude et une grande générosité pour les écoles de filles et de garçons. Dans ce diocèse, une simple congrégation, la communauté d'Erne-

II

Le rôle des évêques dans l'enseignement secondaire n'est pas contesté. Sous l'ancien régime, on reprocha plus d'une fois à l'Église de l'avoir trop multiplié. On a souvent rappelé le rapport où M. Villemain, comparant 1843 à 1789, montre qu'au moment de la Révolution la population des collèges était relativement plus considérable que de son temps. Il est néanmoins un point que les publications les plus récentes mettent en pleine lumière, et qui se rapporte directement à l'époque qui nous occupe, c'est la protection puissante que les évêques accordèrent aux collèges dans des circonstances particulièrement difficiles, de 1762 à 1789. La suppression des Jésuites, en 1762, laissait vides les établissements qu'ils tenaient en France ¹. Cette expulsion subite de tels maîtres d'un si grand nombre de maisons, ouvrait une crise dans l'enseignement secondaire. Elle ne pouvait être atténuée, conjurée que par l'épiscopat.

De tout temps, les communautés appelées par les évêques et les villes à la tête des collèges les avaient dirigés à peu près souverainement. Les municipalités, l'auto-

mont, tient cent six écoles de filles. (Loth, *op. cit.* p. 91-100). M. de Hercé, dernier évêque de Dol, pousse vivement ses curés à fonder des petites écoles dans leur paroisse et, au besoin, à y professer eux-mêmes. (Ch. Robert, *op. cit.* p. 58). — Citons encore parmi les évêques de 1789, très occupés de leurs écoles, M. de Saint-Simon, évêque d'Agde ; M. de La Rochefoucauld, évêque de Saintes ; M. du Chilleau, évêque de Chalon-sur-Saône, etc. (SAUREL, *op. cit.*, p. 107 ; AUDIAT, *op. cit.*, p. 65 ; abbé BAUZON, *op. cit.*, p. 2-3.) En 1790, la ville de Noyon était mieux pourvue d'écoles primaires et secondaires qu'elle ne l'est aujourd'hui. Dès 1724, l'évêque de Noyon, M. de Rochebonne, pouvait dire : « Toutes les paroisses de campagne ont des maîtres d'école ». Cf. BÉCU, *Notes et documents pour l'histoire de l'instruction publique dans l'ancien diocèse de Noyon*, 1900, in-8°. — Nous avons la lettre par laquelle le dernier évêque de Saint-Pol de Léon, M. de La Marche, défend des écoles contre l'intendant de Bretagne, qui leur était hostile sous prétexte qu'elles pouvaient nuire au recrutement pour la marine. Il y réfute les « principes répandus dans certains livres proscrits par la religion et la raison, qui excluent de toute instruction certaines classes d'hommes ». Cf. LE GRAND, *Histoire d'un collège breton pendant le XVII^e et le XVIII^e siècles*, 1890, in-8°.

1. Le clergé de France, qui défendit de son mieux les Jésuites, disait au roi dans l'assemblée de 1761 : « Les Jésuites, sire, tiennent actuellement cent collèges. » VILLEMAIN, dans l'exposé des motifs de la loi de 1844, porte ce nombre à 124. M. SILVY (*Les collèges en France avant la Révolution*, brochure de 23 pages, p. 3), porte à 113 les collèges tenus par les Jésuites.

rité diocésaine, ne s'ingéraient que très rarement dans leur gestion. L'édit de février 1763 laissa l'indépendance aux maisons placées sous la direction des « congrégations régulières ou séculières ». Aussi les parlements, très opposés à cette autonomie, très partisans de la prépondérance que l'Etat tendait de plus en plus à s'arroger dans l'éducation publique, firent tous leurs efforts pour écarter les religieux des collèges abandonnés par les Jésuites. Le même édit attribuait le gouvernement des maisons non confiées à une congrégation à un bureau composé de huit membres : l'évêque président, deux officiers de justice, deux officiers municipaux, deux notables de la ville et le principal. Ce règlement ne faisait que rendre justice aux prélats en leur décernant la présidence. Jusqu'alors, fallait-il décider la création d'un établissement, obtenir l'approbation royale, traiter avec une congrégation, fournir des professeurs séculiers, doter enfin la nouvelle fondation, l'évêque avait toujours eu un rôle prépondérant, et le roi ne manquait pas de parler de son intervention dans le texte des lettres patentes obtenues le plus souvent à sa demande et par son crédit ¹.

Si grands avaient toujours été en fait le rôle et l'action des évêques dans l'enseignement primaire et secondaire que plusieurs, tels que le cardinal de Gesvres, évêque de Beauvais, ne dissimulèrent point leur hostilité contre l'édit de 1763. « L'instruction n'appartient qu'à Son Éminence, disent les gens de sa cour. Son Éminence, malgré l'édit du roi, veut seule administrer le collège. » A Montpellier, le collège « ci-devant occupé par les Jésuites est tombé entre les mains de l'évêque, qui en est seul administrateur ; car quoiqu'il y ait un bureau, M. de Malide s'est tellement rendu le maître qu'il décide de tout souverainement ² ». A Lyon, « la sénéchaussée souf-

1. Consulter sur ce point toutes les histoires des collèges, par exemple, *Les écoles et les collèges d'Amiens* par DARSY, 1881, in-8°. On y voit le rôle joué au collège d'Amiens par les évêques depuis le xvi^e siècle jusqu'aux derniers prélats avant la Révolution, La Motte et Machault.

2. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1764, p. 36 ; 1786, p. 105, 106. — Le collège de Beauvais avait, en 1789, de 250 à 300 élèves. — Les renseignements que nous donnons sur le chiffre des élèves et des revenus des collèges en 1789, sont empruntés aux histoires locales et à l'*Enquête scolaire* de 1791.

frait de la prépondérance de l'archevêque, Montazet, dans le bureau des collèges. L'habile prélat, de Paris où il résidait dans son abbaye de Saint-Victor, menait tout à son gré, sans paraître dans sa ville épiscopale. Le consulat le laissait à peu près maître de composer son bureau à sa dévotion ¹ ». L'omnipotence des évêques, qui continuait ainsi à s'exercer malgré le peu de voix dont ils pouvaient disposer personnellement dans le vote, avait pour motifs les bienfaits que l'enseignement secondaire leur devait dans le passé et continuait à en recevoir dans le présent.

L'évêque de Marseille pouvait invoquer le souvenir de Belsunce, fondateur dans cette ville d'un établissement portant son nom et qui, en 1738, comptait six cents élèves ². L'évêque de Pamiers, M. de Verthamon, en prenant sous sa protection puissante le collège de sa cité épiscopale, en lui assurant une dotation permanente, en lui élevant à ses frais une belle église et une riche bibliothèque, en donnant, en un mot, la vie et des élèves à cette institution naguère abandonnée, et où on accourut des contrées voisines sous l'impulsion de ce prélat, avait légué à ses successeurs le droit de faire prévaloir leur avis dans les questions d'enseignement. C'est à l'un d'eux que les trois ordres s'adressent encore en 1789 ³. L'évêque de Meaux pouvait s'autoriser d'un de ses prédécesseurs, le cardinal de Bissy, qui avait couvert son diocèse de maisons d'instruction pour la jeunesse des deux sexes ⁴.

Il suffit, en effet, d'ouvrir les histoires locales pour

1792 et de l'an IX, dont M. ALLAIN a donné un long résumé, *Revue des questions historiques*, juillet 1891 ; et à son *Œuvre scolaire de la Révolution*, 1894, in-8°, p. 351-364, où on peut voir d'autres chiffres.

1. Cf. A. BONNEL, *Histoire de l'enseignement à Lyon avant la Révolution*, in-8°. — A. CLERC, *Les collèges de la Trinité et de Notre-Dame du Bon-Secours*, in-8°, 1888.

2. BÉRENGIER, *Histoire de Mgr de Belsunce*, t. II, p. 118-126. En 1733, Belsunce confia aux Minimes le collège de la Ciotat.

3. LAHONDÈS, *Annales de Pamiers*, t. II, p. 315-319, 425. Voyez *ibid.*, p. 321, le zèle déployé par Verthamon en faveur des petites écoles.

4. « Un fort volume in-quarto, de 227 pages, découvert aux archives de Meaux par M. Maggiolo (*ap. Buisson, loc. cit.*), comprend les fondations de vicaires, maîtres de latin, maîtres et maîtresses d'école, faites dans le diocèse par le cardinal de Bissy, qui, durant trente ans, s'est appliqué à subvenir à tous les besoins spirituels et temporels de son troupeau et a pourvu à l'instruction de la jeunesse des deux sexes. » Les évêques de Meaux avaient si bien fait que le séminaire-collège de cette ville avait 30,000 livres de revenus en 1789.

retrouver partout les pontifes dans l'œuvre de l'éducation. C'est à eux que la ville d'Agde devait son collège comme son hôpital¹. En plein XVIII^e siècle, M. de Ribeyre consacre 25,000 francs à son bel établissement de Saint-Flour². Les lettres patentes adressées à M. de Choiseul, archevêque de Cambrai, en ordonnant la réunion du collège et du séminaire, signalent les « libéralités qui lui ont été faites par les archevêques de ce diocèse³ ». A Bayonne, Dreuilhet relève une maison en décadence. A Soissons, M. de Fitz-James n'a épargné ni ses soins, ni son argent pour son collège, étendant sa sollicitude sur l'établissement fondé à Château-Thierry. M. de Bourdeilles, son successeur, suit les mêmes traditions. Il fait doter largement l'enseignement secondaire avec les ressources provenant de la succession des Célestins⁴. A Belley, deux évêques, qui occupent presque à eux seuls le siège de cette ville au XVIII^e siècle, se signalent par leurs libéralités. Le premier, M. Jean de Caulet, donne 54,000 fr. pour l'établissement d'un collège et d'un séminaire ; l'autre, M. de Balore, achève de pourvoir par des fondations à l'existence de cet établissement⁵. L'Artois, avec ses trois diocèses d'Arras, de Boulogne et de Saint-Omer, est véritablement couvert de séminaires, de collèges, dont la fondation et l'entretien appartiennent avant tout à l'épiscopat et au clergé⁶. Une mention spéciale est due à M. de La Marche, dernier évêque de Saint-Pol-de-Léon, qui bâtit à ses frais un vaste édifice, assez ample pour recevoir les élèves des contrées voisines, y ajoute un petit séminaire pour l'éducation gratuite des écoliers se destinant au sacerdoce, et dote les deux maisons de revenus suffisants. Ce fut une dépense de 400,000 francs⁷. Le

1. Cf. JORDAN, *Histoire de la ville d'Agde*, 1824, p. 177 et suivantes. Pour le rôle des évêques d'Agde dans les petites écoles, Cf. *ibid.*, p. 389.

2. Cf. CHAUMEIL, *op. cit.* Le collège de Saint-Flour avait de 360 à 450 élèves en 1789.

3. DURIEUX, *Le collège de Cambrai*, 1882, p. 79 et suivantes, 201-208. — Le collège de Cambrai avait 300 élèves en 1789.

4. PÊCHEUR, *Annales du diocèse de Soissons*, VII, 176-196, 227-240, 419-424. Les élèves du collège de Soissons étaient très nombreux en 1789.

5. DEPERY, *Histoire hagiologique de Belley*, 1835, 2 vol. in-8°. Le collège de Belley avait 350 élèves en 1789.

6. DERAMECOURT, *op. cit.*, t. I, p. 253-307.

7. Le GRAND, *op. cit.*, et notice publiée dans *l'Ami de la religion*, 1814, p. 127-128.

prélat avait établi une rente de mille francs à distribuer aux paysans qui hésitaient à se priver de leurs enfants pour les envoyer au collège. C'était une prime à l'instruction, d'ailleurs absolument gratuite. M. de La Marche fut payé de tant d'efforts. Sa maison comptait quatre à cinq cents élèves en 1789. L'évêque de Chartres, M. Rosset de Fleury, allait réaliser de vastes projets quand il fut enlevé par la mort¹. Le dernier évêque de Dol, M. de Hercé, prit un soin extraordinaire des établissements secondaires, les multipliant jusque dans les petites villes. Le collège de Dol compta un élève de marque, Chateaubriand, qui nous a laissé, dans ses *Mémoires* d'Outre-Tombe, une description attachante des années qu'il passa dans cette maison².

III

Lorsqu'on rend de pareils services, on a le droit de parler haut. Un édit, tel que celui de 1763, a beau réduire l'évêque à la simple présidence d'un bureau, qui peut le mettre en minorité ; la force des choses, la grandeur de son crédit, la nécessité de son intervention, rendent son rôle prépondérant. L'histoire de l'enseignement secondaire,

1. CHEVARD, *Histoire de Chartres*, II, 545.

2. Ch. ROBERT, *op. cit.*, p. 55-59, et *Mémoires d'Outre-Tombe*. — A. BARDON, (*Les Ecoles d'Alais sous l'ancien régime*, 1889, in-8, p. 70), dit : « Si l'on doit considérer M. de Saulx comme le véritable fondateur de l'instruction primaire (dans le diocèse d'Alais), c'est à Charles de Bannes d'Avejan, son successeur, que revient l'honneur d'avoir organisé l'instruction secondaire. C'est de ses propres deniers qu'il meubla la maison de Larnac, acquise par le diocèse... La ville ne s'imposa aucun sacrifice, et elle posséda gratuitement l'enseignement secondaire. Dès qu'on savait lire et écrire, c'est-à-dire dès l'âge de huit ans, on entra comme externe au collège, et l'on n'en sortait que pour aller aux Universités... Le dernier évêque d'Alais, de Bausset, pendant les quatre années de son épiscopat qui précédèrent la Révolution, essaya de rendre le collège encore plus prospère. » Parmi les ouvrages récents sur l'histoire de l'instruction publique et le rôle de l'épiscopat, on peut encore consulter, outre les publications indiquées dans ce chapitre : Fr. Xambeu, *Histoire du collège de Saintes*, 1887 ; Gonthier, *Histoire de l'instruction publique avant 1789, dans le département de la Haute-Savoie*, 1887 ; Pingaud, *L'instruction primaire à Besançon en 1789* ; Ch. Porée, *Notice sur le collège de Mende (1556-1820)*, 1898 ; Aug. Laveille, *Le collège d'Aoranches, depuis ses origines jusqu'à la Révolution*, 1900 ; Narbonne, *L'instruction publique à Narbonne avant 1789* ; J. Gardère, *L'instruction publique à Condom*, 1899 ; R. Gréju, *Histoire du collège de Riom*, 1903 ; A. Derville, *L'instruction publique à Compiègne en 1789*, 1896 ; Deberre (abbé), *La vie littéraire à Dijon au XVIII^e siècle* 1903 ; L. Lacroix, *Histoire du collège de Châteaudun*, 1888.

sur la fin de l'ancien régime, nous en fournit la preuve à chaque page. C'est à lui que les provinces, au moment de l'expulsion des Jésuites, durent la conservation et les nouveaux maîtres d'établissements qui leur étaient chers.

Ici les exemples abondent. Mgr de Juigné à Châlons, Mgr de Breteuil à Montauban, Mgr de Leyssin à Embrun, préservent de la ruine le collège de leur ville épiscopale. En 1789, le collège de Châlons a 25.000 livres de revenus; celui d'Embrun 18.000 livres et 230 à 300 élèves. Le roi, dans les lettres patentes qui confirment, en 1764, le collège de Carcassonne, parle des « instances qui nous ont été faites par l'évêque et par tous les corps de la ville de Carcassonne ¹ ». L'évêque de Clermont, M. de la Garlaye, sauve les établissements de Billom et de Mauriac, que la municipalité de Clermont voulait supprimer. Le prélat écrit de Saint-Sulpice, à Paris, le 11 juillet 1765 : « Le 9 de ce mois, les lettres patentes du roi, portant confirmation totale des collèges de Billom et de Mauriac, ont été enregistrées au parlement, les Chambres assemblées. Je ne regrette pas mes peines et l'argent que j'ay dépensé pour y parvenir. *Ils étaient détruits sans moy*, et si je n'étais pas venu à Paris cette année. Les principaux du parlement étant assemblés me l'assurèrent hier. » La statistique montre l'importance de ces deux collèges ainsi préservés par l'intervention de l'évêque. Celui de Mauriac avait 14.000 à 17,500 livres de revenu, et de 300 à 400 élèves en 1789; celui de Billom 30.000 livres de revenu et 400 élèves. Le collège de Clermont était plus prospère encore avec ses 800 élèves ². Tandis que M. de La Garlaye s'interpose auprès du parlement de Paris, M. de Barral, évêque de Castres, plaide auprès du parlement de Toulouse la conservation de son collège et l'obtient. Au lieu de quatre professeurs qui s'y trouvaient au temps des Jésuites, il en établit six, sans compter le préfet des études et le principal. Il a la satisfaction de laisser à sa mort cet établissement en pleine prospérité. Le nombre des élèves était de 360 en 1789. Le

1. Cf. SAURET, *Essai historique sur la ville d'Embrun*, 1860, p. 406-407. — MAHUL, *Cartulaire de Carcassonne*, VI, p. 408.

2. JALOUSTRE, *Les anciennes écoles d'Auvergne*, 1881, p. 391-392.

même prélat servit puissamment les intérêts de l'enseignement primaire et populaire, en appelant à Castres des Frères de la doctrine chrétienne, et des Sœurs pour les filles. On a calculé qu'au moment de la Révolution, Castres devait aux fondations de Barral l'éducation de plus de deux mille de ses habitants ¹.

On le voit, les évêques ne se contentent pas de défendre leurs collèges contre un arrêt du parlement qui aurait pu en ordonner la suppression après l'expulsion des Jésuites, ils s'attachent à les faire prospérer. Le dernier archevêque d'Arles, M. du Lau, est à peine nommé qu'il s'occupe de ranimer celui de sa ville épiscopale désorganisé depuis le départ des maîtres. Il rétablit les classes, fonde un pensionnat où la majorité des étudiants est entretenue à ses frais, et fait restituer à cet établissement plusieurs bénéfices qui lui avaient été enlevés ². Il mène de front le soin des petites écoles et des grandes. A Sens, le départ des Jésuites a également mis en péril le collège. Heureusement que le cardinal de Luynes est là pour protéger et doter cette institution. A sa mort, en 1788, le chapitre de la cathédrale pourra rendre hommage à la munificence et au zèle du prélat, qui a ainsi préparé dans le « centre de son diocèse, aux générations à venir et à tous les ordres de la société, des hommes éclairés et des citoyens vertueux ³ ». A Auch, Mgr de Montillet se devait à lui-même de défendre le collège fondé et doté par ses prédécesseurs. Au xvi^e siècle, le cardinal de Clermont-Lodève avait laissé 500.000 livres aux pauvres de cette ville. Son successeur, le cardinal de Tournon, jugeant que *l'ignorance de la jeunesse est une pauvreté qui n'a point de pareille*, employa la plus grande partie de la somme à créer un collège. Cet établissement, occupé brillamment par les Jésuites, de 1589 à 1762, fut

1. Cf. AN. COMBES, *op. cit.*, p. 111-137. — Abbé SALABERT, *Notice sur les frères de la doctrine chrétienne établis à Castres par Mgr de Barral*.

2. BÉRENGIER, *Notice sur Mgr du Lau*, p. 15-18. Dès sa nomination, Mgr du Lau écrivait, le 23 avril 1775, aux administrateurs du collège : « Le succès de l'œuvre confiée à votre vigilance intéresse également l'Eglise et l'Etat. Je dois donc, comme pasteur et comme citoyen, ne perdre jamais de vue un si précieux établissement. » Archives d'Arles.

3. MAX-QUANTIN, *Annuaire du département de l'Yonne*, 1877, p. 212-214. DUCOUDRAY, *Le Collège de Sens en 1788* (1888, in-8').

soutenu après leur départ par les maîtres distingués que sut recruter M. de Montillet. Le collège d'Auch, « doté et sanctionné par les archevêques de cette ville, jouissait de 33.000 livres de revenu » en 1789 ¹.

La difficulté était de trouver des professeurs capables de remplacer les anciens. Le parlement et l'Université de Paris voulaient empêcher à tout prix les congrégations de prendre la succession des Jésuites. Quelques prélats, comme Seignelay-Colbert, évêque de Rodez, n'étaient pas favorables aux communautés religieuses et préféraient pour les collèges des professeurs séculiers. On en trouva. On est frappé, en compulsant l'histoire de nos provinces avant la Révolution, du nombre de prêtres instruits, écrivains, littérateurs, curieux des choses de l'esprit, qu'on rencontre sur toute la surface du territoire. Les droits attachés aux grades académiques, les loisirs assurés aux titulaires des bénéfices simples, stimulaient et entretenaient l'activité intellectuelle. Quand l'expulsion des Jésuites vint surprendre par sa soudaineté le clergé de France, il y eut un temps de confusion, de découragement, en face de la nécessité où on se trouva tout d'un coup de pourvoir à plus de cent établissements. Ça et là quelques maisons furent momentanément fermées, mais on ne tarda pas à se raviser : les maîtres semblèrent sortir de terre et accoururent de toute part ².

Dans le diocèse de Cambrai, les aspirants étaient si nombreux qu'on crut pouvoir mettre les places au concours. Dans la liste des maîtres et directeurs du collège, on compte des hommes de grand mérite, tels que les abbés Noyer et Auvray. Rouen vit passer dans ses établissements des hommes éminents. Le collège de cette ville et celui d'Avranches n'avaient pas moins de huit cents élèves en 1789, celui de Coutances, sept cents. Bordeaux, Amiens, Arras, Auxerre, Sens ³, etc., trouvèrent aussi des maîtres

1. Cf. *Notice historique sur le collège et le lycée d'Auch* par H. MASSON. — Cf. nos *Études classiques avant la Révolution*, p. 400-401.

2. Cf. DURIEUX, *op. cit.* 92, 97, 98. — ROBILLARD DE BEAUREPAIRE, *Recherches sur l'instruction publique dans le diocèse de Rouen*, 3 vol. in-8°, 1872, t. III, p. 73. — GAULIEUR, *Histoire du collège de Guyenne*, 1874. — D'ARSY, *Les écoles et les collèges du diocèse d'Amiens*, 1881, p. 98, 99. — MAX-QUANTIN, *Histoire de l'enseignement secondaire dans le département de l'Yonne*.

habiles dans le clergé séculier. Celui-ci mena également d'une façon très brillante le collège de Rodez après l'expulsion des Jésuites. Cet établissement eut Chaptal et Frayssinous pour élèves. L'abbé Carnus se distingua particulièrement comme professeur de physique. Il se rendit célèbre en s'élevant à 8.500 mètres dans une ascension en ballon ¹. A Dijon, le collège garda sa réputation après le départ de la célèbre compagnie ². L'abbé Courtepée, connu par son *Histoire du duché de Bourgogne* ; J.-B. Mailly, par son *Histoire sur la Fronde* ; M.-B. Clément par quinze volumes de polémique contre Voltaire, le soutinrent avec éclat. L'interim de quatorze ans entre le départ des Jésuites et l'arrivée des Doctrinaires fut rempli à la Flèche avec un tel succès par des prêtres séculiers, qu'un contemporain a pu appeler cette période de l'école militaire « l'époque la plus mémorable » de cette illustre maison. Le collège de l'université de Reims, appelé collège des Bons-Enfants, compta, au XVIII^e siècle, des maîtres distingués. En 1789, il n'avait pas moins de six cents élèves et disposait de 38.000 livres de revenu. La statistique attribue également six cents élèves et 28.447 livres de rente au collège de Besançon. Cet établissement avait eu l'illustre Bergier pour principal ³. L'abbé Proyard, connu par ses écrits, dirigea admirablement le collège du Puy-en-Velay, qui jouissait de 40.000 livres de rente en 1789.

Ces choix, cette prospérité, étaient dus le plus souvent à l'intervention et à la sollicitude de l'épiscopat. Nous lisons dans l'*Almanach historique de la ville et du diocèse du Puy*, pour l'année 1787 : « Un des premiers soins de Mgr l'évêque (Galard de Terraube) à son avènement à l'épiscopat, fut d'améliorer l'éducation publique. Les vastes bâtiments du collège sont distribués de la manière la plus convenable. Les pensionnaires couchent dans des alcôves fermées pendant la nuit et cependant bien aérées. Le dor-

1. LUNET, *Histoire du collège de Rodez*, 1882.

2. Cf. MUTEAU, *Les écoles et les collèges de province*, 1882, p. 586-587.

3. Cf. Jules CLERC, *Histoire de l'école de la Flèche*, in-12 p. 174-221. — CAULY, *Histoire du collège des Bons-Enfants de l'université de Reims*, in-8°, p. 480, 544-546, 614-615. — DROZ, *Recherches historiques sur la ville de Besançon*, t. II, p. 10-12.

toir contient environ cent lits. La distribution de cette immense salle, exécutée d'après le plan de Mgr l'évêque satisfait la curiosité de tous les étrangers.» L'abbé Proyart confirme ces renseignements et ces éloges. « Secondé par MM. les administrateurs, dit-il, Mgr l'évêque du Puy créa dans notre collège le nouvel ordre de choses qui y règne. Il y établit un pensionnat qui, dès sa naissance, obtint une confiance marquée du public, confiance qui alla toujours en croissant, lorsque les pères de famille eurent appris qu'un prélat aussi distingué se faisait une affaire personnelle de l'éducation de leurs enfants ; que, voulant tout voir et suivant tout par lui-même et dans le physique et dans le moral, il entrait, sous ce double rapport, dans les détails qui échappent souvent aux pères mêmes, et dont la tendresse maternelle seule sait tout le prix ¹. » A Rouen, le cardinal La Rochefoucauld propose au roi un plan de réorganisation, qui est presque complètement accepté, et nomme de brillants professeurs qui donnent à l'études des belles lettres une impulsion nouvelle jusqu'à la Révolution.

Voilà les résultats que la sollicitude des évêques avait pu obtenir avec des professeurs séculiers. Il est vrai que beaucoup de prélats préférèrent s'adresser à des congrégations pour remplacer les Jésuites. En confiant leurs établissements à des corps se recrutant eux-mêmes, où les vœux assuraient la bonne entente parmi les maîtres, où la science de chacun pouvait s'éclairer encore à la lumière de traditions quelquefois séculaires, ils étaient par là-même débarrassés du souci de trouver et de former des professeurs, de veiller aux études, de pourvoir au gouvernement spirituel et temporel des institutions scolaires.

En 1765, M. de Chabannes, évêque d'Agen, qui voulait

1. Cf. *Almanach historique du Puy*, 1787, p. 106. — DENAIS, *Recherches historiques sur le collège du Puy en Velay*, 1876, p. 188. — Abbé PROYART, *De l'éducation publique*, 1784, in-12, préface, p. 13-14.

2. Cf. ROBILLARD DE BEAUREPAIRE, *Recherches sur l'instruction publique dans le diocèse de Rouen*, 1872, 3 vol. in-8°. Le troisième volume contient une série de lettres du cardinal qui montrent son zèle pour l'instruction publique. On cite parmi les professeurs les plus distingués : Cotton des Houssayes, Baston, Tuvache, pour la théologie ; Auger, Formage, Hamel, pour les lettres ; Dulague et Ligot pour les sciences.

des Dominicains, écrit au cardinal La Roche-Aymon pour se plaindre des difficultés qu'on oppose à l'entrée des religieux dans les collèges. « Le clergé séculier, dit-il, n'est point tourné aux belles-lettres, il ne les a jamais apprises ; et ce n'est point en faisant le catéchisme à des paysans, à des artisans et même à des bourgeois, que l'on apprend Cicéron et Virgile ¹. » A la suite des réclamations de l'assemblée de 1772, il s'opéra un changement dans l'attitude du gouvernement, jusqu'alors hostile à l'admission des congrégations en remplacement des Jésuites. Désormais, les prélats et les villes purent donner suite à leurs préférences. En 1781, le successeur à Agen de M. de Chabannes, M. de Bonnac, fit voter par les trois ordres de la ville le recours aux Oratoriens. Les lettres patentes données par le roi sont expressément délivrées « en faveur de Jean d'Usson de Bonnac, évêque d'Agen, des officiers municipaux, » et appellent les Oratoriens à « enseigner gratuitement la jeunesse au collège d'Agen ».

A Laon, le collège était à charge à la ville. M. de Sabran persuada aux Bénédictins qu'il était de leur honneur de le prendre, en un temps où on accusait les moines d'inutilité. Ils le logèrent, à partir de 1780, dans leur abbaye de Saint-Jean ². A Nîmes, M. de Becdelièvre représenta au chapitre que les besoins du collège, depuis l'expulsion des Jésuites, exigeaient de sa part un sacrifice. Les chanoines affectèrent à cet établissement la prébende préceptorale. Le prélat, après avoir engagé avec les Bénédictins des pourparlers qui n'aboutirent pas, conclut un traité avec les Doctrinaires. Sous cette direction, la maison retrouva jusqu'à la Révolution une nouvelle splendeur ³. M. de Conzié prit l'initiative d'appeler à Arras les Oratoriens qui entrèrent au collège en 1777.

1. LAUZUN, *Notice sur le collège d'Agen*, 1888, in-8°. — Un mémoire adressé aux Etats d'Artois faisait valoir les raisons de confier les collèges aux congrégations plutôt qu'aux prêtres séculiers. Ceux-ci sont présentés comme ayant moins de subordination et aussi moins de préparation et moins de goût pour l'enseignement. DERAMECOURT, *op. cit.*

2. LAUZUN, p. 63-74. L. DEVISME, *op. cit.*, t. II, p. 152-154. A Chalon-sur-Saône, l'évêque d'accord avec la municipalité confia, en 1784, le collège à la congrégation de Saint-Joseph. BAUZON, *op. cit.*, p. 2.

3. Abbé GIFFON, *L'instruction publique à Nîmes*, 1876, in-8°, p. 111-114.

L'évêque de Grenoble confia, en 1786, son établissement à la congrégation de Saint-Joseph¹. L'illustre évêque de Langres, M. de La Luzerne, installa des séculiers à Langres, des Doctrinaires à Chaumont, dans les deux institutions qu'avaient dû abandonner les Jésuites. Ce furent aussi des Doctrinaires qui les remplacèrent à Saint-Omer.

Il n'était pas possible que de tels bienfaits n'excitassent point la gratitude des populations. Sur ce point, les municipalités se firent souvent les organes de la reconnaissance publique. En 1768, la communauté de Lectoure remercie de ce qu'il a déjà fait son évêque, M. de Jumilhac, et « le prie de continuer ses bontés à une ville qui mérite toute sa protection par le sentiment de vénération, de confiance et d'attachement dont elle sera toujours pénétrée pour sa personne ». A Digne, la municipalité avait eu l'occasion d'exprimer à M. de Jarente combien elle était touchée de « l'intérêt qu'il voulait bien prendre à l'éducation de la jeunesse de la ville, et des règlements pleins de sagesse » qu'il avait donnés au collège. En 1786, des remerciements réitérés sont adressés au nouvel évêque, M. de Mouchet de Villedieu, pour avoir « fait élever un second étage à ses dépens propres et personnels, afin de rendre l'édifice plus agréable et plus utile² ».

L'histoire d'Albi nous offre un des plus curieux exemples et du rôle que jouèrent les évêques dans cette grande crise de l'enseignement secondaire, et de la gratitude que suscitait dans le cœur des peuples leur tout-puissant patronage. La communauté souffrait de l'arrêt des classes, conséquence du départ des Jésuites. Dans la séance du 6 novembre 1764, le consul Vitalis fait observer « que c'est avec le plus grand empressement que, depuis longtemps, on sollicite le rétablissement du collège; que la protection singulière que Son Eminence le cardinal de Bernis veut bien accorder à cette ville et les soins qu'il daigne porter à un objet aussi intéressant, nous font

1. Cf. LECESNE, *Histoire d'Arras*, 2 vol. in-8°, t. II, p. 663. — DERAMECOURT, *op. cit.*, t. I, p. 302. — PRUD'HOMME, *op. cit.*, p. 436.

2. Cf. PLIEUX, *Étude sur l'instruction publique à Lectoure*, 1890, in-8°, p. 108-109. — Jules ARNOUX, *Collège et lycée de Digne*, 1889, in-8°, p. 41-49.

espérer avec la plus grande confiance l'acheminement de ce grand ouvrage ; qu'à la vérité le public souffre beaucoup du retard que la nécessité des circonstances a occasionné, que c'est aussi pour remédier à cet inconvénient dans le moment présent, que Son Eminence s'est proposé d'approuver un certain nombre de maîtres d'école pour enseigner jusqu'au rétablissement du collège ». L'année suivante la communauté constate que toutes les difficultés sont loin d'être aplanies ; elle met de nouveau sa confiance dans l'intervention toute-puissante de l'archevêque. « Connaissant combien Son Eminence s'est occupée du bien de cette ville, et principalement du rétablissement du collège, l'assemblée a plutôt dans cette occasion à lui faire connaître les sentiments de reconnaissance dont elle est vivement pénétrée qu'à solliciter de nouveau sa protection. » En 1766, la question a fait un pas de plus. Le Conseil politique décide qu'à l'avenir les écoles gratuites, qui se trouvent dispersées dans la ville et peu à la portée des habitants, se réuniront désormais dans la première cour du collège, en attendant les lettres patentes confirmant définitivement cette institution. Ces lettres patentes si vivement désirées arrivèrent enfin le 21 mai 1768. Elles confirmaient les unions de bénéfices qui avaient été faites au collège par les évêques depuis sa fondation en 1623, maintenaient la distinction du collège et du grand séminaire et développaient un nouveau plan d'organisation¹. Sans faire oublier l'enseignement des Jésuites, le nouvel établissement réussit au delà de toute espérance. Grâce à un corps professoral des plus distingués, il se maintint jusqu'à la Révolution dans un état de prospérité incontestable, puisque ses revenus étaient supérieurs à ses dépenses. L'honneur de l'avoir créé revient tout entier au cardinal de Bernis,

1. Le roi y disait : « Les mémoires qui nous ont été adressés par notre cousin le cardinal de Bernis, archevêque d'Albi, au sujet du collège de cette ville, en nous faisant connaître l'utilité et même la nécessité de cet établissement pour l'éducation de la jeunesse de la dite ville, nous ont déterminé d'autant plus aisément à le conserver que nous avons reconnu par les titres mêmes qui ont été mis sous nos yeux que le roi Louis XIV, notre très honoré seigneur et bisaïeul, l'avait jugé digne de sa protection et l'avait honoré de ses bienfaits : nous suivrons avec plaisir ses exemples... »

qui, dans cette circonstance, se montra digne de ses prédécesseurs, et les surpassa dans le zèle qu'il mit à surmonter les graves difficultés s'opposant à une confirmation du collège avec tous les bénéfices qui en dépendaient. La ville reconnut cet important service et le consul fut chargé d'être l'interprète de la reconnaissance publique, lorsque, selon l'ancien usage, la communauté alla en corps complimenter le cardinal aux fêtes de la Noël 1768. « C'est à Votre Eminence, disait l'orateur, que cette ville, cette contrée doivent l'instruction publique que l'autorité du plus chéri des rois vient d'y fixer. Heureuse cette ville, dans l'impuissance de peindre à Votre Éminence la vive reconnaissance qu'un bienfait si distingué lui inspire; heureuse cette ville de pouvoir lui présenter la reconnaissance des générations futures, qui béniront d'âge en âge le nom illustre, le nom cher à tous les cœurs albigeois, qui perpétuera dans son sein la lumière, le goût des sciences et des mœurs ¹. »

IV

Nous avons donné assez d'exemples, trop peut-être au gré du lecteur, pour le convaincre que le rôle des évêques dépassa de beaucoup celui de simples présidents de bureaux de collège. En fait, après comme avant l'édit de 1763, l'Eglise garda la direction et continua à porter en grande partie le poids de l'enseignement à tous les degrés. Les assemblées du clergé qui, en 1762, 1765, 1772, 1775 ², avaient discuté avec le roi les intérêts de l'éducation, prirent le parti, en 1780, d'adresser à tous les évêques de France, par l'intermédiaire de l'abbé de Périgord, le futur Talleyrand, alors agent général, diverses questions sur les moyens d'opérer « la réformation des études na-

1. Cf. *Histoire littéraire d'Albi*, par M. Jules ROLLAND, p. 360-363. En 1790, ce collège était en grande prospérité, puisque ses recettes s'élevaient à 28.232 livres sur 12.432 livres de dépenses, soit un excédent de recettes de 14.799 livres.

2. Cf. *Collection des procès-verbaux des assemblées du clergé*, in-fol., t. VIII, et pièces justificatives, p. 233, 375, 479, 687, 771, 792,

tionales ». Si l'Eglise de France ordonnait une telle enquête, c'est qu'elle croyait avoir qualité pour le faire, c'est qu'elle avait conscience de son rôle et de sa force. Le parlement se montra effrayé de cette démarche. Le président Rolland poussa un cri d'alarme. « Le clergé, dit-il, s'occupe de consommer ou du moins de préparer une révolution dans l'éducation. Cette révolution est bien avancée et on pourrait dire consommée, si le gouvernement continue à adopter le système du clergé sur les réguliers¹. » Les évêques, dans les réponses qui nous ont été conservées, signalent les obstacles à la prospérité des collèges. Ils montrent, en particulier, que le système des bureaux créés par l'édit de 1763 est fatal à la discipline et à l'unité de direction, parce qu'il substitue à l'autorité du principal, qui devrait commander seul aux professeurs et aux élèves, la prépondérance de plusieurs administrateurs souvent incompétents et divisés². C'est à cette cause et à d'autres indiquées par ces documents, qu'il faut attribuer la décadence relative dont se plaignent plusieurs cahiers de 1789.

Malgré cette erreur, malgré le dépérissement de quelques établissements à la suite du départ des Jésuites, on peut dire que les évêques avaient sauvé la situation, et conjuré la catastrophe dont la suspension subite de plus de cent collèges avait menacé l'enseignement. Là où, comme à Angoulême, l'évêque ne fut pas libre d'agir, ou ne put pas s'entendre avec les autres autorités, l'établissement tomba dans une décadence irrémédiable. Le cas fut très rare. Grâce à l'intervention et au puissant patronage de l'épiscopat, la France comptait, en 1789, jusqu'à 562 collèges fréquentés par 72 747 élèves³, dont quarante mille

1. Cf. *Recueil de plusieurs ouvrages du président Rolland*, 1782, in-4°.

2. Cf. Réponse de l'évêque de Langres aux agents généraux du clergé. (CARNANDET, *Le trésor des pièces rares et curieuses de la Champagne*, t. 1, p. 17-34). — SERVIERES, *op. cit.*, signale la réponse de Seignelay-Colbert, évêque de Rodez.

3. Nous avons déjà trouvé 800 élèves à Rouen, Avranches, Clermont. Citons encore, outre les établissements dont nous avons parlé, les chiffres suivants donnés par les histoires locales ou par les enquêtes de 1791-1792 et de l'an IX. Nous trouvons 740 élèves aux deux collèges de Poitiers (collège Sainte-Marthe et collège des Dominicains); 600 élèves à Valogne, Cahors; 500 à 600 à Auch; 500 à Limoges; 400 à 500 à Quimper; 450 à Mayenne; 400 à Nantes, Château-Gontier, Périgeux, Aurillac, Valenciennes, La Flèche, Sorèze; 300 à 400 à Avignon et Chalon-sur-Saône; 300 à 350 à

recevaient l'instruction soit entièrement, soit partiellement gratuite. Cent soixante-dix-huit de ces établissements étaient dirigés par différentes congrégations, les trois cent quatre-vingt-quatre autres, par le clergé séculier. D'après de nouvelles et patientes recherches, ces chiffres donnés par M. Villemain dans son rapport, seraient inférieurs à la réalité, et il faudrait porter à neuf cents le chiffre des écoles secondaires sous l'ancien régime ¹.

Le personnel enseignant fut pris presque tout entier dans les rangs du clergé jusqu'à la Révolution. « Il n'y avait pas, disait le président Rolland, dans tous les maîtres qui ont remplacé les Jésuites, un dixième qui ne fût ecclésiastique. » L'Eglise, pour faire fonctionner les diverses maisons d'instruction primaire et secondaire, ne demandait rien au pouvoir. Non contente de ne point grever le présent, elle avait assuré l'avenir en créant des ressources permanentes à ces écoles, à ces collèges qui, dans l'ancien régime, n'étaient point censés fondés s'ils n'étaient point dotés. En 1792, Romme, dans un rapport fait au nom du comité d'instruction publique, n'estimait pas à moins de douze millions de revenus : « 1° ce que la plupart des fabriques donnaient pour les maîtres des petites écoles ; 2° ce que, dans plusieurs villes et villages, les municipalités y ajoutaient ; 3° les fondations très nombreuses faites pour ces écoles ; 4° les mois des enfants 5° le salaire de maîtres particuliers dans les villes et bourgs, chez lesquels un grand nombre d'enfants apprenaient l'arithmétique, l'arpentage, un peu de grammaire,

Ancenis, Nancy ; 300 à Troyes, Saint-Gaudens, Magnac, Pont-à-Mousson, Le Cateau, Rebais, Juilly ; 200 à 300 à Riom, Alais, Bèthune ; 250 à Nevers ; plus de 200 à Epinal, Toulon, etc. Cette statistique signale 700 élèves pour les deux collèges réunis de la Trinité et de Notre-Dame de Lyon. BONNEL (*loc. cit.*) compte de 800 à 900 élèves dans ces deux collèges. Il estime que le chiffre des élèves des deux sexes recevant l'instruction primaire et secondaire était à Lyon, en 1789, « de huit à neuf mille pour une population de cent mille âmes, un peu moins que la proportion actuelle. » MM. BOISSONNADE et BERNARD, (*Histoire du collège et du lycée d'Angoulême*, 1895, in-8°), racontent, non sans quelque passion, la ruine du collège d'Angoulême après l'expulsion des Jésuites. A la mort de M. de Broglie, qui s'était montré hostile aux professeurs laïcs et ne s'était pas entendu avec le parlement, son successeur, M. d'Albignac de Castelnau, imploré par la municipalité, appela les Théatins à diriger le collège qui était presque désert en 1789. M. Droz (*Histoire du collège de Besançon*, t. II, p. 5 et suiv.) dit que le collège de Besançon avait beaucoup perdu pour la discipline et pour les études depuis le départ des Jésuites.

1. Cf. SILVY, *loc. cit.*, p. 5.

de géographie et d'histoire ¹. » L'abbé de Montesquiou, ancien député à la Constituante, ancien agent général du clergé, et qui avait eu en main, comme Romme, tous les éléments d'information, écrivait à Lainé, en 1820 : « La Révolution a pris aux collèges près de trente millions de revenus ². » Voilà donc un budget d'instruction publique assuré créé sans le concours de l'Etat, et fournissant le moyen de donner dans les écoles et les collèges un enseignement souvent gratuit et toujours peu coûteux. Nos pères en profitaient et poussaient leurs enfants vers les études, avec un élan qui donnait l'alarme aux philosophes et aux politiques sur le trop grand développement de l'éducation classique. On connaît, sur ce point, les plaintes de la Chalotais, de Voltaire, des parlementaires Rolland et Guyton de Morveau, et même des intendants. Daunou ³ se demande si on n'a pas fait fausse route en établissant la quasi gratuité de l'enseignement secondaire. Les évêques laissaient dire et continuaient à soutenir, à faire prospérer, à multiplier au besoin les collèges, dévouement d'autant plus remarquable qu'ils avaient en même temps à entretenir leurs petits et grands séminaires. Un écrivain de 1789 ⁴ porte à 165 le nombre des séminaires répandus dans 99 diocèses. Les évêques, par

1. *Procès-verbaux du comité d'instruction publique de l'assemblée législative*, p. 308.

2. Lettre datée de Plaisance, 18 décembre 1820. Elle nous a été communiquée par la famille. — Donnons encore quelques chiffres, outre ceux que nous avons déjà eu occasion de citer. Nous trouvons, en 1789, comme revenus des collèges : 13,000 livres à Perpignan ; 14,000 à Effiat ; 15,000 à Aurillac ; 16,000 à Riom ; 18,000 à Verdun ; 18,000 à 20,000 à Alais, à Chalon-sur-Saône, à Sorèze ; 20,000 à Périgueux ; 25,000 à la Rochelle et à Cahors ; 30,000 à Auch, Lille, Rennes ; 37,072 à Limoges ; 40,000 à Orléans et à Poitiers ; 55,332 à Dijon. Le collège de Bordeaux est noté comme très richement doté. A Lyon, les deux collèges de la Trinité et de Notre-Dame réunis ont 80,000 livres de revenus. — La même enquête de 1791-1792 porte à 150,000 livres les revenus du collège de la Flèche.

3. « On a décerné, dit Daunou, de magnifiques éloges à ceux qui ont contribué à rendre gratuite l'éducation des collèges. Cette gratuité n'est assurément pas sans danger et je n'en aperçois pas moins dans le nombre si multiplié des collèges qui existent en France. » DAUNOU, *Journal encyclopédique*, 1789, t. VII, p. 281. Cf. sur toute la question de l'enseignement secondaire nos *Etudes classiques avant la Révolution*, 1887, un vol. in-12, ouvrage couronné par l'Académie française.

4. « Pour ce qui concerne les séminaires, je remarque qu'il en existe 165 répandus dans 99 diocèses. » Ce relevé est pris de la *France ecclésiastique* de 1789. Cf. *Question très importante : la suppression de la dime et du casuel sera-t-elle avantageuse à la nation ?* 1789, p. 3. — A Castres, M. de la Royère dépensa 72,000 livres pour achever le séminaire commencé par M. de Barral.

ces établissements de tout genre, mettaient à la portée de toutes les classes la culture intellectuelle qui alluma parfois la flamme du génie parmi les enfants du peuple. L'élite de la nation passa d'âge en âge dans ces maisons, dont les programmes, tout en maintenant à la base l'éducation classique, s'élargissaient avec les besoins des temps. Il faut bien convenir que, durant de longs siècles avant la Révolution, la France, formée par de tels maîtres, a fait quelque figure dans le monde.

LES DOCTRINES

CHAPITRE HUITIÈME

Les Evêques et le Gallicanisme

I. Les polémiques soulevées par la question du Gallicanisme remplissent l'histoire. — Exposé de la théorie gallicane. — Comment quelques-unes de ces libertés peu connues, celles relatives à la collation des bénéfices, contribuèrent à préserver la France du protestantisme. — Comment clergé et fidèles, à cause de l'éclat à travers les siècles de l'Eglise gallicane et de la France elle-même, croyaient avoir droit à se distinguer des autres Eglises au sein de la catholicité. — II. Evêques gallicans. — Fier langage de Christophe de Beaumont au pape. — Prélat noté par le nonce. — Benoît XIV plus conciliant. — Durant tout le XVIII^e siècle les efforts de l'épiscopat consacrés à faire accepter une bulle du pape, la bulle *Unigenitus*. — Le pape consulté et obéi. — Comment, au contraire, les parlements sont hostiles à Rome. — Bonne garde autour des quatre articles. — Les curés sont plus gallicans que les évêques. — Ils sont très soutenus par les Jansénistes. — Vent de presbytérisme. — III. La question du gallicanisme dans les cahiers de 1789. — Les curés peu favorables à Rome. — Plus d'Annates. — Demandes nombreuses pour la suppression du Concordat, pour le rétablissement des élections. — Les erreurs de la constitution civile sur l'institution canonique et autres, sont dans l'air et dans plusieurs cahiers de 1789. — Mais le gros des curés reste dans les bons principes. — Les évêques, plus fermes encore dans la fidélité au Saint-Siège laissent pressentir leur attitude en présence de la constitution civile du clergé.

I

Quand on parle des doctrines de l'ancien clergé de France, la question du gallicanisme se présente immédiatement à l'esprit. Gallicanisme, libertés de l'Eglise galli-

cane : que de fois avant la Révolution les principes, les tendances que ces expressions représentent, furent discutés dans les livres, dans les parlements, dans les assemblées du clergé et même dans les conciles ! L'assemblée de 1682, en formulant les quatre articles, avait donné, en dernier lieu, comme une base doctrinale à ces affirmations et à ces polémiques. Elle avait aussi, en quelque sorte, pris officiellement, au nom de l'Eglise de France, l'engagement de les professer et de les soutenir. Nous pouvons résumer en deux mots ces théories.

Dans le système gallican l'Eglise est une *monarchie tempérée par l'aristocratie*. Le pape est un vrai monarque, mais les évêques ont un droit divin et inamissible dans le gouvernement général et, par leur union avec leur chef, ils forment la souveraineté spirituelle. A la tête de l'Eglise est le pontife romain, dont la primauté est la condition absolue et permanente de l'unité religieuse. Il a le pouvoir de régir et d'enseigner toute l'Eglise. Mais, dans l'exercice de sa « juridiction et de son magistère », l'autorité du pape est pondérée par celle des évêques. 1^o Le pontife romain ne jouit pas de la *plénitude absolue* du pouvoir législatif. Il doit respecter les lois générales portées par les conciles ou consacrées par l'Eglise universelle. Il ne peut les modifier que dans des cas extraordinaires ; son pouvoir administratif doit être réglé par les canons. Beaucoup d'auteurs gallicans tiraient de ce principe la conclusion que le pape n'a pas sur tous les fidèles pris individuellement, ni sur les diocèses, un pouvoir *immédiat et ordinaire* mais seulement *médiat et extraordinaire*, et que les évêques reçoivent leur juridiction non de lui mais du Christ. 2^o Il ne connaît en première instance que des causes qui lui sont réservées ; les autres ne peuvent être portées devant lui qu'en appel et en suivant les divers degrés de la hiérarchie judiciaire. 3^o Quoique le pape soit docteur de l'Eglise universelle, et qu'à lui surtout appartienne de faire entendre sa voix dans les questions de foi et de morale, son jugement n'est pourtant pas infallible ; il n'est irréformable que lorsque les évêques, réunis en concile ou dispersés, y

ont donné leur assentiment¹. Tel était l'enseignement propagé dans les séminaires par les manuels théologiques; par exemple par la fameuse théologie de Lyon si chère aux *Nouvelles ecclésiastiques*, et même par la théologie de Rouen attaquée pourtant par les Jansénistes². A défaut de l'infailibilité doctrinale du souverain Pontife définissant une question de foi et de mœurs, telle que l'a décrétée depuis le concile du Vatican, les gallicans admettaient avec Bossuet l'*indéfectibilité* du siège. Si à ces principes on joint l'article premier de la déclaration de 1682, qui dénie au pape tout pouvoir direct ou indirect sur le temporel des rois³, on aura l'exposé succinct des doctrines de l'ancienne Eglise de France sur la question qui nous occupe.

Lorsque les évêques du xviii^e siècle ont occasion de faire œuvre de théologien, ils s'inspirent des écrits de Bossuet et aiment à affirmer, en particulier, l'indéfectibilité du Saint-Siège⁴. A la veille de la Révolution, M. de Juigné, archevêque de Paris, se plaît à reconnaître « la

1. Cf. Assemblée de 1682. — Mgr MARET, *Du concile général et de la paix religieuse*. — MOULART, *L'Eglise et l'Etat*, 1879, in-8.

2. Dans la théologie de Lyon (*Institutiones theologicæ auctoritate archiepiscopi Lugdunensis ad usum scholarum suæ diœcesis editæ*, 1784, t. 1, p. 518-606), nous lisons ces propositions : Romanus pontifex, etiam ex cathedra loquens, in iis quæ ad fidem et mores pertinent, falli potest. — Neque romanus pontifex, neque ecclesia, ullam habet directam aut indirectam in principibus temporales potestatem. — Suam episcopi a Christo jurisdictionem, non a romano pontifice, immediate habent. — Romanus pontifex concilio generali auctoritate inferior est. — La théologie de Rouen (*Lectiones theologicæ ad usum diœcesis Rotomagensis denuo editæ*, 1818, t. V, p. 385 et suiv.) dit aussi que le pape peut errer, proindeque ipsius iudicium non prius esse irreformabile quam totius fraternitatis, id est episcoporum consensus accesserit. — Romanum pontificem, nedum extolli possit supra concilium œcumenicum, ipsi e contra subijci, nec inglorie. — La théologie de Poitiers, tant attaquée par les *Nouvelles* (*Compendiosæ institutiones theologicæ ad usum seminarii Pictaviensis*, 1753, p. 461 et suiv.) se borne à établir : primatum honoris et jurisdictionis in universa ecclesia romano pontifici competere jure divino. Est de fide. — Les autres théologies, celle de Lyon comprise, établissent aussi cette primauté d'honneur et de juridiction.

3. Voir cette question traitée dans toute son ampleur par M. Emile OLLIVIER, *L'Etat et l'Eglise au concile du Vatican*, 2 vol. in-12.

4. Citons, par exemple, ces passages d'un livre théologique (*de locis theologicis*, c. 7) de M. DUPLESSY D'ARGENTRÉ, évêque de Tulle (1723-1740) : « Jésus-Christ a réuni ces deux choses, que les portes de l'enfer ne prévaudront jamais contre l'Eglise ni contre le siège principal de son souverain vicair. Il serait presque impossible que l'intégrité de la foi se conservât pure et sans tache parmi les autres églises, si souvent assaillies par une armée d'hérétiques, si le siège de Rome, au milieu des agitations du monde et d'un océan d'erreurs, ne demeurerait pas seul immuable et sans altération. Aussi les paroles de Jésus-Christ, qui assurent que les portes de l'enfer ne prévaudront point contre elle, regardent-elles spécialement le Saint-Siège. » C'est l'indéfectibilité du siège.

prééminence de l'Eglise romaine, mère et maîtresse de toutes les autres, centre de l'unité catholique ». Il proclame que le souverain Pontife a une « primauté d'honneur et de juridiction sur toute l'Eglise, qu'il en est le chef visible comme vicaire de Jésus-Christ, et que tous les fidèles lui doivent honneur, docilité et obéissance, et que se séparer de lui c'est sortir de l'unité ¹ ».

En dehors des questions qu'on peut appeler doctrinales, les libertés gallicanes comprenaient des articles moins connus, d'ordre plus pratique, relatif à ce qu'on appelait dans l'ancien régime *la matière bénéficiale*. Les mandats, les réserves, les abus dans la collation des bénéfices, diverses mesures qui attiraient à Rome l'argent de l'Allemagne, de l'Angleterre, furent en ces pays une cause de désaffection pour les peuples et favorisèrent le protestantisme. La France mieux défendue ² n'eut point les mêmes griefs; et, à voir avec quelle vivacité l'opinion dénonce en 1789, les modestes envois de notre argent à la curie romaine, on peut deviner l'hostilité qu'une contribution beaucoup plus lourde eût soulevées dans les esprits. Cette préservation dans l'ordre des intérêts, et aussi une plus grande latitude dans l'ordre des idées, furent d'une grande influence sur la France dans la crise terrible du xvi^e siècle. L'illustre historien Janssen a pu écrire que si la France ne passa point, à cette époque, au protestan-

1. Ex institutione divina primatum honoris et jurisdictionis in tota ecclesia obtinet... ecclesiæ caput visibile... centrum catholicæ unitatis... Fideles summo Pontifici honorem debent, obsequium et *obedientiam*, et si ab illo segregent semetipsos, non possunt in mystici corporis Christi unitate permanere. » *Pastorale parisiense*, LE CLERC DE JUIGNÉ auctoritate editum, 1786, in-4, t. II, p. 454.

2. « Nous ne prenons les nouvelles bulles et nous ne payons les annates que pour les bénéfices consistoriaux. Pour les autres, il suffit d'une simple signature, qui est comme la minute de la bulle et dont les frais sont moindres. En Espagne, on prend des bulles pour les moindres bénéfices. — Nous ne souffrons point que l'on augmente les taxes des bénéfices ni des expéditions de cour de Rome. — Les étrangers ne peuvent posséder en France ni bénéfices, ni pensions, sans expresse permission du roi, ni être supérieurs de monastère. — Le nonce du pape n'a aucune juridiction en France, au lieu qu'en Espagne il diminue notablement celle des évêques. — L'Angleterre, avant le schisme de Henri VIII, était soumise au pape, même pour le temporel. Le *Denier de Saint-Pierre* y était établi dès le temps des premiers Anglais, et Jean-Sans-Terre avait achevé de se rendre sujet du pape en lui faisant hommage de son royaume. Il n'y a point de pays où l'on se soit tant plaint des exactions de la cour de Rome. » FLEURY, *Discours sur les libertés de l'Eglise gallicane*.

tisme comme l'Allemagne et l'Angleterre (et le danger fut extrême), elle le dut aux libertés gallicanes.

De tout temps l'Eglise de France et la France elle aussi avaient été flattées de garder un caractère distinct et quelques privilèges au sein de la catholicité. Bossuet, dans son sermon sur l'Unité, s'attache à montrer la beauté de l'Eglise gallicane *dans son tout*, c'est-à-dire encadrée dans l'Eglise universelle ; mais avec quelle joie, quelle éloquence il chante les gloires de l'Eglise gallicane elle-même ! Il semblait aux Français que dans ce concours d'Eglises et de peuples catholiques, qui à travers les âges avaient apporté à l'Eglise universelle, avec la profession de leur foi, leur caractère propre et leurs services, la France, avec son Clovis, son Charlemagne, ses croisades, ses missionnaires, sa charité, l'emportait sur tous les autres. Après l'Eglise romaine proprement dite, elle était la plus vieille de l'Europe. Antérieure à la dynastie des Bourbons, qui de son côté avait précédé les autres, elle avait assisté au début de notre nationalité et bercé sur ses genoux la monarchie française. De la France, elle avait rayonné sur tous les peuples et jusqu'aux confins du monde. Les papes eux-mêmes l'avaient appelée la fille aînée de l'Eglise. Elle avait été tentée de formuler son droit d'aînesse en libertés et en privilèges.

Les gloires de la France elle-même, qui à travers les âges avait été si grande comme nation, qui naguère, avec son siècle de Louis XIV, venait de jeter un éclat qui éclip-sait tous les royaumes, confirmaient ses évêques dans le désir de voir primer, du moins se distinguer des autres, l'Eglise d'une nation qui avait su s'élever au-dessus de toutes les autres. Ces prélats étaient si Français ! Ils l'étaient au point que lorsque l'un d'eux était appelé au gouvernement du pays, — on pourrait en citer beaucoup d'exemples en dehors de Richelieu, — l'homme d'Etat ne tardait pas à prendre le pas sur l'homme d'Eglise. Ils avaient donné leur foi à l'Eglise universelle, mais dans

1. Nous avons, pour exemple, la lettre indignée, par laquelle Fénelon sermonne un neveu qui ne voulait pas partir pour la guerre.

cette universalité, ils étaient fiers de se réclamer de l'Eglise gallicane.

Les Français, les simples fidèles ne l'étaient pas moins. Ils connaissaient l'histoire de l'Eglise gallicane ; ils savaient que ses enseignements, sa hiérarchie, avaient dégagé les principes de gouvernement du chaos du moyen âge, que ses conciles avaient donné l'idée et l'exemple des assemblées politiques, que sa discipline religieuse et morale avait suscité, sauvegardé à travers les âges, les vertus privées et publiques, qu'elle avait enfin fourni à l'Etat ses plus grands ministres. Sur la fin de l'ancien régime, malgré l'ascension de la bourgeoisie et le nivellement des classes, le clergé de France, par sa cohésion, par ses richesses, par ses traditions séculaires, par la force de la possession, par le prestige attaché à son nom et à son caractère sacré, était encore le premier corps de l'Etat. Les Français, fiers de la gloire que leurs évêques par les services même rendus à la communauté religieuse, avaient valu à la nation, ne pouvaient se faire à l'idée que leur Eglise fût absolument confondue dans le grand tout de la catholicité avec les autres Eglises particulières. Ils tenaient à ces libertés gallicanes, qui leur semblaient faire partie du patrimoine national et que le grand Bossuet paraissait avoir scellées à jamais de son génie.

II

Nous venons d'exposer en quelques mots la théorie gallicane et les raisons qui l'avaient rendue chère à la France. Elle fut celle de nos évêques jusqu'à la Révolution. Ces prélats gardaient à l'égard du Souverain Pontife une liberté de jugement et de langage qu'aujourd'hui ils n'oseraient plus se permettre. Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, écrivait à Clément XIV, au sujet du bref qui avait supprimé la Compagnie de Jésus : « Ce n'est autre chose qu'un jugement isolé et particulier, pernicieux, peu honorable à la tiare et préjudiciable à la gloire de l'Eglise, à l'accroissement et

à la conservation de la foi. Saint-Père, il n'est pas possible que je me charge d'engager le clergé à accepter ledit bref. Je ne serais pas écouté sur cet article, fussé-je assez malheureux pour vouloir y prêter mon ministère que je déshonorerais¹. » Un tel ton adopté pour parler au pape, est celui d'un homme qui se sent maître chez lui. Aussi cet épiscopat si fier, si français, ne satisfaisait pas pleinement les envoyés pontificaux. Un quart de siècle avant la Révolution, le nonce Pamphili, dans une correspondance, range les évêques de France en trois catégories, et les qualifie de bons, de mauvais, de très mauvais, *buono, cattivo o cattivissimo*, selon qu'ils ont des opinions ou relativement ultramontaines, ou nettement gallicanes, ou, par exception, des sympathies pour le jansénisme. C'est ainsi, croyons-nous, qu'il faut entendre ces épithètes, car la qualification de *cattivo*, mauvais, est appliquée par Pamphili à des hommes entourés d'une vénération universelle, tels que Juigné, évêque de Châlons, puis archevêque de Paris; Cortois de Quincey, évêque de Belley; La Rochefoucauld, archevêque de Rouen². Benoît XIV, qui était un modéré doublé d'un homme d'esprit, eût été moins sévère que le nonce. N'étant encore que cardinal Lambertini et archevêque de Boulogne, il disait un jour au Père Montfaucon, qui lui rendait visite en sa ville épiscopale : « Moins de libertés de l'Eglise gallicane de votre part, moins de prétentions ultramontaines de la nôtre, et nous mettrions les choses au niveau qu'elles doivent avoir³. »

Benoît XIV pouvait d'autant mieux se montrer bienveillant pour l'Eglise gallicane que cette Eglise continuait à montrer son attachement au Souverain Pontife, que ces

1. CRÉTEINEAU-JOLY, *Histoire religieuse de la Compagnie de Jésus*, t. V, p. 376. Cette lettre de Beaumont, bien qu'à peu près certaine, n'est point cependant d'une authenticité absolue.

2. Les prélats suspects de sympathies jansénistes, tels que M. de Grasse, évêque d'Angers, Bazin de Bezons, évêque de Carcassonne, Montazet, archevêque de Lyon, sont traités de très mauvais, *cattivissimo*. Ce curieux Mémoire est conservé dans les archives de la famille Pamphili, à Rome, sous ce titre : *Catalogo dei Vescovi di Francia ordinato secondo il suo loro carattere buono, cattivo o cattivissimo*.

3. Le même cardinal Lambertini, écrivant un jour au pape Clément XII, pour défendre son vicaire général calomnieusement accusé, ne craignait pas de lui dire : « Je prie tous les jours notre divin Sauveur pour qu'il soit aussi content de son vicaire que je le suis du mien. »

évêques gallicans se dépensèrent durant presque tout le XVIII^e siècle à faire accepter une bulle du pape, la bulle *Unigenitus*. Ce n'était point là une attitude de révoltés ni de schismatiques. Dans la lutte contre le Jansénisme, qui rencontrait des sympathies dans une partie du clergé et des fidèles, les évêques, à part quelques exceptions très rares, furent les plus fermes soutiens de l'orthodoxie. Ils aimaient à se dire « évêques par la grâce de Dieu et par l'autorité du Saint-Siège¹. » Dans leurs testaments, ils déclarent mourir « dans le sein de l'Église apostolique et romaine² ». Lors des polémiques soulevées, en 1753, par l'arrêt relatif aux quatre articles, le parlement de Paris, le chancelier avaient parlé des *hommages*, du *respect* dus aux souverains pontifes. M. de La Motte, évêque d'Amiens, répondit dans une lettre publique qu'il ne suffisait pas de parler d'hommages, de respect, ni d'appeler l'Église romaine le centre de l'unité, si on ne lui rendait pas une *filiale et sincère obéissance*. Ce mot d'obéissance, le clergé de France, réuni en corps, aime à le prononcer à son tour. L'assemblée de 1760 écrivait au pape, en lui annonçant l'acceptation de la bulle de Benoît XIV : « Nous avons voulu montrer que la chaire apostolique était le centre de notre accord mutuel, et que l'Église gallicane est encore aujourd'hui telle qu'elle était dans les temps anciens de Charlemagne, lorsqu'elle consultait l'Église romaine et suivait ses réponses avec une piété filiale. Ce même respect, cette même *obéissance*, nous la promettons à votre Sainteté pour l'avenir, car nous nous souvenons de cet éloge que Grégoire IX donnait à nos Églises que, dans la ferveur de la foi et dans le dévouement apostolique, elles ne suivaient pas les autres nations, mais qu'elles les précédaient, et nous déclarons vouloir de plus en plus mériter les mêmes éloges³. » Loin de nous la pensée de présenter comme

1. Les *Nouvelles ecclésiastiques* (année 1767, p. 119; année 1789, p. 123) s'indignent de cette formule employée par les évêques. Elles disent (1790, p. 176) que les évêques commencèrent seulement vers 1607 à l'adopter.

2. Ainsi parle Barral, évêque de Castres. Voir An. Combes, *op. cit.*

3. *Procès-verbaux*, t. VIII, piec. justif. p. 279. L'assemblée ajoutait dans sa lettre aux évêques de France : « La voix du vicaire de Jésus-Christ a fixé nos sentiments et notre langage sur les points de pratique qui avaient été contestés. »

ultramontain cet épiscopat du XVIII^e siècle, qui substitua presque partout la liturgie gallicane à la liturgie romaine¹, auquel appartenaient M. de La Luzerne et tant d'autres évêques fermement acquis aux maximes du royaume. Mais ces prélats savaient allier à la profession de principes jusqu'alors restés libres un inviolable attachement au Saint-Siège.

Les parlements étaient loin d'apporter dans ces questions la modération de l'épiscopat. Ils poussaient à l'extrême les théories gallicanes, et faisaient, en particulier, une garde jalouse autour des quatre articles. Un arrêt du parlement de Paris, en date du 31 mars 1753, ordonne à tous les professeurs de théologie dans les collèges et séminaires de jurer soumission à la déclaration de 1682. Aucun bachelier ne devait être reçu licencié ou docteur « qu'après avoir soutenu ladite doctrine dans l'une des thèses, dont il fera apparaître à ceux qui ont le droit de conférer les degrés dans les Universités ». La faculté de théologie finit, après une vive résistance, par enregistrer cet arrêt. Ces dispositions ne restaient pas lettre morte. En 1781, un bachelier de la Faculté de Caen, le sieur Onfroï, ayant paru biaiser au sujet de la déclaration, M. Lentaigne, curé de Saint-Sauveur, docteur en théologie, porta plainte au doyen. Étant donné le doute sur l'orthodoxie gallicane du candidat, il fut décidé que celui-ci, avant de recevoir la « bénédiction de licence, représenterait la thèse de *Vespérie*, où les quatre articles étaient disertement exprimés, et qu'il ne lui serait donné aucune lettre de licence qu'après qu'il aurait soutenu la thèse représentée². »

Malgré la faveur dont jouissaient les quatre articles, l'Université de Toulouse était la seule à avoir une chaire des libertés gallicanes. Si nous en croyons les *Nouvelles ecclésiastiques*, les Sulpiciens de cette ville ne voulurent

1. « Trente ans après l'apparition du bréviaire de 1736 et du missel de 1738, la liturgie romaine avait disparu des trois quarts de nos cathédrales et, sur ce nombre, cinquante et plus s'étaient prononcées pour l'œuvre des Vigier et des Mesenguy. » FISQUET, *France pontificale*, diocèse de Paris, I, 482.

2. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1782, p. 60.

plus, à partir de 1773, envoyer leurs élèves aux écoles publiques de la Faculté, parce que le parlement de Toulouse obligeait les étudiants en théologie à « prendre, pendant une année au moins, les leçons du professeur des libertés de l'Eglise gallicane, dont les Sulpiciens sont aussi ennemis que de la saine théologie ». En 1779, cette chaire étant devenue vacante, les Sulpiciens allaient y pousser un de leurs disciples, sans la vigilance du parlement qui prescrivit le concours, tenant à relever cet enseignement « délaissé et avili depuis si longtemps ». La gazette janséniste unit sa vigilance à celle des parlements pour dénoncer toute proposition paraissant favoriser la puissance romaine. M. de Juigné, ayant dans son pastoral appelé le pape « patriarche de tout l'univers », elle lui demande s'il entend lui reconnaître par là « une juridiction immédiate et ordinaire dans les diocèses du royaume », ce qui n'est pas admis en France, ce qu'il serait « peu honorable à un archevêque de Paris » de soutenir ¹. On devine avec quelle indignation les *Nouvelles* devaient parler d'une thèse présentée à l'université de Louvain par un Récollet sur l'infailibilité personnelle du Souverain Pontife : *se solo est infallibilis*. « Faire le pape infallible, disent-elles, lors même qu'il se décide seul et sans conseil, *se solo*, c'est la manière la plus odieuse, la plus dangereuse, la plus absurde, de présenter le système de l'infailibilité papale ². »

On ne saurait être étonné de rencontrer des dispositions peu ultramontaines dans les parlements et dans l'organe des jansénistes. Ce qui est plus étonnant, c'est de constater qu'avant 1789 les curés étaient plus gallicans que leurs évêques. Ils n'avaient point alors l'habitude, comme à notre époque, de se tourner à toute occasion vers Rome.

1. *Nouvelles*, 1777, p. 24 ; 1779, p. 58, 59 ; 1789, p. 7. Les évêques évitaient d'ordinaire d'agiter cette question passionnante des quatre articles. Cependant les *Nouvelles* signaient, en 1763, p. 150, un mandement sur ce sujet de M. de Grasse, évêque d'Angers et favorable au jansénisme.

2. *Nouvelles*, 1780, p. 57. Le même journal signale, l'année suivante (1781, p. 89-90), une thèse soutenue par un Sulpicien à la Faculté de Toulouse, laquelle faisait résider toute l'infailibilité (*tota*) dans le corps épiscopal uni au pape, sans qu'il soit « nécessaire que tout le corps des évêques soit d'accord avec le pape, le plus grand nombre suffit... Il ne restait plus, ajoutent les *Nouvelles*, que d'attribuer l'infailibilité au pape lorsqu'il parle seul et que les évêques gardent le silence. » Voir *ibid.* 1782, p. 24, une thèse sur l'infailibilité du pape parlant *ex cathedra*.

Jamais ils n'auraient eu l'idée, excepté dans certaines questions bénéficiales où le droit canon et les usages du royaume les y obligeaient, de porter devant le pape les appels que les parlements étaient toujours prêts à accueillir favorablement.

Sur la fin de l'ancien régime, bien des voix flatteuses se font entendre aux curés pour grossir leur importance et allumer dans leur âme des ambitions dangereuses. Dans la théorie gallicane, le pape et les évêques semblent s'être partagé le gouvernement de l'Eglise; pourquoi n'y aurait-il pas place dans la direction générale pour les simples pasteurs, qui portent le poids du jour et de la chaleur pour cultiver la vigne du Seigneur? Il s'agit enfin de les défendre contre l'espèce de conspiration qui s'est « formée contre eux depuis le concile de Trente. » On proclame hautement tout d'abord avec l'Université de Paris que les curés sont de droit divin ¹. On ajoute, ce qui est plus difficile à faire admettre, que les curés font partie de l'Eglise enseignante; on proteste avec véhémence contre Mgr de Juigné affirmant dans son pastoral « qu'il n'appartient qu'aux évêques de juger de la foi et de la définir dans les conciles ². » De quels éloges on comble M. de Chabot, évêque de Saint-Claude, qui les convoque à un synode avec voix délibérative ³!

Au pouvoir d'enseigner, de juger la foi, les curés uniront celui de régir. Ils ont sur leur paroisse la juridiction ordinaire. A ce titre, ce sera d'eux et non de l'évêque que leurs vicaires devront recevoir délégation pour toutes les fonctions paroissiales ⁴. Il ne reste pour les émanciper qu'à

1. « Il semble, disent les *Nouvelles ecclésiastiques* (1775, p. 153), que depuis le concile de Trente, il se soit formé dans l'épiscopat une conspiration générale contre les droits du second ordre. On paraît avoir oublié cette maxime tant de fois répétée par les anciens docteurs de l'Université de Paris, que l'état des curés est de droit divin autant que celui des évêques et du pape. »

2. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1789, p. 5-6. Le même journal (1784, p. 117), reproche à Mgr de Condorcet d'invoquer « le principe absurde de l'Eglise enseignante, qui concentre toute l'autorité spirituelle dans le pape et les évêques ».

3. *Nouvelles ecclésiastiques*, (1790, p. 149-160). La simple promesse faite par tel prélat, par M. de Broglie par exemple, à sa prise de possession du siège de Noyon, de gouverner avec douceur et dans « l'ancien esprit des canons », lui vaut d'être présenté comme un homme apostolique. *Nouvelles*, 1767, p. 39, 40.

4. Le pastoral de M. de Juigné dit que « tous les prêtres, non pasteurs, n'ont qu'une juridiction vicariale et déléguée; cela est certain. Mais on

proclamer hautement qu'ils ont par le seul fait de leur « ordination le pouvoir des clefs et l'usage de ce pouvoir », ce qui fera tomber l'article 11 de l'édit de 1695, article très odieux aux Jansénistes, parce qu'il donnait aux évêques la faculté de limiter ou d'interdire à volonté tous les prêtres dans l'administration du sacrement de pénitence ¹. Ce vent de presbytérianisme, qui venait ainsi caresser doucement les pasteurs du second ordre, leur apportait plus d'une tentation. Quelques-uns de ces curés auxquels on répétait qu'ils étaient avec les évêques juges de la foi, que le pouvoir des clefs leur venait de leur ordination, allaient être tentés de le croire. Si l'organe janséniste prêche avec tant de véhémence l'émancipation de simples pasteurs, c'est que le parti recrutait encore dans leurs rangs ses derniers fidèles.

III

La tendresse des Nouvelles pour les curés fait déjà pressentir leur peu d'ardeur à l'égard des maximes ultramontaines. Les cahiers de 1789 confirment ces prévisions. Le droit d'*annate*, acquitté à la curie romaine à chaque vacance d'évêché ou d'abbaye, était venu encore grossir les préventions contre la cour romaine. A lire les cahiers de 1789, on dirait vraiment que tout l'argent de France passait en Italie pour payer les bulles nommant aux bénéfices consistoriaux. Nous savons par la correspondance

veut faire entendre qu'ils tiennent cette délégation de l'évêque, ce qui est faux. C'est le curé qui seul délègue dans sa paroisse. Dans les pouvoirs de confesser que les évêques donnent aux ecclésiastiques attachés aux paroisses, on n'omettait jamais autrefois la clause du *consentement du curé, de consensu parochi*. Elle est aujourd'hui entièrement supprimée. Il serait à souhaiter que la puissance royale fit une attention sérieuse au danger des entreprises continuelles du premier ordre du clergé sur les droits du second, qu'elle mit enfin des bornes à une domination intolérable. » *Nouvelles ecclésiastiques*, 1782, p. 10; 1789, p. 5, 6.

1. Les *Nouvelles* (1789, p. 57) disent : « Le prêtre reçoit dans l'ordination et le pouvoir des clefs et l'usage de ce pouvoir. Il peut l'exercer sur tous ses justiciables, c'est-à-dire sur tous ses paroissiens. » L'article 11 de l'édit de 1695 disait : « Les prêtres séculiers et réguliers ne pourront administrer le sacrement de pénitence sans en avoir obtenu la permission des archevêques ou évêques, lesquels la pourront limiter pour les lieux, les personnes, le temps ou les cas, ainsi qu'ils le jugeront à propos et la révoquer sous quelque prétexte que ce soit. »

de Bernis que les annates ne dépassaient pas annuellement un demi-million, grâce aux sollicitations de toute sorte adressées à l'ambassadeur pour obtenir le *gratis*¹ des bulles. Cette contribution n'avait pas de quoi effrayer un pays riche comme la France. Et encore, comme compensation à cette sortie du numéraire, une foule de demandes apostillées de Monsieur, du comte d'Artois, du duc d'Orléans, du duc de Penthièvre, des ministres, venaient-elles solliciter en faveur des Français les bénéfices réservés au pape dans les Pays-Bas, la Suisse, l'Allemagne entière. C'était un moyen de faire rentrer l'argent.

Le public ignorait ces chiffres, ces compromis. Le droit d'annates, aggravé encore par les frais de dispenses pour mariage qu'il fallait demander à Rome, lui apparaissant comme une pompe aspirante qui faisait le vide dans le trésor national, nombreux sont les cahiers des ordres laïques et du clergé lui-même qui en demandent la suppression, en 1789². Autre marque d'hostilité, c'est que nous recueillons çà et là des déclarations formelles contre le concordat qui avait régi la France pendant près de trois siècles. Dans plusieurs bailliages, la noblesse et le tiers en demandent absolument la suppression. Nulle part cette requête n'est formulée avec plus d'énergie que dans la catholique Bretagne. Abolition du concordat, rétablissement de la Pragmatique-Sanction, des élections pour les évêques et les curés³ : voilà les idées qui sont dans l'air,

1. En 1782, pour 440.000 livres payées pour annates, Bernis obtint 266.500 livres de diminution; en 1783, 120.000 livres pour 427.000; en 1784, 100.000 livres pour 432.000; en 1785, 45.000 pour 419.000, etc. En 1788, la dépense des bulles a atteint 660.000 livres, soit 125.812 écus romains. Sans les réductions obtenues par Bernis, la dépense eut été de 1.401.600 livres. Necker se fâche. Montmorin écrit à Bernis sur « ce tribut qui paraissait bien onéreux ». Bernis invoque l'ancienneté des concordats. « Nos sucres, nos cafés, nos modes, dit-il, font rentrer dans le royaume le quadruple de ces sommes fixées par le plus ancien comme par le plus solennel des traités. Toute la ville de Rome s'habille d'étoffes de Lyon. » Cf. Masson, III, p. 422-425, 456.

2. Ces demandes sont trop nombreuses pour pouvoir être reproduites. Le tiers état de Montpellier, par exemple, veut arrêter « les sommes énormes qui vont à Rome ». Le tiers état d'Auxerre parle des « annates, premiers fruits des bénéfices consistoriaux... versés dans les coffres d'une cour étrangère ».

3. « Le concordat sera aboli. En conséquence, les prélatures seront électives. Les paroisses se choisiront leurs curés. » Tiers de Paris hors les murs. Même demande du tiers de Paris intra muros, du tiers de Rennes (très violent), de Dragnignan, d'Anjou, de Gien, Saint-Sauveur-le-Vicomte, Nérac, Rochefort, Forcalquier, Rivière-Verdun, etc.; — noblesse de Lyon, de Lille, de Sézanne, etc.

des vœux trop souvent répétés pour ne point répondre à un véritable mouvement d'opinion.

Le clergé était tenu d'émettre sur ce point sa pensée avec plus de modération; mais là où les curés parlent, ils s'expriment sans ambages. Le clergé de Toul, par exemple, « demande le rétablissement de la Pragmatique-Sanction, la suppression de tous les concordats et indults par lesquels les Souverains Pontifes auraient accordé à Sa Majesté la nomination aux places ecclésiastiques. L'Eglise et l'Etat ont gémi longtemps sur l'abolition de cette loi. Tous les tribunaux ont réclamé pendant plus d'un siècle sur cette plaie faite à la discipline et aux études. Si leurs plaintes ont cessé, c'est moins parce qu'elles cessaient d'être justes que parce qu'on était convaincu de leur inutilité. Si l'élection est rendue, l'Eglise changera de face. La voix publique appelle aux distinctions toujours bien plus sûrement que les intrigues de cour ¹. » On ne s'étonnera point que des électeurs animés de ces dispositions à l'égard de Rome demandent la confirmation des libertés de l'Eglise gallicane. Les ordres laïques ² ne sont point seuls à formuler ce vœu. Ça et là le clergé ³ se montre

1. *Archives parlementaires*, t. VI, p. 2. Même demande du clergé de Saumur (Arch. parl. V, 720), etc. Le clergé d'Etampes « demande l'exécution du concordat, mais que tous les bénéfices ne soient donnés qu'après une élection préalable de trois sujets qui seront présentés au roi ». Arch. parl. III, p. 282.

2. Le tiers état de Paris hors les murs dit : « La déclaration faite par le clergé, en 1682, touchant les libertés de l'Eglise gallicane, sera sanctionnée par la nation et rendue loi constitutionnelle. » Le tiers état de Paris *intra muros* dit : « La religion catholique est la religion dominante de France; elle n'y est reçue que suivant la pureté de ses maximes primitives; c'est le fondement des libertés de l'Eglise gallicane. La juridiction ecclésiastique ne s'étend en aucune manière sur le temporel : son exercice extérieur est réglé par les lois de l'Etat. Nos pères ayant toujours désiré le maintien ou le rétablissement des élections aux prélatures, comme le plus sûr moyen d'avoir des ministres savants et vertueux, il sera pris des mesures pour faire revivre cette discipline primitive de l'Eglise. » *Archives parl.* t. V, p. 241, 286, 287.

3. Le clergé de Colmar et de Schlestadt dit (Arch. parl. III, p. 4) « que la résidence des évêques de Spire et de Bâle hors du royaume, obligeant les Alsaciens sujets du roi, à sortir du pays de la domination française pour recevoir les ordres sacrés, pour puiser dans des écoles non surveillées une doctrine et des principes qui pourraient n'être pas conformes aux maximes de l'Eglise de France, l'établissement d'un grand-vicaire suffragant et officiel, résidant en Alsace, et la création d'un séminaire dans chacun de ces diocèses soient ordonnés ». La brochure janséniste de 1789, que nous avons eu occasion de citer, parle « d'ordonner rigoureusement dans toutes les écoles, l'enseignement public des libertés gallicanes, d'en prescrire des livres élémentaires pour toutes les classes de citoyens. Ces éléments doivent marcher sur la même ligne que les éléments de la religion. »

aussi fidèle que la noblesse et le tiers aux articles de 1682.

Ce qui est plus inquiétant que ces manifestations gallicanes alors libres, ce sont les erreurs répandues dans les esprits sur les questions de juridiction, d'institution canonique, sur les droits de l'Etat en matière de discipline ecclésiastique. Qu'on demandât que les dispenses pour mariages fussent accordées par les archevêques et évêques¹ après entente avec le pape, passe encore ; mais nous relevons dans les cahiers des propositions bien autrement hardies. La noblesse de Lyon veut que « toutes *institutions canoniques* et dispenses soient données par les évêques diocésains, sans recours au Saint-Siège ». Le tiers état de Forcalquier, après avoir réclamé la suppression du concordat, ajoute qu'on obtiendra « *du Roi* les bulles nécessaires pour se mettre en possession des grands bénéfices et les autres de l'ordinaire. Ce moyen aurait l'avantage inappréciable de prévenir la sortie du numéraire ». Le tiers état d'Anjou déclare que « les Etats provinciaux feront une nouvelle distribution et arrondissement des paroisses ». A la chambre de la noblesse de Dourdan, un membre demande « si, dans la supposition où l'on voudrait porter et discuter aux Etats généraux des matières de religion, ils seraient un tribunal compétent pour donner une décision, et si l'autorité des Etats s'étend jusqu'au spirituel, ou si elle est bornée au temporel. La chambre déclare *qu'elle croyait les Etats généraux compétents pour la discipline et non pour le dogme* ».

Qu'une telle question puisse se poser c'est déjà la preuve d'une grave confusion d'idées sur les droits de la puissance temporelle. D'un autre côté, déclarer que les Etats généraux sont souverains en matière de *discipline ecclésiastique*, n'est guère rassurant pour les consciences. La circonscription des évêchés et des paroisses, l'institution canonique, les bulles que le tiers de Forcalquier veut

1. Tiers état d'Anjou, Châlons, Saint-Quentin, Limoges, Meudon, etc. Noblesse de Châlons, Auxerre, Nancy, Orléans, Vermandois, Beauvais, etc. Le tiers état de Nérac (art. 18) va jusqu'à demander que toutes les dispenses soient accordées par les évêques *à l'exclusion du Pape*.

faire accorder par le roi, ne sont-elles pas matière de discipline ? Avec la suppression du concordat, les élections des évêques et des curés réclamées par tant de cahiers, l'institution canonique demandée à d'autres qu'au pape, nous pouvons déjà apercevoir les grandes lignes de la constitution civile du clergé. On voit que les théories jansénistes sur l'Eglise n'ont pas seulement pour partisans les nombreux hommes de loi que les élections de 1789 envoient aux Etats généraux... Elles flottent dans l'air et inspirent çà et là les nobles comme les robins.

Une portion du clergé secondaire ne paraît point avoir de répugnance pour ces doctrines. Les curés avaient été trop vantés durant les vingt-cinq ans qui précèdent la Révolution, pour ne point fournir des disciples à leurs flatteurs transformés en constituants. Ils avaient trop de confiance dans les Etats généraux, ils avaient trop répété avec le clergé de Saumur : Nous ne mettons « aucune restriction aux pouvoirs » de notre député, pour ne point éprouver quelque vertige, et laisser plusieurs de leurs confrères dans les voies schismatiques où le comité ecclésiastique s'efforcera de les entraîner. La plupart heureusement sont des hommes de discipline autant que de foi. Fermes, hardis même dans les revendications, ils disent cependant, comme à Etampes : « L'ordre du clergé demande à être toujours inviolablement uni au Saint-Siège et aux évêques » ; avec les prêtres de Gien : « Que la plus étroite union avec le Saint-Siège soit conservée pour le bien de la religion ». Ces principes seront pour eux le salut.

En attendant, les évêques sont plus près du pape que les curés, non seulement par leur dignité, mais encore par leurs sentiments et leur conduite. La longue lutte contre le jansénisme a été pour eux l'occasion de tourner plus souvent leurs regards vers Rome. Sans doute, nous l'avons dit, ce serait une erreur de les présenter comme ultramontains ; mais ils alliaient à la tradition gallicane un inébranlable attachement au Saint-Siège. Le cardinal de Bernis, ambassadeur à Rome, écrivait le 4 juillet 1786 : « Les cardinaux sont depuis six cents ans les électeurs

nécessaires du chef de l'Eglise; *l'Eglise catholique, à moins qu'elle ne soit détruite de fond en comble, ne pourra exister sans chef, ni ce chef sans une juste autorité.* » Tels avaient été dans le cours du XVIII^e siècle, tels furent jusqu'à la fin de l'ancien régime les principes des évêques français.

Un évêché qui parle ainsi a beau avoir reçu en héritage ce qu'on appelait les maximes gallicanes, on sent qu'il a au cœur l'attachement invincible de Bossuet à l'unité catholique. On peut le mettre à l'épreuve; vienne la constitution civile, elle le trouvera préparé à la résistance dans laquelle semble l'avoir affermi la longue lutte du jansénisme. Tous les pouvoirs publics auront beau cette fois s'armer pour trancher les liens qui le rattachent à Rome, il restera impassible devant la persécution et montrera au monde la fidélité que tout nous fait déjà pressentir. Ces évêques que le nonce Pamphili traite de *cattivo* et de *cattivissimo* à cause de leurs opinions gallicanes, sauront tous affronter l'exil et quelques-uns le martyre pour ne pas se séparer du Saint-Siège.

CHAPITRE NEUVIÈME

Les Evêques et le Jansénisme .

I. Causes de la popularité des jansénistes, malgré leur déclaration de guerre à la nature humaine. — Grands noms de la secte. — Mais c'est une question de doctrine et non de personnes. — L'Eglise se rangea du côté de la liberté. — Ce qui fit durer la querelle deux cents ans, c'est qu'elle mettait aux prises des esprits opposés, les modérés et les rigoristes. — Bossuet se place entre les deux extrêmes. — C'était plus encore une question de morale que de dogme. — Les jansénistes adversaires de ceux qui paraissaient élargir la voie du ciel. — Conséquences de trop de rigorisme. — Diminution des communions constatée par saint Vincent de Paul. — Exclusion des sacrements au XVIII^e siècle. — Outre l'appui qu'il trouvait dans une certaine tendance d'esprit, le jansénisme tirait un grand prestige des vertus austères des prélats qui lui furent favorables, de la vie chrétienne des familles parlementaires. Exemples. — Mais les parlements se déconsidèrent par leur odieuse intrusion dans l'administration des sacrements. — De plus, à côté des beaux caractères, que de petites passions et de haines ! — Portrait des appelants tracé par Massillon. — II. Coup d'œil rapide sur les péripéties de la lutte. Au milieu du XVIII^e siècle deux courants dans l'épiscopat, au sujet de l'attitude à prendre à l'égard du jansénisme : les intransigeants et les modérés, les *Théatins* et les *Feuillants*. — Benoît XIV plus modéré que les premiers. — Beaumont *tête de fer*. — Le jansénisme battu en brèche dans les séminaires. — Grand rôle des Sulpiciens. — Attitude des autres congrégations religieuses, des Universités. — Avec M. de Montazet, archevêque de Lyon, le Jansénisme perd son dernier patron dans l'épiscopat qui a consommé sa ruine. — Du reste, l'attention publique se porte ailleurs. — Le siècle nouveau, fier de la raison, de la nature, du progrès, remplace Dieu par l'homme et le dogme de la déchéance native par le principe de la bonté originelle. — En 1789, les cahiers des trois ordres sont presque muets sur cette question. — Mais le Jansénisme trouve encore des sympathies chez des prêtres et au fond du cœur des légistes, qui vont faire la constitution civile du clergé.

I

Le Jansénisme tint plus de place encore que le gallicanisme dans la polémique religieuse avant la Révolution.

Quelle longue et douloureuse histoire que celle de cette hérésie ! Au début, elle est accueillie, défendue par des hommes auxquels on ne peut refuser son admiration et dont un au moins, Pascal, fut marqué du sceau du génie. Au XVIII^e siècle, elle compte encore comme adhérents d'illustres professeurs de l'Université de Paris. Au talent, à la science, se joignent le plus souvent des habitudes austères et la dignité d'une vie qui commande le respect. Les Jansénistes furent enfin les plus ardents adversaires des Jésuites. En voilà assez pour expliquer leur succès et les éloges qui ne leur ont pas manqué pendant deux siècles.

Leurs défenseurs, séduits par les grands noms du jansénisme, paraissent avoir trop méconnu les motifs qui firent agir l'Église. On oublie tout d'abord qu'il s'agit ici d'une question de doctrine et non de personnes. Les Jansénistes, avec leurs cinq propositions, avec leur système d'une grâce irrésistible ou d'une volonté entraînée par une délectation invincible, ruinaient la liberté qu'ils disaient « exempte de contrainte », mais non « de la nécessité d'agir ». En proclamant que des commandements de Dieu sont impossibles à des justes, que Jésus-Christ n'est pas mort pour tous les hommes, ils apportaient une restriction arbitraire aux conditions du salut et à l'efficacité de la Rédemption. Était-il possible que l'Église gardât le silence sur des assertions plus ou moins renouvelées de Baius et de Calvin, et qui, même au point de vue de la raison, ruinaient la base de la moralité des actions en supprimant le libre arbitre ? A considérer la controverse, je ne dis pas en théologien, mais en philosophe, il est impossible de ne pas reconnaître qu'elle se rangea du côté du bon sens et de la liberté. Et qu'on ne croie pas que les cinq propositions fussent un simple accident dans l'histoire du Jansénisme. Elles en sont l'âme, elles inspirent ses docteurs pendant deux siècles. A voir avec quelle surveillance jalouse, quelle âpreté vigilante, les *Nouvelles ecclésiastiques* dénoncent, jusqu'à la Révolution, les traités de théologie qui écartent cette doctrine, il est facile de voir qu'elle tenait à l'essence

même de l'hérésie et aux entrailles de ses sectateurs. En plein XVIII^e siècle, et quelques années à peine avant 1789, on nous parle encore de « ces grâces fortes et victorieuses qui changent et convertissent en tout temps et en toute circonstance les volontés même les plus rebelles ¹ ».

Mais pour qu'une guerre ait duré ainsi deux cents ans, il fallait qu'il y eût entre les combattants une divergence plus profonde qu'un point de doctrine, lequel est rapidement tranché par l'Église. Ce qui divisait les adversaires plus encore que les fameuses propositions, c'était une tendance d'esprit opposée. On est frappé, en étudiant de près l'existence des solitaires de Port-Royal et de beaucoup de prélats favorables au jansénisme, de l'austérité de leur vie. Ils sont difficiles pour eux-mêmes avant de l'être pour les autres. Le spectacle des désordres qu'ils ont sous les yeux, confirme l'opinion qu'ils professent sur la corruption de notre nature, sur la gravité de notre déchéance originelle. Au flot montant des vices, ils croient devoir opposer la barrière de principes immuables et d'une ferme pénitence. De là leur hostilité contre les prôneurs de règles plus faciles et de ce qu'ils appellent la morale relâchée. Aussi Bossuet, comprenant admirablement ce besoin de sévérité pour elles-mêmes et pour les autres qui tourmente certaines âmes, voulut-il, dans l'assemblée de 1700, faire condamner à la fois par le clergé de France, et le rigorisme outré et la casuistique lâche et fantaisiste de certains théologiens. Déjà, quarante ans auparavant, le grand orateur s'écriait dans l'oraison funèbre de Nicolas Cornet : « Deux maladies dangereuses ont affligé de nos jours le corps de l'Église : il a pris à quelques docteurs une malheureuse et inhumaine complaisance, une pitié meurtrière, qui leur a fait porter des coussins sous les coudes des pécheurs, chercher des couvertures à leurs passions, pour condescendre à leur vanité et flatter leur ignorance affectée. Quelques autres, non moins extrêmes, ont tenu les consciences captives sous des rigueurs très injustes. Ils ne peuvent supporter

1. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1770, p. 41-42.

aucune faiblesse, ils traînent toujours l'enfer après eux et ne fulminent que des anathèmes. L'ennemi de notre salut se sert également des uns et des autres, employant la facilité de ceux-là pour rendre le vice aimable et la sévérité de ceux-ci pour rendre la vertu odieuse. Quels excès terribles et quelles armes opposées!... O faiblesse de l'esprit humain, sans point, sans consistance, seras-tu toujours le jouet des extrémités opposées? Ceux qui sont doux deviennent trop lâches, ceux qui sont fermes deviennent trop durs. Accordez-vous, ô docteurs¹. » Hélas! les docteurs ne s'accordent guère, et moins encore les confesseurs.

Ce qui anime encore les deux camps au XVIII^e siècle, ce qui alimente les polémiques jusqu'à la Révolution, c'est moins une question de dogme qu'une question de morale; c'est moins les propositions de Jansénius ou de Quesnel, bien que toujours présentes à l'esprit des Jansénistes, que la conduite à tenir dans l'administration des sacrements. Arnould avait ouvert avec éclat la discussion dans son livre sur la fréquente communion, qui eut un retentissement extraordinaire. Le problème resta posé, et les Jansénistes continuèrent à exiger fermement des aspirants à la table sainte des épreuves multipliées, de longs délais; on en vint çà et là à rétablir les pénitences publiques. Quand on lit aujourd'hui leurs livres liturgiques et leurs mandements, depuis le *Rituel d'Alet* jusqu'à la lettre pastorale de Montazet sur l'administration des sacrements, on les voit combattre constamment ceux qui semblent élargir la voie du ciel, que l'Évangile dit étroite, et mettre le salut à bas prix. Ils attaquent les « ténèbres enfantées par le probabilisme » et l'usage fréquent des indulgences, qui leur paraissent dispenser, par des concessions gratuites, de tout effort personnel; ils ont en horreur les missions qui appellent en masse les fidèles à la table sainte. Il faut entendre les *Nouvelles ecclésiastiques* reprocher, quelques années avant la Révolution, à l'évêque d'Auxerre « de porter les ravages »

1. Œuvres de BOSSUET, édit. Lachat, t. XII, p. 669-670.

dans son diocèse par les missions qu'il a confiées aux Jésuites. « Ils admettent indistinctement, dit le journal, à la première communion et à la communion pascalle, les mauvais chrétiens, les ivrognes, les impudiques, les scélérats, et portent l'impiété jusqu'à un excès dont l'histoire ne fournit point d'exemple dans le christianisme ¹. » Inutile de faire remarquer que c'est un Janséniste qui parle.

C'est ici une question de mesure. Si trop d'indulgence pousse au relâchement et offre le danger de ne plus tenir le chrétien en haleine, en retour quel mal a pu faire dans plusieurs diocèses de France la quasi suspension des sacrements, sous prétexte que ceux qui en avaient le plus de besoin n'étaient pas assez purs pour les recevoir ! Combien l'Église est mieux inspirée, et plus sagement pratique, en traçant sa route entre les partis extrêmes ! Bossuet, que les *Nouvelles ecclésiastiques* essaient en vain de ranger dans le camp janséniste, puisqu'il affirmait que les cinq propositions « sont l'âme du livre » de Jansénius, eut occasion, nous l'avons vu, de combattre les rigoristes de son temps, de répudier « ceux qui détruisent la piété, qui trouvent partout des crimes nouveaux, et accablent la faiblesse humaine en ajoutant au joug que Dieu nous impose. Qui ne voit, ajoute-t-il, que cette rigueur enfle la présomption, entretient un chagrin superbe et un esprit de fastueuse singularité, fait paraître la vertu trop pesante, l'Évangile excessif, le christianisme impossible ² ». La religion elle-même ne peut exiger, obtenir du commun des hommes, qu'un certain degré de sacrifice. On fatigue, on désespère le chrétien, à force de ne lui montrer, selon la forte expression de Bossuet, que « la face hideuse de son Évangile ». Aussi se plaint-on dès le xvii^e siècle que l'influence des

1. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1784, p. 118; 1785, p. 16.

2. *Œuvres de Bossuet*, édit. Lachat, t. XII, p. 670. Ce passage, contesté par Deforis, porte bien la marque du génie de Bossuet. Du reste, Bossuet dit dans une lettre (lettre LXI, t. XXVI, p. 209) au maréchal de Bellefonds : « Je crois que les propositions sont véritablement dans Jansénius, et qu'elles sont l'âme du livre. Tout ce qu'on dit au contraire me paraît une pure chicane, et une chose inventée pour éviter le jugement de l'Église. »

Jansénistes a eu pour premier résultat une diminution dans la fréquentation des sacrements.

Ils voulaient aux mortels trop de perfection.

Un homme qu'on ne saurait accuser de passion, et qui puisait dans sa sainteté même une clairvoyance supérieure, saint Vincent de Paul, écrivait en 1648 : « La lecture de ce livre (*De la fréquente communion*, par Arnould), au lieu d'affectionner les hommes à la fréquente communion, en retire plutôt. L'on ne voit plus cette hantise du sacrement qu'on voyait non-seulement à Pâques, mais dans les autres temps. Plusieurs curés de Paris se plaignent de ce qu'ils ont bien moins de communions que les années passées. Saint-Sulpice en a trois mille de moins. M. le curé de Saint-Nicolas du Chardonnet, ayant visité les familles de la paroisse en personne et par d'autres, dit dernièrement qu'il a trouvé quinze cents de ses paroissiens qui n'ont pas communie, et ainsi des autres. L'on ne voit quasi plus personne qui s'en approche les premiers dimanches du mois, et guère plus dans les Religions (communautés), si ce n'est aux Jésuites encore un peu ¹. » A Port-Royal, la Mère Angélique Arnould avait donné l'exemple, en s'abstenant pendant cinq mois des sacrements, même à Pâques. Quelques religieuses passèrent dix-huit mois sans communier, sous prétexte d'imiter sainte Marie d'Égypte et d'autres anachorètes.

Si telle était la conséquence de ces doctrines et d'un rigorisme outré en plein xvii^e siècle, qu'on songe aux vides que devaient produire dans les rangs des communiant les mêmes maximes, les mêmes règles appliquées aux chrétiens moins fervents du xviii^e. Les Jansénistes, avec leur tendance d'esprit à la Tertullien, ne voyaient pas qu'ils faisaient désertier l'Eglise, et qu'à force d'épurer les fidèles, de leur refuser ou de leur différer l'absolution, de leur imposer des pénitences privées ou publiques, ils finiraient par n'en avoir point. Mgr de Condorcet en arrivant à Auxerre pour prendre la succes-

1. Lettre de saint VINCENT DE PAUL à d'Horgny, prêtre de la mission.

sion de M. de Caylus, y trouva des personnes de vingt à trente ans, et dont quelques-unes étaient mariées depuis dix ans, qui n'avaient point encore fait leur première communion, parce qu'on ne les avait point jugées dignes de l'absolution.

Spectacle étrange donné par des esprits convaincus mais extrêmes, qui voyant toujours les hommes tels qu'ils devraient être au lieu de traiter avec eux tels qu'ils sont, crient sans cesse à la profanation des sacrements, semblent prendre occasion du relâchement général pour renchérir encore sur les lois de la pénitence, et ne s'aperçoivent pas que, sous prétexte de n'ouvrir les trésors spirituels qu'aux âmes vraiment converties, ils finissent dans quelques diocèses par en priver des populations entières. Les dangers d'un rigorisme outré furent plusieurs fois représentés aux tenants du jansénisme dans l'ancien régime sans les émouvoir. De telles considérations avaient peu de prise sur des hommes trop convaincus de l'indignité de la créature, de la corruption de la nature humaine, pour ne pas la mater sévèrement, et ne permettre qu'après des épreuves réitérées la sublime rencontre de l'âme avec Dieu dans le sacrement de son amour.

Ce qui fit la fortune du Jansénisme, indépendamment de je ne sais quel besoin de pénitence, d'expiation, de sacrifice, ce fut d'être représenté, dans le cours de sa carrière, par des hommes d'une grande élévation morale et d'un fier caractère. Sans rappeler ici les noms illustres de Port-Royal, quelle dignité de vie, quelles habitudes austères ne trouvait-on pas chez un Pavillon, un Noailles, un Fitz-James. La fatalité des circonstances avait placé à la tête du fameux concile d'Embrun pour condamner Soanen, homme fanatique, mais sévère pour lui-même et pour les autres, un prélat vraiment trop ^{xviii}^e siècle, le cardinal de Tencin. On ne pouvait pas contester que de tous les pontifes qui occupèrent le siège de Pamiers, du milieu du ^{xvii}^e siècle à la Révolution, les deux plus grands furent précisément deux évêques qui avaient des attaches jansénistes : M. de Caulet et M. de Verthamon. M. de Caulet, l'un des trois compagnons d'Olier au sé-

minaire de Vaugirard, fut toute sa vie pieux, régulier, austère. Il suivait l'exemple et aussi la direction de son voisin Pavillon, évêque d'Alet. Verthamon fut un de ces prélats dont les vertus, l'ascendant, les bienfaits accumulés dans une longue vie, gravent profondément le nom dans la mémoire des peuples. Un homme, mort quelques années à peine avant la Révolution, M. de Bazin de Bezons, évêque de Carcassonne, qui montra une grande tolérance pour les Jansénistes, s'était fait une place éminente dans l'épiscopat du XVIII^e siècle, par son grand caractère, sa ferveur, sa charité, et l'austérité de sa vie.

Si des pasteurs nous descendons aux fidèles, le jansénisme tirait un nouveau prestige, une recommandation puissante, des exemples des familles parlementaires, qui, sans être toujours acquises à ses doctrines, s'inspiraient souvent de son esprit. La plupart restèrent jusqu'à la Révolution profondément religieuses, et la sève chrétienne circulait puissante encore chez ces magistrats fidèles à entendre tous les jours la messe, à suivre tous les offices de leur paroisse, à lire et méditer l'Écriture Sainte, comme Omer Talon, à observer les lois de l'abstinence et du jeûne. Rares étaient leurs communions que devaient précéder des confessions nombreuses; mais, en fait, le chiffre des communions n'est pas la mesure exacte de la valeur morale d'un fidèle. La pratique de l'Eglise a varié beaucoup sur ce point. Comment oublier, par exemple, que saint Louis faisait à peine dans le courant d'une année les communions qu'on permet aujourd'hui à un simple collégien dans une seule semaine, que la règle de sainte Claire portait sept communions par an pour les Clarisses.

Nous n'avons point ici à juger chez ces parlementaires d'ancien régime le peu de fréquence des pratiques sacramentelles, ni leur habitude de donner peut-être à la crainte de Dieu le pas sur l'amour, dans la direction de leur vie chrétienne. L'excès contraire a aussi ses dangers, et ce n'est point sans péril qu'on se familiarise avec la Majesté du Dieu trois fois saint. Ce que notre époque, très pénétrée de la distinction essentielle du spirituel et du tempo-

rel, n'est pas disposée à pardonner à ces magistrats du XVIII^e siècle, c'est d'avoir mis la main à l'encensoir, c'est leur intrusion scandaleuse dans le domaine réservé à l'Eglise. Au plus fort de la lutte, le clergé obsédé de cette ingérence incessante, disait au roi non sans émotion : « Qui pourrait compter le nombre prodigieux d'arrêts, d'arrêtés, de sentences, de procédures, où les personnes et les choses saintes ont été indignement traitées ? La postérité sera étonnée, en lisant ces événements dans l'histoire de nos jours ; et après que la chaleur des disputes et le feu des passions auront été amortis, les magistrats auteurs de ces événements ou leurs successeurs en croiront à peine leurs yeux, quand ils verront les registres des biens, de l'honneur et de la vie des citoyens, chargés presque à chaque page, pendant quelques années, d'affaires concernant la doctrine ou les sacrements.¹ » C'est bien, en effet, l'impression que nous fait aujourd'hui éprouver cette ingérence inouïe des parlements dans une querelle qui, à notre époque, serait tranchée par des théologiens et non par des robins. Quel est cet usage de la force dans une question qui dépend de la foi et de la conscience ! quel spectacle s'offre à nos yeux ! L'archevêque de Paris, Beaumont, arraché plusieurs fois à son siège parce qu'il n'accepte pas les instructions du pouvoir laïque qui oscille entre les deux camps ; les mandements épiscopaux, les brefs du pape, brûlés par la main du bourreau ; les prêtres violentés, exilés, parce qu'ils refusent les sacrements aux appelants ; les tabernacles forcés de par le roi ; l'absolution, la communion, l'extrême-onction, administrées par arrêt, et Dieu obligé de se laisser conduire là où l'envoie une ordonnance de la cour.

C'était un honneur pour le Jansénisme de rencontrer des sympathies chez des prélats austères et dans certaines familles parlementaires. Mais si de ces hauteurs où nous avons rencontré les convictions fortes, la vie sévère, l'esprit de pénitence et de prière, nous descendons dans

1. Assemblée du clergé de 1760.

l'arène où les passions se heurtent, où les haines s'avivent, où les coups s'entrecroisent, l'histoire du jansénisme est loin d'être un sujet d'édification. Massillon écrivant un jour, pour le détacher de ce parti, à M. de Tourouvre, évêque de Rodez, un des douze prélats qui sollicitèrent Louis XV en faveur de Soanen, lui disait : « Je connais, comme vous savez, le caractère des appelants, et c'est parce que je les connais que dans aucun temps il ne m'a été possible de les goûter : orgueil, amour de la singularité, mépris pour tout ce qui ne pense pas comme eux, quelque rang qu'on puisse tenir dans l'Eglise, partis extrêmes sur tout; hardiesse à décider et à revenir sur ce qu'il y a de mieux établi; nulle règle, nul amour de la paix, une intrigue et une cabale éternelle et puérile; les ignorants, les femmes, les dévotes, les mondains, tout leur est bon. Si vous les connaissez, les voilà. Je les ai toujours vus tels à mes propres yeux pendant près de trente ans que j'ai été à Paris. En vérité, un homme sensé et qui a un peu vécu ne peut que revenir de ce parti, s'il a été capable d'y donner dans ses jeunes ans.¹ »

Les Jansénistes auraient pu objecter à ce portrait qu'il n'était point flatté, et qu'il n'y avait pas que des saints dans le camp opposé. Soit, mais il n'en faut pas moins tenir compte de l'opinion de Massillon connu par son amour de la paix, et qui, bien qu'un peu aigri par les attaques dont il était l'objet de la part des jansénistes, n'était pas un homme passionné. En suivant dans les histoires locales les péripéties de la lutte; en assistant à la signature ou au refus du formulaire, aux accès de fanatisme, aux convulsions, aux transports de personnages graves et souvent par ailleurs extrêmement respectables, à toutes ces passions saintes qui s'agitent dans les centres religieux; en saisissant, sur le vif, à Troyes ou à Auxerre, par exemple, la physionomie d'une guerre sans cesse renaissante, on y voit la preuve que le tableau tracé par Massillon est fidèle. Les chefs eux-mêmes

1. Lettre du 28 février 1728.

furent-ils dans leur attitude exempts de reproches? On souffre de voir Pascal nier qu'il soit de Port-Royal, les Jansénistes les plus éminents s'enfermer dans les misérables subterfuges du fait et du droit, du silence respectueux, répondre par des restrictions secrètes aux restrictions mentales qu'ils reprochaient aux Jésuites, et les plus honorables parmi leurs successeurs du XVIII^e siècle, tels que Rollin, venir s'échouer aux extravagances des convulsionnaires. Au fond, il manqua aux plus recommandables de ces hommes l'esprit de soumission à l'Eglise qui s'était prononcée et une vertu bien chrétienne, l'humilité.

II

Nous n'avons pas l'intention de retracer ici cette fastidieuse querelle. Elle est connue dans ses principaux épisodes. On peut distinguer deux périodes dans l'histoire du jansénisme : la première du livre de Jansénius jusqu'à la bulle *Unigenitus*, donnée en 1713 par Clément XI ; la deuxième depuis 1713 jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Dans la première période elle-même, il y a lieu de signaler trois époques : la première va jusqu'à la condamnation du livre de Jansénius par Innocent XI en 1663 ; à la seconde se rapportent les contestations élevées sur la distinction du fait et du droit jusqu'à la condamnation définitive du silence respectueux par la bulle *Vineam Domini* en 1705 ; la troisième est remplie par les discussions que souleva le livre du P. Quesnel : *Réflexions morales sur le Nouveau Testament*, jusqu'à sa condamnation par la bulle *Unigenitus*. Dans la deuxième période, une première époque de 1713 à 1729, est marquée par la condamnation de Quesnel par la bulle *Unigenitus*, et par l'appel au futur concile. L'appel, dont quatre évêques français donnent l'exemple, envahit comme une contagion les universités, les communautés et les corps religieux, une partie du clergé régulier et séculier, les cours judiciaires. Le mal se propage à l'étranger. Mais la généralité de l'épiscopat tient fermement

à l'enseignement du Saint-Siège et sauve la situation. La seconde époque qui va jusqu'à 1762, date de l'expulsion des Jésuites, est remplie par des conflits entre les deux autorités par rapport aux refus des sacrements. A partir de 1762 jusqu'à la constitution civile du clergé, on peut signaler une troisième phase où le jansénisme, malgré l'expulsion des Jésuites, malgré quatre ou cinq évêques qui lui paraissent favorables, se meurt. C'est surtout de cette dernière époque moins connue que nous avons à parler en quelques mots pour montrer l'attitude de l'épiscopat.

On sait que les *Réflexions morales sur le Nouveau Testament* par le Père Quesnel, furent pour le XVIII^e siècle ce qu'avait été pour le XVII^e l'*Augustinus* de l'évêque d'Ypres. La bulle *Unigenitus*, qui les condamna en 1713, fut le champ de bataille sur lequel acceptants et appelants se combattirent avec un acharnement inouï. Les assemblées du clergé de France firent une guerre persévérante, puissante, au jansénisme et finirent par lui infliger une irrémédiable défaite. Les prélats qui se succédèrent au ministère de la feuille contribuèrent aussi très efficacement à sa ruine par le choix des évêques. Le cardinal Fleury avait presque anéanti le jansénisme en France. Boyer, évêque de Mirepoix, son successeur à la feuille, marcha sur les mêmes traces, mais avec moins de prudence ; il est accusé d'avoir compromis parfois, par un excès de zèle, la cause qu'il voulait servir ¹. Après lui les ministres

1. « Le clergé subit quelque division dans l'affaire de la bulle *Unigenitus*, branche du jansénisme. Des ambitieux s'en emparent. Les Tencin, les Bissy, s'occupaient plus du chapeau de cardinal que du fond de la bulle. Le cardinal de Fleury mit tous ses soins et fit servir tout le poids de l'autorité dont il disposait, à ramener le corps entier du clergé à l'observation de cette bulle. Ce ministre, si modeste pour lui-même, si tempérant dans l'exercice du pouvoir, si réservé en politique, semblait ne retrouver quelque chaleur, j'ai presque dit quelque âcreté, que contre le jansénisme. Disposant de toutes les grâces du prince, de toute la fortune de l'Eglise, il dut rencontrer peu d'opposition. Il fit, autant qu'il put, le clergé anti-janséniste. » DE PRADT, *Les quatre concordats*, I, 438-441. — « Le ministère du cardinal de Fleury avait presque anéanti le jansénisme en France. Les convulsions avaient déjà jeté un grand ridicule sur le parti, les écrivains célèbres qui l'avaient défendu étaient morts ; il ne restait plus qu'un seul évêque suspect, encore avait-il un pied dans le tombeau. Il ne s'agissait plus que de placer dans l'Eglise des sujets d'une doctrine assurée, d'opposer le mépris et le silence aux vains efforts de cette faction expirante, tout était fini. L'Eglise et l'Etat auraient joui d'une tranquillité constante. L'évêque de Mirepoix, à force de zèle et de dureté, a su ranimer les cendres éteintes du jansénisme ; il a été la cause et l'occasion de la protection que

de la feuille sont plus modérés, et c'est son successeur dans ces fonctions, le cardinal de La Rochefoucauld, qui, à l'assemblée de 1755, est à la tête des dix-sept évêques *tolérants*, que l'opinion opposa aux seize prélats *intolérants*. « Nous sommes tous d'accord sur les principes, écrivait Mgr de La Motte, évêque d'Amiens. » Tous étaient déterminés à dénier les sacrements à quiconque rejetait la constitution ; mais ils se divisaient sur la *notoriété du fait* constatant la révolte et autorisant le refus *public* du viatique. L'opinion se mêla de ce différend et baptisa du nom de *Feuillants* les prélats qui suivaient les inspirations de La Rochefoucauld, ministre de la feuille. Les évêques plus rigoureux furent appelés *Théatins*, du nom de Boyer, évêque de Mirepoix et ancien Théatin, auquel ils devaient leur nomination. L'assemblée divisée prit le parti d'en référer au pape. La bulle de Benoît XIV parut trop modérée aux Théatins avec lesquels marchaient Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, et La Motte, évêque d'Amiens. M. de Pressy, évêque de Boulogne, contribua puissamment, par un savant rapport, à ramener l'unité de vue et de conduite parmi le clergé dans l'assemblée de 1760. « En suivant la route tracée par l'encyclique, disait M. de Pressy, on ne pèche ni par défaut, ni par excès ; on n'est ni trop indulgent, ni trop rigide. On n'expose ni le plus auguste sacrement à une profanation scandaleuse, en le donnant à des réfractaires, ni les personnes auxquelles il ne doit pas être refusé publiquement à une diffamation injuste. »

Ce grave incident de l'assemblée de 1755 était important à connaître, parce qu'il nous montre les évêques de France, dans leur lutte contre le jansénisme, les uns plus sévères, plus inflexibles, plus inexorables, les autres plus tolérants, amoureux de la paix et prêts à faire toutes les concessions compatibles avec les principes. Parmi les premiers, le lecteur a déjà nommé Beaumont, archevêque de Paris. Caractère indomptable dans un siècle où trop de fronts s'inclinent devant la faveur et l'opinion triomphante ; âme

paraissaient lui accorder les parlements. En un mot, le parti a repris toutes ses forces. N'aurait-il pas été plus sage de le laisser expirer dans une agonie lente ? » *Mémoires* de BERNIS, I, 83.

haute, désintéressée, que nul dans sa vie d'éternels combats, ne soupçonna de partir en guerre pour d'autres intérêts que ceux de la foi. Mais il semble que ce prélat eut l'excès de ses qualités, qu'il lui manqua, pour gagner les cœurs, l'amour de la paix et un peu de cet esprit de conciliation, qui souvent est non faiblesse mais clairvoyance, et dont Benoit XIV lui donna l'exemple dans son encyclique ¹. On a beau prendre pour devise : *Impavidum ferient ruinæ* ; encore faut-il éviter de multiplier les ruines pour le plaisir de faire bonne contenance sous l'avalanche. Les contemporains, les admirateurs de Beaumont le flattaient en l'appelant *Athanase français*, bien que sa résistance opiniâtre à l'écœurante ingérence du parlement dans les choses de la foi, ait fait de lui le plus ardent apôtre de la liberté religieuse au XVIII^e siècle. Un jour, au fort de la lutte entre le clergé et les parlements, M^{me} de Pompadour, voyant Louis XV très irrité, lui demanda : « Qu'avez-vous donc ? — Les grandes robes (les magistrats) et le clergé, répondit le roi, sont toujours aux couteaux tirés. Ils me désolent par leurs querelles, mais je déteste bien plus les grandes robes. Mon clergé au fond m'est attaché et fidèle, les autres voudraient me mettre en tutelle. — La fermeté, disait la marquise, peut seule les réduire. — Robert de Saint-Vincent, reprenait le roi, est un boute-feu que je voudrais pouvoir exiler, mais ce sera un train terrible. D'un autre côté, l'archevêque est une tête de fer qui cherche querelle ². »

1. Dans les lettres adressées par Benoit XIV au chanoine Peggi et publiées par le docteur Kraus, on lit ce passage : « Dans votre lettre, écrit le pape, vous nous avez exposé vos sages réflexions sur les questions de la grâce. Nous vous dirons les nôtres et les voici : Toutes les disputes disparaîtraient si un des partis adverses cessait de s'en occuper, mais tant que les deux s'en occuperont, la discussion durera, au grand préjudice de la charité chrétienne et aussi de la république des lettres, car on voit s'absorber uniquement en elle des esprits qui pourraient faire en d'autres matières les progrès les plus importants. » Bossuet, dans la lettre adressée au maréchal de Bellefonds, où il affirmait l'existence des cinq propositions dans le livre de Jansénius, ajoutait : « Comme la chose était à un point qu'on ne pouvait pas pousser à toute rigueur la signature du formulaire, sans causer de grands désordres et sans faire un schisme, l'Eglise a fait selon sa prudence s'accommoder cette affaire, et de supporter par charité et condescendance les scrupules que de saints évêques (Pavillon, évêque d'Alet, Caulet, évêque de Pamiers, Buzenval, évêque de Beauvais, Arnaud, évêque d'Angers), et des prêtres, d'ailleurs attachés à l'Eglise, ont eus sur le fait. »

2. *Mémoires* de M^{me} du HAUSSET, collection Barrière, t. III, p. 72. — Bernis, dont le lecteur pourra ne pas prendre les appréciations comme règle de ses jugements, dit : « Les billets de confession (que Beaumont faisait exiger des mourants) avaient excité une grande fermentation dans la capitale et une

L'ingérence des parlements dans l'administration des sacrements devait s'user par ses excès mêmes, et la marche tracée par Benoît XIV allait être adoptée par la très grande majorité des évêques, qui se montrent de plus en plus conciliants à mesure qu'on approche de la Révolution et ramènent les esprits vers l'unité. Nous assistons à la défaite progressive et définitive du jansénisme.

L'enseignement contribua puissamment à ce résultat. Le plus sûr moyen d'éclaircir les rangs des Jansénistes et d'éteindre peu à peu les sympathies qu'ils pouvaient avoir dans le clergé, c'était d'élever les séminaristes dans des idées opposées à leurs doctrines. Une congrégation entre toutes se chargea de cette mission, et mérita par son opposition séculaire à Jansénius les anathèmes de ses partisans, depuis Saint-Simon jusqu'au dernier rédacteur des *Nouvelles ecclésiastiques*, c'est la congrégation de Saint-Sulpice. A voir avec quelle âpreté, quelle persévérance ce journal dénonce, jusqu'à la fin de l'ancien régime, l'enseignement des Sulpiciens et les évêques qui leur confient leurs séminaires, il est impossible de ne point reconnaître qu'ils furent, par la direction donnée aux générations nouvelles qui entraient dans la cléricature, les principaux artisans de la défaite du jansénisme¹. Les Lazaristes partagent avec les Sulpiciens, mais dans des proportions moindres, l'hostilité des Jansénistes. Ceux-ci n'avaient jamais pardonné à Vincent de Paul de n'avoir point été des leurs. Les disciples du saint, ayant gardé son esprit et ses sentiments, furent regardés jusqu'à la fin comme des ennemis. Ils avaient aux yeux des Jansénistes le double tort de donner dans leurs sémi-

plus grande dans les parlements. La rigueur d'une discipline toute nouvelle en cette matière, et qui privait des sacrements ceux qui ne s'y soumettaient pas, n'était ni nécessaire ni admissible. Il était imprudent de chercher à établir une inquisition si rigoureuse et dont les moindres suites étaient le scandale public et le murmure général... L'archevêque de Paris, en faisant ôter au parlement la surintendance de l'hôpital général, arma tout ce grand corps contre lui. » Bernis, parlant d'une entrevue avec Beaumont, pour affaire de jansénisme, dit qu'il se heurta à « son inflexibilité... Comme il me parlait sans cesse de sa conscience qui lui défendait de se prêter à aucun tempérament, il m'est échappé de lui dire que sa conscience était une lanterne sourde qui n'éclairait que lui ». *Mémoires de BERNIS*, I, 318, II, 56.

1. Cf. *Nouvelles ecclésiastiques* : 1770, p. 41, 42 ; 1781, p. 195-196 ; 1783, p. 142, 167 ; 1784, p. 142 ; 1785, p. 138 ; 1786, p. 103, 106 ; 1789 p. 103, 172 ; 1790, p. 61, 62, 139, 140.

naires un enseignement contraire aux maximes de la secte, et d'apporter dans leurs missions des facilités et une indulgence qu'elle continuait à condamner¹.

Les Universités elles-mêmes ne procuraient pas grande satisfaction. Bien loin était le temps où la Faculté de Paris résistait à la bulle *Unigenitus*. N'avait-on pas vu ses docteurs approuver en masse les *Actes* de l'Assemblée du clergé de 1765 ? Il avait fallu l'intervention du parlement et du comte de Saint-Florentin pour les empêcher de rendre cette adhésion publique. Dans son courroux, la gazette janséniste décoche à cette institution séculaire l'épithète de *vieille carcasse*. Ces injures n'étaient point faites pour la convertir. Pendant la Révolution, tous les professeurs de Sorbonne et de Navarre refusèrent le serment à la constitution civile du clergé, aussi bien que tous les professeurs des séminaires. Comment compter sur le maintien des bons principes en province quand ils succombent dans la capitale ? L'Université de Toulouse fait gémir par son molénisme la gazette janséniste. Celle de Poitiers, qui avait toujours fait une guerre acharnée aux Jésuites, voit son influence annihilée par l'évêque, le terrible Beaupoil de Sainte-Aulaire, qui soustrait à son enseignement presque toute la jeunesse ecclésiastique. Dans cette déroute, les Jansénistes comptent, du moins, des sympathies et des concours chez les Oratoriens, les Dominicains, les Doctrinaires. Et encore que de désertions dans ces congrégations où à peine la petite minorité leur reste fidèle² ! Pour comble de malheur, les manuels de plus en plus répandus dans les séminaires échappaient complètement à la tradition janséniste. Un disciple de Jansénius ne pouvait parler, sans se voiler la face, de Collet, de Tournely, de la théologie de Poitiers, de la théologie de Rouen, et même des conférences d'Angers. Toutes ses sympathies étaient pour la théologie de Lyon que l'Oratorien Valla venait de publier, en 1784, sous le patronage de M. de Montazet. A l'action si puis-

1. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1776, p. 31 ; 1779, p. 162.

2. *Nouvelles ecclésiastiques*, années 1763, 1767, 1773, 1775, 1777, 1779, 1780, 1785, 1786.

sante de l'éducation, l'Eglise ajoutait, au besoin, le serment au formulaire, qui fut plus ou moins exigé jusqu'à la Révolution, des ordinands, des candidats aux bénéfices et à un emploi quelconque, surtout dans les diocèses qui avaient eu des évêques suspects de sympathies pour les Jansénistes.

Ceux-ci venaient de perdre, à la veille de la Révolution, leur dernier protecteur en M. de Montazet, archevêque de Lyon. Formé à l'école de M. de Fitz-James, évêque de Soissons, dont il fut grand-vicaire, il avait reconnu comme lui l'autorité des constitutions pontificales, tout en proclamant presque tous les principes des appelants. Il s'était laissé entourer des plus ardents d'entre eux, et Lyon semblait devenu la place forte du jansénisme. Montazet eut la douleur de voir se renouveler dans son diocèse les folies des convulsionnaires. On devine l'émotion que dut causer au parti la disparition d'un prélat qu'on n'appelait plus que le primat des Gaules, qui avait causé tant d'embarras à Christophe de Beaumont, qui, par ses idées, par les publications qu'il couvrait de son autorité, en particulier la théologie de Lyon, par sa longue carrière épiscopale, apparaissait comme la protection vivante et le dernier rempart du jansénisme. A sa mort, les *Nouvelles* racontaient d'une façon tragique la révolution immédiate qui s'accomplit et la cérémonie de l'acceptation du serment du formulaire, que le successeur de M. de Montazet, M. de Marbeuf, imposa à toute la jeunesse ecclésiastique¹. Des quatre prélats qui, sans être acquis doctrinalement au parti, avaient refusé de souscrire aux Actes de l'Assemblée de 1765, sur la triple question des attaques de l'incrédulité, des droits de l'Eglise et du jansénisme, (M. de Noé, évêque de Lescar, M. de Beauteville, évêque d'Alais, M. de Bezons, évêque de Carcassonne ; M. de Montazet, archevêque de Lyon), un seul, M. de Noé, était vivant quand sonna la Révolution. Et même ce prélat avait donné si peu de gages au parti que son nom n'est pas prononcé dans les *Nouvelles*.

1. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1789, p. 105-111.

Ce qui était plus grave peut-être pour le jansénisme que la mort de ses protecteurs et les condamnations dont il avait été frappé, c'est qu'il ne tenait plus de place dans les préoccupations de l'esprit public. Le temps était loin où les questions de la grâce passionnaient l'opinion, où un Corneille pouvait y faire allusion dans ses tragédies. Cent ans expliquent à peine la révolution profonde qui s'est opérée sur ce point, comme sur tant d'autres, du ^{xvii}^e au ^{xviii}^e siècle. Le pessimisme janséniste devait avoir pour réaction à la longue un dangereux optimisme. Cette pauvre nature humaine que les Jansénistes nous présentent avec complaisance comme infectée par le péché originel, accablée sous le poids de sa corruption native, incapable d'un généreux sentiment, d'une bonne action, est montrée au ^{xviii}^e siècle dans un état de santé parfaite, en pleine possession de ses forces, sans qu'il soit nécessaire de recourir à un secours surnaturel pour la conduire à sa fin. En face de Rollin, représentant dans l'université la tradition janséniste, et affirmant qu'il y a dans le cœur de l'homme depuis sa déchéance « une *malheureuse fécondité pour le mal*, qui altère bientôt dans les enfants le peu de bonnes dispositions qui y restent », s'est dressé l'éducateur d'*Emile*, Rousseau, qui pose en « maxime incontestable que les premiers mouvements de la nature sont toujours droits. Il n'y a point de perversité originelle dans le cœur humain ». Puisque les mouvements de la nature, de cette nature que Port-Royal ne pouvait assez mater par de trop sévères pénitences, sont toujours bons, il n'y a, d'après Rousseau, qu'à se livrer à ses penchants pour pratiquer la vertu. Car, ajoute-t-il, « à force d'outrer tous les devoirs, le christianisme les rend impraticables et vains ¹ ».

Le dogme de la *bonté originelle* vient donc remplacer, au ^{xviii}^e siècle, le dogme du péché originel. La raison humaine tant déprimée par Pascal et les Jansénistes, prend hardiment le pas sur la foi. Fièvre de ses décou-

1. *Emile*, livre V.

vertes dans tous les ordres de connaissances, enivrée, en particulier, de ses triomphes dans les sciences mathématiques, physiques et naturelles, exaltée par les théories du progrès indéfini, elle est vraiment reine du siècle. Ce n'est point elle qui accepterait aujourd'hui l'objurgation hautaine que lui adressaient cent ans auparavant un Pascal ou un Bossuet : Tais-toi, raison orgueilleuse. La raison ne se tait pas : elle parle, veut se faire écouter, et monte, monte toujours dans l'opinion qu'on a d'elle et qu'elle a d'elle-même. On peut prévoir le moment où on lui élèvera des autels, où elle sera déesse, *la déesse Raison*.

Mais que devient l'esprit janséniste dans ce bouleversement des idées anciennes ? Dieu à qui il a voulu constamment rapporter le tout de l'homme, au risque de ruiner notre libre arbitre, disparaît de ce théâtre du monde et de l'âme, où non seulement Port-Royal, mais encore les chrétiens de tous les âges s'efforçaient de lui attribuer le premier rôle. Voilà que l'homme prend sa place. L'homme, ce « monstre », ce « chaos », cet « imbécile ver de terre », ce « cloaque d'incertitude et d'erreur », comme l'appelle Pascal, ne prend plus la peine de discuter ces injures, tant il se sent maître de l'univers par sa raison. Si les Jansénistes du XVIII^e siècle s'avisent de le rappeler à la modestie au nom de leurs théories surannées, une réponse méprisante de Voltaire ou de quelque autre philosophe, leur signifie qu'ils n'aient plus à ennuyer le public de leurs convulsions et de leurs prétendus miracles, de leurs éternelles « rapsodies sur la grâce et la déchéance ». Comme si cette volte-face des idées ne suffisait point à détourner l'attention du Jansénisme, les questions sociales et politiques étaient venues captiver l'opinion publique sur la fin de l'ancien régime. Oh ! comme on était loin de la grâce irrésistible et de la délectation dominante. Un contemporain, le duc de Lévis, a pu dire au sujet des doctrines économiques, des assemblées provinciales, qui passionnèrent les esprits plusieurs années avant la Révolution : « On ne songeait guère à Jansénius, et le fameux diacre Pâris était déjà aussi loin de nous que Nostradamus. »

Rien ne paraît moins préoccuper les électeurs, en 1789, que l'affaire du jansénisme. Néanmoins, cette doctrine réside au fond du cœur des nombreux hommes de loi que les élections envoient aux États généraux, et trouvera aussi de l'écho dans une certaine partie du clergé inférieur. Laissez la Constituante, une fois sortie des discussions orageuses qui marquent son début et du vote de ses grandes lois d'État, aborder la constitution civile du clergé, la secte qui a gardé la rancune d'anciennes persécutions, va présider à l'organisation de la nouvelle Église. Camus triomphera de Louis XIV; le comité ecclésiastique vengera les cendres de Port-Royal, et les législateurs jansénistes, qui ont tant parlé de rendre au clergé l'organisation de la primitive Église, le ramèneront, en effet, au martyre.



TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.	v
------------------	---

LIVRE PREMIER

SITUATION SOCIALE ET POLITIQUE

Origine et prérogatives des Evêques

CHAPITRE PREMIER. — Choix exclusif des évêques dans la noblesse.	I
CHAPITRE II. — Les hautes situations de l'Eglise occupées par les grandes familles.	10
CHAPITRE III. — Titres fastueux et prérogatives des évêques.	34

Grandeur des Evêques dans leur province

CHAPITRE IV. — Les évêques dans leur ville épiscopale. . .	56
CHAPITRE V. — Faste des évêques.	80
CHAPITRE VI. — Opulence et dettes des évêques. . . .	103

Administration temporelle

CHAPITRE VII. — Engouement pour les affaires publiques.	135
CHAPITRE VIII. — Les évêques en pays d'Etats.	140
CHAPITRE IX. — Les évêques aux assemblées provinciales.	158
CHAPITRE X. — Deux camps dans l'Episcopat.	170

Le Roi. — La Politique

CHAPITRE XI. — Le culte du roi.	183
CHAPITRE XII. — Clergé et intrigues de cour.	205
CHAPITRE XIII. — Compétitions politiques.	240

LIVRE DEUXIÈME**ADMINISTRATION EPISCOPALE****Le Gouvernement**

CHAPITRE PREMIER. — Durée des Administrations épiscopales.	271
CHAPITRE II. — La résidence.	283
CHAPITRE III. — Légions de grands vicaires.	314
CHAPITRE IV. — Rapports de l'évêque avec son clergé.	336
CHAPITRE V. — Rapports des évêques avec leur peuple.	350

Les Œuvres

CHAPITRE VI. — Les évêques et la charité.	375
CHAPITRE VII. — Les évêques et l'instruction publique.	422

Les Doctrines

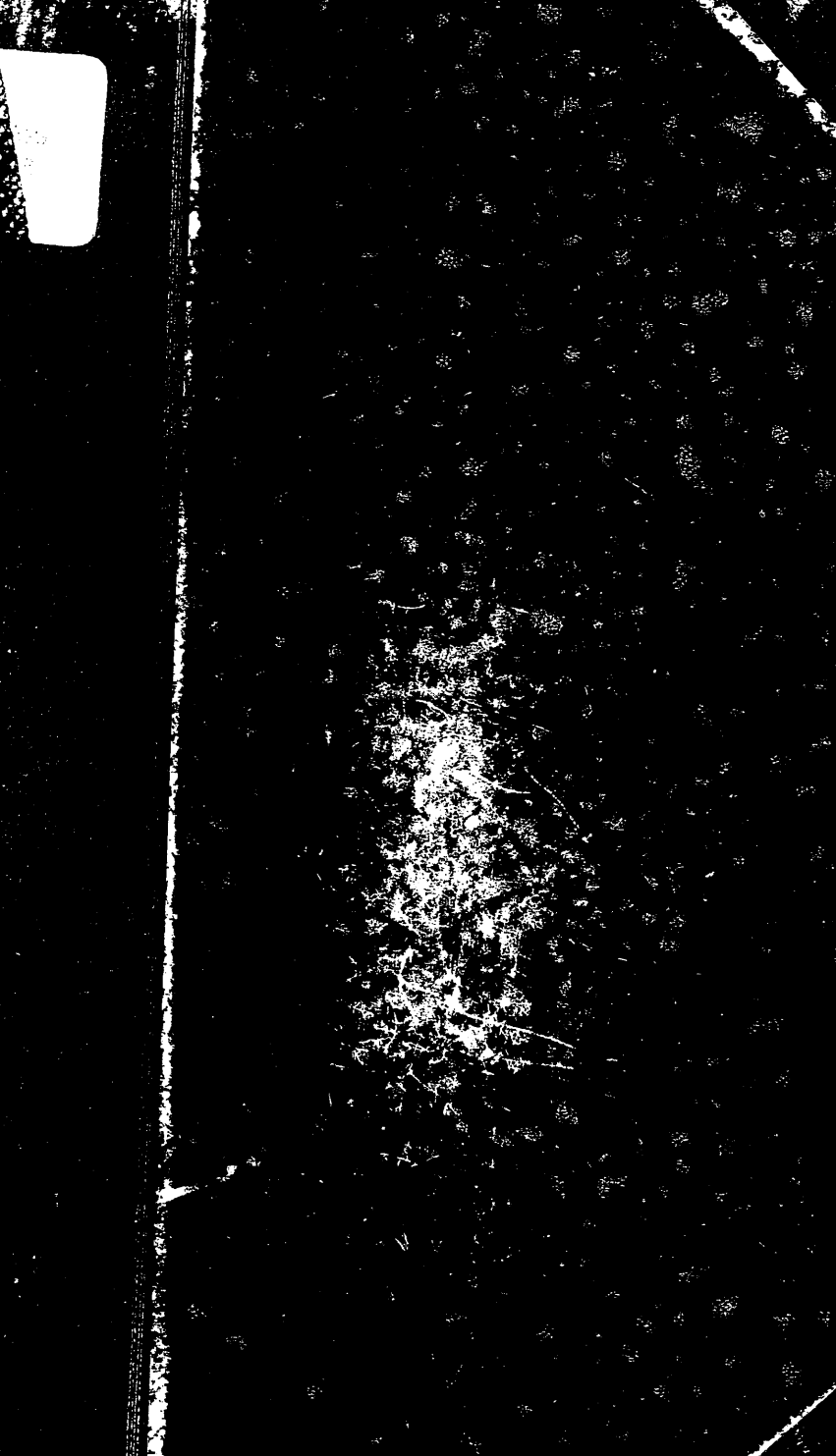
CHAPITRE VIII. — Les évêques et le gallicanisme.	445
CHAPITRE IX. — Les évêques et le Jansénisme.	462



UNIVERSITY OF CHICAGO



15 620 987



Class FG Hist. Book Sil

GIVEN BY

<i>Subject No.</i>	<i>On page</i>	<i>Subject No.</i>	<i>On page</i>
--------------------	----------------	--------------------	----------------

CARDS MADE



THE
L'ABBE SICARD
CHICAGO LIBRARY

L'ANCIEN CLERGÉ

DE FRANCE

II

LES ÉVÊQUES

PENDANT

LA RÉVOLUTION

Deuxième édition

PARIS
LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE

90, RUE BONAPARTE, 90

—
1899

YV 1000
70
YRABBU 1000

BX1529
S6

~~BTV~~

LIVRE PREMIER

VALEUR MORALE DE L'ÉPISCOPAT

CHAPITRE PREMIER

Choix des évêques et des cardinaux

Une épreuve terrible attend l'épiscopat. — Comment il était préparé à l'affronter. Ses qualités morales. — I. Le choix des évêques est meilleur, durant les 150 ans qui précèdent la Révolution, que ne pourraient le faire craindre les ambitions de famille et les intrigues de cour. — Le pouvoir qui nomme a conscience de sa responsabilité. — II. Grands abus légués par le XVI^e siècle. — Evêchés donnés à des laïcs, à des enfants. — Appétits des maisons de Bourbon et de Lorraine. — Evêques qui ne sont pas dans les ordres. — Evêchés héréditaires. — Habitudes séculières et humeur belliqueuse de tels évêques. — Les « prélats de l'Eglise militante » sous Richelieu. — III. Le concile de Trente veut réformer. — Les nominations épiscopales de Richelieu. — Vincent de Paul au *conseil de conscience*. — Les choix peu scrupuleux de Mazarin. — Ils sont meilleurs avec Louis XIV. — Tenue ecclésiastique. — Quand tomba la barbe, la moustache? — Les Jésuites confesseurs du roi, transformés en ministres. — Les Pères La Chaise et Le Tellier chargés de la feuille. — Les nominations du régent. — IV. Liberté d'allures laissée aux cardinaux qui sont princes moitié ecclésiastiques, moitié civils. — Maisons princières qui poussent les enfants à la pourpre pour leur faire une grande situation. — Un cardinal de Guise, non engagé dans les ordres, qui se marie pour sauver le duché de Lorraine. — Les cardinaux sous Louis XIV et Louis XV. — Impression qu'ils font sur Rome par leur pouvoir et leur opulence. — Les derniers cardinaux d'ancien régime. — V. Les ministres de la feuille au XVIII^e siècle. — Bons choix faits par le cardinal Fleury, aidé du supérieur de Saint-Sulpice. — Son successeur à la feuille, Boyer, évêque de Mirepoix, continue ces traditions avec plus de raideur. — Après Boyer, vient le cardinal de la Rochefoucauld, plus conciliant, mais très digne. — La feuille passe ensuite aux mains indignes de Jarente, évêque d'Orléans. — Ses succes-

seurs, le cardinal de la Roche-Aymon, Marbeuf, évêque d'Autun, sont bons, quoique très attaqués. — Excellents choix de Mgr de Pompignan, dernier ministre de la feuille. — VI. Les ministres de la feuille depuis 150 ans, ont fait généralement les nominations épiscopales avec conscience. — Mais des exceptions regrettables, des scandales partiels provoquent des attaques contre la feuille en 1789.

Jamais, dans le cours de sa longue histoire, l'épiscopat des Gaules n'avait traversé une crise pareille à celle que fit éclater la Révolution. Ni l'invasion des barbares, ni les siècles de fer du moyen âge, ni la tempête du protestantisme, ne nous présentent cette catastrophe immense et soudaine dans laquelle parut sombrer, avec la royauté nationale, avec la fortune, la situation sociale et politique de l'Eglise de France, l'unité religieuse elle-même. On pouvait se demander comment des hommes attachés à leur roi par les liens les plus tendres et les plus forts, accueilleraient la transformation profonde qui allait s'opérer dans la constitution; comment des prélats élevés dans les principes gallicans, dans le respect de la déclaration de 1682, se conduiraient dans une lutte où il s'agissait de séparer presque complètement la France de Rome; comment de grands seigneurs entourés d'hommages, bercés dans le luxe et l'opulence, supporteraient la persécution, l'exil et la misère. Un tel sujet, intéressant en tout temps, emprunte aux circonstances présentes, aux débats qui s'agitent avec passion autour de nous, une véritable actualité.

Avant de montrer les évêques de l'ancien régime aux prises avec la terrible épreuve qui les attend, il convient de se demander comment ils y étaient préparés. Dans ce but, faisons avec eux connaissance plus intime. Nous savons tout l'éclat, toutes les pompes de leur situation séculière. Nobles, riches, souvent princes, ducs; comtes, barons de leur ville épiscopale, présidents des assemblées diocésaines ou provinciales, des pays d'Etat, au besoin adminis-

trateurs civils et promoteurs de toutes les mesures favorables au bien-être de leurs peuples, admis près du cœur et de la personne du roi, ils nous sont apparus avec un prestige temporel, une illustration de race, avec des dignités humaines, avec un rôle politique et social dont on chercherait en vain la trace dans l'épiscopat français de notre époque ¹. Enfin l'étude de leur administration diocésaine nous a montré plus particulièrement en eux l'évêque.

Après les avoir regardés en quelque sorte par le dehors, il s'agirait maintenant de les observer de plus près, de nous demander ce qu'ils étaient comme hommes, comme prêtres, quelles étaient leurs vertus, leur valeur morale, avec quelle dignité de vie, quelle force de caractère ils allaient affronter la grande crise qui se prépare.

I

Peut-on aborder un pareil sujet sans crainte ? Le recrutement à peu près exclusif des évêques dans la noblesse, les compétitions des familles, ardentes à pousser leurs membres dans les grandes situations ecclésiastiques, ne font-ils point redouter des ordinations et des promotions aux plus hautes charges sans vocation véritable. Il n'était pas facile, même au roi de France, de suivre les impulsions de sa conscience au milieu du tourbillon d'intrigues qui s'agitaient autour de lui. Il fallait savoir la vérité, ce qui ne fut jamais aisé aux princes ; il fallait ensuite résister à un véritable assaut de recommandations, de protections venant de toutes parts. Qu'on

1. Voyez notre ouvrage : *L'Ancien Clergé de France. Les évêques avant la Révolution*. Un beau volume in-8 de 523 pages. Prix 6 fr. — Librairie Lecoffre, 90 rue Bonaparte, Paris.

se figure ce monde de la cour où ministres, maréchaux, grand-maître, grand-chambellan, gentilshommes de la chambre, capitaines des gardes du corps, dames d'honneur, dames du palais et princesses, parfois maîtresses royales, avaient un candidat à pousser aux premières dignités de l'Eglise ; qu'on se représente ce siècle si différent du nôtre, où l'esprit public avait des tolérances qu'on ne lui ferait point accepter aujourd'hui, où un Dubois pouvait s'emparer du siège de Fénelon et du chapeau de cardinal, où l'affaire du collier était possible, où Louis XVI est amené à prendre pour premier ministre ce Loménie de Brienne qu'il méprise, et on comprendra à travers quel réseau d'inextricables difficultés devait se mouvoir le ministre des nominations ecclésiastiques.

Saint-Simon a raconté d'une façon piquante les compétitions qui s'élevèrent au dix-septième siècle entre l'abbé de Bouillon et l'abbé Le Tellier, le premier poussé par son oncle, Turenne, l'autre par son père et son frère, Le Tellier et Louvois¹. Voilà un Le Tellier coad-

1. L'abbé Le Tellier, grâce à l'appui de sa famille, obtient, à vingt-sept ans la coadjutorerie de Reims. « M. de Turenne, qui n'aimait pas M. de Louvois ni guère mieux M. Le Tellier, en fut piqué au dernier point. C'était de plus un morceau unique qu'il convoitait pour son neveu, qui déjà plein d'ambition fut ennuyé de se le voir ôter, et par l'abbé Le Tellier. » Turenne apporta dans cette affaire « l'attachement extrême qu'il eut pour les grandeurs et les distinctions de sa maison qui, toute sa vie, le conduisit et fut sa passion dominante. » Il avait recommandé chaudement l'abbé de Bouillon à M. de Péréfixe, archevêque de Paris. Pour le dédommager du triomphe de Le Tellier à Reims, « ils imaginèrent la coadjutorerie de Paris et, avec les avances d'amitié intime qu'ils avaient avec M. de Péréfixe, ils le lui persuadèrent si bien et si tôt qu'il ne le désira pas moins passionnément qu'eux. » Péréfixe s'en ouvrit au roi. « M. de Turenne vint au secours qui s'y mit tout entier comme pour un coup de partie. Le roi, dans l'embarras du refus à M. de Péréfixe qu'il aimait et qu'il considérait fort, et encore plus à M. de Turenne dans la posture où il était, et qui était pourtant résolu de ne hasarder pas de faire un second coadjuteur de Retz, en sortit par proposer à M. de Turenne sa nomination au cardinalat au lieu de la coadjutorie, et se trouva heureux et obligé à M. de Turenne de ce qu'il voulut bien l'accepter. » (Saint-Simon, *Mémoires*, éd. in-12, t. I, p. 373-375.)

juteur de Reims à vingt-sept ans, grâce à la protection des siens ; voilà l'abbé de Bouillon cardinal à vingt-six ans, parce qu'il est le neveu de Turenne, et parce que Louis XIV aime mieux en faire un cardinal qu'un coadjuteur de Paris, craignant de préparer un nouveau Retz. Plusieurs fois, dans la suite et au dix-huitième siècle, des ambitions de famille engagèrent dans la carrière et les honneurs ecclésiastiques des sujets qui auraient dû rester dans le monde.

Malgré tant d'interventions intéressées et aveugles, tant de cabales des courtisans, tant d'indulgence dans l'opinion, tant de causes de relâchement, tant d'écueils et tant d'obstacles semés sur les pas des ministres de la feuille, l'épiscopat français était à la veille de la Révolution, bien plus régulier, bien plus recommandable qu'on ne le pense généralement et que ne l'ont dit la plupart des historiens. L'on juge des évêques de 1789 par les scandales d'un Jarente, d'un Brienne, d'un Rohan, d'un Talleyrand ; mais il y aurait complète injustice à généraliser. Au fond, l'histoire des nominations épiscopales durant les cent cinquante ans qui précèdent la Révolution, nous montre les rois de France et leurs conseillers résolus, à travers quelques défaillances malheureuses, à n'ouvrir les portes de l'épiscopat qu'à des sujets capables d'en remplir les devoirs. Ici la charge était trop importante, le malheur d'y appeler un indigne trop irréparable, pour que des princes chrétiens fissent leurs choix sans discernement. A défaut de religion, l'esprit politique et le sens administratif leur eussent imposé la prudence.

II

Le XVI^e siècle avait légué de grands abus à l'Eglise de France. Henri IV ne craignait pas de livrer évêchés et abbayes aux seigneurs et aux magistrats de son parti. Crillon seul tenait deux archevêchés, trois évêchés et une abbaye. Le protestant Sully jouissait de quatre abbayes.

Le moyen âge avait vu des évêchés donnés en douaire et constituer la dot des femmes. Le XVI^e siècle, la première moitié du XVII^e nous montrent des enfants pourvus d'évêchés. Les maisons de Lorraine et de Bourbon se faisaient adjuger les plus beaux sièges. On a de la peine à compter, par exemple, les évêchés et les abbayes accumulés simultanément sur la tête du cardinal Jean V¹

1. En 1501, Jean V de Lorraine, âgé de quatre ans, obtint d'Alexandre VI des bulles de coadjuteur de son grand oncle, Henri de Lorraine-Vaudemont, évêque de Metz, à condition de n'exercer ses pouvoirs qu'à sa vingtième année. L'oncle étant mort en 1505, le neveu prend, en 1508, possession de cet évêché. Il s'en démet en 1529, en faveur de Nicolas de Lorraine, son neveu, enfant de *quatre ans*, se réservant d'y rentrer en cas d'abdication de son successeur. De fait, Nicolas, qui avait pris possession de son siège à sa vingtième année, abdique, en 1548, pour se marier et devient duc de Mercœur. Alors Jean de Lorraine, son oncle, reprend l'administration de l'église de Metz et la garde jusqu'à sa mort. A l'évêché de Metz, Jean de Lorraine, nommé cardinal par Léon X en 1518, ajoute successivement ou possède simultanément plusieurs évêchés et abbayes. Nous le voyons administrateur de l'évêché de Toul en 1517, de Téroüanne en 1518, fait cardinal par Léon X la même année. Il obtient l'archevêché de Narbonne en 1520, les évêchés de Valence et de Die en 1521, qu'il n'a plus en 1524. Il a l'évêché de Verdun de 1523 à 1544. Postulé en 1524 pour le siège de Lugon, il en obtient les bulles, mais n'en prend pas possession, car il le cède en 1525 à Louis de Bourbon. En 1533, il reçoit l'archevêché de Reims, en 1535 l'évêché d'Albi, en 1537 l'archevêché de Lyon. Il garde ces deux derniers le reste de sa vie avec l'évêché d'Agen, qu'il obtint en 1541, et celui de Nantes qui lui fut accordé en 1542. — Les évêchés ne suffisaient pas à ce privilégié. Il lui fallait des abbayes. Jean V eut, dès sa jeunesse, l'abbaye de Gorze qu'il céda à son neveu, de Fécamp en 1523, de Cluny dont il fut premier abbé commendataire en 1529, de St-Jean de Laon en 1533, (il la garda

de Lorraine. Il semble que les plus riches bénéfices du royaume n'aient d'autre destination que d'alimenter son opulence. Son neveu, le fameux cardinal Charles de Lorraine, frère du duc François de Guise, trouve des abbayes dans son berceau, est archevêque de Reims à quatorze ans, cardinal à vingt-trois. En 1610, Louis III de Lorraine, cardinal de Guise, archevêque de Reims, ne peut sacrer Louis XIII parce qu'il n'est que sous-diacre.

Quelques années plus tard, en 1629, Henri III de Lorraine-Guise est nommé à quinze ans archevêque de Reims. En 1616, à peine âgé de deux ans, il a hérité de son oncle, le cardinal de Joyeuse, de six abbayes dont le pape a dû confier l'administration à Bérulle, supérieur de l'Oratoire. En 1629, la mort de son frère aîné et de son père, en le faisant duc de Guise, permet à cet étrange évêque, qui n'était pas entré dans les ordres, d'abandonner la carrière ecclésiastique qu'il détestait. Alors commence pour lui une vie d'aventures héroïques et galantes. Beau, chevaleresque, entreprenant, téméraire, véritable portrait, dit Madame de Motteville, des anciens paladins, on le voit guerroyer en tout pays, conquérir et perdre le royaume de Naples, lutter pour et contre Mazarin, faire cent folies, finir par être grand-chambellan et donner un carrousel qui fit sensation.

A la mort de Charles de Lorraine, les chanoines de Metz ne craignirent pas de porter leur vote sur un en-

deux ans), de St-Germer en 1536, de St-Médard de Soissons en 1536 (il s'en démit en 1540), de Marmoutiers, en 1539, dont il fut premier abbé commendataire et qu'il garda jusqu'à sa mort avec quelques autres, telles que les abbayes de Saint-Ouen de Rouen et de Saint-Mansuy-les-Toul. — Cf. Fisquet, *la France pontificale*, diocèse de Reims. Jean V de Lorraine se démit, en 1538, de l'archevêché de Reims en faveur de Charles de Lorraine, son neveu. Malgré ces immenses revenus, qui mettaient en quelque sorte à contribution toute la France ecclésiastique, Jean V avait des dettes, si grandes étaient ses prodigalités. On s'étonne que les papes Léon X, Clément VII et Paul III aient autorisé de tels abus par leurs bulles sans lesquelles une telle accumulation de bénéfices eût été impossible.

fant de six ans, Henri de Bourbon, fils naturel de Henri IV et de la marquise de Verneuil. Henri IV les remercia de ce « service signalé. » Cet Henri de Bourbon, simple clerc tonsuré, évêque de Bossuet, jouira à Paris durant quarante ans des revenus d'une église qu'il ne vit jamais et qu'il administra par ses suffragants. Richelieu pouvait donc dire avec vérité dans sa harangue aux Etats de 1614 : « Les bénéfices demeurent promis à des enfants qui, au comble de leur mérite et de leur âge, n'oseraient peut-être penser à parvenir aux honneurs qu'on leur a donnés au berceau. »

Les maisons princières ne sont pas les seules à abuser de leur puissance pour piller l'Eglise ; toutes les races nobles veulent avoir leur part et se l'adjugent aussi grande que leur crédit. Des évêchés deviennent en quelque sorte héréditaires pendant un demi-siècle, pendant un siècle, dans les mêmes familles. Nous avons vu les Gondi se transmettre celui de Paris, les Bonzi celui de Béziers, les Sourdis celui de Mallezais, les Richelieu celui de Luçon. Comme il faut, à chaque génération nouvelle, fournir un titulaire pour tenir cet espèce de patrimoine sacré ¹, on s'expose à pousser à l'épiscopat des hommes sans vocation et à faire monter un Retz sur le siège de Paris. Richelieu est nommé évêque de Luçon sans être encore sous-diacre, sans avoir fait d'études théologiques. Il commence par prendre l'évêché, le reste viendra après.

Il ne faut point oublier ici, en présence de tels faits, la distinction théologique entre l'ordre et la juridiction. On pouvait être évêque, c'est-à-dire posséder la juridiction épiscopale d'un diocèse, sans avoir reçu la plénitude du sacerdoce que donne le sacre, sans même être entré

1. L'évêché de Troyes est donné au petit Viguier, âgé de dix ans, dont la maman administre le temporel du diocèse. D'Avenel, *Richelieu et la monarchie absolue*, t. III, p. 322.

dans les ordres majeurs. De là le titre d'évêque que nous voyons à cette époque conféré parfois à de simples clercs, presque à des enfants. Les papes avaient beau stipuler dans les bulles qu'ils ne pourraient exercer le gouvernement que plus tard, lorsque ces prélats improvisés auraient l'âge et les qualités voulues, ce n'en était pas moins un abus étrange que de faire porter les nominations épiscopales sur des imberbes, qui pouvaient abandonner la carrière sous prétexte qu'ils n'étaient pas engagés dans les ordres. ¹

On devine que les sujets promus dans des vues humaines aux premières dignités, sans vocation, sans vertus, affligèrent plus d'une fois l'Eglise par leur conduite. Il ne fallait pas leur demander, ni parfois à leurs confrères, ce qu'on appelle la tenue ecclésiastique. Camus, évêque de Belley, adressa un jour en chaire cette remontrance aux prélats ses collègues : « Avons-nous pudeur de paraître par notre tonsure, cette couronne cléricale que l'on porte si peu et qui rappelle la couronne d'épines, les sacrés esclaves du Rédempteur ? Quoi ! nous sommes si rigoureux là dessus en nos petits clercs, choristes ou novices, et si relâchés en notre regard ! Pour les habits, c'est de même.... Je vous parle à vous, messieurs les prélats, que dis-je ! mais à moi-même qui prêche, Que faisons-nous avec ces habits laïques, où sont nos soutanes, nos camails violets... ? Le port de la croix d'or, combien est-il, je n'ose dire négligé, mais délaissé par plusieurs, de peur d'être, ce semble, reconnus parmi les gens de dévotion. » ²

1. M. de Bourbon-Verneuil, après avoir été titulaire de l'évêché de Metz pendant quarante ans (1612-1652), s'en démet pour épouser la nièce du duc de Sully. — M. de Savoie-Nemours, archevêque de Reims (1651-1657), épouse mademoiselle de Longueville, renonçant à l'état ecclésiastique et échangeant la crosse contre l'épée.

2. Camus, *Homélie des désordres des trois ordres*, 1615, in-8°, p. 24.

Il fallait chercher quelques uns de ces prélats non parmi les gens de dévotion, mais parmi les gens de guerre. Les luttes du protestantisme avaient réveillé chez plusieurs l'humeur belliqueuse de leurs prédécesseurs du moyen âge. La ligue les trouva plus d'une fois dans les rangs des combattants. Comment exiger, en particulier, des princes de Lorraine, engagés souvent malgré eux dans l'Église, de contenir l'ardeur guerrière de leur race. Louis III de Lorraine, cardinal de Guise, archevêque de Reims, a un procès avec Charles de Gonzague, duc de Nevers. Fatigué des lenteurs de la procédure, il propose à ce dernier de vider la querelle l'épée à la main. Les deux adversaires étaient déjà sur le terrain quand ils furent arrêtés. Cet étrange archevêque de Reims qui n'était que sous-diacre, se dédommagea en allant faire avec ses troupes le siège de St-Jean d'Angely, où il fit éclater sa bouillante bravoure. On n'est pas peu étonné de voir Richelieu mettre des cardinaux, des archevêques, un La Vallette, un Sourdis, à la tête de ses armées de terre et de mer, demander aux évêques de Montpellier, Nîmes, Albi et autres, de conduire à la guerre contre les Espagnols les contingents de leur diocèse¹. Richelieu les appelait les prélats de l'Eglise militante.

1. Richelieu répondait aux représentations du pape « que les cardinaux devaient contribuer au bien public selon les talents que Dieu leur avait donnés, et qu'il était impossible qu'ils ne fussent pas engagés dans les charges militaires aussi bien que dans les autres. » Richelieu était obligé de tempérer la fougue du cardinal La Valette; il lui disait « qu'avec sa dignité, il pouvait bien faire le capitaine, mais non le carabin. » L'abbé de Beauvan plantait des pieux dans le camp de La Rochelle. Au siège de Dôle, en Franche-Comté, les religieux de la ville parurent sur les remparts armés de marteaux pointus dont ils assommaient tout ce qu'ils rencontraient sous leur main. Un capucin, le Père Eustache, l'un des meilleurs canonniers de son temps, dirigeait l'artillerie des Comtois. D'Avenel, op. cit., III, p. 329,

III

Une réforme nécessaire s'opéra ici dans le cours du XVII^e siècle. Déjà au seizième, le concile de Trente, considérant que « tout l'éclat de la famille du Seigneur sera chancelant, si ce qui est requis dans le reste du corps ne se rencontre pas dans le chef, qu'on ne peut jamais assez prendre de précautions à cet égard », avait multiplié les prescriptions, ordonnant les prières publiques et une information minutieuse sur le sujet même, qui devait être « d'un âge mûr, de bonnes mœurs, savant dans les bonnes lettres et entré dans les ordres sacrés au moins six mois auparavant ¹. » Le XVII^e siècle fit de louables efforts pour s'inspirer, dans le choix des évêques, de ces dispositions trop souvent oubliées.

Richelieu prit fréquemment la résolution² de nommer de bons prélats, y réussit ordinairement, demanda au P. de Condren de lui désigner des clercs vraiment di-

1. Concile de Trente, de reform., sess. VII, ch. I; sess. XXII, ch. II; sess. XXIV, ch. I.

2. Les Mémoires de M. du Ferrier (p. 157, 169, 170) rapportent cette conversation de Richelieu avec M. Meyster : « Croyez-vous, lui disait le cardinal, que je puisse me sauver dans l'état où je suis ? — Monseigneur, reprit M. Meyster, nous en avons parlé diverses fois avec le P. de Condren. — Et qu'en avez-vous pensé ? — Nous sommes demeurés d'accord que vous aviez en main un moyen pour assurer votre salut, qui est le pouvoir de soutenir les droits de l'Eglise et de faire nommer d'excellents hommes aux évêchés. — Je vous assure, dit le cardinal, que je suis tellement dans ces sentiments que je ne songe qu'à choisir les plus capables et les plus dignes, sans m'arrêter à la sollicitation ni au service des parents. J'en connais l'importance et je suis convaincu qu'on encourt la damnation, aussi bien en nommant à un bénéfice à la considération des amis ou des services rendus par les proches qu'en les vendant à deniers comptants. » Cf. Faillon, *Vie de M. Olier*, 4^e édit. t. I, p. 377-379, 418. Malheureusement cette conversation avait lieu en 1642, la dernière année de sa vie. — Plusieurs choix et évêques de son temps laissaient bien à désirer. Cf. Montchal, *Mémoires*; d'Avenel, op. cit.,

gnes, mais parfois se laissa entraîner par politique ou par faveur à des promotions déplorables. Il supprima les mots qu'on avait coutume de mettre dans les brevets de nomination : *Et pour reconnaître les bons et agréables services*. Il rêvait vers la fin de sa vie d'établir un séminaire d'évêques, qui devait trouver à peu près sa réalisation dans celui de Saint-Sulpice.

On peut dire que l'homme du dix-septième siècle qui, le premier, se montra vraiment résolu, sans aucune défaillance, à ne nommer que de bons évêques, fut Vincent de Paul, durant les dix années qu'il passa au *conseil de conscience*. Il paya cher ses scrupules et la confiance que lui témoignait la reine-mère. L'histoire cite le trait de cette grande dame qui avait surpris à Anne d'Autriche la promesse de l'évêché de Poitiers pour un fils indigne, qu'on ramassait souvent le soir ivre-mort au coin des rues. Vincent de Paul accourt et éclaire la religion de la reine. Il est chargé par elle d'aller apprendre à l'altière solliciteuse que la nomination est rapportée. Celle-ci, prise d'une violente colère, saisit un tabouret, le lui lance à la tête et lui fait au front une large blessure d'où le sang jaillit avec abondance. Le frère qui accompagne Vincent veut intervenir. Celui-ci l'arrête et fait cette simple observation où la sainteté laisse percer une petite pointe d'humeur gasconne : « N'est-ce pas admirable de voir jusqu'où va la tendresse d'une mère pour son fils ! » Ce n'est pas la seule aventure qui ait marqué le décennat de Vincent de Paul. Tantôt c'est un gentilhomme mécontent qui lui dit : « Vous êtes un vieux fou », tantôt un autre qui le frappe, tantôt une noble dame qui se plaint en ces termes d'être éconduite : « On voit bien que vous ne savez pas encore de qu'elle façon il faut agir avec les femmes de ma qualité. »

Bien autrement grave était l'ingérence de Mazarin qui, moins attentif aux intérêts de la religion qu'à ceux de

sa politique, contrariait les choix de Vincent de Paul, ne réunissait pas le conseil ¹, ou faisait passer ses candidats. Aussi le saint écrivait-il un jour : « Je crains que ce damnable trafic des évêchés n'attire la malédiction de Dieu sur le royaume ». Au bout de dix ans, Mazarin réussit à le faire écarter du conseil de conscience. Il eut alors plus de liberté pour faire triompher ses créatures, au risque d'exciter les plaintes désolées de M. Olier et plus tard de Fénelon². On lui doit la nomination de Cos-

1. Vincent de Paul en fit partie de 1643 à 1653. Ce conseil de conscience, créé par Anne d'Autriche, comprenait, outre la reine, Mazarin, Vincent de Paul, le chancelier Séguier, M. Charton, chanoine pénitencier de Notre-Dame, les évêques de Beauvais et de Lisieux. — Aux Etats de 1614, le clergé avait demandé la création d'un « conseil supérieur destiné à éclairer le roi et à le guider dans l'exercice de la plus périlleuse de ses prérogatives. » Cf. le grand ouvrage de M^r G. Picot, *Histoire des Etats généraux*, 1872, 4 vol. in-8°, III, 454.

2. M. Olier écrivait, en 1651, à Anne d'Autriche pendant un exil de Mazarin : « Vous aviez pris des mesures excellentes pour la collation des bénéfices et surtout pour la nomination aux évêchés, afin de les donner aux plus dignes de votre royaume; vous y êtes obligée en conscience. Dieu a vu, Madame, que cela ne se faisait plus, parce que vous en laissiez disposer à cette personne (Mazarin) qui n'en avait ni le zèle, ni la force nécessaire pour résister aux demandes et aux importunités : abus qui a causé au royaume de Dieu un dommage dont vous ne connaîtrez la grandeur qu'au jour du jugement. C'est une simonie que de récompenser dans les enfants les services que leurs pères ont rendus au royaume... Comme votre âme demeurerait chargée de cette collation indigne des abbayes et des évêchés, Dieu vous a ôté... la personne qui les dispensait en votre nom, afin que vous ouvriez de nouveau les yeux sur une obligation si capitale.... Je ne vous parle que des omissions considérables relatives au clergé. L'affliction et la douleur que nous en éprouvons nous font languir tous les jours jusqu'à mourir. » Faillon, op. cit., t. II, p. 520-525. — Fénelon, vantant, en 1706, dans une lettre à Clément XI, l'admirable fermeté de Vincent de Paul au conseil de conscience, ajoutait : « Si les autres conseillers de la reine eussent adhéré plus constamment à cet homme, on eût écarté de la charge épiscopale certains hommes qui ensuite ont excité de grands troubles. » — *Œuvres* de Fénelon, t. XXV. Corresp. t. III, p. 104. Cependant, au témoignage de M^{me} de Motteville, Anne d'Autriche, regrettant d'avoir trop facilement cédé aux vues de Mazarin, continua à consulter en secret « le P. Vincent, tant qu'il a vécu, ou d'autres qu'elle a cru gens de bien.... Dieu a fait à cette princesse la grâce de voir la plupart de ceux qui, pendant sa régence, ont été élevés à cette dignité, satisfaire à leur devoir et faire leurs fonctions avec une sainteté exemplaire. » *Mémoires* de M^{me} de Motteville, coll. Michaud, 2^e série, t. X, p. 66.

nac¹, évêque de Valence, de Harlay, archevêque de Rouen, plus tard de Paris, et d'autres qui ne pouvaient guère honorer l'Eglise par leur vie. Vincent de Paul avait du moins réussi à faire poser en règle qu'on ne donnerait plus les évêchés à des enfants, qu'il faudrait avoir au minimum un an de prêtrise pour être évêque, être âgé de dix-huit ans pour pouvoir tenir une abbaye, de seize ans pour un prieuré et un canonicat de cathédrale, de quatorze pour une collégiale. Cette décision montre l'étendue de certains abus.

Louis XIV s'attacha à donner à l'Eglise de France cet air de bonne tenue, cette correction, qu'il avait su introduire dans toutes les branches de l'administration publique. Il ne pouvait y avoir place pour un Retz sous son règne, ni pour les évêques des commandements dans les armées. D'un autre côté, les séminaires, en particulier Saint-Sulpice, contribuaient à marquer les gens d'église d'un cachet ecclésiastique. Le costume et jusqu'à la figure indiquaient ce changement.

Les statuts du XVI^e siècle avaient fréquemment prohibé le port de la barbe. Les évêques, qui faisaient ces défenses, ne s'y conformaient pas toujours pour eux-mêmes. Le chapitre de leur cathédrale voulut plus d'une fois les contraindre à observer la règle. En 1564, le roi de France dut permettre par lettre de cachet à l'évêque d'Amiens,

1. L'abbé de Choisy raconte, — et son récit est un peu arrangé pour l'effet, — que Daniel de Cosnac, nommé par Mazarin à l'évêché de Valence, sur les instances du prince et de la princesse de Conti, courut aussitôt chez M. de Paris. « Le roi, lui dit-il, m'a fait évêque, mais il s'agit de me faire prêtre. — Quand il vous plaira, répondit M. de Paris. — Ce n'est pas là tout, répliqua M. de Valence; c'est que je vous supplie de me faire diacre. — Volontiers, lui dit M. de Paris. — Vous n'en serez pas quitte pour ces deux grâces, monseigneur, interrompit M. de Valence; car, outre la prêtrise et le diaconat, je vous demande encore le sous-diaconat. — Au nom de Dieu, reprit brusquement M. de Paris, dépêchez-vous de m'assurer que vous êtes tonsuré, de peur que vous ne remontiez la disette des sacrements jusqu'à la nécessité du baptême. »

le cardinal de Créquy, de garder la barbe que les chanoines voulaient lui supprimer. La même difficulté s'était présentée à Troyes au sujet du nouvel évêque, Antoine Caraccioli, qui dans la suite devait se faire à peu près huguenot. Il arriva avec barbe au menton, dague et rapière au côté, cape, toque et manteau de cour. Le chapitre, trouvant cette tenue peu épiscopale, fit au prélat de vertes remontrances. Henri II écrivit aux chanoines de ne pas contraindre Caraccioli à faire tomber sa barbe, parce qu'elle lui était utile pour quelques affaires dont il voulait le charger auprès des cours étrangères. Le chapitre était ardent dans cette lutte contre les prélats barbus parce que, prohibant la barbe aux chanoines et à tout le bas-chœur, il lui était difficile d'interdire aux petits ce qui était pratiqué par les grands. Mais il se butait ici à de hautes résistances. Ainsi les cardinaux de Lorraine et de Guise portaient barbe pleine tout en la proscrivant dans leurs statuts.

Les portraits des archevêques de Paris nous montrent encore dans les premières années du dix-septième siècle, un Gondi avec toute sa barbe, une figure martiale et comme prêt à partir en guerre. Mais bientôt la barbe tombe, laissant, il est vrai, après elle la moustache en croc et la mouche. Camus, évêque de Belley, a beau condamner ces appendices, « parce qu'il y a toujours, dit-il, dans le poil de la lèvre supérieure *quelque amusement d'impertinence*, » nous les trouvons dans les portraits de Richelieu, de M. Olier, de Bossuet ; mais ils ont déjà disparu chez Fénelon pour ne plus se montrer sur une figure épiscopale du XVIII^e siècle.

La toilette de l'âme avait plus d'importance que celle du visage. Louis XIV, qui avait la foi, tenait par conscience à n'appeler à l'épiscopat que des prêtres irréprochables. Saint-Simon nous parle fréquemment de ces « abbés que le roi s'était promis de ne jamais faire évêques. » Un jour

que Madame d'Heudricourt lui recommandait l'abbé Testu, protégé de Madame de Montespan et de ses sœurs, Louis XIV répondit qu'il ne le trouvait « pas assez homme de bien pour conduire les autres. » Les mémoires de Louis XIV¹ nous montrent ce prince pénétré de l'importance des nominations épiscopales et conscient de sa responsabilité. Il manqua plus d'une fois, il est vrai, à ses bonnes résolutions, mais il avait à se mouvoir parmi tant de difficultés, tant de sollicitations. Ne dut-il point résister à la demande de Bossuet lui-même qui affaibli, il est vrai, par une maladie cruelle, aveuglé par son affection, voulait faire évêque son indigne neveu², lequel le deviendra en effet sous le Régent.

On sait que les ministres Le Tellier, Colbert, surent porter à l'épiscopat les membres de leur famille, leurs parents. Le rôle joué sous Louis XIV dans les nominations ecclésiastiques par les confesseurs du roi, les Pères La Chaise et Le Tellier, est également connu. Ces deux Jésuites disposèrent en maîtres des grands bénéfices du royaume, et l'exercice imprudemment accepté d'un tel pouvoir valut bien des inimitiés à la célèbre compagnie. Richelieu ne voulait pas permettre, sous Louis XIII, au confesseur du roi de s'immiscer dans la collation des bénéfices. « N'ayez point l'ambition, lui disait-il, de

1. Louis XIV dit dans ses mémoires, année 1662 (édit. Droys, t. II, p. 487) : « Il n'y a rien de plus épineux que ces choix (des évêques) dans toute la royauté, s'il est vrai, comme on n'en peut douter, que notre conscience demeure engagée, pour que nous donnions trop à notre penchant, ou au souvenir des services rendus, ou même à quelque utilité présente de l'Etat, en faveur de personnes incapables ou beaucoup moins capables que d'autres sur qui nous pourrions jeter les yeux... Un de nos aïeux, par la crainte de ne pouvoir bien répondre à une obligation si délicate, se dépouilla volontairement de la nomination aux bénéfices. Mais qui nous a dit si d'autres s'en acquitteraient mieux que nous, et si ce ne serait point mal faire notre devoir pour vouloir trop bien faire. »

2. Nous avons une lettre par laquelle saint François de Sales, (*Œuvres*, édit. en six volumes in-8°, t. V, p. 377-379), remercie, en 1620, le duc de Savoie de lui avoir donné son frère, Jean-François (un digne prêtre), pour coadjuteur et successeur.

disposer des évêchés et des abbayes, étant chose qui doit dépendre immédiatement de Sa Majesté. » Il reprochait amèrement au Père Caussin « d'avoir voulu, en entrant en charge, avoir pleine connaissance des bénéfices, contre ce qui avait été pratiqué par ses prédécesseurs. ¹ »

Le P. Ferrier, qui ne trouvait point en face de lui un Richelieu, s'adjudgea peu à peu ce pouvoir et sut tenir à l'écart le nouvel archevêque de Paris, M. de Harlay. L'impulsion était donnée, le confesseur du roi était devenu un personnage politique. Il est piquant de voir un Jésuite, le père La Chaise, placé à la tête d'un véritable ministère, ne sortir qu'en carrosse attelé de six chevaux, et amené par sa situation de ministre de la feuille à faire, pour défendre les droits du roi, des remontrances au pape lui-même ² sur son refus des bulles aux ecclésiastiques qui avaient pris part à l'assemblée de 1682. On connaît le jugement trop sévère porté par Fénelon sur La Chaise dans sa lettre à Louis XIV³. Le Père Le Tel-

1. *Lettres et papiers d'Etat*, II, 1. — Richelieu, *Mémoires*, III, 220.

2. Le père La Chaise écrivait, en 1686, au général des Jésuites : « Pour ce qui est de ceux qui ont été nommés aux évêchés et à qui Sa Sainteté refuse des bulles, il est certain qu'on ne pouvait en aucune manière résoudre S. M. à révoquer ces nominations. Elle regarde comme la fonction la plus importante de son règne de ne donner que de dignes prélats aux églises de son royaume, et elle a fait choix de ceux-ci parce qu'ils avaient plus de mérite, de vertu et de capacité. » Il conjure « Sa Sainteté de cesser ce refus des bulles si préjudiciable à la religion et qui tient 23 églises dans une si longue et si déplorable viduité. » A la mort d'Innocent XI, en 1689, il y avait 30 diocèses sans premier pasteur. — Cf. Grépineau-Joly, *Histoire de la Compagnie de Jésus*, IV, 296-298.

3. Le Camus, évêque de Grenoble, écrivait en 1677 : « Autrefois on confiait à un homme de bien les affaires de l'Eglise de France ; M. de La Rochefoucauld (évêque de Clermont, puis de Senlis 1558-1645), en a été chargé très longtemps ; feu M. de Reims Valencé (Léonor d'Etampes de Valencé, archevêque de Reims, de 1641 à 1651) en a été longtemps chargé. M. de Paris porte les deux aujourd'hui (bénéfices et don gratuit) et s'est établi un tribunal avec le confesseur très préjudiciable à l'Eglise. » — *Lettres du cardinal Le Camus*, publiées par le P. Ingold, 1892, in-8. p. 286, 469. — Plus tard, Fénelon écrivait à Louis XIV au sujet du Père La Chaise : « Pour votre confesseur, il n'est pas vicieux ; mais il craint la solide vertu et il n'aime que les gens profanes et relâchés ; il est jaloux

lier, successeur du père La Chaise, était plus du goût de l'archevêque de Cambrai ¹. Saint-Simon lui eût plus facilement pardonné son esprit ardent, son caractère inflexible, que son peu de naissance. « Il était, dit-il, de la lie du peuple et il ne s'en cachait pas. » En effet, Louis XIV ayant demandé à son nouveau confesseur s'il était parent du chancelier Le Tellier : « Moi, répondit-il, parent de MM. Le Tellier, il n'en est rien, Sire. Je suis un pauvre paysan de Basse-Normandie, où mon père était fermier. » Ne nous étonnons point de voir Saint-Simon accuser ce rôturier de choisir pour évêques des « gens obscurs, des gens sans nom » ². Il adresse du reste le même reproche à l'évêque de Chartres, Godet des Marais, qu'il nous montre profitant de son crédit auprès de Madame de Maintenon pour peupler « l'épiscopat de misérables sujets », c'est-à-dire de prélats de petite naissance et de peu de tendresse pour le jansénisme.

de son autorité que vous avez poussée au delà de toutes les bornes. Jamais confesseurs des rois n'avaient fait seuls les évêques et décidé de toutes les affaires de conscience ; vous êtes seul en France, Sire, à ignorer qu'il ne sait rien, que son esprit est court et grossier, et qu'il ne laisse pas d'avoir son artifice avec cette légèreté d'esprit.... Vous avez fait d'un religieux un ministre d'Etat. Il ne se connaît point en hommes non plus qu'en autre chose. Il est dupe de ceux qui le flattent et lui font des présents. ... Il va toujours hardiment sans craindre de vous égarer ; il penchera toujours au relâchement et à vous entretenir dans l'ignorance ; du moins il ne penchera aux partis conformes aux règles que quand il craindra de vous scandaliser. » *Œuvres de Fénelon*, éd. Gaume, in-4, t. VII, p. 512.

1. Fénelon, qui correspondit fréquemment avec le père Le Tellier, lui écrivait en 1711 : « On a laissé empoisonner les sources publiques des études. La nonchalance de feu M. de Paris et la bonté trop facile du Père La Chaise en ont été la cause. M. le cardinal de Noailles a achevé le mal qui est au comble. »

2. Sur le Père Le Tellier, cf. Père Bliard, *Les Mémoires de Saint-Simon et le Père le Tellier*, 1891, in-8°. Albert le Roy, *La France et Rome de 1700 à 1715*, in-8°. On trouvera le pour et le contre sur le Tellier dans ces deux auteurs. — Madame de Maintenon écrivait (septembre 1711, édit. Geffroy) à une dame de Saint-Cyr : « Je vous prie de gronder M. de Poitiers de ce qu'il me demande un bénéfice ; je crois que vous voyez les choses d'assez près pour être persuadée que je ne gouverne pas le P. Le Tellier. »

Sous le Régent, à l'intervention des Jésuites dans la collation des bénéfices qui avait été prépondérante avec les pères La Chaise et Le Tellier ¹, succède l'influence du cardinal de Noailles, archevêque de Paris. Noailles favorise dans le conseil de conscience les amis du jansénisme. On laissa arriver à l'épiscopat quelques sujets qui ne pouvaient point honorer l'Eglise ². Qui ne connaît la promotion de Dubois à l'archevêché de Cambrai et au cardinalat ?

IV

Le nom de Dubois nous rappelle quels personnages étranges furent parfois honorés de la pourpre sous l'ancien régime. Depuis des siècles, l'opinion semblait ac-

1. Harlay, archevêque de Paris, sans être chargé de la feuille des bénéfices, eut aussi ses périodes de faveur et d'influence. Il dit un jour au jeune Fénelon, qu'il trouvait trop lié avec Bossuet : « Monsieur l'abbé, vous voulez être oublié, vous le serez. » — En 1725, les Jésuites, comprenant que cette administration était pour eux une source de difficultés et de récriminations, renoncèrent volontairement à la feuille des bénéfices avec le Père de Lignières, qui avait succédé à l'abbé Claude Fleury comme confesseur de Louis XV. A partir de ce moment, le confesseur du roi n'eut plus de part à cette administration. Les Jésuites avaient en main durant cinquante-cinq ans la feuille des bénéfices. Crétineau-Joly, *op. cit.*, IV, 279, 390.

2. Citons ce François Armand de Lorraine-Armagnac, dont parle Saint-Simon, et que sa mère avait fait enfermer pour cause de mœurs, mais en réalité par la raison qu'il ne voulait point partager avec elle les revenus de ses bénéfices. Ecarté de l'épiscopat par Louis XIV, il fut nommé par le Régent, en 1718, évêque de Bayeux et y agit de telle sorte qu'à sa mort, en 1728, le chapitre ne prescrivit point les prières d'usage. — Dubois, nommé archevêque de Cambrai, fut membre d'un conseil de conscience où siégeaient avec lui les cardinaux de Rohan et de Bissy, Fleury et Massillon. Après Dubois, c'est un bâtard du régent et d'une comédienne nommée Florence, Charles de Saint-Albin, qui monte, en 1723, sur le siège de Cambrai. Dès l'âge de dix-huit ans, il avait été tonsuré avec dispense de bâtardise et pourvu d'une abbaye. Ce mot prêté au Régent, au sujet d'une nomination épiscopale : « Les Jansénistes ne se plaindront pas, car je viens de tout donner à la grâce, rien au mérite », n'indiquerait pas une grande préoccupation de faire de bons choix.

corder aux cardinaux une grande latitude. Leur titre même leur créait en quelque sorte une situation intermédiaire entre l'Eglise et l'Etat. Princes de l'Eglise, on en vit plusieurs se donner les franchises, la liberté d'allures des princes temporels. Les familles souveraines aimaient à pousser au cardinalat quelques-uns de leurs membres pour jouir des prérogatives, des richesses attachées d'ordinaire à cette dignité. L'influence politique, les grandes ambassades, les missions éclatantes, fréquemment réservées aux cardinaux, faisaient rechercher la pourpre par la plus haute noblesse mue souvent par l'ambition plutôt que par l'intérêt de l'Eglise. L'esprit public laissait bien des franchises à ces personnages qui pouvaient être cardinaux sans être prêtres, et que leur rang, leur naissance, leur fortune, leur faste plaçaient à une hauteur où, en quelque sorte, les critiques qui auraient frappé en plein cœur de simples clercs ou même des évêques, ne pouvaient les atteindre.

Le concile de Trente avait vu le mal et n'avait pas voulu le tolérer. Il rappelle au pape que « la chose la plus nécessaire dans l'Eglise de Dieu est que le Saint-Père applique particulièrement ses soins à n'admettre au sacré collège des cardinaux que des personnes dignes de son choix. » Lorsque le concile a porté son décret sur le genre de vie et le train de maison que doivent mener les prélats, il croit devoir ajouter que ces dispositions « regardent aussi les cardinaux ; car, assistant de leurs conseils le Saint-Père dans l'administration de l'Eglise universelle, ce serait une chose bien étrange, si en même temps il ne paraissait pas en eux des vertus si éclatantes et une vie si réglée qu'elle ne pût attirer justement sur eux les yeux de tout le monde ¹. »

1. Conc. Trid., de Ref., sess. XXIV, ch. I, sess. XXV, ch. I.

Le concile de Trente ne parlait point à la légère. A cette époque, certains cardinaux n'occupaient point dans l'ordre de la sainteté un rang aussi élevé que dans l'Eglise. « Je pense, disait au concile le digne archevêque de Grenade, que les très illustres cardinaux ont besoin d'une très illustre réforme. » La très illustre réforme fut un peu lente à venir. Comme on pouvait recevoir cette dignité sans être dans les ordres sacrés, on consulta parfois, en la conférant, moins les vertus ecclésiastiques que les quartiers de noblesse et les convenances politiques. Quand on félicite un *cardinal neveu* du pape de sa promotion, on ne craint pas de lui dire « qu'elle n'est pas moins due à sa valeur qu'à la loi de nature qui le rend si étroitement uni par le sang avec Sa Sainteté¹. » Dans les familles princières, tel sujet se laisse pousser au cardinalat sans prendre les ordres et en attendant mieux. Si ce mieux arrive, il en sera quitte pour « renvoyer son chapeau à Rome. » Le pape sera bien obligé de lui donner la permission de prendre femme « pour procurer la tranquillité des Etats². »

Nicolas-François de Lorraine a un frère, le prince Charles, qui a été nommé à six ans coadjuteur de Toul. Charles ayant quitté la cléricature pour les armes, Nicolas-François, né en 1608, lui succède, devient évêque de Toul à quinze ans, est fait cardinal de Vaudemont à dix-huit. Le bruit se répand que sa cousine germaine, la princesse Claude, va être enlevée par ordre de Richelieu, qui veut la marier à un prince français pour s'emparer de la Lor-

1. Richelieu, *Lettres et papiers d'Etat*, I, 778.

2. Le cardinal de Savoie épouse sa nièce et redevient le prince Maurice; le cardinal Pamphilio se marie; le cardinal Casimir de Pologne aussi (il fut roi de Pologne après son frère). L'archiduc Albert, cardinal à dix-huit ans, nommé par son oncle Philippe II à l'archevêché de Tolède, quitta cette situation pour épouser l'infante Isabelle, fille de Philippe II, qui lui apporta en dot les Pays-Bas catholiques et la Franche-Comté. D'Avenel, loc. cit., p. 332-333. Nous avons dit que ces cardinaux n'étaient pas dans les ordres sacrés.

raïne. Pour déjouer ce projet, le cardinal Nicolas-François, qui a hérité de son frère le gouvernement du duché, prend la résolution d'épouser sa cousine, envoie demander à Rome la dispense de parenté, en attendant se dispense lui-même comme évêque de Toul, avec l'approbation de Pierre Fourier qui trouve dans la raison d'Etat un motif suffisant de ne point attendre la réponse du pape, et contracte mariage le jour même, en 1624, donnant sa démission de cardinal et d'évêque de Toul.

Ces exemples deviennent plus rares à mesure qu'on avance dans le cours du dix-septième siècle. Cependant le cardinal de Bouillon, promu si jeune à cette dignité qu'on l'appelait *l'enfant rouge*, se distingue par bien des extravagances. Louis XIV, qui n'avait pas voulu de lui comme coadjuteur de Paris, vit moins d'inconvénients à le faire cardinal. D'après Saint-Simon une grande liberté d'allures était encore laissée aux cardinaux. Il dit au sujet du cardinal Armand de Rohan, le premier qui fut évêque de Strasbourg : « Un cardinal est en droit de passer sa vie au jeu, à la bonne chère, et avec les dames les plus jeunes et les plus jolies ; d'avoir sa maison pleine de monde pour le rendez-vous et la commodité des autres, de leurs amusements, de leurs plaisirs, et pour le centre des siens ; d'y donner des bals et des fêtes et d'y étaler tout le luxe et la splendeur en tout genre qui peut flatter, surtout de n'entendre plus parler de livres, d'étude, de rien d'ecclésiastique ; d'aller régner dans son diocèse sans s'en mêler ; de n'en être pas seulement importuné par ses grands vicaires, ni par le valet sacré et mitré payé pour imposer les mains, et d'y vivre sans inquiétude dans un palais, à la campagne, au milieu d'une cour, comme un souverain, parmi le jeu, les dames et les plaisirs, pleinement affranchi, là comme à Paris et à la cour, de toute bienséance ¹. »

1. *Mémoires*, t. VI, p. 417. Les *Mémoires* du duc des Cars (1890, 2^e vol.

Saint-Simon fait bien d'ajouter : « Ce n'est pas que nos cardinaux vécussent de la sorte, mais ils en avaient toute liberté. » Il avait sous ses yeux le cardinal de Noailles, qui avait porté « son innocence baptismale ¹ » sur le siège de Châlons et de Paris, et aussi le cardinal de Coislin, évêque d'Orléans, dont « la jeunesse avait été si pure qu'elle était non seulement demeurée sans soupçon, mais que jeunes et vieux n'osaient dire devant lui une parole trop libre, et cependant le recherchaient tous, en sorte qu'il a toujours vécu dans la meilleure compagnie de la cour ². » Les cardinaux du XVIII^e siècle

in-8., t. II, p. 97-118) nous présentent sous les mêmes traits, au moment de la Révolution, les princes-évêques d'Allemagne, en particulier Auersperg, prince cardinal-évêque de Passau, qui donne un bal, un opéra pour distraire son hôte. — L'archevêque prince-électeur de Mayence « était chancelier de l'empire et directeur de la diète. L'électeur, comme souverain, tenait, dit des Cars, l'état le plus splendide. Sa table était de la plus grande recherche. » En 1789, l'archevêque électeur de Cologne était Maximilien, frère de l'empereur Joseph d'Autriche et de Marie-Antoinette.

1. Parlant de son séjour à Châlons, « il y porta, dit Saint-Simon (I, 181, 182), son innocence baptismale, et y garda une résidence exacte, uniquement occupé aux visites, au gouvernement de son diocèse et à toutes sortes de bonnes œuvres. Sa mère, qui avait passé sa vie à la cour, dame d'atours de la reine, s'était retirée auprès de lui depuis bien des années ; elle y était sous sa conduite et se confessait à lui tous les soirs, uniquement occupée de son salut dans la plus profonde solitude. »

2. Saint-Simon (I, p. 181) continue ainsi le portrait : « Il était riche en abbayes et en prieurés, dont il faisait de grandes aumônes et dont il vivait. De son évêché qu'il eut fort jeune il n'en toucha jamais rien, et en mit le revenu tous les ans en bonnes œuvres. Il y passait au moins six mois de l'année (quoique aumônier de la cour), le visitait soigneusement et faisait toutes les fonctions épiscopales avec un grand soin, et un grand discernement à choisir d'excellents sujets pour le gouvernement et pour l'instruction de son diocèse. Son équipage, ses meubles, sa table sentaient la frugalité et la modestie épiscopales, et quoiqu'il eût toujours grande compagnie à dîner et à souper et de la plus distinguée, elle était servie de bons vivres, mais sans profusion et sans rien de recherché. Le roi le traita toujours avec une amitié, une distinction, une considération fort marquées, mais il avait souvent des disputes et quelquefois fortes sur son départ et son retour d'Orléans. Il louait son assiduité en son diocèse, mais il était peiné quand il le quittait, et encore quand il demeurait trop longtemps de suite à Orléans. La modestie et la simplicité avec laquelle M. d'Orléans soutint sa nomination (de cardinal)

se présentent à nous assez mal avec Dubois. Il est vrai qu'il a fallu tous les artifices de Laflitau, toute la pression de la cour de France pour forcer la main à la cour romaine. A la même époque, les cardinaux de Polignac, de Rohan, de Bissy, trouvent moyen de se compromettre dans la conspiration Cellamare. Comment, en effet, être alors cardinal sans faire de la politique ? Le XVII^e siècle n'avait-il pas eu ses Richelieu, ses Mazarin ; le seizième, les Duprat, les d'Amboise, les Tournon, les Gramont, les Lorraine, les Bellay, les d'Ossat, les du Perron, cardinaux illustres, mêlés aux grandes affaires d'Etat ou aux négociations diplomatiques les plus importantes ? La tradition se continue avec moins d'éclat, il est vrai, au XVIII^e siècle ; mais la correspondance du pape Benoît XIV avec le cardinal de Tencin, par exemple, nous montre quelle impression faisaient encore sur Rome ces cardinaux ministres d'Etat, dotés de plusieurs centaines de mille livres de rente, appuyés sur ce clergé de France dont la science et les richesses excitaient en quelque sorte l'envie du clergé romain moins instruit et moins riche. C'est presque avec humilité que Benoît XIV demande à Tencin de faire quelque chose pour « le pauvre Saint-Siège. »

La postérité ne considère point Tencin ni Bernis comme des saints. Bernis avoue dans ses Mémoires ses regrets pour d'anciens usages. « J'ai quelquefois regretté, dit-il ¹, qu'il ne fût plus de mode d'admettre les cardinaux à la tête des armées. » Ne pouvant être un cardinal guerrier, Bernis fut un cardinal politique et prouva par son exemple que ceux-là n'étaient pas les plus austères.

et l'uniformité de sa vie, de sa conduite et de tout ce qu'il faisait auparavant, qu'il continua également depuis, augmentèrent fort encore l'estime universelle. » Saint-Simon fait également un grand éloge du cardinal de Forbin-Janson, évêque-comte de Beauvais. « Il était plein, dit-il, d'honneur et de vertu ; il avait un grand amour de ses devoirs et de la piété. C'était un sage et une excellente tête. » *Mémoires*, VI, 401-406.

1. Masson, *Mémoires* de Bernis, I, 9.

Mais on oublie trop en le jugeant qu'il fit ses poésies légères avant d'être dans les ordres sacrés, qu'il fut cardinal avant d'être prêtre ¹.

A la veille de la Révolution, c'est un cardinal, Rohan, évêque de Strasbourg, qui donne le plus grand scandale peut-être qui ait éclaté en l'Eglise de France dans l'ancien régime ². Loménie de Brienne est l'avant-dernier cardinal nommé sous Louis XVI. Ces noms ne rappellent pas de grandes vertus. Mais hâtons-nous de dire que c'étaient là des exceptions ; que tout le cours du XVIII^e siècle nous présente, à côté de quelques noms compromis, des princes de l'Eglise irréprochables et dignes de tout éloge, tels que le cardinal de Saulx-Tavannes ³ ; qu'en face d'un Loménie, d'un Rohan, un Luynes, mort en 1788

1. Bernis ne fut ordonné sous-diacre qu'en 1755, à l'âge de 40 ans. Une dépêche de lui, du 12 avril 1755, à Bouillé porte : « Après de mûres réflexions, Monsieur, j'ai formé la résolution de m'engager dans l'état ecclésiastique. J'ai reçu des lettres démissaires de mon évêque diocésain pour prendre le sous-diaconat. J'entre demain en retraite pour huit jours ; c'est le patriarche de Venise qui doit me conférer les ordres. » Bernis, ordonné prêtre le 6 septembre 1760, était cardinal depuis 1758. Nommé cardinal, il écrivit à M^{me} de Pompadour : « Le courrier de Rome m'a apporté cette nuit la calotte rouge. Je vous la dois, puisque je vous dois tout. Soyez bien sûre que je ne perdrai jamais le souvenir ni de votre amitié ni de mes obligations. » Lettre du 10 octobre. — Dubois n'était que tonsuré quand il fut nommé archevêque de Cambrai.

2. Les dépêches de Bernis au ministre Vergennes nous montrent les cardinaux romains prêts à remettre leur chapeau plutôt que de partager leur dignité avec Rohan. « Ils pensent en gentilshommes, écrit Bernis ; si le prince de Rohan était militaire, il serait chassé de son régiment. » Dépêches des 17 et 31 janvier 1786. Masson, op. cit., p. 441.

3. D'Argenson (*Journal et Mémoires*, 19 septembre 1749) raconte ce trait. « Le roi ayant dit à l'archevêque de Rouen (Saulx-Tavannes) qu'il passerait chez lui à Gaillon, en allant au Hâvre, ce prélat se contenta de lui faire une profonde révérence. Le roi lui dit une seconde fois : M'entendez-vous ? j'irai chez vous. Autre grande révérence. Puis S. M. a marché trois pas, s'est retournée, a dit : Non, Monsieur, je me ravise. Je n'irai point chez vous. — L'archevêque de Rouen est grand aumônier de la reine : il entre dans le ressentiment de cette princesse de ce que le roi promène ainsi la marquise de Pompadour et se donne en spectacle aux peuples normands ; il craint d'en être le fauteur. et il évoque sur cela son caractère de prélature. » M. de Saulx-Tavannes donnait là une preuve de caractère en un temps où tout pliait devant le caprice et les passions du roi.

archevêque de Sens, un La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, et bien d'autres honoraient à la veille de la Révolution le sacré collège par leurs vertus. Toutefois, jusqu'à la fin de l'ancien régime la dignité de cardinal semble apporter avec elle certaines franchises, et être accessible à des candidats qui sont loin d'être irréprochables. Si nous en croyons Talleyrand dans ses Mémoires, il aurait obtenu de Pie VI, par l'intermédiaire de Gustave III, la promesse du chapeau; mais ce projet échoua devant l'opposition de la reine.

V

Pendant que les cardinaux avaient quelque peine à se ranger, les ministres de la feuille faisaient au XVIII^e siècle de nobles efforts pour appeler de bons sujets à l'épiscopat. Les choix du cardinal Fleury furent en général dignes de tout éloge. Il « maintint l'épiscopat dans l'ordre de noblesse et de régularité où il l'avait reçu presque des mains de Louis XIV ¹. » Le supérieur de Saint-Sulpice, M. Couturier, jouissant de la pleine confiance du ministre, eut une grande part dans ses conseils et dans ses choix. Bernis lui reproche la promotion de prêtres de conduite irréprochable, mais d'intelligence médiocre ².

1. De Pradt, *Les quatre concordats*, 3 vol. in-8, t. I, p. 439-444. M. Emery, parlant dans sa notice sur Mgr Lefranc de Pompignan du cardinal Fleury, le dit si « attentif et si délicat sur le choix des évêques, surtout dans les dernières années de son ministère. »

2. M. Couturier, supérieur de Saint-Sulpice, « présidait au choix des évêques par la confiance qu'avaient en son discernement le cardinal Fleury. Il fit donner les abbayes et les évêchés à des personnes irréprochables comme mœurs. Mais, en choisissant pour remplir les premières places de l'Eglise des esprits médiocres, il a rendu un mauvais service à l'épiscopat. » *Mémoires de Bernis*, I, p. 25. Le lecteur n'est point tenu de préférer les choix de Bernis à ceux faits par le cardinal Fleury et le supérieur de Saint-Sulpice.

Un mot de Bernis au cardinal Fleury fit fortune. Le tout-puissant ministre dit dans une entrevue à l'abbé sollicitateur : Monsieur, tant que je vivrai, vous n'aurez point de bénéfices. — Eh bien ! Monseigneur, j'attendrai ¹, répondit Bernis. La réplique parut bonne au cardinal qui la divulgua ; la cour et la ville s'en égayèrent.

A la mort de Fleury en 1743, Boyer, ancien évêque de Mirepoix, lui succède comme ministre de la feuille. Uniquement préoccupé de faire de bons choix ², il montre une énergie indomptable sous le feu croisé des Jansénistes, des philosophes et des compétiteurs de toute sorte. Le ridicule que Voltaire a essayé de jeter sur lui ne saurait faire oublier la fermeté de caractère dont il dut faire preuve à l'égard des puissants et même du roi. Cet homme tout d'une pièce ne pouvait plaire à Bernis qui lui trouve peu de « discernement », et l'accuse même d'avoir gouverné « les affaires de l'Eglise avec la dureté et le despotisme d'un moine. » Cependant Bernis n'avait pas trop à s'en plaindre, puisque Boyer, qui lui avait refusé une abbaye, malgré la demande de Louis XV, tant qu'il n'était

1. Bernis, *Mémoires*, 1, 79. Bernis raconte (ibid. I, 52) cette anecdote. L'archevêque de Paris, M. de Vintimille, ami du cardinal Fleury, lui demandait un jour « un régiment pour son neveu, représentant qu'il était bien vieux, et que ce serait pour lui une consolation avant sa mort, s'il voyait son neveu avec un grade militaire. Le cardinal, qui avait quatre ou cinq ans de plus que M. de Vintimille, lui répondit que son neveu était trop jeune. « Mais que deviendra cet enfant après ma mort ? répliqua l'archevêque. — N'en soyez pas embarrassé, continua le cardinal ; dans ce cas je vous promets d'en avoir soin. — Oh bien, dit l'archevêque, je le recommande donc à votre éternité. »

2. Un curé de Paris, M. Léger, curé de la paroisse et de la communauté de Saint-André des Arts, fut regardé comme un des plus habiles, des plus saints directeurs auxquels ont pût confier de jeunes prêtres. Sa communauté passait pour un séminaire de l'épiscopat. Boyer, ministre de la feuille, y envoyait ceux qu'il voulait éprouver avant de les faire évêques. En vingt ans, elle donna des évêques aux diocèses de Limoges, de Montauban, de Comminges, de Tulle, d'Arras, de Saint-Pons, de Lombez, de Riez, d'Alais, d'Auch, de Senes. M. de Beauvais, M. de Saint-Sauveur, évêque de Tulle en 1789, y étaient passés. Cf. Poulbrière, *Histoire du diocèse de Tulle*, 1884, in-12, p. 328.

pas dans les ordres sacrés, lui donna celle de Saint-Arnauld aussitôt qu'il fut sous-diacre ¹.

On avait pensé que le cardinal de Tencin prendrait après Boyer le ministère de la feuille ², mais il se brouilla avec d'Argenson et la cour en prenant parti, en 1750, contre les projets de Machault. Ce fut le cardinal La Rochefoucauld, archevêque de Bourges, qui fut appelé, en 1755, à la succession de l'évêque de Mirepoix. Louis XV lui dit en lui remettant cette charge : « Je vous ai nommé pour vous donner l'exemple d'un bon choix. » Le choix en effet était heureux. Tous les témoignages contemporains s'accordent à vanter en lui les vertus épiscopales et les capacités administratives. La mort prématurée de ce cardinal, déjà président, en 1750 et 1755, des assemblées du clergé, chargé en 1755 d'une ambassade à Rome, enlevé en 1757, à l'âge de cinquante-six ans, avait été un deuil pour l'Eglise de France ³. Néanmoins les plus ardents adversaires du jansénisme le trouvaient trop modéré, et

1. *Mémoires de Bernis*, I, 82-86, 140.

2. Tencin aurait déjà compté sur la feuille à la mort de Fleury, si nous en croyons la jolie anecdote contée par Bernis, *Mémoires*, p. 73-74. « Le cardinal, étant au lit de mort à Issy, dit Bernis, avait perpétuellement à côté de lui M. de Tencin, qui s'attendait à l'héritage de la feuille des bénéfices ; le cardinal, dans une effusion apparente de cœur, lui dit : « Monsieur le cardinal, je vous ai toujours aimé et estimé, je veux vous en donner une preuve avant de mourir. — Eh ! mon Dieu, répondit M. de Tencin, votre Eminence m'a comblé... — Non, non, poursuit le mourant, je veux vous faire recevoir à l'Académie. — Il est à remarquer que ce cardinal, qui avait été le fléau des Jansénistes n'étant qu'abbé de Tencin et archevêque d'Embrun, cessa de les persécuter sur la fin de sa vie. »

3. Le duc de Nivernais, recevant à l'Académie Mgr de Coëtlosquet, rappelait le souvenir du cardinal La Rochefoucauld, « un homme, disait-il, dont la mémoire sera toujours aussi respectée que l'était sa personne, et que je m'abstiens de nommer dans la crainte de voir couler vos larmes, et de ne pouvoir contenir les miennes, en prononçant ce nom cher et sacré pour vous et pour moi. » *Recueil des harangues de l'Académie*, t. XLII. — « Après lui (Boyer), le cardinal La Rochefoucauld, archevêque de Bourges, trop tôt enlevé à l'Eglise, à l'Etat, au clergé, porta dans la direction de ce corps la noblesse propre de son caractère et héréditaire dans ceux qu'illustre ce nom. » Abbé de Pradt, loc. cit.

nous avons vu le public traiter de *Feuillants* les prélats qui marchèrent à sa suite dans l'assemblée de 1755, tandis qu'on appela *Théatins* les partisans de mesures plus sévères. Bernis lui-même va jusqu'à lui souhaiter « plus de force dans le caractère ¹. »

Après le cardinal de La Rochefoucauld, l'ennemi entre dans la place avec Sextius de Jarente, évêque d'Orléans, chargé de la feuille le 21 juin 1757 ². Ici le prélat chargé de présenter au roi des sujets pour l'épiscopat est lui-même perdu de mœurs ³. La Pompadour ⁴ intervient dans les nominations. Le dauphin, fils de Louis XV, pour-

1. « Si le cardinal de La Rochefoucauld, dit Bernis (Mémoires, I, p. 326) avait vécu plus longtemps, et si ce prélat qui joignait à l'avantage d'une naissance illustre des vertus sociales et ecclésiastiques, une figure respectable et le désir du bien, avait eu un peu plus de force dans le caractère, on aurait pu espérer beaucoup de son influence dans les affaires de l'Eglise. »

2. Cette nomination des ministres de la feuille préoccupait vivement l'épiscopat, à cause de la puissance qu'ils avaient en main. — M. de La Motte, évêque d'Amiens, écrivait au lendemain de la mort de Boyer, ancien évêque de Mirepoix, ministre de la feuille : « Nous perdîmes hier (20 août) à quatre heures du matin, M. l'ancien évêque de Mirepoix. M. Couturier (de Saint-Sulpice) est son exécuteur testamentaire. J'aimerais bien mieux qu'il fût son successeur à la feuille. Nous ne savons encore à qui le roi la donnera. » A la mort du cardinal La Rochefoucauld, Mgr de la Motte écrit au sujet de Jarente, évêque de Digne, promu à la feuille : « M. l'évêque de Digne est fils de mon cousin germain ; nous nous traitons en nous écrivant d'oncle et de neveu, mais il n'en faut rien conclure pour la joie. Je ne mets au nombre de mes consolations de voir ce prélat en place. Nous verrons quel sera son crédit et quels seront ses choix ; il faut six mois pour savoir à quoi s'en tenir. Il n'est pas de ceux qui ont adhéré à l'archevêque de Paris et n'a jamais marqué un zèle distingué. Priez beaucoup pour lui et pour moi. » Lettre du 8 juillet 1757. Cf. P. Regnault, *Histoire de Mgr de Beaumont*, I, 294, 382, 383.

3. « Aux Boyer et aux Fleury, qui avaient si bien mérité du clergé pendant leur ministère, on vit succéder un évêque d'Orléans dont le séjour à la cour devait être pour l'Eglise de France l'époque de la plus douloureuse humiliation... Celui qui, par ministère et par état, était l'homme de la religion à la cour et chargé de l'y rendre vénérable, se montra lui-même l'égal des plus vicieux courtisans. Celui qui était député au nom de l'Eglise pour éclairer l'autorité sur le choix des premiers pasteurs, on le vit se répandre honteusement dans le monde des histrions et traîner la dignité pastorale dans la fange et la crapule de leurs dissolutions. » Abbé Proyart, *Louis XVI détrôné avant d'être roi*, p. 258-259.

4. Mémoires de Bernis, lettre du 13 mai.

ra dire dans la liste des personnes recommandées à celui de ses enfants appelé à régner : « Quant au clergé, M. de Jarente a élevé dans ce corps trop de sujets bien dignes d'être ignorés. Il a pris le contre-pied de son prédécesseur qui voulait un clergé exemplaire et attaché à la religion. M. de Jarente a fait des choix de trop de personnes semblables à lui. » Le scandale fut si grand que l'indolent Louis XV dut chasser Jarente de la cour. « Mais, dit l'abbé Proyart, comme s'il eût fallu que le dernier acte d'un si déplorable ministre fût un dernier outrage fait à l'Eglise gallicane, Jarente ne quitte le siège déshonoré d'Orléans qu'en y poussant un neveu qui devait y perpétuer l'opprobre jusqu'à la chute de la monarchie. »

Après Jarente, le cardinal de La Roche-Aymon, archevêque de Reims, eut la feuille des bénéfices de 1771 à 1776. On a pu reprocher à ce prélat politique de s'être montré parfois trop conciliant, trop complaisant pour le roi et les ministres ; mais on n'a point contesté ses qualités ecclésiastiques et la dignité de sa vie. Madame de Genlis, qui l'avait rencontré à Sillery, nous le décrit dans ses mémoires comme un évêque « d'une figure imposante, homme vertueux, austère et de beaucoup d'esprit. » A la mort du cardinal de La Roche-Aymon, la feuille des bénéfices passa aux mains de M. de Marbeuf, évêque d'Autun, qui la garda de 1776 jusqu'en 1789.

La gestion de M. de Marbeuf, et même celle de M. de la Roche-Aymon, rencontrèrent de violents détracteurs. On fit circuler de 1781 à 1783 des *Lettres secrètes* qui attaquaient Marbeuf et Loménie de Brienne avec une violence inouïe. Le cardinal de la Roche-Aymon n'y est point épargné. On y présente cette vieille Eminence comme n'ayant pas le faible mérite des bonnes intentions, égaré par le caprice ou la prévention, sans plan, sans vues, sans principes... Elle semblait avoir entre-

pris de s'acquitter avec le hasard de tout ce qu'il avait fait pour elle. » ¹

Mais c'est contre l'évêque d'Autun, M. de Marbeuf, que sont dirigées les récriminations les plus véhémentes ². On sent circuler dans ces diatribes le courroux

1. « Depuis le règne du cardinal Fleury, dit le pamphlet, il est facile de motiver le choix des ministres ecclésiastiques. La reconnaissance nomme l'évêque de Mirepoix (Boyer); l'estime, le cardinal de La Rochefoucauld; le despotisme d'une femme, l'évêque d'Orléans (Jarente); l'intrigue et la pitié, la vieille Eminence, le cardinal de la Roche-Aymon. Un seul homme a fait tout le mal. Sous le successeur du sage cardinal de La Rochefoucauld, toutes les disciplines se sont amollies, les mœurs ont été comptées pour rien et la doctrine pour peu de chose.... Ce brigand aimable et voluptueux (Jarente) était sans système. Une abbaye, un évêché n'étaient à ses yeux qu'une fleur, un pompon, et ce travail d'une nomination ne lui paraissait guère plus important que l'arrangement d'un souper. » Cf. *Lettres secrètes... à M. le marquis de... avec une Suite des Lettres secrètes*. — Il faut faire la part du pamphlet dans cette diatribe. Voici en quels termes M. de La Roche-Aymon, ministre de la feuille, communiquait à M. de Champorcin, le 29 novembre 1773, sa nomination à l'évêché de Toul: « Après avoir bien réfléchi, mon cher Seigneur, j'ai cru que personne ne serait plus propre que vous à remplir le siège de Toul dont vous avez sans doute appris la vacance; et ne consultant que le bien qui peut résulter de votre translation, je l'ai proposée sans hésiter au roi qui vient de l'agréer. Vous allez vous trouver à la tête d'un clergé des plus instruits et d'un vaste diocèse. Je vous y souhaite du meilleur de mon cœur une destinaée telle que vous la méritez, et semblable à celle de vos prédécesseurs, dont la mémoire est encore en vénération dans la Lorraine. » On ne peut méconnaître que l'accent de cette lettre ne soit très digne et vraiment sacerdotal. Cf. Guillaume, *Histoire du diocèse de Toul*, t. IV, p. 322.

2. L'évêque d'Autun, « avec moins de consistance personnelle, emprunte de sa lâcheté même plus d'audace encore et malheureusement plus de stabilité. Il sent qu'il ne peut se soutenir dans sa place qu'en sacrifiant tous ses devoirs. Esclave du crédit qui le gouverne, il est reconnu pour le plus effronté menteur qui ait jamais abusé du pouvoir, et son élévation lui a ôté la petite considération qu'il avait usurpée en se cachant dans ses intrigues... Ses mains incertaines, toujours soumises à des impulsions étrangères, ne savent ni s'ouvrir ni se fermer à propos. Qu'espérer d'un esclave vendu au crédit, que l'ambition ronge, qui nourrit au milieu des oscillations d'une raison malade la soif dévorante de la faveur, à qui la nature a refusé l'âme et le génie qui élèvent au-dessus des places, qui donnent la délicatesse et la dignité dans le pouvoir, et dont la volonté n'est ferme et stable que contre le mérite solitaire et le talent abandonné à lui-même. » — L'abbé de Pradt, op. cit., I, p. 441, accuse également la Roche-Aymon et Marbeuf d'avoir manqué de force de caractère pour résister au favoritisme du pouvoir. — Ces attaques n'empêchèrent pas Marbeuf d'être fait chevalier du Saint-Esprit, et contribuèrent

d'un candidat à quelque riche bénéfice qui lui aura été refusé. Entendez le pamphlétaire interpellé en ces termes le ministre de la feuille, à la veille de la Révolution : « Chaque jour vous avez renchéri sur vos méfaits par des présentations criminelles. Pendant votre administration, l'irréligion, le libertinage, l'avarice, le luxe, l'incrédulité, l'athéisme même, semblent avoir été les seuls titres pour obtenir les bénéfices de la nomination royale. » Ces reproches ne paraissent pas justifiés. Les rares prélats dont la conduite laissait à désirer, tels que Rohan, Loménie de Brienne, Grimaldi, étaient entrés dans l'épiscopat avant l'arrivée de Marbeuf à la feuille, et, nous le verrons, c'est malgré Marbeuf que Talleyrand fut nommé évêque d'Autun.

C'est la seule fois du reste que Louis XVI contraria, et bien à tort, son ministre. Tous les documents contemporains nous montrent Louis XVI très résolu à ne choisir que de bons évêques. Il dit à M. du Tillet qu'il venait d'appeler au siège d'Orange : « Vous êtes le premier évêque que je nomme depuis mon avènement au trône. Je m'applaudis de mon choix qui n'a pour motif que votre propre mérite. Je crois que ce commencement sera de bonne augure pour les nominations suivantes, si Dieu en fait la grâce. » C'est encore la première année de son règne que Louis XVI eut à pourvoir à l'archevêché de Cambrai. Ce diocèse n'avait pas été heureux en évêques depuis Fénelon. Le roi, obsédé de recommandations, les repoussa toutes, fit son choix et le rendit public en ces termes : « Il y avait assez longtemps que Cambrai n'avait

rent même à lui faire donner le cordon bleu. On fit à cette occasion le quatrain suivant :

A force d'en dire du mal,
Voilà du cordon bleu Marbeuf que l'on décore.
Aimables persifleurs, quelques pamphlets encore,
Et vous le ferez cardinal.

point d'archevêque. J'ai voulu lui en donner un. » L'élu était M. Rosset de Fleury, archevêque de Tours, prélat très digne de faire oublier les Dubois, les Saint-Albin et les Choiseul. Les nominations épiscopales de Louis XVI ont fait dire qu'il fut « plus heureux dans le choix des ministres du sanctuaire que dans celui de ses propres ministres ¹. »

M. de Marbeuf trouvait donc en Louis XVI un roi très décidé à procurer le bien de l'Eglise. Mais le ministre de la feuille avait à compter avec d'autres influences. Nous ne parlons point ici de Boisgelin, archevêque d'Aix, qui manifestement jouissait d'un grand crédit auprès de lui, puisqu'il fit nommer, en 1788, M. de Messey, son grand-vicaire, à l'évêché de Valence, M. de Ruffo-Bonneval à l'évêché de Senez ². L'intervention de la reine et de son entourage était autrement redoutable. Qu'elle poussât à l'épiscopat ses aumôniers ou protégés, quand ils étaient aussi dignes que MM. de Sabran, Mérimville, Bourdeilles, Fontanges, rien de mieux ; mais auprès d'elle l'abbé de Vermond ³, son lecteur, se faisait l'instrument d'ambitions moins recommandables qui s'agitaient autour de Loménie de Brienne. Les Mémoires du temps nous montrent ce dernier, à son château de Brienne, « entouré d'une foule de petits abbés qui croyaient à peine en Dieu, et attendaient des évêchés du crédit que l'archevêque avait dans l'opinion par M^{me} du Vernage, et à la

1. Cf. Abbé Proyard, *Louis XVI et ses vertus*, 1805, 5 vol. in 8°, t. I, p. 337, t. II, p. 484-485.

2. M. de Ruffo-Bonneval écrivait : « Je n'ai pas tant dû mon évêché à la renonciation de mon frère qu'à M. de Boisgelin, qui a voulu me mettre à sa place. » Cf. Th. Bérangier, *Vie de Mgr Ruffo Bonneval*, évêque de Senez, p. 6.

3. « Il y a à la cour, écrivait le cardinal de Bernis, deux hommes qui s'entendent fort bien : le comte de Mercy et l'abbé de Vermond (très en faveur auprès de Marie-Antoinette). Cet accord, dont le public ne s'occupe guère, explique bien des choses qui sans cela seraient inexplicables. » Dépêche du 4^{er} octobre 1786. Masson, p. 447.

cour par l'abbé de Vermond. » Le comte d'Allonville rapporte que son oncle, ayant recommandé l'abbé de Dampierre, très digne prêtre, vicaire général de Paris, à l'abbé de Vermond, celui-ci aurait répondu par cette apostrophe bien caractéristique : « Que voulez-vous qu'on fasse de votre saint homme, un laboureur de diocèse ¹ ? »

Mais Louis XVI aimait mieux les « laboureurs de diocèse » que les abbés de cour ². Il écarta Loménie de Brienne que la reine voulait pousser au siège de Paris, et y appela le digne évêque de Châlons, M. de Juigné. Le ministre de la feuille, M. de Marbeuf, ainsi appuyé par le roi, put naviguer à travers bien des écueils et travailler efficacement à constituer un bon épiscopat. Sur quarante-sept évêques nommés par lui de 1777 à 1789, trois seulement prêtèrent serment à la constitution civile : ce furent M. de Savine, évêque de Viviers, Jarente, évêque d'Orléans, et Talleyrand. Un tel résultat dément les accusations violentes que des pamphlétaires éconduits dirigèrent contre lui. Tout concourt à prouver que Marbeuf, entré par vocation dans les ordres, lui aîné de sa famille, fut un digne évêque et un bon serviteur de l'Eglise. C'est le témoignage que lui rendit, en 1798, le pape Pie VI, lorsqu'il écrivait à M. de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, qu'il « connaissait M. l'archevêque de Lyon comme un prélat distingué par toute sorte de vertus, admirable par sa science, par sa foi, par

1. *Mémoires secrets* du comte d'Allonville, 1828, t. I, p. 279-280. En 1802, on parut avoir moins peur des laboureurs de diocèse, puisque M. de Dampierre fut promu à l'évêché de Clermont.

2. « Jamais Louis XVI ne supporta ces papillons de société qu'on appelait *abbés de cour*, qui affectaient le babil, le ton léger et jusqu'à la parure des femmes frivoles, directeurs de leur toilette le matin et de leur partie le soir. Il en connaissait, il en avait sous les yeux et il méprisait ces êtres méprisables. » Proyard, op. cit., I, 390.

sa constance à supporter les plus grands malheurs pour l'unité catholique. »

Marbeuf, ayant publié en 1789, comme archevêque de Lyon, un mandement réactionnaire qui fut violemment attaqué, dut céder, le 4 Août, le ministère de la feuille¹ à Lefranc de Pompignan. Louis XVI lui adressa une lettre affectueuse. Pompignan attachait la plus haute importance à ses nouvelles fonctions, les rois consacrant d'ordinaire de leur autorité les nominations faites par leur ministre. Comme il jugeait cette charge incompatible avec les devoirs de l'épiscopat², il donna sa démission de l'archevêché de Vienne.

Avec un tel homme on n'avait pas à craindre de mauvais choix. Pompignan désigna M. de Coucy comme évêque de la Rochelle, en remplacement de M. de Crussol d'Uzès; M. Asseline, comme évêque de Boulogne, en remplacement de M. de Pressy; enfin M. d'Aviau, comme archevêque de Vienne. Le premier de ces prélats, appartenant à la vieille famille des sires de Coucy, aumônier de la reine, grand vicaire de Reims, avait toutes les conditions requises de ceux que l'ancien régime appelait à la mitre. L'élévation de M. Asseline était déjà une conséquence de la Révolution. Ce digne prêtre avait beau

1. Le frère de Mgr Marbeuf avait placé Bonaparte à l'école de Brienne. Lui-même avait fait entrer Joseph Bonaparte comme boursier au collège d'Autun.

2. « Il est à désirer, dit-il dans ses *Lettres à un évêque*, qu'un ecclésiastique en soit toujours chargé et, dans l'ordre ecclésiastique, un homme autorisé par la dignité épiscopale. Toutefois j'aurais beaucoup de peine à convenir que cette fonction, de la plus haute importance et plus intéressante même pour la religion que l'exercice du ministère épiscopal, admette la retenue d'un siège dont on demeure encore titulaire. » *Œuvres de Pompignan*, éd. Migne, t. II, p. 240. M. Emery, dans sa notice sur M. de Pompignan (en tête des œuvres du prélat, p. 17), dit de lui : « Durant le court exercice de son ministère (de la feuille), il procéda toujours sur ce principe incontestable de n'élever au premier rang que des personnes qui en fussent véritablement dignes. Le choix qu'il fit de son successeur dans l'archevêché de Vienne (M. d'Aviau) est remarquable et prouve bien la pureté de ses intentions. »

être une des gloires de la Sorbonne, professeur depuis trente ans dans cette illustre école, vicaire général de Mgr de Juigné, guide et maître d'une foule d'évêques, jamais il n'eût franchi le seuil de l'épiscopat sans le mouvement d'idées qui, de toutes parts, battait en brèche les préjugés de caste. Entre les deux se place, comme naissance, M. d'Aviau, issu d'une très honorable famille. Vicaire général de M. de Sainte-Aulaire, évêque de Poitiers, il avait montré une vie irréprochable, de la piété, de la science, du talent, du jugement, de la fermeté et de la douceur, l'intelligence des affaires et la connaissance des hommes. Il joignait à ces qualités une modestie qui lui fit refuser l'archevêché de Vienne avec une insistance que M. de Pompignan dut vaincre par des appels réitérés ¹.

VI

Nous venons de résumer en quelques traits l'histoire des nominations épiscopales durant deux siècles. Les évêques de France, qui avaient vu de mauvais œil la feuille des bénéfices confiée aux Jésuites, pendant plus de cinquante ans, sous Louis XIV, eurent la satisfaction d'avoir un des leurs chargé de cette importante administration durant les règnes de Louis XV et de Louis XVI. Ces ministres ecclésiastiques remplirent pour la plupart leurs délicates fonctions avec conscience et honneur. Mais il suffit que l'un

1. Cf. Lyonnet, *Histoire de Mgr d'Aviau*, 2. vol. in-8°, I, p. 222 et suiv. Citons encore comme promotions faites en 1789, celle de M. Gallois de la Tour, nommé le 21 mai 1789 évêque de Moulins qui venait d'être érigé en évêché ; — de M. du Lau d'Almans, parent de l'archevêque d'Arles, sacré le 19 avril 1789 évêque de Grenoble. — M. de Lavczou, nommé évêque de Lodève en 1790, ne fut pas préconisé.

d'eux, Jarente, ait trahi ses devoirs, il suffit que la feuille des bénéfices fût le point de mire de tant de compétitions, de tant d'appétits, de tant d'intrigues des grandes familles, pour qu'elle soit attaquée avec violence à la veille de la Révolution. Le souvenir d'un Jarente aux ordres de la Pompadour obsède la pensée de beaucoup d'électeurs en 1789. De là les demandes assez nombreuses de l'élection appliquée aux curés et même aux évêques, tout au moins d'un conseil de conscience chargé d'éclairer les choix du souverain ¹. Mirabeau se chargea bientôt de faire retentir la tribune d'anathèmes contre la feuille. Après la tourmente, un témoin et ami de l'ancien régime, l'abbé Proyart, faisant allusion à certains choix déjà très anciens qui avaient poussé « dans les premières dignités du sanctuaire le rebut des grandes maisons et les bâtards des princes, » va presque jusqu'à se réjouir que désormais, après la table rase de la Révolution, il n'y ait « plus à craindre que l'appât des richesses surcharge l'Eglise d'indignes ministres ². »

1. « Que le roi veuille bien ne nommer aux bénéfices consistoriaux, que des ecclésiastiques qui lui soient *présentés par un conseil de conscience*, dans lequel il y aura au moins moitié d'ecclésiastiques. » Cahier du clergé de Metz, *Archives parlementaires*, III, p. 761. — « Qu'il soit nommé un conseil de conscience pour la nomination des bénéfices consistoriaux. Un seul homme chargé de ce département peut être exposé à l'erreur, quoiqu'il ait les vues les plus sages et les plus ecclésiastiques. Assiégé sans cesse par l'intrigue, il lui sera difficile de fixer son choix, même pour les places les plus importantes. » Clergé de Saintes, *Arch. parlam.* V, 659. — La même demande est formulée par le clergé d'Amiens, de Péronne, de Dole, de Mantes et Meulan, par les curés du Quercy, par le clergé de la paroisse Saint-Paul à Paris, etc.; par la noblesse de la vicomté de Paris, par le tiers état de Dijon, etc. « Le malheur voulut, dit de Pradt (op. cit. I, 441), que la direction du clergé fût à peu près confondue avec la distribution des biens de l'Eglise; et comme partout la richesse finit par commander, la feuille finit par être le véritable régulateur du clergé de France. »

2. « Les richesses, dit l'abbé Proyart (*Louis XVI et ses vertus*, 1805, t. II, p. 484-485), ont fait grand mal à l'Eglise, tantôt en allumant la convoitise des princes et des gouvernements, tantôt en commandant leur vocation au sacerdoce à des sujets sans talents et sans vertus, ou bien

Ces plaintes évoquaient le souvenir d'abus scandaleux, mais lointains. Le favoritisme étrange, qui livra trop souvent des évêchés à des enfants et gorgea surtout de biens ecclésiastiques les maisons de Bourbon et de Lorraine, a cessé à peu près complètement vers le milieu du XVII^e siècle. Mazarin, bien moins scrupuleux que Richelieu dans le choix des évêques, a trouvé en face de lui Vincent de Paul. Louis XIV, par principe de gouvernement et par conscience, a compris, à travers quelques défaillances, toute l'importance des nominations épiscopales. Après le court interrègne du Régent, de qui on ne pouvait point attendre de grands scrupules en cette matière, le cardinal Fleury, Boyer, évêque de Mirepoix, le cardinal La Rochefoucauld, La Roche-Aymon, Marbeuf, Pompignan, nous présentent au ministère de la feuille une succession de bons prélats, dont la dignité de vie et les convictions fermes nous garantissent la vigilante sollicitude dans le recrutement de l'épiscopat. Jarente, il est vrai, s'est glissé entre deux. Le timoré Louis XVI a eu la faiblesse de faire Talleyrand évêque d'Autun. C'est dire quelles tolérances étranges, quels scandales nous présente parfois l'ancien régime. Attendons-nous donc à trouver dans cet épiscopat régulier, vertueux dans son ensemble, quelques mauvais évêques dont nous allons chercher à déterminer le nombre.

en nous montrant dans les premières dignités du sanctuaire le rebut des grandes maisons et les bâtards des princes ; comme si la religion fondée et propagée par la sainteté pouvait emprunter sa force d'un grand nom, lorsque l'inconduite, compagne de ce nom plus illustre, ne sera que réfléchir un scandale plus éclatant. Mais, grâce à notre Révolution, nous n'aurons plus à craindre que l'appât des richesses surcharge l'Eglise d'indignes ministres ; notre crainte, au contraire dans ces jours d'affaiblissement de la foi, c'est que la perspective de la misère n'écarte de plus en plus du sanctuaire ses ministres nécessaires. »

CHAPITRE DEUXIÈME

Mauvais Évêques.

I. Les évêques divisés en trois groupes par Talleyrand. — En tête des mauvais évêques plaçons les quatre futurs prélats constitutionnels. — Talleyrand. — Son impatience d'être évêque. — Comment Louis XVI se laissa forcer la main. — Le Sulpicien chargé de préparer Talleyrand à l'épiscopat. — Comment Rome confirmait de tels choix. — Portraits de Loménie de Brienne, de Jarente, évêque d'Orléans, de Lafont de Savine, évêque de Viviers. — A ces prélats plus ou moins scandaleux, il faut joindre Dillon, archevêque de Narbonne, le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, Grimaldi, évêque du Mans et de Noyon. — II. Noms de quelques autres évêques dont la vie privée a été l'objet d'accusations peu établies. — Que penser des attaques dirigées contre Breteuil, évêque de Montauban, contre Maillé-La-Tour-Landry, évêque de Gap et de Saint-Papoul? — Calomnie contre le cardinal de Montmorency, évêque de Metz. — Ne pas prendre tous les propos du temps comme articles de foi. — Accepter comme vrai le chiffre donné par un contemporain, l'abbé Proyart : dix évêques irréguliers sur cent trente. — III. Comment l'existence un peu mondaine de plusieurs prélats fut une occasion de calomnie. — Leurs fêtes. — Egards de société qu'ont ces gentilshommes. — Quête de charité par Belsunce dans un bal à Marseille. — La séparation des deux sociétés moins tranchée que de nos jours. — Réunions permises, exigées le plus souvent par leur entourage. — Des évêques plus sévères. Anecdote sur Beaumont. — La tenue ecclésiastique et le sentiment des convenances chez ces prélats. — Clément XIV à cheval. — Malgré quelques exceptions, cet épiscopat va nous apparaître bon dans son ensemble.

I

Talleyrand, dans ses Mémoires, nous montre l'ancien épiscopat « composé d'hommes dont quelques-uns étaient très pieux, d'autres spécialement administrateurs, d'autres enfin mondains, et mettant, comme M. l'archevêque de Narbonne, une certaine gloire à quitter les formes de leur état pour vivre en gentilshommes. »

Quels étaient ces mondains qui affectaient ainsi des allures profanes et dont quelques-uns affligeaient l'Eglise par leur conduite? Les quatre évêques qui devaient prêter serment à la constitution civile du clergé se présentent ici tout d'abord et, à leur tête, le plus illustre d'entre eux, Talleyrand.

Talleyrand a tenu à nous apprendre dans ses Mémoires qu'il avait une maîtresse durant son séminaire de Saint-Sulpice. On comprend qu'avec de telles dispositions, il ait eu quelque peine à forcer les portes de l'épiscopat. Poussé vers l'Eglise sans vocation, il a reçu du ciel une intelligence aussi grande que sa naissance. Nommé agent général du clergé par la province de Bourges, il s'est acquitté de sa mission pendant cinq ans, de 1780 à 1785, avec un succès et un éclat extraordinaire. C'était de règle que les agents généraux devinssent évêques. Au terme de son mandat, l'assemblée du clergé de France, qui connaissait sa conduite, le signale néanmoins, avec son collègue, « aux bontés du roi. » C'est étrange, mais ainsi le voulait la tradition et la formule du compte-rendu. Comme l'avait prévu, comme l'espérait la vénérable assemblée, Louis XVI ne tient aucun compte de cette recommandation. Le ministre de la feuille, Marbeuf, est aussi décidé que le roi à fermer à Talleyrand l'entrée de l'épiscopat. Celui-ci se morfond dans une attente impatiente. Etonné qu'un homme de son mérite et de sa naissance ne soit pas encore évêque à trente-quatre ans, il confie à ses amis, dans des lettres qui nous ont été conservées ¹, ses espérances et ses déceptions.

1. *A Monsieur de Choiseul-Gouffier, à Constantinople, 4 avril 1787.*

« Mon Archevêque de Bourges est plus mal depuis quelques jours; on dit qu'il s'en va tout à fait. Les remèdes les plus actifs le sont moins que le mal. Cette époque sera vraisemblablement celle qui décidera de mon sort. Pour le moment, il me paraît bien difficile qu'on ne me donne pas l'archevêché de Bourges. La malveillance de l'évêque d'Autun (M. de Mar-

Vains efforts, inutiles plaintes ; homme de plaisir, agioteur, recevant de toute main, ses vices sont déjà trop connus pour qu'il soit possible de braver le scandale que sa promotion ne manquerait pas de soulever. Il semble avoir perdu toute chance, lorsque son père le comte Charles-Daniel tombe gravement malade. Louis XVI, qui l'aimait beaucoup, vient le voir. Le vaillant soldat de la guerre de sept ans demande au roi comme grâce suprême de ne point infliger à sa famille une sorte de flétrissure, en écartant son fils de l'épiscopat. Le bon et faible Louis XVI se laisse toucher et engage sa parole. Le 2 novembre 1788, arrive le brevet de nomination à l'évêché d'Autun. Le roi s'y disait « bien informé des *bonnes vie, mœurs, piété, doctrine, grande suffisance, et autres vertueuses et recommandables qualités* qui sont en la personne du sieur Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, vicaire général de Reims. » Etrange époque où un gentilhomme qui va mourir trouve le secret de pousser un fils indigne dans les rangs de l'épiscopat comme moyen de se recommander à Dieu, où le roi qui le

beuf, qui avait la feuille des bénéfices), ne me paraît pas pouvoir lui fournir le moyen de me le refuser. »

17 octobre 1787.

« Voilà l'archevêché de Bourges donné à l'évêque de Nancy et l'évêché de Nancy donné à l'abbé de La Fare. A présent, qu'est-ce qui arrivera ? Je ne prévois plus d'ici à longtemps de mouvement dans le clergé ; quand il y en aura, me donnera-t-on la place qui me conviendra et à laquelle je conviendrai ? »

Le 28 mai 1788, l'évêque d'Autun a été nommé à l'archevêché de Lyon. Talleyrand écrit à son confident Choiseul : « Rien de ce que je désire ne tourne comme je voudrais, mon ami ; je ne suis pas dans un moment de bonheur. Mais cela changera ; j'attendrai, et on trouvera peut-être qu'un homme qui a trente-quatre ans, qui a toujours été occupé d'affaires, qui a fait celles de son corps tout seul pendant cinq ans, et de qui on s'est loué pendant tout ce temps-là, mérite qu'on le traite un peu mieux. Je vais dans quinze jours à l'assemblée provinciale de Champagne. J'y passerai environ un mois, et de là je m'en irai perdre le reste de mon hiver à Paris, puisqu'on ne veut pas me faire employer mon temps ailleurs. Si je peux contribuer à faire quelque chose d'utile en Champagne, cela adoucira mon oisiveté. »

connaît et qui le nomme en arrive à se croire, à se dire « bien informé de ses bonnes vie, mœurs, piété ¹ ! »

On s'étonne que Rome conférât l'institution canonique à des hommes si notoirement indignes. Dans l'ancien régime, il ne lui était pas aussi facile que de nos jours d'opposer son *veto* aux mauvais candidats. Les libertés gallicanes, une longue tradition donnaient au choix du roi une force irrésistible. On connaît le grave différend qui s'éleva sous Louis XIII entre la cour romaine et Richelieu, au sujet des prêtres proposés pour l'épiscopat, celui-ci et le parlement voulant confier aux évêques diocésains les informations canoniques que le pape tenait à réserver à ses nonces. Encore convenait-il que ces nonces fussent, sans exception, fermes, incorruptibles et vraiment hommes de vertu puisqu'il leur fallait prononcer sur la vertu. Quand il s'agit de l'orthodoxie, des prérogatives du Saint Siègre, les papes ferment impitoyablement la porte aux sujets qui leur paraissent suspects en cette matière, témoin la résistance invincible d'Innocent XI aux choix de Louis XIV après l'assemblée de 1682. Les erreurs du cœur paraissaient moins dangereuses, moins irrémédiables que celles de l'esprit. L'histoire des nominations ecclésiastiques au dix-septième et dix-huitième siè-

1. L'abbé Devoucoux disait dans un curieux rapport fait, en 1857, à la société Eduenne : « Nous avons entendu dire à des témoins oculaires combien poignantes avaient été les tortures de celui des directeurs de Saint-Sulpice à Issy, à qui était échue la mission de disposer le cœur de l'abbé de Talleyrand au redoutable ministère qu'il assumait, lui, sans y attacher, ce semble, beaucoup d'importance. » Talleyrand fait allusion à cette retraite dans son premier mandement, du 16 Janvier 1789. « Avant de recevoir, y dit-il, l'onction des mains du pontife, nous avons pu nous recueillir quelques moments dans une solitude où viennent s'ins- truire en silence les membres de la pieuse société de Saint-Sulpice qui offrit tant de modèles à notre jeunesse. Nous nous sommes dit que nous serions secondés par ces mêmes instituteurs, qui se dévouent avec un zèle si pur au soin difficile de former les élèves du sacerdoce, et dont, pour tout dire, l'éloge le plus touchant sortit de la bouche expirante de Fénelon. »

cle nous a montré sur plus d'un siège pontifical, pourvus de bulles régulières, des évêques, des cardinaux qui ne pouvaient guère honorer leur charge.

Après Talleyrand, le plus connu des futurs évêques constitutionnels, est Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, que nous avons déjà rencontré sur notre route, et que son rôle politique à la veille de la Révolution a rendu célèbre. Sa thèse en Sorbonne avait fait scandale. Nommé en 1760 au siège de Condom par le triste Jarente, il semble bien prouvé qu'il n'avait ni foi ni mœurs. Un pamphlétaire du temps a tracé de lui un portrait peu flatté. « En 1765, il fut, dit l'écrivain anonyme, l'homme du clergé pour devenir l'homme de la cour, moliniste violent, zéléateur superstitieux des pratiques populaires ; compilateur en 70, d'une belle *Instruction sur les dangers de l'incrédulité* ; auteur des *Actes* emportés de l'assemblée de 65 contre le cadavre janséniste ; rédacteur de l'arrêté du conseil qui condamne ces mêmes actes ; distillateur des Remontrances anonymes que le clergé crut devoir opposer à ce même arrêt ; il prit tous les masques, parla toutes les langues, agiota sous toutes les formes. Le Protée de la fable n'est auprès de lui qu'un misérable joueur de gobelets... Le rencontrez-vous au théâtre de M^{me} de M. (M^{me} de Montesson), oubliant les grimaces synodales parmi les jeux de Thalie et de Terpsichore ? Le surprenez-vous au milieu des délices de Brienne, épuisant toutes les délicatesses du luxe, environné d'une cour leste et brillante, occupé de fêtes, préparant une chasse, une comédie, un sacre d'évêque à l'usage des dames ? ¹ » C'est un adversaire qui parle, mais il est difficile de contester que ce portrait ne soit assez ressemblant.

1. *Lettres secrètes sur l'état de la religion*, 1781-1783, plus tard *Suite des Lettres secrètes*, p. 71-73.

A la mort de Christophe de Beaumont, un parti puissant voulait pousser Loménie de Brienne sur le siège de Paris ¹. Mais Louis XVI était décidé à l'écarter. « Il faudrait au moins, dit-il, que l'archevêque de Paris crût en Dieu ². » Il choisit de son propre mouvement M. de Juigné, alors évêque de Châlons ³. Brienne se consola par la foi à sa fortune, en la préparant par ses intrigues à la cour, par sa réputation d'administrateur dans son diocèse et aux Etats du Languedoc. En attendant, il donnait des réceptions splendides dans ce château de Brienne

1. L'abbé de Vermond, lecteur de la reine, l'appuyait de tout son crédit. Les *Lettres secrètes* présentent ainsi cet incident : « Un petit favori (l'abbé de Vermond) d'une très grande princesse (la reine), transporté de la poussière du pédantisme dans les hautes régions de l'intrigue, a presque décidé de ce choix, et le grand lama politique. (Brienne) a été porté pendant huit jours à la tête du clergé de France. Tous les honnêtes gens frémissaient dans l'attente de cet étrange phénomène. L'homme qui avait licencié, dispersé les auxiliaires de la religion, avait prouvé d'avance la légèreté de ses principes. » L'auteur des *Lettres* ajoute que huit candidats avaient été présentés au roi, dont six *ad honorem*. Le roi opta pour la vertu. « Le mérite simple et épiscopal a été proclamé. » L'abbé Proyart, *Louis XVI et ses vertus*, t. I, p. 388 et suiv., confirme le fait, et attribue le revirement de Louis XVI à l'intervention d'une de ses tantes, qui éclaira la religion du roi sur le compte de Brienne.

2. Due de Lévis, *Souvenirs et portraits*, 1815, p. 103.

3. M. de Beaumont était mort le 12 décembre 1781. Comme on lui parlait dans sa dernière maladie de prendre un coadjuteur : « J'y consens, volontiers, dit-il, pourvu que ce soit M. l'évêque de Châlons ; mais je n'en veux point d'autre. Le courrier apportant à M. de Juigné la nouvelle de sa nomination arriva en pleine nuit à Châlons. Il frappe à la porte de l'évêque. Le domestique étonné va demander qui cause un tel dérangement à cette heure. « *De la part du roi* », répond le courrier. Il entre et remet la lettre suivante : « Mon cousin, je vous ai nommé à l'archevêché de Paris et M. de Clermont-Tonnerre à l'évêché de Châlons. » Les domestiques sautent de joie et vont avertir Jobart, le maître sonneur, qui en pleine nuit met en branle toutes les cloches. Les habitants réveillés vont s'enquérir et apprennent ainsi la nouvelle. On voit que la nomination de l'archevêque de Paris était un grand événement. M. de Juigné accourut à Versailles. Il avait déjà refusé l'archevêché d'Anch, l'un des plus riches bénéfices du royaume, il voulait aussi décliner le siège de Paris. Le roi lui dit : « Mon intention est que vous acceptiez sans observation. Je n'ai droit à aucun remerciement ; si j'en avais connu un plus digne, vous ne seriez pas archevêque de Paris. » A la mort de M. de Beaumont, le roi avait dit à ses courtisans à Versailles : « Il y a ici beaucoup d'évêques, mais je n'y vois pas l'archevêque de Paris. »

dont Morellet nous a décrit les magnificences. Il avait réalisé le plan, déjà formé dès son cours de théologie en Sorbonne, de jeter bas la misérable demeure des Loménie en Champagne, et d'élever à la place un édifice immense où il pouvait tenir une véritable cour. On s'y rendait, en effet, de toutes parts. Les abbés, en quête d'abbaye ou d'évêché, entouraient cet « homme important, patron de la jeune cléricature et académicien. » Les dames accouraient, attirées par la magnificence de la comtesse de Brienne. On ne s'ennuyait pas. Loménie, qui écrivait médiocrement, contait admirablement. Des chansons, des vers, tournés par son grand-vicaire et par l'abbé Morellet, s'ajoutaient aux concerts et aux danses. A une époque éprise d'un bel engouement pour les sciences, on avait installé à Brienne, indépendamment d'une grande bibliothèque, un riche cabinet d'histoire naturelle, un cabinet de physique. Un démonstrateur de mérite, Deparcieux, venait de Paris et passait deux mois au château « pour faire des cours aux dames. » On ne manquait pas la messe, mais on y était peu dévot, et la maîtresse du logis avait soin de retenir près d'elle un abbé chargé de lui faire des contes pendant l'office ¹.

Vint le jour pour Brienne de déployer, comme premier ministre, les talents que les bouches de la renommée avaient proclamés d'avance. Imposé à Louis XVI, qui ne voulait « ni Neckraille ni prêtraille », il se mit à l'œuvre, bien que menacé de phtisie, rongé de dartres et crachant le sang. On sait comment, après s'être montré incapable, il dut abandonner le pouvoir, pourvu en dédommagement de l'archevêché de Sens, gorgé de bénéfices, coiffé du chapeau de cardinal ²; comment enfin,

1. *Mémoires* de Morellet, t. I, p. 263-265. — *Mémoires* d'Allonville, t. I, p. 279-280.

2. Soulavie (*Mémoires sur le règne de Louis XVI*, VI, p. 251) fait dire à Brienne : « La reine pleura, me promit le chapeau, tout ce que je vou-

après avoir excité l'indignation du pape par son adhésion à la constitution civile, il périt misérablement avec presque toute sa famille. Il s'était fait donner, en quittant le pouvoir, comme coadjuteur à l'archevêché de Sens, son neveu, Pierre-François-Marcel de Loménie, qui devait imiter ses erreurs et partager sa fin tragique.

Un autre coadjuteur aussi peu recommandable que Pierre de Loménie, Louis-François-Alexandre de Jarente, avait reçu de son oncle, Jarente, l'évêché d'Orléans. Il ne valait pas mieux que son prédécesseur. Un témoin oculaire nous a marqué l'impression que lui causa, en 1789, une entrevue entre M. d'Aviau et M. de Jarente. « J'étais, dit M. Picot, au séminaire d'Orléans, quand Mgr d'Aviau se rendant à Paris pour son sacre, vint y loger. Tout le monde fut frappé de sa simplicité, de sa douceur, de sa modestie, de son humilité. M. de Jarente, évêque d'Orléans, ne manqua pas de lui rendre sa visite; mais quel contraste entre ces deux hommes ! L'un tout fourré d'hermine et de soie, affectant des airs de grandeur et de faste, se drapant comme une femme pour la représentation, annonçait un prélat de cour qui n'avait rien de sérieux dans le caractère. L'autre, au contraire, sans affectation, sans prétention, annonçait de prime abord, par le laisser-aller de ses manières, la modestie de son langage, la simplicité de son extérieur, un prêtre pieux qui ne connaissait que ses devoirs, qui était disposé à mourir plutôt que de transiger avec ses obligations. Jeune encore et sans expérience, je ne pus m'empêcher d'être frappé de la différence qui se trouvait entre ces deux personnages et, faisant de la philosophie à ma façon, je n'hésitai pas à présager combien différent aussi serait

drais et me permit de l'embrasser. J'acceptai donc le chapeau, je demandai que l'abbé de Loménie fût mon coadjuteur et la promesse de la première place d'une dame chez la reine pour une nièce. »

l'avenir de ces deux figures épiscopales. En effet, les deux prélats suivirent des lignes si opposées qu'il était impossible de rencontrer plus juste. Je ne fus pas plus surpris des écarts et de la défection de l'un, que du courage et de la fidélité de l'autre ¹. » On sait que M. de Jarente prêta serment à la constitution.

Il faut rapprocher des trois prélats constitutionnels, dont nous venons de parler, Lafont de Savine, évêque de Viviers. Savine appartenait à une famille de très ancienne noblesse. Sacrifié à l'avenir de son frère aîné, le marquis Victor-Amédée, il entra dans l'Eglise avec une vocation douteuse. D'une distinction suprême, d'une intelligence peu commune, il avait tout pour réussir dans le monde; il fit en vue de la carrière ecclésiastique de brillantes études. Nous avons vu sa mère engouée des philosophes du temps, lui inspirer des goûts romanesques, et lui laisser lire Rousseau dont elle-même faisait sa pâture favorite. Il vint au séminaire avec une foi un peu ébranlée. Il montrait en outre une inconcevable instabilité d'esprit, un amour immodéré du monde et des plaisirs. Avec cela, bon, généreux, sensible, plein de courtoisie et d'urbanité. Il était fantasque au point, une fois prêtre, de passer des mois entiers sans célébrer la messe et de faire dire son bréviaire par son valet de chambre, mais, le mois suivant, de la célébrer tous les jours et de réciter l'office à genoux. Jamais un tel homme n'aurait dû être porté à l'épiscopat. Le crédit de sa famille auprès de Louis XVI lui fit conférer, en 1778, une dignité qu'il ne devait point honorer. L'ordination ne le transforma pas plus que Talleyrand. Savine, par ses incohérences d'esprit, ses rêveries philanthropiques, ses lettres éloquentes, ses bizarreries réformatrices, mé-

1. Le comte de Cheverny, dans ses Mémoires, présente Jarente comme une « espèce de fou, homme de sac et de corde. »

rita d'être appelé par ses partisans « le Jean-Jacques Rousseau du clergé. » Le compliment était médiocre ; mieux eût valu en être le François de Sales. Mais M. de Savine n'était point engagé dans la voie de la sainteté. Son amour du luxe, ses prodigalités ne tardèrent pas à lui créer des dettes, malgré les 60 000 livres de revenu de l'évêché et les 30 000 que donnait à sa mère la terre de Savine. Il fit de son palais un séjour enchanteur, multiplia les serres, les charmillles, peupla ses parcs de rossignols et de chardonnerets. Il avait un nombreux domestique, tenait table et salon ouverts. On faisait de la musique, on dansait une partie de la nuit au rez-de-chaussée de l'évêché, dans une pièce appelée la salle italienne, et dont les belles fresques avaient été peintes par un disciple de Natoire suivant le goût mythologique de l'époque. La première soirée de l'arrivée de Lafont de Savine à Viviers, une jeune fille d'une rare beauté, Gabrielle de la Baume, sœur de l'abbé de la Baume, chanta des romances en s'accompagnant du clavecin. La mondanité avait envahi l'évêché. Les conséquences de cet exemple ne se firent point attendre. Le clergé de Viviers, auparavant si austère, se laissa aller à la dissipation ; on vit même quelques prêtres tomber dans l'impiété et le libertinage. Heureusement, le grand séminaire, dirigé par les Sulpiciens, ne se laissa pas entamer, et cette fermeté maintint dans la règle les autres ecclésiastiques du diocèse. Du reste aucune accusation n'est portée contre les mœurs de Savine à cette époque ; son historien, qui n'a dissimulé aucune de ses folies durant la Révolution, n'attaque en rien sa conduite sous l'ancien régime¹.

D'autres évêques, qui surent pendant la Révolution rester fidèles à l'Eglise et repousser la constitution civi-

1. Cf. Simon Brugal, *Le schisme constitutionnel dans l'Ardèche. Lafont de Savine*, 1889, in-8°, p. 2-7, 72.

le du clergé, étaient loin d'avoir mené une vie sans tache. Un très grand personnage, celui-là même que nous avons vu présider avec tant d'éclat les états du Languedoc ¹, Dillon, archevêque de Narbonne, mérite comme évêque les sévérités de l'histoire. Il a laissé de mauvais souvenirs dans son diocèse. Les Mémoires ² du temps le montrent passant à peine quelques semaines à Narbonne, venant à Montpellier présider les états du Languedoc, demeurant le reste du temps soit à Paris, soit plutôt dans sa terre de Haute-Fontaine où il se livre à la grande chasse, où il vit avec une société peu sévère qui garde à peine les convenances extérieures.

Le triste héros de l'affaire du collier, le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, est trop connu pour qu'il soit nécessaire de raconter ce scandale. Il faut également renoncer à donner comme un saint M. de Grimaldi, évêque du Mans et ensuite de Noyon. Il nous est présenté par son historien dans son château d'Yvré, donnant des fêtes peu édifiantes et se faisant le héros d'aventures dont il est difficile de contester l'authenticité ³.

II

A côté de ce petit groupe de prélats accusés avec raison, croyons-nous, de vie peu régulière, certaines anecdotes rapportées par les chroniques, les échos, les mé-

1. Cf. *Les évêques avant la Révolution*, p. 149-152.

2. *Mémoires inédits de M^{me} de **** cités par M. Taine. *Revue des deux mondes*, 15 mai 1891, p. 260. « Le dimanche, disent ces Mémoires, par respect pour le caractère du maître de la maison, on allait à la messe, mais personne n'y portait de livre de prières. C'étaient toujours des volumes d'ouvrages légers, et souvent scandaleux, qu'on laissait trainer dans la tribune du château, à l'inspection des frotteurs libres de s'en édifier. » — Voyez aussi Fornéron, *Histoire des émigrés*, in-12, t. I, p. 23-24.

3. Dom Piolin, *Histoire de l'église du Mans*, t. VI, p. 528 et passim.

moires du temps tendent à semer des doutes sur la conduite de quelques autres évêques. Disons qu'ici la plupart de ces inculpations ne nous paraissent point assez sérieuses pour qu'il faille en tenir grand compte.

Conzié, évêque d'Arras, a contre lui une aventure racontée par Métra. Qu'en penser ? Justement, un contemporain, peu suspect de partialité, le duc de Lévis, nous présente Conzié comme un politicien incorrigible, mais comme un prélat de « mœurs irréprochables ¹. »

Sur deux points opposés de la France, des accusations ont été dirigées contre Talaru de Chalmazel, évêque de Coutances et M. de Breteuil, évêque de Montauban. Pour Talaru de Chalmazel, l'historien du diocèse de Coutances ne parle que de bruits vagues et prononce même le mot de « calomnies ². » Les témoignages des contemporains, dont les plus anciens parmi nous ont pu recueillir les souvenirs, attestent que la conduite de M. de Talaru fut toujours régulière ³.

1. Métra, *Correspondance*, XIV, 20 mai 1783. — Duc de Lévis, *Souvenirs et portraits*, 1815, in-8, p. 201. « L'évêque d'Arras, Conzié, était, dit le duc de Lévis, un de ces prélats plus politiques que religieux ; sa doctrine et ses mœurs étaient irréprochables, mais l'ambition était sa passion dominante. »

2. Le Canu, *Histoire du diocèse de Coutances et Avranches*, 1817, 2 vol. in-4, t. II, p. 60. — Forneron (*Histoire des émigrés*) enregistre les mêmes bruits. Or, Forneron est un guide peu sur. Il invoque justement ici Duval (*Souvenirs*, t. I, p. 8) qui est muet sur ce point. Forneron incrimine également la conduite, pendant l'émigration, de M. d'Agoult de Bonneval, évêque de Pamiers, sans donner aucune référence.

3. M. Pigeon, chanoine de Coutances, qui a une connaissance approfondie de l'histoire du diocèse, a connu M. Lesplu-Dupré, docteur en Sorbonne, mort vicaire général et archiprêtre de Saint-Gervais d'Avranches. M. Lesplu, de son côté, avait connu M. de Talaru à Coutances et visité avec cet évêque l'abbaye de Montebourg. Il prenait cet évêque pour un « très bon et pieux pontife. » « J'ai connu à Coutances, nous écrit M. le chanoine Pigeon, des prêtres âgés qui parlaient avec vénération de Mgr de Talaru. Il était zélé et pieux. Toutes les jeunes personnes dévoyées furent ramenées par lui à une vie meilleure, et pour elles il fonda une maison de repentir. C'est peut-être cette fondation qui a pu donner lieu à la calomnie. C'était un homme d'une figure ascétique, à la taille élancée, et aux traits amaigris. Je n'en ai entendu dire que du bien. Il était sévère, peu aimé, mais respecté. »

Le Tonnelier de Breteuil, évêque de Montauban, était de la famille de Breteuil, ministre d'Etat, et de la fameuse marquise du Châtelet, née Breteuil. Dans sa jeunesse, il s'était souvent rencontré avec Voltaire à Cirey. En 1771, on lança contre lui un libelle diffamatoire. Immédiatement, les chanoines de la cathédrale et tout le clergé du diocèse signèrent une *Réclamation générale*, dans laquelle on vengeait la conduite de l'évêque. Dans ce document, tous les prêtres protestent de leur « vénération » pour ses « vertus », de leur reconnaissance pour ses « bontés ». Ils vantent « sa décence dans les fonctions saintes, sa piété dans les temples. » Ils passent en revue ses œuvres diocésaines : nouveau catéchisme et nouveaux statuts synodaux, le collège de Montauban préservé de la ruine et reconstitué sur les plus larges bases, le séminaire pourvu de nombreux sujets pour le sacerdoce, et la disette de prêtres qui sévit ailleurs inconnue à Montauban, des pensionnats ouverts, les paroisses visitées régulièrement, voilà quelques-uns des bienfaits de son administration ecclésiastique ¹.

Qu'on fasse, si l'on veut, la part de l'exagération, de l'éloge officiel dans un document de ce genre, il est cependant impossible de ne pas tenir compte d'un Mémoire, signé par tout le clergé du diocèse. La vérité est que l'accusation portée contre les mœurs de M. de Breteuil

1. « Aimable dans la société, dit le clergé de son évêque, il en fait les délices par la gaieté de son caractère, l'affabilité de ses manières, la décence de ses conversations. Jaloux du suffrage de tout le monde, il fait oublier sa place pour rapprocher les distances et se communiquer sans gêne à celui avec qui il s'entretient. La correspondance particulière dont il nous honore nous met chaque jour à portée d'admirer la sagesse de son administration, la solidité de ses vues, la bonté de son cœur, la justesse, l'agrément même de son esprit, l'étendue de sa piété et de sa religion. Nul d'entre nous ne s'est jamais retiré d'auprès de lui peu édifié ou mécontent : nul ne l'a trouvé, dans ses chagrins personnels, insensible ou peu compatissant, et nous dirons tous, avec autant d'affection que de vérité que dans toutes les occasions, il nous a témoigné les sentiments d'un ami, d'un évêque, d'un père. »

n'est pas établie. C'était un prélat à grandes manières ; il aimait la représentation ; il recevait en gentilhomme une société nombreuse et brillante. Rien n'autorise à conclure de là au scandale, d'autant plus que le nom de M. de Breteuil est resté populaire à Montauban ¹.

On n'est pas peu étonné de rencontrer, parmi les prélats dont la vie privée a été attaquée, M. de Maillé-Latour-Landry, qui eut une si belle conduite pendant la Révolution. Sorti de l'armée, qui n'a jamais été une école de formation cléricale, il avait eu le malheur d'être grand vicaire de M. de Grimaldi ; il ne trouva guère des exemples de vertu dans l'entourage de l'évêque du Mans. Appelé, en 1777, à l'évêché de Gap, transféré, en 1784, à Saint-Papoul, il nous est présenté par l'historien de Gap comme étant peu régulier dans ses mœurs ², et d'une prodigalité qui l'entraîna dans des dettes. Les réunions du château de Charance, dont M. de Maillé fit son séjour ordinaire, auraient été peu édifiantes. Un poème, appelé la *Landoride* ou la *Landryade*, attribué à l'abbé Rolland, député depuis à l'assemblée constituante, fit les délices des malins Gapençais. C'était un pamphlet, et l'on peut se demander s'il suffit d'un factum de ce genre pour entacher les premières années épiscopales d'un homme qui se montra si ferme pendant la Révolution. Les bons habitants de Gap, en voyant le grand train, les brillantes réceptions de leur nouveau pasteur, ne se hâtèrent-ils pas un peu trop, dans leur rusticité ³, de traiter

1. Cf. Daux, *Histoire de l'église de Montauban*, 1882, 2 vol. in-8°.

2. Théod. Gautier, *Précis de l'histoire de la ville de Gap*, 1814, in-18.

3. On avait encore à Gap, en 1789, du papier huilé en guise de vitres. Les bourgeois les plus aisés, mal nourris au logis, n'avaient pas de plus grand régal que d'aller au cabaret boire du vin et manger du fromage blanc. La ville ne possédait pas un seul collège ; la jeunesse allait s'instruire à Embrun, Orange, Valence. Jusqu'en 1789, il n'y eut pas un seul livre imprimé à Gap. Dans un tel milieu, les allures d'un évêque jeune, homme de cour, ancien officier de cavalerie, qui, pour ne pas trop s'en-

de coupables des habitudes qui n'étaient peut-être que mondaines et un peu militaires.

Ce qui nous paraît donner à cette interprétation une confirmation sérieuse, c'est qu'avant 1789 les *Nouvelles ecclésiastiques* nous montrent ce prélat fidèle à la résidence dans son second diocèse de Saint-Papoul, c'est surtout que pendant la Révolution le clergé constitutionnel, qui poursuivit M. de Maillé de sa haine, n'incrimina jamais ses mœurs. Les *Annales de la religion*¹, organe des prêtres assermentés, dirigent contre lui des attaques passionnées. Elles lui reprochent d'avoir apostasié, d'exercer son ministère de la façon la plus cyniquement vénale. Elles dépeignent les prêtres faisant partie du conseil de M. de Juigné, archevêque de Paris en exil, comme des hommes sans mœurs, et affirment que M. de Maillé appartient à ce conseil chargé de renseigner Juigné sur ce qui se passait en France. Il est à remarquer que pas une seule fois la moralité de M. de Maillé n'est mise en suspicion. Est-il croyable que ses adversaires se fussent refusé la satisfaction de raconter son passé scandaleux, et de faire appel aux récents souvenirs des contemporains, si sa vie avait été si coupable ? Dans l'acharnement de la lutte on ne respectait rien, et le clergé constitutionnel, qui ne cessa pas d'attaquer plus tard M. de Maillé quand il fut promu à l'évêché de Rennes, n'eût pas manqué de frapper cet évêque en plein cœur en l'associant aux quelques autres prélats qui avaient donné du scandale².

nuyer, tenait société brillante et bruyante, durent paraître étranges à des montagnards prompts à traiter de répréhensibles des fêtes qui n'étaient qu'extraordinaires dans ce pays.

1. T. XI, p. 99 et 576.

2. Nous n'avons fait que résumer ici les conclusions auxquelles s'arrête M. le vicomte de Bréc dans un ouvrage qu'il va publier sur Mgr de Maillé-La-Tour-Landry. — M. le chanoine Guillaume, archiviste des Hautes-Alpes, nous écrit : « Dans les archives de l'évêché de Gap, dont je termine actuellement l'inventaire, je n'ai absolument rien trouvé de

Quoiqu'il en soit, si M. de Maillé fut réellement répréhensible dans ses mœurs avant 1789, il répara noblement ses fautes pendant la Révolution. Mais sa conduite durant les années terribles nous paraît une preuve nouvelle de sa régularité dans les temps heureux. M. de Maillé est le seul prélat qui ait continué ses fonctions épiscopales pendant la persécution. Caché à Passy, il exerce son ministère, fait des ordinations, et est assez heureux pour échapper au bourreau. Comment attendre une telle conduite d'un prêtre dissolu ? De telles transformations sont bien rares et bien difficiles. Sans doute, la secousse révolutionnaire produisit un grand ébranlement dans les âmes. En France, on a toujours vu des hommes de plaisir braves sur le champ de bataille. Mais il ne s'agit point ici de coups d'épée ni de l'enivrement des combats. Le courage déployé durant de longues années par M. de Maillé en face d'une mort toujours présente et quand son frère, ses neveux, venaient de périr à Paris sur l'échafaud, fut une résolution calme, persévérante, qui dénote une force de caractère, un sentiment du devoir, une foi qu'on ne saurait demander, croyons-nous, à l'évêque léger et viveur que dénonce le pamphlet de Gap. Disons enfin que les documents contemporains nous montrent M. de Maillé très lié avec M. Emery.

Les écrivains de notre époque qui ont eu à parler de l'ancien épiscopat ont émis parfois très légèrement des affirmations, des accusations sans fondement. L'un d'eux¹ ne va-t-il point jusqu'à prêter « une célébrité scandaleuse » à Mgr du Lau, archevêque d'Arles, prélat universellement connu par ses vertus. Nous avons vu reproduit dans différents ouvrages le jugement porté sur quelques

défavorable à ce prélat. » L'abbé Auctel, dans la notice en tête du *Recueil des circulaires, mandements*, de Mgr Arbaud, 1838, in-8°, p. LXI-LXI, parle aussi de M. de Maillé.

1. Jean Wallon, *Le clergé de quatre-vingt-neuf*, in-12, p. 493.

prélats d'ancien régime par l'*Histoire de France* de l'abbé Montgaillard. On a oublié, en s'appropriant les assertions de cet écrivain, que l'histoire qu'on lui prête n'est pas de lui, et qu'en serait-il l'auteur, il ne mérite guère crédit. Sainte-Beuve déclare que cet écrit est « incomplet, incohérent, plein de mensonges, de contradictions et d'erreurs; grâce à une certaine causticité originale, et à une affectation cynique de franchise, mais grâce surtout au patronage influent de ses tuteurs », il « a usurpé un succès de vogue. ¹ »

C'est dire sur quelle base fragile s'appuient des accusations empruntées à un ouvrage anonyme et passionné. La connaissance plus intime des prélats mis en cause dans ce factum, achève de démontrer l'injustice des jugements qui y sont portés.

L'histoire de France par Montgaillard attaquée, par exemple, la vie privée de M. de Montmorency, évêque de Metz, cardinal, grand aumônier du roi. Or, on ne peut invoquer aucun écrit public ou privé, histoire ou pamphlet, Mémoires ou nouvelles du jour, qui émette ici contre ce prélat la moindre insinuation. Cependant ses ennemis et, en particulier pendant la Révolution, les

1. Sainte-Beuve (*Premiers lundis*, t. I, p. 280). L'ouvrage dont nous parlons a pour titre : *Histoire de France depuis la fin du règne de Louis XVI jusqu'à l'année 1825. 1826-1833*, 9 vol. in-8°. — « Un fait constant, dit la *France littéraire* de Quérard, c'est que l'*Histoire de France* n'est que la *Revue (chronologique et historique de l'histoire de France)*, publiée en 1820 par l'abbé Montgaillard, 2 vol. in 8°) délayée par une société d'auteurs anonymes. » On peut s'apercevoir de cette collaboration aux contradictions de l'ouvrage. L'un des collaborateurs, le comte de Montgaillard, frère de l'abbé, se distingua par ses intrigues en faveur des Bourbons et des Napoléons qu'il trahit tour à tour. L'abbé Montgaillard, qualifié d'abbé sans l'être et uniquement parce que, dès 1788, il s'était destiné à l'état ecclésiastique, s'était fait une réputation de causticité et de cynisme qui ne sont point les qualités premières de l'historien. Néanmoins sa *Revue chronologique*, œuvre propre de l'abbé Montgaillard, n'a pas trace des accusations portées contre les mœurs de quelques prélats dans l'*Histoire de France* (t. II, p. 214-215), œuvre d'écrivains anonymes.

commissaires qui se plurent à accumuler les griefs contre lui, n'auraient pas négligé ce moyen de le perdre s'ils avaient eu le moindre espoir de faire accepter cette calomnie. La ville de Metz possède les procès-verbaux des interrogatoires auxquels fut soumis l'évêque. Il y est beaucoup parlé de son esprit de domination, de son attachement à ses privilèges, aux avantages pécuniaires de sa charge et de ses dignités, mais on n'y trouve pas un mot qui incrimine ses mœurs. Disons enfin que la tradition orale ne nous a transmis aucun bruit de ce genre. Le clergé, qui n'aimait pas Montmorency à cause de la hauteur et du faste dont il entourait sa personne, n'aurait pas manqué de garder souvenir de la moindre incartade de son chef hiérarchique ¹. N'oublions pas enfin que le roi le prit pour grand aumônier en remplacement du cardinal de Rohan. Est-il à croire que Louis XVI, qui avait en horreur « les prélats affichés pour leurs mœurs », ait voulu entourer sa personne d'un homme connu comme tel, après le scandale de l'affaire du collier.

S'il n'y a pas trace d'accusations contre Montmorency dans l'ancien régime, on y trouverait en retour des té-

1. Un des premiers érudits de la ville de Metz, uniquement préoccupé de la vérité historique, nous écrit : « Mgr de Montmorency a laissé une réputation de grande charité, de véritable dévouement aux intérêts de la ville et surtout du parlement de Metz ; mais son caractère vif, les magnificences princières de ses réceptions à Frescaty, ses compromissions avec les jansénistes, l'introduction de la liturgie gallicane indisposèrent une grande partie de son clergé. Je n'ai trouvé dans aucun auteur du pays la moindre attaque contre ses mœurs. M^{me} de Choiseul, l'abbesse qui est revenue habiter Metz après la Révolution, a mérité d'être inhumée solennellement à la cathédrale en 1816 : nulle part le moindre doute de légèreté coupable. » Nous devons également ici de précieux renseignements à M. l'abbé Villemier, vicaire général de Metz. — Les écrits du temps rapportent ce trait. Montmorency, évêque de Metz, grand aumônier, était opposé à la *cour plénière* où Loménie de Brienne voulait le faire entrer, invoquant la reconnaissance envers le roi pour vaincre sa résistance. « Vous voulez peut-être parler de ceci, répondit le prélat avec vivacité, en saisissant le cordon-bleu. Sachez que les Montmorency sont avant le cordon-bleu. » Il allait arracher son cordon bleu quand on le calma.

moignages rendus à la régularité de sa vie¹. Ce qui achève ici la démonstration, c'est que M^{mo} de Choiseul, abbesse de l'abbaye royale, celle-là même que Montgaillard nous présente comme complice des prétendus désordres de Montmorency, est honorée à Metz comme une sainte, au point que, par un privilège presque unique, elle mérita d'être ensevelie, en 1816, dans la cathédrale de cette ville. L'épithaphe gravée à cette occasion sur sa tombe dit, avec ses vertus, la vénération dont tout un peuple entourait sa mémoire.

Cette discussion nous montre avec quelle légèreté on a trop souvent accueilli des calomnies contre certains prélats d'ancien régime².

Concluons de ces observations que l'impartialité historique, la vérité, imposent la discrétion, la prudence, dans les jugements sur la conduite privée de cet épiscopat. On ne peut pas donner les dires d'un Bachaumont, d'un Métra, d'un Montgaillard comme paroles d'Évangile. N'oublions pas qu'il s'agit d'un temps où l'on se dédommageait par les propos de salon, de l'absence de liberté politique et de liberté de la presse. Il est facile de formu-

1. En 1779, dom Bernardin Pierron, bénédictin, vante dans un poème latin (ce poème avait pour titre : *Templum Metensibus sacrum*, p. 170-172) son illustre naissance, sa charité, sa prudence, et il ajoute :

Morum

Quis nitor ! Exemplo leges creat atque ministrat. — Quelle que soit la licence des poètes, un tel éloge eût paru une cruelle ironie si l'évêque de Metz eût été tel que nous le dépeint l'histoire de Montgaillard.

2. L'histoire de Montgaillard incrimine également la vie privée de M. de Cicé, archevêque de Bordeaux. Mais ici encore pas de faits cités, pas de témoignages autorisés. Cependant Cicé était trop en vue, son rôle à la Constituante, son attitude comme garde des sceaux furent trop discutés, en particulier lors de la constitution civile du clergé, pour qu'il n'eût point beaucoup d'ennemis et des adversaires irréconciliables. Nous ne savons pas, qu'ils aient jamais, pour le perdre, attaqué sa vie privée. Ses trois historiens n'émettent pas la moindre insinuation à cet égard. Cf. Bosc, *Mémoires pour servir à l'histoire du Rouergue*, 3 vol. in-8°, 1797 ; — Fisquet, *la France pontificale*, province de Bordeaux — ; Servières, *Histoire de l'église du Rouergue*, gr. in-8°, 1875.

ler ici des condamnations générales; quand on est mis en demeure de les justifier par des noms propres et des faits, on est bien vite dans l'embarras, même en s'aidant de Bachaumont, de Métra et de tous les Mémoires du temps.

Sur ce point, un écrivain de l'ancien régime, modéré, mais bien informé, impartial et clairvoyant, l'abbé Proyard, nous paraît avoir fait la mesure exacte du mal. « La malignité, dit-il, se taisait sur *la régularité de cent vingt pasteurs, l'édification de leurs troupeaux, et demandait compte au corps entier des scandales, malheureusement trop réels, d'une dizaine de ses membres* ¹. » L'abbé Proyard, vivant à cette époque, était placé pour bien voir. Son livre sur Louis XVI a un ton de sincérité et des aveux qui montrent qu'il a voulu faire œuvre d'historien et non de panégyriste. Nous acceptons donc comme exact le chiffre de dix évêques répréhensibles dans leur vie privée à l'avènement de Louis XVI ou à la veille de la Révolution ². Comme ce prince apporta un vrai scrupule dans le recrutement de l'épiscopat, le nombre des prélats irréguliers a diminué plutôt qu'augmenté sous son règne.

1. Cf. Abbé Proyard, *Louis XVI détrôné avant d'être roi*, 1800.

2. Ces dix noms comprendraient les quatre prélats, futurs constitutionnels : Talleyrand, évêque d'Aptun; Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, puis de Sens, qui venait de prendre pour coadjuteur un autre Loménie de Brienne également peu recommandable; Jarente, évêque d'Orléans. La vie privée de Savine n'avait point été répréhensible avant la Révolution. A ces noms nous avons ajouté ceux de Dillon, archevêque de Narbonne; Rohan, cardinal, évêque de Strasbourg; Grimaldi, évêque du Mans, puis de Noyon. En supposant que les accusations portées contre les prélats dont nous avons donné les noms, accusations qui ne nous ont point paru établies, fussent fondées pour deux ou trois, nous arrivons au chiffre de dix évêques répréhensibles donné par l'abbé Proyard. Gobel, évêque de Lydda, qui devait donner un si grand scandale pendant la Révolution, laissait si peu prévoir une telle conduite qu'on l'appelait *l'ange de Lydda*, avant 1789.

III

Ce qui a contribué ici à accréditer les préventions contre quelques prélats d'ancien régime, c'est le faste, l'appareil un peu mondain dont ils entouraient leur existence. Nous l'avons dit, la vie retirée, modeste, presque recluse de nos évêques, ne rappelle en rien l'éclat, le luxe de leurs prédécesseurs du XVIII^e siècle. Grands par leur naissance, par leur rang social, par leurs revenus, ils croyaient devoir mener un train en rapport avec leur situation spirituelle et temporelle.

Il était un temps dans l'année où ces châteaux, ces maisons de campagne dont nous avons décrit les splendeurs¹, s'ouvraient à une société choisie, brillante, empressée à jouir de la généreuse hospitalité, de la table somptueuse d'un prélat gentilhomme. Les femmes de la noblesse pouvaient d'autant mieux s'y rendre que le plus souvent les honneurs étaient faits par une sœur, une belle sœur, une nièce de l'évêque. Elles y venaient en effet. Deux dessins faits pendant l'épiscopat de Clermont-Tonnerre, évêque de Châlons, représentent le magnifique parc de Sarry, dessiné par le Nôtre, avec des Messieurs, des dames décolletées selon le goût de l'époque. Tout s'y passait avec une parfaite convenance. Les conversations délicates, la musique, des délassements innocents, occupaient les heures de réunion.

Les prélats n'éprouvaient aucun embarras à se mouvoir au milieu de cet entourage un peu profane. Ils n'avaient eu qu'à grandir dans leur propre famille pour connaître tous les

1. Cf. *Les évêques avant la Révolution*, p. 86-106

raffinements de la bonne compagnie. Parfois ils avaient suivi quelques années la carrière des armes avant d'entrer dans l'Eglise. Certains même avaient été mariés avant d'être prêtres. Pisani de la Gaude, évêque de Vence, fut poussé dans les ordres par la mort de sa fiancée, la belle d'Entrecasteaux. On comprend que des hommes ainsi élevés gardassent une parfaite aisance dans des réunions qui nous paraîtraient aujourd'hui un peu mondaines, qu'ils eussent pour les femmes ces égards de société dont leur éducation, leur monde leur faisait un devoir et leur donnait l'exemple. Un jour, M. de Bourdeilles, évêque de Soissons, revenait de Compiègne en calèche. A la poste de Jaulzy, ayant voulu, avec un empressement de gentilhomme, aider une dame de la compagnie à descendre de voiture, il manqua le marchepied et se cassa la jambe, ce qui le rendit boiteux le reste de sa vie¹. Belsunce, évêque de Marseille, apprend que le gouverneur de la ville donne un grand bal. Il s'y rend au moment où la réunion est complète, fait le tour de la salle pour quêter danseurs et danseuses, et se retire avec une ample recette pour ses pauvres. Cette démarche, qui aujourd'hui paraîtrait risquée, n'étonna personne. La séparation entre le monde ecclésiastique et le monde laïque était alors moins tranchée que de nos jours. L'opinion, en particulier, ne demandait pas aux prélats un divorce complet avec la société

1. Pecheur, *Annales du diocèse de Soissons*, t. VII, p. 461. — Les Mémoires du temps racontent que le carrosse de M. Couet du Vivier de Lorry, alors évêque de Tarbes, depuis évêque d'Angers en 1789, brisa un jour à Paris la voiture où se trouvait une dame. Le prélat crut devoir lui offrir, puisqu'il était cause de l'accident, de la faire conduire avec ses chevaux là où elle comptait se rendre. Elle donna l'adresse de M. Boudet, secrétaire de la marine, lequel était connu justement de M. Vivier de Lorry. A leur arrivée, stupéfaction des domestiques et du secrétaire de la marine de voir la dame arriver ainsi dans l'équipage et en compagnie d'un évêque : c'était la Gourdan. L'anecdote courut la ville ; mais on conviendra qu'elle ne peut point charger la mémoire de M. de Lorry.

brillante où ils avaient vécu¹, où ils trouvaient leurs sœurs, leurs parentes et comme une extension de leur propre famille. Le fait même d'avoir grandi dans un tel entourage en atténuait le péril. Ces relations, sans être pour eux un grand danger, entretenaient cette exquise urbanité de manières, cette noble aisance, cette fleur de bonne compagnie qui distinguaient cet épiscopat.

Cette habitude du monde n'offrait rien d'incompatible avec une conduite régulière ni avec des goûts simples. M. de Lauzières-Thémines, par exemple, évêque de Blois, alliait une vie irréprochable à ses allures de grand seigneur, à son train de gentilhomme. Il affichait, dit un contemporain et un témoin, « une grande sévérité de mœurs. » Il « vivait exemplairement », donnant la confiance à ceux de ses prêtres « qu'il croyait les plus dévots et instruits. » Au moment de la constitution civile du clergé, ses adversaires eux-mêmes lui rendirent, sous ce rapport, un éclatant témoignage. Tandis que les catholiques redemandaient Thémines comme « l'évêque qu'il leur fallait, » le procureur général du Loir-et-Cher, dans son réquisitoire, disait de lui, qu'il s'était rendu « recommandable par ses talents, par ses lumières et par la pureté de ses mœurs². »

1. Certains ecclésiastiques abusaient de ces tolérances de l'opinion. L'abbé de Périgord (Talleyrand) ne se contente pas de réunir chez lui les Lauzun, les Mirabeau, les Chamfort, les Rulhière, les Choiseul-Gouffier, les Narbonne, et autres brillants sujets qui n'étaient pas des modèles de foi ni de vertu, il se fait admettre aux réunions de M^{me} de Brienne, de M^{me} de Montesson, de M^{me} de Boufflers, de M^{me} de la Reynière. Il nous raconte dans ses Mémoires la répartition qui lui voulut un grand succès dans un souper chez la duchesse de Grammont. Talleyrand paraissait surtout se complaire dans « la maison de M^{me} de Montesson, qui se tenait tout à l'extrémité de la décence... Sur son théâtre il y avait, dit-il, pour le clergé un peu dissipé une loge dans laquelle M. l'archevêque de Toulouse, M. l'évêque de Rodez, M. l'archevêque de Narbonne, M. l'évêque de Comminges n'avaient fait admettre. » *Mémoires de Talleyrand*, I, 36, 37, 42, 43, 49.

2. *Mémoires de Dufort*, comte de Cheverny, I, p. 428-430; II, 411.—Ber-

On pouvait donc donner des fêtes sans manquer à ses devoirs, être à la fois un gentilhomme et un bon prélat. Là même où nous assistons à des réjouissances trop profanes, les évêques cèdent le plus souvent à l'usage, aux exigences de leur entourage, plutôt qu'à leurs propres goûts. Les *Nouvelles ecclésiastiques* racontent qu'en 1762, M. de Barral, évêque de Troyes, donna de belles fêtes en l'honneur de parentes qui lui avaient rendu visite. Il s'agissait aussi de célébrer « l'heureux succès de l'inoculation que le prélat et sa sœur avaient fait faire à leur neveu, en l'absence et à l'insu du père et de la mère. » Rien de plus légitime. Malheureusement ces réjouissances auraient été couronnées par un opéra-comique, joué à Saint-Liez dans le château de l'évêque. Les paysans des environs en répandirent la nouvelle dans les marchés du pays. « Nos curés, disaient-ils, auront beau prêcher maintenant que la danse est défendue. » La hargneuse gazette, qui raconte ces faits à sa manière, ne peut néanmoins s'empêcher de convenir que l'opéra-comique fut organisé par les parentes de l'évêque, à son insu et représenté un peu malgré lui ¹.

A Nancy, c'est pour plaire à une seur fastueuse, M^{me} de Clermont-Tonnerre, qu'un digne évêque, M. de La Tour du Pin, laisse donner chez lui des soirées musicales et des réceptions bruyantes ². A Castres, pendant que Mgr de

gerin et Dupré, *Histoire de Blois*, II, p. 225-227. — *Journal l'Ami de la Religion*, année 1829-1830, t. LXII, p. 225-230.

1. Les *Nouvelles ecclésiastiques* poursuivent avec âpreté ces évêques qui « traînent après eux des sœurs ou des nièces à qui ils donnent dispense de nous édifier. » Elles dénoncent la société brillante qui fréquente les salons de M. de Malide, évêque de Montpellier, le luxe mondain de M. de Termont, évêque de Blois, etc. Cf. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1763, p. 140 ; 1776, p. 159 ; 1783, p. 142.

2. Cf. abbé Mathieu, *l'Ancien régime dans la Lorraine*, p. 334. Les curés durent demander à l'évêque de faire cesser ces réunions pendant le carême. Chez M. de Nicolai, évêque de Cahors, les honneurs du palais étaient faits par sa nièce, sœur de M. de Jarente, évêque d'Orléans ; chez le cardinal de Bernis, à Albi, par sa sœur, M^{me} de Narbonne.

Royère se lève à quatre heures du matin, réunissant toute sa maison pour la prière, vaquant au ministère de la prédication et à tous ses devoirs d'évêque, ses deux sœurs font les honneurs du palais épiscopal avec un luxe que l'on trouva excessif.

En voilà assez pour choquer, pour scandaliser les villes de province, où l'absence de communications, la pauvreté des habitants, des habitudes primitives n'avaient point encore laissé arriver tant de pompes. Nous avons vu le cas se produire pour M. de Maillé-La-Tour-Landry à Gap ; la même impression dut être éprouvée ailleurs. Plus d'une fois, le rigorisme rustique alla jusqu'à frapper d'une condamnation sévère, jusqu'à traiter peut-être de coupables des réunions qu'expliquent suffisamment les mœurs du temps et la condition sociale des prélats d'ancien régime.

Quelques évêques, par austérité, par crainte d'un scandale possible, pour protester peut-être contre le train séculier de quelques-uns de leurs collègues, menaient une vie retirée et gardaient une grande réserve dans les relations. On aurait à citer parmi eux M. du Lau, archevêque d'Arles, M. de Pompignan, archevêque de Vienne, M. de Pressy, évêque de Boulogne, etc.. M. de Juigné n'admettait à sa table que ses parentes, et on se délassait le soir à l'innocent jeu de trictrac. Son prédécesseur sur le siège de Paris, M. de Beaumont, aurait poussé la retenue, si nous en croyons Soulavie, jusqu'à éviter de baiser Mesdames de France, filles de Louis XV, lorsqu'il leur fut présenté, privilège attaché à sa qualité de duc de Saint-Cloud et de pair de France ¹. Au XVII^e siècle, le

1. « La maréchale de Duras voulut lui faire baiser Mesdames lorsqu'il leur fut présenté, selon le droit qu'il en avait en qualité de duc de Saint-Cloud et de pair de France ; mais il recula quand Mesdames, filles de Louis XV, lui présentèrent leur joli visage ; et il recula encore quand les princesses, pour vaincre ce qu'elles prenaient pour de la timidité, s'approchaient davantage. » Soulavie, *Mémoires de Richelieu*, t. VIII, p. 207.

cardinal Le Camus, évêque de Grenoble, se lamentait des compromissions que la charge épiscopale entraînait avec le monde. « L'on a tellement mêlé, disait-il, les dignités ecclésiastiques de bienséances et d'engagements temporels, qu'il est presque impossible d'avoir les égards que le monde demande de nous, et de ne pas s'affaiblir dans la piété chrétienne. » Mais comment transformer un évêque en ermite ? Appelé à agir sur la société, ne doit-il pas vivre un peu avec la société pour la connaître ? « Un homme de cabinet, disait Le Camus lui-même, prend les choses plus métaphysiquement, mais nous avons besoin de les prendre un peu plus moralement ¹. »

Il y a ici une question de mesure, et dans ces rapports des évêques avec le monde, l'ancien régime avait des habitudes, des exigences, des tolérances, que ne connaît point notre siècle. Il faut apprécier d'après les convenances, la civilisation, les traditions d'un autre âge, des usages, des réunions qui nous paraîtraient aujourd'hui trop profanes. Même avant la Révolution, ces distractions mondaines ne semblaient pas très compatibles avec l'idéal de la vie ecclésiastique. « Que fais-tu ici ? est-ce pour de telles occupations que tu es prêtre ? », s'écriait un jour l'abbé de La Loge ², chargé de présider au train de maison, aux réceptions de M. de Breteuil, évêque de Montauban. Cependant, si nous exceptons la cour de Rohan à Saverne, les fêtes de Dillon à Haute-Fontaine, de Loménie à Brienne, de Grimaldi à Ivry, peut-être celles de Lafont de Savigne à Viviers, où le laisser-aller paraît avoir dépassé les bornes que ne doivent pas franchir des princes de l'Eglise, nous ne connaissons pas d'autres réjouissances qui aient mérité les sévérités de l'histoire.

1. *Lettres* du cardinal Le Camus, p. 208, 297.

2. M. de Breteuil lui aurait répondu : « Je vous ai appelé ici pour me représenter au salon, non pour faire le cagot. Si cela ne vous convient pas, vous pouvez vous en aller. » Cf. abbé Leredde, *Notice sur M. de La Loge*, 1838.

Disons plus, cet épiscopat, dans son ensemble, avait une tenue véritablement ecclésiastique. Sans doute, il ne faut pas demander à l'ancien régime tous les usages de notre époque. Le cardinal Bernis écrivait de Rome, le 4 octobre 1769, au duc de Choiseul, au sujet du pape Clément XIV : « Le pape galope tous les jours à cheval, et ses officiers ne peuvent le suivre. Il s'est fait faire un habit court, blanc, des bottes blanches, un chapeau rouge; voilà ce qui compose son habillement de cheval. » Autre temps, autres mœurs. Au dernier siècle, on était moins strict que de nos jours, par exemple, sur le port de la soutane. Des prélats ne l'avaient point hors de leur diocèse, d'autres ne s'en séparaient jamais. M. de Bonal, évêque de Clermont, pourra s'écrier à la Constituante, le 15 septembre 1790, lorsqu'il sera question de supprimer le costume ecclésiastique : « On déchirera mon habit sur mon corps avant de me le faire abandonner. »

En général, ces évêques d'ancien régime avaient au plus haut degré le sentiment des convenances. Dans toutes les circonstances, cet épiscopat évolue avec une dignité, une majesté, une noblesse qui décèlent un grand corps ayant conscience de son rang, de son caractère et de sa mission. Ceux même qu'une jeunesse orageuse ne semblait pas appeler à l'état ecclésiastique finissent, une fois dans les ordres, par en avoir le cachet et la marque distinctive. Sainte-Beuve nous montre en Bernis un de ces hommes qui, entrés « un peu légèrement » dans la cléricature, en prenaient « l'esprit avec l'âge », savaient allier un « mélange de monde, de philosophie, de grâce avec le bon sens et le bon goût, » arrivaient à « la considération et à l'estime », devenaient enfin « des hommes d'Eglise dans la meilleure acception du mot, sans cesser pour cela d'être des hommes du monde et des gens aimables » ¹.

1. Sainte-Beuve, *Causeries dulundi*, 11 août 1853.—L'abbé Gabriel, qui vivait dans la maison, était-il trop souffrant pour supporter le maigre,

Que conclure des pages qui précèdent ? c'est que l'esprit séculier, le relâchement avaient pratiqué une brèche dans l'épiscopat d'ancien régime. Un corps qui compte dans ses membres un Talleyrand, un Brienne, un Dillon, un Rohan, un Grimaldi, un Jarente, n'est pas complètement sain. Le clergé payait ainsi son tribut soit à la faiblesse humaine, soit plutôt au vice d'un recrutement qui faisait de l'épiscopat le privilège d'une caste et la convoitise des grandes familles. Un temps qui apporte avec lui de tels abus et les scandales qu'ils entraînent, ne peut nous laisser des regrets.

Heureusement que les évêques vraiment répréhensibles ne formaient qu'une infime minorité. Un censeur impitoyable de l'ancien clergé, dont nous avons eu souvent occasion d'enregistrer les sévères jugements, l'abbé Laurent, a écrit au sujet des prélats affichés pour leurs mœurs : « Cette nouvelle espèce de scandale est encore très rare et n'est pas de nature à devenir contagieuse ¹. » Ici, comme dans la France du XVIII^e siècle en général, on a trop souvent attribué à la masse les écarts bruyants d'un petit nombre. Une vie modeste, consacrée à la résidence et aux devoirs de l'apostolat, prête peu aux auteurs de Mémoires et à la chronique scandaleuse.

Derrière cette société brillante, légère, absurde et char-

il était autorisé à faire gras, mais dans sa chambre. L'abbé Georgel, dans ses *Mémoires* (t. I, p. 133) dit : « Le cardinal, depuis sa disgrâce, était devenu archevêque d'Albi ; soit politique, soit persuasion et retour aux vrais principes, il portait dans le gouvernement de son diocèse cet esprit de religion et de zèle qui a illustré les Bossuet et les Fénelon. Sa résidence forcée ne paraissait pas lui déplaire ; il vivait paternellement avec son clergé ; ses abondantes aumônes le rendaient le père des pauvres ; ses diocésains ne cessaient de bénir son nom. » Quand on lit les vers de Bernis, ou même simplement une lettre de lui si galamment tournée à sa belle sœur (reproduite en Masson, p. 72-73), on trouve que cette transformation était nécessaire. M. de Bernis avait cessé de faire des vers galants à 35 ans. Il entra dans les ordres à 40 ans.

1. Abbé Laurent, *Essai sur la réforme du clergé*, 1789, p. 175.

mante du XVIII^e siècle, dont les Mémoires du temps retracent constamment devant nous la vivante image, quelle vaste réserve de vertus morales et chrétiennes dans les couches profondes du peuple, dans la plus grande partie de la bourgeoisie, de la noblesse ! Il serait étrange que le clergé, non seulement dans ses curés, mieux gardés contre le mirage de la fortune et de l'ambition, contre l'esprit du siècle, par la modestie même de leur situation, mais aussi dans ses évêques, dont la mission est de donner des exemples et des règles de conduite, fût ici inférieur aux autres classes de la nation. Un coup d'œil plus attentif jeté sur l'ensemble de l'épiscopat, va nous montrer dans la plupart de ses membres, des vertus et une dignité de vie trop souvent dérobées au regard de l'historien par la réputation scandaleuse des quelques prélats que nous avons fait connaître.

CHAPITRE TROISIÈME

Bons évêques

I. Comment on peut constater que l'épiscopat était bon dans son ensemble, sans être en contradiction avec ce qui précède. — Grand ton, opulence, ne sont pas synonymes de vice. — Nos appréciations basées sur les histoires locales. — II. Pas de diocèse complètement deshérité au XVIII^e siècle. — Bons évêques à côté des mauvais ou des contestés. — Exemples à Cambrai, Montauban, Le Mans, Viviers, Sens, Gap, etc. — Un joli mot de Louis XVI : *Le Saint-Esprit en Auvergne*, le saint (Bonal) à Clermont, l'esprit (Bonteville) à Saint-Flour. — III. Il suffit de jeter les yeux au hasard sur cet épiscopat pour y trouver des vertus. — Exemples. — IV. Des provinces entières comptent à la tête de leurs diocèses de bons évêques et parfois des saints. — Exemples de la Bretagne, de la Gascogne. — V. Diocèses qui ont de bons prélats dans tout le cours du XVIII^e siècle. — Exemples de Paris, Amiens, Nîmes etc. — VI. Des prélats de vieille roche et véritablement apostoliques : M. de Dursfort, M. de Pressy, Pompignan, La Rochefoucauld, M. de Fumel, M. du Tillet, du Lau, Reboul de Lambert, etc. — Conclure que cet épiscopat était meilleur qu'on n'a dit. — Témoignages de Burke, Sénac de Meilhan, Tocqueville, Taine. — On peut pressentir que ces évêques vont être à la hauteur de l'épreuve durant la Révolution.

I

Le lecteur sera tenté de voir une contradiction entre ce chapitre et ceux qui précèdent, s'il est résolu à juger l'ancien épiscopat d'après le type qu'il a aujourd'hui sous les yeux, et à condamner en masse les évêques d'autrefois, parce qu'ils lui ont apparu dans ces pages entourés de l'éclat et de la pompe que comportent la représentation, la grandeur, la naissance et la richesse. Il doit arriver à se convaincre que ces prélats pouvaient être estimables tout en étant de grands seigneurs, que grand ton, grand train, grandes manières, sans constituer, certes, l'idéal de l'évêque, ne sont point néanmoins synonymes de vice

ni de vie coupable. En fait, si les traditions, les habitudes et même les convictions chrétiennes s'étaient conservées jusqu'à la Révolution dans la généralité des diocèses de France, on peut préjuger que ce résultat ne fut point atteint sans le concours de dignes pontifes ; car, s'il est difficile d'avoir de bons fidèles sans de bons curés, il ne l'est pas moins d'avoir de bons curés sans de bons évêques.

Aussi bien l'épiscopat de 1789 était-il recommandable dans son ensemble. Nous croyons faire œuvre, non de panégyriste mais d'historien, en le prouvant par de nombreux exemples. Nous n'avons rien à retirer de ce que nous avons dit sur l'absentéisme, sur le faste, l'excessive opulence, la prodigalité de beaucoup de prélats, sur les scandales d'un petit groupe. Mais à côté du mal, la vérité, la justice obligent à voir le bien, à constater quelle sève chrétienne et même apostolique animait encore ce grand corps, qui comptait une foule d'évêques réguliers et même des saints. Et qui pourrait s'en étonner ? Quand on voit des saints à la cour de Louis XV ; à une époque où le duc d'Orléans, fils du régent, pratique la pénitence dans l'abbaye de Sainte-Geneviève, où une fille de France se fait carmélite, où le dauphin¹, père de Louis XVI, ainsi que ses sœurs et sa mère, la reine, mènent une vie si pure en face de l'avilissement du roiet de la licence qui les entoure, il serait étrange de ne point rencontrer des vertus là où les peuples sont en droit d'en chercher la leçon et l'exemple.

L'exposé qui va suivre s'appuie spécialement sur les histoires locales. Quelque lecteur sera peut-être tenté de suspecter l'impartialité de ces documents. Nous croyons

1. Voir sur ce prince l'ouvrage de M. Emmanuel de Broglie ; — sur le fils du Régent, les deux articles parus au *Correspondant* (25 janvier et 10 février 1889), *Un saint à la cour de Louis XV*, par Choppin de Janvry.

cependant qu'on peut y trouver les éléments d'une information sérieuse. L'ancien régime n'est pas tellement éloigné de nous qu'il soit facile de décerner arbitrairement l'éloge ou le blâme aux hommes de cette époque. Plusieurs ont survécu à la Révolution et joué un rôle dans les premières années de notre siècle. Les notices publiées sur les évêques de 1789 ont été contrôlées par ceux qui les avaient connus ou qui s'étaient formé un jugement d'après le récit des contemporains. Croit-on qu'il soit aisé de faire passer pour un saint ou simplement pour régulier un prélat répréhensible, alors que la vie du chef d'un diocèse est exposée à tous les regards, que sa mort est relativement récente, et que les souvenirs se conservent avec une tendance à s'amplifier dans les villes de province. Ce n'est pas seulement un Rohan, un Brienne, un Talleyrand, dont les scandales sont en quelque sorte historiques, que la postérité condamne au nom de la morale ; nous avons vu les annales et les traditions locales transmettre jusqu'à nous les écarts de prélats ignorés du grand public, tels que Grimaldi au Mans et Jarente à Orléans. Quand les annales d'un diocèse sont unanimes à louer, pourquoi s'obstinerait-on à blâmer, surtout quand on a contrôlé ces assertions par tous les moyens possibles, et lorsqu'il n'existe pas d'autre source d'information nide renseignements contraires. Aussi, croyons-nous que les appréciations que nous allons donner dans ce chapitre, en les basant sur de sérieux témoignages, sont acquises à l'histoire.

II

Ce qui frappe tout d'abord, quand on étudie les diocèses du XVIII^e siècle avec la préoccupation de connaître la

valeur morale des évêques placés à leur tête, c'est qu'on n'en rencontre pas de complètement deshérités. Lorsque nous avons à signaler, sur la fin de l'ancien régime, quelque prélat peu édifiant ou moins régulier, Dieu, pour faire contrepoids, permet d'ordinaire que, sur le même siège, il soit précédé ou suivi de quelque excellent évêque. Entre M. de Choiseul et Rohan Guéméné, prélats mondains et hommes de cour, se place, à Cambrai, l'épiscopat de Rosset de Fleury. Ce dernier avait mérité, par sa piété, son amour de la résidence, d'être appelé *le petit saint de Tours*. Il refusait de quitter le siège de saint Martin pour Cambrai. « Il faut bien que vous acceptiez, lui dit Louis XVI, Fénélon n'y est pas encore remplacé. »

Le Tonnellier de Breteuil, que nous avons vu si attaqué, avait trouvé toutes vivantes, en montant sur le siège de Montauban, les traditions de son prédécesseur immédiat, Michel de Verthamon de Chavagnac. Ce digne prélat, tout entier au gouvernement de son diocèse, s'absenta à peine quelques jours durant un épiscopat de trente-trois ans. Les visites pastorales, les prédications, les retraites, sa sollicitude pour son clergé et chacune des paroisses, remplissent sa longue carrière. Dur pour lui-même, d'une piété tendre, d'une table frugale, d'une vertu sans ombre, il mourut laissant les pauvres dans la consternation et tout le diocèse dans la douleur. Après avoir assisté les malheureux durant sa vie, il ne voulut pas les quitter à la mort : il demanda à être enterré près des bâtiments de l'hospice ¹.

A Montauban, un saint évêque précède un évêque contesté. Au Mans, il le suit. A M. de Grimaldi succède M. de Gonssans, prélat aux mœurs irréprochables, au cœur

1. Abbé Daux, *Histoire de l'Eglise de Montauban*, 2 vol. in-8°, t. II, p. 72-87.

évangélique, que Louis XVI n'avait pas choisi en vain pour relever la discipline dans le diocèse du Mans ¹.

M. de Grimaldi remplaçait à Noyon M. de Broglie, frère du dernier maréchal de Broglie et de ce comte de Broglie dont *le Secret du roi* nous a fait connaître le rôle et les talents diplomatiques. M. de Broglie était un saint prêtre, nullement mêlé à la vie agitée de ses frères et passant pour être d'une humeur plus douce que le reste de sa famille. Il mourut jeune, après quelques années d'épiscopat ², au moment où il allait recevoir le chapeau de cardinal de la couronne de Pologne. Dans la collection de ses mandements, conservés à Broglie, et qui ont tous un grand caractère de piété et d'élévation, on remarque surtout celui où il demande à ses diocésains, sur un ton émouvant, des prières pour une maladie grave qui lui fait entrevoir la mort. Il laissa des regrets universels, et M. de Beauvais, évêque de Senez, son ancien grand vicaire et son ami, se fit, en prononçant son oraison funèbre, l'organe de la douleur publique.

À Coutances, les accusations n'ont point épargné le dernier évêque, Talaru de Chalmazel, peu sympathique à son clergé. En retour, son prédécesseur, M. de Quesnoy, avait su se faire aimer. Bon, pieux, savant, d'une fermeté tempérée, de manières prévenantes et affectueux pour ses prêtres, il avait laissé un souvenir béni ³.

Lafont de Savine, qui déshonora le siège de Viviers

1. Dom Piolin, *Histoire de l'église du Mans*, t. VI, p. 567-568. M. de Gossans rétablit entr'autres choses l'abstinence du samedi, supprimée par son prédécesseur.

2. Il fut évêque de Noyon de 1766 à 1777. M. de Sambucy (*Vie de Mgr de Beauvais*, 1842, in-12, p. 85) dit que Mgr de Broglie était « d'un esprit juste et orné, d'un caractère sûr et aimable, d'une âme aussi franche que généreuse. » Il fut assisté à sa mort par l'évêque d'Angoulême, Amédée de Broglie, qui lui avait fait faire sa première communion et de qui il voulut recevoir la dernière communion en viatique.

3. Le Canu, *Histoire du diocèse de Coutances et Avranches*.

pendant la Révolution, avait eu pour prédécesseur, en plein dix-huitième siècle, un de ces hommes qui marquent dans la mémoire des peuples, M. Villeneuve. Au témoignage d'un juge peu suspect, de Soulavie, M. de Villeneuve devait son immense ascendant, dans les Etats du Vivarais et dans son diocèse, à la réputation que lui avaient acquise « son zèle, sa prudence, sa sagacité et surtout sa vertu. Il se servait de tout pour la gloire de Dieu et le bien des âmes. Simple, sévère même dans sa vie privée, il ne voulait qu'une nourriture commune, et exigeait, dans ses fréquentes visites pastorales, que la table fût toujours servie avec la plus grande frugalité. Il était vêtu comme un pauvre curé de campagne. C'était un saint prélat des temps anciens, et tout annonçait en lui un homme vraiment extraordinaire ¹. »

Sens, qui finit mal avec le triste Loménie de Brienne, avait vu son siège occupé, durant presque tout le XVIII^e siècle, par deux hommes remarquables, tous deux membres de l'Académie, l'un M. de Languet de Gergy, prélat instruit, régulier, adversaire militant des Jansénistes, l'autre, le cardinal de Luynes, plus calme, plus conciliant, mais ferme dans le devoir et universellement respecté.

M. de Maillé-La-Tour-Landry, qui fut poursuivi par des pamphlets à Gap, avait compté sur ce siège de dignes prédécesseurs, entre autres M. de Malissoles, appelé « le saint des Alpes », mort en 1738 « en odeur de sainteté. » Il eut pour lui succéder et pour affronter la Révolution un pontife admirable, M. La Broue de Vareilles, parent de Montmorency, évêque de Metz. Le même historien, qui recueillait naguère les bruits défavorables à M. de Maillé-La-Tour-Landry, dit que La Broue de Vareilles fut « un prélat de mœurs austères,

1. *Histoire inédite des évêques de Viviers*, par Soulavie. Elle est conservée à Viviers.

d'une piété non équivoque, d'une gravité imposante ¹ », homme enfin à déconcerter la malignité publique. A Dijon, M. de Vogué meurt, en 1787, laissant des dettes et peu regretté de son diocèse. Son amour de la représentation, sa passion pour la musique et les arts lui avaient fait consacrer des sommes énormes à la satisfaction de ses goûts ². M. de Mérimville, nommé sur la présentation de la reine Marie-Antoinette, dont il était le plus ancien aumônier, eut le temps durant ses deux ans d'épiscopat, de faire apprécier sa bonté, son zèle et ses vertus. Notre siècle devait le voir administrateur de l'archevêché de Lyon au nom du cardinal Fesch, en 1802, évêque de Chambéry et de Genève en 1803. M. de Mérimville avait pu, dans son premier mandement, saluer en Mgr d'Apchon, l'un de ses prédécesseurs, « un prélat dont le nom sera immortel, puisqu'il est gravé, non sur le marbre et l'airain, mais dans le cœur des pauvres dont il a été constamment le père. Homme rare par la candeur de son âme, homme unique par le prodige de sa charité : elle était le besoin de son cœur ; il l'a portée souvent jusqu'à l'héroïsme. »

A Dijon, M. de Mérimville l'emporte sur son prédécesseur ; à Toul, c'est le contraire. Les vieux évêques, qui ont occupé ce siège, semblent avoir puisé dans les traditions d'un autre âge une vigueur, une sève apostolique

1. Théod. Gautier, op. cit. p. 364-367.

2. Abbé Sautereau, *l'Evêché de Dijon et ses évêques*, 1885, in-8°. M. de Vogué, d'abord agent du clergé, fut nommé évêque de Dijon en 1776, à l'âge de 33 ans. Il avait les qualités sociales et était aimé des gens du monde. En donnant des places dans son diocèse à des étrangers, il indisposa son clergé, qui supportait mal de se voir préférer des clercs venus d'ailleurs, des musiciens. Les plaintes éclatèrent, M. de Vogué en conçut un chagrin qui mina sa santé. Il se disposait à résider et à s'occuper de son diocèse quand il mourut dans sa famille à Aubenas, à l'âge de 47 ans. Les dettes qu'il eût sans doute payées s'il eût vécu, décidèrent le chapitre à ne point faire faire son oraison funèbre, pour ne pas exciter les créanciers.

que le siècle sur son déclin prend plaisir à voiler çà et là sous une parure d'amabilité et de grâce. Entre M. de Drouas ¹, austère, sévère pour lui-même et pour les autres, toujours levé de grand matin, consacrant deux heures à la méditation et à la prière, d'une frugalité extrême, fuyant quelquefois, dans ses tournées de confirmation, la table trop bien servie du curé pour aller demander une omelette à un paysan, faisant lui-même chaque soir, dans la salle à manger, la prière à ses domestiques et à ses convives confondus pêle-mêle, entre cet évêque et son successeur à Toul, M. de Champorcin, gracieux et médiocre, occupé à décorer ses chanoines, du reste irréprochable dans sa vie privée, le choix n'est pas difficile à faire.

Parfois la même promotion d'évêques présentait de véritables contrastes. En 1776, Louis XVI nomma M. de Bonteville à Saint-Flour, celui-là même qui devait finir si tristement à Grenoble, et M. de Bonal à Clermont. Le premier se fit surtout remarquer à Saint-Flour par les saillies de son esprit et la distinction de ses manières ; le second vécut à Clermont en apôtre, édifiant son diocèse par l'austérité de sa vie et l'ardeur de son zèle. Si grande était à son égard la vénération de Louis XVI qu'il le consulta pendant la Révolution sur ses devoirs religieux. On prêta au roi un joli mot quand il signa la nomination des deux prélats, en 1776. « Je viens, dit-il, d'envoyer le Saint-Esprit en Auvergne, le saint à Clermont et l'esprit à Saint-Flour². » M. de Bonteville succédait à Saint-Flour à Paul de Ribeyre, grand évêque qui passa les trente années de son pontificat à instruire son peuple, à former, à régler, à animer son clergé par les séminaires,

1. Évêque de Toul de 1754 à 1773. Son prédécesseur, Mgr Bégon, avait montré le même caractère et était connu sous le nom de *saint évêque*. Mathieu, *op. cit.*, p. 150-152, 334.

2. Chaumeil, *Essai sur l'histoire religieuse du diocèse de Saint-Flour*, 1856, p. 20-21.

les conférences, les retraites, les statuts synodaux, à embellir sa ville, à s'occuper des hôpitaux, des collèges, des écoles, laissant ainsi dans son pays une mémoire impérissable.

III

On le voit, il n'y a pas d'évêché en France qui, à côté de tel prélat moins recommandable, ne nous offre de grandes vertus au XVIII^e siècle. En continuant ici notre enquête et en regardant presque au hasard, les annales des diocèses nous permettraient de multiplier les preuves et les exemples.

Saluons à Périgueux Grossoles de Flamarens, dont les contemporains¹ se plaisaient à vanter la foi et la pureté de vie ; à Sarlat, Falcombelle de Ponte d'Albaret, que sa bonté, sa générosité rendaient populaire dans son diocèse, au point qu'il fut élu à l'unanimité maire de Sarlat, sa cité épiscopale² ; La Ferronays, que Saint-Brieuc, Bayonne et Lisieux virent appliqué à ses devoirs, d'une bonté communicative, d'une tendre compassion pour les malheureux ; Rafelis de Saint-Sauveur, évêque de Tulle, que toutes les bouches célèbrent à l'envi³ ; M. de Chan-

1. Ces témoignages ont été recueillis par l'abbé Audierne, qui fut pendant vingt ans vicaire général de Périgueux.

2. Son administration comme maire et seigneur de Sarlat, fut très paternelle. Il était indulgent pour les chasseurs qui violaient sur ses terres les lois féodales ; il faisait l'abandon de tous les droits fiscaux qui lui revenaient comme seigneur et baron de Sarlat. Il aimait les pauvres et se mêlait simplement à toutes les classes de la population. Après sa prise de possession, il consacra trois ans à la visite de son diocèse. Sa douceur, sa bonté le faisaient aimer de son clergé. En 1782, une épidémie dite *la Suetle* atteignit six cents personnes ; quarante-sept périrent. M. d'Albaret visita presque tous les malades.

3. Un mémoire du temps dit de lui : « Il y vit (à Tulle) occupé de tout ce qui peut opérer le bien ; il y est aimé et respecté. Ses mœurs, son hon-

terac, homme intègre, mortifié, initiateur de tous les progrès, le « bienfaiteur du pays », et qui clot dignement la succession épiscopale de ce modeste siège d'Alet, lequel, au début du XVIII^e siècle, avait été occupé par un saint ¹.

La Rochelle a joui pendant trente-huit ans des bienfaits de Menou de Charnisay. Constamment infirme, ce prélat n'en a pas moins fourni une longue carrière. Il est mort à l'âge de quatre-vingt-six ans, instituant l'hôpital de la ville pour légataire universel, et laissant déborder dans un testament admirable les sentiments apostoliques qui avaient inspiré son pontificat. Son successeur, Crussol d'Uzès, continue ces traditions et fait admirer, durant les vingt-un ans qui précèdent la Révolution, son amour de la discipline ecclésiastique et sa fermeté épiscopale ².

François Tristan de Cambon termine bien la série des évêques de Mirepoix. Il succédait à M. de Champflour, l'un des plus pieux et des plus charitables prélats de France. M. de Cambon marche sur ses traces. La paix,

néteté le rendent digne du sanctuaire ; les agréments de son esprit, la douceur de son caractère, sa gaieté décente font les délices des membres de sa famille qu'il compte près de lui. Sa figure est noble, etc. » Un autre document, daté de la mort de M. de Saint-Sauveur, en 1791, dit : « Des mœurs aimables, pures et vraiment épiscopales, une affection paternelle pour tous ses diocésains, une charité éclairée pour les pauvres, un zèle tendre pour la religion et l'Eglise, une fidélité scrupuleuse à tous les devoirs que ses inconvénients habituels lui permettaient de remplir, telles furent les vertus qui lui acquirent l'estime, l'amour, le respect de ceux que des passions haineuses n'irritent pas contre le mérite, et qui savent pardonner à un caractère vif, mais loyal et juste, des défauts inséparables de l'humanité. » Cf. Poulbrière, *Histoire du diocèse de Tulle*, 1884, p. 330.

1. Charles Nicolas Taffoureau, évêque d'Alet de 1700-1708, « portait sur lui des cilices et des disciplines pour mortifier son corps. Il menait la vie d'un saint, consacrant un temps considérable à la prière dans le calme et la solitude... Dès qu'il eût rendu à Dieu sa belle âme, on vit les ecclésiastiques et tous les fidèles honorer ses restes comme des reliques. » Cf. Lasserre, *Recherches sur la ville d'Alet*, 1877, in-8°.

2. Briand, *Histoire de l'Eglise Santone et Aunisienne*, t. III, p. 392-397.

l'harmonie, la charité parfaite qu'il fait régner dans son clergé, l'hôpital de la ville rebâti à ses frais, des secours abondants envoyés périodiquement dans chaque presbytère pour le soulagement des pauvres, de grandes routes tracées sous son impulsion dans tout le pays, lui gagnent l'amour et la reconnaissance de ses diocésains. En 1782, une maladie contagieuse lui fournit l'occasion de faire éclater son dévouement et son courage. Il se trouvait à Aix pour un procès relatif aux droits de son siège ; la sentence devait être portée le lendemain. Une lettre lui annonce que la suette ravage son diocèse. Il part aussitôt, prend, en passant à Montpellier, le célèbre médecin Fouquet, arrive à Mirepoix, et parcourt son diocèse avec le docteur qui parvient à arrêter le cours de l'épidémie. Apprenant que la population de Toulouse est victime du même fléau, il détermine Fouquet à se rendre avec lui dans cette ville, où avaient succombé, en l'espace de douze jours, plus de mille personnes. Là encore le mal fut vaincu par la science et le zèle apostolique ¹.

Au moment de la Révolution, l'Eglise de Montpellier était gouvernée par M. de Malide, qui avait déployé à Avranches ses vertus et son zèle apostolique. Marchant sur les traces de ses deux prédécesseurs, Renaud de Villedieu et Raymond de Durfort, fidèle observateur de la résidence, d'une charité inépuisable, plein de bonté et de douceur, attentif à encourager les études dans son clergé bien qu'il ne fût point lui-même prédicateur, il a laissé dans son diocèse un impérissable souvenir ².

1. Cf. Salvan, *Histoire générale de l'Eglise de Toulouse*, 4 vol. in-8; IV, 518-520. — En 1782, l'épidémie de suette fit également des ravages dans le diocèse de Pamiers, où plus de 400 victimes succombèrent. Le clergé, l'évêque en tête, M. de Lévis-Léran, se multiplia. Cf. Lahondès, *Annales de Pamiers*, t. II, p. 341, 342, 405-415.

2. La vie de l'abbé Coustou par l'abbé Coste cite « M. de Barral, évêque de Castres, M. de Fumel, évêque de Lodève, tous deux si étroitement unis à M. de Malide, évêque de Montpellier, par l'austérité de leur vie,

A Castres, M. de la Royère fait une belle fin à l'épiscopat de ce diocèse. « Ami des pauvres, doux, affable, conciliant, il obtint également, dit son historien, et l'estime et le respect des catholiques et des protestants. » Ces derniers furent admis plusieurs fois à sa table. Cet homme si bon pour les autres était sévère pour lui-même. Vivant très frugalement, se contentant pour son déjeuner d'un morceau de pain trempé dans de l'eau et du vin, levé à la première heure, toujours fidèle à l'exercice de l'oraison, il fit aimer ses vertus, la pureté de sa vie, et sut allier à la simplicité, la vigilance, la fermeté, le zèle et une grande dignité épiscopale. Ses écrits ont un accent de foi et de piété qui ne trompe pas. Sous la Révolution, Rouanet, vicaire épiscopal de l'Hérault, plus tard évêque constitutionnel de Montpellier, lui écrivait : « Si la sensibilité du dernier des prêtres pouvait être de quelque prix auprès d'un évêque, j'oserais vous dire, respectable prélat, que parmi les évêques de France qui, avant la Révolution, m'ont intéressé par leurs lumières et leurs vertus, et qui, depuis la Révolution, me sont devenus plus intéressants encore par leurs malheurs, vous avez toujours occupé une des premières places ¹. »

Sur la fin de l'ancien régime, Perpignan s'édifie pendant quarante ans des admirables vertus de M. de Cardillac de Gouy d'Avrincourt (1743-1783), que les historiens du pays présentent comme un saint. Après lui, apparaît sur ce siège la douce et aimable figure de M. d'Agay, qui sut, à force de bonté et de bienfaits, trouver le cœur de ses prêtres. Pour affronter les orages de la Révolution, ce diocèse aura à sa tête un digne évêque, Mgr d'Esponchez, qu'on verra aussi ferme dans la tempête, aussi atta-

par la sympathie d'une prière fervente et par la conformité de leurs vœux pour le bonheur des peuples. »

1. Nayral, *Biographie castraise*, 1833, t. III, p. 358-366. — Notice de M. Picot (*Ami de la religion*, 1829).

ché à l'orthodoxie qu'il s'était montré libéral et généreux en 1789 ¹.

C'est en latin qu'a été fait l'éloge de M. de Cortois de Quincy, évêque de Belley au moment de la Révolution. L'épithaphe ² gravée sur sa tombe résume quarante ans d'un épiscopat apostolique et toute une vie de foi, de piété et de charité. C'est grâce au souvenir de ses vertus et à l'influence de son neveu, Mgr Cortois de Pressigny, ambassadeur à Rome, que Belley resta dans le concordat de 1817 le siège de l'évêché du département.

IV

Il nous a suffi de prendre des noms presque au hasard dans l'ancien épiscopat pour trouver des vertus. Nous pouvons maintenant embrasser d'un regard des provinces ecclésiastiques tout entières, assurés de rencontrer à la tête de chaque diocèse de bons évêques. Au premier rang marche la catholique Bretagne ³. Les neuf évêchés de ce

1. Cf. l'important ouvrage de M. l'abbé Torreilles, *Histoire du clergé dans le département des Pyrénées-Orientales pendant la Révolution*, 1890, in-80, p. 12, 13, 294, 295. — Un historien peu suspect, le constitutionnel Mathieu, a rendu ce témoignage à Mgr de Gouy d'Avrincourt : Il s'acquittait « de tous les devoirs de la bienfaisance, sans admettre les dames dans son palais et sans être faible envers les autorités. La nuit, il se rendait à la chapelle du S. Sacrement, seul, éclairé par sa lanterne. » Il y passait souvent toute la nuit. Ses largesses le mettaient fréquemment dans la détresse, et on le vit vendre jusqu'à son mobilier pour soulager les pauvres.

2. *Ditiores ecclesias semel iterumque recusavit, suæ fidelissimus sponsæ. In cujus cultum, ornamentum, dotationem, pauperumque curam redditus ambarum abbatiarum fore totos impendebat; cleri, populi que sibi commissi fidem, mores, pietatem, constanti studio, felicique successu fovit, aluit, augit; omnium forma et exemplar, omnibus carus, omnibus flebilis.* — Depery, *Hagiographie du diocèse de Belley*, p. 361-362.

3. Voy. pour la Bretagne: Tresvaux, *L'Eglise de Bretagne*, 1839, in-80; — Guillotin de Corson, *Pouillé historique de l'archevêché de Rennes*, 6 vol. in-80. — Tresvaux dans un autre ouvrage, *Histoire de la persécution*

pays offrent de dignes prélats et parfois de vrais saints. Tel se montra sur les sièges de Tréguier et de Nantes M. Fretat de Sarra, dont les vertus, la piété angélique, ont laissé dans ces deux villes un impérissable souvenir. Il n'avait eu qu'à suivre à Nantes les exemples de M. de Sanzay, un de ces prélats dont la mémoire est bénie par plusieurs générations. Son successeur, M. de la Laurancie, fut un évêque irréprochable. Saint-Pol de Léon nous présente M. d'Andigné de la Chasse, qui donna sa démission en 1772, emportant les regrets universels. Il fut remplacé par M. de la Marche ¹, pontife au cœur d'apôtre pendant son épiscopat, la providence des émigrés pendant la Révolution.

Les trois derniers évêques de Saint-Malo, la Bastie, des Laurents et Cortois de Pressigny, se firent remarquer par leur piété et leur zèle. Ce dernier avait été élevé sous les yeux de son oncle, Cortois de Quincey, évêque de Belley. Quimper compte également une suite de dignes pontifes qui se termine par Farcy de Cuillé ², Grossoles

tion religieuse en Bretagne, résume en ces termes son jugement sur l'épiscopat de Bretagne en 1789 : « La Bretagne possédait des évêques dignes de toute estime et de toute confiance. A Rennes, c'était M. de Girac, habile administrateur ; à Nantes, M. de La Laurancie, aimé de son troupeau, surtout à cause de ses abondantes aumônes. M. de Saint-Luc, à Quimper, et M. de Hercé à Dol, avaient acquis, à juste titre, la réputation de saints prélats, et sous ce rapport, M. de la Marche, à Saint-Pol de Léon, et M. Le Mintier à Tréguier, ne leur cédaient guère. M. Amelot, à Vannes, et M. de Bellescize, à Saint-Brienc, honoraient l'épiscopat par leur conduite ; et M. Cortois de Pressigny, placé depuis peu d'années sur le siège de Saint-Malo, marchait sur les traces de ses vénérables prédécesseurs, MM. de la Bastie et des Laurents. »

1. Ce prélat faisait chaque année sa visite pastorale, présidait les retraites ecclésiastiques et répandait d'abondantes aumônes. Il menait en quelque sorte dans son palais la vie de communauté, sans cesser d'être accessible pour tout le monde, surtout pour son clergé. Il observait une stricte résidence.

2. Cet évêque était plein de zèle et très ferme sur la discipline ; il présidait les retraites, les missions et passait de longues heures au confessionnal. On admirait aussi son esprit, son activité infatigable, sa charité inépuisable. Son successeur, Grossoles de Flamarens, fut transféré à Périgueux.

de Flamarens et M. de Saint-Luc, lequel menait la vie d'un saint ¹.

Sur le siège de Rennes, M. de Girac faisait apprécier avec les talents d'un administrateur souple, conciliant et habile, sa charité, son zèle, sa sollicitude pour toutes les branches de l'instruction publique. Un de ses contemporains, le cardinal de la Fare, nous le montre se distinguant « dans ses premières études, autant par ses succès brillants que par la piété tendre et l'esprit de conduite qu'il conserva toujours. » Il se plaît à vanter en lui la « finesse de l'esprit, la rectitude du jugement, la profondeur des vues, l'étendue des idées, une instruction presque universelle, » un cœur ouvert à toutes les infortunes, une mémoire qui n'ayant rien oublié, lui permettait de faire encore, dans un âge très avancé, le charme de la société la plus choisie. Son souvenir « honorera longtemps l'Eglise gallicane, dont il fut jusqu'à son dernier jour la tradition vivante et un véritable oracle. ² »

A Vannes, Amelot était plein de modération et de sages-

1. M. de Saint-Luc, nommé en 1773 évêque de Quimper, en remplacement de Grossolles de Flamarens, appelé au siège de Périgueux, donna l'exemple de toutes les vertus épiscopales. Tonsuré dès l'âge de sept ans, il montra dès cette époque une piété qui ne se démentit jamais. Elevé à l'épiscopat malgré lui, il résida constamment dans son diocèse, et s'acquies une véritable réputation de sainteté. Levé de grand matin, donnant de longues heures aux exercices de piété, il menait dans son palais la vie d'un religieux. Chaque fois qu'il allait aux Etats de Bretagne, il avait coutume de s'arrêter, au retour, à la chartreuse d'Auray pour y passer quelques jours dans le recueillement et la retraite. Plein de bonté et d'affection pour ses prêtres, attentif à visiter son diocèse, d'une générosité inépuisable pour les pauvres, il fit bénir son nom et se montra le modèle de son troupeau. La Révolution le trouva inébranlable dans ses principes. Il mourut en 1790, au moment où la persécution commençait à se faire sentir dans les provinces.

2. Cardinal La Fare, *Notice sur M. François Bareau de Girac, évêque de Rennes, 1821*. Bonaparte voulut nommer à un évêché M. de Girac ; il refusa et n'accepta qu'un canoniat à Saint-Denis. Il vécut à Paris entouré de la considération que lui méritaient ses vertus, ses lumières et la sagesse de ses conseils. Il mourut en 1820, âgé de quatre-vingt huit ans.

se, strict observateur de la résidence, attentif à tous les détails de l'administration, plein d'affectueuse bonté pour son clergé. Dufort, comte de Cheverny¹, dit qu'il fut « l'un des hommes les plus vertueux du royaume. » Nous aurions à faire le même éloge de M. Le Mintier, que la Révolution trouva évêque de Tréguier². Le dernier des évêques de Saint-Brieuc, où ne figurent que de bons prélats dans tout le cours du dix-huitième siècle, Regnault de Bellescize eut la joie de convertir La Harpe dans les prisons de la Convention. Le spectacle des vertus du prélat, supportant avec un calme admirable et une force toute chrétienne de violentes douleurs de goutte et les tristesses de la détention, firent autant d'impression que ses discours sur l'illustre littérateur.

Nommons enfin, M. de Hercé, évêque de Dol. Durant les vingt-deux ans d'épiscopat qui précédèrent la Révolution, il fournit une carrière pleine de foi, de zèle, d'ardeur apostolique ; couronnée par une fin tragique, elle a rendu son nom populaire et vénéré dans toute la Bretagne³. La prison, l'exil, l'échafaud, le martyre apportent

1. *Mémoires*, t. II, p. 74.

2. M. Le Mintier était instruit, pieux, exact observateur de la résidence et plein de bonté pour ses prêtres. On pouvait lui reprocher d'ordonner trop facilement certains sujets qui plus tard firent défection. Nous le verrons faire un mandement un peu vif pendant la Révolution. Il mourut à Londres en 1801. L'abbé de Lubersac, dans son *Journal de l'émigration*, a fait de lui cet éloge qui est la plus belle des oraisons funèbres : « La mort de M. Le Mintier, dit-il, causa un deuil général, non seulement dans le clergé résidant à Londres et dans toutes les parties de l'Angleterre, mais parmi tous les ordres et classes de l'émigration. D'une voix unanime la justice publique proclama qu'en sa vénérable personne l'Eglise gallicane venait de perdre une de ses lumières, le clergé en général un modèle de perfection évangélique, ses dignes coopérateurs ministres des saints autels, un père consolateur, les fidèles de son diocèse, un tendre ami toujours prêt à leur donner l'instruction et la nourriture spirituelle. »

3. Mgr de Hercé, sacré évêque de Dol, en 1767, s'annonça comme un apôtre à son diocèse et soutint pendant tout son épiscopat l'opinion qu'il avait fait concevoir de ses vertus. Exact observateur de la résidence, il ne quittait jamais son troupeau ; nombre de clercs des évêchés voisins

ainsi à tous ces évêques « ce quelque chose d'achevé que le malheur donne aux grandes vertus. »

On le voit, la Bretagne possédait un admirable épiscopat avant la Révolution. Ses évêques durent contribuer largement à conserver, à développer l'esprit chrétien qui est resté vivant dans cette province, et cet esprit chrétien lui-même, en entourant les premiers pasteurs d'une atmosphère de foi et de piété, était un nouveau stimulant pour leur zèle et pour leurs vertus.

Qu'on ne croie pas que la catholique Bretagne fut le seul pays aussi bien partagé. Transportons-nous au sud de la France. L'historien de la Gascogne a pu dire des prélats qui en occupaient les trois évêchés en 1789 : « L'épiscopat, du moins dans la Gascogne, ne montra peut-être jamais plus de lumières et de vertus que lorsque la houlette pastorale fut brisée dans ses mains. A Lescar, Marc Antoine de Noé ; à Dax, Le Quien de la Neufville ; Le Gain de Montagnac à Tarbes ; Cahuzac de Caux à Aire ; Grégoire de Saint-Sauveur à Bazas, ne le cédaient en rien à leurs plus illustres prédécesseurs. Et si quelques uns de leurs collègues n'occupaient pas leur siège avec autant de distinction, *il n'en est du moins aucun dont la vie déshonorât le caractère sacré.* Leur métropolitain marchait dignement à leur tête. » ¹ Ce métropolitain était M. de La Tour du Pin, que nous retrouverons au moment du concordat. Auch, totalement négligé par le cardinal Polignac, avait rencontré de vrais pontifes dans ses successeurs. En particulier, M. de Montillet, qui occupa ce siège durant trente-trois ans en plein dix-huitième siècle,

vinrent recevoir l'ordination de ses mains. Attentif à ses visites pastorales, il parcourait à pied les paroisses de son diocèse et se mettait à la tête des missionnaires qu'il chargeait d'évangéliser les pauvres. Il présidait toujours les retraites de ses prêtres, qu'il portait à la piété par ses exemples et par ses discours.

1. Monlezun, *Histoire de la Gascogne, Supplément*, 1850, in-8, p.582-583.

sut se placer au rang des grands évêques par ses vertus et son activité infatigable. Education du clergé, séminaires, conférences et retraites ecclésiastiques, renouvellement du catéchisme, encouragements à l'instruction sous toutes ses formes, constructions d'églises, vastes travaux à son séminaire et à son palais, défense de la foi, aucun des grands intérêts diocésains n'était resté étranger à sa sollicitude.

A côté de ces métropolitains que leur situation mettait plus en évidence, on aime à rencontrer des prélats vertueux, et çà et là presque des saints sur les autres sièges de Gascogne. Nous avons vu l'historien de cette province leur rendre un hommage collectif ¹. Un des hommes les plus respectables que l'ancien régime ait légués à l'Eglise du XIX^e siècle, Mgr d'Aviau, se plut à donner un témoignage particulier à M. Le Quien de la Neuville, ancien évêque de Dax. Son noble caractère, sa piété, sa ferveur, sa régularité de séminariste, son immense charité avaient séduit l'archevêque de Bordeaux. M. d'Aviau célébra toutes ces qualités dans une lettre pastorale et, dans une épitaphe composée par lui-même, il le présenta comme le « modèle de toutes les vertus. » Cet éloge n'est pas banal dans une telle bouche ².

Les historiens de la Gascogne nous montrent sur le siège d'Oloron une succession de vrais pontifes que termine

1. Les treize évêques de la Gascogne étaient en 1789 : La tour du Pin Montauban, archevêque d'Auch ; Cahuzac de Caux, évêque d'Aire ; Le Quien de la Neuville, évêque de Dax ; de Pavée de Villevicille, évêque de Bayonne ; M. de Noé, évêque de Lescar ; Villoutreix de Faye, évêque d'Oloron ; Gain de Montagnac, évêque de Tarbes ; M. de Lastie, évêque de Couserans ; M. d'Osmond, évêque de Comminges ; M. de Cugnac, évêque de Lectoure ; de Saint-Sauveur, évêque de Bazas ; M. d'Anteroche, évêque de Condom ; Chauvigny de Blot, évêque de Lombes. Condom dépendait de la province ecclésiastique de Bordeaux, Lombes de la province ecclésiastique de Toulouse.

2. Lyonnet, *Histoire de Mgr d'Aviau*, t. II, p. 525-526. — Cirot de La Ville, *Notice sur M. Le Quien de la Neuville*, 1890.

dignement M. de Villoutreix de Faye. Son prédécesseur, François de Révol, nous a laissé un document qui respire l'enthousiasme religieux des vieux âges. Il a pour titre : *profession de foi que j'ai dressée et signée pour être lue quand je recevrai le saint viatique*. Elle lui fut lue en effet sur son lit de mort en 1783 ¹.

Le Gain de Montagnac, évêque de Tarbes, méritera que son métropolitain, M. de La Tour du Pin, lui rende le plus beau témoignage pendant l'émigration ². Un hommage plus précieux encore peut-être, parce qu'il vient d'un adversaire, fut adressé à M. de Cugnac, dernier évêque de Lectoure, par l'évêque constitutionnel du Gers. Ce dernier parle de cet homme « recommandable, dont nous avons eu lieu, dit-il, d'admirer la patience héroïque et la résignation chrétienne sous les verrous du terrorisme qui nous détenaient l'un et l'autre captifs, et dont les larmes ont tant de fois baigné avec les nôtres les feuilles publiques de ces temps désastreux. » La vie de M. de Cugnac méritait de telles louanges. Son historien nous le peint unissant une douceur caressante, un visage souriant, une parole vive et spirituelle, un cœur aimant et généreux... à une gravité noble, à une haute vertu et à une profonde religion. Celui qui avait observé, durant les temps heureux, une stricte résidence, ne voulut pas se séparer de ses diocésains aux jours de malheur. Il fut

1. *Revue de Gascogne*, 1882, t. XXIII, p. 88-89.

2. « Votre évêque, dit l'archevêque d'Auch de l'évêque de Tarbes, est d'une grunde et fort aimable piété. Il croit en vertu et en santé; il abuse de celle-ci pour se retirer dans un ermitage où il est absolument impossible de faire autre chose que maigre. Il porte aussi la délicatesse trop loin, et, sous prétexte que ses amis finiront par être un jour comme lui dans l'embarras, il ne veut point partager avec eux ce qu'ils ont. » Correspondance de M. de La Tour du Pin avec M. de Casteran, vicaire général de Tarbes. — Voy. aussi Bascle de Lagrèze, *Histoire religieuse de la Bigorre*, 1863, p. 136 et suiv. Cet écrivain fait grand éloge de M. de Montagnac.

l'un des sept prélats qui ne quittèrent pas la France pendant la Révolution ¹.

V

Voilà les évêques de plusieurs provinces ecclésiastiques en 1789. Poussons plus avant notre enquête. Remontons dans les diocèses à travers tout le dix-huitième siècle ; beaucoup de sièges nous offriront une série ininterrompue d'excellents pontifes. Depuis cent ans, depuis la mort de Harlay de Champvallon, Paris a compté des prélats d'une conduite irréprochable. Pendant trente-cinq ans, dans des temps particulièrement difficiles, Christophe de Beaumont reste sur la brèche. Si le succès ne couronna pas toujours ses efforts, il ne laissa pas du moins ébranler son courage ni amoindrir son caractère. Son successeur, Le Clerc de Juigné, montra sinon les mêmes talents du moins les mêmes vertus, auxquelles il sut joindre un esprit de modération et de paix qui lui valut la sympathie universelle. On aime à le voir, à Châlons, bon, accueillant pour ses prêtres, simple dans sa vie, attentif à tous ses devoirs d'évêque, vénéré de tous, et continuer ensuite à Paris, sur un plus grand théâtre, ces prodiges de charité qui rendirent son nom si populaire en 1788-1789 ².

1. Cf. sur M. de Cugnac l'étude de M. Plioux, juge au tribunal de Lectoure. *Revue de Gascogne*, (1879, t. XX, p. 214-227, 311-334).

2. M. de Juigné fut nommé évêque de Châlons en 1764, archevêque de Paris en 1781. Quand il arriva à Châlons, le vieil évêché tombait en ruines. Il réunit les fonds pour un nouvel édifice, mais tandis que quelques évêques s'élevaient des palais, il consacra tout l'argent ramassé à bâtir un beau séminaire, qui est devenu depuis l'Ecole des arts-et-métiers de la ville. C'était d'ailleurs l'usage des évêques de Châlons, dont la principale demeure était à Paris, de prendre leur pied-à-terre dans une des maisons situées dans le cloître, et d'en payer la location au chapitre. M. de Juigné compta, à son arrivée, 7 000 livres au chapitre, avec droit d'occuper l'habitation louée tout le temps de son épiscopat. Il s'oc-

Les petits évêchés nous offrent, au dix-huitième siècle, comme une lignée de dignes pontifes. Dans le diocèse d'Apt nous voyons se succéder Foresta, contemporain de Belzuncc, et comme lui admirable durant la terrible peste ; Vaccon, qui mérita d'être pleuré par son peuple ; la Merlière, prélat zélé, résidant et prédicateur véhément ; enfin Eon de Cely, homme de goûts simples, ami des lettres et des arts, peu porté à la représentation, heureux de la société de son clergé, et dont son historien a pu dire que, s'il ne fut pas doué de talents supérieurs, il eut du moins les vertus, « la foi, les mœurs et même la science » des grands évêques¹.

Les évêques de Nîmes, au dix-huitième siècle, sont également dignes de tout éloge. A Fléchier, mort en 1710, a succédé la Parisière, prélat plein de foi, d'une vie

cupa activement de son diocèse, veillant aux écoles, protégeant le collège, favorisant les missions, les retraites ecclésiastiques, et poussant la délicatesse jusqu'à défrayer de leur route les prêtres qui avaient à s'y rendre. Tel M. de Juigné avait été à Châlons, tel il se montra à Paris. Il ne voulut rien entendre aux conseils de ceux qui l'engageaient à orner avec plus de luxe l'archevêché où venaient parfois le voir des membres de la famille royale. Il donnait deux diners par semaine, l'un pour ses prêtres, pour les curés, les prédicateurs, l'autre pour les évêques présents à Paris et les membres du Parlement qui administraient avec lui l'hôpital général. Un prêtre ayant dit qu'il mourrait content s'il dinait à la table son archevêque, M. de Juigné, ayant appris son désir, s'empressa de le rendre heureux. Dans ses visites paroissiales, il se plaisait à honorer son clergé aux yeux des populations. Le *Rituel de Paris* (p. xxxxi), dit de lui : « Prudentiam, modestiam, mansuetudinem, studium pacis adhibet. Sacram scripturam porsus memoria tenebat ; ascivit viros doctrina, pietate conspicuos sui convictores... ; ad omnigenis miseriis succurrendum tota anima se deditit, etc. » L'Académie de Châlons le proclama « un sage et un saint. » Nous avons consulté sur M. de Juigné une notice manuscrite qui nous a été communiquée par Mgr d'Hulst, et les histoires locales. Ne séparons pas de M. de Juigné, M. de Beauvais qui, ayant donné, en 1783, sa démission de l'évêché de Senez, vécut dans l'intimité de l'archevêque de Paris, tout occupé de sa sanctification et de bonnes œuvres.

1. Il était grand amateur de médailles et autres antiquités. Il avait réuni une riche collection tirée en grande partie des environs d'Apt et des autres contrées du diocèse. Il s'occupait beaucoup d'histoire naturelle et même d'agriculture. Il fit à ce sujet des communications écrites. Voy. abbé Boze, *Histoire de l'Eglise d'Apt*, 1820.

exemplaire. Après lui, M. de Becdelièvre occupa durant quarante-six ans le siège de Nîmes, où ses vertus, son activité féconde, son empressement à fonder des établissements d'instruction et de secours de tout genre, lui valurent la vénération et la gratitude de ses diocésains. « Les protestants eux-mêmes rendaient justice à ses vertus, à son zèle pour pacifier les cœurs et pour éteindre les vieilles haines religieuses. Ses libéralités de tout genre et ses efforts pour le bien des populations, lui ont acquis un droit sacré à l'éternel souvenir du diocèse et de la ville de Nîmes ¹. » M. Cortois de Balore continue ces traditions glorieuses. Remarqué de bonne heure pour sa piété et l'innocence de sa vie, il avait été nommé en 1776 évêque d'Alais. Il apporta dans ce pays des Cévennes, longtemps en proie aux guerres de religion, l'esprit de paix, « la tendresse du père, la même pour tous ses enfants », et plus « affectueuse encore pour l'enfant prodigue. » Doué de « trop de mansuétude pour être persécuteur », il mérita que les protestants eux-mêmes se fissent les panégyristes de vertus qui l'avaient fait adorer de tout son peuple. En même temps, il usa de son crédit pour achever des travaux publics de tout genre, pour augmenter le patrimoine des pauvres et répandre à pleines mains les largesses. Tel il avait été à Alais, tel M. de Balore se montra à Nîmes où il sut faire aimer des protestants comme des catholiques sa bonté, sa charité universelle, son esprit pacificateur ².

1. Goiffon, *Les évêques de Nîmes au dix-huitième siècle*, p. 175.

2. Voy. Goiffon, *ibid.* M. Cortois de Balore était né à Dijon, d'une famille de robe et d'épée. Son frère, Cortois de Pressigny, fut, avant la Révolution, évêque de Saint-Malo, et mourut dans notre siècle archevêque de Besançon. Son oncle, Cortois de Quincey, était évêque de Belley.

VI

On aime à rencontrer des évêques à forte trempe, à vie sévère, dans ce XVIII^e siècle qui nous apparaît dans l'histoire amolli par les jouissances. Malachie d'Inguibert porta toutes les austérités de la Trappe sur le siège de Carpentras¹, évêché qui faisait partie de la province pontificale d'Avignon. Le diocèse de Carcassonne nous montre à sa tête, durant près de cinquante ans, un de ces prélats que leur austérité, leur piété ardente et leur charité sans bornes recommandent à la gratitude des peuples et au souvenir de la postérité. Nous voulons parler de M. Bazin de Bezons, oncle de M. de Juigné, archevêque de Paris.

A Besançon, le dix-septième siècle s'était terminé par l'épiscopat de Antoine-Pierre I^{er} de Grammont. Tout entier à ses devoirs, à la visite de son diocèse, à la tenue des synodes, au soulagement des malades, à la fondation d'un séminaire, d'un hôpital, de missions diocésaines, toujours levé à la première heure, portant le cilice, ne prenant qu'un seul repas par jour, suivant pour modèles saint Charles Borromée et saint François de Sales, il fut le plus grand évêque qui ait occupé le siège de Besançon depuis Hugues I^{er}. La Révolution trouva à Besançon un prélat de non moindre naissance et de non moindre vertu, Raymond de Durfort. C'était un évêque des temps apostoliques. D'une bonté sans bornes, d'une charité inépuisable, d'un accueil charmant, surtout avec ses

1. Voy. Jules Terris, *Les évêques de Carpentras*, 1886. Cet auteur vante les deux successeurs d'Inguibert avant la Révolution, de Vignoli et de Beni.

prêtres, résidant strictement dans son diocèse et y vivant très simplement avec les ecclésiastiques de sa maison, d'une vie si pure que la calomnie n'osa jamais élever le moindre soupçon contre sa vertu ; et, avec cela très instruit, fidèle aux séances de l'académie de Besançon, encourageant les études, les fouilles archéologiques ; d'une gaieté aimable, aiguisée d'une pointe de malice inoffensive, de bons mots et de traits charmants : sa mémoire est encore vivante dans le diocèse de Besançon ¹. Il a mérité qu'en 1868 l'un de ses successeurs, Mgr Mathieu, fit transporter à Besançon son corps resté sous la garde du chapitre de Soleure.

Non moins saint, non moins apostolique s'était montré Mgr de Partz de Pressy, durant les quarante-six ans qu'il gouverna l'Eglise de Boulogne. Son zèle, sa charité, sa science, s'élevaient à la hauteur de tous les besoins. Statuts, rituel, catéchisme, livres d'éducation et de piété, mandements de circonstance, instructions doctrinales, ouvrages théologiques, tout avait paru à l'heure marquée par les besoins du diocèse ou de l'Eglise de France. Par les stations jubilaires, les missions diocésaines, les conférences ecclésiastiques, les concours pour les cures, il imprime un admirable élan intellectuel à son clergé, dont il assure le recrutement par sa belle fondation du petit séminaire de Boulogne. En multipliant les instructions des pasteurs, en portant lui-même sa parole et ses exemples dans les plus humbles hameaux, il éclaire et développe la piété du peuple, tandis que le contraste de

1. Cf. Richard (abbé), *Histoire du diocèse de Besançon et de Saint-Claude*, 2 vol. — J. Sauzay, *Histoire de la persécution révolutionnaire dans le Doubs*, t. I^{er}, p. 2-8. — Son palais était meublé avec abondance et simplicité. Son mobilier, vendu après sa mort, ne monta qu'à 18 000 livres en assignats. L'accueil fait à ses prêtres les mettait d'autant plus à l'aise que parfois une étiquette de cour les avait gênés dans leurs visites à leur archevêque.

sa vie pauvre et sainte avec ses largesses sans bornes force l'admiration des ennemis de la religion. Le romancier Pigault, qui l'avait vu à l'œuvre, disait de lui « qu'il pouvait servir de modèle à tout le clergé du monde chrétien.¹ »

Ne séparons pas de M. de Pressy un homme auquel cinquante ans d'une vie épiscopale sans tache avaient acquis la vénération universelle ; c'est Lefranc de Pompignan, archevêque de Vienne. Nommé évêque du Puy, il avait voulu passer trois semaines chez Mgr de la Motte, pour contempler de près l'homme qu'il désirait prendre pour modèle. On le vit au Puy, et plus tard à Vienne, simple, bon, ennemi du faste et des représentations mondaines, suivre dans son palais le règlement de Saint-Sulpice, faire la prière avec les domestiques, prêcher, présider aux retraites, multiplier les missions, répandre des aumônes, visiter son diocèse qu'il ne quittait jamais, composer enfin contre Voltaire et les incrédules, contre les entreprises des parlements, des écrits qui, s'ils ne rappellent point Bossuet, indiquent du moins un esprit ferme et de profondes connaissances théologiques. On a pu discuter en M. de Pompignan l'homme politique. L'évêque est resté au-dessus de tout éloge. Il a mérité par ses vertus d'être célébré par deux hommes qu'on peut croire, M. Emery et Mgr d'Aviau².

Un contemporain de Pompignan, M. de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, ne devait pas suivre, à la Chambre du clergé et à la Constituante, la même ligne

1. Deramecourt, *Le clergé du diocèse d'Arras, Boulogne et Saint-Omer*, t. I. p. 10, 443-444.

2. Cf. *Notice* par M. Emery en tête des œuvres de Pompignan. Mgr d'Aviau, qui fut son successeur sur le siège de Vienne, le loue de « cet esprit de religion qui fut l'âme de toute sa conduite, de sa fervente piété qui se nourrissait dans l'oraison, du zèle qu'il montrait dans les visites pastorales, de sa charité vraiment épiscopale, de sa douceur, de sa patience inaltérable, de sa constante égalité, de l'aménité de ses mœurs. » Cf. Lyonnet, *Histoire de Monseigneur d'Aviau*, t. I, p. 378-384, 672-674.

de conduite que l'archevêque de Vienne; mais, comme évêque, il pratiquait les mêmes vertus. « Simple, modeste, affable, sobre au milieu de tous les biens de la terre, bon dans le degré le plus éminent, plein de religion, de foi et de cette décence, ornement du sacerdoce, recommandable par une pureté de mœurs que l'air de la cour, la contagion du siècle ne ternirent jamais, charitable pour les pauvres et s'associant à toutes les bonnes œuvres de son diocèse, d'une piété touchante, d'une vie tout évangélique », voilà quel fut Mgr de La Rochefoucauld. Il apparut aux Etats généraux comme un patriarche. Louis XVI le vénérât comme un saint. A la dernière visite que lui fit l'abbé Edgeworth, la veille de sa mort, le roi lui demanda : « Qu'est devenu le bon cardinal de La Rochefoucauld ? »

Nous pourrions rapprocher de tels hommes des prélats moins connus, parce que la modestie de leur siège et de leur rôle a dérobé leur nom à l'histoire. Nous avons déjà rencontré sur notre route M. de Fumel, ¹ le père, le bienfaiteur et, par sa piété, le modèle de l'église de Lodève pendant quarante ans ; M. du Tillet, dont les vertus ont laissé à Orange un souvenir ineffaçable². Plus illustre

1. Un contemporain de Mgr de Fumel, l'abbé Loubeau, ne craignait pas de lui écrire le 1^{er} juin 1763 : « J'envie le bonheur de ceux qui, dans les temps à venir, s'empresseront de tracer le tableau de vos vertus. Votre modestie étant pour lors sans défense, leur plume ne sera point captive ; et, en parlant des actions qui auront illustré votre épiscopat, ils envieront à leur tour le bonheur de ceux qui auront vécu sous vos lois. » Lettre citée par Elisée Lazaïre, *Eloge de Mgr de Fumel*, 1890.

2. M. du Tillet était né près de Provins, d'une famille illustre de la magistrature. Sa mère ignorait encore sa nomination, quand son fils lui annonça qu'elle aurait ce jour-là à dîner l'évêque d'Orange. Elle se mit en mesure de le bien recevoir, et ne fut point peu surprise, ne le voyant point arriver, d'apprendre le mot de l'énigme. M. du Tillet fut tout entier aux devoirs de son ministère et à l'exercice de la charité. Arrivé dans son diocèse, il se mit à l'œuvre avec ardeur. Il commença par régler sa maison : prière, travail, récréation, tout y fut déterminé avec ordre. Il y exerça toutes les fonctions du ministère sacré. — Cf. Granget, *Histoire du diocèse d'Avignon*, t. II, p. 420-230, — et l'austère critique

est Mgr du Lau, que sa charité, sa bonté, sa science religieuse, son dévouement à son troupeau, ses vertus enfin préparaient au rôle de martyr. Un bien petit diocèse, Saint-Paul-Trois-Châteaux avait à sa tête, depuis un demi-siècle, un prélat dont la réputation de sainteté avait franchi les frontières de sa province et excitait l'admiration jusque dans la capitale; c'était M. de Reboul de Lambert ¹.

Une plus longue énumération des évêques recommandables que comptait l'épiscopat en 1789, risquerait d'être monotone. Nous rencontrerons encore d'autres prélats dans le cours de cette histoire, et le lecteur en trouvera l'énumération complète par diocèses, avec une appréciation, aux pièces justificatives. Quel a été notre but dans ce chapitre? Est-ce de présenter tous les évêques d'ancien régime comme des saints? Nullcment, nous avons voulu simplement montrer par des exemples que cet épis-

du clergé, l'abbé Laurent, op. cit., 1789, p. 336, 337. — L'abbé Laurent raconte que pendant que se négociait l'affaire de la translation de M. du Tillet à Grenoble, on ignore « qu'il était retiré au séminaire de Saint-Magloire, qu'il n'y occupait qu'une petite chambre, suivant tous les exercices de la maison, et allant à pied comme un séminariste; qu'il n'avait qu'un seul domestique et que, pour régaler les amis qui lui faisaient visite le matin, il envoyait au café prochain chercher une tasse de chocolat. C'est cette auguste simplicité qui l'a mis en état de soutenir un jour à plusieurs de ses opulents confrères qu'avec son petit évêché, il était plus riche qu'eux. »

1. L'austère réformateur du clergé, l'abbé Laurent (*Essai sur la réforme du clergé*, 1789, p. 336, 337) parle en ces termes de cet évêque : « Le saint prélat qui occupe depuis si longtemps et avec tant d'édification le siège de Saint-Paul-Trois-Châteaux écrivait un jour à un duc de sa connaissance : Tâchons de rendre notre correspondance moins fréquente; elle me ruine en ports de lettrés et fait tort à mes pauvres. »

« L'évêque qui sait ainsi calculer n'a pas besoin d'abbayes pour assister les malheureux, quelque médiocre que soit son évêché; son économie est un fonds inépuisable. Continuez, vénérable vieillard, (M. l'évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux a 85 ans), de prolonger vos jours au-delà des bornes ordinaires de la vie. Que le ciel vous accorde les longues années des patriarches dont vous avez déjà les vertus. Vous mourrez toujours trop tôt, au gré des peuples confiés à vos soins. »

copat était bon dans son ensemble, que le nombre des pontifes vertueux était plus considérable qu'on ne le croit, qu'un vaste courant de foi, de vie chrétienne et sacerdotale, circulait encore dans ce noble corps. Ces prélats, très mêlés à la société, aux administrations temporelles, à toutes les préoccupations de leur temps, étaient moins atteints qu'on ne l'a dit par l'esprit du XVIII^e siècle. L'éducation de Saint-Sulpice, leur vocation même d'hommes d'Eglise, les avaient marqués d'une forte empreinte. Nous n'avons point dû nous étonner, dans cette revue rapide de l'ancien épiscopat, de voir tant de prélats penser et agir en évêques.

Les contemporains rendaient hommage à leurs vertus. « Lorsque j'étais en France, a dit Burke, je suis certain que le nombre des prélats répréhensibles n'était pas considérable ¹. » « Le clergé de France, a écrit Sénac de Meilhan, était peut-être celui de l'Europe qui avait les mœurs les plus décentes... Depuis plus d'un siècle, les archevêques de la capitale avaient la conduite la plus exemplaire et distribuaient aux pauvres les trois quarts de leurs revenus ². »

Cette impression est celle des historiens de notre époque, qui ont fait une étude approfondie de l'ancien régime. M. Taine, après avoir reproduit le passage si connu de Tocqueville sur le *respect* qu'il avait conçu pour l'ancien clergé de France, ajoute de son côté : « Mon jugement, fondé sur l'étude des textes, coïncide, comme ailleurs, avec celui de M. de Tocqueville. Les documents trop nombreux pour être cités, se trouvent surtout dans les biographies et les histoires locales ³. »

1. *Considérations sur la Révolution française.*

2. Sénac de Meilhan, *Du gouvernement, des mœurs et des conditions en France avant la Révolution*, 1795, in-8°.

3. Cf. Taine, *La Révolution*, III, 410. — Tocqueville, *L'Ancien régime et la Révolution*, p. 169.

Ces biographies, ces histoires locales que nous avons fouillées en tous sens, rendent en effet témoignage à l'ancien épiscopat comme au clergé secondaire. Nous croyons que tout historien impartial, qui voudra bien se plonger dans la lecture de ces documents, en rapportera la même impression qu'Alexis de Tocqueville et M. Taine. Nous pouvons dès lors aborder avec confiance la grande crise de la Révolution. Les évêques qui sortiront glorieusement de cette terrible épreuve, sont bien les mêmes que nous avons vus à l'œuvre avant 1789. Nous ne disons pas qu'ils n'eussent pas besoin d'une secousse, qu'ils ne grandiront point avec le péril; mais nous affirmons que la foi, le courage, les vertus qu'ils vont déployer, ne seront que le plein épanouissement de sentiments qui s'exalteront avec le malheur, mais que les temps heureux avaient déjà connus.

CHAPITRE QUATRIÈME

Que penser de l'ancien épiscopat

I. Ce qui nous frappe tout d'abord dans l'ancien épiscopat, c'est qu'il est partout. — Les siècles l'ont mêlé à toutes les branches de l'organisation administrative et politique. — Sa compétence et ses services en matière profane. — Combien ces évêques sont français et portent à travers l'histoire l'empreinte de leur siècle. — Si l'action de l'Eglise est limitée au spirituel. — A cette ubiquité des évêques s'allie un *grand prestige*. — Grands noms, grand train de l'épiscopat. — Inconvénients du choix exclusif des évêques dans la noblesse. — Le bas clergé et le peuple s'en plaignent. — Ces prélats trop au-dessus de leur clergé et de leurs fidèles. — II. Ce qui se dégage de cette situation complexe, c'est que ces évêques avaient au plus haut degré les *vertus sociales*. — Ils avaient aussi les *vertus privées*, malgré la tache imprimée à ce grand corps par la vie peu édifiante d'une dizaine de prélats. — Quant aux *vertus épiscopales*, on peut reprocher à la minorité le manque de résidence et la rareté des visites diocésaines. — Difficulté de porter le poids de l'épiscopat au milieu d'une existence de grand seigneur. — Attraction de la cour. — Cependant la majorité des prélats fidèle à ses devoirs épiscopaux. — Causes de la défaite religieuse des évêques au XVIII^e siècle. — L'enchevêtrement de l'Eglise dans l'Etat est pour elle une faiblesse. — Les vieux cadres sont usés. — Jeunesse et décrépitude du siècle. — L'édifice va craquer. — Séduction de ces évêques que nous quittons à regret. — Jugement de Burke, de Tocqueville. — Ces prélats vont montrer dans l'épreuve de la Révolution ce qu'ils avaient au fond de l'âme de vertus, de courage et de foi.

Au moment où l'ancien épiscopat, que nous avons essayé de faire revivre en ces pages, va disparaître dans le gouffre de la Révolution, il convient de jeter un regard en arrière, de recueillir nos impressions et de conclure.

Ce qui nous a tout d'abord frappé dans les évêques d'autrefois, c'est ce qui les distingue de ceux d'aujourd'hui. Avant 1789, ils sont partout. L'Eglise de France a été si intimement mêlée depuis des siècles à toutes les ma-

nifestations de la vie provinciale et nationale, elle a si profondément pénétré de sa sève féconde le sol de la patrie, elle a si puissamment animé de son souffle toutes les institutions, tous les élans du pays, que sa place est restée énorme dans cette immense famille où elle a si longtemps apparu comme mère et tutrice.

Quand le moyen âge a universellement engagé la France dans l'engrenage de la féodalité, les évêques sont entrés dans le système, ont recueilli au cours des âges des seigneuries, des suzerainetés, des titres qu'ils ont encore en 1789, et qui valent à presque tous des droits féodaux, à plusieurs ces entrées étranges où les plus fiers barons conduisaient de leur main la mule du pontife. Le triomphe définitif de la royauté absolue a réduit, il est vrai, tous ces petits potentats à la condition de sujets ; mais, si leur ancienne puissance féodale n'est plus qu'un vain souvenir, il semble que la gloire des ancêtres dont ils portent le nom rejaillisse avec un éclat particulier sur les évêques de 1789.

Ne croyez pas que ces brillants prélats se renferment dans l'inaction d'une existence égoïste et satisfaite. Jamais peut-être ils n'ont montré une sollicitude plus éveillée, plus prompte, plus ouverte à tous les intérêts de leur troupeau et de leur pays. Ils croient avoir charge de peuple autant que charge d'âmes. Leurs villes trouvent en eux des protecteurs empressés et tout puissants. Leurs provinces les voient accourir aux pays d'Etats, aux assemblées créées par Necker et par Calonne. Là nul ne s'étonne qu'ils sachent présider les sessions avec une aisance singulière, et présenter des rapports pleins de compétence sur une route, un canal, un emprunt, un haras. C'est qu'ils s'entendent en administration, en finances, en voirie, en toutes choses aujourd'hui étrangères aux gens d'église. Nous les avons trouvés diplomates consommés, hommes d'Etat, hommes de cour. Ils sont par-

tout, dans les Etats généraux et provinciaux, dans les palais des rois, à Paris et à Versailles, dans les ministères, les ambassades, les parlements, les Académies, les Universités, les collèges, les écoles, les bureaux de bienfaisance. Impossible d'écrire l'histoire, non seulement du moyen âge mais de l'ancien régime, sans rencontrer le clergé, l'épiscopat à chaque pas. L'Eglise se trouve tellement renfermée aujourd'hui dans sa mission spirituelle qu'on est tenté de se demander où elle est ; avant la Révolution on se demande où elle n'est pas.

Elle ne nous a point paru au XVIII^e siècle fatiguée de ce rôle multiple, de cette sollicitude universelle, ni disposée à abandonner une parcelle de son héritage séculaire. Dans les cités, dans les états, dans les régions du pouvoir, nous l'avons vue déployer pour l'accomplissement même de sa mission temporelle une nouvelle jeunesse. Les fameux économistes, les Etats provinciaux ont rencontré dans une partie de l'épiscopat des disciples convaincus, un concours ardent, un engouement extraordinaire et qu'on pourrait trouver exagéré . Ce rayonnement social de la prélature donnait à la demeure de l'évêque, à son entourage, à sa vie de chaque jour, une animation qui contraste avec la solitude, j'allais dire le désert, de nos palais épiscopaux.

Avant de disparaître pour toujours de la scène du monde, ces évêques ont voulu prouver une dernière fois à quel point le clergé des Gaules fut toujours de son temps, toujours français, et refléta dans ses habitudes, dans ses préoccupations à travers les siècles, toutes les transformations de la vie nationale. On peut les suivre avec l'histoire, les voir dans les âges de fer revêtir la cuirasse et défendre héroïquement avec Gozlin Paris contre l'envahisseur ; plus tard, quand il s'agira de fournir des politiques, présenter en Richelieu le plus grand ministre peut-

être qui ait gouverné les destinées d'un peuple ¹; puis, quand la cour a tout absorbé, offrir au roi ces « courtisans de grand air », un Harlay, un Rohan-Soubise, un Polignac, pour lesquels Saint-Simon semble avoir épuisé les couleurs de sa palette ; ensuite, quand une vraie fièvre de régénération sociale envahit la nation, donner tête baissée dans le mouvement, se faire les promoteurs, les protecteurs des assemblées provinciales, suppléer par leur ascendant à l'outillage laïque encore incomplet en ouvrant à tous les progrès leurs villes et leur diocèse, saluer enfin, pleins de l'illusion commune, l'aurore de 1789, et ces Etats généraux d'où devait sortir une sorte de rénovation universelle.

Les évêques croyaient alors que la mission du clergé n'était point purement spirituelle, qu'il avait reçu du passé d'autres droits et d'autres devoirs ; qu'il devait paraître sur tous les champs de l'activité nationale, partout où il pouvait apporter des lumières et des bienfaits ; que l'homme étant complexe, multiplier les attaches entre lui et l'Eglise, c'était fortifier d'autant le faisceau de liens qui l'unissaient à elle, et travailler par là même au bien des âmes en s'occupant des corps. Est-il bien sûr qu'il faille définitivement condamner cette tactique comme ancien régime, qu'il n'y ait plus de place pour le prêtre en dehors du temple dans nos sociétés modernes ? Dans une nation égalitaire et démocratique, aux Etats-Unis, les évêques tiennent à faire savoir qu'ils sont citoyens en même temps que pontifes. La part qu'ils prennent à tous les grands intérêts du pays, aux délibérations sur tel chemin de fer, telle réforme communale, telle amé-

1. « L'Eglise, a dit M. Mignet, formait alors les grands politiques ; elle développait la valeur propre de l'homme et y ajoutait la force du rang. » Machiavel remarque que le clergé composait les conseils du gouvernement, et que d'ordinaire la noblesse se bornait à exécuter les décisions prises dans ces conseils.

lioration économique, favorise leur action morale, et multiplie leurs relations avec un peuple qui n'a point songé, à donner à son clergé la sacristie pour prison.

Cette expansion, cette sorte d'*ubiquité* de l'épiscopat était rehaussée par un grand *prestige*. Les évêques de l'ancien régime étant partout, ne pouvaient passer inaperçus ; mais ils étaient par eux-mêmes assez grands personnages pour être remarqués. A la veille de la Révolution, on s'était arrangé de façon à n'appeler que des nobles à la mitre. C'était une aberration ; mais quel éclat séculier, quel crédit auprès d'un intendant, d'un gouverneur, d'un parlement, le corps épiscopal tirait de ces blasons illustres ! Ces prélats qui s'appellent Montmorency, La Rochefoucauld, Talleyrand-Périgord, Crussol d'Uzès, Clermont-Tonnerre, etc., font figure dans leur diocèse, leur province, à la cour, partout où ils se montrent. Leurs collègues, sans appartenir tous à une aussi brillante race, ont leur nom dans l'armorial et le portent noblement. Chez eux, nous l'avons vu, grande naissance, grandes manières, grand air, grande vie, grande situation, tout se réunit pour en faire des personnages de marque. En un temps d'élégance raffinée, ils joignent à une distinction suprême, à une grâce insinuante et souriante, la dignité, la gravité que comporte leur caractère sacré. En eux tous bat un vrai cœur de gentilhomme. Dans tous leurs actes, ils sont guidés par ce sentiment de l'honneur qui faisait dire à Voltaire : « Le corps des évêques était presque tout composé de gens de qualité, qui pensaient et agissaient avec une noblesse digne de leur naissance. » Cette distinction, souvent reflet des sentiments chevaleresques de toute une race, cette fleur d'éducation épanouie dans une famille et un milieu choisis, ont bien leur charme même pour nous, habitués que nous sommes aux allures plébéiennes de la démocratie. Nos aînés, qui ont pu con-

naître quelques rares survivants de l'ancien épiscopat, nous parlent volontiers de la séduction de leurs manières et de leur personne.

Ces grands seigneurs ont une représentation en rapport avec leur situation spirituelle et séculière. De tous côtés nous les avons vus s'élever des palais, des maisons de campagne, où quelques-uns tiennent une véritable cour, où la plupart déploient cette existence large qui convient à des hommes bien nés. Ne leur demandez point de trop compter avec leurs ressources. Le défaut d'un gentilhomme n'est point lésine mais prodigalité. Placez un Rohan, un Dillon, un Choiseul à la tête d'un diocèse : ne sera-t-il pas tenté d'y mener le train de vie de sa famille, et est-ce une raison pour lui, une fois évêque, de dépenser moins que ses frères parce qu'il a plus de revenus ? Si la mense épiscopale ne suffit pas à tant de frais, une ou deux abbayes viendront doubler, tripler au besoin la dotation. En fait, l'entourage profitait de ces largesses. Ces biens de France étaient consumés en France. Une bonne part de ces revenus passait aux pauvres, aux œuvres de bienfaisance. Il convient de juger ce luxe d'après les idées du temps, d'après les convenances sociales longtemps acceptées par l'esprit public.

Avant la grande liquidation de 1789, le recrutement même de l'épiscopat dans la noblesse ne semble pas avoir excité de grandes plaintes. L'exclusion systématique des roturiers était relativement récente ; nous les avons vus arriver, sous Louis XIV, aux premiers honneurs de l'Eglise. La présence d'un grand seigneur à la tête d'un diocèse flattait toute la noblesse d'une province, tous les parlementaires, tous les gens en place, fiers d'avoir commerce avec un prélat gentilhomme d'une politesse si exquise, d'une hospitalité si large. Alors que les grâces s'obtenaient par influence, les villes saluaient volontiers dans leur palais épiscopal un Montmorency, un Rohan, un

Talleyrand-Périgord, un cardinal de Bernis, dont le crédit pouvait faire diminuer tel impôt et octroyer telle faveur. Le peuple, qui ne pouvait se flatter de relations sociales avec ces grands personnages ecclésiastiques, savait du moins que leurs mains, toujours plus libérales que celles d'un bourgeois, s'ouvraient pour répandre les largesses avec une munificence touchant parfois à la prodigalité.

Cette situation, tolérée encore sous l'ancien régime, parut insupportable en 1789. Il faut convenir qu'elle prêtait aux plus vives critiques. Les conditions de recrutement, le luxe de ce noble épiscopat provoquèrent des plaintes véhémentes. Qui pourrait prétendre qu'elles n'eussent pas de fondement ? Le parti pris de réserver aux gens de naissance les évêchés, les abbayes, les prébendes de certains chapitres, les titres de vicaire général, toutes les grandes situations, tendait à créer dans l'Eglise de France un *haut* et un *bas* clergé. Limiter ainsi ses choix à une caste, c'était restreindre le champ de l'élection et s'exposer par là même à laisser à la porte les plus méritants. A quoi bon mettre une barrière de blasons entre des hommes honorés du même sacerdoce, tous disciples du Galiléen qui fit entrer dans le collège des apôtres Pierre, le batelier, Mathieu, le publicain, Paul, le citoyen romain ? Pourquoi signifier en fait à des hommes qui ont plus de vertus, plus de lumières que d'ancêtres, qu'ils resteront obscurs et pauvres, tandis que les hautes charges et les grasses prébendes iront aux clercs à sang illustre et à éducation raffinée ? Je vois ces privilégiés accourir de Paris, des autres diocèses, autour du nouvel évêque, pour prendre les meilleures places. Ce partage, contraire en tout temps à l'Evangile, aux intérêts de l'Eglise, qui, plus que toute autre institution, doit appeler dans son gouvernement les plus dignes, ce partage était une folie au moment où

la distinction des classes, déjà si atténuée par l'ascension constante du tiers état, où toutes les barrières sociales allaient tomber sous les coups de la Révolution.

Pendant que les plébéiens du clergé regardent, parfois avec amertume, les honneurs et les richesses passer à leurs confrères bien nés, le peuple lève aussi les yeux vers ces seigneurs-pontifes, et voyant à quelle hauteur les ont placés l'Eglise et l'Etat, il les trouve bien élevés au-dessus de lui. Mais ces évêques, nous l'avons vu, usent de leur situation, de leur influence, de leurs lumières, pour travailler dans les villes, dans les provinces, au bien général : n'importe, le tiers état se croit déjà assez éclairé, assez fort pour faire ses affaires lui-même. Mais ces évêques se consacrent avec une générosité inépuisable au soulagement de toutes les misères, à toutes les œuvres de charité et d'instruction publique : n'importe, leur existence se déroule au milieu d'un éclat de représentations, d'un luxe, qui donnent le mirage de la prodigalité, et font crier à la dissipation du bien des pauvres par une masse déjà ombrageuse et égalitaire. Le curé, que le peuple voit vivre avec lui, a peu ; l'évêque, le noble bénéficié, que le peuple ne voit guère, a beaucoup. Quelle prévention déjà puissante, quel argument contre la répartition des biens d'Eglise !

La hauteur à laquelle les conditions de son recrutement, de son existence, élevaient l'épiscopat, l'exposaient à perdre pied, à n'avoir pas de fortes racines dans les couches profondes de la nation. La tête était trop au-dessus du corps. Pour bien mener un peuple il faut le connaître, le comprendre, et par conséquent vivre un peu de sa vie, faire vibrer son âme avec la sienne. Il convient dès lors de n'être comme origine ni trop haut, ni trop bas. Les anciens évêques étaient trop haut. Leurs grands noms, leurs grandes manières, leur grand air, jetaient sur l'Eglise de France un brillant prestige ; mais

n'était-il pas à craindre que ces prélats gentilshommes, malgré leur souplesse, leur bonté et leur grand cœur, ne demeurassent étrangers, par suite de leur éducation, de leur genre de vie dans un milieu choisi, à certains besoins, à certaines préoccupations de leurs ouailles. D'ordinaire on ne sait bien que ce qu'on a vécu ; il y a des barrières entre les castes comme entre les peuples.

II

Que conclure ? Quelle est l'impression qui se dégage d'une situation si complexe et, en définitive, quel jugement faut-il porter sur ces prélats d'ancien régime ? Nous avons étudié en eux, dans les trois parties de ce livre, le grand seigneur, l'évêque et l'homme, ou, si l'on veut, l'homme public, l'homme d'Eglise et l'homme privé.

Tous les lecteurs auront été unanimes à reconnaître que ces évêques avaient au plus haut degré les *vertus sociales*. Rarement leur sollicitude pour tous les intérêts, tous les besoins des populations, s'est montrée avec autant d'éclat que dans ce siècle où la charité chrétienne a trouvé un puissant appui dans je ne sais quelle explosion de sensibilité humanitaire. Quelque vaste que fût le champ ouvert ici devant d'eux, à une époque où une tradition séculaire appelait leur intervention, leur initiative, dans un domaine aujourd'hui fermé en partie à l'Eglise, leur activité, leur zèle, leur bonté attentive et compatissante, ont su le féconder tout entier et accomplir des merveilles. Nous les avons vus à l'œuvre. Ils nous sont apparus véritablement comme pères, comme pasteurs des peuples. Comme ils ont su élargir, au XVIII^e siècle, l'héritage de charité légué par les siècles, et donner à leurs fondations les formes que réclamaient les temps nouveaux ! Assurances

contre l'incendie, prêts gratuits, monts-de-piété, hôpitaux, suppression de la mendicité, assistance par le travail, cours d'accouchement pour fournir des sages-femmes aux campagnes, toute œuvre ayant pour objet de procurer, avec l'éternel secours au pauvre, l'intérêt des humbles, la conservation de la vie, le bien-être général, a trouvé en eux des protecteurs tout puissants. On ne contestera point à l'épiscopat du XVIII^e siècle l'honneur d'avoir marché à la tête du mouvement de bienfaisance.

A côté des vertus sociales, nous avons rencontré chez ces prélats les *vertus privées*. Saint Paul impose comme premier devoir à l'évêque de mener une vie irréprochable : *oportet episcopum irreprehensibilem esse*. Et vraiment il serait étrange de voir des hommes corrompus à la tête d'une Eglise chargée de conduire à la vertu, à la sainteté, au ciel. Il faut compter ici, sans doute, avec la misère humaine, avec les vices du recrutement, avec l'amollissement d'un siècle qui était en train de perdre la foi, et qui avait sur la question des mœurs des théories, des tolérances singulières. Ces influences diverses poussèrent dans le sanctuaire des sujets qui auraient dû rester dans le monde. Mais l'épiscopat avait souffert de ce danger moins qu'on n'aurait pu le craindre.

Ce qui avait sauvé la situation, dans le parti pris de faire de la prélature un apanage de race, dans cette poussée générale de la noblesse vers les grands bénéfices de l'Eglise, c'est que les deux puissances avaient compris le péril d'appeler des indignes au rang suprême. Les candidats ne manquaient pas, candidats de grand nom, abbés de cour plus ou moins scandaleux; mais les ministres de la feuille avaient continué à les ranger parmi ceux dont Louis XIV n'avait jamais voulu faire des évêques. Grâce à Dieu, il restait encore un choix large et varié parmi les autres prêtres de naissance et de conduite. Dirigés de bonne heure vers l'Eglise, livrés aux fortes études théo-

logiques, qui les retenaient dix ans sur les bancs de Saint-Sulpice et de la Sorbonne pour y prendre le bonnet de docteur, ils y trouvaient une sauvegarde pour leur jeunesse, une formation cléricale, et une forte assise de sciences sacrées sur laquelle ils pouvaient bâtir l'édifice de connaissances plus humaines.

D'ordinaire, on a trop jugé ces évêques d'après les vices bruyants d'un Rohan, d'un Talleyrand, d'un Loménie; d'après les anecdotes que raconte Saint-Simon sur quelques prélats de cour. Pour les annalistes, dix évêques irréguliers tiennent plus de place dans l'épiscopat que cent vingt pontifes occupés simplement à gouverner leur diocèse. Un examen impartial de la situation nous a montré, en effet, sur les cent trente évêques titulaires en 1789, une dizaine de prélats qui avaient pu vraiment donner prise à la censure. C'était trop sans doute, ce serait aujourd'hui énorme. C'était assez pour faire aux flancs de ce grand corps une assez grave blessure, qui aurait pu s'envenimer et s'agrandir. Mais enfin ces défaillances partielles, qui s'expliquent par le mode de recrutement, par l'âge des sujets appelés jeunes à l'épiscopat, ne sauraient entacher l'honneur de tout l'ordre. Ni la justice ni l'histoire ne permettent de conclure du particulier au général.

Ces hommes, en qui nous trouvons éminemment les vertus sociales et généralement les vertus privées, avaient-ils les *vertus épiscopales*? Sur ce point, il y a du pour et du contre, en sorte que, pour rester dans la vérité, on risque de paraître tenir une balance avec la préoccupation de faire pencher le plateau du côté de l'éloge. Mais comment énoncer des propositions générales, comment louer ou blâmer sans restriction, en un temps où un Juigné coudoie à Paris un Rohan et un Loménie de Brienne, où un Talleyrand de Reims a pour neveu un Talleyrand d'Autun, où ce Talleyrand d'Autun va se trou-

ver aux Etats Généraux en présence d'un La Rochefoucauld de Rouen, d'un Dulau d'Arles, d'un Pompignan de Vienne?

Nombreux se sont montrés à nous les prélats vraiment dignes, occupés de leur clergé, de leur diocèse, de leurs œuvres, fidèles à leurs exercices de piété, prêtres et apôtres, modestes dans la grandeur, simples dans la représentation, mortifiés au milieu de l'opulence. Les Durtfort, les Reboul de Lambert, les Fumel, les du Tillet, les Balore, les Saint-Luc, les Hercé, les Neufville, les Pressy, les Bonal, les Machault, les Royère, les Chanterac, et tant d'autres, dont les noms ont paru dans ces pages, nous ont prouvé la vitalité religieuse, les vertus de cette Eglise de France à laquelle ne manquait point çà et là l'auréole de la sainteté, en attendant celle du martyr.

Est-ce à dire que tout fût parfait et que ce grand corps ne souffrit pas d'un mal réel. On a trop souvent parlé dans l'ancien régime du manque de résidence, de la rareté des visites pastorales, pour que beaucoup de prélats n'aient point donné lieu à ce grief. Tertullien reprochait à bien des chrétiens de son siècle de ne pas savoir porter le poids du baptême, *pundus baptismi*. Un écrivain de 1789, accuse plusieurs prélats d'alors de ne savoir pas porter « le fardeau de l'épiscopat ¹. »

Il semblait difficile de mener de front les exigences du ministère pastoral avec la vie d'un grand seigneur. Outre qu'on a quelque peine à concilier tant de laquais, tant de carrosses, avec les règles du concile de Trente, avec l'idée de patrimoine des pauvres, que les canons se sont plu à attacher aux richesses de l'Eglise, n'y avait-il pas quelque danger d'énervement dans cette existence somptueuse ? Certains prélats ainsi entourés, ainsi choyés, ne

1. *Tableau moral du clergé, 1789.*

furent-ils pas tentés de s'abandonner à cette douceur de vivre dont parle Talleyrand? Tant de délicatesse, tant de liens dorés ne devaient-ils pas alanguir le ressort de l'âme? Ces mains blanches et fines pouvaient-elles tenir fortement la houlette pastorale? Il pouvait sembler dur de s'arracher aux charmes d'une société enchanteresse, aux délices d'une véritable cour, pour marcher à la visite de son diocèse et aux austères devoirs de l'épiscopat. Heureusement, nous l'avons vu, si nombre de ces prélats crurent devoir à leur situation pontificale et nobiliaire de tenir grand train de maison, beaucoup surent élever leur cœur plus haut que toutes ces pompes, garder des goûts simples et des habitudes austères au milieu de l'appareil que leur imposait la représentation, trouver le temps et la force de s'occuper de leur diocèse.

Leur qualité de gentilshommes leur donnait une tentation plus dangeueuse encore que celle du luxe, c'est celle de la cour. Le bruit de ses fêtes et de ses plaisirs porté par la renommée, parfois par une correspondance de famille, arrivait jusqu'aux évêchés les plus reculés pour y mettre à une rude épreuve le devoir de la résidence. Comment résister à la fascination de la cour et de la ville, au besoin de trouver sur un théâtre animé et toujours mouvant, l'intérêt, la vie, les distractions, les amis, les parents et le bonheur envié d'un sourire royal? Pouvait-on se contenter de regarder l'image du roi appendue à la place d'honneur du salon et gravée dans le cœur? Ne fallait-il pas de temps en temps contempler sa personne, revoir de ses propres yeux le fils de saint Louis, l'évêque du dehors, le plus ferme appui, croyait-on, de la religion séculaire. La royauté absolue, après avoir ruiné, pourri la noblesse, en l'arrachant à ses terres, en venait encore à ravir les premiers pasteurs à leur troupeau. Le résultat de cette course à Versailles était, dans l'Eglise comme dans les autres ordres de l'Etat, une dimi-

nution de virilité, un affaiblissement des caractères. Quel séjour dangereux que cette cour où sans doute les esprits s'aiguisent, les élégances s'affinent, mais où les énergies s'énervent, où les fronts s'inclinent dans la prostration commune. Séjour dangereux, mais plein d'un charme, qui, accru encore de celui de la ville, attirait à Paris, à Versailles, une partie, — non la plus grande, quoi qu'on ait dit, — de l'épiscopat français. Une note de police, nous a montré, en 1764, le quart des évêques de France présents à Paris ¹. Il devait y en avoir rarement davantage, puisque leur nombre même frappa le parlement et le détermina à porter un arrêt les renvoyant dans leur diocèse. Augmentons encore la proportion ; portons, si l'on veut, au tiers le chiffre des absents à certaines époques de l'année ; c'est encore la minorité qui manquait à son devoir. Il y aurait injustice à ne voir dans les anciens prélats que des courtisans et des voyageurs. On a rendu ce témoignage à ceux même que leurs goûts semblaient tourner de préférence vers l'administration séculière, que leur diocèse était bien réglé. Jamais peut-être le clergé inférieur, dont la régularité dépend beaucoup des évêques, n'avait été meilleur qu'au XVIII^e siècle. La majorité des prélats résidaient, visitaient leurs ouailles, veillaient à la discipline, s'occupaient de leur personnel, des écoles, des collèges, des séminaires et de tous les grands intérêts de l'Eglise.

Un grief souvent invoqué contre ces évêques, c'est qu'ils ne surent point maintenir leur situation ni faire triompher la foi des attaques des philosophes.

Il faut bien convenir que la défense religieuse ne fut point alors à la hauteur de l'attaque. L'épiscopat, qui de tout temps avait fait front à l'ennemi et le plus

1. Cf. *Les évêques pendant la Révolution* p. 276, 277.

souvent avec bonheur, se laissa cette fois surprendre. Il en est de la défense de la foi comme de celle d'un pays. Il faut renouveler sans cesse les armes, et bien choisir le champ du combat ; il faut ensuite être mené en guerre par de bons capitaines et, s'il en existe, par des soldats de génie. Le clergé du XVIII^e siècle dépensa de nobles efforts dans la lutte contre les philosophes. Malheureusement l'ennemi ne vint guère le rejoindre sur la redoute théologique où ses docteurs, ses évêques maîtres en Sorbonne, eussent été inexpugnables. On l'attaqua sur le terrain de l'exégèse, de la philosophie et des sciences. Il riposta ; mais embarrassé, dans la lourde armure du syllogisme, il ne sut guère parer les mille traits dont le camp volant des philosophes, armés de rire, de sarcasme, d'ironie, d'éloquence, le perçaient de toutes parts aux applaudissements de tout un siècle. Il est toujours bien dangereux pour une cause d'avoir contre elle les hommes qui sont arrivés à dominer l'opinion. Tel fut le cas au XVIII^e siècle. L'hégémonie intellectuelle exercée dans l'âge précédent par Bossuet, était passée à Voltaire et à ses acolytes. Chose étrange ! les apologistes du XVII^e siècle déploient contre des adversaires médiocres un génie qui ne leur était point nécessaire pour vaincre. Les rôles sont renversés au dix-huitième. Aussi peut-on dire que ce qui a manqué, pour triompher, à l'épiscopat dont nous écrivons l'histoire, c'est moins les vertus que les talents, moins la sainteté que le génie.

Ce qui aussi fit défaut, c'est la clairvoyance attentive à surveiller les mouvements de l'opinion, à les arrêter, les diriger, à s'en emparer quand ils se forment, au lieu de les laisser grandir, et de courir après le tourbillon quand sa violence renverse tous les obstacles. Il est facile de suivre le sillon paroissial et diocésain, la tradition ou la routine. L'accoutumance suffit à ce labeur de chaque jour. Ce qui est plus malaisé, c'est de changer, selon les besoins

du temps, ses batteries et son plan de campagne, c'est de deviner, de déjouer les hostilités qui se préparent en pleine paix, de distinguer par un ciel serein le nuage qui se forme sur les hauteurs, et qui porte dans ses flancs l'orage qui s'abattra bientôt sur les tranquilles promeneurs de la plaine. L'épiscopat du dix-huitième siècle maintint les paroisses, les diocèses, cadres séculaires de l'action de l'Eglise ; garda les écoles, les collèges, les biens, héritage positif ; tua le jansénisme qu'il pouvait atteindre par l'autorité des juges de la foi, par les armes de la tradition ; mais il laissa échapper l'esprit de la nation, parce qu'il ne sut pas se poster sur les issues nouvelles qu'il se frayait dans son ardeur d'émancipation religieuse. Hélas ! l'Eglise du dix-neuvième siècle n'a-t-elle point connu de ces surprises ?

Ce qui, à défaut du génie, lequel est assez rare dans les deux camps, aurait pu tout sauver, ce qui manqua encore aux apologistes du XVIII^e siècle, ce fut l'ardeur passionnée, l'entrain irrésistible qui gagne les batailles. Une conviction enflammée, un dévouement chevaleresque à une cause, savent enfanter des merveilles et communiquent parfois à des écrivains, qui ne sont ni des Bossuet ni des Pascal, une vibration puissante et contagieuse. On cherche la jeunesse plus encore que le talent dans les défenseurs chrétiens du XVIII^e siècle. Ils servent avec fatigue et des armes vieilles une cause immortelle. Leur polémique, languissante et affaissée dans son imprudente quiétude, donne l'impression de quelque chose qui finit. Ils frappent au hasard, sans plan arrêté, flottant au gré d'un siècle qui les absorbe et les entraîne, quand ils devraient le dominer. Leur plume, depuis longtemps deshabituee des combats de la liberté, n'a rien du glaive. Leur bras ne sait plus ni parer ni porter les coups.

La royauté absolue, qui avait rendu le corps social

anémique en attirant tout le sang à la tête, fut pour beaucoup dans cette impuissance. L'enchevêtrement de l'Eglise dans tous les ressorts de la machine administrative et politique, lui causa de graves embarras dans la lutte pour la foi et pour la vie. Cet organisme compliqué, démodé, paralysait l'agilité de ses mouvements, quand il s'agissait de courir, avec un poids de servitudes, après des adversaires insaisissables. Habitée à beaucoup recevoir de l'Etat et à beaucoup lui donner, elle eut le malheur, d'un côté, de s'en rapporter trop facilement à lui dans une œuvre de défense religieuse où il ne pouvait ni ne voulait la suppléer, de l'autre, de recevoir une partie des coups destinés à cet Etat même, dont elle paraissait être la complice intéressée et épouser les abus. Les évêques ont beau déployer un surcroît d'activité et se poser en bienfaiteurs, en initiateurs philanthropes de cette société étrange, aux prises avec l'enfantement d'un monde nouveau, où, comme on l'a dit, « tout semble à la fois trembler de décrépitude et tressaillir de jeunesse ¹, » ils ne peuvent rendre la vie à ce qui meurt ni assurer la durée d'une organisation artificielle, vieillie, dont le mécanisme craque de toutes parts. Les anciens cadres sont usés. La vitalité populaire débordé les barrières légales mises à son expansion. Le clergé subira le sort des autres ordres privilégiés. Il ne peut jouer, en dehors de la mission spirituelle qui lui incombe essentiellement, d'autre rôle temporel, social ou politique, que celui qui lui est déféré par la confiance, par le consentement tacite d'un peuple trouvant en lui plus de lumières, plus d'autorité, plus de désintéressement que partout ailleurs. Si ce peuple arrive à se convaincre qu'il lui est avantageux de conduire ses affaires lui-même, c'en est fait à bref délai des prérogatives séculières du clergé. Au XVIII^e siècle, on peut déjà prévoir que l'édi-

1. Abbé Birot.

fice de grandeur temporelle élevé par les âges à l'Eglise de France, est sapé dans l'opinion et ne résistera pas à la première tempête. La pièce touche à son dernier acte. Les évêques, que nous avons vus une dernière fois sur la scène, dans les villes, les provinces, aux pays d'Etats, à l'assemblée des notables, avec toutes les grâces, tout le prestige de leur rang et de leur race, vont faire place à d'autres acteurs, au tiers-état impatient de jouer son rôle. Le rideau tombe, nous déroband à jamais cette parure mondaine que les âges avaient donnée par surcroît à l'épouse du Christ.

III

Il nous faut donc prendre congé de ces prélats, dont le commerce créé par cette enquête historique nous a présenté tant d'intérêt. Ce n'est pas sans regret que nous les quittons. Ces figures d'évêques d'autrefois, ce mélange de prélat et de gentilhomme, ce parfum exquis de grâce ecclésiastique et d'urbanité noble, ce rayonnement discrètement mondain, ont le charme qui nous ramène sans cesse à l'étude du XVIII^e siècle. Mais il fallait pour cadre à ces prélats une société brillante et aristocratique, une France que n'eût point touchée la main de l'égalité, que n'eût point encore nivelée une ombrageuse démocratie. Leur tête dix-huitième siècle, avec ce teint rose, cette expression de bonheur calme que leur donnent les portraits du temps, ne convient plus à ceux qui ont failli mourir. C'en est fait du luxe, du faste, des pompes, de la représentation, des seigneuries temporelles, des princières nobiliaires.

Les historiens qui ont étudié cette époque, tout en prenant volontiers leur parti de l'amputation que la

Révolution a fait subir sous ce rapport à l'Eglise de France, n'ont pu contenir leurs sympathies pour les victimes. Ces évêques d'autrefois que leurs traditions de famille et leurs relations, leurs goûts et leurs instincts de race aiguisés encore par l'esprit du dix-huitième siècle, leur qualité même de pasteurs des peuples, mêlaient alors à toutes les questions sociales et politiques, à tous les grands intérêts du pays, ces prélats, hommes d'Eglise et hommes d'Etat, théologiens et administrateurs, ont séduit ceux qui, à notre époque, les ont étudiés en historiens, comme ceux qui purent les observer de leur vivant.

On sait l'impression que Tocqueville avait rapportée de son long commerce avec l'ancien régime. « Je ne sais, dit-il, si, à tout prendre et malgré les vices éclatants de quelques-uns de ses membres, il y eut jamais dans le monde un clergé plus remarquable que le clergé catholique de France au moment où la Révolution l'a surpris, plus éclairé, plus national, moins retranché dans les seules vertus privées, mieux pourvu de vertus publiques, *et en même temps de plus de foi* ; la persécution l'a bien montré. J'ai commencé l'étude de l'ancienne société plein de préjugés contre lui, je l'ai finie plein de respect¹. »

Ce jugement, auquel une étude approfondie a conduit l'illustre penseur, concorde avec celui qu'un grand orateur anglais, un contemporain, portait sur l'ancien épiscopat français. « Lorsque j'eus l'occasion d'aller en France, a dit Burke dans ses *Réflexions sur la Révolution française*, c'est presque à la fin du siècle dernier ; le clergé sous toutes ses formes attira une grande partie de ma curiosité. Bien loin de recueillir contre ce corps des plaintes et des mécontentements, comme j'avais lieu de m'y attendre, d'après quelques ouvrages que j'avais lus, je n'entendis aucune déclamation ni publique, ni privée,

1. *L'ancien régime et la Révolution.*

si ce n'est cependant dans une certaine classe d'hommes, peu nombreuse, mais bien active. Allant plus loin dans mes recherches, j'ai trouvé, en général, le clergé composé d'hommes d'un esprit modéré et de mœurs décentes. Je ne fus pas assez heureux pour avoir des relations avec un grand nombre de curés ; mais, en général, je reçus les meilleures informations sur leurs principes de morale et sur leur zèle à remplir leurs fonctions. J'ai été lié avec quelques personnes du haut clergé, et j'ai eu sur le reste de cette classe les meilleures sortes d'informations. Presque tous ceux qui le composent sont des hommes de naissance ; ils ressemblaient à tous ceux de leur rang, et, lorsque j'ai remarqué quelques différences, j'ai trouvé qu'elles étaient en leur faveur ; leur éducation était plus accomplie que celle de la noblesse militaire, en sorte qu'il s'en fallait de beaucoup qu'ils ternissent l'éclat de leur profession par leur ignorance, ou par aucun manque d'aptitude dans l'exercice de leur autorité... *Je les ai réellement considérés comme une classe tout à fait supérieure...* J'ai vu dans le clergé de France (et nulle part on ne peut en rencontrer beaucoup de cette sorte) des hommes d'un grand savoir et d'une parfaite candeur... Vous aviez avant votre Révolution cent vingt évêques environ. Un certain nombre parmi eux étaient remarquables par un savoir éminent et par une charité sans bornes... Lorsque j'étais en France *je suis certain que le nombre des prélats répréhensibles n'était pas considérable.* Quelques individus parmi eux, s'ils étaient moins réguliers dans leurs mœurs, rachetaient par des qualités nobles, ce qui manquait à la sévérité de leurs vertus. Ils avaient les grands talents qui rendent les hommes utiles à l'Eglise et à l'Etat. J'ai entendu dire qu'à bien peu d'exceptions près, Louis XVI avait été plus attentif que son prédécesseur immédiat à bien choisir les caractères avant de les élever à cette dignité, et je croirais assez, d'après

l'esprit de réforme qui a dominé tout ce règne, que cela doit être vrai. » Nous avons voulu reproduire tout ce long passage de Burke à cause de son importance. Manifestement, l'illustre orateur anglais est sous le charme. Il n'a pu voir de près l'épiscopat français sans être séduit par la noblesse de son caractère, la distinction de ses manières, par les vertus de la presque généralité de ses membres, par la charité de tous. Durant la Révolution, Burke resta fidèle à son admiration pour l'Eglise de France, et se montra en Angleterre le plus ardent promoteur des mesures prises pour secourir les prêtres exilés.

Il nous semble que le lecteur de cet ouvrage en rapportera l'impression que viennent de formuler avec tant d'autorité Burke et Tocqueville. Les hommes valaient mieux que les institutions. Les évêques de l'ancien régime nous ont apparu dans ces pages admirablement doués de toutes les *vertus sociales*. Les *vertus privées*, les *vertus épiscopales* leur ont moins manqué qu'on ne pense, et si un petit groupe ne menait point une conduite édifiante, si une importante minorité n'était pas fidèle au devoir de la résidence et aux visites pastorales, la majorité comptait de bons évêques, de nombreux apôtres, et la vie de presque tous était irréprochable au point de vue des mœurs.

Vienne la Révolution : la persécution fera apparaître au grand jour des vertus un peu voilées par la parure du siècle. Le gentilhomme laissera mieux voir l'évêque ; le seigneur, l'administrateur temporel, s'effacera devant l'homme d'Eglise. Ce qui était grâce, douceur de vivre aux temps heureux, deviendra force, sacrifice, dans les jours sombres. La violente secousse imprimée à ce grand corps, montrera avec éclat quelle sève puissante circulait encore dans ses veines. Dieu réserve à cet épiscopat de l'Eglise gallicane, qui va disparaître, la gloire de grandir dans l'adversité, de racheter ses quelques taches en rachetant

son peuple par la souffrance, de prouver enfin au monde la sincérité de ses convictions religieuses, car pour sauver la foi des autres il faut commencer par croire. C'est dans l'épreuve que l'homme donne la mesure de sa valeur morale. L'Eglise de France va rencontrer dans sa mort violente le secret de sa résurrection. L'ébranlement que lui prépare la Révolution se communiquera jusqu'aux âmes, et l'épiscopat du XVIII^e siècle, qui avait vu la nation distraite, indifférente à son apologétique, la trouvera sensible à l'argument suprême, celui du sang.

DEUXIEME PARTIE

LES ÉVÊQUES
PENDANT LA RÉVOLUTION



LIVRE PREMIER

LA RUINE DE L'EGLISE

ET DE LA MONARCHIE

CHAPITRE PREMIER

Etat d'esprit de l'épiscopat en 1789

I. Terrible épreuve qui attend les évêques. — Ils vont porter le deuil de l'Eglise et de la monarchie. — Abîme entre l'idéal monarchique de l'ancien régime et les principes de 1789. — Marche en avant de l'épiscopat, pourtant si attaché au roi. — Fier et libre langage de l'assemblée du clergé en 1788. — Le ton des évêques s'accroît encore aux assemblées bailliagères. — Talleyrand à Autun. — Mot de Boisgelin : *Il ne faut pas se séparer de la nation*. — II. Il y avait cependant deux tendances dans l'épiscopat. — Mandements alarmés des archevêques de Paris (Juigné), de Lyon (Marbeuf), de l'évêque de Clermont (Bonal). — Libéralisme de l'archevêque de Bordeaux. — Lesquels avaient raison ? — Les événements justifiaient les alarmés. — Mais nécessité pour les Etats de transformer les institutions politiques avec les transformations de l'esprit public. — Avantages pour l'Eglise d'être plus en contact avec la nation. — Du reste, même les évêques timorés acceptaient, en 1789, les principes essentiels des gouvernements modernes.

Quelle terrible épreuve attend le clergé de France pendant la Révolution ! Entré aux Etats généraux avec la ferme résolution de travailler avec la noblesse et le tiers à la réforme de l'Etat, il commence par payer les frais de la régénération et ne peut plus bientôt compter ses propres ruines. En quelques mois, la grandeur temporelle que les siècles ont donnée à l'Eglise, va s'évanouir sous

les coups des démolisseurs. Premier ordre de la nation, grands propriétaires, ministres d'une religion d'Etat, les évêques l'étaient encore en 1789, et tous ces privilèges leur échappent sans retour. Ce n'est point assez que l'Eglise perde la situation sociale et politique que lui a léguée en héritage un passé glorieux, elle sera bientôt menacée dans son domaine spirituel, dans sa constitution même de société religieuse, de sorte que devant la profondeur de la chute, devant la conjuration d'ennemis acharnés et tout puissants, on pourra se demander ce qui va rester debout d'une institution naguère encore si grande et si enviée.

Comme si ce n'était point assez pour les évêques de leurs propres malheurs, tous les coups portés à l'autorité royale retentiront douloureusement dans le cœur de ces gentilshommes si profondément attachés à leur prince. L'ancien épiscopat va monter son calvaire en portant une double croix, le deuil de l'Eglise et de la monarchie. Comment fera-t-il front à cette épreuve ? Quelle sera son attitude politique et religieuse pendant la Révolution ? Nous allons voir que jusqu'à leur expulsion, les évêques se montrèrent très conciliants dans la question politique, très fermes dans la question religieuse.

I

Quoique, aux yeux d'un évêque, la question religieuse prime toutes les autres, on devine l'importance qu'avait, au moment de la Révolution, la question politique pour des prélats mêlés à tous les rouages de l'Etat et si dévoués à leur roi. La fameuse devise des Talleyrand : *Ré qué Diou, ré qué lou Rei*, était celle de l'épiscopat français tout entier. Au dix-septième siècle, nous avons

entendu Harlay de Champvallon, archevêque de Paris, dire à l'assemblée du clergé « que la compagnie avait satisfait aux devoirs de sa *première religion* par la célébration de la messe, mais qu'il était une *seconde religion* à laquelle il fallait satisfaire, qui était de *rendre ses respects au roi*. » Malgré les transformations opérées dans l'esprit public au dix-huitième siècle, la royauté était restée la seconde religion de l'épiscopat et de la France. Le mot de Bernis : « J'ai deux maîtres, dont l'un est Dieu et l'autre le roi, et je n'en aurai jamais d'autres », était le cri du cœur de tous les prélats. Nous avons vu un évêque janséniste, M. de Beauteville, trouver une singulière énergie d'expressions pour nous dépeindre, quinze ans avant la Révolution, l'amour des Français pour leurs rois ! L'ardeur avec laquelle l'épiscopat s'associait à toutes les joies, à tous les deuils de la famille royale, chantant les naissances, pleurant les morts, laissant échapper, au décès du dauphin, fils de Louis XV, de véritables cris d'angoisse, montre jusqu'à la fin de l'ancien régime, entre lui et la royauté, comme des liens de sang dont les siècles avaient rendu le nœud en quelque sorte indestructible.

Ces sentiments nous disent assez que tous les coups portés au roi frapperont ses plus fidèles sujets, les évêques. Et ici, il semble que, pour faire saigner leur cœur, il ne soit pas nécessaire d'attenter à sa personne. Les restrictions apportées à sa puissance ne suffiront-elles pas à alarmer, à révolter des prélats qui, formés à l'école de Bossuet, en sont encore pour la plupart, à la veille de 1789, à la *Politique sacrée tirée de l'Écriture sainte*.¹ La Révolution prépare une rude épreuve à leur ardeur royaliste et à leurs théories monarchiques.

1. Voy. sur l'amour et les convictions royalistes de l'épiscopat, nos *Evêques avant la Révolution*, page 202-224.

Il est vrai que nous sommes en France, dans un pays, à une époque, où l'opinion, déjà « maîtresse du monde », entraîne à son gré les esprits et change elle-même avec une rapidité vertigineuse. Sous ce rapport, les évêques ont montré qu'ils étaient bien français, en favorisant, par exemple, dans leurs villes, dans leurs provinces, les progrès rêvés par les économistes, en présidant, avec une ardeur et une compétence singulières, les assemblées créées par Necker et par Calonne, en défendant au besoin ces institutions contre la jalousie des intendants, en y faisant déjà entendre le langage de la liberté. A mesure qu'on approche de 1789, l'attitude du clergé s'accroît, son ton s'élève, son cœur bat de plus en plus avec celui de la nation. Dans son assemblée de 1788, on le voit demander avec instance les États généraux, et adresser au roi des remontrances où l'on a de la peine à reconnaître les tenants du droit divin de Bossuet. « Il est honteux de se taire, s'écrie-t-il ; notre silence serait un de ces crimes dont la nation et la postérité ne voudraient jamais nous absoudre... Nous vivons dans un *empire tempéré*... Il est un point sur lequel la nation a toujours réclamé invariablement son consentement et sa volonté libre : ce sont les impôts, parce que les impôts attaquent la propriété de chaque citoyen. Le peuple français n'est donc pas imposable à volonté... Les Français étaient un peuple libre... Sans les assemblées nationales, le bien du règne le plus long ne peut être qu'un bien passager, la prospérité d'un empire repose sur une seule tête... Assemblez la nation et vous serez invincible... Sire, Votre Majesté, sûre du cœur des Français, connaît le prix de régner sur un peuple libre... La gloire de Votre Majesté n'est pas d'être *roi de France*, mais d'être *roi des Français* ¹. »

1. *Remontrances du clergé*, présentées au roi, le 15 juin 1788. *Archives parlementaires*, t. I, p. 373 et suiv.

Quel langage ! Ce ton de liberté, cette invitation à Louis XVI d'être « roi des Français » plutôt que « roi de France, » causèrent quelque surprise à la cour. Mais le clergé était en plein dans le mouvement. « Toutes les classes, dit Talleyrand¹, se portaient avec enthousiasme vers les idées nouvelles. Le clergé, qui devait être immuable comme le dogme, courait au-devant des grandes innovations, et avait demandé au roi les Etats généraux. »

Nous retrouvons la même inspiration, la même confiance, la même largeur d'idées généreuses, dans beaucoup de harangues prononcées par les évêques aux réunions électorales de 1789. Le lecteur ne sera point étonné que le nouvel évêque d'Autun, Talleyrand, trace dans son discours un véritable programme de gouvernement, et félicite « Sa Majesté » d'avoir « voulu rétablir la nation dans ses droits. » Les autres prélats parlent du même ton, ton de liberté et de patriotisme. « Messieurs, dit La Fare, évêque de Nancy, à ses prêtres électeurs, l'Eglise est dans l'Etat et, avant d'être ses ministres, nous sommes citoyens et Français. » Bientôt La Fare ne craindra pas de s'écrier, dans son sermon à Saint-Louis de Versailles, en présence de la cour et de tous les députés réunis : « Sire, le peuple sur lequel vous réglez a donné des signes non équivoques de sa patience. C'est un peuple martyr, à qui la vie ne semble avoir été laissée que pour le faire souffrir davantage. » Le discours de Boisgelin à son clergé d'Aix est plus remarquable encore. « *La nation, s'écrie-t-il, recouvre aujourd'hui ses privilèges et le clergé n'en a plus...* Il semble que les privilèges donnent des avantages. On voit à quel point ils étaient devenus une source de privations. *Il ne faut pas se séparer de la nation, parce qu'on ne peut pas emprunter toute sa force quand on ne s'unit pas à elle.* C'est là l'avantage

1. Mémoires, I, p. 110.

des assemblées nationales. Chaque homme, quel qu'il soit, occupé de si grands intérêts, sent davantage son existence et sa dignité, semble se donner à lui-même un caractère plus imposant, et conçoit dans toute leur étendue les obligations attachées à la qualité de citoyen. » L'orateur insiste avec une énergie nouvelle sur l'union du clergé avec la nation et termine son discours par cette belle parole : *La religion sera le premier intérêt du peuple, quand l'intérêt du peuple sera la loi des ministres de la religion*¹. Manifestement une partie des évêques partage avec l'universalité des curés les illusions généreuses, les espérances de rénovation politique et sociale, qui font battre le cœur du pays. Il était évident que les prélats tenant un tel langage ne seraient point les ennemis de la liberté, mais tous ne professaient pas le même enthousiasme, la même confiance dans l'avenir.

II

Quels étaient les députés élus par le clergé, chargés de porter aux Etats généraux ses idées, ses vœux et ses revendications ? On sait que la loi électorale élaboré par Necker, assurait d'avance aux curés une énorme prépondérance sur les autres classes du clergé. Fiers de leur nombre, grisés par les louanges et l'encens que la fin de l'ancien régime leur prodiguait de toutes parts, voulant préparer avant tout le triomphe de leurs idées, de leurs intérêts, et faire cesser les abus dont ils étaient victimes, ils commencèrent par se donner une grande majorité. Leurs évêques eurent souvent l'humiliation ou

¹. Archives nationales.

d'échouer ou de n'être point élus les premiers. Ils durent même ça et là assister à des scènes où le respect, que leur avaient toujours témoigné leurs prêtres dans l'Eglise de France, subit plus d'une atteinte en ce temps de fièvre, dans cette surexcitation des esprits. Ce triomphe des curés eut une grande influence sur la marche de la Révolution. Longtemps et des points les plus divers, on reprocha à Necker d'avoir machiné l'écrasement de l'épiscopat¹.

Le résultat des élections fut la nomination de quarante-sept évêques, de deux-cent huit curés, de trente-cinq abbés ou chanoines. C'était pour les curés un triomphe excessif et véritablement inespéré, si on songe qu'ils n'avaient jamais paru jusqu'alors dans les Etats généraux, ni dans les assemblées provinciales, ni dans les assemblées du clergé. Il était d'autant plus important que l'épiscopat fût largement représenté dans les comices de la nation, que les événements allaient amener les résolutions les plus graves, où il conviendrait que la mission du député empruntât une nouvelle autorité au caractère de l'évêque.

Parmi les prélats élus figuraient heureusement la

L'abbé de Boulogne écrivait plus tard : « Maître de la composition des Etats généraux, il (Necker) prépara non seulement l'oppression du clergé par le doublement du tiers, mais il en consumma la ruine en y introduisant la démocratie presbytérale, en le peuplant de ces *dignes pasteurs*, à un grand nombre desquels la vapeur des éloges, jointe au poison de l'égalité, avait fait tourner la tête. L'on vit alors toute la hiérarchie brisée, et le clergé devint la proie d'une poignée de curés fanatiques, qui se liguèrent avec les impies pour écraser le corps épiscopal, sans lequel le clergé ne peut exister. » Cf. *Mélanges de religion* etc. par M. de Boulogne, t. II, p. 349, 350. — Soulavie, qui du reste, en 1789, avait travaillé ardemment avec les curés, dit dans ses *Mémoires sur le règne de Louis XVI* : « Une poignée d'évêques se trouva effacée et neutralisée par une masse de curés qui s'étaient élus eux-mêmes, et qui portaient de tous les coins de la France aux Etats généraux leur jalousie, leur mécontentement, leurs principes égaliseurs, beaucoup de droits lésés, la pauvreté irritée et leurs prétentions contre le haut clergé. » Burcke, dans les *Réflexions sur la Révolution française*, p. 89, dit également qu'on avait livré le clergé aux curés.

plupart de ceux que l'opinion publique appelait à la députation. On regretta néanmoins l'absence d'hommes distingués et très versés dans les questions administratives, tels que Dillon, archevêque de Narbonne; Thémînes, évêque de Blois; Séguiran, évêque de Nevers, que la mort enleva presque subitement en 1789.

On remarqua tout de suite deux tendances différentes dans l'épiscopat. Les écrits, les mandements publiés par les évêques avant et après ce qu'on pourrait appeler la période électorale, faisaient déjà pressentir cette divergence d'attitude. Un prélat, qui ne fut point élu, mais qui était l'un des plus grands personnages de l'Eglise de France, M. de Marbœuf, ministre de la feuille, archevêque de Lyon, primat des Gaules, laissait déjà voir, dès le 28 janvier 1789, de tristes pressentiments. « Réfléchissez, disait-il, dans sa lettre pastorale à ses diocésains, sur tous les événements lamentables dont vous êtes témoins. Déjà des éclairs échappés de la nue éblouissent nos yeux et glacent nos cœurs : le tonnerre gronde de loin, la foudre va bientôt éclater. Une inquiétude universelle s'est répandue subitement dans la nation ; un esprit de vertige s'est emparé de toutes les têtes ; des idées nouvelles substituées brusquement aux anciennes maximes ont semé la discorde et la défiance parmi nos concitoyens ; une subversion générale semble menacer toutes les institutions politiques, civiles ou religieuses ; le royaume éprouve une crise redoutable ¹. »

Quelques mois plus tard, M. de Bonal, évêque de Clermont, exprimait les mêmes alarmes dans un mandement qui fit sensation. « Comment, s'écriait-il, s'est donc ouvert ce vaste gouffre où la patrie est sur le point de s'engloutir ! Voyez l'esprit d'indépendance et d'insurrection qui éclate

1. *Mandement de Mgr l'archevêque et comte de Lyon, 28 janvier 1789, p. 10.*

de toutes parts, les citoyens armés les uns contre les autres, une effervescence générale, les principes les plus sacrés livrés à l'arbitraire, l'autorité confondue avec le despotisme, et la licence avec la liberté ; sous le nom de fraternité, les défiances et les haines ; sous le nom d'égalité, la confusion et l'anarchie. Le voilà donc ce règne tant vanté de la philosophie ! Telle est la révolution que nous devons attendre des nouvelles lumières. Valait-il donc la peine de nous rendre si éclairés, si ce n'était que pour nous avilir ! » L'évêque de Clermont, après avoir déploré « le mépris des anciens principes, le dégoût de toute subordination, la fureur d'innover sans fin, » rappelle la parole d'un grand homme « que l'art d'ébranler les trônes est d'en creuser les fondements. Craignons, pour nous servir des expressions de Bossuet, que ces terres trop remuées, devenues incapables de consistance, ne tombent enfin de toutes parts, ne laissent plus voir que d'effroyables précipices, et tenons-nous-en à notre forme de gouvernement. »

C'est également la monarchie qui éveille la sollicitude de M. de Juigné. Dans le mandement donné à l'occasion des Etats généraux, tout en proclamant sa joie de voir « enfin le vœu de la nation s'accomplir », il se montre « alarmé de la fermentation des esprits », et d'entendre « retentir de toutes parts les noms de patrie, d'humanité, de restauration, de régénération. » Pressentant qu'une grande épreuve attend la monarchie et la dynastie, il s'élève contre « les écrits téméraires qui oseraient tenter de refroidir le respect et l'amour » du pays pour le roi. Plaidant alors une cause facile à gagner, il fait l'éloge de « l'auguste maison de France », et montre en elle « ce caractère de bonté et de clémence qui l'a toujours distinguée entre les maisons souveraines, et qui a inspiré au Français une si tendre affection pour le sang de ses rois. » L'archevêque de Paris fait ressortir les avantages de la

forme monarchique ¹. Il espère que « plus le roi adoucira le joug de son autorité, plus son autorité deviendra vénérable. La nation *lui proposera* les précautions nécessaires pour le préserver des surprises qui environnent les rois. Les abus de l'administration seront prévenus, mais les principes de l'autorité monarchique demeureront toujours sacrés et inviolables, et la modération du roi deviendra encore un nouveau rempart pour le trône. » L'archevêque de Paris réclame ensuite « les droits essentiels de chacun des ordres de l'Etat », le « respect inaltérable pour tous les anciens et vrais principes du gouvernement français. » Mais enfin il laisse échapper un cri qui marque bien la date de 1789. « Les intérêts du peuple, le salut du peuple, voilà la loi suprême, voilà le principe et comme la fin dernière de tout gouvernement juste. Nous ne craindrons pas de dire que les grands, que les rois eux-mêmes n'existent que pour le bonheur du peuple. Il fut des temps où ces principes furent peut-être méconnus. »

Ces appréhensions mal dissimulées par M. de Juigné, font place à une généreuse confiance dans les mandements publiés, le 14 février par M. de Cicé, archevêque de Bordeaux, le 7 mars par M. du Tillet, évêque d'Orange.

M. de Cicé, sans nier « l'agitation des esprits, l'inquiétude du moment, les doutes de l'avenir, le combat des

1. « Nous ne développerons point à des Français, dit M. de Juigné, les motifs qui doivent les attacher à l'heureuse forme de leur gouvernement, gouvernement monarchique le plus ancien de tous, le plus conforme à la nature, puisqu'il tire son origine de l'autorité paternelle; gouvernement le plus avantageux pour les grandes nations, par les troubles et les discordes dont il les préserve; gouvernement cher à la religion, qui vénère en lui l'unité et la puissance de son Dieu. Avec quel zèle et quel saint respect elle consacre la majesté des rois! Elle ne craint pas de nommer la fidélité qui leur est due la religion de la seconde majesté, *religio secundæ majestatis* (Tertullien). » M. de Juigné se demande ensuite comment, « sans l'inégalité des conditions, sans la sage gradation de la hiérarchie politique, pourraient subsister les sociétés humaines. » Il parle même des devoirs des petits envers les *grands*, mot qui commençait à être un anachronisme. Cf. *Mandement de Mgr l'archevêque de Paris qui ordonne des prières pour les Etats généraux*, 24 avril 1789.

opinions et des intérêts », salue avec bonheur « ce jour où se portent toutes les espérances. » Il loue en Louis XVI cet « amour du souverain pour ses peuples, amour qui l'emporte sur les séductions enivrantes du pouvoir absolu, qui en fait mépriser les trompeuses amorces, et se plaît à régner, non plus par l'asservissement et le silence, mais par le concert et l'acclamation des volontés. » Tandis que M. de Juigné insistait sur les droits et la séparation des trois ordres, l'archevêque de Bordeaux fait assez pressentir qu'il sera l'ardent instigateur de la réunion au tiers état, lorsqu'il écrit : « Si chacun s'isolant en lui-même, si chaque corps se renfermant dans ses prétentions, si chaque ordre se concentrant dans ses intérêts, ne voyait qu'en lui seul la patrie, bientôt elle n'offrirait plus que les débris et les ossements dispersés d'un grand corps privé de mouvement, de chaleur et de vie. La subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général peut seule prévenir cette dissolution. » M. de Cicé termine son mandement en prescrivant à ses prêtres un mois de prières pour demander à Dieu une paix bien nécessaire : *Ut cuncto populo christiano pacem et unitatem largiri digneris*¹.

Quels étaient les plus avisés parmi ces prélats, de ceux qui, défiants des nouveautés, alarmés des emportements de l'opinion et des théories avancées des meneurs, ne dissimulaient pas leurs craintes, ou de ceux qui, confiants dans l'avenir, convaincus de la nécessité de réformes capitales, attendaient des Etats généraux une œuvre féconde, une vraie régénération politique et sociale ?

A voir le résultat, le caractère tragique des événements qui vont se précipiter pendant la Révolution, il semble que la prudence, l'instinct prophétique, aient été du côté des premiers. Satisfaits des lois du pays, redoutant

1. Mandement et instruction pastorale de Mgr l'archevêque de Bordeaux, qui demande des prières pour les Etats généraux, 14 février 1789.

pour la vieille machine gouvernementale le contact de mains novices et téméraires, ils préféraient la stabilité au bien hypothétique d'une transformation dont ils apercevaient plutôt les périls que les avantages. Les seconds, à l'intelligence plus ouverte, aux idées plus avancées, au caractère plus entreprenant, croyaient que les changements profonds opérés dans l'esprit public durant le XVIII^e siècle, appelaient une modification correspondante dans les institutions. Ils pensaient que le danger était plutôt dans l'immobilité que dans le mouvement, qu'il appartient aux conducteurs des peuples de tenir compte de leurs aspirations, de leurs exigences légitimes, qu'il n'était que temps de reprendre le cours des mesures réformatrices qui ont valu à Turgot tant de gloire, sous peine de voir le tiers état, de plus en plus instruit de ses droits et conscient de sa puissance, prendre de haute lutte ce qui ne lui serait pas octroyé de bon gré.

Au point de vue particulier des intérêts de l'Eglise, les plus clairvoyants parmi les prélats libéraux, entrevoyaient pour elle une autre force que celle qui lui venait de la royauté, c'est celle qu'elle pouvait puiser dans un contact plus intime avec le peuple. Nous avons entendu M. de Boisgelin adresser ces paroles profondes à son clergé d'Aix : « Il ne faut pas se séparer de la nation, parce qu'on ne peut pas emprunter toute sa force quand on ne s'unit pas à elle... La religion sera le premier intérêt du peuple quand l'intérêt du peuple sera la loi des ministres de la religion. » Il y avait quelque hardiesse sans doute, mais aussi une opportunité singulière, à se tourner vers ce peuple que l'Eglise semblait avoir ignoré politiquement depuis deux siècles. Le roi, cet évêque du dehors, avait fait payer sa protection intermittente par assez de servitudes, pour que le clergé se prêtât à l'établissement d'un régime qui ferait arriver l'Eglise à la liberté avec la nation même, où son expan-

sion religieuse aurait plus d'air, plus de franchises, où désormais les évêques seraient moins courtisans que citoyens. Quelques-uns, parmi les prélats députés, avaient le sentiment de ces destinées nouvelles. S'ils montraient plus d'illusions sur le résultat immédiat que leurs collègues partisans de la tradition, ils faisaient certainement preuve de plus de connaissance de l'état des esprits et des exigences des temps.

Disons-le cependant à l'honneur des évêques qu'on appellerait aujourd'hui réactionnaires, ils ne prétendaient point se renfermer dans une sorte d'immobilité, ni opposer une fin de non recevoir à toute espèce de réforme. Nous avons entendu l'assemblée du clergé de 1788 demander hautement les Etats généraux, ce qui était relativement hardi de la part d'un corps si prudent, si essentiellement conservateur. Ce fut un archevêque, le ministre Brienne, qui annonça leur réunion, et accorda une liberté presque illimitée de la presse. Avec les Etats généraux, le clergé réclamait du roi le droit pour la nation de ne payer que l'impôt qu'elle aurait consenti, ce qui entraînait la périodicité de ces Etats. De 1788 à 1789 le clergé a fait un pas de plus, et dans les assemblées électorales, dans les cahiers, il s'est prononcé nettement pour l'égale contribution aux charges publiques. Pas un évêque, même parmi les plus timorés, qui n'arrivât à Versailles avec ce programme minimum : l'impôt commun à tous les citoyens français, des Etats généraux périodiques chargés de le voter, la responsabilité des ministres, une meilleure organisation de la justice, la liberté individuelle, l'inviolabilité de la propriété. Mais il y avait là toute une révolution. L'égalité dans l'impôt par la suppression des privilèges, était le premier intérêt du peuple. Le reste, toutes les libertés, devaient sortir à la longue de la périodicité des Etats généraux, car celui qui tient la bourse finit toujours par imposer ses volontés.

CHAPITRE DEUXIÈME

Chute du premier ordre de l'Etat

I. La diversité d'idées dans l'épiscopat éclate dans la question des trois ordres. — On n'est plus au moyen âge, ni en 1614. — Le clergé menacé affirme ses droits séculaires. — Ce qui est pour lui dans ce débat une grande cause de faiblesse, c'est qu'il est coupé en deux, en noblesse et en roture d'Eglise. — La Luzerne pour sauver la situation et organiser l'Etat, propose la création de deux chambres, dont la première réunirait le clergé et la noblesse. — II. Energie de la majorité des évêques à défendre l'existence du premier ordre. — Mais les curés, auxquels le règlement électoral de Necker a assuré une énorme majorité, et dont les sympathies sont pour le tiers, brûlent de s'unir à lui. — Les évêques libéraux marchent à leur tête. — Après deux mois de tiraillements, fusion des deux premiers ordres avec le tiers. — Gravité de cet événement. — Désormais plus de corps, plus de barrières. Révolution lancée à toute vapeur. — III. Quels vont être les orateurs du clergé. — Les curés peu préparés aux débats de la tribune. — Talent de l'abbé Grégoire. — Parmi les évêques le principal rôle incombera à M. de Boisgelin. — Rôle de M. de Cicé. — Les deux plus remarquables orateurs du clergé furent Maury et, après lui, l'abbé de Montesquiou, dont le charme était très grand. — Le clergé, sans être à l'avant-garde, marche avec les événements.

I

La diversité de langage, d'attitude, que nous venons de constater déjà dans les mandements, dans les manifestations des évêques à la veille de la Révolution, va se reproduire, on le devine, dans la chambre du clergé, alors qu'il s'agira de savoir si les trois ordres resteront séparés, ou si clergé, noblesse et tiers état, se fondront dans une seule assemblée nationale. Grave question qui, pendant près de deux mois, tint en suspens l'opinion publique anxieuse, haletante, et arrêta toute délibération générale.

Le clergé arrivait aux Etats généraux avec l'intention de garder sa chambre distincte, son rang séculaire de premier ordre de l'Etat. Mais les temps étaient bien changés. Au moyen-âge, rien de plus juste que de faire une situation privilégiée à l'Eglise, mère et éducatrice d'une société qu'elle berçait encore sur ses genoux, à la noblesse, placée au sommet de l'échelle féodale et chargée presque exclusivement de la guerre, de la défense de la patrie. Les communes, nouvellement arrivées à la vie politique et sociale, étaient heureuses d'entrer pour un tiers dans la représentation du pays. Mais comme elles avaient grandi depuis, à travers les âges, en lumières, en richesses, en puissance ! Ce changement dans la condition respective des trois ordres, devait avoir son contre-coup dans leur attitude aux Etats généraux. Déjà aux Etats de 1614, le tiers état avait montré une humeur belliqueuse et de singulières exigences. Quelles ne seront point ses prétentions deux cents ans plus tard, après ce dix-septième et ce dix-huitième siècles, qui, répandant l'instruction, la civilisation dans toutes les classes, nivelant prélats, noblesse, plébéiens, sous l'empire commun d'une royauté absolue, faisant arriver la fortune, l'influence, à ceux qui étaient déjà le nombre, la nation, ont changé tellement la situation que Sieyès, dans une fameuse brochure, pourra dire du tiers état, sans trop étonner l'opinion : *Que doit-il être ? Tout.*

Le tiers état ne pouvait être tout qu'aux dépens des autres ordres. Aussi l'antique prérogative du clergé est attaquée avec une singulière violence en 1789. Entendez, par exemple, le tiers état de la sénéchaussée de Brest : « Les ecclésiastiques, dit-il, ne peuvent ou du moins ne doivent avoir aucune attache aux choses temporelles ; leur ministère doit donc être rappelé à son institution primitive, qui ne leur donne d'influence que sur les objets particulièrement consacrés au service divin, et concer-

nant les matières purement spirituelles. En conséquence, le clergé et tous ceux qui dans l'état actuel sont censés former le premier ordre de la société, demeureront déchus de cette prétention, aussi incompatible au vœu de l'humilité et du désintéressement qu'ils professent qu'à la bonne constitution du royaume¹. » C'était la suppression des prérogatives constitutionnelles du clergé, la fin de son action politique, de son influence séculière.

Cette grande question est discutée avec passion durant plusieurs mois. En face des adversaires qui battent en brèche la tradition, s'élèvent des défenseurs qui réclament le maintien des droits antiques. L'un d'eux fait remarquer qu'il ne s'agit point de créer de toutes pièces une société nouvelle, mais simplement de perfectionner les institutions existantes, de rajeunir une monarchie qui a traversé les âges. « Hommes de génie, s'écrie-t-il, vous aurcz encore assez à faire. Conserver en politique c'est créer ; croyez-en l'expérience de tous les siècles... Le clergé est un corps constitutionnel. » Or, « un ordre constitutif ne s'efface point sans danger. Il ne disparaît qu'un corps, dites-vous ; mais ce corps n'a-t-il pas avec les autres des rapports qui disparaissent en même temps que lui ? Vous ne détruisez pas seulement avec lui les qualités qui lui sont propres, ce qui est déjà un grand mal ; mais vous anéantissez toutes les modifications que reçoivent de son existence, de son contrepoids, de son action, tous les autres corps. Il ne peut cesser d'être sans que les autres cessent à un certain point d'être ce qu'ils étaient, sans que l'équilibre social soit troublé. » Il y a grand peril à briser un organisme qui est la création des siècles. « Le torrent des âges en s'écoulant sur les coutumes, les consolide, les endurecit en quelque manière, ainsi

1. *Archives parl.* 1^{re} série, t. II, 469.

que ces eaux qui font à la longue une pierre dure et résistante. » Gardons le clergé comme premier ordre aux Etats généraux. Il y remplira ce rôle de médiateur entre la noblesse et le tiers état, dont il s'est acquitté à travers l'histoire avec tant de sagesse et de succès. Les plus grands penseurs, tels que Montesquieu, ont reconnu la nécessité de différents ordres dans une nation ¹.

Il faut bien convenir que ces raisons pesaient d'un léger poids auprès des nouveaux théoriciens qui plaçaient avec Rousseau la souveraineté dans la multitude, qui voyaient dans la loi l'expression de la volonté générale, qui craignaient de la part des deux premiers corps de l'Etat une défense désespérée de privilèges surannés, et ne voulaient plus d'une organisation qui eût laissé subsister l'ancien régime. Le clergé entend les cris qui s'élèvent au dehors contre sa possession et ne dissimule pas ses alarmes. Il déclare solennellement qu'il entend conserver ses droits de premier ordre, droits consacrés par les siècles, reconnus à nouveau par Louis XIV, Louis XV et Louis XVI ². Est-ce que les élections même aux Etats généraux de 1789, n'ont point été faites par ordres?

1. *Lettre à M. le comte de... ou Considérations sur le clergé, 1789.*

2. Le clergé du bailliage de Mantes et Meulan dit dans son cahier : « Nous savons que des écrivains exaltés ont parcouru les extrêmes, et qu'il s'en est trouvé qui ont disputé au clergé le droit d'assister aux Etats généraux comme ordre distinct de celui de la noblesse et de celui du tiers état. » Le clergé de Mantes proteste contre de tels projets; il invoque, outre la tradition des siècles, l'article 45 de l'édit de 1695 par lequel Louis XIV confirme le clergé dans tous ses privilèges de premier ordre de l'Etat, et aussi l'article 39 du règlement dressé par les ministres de Louis XVI pour la convocation des Etats généraux. — Citons encore le clergé du bailliage de Provins et Montereau. « Le clergé, dit-il, entend conserver comme un précieux dépôt, qui lui a été transmis par quatorze siècles de possession non interrompue, ses immunités, rangs, préséances, ordres et prééminences, qui n'ont jamais reçu la moindre altération et ont été formellement reconnus par une déclaration de Henri III, de 1580. Laisser entamer ces droits constitutionnels ce serait se rendre coupable aux yeux de la religion et de la postérité. » La même demande est faite par le clergé de Rouen, Douai et Orchies, Paris, etc... —

Ce qui rend plus redoutables les attaques dirigées ici contre le clergé, c'est que les circonstances, de graves abus dans la répartition des charges et des revenus, semblent l'avoir partagé lui-même en deux corps, en haut et bas clergé, en clergé noble et clergé roturier. Il est question de le supprimer comme premier ordre de l'Etat, et de fondre les gentilshommes d'Eglise dans l'ordre de la noblesse, les roturiers d'Eglise dans le tiers état.

Voyez avec quelle vivacité d'expressions cette situation et ce projet sont exposés dans les polémiques du temps. « On a tort, dit un écrivain de 1789, d'attribuer au clergé le même esprit de corps. L'esprit des évêques et des abbés n'est pas celui des moines, et les grands vicaires gentilshommes n'auront jamais l'esprit des curés. Non, tout le clergé de France n'est point réuni par le même esprit de corps ; il renferme des nobles et des roturiers, deux esprits différents, deux classes distinguées, dont l'une communique à la noblesse et l'autre au tiers état, d'où elle tire son origine et dont elle épouse les intérêts. Pourquoi dans l'Etat trois ordres de citoyens ? Deux suffisent, deux seuls sont commandés par l'expérience et ralliés sous deux étendards qu'on appelle noblesse et roture. Je ne connais en France que ces deux drapeaux qui soient suivis. Sous l'un et sous l'autre vont se ranger les hommes de tous les états, clercs et laïques, hommes de robe et d'épée, négociants et cultivateurs. *Noblesse et roture* sont les seuls cris qui distinguent tous les Français... Le clergé est donc divisé, comme un pays, en

Nous trouvons même dans le cahier du clergé de Bordeaux, lequel est pourtant signé par Mgr de Cicé, qui plus tard devait pousser à la réunion avec le tiers, ce vœu formel : « Que l'antique distinction des trois ordres soit reconnue aux Etats généraux inviolable et constitutionnelle. » *Arch. parl.* II, 392. L'abbé Fauchet lui-même, dans son écrit *De la religion nationale*, 1789, p. 158-159, disait : « Rien n'est plus important que de laisser subsister la distinction des ordres dans la monarchie française. »

haut et en bas. *Haut*, à la bonne heure, mais *bas*, qu'elle injure et quelle injustice ! » ¹.

Ce projet de supprimer le clergé comme premier ordre de l'Etat, de le couper en deux et d'en fondre les deux tronçons, gentilshommes et roturiers, dans les autres ordres, paraissait s'accréditer assez pour soulever chez lui des protestations vigoureuses. Le clergé de Mantes et Meulan charge son « député aux Etats généraux de s'opposer de tout son pouvoir à cette injuste prétention, et de s'unir à tous les représentants du clergé de France pour soutenir qu'il y a dans le clergé une hiérarchie, un ordre de membres qui descend du souverain pontife jusqu'au dernier clerc, et qui remonte depuis celui-ci jusqu'au souverain pontife; qu'ainsi le clergé est un seul corps, un corps unique divisé en plusieurs membres, que cette unité est essentiellement indivisible, que le premier ordre du clergé partage avec le second les mêmes prérogatives, qu'on ne peut assigner de temps dans la monarchie où le clergé n'ait eu la prééminence sur tous les autres corps,

1. *Tableau moral du Clergé, 1789*. Nous lisons encore dans le même écrit : « Le clergé de France est de tous les corps le plus puissant. Il est pourtant le plus divisé. Il forme des classes dont le sort est aux extrêmes, des classes qui se jaloussent et qui se combattent. Il a des privilèges dont jouissent ses potentats, mais dont le nom seul est pour le grand nombre une cruelle ironie. Il n'est point de corps qui renferme tant d'inégalités dans les fortunes, tant d'injustices et tant de mécontents. ... Ceux-ci sont dans l'opulence, ceux-là dans une honnête médiocrité, les autres dans la misère. Les trois quarts et plus du clergé ont pris naissance du tiers état, vivent avec lui, partagent son aisance et sa misère, ses peines et son plaisir, et n'ont point d'autres intérêts que les siens. Tous les membres du clergé sont privilégiés. Que la pensée de ces privilèges est accablante pour un congruiste, pour les deux tiers des curés des villes et de la campagne, qui n'ont pas de quoi les faire valoir et en jouir. Le curé est l'homme du peuple ... Le peuple a comme la noblesse, ses amis, ses défenseurs naturels au milieu du clergé. » Une autre brochure de 1789 (*Doléances du clergé du second ordre*) dit aussi que dans le clergé il y a noblesse et tiers. « Le tiers est formé des quarante-deux mille curés du royaume et des prêtres sous leurs ordres. La noblesse cléricale comprend les abbés, qui se sont liés avec les chanoines et les moines contre les curés aux élections. »

que ces droits ont été reconnus et renouvelés » par tous les rois, « que cette ligne de démarcation entre le clergé du premier ordre et celui du second, en avilissant à leurs yeux (des peuples) leurs pasteurs, diminuerait et anéantirait bientôt ce respect que les inférieurs ont comme d'instinct pour ceux qui leur sont présentés comme ayant une supériorité d'état, et comme étant revêtus de privilèges distinctifs. » Ces dispositions, ce langage, ont fait dire à Talleyrand dans ses Mémoires: « N'est-il pas remarquable qu'un clergé, composé d'éléments aussi différents, conservât néanmoins un même esprit? »

Ce serait pourtant une grave erreur de voir dans les paroles du clergé de Mantes, la pensée générale des ecclésiastiques députés, et surtout des curés. Ceux-ci pouvaient bien trouver injurieux pour eux le dessein de les reléguer dans l'ordre du tiers état comme roturiers, tandis que les évêques seraient rangés dans l'ordre de la noblesse comme gentilshommes. Il était plus honorable de constituer, en qualité de gens d'Eglise, le premier ordre de l'Etat. Mais quand la question se posera en des termes tout différents, quand il ne s'agira plus de répartir le clergé dans les deux autres ordres, selon la noblesse ou la roture de ses membres, mais de les supprimer tous, pour tirer de leur fusion une seule assemblée nationale votant par têtes, les curés, sortis du tiers état, mêlés au tiers état, mécontents d'une organisation politique et religieuse qui réserve les richesses et les grandes charges de l'Eglise aux gentilshommes, ne seront-ils point tentés de désertir leur chambre pour se réunir à lui? On peut prévoir que d'eux viendra la défection, et par conséquent la ruine de l'antique organisation par ordres.

L'un des prélats les plus éclairés, les plus modérés, les plus savants de l'épiscopat français, M. de la Luzerne, évêque de Langres, avait tellement conscience du danger

qui menaçait les « formes anciennes », qu'il proposa hautement, au moment de la réunion des Etats généraux, dans un écrit qui lui fait le plus grand honneur ¹, la constitution de deux chambres, l'une formée par la réunion du clergé et de la noblesse, l'autre par le tiers état. Tout ce que nous pourrions dire aujourd'hui, après un siècle de gouvernement représentatif, sur la pondération des pouvoirs, sur la nécessité d'une noblesse, d'une pairie, en un mot d'une chambre haute, sur le danger pour l'exécutif, pour un roi, de se trouver seul, sans appui, en face d'une assemblée populaire, forte du suffrage de la multitude et portant en elle l'âme de la nation, est déjà exposé par l'évêque de Langres dans une vraie langue politique, avec une grande hauteur de vues, un souffle libéral et patriotique ². M. de La Luzerne ne craint pas d'invoquer, à l'appui de sa thèse, le « peu de succès qu'ont obtenu » les trois ordres dans « nos derniers Etats généraux, l'esprit de parti, l'esprit de corps, qui les ont constamment dominés, emportés, divisés. » Il cite l'exemple de l'Angleterre et surtout les Etats-Unis qui, tout en créant « la constitution la plus républicaine qu'ils pussent imaginer, n'ont pas voulu déposer la totalité du pouvoir dans une seule assemblée. Ils ont formé le congrès de deux chambres composées de membres différents, savoir d'une chambre de représentants et d'un sénat. » L'évêque de Langres fait observer aux deux premiers ordres que

1. *Sur la façon d'opiner aux Etats généraux*, 1789. — Cet écrit, dont l'étendue est assez considérable, a été reproduit dans les œuvres de Mgr de la Luzerne, édit. Migne, t. VI, p. 1295-1338.

2. « Un vice très grand de la division des Etats généraux en trois chambres, dit M. de La Luzerne, c'est qu'elle est inutile ; et dès lors elle est dangereuse. Elle est inutile. En effet à quoi peuvent servir quatre pouvoirs dans un Etat ? Il est dangereux qu'il n'y en ait qu'un seul dans une grande nation ; car si cet unique pouvoir est celui du souverain, il dégénère en despotisme ; si c'est celui du peuple, il tombe dans l'anarchie. Il est aussi nécessaire qu'il y en ait plus de deux. Deux pouvoirs se combattent sans cesse. S'ils sont égaux en force, ce sera la guerre ci-

son projet leur donnerait « une très grande force en les réunissant », que le clergé surtout maintiendrait plus facilement « ses privilèges si jalousés, en les associant, en les incorporant à ceux de la noblesse », qu'il serait largement dédommagé de son sacrifice par « la force politique » qu'il trouverait dans cette coalition avec elle ¹. L'écrit de M. de La Luzerne dénote un esprit large, qui a longuement médité sur les questions de gouvernement. Il voyait juste en proposant les deux chambres, puisqu'elles devaient entrer, sous des formes diverses, dans l'organisation de tous les Etats modernes. En demandant leur fonctionnement immédiat, il était mieux inspiré que Monier, partisan de deux chambres pour l'avenir, mais convaincu de la nécessité d'une constituante pour fixer la constitution. L'évêque de Langres ne montrait pas moins de perspicacité en prédisant que, dans une assemblée unique, les curés seraient amenés par leurs sympathies, par leur origine, à appuyer de leurs votes les prétentions du tiers état ². Mais comme La Luzerne faisait de la

vile ; si l'un est supérieur à l'autre, il l'opprimera, et bientôt il n'y en aura plus deux. Il est donc indispensable qu'il existe trois pouvoirs, dont l'un, placé entre les deux extrêmes, arrête les coups qu'ils se portent l'un à l'autre, et les maintienne dans un équilibre constant... Mais si trois pouvoirs sont nécessaires, ils suffisent ; et dès lors pourquoi en introduire parmi eux un quatrième, de quelle utilité est-il ! Or s'il est inutile, il est dangereux. Tout ce qui ne sert pas est nuisible. »

1. M. de La Luzerne sait se placer au-dessus des intérêts de corps. Après avoir exposé le système anglais, il ajoute que « les Etats généraux actuels auront à examiner si cette constitution conviendrait mieux à la France que celle que je présente ici. Ils compareront la balance de pouvoirs formés du monarque, de la patrie et de la nation, à la balance qui serait composée du souverain, de la noblesse réunie au clergé et du tiers état. »

2. Dans une assemblée unique, dit La Luzerne, le tiers état aurait une très grande prépondérance. « Outre la moitié des suffrages qui lui est attribuée par les lettres de convocation, *il aurait sans doute encore ceux de la plupart des curés*, qui composeront au moins les trois quarts du clergé. Les curés appartiennent naturellement à l'ordre du tiers, la plupart par leur naissance, tous par leurs relations, par leur position au milieu du peuple, par le bien même qu'ils lui font ; et ne s'en trou-

chambre haute l'apanage du clergé et de la noblesse, on l'accusa de vouloir perpétuer sous une autre forme les anciennes castes politiques. Mirabeau l'attaqua avec violence dans les *Lettres à ses commettants*.

Voilà quelle était la préoccupation des esprits au sujet de la grave question qui allait se poser dès le début des Etats généraux, la question des ordres et du vote.

II

La majorité des prélats avait pour l'avenir des appréhensions très vives. Voyant l'opinion publique saisie de propositions qui tendaient au bouleversement complet des institutions séculaires et la fermentation des esprits arriver à son comble, ils voulaient opposer à ces innovations la barrière de trois chambres séparées, et dont chacune pourrait tenir en suspens les deux autres. Le pieux et vénérable cardinal de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, était désigné par ses sentiments et par sa dignité pour présider ses collègues. A sa suite, marchaient Dulau, archevêque d'Arles, Bonal, évêque de Clermont, Sainte-Aulaire, évêque de Poitiers, et aussi Juigné, archevêque de Paris, homme d'un grand cœur, mais de peu d'idées. Sa situation même donnait une grande importance à ses actes. Il était trop près de la fournaise où bouillonnait la Révolution pour ne point sentir le danger d'une attitude intransigeante. Des démar-

verait-il pas qui auraient à craindre d'altérer la confiance, l'attachement de leurs paroissiens, si, dans cette circonstance importante, ils ne soutenaient pas leurs droits et leurs prétentions. Ainsi sur quatorze cents votants dont seront composés les Etats, il y en aura plus de neuf cents qui épouseront les intérêts du tiers. »

ches faites par lui auprès de Louis XVI avec le cardinal de La Rochefoucauld, son voyage à Marly, son premier refus de se joindre à la majorité du clergé réuni au tiers, devaient soulever contre lui l'indignation populaire. Mais certains actes généreux et publics changèrent quelquefois ces menaces en acclamations.

Les hommes dont nous venons de parler croyaient qu'en tenant fermement aux traditions, en particulier à la séparation des ordres, on conjurerait les périls dont étaient menacés et le clergé et la monarchie. Oh ! on comprend leur opiniâtreté à se cramponner en quelque sorte à ce qu'on appelait « les formes anciennes », s'ils prévoyaient déjà quelle épreuve leur réservait une constituante et de quelle ruine était menacée l'Eglise de France. Ils ne pouvaient, malgré leurs noirs pressentiments, mesurer toute l'étendue du péril, et l'eussent-ils aperçu qu'il n'était plus temps de le conjurer. Il semble, au premier abord, que le clergé fût inexpugnable dans sa chambre, opposant aux résolutions de la noblesse et du tiers, qui pouvaient lui déplaire, le veto du premier ordre de l'Etat. Mais encore, pour s'y défendre, fallait-il s'y tenir. Et voilà qu'au dehors la foule assiege les portes, déjà houleuse, menaçante, insultant l'archevêque de Paris qui refuse de se réunir aux communes. Le tiers état, fort de l'opinion publique, se regarde comme l'assemblée nationale et envoie aux autres ordres sommation de se joindre à lui. Ce qu'il y a de plus grave, c'est que le clergé compte dans son sein un tiers état d'Eglise, les curés qui, à travers les fenêtres, en quelque sorte, tendent la main au tiers état laïque.

« L'Etat, dit Talleyrand ¹, quoique divisé nominale-ment en trois ordres, ne l'était réellement qu'en deux

1. *Mémoires de Talleyrand*, I, 116.

classes, la classe noble et la classe plébéienne. Une partie du clergé appartenait à la première, et l'autre partie à la seconde de ces deux classes. » En 1789, les curés étaient les hommes du peuple. Dans presque tous les bailliages où ils ont pu parler à cœur ouvert, ils ont demandé le vote par tête. Dans les campagnes ce sont eux, le plus souvent, qui ont rédigé les vœux et doléances de leurs fidèles. Dans le Maine, par exemple, sur sept cents cahiers des paroisses, six cents environ portent la trace d'une plume ecclésiastique¹. Dès lors comment s'étonner, aux Etats généraux, des sympathies des curés pour la cause du peuple ? Durant les longues négociations qui le retiennent en quelque sorte captif pendant plusieurs mois dans la chambre de son ordre, il est impatient de retrouver dans la chambre du peuple ces acclamations, ces embrassements, ces effusions de larmes, par lesquels le tiers a si souvent accueilli les démonstrations plébéiennes de ses pasteurs aux assemblées électorales des bailliages. Les curés, qui devraient se croire chez eux dans leur chambre, semblent gênés par la présence de leurs chefs hiérarchiques, les évêques, qui, nous disent les Mémoires du temps, ont réclamé des sièges distincts de ceux des députés simples prêtres². Ils se trouvent en face de quelques prélats, tels que M. de Fontanges, qui ne daignaient pas les faire asseoir quand ils lui rendaient visite avant 1789³. Chez le tiers, ils seront choyés, acclamés, placés

1. Cf. dom Piolin, *L'Eglise du Mans durant la Révolution*, 1868, t. I, p. 4, 5.

2. Le marquis de Ferrières dit avec exagération dans ses *Mémoires* (éd. de 1822, t. I, p. 48) : « La chambre du clergé, presque entièrement composée de curés, détestait également les évêques et la noblesse, et désirait en secret s'unir au tiers. Les évêques, loin de chercher à ramener les curés par des égards, par des services, et de tendre à se confondre avec eux, comme membres du même ordre, les tenaient à une distance humiliante. Toujours montés sur la morgue épiscopale, ils affectaient des distinctions, exigeaient des respects, et avaient dans leur propre chambre un banc séparé. »

3. Cf. abbé Mathieu : *L'ancien régime dans la Lorraine*, p. 154-155. On lit, *ibid* : « Mgr de Champorcin (évêque de Toul), vient à la retraite

au rang d'honneur, en attendant, hélas, qu'ils soient dépouillés, persécutés et proscrits.

Mais rien pour le moment ne fait entrevoir de si sombres perspectives. Les curés ne voient que des amis dans le tiers état ; ils sont heureux de le rejoindre, et ils ont la chance de trouver des prélats pour marcher à leur tête dans la fusion qu'ils préparent avec les représentants des communes.

Une minorité, parmi les évêques députés, était en effet décidée à faire la jonction avec le tiers état. Ce groupe, qu'on pourrait appeler la gauche du clergé, comprenait Cicé, archevêque de Bordeaux, Lubersac, évêque de Chartres, celui-là même qui avait donné des lettres de grand-vicaire à Sieyès, Seignelay-Colbert, évêque de Rodez, du Tillet, évêque d'Orange, Talaru de Chalmazel, évêque de Coutances, etc. Il semble que parmi ces prélats on dût ranger l'évêque d'Autun, Talleyrand. Mais il se tenait encore dans l'ombre, attendant les événements, prêt à suivre le parti qui servirait le mieux son ambition. Il ne fut même pas des premiers à se réunir au tiers état. On sait comment il rattrapa le temps perdu ¹.

Les évêques libéraux trouvèrent un renfort précieux et un peu inattendu dans Lefranc de Pompignan, archevêque de Vienne, respectable vieillard, à qui ses vertus, ses longs combats pour l'Eglise, ses cheveux blancs, atti-

ecclésiastique, mais il mange à une table à part, et ne sert point à son tour, comme faisait Mgr Drouas. »

1. Talleyrand nous apprend, dans les Mémoires récemment publiés par M. le duc de Broglie, qu'aux mois de juin et juillet 1789, il conseillait au comte d'Artois un acte de vigueur et même la dissolution des Etats généraux. Il dit dans ses Mémoires qu'il eût fallu faire une chambre haute et donner moins de députés au tiers. Quand il vit la fortune tourner décidément à gauche, il n'hésita pas longtemps à la suivre. Il sacra, dit-il, les évêques constitutionnels pour empêcher la France d'aller au presbytérianisme. « Cela fait, je donnai, dit-il, ma démission de l'évêché d'Autun, et je ne songeai plus qu'à m'éloigner de la première carrière que j'avais parcourue. La Révolution promettait de nouvelles destinées à la nation ; je la suivis dans sa marche et j'en courus les chances. » *Mémoires de Talleyrand*, I, 112-115, 135-136. ●

raient la vénération universelle. Pompignan venait de faire dans la présidence des états de Dauphiné l'apprentissage et l'épreuve de la liberté. Vieux Nestor, il apporta à ses collègues de la minorité l'ascendant de sa science, de ses soixante ans d'épiscopat, et s'offrit à conduire le clergé dans les voies nouvelles qui s'ouvraient devant lui. Il s'attira cette apostrophe de l'abbé de Rastignac : « Monseigneur, après avoir passé votre vie à combattre les philosophes, vous vous faites leur exécuteur testamentaire. »

Toutes les histoires racontent ces deux mois de discussions intérieures, où la masse des curés, guidée par quelques prélats, tient tête à la grande majorité des évêques. L'archevêque de Bordeaux, M. de Cicé, dirige le mouvement vers le tiers état en ayant soin, nous dit Ferrières, de mettre toujours en avant un prélat respecté de tous, M. de Pompignan. Parmi les partisans des trois chambres, ce sont l'archevêque d'Aix, M. de Boisgelin, l'archevêque d'Arles, M. Dulau, qui prennent le plus souvent la parole. On sait comment, après diverses tentatives de conciliation, plusieurs communications entre les trois ordres, la chambre du clergé, divisée contre elle-même, désertée d'abord par quelques curés, puis par la majorité ayant en tête les archevêques de Vienne, de Bordeaux, l'évêque de Chartres, finit à la demande même du roi, le 27 juin, par se réunir toute entière au tiers ¹.

Ce résultat n'avait point été obtenu sans déchirements. Le président du clergé, le cardinal La Rochefoucauld, crut devoir réserver les droits de son ordre ². Il fit même,

1. Le 13 juin, trois curés du Poitou se réunirent aux *communes*. Le lendemain, cinq autres curés, au nombre desquels était Grégoire, curé d'Imbermesnil, suivirent cet exemple. Le 17, sept autres curés les imitent. Le 22, 149 membres du clergé, conduits par l'archevêque de Vienne, se rendent à la salle du tiers état. Le 26, l'archevêque de Paris fait son entrée ; le 27, le reste du clergé, conduit par le cardinal de La Rochefoucauld, et la noblesse complètent l'Assemblée nationale.

2. Le cardinal La Rochefoucauld, dit Bailly, « se leva et se trouva bientôt près de moi... J'entendis un membre du clergé qui lui dit : Mon-

raconte Bailly dans ses Mémoires, la tentative de prendre la présidence des trois chambres réunies. Le spectacle d'un plébéien, tel que Bailly, placé à la tête des évêques, des gentilshommes, était trop nouveau pour ne point exciter quelque surprise. « On regardait comme un événement unique, écrivait Barrère de Vieuzac, dans le *Point du jour*, qu'un membre des communes présidât un prince de l'Eglise et des prélats, un prince du sang et des seigneurs. »

L'opinion avait préparé ce résultat. Avec le titre et les droits de premier ordre de la nation, le clergé va perdre ses assemblées particulières, devenues inutiles, puisque désormais il sera soumis, comme les autres citoyens, à toutes les charges publiques ¹. Il va perdre sa place dans les parlements, dans ces pays d'Etats où nous l'avons vu déployer tant d'activité et de talents. Les publicistes de 1789 parlent avec colère de cette administration qui, surtout en Languedoc, avait mérité la reconnaissance des peuples ². Arrière ces institutions locales, ces prérogatives surannées, ces petits Etats dans l'Etat, ces pouvoirs disséminés qui semblent avoir mis au pillage la souveraineté nationale. Désormais, plus d'ordres distincts, plus de corps, plus d'associations plus ou moins indépendantes. Il ne doit y avoir en France que des individus dégagés de tout lien corporatif, dispersés, sans cohésion, comme une pous-

seigneur, il faudrait que vous levassiez la séance. — Vous avez raison, reprit M. de la Rochefoucauld, et il se disposait à retourner à sa place pour l'annoncer. — Je l'arrêtai : Mgr, vous ne pouvez pas lever la séance, vous n'êtes pas président. »

1. M. de Boisgelin dira dans son discours du 31 octobre 1789 : « Il est dans la disposition du clergé de renoncer à son administration temporelle. »

2. Voici comment parle des évêques qui participaient aux Etats du Languedoc, une brochure de 1789 : « Quel est celui de vous, si quelque feu coule encore dans ses veines, qui pourrait songer sans frémir aux vingt vizirs (les évêques) normands, bretons, champenois et autres, qui viennent insolemment, sous un despote irlandais (Dillon, archevêque de Narbonne, président, était de famille d'origine irlandaise), exercer en Languedoc leurs vexations et leurs caprices, en tenant dans leur main, chose incroyable, pour arme et pour titre, l'Evangile même qui leur conseille la pauvreté et leur commande l'humilité.

sière d'atomes, incapables d'opposer la moindre résistance à l'impulsion partie du centre.

On devine que les hommes animés de cette passion unitaire et égalitaire, devaient d'abord diriger leurs coups contre le colosse effrayant du clergé. On a commencé par l'anéantir politiquement. Une brochure du temps ¹ a pris pour épigraphe ces paroles de Hume (*Essais*) : « Les prêtres ont trouvé ce qu'Archimède cherchait, un point d'appui entre le ciel et la terre d'où ils puissent remuer le monde. » La nation vient de déplacer le point d'appui en le reportant vers le ciel. Le clergé voit lui échapper les affaires du monde. Les barrières que les siècles avaient élevées, maintenues, entre les ordres sont tombées sans retour. Clergé, noblesse, tiers état, viennent de se fondre dans le grand tout national. La parole de M. de Boisgelin : *La nation recouvre aujourd'hui ses privilèges, le clergé n'en a plus*, se réalise dans sa plénitude. Le clergé a dû quitter son propre navire pour monter dans celui du tiers état, qui désormais va porter ses destinées. Il peut s'attendre à un voyage accidenté et vertigineux. Que d'émotions, que de sacrifices, que de ruines, lui prépare la Révolution maintenant la lancée à toute vapeur !

III

Au moment où le clergé perd ainsi son caractère de corps pour se fondre dans l'Assemblée nationale, on peut se demander quel rôle il va jouer sur ce théâtre d'un nouveau genre, de quels hommes il dispose pour paraître avec honneur dans cette arène où l'attendent tant de combats. Disons-le, la masse des curés, qui formaient plus des deux tiers de ses membres, ne lui fournit guère

1. *Des droits du clergé dans les affaires publiques*. 1789, in-8°, 30 pages.

d'interprètes ni de défenseurs. La nature de leurs fonctions, l'éloignement où ils étaient tenus des affaires publiques et même des grands intérêts de l'Eglise, ne les avaient guère préparés à jouer un rôle dans cette grande assemblée, où pour se montrer avec quelque éclat, il fallait l'habitude de la parole, la connaissance des hommes, des lumières acquises sur les questions politiques, sociales, financières, qui allaient faire retentir avec tant d'éclat et de passion la tribune française. Un seul orateur se révéla dans les rangs des curés, ce fut Grégoire, car on ne peut donner ce nom à Gouttes, Dillon et Thibault, pour quelques courtes harangues. Mais si les curés ne parlèrent point, ils votèrent, et l'on sait quelle influence eut leur suffrage dans les destinées de la Révolution.

Attendons-nous à rencontrer plus de lumières, plus de souplesse, plus de préparation politique, plus de talent de tribune, dans le corps épiscopal. Ces prélats, dont la plupart avaient paru dans les assemblées du clergé, dans les assemblées provinciales, dans les sessions des pays d'Etats, connaissaient les affaires et les hommes. Ils avaient réfléchi sur les grandes questions de gouvernement. L'archevêque d'Aix avait fait un commentaire de Montesquieu, où il dépassait l'auteur de l'Esprit des lois par la hardiesse de ses appréciations, et les *physiocrates* de son temps par l'audace de ses théories économiques. Plusieurs évêques auront occasion de paraître à la tribune de la Constituante. Boisgelin, en particulier, s'y montrera avec honneur. Ecrivain, orateur, membre de l'Académie française, président d'Etats avant de présider par deux fois l'Assemblée nationale, il sut montrer durant la Révolution la foi, le courage qui font les évêques, le coup d'œil, l'esprit de décision qui font les hommes d'Etat. Il était né pour les grands rôles et ne fut inférieur à aucun. Il ne tint pas à lui que le terrible passage entre le monde ancien et le monde nouveau, s'effectuât sans se-

cousse et sans effusion de sang. Ce charmeur qui, pendant tant d'années, avait tenu sous sa main caressante les communautés frémissantes de la Provence, cet esprit insinuant et souple, que sa perspicacité unie à sa modération fera prendre pour organe de ses collègues de l'Assemblée dans des circonstances particulièrement graves et solennelles, apparut à la Constituante comme un orateur distingué, trop distingué peut-être, trop académique pour cette arène de perpétuels combats, où il fallait moins de grâce que de force, moins de lumière discrète que d'éclairs et de tonnerres. Aussi a-t-on pu dire du genre de M. de Boisgelin qu'il manquait de reins, selon l'expression de Cicéron. Pour tenir tête à l'éloquence cyclopéenne de Mirabeau, il faudra le tempérament de lutteur, le front assuré, la dialectique abondante et tumultueuse, l'esprit incisif et provençal d'un abbé Maury.

L'archevêque de Bordeaux, Champion de Cicé, avait fait, comme Boisgelin, l'apprentissage de l'administration et de la politique dans les assemblées provinciales. D'une souplesse égale à son ambition, d'un esprit large et ouvert à l'intelligence des temps nouveaux, il marchait avec M. de Lubersac, évêque de Chartres, à l'avant-garde du clergé. Son mandement libéral de 1789, surtout son rôle dans la chambre de son ordre, où il se fit le plus ardent instigateur de la réunion au tiers état, lui vaudront d'être nommé garde des sceaux. Il fit preuve dans ces fonctions de la connaissance des affaires, d'une langue politique vive, colorée, et aussi d'un peu trop d'engouement pour les idées nouvelles, lequel n'était peut-être point assez exempt de l'amour de la popularité. Son esprit de conciliation l'amènera à contresigner, comme garde des sceaux, la constitution civile du clergé, faiblesse qu'il regretta toute sa vie ¹. Il refusera au reste de prêter serment.

1. Un de ses contemporains, l'abbé Bosc (*Mémoires pour servir à l'histoire du Rouergue*, 1797) a dit de lui : « Cet évêque était très opiniâtre

La majorité des évêques de la Constituante, bien que mêlée depuis longtemps à la grande administration par sa haute situation spirituelle et temporelle, fut un peu déconcertée par la nouveauté d'une assemblée soulevée par tant de passions, traversée par tant d'orages. L'un d'eux, le saint archevêque d'Arles, M. Dulau, qui avait rempli avec éclat les fonctions d'agent général du clergé et de rapporteur de plusieurs de ses assemblées, ne prit qu'une fois la parole et eut à expliquer à ses commettants les raisons de son mutisme ¹. Les paisibles dissertations de la chaire ne ressemblaient en rien à ces combats de la tribune. Il fallait en quelque sorte la prendre d'assaut, en s'aidant, au besoin, du poing, comme l'abbé Maury, et de là haranguer plus de mille députés distraits, bruyants, souvent hostiles, sans compter les forcenés des tribunes. M. de Beauvais, évêque de Senes, qui avait eu tant de succès dans la chaire, qui avait prononcé devant la cour des sermons et des mots célèbres, ne prit jamais la parole à la Constituante. Il mourut de tristesse après un an de Révolution.

dans son sentiment, et il le soutenait quelquefois sans ménagement pour ses collègues, tant dans les diverses administrations où il fut employé, que dans le gouvernement de son diocèse. Il paraît cependant qu'il s'adoucissait, dès qu'on avait le courage de lui résister en face. Sa hauteur lui aliéna beaucoup de cœurs ; mais on rendit toujours justice à son expérience et à son habileté dans les affaires. »

1. Mgr Dulau, archevêque d'Arles, écrivait le 28 avril 1790, au curé-doyen de la Major, à Arles : « Je n'ai point porté la parole à cause de mon bégaiement, du défaut d'habitude pour se faire entendre dans une assemblée si bruyante et si nombreuse, où l'on ne permet de parler qu'à très peu de personnes ; encore faut-il être plus lesté et plus portatif que je ne le suis pour s'emparer de la parole. A l'égard de mes talents, on en aurait une trop bonne opinion, si l'on pensait que je suis en état d'improviser avec succès dans une vaste enceinte et au milieu d'une foule de malveillants. La cause du clergé ayant été défendue constamment de la manière la plus solide et la plus lumineuse, je ne vois pas que mon silence dans l'Assemblée puisse m'être reproché, et si c'est un crime, il est commun à presque tous les députés de l'Assemblée, n'y en ayant qu'un très petit nombre qui aient porté la parole. On dira peut-être que j'étais accoutumé à motiver mes avis dans les assemblées du clergé ; mais *quelle différence entre ces assemblées et celle dont je suis membre.* » (Cf. *Œuvres de Mgr Dulau*, vol. III, p. 16 et suiv.)

Un prélat, qui malheureusement ne fut point honoré de la députation, eût peut-être apporté aux Etats généraux une éloquence haute, savoureuse et entraînante : c'est Dillon, archevêque de Narbonne, celui-là même qui, pendant trente ans, venait d'exercer une sorte de vice-royauté dans le Languedoc. « Il est à regretter, dit un de ses contemporains, que M. Dillon n'ait point paru dans cette arène. Il eût été curieux de voir comment s'y serait soutenu ce prélat, qui si longtemps avait maîtrisé autant que présidé les Etats du Languedoc, — et c'était alors la première présidence politique de la France, — homme pour lequel la nature avait beaucoup fait en le douant d'un extérieur imposant, d'une élocution haute, facile, énergique et souvent éclatante par d'heureux à-propos, devant tout à la nature et rien à l'art. L'Assemblée et la Révolution ont été les tombeaux de beaucoup de renommées. Si M. Dillon eût grossi la liste des naufrages qu'elles ont vu faire, il aurait complété la démonstration de l'insuffisance de l'éducation et des occupations des ecclésiastiques pour les rendre propres aux affaires publiques ¹. »

En fait, les deux meilleurs orateurs du clergé à la Constituante surgirent dans les rangs des quelques députés, abbés, chanoines ou grands vicaires, qui n'appartenaient ni à l'épiscopat, ni à la classe des curés. Ils fournirent, outre deux hommes distingués, l'abbé de Rastignac et l'abbé de Bonneval, le fameux abbé Maury, qu'on a pu mettre en parallèle avec Mirabeau, et un charmeur incomparable, l'abbé de Montesquiou. Tous ceux qui l'ont entendu ont redit à la postérité combien la beauté du visage, l'urbanité des manières, la modération des opinions, la douceur d'une voix pénétrante, donnaient de sympathie insinuante, de séduction irrésistible

1. Abbé de Pradt, *Les quatre Concordats*, 1818, 3 vol. in-8, t. II, p. 52.

à ce remarquable orateur¹, déjà habitué aux grandes affaires comme agent général du clergé. « Méfiez-vous de ce petit serpent, disait Mirabeau, il vous séduira. » C'est aussi des rangs des grand vicaires et chanoines qu'était sorti pour aller au peuple cet abbé Sicéyès, qui devait apporter aux Etats généraux la dialectique incisive d'un théoricien politique alignant en théorèmes les principes de gouvernement.

On le voit, ni les talents ni les lumières ne manquaient au clergé. De tous les corps de l'Etat, il était certainement un des plus brillants, des plus compétents, des plus modérés au moment où la Révolution vint le surprendre. C'était aussi l'un des mieux élevés. Sa tenue en séance a fait dire à M^{me} Rolland : « Je remarquais avec dépit du côté de *Noirs* ce genre de supériorité que donnent dans les assemblées l'habitude de la représentation, la pureté de langage, les manières distinguées. » Outre cette dignité extérieure, la Constituante trouvera dans le clergé

1. « Tout ce que les agréments de la figure, la douceur du langage, l'urbanité des manières, la modération des opinions peuvent prêter à un orateur de charme et d'avantages, se trouvait réuni dans M. l'abbé de Montesquiou. Chargé de la défense du clergé comme son agent, il fut dans cette carrière, le dernier des Romains. Si le clergé avait pu encore être défendu avec efficacité, sans doute ce difficile succès eût appartenu à un homme qui, avec de grandes connaissances de ses intérêts, avait eu l'art d'intéresser les ennemis de sa cause à ses succès personnels, et qui aurait désarmé la haine. Mais il avait affaire à la politique, cette froide ennemie qui fait d'autant plus sûrement le mal, qu'elle le décore du nom de sacrifice, et que toute pitié n'est pas bannie de ses calculs. Plusieurs fois, M. l'abbé de Montesquiou occupa le fauteuil qui avait servi d'écueil à tant d'autres, et se montra supérieur dans l'art de diriger avec calme, impartialité, comme avec la plus gracieuse urbanité, une assemblée dans laquelle les flots se soulevaient fréquemment, et se choquaient à grand bruit. Sa voix pénétrante et douce savait se faire jour au milieu de leurs retentissements et les calmer. Si le clergé eût remis le soin de ses intérêts à M. l'abbé de Montesquiou, accoutumé à porter des apaisements dans les esprits, il aurait détourné des rigueurs qu'appelaient les provocations de M. l'abbé Maury, qui, trop confiant dans la montre du courage, agaçaient le lion qu'il fallait caresser pour rendre sa griffe moins déchirante. Le premier était plus homme d'affaires que le second : il concluait, et Maury ne concluait jamais. Il ne lui est arrivé qu'une seule fois de conclure, et ce fut contre lui, dans l'affaire de la régence. » De Pradt, *loc. cit.* II, p. 45-49.

l'amour de la paix, l'esprit de conciliation en tout ce qui sera compatible avec sa conscience et son honneur. Cependant les évêques, à l'exception d'un seul, Talleyrand, qui allait sortir de l'Eglise, ne prendront pas la tête du mouvement. Jusqu'ici le clergé a suivi les événements. Quelques-uns de ses chefs les plus hardis et les plus libéraux, tels que Cicé, Lubersac, auraient signé le langage de Lally-Tollendal disant à la noblesse dans le magnifique discours où il la pressait de se réunir au tiers : « Il est une force des choses qui l'emporte sur celle des personnes. Une grande révolution est commencée, rien ne l'empêchera. Il ne tient qu'à la noblesse d'y concourir et de s'y assurer une place d'honneur. » Il est bon que l'Eglise compte de ces hommes d'avant-garde qui marchent devant elle en éclaireurs ; mais il ne fallait pas attendre d'un corps aussi prudent, aussi conservateur que le clergé, de le voir précéder les autres ordres vers un avenir trop sombre pour ne point inspirer d'alarmes, dans des chemins trop périlleux pour ne point cacher des précipices et qui devaient le conduire à la ruine.

CHAPITRE TROISIÈME

La spoliation

I. La ruine financière de l'Eglise fut plus grave que sa ruine politique. — Si les polémiques, les cahiers de 1789, laissaient prévoir cette catastrophe. — Le côté faible de la situation du clergé, c'est que ses richesses sont très jalousées et mal partagées. — Les curés n'y sont pas intéressés. — II. Nuit du 4 août. — Grande part qu'y prennent les évêques. — *Tc Deum*. — Tort de la suppression des dîmes sans rachat. — Sieyès montre ce qu'y perd l'Etat sans que le peuple y gagne. — III. Confiscation des biens. — Emotion que cette menace cause aux évêques. — Jusqu'alors pas de grande situation sans propriété foncière. — Raisons pour et contre la propriété ecclésiastique. — Lutte suprême. — Les 400 millions offerts par M. de Boisgelin. — Cris arrachés par une telle spoliation. — IV. La ruine financière se compliquait d'une question politique. — Toute propriété enlevée à l'Eglise, pour briser à jamais sa situation temporelle et lier les acquéreurs à la Révolution. — Haines déchainées. — Sieyès et les antiprêtres. — V. Noble attitude des évêques dans la catastrophe. — Dignité de leur silence après leur belle défense. — Leur facilité à accepter la pauvreté. — Elle leur rendra les sympathies que leur faste avait écartées. — Leur conduite en cette grave conjoncture expliquée dans une belle lettre au pape. — Impressions de Burke.

I

La ruine financière du clergé fut pour lui autrement grave que sa ruine politique. Elle fut aussi plus imprévue et plus inique. Que le clergé cessât de former un ordre distinct dans l'Etat, au moment où tous les corps venaient se dissoudre, tous les privilèges s'éteindre devant le pouvoir suprême de la nation, il pouvait se résigner à un sacrifice qui ne l'atteignait pas dans son existence et que deux siècles de royauté absolue lui avaient rendu facile. Mais lui enlever subitement toutes ses ressources, la dîme payée depuis mille ans, la dotation territoriale lentement amassée par les siècles, c'était le frapper dans sa vie et le précipiter du jour au lendemain de l'opulence

dans la misère. Ici la catastrophe fut si rapide, si immense, que spoliateurs et victimes, vainqueurs et vaincus, parurent ahuris de la soudaineté et de la grandeur de la chute.

Cependant, quoique les polémiques de 1789 ne laissassent point pressentir au clergé toute la gravité du péril, il avait pu remarquer un terrible courant d'hostilité contre son opulence. Dès l'année 1782, Mercier prédisait que les « richesses mêmes » du clergé « serviraient à l'affaïsser. ¹ » Depuis l'assemblée des notables, le débat sur les biens du clergé était resté ouvert. Les projets présentés par Calonne avaient excité l'opinion contre les privilégiés, et telles étaient la fermentation des esprits, ça et là les clameurs contre l'opulence du premier ordre de l'Etat, que Dillon, archevêque de Narbonne pouvait s'écrier dans son discours au roi, au nom de l'assemblée de 1788 : « Sommes-nous donc une horde étrangère qui soit venue envahir les possessions de vos sujets ? Nos pères, nos frères, nos proches, ne combattent-ils point dans vos armées ? Ne versent-ils pas leur sang pour l'honneur de la nation, pour la gloire et le succès de vos armes ; et lorsque Votre Majesté répand sur un de nous quelques uns des bienfaits dont elle dispose, y a-t-il une famille

1. « Il sait (le clergé) que c'est sa richesse même qui servira à l'affaïsser. Il prévoit que le combat ne saurait être long, et que le parti faible devra céder le tout pour en conserver du moins des fragments larges et précieux. Ecrivains, voulez-vous aujourd'hui mulcter le clergé ? N'écrivez point contre ses dogmes... ; répétez-lui sans cesse que les biens de l'Eglise sont le patrimoine des pauvres, que les évêques n'en sont que les dépositaires, que ce qu'ils dépensent en luxe, en faste, en plaisir, est un vol réel, une violation évidente des saints canons. » Mercier, *Tableau de Paris*, 1782, IV, 245, 246. L'abbé Fleury avait signalé le danger avant Mercier, Mgr de Boisgelin put dire dans son *Opinion sur la suppression des ordres monastiques*, 1790, p. 1, 2 : « Le savant et judicieux auteur de l'histoire ecclésiastique, (Fleury) avait raison de dire qu'un jour, et le jour n'était pas loin, les richesses, qui d'abord ont étendu l'empire de la religion, seraient la perte de l'Eglise. Ce n'est pas seulement parce qu'elles introduisent le relâchement dans les différentes professions, mais il est vrai qu'elles excitent cette envie universelle qui se communique même aux bons citoyens, par le zèle de l'utilité publique. »

en France qui ose dire qu'elle n'en partage pas l'avantage? » L'année suivante, la situation est assez inquiétante pour que l'archevêque de Bordeaux, M. de Cicé, croie devoir rassurer ses collègues et se rassurer lui-même ¹.

Sans doute, il ne faut rien exagérer. Les acclamations par lesquelles le tiers état accueillit, dans les assemblées bailliagères de 1789, les députés du clergé lui annonçant que le premier ordre acceptait l'égalité de contribution aux charges publiques, montrent que la masse des électeurs, qui se contentaient de cette concession, ne nourrissaient point des projets de confiscation. Mais il y avait dans les polémiques ardentes d'alors, et jusque dans certains vœux des ordres laïques, des menaces très inquiétantes. Plusieurs cahiers renferment des plaintes violentes contre la dîme et vont parfois jusqu'à réclamer la ruine de la propriété ecclésiastique. On lit, par exemple, dans le cahier du tiers état de la sénéchaussée d'Aix : « Suppression de la dîme ecclésiastique et du casuel. — Aviser aux moyens de mettre dans le commerce les biens du clergé. — Accorder un revenu fixe aux ecclésiastiques. — Le clergé ne doit pas former un ordre dans l'Etat ². » Ces demandes, qu'on trouve également exprimées avec force dans la catholique Bretagne, ont rarement ce ton de menace et un caractère aussi radical. Mais on peut constater une hostilité réelle contre les biens d'Eglise.

Ils appartenaient, en grande partie, à ces ordres monastiques qu'une irrémédiable décadence vouait à l'indif-

1. « Ne croyons pas que nos concitoyens se croient jamais permis d'attenter à ces fondations de leurs ancêtres, qui sont au milieu de nous d'illustres témoignages de leur foi et de la charité, qui d'avance ont fourni à toutes les nécessités du culte public et de l'enseignement de la morale. Ne croyez pas entendre la voix de la nation dans ces opinions emportées que la chaleur du moment fait naître, mais dont rougiraient un jour, dans des instants plus calmes, ceux mêmes qui les laissent échapper aujourd'hui. » *Mandement* déjà cité.

2. *Arch. parl.* I, 697.

férence, cà et là au mépris public. L'opinion ne supportait plus la vue de quelques religieux épars dans d'immenses monastères, y jouissant de dotations et de richesses que les donateurs n'avaient point destinées à nourrir l'oïveté. Le paysan, avide d'agrandir sa propriété, ne passait pas sans dépit devant ces vastes domaines immobilisés, et qu'il n'avait aucun espoir de réunir à son champ à cause de leur caractère de biens d'Eglise. Aussi nombre de cahiers demandent la suppression des ordres religieux et la négociation de leurs domaines. C'est par là que s'ouvre une large brèche dans la propriété ecclésiastique.

La possession de l'Eglise avait d'autres causes de faiblesse. Ses terres immenses passaient, aux yeux du peuple peu initié au fonctionnement des décimes et de la taille, pour être exemptes de toute charge publique. L'ardeur avec laquelle les évêques venaient de défendre leurs immunités foncières contre les projets de Calonne, n'avait fait que confirmer et irriter encore les préventions du public. Depuis, le clergé avait accepté dans tous ses cahiers l'égalité de l'impôt¹. Mais cette concession tardive venait après ces polémiques ardentes qui avaient passionné l'opinion, et tourné vers les richesses d'Eglise les regards inquiets et avides de ceux qui regardaient avec effroi l'abîme creusé dans les finances.

Ce qui contribuait encore à affaiblir le caractère d'inviolabilité attaché à ces biens, c'est l'abus de leur répartition. Un polémiste pouvait écrire en 1789 : « Le seul corps de la noblesse est intéressé dans le crédit,

1. Mgr de Boisgelin dira à la Constituante dans la discussion sur les biens ecclésiastiques : « Déjà depuis longtemps nous avons entendu ces murmures jaloux qui nous faisaient sentir quel était le triste résultat de tous nos privilèges. Nous les avons abandonnés pour partager également et les intérêts et les droits de tous les citoyens. » Discours du 31 octobre 1789. — Le 24 octobre, Dupont de Nemours avait dit avec exagération : « Si le clergé eût payé, même sur le pied du second ordre, il y aurait dans vos finances une somme de 2 milliards 750 millions. »

l'opulence et les privilèges du clergé ; c'est un surcroît assuré à son patrimoine. Les trois quarts et plus des gens d'Eglise en sont exclus ¹. » Cette anomalie sera exploitée contre l'Eglise et servira de prétexte à la spoliation. Treilhard s'écriera à la tribune de la Constituante ² : « Qui de vous n'a pas été frappé de cette répartition odieusement inégale, qui voue à l'indigence d'utiles pasteurs pour maintenir dans la mollesse des hommes souvent inutiles » et parfois scandaleux. Ces « utiles pasteurs » n'avaient point attendu Treilhard pour protester contre une situation dont ils étaient victimes. La vue d'abbayes, de couvents dégénérés, dépeuplés et riches, de chapitres oisifs et opulents, d'abbés de cour dévorant dans la capitale les revenus de toute une contrée, l'exagération de beaucoup de dotations épiscopales auxquelles étaient affectés les plus riches bénéfices, ce spectacle irritait les curés qui regardaient avec dépit des étrangers tondre leurs brebis et enlever la dîme de leurs paroisses. « Peut-on, dit un écrit de 1789, se garantir d'un mouvement d'indignation, lorsqu'on voit un prieur, un chanoine, un abbé, nager dans l'abondance et le luxe, et un malheureux curé congruiste prêt à tendre la main ? Quel contraste ou plutôt quelle injustice ! car la dîme n'est-elle pas le patrimoine des curés ? Les décimateurs ne retiennent-ils pas injustement le salaire des pasteurs ? C'est une usurpation manifeste contre le droit des curés que la possession des dîmes par des religieux, des chanoines, des abbés commanditaires et des prieurs ³. »

Ces citations, qu'il serait facile de multiplier, nous montrent en 1789, les curés aigris par une inégalité de répartition qui leur paraît autant une humiliation qu'une misère. Ils demandent fréquemment dans les cahiers

1. *Tableau moral du clergé*, 1789.

2. Séance du 11 avril, 1790.

3. *Réclamations des curés du royaume contre les injustices du haut clergé*, 1789, 39 pages in-8°.

qu'il soit constitué une dotation territoriale pour eux avec les biens des bénéfices qui seraient supprimés. Ils exigent ça et là très nettement, avec le clergé de Saurmur, « que toutes les dîmes soient restituées aux curés. La nation n'a consenti à donner cette portion de ses propriétés que pour la subsistance de ceux qui lui consacrent leurs travaux et leur ministère ¹. » Sur ce point ils ne faisaient point mystère de leurs revendications. L'abbé de Montesquiou s'était rendu au bailliage du Mans pour y chercher en vain, en sa qualité d'abbé de Beaulieu, un mandat de député que devait lui conférer le clergé plus conciliant de Paris. M. de Montesquiou trouva les curés du Mans très décidés à prendre les dîmes. Il leur prédit que, si elles devaient changer de mains, elles n'iraient point aux curés mais à la nation ². Cette prévision allait se réaliser dans la fameuse nuit du 4 août.

II

Tout a été dit sur cette séance célèbre où les différents ordres, les provinces, les villes, vinrent à l'envi sacrifier leurs privilèges, les députés cherchant en quelque sorte à se gagner de vitesse pour faire l'hécatombe de tous les abus sur l'autel de la patrie. Le *Moniteur* de 1789 s'écrie avec enthousiasme : « En une nuit, la face de la France a changé ; en une nuit, l'arbre fameux de la féodalité, dont l'ombre couvrait toute la France, a été renversé ; en une nuit, le triple pouvoir féodal, aristocratique, parlementaire, a été anéanti ; en une nuit, la France a été sauvée, régénérée ; en une nuit, un peuple nouveau semble avoir repeuplé ce vaste empire. »

1. *Arch. parl.* V, 719. — Même demande du clergé du Beaujolais, II, 284, etc...

2. Cf. dom Piolin, *L'Eglise du Mans durant la Révolution*, I, 13.

Le clergé, et dans le clergé les prélats sont emportés, comme tous les autres, dans ce que Mirabeau appela le *tourbillon électrique*. Voici les évêques de Nancy et de Chartres, La Fare et Lubersac, qui se lèvent à la fois pour parler, l'un sur l'abandon des droits féodaux par les « seigneurs ecclésiastiques », l'autre contre « le droit de la chasse. » Voici l'archevêque d'Aix qui flagelle « l'esprit de fiscalité et l'extension arbitraire des impôts, surtout celle des prétendus droits domaniaux, de la gabelle et des aides. » Voici les évêques d'Uzès, de Montpellier et de Nîmes, qui se déclarent prêts à abandonner les prérogatives de leur province du Languedoc. Ce dernier demande l'exemption d'impôt pour les artisans. Les curés se mettent de la partie, veulent lutter de générosité avec leurs évêques, et n'ayant rien à immoler, offrent du moins leur casuel. Rome même, sans être consultée, est associée à ce sacrifice par la suppression des annates. Dès lors plus de droits féodaux, plus de casuel, plus d'annates, plus de déport, plus de pluralité de bénéfices, plus de privilèges pécuniaires et rachat des dîmes. Ce dernier sacrifice était particulièrement grave. Manifestement le clergé, dans cette exécution sommaire du passé, avait subi, aidé même l'entraînement général et fait chanter, sur tant de ruines détestées par le peuple, un *Te Deum* solennel, à la demande de l'archevêque de Paris ¹. L'évêque de Mâcon avait lui devancé le mouvement en renonçant, dès le 30 juillet, à tous les droits féodaux de son évêché ².

1. M. de Juigné donna à ce sujet un mandement, le 14 août 1789, 12 pages in-4°. Nous y lisons : « O époque à jamais mémorable dans l'histoire de la nation ! Que n'avez-vous été témoins, N. T. C. F., de ce qui s'est passé le 4 de ce mois dans l'assemblée nationale ! Avec quelle reconnaissance vous auriez vu les représentants de tous les ordres, de toutes les provinces, de toutes les villes du royaume, animés, emportés par l'amour et l'enthousiasme du bien public, se dépouiller à l'envi des privilèges, des droits les plus anciens et les plus précieux, pour en faire le sacrifice au soulagement du peuple et au bonheur général de la patrie ! » M. de Juigné ajoute, faisant allusion aux désordres : « Aimez la liberté, mais une liberté sage, soumise aux lois. »

2. « Nous, soussigné, Gabriel François Moreau, évêque de Mâcon, dé-

On a jugé sévèrement l'irréflexion de l'assemblée qui en quelques heures bouleversa l'ancienne France, abolit sans transition tant de droits antiques et, en fait, provoqua les paysans à une sorte de jacquerie. Il ne nous déplaît pas toutefois de voir le clergé partager ici les enthousiasmes de la nation, s'enflammer pour une idée généreuse, et, dans une séance où il s'agit de donner, surpasser les autres ordres par l'étendue de ses sacrifices. Il y a parfois plus de gloire à laisser plutôt parler son cœur que sa raison. Cette Eglise de France, qu'on a dépouillée violemment de ses richesses, gardera du moins l'honneur de les avoir offertes dans cette nuit immortelle, où des hommes qui étaient bien de 1789, s'oublient eux-mêmes, s'élèvent au-dessus de tous les calculs humains, et, dans un saint transport, dédaignent tous les intérêts, abattent toutes les barrières qui séparaient les privilégiés du peuple, les provinces de la nation.

Mais on ne se maintient pas à ces hauteurs. Après avoir démoli, il faut rebâtir. La réflexion vient après les emportements de l'enthousiasme, et la réflexion ne tarda pas à montrer qu'il y avait autant d'imprudence que de générosité dans cet abatis de la vieille France. La raison déterminante de la convocation des Etats généraux était la détresse des finances. Or, par les décrets du mois d'août, l'assemblée nationale renonce purement et simplement à des ressources qui suffisaient amplement à combler tous les déficits. Sans doute, il était glorieux

clarons de la manière la plus précise et la plus absolue que nous renonçons entièrement à tous les droits seigneuriaux généralement quelconques, dépendant des différentes terres et seigneuries appartenant à notre évêché, et, en conséquence, nous voulons que tous les terriers, en vertu desquels s'étaient jusqu'à présent perçus lesdits droits, soient, dans le jour, s'il est possible, ou du moins très promptement remis par nos commissaires terriers et fermiers, entre les mains des censitaires des différentes paroisses dont nous sommes seigneurs. Enjoignons à nos fermiers et préposés de cesser dès aujourd'hui la perception desdits droits. Fait en notre château de Romenay, le 30 juillet 1789. » Cf. comte de la Rochette, *Histoire des évêques de Mâcon*, 1867, 2 in-8°.

de détruire « le monstre dévorant de la féodalité », mais par la suppression des droits féodaux, la Constituante faisait aux censitaires un cadeau gratuit de plus de cent millions ¹ de revenu, et ce n'est pas la distinction établie par elle entre le droit de mainmorte, de servitude personnelle, abolis sans indemnité, et les autres droits déclarés rachetables, distinction abstruse même pour des juristes, qui pouvait arrêter l'élan des paysans impatients d'échapper à leur seigneur, qui se croient libérés par le décret de toute redevance, et déjà se portent au pillage des châteaux, des chartiers, des fours et moulins banaux.

Les résolutions de l'assemblée au sujet des dîmes furent plus désastreuses encore au point de vue des intérêts du trésor. Les articles de loi qui consacrèrent les votes du 4 août, ne tardèrent pas à dépasser la limite des sacrifices offerts par le clergé. Celui-ci avait consenti au rachat des dîmes : on réclama leur suppression. M. de La Luzerne demanda qu'on s'en tint à la lettre du décret du 4 août. Sieyès démontra avec toute sa puissance d'argumentation que les finances de l'Etat, les dépenses d'un service public comme les cultes, imposaient le rachat et non l'extinction pure et simple. « Ce ne seront pas les pauvres, dit-il, qui profiteront de l'abolition, ce seront les riches ; je ne crois pas qu'il faille faire présent de 70 millions de rente à des propriétaires fonciers... Je vous le demande, lorsque vous achetez une terre, n'achetez-vous pas *moins* les redevances dont elle est chargée, *moins* la dîme qu'on paie de temps immémorial ? La dîme n'appartient à aucun des propriétaires qui la paient aujourd'hui : je le répète, aucun n'a acheté, n'a acquis en propriété cette partie du revenu de son bien. Donc aucun proprié-

1. M. Taine, *La Révolution*, I, 281, 202, porte à 120 millions de revenu, deux milliards et demi de capital en monnaie du temps, le double au moins en monnaie d'aujourd'hui, le cadeau fait par l'assemblée aux débiteurs. M. de Boisgelin, dans son discours du 12 avril 1790 à la Constituante, porte à « au moins 20 millions » la perte éprouvée par les biens du clergé par suite de la suppression des droits féodaux.

taire ne doit s'en emparer. Je me suis demandé pourquoi, au milieu de tant d'opinants qui paraissent n'annoncer que le désir du bien public, aucun cependant n'a été au delà du bien particulier. On veut tirer la dîme des mains des ecclésiastiques. Pourquoi ? Est-ce pour le service public ? Non, c'est que le propriétaire voudrait bien cesser de la payer... Je cherche ce qu'on a fait pour le peuple dans cette grande opération, et je ne le trouve pas. Mais j'y vois parfaitement l'avantage des riches. Il est calculé sur la proportion des fortunes, de sorte qu'on y gagne d'autant plus qu'on est plus riche. Aussi, j'ai entendu quelqu'un remercier l'assemblée de lui avoir donné, par son seul arrêt, trente mille livres de rente de plus. Soixante-dix millions de rente étaient une ressource immense : elle est perdue aujourd'hui ¹. »

Elle était perdue en effet et sans retour. L'intérêt personnel, le désir de profiter et de faire profiter ses électeurs de la suppression de la dîme, un parti pris d'affranchissement universel, avaient fait triompher l'argumentation de Mirabeau prétendant que la Constituante pouvait supprimer la dîme parce qu'elle n'était pas une propriété, mais une simple contribution.

Les curés ne tenaient guère à conserver des dîmes qui passaient surtout aux moines, aux chapitres, aux prélats. Dans ces conditions, les évêques, vaincus au dedans, menacés au dehors, crurent devoir consentir à la suppression sans rachat. Dans la séance du 11 août, l'archevêque de Paris monta à la tribune et prononça ces paroles : « Nous remettons toutes les dîmes entre les mains d'une nation

1. Sieyès avait parlé le 10 août. Il publia son discours le 12, en le faisant précéder de quelques pages fortes et incisives, bien que la veille, le 11, M. de Juigné eût fait, au nom du clergé, l'abandon pur et simple des dîmes. — On put soupçonner Sieyès de plaider un peu une cause personnelle. Quand les biens ecclésiastiques furent supprimés, on fit à Sieyès 10 000 livres de rente viagère. Il crut devoir par prudence en faire l'abandon à la Convention dans la séance du 10 novembre 1793. Il remit en même temps ses lettres de prêtrise, déclarant n'avoir « d'autre culte que celui de la liberté et de l'égalité. »

juste et généreuse. Que l'Evangile soit annoncé, que le culte divin soit célébré avec décence et dignité, que les églises soient pourvues de pasteurs vertueux et zélés, que les pauvres du peuple soient secourus, voilà la destination de nos dîmes, voilà la fin de notre ministère et de nos vœux. Nous nous confions dans l'Assemblée nationale, et nous ne doutons pas qu'elle ne nous procure les moyens de remplir dignement des objets aussi respectables et aussi sacrés. » Le cardinal de La Rochefoucauld, l'évêque de Perpignan, adhèrent à ces paroles et constatent que l'abandon des dîmes a été faite unanimement par le clergé. Il n'est pas inutile de rappeler en quels termes le décret fut libellé : « Les dîmes de toute nature, disait la loi, sont abolies, *sauf à aviser aux moyens de subvenir d'une autre manière à la dépense du culte divin, à l'entretien des ministres des autels*, au soulagement des pauvres, aux réparations et constructions des églises et presbytères, et à tous les établissements, séminaires, écoles, collèges, hôpitaux, communautés et autres, *à l'entretien desquels elles sont actuellement affectées*. » La nation en supprimant les dîmes, s'engageait donc à entretenir les ministres du culte, les édifices religieux et même les séminaires.

Les députés du clergé avaient provoqué plusieurs de ces décrets dans la nuit du 4 août. Il faut convenir que leur résistance aux autres n'avait été ni bien longue ni bien vive, soit par esprit de conciliation, soit qu'elle leur parût inutile. On peut se demander comment les évêques du dehors, ceux qui, dispersés dans leurs provinces, subissaient moins directement l'entraînement de l'Assemblée nationale, jugeaient l'attitude et les concessions de leurs collègues de la Constituante. Loin de désavouer leurs mandataires, ils louent, ils approuvent leur conduite, et consacrent en quelque sorte de leur adhésion et de leurs écrits les résolutions des Etats géné-

raux. Il faut voir de quel ton, par exemple, parle un saint prélat, un vieillard prêt à paraître devant Dieu, M. de Partz de Pressy, évêque de Boulogne, dans un mandement daté du 12 août, où il ordonne un *Te Deum* « en actions de grâces des délibérations de l'Assemblée nationale, du 4 août 1789, relativement à la restauration de la liberté de la France. » Il dit que le clergé et la noblesse « ont disputé à l'envi à qui ferait éclater davantage, par une noble et magnanime émulation, son zèle patriotiquement libéral, par une multitude de renoncements à d'anciennes possessions et de généreux sacrifices, spécialement envers la classe des agriculteurs, dont l'état est le plus digne d'un homme libre. » Il n'a fallu que quelques heures pour étonner la France « d'un si soudain et si inattendu changement, pour produire ces résultats si admirablement féconds, que nous n'eussions pas osé espérer leur opération par le travail de la tenue périodique des Etats généraux pendant plusieurs siècles. Semblables aux causes secrètes de l'inondation prodigieuse d'un célèbre fleuve, ils ont fait servir un déluge de maux fort grands, mais passagers, à produire une immense moisson de biens. » Vient ensuite l'hommage rendu au « roi citoyen, ami de la patrie, que l'Assemblée nationale, pénétrée de reconnaissance et d'amour réciproque, a solennellement proclamé *restaurateur de la liberté française*, titre plus glorieux que celui de conquérant du monde entier. » M. de Pressy concluait en ordonnant de chanter un *Te Deum* d'actions de grâces dans son diocèse, le 15 août. Quelques jours plus tard, l'évêque de Boulogne écrit aux députés de la Constituante une lettre où il les traite avec insistance de *Messeigneurs*, où il parle de leurs « lumières révérees de toute la France ¹. »

1. Voy. pour ces mandements et lettres, *Œuvres* de Mgr de Partz de Pressy, édit. Migne, 1842, in-4°, t. II, p. 450-495. — En comparant le mandement du 12 août à celui donné par l'évêque de Boulogne le 18 avril sur les Etats généraux, on est frappé du changement de ton du

On le voit, jusqu'à ce jour, même après la suppression des dîmes, la bonne volonté du clergé est entière. Ses représentants les plus autorisés, les plus respectables, parlent en citoyens et ne font pas entendre de plaintes. Aucun don ne paraît lasser sa générosité. Dans la séance du 26 septembre, il promet le quart de ses revenus comme contribution patriotique, et même consent à envoyer à la monnaie l'argenterie des églises « non nécessaire pour la décence du culte. » C'était faire le douloureux sacrifice de beaucoup d'objets d'art. Mais d'autres épreuves l'attendent. La Révolution, bientôt entraînée dans la voie de la spoliation et de la violence, va lui porter des coups et prendre contre lui des mesures qui devaient déconcerter les meilleures dispositions. Dans la discussion des dîmes, Sieyès avait prononcé un mot resté célèbre : « Ils veulent être libres et ils ne savent pas être justes. » La Constituante était entrée en effet dans la voie de l'injustice. La spoliation du clergé, commencée par la suppression des dîmes, fut consommée par la perte de ses biens.

III

Ce furent deux députés de la noblesse, le marquis de Lacoste et le chevalier Alexandre de Lameth qui, les premiers, dans la séance du 8 août, portèrent à la tribune la proposition de la confiscation par l'Etat des biens ecclésiastiques. Le projet n'était pas mûr. On sait qu'il fut repris par un prélat, Talleyrand, dans la séance du 10

prélat. En août, après quelques mois de révolution, M. de Pressy parle le langage de la liberté. — Le cardinal de Bernis avait moins d'admiration pour les décrets du 4 août. Il écrivait de Rome le 28 octobre 1789 : « On n'aurait jamais cru que l'enthousiasme patriotique pût porter un grand prélat (Juigné), à offrir au nom du clergé la suppression de la dime, et encore moins qu'un autre évêque proposât de dépouiller l'Eglise de tous ses biens; nous ne sommes que les usufruitiers de nos bénéfices. »

octobre 1789. Comme le fit observer l'évêque d'Autun, la suppression pure et simple des dîmes, en mettant à la charge d'un Etat ruiné le service du culte, devait rendre inévitable « une grande opération sur les biens » du clergé. Talleyrand, qui avait en main tous les éléments d'information, portait à 80 millions le produit des dîmes, à 70 millions celui des biens fonds ¹. Bien que le revenu des dîmes, d'après ces calculs, l'emportât sur celui des biens fonds, le clergé éprouva ici une émotion qu'il n'avait pas eue lors des décrets qui suivirent le 4 août. Outre qu'il s'agissait de l'achèvement de sa ruine, la perte de ses domaines territoriaux apparut à l'Eglise de France comme la déchéance de la grande situation qu'il avait occupée jusqu'alors.

Durant les longs siècles du moyen âge, où on ne connaissait point encore la richesse mobilière, les biens fonds avaient donné à l'Eglise, outre le seul moyen de vivre, une puissante assise dans la nation. Sur ce sol lui appartenant, elle avait élevé les remparts de ses évêchés, de ses abbayes, de ses châteaux-forts, derrière lesquels elle trouvait protection contre les incursions du dehors. En même temps, à une époque où l'organisation féodale englobait tous les degrés de l'échelle sociale, ces terres avaient apporté à l'Eglise les seigneuries, les droits de justice temporelle, les censives, les redevances sans nombre, les légions de vassaux, tout l'appareil, enfin, de la puissance et de la grandeur. Depuis, le triomphe de la royauté absolue avait fait rentrer dans le rang ces petits

1. Talleyrand, dans son cahier d'Autun, après avoir affirmé le droit de propriété, ajoutait ces paroles un peu inquiétantes : « Pourtant on examinera si, parmi les objets qu'on réclame à ce titre, il n'en est pas qui n'ont jamais pu être une propriété, comme présentant une violation constante du droit naturel ; ou s'il en est qui, étant une propriété dans le principe, ont dû cesser de l'être par l'anéantissement ou l'inexistence actuelle de la cause à laquelle ils étaient liés. Quant aux propriétés certaines, dans le cas où plusieurs seront reconnues abusives, il sera déclaré que la nation elle-même ne peut les attaquer qu'en accordant un dédommagement rigoureusement proportionnel. »

souverains d'autrefois ; mais jusqu'à la fin de l'ancien régime le sol garda son prestige. Il ne semble point encore possible, à la veille de la Révolution, d'avoir une grande situation, d'être un grand seigneur, sans être un grand propriétaire terrien. Les curés étaient tenus pour gens de peu, précisément par ce qu'ils ne possédaient rien, et que la plupart recevaient une rente sous le nom de portion congrue.

Mais ces biens, pieux héritage des âges de foi, patrimoine séculaire de l'Eglise, trésor nécessaire de ses charités et de ses œuvres, à la fois attache nationale et brillante parure du premier ordre de l'Etat, voilà que les évêques se réveillent un matin sous la terrible menace de les perdre sans retour. Talleyrand raconte dans ses Mémoires qu'au début des Etats généraux, ils avaient eu l'idée et l'espérance de faire payer les dettes de l'Eglise de France par la nation¹. Et voilà que la nation va en effet se charger des dettes du clergé, mais en le dépouillant de tout.

L'abbé Maury bondit à la tribune pour repousser l'attaque de Talleyrand et de Mirabeau. Ses paroles trahissent l'émotion que lui cause la grandeur des intérêts engagés. On veut sacrifier le clergé pour conjurer la ruine de l'Etat. « Par quelle fatalité, s'écrie Maury, un mal si facile à réparer menace-t-il aujourd'hui d'une mort ou plutôt d'un anéantissement total un corps qui était regardé comme le premier ordre de l'Etat ; un corps que l'on menace de dépouiller de ses propriétés les plus anciennes de la monarchie ; un corps composé de plus de cent cinquante mille français, dont la fortune est liée à plus d'un million d'individus, et que l'on propose de dévouer patriotiquement à la régénération de l'Etat ? C'est une confiscation que l'on substitue à une banqueroute².

1. Cf. *Les évêques avant la Révolution*, p. 192.

2. Séance du 13 octobre 1789.

Ah ! peut-on hériter de ceux qu'on assassine ! »

Nous ne pouvons ici que résumer en quelques mots cette discussion célèbre. Les spoliateurs prétendirent que les biens ecclésiastiques appartenaient à la nation ; que le clergé, étant un corps moral, n'existait comme corps qu'en vertu de la loi ; qu'une autre loi pouvait le détruire et par suite le déposséder, puisque sa richesse territoriale n'était qu'une concession de la nation, concession légitimement révocable si la nation se charge elle-même de payer le service du culte ¹. C'est sur ce sophisme que roula toute la discussion.

Les défenseurs de l'Eglise n'eurent pas de peine à le réfuter. « On affirme, répondit Sieyès, que la nation est propriétaire des biens du clergé parce que ces biens servent en même temps de salaire aux ecclésiastiques. L'idée la plus simple, en fait de propriété, est qu'un bien appartienne à celui à qui il a été donné ou qui l'a acquis. Les biens ecclésiastiques n'ont point été donnés à la nation, mais au clergé, à certaines charges ou conditions. S'il ne refuse pas d'en remplir les charges, on ne peut pas le dépouiller. » Sieyès faisait alors observer que les membres du clergé avaient toujours fait, en leur qualité même de titulaires des bénéfices, le service public du culte, tandis que le service militaire incombant aux titulaires des fiefs n'était pas acquitté par eux, ce qui avait rejeté sur la nation une charge de 140 millions ².

1. Dans la nuit du 4 août, M. de Bthesis, évêque d'Uzès, avait prononcé ces paroles un peu imprudentes : « Nous les avons reçus, nos titres et nos droits, des mains de la nation, qui seule peut les détruire. »

2. « La généralité des contribuables aujourd'hui ne fournit pas moins de 140 millions pour la dépense militaire de terre et de mer. Ce service était autrefois à la charge des fiefs, comme le service ecclésiastique est encore à la charge des bénéfices. Les possesseurs des bénéfices ecclésiastiques sont dans la classe des propriétaires chargés d'un service public. En ce sens ils sont encore aujourd'hui ce qu'ils ont toujours été, à la différence des possesseurs des fiefs militaires, qui, d'une part, ont cessé le service, et, de l'autre, se sont attribué la propriété nue et simple de leurs fiefs. Heureux dans leur usurpation, ils reprochent aux

L'archevêque d'Aix, M. de Boisgelin, fit remarquer très à propos que la nation s'apercevait bien tard de son droit de propriété sur les biens ecclésiastiques, puisque, à travers les âges, au lieu d'y puiser librement comme dans son domaine, elle s'était adressée soit au pape, soit aux assemblées du clergé, pour demander des contributions volontaires. Aux orateurs prétendant que le clergé, étant un corps moral, ne pouvait posséder malgré l'Etat, qu'il venait d'être détruit par lui comme corps politique, Boisgelin et les autres défenseurs répondaient que la nation, elle aussi, est un corps moral, que la propriété étant de droit naturel peut être réglée mais non détruite par le droit national, que ce n'est point au clergé comme corps politique, mais comme corps religieux, que les donations avaient été faites, et qu'il n'était pas au pouvoir de l'Etat de l'abolir comme société religieuse, qu'eût-on donné au clergé comme corps politique, la loi ne pouvait avoir d'effet rétroactif. On ajoutait enfin que ces propriétés avaient été octroyées, moins à l'église en général qu'aux institutions particulières enfermées dans son sein. Les propriétaires étaient tel évêché, telle abbaye, tel chapitre, telle cure, tel hôpital, tel collège, etc. Et ces possesseurs faisaient depuis des siècles acte de propriétaire; ils cultivaient, bâtissaient, donnaient à ferme, à cens, étaient en justice, percevaient les revenus, défendaient leurs biens contre tout agresseur.

Ces arguments péremptaires avaient le malheur de s'adresser à des sourds. Les évêques, voyant l'ardeur des convoitises éveillées contre les biens ecclésiastiques, voulurent tenter un suprême effort pour les sauver. L'Eglise de France n'avait jamais manqué, à travers les siècles, de venir au secours de la nation dans les nécessités pressantes, en particulier dans les guerres. Comme il s'agis-

ecclésiastiques de ne les avoir pas imités. » Sieyès, *Observations sommaires sur les biens ecclésiastiques*.

sait cette fois d'une crise financière très grave, l'épiscopat, menacé d'ailleurs de tout perdre, consentit à un sacrifice extraordinaire. Dans la séance du 31 octobre 1789, M. de Boisgelin fit entendre ces nobles paroles : « Il est une voix qui parle aux hommes, celle de la nécessité. Il ne faut pas nous le dissimuler, l'Etat est en péril... Ce qu'on appelait le crédit de l'Etat n'existe plus ; un crédit prêt à naître, celui de la nation, n'existe pas encore... C'est dans ces circonstances que la nation entière tourne ses regards vers le clergé. Il semble que le clergé doive combler l'abîme en s'y jetant lui-même. » Il s'y jeta en effet. Quand Necker avait parlé d'un emprunt de trente millions, M. de Pompignan avait proposé avec empressement de le couvrir au nom du clergé. Plus tard, mais antérieurement au décret du 2 novembre, le clergé avait offert trois cents millions. Plus tard encore, le clergé, par l'organe de l'abbé Maury, de l'abbé de Montesquiou, de M. de Boisgelin, proposa quatre cents millions ¹. Dans la séance du 12 avril 1790, l'archevêque d'Aix développa longuement un projet de banque, dont le fonds social, gagé sur le patrimoine de l'Eglise, devait largement couvrir le déficit. Les défenseurs des biens ecclésiastiques, entre autres M. de La Fare, évêque de Nancy, avaient souvent redit à leurs adversaires les charges multiples qui incomberaient désormais à la nation, si elle s'emparait du patrimoine qui les avait acquittées jusqu'alors. Frais de culte, entretien du clergé, soutien

1. Un écrit du temps (*Lettre de M*** député à M*** sur la conduite du clergé dans l'assemblée nationale, ou Histoire des décrets de l'assemblée relativement aux biens ecclésiastiques et à la religion*, p. 105, in-8°), répond à l'objection que les offres du clergé étaient trop tardives. Il dit, p. 14, 15 : « A quelque époque que le clergé eût fait l'offre de 400 millions, sa perte était jurée. Son existence comme corps politique était l'objet de la haine des faiseurs. Ils craignaient que si le clergé conservait des propriétés, la considération que ses fonctions devaient lui attirer, ne lui rendit peu à peu son ancienne existence. »

des pauvres et des hôpitaux, séminaires, instruction publique, tous ces services, assurés jusqu'alors en totalité ou en grande partie par l'Eglise, allaient désormais peser sur le pays. Talleyrand portait à cent millions, Sieyès à cent vingt, la somme nécessaire à cet effet. Chassey, dans le rapport fait au nom du comité de la Constituante, dressa un budget des cultes qui atteignait le chiffre de cent trente-trois millions ¹. M. de Boisgelin représenta avec force que les populations déjà surchargées, écrasées, ne consentiraient jamais à fournir une pareille somme. « Les peuples, s'écria-t-il, ne peuvent supporter cent trente-trois millions d'impôts. » Il tira de cette impossibilité même un nouvel argument en faveur de sa banque hypothécaire ².

M. de Boisgelin savait ce qu'il disait en parlant ainsi au nom du clergé de France. Ses connaissances financières, sa longue pratique des grandes affaires donnaient à ses propositions, à ses calculs, la plus grande autorité. En 1789, et même dans tout l'ancien régime, le clergé avait plus de crédit que l'Etat. Il trouvait à emprunter à moins de 5 pour 100 ³, tandis que l'Etat rencontrait difficilement

1. Chassey, dans son rapport du 9 avril 1790, au nom du comité des dîmes, dit qu'à l'avenir les dépenses du culte seront de 65 000 000 l., qu'il y aura 48 000 ministres, curés et vicaires compris. Il ajoute : « Voici les dépenses nécessaires pour l'état où nous sommes : L'épiscopat : 3 000 000 l. — Les curés des campagnes : 46 234 800 l. — Suppléments aux curés : 6 000 000 l. — Vicaires des campagnes : 9 650 000. — Construction et entretien des logements : 9 000 000 l. — Pensions des religieux : 15 000 000. — Pensions des religieuses : 18 000 000. — Ecclésiastiques non nécessaires : 12 000 000. — Collèges, hôpitaux, séminaires, etc. 12 000 000 — Total : 133 884 000 liv. — La Fare, évêque de Nancy, répondit à Chassey qu'il avait oublié l'entretien des chanoines et des cathédrales, qu'il avait diminué de 15 000 le nombre des religieux, ce qui faisait quinze millions à ajouter, qu'avec les dettes des communautés et des diocèses, on arriverait à 160 millions, et qu'il faudrait encore 100 millions pour les pauvres, lesquels recevaient 60 millions en Angleterre.

2. Discours du 12 avril 1790.

3. Dans la séance du 30 octobre 1789, l'abbé de Montesquiou pouvait parler de « ces banquiers qui sont venus nous donner leur argent à un si bas intérêt. »

prêteur à 10 pour 100. Avec les quatre cent millions offerts par l'archevêque d'Aix, on pouvait rembourser à l'instant les trois cent soixante millions de dette exigible. Les billets émis prudemment, gagés par une valeur de premier ordre, le patrimoine de l'Eglise, par un corps qui inspirait toute confiance, auraient libéré la nation, évité l'avilissement des prix du terrain, les assignats et la banqueroute. Le patriotisme, le bon sens, commandaient d'accepter les propositions de l'épiscopat. Mais M. de Boisgelin ne put pas même parvenir à faire discuter sa motion.

Les discours prononcés alors nous émeuvent encore, tant fut rude le coup porté au clergé. « Quel génie destructeur a passé sur cet empire ! s'écria un jour ¹, l'un de ses plus éloquents, de ses plus sympathiques défenseurs, l'abbé de Montesquiou. Je crois les sentiments de l'assemblée nationale sincères, mais je crois qu'on l'abuse. Voyez les malheurs qui se répandent. Il semble qu'il y a ici le département des douleurs. Il y a quelques hommes qui se sont consacrés à accabler de chagrin leurs concitoyens. Dès qu'on les voit paraître dans cette tribune, on dit : Allons, un sacrifice encore, un malheur de plus... Qu'allez-vous faire, me disait-on, quand je suis monté dans cette tribune ; le sort en est jeté, des comités particuliers ont tout décidé. Eh bien ! il faut descendre de cette tribune et demander au Dieu de nos pères de nous conserver la religion de saint Louis, de nous protéger. Les plus malheureux ne sont pas ceux qui souffrent l'injustice, mais ceux qui la font. »

Il y a des larmes dans cette oraison funèbre. Le discours de l'abbé de Montesquiou nous rend d'une façon saisissante les poignantes émotions par lesquelles passaient les évêques, les députés ecclésiastiques de la Cons-

1. Séance du 12 avril 1790.

tituante, auxquels presque chaque séance, presque chaque orateur apportait un nouveau désastre. Malouet laissa éclater l'impression, la tristesse, que lui causaient tant d'injustices. « Lorsque je me suis rappelé, s'écria-t-il, le jour mémorable où nous adjurâmes, au nom du Dieu de paix, les membres du clergé de s'unir à nous comme des frères, de se confier à notre foi, j'ai frémi du sentiment douloureux qu'ils pouvaient éprouver et transmettre à leurs successeurs, en se voyant dépouiller de leurs biens par un décret auquel ils n'auraient pas consenti ¹. »

Ce souvenir de l'appel fraternel des communes conjurant le clergé de s'unir, de se fier à elles, vient aussi à la pensée de Boisgelin, au moment où les représentants de ces mêmes communes achèvent de consommer sa ruine, et lui arrache ces plaintes : « Voilà donc, dit-il, l'abîme au bord duquel nous avons été conduits, l'abîme où l'on veut nous précipiter ! Que sont devenues ces assurances solennellement données de conserver nos droits et nos possessions ? Vous nous disiez, vous nous faisiez dire en votre nom, avec force, avec éloquence, et dans le langage même de la religion, vous nous disiez, au nom du Dieu de paix, que les propriétés du clergé seraient pour vous inviolables et sacrées, et que votre premier devoir était de les maintenir et de les défendre. N'avez-vous pris l'engagement de les maintenir et de les défendre que pour les attaquer et pour les détruire ? N'avez-vous juré de conserver toutes nos propriétés que pour nous ravir jusqu'au dernier reste de nos possessions ! ² »

Cette vigoureuse défense du clergé avait du moins retardé la marche de l'assemblée dans la voie de la confiscation. De même qu'elle avait déclaré tout d'abord la dîme rachetable pour arriver ensuite à la suppression pure

1. Séance du 13 octobre 1789.

2. Discours du 12 avril 1790.

et simple, de même pour les biens elle se contenta de les mettre à la disposition de la nation par le décret du 2 novembre 1789. Les discours prononcés, le 31 octobre, par M. de Boisgelin, par l'abbé de Montesquieu, avaient fait la plus vive impression. Malgré l'éloquence et la pression de Mirabeau, malgré les menaces d'une populace amentée, le décret du 2 novembre, qui ne parlait pas de confiscation, se heurta à une très importante minorité, trois cent soixante-huit voix contre trois cent quarante-six, et encore quarante membres s'abstinrent et la terreur en écarta trois cents de la séance¹. Les spoliateurs reprennent des forces et reviennent à la charge jusqu'à complète victoire. Un décret du 19 décembre 1789 ordonne une première vente de biens ecclésiastiques. Le décret du 14 avril 1790 les enlève complètement à l'administration du clergé, pour les confier aux départements et aux districts. Enfin, le décret du 14 mai achève la ruine en prescrivant la vente de tous les biens ecclésiastiques sans exception.

IV

L'énergique défense, les objurgations, les plaintes émues, les objections opposées par l'Eglise à ses spoliateurs, les auraient peut-être convaincus ou arrêtés, ses généreux sacrifices les auraient peut-être désarmés, s'il s'était simplement agi d'une mesure financière. Les constituants ne pouvaient sérieusement douter que le clergé ne fût légitime propriétaire, ni que les 400 millions par lui offerts ne permissent à l'Etat de s'acquitter; mais la situation s'était compliquée d'une question politique et reli-

1. Cf. l'écrit déjà cité: *Lettre de M... député, etc.* p. 27 et suiv. Cet écrivain dit que le décret du 2 novembre fut voté par 568 voix contre 346.

gieuse. « La grandeur du clergé catholique, avait dit Helvétius, est toujours destructive de la grandeur d'un Etat. » Sans doute, depuis la constitution de l'Assemblée nationale, le clergé n'existait plus comme premier ordre de l'Etat, mais il paraissait encore redoutable avec ses vastes possessions territoriales. « J'entends dire, s'écriait Grégoire, le 11 avril 1790, que tant que le clergé possèdera des fonds, il aura un esprit de corps qui croîtra la chose publique. » Pour achever de le briser, pour étouffer en lui toute velléité de prépondérance temporelle, la Révolution voulut lui enlever le sol sur lequel un corps de cette vitalité pouvait toujours refaire sa puissance. Aussi a-t-on pu affirmer que la Constituante agit peut-être moins par avidité que par politique. Sans doute, elle trouva opimes, bonnes à prendre, les dépouilles du clergé ; mais ce qui la réjouit plus encore que ces 4 milliards de biens, ce fut de le désarmer en le ruinant, ce fut de lui enlever à tout jamais toute possibilité de rebondir, en lui ôtant tout point d'appui sur une terre qui se dérobaît sous ses pas. L'abbé Expilly, en exposant, dans la séance du 20 mai, les motifs qui avaient poussé la Constituante à s'emparer des biens, disait que le principal était *sur-tout l'extinction de l'influence politique du clergé*. Le 2 novembre 1789, dans la séance même qui vit repousser les propositions de M. de Boisgelin et les biens échapper définitivement à l'Eglise, Chapelier avait fait avec un véritable cynisme l'aveu des raisons qui inspiraient les spoliateurs. Parlant du premier ordre, qui avait « cessé d'exister, je ne le vois plus, s'écria-t-il, que parmi les superbes débris d'une immense Révolution ; il est devenu le patrimoine de l'histoire... Vous avez voulu détruire les ordres, parce que leur destruction était nécessaire au salut de l'Etat. Si le clergé conserve ses biens, l'ordre du clergé n'est pas encore détruit. Le clergé offre des dons : redoutez ce piège. Il veut sortir de sa cendre pour se

reconstituer en ordre..... Il est impolitique que les grands corps aient des propriétés. » Enlever au clergé ses richesses territoriales, c'était donc détruire à jamais par la base sa puissance temporelle. La Constituante fit mieux encore, — et cette combinaison machiavélique ne dut pas être étrangère à l'esprit des meneurs, — en spoliant l'Eglise, elle lia au sort de la Révolution tous ceux qui s'enrichirent de ses dépouilles. Les acquéreurs de ses biens devaient tout faire pour empêcher les revendications futures des anciens possesseurs. Déjà la suppression des dîmes avait excité la reconnaissance des propriétaires, c'est-à-dire à peu près tout le monde en France, envers cette Révolution qui faisait couler sur leurs terres une rosée bienfaisante, et augmentait leur valeur d'un dixième par l'abolition pure et simple d'un impôt payé depuis mille ans.

Tel fut alors le soulagement universel, que les députés mêmes de la droite qui, dans cette circonstance, parlèrent en faveur des dîmes et des biens du clergé, les chevaliers du trône et de l'autel, ne se hâtèrent guère d'apporter dans les greniers du clergé, désormais vides, une contribution qui avait cessé d'être obligatoire. Mais les propriétaires n'avaient-ils pas à redouter un retour offensif du clergé si un vent favorable lui rendait le pouvoir. Cette crainte restera à l'état latent dans l'esprit du peuple, nourrira ses méfiances, inspirera ses votes. C'est à peine si nous en avons fini, après un siècle, avec cette éternelle peur de la dime dans nos campagnes. Nous croyons qu'il faut chercher l'origine, la principale cause de l'hostilité déclarée de la nation contre tout rôle, toute influence politique du clergé, dans ces lois de la Constituante qui, en partageant à toute la nation ses biens et ses dîmes, intéressaient toute la nation à empêcher la résurrection d'un corps dont on s'était divisé les dépouilles.

On ne s'étonnera point que dans l'ardeur de la lutte, le clergé ait eu à subir de la part de ses adversaires un traitement plus dur encore que l'injustice, la haine, cette haine qu'éprouve souvent le spoliateur pour sa victime. Ses richesses avaient excité bien des jalousies dans le tiers état ; le faste de ses prélats, de ses abbés commendataires, de beaucoup de chapîtres, le spectacle de bénéficiers opulents et oisifs, avaient allumé bien des rancunes dans l'âme du travailleur obligé de payer sur sa moisson une dîme qui n'allait pas même à son curé. De cette situation, de ces abus, des privilèges accordés à l'Eglise de France, était résulté une sorte de défaveur de l'esprit public, qui allait jusqu'à l'irritation lorsque le clergé semblait se mettre en travers de l'opinion, comme dans la question des trois ordres, ou qu'il ne se hâtait pas de bénir ses spoliateurs, comme dans la question de ses biens. L'exemple de M. de Juigné acclamé ou menacé de mort, selon qu'il paraît obéir ou résister au mouvement, montre bien l'état des esprits. Cette animosité fit trop souvent explosion jusque dans l'enceinte des législateurs. Sieyès eut occasion de les interpeller, avec sa vigueur habituelle, sur leur animadversion contre les prêtres « dont le seul nom, leur dit-il, vous met en colère. Souffrirez-vous que de petites passions haineuses viennent assiéger votre âme, et réussissent à souiller d'immoralité et d'injustice la plus belle des révolutions ? Quitterez-vous le rôle de législateurs pour vous montrer, quoi ? des antiprêtres. Ne pouvez-vous oublier un instant cette animosité contre le clergé ? Est-ce à nous à recueillir les opinions qui règnent à cet égard dans les rues, dans les cafés et dans les salons de Paris ? Devons-nous servir cette jalousie bourgeoise qui tourmente l'habitant des petites villes contre M. le chanoine ou M. le bénéficié ? Toutes ces misères de l'homme privé ne sont point faites pour nous guider dans notre carrière. Le clergé, comme

tous les gros corps de l'Etat, doit être pris en masse. Allons à la constitution, au rétablissement des finances. Encore une fois, soyez législateurs; vous redeviendrez assez tôt de simples individus pour exercer vos haines, vos mépris, vos vengeances particulières. » Les spoliateurs vont « ôter à leurs enfants par jalousie contre leurs frères ¹. » Ces paroles dont la persistance des mêmes passions a renouvelé si souvent l'opportunité, montrent quelles hostilités implacables s'étaient déchaînées contre l'Eglise.

V

La voie que la Constituante a fait suivre au clergé est déjà semée, on peut dire encombrée de ses ruines. Quel effondrement politique et social en quelques mois, quel douloureux holocauste de toutes ses grandeurs séculières,

1. Sieyès ajoute au sujet des attaques dont il était l'objet : « Le résultat le plus apparent de leurs merveilleuses critiques, se réduit à prononcer que je suis membre du clergé. Réponse : il est vrai que je suis membre du clergé... On m'a lancé quelques bonnes épigrammes et un grand nombre de mots insignifiants. Réponse : il est vrai que les mots de la langue appartiennent à qui veut s'en servir, et les bons mots à qui sait les trouver, et qu'après tout cela il faut commencer à raisonner quand on le veut et quand on le peut... Depuis longtemps on prend plaisir à répéter d'excellentes plaisanteries contre l'influence d'une robe, sur les sentiments de celui qui la porte. Quand voudra-t-on observer aussi toute l'influence d'une robe sur les jugements de ceux qui ne la portent pas ? » Cf. Sieyès, *Projet d'un décret provisoire sur le clergé*, reproduit dans le *Moniteur* du 20 mars 1790 et suiv. Les paroles suivantes de Camille Desmoulins dans la *France libre*, montrent ce que pouvait inspirer la haine du clergé. « Qu'on me montre, disait-il, rien de plus méprisable que ce qu'on appelle un abbé. Qui est-ce parmi eux, qui n'a pris la soutane, cette livrée d'un maître dont ils se moquent intérieurement, pour vivre grassement et ne rien faire. Y a-t-il rien de plus vil que le métier de la religion, le métier de continence, un métier de mensonge et de charlatanisme continuels ! Quelle différence y a-t-il entre notre clergé et celui des prêtres de Cybèle qui se mutilaient pour vivre ? »

quelle déchirure de la brillante parure mondaine dont les siècles s'étaient plu à orner l'Eglise de France ! Pour lui, la figure du monde s'est évanouie. Pour lui désormais plus de rôle politique, plus de ces Etats généraux où la prééminence, les honneurs, lui appartenaient comme premier ordre de l'Etat ; plus de ces assemblées du clergé de France où il discutait, seul de tous les corps de la nation, sa contribution volontaire, son don gratuit ; plus de ces pays d'Etat, de ces assemblées provinciales où il venait de déployer naguère encore, sous Necker et sous Calonne, les talents administratifs, la souplesse et la grâce de ses prélats ; plus de cette prépondérance locale qui a fait des évêques, les seigneurs, les bienfaiteurs de leur ville, et les plus ardents propagateurs de tous les progrès sur la fin de l'ancien régime ; plus de dîmes, plus de biens, plus de centaines de mille livres de rente ; par là même plus de luxe, plus de laquais, plus de carrosses, plus de cette représentation qui éblouissait les peuples. Ces évêques endormis hier dans l'opulence se sont réveillés dans la misère. Il a suffi d'un jour pour leur enlever ce que leur avaient conquis les siècles. Il n'est pas jusqu'à leurs titres de Monseigneur, d'Eminence, de Grandeur, qui ne soient emportés, prohibés par le décret supprimant la noblesse.¹ Comme si ce n'était point assez de voir s'effondrer tout d'un coup leur situation séculière, on viendra bientôt leur disputer même ces écoles, ces collèges, ces universités, ces hôpitaux, ces établissements de bienfaisance qu'ils ont fondés, pour la plupart, et fait vivre à travers les siècles. N'ayant plus, depuis la perte des

1. Nous lisons dans le décret que « l'encens ne sera brûlé dans les temples que pour honorer la divinité, et ne sera offert à qui que ce soit ; que les titres de Monseigneur et Messeigneurs ne sera donné ni à aucun corps, ni à aucun individu, ainsi que les titres d'Excellence, d'Altesse, d'Eminence, de Grandeur. » — L'abbé Fauchet, *De la religion nationale*, 1789, p. 168-169, demande la suppression de *Monseigneur*, de *Votre Grandeur*.

dîmes et des biens, de quoi les payer, ils ne seront plus admis à les gouverner. Il semble que la France, bercée sur les genoux de l'Eglise pendant quatorze siècles, maintenant qu'elle est arrivée à l'âge d'homme, non seulement se détourne d'elle violemment, mais encore prenne plaisir à ensanglanter le sein qui a nourri son enfance et sa jeunesse.

Devant de tels adversaires, les évêques gardèrent la seule attitude qui pouvait leur convenir, le désintéressement et la dignité. On connaît les paroles célèbres prononcées par Montlosier dans la séance du 7 janvier 1791 : « Les évêques chassés de leurs palais seront accueillis dans les chaumières. Les pauvres qu'ils ont nourris les nourriront. Si on leur ôte la croix d'or, ils en prendront une de bois ; c'est une croix de bois qui a sauvé le monde. » Les prélats prirent leur parti de leur ruine avec une noblesse, une aisance extraordinaire. Pas une récrimination, pas une plainte dans leur langage. Il semble que chez eux la transition subite de l'opulence à la misère se soit opérée sans secousse.

Nous avons décrit ailleurs la train de maison et l'opulence d'un grand nombre. Ce faste avait aliéné aux évêques bien des sympathies dans le peuple. Les plus éclairés sentaient le besoin de les reconquérir, et l'impuissance de toute protestation qui n'aurait pas d'écho dans la multitude. M. Dulau, archevêque d'Arles, auquel on écrivait de sa ville épiscopale de prescrire des prières comme en temps de calamité publique, répondait de de Paris, le 28 avril 1790 : « J'aurai quelque répugnance à les ordonner, si je juge des dispositions de mes diocésains par celles du peuple qui nous environne ici. Les trois quarts applaudissent à la spoliation de l'Eglise, et comme on suppose que l'orage tombera principalement sur les évêques, abbés et autres gros bénéficiers, la circonstance n'est pas favorable pour faire respecter les or-

donnances épiscopales. Ce n'est que par la confiance des peuples que nous pouvons faire quelque bien, et malheureusement on est venu à bout de nous l'enlever dans plusieurs parties du royaume, en persuadant à la multitude qu'elle était intéressée à l'avilissement et même à la proscription du clergé¹. »

La sympathie populaire qui avait paru s'éloigner d'un clergé riche et fastueux, allait revenir d'elle-même à un clergé dépouillé et pauvre. Voyez avec quelle facilité les évêques se plient déjà aux circonstances et acceptent les conditions nouvelles. Leur situation a été bouleversée en quelques jours. Les palais leur échappent avec les dîmes et les biens. Ce château d'Anizy où un Sabran, l'évêque duc de Laon, célébrait naguère par tant de fêtes, les noces brillantes de sa nièce, tombe déjà sous le marteau des démolisseurs. Les prélats sauront porter la mauvaise fortune. Nous avons vu M. du Tillet, évêque d'Orange, vendre ses deux chevaux et sa voiture avant de se rendre aux Etats généraux, et s'écrier dans le mandement qui annonçait leur réunion : « Ayant de quoi nous nourrir et nous vêtir, nous devons être contents². » M. de Lorry, évêque d'Angers, écrira après la spoliation : « Nous serons assez riches pour vivre et trop pour mourir. » M. de Balore, évêque de Nîmes, rappellera à la tribune, dans la séance du 31 octobre 1789, cette parole d'un père de l'Eglise : « La piété a engendré les richesses et celles-ci ont étouffé leur mère. » Les *Nouvelles ecclésiastiques* font la remarque, en 1790, que M. de Chabot, évêque de Saint-Claude, a daté sa dernière instruction pastorale, « non de son palais, comme c'est la coutume, mais de sa maison épiscopale.

1. Œuvres de Mgr Dulau, t. III, p. 16 et suiv.

2. Cf. *Les évêques avant la Révolution*, p. 137-139.

L'on a été édifié de cet acte de modestie glorieux pour M. de Chabot, si distingué par sa naissance ¹. »

De tous côtés les évêques quittent noblement les richesses qui les quittent. « Le coup mortel a donc été porté au clergé de France, écrit de Rome le cardinal de Bernis. Je souhaite bien sincèrement que ce dépouillement ne porte aucune atteinte à la religion, à l'éducation, aux mœurs, au soulagement des pauvres... A l'égard de ma fortune, je ne la regretterais pas si elle était sacrifiée au bien de l'Etat ². » C'est tout ; point de récriminations, point de gémissements. L'épiscopat élève son âme à la hauteur de son infortune. Il expie, là où besoin est, par son sacrifice, le faste de son ancienne opulence.

Les évêques de l'assemblée nationale eurent occasion d'exposer au pape, dans une lettre collective, les principes qui avaient dicté leur conduite pendant et après la discussion mémorable qui aboutit à la confiscation des biens ecclésiastiques.

Après avoir dit les raisons qui leur avaient fait défen-

1. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1790, p. 176 et suiv. — Tous les prélats n'étaient pas aussi disposés à abandonner les errements du passé. L'évêque de Gap, M. de Vareilles, raconte que la nouvelle municipalité de Gap voulait s'opposer « à ce que je me fisse suivre par mes gens quand j'allais aux offices ou quand j'officialiais. Je résistai et l'ancien usage persista ; mais ça n'a pas été sans batailler, et il a fallu pour me maintenir dans cette espèce de droit, qui est commun à tous les évêques, mépriser toutes les menaces... Au moment où je sortis de chez moi avec mon accompagnement (pour aller à vêpres), les cris et les hurlements recommencèrent, comme si on avait vu une bête féroce ; mais en même temps on me faisait un passage de plus de trois toises et personne n'approcha. » Cf. *Mémoire de la Broue de Vareilles, évêque de Gap*, publié par l'abbé Guillaume, 1892. — Voy. dans l'histoire de Mgr de Villeneuve, évêque de Montpellier, par l'abbé Saurel, une querelle de même genre de ce prélat avec les magistrats de Montpellier.

2. Dépêche à Montmorin, 17 novembre, 1789. *Le Cardinal Bernis*, p. 466. — L'évêque de Noyon, M. de Grimaldi, est moins résigné. Nommé par le pape assistant au trône pontifical, il écrit au cardinal secrétaire d'Etat qu'il emploiera à acquitter la taxe « les premiers deniers de la restitution que j'espère bien que me fera cette bande de brigands. » Lettre du 14 juin 1791. Cf. Theiner, *Documents inédits relatifs aux affaires religieuses de France*, 1790-1800, 1857, 2 in-8°, t. I, p. 329.

dre avec la plus grande énergie ces propriétés, patrimoine séculaire de l'Eglise et des pauvres, ¹ ils ajoutent : « Quand l'arrêt a été porté, qui nous dépouille de tous nos biens, notre silence a bien fait voir à quel point nous étions inaccessibles par nous-mêmes à tous les intérêts temporels dont la jouissance avait attiré sur nous la haine et l'envie. Nous n'avons pas troublé d'un seul mot, d'une seule plainte, le cours des opérations fondées sur l'hypothèque des biens qu'on nous a ravis. »

1. « Nous n'avons pas manqué, disent-ils, aux devoirs de nos charges. Nous n'étions que les dépositaires passagers de ces biens, dont la piété de nos pères avait doté les églises de France. De quel droit pouvions-nous, possesseurs d'un jour, abandonner un dépôt confié par des lois qui semblaient immortelles ? Nous ne pouvions pas priver les générations à venir de ces fondations saintes qu'elles devaient hériter, ainsi que nous, des vertus de nos pères, et nous avons su défendre avec force et courage ce patrimoine sacré que les voix unanimes de la nation entière, pendant tant de siècles, avaient remis dans nos mains. Nous avons défendu la propriété des églises, et tel fut l'ascendant de notre défense, qu'on n'osa pas déclarer, comme on l'avait mis en délibération, que la propriété des biens ecclésiastiques appartenait à la nation. Nous avons réclamé contre leur aliénation, et nous osons dire encore que nous avons fait sentir combien il eût été plus utile à l'Etat de chercher des ressources dans les offres du clergé, que d'aliéner tous ses biens ; et si notre perte n'avait pas été jurée, les églises de France seraient encore le centre des charités dont s'alimentait la misère, et la ressource la plus assurée pour l'Etat. » *Lettre des évêques députés à l'assemblée nationale*, en réponse au bref du pape, en date du 10 mars 1791, 64 pages in-8°, p. 30-32. Cette lettre, peu connue, mais très remarquable, est datée du 3 mai 1791, et signée par les trente prélats députés, encore présents à l'assemblée nationale. Elle avait été rédigée par M. de Boisgelin. — La résignation de l'épiscopat ne pouvait aller cependant jusqu'à approuver la spoliation de l'Eglise. Plus tard l'assemblée nationale, dans son « Instruction » aux Français, ayant cru pouvoir donner comme preuve de son attachement à la religion le fait d'avoir « placé au premier rang des dépenses de l'Etat celle de ses ministres et de son culte, » M. de la Luzerne répondit : « Est-ce sérieusement, est-ce par dérision que l'on présente comme un bienfait de l'assemblée envers la religion ses décrets sur la dépense du culte ? Croit-on que la nation ait déjà oublié la spoliation aussi violente qu'injuste de tous les biens des églises, l'anéantissement de la propriété la plus antique, la plus constante, la plus révéree, reconnue dans tous les temps et par les rois et par la nation ? Voilà l'ouvrage de l'assemblée, voilà ce qu'elle a fait pour la religion catholique. Elle a conservé à la secte de Luther ses possessions, elle a enlevé à l'Eglise de Jésus-Christ les siennes, dans les lieux mêmes où elles étaient également garanties par les traités. » *Cœuvres de La Luzerne*, VI, 400.

Une telle sérénité fait le plus grand honneur aux évêques qui tenaient ce noble langage. Après avoir défendu, comme c'était leur devoir, le patrimoine de l'Eglise, ils crurent de leur dignité, une fois la spoliation consommée, de ne point récriminer sur le fait accompli. Les prélats de l'assemblée, ayant appris qu'un laïque allait publier un ouvrage pour défendre la propriété ecclésiastique, remboursèrent les frais d'impression et firent retirer le livre pour ne point aggraver les difficultés ni attiser les haines¹.

Certains spectateurs du combat jugeaient les événements avec moins de calme. Burke, dans ses *Réflexions sur la Révolution française*, se montra sévère pour la confiscation que venait d'opérer la Constituante. « Quel autre, dit-il, si ce n'est un tyran (nom qui exprime tout ce qui peut corrompre et dégrader le genre humain), pourrait s'imaginer de s'emparer de la propriété des hommes ; et cela, par centaines, par milliers, par classe entière, sans accusation préalable, sans les entendre, sans les juger ? Ne faut-il pas avoir perdu jusqu'aux traces de l'humanité pour précipiter dans l'humiliation des hommes élevés par leur rang et par le ministère sacré de leurs fonctions, parmi lesquels le grand âge de plusieurs implorait seul tout à la fois la vénération et la compassion, de les pré-

1. Le pillage des biens du clergé avait soulevé contre lui bien des passions. « Lui ôter la dime, dit l'abbé de Pradt, était armer la nation contre lui. Prendre ses biens était le compromettre avec ceux qui en recevaient quelque parcelle... On avait mis les prêtres dans le cas d'être égorgés à chaque instant. » Cependant les évêques avaient accepté généreusement tous les sacrifices. Quand il s'agit de s'imposer pour le quart de ses revenus, on vit, par exemple, M. de Sabran, évêque de Laon, se taxer à 32 000 liv. ; M. de Durfort, archevêque de Besançon, à 20 000, liv. chiffres qui dépassaient de beaucoup la proportion des sacrifices demandés. Le sacrifice de l'argenterie des églises était bien douloureux. « Allez donc, N. T. C. F., écrivit M. de Durfort, verser dans le sein de la patrie les secours qu'elle vous demande... Mais déplorez des malheurs qui s'étendent jusque sur le sanctuaire. » Sauzay, I, 136.

cipiter ainsi de la plus haute élévation connue dans l'Etat, élévation dans laquelle ils étaient maintenus par leur propriété foncière, à un état d'indigence, d'abaissement et de mépris. » Jamais, ajoutait Burke, les « Communes de la Grande-Bretagne ne se seraient portées à une telle confiscation des biens de l'Eglise et des pauvres. »

Ainsi parlaient les vivants. Ah ! si les morts avaient pu élever la voix, si les millions de donateurs de tous les siècles qui, confiants dans la perennité de l'Eglise et dans « ces lois qui semblaient immortelles », croyaient pouvoir dormir à jamais leur sommeil à l'abri des temples, des monastères, bercés en quelque sorte par les chants sacrés et les cérémonies saintes, si ces bienfaiteurs, réveillés en sursaut par la hache des démolisseurs, avaient pu secouer la poussière du tombeau, de quel accent ils eussent renouvelé les excommunications, les anathèmes inscrits dans leurs testaments, contre ces profanateurs, venant ainsi anéantir leurs fondations avec les biens d'Eglise, et arrêter sur les lèvres du prêtre la prière séculaire qui montait vers Dieu pour le salut de leur âme ¹.

1. Tous les orateurs, en particulier M. de Boisgelin, dans son discours du 31 octobre (p. 19-20), plaiderent vivement les droits des fondateurs.

CHAPITRE QUATRIÈME

Les évêques fonctionnaires salariés

I. Une douloureuse conséquence de la suppression des biens, c'est que les évêques passent au rang des salariés. — C'est alors que pour la première fois on traite de fonctionnaires les membres du clergé, au moment où ils cessent de l'être. — La mission du prêtre étant toute spirituelle, il n'est pas fonctionnaire de l'Etat dont il n'a reçu aucune délégation. — Mais les constituants, n'ayant plus la foi aux pouvoirs surnaturels des prêtres, les jugent en philosophes et ne voient en eux que des « officiers de morale » au service de l'Etat. — Raisons invoquées pour en faire des salariés. — Répugnance hautaine des évêques pour le salaire. — On y voit une cause d'avilissement. — Sentiment de Burke, du pape. — II. Efforts des curés pour obtenir une dotation territoriale. — Tableau enchanteur du curé propriétaire et agriculteur tracé par l'abbé de Montesquiou et l'abbé Grégoire. — On leur refuse toute propriété. — Première discussion du budget des cultes. — Ancienne opulence reprochée aux évêques. — Leur traitement. — Les curés mécontents des 1200 fr. qui leur sont alloués. — Leur situation est pire encore après cent ans. — La Révolution dont ils ont accéléré la marche les a trahis. — III. Le refus du serment à la constitution civile sera un premier prétexte pour ne pas les payer. — D'ailleurs la Constituante, qui a gaspillé toutes les ressources, n'a pas de quoi acquitter sa dette au clergé. — Evêques qui regurent ou refusèrent le traitement. — Curés payés ou non, selon les départements. — Les engagements furent peu tenus. — Mais le traitement du clergé reste inscrit par la Constituante comme dette nationale.

I

Ce qui était le plus douloureux à l'Eglise de France dans sa ruine totale, c'est que ses ministres perdaient avec leurs biens leur indépendance matérielle, et passaient au rang des *salariés*. Un mot prononcé par Mirabeau, le 10 août 1789, dans la discussion des dîmes, le mot de *salarié*, avait fait dresser les cheveux sur leur tête. « J'en-

tends, s'écria Mirabeau, à ce mot de *salaarié*, beaucoup de murmures, et l'on dirait qu'il blesse la dignité du sacerdoce ; mais, Messieurs, il serait temps, dans cette révolution qui fait éclore tant de sentiments justes et généreux, que l'on abjurât les préjugés d'ignorance orgueilleuse qui font dédaigner les mots salaires et salariés. Je ne connais que trois manières d'exister dans la société : il faut y être ou *mendiant*, ou *voleur*, ou *salaarié*. Le propriétaire n'est lui-même que le premier des salariés.»

Ce sophisme n'était pas de nature à calmer les répugnances de l'Eglise. Les Français du dix-neuvième siècle, pliés à d'autres habitudes, et qui, depuis cent ans, se ruent à l'émargement des milliards du budget, sont peut-être mauvais juges de ces révoltes de la dignité épiscopale quand, pour la première fois, on prononça devant elle le mot salaire. Tout le clergé applaudit à l'abbé Maury défendant le maintien de « la dotation territoriale », au lieu d'un « salaire avilissant et incertain. »

Vaines répugnances, protestation impuissante ! Il faudra bien subir le salaire. Non seulement le prêtre sera désormais payé par l'Etat, mais alors apparaît la résolution de le considérer comme un simple fonctionnaire de l'Etat. La prétention était nouvelle et véritablement exorbitante. Depuis cette époque, les gouvernants ont mis une véritable obstination à la reproduire. Il semble cependant qu'elle ne résiste point à l'examen. Pour être fonctionnaire public il faut avoir une délégation de la puissance publique, tenir de l'Etat un pouvoir quelconque dans l'ordre judiciaire, administratif ou militaire. Mais le prêtre, dont la mission est toute spirituelle et s'exerce surtout par les sacrements, n'a pas reçu ses pouvoirs de l'Etat. Le gouvernement a beau agréer un curé, nommer un évêque, ce curé, cet évêque, tiennent leur mission non du gouvernement, mais de l'évêque, du pape. Cette mission sera valide malgré le refus de la reconnaître opposé par

l'Etat; elle sera nulle, malgré l'approbation de l'Etat, si l'évêque, si le pape refusent leur investiture aux candidats du pouvoir civil. Comme le disait M. Dupin en 1831, « le salaire attaché à une fonction n'en change pas la nature. Le juge de commerce qui n'a pas de traitement, exerce les mêmes fonctions que le juge civil qui en reçoit un¹. »

Chose étrange, l'Etat s'avisait de traiter de fonctionnaires publics les membres du clergé au moment où ils cessaient de l'être. Dans l'ancien régime, les seigneuries temporelles, les pairies, les droits féodaux ou régaliens attachés à certains évêchés, la force exécutoire au for extérieur reconnue à certaines sentences des officialités, l'entrée au parlement assurée aux conseillers clercs, toutes ces prérogatives accordées par l'autorité politique aux personnes religieuses, leur communiquaient une sorte de magistrature séculière. Les curés eux-mêmes, par la tenue des registres de l'état civil, pouvaient être considérés comme agents de la puissance publique. Et cependant, ces fonctions profanes n'avaient pas attiré aux prêtres la qualification de fonctionnaires de l'Etat. C'est au moment où le clergé perd jusqu'à l'ombre même d'un pouvoir temporel, c'est au moment où ses seigneuries, ses biens, ses justices féodales, ses officialités, ses assem-

1. M. Dupin, posant des conclusions qui furent consacrées par un arrêt de la cour de cassation du 28 mai 1831, s'était exprimé en ces termes, en sa qualité de procureur général : « On appelle *fonctionnaires publics* ceux qui exercent une portion de la puissance publique par délégation de la loi ou du gouvernement dans l'ordre judiciaire, administratif ou militaire. Mais le pouvoir du prêtre a une autre source : ce pouvoir, dans la croyance catholique surtout, est de droit divin. Aussi les fonctions des ministres de tous les cultes, et en particulier du culte catholique, sont purement spirituelles; ils n'exercent qu'un pouvoir moral, qui dépend uniquement de la foi, sans aucune action pour contraindre. Considérer le prêtre comme un agent du gouvernement, c'est blesser le sacerdoce dans son essence. » Cf., sur cette question, duc de Broglie, *Le Concordat*, 1893, 1 vol. in-12.

blées quinquennales, ses présidences des pays d'Etats, ses registres civils, toute sa puissance extérieure, viennent de s'engloutir dans le gouffre de la Révolution, qu'elle s'avise de transformer le prêtre en fonctionnaire. Le maigre salaire qui lui est promis, en dédommagement de son immense domaine confisqué à jamais, est le prétexte de cette qualification.

Si vous dites aux constituants qu'on ne peut point regarder un prêtre comme un fonctionnaire, que réduit à sa mission spirituelle, il ne tient plus rien de l'Etat, que c'est en vertu de sa consécration sacerdotale qu'il offre le sacrifice de la messe, en vertu de la juridiction reçue de l'évêque qu'il absout dans le sacrement de pénitence, que l'évêque lui-même n'est tel qu'en vertu de la préconisation papale et de son sacre, vous ne serez pas compris, parce que vous ne parlez plus à des chrétiens mais à des philosophes. Auprès de ces disciples de Voltaire, de Rousseau ou de d'Holbach, le prêtre n'est pas un sacrificateur, un ministre de Dieu marqué par le sacrement de l'ordre d'un caractère sacré. Il est simplement, selon l'expression si souvent répétée par Mirabeau et les autres orateurs, un « officier de morale et d'instruction ; » c'est un homme ordinaire concourant au bien général de l'Etat par ses œuvres, ses prédications évangéliques, comme le maître d'école par les soins donnés aux enfants, comme le magistrat par ses arrêts, comme le soldat par la défense de la patrie. « Tous les membres du clergé, affirme avec instance Mirabeau, sont des officiers de l'Etat ; le service des autels est une fonction publique, et la religion appartenant à tous, il faut, par cela seul, que ses ministres soient à la solde de la nation, comme le magistrat qui juge au nom de la loi, comme le soldat qui défend au nom de tous, des propriétés communes. » Mirabeau va jusqu'à dire : « Quoique le sacerdoce parmi nous ne soit point uni à l'empire, la religion doit cependant se con-

fondre avec lui... Eh ! que deviendrait la religion si l'Etat venait à succomber ¹. » Cette espèce de fusion de la religion dans l'Etat, que Mirabeau, en contradiction avec lui-même, combattrait bientôt dans son adresse aux Français par son argumentation contre tout projet de religion nationale, indique le parti pris de ranger le culte parmi les services publics, sans tenir aucun compte de son origine divine.

Si vous invoquez des raisons d'ordre surnaturel, Pétion vous répondra : « Il ne s'agit point d'entrer ici dans des discussions théologiques... La théologie est à la religion ce que la chicane est à la justice... Comme officiers de morale et de religion, comme citoyens, comme fonctionnaires publics, ils (les prêtres) sont soumis à l'exécution de la loi. Vous reconnaîtriez au-dessus de vous un veto ultramontain. Ils étaient citoyens avant d'être prêtres, ils sont citoyens après ². » Entendez aussi Robespierre dans la séance du 30 mai 1790 : « Les prêtres sont de véritables magistrats destinés au maintien et au service du culte. » Les membres du clergé sont donc des fonctionnaires. Comment pourraient-ils se plaindre d'un titre dont s'honore le roi lui-même, lequel en vertu d'un décret qui eût bien étonné Louis XIV, devient le « premier fonctionnaire de l'Etat ³. » Aussi la loi sur la constitu-

1. Mirabeau, discours du 10 août et du 30 octobre 1789. Dans son discours du 10 août, Mirabeau, après avoir montré « la religion appartenant à tous, » ajoute : « Je conclurais de ce principe que si le clergé n'avait point de revenus, *l'Etat serait obligé d'y suppléer.* »

2. Séance du 27 novembre 1790.

3. Thouret, dans un discours du 28 mars 1791, dit : « De ce que la royauté est une fonction publique, il suit que la qualité de premier suppléant est la seule qui convienne à l'expectant qui est appelé à la remplir immédiatement après le roi. Prenons bien garde à la qualité d'héritier présomptif qu'on lui donne vulgairement, car l'hérédité suppose et appelle l'idée de la patrimonialité... Elle (la royauté) se transmet comme fonction publique, par continuation de la délégation primitive qui suit l'ordre héréditaire. » Le décret porte, art. 3 : « Le roi, premier fonctionnaire public, etc... »

tion civile du clergé leur prodigue à l'envi la qualification de *fonctionnaires publics*.

Le prêtre est désormais un fonctionnaire et un fonctionnaire salarié. Pourquoi aurait-il de la répugnance pour le salaire? Est-ce que de tout temps, dit Mirabeau, la dîme n'a pas été une sorte de contribution publique levée par le clergé sur la France? La dîme « est le subsidé avec lequel la nation salarie les officiers de morale et d'instruction. » Si vous vous récriez, Mirabeau vous rappellera le chiffre énorme de curés à portion congrue payés par les gros décimateurs qui, moyennant une pension en argent, s'emparent des dîmes de leur paroisse. « Ne voyez-vous pas, s'écriera le terrible tribun, que les trois quarts du clergé sont réellement stipendiés des autres membres du même corps, et qu'autant vaut qu'ils le soient de l'Etat¹. » Si vous objectez que les dîmes étaient perçues en nature, non en argent, que prendrait-on les dîmes pour une sorte de contribution publique, une sorte de salaire de la nation, le clergé avait encore les biens fonds dont il jouissait comme propriétaire, non comme salarié, Treilhard vous répondra: « Les ministres sont salariés par des biens fonds. Ils peuvent l'être autrement². »

Une discussion engagée en ces termes montre la volonté absolue du législateur de mettre les prêtres au rang des salariés. Oh! ne croyez pas que Mirabeau soit animé ici de la moindre hostilité contre l'Eglise. L'Etat, en stipendiant le clergé comme « sa magistrature, son gouvernement, son armée, et même ses rois, » le dégage du « soin des affaires terrestres. » En vous peignant « le clergé tel qu'il est avec ses richesses, avec son luxe et sa

1. Discours de Mirabeau, séances du 10 août et 2 novembre 1789.

2. Séance du 23 octobre 1789.

morale, avec son crédit et sa naissance, » j'aurais pu vous dire, s'écrie Mirabeau : « Croyez-vous que si le clergé n'était pas propriétaire, la religion fût moins sainte, la morale publique moins pure et les mœurs du clergé moins sévères ? » Croyez-vous que le peuple aurait pour les prêtres moins de respect et de confiance, « s'il n'était pas forcé de comparer leur opulence avec sa misère, leur superflu avec ses besoins, et ses travaux avec la rapidité de sa fortune ? ¹ »

Les intentions de Mirabeau étaient donc pures comme son âme. Quelques jours auparavant, Garat avait été plus franc. Il avait dit : « Il importe que les fonctionnaires ne soient payés que par la nation. *S'ils peuvent être propriétaires, ils peuvent être indépendants* ; s'ils sont indépendants, ils attacheront cette indépendance à l'exercice de leurs fonctions ². »

Voilà le but poursuivi par les meneurs ; il s'agissait d'atteindre le clergé dans son indépendance en le réduisant au salaire. Devant ce calcul devaient échouer les protestations timides des modérés et les plus vives répugnances de l'Eglise. Malouet, dans la séance du 13 octobre 1789, avait essayé de faire entendre la voix de la raison. « Pouvons-nous, disait-il, réduire les évêques, les curés à la qualité de pensionnaires ! La dignité éminente des premiers, le ministère vénérable des pasteurs, n'exigent-ils pas de leur conserver, et à tous les ministres des autels, les droits et les signes distinctifs des citoyens, au nombre desquels est essentiellement la propriété ? »

Les évêques, les orateurs du clergé à la Constituante multiplient sur ce point leurs réclamations. « Ne vous étonnez pas, s'écrie à la tribune M. de Boisgelin le 31 octobre 1789, que nous réunissions toutes nos forces

1. Discours du 2 novembre 1789.

2. Séance du 24 octobre 1789.

pour rejeter un salaire. » « Je demande à vous tous, dit l'abbé de Montesquiou, si le clergé étant réduit à l'état de salarié, vous voudrez y placer vos enfants ¹. » Voici l'abbé Grégoire lui-même, pourtant si pleinement acquis à la Révolution, qui manifeste à son tour ses répugnances : « Voudrait-on, dit-il, assimiler le curé au magistrat dont les honoraires sont en argent ? J'entends répéter autour de moi qu'on doit salarier pécuniairement l'officier public pour lui rappeler sans cesse sa dépendance de l'autorité ². »

En dehors de l'assemblée nationale, l'opposition au salaire n'était pas moins vive. M. Le Mintier, évêque de Tréguier, dans un mandement qui fut déposé au comité chargé d'instruire les « crimes de lèse-nation », s'écriait ; « L'Eglise est tombée dans l'avilissement et dans la servitude ; ses ministres sont menacés d'être réduits à la condition de commis appointés ³. » A la même époque, l'archevêque d'Embrun écrivait au cardinal de Bernis :

1. Séance du 12 avril 1790.

2. *Mémoire* lu par Grégoire, à la séance du 11 avril 1790, p. 15. — Goulard, curé de Roanne, affirma, dans la séance du 31 mai 1790, que les curés étant payés par le peuple, perdraient leur indépendance à l'égard du peuple.

3. Le rapport, fait à la Constituante, le 15 octobre 1789, sur ce mandement, accusait l'évêque de Tréguier d'avoir parlé de « commis appointés par des brigands. » L'abbé Barruel, qui rapporte en entier ce mandement (*Journal ecclésiastique*, novembre 1789) dit : « L'on a prétendu que les membres de l'assemblée nationale étaient traités de brigands. Que n'a-t-elle arrêté et puni le brigand auteur d'une calomnie aussi atroce. » — L'évêque de Tréguier ne traitait pas les députés de brigands, mais il se plaignait du salaire. « La suppression de l'ancien patrimoine, dit-il, la substitution d'un salaire en argent jetteraient le sacerdoce dans l'esclavage, aviliraient l'excellence de nos fonctions, énerveraient l'émulation, anéantiraient la majesté du culte, étoufferaient peut-être les ardeurs du zèle, précipiteraient infailliblement la ruine du ministère et par conséquent celle de notre sainte religion. » Barruel n'est pas tout à fait de cet avis. « Le contraire, dit-il, pourrait bien arriver contre l'intention de ses ennemis. Ce n'est ni aux rentes ni au salaire du prêtre que tient sa dignité. Qu'il soit saint, riche ou pauvre, ses fonctions n'en seront pas moins saintes. » L'évêque de Tréguier, mandé à Paris, se défendit, et finit par être renvoyé des fins de plainte.

« Nous serons regardés comme de vils stipendiés que le peuple croira au-dessous de lui, puisqu'il les paye; et vous savez que le bien qu'on peut faire dépend de la considération dont on jouit ¹. »

Le étrangers pensent ici comme les évêques. Burke ² qualifie le salaire de « misérable », et Pie VI, dans son bref du 10 mars, le présente comme avilissant pour l'épiscopat.

II.

Les curés eux-mêmes ne dissimulaient pas leur répugnance à passer au rang des salariés. Dans la discussion, plusieurs orateurs, tels que Gouttes, Grégoire, réclameraient pour eux une propriété foncière. Du fond du Dauphiné, les curés de cette province, dans leur grand cahier adressé à l'assemblée nationale, déclarent accepter la suppression de la dîme, mais réclament le maintien de la propriété ecclésiastique ³. Un homme qui prit une part brillante aux débats sur les biens, l'abbé de Montesquiou, avait gardé, après la Révolution, ses convictions sur la nécessité d'une dotation territoriale pour les curés. Dans un rapport fait, en 1816, à la Chambre des Pairs, il de-

1. Voy. cette lettre dans Theiner, op. cit., t. I. p. 297-298.

2. « Le pouvoir qui gouverne aujourd'hui, dit Burke, a fait une disposition avilissante du salaire, qui empêchera tout homme d'un esprit élevé ou d'une condition noble de destiner ses enfants à cet état. Il est désormais relégué à la classe inférieure du peuple... Misérables salaires, salaires auprès desquels les gages d'un commis de barrière paraîtront lucratifs et honorables. Ces officiers qu'ils appellent encore évêques, etc... » Burke, *Réflexions sur la Révolution française*, p. 314, 315.

3. *Cahier des curés du Dauphiné*, 1789, 208 pages, p. 96-117. Ils disent que « la nation n'est pas propriétaire des biens ecclésiastiques. » Ils voudraient « affecter les fonds ecclésiastiques aux églises épiscopales et paroissiales. » Ils voudraient « les curés possesseurs de fonds. »

mandait pour eux des biens fonds. Ne croyant pas que les livres pussent leur être d'un grand secours, redoutant même pour eux l'étude, Montesquiou voulait leur ménager l'agréable passe-temps d'une petite culture. « Avant 1789, disait-il, nous avions plusieurs diocèses où les curés étaient propriétaires, et ils étaient les mieux gouvernés ¹. » Quand la Constituante discuta cette question, l'abbé Grégoire insista avec force sur l'utilité de la propriété foncière même pour les curés. Il en parla le 10 août, au sujet des dîmes. Il développa plus longuement sa pensée dans un mémoire lu à la séance du 11 avril 1790. Quel charmant tableau il y trace du curé propriétaire, trouvant dans un peu d'agriculture une distraction nécessaire à sa solitude ², dans sa terre

1. Les idées exprimées dans ce rapport par l'abbé de Montesquiou sont intéressantes à connaître. Il ne veut pas de curés savants. Comment les occuper, en dehors des fonctions spirituelles qui ne prennent pas tout leur temps ? « Les livres et l'étude ne sauraient être pour eux un utile secours. L'étude demande des relations et des sociétés qu'ils ne sauraient avoir ; on ne quitte point ses livres pour converser avec des gens de la campagne, et on n'y revient point quand l'esprit s'est rempli de leurs intérêts et de leurs idées. Pour mettre à profit des morts, il faut pouvoir converser avec des vivants qui leur ressemblent. Le dirai-je ? ce n'est point une chose désirable que nos curés deviennent des érudits ; ils se dégoûteraient bientôt de ces relations monotones avec le peuple des campagnes. Leur esprit même se remplirait de fausses idées ; car celui qui n'a que ses livres, sans pouvoir en raisonner avec ceux qui peuvent en raisonner comme lui, est toujours homme de système et d'un esprit généralement faux. » L'orateur conclut en demandant pour les curés une petite propriété fournissant une « occupation journalière qui, sans donner à notre esprit une trop grande activité, évite les ennuis de l'oisiveté. » (*Rapport* par l'abbé de Montesquiou, 20 février 1816, sur la résolution tendant à donner au clergé la faculté de recevoir des donations.)

2. « Il ne faut pas, dit-on, distraire le curé, et moi je soutiens, s'écrie Grégoire, que des distractions lui sont nécessaires. Les fonctions du ministre ne laissent-elles pas du vide ?... L'amour de la solitude peut-il absorber l'âme au point de tenir ses facultés dans une tension continuelle, et l'accablante monotonie de la solitude, l'oisiveté d'un homme forcément casanier, sevré de toute société et n'ayant autour de soi que des gens d'un caractère agreste, souvent insociables, n'exposeraient-elles pas le surveillant des mœurs à les compromettre, ou n'occasionneraient-elles pas des absences fréquentes et funestes ?... Les attraites de l'agriculture l'habitueront à la résidence. Lui envierait-on l'innocent plaisir de planter,

de quoi nourrir un cheval et les animaux utiles à son ménage, de quoi exercer l'hospitalité qu'on a toujours coutume de demander au presbytère, de quoi soulager les malades par des dons en nature, par un bon bouillon fait à la cure, de quoi fournir le grain aux pauvres habitants pour leurs semailles, de quoi leur abandonner la paille nécessaire à leurs bestiaux et à l'engrais de leurs champs. Rien ne manque à cette séduisante peinture, pas même ce dernier trait du curé se mettant, dans chaque paroisse, à la tête de tous les progrès en agriculture, en médecine, en art vétérinaire. Grégoire achève sa démonstration en disant qu'un curé propriétaire serait plus attaché à sa paroisse, qu'il n'y a pas de « garantie solide » pour le pasteur et pour le culte « en dehors d'un fonds territorial » ; en comparant la situation de l'ancien curé, dont la portion congrue était du moins « une hypothèque privilégiée sur la dîme qui cautionnait sa pension, » à « l'existence précaire » qu'on allait lui créer. Grégoire rappelait enfin qu'on devait bien quelque chose à ces curés patriotes qui, de l'aveu du député Chassey, avaient « deux fois sauvé la France, en forçant la réunion des ordres et en votant pour le veto suspensif. »

Maury, avant Grégoire, avait déjà montré toutes les

de cultiver pour charmer ses ennuis, pour faire diversion à l'étude, au spectacle de la misère ? Ses mains honoreront un travail qui, étant le premier en utilité, est encore le premier en vertu ; car, en général, l'agricole est l'ami des mœurs. L'art rustique est, d'ailleurs, le seul qu'un curé puisse se permettre. » (*Mémoire sur la dotation des curés en fonds territoriaux, lu à la séance du 11 avril 1790, 24 pages in-8o.*) Un autre député, Ellen d'Ogier, fit aussi valoir pour réclamer une dotation territoriale pour les curés les services qu'ils rendaient à l'agriculture : « C'est chez les curés, dit-il, que s'essaient les découvertes rurales repoussées par l'habitude et la routine. La société d'agriculture regarde les curés comme un grand moyen de succès pour l'agriculture. » Le lendemain, 12 avril 1790, un curé s'écria : « L'agriculture a dû beaucoup aux curés de campagne. Je ne sais rien qui doive plus occuper les curés de campagne que l'agriculture. »

nations de l'Europe rendant leur clergé propriétaire pour mieux l'attacher au sol de la patrie¹. Dans la séance du 12 avril 1790, Rœderer fit valoir une tout autre considération : « Les fonctions publiques, dit-il, ne doivent pas être payées en fonds territoriaux. Les fonctions ecclésiastiques donnent d'ailleurs un trop grand empire dans la société à ceux qui les exercent, pour qu'on ne doive pas leur refuser celui que donnent encore les propriétés territoriales... Il faut retirer les biens ecclésiastiques des mains des ecclésiastiques, parce qu'il est très important de séparer l'ancienne existence du clergé de celle qu'il vous plaira de lui donner, parce qu'il faut intéresser le clergé à la Révolution, comme tout autre créancier du trésor national. »

Mais était-ce le moyen de gagner le clergé à la Révolution que de rompre tous les liens qui le fixaient au sol ? A défaut de famille, la propriété le reliait à la patrie par une attache puissante. Comment fouler un coin de terre qui est à nous, qui nous abrite et nous nourrit, qui, selon le mot de Pascal, est notre place au soleil, sans qu'il s'en dégage à chaque pas comme une étincelle électrique, qui vient réveiller dans le cœur tous les sentiments envers cette mère commune qui nous prodigue ses bienfaits ? Traiter en étrangers, presque en parias, les membres du clergé, qu'ils soient sans propriété comme ils sont sans famille, qu'ils n'aient plus une motte de terre dans cette France qu'ils ont défrichée aux temps barbares, qu'après les avoir dépouillés de tout, on leur laisse à peine la liberté de leur culte : n'est-ce pas leur donner la tentation d'être moins citoyens que prêtres ; et, à cer-

1. « La propriété est universellement reconnue comme le lien le plus puissant du patriotisme ; aussi, dans l'Europe entière, tous les gouvernements ont voulu que le clergé fût propriétaire, pour l'intéresser davantage à être citoyen. » Maury, séance du 13 octobre 1789,

taines époques de notre histoire depuis cent ans, n'a-t-il pas fallu le patriotisme invétéré du clergé français pour ne pas rendre responsable la patrie même des coups qu'il recevait de ses enfants ?

Mais ces considérations ne pouvaient arrêter la Constituante dans la voie des spoliations. Toute propriété fut enlevée aux curés comme aux évêques. Treilhard déclara que tous les biens fonds étaient nécessaires pour payer les assignats. Dans la séance du 14 avril, on refusa de discuter cette question posée par Malouet : *Si l'on conserverait aux églises de France et aux pauvres une dotation territoriale.* Un décret de l'assemblée mit aux mains des départements et des districts les biens d'Eglise, et décida que « le traitement de tous les ecclésiastiques serait payé en argent »¹.

Le clergé dut assister à la première discussion du budget des cultes. Ces prélats gentilshommes, habitués à l'existence toujours large et parfois opulente qu'ils tenaient de leur évêché même, se virent marchander le dédommagement de leurs sacrifices. « Ne perdons pas de vue, s'écriait Robespierre, que ces traitements seront payés par le peuple, par la classe la moins aisée de la société². » C'était oublier déjà que ce traitement même n'était qu'une légère indemnité des richesses confisquées par la nation. Cette lésinerie était assaisonnée de vives remontrances adressées à l'épiscopat sur la pluralité des bénéfices, « l'opulence orgueilleuse » des prélats, le

1. Décret du 14 — 29 avril, 1790.

2. Dans la séance du 17 juin 1790, Garat l'ainé, répondant à Treilhard, combattit en ces termes les raisons de parcimonie opposées au clergé : « Tout ceci n'est que calcul de finances. Les calculs mériteraient quelque considération, si la nation devait fournir à ces dépenses ; mais les fidèles y avaient fourni et la nation a tiré ces fonds à elle. Ce n'est donc pas du plus pur trésor de l'Etat, que les traitements des curés seront payés. A vrai dire la nation ne paie rien ; elle ne fait que dépenser une partie de ce qui était destiné à ce service. Il faut conserver ce souvenir de justice devant lequel disparaissent les calculs des finances. »

scandale de certaines fortunes ecclésiastiques ¹. Les orateurs de la Constituante, en faisant ainsi la confession publique du haut clergé, oubliaient de signaler les services à côté des abus, de rappeler, par exemple, que ces biens ecclésiastiques, dont la nation faisait sa proie, avaient fourni, à travers les âges, trois budgets de la plus haute importance : le budget des cultes, le budget de l'instruction publique, le budget de l'assistance publique et de la charité. C'était de la spoliation et non de la justice.

Les curés, qui avaient moins à perdre que les évêques, parce qu'ils n'étaient pas riches au moment de la Révolution, ne purent pas cependant éprouver un grand enthousiasme pour les 1200 francs qui leur furent votés. Ils avaient tout fait pour la Révolution. Chassey, Grégoire, se plaisaient à le rappeler à la tribune de la Constituante, qui retentit fréquemment des louanges décernées à ces « utiles pasteurs. » Hélas ! ces utiles pasteurs, qui avaient accéléré la marche en avant de la Révolution, furent traités par elle avec une véritable parcimonie. Au lieu des dîmes, ou du moins d'une dotation territoriale qu'ils avaient pu entrevoir, au lieu même des 1500 livres que voulait leur assurer l'archevêque d'Aix, les voilà ré-

1. Dans la séance du 20 mai 1790, l'abbé Expilly, recteur de Saint-Martin de Morlaix, député de Bretagne, s'écria : « Il est temps de faire cesser ce contraste scandaleux entre l'esprit d'une religion fondée sur l'humilité et le mépris des richesses, et l'opulence orgueilleuse dans laquelle vit une partie de ses ministres, à l'ombre même du respect qu'inspire leur auguste caractère, abus révoltant dont les ennemis de l'Eglise n'ont su que trop profiter. Les ministres de la religion, débarrassés des soins d'une administration temporelle, se livreront exclusivement à l'exercice de leurs fonctions. Le respect et la véritable considération, que l'abus des richesses avait écartés d'autour d'eux, les attendent au sein d'une heureuse médiocrité, qui leur promet de plus un asile contre la calomnie. » Dans la séance du 16 Juin, Cazalès, trouvant insuffisant le traitement fait aux évêques, avait dit : « Je le demande au peuple qui m'entend : qu'il dise si, dans un hiver désastreux, l'évêque et les curés de Paris, ne sont pas venus à son secours. »

duits à 1200 francs par le vote de la Constituante. Ils commencent à s'apercevoir qu'ils ont été joués par la majorité. Les 1200 livres qu'elle leur offre pour prix de leur concours, leur parurent un maigre salaire. L'abbé Marolles, curé de Saint-Quentin, s'en expliqua à la tribune de l'assemblée avec un véritable luxe de détails sur le budget curial. L'abbé Jacquemart appuya sa motion avec véhémence. « Je ne m'attendais, dit-il, au traitement mesquin que le comité propose. Est-ce donc à cela que devaient aboutir les promesses dont on nous avait flattés, le vœu des peuples, les réclamations de toutes les âmes sensibles?... A quoi se borne votre générosité? A réduire les neuf dixièmes des curés pour augmenter le reste de 200 livres. Le père détournera son fils d'un état aussi misérable¹. » La Révolution, qui avait trouvé la congrue à 750 livres, portait les traitements à 1200 livres. Mais il ne faut point oublier qu'elle supprimait le casuel, qu'elle réduisait à 1200 livres les nombreux curés qui tiraient de leurs fonds et des dîmes un revenu plus élevé. Dans ces conditions, l'amélioration n'était pas très considérable. Elle n'apportait pas même aux curés la médiocrité dorée. L'abbé Grégoire se faisait fort de prouver que la situation matérielle des curés, loin d'avoir été relevée, avait été au contraire amoindrie par la Constituante². On sait comment ce traitement modeste de 1200 livres, solennellement juré par la Révolution au clergé secondaire, n'a point été maintenu; comment, après un siècle,

1. Séance du 17 Juin 1790. M. l'abbé Méric donne une analyse détaillée de cette discussion dans *Le clergé et les temps nouveaux*, 1892, p. 171-227. Voir aussi Marius Sepet, *La chute de l'ancien régime*, 1893, in-12.

2. « J'ai promis de prouver qu'en général, loin d'être amélioré, il est bien empiré le sort de ces hommes en faveur de qui la France entière réclamait, qui se sont jetés avec tant de confiance dans la Révolution, qui deux fois, peut-être plus, ont sauvé la France. » Grégoire, *Légitimité du serment civique*, 1791.

les successeurs des curés de 1789 en sont réduits à leurs 900 francs. Encore en est-on venu à leur confisquer à volonté ce traitement dérisoire, de sorte que, pour emprunter le langage de Bossuet, « ce misérable partage ne leur est pas même assuré. »

L'abbé Maury, M. de La Luzerne, semblent avoir prophétisé ce qui arrive, lorsqu'ils disaient que « cent causes de suspension de paiement réduiraient à l'aumône ce clergé salarié », lorsqu'ils montraient ces traitements à la merci « des législateurs, des évènements, des fantaisies tyranniques des corps administratifs ¹. » Ah ! si les évêques, si les prêtres avaient pu prévoir alors les habitudes parlementaires de notre époque, où le vote d'une maigre indemnité pour leur patrimoine confisqué ramène annuellement ces débats humiliants, où on marchande au clergé un morceau de pain, où on lui dicte ce qu'il doit penser et faire, sous prétexte qu'on le paie, cette sombre perspective eût encore augmenté l'émotion de cette fière Eglise de France qui bondissait alors au seul mot de salaire ², parce qu'elle en avait donné souvent, mais jamais reçu de personne.

1. Maury dit dans son discours du 13 octobre 1789 : « Le culte serait compromis s'il dépendait d'un salaire avilissant et incertain. Cent causes de suspension réduiraient à l'aumône le corps entier de ce clergé salarié. Aucun citoyen ne voudrait plus embrasser un état si précaire et si borné. » L'évêque de Langres, M. de La Luzerne, dit de son côté : « Qu'a-t-elle (la Constituante) mis à la place de ce patrimoine sacré dont elle a dépouillé les ministres du culte ? De médiocres salaires qui suffiront à peine à leur existence, des salaires qu'ils devront exiger des peuples qui les tiendront dans une dépendance humiliante, qui les feront regarder comme les fardeaux de ceux dont ils devraient être les appuis ; enfin des salaires précaires, incertains, qui dépendront de la mobilité des principes des législateurs à venir, de la variété des évènements qui pourront subvenir dans l'Etat, des fantaisies tyranniques des corps administratifs. » *Examen de l'instruction de l'assemblée nationale. Œuvres de La Luzerne*, VI, 400.

2. Le cahier du tiers état de Nemours est un des très rares qui demandent un clergé salarié. Il dit que les curés « font un service public et religieux utile à la société entière ; c'est par la société entière que ce service doit être payé. Il faut que l'armée soit payée par tout le peuple de tous les ordres ; il en est de même du service divin. »

III

Mais à quoi bon évoquer ici notre temps ? Les évêques de la Constituante apprirent bientôt par expérience quel fonds ils pouvaient faire sur les engagements les plus solennels. Presque aussitôt, la constitution civile du clergé fournit à l'Etat le premier prétexte de la suspension des traitements. Le décret du 24 juillet 1790 porte en propres termes (art. 39) : « Les évêques et les curés conservés dans leurs fonctions, ne pourront recevoir leur traitement qu'au préalable ils n'aient prêté le serment prescrit par la Constitution civile du clergé. » Ainsi le paiement du salaire était à peine inscrit dans la Constitution comme une dette inviolable, que l'assemblée nationale trouvait déjà des raisons pour ne pas l'acquitter. C'était vite méconnaître dans le prêtre sa qualité d'ancien propriétaire, pour ne voir en lui qu'un fonctionnaire public.

On ne manqua pas, dans les polémiques ardentes soulevées à ce sujet, de rappeler aux évêques qu'ils n'avaient qu'à obéir à l'Etat, puisque désormais ils étaient payés par l'Etat. On avait opposé à l'archevêque d'Auch, M. de la Tour-du-Pin, un argument de ce genre en faveur de l'élection des prélats par le suffrage populaire. Avec quelle fierté il répond : *Pecunia tua tecum sit*. « Nous ne demandons qu'une grâce, s'écrie-t-il : qu'on oublie les maux qu'on nous a faits. Nous les avons pardonnés ; mais qu'on ne nous dise pas qu'on a droit de nous nommer parce qu'on nous paie. Voici que je répondrais sans crainte d'être désavoué par le grand nombre des pasteurs : Reprenez votre salaire et laissez-nous notre liberté ; les peuples auront soin de nous, et ceux à qui nous donnerons la nourriture spirituelle ne nous refuseront pas celle du corps ¹. »

1. *Collection ecclésiastique de Barruel*, t. IX, p. 84-85.

Hélas ! avant même que la constitution civile du clergé fournisse à la Constituante le prétexte de manquer à ses engagements les plus solennels, la détresse du trésor l'avait déjà mise dans l'impossibilité de les tenir. Elle avait géré les finances avec une véritable folie. La suppression pure et simple des dîmes, en faisant aux propriétaires un cadeau de 80 millions de rente, mettait désormais l'entretien du culte au compte de la nation. L'assemblée crut avoir encore un fonds inépuisable dans les quatre milliards des biens du clergé, et la voilà gaspillant cette fortune. Elle supprime et rembourse les offices de magistrature, 450 millions ; les charges et cautionnements de finance, 321 millions ; les charges de la maison du roi, de la reine et des princes, 52 millions ; les charges et les emplois militaires, 35 millions ; les dîmes inféodées, 100 millions, etc. ¹. Gouffre immense où viennent s'engloutir, avec les biens d'Eglise proprement dits, d'autres ressources qui avaient pour la plupart une origine ecclésiastique, les biens des collèges que l'abbé de Montesquiou portait à 30 millions de revenu, les biens des écoles, des Universités. Les biens des hôpitaux, qu'un député estimait à 800 millions de capital ², furent menacés. Toute cette fortune amassée par les âges, trésor séculaire du culte national, de l'assistance et de l'instruction publique, tombe aux mains de ces prodiges qui, occupés à faire fonctionner leur planche à assignats, dissipent ³ en quelques jours l'hé-

1. Taine, *La Révolution*, I, p. 226.

2. M. Boistard, dans la séance du 31 juillet 1792, estimait à 800 millions les biens des hôpitaux à cette époque.

3. Les premières ventes de biens trouvèrent assez d'acquéreurs et dépassèrent parfois les prix fixés. Mais les décrets sur la vente des biens portaient que pour les fermes, terres labourables, vignes et prairies, les acquéreurs pourraient ne verser que 12 pour 100. Le surplus était divisé en douze annuités égales, payables en douze ans, d'année en année, avec faculté de se libérer complètement quand on voudrait. Enfin le paiement pouvait être fait en assignats. Or 100 liv. assignats ne valaient plus, au mois de décembre 1790 que 96 livres ; au mois de décembre 1791,

ritage de mille années. « Au mois de mai 1789, disait Necker, le rétablissement de l'ordre dans les finances n'était qu'un jeu d'enfants. » Au bout d'un an, tout est compromis; l'Etat a abouti à la ruine et est sur la voie de la banqueroute. Dans le cours de la Révolution, la France en viendra à devoir à ses armées un arriéré de 400 millions.

On devine ce que devenaient les traitements du clergé dans une pareille détresse. Ils devaient être payés, à partir du premier janvier 1790, par le trésorier du district. Nous voyons çà et là les évêques, malgré leur fierté, leur répugnance pour le salaire, accepter et même réclamer ce qui était dû. La nécessité est une impérieuse conseillère. Le 4 novembre 1790, M. de Clugny, évêque de Riez, est mandaté, sur sa demande, par le directoire du département, d'une somme de 4000 francs, en acompte sur son traitement. Le 5 janvier 1791, l'évêque de Sisteron réclame à son tour « 2000 écus au moins. » L'évêque de Gap, La Broue de Vareilles, parle dans un Mémoire du « traitement que je touchais ¹. » Les départements, l'Etat, tenaient beaucoup, dans ce court intervalle entre la confiscation des biens ecclésiastiques et la constitution civile du clergé, à tenir les engagements pris par la nation à l'égard des évêques qui pouvaient être les chefs de la résistance, qui avaient plus perdu que les curés, et dont le trai-

que 82 livres; en décembre 1792, 79 livres 10 sous; en décembre 1793, 58 livres; en décembre 1794, 28 livres; en août 1795, 4 livres 17 sous 10 deniers; en février 1796, 7 sous 1/2; en mars 1796 2 liards. C'était une bonne occasion d'acquitter les sept annuités restant à payer sur les biens acquis en 1791. Les biens vendus en 1792, 1793, 1794, ne rapportèrent presque rien, et on vit de vertueux sans-culottes les acheter pour une demi-douzaine de chaises. Cf. Sauzay, op. cit. I, 266-267.

1. Cf. Aubert, *La Révolution française à Digne*, 1887, in-8, p. 113.—*Mémoire de La Broue de Vareilles*, évêque de Gap, sur sa conduite dans son diocèse depuis mars 1789 jusqu'à juillet 1792, publié par l'abbé Guillaume. Gap, 1892.

tement représentait une somme modique comparé à celui de la masse des pasteurs. Il ne semble pas cependant que beaucoup aient été payés. Ainsi, on oublie qu'il y avait à Rome un ambassadeur, le cardinal de Bernis, ruiné par la suppression de tous les revenus ecclésiastiques. Parfois ce sont les prélats eux-mêmes qui dédaignent de réclamer ce qui leur est dû. M. de Thémynes, évêque de Blois, ne reçut rien. « Mon traitement, hélas, écrit le 21 Janvier 1791, l'évêque de Carcassonne, M. de Vintimille, déjà hors de France, je le leur abandonne, je n'y ai jamais songé¹. »

Quant aux curés, leur sort varia de département à département. Là où la vente des biens nationaux donna des ressources importantes, et où les autorités locales étaient bienveillantes, les prêtres furent payés. Le département du Tarn consacra 1,568,585 livres aux dépenses pour le clergé, d'août 1790 à octobre 1791. Mais dans ce chiffre il faut faire la part des pensions accordées aux religieux, aux religieuses², etc. Dans les Pyrénées Orientales, les autorités s'efforcent de tenir les engagements de la nation, « étant impolitique de laisser le paiement des ecclésiastiques en arrière. ³ » Mais que de difficultés créées bientôt au clergé par le serment, et, en définitive, quelle misère pour le grand nombre !

1. Cf. *Mgr de Vintimille*, par Monerie de Cabrens. 1888, in-8°, p. 21.

2. L'état des traitements et pensions pour le district de Gaillac pour 1791, portait 338,850 livres, savoir : pour le clergé séculier, composé de 109 curés et 82 vicaires, 207,620 livres ; pour le clergé régulier, 28,800 livres ; pour les pensionnaires et titulaires supprimés, 77,973 livres (chanoines, titulaires d'abbayes, etc.) ; 23 907 pour les abbesses et religieuses, et 8,550 livres pour les frais du culte. Cf. Elie Rossignol, *Histoire de l'arrondissement de Gaillac*, 1890, p. 398-403.

3. Cf. abbé Torreilles, *Histoire du clergé dans le département des Pyrénées Orientales pendant la Révolution*, p. 160, 161, 260-266, 330-336. Le département répondait aux receveurs de Prades et de Céret qui demandaient des fonds : « Vous pouviez, Messieurs, les demander de meilleure heure et sans attendre la dernière extrémité. Votre receveur n'a qu'à venir ou envoyer recevoir une somme de 30 000 livres en assignats. Le plus tôt même ne sera que le mieux, étant impolitique de laisser le paiement des ecclésiastiques en arrière. » Ibid. p. 161.

Que de départements où le défaut de ressources mit les autorités dans l'impossibilité de s'acquitter ! Le 3 décembre 1790, le directoire de Digne écrit au comité ecclésiastique pour demander 300 000 livres, comme une avance absolument nécessaire. Il s'agit, dit-il, de « ne pas laisser mourir de faim des gens qui n'ont d'autres ressources que par nous. » On finit, après un retard de deux mois, par réunir 112 000 livres. Pour l'ensemble du département, il y eut la première année un déficit de 463 394 livres sur les secours à donner au clergé séculier et régulier, sans compter ce qui était dû aux religieuses¹.

La dépréciation rapide des assignats ôta une partie de leur valeur aux traitements acquittés. Le trésorier du village était obligé de faire appel au directoire de Digne, pour forcer le curé de Prads à accepter ces assignats. Grégoire nous explique la légitime répugnance des ecclésiastiques pour ce genre de monnaie. « Dans un *petit nombre de districts*, dit-il, on commence à se douter que beaucoup de prêtres à l'aumône n'ont pas fait serment de mourir de faim ; en conséquence, on propose des assignats. » Mais étant éloignés des villes, il leur est très difficile de réaliser un papier dont l'échange leur fait perdre 35 à 60 livres sur leur traitement, selon qu'ils sont vicaires ou curés².

Grégoire parle du « petit nombre de districts » où l'on s'inquiète de payer les prêtres. D'autres témoignages attestent qu'on leur répond presque partout : « Il n'y a point d'argent. »

L'évêque de Langres, M. de La Luzerne, pourra écrire : On a « placé au premier rang des dépen-

1. Aubert, loc. cit. p. 115, 139, 140.

2. « Les receveurs des districts diront aux ecclésiastiques ce qu'on leur dit depuis deux ans dans bien des endroits : Il n'y a point d'argent. » *Collection ecclésiastique* de Barruel, X, 71. — Grégoire, *Légitimité du serment civique*.

ses de l'Etat celle des ministres de l'Eglise et de son culte. *Une année entière s'est écoulée depuis que les églises ont été dépouillées de leurs biens, et ses ministres n'ont pas encore reçu la plus légère portion de ce mince traitement qu'on leur a laissé.* Si dans le moment même de l'institution, si lorsqu'on aurait plus d'intérêt à les payer exactement pour atténuer l'idée de l'injustice commise, pour présenter une stabilité dans les principes, pour inspirer quelque confiance dans les promesses de l'assemblée, on les laisse ainsi cruellement languir dans l'attente d'une dette qu'on a reconnue être sacrée, jugeons quel sera leur sort quand le souvenir de leur fortune sera effacé, quand il s'élèvera dans le peuple des murmures sur l'impôt dont on le chargera pour salarier les pasteurs, quand les besoins publics demanderont des secours extraordinaires¹. » Pendant que le clergé jeûne, les hospices ne peuvent plus nourrir leurs pauvres, les écoles et les collèges se vident faute de pouvoir entretenir des professeurs. De sorte que la politique financière de la Constituante a abouti à la ruine du clergé, et de toutes les institutions qui tenaient plus ou moins de lui leurs ressources et leur vitalité.

Quel qu'ait été le sort du clergé pendant la Révolution, l'histoire n'en doit pas moins retenir l'engagement

1. *Examen de l'instruction de l'assemblée nationale sur l'organisation prétendue civile du clergé.* Œuvres de La Luzerne, VI, p. 400. Dans beaucoup d'endroits, la détresse des religieux et religieuses fut très grande. En Franche-Comté, par exemple, les Capucins de Baume, les Bernardines de Pontarlier, les Ursulines d'Ornans meurent de faim. On avait cependant assez pris aux couvents. Dans le seul département du Doubs, « le poids total de la dépouille des couvents, tant en or qu'en argent et en vermeil, envoyé à la monnaie, s'éleva à plus de 525 kilogrammes. » Sauzay, I, 205, 228, 252-254. L'archevêque d'Aix disait des religieuses, dans son opinion sur les ordres monastiques : « Elles ne peuvent pas sortir de leur maison pour chercher des secours et des appuis. Il n'y a pas d'état plus malheureux que celui d'une société réduite à la disette, sous la loi de clôture. » Les plus à plaindre étaient encore les malheureux enfermés dans les hôpitaux.

solennel pris par la Constituante et l'inscription de son traitement dans la dette nationale. Cet engagement, déjà contracté lors de la suppression des dîmes, renouvelé lors de la confiscation des biens (2-4 novembre 1789), est formulé en ces termes dans la constitution de 1791 : « *Sous aucun prétexte, les fonds nécessaires à l'acquittement de la dette nationale ne pourront être refusés ni suspendus. — Les traitements des ministres du culte catholique font partie de la dette nationale* ¹. »

1. Article 2, du titre V, des *contributions publiques*. La Constituante fixa à 50 000 livres puis à 75 000, le traitement de l'archevêque de Paris; à 20 000 livres celui des évêques dont les villes avaient plus de 50 000 âmes; à 12 000 livres celui de tous les autres. — Le traitement des curés dont les paroisses ne dépassaient pas 1000 âmes fut de 1200 livres. Ce chiffre augmentait avec celui de la population jusqu'à 6000 livres accordées aux curés de Paris. Le décret du 24 juillet 1790 accorde ce traitement, plus « la moitié de l'excédant de tous leurs revenus ecclésiastiques actuels, sans que le tout puisse aller au-delà de 30 000 livres pour les évêques et de 6000 livres pour les curés. » — Les vicaires avaient 700 livres; mais à Paris on fixa 2400 livres au premier vicaire, 1500 livres au second, 1000 livres aux autres. — Des pensions étaient payées aux religieux et aux religieuses. — Mirabeau, dans son projet adressé au peuple français, lu à la Constituante le 14 janvier 1791, marquait très nettement le caractère d'inviolabilité des traitements dus au clergé. « Du moment, disait-il, que la *puissance nationale*, prenant sur elle toutes les charges de l'état temporel de la religion et pourvoyant à tous les besoins du culte et de ses ministres, a garanti sur la foi de la nation et sur les fonds de son trésor, la perpétuité et l'immutabilité de l'acceptation qu'elle a faite du christianisme, etc. »

CHAPITRE CINQUIÈME

Plus de religion d'Etat

I. Nouveau sacrifice peut-être plus douloureux que les autres : l'Eglise perd sa situation de religion d'Etat. — Discours de Dillon, archevêque de Narbonne, à Louis XVI. — Esprit de tolérance des évêques à la veille de la Révolution. — Mais tout le clergé réserve le culte public au catholicisme seul. — Nombre de cahiers du tiers état parlent dans le même sens. — II. Prerogatives de la religion d'Etat jusqu'en 1789. — Les lois de l'Eglise, lois de l'Etat. — On entre dans la société civile par le baptême, le sacrement de mariage. — Les registres de l'Etat civil aux mains des curés. — Espérances que donnent au clergé certaines manifestations religieuses de la Constituante. — Désillusions rapides. — Premiers débats sur la liberté des cultes. — Mirabeau s'indigne des mots *tolérance*, religion *dominante*. — Sympathies de l'assemblée pour les protestants, auxquels on laisse leurs biens d'Eglise. — Liberté, égalité qu'on leur assure. — Les juifs. — La discussion manqua d'ampleur. — Thèse hardie de l'abbé Barruel en faveur de la tolérance réciproque de toutes les confessions chrétiennes. — Une longue tradition a tellement habitué l'esprit public à la possession de l'Eglise que la motion de dom Gerle provoque une émotion extraordinaire. — Lutte ardente des deux camps. — L'émeute appelée au secours. — Les curés lâchent pied. — Adresse de Mirabeau aux Français. — III. Douleur de l'Eglise devant la perte de ses privilèges religieux. — Graves conséquences de sa déchéance. — Plus de vœux solennels reconnus. — L'assistance, l'instruction publique lui échappent. — L'Etat s'empare des mariages. — Le contrat séparé du sacrement. — Protestations véhémentes. — Les registres de l'état civil passent de l'Eglise à la mairie. — IV. Si tout est perdu pour les évêques entourés de tant de ruines. — Avec leur puissance et leurs richesses, tombent les jalousies et les plaintes soulevées contre l'Eglise. — Mais elle garde toutes ses forces morales, et elle sera plus libre dans son action sur les âmes. — Cette constatation faite très nettement par trente évêques de la Constituante dans une lettre au pape. — Belles paroles de Bossuet sur la force immanente de la vérité, en dehors de tout secours humain. — Les « moindres droits. » — Etonnantes déclarations de Mgr de Chabot.

I

Un sacrifice plus dur peut-être que ceux dont nous venons de parler était réservé au clergé sous la Constituante. Le catholicisme ne fut plus reconnu comme reli-

gion d'Etat. Pour comprendre la gravité d'une telle mesure, il faut rappeler ce qu'avait été à travers les âges l'union des « deux puissances. » Quoi ! mille ans de vie commune, de rapports intimes, d'intérêts, de services réciproques, allaient aboutir à la séparation ! Un siècle après la révocation de l'Edit de Nantes, le catholicisme, que les ruines même du protestantisme mêlées de tant de larmes avaient cimenté comme religion d'Etat, allait perdre ce privilège.

Les évêques de France avaient sans doute conscience, à la veille de la Révolution, de la modification profonde qui s'était opérée ici dans l'opinion publique durant le cours du XVIII^e siècle. L'assemblée de 1788 crut devoir adresser à Louis XVI quelques observations de détail au sujet de l'ordonnance qui venait de rendre l'état civil aux protestants, mais elle n'en contesta point le principe. L'illustre archevêque de Narbonne, Dillon, put dire dans son discours au roi, comme président : « Nous n'envierons jamais à nos frères errants les doux noms de père et d'époux ; nous verrons avec satisfaction des enfants nés sans honte, partager, sous la protection de la loi, l'héritage de ceux qui leur ont donné le jour ; nous bénirons Votre Majesté d'avoir enfin mis un terme à l'étonnante contradiction qui armait les lois contre les droits de la nature. Rétranchez, sire, de vos ordonnances, ce sont les évêques de votre royaume qui vous en conjurent, au nom de la religion, ces peines rigoureuses, que désavouent également la raison, la justice et l'humanité. » Il y avait dans ce langage une modération, une bienveillance pour les protestants, qu'on chercherait en vain dans la plupart des assemblées tenues par le clergé dans le cours du XVIII^e siècle. Mais l'archevêque de Narbonne, tout en faisant ces concessions au sujet de l'état civil des protestants, félicitait Louis XVI, — et cet éloge avait aussi l'apparence d'un conseil, — « d'affermir de plus

en plus dans ses Etats l'unité du culte public, de conserver à la foi antique de nos pères, à cette religion bien-faisante qui tient aux racines de la monarchie, la prépondérance de *religion nationale et dominante*. » Dillon a soin de marquer en même temps les caractères auxquels on reconnaît cette religion dominante. « A elle seule, dit-il, appartient le droit de l'enseignement religieux ; seule elle a des ministres, des temples, des rites et des cérémonies. Elle exerce une juridiction légale ; les officiers de Votre Majesté sont chargés de veiller à l'exécution de ses jugements, et c'est à ce titre que le prince est appelé l'évêque du dehors. » Louis XVI, dans sa réponse, tint à rassurer le président du clergé. « En leur accordant (aux protestants), dit-il, l'état civil, j'ai eu soin de maintenir l'unité du culte public dans mon royaume. La foi que j'ai reçue de mes pères sera toujours la foi *nationale et dominante* dans mes Etats ¹. »

L'archevêque de Narbonne avait donné dans son discours l'expression exacte des dispositions du clergé à l'égard des protestants au moment de la Révolution. Dans ses cahiers de 1789, il écarte l'idée de toute pression à leur égard, mais il met à demander que le catholicisme reste la religion de l'Etat une insistance qui laisse entrevoir des craintes. Le temps, l'esprit de tolérance répandu par un siècle sceptique, avaient beaucoup fait pour amortir l'ancien esprit de persécution. Dillon pouvait dire en vérité que, si l'Eglise est, « dans tout ce qui concerne le dogme, la plus intolérante des croyances », elle était bien résolue à ne « ramener dans son

1. Voir le discours au roi, prononcé à Versailles, par M. l'archevêque de Narbonne, à la clôture de l'assemblée du clergé, le dimanche, 27 juillet, 1788, et la réponse du roi, dans les *Archives parlementaires*, t.I, p. 386, 387. A la même époque, l'abbé de Boulogne, dans la station quadragésimale prêchée devant Louis XVI, disait : « Un état bien ordonné n'a qu'une religion. »

sein ses enfants égarés que par les voies de paix, de persuasion et de charité. » Les écrits de 1789 nous montrent les évêques animés de sentiments de bienveillance qu'on s'avisait parfois de trouver excessifs ¹. Que d'éloges n'avons-nous point recueillis sur l'attitude qu'eurent à l'égard des protestants, par exemple, M. de Becdelièvre, M. de Balore à Nîmes, M. de Bausset à Alais. Entendez les touchantes paroles que ce dernier adressait, à ce sujet, à ses diocésains. « En plaignant, leur dit-il, ceux de nos frères que des préjugés, qui tiennent à des circonstances que nous n'approfondissons pas, éloignent en ce moment de la religion et surtout de ses ministres, pensez aux vertus, aux talents qui distinguent un si grand nombre d'entre eux, et qui doivent leur concilier votre bienveillance et votre estime; pensez que vous leur appartenez peut-être par les liens du sang, par une origine commune, par un commerce habituel; que vos pères et les leurs ont professé la même foi, qu'ils ont habité les mêmes lieux, sacrifié sur le même autel, participé aux mêmes sacrements, et que leurs cendres reposent dans les mêmes tombeaux ². »

On le voit, le clergé, les évêques étaient enfin arrivés au moment de la Révolution, à des dispositions pacifiques

1. Mercier (*Tableau de Paris*, 1782, IV, 244) dit du clergé : « Ce corps me paraît doué de la politique la plus fine, et jusqu'ici la plus heureuse. Moins persécuteur que jamais, ne sollicitant presque plus de lettres de cachet contre les protestants et leurs filles, parlant de tolérance, etc. » Une brochure de 1789 (*Tableau moral du clergé*) dit : « Le clergé de nos jours n'est point intolérant. On pourrait reprocher avec plus de raison à plusieurs de ses membres d'adopter trop légèrement des sociétés, des amis, des convives, de chercher trop l'occasion d'exercer ce tolérantisme. »

2. Réponse de M. l'évêque d'Alais à l'adresse (25 mars 1790) des catholiques d'Alais, 11 avril 1790, in-8°. — Nous trouvons ces belles paroles reproduites dans un mandement de M. de Villevieille, évêque de Bayonne, qui ajoute qu'avant 1789 le gouvernement « avait abjuré la violence et la persécution. » Mandement du 23 mai 1790.

et même bienveillantes envers les protestants ; mais ces sentiments de tolérance n'allaient pas jusqu'à sacrifier la situation privilégiée de religion d'Etat que les siècles avaient faite à l'Eglise catholique. Il suffit d'ouvrir les cahiers pour s'en convaincre. Le clergé y demande avec insistance que la religion catholique garde en France sa situation prépondérante et séculaire ¹.

La possession de la religion catholique semble ici si forte, si incontestable, que plusieurs cahiers des ordres laïcs s'accordent avec le clergé pour réclamer qu'elle reste *dominante*. « Que la religion catholique, apostolique et romaine, dit la noblesse de Lyon, soit toujours la seule dominante en France. » Le tiers état de Paris lui-même, après avoir proclamé que la religion chrétienne ordonne la tolérance civile, « que tout citoyen doit jouir de la liberté particulière de sa conscience », ajoute : « L'ordre public ne souffre qu'une religion *dominante*. » Des cahiers de la noblesse et du tiers vont jusqu'à exiger, avec le clergé, que la religion catholique ait seule un *culte public*². En fait, au moment de la Révolution, l'opinion du clergé à l'égard des protestants ne dépassait point les concessions que leur avait faites l'édit de 1787 ; cet édit leur assurait simplement l'état civil et le libre exercice de leurs professions. Nous voyons même le clergé renouveler

1. Le clergé du bailliage d'Evreux dit dans son cahier : « Le clergé regarde comme une loi fondamentale du royaume que la religion catholique, apostolique et romaine, la seule véritable, soit la seule reçue en France. Le flambeau de la foi avait éclairé les Gaules avant que les Français en fissent la conquête. Les vainqueurs embrassèrent la religion des peuples subjugués ; et, depuis Clovis, cette religion sainte a toujours été la seule publiquement professée par la nation et par les princes qui l'ont gouvernée. » Ainsi parle la presque généralité des cahiers du clergé.

2. Tiers état de Rennes : « La religion catholique aura seule le culte public dans le royaume. » Le tiers état de Carcassonne veut « assurer à la seule religion catholique, apostolique et romaine, à l'exclusion de toute autre, le culte public. » *Arch. parl.* II, 532, art. 1.

certaines réserves d'ordre secondaire faites sur quelques articles par l'assemblée de 1788. Les deux ordres laïcs sont plus larges ; plusieurs proclament hautement la liberté des cultes. Mais la plupart, y compris le tiers état de Paris, ne contestent point au catholicisme les caractères et les droits d'une religion dominante.

Une importante brochure publiée, en 1789, par un homme déjà libéral et qui devait entrer si avant dans le mouvement révolutionnaire, par l'abbé Fauchet, nous apporte une preuve nouvelle que tel était bien alors l'état des esprits sur la question qui nous occupe. L'abbé Fauchet proclame hautement que la religion catholique est la seule « nationale », qu'elle seule peut conserver « l'unité morale chez les Français » et écarter la corruption des mœurs, « l'indifférence du culte, » qui seraient, dit-il, la conséquence nécessaire de la liberté de conscience. Fauchet ne croit pas que les Etats généraux puissent songer à l'établir. Si elle était proposée, « on verrait que la France est catholique jusqu'à la racine, et se croirait perdue à la seule idée d'une révolution légale qui lui ravirait l'unanimité du culte. Des réformes tant qu'on voudra ; mais rompre le lien de la religion nationale, de la religion unique, on ne le souffrira pas. » Il n'accorde aux protestants qu'un « culte privé, dans des salles peu vastes et sans appareil au dehors. » Ils pourront exercer leurs professions en toute liberté, mais Fauchet leur ferme l'entrée de la magistrature, de l'armée, de la grande noblesse, des administrations consulaires et des Etats généraux ou provinciaux. On fera exception pour les hommes supérieurs. Necker montre « par un immortel exemple » ce qu'on doit au génie ¹. Ces idées, qui choquent nos habitudes d'égalité et de liberté, n'appartiennent pas exclusivement à l'abbé Fauchet et à une partie du clergé.

1. Abbé Fauchet, *De la religion nationale*, 1789, p. 181-197.

Nous voyons certains cahiers du tiers état, celui de Carcassonne, par exemple, interdire aux protestants « l'exercice de la justice et de la police », ainsi que « l'enseignement public. »

II

Telle est la disposition des esprits, tel est l'état de l'opinion sur ce grave sujet en 1789. L'appareil religieux, qui vint rehausser, au 4 mai, l'ouverture des Etats généraux ; cette procession des trois ordres qui se déroule à Versailles depuis l'église Notre-Dame jusqu'à l'église Saint-Louis ; ce dais porté par les grands officiers et les gentilshommes des princes ; ces cordons tenus par le comte de Provence, le comte d'Artois et ses fils, les ducs d'Angoulême et de Berry ; la présence de la reine entourée des princesses, le roi s'avancant à côté d'elle en habit de drap d'or enrichi de pierreries, un cierge à la main ; et puis cette messe du Saint-Esprit, célébrée à Saint-Louis par l'archevêque de Paris pour attirer les lumières d'en haut sur tous les députés présents ; le grand discours prononcé en chaire par La Fare, évêque de Nancy ; est-ce que toutes ces pompes n'étaient point un solennel hommage rendu au catholicisme, et une sorte d'engagement pris par les représentants de la nation qu'aucune atteinte ne serait portée à ses privilèges séculaires ? La marche en avant de la Révolution ne devait point interrompre les manifestations religieuses. La Constituante mêlera l'ancien culte à ses actes publics. On entendra des *Te Deum* après la fusion des ordres, après le 14 juillet, après le 4 août. C'est encore à Notre-Dame, le 7 février 1790, que l'Assemblée nationale, la Commune de Paris, Bailly en tête, viennent chanter un *Te Deum*

et renouveler le serment à la constitution, après avoir écouté un sermon tout vibrant de patriotisme. Les députés tiendront, en particulier, à s'associer aux fêtes du Saint-Sacrement. Et telle est la popularité de cette dévotion dans la capitale, que la procession de la Fête-Dieu aura lieu encore en plein Paris en 1793, quatre mois après la mort de Louis XVI.¹

Cette persistance du règne du catholicisme dans les âmes ne devait pas cependant sauver sa situation de religion d'Etat. Pour mesurer toute la gravité des changements qui se préparent, rappelons en quelques mots quelle était la situation légale de l'Eglise de France au moment de la Révolution.

Le clergé était un corps politique, le premier ordre de l'Etat, privilège que nous avons vu sombrer au début des Etats généraux par la réunion de tous les députés dans une seule assemblée nationale.

La religion catholique était la seule reconnue en France. Les lois de l'Eglise étaient lois de l'Etat. On entrait dans la société civile, comme dans la société religieuse, par le baptême, dans le mariage par la réception du sacrement et sans l'intervention de l'Etat. Ce que nous appelons aujourd'hui les registres de l'état civil, étaient entre les mains des curés. Les vœux solennels emportaient la mort civile, étaient exécutoires au for extérieur comme

1. Le 5 Juin 1790, le curé de Saint-Germain l'Auxerrois vint, avec ses marguilliers, remercier en ces termes l'assemblée nationale qui avait assisté à la fête du Saint-Sacrement : « Non, Messieurs, jamais spectacle plus majestueux ne frappa les regards des habitants de cette vaste capitale. Les représentants de la nation unis à notre sage monarque pour adorer le souverain arbitre de la destinée des peuples et des rois : quelle importante cérémonie ! Qu'il nous soit permis de le dire, sa pompe et son éclat contribuent autant à l'affermissement de notre foi qu'au triomphe de la religion de nos pères. » — Des papiers de police nous ont transmis le rapport du *sans culotte* Dutard au ministre de l'intérieur Garat, au sujet de la Fête-Dieu qui eut lieu à Paris, avec procession dans les rues, le 30 mai 1793.

au for de la conscience. Enfin il existait un crime d'hérésie comme un crime de lèse-majesté. On pouvait être poursuivi pour manquement à Dieu comme au roi, pour hérésie comme pour révolte, pour désobéissance à un canon de concile, à une bulle du pape, comme pour infraction à une ordonnance. Que de fois des livres touchant à la religion furent condamnés par le parlement à être brûlés par la main du bourreau !

Puisque le roi est ainsi l'exécuteur des lois de l'Eglise, il s'en fait le collaborateur. Il demande la convocation des conciles œcuméniques, y assiste par ses théologiens et ses ambassadeurs, fait examiner par son parlement les bulles du pape avant de donner l'exequatur, nomme depuis le Concordat aux dignités ecclésiastiques, a en un mot le titre, les fonctions « d'évêque du dehors » ; il est aussi l'oint du Seigneur, et se tient l'épée à la main à la porte du sanctuaire ¹.

C'était l'accord de deux puissances, l'Eglise et l'Etat, étroitement unies, tout en restant distinctes ; c'était la concorde du sacerdoce et de l'empire. Les écrivains de l'ancien régime aimaient à emprunter ces paroles de la Bible pour caractériser la situation : « Le roi, revêtu de gloire, sera assis et dominera sur son trône ; le pontife sera sur le sien, et il y aura entre eux un conseil de paix. »

La Révolution se chargea de secouer ces deux potentats majestueusement et paisiblement assis sur leur trône, le roi et le pontife. A la rapidité des coups qui s'abattent sur l'un et l'autre, on a de la peine à reconnaître lequel des deux est le plus meurtri. Nous avons déjà compté les blessures du clergé. L'une des plus douloureuses fut de

1. Voir sur cette question M. Emile Ollivier, *Le Concordat et la séparation de l'Eglise et de l'Etat* ; — 1789 et 1889, 1 vol. in-12, p. 263-266.

perdre son privilège de religion dominante, de religion d'Etat. Disons comment lui fut imposé ce sacrifice. Lors de la discussion des droits de l'homme, l'article 18, présenté par la commission, maintenait implicitement au catholicisme son ancienne situation et introduisait très discrètement la tolérance des autres cultes. « Tout citoyen, disait cet article, qui ne trouble pas le culte établi, ne doit pas être inquiété. » Dans la discussion ouverte à ce sujet, le 22 août 1789, l'évêque de Clermont, M. de Bonal, s'écria : « Je demande que les principes de la constitution française reposent sur la religion comme sur une base éternelle. » La droite se heurta à la violente opposition de Mirabeau qui réclama la liberté illimitée des cultes. « Je ne viens pas, dit le tribun, prêcher la tolérance. *La liberté la plus illimitée de la religion* est à mes yeux un droit si sacré que le mot *tolérance*, qui essaye de l'exprimer, me paraît en quelque sorte tyrannique lui-même, puisque l'existence de l'autorité, qui a le pouvoir de tolérer, attente à la liberté de penser par cela même qu'elle tolère, et qu'ainsi elle pourrait ne pas tolérer. » Le lendemain, 23 août, Mirabeau ajouta : « On vous parle sans cesse d'un culte *dominant* ! Messieurs, je n'entends pas ce mot... Rien ne doit dominer que la justice ; il n'y a de dominant que le droit de chacun. » Dans la même séance le ministre protestant, Rabaud Saint-Etienne, appuya les protestations de Mirabeau contre l'expression de tolérance. « La tolérance ! s'écria-t-il, je demande qu'il soit proscrit, et il le sera, ce mot injuste qui ne nous présente que comme des citoyens dignes de pitié, comme des coupables auxquels on pardonne ¹. »

1. Dans la même discussion, Rabaud Saint-Etienne dit que l'édit de novembre 1787 n'accorde aux non-catholiques « que ce qu'on n'a pu leur refuser... Cette loi fixe les formes d'enregistrer leurs naissances, leurs mariages et leurs morts ; elle leur permet en conséquence de jouir des effets civils et d'exercer leurs professions., et c'est tout..... C'est ainsi

La voix de Rabaud Saint-Etienne devait être entendue. Au fond, nombre de députés très influents avaient plus de sympathie pour le protestantisme que pour le catholicisme. Mirabeau écrivait dans le *Courrier de Provence*, que la conséquence de la liberté des cultes pouvait être « qu'on donne moins de prix aux dogmes qu'aux vertus, que le mot d'orthodoxie perde un peu de sa force magique, que les controverses tombent dans l'oubli, que l'on fasse plus attention aux œuvres des hommes qu'à leur symbole, qu'en général on les juge comme bons ou méchants plutôt que comme pieux et impies, » résultat qui n'était pas pour déplaire à l'incrédulité du grand orateur. Mirabeau se tournait alors vers les protestants, « secte paisible par essence, favorable à la raison humaine et à la richesse des nations, amie de la liberté civile, dont le clergé n'a point de chef et forme un corps de citoyens, d'officiers de morale stipendiés par l'Etat¹. » La Constituante donna une preuve éclatante de ses sympathies pour les protestants, en faisant pour eux une exception au décret prescrivant la vente des biens ecclésiastiques. Les défenseurs de l'Eglise reprochèrent souvent à l'assemblée nationale une telle partialité, et firent observer que les capitulations, qu'on invoquait en faveur des propriétés du clergé protestant en Alsace, devaient protéger également celles du clergé catholique.

qu'en France, au XVIII^e siècle., on a regardé comme un des progrès de la législation qu'il fût permis à des Français proscrits depuis cent ans d'exercer leurs professions, c'est-à-dire de vivre, et que leurs enfants ne fussent plus illégitimes... Proscrits dans leurs pensées, coupables dans leurs opinions, ils sont privés de la liberté de professer leur culte. Les lois pénales contre leur culte n'ont point été abolies : en plusieurs provinces ils sont réduits à le célébrer dans les déserts, exposés à toute l'intempérie des saisons, à se dérober comme des criminels à la tyrannie de la loi, ou plutôt à rendre la loi ridicule par son injustice, en l'éluant, en la violant chaque jour. » Séance du 23 août, 1789. *Archives parlementaires*, t. VIII, p. 478-479.

1. Cf. *Moniteur* du 23 août 1789.

La cause des réformés était donc en faveur et ne pouvait que triompher. Le décret du 24 décembre 1789 proclama leur admissibilité à toutes les charges publiques. Les juifs, contre lesquels subsistait tant de haine, furent traités moins favorablement. Leurs intérêts furent plaidés dans la séance du 23 décembre 1789. « Il n'y a pas de milieu possible, dit le comte de Clermont-Tonnerre : ou admettez une religion nationale, soumettez-lui toutes vos lois, armez-la du glaive temporel, écarterez de votre société les hommes qui professent un autre culte, et alors effacez l'article de votre déclaration des droits. Ou bien permettez à chacun d'avoir son opinion religieuse. Voilà la justice, voilà la raison. » Maury, M. de la Fare, évêque de Nancy, les attaquèrent vivement. Ils ne furent pas compris dans le décret déclarant les citoyens admissibles à toutes les fonctions publiques ¹.

La discussion sur la liberté des cultes n'eut point l'éclat et l'ampleur que comportaient la gravité et la grandeur du sujet. Le débat engagé comme par hasard, au sujet d'un article de la déclaration des droits de l'homme, se traîna dans des observations secondaires et des malentendus. Les évêques traitant la question en théologiens, Mirabeau la traitant en philosophe, ne pouvaient s'entendre. Pour les évêques, la religion catholique étant d'institution divine et la seule vraie, devait seule jouir d'un culte public. Pour Mirabeau, la religion

1. Le décret du 24 décembre 1789 porte : « Les non-catholiques pourront être électeurs et éligibles, pourront être élus dans tous les degrés d'administration, dans tous les emplois civils et militaires... Sans entendre rien innover relativement aux juifs, sur l'état desquels l'assemblée nationale se réserve de prononcer. Il ne pourra être opposé à l'éligibilité d'aucun citoyen, d'autres motifs d'exclusion que ceux qui résultent de décrets constitutionnels. » Ces derniers mots paraissaient en faveur des comédiens, des exécuteurs des hautes œuvres. — Dans la séance du 28 janvier 1790, Grégoire contribua à faire décréter que les juifs *portugais, espagnols, avignonnais*, continueraient à jouir des droits qu'ils possédaient. La cause des juifs allemands était ajournée.

catholique, n'étant qu'une *opinion*, ne devait pas plus s'imposer à la nation que toutes les autres opinions religieuses. Qu'entend-on, s'écrie Mirabeau, par culte dominant ? « Est-ce le culte du prince ? Mais le prince n'a pas le droit de dominer sur les consciences ni de régler les *opinions*. Est-ce le culte du plus grand nombre ? *Mais ce culte est une opinion. Une opinion* qui serait celle du plus grand nombre n'a pas le droit de dominer ¹. » Comment accorder des orateurs ainsi placés à des points de vue opposés ?

Ils auraient dû aborder le problème en hommes d'Etat. Croyants et incroyants, prêtres et philosophes, avaient à se demander si le temps n'était pas venu d'accorder aux non catholiques, dont l'attachement à leur foi venait d'être éprouvé par cent ans de persécution, la liberté d'un culte public. Un grand débat où les tenants du passé eussent fait valoir avec éloquence la possession tant de fois séculaire de cette Eglise catholique, qui avait bercé la nation à travers les âges, et représenté le danger pour les fidèles du spectacle de plusieurs religions reconnues par la loi, où les initiateurs de l'avenir eussent posé avec sérénité les conditions des Etats modernes qui, l'unité religieuse étant rompue, établissent la paix entre les confessions diverses par leur tolérance réciproque, un tel débat aurait pu s'élever à la hauteur du sujet. Mais on écourta la discussion, qui aboutit au vote de cet article où l'inspiration philosophique trouva moyen de traiter les religions d'opinion : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. »

Ce texte alambiqué proclamait en fait la liberté de

1. Séance du 23 août 1789. *Archives parlementaires*, VIII, 477.

conscience. La France était ici en avance sur les autres peuples, en particulier sur les nations protestantes, qui n'accordaient nulle part la liberté du culte aux catholiques. Il eût fallu au clergé une singulière clairvoyance et une grande indépendance d'idées, pour apercevoir, pour apprécier les avantages que l'Eglise pouvait retirer d'un large système de tolérance pratiqué dans toute l'Europe entre les différentes confessions chrétiennes. Un publiciste courageux, un ancien jésuite, l'abbé Barruel, ne craignit pas de défendre cette thèse dans son *Journal ecclésiastique*, en 1789, et il le fit avec vigueur. Barruel montre plus de deux cents hérésies tombant d'elles-mêmes dans la primitive Eglise sous les coups des docteurs, tandis que l'arianisme menace de triompher quand les empereurs se mêlent des querelles religieuses : il rappelle que le protestantisme avait dû aux princes ses conquêtes du XVI^e siècle, et qu'il se soutenait depuis par leur protection¹.

1. « Je voudrais, dit Barruel, que l'on mit d'un côté le mal que fait à la religion l'intolérance des princes et des peuples hérétiques, de l'autre, les bons effets que peut avoir produit celle des princes catholiques, que l'on vit s'il est bon de se servir pour la vérité d'une arme dont l'enfer s'est toujours servi, au moins avec autant de succès, pour le mensonge. Je vois plus de deux cents hérésies s'élever et disparaître en fort peu de temps, avant que la puissance séculière ne se mêlât de ce qui nous regarde. Je vois l'arianisme, la grande erreur sous Constantin, devenir redoutable dès que la cour se mêle des combats de religion. Je vois Luther puissant par la protection des princes germaniques. Si l'on cherchait pourquoi le protestantisme et le calvinisme se perpétuent en Saxe, dans la Prusse, en Suède, en Danemark, en Hollande, en Angleterre, pourquoi ces hérésies et toutes celles qui en sont sorties ont acquis tant de consistance, on en verrait peut-être la cause dans l'intérêt que les princes ont attaché à leur profession de foi, exclusivement à la religion catholique. On penserait peut-être qu'il est de la nature de l'erreur de s'écouler ; que l'homme revient plus facilement à la vérité quand il n'a qu'à choisir entre elle et le mensonge, entre son salut et sa damnation éternelle ; qu'une grande partie des pays protestants serait bientôt catholique, s'il ne fallait renoncer aux honneurs et aux emplois civils, à tous les avantages dont jouissent dans ces contrées les hérétiques seuls. Dans ces moments où l'homme réfléchit sur le salut, il se détermine facilement pour la vraie religion, à moins qu'il ne soit retenu par quelque intérêt temporel. Un bon prêtre est alors écouté bien plus efficacement. En un

« Il me semble, dit Barruel, qu'on n'a pas assez fait ces réflexions. *Nous comptons sur les princes et l'Eglise comptait sur les apôtres.* C'est à nous de vaincre l'hérésie par l'instruction et par l'exemple ; et nous nous reposons sur le glaive des rois. Nous voyons le bien que fait l'intolérance civile dans un pays catholique, nous ne réfléchissons peut-être pas assez sur le mal qu'elle fait dans un pays hérétique. Cependant c'est sur la terre entière qu'il faut jeter les yeux pour juger de l'intérêt général de la religion. Cet intérêt général demanderait bien moins le maintien de nos lois sur l'intolérance que la destruction de toute intolérance sur la terre. Si j'osais suivre cette idée et que j'eusse l'honneur d'assister à nos assemblées nationales, je consentirais volontiers à l'abolition perpétuelle de ces lois en France, à la seule condition que l'Assemblée ferait tous les efforts possibles pour qu'elles fussent aussi toutes détruites en Angleterre, en Hollande, en Danemark, en Suède, en Allemagne. »

Il faut convenir qu'un tel langage n'est point banal dans la bouche d'un prêtre, d'un Jésuite, en 1789. Nous pensons que peu d'hommes dans le clergé étaient alors capables de le tenir, et peut-être de le comprendre. Dans l'assemblée nationale elle-même, des députés tels que Camus, qui se feront bientôt les promoteurs ardents de la constitution civile du clergé, combattaient avec lui pour le maintien du catholicisme comme religion d'Etat. La tradition des âges avait donné ici une sorte de pli à l'esprit public, et constitué en faveur de la religion dominante une situation cimentée par les siècles, forte de tous les avantages de la possession et de l'habitude. On était tellement accoutumé à voir la nation courir aux temples catholiques, qu'il ne semblait pas possible d'en

mot, si les princes ne s'en mêlaient pas, je ne voudrais pour détruire l'erreur que de bons prêtres. » *Journal ecclésiastique* de l'abbé Barruel, septembre 1789.

ouvrir à côté pour la célébration publique d'un autre culte.

Aussi, malgré le décret que nous avons fait connaître, il suffira à dom Gerle, pour provoquer une émotion extraordinaire, dans la séance du 12 avril 1790, de demander à l'assemblée de proclamer que « la religion catholique, apostolique et romaine est et demeurera toujours la religion de la nation, et que son culte sera le seul autorisé. » C'était remettre en discussion une question qui paraissait définitivement tranchée par la liberté. Déjà, durant la discussion relative aux vœux monastiques, La Fare, évêque de Nancy, avait requis de la Constituante qu'elle déclarât que « la religion catholique, apostolique et romaine était la religion nationale de l'Etat. » Cette proposition, soutenue par Cazalès, combattue par Lameth, excita un tumulte qui dura près de deux heures, et elle finit par être écartée. La motion de dom Gerle, lequel appartenait au côté gauche de l'assemblée, sépara les députés en deux camps. « Je m'étonne, s'écria l'évêque de Clermont, M. de Bonal, que dans un royaume catholique on refuse de rendre hommage à la religion catholique, non par une délibération, mais par une acclamation universelle. » Toute la droite se leva à ces paroles pour demander que la proposition fût immédiatement mise aux voix. L'opposition de la gauche, la séparation tumultueuse de l'assemblée, dont les deux partis cherchent à rallier et à fortifier leurs troupes pendant la nuit, la gauche aux Jacobins, la droite aux Capucins de la rue Saint-Honoré ; l'affluence du peuple amené de toutes parts pour protester dans les tribunes contre la motion de dom Gerle ; les menaces de mort proférées contre Cazalès et Mirabeau le jeune, qui furent obligés de dégainer, et surtout contre Maury, qui se trouva cerné par trois mille assiégeants ; l'apostrophe de Mirabeau sur la Saint-Barthélemy, la transaction du comte de Virieu demandant l'abolition des lois pénales

contre les protestants, si la religion catholique devait *seule jouir du culte public* ; enfin le rejet définitif de la proposition et l'adoption d'un ordre du jour assez embarrassé du duc de La Rochefoucauld-Liancourt ¹, ces faits sont rapportés par tous les historiens de la Révolution.

Le pâle compte-rendu du *Moniteur* nous renvoie l'écho affaibli des sentiments qui agitaient les députés. Il nous présente Mirabeau le jeune faisant des gestes de désespoir et de colère qu'il accompagne de ces mots : « Nous ne sortirons point d'ici qu'on ne nous arrache, à moins qu'on n'ait déclaré que la religion catholique est la seule religion nationale ; sans cela nous mourrons plutôt sur nos bancs. » Quand le vote a prononcé, Mirabeau le jeune, d'Espréménil, tous les députés de la droite lèvent la main au ciel et disent : « Nous jurons, au nom de Dieu et de la religion que nous professons... » Les autres paroles se perdent au milieu du bruit ². L'évêque d'Uzès s'écrie : « Je proteste au nom de la religion, au nom de mes commettants, de mon diocèse, de l'Eglise de France, contre le décret que vous avez rendu. » Tout le côté droit adhère à cette protestation.

L'importance de la minorité qui avait réclamé la dis-

1. Le décret rédigé par le duc de La Rochefoucauld, et adopté par l'assemblée dans la séance du 13 avril 1790, était ainsi conçu : « L'assemblée nationale, considérant qu'elle ne peut avoir aucun pouvoir à exercer sur les consciences et les *opinions religieuses* ; que le respect dû à la religion ne permet pas qu'elle devienne l'objet d'une délibération ; considérant que l'attachement de l'assemblée nationale au culte catholique, apostolique et romain, ne saurait être mis en doute, au moment même où ce culte seul va être mis par elle à la première place dans les dépenses publiques, et où, par un mouvement unanime de respect, elle a exprimé ses sentiments de la seule manière qui puisse convenir à la dignité de la religion et au caractère de l'assemblée nationale, décrète qu'elle ne peut ni ne doit délibérer sur la motion proposée, et qu'elle va reprendre l'ordre du jour concernant les dîmes ecclésiastiques. »

2. Cf. *Moniteur*, IV, 110. Maury voulait faire déclarer : « 1° que la religion catholique, apostolique et romaine est la seule dominante ; 2° qu'à elle seule appartient la solennité du culte public. »

cussion de la motion de dom Gerle, 400 voix contre 495, nous montre l'assemblée partagée en deux camps de force presque égale. Les députés de la droite, qui avaient espéré l'emporter, prirent difficilement leur parti de la défaite du 13 avril. Ils se réunirent, le 19 avril, dans l'église des capucins pour y faire la protestation suivante : « Invariablement attachés à la foi de nos pères, nous étions arrivés avec l'ordre précis, ou l'intention connue de nos bailliages respectifs, de faire déclarer, comme article de la constitution française, que la religion catholique, apostolique et romaine, est la *religion de l'Etat*, et qu'elle doit continuer à jouir *seule* dans le royaume de la solennité du culte *public*. » Cette déclaration fut signée par deux cent quatre-vingt-dix-sept membres de l'assemblée, en tête desquels figuraient *trente-trois évêques*. Parmi ces votants, cent quatre étaient de la noblesse, quarante-neuf du tiers état. Ce qui était grave, c'est que la majorité des curés avait refusé de s'associer à la protestation. Sur environ trois cents ecclésiastiques députés, cent quarante seulement consentaient à l'appuyer. Ainsi les curés, qui avaient provoqué la suppression des deux premiers ordres par leur réunion au tiers, qui avaient abandonné les dîmes, défendu très mollement les biens du clergé, fait échouer le veto royal, continuaient à aider la marche de la Révolution, en refusant leur vote à une proposition tendant à maintenir au catholicisme le privilège de religion d'Etat et de seul culte public. Les chapitres cathédraux prirent moins facilement leur parti de la situation nouvelle. Ils envoyèrent en foule leurs protestations à l'assemblée nationale¹, et plusieurs villes suivirent leur exemple. L'évê-

1. Talleyrand répondit en ces termes à la protestation du chapitre d'Autun : « S'il est un principe sacré parmi les hommes, c'est que la conscience est un asile inviolable, et que tout moyen de contrainte en matière de religion, est un attentat contre le premier des droits de l'hom-

que de Dijon, qui justifia dans une lettre publique la protestation de la minorité, affirme avec instance qu'elle était conforme au vœu unanime de tous les bailliages.

Le refus de la Constituante de proclamer le catholicisme religion d'État, avait produit assez d'émotion pour que Mirabeau crût devoir défendre cette décision dans son projet d'adresse aux Français. Le tribun y affirme que « la religion ne peut être un rapport social ; elle est un rapport de l'homme privé avec l'être infini. » Il ne peut, dit-il, y avoir de *national* dans un empire que les institutions établies pour produire des effets politiques. Il s'étonne qu'on veuille donner le caractère d'une *religion constitutionnelle* au christianisme, lequel « s'exclut par son essence de tout système de législation locale. » Ce qui l'a distingué de toutes les autres religions, c'est qu'il n'a jamais voulu se confondre avec les institutions des peuples, qu'il n'a jamais voulu être « la religion de la loi et des Césars. » Il a été la religion catholique, c'est-à-dire universelle, et non une religion locale, une religion nationale. « L'Évangile a demandé, en paraissant au monde, que les hommes *le reçussent* et que les gouvernements *le souffrissent*. » Disons que le catholicisme « est de fait *la religion du public*, sans être de droit *la religion nationale* ; car une religion n'est pas adoptée par la nation, en tant qu'elle est une puissance, mais en tant qu'elle est une collection d'hommes. » Mirabeau, dans son discours du 26 novembre 1789, avait dit, non sans emphase, que l'inscription du budget des cultes dans la constitution équivalait à une reconnaissance du catholicisme comme religion d'État. « Vous l'incorpo-

me. Ce principe éternel de raison et de paix que l'ignorance et la passion ont pu seules obscurcir, ne pouvait être trop hautement proclamé par l'assemblée... Je ne sais ce que c'est que de présenter au corps législatif une protestation contre ses décrets. »

rez, s'écriait-il, à l'existence d'un grand empire, vous consacrez à la perpétuité de son règne et de son culte la plus solide portion de la subsistance de l'Etat... Plantant le signe auguste du christianisme sur la cime de tous les départements de la France, vous confessez à la face de toutes les nations et de tous les siècles que Dieu est aussi nécessaire que la liberté au peuple français. » Mirabeau reprend le même argument dans son adresse aux Français. Il affirme que par le budget des cultes, la nation a garanti « la perpétuité et l'immutabilité de l'acceptation qu'elle a fait du christianisme. Dès lors cette religion a reçu dans l'Etat une existence civile et légale, qui est le plus grand honneur qu'une nation puisse rendre à la sainteté et à la majesté de l'Evangile. » La nation ne peut aller au-delà. Mirabeau avait raison de dire que le christianisme n'avait jamais été une religion nationale dans le sens des religions anciennes, qui se confondaient avec les institutions politiques et locales, et étaient un simple rouage de l'Etat. Mais le catholicisme n'en avait pas moins été en France une religion d'Etat, une religion nationale, en tant qu'elle était seule acceptée par la nation comme culte public, et avec ce privilège que ses décisions, sa discipline avaient force de loi au for extérieur. Désormais l'Etat retire à l'Eglise cette protection, dénonce l'alliance séculaire.

III

Nous avons de la peine à comprendre, après cent ans de liberté des cultes dans notre pays, l'émotion que la décision de l'assemblée provoqua dans la droite, parmi les évêques et dans la France catholique. Mais il faut sortir de notre temps et retrouver les sentiments d'un autre âge. L'u-

nité religieuse pour laquelle l'Eglise avait combattu durant trois siècles était définitivement rompue. Ces prêtres, ces chanoines, ces évêques, jusqu'alors ministres de la religion nationale, la voyaient tout à coup déchoir, perdre le rang suprême et placée dans des conditions d'égalité avec les autres cultes. Depuis Clovis, l'Eglise était dominante, elle était reine, et, malgré l'implantation du protestantisme en France, le roi continuait à jurer, au jour de son sacre, la perte des hérétiques. Sans doute cette situation privilégiée se trouvait minée par l'affaiblissement de la foi et l'esprit de tolérance ; mais un édifice a beau être sapé par la base, sa chute n'en produit pas moins une impression de surprise et d'épouvante. Par la sécularisation de l'Etat, par la proclamation de la liberté des cultes, la religion catholique se trouvait tout à coup déchue de sa prépondérance légale et dominatrice. La puissance politique se dérobait, lui laissant pour unique force son action spirituelle sur les âmes. Pour qu'il fût bien entendu que le prêtre n'avait plus aucun privilège dans l'Etat, on lui interdisait jusqu'au costume ecclésiastique, que l'évêque de Blois, M. de Thémynes, appelait « l'enseigne d'une religion publique. » La situation était trop nouvelle, la chute paraissait trop profonde, pour que les évêques ne fissent point entendre des plaintes. L'Eglise ne devait pas tarder à s'apercevoir qu'elle pouvait reprendre sa marche, que la nouvelle jurisprudence n'enlevait point un seul fidèle au catholicisme, qu'elle se bornait à accorder aux protestants de pratiquer librement, publiquement, ce qu'ils pratiquaient eu fait et en contrainte. Mais l'espèce de déchéance sociale, provoquée par la suppression de la religion d'Etat, n'en produisit pas moins dans le cœur de l'épiscopat une impression douloureuse.

Entendcz l'évêque de Toulon. « Nos larmes, dit-il, n'ont cessé de couler depuis ce fatal décret, et elles ne pourront

tarir que par l'espérance de le voir révoquer, et de voir rendre un hommage solennel à cette religion sainte que l'on veut faire rivaliser avec les sectes les plus impies... Quoi ! la religion catholique ne sera plus la religion de l'Etat. La religion de Clovis, de Charlemagne, de saint Louis, ne sera plus la seule et unique religion des Français. Nous verrons, à côté de la chaire de vérité, s'élever des chaires de mensonge, et l'ordre, la majesté de nos cérémonies, troublées par le chant, les cris et les profanations des sectes les plus impies ! Français, qui professez depuis plus de douze siècles la religion catholique pour laquelle vos pères ont répandu le sang, qui montriez pour elle naguère un attachement que nous croyions inaltérable, quel étrange changement s'est opéré parmi vous, puisque vous avez pu voir de sang froid, cette atteinte portée à la religion de nos ancêtres ! Les protestants, les hérétiques, les Musulmans, les Juifs déicides, les païens même vont désormais, la tête levée, répandre leur doctrine et insulter à la vôtre, tâcher de vous faire avaler leur poison et, s'ils n'y réussissent pas, vous inspirer au moins, une indifférence pour votre religion, pire que la mort même. Les lois du royaume, qui jusqu'à ce jour ont été conformes ou calquées sur la religion, pourront aujourd'hui les contrarier, puisqu'elle n'est plus la religion d'Etat. » Cette lettre, celle publiée à cette occasion par l'évêque de Dijon ¹, font revivre dans toute leur ardeur les sentiments qu'inspirait à beaucoup de prélats la situation nouvelle créée par la Constituante. Ils ne voyaient pas disparaître sans une certaine terreur les états séculaires que l'Etat avait prêtés à la religion. Ne

1. Lettre de l'évêque de Toulon aux fidèles de son diocèse, 1^{er} juillet 1790. *Collect. Ecc.*, I, 463-464. — Lettre de l'évêque de Dijon, *ibid.* t. XIV, p. 428 et suiv. Ce tome XIV est presque rempli de protestations, tant fut grande l'émotion causée par le refus de déclarer le catholicisme religion d'Etat.

sachant pas par expérience que, même en plein régime de la liberté des cultes, ceux-là seuls sont viables qui par la nature de leurs dogmes, l'élévation de leur morale, peuvent avoir prise sur l'opinion, ils croyaient voir le catholicisme dévoré par toutes les sectes qui, semblait-il, allaient pulluler de toutes parts. D'ailleurs, le spectacle de plusieurs cultes publics n'est-il pas à lui seul un encouragement à l'indifférence pour la vraie religion ?

Enfin cette chute de l'Eglise paraissait entraîner les conséquences législatives les plus graves. C'est dans le but de les éviter que les négociateurs romains du concordat feront plus tard tous leurs efforts pour faire reconnaître par Bonaparte le catholicisme comme religion nationale. Certains décrets dont on menace l'Eglise dès maintenant, « le divorce entre les époux, la liberté du mariage pour les ministres des autels », seraient impossibles avec une religion d'Etat ¹. Déjà l'Etat refuse toute valeur légale aux vœux solennels. Barnave les a déclarés « incompatibles avec les droits de l'homme » ; Garat les a qualifiés de « suicide civil », de « vol de sa personne à la société » et à la nature. Le décret du 13 février 1790 ouvre les couvents, et enlève à l'Eglise les troupes auxiliaires dont elle avait réclamé les services à travers les siècles.

Jusqu'alors l'Etat s'était déchargé sur l'Eglise du soin de l'assistance et de l'instruction publiques. Elle allait perdre, avec le caractère national, cette double mission, que la suppression des biens et des dîmes la met-

1. « Nous sommes menacés de voir décréter le divorce entre les époux et la liberté du mariage pour les ministres des autels. La religion catholique une fois reconnue pour la religion d'Etat... l'assemblée nationale n'aurait pu, sans l'inconséquence la plus révoltante, adopter la religion catholique et contrarier par ses décrets les dogmes, la morale et les lois essentielles de cette même religion. » La liberté accordée à toutes les sectes ne peut qu'être « funeste à la vraie croyance, et favoriser en France la propagation de toutes les fausses religions. » *Lettre de M... député, etc.* p. 66-69.

tait d'ailleurs dans l'impossibilité de remplir comme auparavant. La Constituante, par le décret du 22 décembre, mit sous la surveillance des assemblées départementales les « hôpitaux, hôtels-Dieu, établissements et ateliers de charité, » et aussi les prisons, les maisons d'arrêt et de correction, sur lesquelles la religion avait toujours étendu son influence ¹. Le comité de mendicité, établi par l'assemblée nationale, régna en maître dans tout ce domaine.

La Constituante, qui entendit le rapport de Talleyrand sur l'instruction publique, n'eut pas le temps de légiférer sur ce grave sujet. Cependant, par le décret du 22 décembre 1789, elle plaça l'enseignement sous l'autorité des assemblées départementales. Le 11 février 1790, la Constituante, dans son adresse aux Français rédigée par Talleyrand, annonçait que l'assemblée terminerait ses travaux par un « code d'instruction et d'éducation nationale. » Le rapport fait à la Constituante par ce prélat en 1791, dira dans quel esprit il s'agissait d'élever désormais les générations nouvelles. La direction et l'inspiration de l'éducation échappaient à l'Eglise, bien qu'il ne fût

1. La loi du 22 décembre, sect. III, art. 2 (Duvergier, I, 91) dit formellement : « Les administrations départementales seront chargées » de tout ce qui touche : « 1° au soulagement des pauvres et à la police des mendiants et des vagabonds ; 2° à l'inspection et à l'amélioration du régime des hôpitaux, hôtels-Dieu, établissements et ateliers de charité, prisons, maisons d'arrêt et de correction ; 3° à la surveillance de l'éducation publique et de l'enseignement politique et moral ; ... à l'entretien, réparation et reconstruction des églises, presbytères et autres objets nécessaires au service religieux. » — Avant la Révolution une très large part était faite à l'élément laïque dans l'administration temporelle des hôpitaux. Mais le concile de Trente donnait aux évêques le droit et le devoir d'inspecter les biens et l'administration des hôpitaux, de les gouverner complètement au point de vue spirituel. L'article 29 de l'édit de 1695 reconnaît des droits considérables aux évêques dans l'administration des hôpitaux. Ils président les bureaux d'administration, règlent le service divin, etc. La loi du 19 août 1792 désorganisa le service des hôpitaux, en supprimant toutes les congrégations, « même celles uniquement vouées au service des hôpitaux et au soulagement des malades. » Ces religieuses pouvaient, il est vrai, continuer leur service « à titre individuel. » Mais la loi du 3 octobre 1793 expulsa celles qui n'avaient pas prêté serment.

point encore question de chasser la religion de l'école¹.

La domination de l'Eglise dans la famille allait aussi recevoir une grave atteinte, et cette nouvelle blessure fut vivement ressentie. Nous l'avons dit, jusqu'en 1789 on naissait légalement à la société civile comme à la société religieuse par le baptême, on la quittait par l'acte de décès dressé par le curé ; on entrait dans le mariage par le sacrement. Depuis le concile de Trente, par les lois du XVI^e siècle, par l'ordonnance de Blois de 1579, le sacrement avait absorbé le contrat, et jusqu'à la Révolution la législation civile sur le mariage s'était fidèlement inspirée de la législation canonique. Voici qu'avec la déchéance du catholicisme comme religion d'Etat, le contrat civil apparaît dans le mariage pour se séparer du sacrement. Durand de Maillane fit sur ce grave sujet un long rapport qui fut imprimé par ordre de l'assemblée nationale. Le projet de loi porte « que le mariage est essentiellement un contrat, *dont la solidité ne peut dépendre que de l'observation des lois de la nature et de celles de l'Etat* ; que le sacrement institué pour sanctifier le mariage, pour communiquer aux époux des grâces surnaturelles, peut bien exiger des conditions que la puissance civile n'a pas à déterminer, mais qu'il est entièrement séparable du contrat ; que tous les hommes ont un égal droit à l'Etat civil dans la liberté des opinions religieuses assurée par la constitution. » On devine la conséquence immédiate de ces principes. Le rapporteur déclare que l'Etat ne reconnaîtra plus comme empêchements du mariage les vœux solennels, la disparité du culte, l'affinité

1. Cf. *L'éducation morale et civique avant et pendant la Révolution*, par l'abbé Sicard, in-8°, p. 217 et suiv., ouvrage couronné par l'Académie française. L'assemblée nationale se contenta d'insérer l'article suivant dans la constitution de 1791 : « Il sera créé et organisé une instruction publique commune à tous les citoyens, etc. » Cf. Gréard, *La législation de l'instruction primaire en France depuis 1789*.

spirituelle, etc. Il n'y aura plus de « temps prohibé ». Le pouvoir civil fera les publications, et la loi ne tiendra pour « mariés valablement » que ceux qui auront formulé leur engagement devant l'officier municipal et d'après les règles tracées par l'Etat, la validité du mariage ne dépendant désormais que du « seul consentement. » La bénédiction nuptiale continuera à être donnée à ceux qui la demanderont, mais elle n'apportera rien à la force du contrat civil. Les parents ne seront plus obligés légalement de faire baptiser leurs enfants ; l'acte de naissance ne sera point attaché à l'administration de ce sacrement ni l'acte de décès à la sépulture religieuse. Ce ne seront plus les curés, mais les officiers municipaux qui seront chargés désormais de dresser les actes constatant les naissances, les mariages, les morts, et constituant l'état civil des citoyens.

On devine quelle émotion, un tel rapport, un tel projet de loi, conséquence de la suppression de la religion d'Etat, durent provoquer dans le clergé. Ils furent vivement attaqués, en particulier par un curé de Carcassonne, député à la Constituante. Durand de Maillane répliqua avec vivacité. Il affirma qu'on n'aurait jamais dû confondre « le contrat de mariage et le rit ecclésiastique qui en fait un sacrement » ; que l'Etat avait eu le tort de laisser envahir par l'Eglise le domaine du mariage ; qu'avant la Révolution le désintéressement de l'Etat sur cette question n'était pas tel qu'il formulât entièrement ses lois sur celles de l'Eglise, puisque la loi civile déclarait nuls les mariages des fils de famille et les mariages *in extremis* regardés comme valides par l'Eglise ; qu'avec la législation nouvelle tous les catholiques, c'est-à-dire la généralité des Français, continueraient à se présenter au prêtre. Cependant comme on avait objecté que, d'après l'enseignement des théologiens, le sacrement de mariage ne se sépare pas du contrat, que le consentement déjà donné par les époux devant l'officier civil ne laisserait

qu'une « matière douteuse » au sacrement à recevoir, le comité consentit à modifier son projet de loi. Au lieu d'obliger les futurs à se présenter tout d'abord devant l'officier municipal, on leur laissa la liberté de donner la priorité soit à la mairie, soit à l'Eglise ¹.

Cette réponse ne pouvait satisfaire les adversaires du projet de loi. L'abbé Barruel entre en lice dans son *Journal ecclésiastique*, et prend vivement à partie les promoteurs du mariage civil. Ce qui l'irrite c'est qu'on vienne contester « l'autorité de l'Eglise sur le lien conjugal, anéantir » les empêchements dirimants établis par elle, proclamer le mariage valide malgré l'absence du prêtre, faire dire aux futurs devant l'officier civil « qu'ils se prennent en légitime mariage, » en un mot déclarer « légitime l'union que l'Eglise déclare nulle, déclarer nulle celle qu'elle déclare légitime. Vous n'avez pas ce droit sur les consciences. » La grande erreur du comité, dit Barruel, c'est de croire que « le mariage consiste dans le contrat civil. Le mariage consiste, non dans le contrat civil, mais dans le contrat naturel. » Barruel s'étonne qu'on apporte cette nouvelle cause de discorde dans un empire déjà agité par tant d'orages, tant de bouleversements, par l'hostilité manifeste de tant de décrets nouveaux contre les lois religieuses et les habitudes chrétiennes de l'ancienne France. « N'y avait-il donc pas, s'écrie-t-il, assez d'opposition entre vos principes et les nôtres ? N'avez-vous pas assez étendu votre empire sur

1. *Rapport sur le projet de décret des comités ecclésiastique et de Constitution, concernant les empêchements, les dispenses et la forme des mariages*, par Durand de Maillane, 1790, 24 et 16 pages in 8°. — Troisième édition du projet de loi, 19 mai 1791, 15 pages. — *Suite et défense du rapport*, etc. 1790, 38 pages in 8°. — A la même époque, Durand de Maillane fit un rapport à la Constituante « sur l'affaire du sieur Talma, comédien français », que le curé de St-Sulpice avait refusé de marier comme comédien. Durand de Maillane conclut que le curé de St-Sulpice n'a pas outrepassé ses droits et que Talma peut bénéficier de la nouvelle loi sur le mariage civil.

nos propriétés ? N'avez-vous pas assez contrarié nos dogmes sur le chef de l'Eglise, sur la juridiction de ses évêques ? N'avez-vous pas assez innové dans notre discipline, dans le choix des pasteurs ? Quel est donc l'intérêt qui vous presse ? Pourquoi créer encore des obstacles religieux, à cette constitution pour laquelle vous êtes si zélés ? » Barruel fait alors sa profession de foi avec une véritable véhémence. « C'est ma religion à moi, s'écrie-t-il, que toute union conjugale contractée malgré les empêchements dirimants établis par l'Eglise est sans validité. Pourquoi voulez-vous donc que je croie le contraire sur la parole de votre comité contre les décisions des conciles et des pontifes ; que je le croie, ou bien que j'agisse contre ma foi ; que je le dissimule, et que j'apostasie. Vous avez une constitution : j'en ai une qui ne varie pas, c'est celle de ma foi. Malheur à l'ignorant pasteur qui la sacrifiera à vos révolutions ! Malheur au prêtre lâche que pourraient effrayer vos menaces, vos imputations de révolte, vos comités de recherches et d'inquisitions ! Le revolté n'est pas celui qui sait mourir pour la vérité, qui ne vous offre que sa tête pour la défendre. Le premier des rebelles est celui qui commande l'erreur. » Barruel n'est point disposé à être de ces prêtres lâches et muets. Il poursuit avec une verve et une indignation croissante : « Je dirai au catholique, marié dans vos hôtels-de-ville, et loin de son pasteur : Votre mariage est nul, la cohabitation avec votre prétendue épouse n'est qu'une fornication habituelle. Vous n'approcherez pas des sacrements, vous ne recevrez celui du mariage même qu'après l'expiation du crime que vous avez commis contre la sainteté de l'union conjugale ; vous commencerez par vous séparer de celle qui n'est point votre épouse légitime. Vous avez un mensonge, une profanation, une espèce d'apostasie à expier. Vous saviez que vous ne pouviez devenir époux qu'en la présence de votre pasteur, et mal-

gré l'absence de votre pasteur, vous avez dit à cette femme : je vous prends pour épouse. Vous avez menti contre votre conscience. Vous connaissiez la loi et la doctrine de l'Eglise ; vous l'avez violée en face du magistrat ; c'est une profanation et une apostasie publique. Au lieu d'écouter les Maillane, Le Camus, les Lanjuinais, écoutez nos pontifes, écoutez nos conciles, écoutez cette Eglise à laquelle Dieu vous a soumis sous peine d'anathème et de damnation ¹. »

Ce véhément publiciste n'avait pas seulement pour lui le suffrage des théologiens. Il pouvait invoquer à l'appui de sa thèse les habitudes religieuses des populations. C'est peut-être pour cela que la Constituante se contenta d'inscrire dans la constitution le principe du mariage et de l'état civil ², sans prendre le temps de voter une loi à ce sujet. La Législative achèvera sur ce point la révolution préparée par la Constituante, et pourtant François de Neufchâteau pourra encore s'écrier dans la séance du 17 mars 1792 : « Si l'on publie une loi qui permette de vivre comme mari et femme, à la suite d'un simple contrat passé devant la municipalité, je le soutiens, le peuple croira qu'on a détruit le sacrement de mariage ³. »

1. *Journal ecclésiastique* de l'abbé Barruel, décembre 1790. Barruel est pourtant d'avis que le magistrat peut constater l'Etat civil des époux.

2. « La loi, dit la constitution de 1791. (tit. II, art. 17), considère le mariage comme un contrat civil. Le pouvoir législatif établira pour tous les habitants sans exception, le mode par lequel les naissances, mariages et décès seront constatés, et il désignera les officiers publics qui en recevront et consacreront les actes. »

3. « Cette loi, disait François de Neufchâteau, ne peut être bonne. Séparer le contrat civil du contrat religieux, faire une loi sur le divorce et le mariage des prêtres, c'est agir en législateurs philosophes. La France ne supportera pas en ce moment une innovation qui paraîtrait toucher aux dogmes religieux. Quoique nous soyons dans le siècle de la philosophie, le peuple n'est pas encore philosophe. Ceux qui ont lu les bons écrits qui ont été publiés sur la Révolution sont en petit nombre, et l'instruction passe lentement dans la classe du peuple qui travaille.

IV

Quelle était l'attitude des évêques au milieu de tant de ruines ? Ils n'étaient pas, ils ne pouvaient être satisfaits. Durand de Maillane raille à plaisir leur déconvenue. « Les évêques, dit-il, les prêtres sont des hommes comme nous, plus sensibles que nous, parce que dans leur célibat, ils n'ont point à partager comme nous leurs affections dans des familles. Or, le clergé était ci-devant corps, ci-devant ordre et premier ordre, ci-devant très puissant aux Augustins (par ses assemblées), ci-devant opulent, tenancier, Seigneur, Monseigneur, Grandeur, juge avec officialité, bras séculier, etc, etc. Et tout cela n'est plus, tout cela a été renvoyé par l'Assemblée nationale au pied de la montagne de dessus laquelle l'état, les devoirs et les fonctions des prêtres ont été tracés en caractères divins, imprescriptibles et ineffaçables. Il y a loin de ce pays au nôtre, et on les a pressés, pris comme au dépourvu, pour faire ce long et pénible voyage ¹. »

C'était peu généreux de railler ainsi des victimes ; ce n'était même pas juste. Durand de Maillane, en présentant ces « ci-devant » comme de nouveaux Jérémie pleurant sur les ruines de leur grandeur temporelle évanouie, dissimulait mal son dépit de la résistance opposée par les évêques à la constitution civile du clergé. En fait, l'épiscopat montra une noble grandeur au milieu des coups qui le frappaient de toutes parts.

Fallait-il en effet désespérer ? A travers les nuages soulevés par un tel effondrement, les évêques eurent-ils comme une vision des temps modernes, et le pressenti-

1. *Suite et défense du rapport*, etc., 1790, p. 27.

ment des destinées éternelles de l'Eglise de France reconstituée sur des bases nouvelles ? A voir avec quelle facilité sa situation séculaire, ses prérogatives politiques et religieuses, sa richesse, viennent d'être abattues en quelques jours, comme un château de cartes, par un simple coup de majorité, il faut bien convenir que l'édifice, déjà miné par la base, ébranlé par les attaques, les convoitises de ses ennemis, était à la merci de la première tempête. Il ne fallut point s'étonner, par exemple, que le peuple qui payait la dîme ne s'insurgeât point pour la maintenir, ni que la nation ne versât point des torrents de larmes sur la disparition de ces abbayes, de ces vastes domaines, qu'elle voyait trop souvent servir au luxe de quelques privilégiés. Mais si les ennemis du clergé croyaient l'anéantir en le dépouillant, en le réduisant à sa mission spirituelle, ils se trompaient. Ils le rajeunissaient, au contraire, à certains égards. L'Eglise, en voyant lui échapper ses privilèges, ses richesses, perdait, il est vrai, de grands moyens d'action et la première condition d'indépendance ; mais cette situation avait eu pour conséquence inévitable bien des servitudes dans l'ancien régime. Elle voyait tomber, avec sa fortune, les jalousies, les cupidités éveillées contre elle. Débarrassée de ces *impedimenta*, de ces soucis temporels qui, à certaines époques de son histoire, avaient paru tenir ses chefs plus occupés de ce monde que de l'autre, elle allait se trouver plus face à face avec les âmes, en présence plus directe des intérêts spirituels qui font sa force immanente. Chassée de ses palais, il lui restait les temples. Exclue des affaires et des assemblées politiques, elle trouvait asile dans les consciences. Le traitement de l'âme, les destinées éternelles, voilà le levier avec lequel elle pouvait encore remuer le monde. L'Etat, en se retirant d'elle, en emportant avec lui tout ce qu'il avait donné, ne pouvait du moins lui ravir ce qu'elle ne tenait pas de lui, la puis-

sance spirituelle. Le navire de l'Eglise va reprendre sa marche dans des conditions nouvelles, et comment chercher à le submerger encore, comment s'acharner contre un clergé auquel on n'a plus rien à prendre et qui, laissant la terre en partage aux enfants des hommes, n'affiche plus d'ambitions que pour le ciel.

En fait, c'est ainsi que la situation fut comprise par beaucoup d'évêques dans cette période révolutionnaire où, hier, puissants et riches, aujourd'hui, faibles et pauvres, ils auraient pu être tentés de pousser des lamentations qui, du reste, n'auraient fait pleurer personne¹ ? Au lieu de s'attarder à des jérémiades stériles, ils montrent un cœur de gentilhomme plus grand que la fortune. Devant les faits accomplis, ils regardent l'avenir et semblent dire avec le poète :

Un grand destin commence, un grand destin s'achève !

Les prélats de l'Assemblée constituante gardent dans ces difficiles conjonctures, une singulière possession d'eux-mêmes. Ils établissent une démarcation très nette entre ce qui est essentiel à l'Eglise, ce qu'elle tient de Dieu, et ce qui lui vient par surcroît des pouvoirs temporels qui peuvent le lui retirer. Ils disent dans leur lettre collective à Pie VI : « Nous avons su distinguer ce que les puissances humaines avaient donné à l'Eglise et ce qu'elle tenait du ciel, ce qu'elles pouvaient lui reprendre et ce qu'elles ne pouvaient lui ravir. » Ce qu'elles pouvaient lui reprendre, ce sont les privilèges d'ordre humain. Et « quel est celui de nous qui n'ait pas fait le sacrifice de son existence civile et politique, à la patrie comme à la religion ? ». Bossuet, le théoricien, le

1. On lit dans un pamphlet de l'époque (*le Clergé à tous les diables*, 1789, 7 p.) : « Pleure, clergé, pleure ; les larmes que tu répands sont pour nous un torrent de plaisirs. »

chantre du pouvoir absolu et du droit divin, fournit ici aux évêques les expressions les plus fortes pour distinguer les attributions essentielles de l'Eglise, de ses privilèges transitoires. « Sans doute, dit Bossuet, l'Eglise a pu se servir des rois et des empereurs, pour mieux servir Dieu, pour élargir les voies du ciel, pour donner un cours plus libre à l'Evangile, une force plus pressante à ses canons, et un soutien plus sensible à sa discipline. Les princes religieux lui ont élevé par leur protection ces invincibles dehors qui la font jouir, disait un pape, d'une douce tranquillité à l'abri de leur autorité sacrée ; et l'Eglise, à son tour, leur érige un trône dans le lieu le plus inaccessible, dans la conscience où Dieu même a le sien ; et c'est là le fondement le plus assuré de la tranquillité publique. » Voilà bien caractérisée dans un magnifique langage l'union de l'Eglise et de l'Etat. Mais si l'Etat se sépare d'elle et lui retire par cette scission ce que Bossuet appelle les « moindres droits » : rasurez-vous. « Que l'Eglise demeure seule, s'écrie Bossuet, ne craignez rien, Dieu est avec elle et la soutient au dedans... Jamais cette forteresse, bâtie d'une main divine, ne fut plus forte et plus inébranlable, que lorsque, défendue par l'invincible persuasion des premiers fidèles, elle résistait, sans aucun secours emprunté des moyens humains, aux puissances du siècle conjurées contre elle, et triomphait des persécutions par les souffrances¹. »

Il était opportun de rappeler la vitalité, la force d'expansion et de résistance que la religion possède par elle-même², et le surcroît de force que lui apportent les souff-

1. Bossuet fait ailleurs les mêmes déclarations dans son discours sur la divinité de Jésus-Christ. « La vérité, dit-il, se sert des hommes, mais elle n'en dépend pas. » — M. de Boisgelin dit dans son Opinion sur les ordres religieux : « Les ordres monastiques s'étaient longtemps maintenus en France sans emprunter l'autorité des lois. Et dans ce temps, où la loi ne veillait pas à la porte des monastères pour en fermer la sortie, il ne venait pas dans la pensée d'un religieux d'en franchir les limites. »

2. Mirabeau, dans son projet d'adresse aux Français, avait dit moins

frances et les persécutions, à un moment où l'Eglise de France, dépouillée de toutes ses grandeurs temporelles, allait être ramenée à l'ère des martyrs. Les évêques de la Constituante savaient aussi et disaient, que si « les ministres de la religion » tenaient de l'Etat « un pouvoir réel sur des choses qui ne dépendent que de la puissance civile », cette puissance civile s'était, en retour, adjugé « un pouvoir qu'elle n'a point par elle-même sur les choses qui ne dépendent que de la religion... » Aussi font-ils sans déchirement le sacrifice de ces « moindres droits », dont nous parlait Bossuet, de ces « invincibles dehors », élevés comme une redoute autour de l'Eglise, et qui ne l'avaient point empêchée d'être vaincue au dix-huitième siècle. Voilà les sentiments des trente prélats encore présents, en mai 1791, à la Constituante.

D'autres évêques non députés, semblent abandonner avec encore plus de facilité les privilèges abolis par les Etats généraux. Un grand intérêt s'attache aux écrits épiscopaux de cette époque, durant les quelques mois qui séparent la constitution civile du clergé, préparée, imminente, des décrets qui ont déjà accumulé pour lui tant de ruines dans l'ordre temporel.

Les déclarations faites par M. de Chabot, évêque de Saint-Claude, dans un mandement du 1^{er} juin 1790, sont particulièrement importantes en ce qui touche les rapports du clergé avec la politique. Le prélat y fait bon marché du rôle exercé jusqu'alors sur ce point par l'Eglise. « Renonçons donc, dit-il, une bonne fois et sans regret, aux affaires de ce monde ; laissons aux morts le soin

bien que Bossuet : « Le christianisme faible et chancelant dans sa naissance, n'a point invoqué l'appui des lois, ni l'adoption des gouvernements. Les ministres eussent refusé pour lui une existence légale, parce qu'il fallait que Dieu seul parût dans ce qui n'était que son ouvrage, et il nous manquerait aujourd'hui les preuves les plus éclatantes de la vérité, si tous ceux qui professèrent avant nous cette religion sainte, l'eussent trouvée dans la législation des empereurs. »

d'ensevelir les morts. Abandonnons sans regret et sans réserve, aux enfants du siècle, la gloire de constituer ou d'administrer les empires, de distribuer et de balancer les pouvoirs, de réformer les lois ou d'en faire de nouvelles, de rétablir ou d'améliorer les finances, de créer des tribunaux, d'organiser les armées. Au milieu de ces bruyantes et orageuses discussions, quelle figure peut faire le paisible ministre des autels ? S'il ne connaît rien à toutes ces matières, ou s'il n'a là-dessus que des notions vagues et insuffisantes, de quoi peut servir son opinion à la chose publique ? Il occupe inutilement la place d'un autre. Il parle au hasard, s'il consulte l'amour-propre. Il se dévoue à un éternel silence, s'il conserve quelque modestie. Il n'a de choix qu'entre la témérité qui peut nuire et la nullité qui avilit ; il ne peut être que l'instrument passif du parti qui domine, ou l'inutile appui du parti qui résiste. Il perd, à entendre des débats étrangers à son état, à ses études, à son goût, un temps précieux destiné à de plus nobles usages. Il se consume d'ennui, sans que la patrie puisse lui savoir gré de sa triste patience, parce qu'elle n'en recueille aucun fruit. Si, pour ne pas se perdre dans la foule des esprits vulgaires, et faire un personnage dans des assemblées civiles et politiques, il étudie et approfondit des questions profanes et séculières ; s'il se met en état d'y briller par la nouveauté de ses plans, par la hardiesse de ses idées ; s'il y acquiert la réputation d'un habile administrateur, s'il peut le disputer au publicain en science financière, il en est bien moins estimable encore aux yeux de tout homme sensé. Son vain savoir en ce genre est pour lui, quoi qu'il en dise, un vrai sujet de honte ; lui-même en rougirait s'il n'avait pas perdu, avec l'esprit de son état, le goût des choses solides et le discernement du véritable mérite. Les moins sévères voient bien qu'il n'a pu se livrer à ces études profanes qu'au préjudice de ses plus importants devoirs.

On ne l'estime point parce qu'il sait ou croit savoir, comme tant d'autres, administrer les affaires de ce monde, mais on le méprise parce qu'il n'entend rien à celles de Dieu. Il ne possède ni l'éminente science des Ecritures, ni le grand art de ramener les pécheurs de leurs égarements, de faire entrer les âmes dans les voies de la justice et de les affermir.»

Il fallait citer tout entière cette page presque véhémentement, écrite dans un style auquel ne nous ont point habitués les mandements épiscopaux de l'ancien régime. Il était difficile de jeter par dessus bord avec plus de désinvolture, toutes les anciennes prérogatives politiques et administratives de l'Eglise de France. Plus d'un député ecclésiastique de la Constituante, Talleyrand, Sieyès, Maury, Boisgelin lui-même, purent reconnaître quelques-uns de leurs traits dans la vive peinture, tracée par M. de Saint-Claude, du prêtre qui se mêle de réformer, de constituer l'Etat, qui étale la science financière du publicain.

M. de Chabot, qu'un esprit de réaction exagéré poussait ainsi à condamner toute science et tout rôle profane dans les clercs, leur rappelait avec force « qu'ils sont les ministres d'un royaume qui n'est pas de ce monde. En nous renfermant, dit-il, tous, tant que nous sommes, dans la sphère de nos fonctions, en ne nous mêlant plus avec les enfants du siècle dans des assemblées où l'on ne traite que les affaires de la terre; en prenant pour notre unique partage le soin de régler les consciences, de sanctifier les âmes, nous gagnerons d'abord une considération et une confiance absolument nécessaires au succès de notre ministère: de plus, nous éteindrons dans leur source des jalousies et des rivalités toujours funestes à la religion. C'est l'unique moyen aujourd'hui d'apaiser la tempête qui nous agite, de désabuser les plus prévenus, de calmer les plus violents et les plus emportés, de mettre fin

à nos périls, de ramener une concorde dont l'Eglise et la patrie ont un si pressant besoin. Dès que nous aurons, par une conduite franche et soutenue, convaincu les plus défiants qu'ils n'ont plus rien à craindre de notre part, ni opposition ni concurrence dans les affaires temporelles, tout changera autour de nous. A la haine, aux menaces, aux insultes dont nous nous plaignons, succéderont bientôt l'estime, la confiance, l'admiration. Où est l'ennemi assez aveugle et assez féroce pour refuser cet hommage à des hommes qui, uniquement occupés à dispenser à leurs semblables les biens du ciel, ne prétendent plus rien à ceux de la terre ¹. » Voilà donc l'évêque de Saint-Claude demandant au prêtre de se renfermer dans sa mission spirituelle, de se retirer des affaires de ce monde ². Ce conseil ne pouvait déplaire à ceux qui l'en avaient chassé. Il n'était point seul à le donner. M. du Tillet, évêque d'Orange, dans une brochure publiée alors, compte, parmi les abus introduits dans le clergé de France, celui d'être « devenu un corps politique dans l'Etat, ce qui répugne, disait-il, à son institution ³. »

1. Cf. *Mandement et instruction pastorale de Mgr l'évêque de Saint-Claude, adressés à son clergé*, 1^{er} juin 1790, 203 p., in-8, p. 44-47.

2. M. de Chabot ne comptait pas, en donnant ces conseils, affaiblir le patriotisme du prêtre. « Loin de nous, disait-il, de tels sentiments. Nous sommes citoyens, enfants de la patrie, avant d'être ministres des autels. Ce second titre ne saurait effacer le premier ni nous affranchir des devoirs qu'il impose. En ne nous mêlant plus de la chose publique, nous n'en désirerons pas moins ardemment qu'elle soit florissante et heureuse. Nous n'administrerons plus les affaires de l'Etat, mais jour et nuit nous lèverons les mains au ciel, pour obtenir à ceux qui sont chargés de ce pénible soin l'esprit de sagesse, de conseil et de force... Nous serons plus utiles à la patrie par nos prières, par la sainteté de nos exemples, par l'ascendant de notre ministère sur les mœurs publiques, que par nos discussions et nos débats dans des assemblées politiques. Ce n'est donc point le patriotisme que nous cherchons à engourdir et à décrier dans l'esprit des ecclésiastiques, à Dieu ne plaise ! Ce sont les inquiétudes de la vanité, ce sont les intrigues de l'ambition, c'est la soif d'une déplorable célébrité, c'est la fureur de se produire dans le monde et de s'y signaler par des talents et des qualités frivoles. » (*Ibid.*, p. 49).

3. *Sentiment d'un évêque sur la réforme à introduire dans le temporel et la discipline du clergé*, 1790.

Ce n'est point là un langage de désespérés. Les évêques, d'abord un peu ahuris au milieu de l'effondrement de leur situation séculaire, ne tardent pas à reprendre possession d'eux-mêmes, et à apercevoir, à travers la fumée des décombres, les lignes d'une Eglise nouvelle. Mais nous n'avons point encore dit toutes leurs tribulations. Au deuil de l'Eglise va se joindre celui de la monarchie.

CHAPITRE SIXIÈME

Les évêques et la Constitution politique

I. Les évêques passionnés pour la question politique comme pour la question religieuse. — Le sort de la monarchie en dépend. — Idées politiques de l'épiscopat. — Son libéralisme dans l'Assemblée de 1788. — Un écrit de Mgr de La Luzerne. — Si la France avait une Constitution avant 1789. — Large inspiration des cahiers. — Le clergé en est venu à demander une constitution nouvelle qui sera enseignée dans les écoles. — II. La Constituante va dépasser les demandes des cahiers. — Part active que prennent les prélats aux travaux parlementaires. — Boisgelin fait décider le vote à la majorité. — La Luzerne et le sablier. — Deux évêques contre les mandats impératifs. — Mgr de Juigné ordonne un *Te Deum* pour le 14 juillet et élève la couronne civique sur la tête de Bailly. — Les évêques présidents de l'assemblée. — Graves évènements sous la présidence de Mgr de Pompignan. — Libéralisme de Mgr de Cicé. — Son rapport sur la constitution. — Divers incidents de la présidence de Mgr de La Luzerne. — Sa harangue aux citoyennes de Paris. — Le juron de M. de Virieu. — III. Conversion des évêques à la liberté. — La tradition théologique plus large que la tradition gallicane. — Déclaration des droits de l'homme. — Réserves des évêques. — Ils trouvent dangereux de séparer les droits des devoirs. — Mais ils sont pour la liberté. — Pouvoir législatif reconnu à la nation. — Fier langage. — On pouvait s'entendre avec de tels hommes. — Tirade de Mirabeau sur l'union de l'Evangile et de la liberté. — Les trente évêques de l'assemblée écrivent au pape qu'ils ont voulu *établir la liberté publique*. — Combien ce testament politique les honore. — IV. Cependant les évêques ne sont pas responsables des vices de la Constitution de 1791. — Comment elle avait ruiné le pouvoir royal et rejeté les deux chambres chères à plusieurs prélats. — Découragement de La Luzerne qui quitte l'assemblée. — Mais la majorité des évêques reste fidèle à son poste. — Une certaine inexpérience parlementaire. Sorties bruyantes. — Attitude des évêques non députés. — Grand retentissement d'un mandement réactionnaire de l'évêque de Tréguier. — Autres évêques favorables à la constitution trouvés trop froids par Mirabeau. — Cruel embarras des prélats en présence d'une constitution qui ruine la monarchie et l'Eglise, mais est vivement désirée par la nation. — Ils marchent avec elle. — Enthousiasme de l'évêque d'Angers. — La généralité de l'épiscopat prête serment à la constitution. — Protestation des onze, le 15 septembre 1791. — L'attitude libérale de l'épiscopat d'alors, rappelée plus tard par La Luzerne et Bausset. — Pie VI distingue la politique de la religion. — Le temps eût pansé les blessures. — Malheur que la constitution civile du clergé ait déconcerté ces bonnes dispositions et condamné les évêques au *non possumus*.

I

Les prélats n'étaient pas seulement évêques, ils étaient citoyens ; ils étaient les premiers sujets de ces rois de France qui trouvaient dans l'épiscopat une fidélité tendre et respectueuse, un dévouement chevaleresque et absolu. On peut affirmer que les intérêts de la monarchie, de la dynastie, les touchent autant que ceux de l'Eglise. C'est dire que la Constituante les a soumis à une double épreuve, épreuve politique, épreuve religieuse. Aussi que d'émotions leur réserve la Révolution dans la marche hardie, précipitée, par laquelle elle conduit la France à la liberté, au risque d'ébranler tous les pouvoirs. Quelle fut l'attitude de l'épiscopat dans cette transformation rapide et profonde des institutions, d'où sortit une monarchie si différente de l'ancienne royauté française ? Comment et dans quel rang les évêques vont-ils suivre le mouvement ? Seront-ils à l'avant ou à l'arrière-garde ? seront-ils convaincus ou résignés ? seront-ils collaborateurs ou simples témoins ? seront-ils tristes ou fiers de la constitution nouvelle ?

Disons tout d'abord que les évêques durent exécuter une marche en avant, et une marche véritablement hâletante ¹, pour se mettre à l'unisson de la Constituante. A la veille des Etats généraux, le clergé, dans cette fameuse assemblée de 1788, où nous l'avons entendu parler au roi du bonheur de « régner sur un peuple libre », du « régime tempéré » qui convient au gouvernement de la France, ne croyait pas cependant qu'il y eût lieu de changer l'antique constitution du royaume. Il veut la con-

1. Le Cardinal de Bernis écrivait à Vergennes, le 6 décembre 1785 : « Je suis vieux, et je voudrais bien finir ma vie sans être témoin de la révolution qui menace le clergé et la religion même. »

servation de la royauté et la distinction des trois ordres. « Nous sommes Français, sire, et nous sommes monarchiques ; nous ne connaissons pas de plus beaux titres », s'écrient avec fierté les évêques. La France et la monarchie doivent continuer cette alliance qui « a porté le royaume au plus haut degré de splendeur. » Il ne s'agit point de détruire la constitution séculaire, mais au contraire d'en faire revivre certaines dispositions trop oubliées. Les évêques résument en ces termes les droits qu'elle assurait aux ancêtres : « Donner leur consentement libre sur les subsides, et faire des *remontrances*, *plaintes* et *doléances* sur les autres objets. » Ils ajoutent : « Quand toutes les remontrances sont faites, quand toutes les formes sont épuisées, nous pensons que Votre Volonté (du roi), réitérée et définitive, doit être supérieure à toutes les volontés ¹. »

1. « A Dieu ne plaise, sire, que les évêques de votre royaume puissent jamais souffrir qu'on veuille diminuer l'éclat de votre couronne... Le trône et l'autel reposent sur les mêmes bases et n'ont que les mêmes ennemis. Nous détestons cet esprit turbulent d'un siècle qui va chercher des maximes étrangères, inapplicables aux lieux, aux mœurs et à nos lois... Plaise à Dieu de conserver toujours à la France cette antique constitution qui, par la force de son esprit, supérieure à la révolution des temps et à la licence des opinions, a porté le royaume au plus haut degré de splendeur ! S'il en pouvait déchoir, ce serait par les illusions de cette philosophie téméraire, qui depuis longtemps semble avoir entrepris de vouloir donner de nouvelles lois au monde ; qui voudrait tout détruire dans l'ordre politique, comme dans celui de la religion, sous prétexte de tout réformer, et qui professe hautement l'opposition à toutes les anciennes maximes. Celles du royaume ne permettent pas qu'on substitue la confusion, le désordre d'une fausse égalité, aux distinctions, aux prérogatives établies dans l'Etat et qui en forment les ressorts. L'heureuse constitution de la France assurera toujours au monarque la plénitude de son autorité souveraine ; à la nation qui aime le plus ses rois, la gloire et le bonheur de son obéissance ; à tous les ordres de l'Etat, leurs droits et leur liberté légitime. » Remontrances du clergé au roi, le 15 Juin 1788. *Arch. parl.* t. I. p. 373-379. — Dans la séance solennelle tenue au parlement par Louis XVI, le 19 novembre 1787, Lamoignon affirma avec instance que la puissance législative appartenait tout entière à la couronne, et que les trois ordres réunis en Etats généraux ne pouvaient constituer qu'un *conseil plus étendu*. — L'abbé de Boulogne, dans la station prêchée à la cour devant Louis XVI, durant le carême de 1787, pen-

C'était rendre à la France ses anciennes franchises, particulièrement en matière d'impôts, c'était réclamer avec instance la périodicité des Etats généraux; mais c'était laisser les pouvoirs publics dans l'incertitude et, en définitive, livrer la nation à l'arbitraire du pouvoir absolu, la volonté du roi devant toujours l'emporter sur la volonté du pays.

Quelques mois plus tard, l'évêque de Langres, M. de La Luzerne, fait un pas de plus et, tout en contestant que la France fût restée pendant des siècles sans constitution¹, il affirme que cette constitution est obscure,

dant la tenue de l'assemblée des notables, dans son sermon du dimanche des Rameaux sur la Religion, après avoir parlé avec attendrissement de l'amour du roi, ajoutait : « Peut-on ne pas craindre qu'à force d'exalter les droits de la nature, les droits de la liberté, les droits de la nation, on en vienne tôt ou tard à rendre moins sacrés les droits du souverain ? Malheur à moi sans doute si, esclave vil du pouvoir, je venais dire ici que le monarque est tout, et que la patrie n'est rien ; mais je crois servir cette même patrie en la prémunissant contre ces principes hautains d'insubordination que répand l'impiété, et en montrant combien il est à craindre que ces maximes plus que républicaines ne dénaturent l'esprit national, qu'elles ne remplacent peu à peu ce tendre amour sans lequel il n'est plus de Français ; que désormais ce respect filial soit moins l'expression du cœur et l'hommage du sentiment que le devoir de la nécessité et le tribut de l'habitude, et que le peuple enfin, devenu raisonneur, ne se fasse un mérite de calculer la soumission, et ne croie ajouter à son bonheur tout ce qu'il ôte à son obéissance. » L'abbé de Boulogne ajoutait : « Et quel est donc ce calme inconcevable où nous vivons ? Faudra-t-il attendre que l'excès de nos maux en soit le seul remède, qu'une éclatante révolution nous avertisse du danger, et que quelque grand coup réveille enfin le monde. »

1. « Le vice de ce raisonnement consiste dans l'abus de ce mot : *Nous n'avons pas en France de Constitution*. Si on entend par cette expression, que notre constitution a varié sur beaucoup de points dans différents siècles ; que notre constitution a été altérée et doit être rétablie ; que notre constitution renferme quelques vices et a besoin d'être réformée, j'adopterai sans peine le principe dans ce sens ; mais alors la conséquence que l'on veut en tirer n'en résultera pas. Si l'on prétend qu'il n'y a en France aucun principe constitutionnel, et qu'il faut former une constitution entièrement nouvelle, je nierai absolument le fait, et je dirai : Nous avons des bases de constitution qui sont certaines, qu'il serait injuste et dangereux d'ébranler. Un roi et une nation composée de trois ordres, voilà des principes constitutionnels, antiques et constants ; ils sont même le fondement de l'assemblée qui va se tenir ; car c'est le roi qui l'a convoquée, et l'a convoquée, comme les précédentes,

qu'elle a besoin d'être réformée, que « le point principal qui doit nous occuper, est de fonder une constitution nationale, juste, sage, solide », et qui assure « le bonheur de la France. »

Le sage La Luzerne exprimait dans son manifeste l'opinion moyenne du clergé de France, celle que nous voyons formuler dans ses cahiers de 1789. Ici sans doute il faut s'attendre à des divergences, à des vœux plus ou moins hardis, plus ou moins timorés, selon les lieux et les personnes, selon que les curés ou les évêques, et encore tels évêques, gouvernent les délibérations et tiennent la plume. Nous avons constaté une diversité d'attitude chez les prélats du royaume, les uns se défiant des nouveautés, ayant des craintes sérieuses pour les institutions séculaires, les autres s'abandonnant avec confiance au mouvement de réforme qui devait régénérer la nation.

Le clergé de Paris, dont la chambre électoral est placée sous l'influence de Mgr de Juigné, « justement alar-

par ordres. La constitution française est constante sur quelques points ; sur d'autres elle est incertaine : il faut la fixer entièrement. La constitution française renferme des vices sur beaucoup de points : il est indispensable de la réformer. Mais pour cela, est-il nécessaire de commencer par anéantir tout, d'établir sur un ordre de choses tellement nouveau, que tout ce qui existera à l'avenir date de ce moment-ci ! Ah ! gardons-nous de cette manie d'innovation ; respectons ce que le laps des siècles a consacré ; ne changeons que ce qu'il y a d'abusif. Partons du point où nous sommes ; nous avons des pouvoirs existants, ne commençons pas par les détruire, mais établissons entre eux l'harmonie la plus parfaite. » *Sur la forme d'opiner aux Etats généraux, Œuvres de La Luzerne*, VI, p. 1297, 1315, 1316. — Mounier tenait à peu près le même langage que M. de La Luzerne. Il trouvait dans l'ancienne France certains principes de constitution, le pouvoir royal, la loi salique, le droit de la nation de consentir les taxes. Mais il ajoutait : « Nous n'avons pas une forme déterminée et complète de gouvernement. L'autorité est éparse, ses diverses parties sont toujours en contradiction, et, dans leur choc perpétuel, les droits des citoyens obscurs sont trahis. » Cf. Lanza de Laborie, *Jean-Joseph Mounier*, 1887, in-8°, p. 43, 122, 123, 264. — On sait que l'article 16 de la déclaration des droits de l'homme, votée par la Constituante, est ainsi conçu : « Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a pas de constitution. »

mé, dit-il, de l'espèce de révolution que des opinions dangereuses et étrangères ont fait dans les esprits, » tient à déclarer hautement que « le gouvernement français est un gouvernement *purement monarchique* ; que la puissance souveraine et législative réside en la personne du roi. » Cependant le clergé de Paris est loin de vouloir favoriser l'arbitraire d'un pouvoir absolu. Il affirme que, « dans l'exercice de son autorité le monarque est lié par de lois fondamentales et constitutionnelles. » Parmi ces lois « appartenant essentiellement à la constitution », il place le droit pour la nation de voter les impôts, la liberté individuelle, le droit de propriété, l'existence des trois ordres¹. La plupart des cahiers du clergé sont moins timides que celui de Paris. A Reims, par exemple, le clergé qui va nommer pour premier député son archevêque, M. de Talleyrand-Périgord, lequel ne compta jamais parmi les prélats libéraux, s'exprime avec force sur les vices de la constitution, sur la nécessité d'une « grande charte ou code national². »

On peut conclure que là, comme dans d'autres baillia-

1. Voir ce cahier, *Archives parlementaires*, V. p. 265. — Le cahier du clergé de Blois dit : « Le clergé du bailliage de Blois n'a jamais pensé que la constitution du royaume eût besoin de réforme ; il ne lui manque pour faire le bonheur du roi et des peuples, que d'être religieusement et inviolablement suivie. » *Arch. parl.*

2. « La chambre, dit le clergé de Reims, considérant que la nation française, surchargée peut-être d'un grand nombre de lois civiles et criminelles, n'a cependant ni codes ni registre national où la constitution soit formellement inscrite, clairement énoncée et consignée invariablement ; que le royaume n'est gouverné que par des coutumes et des traditions », demande « que les prochains Etats généraux se fussent un devoir capital de déterminer avec clarté, d'exposer avec précision, de fixer immuablement les lois fondamentales de notre constitution, principalement sur la forme du gouvernement, sur les *droits politiques de la nation*, sur l'état civil des citoyens relativement à la sûreté, garantie des propriétés, à la franchise et liberté des personnes, et de réunir les dites lois fondamentales dans une grande charte ou code national. » Défense aux Etats généraux de « statuer définitivement sur le subsidé, qu'au préalable on y eût délibéré, arrêté et sanctionné tous les actes de législation relatifs à la constitution. » *Archives parl.*, V, p. 520.

ges, l'influence des curés a été prépondérante, et qu'alors les demandes en faveur d'une constitution nouvelle sont plus énergiques et plus étendues. Cependant beaucoup de prélats s'associent à ces vœux ¹. Attendons-nous à trouver l'évêque d'Autun, Talleyrand, en avance non seulement sur ses collègues de l'épiscopat, mais encore sur les curés du royaume. Talleyrand expose dans son discours au clergé d'Autun, lequel servit de cahier au premier ordre de ce bailliage, tout un plan de constitution où les droits de la nation sont nettement affirmés ².

L'évêque de Langres, sans être certes aussi avancé que l'évêque d'Autun, avait cependant tenu un hardi et fier langage, dans le cahier commun aux trois ordres du bailliage de Langres, dont il était le rédacteur. Il y disait

1. Voir, par exemple, dans les *Archives parlementaires*, les demandes de constitution formulées par le clergé du bailliage de Caen, II, 486 ; de Châtillon-sur-Seine, II, 700 ; de la Haute-Marne, III, 682, qui veut une « constitution nouvelle, solide et permanente etc. » Le cahier du clergé de la sénéchaussée d'Aix, signé par Mgr de Boisgelin, I, 692, 693, demande simplement « une constitution solide et durable. »

2. « Que l'assemblée nationale s'occupe avant tout de la constitution de l'Etat, ce qui comprend plusieurs points fondamentaux : Renouveler l'adhésion solennelle de tous les Français à la constitution monarchique. — Travailler à une charte qui renferme invariablement le droit de tous. — Par là raffermir à jamais l'autorité du roi et celle de la nation. — Déclarer que dorénavant aucun acte public ne sera loi générale du royaume qu'autant que la nation l'aura solennellement consenti. — Consacrer le droit inaliénable et exclusif de la nation d'établir des subsides, de les modifier, de les limiter, de les révoquer et d'en régler l'emploi. — Etablir les principes d'une bonne représentation nationale, en placer les premiers éléments dans la paroisse, et de là, par des degrés intermédiaires, égaux, et par des élections parfaitement libre, faire arriver les volontés individuelles jusqu'au centre commun de toutes les volontés. — Créer promptement dans toutes les parties du royaume des assemblées provinciales, et organiser en même temps les autres assemblées graduelles ou élémentaires. — Reconstituer tous les corps, en bien séparer les fonctions et les renfermer à jamais dans leurs limites naturelles. Tout ce qui intéresse essentiellement la propriété et la liberté, ces premiers droits de l'homme, antérieurs à toute société, ne peut être séparé de la constitution ; car « c'est uniquement pour les protéger que la constitution doit exister ». *Arch. parl.* II, p. 100. On voit que dans ce cahier Talleyrand ne se prononce pas contre les trois ordres de l'Etat.

au roi : « Nous sentons, sire, et plus vivement que nous ne pouvons le témoigner, toute l'étendue du bien que va répandre dans toutes les parties du royaume la régénération des Etats généraux. Nous sentons quel courage il a fallu à un prince né sur le trône, *élevé dans l'attrait du pouvoir absolu*, continuellement imbu depuis l'instant de sa naissance des *maximes de l'autorité arbitraire*, pour former la généreuse résolution de rendre à son peuple l'exercice de tous *ses droits*. Nous sentons combien de *préjugés* il a eu à vaincre, combien d'*illusions* à écarter, combien d'obstacles de tout genre à surmonter *autour de lui, au dedans de lui*, pour reconnaître que son véritable intérêt, souvent opposé à celui de ses ministres, est essentiellement uni à celui de son peuple, et pour briser les barrières qui depuis près de deux siècles séparaient nos monarques de leur nation. »

L'impression qui, en définitive, se dégage de ces documents, des cahiers du clergé, c'est qu'il attendait des Etats-Généraux une constitution clairement définie et déterminant nettement les droits de la nation, ceux-là même qui affirmaient le plus fermement l'existence d'une constitution dans l'ancienne France, avouant cependant qu'elle était vague, changeante et incertaine. Les trois ordres parlent même de faire enseigner la constitution nouvelle dans les écoles, les collèges, les séminaires ¹.

II

A l'Assemblée nationale, les évêques vont tenir et même dépasser largement les promesses des cahiers. Une

1. Ainsi le clergé de la sénéchaussée de Caen demande « des ouvrages élémentaires sur la morale et sur le droit public de France. » Le clergé de la sénéchaussée d'Albret résume ses vœux dans un mot d'une précision barbare, mais énergique : « Il sera fait, dit-il, par une commission

fois entrés à la Constituante, ils ne s'enfermeront point dans une abstention systématique et boudeuse. C'est en toute vérité que le, 16 juillet 1789, l'abbé de Montesquiou put dire au nom du clergé : « La constance avec laquelle nous sommes restés fidèles à nos mandats, annonce à l'Assemblée nationale le courage que nous mettrons à défendre les principes et les droits de la nation. » Dans la même séance, le cardinal de La Rochefoucauld avait donné l'assurance que le clergé prendrait part aux délibérations et aux votes.

On est frappé, en assistant aux débats, durant les trois mois qui séparent le début de l'Assemblée nationale des journées d'octobre, qui assombrirent l'horizon politique et commencèrent à jeter le désespoir dans les cœurs, de voir avec quelle ardeur les évêques se mêlèrent aux discussions et aux travaux parlementaires ¹. Il s'agit de donner à la France des institutions nouvelles ; ils tiennent à émettre leur avis, et à peser sur les délibérations où sont si gravement engagés les intérêts de la monarchie. La réunion des trois ordres, le suffrage par tête, étaient bien définitivement consacrés. La Constituante pouvait

nommée à cet effet un *bréviaire-catéchisme national*. » Voir *l'Education morale et civique avant et pendant la Révolution*, par l'abbé Sicard, ouvrage couronné par l'Académie française, p. 211-214. — Cependant M. de La Luzerne dit dans la séance du 1^{er} août 1789 : « Je veux qu'on l'éclaire (le peuple) par des livres, et non par la loi ni la constitution. »

1. Prenons pour exemple M. de La Luzerne, évêque de Langres. Le 1^{er} juillet, il refuse de faire partie d'une députation qu'il s'agit d'envoyer au roi pour demander la grâce de soldats insubordonnés. Le 27 juillet, il parle contre la révélation du secret des lettres. Le 1^{er} août, il combat comme inutile la déclaration des droits de l'homme. Le 3 août, discours sur le sablier. Le 6 août, il parle contre l'arrestation du duc de La Vauguyon. Le 10 août, il demande que les dîmes soient déclarées rachetables. Le 20 et 21 août, il parle sur la déclaration des droits de l'homme. — Du 31 août au 9 septembre, il préside l'assemblée. Le 15 septembre, il parle sur la motion tendant à exclure de l'hérédité au trône les Bourbons d'Espagne. Le 30 septembre, il demande pour le roi le pouvoir de faire des règlements administratifs. Le lendemain, il demande l'ajournement du décret tendant à enlever au roi le pouvoir sur les offices civils et militaires.

fournir sa course. L'archevêque d'Aix l'aida même à précipiter sa marche, en contribuant puissamment à faire déclarer que les décisions de l'Assemblée pourraient être prises à la simple majorité. « Dans toute assemblée nationale, dit Boisgelin, la volonté nationale est connue par la pluralité. Nous ne sommes pas ici comme de simples délibérants, mais les représentants d'une nation entière ; nous cherchons et nous portons chacun le vœu général. Citoyens de la France, réunis de toutes les provinces indistinctement, nous venons dire dans cette assemblée, en y donnant nos suffrages : Telle est l'opinion de la nation. Il est dans la nature d'une assemblée de représentants d'opiner à la pluralité simple. Toute autre loi aurait une foule d'inconvénients dont l'arbitraire serait le moindre de tous ¹. » Ce langage, qui fut couvert d'applaudissements, était bien celui d'un député, membre d'une assemblée politique, décidé à plaider ses idées devant elle et à s'efforcer de les faire consacrer par la majorité. Comme l'abbé de Montesquiou, Boisgelin n'avait pas été favorable à la suppression des trois ordres, mais la réunion une fois accomplie, il se conduisit en vaillant représentant de la nation et du clergé.

La motion de Boisgelin donnait à la Constituante le moyen de clore la discussion à la pluralité des voix. Cinq jours plus tard, dans la séance du 3 août, voici l'évêque de Langres, M. de La Luzerne, qui vient défendre la liberté de la tribune. Bouche avait proposé de placer sur le bureau du président un sablier, destiné à renfermer dans la durée de cinq minutes l'exubérance des orateurs. Cet avis parut d'abord accueilli avec faveur. Le curé du Vieux-Pouzanges s'était empressé de demander au président de se servir de sa montre en attendant le sablier. Mais La Luzerne réussit à faire rejeter la motion de Bou-

1. Séance du 29 juillet 1789. *Archives parlementaires*, t. VIII, p. 299.

che, déjà combattue par Mounier et Clermont-Tonnerre. « C'est par la collision des pensées, s'écria l'évêque de Langres, que la raison se prépare et que le jugement se mûrit. Aussi, un curé a-t-il ingénieusement observé que l'histoire ne nous offre qu'une époque où le sablier a été la mesure de l'éloquence. Du temps du grand Arnauld, en Sorbonne, la loi fatale du sablier, fut proposée par l'esprit de parti, et son adoption fut le triomphe de la cabale et de l'injustice. En effet, circonscrire l'opinion, enchaîner la pensée, donner des limites au développement d'une idée salubre, dévouer à un pareil esclavage les productions de l'esprit public, asservir à une pendule les émanations d'un cerveau politique, compasser la raison de chaque représentant d'une nation vive et spirituelle, est une idée trop nouvelle pour le dix-huitième siècle, pour une assemblée législative qui, *après deux cents ans de despotisme, a besoin de faire tant de choses pour la liberté publique*. A-t-on jamais proposé dans le sénat britannique de rendre prisonniers, sous la tyrannie de l'heure et du cadran qui l'indique, l'éloquence de Pitt ou l'énergie de Fox? Arnauld, dont je vous parle, valait lui seul toute la Sorbonne, disait Descartes ; je ne présume pas qu'on en puisse jamais dire ni penser autant de l'Assemblée nationale, mais souvent un seul individu a tant de lumières qu'on devrait un peu mieux écouter l'homme qui mérite de l'être ¹. » Le sablier succomba sous cette vive harangue. De quel ton un évêque, le plus grave des théologiens, y parle de deux cents ans de despotisme ! Quelles lumières il attend de la collision des opinions pour la fondation de la liberté publique !

Une décision plus importante pour la marche de la Révolution que celle relative au sablier, fut l'ordre du jour qui écarta les mandats impératifs. C'est un évêque, Talleyrand,

1. Séance du 3 août 1789. *Archives parlementaires*, t. VIII, p. 332, 333.

qui poussa l'assemblée à se dégager de cet obstacle, et à constituer en toute liberté le nouveau gouvernement de la France. Le lendemain, 8 juillet, un archevêque, M. de Pompignan, émit l'avis, comme président, que « l'activité » des législateurs ne pouvait être « suspendue par des pouvoirs impératifs », que « toute opposition ou protestation contre l'autorité de l'assemblée et la validité de ses secrets est nulle de plein droit¹. » Cette opinion fut consacrée par le vote.

Les prélats même entraînés un peu malgré eux dans le mouvement général, finissent par se mettre au diapason de l'assemblée, et par trouver parfois des motifs à *Te Deum* en des événements qui ne semblaient guère inspirer de vives réjouissances. Au lendemain du 14 juillet, la Constituante avait envoyé à Paris, pour calmer les esprits, une députation nombreuse, dans laquelle figuraient, avec Bailly, La Fayette, Lally-Tollendal, Mounier, plusieurs évêques en tête desquels était l'archevêque de Paris. Ces députés furent reçus à l'Hôtel de Ville avec enthousiasme. Juigné parla, moins éloquemment il est vrai, que Lally-Tollendal, mais sut se faire applaudir. Il reçut, porta sur sa tête la couronne civique, et la soutint quelque temps sur le front de Bailly, qui venait d'être acclamé maire. Il invita la foule à se rendre à Notre-Dame, où des milliers de voix entonnèrent le *Te Deum*, pour célébrer « le rétablissement de la paix. » Dans la séance du 18, M. de Juigné appuya fortement une demande de

1. La veille, dans la séance du 7 juillet, l'évêque d'Autun, Talleyrand avait parlé longuement sur les mandats impératifs, et avait conclu que « tous les mandats impératifs sont radicalement nuls. » Le cardinal La Rochefoucauld s'écria : « J'ai reçu un mandat impératif de la part de mes commettants ; puis-je outrepasser mon mandat sans porter atteinte aux sentiments de probité qui m'animent ? » Les opinions étaient très partagées sur ce point. Plusieurs députés avaient des scrupules. Le 8 juillet, « l'assemblée nationale, considérant que son activité ne peut être suspendue, ni la force de ses décrets affaiblie par des protestations ou par l'absence de quelques représentants, déclare qu'il n'y a lieu à délibérer. »

secours en faveur des habitants du faubourg Saint-Antoine, vainqueurs de la Bastille. Un *Te Deum* à Notre-Dame, au lendemain de la prise de la Bastille, du massacre de Launay et de Flesselles, peut nous paraître aujourd'hui un peu extraordinaire. Mais, déjà le 15, l'Assemblée nationale, dans son enthousiasme pour le roi, qui s'était rendu au milieu d'elle et qu'elle accompagna ensuite tout entière jusqu'au château, avait chanté le *Te Deum* dans la chapelle du palais.

Attendons-nous à trouver plus de spontanéité, plus d'enthousiasme encore, dans les prélats qui s'étaient montrés résolus, dès le début des Etats généraux, à marcher avec le tiers. L'évêque de Chartres, M. de Lubersac, profita de la popularité que lui avait acquise son libéralisme, pour accomplir une mission périlleuse. Envoyé en députation avec douze membres de l'assemblée, il déploya le 19 Juillet, le plus grand courage, et arracha un malheureux à des forcenés au péril de sa vie ¹.

Deux autres évêques, qui ont été avec M. de Lubersac les promoteurs de la réunion au tiers état, M. de Cicé et Lefranc de Pompignan, sont élevés, l'un à la dignité de garde des sceaux, l'autre à la présidence de l'assemblée, et bientôt au ministère de la feuille. Avec M. de Pompignan, M. de La Luzerne, M. de Boisgelin, tous honorés de la présidence de l'assemblée, nous montrent à la tête de la Constituante des prélats que l'habitude de la représentation, du maniement des hommes et des affaires, préparait d'avance à de tels rôles.

L'archevêque de Vienne, en montant au fauteuil, dit

1. Avant l'arrivée de Louis XVI, le 15 juillet, au milieu de l'assemblée, l'évêque de Chartres avait rappelé à la Constituante le mot célèbre de M. de Beauvais, depuis évêque de Senes et député, prêchant devant Louis XV : « Le silence des peuples est la leçon de rois. » Mais la réserve conseillée par M. de Lubersac n'avait pas tenu devant l'abandon confiant de Louis XVI à l'assemblée, et avait fait place à des applaudissements enthousiastes.

tout le prix et tout l'honneur qu'il attachait à ces fonctions ¹. La présidence de M. de Pompignan, du 3 au 18 juillet, vit s'accomplir de graves événements : le renvoi de Necker, la prise de la Bastille, le voyage du roi à Paris. L'archevêque de Vienne se fit l'organe des représentations de l'assemblée au roi sur le changement du ministère, sur le voisinage des troupes. Son discours à Louis XVI, qui vint épancher son cœur, le 15 juillet, au sein de la Constituante, ne ressemble guère aux harangues que l'archevêque de Paris, Harlay de Champvallon, et les autres prélats adressaient au grand roi ². Les paroles échangées à l'occasion de la présidence de M. de Boisgelin ³, expriment à la fois l'importance que le prélat ac-

1. L'archevêque de Vienne, en prenant la présidence, le 3 juillet 1789, dit : « Une bouche plus éloquente que la mienne n'exprimerait pas dans ce moment les sentiments qui pressent mon cœur ; elle n'égalerait pas le prix de l'honneur que je reçois. La carrière que j'ai parcourue ne me promettait pas, vers son déclin, un événement aussi glorieux. Que me laisse-t-il à désirer ? De m'ensevelir, Messieurs, dans mes triomphes, et de porter mes derniers regards sur l'heureuse restauration de notre patrie. » Dans la séance du 13 juillet, l'abbé Grégoire ayant parlé avec force contre la cour, M. de Pompignan lui représenta que ses expressions ne devaient pas se trouver dans la bouche d'un ministre de paix.

2. « L'assemblée nationale, dit Pompignan au roi, reçoit avec la plus vive sensibilité les assurances que V. M. lui donne de l'éloignement des troupes, rassemblées par ses ordres dans les murs et autour de la capitale et dans le voisinage de Versailles ; elle suppose que ce n'est pas un éloignement à quelque distance, mais un renvoi dans les garnisons. L'assemblée nationale... supplie V. M. de rétablir la communication libre entre Paris et Versailles, et dans tous les temps une communication libre et immédiate entre elle et V. M... Elle renouvelle ses représentations sur les changements survenus dans la composition de votre conseil. Ces changements sont une des principales causes des troubles qui nous affligent, et qui ont déchiré le cœur de V. M. » Séance du 15 Juillet.

3. L'archevêque d'Aix dit en quittant la fauteuil, le 7 décembre 1789 : « J'ai vu l'amour de la patrie éclater avec transport dans vos intéressantes discussions. J'ai vu vos décrets émanés du sein de cette utile effervescence des sentiments vertueux et des idées justes. J'ai vu se former, en un si court espace de temps, les administrations et les municipalités, qui doivent donner la durée à votre constitution. J'ai vu prête à se terminer la grande question d'où dépend le destin de l'Etat, et bientôt la nation entière, achevant son ouvrage, exercera, sous l'empire des lois, un pouvoir sans abus, des droits sans privilèges, et la liberté sans troubles et sans excès. » Fréteau, qui succédait à Boisgelin, lui répondit : « Vos

cordait à une pareille distinction et l'admiration qu'on avait pour sa personne.

Le rôle politique de M. de Cicé, archevêque de Bordeaux, fut plus important que celui de M. de Pompignan. C'est lui qui, dans la séance du 27 juillet 1789¹, fit au nom du comité le rapport sur les premiers travaux relatifs à la constitution. Cicé était dans le mouvement. Ses convictions, peut-être aussi l'amour de la popularité, lui inspirèrent une critique très vive de l'ancien gouvernement de la France, où « l'indétermination des pouvoirs..., le despotisme », ne permirent à la nation que des « prospérités passagères.² » Il salue avec émotion le « nouveau

rares talents exercés sur tant d'objets, et qui sont devenus si précieux pour nous ; ce zèle qui a doublé vos forces, cet amour inaltérable de ce qui est juste, et le tact si sûr et si délicat qui vous le fait discerner d'une manière si prompte ; tous les dons heureux ajoutés par le travail à une extrême facilité, tels sont les avantages que vous venez de consacrer au bien de la patrie et à la gloire de l'assemblée, qu'il serait difficile de servir dignement après vous. » L'Assemblée vota des remerciements à M. de Boisgelin.

1. Dans la séance du 7 juillet 1789, l'Assemblée nomme un comité de la constitution, composé de trente membres. Comme il n'y avait aucun membre du clergé, le tiers et la noblesse proposèrent immédiatement de choisir six membres pris dans ce corps. Le clergé y renonça. — Dans la séance du 14 juillet 1789, l'assemblée nomma un comité de huit membres chargés de présenter un plan de constitution ; en faisaient partie, Cicé, archevêque de Bordeaux, Talleyrand et Sieyès. Dans la séance du 13 août 1789, nomination de cinq membres destinés à recevoir les plans de constitution et dont fait partie l'évêque de Langres.

2. « Jusqu'à ces derniers temps, disait Cicé, ce vaste et superbe empire n'a cessé d'être la victime de la confusion et de l'indétermination des pouvoirs. L'ambition et l'intrigue ont fait valoir à leur gré les droits incertains des rois et des peuples. Notre histoire n'est qu'une suite de tristes combats de ce genre, dont le résultat a été ou l'accroissement d'un fatal despotisme, ou l'établissement peut-être plus fatal encore de la prépondérance et de l'aristocratie des corps, dont le joug pèse en même temps sur les peuples et sur les rois. Les prospérités passagères de la nation n'ont été jusqu'à présent que l'effet du caractère ou des talents personnels de nos rois et de leurs ministres, ou encore de combinaisons fortuites que les vices du gouvernement ne peuvent détruire. Le temps est arrivé où une raison éclairée doit dissiper d'anciens prestiges. Loin de nous tout intérêt d'ordre et de corps ; loin de nous tout attachement à des usages ou même à des droits que la patrie n'avouerait pas. Il n'est rien qui ne doive fléchir devant l'intérêt public. » On peut trouver que l'archevêque

monde, où nous n'avions autrefois, dit-il, apporté que des fers, qui nous apprend aujourd'hui à nous garantir du malheur d'en porter nous-mêmes. » Le langage de M. de Cicé électrisa l'assemblée. Ses collègues de l'épiscopat trouvèrent peut-être son libéralisme un peu tapageur, mais ils semblaient partager ses ardeurs pour la constitution.

Un mois plus tard, le 31 août 1789, M. de La Luzerne parlait de « cette heureuse constitution qui va régénérer la nation française. » L'évêque de Langres tenait ce langage comme président de l'assemblée. Il avait été élevé à cette haute situation par 499 suffrages contre 328 donnés à l'évêque d'Autun. M. de La Luzerne était très modéré. Il ne pouvait être compté parmi les membres de la majorité, et il ne recherchait point la popularité comme Talleyrand. Aussi sa victoire fut un éclatant hommage rendu à la supériorité de ses lumières, à la fermeté de ses principes et à la noblesse de son caractère. Comme on le savait partisan des deux chambres et d'accord avec Mounier sur bien des points, son élection avait dans la circonstance une importance particulière. Les questions les plus graves, la permanence de l'assemblée, les deux chambres, la sanction royale étaient à l'ordre du jour. Dans la séance du 9 septembre, Mirabeau prétendit que le vote rendu en faveur de la permanence des Etats généraux entraînait comme conséquence l'unité d'une seule chambre. Dans l'ardeur de la discussion il échappa un juron à M. de Virieu. M. de La Luzerne se contenta de dire à l'orateur qu'il trouvait l'expression un peu forte. Dubois de Crancé, mécontent de la façon dont le président posait la question, lui demanda s'il n'était pas las de fatiguer l'assemblée. M. de La Luzerne, qui,

de Bordeaux était trop sévère pour le passé, qu'il avait une foi exagérée dans la toute-puissance d'une constitution ; mais son langage et son enthousiasme étaient bien dans l'esprit du temps.

plus ferme que Thouret, avait bravé les clameurs du dehors, se trouva offensé; au lieu de demander justice, il donna sa démission et la maintint malgré le refus de la Constituante. S'il était resté président un jour de plus, il aurait assisté à la défaite d'une de ses idées les plus chères, au rejet des deux chambres.

Les procès-verbaux relèvent dans la présidence de M. de La Luzerne un de ces incidents moitié sérieux, moitié comiques, qui vinrent si souvent interrompre le cours des délibérations. L'évêque de Langres eut à répondre comme président aux citoyennes de la ville de Paris, qui à l'exemple des femmes romaines, vinrent déposer leurs bijoux sur l'autel de la patrie. La Luzerne les félicita. « Puisse, leur dit-il, le noble exemple que vous donnez en ce moment, propager le sentiment héroïque dont il procède et trouver autant d'imitateurs qu'il aura d'admirateurs! Vous serez plus ornées de vos vertus et de vos privations que des parures que vous venez de sacrifier à la patrie ¹. » Voilà Mgr de La Luzerne obligé de haranguer, sérieusement, solennellement, les citoyennes de Paris. Les prélats les plus graves, excités par l'entourage, par l'atmosphère de 1789, sont montés au diapason de la Constituante, et savent trouver au besoin, ces accords « attendrissants et sublimes » dont est avide cette assemblée étrange, où « l'églogue, le mélodrame, parfois la mascarade », la colère et les larmes, les embrassements et les fureurs, les essais de reconstruction et la soif de ruines, se succèdent, s'amalgament, au milieu de soubresauts fantastiques.

Malgré les décisions regrettables déjà prises par l'Assemblée, un membre de la droite, le vénérable Mgr Du-

1. Séance du 7 septembre 1789. *Archives parlementaires*, VIII, p. 591-592. Dans leur harangue, dont Bouche (un nom prédestiné à cette fonction) s'est fait l'organe, les citoyennes traitent les députés de *Messeigneurs*. Voy. aussi Marius Sepet, *La chute de l'ancienne France*, in-12.

lau, archevêque d'Arles, s'écriait alors dans un mandement à ses diocésains : « Encore quelques jours et notre attente ne sera pas vaine. Déjà le patriotisme et la générosité de tous les citoyens ont élevé un monument au bonheur des peuples (le 4 août). *Bientôt une sage constitution va poser les bases de la félicité de cet empire, et deviendra le principe le plus sûr de la prospérité publique* ¹. »

III

Les évêques ne pouvaient ainsi prendre part aux travaux de l'assemblée nationale, en particulier à l'élaboration de la constitution nouvelle, sans être plus ou moins ralliés aux principes d'égalité et de liberté qu'elle allait proclamer. Ils avaient sacrifié leurs privilèges pécuniaires et politiques, accepté l'égalité devant la loi, l'admissibilité de tous les citoyens aux charges publiques. Leur conversion à la liberté semblait plus lente. « La liberté, avait dit M. de Jessé, est une liqueur généreuse qui demande un vase solide pour la contenir. » Les évêques avaient paru craindre longtemps que la nation ne pût porter la liberté, et ce mot était nouveau dans leur bouche. Il s'agissait pour eux de remonter le courant de la tradition, de se dégager de l'obsession du pouvoir absolu auquel deux siècles avaient rivé la France. Auraient-ils la force, eux qui tenaient la royauté pour une seconde religion, de dissiper ce mirage de l'absolutisme, de se tourner vers la nation et de retirer au roi les droits qui seraient reconnus au peuple ?

1. Mandement du 16 septembre 1789 pour prescrire des prières publiques, à la suite d'une lettre du roi. *Œuvres* de Mgr Dulau, 1816, in-8, t. II, p. 328-333.

Certes la tradition théologique, trop cachée à l'épiscopat de l'ancien régime par la tradition gallicane, leur eût apporté ici des principes de liberté, non des conseils de servitude. Saint Thomas leur eût dit que « la nation n'est pas faite pour le souverain, mais le souverain pour la nation. » *Regnum non propter regem sed rex propter regnum*. Il leur eût parlé de la multitude des hommes libres, *multitudo liberorum*, qui conservent leurs titres et leurs droits dans le pacte politique fondé sur la justice ¹. Il leur eût affirmé que c'est au peuple ou à ses représentants à faire la loi, qu'il a le droit et le devoir d'établir un gouvernement tempéré pour éviter de tomber dans la tyrannie ².

Bossuet lui-même, par un aveu de sa *Déclaration*, trop oublié dans la *Politique sacrée*, leur eût rappelé que « le pouvoir des rois ne vient pas tellement de Dieu, qu'il ne vienne aussi du consentement des peuples ³. » Enfin Massillon, par certaines hardiesses de son Petit Carême ⁴,

1. *Regimen rectum et justum quale convenit liberis*. S. Thomas : *De Regimine principum*.

2. « Puisque la loi gouverne pour le bien commun, dit Saint Thomas, il n'appartient pas à la raison individuelle de faire la loi, mais à la raison du peuple ou de ses représentants. La fin étant propre à tous, tous ont le droit de régler ce qui la prépare. » Saint Thomas définit la loi « une règle de la raison, pour le bien commun, promulguée par celui qui a la charge de la communauté. » Summa S. Thomæ. — « Sic ejus (regis) temperetur potestas ut in tyrannidem de facili declinare non possit. » *De Regimine principum*. Voir aussi Suarez, *De legibus*.

3. *Defensio declarationis cleri gall.*, lib IV, c. XXI. — Il y a dans la *Politique sacrée* des propositions équivoques, celle-ci, par exemple ; « C'est Dieu qui fait les rois et qui établit les maisons régnantes. » Bossuet essaie d'établir une distinction pratiquement bien difficile entre le pouvoir arbitraire et le pouvoir absolu.

4. « Ce n'est pas le souverain, c'est la loi, sire, qui doit régner sur les peuples ; vous n'en êtes que le ministre et le premier dépositaire. C'est elle qui doit régler l'usage de l'autorité, et c'est par elle que l'autorité n'est plus un joug pour les sujets, mais une règle qui les conduit. Les hommes croient être libres quand ils ne sont gouvernés que par les lois ; la soumission fait alors tout leur bonheur, parce qu'elle fait toute leur tranquillité et toute leur confiance, » *Petit Carême*.

leur eût montré que la théorie de l'absolutisme avait rencontré des réserves même dans l'Eglise de France.

Mais ce n'est pas la tradition théologique du moyen âge qui convertit à la liberté les évêques de 1789. Ils furent emportés dans le mouvement général de la nation, qui, sous l'influence lointaine d'écrivains et de penseurs tels que Montesquieu¹ et Rousseau, sous l'action plus directe d'autres publicistes commentant avec enthousiasme les constitutions anglaise et américaine, s'était éprise d'une belle ardeur d'émancipation et de réforme universelle. L'engrenage politique, l'impulsion de l'assemblée nationale, où l'ardeur de chacun trouvait un nouvel aliment dans l'excitation générale, achevèrent de les entraîner.

Les évêques, habitués au calme, à la précision des discussions théologiques, et aussi au pouvoir tutélaire d'une monarchie jusqu'alors tranquillement obéie, durent éprouver quelque étonnement de tomber tout à coup en pleine discussion des droits de l'homme. Ce parti pris de les établir d'après l'état de nature, sans tenir compte des sacrifices que la société impose quant à l'étendue et à l'exercice de ces droits dans l'intérêt même de leur défense, cette définition ambiguë de la loi, regardée simplement comme « l'expression de la volonté générale », ces cris de résistance à l'oppression, cette exaltation de l'homme et ce silence sur Dieu, durent étonner des prélats formés en Sorbonne à la rigueur du langage théologique, et trop convaincus de la déchéance originelle de l'homme pour ne point trouver quelque danger à cette proclamation d'omnipotence, d'infailibilité intellectuelle

1. Voir *Montesquieu* par Albert Sorel, p. 140-160, au sujet de l'influence exercée par *l'Esprit des lois*. — Montesquieu avait, en particulier, fait connaître la constitution anglaise, plus tard exposée par Delolme, et popularisé en France le principe de la séparation des pouvoirs.

et morale, que venaient de faire en sa faveur des députés disciples de Rousseau.

L'opportunité d'une déclaration des droits fut combattue, dans la séance du 1^{er} août 1789, par M. de La Luzerne, évêque de Langres, et M. de Cicé, évêque d'Auxerre. Des esprits politiques, tels que Mirabeau ¹, Mounier, Malouet, sans être hostiles en principe à la déclaration, faisaient leurs réserves sur la façon trop vague, trop générale, dont étaient formulés les articles. « Les discussions métaphysiques sont interminables, disait Malouet... Il n'est aucun des droits naturels qui ne se trouve modifié par le droit positif. Si vous n'indiquez aucune restriction, pourquoi présenter aux hommes dans toute leur plénitude des droits dont ils ne doivent user qu'avec de justes limites ? » L'archevêque de Bordeaux paraissait moins frappé de ces objections que des avantages de la déclaration. Il pouvait s'autoriser de nombreux cahiers du clergé qui la réclamaient formellement. Dans son rapport du 27 juillet 1789, M. de Cicé affirma avec énergie son utilité et sa nécessité. Il voulait que la nation, que les législateurs, eussent sans cesse devant les yeux, dans ce mémorial des droits de l'homme, le « type original et toujours subsistant, » d'après lequel ils devaient constituer le gouvernement de la France ².

1. Sur le rôle de Mirabeau, voir *Mirabeau* par M. Edmond Rousse, in-12, p. 151-155 ; *Vie de Mirabeau* par M. Mézières, in-12, p. 198-204.

2. « Nous avons jugé, disait l'archevêque de Bordeaux dans son rapport du 27 juillet 1789, que la constitution devait être précédée d'une déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; non que cette exposition pût avoir pour objet d'imprimer à ces vérités premières une force qu'elles tiennent de la morale et de la raison ; qu'elles tiennent de la nature qui les a déposées dans tous les cœurs auprès du germe de la vie, qui les a rendues inséparables de l'essence et du caractère de l'homme ; mais c'est à ces titres mêmes que vous avez voulu que ces principes ineffaçables fussent sans cesse présents à nos yeux et à notre pensée. Vous avez voulu qu'à chaque instant la nation pût y rapporter, en rapprocher chaque article de la constitution, s'assurer de notre fidélité à s'y conformer, et reconnaître l'obligation et le devoir qui naissent pour elle de se

L'épiscopat eût au moins désiré que la déclaration des droits fût accompagnée d'une déclaration des devoirs. Il avait dit à Louis XVI, dans ses remontrances de 1788 : « Après avoir annoncé aux peuples leurs devoirs, nous leurs représentons leurs droits. » La pensée des évêques n'était donc pas d'imposer des devoirs à la nation sans lui accorder des droits ; mais ils connaissaient trop notre nature, pour ne pas trouver du danger à vanter à l'homme ses droits sans lui rappeler ses devoirs. M. de Lubersac¹, évêque de Chartres, Grégoire, Camus et d'autres députés, soutinrent fortement un amendement qui associait aux droits les devoirs dans la déclaration, mais il fut repoussé dans la séance du 4 août à la majorité de 570 voix contre 433¹. Quelle imprudence d'exalter ainsi l'indépendance naturelle de l'homme, sans ajouter qu'il doit la soumettre à une règle. C'est de cette époque que date pour la France cet esprit de révolte et d'insubordination qui, depuis cent ans, renverse l'un après l'autre tous les gouvernements. « On a tant parlé d'égalité, de souveraineté du peuple, de volonté générale, écrivait l'un des acteurs et des spectateurs des

soumettre à des lois qui maintiennent inflexiblement tous ses droits. Vous avez senti que ce serait pour nous une garantie continuelle contre la crainte de nos propres méprises, et vous avez prévu que si dans la suite des âges, une puissance quelconque tentait d'imposer des lois qui ne seraient pas une émanation de ces mêmes principes, ce type original et toujours subsistant, dénoncerait à l'instant à tous les citoyens ou le crime ou l'erreur. »

1. « S'il faut une déclaration des droits, dit l'évêque de Chartres, dans la séance du 4 août, il y a un écueil à éviter. On court risqué d'éveiller l'égoïsme et l'orgueil. L'expression flatteuse de *droits* doit être adroitement ménagée ; on devrait la faire accompagner de celle de devoirs, qui lui servirait de correctif. Il conviendrait qu'il y eût à la tête de cet ouvrage quelques idées religieuses noblement exprimées. La religion ne doit, il vrai, être comprise dans les lois politiques ; mais elle ne doit pas y être étrangère. » — Du moins la droite avait obtenu dans la séance du 21 août, l'insertion de ces mots dans le préambule de la déclaration : « En présence et sous les auspices de l'Etre suprême. » Dans la même séance, M. Cortois de Balore, évêque de Nîmes, avait insisté avec force pour faire placer les lois « sous l'égide de la divinité. »

événements, Mounier ¹, que les inférieurs n'ont d'autre règle que celle du nombre, et ne comprennent plus qu'un homme puisse avoir le droit d'en diriger deux. »

Le clergé, qui vient de se montrer peu enthousiaste pour la déclaration des droits de l'homme, demeurera cependant fidèle aux principes de liberté. Il n'avait qu'à ouvrir ses cahiers pour y puiser de larges inspirations, pour y voir proclamé, par exemple, le droit de la nation de concourir à la confection des lois ². Il avait enfin retrouvé le vieil adage de nos premières assemblées nationales, que la loi résulte du consentement du peuple et de l'action du roi : *Lex fit consensu populi et constitutione regis*. Cette résolution presque unanime de faire participer la nation au pouvoir législatif, était déjà une grande conquête de la liberté ³.

1. Mounier, *Recherches sur les causes qui ont empêché les Français de devenir libres*.

2. Clergé de Besançon : « Aucune loi générale pour le royaume, n'aura force de loi qu'après avoir été consentie par les Etats généraux. » *Archives parl.* II, 333. — Clergé de Blois : « Les lois générales du royaume ne peuvent être faites que par le concours du roi et de la nation. Si c'est le roi qui propose la loi, la nation la consent ou la rejette ; si la demande d'une loi est faite par la nation, c'est au roi qu'il appartient de la consentir ou de la rejeter. » *Arch. parl.* II, 376. — Voir aussi les cahiers du clergé d'Auxerre, II, 111 ; du clergé de Lyon, III, 600 ; du clergé de Saint-Quentin, V, 647, etc. Parfois le clergé va plus loin. « A la nation seule, dit le clergé de Brest, II, 468, appartient le droit d'établir, et de sanctionner les lois et les impôts. » — M. de Clermont-Tonnerre, dans le résumé des cahiers présenté le 27 juillet à l'assemblée, disait : « Quant au pouvoir législatif, la pluralité des cahiers le reconnaît comme résidant dans la représentation nationale, sous la clause de la sanction royale ; et il paraît que cette maxime ancienne des capitulaires : *Lex fit consensu populi et constitutione regis*, est presque généralement consacrée par vos commettants. »

3. Voici comment M. de Tocqueville (*L'ancien régime et la Révolution*) résume les cahiers du clergé. « Le clergé, dit-il, s'y montre parfois intolérant et parfois opiniâtrément attaché à plusieurs de ses anciens privilèges, mais du reste aussi ennemi du despotisme, aussi favorable à la liberté civile, et aussi amoureux de la liberté politique que le tiers-état ou la noblesse. Il proclame que la liberté individuelle doit être garantie non point par des promesses, mais par une procédure analogue à celle de l'*habeas corpus*. Il demande la destruction des prisons d'Etat. L'abolition des tribunaux exceptionnels et des évocations, la publicité de tous

Les évêques parlent de la liberté aussi fermement, aussi fièrement que les autres ordres. Le langage qu'ils tiennent à cette époque eût bien étonné Louis XIV. Nous avons entendu l'évêque de Boulogne, l'évêque de Langres. M. Dulau, archevêque d'Arles, en écrivant à ses diocésains pour leur recommander le calme et la soumission à « l'empire de la loi », leur dit qu'il « est glorieux pour un peuple » d'être « appelé à la liberté..., d'avoir brisé le joug de la servitude ¹. » A la même époque, M. de Béthisy, évêque d'Uzès, député aux Etats généraux, parle à son tour, du « roi citoyen qui vient de placer dans l'immensité des siècles une grande époque. Investi par la succession de ses pères d'un pouvoir absolu, il a su l'apprécier dans cet âge où toutes les passions pressent le cœur de l'homme de l'attrait séducteur de la domination. Il a reconnu que ce n'était pas dans l'exercice de ce pouvoir qu'il pouvait trouver le bonheur de son peuple. Sa voix nous a tous appelés à la liberté. Il a franchi tout l'espace qui le séparait de la liberté et, du haut de son

les débats, l'inamovibilité de tous les juges, l'admissibilité de tous les citoyens aux emplois, lesquels ne doivent être ouverts qu'au seul mérite ; un recrutement militaire moins oppressif et moins humiliant pour le peuple ; le rachat des droits seigneuriaux ; la multiplication des écoles privées. Il en faut une, suivant lui, dans chaque paroisse, et qu'elle soit gratuite. Des établissements de bienfaisance dans toutes les campagnes, tels que des bureaux et des ateliers de charité ; toutes sortes d'encouragements pour l'agriculture. Dans la politique proprement dite, il proclame, plus haut que personne, que la nation a le droit de s'assembler pour faire des lois et voter librement l'impôt. Nul Français, assure-t-il, ne peut être forcé à payer une taxe qu'il n'a pas votée lui-même ou par représentant. Le clergé demande encore que les Etats généraux, librement élus, soient réunis tous les ans ; qu'ils discutent en présence de la nation toutes les grandes affaires ; qu'ils fassent des lois générales auxquelles on ne puisse opposer aucun usage ou privilège particulier ; qu'ils dressent le budget et contrôlent jusqu'à la maison du roi, que leurs députés soient inviolables et que les ministres leur demeurent toujours responsables. Il veut aussi que des assemblées d'Etats soient créées dans toutes les provinces, et des municipalités dans toutes les villes. »

1. Mandement du 16 septembre 1789. Œuvres de Mgr Dulau, II, 328-333.

trône, il s'est élancé au sein de la nation¹. » Entendez M. de Montagnac, évêque de Tarbes, dans un mandement donné à l'occasion du pacte fédératif du 14 juillet 1790 : « Comment, dit-il, pourrait-on ne pas aimer la liberté au milieu des montagnes qui en furent toujours l'asile, et dans un pays qui a joui constamment du calme au milieu des orages ? »

Le langage du prélat le plus considérable de l'assemblée, M. de Boisgelin, est celui d'un citoyen libre, qui a le sentiment très vif des droits de la nation. Avec quelle énergie il s'écrie : « Il faut que tous les citoyens participent à l'établissement et au maintien de la puissance publique. Les droits politiques communs à tous les citoyens sont indestructibles comme leurs droits naturels et civils. Un citoyen ne peut pas plus perdre la puissance qui lui appartient que la liberté. » C'était proclamer les droits politiques du peuple et, en quelque sorte, la souveraineté du suffrage universel². On ne reconnaîtrait point, à entendre M. de Boisgelin, un évêque de l'ancien régime. « Nous vous avons parlé, dit-il à la tribune, le langage de la religion ; nous vous parlerons le langage de la liberté... La voix d'un évêque doit être celle d'un administrateur et d'un citoyen. Et tel est le premier effet de la liberté qu'elle fait tomber toutes les chaînes d'un intérêt personnel et de l'esprit de corps... Il est une seconde religion pour tous les citoyens, celle de la patrie. » Avant 1789, cette seconde religion s'adressait au roi : maintenant c'est à la patrie. Ailleurs, lors de la discus-

1. Mandement de Mgr l'évêque d'Uzès, 9 septembre, 1789, 7 p. in - 4°.

2. Séance du 24 août 1789. — Deux jours après, dans la séance du 26 août, M. de Boisgelin affirmait « la responsabilité des agents du pouvoir exécutif », comme « un droit acquis aux citoyens. » Il demandait la *division des pouvoirs*, car, disait-il, « il est important de ne pas laisser tomber dans les mains du pouvoir exécutif le pouvoir législatif, car alors nous aurions le despotisme. »

sion sur les ordres religieux, l'archevêque d'Aix semble excuser la soudaineté des résolutions, des destructions de la Constituante. « Il ne faut pas s'attendre, dit-il, que dans le cours d'une grande révolution, une assemblée impatiente d'achever son ouvrage, ait le temps de faire des opérations nécessaires avec lenteur et maturité. Il faut même reconnaître qu'elle est entraînée par des circonstances auxquelles il semble qu'elle ne puisse pas résister. » Dans le même discours, M. de Boisgelin, pour sauver les ordres religieux, veut les appliquer à l'enseignement public, et les arguments qu'il apporte sont empreints d'un libéralisme sincère. L'œuvre de l'éducation, dit-il, « devient d'un plus grand intérêt sous une nouvelle constitution ; il faut établir la liberté publique sur les sentiments, encore plus que sur les lois. » Les religieux sont dignes de remplir cette haute mission. Ils se sont « empressés à consacrer par leur adhésion les principes de la Révolution actuelle, et leur empressement semble une preuve de la facilité avec laquelle ils adopteront ceux d'une constitution nationale. » Pourquoi craindrait-on de rencontrer chez eux, « des préjugés, des idées bornées ? Plus la constitution d'un Etat est amie de la liberté publique, et plus elle fait disparaître dans tous les états les erreurs et les préjugés. » Qu'on ne redoute plus des influences particulières de corps, à un moment où le sentiment qui domine tout « est celui de l'intérêt général et de la liberté publique. ¹ » On pouvait s'entendre avec de tels hommes, et quand on pense que celui qui tenait ce

1. *Opinion de M. l'Archevêque d'Aix sur la suppression des ordres monastiques*. 1790. Le discours ne fut pas prononcé. Voyez aussi les discours du 31 octobre 1789 et du 12 avril 1790.— On devine que ce langage était bien plus accentué dans la bouche d'un député tel que Grégoire. « Oh ! s'il fallait, dit un jour Grégoire, nous courber sous le joug, il vaudrait mieux sans doute fuir avec un ministre chéri au sein de l'Helvétie, ou vers les rivages de Boston, sur lesquels d'illustres chevaliers français ont aidé à planter l'étendard de la liberté. »

langage était le chef ouvertement accepté par ses collègues, les évêques députés à la Constituante, on regrette d'autant plus que la Révolution ne se soit pas montrée plus conciliante pour des esprits si éminents, si modérés, si ouverts aux idées nouvelles.

Mirabeau dit un jour que la religion serait emportée si elle se mettait en travers de la liberté. Comme la Constituante avait rompu les chaînes imposées à la nation et, ajoutait Mirabeau, à la religion elle-même, le grand tribun se plaisait à montrer l'Eglise et l'Etat, enfin délivrés de leurs entraves séculaires, puisant une nouvelle vitalité, une nouvelle jeunesse dans leur émancipation réciproque. « Nous n'aurions, s'écriait Mirabeau, pu briser les chaînes de notre servitude sans secouer le joug de la foi?... Non., la liberté est loin de nous prescrire un si impraticable sacrifice. Regardez, ô citoyens, regardez cette Eglise de France, dont les fondements s'enlacent et se perdent dans ceux de l'empire lui-même ; *voyez comme elle se régénère avec lui*, et comme la liberté, qui vient du ciel aussi bien que notre foi, semble montrer en elle la compagne de son éternité et de sa divinité ! Voyez comme ces deux filles de la raison souveraine s'unissent pour développer et remplir toute la perfectibilité de votre sublime nature, et pour combler votre double besoin d'exister avec gloire et d'exister toujours ¹. »

Il est douteux que les évêques eussent voulu souscrire à ces déclarations un peu amphatiques sur la liberté rendue à l'Eglise, au moment où on venait de lui forger la chaîne de la constitution civile du clergé. Mais si l'épiscopat ne pouvait saluer dans une pareille législation une œuvre d'émancipation religieuse, ni se dispenser de la combattre, il tenait en retour à affirmer son concours à

1. *Projet d'adresse aux Français sur la constitution civile du clergé*, par Mirabeau.

l'œuvre d'émancipation politique. « Il n'était point dans notre pensée, écrivent au pape les trente évêques de l'assemblée, de favoriser un pouvoir arbitraire, qu'un roi plus vertueux que son siècle, a su dédaigner lui-même. *Nous avons désiré d'établir le véritable empire de la liberté publique dans une monarchie héréditaire*, et nous avons reconnu sans peine cette égalité naturelle, qui n'exclut aucun citoyen des places auxquelles la Providence l'appelle par la voix de ses talents et de ses vertus. On peut étendre ou restreindre l'égalité politique, selon les différentes formes des gouvernements, et nous avons cru que nos opinions étaient libres, ainsi que celles de tous les citoyens, sur ces questions plus ou moins étendues, que Dieu lui-même annonce comme livrées à la dispute des hommes ¹. » Cette importante lettre, signée de tous les évêques de l'assemblée nationale, est comme leur testament politique. En l'écrivant au moment où la Constituante marche vers la fin de sa carrière, ils tiennent à constater qu'ils n'ont point voulu maintenir en France un pouvoir arbitraire, qu'ils se sont associés aux efforts du pays pour fonder la

1. « Nous avons distingué, disent encore les évêques, les pouvoirs que nous exerçons comme citoyens dans une assemblée nationale, et les devoirs que nous avons à remplir comme évêques. *Nous n'avons point associé nos sentiments religieux et nos opinions politiques*. Nous avons suivi, dans l'ordre du gouvernement civil, les principes qui nous ont paru les plus conformes aux intérêts du peuple, dans une monarchie établie, dont nous n'avons pas voulu renverser les fondements ; et nous n'avons point recherché, dans nos avis sur les choses temporelles, cette uniformité qui nous est imposée dans l'ordre des choses instituées par Jésus-Christ. Les questions sur l'étendue et les bornes de l'égalité sociale, sur les principes et les effets d'une liberté bien ordonnée, sans trouble et sans licence, sur l'origine des pouvoirs, dans des nations instruites et policées, ces intéressantes questions de la philosophie et de la politique, étaient devenues, surtout dans l'état présent de la France, dignes d'exercer l'esprit de tous les hommes capables de penser. A Dieu ne plaise que, citoyens infidèles au bien de la patrie, nous ayons adopté les principes qui peuvent altérer l'obéissance due à l'autorité royale, qui fait régner les lois ! Mais il n'était pas dans notre pensée de favoriser un pouvoir arbitraire... » Lettre des trente évêques de la Constituante à Pie VI. 3 mai, 1791, p. 9-11.

liberté. La plupart pouvaient même dire, avec l'évêque de Perpignan, que leur confiance avait « duré longtemps. » Nous aimons à voir cet épiscopat, qu'on aurait pu croire trop royaliste pour faire à la nation sa part dans le gouvernement, reconnaître hautement ses droits et concourir sincèrement à l'œuvre d'émancipation publique. Nous aimons à le voir affirmer, avant de disparaître de la scène du monde, qu'il a travaillé pour la liberté. L'histoire doit garder le souvenir de cette profession de foi politique, qui est toute à l'honneur de l'ancien épiscopat. Quand on voit des évêques nourris dans le culte de la royauté absolue se montrer si ouverts aux idées nouvelles, comment prétendre que le clergé est essentiellement réfractaire à la liberté ?

IV

Si les anciens évêques se sont rendu le témoignage d'avoir travaillé à « établir la liberté » en France, on ne peut cependant les faire responsables des vices de la constitution de 1791. Tout a été dit sur cette œuvre, qui ruinait l'autorité du roi sous prétexte d'assurer les droits de la nation. Les désastres de la monarchie semblent aussi grands que ceux de l'Eglise. Louis XVI, hier monarque absolu, est maintenant désarmé en face d'une assemblée omnipotente, qu'il ne peut ni ajourner ni dissoudre, qui fait sans lui des lois auxquelles il n'a droit d'opposer qu'un veto suspensif, et encore pas pour toutes. Ce roi, sans action sur la chambre où il ne lui est pas permis de prendre ses ministres, enfermé par une défiance jalouse dans son rôle d'exécutif, se voit enlever les prérogatives regardées comme l'attribution essentielle de la puissance gouvernementale. On lui supprime le droit

de grâce. Il ne peut commencer la guerre sans un décret de l'assemblée, et un décret de l'assemblée peut l'obliger à l'interrompre. Le commandement de la force armée lui échappe ainsi que le choix des magistrats, des évêques, des percepteurs et receveurs d'impôts, des maires qui désormais sont tous à l'élection. La constitution semble s'armer presque à chaque article contre la royauté, dont on paraît craindre le retour offensif. Elle défend aux troupes de passer, de séjourner, à une distance moindre de 30 000 toises. Elle menace le roi, articule contre lui cinq cas de déchéance, contre ses ministres responsables huit cas de condamnation à la détention, cinq cas de condamnation à mort. C'était dépasser le but, annuler, presque chasser le roi, sous prétexte de faire place à la nation; c'était refuser au pouvoir exécutif dans une monarchie ce qu'on lui octroye dans une république. Lorsque, le 30 septembre 1791, Thouret, président de la Constituante, dit au roi qui était venu la fermer : « Sire, Votre Majesté a fini la Révolution », le roi aurait pu répondre : « Votre assemblée a fini la monarchie. » M. de Clermont-Tonnerre s'écriait avec raison, dans la séance du 23 juin 1790 : « Il ne faut pas se dissimuler que quelques-uns de nos travaux portent l'empreinte de la destruction. » On connaît le mot de Pitt : « Les Français ont traversé la liberté. »

A défaut de sens politique, les évêques auraient été avertis par leur loyalisme ¹ de l'injustice et du péril d'une telle législation. En particulier, un projet cher à plusieurs d'entre eux, celui des deux chambres, soutenu avec tant

1. Bernis est stupéfait à Rome du cours des événements. Il veut le roi maître chez lui. Il veut que « le gouvernement en impose promptement à ces orateurs du tiers état qui ne comptent plus leurs vues d'ambition et d'indépendance... Plus on connaît, dit-il, le caractère de notre nation, plus on craindra l'inconvénient et le danger de l'assembler. » *Le cardinal de Bernis*, p. 458, 459.

d'autorité, à la veille des Etats généraux, par l'évêque de Langres, M. de La Luzerne, qui, au sein de l'assemblée, avait rencontré le patronage d'hommes tels que Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux, Lally-Tollendal, Mounier, avait succombé dans la discussion ¹, le 10 septembre 1789. Ce système ne rallia que 89 suffrages, tandis que 849 députés se prononçaient pour une assemblée unique et 122 se déclaraient insuffisamment éclairés. Le lendemain, 11 septembre, l'assemblée adopta le principe de la sanction royale par 730 voix contre 143, mais elle décida par 673 voix contre 325 que le veto ne serait que *suspensif*. On est frappé du petit nombre de voix favorables au projet des deux chambres. Beaucoup de prélats et de gentilhommes auraient voté pour une chambre haute nommée par les nobles et les évêques, comme l'autre l'était par le tiers. Mais un sénat électif, ouvert à tous, tel que le proposaient Mounier et Lally-Tollendal, leur paraissait consommer la ruine des trois ordres. Plusieurs députés accentuaient à plaisir l'inspiration démocratique de la constitution dans l'espoir de la rendre moins viable. On prêta ces mots à Maury : *Si vous établissez deux chambres, votre constitution pourra se maintenir* ².

1. Champion de Cicé parla des deux chambres dans la séance du 27 juillet 1789, dans son *rapport sur les premiers travaux du comité de constitution*. Lally-Tollendal fit sur ce sujet un rapport spécial et étendu dans la séance du 31 août. Dans la même séance Mounier en parla également. D'après Champion de Cicé et Lally-Tollendal, il ne pouvait pas être question de composer le sénat de la noblesse et du clergé, comme l'avait proposé La Luzerne dans sa brochure. « Ce serait, dit Lally-Tollendal, perpétuer cette séparation d'ordres, cet esprit de corporation, qui est le plus grand ennemi de l'esprit public, et qu'un patriotisme universel concourt aujourd'hui à éteindre. » Lally-Tollendal composait le sénat de deux cents membres. Le 7 septembre, Sieyès combattit toute espèce de veto. Partisan d'une « assemblée nationale une et indivisible », il était cependant d'avis de la partager en deux ou trois sections pour les délibérations, disant que ce qui fait « l'unité et l'indivisibilité d'une assemblée, c'est l'unité de décision, ce n'est pas l'unité de discussion. » Cf. *Arch. parl.* VIII, 280-283, 514-527, 592-601.

2. Droz, *Histoire du règne de Louis XVI*, 1839, t. II, p. 456, 457.

Par le rejet d'une seconde chambre, le pouvoir royal, privé du veto absolu, allait se trouver seul, désarmé, en face d'une assemblée populaire toute puissante, comme l'avaient prédit l'évêque de Langres et l'archevêque de Bordeaux.¹

Tant de ruines accumulées pour rebâtir d'après un plan nouveau, l'instabilité même du nouvel édifice politique, avaient provoqué bien des désillusions et des découragements. M. de La Luzerne, évêque de Langres, dont l'esprit si ouvert, si pondéré, avait si bien compris la nécessité des réformes à opérer dans l'Etat, quitta de bonne heure l'assemblée, attristé sans doute de la voir compromettre les intérêts de la liberté avec ceux de la monarchie. Avant l'ouverture de Etats généraux, le doublement du tiers lui avait inspiré cette exclamation : *Tout va se perdre*. Il avait fait depuis tous ses efforts pour endiguer le torrent destructeur. Le 30 septembre, il avait demandé en vain pour le roi, dont le pouvoir lui paraiss-

1. « Dans le conflit entre la puissance royale et la puissance nationale, écrivait M. de La Luzerne, on ne peut douter que celle-ci n'ait une supériorité et une prépondérance infinie. Le Souverain n'a de pouvoir que par sa nation ; réduit à sa force individuelle, il n'est plus rien. Ce n'est que parce qu'il représente et qu'il exerce la volonté générale, qu'il jouit d'une autorité ; lorsque la volonté générale lui est opposée, son autorité tombe et s'anéantit. Ce qui est vrai en principe, est encore plus vrai dans le fait. Le dernier terme du pouvoir réside maintenant dans l'opinion générale ; elle est parmi nous d'une force irrésistible, et trop de faits récents démontrent cette vérité pour qu'il soit nécessaire d'y insister... Une seule assemblée aurait une force tellement prépondérante qu'elle attirerait facilement à elle la totalité du pouvoir. » *Sur la forme d'opiner aux Etats généraux*, 1789. *Œuvres de La Luzerne*, VI, p. 1302, 1305. — Champion de Cicé expose dans son rapport (*Arch. parl.* VIII, 282) « que l'intervention du roi dans la législation serait vaine, illusoire et sans force, contre la masse irrésistible des volontés nationales portées par une seule chambre ; que l'activité du corps législatif, l'expose à des résolutions trop subites, inspirées par une éloquence entraînant ; .. que ces résolutions précipitées conduiraient bientôt au despotisme ou à l'anarchie ; que l'exemple de l'Angleterre et même celui de l'Amérique, démontrent l'utilité des deux chambres et répondent suffisamment aux objections fondées sur la crainte de leurs inconvénients etc. »

sait trop affaibli¹, le droit de faire des règlements d'administration. Après les journées des 5 et 6 octobre, M. de La Luzerne jugea que la situation était irrémédiablement compromise et quitta la Constituante. Du reste, Mounier, Lally-Tollendal, et cent vingt députés qui votaient avec la droite, sortirent également de l'assemblée.²

La Luzerne avait été précédé, il fut suivi dans sa retraite par quelques autres prélats. Parmi ceux qui restèrent fermes à leur poste, et ce fut la grande majorité, beaucoup, comme le leur reproche Ferrières dans ses Mémoires, s'associèrent plus d'une fois aux mouvements de protestation, de mauvaise humeur, aux abstentions en masse, aux sorties bruyantes de la salle, par lesquels la droite manifesta souvent son indignation et l'amertume de sa défaite, surtout quand la Constituante s'engagea dans une voie franchement révolutionnaire. L'essai de la vie parlementaire était trop récent encore et les blessures reçues trop profondes, pour qu'elle pût garder la pleine possession d'elle-même, pour comprendre toute l'importance de ne jamais

1. La Luzerne voulait que le pouvoir du roi restât fort. Il disait dans son écrit *Sur la forme d'opiner aux Etats généraux* : « N'abusons pas des sacrifices que le roi nous fait, pour en exiger d'autres qui nous deviendraient funestes à nous-mêmes. Ne lui enlevons pas les moyens de nous servir. . . Repoussons cette malheureuse défiance, plus dangereuse mille fois que tout ce que l'on voudrait nous faire redouter. . . Que le pouvoir monarchique acquière en solidité ce qu'il consent à perdre en étendue. » *Œuvres* de La Luzerne, VI, 1327. — M. de La Luzerne n'avait pas été le seul dans l'épiscopat à prévoir la crise terrible de la Révolution. Quand le premier évêque de Nevers prêta serment pendant la Restauration entre les mains de Louis XVIII : « Vous allez succéder, lui dit le roi, à un homme bien remarquable. Si nous avions suivi les avis de M. de Séguiran, nous aurions évité les horreurs de la Révolution. » M. de Séguiran, évêque de Nevers, avait fait partie, comme La Luzerne, de l'assemblée des notables. — Le 21 mai 1790, M. de Boisgelin, trouvant le pouvoir royal trop affaibli, prononça un long discours, où il demandait pour le roi le droit de paix et de guerre.

2. Le 12 juillet 1791, on vit par l'appel nominal demandé contre les absents, que 132 députés ne siégeaient plus. En outre, onze jours auparavant, parmi les députés présents, 270 avaient déclaré qu'ils ne prendraient point part aux délibérations.

abandonner le vote, de parler à l'opinion quand il n'y avait pas d'espoir de convaincre la chambre. Il est fâcheux que le clergé n'ait pas compté parmi ses mandataires beaucoup de manœuvriers tels que l'abbé de Montesquiou. Cependant on ne peut pas dire que les évêques aient déserté les débats, sauf dans la discussion de la constitution civile du clergé. Nous les avons vus, dans les circonstances solennelles, plaider avec éloquence les grands intérêts de l'Eglise. La lettre collective adressée au pape, le 3 mai 1791, et signée de trente évêques députés, nous montre à cette époque tous ces prélats présents à l'assemblée et fidèles à leur mandat. Cette persévérance avait d'autant plus de mérite que, durant deux années de travaux parlementaires ininterrompus, la plupart d'entre eux n'avaient pas revu leur diocèse, et que les séances renouvelaient pour eux constamment les plus terribles émotions. Le vénérable archevêque d'Arles ¹ eut l'occasion d'exposer les motifs qui avaient décidé la plupart de ses collègues à ne point désertier leur poste.

Nous connaissons l'attitude politique des évêques députés. Quelle fut celle des prélats étrangers à la Constituante? Quelques-uns d'entre eux ne dissimulèrent pas leur désapprobation des premiers décrets, en particulier des restrictions que la constitution nouvelle apportait à l'autorité royale.

De toutes les protestations élevées contre le nouvel or-

1. On avait écrit d'Arles à Mgr Dulau, que ne prenant point la parole dans l'assemblée il aurait dû la quitter. Il répondit : « Les avis n'ont souvent passé qu'à une petite majorité. Lors du décret concernant la religion catholique, nous étions 400 contre 485. Il en a été à peu près de même pour les décisions relatives à l'état monastique et aux biens d'Eglise; et il est constant que, si plusieurs députés pensant comme nous n'avaient pas depuis longtemps déserté l'assemblée, les bons principes auraient triomphé au moins en matière de religion. Je regarde donc comme un devoir de rester fidèlement à mon poste, à moins que la pluralité des députés ecclésiastiques n'abandonnent ensemble le champ de bataille. » Lettre du 28 avril 1790. *Œuvres* de Mgr Dulau, III, p. 20 et suiv.

dre de choses, aucune ne fut plus vive, plus éloquente, plus retentissante, que celle de M. Le Mintier, évêque de Tréguier, dans un mandement que les poursuites judiciaires rendirent alors célèbre. Vraiment, on dirait à lire ce document, que le prélat est moins frappé des maux de l'Eglise que de ceux de la monarchie. Au début et au terme de son manifeste, c'est la pensée du roi qui occupe l'esprit, le cœur de l'évêque, et lui arrache des plaintes attendries et émues. « Il est donc vrai, s'écrie-t-il, que la couronne qui brille sur la tête de nos rois est armée de pointes cruelles, qui ensanglantent leurs fronts. La splendeur du diadème ne les garantit pas des chagrins amers, des inquiétudes dévorantes ; et alors même qu'ils respirent le bien et le bonheur de leurs sujets, la pompe et les plaisirs du trône se changent pour eux en amertume. » Et le prince ainsi éprouvé c'est Louis XVI, ce « roi sensible et populaire », qui ne vit que « pour la félicité de ses peuples », qui veut « régner sur nos cœurs plus que sur nos biens et nos personnes. Lorsque le plus puissant monarque de l'univers, tempérant l'éclat de sa couronne et cédant aux vœux unanimes de ses provinces, appelait ses sujets autour de son trône, pour aviser aux moyens de retrancher les abus qui s'étaient glissés dans le mouvement de ses finances, devait-il s'attendre que des auteurs anonymes, enhardis par l'impunité, agiteraient des questions délicates, subtiles, dangereuses, et traceraient à leur gré et selon leurs caprices, la ligne de démarcation qui sépare les droits des souverains de ceux de la nation. N'est-il pas temps que le peuple français se réveille, et que du fond de nos cœurs s'élève un cri général pour *réclamer nos anciennes lois* ? »

Réclamer nos anciennes lois, c'était grave, c'était demander le retour à l'ancien régime. Oh ! M. le Mintier, tout en avouant les abus qui existaient alors dans l'Etat et la mauvaise répartition des biens d'Eglise, regrette ce

temps heureux où « les riches jouissaient sans crainte de leur opulence », où « le plébéien, satisfait de son sort, vivait content de son état. » Quel changement, hélas ! quel bouleversement général ! « Le plus illustre trône de l'univers est ébranlé jusque dans ses fondements. Il fut un temps où l'amour des Français pour leur roi ne connaissait point de bornes. Bien loin de chercher à discuter, à consulter, encore moins à limiter les droits et les prérogatives de la couronne, nos pères aimaient à multiplier les témoignages de leur zèle, de leur obéissance, de leur dévouement au monarque. La tendresse les attachait au souverain encore plus que le devoir. » Comme on voit dans ces paroles la religion monarchique de ces évêques d'ancien régime, attachés à leur prince par les liens les plus indestructibles, et auxquels l'amour rendait l'obéissance facile ! Vraiment M. le Mintier est peu préoccupé de la liberté, de l'égalité. Le système « d'égalité absolue », qu'on semble promettre dans les rangs et dans les fortunes, lui paraît « enfanté par une imagination en délire. Quand bien même les hommes seraient tous égaux dans l'ordre de la nature, ils cesseraient de l'être en entrant dans l'ordre social. » Quel danger dans la faculté laissée à chacun de penser, d'écrire, d'adorer ce qu'il lui plaît. Ce qui importe à l'évêque de Tréguier, ce n'est point la liberté, c'est l'autorité. « La prospérité publique, dit-il, repose sur l'autorité du souverain ; elle en est inséparable, et le peuple ne doit connaître qu'une crainte, celle de donner des bornes trop étroites aux droits inaliénables et sacrés de la souveraineté. Hélas ! qu'elle est différente d'elle-même cette monarchie française, le plus beau domaine de l'Eglise catholique, le berceau des héros, l'asile des rois, la patrie des sciences et des arts ! » M. Le Mintier fait alors le sombre tableau des malheurs politiques ¹, parmi lesquels il place « le nerf de l'autorité

1. « Les princes du sang royal, fugitifs chez les nations étrangères ; la

entre les mains de la multitude. » Pour essayer de réagir, l'évêque de Tréguier rappelle dans une page brillante la supériorité de la monarchie et, en particulier, toutes les gloires de la monarchie française. Il évoque de nouveau en terminant la figure de ce « monarque bienfaisant » et vraiment père, dont les jours sont « abreuvés de fiel et d'amertume. » N'est-il pas temps d'arrêter ces écrits « incendiaires » qui, en opérant « la plus funeste révolution, entraîneraient la ruine de la foi catholique et la chute de la première monarchie de l'univers ¹ ? »

discipline énervée; le citoyen armé contre le citoyen; un système d'indépendance présenté avec art, reçu avec enthousiasme, soutenu par la violence; toutes les ressources du crédit national ou interceptées ou taries, le commerce languissant; les lois sans force et sans vigueur, leurs dépositaires ou dispersés ou réduits au silence; le nerf de l'autorité entre les mains de la multitude; toutes les classes des citoyens confondues; la vengeance avide de sang, aiguisant son poignard, désignant ses victimes, exerçant ses fureurs homicides. Oui, le sang de nos concitoyens, de nos frères, a coulé, il fume encore; et dans un siècle qui ose s'arroger le titre fastueux de siècle des lumières, la capitale d'une nation polie, sensible, d'une nation renommée par la douceur de ses mœurs et de son caractère, a été souillée par des proscriptions inouïes, par des assassinats dont les nations les plus barbares rougiraient. »

1. Ce mandement est reproduit en entier par le *Journal ecclésiastique* de l'abbé Barruel, novembre 1789. M. Le Mintier signe: évêque et comte de Tréguier, conseiller du roi en tous ses conseils. — Le même journal donne, en 1789, le mandement de l'évêque d'Angoulême, qui tout en s'écriant: « Que n'avons-nous pas à attendre d'une si grande assemblée? est-il rien d'impossible à cette nation riche, sensible et généreuse », demande qu'on se défie d'une fausse philosophie, qui « voudrait ébranler le trône après avoir ébranlé les autels, altérer notre constitution après avoir altéré notre croyance, et renverser les barrières qui nous défendent des horreurs de l'anarchie, après avoir renversé celles qui nous défendaient de la dépravation des mœurs. » On peut citer encore le cardinal de Bernis, ambassadeur à Rome, parmi les prélats peu favorables au nouvel ordre de choses. Il écrivait de Rome, le 6 décembre 1785: « Je suis vieux, et je voudrais bien finir ma vie sans être témoin de la révolution qui menace le clergé et la religion même. » Il écrivait plus tard, à la fin de 1788: « Les maximes à la mode ne sont pas les miennes. » Quand les Etats généraux sont réunis, le cardinal de Bernis ne dissimule pas son étonnement au sujet des événements qui se précipitent. Il gémit autant des décrets qui ont porté une si grave atteinte à l'autorité royale que de la spoliation de l'Eglise. Il est pour le pouvoir absolu, au besoin pour la force. Ainsi le cardinal de Bernis se montre heureux que

Il fallait faire connaître ce mandement, qui dévoile hautement des sentiments partagés sans doute par d'autres prélats de l'Eglise de France. Mais s'ils étaient plusieurs à les avoir, ils surent les taire ; du moins nous n'avons guère à relever dans l'épiscopat de manifestation hostile au nouvel ordre de choses.

A cette époque, au dedans et au dehors de l'assemblée nationale, les évêques se font remarquer, non par ce que nous appellerions aujourd'hui leur intransigeance, mais par leur modération. L'abbé de Montesquiou avait dit un jour à la tribune : « On vous parle de la paix : et moi aussi je veux la paix. » C'était le désir de tous les prélats. Ce sentiment éclate alors dans toutes leurs manifestations. L'évêque de Tarbes, M. de Montagnac, ne peut se dissimuler que beaucoup de ses diocésains, les anciens privilégiés, n'ont pas le cœur à la joie après les suppressions opérées par la Constituante. Il les exhorte et les console en ces termes : « O vous, à qui la Révolution coûte peut-être des larmes et des sacrifices, ne vous privez pas des consolations qui vous sont offertes ! Toutes les classes de la société ont des pertes à compter, mais que sont les pertes

le maréchal de Broglie ait été appelé au commandement des troupes. Cf. *Le cardinal de Bernis*, etc. p. 452, 454, 458, 459. Mgr de Bausset comprenait mieux que le cardinal de Bernis les nécessités des temps nouveaux. « A Dieu ne plaise, disait-il, qu'on nous suppose la coupable pensée de prétendre soumettre les destinées d'un peuple entier aux volontés arbitraires d'un seul homme. La raison, la justice et l'expérience, demandent que les lois ne soient que le résultat réfléchi et l'expression libre de ceux qu'elles intéressent le plus immédiatement. » Mais M. de Bausset ajoute : « Dans les gouvernements mêmes où l'on jouit de ces précieux avantages, de combien de barrières ne s'est-on pas cru obligé d'environner les corps politiques appelés à l'auguste fonction de concourir à l'établissement des lois ? Par combien de précautions n'a-t-on pas cherché à corriger l'abus de ce pouvoir redoutable ! Que de combinaisons plus ou moins heureuses n'a-t-on pas épuisées pour balancer les terribles effets qui pouvaient résulter d'une seule disposition imparfaite ou prématurée, tant on a toujours été frappé du danger de confier au caprice d'un moment le droit de dicter des lois éternelles aux siècles et aux générations. » Lettre pastorale de Mgr de Bausset, 1791, p. 12.

auprès de l'intérêt commun ? Rendez faciles et volontaires par votre patriotisme les sacrifices exigés par la loi impérieuse de la nécessité. Bannissez de vos cœurs toute plainte, tout ressentiment, tout murmure, et cherchez dans l'union avec vos frères l'adoucissement de ces peines. Le bonheur de la génération actuelle ne sera pas sacrifié tout entier aux générations futures. Le temps, l'expérience, des discussions tranquilles, les pétitions modérées des citoyens chargés de faire connaître la volonté générale aux représentants de la nation, amèneront peu à peu les modifications que l'usage le plus légitime de votre raison et de votre liberté vous permettra de solliciter, pour porter à la perfection *le grand ouvrage de votre régénération*. Votre évêque et ses coopérateurs vous doivent l'exemple *de la résignation et de l'obéissance* ; ils se glorifient d'avoir rempli jusqu'à présent ce devoir, et ils le rempliront toujours avec fidélité ¹. » La Révolution ne pouvait se plaindre de ce langage. L'évêque de Tarbes y prononce sans doute le mot de résignation, mais il parle aussi « du grand ouvrage de notre régénération », de « l'usage de la liberté et de la raison » pour faire connaître « la volonté générale », expressions jusque-là peu familières à la langue ecclésiastique.

Un mandement publié vers la même époque, le 23 mai 1790, par M. de Villevieille, évêque de Bayonne, est plus important encore. Le prélat trace à son clergé une ligne de conduite dans les difficiles conjonctures que traversait alors l'Eglise. La Constituante, après l'avoir dépouillée, continuait à se servir de ses temples ; et comme les décrets, les décisions administratives et politiques sortaient à flots pressés de cette officine de lois, les curés étaient très occupés à lire tous les dimanches à leurs paroissiens le véritable code qui leur arrivait par

1. Ce mandement est donné par les *Nouvelles ecclésiastiques*, 1790, p. 192.

tranches de l'Assemblée nationale. Dans cette avalanche d'articles, tout ne devait point également plaire aux curés, malgré leur premier enthousiasme pour la Révolution. M. de Villevieille leur déclare qu'ils doivent se prêter aux vues de la Constituante en publiant ces documents. « Vous n'êtes obligés, ajoute-t-il, d'en faire ni l'apologie ni la critique. Les principes sont-ils vrais, les conséquences sont-elles justes, doit-il en résulter plus d'avantages que d'inconvénients ou plus d'inconvénients que d'avantages ? Pouvait-on créer un meilleur ordre de choses ? Toutes ces questions, si intéressantes pour le bonheur d'un grand empire, sont du ressort de l'opinion. Chaque citoyen est libre dans le jugement qu'il doit en porter, et indépendant dans l'exercice de sa pensée; vous ne pouvez pas commander à celle des autres, on ne peut pas commander à la vôtre. » Donnant alors à ses prêtres une direction très nette, l'évêque de Bayonne leur dit : « Quelle que soit la différence des opinions et des principes sur les événements actuels, il est cependant un principe incontestable que tous les hommes doivent professer, c'est celui de soumettre ses actions extérieures à l'ordre établi. Nulle société ne pourrait exister sans cette soumission provisoire qui ne commande point à la conscience, mais qui détermine uniquement nos rapports dans l'ordre social. Ce serait la dissolution de toute société et la plus funeste anarchie. » Le prélat termine en recommandant à son clergé de ne point se mêler aux « discordes civiles », de ne rien faire contre « l'ordre public », de concilier les manifestations de son zèle avec « la sage circonspection des lois ^{1.} »

Si ces manifestes si modérés, d'une inspiration si large, si libérale, vinrent à la connaissance de Mirabeau, ils

1. Ce mandement de l'évêque de Bayonne est reproduit dans la *Vie de M. Daguerre*, par Duvoisin, 1861, in-8°, p. 435-439.

durent paraître bien tièdes au grand orateur. Le tribun aurait voulu voir l'épiscopat et les curés entreprendre une campagne en faveur de la Révolution. Dans son discours du 26 novembre 1790, il dénonça comme une manœuvre impie, sacrilège, le silence de la neutralité. « Des premiers pasteurs peuvent-ils se taire dans ces grandes crises où le peuple a un si pressant besoin d'entendre la voix de ses guides, et de recevoir de leur bouche des conseils de paix et de sagesse ? » Mirabeau est profondément scandalisé de ne pas voir l'épiscopat français adresser à ses ouailles de fréquentes et fortes instructions pastorales sur « les devoirs actuels des citoyens, sur les avantages de la liberté. » Il est scandalisé de « ne pas voir des mandements civiques se répandre dans toutes les parties de ce royaume, porter jusqu'à ses extrémités les plus reculées, des maximes et des leçons conformes à l'esprit d'une Révolution qui trouve sa sanction dans les principes et dans les plus familiers éléments du christianisme. » Mirabeau est « scandalisé et indigné de voir des pasteurs inférieurs affecter la même indifférence, écarter de leurs instructions publiques tout ce qui pourrait affermir le peuple dans l'amour de son nouveau régime, laisser plutôt transpirer des principes favorables à la résurrection de l'ancien despotisme, et se permettre souvent des réticences perfides. » En un mot, Mirabeau aurait voulu voir le clergé parler, sinon avec la même éloquence que lui, du moins avec la même ardeur révolutionnaire.

Mais pour faire éclater un pareil enthousiasme, il fallait l'avoir. Talleyrand, ce sceptique, pouvait bien s'échauffer au feu de son ambition, et s'écrier avec lyrisme dans une adresse aux Français : « Une nation se rajeunit le jour où elle a résolu de renaître à la liberté. Voyez la génération nouvelle, comme déjà son cœur palpite de joie et d'espérance ! Comme ses sentiments sont purs, nobles, patriotiques ! Avec quel enthousiasme on la voit chaque

jour briguer l'honneur d'être admise à prêter le serment du citoyen ! » Talleyrand veut bien reconnaître que l'allégresse ne peut point cependant déborder de tous les cœurs. Après avoir dit que la « lassitude » des constituants était le dernier espoir, désormais perdu, des « ennemis de la Révolution », qu'il faut leur pardonner « d'en gémir », et déplorer, « sans les haïr, ce reste de faiblesse, toutes ces misères de l'humanité », il ajoute : « Cherchons, disons même ce qui les excuse. Eh ! ne faut-il pas quelque temps pour chasser de sa mémoire les fantômes d'un long rêve, les rêves d'une longue vie ! Qui peut triompher en un moment des habitudes de l'esprit, des opinions inculquées dans l'enfance, entretenues par les formes extérieures de la société, longtemps favorisées par la servitude publique qu'on croyait éternelle, chères à un genre d'orgueil, qu'on imposait comme un devoir, enfin mises sous la protection de l'intérêt personnel, qu'elles flattaient de tant de manières ? Perdre à la fois ses illusions, ses espérances, ses idées les plus chères, une partie de sa fortune, est-il donné à beaucoup d'hommes de le pouvoir sans quelques regrets, sans des efforts, sans des résistances d'abord naturelles, qu'ensuite un faux point d'honneur s'impose quelquefois à lui-même¹. » C'était déduire avec finesse les motifs humains, intéressés, qui pouvaient peser sur l'attitude de l'épiscopat à l'égard de la Révolution. Mais les évêques avaient, pour ne point partager un aveugle enthousiasme, des raisons que Talleyrand ne pouvait rappeler sans se

1. Adresse de l'assemblée nationale aux Français, 11 février 1790, rédigée par Talleyrand. — Talleyrand fait valoir les services de la Révolution. « Une féodalité vexatoire, dit-il, si puissante encore dans ses derniers débris, couvrait la France entière : elle a disparu sans retour. Nos assemblées sont tumultueuses : et qu'importe, si les décrets qui en émanent sont sages. Il est impossible, a-t-on dit, de régénérer une nation vieille et corrompue : qu'on apprenne qu'il n'y a de corrompu que ceux qui veulent perpétuer des abus corrupteurs, et qu'une nation se rajeunit le jour où elle a résolu de renaitre à la liberté. »

condamner lui-même. Devaient-ils prêter serment à une constitution qui consacrait en quelque sorte la ruine de l'Eglise et de la monarchie ?

Mais d'un autre côté, fallait-il déclarer la guerre à cette constitution que la France avait réclamée avec une sainte ardeur, qu'elle semblait aimer avec tant de passion avant même qu'elle fût sortie du cerveau des législateurs, à cette constitution dont le nom était dans toutes les bouches, dans tous les cœurs, et qui apparaissait à la foule comme le gage assuré d'un bonheur public, d'une sorte de rénovation universelle. Le mot de Clermont-Tonnerre : *La constitution sera ou nous ne serons plus*, était devenu la devise générale. Les écrits du temps nous dépeignent le délire des esprits, la véritable fièvre constitutionnelle, qui agitait la nation, Paris transformé, les promenades publiques abandonnées pour les clubs, les habitants s'enquérant dans les rues des droits de l'homme et du *veto*, la politique faisant irruption jusque dans les temples, les prédicateurs libéraux chargés de couronnes civiques, et portés en triomphe au milieu d'un enivrement que nous avons de la peine à comprendre¹. Comment résister

1. Voyez Paris au mois d'août 1789. C'est une « ville nouvelle, un peuple nouveau. » La vie, « la démarche, les habitudes », tout a changé. Les monastères sont convertis en casernes, les citoyens armés ont pris la place « des suppôts de police » ; les spectacles sont déserts. Les petits maîtres et les femmes frivoles sont remplacés dans les jardins et les promenades publiques, par des Français « de tout rang, de tout sexe, de tout âge, profondément occupés des intérêts de la patrie. » La jeunesse se porte en foule dans les districts, et s'exerce dans les assemblées populaires à « discuter et soutenir les droits de l'homme. De longues files de jeunes femmes et de jeunes filles, vêtues de robes blanches, parées des couleurs de la nation, montent au temple, et, après avoir remercié le ciel de la conquête de la liberté, vont à l'hôtel de ville rendre hommage aux héros de la Révolution. La religion elle-même, devenue nationale, consacre ces fêtes civiques. La chaire de vérité, si longtemps prostituée au despotisme des prêtres et des rois, proclame enfin les vrais lois de la nature et nous appelle à la liberté au nom de l'Evangile. » Deux compagnies, tambours battants, enseignes déployées, ont conduit à l'hôtel de ville « le premier orateur de la liberté française, l'abbé Fauchet. Il marchait au milieu des applaudissements, entouré des

à cette poussée de tout un peuple, qui croit enfin arriver au bonheur par l'émancipation politique et sociale, qui entend résonner à son oreille des mots nouveaux, qu'il ne comprend guère, mais qu'on lui dit être un rempart contre le retour des dîmes, des impôts, des droits féodaux, de tous les abus, contre la revendication des biens ecclésiastiques qu'il vient d'acquérir. Qui pourrait songer à un retour en arrière ? Dans la séance du 29 septembre 1790, d'Esprémenil propose l'abolition des assignats, le rétablissement des ordres, la restitution au clergé de toutes ses propriétés. Aussitôt Charles Lameth parle d'envoyer le préopinant à Charenton. A la demande d'Alexandre Lameth, l'assemblée, regardant les paroles de d'Esprémenil comme « l'effet d'une imagination en délire, passe à l'ordre du jour. » Mathieu de Montmorency tient pourtant à exprimer tout haut son « profond mépris pour la motion et son auteur. » D'Esprémenil est accueilli à la tribune par des éclats de rire ; un député parle de l'envoyer en prison. Que de fois Maury et ses collègues de la droite furent menacés, non de Charenton et de la prison, mais de la lanterne ! Le torrent qui avait emporté dans son cours tant d'institutions séculaires, continuait à couler avec violence, enflé encore par les vents populaires, par le souffle de la nation. Com-

officiers du district et précédé d'un héros qui portait une couronne civique. On se croyait transporté aux beaux jours de Rome et d'Athènes. » Moniteur des 6 et 7 août 1789.—L'extrait suivant du sermon prononcé, à Notre-Dame, par l'abbé Fauchet, le 4 février 1791, sur *l'accord de la religion et de la liberté*, montre à quel diapason étaient montés certains esprits. « Tout pour le peuple, tout par le peuple, tout au peuple, disait Fauchet. Jésus ne veut point de tyrans... Tu peux nous égorger, tyran ; tu ne nous feras pas plier sous tes ordres arbitraires. Torture nos corps, nous garderons nos âmes. La parole est à nous. Tu m'as fait griller sur des charbons ardents : tu ne dévoreras pas l'Evangile de la fraternité avec ma chair. Il va planer avec mon incorruptible pensée sur ton empire. Que tout s'ébranle, que tout s'anime dans les deux mondes, d'un pôle à l'autre, sur les trônes et dans les cabanes. L'heure de la liberté sonne, le milieu des temps est arrivé, les tyrans sont morts. »

ment, sans être broyé, se mettre en travers de la Révolution ? Comment refuser, en particulier, son serment à cette constitution, célébrée, chantée en refrain dans toute la France ?

Mais cette constitution consacrait la spoliation du clergé, la ruine des deux premiers ordres, la défaite de la royauté. A défaut de leur conscience, les lettres éploquées, indignées, de leurs commettants eussent rappelé aux évêques les plaies faites à l'Eglise. Ces plaies, les prélats de l'assemblée les avaient devant les yeux, ces vices de la constitution ils les connaissaient mieux que leurs correspondants. Ils déploraient avec le pape Pie VI ¹ beaucoup de mesures législatives, mais ils pouvaient dire avec lui : « A qui faut-il parler » , à qui faire entendre une protestation ? « La nation presque entière paraît séduite. »

Une lettre du vénérable archevêque d'Arles², M. Dulau,

1. Pie VI disait dans son allocution du 9 mars 1790 sur l'état de l'Eglise de France : « On a placé parmi les premiers décrets celui qui assure à chacun la liberté de penser sur la religion ce qui lui plaira, et de manifester impunément ses pensées ; comme aussi le droit de n'être assujéti à d'autres lois qu'à celles qu'il aura consenties lui-même. On a mis en délibération si la religion catholique sera conservée comme dominante dans le royaume de France. Les non catholiques ont été déclarés aptes à tous les emplois ; on a statué qu'on ne tiendrait plus compte des vœux solennels ; les monastères des deux sexes ont été ouverts. On a en outre déclaré que tous les biens ecclésiastiques étaient à la disposition de la nation ; on a aboli les dîmes, qui formaient une grande partie de ces biens, on a saisi l'argenterie des églises et des autels. Il semblerait qu'on pût nous appliquer le reproche que s'adressait Isaïe : *Malheur à moi, parce que je me suis tu*. Mais comment et à qui faut-il parler ? Sera-ce aux évêques privés de toute autorité, et dont un grand nombre ont déjà été obligés de quitter leurs sièges ? Sera-ce au clergé, qui est dispersé et humilié, et qui ne peut plus tenir ses assemblées ? Sera-ce au roi très chrétien lui-même, à qui l'autorité royale a été enlevée et qui est dans la dépendance de l'Assemblée, et qui est obligé de sanctionner tous ses décrets ? *La nation presque entière paraît séduite par l'apparence d'une vaine liberté.* »

2. Mgr Dulau répond, le 3 mars 1790, à M. Nalis, curé doyen de l'église collégiale d'Arles : « Vous sentirez combien est embarrassante ma position dans la circonstance actuelle. 1° Le serment civique a été prêté par tous les évêques, curés et autres ecclésiastiques qui composent l'assemblée nationale. 2° L'assemblée a déclaré plusieurs fois que ses décrets

en date du 3 mars 1790, nous fait connaître leur prudence, leurs angoisses, les conseils de résistance qui leur arrivent du dehors, l'esprit de modération et la largeur de vues qui finalement décident leur adhésion à la constitution civique. Ce premier serment à la constitution fut prêté en ces termes, dans la séance du 4 février 1790, par tous les prélats et autres ecclésiastiques de l'assemblée : « Je jure d'être fidèle à la nation et au roi, et de maintenir de tout mon pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi. » L'évêque de Perpignan avait fait suivre son serment de ces paroles : « Désirant, comme Sa Majesté, que la paix re-

renfermaient deux dispositions bien différentes, les unes constitutionnelles et les autres purement réglementaires. 3° L'engagement contracté par la prestation du serment a principalement pour objet, non de croire à la vérité des articles, ne s'agissant point ici d'adhésion intérieure, mais de promettre de ne rien faire en actions, discours et écrits, pour opérer une contre-révolution. 4° Il est des circonstances impérieuses où le salut du peuple, qui est la loi souveraine, exige que les hommes publics se portent à certaines démarches, pourvu qu'elles ne blessent ni le droit divin, ni le droit naturel. 5° Le discours du roi, adopté par l'Assemblée, annonce que la présente législation a besoin d'être perfectionnée. 6° Avant la révocation de l'édit de Nantes, les protestants étaient électeurs et éligibles pour les Etats généraux. 7° L'Assemblée, en déclarant que les biens d'Eglise seraient à sa disposition, a reconnu que ces biens devaient être employés pour les frais du culte, l'entretien des ministres de la religion, et le soulagement des pauvres, sous l'inspection et la surveillance des provinces. Si ce décret était fidèlement exécuté, la véritable destination du patrimoine de l'Eglise, serait maintenue et respectée... Toutes ces considérations bien développées pourraient balancer les moyens d'ailleurs graves que vous exposez dans vos lettres. Encore une fois, il ne m'est pas permis de discuter ici avec l'étendue que j'aurais désirée. » On voit quelle bonne volonté met Mgr Dulau à établir qu'on pouvait souscrire en conscience à la constitution. La suppression des ordres religieux elle-même, décrétée le 13 février 1790, ne provoqua point de la part des évêques des protestations véhémentes. Ils défendirent, il est vrai, vaillamment leur cause à l'Assemblée nationale. Mais l'un de ces prélats députés, M. Dulau, archevêque d'Arles, écrivait deux mois après : « Sans doute la suppression des ordres religieux laisse un vide immense dans nos diocèses, mais l'on ne peut se dissimuler que l'Assemblée, en supprimant les effets civils de la profession religieuse sans toucher au lien de la conscience, n'a pas excédé les bornes de son pouvoir, et il ne faut pas confondre l'injustice avec l'incompétence. » Cf. *Œuvres de Mgr Dulau*, t. II, p. 10-12, t. III, p. 16 et suiv.

naïsse, espérant que la constitution sera perfectionnée dans les législatures à venir »; mais il jura purement et simplement, quand le président lui eut fait observer que le serment ne pouvait être conditionnel ¹.

L'exemple des prélats députés, prêtant d'une voix unanime, en ce jour solennel, le serment civique, fut suivi par leurs collègues dans les différents diocèses. Nous n'en connaissons qu'un seul, Dillon, archevêque de Narbonne², qui se soit déclaré résolu à le refuser. Les autres évêques se montrent beaucoup plus accommodants. Le 22 novembre 1789, M. de Durfort, archevêque de Besançon, bénit dans sa cathédrale les drapeaux de la garde nationale et lui adresse un discours patriotique. Le 18 août, l'évêque

1. Le surlendemain, l'Assemblée entendit une déclaration de M. de Machault, évêque d'Amiens et député, probablement absent le 4 février 1790. Le prélat, tout en déclarant adhérer à la constitution faisait des réserves. « Je m'engage, disait-il, à observer les lois et la constitution nouvelle, dans tout ce qui n'est pas contraire à la religion catholique, apostolique et romaine. *Le gouvernement civil et politique des nations peut changer, et lorsque les changements en ce genre prennent une consistance légitime, c'est un devoir de se conformer à l'ordre reçu.* Mais notre sainte religion étant la loi de Dieu, les hommes ne peuvent y rien changer. Or il y a nombre d'articles dans la nouvelle constitution qui blessent essentiellement la religion, et auxquels on ne peut adhérer sans y être infidèle. » M. de Machault met au nombre de ces derniers, la « constitution qu'on nomme du clergé », qui allait bientôt passer dans les lois, la confiscation des biens, la destruction des ordres religieux, « l'existence civile, précaire et incertaine », créée au clergé. Il fait aussi des réserves sur la déclaration des droits. Cf. *Archives parlementaires*, t. XI, p. 460-462.

2. « J'ai une secrète satisfaction à prévoir, écrivait-il au cardinal de Bernis, que je ne serai peut-être jamais dans le cas de prêter le serment civique, et à peine même avec les réserves qu'ont proposées les prélats de l'Assemblée. Je pense qu'après les intérêts de la religion, il n'en est pas pour nous de plus précieux que ceux de la monarchie. Il répugne à mes principes religieux et patriotiques de m'engager à maintenir de tout mon pouvoir une constitution qui renverse manifestement le trône et l'autel. D'ailleurs les vraies et légitimes prérogatives royales sont autant la propriété du sujet que celle du monarque, et il en existe que les sacrifices personnels du roi ne peuvent anéantir. » Cette attitude nous fait pressentir la conduite de Dillon dans l'émigration, où il sera, à Londres, l'un des adversaires les plus ardents de toute conciliation avec les nouveaux pouvoirs que se donnera la France. Cf. lettre de Dillon au cardinal de Bernis, 19 décembre 1790, dans Theiner, *op. cit.* p. 310-312.

de Marseille avait fait la même cérémonie à la Major. A Gap, Mgr La Broue de Vareilles, qu'on a accusé d'avoir fait placer la cocarde nationale à la queue de son cheval, tient, pour détruire cette calomnie, à parcourir la ville avec la cocarde tricolore sur son chapeau. Les histoires locales nous montrent les évêques faisant partout le serment civique, ou, s'ils sont absents de la ville épiscopale, donnant procuration, à cet effet, à leurs grands vicaires. M. Moreau, évêque de Mâcon, prononce, à ce sujet, dans sa cathédrale, le 14 février 1790, un patriotique discours suivi d'un serment solennel à la constitution, qu'il prête avec tous les fidèles. Le 14 juillet 1790, M. de la Luzerne lui-même accepte d'officier solennellement au champ de Navarre, l'évêque de Béziers, M. de Nicolaï, sur la place de la citadelle. Dans un soulèvement populaire causé par l'impôt du sel, ce dernier prélat se porte à l'hôtel de ville, harangue la foule du haut du balcon, et l'ordre rentre dans la rue, la paix dans les esprits¹. M. de Cheylus évêque de Bayeux s'était laissé nommer maire de sa ville épiscopale.

L'évêque d'Angers, M. de Lorry, parut alors dépasser tous ses collègues en fait de démonstrations politiques. Ce prélat, dans une lettre pastorale du 22 août 1789, avait

1. Voy. Sauzay, *Histoire de la persécution révolutionnaire dans le Doubs*, t. I, p. 141-142. — Gautier, *Précis de l'histoire de la ville de Gap*, 1884, p. 361-367. — Aubert (*la Révolution française à Digne*, 1887, p. 111), rapporte, d'après le procès-verbal, que « le 8 août 1790, dans la salle de la commune, devant le maire et les officiers municipaux, se présentèrent les vicaires généraux qui prêtèrent serment pour l'évêque de Digne, retenu à Loches par ses infirmités. » — Sur Mgr Moreau cf. *Histoire des évêques de Mâcon*, par le comte de la Rochette, 1867, p. 600-601. — Les évêques de Bretagne se montrèrent moins accommodants. L'évêque de Léon, M. de la Marche, répondit par un refus à la municipalité de Brest qui avait demandé une messe solennelle pour le 14 juillet 1790. L'évêque de Léon, tout en disant: « Personne n'est plus que moi ami de la liberté dont on établissait les principes », objecta les lois déjà portées contre la religion. L'évêque de Tréguier avait cependant béni les drapeaux de la garde nationale de Saint-Brieuc. Cf. abbé Tresvaux, *Histoire de la persécution révolutionnaire en Bretagne*, 1892, I, 85-92.

déjà célébré « l'auguste assemblée de la nation. » Le 30 mai 1790, nouveau mandement où le lyrisme déborde. « Faites bégayer aux enfants, dit M. de Lorry à ses concitoyens, le nom de Dieu, de frère et de patrie. Faites-leur prononcer le serment d'être fidèles à la Nation, à la Loi, au Roi, serment qui est devenu le cri de tout Français citoyen. » S'adressant à ses prêtres, l'évêque d'Angers s'écrie : « Imitez notre Maître. Partout il prêcha la paix et la concorde ; il accomplissait la loi et donnait l'exemple de la soumission aux puissances... Successeurs des apôtres, retraçons dans notre conduite la simplicité de leur vie, la sainteté de leurs mœurs, la douceur de leur zèle et la constance de leur charité... Ce peuple religieux et bon ne s'est point éloigné de nous. Il reviendra toujours chercher dans notre sein les seules consolations véritables. Fidèles à Dieu, à la Nation, à la Loi, au Roi, amis de l'ordre, de la justice et de la paix, soumis à tout ce que la Providence ordonnera, faisons revivre les jours de l'Eglise naissante ¹. » Ce mandement, qui avait excité l'enthousiasme dans la cathédrale d'Angers, vint faire tressaillir, à son tour, l'Assemblée nationale, quand La Réveillère-Lépeaux, à la demande de la députation angevine, lui en donna lecture dans la séance du 15 juin 1790. La Constituante ordonna que cette lettre pastorale serait envoyée à toutes les municipalités du royaume, comme on le fait aujourd'hui pour les discours de nos ministres. En attendant, M. de Lorry se distinguait à Angers par ses démonstrations politiques, assistait au champ de mars malgré son chapitre, y entonnait l'hymne de la reconnaissance, et se tournant vers la foule, s'écriait : « Mes enfants, aimons Dieu et soyons tous frères ² ! »

Il ne faut point attendre de tous les prélats ce lyrisme

1. Voy. ce mandement dans les *Nouvelles ecclésiastiques*, 1790, p. 138-139.

2. Cf. Célestin Port, *la Vendée angevine*.

me, qui parut extraordinaire en 1790. Ce n'est point d'aujourd'hui que, dans les questions libres, les évêques agissent selon leur conscience et leur tempérament, ce qui produit d'inévitables divergences. On peut signaler, à l'époque qui nous occupe, des différences de langage et de conduite. N'oublions pas que, parmi les cent quarante-huit membres de l'assemblée nationale qui protestèrent, le 15 septembre 1791, contre l'acceptation de la constitution faite la veille par le roi, figuraient onze évêques députés ¹. Comment pouvaient-ils revenir sur un serment déjà prêté solennellement? Le 4 février 1790, la constitution n'était pas encore terminée. Depuis, certains articles sur les vœux, sur le mariage considéré com-

1. La protestation était ainsi formulée: « Les soussignés, respectivement députés par les trois ordres, déclarent qu'ils ne peuvent regarder comme un acte libre, l'acceptation donnée par un monarque ramené avec violence dans son palais, suspendu de l'exercice de son pouvoir royal, constitué prisonnier par un décret, placé enfin entre la déchéance et l'acceptation; mais que cette acceptation fut-elle vraiment libre, ajouterait à leur douleur sans altérer *des principes religieux et des droits politiques*, qu'il n'est pas au pouvoir des rois de France d'abandonner, et qu'il est du devoir de leurs fidèles sujets de réclamer avec persévérance. » Cette protestation était signée d'une quarantaine de députés ecclésiastiques la plupart curés, et en outre de onze évêques: M. de Bernis, coadjuteur du cardinal de Bernis, archevêque d'Albi, et les évêques de Châlons-sur-Marne, Uzès, Oleron, Saint-Flour, Condom, Dijon, Montpellier, Nîmes, le Mans, Perpignan. Cf. *Déclaration d'une partie des députés aux Etats généraux de France*, sur l'acceptation donnée par le roi à l'acte constitutionnel, du 15 septembre 1791, 13 p.in-8°. Bib. nat. L b 39 5372.— On ne s'étonnera pas que l'abbé Maury fût parmi les protestataires et poussât le roi à la non acceptation, lui qui avait dit dans son discours sur le droit de paix et de guerre: « La nation nous a chargés de faire reconnaître les anciens droits constitutionnels du peuple français, mais elle ne nous a point autorisés à bouleverser le gouvernement, à lui rédiger une constitution absolument nouvelle et par conséquent arbitraire. Elle a confié à notre patriotisme le soin de réformer, de concert à notre excellent roi, les abus du gouvernement, mais non pas de créer un gouvernement qui n'a aucune analogie avec l'ancien. Nul de nous, Messieurs, n'eût été honoré de la confiance de la nation, si nous eussions professé dans nos bailliages les étranges principes qu'on nous étale ici tous les jours. Qu'est aujourd'hui la France? un triste objet de pitié pour toutes les nations. Le palais solitaire de nos rois... Le peuple le plus docile de l'univers!... Je m'arrête... »

me « contrat civil, » sur la force exécutoire donnée aux lois non comprises dans la constitution, telles que les dispositions relatives à la constitution civile du clergé, avaient encore aggravé, au point de vue religieux, l'œuvre de l'Assemblée. Au point de vue politique, l'acceptation du roi consacrait définitivement la ruine de son pouvoir. Telle était sur ce point la conviction des esprits clairvoyants, que Malouet, de concert avec Barnave, Duport et Lameth, avaient tenté, au nom du comité de révision, un dernier et inutile effort pour faire rapporter certains articles. Barnave avait même réussi à faire décider que la nation était représentée par la législature et par le roi, ce qui était modifier essentiellement le caractère de premier fonctionnaire public qu'on lui avait donné, et lui assurer un titre à l'inviolabilité ainsi qu'une part du pouvoir législatif.

Si telle était l'impression d'un Malouet, des constitutionnels, sur la valeur de l'œuvre accomplie par la Constituante, comment s'étonner que des prélats aient été encore plus frappés de ses vices au double point de vue religieux et politique. Remarquons cependant que, parmi les évêques fidèles jusqu'à la fin à leur mandat de député, un tiers seulement signa le manifeste du 15 septembre 1791, et que, parmi les protestataires, nous ne trouvons pas les prélats les plus considérables et les plus influents de l'Assemblée, tels que les archevêques d'Aix, d'Arles, de Toulouse, le cardinal archevêque de Rouen.

Comme tous les évêques députés avaient prêté serment à la constitution, le 4 février 1790, comme leurs exemples avaient été suivis par leurs collègues de la province, l'accord parut si unanime, la conduite si uniforme qu'on ne prit point garde à la protestation tardive des onze. Aussi, dans la question des serments à faire aux diverses constitutions que se donna la France jusqu'à celle de l'an VIII inclusivement, les partisans du serment apportaient comme

grand argument l'attitude du clergé à l'égard de la constitution votée par la Constituante. M. de La Luzerne, évêque de Langres, plaide-t-il, quelque temps plus tard, en faveur du « serment de l'égalité et de la liberté », il rappelle que « le clergé de France a unanimement et sans hésiter, après les plus mûres délibérations, offert de prononcer, dans tout ce qui était civil, le premier serment ordonné par l'Assemblée nationale, qui l'obligeait au maintien de la constitution. » Et cependant, ajoute La Luzerne, les évêques étaient convaincus que cette constitution était « vicieuse, qu'elle dépouillait le roi de son autorité, ou plutôt qu'en laissant le simulacre de roi, elle anéantissait par le fait la royauté. » Malgré ce vice et bien d'autres, « le clergé de France entier a offert de se lier par un serment à cette détestable constitution, excepté seulement ce qui était dans l'ordre spirituel ¹. »

Lorsqu'un prélat distingué entre tous, M. de Bausset, évêque d'Alais, voudra pousser le clergé à faire la déclaration exigée par la loi du 7 vendémiaire an IV, et à ne point prendre partie dans les questions politiques, quel exemple apportera-t-il? l'attitude de l'Eglise de France sous la Constituante et le soin qu'elle prit de distinguer le temporel du spirituel. « Il n'est pas, dira M. de Bausset, un évêque de France, qui dans ses instructions pastorales publiées en 1791, n'ait reconnu formellement que la religion n'avait aucun caractère pour intervenir dans l'ordre politique. Ce principe est aussi vrai en lui-même que nécessaire au maintien de la religion ; car, pour peu qu'on s'en écarte, les ministres de l'Eglise s'exposeraient à tomber dans les contradictions les plus dangereuses et à devenir le jouet de toutes les vicissitudes politiques... Le moyen le plus sûr comme le plus vrai, pour couper court

1. *Opinion sur le serment de l'égalité et de la liberté*, par Mgr de La Luzerne. *Œuvres*, t. VI, p. 574-588.

à toutes les difficultés, pour prévenir tous les dangers, pour conserver la dignité, l'intégrité et l'indépendance du ministère ecclésiastique, enfin pour déjouer la haine, la malveillance et la calomnie, c'est de séparer absolument les principes religieux des principes politiques. Les premiers doivent se concentrer dans le sanctuaire, et laisser les passions orageuses se disputer l'empire de la terre. C'est à quoi se bornait le clergé en 1790 et 1791.» M. de Bausset se plaît à citer M. de Thémynes, évêque de Blois, parce qu'il « réunit à des connaissances et à des talents distingués, une énergie de caractère qui ne lui a jamais permis de mollir et de transiger avec les principes.» Or, que disait M. de Thémynes? « Tout le monde, écrivait-il, professe ouvertement que tout citoyen doit jurer fidélité à la constitution temporelle... Qu'une constitution soit bonne ou mauvaise, dès qu'elle est le vœu commun, elle devient la règle générale... La France fait ses grandes expériences. On peut dire du serment de fidélité, qu'il est insensé de le refuser, et inutile de l'exiger¹. »

Voilà donc ces prélats de l'ancien régime qu'une histoire incomplète et infidèle nous présente rivés au passé, enchaînés au droit divin, confondant la religion avec la politique, abandonnant leur troupeau pour se ranger derrière leurs princes, les voilà, en 1790 et 1791, distinguant le spirituel du temporel, et proclamant, avec une énergie singulière, que l'Eglise s'accommode de tous les gouvernements, qu'ils sont prêts à jurer fidélité à la constitution la plus libérale qu'ait eue la France, à la constitution de 1791, dans ce qui ne touche point à la constitution religieuse. Bien que la question ne se posât point

1. Lettre de M. l'évêque de Blois aux administrateurs du département de Loir et Cher, 1791, — à M. Adam, à Paris, 1790-1792. — M. de Bausset: *Réflexions sur la déclaration exigée des ministres du culte par la loi du 7 vendémiaire an IV*. Cette importante brochure de M. de Bausset, éditée par M. Emery, parut plus tard considérablement augmentée sous le titre d'*Exposé*, etc.

encore entre monarchie et république; quel chemin déjà parcouru, quel rapide apprentissage de la liberté chez ces prélats que nous avons vus tenir leur place à la Constituante, y parler, s'y conduire en citoyens et, malgré les douloureux sacrifices qu'ils ont dû s'imposer, proclamer généralement, dans toutes les parties de la France, leur adhésion au nouveau régime politique.

Cette ligne de conduite avait été consacrée par l'autorité la plus haute. Le pape Pie VI, dans le bref adressé, le 10 mars 1791, aux prélats de l'assemblée qui avaient souscrit la célèbre exposition rédigée par Boisgelin contre la constitution civile du clergé, a bien soin d'y déclarer qu'il n'avait d'autre but « que de conserver dans leur intégrité les droits de l'Eglise et du Saint-Siège apostolique; que son intention n'est point d'attaquer les nouvelles lois civiles appartenantes au gouvernement temporel, ni de provoquer l'établissement de l'ancien régime de France, ainsi que l'ont publié quelques calomniateurs, dans le dessein de rendre la religion odieuse. »

On le voit, en France, à Rome, les dispositions de l'Eglise étaient des plus conciliantes, quand la Constituante, emportée par je ne sais quel esprit de vertige, voulut, en votant la constitution civile du clergé, lui imposer une dernière loi qui allait se briser, cette fois, contre la résistance inébranlable des consciences. L'assemblée était ici d'autant plus coupable qu'elle était avertie. L'archevêque d'Arles, M. Dulau, que nous avons vu avare de condamnations, de manifestes et de coups d'éclat, parce que, disait-il, dans « cette explosion la foi n'a pas été jusqu'à présent attaquée d'une manière directe », ajoutait que son attitude changerait, et qu'il « en serait autrement si l'Assemblée réalisait ses projets donnant atteinte à l'autorité spirituelle ¹. »

1. Lettre du 28 avril 1790, *loc. cit.*

Dans la séance du 9 juillet 1790, trois jours avant que l'Assemblée consacraît, par un vote irrémédiable, la constitution civile du clergé, l'évêque de Clermont, M. de Bonal, l'avertit solennellement de son imprudence, et de la résolution où était le clergé de rejeter toute disposition contraire à ses droits dans le spirituel. « Nous allons, Messieurs, s'écria-t-il avec émotion, renouveler, de concert avec tous les individus de la nation, le serment de lui être fidèles, ainsi qu'à la loi et au roi. Quel est le Français, que dis-je ! quel est le chrétien qui puisse hésiter sur un engagement que les principes consacrent. *Je me déclare ici prêt à le signer de mon sang*, s'il est besoin. Nous allons promettre en même temps, mais dans des circonstances bien différentes de celles où nous nous trouvions le 4 février dernier, de maintenir de tout notre pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale. Ici, Messieurs, en me rappelant tout ce que je dois rendre à César, je ne puis me dissimuler ce que je dois rendre à Dieu. Oui, dans tout ce qui regarde les objets civils, politiques et temporels, je me croirai fondé à jurer de maintenir la constitution : mais une loi supérieure à toutes les lois humaines, me dit de professer hautement que je ne puis comprendre dans mon serment civique les objets qui dépendent essentiellement de la puissance spirituelle, que toute feinte à cet égard serait un crime, que toute apparence qui pourrait la faire présumer serait un scandale de ma part. Je déclare, en conséquence, que j'excepterai très expressément de mon serment tout ce qui concerne les objets purement spirituels, et je vous supplie de considérer que cette exception elle-même doit vous paraître le plus sûr garant de ma fidélité à ce que j'aurai juré. »

L'Assemblée, en entendant ce langage d'un prélat universellement respecté et qui, dans cette circonstance, reçut les applaudissements et l'adhésion des autres évê-

ques, ne put se méprendre sur la sincérité et sur le caractère inébranlable de leur résolution. Que ne se leva-t-il pas dans son sein un de ces orateurs puissants sur ses décisions, pour l'arrêter au moment où elle allait consacrer d'un dernier vote une loi à jamais néfaste. L'évêque de Clermont, en s'offrant à signer au besoin de son sang la partie civique des nouvelles institutions, promettait et donnait plus qu'on n'a coutume de demander aux auteurs et aux défenseurs des constitutions. Que voulait-on davantage ? Le clergé, bien qu'il eût payé jusqu'alors, à peu près seul avec le roi, tous les frais de la Révolution, se fût vite accoutumé au nouvel ordre de choses. Nous avons déjà entendu ses chefs tenir le langage de citoyens libres. Le temps aurait pansé bien des blessures. L'Etat et l'Eglise pouvaient reprendre leur marche avec des institutions qui, bien qu'imparfaites et en les ébranlant l'un et l'autre, les avaient cependant rajeunis. Mais voilà qu'après avoir atteint le clergé dans son rôle politique par la suppression des ordres, dans ses troupes d'avant-garde par la suppression des corporations religieuses, dans sa bourse par la suppression des dîmes et des biens, dans sa religion d'Etat par la proclamation de la liberté des cultes, dans son cœur par toutes les tribulations infligées au bon et pauvre Louis XVI, on veut maintenant le frapper dans sa foi et dans sa conscience en bouleversant la discipline et la constitution ecclésiastique. Ces prêtres, qu'on avait fait citoyens, on veut maintenant en faire des martyrs. Ils le seront, mais tout en abordant avec fierté une des plus belles luttes de l'Eglise de France, comment ne pas déplorer les faits qui la remplissent.

L'un des prélats de l'Assemblée nationale, M. d'Esponchez, évêque de Perpignan, faisant, dans un écrit de mars 1792, un retour sur les événements qui venaient de s'accomplir, rappelait les enthousiasmes de la première heure, puis décrivait la voie suivie par la Constituante

dans l'accomplissement de son œuvre, voie que le clergé ne trouva point toujours semée de fleurs. Il ajoutait avec mélancolie du fond de son exil : « Après deux ans de troubles et d'orages, après deux ans de combats et de peines, nous avons conçu la douce espérance, N. T. C. F., nous nous étions flattés qu'à l'ombre de cette liberté qui nous était promise, il nous serait permis du moins de nous retrouver enfin au milieu de vous, pauvre de biens, mais riche de votre foi, et d'y porter, comme les apôtres au sortir du conseil des Juifs, la joie de nos humiliations et la gloire de nos disgrâces. La divine Providence n'a pas daigné nous accorder une aussi grande consolation. » Nous avons été « forcés de fuir loin de cette terre qui dévore ses habitants ¹. » Hélas ! cette terre qui dévorait ses habitants parut aussi engloutir pour longtemps cette confiance, cette émulation, ces élans généreux, qui avaient fait battre le cœur du clergé avec celui de la nation. La constitution civile, qu'on voulut lui imposer à tout prix, inaugura ces persécutions, ces violences qui devaient donner à la Révolution je ne sais quelle allure satanique, détourner d'elle ses victimes ensanglantées, créer enfin, au grand détriment de l'une et de l'autre, un trop long divorce entre la religion et la liberté.

1. Lettre pastorale du 12 mars 1792. Cf. abbé Torrecilles, op. cit. p.315-316.

LIVRE DEUXIÈME

LES ÉVÊQUES ET LA

CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ

CHAPITRE PREMIER

La constitution civile du clergé

I. Les évêques ont marché jusqu'ici avec la Révolution : ils vont être arrêtés par leur conscience. — La Révolution, qui a jusqu'alors attaqué l'Eglise par le dehors, menace maintenant son existence spirituelle. — L'Etat, qui a sécularisé l'Eglise, veut encore la réformer et la mettre sous sa main. — La Constituante transformée en concile. — Le prétexte, c'est de détruire les abus dans l'Eglise comme dans l'Etat. — II. Quels sont ces abus ? — D'abord, charges inutiles à supprimer. — Chapitres de cathédrale compris dans la proscription. — On veut des évêques-curés. — Leur entourage. — Les grands vicaires, luxe de l'ancien régime, remplacés par les vicaires épiscopaux. — Seconde réforme : remanier la circonscription trop inégale des paroisses et des diocèses. — Autant de diocèses que de départements. — III. Etablir un nouveau mode de nomination aux charges ecclésiastiques. — Anathème de Mirabeau contre le concordat et l'ancien système de collation. — Les élections introduites dans l'Eglise pour corriger ces abus, et mettre en harmonie sa constitution avec la constitution démocratique de la nouvelle France. — Bataille sur ce point. — Critique du système par les orateurs de la droite. — Réplique de Mirabeau qui outrage les évêques nommés par le ministre de la feuille. — Le concordat très mollement défendu. — IV. Vice suprême de la nouvelle organisation : les élus manquent de juridiction. — La Luzerne rappelle aux meneurs que les pouvoirs spirituels viennent d'en haut, non de la multitude. — Ceux-ci inventent le système de la juridiction universelle et confondent la juridiction avec l'ordre. — L'évêque universel. — V. Conséquences de cette législation. — Suppression du pape, auquel les nouveaux évêques ne peuvent demander aucune juridiction. — La Constituante parait ignorer le pape dans tout le cours de sa carrière. — Les évêques, qu'on voulait faire profiter de l'affaiblissement du pape, atteints gravement. — Ils reçoivent un conseil, des synodes obligatoires et délibérants. — Prêtres dispensés de leur demander les pouvoirs. — Les curés qu'on semble vouloir favoriser,

sacrifiés à leur tour. — Leur dépendance des autorités civiles qui les paient, qui donnent permission de s'absenter. — Ils vont perdre cette garantie suprême d'indépendance : l'immovibilité. — Les appels d'abus portés devant les tribunaux du district. — Au fond, sur toutes ces ruines l'Etat a voulu ériger son omnipotence. — Résumé.

I

Les évêques ont marché jusqu'ici avec la Constituante, non, sans doute, à l'avant-garde, souvent avec plus de résignation que d'enthousiasme, mais aussi avec une bonne volonté généreuse, qui s'alliait, chez les prélats les plus éclairés, à l'intelligence des temps nouveaux et à un libéralisme sincère. Ils vont enfin faire halte dans cette course haletante, où parfois ils ont paru entraînés malgré eux. Il ne s'agit plus maintenant de défendre leurs intérêts, ni de fonder la liberté ; c'est l'organisation, l'existence même de l'Eglise qui sont mises en cause par la constitution civile du clergé. Tout à l'heure il s'agissait de savoir si l'Eglise serait riche, si elle serait puissante : la question a été résolue par sa ruine politique et financière. Maintenant il s'agit tout simplement de savoir si elle sera. Elle sera à condition que la Révolution, jusqu'ici triomphante, irrésistible dans sa marche, rencontre enfin pour la première fois, étonnée, frémissante, une barrière infranchissable dans la conscience. L'intérêt de notre récit grandit avec le péril de l'Eglise, et aussi avec l'admirable attitude de l'épiscopat. Ces évêques d'ancien régime, transfigurés par l'épreuve, pourront dire : Tout est perdu fors l'honneur, et aussi fors la foi, car c'est en sauvant leur foi et la foi de leur peuple qu'ils sauvèrent leur honneur.

Les prélats, tout en se portant vaillamment au combat pour la religion, ne considèrent pas sans une certaine stupeur la marche de la Révolution, et l'étendue des dé-

sastres qu'elle a infligés à l'Eglise. L'évêque de Châlons-sur-Marne, faisant un retour sur le passé, et jetant un regard sur la situation du clergé à la fin de 1790, s'écriait avec émotion : « Que de malheurs et de ruines nous investissent de toutes parts ! Si tout à coup le résultat de tant d'innovations funestes se fût présenté à nos yeux ; si par une soudaine loi, on eût tout à la fois envahi les biens de l'Eglise respectés chez toutes les nations, dépouillé tous les titulaires et anéanti d'un bout du royaume à l'autre toutes les fondations, chassé plus de cinquante évêques de leur siège, supprimé tous les monastères de l'un et de l'autre sexe, pros crit la perfection évangélique comme inconstitutionnelle dans la personne des religieux, renversé toutes ces basiliques augustes, dont la plupart sont plus anciennes que le trône et existent même avant la nation, et qu'on eût terminé cette fatale loi par le refus solennel de déclarer religion de l'Etat la religion catholique que professe l'Etat, qui de vous n'eût pas été alarmé, qui de vous n'eût pas douté de la possibilité de ces funestes entreprises ? Cependant ce qui vous eût saisi d'effroi dans son ensemble, ne vous a peut-être que faiblement frappé dans ces destructions progressives. Avec quel art vous a-t-on préparés, et par quelle prudence calculée, êtes-vous enfin parvenus jusqu'à cette organisation dite *civile* du clergé, qui vient mettre le comble à sa tribulation et préparer son entière ruine ¹ ! »

La constitution civile du clergé était en effet le dernier acte de la savante campagne menée contre l'Eglise. Il ne faut rien moins que la brutalité des faits et le témoignage irrécusable de l'histoire, pour admettre que l'Assem-

1. Lettre pastorale de l'évêque de Châlons-sur-Marne, 14 janvier 1791. *Collection ecclésiastique* de l'abbé Barruel. 1791 et suiv. 14 vol. in-8, t. IX, p. 240, 241. Cette collection, publiée sous le nom de l'abbé Barruel, était l'ouvrage de l'abbé Guillon.

blée nationale ait pu se jeter dans cette aventure. Avoir enlevé à l'Eglise de France tous ses privilèges sociaux et politiques, l'avoir détruite comme premier ordre, l'avoir pillée, ruinée, avoir réduit ses chefs à la situation précaire et alors avilie de simples salariés, l'avoir mise hors de l'Etat, et vouloir encore tailler dans le spirituel, porter la main à l'encensoir et faire peser sur elle plus que les servitudes de l'ancien régime, je ne sais quelles prétentions de pontife réformateur que Louis XIV n'avait pas connues, voilà ce qui sera l'éternel étonnement de la postérité. L'Etat émancipé, sécularisé, non content de prendre ce qui appartient à César, veut s'adjuger par surcroît ce qui appartient à Dieu. •

C'est que la Constituante ne croyait pas avoir encore accompli toute sa mission. Après avoir réformé l'Etat, elle voulait réformer l'Eglise. Les lois déjà votées n'étaient-elles pas, malgré les apparences contraires, un bienfait pour elle? En supprimant le clergé comme ordre politique, n'avait-on pas réveillé son zèle et fortifié son action dans l'ordre spirituel? En lui enlevant ses biens, n'avait-on pas tari par là même la source d'une foule d'abus, de relâchements, de préoccupations terrestres, et fait taire l'envie excitée par tant de richesses? Il fallait achever cette grande œuvre de régénération. Après avoir fermé au clergé le domaine politique, où il égarait et dispersait ses forces dans une mission qui lui est étrangère, oubliant que son royaume n'est pas de ce monde; après l'avoir soustrait aux dangers d'une opulence incompatible avec le caractère de ministre d'un Dieu pauvre, les meneurs voulaient pénétrer résolument dans son organisation intérieure et profiter de cette grande Révolution, qui était en train de remanier la France, pour faire arriver jusqu'à l'Eglise la rénovation universelle. Oh! disaient les réformateurs, ne nous en rapportons point au clergé pour opérer cette transformation. « Le clergé n'a jamais procé-

dé de lui-même et sur lui-même à de biens solides, ou de bien sévères réformes. » Ce que l'Eglise n'a pu ou voulu faire, la Révolution va l'accomplir. La voyez-vous se précipitant, se portant en avant « comme un torrent qui a soudain tout inondé *pour tout laver!* » De « l'éveil terrible du tiers état » est sorti « un peuple nouveau », qui « veut se régénérer tout entier, en déracinant tous les abus et particulièrement ceux dont l'Eglise gémissait. » Le comité ecclésiastique semble prendre plaisir à répéter aux évêques que cette « réforme les humilie autant qu'elle les blesse », parce qu'elle vient des « laïques ¹. » Mais est-ce que d'autres que des laïques auraient pu réaliser des changements aussi profonds ? Car, il ne s'agissait de rien moins, disait le rapporteur Martineau, que de « revenir à la discipline de l'Eglise primitive ². » Jusqu'alors on ne l'avait pas même tenté. Or, « ce que les conciles, les pontifes de Rome, le clergé, les rois n'avaient pu faire, vous l'avez fait, Messieurs, disait le rapporteur Voidel aux députés. La nation s'est levée dans sa puissance. Elle a dit : Je veux que cette réforme se fasse, et elle s'est faite ³. »

Mais quelle qualité a une chambre politique pour tracer des lois à une institution religieuse ? Sommes-nous « un concile ou une assemblée nationale », s'écriera d'Espremenil ? Oh ! les constituants ne tiendront pas grand compte d'une pareille objection. Les députés philosophes, par scepticisme ; les parlementaires jansénistes, par hai-

1. Cf. Durand de Maillane, *Rapport sur le projet de décret concernant les empêchements de mariage*, 1790, p. 19. — *Suite et défense du rapport*, etc., p. 34, 35. — *Histoire apologétique du comité ecclésiastique*, 1791, p. 273.

2. *Rapport fait à l'assemblée nationale, au nom du comité ecclésiastique*, par Martineau, 1790, 25 p. in-8. « Il fallait, dit Martineau, toute la force de la Révolution, toute la puissance dont vous êtes revêtus, pour entreprendre et couronner un si grand ouvrage. »

3. Rapport de Voidel, séance du 26 novembre, 1790.

ne de l'indépendance de l'Eglise ; les politiques, au nom de la toute puissance de l'Etat ; tous, par tradition de l'ancien régime, qui avait habitué le roi, les cours de justice, à intervenir dans les affaires ecclésiastiques, s'attribuaient le droit de se mouvoir dans le domaine religieux comme en champ propre. Dans la discussion, les orateurs laisseront échapper des propositions qui révoltent notre sentiment très vif de la distinction du spirituel et du temporel. « Nous sommes une convention nationale, dira Camus ; nous avons assurément le pouvoir de changer la religion, mais nous ne le ferons pas. » « Un Etat, ajoutera Treilhard, peut admettre ou ne pas admettre une religion. » Malouet lui-même laissera échapper ces paroles : « Il ne dépendrait pas plus de nous d'abolir le catholicisme en France que le gouvernement monarchique ; mais la nation peut, s'il lui plaît, détruire l'un et l'autre... par un vœu unanime, légal, solennel, exprimé dans toutes les subdivisions territoriales du royaume ¹. » Comment, avec de telles dispositions, de tels principes, être arrêté par des questions de mission, d'institution canonique, de primauté pontificale ? Quand, selon le mot de Camus, on pouvait changer la religion, comment n'avoir pas le droit de tailler à son gré les limites des diocèses, et de mettre des prélats à leur tête, sans trop s'inquiéter du pape, de faire, en un mot, une nouvelle Eglise et un nouveau clergé ? Mais cette nouvelle Eglise, ce nouveau clergé, ne voyez-vous pas, s'écrie-t-on, que l'opinion les réclame à grands cris ? Le mot *abus*, qui a retenti si souvent dans la bouche des constituants occupés à réformer l'Etat, n'est-il pas aussi très justement appliqué à l'Eglise ? Telle est ici la force de la vérité que les prélats les plus qualifiés, et parfois les plus atta-

1. Malouet, discours du 13 octobre, 1789. — Treilhard, discours du 30 mai, 1790. — Camus, discours du 1^{er} juin, 1790.

chés au passé, en conviennent. Nous recueillons l'avou qu'il y avait des abus, non seulement dans la bouche d'un Boisgelin, archevêque d'Aix, mais dans celle d'un Bonal, évêque de Clermont, d'un Le Mintier, évêque de Tréguier ¹. Ce mot d'*abus*, ainsi échappé timidement des lèvres épiscopales, sera répété avec l'éclat du tonnerre par la voix de tribuns tels que Mirabeau, et c'est à ce cri de ralliement que les pontifes laïcs du comité ecclésiastique vont entreprendre de refaire l'Eglise, en lui rendant sa virginité primitive. Voidel s'écriera avec emphase à la tribune de la Constituante : « Vous avez foudroyé les abus. » Quelles que fussent la témérité, l'audace des réformateurs, ils n'auraient pas pu se jeter dans cette étrange aventure, sans le prétexte et l'excuse d'abus véritables à corriger dans le clergé de France. Malheureusement, comme dans le protestantisme, pour améliorer ils commencent par tout détruire, et, en définitive, c'est l'Eglise qui opère la réforme.

II

Qu'est-ce qui frappera tout d'abord les regards du comité dans l'ancienne organisation ecclésiastique ? Un publiciste de 1789 avait écrit : « Quand je réfléchis sur le clergé, sur le nombre infini des membres qui le composent, je pense aussitôt à un arbre touffu, embarrassé, écrasé sous le poids de ses branches, dont le nombre est presque infini, dont la plupart usent toute sa sève et ne portent aucun fruit ; je pense au figuier de l'Evangile et à l'usage qu'il faut en faire ². » S'inspirant de la même im-

1. « Réservons notre indignation pour les abus qui ont défigurés la beauté de l'Eglise. » Mandement de l'évêque de Saint-Claude.

2. *Tableau moral du clergé*, 1789.

presion, Treilhard résume en ces termes les abus de l'Eglise de France : « Des établissements sans objet et sans utilité, des évêchés et des cures d'une étendue démesurée ou d'une petitesse extrême, des grâces versées sans discernement et sans choix, des hommes oisifs largement salariés, des hommes utiles négligés et dans l'indigence, tel est le tableau que nous offrait l'organisation du clergé. » Un autre réformateur, l'abbé Laurent, veut « mettre en fuite cette nuée de frelons avides et paresseux », ces ecclésiastiques étrangers au ministère, « dont Paris est plein ¹. »

Aussi, ce qui tombera tout d'abord sous les coups de ces censeurs impitoyables, ce seront les situations inutiles, les bénéfices simples, titres sans charge d'âmes, emplois sans responsabilité, créés, semble-t-il, pour assurer à quelques privilégiés l'opulence dans l'oisiveté. On oubliait que ces bénéfices simples, en procurant des loisirs aux titulaires, leur avaient souvent donné le moyen de servir la religion par leur savoir. Tandis que dans « l'Eglise primitive », à laquelle il s'agit de ramener le clergé français, il n'y avait guère que des offices sans bénéfices, les siècles ont créé, disait-on, une foule de bénéfices sans office. De là, dans toutes les provinces et sur le pavé de Paris, cette nuée de prêtres et de clercs libres, abbés commendataires, abbés de cour, prieurs et chapelains, dignitaires, chanoines et prébendés de tout genre, véritables parasites de l'Eglise, plus occupés à manger ses revenus qu'à édifier les fidèles.

La réaction contre un mal réel mais dépeint sous les couleurs les plus sombres, va emporter les chapitres même de cathédrale. Ni leur possession de dix siècles, ni la perpétuité de la prière, ni l'éclat du culte par eux as-

1. Treilhard, discours du 30 mai 1790. — Abbé Laurent, *Essai sur la réforme du clergé* 1789, p. 198, 199.

surés dans les grandes basiliques, ni leur privilège de gouverner le diocèse pendant la vacance du siège, ne peuvent les sauver de la ruine. Les promoteurs de la constitution civile ne veulent voir dans les chanoines que des personnages encombrants et oisifs, plus occupés de leur costume et de leur hermine que de l'office public, possédés d'un esprit processif qui en fait plutôt les adversaires que les collaborateurs de l'évêque¹. Ici l'imagination du comité ecclésiastique, servie par l'étude de l'histoire religieuse, se porte vers ces âges reculés, où l'église cathédrale n'était pas seulement l'église mère de tout le diocèse, mais encore la seule église paroissiale de toute la ville, avec l'évêque comme pasteur immédiat, l'évêque prêchant, baptisant, confessant, administrant les sacrements, conduisant, en un mot, son troupeau comme un simple curé, ayant autour de lui ces prêtres, ces diacres, qui ont constitué depuis le chapitre de la cathédrale, mais qui alors étaient les collaborateurs de son ministère dans la ville épiscopale, et son conseil pour la direction du diocèse. Le comité ecclésiastique, désirant ressusciter cette antique discipline, fait de l'évêque le pasteur immédiat de l'église cathédrale, et lui donne pour vicaires les anciens curés des paroisses de la ville qui, unis aux prêtres choisis par lui, l'assisteront, au nombre de douze ou de seize, à la fois dans l'administration de l'église cathédrale et dans le gouvernement du diocèse. Le premier vicaire épiscopal exercera la juridiction, qui jusqu'alors était dévolue au chapitre après la mort de l'évêque. Il n'y a désormais pour tout le diocèse qu'un seul séminaire, établi à l'ombre de l'église mère. Là, les jeunes lévites viendront se former à leur futur minis-

1. Les chanoines sont attaqués notamment par Martineau (rapport cité), par Treilhard (discours du 30 mai 1790). « Ce relâchement est si public et si notoire, dit Treilhard, qu'on représente communément l'insouciance, la mollesse et l'oisiveté, sous l'emblème d'un chanoine. »

tère, et « essayer leurs forces à l'école de l'évêque et de son clergé. »

On objecta au comité ecclésiastique qu'il accablait l'évêque sous prétexte de l'occuper, que les vastes diocèses modernes ne ressemblaient guère à ceux de la primitive Eglise. Ces difficultés ne pouvaient arrêter des législateurs convaincus de l'excellence de leur œuvre. Ils s'applaudissaient d'avoir substitué « l'évêque-curé » à l'ancien évêque gentilhomme, trop étranger aux occupations du ministère pastoral. Cet « évêque-curé » était dans les vœux, nous l'avons vu, de beaucoup de cahiers, de beaucoup de réformateurs en 1789. Nous l'avons établi, dit Durand de Maillane, et nos adversaires lui font mauvais accueil. « Un évêque-curé leur a paru une sorte de monstre dans la hiérarchie de l'Eglise. Un évêque, disent-ils, n'est qu'un intendant, un inspecteur de son diocèse. Cette intendance, elle seule, lui donne assez à faire pour qu'on le surcharge encore de fonctions curiales qui l'empêcheront de vaquer aux fonctions propres de son épiscopat. » Si, ajoute Durand de Maillane, on n'a pas encore pour « nos curés-évêques » tout le respect qu'on donnait à leurs prédécesseurs, ce n'est point que ceux-ci fussent plus pieux, plus savants, mais « ils étaient nobles, ils étaient riches, brillants, fastueux. » L'esprit public se fera vite à ce changement et, pour l'y aider, Durand de Maillane ¹ rappelle ces belles paroles de Grégoire de Nazianze, accusé lui aussi d'avoir un train épiscopal trop modeste : « Je n'avais pas compris que je dusse disputer de magnificence avec les consuls, avec les gouverneurs, les généraux d'armée ; ou qu'en abusant des biens des pauvres pour contenter mon luxe, je pusse dissiper en superfluités les richesses dont je suis l'économe. Je n'avais pas compris

1. Durand de Maillane, *Histoire apologétique du comité ecclésiastique*, p. 268, 269, 271.

qu'un évêque dût se faire porter dans un char pompeux, et se faire suivre par une si grande foule, que sa marche fût aperçue de bien loin. »

La simplicité des nouveaux pontifes, est donc dans la pensée de l'Eglise et dans l'esprit de l'Evangile. Désormais l'évêque, avec sa double attache de premier pasteur du diocèse et de curé de sa cathédrale, ne pourra plus être tenté de manquer à la résidence. Les anciens chanoines, plaideurs et inutiles, ont cédé la place aux vicaires épiscopaux chargés d'assister l'évêque dans son gouvernement comme dans son ministère. Avec les chanoines, les vicaires épiscopaux font disparaître ces légions de grands vicaires dont les prélats encombraient leur évêché, moins pour en faire des conseillers que des commensaux, des charmeurs de leur solitude et une sorte de décor ecclésiastique, ces abbés de grande naissance prenant pour la plupart un brevet de vicaire général, moins pour s'attacher à la besogne administrative que pour s'ouvrir les portes de l'épiscopat ¹.

Voilà donc les bénéfices simples, les titres sans fonctions, les canonicats, les abbayes commendataires, les situations créées pour la fortune des abbés de condition, désormais anéantis. Les chapitres même de cathédrale sont frappés à mort ². Robespierre avait dit dans la

1. Treilhard, qui attaquait naguère les chanoines des cathédrales, ne pouvait épargner les grands vicaires. « De grands emplois, dit-il, étaient confiés à des mains inhabiles ; l'incapacité traînait à sa suite le dégoût des devoirs et l'aversion pour le lieu où on devait les remplir. On citait comme des modèles un petit nombre de prélats qui résidaient exactement. Il fallait donc des grands vicaires ; et comme on les choisissait encore le plus souvent dans la classe exclusivement destinée aux grands offices ecclésiastiques, ces coopérateurs s'occupaient encore plus du soin de solliciter des grâces que de celui de les mériter ; et enfin le diocèse était souvent livré à quelques secrétaires obscurs qui, après de long travaux, trouvaient heureux d'obtenir un petit bénéfice ou une pension. » Treilhard, discours du 30 mai 1790. — Durand de Maillane, loc. cit. p. 266, attaque aussi les grands vicaires.

2. Le décret fut voté en ces termes : « Les dignités, canonicats, prébendes, demi-prébendes, chapelles, chapellemies, tant des églises cathé-

discussion : « Il ne peut exister dans la société aucune fonction qui ne soit utile. Devant cette maxime disparaissent les bénéfices, les cathédrales, les collégiales. » Robespierre poussait les conséquences du principe jusqu'à la proscription des archevêques et des cardinaux.

La suppression des ministres inutiles a déjà simplifié l'armée ecclésiastique. Le remaniement des paroisses et des diocèses va permettre de la réduire encore. Comment, en effet, n'être point frappé de l'anomalie des circonscriptions anciennes ? « Nous voyons, disait le rapporteur du comité, Martineau, des diocèses qui ne comprennent pas plus de quatre-vingts, soixante, cinquante, quarante, trente, vingt et même dix-sept paroisses ; tandis que d'autres en renferment jusqu'à cinq, six, huit, et même quatorze cents. Il en est de même de la distribution des paroisses. Celles-ci s'étendent à des distances fort éloignées et sur une très grande population ; celles-là comprennent à peine quinze ou vingt habitants, et semblent n'avoir été établies que pour quelques familles privilégiées. » Voidel accusa les papes d'Avignon d'avoir peuplé d'évêchés la Provence et le Dauphiné, moins dans l'intérêt des peuples que dans le leur. L'abbé Grégoire insista sur l'inégalité des paroisses. A Paris, disait-il, Saint-Sulpice, Saint-Eustache, comptent quatre-vingts à cent mille âmes, tandis que Sainte-Marine, Saint-Pierre-aux-Bœufs, Saint-Denys-du-Pas, et plusieurs autres, égalent à peine une paroisse de campagne. Sur les quatorze paroisses que compte Lyon, celle de Saint-Nizier comprend à elle seule la moitié des habitants. Laon a seize paroisses, Saint-Quentin onze, Noyon neuf, alors que trois suffiraient. Cahors en avait neuf, réduites depuis à

drales que des églises collégiales ; et tous chapitres réguliers ou séculiers de l'un ou l'autre sexe ; les abbayes et prieurés en règle ou en comende ; et tous autres bénéfices et prestimonia quelconques... sont éteints et supprimés sans qu'il puisse jamais en être établis de semblables. »

trois. D'autres abus appellent une réforme. Tel hameau est partagé entre deux paroisses, ou appartient alternativement dans sa totalité à l'une d'elles. Là, telle métairie, telle enclave, sont séparées de la paroisse par plusieurs autres. Parfois la ligne de démarcation, coupant la maison, « répartit à diverses cures, les divers ménages qui la composent. » Il était possible et utile de corriger ces anomalies, qu'explique la formation des paroisses avec l'accroissement des populations à travers les âges. Grégoire met en garde les législateurs contre la manie du bouleversement. « Il y a incontestablement, dit-il, plus de paroisses à ériger qu'à supprimer¹. » Il réussit à modérer les projets destructeurs du comité quant aux paroisses. Celui-ci se donna libre carrière sur les évêchés.

Taillant dans la carte ecclésiastique comme dans la carte politique et administrative, l'assemblée déclara qu'il y aurait désormais quatre-vingt-trois diocèses, comme il y avait quatre-vingt-trois départements de même étendue et de même nom. Les nouvelles appellations empruntées aux fleuves, aux montagnes, n'avaient ni consonnance, ni parfum d'Eglise primitive. Cinquante-trois évêchés étaient brutalement supprimés. En retour, la loi décrétait des évêchés dans des villes qui n'en avaient jamais eu ; savoir, Sedan, Colmar, Vesoul, Laval, Versailles, Châteauroux, Guéret et Saint-Maixent. Neuf métropoles ecclésiastiques étaient érigées ; une nouvelle était créée. L'extinction

1. Cf. abbé Grégoire, *Observations sur le décret de l'assemblée nationale qui ordonne une nouvelle circonscription des paroisses*. 1790. — Le premier projet de décret ne reconnaissait qu'une paroisse dans les villes au-dessous de 10 000 âmes, et statuait que toutes les paroisses de la campagne non distantes de plus de trois quarts de lieu, seraient réunies à la paroisse de la ville. Le décret portait que chaque paroisse rurale devrait avoir au minimum trois quarts de lieu en tout sens. — Devant les réclamations des habitants et autres, on abaissa le chiffre des villes de 10 000 à 6 000 âmes, et on ne fixa point de limites pour les paroisses rurales, dont la circonscription dut être déterminée par les autorités administratives et l'évêque.

brutale de cinquante-trois églises, dont plusieurs remontaient aux âges les plus reculées, fondues désormais, au nombre parfois de cinq, de six, dans un nouveau et unique diocèse, fit pousser des cris de douleur à ceux qui ne voulaient pas mourir. Ce qui était plus grave, c'est que ces mesures, où il s'agissait d'un transfert de juridiction religieuse, étaient prises par le pouvoir civil à l'exclusion de la puissance ecclésiastique. Mais rien n'arrêtait les constituants dans leur beau zèle de législateurs spirituels.

III

Maintenant que les membres inoccupés du corps ecclésiastique ont été extirpés comme une excroissance inutile, maintenant que la carte des diocèses et des paroisses va être remaniée, de façon à établir entre eux plus de proportion et d'harmonie, il s'agit de déterminer le mode de nomination aux bénéfices. Les pères du comité ne peuvent rappeler ici la pratique de l'ancien régime sans se voiler la face. Qu'est-ce qui réglait alors les nominations? le concordat, « ce concordat, disait Mirabeau, profane et scandaleux », passé « entre un pape immoral et un despote, à l'insu de l'Eglise et de l'empire », pour partager entre les « deux usurpateurs les droits et l'or des Français. On vit la nation, le clergé à sa tête, opposer à ce brigandage tout l'éclat d'une résistance unanime, redemander les élections, et revendiquer avec une énergique persévérance la *Pragmatique*, qui seule avait fait jusqu'alors le droit commun du royaume. Et c'est ce concordat irrégulier, cette convention simoniaque qui au temps où elle se fit, attira sur elle tous les anathèmes du sacerdoce français, c'est cette stipulation criminelle de l'ambition et de l'avarice, ce pacte ignominieux qui im-

primait, depuis des siècles, aux plus saintes fonctions, la tache honteuse de la vénalité, qu'aujourd'hui nos prélats (les prélats députés qui avaient signé l'Exposition des principes) ont l'impudence de réclamer au nom de la religion, à la face de l'univers, à côté du berceau de la liberté, dans le sanctuaire même des lois régénératrices de l'empire et de l'autel ! » Mirabeau assombrit le tableau et accumule à plaisir ses anathèmes contre cette convention entre François I^{er} et Léon X, qui régit pendant trois siècles l'Eglise de France. « Il y avait, dit-il, des sièges pontificaux à remplir et le roi les donnait ; il y avait des titres de riches abbayes à conférer, et la cour les conférait. Une très grande partie des bénéfices-cures étaient à la disposition des patrons ou des collateurs laïcs, et ces laïcs en disposaient. Un non catholique, un juif, par la simple acquisition de certaines seigneuries, devenaient les arbitres de la destinée de la religion et de l'état moral d'un grand nombre de paroisses. Ainsi les grands titres et les grandes places de l'Eglise se distribuaient sans la participation et même à l'insu du clergé ¹. »

Pendant que Mirabeau déchargeait ainsi sa colère contre le concordat, contre les nominations royales, contre la feuille des bénéfices, qu'il appelait « un des plus puissants moyens de corruption », Martineau attaquait dans son rapport tout le système de collation en usage dans l'ancien régime. Quel enchevêtrement, quelle complication étrange de droits et de privilèges ! droits de patronage laïc et ecclésiastique, droits de nomination royale et seigneuriale, résignation et permutation, indults, courses ambitieuses en cour de Rome, « une foule d'autres inventions bizarres, dit Martineau, attachaient à la possession d'une terre, d'un office, ou à la vitesse d'un cheval, le

1. *Projet d'adresse aux Français.*

droit de donner aux peuples des pasteurs et à la religion des ministres. »

Le remède à de tels abus était tout trouvé : l'élection. Justement la Révolution vient de faire une part immense au système électif qu'elle a étendu jusqu'aux juges. On va l'appliquer au clergé. Il s'agit de donner des allures démocratiques à cette Eglise de France restée trop aristocratique, et de créer, selon le mot de Talleyrand dans son adresse aux Français, « un clergé-citoyen. » Un observateur sagace, doué d'un grand talent d'écrivain, M. de Bausset, évêque d'Alais, disait alors que les fondateurs de la nouvelle constitution politique, « croyaient apercevoir dans la doctrine et la constitution hiérarchique de l'Eglise catholique des rapports trop sensibles avec une constitution vraiment monarchique. » De là « le projet plus ou moins secret, plus ou moins éloigné, de substituer une religion presbytérienne à l'ancienne religion de nos pères ¹. » L'élection devait servir puissamment ce dessein. Les évêques allaient être élus à deux degrés par l'assemblée du département, les curés par l'assemblée du district. Tous les électeurs, quelle que soit leur religion, prendront part au vote.

Comment ne pas accueillir avec enthousiasme ce mode de recrutement des pasteurs, usité dans ces âges heureux où les peuples désignaient, acclamaient leurs pontifes ! Est-ce que l'Eglise de France elle-même n'a point pratiqué les élections pendant des siècles ? Est-ce qu'elle n'a point protesté avec indignation et persévérance contre le concordat qui les abolissait ? Est-ce qu'un grand nombre de ses cahiers ne demandent point le retour à l'ancienne discipline ? Dans un ministère fondé tout entier sur la libre adhésion des peuples et dont l'action est si intime et si

1. Lettre pastorale de M. l'évêque d'Alais, aux fidèles de son diocèse, 12 mai 1791, 85 pages in-12, p. 16.

profonde, les fidèles n'accorderont-ils pas plus volontiers leur confiance à ceux qu'ils auront déjà honorés de leurs suffrages ? Quoi ! voudrait-on, en maintenant l'ancien concordat, laisser au roi les collations ecclésiastiques, perpétuer ainsi la prodigalité des biens et des charges d'Eglise faite par les princes à leurs créatures, à une caste, la noblesse, et parfois à leurs bâtards ! Le roi, à qui on a déjà enlevé la disposition des grands commandants militaires, et tant d'autres nominations importantes, ne doit plus désigner les évêques.

Ce projet de faire concourir les fidèles, ou du moins de ne point les laisser tout à fait étrangers au choix de leurs pasteurs, avait quelque chose de séduisant. Or, la loi ne leur donnait même pas cette satisfaction, puisque la désignation du curé était confiée, non aux habitants de la paroisse, mais aux électeurs du district dans lesquels étaient noyés les rares électeurs ¹, quelquefois un ou deux à peine, appartenant à la localité. Dans plusieurs endroits, les paroissiens, croyant interpréter les intentions de la Constituante, procédèrent carrément à l'élection de leur curé, et durent être rappelés à l'ordre par l'assemblée nationale ².

Ce système électif, outre qu'il ne répondait point à ce qui aurait pu être le vœu des populations, était bien dangereux dans son application. On n'en était plus à l'Eglise des premiers siècles. Un curé de l'Anjou, Jacquemart, fit ressortir le danger de confier l'élection aux habitants des campagnes, à des « fermiers peu capables de peser

1. On sait que d'après la loi du 22 décembre 1789, les électeurs du département et du district avaient été nommés par tous les citoyens actifs dans les assemblées primaires formées par canton, lesquelles désignaient un électeur à raison de cent citoyens actifs. Ces électeurs nommaient les députés et les membres des administrations départementales et de district.

2. Ludovic Sciout, *Histoire de la constitution civile du clergé*, I, 350-353, en cite plusieurs exemples.

les vertus et d'apprécier le mérite », à des maires de village grossiers, à un peuple facile à tromper par l'éloquence, l'intrigue, la flatterie, les considérations de parenté, d'intérêt. Les élections des curés constitutionnels allaient bientôt justifier et, à notre époque, la récente expérience faite en Suisse a encore confirmé les prévisions de Jacquemart. Aussi pouvait-il s'écrier avec raison : « Regrettons les vertus apostoliques, mais ne nous flattons pas de les faire revivre au milieu de nous. Tant que le nom de chrétien fut synonyme avec celui de saint, que les fidèles, unis par la charité, ne faisant qu'une famille de frères, bornaient leur ambition au martyre, on put bien confier au peuple le soin de ses pasteurs. Autre temps, autre mœurs ¹. » Sans doute, l'usage des élections se maintint au delà des temps apostoliques, mais alors, s'écriait Maury, « on n'avait pas imaginé, comme dans votre sauvage constitution du clergé, d'attribuer le choix

1. Séance du 9 juin 1790. Jacquemart concluait en demandant le choix des évêques par le clergé réuni en synode, auquel on pouvait joindre les membres de l'administration départementale. Il laissait les curés à la nomination des évêques, et proposait de préférence la voie du concours. Les prévisions de Jacquemart ne se réalisèrent que trop ; donnons un exemple. Lafont de Savine, évêque de Viviers, tenant à former « un sénat respectable », avec les douzes vicaires généraux que la constitution lui accordait, monta en chaire et dit : « Je veux que mes conseillers soient élus par le peuple, et que tous les habitants de Viviers concourent à ce choix, même les jeunes filles de Viviers, même les enfants. » Les meilleurs s'abstinrent. Deux trones recevaient les bulletins des votants ; l'un était installé dans une salle de l'évêché ; c'était le tronc des femmes et des jeunes filles. Il était sous la surveillance de la femme de son valet de chambre. L'autre, le tronc des hommes, était dans le parc épiscopal. Plusieurs prêtres assermentés briguaient les suffrages. Savine laissa voir ses préférences. Les aspirants circonviennent électeurs et électrices. parcourent les maisons des « patriotes », font distribuer de pleines corbeilles de saucissons, de merluches, de jambons. Au moment du vote, ils prodiguent les bonbons et les assignats de douze sous. Savine, tout joyeux des compliments que lui vaut cette innovation, va de rang en rang, disant le petit mot pour rire, observant que la place était de bon produit (2000 livres). L'élection fut, on le devine, détestable. Le conseil épiscopal de Savine fut pitoyable. Cf Simon Brugal, *Le schisme constitutionnel dans l'Ardeche*. 1889, p. 32, 33.

des évêques aux juifs, aux protestants, aux comédiens et même aux bourreaux. On procédait à l'élection en présence du métropolitain, des évêques de la province. » Le métropolitain « investissait le nouvel élu de la juridiction spirituelle. Les évêques étaient les juges de l'élection ¹. »

L'objection formulée contre la loi de faire intervenir des protestants dans le choix d'évêques catholiques, n'était point vaine. Ils prirent part à l'élection dans tous les pays mixtes. Dans le Bas-Rhin, par exemple, on compta un très grand nombre de protestants parmi les électeurs qui nommèrent le successeur du cardinal de Rohan ². Le collège électoral pouvait comprendre plusieurs protestants et pas un seul prêtre. Camus lui-même, frappé d'une telle anomalie, proposa, dans la séance du 9 juin 1790, de donner droit de vote, pour le choix des évêques, aux plus anciens curés et vicaires de chaque district. Cette motion, vivement combattue par Barnave et Robespierre, fut rejetée. Quand la loi avait créé les électeurs de département et de district, il n'était point alors question de leur confier le choix des ministres ecclésiastiques. On aurait donc pu accepter l'amendement de Camus, maintenant que les attributions des électeurs, bornées jusqu'alors

1. Discours de l'abbé Maury, 27 novembre 1790. L'évêque de Châlons disait avec vigueur : « Nous avons défié tous les novateurs ensemble de nous montrer un seul exemple, pendant dix-huit siècles, d'un seul évêque nommé sans le clergé ; d'un seul exemple, pendant dix-huit siècles, d'un seul curé nommé par le peuple ; un seul exemple, pendant dix-huit siècles, d'une assemblée d'élection où aient été admis les hérétiques et les juifs... Ce n'était pas le peuple qui élisait, mais le peuple qui proposait ; son choix n'était qu'un simple témoignage. Les évêques y présidaient ou plutôt y décidaient. Ainsi toute l'ancienne discipline dépose contre vous. L'on ne peut, sans insulter la religion, concourir à ces nouvelles élections d'où ses ministres sont exclus, où rien ne la met à l'abri d'un choix scandaleux, où l'on peut la forcer ignominieusement à recevoir de ses ennemis mêmes, ses chefs et ses ministres. » Instruction pastorale de M. l'évêque de Châlons, 1791, p. 5.

2. Cf. abbé Paulus, *L'Eglise de Strasbourg pendant la Révolution*, 1890, in-12, p. 97, 98.

aux choix administratifs et politiques, s'étendaient jusqu'à l'Eglise. Mais on ne voulut rien changer à la loi électorale pour mieux montrer que l'Eglise, faisant partie de l'Etat, devait être gouvernée comme une simple administration d'Etat.

On n'avoua pas clairement ces intentions. Les orateurs du comité ecclésiastique, en particulier Mirabeau, répondirent par des attaques aux attaques dirigées contre le système électif. Le grand tribun objecta que le clergé avait bien tardé à montrer ses scrupules dans le choix des pasteurs, et que les mêmes qui craignaient maintenant l'intervention du peuple, n'avaient pas songé à protester lorsqu'un ministre, « vendu aux volontés et aux caprices de ce qu'il y eut jamais de plus pervers et de plus dissolu autour des trônes, distribuait en mercenaire les honneurs et les richesses de l'Eglise de France. » C'était une allusion directe à Jarente et à son ministère de la feuille des bénéfices. Mirabeau va plus loin et ne craint pas de déverser l'outrage sur les prélats députés, ses auditeurs. « Nos évêques, leur dit-il en plein visage, savent comme toute la France, à quel odieux brigandage la plupart d'entre eux sont redevables du caractère qu'ils déploient maintenant avec tant de hardiesse, contre la sagesse de vos lois. Il en est plusieurs qui auraient trop à rougir de voir se dévoiler au grand jour les obscures et indécentes intrigues qui ont déterminé leur vocation à l'épiscopat ; et le clergé dans sa conscience, ne peut pas se dissimuler ce que c'était que l'administration de la feuille des bénéfices. Je ne veux pas remuer ici cette source impure qui a si longtemps infecté l'Eglise de France de sa corruption profonde, ni retracer cette iniquité publique et scandaleuse, qui repoussait loin des dignités du sanctuaire la portion saine et laborieuse de l'ordre ecclésiastique, qui faisait ruisseler dans le sein de l'oïiveté et de l'ignorance tous les trésors de la religion

et des pauvres, et qui couronnait de la tiare sacrée des fronts couverts du mépris public et flétris de l'empreinte de tous les vices ¹.» Quelle passion ! Cette charge furieuse nous montre à quel diapason était montée la discussion. Chose étrange ! Mirabeau outrageait les prélats hostiles à ses idées, prélats généralement recommandables, alors que sur les quatre évêques qui allaient prêter serment à la constitution civile du clergé, trois au moins, Talleyrand, Loménie de Brienne et Jarente, affligeaient l'Eglise par leur conduite.

Tant d'injustice amena à la tribune l'abbé de Montesquiou. Le sympathique orateur laissa éclater la douloureuse impression que lui causaient de tels procédés de discussion. « Il est donc, s'écria-t-il, dans la destinée du clergé de ne voir jamais agiter dans cette assemblée une question qui l'intéresse sans voir en même temps s'accumuler les reproches, les sarcasmes et les injures. Si quelques corps se permettent des protestations, on crie aux violences, aux fureurs. Si des évêques présentent des observations d'un style modéré, digne de leur sagesse, c'est de l'astuce et de la perfidie. Je suis trop loin de ces horreurs pour les soupçonner avec tant de facilité, car celui qui voit toujours le mal ne le trouve qu'au fond de son cœur. Quant à moi, je blâme tout ecclésiastique qui oublie dans ses expressions la dignité de son caractère. J'approuve ceux qui disent la vérité, mais je voudrais ne voir applaudir dans cette assemblée que ceux qui sont purs, éloquents et simples comme elle ². »

1. Discours de Mirabeau, séance du 26 novembre 1790. — Son projet d'adresse aux Français était du 14 janvier 1791. — Treilhard, dans la séance du 30 mai 1790, avait dit avec plus de calme : « Les élections, malgré les inconvénients qu'elles peuvent entraîner, donneront toujours des choix meilleurs que ceux des collateurs... La voie des élections assurera plus constamment à une église le pasteur qui lui conviendra le mieux. Un collateur, quel qu'il puisse être, ne peut pas connaître les besoins particuliers de cette église comme les fideles qui la composent. »

2. Séance du 26 novembre 1790.

Cette allusion très claire à la pureté d'âme du rigide censeur Mirabeau excita des murmures dans l'assemblée. Cependant l'abbé Maury ne crut pas le clergé assez vengé. Il se leva pour répondre à son adversaire, et son discours, à peu près improvisé, est un des plus éloquents qu'il ait prononcés à la tribune de la Constituante. Comme l'ardeur de sa discussion provoquait des rappels à l'ordre : « Vous demandez, s'écria-t-il, qu'on me rappelle à l'ordre ! Et à quel ordre me appellerez-vous ? Je ne m'écarte ni de la question, ni de la justice, ni de la décence, ni de la vérité. Les orateurs qui m'ont précédé dans cette tribune n'ont pas été rappelés à l'ordre, quand ils ont insulté sans pudeur et sans ménagement nos supérieurs dans la hiérarchie. Je ne dois pas être rappelé à l'ordre quand je viens décerner au corps épiscopal une juste et solennelle réparation. Tous les vertueux ecclésiastiques du royaume s'empresseront de ratifier cet hommage public de respect, d'attachement et de confiance, que nous devons à nos évêques ¹. »

On fit à Mirabeau, aux détracteurs du concordat, aux partisans à outrance des élections, une réponse plus directe. L'évêque d'Alais, M. de Bausset, rappela que les abus des élections au moyen-âge avaient contribué à les faire abolir. « Sans vouloir, dit-il, se livrer à de viles récriminations aussi indignes de notre ministère que de notre caractère », il insinua que les nouveaux élus, qui venaient de sortir évêques des urnes populaires, — et plusieurs choix ne lui donnaient que trop raison, — ne l'emportaient peut-être point en vertus sur les anciens, et qu'il fallait attendre « l'expérience pour mettre en parallèle le tableau de *l'Eglise constitutionnelle* et celui de *l'Eglise gallicane*. » On a, disait M. de Bausset, déclamé avec la plus

1. Maury, discours du 27 novembre 1790.

véhémente éloquence contre les abus des nominations abandonnées à la faveur des rois et des grands ; on a ensuite gardé un profond silence sur « les inspirations extraordinaires qui ont dû influencer sur plusieurs élections, dont le résultat a au moins excité le sentiment de la surprise. » L'évêque d'Alais faisait observer que les électeurs suscités pour donner au troupeau un pasteur connu de lui, avaient « presque partout » porté leur suffrage sur « des ecclésiastiques qu'ils n'avaient jamais vus. » Après avoir montré comment des assemblées tumultueuses, essentiellement politiques, étaient peu propres à faire de bons choix, il opposait aux novateurs du XVIII^e siècle ces paroles que Bossuet adressait à ceux du seizième : « On a osé répondre qu'en cela comme en tout le reste, on rappelle l'image de l'Eglise primitive ; en vérité c'est trop abuser de la crédulité des peuples et du nom vénérable de l'ancienne Eglise ¹. » M. de Bausset terminait en demandant aux réformateurs de ne point se montrer trop sévères pour un système de nominations qui avait donné à la France des évêques tels que Bossuet et Fénelon.

Il est à remarquer cependant que le clergé, que les évêques, ni à la tribune, ni dans l'exposition des principes, ni dans les divers écrits, ne défendirent guère le concordat. Cette convention entre François I^{er} et Léon X avait excité trop longtemps les colères de l'Eglise de France, les rois avaient trop souvent mésusé de leur droit de nomination, pour qu'il fût possible de faire l'apologie d'un traité qui se heurtait encore à tant d'hostilité après trois siècles. Tant il est vrai que les actes accomplis par surprise, malgré l'opinion publique, finissent un jour ou l'autre par subir les contre-coups d'une réaction inévita-

1. Bossuet, *Histoire des Variations*. — Bausset, loc. cit. p. 32, 53 et suiv.

ble. Dans la discussion sur la constitution civile du clergé, l'épiscopat proteste qu'il ne peut accepter le mode électif qu'on lui présente, mais il ne met aucune chaleur à défendre le concordat. Pie VI devra rappeler l'existence de ce contrat bilatéral dans son bref du 14 mars. Le cardinal de Bernis, en diplomate plus habitué à dénouer qu'à trancher les difficultés, écrira d'Italie « que le concordat pouvait être réformé », qu'on y arriverait « par les ménagements et la sagesse », mais qu'à moins de vouloir rompre ouvertement avec Rome, on ne saurait détruire « par un simple trait de plume le plus ancien de nos traités, sans être d'accord avec la partie contractante ¹. » Ces remontrances faisaient peu d'impression à des législateurs décidés à ne point entendre.

IV

Ce qui était plus grave que le rétablissement des élections dans des conditions inacceptables, c'est que les élus allaient se trouver sans juridiction. L'assemblée nationale s'était préoccupée dans la nouvelle organisation de l'Eglise, de mettre son organisme en harmonie avec la nouvelle constitution de l'Etat. De là, la grande part faite aux « délibérations communes ². » Elle oubliait la

1. Cf. Albert Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. II, p. 120.

2. « Il était impossible dans une constitution, qui avait pour base l'égalité, la justice et le bien général : l'égalité, qui appelle aux emplois publics tout homme qu'un mérite reconnu rend digne du choix libre de ses concitoyens ; la justice qui, pour exclure tout arbitraire, n'autorise que des délibérations prises en commun ; le bien général, qui repousse tout établissement parasite, il était impossible dans une telle constitution de ne pas supprimer une multitude d'établissements devenus inutiles, de ne pas rétablir les élections libres des pasteurs, et de ne pas exiger dans tous les actes de la police ecclésiastique, des délibérations communes, seules garantes aux yeux du peuple de la sagesse des résolutions auxquelles ils doivent être soumis. » *Instruction de l'assemblée nationale sur la constitution civile du clergé*. 21 janvier 1791.

différence profonde qui distingue le gouvernement spirituel d'un gouvernement politique. L'évêque de Langres la lui rappela avec une grande force d'argumentation. « L'assemblée nationale, disait M. de La Luzerne, a voulu donner à l'Eglise gallicane une constitution dans le même esprit et d'après les mêmes principes qui ont dicté la constitution de l'Etat. Mais elle n'a pas senti que les principes de la religion catholique étaient absolument différents de ceux de la nouvelle constitution. La base de cette constitution, le principe fondamental dont tous les articles sont la conséquence, est que tous les pouvoirs viennent du peuple et doivent être conférés par lui. Au contraire, le principe constitutif de l'Eglise est que tout ce qu'elle possède, tous ses pouvoirs, lui ont été donnés par Jésus-Christ, et que c'est de Dieu même qu'elle tient son gouvernement. Ainsi, d'un côté la puissance vient de la terre, de l'autre elle émane du ciel. D'un côté, elle remonte de ceux qui sont gouvernés à ceux qui gouvernent, de l'autre elle descend de Jésus-Christ à ceux que l'Esprit-Saint a établis évêques pour régir l'Eglise de Dieu, d'où elle se communique aux pasteurs subordonnés et se répand sur le peuple. » Il était difficile d'opposer une fin de non recevoir à cet argument d'un théologien consommé. L'abbé de Montesquiou, du haut de la tribune, ramenait lui aussi l'assemblée à la question. Il ne s'agit pas, disait-il, de s'envoyer des injures, mais de discuter des idées, des principes. « Quand on parle des principes, il n'est jamais qu'une chose possible, c'est d'examiner leur vérité ; car s'ils sont vrais, il faut que tout s'abaisse devant eux ; s'ils sont faux, il est utile de le démontrer. » Or que disent les principes ? c'est que « le pouvoir des pasteurs est spirituel¹. » Ce pouvoir spirituel ne peut point leur venir du peuple : il aura beau voter,

1. Discours du 26 novembre 1790.

il ne communiquera jamais au prêtre la puissance de remettre les péchés. Il faut donc qu'il vienne de Dieu par l'intermédiaire de l'Eglise.

Ce raisonnement tendait à prouver le défaut de juridiction chez les nouveaux évêques. L'assemblée nationale bouleversait les diocèses, en supprimait un grand nombre, en créait d'autres, sans s'inquiéter du transfert de juridiction qui devait suivre ce transfert des âmes. « L'arrondissement des diocèses est de pure police », s'écriait Treilhard. D'un autre côté, il était défendu aux élus de « s'adresser au pape pour en obtenir aucune confirmation. » Le nouvel évêque recevait l'institution canonique du métropolitain, ou du plus ancien évêque de la province et, à leur défaut, d'un évêque quelconque.

Les adversaires des décrets n'eurent point de peine à démontrer l'absurdité de pareilles dispositions. L'évêque de Troyes fit, en particulier, ressortir combien il était étrange d'aller demander des pouvoirs à n'importe quel prélat. « Qui a chargé, disait-il, ces évêques consécrateurs de donner aux églises vacantes de légitimes pasteurs ! Quoi ! un évêque de Babylone donnera la mission pour Quimper-Corentin ! Un Africain enverra un pasteur au diocèse de Paris ! L'évêque asiatique de Lydda installera des évêques à Rouen ou à Saint-Flour ! Chaque évêque que l'Eglise instituera pour régir un diocèse particulier, pourra créer des pasteurs aux fidèles dans tout l'univers ¹. » L'évêque de Châlons, M. de Clermont-Tonnerre, insistait avec plus d'énergie encore sur l'étrangeté d'un système qui, détruisant au besoin « la primauté métropolitaine », transportait « au premier venu le droit d'institution. A qui fera-t-on comprendre qu'un évêque pris au hasard, d'après la détermination arbitraire d'un tri-

1. Lettre de M. l'évêque de Troyes aux électeurs du département de l'Aube. *Collection ecclésiastique*, X, 579, 580.

bunal profane, puisse jamais être la source apostolique d'où dérive la juridiction, qu'un évêque sans siège puisse donner un siège, et un évêque sans territoire désigner un territoire ? Quand a-t-on vu cette institution scandaleuse, mendiée de diocèse en diocèse, passant indifféremment de l'inférieur au supérieur, de sorte que, s'il se trouve dans l'Eglise un évêque assez indigne, et se respectant assez peu lui-même, pour instituer le rebut des autres évêques, il n'y a plus de moyen pour repousser du sanctuaire ce vase d'ignominie, fût-il un apostat, fût-il même un excommunié ? Système si intolérable, que deux prélats, dont la défection a contristé l'Eglise, ont rougi de s'y conformer, au risque d'être en contradiction avec eux-mêmes ; invention si révoltante et si absurde que les intrus mêmes n'y croient point, qu'aucun d'eux n'ose montrer ses patentes dérisoires, et que, honteux de s'en prévaloir, ils ont mieux aimé se jeter dans l'hérésie de la juridiction universelle, dont chaque évêque est investi par son ordination ¹. »

Quel était donc ce système de la juridiction universelle dont parle l'évêque de Châlons ? En fait, depuis des siècles, tous les évêques de l'Occident recevaient du souverain pontife la mission, l'institution canonique. Les théologiens du comité firent des efforts désespérés pour établir qu'ils pouvaient s'en passer. Le grand argument mis en avant était que l'évêque tire de l'ordination son pouvoir et un pouvoir de juridiction universelle. « L'ordination, dit expressément l'avocat Camus, donne le pouvoir d'exercer les fonctions ecclésiastiques par tout le monde. » On citait l'exemple des apôtres, qui avaient rempli leur ministère dans l'univers entier sans aucune distinction de diocèse. « Les évêques, disait Mirabeau, sont essentiel-

1. Instruction pastorale de M. l'évêque de Châlons-sur-Marne. 1791, p. 7, 8.

lement chargés du régime de l'Eglise universelle, comme l'étaient les apôtres. Leur mission est actuelle, immédiate, et absolument indépendante de toute circonscription locale. L'onction de l'épiscopat suffit aussi à leur institution, et ils n'ont pas plus besoin de la sanction du pontife de Rome que saint Paul n'eut besoin de celle de saint Pierre¹. »

Ces principes venaient à point pour dispenser les nouveaux évêques de demander au pape l'institution canonique, pour dispenser l'assemblée de recourir à lui au sujet de la délimitation des diocèses. Malheureusement on se heurtait au concile de Trente et à l'universalité des théologiens. « Vous prétendez, disait l'abbé de Montesquieu², que tout prêtre, tout évêque, reçoit par sa seule consécration une mission générale sur tous les chrétiens. Le concile de Trente a défini le contraire. Au delà de l'ordre, il faut la mission pour tel endroit. »

Mirabeau, dans son discours du 26 novembre 1790, avait invoqué les articles de 1682 pour établir que chaque évêque est « pasteur de l'Eglise universelle. » Il ajoutait, il est vrai : « La théologie n'entra jamais dans le plan de mes études. » Maury lui prouva le lendemain que son excursion dans le domaine théologique était en effet malheureuse, que les articles de 1682 ne disent pas un mot de cette question, que jamais l'Eglise n'a attribué à aucun prélat le titre et les pouvoirs d'*évêque universel*, et l'Eglise de France moins que toute autre, puisque ne reconnaissant point alors au pape lui-même la qualité d'*ordinaire* des diocèses du royaume, elle ne pouvait point à plus forte raison, l'accorder à tout autre évêque étranger au diocèse ; qu'il faut toujours distinguer entre l'ordre et la juridiction, l'ordre étant transmis à l'évêque par sa consécration, la juridiction lui venant de

1. Mirabeau, *Projet d'adresse aux Français*.

2. Discours du 26 novembre 1790.

l'Eglise qui en détermine les limites à tel territoire et à tel troupeau ; qu'un évêque, qui a par son ordination la capacité d'exercer une juridiction, ne peut le faire sans une délégation de l'Eglise, de même qu'un juge ne peut porter des sentences que dans le tribunal de son ressort.

Le lecteur voit maintenant dans ses grandes lignes la constitution civile du clergé. En fait, elle opérait dans l'Eglise de France une révolution plus grande encore que celle qui venait de s'accomplir dans l'Etat. On peut dire que les prérogatives du pape, des évêques, des curés eux-mêmes, étaient profondément atteintes, et que sur tant de ruines s'élevait la seule puissance des autorités civiles et de la nation.

La législation nouvelle rompait à peu près tous les liens de la France catholique avec Rome. Depuis deux ans, la Constituante avait pris les résolutions les plus graves, fait de véritables bouleversements, sans daigner consulter le pape dans des questions où il semblait bien qu'il dût avoir voix en chapitre. La journée du 4 août avait vu abolir les annates. Le décret libellé dans la séance du 11 portait en germe la constitution civile du clergé, en transférant du pape aux évêques la disposition des bénéfices et les dispenses. Comme on demandait à Camus, l'inspirateur de cet article, qui donnerait l'institution aux évêques : « La réponse, dit-il, est dans les anciens canons des conciles. Les évêques seront confirmés par le métropolitain, et celui-ci par le concile national ¹. » On supprimait les annates parce qu'on ne voulait plus

1. Séance du 11 août 1789. L'article voté par l'assemblée portait : « A l'avenir il ne sera envoyé en cour de Rome, en la vice-légation d'Avignon, aucun denier pour annates ou pour quelque autre cause que ce soit, mais les diocésains s'adresseront à leurs évêques pour *toutes les provisions de bénéfices et dispenses*, lesquelles seront accordées gratuitement nonobstant toutes réserves, expectatives et partages de mois, toutes les églises de France devant jouir de la même liberté. »

« échanger l'or de France contre le plomb de Rome (le plomb qui scellait les bulles). » Cette discussion, cette rédaction passèrent en quelque sorte inaperçues. Le pape, après avoir protesté, finit par consentir à suspendre la perception des annates. Les événements se précipitaient. La suppression des dîmes et des biens ecclésiastiques, des ordres religieux, du privilège de religion d'Etat reconnu jusqu'alors au catholicisme, s'était opérée sans qu'on eût daigné aviser le pape. L'ambassadeur français à Rome, le cardinal de Bernis, s'était plaint vainement de ces procédés au ministre. Le souverain pontife était traité comme un prince étranger qui n'a point à intervenir dans les affaires intérieures de la France. On peut s'étonner d'autant plus de cet abandon, qu'on ne pouvait point reprocher aux papes contenus par les libertés gallicanes, d'intervenir souvent dans notre existence nationale ou religieuse. Le parti janséniste avait, il est vrai, gardé de sa défaite, de la bulle *Unigenitus*, un souvenir amer, un ressentiment profond. En outre, on était indisposé, dans la collation des bénéfices, contre la prévention en cour de Rome. Enfin, les dispenses de mariage, les annates, faisaient arriver à la curie des sommes dont le chiffre était considérablement grossi par l'imagination populaire. On conviendra que ces griefs n'étaient pas suffisants pour paraître ignorer le pape.

Mais la question des rapports avec Rome allait se poser forcément, et avec une gravité extrême, dans la constitution civile du clergé. Elle était inévitablement soulevée par la nouvelle délimitation des diocèses, par l'institution canonique des nouveaux évêques. Nous savons comment elle fut résolue. La distribution des diocèses fut regardée comme une affaire de simple police du ressort de l'Etat, et défense fut faite à l'élu de demander au pape aucune juridiction. Il lui était simplement permis de lui « écrire comme au chef visible de l'Eglise universelle,

en témoignage de l'unité de foi et de la communion qu'il doit entretenir avec lui. » C'était un simple acte de déférence qui n'impliquait aucune subordination. Si le pape gardait une certaine primauté d'honneur, il perdait sa primauté de juridiction. Les dispenses qu'il avait coutume de se réserver, devaient désormais être accordées par les évêques. Grégoire lui-même était obligé de convenir que, « dans cette constitution, l'autorité du pape n'était pas assez prononcée. » A la profession de foi détaillée, rédigée par Pie IV, exigée de tout nouvel évêque depuis le concile de Trente, était substitué le simple serment de professer la « religion catholique, apostolique et romaine, » formule vague qui, comme on le fit observer, ne fermait plus la porte de l'épiscopat aux hétérodoxes. Le prélat ainsi promu à la tête d'un diocèse en dehors du pape et sans recevoir de lui aucune juridiction, n'avait avec lui aucun rapport, n'était lié envers lui par aucun devoir. Chaque diocèse devenait complètement autonome, l'unité religieuse était rompue, et l'Eglise de France semblait abandonner le catholicisme pour passer au rang d'une Eglise nationale. C'était la division substituée à l'unité, le chaos à l'harmonie. L'évêque de Troyes demandait ironiquement si, devant de pareils résultats, on pourrait s'écrier « avec un enthousiasme religieux, comme M. de Mirabeau : O Israël, que vos tentes sont belles ! ô Jacob, quel ordre, quelle majesté dans vos pavillons ! »

Les évêques, qui semblaient devoir gagner tout ce que perdait le pape, étaient eux-mêmes profondément atteints dans leurs prérogatives. L'épiscopat français, formé des gentilshommes en majorité défavorables au cours de la Révolution, n'avait pas les bonnes grâces de la Constituante. Les Jansénistes, si puissants dans le comité ecclésiastique, n'étaient pas fâchés de faire expier leur défaite aux prélats artisans de leur ruine. Ils leur reprochent amère-

ment de ne plus tenir de synodes. Les mots de « despotisme épiscopal », de « gouvernement arbitraire », reviennent constamment dans la bouche des orateurs. On peut prévoir que tout sera mis en œuvre pour réduire, peut-être pour briser leur autorité.

Mirabeau, il est vrai, se défendait avec véhémence d'un tel projet et d'un tel résultat. « Loin d'avoir rétréci, disait-il, la puissance épiscopale..., nous lui avons plutôt rendu cette immensité » qu'elle eut « dans son origine ; nous avons détruit toutes ces limites où un ancien et épais nuage de préjugés et d'erreurs en avait concentré l'exercice. » On donnait, en effet, à l'évêque dans toute l'Eglise une sorte de juridiction universelle dont il n'avait que faire, mais on limitait singulièrement ses pouvoirs dans son propre diocèse. Auparavant, l'évêque gouvernait avec le concours de vicaires généraux nommés par lui, révocables à volonté, appelés à éclairer, mais jamais à commander ses décisions. Désormais il ne pourra faire aucun acte de juridiction qu'après en avoir délibéré avec le conseil des vicaires épiscopaux, nommés, il est vrai, en partie par lui, mais qu'il ne peut destituer que de l'avis de ce conseil même et à la pluralité des voix. Non seulement l'évêque ne peut plus gouverner que de l'avis de son conseil et à la pluralité des voix, mais encore on peut appeler de sa décision au synode dont la convocation est de droit. Il y a recours du synode diocésain au synode métropolitain. Le synode, composé de prêtres, pourra réformer le jugement de l'évêque, approuver, par exemple, le candidat refusé par lui. Les termes du décret semblent même établir qu'il sera statué à la pluralité, non seulement sur la discipline, mais encore sur la foi. On comprend que, devant de telles innovations, les partisans de la tradition aient crié au presbytérianisme.

Le prêtre ainsi associé à l'évêque dans le gouvernement

de l'Eglise, n'avait plus même à recevoir de lui la juridiction. D'après la pratique générale, confirmée par le concile de Trente, la puissance d'absoudre communiquée par l'ordination ne devait point s'exercer sans la délégation de l'évêque qui, en donnant l'institution aux curés, aux vicaires et autres ecclésiastiques, avait droit de limiter leurs pouvoirs. Cette législation, nous l'avons vu ¹, avait souvent soulevé l'indignation des Jansénistes. Camus se fit leur organe à la tribune de la Constituante. Fidèle aux traditions des légistes qui, pour augmenter l'importance de la *collation* ou nomination, diminuaient celle de l'*institution*, la traitant de « collation autorisable », ayant pour maxime que celui qui donne l'institution ne donne rien, *qui institutionem dat nihil dat*, en faisant enfin une simple question de discipline établie par le concile de Trente, lequel n'était pas reçu en France, — Camus s'élève contre la possession où sont les évêques, depuis l'édit de 1695, de déterminer à leur gré les pouvoirs de leurs prêtres. « Cet édit seul, dit-il, a donné ce droit qui a été la source d'une multitude de vexations et de scrupules dans l'Eglise ; il a introduit un pouvoir arbitraire et despotique. ² » La constitution civile du clergé fournissait enfin l'heureuse occasion de réparer cette iniquité. Elle établissait que les curés choisiraient leurs vicaires parmi les prêtres ordonnés ou acceptés dans le diocèse, sans qu'ils eussent à s'inquiéter d'une délégation de l'évêque. A ceux qui criaient au renversement de tous les principes, à l'anéantissement de l'autorité épiscopale, Mirabeau répondait, dans son adresse aux Français, que la « supériorité que le pontife possède *de droit divin* sur son clergé », ne l'affranchissait pas du devoir imposé *de droit naturel* à tous les hommes chargés d'un

1. Cf. *Les évêques avant la Révolution*, p. 430.

2. Camus, discours du 1^{er} juin 1790.

soin vaste et difficile, de chercher conseil, et de « ne faire aucun acte d'autorité » qu'après en avoir « délibéré avec le presbytère diocésain. » L'évêque ainsi obligé de gouverner à la pluralité des voix, perdait presque toute action sur son clergé. Comme le faisait observer l'archevêque d'Auch ¹, M. de La-Tour-du-Pin, le prélat, forcé désormais d'agréer comme curés les élus du peuple, comme vicaires les élus des curés qui ne daignent plus lui demander à cet effet ni permission ni institution, est un maître sans pouvoir et il n'y a plus de rapports entre le chef et les membres.

Les curés, qui paraissent avoir toutes les faveurs du comité ecclésiastique, et que tout semble favoriser à l'envi, peuvent-ils du moins s'applaudir des dispositions qui les concernent ? Non. Ils sont, il est vrai, associés désormais plus étroitement au gouvernement de l'Eglise, assurés de donner leurs voix en synode ; ils nomment eux-mêmes leurs vicaires qu'ils ne peuvent révoquer. Mais ils perdent en sujétion à l'égard des laïques ce qu'ils gagnent en indépendance envers leur évêque. Nommés par les électeurs, payés par le receveur du district, ils verront ce district, la fabrique, intervenir dans l'adjonction de prêtres auxiliaires, d'un second ou troisième vicaire, d'un suppléant quand viendront les infirmités et la vieillesse. Enfin, les curés ne pourront s'absenter plus de quinze jours sans « l'agrément de leurs évêques et du directoire de leurs districts », ni les évêques sans « l'agrément du directoire du département », à peine de saisie de leur temporel. Quelle servitude ! C'est au directoire des districts qu'incombe avant tout de tracer la circonscription des nouvelles paroisses. C'est devant le tribunal du district que « *le recours à la puissance civile* », l'appel comme d'abus, portent les refus d'institution canonique,

1. *Collection ecclésiastique*, IX, 82.

opposés soit par l'évêque diocésain aux curés élus, soit par le métropolitain ou les évêques de la province à l'évêque nommé ¹. Ce tribunal tranche en dernier ressort et décide souverainement en matière spirituelle, sans s'inquiéter du supérieur légitime qui seul a droit de donner la mission. On le voit, cette constitution civile du clergé, dont le prétexte tapageur était l'émancipation de l'Eglise, aboutissait à son asservissement à l'Etat ².

Les curés, pour lesquels on semblait travailler de préférence, en eurent une preuve cruelle dans le décret du 27 novembre 1790. Cette loi statuait que tous les ecclésiastiques en fonction qui ne prêteraient pas serment à la

1. D'après le décret du 15-24 novembre 1790, l'appel d'abus du refus de confirmation devait être porté devant le tribunal du district, aujourd'hui tribunal de première instance, dans lequel était situé le diocèse pour y être jugé en dernier ressort. Si le tribunal déclarait qu'il n'y avait pas d'abus, on devait procéder à une autre élection. « Mais si le tribunal du district déclare qu'il y a abus dans le refus, il enverra l'élu en possession du temporel, et nommera l'évêque auquel il sera tenu de se présenter, pour le supplier de lui accorder la confirmation canonique. Lorsque sur le refus du métropolitain ou des autres évêques de la province, l'élu aura été obligé de recourir à l'évêque d'une autre province, la consécration pourra se faire par l'évêque qui aura donné l'institution canonique et dans telle église qu'il aura désignée. » C'est en vertu de ces articles que les premiers évêques constitutionnels, Expilly, Marolles, furent peu après consacrés par l'évêque d'Autun dans l'église l'Oratoire de Paris.

2. Le curé de Roanne, Goulard, avait dénoncé avec vigueur, à la tribune de la Constituante, comme conséquence inévitable de la quasi-rupture avec Rome, l'affaiblissement de l'épiscopat, des curés, et, sous prétexte de les émanciper de la papauté, leur asservissement au pouvoir civil. « La force de l'autorité épiscopale ne vient, disait-il, que de son unité avec le souverain pontife. Séparés de lui, les évêques ne sont plus que des ministres isolés et sans appui. Les pasteurs ne peuvent conserver le pouvoir du ministère et l'autorité qu'il nous donne sur les fidèles confiés à nos soins, que par leur union avec l'évêque, et la mission qu'ils en reçoivent. Séparés de lui, ils ne sont plus que des ouvriers salariés à la disposition de ceux qui les salarient... Les curés et les prêtres, s'étant affranchis de la subordination envers l'épiscopat, se trouveront eux-mêmes asservis à leurs paroissiens qui leur donneront des ordres, qui régleront le gouvernement des paroisses, et qui leur répéteront sans cesse ce qu'un maître dit à ses ouvriers : *Messieurs nous vous payons*. Ces conséquences commencent à se réaliser. L'anarchie spirituelle serait-elle donc moins effrayante que l'anarchie politique ? » Discours du 31 mai 1790.

constitution seraient remplacés. C'était la suspension de l'inamovibilité, de cette inamovibilité que depuis des siècles l'Eglise et l'Etat assuraient aux curés. Ce n'est pas le concordat de 1801, c'est la constitution civile du clergé qui a porté le premier bouleversement dans cette antique discipline. L'abbé Maury plaida ¹ éloquemment, mais inutilement, pour la possession, pour l'inamovibilité des pasteurs. Ainsi les curés, pour lesquels semblait faite la constitution civile du clergé, allaient recevoir de ses promoteurs la plus grave atteinte qui pût être portée à leurs droits et à leurs prérogatives. La suspension de leur inamovibilité, sous prétexte de refus de serment, ouvrait la porte aux dispositions qui ont rendu leur situation si précaire au XIX^e siècle.

Voilà la constitution civile du clergé. Plus de pape, ou du moins un pape auquel les évêques ne devaient reconnaître « aucune autorité », aucune juridiction, ni demander aucune institution canonique. Le clergé, ainsi privé de son chef et défenseur naturel, livré sans défense au pouvoir civil ; le choix des premiers pasteurs passant, de

1. « Comment, dit-il, la chaîne des pasteurs se perpétuerait-elle, si le ministère pastoral était amovible, s'il reposait sur des bases toujours vacillantes ; si les liens sacrés des familles spirituelles entre le pasteur et le troupeau, étaient dissolubles au gré des puissances temporelles, si l'on pouvait exclure arbitrairement des églises les évêques et les curés, qu'une institution canonique y a placés... Quoi ! vous avez décrété qu'un sous-lieutenant ne pourrait pas être destitué de son emploi sans le jugement préalable d'un conseil de guerre ; vous prétendez refuser la même inamovibilité et les mêmes garanties à vos pasteurs ! Comment voulez-vous que nous reconnaissons la légitimité de ces despotiques dispositions, qui feraient de tous vos pasteurs des mercenaires livrés, de leur aveu, à la merci de toutes les haines, de tous les caprices, de tous les changements administratifs, qui compromettraient chaque jour leur existence légale ?... Le dernier des citoyens retiré dans son humble cabane ne peut en être chassé sans un jugement légal. Telle est la forme sacrée des voies de droit, auxquelles on ne peut substituer que des voies de fait ; et ce sont des voies de fait que vous prenez pour écarter par la force des titulaires qui n'ont pas encore été jugés. » Maury, discours du 27 novembre 1790.

ces antichambres de Versailles qui avaient inspiré tant de déclamations, à l'arène des assemblées publiques ; les francs-maçons, les protestants, les juifs appelés à donner des pontifes au peuple chrétien ; le nouvel élu armé pour forcer la porte de son Eglise, s'adressant successivement, de par la loi, au métropolitain, aux divers évêques de la province, et sur leur refus, à un évêque quelconque désigné par le tribunal du district qui statue sur appel comme d'abus ; les intrus ainsi mis en possession de leur siège sans mission, placés sous la surveillance du directoire du département et ne pouvant s'absenter sans sa permission, sous peine d'une retenue de traitement proportionnelle à l'absence ; les évêques recevant du populaire, qui les a faits eux-mêmes, leurs curés et collaborateurs ; les formes et les agitations politiques transportées dans le sanctuaire ; en un mot, la nation gouvernant désormais la religion comme tout autre service public, l'Eglise absorbée par l'Etat : voilà la révolution opérée par la nouvelle constitution du clergé.

CHAPITRE DEUXIÈME

Résistance de l'épiscopat.

I. C'était une question de vie ou de mort, pour l'Eglise de France, de faire échouer la constitution civile. — D'où viendra la résistance? — Ce n'est pas du peuple, qui ne comprend pas toute la portée de la question, et est hostile à Rome dans ses cahiers. — II. Comment les curés, peuchauds pour le pape, très mêlés à la Révolution, auraient opposé difficilement, malgré leur foi, une barrière infranchissable. — Mais ils commencent à se dégriser. — Halte dans leur enthousiasme pour la Révolution. — III. Les évêques sauvèrent la situation. — Comment on a travesti les motifs de leur résistance. — Ils n'agirent pas par intérêt, par dépit d'avoir perdu leurs biens. — Leurs fières déclarations sur ce point. — Ils n'agirent pas par politique. — On les accuse de contre-Révolution. — Ils protestent que l'Eglise est étrangère à la politique. — Ils ont prêté et offrent de renouveler le serment civique. — IV. C'est l'Etat qui fait de la religion, et non l'Eglise de la politique. — Difficultés de la Révolution, comme des monarchies, à admettre la distinction du spirituel et du temporel. — Imprudence de cette invasion dans le domaine de la conscience. — Les passions politiques aggravées par les querelles religieuses. — Les meneurs se défendent, mais en vain, d'avoir touché au spirituel. — Comment les églises, les chaires, sont envahies par la lecture des décrets de la Constituante. — V. S'il est vrai que les évêques n'agirent que par honneur, à défaut de conviction. — Mot de l'archevêque de Narbonne à la Fayette. — Ce qu'est l'honneur pour un prélat. — Preuves que l'épiscopat agit par esprit de foi et pour défendre la constitution de l'Eglise. — Comment l'honneur était compris ici par Burke et M. de Boisgelin.

I

C'était pour l'Eglise de France une question de vie ou de mort, si elle voulait rester catholique, de faire échouer la constitution civile du clergé. La barrière invincible fut posée par l'épiscopat. Rome sans doute allait condamner, fulminer. Nous verrons l'influence considérable des brefs du pape ; mais nous doutons que leur action eût été assez puissante pour arrêter l'adhésion de la nation à la législation nouvelle sans le veto des évêques, qui avaient des rapports plus directs avec les curés et les fidèles.

Où chercher en France, dans cette terrible conjoncture, le rempart de l'unité catholique en dehors de l'épiscopat?

Est-ce dans le peuple ? Il ne semble pas que le peuple, flatté de concourir désormais à la nomination de ses pasteurs, de tenir le clergé dans sa main, ayant d'ailleurs des idées très vagues sur les questions de juridiction, fût disposé à partir en guerre pour l'ancienne discipline. Il ne parle guère de Rome, dans les cahiers de 1789, que pour condamner les annates, les dispenses, la prévention bénéficiale, que pour demander le maintien des libertés gallicanes. Nous l'avons vu protester fréquemment, avec les curés eux-mêmes, contre le concordat, réclamer les élections, la Pragmatique. L'intervention si fréquente du pouvoir civil dans les questions religieuses a jeté dans son esprit une certaine confusion entre le spirituel et le temporel. On a vu tel collège électoral, comme le tiers état de Forcalquier, celui d'Evreux, demander que les bulles soient désormais accordées par le roi ; tel autre, comme la noblesse de Dourdan, déclarer que « les Etats généraux sont compétents pour la discipline » de l'Eglise ¹. A la vive ardeur, aux réclamations passionnées de certains cahiers, on croirait entendre, en les lisant, Camus, Treilhard et Mirabeau lui-même ². Pourquoi le

1. Cf. *Les évêques avant la Révolution*, p. 429-435.

2. Citons ces remontrances du tiers état du bailliage de Saint-Sauveur le Vicomte : « La haute noblesse et la noblesse courtesane absorbent toutes les places, toutes les faveurs de la cour. Il semble que toutes les dignités tant ecclésiastiques que militaires font une partie de son patrimoine... Un grand nom fait un archevêque, un évêque, un abbé ; rarement le mérite met le bâton de maréchal de France à la main d'un militaire. Dans la primitive Eglise, les évêques étaient choisis par le peuple et il était gouverné par des saints ; aujourd'hui que le roi nomme à tous les grands bénéfices et que, pour en obtenir, la naissance tient lieu de tout, qu'on ouvre les yeux et qu'on voie... Une espèce d'impôt, d'autant plus malheureux à supporter qu'il ne porte aucun bénéfice à l'Etat et qu'il en fait sortir l'or, c'est l'obligation où sont les Français d'avoir recours à la cour de Rome pour les collations des bénéfices consistoriaux, etc. Enfin c'est le paiement du droit d'annates. Les évêques de France, comme celui de Rome, ont la plénitude des pouvoirs ; ils l'ont comme lui de droit divin ; il n'est que le premier des évêques et non leur supérieur. Léon X et François I^{er} se sont donné réciproquement par

peuple serait-il hostile à une réforme opérée par ses amis de la Constituante, par ceux qui ont supprimé la dîme, le casuel, réforme qui, en faisant disparaître de nombreux abus, lui laisse intacts ses cérémonies et son culte ¹ ? En fait, le peuple assiste, sans en bien comprendre encore la portée, aux discussions qui s'agitent autour et au-dessus de lui.

le fameux concordat ce qui ne leur appartenait pas. La nation, pour lors abâtardie sous la verge de l'esclavage, a prêté le cou au joug. Les évêques de France ont méconnu leurs droits ou n'ont pas eu le courage de les réclamer. Ils ont reçu les lois d'une puissance étrangère, quoique égale à la leur ; ils se sont abaissés jusqu'à se rendre ses tributaires, ses dépendants et comme ses vicaires. Les évêques français sentiront sans doute ce qu'ils sont. Ils réclameront certainement contre l'enlèvement de leurs droits, contre l'exaction du droit d'annate... Le tiers état doit faire et fait de ces abus inconcevables l'objet de sa réclamation particulière. Il demandera que toute communication avec la chancellerie romaine soit anéantie, que le droit d'annate soit aboli, que les évêques de France soient réintégrés dans tous leurs droits, qu'ils accordent toutes les dispenses dont les diocésains pourraient avoir besoin ; enfin qu'ils fassent dans leurs diocèses ce que le pape ou l'évêque de Rome fait dans le sien, et ce que, par usurpation ou par des concessions des rois de France, il fait dans les diocèses des évêques français. » *Archives parlementaires*, III, 67, 71. — Signalons encore le tiers état de Reunés. Il dit dans son cahier de 1789 : « Comme souvent l'intrigue, la corruption, le despotisme nous ont donné des pasteurs du premier et second ordre, dont la conduite n'a que trop répondu au vice de leur promotion ; après deux siècles et demi d'une épreuve désastreuse, que le concordat soit proscrit de nouveau, comme il l'a été aux Etats d'Orléans, que cette proscription soit irrévocable. En conséquence, élection des évêques rétablie, et que la forme en soit perfectionnée d'après le principe de la nécessité d'une représentation nationale et complète. » — Nommons aussi, parmi les cahiers qui se prononcent le plus vivement dans le même sens, ceux du tiers état d'Amiens (*Arch. parl.* I, 745), du tiers état d'Evreux (*ibid.* III, 319). Le tiers état d'Evreux, tout en restant uni « au Saint-Siège par la profession d'une même foi et la pratique d'une même morale », veut « que tout évêque soit sacré dans son église par son métropolitain, tout archevêque par son suffragant, sur la nomination royale. Que les abbés et autres ecclésiastiques prennent aussi possession de leurs bénéfices sur la nomination du roi. Qu'il soit défendu de solliciter aucune provision de bénéfice en cour de Rome pour quelque cause que ce soit. Qu'il soit défendu de solliciter en cette cour aucunes dispenses. »

1. « Quant au peuple, tout en voulant la liberté de religion, il ne voyait pas une atteinte à cette liberté dans ce qui venait d'être décidé. Habitué par le vice de son éducation à regarder l'administration des sacrements comme une fonction publique, il en concluait que ces fonctionnaires devaient être assermentés. » *Mémoires de la Fayette*, III, 95.

Peu à peu la lutte, en se rapprochant, finira par l'englober et il sera mis en demeure d'opter entre les combattants. Sa foi, éclairée par les mandements des évêques, les brefs du pape, plus vivement encore peut-être par les souffrances de ses prêtres, ne tardera pas à lui dire de quel côté est le devoir. Il finira par opter pour ses anciens pasteurs. Du moins, la masse des fidèles ne dissimulera pas sa préférence pour les ecclésiastiques qui refusèrent le serment. Mais il ne faut point oublier que partout, bien qu'il faille tenir compte des abstentions, les électeurs participèrent à la nomination du clergé constitutionnel.

II.

Les curés offraient-ils du moins cette fermeté de résistance qu'on ne pouvait demander au peuple ? Quelle sera leur attitude dans l'épreuve qui se prépare ? Le fort du débat portait sur les droits du pape, et l'on chercherait en vain chez les pasteurs de 1789 ces effusions de filiale tendresse que ceux de nos jours prodiguent à l'envi au père commun des fidèles. Ils ne parlent guère de Rome dans leurs cahiers que pour protester eux aussi contre les annates, contre la prévention ¹, contre le concordat, et vont même çà et là, comme à Toul, à Saumur, jusqu'à de-

1. Le droit de prévention mettait les papes en possession de disposer des bénéfices dépendants des collateurs ordinaires, et ces provisions étaient valables lorsqu'elles étaient antérieures en date aux provisions données par ceux-ci. Protestent contre cet usage, les clergés d'Alençon, Armagnac, Auxerre, Amiens, Clermont-Ferrand, Lyon, Rouen, Le Puy, etc. Le clergé de Châlon-sur-Saône (*Arch. parl.* II, 602) dit que la prévention « est une véritable plaie dans l'Eglise. Elle suppose une avidité qui choque les séculiers et qui, n'offrant d'autre titre aux choses saintes qu'une course plus ou moins rapide, fait naître des procès scandaleux entre les bénéficiers. »

mander le rétablissement de la Pragmatique et des élections. On peut dire que les évêques, dépassés dans notre siècle, il y a quarante ans, par le clergé secondaire dans la marche vers Rome, étaient plus dévoués au pape que leurs prêtres au moment de la Révolution.

C'est cette situation même, cet état d'esprit de leurs curés, qui causaient aux prélats les plus grandes préoccupations. Comment allaient-ils accueillir l'organisation nouvelle que des législateurs profanes voulaient imposer à l'Eglise ? Eux qui avaient salué avec tant d'enthousiasme la Révolution, qui avaient fait tomber par leur vote les barrières des trois ordres, fraternisé avec le tiers dans l'Assemblée nationale, brûlé du même feu pour la liberté et la constitution politique, dirigé leur troupeau dans le premier apprentissage des institutions nouvelles, allaient-ils, cette fois, se séparer d'hommes avec lesquels ils avaient si souvent confondu leurs votes, et avouer qu'ils s'étaient trompés en leur donnant leur confiance ? N'était-ce pas renier la Révolution ? Ce divorce ne va-t-il pas les rejeter dans les rangs de cette aristocratie cléricale et nobiliaire d'abbés, de chanoines, de prélats même, de gentilshommes, qu'ils avaient vaincue en s'alliant au tiers état ? Que dis-je ? leurs amis, leurs proches, remplissent les fonctions publiques dans les départements, les districts, les municipalités ; ils sont membres des conseils généraux et des directoires, magistrats des tribunaux, juges de paix, maires ¹. Dans bien des paroisses, ils sont maires eux-mêmes, et font partie des diverses administrations. Que de liens à rompre ! La Constituante, avec une habileté machiavélique, a voulu fondre la constitution du clergé avec la constitution politique, de sorte que rejeter l'une, c'est paraître condamner l'autre. Et que les consé-

1. L'observation en a été faite pour le Doubs. Cf. Sauzay, *Histoire de la persécution révolutionnaire dans le Doubs*, 1867, t. I^{er}, p. 361.

quences d'un refus seront terribles ! C'est perdre sa paroisse ; c'est livrer son troupeau à un ramassis de moines indignes, à des prêtres douteux ; c'est abandonner sa situation, son presbytère, le traitement que la Constituante a considérablement augmenté ; c'est peut-être se condamner à l'exil, ou, à tout le moins, encourir les colères d'une assemblée souveraine, toute puissante, fière, et qui ne reculera pas. Et pourquoi s'exposer ainsi à tant de maux ? pour combattre une constitution du clergé dont l'unique souci paraît avoir été, après tout, de ramener l'Eglise à son institution primitive, d'exalter les curés en rétablissant les synodes, en leur laissant le libre choix de leurs vicaires, en faisant d'eux les conseillers obligés de l'évêque, en les rapprochant de lui par la suppression même de ces chanoines, de ces abbés qui, dans l'ancien régime, paraissaient les insulter par leur morgue et leur opulence, en exigeant quinze ans de ministère préalable de tout prêtre élevé à l'épiscopat, ce qui est ouvrir au clergé paroissial cette dignité, apanage exclusif de la noblesse dans l'ancien régime. On leur assure que la nouvelle forme d'institution canonique a été en usage pendant des siècles. Il s'agit d'un point obscur de droit canonique. Rome n'a pas encore protesté. Faut-il donc s'exposer à tant de maux, encourir tant des haines, se vouer à l'exil, à la misère, pour rejeter une loi que le pape n'a pas condamnée, et qui leur arrive sanctionnée par le roi très chrétien, lequel compte deux évêques dans son conseil ?

Quelles tentations ! Quelle crise, quel déchirement une telle situation semble préparer à l'Eglise de France ! On comprend que les évêques, connaissant l'état d'esprit de leurs curés et sachant à quelles impulsions ils auraient à résister, n'aient point envisagé sans une appréhension terrible une pareille épreuve. Boisgelin, archevêque d'Aix, écrivait à Louis XVI, le 1^{er} décembre 1790 :

« On se fait des illusions (à Rome) ; on espère dans l'opposition unanime du clergé » à la constitution civile. « Il y a 40 000 curés ; quelle sera la faible proportion de ceux qui ne seront pas retenus par la crainte ? »

Heureusement que ces appréhensions étaient très exagérées. Les curés, il est vrai, avaient donné tête baissée dans la Révolution; ils avaient cru à la liberté et au régime nouveau; mais si leur âme s'était ouverte à toutes les illusions généreuses, ils n'avaient abdiqué ni leur conscience ni leur foi. Bien que leurs cahiers montrent peu de sympathie pour la cour romaine, ils font cependant éclater, à Etampes, à Gien et ailleurs, des sentiments d'union au Saint-Siège et à l'épiscopat, qui les préserveront du schisme.

Dès le 30 octobre 1790, l'archevêque d'Embrun, dans une lettre adressée au cardinal de Bernis, à Rome, lui dépeignait la triste situation de la France, « l'Etat ruiné, tous les ordres anéantis et la religion surtout totalement perdue, la nouvelle constitution ecclésiastique établissant le royaume dans un état de schisme et d'hérésie. » Il reste un espoir, c'est que le pape s'unisse aux évêques pour la condamner. Alors « les curés, qui ont tout perdu par ignorance ou par intérêt, n'auront plus d'excuse. *Ils commencent à s'apercevoir qu'ils ont été dupes* ; ils ne cherchent qu'un prétexte pour revenir de leur apostasie. Alors ils instruiront le peuple, ils auront pour garant l'autorité imposante d'une bulle solennellement prononcée, et je crois pouvoir vous assurer du succès de leurs demandes. L'opinion commence à changer, l'enthousiasme se dissipe ; il n'y a plus d'aristocrates ni de démocrates. La classe des mécontents absorbe toutes les autres. La bulle du souverain pontife, les assignats, les impôts, et le sentiment du malheur surtout feront le reste ¹. »

1. Cette lettre de l'archevêque d'Embrun est donnée par Theiner, op. cit. I, 297-298.

Cette lettre est intéressante, par ce qu'elle marque la première halte de l'enthousiasme public à l'égard de la Révolution. Jusqu'ici toutes les résolutions prises, toutes les réformes opérées par la Constituante, ont été portées par un tel courant d'opinion qu'essayer d'y résister eût été se faire briser et en quelque sorte anéantir. Mais ce que n'a pas pu ou voulu tenter la conjuration des intérêts ou des politiques, voilà que les consciences alarmées vont l'entreprendre. Déjà les curés, ces grands coopérateurs de la Révolution, regardent, s'interrogent et se demandent s'il ne serait pas temps de s'arrêter, si après les avoir conduits à la destruction de l'ancien régime, à la fondation de la liberté et aussi à la ruine de la monarchie, on ne veut pas les entraîner hors de l'Eglise. Ce qui est pour les uns une conviction déjà arrêtée, n'est encore pour d'autres qu'un doute, une question qu'ils se posent ; mais ce point d'interrogation prouve que leur foi en la Révolution commence à s'ébranler. Vienne le bref du pape, viennent les objurgations pressantes de leurs évêques les conjurant de ne pas se séparer de l'unité catholique, on peut déjà pressentir que la grande majorité saura entendre la voix des premiers pasteurs, et que l'intérêt parlera moins haut que la conscience. M. de Vintimille, évêque de Carcassonne, dans son voyage vers la frontière, constate à la fin de 1790, ces fermes dispositions des curés. L'évêque de Béziers, qu'il a vu sur sa route, « croit que tous les curés refuseront le serment. Ceux du diocèse de Montpellier sont dans la même disposition... Jusqu'à présent la disposition des curés de Nîmes est aussi de ne pas prêter le serment. »

III

L'épiscopat avait largement contribué à ce résultat. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, il avait préservé la France du jansénisme. On peut dire que c'est aux évêques que revient encore l'honneur d'avoir sauvé l'unité religieuse en France pendant la Révolution ; la question était trop au-dessus des fidèles pour exciter leur ardeur. Les curés étaient trop dans la Révolution, trop entraînés vers le serment, — la minorité importante qui le prêta le prouve assez, — pour opposer au schisme une barrière invincible. Le salut vint de l'épiscopat.

Entendons-nous cependant. Quelques historiens ont voulu enlever aux curés, au peuple, l'honneur de leur fidélité, en disant qu'ils n'avaient fait que suivre aveuglément les ordres des évêques. Il les suivirent en effet ; mais si aveuglement il y eut, ce fut l'aveuglement de la foi. Quel autre motif que la crainte de tomber dans le schisme pouvait déterminer à s'unir à leurs évêques ces curés, que tous les motifs humains poussaient au serment et que nous avons vus, depuis 1789, marcher avec la Révolution, se séparer si souvent de leurs évêques dans les questions sociales et politiques. On peut dire qu'en 1790 et 1791, alors que la politique, les intérêts ne les divisent plus, les évêques reconquirent leurs curés par le sentiment de communs périls pour l'Eglise. Les fidèles, qui ne suivront pas sans danger et sans sacrifice les prêtres insermentés, leur resteront unis par les mêmes motifs qui inspiraient leurs pasteurs.

L'exemple de la catholique Alsace, où le cardinal de Rohan, à cause de son passé, Gobel, à cause de son serment, ne comptaient guère pour la bonne cause, prouve ce que pouvaient la foi des curés et de leurs ouailles.

Les paroles de l'épiscopat tomberont donc sur une terre préparée à les recevoir ; mais il n'en a pas moins la gloire d'avoir mené la résistance avec une fermeté, avec un éclat incomparable. Le nom d'Henri VIII, l'exemple de l'Angleterre, furent souvent cités dans cette discussion mémorable. Ce souvenir historique fait très bien ressortir la différence d'attitude des deux épiscopats anglais et français, l'un courant au devant du schisme auquel l'autre oppose une résistance héroïque, l'un ne comptant que quatre évêques fidèles, tandis que l'autre n'aura que quatre prévaricateurs.

Dans l'ardeur de la lutte, au milieu du tourbillon soulevée par tant de passions déchaînées, lorsqu'on accusait l'épiscopat d'être par sa résistance la cause des troubles et même du schisme, l'évêque de Châlons-sur-Marne demandait si on pouvait éviter « le schisme en y souscrivant », sauver « l'épiscopat en le détruisant. » Montrant alors la victoire qui devait succéder au combat, le calme à la tempête, il s'écriait : Tout n'est point perdu puisque « les sentinelles d'Iraël » sont fermes à leur poste, puisque l'épiscopat, qui a fondé l'Eglise, veille sur l'Eglise. « Un jour, dit-il, ce même peuple qui nous accuse en ce moment bénira mille fois l'heureuse résistance qui aura sauvé la religion ¹. »

Ici, il faut bien le dire, ces prélats ont été souvent mal jugés, calomniés. Plus d'un contemporain traça d'eux alors un portrait qu'ont reproduit à plaisir des historiens de notre siècle. Que de fois n'a-t-on pas répété que ces évêques peu croyants, peu édifiants, s'opposèrent à la Révolution, moins par conscience que par intérêt, moins pour défendre l'Eglise que leur propre situation, leurs richesses et leurs privilèges. On nous les présente fuyant

1. Instruction pastorale de M. l'évêque de Châlons-sur-Marne, 1791, p. 12, 13.

à la première alerte, abandonnant leur troupeau au schisme, aux constitutionnels, et quand ils ont passé la frontière, quand il n'y avait pour eux aucun danger à rester en France, menant à l'étranger une vie joyeuse et des cabales contre leur pays. Ils avaient enfin, ajoute-t-on, tellement voué leur âme à la monarchie, clef de voûte de l'édifice où ils étaient si bien logés, qu'ils refusèrent de rentrer en France quand un concordat favorable aux intérêts de l'Eglise leur en ouvrait les portes, et ceux qui se soumirent n'agirent que par cupidité ¹.

Les prélats, obligés de se diriger dans des circonstances si difficiles, parmi tant de passions contraires, avaient prévu qu'on travestirait ainsi les motifs de leurs actes. « Tout homme, écrivait l'évêque d'Alais, M. de Bausset, qui est aujourd'hui condamné à remplir une place, doit se dire qu'on accusera également son silence et ses paroles, l'activité de son zèle ou la circonspection de sa conduite, mais un évêque doit s'élever au dessus d'une pareille considération ². » Les évêques prirent en effet vaillamment leur décision, et nous pouvons discuter les raisons qui les firent agir. Est-il vrai qu'ils n'aient résisté que par des vues humaines, par regret de leur ancienne opulence, par opposition politique, à la constitution civile du clergé?

Le pape, dans son bref du 10 mars, insista vivement sur la confiscation des biens ecclésiastiques ³, mais les

1. On trouve ces accusations, *passim*, dans Grégoire, *Histoire de l'émigration*, au tome II de ses *Mémoires*, publiés par H. Carnot, 1840; Chamfort, *Œuvres complètes*, 1808, t. II, p. 8 et *passim*; Montrol, *Histoire de l'émigration*, 1789-1825, Paris, 1825; Michelet, *Histoire de la Révolution française*, 7 vol. in-8°, 1847-53, en particulier t. II, p. 429; Robidou, *Histoire du clergé pendant la Révolution*, 1889, etc.

2. Lettre du 11 avril 1790, en réponse à l'adresse des catholiques d'Alais.

3. « Tandem ad episcopos in extremæ abjectionis statum deprimendos ac in omnium contemptum adducendos, decernitur ut tribusque mensibus, tanquam mercenariam præstantes operam, tantam recipiant stipem, quantam non possent amplius indigentium, qui magnam populi

évêques de France continuaient à garder un silence absolu sur cette question depuis que la spoliation était un fait accompli. Les défenseurs du comité, le rapporteur Voidel, Durand de Maillane, constatent à la fois avec éloge et dépit que l'Exposition des principes est muette sur la question d'argent, comme sur la question politique. Ils ne veulent point admettre que cette réserve soit sincère. Voidel interpelle les membres du clergé en ces termes pleins d'impertinence : « Ministres de la religion, cessez de vous envelopper de prétextes ; avouez votre faiblesse, vous regrettez ces prérogatives, ces marques de distinction et de prétendue prééminence, tous ces hochets de la vanité qui dégradaient la maison du Seigneur. Songez que la Révolution a fait de vous des hommes, que nous ne prostituerons plus notre admiration, que nous n'encenserons plus les idoles de l'orgueil, qu'il faut enfin que tous les citoyens de l'empire courbent la tête devant la majesté des lois. A force de vertus, forcez-nous au respect ; vous n'avez plus que ce moyen de l'obtenir. Oubliez vos antiques erreurs, renoncez à vos préjugés ; ne pensez plus à ces biens qui vous avaient perdus ¹. »

Ce parti pris d'attribuer au clergé des vues intéressées dans sa résistance à la constitution civile, l'exaspère. L'abbé de Montesquiou s'en indigne. « On nous reproche, dit-il, de défendre nos biens en nous aidant de la religion. » L'évêque d'Acqs fait ressortir la « contradiction révoltante » qu'il y a, observe-t-il, entre « notre résistance et la cupidité qu'on nous impute », puisque notre soumission nous assurerait l'aisance que précisément notre résistance nous fait perdre. Le cardinal La Rochefou-

partem constituunt, ærumnas sublevare, multoque etiam minus suum tueri episcopalis characteris gradum. »

1. « Ils vont être vendus ; car, malgré vos efforts, la nation sait la confiance qu'elle se doit à elle-même, que la garantie d'un grand peuple est plus sûre que vos prédictions. » Séance du 26 novembre 1790.

cauld trouve étrange qu'on « nous fasse, dit-il, un crime de nos propres pertes », qu'on commence par détrousser le premier corps de l'Etat et qu'on tire ensuite un argument de cette spoliation pour prétendre que c'est le ressentiment de sa ruine qui le fait agir. « Ah ! s'écrie avec une noble fierté l'archevêque de Tours, quelle sinistre interprétation l'on donne à notre zèle. *Que l'on nous laisse au moins nos vertus*, s'il faut compter au nombre des vertus l'accomplissement des premières et des plus saintes obligations. » L'archevêque de Paris lançait de son côté cette profession de foi, dont aucun de ses adversaires n'eût osé contester la sincérité : « Avant même, disait-il, qu'on eût dépouillé notre siège des avantages extérieurs qui pouvaient faire illusion à des hommes vains, nous n'avons jamais vu dans cette dignité qu'un fardeau immense, et Dieu nous est témoin que, si nous avons consenti à en être chargés, ce n'est que par l'effet de la plus entière résignation ; mais aujourd'hui si nous consultations notre tranquillité, avec quel empressement nous chercherions une retraite paisible pour y déplorer en silence les maux de la religion et de la patrie ¹. »

Ces protestations étaient sincères. Si l'épiscopat n'avait point oublié, comme l'observait l'évêque de Troyes ²,

1. Collection ecclésiastique, IX, 38, 53, 219 ; XIII, 73.

2. « L'Europe entière a vu qu'ils (les évêques) ont gardé le silence sur cet objet d'intérêt temporel, depuis qu'un intérêt plus sacré les anime. Et s'il échappe encore des plaintes à quelques hommes faibles qui du sein de l'opulence sont réduits à redouter la menace du créancier ou les angoisses de l'indigence, sommes-nous donc dans ces temps de tyrannie où l'on épiait, dit Tacite, les gémissements des victimes, *cum suspiria nostra subscriberentur*. Détracteurs inhumains ! Si nous nous plaignons, quoique sans aigreur, vous criez aux peuples : Ces hommes sont les ennemis de la patrie. Si nous nous taisons, vous accusez notre silence de perfidie. Qu'exigez-vous donc du clergé ? qu'attendez-vous de vos évêques ? Lorsque l'assemblée nationale, ce colosse de la puissance humaine, les a dépouillés de leurs biens, ne les vîtes-vous pas tomber en holocauste et résignés sur l'autel de la patrie ? Fallait-il encore qu'ils perdissent jusqu'au souvenir de ces propriétés dont ils furent investis

la spoliation dont il avait été victime, il n'en parlait pas. *Coram tondente se obmutescet*, s'écriait le curé de Roanne à la tribune de la Constituante. Ce n'est point l'argent mais la foi qui avait armé le bras des évêques pour la résistance. Aussi l'évêque du Puy pouvait-il dire en toute vérité : « L'Eglise de France se voit déshéritée de ses possessions antiques, l'Eglise de France se tait. La postérité étonnée admirera éternellement cette résignation surhumaine qui n'a opposé que le silence de l'abnégation et du dévouement à la spoliation la plus inouïe. La constitution toute céleste de l'Eglise est attaquée, à l'instant le corps épiscopal s'ébranle ; il ne s'agit plus d'intérêt temporel ni personnel, c'est la cause de Jésus-Christ, la cause de la foi et de la discipline qu'il faut défendre ; tous les évêques élèvent la voix. Ils appellent le successeur de Pierre au secours du vaisseau agité de l'Eglise. Eh ! quels efforts ¹ ! »

On voudra bien convenir que ces évêques gentilshommes ne vont pas mettre la France en feu pour un vil intérêt ; mais, dira-t-on, à défaut de l'intérêt n'est-ce pas la politique, plutôt que la religion, qui inspira leur résistance. Mécontents du sort que la Révolution avait

sous la sauvegarde des lois ! Ah ! sans doute, comme ces Romains devenus esclaves, nous eussions perdu même la mémoire avec l'usage de la parole, s'il était aussi facile à l'homme d'oublier que de se taire. » Lettre de M. de Barral, évêque de Troyes, p. 8, 9. — M. de Bausset écrivait en 1791 (loc. cit. p. 17) : « Lorsque les Eglises de France furent attaquées dans leurs possessions, elles présentèrent leurs titres ; ils étaient tels que nulle propriété ne pouvait réunir des caractères plus respectables aux yeux de tous les tribunaux de la terre. On ne put les contredire ni les anéantir ; on crut les effacer par un jeu de mots et une subtilité métaphysique. L'Eglise protesta pour l'intérêt de la religion et de la société ; les titulaires gardèrent un noble silence, et leur tranquille courage dans l'abîme du malheur, honorerait éternellement leurs vertus. » Mgr d'Aviau, archevêque de Vienne, repousse aussi avec hauteur ces accusations de cupidité. Cf. Lyonnet, *Histoire de Mgr d'Aviau*, 1847, in-8°, I, 323.

1. *Collect. Ecclés.* IX, 173, 174.

fait à leur roi, ne se donnèrent-ils point comme soldats de l'Eglise pour mieux venger la monarchie ?

Mirabeau ne manqua pas de les accuser « de manœuvres de contre-révolution », de pousser au « renversement de la constitution », de chercher à « faire haïr les persécuteurs du christianisme dans les fondateurs de la liberté ¹. » Grégoire disait aussi : « De faux patriotes ont fondé sur ces disputes l'espoir d'une contre-révolution. » Cédant alors à une belle indignation contre ceux qui pouvaient méditer un tel forfait, Grégoire leur portait un solennel défi ². Mais point n'était besoin d'emboucher la trompette épique pour célébrer la résistance invincible que la France était prête à opposer aux ennemis de la constitution. « Le pouvoir des pasteurs est spirituel, disait l'abbé de Montesquiou ³. Ils ne peuvent rien sur la terre, et je déclare que nous ne demandons rien. » Il ne s'agissait point alors pour le clergé de contre-révolution ⁴. Sans doute les évêques restaient très attachés au roi ; mais ils faisaient de la constitution civile du clergé une question religieuse et non politique. Ils tiennent à protester qu'ils n'obéissent point ici à des considérations humaines. « L'Eglise, dit l'évêque de Blois, a reçu ordre de

1. Discours du 26 novembre 1790.

2. « Il n'y a que des pervers qui puissent la désirer, il n'y a que des insensés qui puissent l'espérer. On massacrerait actuellement la moitié des Français, que l'autre serait encore libre. Trois millions de bras sont armés pour défendre la constitution dont les principes d'égalité et de justice sont fondés sur l'Evangile. La constitution s'établit sur les décombres féodaux ; la religion catholique sort triomphante des nuages qui obscurcissaient sa gloire. La religion et la constitution unies par des liens indissolubles, élèvent majestueusement la tête au milieu de l'empire, pour faire le bonheur des Français et mériter les hommages de l'univers. » Grégoire, *Légitimité du serment civique*, 1791.

3. Discours du 26 novembre 1790.

4. Un écrit de l'époque (*Discours sur l'instruction de l'assemblée nationale*, 1791) fait ressortir que les curés, vicaires, etc. ne pouvaient pas s'associer « par intérêt à la contre-révolution », puisque la Révolution avait amélioré leur sort. « Ils s'exposent même à périr de misère plutôt que de jurer. »

de son fondateur d'être soumise à toutes les puissances. Aussi la politique, les gouvernements, les constitutions sont pour elle une science étrangère. » Il est très peu question du roi dans les deux cents mandements publiés sur la constitution civile du clergé. L'archevêque d'Auch se défend presque de prononcer son nom dans une lettre pastorale, crainte qu'on ne l'accuse de ne pas « se renfermer dans les bornes de son ministère ¹. » L'archevêque de Paris veut-il indiquer quelques relations entre la religion et la politique, il le fait dans un langage d'une correction irréprochable. « Soyez citoyens, écrit-il à ses diocésains, mais soyez chrétiens, soyez catholiques. C'est au nom de votre liberté que nous vous en conjurons. Voulez-vous la conserver ? respectez, aimez la religion. La liberté ne prend point racine chez un peuple qui n'a ni foi ni morale ². »

N'oublions pas que les évêques ont déjà prêté et qu'ils offrent unanimement de renouveler le serment civique. Deux jours avant cette fameuse séance du 4 janvier 1791, où prélats et curés seront mis en demeure de jurer obéissance à la constitution civile du clergé, M. de Bonal, évêque de Clermont, tente un dernier effort et conjure l'Assemblée de réserver à l'Eglise ce qui est *essentiellement de l'autorité spirituelle*, promettant de jurer fidélité à *tout ce qui est de l'ordre politique* ³. Telle est la règle de con-

1. Collection ecclésiastique, IX, 97, 98 ; XIII, 133. — Le même évêque de Blois, M. de Thémynes, écrivait en 1790 à M. Adam, chanoine de sa cathédrale : « S'il y a eu des désirs et des vœux de contre-révolution, il est très démontré qu'il n'y a jamais eu de plan, si l'on prend ce mot dans le sens ordinaire. Il est beaucoup plus clair que l'aristocratie a fourni des victimes plutôt que des insurgents. Ainsi ce colosse, cette hydre, marchand tantôt à découvert et tantôt sous le voile, les conspirations annoncées de proche en proche, ne sont plus que des ornements nécessaires au succès des écrivains. »

2. Lettre pastorale du 7 février 1791.

3. Voici la formule de serment proposée par l'évêque de Clermont dans cette séance du 2 janvier 1791 : « Je jure de veiller avec soin sur

duite suivie universellement par les prélats et tracée par eux à leur clergé. M. de Sabran, évêque de Laon, prescrit, par exemple, à ses prêtres de « prêter le serment civique en ce qui concerne la constitution politique de l'Etat » ; ils devront excepter « tous les objets essentiellement de la puissance spirituelle ¹. » M. de Juigné, archevêque de Paris, écrit de Chambéry, le 7 février 1791 : « Nous avons prêté le serment civique l'année dernière. » M. de Boisgelin, dans sa lettre au roi du 1^{er} décembre 1790, pose ces deux principes : « 1^o que la religion ne doit point être mêlée aux discussions politiques ; 2^o que l'Eglise doit faire, dans la crainte d'une scission, tout ce qu'elle peut faire. » Quelques mois plus tard, écrivant aux électeurs des Bouches-du-Rhône, l'archevêque d'Aix leur dit : « Nous avons prêté deux fois le serment civique, nous le renouvelons encore dans toute son étendue..... Quand il s'agit des lois civiles, ce sont les législateurs qui décident souverainement », mais dans la partie ecclésiastique de la constitution, « il s'agit de la discipline de l'Eglise, des règles de la mission divine, des formes de constitution canonique ² » ; ces questions sont le domaine réservé à l'Eglise.

les fidèles dont la conduite m'a été ou me sera confiée par l'Eglise ; d'être fidèle à la nation et au roi, et de maintenir de tout mon pouvoir, *en tout ce qui est de l'ordre politique*, la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi, exceptant formellement *les objets qui dépendent essentiellement de l'autorité spirituelle*. »

1. Abbé Pécheur, *Annales du diocèse de Soissons*, t. VIII, p. 94.

2. Lettre de Boisgelin, du 22 février 1791. *Collection ecclésiastique* de Barruel, t. X, p. 340-364. — Lettre de Juigné, *ibid.*, t. IX, p. 47. — L'évêque de Béziers écrit le 14 janvier 1791 : « Je commence d'abord par protester hautement de ma soumission la plus parfaite à la puissance civile dans tout ce qui est de son ressort. Je crois que relativement aux objets temporels, elle est souveraine, indépendante, absolue, qu'au dessus d'elle il n'y a que Dieu seul. » *Collection ecclésiastique*, IX, 125. — L'évêque de Digne écrit (Aubert p. 111) : « J'ai prêté de bon cœur le serment civique. » — L'archevêque d'Auch écrit le 28 novembre 1790 : « Je professe hautement l'obligation d'être soumis à la puissance temporelle en tout ce qui est de sa compétence ; je donnerai, je l'espère, toujours

Cette prudence, cette correction irréprochable, que les évêques montrent dans leurs écrits, ils l'apportaient également dans leurs relations avec leur entourage et les autorités locales. Les histoires provinciales nous les représentent généralement pleins de réserve dans leurs appréciations, s'enfermant dans une discrétion absolue, lorsque pourtant les événements, les graves nouvelles apportées de Paris par chaque courrier, sembleraient provoquer des commentaires aigre-doux et même des récriminations, s'associant, au besoin, aux manifestations civiques, gardant enfin avec les magistrats improvisés et parfois mal appris que la nouvelle organisation venait de faire sortir des entrailles du peuple, cette urbanité et même cette bienveillance qui siéent à des évêques gentilshommes ¹.

IV

La singulière prudence de l'épiscopat, sa vigilance extrême à se renfermer dans les limites de ses attributions, à rendre, comme il le répète dans tous les mandements, à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu, contrastent avec l'intrusion inouïe de la Constituante dans le domaine ecclésiastique. Au fond, dans cette grave question de la constitution civile, ce n'est point l'Eglise qui fait de la politique, c'est l'Etat qui fait de la religion.

Il semble bien ressortir de toute l'histoire de la Révolution, que les démocraties n'aiment pas plus que les mo-

l'exemple de respecter l'ordre public. » L'évêque de Bayeux dit : « Je déclare que, quelque attaché que je sois aux droits de cette Eglise, pour la défense de laquelle je verserais mon sang, je n'en serai ni moins soumis aux lois du royaume, ni moins zélé pour ma patrie. » *Collection ecclésiastique*, III, 100.

1. Voir, par exemple, l'extrême prudence de Mgr d'Aviau, archevêque de Vienne, Lyonnet, op. cit., I, p. 280, 304-308, 322-329.

narchies la distinction du spirituel et du temporel que le christianisme a mis sa gloire à faire triompher dans le monde. Durant presque tout le cours de cette époque tourmentée, les maîtres qui se succèdent sur la scène politique, entendent bien gouverner tout l'homme. A la Constituante, les légistes trouvaient cette ingérence ecclésiastique dans leurs traditions. Les députés philosophes, sans vouloir revêtir la défroque des parlementaires, avaient appris de Rousseau que l'Etat peut imposer une sorte de religion civile. Ils ne manquèrent pas de s'inspirer de ces principes.

Les législateurs furent avertis du danger d'une telle usurpation. « L'expérience de tous les siècles et de tous les pays, leur disait M. de Bausset, démontre que rien n'est plus fatal au repos des sociétés que la réunion des pouvoirs qui doivent régir l'homme dans l'ordre de la religion et dans le rapport de leurs actes civils. » L'évêque d'Alais montrait le grand péril qu'il y a toujours à envahir le domaine de la conscience. « Que de malheurs, disait-il, on aurait épargné à cet empire, déjà déchiré par tant de haines et de passions, si l'on eût du moins respecté le seul asile où les hommes, affranchis de la domination de leurs semblables, recouvrent leur indépendance et leur liberté primitive, pour n'obéir qu'aux lois et à la voix de Dieu qui leur a transmis ses préceptes... La conscience résiste à toutes les contradictions qui changent si souvent les intentions humaines ; et ce n'est jamais sans produire les plus violentes convulsions, que l'on hasarde ces tristes combats de la force avec l'opinion, pour usurper des pouvoirs distincts et séparés, ou exercer des droits qu'il est aussi facile de concilier que dangereux de confondre.¹ »

1. « La religion catholique, ajoute M. de Bausset, destinée à devenir la religion du monde entier, ne devait point suivre les révolutions des empires, ni les caprices des passions humaines. C'est bien assez que les

L'évêque de Sisteron, M. de Bovet, venait confirmer l'argumentation de M. de Bausset. L'on a cru, disait-il, qu'on « commanderait aux opinions religieuses comme aux opinions politiques », et l'on est venu ajouter à « l'agitation, violente mais passagère, des esprits, les inquiétudes plus durables de la conscience ¹. »

Cette argumentation irritait les promoteurs de la constitution civile du clergé. Ils ne voulaient pas convenir qu'en la décrétant la Constituante eût mis la main à l'encensoir. « Mais montrez-nous donc, disait Grégoire, quel est le dogme qu'on attaque, quelle est la vérité qu'on ébranle, quel est le sacrement dont on prive les fidè-

hommes soient condamnés à subir dans toutes les relations sociales les effets des vices et des imperfections de cette prétendue sagesse humaine qui crée, détruit, élève, abat et rétablit, sous mille formes différentes, des institutions fragiles auxquelles chaque législateur attache toujours la trompeuse et magnifique promesse d'un bonheur durable. Il faut au moins qu'au milieu de tant d'agitations, les hommes puissent reposer leurs pensées et placer leurs espérances dans l'ordre immuable d'une religion invariable dans ses préceptes, uniforme dans son culte, constante dans sa discipline. Pourquoi ces idées simples et naturelles ne seraient-elles pas alliées avec toutes les expériences politiques, dont la France subit en ce moment le pénible et dangereux essai. » Mgr de Bausset, loc. cit. p. 13-17.

1. « Quelle main ennemie, dit l'évêque de Sisteron, est venue semer un nouveau sujet de discorde, et joindre à l'agitation, violente mais passagère, des esprits, les inquiétudes, moins actives mais plus durables, de la conscience ! Dans l'ordre politique, l'homme plie et se façonne sous le joug de la loi : sa religion est à lui. C'est la propriété de son cœur, et celle qu'il défendra avec plus de raideur et de persévérance contre l'autorité et la force. A-t-on cru que l'on changerait les opinions religieuses comme l'on commanderait aux opinions politiques ? N'était-ce pas assez d'avoir à ramener les unes, sans se créer le gratuit et périlleux embarras de subvertir et de contraindre les autres ? Que résultera-t-il de cette lutte si impolitiquement établie entre la religion et la loi, et, — osons le dire, puisqu'enfin il est notoire que la France est catholique, et qu'il n'est pas certain qu'elle veuille cesser de l'être, — entre la religion de la majorité et la loi qui ne devrait exprimer que son vœu, entre la croyance qui reste nationale et le culte devenu constitutionnel. Voyez déjà les peuples alarmés se demander à qui désormais, dans leurs besoins spirituels, ils pourront recourir. Voyez dans les assemblées électorales elles-mêmes le grand nombre de ceux qui s'éloignent et évitent de participer à des actes que leur foi condamne. » Lettre de M. l'évêque de Sisteron aux électeurs du département des Basses-Alpes, 14 mars 1791.

les, quelle est la vertu dont la pratique leur soit interdite ¹. » On sait que la question fut portée à la tribune. On entendit Grégoire protester solennellement que l'assemblée *n'avait pas voulu toucher*, Mirabeau, *qu'elle n'avait pas touché au spirituel*. Survenait alors l'évêque de Châlons-sur-Marne qui répondait avec vigueur : Vous prétendez qu'on n'a pas touché au spirituel, qu'on n'a pris que des « arrangements temporels. Mais quoi ! n'est-ce pas un dogme catholique que la nécessité de l'institution canonique ? N'est-ce donc pas un dogme catholique que la supériorité des évêques sur les ministres inférieurs ? N'est-ce donc pas un dogme catholique que le droit exclusif des premiers pasteurs à l'enseignement et à l'exercice de leur juridiction spirituelle ? N'est-ce pas un dogme catholique que la primauté exercée de droit divin par le successeur de saint Pierre, primauté qui n'est pas un vain nom, mais un vrai titre de surveillance et de gouvernement, qui ne le place ainsi au sommet de la hiérarchie, que pour en faire le suprême modérateur de l'Eglise universelle ². » L'évêque de Troyes, après avoir fait la même démonstration que l'évêque de Châlons, s'écriait : « C'est là ce qu'on appelle une *constitution civile*, qui ne porte aucune atteinte au gouvernement

1. *Légitimité du serment civique.*

2. L'évêque de Châlons ajoutait dans le même mandement : « Que fait cependant la nouvelle organisation du clergé ? Elle nomme de plein droit les vicaires de l'épiscopat. Elle transporte arbitrairement la juridiction spirituelle à ceux qui ne l'ont point, et l'ôte à ceux que l'Eglise en a déjà investis. Elle concentre l'autorité épiscopale et l'enseignement même dans une assemblée presbytérale. Elle dénature le régime ecclésiastique, en y transportant une forme républicaine, essentiellement opposée à son esprit de subordination et d'unité. Elle rend le souverain pontife, centre de l'unité et chef auguste de tous les pasteurs, étranger au gouvernement de l'Eglise, et déplaçant ainsi cette admirable distribution des différents degrés de l'ordre hiérarchique, elle crée un gouvernement tout nouveau, qui ne saurait même exister *civilement*, parce que tout corps où il n'y a ni inférieurs, ni supérieurs, porte avec lui le principe immuable de sa dissolution. »

spirituel de l'Eglise. Je crois avoir acquis, en vivant avec les hommes, des notions saines sur le langage humain. Je me demande si des législateurs ont le pouvoir d'annuler ou d'intervertir le sens des termes consacrés d'une langue vivante ¹. » N'importe. « Les dissidents, disait Mirabeau, appellent spirituel ce que l'assemblée appelle temporel. »

On avait beau torturer la langue et protester qu'on ne faisait que du civil ; la Constituante avait beau affirmer, dans son « Instruction aux Français », qu'elle avait voulu simplement « fixer les rapports extérieurs de l'Eglise avec l'ordre politique de l'Etat », elle avait mis la main à l'encensoir, comme le lui prouvaient avec une force accablante les adversaires de la constitution civile du clergé. Elle s'était érigée en concile, comme le lui reprochait d'Espréménil. Les différentes assemblées, les municipalités à leur exemple, prendront goût à ce rôle de « législateurs spirituels. » Nous voyons des curés empêchés de recevoir les encensements liturgiques, sous prétexte qu'un décret de la Constituante « proscrivait l'encens, si ce n'est à l'égard de la divinité. » La commune de Soissons interdira plus tard à l'évêque, même dans le temple, la crosse et la mitre comme signes de féodalité, la couleur violette, qui est la pourpre des Césars, l'anneau et le trône, distinctions anéanties sous le règne de la liberté. Prendra-t-il fantaisie à la Législative, le 6 avril 1792, de supprimer le costume religieux, aussitôt, l'évêque de la Vienne, Gay-Vernon, déposera sur le bureau sa croix pectorale, dont il fera hommage à la nation ; Fauchet, évêque du Calvados, quittera sa calotte, les autres leur rabat. Torné, évêque de la métropole du centre, traitera le costume religieux d'attentat contre « l'unité du contrat social et contre

1. Lettre de l'évêque de Troyes aux électeurs du département de l'Aube, 1791, 55 pages.

l'égalité. » En regardant ces « costumes vaguer dans nos villes et dans nos campagnes, qui ne croirait, dira-t-il, voir errer des ombres. »

La Constituante avait inauguré ces intrusions, et préparé au dessous du despotisme d'une assemblée souveraine des milliers de despotismes provinciaux, incarnés dans chaque municipalité. La loi du 14 décembre 1789, en faisant sortir du sol, sur toute la surface de la France, ces corps municipaux élus par tous les citoyens, avec leur *maire*, leur *procureur de la commune*, avec la mission vague et redoutable de maintenir l'ordre, sans qu'on ait eu soin de déterminer leurs responsabilités, avait suscité autant d'autorités locales, prêtes à faire de la politique ecclésiastique pour la paroisse comme la Constituante en faisait pour la France entière. Il faudra bien que les temples eux-mêmes redisent sur toute la surface du territoire les échos de l'assemblée nationale. Les documents de l'époque nous montrent les églises transformées en quelque sorte en mairies, et la prédication interrompue dans beaucoup d'endroits pour faire place aux publications profanes. Tous les prélats ne supportaient pas cette intrusion avec la tolérance que nous avons rencontrée chez l'évêque de Bayonne, M. de Villevieille. « J'apprends avec la plus vive douleur, écrit l'évêque de Senez à ses curés, qu'il est des paroisses de mon diocèse où on ne fait point l'instruction, sous le prétexte de la longueur des décrets multipliés de l'assemblée nationale qu'on nous présente à lire au prône. » Pourquoi ces lois ne seraient-elles point affichées, promulguées, comme l'étaient les édits et déclarations sous l'ancien régime? « Je crois fermement qu'une courte homélie sur l'Evangile est plus avantageuse au peuple que la lecture d'un décret de cinquante pages. Vous dirai-je, Messieurs, qu'on assimile votre sublime ministère à celui des crieurs publics, que nos églises sont devenues des

maisons de ville, et que le lieu saint et l'assemblée des fideles n'est plus distingué d'une assemblée municipale. Le législateur des chrétiens chasse les vendeurs du temple pour en faire un lieu d'adoration, de paix et de recueillement : nous chassons de ses tabernacles un Dieu de douceur, pour mettre à sa place nos trafics, nos dissensions et nos troubles ¹. » On devine combien d'heures, dans ces réunions paroissiales, devaient être absorbées par la lecture des milliers de décrets élaborés par la Constituante. La bonne volonté des curés était mise à une rude épreuve par de pareilles exigences. N'avait-on pas voulu les forcer, dans le diocèse du Mans et ailleurs, à annoncer au prône la vente des biens ecclésiastiques. Les administrateurs de la Haute-Marne ne s'étaient-ils point avisés de faire porter en chaire leurs accusations contre M. de La Luzerne, leur évêque ? Le prélat s'indigne d'une pareille prétention. « Etait-il nécessaire, leur écrit-il, était-il convenable de faire retentir les voûtes de nos temples, d'inculpations contre le premier pasteur du diocèse et

1. L'évêque de Senec ne se dissimule pas, mais ne craint pas, le danger qu'il peut y avoir pour lui à tenir ce langage. Il dit à ses curés : « Si quelqu'un de vous craignait de se compromettre dans ces malheureux temps, je lui dirais, avec le grand apôtre, que nous n'avons point reçu dans notre ordination un esprit de timidité, mais un esprit de courage, que la fermeté sacerdotale, consiste à refuser ce qu'on nous demande contre les règles », mais avec « sagesse, prudence, douceur. » Il ne voudrait du reste exposer aucun de ses prêtres à la persécution et il ne donne pas d'ordre. « Pour moi qui ne regarde pas ma vie plus précieuse que mon âme, ajoute-t-il, je m'y dévoue comme votre chef, et je ne cesserai de réclamer contre ces publications inusitées, attentatoires à la majesté du culte et à la liberté de l'enseignement. J'emprunterai les paroles d'un magistrat religieux à l'assemblée nationale : Le courage n'est pas dans un homme public moins nécessaire que la prudence. Le salut du peuple est une suprême loi. » Lettre de M. l'évêque de Senec (Roux de Bonneval) aux curés de son diocèse, 19 avril 1790. — Nous trouvons les mêmes plaintes formulées par d'autres évêques. « La politique, dit l'évêque de Bayeux, remplaçant l'Evangile dans nos chaires, on y voit des pasteurs oublier la sainte gravité de leur ministère, et n'entretenir le peuple affamé de la parole de Dieu, que des affaires du temps. » *Collection ecclésiastique*, III, 1-7, 93.

tout son presbytère ? Fallait-il donner à tant de vertueux pasteurs la douleur d'être les organes d'imputations odieuses contre un chef qu'ils chérissent, de le dénoncer comme un prévaricateur, un réfractaire aux lois, un rebelle à l'autorité, dans le moment où ils font pour lui des prières spéciales ¹ ? »

La Constituante avait donné le signal de ces folies. Dans son impatience de faire tressaillir le peuple de France, d'annoncer à toute créature les destinées nouvelles dont l'heure avait enfin sonné pour la patrie, elle saisisait tous les moyens de se faire entendre ; et quel admirable porte-voix que les cinquante mille chaires répandues sur la surface du territoire. Le pouvoir civil s'avisait parfois de donner un titre ecclésiastique à ses missives. La Constituante appela « Instruction de l'assemblée nationale » son apologie de la constitution civile du clergé. Ce mandement civil, rédigé par un Père, un Monseigneur laïque du comité ecclésiastique, devait être lu solennellement par les curés dans toutes les églises du royaume. C'est donc l'Etat qui faisait irruption dans la religion, et non la religion dans la politique. Nous venons de voir l'assemblée nationale, plus exigeante que l'ancienne royauté, envahir de ses décrets jusqu'à la chaire chrétienne, et faire en quelque sorte de la puissance spirituelle une annexe, une servante de la puissance civile, tandis que les évêques évitent avec un soin extrême de mêler à leur résistance des préoccupations humaines.

1. Lettre de Mgr de La Luzerne aux administrateurs de la Haute-Marne, 20 décembre 1790. *Œuvres*, VI, 427-466. La Luzerne dit dans cette lettre que l'assemblée nationale, après avoir ordonné que ses décrets sanctionnés par le roi seraient publiés au prône, avait rapporté depuis cette disposition (ibid. p. 463, 464).

V

Mais, dira-t-on, n'agirent-ils point, moins par conviction que par honneur ? L'un d'eux, et des plus considérables, Dillon, archevêque de Narbonne, n'a-t-il point prononcé cette parole rapportée par La Fayette : « Nous nous sommes conduits, à l'époque de 1791, en vrais gentilshommes, car, de la plupart d'entre nous, on ne peut pas dire que ce fût religion ¹. »

Rien de plus gratuit qu'une pareille affirmation. Certes, nous ne prétendons pas que les répugnances du gentilhomme n'aient point fortifié les scrupules de l'évêque dans la résistance à la constitution civile du clergé. Evidemment l'aristocratie nobiliaire, à laquelle appartenait presque tout l'épiscopat, n'était pas plus favorable à la nouvelle organisation religieuse qu'à la nouvelle organisation politique. Elle dut même trouver dans les nouveaux décrets un excellent terrain d'opposition. Comme le faisait observer M. de Bausset, « toutes les haines et toutes les passions qui divisent la nature », devaient « se rallier au sentiment toujours si vif et si inflammable des opinions religieuses. » Les prélats rencontraient donc dans ce que nous pourrions appeler leur milieu, dans les influences de parenté ou de caste, un nouvel encouragement à la résistance. Mais est-ce à dire qu'ils n'aient agi ici que comme gentilshommes et non comme évêques. Leur qualité de gentilhomme ne les avait point empêchés de prêter serment à la constitution politique, qui ruinait le pouvoir royal. Si à ce moment, où il était question de politique, les devoirs de l'évêque et du citoyen ont fait taire les scrupules du gentilhomme, pourquoi dans la constitu-

1. *Mémoires de La Fayette*, 1837, 4 vol. in-8°, t. III, p. 58.

tion civile du clergé, où il s'agit de religion, le gentilhomme dicterait-il sa ligne de conduite à l'évêque ? Le mot honneur, cette poésie du devoir, revient souvent dans la bouche et sous la plume de ces nobles prélats ; mais il est toujours associé à la religion. « Il fallait, disait le cardinal de Bernis, trahir mes anciens serments, en prononçant, sans restriction, celui qu'on exigeait de moi. *La religion et l'honneur* me le défendaient également¹. » On le voit, l'honneur peut aider la religion, mais ne la remplace pas. On n'a pas besoin d'appeler le gentilhomme au secours de l'évêque. Et où serait l'honneur pour un prélat doublé d'un gentilhomme, à prendre le masque de la religion pour servir son roi. Dans la conjoncture où la constitution civile du clergé venait de placer les évêques, on peut même se demander de quelle utilité leur résistance aux décrets pouvait être pour Louis XVI qui les avait sanctionnés. En 1791, le roi occupait encore le trône. Était-ce un moyen de servir sa cause que de mettre le pays en feu par une déclaration de guerre religieuse, et de passer ensuite la frontière ? Pourquoi ne pas admettre que la différence d'attitude des évêques à l'égard de la constitution politique et de la nouvelle constitution du clergé, venait d'un *non possumus* de la conscience. On est bien forcé de convenir que la masse des curés réfractaires agit par conviction religieuse et non par politique. Pourquoi refuserait-on à des évêques de s'être inspirés des mêmes motifs ?

Burke eut occasion, dans une lettre à l'archevêque d'Aix, d'exprimer l'admiration que lui causait la conduite de l'épiscopat français. Lui aussi parla d'honneur, mais voici comment il le comprenait dans la circonstance présente. « Il n'est, dit-il, qu'une seule espèce d'honneur

1. *Le cardinal de Bernis*, p. 496. — Une lettre de Pie VI loue la prudence, l'intégrité, la foi, de Bernis : *Prudentia, integritate, fide*.

et de vertu dans le monde ; elle consiste à sacrifier toute autre considération au sentiment du devoir, de la droiture et de la piété ; c'est ce qu'à fait le clergé de France ¹. » M. de Boisgelin remercia Burke de cet hommage, et dégagea avec force les motifs qui avaient inspiré la conduite de l'Eglise gallicane. « Le clergé de France, disait-il, a fait sentir ce que c'était que la persuasion sans fanatisme, le courage sans excès, et la résistance sans trouble et sans insurrection. Nous avons éprouvé toutes les pertes, nous avons supporté toutes les rigueurs et nous sommes restés tranquilles, fermes, parce que rien n'est plus inébranlable que la probité qui s'appuie sur la religion. Voilà ce qu'on ne sait point juger dans le monde. On croit que l'honneur est le seul sentiment qui dirige les hommes de tous les états dans l'accomplissement des devoirs les plus sacrés. A Dieu ne plaise que je veuille affaiblir ce noble instinct qui supplée à la raison, qui rallie les guerriers dans le jour du combat, et qui peut animer aussi l'amour du bien public, quand il ne l'égare pas au delà de son objet ; mais vous avez mieux défini ce simple et vrai sentiment qui consiste dans l'impression habituelle du devoir, de la droiture et de la piété ². » On voit avec quel soin Boisgelin tient à établir que ses collègues ont agi par conviction, par foi, par piété, et non par un simple point d'honneur.

1. « Je n'examinerai pas scrupuleusement, écrivait Burke, les raisons pour lesquelles des hommes comme vous ont cru devoir tout supporter. Tout ce que je vois, je suis forcé de l'admirer ; le reste est hors de ma portée... Ce que je puis apercevoir distinctement, parce que les évêques de France l'ont prouvé par leur exemple, c'est qu'ils ont fait sentir à tous les ordres et à toutes les classes des citoyens les avantages que la religion même peut retirer de l'alliance de sa dignité propre avec le caractère que donne une naissance illustre et le sentiment naturel de l'honneur. »

2. Lettre de Burke à Mgr l'archevêque d'Aix, juillet 1791. — Réponse de Boisgelin, 7 août 1791. Theiner, op. cit. t. I, p. 331-336.

En supposant donc que le propos attribué par La Fayette à l'archevêque de Narbonne ait été tenu, il n'était guère que l'écho des sentiments de Dillon lui-même, lequel, nous l'avons vu, était une exception dans l'épiscopat français. Il est même bien douteux que ce prélat n'ait point fait de son refus une question de doctrine. Il écrivait à Louis XVI, le 22 septembre 1790 : « Mon honneur et *ma conscience* ne peuvent se plier au joug des irrégularités sans nombre dont fourmillent les décrets de l'Assemblée nationale relatifs à la nouvelle constitution du clergé. On veut, sire, introduire le presbytérianisme en France. » Trois mois plus tard, il disait au cardinal de Bernis : « J'ai eu l'avantage d'être instruit de bonne heure par des exemples domestiques de ce qu'on doit à Dieu et de ce qu'on doit au roi, et j'espère qu'avec la grâce de Dieu je mourrai fidèle à ce double devoir. Je ne me dissimule aucune des suites fâcheuses que peut avoir pour moi la ferme résolution où je suis de ne trahir ni l'un ni l'autre ¹. »

Quoi qu'il en soit de Dillon, ce n'est point dans les appréciations de ce prélat suspect de juger des autres par lui-même, c'est dans les écrits, les manifestations multiples de la généralité de l'épiscopat, qu'il faut chercher le fond de sa pensée et le secret des mobiles qui inspirèrent sa conduite. Or partout nous trouvons la preuve que les évêques agirent ici, non en politiques, en hommes de parti, mais en théologiens, en docteurs, en hommes de foi. Il y a même dans leurs publications de cette époque un élan, une vibration, nous allions dire une passion religieuse, qui trahit une conviction sincère.

Qu'on ouvre au hasard les écrits sans nombre publiés contre la constitution civile : on trouvera dans les manifestations épiscopales un accent qui ne trompe pas. Qu'on relise, par exemple, le document le plus important publié

1. Theiner, op. cit. I, 296, 310-312.

à ce sujet, *l'Exposition des principes sur la constitution civile du clergé*, rédigée par Boisgelin et signée par trente prélats députés à la Constituante ; qu'on parcourt les mandements lancés par les évêques de la province (ils nous ont été conservés par centaines¹) : partout nous voyons invoquer les Pères, les conciles, la tradition constante et l'organisation de l'Eglise, c'est-à-dire des raisons doctrinales, pour repousser les décrets de la Constituante. Cicé lui-même, archevêque de Bordeaux, qui avait eu la faiblesse, comme garde des sceaux, de concourir à la sanction et à la promulgation de la constitution civile du clergé, ne tarde pas à le regretter et parle ici comme ses collègues². « Croyez, dit-il aux administrateurs du département de la Gironde, qu'il faut que je sois bien convaincu de la vérité de mes principes et de leur nécessité pour le maintien de la religion, pour en faire la règle de ma conduite. Mais, Messieurs, vous savez combien est impérieuse la voix de la conscience et du devoir. »

Avec quelle énergie les évêques formulent ici leurs convictions et leurs résolutions ! « Je proteste ne suivre que ma conscience et les règles de la foi », s'écrie l'évêque de Soissons, et alors M. de Bourdeilles donne à l'expression de sa pensée un ton, un accent qui ne trompent pas³. La Broue de Vareilles, évêque de Gap, signe-

1. *L'Exposition* de Boisgelin est du 30 octobre 1790. — *La Collection ecclésiastique* de l'abbé Barruel, 14 vol. in-8°, 1791 et suiv., renferme cent cinquante publications épiscopales relatives à la constitution civile du clergé et elle n'est pas complète.

2. « Je ne puis, dit Cicé, prêter le serment exigé sans reconnaître que le pouvoir civil s'étend sur des objets spirituels, sur le gouvernement de l'Eglise et sa discipline générale, et a droit d'y statuer sans l'intervention de l'autorité ecclésiastique. Or c'est ce que les principes dans lesquels j'ai été élevé, et que j'ai toujours professés, ne me permettent pas de reconnaître. » *Recueil des mandements des archevêques de Bordeaux*, 1848, t. I, p. 561.

3. « Etabli par J.-C. juge de la doctrine, envoyé vers vous pour publier, au péril même de ma vie, toute vérité nécessaire à votre instruction, écrit M. de Bourdeilles, j'ai délivré mon âme, j'ai rempli un ministè-

rait sa lettre pastorale de son sang, « de ce même sang que je serais prêt, dit-il, à verser pour la défense des vérités que je professe et pour le salut de mon peuple. » L'archevêque de Vienne, M. d'Aviau, écrit à M. de Boisgelin : Ces principes ont été ceux de toute ma vie. Je les conserverai, Dieu aidant, jusqu'au moment de ma mort, tout mon sang est prêt à couler pour les défendre. « Un prélat à qui il fut donné de verser, en effet, son sang pour sa foi, l'archevêque d'Arles, fit cette déclaration solennelle : « Tant qu'on n'a attaqué que les dehors de la place, nous avons fait toutes les concessions que nous pouvions accorder, mais maintenant que l'on attaque le dedans, et qu'on veut faire entrer le schisme et l'hérésie dans l'intérieur de l'Eglise, il ne nous reste plus qu'à mourir sur la brèche. »

Telle était chez les prélats la conviction de n'avoir agi que par devoir dans les intérêts de la foi, et avec une très grande modération, que l'évêque de Troyes, M. de Barral, croyait pouvoir s'écrier, au nom de tout l'épiscopat, avec une tranquille et chrétienne assurance : « Etant hommes, nous sommes coupables devant Dieu, mais nous sommes innocents devant vous ¹. »

re indispensable. Vingt-cinq ans se sont écoulés depuis que, par la permission de la Providence, j'ai été placé sur le siège de cette ville, berceau de la monarchie française. La doctrine que vous avez entendue est en tout point conforme à la profession de foi que j'ai jurée au jour de ma consécration, que j'ai renouvelée au moment où, contractant un alliance spirituelle avec l'Eglise de ce diocèse, je me suis lié à vous pour la vie et pour la mort. Vous surtout, citoyens de Soissons, vous, mes enfants, car, la plupart je vous ai engendrés et confirmés dans la foi, vous en avez été témoins au jour de mon installation solennelle. Depuis cette époque où Dieu m'a donné à un peuple bon et sensible, chaque heure a resserré davantage les liens de notre affection mutuelle. Retiré des portes de la mort, n'aurais-je été rendu à vos vœux que pour déshonorer le reste d'une vie languissante et souiller votre église par une regrettable faiblesse. »

1. *Collection ecclésiastique*, X, 342, 591 ; XII, 30. — Gautier, op. cit. 260-264. — Fleury, *Le département de l'Aisne pendant la Révolution*, t. I, p. 148. — Lyonnet, op. cit. I, p. 316.

CHAPITRE TROISIÈME

Lutte suprême de l'Eglise gallicane pour le pape

I. Le pape était l'enjeu de la lutte. — Les meneurs présentent le pape comme un simple évêque et somment l'épiscopat de reprendre son indépendance. — Tout à l'Eglise primitive. — Erreur de vouloir ramener à l'enfance une constitution d'homme fait, une Eglise centralisée. — II. Combat des évêques pour l'unité. — Dans la lutte, leur cœur s'enflamme pour Rome qui n'a jamais été à pareille fête. — Ils combattent pour le pape, en quelque sorte sans le pape. — Ils s'étonnent et s'impatientent de son silence. — III. Cependant l'épiscopat reste gallican et fidèle à la déclaration de 1682. — Il dit les libertés gallicanes compatibles avec son attachement profond à l'unité. — Fleury souvent cité. — Bossuet ressuscite pour mener le combat. — Constants emprunts à ses formules, à sa langue souveraine. — Il a la gloire, après cent ans, d'être pour la seconde fois le rempart de l'unité. — La Sorbonne s'associera à ses efforts. — Mais l'épiscopat a beau rester dans la tradition française, cette lutte suprême pour le pape, les mesures prises par l'assemblée contre les évêques, vont porter au gallicanisme une profonde blessure.

I

Nous venons de montrer que l'épiscopat, dans la question de la constitution civile du clergé, obéit à des convictions religieuses, non à des raisons politiques. Au fond, la grande préoccupation de l'Eglise gallicane dans cette affaire ne fut pas le roi, mais le pape. Ce qui était en jeu, c'était sa communion avec Rome, c'était de savoir si elle resterait catholique. Dès lors, les droits du pape dominaient tous les autres problèmes soulevés par les décrets. Dans ce débat, partisans et adversaires du souverain pontife font assaut d'érudition. On discute les Pères, les conciles, les décrétales. L'antiquité ecclésiastique, l'histoire nationale sont mises à contribution. C'est à qui apportera plus d'autorités pour établir sa thèse.

Les promoteurs de la constitution civile ne cachent point leur hostilité contre Rome. « Qu'est-ce que le pape? s'écrie Camus: un évêque ministre de Jésus-Christ comme les autres..., dont les fonctions sont circonscrites dans le diocèse de Rome. » Il est, en outre, le « centre de l'unité. » Il tient de saint Pierre une « mission spéciale de surveillance et d'exhortation, mais il y a loin de là à une juridiction proprement dite. » Si vous objectez que le souverain pontife est en possession d'exercer sa juridiction sur toute l'Eglise, Camus répond qu'il n'en a pas été toujours ainsi, qu'on sait l'origine de la révolution qui s'est opérée sur ce point dans la discipline, que les fausses décrétales ont été le grand levier de l'autorité absolue usurpée par les papes. L'abbé Grégoire vient à la rescousse de l'avocat janséniste. « Que demanderait au pape, dit-il, le nouvel évêque? Le territoire? Il le tient de la nation. Le pouvoir? Il le tient de son ordination, il n'est pas le délégué du pape. L'institution canonique? » Mais dans l'ancien droit, elle n'était qu'une déclaration constatant la validité des titres du postulant ¹. D'Espréménil, fatigué un jour d'entendre Lanjuinais parler à la tribune de l'évêque de Rome, l'interrompt pour lui dire : « L'évêque de Rome est pour des catholiques le souverain pontife. » Au fond, la Constituante, la démocratie, venaient soulever encore une fois, à la fin du XVIII^e siècle, l'éternelle querelle des investitures.

Les défenseurs de la constitution civile cherchaient à mettre en contradiction les évêques de 1791 avec leurs prédécesseurs du XVII^e siècle et de tous les siècles. Ils montraient l'épiscopat français prenant parti pour Philippe le Bel contre Boniface VIII, se faisant aux conciles de Bâle et de Constance, le grand promoteur des restrictions de la

1. Grégoire, *Légitimité du serment civique*. — Camus, discours des 31 mai et 27 novembre 1790.

puissance papale, tenant toujours haut et ferme le drapeau des libertés gallicanes. L'assemblée de 1682 était rappelée avec complaisance. En 1682, disait Durand de Maillane, les évêques « rabaissaient le pape pour s'élever eux-mêmes, et maintenant ils appellent le pape à leur secours pour ne pas descendre. » Alors « il s'agissait de nos évêques et du roi contre le pape », aujourd'hui « il s'agit du pape et d'eux contre la nation. » Ils inondent les provinces de cent mille exemplaires du bref pontifical du 13 avril ¹. Au lieu de combattre ainsi pour une puissance étrangère, ne devraient ils point profiter de la circonstance qui s'offre à eux de secouer le joug de Rome, et de reprendre en face du pape la situation qu'avaient les apôtres en face de saint Pierre. « Il est temps, disait Camus, que l'Eglise de France, toujours jalouse de ses libertés, mais pas toujours assez forte pour les maintenir, soit délivrée de cette servitude. »

Certes, nous ne prétendons pas que le fonctionnement de l'Eglise catholique au XVIII^e siècle rappelât en tout point l'Eglise des premiers siècles. Il y avait eu dans la discipline ecclésiastique la même évolution que saint Vincent de Lérins signalait dans le dogme. Mais les réformateurs oubliaient qu'il fallait tenir compte de cette évolution même ; que briser, en un moment, un organisme formé par les âges, c'est exposer à tuer le corps qu'il anime ; qu'on ne peut ramener à l'enfance une constitution d'homme fait ; que vouloir refondre l'Eglise du XVIII^e siècle sur le modèle de l'Eglise primitive, était aussi absurde que de faire reculer la France de la Révolution et de Louis XIV à la France mérovingienne ou féodale ; qu'une large décentralisation toujours possible et nécessaire au moment où une puissance nouvelle et faible multiplie ses foyers d'action et d'initiative pour conquérir le

1. Durand de Maillane, *Histoire apologétique du comité ecclésiastique*, p. 7, 49, 155, 229, 230, 300, 332.

monde, pourrait amener une dislocation par la détente précipitée et excessive des ressorts que les siècles ont rapprochés, resserrés, et, en quelque sorte, soudés les uns aux autres. C'est pour avoir oublié cette vérité que les partisans de la constitution civile, poussant au retour à l'Eglise primitive, avec un zèle sincère chez plusieurs, croyons-nous, mais aveugle, conduisaient la France à un véritable schisme par la suppression du pape.

II

Mais en face d'eux se leva l'universalité de l'épiscopat. Les orateurs du comité, en rappelant les prélats aux souvenirs de 1682, oubliaient que les temps étaient bien changés. Ces évêques, qu'on provoque à une lutte à la Louis XIV, se sont vu enlever leurs privilèges politiques, leurs biens, leur prépondérance religieuse. Le sol même qui les porte tremble sous leurs pas. Sur les ruines de la royauté, qui les a si longtemps fascinés et qui les comblait, s'élève précisément la démocratie qui leur a infligé tant de désastres et qui, oubliant déjà le mal qu'elle leur a fait, vient maintenant les convier à une ligue commune contre le pape. Encore s'il s'agissait des libertés gallicanes, des principes de 1682. Mais c'est l'unité catholique qui est en jeu. Ne nous étonnons pas de leur décision, ni de leur résistance.

Dans l'ardeur du combat, on échangera quelques injures. Camus, l'ancien avocat du clergé, payé par le clergé, avait eu le tort d'accuser d'ignorance, presque de lâcheté, les prélats qui n'étaient pas de son avis. C'est lui d'ailleurs qui avait été l'inspirateur des décrets les plus subversifs, proposés par le comité ecclésiastique. Son rôle, son ton agressif, exaspéraient la droite. Maury laissa éclater à

la tribune le mépris qu'elle professait pour cet ancien « avocat du clergé. » L'évêque de Troyes, M. de Barral, releva vertement, dans un écrit, les insinuations de l'orateur janséniste. « Homme juste et dur, lui dit-il, vous eûtes jadis mon estime. Pourquoi ne pas laisser à d'autres bouches le rôle trop facile d'accuser d'ignorance l'opprimé dont on étouffait la voix, et de lâcheté le client généreux dont, par pudeur, vous devriez aujourd'hui respecter l'infortune ¹. »

Mais il ne s'agissait point de s'attarder aux invectives. Il fallait des raisons, et nous devons cette justice aux évêques que leur polémique est d'une sérénité admirable. Ils répondent à leurs adversaires en invoquant la tradition. Puisque le pape est surtout attaqué, c'est le pape qui bénéficie surtout de cette manifestation imposante de toute l'Eglise gallicane. Ah ! les meneurs obtinrent un résultat tout opposé à celui qu'ils cherchaient. Ils voulaient diminuer, annuler le pape, et ils provoquent de la part de tous les évêques des protestations d'obéissance, de soumission, d'amour, d'union indissoluble, qui vont resserrer encore les liens de la France avec Rome. Qu'on lise, comme nous l'avons fait, les deux cents mandements parus à cette époque, on retrouvera partout la même profession de foi, le même chant sur l'Eglise romaine. Les prélats font assaut de zèle et de science. Ils parcourent à plaisir tout le champ de la tradition, recueillent les témoignages des siècles, réchauffent leur esprit et leur cœur au contact des Pères, des docteurs, des orateurs, qui ont le mieux parlé de la chaire romaine, et

1. L'archevêque d'Embrun est encore plus vif contre Camus. « Le sieur Camus, dit-il, qui, après avoir vendu sa plume au clergé pour défendre ses droits, l'a prostituée ensuite pour détruire la religion ; l'avocat Camus, dans cette misérable instruction (instruction de l'assemblée nationale), qui a porté sa honte dans les départements et la profanation dans nos temples, etc. » *Collection ecclésiastique*, X, 564 ; XI, 346.

alors ils écrivent des pages souvent enflammées d'enthousiasme et d'amour pour le souverain pontife. Ces mandements, reproduits à profusion, envoyés coup sur coup dans les diocèses peu habitués à ce chaleureux langage, portent dans toutes les églises, dans toutes les paroisses, enfoncent dans tous les cœurs, le nom béni du Père commun des fidèles. Ah ! on peut dire que depuis des siècles, en France, le pape ne s'était point trouvé à pareille fête. Dans aucun temps, dans aucun pays, nous ne trouverions un recueil de ce genre.

Et, remarquons-le, les évêques, dans leur dévouement au pape, combattent ici pour lui, en quelque sorte sans lui. Ils suivent d'ailleurs l'ordre tracé par Bossuet : « La règle est que les évêques prononcent et qu'ensuite ils fassent à Pierre le rapport de leur jugement. » Les brefs de Pie VI ne parurent qu'en mars et avril 1791, c'est-à-dire quand la bataille était depuis longtemps engagée et presque gagnée. L'Exposition des principes, signée par les évêques de l'Assemblée et qui obtint plus de cent quarante adhésions épiscopales, était due à l'initiative de l'Eglise de France. Rien n'arrive de Rome, si ce n'est quelques brefs particuliers d'importance secondaire. Au 30 octobre 1790, l'archevêque d'Embrun écrit au cardinal de Bernis qu'on attend toujours la parole du Saint-Père. Les évêques de l'Assemblée, dit-il, ont protesté, ceux du dehors le feront avec toute l'énergie que les circonstances exigent. Ils se sont tus jusqu'à présent par égard pour le Saint-Siège. Ils savent que Sa Majesté a consulté le souverain pontife, et ils attendent sa décision avec cette soumission filiale dont le clergé de France ne s'est jamais départi. » L'archevêque d'Embrun paraît craindre les « ménagements qu'on n'aura pas manqué d'inspirer à la cour de Rome¹. » L'épiscopat semble donc s'étonner du

1. Si par des ménagements qu'on n'aura pas manqué d'inspirer à la

silence de la papauté. Les évêques, qui ont pris le devant dans la condamnation de la constitution civile du clergé, ne voient pas venir le document pontifical qui confirme leur conduite et leur doctrine. Cependant l'assemblée nationale poursuit sa marche et précipite les coups. Le décret du 27 novembre 1790 vient de prescrire à tout le clergé de France le serment à la constitution civile du clergé sous peine de démission : et rien n'arrive de Rome. Le 22 janvier 1791, l'archevêque de Besançon, le vénérable M. de Durfort, avoue son impatience et sa déception ¹.

Pendant que le pape se tait, l'épiscopat gallican est sur la brèche pour venger sa querelle. C'est de lui-même, avec ses propres forces et ses convictions catholiques, qu'il livre en pleine assemblée nationale l'héroïque combat du 4 janvier 1791, que dans les provinces, en janvier, en février, en mars, il défend le terrain pied à pied contre les intrus qui veulent s'emparer de ses sièges.

cour de Rome, le saint Père, par quelque adoucissement, laissait subsister en tout ou en partie le régime actuel. Je ne sais plus de ressource, et la religion est exilée à jamais de l'empire français. Si au contraire le souverain pontife décide que cette malheureuse constitution n'est point admissible en principe, qu'elle est contraire à l'ordre établi par Jésus-Christ, le courage renaîtra. » *Lettre de l'archevêque d'Embrun*. Theiner, op. cit. I, 297-298.

1. « J'avais espéré que le courrier de Paris nous aurait annoncé, ce matin, l'arrivée d'une réponse du chef de l'Eglise, après laquelle soupire l'Eglise gallicane, pour pouvoir lever tous les doutes qui ont empêché, jusqu'à ce moment, les évêques de France de concourir à l'exécution de la constitution prétendue civile du clergé. Frustré de cette douce espérance, je ne puis assez vous témoigner mes regrets de me trouver dans l'impuissance de prendre sur moi toutes les suites qui pourraient résulter de l'émission d'un serment en matière qui intéresse l'autorité de juridiction spirituelle de notre saint Père le Pape sur toute l'Eglise, avant d'avoir reçu sa réponse, déjà provoquée par le roi, à la sollicitation des évêques députés à l'assemblée nationale. » Sauzay, op. cit., I, 314-315. — L'évêque du Puy dit des brefs du pape : « Nous les attendions avec une vive et sainte impatience. » *Coll. eccl.*, XII, 79.

III

Et que dit-il ? Rappelons son langage à certains écrivains de notre époque, qui croient parfois édifiant et spirituel d'exécuter sommairement cet épiscopat en disant qu'il était gallican. Que disent du pape ces gallicans ? Oh ! ils ne renient point les maximes de leurs prédécesseurs. Ils protestent de leur attachement aux libertés gallicanes, à la déclaration de 1682. Le cardinal de Bernis écrit à Montmorin le 25 août 1789 : « Je pense sur cet objet comme Bossuet lui-même. Le séjour de vingt ans à Rome ne m'a pas rendu ultramontain. Je suis français jusques au fond du cœur. » Plusieurs évêques tiennent à attester qu'ils ne font point « résider dans le pape seul l'infaillibilité promise à l'Eglise ¹. » L'évêque de Léon, M. de La Marche, fait observer que, si chaque évêque lance isolément un mandement portant acceptation des brefs pontificaux, c'est que les circonstances ne permettent point à l'épiscopat de se concerter pour une manifestation générale.

1. L'évêque de Sisteron dit des libertés gallicanes : « Nous les respectons, nous y tenons, et nous en transmettrons à nos successeurs le dépôt intact et pur, tel que nous l'avons reçu de nos pères. » — L'évêque de Toulon, Elleon de Castellane écrit de son côté : « Ne croyez pas qu'abandonnant les maximes de l'Eglise de France, comme on prétend nous en accuser, nous fassions résider dans le pape seul l'infaillibilité que Jésus-Christ a promise à son Eglise. Non, nous la reconnaissons, avec toute la tradition, dans le consentement commun des pasteurs unis à leur chef. Mais nous dirons avec le grand Bossuet que ce consentement, de quelque manière qu'il se manifeste, soit dans les conciles, soit hors des conciles, a toujours le même poids et le même degré d'autorité. » Cf. *Collection ecclésiastique*, XIII, 145, 175. — L'évêque de Tulle dit du pape : Sa décision *consentie par les évêques de France* fera ma règle. Je ne dois ni ne puis prévenir le jugement de l'Eglise de Rome, la mère et la maîtresse des autres, le centre de l'unité catholique, hors de laquelle il n'y a point de salut. » Poulbrière, op. cit. p. 332.

Au besoin, on ferait quelque accroc aux vieux usages. « Je n'entends pas, dit l'évêque de Carcassonne, M. de Vintimille, qu'on répugne à des principes ultramontains, quand tous sont violés et perdus et qu'enfin le feu est à la maison ¹. » Cependant, en général, les évêques tiennent d'autant plus à affirmer les traditions de l'Eglise de France que leurs adversaires leur reprochent plus amèrement de les abandonner. Les prélats de l'assemblée écrivent au pape qu'ils forment avec lui « l'unité de l'épiscopat. » Ils n'ont point de peine à prouver que la déclaration de 1682 n'a rien à voir dans la question présente. Ils affirment que l'unité catholique peut très bien s'allier avec les libertés gallicanes. Ils disent solennellement dans leur lettre collective au pape : « Nous tenons cette foi de nos pères : la primauté des successeurs de saint Pierre, qui n'est pas un vain nom, un simple titre d'honneur, lui donne dans l'Eglise universelle, et dans chaque Eglise, une véritable et réelle juridiction. *L'Eglise gallicane est, sans doute, zélée pour ses libertés ;* mais ces libertés mêmes s'accordent avec cette prééminence du Saint-Siège, que nulle Eglise n'a plus respectée que celle de France. » Empruntant alors le magnifique langage de Bossuet, qu'ils appellent le « sublime interprète de nos libertés », ils vantent « cette chaire romaine célébrée par les Pères, où ils ont exalté comme à l'envi la primauté de la chaire apostolique, la source de l'unité, et dans la place de Pierre l'éminent degré de la chaire sacerdotale, l'Eglise mère qui tient en sa main la conduite de toutes les autres Eglises, le chef de l'épiscopat, d'où part le rayon du gouvernement, la chaire principale, la chaire unique, en laquelle nous gardons l'unité ². » Les évêques

1. Monerie de Cabrens. loc. cit. p. 30.

2. Lettre des évêques au pape, 3 mai 1791, p. 39-40. — Même profession de foi dans l'Exposition des principes. « Depuis deux siècles, en

ne se lassent pas de redire que ces prérogatives du Saint-Siège sont essentielles à l'unité. Dans la séance du 2 juin 1790, malgré la résolution de l'épiscopat de ne point prendre part à la discussion, l'évêque de Clermont ne peut garder le silence devant certaines assertions de Treilhard. Il se lève pour affirmer qu'il « n'est pas un chrétien qui ne sache que le pape a la primauté d'honneur et de juridiction sur toute l'Eglise. » Que proclament les évêques dans l'Exposition ? Nous avons demandé, disent-ils « que l'Assemblée nationale suspendît l'exécution de ses décrets, jusqu'à ce que l'Eglise eût manifesté son vœu par la voix de son chef visible, et que les formes canoniques eussent été remplies. Notre premier devoir est d'attendre avec confiance la réponse du successeur de saint Pierre qui, placé au centre de l'unité catholique et de la communion, doit être l'interprète et l'organe du vœu de l'Eglise universelle. » Les événements en se précipitant semblent resserrer encore le nœud qui unit l'épiscopat à la papauté. En 1801, M. de Boisgelin écrira au pape, dans sa lettre du 15 août, en parlant de la Constituante : « Je puis et je dois attester moi-même, après avoir rempli pendant trois ans la correspondance du comité des évêques avec le cardinal de Bernis et le pape, je puis attester que tous les mémoires, que toutes les consultations que nous adressions à Sa Sainteté, étaient toujours fondés sur ce principe, qu'il était notre juge par notre déclaration, comme par son autorité, et que nous nous en rapportions à son jugement. »

La collection des mandements de cette époque apporte à cette affirmation de l'archevêque d'Aix une confirmation éclatante. Cent bouches épiscopales renouvellent la dé-

France, dit ce document signé de tout l'épiscopat, les évêques ont reçu du pape l'institution canonique. Cette même forme avait été suivie dans des temps antérieurs » en diverses circonstances.

claration que le dernier mot sur la constitution civile du clergé appartient au souverain pontife ¹. En parcourant ces documents, on est frappé non seulement de l'attachement inébranlable des évêques au pape comme centre de l'unité catholique ², mais encore de l'amour et de la vénération qu'ils témoignent à sa personne. Entendez M. de Bourdeilles, évêque de Soissons. « Pie VI, dit-il, vit dans tous les cœurs français... Qui n'aime pas Jésus-Christ, doit haïr Pie VI... O saint pontife, vous êtes notre modèle : fasse le ciel que nous soyons tous vos fidèles imitateurs ! De votre trône sont sortis la lumière, la vérité, le juge-

1. Par exemple, l'archevêque de Bordeaux, M. de Cicé, dit dans un mandement : « Telle est l'opinion que je crois devoir suivre, du moins jusqu'au moment où celle du souverain pontife me sera connue et pourra modifier la mienne ; car si mon devoir est d'enseigner à mes diocésains ce qu'ils doivent croire dans l'ordre de la foi, je suis moi-même brebis à l'égard de l'Eglise et de son chef. » Voy. les mêmes sentiments exprimés par l'archevêque d'Auch, par les évêques de Blois, Bayeux, Tulle, etc. *Collection Eccl.*, I, 421, 422 ; III, 103, 212 ; IX, 101. — Certains évêques publièrent à ce sujet de vrais traités sur la puissance pontificale. Celui de l'évêque de Vence, reproduit dans la *Collection ecclésiastique*, a plus de 200 pages. Se contenter de « l'unité de communion de foi » avec le Saint-Siège, disait l'évêque du Pay, c'était « méconnaître la primauté de juridiction toute divine du pape, ou en anéantir l'exercice. » Pour l'attachement de Mgr d'Aviau au pape, voir Lyonnet, op. cit. I, 262, 304, 355.

2. Citons un extrait du testament de M. de Royère, évêque de Castres. « Je déclare, dit-il, que je suis soumis d'esprit et de cœur, non seulement au Saint-Siège apostolique, mais au pontife qui l'occupe ou qui de mon vivant l'occupera légitimement. Je crois qu'autant le Siège apostolique est au-dessus de tous les autres sièges particuliers, autant le pontife souverain, évêque de Rome et en cette qualité chef de l'Eglise universelle, est au-dessus de tous les évêques particuliers du monde entier, non seulement par le rang et la prééminence des honneurs qui lui sont dus, mais par la primauté et prééminence d'autorité et de juridiction qu'il a dans l'Eglise universelle. Je crois que le souverain pontife possède toute la plénitude du sacerdoce et de l'apostolat sur toute l'étendue de la terre ; qu'il est chargé de paître les brebis et les agneaux, les pasteurs et les ouailles, et de confirmer ses frères dans la foi. Je veux vivre et mourir dans sa communion qui, dans tous les siècles, fut une note indubitable et essentielle de catholicité, et lui rendre une entière obéissance comme à Notre-Seigneur Jésus-Christ, dont il est le représentant et le vicaire général sur la terre. » Ce testament a été publié par la Semaine religieuse d'Albi, 1891.

ment et la paix ; unis à toute la catholicité, nous recevons vos oracles. Ils seront la règle de notre conduite ; notre docilité fera notre gloire et la paix de notre conscience... Vous avez versé sur nous des torrents de lumière.» Il est vrai que M. de Bourdeilles associe le roi au pape dans ses hommages. « Votre nom, s'écrie-t-il, ô saint pontife, et le nom de Louis XVI placés à côté l'un de l'autre, sont gravés dans nos âmes. Sous divers rapports, vous êtes nos pères. Vous, nous vous aimons comme notre père dans la foi, Louis XVI, comme le père de notre commune patrie. Chacun dans votre ordre, vous êtes les ministres du Très-Haut ; nous vous devons, et jusqu'au dernier soupir, à l'un et à l'autre, nous vous rendrons respect, amour, fidélité. Le ciel le commande, c'est notre devoir, ce sera notre bonheur ¹. » Quel chaud langage ! Le temps a marché depuis un siècle. Aujourd'hui que le nom du souverain pontife est mêlé à toutes les manifestations, que les papes ont gagné ce que les rois ont perdu, on trouverait un peu étrange cette sorte d'équilibre du cœur entre un Pie VI et un Louis XVI. Mais pour qui connaît l'ancienne France, il y avait là un progrès immense en faveur de la papauté. Le langage de l'évêque de Soissons aurait révolté Louis XIV, qui n'eût jamais accepté un pareil partage.

Dans cette grande discussion de la constitution civile, qui mit la plume à la main de tous les évêques, ceux-ci s'aident de toutes les autorités qui peuvent leur fournir les arguments les plus solides et les termes les plus énergiques. L'illustre auteur de l'histoire ecclésiastique, qui avait fouillé à fond les antiquités chrétiennes, et usé dans son récit d'une langue si française, si limpide, l'abbé Fleury, est fréquemment invoqué dans les deux camps.

1. Mandement de M. l'évêque de Soissons, 1792, 76 pages, p. 67-73.

Les évêques lui prodiguent les épithètes de savant, de judicieux, et n'ont point de peine à prouver que Fleury, par son histoire, par son langage, concluait en faveur de la primauté du Saint-Siège.

Les paroles de Fénelon sont souvent rappelées. Plusieurs prélats, entre autres le primat des Gaules, M. de Marbeuf¹, aiment à redire avec l'archevêque de Cambrai : « Que ma langue s'attache à mon palais, si jamais je t'oublie... ô Eglise romaine, ô cité sainte, ô chère et commune patrie de tous les vrais chrétiens ! Tout fait un seul peuple dans votre sein. Tous sont concitoyens de Rome, et tout catholique est romain. »

Mais c'est surtout Bossuet qui parle encore après un siècle. Manifestement ce grand homme est resté l'orgueil et la gloire de l'épiscopat français. Pas un mandement où son autorité ne soit invoquée. Les épithètes accolées à son nom redisent l'admiration et la vénération qu'il inspire. Il y a plus : sa langue souveraine, ses formules dominatrices, coulées dans l'airain, donnent aux convictions de ses successeurs une expression forte et sublime. On sent, en lisant les mandements des évêques de 1790 à 1792, qu'ils sont nourris de Bossuet, qu'en particulier son discours sur l'Unité de l'Eglise est dans toutes les mémoires, et fournit ici des phrases impérieuses qui communiquent à la pensée sa forme définitive. Le fait même d'avoir été, comme disaient les évêques de la Constituante, « le chanfre sublime de nos libertés, » empêche les promoteurs de la constitution civile de traiter Bossuet en suspect². Aussi de

1. *Collection ecclésiastique*, XIII, 29.

2. « Nous nous sommes attachés, dit M. de Bausset, à emprunter nos principes, nos maximes, nos raisonnements, de l'autorité de Bossuet, de ce grand homme que ses contemporains, jaloux de *parler le langage de la postérité*, ont, pour ainsi dire, placé au rang des pères de l'Eglise. Il nous a paru précieux, surtout dans les circonstances actuelles, d'opposer à tous les sophismes des novateurs le langage et la doctrine d'un évêque,

quel poids pèse sa parole dans les discussions ardentes soulevées au sujet de la primauté pontificale. On peut dire qu'en 1791, évêques, prêtres, fidèles, puisent dans ses écrits un surcroît de conviction, si elle est déjà formée, et la lumière, s'il y a quelques ténèbres. De sorte que Bossuet, après avoir défendu devant Louis XIV « le lien fragile » de l'unité, eut encore la gloire, un siècle plus tard, d'apporter à cette unité même l'autorité de son génie dans une circonstance autrement grave, dans le plus grand danger de schisme qu'ait jamais couru l'Eglise de France.

Si ce grand homme, dont le nom fut si souvent invoqué dans ces discussions, avait pu sortir de sa tombe, de de quel ton et avec quelle éloquence il eût répété à ces téméraires législateurs, en train de courir à la séparation, les paroles de son sermon sur l'Unité : « Qu'elle est belle, cette Eglise gallicane, pleine de science et de vertu, mais qu'elle est belle dans son tout qui est l'Eglise catholique ; et qu'elle est belle saintement et inviolablement unie à son chef, c'est à dire au successeur de saint Pierre. » Et, l'enthousiasme entraînant sa parole, l'illustre orateur eût ajouté, en contemplant la beauté et la force de l'armée sainte unie sous la conduite d'un même chef : « Que vous êtes *belle* dans cette union, ô Eglise catholique ; mais en même temps que vous êtes *forte* ! Que vous êtes terrible, ô Eglise sainte, lorsque vous marchez, Pierre à votre tête et la chaire de l'unité vous unissant

qui a défendu avec la même énergie, la pureté de la foi contre les attaques de l'hérésie, et les droits de la puissance civile contre les prétentions ultramontaines. Il n'est pas un catholique qui ne puisse, avec sécurité, professer la doctrine de Bossuet ; il n'est pas un Français qui puisse désavouer ses maximes. » Mgr de Bausset, loc. cit. p. 77-78. — « Puissent, disait l'archevêque de Bordeaux, ne s'effacer jamais de la mémoire des véritables enfants de l'Eglise gallicane, les leçons immortelles du plus célèbre défenseur de ses libertés. » « Le grand Bossuet, etc. », disait le primat des Gaules. *Collection Ecclésiastique*, XIII, 29, 60.

toute ; abattant les têtes superbes et toute hauteur qui s'élève contre la science de Dieu ; pressant ses ennemis de tout le poids de vos bataillons serrés, les accablant tout ensemble de toute l'exécration des siècles passés et de toute l'exécration des siècles futurs ! »

A toutes ces voix de l'Eglise gallicane qui, au besoin, sortent de leur tombe, pour affirmer la primauté de Pierre, n'oublions pas d'ajouter celle de l'antique Sorbonne, et aussi celle de ce grand collège de Navarre où Bossuet avait couvé son génie. Les professeurs de ces illustres maisons refuseront à l'unanimité le serment. Si nous le prêtions, s'écrieront les professeurs de Sorbonne, « nous trouverions dans les annales de cette école, et jusque dans nos leçons même l'arrêt flétrissant de notre condamnation. » Sur dix-huit cents docteurs de Sorbonne, une minorité infime passera au clergé constitutionnel ; plus de quatre-vingts brochures publiées contre la constitution auront des sorbonnistes pour auteurs ; et Pie VI pourra unir dans un même éloge la Sorbonne et l'épiscopat.

Mais Bossuet, les évêques, les docteurs de Sorbonne ont beau, en défendant l'unité, se maintenir dans les principes gallicans qui étaient dans la tradition française : le gallicanisme rapportera de cette bataille une terrible blessure. L'élan que vient de prendre vers Rome l'épiscopat français, avec d'autant plus d'ardeur qu'on voulait couper ses communications avec la ville éternelle, a donné, pour ainsi dire, à toute l'Eglise gallicane un ébranlement ultramontain dont le contrecoup aura les plus hautes conséquences dans notre siècle. On n'amène point tout un épiscopat, toute la Sorbonne, à combattre ainsi pour le pape, à affirmer ses convictions, à s'enflammer pour célébrer son autorité et redire ses louanges ; on ne fait point lire des mandements sur Rome dans toutes les chaires des villes et des campagnes ; on ne fait point

souffrir pour le pape des évêques, des prêtres, des fidèles; on ne suscite point des martyrs de la papauté, sans créer entre elle et l'Eglise de France comme des liens de sang.

Pendant que les promoteurs de la constitution civile jetaient ainsi les évêques dans les bras du pape, la Constituante complétait la révolution opérée dans l'Eglise en décrétant la démission en masse des évêques réfractaires, c'est à dire de tout l'épiscopat. On a souvent reproché à Bonaparte d'avoir tué l'ancienne Eglise gallicane en faisant exiger par Pie VII la démission de tous les évêques de France. Mais cette démission leur avait été déjà demandée, imposée, par la Constituante. Et tels étaient alors le trouble des esprits, la crainte du schisme et la grandeur du péril pour l'unité catholique, que dès 1791 nous voyons presque tous les évêques offrir cette démission à Pie VI, heureux si, en se jetant ainsi par dessus bord, ils peuvent fournir au grand pilote le moyen de sauver leur Eglise du naufrage.

CHAPITRE QUATRIÈME

Modération extrême de l'épiscopat

I. Les évêques disposés aux plus grandes concessions. — La solution de Mgr de la Tour-du-Pin. — Combien juste était la demande formulée par l'épiscopat de se concerter avec l'autorité spirituelle en matière spirituelle. — Conduite des archevêques de Vienne et de Bordeaux. — Défaillance de M. Cicé. — Lettre très large de M. de Boisgelin au pape. — II. Comment on peut présumer qu'un concile national eût accepté, non seulement la réduction des diocèses, mais encore un mode d'élection, une transformation profonde des chapitres et des conseils épiscopaux, des synodes périodiques. — L'évêque de Perpignan offre déjà d'entrer dans cette voie. — L'évêque de Saint-Claude, dans un mandement étonnant, appelle les curés à *délibérer* en synode. — Enfin, les évêques siégeant à la Constituante, donnent une preuve suprême de leur désir de conciliation, en offrant en corps leur démission au pape. — Comment ils se sacrifient eux-mêmes pour faciliter le rétablissement de la paix dans l'Eglise de France. — Admirable langage. — La grande difficulté de la constitution civile était l'institution canonique des évêques, qui est un des droits de la primauté pontificale. — Les évêques, sans vouloir prendre partie, insinuent que la pape pourrait céder cette prérogative aux métropolitains. — III. Temporisation de Pie VI. — Il est pressé d'intervenir par les évêques de France et les cardinaux de Rome. — Extrême prudence de la papauté, à laquelle on avait reproché d'avoir perdu l'Angleterre par trop de précipitation. — Il était habile de laisser se former un mouvement de résistance en France. — Comment Louis XVI consulte Rome et agit sans attendre la réponse. — Les événements se précipitent et rendent toute conciliation impossible. — Bref du pape portant condamnation de la constitution civile.

I

L'épiscopat résiste parce qu'on veut l'acculer au schisme et le séparer du pape ; mais quelle modération dans cette résistance même ! Quand on suit, à l'aide des documents contemporains, la marche de l'Assemblée et celle des évêques, dans cette triste campagne de la constitu-

tion civile du clergé, on est frappé de l'emporlement de la Constituante et de la prudence de l'épiscopat. L'opinion des prélats sur la législation nouvelle est rapidement formée, mais quel esprit de conciliation les anime ! Qu'on relise le très important Mémoire présenté au pape, dès le 7 août 1790, par l'archevêque d'Auch, M. de la Tour-du-Pin-Montauban. Ce prélat signale avec force et précision les vices de la constitution ; mais sur chaque article il indique les concessions qu'on pourrait faire. Au point qu'on sort de cette lecture avec la conviction que l'acceptation presque totale de la constitution civile du clergé est possible, et même probable, avec l'assentiment du pape ¹. Tel est alors le désir de paix dans l'épiscopat et sa confiance dans une entente ultérieure, que nous voyons un des prélats les plus fermement attachés à l'Eglise et à la monarchie, celui-là même qui devait trouver la mort dans l'expédition de Quiberon, M. de Hercé, évêque de Dol, conseiller à Michel de Vauxponts, chanoine de sa cathédrale, d'accepter l'évêché du Mans auquel il venait d'être élu dans les formes établies par la constitution civile ².

Au début de la discussion sur ces nouvelles lois, M. de Boisgelin avait demandé la convocation d'un concile national, et ce vœu fut formulé plus tard avec instance par l'évêque de Clermont, par tous les prélats signataires de l'Exposition des principes. Cette requête ne fut point accueillie par l'assemblée qui, convaincue de son omnipotence en matière ecclésiastique comme en matière civile, ne voulait pas plus conférer avec l'Eglise de France qu'avec le pape. Elle eut tort ; car en suivant les voies canoniques, elle aurait obtenu presque toutes les

1. Ce mémoire de l'archevêque d'Auch est donné en entier par Theiner, op. cit. I, 284-297.

2. Cf. dom Piolin, *l'Eglise du Mans pendant la Révolution*, t. I, p. 95-99.

concessions, réalisé presque toutes les réformes qu'elle avait préféré décréter brutalement. Nous ne prétendons pas que la constitution civile du clergé, telle qu'elle était formulée, fût acceptable, puisqu'elle fut condamnée par deux brefs du Saint-Siège. Nous disons simplement que par voie de négociation, on serait arrivé à s'entendre, et que beaucoup de changements, réclamés à tort comme des droits par la Constituante, auraient pu devenir légitimes avec le consentement de la papauté.

L'Exposition des principes établissait avec force, au nom de l'unanimité de l'épiscopat, la doctrine et, selon son titre même, les principes. « Nous n'avons pas fait notre religion, disaient les évêques députés dans ce grave document, nous l'avons reçue de nos pères, telle qu'ils l'avaient reçue des leurs, jusqu'à remonter aux apôtres. » Tout esprit impartial, tant soit peu au courant de l'enseignement théologique, sait que le remaniement des diocèses, le nouveau mode d'institution établi par la Constituante, impliquaient des questions de juridiction, qui ne pouvaient être résolues sans l'intervention et l'agrément de l'autorité ecclésiastique, puisqu'elle seule avait qualité pour accorder ou retirer des pouvoirs spirituels. Or, que déclarent les signataires de l'Exposition ? Opposent-ils une résistance absolue aux décrets de l'assemblée ? Non, ils demandent l'avis de l'autorité spirituelle en matière spirituelle. Ils disent : « Nous avons réclamé la convocation d'un concile national... Nous avons réclamé, pour les objets purement spirituels le recours aux formes canoniques, et pour les objets mixtes, le concours de la puissance civile et de la puissance ecclésiastique. » Les évêques ne dissimulent pas qu'ils sont disposés aux concessions les plus larges. Ils avouent qu'ils ne songent nullement à « maintenir des institutions qui ne sont pas de première nécessité. » S'ils demandent que l'Eglise soit représentée comme la nation, dans une négociation où il s'agit si manifestement

de l'intérêt de l'Eglise, ils protestent de leur désir de concorde et de paix. « Nous voulons, s'écrient-ils, éviter le schisme... Il n'y a pas de moyens légitimes d'examen, de conciliation et de décision, que nous n'ayons proposés ¹. »

Ce n'étaient point là de vaines paroles. C'est avec raison que le cardinal de Bernis pouvait écrire de Rome : « Si l'on se décidait à s'entendre avec le pape et avec les évêques du royaume, au lieu de jeter à bas toutes les formes de la catholicité, on parviendrait avec un peu de temps à tout concilier et arranger. » Loin que la demande d'un concile national fût un moyen dilatoire, loin que ce concile fût réuni pour tout rejeter, comme le prétendit Durand de Maillane ², les écrits du temps nous disent assez quel large esprit de conciliation eût animé une pareille assemblée. Dès le mois d'août 1790, le Mémoire de l'archevêque d'Auch suggère le moyen pour les évêques de consentir à la nouvelle circonscription des diocèses. Il suppose le cas où le pape donnerait sa délégation aux métropolitains, « pour qu'ils puissent accorder valablement et légitimement l'institution aux évêques. » Le 1^{er} août, les archevêques de Bordeaux et de Vienne, qui étaient dans les conseils du roi ; cinq mois plus tard, le 1^{er} décembre, l'archevêque d'Aix, adressaient au pape, toujours au nom de Louis XVI, des Mémoires concluant à ce qu'il autorisât la nouvelle division des évêchés et métropoles, l'élection des évêques et des curés, l'institution par les métropolitains, etc ³. On sait que le cardinal de Ber-

1. *Exposition des principes.*

2. Loc. cit. p. 79-80.

3. « 1^o Que Sa Sainteté autorise et confirme la division des métropoles et des évêchés, telle qu'elle est établie par le décret de l'assemblée nationale sur la constitution civile du clergé. 2^o Qu'elle exhorte les métropolitains dont la métropole est supprimée ou restreinte, ou les évêques dont les diocèses sont supprimés ou démembrés, à donner leur consentement à cette nouvelle division, par les voies de sagesse et de charité qui doivent tendre au maintien de la religion catholique et de

nis avait été chargé, en sa qualité d'ambassadeur de France à Rome, de demander les mêmes concessions à Pie VI.

Il est à remarquer que tous les prélats qui furent en relation plus directe avec le pouvoir, et qui virent peut-être de plus près la grandeur des difficultés, Cicé, Pompignan, Bernis, Boisgelin, acceptèrent de se faire les organes de propositions qui pouvaient sembler au pape une abdication. Une partie de l'opinion se montra, en particulier, très sévère pour les archevêques de Vienne et de Bordeaux, Lefranc de Pompignan et Champion de Cicé, que Pie VI avait demandé à Louis XVI de consulter, et auxquels on reprocha de n'avoir point fait connaître la lettre du 10 juillet adressée par le pape au roi, d'avoir même prêté leur concours à la constitution civile du clergé. M. Emery n'a point de peine à justifier Lefranc de Pompignan sur tous ces points contre les inculpations de l'abbé Barruel. L'archevêque de Vienne avait simplement conseillé au pape une acceptation provisoire des décrets ¹. Le cas de Cicé était bien plus grave. Loin

la tranquillité publique. 3° Qu'elle donne son autorisation à l'érection de nouveaux évêchés, avec le consentement des évêques diocésains et métropolitains. 4° Qu'elle autorise également les métropolitains à donner l'institution canonique aux nouveaux évêques, en attendant qu'il soit fait un arrangement définitif. 5° Qu'elle donne son approbation à l'établissement qui sera fait par les évêques, d'un nombre de vicaires qui rempliront les fonctions paroissiales dans l'église cathédrale, et qui formeront, comme dans les anciennes églises, le conseil habituel et permanent de l'évêque, sans que l'évêque puisse perdre la juridiction propre qui lui appartient, ainsi qu'aux réunions des curés qui doivent former la paroisse de l'église cathédrale. 6° Qu'elle exhorte les évêques à donner l'institution et collation des cures vacantes à ceux qui lui seraient présentés par voie d'élection, à moins qu'ils n'aient des raisons pour les refuser pour cause de mœurs ou de doctrine, sans rien préjuger sur la forme des élections, en témoignant le vœu d'établir des élections conformes à l'esprit de la primitive Eglise, se réservant de faire une réponse ultérieure sur les différents articles non répondus, ou répondus provisoirement. » Armoire de fer, N° 212. Mémoire mis sous les yeux du roi, et envoyé au pape, écrit de la main de Boisgelin, en date du 1^{er} décembre 1790.

1. La lettre de Pompignan au pape, 29 juillet 1790, est donnée par Theiner, I, 282, 283. « M. de Pompignan, dit M. Emery, tomba malade le 17 août, ne sortit plus de son appartement que pour aller au tombeau,

de détourner Louis XVI d'adhérer à la nouvelle loi, on l'accusa de l'avoir poussé à la sanctionner. Ce qui est certain, c'est qu'il revêtit le décret de son sceau. Il se reprocha plus tard amèrement cette défaillance. Bien qu'il ait toujours énergiquement refusé de prêter serment à cette constitution civile qu'il avait promulguée, cette malheureuse complaisance restera une tache dans sa vie et fera son tourment. Dans les tristesses de l'exil, les émigrés et les déportés, sauront lui faire cruellement expier ce qu'ils appelaient sa double trahison de l'Eglise et de la monarchie.

Un des amis de l'archevêque de Bordeaux, M. de Mercy, évêque de Luçon, eut occasion de tracer, en quelques pages très remarquables, l'histoire des « grandes fautes » de M. de Cicé et des terribles épreuves qui en furent la conséquence. M. de Mercy ne dissimule pas qu'en M. de Cicé « le ministre ne se souvint pas assez qu'il était archevêque », et qu'ayant gardé le pouvoir après la promulgation de la constitution civile du clergé, — promulgation faite à son insu, et qui ne devait avoir lieu, disait l'archevêque de Bordeaux pour sa défense, qu'après l'assentiment du pape, — il paraissait avoir sacri-

après quatre mois de maladie ; nous avons sur ce point des témoignages irrécusables. Or, la sanction de la constitution civile ne fut donnée que le 24 du même mois. Il est donc évidemment faux que M. de Pompignan ait assisté, le 24, au conseil et qu'il y ait opiné pour la sanction. Il y a plus : c'est M. de Saint-Priest, alors ministre de l'intérieur, qui lui apprit cet événement ; et un ecclésiastique respectable, attaché à la personne du prélat, et qui était alors dans son appartement, fut témoin des larmes amères qu'il répandit à cette nouvelle. Loin d'avoir coopéré à cette sanction, il est très probable au contraire que s'il avait assisté au conseil le même jour, elle n'aurait point eu lieu, parce qu'il aurait fortement rappelé au roi la promesse que le prince lui avait faite de ne jamais l'accorder... Trois ou quatre jours après la mort de M. l'archevêque de Vienne, le bref (du pape) ayant été trouvé dans ses papiers, et communiqué aux évêques de l'assemblée, les plus zélés, tels que M. l'évêque de Clermont, jugèrent d'après sa teneur qu'il serait imprudent de le rendre public. » *Notice* par M. Emery. *Œuvres* de Mgr de Pompignan, I, p. 15, 16.

fié « sa conscience à son ambition ou du moins à sa sûreté. » Quand M. de Cicé eut quitté le ministère, il demanda à signer l'Exposition des principes, et à s'unir à ses collègues des Etats généraux avec qui il avait rompu toute communication. Depuis ce moment, il marcha constamment et résolument avec eux, lançant, pour prémunir le clergé et les fidèles de son diocèse, des mandements où il joignait « à ses instructions ses gémissements sur ses fautes ¹. » Cette conduite rassura sa conscience, lui valut l'estime du pape et de ses collègues ; mais plu-

1. M. de Cicé eut plusieurs fois occasion de parler de sa conduite. Dans une lettre, il se montre indulgent pour ceux qui tout d'abord, et avant que l'Eglise eût parlé, avaient prêté le serment à une loi traitant de matières délicates et confuses pour certains esprits. Il ajoute que lui-même avait cru devoir s'associer aux vues de paix qui avaient dirigé le roi, dans l'espoir qu'un accord interviendrait sur ces matières entre l'Eglise et l'Etat. Cf. *Collect. Eccl.* XIII, 35-65. — Mais à mesure que les événements se déroulent, M. de Cicé se reproche de plus en plus amèrement ses complaisances. Il écrit le 10 février 1792 : « A la vue de ces scènes de sang et du schisme qui menace la France, qu'ils sont douloureux les souvenirs de ceux qui, comme moi, mêlés aux affaires publiques, ont cru pouvoir détourner la tempête par le moyen des tempéraments ! qui, loin de prévoir qu'une nation religieuse, renommée par son amour pour ses rois et par la douceur de ses mœurs, voudrait renverser le trône et l'autel., ont été conduits par les circonstances à paraître céder pour un temps au torrent dans l'espoir de détourner plus sûrement ses ravages ; qui, engagés dans les liens d'un pénible ministère, frappés de terreur à l'aspect des plus éminents dangers (et plutôt au ciel qu'ils n'eussent menacé que ma tête !) ; pressés entre le double devoir de préserver l'oint du Seigneur et son arche sainte, se sont vus entraînés comme moi à prêter leurs noms à des actes qui répugnaient également à mes principes et au caractère dont je suis revêtu. » Le 9 août 1792, M. de Cicé accentue encore son repentir. « A Dieu ne plaise, s'écrit-il, que je veuille déguiser ou pallier mes erreurs ou mes fautes. Que sont les illusions devant les grandes pensées dont je suis pénétré !... Si parmi nos frères qui se sont voués à l'erreur, il en est qui, séduits par des apparences trompeuses, ont pu trouver dans ma conduite des prétextes pour colorer leur rébellion, qui n'auraient pas été désabusés par ma fidélité à la tradition apostolique, par mon adhésion aux principes des évêques français, par ma soumission filiale au Souverain Pontife, par mon enseignement constant, par la préférence que j'ai donnée sans balancer un moment aux privations et à l'exil, plutôt que de trahir la foi de mon Eglise et la mienne, que du moins cette manifestation de mes sentiments et de ma douleur dessille leurs yeux. »

sieurs d'entre eux lui demeurèrent hostiles. Un évêque l'attaqua publiquement. Chassé de France par les exécuteurs des décrets sur la constitution civile, honni d'un autre côté, malgré son repentir, par une partie du clergé fidèle, M. de Cicé ne savait où reposer sa tête. « M. l'archevêque de Bordeaux, écrivait M. de Mercy, n'a cessé d'être persécuté. Partout où il a été, il a été poursuivi; partout on l'a regardé comme un déserteur de sa religion, comme l'auteur de tous les malheurs de la patrie. On avait voulu qu'il ne trouvât aucun asile. On lui a envidé jusques aux ressources, jusques aux consolations les plus ordinaires et les plus communes, dans tous les lieux où il a été forcé de traîner son exil », alors qu'une santé délabrée venait encore aggraver les étreintes de la misère. Le cardinal de Bernis ayant écrit à Cicé, en 1794, de ne point venir à Rome parce qu'il « y trouverait des confrères qui lui feraient la mine », l'archevêque de Bordeaux s'étonne de la haine persistante, de « l'odieuse conspiration », qui poursuivent jusqu'au siège de la catholicité un homme qui n'a pas craint « de s'humilier devant l'Eglise », et auquel le pape a témoigné une bonté si paternelle. « Ainsi, s'écrie-t-il, tout asile me sera fermé sur la terre ! car quel est celui auquel je pourrais aspirer si les bras du père commun sont fermés pour moi ? ¹ » M. de Cicé devait trouver plus tard des jours meilleurs, comme archevêque d'Aix, sous le Consulat et l'Empire.

Mais nous n'avons point ici à raconter les infortunes de Cicé. Ce que nous voulons retenir de la conduite des prélats plus directement mêlés aux négociations relatives à la constitution civile du clergé, c'est l'extrême modération dont ils étaient animés et qu'ils auraient apportée dans

1. Ces documents sont donnés par Theiner, *op. cit.* I, 425 - 429 ; I, 54 - 58.

un concile national. Un document officiel, la lettre adressée au pape par les trente évêques de l'assemblée, nous les montre prêts à « tenter tous les sacrifices dans l'ordre de la discipline comme celui des intérêts temporels. »

Il ressort de ces pages et de l'Exposition des principes que l'accord eût pu se faire sur la démarcation des diocèses, sur les élections épiscopales, en exigeant des électeurs « le serment et la profession de la religion catholique », ou en appelant, comme l'avaient décrété les Etats d'Orléans, des citoyens élus à concourir à la nomination des évêques. Les prélats, sans sacrifier leur droit de collation des cures, sont disposés à tenir grand compte du suffrage populaire. Ils acceptent une transformation profonde des chapitres de cathédrale. Ils se rassurent au sujet du conseil que leur donne la constitution nouvelle, parce que le décret « n'énonce pas que les délibérations seront prises à la pluralité des voix, » et que la consultation du conseil n'implique pas l'obligation pour l'évêque de suivre ses décisions. Ils admettent que le choix des vicaires, fait par les curés « parmi les prêtres approuvés, présente aux fidèles tous les motifs qui peuvent mériter leur confiance. » Ils disent enfin que toute leur résistance à la constitution civile du clergé a consisté, « tantôt à rappeler les formes canoniques qui manquaient aux articles susceptibles d'exécution, tantôt à substituer à des innovations que l'Eglise ne pouvait admettre des changements qui peuvent s'accorder avec ses principes, tantôt à prêter l'interprétation la plus favorable aux décrets ¹. »

Ces dispositions si conciliantes des prélats dans leurs manifestations collectives, se retrouvent dans leurs publications particulières. L'évêque de Perpignan, M. d'Esponchez, se déclare prêt à organiser avec son synode diocésain « la nomination des curés par l'élection » ; il

1. Lettre des évêques au pape, p. 34, 35, 41-50.

promet l'extension de son conseil épiscopal, renouvelle son serment à la constitution civique. « C'est, dit-il, mon devoir de citoyen et j'y serai fidèle. » Il reconnaît que l'assemblée nationale a pu demander « la réduction des diocèses ; elle a pu même ordonner que le trésor public ne reconnaitrait que quatre-vingt trois évêques ; mais une nouvelle mission spirituelle, une autorisation canonique, n'en est pas moins pour moi d'une nécessité absolue ¹. » Le prudent évêque d'Alais, M. de Bausset, accepterait volontiers, comme mode de nomination à l'épiscopat, le système prescrit par l'article 5 de l'ordonnance d'Orléans en 1560. Une assemblée formée des évêques de la province, des chanoines de l'Eglise vacante, de douze gentilshommes et de douze bourgeois choisis par leurs pairs, était chargée de présenter trois noms au roi sur lesquels il devait choisir. Cette procédure paraissait à M. de Bausset « réunir la conformité que l'on recherche, dit-il, avec l'ancienne discipline de l'Eglise, les conditions que l'on doit désirer pour préparer des choix utiles, en écartant les effets exclusifs de la faveur, et les effets plus dangereux encore des brigues populaires, enfin toutes les convenances qui peuvent rapprocher les anciens usages et les mœurs nouvelles ². »

Veut-on sur autre point la preuve de la modération de l'épiscopat, écoutons l'évêque de Saint-Claude, M. de Chabot. Nous avons vu ce prélat lancer, dès 1790, un mandement de deux cents pages, dont les déclarations sur l'esprit de pauvreté, sur l'abstention en matière politique, que doit pratiquer le clergé, devaient plaire aux réformateurs laïcs de l'Eglise. M. de Chabot donnait une satisfaction plus directe encore aux promoteurs de la constitution civile. Son mandement même convoquait son cler-

1. Cf. Torreilles, op. cit. I, p. 142-145.

2. Mgr de Bausset, loc. cit. p. 57, 58.

gé à un synode, et ce qui faisait la nouveauté de cette réunion, c'est que les membres du synode étaient appelés à *délibérer*, à donner leur vote avec leur avis. « Notre dessein, disait l'évêque de Saint-Claude, en vous rassemblant autour de nous, n'est pas de vous intimer des lois... Une pareille méthode ne pourrait se concilier avec nos principes. Nous la croyons également contraire à l'idée que l'antiquité nous donne des assemblées synodales... *Vous délibérerez avec nous*. Ce que nous proposerons... ne deviendra une loi du diocèse, qu'autant qu'il sera muni du suffrage et du consentement de tout le presbytère. Nous applaudissons de tout notre cœur à cette règle de droit : *quod omnes tangit, debet ab omnibus approbari*. » L'évêque de Saint-Claude expose avec enthousiasme les résultats féconds que va produire cette assemblée. « Remplis, dit-il, de l'esprit du divin maître, qui a si solennellement promis de se trouver au milieu de ceux qui sont réunis en son nom ; instruits par la mutuelle communication des lumières de tout le presbytère ; animés par la vue de ces vénérables pasteurs, dont les exemples sont des leçons et des encouragements ; armés de lois qui ne laisseront aucun prétexte aux murmures et à la désobéissance, parce qu'elles seront l'ouvrage de tous, nous sortirons de l'assemblée synodale comme d'un autre cénacle, brûlant d'un nouveau zèle pour la gloire de Jésus-Christ et les intérêts de son Eglise ¹. »

1. *Mandement et instruction pastorale de Mgr l'évêque de Saint-Claude*, 1^{er} juin 1790, p. 4, 5, 196-199. — Malgré son libéralisme, M. de Chabot eut des difficultés avec la municipalité de Lons-le-Saunier. Dans la séance du 21 août 1789, on lut une lettre du prélat, datée du 13, dans laquelle il affirmait avoir donné la plénitude de leurs droits civils aux habitants du Mont-Jura, et renoncé à sa « haute justice, l'une des plus importantes du royaume. » Comme on prétendait qu'il n'avait fait ces concessions qu'après les décrets du 4 août, les officiers municipaux de Saint-Claude écrivirent (voir *Moniteur* du 24 mars 1790) pour citer ces paroles de M. de Chabot, consignées dans le procès-verbal des élections de 1789, bailliage d'Aval : « La mainmorte est mise avec raison au

Quel langage ! La cause de curés, servie par les circonstances, si chère au comité ecclésiastique, triomphe auprès des évêques. Voilà un prélat qui organise déjà ces synodes délibérants prescrits par la constitution civile. En ce faisant, M. de Saint-Claude est dans le mouvement ; il est félicité par les *Nouvelles ecclésiastiques* ; mais l'abbé Barruel lui rappelle vertement dans son *Journal ecclésiastique* que donner aux curés dans un synode voix délibérative, c'est s'écarter de la tradition canonique. Nous avons simplement rapporté cet incident pour montrer quel vent de conciliation soufflait alors sur l'épiscopat. Manifestement ces évêques, qu'on a souvent présentés comme brusquant les événements et couvrant du masque des intérêts religieux leurs ressentiments politiques, font tout au contraire pour éviter la commotion qui se prépare. M. de La Luzerne pouvait s'écrier en toute vérité : « Quels sacrifices n'avons-nous pas faits à la paix ! Dépouillés de nos honneurs et de nos biens, nous n'avons fait entendre aucune réclamation ; calomniés, persécutés, nous n'avons élevé aucun murmure. S'il n'était question que de nous, si nos seuls intérêts étaient compromis, on verrait toujours la même soumission, une obéissance aussi absolue. Mais les droits inviolables de l'Eglise, mais le dépôt sacré de la foi, rien ne les arrachera jamais de nos mains. On ose parler des maux que notre résistance peut entraîner ; c'est qu'on sent qu'elle sauvera la religion. Ce serait notre obéissance à ces dé-

nombre des abus qui pèsent le plus sur les paisibles et estimables habitants des campagnes. Les terres de mon évêché, encore indivises avec mon chapitre, sont affligées de ce fléau. J'ai souvent regretté de ne pouvoir le détruire ; mais j'unis de bon cœur mes supplications à celles que mes vassaux adressent à S. M., pour qu'il lui plaise d'affranchir gratuitement les personnes et leurs biens. » Ces précédents valurent à M. Chabot l'indulgence du comité de la Constituante, dans ses démêlés avec la municipalité de Lons-le-Saunier. « Celui, disait le comité, qui le premier a donné l'exemple du sacrifice des droits féodaux, etc.. »

crets destructeurs qui causerait le plus grand des maux, qui entraînerait notre malheureux pays dans un schisme aussi déplorable que celui qui a perdu l'Angleterre. Dans une telle position, il nous est impossible d'hésiter entre obéir ou résister ¹. »

Mais par résistance, il n'est point ici question de faire appel à la force. On paraissait croire à Rome que le peuple se mettrait « en mouvement pour la religion. Ce serait un grand malheur dit M. de Boisgelin ; il n'y a rien que les évêques ne doivent faire pour l'empêcher. Et ce mal n'arrivera pas, parce qu'il s'agit de questions qui sont hors de la portée du peuple ². » Cette résolution de l'épiscopat, non seulement de ne point provoquer, mais d'empêcher tout soulèvement populaire, est exprimée dans une lettre non destinée à la publicité, elle est bien sincère.

Ce qui achève de prouver d'une façon irréfutable de quel esprit de paix étaient animés tous ces prélats, c'est la démission collective offerte au pape par tous les évêques députés à la Constituante, dans leur lettre du 3 mai 1791. Quel admirable langage ils tiennent au souverain pontife ! « Elevez-vous, très Saint-Père, lui disent-ils, dans toute la sagesse et la liberté de votre ministère. Sortez du milieu de ces considérations et de ces convenances privées qui meurent avec nous. Nous occupons un faible point dans le temps, comme dans l'espace, et no-

1. Œuvres de La Luzerne, VI, 421, 422. L'archevêque de Reims écrit de Paris dans une lettre datée du 4 avril 1791 : « O mon Dieu, vous sondez les reins et les cœurs ; vous connaissez mieux que nous-mêmes nos plus secrètes pensées. Vous savez si ce qui nous fut toujours le plus agréable dans notre saint ministère, ce n'était pas de le regarder surtout comme un ministère de conciliation, de paix, de charité, de fraternité. » Même protestation de l'évêque de Tarbes. *Coll. eccl.* X, 630.

2. Lettre du 1^{er} décembre 1790. M. de Boisgelin écrivait aux électeurs des Bouches-du-Rhône que la grande préoccupation des évêques, avait été de « prévenir par leur invincible patience tout ce qui pouvait altérer la tranquillité publique. »

tre sort ne peut point entrer en balance avec les destins des empires et les promesses de l'Eglise... Est-il un moyen qui dépende de nous pour épargner à l'Eglise gallicane ces horribles divisions qui la déchirent?.. S'il était possible de puiser dans les profondeurs de la sagesse ces conseils que Dieu lui-même envoie, ces conseils de lumière et de force qui peuvent éclairer les esprits, fléchir les volontés, et diriger le vœu des nations, et ces conseils aussi de condescendance et de charité qui n'altèrent ni le dépôt des vérités saintes auxquelles il ne nous est pas permis de toucher, ni l'autorité que Jésus-Christ a confiée à son Eglise, ni ce qui fait le gouvernement de l'Eglise universelle, le principe de l'unité indépendant des puissances de la terre, et s'il ne s'agissait que de nous sacrifier nous-mêmes, pour calmer la conscience des fidèles, comme pour assurer le repos des citoyens..., nous savons quels sont les exemples que l'Eglise nous donne, et nous avons appris comment on peut souffrir pour elle. Que les principes soient en sûreté, que les pouvoirs de l'Eglise soient respectés et maintenus, et qu'une mission canonique nous donne des successeurs légitimes. Nous mettons à vos pieds, très Saint-Père, nos démissions, non pas ces démissions forcées, et les interprétations arbitraires auxquelles nous n'avons point consenti, ni tous ces actes garants de notre attachement à nos devoirs, qu'on traduit comme un renoncement à nos places ; mais nos libres et volontaires démissions, fondées sur ces mêmes sentiments qui repoussent le joug d'une contrainte que les lois civiles ne peuvent pas nous imposer, et qui n'admettent dans l'ordre de nos fonctions d'autre autorité que celle de l'Eglise. Nous remettons nos démissions dans vos mains, afin que rien ne puisse plus s'opposer à toutes les voies que Votre Sainteté pourrait prendre dans sa sagesse pour rétablir la paix au sein de l'Eglise gallicane. Nous avons eu jusqu'ici l'a-

vantage d'obtenir, dans l'exposition de nos principes, et dans les conseils que nous avons donnés sur les règles de conduite relatives aux circonstances, le suffrage unanime de nos collègues. Ce n'est pas lorsque nous offrons encore tout ce qui peut dépendre de nous pour aplanir tous les obstacles sous vos pas, que nous avons à craindre d'être démentis par leurs nobles et généreuses dispositions ¹. »

Il serait difficile de faire passer pour intraitables, pour des adversaires fanatiques de toute conciliation, des hommes capables d'un pareil sacrifice. De tels évêques, réunis dans un concile national, conscients du péril de la crise suprême que pouvaient précipiter leurs décisions, auraient poussé les concessions jusqu'à l'extrême. Nous pouvons préjuger, d'après les documents qui précèdent, que de leur délibération seraient sortis l'entente entre les deux puissances sur les nouveaux diocèses ², un mode

1. Lettre des évêques députés au pape, 3 mai 1791, p. 39-42. L'honneur d'avoir promis le premier sa démission paraît revenir à M. Asseline, évêque de Boulogne, dans son *Instruction pastorale sur l'autorité spirituelle*, du 24 octobre 1790, 36 pages in 4°, p. 33, où il dit : « Quelque désir que nous ayons de vous servir jusqu'à la mort, si cette autorité spirituelle prononce que les circonstances exigent que nous remettions en d'autres mains le soin de vos âmes, nous sommes prêts [d']acquiescer à cette décision. » L'instruction pastorale de M. Asseline fut adoptée par plusieurs évêques.

2. « Les évêques avaient manifesté les sentiments raisonnables et modérés que l'intérêt de la religion et l'amour de la paix devaient leur inspirer ; et quoiqu'ils prévissent à regret les inconvénients particuliers qui résulteraient, dans plusieurs parties du royaume, de ce morcellement brusque et mal combiné de tant de diocèses, ils sentaient que le vœu de la puissance politique devait être principalement écouté dans la distribution plus ou moins parfaite d'un nouvel ordre de choses. Ils consentaient à employer l'autorité de leur juridiction pour légitimer les changements désirés, et conformer l'ordre spirituel à l'ordre civil. C'était l'un des principaux motifs qui les avait invités à recourir au Saint-Siège, pour qu'il pût suppléer par la plénitude de son autorité à celle qui leur manquait dans l'ordre de la hiérarchie et dans la pratique actuelle de la discipline de l'Eglise... Ne suffisait-il pas d'exécuter la nouvelle circonscription des diocèses dans l'ordre civil, et d'y adapter le traitement affecté aux fonctionnaires ecclésiastiques, en attendant que l'Eglise l'eût consacrée par l'application des formes et des lois canoniques. » Mgr de Bausset, loc. cit. p. 30, 47, 48.

d'élection appliqué au choix des prélats et des curés, une modification profonde, peut-être la suppression des chapitres de cathédrale, le rétablissement des synodes, et un conseil épiscopal armé d'une réelle influence sur les décisions de l'évêque. Quelle imprudence de la part de l'assemblée nationale, si elle tenait réellement à ces réformes, de les avoir fait échouer faute de quelques ménagements qui en auraient assuré le succès ! Avec quel accent de vérité et de tristesse les évêques peuvent dire : Des lois terribles nous sont imposées sans qu'il nous soit permis « de nous réunir et de nous consulter. On nous refuse un concile, on disperse nos assemblées. Les associations des citoyens sont libres par la loi : la liberté n'existe pas pour nous. »

Cette impuissance où sont les évêques français de se consulter, de se réunir, est pour eux une raison de plus pour s'adresser au souverain pontife. « Notre premier devoir, disent-ils, devient aujourd'hui notre unique ressource, et c'est une obligation plus sévère peut-être encore, dans un moment où semblent se rompre successivement tous les anneaux de cette chaîne antique et sacrée par laquelle chaque Eglise s'attache à la chaire de saint Pierre ¹. »

Aussi bien, la question de l'unité avec Rome, des droits de primauté du Saint-Siège, de l'institution, enfin, à donner aux nouveaux évêques, était-elle la grosse difficulté de la constitution civile du clergé. Les prélats le sentent. Si, dans des lettres particulières, les archevêques de Bordeaux, de Vienne, d'Aix, ont pu conseiller au pape de céder sur ce point si grave, les évêques se croient tenus à plus de réserve dans leur missive collective, d'autant plus qu'il ne s'agit point ici d'une réforme intérieure de l'Eglise de France, qui eût expliqué, provoqué leur initia-

1. Lettre au pape, p. 53-54.

tive, mais d'une des plus hautes prérogatives du Saint-Siège. Aussi avec quelle mesure, quelle nuance, ils disent au pape, au sujet de l'institution canonique : « Nous avons représenté les droits exercés en France par le souverain pontife, sans dissimuler ce que l'antique discipline de l'Eglise avait attribué, dans des temps plus reculés, aux conciles provinciaux, aux métropolitains et aux plus anciens évêques des métropoles. Il s'agit de ces droits du chef de l'Eglise, qu'il exerce depuis si longtemps dans toutes les Eglises catholiques. Pouvions-nous mettre un poids dans la balance pour abaisser le pouvoir de Votre Sainteté ? Etait-ce à nous, quand ses dispositions nous étaient connues par les sacrifices qu'elle avait faits, à la détourner des sacrifices qu'elle pouvait faire encore à la tranquillité de l'Eglise gallicane ? Si nous lui proposons de renoncer à ses droits, dont l'exercice salutaire rend plus sensible encore la communion du chef de l'Eglise avec le chef de chaque Eglise, il semble qu'il soit dans notre pensée de dissoudre une partie de ces liens qui nous unissent au Saint-Siège. Si nous soutenons sans restriction une pratique adoptée depuis si longtemps en France, et plus respectable encore par la discipline universelle de l'Eglise, il semble que nous nous refusions à toutes les voies de conciliation et de paix. ¹ »

C'était s'en rapporter au pape au sujet de la concession la plus grave exigée par la constitution civile du clergé, concession que les évêques n'osent pas prendre sur eux de conseiller, tout en insinuant qu'elle est possible. Qu'on ne trouve pas cette insinuation trop hardie. N'oublions pas que Napoléon arrachera un instant à Pie VII l'institution des évêques par les métropolitains. Certes, le danger de schisme était bien plus grand en 1791 que sous l'Empire.

1. Lettre au pape, p. 36-37.

A cette dernière époque, la France avait jeté sa gourme, et l'unité catholique, branlante au moment de la constitution civile du clergé, nous apparaît alors cimentée par dix années de combats, de martyre, et triomphante encore de toute la réaction religieuse qui avait amené la signature du concordat. La situation était autrement grave en 1791.

III

Tous les historiens ont redit qu'elles furent en ces terribles conjonctures la longanimité, les temporisations de Pie VI. Il a accepté jusqu'à nouvel ordre la suspension des annates ; il s'est abstenu de nommer aux bénéfices ; il a donné aux évêques le droit d'accorder les dispenses. La suppression des ordres religieux, en février 1790, vient le mettre en demeure de s'expliquer. Le cardinal La Rochefoucauld, les évêques le pressent de tranquilliser les consciences. On prend à Rome son mutisme pour de la faiblesse. Le cardinal de Bernis répondait à Montmorin, qui faisait demander au pape de se taire : « Le devoir, la conscience, l'honneur, doivent le forcer à rompre le silence ¹. » Il est question d'une encyclique. Le pape se contente de prononcer, dans le consistoire du 29 mars, une allocution très vive, il est vrai, mais qui doit rester secrète. Les événements se précipitent. Le comtat d'Avignon est occupé. Le 12 juillet, l'assemblée décrète la constitution civile du clergé. Le pape, par des lettres adressées au roi, aux archevêques de Vienne et de Bordeaux, adjure Louis XVI de refuser sa sanction. Pie VI, pressé de son côté de reconnaître la constitution civile du

1. Bernis à Montmorin, 10 mars 1790. (Aff. Etr.)

clergé, gagne du temps, réunit les cardinaux, qui tous, y compris Bernis, ministre de France, sont d'avis que l'approbation est impossible. Difficulté inextricable, situation singulière, où le roi demande au pape de donner son adhésion à des décrets que le pape le conjure de ne point sanctionner.

La temporisation de Pie VI prouve son embarras sans doute, mais aussi sa sagesse. On avait assez accusé Clément VII d'avoir perdu autrefois l'Angleterre par sa précipitation. La papauté ne voulait point donner prétexte à un pareil reproche. N'était-ce point habileté et prudence chez le souverain pontife, de laisser se dessiner le mouvement de l'opinion en France, de laisser l'épiscopat prendre l'initiative et engager l'avenir par l'Exposition des principes, par le refus du serment ? Cette armée déjà formée pour la défense des droits du Saint-Siège, assurait au pape des troupes fidèles, quand il lui plairait d'en prendre le commandement en chef et de les conduire au combat. D'ailleurs, la temporisation, qui est assez dans les traditions romaines, ne pouvait avoir dans la circonstance que des avantages. « Avec quelle amertume, disait M. de Bausset, n'aurait-on pas reproché au souverain pontife une décision prématurée ! La religion, la justice et la prudence, lui prescrivaient un examen réfléchi.... Il avait à craindre d'aggraver par une condamnation prompte et sévère, des esprits exaltés par la passion des nouveautés et par l'ivresse de la puissance. Il pouvait, il devait espérer que le temps, la réflexion et les lumières que de sages et savantes instructions répandaient chaque jour sur ces questions abstraites et difficiles, ramèneraient à des idées plus saines ceux que l'inexpérience, la bonne foi et l'amour du bien avaient pu séduire et égarer. » Il s'agissait de l'Eglise gallicane « exposée à tous les orages de la plus violente tempête ; » il s'agissait d'un « empire toujours si cher au Saint-Siège, d'un roi di-

gne de son affection par ses vertus et ses malheurs. » Quelle prudence ne fallait-il point dans de pareilles conjonctures ! Quel malheur irréparable pouvait causer la précipitation ! Et pourquoi urger le dénouement ? « Comment ce qui subsistait depuis tant de siècles, ne pouvait-il pas subsister encore quelques jours ? ¹ » On comprenait, jusqu'à un certain point, que l'assemblée nationale s'emparât coup sur coup des biens ecclésiastiques pour faire reculer la « hideuse banqueroute », mais où était le péril pour la France à retarder l'application de la constitution civile du clergé ?

La lenteur du pape s'expliquait donc par les raisons les plus graves. Mais il faudra bien finir par prendre une décision. Pie VI voudrait pacifier. « Jamais pape, dit Bernis, n'a été plus porté à la conciliation que celui-ci. » Mais cette bonne volonté a des limites. Les cardinaux déclarent unanimement que le souverain pontife ne saurait adhérer aux lois nouvelles. Bernis lui-même écrit de Rome : « Il est impossible au chef de la religion catholique de donner une approbation quelconque à des décrets destructifs des règles canoniques, et opposés à la discipline universelle, ainsi qu'aux maximes de l'Eglise gallicane ². » La discipline de l'Eglise universelle compliquait, en effet, singulièrement la situation. Comment, par exemple, renoncer pour notre pays à l'institution des évêques, attribuée désormais aux métropolitains, sans affaiblir, en France, les liens de l'unité avec Rome, sans créer par là même une exception, et donner aux autres pays catholiques la tentation et l'exemple d'une pareille émancipation.

Pendant que le pape réfléchit, les événements se succèdent. Il eût fallu du jour au lendemain improviser un nouveau concordat, prendre les décisions les plus graves.

1. Mgr de Bausset, loc. cit. p. 61, 62.

2. Bernis, dépêches du 17 et 24 novembre 1790. (Aff. Etr.)

Ce n'est pas dans les habitudes de Rome. Par deux fois Louis XVI consulte le pape sur les décrets, et par deux fois, sans attendre la réponse, il donne la sanction qu'il avait promis de suspendre. Pie VI se trouve en présence des faits accomplis. Déjà l'immortelle séance du 4 janvier 1791, des scènes pareilles qui se renouvellent en province, ont mis aux prises l'assemblée nationale avec la généralité de l'épiscopat et la grande majorité du clergé secondaire. C'est dans ces conditions qu'intervient enfin le bref du 10 mars 1791, bientôt confirmé par celui du 13 avril, lesquels portent condamnation de la constitution civile. C'en était fait des tentatives de conciliation. Le conflit éclatait dans toute son acuité.

CHAPITRE CINQUIÈME

Le serment

I. La constitution civile était déplorable. — Le décret du 27 novembre, qui va obliger le clergé à prêter serment sous peine de démission, va achever de tout perdre. — L'opposition grandissante pousse l'assemblée à précipiter les coups. — Elle ne doute pas qu'un clergé dépouillé, placé sous sa main par le salaire, ne se soumette. — On la supplie d'attendre la réponse du pape. — Quoi ! une assemblée souveraine serait arrêtée devant un *veto* ultramontain. — II. Les évêques se plaignent amèrement qu'on place le clergé entre le déshonneur et la misère, qu'on scrute jusqu'aux opinions et aux consciences. — Et vous nous appelez à vous au nom du Dieu de paix ! — Les prélats se réclament de la liberté des cultes. — Puisqu'on invoque le salaire pour violenter le clergé, « que la loi, dit M. de Boisgelin, nous laisse la liberté et qu'elle retire ses salaires. » — Les meneurs restent sourds à ces cris. Ils précipitent la sanction royale du décret et provoquent la séance mémorable du 4 janvier 1791, pour la prestation du serment par les ecclésiastiques de l'assemblée. — III. Beau spectacle. — Immortelles paroles des évêques d'Agen et de Poitiers. — Volte-face des événements. — C'est la première victoire du clergé. — Immense retentissement de cette séance au dehors. — Son influence sur l'attitude du clergé dans toute la France. — IV. Le serment dans les diocèses. — Les quatre prélats constitutionnels. — Comment l'évêque de Rodez faillit prêter le serment. — Une affirmation de Grégoire au sujet d'autres prélats. — Belle attitude de la généralité de l'épiscopat. — Quelques paroles sublimes.

I

Nous touchons au drame. La résistance à la constitution civile du clergé se dessinait dans plusieurs provinces. L'Exposition des principes, rédigée par les prélats de la Constituante, ne pouvait que l'encourager et l'étendre, tant étaient fortes et lumineuses les conclusions de ce grave document. Cette publication irrita d'autant plus les meneurs qu'ils étaient plus embarrassés pour y répondre. Ils voulurent arrêter le mouvement de réaction par le

décret du 27 novembre 1790, lequel enjoignait à tous les ecclésiastiques en fonctions de prêter serment à la constitution civile, sous peine d'être remplacés. Ce décret était presque aussi grave que celui du 12 juillet. Il faisait passer dans les faits une loi qui aurait pu rester longtemps dans la théorie. Il donnait le signal de la persécution religieuse.

L'assemblée nationale, « ce colosse effrayant » dont nous parlait tout à l'heure l'évêque de Troyes, qui n'avait connu jusqu'ici aucun obstacle à ses décrets, ne doutait point qu'elle ne pût cette fois encore et toujours imposer ses volontés. Le clergé n'était-il pas affaibli par tant de défaites ? Est-ce que le salaire auquel on l'avait réduit ne le mettait point à la merci de ceux qui lui donnaient désormais le moyen de vivre ¹ ? « On se persuada, disait l'évêque d'Alais, qu'il serait aussi facile de dépouiller le clergé de ses principes que de ses biens. » De là le décret du 27 novembre.

Dans la discussion, Maury représenta à la Constituante que sa manie de multiplier ainsi les serments était étrange, qu'il ne comprenait point ce besoin d'aller chercher dans le ciel, dans une promesse faite devant Dieu et liant les consciences, un appui à des lois qui devaient trouver leur force dans le libre assentiment des cœurs, tant elles étaient faites, disait-on, pour le bonheur de la terre ².

1. « On s'est témérairement confié aux succès qui avaient constamment accompagné tant d'entreprises hardies ; on s'est flatté que la conquête rapide des biens ecclésiastiques et la dépendance absolue où l'on avait réduit les ministres de l'Evangile pour leur propre subsistance, assureraient l'exécution facile de toutes les innovations que l'on se proposait d'introduire dans son gouvernement. » Mgr de Bausset, loc. cit. p. 17.

2. « Les serments, disait Maury, semblent se multiplier parmi nous à mesure que l'esprit de la religion s'éteint dans le royaume, comme on ne parle jamais tant de fanatisme que lorsqu'il n'y a plus de foi, et de despotisme que lorsqu'il n'y a plus d'autorité... Quoi ! cette constitution, qui devait assurer le bonheur de tous les Français,... a-t-elle donc besoin que chacun de vos décrets aille chercher dans le ciel une garantie

L'abbé de Montesquiou, qui avait plus d'action sur l'assemblée parce qu'il la heurtait moins de front et s'interdisait le sarcasme, la conjura de s'entendre avec la puissance spirituelle, qui était disposée à toutes les concessions. « Il n'y a pas eu d'obstacle pour les rois, s'écriait l'orateur, et vous voulez que ces obstacles ne s'abaissent pas devant l'assemblée nationale, et vous voulez que le pape ne soit pas effrayé par la crainte d'un schisme... On me dit que je suis bien maladroit d'avoir nommé le pape. Je serais bien plus maladroit à sa place, car je déclare que je ferais tout ce que vous me demanderiez ¹. »

Cette assurance ne fit pas grand effet sur la Constituante. Elle aurait cru au-dessous de sa dignité de négocier avec le pape, de paraître solliciter, quand elle pouvait commander, de sembler reconnaître, comme disait Pétion, « un veto ultramontain. » L'assemblée précipite ses décisions et semble craindre, en quelque sorte, d'être prévenue par un assentiment du pape, tant elle tient à établir qu'elle est la souveraine, unique et universelle puissance en France. Agir autrement, disait Voidel, serait revenir à « cet absurde système qui érige deux autorités, deux souverains dans un Etat... Quand la volonté publique s'est exprimée, les individus doivent obéir. » Si on objecte qu'il y a un domaine, celui de la conscience, que n'atteint pas le législateur politique, on recevra la répon-

qu'il ne saurait trouver dans la reconnaissance de la nation ! Pourquoi n'osez-vous donc plus vous fier à l'opinion de vos concitoyens ? Pourquoi tant de serments pour nous lier à nos intérêts ? Craignez-vous que nous ne puissions pas être heureux par vos nouvelles lois, sans en avoir fait à Dieu la promesse la plus solennelle ? Louis XI exigeait sans cesse des serments de ses sujets. Henri IV ne leur en demandait point ; il ne tourmentait point la conscience de ses peuples : il était juste et bon, il se confiait à la sienne. Ah ! laissez, laissez aux tyrans ces ombrageuses inquiétudes du remords qui voudrait, à force de serments, s'associer la religion pour complice ! Le serment est superflu quand on fait des heureux : le serment est insuffisant quand on ne fait que des victimes. » Discours du 27 novembre 1790.

1. Montesquiou, discours du 26 novembre.

se qu'il faisait Bailly au curé de Saint-Sulpice, M. de Panceмонт, quand celui-ci opposait justement sa conscience à l'exigence du serment : « Monsieur, quand la loi parle, la conscience doit se taire. » Si vous insinuez que, dans une question manifestement religieuse, il y aurait quelques ménagements à garder avec la papauté, qui est la suprême puissance religieuse, Durand de Maillane s'écriera impatienté : « Je doute que ce soit sérieusement, qu'on oppose des formes à un grand peuple qui, dans une régénération totale, ne veut et ne fait que le bien ¹. » Au fond, la Constituante ne voulait point reconnaître d'autre puissance en dehors d'elle. Elle tenait à exercer le pouvoir spirituel comme le pouvoir politique, commander à la fois aux citoyens et aux fidèles.

II

La voix d'un grand peuple prononça donc le terrible décret du 27 novembre. Le clergé se plaignait amèrement qu'on le plaçât entre le déshonneur et la misère. La honte était le prix fatal d'une adhésion qui eût paru donner le pas à l'intérêt sur la conscience. Il semble bien que l'intention des meneurs, après avoir dépouillé le clergé, était maintenant de l'avilir ². Mais s'il résiste, il est

1. Op. cit. p. 132. Cependant le comité ecclésiastique avait, dans sa première rédaction, admis le recours au pape, tant il paraissait extraordinaire de bouleverser la discipline de l'Eglise de France, sans l'avis du souverain pontife.

2. « Les chefs des factieux se posèrent ce dilemme: ou le clergé acceptera la constitution que nous lui donnons, ou il refusera. S'il accepte, nous le couvrons d'opprobre ; nous prouverons qu'il a trahi sa foi, qu'il a vendu sa religion. S'il résiste, nous le placerons entre l'apostasie et l'indigence, puisque nous le tenons sous notre dépendance par ses salaires. » L'assemblée nationale « sentit l'importance d'avoir dépouillé et

réduit à la mendicité. « On se vante, disait M. de La Luzerne, de ne pas tyranniser les consciences, au moment où on met tous les pasteurs dans la cruelle alternative d'un serment criminel ou de leur ruine. » L'évêque de Châlons-sur-Marne revient à la charge avec une grande vigueur. « Au mépris du droit naturel, s'écrie-t-il, toute protestation sera punie comme le dernier des crimes. Au mépris de la constitution même, on forcera des citoyens jusque dans leur conscience, et sans égard pour les scrupules des âmes timorées, on scrutera jusqu'à leurs opinions ; et par une injustice sans exemple, on nous mettra dans la dure nécessité de perdre notre honneur ou notre subsistance, de périr sous le glaive de la misère ou de mentir à nos principes. »

Pour mieux comprendre la portée de ces plaintes, il faut savoir que le décret du 27 novembre, portant démission de tous les prêtres qui ne prêteraient pas le serment, ne stipulait pour eux aucun traitement ni indemnité, malgré la proposition qu'en fit alors le député Fréteau. Ce n'est que trois mois plus tard, que le décret du 8 février attribua un secours annuel de 500 livres aux curés remplacés. « Il paraît, écrivait M. de La Luzerne, qu'on n'avait pas l'idée de la vertu et du courage du clergé de France. On a espéré que la tentative de la faim ferait succomber tous les curés et vicaires ; leur courage religieux a forcé d'en revenir à la proposition de M. Fréteau.

salarié le clergé ; car ce fut par le moyen des salaires qu'elle espéra asservir sa conscience. » *Collection ecclésiastique*, IX. — Le philosophe Naigeon avait dit, en 1790, dans une adresse à l'Assemblée nationale : « *L'intérêt général est que le prêtre soit avili* ; pour avilir les prêtres, il faut les appauvrir. On a sagement fait de les appauvrir, mais le plan de les décréditer entièrement dans l'esprit des peuples ne peut mériter d'éloges qu'autant qu'il sera mis pleinement à exécution, et il ne faut pas temporiser. » N'en déplaise à ce haineux pamphlétaire, la pauvreté n'a jamais avili personne ; mais Naigeon aurait eu raison, et le mépris aurait coulé à pleins bords sur un clergé qui eût ajouté la défaite de sa conscience à toutes ses autres ruines.

Mais on a eu garde de l'étendre aux vicaires, dont vingt-mille se trouvent réduits à la mendicité. Il est clair que le but est de les amener au serment par la crainte du besoin, et par ce moyen de remplacer les curés. Mais, grâce à Dieu, cette politique infernale échouera vis-à-vis des vicaires comme vis-à-vis des curés¹. »

Le péril de la misère n'est pas la principale des préoccupations qui assiègent le clergé fidèle. Que faire en de si graves conjonctures ? Un futur martyr, M. de La Rochefoucauld, évêque de Saintes, dépeint ses angoisses. Il se voit placé, dit-il, « entre la crainte de se rendre criminel aux yeux du souverain juge, et celle de me voir exposé à être regardé comme ennemi des lois, et peut-être comme perturbateur du repos public. » L'évêque de Troyes rapproche des tristesses de l'heure présente, les belles promesses dont on berçait le clergé au début des Etats généraux. C'est donc là, s'écrie-t-il, « que devaient nous conduire ceux qui, au nom du Dieu de paix, nous invitaient à la concorde. Nous crûmes entendre un hymne à l'amitié, et c'était un cantique de mort qui résonnait autour de nous. » Mais trêve aux récriminations ! Il fallait prendre un parti, et la décision ne pouvait être douteuse. La résolution de l'épiscopat fut, selon la belle parole de l'évêque de Lescar, une « profession solennelle de notre indépendance des hommes, de notre dépendance de Dieu². »

Tel est cependant l'enjeu engagé dans cette terrible lutte, telle est l'appréhension de l'épiscopat au sujet d'une épreuve qui, en entraînant dans le schisme une partie du clergé, selon l'expression de l'archevêque d'Aix, « ne laisserait plus de retour à l'unité », que les prélats mul-

1. Lettre pastorale de M. l'évêque de Châlons-sur-Marne. *Collection ecclésiastique* de Barruel, IX, 250, 251. Œuvres de La Luzerne, VI, 419.

2. *Collection ecclésiastique*, XI, 1-39.

tiplient les manifestes et se montrent prêts à accepter toute solution, si hardie soit-elle, qui pourrait éviter le bouleversement de la discipline ecclésiastique. M. de Boisgelin invoque, et semble regarder maintenant comme une précieuse ressource, cette liberté de conscience qui naguère excitait les alarmes de l'épiscopat ¹. Si l'Eglise catholique accepte une sorte d'égalité avec les autres cultes, n'est-elle pas en droit d'espérer, au moins, que l'Etat n'ira point l'abandonner pour adopter une autre religion, pour imposer par la force je ne sais quelle Eglise dite constitutionnelle ².

Mais l'Etat voudra-t-il laisser toute liberté à des ministres qu'il tient désormais dans sa main comme fonctionnaires publics et salariés ? La Constituante, dans la

1. « Nous, dit-il, évêques et pasteurs de l'Eglise catholique, faudra-t-il que nous nous estimions heureux d'être traités dans un royaume, dont le chef se glorifie du titre de roi très chrétien et de fils aîné de l'Eglise, comme les ministres des protestants et des juifs, et comme ceux des sectes les plus ignorées ? Nous, qui depuis longtemps avons élevé la voix de la raison et de l'humanité en faveur de nos frères errants, nous aurons à réclamer pour nous la même tolérance que nous avons invoquée pour eux. La loi ne nous prêterait plus sa force ; notre religion, dominante encore par le nombre des fidèles, ne sera plus dominante par la protection de l'Etat ; elle aura perdu ce caractère antique de religion nationale, que semblaient lui garantir à jamais les lois successives et non interrompues de douze siècles. »

2. « Si la religion, dit M. de Boisgelin, n'est pas la religion d'Etat, l'Etat du moins ne doit pas en adopter une autre. C'est une autre religion que celle qui donne d'autres évêques, d'autres pasteurs que ceux de l'Eglise, qui donne une autre source à la juridiction de ses ministres. Si cette opinion nouvelle est protégée par les lois, nous réclamons, sous la protection indispensable de ces mêmes lois, la liberté des opinions religieuses. » *Coll. eccl.*, X, 352, 354. — L'évêque de Digne se réclame aussi de la liberté. « Nous de manderons pour nous, dit-il, une tolérance à peu près semblable à celle accordée aux juifs, aux mahométans, aux idolâtres. Nous livrerons, avec confiance et sans impiété, notre Dieu au milieu des dieux étrangers, ombres de la nuit que l'aurore fait disparaître. Mais exiger avec empire et menaces que, nous prêtres, évêques, et ministres du seul vrai Dieu, nous démolissions de nos mains consacrées l'édifice construit par sa sagesse et par sa grâce, cimenté par son sang, et cela pour conserver des biens, des membres, une vie de peu d'heures, ou de peu de jours, bon Dieu dans quel mépris sommes-nous tombés ! » *Coll. eccl.*, IX, 120-121.

fameuse instruction envoyée aux quatre coins de la France, ne dit-elle pas en propres termes : « Ce sont deux choses évidemment incompatibles, d'être fonctionnaire public dans un Etat, et de refuser de maintenir les lois de l'Etat. » L'évêque de Langres s'élève vivement contre ces assertions. « Est-ce de l'Eglise, s'écrie-t-il, est-ce de l'Etat que les ministres du culte divin sont fonctionnaires ? » Est-ce de l'Eglise ou de l'Etat qu'ils tiennent « leurs pouvoirs spirituels, leur mission et leur juridiction sur les âmes ¹ ? » Si c'est de l'Eglise, que vient-on en faire des fonctionnaires de l'Etat ? Le primat des Gaules, M. de Marbeuf, archevêque de Lyon, n'est pas moins indigné. Il s'étonne qu'on veuille changer « le titre vénérable de ministre de Jésus-Christ, de la religion, contre la servile qualification de fonctionnaire public et salarié².

L'archevêque d'Aix, voyant que les traitements votés au clergé, fournissaient aux meneurs le prétexte du décret du 27 novembre, s'écrie avec une noble fierté : « Oh ! que la loi nous laisse la liberté, la paix, le pouvoir d'être utiles, et qu'elle retire ses salaires, transmis à ceux qu'elle a choisis. Nous ne les avons ni sollicités, ni votés; ils ne furent point provoqués par nos demandes, ils ne furent point établis par notre suffrage, et nous ne les connaissons encore que par le dépouillement de tous les biens que l'Eglise avait reçus de la piété de nos pères. Qu'on

1. *Instruction de l'Assemblée nationale aux Français, et Examen de cette Instruction par M. de La Luzerne*, loc. cit. VI, 419, 420.

2. L'archevêque d'Auch, prévoyant la persécution qui se prépare, l'expulsion du clergé fidèle des temples qu'il avait occupés jusqu'alors, s'écrie : « Quel que soit le fanatisme de nos persécuteurs, je les défie de pouvoir appeler fonctions publiques celles que nous exercerons dans le secret de nos maisons. Tout ce qui est nécessaire au salut des âmes peut se pratiquer dans l'ombre et loin des regards profanes, tout, depuis le baptême jusqu'aux prières qui précèdent les funérailles. Ils ne violeront pas sans doute l'asile des citoyens. Sur quelles lois s'appuieraient-ils pour venir troubler notre paix domestique ? » Mais « les prétextes ne manquent pas à la rage. » *Coll. eccl.*, XI, 283; XIII, 422.

nous retire ces salaires, qui ne nous font sentir que le regret de voir la religion devenue un impôt, et que la loi, juste envers toutes les classes de citoyens, nous laisse, sous la tutelle commune de l'Etat, cette paix chrétienne, qui consiste dans le libre enseignement de la religion, et dans l'exercice constant des œuvres de charité ¹. »

Les législateurs n'ont pas même le temps de prêter l'oreille à ce noble langage. Ils pressent l'exécution du décret du 27 novembre. Le 23 décembre 1790, l'implacable Camus se plaint qu'il ne soit pas encore sanctionné. Le roi, qui, le 24 août, avait adhéré à la constitution civile du clergé, mis de nouveau en demeure, fait annoncer son acceptation pour le 26 décembre. Maury interpelle ces hommes, impatientes d'ordonner « l'effusion de notre sang... Hâtez-vous, leur dit-il, les victimes sont prêtes ; hâtez-vous de procéder législativement à l'exécution ou plutôt aux exécutions. Les tribunes sont impatientes d'applaudir au décret qui sera pour nous un arrêt de mort... Votre puissance n'est plus rien dès que nous cessons de la redouter. »

Les évêques, plus calmes, plus soucieux d'éclairer l'assemblée que de la provoquer, voyant quelle effroyable tempête va se déchaîner sur la France, tentent un dernier effort. Au premier rang se distingue l'évêque de Clermont, M. de Bonal. Les cris, les huées, les menaces lui ferment la bouche ; on refuse même de recevoir la motion qu'il déposait sur le bureau. Le 3 janvier, le protestant Barnave fait décréter, malgré les efforts de Cazalès, que le délai accordé aux ecclésiastiques de l'assemblée pour la prestation du serment expirerait le lendemain. On préparait à l'Eglise de France la journée la plus glorieuse peut-être qu'ait enregistrée ses annales.

1. *Collection ecclésiastique*, X, 352, 353.

III

Tout a été dit sur cette fameuse séance du 4 janvier, 1791, où des prélats, des prêtres, qui n'étaient pas orateurs, interpellés sur le serment, surent trouver des paroles simples mais admirables, parce qu'elles portaient de l'âme. L'évêque d'Agen, M. de Bonnac, appelé le premier, s'écria : « Je ne donne aucun regret à ma place, aucun regret à ma fortune ; mais j'en donnerais à la perte de votre estime. Je vous prie donc d'agréer le témoignage de la peine que j'ai de ne pouvoir prêter le serment. » Aussitôt Fournetz, curé du diocèse d'Agen, se lève : « Vous voulez, dit-il, nous rappeler aux premiers siècles de l'Eglise ; avec la simplicité des premiers chrétiens, je vous dirai que je me fais gloire de suivre mon évêque, comme Laurent suivit son pasteur. » Le vénérable évêque de Poitiers, M. de Sainte-Aulaire, put faire entendre ces paroles, au milieu de l'émotion provoquée par cette résistance inattendue : « J'ai soixante-dix ans, j'en ai passé trente-cinq dans l'épiscopat où j'ai fait tout le bien que je pouvais faire. Accablé d'années et d'infirmités, je ne veux pas déshonorer ma vieillesse, je ne veux pas prêter le serment ; je prendrai mon sort en esprit de pénitence ¹. »

Quelle différence entre cette journée mémorable et celle du 4 février 1790, où tous les évêques avaient prêté un serment spontané à la constitution civique ! C'est qu'il s'agissait alors de politique, et ils n'avaient qu'à s'incliner devant la volonté de la nation. Mais, le 4 janvier 1791, la

1. Le clergé secondaire fut moins ferme ; mais, par suite des rétractations, le nombre des ecclésiastiques membres de l'Assemblée qui prêtèrent le serment fut réduit à cinquante ou cinquante-cinq (*Mercure* du 15 janvier 1791).

religion était un cause ; ce fut aussi la première fois que l'épiscopat prononça son *non possumus*, et opposa une véritable résistance aux décrets d'une assemblée toute-puissante. Ni les prières, ni les menaces, ni les cris de fureur d'une populace entassée dans les galeries pour arracher le serment par la terreur, ne purent arrêter sur les lèvres des évêques la protestation que nous venons d'entendre. Dès lors la situation change de face et le caractère des évêques grandit. Jusqu'ici ils ont suivi de décret en décret la Constituante, dans une course précipitée, sur une route semée partout de leurs ruines. Ils s'arrêtent enfin, parce que pour la première fois s'est dressée devant eux la barrière de la conscience. Le 4 janvier 1791 marque leur première victoire.

Le lendemain, l'un des témoins et acteurs de cette scène grandiose, M. de Béthisy, évêque d'Uzès, ne dissimulait pas sa satisfaction. « Le jour d'hier, écrivait-il, sera fameux dans les fastes du clergé de France. *C'est le premier où j'ai eu quelque consolation.* Si nous avons combattu pour la gloire, nous pourrions dire que nous n'avons rien à désirer ; mais un intérêt d'un ordre bien supérieur était réservé à notre courage. Je ne suis pas sans espoir que cette journée ne sauve la religion en France ; mais je sais au moins qu'elle l'a glorifiée. » Elle l'avait glorifiée en effet, et Mirabeau ne put s'empêcher de dire à un complice : « Nous avons pris leurs biens, mais ils ont gardé leur honneur ¹. » Les évêques avaient sauvé leur honneur : mieux encore, ils avaient sauvé l'unité catholique.

On est frappé de la sage conduite des prélats députés à la Constituante. Sur quarante-cinq évêques, une quinzaine, soit maladie, fatigue de l'âge, ou dégoût d'une as-

I. *Mémoires de l'abbé d'Auribeau.*

semblée tumultueuse, dont la passion, l'esprit novateur et destructeur, les épouvantaient, n'avaient pas tardé à lâcher pied et à rentrer dans leur diocèse ; mais la majorité des prélats resta ferme à son poste. Ils avaient conscience que leur devoir était de faire front à l'ennemi. La postérité doit reconnaître qu'ils rendirent les plus grands services. Placés dans les circonstances les plus difficiles, engrenés dans une Révolution qui faisait éclater l'ancien monde et les mettait chaque jour en présence de décisions nouvelles, nous ne voyons pas qu'ils aient commis beaucoup de fautes. Déjà, par l'*Exposition des principes* signée de tous les évêques de France, ils avaient formé l'opinion sur la constitution civile. Leur héroïque attitude dans la journée du 4 janvier 1791 acheva de la frapper à mort.

Ils avaient pour les conseiller un homme d'une rare expérience, à la fois modéré et ferme, en qui la prudence n'excluait point l'audace : c'était Boisgelin, archevêque d'Aix. C'est lui qui offre, au nom du clergé, les quatre cent millions de biens, proposition qui démontra d'une façon éclatante le parti pris de spoliation qui poussait la Constituante. C'est lui qui rédige la fameuse *Exposition* dont l'influence fut immense, parce que, signée par les évêques de l'assemblée, elle entraîna le courant de l'épiscopat tout entier et, par l'épiscopat, les curés et la nation. C'est lui qui durant deux ans tient la correspondance avec Rome et qui, pour éviter, s'il est possible, les derniers déchirements, pousse ses collègues à offrir au pape leur démission dans la lettre du 3 mai 1791, jusqu'à ce que nous le retrouvions, en 1801, faisant cette fois à Pie VII le sacrifice que n'avait point accepté Pie VI.

Il était d'autant plus nécessaire aux prélats de la Constituante de suivre une marche assurée, que leur exemple et leurs actes avaient la plus grande influence sur la conduite de leurs collègues dispersés. Comme leur qualité

de député leur assurait une sécurité relative, dont ne jouissaient pas au même degré les évêques de la province, ils étaient encore à leur poste, alors que bien des diocèses se trouvaient privés de leurs premiers pasteurs. Comme, d'un autre côté, les communications de la cour romaine étaient rares et lentes, c'est vers les prélats députés qu'on regardait pour chercher l'orientation.

Ils ne trompèrent pas cette confiance. Leur fière attitude dans la séance du 4 janvier 1791 grandit encore leur situation aux yeux de la France catholique. Les mandements des évêques du dehors disent assez quelle admiration et quel élan une telle conduite avait provoqués dans tous les diocèses. Leur courage va fortifier partout la résistance. Quelques jours après, l'évêque de Blois, M. de Thémynes, parlant des malheurs de l'Eglise, voulait laisser « à ces illustres confesseurs dans l'assemblée nationale la tâche pénible d'être nos lumières et nos guides ¹. » Le noble exemple de ces confesseurs avait donné cette fois le signal ou du moins précipité le courant de la résistance. Elle va s'organiser sur toute la surface du territoire.

IV

Les évêques des divers diocèses commencèrent par refuser eux-mêmes le serment qu'ils interdisaient aux autres. On sait que l'épiscopat ne compta comme assermentés que quatre prélats titulaires : Loménie de Brienne, archevêque de Sens ; Talleyrand, évêque d'Autun ; La Font de Savines, évêque de Viviers ; Jarente, évêque d'Orléans. A ce nombre il faut, il est vrai, ajouter Loménie de Brienne,

1. Lettre de M. l'évêque de Blois aux électeurs du département de Loir-et-Cher, 11 février 1791.

coadjuteur du cardinal Loménie, son oncle ; Gobel ¹, évêque de Lydda, et du Bourg-Miroudot, évêque *in partibus* de Babylone. Les quatre premiers nous sont connus, surtout Talleyrand et Loménie de Brienne. Jarente était criblé de dettes. Savine se livra, durant la Révolution, à toutes sortes d'excentricités, quittant son costume ecclésiastique pour celui de garde national, organisant jusque dans son palais des bals « patriotiques », permettant à ses prêtres le mariage, se faisant républicain, abdiquant ses fonctions et apostasiant, jusqu'à ce qu'un repentir sincère vint mettre fin à tant de folies ².

Les prélats assermentés allaient être les pères de l'Eglise constitutionnelle ; mais ils faillirent l'étouffer dès sa naissance. Loménie de Brienne, La Font de Savines, Jarente, par sentiment d'honneur, par scrupule de gentils hommes, refusèrent de participer, en quoi que ce soit, au remplacement de leurs collègues dans l'épiscopat. « Je jure, mais je ne sacre pas », répondit Jarente à Gobel, élu métropolitain de Paris, et qui lui demandait l'institution canonique comme à son suffragant. La situation se compliquait singulièrement. La Constituante trancha la difficulté en décrétant que n'importe quel évêque pourrait sacrer et instituer n'importe où, pour n'importe quel siège. Le sceptique Talleyrand, déjà démissionnaire de son évêché d'Autun, qui aurait pu, ainsi que Sicyès, être choisi pour le siège de Paris, de préférence à l'obscur évêque de Lydda, voulut bien, probablement non sans rire, commander à Gobel de prendre la direction de ce grand diocèse et aux fidèles de lui obéir. Assisté de Gobel et de Miroudot, « aventurier franc-comtois, dit M. Sau-

1. Gobel, évêque de Lydda, dont la défection devint bientôt après publique, était suffragant de l'évêque de Bâle, qu'il représentait en Alsace pour la partie française de ce diocèse. Il n'appartenait qu'indirectement à l'Eglise gallicane.

2. Cf. *Le schisme constitutionnel dans l'Ardèche* par Simon Brugal, 1889.

zay, ex-bernardin et consul de France à Bagdad, qui avait obtenu par surprise le titre d'évêque de Babylone», Talleyrand donna l'onction pontificale aux premiers évêques assermentés. Ce n'était point heureux pour l'Eglise constitutionnelle, d'avoir été en quelque sorte engendrée par un évêque tel que Talleyrand. Les prélats expulsés ne lui ménagèrent pas l'épithète d'Eglise Talleyrandiste. On se plut même parfois à célébrer l'arrivée des nouveaux pontifes par des chansons où le couplet de Talleyrand alternait avec celui de l'intrus ¹.

Il paraît que Seignelay-Colbert, évêque de Rodez, prélat d'une conduite irréprochable, mais d'un caractère faible, avait été tenté de se joindre aux évêques constitutionnels. Il allait prêter serment lorsqu'il en fut empêché, au dernier moment, par l'abbé Malzieu, son collègue à l'assemblée nationale ². Les constitutionnels avaient également compté sur l'adhésion de M. de Lorry, évêque d'Angers. Grégoire ³, dont les assertions dans la question présente

1. Sauzay, I, 409-412, donne une de ces chansons pour Besançon.

2. Le dernier délai pour la prestation du serment était fixée au 4 janvier 1791. L'évêque de Rodez allait le prêter et préparait un mandement pour ses diocésains. L'abbé Malzieu court à son hôtel. Le prélat est couché et le domestique défend sa porte, parce que Seignelay-Colbert doit partir le lendemain pour Rodez. L'abbé Malzieu, à force d'instances, finit par arriver jusqu'à lui et lui représente la gravité de l'acte qu'il va accomplir. « Vous êtes, lui dit-il, le successeur de saints évêques et à la tête d'un saint clergé, et d'un coup vous allez obscurcir cette gloire. Cette devise dont la ville de Rodez se montre fière : *Rutena fidelis Deo et Regi*, Rodez fidèle à Dieu et au roi, vous allez donc la renier. Il sera donc dit qu'un Colbert va perdre le beau diocèse de Rodez... Monseigneur, levez-vous et partez à l'instant pour l'Angleterre. » A cette vive apostrophe, l'évêque ne répondit rien. Il enfonça sa tête dans son lit, et le lendemain il partit pour l'Angleterre au lieu de se diriger vers le Rouergue. L'abbé Malzieu à qui le vénérable docteur Marion demandait comment un évêque, « aussi pieux que Mgr Colbert », avait pu concevoir un pareil projet, répondit qu'il avait été porté à cette détermination par son secrétaire. Cf. Servièrès, *Histoire de l'Eglise du Rouergue*, in-8°, 1875.

3. « Lorry, ancien évêque d'Angers, le même, dit Grégoire (*Mémoires*, II, 272) qui, d'abord réfractaire au serment, voulut ensuite le prêter, mais trop tard, pour conserver son siège, attendu que l'élection de son successeur était commencée, Lorry qui, insermenté, voulait cependant four-

ne doivent être accueillies qu'avec une grande réserve, affirme que ce prélat, pris de regret d'avoir refusé le serment, se ravisa et voulut le prêter, mais trop tard.

Tous les autres refusèrent, et de quel ton ! Je ne sais quel souffle d'héroïsme passa dès cette époque sur la France catholique. La persécution donne à certaines âmes une vibration qui leur fait rendre un son sublime. Quelle imprudence d'acculer ainsi des hommes à leur conscience ! Entendez l'évêque de Glandèves, M. de Hachette des Portes : « Malheur à moi, dit-il, si, accablé de travaux et d'années, touchant de si près au période de la vie, j'imprimais une tache à ma vieillesse, et si je laissais après moi l'exemple et le scandale d'une faiblesse. Heureux, avant de terminer ma carrière, si je suis trouvé digne de souffrir quelque chose pour l'amour de Jésus-Christ et pour la cause de son Eglise ¹. » Voici M. de Bourdeilles racontant lui-même la scène de son refus de

nir à Villars, évêque de Laval, la crosse et la mitre, etc... » Il semble que, si telle eût été la résolution de M. de Lorry, il n'aurait pas répondu, le 10 vendémiaire, an II, aux sollicitations du constitutionnel Rangeard et de ses amis : « Nos opinions ne sont pas les mêmes. Elles sont libres, je le sais, et je ne vous demanderai pas plus le sacrifice des vôtres que je ne vous ferai celui de *mes principes dans lesquels je veux vivre et mourir* ; mais nos cœurs s'entendront toujours. Toujours vous me serez chers et je voudrais pouvoir vous le prouver. » Grégoire, encouragé par cette extrême tolérance de M. de Lorry, écrivait : « Franchement, je voudrais qu'il écartât toutes les considérations qui l'empêchent de se réunir avec nous dans la cathédrale de Paris. » — Grégoire (ibid. II, 16, 163) dit encore que les évêques de Langres, Besançon, Blois, Chartres, Rodez, avaient pris des mesures pour organiser leur diocèse sur le plan de la constitution civile du clergé, mais qu'ils changèrent d'avis, entraînés par leurs confrères. La conduite ultérieure de ces prélats, en particulier de l'évêque de Chartres et de l'archevêque de Besançon, la grande part prise par l'évêque de Langres à la polémique contre la constitution civile du clergé, ne laissent guère de crédit à cette affirmation de Grégoire. Lecoz, évêque élu d'Ille-et-Vilaine, ayant écrit à l'évêque de Rennes de garder son poste en jurant, comme l'avait fait l'évêque d'Angers, l'évêque de Rennes répond que M. de Lorry est « injustement accusé, dans quelques libelles, d'une faute qu'il n'a pas commise. » *Collect. eccl.*, XI, 84-90.

1. *Collection ecclésiastique*, III, 309-311.

serment dans la cathédrale de Soissons. « Le magistrat, dit-il, m'a sommé de me rendre dans le temple saint. Il m'y attendait pour me donner une nouvelle église, un nouveau peuple, une nouvelle mission, un nouveau clergé ; pour que je reçusse de ses mains, des mains d'un laïque, une loi émanée de la seule puissance politique, une loi publiée contre le vœu de toute l'Eglise de France, une loi destinée cependant à servir de code pour le gouvernement ecclésiastique de France, une loi qui soumet à la magistrature civile le pontife de Jésus-Christ ! Et c'est à un évêque qu'on la propose ? C'est de l'évêque qu'on exige un gage de son acceptation dans un serment irrévocable, prononcé à la face des saints autels, en présence des peuples et du clergé. A la face des saints autels, ils ont entendu de ma bouche un serment contraire ! Prostré aux pieds de ces mêmes autels, j'ai juré fidélité à l'Eglise, obéissance à son chef visible. Du haut des cieux, son chef invisible, Jésus-Christ, a reçu mon serment, les saints protecteurs du diocèse en sont les gardiens. Il vous sera représenté, mes frères, à vous et à moi, au jour redoutable de notre jugement. Que le magistrat, avant de me proposer un nouvel engagement, déchire ma profession de foi, qu'il efface du livre céleste mon premier serment, qu'il l'arrache des mains de Jésus-Christ. Tant que le premier subsistera, en prêter un second qui le révoque, quelle trahison, mes frères, et quelle infidélité ! » Il y a dans ce langage, de la fierté, de la hauteur, je ne sais quelle vaillance guerrière, et une foi résolue jusqu'à l'enthousiasme. De tels documents abondent. Quand le procureur général syndic du département du Gers, vient déclarer à M. de la Tour-du-Pin, archevêque d'Auch, qu'il est tenu par ordre de l'Assemblée nationale de se soumettre à la constitution civile du clergé, il s'attire cette réponse : « Lorsque, par l'autorité du Saint-Siège apostolique, l'Eglise m'a investi de sa juridiction en me

plaçant sur le siège d'Auch, je ne croyais pas que j'eusse jamais des ordres à recevoir de qui que se soit dans le monde pour le gouvernement spirituel de mon Eglise, si ce n'est du concile de ma province, d'un concile national ou œcuménique, ou de l'Eglise de Rome, mère et maîtresse de toutes les autres. Les temps ont pu changer, Monsieur, mais non les principes ¹. » L'évêque de Senez écrit, le 10 décembre 1790, au directoire du département: « Qu'on ne m'oblige pas à renoncer à mon état, on ne l'obtiendra jamais de moi. Qu'on ne m'oblige pas à trahir mon ministère. Ma tête est aux hommes, mon âme n'est qu'à Dieu. La voix de mes ancêtres, dans cette église plus ancienne que cet empire, me parle plus haut que vous. La loi divine m'oblige avant la loi humaine. Je jette mon ancre sur la foi de tous les siècles et non sur le sable des opinions nouvelles. Vous m'ordonnez de quitter mon église et d'abjurer mes fonctions : le pouvez-vous ? Chassé de cette ville, je passerai dans une autre de mon territoire ; je suis uni à cette église à titre d'époux, de père et de pontife. Elle est à moi sans partage. Mes intentions sont pures, ma foi ne me trompe pas. Je plaide une belle cause. Non, je le proteste, un vil intérêt ne souille point mon âme, la vengeance n'est pas plus dans mon cœur que dans mes mains. Les larmes que je répands dans le secret attestent bien mieux encore le ciel de mon innocence ². »

1. *Collection ecclésiastique*, t. I^{er}, p. 419 et suiv.

2. Aubert, *la Révolution française à Digne*, in 8^o, p. 114.

CHAPITRE SIXIÈME

Avec quelle vigueur les évêques défendent la situation

I. Les évêques inébranlables pour eux-mêmes, ont à affermir les autres, et à défendre la situation. — Ils nous apparaissent environnés de ruines. Tout semble s'effondrer sous leurs pas. — Crainte de défaillances, ils voudraient détourner toutes les rigueurs sur leur tête et être anathème pour leurs frères. — Comment ils doivent tout d'abord s'assurer de leurs curés. — L'assemblée nationale et les évêques se les disputent. — Angoisses des curés. — Cheveux blanchis en une nuit. — Désolation d'un évêque qui a perdu tout son clergé devenu constitutionnel. — Menaces de peines spirituelles. — Le curé d'Auch, qui vient de jurer, excommunié séance tenante, à la cathédrale, par son archevêque. — Avec les curés, il fallait préserver les fidèles. — Comment ils sont tiraillés en deux sens. — Comment les évêques cherchent à les prémunir. — Tendre appel adressé par M. de Bourdeilles à ceux qui sont tombés. — II. Après ces appels au clergé et aux fidèles, les évêques s'adressent aux autorités administratives, aux électeurs. — Ils les conjurent de ne point procéder au remplacement des insermentés. C'est leur droit de citoyens et leur devoir de chrétiens. — Quand les autorités ont passé outre, les évêques somment les élus de ne point prendre la place des pasteurs légitimes. — Quel sombre tableau ils tracent de la situation des intrus. — L'argument de la succession apostolique brandi sur leur tête. — Sommation d'avoir à montrer leurs titres, leurs pouvoirs, de rendre le bâton pastoral, la chaire usurpée. — Leurs sacrements nuls. — Ils ont rompu la chaîne de la tradition, dont « l'anneau brisé est sanglant », dit Bossuet. Ils sont les évêques de la constitution et non de l'Eglise. — Ils sont traités de mercenaires, de fils de l'étrangère. — III. Correspondance des constitutionnels avec les évêques légitimes. — Ils s'y montrent souvent modérés, modestes, et paraissent un peu honteux de prendre la place de si grands personnages. — Curieuse lettre à l'archevêque de Reims. — Une lettre vive à l'évêque de Nancy. — Charme particulier des lettres où les évêques ouvrent leur cœur à leurs remplaçants égarés.

I

Après avoir professé leur foi, les évêques avaient à confirmer celle du clergé et des fidèles. Les prélats députés n'avaient pas voulu livrer bataille sur la constitution civile au sein de l'assemblée nationale. Nous les

avons vu prendre la parole et se mêler activement à la discussion, tant qu'il s'était agi des intérêts politiques et sociaux du clergé. Maintenant que la Constituante portait la main à l'encensoir et voulait s'aviser de refondre l'organisation intérieure de l'Eglise, les évêques jugèrent, après en avoir délibéré, que suivre l'assemblée sur ce terrain eût été reconnaître, en quelque sorte, sa compétence dans une question qui relevait, non d'une chambre, mais d'un concile. Ils se contentèrent de motiver leur refus de serment et sortirent du comité ecclésiastique ¹. Cette abstention nuisit grandement aux débats qui n'eurent point l'éclat et l'ampleur des autres discussions.

Les évêques comprirent que la bataille perdue dans le parlement pouvait et devait être gagnée dans le pays. Ce sera leur éternel honneur d'avoir tout fait pour vaincre au milieu de difficultés inouïes, d'avoir retenu sur le penchant du schisme une nation que tout semblait y précipiter. Ils nous apparaissent à cette époque entourés de périls, enveloppés de ruines, obligés de faire front en même temps au gouvernement qui les menace, aux municipalités qui les pressent, à leurs curés qui se déban-

1. Le comité ecclésiastique, nommé par l'assemblée le 20 août 1789, comptait quinze membres, dont deux évêques (MM. de Bonal et de Mercy, évêques de Clermont et de Luçon) et trois curés. L'évêque de Clermont fut nommé président; mais son influence fut paralysée par les six avocats du comité, Lanjuinais, Martineau, Treilhard, Legrand, Durand de Maillane et Sallé de Choux, qui tous, à l'exception du dernier, étaient favorables aux innovations. Néanmoins, comme les novateurs n'avaient point encore dans le comité une majorité assez docile, l'assemblée, le 7 février 1790, porta le nombre des membres à trente. Les quinze nouveaux élus comprenaient sept ecclésiastiques, savoir: l'abbé de Montesquiou, l'abbé Expilly, les curés Massieu, Gassendi et Thibault, et deux religieux, dom Gerle, chartreux, et dom Le Breton, bénédictin. Sur ces sept ecclésiastiques, l'abbé de Montesquiou votait seul avec le côté droit. Les autres et les laïques étaient acquis à toutes les fantaisies du comité. Aussi les évêques de Clermont et de Luçon, l'abbé de Montesquiou et les trois curés qui faisaient partie du comité dès le 2 août, ne tardèrent point à donner leur démission.

dent, sans compter les moines apostats sortis de leurs couvents qui, selon l'expression de M. Thémînes, évêque de Blois, viennent comme « des cadavres épars répandre dans les diocèses une odeur de péché et de mort . » Des cris d'angoisse, presque de désespoir, s'échappent parfois de leur cœur. Certains prélats, craignant des défections dans leur clergé, voudraient être seuls au péril et au sacrifice. « Si l'orage grondait sur vos têtes, écrit l'évêque de Glandèves à ses ecclésiastiques, détournez-le sur nous¹. » « Ah ! plutôt à Dieu, s'écrie avec saint Paul l'évêque du Puy, que je fusse seul anathème pour mon peuple ! » Cette pensée si chrétienne du premier pasteur s'immolant en victime expiatoire pour son troupeau, revient sans cesse dans les mandements épiscopaux. « Nous souhaiterions, écrit l'évêque de Saint-Pol de Léon à ses prêtres, être anathème pour vous devant le Seigneur. Nous voudrions rassembler sur notre tête, déjà fatiguée par les années, tout le poids de vos afflictions, tous les traits de la haine qui vous poursuit. Avec quelle joie nous nous verrions chargés de vos chaînes, pourvu qu'à ce prix elles tombassent de vos mains². »

Mais les évêques avaient beau s'offrir à Dieu pour le sacrifice, l'épreuve ne devait pas être épargnée aux curés. Nous avons dit quelles tentations terribles les poussaient à fléchir. On raconte qu'un curé du diocèse d'Aix monta

1. *Lettre de M. l'évêque de Blois à M. Adam, chanoine, 1790, p. 18.* — Aubert, *op. cit.*, p. 114.

2. L'évêque de Saint-Papoul dit : « Qui sommes-nous, Seigneur, pour vous offrir le sang qui coule dans nos veines ! Oh ! que ne peut-il détourner votre colère de dessus votre peuple... » — L'évêque de Tarbes s'écrie : « J'adore, ô mon Dieu, les décrets de votre providence infinie. Que le pasteur soit frappé, mais que les brebis ne soient pas dispersées ; je me dévoue sans mesure à toutes les rigueurs de votre justice. » — L'archevêque d'Auch écrit : « Que ne puis-je être l'objet unique des malédictions et de la persécution ! Que ne puis-je être la seule victime de l'aveuglement des hommes, et satisfaire la justice divine pour toutes les âmes confiées à mes soins ! » *Collection ecclésiastique*, XII, 42, 174 ; XIII, 213, 225, 226, 309, 314.

dans sa chambre après la réception du décret prescrivant le serment. On l'entendit marcher toute la nuit, promenant d'horribles anxiétés. Le lendemain matin, quand il vint à l'église dire sa messe, le sacristain recula épouvanté. C'était un vieillard qui s'avavançait vers lui. En quelques heures, ses cheveux avaient complètement blanchi ¹.

Ces prêtres que leurs cruelles incertitudes font ainsi blanchir en une nuit, l'Eglise et l'Etat se les disputent. La Constituante, dans le sermon laïque qu'elle a envoyé en leurs presbytères leur dit : « Vous, pasteurs, réfléchissez que vous pouvez, dans cet instant, contribuer à la tranquillité des peuples. Aucun des articles de foi n'est en danger. Cessez donc une résistance sans objet. Ne causez point aux représentants de la nation la douleur de vous voir écarter de vos fonctions par une loi que les ennemis de la Révolution ont rendue nécessaire. L'Assemblée nationale sera inébranlable dans ses résolutions. »

Survient alors M. de La Luzerne qui, après avoir refuté la fameuse instruction avec sa logique puissante, crie à son tour aux curés : « Pasteurs des peuples, ministres et défenseurs de la foi, accourez à son secours, dans le moment où elle est si violemment attaquée ; ralliez-vous autour de vos évêques dont l'unanimité vous présente un si grand exemple. Il en est temps encore ; votre courageuse résistance peut sauver l'Eglise et empêcher qu'on ne ravisse à votre patrie la vraie religion, le patrimoine le plus sacré que nous ayons reçu de nos pères, l'héritage le plus précieux que nous puissions transmettre aux générations futures. O vous qui, vous élevant au-dessus de toutes les espérances et de toutes les craintes de la terre, avez rejeté le coupable serment, bravé la

1. Cirot de la Ville, *Mgr Le Quien de la Neufville, dernier évêque d'Ax*, 1890, in-8°, p. 98-99.

pauvreté, la calomnie, la persécution, la mort, vous savez qu'une immense récompense doit un jour vous dédommager amplement de vos pertes. Mais j'ose vous annoncer que vous ne tarderez pas à la recevoir dès ce monde. Votre courageuse résistance forçant tous les respects, dessillera enfin les yeux trop longtemps fascinés. La même loi civile qui vous proscriit aujourd'hui vous ramènera au milieu de vos peuples, plus grands par votre abnégation, plus honorés par vos disgrâces, plus chéris par vos malheurs... Et vous qui, dans ce grand combat de la conscience contre l'intérêt, n'avez pas montré le même courage, vous que les suggestions étrangères, le défaut d'instruction, la crainte de la misère, la terreur d'un peuple soulevé, les larmes d'une famille dont vous êtes les seules ressources, ont engagé à prêter le déplorable serment et à faire le premier pas vers le schisme, vous avez par une grande faute scandalisé l'Eglise, mais elle vous tend encore les bras pour vous relever de votre chute. Elle vous crie ce que son divin fondateur disait au chef des apôtres : *Et tu aliquando conversus confirma fratres tuos*. Voyez les grands exemples qui vous ont été donnés et dans l'Assemblée nationale et dans les paroisses de la capitale. Il va paraître au milieu de vous, cet évêque intrus qu'aura élevé une élection irrégulière. Auquel de vos serments serez-vous fidèles ? Sera-ce à celui que vous prononçâtes aux pieds de votre évêque légitime ? Il faut irrévocablement décider si vous et le peuple que vous êtes chargés de conduire, serez catholiques ou schismatiques. » M. de Vintimille, évêque de Carcassonne, emploie un argument de gentilhomme. Après avoir dépeint les remords, la honte et la confusion réservés aux prévaricateurs, il ajoute : « Et il faut être de bien mauvais goût pour aimer mieux prendre des pouvoirs de M. J. Fabre (grand vicaire de l'intrus) que de moi. Ce n'est là qu'un goût de laquais. » Du reste, M. de Vintimille trouve que les lettres

de son remplaçant constitutionnel sont écrites « en style de postillon ¹. »

Les appels des évêques à leur clergé retentissent dans toute la France, tantôt plus confiants, plus sereins, quand les prélats peuvent rendre le témoignage à leurs prêtres, comme l'archevêque d'Embrun, « qu'il en est très peu qui aient prêté le serment sans restriction ou qui ne soient disposés à le rétracter », tantôt plus désolés et plus déchirants, lorsque la réalité leur arrache l'aveu, comme à l'évêque de Toulon, que « la presque universalité a promis à Dieu par serment de maintenir de tout son pouvoir la constitution » schismatique. Il faut entendre de quel ton ce pontife, qui a perdu tout son troupeau, pasteurs et fidèles, le conjure de rentrer dans le bercail ². Rien n'est plus

1. *Œuvres de La Luzerne*, VI, 423-425. Monerie de Cabrens, *Mgr de Vintimille*, d'après sa correspondance, 1888, p. 24-39.

2. « Reconnaissez, Messieurs, dit l'évêque de Toulon à ses prêtres, l'abîme dans lequel vous vous êtes laissé entraîner, parce que peut-être vous n'en aperceviez pas toute la profondeur. Hâtez-vous d'en sortir, il en est temps encore. Ne vous laissez intimider ni par la crainte de la pauvreté, ni par les menaces, ni par la persécution... Que l'exemple de tous les évêques du royaume, de la fermeté héroïque de ceux de l'assemblée, dignes des premiers siècles de l'Eglise, vous encourage et vous ramène dans le sentier dont vous vous êtes écartés. Cédez enfin aux tendres instances de votre pasteur, de votre ami, de votre père. Vous me rendrez, par le désaveu solennel de votre serment et votre retour à la foi, la paix et le calme qui, depuis longtemps, sont bannis de mon cœur. Hélas, Messieurs, de toutes les peines et les tribulations par lesquelles Dieu a daigné m'éprouver, la plus amère a été celle de la chute que je vous reproche aujourd'hui. Elle a été, elle est encore pour moi une source inépuisable de larmes. J'ai la confiance que vous ne résisterez pas aux pressantes invitations de votre premier pasteur. » L'évêque de Châlons-sur-Marne parle aux prêtres qui ont faibli un magnifique langage. « L'épreuve, leur dit-il, était, il est vrai, délicate, et la tentation bien affreuse ; mais le salut des âmes, mais la gloire de l'Eglise, mais l'honneur de votre ministère, mais les regards de l'univers chrétien fixés en ce moment sur vous, devaient soutenir votre foi et enflammer votre courage. Vous avez voulu éviter le schisme, et vous l'avez fait ; conserver la paix, et vous avez porté dans le champ du Seigneur le trouble et le scandale ; obéir à la loi, et vous avez désobéi à Dieu ; être bons citoyens, et vous avez été parjures ; prévenir la chute de la religion, et vous avez tout fait pour la perdre. Ah ! il en est temps encore, revenez d'une erreur si funeste. Nous vous en conjurons par toutes les larmes que verse en ce moment l'Eglise

touchant que les tendres appels, les adjurations suppliantes adressées par les évêques, par l'archevêque de Besançon, par exemple, aux prêtres chancelants ou tombés. Mais, au besoin, la prière et la miséricorde font place à la fermeté et à la justice. « Et vous, dit aux assermentés l'évêque de Lescar, qui fondez peut-être votre impunité sur la multitude des coupables, détrompez-vous; l'Eglise ne craint rien de votre nombre. Elle a vu votre défection, elle tient en main votre châtiment, elle vous enveloppera dans un même anathème ¹. » Parfois les défaillances reçurent immédiatement leur châtiment. L'archiprêtre d'Auch venait de prêter serment dans la cathédrale. Aussitôt son archevêque, M. de la Tour-du-Pin, monte en chaire et prononce contre lui la sentence d'excommunication devant tout le peuple. Le malheureux, frappé de terreur, se rétracte et tombe aux pieds de son évêque. Cette hardiesse d'un prélat que l'ancien régime avait connu doux et presque timide, nous montre le caractère de ces évêques trempé par les circonstances et grandissant avec le péril.

La fidélité du peuple n'était pas moins importante à sauvegarder que celle des curés. C'est pour se l'assurer

gallicane, par les nouveaux malheurs qui la menacent, par ce grand deuil qui couvre en ce moment toute la face de la catholicité, abjurez un serment qui a fait votre crime et qui peut encore faire votre gloire. » Instruction pastorale de l'évêque de Châlons-sur-Marne, 1791, I, 38, 39.

1. Mandement de Mgr de Noé, 10 mai 1791. L'évêque de Toulon dit à ses prêtres : « Je ne rougis pas de me mettre à vos genoux pour vous y déterminer. Mais après avoir épuisé toutes les ressources de l'amour, de la tendresse, de la charité, je ne dois pas vous dissimuler que votre résistance me forcerait à me servir des armes spirituelles que l'Eglise m'a confiées, pour vous obliger à rentrer au bercail. » *Lettre de M. l'évêque de Toulon à Messieurs les curés et vicaires de son diocèse*, 23 p. in-8°. L'évêque de Toulon avait déjà écrit à ses prêtres, le 15 octobre 1790 : « Le sort de la religion est entre vos mains. Si tous les ministres de la religion, fidèles à leur évêque légitime, montrent constamment aux fidèles la route qu'ils doivent suivre, jamais la religion ne pourra nous être ravie; mais si, par le plus grand des malheurs ils se laissent séduire, la France serait perdue sans ressource et n'offrirait bientôt plus, comme l'Angleterre, qu'une terre infidèle. » *Coll. eccl.*, I, 472.

que les évêques adressaient des appels si pressants à leurs prêtres, dont l'influence était si grande sur leur troupeau. C'est la détermination du peuple qui décidera la victoire dans un sens ou dans l'autre. Ce peuple, qui veut rester catholique, se trouve balloté entre des adversaires dont la prétention est de représenter la religion et l'Eglise. L'assemblée nationale, écartant un projet de Mirabeau dont la véhémence et les menaces philosophiques auraient pu faire mauvaise impression sur les populations, adopte une adresse plus tempérée, plus habile, qu'elle envoie aux Français sous le nom de « Instruction », pour protester qu'elle est « attachée à la religion de leurs pères, à l'Eglise catholique dont le pape est le chef visible sur la terre. » Elle se défend avec énergie d'avoir confondu tous les « pouvoirs, les droits du sacerdoce et ceux de l'empire », de vouloir persécuter un clergé dont elle a mis le budget « au premier rang des dépenses de l'Etat. » « Français, dit-elle, vous connaissez maintenant les sentiments et les principes de vos représentants ; ne vous laissez donc plus égarer par des assertions mensongères ¹. »

Mais voici l'évêque de Langres qui tient aux Français un tout autre langage ! « Ne vous laissez pas entraîner, leur crie-t-il, dans ce schisme effrayant... Conservez à ce royaume l'unité précieuse, la pureté de foi, qui depuis tant de siècles fait sa gloire et son bonheur. Vous allez vous trouver placés entre deux classes de pasteurs, et obligés de choisir ceux dont vous suivrez la voie : à qui vous confierez la direction de vos âmes. Hésiterez-vous entre ceux qui ont reçu leur mission de l'Eglise, et ceux

1. *Instruction de l'assemblée nationale sur la constitution civile du clergé*, 21 janvier 1791. — Le projet de Mirabeau avait été lu dans la séance du 4 janvier.

qui tirent la leur de l'Assemblée nationale ¹ ? » Lorsque tant d'efforts, tant de courage, d'éloquence, n'ont pu préserver tout son troupeau de la chute, avec quel cœur M. de Bourdeilles adresse un dernier appel à ceux qui, pasteurs ou fidèles, ont eu la faiblesse de prêter le serment. « Je viens à vous, leur dit-il, ô mes frères égarés, à vous que la contagion de l'exemple, la séduction ou la terreur ont jetés dans ce déplorable schisme, à vous que j'ai enfantés à l'Eglise catholique, que j'ai confirmés dans la foi, à vous encore que j'ai élevés au sacerdoce et placés dans le sanctuaire. Dequis deux ans, quelle révolution s'est opérée ! Vous et moi, non, et je vous l'ai prouvé, nous n'avons plus la même religion. Je suis ce que j'étais il y a deux ans, toujours uni à l'épiscopat de la catholicité, toujours en communion avec le vicaire de Jésus-Christ. Et vous, ô mes frères, puisque vous n'êtes plus ce que vous étiez il y a deux ans, je vous le demande, qui de nous a changé ? Oh ! mes frères, que vous a fait l'Eglise catholique ? Que vous ont fait l'épis-

1. « Entre ceux dont le ministère, par une succession non interrompue, remonte jusqu'aux apôtres, et ceux qui, interrompant cette véritable tradition de ministère, vont commencer une succession nouvelle ; entre ceux qui restent unis de communion à la sainte Eglise romaine et à toutes celles de la catholicité, et ceux que les anathèmes du souverain pontife et de tous les évêques vont frapper sur leurs sièges ; entre ceux qui, avant ces jours de désolation, jouissaient de toute votre estime, et des inconnus que l'intrigue et la simonie vont conduire au milieu de vous ; entre ceux qui, sacrifiant toutes leurs possessions, toutes leurs espérances, ne peuvent être animés que du noble motif du devoir, et ces avides intrus impatients d'envahir le sacré ministère, dont leur ambition et leur avarice seules suffiraient pour les faire déclarer indignes. » M. de La Luzerne termine son appel par cette adjuration suppliante : « Ah ! mes frères, il s'agit ici de votre plus grand, de votre plus cher intérêt, de votre salut éternel. Il n'est pas hors de l'Eglise, il n'y a pas d'Eglise loin des pasteurs légitimes. Ecoutez la voix salutaire de votre conscience, qui vous crie de ne pas vous engager à la suite de ces ministres prévaricateurs, qui vous conduiraient dans le schisme, et de vous rapprocher plus fortement que jamais de vos anciens, de vos véritables pasteurs, qui seuls unis à l'Eglise par le lien sacré de l'unité, peuvent seuls vous y tenir fermement attachés. » La Luzerne, *Examen de l'instruction de l'assemblée nationale. Œuvres*, VI, 422, 423.

copat et Pie VI, chef suprême de l'épiscopat ? Que vous a fait Jésus-Christ lui-même, pour que vous les ayez si témérairement abandonnés ? Quelle plaie douloureuse faite à mon cœur ! Mes enfants me repoussent et tremblent de m'avouer pour leur père. Qu'ils me rapportent donc, qu'ils viennent, d'une main hardie et sacrilège, lacérer devant moi la formule sacrée du serment de leur baptême, celle du serment non moins redoutable de leur sacerdoce. Ma foi et mon amour les réclament ; ils se sont engagés à moi, ou plutôt à Jésus-Christ, qu'ils ne peuvent trouver qu'avec moi. C'est en ses mains qu'ils ont juré fidélité à l'Eglise, à son chef visible, à l'épiscopat, en qui réside solidairement la souveraineté spirituelle. Voilà, mes frères, voilà votre vœu : les anges l'ont reçu, il est imprimé sur votre front, il vous suivra au jugement de Dieu. O pensée pleine de terreur ! Et je ne vous aurais imposé les mains que pour être, au jour des vengeances, votre premier accusateur ¹. »

II

On ne se lasserait pas de transcrire ces pages aujourd'hui oubliées, tant elles sont palpitantes encore d'émotion après cent ans, tant elles font d'honneur à l'épiscopat de l'Eglise gallicane. Mais il nous faut marcher avec les événements eux-mêmes. Le jour approche où les électeurs, convoqués par les autorités départementales sur les ordres de l'assemblée nationale, vont remplacer les évêques réfractaires. Suivons-les dans cette phase nouvelle de la lutte. Ils vont défendre le terrain pied à pied, et trouver des accents dont l'écho ne doit point être perdu pour la postérité.

1. *Mandement* de l'évêque de Soissons, pour la publication du bref du pape du 19 mars 1791, p. 53-55.

Nous les voyons tout d'abord s'efforcer d'arrêter les administrateurs, les électeurs des départements. « Qu'allez-vous donc faire, écrit l'évêque de Blois à ceux du Loir-et-Cher ? mettre deux chefs dans une famille, deux pasteurs dans un troupeau, deux esprits dans un même corps. Vous allez donc enfanter sous peu de moments ces intrus conçus le 27 novembre ¹. » L'évêque de Troyes rappelle avec force aux électeurs de l'Aube leurs devoirs et leurs droits. « Vous êtes des citoyens, leur dit-il, vous êtes les représentants d'une contrée libre ; c'est à vous qu'il appartient d'exprimer la ferme adhésion à la religion de nos pères. La constitution ne vous impose pas un rôle servile et purement passif. Usez comme citoyens du droit de pétition. Dites à l'assemblée nationale que, fidèles à la constitution de l'Etat, vous voulez vivre et mourir fidèles à Dieu et enfants de l'Eglise catholique². » Les prélats étaient d'autant plus autorisés à tenir ce langage, que le décret du 25 janvier 1791 attribuait formellement « l'exécution de la loi du 26 décembre aux corps administratifs et aux municipalités », lesquels jouissaient d'une grande indépendance et d'une large initiative.

Les remontrances des évêques, les sentiments de foi encore très vifs chez les populations rurales, provoquèrent de nombreuses abstentions que nous voyons s'élever à plus de la moitié des électeurs dans le Cantal, à près de la moitié dans le Bas-Rhin ³. Mais c'étaient là des ex-

1. *Coll. eccl.*, X, 435. « Vous allez détruire l'harmonie et l'unité de la doctrine et de l'autorité, substituer à l'antiquité de la foi, du ministère et des ministres, une religion et des ministres décrétés depuis quelques jours. »

2. Barral, loc. cit. p. 52.

3. Dans le Cantal sur 396 électeurs, 175 seulement se présentèrent au scrutin. — Dans le Bas-Rhin, sur 657, — 460 prirent part à l'élection. Le constitutionnel réunit 318 suffrages. — A Besançon, sur 325 électeurs, il y eut 74 abstentions. — A Carcassonne, les électeurs refusèrent de voter s'ils n'étaient pas payés. On objecta le manque d'argent, « attendu que les fonds existants dans les caisses des receveurs ne suffisaient pas à beaucoup près pour le traitement du clergé. » — A Auch, l'élection fut très pénible et n'aboutit qu'au troisième tour.

ceptions. Presque partout, la grande majorité des électeurs prit part au vote. L'assemblée nationale était trop puissante, trop populaire encore; il y avait trop de politiciens dans les villes et dans les campagnes, pour que les répugnances des catholiques fidèles à leurs anciens pasteurs, pussent se traduire par une abstention en masse ou par des votes d'opposition. L'archevêque d'Auch s'afflige de cette capitulation. Il dénonce « le barbare fanatisme de quelques électeurs, la frayeur immense de presque tous les autres », qui les ont poussés à remplacer, non seulement leur évêque, mais encore les pasteurs des « paroisses remplies de leurs parents et de leurs amis. » Ils pouvaient empêcher le schisme, et ils l'ont précipité. « Qu'avaient-ils tant à craindre ? Leur nombre ne faisait-il pas leur force ? Ne sont-ils pas libres de manifester leur opinion ? Ne jouissent-ils pas de la confiance des paroisses ? » On a voulu les prendre par la terreur, on a répété que leurs maisons seraient brûlées et saccagées. La vérité, c'est qu'ils « n'auraient rien perdu. Ils auraient donné un grand exemple. Ils se sont déclarés schismatiques; ils ont élevé autel contre autel ; ils ont commis un grand crime, un énorme sacrilège ¹. »

Les administrations départementales poussaient parfois le zèle jusqu'à lutter contre les évêques légitimes, non seulement par les décrets, mais par la plume. Le procureur général syndic de la Haute-Marne, M. Becquey, qui devait être appelé plus tard à de grandes situations et avoir M. Beugnot pour biographe, engagea une polémique doctrinale très vive contre l'évêque de Langres, M. de La Luzerne. Les lettres du prélat à « MM.

1. *Nouvelles instructions* de l'archevêque d'Auch, 22 juin 1791. — Il y eut cependant, nous l'avons dit, beaucoup d'abstentions en plusieurs endroits. L'évêque de Châlons-sur-Marne (*Instruction pastorale citée*, p. 27) parle de « l'absence de la plus saine partie des électeurs catholiques. »

les administrateurs du département », les réponses du syndic général nous ont été conservées. M. Becquey avait affaire à forte partie. Revenu de ses idées révolutionnaires, il avouait plus tard, en 1815, à M. de La Luzerne, que pour confectionner ses réponses à son redoutable adversaire, il était flanqué de sept théologiens chargés de lui fournir des renseignements, des textes; encore les élucubrations essoufflées de ces docteurs improvisés, faisaient-elles pauvre figure en face des pages magistrales de l'illustre évêque de Langres. Il est vrai que le tribunal du district de Chaumont, à court d'arguments, condamnait les écrits de M. de La Luzerne à être brûlés par la main du bourreau. Mais faire flamber les mandements, ce n'était pas les réfuter. M. de La Luzerne maintint par son ascendant l'orthodoxie dans son diocèse, et un de ses adversaires écrivait avec admiration qu'il y avait vu « l'influence d'un seul homme sur une multitude infinie de personnes ¹. » Ce n'était pas trop de son prestige pour arrêter les usurpations des administrateurs civils. On peut se faire une idée des tyrannies locales qui pesaient alors sur la France catholique, quand on entend M. de La Luzerne s'écrier : « A quel sort sommes-nous réservés, malheureux Français, si quatre vingt-trois départements, cinq à six cents districts, plus de quarante mille municipalités, ont droit de nous intimer leurs ordres absolus? Si les assemblées administratives ne sont pas tenues d'administrer uni-

1. *Œuvres* de Mgr de La Luzerne, t. I, notice, p. 34-47 : t. VI, p. 395-574. Cet adversaire ajoutait : « Combien d'ecclésiastiques pieux et timorés n'avez-vous pas effrayés par rapport au serment exigé ! Je suis bien éloigné de chercher à exciter contre vous l'animadversion d'un peuple toujours aveugle et toujours outré dans ses affections. Un prélat aussi distingué par sa générosité que par ses grands talents, a toujours droit à son estime et à son respect. Que mes compatriotes, en admirant vos rares qualités, se contentent de gémir avec moi de ce que la patrie et la Révolution soient privées d'une aussi ferme colonne et d'un aussi intrépide défenseur. »

quement d'après les lois, leur pouvoir est arbitraire; nous sommes sous le despotisme, et sous un despotisme plus affreux que tous ceux dont l'histoire fasse mention . »

Puisque les administrateurs départementaux ont eu la faiblesse de procéder à des élections ecclésiastiques, se trouvera-t-il des prétendants assez hardis pour prendre la place des prélats que l'on a chassés ? « Quel serait le prêtre assez ennemi de lui-même, assez abandonné de Dieu et des hommes, s'écrie ici l'archevêque d'Embrun, pour oser s'emparer d'un siège qu'il déshonorerait par son intrusion ? De quel œil serait-il regardé dans le lieu de sa résidence, dans une ville qui n'est point accoutumée au scandale. Seul dans son palais, placé entre la crainte et le remords, flétri par l'opinion, écrasé sous le poids des censures, ce nouveau Nathan porterait sur son front l'empreinte de l'erreur et le sceau de la réprobation. Les prêtres du Seigneur fuiraient à son aspect, de peur d'être souillés par ses regards. Les lévites sacrés ne le suivraient pas dans nos temples, dans la crainte de participer à son apostasie. Le peuple indigné ne le verrait qu'avec effroi ¹. »

Ce sombre tableau ne décourage point les ambitieux. Entendez la sévère remontrance que l'évêque de Troyes adresse à M. Sibille, élu à sa place, et qui a cru devoir précipiter son ordination. « Vous avez, lui dit M. de

1. *Collect. ecclés.*, X, 309. — La peinture que l'évêque de Troyes trace de l'intrus n'est pas moins vive. « Dans la pompe des cérémonies, au milieu de ce temple où les lévites gardaient l'arche sainte, comme un autre Héliodore, la conscience, cet éternel flagellateur du crime, l'agitait par les remords. Elle le suit au milieu des acclamations populaires, elle trouble le repos de sa solitude. Semblable à cet esclave dont parle saint Jérôme, préposé pour avertir le triomphateur de la faiblesse humaine, les remords lui criera sans cesse : Vous êtes un intrus, vous êtes un mercenaire. A ces mots redoutables, il n'aperçoit autour de lui qu'un vain simulacre de l'Eglise catholique, des prêtres sans pouvoirs, des églises profanées, un ministère de mort, et la fuite, la désolation des vrais fidèles. » Mgr de Barral, loc. cit., p. 53-54.

Barral, soudainement reçu le caractère épiscopal. D'autres ont hésité sur le bord de l'abîme ; ils ont cru devoir porter des paroles de paix à celui dont ils envahissaient la chaire. » Vous, vous avez couru au sacre sans réflexion, sans retraite préalable. « Sans doute vous avez craint de converser avec votre âme ; vous avez redouté le cri de la conscience. » Votre conduite me rappelle la parole du Sauveur à Judas Iscariote : *Quod facis, fac citius* ¹.

Malgré ces terribles objurgations, il ne manquera pas de prétendants ². Le vaillant évêque de Soissons bouillonne à la pensée qu'il peut être chassé de son siège, que son nom sera effacé « des saints dyptiques », et remplacé par celui d'un parjure, d'un intrus, « dans la célébration des saints mystères, » que ce dernier nom sera « prononcé sacrilègement, en présence de Jésus-Christ et des anges qui en frémissent. »

Cette perspective a beau faire horreur à M. de Bourdeilles ; l'ennemi approche, il arrive : le voilà. L'évêque de Lescar le montre à son clergé, aux fidèles, dans la personne de Sanadon, bénédictin de Saint-Maur, élu au « prétendu » évêché des Basses-Pyrénées. « Un faux pontife, s'écrie-t-il, consacré par des mains sacrilèges, va se présenter aux portes de nos temples, l'étendard de la défection devant lui. » L'heure est venue, heure annoncée par l'Evangile, où quantité de faux prophètes chercheront à séduire les fidèles. Quelle sera votre attitude à l'égard de Sanadon ? « Demandez-lui : Qui vous a con-

1. Lettre de l'évêque de Troyes à M. Sibille, se disant évêque du département de l'Aube, 23 avril 1791.

2. Plusieurs élus s'honorèrent par leur refus. Nommons parmi ceux qui refusèrent ainsi de se laisser porter à l'épiscopat, l'abbé de Vauxpous, grand-vicaire de Dol, nommé à l'évêché de la Mayenne ; Guégan, curé de Pontivy, nommé pour le Morbihan ; Gervais, curé de Saint-Pierre de Caen, nommé pour le Calvados ; Mourillon, curé de Néoux, nommé pour la Creuse ; Flamain, abbé prémontré de Cuissy, élu pour l'Aisne ; Servant-Duvivier, supérieur de l'Oratoire à Saumur, nommé pour la Vendée, etc..

sacré ? Un évêque constitutionnel comme nous. — Dites donc, intrus comme vous, apostat comme vous, sacrilège comme vous. »

L'épiscopat fidèle brandit sur la tête des usurpateurs cet argument de la tradition, de la mission, de la succession apostolique, avec une vigueur extraordinaire. « Qui êtes-vous ? d'où venez-vous ? qui vous a envoyé ? » c'est en ces termes que le cardinal de Bernis interpelle Gausserand en train de lui voler son siège d'Albi ¹. « Sans mission, sans territoire, sans juridiction, écrit des intrus l'évêque de Châlons-sur-Marne, ils ont pu nous chasser, ils ne nous succèdent pas. Nous resterons les seuls dépositaires des dons spirituels. Ils seront les évêques de la constitution, nous serons les évêques de la religion ; ils seront les pasteurs nationaux, nous serons les pasteurs catholiques. » L'évêque du Puy ne lâche pas son concurrent. « Il faut des pouvoirs, lui dit-il, où sont les vôtres ? On ne peut les tenir que de l'Eglise. Quand et comment les donna-t-elle ? Prétendez-vous qu'ils viennent du peuple ? Il n'a jamais pu et voulu vous les communiquer. » Malheureux intrus ! « La chaîne du ministère apostolique est rompue. Les ministres *nés d'eux-mêmes* ont forcé les portes du sanctuaire » ; ils sont hors de la succession qui remonte aux apôtres. Le point où ils ont rompu la chaîne, dit Bossuet, « ne cessera jamais, pour ainsi dire, de demeurer sanglant, pour déposer dans tous les temps contre cette ² » intrusion. L'évêque d'Alais a de la peine à rester calme, à la pensée que la vacance est ouverte par un acte de la puissance civile, par le décret du 27 novembre, qui offre « l'exemple inconnu d'une destitution de cent vingt-huit évêques et de 30 000 titulaires

1. *Le cardinal de Bernis*, p. 501-502.

2. *Collection ecclésiastique*, IX, 423 ; XII, 54.

ecclésiastiques ¹. » C'est à qui, parmi ces prélats, donnera plus de force indignée à sa parole. De quel ton l'évêque de Soissons interpelle celui que le suffrage populaire vient d'appeler à le remplacer ² ! Avec quelle véhémence, avec quelle « sévérité d'un juge », l'archevêque d'Embrun interroge le « pasteur mercenaire », le « pontife fabriqué de la main des hommes », qui vient le supplanter ! « Je lui demande, s'écrie M. de Leyssin, de quel droit il prétend interrompre la succession imposante de pasteurs légitimes qui le repoussent avec indignation. Est-ce en vertu d'une élection sacrilège ?... Je lui demande une seconde fois quel est son titre. Je réponds : Celui de Judas quand il trahit son maître, celui des Juifs quand ils l'ont crucifié. C'est donc à la face du ciel et de la terre, que nous condamnons ce déserteur de la foi de Jésus-

1. « On rompt par conséquent, ajoute M. de Bausset, tous les anneaux de la chaîne apostolique. On sera toujours en droit de demander aux intrus : A qui succédez-vous, de qui êtes-vous nés, dans quelle église avez-vous été ordonnés, quelle Eglise vous a reçus ? Ils ne pourront produire pour titre de leur mission que le décret du 27 novembre 1790, c'est à dire, un acte de la puissance civile, puisque l'évêque qui leur a conféré le sacré caractère, n'a agi qu'en vertu de cette loi. Tel est le titre constitutif de la juridiction spirituelle de ces nouveaux pasteurs, titre plus irrégulier encore que celui de la hiérarchie anglicane, puisqu'en Angleterre, à la vacance des sièges épiscopaux, les chapitres exercent au moins la liberté apparente de nommer leurs évêques. » Bausset, loc. cit. p. 76.

2. « Vous le savez, dans l'Eglise catholique tout se décide par la voie des témoignages : pour vous et pour moi recueillez les suffrages. Vous voyez dans ma communion Pie VI et tous les évêques de la catholicité ; dans la vôtre, Monsieur, qui nommez-vous ? Comptez : ô affreuse, ô épouvantable solitude ! Et vous n'êtes pas effrayé ! Hors de la France, quoi ! pas une seule province catholique ? Non. Pas une seule église ? Non. Pas un seul évêque ? Non. J'ai fini avec vous, Monsieur ; la cause est jugée... Pie VI vous a rejeté, l'épiscopat de la catholicité vous rejette ! A présent, Monsieur, j'attends votre réponse. Se bornera-t-elle à nous dire : Je suis l'élu du peuple, j'ai pour moi la constitution ? D'abord, Monsieur, la constitution vous dispense-t-elle d'être catholique ? Faut-il, pour la suivre, abjurer l'Eglise, le pape et l'épiscopat ?... Vous êtes l'élu du peuple ! Que fait un électeur ? Il présente, il n'institue pas, etc. » Mandement de l'évêque de Soissons pour la publication du bref du pape p. 35, 36.

Christ. Nous le déclarons profanateur, usurpateur, intrus. Son nom est Caseneuve, son crime est l'apostasie. » Dans un autre mandement, l'archevêque d'Embrun adresse à l'intrus cette sommation : « Pasteur mercenaire, rendez-moi mon troupeau. De quel front ose-t-il s'asseoir entre les prédécesseurs qui le repoussent et des successeurs qui ne le reconnaîtront pas ¹ ? »

Ce n'était point agréable d'avoir affaire à des prélats de cette humeur, décidés à défendre leur siège avec toutes les armes que Dieu leur a mises en main. Les électeurs de Digne viennent de porter leurs voix sur un prêtre de grande naissance, M. de Villeneuve, religieux de l'ordre de Cluny. L'évêque légitime, Mouchet de Ville-dieu, lui écrit : « J'apprends que vous avez réuni la pluralité des suffrages pour m'exclure à main armée de la place dans laquelle j'ai été canoniquement institué... Je n'ai jamais pu douter de vos sentiments sur l'honneur, moins encore de vos principes sur notre sainte religion. Serait-il possible que, né d'une race illustre et respectée, religieux, prêtre et pasteur, on eût pu vous fasciner les yeux au point de séparer un gentilhomme de son roi malheureux ! ... Voyez les suites d'un serment astucieux et inconsideré. Non, jamais vous n'aurez cette funeste audace. L'exil, les larmes, les cachots, les supplices, loin d'arrêter l'effet terrible de mes anathèmes contre les intrus et les schismatiques, ne font qu'ajouter, s'il était possible, à leur formidable efficacité... Gardez-vous d'approcher de notre chaire, encore plus d'oser célébrer les saints mystères dans notre église cathédrale. Nous vous déclarons qu'elle est interdite nommément pour vous ². »

Hélas, ces menaces, ces anathèmes n'arrêtent point les usurpateurs sur le seuil de la cathédrale. Ils entrent avec

1. *Collect. ecclés.*, XI, 342 ; XII, 1-7.

2. Aubert, *La Révolution française à Digne*, p. 131-132.

tous les insignes épiscopaux. Ils vont s'asseoir sur la chaire du véritable pontife. Cette criminelle audace inspire à l'évêque de Lescar la plus vive apostrophe. « Quittez, leur crie-t-il, cette mitre que votre front coupable a souillée. Rendez ce livre des Evangiles où vous lisez votre condamnation, en lisant celle des faux prophètes, des larrons, des mercenaires et des voleurs; cet anneau, signe de la chaste alliance d'une Eglise avec son légitime époux, et qui n'est pour vous que l'indice et la conviction d'un adultère spirituel; ce bâton pastoral, symbole de la juridiction d'un vrai pasteur sur le troupeau, et qui dans votre main n'a été que l'étendard de la révolte et un instrument de mort et de péché ¹. »

Les évêques semblent rivaliser d'éloquence pour marquer les intrus d'un stygmate indélébile. L'image du vrai pasteur et du mercenaire, fournie par l'Evangile, revient fréquemment sous leur plume. « Ah! je le sens à l'émotion qui m'agite, s'écrie l'évêque de Troyes ; oui, je suis leur père et leur premier pasteur; celui qu'on élira ne peut être qu'un schismatique, un vil mercenaire; il ne connaîtra que les fils de l'étrangère ; ceux de l'épouse légitime n'auront pas de droit sur son cœur; il n'aura jamais pour eux les entrailles d'un père. Je dirai à leurs paroissiens abusés : Voilà ceux qui vous enfantèrent à Jésus-Christ. Ils reçurent les derniers soupirs de vos ancêtres. Leurs cheveux ont blanchi dans la milice sacrée. Leur espoir était de vivre et de mourir avec vous ². »

Les prêtres fidèles, qui ont seuls le cœur du vrai pas-

1. L'évêque de Lescar ajoute : « J. B. Sanadon, vous avez causé un grand scandale en vous rendant complice d'un grand crime, commis au milieu de nous. Tremblez que, se relevant de leur état de dépression, le sacerdoce et l'empire ne réunissent leurs armes pour purger le sanctuaire. »

2. Lettre de l'évêque de Troyes aux électeurs du département de l'Aube, p. 50, 51.

teur, en ont aussi seuls les droits. « Vous promettrez la paix aux pécheurs repentants, crie M. de Barral à l'intrus, et il ne recevra pas le sacrement de la paix ; vous annoncerez la rémission des péchés, et les péchés ne seront pas remis. » M. de Bourdeilles insiste. On regardera, dit-il à l'envahisseur de son siège, « les mariages célébrés par vous ou sur vos dispenses, comme des concubinages scandaleux, les absolutions données par vous comme autant de sacrilèges, les sacrifices offerts par vous comme autant de profanations qui souillent la terre et appellent la vengeance du ciel. » L'archevêque d'Embrun interdit le chœur de la cathédrale, « de peur qu'il ne soit souillé par des vœux impies. » Il jette « le même interdit sur les autels, de peur qu'ils ne soient profanés ¹. »

III

On comprend que les évêques constitutionnels ne fussent point à l'aise avec de tels prélats, forts de leur droit, de leur possession, de l'unité catholique, hérissés d'arguments et d'anathèmes. Ils ne pouvaient guère, dans les conditions où s'était opérée leur promotion, se réclamer de la succession apostolique. Comment lire sans quelque surprise l'en-tête des mandements de Gobel, « ci-devant, par la miséricorde divine et la grâce du Saint-Siège apostolique, évêque de Lydda, maintenant, par l'effet de la constitution, la grâce des électeurs et la sentence d'un tribunal, évêque de Paris. » Les intrus ne devaient pas se dissimuler qu'ils avaient manqué gravement, non seulement à l'Eglise mais à l'honneur, en prenant la place d'évêques vivants et légitimes. Ce reproche atteignait

1. *Collec. ecclés.*, XI, 34, 182. Mandement de l'évêque de Châlons, p. 45.

ségalement les vingt curés de l'assemblée nationale qui, après avoir collaboré à la loi portant déchéance des prélats fidèles à leur devoir, s'empressaient de recueillir leurs dépouilles. Ces circonstances ne comportaient point de la part des usurpateurs des attitudes héroïques. Aussi leur correspondance avec les pontifes qu'ils viennent supplanter, nous les montre le plus souvent embarrassés, modestes. Ils ont quelque peine à s'avouer prétendants, successeurs. Rien n'est plus fréquent que de les voir faire l'éloge des prélats réfractaires. Ils vont jusqu'à les conjurer de prêter le serment pour épargner un schisme à l'Eglise, et à eux-mêmes, à leurs remplaçants, le déchirement d'une destitution ou d'une intronisation en quelque sorte forcées.

Philbert, curé de Sedan, élu à l'évêché des Ardennes, écrit à l'archevêque de Reims : « Je ne peux penser sans frémir que vous me regarderiez comme un intrus, un usurpateur, un schismatique. » Croyez-bien que ma conduite n'est inspirée que par le désir de « prévenir des maux incalculables. » Mais le véritable adversaire de l'archevêque de Reims était l'abbé Diot, curé de Vendresse, nommé à l'évêché du département de la Marne et par suite au siège de Reims. La lettre de l'usurpateur respire le sentiment des dangers que court l'Eglise, une sincère vénération pour son ancien archevêque, et aussi un peu de confusion de prendre sa place. Il semble que lui, simple curé, appelé tout à coup à l'épiscopat par le suffrage populaire, éprouve quelque terreur à se mesurer avec Alexandre-Angélique de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, légat du Saint-Siège, primat de la Gaule belgique, naguère encore premier pair de France et consécrateur des rois. « Ah ! Monsieur, dit le curé de Vendresse à M. de Talleyrand-Périgord, au lieu d'avoir écrit à l'assemblée des électeurs, que ne paraissiez-vous tout à coup au milieu d'eux ! Que ne veniez-

vous recueillir dans tous les yeux, augmenter dans tous les cœurs, ce grand intérêt, cette impression de douleur qui avaient excité mes sanglots, et qu'y laissent encore le souvenir de vos vertus et le regret de votre perte ! Je connais la sensibilité de votre âme. Non, jamais elle n'eût résisté à une impulsion aussi forte. Le scrupule cédait au sentiment ; la tendresse de vos diocésains vous arrachait le fameux serment. Leur enthousiasme vous replaçait sur le siège de Reims. Vous étiez proclamé par la voix générale comme le furent autrefois les Chrysostome, les Ambroise et les Augustin ; et j'avais le bonheur inestimable d'avoir rendu à la France un de ses plus excellents évêques, et à son troupeau le meilleur des pasteurs. » Le curé de Vendresse expose ensuite à M. de Talleyrand quel heureux retentissement aurait eu une pareille conduite ¹.

L'archevêque de Reims répondit à cette curieuse lettre que, « par caractère et par conviction », il était prêt à rendre à César ce qui est à César, mais qu'il devait aussi rendre à Dieu ce qui est à Dieu. Il ajoutait : « Il y a deux ans, avant la convocation des Etats généraux, vous n'auriez pu, Monsieur, publier ces sentiments, sans voir s'é-

1. « Votre exemple, dit-il, fait pour entraîner tout ce que le royaume a de plus sage et de plus éclairé, devenait décisif pour tous les pasteurs du premier et du second ordre. Tous rentraient en foule sous vos pas dans la soumission aux lois du souverain, et quel triomphe aux yeux de la vérité approche de la pompe d'un tel cortège. Une gloire si pure, si chrétienne, pourrait-elle ne pas vous toucher. Mettriez-vous en parallèle quelques droits litigieux, quelques prétentions douteuses, et de nulle conséquence, surtout quand la sagesse de nos législateurs a respecté la sainte obscurité de nos mystères, la pureté divine de notre morale, l'antiquité mémorable de nos cérémonies, et cette partie de la discipline qui est essentielle à la conservation de l'Eglise et au salut des fidèles. L'essentiel, en ce moment, est de sauver le vaisseau de l'Eglise à quelque prix que ce soit, sauf à radouber pendant le calme ses moindres parties que la tempête pourrait avoir légèrement endommagées. Rendez-vous donc, Monsieur, à nos désirs, à nos regrets, et j'ose dire à votre devoir d'évêque citoyen. Couronnez par cette grande œuvre tout le bien que vous avez fait jusqu'à présent. »

lever contre vous vos supérieurs, vos confrères, tout le diocèse, toute l'Eglise de France; et vous les annoncez, et vous les défendez avec sécurité! L'Eglise a-t-elle donc une foi de chaque jour ¹ ? »

Tous les prétendants n'ont point à l'égard des évêques légitimes les égards, le respect, que les curés de Sedan et de Vendresse, viennent de montrer à M. de Talleyrand-Périgord. Ce langage de paix, ce désir de conciliation se perdaient souvent dans les ardeurs de la lutte, au milieu des cris de guerre et du croisement des anathèmes. C'est d'un ton gouailleur que Lalande, évêque constitutionnel de la Meurthe, répondait aux remontrances et aux condamnations de M. de La Fare, évêque de Nancy ². Un vicaire épiscopal de Grenoble, réfutant le mandement de Mgr d'Aviau, se disait stupéfait qu'un prélat, naguère renommé par sa modération et sa sagesse, pût se laisser entraîner par la passion jusqu'à appeler son successeur « un simulacre de pasteur, un mercenaire, un prêtre malheureux, qui a acheté par le parjure, par un sacrilège serment, et le droit affreux d'exercer parmi nous un ministère de mort, et un titre à l'exécration de son siècle et des siècles à venir ³. »

1. Lettre de l'abbé Diot, curé de Vendresse, à l'archevêque de Reims, 28 mars 1791. — Réponse de l'archevêque de Reims, 5 avril 1791.

2. « Si l'on en croit M. de La Fare, écrivait Lalande, tout est perdu en France; l'impiété est à son comble, la religion est renversée, parce qu'il n'y aura plus de chanoines richement payés, parce que les évêques n'auront plus d'appareil fastueux, parce que pour devenir curé, il faudra réunir les suffrages du peuple, parce que l'assemblée nationale a rétabli l'homme dans ses droits primitifs, parce que tous les hommes sont égaux aux yeux de la loi, parce qu'il n'y aura plus de castes privilégiées qui écrasent la partie la plus nombreuse de la nation, parce qu'enfin il n'y aura plus parmi nous d'autre autorité que celle de la loi, d'autre intérêt que celui du bien public, d'autre distinction que celle des talents et des vertus. Il faut en convenir, voilà bien une mauvaise législation, qui mérite tous les anathèmes d'un grand évêque, tel que La Fare. » Abbé Guillaume, *Histoire du diocèse de Toul et de celui de Nancy*, t. V, p. 149. La polémique de Lalande pouvait être de bonne guerre, mais il ne traitait pas la question.

3. Lyonnet, op. cit. I, 413.

Il était difficile que, par la force même des circonstances, une telle polémique ne fût point empreinte de quelque aigreur. Aussi trouve-t-on un mérite, un charme spécial, aux lettres épiscopales où les appels et la tendresse du père viennent tempérer la sévérité du juge. En fait, les prélats recevaient parfois, comme successeurs, des prêtres de leur diocèse, ordonnés par eux, honorés autrefois de leur confiance et élevés à des charges importantes. Ces liens de subordination, de hiérarchie, et aussi de reconnaissance, rompus tout d'un coup, créaient une situation particulière et donnaient au débat un caractère singulier, un ton plus pénétrant. Quel charme dans cet appel adressé par l'évêque de Troyes à M. Sibille ! « Mon frère, lui dit-il, vous avez lu dans la sainte Ecriture que Samuel pleura sur Saül, parce que le Seigneur s'était repenti de l'avoir fait consacrer roi d'Israël. » Vous me faites éprouver aujourd'hui le même sentiment. Avez-vous oublié le moment solennel où vous tombâtes aux genoux de mon prédécesseur qui venait de vous faire prêtre ? « Il pressa vos mains dans ses mains vénérables, et vous fîtes le serment de lui obéir jusqu'à la mort. Quoi ! mon frère, après avoir été pendant quarante ans honoré du titre de pasteur légitime dans la ville épiscopale, vous allez avilir votre sacerdoce et flétrir vos cheveux blancs... Est-ce la soif des honneurs qui vous dévore ? Etes-vous enivré par le bruit des acclamations populaires qui ont accompagné votre élection ? ¹ » Les lettres de l'archevêque de Reims à l'évêque élu des Ardennes, Philbert, curé de Sedan, portent encore plus le cachet d'une affec-

1. *Collection ecclésiastique*, XI, 156, 192. Du reste, M. Sibille avait parlé en bons termes de M. de Barral. « Vous invitâtes les électeurs, lui dit l'évêque, à me faire reconnaître comme le légitime pasteur de l'Eglise de Troyes. Vous donnâtes des louanges à ma sagesse, à ma bienfaisance, à ma sensibilité ; vous parlâtes de ma fidélité à Dieu, de ma fidélité au roi. »

tion paternelle et suppliante. « Ah! notre fils (car nous aimons mieux nous livrer avec vous aux tendres mouvements d'un cœur fraternel qu'à la sévérité d'un juge), notre cher fils en Jésus-Christ, lui écrit M. de Talleyrand-Périgord, nous vous conjurons par les entrailles de sa miséricorde, rentrez en vous-même et ne démentez pas en un jour toute votre vie, ayez la force de revenir sur vos pas. » Il termine sa lettre par ces touchantes et fermes paroles de l'apôtre saint Jean à un évêque déchu de sa première ferveur : *Habeo adversum te quod caritatem tuam primam reliquisti. Memor esto unde excideris... Movebo candelabrum tuum* ¹.

L'élection du Doubs suscita la plus intéressante correspondance entre M. de Durfort, archevêque de Besançon, et M. Seguin, chanoine de sa cathédrale, appelé à lui succéder. M. Seguin, dont la vie avait été sans tache jusqu'alors, peut être compté parmi les meilleurs de ceux qui se laissèrent porter à la tête du clergé constitutionnel. Déjà mis en évidence par sa nomination de président du conseil départemental, il est profondément troublé à la nouvelle qu'il s'agit de l'élever à l'épiscopat. Son amour propre est flatté d'une telle distinction, mais sa conscience lui reprocherait amèrement de prendre la place d'un homme tel que M. de Durfort, dont il honore hautement les vertus. Et alors il s'engage entre le pontife et le chanoine une longue correspondance, où ce dernier presse sincèrement l'archevêque de prêter serment pour conjurer le péril imminent d'une élection qui l'écarterait de son siège, où l'archevêque déploie tous les trésors de sa tendresse pour détourner le chanoine d'une usurpation sacrilège. M. Seguin, tiraillé entre sa conscience et son amour de la Révolution, craignant de perdre l'estime des meilleurs chrétiens, mais sensible aux caresses des

1. *Collection ecclésiastique*, XII, p. 30 et suiv.

maîtres du jour, pris aussi sans doute d'un secret désir des honneurs, hésite, tergiverse, consulte les amis politiques intéressés à le pousser en avant, refuse la nomination que viennent de faire de lui les électeurs, presse de nouveau M. de Dürfort de céder, s'enfuit à la capitale, mais en arrive peu à peu à se faire à l'idée d'une promotion qui l'avait d'abord épouventé, finit enfin par accepter l'évêché du Doubs, tout en faisant longtemps attendre son arrivée à Besançon et la prise de possession solennelle de son siège. Cette pénible élaboration d'un évêque constitutionnel, est par la nature des lettres et des sentiments échangés entre le prélat légitime et l'usurpateur¹, un intéressant épisode du schisme dont nous retraçons l'histoire.

1. Citons seulement ces paroles de M. de Dürfort à l'usurpateur : « Puisque le ciel vous parle, je me tais. Puisse-t-il achever son ouvrage, et vous rendre cette paix de l'âme dont vous êtes si digne par vos vertus ! C'est dans cet espoir que je suis avec une estime distinguée et un sincère et respectueux attachement, etc.. » Sauzay, I, 372, 373, 390, 391. — Le cardinal de Bernis écrivait à l'intrus Gausserand : « O vous, qui par la place que j'avais cru pouvoir vous confier, comme promoteur de mon diocèse, pour veiller à la garde du sanctuaire et au maintien des règles ecclésiastiques, vous sur qui je me reposais pour dénoncer à mon zèle le prêtre coupable qui aurait oublié la sainteté de son ministère, comment n'avez-vous pas craint de donner vous-même par votre apostasie et par votre intrusion schismatique, un scandale que nous voudrions couvrir en vain de tous les voiles de la charité chrétienne ? Quoi ! sans mission..., vous ne frémissez pas d'entrer dans le bercail de Jésus-Christ, pour en être le loup ravisseur..., pour profaner cette chaire épiscopale, établie dès les premiers temps du christianisme par les successeurs des apôtres et illustrée par la sainteté des pontifes qui l'ont occupée, saint Clair, saint Diogénien, saint Salvy. » *Le cardinal de Bernis*, p. 501.

CHAPITRE SEPTIÈME

Expulsion et départ des évêques

I. La lutte ainsi engagée devait aboutir à l'expulsion des évêques. — S'il est vrai qu'ils émigrèrent tout de suite, alors qu'ils ne couraient aucun danger et pour poser en martyrs. — Ceux qui partirent trop tôt. — M. de Juigné, archevêque de Paris. — Son caractère. — Il n'était pas à la hauteur d'un si grand siège, malgré son grand cœur et ses vertus. — Il part sous le coup des menaces. — Il est dénoncé à la tribune. — Les rares prélats qui partirent en 1789 et 1790. — Le cardinal de Rohan. — II. La généralité des évêques tint ferme à son poste. — Ceux qui rentrent dans leur diocèse au moment du danger. — Leur désespoir à la pensée de quitter leur troupeau. — Paroles de MM. de Bourdeilles, de Galard, de Boisgelin. — Leur énergique résistance. — M. de Thémès à Blois. — Héroïsme de l'évêque de Soissons. — L'évêque du Puy invoque les droits de l'homme. — Les évêques de la province d'Auch. — Ceux de la Provence. — Les combats de Pisani de la Gaude, évêque de Vence. — Preuve par la statistique qu'on trouverait difficilement dix évêques, c'est à dire le treizième de l'épiscopat, qui soient partis avant la persécution. — III. Ils partent quand la situation n'était plus tenable à cause de l'introduction des évêques constitutionnels. — Ils tiennent à constater qu'ils ne cèdent qu'à la force. — Nombreux exemples de prélats arrêtés, traqués, menacés de mort, chassés de leurs palais, jetés en prison, cités devant les tribunaux. — Plusieurs sont obligés de s'échapper sous un déguisement. — Le martyrologe de La Broue de Vareilles, évêque de Gap.

I

Cette polémique ne pouvait avoir qu'un dénouement, l'expulsion des évêques légitimes. Les meneurs n'avaient pas tardé à voir que pour vaincre, ou du moins pour atténuer la résistance, il fallait, à tout prix, chasser des prélats si puissants encore sur leur clergé et leurs ouailles. On les a souvent accusés d'avoir prévenu les désirs de leurs ennemis, d'avoir déserté volontairement leur poste, se donnant ainsi, sans aucun danger, l'auréole de la

persécution et du martyre¹. Quelques uns, en effet, abandonnèrent trop tôt leur diocèse; mais la plupart, on peut dire la presque généralité, ne quittèrent leur troupeau et la France qu'à partir de décembre 1790 jusqu'en 1792, principalement dans les six premiers mois de 1791, c'est-à-dire à une époque où il n'était guère possible d'y prolonger leur séjour sans danger pour leur vie.

Parmi les premiers qui passèrent la frontière, on s'étonne d'avoir à nommer M. de Juigné, archevêque de Paris. L'abbé Legendre a dit, dans ses mémoires, du cardinal de Noailles, successeur de M. Harlay : « Ce fut un malheur pour lui que la fortune l'ait élevé à l'archevêché de Paris. Il n'était point fait pour une si grande place. Il faut pour la remplir un génie supérieur, des talents, de la capacité, et c'est ce qu'il n'avait point. » Ce jugement pouvait s'appliquer aussi à M. de Juigné, à condition d'ajouter qu'à défaut d'une haute intelligence, il avait un grand cœur, une véritable piété et une charité sans bornes. On aurait souhaité à ce prélat plus d'envergure et aussi plus d'esprit de suite dans les conjonctures, d'ailleurs si difficiles, qu'il traversa la première année des Etats généraux. Au lieu d'avoir le coup d'œil de l'homme d'Etat qui sait ce qu'il veut et s'y tient, qui commande plutôt qu'il n'obéit aux circonstances, M. de Juigné se laisse trop balloter au gré des événements. Adversaire, au fond, des idées nouvelles, partisan du *statu quo*, marchant de cœur avec la droite du clergé, on le voit proclamer au nom de l'épiscopat l'abandon des dîmes, faire chanter des *Te Deum* à propos, non seulement du 4 août², mais du 14 juillet, couronner à l'hôtel de ville

1. Montrol, p. 3 et 4, nous montre « la foule des prélats » franchissant la frontière dès 1789, à la suite du 4 août et avec l'avant-garde de la noblesse. — Robidou, t. I^{er}, p. 416, dit qu'ils « se parèrent du titre de victimes sans avoir eu le moindre danger à courir. »

2. Cet élan fut assez général dans l'épiscopat, à cette époque et dans

Bailly qu'il ne pouvait point aimer. Même irrésolution dans l'exil. Le 14 avril 1790, le président de l'assemblée nationale lit une lettre de M. de Juigné, qui envoie son serment civique et annonce son retour ; mais il ne rentre pas. Pendant les longues années de l'émigration, il semble penser comme les irréconciliables, mais par esprit de foi et pour le bien des âmes, il laisse toute liberté à son conseil épiscopal de Paris, placé sous la large inspiration de M. Emery. Au moment du concordat, il donnera sa démission au pape, cédant moins peut-être à son sentiment qu'au désir de servir l'Eglise. En un mot, M. de Juigné nous apparaît comme un prélat véritablement apostolique, attaché à ses devoirs, ami de la paix, d'une vie sans tache, d'un cœur qui le place au premier rang pour la charité dans un épiscopat que nous avons vu toujours prompt à une générosité sans bornes. En retour, une certaine inconsistance dans sa conduite politique, plus de bonté que de génie, point de ces dons brillants qui auraient pu marquer d'une traînée lumineuse son passage à la Constituante et son pontificat, point assez même de cette ferme clairvoyance qui trace d'avance la ligne à suivre et ne s'en laisse détourner par aucun obstacle. Il est vrai qu'il était bien difficile de n'être point jeté dans le désarroi par l'imprévu d'événements inouïs.

les premiers mois de la Constituante. Aux preuves que nous en avons déjà données, ajoutons ces paroles de M. du Chilleau, évêque de Chalon-sur-Saône. Bénissant dans sa cathédrale, le 26 juillet 1789, les drapeaux des volontaires de l'Arquebuse de Chalon, il leur dit : « Vos regards sont déjà fixés sur ce Sénat auguste, dont la conduite et la fermeté justifient si pleinement la confiance de la nation. Ces généreux citoyens ont su sacrifier un intérêt partiel et personnel à l'intérêt général. Douze cents députés n'ont plus entre eux qu'un cœur et qu'une âme, et cette âme est enflammée du zèle le plus pur pour la gloire et le bonheur de la France. » Dans un mandement donné à l'occasion des événements du 4 août, le 17 du même mois, M. du Chilleau prescrivait un Te Deum dans toutes les églises, et exaltait avec enthousiasme cette « Révolution aussi heureuse que prompt », qui devait « assurer à jamais la gloire du nom français. » Cf. Bozon, *Recherches historiques* sur la persécution révolutionnaire dans le département de Saône-et-Loire, 1889, t. I, p. 7-9.

Dans la question particulière de son départ hâtif pour la frontière, on peut invoquer à la décharge de M. de Juigné les passions qu'on avait réussi à soulever contre lui dans la populace. Il faillit être lapidé à Versailles à cause de son opposition à la réunion au tiers. On prenait texte de son voyage à Marly pour le calomnier. Les libelles répandirent le bruit qu'il voulait faire affamer, opprimer le peuple. Son âme d'évêque souffrait cruellement de ces préventions. « Par quelle affreuse calomnie, disait-il dans son mandement du 14 août 1789, l'esprit de désordre a-t-il voulu nous enlever la confiance et l'amitié de notre troupeau ? Nous l'ennemi du peuple ! nous l'ennemi des pauvres du peuple ! Que Dieu m'efface du livre des vivants, si jamais j'ai eu le malheur de parler au roi contre les intérêts du peuple. » Certes, on pouvait tenir ce langage au peuple de Paris quand on venait d'emprunter quatre cent mille francs pour le secourir dans un cruel hiver. M. de Juigné rappelle dans ce mandement l'attentat dont il avait failli être victime, les acclamations que lui avait values son voyage dans la capitale après le 14 juillet, triomphe, hélas ! bien éphémère, car, dit-il, les libelles nous présentent comme nous jetant aux genoux du roi pour provoquer des « mesures contre le peuple. »

Son cœur de pasteur était ulcéré par ces calomnies. Son âme était abattue par la tournure que prenaient les événements. Le 29 septembre, il présidait à Notre-Dame à la bénédiction des drapeaux de la garde nationale ; celle-ci se permit d'exécuter dans le temple des feux de peloton, ce qui déplut fort au prélat. Il avait été menacé dans les journées d'octobre. Maillard le dénonça à la Constituante comme accaparant les farines. Il recevait des lettres portant menaces de mort. Enfin, l'Assemblée était venue s'installer dans son palais épiscopal. Ce concours de circonstances, peut-être des conseils venus de la cour, le décidèrent à partir. Dans la séance du 15 octobre 1789,

il demanda un passeport et se rendit à Chambéry. Nous le regrettons pour sa mémoire. Tout en reconnaissant que le séjour dans la capitale était plus dangereux pour l'archevêque de Paris que pour tout autre prélat, nous ne pouvons oublier que trente évêques, ses collègues de l'assemblée nationale, restèrent fidèles à leur poste jusqu'à l'expiration de leur mandat, jusqu'à la fin de la Constituante, c'est à dire encore pendant deux ans. Du reste, la lettre envoyée par M. de Juigné au président de l'assemblée nationale, en avril 1790, prouve qu'il regrettait lui-même son départ. Il lui fut souvent reproché, même à la tribune de la Constituante. Voidel, dans son rapport du 26 novembre 1790, le dénonça formellement, ainsi que l'archevêque de Lyon, M. de Marbeuf, qu'il accusait de n'avoir jamais paru dans son diocèse. Maury défendit M. de Juigné avec vigueur et éloquence. Il s'étonna que l'Assemblée donnât toute liberté aux malfaiteurs, qu'elle laissât lapider impunément en plein Versailles un prélat dont toute la France célébrait les vertus, l'inépuisable charité, et qu'on vint ensuite, après avoir ainsi lâché la bride aux assassins, se plaindre des victimes qui se dérobaient à leurs coups ¹.

1. « L'on a quelquefois reproché aux évêques de quitter leur diocèse pour séjourner dans cette capitale ; mais l'on n'aurait pas soupçonné qu'un archevêque de Paris se retirât par goût à Chambéry pour s'affranchir de la résidence.... Quoi ! M. l'archevêque de Paris, ce prélat si régulier, si doux, si exact à tous ses devoirs, et dont les ennemis du bien public n'ont que trop bien calculé le caractère pacifique et la trop facile résignation ; ce bienfaiteur du peuple, que ses pieuses largesses ont encore plus appauvri que vos décrets ; ce représentant de la nation qui, dès le mois de juin 1789, a été lapidé impunément en plein jour, au milieu de Versailles, à l'issue de l'une de nos séances, entre l'assemblée nationale et le trône, sans qu'il se soit permis de rendre aucune plainte contre ses bourreaux, sans qu'aucun procès-verbal ait constaté un attentat si mémorable, sans qu'il vous ait dénoncé cette proscription effrayante, qui a donné à l'Europe entière de si terribles doutes sur la liberté de nos opinions ; ce prélat qui, durant trois mois entiers, a pris part à nos délibérations, après une pareille catastrophe, et qui, ne trouvant plus de protection suffisante dans les tribunaux, s'est vu obligé, malgré son in-

Quelques autres prélats se hâtèrent de partir sans avoir les mêmes raisons que M. de Juigné. L'évêque de Pamiers, M. d'Agoult, abandonna son diocèse en avril 1789. Parmi ceux qui quittèrent ainsi leur troupeau et probablement la France, en 1789, il faut compter, outre M. de Juigné et M. d'Agoult, Eon de Cély, évêque d'Apt¹. L'année suivante, on signale le départ de M. Vintimille, évêque de Carcassonne. Ce dernier nous a laissé, en quelque sorte, le journal de son voyage. Il sort de Carcassonne le 16 décembre 1790. Le dimanche 19, il écrit de Lunel : « Notre route a été tranquille. Ma santé est très bonne et ma douleur profonde d'avoir été obligé de me séparer de vous tous... J'ai vu Mgr l'évêque de Béziers. *Il tient* ; sa ville épiscopale et tous les diocésains sont pour lui. Il n'y aurait que le serment civique qui le déterminerait à partir. » Arrivé à Chambéry le 24 décembre, M. de Vintimille, dans une lettre à son clergé, lui donne de son absence des raisons qu'il est permis de ne point trouver suffisantes². Il aurait mieux fait de *tenir* comme l'évêque de Béziers.

violabilité, de demander à cette assemblée un congé qu'il a obtenu, et d'aller chercher sa sûreté dans une terre étrangère : c'est ce même homme que vous osez accuser de s'être éloigné de son diocèse ! c'est cette retraite, c'est cet exil involontaire, qui lui a fait verser tant de pleurs, que vous lui reprochez ; et sans respect pour ses vertus, pour ses malheurs, pour son silence du moins, qui devrait vous être si précieux, vous le traduisez devant vous comme le prévaricateur des lois de la résidence ? Ah ! Messieurs, qu'il nous soit permis de nous environner aux yeux des peuples de ces inculpations glorieuses auxquelles sont réduits les dénonciateurs des ministres de la religion. » Maury, discours du 27 novembre 1790. — Déjà, dans la séance du 5 janvier 1790, il avait été question des bénéficiers absents. Maury avait parlé des lettres comminatoires adressées à M. de Juigné. D'Espréménil affirma que La Fayette et Bailly avaient prévenu M. de Juigné que sa vie n'était pas en sûreté dans le royaume. Deux jours après, les deux députés démentirent ce propos.

1. Le départ hâtif de l'évêque d'Apt ne serait pas sans excuses. Il écrivait de Rome au cardinal La Rochefoucauld, le 15 Janvier 1791 (Theiner, I, 319) : « Obligé depuis longtemps de fuir d'une province, qui a été la première où l'on a mis tout en usage pour séduire le peuple et exciter sa haine contre les évêques et son clergé, etc. »

2. Cf. Monerie de Cabrens, *Mgr de Vintimille*, p. 16-17. — Mahul, *Cartulaire de Carcassonne*, t. V, p. 523, donne la lettre pastorale de M. de

Le départ du cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg et député, est plus connu, et fut plusieurs fois incriminé à la tribune de la Constituante. Le 19 avril 1790, Rohan avait demandé un congé. Le bruit ne tarda pas à se répandre qu'il avait passé le Rhin, qu'il était à la diète de Ratisbonne, qu'il intriguait en Allemagne, selon

Vintimille. L'évêque de Carcassonne dit que ses mandements ont été dénoncés par le conseil du département. « Nous n'avons cessé, dit-il, d'offrir sur ce qu'un langage nouveau appelle notre traitement la portion contributive que nous devons aux charges de l'Etat. Nous avons été à la veille d'être privé des choses les plus nécessaires à la vie. » On l'a accusé de tenir des assemblées secrètes. Devant ces dispositions injustes, « nous avons pensé que nous touchions au moment marqué par Jésus-Christ lui-même, comme l'instant de la persécution. Nous sommes venus chercher dans une terre étrangère l'asile et le secours dont nous allions être privés au milieu de vous. » La charité enfin a achevé de nous déterminer à un éloignement qui peut détourner de vous la persécution. — L'archevêque de Narbonne, Dillon, n'était pas plus dans son diocèse, en ces moments de trouble, qu'avant 1789; mais il n'avait pas quitté la France. Nous voyons par une lettre de lui au cardinal de Bernis qu'il est encore à Haute-Fontaine, le 19 décembre 1790. Il y parle de ses lettres par lui adressées au procureur syndic du département de l'Aude, au chapitre de Narbonne. Il ajoute : « Je sais que Messieurs du département de l'Aude se préparent à m'expulser de mon siège. Je ne pourrai pas me dispenser de déclarer intrus celui qu'ils éliront à ma place et, dans ce cas, je serai probablement forcé de quitter le royaume. Que deviendrai-je? je n'en sais rien. » Cf. Theiner, *Documents inédits*, etc., I, p. 310-312. — L'évêque d'Avranches, Godard de Belbeuf, ordinairement absent de son diocèse, y était rentré au mois d'octobre 1789, ramené peut-être par la gravité des circonstances. Il y fit l'ordination de Pâques, le 20 mars 1790. Il est encore à Avranches en juillet 1790, mais est parti deux mois plus tard. — L'évêque de Saint-Omer, M. de Bruyère de Chababre, était depuis longtemps obligé par l'état de sa santé de chercher dans le midi, et même en Italie, un climat plus doux. A la fin d'octobre, nous le trouvons aux eaux d'Aix en Savoie. Il écrit de Milan, 17 Janvier 1791, qu'il a été obligé de « chercher un climat chaud pour sa santé. » On ne peut pas dire qu'il ait déserté son poste à cause des événements. Cf. Deraucourt, op. cit. II, p. 87-89, 451. — L'évêque d'Auxerre, M. de Cicé, député, avait obtenu un congé de l'assemblée nationale, le 14 mai 1790, et s'était rendu aux eaux d'Ems. Comme il n'avait pas partagé les idées de son frère, l'archevêque de Bordeaux, et qu'il votait toujours avec la droite, on avait accusé son château de Regennes d'abriter des presses d'où sortaient des pamphlets hostiles à la Révolution. Une perquisition faite par le comité des recherches de l'assemblée nationale demeura sans résultat. Ces suspicions contribuèrent peut-être au départ hâtif de M. de Cicé. Cf. Lebeuf, *Mémoires concernant l'histoire d'Auxerre*, continuées par Challe et Quantin, 4 vol in-8°, t. II, 374 ; III, 535.

l'expression prêtée à M. de Montmorin. Il voulait même faire apporter ses meubles dans la partie allemande de son diocèse. L'Assemblée nationale s'y opposa, prescrivit un inventaire et lui enjoignit, le 29 juillet 1790, de reprendre dans quinze jours sa place à la Constituante. Le cardinal, par une lettre lue dans la séance du 31 août, protesta contre ce qu'il appelait des calomnies, objecta qu'il ne pouvait rentrer dans la crainte de s'exposer aux revendications de ses créanciers que la perte de ses revenus et des biens d'Eglise le mettait dans l'impossibilité de payer. Il donna sa démission de député¹.

II

Nous avons à peu près épuisé la liste des prélats sortis de France avant la persécution, dont le décret du 27 novembre 1790 donna véritablement le signal. Elle porte bien peu de noms; il est douteux qu'une revue complète de tous les diocèses en fournisse plus d'une dizaine. Il n'est pas facile pour plusieurs évêques, de fixer la date précise de leur départ ; mais le lecteur pourra se convaincre par les pages qui suivent, que l'émigration hâtive ne peut pas revendiquer le treizième de l'épiscopat français. C'est dire que la généralité des évêques tint ferme à son poste, et fit front à l'ennemi aussi longtemps que la position fut tenable.

L'évêque de Blois, M. de Thémynes, écrit de Plombières, le 31 août 1789 : « Dans ce moment où il y a quelque danger à rester en France, je n'aime point l'air d'un Français fugitif, et je trouverais quelque faiblesse à quit-

1. Cf. *le Moniteur*, séances des 28 et 29 juillet, 31 août 1790, 11 février et 4 avril 1791.

ter notre théâtre tout tragique qu'il est ¹.» Une telle lettre montre les prélats empressés à courir au devoir, au péril, plutôt qu'à les fuir. Et quand la force, la violence, les arracheront à leur diocèse, leurs plaintes nous diront l'amertume de la séparation. Des hommes partant de gaieté de cœur ne laisseraient pas échapper ces cris d'angoisse : « O profondeur des jugements de Dieu ! écrit M. de Bourdeilles. Le plus saint de mes devoirs va peut-être devenir pour moi une source intarissable de douleurs et de larmes ! En obéissant à la loi de Dieu, de l'Eglise et de ma conscience, j'aurai peut-être creusé l'abîme qui doit me séparer de mon peuple. Je n'aurai peut-être fait briller à ses yeux tout l'éclat du flambeau de la foi que pour hâter le moment où il sera arraché de mes mains. Encore quelques jours et mon unique consolation sera de pleurer, comme Rachel, sur des enfants que j'appellerai en vain de ce nom qui me fut toujours cher : mon peuple, mon cher peuple, car vous le serez toujours tant que l'Eglise n'aura pas rompu les nœuds sacrés qui nous unissent en Jésus-Christ. »

Au Puy, M. de Galard est en proie aux mêmes angoisses. « Si je ne prête pas le serment que vous me demandez, écrit-il aux magistrats municipaux, quel sombre avenir s'offre à mes regards ! Je ne parle pas des amertumes, des privations et des épreuves de tout genre, auxquelles je dois m'attendre, je ne parle pas de l'exil, de la faim, de la soif, qui me menacent ; je serais indigne du caractère sublime et sacré dont je suis revêtu, si de pareilles tribulations pouvaient ébranler ma fidélité à mes devoirs. Mais puis-je envisager sans effroi les suites lamentables de mon refus. Réduit peut-être à chercher mon salut dans la fuite, mon troupeau demeurera sans pasteur ; je le verrai, ce troupeau qui m'est si cher, livré à des

1. Lettre communiquée par M. Pierre de Croze.

hommes sans mission, à des pasteurs intrus et mercenaires. Le bercail envahi par des loups, l'Eglise désolée par le schisme, la robe de Jésus-Christ déchirée, des milliers d'âmes sans pasteur et sans sacrements, et peut-être bientôt sans temple et sans autel. Depuis longtemps Dieu, témoin de mes angoisses et de mes larmes, sait combien je désire et je m'occupe de concilier ce que je lui dois avec ce que je dois aux puissances de la terre ; mais plus j'y ai réfléchi, plus la voix impérieuse de ma conscience est devenue irrésistible.» Et alors l'évêque du Puy, s'inspirant des immortels adieux de Grégoire de Nazianze à sa grande Eglise de Constantinople, nous attendrit par la sincérité de ses regrets et la vivacité de ses accents ¹. M. de Boisgelin, dans une lettre au fameux orateur Burke, ne peut se défendre de réflexions mélancoliques sur la cruauté du sort qui le jette ainsi hors de cette patrie, où il espérait du moins pouvoir vivre en sûreté sous l'égide de la liberté, liberté qu'il avait contribué lui-même à fonder avec une entière bonne foi. « Par quelle destinée faut-il qu'après avoir soutenu toute ma vie, dit-il, ces maximes de charité chrétienne que nous ont transmises les exemples et les leçons des premiers siècles de l'Eglise, je sois moi-même la victime de l'intolérance et de la persécution ? C'est dans le dix-huitième siècle, c'est dans une nation qui vantait sa philosophie, c'est au moment même où elle annonçait la révolution de la liberté, qu'elle persécute ceux qui pratiquent ce qu'ils croient dans l'ordre de la religion, et qui veulent conserver le culte de leurs pères. On lit dans la constitution : *Nul ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses*; on lit dans ses lois sur la religion, *des serments, des destitutions, des peines infamantes et des exils*, et c'est sur le renversement

1. *Collection ecclésiastique*, t. V, p. 165-169, et *Conférence ecclésiastique du diocèse du Puy*, 1845, p. 51.

de sa constitution que se fonde la constitution civile du clergé. Que deviennent ces lois naturelles qui devaient servir de base à toutes les lois? Ce sont ceux dont on voulait accuser les préjugés qui plaident aujourd'hui tous les droits de la liberté. La cause que nous avons défendue, Monsieur, est la cause noble, juste et sainte de la liberté, de l'humanité, de la religion¹. »

On n'en doutait point au dehors, mais pour le moment il fallait lutter au dedans, disputer le terrain à l'ennemi, et ne quitter qu'à la dernière extrémité le sol sacré de son diocèse et la terre de France. Telle est la conduite de M. de Thémînes, évêque de Blois ; il attend de pied ferme l'évêque intrus, Grégoire, et ne part que lorsqu'un arrêt du directoire l'a sommé, le 7 avril 1791, « de sortir dans ce jour de la ville de Blois et, dans deux jours, de l'enclave du département. » Obligé de céder enfin, le prélat gentilhomme ne veut pas que la canaille puisse prendre son départ pour une fuite. « Il fait mettre des chevaux de poste à sa chaise, va à pied gagner sa voiture, à quatre heures du soir, sans que qui que ce soit ose l'insulter, et s'éloigne avec le même sang-froid que s'il allait faire une visite dans son diocèse². »

M. de Bourdeilles, après avoir combattu à outrance, interdit l'évêque constitutionnel, oppose une résistance héroïque, demande asile au grand séminaire quand son évêché est envahi, et ne se décide à quitter Soissons qu'en juin 1791. Il se dirige vers la Belgique avec deux chevaux, trois domestiques, n'emportant que 1 200 livres pour toute provision. L'évêque du Puy, M. de Galard, a été obligé de sortir de sa ville épiscopale un mois auparavant. Retiré à son château de Monistrol, la municipalité

1. Voy. cette lettre en Theiner, op. cit., t. I, p. 333 et suiv.

2. *Mémoires du comte de Cheverny*, t. II, p. 120. — M. Gazier, *Etudes sur l'histoire religieuse de la Révolution*, 1887, p. 61, dit : « Thémînes demeura résolument à Blois, bien décidé à disputer le terrain. »

lui signifie son congé, tout en lui donnant huit jours de répit « par respect pour ses vertus et par reconnaissance pour ses bienfaits. » M. de Galard, se souvenant du *civis romanus sum* de saint Paul, fait représenter au maire qu'il viole la « constitution, les droits de l'homme et du citoyen, la liberté qui lui appartient d'habiter où il veut. » Il fallut s'exécuter et partir devant une nouvelle sommation de la municipalité, épouvantée d'abriter dans sa commune un tel hôte. M. de Durfort, archevêque de Besançon, ne quitte sa cité épiscopale qu'en avril ou mai 1791, et encore pour s'arrêter à Pontarlier, ville de son diocèse. L'évêque d'Evreux, M. de Narbonne-Lara, sommé d'abandonner son palais, le 10 mars 1791, reste encore dans sa ville et habite la maison de l'archidiacre de la cathédrale, l'abbé de Narbonne, son parent ¹.

Dans une autre partie de la France, dans la province ecclésiastique d'Auch, les évêques ne partent qu'arrachés de leur siège par la violence. A leur tête marche leur métropolitain, M. de La-Tour-du-Pin, qui fait dire au directoire du district : « Le sieur La-Tour-du-Pin alimente par son opiniâtreté à rester, le mal qu'il a déjà fait dans ce département. » L'archevêque d'Auch résiste en effet, brave les menaces, les arrêts du tribunal du district, ne quitte son palais, où il vient de faire une ordination nocturne, qu'au moment où l'autorité civile le fait investir à trois heures du matin. Obligé de fuir, il se rend en Espagne par la vallée d'Aran, demeure le plus près possible de son diocèse. Le 13 avril 1791, il n'était pas encore séparé de son troupeau. L'Espagne reçoit également cinq dignes suffragants de l'archevêque d'Auch. Les évêques de Lescar, de Dax et d'Aire, MM. de Noé, Le Quien de

1. Cf. Pécheur, *Annales du diocèse de Soissons*, t. VIII, 266. — *Conférence du Pay*, p. 78-80. — Sauzay, op. cit., p. 465. — Vie manuscrite des évêques d'Evreux.

la Neufville et Cahuzac de Caux, sont encore à leur poste au commencement du mois de mai 1791, défendant la situation. Les évêques de Tarbes et de Bayonne, Gain de Montagnac et Pavée de Villevieille, se tiennent depuis peu de temps de l'autre côté de la frontière, prêts à rentrer au premier moment. Ils reparaissent, en effet, dans leur diocèse, l'un en mars 1791, l'autre en juin. Les évêques de Comminges, de Rieux et de Lavaur, MM. d'Osmond, de Lastic et Jean-Antoine de Castellane, émigrent à une époque qui n'est certainement pas antérieure à la persécution religieuse ¹.

L'évêque de Digne, M. de Villedieu, doit hériter, en totalité ou en partie, des quatre diocèses de Sisteron, Riez, Senez et Glandève, supprimés par l'Assemblée nationale. M. de Villedieu, malgré les insistances pressantes de la municipalité, ne parut point à Digne en ces jours de cri-

1. Cf. Ludovic Sciout, op. cit. — Monlezun, *Histoire de la Gascogne, supplément*, 1850, p. 583 et suiv. — Lamazouade, *La persécution contre le clergé du département du Gers*, 1879, p. 4 et suiv. — *Collection ecclésiastique*, t. IX. — Abbé Léger, *Les diocèses d'Aire et de Dax pendant la Révolution*, t. I, p. 113, 114 et suiv. — Goydenot, *Notes sur les évêques de Bayonne*, 1879, p. 672 et suiv. — Cirot de la Ville, op. cit. 100-126. — Voy. sur l'émigration des évêques et du clergé en Espagne les articles du P. Delbrel, *Etudes religieuses* des Pères Jésuites, septembre, octobre, novembre, 1891, ainsi que l'ouvrage de M. de Grandmaison : *l'Ambassade française en Espagne pendant la Révolution*. — A Tarbes, le directoire du département lança un arrêt violent contre M. de Montagnac qui s'obstinait à rester. On engagea contre lui une action judiciaire. Retiré dans la vallée d'Ossun, avec l'archevêque d'Auch, il y est poursuivi par les patriotes qui les obligent à se réfugier en Espagne avec l'évêque de Lavaur. — Nous connaissons par le détail la résistance de l'évêque de Dax, Le Quien de la Neufville. Au moment de l'élection de l'intrus Saurine, la municipalité, le département, signifient au prélat de quitter le palais épiscopal et le citent devant le tribunal. La Neufville prend alors domicile dans une maison de Dax, puis s'écarte d'une demie lieue de la ville, va ensuite plus loin au château de Lahomtan, restant toujours dans le diocèse. Devant la menace du club d'Orthez d'incendier le château, l'évêque de Dax part pour Bayonne. Là il ne sera séparé de son diocèse que par l'Adour. Il pourra entendre sur la rive opposée les cloches de sa collégiale du Saint-Esprit. Mais il avait compté sans le maire de Bayonne qui lui signifie de partir sans délai. La Neufville, qui a tenu jusqu'en mai et juin 1791, est obligé de partir pour Saint-Sébastien.

se, se disant retenu à Loches par la maladie, ce qui ne l'empêche point de frapper de ses anathèmes l'intrus qu'on veut lui substituer. Mais « si M. Mouchet de Villediéu refusait de revenir à Digne, il n'était pas facile, dit un historien local très favorable à la Révolution, de décider les autres prélats du département à quitter leurs sièges. » La Crote de Chanterac, dernier évêque d'Alet, ne sort de son diocèse que le 1^{er} septembre 1791 ¹.

En Provence, la résistance n'est pas moins vive. L'évêque de Vence, Pisani de la Gaude, se distingue par son courage. Une partie de la population le nomma même juge de paix du canton, mais il échoua au troisième tour. Le directoire du Var lui signifie de partir dans les vingt-quatre heures. Pisani continue à remplir ses fonctions épiscopales. Il lance des mandements, bénit les cendres, déclare qu'il prêchera lui-même le carême. Le prédicateur ne manque pas de recevoir la bénédiction du « sieur Pisani » et de le traiter de Monseigneur. L'évêque de Vence avait écrit au directoire du Var : « Lorsque la nation

1. Cf. Aubert, *la Révolution à Digne*, in-8°, p. 113. — Lasserre, *Recherches historiques sur la ville d'Alet*, 1877, p. 187 et suiv. — Nous constatons, en 1791, la présence à Cambrai et à Paris de M. de Rohan, archevêque de Cambrai. Il fut forcé de s'expatrier vers le milieu de 1791. — L'évêque de Riez, M. de Clugny, fut forcé par les troubles qui suivirent la promulgation de la constitution civile du clergé, de quitter Riez. Arrivé secrètement à Manosque, il obtint un passeport pour se rendre à Autun qu'il dut bientôt quitter pour Lausanne. Peu après son départ, M. de Villeneuve fut élu évêque constitutionnel des Hautes-Alpes. — L'évêque de Séez, M. du Plessis d'Argentré, resté dans son diocèse jusqu'en juillet 1791, fut obligé de s'éloigner devant la persécution. — A Troyes, l'évêque Claude de Barral n'émigra pas. Il donna sa démission, au moment de la constitution civile du clergé, en faveur de son neveu, Louis de Barral, déjà son coadjuteur depuis 1788, lequel n'émigra qu'au moment de la persécution. — L'évêque de Coutances, Talaru de Chalmazel, se retira devant l'intrus en 1791. Une déclaration de M. de Machault, évêque d'Amiens, est écrite de Paris, 14 février 1791. Peu de jours après, il émigra. C'est de Tournai que, le 4 mars 1791, il lance son instruction sur le schisme. Cf. Darsy, op. cit. I, 212. M. de Conzié, évêque d'Arras, écrit de Tournai le 20 avril 1791. M. Asseline, évêque de Boulogne, partit de Boulogne le 5 juin 1791 pour Ypres. Cf. Deramecourt, II, 210, 216.

s'est emparée de toutes les propriétés ecclésiastiques, personne de nous ne s'y est opposé. Si notre conscience ne nous permettait pas de les livrer, nous ne les avons pas du moins refusées, et peut-être notre silence nous sera reproché devant Dieu. » Mais quant au spirituel, « l'évêque de Vence s'attend à tout, même à la mort, s'il le faut, pour défendre les droits de son siège et sa juridiction. » Nous avons vu que ce n'était point là de vaines paroles. Mais il fallut bien finir par céder devant la force. Pisani de la Gaude fit signer ses passeports, le 21 mai 1791, et se retira à Nice d'où il lança, le 12 juin, un mandement avec le bref du pape, lesquels furent affichés dans la nuit à la porte de sa cathédrale. C'était le jour même où l'on vendait aux enchères l'évêché de Grasse pour 14 000 livres en assignats ¹.

Ces exemples suffirent à prouver avec quelle vaillance l'épiscopat défendit la situation. Nous avons la preuve que la presque généralité des évêques fit ici son devoir. En additionnant les trente prélats députés qui sont encore à Paris en mai 1791, à ceux qui ne voulurent jamais passer la frontière, aux évêques martyrs, à ceux qui moururent en France dans les premières années de la Révolution, à ceux enfin que les histoires particulières nous montrent fermes à leur poste tant que la position fut tenable, on arrive à la certitude que les départs précipités furent en très petit nombre et qu'on aurait grand'peine à en compter une dizaine ².

1. Cf. Tisserand, *Histoire de la Révolution française dans les Alpes-Maritimes*, 1878, p. 69-72. — L'évêque de Grasse, M. de Saint-Jean de Prunières, « homme, dit le même historien (ib., p. 64-65, 72), distingué par sa science et par sa piété », originaire d'une famille parlementaire, fut obligé de s'expatrier, le 21 juin 1791.

2. Le 3 mai 1791, les trente évêques de la Constituante, présents en ce moment à Paris, signent la lettre des évêques députés, en réponse au bref du pape. Les signatures sont à la page 62-64. Les signataires sont les archevêques d'Aix, Albi (Bernis, coadjuteur du cardinal de Bernis retenu à Rome comme ambassadeur), Arles, Bourges, Reims, Rouen, Toulouse ; les

Les publications locales que chaque année voit éclore sur l'histoire de la Révolution, permettent d'établir ici la vérité d'une façon définitive. Nous en savons déjà assez pour conclure que la très grande majorité des évêques ne partit que dans le milieu ou dans les premiers mois de 1791 ; or, à cette époque, leur situation était devenue très grave. Dès le 27 novembre 1790, le décret de la Constituante, prescrivant le serment à la constitution civile, sous peine de déchéance, avait donné le signal de la guerre dans toutes les provinces. Qu'on se représente ces

évêques de Agen, Beauvais, Châlons-sur-Marne, Chartres, Clermont, Condom, Coutances, Conserans, Dijon, Laon, Limoges, Luçon, Le Mans, Montauban, Montpellier, Nîmes, Oleron, Perpignan, Poitiers, Rodez, Saiutes, Saint-Flour, Uzès. Plusieurs de ces prélats continuèrent encore leur séjour en France, après le mois de mai. M. de Fontanges archevêque de Toulouse, est, en juillet 1791, à la Fauconnière, près Gannat. Le cardinal de la Rochefoucauld, archevêque de Rouen, ne s'éloigna qu'après le 10 août 1792, et s'embarqua à Boulogne, le 20 septembre. M. de Bernis, coadjuteur d'Albi, réside également à Paris jusqu'au milieu de 1792 (Mason, p. 504). Douze évêques moururent en France : ce sont les évêques de Bazas, Belley, Cahors, Die, Lodève, Mirepoix. Oleron, Orange, Quimper, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Tulle, Vabres. L'évêque de Tulle, Raffelis de Saint-Sauveur avait tenu ferme. Il se vit forcé de quitter sa ville épiscopale vers la fin de mars 1791. Il se retira à Paris où il succomba en mai 1791. Une lettre de M. Emery (*Vie*, I, 313) signale la présence de l'évêque de Die à Paris en 1793. Ce prélat, doyen de l'épiscopat, mourut dans cette ville en janvier 1794. — L'évêque de Cahors, M. de Nicolaï, infirme, avait demandé de se retirer à l'hôpital. Comme on engageait à partir M. de Fumel, évêque de Lodève, il répondit : « A quoi bon, à mon âge et avec mes infirmités. C'est à Lodève que je mourrai quoi qu'il arrive. » Il y mourut en effet le 26 janvier 1790. — Tristan de Cambon, évêque de Mirepoix, fixa sa résidence à Toulouse où il mourut en 1791. — Outre les douze évêques que nous venons de nommer, moururent en France de mort violente : l'archevêque d'Arles (député), les évêques d'Agde, Beauvais (député), de Mende, Montauban (député), Saintes (député). — L'évêque de Saint-Brieuc, après avoir été longtemps enfermé dans les prisons, mourut à Paris le 20 septembre 1796. Ne quittèrent point la France, les évêques de Alais, Angers, Lectoure, Mâcon, Marseille, Saint-Pâpoul, Sealis. L'évêque de Sarlat, resté en France jusqu'en 1796, émigra à cette époque. — Il faut compter aussi parmi ceux qui restèrent en France, outre l'évêque de Lydda, les quatre évêques constitutionnels : les évêques d'Autun, de Viviers, d'Orléans. L'archevêque de Sens, M. de Loménie, mourut de mort violente ainsi que son coadjuteur du même nom en 1794. Il y eut donc 26 évêques titulaires qui ne quittèrent point la France, sans compter les quatre évêques cons-

diocèses où les passions religieuses se compliquent de toutes les passions politiques, ces assemblées électorales réunies bruyamment pour choisir un nouveau prélat ; l'intrus acclamé, porté en triomphe par les patriotes, réclamant à l'évêque légitime, et sa cathédrale et son palais. Y a-t-il place pour les deux dans la même maison, la même église ? La Révolution allait-elle tolérer, en présence du constitutionnel sacré évêque par le suffrage universel, l'ancien pontife qui le frappe de ses censures et défend aux fidèles de lui obéir, sous les peines les plus sévères. Cette situation inextricable ne pouvait se dénouer que par le départ ou plutôt l'expulsion des évêques légitimes.

On avait alors si tôt fait d'envahir la demeure de l'évêque, de le chasser de son palais, de le traîner devant les

titutionnels. — Pour les autres évêques, notre exposé apporte la preuve que la persécution trouva encore en France, les archevêques ou évêques de Aire, Alet, Amiens, Auch, Bayeux, Bayonne, Besançon, Béziers, Blois, Boulogne, Cambrai, Castres, Châlon-sur-Saône, Comminges, Dax, Digne, Embrun, Evreux, Gap, Glandève, Grasse, Langres, Lavaur, Lescar, Lisieux, Le Puy, Meaux, Nancy, Rieux, Riez, Saint-Pol-de-Léon, Saint-Claude, Séz, Senez, Sisteron, Soissons, Tarbes, Toulon, Tréguier, Troyes, Valence, Vannes, Vence, Verdun, Vienne. Les très nombreux mandements donnés par les quatorze volumes de la collection ecclésiastique de Baruel confirment les données précédentes et nous montrent, en outre, en France, en 1791, les archevêques et évêques de Angoulême, Bordeaux, Lyon, Nantes, Noyon, Périgueux, Rennes, Saint-Dié. — Enfin les histoires particulières que nous avons pu consulter constatent la présence en France jusqu'à la persécution des archevêques et évêques de Arras, Dol, Fréjus, Grenoble, Lombez, Nevers, La Rochelle, Saint-Malo, Saint-Pons, Toul, Tours. Le cardinal de Montmorency, évêque de Metz, amené à donner sa démission de grand aumônier en avril 1791, devait se trouver à Paris à cette époque à cause de ses fonctions. La revue que nous venons de faire dans cette note comprend 121 évêques. En y ajoutant les neuf dont nous avons parlé plus haut (évêques et archevêques de Apt, Auxerre, Avranches, Carcassonne, Narbonne, Pamiers, Paris, Saint-Omer, Strasbourg), on retrouve les 130 évêques qui composaient l'épiscopat. Le lecteur voit par cette liste qu'on a de la peine à en trouver une dizaine qui soient partis avant la persécution. Pour la presque totalité des prélats qui quittèrent la France, les départs eurent donc lieu depuis le mois de décembre 1790 (ouverture de la persécution par le décret du 27 novembre) jusqu'en 1792.

tribunaux, de le mander par décret devant la barre de l'assemblée nationale, de le jeter en prison, comme cela arrive, dès le 29 juillet 1789, à M. de Grimaldi, évêque de Noyon. Le grand nombre de prélats réfugiés à Paris, à Lyon, nous les montre cherchant dans les grandes villes, dans ces deux cités surtout, une sécurité qu'ils ne trouvaient plus dans leur diocèse. Dans les provinces, rien ne les défendait contre les passions locales, contre la tyrannie des municipalités et des directoires, contre des fureurs toujours croissantes, contre les « imprécations d'un peuple qu'on a su rendre furieux », qui, au Puy, lance des pierres sur la voiture de Mgr de Galard, et tire des coups de pistolet en signe de réjouissance de son départ, contre ces « hordes féroces qui, disait La Fare, dirigent sur nos têtes leurs poignards sanglants. » Jamais les plus sottes calomnies, et les calomnies inventées surtout contre les évêques, n'obtinrent plus facilement crédit qu'en ce temps de Révolution. On fait croire au peuple que M. de Chilleau, évêque de Châlon-sur-Saône, a fait doubler les tailles et creuser un souterrain pour faire sauter le club de la ville, qu'il veut empoisonner les puits et incendier les maisons. Que faire contre cette crédulité haineuse de la multitude ? M. du Chilleau tient ferme, mais les fenêtres de son palais sont brisées à coups de pierre ; il est insulté jusqu'à l'autel, il est traduit devant le tribunal ; un malheureux qu'il a comblé reçoit mandat de l'assassiner. M. de Chilleau part en Suisse pour laisser passer l'orage, revient à Châlon pour combattre la constitution civile, est obligé de s'échapper la nuit pour éviter la mort, se réfugie à Grenoble d'où un dénonciateur le fait encore expulser, et traverse la frontière en exhalant sa douleur de « voir cette facilité des peuples à renoncer à leurs anciennes habitudes, à passer subitement de la considération à l'outrage, de la reconnaissance au mépris pour ceux qu'ils avaient respectés

jusqu'alors. » A Vienne, Mgr d'Aviau apaise par sa calme impassibilité la foule irritée, qui a envahi son palais parce qu'on lui a dit, comme en tant d'autres diocèses, que le prélat y cache de la poudre, des armes, des trésors, des émissaires en vue d'une contre-révolution ¹. A défaut de calomnies, la présence de l'évêque réfractaire suffit à elle seule pour exciter la rage de ses persécuteurs. Aussi vit-on parfois leurs prêtres les plus fideles les conjurer de s'éloigner de leur diocèse ou de n'y pas rentrer ².

Mais les prélats, en cédant devant la force, ont soin de constater, pour délivrer leur âme, qu'il leur est fait violence. Ils tiennent à se couvrir de l'exemple et des paroles de saint Cyprien. Nous voyons l'un d'eux, M. de Royère, insérer cette protestation dans son testament : « Je déclare que je ne partis de mon diocèse de Castres que lorsque j'y fus forcé par une troupe de soldats armés et envoyés pour m'insulter et m'expulser. J'y restai aussi longtemps que possible ; mais il fallut céder à la violence de l'orage et partir de France bientôt après, où ma vie n'était plus en sûreté. » M. de Royère, dénoncé, le 10 mars 1791, par l'accusateur public, s'était, en effet, vu chasser de son palais. Le 14 juillet, une horde furieuse, appelée *la bande noire*, l'assaillit dans la maison de la ville où il s'était réfugié. Echappé à grand peine, il se rend à Ax, dans l'Ariège, où les gendarmes viennent encore le poursuivre ; il passe alors en Espagne ³. L'évê-

1. Cf. Bozon, *Recherches historiques* sur la persécution révolutionnaire dans le département de Saône-et-Loire, 1889, grand in-8, t. I, p. 12-75. — Lyonnet, op. cit. I, 359-360.

2. Les lettres de l'évêque de Grasse, août 1795, janvier 1796, nous montrent ses efforts pour rentrer dans son diocèse. Il en est détourné par son clergé qui craint un redoublement de persécution. Theiner, op. cit. II, 165-167.

3. Nayral, *Bibliographies castraises*, III, 358 et suiv. — Sciout, op. cit. t. II, p. 78. *Ami de la religion*, n° du 6 juin 1829. — L'évêque de Nancy, M. de La Fare, écrit le 8 janvier 1791 : « Victime désignée, objet des complots sinistres des méchants, malgré notre répugnance, nous nous

que de Meaux, M. de Polignac, parle dans une lettre « des brigands soudoyés qui dévastèrent, dit-il, toutes mes propriétés et à la rage desquels je ne suis parvenu à me dérober que par une fuite précipitée ¹. »

Le temps était aux violences. Le 23 mars 1791, M. de La Luzerne, évêque de Langres, dont les écrits adressés à son clergé avaient eu tant de retentissement, est obligé de gagner la frontière de Suisse sous un déguisement, et en conduisant lui-même sa voiture. M. Amelot, évêque de Vannes, est amené à Paris par la gendarmerie. A Li-

sommes vus forcés de nous éloigner pour leur épargner des crimes... Les braver (les assassinats) serait une témérité sans avantage pour l'Eglise. Les prévenir m'a paru un devoir : je me suis éloigné. » Guillaume, *Histoire du diocèse de Toul et de Nancy*, V, 113. — M. de Messey, évêque de Valence, sacré le 5 octobre 1788, ne semble avoir fait son apparition dans son diocèse que le 9 janvier 1791. C'était bien d'y venir enfin au moment du danger, au moment où le commandant de Voisins venait de perdre la vie dans une émeute qu'il avait voulu apaiser. M. de Messey ne put tenir longtemps à son poste. Nous lisons dans des lettres par lui adressées, le 22 janvier et 15 février 1791, aux officiers municipaux qui lui ont fait sommation de prêter serment, qu'il se retire non par peur, mais pour éviter des violences qui pourraient amener quelque crime. Cf. Nadal, *Histoire hagiologique du diocèse de Valence*, 1855, p. 441-449. — L'évêque de Verdun, M. des Nos, quitte son diocèse dans les premiers mois de 1791. « Nous étions bien déterminé, écrit-il, à nous exposer à tous les dangers. » Mais, « crainte que notre refus de serment ne causât quelque trouble dans notre ville épiscopale, malgré la rigueur de la saison, nous avons fui notre malheureuse patrie », en vue de « la tranquillité publique dont nous étions beaucoup plus occupé que de la nôtre. » *Coll. eccl.*, IX, 522, 523. — L'archevêque d'Embrun, M. de Leysin, part aussi au moment de la persécution religieuse. « Je prévient l'orage, écrit-il. Si je m'éloigne pour un temps, c'est pour éviter les troubles. Vous ne me soupçonneriez pas sans doute de céder à la crainte. Je braverais l'univers entier, si la religion ou ma conscience m'en faisaient un devoir ; mais la résistance serait un crime. » *Coll. eccl.*, XII, p. 7. — M. d'Aviau ne voulait pas partir, et ne consentit à se retirer que devant la pression de son entourage. « Il faut, disait-il, qu'un général meure à son poste. Ne serait-ce pas une lâcheté à moi que de fuir le danger, et où voulez-vous que j'aille ? Pendant ce temps qui gardera mon troupeau ? Ne donnerai-je pas l'exemple de la désertion ? Le loup ravisseur entrera alors dans la bergerie et immolera à son choix les pères, les mères et les petits. » Lyonnet, I, 368.

1. Voir cette lettre dans Theiner, II, 219. M. de Polignac fut forcé de quitter son diocèse dans les premiers mois de 1791. Il est encore à Paris le 26 mai 1791. Cf. Allou, *Chronique des évêques de Meaux*, 1875.

sieux, M. de La Ferronnays est cité devant un tribunal révolutionnaire, qui lui enjoint de quitter le pays au plus tôt. M. de la Marche, évêque de Saint-Pol de Léon, avait reçu avis des administrateurs du département que, s'il était répandu une seule goutte de sang, il en répondrait sur sa tête. « Nous vous engageons, lui disaient-ils, à quitter des lieux où vous allumez les torches du fanatisme et de la discorde. » Comme M. de La Marche ne se hâtait point d'obtempérer à ces ordres, la gendarmerie, accompagnée de vingt hommes armés, envahit son palais. Il peut fuir et s'embarquer à Roscoff, sur une barque de contrebandier qui, après avoir été pendant quatre jours et quatre nuits le jouet des vents, le fait aborder enfin en Angleterre, le 28 février 1791 ¹. Quelques jours après, Le Mintier, évêque de Tréguier, insulté dans son palais, cherche un refuge à Jersey. L'évêque de Bayeux, M. de Cheylus, échappé avec peine aux menaces d'une populace furieuse, ne tarde pas à l'y rejoindre. A une autre extrémité de la France, l'évêque de Toulon est poursuivi avec acharnement et sa maison est pillée. M. de Bonneval, évêque de Senez, est conduit de tribunal en tribunal, subit cinquante-quatre jours de détention, est exilé à 10 lieues de son diocèse, et se voit condamné à « la déchéance des titres d'évêque et de citoyen ². »

1. *Vie de La Luzerne*, par Godard. — Plasse, *Le clergé français réfugié en Angleterre*, 1886, 2 vol. in 8°, t. 1^{er}, p. 69 et suiv. Un décret du 16 février 1791, avait mandé l'évêque de Saint-Pol de Léon à la barre de l'assemblée, avec les évêques de Tréguier et de Nantes. Cf. séance du 14 février 1791 à la Constituante. — Mgr de la Marche avait reçu un paquet avec cette adresse : *A l'ancien évêque de Léon*. Il le renvoya aux administrateurs du district de Morlais avec cette protestation : « Je ne suis point ancien, mais actuel évêque de Léon. » L'évêque de Nantes écrivait en 1794 : « Je fus forcé de m'expatrier dès l'année 1791 pour épargner un nouveau forfait. » Theiner, II, 229. L'évêque de Saint-Claude écrivait en 1795, « qu'ayant été un des premiers persécutés des évêques français, il a été obligé de fuir son diocèse et la France, autant pour éviter un crime à ses persécuteurs que pour se soustraire à leur fureur. » Theiner, II, 104. M. de Hercé, évêque de Dol, ne partit qu'en 1792.

2. Cf. les histoires locales ; Picot, VI, 91, 92 ; Jager, II, 353-357.

Telle était la situation. Il est bien facile de dire que les prélats avaient pour devoir de la braver et de tenir ferme à leur siège. Outre qu'on les en arrachait par la force, la mort violente de l'archevêque d'Arles, des évêques de Beauvais, de Saintes et de Mende, lors des massacres de septembre, le sort qui attend les évêques d'Agde, de Montauban, de Saint-Brieuc, disent assez en face de quels périls se trouvaient placés les évêques réfractaires. Dans ces conditions ils pouvaient, souvent même, ils devaient s'éloigner.

Nous connaissons,—les évènements de septembre le prouvent éloquemment,—le terrible danger encouru par les prélats qui avaient prolongé leur séjour en France jusqu'en 1792. L'évêque de Luçon, M. Mercy, député et membre de la commission épiscopale « spécialement chargée à Paris des intérêts de la religion », avait résolu de rester avec ses confrères le plus longtemps possible. « Il a fallu, écrivait-il, céder à la cruelle loi de déportation. Quinze jours plus tard, je n'y aurais plus été à temps; car à peine fus-je parti, que l'ordre de m'arrêter fut donné, que tout ce que je possédais fut envahi, confisqué et vendu, et tout ce que possédait ma famille. » L'évêque de Dijon, M. de Merinville, présent aussi alors à Paris, d'où il soutenait « le courage des ecclésiastiques de son diocèse », malgré « un décret lancé contre lui par l'accusateur public de Dijon », courut encore un plus grand péril. Il est jeté en prison en pleins massacres de septembre et croit toucher à sa dernière heure. Il est relâché après huit jours de détention par le « comité de sang » à la majorité d'une voix, grâce à l'intervention de deux amis. Trente-six heures après, un nouvel ordre d'arrestation est lancé contre lui et « m'a forcé, écrit le prélat, de me sauver presque nu¹. »

1. Voy. les lettres des évêques de Luçon et de Dijon dans Theiner, II, 428, 489. — Un prélat du Comté-Venaissin, M. des Achards de la Bau-

L'un des prélats qui se montrèrent les plus héroïques, M. La Broue de Vareilles, évêque de Gap, nous a laissé le récit de ses tribulations. On lui défendait de se rendre aux offices avec la garde d'honneur dont avaient coutume de s'entourer les évêques. Si ses gens portaient la cocarde, on le leur reprochait, parce qu'elle était interdite aux aristocrates ; s'ils ne la portaient pas, on le leur reprochait encore comme une marque de dédain aristocratique. M. de Vareilles ayant excommunié, le 11 juin 1791, l'intrus Cazeneuve, « une rumeur effroyable, dit-il, se fit entendre aussitôt contre moi ; les uns voulaient m'assassiner dans ma maison, les autres me conduire sur la place et m'y faire périr après les traitements les plus humiliants. Il s'agissait de me couper le nez et les oreilles et de me pendre ensuite. Ceux-ci disaient qu'il fallait me garder à vue ou me faire prendre par la maréchassée et me conduire à Orléans. » On finit pas déférer M. de Vareilles au tribunal ordinaire. Il plaida lui-même sa cause, et fut condamné à une amende de 600 livres envers l'hôpital, qu'il paya le jour même. Eh bien, cet homme, qui, à travers tant de dangers et tant d'alarmes, put maintenir sa résidence dans son diocèse jusqu'au 11 juillet 1792, se demandait plus tard s'il n'eût point été plus méritoire de partir plus tôt en exil, si la modération relative à laquelle le condamnait son séjour en son diocèse n'avait pas nui à la défense. Et alors nous le voyons repasser dans sa mémoire, pour se rassurer, tout le bien qu'a produit sa présence prolongée. Presque tous ses prêtres

me, évêque de Cavaillon, est encore en France en novembre 1792 et devait mourir à Lyon en 1793. Il écrit (Theiner, II, 70) : « Depuis trois ans chassé de mon évêché, j'ai toujours tâché de me placer le plus près que j'ai pu de mon diocèse, tantôt à Apt, tantôt à l'Isle et tantôt à Avignon... Je suis dans ce moment à errer d'un pays à l'autre, à une ou deux journées du Comtat, sous un nom emprunté, et travesti pour l'habillement. Malgré ces précautions, on est, sur le moindre soupçon, obligé de décamper... Il est bien dur de ne savoir où reposer sa tête. »

avaient prévariqué. « Je le dis, la douleur dans l'âme, s'écriait-il, la grande majorité de mon clergé a prêté le serment. » Il eut la consolation d'en ramener plus de cinquante. Il fut le conseil, le soutien des fidèles et des pasteurs, et encore c'est à peine si cette constatation parvient à le convaincre que son opiniâtre persistance a été un bienfait pour son peuple ¹.

1. *Mémoire de la Broue de Vareilles, évêque de Gap*, depuis 1789 jusqu'en juillet 1792, publié par l'abbé Guillaume, 1892, in 8°.

CHAPITRE HUITIÈME

Résultats de la constitution civile du clergé

I. Le premier résultat de la constitution civile du clergé fut de déchirer, de disperser l'Eglise gallicane, au moment, dit Mgr de Bausset, où elle était tranquille par l'apaisement des dissensions religieuses et honorée par les vertus, les bienfaits de ses évêques et de son clergé. — Stupéfaction des prélats devant cette effroyable tempête. — Boisgelin se demande s'il n'est pas le jouet d'un songe. — Vif tableau de la désolation de l'Eglise gallicane. — Clergé coupé en deux. — La guerre dans le temple disputé par deux pasteurs. — L'évêque de Nancy montre l'Eglise gallicane prête à tomber en dissolution. — II. Heureusement que la situation n'est pas désespérée. — Grande part des évêques dans le salut. — Ils disent courir « une noble carrière, celle de l'adversité. » — Ils sont transfigurés par le sacrifice, — Leur talent grandit avec leur caractère. — Vibration de leurs écrits à cette époque. — Belles pages ajoutées à la langue française. — En fait, dit l'évêque d'Alais, « on a plus rendu au clergé qu'on ne lui avait ôté. » — Part des curés dans ce résultat. — Plus des deux tiers refusèrent le serment au milieu des plus grands périls. — Rage contre eux et déception des meneurs. — Grégoire dénonce les violences exercées contre les curés. — Ils trouvèrent presque partout, dit-il, dans les municipalités des « bourreaux en écharpe. » — A ce prix, la France fut sauvée de la servitude d'une Eglise nationale. — III. Echec complet de la constitution civile. — Les curés, qu'on voulait favoriser et rapprocher du peuple, sont moins populaires, plus dépendants des évêques, qu'avant 1789. — Moins de synodes encore, plus de concours, perte de l'inamovibilité. — Les évêques, que la constitution civile voulait grandir en face du pape, déracinés du sol par la perte des biens et de tout rôle politique et civil, obligés de combattre pour le pape, pour sauver l'unité, sont en train d'échapper au gallicanisme. — Mirabeau, qui a défendu avec tant d'éloquence et de passion les décrets, les trouve absurdes, et fait conseiller à Louis XVI la résistance. — Le roi, obligé de les sanctionner malgré lui, décide dès ce jour de faire appel à l'Europe. — L'assemblée trop fière pour céder est lancée dans la voie de la persécution. — La constitution civile du clergé a ouvert sous ses pas un abîme. — On attend « quelque chose de tragique. »

I

C'en est fait. Les évêques de France chassés de leur diocèse, sont sur les chemins de l'exil. L'Eglise gallicane, dont l'existence a été mêlée si étroitement à travers les siècles à celle de la patrie, est menacée de dissolution.

« Et, s'écrie un de ses plus nobles représentants, M. de Bausset, évêque d'Alais, quel temps a-t-on choisi pour exercer de si terribles rigueurs contre l'Eglise de France? Le temps où elle réunissait certainement le plus de titres à l'estime et à l'intérêt de tous les hommes éclairés ou sensibles. L'Eglise gallicane jouissait d'une paix profonde depuis trente ans. On n'y observait plus aucun germe de ces malheureuses divisions, qui avaient troublé les dernières années du règne de Louis XIV et presque toute la durée de celui de Louis XV. L'épiscopat était composé d'hommes au moins recommandables par leur modération, et l'esprit de douceur qui caractérisait leur gouvernement ; on n'entendait plus parler de ces abus d'autorité dont on s'était plaint à une époque plus éloignée. Il y avait bien peu d'évêques qui ne regardassent comme un devoir honorable d'illustrer leur administration par quelque établissement utile à la religion et à la société ; il n'en était aucun qui ne fût, pendant sa vie ou à sa mort, le bienfaiteur de l'hôpital de sa ville épiscopale ¹... L'administration économique du clergé et la répartition de ses charges étaient remarquables par des principes de régularité, de justice et d'humanité, qui ont été rappelés avec approbation à l'assemblée nationale elle-même par celui

1. « Qu'on interroge, en effet, les registres de ces asiles de la douleur et de la souffrance, et l'on reconnaîtra qu'ils doivent presque tous leur existence et leur opulence à la piété généreuse d'une longue suite d'évêques. Ah ! plaignons le sort qui menace ces utiles établissements ; c'est se faire volontairement illusion que de croire que la bienfaisance nationale suppléera à tant de bienfaiteurs particuliers. Jamais les tribunaux n'avaient été moins importunés de ces déplorables discussions qui existaient autrefois entre les évêques et les chapitres, entre les supérieurs et les inférieurs.... Sans doute le clergé n'était pas exempt d'abus, et quelle est l'institution humaine à qui on ne puisse en reprocher ? Mais il suffisait de rappeler les lois de l'Eglise et de l'Etat pour y apporter un remède convenable. Ce vœu était celui du clergé lui-même ; il était consigné dans ses cahiers ; il était appuyé du vœu uniforme des deux autres ordres ; il était juste dans son objet, il était facile dans son exécution. » Lettre pastorale de M. l'évêque d'Alais, 1791, p. 67-70.

de ses membres (Anson) qui lui en a présenté le rapport. Le clergé de France offrait en général ces formes de décence, ces sentiments nobles et élevés, cet amour de l'ordre et du bien public, qui lui ont mérité l'éloge si flatteur qu'en a fait un célèbre étranger (Burke), dans un ouvrage où certainement on ne peut pas l'accuser d'avoir prodigué les louanges... Des législateurs vraiment éclairés n'auraient-ils pas dû apprécier l'avantage politique, qui résultait, pour un empire comme la France, de posséder un corps ecclésiastique attaché à ses devoirs sans petitesse, religieux sans fanatisme, décent dans ses mœurs sans hypocrisie, également instruit des maximes de la religion et de celles du royaume, toujours empressé d'accourir au secours de l'Etat dans les circonstances difficiles, venant encore d'en donner une preuve récente par une offre généreuse, qui aurait préservé la nation de tous les malheurs qui l'accablent et de tous ceux qui la menacent. La simple humanité pouvait-elle permettre qu'on fût inventer avec raffinement un nouveau genre de persécution, pour le condamner à l'opprobre après l'avoir condamné à l'indigence ? Etait-ce dans le moment même où l'on venait d'envahir toutes ses possessions, que l'on pouvait avec quelque pudeur exiger de lui le sacrifice de ses principes ? »

Cet éloge de l'ancien clergé de France, éloge qui, dans la bouche d'un Bausset, doit être tenu pour sincère et véridique, était une oraison funèbre. L'armée ecclésiastique, frappée en pleine paix, en pleine force, est décimée, dispersée. L'évêque de Lisieux, M. de La Ferronnays, compare le calme dont on jouissait naguère à l'effroyable convulsion qui agite maintenant le pays ! L'évêque de Saint-Papoul, M. de Maillé-La-Tour-Landry, dit qu'on a vu l'orage « se former, monter lentement, répandre des ténèbres effrayantes, jeter quelques lueurs encore plus sinistres, puis éclater avec violence, disperser les pasteurs,

diviser les troupeaux et les livrer en proie à des mercenaires, à des loups ravissants. » Quelle « effroyable tempête », ajoute M. de Marbeuf, primat des Gaules, et à quel usurpateur va être livré le siège illustre où s'assirent les Pothin, les Irénée, les Agobard ! L'évêque de Nancy, l'évêque de Sisteron, mouillent de leurs larmes le papier chargé de recevoir l'expression de leur douleur ¹. M. de Boisgelin se demande s'il n'est point « abusé par un songe », s'il est bien vrai que tant de bouleversements aient pu s'accomplir. « Il n'y a pas, dit-il, d'exemple d'une pareille révolution dans l'histoire de l'Eglise. » Et alors, portant sa pensée sur ce diocèse d'Aix qu'il a laissé, il y a deux ans, heureux et prospère, il dépeint avec une tristesse mélancolique l'état où il va trouver son troupeau, sa ville épiscopale, sa cathédrale, qu'il ne devait point revoir. « Ces temps, écrit l'évêque de Blois, vieillissent de tant d'années que l'on croit être au terme. » Les adieux des premiers pasteurs à leurs églises sont déchirants. « Temple auguste, l'ornement, la joie de nos contrées, consacré par tant de siècles de vertus et de grâces, témoin de la piété de tant de peuples, de pontifes et de rois, n'avais-tu donc subsisté si longtemps avec tant de gloire, s'écrie M. de Galard, évêque du Puy, que pour voir l'homme ennemi assis sur la chaire des apôtres, les membres dispersés, les autels souillés, et les vrais adorateurs forcés de se bannir de ton enceinte ². »

Les évêques de l'assemblée constituante, s'élevant au-

1. « Notre consolation, écrit l'évêque de Sisteron, sera de mouiller de nos larmes le crêpe funèbre dont l'Eglise de Rome est couverte. » « Notre tristesse est extrême, écrit l'évêque de Nancy, et une douleur inexprimable oppresse notre cœur. Les larmes coulent de nos yeux en abondance, et se mêlent en ce moment aux tristes caractères qui vont vous transmettre nos sentiments. » Cf. *Collection ecclésiastique*, IX, 223-230 ; XI, 95, 289 ; XIII, 98-109, 200-221.

2. *Coll. ecclés.* X, 348, 349, 356, 429.

dessus des malheurs particuliers, tracent dans leur lettre au pape le sombre tableau de la désolation de l'Eglise gallicane. « Voyez, disent-ils, la loi qui s'arme de la force, et qui retentit comme un tonnerre d'un bout de la France à l'autre; voyez tous les évêques de France, excepté quatre, destitués de leurs sièges; les uns décrétés par les tribunaux, d'autres arrachés de leurs habitations par la force, ou même transportés comme des criminels hors de leurs diocèses; d'autres mis en fuite sans défense, et forcés de se dérober, non pas au péril qui menace leur vie, mais à la nécessité d'épargner un crime à des concitoyens; des pasteurs vertueux et des prêtres fidèles insultés, attaqués au milieu du temple, dans la chaire de vérité, sur les marches du sanctuaire, et dans le sein même de ces asiles inviolables où s'entretient le feu pur et sacré de la religion et de la vertu; des vierges saintes, que la jeunesse et l'innocence, la faiblesse de l'âge ou les infirmités, n'ont pu dérober aux injures. Voyez nos églises envahies par un nouveau sacerdoce, et celles où n'ont point pénétré les innovations, interdites à la piété qui cherche les saintes solennités, et qui fuit les profanations; cette foule de ministres de tous les rangs, enlevés à leurs fonctions, séparés de leurs paroisses dont l'Eglise ne les sépare point encore, et chargés par la mission qu'elle n'a point révoquée de ces saintes obligations dont la loi leur fait un crime. Voyez les fidèles placés dans cette situation, la plus cruelle de toutes, celle qui semble les mettre dans une contradiction nécessaire avec eux-mêmes, entre la religion et la loi. »

Les évêques, dans leurs publications particulières, se chargent d'ajouter de nouveaux traits à cette lugubre peinture... Partout les discordes, les dénonciations, les violences. « Par toute la France, s'écrie l'évêque de Soissons, deux chefs dans la même famille, deux pasteurs dans le même troupeau, le vrai pasteur placé entre la per-

sécution et l'apostasie ; et les fidèles eux-mêmes dans une cruelle perplexité, entre un chef persécuté, expulsé, mais toujours demeurant seul pasteur légitime, et un prêtre protégé par la force, mais pasteur intrus, sans pouvoir et en horreur à l'Eglise. » « Quel est donc, ajoute l'évêque du Puy, quel est le crime de cette foule immense de ministres fidèles, blanchis par les années et les travaux ? D'où viennent ces dissensions implacables qui, dans le sein de la religion, de la patrie, des cités et des familles, opposent le citoyen au citoyen, le frère au frère, l'époux à l'épouse, le père aux enfants ? » Il ne faudrait pas voir dans ces plaintes éloquentes un vain exercice de rhétorique. Elles sont trop poignantes pour n'être point sincères ; elles sont trop désolées pour n'être point inspirées par la vue d'un immense péril. A un moment donné, l'épiscopat put se demander si le catholicisme n'allait point périr en France ¹. « Il n'est plus temps de le dissimuler, disait M. de La Fare, évêque de Nancy, l'Eglise gallicane paraît menacée de la dissolution. Le bras de Dieu s'est appesanti et reste étendu sur elle. »

II

Heureusement que la situation n'était pas aussi désespérée que ces alarmes pouvaient le faire craindre. L'épiscopat avait sauvé l'unité catholique par son attitude, et

1. « O Eglise dont l'univers chrétien admirait la splendeur, s'écriait l'évêque de Saint-Papoul, qu'est devenue ta gloire, qu'est devenue ta beauté ! Hélas, tes temples se ferment à la voix de tes propres enfants. Les uns seront démolis, il ne restera pas pierre sur pierre ; les autres serviront à des usages profanes et peut-être criminels. » Parmi les prélats qui dépeignent les désastres de l'Eglise de France, nous aurions encore à citer les archevêques de Paris et d'Embrun, l'évêque de Sisteron, etc. *Coll. ecclési.*, II, 1, 5 ; IX, 55, 165, 166 ; X, 428, 429 ; XII, 1-7 ; XIII, 177, 178, 200, 221.

il avait singulièrement grandi dans l'épreuve. Les évêques de l'assemblée nationale, qui avaient passé deux années entières au milieu de la tempête, et assisté jour par jour aux attaques terribles dirigées contre l'Eglise, pouvaient écrire en toute vérité: « Nous avons rempli nos pénibles devoirs au milieu des troubles et des orages, et nous n'avons pas laissé la crainte approcher du sanctuaire... Nous subirons notre destinée, quelle qu'elle puisse être, avec le courage que la religion inspire... Nous courons une noble carrière, celle de l'adversité¹. » Oui, c'était une noble carrière, et nous aimons à voir ces prélats, qu'on pouvait croire un peu affadis par les délices de l'ancien régime, trouver une force de résistance qui étonna leurs adversaires, et qui ne pouvait être inspirée que par une conviction forte. Le malheur noblement supporté grandit ici ceux que la prospérité et l'opulence avaient désignés aux coups de leurs ennemis. Ils trouvent dans la persécution l'occasion de donner des preuves irrécusables de leur foi, et tel est l'ébranlement imprimé à tous par la grandeur de l'épreuve, par la conscience des intérêts engagés, que les médiocres même apportent du talent dans ces combats de l'âme, que les mieux inspirés trouvent de magnifiques accents. Plusieurs des pages que nous avons eu occasion de transcrire font honneur à la langue française. Je ne sais qu'elle vibration morale, quel souffle d'héroïsme, les anime. Cet épiscopat, dont nous avons signalé l'insuffisance en face des philosophes du XVIII^e siècle, s'est réveillé éloquent et parfois sublime en pleine Révolution, lorsque la grandeur du péril l'a mis en demeure de donner à sa plume le tranchant de l'épée. Parmi les prélats dont les noms et les écrits ont été le plus souvent cités dans notre récit, le lecteur aura remarqué M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, M. de Bourdeilles, évêque

1. Lettre au pape, p. 55-61.

de Soissons, M. de La Luzerne, évêque de Langres, M. de Bausset, évêque d'Alais, M. de Galard, évêque du Puy, M. de Barral, évêque de Troyes, etc. M. de Bausset, appréciant les résultats de la campagne menée contre le clergé depuis le commencement de la Révolution et, en particulier, la constitution civile, pouvait s'écrier : « On lui a plus rendu qu'on ne lui avait ôté. L'Eglise gallicane a recouvré toute sa gloire en perdant son opulence si enviée, et la nation a reconnu qu'à une époque qui a montré si peu de caractères, il existait une classe d'hommes dignes de lutter avec le malheur, supérieurs à l'injustice et résignés à tout sacrifier, hors la vertu. »

Les évêques avaient mieux fait que de se grandir eux-mêmes dans l'estime publique, ils avaient préservé la France du schisme. Ils avaient entraîné la grande majorité des curés, et le clergé uni était sûr de garder la masse des fidèles. M. de Bausset faisait gloire aux curés de ce résultat et disait leur résistance plus méritoire que celle des évêques ¹, parce qu'ils n'avaient pas pour les

1. « Oui, écrivait-il à son clergé d'Alais, quelque honorable qu'ait été la conduite de cent vingt-huit évêques, c'est à leurs dignes coopérateurs qu'appartient la véritable gloire due aux grandes actions. L'élévation de la dignité épiscopale impose à ceux qui en sont revêtus des obligations plus sévères, et soutient leur courage en les plaçant à cette hauteur qui commande de si grands sacrifices ; ils sont bien plus dignes d'admiration ceux qui, n'ayant, pour ainsi dire, que le ciel pour témoin de leurs combats et de leurs triomphes, n'ont pas même à attendre des hommes cette froide estime qui console quelquefois de leur injustice. » M. de Bausset dit qu'il n'avait pas voulu influencer sur la détermination des curés « qui devait être l'expression libre et volontaire de la conscience... C'eût été déshonorer le caractère auguste dont ils sont revêtus, que de paraître douter de leur courage et de leur résignation. » M. de Bausset ajoute : « Ah ! si jamais l'Eglise gallicane a mérité l'estime et la considération qu'elle a toujours obtenues dans toute l'Europe, c'est surtout dans ce moment glorieux... Quel tribut d'admiration ne devait-on pas à l'héroïsme simple et modeste de tant de ministres vertueux, qui se sont soumis volontairement à remplir jusqu'au dernier moment des fonctions dont on allait les dépouiller, sans se permettre le plus léger murmure, sans montrer le plus faible regret... La religion a peut-être été mieux servie par la haine aveugle de ses ennemis que par le calme trompeur qui inspire la langueur et la sécurité. Il était dans l'ordre de la Providence de mon-

soutenir l'éminence de la dignité épiscopale qui, en exposant celui qui en est revêtu à tous les regards, le met, en quelque sorte, en demeure d'élever ses résolutions et ses vertus à la hauteur de sa situation. Tout en faisant ici la part de la bienveillance chevaleresque de l'évêque d'Alais pour le clergé du second ordre, il faut convenir que les prêtres fidèles méritaient de pareilles louanges. Qu'on se représente l'état d'âme de ces humbles pasteurs dont tant d'influences semblent conjurer la chute, à qui on montre le serment comme un acte d'obéissance aux lois du pays, obéissance que le pape semble encourager par son silence, auxquels on fait passer des listes frauduleuses de prêtres et évêques assermentés qu'il leur est impossible de contrôler, dont on surveille tous les actes, dont on épie la moindre parole, qu'on cherche à entraîner tour à tour par l'ambition, par l'espérance, par l'intérêt, par la crainte, au besoin par la prière, par les sollicitations éplorées des amis et des proches, et l'on comprendra ce que leur attitude a d'admirable et d'imprévu pour le comité ecclésiastique.

Il serait trop long de présenter la statistique des prêtres qui refusèrent le serment et de ceux qui le prêtèrent. La proportion fut très variable de diocèse à diocèse¹. Dans plusieurs la presque généralité des curés rejeta le décret, dans quelques-uns ce fut le contraire. Beaucoup de ceux qui s'étaient soumis se rétractèrent devant l'éclatante condamnation de l'Eglise. Tout prouve que la grande majorité du clergé, *les deux tiers au moins*, refusa de

trier à un siècle, où toutes les âmes sont retrécies par de si petites passions, qu'il appartenait à la religion seule d'imprimer cette énergie forte et courageuse qui rend à l'homme sa véritable dignité. » Bausset, loc. cit., p. 4-7, 70.

1. On trouvera une revue des provinces, à ce point du vue, en Ludovic Sciout, *Histoire de la constitution civile du clergé*, t. II, vicomte de Broc, *la France pendant la Révolution*, 1891, 2 vol. in-8°, t. II, p. 238 et suiv.; Picot, *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique du dix-huitième siècle*, t. VI; abbé Jager, *op. cit.*, et les histoires locales.

jurer¹. Quant au tiers constitutionnel, on pourrait diviser en cinq groupes les prêtres qui en firent partie. Rangons tout d'abord dans cette catégorie les ambitieux et les cupides, qui virent dans l'acceptation d'un serment refusé par d'autres le moyen de prendre leur place. Ajoutons-y, en second lieu, les ecclésiastiques tarés ou avides d'émancipation, les moines fatigués de la règle, qui saisirent avec empressement un prétexte légal à la désobéissance aux supérieurs, et des facilités de relâchement. Une troisième classe comprendrait les prêtres si nombreux, qui avaient cru à la Révolution et lui avaient donné tant de gages, qui avaient combattu pour elle dans les assemblées électorales de 1789, avec les Etats généraux, dans les provinces, qui, pris d'une haine vigoureuse contre l'ancien régime, contre la répartition arbitraire et inégale des honneurs et des biens ecclésiastiques, reconnaissants envers la Constituante d'avoir porté la faux dans cette moisson d'abus séculaires, ne voulurent pas se séparer d'elle lorsque manifestement elle s'ingérait dans le domaine spirituel, crainte peut-être de se trouver en compagnie de ces évêques, de ces chanoines, de tous ces membres du haut clergé la plupart réfractaires, et qui depuis deux ans se débattaient dans un autre camp politique que le leur. On pourrait rapporter à un quatrième groupe les faibles, qui par crainte de destitution, d'expulsion, par amour du repos, pour ne point perdre avec leur situation tout moyen d'existence, vivement sollicités d'ailleurs par les amis et les proches, par les autorités administratives, se laissèrent entraîner à un serment que condamnait leur conscience. Nommons enfin, en cinquième lieu, les prêtres de bonne foi, plus ou moins imbus, consciemment ou à leur insu, d'idées jansénistes, réellement convaincus que le clergé de France avait besoin d'une réforme et que l'omnipotence des évêques devait être contenue, alléchés par les belles promesses d'un re-

tour à la primitive Eglise, tranquilisés par le long silence du pape, par la protestation si souvent répétée qu'il ne s'agissait que de discipline. Ces hommes se rencontrèrent dans le rang du clergé constitutionnel. Les rétractations nombreuses qu'on vit se produire quand il n'y eut plus moyen de s'illusionner sur la condamnation portée par l'Eglise, prouvent que ces illusions mêmes avaient existé. Quand on voit, par exemple, égaré parmi les prêtres assermentés un prêtre aussi honoré pour ses vertus, aussi universellement estimé que M. Montault, futur évêque d'Angers, comment ne pas croire à la bonne foi d'un certain nombre d'entre eux.

Quoi qu'il en soit des motifs qui entraînèrent dans le schisme un tiers du clergé français, cet insuffisant résultat étonna, confondit les meneurs. Tous les témoignages du temps nous redisent leur surprise. Les curés, dont la masse avait marché avec la Révolution, l'abandonnent, maintenant qu'elle se fait schismatique. Leur foi, le sentiment de l'unité catholique, font taire toutes les autres considérations. Devant une telle attitude, les promoteurs des décrets ne dissimulent pas leur déconvenue. Durand de Maillane est scandalisé de rencontrer de la résistance chez des hommes que la Constituante, dit-il, a tirés de la misère et de l'abjection. Il signale le danger de ces ennemis invincibles contre lesquels on ne peut tirer le canon ¹. Mirabeau, dans son projet d'adresse

1. « Je n'ai jamais tant craint dans tout le cours de la Révolution, dit Durand de Maillane (op. cit. p. 152, 273), que cette sorte d'ennemis invincibles, contre lesquels les canons et les bombes ne font rien. La raison seule peut espérer de les convaincre. Ne nous flattons pas que ce soit de si tôt. » Durand de Maillane explique ainsi les motifs qui font agir les réfractaires : « Des curés, dit-il, des religieux, que nous avons tirés, les uns de la misère, les autres de l'avilissement et de la contrainte, se joignent à eux (aux évêques), ceux-ci par une piété que l'habitude entraîne, ceux-là parce qu'ils sont gagnés ou séduits, ceux-ci par une piété fausse ou mal éclairée, plusieurs par le malaise du changement, et enfin le plus grand nombre par une sorte d'orgueil et de haine contre

aux Français, s'étonne de voir ainsi se refroidir le civisme chez des pasteurs qui devraient nourrir dans l'âme de leurs ouailles la flamme révolutionnaire.

On ne tarda pas à les châtier. Les curés acclamés, tant qu'ils ont été dans le mouvement, se heurtent déjà aux fureurs populaires dès qu'ils refusent de marcher dans la voie schismatique où on veut les conduire. Grégoire, qui a été curé et qui, à travers toutes ses fautes, déploya souvent un grand courage pendant la Révolution, nous montre déjà en 1790, et avec plus de force encore en 1791, ses anciens confrères poursuivis avec un « acharnement aussi lâche que cruel. » Gravures, comédies, chansons, couplets, rien, dit Grégoire, n'a été épargné par les libellistes, pour attiser la haine du peuple. On s'est fait un plaisir barbare d'agiter sur eux « les grelots du ridicule », de déverser à pleines mains le fiel de la calomnie. On les a livrés presque partout à la dérision, aux insultes, à la rage. Eux, les pères du peuple, sont poursuivis jusque dans les temples, devenus en plusieurs départements, depuis que l'on y fait les élections, le « théâtre des cabales, des blasphèmes, des fureurs sanguinaires. » Quelle tristesse de voir tant de « curés et de vicaires sans ressources, sans crédit, en proie à la misère, à la dérision insultante ! » Si ces malheureux ont rencontré protection dans quelques administrations municipales, « dans mille autres, dit Grégoire, ils n'ont trouvé que des bourreaux en écharpe ¹. » Quel tableau ! et il n'est pas chargé. Les

des réformes qui, entreprises sans eux et malgré eux, par des laïques, les humilient et les privent soit de leur aisance, soit de leur domination absolue. »

1. Cf. Grégoire, *Observations sur le décret qui ordonne une nouvelle circonscription des paroisses*, 1790, p. 6. — *Légitimité du serment civique*, 1791. — Un contemporain, l'abbé Barruel trace ce tableau de la pression exercée sur les curés. « Pendant plus de deux mois, dit-il, dans toute l'étendue de la capitale ou des provinces, les jours de fête furent pour les pasteurs de vrais jours de supplice. L'imagination ne suffit pas à se faire une idée de toutes les tentations, de toutes les sollicitations,

mémoires du temps font foi que les meneurs ne reculaient pas devant le crime. A Fertans, dans le Doubs, pendant que le curé est en chaire expliquant les raisons de son refus, un des assistants tire sur lui et le manque. A Septsauts, en Champagne, l'assassin fut plus habile. Le curé qui développait les motifs qui l'empêchaient de prêter serment, reçut une balle en plein cœur et tomba raide mort.

C'est par de telles épreuves que le clergé de France rachète, avec ses propres fautes, son peuple et l'enfante de nouveau en quelque sorte, à Jésus-Christ, à son Eglise. Les fidèles, déjà enclins à suivre le prêtre de leur baptême et de leur première communion, celui qui a célébré leur mariage, béni leurs enfants et dit les prières sur la tombe des ancêtres, sentent grandir encore

auxquelles il fallait résister pour n'être pas parjure. Aux approches marquées pour la fatale épreuve, tantôt c'étaient des bandes envoyées par les clubs pour apprendre au pasteur le sort qui l'attendait s'il refusait, tantôt c'étaient les prières, les instances de parents, d'amis intéressés cherchant à le séduire. Dans son propre cœur, c'était l'affection même, l'habitude de vivre avec une paroisse dont il avait jusqu'alors la confiance et qui l'aimait encore, mais que les décrets avaient séduite, et qui allait ne voir en lui qu'un ennemi. » Barruel, *Histoire du clergé pendant la Révolution*, I, 75. Un écrivain du temps (1791) s'adresse en ces termes aux membres de l'assemblée nationale : « Plusieurs curés ont été, sous vos yeux, interrompus, outragés au milieu de leurs fonctions ; ils ont été sur le point d'être massacrés dans le temple et vous n'avez pas puni les auteurs de ces forfaits. D'autres se sont présentés, cette instruction (de l'assemblée nationale) à la main, pour continuer leurs fonctions, mais ils ont vu que la fuite était un moyen plus sûr pour conserver leur vie que les phrases si touchantes de votre instruction pastorale. D'autres enfin, malgré vos lois, ont été chassés honteusement de leur presbytère et de leur paroisse avec défense d'y reparaitre sous peine de mort. » *Collect. eccl.*, X, 113. M. de La Luzerne (VI, 397) disait : « Quel temps prend-on pour exciter contre les ecclésiastiques l'effervescence populaire ? Celui où le fer est à la main d'une multitude d'assassins, où un grand nombre de curés ont été menacés d'une mort cruelle et ignominieuse jusque dans le sanctuaire, où le respectable curé de Saint-Sulpice a vu le pistolet appuyé sur sa tête... Si on ne veut pas le massacre des ecclésiastiques, pourquoi par des imputations violentes, courir le risque de susciter contre eux des furieux armés. Si on ne veut que les effrayer par l'aspect de ces phalanges, est-on sûr de pouvoir toujours arrêter des tigres déchainés à qui on a fait goûter le sang. »

leur attachement et leur respect quand ils le voient malheureux et persécuté. Les premières années de la Révolution avaient pu, par la nouvelle organisation des pouvoirs publics, par la suppression des dîmes et des biens, élever entre l'Eglise et la nation la barrière des intérêts ou même la divergence des opinions politiques. Mais maintenant, qu'est-ce qui viendrait séparer la foule d'un clergé qui n'a plus rien et qui, manifestement, ne combat point pour le pouvoir, pour la fortune, mais pour les autels. Dans la lutte entre les prêtres constitutionnels et les réfractaires, les fidèles, peu initiés aux distinctions théologiques, reconnaissent d'instinct leurs vrais pasteurs en ceux que plus de vertus, plus de sacrifices supportés pour leur foi, leur montrent comme les plus dignes de les conduire au ciel. Une cause qui trouve de telles sympathies, de telles complicités, si l'on veut, dans l'âme d'un peuple, est assurée de son triomphe. Maury disait aux promoteurs de la constitution : *Il est dangereux de faire des martyrs*. Ces martyrs, qu'une persécution implacable multiplie sur toute la face du territoire, donnent à l'Eglise une nouvelle jeunesse avec un nouveau baptême, celui du sang. Le sentiment de la compassion pour tant d'innocentes victimes vient communiquer une force nouvelle à l'impulsion de la foi. On accourt aux prêtres fidèles, tandis que les constitutionnels sont délaissés. « Autour de l'ancien curé, dit M. de Taine, sont rangés tous ceux qui sont ou redeviennent croyants, tous ceux qui, par conviction ou tradition, tiennent aux sacrements, tous ceux qui, par habitude ou foi, ont envie ou besoin d'entendre la messe. Le nouveau curé n'a pour auditeurs que des sceptiques, des déistes, des indifférents, gens du club, membres de l'administration, qui viennent à l'Eglise comme à l'hôtel de ville ou à la société populaire, non par zèle religieux, mais par zèle politique, et qui soutiennent l'intrus pour soutenir la constitution. » Il était déjà évi-

dent, dès 1791, que la masse des fidèles n'abandonnerait pas le clergé attaché à Rome pour passer aux constitutionnels.

L'Eglise de France était sauvée du schisme. Qui ne saurait s'applaudir de la voir ainsi échapper à tous les outrages, à toutes les servitudes qui auraient payé sa défection? Qui eût pu défendre un clergé séparé de l'unité catholique, désormais livré à lui-même, contre les caprices de ses nouveaux maîtres, contre la faiblesse de ses propres chefs. Dans un pays comme le nôtre, où depuis cent ans on n'a pas encore pu acclimater un véritable respect de la liberté de conscience, nous savons trop quelles servitudes et quelles intrusions devrait subir une Eglise nationale, qui ne pourrait pas appuyer son *non possumus* sur un chef resté hors de l'étreinte des politiques et des passions de la multitude.

III

Les auteurs de la constitution civile pouvaient déjà voir les résultats de leur entreprise. Elle avait pitoyablement échoué. Il s'agissait d'établir en France une sorte d'Eglise presbytérienne, démocratique, placée par les élections sous l'influence populaire, une Eglise où le curé serait, non seulement maître chez lui, mais aurait par les synodes une part prépondérante dans le gouvernement du diocèse. Il s'agissait en second lieu d'émanciper les évêques de la puissance papale. Sur tous ces points, la constitution obtiendra le contraire de ce qu'elle voulait atteindre.

Les curés, qui étaient peuple avant la Révolution, tout en continuant à sortir plus que jamais de ses rangs, paraîtront désormais, par suite de la politique inaugurée

précisément dans la constitution civile du clergé, lier leur cause à celle des classes supérieures, des nobles et des rois. C'est que, associés étroitement au mouvement de 1789, ils ont été dupes et victimes de leur généreux enthousiasme. Je les vois chassés, traqués, pour n'avoir point voulu franchir la limite tracée par leur conscience. Et que leur restera-t-il en définitive des fameuses franchises promises par la constitution civile du clergé? Les synodes qu'elle voulait remettre en honneur sont plus rares encore qu'avant la Révolution. Les conseils *délibérants*, qu'il s'agissait d'imposer aux évêques, ne délibèrent pas plus que dans l'ancien régime. En un mot, l'espèce de gouvernement représentatif rêvé pour les diocèses, et dont quelques prélats paraissaient disposés à accepter la forme dans une certaine mesure, succombera avec la constitution civile du clergé. Plus de concours pour les cures, plus de droits pour les gradués, plus de la liberté laissée aux curés jusqu'en 1789 de choisir leurs vicaires. Enfin, échec plus grave encore pour le clergé secondaire, plus de cette inamovibilité curiale, que la royauté aidée des parlements avait mis un siècle à imposer à la répugnance des évêques. C'est bien, nous l'avons dit, la Constituante qui, en décrétant la révocation en masse des réfractaires, a ruiné, la première, l'inamovibilité assurée aux curés par le concile de Trente.

En même temps, le mode électif que l'assemblée nationale avait tant à cœur d'établir dans le choix des curés, des évêques, et qu'elle eût sans doute fait triompher en le modifiant, sera écarté sans retour. Le pouvoir exécutif, qu'il s'agissait d'éliminer, nomme tous les évêques, agréé les principaux curés. Les évêques disposent absolument des autres charges, héritant des droits de tous les collateurs, de tous les patrons ecclésiastiques ou laïcs, de sorte que l'intervention des fidèles dans le choix de leurs pasteurs est plus nulle encore qu'en 1789.

La Constituante voulait augmenter l'indépendance des curés, et ils en ont moins qu'avant elle, diminuer la puissance des évêques, et ils en ont plus qu'avant elle. Elle voulait surtout atteindre le pape, et sa politique aura précisément pour conséquence de mettre à ses pieds les évêques. Ces prélats qui étaient deux fois français, et par leur patriotisme séculaire, et par la grande place qu'ils tenaient dans la propriété foncière, dans l'administration de leur pays, on a tout fait pour briser les liens sociaux, politiques, qui les attachaient au sol. Leurs biens leur sont enlevés, la terre même qui les porte semble se dérober sous leurs pas. Quand on les a ainsi enfermés dans le domaine spirituel, on veut encore, sur ce terrain réservé, bouleverser la constitution du clergé, et leur faire une Eglise qu'ils n'ont jamais connue. Leur foi, leur conscience, le sentiment de l'unité catholique, aussi vivant en eux qu'en Bossuet, les arme contre cette oppression. Ils luttent, eux gallicans, pour le pape jusqu'au martyre. Leurs convictions s'échauffent, s'affermissent encore de toutes les protestations de fidélité, d'obéissance, qu'amènent les péripéties du combat. La Constituante, qui a décrété tout d'abord la suppression de cinquante sièges, et puis la révocation en masse des évêques réfractaires, donne la première le spectacle de la guerre, de la chasse à tout l'épiscopat d'une grande nation qui est la fille aînée de l'Eglise. Telle est la secousse imprimée à ce grand corps que, dès 1791, nous avons vu ces évêques inamovibles, intangibles, amenés à déposer leur démission aux pieds du pape, démission volontaire, non acceptée par Pie VI, mais qui prépare les voies à la démission acceptée, imposée, par Pie VII.

La constitution civile du clergé, qui aura tant d'influence sur les destinées de l'Eglise de France, va exercer une action fatale sur la marche de la Révolution. Les esprits vraiment politiques de la Constituante voyaient très bien

la criminelle folie qui avait inspiré une pareille législation. Mirabeau, dont l'intervention violente dans la discussion, au moment où il négociait avec la cour, ne s'explique que par le désir de recouvrer sa popularité et de discréditer l'assemblée, Mirabeau écrivait, le 27 janvier 1791 : « Voilà une plaie nouvelle, mais la plus envenimée de toutes, qui va ajouter encore un foyer de gangrène à tous ceux qui rongent, corrodent et dissolvent le corps politique. Nous nous étions fait un roi en effigie, sans pouvoirs, et un corps législatif qui administre, qui infirme, qui juge, qui punit, qui fait tout, excepté ce qu'il doit faire. A présent nous arrangeons le schisme religieux à côté du schisme politique. Nous n'avons pas assez de difficultés, nous en suscitons à plaisir ; de dangers, nous évoquons le pire ; d'embarras, nous soulevons le plus inextricable. C'est de quoi amener la fin de tout si l'Assemblée ne se lasse pas bientôt d'obéir aux anarchistes. » Mirabeau estimait que la constitution civile du clergé était pour Louis XVI un terrain très favorable pour rallier tous les mécontents, retrouver la popularité, engager la lutte avec l'assemblée nationale et ressaisir le pouvoir.

C'était demander à Louis XVI un effort dont il n'était pas capable. Mais cette affaire de la constitution civile inspira au roi une révolte qu'il n'avait point encore ressentie. Forcé de sanctionner, le 26 décembre 1790, le décret qui condamnait tout le clergé de France à prêter serment sous peine de suspension, il s'écria : « J'aimerais mieux être roi de Metz que de demeurer roi de France dans une position pareille ; mais cela finira bientôt. » A partir de ce moment, la résolution fut très arrêtée dans sa pensée d'appeler l'Europe à son secours. Le chrétien se montrait en lui plus résolu que le roi, et les alarmes de sa conscience semblaient le tirer d'une apathie que n'avaient pu secouer les désastres de sa couronne. On le vit

dès lors signer tous les décrets sans résistance, ne se regardant plus responsable d'approbations imposées par la force, s'abandonnant avec la reine à une sorte de pessimisme qui attendait le bien de l'excès du mal, comptant enfin sur l'intervention de l'étranger pour sa délivrance et pour la ruine d'une constitution détestée.

La résistance du clergé était autrement grave que celle du roi, parce qu'il était suivi par la France catholique. Dans ces conditions, l'assemblée nationale n'avait que deux partis à prendre : ou retirer le décret sur la constitution civile, ou se lancer en pleine persécution. Elle était trop fière, trop confiante en sa force, et aussi trop passionnée, pour revenir sur ses pas. Restait la voie de la persécution. « Telle est, disait l'évêque d'Alais, la conséquence nécessaire d'une fausse démarche. Les esprits des hommes sont en attente de ce qu'on fera » et semblent prévoir « quelque chose de tragique. Le feu est allumé devant nous, et nous y courons ¹. » Oui, on courait au feu, à la guerre civile, aux haines fratricides qu'inspirent toujours les querelles religieuses. La constitution civile du clergé a creusé un abîme sous les pas de la Constituante et des assemblées qui lui succèdent ; elle a ouvert la voie aux plus grands crimes de la Révolution.

1. Bausset, loc. cit. p. 80-83.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE (suite)

LES ÉVÊQUES

AVANT LA RÉVOLUTION

LIVRE TROISIÈME

VALEUR MORALE DE L'ÉPISCOPAT

CHAPITRE I^{er}. *Choix des évêques et des cardinaux.*

Une épreuve terrible attend l'épiscopat. — Comment il était préparé à l'affronter. Ses qualités morales. — I. Le choix des évêques est meilleur, durant les 150 ans qui précèdent la Révolution, que ne pourraient le faire craindre les ambitions de famille et les intrigues de cour. — Le pouvoir qui nomme a conscience de sa responsabilité. — II. Grands abus légués par le XVI^e siècle. — Evêchés donnés à des laïcs, à des enfants. — Appétits des maisons de Bourbon et de Lorrainé. — Evêques qui ne sont pas dans les ordres. — Evêchés héréditaires. — Habitudes séculières et humeur belliqueuse de tels évêques. — Les « prélats de l'Eglise militante » sous Richelieu. — III. Le concile de Trente veut réformer. — Les nominations épiscopales de Richelieu. — Vincent de Paul au *conseil de conscience*. — Les choix peu scrupuleux de Mazarin. — Ils sont meilleurs avec Louis XIV. — Tenue ecclésiastique. — Quand tomba la barbe, la moustache ? — Les Jésuites confesseurs du roi, transformés en ministres. — Les pères La Chaise et Le Tellier chargés de la feuille. — Les nominations du régent. — IV. Liberté d'allures laissée aux cardinaux qui sont princes moitié ecclésiastiques, moitié civils. — Maisons princières qui poussent les enfants à la pourpre pour leur faire une grande situation. — Un cardinal de Guise, non engagé dans les ordres, qui se marie pour sauver le duché de Lorraine. — Les cardinaux sous Louis XIV et Louis XV. — Impression qu'ils font sur Rome par leur pouvoir et leur opulence. Les derniers cardinaux d'ancien régime. — V. Les ministres de la feuille au XVIII^e siècle. Bons choix faits par le cardinal Fleury, aidé du supérieur de Saint-Sulpice. — Son successeur à la feuille, Boyer, évêque de Mirepoix, continue ces traditions avec plus de raideur. — Après Boyer vient le cardinal de la Rochefoucauld, plus conciliant, mais très digne. — La feuille passe ensuite aux mains indignes de Jarente, évêque d'Orléans. — Ses successeurs, le cardinal de la Roche-Aymon, Marbeuf, évêque d'Autun, sont bons, quoique très attaqués. — Excellents choix de Mgr de

Pompignan, dernier ministre de la feuille. — VI. Les ministres de la feuille depuis 150 ans, ont fait généralement les nominations épiscopales avec conscience. — Mais des exceptions regrettables, des scandales partiels provoquent des attaques contre la feuille en 1789. 5

CHAPITRE II. *Mauvais évêques.*

I. Les évêques divisés en trois groupes par Talleyrand. — En tête des mauvais évêques plaçons les quatre futurs prélats constitutionnels. — Talleyrand. — Son impatience d'être évêque. — Comment Louis XVI se laissa forcer la main. — Le Sulpicien chargé de préparer Talleyrand à l'épiscopat. — Comment Rome confirmait de tels choix. — Portraits de Loménie de Brienne, de Jarente, évêque d'Orléans, de Lafont de Savine, évêque de Viviers. — A ces prélats plus ou moins scandaleux, il faut joindre Dillon, archevêque de Narbonne, le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, Grimaldi, évêque du Mans et de Noyon. — II. Noms de quelques autres évêques dont la vie privée a été l'objet d'accusations peu établies. — Que penser des attaques dirigées contre Breteuil, évêque de Montauban, contre Maillé-La-Tour-Landry, évêque de Gap et de Saint-Papoul? — Calomnie contre le cardinal de Mohtmorency, évêque de Metz. — Ne pas prendre tous les propos du temps comme articles de foi. — Accepter comme vrai le chiffre donné par un contemporain, l'abbé Proyard : dix évêques irréguliers sur cent trente. — III. Comment l'existence un peu mondaine de plusieurs prélats fut une occasion de calomnie. — Leurs fêtes. — Egards de société qu'ont ces gentilshommes. — Quête de charité par Belsunce dans un bal à Marseille. — La séparation des deux sociétés moins tranchée que de nos jours. — Réunions permises, exigées le plus souvent par leur entourage. — Des évêques plus sévères. — Anecdote sur Beaumont. — La tenue ecclésiastique et le sentiment des convenances chez ces prélats. — Clément XIV à cheval. — Malgré quelques exceptions, cet épiscopat va nous apparaître bon dans son ensemble. 43

CHAPITRE III. *Bons évêques.*

I. Comment on peut constater que l'épiscopat était bon dans son ensemble, sans être en contradiction avec ce qui précède. — Grand ton, opulence, ne sont pas synonymes de vice. — Nos appréciations basées sur les histoires locales. — II. Pas de diocèse complètement deshérité au XVIII^e siècle. — Bons évêques à côté des mauvais ou des contestés. — Exemples à Cambrai, Montauban, Le Mans, Viviers, Sens, Gap, etc. — Un joli mot de Louis XVI : *Le Saint-Esprit en Auvergne*, le saint (Bonal) à Clermont, l'esprit (Bonteville) à Saint-Flour. — III. Il suffit de jeter les yeux au hasard sur cet épiscopat pour y trouver des vertus. — Exemples. — IV. Des provinces entières comptent à la tête de leurs diocèses de bons évêques et parfois des saints. — Exemples de la Bretagne, de la Gascogne. — V. Diocèses qui ont de bons prélats dans tout le cours du XVIII^e siècle. — Exemples de Paris, Amiens, Nîmes, etc. — VI. Des prélats de vieille roche et véritablement apostoliques : M. de Durfort, M. de Pressy, Pompignan, La Rochefoucauld, M. de Fumel, M. du Tillet, du Lau, Reboul de Lambert, etc. — Conclure que cet épiscopat était meilleur qu'on n'a dit. — Témoignages de Burke, Sénac de Meilhan, Tocqueville, Taine. — On peut pressentir que ces évêques vont être à la hauteur de l'épreuve durant la Révolution. 72

CHAPITRE IV. *Que penser de l'ancien épiscopat.*

I. Ce qui nous frappe tout d'abord dans l'ancien épiscopat c'est qu'il est partout. — Les siècles l'ont mêlé à toutes les branches de l'organisation administrative et politique. — Sa compétence et ses services en matière profane. — Combien ces évêques sont français et portent à travers l'histoire l'empreinte de leur siècle. — Si l'action de l'Eglise est limitée au spirituel. — A cette ubiquité des évêques s'allie un *grand prestige*. — Grands noms, grand train de l'épiscopat. — Inconvénients du choix exclusif des évêques dans la noblesse. — Le bas clergé et le peuple s'en plaignent. — Ces prélats trop au-dessus de leur clergé et de leurs fidèles. — II. Ce qui se dégage de cette situation complexe, c'est que ces évêques avaient au plus haut degré les *vertus sociales*. — Ils avaient aussi les *vertus privées*, malgré la tache imprimée à ce grand corps par la vie peu édifiante d'une dizaine de prélats. — Quant aux *vertus épiscopales*, on peut reprocher à la minorité le manque de résidence et la rareté des visites diocésaines. — Difficulté de porter le poids de l'épiscopat au milieu d'une existence de grand seigneur. — Attraction de la cour. — Cependant la majorité des prélats fidèle à ses devoirs épiscopaux. — Causes de la défaite religieuse des évêques au XVIII^e siècle. — L'enchevêtrement de l'Eglise dans l'Etat est pour elle une faiblesse. — Les vieux cadres sont usés. — Jeunesse et décrépitude du siècle. — L'édifice va craquer. — Séduction de ces évêques que nous quittons à regret. — Jugement de Burke, de Tocqueville. — Ces prélats vont montrer dans l'épreuve de la Révolution ce qu'ils avaient au fond de l'âme de vertus, de courage et de foi 101

DEUXIÈME PARTIE

LES ÉVÊQUES

PENDANT LA RÉVOLUTION

LIVRE PREMIER

LA RUINE DE L'EGLISE ET DE LA
MONARCHIECHAPITRE I^{er}. *Etat d'esprit de l'épiscopat en 1789.*

I. Terrible épreuve qui attend les évêques. — Ils vont porter le deuil de l'Eglise et de la monarchie. Abîme entre l'idéal monarchique de l'ancien régime et les principes de 1789. Marche en avant de l'épiscopat, pourtant si attaché au roi. — Fier et libre langage de l'assemblée du clergé en 1788. — Le ton des évêques s'accroît encore aux assemblées bailliagères. — Talleyrand à

Autun. — Mot de Boisgelin : *Il ne faut pas se séparer de la nation.* — II. Il y avait cependant deux tendances dans l'épiscopat. — Mandements alarmés des archevêques de Paris (Juigné), de Lyon (Marbeuf), de l'évêque de Clermont (Bonall. — Libéralisme de l'archevêque de Bordeaux. — Lesquels avaient raison ? — Les événements justifiaient les alarmés. — Mais nécessité pour les Etats de transformer les institutions politiques avec les transformations de l'esprit public. — Avantages pour l'église d'être plus en contact avec la nation. — Du reste, même les évêques timorés acceptaient, en 1789, les principes essentiels des gouvernements modernes. 125

CHAPITRE II. *Chute du premier ordre de l'Etat.*

I. La diversité d'idées dans l'épiscopat éclate dans la question des trois ordres. — On n'est plus au moyen âge, ni en 1614. — Le clergé menacé affirme ses droits séculaires. — Ce qui est pour lui dans ce débat une grande cause de faiblesse, c'est qu'il est coupé en deux, en noblesse et en roture d'Eglise. — La Luzerne, pour sauver la situation et organiser l'Etat, propose la création de deux chambres, dont la première réunirait le clergé et la noblesse. — II. Energie de la majorité des évêques à défendre l'existence du premier ordre. — Mais les curés, auxquels le règlement électoral de Necker a assuré une énorme majorité, et dont les sympathies sont pour le tiers, brûlent de s'unir à lui. — Les évêques libéraux marchent à leur tête. — Après deux mois de tiraillements, fusion des deux premiers ordres avec le tiers. — Gravité de cet événement. — Désormais plus de corps, plus de barrières. Révolution lancée à toute vapeur. — III. Quels vont être les orateurs du clergé. — Les curés peu préparés aux débats de la tribune. Talent de l'abbé Grégoire — Parmi les évêques le principal rôle incombera à M. de Boisgelin. — Rôle de M. de Cicé. — Les deux plus remarquables orateurs du clergé furent Maury et, après lui, l'abbé de Montesquiou, dont le charme était très grand. — Le clergé, sans être à l'avant-garde, marche avec les événements 138

CHAPITRE III. *La spoliation.*

I. La ruine financière de l'Eglise fut plus grave que sa ruine politique. — Si les polémiques, les cahiers de 1789, laissaient prévoir cette catastrophe. — Le côté faible de la situation du clergé, c'est que ses richesses sont très jalousées et mal partagées. — Les curés n'y sont pas intéressés. — II. Nuit du 4 août. — Grande part qu'y prennent les évêques. — *Te Deum.* — Tort de la suppression des dîmes sans rachat. — Sieyès montre ce qu'y perd l'Etat sans que le peuple y gagne. — III. Confiscation des biens. — Emotion que cette menace cause aux évêques. — Jusqu'alors pas de grande situation sans propriété foncière. — Raisons pour et contre la propriété ecclésiastique. — Lutte suprême. — Les 400 millions offerts par M. de Boisgelin. — Cris arrachés par une telle spoliation. — IV. La ruine financière se compliquait d'une question politique. — Toute propriété enlevée à l'Eglise, pour briser à jamais sa situation temporelle et lier les acquéreurs à la Révolution. — Haines déchaînées. — Sieyès et les antiprêtres. — V. Noble attitude des évêques dans la catastrophe. — Dignité de leur silence après leur belle défense. — Leur facilité à accepter la pauvreté. — Elle leur rendra les sympathies que leur faste avait écartées. — Leur conduite en cette grave conjoncture expliquée dans une belle lettre au pape. — Impressions de Burke. 160

CHAPITRE IV. *Les évêques fonctionnaires salariés.*

I. Une douloureuse conséquence de la suppression des biens, c'est que les évêques passent au rang des salariés. — C'est alors que pour la première fois on traite de fonctionnaires les membres du clergé, au moment où ils cessent de l'être. — La mission du prêtre étant toute spirituelle, il n'est pas fonctionnaire de l'Etat dont il n'a reçu aucune délégation. — Mais les constituants, n'ayant plus la foi aux pouvoirs surnaturels des prêtres, les jugent en philosophes et ne voient en eux que des « officiers de morale » au service de l'Etat. — Raisons invoquées pour en faire des salariés. — Répugnance hantaine des évêques pour le salaire. — On y voit une cause d'avilissement. — Sentiment de Burke, du pape. — II. efforts des curés pour obtenir une dotation territoriale. — Tableau enchanteur du curé propriétaire et agriculteur tracé par l'abbé de Montesquieu et l'abbé Grégoire. — On leur refuse toute propriété. — Première discussion du budget des cultes. — Ancienne opulence reprochée aux évêques. — Leur traitement. — Les curés mécontents des 1200 fr. qui leur sont alloués. — Leur situation est pire encore après cent ans. — La Révolution dont ils ont accéléré la marche les a trahis. — III. Le refus du serment à la constitution civile sera un premier prétexte pour ne pas les payer. — D'ailleurs la Constituante, qui a gaspillé toutes les ressources, n'a pas de quoi acquitter sa dette au clergé. — Evêques qui reçurent ou refusèrent le traitement. — Curés payés ou non, selon les départements. — Les engagements furent peu tenus. — Mais le traitement du clergé reste inscrit par la Constituante comme dette nationale. 193

CHAPITRE V. *Plus de religion d'Etat.*

I. Nouveau sacrifice peut-être plus douloureux que les autres, l'Eglise perd sa situation de religion d'Etat. — Discours de Dillon archevêque de Narbonne, à Louis XVI. — Esprit de tolérance des évêques à la veille de la Révolution. — Mais tout le clergé réserve le culte public au catholicisme seul. — Nombre de cahiers du tiers état parlent dans le même sens. — II. Prérogatives de la religion d'Etat jusqu'en 1789. — Les lois de l'Eglise, lois de l'Etat. — On entre dans la société civile par le baptême, le sacrement de mariage. — Les registres de l'Etat civil aux mains des curés. — Espérances que donnent au clergé certaines manifestations religieuses de la Constituante. — Désillusions rapides. — Premiers débats sur la liberté des cultes. — Mirabeau s'indigne des mots *tolérance*, religion *dominante*. — Sympathies de l'assemblée pour les protestants, auxquels on laisse leurs biens d'Eglise. — Liberté, égalité qu'on leur assure. — Les juifs. — La discussion manqua d'ampleur. — Thèse hardie de l'abbé Barruel en faveur de la tolérance réciproque de toutes les confessions chrétiennes. — Une longue tradition a tellement habitué l'esprit public à la possession de l'Eglise que la motion de dom Gerle provoque une émotion extraordinaire. — Lutte ardente des deux camps. — L'émeute appelée au secours. — Les curés lâchent pied. — Adresse de Mirabeau aux Français. — III. Douleur de l'Eglise devant la perte de ses privilèges religieux. — Graves conséquences de sa déchéance. — Plus de vœux solennels reconnus. — L'assistance, l'instruction publique lui échappent. — L'Etat s'empare des mariages. — Le contrat séparé du sacrement. — Protestations véhémentes. — Les registres de l'état civil passent de l'Eglise à la mairie. — IV. Si tout est perdu pour les évêques entourés de tant de ruines. —

Avec leur puissance et leurs richesses, tombent les jalousies et les plaintes soulevées contre l'Eglise. — Mais elle garde toutes ses forces morales, et elle sera plus libre dans son action sur les âmes. — Cette constatation faite très nettement par trente évêques de la Constituante dans une lettre au pape. Belles paroles de Bossuet sur la force immanente de la vérité, en dehors de tout secours humain. — Les « moindres droits. » — Etonnantes déclarations de Mgr de Chabot. 216

CHAPITRE VI. *Les évêques et la Constitution politique.*

I. Les évêques passionnés pour la question politique comme pour la question religieuse. — Le sort de la monarchie en dépend. — Idées politiques de l'épiscopat. — Son libéralisme dans l'Assemblée de 1788. — Un écrit de Mgr de La Luzerne. — Si la France avait une constitution avant 1789. — Large inspiration des cahiers. — Le clergé en est venu à demander une constitution nouvelle qui sera enseignée dans les écoles. — II. La Constituante va dépasser les demandes des cahiers. — Part active que prennent les prélats aux travaux parlementaires. — Boisgelin fait décider le vote à la majorité. — La Luzerne et le sablier. Deux évêques contre les mandats impératifs. — Mgr de Juigné ordonne un *Te Deum* pour le 14 juillet et élève la couronne civique sur la tête de Bailly. — Les évêques présidents de l'assemblée. — Graves événements sous la présidence de Mgr de Pompignan. — Libéralisme de Mgr de Cicé. — Son rapport sur la constitution. — Divers incidents de la présidence de Mgr de La Luzerne. — Sa harangue aux citoyennes de Paris. — Le juron de M. de Virieu. — III. Conversion des évêques à la liberté. — La tradition théologique plus large que la tradition gallicane. — Déclaration des droits de l'homme. — Réserves des évêques. — Ils trouvent dangereux de séparer les droits des devoirs. — Mais ils sont pour la liberté. — Pouvoir législatif reconnu à la nation. — Fier langage. — On pouvait s'entendre avec de tels hommes. — Tirade de Mirabeau sur l'union de l'Evangile et de la liberté. — Les trente évêques de l'assemblée écrivent au pape qu'ils ont voulu *établir la liberté publique*. — Combien ce testament politique les honore. — IV. Cependant les évêques ne sont pas responsables des vices de la constitution de 1791. — Comment elle avait ruiné le pouvoir royal et rejeté les deux chambres chères à plusieurs prélats. — Découragement de La Luzerne qui quitte l'assemblée. — Mais la majorité des évêques reste fidèle à son poste. — Une certaine inexpérience parlementaire. Sorties bruyantes. — Attitude des évêques non députés. — Grand retentissement d'un mandement réactionnaire de l'évêque de Tréguier. — Autres évêques favorables à la constitution trouvés trop froids par Mirabeau. — Cruel embarras des prélats en présence d'une constitution qui ruine la monarchie et l'Eglise, mais est vivement désirée par la nation. — Ils marchent avec elle. — Enthousiasme de l'évêque d'Angers. — La généralité de l'épiscopat prête serment à la constitution. — Protestation des onze, le 15 septembre 1791. — L'attitude libérale de l'épiscopat d'alors, rappelée plus tard par La Luzerne et Bausset. — Pie VI distingue la politique et la religion. — Le temps eût pansé les blessures. — Malheur que la constitution civile du clergé ait déconcerté ces bonnes dispositions et condamné les évêques au *non possumus* 254

LIVRE DEUXIÈME

LES EVÊQUES ET LA CONSTITUTION

CIVILE DU CLERGÉ

CHAPITRE I^{er}. *La constitution civile du clergé.*

I. Les évêques ont marché jusqu'ici avec la Révolution : ils vont être arrêtés par leur conscience. — La Révolution, qui a jusqu'alors attaqué l'Eglise par le dehors, menace maintenant son existence spirituelle. — L'Etat, qui a sécularisé l'Eglise, veut encore la réformer et la mettre sous sa main. — La Constituante transformée en concile. — Le prétexte, c'est de détruire les abus dans l'Eglise comme dans l'Etat. — II. Quels sont ces abus ? — D'abord, charges inutiles à supprimer. — Chapitres de cathédrale compris dans la proscription. — On veut des évêques-curés. — Leur entourage. — Les grands vicaires, luxe de l'ancien régime, remplacés par les vicaires épiscopaux. — Seconde réforme : remanier la circonscription trop inégale des paroisses et des diocèses. — Autant de diocèses que de départements. — III. Etablir un nouveau mode de nomination aux charges ecclésiastiques. — Anathème de Mirabeau contre le concordat et l'ancien système de collation. — Les élections introduites dans l'Eglise pour corriger ces abus, et mettre en harmonie sa constitution avec la constitution de la nouvelle France. — Bataille sur ce point. — Critique du système par les orateurs de la droite. — Réplique de Mirabeau qui outrage les évêques nommés par le ministre de la feuille. — Le concordat très mollement défendu. — IV. Vice suprême de la nouvelle organisation : les élus manquent de juridiction. — La Luzerne rappelle aux meneurs que les pouvoirs spirituels viennent d'en haut, non de la multitude. — Ceux-ci inventent le système de la juridiction universelle et confondent la juridiction avec l'ordre. — L'évêque universel. — V. Conséquences de cette législation. — Suppression du pape, auquel les nouveaux évêques ne peuvent demander aucune juridiction. — La Constituante parut ignorer le pape dans tout le cours de sa carrière. — Les évêques, qu'on voulait faire profiter de l'affaiblissement du pape, atteints gravement. — Ils reçoivent un conseil, des synodes obligatoires et délibérants. — Prêtres dispensés de leur demander les pouvoirs. — Les curés qu'on semble vouloir favoriser, sacrifiés à leur tour. — Leur dépendance des autorités civiles qui les paient, qui donnent permission de s'absenter. — Ils vont perdre cette garantie suprême d'indépendance : l'immovibilité. — Les appels d'abus portés devant les tribunaux du district. — Au fond, sur toutes ces ruines l'Etat a voulu ériger son omnipotence. — Résumé 311

CHAPITRE II. *Résistance de l'épiscopat.*

I. C'était une question de vie ou de mort, pour l'Eglise de France, de faire échouer la constitution civile. — D'où viendra la résistance ? — Ce n'est pas du peuple qui ne comprend pas toute la portée de la question, et est hostile à Rome dans ses cahiers. — II. Comment les curés, peu chauds pour le pape, très mêlés à la Révolution, auraient opposé difficilement, malgré leur foi, une barrière infranchissable.

— Mais ils commencent à se dégriser. — Halte dans leur enthousiasme pour la Révolution. — III. Les évêques sauvèrent la situation. — Comment on a travesti les motifs de leur résistance. — Ils n'agirent pas par intérêt, par dépit d'avoir perdu leurs biens. — Leurs fières déclarations sur ce point. — Ils n'agirent pas par politique. — On les accuse de contre-Révolution. — Ils protestent que l'Eglise est étrangère à la politique. — Ils ont prêté et offrent de renouveler le serment civique. — IV. C'est l'Etat qui fait de la religion, et non l'Eglise de la politique. — Difficultés de la Révolution, comme des monarchies, à admettre la distinction du spirituel et du temporel. — Imprudence de cette invasion dans le domaine de la conscience. — Les passions politiques aggravées par les querelles religieuses. — Les meneurs se défendent, mais en vain, d'avoir touché au spirituel. — Comment les églises, les chaires, sont envahies par la lecture des décrets de la Constituante. — V. S'il est vrai que les évêques n'agirent que par honneur, à défaut de conviction. — Mot de l'archevêque de Narbonne à la Fayette. — Ce qu'est l'honneur pour un prélat. — Preuves que l'épiscopat agit par esprit de foi et pour défendre la constitution de l'Eglise. — Comment l'honneur était compris ici par Burke et M. de Boisgelin 348

CHAPITRE III. *Lutte suprême de l'Eglise gallicane pour le pape.*

I. Le pape était l'enjeu de la lutte. — Les meneurs présentent le pape comme un simple évêque et somment l'épiscopat de reprendre son indépendance. — Tout à l'Eglise primitive. — Erreur de vouloir ramener à l'enfance une constitution d'homme fait, une Eglise centralisée. — II. Combat des évêques pour l'unité. — Dans la lutte, leur cœur s'enflamme pour Rome qui n'a jamais été à pareille fête. — Ils combattent pour le pape, en quelque sorte sans le pape. — Ils s'étonnent et s'impatientent de son silence. — III. Cependant l'épiscopat reste gallican et fidèle à la déclaration de 1682. — Il dit les libertés gallicanes compatibles avec son attachement profond à l'unité. — Fleury souvent cité. — Bossuet resuscite pour mener le combat. — Constants emprunts à ses formules, à sa langue souveraine. — Il a la gloire, après cent ans, d'être pour la seconde fois le rempart de l'unité. — La Sorbonne s'associera à ses efforts. — Mais l'épiscopat a beau rester dans la tradition française, cette lutte suprême pour le pape, les mesures prises par l'assemblée contre les évêques, vont porter au gallicanisme une profonde blessure 379

CHAPITRE IV. *Modération extrême de l'épiscopat.*

I. Les évêques disposés aux plus grandes concessions. — La solution de Mgr de La Tour-du-Pin. — Combien juste était la demande formulée par l'épiscopat de se concerter avec l'autorité spirituelle en matière spirituelle. — Conduite des archevêques de Vienne et de Bordeaux. — Défaillance de M. de Cicé. — Lettre très large de M. de Boisgelin au pape. — II. Comment on peut présumer qu'un concile national eût accepté, non seulement la réduction des diocèses, mais encore un mode d'élection, une transformation profonde des chapitres et des conseils épiscopaux, des synodes périodiques. — L'évêque de Perpignan offre déjà d'entrer dans cette voie. — L'évêque de Saint-Claude, dans un mandement étonnant, appelle les curés à *délibérer* en synode. — Enfin, les évêques siégeant à la Constituante, donnent une preuve suprême

de leur conciliation, en offrant en corps leur démission au pape. — Comment ils se sacrifient eux-mêmes pour faciliter le rétablissement de la paix dans l'Eglise de France. — Admirable langage. — La grande difficulté de la constitution civile était l'institution canonique des évêques, qui est un des droits de la primauté pontificale. — Les évêques, sans vouloir prendre partie, insinuent que le pape pourrait céder cette prérogative aux métropolitains. — III. Temporisation de Pie VI. — Il est pressé d'intervenir par les évêques de France et les cardinaux de Rome. — Extrême prudence de la papauté, à laquelle on avait reproché d'avoir perdu l'Angleterre par trop de précipitation. — Il était habile de laisser se former un mouvement de résistance en France. — Comment Louis XVI consulte Rome et agit sans attendre la réponse. — Les événements se précipitent et rendent toute conciliation impossible. — Bref du pape portant condamnation de la constitution civile. 395

CHAPITRE V. *Le serment.*

I. La constitution civile était déplorable. — Le décret du 27 novembre, qui va obliger le clergé à prêter serment sous peine de démission, va achever de tout perdre. — L'opposition grandissante pousse l'assemblée à précipiter les coups. — Elle ne doute pas qu'un clergé dépouillé, placé sous sa main par le salaire, ne se soumette. — On la supplie d'attendre la réponse du pape. — Quoi ! une assemblée souveraine serait arrêtée devant un veto ultramontain. — II. Les évêques se plaignent amèrement qu'on place le clergé entre le déshonneur et la misère, qu'on scrute jusqu'aux opinions et aux consciences. — Et vous nous appelez à vous au nom du Dieu de paix ! — Les prélats se réclament de la liberté des cultes. — Puisqu'on invoque le salaire pour violenter le clergé, « que la loi, dit M. de Boisgelin, nous laisse la liberté et qu'elle retire ses salaires. » — Les meneurs restent sourds à ces cris. Ils précipitent la sanction royale du décret et provoquent la séance mémorable du 4 janvier 1791, pour la prestation du serment par les ecclésiastiques de l'assemblée. — III. Beau spectacle. — Immortelles paroles des évêques d'Agen et de Poitiers. — Volte-face des événements. — C'est la première victoire du clergé. Immense retentissement de cette séance au dehors. — Son influence sur l'attitude du clergé dans toute la France. — IV. Le serment dans les diocèses. — Les quatre prélats constitutionnels. — Comment l'évêque de Rodez faillit prêter le serment. — Une affirmation de Grégoire au sujet d'autres prélats. — Belle attitude de la généralité de l'épiscopat. — Quelques paroles sublimes. . . . 416

CHAPITRE VI. *Avec quelle vigueur les évêques défendent la situation.*

I. Les évêques inébranlables pour eux-mêmes, ont à affermir les autres, et à défendre la situation — Ils nous apparaissent environnés de ruines. Tout semble s'effondrer sous leurs pas. — Crainte de défaillances, ils voudraient détourner toutes les rigueurs sur leur tête et être anathèmes pour leurs frères. — Comment ils doivent tout d'abord s'assurer de leurs curés. — L'assemblée nationale et les évêques se les disputent. — Angoisses des curés. — Cheveux blanchis en une nuit. — Désolation d'un évêque qui a perdu tout son clergé devenu constitutionnel. — Menaces de peines spirituelles. — Le curé d'Auch, qui vient de jurer, excommunié séance tenante, à la cathédrale, par son archevêque.

— Avec les curés, il fallait préserver les fidèles. Comment ils sont tiraillés en deux sens. — Comment les évêques cherchent à les prémunir. — Tendre appel adressé par M. de Bourdeilles à ceux qui sont tombés. — II. Après ces appels au clergé et aux fidèles, les évêques s'adressent aux autorités administratives, aux électeurs. — Ils les conjurent de ne point procéder au remplacement des insermentés. C'est leur droit de citoyens et leur devoir de chrétiens. — Quand les autorités ont passé outre, les évêques somment les élus de ne point prendre la place des pasteurs légitimes. — Quel sombre tableau ils tracent de la situation des intrus. — L'argument de la succession apostolique brandi sur leur tête. — Sommation d'avoir à montrer leurs titres, leurs pouvoirs, de rendre le bâton pastoral, la chaire usurpée. — Leurs sacrements nuls. — Ils ont rompu la chaîne de la tradition, dont « l'anneau brisé est sanglant », dit Bossuet. Ils sont les évêques de la constitution et non de l'Eglise. — Ils sont traités de mercenaires, de fils de l'étrangère. — III. Correspondance des constitutionnels avec les évêques légitimes. — Ils s'y montrent souvent modérés, modestes, et paraissent un peu honteux de prendre la place de si grands personnages. — Curieuse lettre à l'archevêque de Reims. — Une lettre vive à l'évêque de Nancy. — Charmant particulier des lettres où les évêques ouvrent leur cœur à leurs remplaçants égarés. 434

CHAPITRE VII. *Expulsion et départ des Evêques.*

1. La lutte ainsi engagée devait aboutir à l'expulsion des évêques. — S'il est vrai qu'ils émigrèrent tout de suite, alors qu'ils ne couraient aucun danger et pour poser en martyrs. — Ceux qui partirent trop tôt. — M. de Juigné, archevêque de Paris. — Son caractère. — Il n'était pas à la hauteur d'un si grand siège, malgré son grand cœur et ses vertus. — Il part sous le coup des menaces. — Il est dénoncé à la tribune. — Les rares prélats qui partirent en 1789 et 1790. — Le cardinal de Rohan. — II. La généralité des évêques tint ferme à son poste. — Ceux qui rentrent dans leur diocèse au moment du danger. — Leur désespoir à la pensée de quitter leur troupeau. — Paroles de MM. de Bourdeilles, de Galard, de Boisgelin. — Leur énergique résistance. — M. de Thémines à Blois. — Héroïsme de l'évêque de Soissons. — L'évêque du Puy invoque les droits de l'homme. — Les évêques de la province d'Auch. — Ceux de la Provence. — Les combats de Pisani de la Gaude, évêque de Vence. — Preuve par la statistique qu'on trouverait difficilement dix évêques, c'est à dire le treizième de l'épiscopat, qui soient partis avant la persécution. — III. Ils partent quand la situation n'était plus tenable à cause de l'intronisation des évêques constitutionnels. — Ils tiennent à constater qu'ils ne cèdent qu'à la force. — Nombreux exemples de prélats arrêtés, traqués, menacés de mort, chassés de leurs palais, jetés en prison, cités devant les tribunaux. — Plusieurs sont obligés de s'échapper sous un déguisement. — Le martyrologe de la Broue de Vareilles, évêque de Gap 460

CHAPITRE VIII. *Résultats de la constitution civile du clergé.*

I. Le premier résultat de la constitution civile du clergé fut de déchirer, de disperser l'Eglise gallicane, au moment, dit Mgr de Bausset, où elle était tranquille par l'apaisement des dissensions

religieuses et honorée par les vertus, les bienfaits de ses évêques et de son clergé. — Stupéfaction des prélats devant cette effroyable tempête. — Boisgelin se demande s'il n'est pas le jouet d'un songe. — Vif tableau de la désolation de l'Eglise gallicane. — Clergé coupé en deux. — La guerre dans le temple disputé par deux pasteurs. — L'évêque de Nancy montre l'Eglise gallicane prête à tomber en dissolution. — II. Heureusement que la situation n'est pas désespérée. — Grande part des évêques dans le salut. — Ils disent courir « une noble carrière, celle de l'adversité. » — Ils sont transfigurés par le sacrifice. — Leur talent grandit avec leur caractère. — Vibration de leurs écrits à cette époque. Belles pages ajoutées à la langue française. — En fait, dit l'évêque d'Alais, « on a plus rendu au clergé qu'on ne lui avait ôté. » — Part des curés dans ce résultat. — Plus des deux tiers refusèrent le serment au milieu des plus grands périls. — Rage contre eux et déception des meneurs. — Grégoire dénonce les violences exercées contre les curés. — Ils trouvèrent presque partout, dit-il, dans les municipalités des « bourreaux en écharpe. » — A ce prix, la France fut sauvée de la servitude d'une Eglise nationale. — III. Echec complet de la constitution civile. — Les curés qu'on voulait favoriser et rapprocher du peuple, sont moins populaires plus dépendants des évêques, qu'avant 1789. — Moins de synodes encore, plus de concours, perte de l'inamovibilité. — Les évêques que la constitution civile voulait grandir en face du pape, déracinés du sol, par la perte des biens et de tout rôle politique et civil, obligés de combattre pour le pape, pour sauver l'unité, sont en train d'échapper au gallicanisme. — Mirabeau qui a défendu avec tant d'éloquence et de passion les décrets, les trouve absurdes, et fait conseiller à Louis XVI la résisance. — Le roi, obligé de les sanctionner malgré lui, décide dès ce jour de faire appel à l'Europe. — L'assemblée trop fière pour céder est lancée dans la voie de la persécution. — La constitution civile du clergé a ouvert sous ses pas un abîme. On attend « quelque chose de tragique. » 484

S. 07

#X
1529
.56
Vol. 2

Sicard
L'ancien clergé
de France

207477

PR 23 75
MAY 11 1975
3-10

Alice M. Christensen
1408 E 57th St

APR 19 1975 K. M. Baker Inc

UNIVERSITY OF CHICAGO



44 750 281

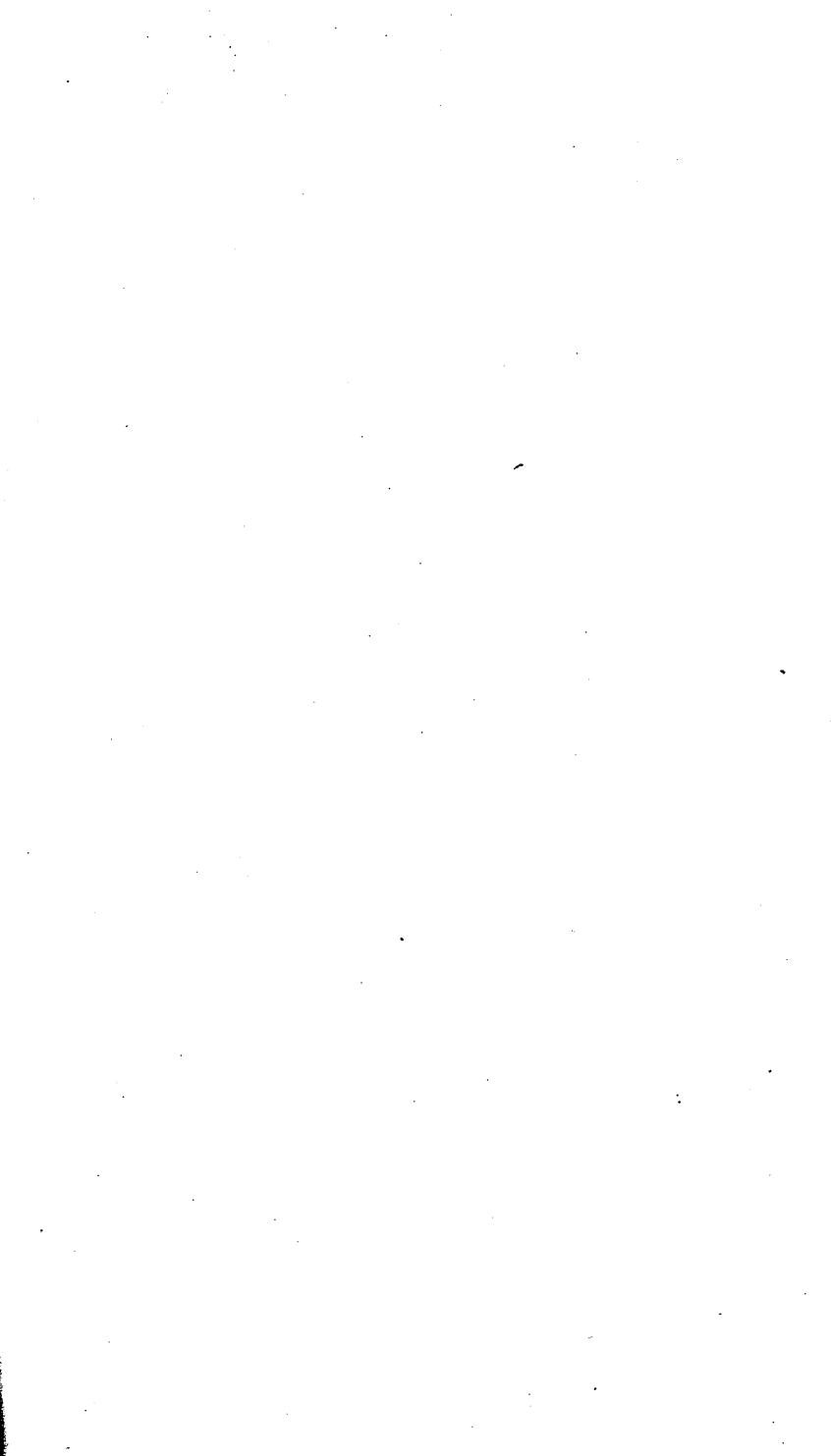
UNIVERSITY OF CHICAGO



44 750 281

The University of Chicago
Libraries





L'ABBÉ SICARD

L'ANCIEN CLERGÉ

DE FRANCE

III

LES ÉVÊQUES

PENDANT

LA RÉVOLUTION

DE L'EXIL AU CONCORDAT

PARIS

LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE

90, RUE BONAPARTE, 90

—
1903

BX 1529
S6

~~B7~~

Rest.
Turn.

LIVRE TROISIÈME

SUR LES CHEMINS DE L'EXIL

CHAPITRE PREMIER

Le Clergé réfugié en Angleterre

I. La proscription en masse de tout un clergé, fait unique dans l'histoire. — L'Église de France sur tous les chemins de l'exil. — Évêques chassés les premiers. — Les départs précipités empêchent d'emporter aucune ressource. — Tel s'échappe « presque nu ». — Ils sont encore détroissés à la frontière. — Contraste entre l'opulence de la veille et la ruine du lendemain. — Bonne contenance devant le spectre de la misère. — Dans quels pays on se disperse. — Le dénuement de leurs prêtres qui, chassés à leur tour, vont les rejoindre, aggravera la détresse commune. — II. Réception mémorable en Angleterre. — « Venez, venez ! » leur crie Burke. — Soupir de soulagement des proscrits quand le bateau les a arrachés à leurs persécuteurs. — Ne plus entendre la *Carmagnole*, le *Ça ira*. — Outre la sécurité donnée, grandeur des secours. — Toute une nation qui se lève pour les accueillir. — Quelques voix discordantes. Railleries sur l'habit râpé et étrange des exilés. — Dans l'organisation des secours, rôle extraordinaire joué par l'évêque de Saint-Pol-de-Léon, M. de la Marche. — III. Trois courants d'émigration en Angleterre. — Les réfugiés à Jersey. — Chiffre des débarqués en Angleterre. — La faim de Chateaubriand. — Les évêques obligés de recourir au comité des secours. — Emplois divers et métiers pour vivre. — Travail et prière des sept cents prêtres logés au château de Winchester. — Rôle admirable de la marquise de Buckingham. — IV. M^{me} Silburn est plus admirable encore. — Rôle de Burke qui est sous le charme de l'Église de France. — Intervention du gouvernement avec Pitt et le roi. — Les sympathies de l'Église anglicane. — Étonnante liberté donnée à nos prêtres dans cette ville ennemie du papisme. — Éclat du culte dans la chapelle française de King-Street. — Un sermon mélancolique. — V. Hostilités du bas peuple jaloux de ces charités. — Coups et blessures. —

Malgré cette tache, grandeur de l'hospitalité anglaise. — Chiffres atteints. — Soins donnés à nos prêtres. — Hommage rendu par Pie VI à l'Angleterre. — Notre clergé y sème le catholicisme.

I

Il nous faut suivre les évêques et les prêtres français sur les chemins de l'exil. Cette expulsion en masse est un fait unique dans l'histoire des peuples. Nous ne connaissons pas d'autre exemple d'une grande nation chassant, et, comme disaient ses meneurs, vomissant tous les ministres de son culte, tout être portant une livrée religieuse. A un moment donné, on vit sur tous les points du territoire des évêques dont les prédécesseurs avaient fait la France, des prêtres, gardiens séculaires de la moralité et de la conscience publique, arrachés à leurs autels, à leurs foyers, et poussés violemment hors des frontières. Sur les routes, dans les sentiers détournés, sur les fleuves, dans l'obscurité des forêts, dans les cols étroits des montagnes, dans les ports, partout où s'ouvre une issue vers l'étranger, se pressent des milliers de malheureux fuyant les coups des assassins qui les traquent.

Les prélats partent les premiers. Plus en vue par leur dignité même, sommés parfois sous peine de mort de faire place aux intrus envoyés par la Constituante, ils résistent, protestent, plaident, font face à l'orage, mais finalement doivent céder à une pression terrible. Ils se retirent, quand cela est possible, avec la noblesse de leur rang, de leur caractère et de leur race, en évêques et en gentilshommes, tels M. de Thémynes, évêque de Blois, M. de Bourdeilles, évêque de Soissons. Mais ces sorties presque triomphales sont l'exception. Nous voyons ces prélats : les uns, comme les évêques de Noyon, de Vannes, de Lisieux, de Senez, de Gap, entraînés en prison ou devant les tribunaux; les autres, comme les évêques du Puy, de

Nancy, de Châlons-sur-Marne, de Castres, de Meaux, de Tréguier, de Bayeux, échappant avec peine à la poursuite des sicaires. L'évêque de Dijon, M. de Mérimville, a été « totalement dépouillé » durant sa détention à Paris, lors des massacres de Septembre. « L'argent destiné pour mon émigration, dit-il, meubles, vêtements, argenterie, tout a été enlevé, jusqu'aux marques extérieures de mon épiscopat. » Il est obligé de se sauver *presque nu*. Cette expression énergique dépeint bien la situation. Les bateliers qui emmènent l'évêque de Léon, M. de la Marche, fuyant les assassins envoyés à sa poursuite, sont obligés de lui prêter des souliers. M. d'Aviau, archevêque de Vienne, ayant quitté à la hâte sa ville épiscopale, sans autres réserves que quelques hardes, le séminaire d'Annecy, où il a cherché refuge, est obligé de l'habiller. A Pise, un simple prêtre devra procurer un vêtement à un évêque réduit à la mendicité ¹. Les maigres provisions qu'on a réussi à emporter parfois en vue de l'exil sombrent à la frontière. M. de Coucy, évêque de La Rochelle, a perdu ses dernières ressources par la confiscation de 2,000 écus que le gouvernement a fait saisir à Bayonne. M. de Mercy, évêque de Luçon, surpris à Chambéry par l'invasion des Français, s'enfuit précipitamment, y abandonnant la petite somme qui devait servir à son soutien et à celui de sa famille ².

1. LYONNET, *Histoire de M^{re} d'Aviau*, 1847, 2 vol. in-8°, t. I, p. 399. — LAUGIER, *Le Schisme constitutionnel dans le Var*, 1897, p. 148.

2. Il écrivait de Soleure, le 3 octobre 1792 : « Le premier asile que j'avais choisi, j'ai été obligé de l'abandonner et de fuir : je m'y étais réuni à ma famille, et m'en voilà séparé. Une invasion subite de la Savoie a fait fuir au même instant tous les émigrés français. Ils ont fui à pied, laissant tout ce qu'ils avaient pu conserver, et tous ignorent encore s'ils pourront recueillir et ravoïr ce qu'ils ont été forcés d'abandonner. J'ignore encore ce que sont devenus mes parents, leurs effets et les miens. » *Lettre inédite de M. de Mercy*. Nous devons à l'obligeance de M. Bourloton la communication de la très importante correspondance inédite de M. de Mercy, évêque de Luçon, laquelle forme plusieurs volumes. Nous aurons plusieurs fois l'occasion de la citer. — « Rien de pareil à la fugue de la Savoie ; les troupes allaient plus vite que les prêtres. »

Quelle situation, quel contraste entre les splendeurs d'hier et l'infortune présente ! M. de La Rochefoucauld, cardinal de Rouen, est à peine débarqué à Douvres, le 20 septembre 1792, que son chanoine, l'abbé Baston, est en quelque sorte étourdi du nouveau coup qui frappe cette noble victime. « Quel changement, dit-il, et combien je fus ému ! Il paraissait être redevenu le pâtre des montagnes dont la Providence l'avait tiré plus de soixante ans auparavant. Dès qu'il m'aperçut, ses bras s'ouvrirent et sa joue me donna un baiser silencieux et prolongé, qui raconta à mon cœur tous les malheurs de l'illustre et respectable vieillard ¹. »

Les conditions du départ vont mettre aux prises ces prélats avec un ennemi qu'ils n'ont jamais connu, — eux les grands seigneurs, les hauts dignitaires d'une Église opulente, — la misère. Ah ! cette prévision n'a pas ébranlé leur courage dans la grande lutte contre la Constitution civile du clergé. « Il vaut mieux périr avec honneur devant Dieu et devant les hommes », disait l'évêque de Carcassonne. — « Placés entre le parjure et la perspective effrayante de la faim, s'est écrié l'évêque de Dax, notre choix sera bientôt fait. Nous porterons nos regards vers l'éternité ; nous les porterons vers le tombeau dans lequel on veut nous ensevelir, nous en mesurerons de sang-froid la profondeur. » On le voit, quand le spectre de la faim s'est présenté pour la première fois à leur esprit, cette vision lugubre n'a pu les faire hésiter un instant entre leur conscience et leur situation. La foi de l'évêque est venue fortifier ici le cœur du gentilhomme, et ils ont pu écrire, en partant, sur le fronton de leur palais

Lettre de l'Évêque du Puy, 15 octobre 1792. — « Une fausse sécurité nous a aveuglés, écrivait, le 2 avril 1794, M. de Nicolai, évêque de Béziers. On a négligé de prendre des précautions. Toutes nos richesses qui nous ont échappé donnent des armes bien fortes contre nous à nos persécuteurs dans cet horrible siècle de corruption. »

1. Abbé LOTH, *Histoire du cardinal de La Rochefoucauld pendant la Révolution*, 1893, in-8°, p. 384.

épiscopal, comme Pisani de la Gaude, évêque de Vence : *Æquus Dominus dedit, Dominus abstulit. Sit nomen Domini benedictum*. Malgré cette crânerie dans le sacrifice, la réalité n'en sera pas moins terrible. Il va être dur de manquer de tout à des hommes qui n'ont jamais manqué de rien, et le long support d'une gêne incessante, d'une persistante misère, est une épreuve autrement redoutable que la perspective d'une pauvreté entrevue dans le lointain et vaillamment acceptée.

Une circonstance va singulièrement aggraver pour eux les difficultés de l'exil, c'est qu'ils ne sont pas seuls. Les lois de déportation jettent à leur suite les masses profondes du clergé secondaire. Le premier décret, du 27 mai 1792, a donné aux directoires des départements le droit de chasser du territoire français les prêtres insermentés de leur ressort. Trois mois après, le décret du 26 août, bien plus terrible, prescrit le bannissement, « dans quinzaine, de tous les ecclésiastiques qui étant assujettis au serment... ne l'ont pas prêté, ou après l'avoir prêté l'ont rétracté », à l'exception des infirmes et des sexagénaires ¹. Qu'on se figure des milliers de prêtres mis en branle sur toute la surface du territoire, obligés de se présenter devant les municipalités pour déclarer leur nom, prénoms, profession, les causes de leur déportation, c'est-à-dire tout ce qui pouvait les signaler à la colère publique. Justement, au moment où ils font ces démarches, où ils sont déjà en route, la nouvelle des horribles massacres de Septembre accomplis à Paris se propage comme une traînée de poudre et vient surexciter les passions populaires. Puisqu'on tape si fort à Paris, à Versailles, pourquoi ne pas décharger quelques coups, en province, sur

1. Voir pour les sexagénaires internés appartenant au diocèse d'Albi, Élie ROSSIGNOL, *Les Prêtres du département du Tarn pendant la Révolution*, 1894, in-8°. Qu'il me soit permis de citer (*Ibid.*, p. 194) Pierre Sicard, curé de Saint-Pierre (Giroussens), reclus à la Chartreuse de Castres, le 30 avril 1793, qui y mourut le 9 septembre suivant, âgé de 72 ans.

ces fuyards désarmés et réfractaires, qui passent à l'étranger? On les insulte, on les frappe, on en tue. Le 31 août 1792, raconte l'abbé Baston, huit mille prêtres sont à Rouen, se proposant de sortir de France conformément au décret qui les bannit. Leur passeport est en règle. Ils n'ont avec eux que quelques hardes, un peu d'argent et leur bréviaire. Or les bateaux qui les emportent sont à tout instant arrêtés, affamés, par les populations riveraines. Le bruit se répand qu'ils sont armés, qu'ils vont rejoindre les ennemis de la France. Des volontaires, des paysans montés sur les navires, s'étonnent de ne trouver ni armes ni ennemis, et néanmoins les consignent à bord pour les faire comparaître devant le maire.

Malgré ces vexations, la masse des déportés échappe au complot d'extermination qu'avaient formé quelques hommes de sang. Presque en même temps, de toutes les frontières partent des flots d'émigrants, fuyant les forcés qui les traquent. Les prêtres de Normandie, de Bretagne et, dans une moindre proportion, de quelques provinces du Centre passent en Angleterre et à Jersey. Chaque bateau qui arrive à Douvres est rempli d'exilés. Le clergé du Nord est à un pas de la Belgique, celui de l'Est trouve aussi, en Belgique, en Suisse, en Allemagne, un refuge assez rapproché. Dans le Sud-Ouest, la Savoie, l'Italie attirent naturellement les prêtres de ces contrées. Enfin les provinces du Midi jusqu'à la Loire poussent vers l'Espagne des milliers de fugitifs. Ou bien, ils y arrivent par terre à travers les gorges des Pyrénées, ou bien ils débarquent par bandes sur les rivages de la Corogne, de Santander, de Bilbao, de Saint-Sébastien et de Barcelone.

On le voit, ce n'est plus quelques chefs, c'est une armée entière qu'il faudrait nourrir en pays étranger. Et cette armée n'a aucune provision. C'est une légion de malheureux arrachés tout à coup à leur église, à leur foyer, par

une loi impitoyable, poussés comme des troupeaux hors de la France, dépouillés à la frontière des petites ressources qu'ils auraient pu se procurer à la hâte. Car les simples prêtres ont été détroussés comme les évêques. Les espèces sonnantes, les rares louis, écus de France, qu'ils avaient pu se procurer au départ leur sont volés sous prétexte de ne point laisser partir l'argent du pays. En retour, on leur remet parfois quelques assignats, en leur donnant l'ironique assurance qu'ils ont cours en Europe.

Les voilà dehors, ne sachant où porter leurs pas, poursuivis encore au-delà des frontières par leurs persécuteurs. L'un d'eux, le chanoine Berlioz, parle de cinq cents de ses confrères à Chamonix qui fuient devant l'invasion de l'armée française, et, pour mieux se dissimuler, sont travestis en matelots, en ouvriers, en marchands, avec leur havresac et leurs paquets sur le dos. « C'était, dit-il, un spectacle singulier de voir ainsi des troupeaux de prêtres de tout âge et de tout rang errer à pied dans des montagnes et des pays presque inaccessibles, trouvant à peine la plus grossière nourriture et obligés le plus souvent de coucher sur la paille ou dans des écuries. Je puis assurer cependant, ajouté le narrateur, que pendant toute la route je n'ai pas entendu la moindre plainte. »

La situation des évêques va donc s'aggraver de toute la détresse de leur clergé. Il était du devoir de ces prélats de ne pas penser qu'à eux-mêmes. Ils ne pouvaient oublier, abandonner dans l'exil les prêtres qui s'étaient associés à leur sort. Par leur exemple, par leurs mandements enflammés, leurs ordres et leurs supplications, ils les avaient poussés, entraînés à résister à la Constitution civile du clergé. Il fallait maintenant tendre la main à ces infortunés, atténuer dans la mesure du possible leurs privations, et employer à les servir tous les moyens que leur qualité de pontife et leurs relations de

gentilshommes mettaient à leur disposition. Ils ne faillirent pas à cette tâche.

Il suffit de connaître les prodiges de bienfaisance accomplis par les évêques au temps de leur prospérité envers des malheureux de tout genre, des inconnus, des indifférents, pour deviner quelle sera, même dans l'adversité, leur sollicitude envers leurs prêtres. La générosité, la noblesse de cœur leur étaient si naturelles qu'ils n'avaient pas, semble-t-il, grand mérite à donner. Mais là où la charité devient une vertu héroïque, c'est lorsqu'on se dépouille pour les autres au moment où l'on va manquer de tout pour soi-même.

Les prélats français avaient prodigué les exemples de cette sublime imprévoyance. Nous avons vu la belle imprudence d'un Pressigny, évêque de Saint-Malo, d'un La Luzerne, évêque de Langres, qui, partant pour l'exil ou déjà aux prises avec la misère, sacrifient pour leurs subordonnés toutes leurs ressources. Ils n'avaient point été les seuls à s'oublier ainsi. D'autres, tels que les évêques de Dax, du Puy, peuvent se rendre le témoignage d'avoir épuisé pour leur clergé ou leurs pauvres les provisions de l'exil ¹.

Que leur restera-t-il à faire quand ils n'auront plus rien à donner, quand ils ne pourront fournir aux autres le morceau de pain qu'ils n'ont peut-être pas pour eux-mêmes ? Ils pourront encore protéger, recommander, essayer d'emprunter pour les empêcher de mourir de

1. L'évêque de Dax parle de ses charités « dans un moment où une sage prévoyance pourrait nous autoriser à nous précautionner contre l'avenir qui nous attend ». CIROT DE LA VILLE, *op. cit.*, p. 96. — M. de Galard, évêque du Puy, a donné à ses prêtres sans compter, sans calculer, écrit-il, « la durée de notre exil ». Il apprend, à Saint-Maurice en Valais, que les pauvres de l'hôpital de Monistrol manquaient de pain. Il envoie immédiatement l'argent nécessaire pour acheter dix-huit setiers de blé, au moment où le setier vaut 152 francs. C'était épuiser ses dernières ressources, se condamner à vivre comme un pauvre à Saint-Maurice et bientôt à falloir tendre la main à Pie VI. — Pour M. de Pressigny et M. de La Luzerne, cf. nos *Evêques avant la révolution*, pp. 498, 499.

faim. La famille ecclésiastique brisée en France se reforme dans les pérégrinations de l'exil. Quelle doit être l'émotion de ces prélats conduits par les hasards de la route dans les lieux mêmes où se sont réfugiés leurs inférieurs ! Le malheur commun a rapproché les distances. « L'égalité de misère nous a mis au même niveau », écrit l'évêque de Béziers, M. de Nicolaï. Prêtres et évêques vont donc souffrir ensemble, les plus heureux, ou plutôt les moins malheureux, les grands chefs prêtant secours aux plus humbles.

Des documents nombreux ¹, des Mémoires, les relations même des proscrits nous permettent de les suivre dans leurs lointains exils. On s'est beaucoup occupé jusqu'ici de l'émigration laïque qui, par sa variété même, ses péripéties, et parfois ses scandales, offrait un attrait à la curiosité publique. Il nous semble que l'émigration ecclésiastique ne manque ni d'intérêt ni d'incidents.

1. THEINER, *Documents inédits relatifs aux affaires religieuses de France, 1790 à 1800, 1857*, 2 vol. in-8°. — *Mémoires de l'abbé Baston* publiés pour la Société d'histoire contemporaine, par M. l'abbé LOTH, 1897-1899, 2 vol. in-8°. — Abbé JÉRÔME, *Collectes à travers l'Europe pour les prêtres français déportés en Suisse, 1897*, in-8°. — *Mémoires de famille de l'abbé Lambert sur la Révolution et l'émigration, 1894*, in-8°. — PLASSE, *Le Clergé de France réfugié en Angleterre, 1886*, 2 vol. in-8°. — BARRUEL, *Histoire du clergé de France pendant la Révolution française, 1897*, t. II. — Abbé LOTH, *Histoire du cardinal de La Rochefoucauld, 1793*, in-8°. — *Six années de la Révolution française ou Précis des principaux événements correspondant à la durée de ma déportation, de 1792 à 1797*, par F. D** (abbé François Delestre), 1819, in-8°, 434 pages. — *Journal d'émigration de l'abbé Henry, de 1792 à 1802*, publié par les *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de Belgique*, 2^e série, t. X, p. 207. — *Mémoires de l'abbé Traizet*, chanoine de Soissons, sur son émigration, 1875, in-8°. — *Mémoires de l'abbé J.-P. Fleury*, ancien curé de Vieuvy, 1874. — *Journal historique et religieux de l'émigration et déportation du clergé de France*, par l'abbé DE LUBERSAC, 1802. — M. Victor Pierre a publié des articles très informés sur l'émigration ecclésiastique dans la *Revue des questions historiques* : *L'Abbé de Montrichard et l'émigration française à Fribourg* (janvier 1896); *Le Clergé français en Allemagne pendant la Révolution* (janvier 1898); *Le Clergé français en Savoie et en Piémont, d'après les souvenirs inédits du chanoine Berlioz* (juillet 1898); *Le Clergé français en Angleterre* (octobre 1899); *Un curé de Normandie réfugié en Angleterre, l'abbé Gaudemetz* (octobre 1900). — Enfin les documents que nous avons puisés aux *Archives des affaires étrangères*.

II

L'Angleterre, par son voisinage même de la France, par la grandeur de l'hospitalité qu'elle accorda au clergé français, attire tout d'abord notre attention. Pendant que François de Neufchâteau signifiait du haut de la tribune législative le congé aux déportés avec des paroles de haine, Burke leur criait à son tour du haut de la tribune du Parlement de Londres : « Venez, venez rendre témoignage de notre tolérance, pontifes et pasteurs dépouillés, chassés et proscrits, venez parmi nous... Venez aussi, filles de Saint-Vincent de Paul, anges de la charité chrétienne. »

Cet appel a été entendu, devancé même. Les exilés se présentent en masse. Chaque bateau arrivant à Douvres les débarque par centaines. L'un d'eux, l'abbé Barruel, nous dépeint, en traits saisissants, les émotions qui faisaient battre leur cœur en mettant le pied sur le rivage hospitalier de l'Angleterre. Le sentiment qui domine tous les autres est celui de la sécurité reconquise. Ils avaient enfin échappé à leurs persécuteurs. « Il faut, dit-il, avoir vécu trois ans en France, au milieu des constitutionnels, des girondins, des maratistes, des jacobins de toute espèce, pour comprendre l'impression de sérénité et de paix que nous éprouvâmes tout à coup. C'était le doux réveil de l'âme qui, longtemps tourmentée de l'image des monstres, des furies, sort de ce rêve affreux. » Comment rendre la sensation, le charme « de ce premier repos de l'homme » transporté tout à coup d'une terre en révolution et en feu, dans un pays où l'océan, les mœurs publiques, la force des lois, assuraient l'inviolabilité de chacun ? A chaque village que nous traversions sur notre route, s'écrie Barruel, nous nous disions les uns aux autres : « Que ce silence est doux ! Ici on n'entend plus le cannibale Ça

ira, ni la terrible *Carmagnole*, ni ces tambours sans cesse appelant ou des sectionnaires en délire ou des nationaux, des fédérés, des patriotes toujours prêts à tuer. Ici on ne voit plus ces milliers de baïonnettes levées, de piques toujours menaçantes, de sabres toujours nus. » Les voyageurs, en constatant l'accueil empressé des habitants du pays, se communiquaient ces réflexions : « Comme ils nous regardent, avec quel intérêt leurs yeux se reposent sur nous ! Comme ils semblent nous dire : Que vous avez souffert ! Venez et abordez. Ici vous n'avez rien à craindre ¹. »

Il fallait noter, comme première marque distinctive de l'émigration ecclésiastique en Angleterre, le sentiment de sécurité absolue qu'y éprouvèrent les exilés, sécurité qu'ils ne devaient rencontrer nulle part au même degré. L'évêque de Carcassonne, M. de Vintimille, réfugié en Italie, s'applaudissait d'avoir mis les Alpes « entre lui et la régénération française ». La séparation n'était pas suffisante ; il dut fuir encore plus loin devant la régénération française acharnée à sa poursuite.

Un autre caractère de l'hospitalité anglaise, outre l'assurance qu'elle donnait aux proscrits, fut la grandeur des secours que toutes les classes dirigeantes de la nation procurèrent à nos malheureux exilés. Quant on relit aujourd'hui, à travers cent ans, l'histoire de cette émigration en Angleterre, on reste émerveillé de la réception

1. BARRUEL, *op. cit.*, t. II, p. 211-212. — Tous les documents disent les alarmes et les angoisses du départ. Un prêtre raconte en ces termes son embarquement au Tréport à deux heures de la nuit : « La municipalité, dit-il, arriva avec tous les attributs de sa dignité. Un piquet de gardes nationaux se forma en deux haies, et l'on commença l'appel nominal. *Chacun défilait à son tour entre les baïonnettes*. L'embarquement se fit avec ordre. Le morne et profond silence des spectateurs montrait assez que les cœurs n'étaient pas fermés à la compassion... Nous n'avions pas plutôt quitté la côte que nous commençons à dilater nos cœurs longtemps inquiétés par des craintes sans cesse renaissantes. » Abbé F. DELESTRE, *op. cit.*, p. 18-19. — L'abbé Gaudemetz écrit : « Pas un de nous n'avait sauté dans le bateau sans éprouver le même plaisir qu'on éprouve à saisir une planche après le naufrage. La gaieté rayonnait sur nos fronts, et pour la première fois peut-être on enviait notre sort. »

qui fut faite à nos compatriotes. Cette nation a prouvé cent fois qu'elle est âpre, avide, inexorable dans ses intérêts, impitoyable aux faibles. Nous allons voir qu'elle n'est pas incapable de générosité. Il y a cent ans, elle se leva tout entière dans un élan de compassion et de charité pour soulager une immense infortune. Elle avait sans doute le sentiment de la liberté et de la justice outrageusement violées en France. Elle était gouvernée par Pitt, l'ennemi le plus déclaré de la Révolution française. Mais en dehors de ces mobiles qui pouvaient la faire agir, l'histoire de cette assistance, qui dura dix ans, offre des anecdotes, des faits qu'on ne peut lire sans admiration et reconnaissance. L'abbé Barruel en parle avec l'effusion, la gratitude d'un témoin qui a vu ces bras s'ouvrir, ces mains se tendre vers lui. « Chaque fois, dit-il, qu'un bâtiment chargé de prêtres français paraissait sur la côte, on eût dit que l'instinct de la bienfaisance l'avait annoncé aux Anglais. Ils arrivaient empressés pour nous accueillir ; c'était à qui nous offrirait un refuge et des rafraîchissements. » Nos hôtes semblent plus préoccupés que nous-mêmes de nos ressources. Ils nous interrogent sur nos besoins, font préparer des voitures. Sur la route, grands seigneurs, bourgeois, nous retiennent ou payent la dépense à l'auberge. Bientôt un vaste appel est fait à la bienfaisance publique. « Les souscriptions s'épuisent, les souscriptions se renouvellent. » Roi, lords, commerçants, citoyens de toutes les classes, apportent leur offrande. Les chaires du clergé protestant retentissent d'appels à la charité mêlés à des témoignages d'admiration pour les victimes. Les universités, les docteurs, les gens de lettres, les journalistes agissent sur l'opinion.

Il y a, il est vrai, un parti d'opposition. Telle feuille publique tourne en ridicule, chez les prêtres réfugiés, les « haillons que les décrets de l'Assemblée nationale les avaient forcés à substituer à la décence des costumes

ecclésiastiques¹ ». Dimanche dernier, écrit textuellement, en septembre 1792, un journal anglais, « les prêtres français se sont présentés à quelques-unes des chapelles catholiques en costumes grotesques d'une pièce bouffonne. Un évêque est entré avec des pantalons malpropres et a suspendu un chapeau de paille. Un grand doyen était en blouse de charretier ; un abbé avait une jaquette rouge et des bottes de postillon ; un curé rappelait un bouffon de théâtre, un vrai *merry Andrew*, avec ses vêtements grotesques de faubourg. Les autres ecclésiastiques, réguliers et séculiers, étaient à l'avenant². »

Cet étrange accoutrement s'améliora un peu avec le temps. Chateaubriand nous parle de ces compatriotes qu'il rencontrait dans les rues de Londres, « reconnaissables, dit-il, à leurs gestes, à leur manière de marcher, à la forme et à la vétusté de leurs habits, portant le petit collet, le grand chapeau à trois cornes, la grande redingote noire usée, et que les Anglais saluaient en passant ». Il ne fallait pas se montrer trop exigeant pour le costume ecclésiastique, alors que, parmi les fugitifs débouchant des voitures, des charrettes, qui arrivaient quotidiennement par les ponts sur la rive gauche de la Tamise, on avait reconnu un jour M^{mes} de Bouillé et de Noailles déguisées en hommes. Au besoin, le récit des violences subies par les proscrits devait suffire pour exciter la compassion et faire taire tout sentiment de mépris³.

Comme le nombre des réfugiés augmentait sans cesse, et que tout faisait prévoir la prolongation de l'exil, il fallut organiser les secours. C'est ici que nous apparaît la

1. BARRUEL, *op. cit.*

2. *Public Advertiser*, septembre 1792. — CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'outre-tombe*.

3. On lisait, par exemple, dans le *Public Advertiser* du 19 septembre 1792 : « L'évêque d'Avranches, poursuivi par le populaire à Avranches, poursuivi à Rouen, à Dieppe, a été bien heureux en arrivant la nuit dernière. A peine était-il en mer que ses persécuteurs qui le poursuivaient arrivaient sur le rivage. »

noble figure d'un prélat qui a su acquérir dans cette œuvre une impérissable gloire ¹. Nous voulons parler de M. de La Marche, évêque de Saint-Pol-de-Léon. Ses vertus, sa distinction, son grand air, sa naissance, les circonstances dramatiques du départ et de la navigation qui le firent aborder, le premier de tous les prélats français, en Angleterre, lui valurent rapidement dans ce pays une notoriété et une autorité extraordinaires. Il y avait dans sa figure, dans sa vie, un rayonnement de sainteté qui augmentait son prestige. M^{me} de Montagu le trouva logé à Londres « dans une misérable chambre où il n'y avait qu'un grabat, une table, une chaise et un crucifix ² ». Ce prélat bénéficiait, d'ailleurs, ainsi que ses collègues, du prestige séculaire que l'ancienne France, en particulier son illustre et noble épiscopat, avait conquis chez les nations étrangères, de la sympathique admiration dont le grand orateur Burke s'était fait, dans ses écrits et à la tribune parlementaire, l'éloquent interprète.

1. Burke écrivait de l'évêque de Léon à M. de Boisgelin, en juillet 1791 : « Si je puis juger de lui dans le peu de temps que je l'ai vu, c'est un des hommes les plus estimables et les plus aimables. Il a été reçu ici par notre haut clergé, et par beaucoup d'autres, non assurément selon son rang et son mérite, mais avec une attention pour l'un et pour l'autre, dont, par un effet de sa bienveillance naturelle, il a paru content. » M. de Boisgelin répondit au sujet de M. de La Marche : « Je ne puis vous dire assez combien nous avons été sensibles aux témoignages d'intérêt que le clergé d'Angleterre a marqués pour un de nos plus vertueux et plus respectables prélats. Vous avez aussi bien connu son caractère dans la société que ses principes et son courage ; et tels sont les regrets de son diocèse, qu'on regarde son éloignement comme une calamité publique. » Ces lettres sont reproduites par THEINER, *op. cit.*, I, 331-336. — Burke associe Boisgelin à La Marche dans ses éloges. Il vante ses ouvrages qui sont, dit-il, « d'un grand homme d'État et d'un homme versé dans la science de l'administration. La proscription d'hommes semblables est propre à couvrir un peuple d'un blâme éternel. Conservez, Monsieur, le courage que vous avez montré. Soyez assuré que, quoique le monde soit peu digne de vous et de vos collègues, nous ne sommes généralement pas insensibles à l'honneur que vous faites à notre commune nature. »

2. *Anne de Noailles, marquise de Montagu*, 1890, 1 vol. in-12, p. 62. — Ce fut heureux que M. de La Marche organisât un comité pour recevoir les prêtres à leur arrivée. Plusieurs, découragés à leur débarquement par les exigences de la douane, par la difficulté de se faire entendre, par la crainte de ce climat, s'étaient dirigés ailleurs. Le cardinal de La Rochefoucauld n'avait fait que toucher terre à Douvres.

Fort de tous ces avantages, M. de La Marche accomplit des prodiges. Le jour même où il reçoit la nouvelle des lois de déportation et de l'arrivée prochaine des exilés, il devait être présenté au roi et à la cour. Il renonce à cet honneur et se rend à Londres. Là, tout entier à son œuvre d'assistance, on le verra recevoir avec effusion les prêtres, les inscrire sur les registres de secours, provoquer la formation de comités, l'organisation de quêtes, de souscriptions publiques, correspondre avec les évêques anglicans, avec Pitt, avec le roi lui-même, stimuler sans cesse la générosité de la nation en lui montrant la marée toujours grossissante de naufragés, se faire, enfin, l'interprète autorisé de la reconnaissance de tous les exilés par des lettres touchantes et dignes, qui sont lues avec empressement et respect dans les universités et les églises protestantes d'Angleterre.

III

Il ne fallait pas moins que cette impulsion d'un homme prédestiné pour élever les secours à la hauteur de tous les besoins. On avait vu trois courants d'émigration vers l'Angleterre : le premier, en 1792, à la suite des lois de déportation ; le second, en 1794 et 1795, quand la guerre ou l'invasion des Français dans les Pays-Bas, la Suisse, l'Allemagne, l'Espagne, poussèrent vers l'Angleterre des milliers de fuyards que Georges III avait recueillis sur ses vaisseaux ; le troisième, après la révolution de Fructidor. Le second courant s'était encore grossi de prêtres réfugiés dans les îles anglo-normandes et que la guerre avec la France fit refluer dans la grande île. Jersey en avait compté plus de trois mille. Pour les y recevoir, on avait loué de grands locaux, où étaient étendus des matelas, et qui servaient de dortoirs. Leur maigre pitance leur était

préparée chez une noble dame, la marquise de La Ferrière, et, chaque jour, vers midi, on pouvait voir sortir de cette maison hospitalière une énorme chaudière portée par de pauvres faméliques jusqu'à leur demeure commune. Les secours venus de Londres permirent d'améliorer ce misérable régime. L'évêque de Tréguier, M. Le Mintier, réfugié à Jersey avec l'évêque de Bayeux, avait joué à Saint-Hélier le même rôle que M. de La Marche en Angleterre. Les quatre ou cinq ans passés à Jersey furent pour les réfugiés relativement heureux et tranquilles. Lorsqu'en 1796 le gouvernement britannique décida de les retirer pour les transporter en Angleterre, nos prêtres regrettèrent ce départ autant qu'ils furent regrettés. « Jamais, dit l'un d'eux, l'abbé Fleury, les Français ne nous ont autant pleurés que les insulaires nous pleurèrent. J'aimais infiniment ce séjour agréable. » L'évêque de Bayeux, M. de Cheylus, retenu dans l'île par son âge et ses infirmités, allait y mourir et y trouver sa sépulture en 1797 ¹.

Voilà maintenant, en Angleterre, les prêtres, les évêques arrivés de Jersey, élevant par leur présence le chiffre des réfugiés à plus de 10,000, parmi lesquels 8,000 environ sont assistés ². Malgré ce nombre, le comité fut à même, par ses ressources, de verser à chaque exilé ecclésiastique environ 2 guinées, soit 50 francs par mois. La plupart des évêques étaient inscrits sur les listes de secours et recevaient 10 guinées, soit 250 francs par mois. La Bretagne avait fourni à l'émigration en Angleterre les

1. *Vie de l'abbé Carron*, par un Bénédictin de France, 1866, in-12, t. II, p. 9-10. — *Les Familles françaises à Jersey pendant la Révolution*, par le comte Régis DE L'ESTOURBEILLON, 1886, in-8°. — M. de Hercé, évêque de Dol, M. Talaru de Chalmazel, évêque de Coutances, passèrent aussi à Jersey. — Cf. Ch. ROBERT, *Urbain de Hercé, dernier évêque de Dol*, 1890, in-8°, p. 345-391.

2. « On peut, sans crainte d'exagération, porter à dix ou onze mille, peut-être davantage, le nombre des ecclésiastiques français » reçus en Angleterre. (BASTON, *op. cit.*, II, 14.)

évêques de Léon, de Dol, de Tréguier, de Yannes et de Nantes; la Normandie, les évêques de Bayeux, de Coutances, d'Avranches et de Séez; la Picardie, les évêques d'Arras et de Noyon; le Centre, l'archevêque de Bourges, l'évêque nommé de Moulins, les évêques de Limoges et de Rodez; l'Ouest, l'archevêque de Bordeaux, les évêques d'Angoulême et de Périgueux; l'Est, les évêques de Troyes et de Dijon; le Midi enfin, les archevêques de Toulouse, Narbonne, Aix; les évêques de Lescar, Lombez, Condom, Comminges, Saint-Pons, Uzès, Montpellier, Toulon.

Plusieurs de ces prélats ne firent qu'y passer, d'autres n'eurent recours qu'à la dernière extrémité à la générosité anglaise. Chateaubriand a raconté, dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, comment, arrivé au bout de ses ressources, décidé par fierté à ne point accepter « le shilling aumôné par jour aux émigrés », il s'était débattu avec son ami Hingant, conseiller au Parlement de Bretagne, contre les étreintes de la faim. « Le sommeil, dit-il, m'avait fui; je suçais des morceaux de linge que je trempais dans de l'eau; je mâchais de l'herbe et du papier. Souvent je passais devant des boutiques de boulangers, mon tourment était horrible. » Ce jeûne prolongé produisit chez ces deux réfractaires à l'assistance une sorte d'hallucination, qui faillit pousser Hingant au suicide. 40 écus envoyés par l'oncle Bédé à Chateaubriand furent un petit soulagement à sa misère, et lui permirent de vivre quelque temps dans une mansarde.

Les évêques, qui n'avaient pas d'oncle Bédé et auxquels leur grandeur ne permettait point peut-être d'entrer dans une mansarde, durent accepter la pension du comité anglais. Oh! ils le firent à la dernière extrémité. Nous avons le nom de ceux qui cèdent à cette cruelle nécessité et la date de leur capitulation. Jusqu'en novembre 1794, quatre prélats seulement ont été assistés. Les trois nouveaux qu'il faut y ajouter à cette date élèvent le chiffre à sept.

M. de La Marche, qui donne ces noms en y comprenant le sien, annonce que trois archevêques et cinq évêques viendront bientôt grossir cette liste. De fait, trois mois après, le 26 février 1795, une demande de secours est adressée au comité pour l'archevêque d'Aix, pour les évêques de Coutances et d'Uzès¹. La plupart des prélats réfugiés en Angleterre se verront forcés par la durée même de la Révolution « de manger le pain de l'étranger ». Il faudrait faire une exception pour Dillon, archevêque de Narbonne, que Grégoire nous présente comme ayant placé des fonds dans une banque anglaise, et donnant « chez lui périodiquement des dîners d'évêques² ».

Le clergé réfugié eut à cœur d'alléger par son travail la charge de son entretien en Angleterre. Mais quel labeur demander à des hommes dont les uns étaient fatigués, vieillis, dont les autres n'avaient appris qu'à prier, prêcher, administrer les sacrements, gouverner une paroisse, autant de capacités qui ne pouvaient leur donner du pain, qui n'avaient guère leur emploi à l'étranger.

On a souvent raconté comment, pendant l'émigration, les plus grandes dames de France trouvèrent dans leurs doigts, dans leurs talents divers, dans les métiers même, le moyen de se procurer quelques revenus au milieu des

1. M. de la Marche disait, le 20 novembre 1794, dans une lettre au comité : « Jusque-là je n'avais eu à pourvoir qu'à la subsistance de quatre évêques ; aujourd'hui, il va s'en trouver neuf ou dix forcés d'avoir recours aux bienfaits du gouvernement. Les évêques qui manquent aujourd'hui de moyens personnels de subsistance sont : MM. de Qeylus, de Hercé, d'Albignac, Le Mintier, de Barral, Grimaldi, de la Marche. Il y a de plus, en Angleterre, trois archevêques et cinq évêques qui ne sont pas à l'abri d'éprouver bientôt des besoins, et l'on annonce l'arrivée de quelques autres prélats venant de La Haye dont les ressources personnelles sont presque épuisées. » (*British Mus. Minutes of committee of subscribers for the relief of the french clergy*, 3 vol. in-4°, 1792-1796.) Les simples prêtres éprouvaient la même répugnance que les évêques à recourir au comité de secours. L'abbé Gaudemetz, curé de Normandie, obligé de le faire, en 1794, par l'épuisement de ses ressources, écrit dans son journal : « Il m'a fallu sauter le pas... Le démon de l'orgueil a trouvé quelque chose d'humiliant dans cette démarche. »

2. *Mémoires de Grégoire*, publiés par H. CARNOT, 1839, 2 vol. in-8°, t. II, p. 257.

détresses de l'exil. La duchesse de Lorges ourlait des chemises et bordait des souliers. La marquise de Virieu était couturière, la marquise de Jumillac lingère, la comtesse de Périgord institutrice, la duchesse de Guiche garde-malade, M^{lle} de Montmorency porteuse d'eau. La marquise de Chabannes dirigeait à Londres une école, et la comtesse de Boisgelin donnait des leçons de piano. La comtesse de Neuilly tenait à Hambourg un magasin de modes, de linge et de parfumerie. Sa fille faisait des bagues en crin, brodait sur rubans pour des ceintures, tressait des bourses de perles et de filét. Les gentilshommes s'efforçaient aussi de gagner leur vie. Un la Vieuville est commissionnaire à Erlang, un Mailly typographe. M. de Vassé fonde à Minden une teinturerie, avec M. et M^{me} de Génoulliac et leur femme de chambre. Le comte de Caumont est relieur, et M^{me} de Gontaut peint des boîtes. « Les compagnons de Chateaubriand à Londres avaient tous, dit-il, des occupations. Les uns s'étaient mis dans le commerce du charbon, les autres faisaient des chapeaux de paille, d'autres enseignaient le français ¹. »

Le clergé ne va-t-il point se mettre à l'œuvre, se souvenant de l'exemple donné par saint Paul? La nécessité fait tomber tous les scrupules. A Londres, un très grand nombre de prêtres vivent de leur talent ou de leur industrie. Ils sont précepteurs dans les académies ou pensionnats, professeurs de français, de latin, de mathématiques, de dessin, de musique; d'autres nous sont signalés comme écrivains, facteurs ou employés dans les maisons de commerce; d'autres exercent un métier manuel et sont, écrit M. Baston, « tailleurs, brodeurs, horlogers, cordonniers, chapeliers, commis dans les magasins ou même ouvriers

1. *Dix ans de la vie d'une femme pendant la Révolution* : Adélaïde de Kéjean, marquise de Falaiseau, par le vicomte DE BROU, 1893, in-8°. — *Mémoires d'outre-tombe*.

dans les champs ¹ ». M. Leleu, curé de Grugny, confectionnait des matelas à la française qu'il vendait 50 francs chacun. Les chaussons fourrés et les galoches qu'il fabriquait pour l'hiver eurent le plus grand succès. L'abbé de Maussac, grand vicaire de Rouen, eut l'idée étrange de se constituer courtier en logements garnis. L'abbé d'Épinay avait des goûts plus raffinés. Il employa ses talents à façonner des éventails, colliers, bracelets. Son confrère, l'abbé Gaudemetz, le raillait sur cette occupation et lui rappelait que saint Paul s'était montré moins mondain en faisant des tentes. Pour réduire les frais, nos prêtres payaient de leur personne dans les services les plus humbles. Huit d'entre eux, réunis à Londres dans une même maison, faisaient la cuisine à tour de rôle. L'abbé Gaudemetz nous vante ses talents pour le pot-au-feu. Il ne lui arriva qu'une seule fois, dit-il, « de mettre dans la marmite tant d'herbes et d'aromates que c'était moins une soupe qu'un julep de pharmacie. Il faut bien payer son apprentissage. »

Une trentaine d'ecclésiastiques avaient pris à bail une grande propriété dans l'île de Jersey; d'autres faisaient de la culture dans le Dorsetshire. On en rit d'abord, puis on admira,

Le centre industriel le plus important fut le château royal de Winchester, éloigné de 63 milles de Londres, et que le gouvernement avait mis à la disposition du clergé français vers la fin de 1793. Il abrita jusqu'à sept cents prêtres qui y vivaient en commun avec la règle et la régularité d'un grand séminaire. Le régiment de lord Buckingham, cantonné dans les environs, noua avec eux les relations les plus affectueuses. *Les Mémoires de l'abbé Baston* nous présentent le noble lord donnant des livres,

1. En septembre 1792, quatre mille prêtres étaient à Londres à la charge de la souscription. Il faut ajouter : 1^o les ecclésiastiques non portés à la souscription comme ayant des ressources pécuniaires; 2^o ceux qui étaient recueillis dans la maison comme commensaux; 3^o ceux qui vivaient de leurs talents et de leur industrie.

des bancs de jardin, des instruments de jardinage, une brasserie pour la bière et deux mille aunes de flanelle pour gilets de santé. Sa femme, la généreuse marquise de Buckingham, peuple la basse-cour de volailles, envoie pour les infirmes des fauteuils à roulettes, visite elle-même plusieurs fois par jour les malades. Les vendredis, elle accapare pour les hôtes du château tout ce qui paraît de poisson frais au marché. Elle fournit des outils à ceux qui veulent s'occuper d'horlogerie, des crayons aux peintres et aux dessinateurs; elle fait établir des ateliers de broderie, tapisserie, filet, et fournit non seulement les matériaux et les instruments, mais les maîtres. Elle achète ensuite très cher les objets confectionnés. A peine les ateliers de tricot étaient-ils en activité que lord Buckingham commandait six cents paires de gants pour son régiment. Ces petits profits permettaient aux exilés de renouveler leurs livres, leur linge, leurs vêtements, de se payer du tabac à priser et ces menues dépenses qui sont l'agrément de l'existence ¹.

IV

Par de tels bienfaits, la marquise de Buckingham méritait les bénédictions et la reconnaissance éternelle du clergé français. Plus profondément encore se gravait dans le cœur des réfugiés le nom de M^{me} Dorothée Silburn, l'ouvrière de la première heure, la coadjutrice de M^{sr} de La Marche. Faisant de sa maison le bureau central d'inscriptions et de demandes, elle consacra sa fortune, son temps, ses forces, au service des proscrits. Les prêtres l'appelaient, dans leur langage biblique, la pieuse Sula-

1. *Mémoires de l'abbé Baston*. La maison de Forton, ouverte en octobre 1792, dans un village situé sur les bords de la Manche, abrita jusqu'à 236 prêtres, arrivés des diocèses de Normandie.

mite et levaient leurs mains au ciel en prononçant son nom. Elle devait mourir pauvre, ruinée par ses charités, et, sur la fin de sa vie, trouver sur la terre de France, elle, la bienfaitrice des Français, dans un coin de la Bretagne, à Roscoff, un refuge et un tombeau où des générations sont venues depuis verser des prières et des larmes.

A de telles mémoires associons avant tout, parmi les hommes, le grand nom de Burke. Fils, frère, oncle de femmes catholiques, leurs vertus, leur esprit, leur tendresse, avaient ouvert son âme à l'intelligence et à l'amour d'une religion qui n'était pas la sienne. Venu en France avant 1789, il avait noué des relations intimes avec le haut clergé de France et conçu pour lui cette admiration dont il a laissé l'écho dans ses ouvrages ¹, admiration que devaient partager, dans notre siècle, un Tocqueville, un Taine, tous ceux qui ont essayé de retrouver la figure de ce grand corps disparu à travers les documents inanimés de l'histoire. Avec quelle puissance le grand orateur plaida à la tribune du Parlement britannique, dans les comités, dans la presse, la cause du clergé réfugié ! L'ironie du sort voulut que M. de Cicé, évêque d'Auxerre, celui-là même à qui Burke avait confié son fils unique pour son éducation en France, fût poussé par l'émigration sur les rivages de l'Angleterre. Burke aurait voulu être plus riche pour prouver sa reconnaissance au prélat malheureux ².

Lui-même eut l'amertume de voir mourir, à trente-cinq ans, son fils déjà député au Parlement et sur lequel il fondait tant d'espérances. Pour tromper sa douleur, en souvenir des années que cet enfant bien-aimé avait passées en France, il fonda à Penn une école pour les orphelins

1. *Réflexions sur la Révolution française*, p. 306-312.

2. Burke put cependant envoyer 50 livres à l'abbé de La Bintinnaye, neveu de l'évêque d'Auxerre, qui vint se réfugier à Londres avec son frère, le vicomte de Cicé.

français, qu'il appelait sa pépinière, *his nursery*. Il venait fréquemment dans cette maison, vantait au prêtre directeur, un peu sceptique sur ce point, l'usage du fouet comme moyen de correction, s'amusait, dit Chateaubriand, qui l'y rencontrait souvent, à retrouver dans ces écoliers la vivacité de notre race; mais ses yeux se mouillaient de larmes en pensant à son fils parti pour un plus long exil.

A Burke, il faut ajouter le grand ministre Pitt et le roi lui-même qui, en décidant l'intervention officielle du gouvernement et des Chambres dans l'œuvre d'assistance des exilés, prirent une mesure que nous ne retrouverons nulle part, même chez les nations catholiques. Le roi voulut aussi agir comme chef religieux en prescrivant à tous les évêques et dans toutes les églises de son royaume une quête générale pour la caisse de secours.

La missive royale, les mandements des prélats anglicans qui la commentent et ordonnent des quêtes dans tous les diocèses, ont été conservés. On est frappé, en lisant ces documents, de l'esprit de fraternité et de charité qui les anime. Quand on pense que le bill de tolérance venait à peine d'être voté en juin 1791, faisant enfin brèche dans une législation odieusement persécutrice, on mesure le chemin parcouru et l'apaisement des esprits. Les querelles religieuses remuent à une telle profondeur l'âme d'un peuple qu'on aurait pu craindre leur réveil à l'arrivée en Angleterre de tout un clergé catholique. Un parti d'opposition cria, en effet, à l'invasion du papisme; mais ces voix discordantes se perdirent dans un élan presque unanime de sympathie pour de malheureux proscrits. On vit les plus hauts dignitaires de l'épiscopat anglais siéger dans la commission des secours. Des chaires anglicanes et même presbytériennes portaient des éloges publics pour ce clergé français qui avait tout sacrifié à sa foi et à sa conscience. L'Université protestante fit tirer quatre mille exemplaires du Nouveau Testament sur l'édition de

la Vulgate pour les distribuer aux prêtres qui en manquaient. Un prélat qui avait souvent assisté, parfois comme président, à ces assemblées du clergé du XVIII^e siècle, lesquelles se montrèrent assez dures pour les protestants de France, Dillon, archevêque de Narbonne, ne dissimulait pas l'impression que lui causait la conduite du clergé protestant d'Angleterre. « J'ouvre, s'écria-t-il un jour dans un discours prononcé à Londres, un Nouveau Testament, et je lis à la première page : *Imprimé d'après l'édition de la Vulgate, et publié par les soins et aux frais de l'Université d'Oxford, pour l'usage du clergé français réfugié en Angleterre...* Dieu de concorde et de paix, elles sont donc adoucies ces préventions les plus amères de toutes, celles qui naissent de l'opposition des sentiments en matière religieuse ! C'est une société de savants illustres d'une autre communion que la nôtre, qui a pensé que, quelque abondantes que fussent les largesses du gouvernement à notre égard, elles ne correspondaient point à tous nos genres de besoins ! *Non in solo pane vivit homo, sed in omni verbo quod procedit de ore Dei* ¹. » L'Université d'Oxford reçut et fit lire en assemblée une lettre de remerciements rédigée en beau latin par l'évêque de Saint-Pol-de-Léon.

Les particuliers rivalisaient de bienfaisance avec les hommes publics et les grands corps de l'État. L'intimité extraordinaire qui s'établit entre la famille Méade et l'abbé Gaudemetz nous montre ces intérieurs anglais, d'ordinaire si fermés, ouverts à la compassion, aux attachements profonds et durables. Nos prêtres d'ancien régime à l'éducation distinguée se mouvaient à l'aise dans la société la plus élevée. Parmi les nobles lords qui firent à nos exilés l'accueil le plus empressé, il en est, paraît-il, qui mêlèrent à leur hospitalité une pointe d'originalité

1. Cf. Abbé DE LUBERSAC, *Journal de l'émigration*, 1802, p. 73-74.

anglaise. Témoin ce lord Bridgewater qui aimait à voir se promener sur ses pelouses et à montrer à ses invités, dans leur costume respectif, les moines divers, Capucins, Chartreux, Bénédictins, Camaldules aux longues robes blanches, Franciscains aux pieds déchaussés, qu'il hébergeait à son château ¹.

Comment s'étonner, avec de telles dispositions dans le clergé anglican et dans la nation, que les prêtres français aient pu se livrer librement aux exercices de leur culte ? L'évêque catholique de Londres, M^{sr} Douglas, ne montra jamais à leur égard ces défiances ombrageuses que devaient rencontrer les proscrits, même dans des pays catholiques. Il donna les pouvoirs à tous les prélats réfugiés ainsi qu'à leurs grands vicaires. Il permit à tous les ecclésiastiques de célébrer la messe dans leurs maisons de refuge. Introduction étrange des prêtres romains dans l'intimité des familles chez une nation anglicane. « Londres, ennemi si déclaré du papisme, peu de temps auparavant, et de toutes ses cérémonies, dit un témoin, se trouva avoir journellement plus de messes que la plus grande ville de l'univers (Rome exceptée) où la religion catholique est dominante. » Notre clergé prêta le concours le plus utile au clergé anglais dans les travaux d'éducation et d'évangélisation. Toute faculté fut laissée aux pionniers les plus hardis de la charité, en particulier à

1. « Il avait élevé pour eux, sur les pelouses de son parc, faisant perspective pour les fenêtres de son château, de jolies chapelles et des habitations élégantes rappelant le style des couvents de France. Capucins, Chartreux, Bénédictins, Camaldules aux longues robes blanches, Franciscains aux pieds déchaussés, y étaient hébergés à ses frais. Il y avait toutefois une condition mise à cette hospitalité, condition bien facile à remplir. Quand lord Bridgewater avait du monde au château, le son de la cloche avertissait à l'heure des repas tous ces religieux qu'ils devaient sortir pour se promener sur les gazons, leur bréviaire à la main et chacun dans le costume de son Ordre. Ils faisaient ainsi point de vue dans le paysage, et lord Bridgewater ne manquait pas de faire remarquer que cela était bien plus pittoresque que des troupeaux de moutons ou de daims. » Le comte d'Haussonville raconte dans ses *Souvenirs* cette anecdote dont nous ne garantissons pas l'authenticité.

l'abbé Carron, de fonder des œuvres multiples, écoles, orphelinats, chapelles de secours, destinées à opposer avec le concours de la générosité publique toutes les formes de l'assistance à toutes les formes de la misère. Les réfugiés ne devaient rencontrer nulle part une si grande liberté. Ils en jouissaient avec une aisance parfaite, nous allions dire avec une sorte d'inconscience, tant elle leur paraissait naturelle. Ils ne purent s'abstenir de toute propagande. L'ardent évêque de Tréguier, M. Le Mintier, ayant donné la confirmation à Jersey à quelques nouveaux convertis, fut cité à la barre des États. Il s'y rendit avec ses deux collègues, les évêques de Bayeux et de Dol. Dans sa harangue, dit un témoin, l'abbé Fleury, il « voulut faire rougir tous les membres assemblés sur la nouveauté de leur doctrine. Il leur parla avec une vigueur digne des évêques de la primitive Église. »

Le nombre des prêtres et des évêques réfugiés à Londres permit d'y organiser avec un certain éclat le culte catholique. L'élite de la société aimait à se porter dans la chapelle de l'Annonciation, aujourd'hui de Saint-Louis, bâtie à Little-George-Street, à l'aide de souscriptions, surtout avec le concours des Sulpiciens de Montréal. Elle fut consacrée le 15 mars 1799 par M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, en présence de seize évêques, d'abbés crossés et mitrés, d'un clergé séculier et régulier très nombreux, de princes et princesses de la maison de France. Aux jours solennels, on pouvait contempler à gauche de l'autel le banc des évêques ; en face, le banc réservé aux personnages illustres ; à la place d'honneur, le fauteuil où s'asseyait Louis XVIII, roi de France ; un peu en arrière, le banc des princes où prenaient place le comte d'Artois, futur Charles X, le duc de Berry, le duc d'Angoulême et la fille de Louis XVI, le duc de Bourbon, le duc d'Orléans. La présence de la maison royale, de tant de princes, de

tant de pontifes, de tant de nobles familles émigrées, les costumes nationaux; les prédications dans notre langue, tout paraissait se réunir à King-Street pour donner à la brillante assistance l'illusion et la joie de se retrouver en France. Aux principales fêtes, à une première communion, à un grand anniversaire, les plus éloquents prélats de l'Église gallicane, M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, M. de Noé, évêque de Lescar, prenaient la parole et savaient trouver dans les circonstances mêmes de l'exil des inspirations émouvantes. L'illustre archevêque de Narbonne, M. Dillon, « après tant d'années, comme eût dit Bossuet, d'un perpétuel silence », ne dédaigna pas d'y prononcer un sermon, au grand étonnement peut-être de ses auditeurs, qui n'avaient guère entendu de la bouche de ce prélat administrateur que des discours politiques dans sa présidence des États du Languedoc.

Chaque année ramenait à Londres, dans la chapelle catholique, les cérémonies de la première communion pour les enfants des familles émigrées ou résidant en Angleterre. Les évêques français y présidaient et y trouvaient l'occasion d'épancher leur cœur devant les parents et parfois devant les princes de la maison de France. Quel charme pénétrant et triste dans ces paroles prononcées, en 1799, par l'évêque de Lescar, M. de Noé, qui donnait la confirmation ! Le prélat dit que le bonheur accordé en ce jour aux enfants, à leurs père et mère, bonheur si pur et dont il se réjouit pour eux, lui rappelle celui qui lui a été ravi et vient rouvrir une profonde blessure. « J'étais père aussi, s'écrie-t-il, de nombreux enfants que m'avait donnés l'Église à laquelle la Providence m'avait uni ; ils croissaient sous mes yeux, et je les cultivais comme de jeunes plantes. J'espérais qu'un jour ils feraient ma consolation et seraient mon titre auprès du pasteur des pasteurs, quand il me redemanderait compte du troupeau confié à mes soins. Plusieurs, aujourd'hui,

auraient l'âge des vôtres, et je pourrais les voir entourer l'autel pour recevoir de mes mains l'onction sainte. Arraché à ces soins si consolants et si doux, j'ai fui devant l'ennemi de leur foi. Dans quelles mains seront-ils tombés ? Les vôtres, au moins, ont retrouvé des temples, des pasteurs fidèles, le même sacrifice de nos autels. Ils entendent la parole dans les chaires sacrées. Les miens, sur le sol qui les vit naître, ont vu fermer leurs propres églises, en bannir les vrais pasteurs... Mes enfants adoptifs, c'est à vous de me consoler de ceux que j'ai perdus ¹. »

V

La tristesse de l'exil, le regret de la patrie, du troupeau absents, percent dans ces paroles. C'est que divers incidents venaient rappeler aux prélats, malgré une hospitalité généreuse, qu'ils étaient sur une terre étrangère. Autant le roi, le Parlement, la noblesse, la bourgeoisie, le clergé de toutes les confessions protestantes, se montrèrent secourables aux malheureux exilés, autant le bas peuple leur témoigna de la défiance et de l'hostilité. Les grands courants se font moins sentir dans les bas-fonds. Il était plus difficile aux hommes vivant dans les couches profondes de la nation d'être soulevés tout à coup par une idée généreuse, de s'élever au-dessus des défiances et des haines que des siècles de guerre entre la France et l'Angleterre et la différence de religion avaient rendues populaires. Nos prêtres ne marchaient pas sans frayeur dans les rues de Londres. « Nous étions, dit l'abbé Baston, particulièrement haïs des pauvres, jaloux des biens que les riches nous faisaient. Souvent une pomme de terre,

1. Cf. LUBERSAC, *op. cit.*, p. 61.

lancée par un bras vigoureux, vous frappait entre les deux épaules ; un coude brutal vous poussait dans la boue, avec accompagnement de jurements et d'injures ; un coup de poing vous étendait à l'improviste sur le trottoir, dont la réaction vous meurtrissait le visage et en faisait jaillir le sang ; vous étiez au bord d'un fossé, on vous poussait dedans, au risque de vous noyer ou de vous rompre le cou. » L'abbé Carron, cet apôtre admirable qui fut la providence des exilés en Angleterre, tendait un jour la main pour une œuvre de charité. Un jeune homme lui applique sur la joue un vigoureux soufflet : « Le soufflet est pour moi, dit l'abbé, n'avez-vous rien à donner pour les pauvres ? » Un prêtre du diocèse de Bayeux, M. Pigeon, était en train d'écrire un sermon et traçait sur son papier le mot *paradis*. A ce moment, un assassin lui ouvre le crâne à coups de pieu. Ses funérailles furent célébrées dans le rit romain, et plus de six cents confrères suivirent son cercueil publiquement au milieu du deuil et du respect universels. La noble victime, enlevée de ce monde au moment où le mot *paradis* était sous sa plume, semblait avoir prophétisé son entrée dans le ciel. Même dans les campagnes, les prêtres avaient eu à vaincre plus d'une prévention. Dans l'île de Jersey, telle fermière, après avoir conduit ses hôtes dans leur chambre, les y avait enfermés à clef, et s'était hâtée de descendre l'escalier, en proie à je ne sais quelles terreurs.

Malgré cette hostilité du peuple que la patience et les vertus de nos prêtres parvinrent à désarmer et à rendre même en partie favorable ¹, la réception du clergé français en Angleterre fut un des événements les plus extraordinaires de l'émigration, et honore à jamais le pays qui

1. « Partout, dit un témoin oculaire, Barruel, le pauvre nous apporte son obole. Là, c'est l'ouvrière généreuse qui offre le travail de sa main et en refuse le salaire ; ici, c'est la marchande de pommes de terre qui se plaint amèrement que ces étrangers ne reparaissent plus, parce qu'elle n'a pas voulu recevoir leur argent. Là encore, c'est le porteur de lait qui glisse

sut faire un tel accueil à des rivaux de nationalité et de religion. L'un des hôtes de ce grand pays, l'abbé Gaudemetz, ne peut s'empêcher d'écrire : « Il faut confesser que les préjugés français sur la nation anglaise sont bien mal fondés. Autre chose est de la voir de près, autre chose est de la voir de loin. » L'Angleterre était riche sans doute; mais il lui fallut de l'élan et une sorte d'emballement généreux pour verser à des étrangers, de 1792 à 1806, la somme énorme de plus de 47,000,000 de francs. On remarqua que, chez cette nation chrétienne, la souscription pour les émigrés laïques, dont s'occupait également M. de la Marche, donna beaucoup moins que pour les prêtres. Ceux-ci trouvèrent chez leurs généreux hôtes, avec le pain matériel, l'estime, la sympathie, toutes les facilités pour leur culte, tous les délassements de l'esprit dans les bibliothèques mises à leur disposition, les soins les plus empressés pour les malades et les vieillards dans cet hôpital de Middlesex qu'on avait eu l'aimable attention de placer sous la direction d'une de ces Sœurs de Charité tant vantées par Burke. Enfin, ce que ces exilés chassés de France, à travers les cris de haine et les menaces de mort, paraissent surtout apprécier dans cette île, c'est la sécurité inviolable qu'elle leur offre. Aussi, l'archevêque de Narbonne, Dillon, dans l'oraison funèbre de la princesse Adelaïde, aimait à célébrer cette nation « si magnifiquement hospitalière qui, disait-il, nous a reçus dans son sein et qui, presque la seule en Europe, nous offre un asile inaccessible aux persécuteurs ».

Aux témoignages de gratitude si souvent renouvelés par les évêques français, Pie VI, par des lettres solennelles, ajouta les remerciements officiels du chef de

dans la main d'un de ces prêtres le gain de sa journée et se cache dans la foule, crainte d'être aperçu. L'enfant même, en se privant de joujoux, organise la souscription de l'innocence. L'artisan n'a que ses bras; il veut aussi donner : il double sa journée et son activité. » (BARRUEL, *op. cit.*) — BASTON, pp. 126, 127.

l'Église¹. Bientôt, après le rétablissement de l'ordre, après la signature du Concordat, les exilés reprendront le chemin de la France, sans avoir payé à leurs hôtes leur dette de reconnaissance autrement qu'en paroles. Qui sait pourtant? Le spectacle de leur vie, de leur résignation, de leur foi, aura créé dans ce pays protestant bien des sympathies pour une religion qui inspire de telles vertus et de tels sacrifices. On ne pouvait s'empêcher de comparer la fidélité du clergé français avec la conduite de l'épiscopat d'Henri VIII. Le bill de tolérance de 1791 avait donné le signal de la liberté des catholiques en Angleterre. Il restait à mêler à la nation une légion de catholiques et de prêtres. Des années de vie commune prouvèrent aux plus prévenus que les papistes n'étaient pas coupables des noirceurs qui leur étaient imputées. Tout ce qui rapproche les hommes rapproche les opinions. La Grande-Bretagne, en ouvrant toutes grandes ses portes au clergé français, préparait de ses propres mains une large brèche dans le bloc de ses préjugés séculaires. On a pu dire avec vérité que du séjour du clergé français en Angleterre date le mouvement de cette nation vers le catholicisme.

Quelques années plus tard, comme on exprimait à un membre du Parlement l'étonnement qu'il y eût tant de députés catholiques dans la Chambre des communes : « Ah ! oui, cela est singulier, répondit-il ; mais que voulez-vous, dans l'intervalle, il y a eu 1793 et l'émigration du clergé catholique français² ! » Pour mesurer dans toute son

1. Voyez les textes dans THEINER, *op. cit.*, t. I^{er}, pièces 51, 53, 61, 62, 63, 65, 124. — LUBERSAC, *op. cit.*, p. 64-79, donne les *Discours de remerciement à la nation anglaise*, par M^{re} DE BOISGELIN.

2. VILLEMMAIN, *Souvenirs contemporains*, t. I^{er}, p. 442. — Citons un trait se rapportant à la famille de M. Méade, où l'abbé Gaudemetz avait été reçu avec une intimité, une affection qui montre que les familles anglaises étaient ouvertes à de pareils sentiments. « Pourquoi, maman, demande le petit enfant, M. Gaudemetz fait-il maigre le vendredi et le samedi ? — C'est parce que cela lui est ordonné par son Église. — Eh bien ! je vous certifie que désormais je veux observer ces deux jours. » Le petit Méade, qui avait des sentiments si romains, se fit plus tard ministre protestant, et rendit visite à l'abbé Gaudemetz, rentré en France. (Victor PIERRE, *loc. cit.*)

étendue l'influence de cette invasion ecclésiastique dans les pays de race anglo-saxonne, il faudrait regarder au-delà de la Grande-Bretagne, traverser l'Océan, et voir en œuvre les quelques prêtres que la persécution et plus encore le zèle évangélique de M. Émery avaient poussés en Amérique ¹.

1. Voy. FAILLON, *Vie de M. Émery*, 1861, 2 vol. in-8°, t. I^{er}, p. 469-472, pour ce que fit M. Émery, « voyant le changement que la présence des ecclésiastiques français émigrés à Londres avait opéré dans les dispositions du peuple anglais à l'égard du clergé catholique ».

CHAPITRE II

Le Clergé réfugié en Suisse et dans les Pays-Bas

I. Les six mille prêtres réfugiés en Suisse. — Très bien accueillis à Genève, mieux encore dans les cantons catholiques. — Les exilés arrivent dans un dénuement complet. — Dans le Valais ils vivent de la vie et dans la chaumière des paysans. — Pauvreté de l'Évêque du Puy à l'abbaye de Saint-Maurice. — Des milliers de proscrits entassés dans le canton de Fribourg. — Leur misérable régime — II. On essaie de trois moyens de ne pas mourir de faim : le travail, les quêtes, la table commune. — Les prêtres occupés à des métiers divers. — Ceux qui font de la broderie sous la surveillance de la comtesse de Pont. — L'abbé Baston excelle à tricoter et dote Coesfeld de son art. — Les Évêques n'imitent pas le travail manuel de saint Paul. — Quête organisée dans toute l'Europe par les Évêques de Suisse. — Vicissitudes des quêteurs. — La table commune à Fribourg et à Soleure. — III. Comment toutes les classes, tous les clergés, toutes les villes rivalisent de générosité pour les exilés. — Mais la Suisse, trop pauvre pour les nourrir tous, est obligée de déverser son trop-plein. — En outre, elle en renvoie une partie sous la pression du gouvernement français. — Néanmoins l'hospitalité suisse a été admirable. — IV. Réception dans les Pays-Bas. — Les raffinés à Bruxelles. — « L'adorable » Brunswick. — Sauve-qui-peut après la défaite. — Fréquentes paniques. — Incidents du siège de Maëstricht. — Un service pour Marie-Antoinette. — Générosité des Évêques, de plusieurs abbayes. — Les Hollandais plus froids.

I

L'Angleterre avait reçu, protégé, fait vivre le plus fort contingent de proscrits, dix mille environ, c'est-à-dire le tiers ou le quart de l'émigration ecclésiastique. Suivons les autres dans leurs pérégrinations à travers l'Europe. Du côté opposé à l'Angleterre, la Suisse, par son voisinage, par sa renommée hospitalière, offrait un asile tout indiqué aux provinces de l'Est. La Haute-Alsace et la Franche-Comté fournirent le plus grand nombre de fugi-

tifs ¹. Six mille prêtres cherchèrent refuge dans l'Helvétie et n'eurent qu'à s'applaudir de l'accueil qui leur fut fait. Genève elle-même, la ville huguenote et sectaire, leur ouvrit largement ses portes. Les ministres protestants du pays, ayant mis en délibération si le clergé de France avait dû refuser le serment à la Constitution civile, ils conclurent à l'affirmative, ajoutant que sa conduite avait été en rapport avec ses principes. Cette décision donna un nouvel élan à la générosité publique. Les prêtres déportés furent mis sous la protection de la république ; une souscription ouverte à leur intention rapporta une somme considérable. Plus tard, quand la ville fut menacée par l'armée révolutionnaire, Genève parut plus occupée du danger de ses hôtes que du sien. Elle équipa une flotte et les fit transporter à ses frais au-delà du lac, où ils n'avaient plus rien à craindre. Six cents ecclésiastiques avaient été reçus dans ses murs ².

Plus affectueuse encore, plus intime sera la réception des proscrits dans les cantons catholiques, à Fribourg, à Soleure, dans le Valais. Là, chaque paysan voudra avoir son prêtre, le faire asseoir à sa table, partager avec lui le don de sa pauvreté et honorer dans sa personne le ministre de son culte. Hélas ! c'était trop souvent par un convive de plus aggraver sa propre misère.

Le clergé arrivait en Suisse dans le dénuement le plus complet. A Fribourg, l'abbé Lambert trouve peu d'ecclésiastiques en soutane. Les vêtements de toute forme, de toute étoffe et de toute couleur qu'ils ont dû faire confec-

1. « On en compte six mille tant dans la Suisse que dans les deux Valais. » C'est le chiffre officiel donné par le *Mémoire des Evêques réfugiés en Suisse*, 18 juillet 1794. (JÉRÔME, *op. cit.*, p. 381.) — Ces six mille réfugiés sont diversement répartis. A telle époque on constate 150 prêtres dans la petite ville de Saint-Maurice en Valais, 600 à Genève, 679 émigrés à Soleure, sur lesquels 434 ecclésiastiques (décembre 1792). L'ambassade française constate au mois d'avril 1795, dans la seule ville de Fribourg, 800 prêtres et 260 séculiers. (THEINER, II, 244 ; BEUCHOT, *Le Clergé de la Haute-Alsace en exil*, 1896, in-8°, pp. 29-33.)

2. BARRUEL, *op. cit.*, t. II, p. 223.

tionner à la hâte en partant de France offrent une bigarrure qui étonne l'étranger. Leur moindre défaut, c'est d'être râpés. Des robes de chambre seront transformées en habits de visite et de cérémonie ¹.

Comment habiller, comment nourrir tant de malheureux au milieu d'une nation peu fortunée ? Le clergé retiré dans le Valais y est dans le plus grand dénuement. Les réfugiés y sont si nombreux, qu'après avoir épuisé la bonne volonté des familles aisées du pays, il faut se répandre dans les campagnes chez de simples citoyens. Ils se trouvent là confondus pêle-mêle dans d'étroites habitations avec les ouvriers, les domestiques, sans un coin pour abriter leurs prières, leur travail et leur sommeil. Comme c'est le pauvre qui nourrit le pauvre, leur régime se compose de racines sans apprêt, de fromage, de blé noir, d'un peu de viande salée et de lait ². C'est juste assez pour ne point mourir de faim. C'est dans le Valais, dans l'abbaye de Saint-Maurice, que l'évêque du Puy, M. de Galard, a cherché un abri. Ce prélat ne nage pas dans l'abondance. Deux jeunes gens qui se destinent au sacerdoce arrivent de son diocèse pour se faire ordonner. On leur a tracé l'itinéraire à suivre et indiqué les maisons où ils pourront aller frapper pour y recevoir une hospitalité sûre et gratuite. A Annecy, le mari de leur hôtesse est l'ennemi déclaré des prêtres. Ils ont cousu, dans les plis de leur vêtement, quelques pièces d'or qu'ils sont chargés d'apporter comme secours à leur supérieur en exil. A l'approche de la Suisse, un guide a passé la frontière avec le

1. « J'ai vu peu de prêtres en soutane. Ils étaient presque tous avec d'anciens habits courts ou avec des habits laïques qu'ils s'étaient vus forcés de faire faire en France. Ces habits étaient de toutes les étoffes, de toutes les formes et de toutes les couleurs, et offraient une sorte de scandale aux ecclésiastiques étrangers qui ne connaissaient pas la raison de cette singularité. Il s'en trouvait peu qui n'eussent pas l'inconvénient d'être râpés. J'ai vu des robes de chambre devenues des habits de visite et de cérémonie. » (Abbé LAMBERT, *op. cit.*, p. 157.)

2. LYONNET, *Histoire de M^{re} d'Aviau*, 1847, 2 vol. in-8, t. I^{er}, pp. 582, 583.

petit trésor, l'a enfoui en terre et est allé reprendre ses voyageurs, qui arrivent sans encombre au terme de leur voyage. Quelle joie pour leur premier pasteur ! « Son vêtement, dit l'auteur du récit, était plus râpé que le mien... » La cloche du dîner ayant sonné : « Messieurs, nous dit notre bon Évêque, je suis mortifié de ne pouvoir vous offrir à manger et à dîner avec moi ; mais je n'ai rien en propre, je suis assujetti à la règle des chanoines. M. Desgranges (c'était son grand vicaire) vous conduira à l'auberge et vous reviendrez de suite après votre dîner ¹. »

Un cri de détresse nous arrive aussi du canton de Fribourg. La longueur de l'exil, le chiffre énorme des réfugiés, près de quatre mille prêtres, ont épuisé toutes les ressources et lassé les meilleures volontés. Un contemporain nous dépeint ces malheureux mangeant un pain dur et noir, quelques légumes, buvant une eau roussâtre exprimée des bourgeons de sapin. Ce pain même est si rare que, pour en diminuer la consommation, les religieux de la Trappe, transplantés à la Valsainte, ne se nourrissent plus que de lait caillé ². Une lettre adressée de Soleure au Pape confirme ces renseignements et assombrit encore

1. Cf. *Résultats d'une conférence ecclésiastique du diocèse du Puy*, 1845, in-8°, 236 pages, p. 185-191.

2. Une lettre de Fribourg trace un tableau navrant de la misère des prêtres en Suisse : « Les uns s'adonnent aux métiers les plus pénibles et les plus rebutants ; les autres, épars dans les campagnes, partagent avec le paysan des aliments grossiers arrosés de leurs sueurs. Heureux encore, heureux ceux qui peuvent se les procurer... Vous ne serez pas étonnés, mais attendris de ces détails, en apprenant qu'une surface de plus de 15 lieues, le canton de Fribourg, contient et nourrit seul près de quatre mille ecclésiastiques français. » (THEINER, *op. cit.*, t. II). — Un témoin oculaire, l'abbé Chatrian, écrit : « Beaucoup de prêtres retirés en Suisse, dans le canton de Fribourg, y sont fort à l'étroit, à raison de leur grand nombre. L'indigence de plusieurs est telle que, n'ayant pas même le nécessaire, ils sont réduits à servir de manœuvres et de maçons. » (Abbé JÉROME, *op. cit.*, p. x.) Écoutez cette douloureuse plainte d'un vieillard retiré à Fribourg : « A soixante-treize ans, il faut que je périsse de misère. Je suis réduit à deux chemises que l'on m'a données. Je manque des choses les plus nécessaires à la vie, et je n'ose en parler à personne, parce que je peinerai de bons et respectables confrères hors d'état de me soulager. »

le tableau 1. Nous lisons dans une autre correspondance en 1795 : « Les déportés qui habitent la campagne y vivent très misérablement ; les uns font le métier de charretiers ou de valets de labourage, les autres tiennent des boutiques ou courent les foires. »

II

On essaya de trois moyens de ne pas mourir de faim : le travail, les quêtes et la table commune. Nous avons vu les prêtres travailler en Angleterre au milieu d'un peuple riche ; pouvaient-ils rester oisifs au milieu d'une nation pauvre ? L'abbé Lambert nous parle de l'activité industrielle de ses confrères à Fribourg et à Constance, sur les frontières de Suisse. Il a porté lui-même dans ce pays des bas faits au métier, des souliers fabriqués par un prêtre. Ce prêtre cordonnier, jouissant d'une fortune personnelle de 5,000 livres de rente qu'il donna à ses malheureux confrères, avait accepté cette besogne par humilité. On nous signale un Chartreux travaillant chez un maréchal, un ecclésiastique placé à la tête d'une blanchisserie. D'autres moulinaient, râpaient et vendaient du tabac, faisaient des chandelles, étaient employés dans l'imprimerie et dans les ateliers de tout genre, et même dans de simples boutiques. Beaucoup se mirent à cultiver

1. M. Moushaut écrit à Pie VI, de Soleure, le 14 avril 1794 : « Je les ai parcourus presque tous (les cantons suisses). J'ai vu toutes les colonies de prêtres français, et ce spectacle me navre encore de douleur par son souvenir. Ici, ce sont des prêtres qui ont été reçus gratuitement chez de pauvres habitants de la campagne et qui n'ont pour toute nourriture, depuis deux ans, qu'un peu de pain, quelques légumes et du laitage, et manquent des habillements les plus nécessaires, de bas, de souliers, de chemises. Là, c'en sont d'autres qui se trouvent dans les villes, obligés d'aller dîner dans une maison, souper dans une autre, de changer ainsi tous les jours sans avoir même de quoi payer un chétif logement pour se retirer pendant la nuit. Ailleurs ce sont des vieillards, des infirmes, qui ne peuvent se procurer le plus petit soulagement dans leur affreuse détresse. » (THEINER, *op. cit.*, t. II, p. 553 ; BEUCHOT, *op. cit.*, p. 82.)

la terre ; plusieurs se firent marchands. On vit des émigrés « coudre, tricoter, faire des filets » et même « broder ». La broderie paraît à ce point un ouvrage de femme, que nous avons quelque peine à nous représenter des prêtres s'exerçant à cet art. Nous les avons trouvés cependant occupés à ce travail au château de Winchester, sous la direction de la marquise de Buckingham. Plus nombreux encore sont les prêtres brodeurs à Fribourg et à Constance. « Beaucoup, dit un contemporain, travaillent à la broderie pour les marchands de Lyon. Les vieillards et ceux qui n'ont pas une bonne vue préparent la soie sur les dévidoirs. » Cette besogne convenait à leurs habitudes sédentaires. Ils avaient pris les premières leçons de dames émigrées, et s'étaient ensuite instruits les uns les autres comme on s'apprend la théologie. Il paraît que quelques-uns atteignirent la perfection du genre ; mais, en général, dit un témoin oculaire, leurs ouvrages étaient médiocres. Néanmoins, le seul fait de sortir de mains ecclésiastiques était tellement extraordinaire que cette circonstance leur assurait une vente facile et fructueuse en Suisse, en Allemagne et dans tout le Nord.

L'abbé Lambert, rendant visite à la comtesse de Pont, la trouva dans un grand hall en train de broder. A l'extrémité opposée étaient trois prêtres occupés au même travail. La comtesse se permettait de gourmander ses brodeurs quand elle s'apercevait d'un ralentissement dans leur activité. On pouvait lui pardonner cette sévérité en faveur de sa charité. Ayant su s'assurer dans l'émigration plus de 30,000 livres de rentes, elle vécut pauvrement pour tout donner aux exilés moins fortunés ¹. Le labeur des moins habiles, de ceux-là même qui ne poussaient point assez vivement leur aiguille au gré de la comtesse

1. Abbé LAMBERT, *op. cit.*, p. 152-196. — JÉRÔME, *op. cit.*, préf., p. 12.

de Pont, rapportait encore 7 à 8 sous par jour, ce qui diminuait d'autant l'appoint de la charité. Aux portes de la Suisse, à Constance, les prêtres étaient si occupés qu'on ne les rencontrait dans les rues qu'aux heures de messe et quand ils allaient faire leurs provisions eux-mêmes. L'évêque de Nîmes écrivait en 1795, au sujet des quatre cents ecclésiastiques réfugiés dans cette ville : « Nos prêtres travaillent presque tous de leur métier pour être moins à charge. Moyennant cela, 1,000 louis par an nous ont suffi à peu près pour les nourrir ^{1.} »

On eût bien humilié l'abbé Baston, chanoine de Rouen, en lui disant que son travail ne valait que 7 à 8 sous par jour. Il eût certainement refusé de livrer sa marchandise à ce prix. Ce n'est point à broder, mais à tricoter, qu'il avait appliqué son talent dans les ennuis d'un froid hiver en Angleterre. Il transporta à Coesfeld (Allemagne) toutes les ressources de son art, qui, à l'entendre, était consommé. Ses mesures, croit-il, étaient « géométriques ». Il y employait la règle, le compas et le calcul algébrique. « C'est, dit-il, de cette manière qu'Archimède aurait tricoté après la prise de Syracuse... Les gens du pays entendirent parler du phénomène qui se laissait voir au milieu d'eux. La multitude ne faisait que des bas et sans goût. Comme ils admirèrent quand ils eurent sous les yeux des camisoles, des vestes, des chemises, des gants qui allaient aux deux mains, des culottes tout d'un morceau! Nos plus beaux ouvrages allaient de maison en maison, appelés par la curiosité. On en demanda des patrons. » M. l'abbé Baston y joignit des indications précises, une sorte de code industriel. C'était un inventeur. « Ce petit coin de terre, dit-il avec quelque orgueil, me devra une branche de talent utile. » Quelques-uns de ses confrères, oubliant que les apôtres, que Jésus lui-même, avaient travaillé de leurs

1. Lettre du 16 janvier 1795. (THEINER, t. II, p. 562.)

maines, et voulant peut-être excuser leur inaction ou leur maladresse, jugèrent, dit Baston, que ce labeur presque féminin ne convenait point à l'état dont nous étions décorés; mais nos censeurs les plus prononcés furent les ecclésiastiques du pays, au moins pendant quelque temps. Ils criaient à la dégradation en voyant nos mains sanctifiées s'occuper d'un travail mécanique. « Et eux, quel délasement connaissaient-ils autre que la pipe, les cigarettes, la cruche de bière et le flacon de vin ? »

Si les prêtres brodeurs, tricoteurs, produisaient ainsi quelque étonnement dans le public, qu'aurait-on dit des évêques occupés à une pareille besogne? Nous n'avons pas connaissance qu'ils se soient livrés nulle part, même sous la pression de la misère, à un travail manuel. A Londres, M. de Grimaldi, évêque de Noyon, des princes de Monaco, s'assure quelques ressources par son talent de miniaturiste. A Constance, un prélat français ne dédaigne pas de se mettre au dévidoir pour donner l'exemple. Dans une promenade, l'archevêque de Paris charge de choux-fleurs son charmant petit-neveu, tandis que la comtesse de Pont va elle-même acheter des fruits à la place, et les emporte ostensiblement pour encourager ceux qui n'ont pas les mêmes ressources ². Mais c'était là effleurer à peine du bout des doigts le travail des mains. Nous aurions, du reste, quelque peine à nous représenter ces grands seigneurs, les évêques de l'ancienne France, un Montmorency, un La Rochefoucauld, un Clermont-Tonnerre, occupés à broder, à tricoter, ou même à faire des tentes, comme saint Paul. Ils vont du moins imiter le grand apôtre dans l'exercice de sa charité, en organisant sur la plus vaste échelle des quêtes pour leurs malheureux prêtres.

En Suisse et dans le voisinage, à Constance, le travail

1. BASTON, *op. cit.*, p. 223-225.

2. Abbé LAMBERT, *op. cit.*, p. 196-197.

allégeait les charges d'entretien des exilés, mais il ne pouvait y suffire, même avec les dons de l'hospitalité la plus accueillante. Il fallut alors essayer de trouver des ressources, en dehors de ce pays, par des quêtes à travers l'Europe. Ici apparut encore le rôle de l'épiscopat. M. de Bonnac, évêque d'Agen ; M. de Rans, évêque *in partibus* de Rhosy, exilés à Soleure, exposèrent, dans un mémoire à leurs confrères de Suisse, le projet d'un emprunt qui devait s'élever à 100,000 écus, somme jugée à peine suffisante pour parer aux besoins des nombreux prêtres répandus dans cette contrée. Une supplique commune serait adressée au régent, frère de Louis XVI, pour lui demander son appui, ainsi qu'à Sa Majesté Impériale pour obtenir sa recommandation auprès des évêques, chapitres et abbayes de l'Empire. Comme garantie de l'emprunt, les prélats offriraient les biens de leurs évêchés, et s'engageraient à rembourser capital et intérêts deux ans après leur retour dans leur diocèse et le rétablissement de l'autorité royale en France. Là était le point faible du projet. Comment baser un emprunt sur un gage aussi incertain ? Il fallut y renoncer.

MM. de Bonnac et de Rans prirent alors le parti d'envoyer des quêteurs dans les diverses parties de l'Europe. L'idée première d'une collecte européenne appartenait à un prêtre du diocèse de Besançon, l'abbé Moushaut. Il l'avait conçue en septembre 1793, en lisant dans les *Épîtres* de saint Paul le récit des quêtes du grand Apôtre pour les fidèles de Jérusalem. C'était, à ses yeux, la dernière ressource des émigrés en Suisse. Ce projet, chaudement appuyé par MM. de Bonnac et de Rans, reçut l'approbation des évêques de Poitiers, Riez, Meaux, Gap, Chalon-sur-Saône et Sisteron, à Fribourg ; de l'archevêque de Vienne et de l'évêque du Puy, dans le Valais ; de l'archevêque de Paris, des évêques de Langres, de Nîmes et de Saint-Malo, à Constance

On vit alors des prêtres dévoués, munis de recommandations authentiques et pressantes de l'épiscopat français, parlant un peu la langue des pays à parcourir, s'élancer à travers l'Europe en véritables *missi dominici* de la misère. Partis de Soleure au printemps de 1794, ils se portent tout d'abord en Allemagne, parcourent la Westphalie, la haute et basse Saxe, les cercles de Souabe et de Franconie, et, au-delà des monts, les bailliages suisses-italiens. Le champ de ces cinq collectes primitives ne tarda pas à s'étendre. Le Tyrol, la Valteline, et, plus tard, la Russie, la Suède, le Danemark, la Silésie, attirèrent successivement les infatigables quêteurs.

Nous avons le récit de leurs voyages ¹. Combien nous y apparaissent dures ces pérégrinations de nos envoyés, marchant un peu à l'aventure et généralement à pied par économie, ayant grande peine à se faire comprendre en pays étranger, y exerçant le métier si ingrat de sollicitateurs, soumis à tous les caprices des autorités gouvernementales et urbaines, tantôt accueillis avec une bonté compatissante, tantôt chassés impitoyablement. Mais il n'est pas facile de décourager des quêteurs exerçant ce qu'ils appellent « l'apostolat de la mendicité ». Les collecteurs lancés à travers le monde pour les exilés en Suisse réussirent dans leur mission. La moisson, là médiocre, ailleurs nulle, fut parfois assez abondante. Les misères qu'on rencontre et qu'il faut secourir chemin faisant, diminuent d'autant la recette. A mesure que les aumôniers remplissaient leur bourse, ils la vidaient entre les mains des banquiers rencontrés sur leur route, qui se chargeaient, quelquefois sans prélever de commission, de transmettre les fonds à la commission épiscopale de

1. Il a été publié par l'abbé JÉRÔME, *op. cit.* Voir aussi THEINER, II, 546-557. — Ces collectes durèrent d'avril 1794 à décembre 1797. — L'Évêque de Chalon-sur-Saône, M. du Chilleau, fut député par ses collègues auprès de l'Électeur de Bavière afin d'obtenir une quantité suffisante de blé pour nourrir les prêtres réfugiés à Fribourg. (BOZON, *op. cit.*, p. 76.)

Soleure. Assez souvent, en l'absence de banquiers, en un temps où on ne connaissait pas nos billets de banque, ils se virent obligés de porter, dans de longues courses à travers les montagnes, les forêts, de pleins sacs d'un métal plus lourd, mais aussi plus précieux que les assignats de la République française.

Ces quêtes furent très secourables aux prêtres réfugiés en Suisse. Pour alléger la dépense, on s'avisa dans deux villes remplies d'exilés, à Fribourg, à Soleure, d'établir une table commune. Celle de Fribourg, organisée et défrayée par l'abbé comte de Montrichard, d'une vieille famille franc-comtoise, vicaire général de Cambrai, atteignit le chiffre de cent vingt convives dont le dîner ne coûtait pas plus de six sols par tête. A Soleure, c'est une dame d'un grand cœur, Louise Sury de Bussy, qui par son dévouement admirable, ses appels à la charité, au besoin ses courses de porte en porte pour recueillir des aumônes, parvint à entretenir un réfectoire de quatre-vingt-huit familles. Le régal comprenait, à midi, un bouilli, bœuf et légumes ; le soir, un potage et des légumes. Les dimanches et jours de fêtes, on ajoutait un rôti avec salade ; aux grandes solennités, une chopine de vin pour chacun avec dessert. Toujours un excellent pain à discrétion. Ce régime, que devaient envier les prêtres répandus chez les paysans, causa à la noble dame une dépense de 223,728 livres qu'elle dut demander à la bienfaisance ¹.

III

Tous les témoignages s'accordent à constater dans la Suisse entière et dans toutes les classes un élan admi-

¹. LAMBERT, *op. cit.* — BEUCHOT, *op. cit.*, 30-35. — VICTOR PIERRE, *l'Abbé de Montrichard et l'émigration française à Fribourg*, loc. cit. — De 1794 à 1799, l'abbé de Montrichard distribua en nature la somme de 137,777 livres.

nable en faveur de nos malheureux proscrits. Les évêques de Bâle et de Coire marchent en tête. Leurs curés les secondent. Les monastères d'Ensiedeln, Saint-Maurice, Saint-Gall, Mury, etc., ouvrent leurs portes toutes grandes ou envoient de larges offrandes. Les chapitres contribuent de tous leurs moyens. Les protestants rivalisent avec les catholiques. Les quêteurs constatent que les villes de Berne, Bâle, Zurich, Schaffouse, Winterthur, etc., leur ont fait le même accueil que Lucerne et les autres cités qui ont avec eux une communauté de foi. Les grandes dames suivent et plus souvent encore impriment le mouvement. A Lausanne, ce sont deux Françaises, la comtesse d'Aguesseau et la présidente de Vesel, qui se font la providence des émigrés, envoyant leurs domestiques sur les chemins pour les conduire chez elles où tout est préparé pour les recevoir. A Fribourg, M^{mes} de Besenval, de Roll, de Gugger et d'Aregger, continuent l'œuvre de M^{me} Sury de Bussy enlevée par la mort en 1797, une année avant que son mari tombât sous les balles françaises, à Selzbach¹. A Soleure, les familles ayant quelque aisance organisent en faveur des exilés un roulement d'invitations qui leur assurent un bon dîner chaque soir. Un témoin peut écrire de cette ville : « Aucune table sans Français et surtout sans déportés. » Tous ces dévouements sont peut-être surpassés par celui des paysans qui trouvent moyen de donner place aux proscrits dans leur chaumière trop

1. BARRUEL, *op. cit.* — BEUCHOT, pp. 28, 33-36, 45-54, 62. — THEINER, II, p. 563-566. — JÉRÔME, p. 153-183. — Dans l'espace d'une année (1^{er} octobre 1792 au 31 décembre 1793), il passa près de douze cents prêtres en visite à Ensiedeln. Sur ce chiffre on en compte cent neuf logés à l'abbaye et dans le voisinage. Les abbayes ou monastères d'Ensiedeln, Saint-Urbain, Beromunster, Saint-Blaise, Saint-Gall, Saint-Maurice, Petershausen, Wettingen, Engelberg, sont cités parmi ceux qui hébergèrent le plus de prêtres étrangers. — Voir pour l'appel fait aux monastères par le nonce apostolique en Suisse et pour les réponses des religieux, THEINER, II, p. 618-625. L'abbé de Muri, malgré l'immense dépense causée par la reconstruction de son monastère, faisait remettre à ses hôtes, aux uns 6 francs, aux autres 9 francs, à plusieurs 12 francs.

étroite, et se font honneur de partager le pain de l'indigence avec les prêtres français ¹.

Il put y avoir çà et là telle gaucherie commise, tel usage qui contrastait avec les raffinements de l'urbanité française. L'abbé Lambert, en passant dans une abbaye célèbre de Bernardins à Saint-Urbain, près de Soleure, constata que l'abbé se servait avant les prêtres émigrés admis à sa table. Ce sans-façon, qui eût paru, dit-il, une « grossièreté en France », était tout naturel chez les « bons Suisses ». Bons, en effet, ils se montrèrent au point de mériter que, dans une lettre officielle, les évêques français réfugiés à Fribourg aient comparé l'hospitalité suisse à l'hospitalité anglaise ². Elle l'emportait même sur ce point que le bas peuple montra en Suisse une bienveillance extraordinaire, ce que nous n'avons pas toujours constaté en Angleterre.

En retour, l'hospitalité suisse avait sur l'hospitalité anglaise deux causes d'infériorité dont on ne saurait la rendre responsable. La Suisse était pauvre, elle était voisine de la France et, comme telle, sujette à la pression que la Convention, le Directoire, devaient exercer chez elle contre les émigrés. C'est dire que les secours, que la sécurité y furent moins grands qu'en Angleterre.

Malgré la bonne volonté de tous, et parfois des pro-

1. Abbé LAMBERT, *op. cit.* — L'abbé BARRUEL (*op. cit.*) dit des Suisses, en 1794 : « Ils avaient peu de riches, ils furent tous bons. A l'aspect de ces prêtres sans asile, ils les abritèrent sous leurs rustiques toits, ils en firent les enfants de la famille. Ainsi que les chefs des anciens patriarches, ces bons paysans allaient attendre sur les routes ces prêtres déportés, leur offrir un logement et les inviter à venir se laver les pieds et reposer chez eux. Dans des cantons entiers, chacun de ces bons paysans voulut avoir chez lui quelqu'un de ces prêtres. Ils leur donnaient un lit simple comme le leur, ils les mettaient avec eux à leur table, ils partageaient avec eux leur beurre, leur fromage, leur pain noir, et ce pain leur semblait plus délicieux en le mangeant avec les malheureux. »

2. Les évêques français vantent l'hospitalité reçue « *tam per totam catholicam quam acatholicam Helvetiam... ita ut in humanitate et hospitalitate nobis cunctis exhibita et continuata hæc inclyta natio nulli alteri, nec ipsimet Anglicanæ cedere videatur* ». Ils vantent surtout Fribourg et Soleure qui ont recueilli plusieurs évêques « *ac in utràque simul, non recusatis sæculis, ultra tria millia sacerdotum* ». THEINER, II, p. 5.

diges de charité, la Suisse n'arriva pas à faire vivre convenablement les milliers d'exilés. Dès 1792, un cri d'alarme est poussé par l'archevêque de Vienne au sujet des réfugiés du Valais. L'année suivante, la plainte se généralise pour la colonie de Fribourg, de Soleure, pour toute la Suisse, et va se répétant dans la suite. Le bruit de cette détresse se répand jusqu'en Italie et y excite la compassion la plus vive. Les évêques français réfugiés à Saint-Maurice, à Fribourg, à Constance, se font l'écho de cette misère, et s'interposent pour écouler en Italie, dans les États du Pape, le trop-plein d'étrangers que la pauvre Helvétie ne peut nourrir ¹. Il y a plus. Plusieurs de ces prélats, après avoir plaidé la cause de leur troupeau, sont forcés de penser à leur propre situation. Sur dix évêques résidant en Suisse, la moitié sont amenés à confier à Pie VI leur détresse et en reçoivent quelques secours ².

1. L'évêque du Puy, dans une lettre du 15 octobre 1792 adressée au cardinal Zelada, de Saint-Maurice en Valais, où il est réfugié, dit « que cette petite ville renferme plus de 150 prêtres français, que toute l'Europe en est remplie, qu'il y a presque impossibilité de trouver désormais place ailleurs que dans les États du Père commun ». Quatre ans après, le 21 mars 1796, l'évêque de Nîmes écrit de Constance au pape qu'il y a en Suisse un excédent de dépense de « plus de quatre cents têtes ». Deux cents ont pu se réfugier dans l'État de Venise. Le pape est supplié de recevoir les deux cents autres, lesquels « ne feraient qu'y remplacer ceux qui étaient partis pour rentrer en France en 1795, à la première nouvelle d'un apaisement dans la persécution religieuse ». L'archevêque de Vienne écrit aussi dans le même but le 19 octobre 1793. — Les prêtres français réfugiés à Ancône écrivent, le 26 octobre 1793, une lettre à leurs confrères d'Italie pour ouvrir une souscription, et font une description très vive de la misère en Suisse. « O mon Dieu ! qu'avons-nous donc fait de plus, nous autres si bien accueillis en Italie, alors que nos frères de Suisse souffrent ? » — Le 18 juillet 1794, tous les évêques réfugiés en Suisse font, dans une lettre commune, l'exposé des souffrances de beaucoup de prêtres. « Nous en avons vu dans le courant de l'hiver, entassés dans des chambres étroites et obligés de s'y tenir renfermés, parce qu'ils manquaient des vêtements nécessaires pour se garantir du froid. Nous en avons découvert qui, depuis plusieurs jours, ne mangeaient que du pain, ne buvaient que de l'eau, et à qui nous avons craint quelquefois de ne pouvoir donner pour soulagement que des larmes. » (THEINER, *op. cit.*, pp. 234-238, 244, 371, 512-513, 536-539. — JÉRÔME, p. 381. — BEUCHOT, p. 82.) En 1792, l'ambassade de France écrit que plusieurs prêtres sont disposés à rentrer par misère. « Les déportés qui habitent la campagne y vivent très misérablement ; les uns font le métier de charretiers ou de valets de labourage, les autres tiennent des boutiques ou courent des foires. »

2. Étaient réfugiés à Fribourg : MM. de Saint-Aulaire, évêque de Poitiers ; de Clugny, évêque de Riez ; de Polignac, évêque de Meaux ; du

Pareille extrémité avait été épargnée aux prélats accueillis, mais aussi pensionnés par l'Angleterre.

A la pauvreté vient s'ajouter l'insécurité. On voit çà et là des habitants se plaindre, malgré leurs mœurs hospitalières, du renchérissement des denrées. « Chaque jour, écrit, en janvier 1795, l'évêque d'Agen, réfugié à Soleure, nous sommes menacés d'être expulsés de la Suisse, et je ne serai pas plus ménagé qu'un autre, quoique né à Soleure pendant l'ambassade de mon père. » En effet, il ne fut pas ménagé. Les départs forcés n'avaient pas attendu cette époque pour se produire et devaient continuer dans la suite. Les Sénats de Fribourg, de Soleure et d'autres villes, par impuissance de nourrir tant de milliers d'hôtes, et plus encore sous l'injonction de la Convention et du Directoire, prirent à diverses reprises des arrêtés d'expulsion qui devaient répugner au bon cœur de cet excellent peuple et qui furent exécutés le moins possible ¹.

Chilleau, évêque de Chalon-sur-Saône; de la Broue de Vareilles, évêque de Gap; de Bovet, évêque de Sisteron. A Soleure se trouvaient : M. d'Usson de Bonnac, évêque d'Agen; M. de Franchet de Rans, évêque de Rhosy, auxiliaire de Besançon. Les évêques de Lisieux et de Luçon, MM. de La Ferronnays et de Mercy, après avoir été quelque temps à Soleure, étaient passés, le premier en Allemagne, le second en Italie. A Lausanne était M. de Leyssin, archevêque d'Embrun; — à Saint-Maurice en Valais, M. d'Aviau, archevêque de Vienne; M. de Galard, évêque du Puy. — Sur tous ces prélats nous voyons l'archevêque de Vienne, les évêques de Meaux, Sisteron, Agen, le Puy, faire appel à la charité du Saint-Père. (THEINER, t. II, pp. 8-12, 219-223, 243-250, 277-286, 271-377.)

1. Le 19 octobre 1793, l'archevêque de Vienne écrit du Valais que les prêtres « admis dans la Suisse sont à présent contraints d'en sortir parce qu'une partie des habitants s'est plaint du renchérissement des denrées ». — « Tout à coup, écrit de Fribourg un chanoine d'Avignon, le 27 octobre 1793, le Sénat de Fribourg a rendu un décret rigoureux contre les étrangers. » — En septembre 1794, par suite de la cherté des vivres, Fribourg renvoie 400 laïques et 800 ecclésiastiques; Soleure, 150. — Plusieurs prêtres écrivent d'Italie, le 8 juillet 1794, qu'ils avaient pensé à la Suisse; mais « cet asile même nous a été refusé; il n'est plus possible à aucun Français de s'y établir ». — C'est la pression de la République française, plus encore que la gêne des habitants, qui chasse les réfugiés de la Suisse. Dès le mois de décembre 1793, nous voyons le gouvernement français faire la chasse aux prêtres dans le canton de Soleure. L'année suivante, le grand Conseil de ce canton, sous la même pression, pose de nouvelles restrictions. — Le 1^{er} janvier 1798, ordre général d'évacuer le canton de Soleure. Même les évêques durent se réfugier à Constance. — Vers la fin de 1793, le Conseil souverain de Neuchâtel avait été aussi obligé par le gouvernement

La ville de Bâle fut chansonnée pour une mesure de ce genre par un émigré qui agrémenta de ces couplets sa note d'hôtel :

Dans Bâle la grand'ville
Un Sénat imbécile
Dans un accès de bile
L'autre jour décréta !
Ah ! Ah !

Que loin de ces murailles
Tout étranger s'en aille,
Que la seule canaille
Doit seule rester là !
Ah ! Ah !

Tous les proscrits n'étaient point aussi gais que le rimailleur. Leur exode nous est décrit par les contemporains en des termes qui excitent la compassion. « Le canton seul de Fribourg, écrit de Mindrisio l'évêque de Luçon, renvoie quatre ou cinq cents prêtres et deux à trois cents laïques. Ces malheureux ne savent où aller. Il en passe tous les jours ici, les uns pour les États du Pape, les autres pour les États de Venise. Si on pouvait les recevoir en Lombardie, ils y trouveraient de grandes ressources, mais nous n'avons jamais pu l'obtenir. » Il est vrai que Fribourg, tout en se déchargeant de son trop-plein, gardait encore, au témoignage du même prélat, mille prêtres et quatre cents laïques ¹. C'est dire tout ce qu'il y

français de renvoyer les émigrés. Les cantons suisses, sous les menaces de la France, transmises surtout par l'ambassadeur Barthélemy, prenaient des mesures d'expulsion, mais les exécutaient le moins possible. — *Papiers de Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse*, édités par Jean KAULEK, 1886, 5 vol. in-8°, passim. — THEINER, II, pp. 5, 372, 422, 456. — BEUCHOT, 29, 51-52, 65-67. — JÉRÔME, 3, 295, 332, 353. — L'évêque de Clermont, M. de Bonal, écrit le 6 février 1797 : « Depuis la secousse que Barthélemy a donnée à ceux qui habitaient la Suisse, le nombre en est réduit à très peu. » (*Archives des Affaires étrangères*.)

1. *Lettres inédites de M. de Mercy*, évêque de Luçon, 8 et 14 octobre 1794. Quatre mois plus tard, une lettre de février 1795 parle de « quinze cents prêtres français à Fribourg, dans la plus extrême indigence ». THEINER, II, 564.

avait de bonne volonté, de générosité et d'élan dans la nation suisse pour nos malheureux proscrits. Dans l'histoire de l'émigration française durant la Révolution, ce peuple tient une place d'honneur. Il devait montrer plus tard, par l'accueil fait à nos soldats dans le désastre de 1870, que son cœur et ses sentiments envers la France n'ont pas dégénéré depuis un siècle.

IV

Les Pays-Bas pouvaient être envahis par les exilés fuyant la France plus facilement encore que la Suisse. Ils y vinrent ou, du moins, ils y passèrent en foule, car l'entrée de l'armée révolutionnaire dans ce pays ne devait pas tarder à les pousser dans des régions plus lointaines. De nombreux Mémoires, publiés sur l'émigration laïque, ont raconté son histoire et nous permettent de la suivre dans ces contrées. A Utrecht, c'est à qui aura le plaisir de loger, d'héberger les gentilshommes. On leur achète à très haut prix les moindres objets qu'ils consentent à vendre. A Bruxelles, les gens de bon ton, les grandes dames françaises, écrit un prêtre, faisaient assaut d'élégance dans le parc, et nos petits-maitres foulaient légèrement le gazon ou effleuraient à peine le sable dont les allées étaient couvertes. La joie brillait sur tous les fronts. Chacun répétait à l'envi la grande nouvelle du jour, la victoire de l'adorable Brunswick ¹. Il fallait être Jacobin pour en douter. Elle était fausse pourtant. Le roi de Prusse, après Valmy, est obligé de battre en retraite. La bataille de Jemmapes, gagnée sur les Autrichiens, livre la Belgique à la France. Immédiatement, panique universelle ; les routes sont encombrées d'émigrés qui fuient à

1. *Six années de la Révolution française*, etc., par F. D., p. 28.

pied, abandonnant tout ce qu'ils possèdent. Les vainqueurs font main basse sur leurs vêtements, leurs bagages, et, au besoin, les paysans se chargent de les détrousser, les laissant presque nus.

Les prêtres entendent, eux aussi, les cris du sauve-qui-peut à l'approche des patriotes qui occupent, avec une rapidité extraordinaire, Bruxelles, Tournay, Gand, Anvers, Malines, Liège. « L'effroi est dans les Pays-Bas, dit l'un d'eux... ; d'un moment à l'autre les Français et la guillotine peuvent arriver. Il faut fuir. Les chevaux sont au poids de l'or, ils manquent; les barques de même... On ne voit que voitures, chariots, charrettes remplis de monde, de meubles, et couverts de poussière. » La commotion et la frayeur se sont propagées. On rencontre de distance en distance et à pied des groupes de prêtres et de moines, des femmes vêtues des restes de leur ancienne splendeur. « Les unes, affublées de leurs falbalas, conduisent des ânes chargés de leurs effets, d'autres les transportent sur des brouettes; de pauvres enfants de huit ans portent sur leurs épaules de lourds paquets ¹. » Sous l'action de ces paniques, ces débandades, ces sons du tocsin, on se précipite, on jette ses hardes pour aller plus vite, ne gardant que son bâton de voyage. A Gand, l'abbé Henry, réveillé en sursaut, fuit en pleine campagne. Lassé de courir, il se retourne enfin et ne voit personne. C'était une fausse alerte ².

Un clergé nombreux chassé des Pays-Bas se trouvait

1. PAILLOT, *Souvenirs d'un grand-père*.

2. BASTON, II, p. 156-168. — DUMOURIEZ, *Mémoires*, t. III, p. 201. — HENRY, *op. cit.*, p. 229-231. — Un prêtre qui était à Liège nous parle du sauve-qui-peut de ses confrères à l'annonce des soldats français : « Nous ne pouvions manquer, dit-il, d'être égorgés si nous ne fuyions pas à l'instant. » (*Six années*, etc., p. 41.) Un autre narrateur raconte qu'en octobre 1792, il y avait huit à neuf cents prêtres dans les diocèses de Bruges et de Gand, Continuant sa marche, le même voyageur ajoute : « La crainte des patriotes nous fait chercher un abri sous les murs de Maëstricht. Le nombre des émigrants est incroyable. Ils fuient devant les légions victorieuses des sans-culottes. » *Journal des pérégrinations* de M. Bouic, prêtre du diocèse de Rouen, publié par M. l'abbé LOTH, *op. cit.*, p. 409-423.

réuni à Maëstricht, capitale du duché de Limbourg, quand Miranda, lieutenant de Dumouriez, vint y mettre le siège. Il y avait le cardinal de Montmorency ; le cardinal de La Rochefoucauld y était arrivé d'Angleterre. On signalait aussi la présence de l'abbé Feller, de l'abbé de Pradt, de l'abbé Baston, etc. La première bombe lancée par les républicains sur la ville tomba dans les appartements de l'archevêque de Rouen. Sa maison fut criblée par les boulets. Pendant le bombardement, M^{mes} de Mérode et de Beaufort se tenaient dans une cave, où un grand vicaire de Soissons venait les confesser chaque jour ; elles passaient leur temps à prier et à regarder par le soupirail la fumée des bombes éclatant en l'air. La plupart des femmes « priaient Dieu, se confessaient, séchaient de frayeur. Quelques folles jouaient à colin-maillard » dans le souterrain. Le cardinal de Montmorency, le duc de Châtillon, faisaient des visites de cave en cave. La peste s'étant déclarée dans la ville, on ouvrit un vaste hôpital : les prêtres français se firent gardes-malades, infirmiers, médecins. Plusieurs furent victimes de leur dévouement. On sait que Miranda dut lever le siège de Maestricht à l'approche de l'armée autrichienne conduite par le prince de Cobourg. Bientôt la bataille de Nerwinde enleva à la France la Belgique, que lui avait livrée la bataille de Jemmapes. Immédiatement les émigrés reprennent le chemin de Bruxelles et, croient-ils, de la frontière. Leurs illusions étaient partagées par les habitants des pays qu'ils traversaient. A Maëstricht, on leur livrait la marchandise *payable* en France.

De Maëstricht, le cardinal La Rochefoucauld s'est rendu à Bruxelles. Loin de se mêler au luxe, à l'agitation mondaine des grands seigneurs dont plusieurs étaient ses parents ou ses voisins, il vit dans la retraite et la simplicité du train le plus modeste. Les nouvelles de France l'accablent. Il sait que Louis XVI recevant au Temple, la

veille de sa mort, l'abbé Edgeworth, lui a dit : « Où est le bon cardinal de La Rochefoucauld ? » On lui demanda de célébrer un service solennel pour la reine Marie-Antoinette. Une vingtaine d'évêques, des princes, des ducs, des cordons bleus, de hauts magistrats, toute une cour, donnèrent, par leur présence, un grand éclat à cette cérémonie funèbre. « L'aristocratie, riche encore d'une partie de ce qu'elle avait emporté et ne prévoyant pas le besoin d'une économie sévère, y déploya autant de grandeur et de faste que d'affliction. »

Les exilés célèbrent à l'envi la généreuse hospitalité qu'ils reçurent chez les Flamands et les Belges. Les diocèses de Bruges et de Gand sont remplis de prêtres français. Dans une petite ville du Brabant, c'est à qui aura des ecclésiastiques dans sa demeure. On les distribue de famille en famille. Les hôtes veulent eux-mêmes leur laver les pieds par esprit de foi. Les évêques de Gand, de Liège, furent particulièrement accueillants. « Le cardinal-archevêque de Malines, dit un réfugié, ne pouvait voir d'émigré sans verser des larmes. » Il faisait donner aux prêtres « trois sous monnayés de France au-dessus de l'honoraire ordinaire ». Le clergé secondaire s'inspira des mêmes sentiments de compassion et de charité. Les exilés vantent l'accueil qu'ils reçurent dans la plupart des monastères, en particulier dans l'abbaye de Baudeloo. Cent douze prêtres en sont chassés par les soldats français qui pillent, saccagent tout et introduisent des filles de mauvaise vie dans cette maison sainte. Nos proscrits, quand l'ouragan est passé, retrouvent la même hospitalité chez les bons moines ¹.

Les Hollandais furent plus froids, plus réservés, et

1. L'abbé Baston raconte sa réception dans la vaste abbaye d'Alost, dans l'abbaye d'Aflighem. L'abbaye des Prémontrés de Tronchiennes et une autre ferment leurs portes, ne voulant pas recevoir des Prémontrés français. L'évêque d'Amiens avait reçu l'hospitalité dans l'abbaye des Prémontrés de Saint-Everbode.

certaines voyageurs nous représentent ce peuple comme trop occupé de ses affaires de bourse, de ses opérations mercantiles, pour prêter grande attention à des étrangers. A Flessingue, tel fut obligé ainsi que son compagnon, qui portait tout avec lui comme Bias, de montrer au magistrat quelques louis pour prouver qu'ils n'étaient pas des mendiants. Plusieurs relations font au contraire l'éloge de la Hollande. La ville d'Utrecht se montra particulièrement accueillante. Six cents exilés, fuyant l'armée française, avaient cherché un refuge dans l'île de Walcheren. Parmi eux se trouvait M. de Cicé, archevêque de Bordeaux. Les autorités, ayant appris son rôle dans la Constitution civile du clergé, portèrent un arrêté d'expulsion contre tous les Français arrivés depuis quelques jours, pour atteindre l'ancien garde des Sceaux de Louis XVI. Celui-ci devine qu'il est particulièrement visé, s'en assure à l'Hôtel de Ville et décampe. Dès lors ses compatriotes ne sont plus inquiétés ¹. Les victoires des armées françaises vont faire refluer les émigrés vers l'Allemagne, où nous allons les suivre.

1. BASTON, t. II, p. 132-190. — Relation de l'abbé Traizet, *loc. cit.*, p. 34-41. — *Six ans*, etc., pp. 24, 44, 72, 83-89, 100-103, 114, 205-213. — HENRY, *op. cit.*, p. 221-227.

CHAPITRE III

Le Clergé réfugié en Allemagne

I. Admirable accueil en Westphalie. — Le cardinal de La Rochefoucauld à Munster. Sa vie pauvre, son prestige. — Chiffre énorme des réfugiés. — Constance, autre centre très important d'émigrés. — Leur lutte contre la misère dans cette ville. — M^{re} de Juigné est leur providence. — Les lettres envoyées dans toute l'Europe. — Les charités du cardinal de Rohan à Ettenheim. — II. En dehors de Constance et de la Westphalie, aucune demeure fixe pour les exilés en Allemagne. — Ils sont partout errants. — Leur réception à Cologne. — Nos prêtres au chevet des soldats français captifs. — Fuites, vicissitudes des voyages. — Anecdote du chant de la poule après sa délivrance. — Nos prêtres mal accueillis en Prusse et dans tous les pays protestants. — Dans les pays catholiques, Autriche, Hongrie, Bavière, hospitalité précaire et accès souvent interdit. — III. Les abbayes, surtout en Souabe, restent fermées. — Indignation des proscrits. — Les Capucins admirables ainsi que les religieuses. — Étonnante réception au couvent de Marienborn. — L'attitude des curés est diverse. — Bonté des paysans. — Curieux usages. — Les danses dans les couvents. — Une *fraülein* et un Capucin. — IV. Existence des évêques réfugiés en Allemagne. — Les prélats politiques soutenus par le roi. — Pour beaucoup d'autres long défilé de misères. — Le cardinal de Montmorency est du nombre. — Plainte déchirante de M. de Bourdeilles, évêque de Soissons. — M. de Bonal, évêque de Soissons, retiré à Altona. — Comment les grandes dames réfugiées dans cette ville, les Noailles, lui tricotent une couverture, au milieu des sanglots provoqués par l'exécution de leurs proches.

I

Les évêques, les prêtres déportés s'étaient naturellement dirigés vers les pays les plus rapprochés de la France : l'Angleterre, la Suisse, la Belgique, la Hollande, la Savoie, le Piémont et l'Espagne. Ils jouissaient avec bonheur, dans les Pays-Bas, d'une hospitalité généreuse. Bientôt la bataille de Fleurus (23 juin 1794), en donnant définitive-

ment la Belgique à la France, poussa vers l'Allemagne le flot des exilés. Ce fut le second courant d'émigration.

La Westphalie s'honora par l'hospitalité qu'elle accorda aux proscrits. Le prince-évêque de Munster, capitale de la Westphalie, était un archiduc d'Autriche, frère de Marie-Antoinette. Il régnait sur un vaste territoire comprenant une douzaine de villes, et entretenait sept régiments avec son revenu de 1,200,000 florins. Ce prélat grand seigneur résidait à Bonn et surtout à Vienne. Une loi du pays de Munster interdisait aux émigrés français de séjourner dans ce diocèse plus de vingt-quatre heures. Mais le baron de Furstenberg, conseiller intime et vicaire général du prince-évêque, grand chantre de la cathédrale de Paderborn, sut tourner la difficulté. Par ses lettres aux habitants du pays, aux curés, aux monastères des deux diocèses de Munster et de Paderborn, il stimula le zèle de tous, dirigea l'assistance et mérita, par son activité généreuse et infatigable, la reconnaissance, l'admiration des prêtres français qui nous ont transmis par leurs récits le souvenir de ses bienfaits. Le baron de Furstenberg fut assisté dans cette œuvre par M. de Lagey, vicaire général de l'évêque du Mans.

Munster abrita des réfugiés de marque. A un moment, cette ville compta dans ses murs deux cardinaux, deux archevêques et douze évêques. Le doyen de ce brillant clergé était le cardinal de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen. Arrivé à Munster en 1794, il y résida jusqu'à sa mort. Accueilli avec empressement par le prince-évêque, archiduc d'Autriche, il déclina noblement les offres de ce prélat opulent ¹. Le cardinal, qui naguère occupait un des

1. « L'évêque de Rouen n'usa qu'une fois, et sobrement, de cette bonne volonté, la banqueroute de son correspondant ayant tari tout à coup ses moyens de subsistance. » Ce ne fut qu'un prêt. Les ressources lui étaient venues de la vente de son mobilier, somme mise à fonds perdus. « Mon évêque, dit l'abbé Baston (II, 335-338), ne faisait qu'un repas, déjeunant et soupant avec un morceau de pain et un verre d'eau. A dîner, la soupe et deux ou trois mets qui se succédaient sur la table à l'ancienne mode,

plus beaux sièges de France et jouissait d'énormes revenus, exerçant une hospitalité magnifique dans le splendide château de Gaillon, se contenta à Munster d'une petite maison de location. La table y était plus que modeste. M. de La Rochefoucauld ne faisait qu'un repas par jour. Au dîner, toujours très simple, on ne buvait du vin que dans les grands jours. Le noble exilé s'accommodait de cette situation. « Mon ami, disait-il à un visiteur, j'ai eu 400,000 livres de rente, et j'étais moins heureux que je ne le suis avec 10 ou 12,000 qui me restent. » Mais il avait beau réduire son train et écarter toute représentation, il n'en était pas moins à Munster un très grand personnage. Lorsque, dans ses promenades autour de la ville, où il se montrait infatigable marcheur, il passait devant un corps de garde, on battait aux champs. Le prince-évêque, souverain de la ville, avait ordonné qu'on lui rendît les mêmes honneurs qu'à lui-même. Quand le prélat-archiduc ou les nobles habitants d'alentour venaient le visiter dans son humble demeure, il savait les recevoir comme un La Rochefoucauld, comme un des plus grands seigneurs de l'ancienne Église de France.

Les chrétiennes populations de ces contrées secondaient admirablement les intentions généreuses des chefs. « Il n'y avait pas un seul villageois qui n'eût au moins un émigré français chez lui ¹. » Mais les événements mettaient

platatim, disait-il en riant. On ne buvait un verre de vin que dans les grands jours; on ne présentait de café qu'à ceux à qui l'habitude de ce liquide en avait fait un besoin. » On compta, à Munster, deux cardinaux: M. de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, et M. de Laval-Montmorency, évêque de Metz; en outre, MM. de Puységur, archevêque de Bourges; Cicé, archevêque de Bordeaux; Cicé, évêque d'Auxerre; du Plessis d'Argentré, évêque de Limoges; de la Ferronays, évêque de Lisieux; de Nicolaï, évêque de Béziers; de Jouffroy-Gonsans, évêque du Mans; de Lubersac, évêque de Chartres; du Plessis d'Argentré, évêque de Séez; de Lastic, évêque de Couserans; de Sabran, évêque-duc de Laon; de Machault, évêque d'Amiens; Asseline, évêque de Boulogne; de Chambre, évêque d'Orope, suffragant de Metz. Plusieurs n'y restèrent pas.

1. *Mémoires de l'abbé Traizet*, p. 18. « Le peuple est pauvre en Westphalie. » Mais ces bons paysans donnaient de tout cœur, sans réussir d'ailleurs à procurer à leurs hôtes le bien-être qu'ils avaient en France. « Plusieurs

parfois ces âmes généreuses dans l'impuissance de satisfaire la foule des solliciteurs. La conquête de la Hollande par Pichegru, dans l'hiver de 1794 à 1795, poussa en Westphalie une nouvelle légion de Français accrue de Hollandais et de Brabançons. Impossible, cette fois, de recevoir ce flot sur un territoire qui regorge d'émigrés et où toutes les places sont prises. Un témoin nous signale « plus de dix-huit cents prêtres » obligés de chercher ailleurs un refuge. Sur les routes rendues impraticables par le dégel ou par le verglas se traînent tous ces malheureux, « le sac sur le dos, les souliers pleins de neige, les pieds ensanglantés, l'estomac vide..., les membres raidis par le froid, tout le corps abattu par l'épuisement ». Ce qui achève de les accabler, c'est l'incertitude du lendemain et la nécessité de reprendre leur course sans savoir où elle s'arrêtera et où elle doit les conduire. « A peine réchauffés, ces pauvres prêtres oubliaient leurs misères; leurs lèvres pouvaient à peine se prêter à quelques mots, qu'on y voyait éclore le sourire et les actions de grâces ¹. »

Pour trouver en Allemagne en dehors de la Westphalie une légion permanente d'émigrés ecclésiastiques, il faut nous transporter à Constance. M. de Juigné, archevêque de Paris, expulsé de Chambéry, y avait cherché refuge. Avec lui, on voyait les évêques de Langres, de Nîmes, de Saint-Malo et l'ancien évêque de Comminges. Les prêtres y vinrent en grand nombre de 1792 à 1798. Ils étaient 300 en 1792, environ 200 en 1793, et dépassaient le chiffre de 500 en 1798. « Tout fourmille de prêtres dans la ville, écrivait l'un d'eux ², en 1792. Les vivres et les logements

prêtres élevés dans leur famille au sein de l'abondance, peu faits d'ailleurs au régime allemand », étaient obligés de faire des sacrifices. (F. D***, etc., p. 242.) — « Cette ville de 25,000 habitants eut à loger, à vêtir et à nourrir pendant six ans plus de 2,000 prêtres français, dont nous possédons la liste exacte, et elle le fit avec une éclatante générosité. » LOTH, *op. cit.*, p. 606.

1. *Six années*, etc., pp. 244, 245. Victor PIERRE, *loc. cit.*

2. Cité par l'abbé BEUCHOT, *le Clergé de la haute Alsace en exil pendant la Révolution*, 1896, in-8°, p. 40.

sont fort chers. » L'abbé Lambert dit que les habitants de Constance sont de « bons Allemands, peu empressés, peu prévenants, mais, dans le fond, obligeants et bienfaisants ». A Constance, comme à Fribourg, comme à Munster, il se rencontra un homme d'un grand cœur qui aida puissamment à l'assistance des exilés, c'est le comte de Bissingen, vicaire général et grand doyen de la cathédrale. Aidé par son frère, chef de la régence et conseiller intime de l'empereur, il avait pu dès le début donner 2 louis par mois à chaque exilé. Épuisé, endetté par de telles largesses, il dut faire part de son impuissance aux évêques français. On décida d'établir, comme à Fribourg, la table commune pour les prêtres nécessiteux. Elle compta, dès son inauguration, le 1^{er} janvier 1795, soixante convives.

Le régal était des plus simples; le soir on n'avait que la soupe et du pain. Quelque modeste que fût le régime, il fallait faire face à ces dépenses. Les travaux manuels dont nous avons parlé apportaient quelques ressources, d'ailleurs insuffisantes. Les prélats français, ne voulant pas laisser leur clergé mourir de faim sous leurs yeux, contractèrent un emprunt de 6 à 7,000 florins, soit 12 à 15,000 livres de France, qu'ils s'engageaient à rembourser, ainsi que les intérêts, dix-huit mois après leur retour dans leur patrie. Il fut convenu que les évêques habitant Constance répondraient de ce prêt garanti par l'Église gallicane. Le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, et son chapitre, qui avaient des biens en Allemagne, consentirent à offrir une caution moins hypothétique. L'emprunt fut couvert et l'abbaye d'Einsiedeln avança la somme demandée ¹.

Que pouvait être cette faible somme pour tant de

1. Cf. lettre de M. d'Osmond, ancien évêque de Comminges, du 1^{er} janvier 1795, à M^{re} Galeppi. (THEINER, *op. cit.*, II, p. 123.) — LAMBERT, *op. cit.*, pp. 193, 194.

besoins ? Au mois de mars 1796, l'évêque de Nîmes, dans une lettre datée de Constance, expose à l'archevêque d'Albi ¹, présent à Rome, les difficultés de la situation. En 1795, l'impératrice de Russie a fait un don magnifique de 200,000 livres ; mais cet argent, dit le prélat, partagé « entre plus de 3,000 prêtres dépourvus de toute ressource », en Suisse et à Constance, ce que nous tirons aussi « du pays même et de tous les princes et prélats d'Allemagne que nous importunons sans cesse de nos demandes, est au-dessous des besoins de première nécessité ». Nous avons prolongé leur existence sans pouvoir l'assurer. Et pourtant la subsistance de ces exilés, nourris à la table commune, entassés au nombre de trois dans une même chambre, ayant pour lit une simple paille et une couverture, ne coûte pas plus de 9 livres par mois.

A Constance, M. de Juigné, archevêque de Paris, fut la providence des émigrés. Il avait fait de tels prodiges de charité au temps de son opulence, qu'il fallait s'attendre à le voir encore se dépenser pour les autres dans l'adversité. Il ne lui restait plus rien, il est vrai, à donner par lui-même ; mais il gardait son nom, l'éclat de son siège, la réputation de sainteté que lui avaient conquise ses vertus et ses immenses aumônes. Les grands, les évêques, les chapitres, dans les contrées de l'Europe les plus reculées, étaient honorés de recevoir ses lettres autographes. Chassé de son pays, exilé à Constance, pauvre lui-même, il pouvait provoquer par ses appels, ses missives, ses recommandations, les secours les plus abondants. Il n'eut garde

1. THEINER, II, 123-125, 234-236, 561-563. Quelques mois plus tard, la nouvelle de l'invasion de la Souabe par les armées françaises faisait le vide. Sur 1,200 émigrés et prêtres réunis à Constance en juillet 1796, on n'en trouvait pas un seul deux jours après. Mais quand la panique ou les ennemis étaient passés, ils ne tardaient pas à revenir. La *Chronique* de Leines donne le chiffre des prêtres réfugiés à Constance pendant la Révolution : 300 en 1792 ; 205 en 1793 ; 253 en 1794 ; 55 en 1796 ; 219 en 1797 ; 504 en 1798. Lettres de l'archevêque d'Albi, 16 janvier 1795, 21 mars 1795 ; de l'évêque de Comminges, 1^{er} janvier 1795, sur le même sujet.

de manquer à cette mission. L'un des prélats, résidant comme lui à Constance, dans une lettre à Louis XVIII, rendait un éclatant hommage au zèle et à l'immense influence de l'archevêque de Paris ¹. Nous le voyons, infatigable dans ses instances auprès des princes et des évêques d'Allemagne, envoyer des messagers jusqu'en Prusse, jusqu'en Pologne, jusqu'en Russie, plaider la cause des prêtres français. C'est en Russie, où son frère, le marquis de Juigné, avait été ambassadeur, que sa voix rencontra le plus d'écho. Non seulement Catherine, si secourable aux émigrés, fut mise à contribution, mais Paul I^{er} et Alexandre eurent plusieurs fois occasion de faire droit à ses requêtes. Les lettres du prélat nous le présentent donnant sans compter, dans l'émigration comme sous l'ancien régime. Distribuant ainsi aux autres des sommes énormes, il était fidèle à son passé, à ses habitudes d'évêque et de gentilhomme, en ne se gardant rien pour lui-même. En 1802, lorsque, retiré à Augsbourg devant la marche des armées françaises, il voudra régler sa situation financière, croyant « pouvoir disposer d'une centaine de louis », il se trouvera débiteur envers les banquiers de cette ville « d'un déficit considérable. Il ne possède rien au monde ni en bénéfices ni en biens patrimoniaux. Sa famille, qui avait 16 millions, n'a plus un denier. » Lui-même, qui a tant dépensé pour faire subsister autrui, se demande comment il va subsister lui-même ².

1. L'évêque de Nîmes, habitant comme M. de Juigné à Constance, écrivait à Louis XVIII, le 21 mars 1796, au sujet d'une mission qui aurait pu éloigner M. de Juigné, pour lui exprimer « l'intime persuasion où je suis, disait-il, que sa présence dans cette ville est de première nécessité. Constance est un point central pour le nombreux clergé déporté de Suisse et d'Allemagne. M. l'Archevêque de Paris est pour tous un consolateur, un père, un protecteur puissant ; l'éminence de sa dignité, celle de ses vertus, lui ont concilié l'estime et la confiance du gouvernement. C'est par le poids de ses recommandations et de ses sollicitations près de l'impératrice de Russie et des différents princes et États d'Allemagne que la Providence a principalement opéré, depuis trois ans, la merveille de la subsistance de 3,000 prêtres absolument dénués de ressources personnelles. » (*Archives des aff. étr.*, fonds français, vol. 589, pièce 58.)

2. Voy. les lettres de M^{re} de Juigné dans la *Vie de l'abbé Nicolle*, par l'abbé

Un autre prélat de l'ancienne France, moins saint que M. de Juigné, le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, le fameux héros du collier, se distingua aussi en Allemagne par sa charité. Au moment de la persécution, il se retira derrière les rives du Rhin, à Ettenheim, qui dépendait de son évêché. Là il commença à donner largement à tous les proscrits qui faisaient appel à sa générosité. Plusieurs années, les ecclésiastiques de la Haute-Alsace, qui étaient très nombreux (*sehr viele*), reçurent une pension mensuelle de 24 livres chacun. L'épuisement des ressources força le cardinal de Rohan à réduire son hospitalité aux prêtres de son diocèse. Un contemporain nous le décrit appelant à lui tout son « clergé, faisant de sa maison un vaste séminaire, n'ayant, avec un nombre prodigieux de ces prêtres, qu'une même table, se condamnant à la plus stricte frugalité pour suffire à l'entretien d'un plus grand nombre et vendant, consacrant tout ce qui annonçait autrefois le prince du siècle, pour n'être plus que le prêtre de Jésus-Christ entouré de ses membres, et pour eux se faisant pauvre comme eux ¹ ».

C'était bien finir. Le comte de Puymaigre vit, en 1794, le cardinal de Rohan à l'armée de Condé et dîna avec lui chez le prince. « Je me rappelle, dit-il, qu'il vint à cheval; il n'avait nullement l'air d'un cardinal, mais bien plutôt d'un grenadier; il paraissait, du reste, fort triste et fort malheureux ². » Nous avons moins de plaisir à rencontrer le cardinal de Rohan à l'armée de Condé, mêlé aux intrigues des émigrés, qu'à Ettenheim expiant, par la profusion de sa charité, le retentissant scandale du collier.

FRAPPAZ, 1857, in-12, p. 54-63. — Pour la croisade charitable de M^{re} de Juigné, cf. abbé JÉRÔME, *op. cit.*, pp. 97, 227, 230, 234, 240, et 324-366 passim. — Le cardinal de La Rochefoucauld mit aussi tout son crédit au service de ses prêtres. « Une longue expérience nous a appris, leur disait-il, qu'entre nous tous, la communauté des sentiments existe aussi bien que celle du malheur et de l'exil. »

1. BARRUEL, t. II, p. 200. — BEUCHOT, *op. cit.*, p. 60-61.

2. COMTE DE PUYMAIGRE, *Souvenirs sur l'émigration*, 1884, p. 24.

II

Constance, Munster en Westphalie, pendant quelque temps Ettenheim, nous apparaissent comme les seuls pays d'Allemagne où aient séjourné de nombreuses colonies de prêtres français. Partout ailleurs, ces malheureux sont errants et cherchent, parfois sans la trouver, une pierre où reposer leur tête. Tout d'abord, ils s'étaient réfugiés dans les pays les plus rapprochés de France. Ils les quittent, à l'approche des armées françaises, pour se retirer derrière le Rhin. Le Rhin est envahi à son tour. « Ce fleuve, que nous avions regardé comme une barrière entre nous et nos compatriotes, ne suffit donc plus à notre sûreté », s'écrie avec douleur un des fugitifs ¹.

Dans ce va-et-vient qui pousse en avant et ramène sur leurs pas les émigrés, d'après les chances de la guerre, Cologne vit souvent passer les Français dans les situations les plus diverses. L'abbé Traizet, après avoir frappé à bien des portes, avait réussi à trouver un gîte dans cette ville, lorsque arrivèrent de nombreux convois de compatriotes blessés au siège de Maëstricht. Le premier mouvement du prêtre fut de courir aux mourants pour leur offrir les secours de la religion. Il fut rudement repoussé par l'un d'eux qui s'écria : « Qu'on me mette l'arbre de la liberté sur la poitrine et je meurs content. » Il mourut, en effet, en vomissant des blasphèmes. Quand nos réfugiés demandèrent à l'autorité ecclésiastique des pouvoirs pour assister, à l'hôpital, leurs malheureux concitoyens, on voulut d'abord les soumettre à un examen. L'abbé Traizet montra son étonnement d'un tel procédé à l'égard d'un « curé à cheveux blancs qui avait toujours eu la confiance de son évêque ». Il fit observer que les prêtres de la ville

1. *Six ans, etc.*, p. 225-226.

ne parlaient pas notre langue, que plusieurs avaient dit que « les Français n'étaient pas leurs paroissiens ». Comme on avait fini par accorder la faculté d'absoudre tous les prisonniers, à l'exception de ceux qui auraient battu des ecclésiastiques, il fallut objecter que des pouvoirs ainsi limités restaient illusoires, « puisqu'il était notoire que ceux qui étaient alors aux armées ne se contentaient pas de battre les prêtres, mais qu'ils leur donnaient infailliblement la mort quand ils en trouvaient l'occasion ». L'autorité diocésaine de Cologne finit par comprendre et donner pleine liberté. Bouleversements inouïs de la Révolution, ironie étrange des événements, qui plaçaient, comme des anges consolateurs, au chevet des patriotes mourants, ces émigrés vêtus de noir, qu'ils auraient eu tant de plaisir à percer de leur lance. Les râles de la mort ne réussissaient pas à éteindre, chez plusieurs, les mouvements de rage. Les aumôniers improvisés n'en continuèrent pas moins, durant un mois, à remplir leur ministère, ne quittant pas les salles où gisaient les blessés. Ils étaient soutenus par leur foi, par la sympathie des habitants qui les comblaient de provisions pour les malades, et aussi par leur succès auprès d'un petit nombre de mourants. L'abbé Traizet assista, en particulier, un officier de la Sarthe et son domestique, enfant de douze ans, dont les cœurs, dit-il, étaient trop dépravés pour qu'il puisse donner leurs noms. Après quelques jours d'absence, il se hâta d'aller rejoindre ses prisonniers. « De huit cents, écrit-il, je n'en retrouvai qu'environ quarante vivants : les moins blessés avaient reçu cinq coups de sabre sur la tête ; un grand nombre n'avait plus ni nez ni oreilles ; un grand nombre avait aussi donné dans la débauche, et leur sang n'était plus assez pur pour donner prise aux remèdes. » Nos aumôniers avaient été plus heureux dans leur ministère à Maëstricht. S'improvisant confesseurs, gardes-malades, médecins

même, ils avaient couru, malgré la contagion, à l'hôpital où étaient entassés nos soldats prisonniers et mourants loin de leur famille, de leur pays. « Ils les entendaient souvent bénir ces mêmes prêtres dont peu de jours auparavant ces mêmes soldats avaient résolu la mort. Ils virent des impies, des parricides, mêler leurs larmes, les larmes de la pénitence, au sang qui coulait de leurs plaies, et mourir comme des saints. » Plusieurs prêtres succombèrent au mal qu'ils soignaient ainsi chez leurs compatriotes et, dit le narrateur, entrèrent avec eux dans le ciel ¹.

Cette fois, à la suite de la levée du siège de Maëstricht, de la défaite de Dumouriez à Neerwinden, les soldats français avaient paru en prisonniers. Mais voici qu'après la bataille de Fleurus gagnée par Jourdan le 23 juin 1794, on craint de les voir apparaître en vainqueurs. Le cardinal Pacea nous a laissé le récit de la panique qui s'empara de la ville. La route conduisant à Francfort remplie de fugitifs, encombrée de voitures et des bagages de l'armée autrichienne en retraite ; les chemins détrempés par une pluie torrentielle ; des prêtres vénérables, des « femmes délicates et de haute naissance » pataugeant dans la boue avec leurs paquets, sans savoir où se diriger pour trouver gîte et couvert, voilà le tableau que nous trace ce témoin oculaire. Mais les Français tant redoutés n'apparaissent point à Cologne. Alors une vraie marée d'émigrés reflue vers cette ville. L'abbé Traizet, installé au bureau d'inscription, vérifie l'arrivée de « plus de dix-huit cents prêtres français et cent cinquante religieuses ² ».

Les pérégrinations de tant de proscrits jetés à l'aventure à travers la vaste Allemagne jusqu'aux contrées encore plus lointaines furent fertiles en incidents de tout

1. TRAIZET, *op. cit.*, p. 53-55 ; BASTON, *op. cit.*, II, 157.

2. Avant ces derniers événements Cologne abritait environ soixante-dix prêtres français. A Dusseldorf, on compte jusqu'à trois cents prêtres et dix-huit archevêques ou évêques, parmi lesquels le cardinal de Montmorency. Cf. TRAIZET, *op. cit.*, p. 62 ; JÉROME, *op. cit.*, p. 16.

genre. Ce qui frappe, dans les récits qu'ils nous ont laissés, c'est l'extrême lassitude de ces pauvres fugitifs, obligés, faute d'argent ou de routes, de faire le chemin à pied, par tous les temps, chargés de leurs sacs, avec l'éternelle perspective d'avoir à recommencer le lendemain, véritables Juifs errants, la course de la veille. « Je terminai là, dit avec un soupir de soulagement l'un d'eux, qui a trouvé un gîte, mes 70 lieues. » Quand on se rencontre dans ces lointains parages, on mêle ses larmes, on s'embrasse, on parle de la France, des espérances de retour, des péripéties du voyage. On se renseigne sur les pays plus hospitaliers, sur les chances d'y trouver un refuge. On réunit parfois ses deniers de misère pour charger sur un mauvais cheval les hardes qui servent de bagages ¹. « Nos paquets achevaient de nous harasser, dit un de ces proscrits. Comme on ne nous avait pas destinés à devenir un jour des portefaix, on n'avait pas songé à nous former dès l'enfance aux exercices de ce métier. » Aux fatigues du corps s'ajoutaient les douleurs morales, plus dures encore. « L'humiliante nécessité d'aller frapper trois fois par jour à la porte d'un couvent ou d'un presbytère, l'attente continuelle de quelque refus désagréable ou offensant », les énervaient. A la longue, la durée de l'épreuve, la lassitude, produisaient une sorte d'insensibilité chez ces malheureux, qui étaient tentés de s'abandonner à la fatalité de leur destinée ². Mais, comme ils

1. Nous rencontrâmes un jour « six prêtres français qui s'étaient réunis et louaient tous les jours un cheval pour traîner leurs paquets. Ces prêtres avaient déjà habité l'Allemagne, ils nous en firent un portrait décourageant. » (*Six années, etc.*, p. 183.)

2. « Nous vivons au jour le jour, écrit l'un d'eux, semblables à des hommes qui, ballottés depuis longtemps par la fortune, sont devenus presque insensibles à ses outrages. Le cœur s'endurcit à force de cicatrices, et il est un degré d'indifférence qui nous élève au-dessus de toutes les disgrâces, et où on arrive plus tôt que je n'aurais cru. Un exilé a beau faire; une fois sorti du pays qui l'a vu naître, il est étranger à tout, inconscient de tout. Il poursuit sa course laborieuse autant de temps qu'il peut la poursuivre. Les forces viennent-elles à lui manquer, il s'abandonne à son destin. Son rôle est fini. » (F. D***, pp. 186, 200, 216, 217.)

étaient Français, la gaieté ne perdait pas tout à fait ses droits. L'abbé Delestre se présenta un jour à une modeste hôtellerie, sur la route de Cappenberg. C'était un vendredi. Lui et son compagnon désiraient une soupe au lait et des œufs. Mais, comment les demander ? Ils ne parlaient pas allemand, l'hôtesse ne savait ni le français ni le latin. Voyant qu'il avait épuisé inutilement tous les signes, l'abbé, pour se faire entendre, se mit à contrefaire le chant de la poule après sa délivrance. Il lui fallut répéter cinq ou six fois cette plaisante mélodie avant d'être compris. L'Allemande finit enfin par deviner, et alors, émerveillée de sa pénétration, elle fit des prodiges pour satisfaire ses hôtes ¹.

Les relations des exilés nous font connaître l'accueil qui leur fut fait dans les différents pays et par les diverses catégories de personnes en Allemagne. « On ne pouvait, dit l'un d'eux, sans une permission spéciale de S. M. le roi de Prusse, s'établir dans les terres de son apanage. L'empereur nous fermait tous ses États. Nos pareils ne pénétraient que furtivement en Bavière. Une grande partie des petits souverains d'Allemagne, par goût ou par contrainte, suivaient l'exemple des hautes puissances. On frémit en pensant combien peu d'endroits restaient où nous puissions reposer notre tête, et par combien de fatigues, de dangers, de peines mortelles, il fallait s'y rendre ². » Ces paroles d'un des fugitifs dépeignent très

1. Même difficulté de se faire entendre à Wesel où la fille du gouverneur, appelée au secours, après s'être longtemps consultée avec son père, finit par dire aux exilés « d'une petite bouche allongée : Mon papa vous permet de rester ici jusqu'à demain ».

2. « L'empereur et le roi de Prusse ont une grande aversion pour les émigrés. » (*Le Comte de Fersen*, II, p. 26.) Les récits des exilés nous les montrent repoussés du Hanovre, de Hambourg, de Lubeck, de Munden, etc. A Lippe on leur octroie quatre livres de France avec ordre de quitter immédiatement le pays, la nuit, par une pluie battante. Il faut l'intervention de deux ouvriers émus de compassion pour leur faire ouvrir un misérable refuge. Dans une autre contrée ils passent cinq jours sans se déshabiller. Le roi de Prusse évite de répondre aux lettres qui lui sont adressées. Dans la Silésie catholique, nos prêtres ont la chance de

bien leur situation en Allemagne. Nulle part, excepté dans les deux ou trois centres dont nous avons parlé, de réception générale, d'asile où ils puissent trouver toute sécurité; presque partout, une tolérance hargneuse et provisoire, des défiances contre ces étrangers trouble-fête qui auraient dû s'arranger pour rester dans leur pays, une susceptibilité inquiète des autorités locales, qui ferment leurs portes et rejettent les suppliants, après leur avoir donné un secours municipal, vers des contrées lointaines, distantes parfois de 50 et 100 lieues. Mais, à côté de ce formalisme officiel, de beaux traits de charité individuelle, de généreux sentiments chez les prélats, les princes, une partie du clergé, les gens du peuple. De sorte que l'histoire de l'émigration ecclésiastique en Allemagne nous présente un singulier mélange de refus inflexibles et d'hospitalité généreuse.

L'attitude de la Prusse indifférente, presque hostile à l'égard des émigrés, fut celle des protestants d'Allemagne. En Angleterre, en Suisse, en Russie, la différence de religion n'avait en rien diminué la sympathie ni la charité pour le clergé français. En Allemagne, les passions luthériennes s'unirent aux rivalités de race pour écarter les malheureux proscrits. Il convient, toutefois, de faire exception pour quelques princes.

L'abbé Hugues Dutemps, l'un des hommes les plus érudits de l'ancienne France, eut le plus grand succès auprès de l'électeur-catholique de Dresde, capitale protestante de la Saxe. Son voyage, il est vrai, n'avait pas été sans épreuves. Lui et ses compagnons avaient dû, en partant de Suisse, marcher péniblement pendant un mois, tantôt, dit-il, couverts de poussière, tantôt arrosés par l'eau du ciel, brûlés

rencontrer sur le siège de Breslau un prince de Hohenlohe, ancien dignitaire du grand chapitre de Strasbourg, avant la Révolution. Il eut égard à la recommandation du prince Ferdinand de Rohan, archevêque de Cambrai, grand prévôt de l'église de Strasbourg avant 1789. (Cf. JÉRÔME, *op. cit.*, pp. 313-323, 335.)

par le soleil ou transis de froid, battus par les vents, chargés de leur besace, abreuvés d'une bière dont la qualité répond à son bon marché, couchés sur la dure et, parfois, « ce qui est très commun en Saxe, sur le plancher couvert d'un peu de paille éparpillée d'une main économe », fatigués par l'exhibition incessante des passeports; plusieurs fois, ajoute le narrateur, « escortés par les gardes et conduits chez les bourgmestres pour y entendre prononcer oui ou non sur la continuation de notre route, pris tantôt pour ce que nous étions, quelquefois pour des garçons de métier, d'autres fois pour des Juifs, et moi, en particulier, pour un rabbin, à l'occasion de ma qualité de professeur d'hébreu désignée sur mon passeport ». Les voilà enfin à Dresde, le 30 mai 1794. Après bien des difficultés, les quêteurs réussissent à se faire recommander à l'électeur de Saxe, ardent catholique, et à sa famille qui fut admirable de générosité. Les dons les plus riches pleuvaient sur nous, dit Dutemps. Il peut envoyer plus de 10,000 livres à Soleure. L'ambassadeur d'Espagne, à lui seul, a donné 800 livres. En retour, on a eu grand'peine à arracher au ministre de Prusse un passeport. Hugues Dutemps, continuant sa marche, reçoit très bon accueil à Bautzen, à Marienthal, à Lauban; mais dans la Haute-Lusace, Zittau, ville cruelle, lui a fermé impitoyablement ses portes ¹.

La décision prise par l'empereur d'interdire ses États aux prêtres émigrés était moins explicable que la conduite du roi de Prusse. Les relations des exilés nous disent leur désespoir quand ils se voient exclus des pays catholiques d'Allemagne, où ils avaient compté trouver

1. Hugues Dutemps décrit ce qu'il a vu à Pilnitz, résidence ordinaire de la famille électorale pendant l'été : « Assistance quotidienne à la messe, récitation journalière du chapelet à laquelle assiste toute la famille présidée par son auguste chef, visites fréquentes au Saint-Sacrement, communions de tous les huit ou quinze jours. Les catholiques sont très pieux, ils nous honorent comme des confesseurs de la foi. » (JÉRÔME, p. 386-395. — Lettres de Hugues Dutemps.)

accueil. Arrivé à Nuremberg, écrit l'un d'eux, « j'apprends que la Bavière et la Hongrie sont fermées pour nous. Le maître de la poste avait ordre de ne laisser passer personne. La foudre tombant à mes pieds ne m'aurait pas causé plus d'effroi. J'avais perdu mes frères, je me trouvais seul dans une terre étrangère, au milieu de protestants, sans argent et sans espérance de secours. Les larmes coulèrent de mes yeux. Je restai immobile ¹. » Cependant, l'électeur de Bavière n'était pas mal disposé. A différentes reprises, il y eut une infiltration de prêtres français dans ce pays. Une relation porte leur nombre à mille ². Ils s'y rendirent, par exemple, lorsque la pression du Directoire força la Suisse à congédier ses hôtes, ou quand ils étaient obligés de fuir devant l'armée française. On constata en particulier leur présence à Landshut et à Augsbourg.

III

Il ne semble pas que l'accueil fait à nos proscrits par le clergé, soit régulier, soit séculier, les ait toujours dédommagés du mauvais vouloir des autorités civiles en Allemagne. Il ne faut pas s'attendre à trouver dans les monastères de ce pays de véritables colonies de prêtres français comme on en voit, à la même époque, dans quelques couvents d'Italie et d'Espagne. On y chercherait aussi en vain la générosité accueillante dont firent preuve les abbayes d'Einsiedeln, Saint-Gall et Muri ³ en Suisse, de Vanloo

1. Relations de l'abbé Petel. (LOTH, *op. cit.*, pp. 438, 439.)

2. « En Bavière, l'électeur était favorablement disposé pour nous. Ce fut son clergé qui fixa les limites à sa bienfaisance, et mille seulement eurent la liberté de s'établir dans ce vaste arrondissement de l'Empire. Les surnuméraires étaient arrêtés et reconduits aux frontières. » (*Six années*, etc., p. 363.)

3. En Allemagne des Dominicains, des Prémontrés ne sont point reçus par des couvents de leur Ordre. Tel couvent d'Augustins reste impitoyablement fermé. — CHATRIAN, *Calendrier ecclésiastique*, manuscrits du

dans les Pays-Bas. L'évêque de Nîmes parle dans une lettre du clergé français menacé de mourir de faim « sous les yeux de vingt abbayes millionnaires de Souabe, dont les plus riches croient faire beaucoup en nourrissant trois ou quatre prêtres, ou en donnant une vingtaine de louis ». Plusieurs de ces maisons de Bénédictins et Bernardins, infidèles aux traditions de leur Ordre, repoussaient impitoyablement tout ecclésiastique français qui avait le malheur de s'y présenter. Le monastère de Weingarten avait dressé des dogues à courir sus à tout étranger essayant de pénétrer jusqu'au cloître.

Entendons l'abbé Petel, curé du diocèse d'Évreux, nous raconter sa réception dans la magnifique abbaye bénédictine de Fulde. On le voit arriver non sans humeur. Un domestique lui propose d'aller à l'auberge; il insiste et reste. On lui sert une mauvaise soupe. Enfin, dit-il, paraît le Père des hôtes, qui nous adresse quelques phrases sur la charité, et nous conduit hors du monastère dans un bâtiment « où quelques couvertures étendues sur la paille étaient peut-être là pour rappeler aux Bénédictins modernes la couche des premiers disciples de leur saint fondateur ». Il veut bien croire que les moines, en jetant les yeux du haut de leur palais superbe sur ce toit misérable, aimaient à y retrouver l'image « de la solitude et des cabanes de leurs pères ». Notre voyageur et son compagnon de route essaient de dormir pêle-mêle avec deux cents oies, qui ne manquent pas de régaler leurs visiteurs par une musique de leur genre. Ceux-ci leur témoignent leur reconnaissance par un bon mot : « Ne nous plaignons pas, disent-ils, nous sommes couchés sur le duvet. » La bonne humeur ne perd jamais ses droits avec les Français. Cependant comme le refus de leur laisser dire la messe le

séminaire de Nancy. — Abbé HENRY, *op. cit.*, pp. 241, 242. — THEINER, *op. cit.*, II, 562. — TRAIZET, *op. cit.*, p. 49-50. — « Nous courûmes d'hôtellerie en hôtellerie, écrit l'abbé Traizet, sans qu'aucune voulût nous recevoir. La porte ne nous fut ouverte nulle part. »

dimanche avait mis le comble à leurs ennuis, ils ne purent s'empêcher de rappeler, en partant, à ces Bénédictins dégénérés, les lois de l'hospitalité. Le curé de Veules, l'abbé Lebay, fut plus heureux chez les Bénédictins de Fussen dans le Tyrol. Il rencontra là un cellérier fort avenant qui trouvait les prêtres français parfaits, sauf sur un point. « Il disait qu'il en était passé au moins 1,500 par la maison, qu'il n'en avait entendu qu'un seul parler bien latin. » Ils devaient, au moins, en savoir assez pour dire qu'ils avaient faim. Le cellérier du monastère de Cappenberg se montra moins empressé. Le « visage à l'Africaine, les habits poudreux », la mine chétive des solliciteurs, lui avaient fait mauvaise impression. Survint heureusement le Prieur, qualifié de *gratissime baro* et qui appartenait à la noblesse de Westphalie. En sa qualité de gentilhomme, il fut flatté d'une recommandation donnée par l'Évêque d'Arras au nom du comte d'Artois. Il s'empressa de faire livrer des habits neufs à ses hôtes déguenillés, et il les prit en affection au point de ne plus les appeler que ses enfants. Malheureusement sa mort appela à lui succéder le terrible cellérier. Les réfugiés n'avaient plus qu'à déguerpir.

Dans les plaintes élevées contre le mauvais vouloir de beaucoup de religieux, il y a une exception à faire pour les Capucins et les Récollets. Nos exilés ne se lassent pas de vanter l'accueil qu'ils recevaient toujours chez les enfants de Saint-François. « Leurs couvents, écrit l'abbé Lambert, étaient des auberges ouvertes à tous les prêtres français en voyage. » Disons, enfin, que si nombre de riches abbayes se montrèrent peu empressées, les voyageurs reçurent dans plusieurs la meilleure hospitalité ¹.

1. *Six années*, etc., p. 201-236. — L'abbé Baston et l'abbé Henry signalent les Prémontrés de Clarholz comme ayant exercé envers les prêtres français une hospitalité admirable. L'abbé Jérôme (pp. 113, 118, 138) cite, comme ayant fait un très bon accueil à nos exilés, l'abbaye bénédictine de Hussebourg.

Les religieuses furent généralement admirables de générosité. Elles ne voulurent voir dans les prêtres bannis que des confesseurs de la foi dignes d'intérêt et même d'admiration. La communauté de Bernardines de Marienborn paraît s'être signalée entre toutes par une charité poussée jusqu'à l'héroïsme. Pauvres elles-mêmes, elles trouvèrent moyen d'héberger, de loger et parfois de vêtir jusqu'à trois mille passagers. Loin de fermer les portes, on envoyait des messagers les recueillir sur les chemins venant de France. Les chambres étaient toujours prêtes, et quand on frappait de nuit au monastère, les domestiques avaient ordre d'ouvrir et de recevoir les retardataires. Les hôtes s'asseyaient à la table de l'abbesse et y occupaient les places d'honneur. Si leur nombre était trop considérable, les religieuses se levaient et mangeaient ailleurs. Tout ce qu'il y avait de meilleur était réservé aux étrangers. Eux seuls buvaient du vin, et rien n'était négligé pour les reconforter. Les malheureux voyageurs s'adressaient-ils à d'autres communautés qui ne voulaient pas ou ne pouvaient pas les accueillir, « on les faisait conduire à l'abbaye de Marienborn, qui se réjouissait de ce que ses *sœurs* s'étaient souvenues qu'elle ne refusait personne ». N'y avait-il pas, avec beaucoup de charité, une pointe de malice dans cette constatation ! L'abbé Baston, en traçant dans ses *Mémoires* le récit d'une hospitalité qui ne fut surpassée ni peut-être égalée par aucune autre, ne peut contenir le cri de sa reconnaissance. « Puissent, dit-il, les riches qui, dans ma patrie ou ailleurs, liront cette notice, ne pas oublier qu'à Coesfeld, pays de Munster, il est une abbaye de Marienborn, qui a fait, pour le clergé de France malheureux, plus qu'elle ne pouvait faire, qui a augmenté ses privations et ses besoins pour diminuer les nôtres ; qui a hâté l'instant de sa ruine pour adoucir la rigueur, la cruauté de celle que nous avons éprouvée... ; ne le pas oublier, et voler au secours de cette

pieuse maison, la raffermir sur ses fondements, conserver à la religion un de ses monuments les plus précieux, et à l'humanité ses plus beaux modèles. » Ce chaleureux appel d'un cœur qui déborde sera connu un peu tard, puisqu'il n'est livré au public qu'après un long siècle. Qui sait, pourtant ! nous espérons que quelque lecteur ou lectrice voudra, dans un voyage en Westphalie, s'informer si le couvent de Marienborn existe encore, et dans l'affirmative, acquitter à cette maison si admirablement hospitalière une vieille dette du clergé de France.

Combien d'autres religieuses on pourrait associer ici à la gloire de Marienborn ! L'abbé Dutemps raconte que l'abbesse de Marienthal le retint avec ses compagnons une dizaine de jours, reculant leur départ sous des prétextes toujours nouveaux. Ils quittèrent l'abbaye frais, dispos et mieux en état de continuer la route ¹. L'âme de ces religieuses s'ouvrait naturellement à la compassion, et parfois des incidents secondaires donnaient un aliment à leur facile enthousiasme. L'abbé Delestre ayant frappé, un jour, à la porte du couvent de Camen, une bonne Sœur poussa une exclamation en l'entendant parler allemand : « *Jesus, mutter, wie spricht er deutsch !* Jésus, ma mère, comme il parle allemand ! »

Avec le monastère c'est le presbytère qui devait naturellement attirer des passagers ordinairement trop pauvres pour chercher un gîte à l'hôtellerie. Les prêtres français y trouvaient d'ordinaire un assez bon accueil, mais plusieurs d'entre eux se plaignent d'avoir été parfois mal reçus. « Les prêtres séculiers nous aiment peu et nous critiquent beaucoup, dit Baston. Lorsque nous parûmes parmi eux, les petites manchettes que plusieurs d'entre

1. *Mémoires de l'abbé Baston*, t. II, p. 286-288. — JÉRÔME, *op. cit.*, p. 395. — L'abbé Henry dans son *Journal de l'émigration* rend témoignage à l'abbesse de Herzbroeck, monastère bénédictin près de Rheda, qui accueillit et nourrit un très grand nombre de prêtres exilés.

nous avaient cru devoir laisser aux manches de leurs chemises les scandalisèrent extrêmement. Il leur fut impossible de s'en taire. Mais ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'en les censurant ils caressaient devant eux un jabot de plus d'un pied de long et large de quatre doigts. L'influence des préjugés se décèle toujours par la sottise ¹. » Les manchettes étaient l'exception. Voici d'autres ecclésiastiques qui se distinguent, au contraire, par un accoutrement délabré. Dans un village allemand, l'habit bleu, peu clérical et assez semblable à l'uniforme républicain, les fait prendre pour des carmagnoles. En outre, le clergé allemand avait des préventions contre le clergé français accusé de jansénisme. On ne connaissait pas cette erreur en Germanie. Rien de plus facile que la confession dans ce pays, raconte un exilé qui y a longtemps vécu. Vous dites vos fautes, on vous impose une pénitence toujours légère. L'absolution n'est presque jamais refusée, car, disent les casuistes de la contrée, « viendrait-on faire l'aveu de ses fautes si le repentir n'existait pas » ? Un confesseur allemand avait pour maxime qu'on « devait refuser l'absolution aux prêtres assez cruels pour la refuser à leurs pénitents. » Du reste, point d'interrogations, point de remontrances. « Une confession est l'affaire d'un clin d'œil ». L'abbé Baston en est presque scandalisé et trouve ce procédé bien différent de notre « manière française ² ». S'il revenait aujourd'hui, il trouverait que tout se fait à l'allemande ou plutôt à l'italienne. Malgré ces préventions,

1. BASTON, t. II, p. 275. — Les prêtres allemands, dit Baston, « disent leur messe en bottes. Leurs mouvements sont brusques, gauches, souvent accompagnés de grimaces. Les maisons de vin sont ouvertes au clergé séculier. »

2. Après avoir quitté Munster, arrivés à un bourg nommé Herberen, les prêtres s'aperçoivent qu'on les regarde avec étonnement. « Nous sûmes qu'on nous avait pris pour des carmagnoles. Il y avait, en effet, à s'y tromper : un de nous avait un habit bleu assez semblable à l'uniforme républicain. » (*Six années*, etc., p. 203.) — Baston raconte les préventions étranges d'un curé allemand qui leur dit : « Vous autres, prêtres français, vous êtes véhémentement soupçonnés d'être jansénistes. Il me faut une

ces différences de pratiques, bien des prêtres n'en firent pas moins à leurs malheureux hôtes un accueil charitable. En particulier, le curé de Spalt, ses vicaires, ses paroissiens se distinguèrent par une réception qui arrache au narrateur des larmes de reconnaissance. Sept mois durant, le digne pasteur garde à sa table huit exilés. Les habitants rivalisent de dévouement avec leur clergé. Quand il faut se quitter, les sanglots éclatent de toutes parts. Tous les paroissiens sont là avec leur clergé. « Descendus au bas de la côte, dit un des témoins, leurs yeux étaient attachés sur nous. Ils attendaient encore de nous un signe d'amitié. Nous leur donnâmes notre bénédiction pour la dernière fois ¹. »

Quel tableau ! On aime à voir pasteur et fidèles dans ce beau transport de compassion et de sympathie pour des proscrits. En général, les gens du peuple, les paysans, se montrèrent pleins de cœur pour les prêtres réfugiés. Ils n'avaient pas contre eux les objections des théologiens ni la défiance égoïste des gouvernants. « Comme ils nous accueillaient avec bienveillance, ces Belges, ces Liégeois, ces Allemands ! » s'écrie dans sa reconnaissance un exilé ² touché d'avoir vu parfois le Samaritain secourir le malheureux abandonné par le lévite.

Les *Mémoires*, qui nous racontent les voyages de nos

signature (du formulaire) et un serment dans l'église en présence du peuple, ou point de messe. » Baston parle là du Nonce des missions de Hollande, « ultramontain jusqu'au délire », lequel payait un prêtre fanatique de Laon, pour écrire « que tous les maux de la Révolution venaient en droite ligne de nos opinions gallicanes ». BASTON, II, 197-200, 288, 289.

1. Cf. les relations des abbés Petel et Lebay, publiées par l'abbé LORN, *op. cit.*, p. 423-473. — On jouait, à Spalt, le mystère de la passion. On y voyait aussi à la grande édification publique un homme affublé d'un sac qui le couvrait de la tête aux pieds et n'avait d'ouverture que quelques trous. Chargé d'une croix sur chaque épaule, une chaîne de fer longue et pesante à chaque jambe, les pieds nus et ensanglantés, il parcourait plusieurs fois, pour faire pénitence, l'espace entre l'église et le cimetière qui en était éloigné d'un quart de lieue.

2. Il désirerait voir composer un recueil « des actes de bienfaisance exercés à l'égard des prêtres français. Je voudrais que chaque déporté y consignât un trait qui lui fût personnel. » (F. D***, p. 205.)

émigrés sur les chemins de l'exil, ont recueilli çà et là des traits de mœurs dignes d'être signalés. Citons en particulier, en Allemagne, une coutume assez étrange et qui contraste singulièrement avec nos habitudes françaises. Nos compatriotes eurent plusieurs fois l'occasion de voir des danses auxquelles prenaient part des prêtres, des religieux, des officiers, avec des dames de la ville et même des religieuses. A Cologne, il est vrai, tout ecclésiastique se livrant à la danse devait payer 100 impériaux, soit 400 livres de France. Il paraît que cette forte amende était plus efficace que la censure pour combattre la tentation. A Munster, le prêtre pouvait danser « sans qu'il lui en coûtât un sou ». On usait de la permission. « S'il y a danse publique, bal ou assemblée dans le voisinage, dit un témoin, les ecclésiastiques s'y rencontrent, y valsent des heures entières avec leur dame, et personne ne s'en scandalise... Une jeune *fräulein* de la principauté de Fulda, dont le père était conseiller aulique du prince-évêque, me racontait un jour qu'elle avait souvent dansé avec un capucin d'une grande force à cette exercice... Heureusement, lui dis-je, le gardien ne le savait pas. » A ces mots, elle éclata de rire et s'écria : « Eh ! mais c'était le Révérend Père gardien lui-même ! » L'abbé Delestre est appelé un jour à voir un bal. « Qu'aperçois-je ? dit-il, un Capucin qui exécutait un ballet avec un Prémontré ; et, comme tout devait être extraordinaire dans cet étrange menuet, c'était le Capucin qui faisait la femme. »

L'Allemagne n'avait pas le monopole de ces étranges

1. « Le pasteur, ajoute l'abbé Baston, va comme tous les autres faire acte de voisin, sinon en dansant, ce qui arrive quelquefois et pourrait toujours arriver sans scandale, du moins en voyant danser et en se rafraîchissant avec ceux qui dansent. Les jeunes ecclésiastiques, les *dévotes* elles-mêmes, espèce de religieuses qui vivent dans le monde, ne se font aucun scrupule des danses de voisinage, et tel curé, qui n'y est pas présent, n'importe par quelle raison, croirait manquer au devoir de bon voisin s'il n'y envoyait pas son vicaire. » (BASTON, *op. cit.*, II, p. 161-164, 275-277.)

coutumes. Dans les environs de Maëstricht, les époques religieuses de la vie humaine se célébraient par des danses profanes. Une fille consacrait-elle sa virginité au Seigneur, on dansait. On dansait encore lorsqu'un nouveau prêtre chantait sa première messe. Pour fêter un Dominicain élevé à la prêtrise, le monastère et une grande partie de la ville furent en prières toute la matinée; mais le soir, vers sept heures, le bal commença chez les Révérends Pères et dura jusqu'à quatre heures du matin, « bal privé, où se trouvèrent en grand nombre des ecclésiastiques, des religieuses, des moines, des dames de la ville et des environs; et les officiers de la garnison, la plupart calvinistes ou luthériens ». Une Sœur Bernardine assura à l'abbé Baston que dans les Pays-Bas, et même dans la Flandre française, les religieuses dansaient sans autre motif que celui de *se divertir honnêtement*. Quand il y avait compagnie au couvent, la danse commençait après souper et se poursuivait jusqu'aux matines pour éviter la peine de se coucher et de se lever de bonne heure. Le narrateur eut quelque peine à croire son interlocutrice qui lui affirmait que la piété et le recueillement de l'office n'avaient pas à souffrir de toute cette agitation.

Le lecteur connaît maintenant l'accueil fait à nos prêtres en Allemagne. Nous les avons vus jouir de la plus généreuse hospitalité à Constance. En Westphalie, le clergé et le peuple rivalisèrent de zèle pour donner asile à nos compatriotes. En dehors de cette terre promise, les émigrés furent plus ou moins errants. Les pays protestants, la Prusse surtout, se montrèrent très durs et souvent inexorables. Dans les nations catholiques, dans l'Empire, en Bavière, malgré les dispositions bienveillantes de l'empereur et de l'électeur, malgré des élans et quelques réceptions admirables, les exilés ne trouvèrent trop souvent qu'une hospitalité précaire et hargneuse. Là même où l'on voulait faire acte de bonne volonté à leur égard,

la charité était parfois gâtée par la façon de l'exercer. « Presque tous les Allemands d'un certain rang qui nous ont fait du bien, dit un proscrit, le gâtaient en quelque sorte par l'assaisonnement. Les uns nous envoyaient à l'auberge et payaient; les autres nous donnaient à manger sur une table particulière ou au bout de la leur; ils buvaient du vin et ne nous en offraient pas. » Lorsque les passagers parvenaient à se faire accepter pour quelques jours, leur élévation morale, le spectacle de leur courage et de leurs vertus ne tardaient pas à faire tomber les préventions. Hôtes et convives en arrivaient vite à s'estimer, à s'aimer même, et telle rencontre, qui semblait être passagère, se transformait parfois en une vie commune de plusieurs années après laquelle Allemands et Français ne pouvaient se quitter sans larmes. Mais comme l'accueil était souvent fruste, formaliste, nos prêtres n'étaient point encouragés à prendre le temps de faire fondre la glace. Aussi l'un d'eux, l'abbé Hugues Dutemps, a pu écrire : « Quand on voyage dans l'Empire, on apprend à rendre justice aux vertus hospitalières des Suisses ¹. »

IV

Dans cette enquête sur l'émigration ecclésiastique en Allemagne, l'existence et le sort des évêques français méritent d'attirer particulièrement notre attention. Nous avons déjà rencontré plusieurs de ces prélats à Constance et à Munster. Les relations des voyageurs, les correspondances nous signalent la présence de beaucoup d'autres dans les pays les plus divers. Eux aussi, comme leurs

¹. BASTON, *op. cit.*, II, p. 161-162. — JÉRÔME, *op. cit.*, p. 387. — Un voyageur laïque emploie une formule plus sévère. Dans toute l'Allemagne, dit-il, « nous avons rencontré un peuple avide et fripon ». *Journal de Jacques de Thibault*, p. 12.

prêtres, étaient ballottés par les événements, errant de contrée en contrée, luttant souvent contre la misère et obligés parfois de demander à la charité les moyens de subsistance.

Quelques-uns, comme M. de Juigné, archevêque de Paris ; M. de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims ; M. de Puységur, archevêque de Bourges ; M. de Marbeuf, archevêque de Lyon ; M. de Sabran, évêque de Laon ; M. de Cicé, évêque d'Auxerre, se suffirent. Du moins, nous n'avons pas connaissance qu'ils aient été obligés de solliciter. L'évêque-duc de Laon, M. de Sabran, que nous avons vu, dans l'ancien régime, présider aux fêtes brillantes d'Anisy, est sur tous les chemins de l'exil. La mère de Delphine et d'Elzéar, qui est sa parente, M^{me} de Sabran, a été demander au prince Henri de Prusse une hospitalité qui, en se prolongeant, devait lasser l'amitié. Le roi Frédéric-Guillaume donne à Boufflers, qui a épousé, en 1797, M^{me} de Sabran, un terrain sur les limites de la Pologne, lequel devait servir d'exploitation agricole aux émigrés. L'évêque de Laon parle fréquemment dans sa correspondance des espérances qu'éveillait cette concession. Peut-être l'archevêque de Reims, mandé souvent dans les conseils du prétendant, Louis XVIII, eut-il quelque part à ses bienfaits. Les papiers de l'émigration n'en font pas mention, et tout porte à croire que M. de Talleyrand-Périgord put éviter de recourir à la générosité d'un prince sans ressources, et qui ne se soutenait lui-même que par les dons de l'étranger. L'évêque de Nancy, M. de la Fare, appelé à une coopération politique plus active, véritable ambassadeur de Louis XVIII à Vienne, avait droit à un traitement, et les indiscretes archives nous révèlent le chiffre de ses demandes et de ses appointements. Comme ambassadeur, même d'un roi sans couronne, il était obligé de représenter. Une lettre du cabinet du prince lui donne l'assurance de 2,000 écus annuels, tous frais

payés ¹. Ce n'était pas l'opulence de l'ancien régime; mais c'était assez pour faire envier le sort de M. de La Fare à la plupart de ses collègues, sans compter le rôle de négociateur politique, qui eût fait tressaillir tant d'évêques.

La cassette royale dut s'ouvrir, moins largement il est vrai, pour M. Asseline, évêque de Boulogne, qui résida surtout à Hildesheim. Si M. de La Fare était en Allemagne l'ambassadeur du prétendant, M. Asseline n'en était que le théologien, fonction à laquelle les princes attachent d'ordinaire moins d'importance. Cependant, la question des serments, qui occupa une si grande place dans les polémiques religieuses de la fin du siècle, plus tard le Concordat, donnèrent le plus grand prix à l'intervention de l'évêque de Boulogne, qui, par sa réputation de science et de doctrine, avait la plus grande influence sur l'épiscopat. Louis XVIII reconnut ce service par une pension que nous voyons payée encore en 1810 ².

1. « Je vous avoue, mon cher seigneur, que je croyais qu'il y avait ici quelque chose d'arrangé pour vous en finance, sachant que vous étiez en correspondance de fonds avec M. de Villequier. C'est une corde que je ne touche que le moins que je puis; mais enfin, d'après votre lettre, j'ai parlé au roi qui a senti toute la justice et la convenance de la chose. *On tâchera de vous faire toucher deux mille écus par an*, indépendamment de vos frais, ports de lettres, etc., qui seront en compte avec M. le duc de Villequier. Et pour commencer, vous allez recevoir une lettre de change de Hambourg de 1,000 écus. Le roi, qui met du prix à vos services, à votre exactitude, votre zèle, vos moyens et votre discrétion, a bien regret d'être trop gêné pour ne pouvoir faire pour vous ce qu'il faudrait; mais ses charges sont si énormes que ses moyens n'y correspondent pas. *On ne nous aide de nulle part et l'empereur Paul fait seul toute notre existence.* » (Lettre du cabinet du roi adressée à La Fare, le 6 décembre 1798. *Archives des affaires étrangères*, fonds français, vol. 605. — « Sa Majesté autorise M. l'évêque de Nancy à retenir les 354 florins qui étaient destinés à M^{me} la marquise de Brunoy rentrée en France et à s'en servir pour ses avances. Le roi, qui porte sa sollicitude sur tous ses sujets fidèles, et qui n'a cessé d'accorder aux plus nécessiteux tous les secours dont sa position gênée peut lui permettre de disposer, s'occupe particulièrement de la famille de Montboissier. » Lettre du 3 juillet 1800. *Ibid.*, vol. 609. — Le 22 février 1799, La Fare écrit à d'Entraigues : « Je suis autorisé à vous compter les 792 livres que vous avez réclamées par mon entremise. » Les pièces relatives à cette question sont nombreuses aux Archives. — Les papiers de d'Entraigues aux Archives (*Ibid.*, vol. 641, p. 63-78) contiennent plusieurs lettres de La Fare à d'Entraigues. La Fare lui donne des conseils et l'assure de son amitié.

2. Note du 10 juin. (Affaires étr., fonds fr., vol. 605, pièce 38.) — THEINER, *op. cit.*, II, p. 127.

Les évêques politiques, et encore en très petit nombre, pouvaient attendre quelques ressources du roi. Les autres, qui n'avaient rien à espérer, malgré leur dévouement monarchique, d'un maître obligé de mendier pour lui-même auprès des princes de l'Europe, et que la gêne forçait à faire fabriquer de faux assignats, se tournèrent vers le Pape. Ce qu'en reçut l'évêque de Saint-Dié, M. de La Galaisière, à la suite d'une lettre écrite en 1794, ne le mit pas dans l'opulence ; car, l'année suivante, nous voyons par sa correspondance inédite, datée de la Bavière, qu'il se prive de café, de vin, et qu'il « voyage à pied, comme un enfant de Saint-François ». La Galaisière avait été plus heureux en Suisse. M. de Norvins ¹ le rencontra à Greng, chez M. de Narville, discutant avec son amphitryon, vrai voltairien, parlant politique avec Benjamin Constant, qui soutenait la possibilité de la république en France, combattant l'impiété spirituelle, profonde et froide, du duc d'Ayen, et, pour oublier ses malheurs, jouant au tric-trac, qu'il avait rendu cher à son hôte. L'évêque de Lisieux, M. de La Ferronnays, par ses lettres au Pape, nous permet de le suivre en Franconie, en Westphalie, à Brunswick, où le duc régnant le « traite parfaitement », ainsi que tous les réfugiés. Il n'en est pas moins aux abois dans cette ville où les *Souvenirs* du comte de Mérode signalent une société brillante d'émigrés. Le clergé du diocèse de Lisieux se cotise pour le secourir : don touchant de pauvres curés autrefois congruistes, aujourd'hui pensionnés par l'Angleterre, à leur brillant évêque, autrefois grand et opulent seigneur, aujourd'hui plus pauvre qu'eux. M. de La Ferronnays

1. Voy. le *Mémorial de Norvins*, publié par M. DE LANZAC DE LABORIE. — Dans une lettre inédite de M. de La Galaisière, datée de Lanshutt 5 janvier 1795, nous lisons : « Je supporte avec beaucoup de courage les maux qui me sont personnels, je n'en dirai pas autant de ceux qui affligent mes parents, mes amis, les prêtres de mon diocèse : ceux-là, je l'avoue, sont au-dessus de mes forces, et quelquefois j'en murmure. »

apprend que ses prêtres d'Angleterre sont à leur tour dans la gêne. Il n'y tient pas, emprunte 200 sequins qu'il s'empresse de leur envoyer. Mais il faut payer cette dette et vivre. Le Pape ne pourrait-il point prendre, auprès du duc de Brunswick, l'initiative d'un emprunt qui serait garanti par toute la famille de la Ferronnays ? L'évêque de Dijon, M. de Mérimville, raconte à Pie VI sa sortie périlleuse de Paris, après les massacres de Septembre où il a failli périr, l'épuisement rapide de ses ressources, la dette qu'il a dû contracter envers les archevêques de Reims, de Toulouse, de l'évêque de Laon, pour subsister à La Haye. Transporté en Angleterre, en 1795, sur une barque de pêcheur, il en a été chassé au bout de neuf mois par la rigueur du climat. Poussé, en 1796, jusque dans la haute Autriche, il reçoit une excellente hospitalité dans le monastère de Kremsmunster, « aussi édifiant par sa régularité que par sa bienfaisance ». Mais les moines ne veulent pas entendre parler de payer sa dette. Et si l'archevêque de Toulouse peut attendre, les deux autres prêteurs, l'archevêque de Reims et l'évêque de Laon, « ont le plus grand besoin d'être remboursés ». Le Pape ne voudrait-il point envoyer 115 louis, somme due par l'évêque de Dijon ?

Les plus grands seigneurs de l'Église de France sont forcés par la misère de tendre la main ¹. Le cardinal de Montmorency, évêque de Metz, reçoit, en 1795, à Paderborn, avec reconnaissance, les 400 écus romains que lui envoie le Pape, « quelque modeste, dit-il, que soit cette somme ». « Vieux et infirme », il croit être « le seul cardinal français réduit par sa cruelle position à implorer

1. Voy., pour les lettres de tous ces évêques, THEINER, *op. cit.*, t. II, 127-136, 177-183, 223-226. — Au sujet de la bonté de M. de la Ferronnays pour ses prêtres passant à Brunswick, cf. JÉRÔME, *op. cit.*, p. 283. Ce prélat mourut à Munich le 15 mai 1799. — L'évêque d'Auxerre, M. de Cicé, s'était retiré à Halberstadt, où il fut rencontré par les prêtres envoyés en quête et où il jouissait de l'estime générale. Ce prélat ayant appris dans sa

les bontés du Saint-Père. » M^{me} Adélaïde écrit elle-même en sa faveur une lettre au Souverain Pontife. L'évêque du Mans, M. de Gonssans, paraît avoir été moins malheureux que le cardinal de Montmorency. Après avoir connu la gêne à Munster, il vit les chanoines de Paderborn lui faire une pension de 1,200 florins, et habita, pendant quatre ans, jusqu'à sa mort, en 1799, un château voisin de la ville, que lui offrit le doyen du chapitre, le baron de Tortmeister. L'évêque de Paderborn, prince d'Hildesheim, donnait à tous les prêtres passant à Paderborn deux couronnes de France et à Hildesheim cinq thalers du pays. Je les reçus, dit l'un d'eux, « en baisant et en bénissant la main qui me les offrait ¹ ».

Loin de la Westphalie, en pleine Autriche, l'évêque de Luçon, M. de Mercy, après bien des pérégrinations, bien des souffrances, bien des appels au pape, dut à son nom, à l'origine lorraine de sa famille, à son neveu, à M. de La Fare, à la princesse de Lorraine, d'être bien accueilli à Vienne, et, privilège apprécié des prélats d'ancien régime, de pouvoir, dit-il, « y faire sa cour à S. M. l'Empereur, à M^{mes} les archiduchesses et à Madame Royale de France ». Oh ! il a quitté sans regret Venise, pays sans ressources et « où l'on périt d'ennui ». Il va être logé dans la riche abbaye de Lilienfeld, en Autriche, où on l'accueille avec son grand vicaire et son valet de chambre. Il en sort pour faire un long voyage avec le cardinal-archevêque de Vienne, qui l'amène dans sa belle terre de Hongrie. Il est heureux ².

C'est un autre son que rendent les lettres du vaillant

retraite les ravages causés par un ouragan dans deux villages de son ancien diocèse, à Gy et à Vallan, s'empresse de réunir 20 louis et d'envoyer aux villageois cette offrande de sa pauvreté. — ANTOINE, *Histoire des émigrés*, p. 828, 2 vol. in-8°, II, p. 346. — JÉRÔME, *op. cit.*, p. 78-79.

1. DERAMECOURT, *Le Clergé du diocèse d'Arras pendant la Révolution*, 1836, 4 vol in-8°, IV, 157. — Dom PIOLIN, *op. cit.*, t. IV, pp. 35, 36.

2. Lettres inédites de M^{re} de Mercy pour l'année 1797.

évêque de Soissons, M. de Bourdeilles, lui qui avait été si ferme à son poste au moment de la persécution. Il avait dû fuir dans les Pays-Bas d'où l'avait chassé l'armée française. Nos soldats envahissent le duché de Clèves, bombardent la ville d'Emmerich où il résidait depuis trois mois. Il écrit d'Osnabrück, en décembre 1794 : « Poussé d'asile en asile, par les fléaux continus d'une guerre barbare, me voici porté bien avant dans les contrées de l'Allemagne, où je me suis trouvé sans amis, sans moyens, sans autre compagnie que mes infirmités ¹. » Quelle mélancolie dans cette plainte ! Se trouver seul, à soixante-quinze ans, au fond de cette Allemagne dont on ne parle point la langue, sans avoir, comme la plupart des prélats exilés, un compagnon de route en qui verser le trop-plein de son âme et de sa douleur, quelle triste récompense ici-bas d'une lutte si glorieuse ! M. de Bourdeilles se demande comment les angoisses que lui causent les malheurs de l'Église et de la France l'ont laissé encore vivant.

M. de Bourdeilles n'était pas inconnu du Pape ; mais plus de notoriété, plus d'éclat, plus de sympathie entouraient le nom de l'évêque de Clermont, M. de Bonal. Ses vertus, la fermeté de son caractère, son rôle à la Constituante, qui lui avaient valu en France et auprès de Louis XVI une si grande autorité morale, lui acquirent aussi à Rome une juste renommée. Aussi, quand l'écho de ses malheurs arriva jusqu'au Souverain Pontife, Pie VI s'empressa de lui témoigner son affection et lui envoya des secours, insistant pour qu'il eût avec lui un domestique. En juillet 1794, M. de Bonal vient d'arriver à

1. THEINER, t. II, 286-288. — La correspondance des évêques nous permet de constater la présence du grand nombre d'entre eux en Allemagne. L'évêque de Gap, M. de la Broue de Vareilles, est à Munich en 1800. M. de Puységur, archevêque de Bourges, est à Brunswick en 1795, 1796, 1797, à Goslar en 1800, un peu après à Oslank. Il passe l'hiver de 1800 à Wolfenbüttel avec M. de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims. JÉRÔME, *op. cit.*, p. 108-110. — BRIMONT, *op. cit.*, 293-347 passim.

La Haye, contraint par les armées françaises d'abandonner Bruxelles et Bréda. Il est forcé de renvoyer au Pape la lettre de change sur Bruxelles qu'il en avait reçue, faute de pouvoir la négocier. Où va-t-il porter ses pas ? « Il pourra très bien se faire, dit-il, que je sois obligé, malgré ma répugnance, de passer en Angleterre ; tout cela tient aux progrès que les Français pourront faire dans la Hollande. » Une année plus tard, en juillet 1795, nous trouvons l'évêque de Clermont à Altona, près de Hambourg.

Il était impossible aux prélats de l'ancienne Église de France de mettre le pied dans une ville étrangère sans y rencontrer quelque grand seigneur, quelque grande dame, poussés, eux aussi, sur les chemins de l'exil. Altona avait attiré, outre l'évêque de Clermont, Anne-Paule de Noailles, marquise de Montagu, et sa tante, M^{me} de Tessé. Pendant que M^{me} de Tessé faisait explorer les environs pour acheter une propriété rurale, M^{me} de Montagu aimait à se rendre dans le petit oratoire domestique élevé par une pieuse famille de Beauvais, en l'absence de toute église catholique à Altona. Elle soutenait le courage de M^{me} de Damas qui nourrissait son troisième enfant au milieu des alarmes que lui causait son mari, le baron de Damas, parti pour l'expédition de Quiberon, d'où il ne devait pas revenir. Elle allait voir, dans le voisinage, à Woudsbech, la présidente Le Rebours, dont le mari était mort sur l'échafaud en juin 1794, un mois avant la duchesse d'Ayen, mère de M^{me} de Montagu. Quelles conversations, quels malheurs ! Entre temps, la noble exilée s'occupait à tricoter des bas de laine pour les émigrés, pour les pauvres. Or, « parmi les pauvres réfugiés d'Altona, un des plus pauvres était M. de Bonal, évêque de Clermont ». Il avait connu à Paris la duchesse d'Ayen et sa fille, M^{me} de La Fayette. Dans la correspondance que le prélat entretenait alors de Paris avec Rome, pour éviter la fatale

rupture de l'Assemblée constituante et du Saint-Siège, la mère recevait les lettres du prélat et les donnait à sa fille qui les faisait parvenir à Rome. Les réponses revenaient par la même voie. M. de Bonal avait en vénération la duchesse d'Ayen, dont la mort tragique rendait le souvenir plus poignant. A Altona, il fit à sa fille, M^{me} de Montagu, un accueil paternel. « La sagesse de son esprit, ses grandes manières, son usage du monde, l'art avec lequel il savait tempérer, sans la perdre ou la faire oublier, sa gravité épiscopale », avaient rapidement conquis même la peu dévote M^{me} de Tessé, grande admiratrice de Voltaire. Dans une visite au prélat, celle-ci fut si frappée du délabrement de sa demeure et de tout ce qui y manquait, qu'elle engagea sa nièce à lui tricoter, aux approches du froid, une couverture de laine. Le travail de la noble ouvrière fut souvent interrompu, tantôt par le départ en France de M. Adrien de Mun, auquel elle voulut remettre de longues lettres, tantôt par une missive de la princesse d'Hénin, écrivant d'Angleterre à M^{me} de Montagu, que sa sœur, M^{me} de La Fayette, allait venir avec ses enfants. Elle arrive en effet. Un coup de canon annonçant qu'un navire entre en rade fait tressaillir celles qui l'attendent avec impatience. M^{me} de La Fayette se jette dans les bras de M^{me} de Montagu qui rompt la première le silence pour lui demander en parlant de leur grand-mère, de leur mère et de leur sœur tuées pendant la Terreur : « Les avez-vous vues ? » Non, elle ne les avait pas vues mourir. Mais quel temps ! Quelle entrevue que celle de ces deux dames portant l'un des plus grands noms de France, naguère heureuses, adulées, enviées dans leur pays, maintenant se racontant, dans un coin obscur de l'Allemagne, le terrible drame où a sombré leur famille après leur fortune ! Pour que rien ne manque à l'ironie des événements et des contrastes, l'une d'elles est devenue, par son mariage, la femme du

grand champion de la Révolution, La Fayette, maintenant vomi par elle, jeté à l'étranger qui l'accueille à son tour et le punit comme un révolutionnaire en le jetant dans la forteresse d'Olmütz. Sa femme arrivait en toute hâte pour le rejoindre et demander son élargissement à l'empereur. En attendant, elle racontait à sa sœur sa détention en France, sa correspondance avec les révolutionnaires, avec Brissot, par exemple, qui avait reçu d'elle une lettre se terminant par ces mots de sublime impertinence : « Je consens à vous devoir ce service », sa fière réponse devant les tribunaux, sa détention dans les prisons de la Terreur, sa délivrance.

On devine qu'en entendant ces récits, la marquise de Montagu avait forcément ralenti son travail d'aiguille pour l'évêque de Clermont. La couverture remise sur le métier était délaissée au moment des grandes émotions, quand, par exemple, M. de Montagu fut sur le point de s'embarquer pour Quiberon, à Hambourg, où il fut arrêté par la nouvelle du désastre. Le chef-d'œuvre enfin terminé, M^{me} de Montagu l'offrit au prélat, en lui disant que ce travail lui avait porté bonheur, et qu'il se rattachait aux plus doux moments de son exil. M. de Bonal reçut le présent avec infiniment de grâce, avouant qu'il avait besoin de la couverture, et promit de s'en servir. « Mais quant à ce dernier point, dit l'historien de sa vie, M^{me} de Montagu n'est pas bien sûre qu'il ait tenu parole. Le bon prélat ne savait rien garder, et il trouvait, parmi ses compatriotes, quelqu'un de plus frileux que lui ¹. »

Cet épisode de l'émigration, choisi entre tant d'autres, nous a paru intéressant à raconter. Cet évêque, l'une des

1. Cf. *Anne-Paule-Dominique de Noailles, marquise de Montagu*, 1890, in-12, p. 149-168. — Il fallut quitter Altona, chassé par la rigueur du climat. Tandis que la famille Montagu s'enfonce plus avant dans l'Allemagne, M. de Bonal revient en Suisse pour se rapprocher de son diocèse et tombe malade. Dans une lettre datée de Fribourg, 16 octobre 1795, il attribue l'altération de sa santé à « une longue et cruelle captivité en Hollande » où il fut fait prisonnier par l'armée française. Les événements devaient

plus pures gloires de l'épiscopat, jeté par les événements, par le flot envahisseur des armées françaises, dans un coin de l'Allemagne; ces grandes dames qu'il a connues à Paris, le retrouvant là après des événements qui ont fauché leur famille; l'une d'elles, berçant sa douleur en tricotant pour le vieux pontife exilé et dénué, interrompant son travail pour entendre les récits poignants de sa sœur, M^{me} de La Fayette, le prélat recevant avec reconnaissance de ces mains patriciennes une couverture qu'il donna peut-être à plus pauvre et plus frileux que lui, voilà le tableau que nous présenta la petite ville d'Altona en 1795.

conduire à nouveau M. de Bonal en Allemagne. Il mourut à Munich le 3 septembre 1800. Son métropolitain, l'archevêque de Bourges, apprenant sa fin prochaine, écrivait : « Mes yeux se baignent de larmes quand je pense à la perte dont nous sommes menacés. » Il sentait qu'en M. de Bonal allait s'éteindre l'un des prélats les plus considérables et les plus respectés de l'Eglise de France. — THEINER, *op. cit.*, 106-122. — M. de Puysegur, par le vicomte de BRIMONT, 1897, in-8°, p. 344-345.

CHAPITRE IV

Le clergé réfugié en Espagne

I. Comment et de quels pays les exilés affluent de tous côtés en Espagne par terre et par mer. — Réceptions triomphales, harangues. — Les plus grandes familles honorées de les recevoir. — Le roi bon, mais timide. — A la différence de l'Angleterre, c'est le peuple qui, en Espagne, est particulièrement enthousiaste. — II. Bien reçus par le clergé, mais quelques jalousies chez les prêtres espagnols très ignorants. — Attaqués par un évêque comme mondains. — Suspects de gallicanisme et de jansénisme. — Tout ministère paroissial interdit à nos prêtres. — III. Réception dans les monastères. — Nos prêtres soumis à la règle très dure et punis s'ils y manquent. — Les évêques retirés à Montserrat. — Curieuse existence de l'évêque de Tarbes dans son ermitage. — La pitance de Boyer d'Anti dans un couvent. — IV. Très bien reçus par les évêques. — Prodiges de charité de l'évêque d'Orense. — Misère, métiers divers pour vivre. — L'exclusion de tout ministère plus cruelle encore que la misère. — Malgré tout, hospitalité mémorable en Espagne. — La réception en Portugal.

I

L'Espagne, si voisine de la France, devait attirer plus encore que l'Allemagne les malheureux proscrits à la recherche d'un refuge. C'était une nation essentiellement catholique ; prêtres et évêques, en débarquant sur cette terre hospitalière, étaient sûrs d'y retrouver leur Dieu et les cérémonies de leur culte.

Nous les voyons, en effet, quand furent portés les décrets de déportation, et, une seconde fois, après le coup d'État de Fructidor, se diriger en masse vers ce pays. Ils n'arrivaient point seulement des départements limitrophes. Les provinces plus éloignées, comme l'Albigeois, le Quercy, la Guyenne, le Périgord, le Rouergue, le Gévaudan, le

Velay, l'Auvergne, le Limousin, le Poitou, envoient des légions de fugitifs. Il n'est pas jusqu'à la Vendée, la Bretagne, qui ne fournissent un contingent important à cette émigration ecclésiastique. La voie la plus naturelle était le passage des Pyrénées. Il se fait à travers ses gorges, ses routes, ses sentiers, une infiltration incessante. En une seule nuit, on voit passer treize voitures remplies de prêtres déportés dans les montagnes de l'Ariège. D'autres arrivent par mer. Partis de Brest, de Saint-Nazaire, de Paimbœuf, des Sables-d'Olonne, de Bordeaux, d'Agde, etc., ils débarquent sur les rivages de la Péninsule. Les documents sur l'émigration espagnole ne sont point assez précis pour établir le nombre des réfugiés. Il fut très considérable. L'archevêque d'Auch évaluait à plus de 3,000 les prêtres accueillis dans les seules provinces de Catalogne, d'Aragon et de Valence. Deux archevêques et treize évêques français passèrent et résidèrent plus ou moins longtemps en Espagne ¹.

La réception fut triomphale. Cette catholique et généreuse nation vit en eux des prêtres, des malheureux. C'était assez pour émouvoir son cœur et sa foi. Les relations des témoins oculaires nous disent l'empressement admirable du peuple auprès des réfugiés. C'est à qui se portera à leur rencontre, à qui les recevra dans sa maison. Les

1. Les deux archevêques étaient M. de La Tour du Pin Montauban, archevêque d'Auch, et M. de Fontanges, archevêque de Toulouse. Les évêques étaient : MM. de Noé, évêque de Luçon ; de La Neufville, évêque de Dax ; de Cahuzac de Caux, évêque d'Aire ; de Montaignac, évêque de Tarbes ; de Villevieille, évêque de Bayonne ; de Royère, évêque de Castres ; de Castellane, évêque de Lavaur ; de Chanterac, évêque d'Alet ; d'Osmond, évêque de Comminges ; de Lastic, évêque de Rieux ; de Coucy, évêque de la Rochelle ; de Thémînes, évêque de Blois ; de Bruyère-Chalabre, évêque de Saint-Omer. Signalons sur l'émigration du clergé français en Espagne l'étude du P. Delbrel, dans les *Etudes religieuses* de septembre, octobre et novembre 1891, et les ouvrages de M. Geoffroy de Grandmaison : *L'Ambassade française en Espagne pendant la Révolution* ; *Un curé d'autrefois, l'abbé de Talhouët*. L'Allemand Fischer dit avoir compté en Espagne, en 1797 et 1798, 22,000 ecclésiastiques, chiffre évidemment exagéré. On signale 500 prêtres dans la ville de Bilbao, en septembre 1792. L'évêque de Luçon écrit en mars 1795 : « Presque tout mon clergé est en Espagne. » THEINER, II, pp. 253, 263.

femmes du plus haut rang leur prodiguent les soins les plus humbles. « Il me semble, s'écrie l'une d'elles, que je sers les apôtres. » Lorsque, après leur séjour, les convives ainsi choyés parlent d'acquitter leur dette, on leur répond avec une vivacité tout espagnole : *Injuria, señor, injuria, pro amore Dei*. « Vous nous faites injure, Monsieur, vous nous faites injure ; c'est pour l'amour de Dieu ¹. »

Les démonstrations envers les évêques étaient particulièrement imposantes. Lorsque l'archevêque d'Auch a passé la frontière avec les évêques de Lavaur et de Tarbes, leur voyage du val d'Aran à Montserrat s'opère au milieu du concours et de l'acclamation des populations. « Les honneurs qu'on nous rendait, dit l'un d'eux, dans les villes et villages où nous passions, donnaient à notre marche un air de triomphe, et vous n'auriez pas cru que nous n'étions que des fugitifs. Le bruit de nos malheurs, répandu dans la Catalogne, attirait sur notre passage un peuple nombreux, qui venait même des endroits éloignés de notre route ; il nous suivait en poussant des cris de joie, en demandant notre bénédiction, et en nous offrant des vœux pour la fin des maux de l'Église et pour notre prompt retour dans notre patrie. Partout nous étions annoncés par le bruit des cloches et de la mousqueterie. Les *alcades* ou maires, les corps séculiers et réguliers, venaient nous haranguer. » Les récits des exilés, en nous rapportant mille traits touchants d'une charité naïve, ingénieuse, font revivre à nos yeux le souvenir d'une hospitalité qui ne fut nulle part plus populaire et plus généreuse. Les grandes familles ne veulent pas rester en arrière. Un humble prêtre, petit vicaire de village, est recueilli dans une des maisons les plus aristocratiques de Madrid, y occupe l'appartement le plus luxueux, « la chambre de la reine », et trouve tous les

¹. Relation d'un prêtre déporté du diocèse d'Angers. (*Revue de l'Anjou et du Maine*, 1853-1854, p. 568.)

jours un écu sous son couvert. A Majorque, le marquis de Campo-Franco met une de ses propriétés, El Rafal, à la disposition de M. de Fontanges, archevêque de Toulouse. Après son départ, l'ornement qu'il portait à l'autel est précieusement conservé et une inscription rappelle qu'il a servi à un prélat exilé pour sa foi ¹.

Charles IV marchait de cœur avec la nation dans ces témoignages de compassion pour des malheureux. Mais il était trop insignifiant pour faire triompher ses sentiments. On le vit, d'un côté, distribuer, de 1792 à 1800, plus de 250,000 livres au clergé exilé ; de l'autre, signer les ordonnances les plus déplorables. Celle du 2 novembre 1792 confinait les prêtres étrangers dans l'intérieur des terres, à vingt lieues de la frontière, leur interdisait le séjour de la capitale et des grandes villes, les internait dans les monastères où ils devaient mener la vie commune. La guerre qui, en 1793, éclate avec la France, rend très difficile l'accès de l'Espagne ; et quand la paix est signée en juillet 1795, le désir de vivre en bonne intelligence avec la République arraché au gouvernement de nombreuses expulsions et déportations de prêtres réfugiés.

En Espagne, c'est le peuple qui se lève pour faire aux prêtres émigrés une réception digne de leurs vertus et de leur infortune. En Angleterre, nous avons surtout admiré la conduite des pouvoirs publics et des classes dirigeantes, qui se montrèrent admirables envers des proscrits, alors que des préventions et des haines fermentaient encore dans le fond de la nation. En Espagne, c'est le peuple qui acclame, qui assiste en leur personne les représentants de Dieu, persécutés pour leur foi, tandis que le gou-

1. Citons ce trait de la sympathie des Espagnols. Deux prêtres n'ayant pas de parapluie, et pour cause, longent une maison par une grande averse. Une servante arrive en toute hâte et les force à accepter, « de la part de ses maîtres », comme cadeau, une paire de parapluies qui les préservera de l'ondée. (P. DELBREL, *loc. cit.*)

vernement trahira trop souvent les devoirs de l'hospitalité.

II

Le clergé français devait naturellement s'attendre à recevoir bon accueil du clergé espagnol. Son espérance ne fut pas trompée. Il faut néanmoins convenir que, plus d'une fois, des préventions, des jalousies vinrent contenir l'élan de sa générosité et, en quelque sorte, gâter l'accueil qu'il faisait à ses malheureux confrères. Dans le diocèse de Tolède, les largesses du cardinal-archevêque Lorenzana indisposent plusieurs de ses prêtres, qui regardent comme enlevé à eux-mêmes ce qui est donné à autrui. On profite de la chute de Robespierre pour pousser le prélat à les renvoyer dans leur pays. On ne craint pas de calomnier nos compatriotes; on leur reproche, en particulier, d'avoir lâchement abandonné leur troupeau. Dans les Universités, on voit soutenir des thèses sur le devoir de la résidence imposé aux pasteurs. Ces griefs trouvent créance auprès de deux prélats, l'évêque de Girone et l'évêque de Santander. Ce dernier, don Rafael Menendez, qui avait, en 1792, fait bon accueil aux émigrés, lance en 1794 un mandement sévère pour le clergé français qu'il accuse, dit-il, de s'être livré aux pompes de la vanité et du luxe avant 1789, qu'il incrimine d'avoir amené la Révolution ¹. Il y avait beaucoup d'ignorance dans les préventions du

1. « En France, dit l'évêque de Santander, clercs, prêtres, curés, religieux, évêques, se peignaient, se frisaient, se pommadaient, se poudraient, comme les enfants du siècle les plus imbus de l'esprit de siècle »; et au moment de leur expulsion, « ils se présentèrent en Espagne soigneusement peignés et comme en tenue de gala ». Le prélat conclut par cette apostrophe son long dithyrambe : « O scandale! ô éternel opprobre du clergé français! opprobre qui ne peut se laver qu'avec des larmes bien brûlantes, d'autant qu'il est impossible que l'eau froide suffise pour faire disparaître toute cette pommade. » *El Reyno de Dios... Exhortacion que el obispo de Santander, etc., 1794.*

clergé espagnol contre le clergé français. Il ne connaissait guère l'histoire de notre pays. Des émigrés rencontrent en Aragon une population qui, en 1792, n'avait pas entendu parler des événements de France.

Ces attaques blessèrent l'épiscopat français. « Elle est bien extraordinaire, écrit de Suisse l'évêque de Luçon, cette conduite de certains évêques espagnols à notre égard; et quand je compare le sort que nos frères éprouvent en Angleterre avec celui qu'ils éprouvent dans le royaume catholique, je ne reviens pas de mon étonnement, et je regrette bien que mes amis n'aient pas préféré d'aller en Angleterre où tous les persécutés sont recueillis et secourus avec une générosité qui doit couvrir de confusion les pays catholiques ¹. »

Tandis que l'évêque de Luçon commente avec cette émotion des attaques dont, à distance, il s'exagère la gravité, l'archevêque d'Auch s'occupe de les réfuter dans un mémoire qu'il comptait envoyer à Rome. L'abbé Larroque, plus tard vicaire général de Toulouse, publia son *Apologeticus ad Hispanos*, et un grand vicaire de Saintes rédigea un traité ² sur le même sujet.

Il était aisé de justifier la conduite du clergé français, de prouver qu'il n'avait quitté son poste que pour fuir la persécution et la mort; mais d'autres préventions étaient plus difficiles à vaincre. Le gallicanisme n'avait pas cours au-delà des Pyrénées, il leur fut reproché. En traitant nos prêtres de gallicans, on oubliait qu'ils avaient tout sacrifié à l'unité avec le Saint-Siège. On les tenait aussi pour jansénistes, plusieurs, comme l'écrivait à l'un d'eux M. Émery, ayant gardé « de leur première éducation un souvenir de jansénisme, des préjugés rigoristes ³ ». Aussi

1. Lettre inédite de M. de Mercy, Soleure, 16 février 1793.

2. Ce traité de l'abbé Taillet est publié dans les *Martyrs de la foi pendant la Révolution*, par l'abbé GUILLON. — 1821, t. I, p. 509; t. II, pp. 492, 552, etc.

3. *Archives de Saint-Sulpice*, lettres de M. Emery à M. Babal, à Orense.

un évêque espagnol répondait-il à une demande de pouvoirs de confesser, faite par des émigrés : « Non, vous vous aviseriez de refuser ou de différer l'absolution et vous recevriez quelque coup de couteau. » N'était-ce pas un peu par jansénisme, un peu par dédain des coutumes étrangères, que les nombreux prêtres du Périgord et de l'Agenais, réfugiés à Saragosse, assistant pour la première fois, en 1793, à la solennelle procession en l'honneur de la Vierge *del Pilar*, si vénérée des Aragonais, prirent scandale de voir clergé et fidèles faire la génuflexion en défilant devant la statue ? En passant à leur tour, ils se contentèrent de s'incliner, voulant éviter tout ce qui pouvait ressembler à l'idolâtrie. Étonnement et bientôt huées et menaces des Espagnols si ardents dans leur foi. Pour les calmer, il fallut prétexter l'ignorance des étrangers sur les usages nationaux. Mais leur réserve vint refroidir la compassion envers les proscrits. Parmi les motifs de défiance, il y en avait un bien étrange. On paraît craindre que des prêtres exilés ne partagent et ne viennent répandre quelques-unes de ces idées françaises, *ideas francesas*, que la Péninsule avait en horreur et qui mettaient le feu aux quatre coins du monde.

C'en était assez pour faire approuver par l'Église espagnole l'ordonnance royale du 2 novembre 1792, qui interdisait aux prêtres français le ministère de la prédication, de la confession et l'enseignement public ou privé ¹. On

1. L'article 10 de l'ordonnance portait : « Il ne leur sera donné de pouvoirs que pour entendre les confessions les uns des autres, nullement pour confesser les fidèles ; on leur refusera absolument la permission de prêcher ; on pourra les autoriser à célébrer le saint sacrifice de la messe, mais non à exercer aucune autre des fonctions ecclésiastiques. » — Art. 11 : « Ils ne devront s'adonner à aucune sorte d'enseignement, ni public, ni privé. » — En fait, il y eut de nombreuses exceptions à cet exclusivisme déjà si rigoureux. Dans les diocèses de Tolède, d'Orense, des prêtres français eurent une certaine participation au ministère public. Il y eut parmi eux quelques prédicateurs en renom. Les établissements publics d'instruction ne leur furent ouverts que difficilement et avec permission expresse ; mais un grand nombre donnèrent des leçons et prirent des préceptorats. (DELBREL, *loc. cit.*)

sait que la République, lorsque les relations avec le gouvernement espagnol devinrent plus amicales, encouragea puissamment, par haine des émigrés, tout ce qui pouvait leur nuire.

III

L'attitude des religieux à l'égard du clergé français, tout en restant ordinairement correcte et même généreuse, ne fut pas toujours sans reproche. L'ordonnance royale de 1792 prescrivait aux exilés, comme résidence obligatoire, les couvents et les monastères. C'était pour eux une bien rude épreuve. Il fallait d'abord se faire agréer, et bien des maisons « font toutes sortes de difficultés pour les recevoir ». Quand on est entré, plusieurs hôtes se trouvent parfois entassés dans un étroit espace, si l'édifice est petit. Quand il est grand, lorsqu'on a la chance de trouver refuge dans une abbaye, les néo-religieux se voient sans préparation, sans vocation, astreints tout à coup à la règle de la communauté. Les moines espagnols, avec leur nature ardente, leur foi naïve et impérieuse, ne comprennent guère les atermoiements et les accommodements avec la règle. Tel docteur en Sorbonne a l'obligation de balayer le réfectoire. Il est formellement défendu de sortir sans permission. Dans certaines provinces, l'évêque, l'abbé, font un devoir aux prêtres d'assister à tous les offices, de chanter les messes, d'obéir aux supérieurs. Un manquement est même parfois puni de « la relégation dans de pauvres couvents perdus au sommet de *sierras* à peine habitables ¹ ».

Quand plusieurs réfugiés sont réunis sous le même toit, ils trouvent dans leur intimité, dans le rapproche-

1. Notice sur M. Besse.

ment d'une même race, d'une même langue, d'une même infortune, un soulagement à leur malheur. Qu'on se représente l'isolement, la tristesse de ceux qui sont condamnés à vivre seuls, dans de petits couvents, au milieu de religieux que leur nationalité, leur langue, leurs goûts et leurs habitudes leur rendent étrangers; on comprend qu'ils aient regretté leurs presbytères. Gardons-nous cependant de rien exagérer. Si l'hospitalité des monastères imposa parfois aux émigrés des souffrances dont l'écho a été recueilli dans les documents contemporains, il faut reconnaître que les religieux, tout en montrant assez souvent des défiances, de véritables exigences à l'égard du clergé français, pratiquèrent en général les devoirs de la charité.

Nous pourrions suivre nos exilés dans les principaux couvents qui leur servaient de refuge. Le plus important était l'abbaye de Montserrat, construction immense, perchée sur une haute montagne, à dix lieues de Barcelone, peuplé par cent quarante religieux bénédictins remplis de ferveur, couronné par treize ermitages situés aux plus hauts rochers et habités eux-mêmes par des saints. L'évêque de Tarbes nous a redit ¹ la marche triomphale des prélats français à travers les populations religieuses de la Catalogne. La caravane, montée sur trente mulets, ne manquait pas de pittoresque en gravissant les sentiers abrupts de Montserrat. Les proscrits reçurent un accueil empressé dans l'abbaye, et furent logés dans un quartier séparé où ils pouvaient, dit le prélat, faire leur « petit ménage ». Petit, en effet, était le ménage et pour cause. Cet évêque écrivait quelque temps après à un

1. La relation de l'évêque de Tarbes fut publiée par le journal de Feller et par l'abbé d'Auribeau dans ses *Mémoires*, et tout récemment par l'abbé Duffau. Les évêques avaient avec eux plusieurs prêtres français. Nous trouvons, entre autres, à Montserrat, Saussol, grand vicaire de l'évêque de Lavaur, plus tard évêque de Séez; Séguin des Hons, chanoine de Saint-Pons, vicaire général d'Agen, plus tard évêque de Troyes.

autre émigré : « Vous êtes bien heureux de ne dépenser que douze ou treize sous pour votre nourriture ; la nôtre, qui consiste dans un mauvais bouilli fait avec du mauvais mouton, sans autre chose, et le soir, des herbes et une omelette, nous coûte au moins vingt sous. » Vingt sous par jour était une charge trop lourde pour les finances de ce grand seigneur qui avait vécu dans l'opulence avant la Révolution.

L'évêque de Tarbes a raconté lui-même son dénuement. « Je jouissais, en France, dit-il, de 100,000 livres de rente ; mais les révolutionnaires s'étaient emparés de mes biens, je ne pus donc emporter avec moi qu'une somme très médiocre. Deux ans s'étaient à peine écoulés que je la vis, à peu de chose près, disparaître entièrement. » Que faire ? La résolution du prélat est bientôt prise et elle est courageuse. Puisque la dépense de 20 sous par jour à l'abbaye de Montserrat lui est onéreuse, il trouvera moyen de la réduire en allant vivre dans un des nombreux ermitages de la montagne. Par délicatesse il cache son projet à ses deux compagnons d'infortune, l'archevêque d'Auch et l'évêque de Lavaur, qui auraient voulu le retenir en partageant avec leur collègue les ressources de leur propre pauprisme ; il allège encore sa bourse en réglant le compte de son domestique, le fidèle Valmont, qui sanglote en perdant un tel maître. Tous les amis de Montserrat redoublent d'instance pour retenir l'évêque de Tarbes. Rien ne peut vaincre sa résolution. Il part pour l'ermitage de Saint-Onuphre, lequel semble adossé à un bloc énorme qui lui sert de toit. On dirait une cage suspendue au rocher. Quelques lopins de terre, émaillés de pâles fleurs cultivées par l'ermite dont l'évêque de Lavaur va partager l'hospitalité, « deux eitrernes ouvertes dans le roc, remplies d'une eau fraîche et limpide, précèdent l'habitation, qui est petite, très étroite, mais assez longue ». La chambre occupée par

M. de Montaignac a, dit-il, « trois pas de long sur deux de large. La place du lit occupe l'excavation pratiquée dans le flanc du rocher. Il faut quelque précaution pour se mettre sur son séant sans se frapper la tête. D'ailleurs, cette alcôve n'est jamais humide. Elle est chaude en hiver et froide en été. » L'évêque de Tarbes passa neuf mois dans cette sévère et profonde retraite, livré tout le long du jour à ses réflexions solitaires, pensant à la vicissitude des choses humaines, faisant sur le passé un retour mélancolique, retrem pant son âme dans le silence pour se rapprocher encore de Dieu et élever son courage à la hauteur de toutes les épreuves. « Je n'avais que trop aimé le grand monde », écrivait-il ; il ne voyait plus personne. La séquestration volontaire durait toujours. Une somme d'argent envoyée par son frère, le marquis de Montaignac, ainsi que par la comtesse d'Artois, vint tirer le prélat de sa détresse et de son ermitage.

D'autres récits nous font pénétrer dans l'intérieur des monastères de la Péninsule où nos prêtres exilés avaient trouvé refuge. L'abbé Boyer d'Anti, vicaire général d'Albi et de Carcassonne, s'était retiré, avec un chanoine de Perpignan, au couvent de Villadoroma, élevé sur le bord d'un précipice où s'était déjà engloutie une partie des bâtiments. L'abbé Boyer est heureux de constater à son arrivée que le prieur était « petit, gros et gras », parce que, dit-il, « l'embonpoint est l'enseigne de la bonhomie ». Il demande un logement au midi, parce que « les rayons bienfaisants du soleil étaient le seul bien qui lui restât dans la nature », et offre aux moines son amitié, ajoutant qu'il comptait sur la leur et qu'il voulait vivre avec eux comme un frère. La pension journalière est fixée à 17 sols pour la nourriture, la lumière et le logement. La modicité du prix effraya, non sans raison, les hôtes. Le souper se composa d'une salade et de « deux onces et demie de brebis ». L'honneur fait aux deux

émigrés d'être placés à droite et à gauche du prier, dans cette réunion de vingt moines, les flatta peut-être, mais ne pouvait rendre le dîner meilleur. Il est vrai que, ce jour-là, c'était le tour du Frère tailleur de faire la cuisine. Le voisin de M. d'Anti lui dit tout bas, enfreignant légèrement la règle du silence, qu'ils seraient dédommagés le lendemain et le surlendemain par les talents du Frère maréchal et du Frère maçon. Assurance trompeuse : Boyer d'Anti, qui faisait bonne contenance en face des ragoûts espagnols, « des pruneaux, des pignons », du raisin sec mêlé à la viande, ne put prendre goût au « riz à l'eau de morue et aux harengs préparés au miel ». Un moine vénérable, qui avait deviné l'épreuve culinaire des deux Français, s'avisa de préparer dans sa chambre quelques mets qu'il leur apportait cachés dans sa grande manche, et qu'il mettait dans leur assiette en leur assurant tout bas « que la manche et la main étaient d'une égale propreté ». Boyer d'Anti n'en paraissait point très convaincu. A la vue de la maigre pitance qui leur était servie, il reportait sa pensée vers « ces splendides repas dont je prenais, dit-il, ma bonne part, aux États du Languedoc, ou chez nos grands seigneurs de France, ou même ceux que me préparait une cuisinière attentive ». Il s'empressait d'ajouter pour son honneur que ces souvenirs, loin de l'attrister, élevaient son âme, et qu'il se voyait avec une sorte d'orgueil « supérieur à tous les caprices de la fortune ¹ ».

IV

Les évêques espagnols, à l'exception d'un ou deux, tinrent à honneur de surpasser les moines, les simples

1. Les lettres de M. Boyer d'Anti ont été publiées par la *Semaine religieuse* d'Albi, 1892.

prêtres, par l'ardeur de leur charité plus encore que par l'éminence de leur dignité. Un contemporain, l'abbé Barriel, entonne en leur honneur un hymne de reconnaissance. L'archevêque de Valence, Fabian y Fuero, soutient sept cents proscrits, dont deux cents sont nourris dans son palais. A ceux qui lui font des remontrances, il répond : *Oportet episcopum esse hospitem*. « Si ma maison est pleine, ajoute-t-il, mon cœur ne l'est pas. » L'évêque de Pampelune s'épuise ; ceux de Siguenza, d'Osma, de Cordoue, rivalisent de générosité. L'archevêque de Tolède, le cardinal Lorenzana, appelle dans son diocèse plus de quatre cents ecclésiastiques, dont la plupart habitent sa demeure d'Alcala. Malgré ce dévouement, ce n'est pas au métropolitain d'Espagne, c'est au titulaire d'un petit et pauvre diocèse perdu parmi les populations indigentes de la Galice, c'est à Pierre de Quevedo, évêque d'Orense, que revient la palme dans cet admirable combat de la charité. Son rôle eut un tel éclat, son âme s'éleva à une telle hauteur que les prélats français, le Pape, Louis XVIII, par un concert unanime, célébrèrent son grand cœur. Son nom mérite d'être conservé à jamais dans les annales de l'Église gallicane. Recueillant tous ceux qui se présentaient, proclamant bien haut que toutes les portes de son diocèse étaient ouvertes, remplissant son palais de Français au point de leur céder ses appartements et de se réduire à une cellule, envoyant les convalescents dans sa maison de campagne de Santa Marina, louant d'autres habitations en ville, il arriva à loger, à traiter comme ses hôtes des centaines d'exilés. Il fait plus que leur donner le pain matériel, il leur prodigue des témoignages d'affection et de respect qui raniment l'âme et réchauffent le cœur. Il célèbre leur courage. « Il n'est en Europe, s'écrie-t-il, aucune des Églises du Christ, il n'est aucun endroit dans l'univers, où ne soit arrivé le bruit des travaux, des tribulations, des souffrances, des

luttés à mort, qui viennent d'illustrer les évêques, les prêtres, et tous les membres du clergé de France... Nous prenons donc sous notre protection, nous vénérons tous ces confesseurs qui, après tant de siècles écoulés, nous montrent, non une légère esquisse, mais une parfaite et vivante reproduction de la ferveur du christianisme primitif..., qui ont combattu pour les droits de Dieu et de l'Eglise, qui, sommés de se souiller par un serment sacrilège et de trahir la cause de Dieu, ont mieux aimé laisser leurs richesses, leur patrie, les honneurs du monde, et même sacrifier leur vie. Prêtres français qui êtes restés fidèles à Dieu, qui avez bien mérité de l'Eglise universelle, vous êtes aujourd'hui l'ornement de l'Espagne; son clergé estime que votre compagnie le grandit et l'illustre; ses évêques vous reçoivent et vous traitent, non en hôtes et en étrangers, mais en concitoyens des saints, en serviteurs et en enfants de la maison de Dieu, en ministres fidèles, en frères et en fils bien-aimés ¹. »

Malgré l'admirable charité des Espagnols, charité que l'évêque d'Orense poussa jusqu'à l'héroïsme, malgré les vives sympathies du peuple et l'hospitalité reçue dans les monastères, la vie en Espagne de beaucoup de prêtres fut une longue lutte contre la misère. Ils avaient été fouillés, détroussés au départ, sous prétexte qu'ils emportaient l'argent de France. Sur ces milliers d'exilés poussés ainsi hors des frontières, après avoir été dépouillés de tout, combien seront dans le dénuement le plus complet ! L'archiprêtre de Bazas est aperçu, un jour, agenouillé derrière un pilier de la cathédrale de Tolède, pleurant, souffrant de faim. Une âme charitable vient à son secours ².

1. THEINER, t. II, 1; *Mémoires d'Auribeau*; BARRUEL, t. II, p. 201; P. DELBREL, *loc. cit.* — Voy., dans la Notice sur le dernier évêque de Dax, par CIROT DE LA VILLE, p. 131-138, les touchantes lettres échangées entre M. de La Neufville et Pierre de Quevodo, évêque d'Orense.

2. M. l'abbé LAPRIE, *Oraisons funèbres*, t. II, p. 414-415. — L'évêque de la Rochelle écrit en 1792 : « J'en connais actuellement plus de cent de mon

En Espagne, comme ailleurs, les métiers donnèrent souvent des moyens d'existence à nos malheureux compatriotes. Tandis que quelques-uns ont l'avantage de réussir dans les carrières libérales comme la médecine, le professorat, tandis que l'abbé Mouilleron se fait initier aux secrets de la fabrication espagnole du chocolat, et va ensuite exercer son industrie à Londres avec assez de succès pour que la rue où il a fondé son établissement prenne le nom de *rue du Chocolat-Mouilleron*, d'autres, pressés par le besoin, se livrent hardiment au travail des mains. « L'abbé Martin, d'Agen, taille dans le bois, avec la dextérité d'un berger des Alpes, et vend aux ménagères de Saragosse des ustensiles de table et des objets de toilette. Il y a des passementiers, comme l'abbé Baudoin; des couteliers et des rémouleurs, comme l'abbé Trémoulet, du diocèse d'Auch; des vanniers, comme l'abbé de Belloc, qui sera vicaire général du même diocèse. Il en est qui, poussés par la faim, vont plus loin, tombent plus bas, et, au coin des rues, cirent les souliers des passants ¹. »

Nombre de prêtres souffrirent donc de la misère, d'une misère poignante. Mais on peut dire que ce qui les éprouva à peu près tous plus cruellement encore, eux qui auraient aimé à continuer leur apostolat sur une terre étrangère, ce fut l'interdiction de toute fonction ecclésiastique, de tout enseignement. C'était, en décrétant le désœuvrement, aggraver singulièrement l'amertume de l'exil. Malgré ces ennuis, malgré les souffrances physiques et morales que nous devons, comme historien, faire connaître, le souvenir de l'hospitalité reçue en Espagne resta gravé par la reconnaissance en traits ineffaçables dans le cœur de nos prêtres depuis leur retour en France jusqu'à leur mort.

Le Portugal était trop loin pour attirer beaucoup d'exi-

diocèse et autant de celui de Luçon, qui sont arrivés sans habits, sans linge, et sans aucune ressource. » THEINER, II, 253.

1. DELBREL, *loc. cit.*

lés. Cependant quelques-uns y vinrent d'Espagne. L'archevêque de Braga, Cayetano Brandão, fut leur providence ¹. Il déclara vouloir suivre l'évêque d'Orense tout en désespérant, disait-il, de pouvoir l'égaliser. Plusieurs prélats français, tels que l'évêque de la Rochelle, l'évêque de Blois, l'évêque de Luçon, séjournèrent dans ce pays. L'évêque de Castres, M. de Royère, devait y mourir en 1802.

1. Le *Corregedor* de Braga se montra moins accueillant. Des prêtres furent impitoyablement renvoyés dès leur arrivée à Braga, faute d'une signature dans leurs passeports. « C'est pitié de voir pleurer ces pauvres prêtres dont quelques-uns servent l'Eglise depuis plus de vingt ans. » *Memorias para a historia da vida do arcebispo de Braga*, Lisboa, 1818, p. 122.

CHAPITRE V

Le clergé réfugié en Italie

I. Étapes de l'invasion de nos exilés en Italie. — Comment, chassés d'ailleurs, ils refluent dans les États pontificaux qui reçoivent 5,000 prêtres. — Organisation par régions. — Règlements assez stricts. — Comment on essaie de guérir nos prêtres du gallicanisme. — II. Grande misère à secourir. — En quel pauvre équipage tel évêque débouche des Alpes. — Rencontre du duc de La Rochefoucauld et de M^{re} d'Aviau en piteux costume. — Celui-ci chassé d'une procession à cause de sa mise. — Les prélats du plus grand nom voient s'épuiser leurs ressources. — Que faire ? — Le *mendicare erubesco* de l'évêque de Lavaur. — Il faudra pourtant mendier auprès du Pape. — Succession de requêtes. — Péripéties de l'évêque de Tarbes. — Les embarras d'un Clermont-Tonnerre. — L'appel des vieillards particulièrement déchirant. — III. Tous voudraient aller à Rome. — Le cardinal de Bernis y tient jusqu'à sa mort l'auberge de France. — Son étoile pâlit devant le cardinal Maury. — Difficultés pour les émigrés d'être reçus à Rome. — Comment s'en plaint M. de Cicé, archevêque de Bordeaux, mis en quarantaine par ses collègues. — Difficultés plus grandes encore pour les simples prêtres. — IV. Résistance des intermédiaires aux intentions bienveillantes de Pie VI. — Difficultés opposées par les couvents et monastères. — L'évêque de Luçon joué par les religieux de Saint-Vital. — Nos exilés mieux reçus dans les États pontificaux que dans le reste de l'Italie. — Admirable rôle joué par Pie VI.

I

Une contrée s'offrait tout naturellement à la pensée du clergé expulsé, c'était l'Italie. N'était-elle point aux portes de la France, n'était-elle point catholique ? Ne renfermait-elle point, en particulier, les États du Pape chargé, comme prince des pasteurs, de venir au secours des malheureux proscrits ? Les exilés s'étaient d'abord portés en Savoie et dans le comté de Nice. Avant l'entrée de l'armée française dans cette ville, ils n'étaient pas

encore nombreux en Italie. On comptait à peine deux cents ecclésiastiques dans Rome et les États pontificaux. L'invasion du comté de Nice par nos soldats précipite l'émigration dès le mois d'octobre 1792. En août 1793, un rapport officiel constate que dans quelques mois le nombre des prêtres étrangers s'est élevé de deux cents à deux mille. Ils allaient affluer encore. Le 6 février 1794, le grand-duc de Toscane prescrit à tous les Français sans exception, qui n'étaient pas dans ses États avant le 15 février 1793, d'en partir dans l'espace d'un mois. Dans le courant de la même année, les armées françaises avancent dans le Piémont, et Sa Majesté Sarde ordonne à nos compatriotes de quitter son royaume. Dans quel désespoir de telles expulsions jettent les malheureux émigrés ! Le flot chassé de Piémont, de Toscane, devait forcément se porter vers les États du Pape. En novembre 1794, on y constate la présence de 5,000 prêtres². Le gouvernement de Pie VI, un peu effrayé de cette invasion toujours croissante, sentant d'ailleurs la nécessité d'apporter de l'ordre dans la distribution des secours et des émigrés eux-mêmes, partagea l'État pontifical en cinq grands centres de charité qui furent Rome, Viterbe, Pérouse, Bologne et Ferrare. Autour de ces chefs-lieux venaient se grouper les autres villes, même épiscopales, avec leurs districts. Les prêtres réfugiés étaient soumis à un règlement. Ils ne pouvaient quitter sans permission le lieu de leur résidence. Il leur était interdit d'aller à Rome sans un passeport signé du secrétaire d'État. La Ville

1. L'un d'eux, ne sachant où se diriger, raconte ainsi son exode : « Nous comptons, dit-il, nous transporter dans la Suisse... Cet asile même nous a été refusé. Le séjour des autres États nous est également interdit ; le Français est repoussé partout avec horreur, les innocents portent la peine due aux coupables. Nous nous sommes donc arrêtés à Arona, sur le lac Majeur, quoique encore dans les États de Sa Majesté Sarde. Nous vivons inconnus dans un village où l'on nous a laissés jusqu'à présent. » THEINER, II, p. 455-457, 8 juillet 1794.

2. Rapport fait au Pape par M^{re} Caleppi. THEINER, t. II, préface, p. xx-xxii.

éternelle se trouvait ainsi défendue contre un encombrement excessif. Les ecclésiastiques devaient prêter serment d'obéissance aux bulles portées par le Pape contre le jansénisme. On leur mettait aussi entre les mains les mandements des évêques français les plus favorables à la papauté, les opuscules relatant les bontés du Saint-Père, en un mot tout ce qui pouvait modifier leurs tendances gallicanes. Les laïques, comme les prêtres, étaient astreints à un règlement. On les avait admis dans la proportion de 2 pour 100 des habitants indigènes. Ils devaient faire profession de foi catholique et romaine, jurer qu'ils n'avaient pris aucune part « aux principes impies et séditeux » qui triomphaient en France, s'engager enfin à cesser toute correspondance avec leur patrie, et à ne la reprendre qu'au moment où ils en auraient reçu la permission expresse du Souverain Pontife.

Ce n'était point assez de réglementer les émigrés, il fallait encore les loger, les nourrir. C'est ici que se montra la magnanimité de Pie VI. Plein de compassion pour ces proscrits dont l'exil avait eu pour cause leur attachement au Saint-Siège et à l'unité catholique, il adressa des lettres instantes aux évêques, aux communautés religieuses des États pontificaux, pour assurer bon accueil aux réfugiés. Les évêques avaient ordre de faire le relevé de tous les monastères et couvents de leur diocèse, sans excepter les Capucins et les Ordres mendiants, et, après une estimation de leurs biens, de se concerter avec les supérieurs sur le nombre de prêtres qu'ils pourraient recevoir. Les religieuses devaient aussi contribuer à la bonne œuvre. Étendant sa sollicitude au-delà de ses provinces, le Pape recommanda, par un bref du 21 novembre 1792, le clergé français au clergé d'Allemagne. Enfin, il encouragea par ses lettres la bonne volonté des princes d'Europe.

II

Hélas ! malgré cette haute intervention, les secours restèrent inférieurs aux besoins. Les prélats arrivaient en Italie presque aussi dénués que les simples pasteurs. On avait vu l'évêque de Grenoble, M. Dulau d'Allemans, chassé de Chambéry, longtemps errant, et tellement brisé par sa descente du Petit-Saint-Bernard dans la vallée d'Aoste, qu'il ne pouvait plus marcher. Après l'arrivée à Tende, l'évêque de Fréjus, M. de Bausset de Roquefort, est rencontré par des émigrés dans une misérable auberge. Il est si affaibli qu'il a de la peine à leur répondre. Dans les mêmes parages, le vénérable évêque de Glandèves, M. des Portes, n'a trouvé qu'un âne pour tout équipage. Il est si accablé de fatigue qu'il s'excuse auprès de ceux qui l'entourent de ne pas leur rendre le salut ¹. Ces grands seigneurs s'étaient parfois donné, aux jours prospères, le luxe de quatre chevaux attelés à leur voiture. Les voilà ramenés à la simplicité évangélique, à la modeste monture de Jésus entrant à Jérusalem.

Que d'incidents, que de contrastes font naître ces pérégrinations de l'épiscopat français à travers le monde ! L'archevêque de Vienne, M. d'Aviau, qui était plus vaillant à la marche que les évêques de Fréjus et de Glandèves, rencontre un voyageur au milieu des rochers et des précipices du Simplon. On chemine, on cause, on finit par se faire connaître. L'archevêque de Vienne n'est pas peu étonné d'avoir à saluer, sous l'accoutrement plus que modeste de son compagnon de route, un brillant et fastueux seigneur et pair de l'ancien régime, le duc de La Rochefoucauld. Celui-ci n'est pas moins surpris d'apprendre que l'étrange costume de son interlocuteur cache l'archevêque de Vienne.

1. LAUGIER, *op. cit.*, pp. 144, 145.

Cette simplicité de mise causa un jour un désagrément à M. d'Aviau. Il traversait avec un autre prêtre exilé un charmant village sur les bords du Tessin, au moment où la procession sortait de l'Église pour se rendre dans une chapelle voisine. Nos deux pèlerins s'empressent de se mêler aux fidèles; mais le bedeau, voyant leurs pauvres habits couverts de poussière, les prend pour des mendiants et les repousse vivement en criant : *Allontanatevi, allontanatevi, di qui ; non è vestro loco*. L'archevêque de Vienne sort des rangs en disant avec douceur : « Ce pauvre homme, qui nous congédie de la sorte, ne nous connaît pas; assurément, s'il savait que je suis le légitime successeur du grand évêque qui a établi cette procession, il nous la laisserait suivre. Que saint Mamert lui pardonne! » Quelques jours plus tard, M. d'Aviau était dédommagé de cette mésaventure. A une lieue de Ferrare, il vit le somptueux équipage du cardinal Matteï, archevêque du diocèse, arriver à sa rencontre. Il eut beau protester que ses habits poudreux, ses bas déchirés, ses chaussures en désarroi ne permettaient pas à un exilé d'accepter une entrée triomphale. Il dut subir tous les honneurs que le prince de l'Église voulait rendre à sa dignité et à sa personne ¹.

Il ne paraît pas que l'évêque de Carcassonne, M. de Vintimille, ait jamais eu la mise chétive de M. d'Aviau. Sa bourse semblait, il est vrai, mieux garnie que celle de la plupart de ses collègues; mais il la voyait, non sans quelque appréhension, se vider rapidement. « Tout finit sous le ciel, écrit-il de Turin, le 4 janvier 1792, à l'abbé de Monerie, et même les 12,000 francs que j'emportai finiront un jour. Cependant je puis calculer que j'ai encore de quoi aller bien près d'un an. Pourtant, comme je n'ai pas de révélation certaine de l'époque où le club de Coblentz

1. LYONNET, t. I, pp. 525, 526, 589, 590, 595.

l'emportera sur celui du Manège et compagnie, vous me feriez plaisir d'échanger du blanc pour du jaune. » C'était prudent de demander du jaune et de réduire sa dépense. M. de Vintimille veut vivre avec la plus sévère économie. « Je me borne, dit-il, au *victum* et *vestitum* de l'Apôtre. Je n'en suis pas aussi content que lui, mais je prends mon mal en patience. » Cependant, il n'a pu confier sa personne à sa « vieille et antique voiture » pour ses voyages en Italie. Il l'a troquée avec une autre, quitte à verser 45 louis à un sieur Pio, courrier de Rome en France. Il est vrai que la somme devait être payée « en espèces sonnantes et point en assignats », par sa tante, la marquise de Pazzi, domiciliée à Aix. Voilà bien le grand seigneur qui a quelque peine à abandonner le train des jours heureux. Il faudra pourtant y venir et se priver de voiture, car la gêne se fait déjà sentir. M. de Vintimille écrit, en avril 1792 : « En attendant les événements, les fonds s'épuisent... J'ai encore de quoi aller, à 400 francs par mois, jusqu'au mois de novembre, et il faut croire que d'ici là la gueule du juge en jettera d'une manière ou d'une autre. Tout le monde en a besoin, petits et grands. Nos ruines et nos misères nous nécessitent d'aller les confondre avec celles de M. et M^{me} de Monteynard qui sont à Milan pour épargner les gages d'un cuisinier et durer plus longtemps ¹. » Après la voiture, voilà le cuisinier supprimé.

Beaucoup de prélats n'ont plus même de domestique, de valet de chambre. L'évêque de Meaux, M. de Polignac, a emmené, avec un grand vicaire, un seul serviteur, « dont ma mauvaise santé, dit-il, ne m'a pas permis de faire le sacrifice ». Le Pape, qui a voulu que l'évêque de Clermont gardât le sien, ne peut accorder pareille faveur à l'archevêque de Vienne, M. d'Aviau, malgré l'opinion

1. MONERIE DE CABRENS, *M. de Vintimille d'après sa correspondance*, 1888, p. 51-63. — Voir aussi les lettres publiées par THEINER, II, 66-69.

qu'on a à Rome de « sa vertu et de sa modération ». D'autres prélats ont, en effet, éprouvé le même refus. L'évêque de Luçon, M. de Mercy, s'écrie : « Je vais pour la première fois apprendre à me servir moi-même. » Mais le généreux Pie VI fit savoir à l'évêque de Luçon qu'il pouvait conserver son valet et aussi deux ecclésiastiques, « que depuis deux ans, écrivait M. de Mercy, *je nourris de mon propre sang* ». Cette expression énergique dit toute la valeur du moindre sacrifice d'argent fait par ces nobles exilés, qui n'étaient plus défendus contre la faim que par de faibles ressources. Ils sont rares ceux qui, comme le prince de Rohan, archevêque de Cambrai, peuvent écrire : « Dieu merci, avec de l'économie, je puis exister longtemps sans importuner personne. » M. de Rohan a auprès de lui deux prêtres et son maître d'hôtel qui lui sert de valet de chambre ; mais il vit « au meilleur marché possible ». En 1794, M. de Nicolaï, évêque de Béziers, arrive encore à se procurer, pour lui et pour trois compagnons de route, « une subsistance honorable avec les débris de sa fortune ». Attendons quelques années et le temps va faire son œuvre. En 1800, le prélat écrit de Florence à l'ancienne lingère du palais épiscopal de Béziers, qui voulait l'intéresser à son mari malade, qu'il vit de privations et que « le sort dont il jouissait autrefois, dit-il, à mon service, exciterait aujourd'hui mon envie et satisferait mon ambition. Je n'ai point de chemise ; je porte des bas de laine malgré la chaleur excessive, et un mince ordinaire est toute ma nourriture ¹. »

Quand on voit l'évêque de Béziers, réduit, à la longue, à cette extrémité, comment s'étonner que des prélats qui n'avaient pas ses réserves aient connu plus vite la misère ?

1. Lettres publiées par THEINER, *op. cit.*, II, pp. 52, 65, 190, 192, 220, 499, 585. *Notice sur M. de Nicolaï*, par FABREGAT, pp. 138, 139. — Maury écrit de Rome à l'évêque de Lombes que ceux qui lui ont dit de conserver son domestique le paieront. Mais l'argent n'arrivait pas de Rome.

Leur correspondance nous fait assister à leur lutte contre le dénuement. L'évêque d'Agen donne, dans une lettre, le détail des bijoux qu'il voudrait négocier pour se procurer un peu d'argent ¹. L'évêque de Saint-Claude vend toute sa chapelle; l'évêque de Châlons-sur-Marne, jusqu'à sa croix pectorale. Singulière vicissitude des choses humaines, étrange coup de théâtre de la Révolution qui a subitement changé l'opulence en une profonde détresse! « De plus de 80,000 francs de rente que j'avais, je n'ai plus rien », écrit l'évêque du Puy. « Après vingt-deux ans d'épiscopat, après avoir occupé, comme pair de France, une des premières places de l'État, et avoir été dépouillé d'un revenu de plus de 60,000 écus romains, dit l'évêque de Châlons-sur-Marne, M. de Clermont-Tonnerre, se trouver privé, non seulement de l'existence convenable à son nom et à son caractère, mais encore du nécessaire », quelle extrémité cruelle!

Des plébéiens, formés dès leur enfance au combat pour la vie, habitués à une existence modeste, aux privations, auraient pu plus facilement se reconnaître et reprendre pied au milieu des décombres d'un tel effondrement. Mais comment ne pas s'attendre à rencontrer de l'inexpérience, de l'effarement et une certaine gaucherie dans la lutte contre la faim, chez des hommes trop bien nés pour avoir jamais su ce que c'est que se suffire à soi-même et gagner le pain de chaque jour? D'un autre côté, comment sortir d'une situation inextricable? *Fodere non valeo*, et l'évê-

1. Donnons cette liste comme un spécimen des bijoux que possédaient les évêques d'ancien régime, d'après la lettre de l'évêque d'Agen (THEINER, II, 10) : « Une montre d'or à répétition, guillochée, de Ferdinand Berthoud, achetée 900 livres; — une autre montre, unie, à répétition, de Berthoud, 900 livres; — une montre d'or, en boîte à quadrille, guillochée, 600 livres; — une boîte émaillée venant du comte de Maurepas, b. de chasse, 720 livres; — une boîte d'écaille très belle, noire, avec cercle et gorge d'or, 240 livres; — boutons de manches (une paire) très travaillés, 120 livres; — une bague topaze, bague épiscopale, 300 livres; — une *idem*, grande améthyste, 120 livres; — une sardoine gravée à Rome par Pitzler, *Deo salus*, 240 livres. Il y a de plus une voiture anglaise pour courir la poste, qui a coûté près de 1,000 écus, et une canne à pomme d'or à chiffre, beau jonc, bas. 300 francs. » M. de Bonnac offre de perdre un tiers sur ces prix d'achat.

que de Grasse, M. de Saint-Jean de Prunières, ajoutait : *Mendicare erubescio* ¹. « Il faut demander l'aumône le plus tard qu'on peut, » écrivait le cardinal de Bernis. Soit : une telle répugnance est dans le cœur de tous les prélats. Il en coûtait à leur fierté de prendre un ton suppliant, et d'envoyer au Souverain Pontife des requêtes dans le genre de celles qu'ils recevaient eux-mêmes aux jours heureux. Certains préféraient souffrir que de rien solliciter. Un chanoine de Lavour écrit, en 1795, que, depuis vingt-quatre ans, il connaît assez son évêque, M. de Castellane, « pour être persuadé qu'il ne fera jamais aucune démarche afin d'obtenir des secours, quelle que puisse être sa détresse ». On fait entendre au chanoine que les évêques doivent se conformer à la parole de l'Évangile : *Demandez et vous recevrez*. Il ne paraît pas que M. de Castellane, dont on ne pouvait « changer le caractère », se soit décidé à implorer, malgré sa vie misérable à Bologne ². Mais la plupart de ses collègues se résignent, je ne dis point à mendier, mais à solliciter des secours absolument nécessaires. Ils pouvaient d'autant plus facilement confier leurs besoins au Père commun des fidèles, que jamais ils n'invoquèrent en vain la générosité de Pic VI.

Nous n'avons aucune honte à redire ces appels adressés par les plus grands noms de l'épiscopat français au Souverain Pontife. Surpris par une Révolution inouïe, jetés, du soir au matin, de l'abondance dans la misère, à qui pouvaient-ils mieux s'adresser qu'au Chef de la famille chrétienne ! On n'avait point oublié dans la Ville éternelle que depuis des siècles l'argent français coulait à Rome à titre d'annates, de paiement de bulles et autres redevances diverses. Peut-être présentait-on, dans une

1. L'évêque de Grasse expose au Pape sa misère. Il a besoin d'habits contre le froid de l'hiver. L'archevêque de Bologne est venu à son secours. THEINER, II, p. 151-153.

2. Theiner (II, pp. 176, 177, 493-500) donne une lettre de l'évêque de Lavour au Pape, qui est un hommage mais pas une demande.

intuition de l'avenir, qu'un siècle plus tard, lorsque le Pape se trouverait dépouillé à son tour, ce seraient les évêques de France, les successeurs appauvris et plébéiens de leurs prédécesseurs d'ancien régime, qui, avec leurs fidèles, fourniraient la grande part de la subsistance du Saint-Siège et paieraient avec usure la rançon du passé.

L'évêque de Tarbes, M. Le Gain de Montaignac, après avoir séjourné trois ans à l'abbaye de Montserrat, en Espagne, se décide à passer en Italie. Il a appris que le Pape assure 1,500 livres aux évêques exilés et il vient profiter de cette munificence; sa misère est complète. « Depuis longtemps, écrit-il, j'ai vu disparaître mes ressources, je vis très économiquement du reste de la vente de mes montres et autres effets, et je vois arriver la fin de mes dernières ressources. Cependant tout annonce que nos malheurs ne finiront pas de sitôt; et ne pouvant ni servir, ni faire un métier pour vivre, je vais chercher des secours qui me paraissent d'un genre noble et convenable. » Il emmène avec lui deux prêtres, qu'il espère faire vivre avec les 1,500 francs promis. Il ne va point à Rome et ne sait encore où il pourra se fixer. « Dans l'état où nous sommes, dit-il, toute économie est nécessaire. » Une bague et une chaîne mises en loterie ne peuvent lui assurer une longue subsistance. Mais quand on est gentilhomme à grandes relations, on ne risque point de mourir de faim même en exil. M. de Gain-Montaignac a un frère auprès de Louis XVIII et un autre auprès du comte d'Artois. Un secours de la comtesse d'Artois l'a tiré de son ermitage de Montserrat; le roi le couvre de sa protection. Poussé par l'invasion dans le royaume de Naples, il a la grande joie d'y trouver Mesdames de France qui lui font le meilleur accueil. Sa lettre au premier ministre à son entrée dans ce pays ne manque pas de fierté. « J'ai l'honneur, dit-il, d'être évêque et gentilhomme français... Je jouissais dans ma patrie de cent mille livres de rente.

J'ai tout perdu pour rester fidèle à mon Dieu et à mon roi, et je ne regrette rien. » Le prélat gentilhomme sait à qui parler. Il peut rappeler à la reine de Naples, sœur de Marie-Antoinette, que, voyageant en Italie, il y a vingt ans, il s'était présenté à elle avec une recommandation de la reine de France. Comment s'étonner dès lors que l'évêque de Tarbes obtienne une pension du roi de Naples, malgré le peu de sympathie de cette Cour et de la reine pour les émigrés ? Les religieux du Mont-Cassin insistent pour garder dans leur monastère un prélat qui a de si grandes relations ; mais celui-ci préfère le séjour de Caserte à cause du voisinage de Mesdames de France. Voilà le roi de Naples chassé à son tour par l'invasion française. La Providence se montre toujours secourable à l'évêque de Tarbes dans la personne du marquis de Niza et du capitaine de vaisseau comte de Chastenot-Puységur, qui pendant un an le promènent sur leurs vaisseaux. Le prélat a soin, quand il y a combat, de descendre à la côte pour ne pas violer les saints canons. « J'étais exilé sur la terre, et me voilà errant sur les mers », écrit M. de Montaignac. Il projette de se rendre par Vienne en Russie. Mais l'amitié des Niza le retient en Portugal. Chéri, adopté dans cette grande famille, pourvu d'un bénéfice dont elle dispose, il y restera à l'abri du besoin jusqu'à sa mort.

Ce récit, écrit par l'évêque de Tarbes ¹ avec la pointe de sentimentalité du xviii^e siècle, prouve que dans son malheur il n'avait pas connu les extrémités auxquelles furent réduits certains de ses collègues plus grands que lui par la naissance. L'évêque de la Rochelle, M. de Coucy, allié à la maison de Bourbon, pourrait faire appel

1. *Lettres et Mémoires de M. de Gain-Montaignac*, publiés par l'abbé DUFFAU, in-8°. — THEINER, II, 25-26; 289-296, donne aussi des lettres du même prélat où il raconte ses pérégrinations. « Je désire, dit-il, être placé dans un lieu éloigné des grand'routes, pour ne pas être forcé de déloger et de fuir les ennemis. »

au roi et à la reine d'Espagne. Il préfère recevoir les bienfaits du primat d'Espagne et du « Père commun de la chrétienté ». L'évêque de Meaux, M. de Polignac, dont les parents se sont réfugiés à Rome, implore pour lui-même la générosité du Pape. Après un Polignac, voici un Rohan-Chabot, évêque de Saint-Claude, dont le dénuement est absolu. Le duc de Rohan-Chabot, son parent, lui a légué sur ses biens une pension que les circonstances l'empêchent de toucher. Il a tout vendu, jusqu'à sa chapelle. Il s'est retiré dans un village du canton de Fribourg pour y vivre plus petitement. « Il est au moment d'éprouver toute l'horreur des derniers besoins, dont il craint plus les suites pour l'avilissement du caractère sacré dont il est revêtu, que pour son humiliation personnelle. Très Saint Père, s'écrie-t-il, c'est un évêque prosterné aux pieds du Père commun et qui lui demande du pain. C'est un des chefs du clergé de France, persécuté pour la foi, pour son intime adhésion et sa soumission au Saint-Siège, et qui demande sa subsistance au chef de l'Église. » Le Pape ne pouvait manquer de répondre à un appel si pressant. M. de Chabot remercie, en 1796, du secours envoyé et dit qu'il lui permettra de se suffire pendant douze mois, « ma dépense, écrit-il, ne se montant qu'à 600 livres par an ». Dépenser 600 livres par an, n'était vraiment pas du luxe pour un Rohan-Chabot. L'évêque de Luçon, M. de Mercy, s'est contenté à Venise, durant six mois, en 1796, de 150 écus. Ah ! c'est que l'adversité a appris à ces grands seigneurs à vivre de rien. « D'après les utiles leçons d'économie et de frugalité données par la Révolution, écrit, en 1794, l'évêque du Puy, 300 ou 400 écus romains pourraient suffire à ma dépense et à celle d'un domestique, qui m'est indispensable. »

Cependant l'évêque de Châlons-sur-Marne, M. de Clermont-Tonnerre, n'espérait pas pouvoir subsister avec si peu. Il n'est pas le seul à trouver insuffisants les envois

du Pape, que la perte du change réduit encore. L'évêque d'Apt, l'évêque de Dijon, s'en plaignent doucement dans leurs lettres. Les 400 écus romains ont paru au cardinal de Montmorency et étaient, en effet, une « modique somme » pour un si grand personnage. M. de Clermont-Tonnerre déclare qu'en toute autre circonstance la médiocrité de ce qu'il a reçu lui en imposerait le refus. Il sait que le Pape, obligé de partager toutes ses ressources entre tant de solliciteurs, ne peut faire à chacun de grandes largesses, mais il croit avoir plus de droits que ses collègues : « Ils ont défendu comme moi la religion et le Saint-Siège ; moi j'ai plus qu'eux les anciens services de mes ancêtres, qui plus directement encore ont défendu la Papauté. » Lorsqu'on compte « onze saints » dans sa famille, quand on est allié aux rois de l'Europe, comment peut-on être traité comme le commun des mortels ? La longue correspondance de M. de Clermont-Tonnerre avec Rome nous dit quelle difficulté il y avait à vivre en exil pour un grand seigneur tel que lui. « Il est bien affreux, écrit-il en 1796, de voir à chaque instant devant soi la misère qui vous attend ; cette triste expectative, jointe à toutes les autres peines morales, est au-dessus des forces humaines. » A un moment donné, le baron de Breteuil lui conseille de passer à Londres pour profiter des 10 guinées que le gouvernement anglais assure aux évêques présents ; mais ce climat lui serait contraire. Dans une de ses lettres, Clermont-Tonnerre demande au Pape 3,000 livres françaises, avec un engagement de se suffire *jusqu'à la fin de la Révolution*. Mais cette Révolution n'en finissait pas. Le 26 octobre 1803, l'ancien évêque de Châlons écrit au cardinal Consalvi que la maison de Clermont-Tonnerre, illustre par ses alliances séculaires avec les couronnes de France, d'Espagne, de Naples et de Savoie, est aussi alliée au Pape régnant (Pie VII), ce qui paraissait, dans la circonstance, plus important encore,

puisqu'il s'agissait de l'intéresser à sa cause. Malheureusement, M. de Clermont-Tonnerre ne put fournir de véritables preuves de cette parenté, dont il se serait plutôt défendu, lui si orgueilleux de sa race, si l'humble Chiamonti ne fût devenu Pie VII. L'évêque d'Agén pouvait invoquer de meilleurs titres à la bienveillance du Pape que des quartiers de noblesse, c'était son admirable attitude dans la fameuse séance du 4 janvier. Il la rappelle dans sa requête à Pie VI. M. de Cicé, archevêque de Bordeaux, trouvait dans son repentir au sujet de ses complaisances pour la constitution civile du clergé un titre particulier aux bontés du Souverain Pontife ¹.

La situation des vieillards était particulièrement déchirante. Voici l'évêque de Grasse qui, « accablé de misère et d'infirmités », ne peut sortir de sa chambre et manque de tout. Le cardinal-archevêque de Bologne, voyant qu'il souffrait « par le grand froid, a eu la charité de lui faire passer des couvertures et du bois ». Voici l'évêque de Glandèves qui, en 1796, invoque ses quatre-vingt-six ans comme titre de plus à la bienveillance du Saint-Père. Il « s'est défait d'un très beau calice », et de tout ce qu'il a pu vendre. « Enfin, écrit-il, je ne rougis pas de le dire : je ne vis depuis six semaines que d'emprunts et d'aumônes. » Il espère que le Pape ne souffrira pas « qu'un évêque de quatre-vingt-six ans périsse abandonné et privé des secours les plus nécessaires à sa caducité ». Mais qu'on se hâte, si on ne veut pas que la somme envoyée arrive pour ses funérailles. De quel ton il termine sa supplique au Pape

1. Voy. les lettres des évêques dans THEINER, *op. cit.*, II, 8-10, 25, 104, 105, 176, 177, 204, 219-229, 247, 248. Pour M. de Clermont-Tonnerre on peut voir toutes les péripéties de son émigration dans sa correspondance. (THEINER, II, 72-101.) — Cicé écrivait à Pie VI, au mois d'août 1794 (THEINER, II, 53-58) : « Mes épargnes sont épuisées... Nos malheurs nous ont ôté tout moyen de crédit ; ma mauvaise santé aggrave mes peines. Je livre franchement ma situation à notre père commun... Ce n'est d'ailleurs qu'un secours passager que je réclame et que je remplacerai aussitôt que la Providence aura bien voulu nous rétablir dans nos sièges. »

par ces paroles du prophète : *Tibi derelictus est pauper!* L'évêque de Cavaillon, qui compte trente-deux ans d'épiscopat et a soixante-douze ans, « ne sait où reposer sa tête. Cette manière d'exister est, dit-il, des plus désespérantes¹. »

III

La plupart de ces évêques qui adressaient de loin leurs appels au Pape, auraient bien préféré venir à Rome même jouir de ses bienfaits. Durant les premières années de la Révolution, ils y étaient attirés aussi par la renommée légendaire de l'hospitalité du cardinal de Bernis. On pressent que Bernis ne s'était pas décidé facilement à fermer, à Rome, « l'auberge de France ». Bien que la constitution civile du clergé ait voulu, dit-il, le réduire, « à soixante-seize ans, aux fonctions de petit curé de la ville d'Albi, dont il était archevêque et seigneur », bien qu'il ait tout sacrifié « à la foi de ses pères et à l'honneur dont ils ont toujours été jaloux », Bernis avait cru se devoir à lui-même de continuer à Rome un train de maison digne de son rang et de sa qualité de représentant d'une grande nation. Depuis que la suppression de la dîme, des biens ecclésiastiques, et enfin sa révocation d'ambassadeur avaient tari ses revenus, il ne pouvait donner, disait-il, que l'hospitalité d'un bon curé; mais quand ce curé s'appelle Bernis, on est sûr de ne point mourir de faim à sa table. Le cardinal refusa de fermer sa porte. Il recevait tous les jours de vingt-quatre à trente personnes. La société brillante qui, à sa sortie de France dès la première émigration, se pressait dans ses salons, ne s'apercevait point que le cardinal fût dans la misère. Celle-ci s'annon-

¹ THEINER, II, 143, 144, 162, 163, 286, 287.

çait cependant menaçante, sans effrayer Bernis. « L'indigence, disait-il, quelque affreuse qu'elle soit pour un homme de mon âge, ne m'a pas épouvanté, et sans savoir ce que la Providence me destine au bout de ma longue carrière, je me jette dans son sein et je m'y trouve heureux et tranquille. » La Providence se montra douce au cardinal sous les traits du roi d'Espagne, qui lui fit une pension mensuelle de 1,000 écus romains ¹.

L'auberge de France se ferme à jamais par la mort de Bernis en novembre 1794. Mais un cardinal plus jeune, sacré par la gloire qu'il s'est acquise à la Constituante, par les faveurs de Pie VI, lui a déjà succédé dans l'opinion. Maury ² est à Rome, coupant, tranchant, bourdonnant, protégeant, attirant à lui ceux qui l'invoquent, prodiguant les louanges, au besoin les promesses, avec une exubérance toute provençale. Les évêques français, relégués dans les provinces d'Italie, ne demandent qu'à se laisser convaincre et sont toujours prêts à partir pour la Ville éternelle. Mais le sous-secrétaire d'État, dont la permission est nécessaire, fait bonne garde. A part quelques rares privilégiés, tels que Bernis, coadjuteur d'Albi;

1. MASSON, *le Cardinal de Bernis*, etc., p. 468-496.

2. Maury écrit de Rome, le 15 avril 1794, à M. de Mercy, évêque de Luçon : « Le Pape reçoit dans ses États tous les évêques français qui veulent y chercher un asile ; il leur fournit la table et le logement avec décence dans une maison religieuse ou dans un séminaire, et il leur accorde un traitement annuel de cent écus, qu'il augmentera s'il est insuffisant pour leur entretien ; il leur permet, en outre, d'amener un prêtre qui sera logé et nourri et qui tirera 36 écus romains par an de l'honneur de ses messes. Ce surcroît de dépenses est un prodige de charité paternelle dans un pape qui a déjà plus de quatre mille prêtres français à sa charge. Les mesures sont prises et aucun prélat ne sera refusé ; je ne présume pas que votre ouvrage vous donnât l'exclusion si vous vouliez participer aux largesses de notre auguste et commun bienfaiteur, un mot suffirait pour faire préparer votre gîte. Je désire de tout mon cœur que nous puissions un jour être voisins, et que je sois à portée de vous montrer de quel bois mon estime et mon amitié se chauffent. Allons, vous êtes un homme, vous serez mon homme, mon ami, et je vous supplie d'agréer l'hommage plus que sincère de la vive et respectueuse tendresse avec laquelle je vous demande, mon cher Seigneur, la permission de vous embrasser du meilleur de mon cœur. » Suit un éloge dithyrambique et vraiment trop gascon, même pour un Provençal, d'un mandement de M. de Mercy. Lettres inédites de M. de Mercy.

Pisani de la Gaude, évêque de Vence ; M. de Vintimille, évêque de Carcassonne ; Ruffo de Bonneval, évêque de Senez, transitoirement l'évêque de Perpignan et l'archevêque de Vienne, etc., les autres prélats, malgré leurs demandes les plus pressantes, sont tenus à une distance respectueuse de Rome, bien décidée à ne point se laisser envahir, ou ne font que traverser la Ville éternelle ¹.

Cet échec fut particulièrement amer à M. de Cicé, archevêque de Bordeaux. De tous les prêtres en exil, on peut dire qu'il fut le plus malheureux par suite du rôle qu'il avait joué à la Constituante. Dans une lettre au Pape, lettre qui honore grandement celui qui l'a écrite, M. de Mercy, évêque de Luçon, eut l'occasion de plaider la cause de celui qu'il appelle son « métropolitain et son ami ». Il ne dissimule point que, comme garde des Sceaux, Cicé commit « de grandes fautes », que « le ministre ne se souvint pas assez qu'il était archevêque » en signant la Constitution civile du clergé. Cicé eut beau objecter pour sa défense qu'il regardait l'acceptation du roi comme conditionnelle, jusqu'à ce que le Pape eût fait connaître ses intentions ; que, sorti du ministère, il avait, comme ses

1. Nombreuses sont les demandes des évêques pour venir à Rome. Citons les lettres adressées à ce sujet, de Pérouse par l'évêque de Lombez, 18 novembre 1794 ; de Florence, le 1^{er} juin 1793, par l'évêque de Saint-Flour. L'évêque du Puy écrit du Valais le 15 octobre 1792 : « Mes regards et mes vœux sont toujours tournés vers Rome, et, si notre captivité se prolonge, j'aurai bien de la peine de ne pas céder au désir très pressant que j'ai d'y revenir. J'aurai plus de droits qu'aucun autre à ce bonheur par ma qualité, unique en France, de suffragant immédiat du Saint-Siège, par la prérogative presque unique aussi du pallium. » Quand l'évêque de Vence, Pisani de la Gaude, quitte Rome pour aller régler des affaires de famille à Venise, il a soin d'écrire au secrétaire d'Etat, et avant de rentrer, il fait observer que ses ressources lui suffisent, et qu'il n'est à charge à personne. L'évêque de Perpignan, M. d'Esponchez, écrit de la Ville éternelle à ses diocésains, en 1792 : « Forcé de fuir cette terre qui dévore ses habitants, nous avons cru qu'il n'était point de retraite plus propre que cette antique Église, la première du monde chrétien, cette Église cimentée du sang du plus grand des apôtres, la mère de toutes les Églises... Fatigué par nos malheurs sans en être abattu, nous sentions le besoin de venir chercher aux pieds des saints martyrs pour vous-mêmes et pour nous de nouvelles forces et un nouveau courage. » Pour ces lettres et pour les évêques qui vinrent à Rome, cf. THEINER, II, préface, p. xxxviii et pp. 137, 184, 244.

collègues, refusé le serment et uni sa signature à la leur; qu'il avait confessé humblement ses torts dans une lettre publique, rien ne pouvait désarmer le courroux de ses adversaires. Les laïques détestaient en lui l'ancien libéral, le clergé poursuivait à la fois le libéral et le ministre qui avait apposé ses sceaux à la malheureuse constitution. On oubliait le courage dont il avait donné la preuve dans une situation périlleuse. Aussi quel sort lui est fait en exil ! « M. l'archevêque de Bordeaux, écrit M. de Mercy, n'a cessé d'être persécuté... Partout où il a été, il a été poursuivi; partout on l'a regardé comme le déserteur de sa religion, comme l'auteur de tous les malheurs de sa patrie. On avait voulu qu'il ne trouvât aucun asile; on lui a envié jusques aux ressources, jusques aux consolations les plus ordinaires et les plus communes dans tous les lieux où il a été forcé de traîner son exil. » M. de Mercy craint qu'avec sa santé délabrée, son ami ne succombe à la persécution et au désespoir. Le Pape, en lui donnant un témoignage public de son estime, en le recevant à Rome, aurait pu faire tomber cet ostracisme.

Cicé s'en était ouvert au cardinal de Bernis, qui s'empressa de le détourner de toute démarche à ce sujet, attendu qu'il trouverait à Rome, lui dit-il, des « confrères qui lui feraient la mine ». L'archevêque de Bordeaux dit toute sa douleur de voir des collègues former contre lui « une odieuse conspiration, se permettre vis-à-vis de lui un schisme scandaleux ». Il en appelle à la bonté du Pape et, au besoin, à sa justice. Car il ne craindrait point de se soumettre à « un jugement contradictoire et solennel ». Il ne craindrait pas non plus de « s'humilier devant l'Église ». Quoi ! le séjour de Rome lui est interdit même avant qu'il l'ait demandé ! « Ainsi, dit-il, tout asile me sera fermé sur la terre ! car quel est celui auquel je pourrais aspirer, si les bras du Père commun sont fermés pour moi ? » Le Pape envoya des secours, mais fit dire tous ses regrets de ne

pouvoir accueillir à Rome M. de Cicé, alors que, pour ne point augmenter le nombre des émigrés, cette faveur avait dû être refusée « à plusieurs évêques, quoique ses propres sujets », auxquels il avait été permis seulement de se fixer dans ses États. C'est de la Westphalie que l'archevêque de Bordeaux envoie ainsi ses plaintes sur les suspicions qui l'entourent. Elles sont telles, elles sont si universelles, si acharnées, qu'il ne sait où porter ses pas. Chassé des Pays-Bas par l'hostilité de ses confrères, mal à l'aise en Allemagne, il tourne successivement ses vues sur l'Espagne où on lui fait craindre les défiances du clergé réfugié ; sur l'Italie, où la sagesse romaine redouterait de voir arriver un personnage compromis. Après avoir séjourné quelques mois en Allemagne, il se décide, en 1795, non sans quelques hésitations, à partir pour l'Angleterre, pays de liberté. Mais il n'y trouvera point la paix, car ses collègues, y compris l'Archevêque d'Aix, le mettront en quarantaine là comme partout ailleurs ¹.

La ville de Rome, si difficilement ouverte aux évêques, devait être à peu près fermée aux simples prêtres. Ce n'était pas sans peine et sans contrôle que ceux-ci pou-

1. Nous avons vu M. de Cicé chassé de Hollande en 1794. — M^{sr} de Sausin, futur évêque de Blois, dit de Cicé, dans ses *Souvenirs* (Archives de Saint-Sulpice) : « C'était un ambitieux et un politique, un élève du cardinal de Loménie. » Il se réfugia à Bergen-op-Zoom (Pays-Bas), « où j'allai moi-même. Là tous les prêtres qui passaient parlaient de lui de la manière la plus méprisable. Il ne put tenir là et passa en Angleterre, où il était assez mal vu. » — M. de Mercy, évêque de Luçon, écrit (lettre inédite) de Ravenne, le 25 juin, au sujet de M. de Cicé : « Il m'a écrit, le 5 mai, de Brême un volume entier qui m'a fait beaucoup de peine, tant il me paraît affecté de la persécution qu'il éprouve partout de la part des émigrés et de plusieurs de ses confrères, qui s'obstinent à exagérer ses torts et à ne vouloir lui tenir aucun compte de ce qu'il a fait pour les réparer. Je le vois qui s'aigrit et qui se dispose à se défendre; je crains le combat et pour lui et pour l'édification de l'Eglise. Je fais tout ce que je peux pour l'empêcher, et je crains de finir par lui déplaire à force de lui dire la vérité et de vouloir le servir, en l'empêchant d'achever de se perdre. Mais on a bien tort vis-à-vis de lui en le poussant à cette extrémité. Dans sa lettre du 5 mai, il me disait qu'il se disposait à aller en Angleterre, et dans une autre, du 18 mai, il me mande qu'il part et que dans cinq jours il sera à Londres. Il ne sait pas s'il s'y fixera. Ce seront les circonstances qui le décideront. Il me dit qu'il n'a pas renoncé à aller en Espagne et

vaient trouver accès même dans les États pontificaux. A deux reprises, des lettres instantes de l'évêque du Puy et de l'évêque de Nîmes conjurent Pie VI de recevoir dans ses possessions le trop-plein des réfugiés de Suisse où il leur est impossible de vivre. Avec quelle instance le cardinal Maury plaide, en 1794, la cause d'un docteur en Sorbonne, le curé de Saint-Côme, en faisant observer que c'est le seul curé de Paris qui ait demandé à venir dans les États du Pape ¹ ! Entendez cette adjuration suppliante adressée au Souverain Pontife par un prêtre et ses compagnons d'exil : « Nous avons parcouru une partie de la Souabe, nous avons traversé tout le Tyrol, le duché de Mantoue, celui de Parme. Partout des âmes généreuses et compatissantes sont venues à notre secours, mais partout les circonstances malheureuses qui désolent l'Europe nous ont empêché de trouver une retraite. *Nous ne demandons que la permission de respirer sur la terre de Votre Sainteté.* Nous promettons de n'être à charge à qui que ce soit. » Nous ne savons s'il fut accordé à ces malheureux de respirer sur les terres de Sa Sainteté. Dans tous les cas, ils ne pouvaient le faire sans permission.

qu'il ne désespère pas de venir en Italie. Je voudrais qu'il prit ce dernier parti, et je travaille à le lui rendre possible et utile. Le Pape est favorablement disposé à son égard et lui a donné des témoignages de satisfaction. S'il reste en Angleterre, il profitera de la proximité du pays pour écrire, et par là il sonnera le tocsin sur lui; il perdra tout le mérite de son silence, et au lieu de se faire pardonner ses torts, il forcera ses amis même à l'abandonner, et lui-même finira par se fermer les portes de sa patrie? Mais, au moins, mon amitié n'aura rien à se reprocher. » — A Londres même persécution qu'ailleurs. « M. l'archevêque de Bordeaux a écrit qu'il est toujours l'objet de la plus acharnée, de la plus injuste persécution; qu'il serait plus important que jamais pour lui d'avoir une lettre de consolation du Pape, qui lui servît d'épave contre ses ennemis. Cet archevêque a besoin de grands ménagements. Je crains pour lui à cause des grands chagrins qu'il éprouve. » Archives de M. de Mercy. A Londres, écrit Montlosier, « son collègue, l'archevêque d'Aix, Boisgelin, d'une âme plus douce, ne pouvait cependant le (Cicé) voir, ni même se trouver à côté de lui. Un jour, à une cérémonie funèbre, s'apercevant que M^r de Bordeaux était présent, il s'était levé précipitamment au milieu de l'église pour le laisser seul. » BARDoux, *Le comte de Montlosier et le gallicanisme*, 1881, in-8°, p. 142. — THEINER, I, 425-429; II, 53-62, 201.

1. THEINER, II, 593.

IV

Nous l'avons vu, cette permission n'était pas accordée facilement. Sans doute, la prudence conseillait de ne pas recevoir plus d'étrangers qu'on ne pouvait en loger et en nourrir. Mais ici les documents font foi que l'entourage de Pie VI apporta trop souvent aux instructions du Pape des restrictions que le grand cœur du pontife eût désavouées. « Dans les différents brefs qu'il m'a adressés, écrit au sujet de Pie VI M. de Marbeuf, archevêque de Lyon, primat des Gaules, je lui ai toujours vu le même intérêt pour nos malheureux prêtres ; il les a traités avec une bonté infinie lorsqu'ils ont été admis à son audience. Au même instant, tous les préposés à son gouvernement leur marquaient ainsi qu'à nous la plus grande lassitude de nos malheurs. On recevait difficilement nos prêtres dans les asiles que Sa Sainteté leur avait marqués ; et lorsque leur zèle leur inspirait de retourner en France, on exigeait d'eux une promesse par écrit qu'ils ne reviendraient pas dans les États de l'Église ¹. »

Nonibreux sont les documents qui attestent la répugnance des maisons religieuses à recevoir comme hôtes les prêtres et même les évêques français. En décembre 1791, l'évêque de Vence ne peut point trouver à Rome une

1. Lettre inédite de M. de Marbeuf, archevêque de Lyon, écrite de Lubeck, le 3 mai 1796. *Archives des Affaires étrangères, fonds français*, vol. 582, pp. 126 et suiv. — La lettre suivante écrite de Suisse à M^{re} Caleppi par l'évêque de Sisteron, le 22 mai 1796, confirme les appréciations du primat des Gaules. Après avoir assuré le Saint-Père du « profond et respectueux intérêt qui attache à sa personne tous les évêques de France », l'évêque de Sisteron ajoute : « Puissent son zèle, sa charité et tant d'éminentes vertus couvrir ce qu'eût eu de coupable aux yeux de Dieu l'insensibilité, la parcimonie, la tiédeur religieuse de tant d'autres ! Puisse-t-il ne pas gémir un jour, lui, pour son peuple, pour plusieurs États ecclésiastiques, de n'avoir donné pour eux que des exemples infructueux, de n'avoir pas toujours vu ses intentions bienfaisantes secondées comme il le désirait, et comme elles auraient dû l'être, de n'avoir pas toujours trouvé des coopérateurs animés comme vous, Monseigneur, du même saint esprit que lui. » (THEIXER, II, 285.)

seule communauté qui accepte de le loger. L'archevêque de Pérouse fait de vains efforts pour placer chez des religieux le vénérable évêque de Glandèves, M. Hachette des Portes. On lui représente qu'un couvent n'est point un hôpital pour recevoir un vieillard caduc et infirme. Pourtant ce vieillard, contemporain du cardinal de La Rochefoucauld et du cardinal de Bernis, ancien grand vicaire de M^{sr} de Beaumont, ancien visiteur des Carmélites de France, était bien digne d'intérêt. L'évêque de Vaison n'eut pas plus de succès auprès des moines que l'évêque de Glandèves. Dans sa déception, il signifie aux Augustins de Fermo que « leur manque de parole est manifeste et indécent ». Il avait commis la faute de s'absenter de son couvent, dont il trouva la porte fermée à son retour ¹.

C'était une grande imprudence de quitter ainsi son gîte. M. de Mercy, évêque de Luçon, en fit l'expérience comme l'évêque de Vaison. Après bien des demandes et des recherches, il avait enfin trouvé, à la fin de 1794, un asile chez les Bénédictins de Ravenne. Il avait été charmé de l'accueil fait par ses hôtes. Ces démonstrations dissimulaient, paraît-il, les véritables sentiments de cœurs dépourvus d'enthousiasme. Au milieu de l'année 1796, M. de Mercy écrit que les communautés religieuses, sous prétexte qu'elles ont payé une contribution aux Français, ne veulent plus recevoir d'émigrés, et qu'à Saint-Vital on veut se débarrasser de lui. Entré chez les Bénédictins de Ravenne, on l'avait reçu, disait-il, « avec l'empressement le plus flatteur et le plus honorable ». Peu à peu, ses lettres signalent le ralentissement d'une affection qu'il avait crue profonde et éternelle. Lorsque l'armée française menace la Romagne, M. de Mercy juge prudent de se retirer à Venise. Quelle fausse manœuvre ! Le Père Abbé de Saint-Vital et tous les religieux protestent, il est

1. THEINER, II, 140-151, 310, 311, 328, 332, 333.

vrai, de leurs regrets, lui assurant unanimement que leur maison était la sienne, qu'elle lui serait toujours ouverte. « Je leur laissai mon cœur pour gage, dit un peu naïvement l'évêque de Luçon ; je crus emporter les leurs, car je me flattais d'en être aimé autant que je les chérissais tous bien sincèrement. » C'est le cas de répéter que les absents ont tort. Quand M. de Mercy voulut rentrer à Saint-Vital, le Père Abbé lui écrivit que « sa communauté y répugnait », qu'il devait prendre les ordres de la secrétairerie d'État. Rome, sur les instances du prélat, aurait peut-être fait ouvrir les portes de l'abbaye, mais l'évêque de Luçon renonça à revenir dans une maison où il ne devait être reçu « qu'avec répugnance ¹ ». Nous avons vu qu'il fut largement dédommagé en Autriche.

Disons que si des évêques se plaignent des monastères, d'autres vantent hautement l'accueil qu'ils y reçoivent ². Quelques défaillances de prêtres ou de moines ne doivent pas nous faire oublier la charité des évêques italiens et surtout le grand rôle de Pie VI. Son ministre, M^{sr} Caleppi, qui se montra admirable, ne craint pas de porter à cinq mille le nombre des ecclésiastiques secourus dans les États pontificaux. De toutes les contrées de l'Italie, c'est là qu'ils furent le mieux reçus. Ailleurs, l'hospitalité fut trop souvent contrainte et menacée. « J'ai beau tourner mes regards

1. Lettres inédites de M. de Mercy, et lettres des 21 novembre 1794, 19 novembre 1796, reproduites par THEINER, II, 193-205. Dans une lettre inédite datée de Ravennes, 19 novembre 1795, l'évêque de Luçon dit la cour de Rome « peu exacte à nous payer la pension qu'elle nous a promise pour notre entretien. Voilà un an que je suis à Ravennes et je n'ai encore reçu que 50 écus, et encore en cédules, qui perdent vingt pour cent ; car, ici comme partout, l'argent est infiniment rare. »

2. Citons, parmi ceux qui font l'éloge de l'hospitalité des monastères, les évêques de Lombes, Tarbes, Apt, etc. M^{sr} Caleppi écrit : « Je dois rendre aux évêques et au *plus grand nombre* des supérieurs majeurs des réguliers et surtout des Ordres mendiants, le témoignage qu'ils ont mis le plus grand empressement à seconder les intentions de Votre Sainteté. » V. THEINER, II, préface, p. xxii, pp. 43, 183, 184. — Voir pour les demandes des évêques de Béziers, Cambrai, Cavaillon, Le Mans, Moulins, Nevers, Perpignan, Le Puy, Saint-Flour, Senes, Saint-Claude, Toulon, Vence, THEINER, II, pp. 50-52, 65, 70, 71, 102, 105, 137-140, 232-277, 489, 495, 689.

sur tout ce qui m'environne, écrit, en 1796, un prêtre expulsé de la République cisalpine, je ne vois aucun souverain en Italie qui daigne nous permettre de poser le pied sur ses États. Nous n'avons plus de patrie, et, ce qui est plus terrible encore, bientôt nous ne pourrons plus trouver un coin de terre pour nous dérober aux poursuites de nos plus cruels ennemis. Les bêtes fauves ont des tanières, et des hommes pacifiques ne sauraient obtenir un toit pour demeure ! Turin, Naples, Modène nous ferment impitoyablement leurs portes ; Parme n'a jamais voulu nous ouvrir les siennes ; le grand-duc de Toscane ne les refuse à personne, mais son duché n'est pas aussi vaste que la générosité de son cœur. Le Saint-Père est lui-même condamné à fuir. » Évidemment le Pape ne pouvait garantir dans ses États à ses malheureux hôtes une sécurité absolue qui finit par lui manquer à lui-même. Mais tout prouve sa générosité et son grand cœur ¹. Conscient du rôle qui lui incombait comme chef de l'Église en de si difficiles conjonctures, il sut regarder au-delà de ses frontières, répondre à la confiance des évêques français qui dans diverses contrées d'Italie, d'Allemagne, d'Espagne, faisaient appel à sa bourse, et, dans cette crise suprême de l'Église de France, se souvenir de ce qu'elle avait fait pour Rome, acquérir enfin, en se montrant à la hauteur des circonstances, l'une de ses plus pures gloires. Un ministre de Pie VI, Caleppi, empruntant une de ces formules grandioses qui ne déplaisent point aux Italiens, ne craignait pas de lui affirmer dans un rapport qu'il avait « payé à lui seul la dette contractée par le Saint-Siège envers Charlemagne ». C'eût été avoir pris son temps pour régler les comptes.

1. THEINER, II, p. 637-656, donne une liste des prêtres reçus dans les États pontificaux. Voir *Ibid.*, II, pp. 401, 535, une lettre du 18 février 1793, où les évêques réfugiés en Suisse remercient Pie VI du bon accueil fait dans les États pontificaux aux prêtres que la misère y a poussés de la Suisse ; une autre lettre de remerciements des prêtres reçus dans les États pontificaux. — L'abbé d'ACRIBEAU, *Ibid.*, II, p. 539-544, fait un grand éloge de l'hospitalité pontificale. Voir aussi *Ibid.*, préface, p. xxi, le rapport de Caleppi.

CHAPITRE VI

Les Souffrances et les vertus de l'exil

I. Coup d'œil d'ensemble sur l'hospitalité reçue dans les divers pays. — Chiffre des exilés. — En quels lieux sont dispersés les évêques. — Comment c'est l'épiscopat, le Pape en tête, qui, à l'étranger, a fait le meilleur accueil à notre clergé. — II. Souffrances des exilés. — Incertitude d'un refuge. — Petitesse de train. — Incessantes migrations. — Chassés de partout. — Lassitude de cette vie errante. — M. de Vintimille harassé de courir. — L'abbé de Bonneval parle de se réfugier « dans la lune ». — III. Le mal du pays. — Agitation des réfugiés à Constance le jour de courrier. — A Ensiedeln, l'Abbé les gourmande sur cette impatience de nouvelles. — Les événements de France les accablent. — Leurs cris d'horreur à la mort de Louis XVI. — Le mal d'Église. — La pensée de leur troupeau les tourmente. — Les sanglots de l'évêque du Puy dans une ordination de jeunes héros à Saint-Maurice en Valais. — Mélancolie de M. de Thémines au fond du Portugal. — Le mal de famille. — Cruelle angoisse d'être sans nouvelles des siens, plus cruelle angoisse parfois de les apprendre. — IV. Le tourment d'être hors de sa patrie. — Prétentions des émigrés. — Leurs dédains pour les coutumes étrangères. — Nos prêtres jalouxés. — En fait, ils ne sont pas aimés. « Il n'y a que la France. » — L'ennui du désœuvrement augmente encore leur tristesse. — Tout ministère paroissial interdit. — Comment ils cherchent à s'occuper. — Travaux intellectuels. — Quels écrivains, quels ouvrages fournit le clergé émigré. — V. Autre tristesse, les espérances trompées. — Promesses incessantes d'un prochain retour toujours déçues. — Anecdote contée par Chateaubriand. — Ceux qui rentrent, fatigués d'attendre. — M. de Vintimille supporte vaillamment l'épreuve. — Ceux qui pleurent. — Une sombre liturgie de l'exil dans la cathédrale de Munster. — VI. Les évêques purifiés et grandis par cette épreuve. — Ils y voient une expiation de l'ancien régime. — Les *mea culpa*. — Réveiller les morts. — Pas de lamentations, mais une énergie virile, s'écrie M. de Bausset. — Secousse salutaire. — M. de Couey veut se hausser à la hauteur des martyrs. — VII. Vie retirée et pénitente. — L'archevêque d'Auch, quittant sa solitude de Montserrat pour reconforter le clergé réfugié à Saragosse, refuse le palais épiscopal pour une cellule de couvent. — Ses traits épuisés le font saluer comme un saint par le peuple. — Témoignages rendus aux vertus du clergé français. — Paroles de Burke, de Pitt, de l'évêque d'Orense. — Épisode héroïque de Trappistes français en exil.

I

Nous venons de suivre les évêques, les prêtres dans l'exil. Chassés en masse de leur pays, pressés de fuir

précipitamment, ils ont cherché un refuge là où les circonstances, le voisinage, l'espérance de trouver asile, ont dirigé leurs pas. L'hospitalité qu'ils reçoivent diffère selon les contrées et le génie des peuples qu'ils rencontrent sur leur route. En Angleterre, ils ont trouvé une nation secourable aux proscrits par amour de la liberté, par haine de la Révolution qui est l'ennemie et dont ils sont les victimes, par respect pour cette Église gallicane dont le prestige a été si grand à travers les siècles, et dont Burke a redit avec éloquence l'éclat, les vertus. Là, les classes dirigeantes, le gouvernement lui-même, ont imprimé ce mouvement de charité et réuni des sommes extraordinaires. En Espagne, c'est le peuple, plutôt hostile en Angleterre, qui a montré le plus de sympathie aux exilés. Il sait qu'ils souffrent pour l'Église catholique qu'il aime, pour le Dieu qu'il adore. Cette communauté de foi venant échauffer encore sa générosité naturelle, l'Espagnol a ouvert son cœur, sa maison, sa bourse, et traité nos proscrits en frères et en martyrs. C'est encore le peuple que nous avons vu au premier rang dans l'admirable hospitalité exercée par un petit pays, la Suisse. En Italie, le rôle prépondérant et magnifique joué par le pape Pie VI fait remonter principalement au clergé l'honneur de la réception faite à nos compatriotes dans ce pays. La Belgique, où nos prêtres ne firent que passer, eut le temps de prouver qu'elle n'aurait cédé à aucun pays en fait de généreux sacrifices. La grande Allemagne leur fit la réception la plus diverse, se montrant souvent indifférente ou hostile, comme la Prusse, parfois accueillante, comme à Constance et en Westphalie, à l'égal des contrées les plus hospitalières.

En portant à une dizaine de mille le nombre des réfugiés en Angleterre, à six ou huit mille ceux qui étaient passés en Espagne, à six mille environ les émigrés en Italie, à cinq mille les hôtes de la Suisse, à plusieurs

milliers ceux qui avaient reflué en Allemagne par l'est de la France, par la Belgique et la Hollande, par la Suisse, on arrive au chiffre énorme de trente à quarante mille exilés, prêtres et évêques, véritable armée de proscrits et d'errants sur tous les chemins de l'Europe¹, jusqu'en Danemark, jusqu'en Suède, jusqu'en Pologne, jusqu'en Russie, où le coadjuteur d'Albi, M. de Bernis, fut reçu admirablement.

Si, après ce coup d'œil jeté sur les nations, nous voulons savoir quelle classe, dans le clergé même, témoigna plus

1. Nous avons donné les noms des trente évêques qui ne quittèrent pas la France. Les cent autres passèrent la frontière. On peut, d'après les *Mémoires de l'abbé d'Auribeau* et les sources indiquées dans notre ouvrage, tracer le tableau suivant de la dispersion des évêques dans les pays de l'Europe : à Bruxelles, le cardinal de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, les archevêques de Reims et de Cambrai, les évêques de Soissons, Le Mans, Uzès, Clermont, Coutances, Dijon, Limoges, Sées, Montpellier, Rennes, Nantes, Noyon, Pamiers, Digne, Couserans, Boulogne, Amiens et Saint-Dié. Mais ces prélats restèrent peu en Belgique; l'invasion des Français les força bientôt de s'éloigner; ils passèrent les uns en Angleterre, d'autres en Hollande, d'autres en Allemagne. — En Hollande, étaient déjà les archevêques de Lyon et de Bordeaux, l'évêque de Laon qui passa ensuite à Brunswick, et celui de Béziers. — A Dusseldorf, le cardinal de Montmorency, évêque de Metz; l'archevêque de Tours, l'évêque d'Arras son frère, et l'évêque de Saint-Omer. A Ettenheim, sur la rive droite du Rhin, le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, qui était là dans son diocèse; à Manheim, l'évêque de Valence; en Franconie, celui de Saint-Pons; à Vienne, La Fare, évêque de Nancy, qui y resta presque constamment. — Beaucoup d'évêques étaient passés en Suisse. A Fribourg résidèrent longtemps les évêques de Poitiers, Riez, Chalon-sur-Saône, Meaux, Gap, Sisteron. A Soleure, ceux d'Agen, Lisieux, Luçon. A Lausanne, l'archevêque d'Embrun. A Saint-Maurice en Valais, l'évêque du Puy. — A Constance, résidèrent l'archevêque de Paris, M. de Juigné; l'évêque de Langres, M. de La Luzerne; les deux frères Cortois, évêques de Saint-Malo et de Nîmes, auxquels vinrent se joindre dans la suite les évêques forcés de quitter la Suisse. Tous se dispersèrent plus tard en Allemagne. — Le Piémont fut aussi pour plusieurs un pays de passage; là se trouvaient, en 1792, l'archevêque de Vienne et les évêques de Grasse, Glandèves, Nevers, Fréjus, Saint-Flour, Toulon, Senez, Saint-Claude, Grenoble, etc.; la plupart se rendirent ensuite en Italie. Déjà étaient à Rome le cardinal de Bernis, archevêque d'Albi, et son coadjuteur; les évêques d'Évreux, Apt, Vence, Perpignan, etc. — En Espagne, vinrent successivement l'archevêque d'Auch et les évêques de Dax, Aire, Bayonne, Tarbes, Blois, La Rochelle, Castres, Lavaur, Alet, Rieux. On vit passer encore, dans ce pays, l'archevêque de Toulouse, les évêques de Comminges, Lescar, Saint-Omer. Mais c'est à Londres qu'on en vit le plus. Là se réfugièrent les archevêques d'Aix, Bourges, Narbonne, Toulouse, les évêques de Saint-Pol-de-Léon, Lombez, Angoulême, Rodez, Lescar, Troyes, Comminges, Vannes, Périgueux, Avranches, Condom, etc. A Jersey étaient les évêques de Bayeux, Dol, Tréguier; les deux derniers passèrent ensuite en Angleterre.

d'intérêt, de générosité aux déportés, nous trouverons, au premier rang et à une grande distance, l'épiscopat. Les moines, dont la charité avait été si grande à travers les siècles, nous ont paru moins empressés, à l'exception des fils de Saint-François d'Assise; les curés eux-mêmes ont excité plus d'une plainte. L'un d'eux s'avise d'éconduire, dans les Pays-Bas, les sollicitateurs en leur remettant deux escalins qu'il a tirés de sa poche; il est déconcerté de se les voir refuser avec dédain, et il comprend que ces malheureux ne veulent pas être traités en mendiants. Un narrateur se plaint d'avoir rencontré dans les prêtres de Hollande « une indifférence qui tenait du mépris ». En Belgique, les ecclésiastiques français ont été un peu suspects comme gallicans; en Allemagne, comme jansénistes, comme trop sévères pour l'admission aux sacrements. Et puis, il fallait compter avec les terribles gouvernantes qui ne les laissaient pas toujours entrer.

Il appartenait aux évêques de donner ici l'exemple comme en toutes choses. Ils surent s'élever sans effort au-dessus des préoccupations personnelles, des défiances qui, au-dessous d'eux, arrêtaient parfois la compassion. Ils furent admirables. Nous les avons vus partout ouvrir leurs bras aux exilés, donner des ordres pour leur assurer l'hospitalité dans leurs diocèses, prodiguer les secours et mériter la reconnaissance émue de leurs hôtes¹. En Espagne, en Italie, en Allemagne, en Belgique, nous avons eu à citer de magnifiques exemples de charité

1. L'abbé Delestre écrit : « Partout les prêtres n'étaient pas nos meilleurs amis, et plus d'un déporté, négligé par les lévites, serait resté dans le chemin sans consolation et sans secours, s'il ne fût passé un Samaritain... Partout les chanoinesses et les religieuses ont développé beaucoup de charité, et ceux qui se trouvaient dans leurs pieuses retraites pouvaient passer pour les favoris de la Révolution. Partout les évêques ont donné de grands exemples de bienfaisance. On sait ce que j'ai dit de celui de Gand, dont le plan fut successivement adopté par les évêques de Belgique. Celui de Münster entretient à ses frais quatre-vingts prêtres dans une maison commune, sans compter 100 louis de rente qu'il

épiscopale. Il n'est pas jusqu'aux évêques anglicans qui n'aient voulu s'associer par leur générosité compatissante à la gloire de l'épiscopat catholique. Comme il convenait, le pape Pie VI se place à la tête du mouvement, donne l'impulsion dans toute l'Europe et fait entendre la voix la plus retentissante dans ce concert de la charité. Puisqu'il s'agissait de compassion, il fallait s'attendre à voir aussi les femmes marcher en avant. Nous les avons trouvées admirables en Angleterre, en Suisse, en Allemagne, en Italie ¹.

II

Malgré cet immense effort, le nombre des malheureux à secourir a été si grand, leur exil si prolongé, que, fatalement, la plupart ont éprouvé la gêne et beaucoup la plus noire, la plus poignante misère. A ce point de vue, la situation des évêques tombés tout d'un coup de l'opulence dans la détresse nous a paru particulièrement triste. Nous avons reçu les confidences, entendu parfois leur cri d'angoisse dans leurs lettres au Souverain Pontife. Il y avait quelque humiliation à se voir réduit à tendre la main, quand, la veille, elle n'avait qu'à s'ouvrir pour répandre les aumônes, à tomber tout à coup du rôle de bienfaiteur à celui de solliciteur. Comme si ce n'était point assez de leur propre dénuement, les souffrances de leur clergé sont venues aiguïser encore la douleur de ces

fait à notre cardinal. Celui de Paderborn, à la charge de qui se trouvent aussi plusieurs évêques français, donnait deux couronnes à chacun des prêtres qui ne pouvaient pas trouver d'asile dans son diocèse, et cette seule distribution lui a coûté en six mois plus de 40,000 francs. L'évêque de Bamberg faisait de même, et les prélats italiens ne se sont pas montrés moins sensibles. C'est à cette sensibilité des pasteurs du premier ordre que nous devons les petites faveurs que nous avons reçues des ecclésiastiques du second. » (F. D..., *Six années, etc.*, pp. 198, 362, 364.)

1. JAGER, *Histoire de l'Eglise de France pendant la Révolution*, 1853, 3 vol. in-8°, III, 427-429.

prélats qui, dans l'ancien régime, ne pouvaient voir aucune indigence sans l'assister.

Par la force même des choses, les simples prêtres, parce qu'ils sont nombreux, parce qu'ils ont moins de relations, parce que leur infortune est moins éclatante, ont rencontré moins de secours que leurs évêques. Nous les avons vus dispersés dans toute l'Europe, tantôt groupés en communauté pour réduire la dépense, tantôt changeant constamment de gîte, cheminant avec leurs hardes sur les grandes routes, ne sachant quel accueil leur sera fait à la cure voisine, au prochain monastère. Il en est que la nécessité a tournés aux métiers manuels, il en est que la faim a poussés aux occupations les plus basses. Que de luttes, que de souffrances et parfois de désespoirs, nous révèlent les pérégrinations de ces hommes qui, n'ayant appris qu'à servir Dieu, étaient mal armés pour les combats de la vie temporelle.

Les premiers arrivants en Angleterre nous ont décrit leur embarras, presque leur désespoir, en se voyant tout à coup débarqués dans cette cité brumeuse, près d'un pont de la Tamise, sans savoir où porter leurs pas ni comment se faire comprendre. L'abbé Henry, après un long voyage avec son compagnon de route, parvient à Münster, en Westphalie, en juillet 1794, à neuf heures du soir. Comme il fait nuit, impossible de chercher asile dans une auberge. Les exilés se réfugient sous les arcades de la place. Ils comptaient y passer la nuit lorsqu'à onze heures, raconte-t-il lui-même, passa un bourgeois qui, « à la faible lueur de la lune, nous aperçut couchés sur nos paquets près d'un pilier. A l'instant, touché de compassion, il s'approcha, nous demanda en français qui nous étions et ce que nous faisons là. Nous lui répondîmes : Nous sommes des prêtres français, en ce moment « sans toit, sans refuge, voudriez-vous, Monsieur, avoir « la complaisance de nous en indiquer un ? — Ah ! suivez-

« moi, mes amis, nous dit-il, je vais vous procurer une « demeure. » En effet, il nous conduisit à l'instant chez M. Schewerbrœck, valet de ville.

Ce récit, dans sa simplicité touchante, nous redit l'un des mille incidents d'un exil où tant de pauvres errants éprouvèrent cruellement la difficulté de trouver gîte et couvert. Et quel petit train de vie indique cette phrase naïve d'un de ces malheureux voyageurs : « Nous avons lavé nos mouchoirs à la Meuse, au Rhin, à la Fulde ; nous voulions aussi essayer les eaux du Danube, et nous en fûmes contents. » Un simple prêtre pouvait bien tremper ses mouchoirs dans le Danube, lorsqu'on voyait l'archevêque de Vienne, M. d'Aviau, laver au ruisseau les deux chemises qu'il avait portées dans sa poche. Du moins avait-il deux chemises. L'évêque de Castres, M. de Royère, en manque. « Une personne inconnue, écrit-il du fond du Portugal, m'envoya deux pièces de toile fine pour en faire ; mais j'ai été obligé de les vendre pour autre chose. En faisant rapiécer les vieilles, elles me dureront encore ¹. » Quel dénuement !

Ce qui aggravait encore le sort des exilés, c'était, pour le grand nombre, de se voir condamnés à de longs voyages, à de perpétuelles migrations. Leurs relations nous ont décrit avec une poignante éloquence ces alertes, ces sauve-qui-peut où, à la nouvelle vraie ou fausse que l'armée française, si terrible aux émigrés, approche, il faut, éveillé parfois la nuit en sursaut, fuir précipitamment, par des routes inconnues, par des sentiers abrupts, à travers la campagne, la boue, les bois, jetant, au besoin, le petit sac de voyage, dernier débris de sa fortune, pour être plus agile et échapper à la poursuite des sans-culottes.

A cette époque extraordinaire où la République française, rendue en quelque sorte invincible par la vibration

1. Lettre inédite de M^{re} de Royère. — *Mémoires de l'abbé Petel*. — *Journal d'émigration en Italie*, de l'abbé DANDRADE.

qu'elle a su imprimer à la nation, frappe à la fois au dedans et au dehors, et promène à travers l'Europe ses légions victorieuses, seuls les prêtres réfugiés en Angleterre ont trouvé, à l'abri de l'Océan, une demeure inviolable. Baston, embarqué à Douvres pour Ostende, craint que la tempête ou quelque corsaire de Dunkerque ne le jettent en France, c'est-à-dire à la guillotine. De quelle voix il crie à la nef qui vole sur les flots, inclinée vers les rives barbares : *Heu! fuge crudeles terras* ¹. Mais pourquoi quitter l'Angleterre, s'il voulait un refuge de tout repos? Partout ailleurs, en Belgique, en Hollande, en Suisse, en Italie, en Allemagne, en Espagne même, l'invasion de nos armées ou les menaces de notre gouvernement donnent aux émigrés la sensation de l'insécurité. Où qu'ils soient, à quelque distance de la frontière qu'ils aient planté leur tente, rien ne les assure que le sort des armes, les combinaisons de la politique ne les forceront pas bientôt à reporter plus loin leur vie errante. Il en est qui vont jusqu'en Suède, jusqu'en Pologne, jusqu'aux extrémités de l'Europe chercher un gîte où ne vienne pas les réveiller le clairon révolutionnaire.

On triomphe à Paris de cette chasse à l'homme. « Les émigrés retirés en Italie, écrit le *Moniteur*, à la fin de 1794, se plaignent amèrement de la rigueur de leur situation. On s'y occupe, comme ailleurs, d'en diminuer le nombre. On les repousse de Milan, de Rome, de Naples. On oblige ceux qui sont à Livourne de passer en Corse. A Trieste, on exige des répondants, une profession, de l'argent. Venise, qui avait admis un grand nombre de ces fugitifs, ne veut plus en entendre parler. Bientôt il ne leur restera plus d'autre asile que la tombe. Il paraît que les prêtres n'éprouvent pas un sort plus heureux que les autres. »

C'était se réjouir du plus grand malheur qui puisse arri-

1. BASTON, t. II, p. 131.

ver à l'homme, l'absence de foyer. Cette transplantation incessante, cette éternelle fuite, amènent chez les émigrés une fatigue dont leur correspondance nous redit l'intensité. L'évêque de Limoges écrit de Münster, le 9 septembre 1794 : « Nous sommes las de mener une vie errante de royaume en royaume et de ville en ville; nous sommes résolus de nous fixer ici, et d'y attendre notre retour en France, si Dieu permet que nous revoyions notre malheureuse patrie. Nous avons fait 72 lieues, mon frère (l'évêque de Séez) et moi, en charrette, MM. les abbés de Couasnon et de Puyferrat, nos grands vicaires, ainsi que nos domestiques, à pied. Vous voyez que voilà un pèlerinage un peu long et rigoureux. » Ce n'est point en charrette mais à pied et le sac sur le dos que l'évêque de Nîmes s'était rendu de Constance dans le canton de Lucerne.

L'évêque de Carcassonne n'est pas moins fatigué de courir que l'évêque de Limoges. Il écrit de Turin : « J'ai des voyages par-dessus la tête, et si jamais je retrouve en France un fauteuil qui ne soit pas national, je ne le quitte plus. » M. de Vintimille revient fréquemment sur ce sujet. « Si je rentre dans mon pays, dit-il, je m'établis tout de suite dans le lieu qui doit me servir de repos jusqu'à la résurrection des morts, parce que, en fait de mouvement et de déplacement, je crois avoir acquitté la vie la plus longue. » L'abbé de Bonneval, lassé lui aussi de pérégrinations, a fini par se faire naturaliser Napolitain. Là encore on vient le troubler. Il écrit, découragé : « Le présent, le passé, l'avenir, ne valent plus rien pour nous. » Expulsé de ma nouvelle patrie, « il ne me reste plus qu'à en chercher une pour moi et pour les miens dans la lune ». — « L'on chasse tous les émigrés, voilà notre sort partout, s'écrie l'évêque de Tarbes. Toujours errants ! » Combien triste est le sort des pauvres exilés ! « Faire les voyages les plus longs et les plus pénibles dans le nord, dans le midi de l'Europe, sans argent, sans aucune ressource

assurée. » Un autre proscrit, l'abbé Desplanques, traduit plus vivement encore son désespoir. « Malheureux prêtres français, dit-il, les hommes nous défendent d'habiter la terre, Dieu nous défend de nous jeter dans la mer, nous ne pouvons pas escalader le ciel. Que faire ¹? »

III

Ces infortunés réclament une pierre où reposer leur tête, et quand ils l'ont trouvée, quand au dehors ils rencontrent enfin une hospitalité généreuse, la pensée de la France, le mal du pays, les empêchent d'en jouir et d'être heureux sur la terre étrangère. Et où peut être le bonheur de l'exilé pour qui le plus grand malheur est son exil même? Qu'on se figure l'état d'âme de ces évêques, de ces prêtres français, hier tranquilles, honorés dans leur pays, aujourd'hui transportés tout à coup au loin, se regardant avec stupeur les uns les autres dans une contrée dont ils ne comprennent point l'idiome, dont ils ne connaissent ni le sol, ni les habitants, ni les coutumes. Oh! nous l'avons vu, c'est avec angoisse et à la dernière extrémité qu'ils ont quitté la terre de France. M^{sr} d'Aviau, archevêque de Vienne, au moment de sortir de son diocèse, nous est montré retournant fréquemment la tête pour jeter un dernier regard sur les flèches de Saint-Maurice, dont l'ombre, grâce au reflet de la lumière, se dessinait vaguement au-dessus des brouillards du Rhône.

Vains regrets, il faut partir, il faut passer la frontière, et à la hâte, car les persécuteurs sont lancés à la poursuite.

1. « *Omnes principes denegant habitationem, transitumque vix concedunt sacerdotibus Gallis... Heu infelices nimium Galli sacerdotes! homines terram habitare nos prohibent, in mare nos projicere vœtat Deus, cælum ascendere nequimus. Quid ergo agendum penitus ignoro...* » (Lettre de l'abbé Desplanques, retiré à Livourne, du 30 avril 1794, au cardinal secrétaire d'État. THEINER, *op. cit.*, II, p. 436.)

Alors ont commencé les longues pérégrinations de l'exil. On devine que la pensée de la France va suivre comme une obsession ces fugitifs à travers le monde. « Nous n'avions rien à faire, dit l'un d'eux. Habituellement, nous tournions les yeux vers notre malheureux pays. Tout ce qui s'y passe nous intéresse ¹. » De si grandes destinées se jouent pour la patrie, pour l'Église, là-bas dans cette France ! Les émigrés sont avides de nouvelles, les attendent avec une impatience haletante. A Constance, les jours de courrier, on les voit affluer sur la place de l'Aigle, dans les environs du bureau de poste. A Fribourg, même agitation. Les prêtres se rendent visite, s'interrogent anxieusement, se communiquent les renseignements qui leur parviennent et les commentent avec animation. L'Abbé d'Einsiedeln crut devoir un jour leur faire des remontrances sur cette curiosité un peu fébrile. Il termina son petit sermon en les exhortant à souffrir en silence ². Il en parlait à son aise. Comment demander à des prêtres français de rester froids, ou même calmes, en présence d'événements qui devaient trancher leur sort, celui de l'Église et de la France ? Les exilés durent prêter une oreille plus attentive au discours qu'un des leurs tint à M. de Juigné, lorsque, au jour de la Pentecôte 1793, ce prélat, toujours en course pour recueillir des aumônes, vint les visiter à Einsiedeln. Quelle éloquence le spectacle même de l'assemblée donnait aux paroles de l'orateur, quand, devant l'ancien duc et pair, l'opulent et envié archevêque de Paris, maintenant proscrit et pauvre, il représentait réunis « tant de pasteurs, de prêtres, de lévites de tous les ordres, ou pressés par l'indigence, ou affaiblis par les infirmités, ou courbés sous le poids des travaux et des années, tous honteusement chassés de leur patrie, forcés d'être errants dans les solitudes ou dans des pays étrangers dont ils

1. BASTON, II, p. 350.

2 L'abbé Lambert (p. 154-155) donne ce discours un peu béat.

n'entendent pas même la langue, comme la leur y est inconnue, arrachés avec violence d'entre les bras des ouailles confiées à leurs soins ¹ ! »

L'image de la patrie se présentait comme une obsession à l'esprit de nos émigrés, et cependant il eût mieux valu, pour leur repos, ignorer la terrible histoire qui se déroulait dans leur pays. On sait à quel point les évêques, et même les prêtres de l'ancien régime, unissaient, confondaient les intérêts de la royauté et les intérêts de la France. Or, chaque courrier leur apporte le récit de quelque nouvel attentat contre la majesté royale. C'est le 10 août, ou l'abolition de la monarchie ; c'est, enfin, le 21 janvier, qui voit tomber la tête de Louis XVI. Cette fois, la mesure est comble. Tandis qu'une longue clameur s'élève de toute l'Europe, les évêques, les prêtres pleurent leur roi avec des larmes de sang. A Bruxelles, le cardinal de La Rochefoucauld s'enferme pendant des mois dans une solitude complète, désirant dévorer en silence l'amertume d'un deuil plus cruel encore que la perte de ses proches, car le culte de la royauté est la seconde religion de l'épiscopat. De toutes parts, la stupeur, la désolation, arrachent aux exilés des cris d'horreur ². De Rome, le Pape fait écho à ces lamentations. Le clergé, dans son culte pour les Bourbons, paraît avoir ressenti bien plus vivement que les autres émigrés la mort de Louis XVI. Mais la série sanglante continue. Bientôt d'autres crimes, en particulier la mort sur l'échafaud de Marie-Antoinette, viendront rouvrir et faire saigner encore la blessure.

Pour que rien ne manque à la trahison du sort, tandis que les exilés pleurent sur ces événements, il est des pays comme telle contrée d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne, où

1. Stifts, Arch. Einsiedeln.

2. 3 février 1793. « La nouvelle de la mort du roi nous est parvenue et elle a fait verser des torrents de larmes aux étrangers aussi bien qu'aux Français. » *Journal de l'abbé Bouie*, reproduit par l'abbé LOTH, *op. cit.*, p. 412.

l'on voudrait les en rendre plus ou moins responsables, où l'on se détourne d'eux comme ayant été enfantés par un sol où poussent les « tueurs de chrétiens et les tueurs de rois ¹ ». En Angleterre on chasse notre ambassadeur et nos prêtres sont obligés de quitter le crêpe qu'ils avaient pris en signe de deuil, pour ne pas exciter sur leur passage l'indignation causée par le régicide. Triste sort d'être expulsé par des assassins et de porter encore, quand on est victime, la solidarité des bourreaux.

Ces bourreaux envoient de temps en temps de leurs nouvelles aux émigrés autrement que par les feuilles publiques. Il n'est pas rare de voir à l'étranger le prêtre en contact avec nos soldats, soit que ceux-ci, paraissant en vainqueurs, aient perdu, à mesure qu'on avance dans la Révolution, l'ardeur antireligieuse des premières années ² et excitent moins d'épouvante ; soit que, étant prisonniers de guerre, ils se rencontrent en Allemagne dans la même ville avec les exilés. C'est le cas à Wesel, où l'abbé Dellestre entend crier ironiquement à son oreille par un soldat captif : *Vive le Roi!* une année après que ce pauvre Louis XVI avait été mis à mort. Le clergé pouvait être offensé de cette persistante hostilité. Il s'en vengeait en se mettant au service des prisonniers.

Au mal du pays venait se joindre, pour les prêtres expulsés, ce que nous pourrions appeler le mal d'Église. L'autel s'était effondré avec le trône. Le même courrier qui leur apportait le récit des exécutions sanglantes, leur

1. « Beaucoup, rejetant sur la nation tout entière le crime de quelques scélérats, nous regardent, écrit l'abbé Forest, comme couverts de honte et d'infamie par cela même que nous sommes Français. » (*Vie de M. Forest*, p. 140.) — FERSEN, *Journal*, t. II, du 6 février 1793, trouve à Maëstricht les émigrés à peu près indifférents au régicide, « quelques-uns même ont été au spectacle et au concert ».

2. L'évêque de Luçon, M. de Mercy, écrit d'Italie le 30 juillet 1796 : « Dans ce pays-ci, les Français n'ont nulle part inquiété et molesté les émigrés. Ils les ont plutôt protégés, et surtout les prêtres... Les prêtres qui sont restés ont été favorablement traités. Ils ont eu la consolation de voir beaucoup de soldats français venir entendre leur messe. » (Lettre inédite de M. de Mercy.)

apprenait le triomphe des constitutionnels, bientôt la chasse aux jureurs comme aux réfractaires, la dévastation des églises, les saturnales de Notre-Dame, les apostasies de clercs livrant leurs lettres d'ordination, bref ce que Robespierre appelait l'*interrègne de la Divinité en France*. Le mal est si grand, la ruine si universelle, le tableau si noir, que les exilés, ahuris, étourdis par ces événements, se demandent si ce n'est pas la fin du monde ¹.

Suivons cette scène émouvante qui nous transporte dans l'abbaye de Saint-Maurice en Valais. M. de Galard, évêque du Puy, réfugié dans ce monastère, va y procéder à l'ordination de deux jeunes gens, natifs de son diocèse, qui sont venus à travers tous les périls recevoir de lui l'onction sainte. Animés de la flamme des apôtres et des martyrs, ils ont hâte, une fois prêtres, de rentrer en France pour y exercer leur ministère au péril de leur vie. M. de Galard veut parler à ces vaillants, mais il ne peut contenir son émotion. « Ici, dit le récit, les soupirs et les larmes reviennent. Monseigneur se mouche à plusieurs reprises et nous aussi... Il nous dépeignit les maux présents. Allez, Messieurs, je vous envoie comme des brebis au milieu des loups. Faites face à l'impiété, au schisme. Soyez prudents... » Cette fois, Monseigneur ne pouvant plus y tenir, des larmes intarissables coulent de ses yeux. Les deux jeunes prêtres reprennent tout de suite le chemin du Puy et commencent immédiatement leurs fonctions. « Habillé en laïque, avec de longs cheveux, portant avec moi un rituel, la boîte de l'extrême-onction et un petit ciboire où étaient renfermées des hosties consacrées, je m'achemine vers le lieu si justement décrié de ma mission. Je m'arrête au premier village. » Tout le monde

1. « Comment ne serais-je pas triste, écrit un prêtre angevin, en apprenant que le lieu saint où j'avais eu le bonheur d'être régénéré en Jésus-Christ, de devenir chrétien et catholique, a été souillé et profané, et est devenu la proie des flammes ? » (*Vie de M. Forest*, p. 78.)

offre à dîner au jeune et intrépide apôtre, mais personne ne veut le loger, tant est grande la terreur publique. Le lendemain, il dresse un autel improvisé dans une chambre haute, exposée à tous les vents. « L'attention de mes auditeurs, leurs larmes, leurs soupirs, tout, dit-il, m'encourageait ¹. » Quel tableau, et que pouvait-on trouver de plus touchant dans la primitive Église ! Ce voyage de deux jeunes héros que le péril et l'amour de Dieu excitent, ce grand seigneur avec ses habits râpés, ce vieil évêque qui ne peut contenir ses larmes à la pensée de son diocèse et des malheurs qui accablent l'Église de France, ces mystères célébrés à la hâte, dans une chambre haute, au milieu des pleurs des assistants et des menaces du dehors, voilà l'émouvant spectacle auquel nous croyons assister.

Prêtons l'oreille aux gémissements qui nous viennent des plus lointains rivages. Dans l'inaction forcée que les événements leur imposent, les exilés, n'étant pas surexcités par la présence du danger, sont parfois tentés de découragement, et alors quelle profonde tristesse respire leur correspondance ! Entendez quels accents mélancoliques M. de Thémynes envoie du fond du Portugal à ses diocésains de Blois : « Vous nous avez vus, leur dit-il, au milieu des fureurs de la place publique, et vous paraissiez contents de notre contenance assez calme et facile. Nous vous semblions voir tomber avec quelque sang-froid ces dépouilles et ces dehors que l'on appelle grandeur et fortune. Maintenant que nous respirons un air moins dévorant, que nous sommes changés et devenus accessibles à toutes les terreurs, le calme a disparu. Nous portons dans notre sein nos fidèles disciples, les invincibles ministres de Jésus-Christ, ses vierges incomparables, et notre cruel martyr est d'être loin du péril et de les y savoir. Nous souffrons de toutes les alarmes et des violences qu'ils

1. Ces documents sont pris d'un recueil intitulé : *Résultats d'une conférence ecclésiastique du diocèse du Puy*, 1845, in-8°, 236 pages, p. 185-191.

éprouvent, nous sommes tourmentés de toute notre imagination, de tout notre amour pour eux, et de tous les excès dont leurs ennemis sont coupables. Voilà l'objet de nos souffrances, de notre trouble, de nos gémissements et de nos larmes ¹. » — « Assis sur les bords de Babylone », l'évêque du Puy « pleure au souvenir de Sion et de son épouse chérie ».

Les préoccupations de famille, venant s'ajouter aux angoisses religieuses, achèvent de martyriser nos malheureux proscrits. L'archevêque d'Auch, M. de La Tour-du-Pin, apprend en Espagne l'exécution affreuse du jeune abbé de La Tour-du-Pin, traqué et abattu comme une bête fauve pendant la seconde Terreur, en août 1798. « On avait été à une heure du matin dans la maison où on le croyait. Ne le trouvant pas, dit le narrateur, on s'est jeté dans la campagne et dans les bois. Il allait échapper lorsque plusieurs coups de fusil l'ont atteint et renversé mort. » M. de Nicolaï, évêque de Béziers, à qui on a longtemps caché la triste nouvelle, finit par connaître, dans l'émigration, la fin tragique de ses deux frères morts sur l'échafaud en 1794.

Point n'est besoin de porter un grand nom pour aimer les siens, pour souffrir de ce que l'on sait et plus encore de ce qu'on ne sait pas. Pendant des mois, des années, par impossibilité, par prudence, toute communication a été interrompue entre ceux du dedans et ceux du dehors. Un humble prêtre nous dit l'angoisse que lui cause dans les lointains exils le silence de sa famille. « Je n'ai point éprouvé, écrivait-il, de privation et de perplexité qui approchât de celle-là. J'en savais trop ou trop peu pour être tranquille. » L'idée de ses parents sous le glaive, ou au fond d'un cachot, dans le tombeau peut-être, le poursuit sans cesse. « Que de lugubres nuits, ajoute-t-il, que de

1. *Lettre pastorale de M. l'Évêque de Blois, Coïmbre, 1791, 272 pages.*

sommeils agités ! Leur mort eût été moins cruelle que l'incertitude. » Il s'enhardit enfin à leur écrire quand il peut croire que sa lettre ne sera point un danger pour eux. Une réponse arrive après de longs mois. « Le cachet est rompu d'une main tremblante. » Bonnes nouvelles, quelle joie ! « Elle vit encore cette bonne mère ! Il vit encore ce tendre frère qui, malgré la diversité de nos opinions, n'a pas fermé son cœur à l'impulsion du sentiment ¹. » En Angleterre, l'abbé Gaudemetz, après une pareille attente, arrose de ses larmes la lettre qui lui arrive enfin et qui lui rappelle, dit-il, « la branche d'olivier après le déluge ».

IV

Mais les exilés ont beau souffrir des nouvelles de France, et plus encore de l'absence de nouvelles, leur grande douleur est l'éloignement de la patrie. A une époque où le Français était plus casanier encore que de nos jours, la France attirant depuis deux siècles tous les regards, mais ne les portant guère au dehors, ils s'étaient fait comme un besoin de respirer l'air natal. La langue, l'aménité des relations, la sociabilité, la vivacité de la race, tout ce qui constitue le caractère propre et le tempérament d'un peuple, une civilisation douce et raffinée, le climat, le sol, jusqu'aux ondulations du pays, je ne sais quelle atmosphère physique, intellectuelle et morale, la France, en un mot, leur manquait, et ils en souffraient cruellement.

L'histoire de l'émigration nous peint nos gentilshommes pleins de dédain au dehors pour les coutumes des autres nations, et ne comprenant que les leurs, raillant la gaucherie de la noblesse étrangère qui ne sait pas même faire

¹ F. D., *Six années*, etc., p. 273-278. — Les *Mémoires de l'abbé Petel* nous redisent aussi son émotion quand il retrouva sa famille. (LOTH, *op. cit.*, pp. 444, 456.)

la révérence, et où le plus grand seigneur est plus emprunté que le moindre hobereau de province égaré à Versailles. L'abbé Baston nous présente les Françaises tuant au dehors les sympathies, qui vont d'elles-mêmes à la pauvreté et au malheur, par leur acharnement à promener à l'étranger « les lambeaux de l'opulence » avec « leurs boucles, leur chignon traînant, leur *ébouiffé* et les autres babioles. J'ai connu, dit-il, une femme en émigration qui travaillait pour vivre : il lui fallait un coiffeur et de la poudre à la maréchale. » D'autres pestaient contre le régime. Quoi ! dire le pain mauvais, et être à la veille de manquer de pain ! la bière détestable et bien chère au moment de n'avoir plus que de l'eau à boire ! » Une telle fatuité ne pouvait se rencontrer chez des prêtres : mais comment les empêcher de comparer, de trouver les étrangers moins aimables, moins sociables que leurs compatriotes, là même où ils rencontrent une hospitalité généreuse ?

Faut-il le dire, ils ne se sentaient pas aimés. « Quand on nous connaissait en particulier, dit l'un d'eux, on s'accoutumait à nous, mais, en général, on ne nous aimait nulle part. » Depuis deux siècles, la France, point de mire de l'Europe, avait pu étonner, charmer ou même éblouir le monde, tantôt par le prestige de ses armes, tantôt par le génie des écrivains ou les raffinements de sa civilisation. Elle était en train, par sa Révolution, de provoquer dans toutes les nations une attente anxieuse et passionnée. Il y

1. BASTON, II, 174-175.

2. « Le Français, même dans l'adversité, est toujours semblable à lui-même ; il aime à rire aux dépens des étrangers, et les étrangers, le savent bien. Il critique volontiers ce qui lui paraît contraire à ses usages, et les Allemands surtout n'aiment pas à être critiqués. Le Français, naturellement exigeant, affecte partout une prédilection exclusive pour les coutumes de son pays, etc. » F. D... (abbé Delestre), *loc. cit.*, p. 365. — « Tandis que les émigrés étalaient en Allemagne un luxe indécent, affichaient une criminelle indifférence pour la religion chez un peuple sincèrement attaché à son culte, faisaient parade de cette légèreté originelle plus que jamais déplacée au milieu d'une nation grave et sérieuse, » les prêtres aimaient à souffrir en silence. F. D..., p. 5.

avait là de quoi exciter tour à tour l'admiration, l'envie, la terreur ou la pitié, mais non l'amour. Le clergé gallican présentait aux étrangers de beaux types de grandeur morale et de distinction accomplie. De quels prélats allemands aurait-on pu faire le portrait que l'abbé Baston trace de l'évêque de Séez, M. du Plessis d'Argentré, auquel il rendait visite à Münster? « Sa vue, dit-il, m'inspira subitement pour lui autant d'affection que de respect. C'était un des plus beaux vieillards qu'il soit possible d'imaginer : une propreté exquise, la plus douce et la plus agréable physionomie, un air de grandeur que modifiaient et tempéraient, en quelque sorte, la bonté et l'affabilité. Il me reçut avec cette politesse qui semble appartenir exclusivement aux grands dignes de leur élévation. » Est-ce que de tels êtres, dont le spécimen était inconnu à l'étranger et va se perdant en France, n'auraient pas dû charmer et conquérir tous les cœurs! Un hobereau allemand, noble du temps de Charlemagne, qui haïssait les Français sans distinction de royalistes et de républicains, se laissa, en effet, apprivoiser par la distinction et les vertus du cardinal de La Rochefoucauld, auquel il faisait une cour assidue à Münster¹. Mais, en général, ces raffinements d'éducation étaient plus propres à faire admirer qu'à faire aimer.

Les prêtres allemands, qui disaient la messe en bottes et fréquentaient les tavernes, ne pouvaient savoir gré aux prêtres français d'une tenue qui paraissait condamner le sans- façon et la liberté de leurs manières. Et pour les évêques, est-ce que la dignité de vie d'un cardinal de La Rochefoucauld, de tous nos prélats réfugiés, ne faisait point contraste avec l'existence des plus hauts placés dans l'épiscopat german? A côté d'un François d'Erthal, prince-évêque de Wurtzbourg et de Bamberg, couchant

1. BASTON, II (348, 388, 394). Baston parle d'un Prémontré, baron allemand, qui voulut bien « s'agenouiller », pour l'aider à mettre sa chaussure.

sur une planche, ne mangeant que du pain et des légumes, quels exemples donnaient son frère, l'archevêque-électeur de Mayence ¹, et le cardinal d'Auersperg; prince-évêque de Münster, et l'archevêque-électeur de Cologne, frère de l'empereur et de Marie-Antoinette, au milieu de leur cour et de leurs maîtresses ? Et puis il y avait la différence de race. Il ne fallait pas s'attendre à voir les divers clergés, dans leurs rapports avec le nôtre, faire abstraction des sentiments nationaux. Nous avons vu, surtout chez les évêques, des dévouements admirables, où le cœur parlait hautement et provoquait des prodiges de charité. Mais, en général, on assistait nos compatriotes par devoir chrétien, avec plus de résignation que d'enthousiasme, et avec ce sentiment de lassitude que nous avons trop souvent rencontré dans les couvents.

Comment s'étonner que nos prêtres, ayant conscience d'être une gêne, dépayés d'ailleurs à l'étranger, aient appelé avec une sorte de nostalgie le retour dans la patrie ? « Il n'y a qu'une France, est devenu un proverbe parmi les émigrés et les déportés », écrit un témoin oculaire. On remarque, en Espagne, que les ecclésiastiques réfugiés ne peuvent trouver d'agrément et de consolation qu'entre eux. L'évêque de Limoges, exilé à Munster, en Westphalie, écrit de cette ville, en 1794 : « En général, le peuple est bon, religieux ; la noblesse et les gens riches sont peu sociables, ainsi que tous les Allemands, et vivent renfermés dans leur intérieur ². »

Le désœuvrement et, par suite, l'ennui, le terrible ennui, en laissant libre cours au tourment de la pensée, vient aiguïser encore les douleurs de l'exil. Que pouvaient faire ces milliers de proscrits auxquels on interdisait,

1. En 1795 l'évêque de Béziers est obligé de quitter, et « dans un délai très court », Erfurt en Thuringe, par ordre de l'archevêque-électeur de Mayence. THEINER, II, 51, 52.

2. Lettre inédite de l'évêque de Limoges au baron de Coetlosquet.

comme en Espagne, comme en Italie, et à peu près partout, les fonctions de leur ministère? Quelles difficultés on leur a opposées à Cologne pour leur laisser confesser les soldats français prisonniers et mourants! Large part est faite dans la journée à leurs prières, aux exercices de piété. De temps en temps, des retraites viennent encore réveiller leur ferveur et conserver à leur âme la vibration religieuse qui fait les martyrs. Partout où les prêtres sont réunis en assez grand nombre, des conférences journalières sur le dogme, la morale, la linguistique, l'Écriture sainte, leur sont données pour entretenir, augmenter même leurs connaissances professionnelles et les tenir en haleine. Dans ces joutes théologiques, les prêtres de l'Ouest se distinguent en Angleterre. « Les recteurs bretons et normands à cheveux blancs étaient des puits de science », écrit un témoin, l'abbé Fleury; mais, ajoute-t-il, le caractère breton a quelque peine à s'entendre avec le caractère normand. Il fallut se séparer. Nous avons le règlement des conférences ecclésiastiques organisées à Ferrare sous la présidence de l'évêque de Fréjus. Les ecclésiastiques français avaient l'obligation d'y assister, et la rédaction était envoyée à une congrégation de cardinaux à Rome. Mais ces occupations n'absorbaient qu'une minime partie de la journée. Que faire du reste, et à quoi employer son activité? Quelques rares prêtres avaient trouvé un emploi de professeurs, précepteurs, prédicateurs. Un plus grand nombre est réduit à des métiers manuels.

Les plus intelligents se tournent vers l'étude, et l'évêque de la Rochelle les y pousse avec ardeur. Dans chaque pays d'émigration nous pourrions signaler les ouvrages qui sortirent de ce labeur intellectuel. En Espagne, nombreux sont les réfugiés qui tiennent la plume. C'est là qu'à Montserrat, l'abbé Saussol écrit, sous les yeux de l'archevêque d'Auch, des évêques de Lavaur

et de Tarbes, son important ouvrage sur la *Conduite à tenir après la persécution*. En Allemagne, Münster, qui a reçu tant de prêtres, est un véritable foyer intellectuel. L'abbé Baston y réunit les documents d'un livre sur un épisode historique de cette cité hospitalière. Esprit observateur, curieux, pénétrant, écrivain habile, il compose les *Mémoires* récemment publiés, mémoires auxquels nous avons fait de nombreux emprunts et qui ont plus fait pour sa notoriété que ses livres de théologie. Dans un autre coin de l'Allemagne, à Hildesheim, M. Asseline, évêque de Boulogne, l'un des théologiens les plus écoutés à l'étranger, est l'inspirateur d'une sorte de conférence ecclésiastique où s'élaborent des œuvres de valeur destinées à l'impression.

En Italie, tandis que l'abbé d'Auribeau travaille à Rome à ses *Mémoires* sur l'émigration, l'évêque de Tarbes poursuit son grand ouvrage sur la religion, ouvrage commencé à Montserrat et dont le manuscrit ne comprend pas moins de douze volumes. Mais autrement importants étaient les écrits composés dans ce pays par l'évêque de Langres, M. de la Luzerne, que son long labeur, sa vaste science mettent hors de pair parmi tous les écrivains ecclésiastiques de l'émigration. En Angleterre, l'abbé Gaudemetz édite des extraits sur la Révolution française pour répondre à ses goûts intellectuels et se créer des ressources. L'abbé Carron, tout en soutenant des œuvres écrasantes, trouve le temps dans son exil de publier plusieurs ouvrages. L'abbé Barruel compose en Angleterre son *Histoire du clergé pendant la Révolution*, et ses *Mémoires pour l'histoire du Jacobinisme*. L'épiscopat ne reste pas en arrière. L'archevêque de Bordeaux, M. de Cicé; l'évêque de Troyes, M. de Barral; l'évêque de Lescar, le « savant Noé », comme l'appelle Grégoire, ont plusieurs fois l'occasion de tenir la plume. Les préoccupations politiques laissent assez de loisir à

M. de Boisgelin, à Londres, pour une belle traduction des Psaumes. Pendant ce temps, l'évêque d'Alais, resté en France, M. de Bausset, mûrit son talent et publie sur les divers serments des écrits où la beauté de la forme égale la justesse et la largeur des idées. Sans doute, aucun prêtre, aucun évêque ne devait rapporter de l'exil, comme Chateaubriand, un immortel chef-d'œuvre sur le christianisme. Mais, à défaut de génie, les travaux que nous venons de signaler témoignent d'une véritable activité intellectuelle. Le besoin de l'homme est d'agir, et nous voyons tel prêtre en Espagne s'occuper de médecine plutôt que de rester oisif; tel autre, à Münster, rimait plus de deux mille hexamètres sur la Révolution française et les dédier *Ad cives Westphalicos munificentissimos* ¹.

V

Mais ces occupations intellectuelles ne pouvaient absorber tous les loisirs d'un vaste corps où les vocations d'écrivain sont l'exception, fait avant tout pour agir, manquant de livres, et souvent d'un asile assuré, trop dispersé pour fournir à ses membres les encouragements et les secours qu'assure la cohésion, trop peu sûr du lendemain pour apporter à une œuvre la continuité d'efforts qui peut seule en assurer le succès. Ce que demandaient avant tout ces prélats, ces prêtres, c'était de retrouver, avec leur pays, leur diocèse, leur paroisse. L'évêque

1. Le P. DELBREL, *loc. cit.*, p. 452-458, donne le détail des ouvrages composés en Espagne. — Pour l'Allemagne, cf. Loth, *op. cit.*, p. 632-634; — DERAMECOURT, *op. cit.*, IV, 243-260. *Le Miroir du clergé*, publié en 1797; *la Science du confesseur*, le *Cours de prêches* publiés plus tard par les abbés Cossart, Cocatrix, Delahaye, avaient été préparés à Hildesheim. — Pour les ouvrages de l'abbé Carron, dans l'émigration, cf. *Vie de l'abbé Carron*, 1866, t. II, 144-161. — Pour le règlement des conférences à Ferrare, THEINER, II, 568-570.

d'Orange, M. de Tillet, qui ne quitta pas la France, s'était retiré à Provins après la suppression de son siège. Là il avait reproduit, par la peinture, l'aspect de sa ville natale, afin de tromper sa douleur par l'image de la patrie absente. Il se portait fréquemment vers la vallée, vers la colline voisine, *falsi Simoentis ad undam*, tournait ses yeux du côté d'Orange, qu'il ne pouvait voir, et envoyait, à travers l'espace, ses bénédictions à ses diocésains, en répétant : *Pater sancte, serva eos quos dedisti mihi*.

Si telle était, en France même, l'impatience de revoir son troupeau, quelle devait être au dehors l'intensité d'un sentiment qui allait croissant en raison des distances ! Des témoignages multiples nous montrent les évêques exilés en correspondance incessante avec leur diocèse, beaucoup de prêtres avec leur paroisse. Les expressions les plus vives, les cris du cœur, l'*os meum patet ad vos* de saint Paul, des accents qui ne trompent pas, nous redisent à quelle profondeur la pensée et l'amour de leurs ouailles sont gravés dans leur âme.

Quand donc pourront-ils les revoir ? Que de fois la persistante espérance de ces infortunés est venue se heurter à de continuelles déceptions ! Que de fois toutes les prévisions sur la durée de la crise ont été amèrement trompées ! L'évêque de Noyon fixe au mois de juillet 1791 l'époque, dit-il, de « notre délivrance et de l'abominable tyrannie qui pèse sur nous ». M. de Vintimille écrit le 17 décembre 1791 : « Il y a aujourd'hui un an que je quittai Carcassonne. J'étais loin de croire alors que les choses dussent être aussi peu avancées à cette époque, et cette opinion était partagée par bien du monde. » Mais c'est bien tôt, en 1791, pour s'impatienter ainsi. Trois années se passent et l'évêque de Meaux, M. de Polignac, constate avec douleur que « nos malheurs, dit-il, se prolongent au-delà du terme que la prudence humaine leur avait assigné ». Voici déjà six années d'exil révolues, et l'arche-

vêque d'Auch écrit du fond de l'Espagne : « Nous sommes toujours dans l'attente de quelque chose de nouveau qui ne vient jamais. » Rien n'est fatigant comme ces perpétuelles déceptions qui, succédant aux longs espoirs, laissent retomber l'âme sur elle-même morne et désespérée. Cette persistance du malheur abat les plus fermes courages. *Vicit mali diuturnitas*, s'écrie l'évêque de Nevers. Il en résulte une sorte de scepticisme sur l'issue des événements. « Jusqu'à présent nous sommes des hommes de désir, et voilà tout », dit l'évêque de Vence¹. Chateaubriand raconte cette anecdote dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, au sujet des prélats réfugiés en Angleterre : « Deux vieux évêques, qui avaient un faux air de la mort, se promenaient au printemps dans le parc de Saint-James. — Monseigneur, disait l'un, croyez-vous que nous soyons en France au mois de juin ? — Mais, Monseigneur, répondit l'autre après avoir mûrement réfléchi, je n'y vois pas d'inconvénient. »

Pourtant qui n'a besoin d'espérer ? et quand on est malheureux, l'espérance ne suffit pas, on fait appel aux certitudes. De là ces prophéties toujours renaissantes durant le cours de la Révolution, prophéties très claires, très détaillées, sur les événements passés, plus vagues sur les événements futurs, souvent démenties par les faits quand elles s'avisent de préciser, en promettant un sauveur qui n'arrivait point, mais remplacées bientôt par une autre prédiction qui, cette fois, se présentait avec le caractère de l'infailibilité. « En 1796, dit un exilé, le roi devait être remonté sur son trône ; nous sommes en 1797, et ce prince infortuné erre encore dans l'univers... En 1797, nous devons être rétablis dans nos paroisses, faire nos

1. THEINER, I, 329, II, 220, 233, 325. — BONNEL, *Notice biographique*, sur E.-L. du Tillet. — L'évêque de Béziers écrit le 16 juillet 1800 de Florence : « On ne sait que dire, que prévoir. Un instant peut tout finir, tout aussi peut encore se prolonger. »

prônes, recueillir notre dîme : nous sommes en 1798, et nous habitons encore la chaumière d'un serf de Westphalie, trop heureux s'il daigne nous continuer le secours de son lard et de son pain noir ¹. »

Plusieurs prêtres, fatigués d'entendre prophétiser sans résultat, de se lamenter sur les tristesses de l'exil ou de deviser sur les chances de retour en France, prennent le parti de se diriger vers la frontière. N'y tenant plus, pressés par la triple faim du pays, du troupeau, de leurs proches, ils essayent, à la première éclaircie, de forcer les barrières. Au commencement de 1793, la déclaration de guerre de l'Europe et les succès des Vendéens; en 1794, la chute de Robespierre; en 1797, la réaction religieuse et monarchique, les élections de Germinal an V, et le décret du 7 fructidor en faveur des prêtres déportés, font espérer une prochaine délivrance et tressaillir les proscrits dans leurs lointains refuges. Les évêques publient des mandements sur la conduite à tenir quand on sera en France. Quelques prélats essayent d'y rentrer. En fait, une foule de prêtres reparaissent, ne pouvant plus résister à l'impatience de reprendre leur poste, et se mettent immédiatement à l'œuvre jusqu'à ce que Fructidor en oblige un grand nombre à repasser la frontière. Pour la masse, l'exil dure jusqu'au Consulat, exil triste et accablant par sa longueur même.

Certaines natures offrent plus de résistance à tant d'infortune. L'évêque de Carcassonne, M. de Vintimille, parle de ses mésaventures avec une certaine désinvolture. Il écrit de Turin le 1^{er} janvier 1791 : « Après le procureur général syndic (de Carcassonne) et Messieurs ses collègues, je ne connais pas de morceau de plus dure digestion que le passage du mont Cénis. Je l'ai pourtant traversé sans aucun accident, et ce n'est pas une médiocre consolation

pour moi d'avoir mis cette barrière entre la régénération française et moi. » Comme on lui apprend que les instructions à ses diocésains ont été condamnées au feu par le tribunal du district : « Je puis bien vous assurer, répond-il le 1^{er} octobre, que je n'ai rien senti de cette brûlure. J'ignore l'opinion, à ce sujet, de l'ancien maire de la cité, aujourd'hui juge au district. Ce dont je ne peux douter, c'est qu'il fut d'avis de recevoir un louis de moi, en signe de charité, après la harangue qu'il me fit le jour de ma réception. Je suis également certain qu'il n'est aucun de ses collègues dans le tribunal qui ne m'ait fait l'honneur d'accepter quelque service de moi, en temps propice. » Ailleurs le prélat dit qu'il change de ville comme de chemise. Bref, le ton de sa correspondance, qui abonde en traits heureux et garde une parfaite aisance de grand seigneur, n'indique point un homme terrassé par la douleur, malgré la gêne qui menace de l'étreindre, moins, il est vrai, que la plupart des émigrés. Sous l'Empire, en 1805, il écrira de l'étranger à Carcassonne, pour se créer quelques ressources par la vente de tapisseries qu'il a encore dans cette ville. On lui fait savoir que le placement en est très difficile, que cependant le curé de Saint-Vincent se chargerait pour 350 francs de l'histoire de Samson afin de tapisser le chœur de son église. « Sans se rendre coupable de la trahison de Dalila, je crois, répond Vintimille, qu'on peut livrer Samson au curé de Saint-Vincent ¹. » Nous trouvons encore la note gaie dans la correspondance d'un Oratorien du Gers, le P. Michel Montauzet, qui, niché à Saint-Sébastien dans les combles d'une vieille mesure, rédige des lettres remplies d'une verve gasconne, qu'il signe pompeusement : *Michel du Galetas*.

Tous les prélats n'avaient certainement pas autant d'esprit, ni sans doute autant de force de résistance, que

1. *Mgr de Vintimille d'après sa correspondance*, pp. 18, 51, 69, 81, 82.

M. de Vintimille. Peut-être avaient-ils, en retour, une âme plus profonde, plus sensible aux malheurs de l'Église et à leur propre infortune. Nous aimons mieux trouver chez eux des larmes que de la bonne humeur, et ces larmes coulent abondantes. En présence des événements qui les accablent, nous entendons l'évêque de Dijon s'écrier dans sa douleur : « Quelle position est la nôtre ! » ; l'archevêque de Bordeaux : « Nous sommes tombés dans un grand abaissement » ; l'évêque de Glandèves répéter mélancoliquement avec l'Écriture : *Dies pauci et mali* ; tel autre prélat terminer par le vers du poète le récit de ses infortunes :

*Quis talia fando
Temperet a lacrymis!*

Il eût fallu ici un Jérémie pour égaler, comme dit Bossuet, les lamentations aux calamités, pour redire, selon l'expression d'un proscrit, « les indicibles tourments de l'émigration ¹ ». A son défaut, la petite Église gallicane, réunie à Munster, en Westphalie, sut composer pour la circonstance tout un office où avait passé quelque chose de l'accent des prophètes, et aussi l'inspiration parfois si vibrante des hymnes de l'ancien bréviaire. Nous devinons d'ici l'émotion de cette légion de confesseurs répétant les chants de l'exil sur la terre étrangère, et faisant retentir d'une voix puissante la cathédrale de la ville de ces paroles auxquelles les événements de France donnaient un commentaire sinistre : « Les temples du Tout-Puissant s'écroulent sous la hache impie, le pontife tombe comme

1. BASTON, II, 202. — L'évêque de Castres, M. de la Royère, écrit le 2 novembre 1796 : « Pour moi, je tends avec rapidité à la fin de ma carrière : je ne conçois pas comment je ne suis pas mort de douleur, de tous les maux que souffre mon cher troupeau, des crimes, des profanations et des sacrilèges qui l'ont souillé. J'en suis occupé sans cesse aux pieds de mon crucifix. Je suis par la grâce de Dieu fort peu sensible à mes amertumes personnelles, mais je suis accablé des maux de mon diocèse, de l'Église et de la France. »

une victime. Les autels boivent le sang de leurs prêtres, et c'est une mort semblable à la vôtre, ô Christ, qui fait couler leur sang! — Oui, la terre est enivrée du sang des martyrs : ceux qui survivent, exilés, à travers mille dangers, ont gagné des contrées baignées par un autre soleil. — C'est assez de colère. O Dieu, ne méprisez pas ces précieux restes, ou la terre verra s'achever la ruine de la foi... O Père, en souvenir de vos enfants pieux, daignez abréger ces jours cruels ¹. »

Ces prêtres, ces évêques, faisaient mieux que d'envoyer jusqu'au ciel le cri de leurs malheurs, ils honoraient en leur personne dans tous les pays de l'Europe le clergé de France. Celui-là même qui, après avoir conduit à la Constituante le deuil de l'Église gallicane, présidait, à Munster, l'office dont nous parlions tout à l'heure, le cardinal de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, méritait qu'un témoin de sa vie écrivît de lui : « Avec un esprit ordinaire..., il se montra si grand dans l'adversité, si supérieur à l'immense fortune qu'il avait faite sans la chercher, et à laquelle il n'avait pas donné un soupir en la

1.

*Ruunt tonantis templa; sub impia
Cadit securi victima pontifex.
Aris sacerdotum cruorem
Æmula mors tibi, Christe, libat.*

*Inebriatur sanguine martyrum
Tellus, et exul, mille periculis
Elapsa, terras pars superstes
Sole alio petit calentes.*

*..... Reliquias, Deus,
Ne sperne sanctas; aut labentis
Terra trahet fidei ruinam...*

*Dies nefandos abbrevia, Pater,
Memor piorum.*

Cet office du clergé réfugié à Munster est bien curieux. C'est un chant, une prière en l'honneur de ceux qui lui donnent l'hospitalité, en même temps qu'une excitation au courage et à la persévérance. Le premier Nocturne a pour titre : *Clerus Gallicanus hospitio exceptus*, le clergé de France reçoit l'hospitalité. Le second Nocturne est ainsi annoncé : *Clerus Gallicanus cibo refectus*, le clergé de France est nourri par ses hôtes. Dans les Vêpres, on lit : *Cleri Gallicani benedictio super hospites*. Cf. LOTB, *op. cit.*, p. 605-645.

perdant... Non, il n'était point possible de le connaître et de ne point l'aimer... Pour lui était vrai à la lettre ce mot, très fréquemment déshonoré par l'adulation, que les cœurs volaient à sa rencontre ¹. »

VI

De telles tribulations grandissent les hommes qui savent les supporter noblement. Ces évêques auxquels on avait pu reprocher trop de luxe, trop de représentation dans l'ancien régime, expient pour eux-mêmes et pour leurs devanciers les manquements à l'idéal évangélique. « Nous étions sans doute infiniment coupables, car le ciel ne s'apaise pas malgré toutes nos prières et nos sacrifices », s'écrie l'évêque du Puy. L'évêque de Boulogne est plus affirmatif encore. « Ce que nous souffrons, dit-il, nous l'avons mérité. » — « C'est notre relâchement qui a produit celui du peuple, ajoute l'évêque de la Rochelle. Si nous avions su fixer par nos vertus l'estime de nos ennemis, ils ne se seraient pas servis de nos défauts pour calomnier la religion, et ils n'auraient jamais conçu le projet de détruire l'Église par ses propres ministres. » Le prélat fait alors un retour sur lui-même, et bien que sa conscience ne lui reproche en rien d'avoir scandalisé un seul de ses frères, il n'hésite point à se condamner ². Dans les longues soirées d'exil, à la lumière des événements qui viennent de précipiter une révolution inouïe, les évêques, portant le regard en arrière, confessent en toute humilité ce qui dans leur existence passée, dans le fonctionnement du clergé, a pu soulever les préventions du peuple et

1. BASTON, II, 377-378.

2. Lettre pastorale de l'évêque de La Rochelle pour préparer son clergé à reprendre son ministère, datée de Guadalupe, reproduite dans la *Vie de M. Forest*, par M^r MAUPOINT, 1864, p. 407-436. — THEINER, II, 245. — *Nouvelles ecclésiastiques*, 1790, pp. 61, 62.

attirer les rigueurs du ciel. Ces taches ¹, que nous n'avons voulu ni dissimuler ni grossir, ces manquements à la résidence, ces fortunes exorbitantes à côté de la situation si modeste des curés congruistes, les bruyants scandales donnés par un certain nombre de prélats, la tolérance pour les abbés de cour, qui ne tenaient par leur petit collet à l'Église que pour la sucer et la déshonorer, tous ces abus reviennent à la pensée de l'épiscopat dans les réflexions inspirées par le malheur, et lui font crier *mea culpa* ² sous les coups de ce qu'il appelle la justice divine.

Quel revirement des choses d'ici-bas ! On reprochait avec raison aux évêques d'ancien régime la splendeur de leurs équipages, le nombre de leurs laquais. Plus de train, plus de voitures, plus de valets : c'est à peine s'ils peuvent garder un domestique pour soutenir leur vieillesse ; et l'évêque de Luçon, M. de Mercy, nous disait naguère qu'il apprenait pour la première fois à se servir lui-même. On leur objectait le chiffre de leur dotation, leur luxe, leur prodigalité, au point que certains, avec

1. Un témoin oculaire, l'abbé Barruel, écrivait en pleine Révolution : « Ses membres (du clergé) n'étaient pas eux-mêmes tous exempts des vices du siècle. Le clergé ne semblait pas annoncer toute la constance dont il a donné l'exemple. On pouvait le diviser en deux parties. L'une, trop étrangère au vrai sacerdoce, n'avait que le nom et la moitié de l'habit ecclésiastique ; elle fuyait les travaux de l'autel, en recherchant ses bénéfices par la faveur des courtisans ; elle était le scandale et l'effroi de l'Église bien plus que son appui... L'autre était celle des prêtres occupés du salut des âmes et des fonctions ecclésiastiques. C'était là vraiment le corps du clergé. En général, il était instruit de ses devoirs, etc... » BARRUEL, *Histoire du clergé pendant la Révolution*, 1794.

2. L'évêque de Saint-Claude disait dès 1790 (mandement du 1^{er} juin 1790 déjà cité, p. 19-42) : « C'est le clergé qui est la première cause de ce malheur. C'est à ses ministres mêmes que la religion est en droit de faire les plus sévères reproches... Trop souvent » on a vu le « sacerdoce usurpé par des hommes sans lumières et sans vertus, qui par leur vie licencieuse, par leur caractère impérieux et turbulent, par leur ambition et leurs intrigues, ont porté le trouble et la honte dans la maison de Dieu ». M. de Chabot flagelle ensuite l'ignorance et la cupidité, « l'avarice ou les scandaleuses profusions » de beaucoup de pasteurs, « leurs prétentions toutes séculières, leur ambition, leur avidité pour les honneurs et les richesses, leurs relâchements, leur déplorable attrait pour les intrigues et les affaires du monde ». Il conclut : « C'est nous, faisons-en l'humble aveu, qui avons fait blasphémer le nom du Seigneur parmi les nations. »

600,000 livres de rente, trouvaient encore moyen de faire des dettes. Les 600,000 livres de rente se sont réduites à 600 francs, donnés par la charité et avec lesquels ils trouvent moyen de vivre. De tels bouleversements ne s'opèrent point sans amener une forte commotion morale. Les lettres, les écrits des prélats à cette époque, nous prouvent qu'ils s'élèvent à la hauteur de leur infortune. S'ils avaient été tentés de s'abandonner, avant 1789, à la facilité de vivre, au charme d'une existence bercée dans les honneurs et l'opulence, si quelques-uns avaient besoin d'être réveillés de leur assoupissement, le coup de tonnerre de la Révolution a retenti jusqu'au plus intime de leur être et remué leur âme dans ses profondeurs. A mesure que la figure du monde s'efface, que la terre se dérobe et que tout s'écroule autour d'eux, l'évêque de Blois s'écrie qu'il faut se retirer en soi-même. *In me unicum negotium mihi est*, a dit un ancien. « Quel terrible événement pour réveiller les tièdes et ressusciter les morts, écrit M. de Thémynes aux religieux tentés d'abandonner leur état ! Dans quel temps voudrait-on quitter le joug du Seigneur, pour rentrer dans l'esclavage du monde, lorsque tant de gens fuient et cherchent au loin le repos et la solitude, et que chacun est, pour ainsi dire, marqué d'un sceau particulier selon son état, sa condition et ses principes ? » Mais courage au milieu des plus grands malheurs ! « Au lieu de cette tristesse morne et désespérée, il faut un silence actif, une douleur mâle et chrétienne, et quand tout se ravage au dehors, que l'intérieur se fortifie et s'embellisse. Ménagez, ô mon Dieu, notre faiblesse, ou plutôt fortifiez-la, et frappez ensuite à coups redoublés, pourvu que nous baisions votre main souveraine, et que nous serrions dans nos bras votre croix adorable ¹. » Quel ferme langage ! L'évêque

1. Lettres de M. de Thémynes, évêque de Blois, à M. Adam, pp. 12, 18.

de Blois n'est pas seul à le tenir ; il n'est pas seul à combattre « la tristesse morne et désespérée ». L'évêque d'Alais, dans une page émouvante, repousse les vaines lamentations et fait appel aux énergies viriles d'une âme chrétienne. Il n'entend pas qu'au milieu d'un désastre universel, et qui a frappé tout le monde en France, le clergé cherche à attirer sur lui la commisération. « Tout parle, dit-il, des malheurs, des injustices qu'ont essuyés en France les ministres de la religion : eux seuls ne doivent jamais en parler ; leur bouche ne doit s'ouvrir que pour porter des paroles de consolation, de douceur et de paix... Comment se permettraient-ils de parler de leurs propres malheurs, lorsque leurs paroles s'adresseraient peut-être à un père, à une mère, à une épouse, qui pleurent encore la destinée tragique des objets les plus chers de leur tendresse ! Comment oseraient-ils regretter l'aisance ou l'opulence qu'ils ont perdue, en contemplant la ruine de tant de familles dépouillées des héritages qu'elles avaient reçus d'une longue suite d'ancêtres, et qu'elles devaient se croire assurées de transmettre à leurs descendants !... Il fut un temps où l'on consolait les malheureux en les invitant à regarder au-dessous d'eux pour y voir de plus grands malheurs encore. Les temps sont changés. Ramenons notre pensée sur tout ce qui existait au-dessus de nous... ; ensuite osons, si nous en avons le courage, parler de nous-mêmes ¹. »

Il n'est point donné à des âmes vulgaires de tenir un pareil langage. Ces évêques, qu'on pourrait croire un peu amollis par les délices de l'ancien régime, trouvent dans l'adversité un ressort moral et des accents que nous sommes forcés d'admirer. Il y a dans leur sacrifice une première pensée d'expiation et, comme la hache révolutionnaire saura bien abattre en lui quelques membres, les

1. *Exposé des principes sur le serment, etc.*, p. 144-146.

taches que nous avons eu à signaler dans ce grand corps de l'Église de France vont disparaître derrière le manteau empourpré du sang des martyrs : *Gallia purpurata*.

Les prélats ont conscience que de la Révolution peut sortir un ébranlement salutaire au point de vue religieux. « Une longue paix, dit l'évêque du Puy, avait endormi la foi dans l'âme de la plupart des chrétiens. Peut-être fallait-il une secousse pour les réveiller. La religion avait besoin dans ce siècle pervers d'un grand témoignage : elle le reçoit. » Cette « épreuve était nécessaire », ajoute M. Asseline ¹. Cette conviction que Dieu a permis ces terribles événements pour secouer son peuple, pasteurs et fidèles, communique un nouvel élan aux évêques. Ils expient et ils se sanctifient. Ceux-là même qui, avant la Révolution, ont pu scandaliser l'Église, tels que le cardinal de Rohan, M^{sr} de Grimaldi, mènent une vie sans reproche dans l'émigration ². Chez tous ces prélats, l'évêque a grandi dans l'épreuve. Si la correspondance de quelques-uns, de M. de Sabran, par exemple, ramène rarement des considérations surnaturelles, nous trouvons chez la plupart les accents du chrétien et du pontife. Tandis que les événements d'une Révolution qui venait d'ensevelir le vieux monde avaient à peine effleuré la légèreté irrémédiable de tant de Français poussés hors des frontières, on ne s'étonnera point que des évêques aient envisagé ces catastrophes avec les yeux de la foi, et trouvé dans le malheur un stimulant pour se rapprocher encore

1. Cf. *Conférence du Puy*, etc., p. 71; ASSELINE, *Réflexions*, etc., p. 32. — L'abbé SAUSSOL, *op. cit.*, pp. 327, 328, dit : « La persécution a fortifié le bon grain en séparant la paille... Plusieurs de ceux qui vivaient dans la tiédeur et même dans l'oubli de Dieu, sont revenus à lui. »

2. Le chancelier Pasquier (*Mémoires*, I, 9) dit de M. de Grimaldi, évêque du Mans, puis de Noyon : « Il s'y est montré (à Londres) non seulement régulier, mais austère et fort intolérant à l'égard des évêques qui ont cru, en 1800, qu'il était de leur devoir de ne pas refuser leur concours au gouvernement de la France. » Pour le cardinal de Rohan, Cf. PAULUS, *op. cit.* — M. d'Agoult, évêque de Pamiers, est, à notre connaissance, le seul prélat de l'émigration dont on ait incriminé la conduite. (FORNERON, *Histoire des émigrés*.)

de Dieu. « Je n'ai à me plaindre, disait l'évêque du Puy, que d'avoir trop peu souffert pour profiter d'une carrière aussi favorable que la Révolution. » Et cependant sa vie austère, ses pénitences, ses jeûnes observés jusqu'à la plus extrême vieillesse, et d'autant plus pénibles qu'il était toujours levé à 5 heures du matin, prouvent qu'il ne faut voir dans ce regret qu'un cri d'humilité et le désir de perfection qui tourmente les vrais apôtres. L'évêque de Dijon unit ses sacrifices à ceux du Sauveur, « qui nous a donné l'exemple des souffrances, et dont les nôtres ne seront jamais qu'une imitation bien imparfaite ». L'évêque de Clermont écrit : « Je ne sais jusqu'à quand durera cet horrible état de choses ; mais je sais que nous ne devons pas nous lasser de souffrir ni sortir de cette sainte résignation qui peut rendre nos espérances salutaires. » L'évêque de La Rochelle, M. de Coucy, dans un mandement donné à une époque où la première réaction contre les crimes de la Révolution fait espérer la rentrée en France, trace à ses prêtres et à lui-même les nouveaux devoirs créés par les événements. Il est convaincu que l'admirable conduite du clergé durant la persécution l'a placé dans l'imagination et dans l'estime publique à une hauteur où il doit se maintenir. « Au sortir d'un exil long et pénible, écrit-il, serait-il possible qu'on ne reconnût point en nous ces défenseurs de l'Église à qui il n'a manqué que le dernier coup des martyrs pour mériter des autels. » L'histoire nous apporte l'écho des acclamations qui, aux premiers siècles, saluaient au retour ceux qui avaient souffert pour la foi. « Nous aussi nous recevrons des bénédictions, nous aussi nous avons suivi la carrière des confesseurs. On a droit de nous regarder comme des saints, parce que Jésus-Christ nous a fait la grâce de souffrir pour lui. » Mais honneur oblige. A quelle hauteur ne faut-il point s'élever pour justifier un tel titre ! « On a de la peine à penser que des confesseurs de la foi sont encore des hommes. Réfor-

mons-nous si nous avons besoin de réforme. » L'évêque de Soissons tient un aussi chrétien, un aussi fier langage. « Que l'Europe, dit-il à ses prêtres et à ses fidèles, parle de votre gloire, je dois vous parler des devoirs qu'elle vous impose. Il n'est pas permis à un confesseur de Jésus-Christ de n'avoir qu'une vertu médiocre. »

VII

Il ne faudrait point voir dans ces paroles un vain hommage rendu à la sainteté qu'on se contente de saluer de loin sans chercher à l'atteindre. En 1794, l'évêque de Tarbes écrit de l'évêque de Lavaur, que plusieurs années de vie commune lui ont permis de bien connaître : « C'est un prélat rempli de vertus, et je ne me séparerai jamais de lui. » L'évêque d'Alet, M. de Chanterac, réfugié à Sabadell, en Catalogne, y mourait le 27 avril 1793, en odeur de sainteté, laissant une mémoire vénérée parmi les populations catalanes qui, plusieurs années après, venaient encore allumer des cierges autour de son tombeau. L'évêque de Fréjus demande par son testament d'être enterré, comme les pauvres, dans l'hôpital le plus rapproché du lieu d'exil où il rendra le dernier soupir ¹.

Nous cherchons vainement les prélats que la légende nous représente menant vie joyeuse dans l'émigration. La facilité avec laquelle plusieurs d'entre eux adoptent l'hospitalité et le régime des couvents n'indique point

1. *Bulletin de la province ecclésiastique d'Auch*, 1861, p. 494-495. — *Recherches sur la ville d'Alet*, p. 211. — THEINER, II, 108. — Mandement de l'évêque de Soissons, 19 mars 1792, p. 66. — « Je voudrais être enterré dans le cimetière le plus voisin du lieu de mon décès et comme les pauvres de l'hôpital, afin d'être plus particulièrement réuni aux membres de Jésus-Christ, dont il a daigné me rapprocher par sa miséricorde dans les derniers moments de mon existence. » Testament de M. de Bausset de Roquefort, évêque de Fréjus, à Venise, 18 mars 1797. Il resta dans la prière et la retraite jusqu'à sa mort survenue à Fiume, le 10 février 1802. — LAUGIER, *op. cit.*, p. 174-178.

des hommes avides de distractions et de fêtes mondaines. L'évêque de Castres, M. de Royère, après avoir passé quelque temps en Espagne, se réfugie en Portugal. Là il choisit pour résidence l'abbaye d'Alcobaça, où il mènera pendant huit ans l'existence d'un cénobite, édifiant les religieux par son austérité, par ses vertus, leur adressant en beau latin de touchantes instructions sur leurs devoirs. C'était un pénitent et un humble. La confession de ce qu'il appelle ses fautes, le ton de son testament, expriment une foi antique et une piété pénétrante. Combien d'autres prélats acceptent la retraite et la vie conventuelle ! Nous avons vu l'archevêque d'Auch, les évêques de Tarbes et de Lavaur, gravir, en 1791, les hauteurs de Montserrat en Espagne, et s'enfermer dans les murs austères de l'abbaye de ce nom. Là, l'archevêque d'Auch, durant presque tout le temps de l'émigration, les autres évêques pendant trois ans, vivent en cénobites, partageant leur journée entre la prière, l'étude et la correspondance avec leur diocèse. Leur seule distraction est une petite promenade en commun toujours dirigée vers la fontaine de *Las Degotalls*, et interrompue par quelques instants de repos sur un roc qui a gardé jusqu'à nos jours le nom de perron des évêques, *padris dels Bisbes*. A la fin de 1794, l'archevêque d'Auch quitte un instant cette Thébàide pour venir à Saragosse, consoler, fortifier par sa parole les prêtres nombreux qui y étaient réfugiés. L'évêque de Saragosse, primat d'Aragon, voulait recevoir avec la plus grande solennité M. de La Tour-du-Pin. Celui-ci, portant le deuil de l'Église gallicane, comprenant que le temps des honneurs, de la représentation, était passé, refusa toute pompe et même l'hospitalité du palais archiépiscopal, pour s'enfermer dans la cellule et partager la table d'un pauvre couvent. C'est de là qu'il sortait pour adresser à son clergé des instructions où, dit un témoin, « la voix du pontife s'étouffait dans les sanglots ». Le peuple de la

catholique Espagne, qui avait fait un cortège triomphal aux évêques réfugiés, ne dissimulait pas sa vénération pour l'archevêque d'Auch. « A la vue de ses traits épuisés, de la pauvreté de son costume, on sortait des maisons sur son passage. Les habitants de Saragosse disaient les uns aux autres : Vé aqui el santo ! Vé aqui el santo ! Regardez le saint ! Voilà le saint qui passe. » Les simples prêtres marchent ici sur la trace de leurs évêques. Le régime de l'abbé Carron à Jersey n'est pas d'un jouisseur. « Mon appartement sera nu, dit-il dans son règlement ; mon lit sans rideaux, formé seulement de quelques planches recouvertes d'une simple toile, d'un drap et d'une couverture ; mon oreiller sera une pierre. Tout au plus je me permettrai de la couvrir d'un peu de paille. La montre que j'ai m'étant fort utile, à cause du réveil-matin qu'elle renferme, je la garderai jusqu'à ce que je sois parfaitement habitué à me lever tous les jours à quatre heures. Alors je la donnerai à mes bons amis les pauvres. Ma boisson ne sera que de l'eau et je tâcherai de jeûner tous les jours pendant le reste de ma vie ¹. »

Ne nous étonnons pas que de telles vertus aient forcé l'admiration du monde. Un contemporain a pu écrire : « C'était un beau spectacle que celui que présentaient trente mille ecclésiastiques jetés sur des terres étrangères, sans autre frein que celui de leurs devoirs, et ne manquant à aucun. » Le célèbre Burke se fait, dans une lettre adressée à M. de Boisgelin et rendue publique, l'écho des sentiments que la conduite de l'épiscopat, en particulier, inspirait à ses concitoyens. « Votre Église, lui dit-il, dont les lumières furent l'ornement du monde chrétien dans sa

1. En 1800 nous trouvons M. de Coucy, évêque de la Rochelle, habitant le prieuré des Dominicains de Guadalajara. Le grand nombre des évêques réfugiés en Italie étaient dans des couvents. « La prière, l'étude et la retraite ne peuvent être bien facilitées que dans une maison religieuse où il y a une bibliothèque. » (THEINER, II, 328.) La vie commune fut souvent l'existence du clergé secondaire en Espagne, en Italie, à Munster, et

prospérité, est plus brillante encore dans ses infortunes, aux yeux de ceux qui savent juger. Jamais un si grand nombre d'hommes n'a fait paraître une constance aussi irréprochable, un désintéressement aussi manifeste, une humilité aussi magnanime, tant de dignité dans sa patience, et tant d'élévation dans le sentiment de l'honneur... Des siècles n'ont point fourni autant de nobles exemples que la France en a produit dans l'espace de deux années. Il est honteux de chercher le mérite dans l'antiquité pour l'y admirer, et d'être en même temps insensible aux objets qui sont sous nos yeux. La France est dans une déplorable situation quant à son état moral et politique; mais il semble qu'il est dans l'ordre de l'économie générale du monde que, lorsque les plus grands et les plus détestables vices dominant, les vertus les plus distinguées et les plus éminentes lèvent plus fièrement la tête; ce n'est plus le temps de la médiocrité. » Le fameux Pitt, le premier ministre de l'Angleterre, rendit au clergé français du haut de la tribune nationale ce solennel témoignage : « Peu de personnes oublieront la piété, la conduite irréprochable, la longue et douloureuse patience de ces hommes respectables. Jetés tout à coup au milieu d'une nation étrangère, différente par sa religion, sa langue, ses mœurs, ses usages, ils se sont concilié le respect et la bienveillance de tous par l'uniformité d'une vie remplie de piété et de décence. Le pays qui les a reçus a été favorisé du ciel. Dans les malheurs particuliers et publics que la plupart des autres pays ont éprouvés, la Providence a comblé l'Angleterre de gloire et d'honneur. La paix a régné dans ses palais, l'abondance dans ses cités. Tous les climats ont

même en Angleterre, comme nous l'avons vu pour Winchester. — Une relation parlant, en 1795, du millier de prêtres français présents à Fribourg, dit : « Presque tous ces réfugiés se sont jetés dans la haute dévotion et tâchent de charmer leur ennui par des pratiques religieuses. » BEUCHOT, *op. cit.*, pp. 29, 30; *Vie de l'abbé Carron*, II, 13-18; LOTH, II, pp. 110, 612, 613; DELBREL, *loc. cit.*

été tributaires de son commerce et toutes les mers ont été illustrées par ses victoires ¹. »

En Suisse, pays protestant comme l'Angleterre, mêmes préventions contre le clergé catholique à son arrivée; bientôt, quand on l'a vu de près, mêmes témoignages d'estime et de vénération que ceux recueillis en Angleterre ².

Les pays catholiques font écho à ces voix d'hétérodoxes. De partout arrivent les témoignages de la vénération qui entoure le clergé français. L'archevêque de Ferrare, voyant venir à lui M. de Bausset de Roquefort, évêque

1. Ces paroles furent prononcées par Pitt, au parlement d'Angleterre, en 1799. « Notre sort, dit-il, est d'être les témoins de la révolution la plus terrible que l'Europe chrétienne connaisse. Une nouvelle race, ennemie de la religion, s'est élevée, et depuis Rome jusqu'en Hongrie, elle a ébranlé tous les trônes et attaqué tous les autels. Une de leurs premières atrocités a été le massacre d'une grande partie de leur clergé, et le bannissement presque total de celui qui restait. » Pitt raconte ensuite ce que l'Angleterre a fait pour le clergé réfugié dans ce pays. — « Ce n'est pas sans peine, écrit l'abbé Baston (*loc. cit.*, II, 42-43), qu'on parvint à s'établir à ce haut degré de bonne réputation. Nous eûmes des préjugés à vaincre. La malveillance avait précédé notre arrivée, et des presbytériens avaient semé contre nous des calomnies de plus d'un genre. Le clergé de France, réfugié en Angleterre, les détruisit d'autant plus sûrement qu'il les ignorait, et qu'il n'employa, pour y parvenir, qu'une conduite régulière et soutenue, sans savoir même qu'il en eût si particulièrement besoin. » Baston cite plusieurs preuves de ces préventions et de ces retours de l'opinion. — L'abbé Gaudemetz donne cet extrait d'un sermon prêché à Londres, le 1^{er} janvier 1794, par le chapelain de la chapelle royale de Bavière. « Un œil jaloux, disait-il, a épié la conduite de ces légions de confesseurs : qu'a-t-il découvert ? Une uniformité de conduite, un même esprit de douceur, de patience et de piété. Il les a vus se conduire d'une manière digne de leur vocation, se montrer partout des ministres irréprochables, ne donner de scandale à personne et ne laisser échapper aucun mot de plainte ou de murmure contre leurs persécuteurs ; en un mot, il a vu en eux des modèles de patience dans leurs peines, dans leurs tribulations et dans leurs adversités. Sans doute, en ce moment, leur détresse est extrême ; mais ils ont pour eux le témoignage d'une bonne conscience, convaincus qu'ils sont que le Père céleste les traite comme ses enfants, et qu'après les épreuves qui affligent maintenant leurs âmes, ils goûteront ensuite les plus doux fruits de sa justice. »

2. « Ils avaient trouvé en arrivant en Suisse presque tous les esprits prévenus contre eux, et c'est uniquement par leur conduite qu'ils étaient parvenus à dissiper les préjugés haineux dont la Révolution les avait entourés. Partout où j'ai voyagé, en Suisse, en Allemagne, en Espagne et ailleurs, ils étaient l'objet de la vénération publique par la dignité avec laquelle ils supportaient les privations de l'exil, par la pureté de leurs mœurs et leur hauteur d'âme dans le malheur. » LAMBERT, *op. cit.*, pp. 155, 156. — Voir aussi, sur les vertus du clergé réfugié en Suisse, BEUCHOT, p. 29 et passim ; sur le clergé réfugié à Münster, JÉROME, *op. cit.*, p. 22.

de Fréjus, s'écriait : « Mes vœux sont satisfaits, puisque je possède enfin l'un des prélats de l'Église gallicane, qui ont mieux aimé abandonner leur fortune, leur patrie, et s'exposer à toutes les rigueurs de la persécution, plutôt que de manquer à la foi de Jésus-Christ. »

Le pontife qui surpassa tous les autres en admiration, comme il les surpassa en dévouement pour l'Église gallicane, fut l'évêque d'Orense, en Espagne, Pierre de Quevedo, dont le nom, vénéré encore dans son pays, mérite de ne jamais périr dans le souvenir et la reconnaissance du clergé français. Avec quel enthousiasme il s'écriait en voyant arriver à lui les malheureux exilés : « Il n'est en Europe aucune des Églises du Christ, il n'est aucun endroit dans l'Univers, où ne soit arrivé le bruit des travaux, des tribulations, des souffrances, des luttes à mort, qui viennent d'illustrer les évêques, les prêtres et tous les membres du clergé de France. Nous prenons donc sous notre protection, nous vénérons tous ces confesseurs qui, après tant de siècles écoulés, nous montrent, non une légère esquisse, mais une parfaite et vivante reproduction de la ferveur du christianisme primitif..., qui ont combattu pour les droits de Dieu et de l'Église, qui, sommés de se souiller par un serment sacrilège et de trahir la cause de Dieu, ont mieux aimé laisser leurs richesses, leur patrie, les honneurs du monde, et même sacrifier leur vie. Prêtres français qui êtes restés fidèles à Dieu, qui avez bien mérité de l'Église universelle, vous êtes aujourd'hui l'ornement de l'Espagne ; son clergé estime que votre compagnie le grandit et l'illustre ; ses évêques vous reçoivent et vous traitent, non en hôtes et en étrangers, mais en concitoyens des saints, en serviteurs et en enfants de la maison de Dieu, en ministres fidèles, en frères et en fils bien-aimés. » Ce lyrisme, cet enthousiasme, qui se traduit bientôt en des prodiges de charité accomplis par l'évêque d'Orense, prouvent quel retentissement uni-

versel avaient eu les malheurs du clergé de France, et quelle estime profonde, quelle admiration, quelle vénération, son courage, son renoncement et ses vertus lui avaient conquises dans le monde. L'évêque d'Orense eut un jour l'occasion d'exprimer ses sentiments avec une spirituelle délicatesse à un prélat français. Ayant reçu une mitre tressée de feuilles de palmier, il l'envoya à un confesseur de la foi, l'évêque de la Rochelle, réfugié en Castille, avec ce mot charmant : « On m'a donné une mitre de *palme* ; j'ai voulu l'essayer à ma tête, et elle n'y va pas du tout. Quoique de loin, j'ai pris les dimensions de la vôtre, et j'ai vu que ma mitre était à sa juste mesure ¹. »

De tous les exemples de vertu donnés au monde par le clergé français émigré, aucun peut-être n'eut autant d'éclat que l'austérité des Trappistes dans les lieux d'exil où les poussa la Révolution. Ces religieux, chassés de la Maison-Dieu, près de Mortagne, trouvèrent un asile en Suisse, à la Valsainte, dans un couvent de Chartreux en ruines. Ce couvent essaima en Belgique, en Piémont, en Allemagne, et jusqu'en Espagne où s'ensevelit l'un des plus brillants gentilshommes de l'armée de Condé, ce Charles Clausel de Coussergues, en religion Fr. Jean Climaque, dont Chateaubriand, dans le *Génie du Christianisme*, a raconté la conversion et publié les admirables lettres. Sur divers chemins de l'Europe, en particulier en Suisse, en Westphalie, en Bavière, en Autriche, on vit défiler sur trois colonnes, sous la haute direction de dom Augustin de Lestrange, d'abord les Trappistines pour lesquelles la princesse Louise de Condé, Trappistine elle-même, avait demandé à l'empereur Paul I^{er} un

1. THEINER, II, 1-3, donne le texte latin de la lettre de l'évêque d'Orense. — *Mémoires d'Auribeau*; P. DELBREL, *loc. cit.* — Voir dans la notice sur le dernier évêque de Dax par GIROT DE LA VILLE (p. 131-138) les touchantes lettres échangées entre M. de la Neufville et Pierre de Quevedo, évêque d'Orense.

asile en Russie, puis les religieux de chœur et frères convers, puis les enfants formant l'école avec leurs professeurs. Procession vivante d'une règle plus austère que celle de Rancé, dont l'observance ne fut pas plus interrompue sur les routes, sur les chariots, que dans les haltes ou les séjours plus ou moins prolongés. Tout contact avec les religieux qui leur donnaient l'hospitalité était évité avec soin, pour écarter la moindre tentative de relâchement qu'aurait pu provoquer l'exemple d'une vie moins sévère. Le monde restait stupéfait devant cet étrange spectacle de vertus monastiques et, nous pouvons l'ajouter, de vertus françaises. « Passer toute une matinée sans boire, vingt-quatre heures et quelquefois plus sans manger, dit un contemporain, paraît aux Germains quelque chose d'extraordinaire, et à peine osent-ils en croire leurs propres yeux. Ils sont déjà doublés en nombre, mais la plupart de leurs prosélytes sont des Français ou des Italiens : les Allemands ne regardent encore que de loin cette terre promise ¹. » Nous terminons par ce trait héroïque l'histoire des souffrances et des vertus du clergé français dans l'exil.

1. C. GAILLARDIN, *Les Trappistes ou l'Ordre de Cîteaux au XIX^e siècle*, t. II, passim. — *Journal d'émigration de l'abbé Henry*.



LIVRE QUATRIÈME

LA POLITIQUE ÉPISCOPALE DE L'ÉMIGRATION

CHAPITRE PREMIER

Haine de la Révolution et vœux pour l'étranger

I. La question de vivre ne pouvait être l'unique préoccupation des prêtres exilés. — Comment la pensée de la France les suit partout. — Ils s'étaient associés au mouvement de 1789, et les voilà chassés par la Révolution. — Leur amertume. — Changement de langage quand ils ont passé la frontière. — Ils parlent hautement du roi. — Plaintes sur la nullité de Louis XVI, qui se laisse confisquer par « l'inférieure Révolution ». — Les évêques font une vive peinture des ruines qu'elle a accumulées. — Leur protestation de fidélité à Louis XVIII. — II. Comment leur horreur de la Révolution pousse les évêques à faire des vœux pour la coalition de l'étranger. — Les Français traités de brigands. — Annonce d'un prochain retour. — Les mandements déjà prêts. — Prophéties toujours démenties par les faits et toujours renouvelées. — Alternative d'espérance et de déception. — Comment les évêques commentent les événements. — Toujours partie remise. — III. Circonstances atténuantes pour ces vœux en faveur de la coalition. — Le patriotisme autrement compris que de nos jours dans l'ancienne France. — Exemple des protestants. — Là où est le roi, là est la patrie. — Tous les exilés, Louis XVIII en tête, auraient repoussé avec horreur tout démembrement de la France. — Comment chez eux le patriotisme fut mis en opposition avec l'instinct de sa propre conservation. — Telle ville où les exilés seront mis à mort si les assiégeants français ne sont pas repoussés par l'étranger. — Rapprochement des prêtres et des soldats au dehors. — L'évêque de Toulon meurt en les soignant. — IV. Des évêques voient clairement le danger pour la France de la coalition. — Paroles de l'évêque de Boulogne. — Le cardinal de

Bernis ne croit pas au désintéressement des puissances. — « On ne fait rien pour rien en ce monde. » — Ses défiances contre elles et contre les « têtes folles » qui s'agitent autour des princes français.

I

Les pages qui précèdent nous ont montré les évêques exilés aux prises avec les difficultés de vivre. Mais la question de subsistance ne pouvait les absorber. Dans leur fierté, ils auraient tous souscrit à ces paroles de la vicomtesse de Noailles : « J'ai toujours remarqué que les regrets donnés au matériel ne se montraient vivement que dans les parvenus. » Ils emportaient au cœur à l'étranger deux sollicitudes plus hautes, deux grands amours, l'amour du pays et l'amour de l'Église. Aussi allaient-ils diriger invinciblement leurs regards vers la terre de France.

Dans la lutte contre la constitution civile du clergé, l'héroïque défense d'une cause divine avait élevé les évêques à une singulière hauteur. Il leur était bien difficile de s'y maintenir, et de ne point ajouter des préoccupations d'un autre ordre à leurs combats pour l'unité catholique. Nous voulons parler de la question politique. Ce serait fâcheux pour leur mémoire si on pouvait les confondre avec les émigrés, si, dans leur hostilité contre la constitution civile du clergé, le pontife avait servi de masque au gentilhomme. Mais nous avons prouvé que dans leurs mandements la foi parlait plus haut encore que l'honneur, que les conditions dans lesquelles s'effectua leur départ de France faisaient d'eux moins des émigrés que des proscrits.

Est-ce à dire que chez eux l'évêque ait absorbé le royaliste ? Nullement, et il faut ici convenir qu'ils avaient bien le droit de rester fidèles aux Bourbons, lorsqu'on entend Danton et Robespierre faire encore profession de monar-

chisme dans les premiers mois de 1792 ¹. On ne pouvait demander l'indifférence ou la neutralité en matière politique à des prélats que nous avons vus dans l'ancien régime si mêlés à toutes les administrations, à tous les grands intérêts de la nation, en même temps si profondément attachés à leur roi. Eux, dont les prédécesseurs ont fait la France, les voilà chassés de France. Ils ont été poursuivis dans leur retraite par la haine de leurs ennemis, par les injures tombées de la tribune française. « Partez, leur criait la Législative ; le sol de la liberté est fatigué de vous garder. Nous vous nourrirons, s'il le faut, chez l'étranger, trop heureux de nous débarrasser de vous à quelque prix que ce puisse être... Partez, mais dans quelque partie du monde que vous portiez vos pas, mettez toujours entre vous et nous la plus haute des montagnes ou le plus large des fleuves. Oh ! quelle fête pour la liberté que le jour de votre départ ! quel soulagement pour la patrie, lorsqu'elle aura vomi de ses entrailles le poison qui la dévore ² ! »

Un congé donné en ces termes n'est point de nature à rafraîchir l'amitié ; et lorsque, après avoir spolié au dedans, on détrousse encore à la frontière des malheureux proscrits, allégeant leur bourse des quelques louis qu'ils avaient pu recueillir pour les besoins de l'exil, on ne peut guère s'attendre aux bénédictions des victimes.

Qu'on se représente ces évêques obligés de quitter leur pays, leur famille, leur troupeau, de se réfugier en Angleterre, en Espagne, en Suisse, en Italie, en Allemagne : il est facile de deviner les sentiments qui se pressaient dans leur âme. On a beau être calme, résigné, et s'exhorter à l'impartialité par des motifs de justice, par intérêt pour son troupeau, par l'esprit de modération qui convient

1. Cf. Edmond BIRÉ, *Journal d'un bourgeois de Paris pendant la Terreur*, ch. v et vi.

2. Discours de François de Nantes à la Législative, 5 mai 1792.

au caractère épiscopal : trop de griefs se réunissent ici pour exciter, pour irriter ces prélats et amasser dans leur cœur un fonds d'amertume qui pourra troubler parfois la sérénité de leurs jugements.

Eux qui ont accueilli les idées de 1789, qui ont travaillé aux États généraux à la fondation de la liberté, qui ont fait généreusement, sincèrement, tant de sacrifices à leur pays, qui dans la question de la constitution civile du clergé ont séparé avec tant de soin la religion de la politique, et protesté hautement contre cette qualification de *réfractaires* qu'on avait réussi à leur infliger, comme s'ils étaient des révoltés, les voilà chassés de cette France qu'ils aiment, qui leur doit tant, où ils ont tout, parce qu'ils n'ont pas voulu ajouter à la perte de leurs biens celle de leur honneur et de leur foi. N'est-il point à craindre qu'une telle injustice ne les exaspère au point d'en rendre plusieurs irréconciliables? Nous les avons vus délibérer, voter avec la nation dans tout le cours de l'Assemblée nationale, et prêter serment à la constitution civique. Ne vont-ils pas se repentir d'avoir cru à la liberté, aux temps nouveaux, d'avoir donné leur concours ou du moins leur adhésion à la grande œuvre de la Constituante?

Les évêques ont à peine passé la frontière que déjà ils parlent plus ouvertement de celui qui, après Dieu, leur tient le plus au cœur, du roi. L'archevêque d'Auch écrit de Lès, le 22 juin 1791, qu'on l'accusera peut-être de sortir des bornes de son ministère parce qu'il constate qu'on a « foulé aux pieds le trône et l'autel ». Mais en quoi, dit-il ¹, « ai-je dépassé mon droit? N'y a-t-il donc de cri-

1. « Ne suis-je pas tout à la fois évêque et citoyen? D'autant plus fidèle à mon roi qu'il est plus malheureux, ne dois-je pas retracer aux peuples l'obéissance qu'ils doivent à son autorité, la seule légitime, jusqu'à ce qu'il l'ait cédée librement, et qu'on ait pu accepter la portion qu'il a pu en céder légalement? Pourquoi ne pourrais-je pas exercer un droit solennellement reconnu à tous les citoyens, mais que l'esprit de parti et la

mes que ceux que l'on commet contre la foi...? Tant qu'on a pu espérer qu'on n'en viendrait pas aux derniers excès contre l'Église et contre le trône, il convenait de garder des ménagements; mais quels nouveaux malheurs nous reste-t-il à craindre? Pourquoi nous taire quand on a tout détruit?... Il faut qu'on sache que de vrais chrétiens ne peuvent approuver une usurpation de quelque genre qu'elle soit. » M. de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, est très sévère pour Louis XVI qui s'est laissé confisquer par la Révolution. « Au milieu de cette dissolution universelle, écrit-il, notre malheureux maître joue son rôle accoutumé, celui de la nullité. De roi tout-puissant qu'il était, il est devenu le docile instrument des brigands philosophes, et le jour où ils voudront qu'il signe l'arrêt de mort de tous les honnêtes gens de son royaume qui lui sont restés fidèles, il le signera. » Le prélat ajoute qu'il vient de publier un écrit contre « la souveraineté des nations. Je doute, dit-il, qu'on puisse répondre à mes raisons. J'ai fait passer ce petit ouvrage dans presque toutes les cours ¹. » De Maëstricht, l'évêque de Béziers,

persécution n'ont rendu que trop illusoire. » *Collect. eccl.*, XII, 133. — Les mandements des évêques publiés à cette époque parlent assez fréquemment du roi. « Jamais, dit l'évêque de Verdun, le roi n'aura de sujet plus fidèle, jamais la patrie de citoyen plus dévoué que moi. Je m'arrête... Mon cœur s'attendrit en prononçant ces mots sacrés de *roi* et de *patrie*, et les larmes coulent de mes yeux. » L'évêque de Bayeux s'écrie : « Mon roi, pour qui je donnerais ma vie. » L'évêque de Vence dit : « Infidèle à son Dieu, on l'est bientôt à son roi... Retournez à votre Dieu, à votre roi dont l'excessive bonté, méconnue, outragée, subjuguée depuis près de deux années, n'a servi aux méchants qu'à ourdir la trame de leurs complots. » Pour ces manifestations royalistes de l'épiscopat, voir *Collect. eccl.*, I, 450; II, 541, 542; III, 94, 104, 324, 338, 520, 534, 470; IX, 94, 112, 127, 150, 258, 270, 271, 329, 359, 448; X, 160; XII, 223; XIII, 133, 526; XIV, 144. L'évêque de La Rochelle, M. de Coucy, dix mois après l'exécution de Louis XVI, dans la signature d'un mandement, fait suivre son nom de sa qualité de « conseiller du roi en tous ses conseils ». M. de Bernis, coadjuteur du cardinal-archevêque d'Albi, vient d'hériter de son siège à la mort de son oncle. Il voudrait offrir à M. Boyer d'Anti des lettres de grand vicaire, « mais je ne puis, lui écrit-il de Rome, les expédier qu'après avoir prêté mon serment de fidélité ».

1. Il traite les assignats de « torche c... ». Lettre inédite de l'archevêque de Reims, datée d'Aix-la-Chapelle, 13 décembre 1791. — L'évêque de Dax parle (*loc. cit.*, p. 119) du « discours très bête de notre Sire ».

M. de Nicolai, stigmatise « l'inférieure Révolution ¹ ».

Les événements se chargent d'augmenter tous les jours chez les émigrés l'horreur de la Révolution avec les regrets de la Monarchie. On devine la stupéfaction, l'horreur et l'épouvante, que devaient exciter dans leur âme les nouvelles de France, les tragédies sanglantes qui se succèdent de 1792 à 1794. L'évêque de Castres, M. de Royère, écrit de Vich que ces catastrophes lui annoncent « la fin du monde ». Il croit voir dans les attentats de la Révolution « la persécution prédite par un saint et célèbre auteur du XI^e siècle, après laquelle il n'y aura plus que celle de l'Antéchrist ». L'évêque de La Rochelle décrit dans une page éloquente son dégoût pour une France déshonorée par tant de crimes. Il pense, en plein règne de Robespierre, que son retour dans la patrie est proche, et alors il envoie de Guadalaxara, le 1^{er} novembre 1793, une « lettre pastorale pour préparer son clergé à reprendre son ministère ». — « S'il fut un temps, Nos Très Chers Frères, écrit M. de Coucy, où elle pouvait encore avoir des charmes pour nous, cette patrie qui nous a chassés de son sein et dépouillés des droits les plus sacrés ; s'il fut un temps où nous pouvions encore espérer de revoir avec joie cette terre qui nous a vus naître, c'était sans doute avant qu'elle fût arrosée ou plutôt inondée de tant de sang, et qu'elle eût produit tant de forfaits. Aujourd'hui l'horreur que la France nous a inspirée semble avoir étouffé jusqu'au sentiment naturel qui nous y attachait ; et l'idée d'y rentrer ne nous frappe que par le spectacle douloureux sur lequel

1. Au-delà de la frontière, les simples prêtres ont, comme les évêques, plus de liberté de langage. L'abbé Traizet, ancien curé d'Ormois, s'était vu obligé de lire dans son église pendant trois longues heures un factum sur la prise de la Bastille. Les meneurs le forcèrent d'endosser l'ornement rouge pour la messe du 14 juillet. Arrivé à Tournai, dans son exil, il se « défait de ce qu'on appelait la cocarde nationale ». Des enfants la ramassent. Étonnés de trouver des prêtres dans des hommes dégucnillés, ils leur font la conduite en criant : Vive le roi ! et s'apitoyent sur leur infortune. — FABREGAT, *Vie de Mgr Nicolai* (Bulletin de la Société archéologique de Béziers, 2^e série, t. X). — TRAISET, *op. cit.*, p. 19.

elle nous force de fixer nos regards. A chaque pas que nous y ferons, nous marcherons sur des cendres, des ruines et des cadavres. Partout où nous porterons nos regards, nous rencontrerons des sujets de larmes, d'amertume et de deuil ; ici des temples détruits, des autels brisés, les tombeaux violés, les monuments abattus, les statues de nos saints, les croix renversées ; ici des familles entières victimes de l'oppression et de l'indigence ; là des villes ravagées par le fer et par le feu ; ici des martyrs de tout âge, de tout sexe, de toute condition ; là le sang du meilleur des rois fumant encore ; partout les effets déplorables de la révolte et de la séduction, du schisme et de l'hérésie, de l'impiété et de la fausse et abominable philosophie du siècle, enfin toute la France couverte du crêpe funèbre et devenue comme le tombeau de ses habitants. » Il y a longtemps que de loin nous frémissons « d'entendre le fracas horrible de notre patrie qui s'écroule, et des volcans qui vomissent sur sa surface un déluge de maux, et ce n'est qu'en tremblant que nous songeons à nous en rapprocher. Le mal n'aura-t-il pas encore été plus grand que nous ne l'avons imaginé ? et quelle douleur pour nous d'aller compter et reconnaître les têtes, soit innocentes, soit coupables, qui en auront été les victimes ! »

On voit que les événements de la Révolution, les crimes, les catastrophes inouïes, dont la nouvelle leur est apportée au loin par les échos de la renommée, bouleversent les exilés. Lorsqu'ils sont un peu revenus de la stupéfaction que leur a causée ainsi qu'à toute l'Europe l'exécution de Louis XVI, leur premier soin est d'adresser à son frère, avec le cri de leur douleur, l'assurance de leur entier dévouement. Le cardinal de Montmorency¹ eut même la

1. « La déclaration de Monsieur, qui prend la régence, étant arrivée, l'archevêque de Tours me l'apporta le soir. Le cardinal de Montmorency, qui est chargé de la notifier aux Français, voulut les assembler dans une cour et la leur lire. On lui a représenté que les Français n'étant pas ici de droit mais de fait, puisqu'il y a un ordre de les renvoyer, cela scrait

pensée de faire jurer par tous les évêques présents à Dusseldorf fidélité au régent. Ceux-ci protestèrent que ce n'était pas l'usage. Tel autre prélat, comme l'archevêque d'Embrun, tint néanmoins à envoyer du fond de la Suisse un hommage accompagné d'un serment solennel ¹. Du couvent de Montserrat en Espagne, l'archevêque d'Auch, les évêques de Lavaur et de Tarbes protestèrent à la fois de leur douleur et de leur obéissance.

II

Le clergé émigré ne se contenta pas de tonner contre la Révolution et de donner en toute circonstance des gages de son royalisme. Il se laissa entraîner à faire des vœux pour les nations étrangères qui attaquaient notre pays.

imprudent. Il voulait aussi faire prêter un serment. Tous les évêques s'y sont opposés. Jamais, même au sacre, on n'en prête individuellement : tout Français naît sujet. Il y a déjà des partis en France. Les uns approuvent la régence de Monsieur ; d'autres rappellent les droits de la reine. » (*Le Comte de Fersen et la Cour de France*, 1878, 2 vol. in-8, t. II, p. 62. Dusserdoff, 3 février 1793.) — *Ibid.*, p. 61, 27 janvier 1793, Fersen écrit : « Reçu le soir à 10 h. et demie de l'archevêque de Tours les tristes détails de la mort du roi. Quoique j'y fusse préparé, la certitude d'un si affreux attentat renouvella toutes mes douleurs, les souvenirs les plus déchirants se présentaient à mon imagination. » L'évêque de Luçon, dans une lettre du 1^{er} juin 1793, parle d'un parti qui « voulait sauver la reine et la déclarer régente ». Lui est pour Monsieur.

1. « Monseigneur, les véritables François sont abîmés dans la plus profonde douleur, et c'est avec des larmes de sang qu'ils pleurent la mort de leur roi. Il nous étoit donc réservé de voir notre malheureuse patrie mettre le comble à ses forfaits en consommant le plus horrible des parricides. La France n'est plus aux yeux de l'univers qu'un objet d'opprobre et d'effroi. C'est vous, Monseigneur, que la Providence a choisi pour faire cesser nos malheurs. La Religion en deuil, la justice opprimée, l'humanité dégradée, déshonorée, trahie, attendent un libérateur et un vengeur, et l'homme vertueux espère tout de vos vertus. Permettez-moi de renouveler entre les mains de Votre Altesse les promesses que j'avois déjà faites au Monarque infortuné, qui cause aujourd'hui nos regrets et nos larmes. Oui, je jure de maintenir de toutes mes forces, dans tous les temps et dans toutes les circonstances, les droits du Trône et de l'Autel. Ce serment est digne d'un chrétien et d'un sujet fidèle. Ceux qu'ont ordonnés nos Assemblées de brigands ne peuvent se prêter que dans l'enfer. » L'archevêque-prince d'Embrun. Lausanne, 26 février 1793. Archives aff. étr., *loc. cit.*, vol. 588, pièce 42. — La lettre des évêques réfugiés à Montserrat est conçue en termes aussi chalcureux. *Ibid.*, pièce 40.

Nous savons que Louis XVI, que la reine, poussés à bout par les exigences, par les entreprises de la Constituante contre le pouvoir royal, en étaient venus, après la constitution civile du clergé, à un malheureux pessimisme, le roi signant aveuglément tous les décrets qu'on lui présentait, sous prétexte qu'il manquait de liberté, et plaçant désormais toute son espérance dans l'intervention de l'étranger ¹. Quelle tentation pour les évêques exilés, qui mettaient le bonheur de la religion et de la patrie dans le maintien, dans la restauration de la royauté, de faire des souhaits pour la coalition qui devait, soit délivrer Louis XVI, soit rouvrir aux descendants de saint Louis et à eux-mêmes les portes de la patrie ! La correspondance de ces prélats ne permet pas de douter que les vœux, que le cœur de la plupart, n'aient été avec les armées du dehors, avec la Vendée, contre les troupes républicaines. L'évêque de Saint-Claude parle de la *furibonda nazione* ; l'archevêque de Cambrai, prince de Rohan, des « féroces Français » ; l'évêque du Puy, des « brigands français ». Ce dernier écrit le 15 octobre 1792 : « On a lieu d'espérer de bonnes nouvelles des armées combinées ; les Prussiens et les Espagnols se font un peu attendre. » Déjà, une année auparavant, l'évêque de Noyon, M. de Grimaldi, transmettait au cardinal secrétaire d'État une lettre datée de Paris, où on lisait : « L'opinion qui paraît la plus sage fixe le terme de notre délivrance et de l'abominable tyrannie qui pèse sur nous à la fin de juillet ou au commencement d'août (1791). » C'était trop se presser. En 1794, l'évêque de Clermont ne sait « par quelle fatalité l'armée impériale a abandonné le Brabant à la férocité des Français rebelles ² ». La longue correspondance de l'évêque de Carcassonne nous fait assister, en quelque sorte jour par jour, aux espoirs, aux craintes, aux déceptions et aux retours

¹ Cf. Émile OLLIVIER, 1789 et 1889.

² THEINER, I, 329 ; II, 66, 102, 107, 246.

de confiance de ce prélat. « Ceci ne peut pas durer », écrit en 1791 M. de Vintimille. Il ajoute quelques semaines plus tard : « Mes espérances augmentent. Il n'y a que l'immobilité du roi qui me fait embarras. Tout le reste va bien. » Tout à coup le faux bruit de l'heureuse fuite de Louis XVI exalte l'attente de l'évêque de Carcassonne. La nouvelle est démentie. M. de Vintimille en éprouve un grand découragement. « Je suis, s'écrie-t-il, aussi las de vous donner des espérances que je le suis moi-même d'en prendre. Tant que le roi sera en prison, nous serons tous à l'hôpital ; si tant est qu'on nous laisse la peau sur les os. » Mais il était trop tôt, en 1791, pour désespérer ainsi. Il y a simplement « un retardement qu'on dit devoir être très court », moins court que ne le pensait M. de Vintimille, car il écrit quelques jours après : « Nos destinées sont tellement dans le nuage qu'un ange descendu du ciel aurait peine à débrouiller ce chaos. » L'évêque de Carcassonne est trop impatient. Il y a un an à peine qu'il a quitté son diocèse, et il voudrait déjà rentrer en triomphateur. Mais voici des gages sérieux d'un prochain revirement. Nous sommes en 1792, la coalition prend corps. Vintimille énumère avec complaisance les puissances qui se liguent ; le roi d'Espagne lui-même doit, dit-on, en être. « C'est beaucoup, dit le prélat avec sa verve habituelle, que l'Espagne se soit enfin fait connaître. Quoique constamment et parfaitement bien intentionnée, elle avait été comme une vierge timide qui, dès qu'on la regarde, se retire. » Hélas ! les victoires des armées françaises vont se charger de mettre ces assurances à néant. La correspondance de l'évêque de Carcassonne se poursuit, et nous renvoie l'écho de tous les sentiments que font éprouver au prélat les événements de cette prodigieuse Révolution. C'est un besoin du cœur humain de ne point se fermer à l'espérance. « Patience et courage ! nous ne sommes pas encore tout à fait morts », s'écrie M. de Vintimille ;

et alors vient encore pour la vingtième fois la pompeuse énumération des forces coalisées qui doivent enfin réduire les farouches jacobins. Tout cela mêlé, chemin faisant, de quelque vigoureux coup de boutoir contre les auteurs de la Révolution, contre Necker, par exemple, « cet enchanteur des bons et utiles pasteurs (les curés), qui, menacé par les paysans de Coppet, et je crois même assailli, s'est retiré à Genève où il prêche sans doute toutes les vertus, après avoir commis tous les crimes ». Toujours quelque déception nouvelle suivie d'un moment de découragement qui fait dire : « Il est temps que cela finisse », et toujours l'espoir qui surnage. « Plus de choses se croisent et se compliquent que vous n'avez de cheveux sur la tête, écrit Vintimille à son correspondant. L'été découvrira bien des secrets et des mystères ¹. » Mais l'été, l'hiver, les saisons, les années s'écoulent sans amener les victoires annoncées par les émigrés, sans leur ouvrir les portes de la patrie. « Nous sommes toujours dans l'attente de quelque chose de nouveau qui ne vient jamais », dira après six ans d'exil l'archevêque d'Auch.

L'évêque de Laon était d'avis qu'il fallait tout faire et pousser à l'action ses amis, ses proches, pour vaincre la mauvaise fortune et hâter la délivrance. Homme de l'ancien régime, ne concevant guère la France que comme il l'a toujours connue, il appelle de ses vœux et veut aider de ses efforts le retour au passé. Cet Elzéar de Sabran qu'il a vu grandir, qu'il aime si tendrement, s'amuse à jouer devant l'aristocratie de Vienne des comédies de sa composition. L'évêque de Laon s'en indigne. « Il n'est pas décent, écrit-il à M^{me} de Sabran, le 1^{er} septembre 1792, de faire usage de talents qui ne peuvent qu'amuser la société, et qui ne doivent jamais marquer dans un homme destiné à toute autre chose. » La place d'un gentilhomme n'est

1. Cf. *Mgr de Vintimille d'après sa correspondance*, p. 29-68.

point sur les planches du théâtre, mais à l'armée de Condé. Et alors l'évêque envoie lettre sur lettre, accumule argument sur argument, fait appel à l'honneur, invoque l'exemple d'enfants, de vieillards enrôlés sous la bannière de l'émigration, pour vaincre les hésitations d'Elzéar, retenu loin des camps par la tendresse de sa mère ¹.

La longue correspondance de M. de Mercy, évêque de Luçon, reflète toutes les émotions que les événements apportent à son cœur, tantôt la joie quand la fortune paraît favorable à la restauration, plus souvent la déception et la tristesse quand elle est contraire. A tel moment, toute l'espérance vient de la Vendée. M. de Mercy est fier d'être l'évêque d'un diocèse vendéen, et il énumère avec complaisance les progrès et les victoires de l'armée royaliste. Il voit quarante départements qui se séparent du gouvernement révolutionnaire. « La Convention tremble, dit-il, si elle pouvait, elle fuirait. » Quant à lui, il croit rentrer au milieu de ses ouailles. En juillet 1793, il écrit : « J'ai déjà préparé ma lettre pastorale et mon mandement. » Hélas ! il ne pourra pas le lire encore dans la chaire de sa cathédrale. Dès le mois de janvier 1794, que de mécomptes ! « Nous avons grand besoin de consolation, s'écrie le prélat, car nous avons été bien accablés de la reprise de Toulon par les régicides le 18 décembre ; c'est une chose incompréhensible, mais trop sûre... Je crains que la contre-révolution ne soit encore longtemps à faire... Si l'espoir que nous donne la Vendée s'évanouissait, cela nous rejetterait bien loin. » Mais voilà l'Europe qui cause encore plus de déceptions que la Vendée. « Nous sommes, dit le prélat en 1795, tout étourdis de la paix que le ministre de l'Espagne a signée à Bâle avec la République française. » Une année plus tard, c'est pis encore. « Si cela finit par une paix générale qui reconnaisse la République, notre

1. Cf. Pierre DE CROZE, *Le comte Elzéar de Sabran et ses papiers inédits. Correspondant du 10 janvier 1894.*

malheur, écrit M. de Mercy, sera consommé ; nous aurons perdu notre roi, et il est à craindre que la religion n'éprouve un dommage effrayant de sa défaite ¹. »

III

L'histoire ne saurait excuser cette connivence avec l'étranger, ces vœux pour les armées coalisées, qui impliquaient la défaite et peut-être, comme conséquence, le démembrement du pays. Aucun crime de la patrie ne doit armer contre elle le bras de ses enfants. Les exilés le sentaient bien. « Hélas ! s'écrie l'un d'eux, pourquoi sommes-nous réduits à désirer la perte de nos frères de France ² ! »

Il y avait dans la conduite des émigrés des circonstances atténuantes. Dans l'ancien régime on s'inspirait volontiers de cette maxime : « La patrie est là où est le roi. » La Révolution n'avait pas encore dégagé avec une singulière puissance l'image d'une France, d'une existence nationale indépendante de la destinée des Bourbons. Le pays s'était à ce point incarné, absorbé dans la royauté, que pour la noblesse le patriotisme semblait être attaché moins au sol qu'à la famille royale. Au ^{xvii}^e siècle, l'exemple de la Fronde, de Turenne, de Condé, montre que l'amour de la patrie fut compris parfois d'une façon bien étrange. Les protestants exilés par la révocation de l'Édit de Nantes combattirent avec acharnement contre la France. Six cents gentilshommes huguenots français formèrent la garde de Guillaume III, roi d'Angleterre.

De tels exemples ne pouvaient justifier une lutte armée

1. *Lettres inédites de M. de Mercy*. — Les déceptions des émigrés laïcs n'étaient pas moins vives. Après l'échec de Brunswick, Fersen écrit (18 octobre 1892, II, 49) que « plusieurs se sont cassé la tête de désespoir ».

2. Cf. LORH, *op. cit.*, p. 415.

des émigrés contre leur pays. Mais on peut dire à leur décharge que la royauté, dont ils poursuivaient le rétablissement par tous les moyens, leur semblait absolument nécessaire à la France. Il faudra du temps, il faudra l'apparition d'un génie capable de tenir la place du roi pour accréditer l'opinion que peut-être on pourrait se passer des Bourbons. A voir, par exemple, l'importance que Mesdames de France ont à Rome, à voir la joie que montre Pie VI à la fausse nouvelle de l'évasion de Louis XVI, les larmes qu'il verse à sa mort, la déclaration, faite en son nom par son ministre, que « Sa Sainteté est prête à partager jusqu'à ses dernières ressources avec les défenseurs de la religion *et du trône* ¹ », on s'explique que le cœur, que les vœux de l'épiscopat français exilé aient été avec l'Europe du côté de la monarchie contre la république.

Ajoutons que ces prélats auraient repoussé avec horreur toute pensée de démembrement de la France par l'étranger. Certes, les nations coalisées n'avaient pas pris les armes avec des intentions pures. Tous les historiens ² ont redit les appétits de ces gouvernements qui, dans la campagne de 1792, défendaient moins la cause de Louis XVI que la leur. L'Autriche convoitait la Lorraine, la Prusse guettait la Franche-Comté, tandis que la Russie profitera de la circonstance pour étendre définitivement la main sur la Pologne. « Pas un de vous, Alsaciens, je le sais, ne se refusera au bonheur d'être Allemands », disait un général à ces Impériaux qui plantaient sur les routes par eux occupées des poteaux aux aigles d'Autriche. Point n'est besoin de rappeler avec quelle dignité altière Louis XVIII écarta toujours ce qui aurait pu paraître une adhésion même lointaine au démembrement de son

1. THEINER, II, 176, 177, 586.

2. Nous renvoyons sur ce point à l'ouvrage capital de M. Albert SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, 1885-1892, 4 vol. in-8°.

pays. La petite cour de Vérone bondit devant toute proposition de ce genre. A la suite de la nouvelle que les Anglais menaçaient Toulon, le prince avait parlé de courir au secours de ce grand port avec une résolution que ne lui pardonnèrent pas les envahisseurs.

Sur ce point le cœur des émigrés battait à l'unisson de celui de leur roi. Le malheur des temps voulut que ces Français, qui brûlaient d'amour pour la France, aient paru parfois agir en ennemis de la France. L'un de ces proscrits pressent l'accusation et la discute. Il nous présente, par exemple, plus d'un millier de compatriotes, et parmi eux beaucoup de prêtres, enfermés dans Maëstricht quand Miranda vient l'assiéger avec l'armée républicaine. Miranda a juré de massacrer impitoyablement tous les Français qu'il rencontrera dans la ville. Les femmes savent qu'elles ne seront pas plus épargnées que les hommes. Quel parti prendre? Fera-t-on un crime aux assiégés de chercher à sauver leur vie en repoussant l'agresseur? « Ils n'attaquèrent pas, on les attaqua. » Malgré l'extrême péril, les ecclésiastiques ne prirent pas les armes et se contentèrent de travailler aux fortifications. Quand l'assiégeant se retire devant le prince de Cobourg, c'est un délire. « Des femmes de qualité traversaient des files de soldats, en courant, pour arriver jusqu'au général, versaient des larmes d'attendrissement, et, ne pouvant atteindre jusqu'à son visage, jusqu'à sa main, baisaient affectueusement ses bottes couvertes de poussière. *Il est si doux de n'avoir pas été égorgé!* » A Jersey, la même question se pose sur la fausse nouvelle de l'attaque des patriotes. On parle d'obliger les prêtres réfugiés à porter les armes. Les événements viennent mettre ainsi en lutte chez les exilés deux sentiments bien puissants : le patriotisme et le souci de leur propre conservation. Ils en souffrent cruellement. « Qu'il était amer, qu'il était déchirant, dit l'un de ces proscrits, de fuir ainsi des compatriotes à

qui l'on n'a jamais fait de mal, qu'on aime encore... de les fuir dans la crainte qu'ils vous égorgent ¹ ! » de se demander anxieusement quand on est pris : Nous tueront-ils, nous laisseront-ils la vie après nous avoir dépouillés de tout et chassés de notre pays ?

Et l'exil ne suffirait-il point à lui seul pour expliquer et justifier toutes les plaintes ? Il devait en coûter à ce clergé qui aimait si tendrement les Bourbons de prier pour un roi étranger sur la terre d'exil, de remplacer, par exemple, dans le *Domine, salvum fac, Ludovicum* par *Georgium*, par le chef de la grande nation qui lui donnait une hospitalité si généreuse. S'il était dur de vivre hors de France, n'était-il pas plus cruel encore de mourir loin d'elle ? L'abbé Baston, dans le délire d'une maladie grave qui faillit l'emporter, s'écrie en pleine Germanie : « Oh ! combien de fois je demandai à mes barbares compatriotes qui ne m'entendaient pas, mais dont les fantômes, créés par une fièvre ardente, erraient en quelque sorte autour de ma couche, quel mal je leur avais fait pour me contraindre à une mort si douloureuse ! »

Une des grandes douleurs des émigrés avait été, outre l'exil même, cette obligation de fuir de ville en ville, de royaume en royaume, devant les soldats républicains ². On vit, lorsque, les fureurs jacobines étant calmées, il fut possible de se rencontrer à l'étranger sans se donner la mort,

1. BASTON, *op. cit.*, t. II, pp. 153-158, 220, 227, 228. — On observe que les réfugiés en Angleterre « n'aiment point à récriminer contre leurs compatriotes persécuteurs ». En Westphalie, M. de La Roche-foucauld, archevêque de Rouen, recommande de « ne jamais parler avec haine ni animosité des persécuteurs, mais de prier pour eux ». LOTU, *op. cit.*, 405, 411.

2. La correspondance des évêques relate ces fuites précipitées devant les armées françaises. C'est ainsi que l'invasion chasse l'évêque de Clermont, M. de Bonal, de Bruxelles et de Bréda ; l'évêque de Comminges, de Constance ; l'évêque de Glandèves, du comté de Nice et du Piémont ; l'évêque de Grasse, du Piémont ; l'évêque de Lisieux, de Munster ; l'évêque de Luçon, de Venise et de Ravenne ; l'évêque de Nantes, des Pays-Bas et de plusieurs villes d'Allemagne ; l'évêque du Puy, du Valais ; l'évêque de Soissons, des Pays-Bas et de plusieurs contrées d'Allemagne ; l'évêque de Vence, de Venise ; l'évêque d'Apt, des États du Pape ; l'archevêque de Bordeaux, de la Hollande, de Liège, etc... Parfois notre

quels liens de cœur et de nationalité unissaient toujours les exilés à leurs compatriotes. Bonaparte ¹ écrivait au Directoire au sujet des émigrés en Italie : « Ils pleurent en nous voyant. Comment ne pas avoir pitié de leur infortune ? » Les proscrits n'avaient pas attendu ce rapprochement amené par l'apaisement des esprits pour prouver qu'ils n'avaient au cœur aucune haine contre les soldats lancés à leur poursuite. Leurs sentiments avaient éclaté avec une particulière éloquence quand, sur la terre étrangère, ils s'étaient vus appelés, par les vicissitudes des événements, au chevet des blessés et des mourants, consolant ainsi, réconciliant avec Dieu et avec eux-mêmes ceux qui, quelques heures auparavant, les menaçaient de les passer au fil de l'épée ². Ces considérations expliquent, sans la justifier, l'espèce de connivence avec l'étranger qu'on a pu reprocher aux laïques et même au clergé émigré.

clergé avait à souffrir même des armées étrangères. Les Autrichiens, qui tenaient campagne en Italie, repoussaient tous ceux qui venaient de France. L'abbé Bonafoux fut sauvé par sa présence d'esprit. On lui demandait s'il était Français : « Nous fuyons les Français », répondit-il, et il put continuer sa route.

1. Bonaparte fit respecter les églises, le clergé et les couvents dans ses campagnes d'Italie. « Nous ne sommes pas des impies », disait un commandant à l'abbé d'un monastère. *Lettres de dom Dassac (Revue du Monde catholique, année 1893)*.

2. A l'hôpital de Maëstricht, les prêtres se firent « confesseurs, gardes-malades, médecins même et consolateurs suprêmes de beaucoup de ces infortunés qui mouraient loin de leur famille et de leur patrie. Ils les entendaient souvent (et avec quelle joie !) bénir hautement ces mêmes prêtres dont, peu de jours auparavant, ces mêmes soldats avaient résolu la mort. Ils virent des impies, des parricides, mêler leurs larmes, les larmes de la pénitence, au sang qui coulait de leurs plaies et mourir comme des saints. Pour qu'il ne manquât rien à la couronne de ces bons ministres de la miséricorde, plusieurs d'entre eux gagnèrent le mal qui immolait tant de victimes, et accompagnèrent au tombeau ceux qu'ils avaient eu le bonheur d'introduire dans la vie éternelle. » En 1806, l'évêque de Toulon, Elléon de Castellane, soigna les soldats français reçus à l'hôpital d'Udine, et mourut de l'épidémie. Cf. BASTON, *op. cit.*, II, 156, 157 ; LAUGIER, *op. cit.*, p. 182-185.

IV

Ne croyons pas cependant que tous les évêques du dehors aient montré le même enthousiasme pour la coalition. L'un des prélats les plus attachés à la monarchie, M. Asseline, évêque de Boulogne, veut bien se rassurer dans un écrit, publié vers la fin de 1792, contre la crainte d'un « démembrement » de la France par l'Europe victorieuse, à la pensée que la justice habite dans le cœur des rois; mais d'autres motifs lui font redouter l'intervention de l'étranger. « Si le retour à l'ordre, dit-il, s'opère par la force, ne restera-t-il pas dans l'âme de bien des gens un levain de haine et d'animosité contre ceux qu'ils appellent aristocrates ? » Un peuple qui a conquis la liberté, l'égalité, qui ne paie plus de dîmes, n'aura peut-être pas beaucoup d'ardeur pour le rétablissement de l'ancien régime. M. Asseline voudrait donc que le retour au passé concordât avec un « changement dans l'opinion publique. Je leur prédis, s'écrie l'évêque de Boulogne, que la monarchie se relèvera en France » ; mais c'est surtout « Dieu qu'il faut intéresser à notre cause ¹ ».

Un évêque, qui était un politique, le cardinal de Bernis, ne partageait point la confiance un peu naïve de M. Asseline, qui n'était qu'un théologien, dans la justice des rois. Il était toujours à Rome ce prélat ambassadeur, y représentant encore brillamment la France avec les débris de sa fortune, ce témoin d'un autre âge, qui paraissait se survivre pour assister à la ruine de toutes ses affections. On devine avec quelle attention, quel intérêt, il suivait les événements de son pays, lui qui écrivait le 27 septembre 1775, au ministre Vergennes, qu'il « était de ceux qui

1. *Réflexions chrétiennes et politiques sur l'état actuel de la France et sur les moyens d'y remédier.*

croient qu'on naît citoyen et sujet avant d'être prêtre et évêque¹ ». On comprend avec quel désespoir, lui, élevé dans la tradition, dans le culte de la monarchie absolue, devait assister à sa ruine, et à l'impassibilité de Louis XVI. « On ne laisse au roi que la vie végétale, mandait-il de Rome. On admire qu'il s'en contente. » Si Bernis souffrait autant et plus que personne de la tournure que prenait la Révolution, il était trop circonspect, et aussi trop patriote, pour s'associer à tous les projets des émigrés. Il refuse de tracer un plan de conduite à Vaudreuil qui le lui demande pour le comte d'Artois. Bernis, se regardant toujours comme ministre du roi, croirait manquer de correction, en se mêlant à des combinaisons que son maître n'a point autorisées. Bien que le cardinal entretienne une active correspondance avec toutes les cours de l'Europe, en particulier avec le roi de Suède, il est loin de croire au désintéressement des puissances. « Dieu fasse, dit-il, qu'il n'en résulte pas un démembrement considérable ! » Il voudrait de la part des souverains une simple démonstration, autant dans leur intérêt que dans celui de Louis XVI. « Leur demander davantage serait une folie et une imprudence, parce qu'ils feraient leur marché et nous dicteraient des lois peut-être fort dures... Si les puissances agissent, il est à craindre que la France ne soit coupée en morceaux ; on ne fait rien pour rien en ce monde. » Si, l'année suivante, Bernis paraît rallié au plan de coalition, il n'en persiste pas moins à le trouver très dangereux et à attendre le salut, une révolution, non de l'intervention de l'étranger, mais d'une réaction intérieure. « Celle que pourraient produire, dit-il, les armées étrangères, ne devrait occasionner tout au plus que le démembrement du royaume. Tout le mal vient de nous-mêmes, c'est nous seuls qui

1. L'évêque de Béziers écrivait le 14 janvier 1791 : « Un véritable chrétien, un prêtre et surtout un évêque, ne doit jamais perdre de vue qu'il est en même temps citoyen. » *Coll. ecclés.*, IX, 124-138.

pourrons le guérir. » Bernis n'a d'ailleurs aucune confiance dans l'entourage des princes et dans la conduite des émigrés. « Ces talons rouges et ces têtes folles » ne lui disent rien qui vaille pour l'issue d'une entreprise si témérairement engagée. Juger ainsi d'avance la conduite des émigrés, prédire la république un an avant l'écroulement du trône, était d'un politique clairvoyant. Il y avait du désintéressement à pousser si mollement à une restauration qui, disait-on, devait faire le cardinal premier ministre. Il y avait encore plus de mérite à faire acte de patriotisme, en affichant hautement les craintes que la coalition inspirait pour l'intégrité de la France. Bernis nous montre que tous les prélats exilés ne portaient point aveuglément en guerre contre leur pays, sans s'inquiéter si la rentrée des princes n'entraînerait pas l'amointrissement du territoire ¹.

1. Cf. L. PINGAUD, *Correspondance intime du comte de Vaudreuil et du comte d'Artois pendant l'émigration*, 1889, 2 vol. in-8°. — MASSON, *Le Cardinal de Bernis*, pp. 516-528, 556.

CHAPITRE II

Les prélats politiques de l'émigration

I. Si les prélats exilés se mêlèrent activement à la politique. — Danger de s'engager sur ce terrain glissant. — Chassé-croisé d'intrigues. — La famille royale divisée contre elle-même. — Compétitions autour des princes. — Les favoris. — On se croirait à Versailles. — Que vont faire les évêques. — II. Les rares prélats appelés officiellement dans les conseils de Louis XVIII. — Caractère de M. de Talleyrand-Périgord. — L'évêque de Boulogne, théologien de la cour et de l'émigration. — M. de La Fare, évêque de Nancy, ambassadeur à Vienne. — Difficultés qu'il y rencontre. — Son rôle. — III. L'épisode le plus important de son ambassade est le mariage du duc d'Angoulême avec Madame Royale, fille de Louis XVI. — Activité de La Fare. — Caractère de Madame Royale. — Son départ triomphal de Vienne. — Son mariage à Mitau. — IV. Un grand politicien dans l'épiscopat, M. de Conzié, évêque d'Arras. — Il est l'homme du comte d'Artois. — Son activité brouillonne. — Il est mêlé à toutes les intrigues. — Sa correspondance avec toutes les cours de l'Europe. — Vrai Pierre l'Ermite de la croisade politique. — Reçu froidement par Pie VI et Bernis. — Comment il va de Vérone à l'armée de Condé, de l'armée de Condé en Angleterre. — Quels hommes il y rencontre. — Un plan de coalition européenne arrêté avec Pitt. — Ses accointances avec Cadoudal. — Il traite La Trémoille de *polisson*. — Ce qu'il valait. — V. Un autre intrigant, Maury. — Dès son arrivée à Rome il est comblé d'honneurs et d'argent. — Il fait pâlir l'étoile de Bernis. — Rôle politique de d'Agoult, évêque de Pamiers; de La Marche, évêque de Saint-Pol-de-Léon; de Pressigny, évêque de Saint-Malo; du cardinal de Rohan. — Goût des évêques pour la politique. — VI. Un héros, M. de Hercé, évêque de Dol. — C'est moins un politique qu'un chouan. — Son caractère. — Avec quelle émotion il suit des rivages d'Angleterre les guerres de Vendée et de Bretagne. — N'y tenant plus, il part avec l'expédition pour Quiberon. — Son mandement enflammé. — C'est le cri de l'apôtre, du missionnaire, plus encore que du royaliste. — Son martyre. — Contraste entre son courage et la conduite du comte d'Artois.

I

Ces évêques du dehors, qui avaient l'œil sur la frontière, qui suivaient avec tant d'émotion les événements

qui pouvaient la leur rouvrir, eurent-ils l'occasion de jouer un rôle actif, de se mêler aux combinaisons des hommes d'État? C'était s'engager sur un terrain bien glissant, se perdre dans un réseau d'intrigues. Quand on lit dans tous ses détails; et à l'aide des Mémoires qui la font revivre à nos yeux, l'histoire de l'émigration, de la politique royaliste en France et plus encore à l'étranger, on est étonné de voir quelles compétitions, quelles passions s'agitaient autour des princes. L'harmonie ne règne guère dans la famille royale. La reine Marie-Antoinette, qui se permet, avec bien d'autres, de traiter parfois le roi, son mari, de « pauvre homme », trouve sur les marches du trône, auprès des filles de Louis XV, M^{mes} Adélaïde et Louise, auprès de ses belles-sœurs, M^{me} Élisabeth, les comtesses de Provence et d'Artois, une conspiration sourde qui la mine, un foyer d'attaques qui font écho à celles du dehors et la déchirent, au point qu'elle est un objet d'horreur pour beaucoup d'émigrés. Tant que Louis XVI sera vivant, il y aura divergence de vues entre lui et ses frères qui n'aspirent qu'à le supplanter, entre ses affidés, comme le comte de Breteuil, et les affidés du comte de Provence, du comte d'Artois. Après le régicide, même rivalité entre les cours de ces deux princes, le comte d'Artois par sa prestance, ses bravades, son absolutisme, sa belle assurance, ses poses de prochain libérateur et de vengeur, attirant à lui toute la vogue, tandis que le comte de Provence reste impopulaire avec son inaction, ses tergiversations égoïstes, et aussi avec sa circonspection, sa finesse d'esprit, sa clairvoyance et autres qualités qui peuvent préparer l'homme d'État, mais qui étaient alors trop subtiles pour avoir prise sur les masses.

Comme ce n'est point assez des divisions entre ces deux cours, auxquelles il faut encore ajouter celle de Condé, voici maintenant les courtisans, les favoris qui s'agitent autour de chaque prince, se disputant son cœur, sa con-

fiance, et jusqu'à sa bourse peu remplie, avec plus d'apreté qu'on ne le faisait en France aux temps heureux. C'est qu'il s'agit de prendre rang, de prendre date pour les places qu'une restauration toujours prochaine va permettre au roi de distribuer à ses élus. Nous assistons à des révolutions de palais qui élèvent et abaissent tour à tour les acteurs de cette scène mouvante et souvent comique. A part l'honnête d'Avary, qui fut le favori du roi exilé, comme Decazes devait l'être un jour du roi restauré, à part Saint-Priest et quelques rares privilégiés, le sol se dérobaît sous les pas des courtisans à Coblenz, à Vérone, à Blankenbourg, à Mitau, plus facilement qu'à Versailles. Il en coûtait à ceux qui se permettaient d'adresser aux princes des remontrances sur leurs volontés ou leurs caprices. L'évêque de Châlons, M. de Clermont-Tonnerre, en fit l'expérience pour avoir plaidé la cause du duc de La Vauguyon renvoyé précipitamment de Blankenbourg par Louis XVIII¹. Comme il convient, les femmes prennent part à ces révolutions de palais. Les maîtresses des princes, M^{me} de Balbi, M^{me} de Polastron, M^{me} de Monaco, excitent autant de cancans, attirent autant de solliciteurs que M^{me} de Pompadour. Pour que l'anarchie soit universelle, la rivalité de M^{me} de Narbonne et de M^{me} de Chastellux divisent à Rome en deux camps la petite cour réunie autour des respectables Mesdames de France.

Voilà certes un enchevêtrement étrange de commérages,

1. « Mon cousin, écrit le roi à Clermont-Tonnerre, M. de La Vauguyon a été convaincu devant moi d'avoir retenu une lettre que je l'avais chargée de faire passer, d'en avoir fait partir une que je lui avais défendu d'envoyer, enfin d'en avoir ouvert et déchiffré une autre au secret de laquelle j'attachais beaucoup d'importance, de l'avoir gardée huit jours et de m'en avoir ensuite imposé en me disant qu'il l'avait ouverte par mégarde. J'ai pris le parti de l'éloigner d'auprès de moi, et j'en ai fait donner officiellement avis à tous mes agents. » Le ministre, qui transmettait cette réponse à l'évêque de Châlons, ajoutait : « Le roi m'ordonne de vous faire connaître, ce que sûrement vous n'avez pas remarqué, que la lettre que vous lui avez écrite n'est pas conforme au respect qu'un sujet doit à son souverain. » Mars 1797. Arch. aff. étr., *ibid.*, volume 590. — FORNERON, *op. cit.*, II, 239-240.

d'ambitions; d'appétits, qui faisait dire à un acteur de la scène, le président Vezet : « Je me trouve au milieu d'intrigants qui se méprisent, se brouillent, se raccommoient, se jouent, qui ne disent presque jamais ce qu'ils pensent ni ne font presque jamais ce qu'ils disent ¹. » Les évêques vont-ils s'engager sur ce sol mouvant de la politique si semé d'embûches, sans grand espoir d'y cueillir la gloire d'un Retz et moins encore d'un Richelieu, sans même pouvoir se donner l'assurance de servir utilement le roi et la France ?

II

Louis XVIII appela officiellement trois prélats dans ses conseils, et encore les eut-il rarement auprès de sa personne. C'étaient M. de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims ; M. Asseline, évêque de Boulogne ; M. de La Fare, évêque de Nancy. Talleyrand-Périgord, par l'éclat de sa race, par l'éminence de son siège, par ses vertus, avait une grande situation dans l'Église de France. De tous les évêques, c'est lui certainement qui était le plus haut placé dans le cœur et la confiance du prince. M. de Périgord méritait cette faveur par son attachement absolu au roi qui lui apparaissait après Dieu comme la « seconde majesté ». Malheureusement il lui apportait plus de dévouement que de lumières. Il apparaissait dans les conseils de Louis XVIII, qui le consulta par intermittence, comme un grand nom très décoratif, comme l'organe attitré et discret du clergé de France, dont il convenait de paraître prendre l'avis même dans la dispersion de l'exil.

1. « Le séjour de Coblentz m'a paru celui de Versailles, d'une manière encore plus hideuse, ...un cloaque d'intrigues, de cabales, de singeries de l'ancienne cour. Je quittai Coblentz en secouant la poussière de mes pieds, me promettant bien de ne jamais les remettre en si mauvais lieu. » AUGÉARD, *Mémoires secrets*, pp. 281, 282.

M. Asseline devait à sa réputation théologique, à son crédit auprès de l'épiscopat, d'être associé, malgré sa roture, à M. de Talleyrand-Périgord dans la faveur du prétendant. Son passé de professeur en Sorbonne ne semblait pas l'avoir préparé à un rôle politique. De fait, il n'en joua aucun. Il eut néanmoins assez souvent voix prépondérante dans la question des serments, laquelle était liée si intimement à la politique. Il s'y montra d'ordinaire très intransigeant. Cependant nous l'avons vu naguère, dans ses *Réflexions*, faire preuve de modération et de clairvoyance au sujet des projets de contre-révolution.

M. de La Fare, évêque de Nancy, eut une situation plus importante ou du moins plus mêlée aux secrets du roi et aux négociations diplomatiques. Les archives des affaires étrangères ont conservé la correspondance qu'il adressa durant quatre ans, de 1797 à 1801, à Louis XVIII. Il était envoyé à Vienne à titre d'ambassadeur. Quel vaste champ d'observations que cette ville où passaient tant de personnages, s'agitaient tant d'intérêts divers, se nouaient tant d'intrigues, se colportaient tant de nouvelles ! La Fare est aux aguets, écoute, recueille tous les bruits, les commente, cherche à pénétrer les secrets des princes, les combinaisons des politiques, les conséquences des victoires et des défaites. France, Autriche, Russie, Prusse, Angleterre, Italie, Espagne, généraux, hommes d'État, hommes de cour, hommes du Directoire, défilent dans les missives informatrices qu'il adresse au roi son maître. Tous les sentiments de confiance ou de déception que font naître les événements, tantôt heureux, tantôt tristes pour les émigrés, revivent dans ces lettres. Comme chez tous les hommes qui ont besoin d'espérance et qui sont assurés de faire plaisir en annonçant des choses agréables, le ton est volontiers optimiste. La Fare se laissait trop souvent entraîner à prophétiser un prochain triomphe qui ne venait jamais. Il s'attira un jour ces observations de son

chef hiérarchique, le comte de Saint-Priest : « J'ai déjà observé que de votre facile croyance aux bonnes nouvelles, qu'il fallait démentir ensuite, naissait un tire-laisse déplaisant. Comme votre ancien dans le métier, je crois pouvoir vous dire qu'en mandant ce qu'on apprend d'inofficiel, il faut toujours ajouter un ton d'incertitude ¹. »

La Fare avait le malheur de succéder à Vienne, comme ambassadeur, au politique le plus considérable, le plus avisé, que Louis XVIII comptât dans ses conseils, au comte de Saint-Priest. En outre, il eut à traiter à la cour d'Autriche avec le successeur de Kaunitz, le baron de Thugut, dont la laideur physique était encore surpassée par la laideur morale, homme fourbe, insaisissable, vendu à tous les partis, recevant de toutes mains ². Ce qui achevait de compliquer la situation, c'est que l'empereur Léopold détestait les émigrés, se moquait des princes français, plaisantait sur leurs maîtresses, et s'était contenté de répondre, quand on le pressait d'aller au secours de Marie-Antoinette vouée à un prochain supplice : « J'ai une sœur en France, mais la France n'est pas ma sœur. »

Avec de telles dispositions la cour d'Autriche est presque la seule parmi les grandes puissances à ne pas reconnaître Louis XVIII, à s'obstiner à lui donner le titre de comte de Provence. Le prétendant s'en plaint non sans amertume. Comme il ne peut renoncer « aux minces secours du roy son cousin », ordre est donné à son ambassadeur, La Fare, de recevoir les lettres adressées à *M. le comte de Provence*; mais Louis XVIII, blessé dans sa dignité et dans ses droits, déclare qu'il n'écrira plus à l'empereur ³.

1. Lettre du 24 mars 1799, arch. aff. étr., vol. 609. — Pourtant La Fare parle parfois de « nouvelles désespérantes ».

2. A. SOREL, *Revue historique*, t. XVII, p. 38.

3. Dépêche du 25 août 1799 à La Fare : « Le roy ne vous blâme point d'avoir reçu les lettres de Sa Majesté (l'empereur d'Autriche), adressées à *M. le comte de Provence*. Sa Majesté, quoique très mal satisfaite d'une telle intitulation, ne peut les refuser, étant forcée par sa situation d'accepter les très minces secours du roi son cousin qui s'excuse même fort plate-

III

La copieuse correspondance de M. de La Fare n'a pas un grand intérêt pour la postérité, et ne saurait assurer à cet ambassadeur la gloire d'un Polignac ou de tel autre cardinal diplomate de l'ancien régime. C'est d'ailleurs un métier ingrat que d'être le représentant d'un roi sans couronne. On y trouve néanmoins des détails intéressants sur le mariage de la fille de Louis XVI, Madame Royale, avec le duc d'Angoulême. Heureux événement qui fit briller un rayon de soleil dans le ciel de l'émigration si sombre pour Louis XVIII et toute sa famille!

Comme il s'agit ici de la jeunesse, de la beauté et du malheur, ainsi que de la survivance d'une grande race, tout nous intéresse dans les renseignements donnés au prince par son ambassadeur. La royale enfant, échappée de la prison du Temple et de la griffe de ses geôliers, est sans doute entourée à Vienne des égards et des respects dus à une fille de France. Mais elle y est reçue froidement et elle porte au cœur, à la pensée des événements sinistres qui ont marqué sa détention et le martyre des siens, une tristesse que La Fare s'efforce en vain de combattre et qui restera à jamais gravée sur ses traits jusqu'à sa mort.

ment de (ne pas) les augmenter. Le roy ne lui écrira plus. Vous ne serez vraisemblablement plus dans ce cas désagréable, mais s'il se présente de cette part, acceptez tout simplement. » — Dépêche du 20 octobre 1799: « Je dois vous dire que la moitié des souverains de l'Europe écrivent au roi avec la subscription qui lui est due : savoir, les cours de Saint-Petersbourg, de Londres, de Naples, de Turin et de Portugal. Il est un peu extraordinaire que l'empereur et roi soit le seul des coalisés qui s'y refuse. Vous pouvez vous en expliquer hautement. » Cette attitude de la cour d'Autriche rendait la situation de La Fare un peu ridicule. On lui écrit du cabinet du roi, le 10 septembre 1798: « Votre état de représentant d'un prince non reconnu pèche par la base, et conséquemment est un très léger château de cartes. Or, paraître déléguer une partie d'un tout que l'on n'a pas est réellement une absurdité. » — Le nouveau Pape, Pie VII, écrit à Louis XVIII. On s'en félicite dans cette dépêche du 22 avril 1800: « Nous voilà forcés de répondre à la lettre du Pape sans l'avoir reçue. Il est vrai que l'intitulation nous suffit pour décider l'expédition d'une lettre d'usage. » Archives aff. étr., vol. 609.

Comme dans les mariages bourgeois, où la dot joue un si grand rôle, la question d'argent tient largement sa place dans les dépêches de l'évêque de Nancy. On cherche à prouver à la cour d'Autriche, pour en faire profiter Madame Royale, que la dot de Marie-Antoinette, sa mère, n'a pas été payée à la cour de France, ce qui se trouve être inexact. Il n'y a donc place à aucune revendication de ce côté. Heureusement que l'empereur de Russie fait preuve de munificence ; l'empereur d'Autriche lui-même, dans un élan de générosité, compte comme cadeau de noces une trentaine de mille florins à sa nièce, qui avait d'ailleurs à Vienne une somme importante sauvée du naufrage des siens et déposée par le comte de Mercy. Les difficultés financières s'aplanissent ainsi pour la fille de Louis XVI.

La Fare s'emploie de son mieux à résoudre les autres ¹. Il se dépense auprès de Madame Royale. Il se permet de recommander au duc d'Angoulême et même au roi d'écrire plus souvent à la jeune princesse. Toute négligence de la part du duc était d'autant plus inexcusable qu'il avait reçu de sa fiancée une lettre qui, dit Louis XVIII, « m'aurait tourné la tête à vingt-deux ans ² ». Chemin faisant, La Fare

1. La Fare écrit le 29 août 1798 : « J'ai cru devoir rassurer Madame sur la crainte de l'avenir, en lui présentant le tableau de ses propres ressources pour son existence future. Je lui ai fait le décompte des sommes qui lui sont dues par l'empereur, tant pour la dot de la reine, sa mère, et des intérêts arriérés, que pour l'argent apporté et déposé à la banque de Vienne par M. le comte de Mercy. J'ai ajouté à cette propriété indubitable la ressource éventuelle du traitement que l'empereur Paul I^{er} venait de régler pour chaque année à Votre Majesté. » La reine, femme de Louis XVIII, ne pouvant se rendre à Mitau faute d'argent, La Fare cherche pour elle à contracter un emprunt, chose difficile à Vienne, où, dit-il, on prête avec peine aux gens du pays à 15 et 20 o/o sur solide hypothèque. L'évêque de Nancy échoue d'abord. « J'ai été éconduit », dit-il. Il dut revenir à la charge, car il écrit le 23 avril 1799 : « Sans un emprunt, il était impossible à la reine de se mettre en route. » Archives aff. étr., *ibid.*

2. « Ma nièce se déplaît, je crois, à Vienne ; l'évêque de Nancy me la mande ; et de plus, dans presque toutes ses lettres, elle me parle de son désir d'être auprès de moi. Soit donc la déplaisance du lieu où elle est, soit que les lettres véritablement aimables de mon neveu aient fait impression sur son cœur, elle lui en a écrit une qui m'aurait fait tourner la tête à vingt-deux ans. Raison de plus de battre le fer quand il est chaud. » *Lettres et instructions au comte de Saint-Priest*, 1845, p. 8.

nous la dépeint. Elle est, dit-il, « sincère, religieuse ; elle a des principes solides et sent vivement les malheurs de sa maison ». Elle a « un caractère très prononcé, très réfléchi, très attaché au parti qu'elle a cru le meilleur à prendre... Elle va avoir vingt ans et les malheurs lui donnent la maturité de quarante. Ses idées sont arrêtées sur plusieurs personnes. Autant elle désirerait en avoir certaines placées de préférence auprès d'elle, autant elle aurait et montrerait d'éloignement pour certaines autres... Madame se prévient très aisément contre les personnes ou les choses. Mais comme elle a le cœur très pur et l'esprit très droit il y a du remède. Néanmoins, il faut pour la faire revenir plus que des paroles : elle ne se rend qu'à la conviction ¹. » Elle eut l'occasion de montrer sa fermeté à Vienne même, en déjouant les projets de l'empereur qui voulait lui faire épouser un archiduc.

L'heure du mariage a enfin sonné. Le jour du départ de la princesse pour Mitau, où il doit se célébrer, la cour et la ville de Vienne, au dire de La Fare, sont sorties de leur indifférence. Il nous parle d'une foule immense accourue pour la saluer, de pleurs et même de sanglots. Plus émouvante que cette sortie triomphale fut la rencontre sur le grand chemin de Louis XVIII et de sa nièce, le malheureux roi courant au-devant de la fille de Louis XVI et ne pouvant contenir ses larmes. C'était ce jour-là des larmes de bonheur. Le mariage fut béni le 10 juin 1799. La princesse, dit La Fare, « charma tout le monde par sa beauté, sa simplicité, son innocence ». Ce n'est point un des événements les moins extraordi-

1. La Fare donne un exemple de la fermeté de décision de la jeune princesse. Comme il la pressait de conclure le mariage par crainte de voir le Directoire chercher à l'entraver, Madame répondit : « Je ne le pense pas ; mais quand il en ferait la tentative, n'ai-je pas donné ma parole d'épouser mon cousin, le duc d'Angoulême ? Et qui pourrait imaginer que l'empereur, pour complaire au Directoire, voulût me retenir captive ici ? L'empereur ne m'a pas rendu la liberté pour me l'ôter ensuite. Quoi que fasse le Directoire, je partirai quand je voudrai. »

naires de l'émigration que cette union du prince héritier de la dynastie avec cette fille de France, échappée comme par miracle à l'exécution de sa famille; union contractée loin de la patrie, sur un sol étranger, grâce à l'hospitalité du czar, dans une galerie des ducs de Courlande. A côté des représentants de la noblesse, le cardinal de Montmorency, plus grand qu'eux, représente l'Église et célèbre le mariage, pendant que l'abbé Edgeworth, placé près des jeunes époux, leur apporte, en quelque sorte, la bénédiction du roi martyr. Louis XVIII parlera plus d'une fois dans l'exil de la joie que ce jeune foyer apporte à son cœur, bien qu'il n'eût pas réalisé les espérances de postérité qu'on aurait pu concevoir. La Fare, qui avait été lui-même si heureux de ce mariage, quitta l'ambassade de Vienne en 1801. Il avait fait de son mieux pour servir son prince. Louis XVIII lui marqua qu'il était content de sa fidélité et de son zèle, en attendant qu'il pût le récompenser sous la Restauration ¹.

IV

Voici un prélat autrement agité que M. de La Fare. Nous voulons parler de M. de Conzié, évêque d'Arras. La Fare n'était accrédité que par Louis XVIII. Conzié aura la confiance de Louis XVIII, du comte d'Artois, du prince de Condé, cherchera à aplanir les différends qui divisent

1. 31 mai 1800 : « Sa Majesté assure M. l'évêque de Nancy de son affection et de sa confiance. » Dans une lettre à Louis XVIII, La Fare, en 1797, vante son crédit auprès du roi de Prusse. La correspondance de La Fare commence en avril 1797. Les réponses du cabinet du roi finissent le 21 février 1801. Cf. Archives affaires étr., fonds français, vol. 609, 610, 611, 612. A un moment donné, le roi, très gêné, « ne peut plus allouer de voiture à M. de Nancy à Vienne ». Il y a dans cette correspondance quelques détails sur les évêques exilés. La Fare écrit, par exemple, le 13 décembre 1798 : « Je reçois de temps en temps des lettres de l'évêque de Rennes, qui est à Wilna; il se plaint du froid et se loue de l'accueil qu'on lui fait. Je lui ai fait passer les lettres que vous m'avez adressées pour lui. »

ces petites cours, entrera surtout très avant dans la vie du comte d'Artois ¹. De tous les évêques émigrés, et nous pourrions peut-être ajouter de tous les laïques, à l'exception de d'Antraigues, aucun ne fut plus mêlé que Conzié à toutes les intrigues de la politique. Le duc de Lévis a dit de lui qu'il « travailla toute sa vie pour parvenir à être ministre ». M. de Conzié arriva enfin, « vers la fin de sa carrière, à obtenir l'ombre de ce pouvoir ministériel, objet ardent de ses souhaits ». Le 5 juillet 1791, le roi de Suède réunit à Aix-la-Chapelle, dans une espèce de conseil, le comte de Provence, le comte d'Artois et l'évêque d'Arras. Le comte de Provence organisa à Coblenz une sorte de gouvernement, avec Calonne pour premier ministre chargé de la police et des finances, et l'évêque d'Arras comme chancelier. Nous suivons successivement Conzié à Madrid, puis dans les Pays-Bas autrichiens, puis en Russie où on lui trouva « l'air et le propos trop grenadiers », puis en Angleterre où il se fait, en 1794, l'agent principal d'un vaste plan de coalition qu'il soumet au Pape par l'intermédiaire du cardinal de Bernis. Une lettre datée de mai 1794, et adressée par lui à ce prélat, donne sur cette entreprise, à la tête de laquelle on voulait mettre le Souverain Pontife, des détails qui nous montrent l'évêque d'Arras haut placé dans les conseils des princes français. Conzié est en correspondance avec les cours allemandes et les évêques exilés, avec le cardinal Zelada, secrétaire d'État ; il reçoit de Pitt communication du projet de croisade politique que devrait entreprendre Pie VI comme un nouvel Urbain II ; il se porte garant du clergé français, fréquente les lords anglais et Burke, « le plus infatigable et le plus éloquent adversaire de la Révolution ». Le comte d'Artois approuve ses plans ; M. Asseline,

1. Conzié rend au comte d'Artois des services de tout ordre. Ainsi dans plusieurs dépêches il demande à Thauvenay une provision de chocolat pour « Son Altesse Royale ».

évêque de Boulogne, qu'il a consulté dans ses voyages, en désire le succès, « mais sans l'espérer ». Il entretient une correspondance suivie avec Consalvi, Galeffi. En un mot, il nous apparaît comme l'excitateur universel, le moteur de tous les projets, et comme le Pierre l'Ermite de la coalition. Pie VI, dans sa sagesse, calma ce beau feu et déclara « sa résolution irrévocable d'attendre au pied du crucifix l'ennemi venant au nom de la Révolution ». On a trop reproché, disait-il, à la papauté, son ingérence dans la querelle des rois et des peuples, pour que le Saint-Siège vienne fournir matière à des blâmes inconsidérés ou à des représailles coupables. Le Pape n'a ni à ordonner ni à prêcher aucune guerre, même juste; il ne lui reste qu'à en subir les conséquences. Ces réflexions, transmises à l'évêque d'Arras par M. de Bernis, étaient une douche qui ne calma pas longtemps son humeur militante. Nous le voyons, en 1795, invité par un officier général de l'armée de Condé à presser Louis XVIII de secouer la torpeur de Vérone. Nous lisons dans ces documents cette phrase remarquable : « S'ils avaient le bon esprit (les républicains) d'établir un gouvernement seulement tolérable, le peuple, qui ne soupire qu'après la paix et du pain, s'embarrasserait fort peu entre les mains de qui résiderait la souveraine puissance, si elle lui procurait le repos qui lui est nécessaire. »

A Vérone, le maréchal de Castries boude devant l'importance prise par l'évêque d'Arras; le Régent le remplace par le duc de La Vauguyon. Conzié nous fait part dans ses dépêches de son activité et de son importance auprès des princes. « Je prévois, écrit-il en mars 1796, que mon départ de Vérone sera prochain. Je suis encore incertain si je me dirigerai par Hambourg et Altona sur l'Angleterre pour rejoindre Monsieur, comte d'Artois, ou si je me rendrai préalablement près de M. le prince de Condé, ainsi que notre roi paraît le désirer. » C'est ce dernier plan

qui est adopté. Conzié envoie des dépêches du « quartier général de S. A. S. M^{se} le prince de Condé à Riegel ¹ ». Mais il ne peut tenir en place. Le voilà en route pour l'Angleterre, après s'être assuré que telle corvette anglaise ou russe est prête à protéger les passagers contre les tentatives des corsaires. Car il s'agit de conserver un grand ministre à la royauté.

Montlosier, en arrivant à Londres, y trouve le comte d'Artois avec son homme de confiance, l'évêque d'Arras, « qui n'était pas constitutionnel du tout ». Il nous le montre plus tard terriblement alarmé des bruits de paix entre l'Angleterre et le Directoire, ce qui consolide la République et anéantit les espérances de l'émigration ; il nous décrit l'indignation de Conzié contre les émigrés qui n'avaient pas la patience d'attendre la contre-révolution. Malouet rencontre également à Londres l'évêque d'Arras qu'il traite d'aristocrate ardent et absurde, tout comme le baron de Breteuil. Il raconte la négociation dont Conzié voulait charger La Tour-du-Pin, rentrant en France, auprès de Bonaparte et de Talleyrand ². Rien n'arrête la persévérance ni les machinations de l'évêque d'Arras. Il est prêt à abandonner à Catherine, pour prix de son con-

1. Dépêche de Vérone, 5 mars 1796. Dépêche de Riegel, 13 avril 1796. Archives aff. étr., fonds français, vol. 589, pièces 39 et 72. — Conzié fait tant de voyages, et si précipitamment, que dans une lettre il se plaint d'avoir égaré « un grand portefeuille noir rempli de papiers ».

2. M. de Conzié demanda à La Tour-du-Pin d'aller voir Talleyrand. « Vous pouvez, dit-il, lui porter une parole de moi, une proposition. — Et quelle parole, quelle proposition ? — La voici : Il faut qu'il nous serve, qu'il engage Bonaparte à traiter avec les princes ; nous le ferons connétable. — Mais, pour M. de Talleyrand, que ferez-vous ? — Certainement je le servirai de tout mon cœur ; il me connaît, il sait que jé suis incapable de lui manquer de parole. M. de La Tour-du-Pin peut lui dire que si nous rentrons en France, véritablement il ne peut pas y rester, mais je lui garantis un sauf-conduit en tel pays étranger qui lui conviendra le mieux. » Comme une telle perspective devait sourire à Talleyrand ! *Mémoires de Malouet*, 1868, 2 vol. in-8°, II, 225-232. — Montlosier raconte une conversation à Londres avec l'évêque d'Arras. « Faites-moi le plaisir, lui dit Conzié, de mettre par écrit tout ce que vous venez de me dire, afin que je le présente à M. le comte d'Artois. Je pense aussi que vous voudrez bien en insérer quelque chose dans le *Courrier de Londres*. »

cours, la Pologne et la Turquie. N'est-ce pas suivre les traces de « Monsieur le prince le Héros », qui avait travaillé de tout son génie à la prééminence espagnole ? Une note du 18 février 1800, rédigée par Conzié, donne le plan d'une nouvelle coalition formidable ¹, que Pitt dans une conférence avec lui se serait, dit-il, formellement engagé à faire triompher. Quand la partie paraît perdue, Conzié est accusé de marcher avec Georges Cadoudal et de tremper dans l'attentat de la machine infernale. La complicité n'est pas prouvée, mais les archives ont gardé plusieurs traces de correspondance entre ce fameux conspirateur et l'évêque d'Arras ². C'est devant Georges Cadoudal que Conzié, qui avait le mot salé, traita un jour M. de la Trémoille de *polisson*. Celui-ci s'en explique dans une lettre toute frémissante d'indignation avec le favori du roi, le comte d'Avaray ³.

1. Archives aff. étr., *Ibid.*, vol. 627, p. 150-151.

2. Georges Cadoudal écrit, par exemple, le 13 septembre 1799 à l'évêque d'Arras : « Nous allons nous réunir pour prendre parti. Nous ne pouvons nous décider qu'à la guerre. Déjà on la fait dans plusieurs parties, et nous ne pouvons pas les laisser succomber. J'espère que les affaires iront bien. Si les Anglais nous donnent des fusils, des canons, et débarquent, nous réussirons infailliblement. » Arch. aff. étr., *loc. cit.*, vol. 627, p. 51.

3. La Trémoille, après avoir dit que « la crainte d'affliger sans nécessité le cœur du roi impose souvent silence et fait dévorer bien des chagrins à ceux de ses fidèles serviteurs qui connaissent sa bonté et sentent sa position », croit devoir faire connaître le propos tenu contre lui, ainsi que contre M. de Frotté, traité « d'imposteur et de gredin ». Conzié nie avoir donné ces qualifications, sachant que deux négations valent une affirmation. Cadoudal doit être « un antinoble » pour que Conzié ait cru devoir lui plaire par un tel langage. L'évêque d'Arras, ajoute La Trémoille, « professait autrefois une vénération extrême pour ma mère. Vous n'imaginerez pas, j'espère, qu'en ce qui m'est personnel, la petite colère de l'évêque d'Arras ait pu me faire d'autre effet que de me faire rire, ni que j'ai pu m'affecter davantage d'être appelé *polisson* par un tel homme que de me voir appeler brigand par le Directoire. Mais quand il s'agit des intérêts du roi, il n'est plus possible de rire. J'en pleure, au contraire, de douleur et d'indignation. Jugez, mon cher comte, avec la part que cet homme avait dans la confiance de Monsieur, combien de suggestions fâcheuses, combien d'insinuations perfides sur les démarches les plus droites, sur les serviteurs les plus dévoués et les plus utiles du roi, ont dû précéder un langage aussi impudemment grossier, aussi bêtement impolitique. On nous dit sans cesse qu'il faut nous réunir, nous serrer, et pour cela on essaie de nous dégrader dans l'esprit de ceux-là même avec qui il importe principalement que nous soyons unis. » Lettre de la Trémoille à d'Avaray. Londres, 2 mai 1793, Archives aff. étr., *loc. cit.*, vol. 594, pp. 229, 230.

Faut-il accepter sans restriction le jugement du duc de Lévis sur Conzié ? « Il ne fit, dit-il, que du mal à son parti. » D'après un autre émigré, l'évêque d'Arras avait le « ton tranchant et le caractère irrésolu ». Convenons que ce prélat ne pouvait point jouer un si grand rôle dans l'émigration ni entrer si avant dans la confiance des princes, sans avoir une réelle valeur. Il gâta malheureusement ses qualités par une humeur brouillonne, un esprit d'intrigue, une agitation politique outrée chez un laïque, à plus forte raison chez un évêque. Et dire que Conzié trouva encore le temps de s'occuper de son diocèse et de faire des mandements ! !

V

Il y avait quelque intérêt à retracer le portrait de ce politicien ecclésiastique comme type d'une race qui allait à jamais disparaître, et qui était déjà alors une exception presque unique dans le clergé de France. Le seul homme que son ardeur militante, son activité inquiète, sa passion contre-révolutionnaire, rapprochent à cette époque de l'évêque d'Arras, c'est l'abbé Maury. Le cardinal de Bernis avait eu la douleur, durant les trois années qui précédèrent sa mort, d'assister à Rome au déclin de son prestige. Son étoile avait pâli devant un astre nouveau. Toute l'attention des émigrés et de la Ville éternelle se portait vers un homme auquel ses luttes immortelles de la Constituante valurent dans l'Église et dans la monar-

1. Cf., outre nos documents puisés aux archives des affaires étrangères, ALBERT SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, II, 141, 142, 247, 283. — *Mémoires du marquis de Bouillé*, p. 181-183. — DERAMECOURT, *Le Clergé du diocèse d'Arras pendant la Révolution*, t. III, p. 404 ; IV, p. 226-228. — DUC DE LÉVIS, *Souvenirs et portraits*. — BARDOUX, *Montlosier et les constitutionnels pendant l'émigration*. — ANDRÉ LEBON, *L'Angleterre et l'émigration française*, p. 360. — CRETINEAU-JOLY : *L'Église romaine en face de la Révolution*, 1859, 2 vol. in-8°.

chie un prestige et un crédit extraordinaires. Maury est à peine débarqué à Rome, en décembre 1791, qu'il attire à lui tous les regards et toutes les faveurs. Le cardinal Zelada lui offre son palais pour résidence. Le voilà prélat du Pape, archevêque de Nicée *in partibus*, nonce extraordinaire à Francfort pour le couronnement de l'empereur. Il reçoit d'un coup 60,000 écus romains, alors que les évêques français les plus nécessiteux et du plus grand nom ont grand'peine à en obtenir du Pape quelques centaines. Il ne reste plus à Maury qu'à avoir le chapeau de cardinal, lequel lui est, en effet, accordé à la demande de Louis XVIII, transmise au Pape par Bernis. Quand on est ainsi porté par l'opinion, on n'a pas besoin de se gêner. Maury ne dissimule point son dédain pour Bernis, ce sénile radoteur, ce politique vieux jeu qui prêche la prudence, ce prophète de mauvais augure qui a l'audace de ne pas croire à la défaite prochaine des républicains, à la restitution d'Avignon, au triomphe des royalistes.

Après Conzié, M. d'Agoult, évêque de Pamiers, paraît un peu pâle dans son rôle d'ambitieux. Il s'occupe pourtant très activement des affaires d'État. Ses goûts, ses aptitudes, ses études, l'y portaient invinciblement. Il s'était déjà signalé dans l'ancien régime comme prélat administrateur. Son frère aîné, le marquis d'Agoult, avait partie liée avec Breteuil ; son frère cadet, le vicomte d'Agoult, était le favori du comte d'Artois. Ainsi apparenté, ainsi poussé en avant par le démon de la politique, comment ne pas travailler au salut de son pays, de son roi, et aussi un peu pour sa propre ambition. M. d'Agoult, rentrant en France d'un voyage en Suisse, dans l'automne de 1790, apporta le plan d'évasion du roi et d'appel aux puissances, que lui avait remis Breteuil. Louis XVI voulait s'assurer des intentions de Bouillé ; il lui écrivit, le 22 octobre 1790, une lettre que l'évêque de Pamiers se chargea de remettre. Bouillé fit part à M. d'Agoult de ses

impressions, et lui avoua que l'entreprise lui paraissait hasardeuse. L'évêque de Pamiers lui répondit que Léopold et les autres alliés du roi « exigeaient sa sortie de Paris avant de faire aucune disposition en sa faveur ». L'exécution des projets fut ajournée. Après avoir intrigué avec Bouillé, il intriguera plus tard avec Dumouriez. Les écrits du temps signalent de divers côtés, par exemple à Londres, l'agitation ¹ de ce prélat. Il est quelqu'un. Ceux qui, à Coblenz, lancent en avant des noms de ministres pour la prochaine restauration, l'inscrivent déjà comme garde des Sceaux ou chancelier. Ceux qui lui veulent du mal le réduisent aux Finances. Il resta ministre sans portefeuille.

Ce serait amoindrir la mémoire de M. de la Marche, évêque de Saint-Pol-de-Léon, que de le rapprocher d'agités tels que d'Agoult, et plus encore tels que Conzié. On sait que sa sollicitude féconde pour les émigrés absorbait sa vie, pas au point cependant de le défendre complètement contre la politique. Montlosier, — et nos archives ² confirment son affirmation, — nous le représente à Londres, « au milieu de ses dépêches aux chouans, s'interrompant pour lire son bréviaire ». Il lui fallait bien aussi trouver le temps d'écouter les communications que son autorité morale, son dévouement absolu à la royauté, lui atti-

1. Citons quelques extraits de Fersen. Il s'agissait de faire une démarche auprès du roi d'Angleterre pour sauvegarder la vie de Louis XVI. On résolut de confier cette démarche à l'évêque de Pamiers qui avait la confiance de Breteuil. Fersen écrit, 21 août 1792 : « L'évêque de Pamiers arrive, content du duc de Durset. Pitt a bien parlé, plus intéressé aux affaires de France qu'il ne veut paraître. L'évêque prit sur lui de lui dire que c'est par ordre exprès du roi que le baron (de Breteuil) a fait la démarche. L'évêque a insisté pour une expression plus prononcée à la fin de la dépêche à lord Grower; il n'a pu l'obtenir. » — 8 août 1893 : « J'étais occupé à écrire le matin à la reine la note ci-jointe, lorsque l'évêque de Pamiers entra chez moi et me dit que l'armée de Dumouriez s'était révoltée contre lui... etc. » FERSEN, *op. cit.*, t. II, pp. 28, 29, 67.

2. Les archives (aff. étr., *ibid.*, vol. 623, pp. 323, 324) donnent un mémoire de M^{re} de la Marche « sur les moyens préparatoires en Bretagne », dans lequel il s'agit de faire « insurger la Bretagne », en 1794. Il y est question des dépôts de munitions, des points stratégiques, etc.

raient de la part des princes. Dans telle lettre, écrite de sa main, Monsieur, comte d'Artois, lui demande d'être l'intermédiaire de la correspondance secrète d'un des nombreux agents qu'il a la manie d'entretenir ¹. M. de la Marche ne perd point l'occasion de parler politique avec les ministres du roi d'Angleterre ². Dans ses missives à Louis XVIII, il lui arriva de faire des déclarations qui tranchent avec l'optimisme habituel. A ses yeux, « la contre-révolution ne peut se faire que par les mêmes moyens qui ont, dit-il, décidé la Révolution et qui la maintiennent ». Tel est d'ailleurs l'imprévu des événements qui depuis tant d'années déroutent toutes les prévisions, que bien habile serait le prophète assuré de prédire l'avenir. La Révolution paraît à M. de la Marche assez forte pour déjouer tous les calculs. « Un pouvoir, dit-il, qu'on a laissé s'accroître au point où est parvenu celui qui domine en France, un pouvoir dont les ressources sont en raison de sa force, auquel tous les moyens conviennent, qui ne connaît ni bonne foi ni droit des gens, qui, pour faire le moindre pas vers son but, prodigue également l'or et le sang, auquel l'audace et la témérité tiennent lieu de prudence,

1. « M. Wells, qui vous remettra cette lettre, mon cher évêque, vous instruira lui-même de l'importante mission dont il vient d'être chargé auprès du gouvernement britannique. Ce M. Wells, dont le véritable nom est Mézières, est employé depuis longtemps et avec beaucoup d'utilité par les agents du roi dans l'intérieur. Il a du zèle, du courage, de l'intelligence. Il va retourner tout de suite à Paris; et comme il m'est très important de connaître ce qui s'y passe, j'ai accepté l'offre qu'il m'a faite de me rendre un compte détaillé de tout ce qu'il sera dans le cas de découvrir. Mais cette mesure exigeant beaucoup de secret, j'ai pensé que, dans la circonstance actuelle, je ne pourrais mieux faire que de vous l'adresser et de m'en rapporter entièrement à vous sur les moyens que vous adopterez avec lui pour l'établissement et la suite de cette correspondance. Lorsque vous aurez vu M. Wells, et que vous serez convenu de vos faits avec lui, vous m'instruirez des résultats que vous aurez adoptés. Vous déciderez si la correspondance doit vous être adressée directement, ou si vous préférerez de prendre un intermédiaire. » Lettre du comte d'Artois à l'évêque de Saint-Pol-de-Léon, datée d'Edimbourg, 14 octobre 1798. Archives aff. étr., *loc. cit.*, vol. 594, p. 458.

2. « J'irai chez le marquis de Buckingham, et je tâcherai qu'il ne soit pas inutile que je confère sur divers objets avec le frère du ministre des Affaires étrangères. » Lettre au roi des 3 et 29 janvier 1798. Archives aff. étr., *loc. cit.*, vol. 594, pièce 26.

un tel pouvoir ne laisse que des conjectures très incertaines à la sagacité des plus habiles politiques. Il paraît incalculable et sa marche imprévue peut déranger les calculs et la marche de toutes les autres puissances. »

On voit que ces prélats, dans leur correspondance avec le roi, succombaient facilement à la tentation de lui parler de ses affaires et de la Révolution. Le seul fait de lui écrire était d'ailleurs un acte politique. Louis XVIII savait qu'il pouvait compter sur eux, et il ne craignait point à l'occasion de faire appel à leur dévouement pour des démarches périlleuses, comme il le fit, en 1797, pour M. de Pressigny, évêque de Saint-Malo ¹.

Non seulement le roi, mais tous ceux qui semblent jouir de sa confiance sont assurés de trouver de l'empressement chez les évêques. Il est si doux de recevoir même par réfraction les rayons qui viennent d'en haut ! On sait, par exemple, avec quel esprit d'entreprise, quelle activité nerveuse, et aussi quelle absence de scrupules, le comte d'Antraigues dirigea pendant trois ans la correspondance secrète de l'émigration. Ce personnage si compromis, cette « fleur des drôles », comme l'appelle quelque part d'Avaray, rencontra des courtisans même dans l'épiscopat. M. de Mercy lui écrit une lettre affectueuse, lui recommande son neveu et termine sa lettre par ces paroles qui ont une grâce, une saveur d'ancien régime : « Nos cœurs vous sont connus. Ils ne pourraient changer que pour vous aimer davantage ². »

1. La Fare écrivait de Vienne au roi, le 12 juillet 1797 : « M. l'évêque de Saint-Malo, à qui j'ai communiqué la dernière détermination de Votre Majesté à son égard, craint qu'elle n'ait vu dans ses observations quelque motif de crainte. Dans cette appréhension, il me mande qu'il ne craint point les dangers de la mission proposée, qu'il en voit même fort peu ; qu'il a cru de son devoir de faire connaître franchement son caractère, qu'aucune considération de périls ni de fatigues ne l'arrêtera, lorsque Sa Majesté jugera qu'il peut être utile. » Arch. aff. étr., *ibid.*, vol. 610.

2. Dans une lettre du 3 décembre 1793, M. de Mercy, évêque de Luçon, donne à d'Antraigues diverses nouvelles politiques et lui recommande son neveu. « Soyez bien assuré, lui dit-il, que partout mon neveu suivra vos ordres, comme nous sommes sûrs que dans tous les temps vous vou-

Parmi tous ces prélats si nettement acquis à la contre-révolution, y en eut-il qui passèrent eux-mêmes à une action militante? Sous la Constituante, les agissements du cardinal de Rohan, retiré à Ettenheim, au-delà du Rhin, furent plusieurs fois dénoncés à la tribune, en particulier par le prince de Broglie dans la séance du 4 avril 1791. On accusa le prince-évêque de Strasbourg d'avoir recruté, sous le nom de *légion noire*, un corps militaire qui, commandé par Mirabeau le jeune, était destiné à combattre la Révolution. On sait que Condé se rabattit sur Ettenheim avec une armée d'émigrés. Rohan, obsédé de leurs exigences, s'enfuit au couvent de Saint-Blaise dans une gorge retirée de la forêt Noire. La brouille ne dut pas être bien grande, car le comte de Mérode rencontrait plus tard auprès de Condé le héros de l'affaire du collier. Ettenheim abrita l'amour de deux jeunes gens destinés, semble-t-il, à tous les bonheurs de la vie, Charlotte de Rohan et le duc d'Enghien. Le cardinal avait marié sous le manteau sa nièce avec un Bourbon. On sait que c'est à Ettenheim que Bonaparte fit enlever le prince pour le faire fusiller dans les fossés de Vincennes.

drez bien le traiter comme votre enfant, puisqu'il est celui de votre ami. Les nouvelles politiques nous paraissent bonnes. Elles sont excellentes surtout si l'armée de la Vendée, qui, selon toutes les apparences, va enfin donner la main aux Anglais, poursuit ses avantages. Recevez l'assurance de l'inviolable attachement de toute ma famille. Nos cœurs vous sont connus. Ils ne pourraient changer que pour vous aimer davantage. » Arch. aff. étr., vol. 640, pp. 43, 44. — M. de Mercy écrit de Chiasso le 1^{er} juin 1793 : « M. d'Antraigues est notre voisin et le correspondant intime de presque toutes les puissances et de nos princes. » Lettre inédite. — Dans la correspondance entre d'Antraigues et M. de La Fare, citons cette lettre écrite par d'Antraigues le 21 août 1798 : « Je ne voudrais pas, Monseigneur, que vous puissiez m'accuser de manquer aux engagements que j'ai contractés envers vous au sujet des insinuations dont j'ai dû défendre mon honneur, d'abord auprès du roi mon maître, et auprès du public si j'y étais forcé. » Dans une lettre du 7 octobre 1798 au duc de La Vauguyon, d'Antraigues proposait « une guerre de religion à faire déclarer par le pape ». Archiv. aff. étr., *ibid.*, vol. 634, p. 112-117, 167 et suiv. — Les papiers de d'Antraigues forment plusieurs volumes aux Archives des Affaires étrangères. On y voit les détails de la terrible brouille avec son secrétaire, l'abbé Dufour.

VI

Le seul prélat qui ait paru et qui se soit fait tuer dans l'armée royaliste est M. de Hercé, évêque de Dol. Celui-là n'obéissait point à des considérations humaines. Et même à un Conzié, à un Maury, à ces ambitieux qui s'en vont s'agitant, bourdonnant, prophétisant, remplissant Rome et tous les chemins de l'émigration de leur encombrante personnalité, on pourrait opposer cet homme qui voulut servir la cause monarchique moins en politicien qu'en chouan. Nous connaissons déjà l'évêque, son amour de la résidence, sa piété, sa vie angélique. Il y avait de plus en lui un citoyen défiant des nouveautés, partisan résolu de la tradition pour la monarchie comme pour l'Église. Membre de l'assemblée des notables, il fit de telles remontrances à Louis XVI sur les projets présentés à la discussion que le roi lui demanda de quel droit il lui adressait ces observations. « Du droit que me donne ma crosse », aurait répondu l'évêque. M. de Hercé se montra un des plus ardents adversaires de la constitution civile du clergé, et ne se laissa arracher de son siège et de son pays qu'au dernier moment, à la fin d'août 1792, quand la situation n'était plus tenable. Réfugié en Angleterre, l'évêque de Dol, l'œil fixé sur la patrie, suit avec une émotion poignante les terribles événements de France, et frémit d'impatience, comme évêque et comme gentilhomme, de ne pouvoir s'associer aux luttes et aux dangers des Vendéens et des Bretons. N'y tenant plus, le 1^{er} janvier 1795, il adresse de Londres aux « ecclésiastiques non assermentés attachés aux fonctions du saint ministère près l'armée catholique et royale de Bretagne », une lettre pastorale qui a je ne sais quelle allure guerrière. Il félicite ces prêtres d'avoir tout sacrifié pour défendre la cause de la religion et de la monarchie contre tant d'attentats et de

crimes¹. Il marque sa particulière reconnaissance à « ces combattants intrépides qui, si souvent et si courageusement, ont exposé leur vie sous le drapeau d'une armée qui se glorifie du titre auguste d'*armée catholique et royale*, armée aussi imposante par la valeur et l'activité des chefs qui la commandent que par son dévouement à la religion et sa fidélité à son légitime souverain; à ces vertueux citoyens, à ces fidèles Bretons qui, se trouvant dans l'impossibilité de prendre les armes, ont rendu d'ailleurs les services les plus signalés, et n'ont pas craint d'exposer leur vie en prodiguant aux ministres des autels, et aux défenseurs de la cause du plus malheureux des rois, tous les secours qui étaient de leur pouvoir ».

Ces pages, écrites au commencement de 1795, font pressentir que M. de Hercé ne pourra se défendre de prendre part à l'expédition de Quiberon qui se prépare pour le printemps. Il se consume d'impatience en Angleterre. « Que de chagrins, dit-il, ont empoisonné depuis trois ans notre malheureuse existence ! » Il y a là-bas des fidèles, ses enfants spirituels, qui souffrent, qui combattent pour Dieu et pour le roi, et M. de Hercé, leur père et leur pontife depuis trente ans, n'est point avec eux pour les soutenir et les consoler. Sa résolution est prise, il va partir. On essaie de le retenir en lui montrant le danger qu'il

1. « Vous avez sacrifié vos biens, votre liberté, votre vie même pour la défense de cette sainte religion que nos pères nous ont laissée comme leur plus précieux héritage... La férocité des tyrans qui ont osé tremper leurs mains dans le sang du plus juste et du meilleur des rois, le nombre incalculable des victimes qu'ils ont immolées à leur haine et à leurs vengeances; la nature et la cruauté des supplices qu'ils mettent en usage, n'ont fait qu'augmenter votre constance et votre fermeté. Vous êtes environnés de ce guerrier généreux, de ce nouveau Judas Macchabée, que le zèle de la maison du Seigneur a armé contre les ennemis de la religion et du trône, et que la patrie compte déjà parmi ses héros et ses libérateurs. Vous avez, comme lui, bravé les éléments, la rigueur des saisons, les cachots, les prisons, les échafauds, la mort même. Votre récompense est assurée dans la céleste patrie. » Les lettres pastorales de M. Hercé sont données par l'abbé Guillon, *Les martyrs de la foi*, t. III, p. 291-304; et la première par l'abbé de LUBERSAC, *Journal de l'émigration*, 1803. — Voir aussi Ch. ROBERT, *Urbain de Hercé, évêque de Dol*, 1900, in-8°, p. 345-458.

affronte; mais l'évêque de Dol ne veut rien entendre, parce qu'il a conscience d'accomplir un devoir, parce qu'il pense servir, non des intérêts humains, mais une cause sainte pour laquelle il est prêt à verser son sang. On peut l'en croire quand il s'écrie : « Dieu nous est témoin que si, du fond de cette terre étrangère, nous soupirons après le moment de voir finir notre exil, ce n'est ni l'indigence à laquelle nous sommes réduits, ni l'espoir de rentrer dans nos biens, ni l'ambition d'occuper une place éminente, qui excite en nous cette extrême impatience, mais le seul désir de nous réunir au troupeau que la divine Providence nous a confié, de courir après tant de brebis égarées qui, malgré leur infidélité, ne cessent de nous être chères, de consoler ceux qui souffrent pour la foi de Jésus-Christ. » Voilà le cri du pasteur, du missionnaire apostolique, titre qu'il a reçu du Saint-Siège pour toute la Bretagne. S'il meurt en accomplissant cette fonction sainte, il sera martyr. De quel ton il répond à ceux qui lui prêchent la prudence : « Que peut-il nous arriver que de perdre la vie pour Jésus-Christ? Ne savez-vous pas qu'on a détruit toutes les anciennes reliques dont la France était en possession? Eh bien! nous allons lui en fournir de nouvelles. » Il va donc faire des reliques. Avant de s'embarquer pour Quiberon, il rédige et fait imprimer le mandement qu'il se propose d'adresser à ses diocésains en mettant le pied sur les côtes bretonnes. Il y baise d'avance la terre de sa chère patrie. Il s'écrie avec émotion : « De tristes récits venaient sans cesse, de l'extrémité des mers, répandre l'amertume sur notre vie, et nous faisaient désirer à chaque instant de pouvoir aller nous jeter au milieu de vous pour vous consoler dans vos peines, avec l'espérance que notre courage déconcerterait nos ennemis, ou, s'ils conservaient leur férocité, de vous donner du moins, en expirant sous vos yeux, d'utiles leçons et de grands exemples. » Nous reprenons parmi vous

notre ministère « dont, quoi qu'il arrive, nous n'interromprons plus les saintes fonctions ». Il y a dans ces paroles l'accent d'un pontife qui croit que sa place est au milieu de son troupeau, surtout quand ce troupeau est assailli par les loups, et qui veut le défendre, marcher à sa tête et partager son sort. M. de Hercé ne dissimule ni la grandeur du danger, ni l'énergie de ses résolutions. « Mourir à vos côtés, dit-il à ses fidèles Bretons, notre sort nous paraîtra préférable à la vie et nous regarderons la mort comme un nouveau bienfait. » La mort vint en effet. On connaît le sort de l'expédition de Quiberon. L'évêque de Dol, débarqué le 16 juillet 1795, refusa d'abandonner, pour sauver sa vie, ses compagnons d'infortune. Condamné à mort avec son frère et d'autres prêtres, il se montra héroïque et fut fusillé à Vannes, le 30 juillet, à l'âge de soixante-neuf ans.

Les catholiques, les royalistes, saluèrent en M. de Hercé un martyr. Bien que la cause de Dieu fût au premier rang de ses préoccupations, bien qu'il participât à l'expédition moins en soldat, en guerrier, qu'en prêtre, en aumônier, et que le premier salut adressé à ses diocésains ait été cette parole évangélique : *Pax vobis*, la paix soit avec vous, les déclarations de ses mandements, les prières qu'il y demandait pour « les princes », pour Louis XVII, l'enfant royal, qui en ce moment même était expirant au Temple, nous rappellent que l'évêque de Dol ne séparait point la cause de la religion de la cause de la monarchie; mais, en combattant pour l'une et pour l'autre, il croyait remplir un devoir sacré, et marcher en quelque sorte au martyre par un double chemin. On conviendra que cette confusion avait été puissamment aidée par les crimes de la République. Aussi saluons ce héros. Lorsqu'on fait à une conviction sincère le plus grand sacrifice qui soit au pouvoir de l'homme, celui de sa vie, on est sûr de n'être point confondu avec de vulgaires politiciens et de s'ou-

vrir la voie, sinon à la gloire du martyr, du moins à l'estime, au souvenir ému de la postérité. On s'explique que M. de Hercé ait voulu qu'il y eût un évêque dans ces armées bretonnes et vendéennes qui avaient compté tant de prêtres ¹.

L'évêque de Dol eut occasion de correspondre avec le comte d'Artois, qui devait prendre le commandement de l'expédition ². Celui-ci fut, en effet, réclamé par les Vendéens qui disaient en combattant : Où est le prince du sang qu'on nous avait promis ? Le prince ne vint pas. Réflexion faite, et malgré sa promesse, il ne voulut pas « aller chouanner ». Il ne comprenait pas comme Henri IV la conquête d'un royaume ; il ne paraissait avoir aucun attrait à recevoir des balles. Ce n'était pas le tempérament du duc d'Enghien qui écrivait qu'un prince « est toujours à sa place quand il est aux coups de fusil ³ ». Tandis que le comte d'Artois sortait ainsi amoindri de cette désastreuse expédition de Quiberon, l'évêque de Dol y conquerrait pour jamais cette estime, nous allions dire cette gloire que la postérité ne refuse jamais au courage et à la foi poussés jusqu'à l'héroïsme.

1. Il paraît que l'évêque de Nantes, M. de La Laurencie, voulait marcher sur les traces de M. de Hercé. Le *Moniteur* (réimpression du *Moniteur*, t. XXV, p. 762) dit que l'évêque de Nantes aurait quitté Londres pour aller à Southampton, le 24 août 1795, s'embarquer avec lord Moira, dans l'intention de rejoindre l'armée des émigrés, où il devait remplacer comme aumônier l'évêque de Dol, fusillé. A la fin de 1798, il fit un appel aux Bretons et aux Vendéens pour le rétablissement du trône et de l'autel. Cf. LALLIÉ, *Le diocèse de Nantes pendant la Révolution*, 1893, II, 201, 202. — « Le débarquement de Monsieur n'ayant pas eu lieu, M. l'évêque de Nantes n'est pas parti. » *Lettre inédite de M. de Mercy*, 5 décembre 1795.

2. Lettre du 18 juin 1794. Archives aff. étr., *ibid.*, vol. 588, pièce 57.

3. FORNERON, *Histoire des émigrés*, t. II, 122, 128.

CHAPITRE III

Les idées politiques de l'épiscopat

I. Les idées libérales du clergé à la Constituante semblent dans la catastrophe. — La liberté rendue responsable de tous les crimes. — L'exil fige les idées. — Si on pouvait revenir au passé sans tenir compte de la Révolution. — Rester fidèle à la liberté en corrigeant ses erreurs. — Les partisans de deux Chambres. — Ils sont exécrés par les *purs*. — Haro sur les constitutionnels. — Louis XVIII se déclare contre eux pour l'ancienne Constitution. — « La folie de Vérone. » — Intervention de de Maistre — II. Le clergé émigré regarde vers le passé. — Anathème des évêques contre la Constitution de 1791. — Ils veulent que le roi absorbe toute la puissance publique. — Un roi fort pour protéger la religion. — Malheur que les crimes de la Révolution aient dégoûté depuis cent ans le clergé de la liberté. — III. Système de contre-révolution exposé par Maury. — Châtier le clergé assermenté. — Rétablir le clergé dans tous ses privilèges et propriétés. — Refuser le culte public aux protestants. — Rétablir les anciens diocèses et paroisses. — Bernis, Coucy, sont beaucoup moins tranchants. — Paroles de paix. — IV. Idées politiques des deux évêques les plus mêlés aux affaires publiques : Boisgelin, archevêque d'Aix, Cicé, archevêque de Bordeaux. — Goût de Boisgelin pour la politique. — Le roi lui demande en 1799 un projet de Déclaration. — Ce projet est réactionnaire. — Éloge obligatoire de l'ancienne Constitution de la France. — Le roi absorbe tous les pouvoirs. — Vote par ordre et non par tête aux États-Généraux, lesquels ne seront pas nécessairement périodiques. — Variantes habiles et élégantes pour prouver qu'un tel pouvoir ne sera pas despotique, que l'ancienne Constitution sauvegardera toutes les libertés. — V. M. de Cicé consulté. — D'Avary s'indigne de cet honneur fait à un prélat si compromis. — Il trouve le projet trop libéral. — Pourtant Cicé ne place les États-Généraux « qu'en perspective ». — Il ne reconnaît pas les biens nationaux. — Mais il admet que l'antique Constitution peut être amendée. — VI. Boisgelin et Cicé ont exprimé dans ce projet la pensée royale plutôt que la leur. — Ils sont en harmonie d'idées à Londres avec Malouet. — Mais il fallait plaire à Louis XVIII qui en était encore, en 1799, à la Déclaration de Vérone. — L'abbé de Montesquiou libéral. — VII. C'est le dernier cri politique d'un corps illustre qui avait été mêlé de tout temps aux affaires publiques. — Comment les évêques renoncent difficilement au rôle public qu'ils avaient joué à travers les siècles. — Cependant les prélats politiques sont peu nombreux pendant la Révolution. — Abstention de l'archevêque de Paris, de l'archevêque

de Toulouse. — La plupart plus occupés de prier que d'intriguer. — Ils laissent à Dieu le soin de venger leur querelle.

I

Il est possible, avec les manifestations publiques des évêques, avec les correspondances échangées entre eux et le prétendant, de dégager leur système de gouvernement, leur conception politique dans les deux derniers tiers de la Révolution française. Disons-le : les idées libérales que nous avons vu plusieurs d'entre eux professer à la Constituante, au point de concourir et plus tard de prêter serment, avec tous leurs confrères de France, à la Constitution de 1791, ces idées libérales sombrèrent dans la tourmente qui emporta dans un commun désastre le trône et l'autel. La liberté, au nom de laquelle on avait commis tant de crimes, parut responsable des ruines accumulées depuis son avènement. La pensée de l'épiscopat, quand il était question de monarchie et d'ordre à restaurer, de religion à rétablir, se reportait maintenant aux institutions qui, avant la Révolution, avaient assuré à la France, à l'Église, des siècles de prospérité et de gloire.

« La peine de l'exil, dit Tocqueville, a cela de cruel, qu'elle fait souffrir et n'apprend rien. Elle immobilise l'esprit de ceux qui l'endurent, le détient à jamais dans les idées qu'il avait conçues, ou dans celles qui avaient cours au moment où il a commencé. C'est comme l'aiguille qui reste fixée sur l'heure à laquelle on l'a arrêtée, quel que soit désormais le cours du temps. » Pour la presque unanimité des évêques et des prêtres exilés, l'aiguille qui marquait leurs opinions s'arrêta ; pour plusieurs même, elle revint en arrière.

On a mis en lumière les doctrines, le rôle pendant la Révolution, de ceux qu'on appela *les constitutionnels*. Fallait-il, au moment où elle semblait faire banque-

route, sombrer dans l'anarchie et le sang, la tenir pour non avenue et souder le présent au passé sans tenir compte des anneaux intermédiaires, de 1789, 1791, même 1793 et l'an III? Les esprits observateurs constatent dans le pays, après comme avant la Terreur, une hostilité invincible contre l'ancien régime. On ne pouvait supprimer d'un trait de plume les faits accomplis, passer sous silence une Révolution inouïe à laquelle chacun avait plus ou moins travaillé, et qui avait bouleversé toutes les conditions, toutes les institutions. Les politiques clairvoyants et de sens rassis comprirent, surtout dans la réaction salutaire qui alla toujours croissant de la fin de la Convention au Consulat, que le retour à la pacification, à la stabilité gouvernementale, à la dynastie légitime, s'opérerait au moyen d'une transaction entre les idées nouvelles et les formes antiques. Les vices de la constitution de 1791 ne les avaient point fait renoncer à toute constitution. Ils croyaient qu'en reprenant en sous-œuvre le travail de ces constituants inexpérimentés, en fortifiant l'autorité royale par des institutions tutélaires, telles que les deux Chambres, il était possible de concilier l'ordre avec la liberté. Pour ces sages politiques l'exil, mauvais conseiller pour tant d'autres, avait été fécond en enseignements. En particulier, l'exemple de l'Angleterre fut une grande école où ces observateurs attentifs mûrirent leurs conceptions en les voyant consacrées avec éclat par une expérience séculaire. Le lecteur a déjà nommé Malouet, Mounier, Lally-Tollendal, Mallet du Pan, Montlosier, Clermont-Tonnerre, qui, à Londres ou ailleurs, se firent par leurs conversations, leurs écrits, les promoteurs convaincus d'un gouvernement représentatif.

Quoi ! encore une constitution après tant d'autres, après tant d'inventions, d'élucubrations sorties depuis 1789 du cerveau révolutionnaire et frappées d'impuissance autant que de ridicule ! Les constitutionnels furent traités d'uto-

pistes, de rêveurs malfaisants, de révolutionnaires endurcis. On les déclara « régicides au premier chef, indignes de pardon ». Un évêque parle de balayer « les immondices constitutionnelles ». « Montlosier me trouve implacable, dit d'Antraigues, il a raison ; je serai le Marat de la contre-révolution, je ferai tomber cent mille têtes, et la sienne la première ¹. » La plaisanterie s'en mêle autant que la menace. Vaudreuil croit se moquer spirituellement du « pair Mounier ». Comme Cazalès, acquis aux idées des constitutionnels, arrivait dans une auberge pour y prendre gîte, on prévint l'hôtelier qu'il lui fallait absolument « deux chambres ». Ce fantôme des deux Chambres semble obséder l'imagination des purs qui voient partout des partisans de cet horrible système. Il n'est pas jusqu'à Breteuil, jusqu'à d'Avaray, qui ne soient suspects de quelque indulgence pour les libéraux. Ils sont rares ceux qui trouvent grâce devant ces exaltés. L'idéal c'est Calonne, prôné comme le génie supérieur qui doit rétablir la monarchie dans toute son intégrité.

Dans cette polémique, les anticonstitutionnels avaient un grand atout dans leur jeu, c'était le roi. La mort de Louis XVII, survenue le 5 juin 1795, était déjà pour la royauté une nouvelle cause de faiblesse, puisqu'elle plaçait le roi à l'étranger. Louis XVIII, en proclamant solennellement dans la Déclaration de Vérone la nécessité du retour aux institutions du passé, sembla prendre à tâche de tourner contre lui tous ceux qui ne voulaient pas de l'ancien régime. La polémique était ouverte. Tandis que les constitutionnels parlaient de la « folie de Vérone », De Maistre publiait, en 1796, ses *Considérations sur la France* où, avec une verve étincelante, une langue incomparable, il arrivait à conclure en faveur de l'antique Constitution, tout en répudiant les abus d'autrefois.

1. Cf. THUREAU-DANGIN, *Royalistes et Républicains*, 1874, pp. 51, 52.

Louis XVIII ne dédaigna point ce brillant champion d'idées dans lesquelles il avait peut-être besoin d'être confirmé lui-même.

II

Quel parti va prendre le clergé émigré dans cette grande polémique ouverte sur le gouvernement de la France ? Disons-le, dans son immense majorité, il se rangea avec le passé contre le présent. Dès le mois de décembre 1791, l'archevêque de Reims, M. de Talleyrand-Périgord, pouvant enfin s'exprimer librement, déclare que la droite, au lieu de parler et voter à la Constituante, aurait dû se retirer en masse. Il bafoue la « monstrueuse constitution », à laquelle pourtant il avait dû concourir comme député, puisqu'il rappelle le temps où « je siégeais, dit-il, sur les bancs de leur infernal manège » (la Constituante). Il conclut par cette nette affirmation : « La constitution et le roi sont deux choses qui s'excluent¹. » M. Asseline, évêque de Boulogne, appelé comme l'archevêque de Reims dans les conseils du roi, n'est pas moins formel. « Qu'est-ce que la constitution, dit-il, qu'un système désastreux..., une assemblée despotique, un roi sans pouvoirs, cinquante mille républiques dans un même royaume² ? » Nous n'avons pas l'intention de défendre la Constitution de 1791 contre l'évêque de Boulogne. De notre temps, Taine a dressé contre elle un réquisitoire que de Maistre n'eût pas désavoué. Il s'agit moins de discuter en ce moment si elle était véritablement défectueuse, ce que personne ne conteste, que de savoir si la royauté à restaurer devait absorber toute la puissance publique. Tel est l'avis formel de l'évêque de Fréjus, M. de Bausset de

1. Lettre inédite de M. de Talleyrand-Périgord.

2. *Réflexions*, etc., par M. ASSELINE.

Roquefort, et de la plupart de ses collègues. « La monarchie, dit-il dans une lettre à Louis XVIII, doit être conservée dans toute son intégrité. Les pouvoirs législatifs et administratifs appartiennent essentiellement et exclusivement à Votre Majesté. La seule ambition de vos fidèles sujets doit être de répondre, selon leurs lumières et leurs talents, à la confiance de Votre Majesté, et de donner l'exemple de l'obéissance, parce que telle est la volonté de Dieu. Toute autre prétention est une nouveauté dangereuse. Elle doit être proscrite par cela seul qu'elle est la source des malheurs et de l'opprobre de la France ¹. »

Voilà un langage qui n'aurait pas déplu à Louis XIV. L'évêque de Fréjus veut tout donner au prince parce que la France a péri, selon lui, de ce que la Révolution a donné à la nation. L'épiscopat désire que le roi reste fort, pour qu'en remontant sur le trône il puisse tourner cette force au profit de la religion et de la patrie. Annonce-t-on, en 1793, que les portes de la France vont se rouvrir devant le clergé exilé, M. de Mercy, évêque de Luçon, déclare que le roi, en sa qualité « d'évêque du dehors », devra, comme dans l'ancien régime, prêter le concours de toute son autorité à « l'évêque du dedans ² ».

C'était bien un revirement complet. Le clergé désavouait les libéraux et plaçait le salut du pays dans le retour à la monarchie absolue. Mounier voyait là un des crimes de la Révolution. « Vous avez, disait-il aux Jacobins, armé contre la liberté la plupart des ministres des cultes

1. Lettre du 4 mai 1796 à Louis XVIII. Archives aff. étr., vol. 589, pièce 86.

2. « Les succès de notre zèle dépendent de la protection que la puissance civile accordera à notre juridiction. Nous serons bien à plaindre si la force nous manque pour faire exécuter ce que l'esprit de Dieu et la règle évangélique nous porteront à prescrire. Il faut que nous puissions corriger les méchants et les soumettre. Il faut que l'évêque extérieur soutienne par son autorité ce que l'évêque du dedans aura réglé pour l'utilité et la gloire de la religion. Pour savoir ce que nous pouvons nous promettre à cet égard, il faut voir quel sera le résultat de la contre-révolution que nous espérons. » Lettre inédite de M. de Mercy, datée de Chiasso, 1^{er} juin 1793.

divins ¹. » Ce fut un grand malheur, malheur pour la liberté qui a besoin pour durer de se contenir par les vertus mêmes que la religion inspire aux citoyens, malheur pour la religion dont l'action sur les âmes ne peut s'exercer d'une façon permanente et digne sans la liberté. Tels furent l'effarement et la stupeur de l'Église de France au milieu des ruines de l'édifice qui avait commencé à craquer avec la proclamation de la liberté, sans qu'il fallût cependant la rendre responsable de sa chute, qu'aujourd'hui encore, après cent ans, le clergé ne paraît pas tout à fait revenu de ses défiances, qu'il a de la peine à comprendre que l'honneur, l'indépendance, la stabilité de son ministère, la liberté religieuse enfin, ne peuvent être assurés que dans un large système de libertés publiques.

III

Si grand était le mouvement de réaction qui emportait alors les esprits témoins des crimes de la Révolution, que plusieurs plaçaient le salut dans le rétablissement intégral du passé. En 1792, dans un document adressé au Pape, Maury, le grand orateur de la Constituante, se montrait encore modéré dans les mesures de réparation religieuse qu'il proposait pour la France. Tout en concluant, par exemple, à l'excommunication contre les évêques et les curés intrus, il demandait l'indulgence pour les simples jureurs. Il conseillait la prudence et exigeait les trois monitions préalables. Une seule avait été faite. « Il s'agit, disait-il, non sans une émotion compatissante, de toute une Église et d'une Église qui a toujours été l'un des plus fermes remparts de la Chaire de Saint-Pierre. Hélas ! il a

1. « Pourrait-on nier de bonne foi, dit encore Mounier, que la doctrine du christianisme n'ait, plus encore que la philosophie, servi les intérêts de la liberté ? » Cf. LANZAC DE LABORIE, *Jean-Joseph Mounier*, 1887, in-8°.

fallu tant de siècles pour l'engendrer à la foi ! Pourrait-on prendre trop de précautions, quand il s'agit de la frapper à mort tout entière, dans un seul jour ! Ah ! il est bien facile à un canoniste de rendre des décisions en mettant simplement des syllogismes en forme ; mais le Père commun des fidèles a une autre logique. » A ceux qui lui demanderaient de faire descendre le feu du ciel, il peut répondre : *Vous ne savez pas de quel esprit vous êtes.* « On coupe à regret, disait saint Ambroise, un membre, lors même qu'il est pourri. » Maury ajoute que, s'il se prononce pour la nécessité de l'excommunication, il y a été déterminé par la lettre que sept évêques français réfugiés ont écrit, de Nice au Souverain Pontife. Mais il ne partage en rien l'impatience que manifestent ces prélats de voir cette sentence portée par le Pape ¹.

Maury, modéré encore en 1792, est devenu très ardent et très sévère l'année suivante, dans un mémoire adressé à Pie VI. Il croit entrevoir pour son pays, le 23 juin 1793, les signes avant-coureurs d'une prochaine délivrance, et « les progrès de la contre-révolution » s'accéléraient de jour en jour « avec une rapidité qui peut bientôt devenir incalculable ». C'est bien, en effet, une contre-révolution que veut Maury et une contre-révolution totale, qui rétablisse en France tout l'ancien ordre des choses. Ce qu'on rendra tout d'abord à cette France, c'est la monarchie. Le Pape « pourra faire l'éloge des souverains qui ont réuni leurs armes pour relever le trône, et louer aussi les sujets qui ont concouru à une restauration si désirable sous les étendards de la religion ». Le Pape parlera avec indignation de la mort de Louis XVI, en attendant qu'il puisse réali-

1. Ce document est donné par l'abbé RICARD, *Correspondance et mémoires de Maury*, 1891, I, p. 97-117. Maury dit au sujet de l'attitude des évêques : « Ces mêmes évêques ont redouté cette sentence d'excommunication qu'ils se montrent aujourd'hui si impatients d'obtenir. Mais, à Dieu ne plaise que j'attribue à l'intérêt, à l'amour-propre, à l'esprit de rivalité, au ressentiment, ou même au désespoir dans lequel les a précipités le dernier décret non sanctionné sur le serment, cette soudaine résolution. »

ser la grande pensée qu'il a laissé entrevoir au consistoire, qui est d'accorder au roi martyr les honneurs de la canonisation. Ainsi sera vengé le « sacrilège énorme qui a été commis contre l'oint du Seigneur ». Après le roi, c'est le clergé qui a été le plus durement atteint par la Révolution. Il sera rétabli « dans son ancien état, dans ses biens, dans ses honneurs et dans ses prérogatives ». Les acquéreurs de ses domaines seront donc sommés de rendre gorge et de restituer des propriétés sacrilègement usurpées. On dérogera à l'édit de 1749 sur les gens de mainmorte. Les ordres religieux rentreront dans leurs possessions, et désormais les vœux pourront être prononcés à seize ans révolus, conformément aux dispositions du Concile de Trente. On enlèvera la publicité du culte aux protestants, « secte républicaine par essence », qui a profité des malheurs des catholiques pour s'emparer de leurs églises, pour garder ses biens alors qu'on dépouillait les représentants de la vraie religion. D'ailleurs « le caractère moral des Français » ne peut pas « s'allier avec l'exercice public de deux religions parallèles » ; il lui faut, en quelque sorte, « l'unité d'un culte national, comme l'unité de l'Être suprême ». On révoquera donc l'édit de 1787, qui a été le point de départ de toutes les autres concessions faites aux protestants. La constitution civile du clergé a été le plus grand crime de la Constituante contre l'Église. Il s'agit de l'anéantir et de châtier tous ceux qui ont prêté la main à cette entreprise sacrilège. Le Pape lancera enfin la sentence d'excommunication suspendue depuis deux ans. Tous les évêques jureurs, ou consécrateurs, ou intrus, vont être excommuniés et déposés. « Il est possible que les parlements les condamnent presque tous à mort. » Mais Maury ne croit pas que le clergé catholique puisse conseiller ces exécutions, sans se rendre odieux, sans donner aux prélats constitutionnels l'apparence du martyre. Il conviendrait de « faire emprison-

ner tous les évêques jureurs ou intrus », de les enfermer, par exemple, dans des monastères où le clergé leur servirait une pension de 1,000 livres le reste de leur vie. Ils seraient réduits à la communion laïque, privés à jamais de toute fonction ecclésiastique et déclarés incapables de posséder aucun bénéfice. Les curés intrus devaient être également excommuniés et destitués ; leur interdit durerait quatre ans. Maury est moins sévère pour les curés « jureurs..., dont le plus grand nombre, dit-il, appartient à la classe des congruistes, c'est-à-dire des curés les plus pauvres du royaume ». Les évêques pourront absoudre les prêtres repentants, en leur imposant pendant trois ans de jeûner tous les vendredis de l'année et de réciter les sept psaumes de la Pénitence. Maury est plus rigide pour les curés jureurs des villes épiscopales. Les suppressions des diocèses et des paroisses, et toutes les délimitations nouvelles introduites par la Révolution sont non avenues. Enfin les mariages contractés sous le ministère des prêtres intrus, et avant le décret de déportation, sont déclarés nuls. Ordre sera donné aux cohabitants de se séparer immédiatement sous peine d'excommunication majeure. Maury tient pour valides les mariages célébrés depuis la déportation des prêtres non assermentés, car le mariage est de droit naturel. Toutefois on exhortera les époux mariés dans ces conditions à demander une nouvelle bénédiction nuptiale dans la forme consacrée par l'Église.

A la bonne heure ! voilà qui était parler. Châtier les coupables, effacer tout vestige de la Révolution, rétablir la France, l'Église, sur leurs antiques bases, voilà un programme. Maury, plus modéré sur un point, en 1792, que les évêques réfugiés à Nice, avait vite repris l'avance. Mais il était plus facile de tracer un plan de contre-révolution que de l'exécuter. Du fond de la Ville éternelle, Bernis, qui était autant et plus que Maury un homme de l'ancien régime, voit les difficultés et conseille la pru-

dence. Il n'est pas partisan de l'excommunication ; il croit qu'il faut menacer plutôt que frapper, tonner plutôt que foudroyer. Il écrit au sujet d'un massacre dont seraient victimes les protestants de Nîmes, que « des passions humaines ne doivent entrer pour rien dans le zèle qu'inspire la religion. Un vrai chrétien ne doit vaincre que par des vertus supérieures à celles de ses ennemis. L'Évangile réproouve et abhorre l'esprit de haine, de ressentiment et de vengeance ¹. »

Bien d'autres prélats que Bernis auraient refusé de signer le mémoire de Maury. Ainsi, nous n'en connaissons point à cette époque qui parlent de rentrer dans tous les privilèges politiques et honorifiques dont ils joussaient avant la Révolution. Nous ne connaissons alors aucune demande de leur part tendant, comme le voulait Maury, à faire révoquer la liberté de conscience accordée aux protestants. Ils se contentent de la réclamer pour les catholiques. Nulle part enfin nous ne rencontrons chez eux ces projets de vengeance que les émigrés eurent parfois la naïveté et l'imprudence d'annoncer aux quatre coins du monde. Ils avaient beaucoup souffert. On aurait compris, au point de vue humain, que leur cœur se fût ouvert à l'amertume contre ceux qui les avaient spoliés, traqués, jetés hors des frontières. Mais ici le disciple du Christ qui pardonne à ses bourreaux, le prêtre, l'évêque, font taire les ressentiments de l'homme. Dès 1793, l'évêque de La Rochelle, M. de Coucy, apporte des « paroles de paix à ceux qui respireront encore la rage... Ce ne sera peut-être pas le moins difficile, écrit le prélat, de nous garantir nous-mêmes envers tant de coupables, tant de criminels, tant d'ennemis acharnés et personnels, de tout sentiment de vengeance et même de mépris, d'aigreur et d'indifférence. » Mais la dignité de notre vocation, la conscience

1. Mémoire présenté au Pape par Maury, 23 juin 1793. THEINER, *op. cit.*, I, p. 381-420. — *Le Cardinal de Bernis*, p. 521-524.

de la mission supérieure que nous avons à accomplir, doivent nous élever au-dessus des passions et des misères humaines. « Ce n'est plus le temps, dit M. de Coucy, de nous occuper de nous, ni encore moins de former des projets dans l'ordre temporel. Notre seule ambition doit être de réparer, chacun suivant notre place, les pertes énormes du sanctuaire. Il est temps que tous les pasteurs ne fassent plus qu'un, si nous voulons rassembler le troupeau dans le même bercail. Nous sommes en spectacle à l'univers entier, et il est temps de prouver que les chaînes que nous avons tous portées plus ou moins ont été celles de la foi et de la charité. La religion éplorée redemande des apôtres dans la France dévastée; l'Église attaquée, des défenseurs; la patrie gémissante, des consolateurs; l'État divisé, des pacificateurs. Les pauvres redemandent leurs pères; les affligés, des amis; tous les fidèles redemandent et croient retrouver en nous des saints. » Nous aimons mieux ce langage que les consultations contre-révolutionnaires de l'abbé Maury. L'évêque de La Rochelle n'était pas seul à le tenir. On trouverait dans l'ouvrage de l'abbé Saussol, organe des évêques réfugiés à Montserrat, des paroles non moins généreuses et non moins chrétiennes ¹.

1. « Notre retour en France, écrivait l'abbé Saussol, va nous rapprocher de nos persécuteurs et de nos ennemis. La haine, la vengeance et l'animosité sont des passions basses qui ne doivent pas entrer dans le cœur d'un ministre de l'Église. De l'éloignement où nous sommes de nos persécuteurs, il est facile de se persuader qu'on leur pardonne tout le mal qu'ils nous ont fait et tout celui qu'ils voulaient nous faire; mais est-on assez généreux, assez grand, assez charitable, pour aimer ses ennemis, pour n'être sensible qu'à leur propre malheur? Ces malheureux, s'ils veulent revenir à Dieu, peuvent-ils espérer de trouver dans les ministres de l'Église des frères, des pères, des protecteurs, des amis? C'est ce qui devrait être... Que si quelqu'un est si animé du désir de la vengeance qu'il ne puisse le modérer, qu'il le remette au Seigneur... Ne pensons pas à l'enlèvement de nos biens, ne traînons pas devant les tribunaux nos persécuteurs; ne demandons pas qu'on les exile, qu'on les livre au supplice qu'ils ont mérité, en un mot ne leur faisons rien souffrir de ce que nous avons enduré de leur part. Au contraire, gagnons-les, s'il est possible, par notre charité... A quoi bon crier vengeance lorsque l'opinion, lorsque nos ennemis eux-mêmes se chargent de nous venger? L'ancien ordre des choses est loué partout, tandis que le nouveau est voué à une

IV

Dans cette enquête sur les idées politiques de l'épiscopat, demandons aux deux prélats de l'Église de France qui avaient été les plus mêlés aux événements sous la Constituante, qui avaient beaucoup réfléchi sur les gouvernements, à M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, à M. de Cicé, archevêque de Bordeaux et ancien garde des Sceaux, quelles étaient leurs vues à la fin de la Convention et sous le Directoire.

L'archevêque d'Aix avait un goût marqué pour les grandes affaires. On n'avait pas été, durant des années, avant la Révolution, le brillant et heureux président des États de Provence, on n'avait point dirigé le comité des évêques à la Constituante, et joué un rôle de premier ordre dans les questions si graves de la constitution civile du clergé, des biens ecclésiastiques, sans se faire comme une nécessité de la politique. Les archives des Affaires étrangères ont gardé la trace de ces préoccupations. Nous y trouvons tel mémoire de M. de Boisgelin sur les événements de 1794¹. Sous le Directoire, lorsque la réaction conservatrice et religieuse semblait devoir rouvrir prochainement aux prêtres exilés les portes de la patrie, la question de la conduite à tenir dans l'affaire des serments exigés par la République fournit à M. de Boisgelin l'occasion d'écrire au roi pour exposer ses vues et connaître

éternelle infamie. Ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que les fausses divinités elles-mêmes, qui ont si longtemps trompé les hommes, sont renversées par les complices de nos persécuteurs. » *Traité de la conduite à tenir après la persécution*, par l'abbé Saussol, grand vicaire de l'évêque de Lavaur, édit. de 1835, t. II, pp. 206, 210. Cet ouvrage avait été discuté à Montserrat par les évêques réfugiés dans cette abbaye.

1. Le document a pour titre : *Extraits d'un mémoire de l'archevêque d'Aix sur les moyens à prendre pour affaiblir la France et l'Espagne*. Juillet 1794. Arch. aff. étr., loc. cit., vol. 623, p. 130. Il y est surtout question du rôle de l'Angleterre.

celles du prince. Il se plaint avec quelque amertume de n'avoir pas reçu de réponse ¹.

Ce désagrément ne pouvait décourager un homme comme M. de Boisgelin, qui avait une vocation irrésistible pour les affaires d'État. Il eut la joie, en 1799, de pouvoir s'expliquer sur les plus graves problèmes de la politique dans un *Projet de déclaration du roi* ² probablement provoqué par le roi lui-même. A cette époque, Louis XVIII entrait volontiers en communication avec les personnages considérables, même avec les publicistes dont il ne partageait point les idées, tels que les hommes flétris de l'épithète de constitutionnels. Il se demandait, dans une de ces velléités hésitantes qui étaient un des traits de son caractère, s'il ne devait point adresser un manifeste à la France. En tout état de cause, il en provoqua la rédaction auprès d'hommes d'État tels que M. de Saint-Priest, d'évêques versés dans les affaires publiques, tels que M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, M. de Cicé, archevêque de Bordeaux. On comprend avec quel empressement ces prélats répondirent à des ouvertures si flatteuses.

Il s'agissait tout d'abord de prouver que la France avait une Constitution avant 1789, et qu'on pouvait la rétablir. Il fallait le redire hautement avec de Maistre, avec la masse des émigrés, avec le roi lui-même, en face de ces endurcis constitutionnels, un Malouet, un Montlosier, un

1. Lettre de l'Archevêque d'Aix à M. le comte de Saint-Priest, 3 juin 1797, Arch. aff. étr., *ibid.*, vol. 610. On lit dans cette lettre : « J'avais écrit l'année passée, dit M. de Boisgelin, à deux ministres de Sa Majesté sur sa déclaration. Je leur avais adressé un mémoire à remettre sous ses yeux. M. l'archevêque de Narbonne et M. l'archevêque de Toulouse avaient écrit à l'un d'entre eux sur le même objet. Nous avons été sensiblement affectés d'un silence qui nous a laissé ignorer les instructions de Sa Majesté. »

2. *Projet de déclaration du roi*. Arch. aff. étr., *loc. cit.*, volume 589, p. 565-572. Ce document n'est ni daté ni signé. Une note de l'archiviste l'attribue à Boisgelin. La part qui y est faite à la question religieuse indique une plume épiscopale. Et parmi les évêques d'alors nous n'en voyons aucun, en dehors de M. de Boisgelin (M. de Bausset n'avait pas quitté la France), qui eût pu apporter autant de souplesse, autant de nuance et autant d'élégance dans la rédaction de cette pièce.

Lally-Tollendal, qui se permettaient d'affirmer le contraire, et ébranlaient certaines convictions jusque dans l'entourage du roi. Boisgelin se montre écrivain alerte, avocat habile. Mais comment persuader aux Français que la constitution d'ancien régime sauvegardait leurs droits politiques et leurs libertés, alors qu'avec la meilleure volonté du monde on n'en pouvait guère dégager que deux lois bien établies : l'hérédité du trône et le vote de l'impôt par la nation ? Oh ! M. de Boisgelin sait qu'il faut parler avec des ménagements infinis à une « nation trop fière, dit-il, pour être asservie, trop vive pour n'être pas dominée, trop éclairée pour ignorer ses droits, mais trop avide de nouveautés pour n'être pas prémunie contre les systèmes ». Comme cette nation est « trop fière pour être asservie », on maintiendra le principe des États Généraux, du vote ou plutôt de l'acceptation de l'impôt et de certaines lois par la nation, de l'égalité devant la justice, les charges et les fonctions publiques. Mais comme cette nation est « trop vive pour n'être pas dominée », le roi la dominera en gardant le pouvoir législatif comme le pouvoir exécutif, en conservant les trois ordres de l'État, en n'admettant que des États Généraux à date indéterminée où le vote aura lieu par ordre et non par tête ¹. « L'ancienne constitution du royaume sera rétablie dans sa pureté primitive. » Oh ! qu'on n'aille point crier au retour du despotisme ; qu'on n'aille pas confondre le « pouvoir monarchique » avec le « pouvoir arbitraire ». Non, le monarque français n'est pas un despote. « Son influence est vaste, féconde, active, mais elle est circonscrite et réglée. Le

1. « C'est en trois Chambres distinguées et pour opiner par ordre que vos États s'assembleront. » On leur réserve « la concession de l'impôt, l'acceptation des lois moins générales ». Ils ne seront pas *absolument* périodiques. « La catastrophe que nous déplorons nous apprend que tous les temps ne sont pas propres à la convocation des États, qu'il est des circonstances où la nation ne peut supporter la force de ce remède. » Aussi la Constitution réserve au roi « le droit exclusif de les assembler ». « L'impôt ne sera plus qu'une concession libre. »

despote peut ce qu'il veut : votre monarque, dit la Déclaration projetée, ne peut que ce qu'il doit. Les sujets du premier sont esclaves d'un homme, ceux du second ne portent pas les chaînes de la loi. Le souverain les porte lui-même. » Que la réunion des différents pouvoirs dans la main du roi ne donne point d'alarme. « Diviser la puissance, nous répond l'avocat royal, ce serait la détruire ; ce serait placer dans l'organisation du gouvernement le germe de sa décomposition ; ce serait nécessiter des combats entre des autorités rivales, qui discuteraient lorsqu'il faudrait agir. Pourquoi séparerait-on le pouvoir législatif du pouvoir exécutif ? Celui qui a fait les lois n'est-il pas le plus intéressé à leur exécution ? Si elles étaient faites sans le monarque, ne les croirait-on pas faites contre lui ? Ne serait-il pas tenté de les détruire ? Elle est donc de l'essence d'une monarchie bien ordonnée cette réunion des pouvoirs ; elle est donc le garant et la sauvegarde de la tranquillité publique. » L'histoire de la Restauration prouvera plus tard que tout n'est point spécieux dans cette argumentation.

Le rédacteur n'apporte pas moins d'art à montrer que l'ancienne Constitution sauvegarde les « droits de l'homme et du citoyen ¹ », et ce qu'il appelle la « vraie liberté » la « vraie égalité ». Il termine par ce tableau de la France révolutionnaire : « Vous vîtes expirer la justice sur ses

1. « Ces droits de l'homme et du citoyen qu'on vous nomme sans les définir, pour vous apprendre à les violer tous, nous venons aujourd'hui, votre constitution à la main, vous en découvrir la nature, vous en montrer les bornes, vous en assurer la jouissance... A la place de ce fantôme de liberté qui vous égare, et qui a fini par vous charger de chaînes, nous vous rendons cette véritable liberté sociale qui consiste, non à briser le joug des lois, mais à ne subir que leur joug, à pouvoir faire ce qu'elles ne défendent pas, à n'être comptable de ses actions qu'envers elles ou sa conscience. Notre Constitution va plus loin : elle veut que ces lois demandées et acceptées par la nation soient en quelque sorte l'ouvrage des citoyens à qui elles commandent. Peut-il y avoir dans une monarchie une autre espèce de liberté ? Plus étendue, elle amènerait l'anarchie ; plus restreinte, elle tendrait au despotisme... Cette chimérique égalité dont l'espérance vous avait séduits jusqu'à l'ivresse, votre ancienne Constitution ne vous la promet pas, mais elle vous donne la véritable, la seule

tribunaux brisés, les mœurs périr avec les lois, la sûreté de la propriété détruite par la liberté, la subordination par l'égalité, la religion par la tolérance... La nation la plus douce prit le goût du sang. On se fit un jeu de le répandre, et la nouvelle constitution qui le faisait couler, noyée elle-même sous ses torrents, n'a laissé de traces que ses destructions et ses ruines. » Était-il bien sûr que les diverses constitutions votées depuis 1789 n'eussent laissé d'autres traces que des destructions et des ruines? Après avoir tant parlé de liberté, était-il possible, malgré tous les crimes commis en son nom, de la supprimer et de faire renoncer la France à un idéal qui l'avait fait tressaillir? Nous doutons que l'opinion désabusée, sans doute, mais non retournée encore en 1799, eût été convertie à l'ancien régime par le brillant et habile plaidoyer de l'archevêque d'Aix. On lit, du reste, entre les lignes que cet écrit en faveur d'une constitution antique a été rédigé par un moderne, par un prélat qui a traversé la Révolution. M. de Boisgelin avait fait plus : il avait cru à la liberté. Nous l'avons vu, en 1791, déclarer au Pape, au nom de ses collègues de la Constituante, qu'ils avaient travaillé à la fonder en France. Il était signalé, en 1791, avec l'évêque de Langres et quelques autres prélats, comme partisan de la monarchie tempérée et de deux chambres¹. Malgré sa volte-face apparente, malgré ce projet de déclaration

qui puisse régner parmi vous... Mêmes lois, mêmes tribunaux, mêmes contributions ; être susceptibles des mêmes fonctions, jouir du même droit de délibérer, de voter dans les assemblées de la nation, tels sont les privilèges que notre Constitution vous assure. » Qu'importe qu'il y ait des classes, puisque ce système « facilite la subordination et l'obéissance par l'habitude du respect? Heureuses différences qui produisent l'harmonie, et qui unissent les citoyens par ce qui semble les séparer, qui établissent entre eux ces rapports de la protection et du besoin, du bienfait et de la reconnaissance, qui attachent les derniers rangs au trône par la médiation des premiers, qui constituent des *ordres* et non des *castes*, comme les factieux les ont nommés, puisque des rangs inférieurs on peut s'élever aux premiers. »

1. Cf. Vicomte de RICHEMONT, *Correspondance secrète de l'abbé de Salamon*, 1898, in-8°, p. 25.

de 1799, où il fallait exposer les idées du roi plus que les siennes, nous ne croyons pas qu'il faille saluer dans l'illustre archevêque d'Aix un homme de l'ancien régime.

V

M. de Boisgelin ne fut point le seul à donner son avis sur la Constitution de la France. Louis XVIII consulta à cette époque les meilleures têtes politiques de l'épiscopat, entre autres M. de Cicé, archevêque de Bordeaux, qui envoya aussi son « projet de déclaration ».

Cette demande de Louis XVIII à l'ancien garde des Sceaux de son frère, Louis XVI, fit scandale dans l'entourage royal. Nous avons dit quelles haines poursuivaient dans l'émigration M. de Cicé. Nous trouvons ici une preuve nouvelle de cette hostilité. D'Avaray, qui est si avant dans la confiance du prince, ne lui dissimule pas, et l'impopularité de l'archevêque de Bordeaux auprès de tous ses collègues, et son étonnement de voir le roi donner à ce personnage compromis ¹ une marque de confiance que,

1. « M. l'archevêque de Bordeaux, écrit d'Avaray au roi, doit être envisagé sous deux points de vue : comme membre du corps épiscopal, comme membre de l'ordre politique du clergé français. Sous le premier point de vue, sa conduite est irréprochable ; et lorsque ses confrères, abusant des torts qu'il s'est donnés dans l'ordre temporel, affectent de le traiter comme s'il était coupable dans l'ordre spirituel, le roi doit s'élever contre cette injustice. Sous le second point de vue, sa conduite a été tellement répréhensible, et Monsieur (le comte d'Artois) le lui a témoigné récemment avec une telle force, que le roi ne pourrait lui accorder sa confiance, sans nuire à sa considération et sans blesser péniblement Monsieur. Cependant, si Sa Majesté lui demande son avis, si elle adopte ses projets, on ne doit pas s'attendre qu'il jouisse en silence de cette marque honorable de la confiance de Sa Majesté. Il s'en vantera, n'en doutons pas, si ce n'est par amour-propre, au moins par la nécessité de se donner, et contre ses collègues et contre le public, un ferme appui dont il a besoin. » D'Avaray parle ainsi dans un brouillon qui ne fut pas envoyé au roi. Le favori dit dans la pièce qui fut envoyée au roi : « J'ai été le premier à solliciter de Votre Majesté la lettre qu'elle a écrite à M. l'archevêque de Narbonne pour faire cesser l'espèce de schisme ecclésiastique contre l'archevêque de Bordeaux. » Mais il faut s'en tenir là. « Si M. de Cicé était un génie supérieur, je serais le premier à proposer au roi de dédaigner les clameurs des deux premiers ordres de l'État, etc. »

dit-il, ni ses talents, ni sa situation, ni son passé, ni ses idées ne justifient. D'Avaray réfute alors point par point le projet de Cicé qu'il trouve beaucoup trop libéral. L'archevêque de Bordeaux se montrait néanmoins bien timoré. Il voulait conserver provisoirement la division par départements, la nouvelle organisation des tribunaux, des corps administratifs, des impôts. On évitera, pour ne point « aliéner l'esprit des peuples », de proclamer le rétablissement des dîmes, des droits seigneuriaux, de la gabelle. Les États généraux ne seront « qu'en perspective » dans la constitution. « Il y aurait de la folie à les assembler non plus qu'aucun concile. Ce serait s'exposer à de grands embarras. » Cependant le roi, « content de rétablir les lois fondamentales et essentielles de la Constitution, ne rappellera point les institutions que le laps des temps aurait rendues abusives, et qui répugneraient au vœu du peuple ». La propriété ne sera pas assurée aux acquéreurs de biens nationaux. On pourra leur accorder une indemnité.

Ces déclarations de Cicé ne nous paraissent pas incendiaires. Quelle distance entre sa rédaction de 1799 et les six articles qu'il avait présentés, de concert avec Mounier, au comité de la Constituante ! A Londres, Montlosier s'étonne que l'archevêque de Bordeaux place dans ses projets de restauration la restitution des biens du clergé. Mais M. de Cicé, réactionnaire pour Montlosier, est trop avancé pour d'Avaray. Quoi ! le prélat ose dire que l'ancienne constitution de la France peut être réformée, que le roi doit obtempérer « aux désirs du peuple » ? Et si le peuple demandait le rétablissement des deux Chambres ? L'archevêque de Bordeaux présentait comme garantie contre toute idée de pouvoir arbitraire chez Louis XVIII « les applaudissements qu'il donna, en 1790, aux apparences d'une constitution plus libre ». Cette évocation indigne d'Avaray. « M. l'archevêque de Bordeaux, répond-il, est un homme d'esprit. Plus que personne il a besoin du roi.

Comment donc expliquer cet article de son projet qui offrirait un trait envenimé si on ne l'envisageait comme une sottise? » Oublie-t-on que cet assentiment du comte de Provence ne fut donné que par déférence pour Louis XVI? D'Avaray rappelle le nom de Necker à ceux qui viennent parler au roi de rendre des comptes à la nation. Il termine en n'accordant guère à Cicé que « le très faible mérite quelquefois d'être éloquent ».

VI

On voit, d'après cette opposition aux projets de l'archevêque de Bordeaux, que l'entourage du roi était moins libéral dans ses conceptions politiques que M. de Cicé. Et cependant combien le prélat, improvisé rédacteur de Constitution en 1799, se montrait différent du garde des Sceaux de Louis XVI, du député de la Constituante! Le manifeste de M. de Boisgelin contraste également avec ses discours et son attitude aux États-Généraux. Mais nous ne devons pas oublier en les lisant que ces prélats exposent les idées de Louis XVIII plutôt que les leurs. Ce que M. de Boisgelin, M. de Cicé, pensaient à cette époque, nous le savons mieux par Malouet, qui les fréquentait beaucoup à Londres, que par leur projet de déclaration royale. Malouet voit en Angleterre la société la plus diverse. Il range l'évêque d'Arras, M. de Conzié, et le baron de Breteuil, parmi « les plus ardents aristocrates, même les plus absurdes ». Combien peu, dans les rangs des réfugiés, partagent ses idées libérales! « Sans être brouillé avec personne, j'avais contre moi, dit-il, toute l'émigration, excepté les archevêques d'Aix, de Toulouse et de Bordeaux, que je voyais beaucoup et *avec lesquels j'étais en parfaite*

1. Pour ces diverses pièces, datées des mois d'août et septembre 1799, cf. Archives aff. étr., loc. cit., vol. 608, pièces 6, 7, 23, 29.

harmonie. Mes amis, M. de Lally, Mallet du Pan, Montlosier, partagent mon discrédit parmi les émigrés et auprès des princes français. » Malgré cette défaveur, Malouet correspond avec l'entourage de Louis XVIII. Le maréchal de Castries, qui est son correspondant, combat d'abord ses idées, puis finit par les adopter, au point, dit Malouet, de proposer au roi « de me nommer son commissaire à Londres, conjointement avec M^{sr} l'archevêque d'Aix, pour traiter en France des moyens de conciliation ; et, sans autre communication préalable, les pouvoirs du roi nous furent adressés ¹ ».

Voilà donc Malouet en parfaite harmonie d'idées avec M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, M. de Cicé, archevêque de Bordeaux, M. de Fontanges, archevêque de Toulouse. Il reçoit même du roi les pouvoirs de commissaire en même temps que M. de Boisgelin. C'est assez dire que les archevêques d'Aix et de Bordeaux ne devaient pas être très éloignés des sentiments des constitutionnels ni des idées de liberté qu'ils avaient défendues à la Constituante.

Mais pouvaient-ils les exprimer dans un document qui devait servir de thème à la profession de foi du roi lui-même ? A cette époque, Louis XVIII a commencé à peine l'évolution que le temps et surtout le spectacle des institutions anglaises devaient opérer dans sa pensée jusqu'à le conduire à la charte de 1814. En cette année de 1799, au mois de juin, le comte de Saint-Priest a remis un projet de déclaration qui rejette l'inamovibilité des juges, la propriété des biens nationaux, rétablit les lettres de cachet, mais admet certains changements aux abus de l'ancien régime. C'en est assez pour éveiller la susceptibilité du roi qui voit dans ces réserves une atteinte à « l'antique Constitution » du royaume. Il affirme dans

1. *Mémoires de Malouet*, 1868, 2 vol in-8°, t. II.

une note de sa main que, s'il se décide à faire un manifeste, il sera conçu, dit-il expressément, « dans le sens et dans l'esprit de sa déclaration de 1795 ». Il transcrit à la suite de ces paroles des passages où Joseph de Maistre vante à la fois l'ancienne constitution de la France et l'éloge qu'en a fait le roi ¹.

M. de Boisgelin, M. de Cicé, ne pouvaient ignorer cet état d'esprit de Louis XVIII. Ils devaient savoir pourtant que le roi avait accepté la formation en France d'un comité d'informations présidé par Royer-Collard, et dont faisaient partie l'abbé de Montesquiou; que des hommes tels que Portalis, Camille Jordan, Quatremère, chassés de France et convaincus par le coup d'État de Fructidor qu'il n'y avait d'espoir que dans la monarchie tempérée, correspondaient avec les constitutionnels de Londres, lesquels faisaient arriver leurs lettres jusqu'au roi par l'intermédiaire du maréchal de Castries. Louis XVIII, loin de s'en offenser, avait paru parfois influencé par leurs idées. M. de Boisgelin, M. de Cicé, voyaient le franc-parler d'un Mallet du Pan, d'un Malouet, d'un Montlosier. Au comte d'Artois qui l'avait un jour interpellé en ces termes à Londres : « Vous écrivez toujours des sottises », Montlosier n'avait-il pas pris la liberté de répondre : « J'en entends quelquefois » ? Les évêques, imbus de la crainte révérencielle et un peu idolâtrique pour les princes, ne se seraient pas permis une pareille réplique. Et puis, disons-le, les idées constitutionnelles étaient ✓ probablement moins ancrées dans l'esprit de M. de Boisgelin et de M. de Cicé ² que chez un Mallet du Pan, un

¹. *Lettres et instructions de Louis XVIII au comte de Saint-Priest*, 1845, pp. 63 et suiv. — THUREAU-DANGIN, *op. cit.*, p. 117-121.

². M. de Boisgelin, écartant l'exemple de l'Angleterre, lequel devait à la longue faire tant d'impression sur l'esprit de Louis XVIII, dit dans son projet qu'on ne gouverne point « le continent comme une île, la France comme l'Angleterre ». Les prélats laissent pourtant échapper plusieurs insinuations libérales. Cicé parle, par exemple, avec faveur de Mallet du Pan.

Lally-Tollendal, un Malouet et un Montlosier. Soit faute de courage, soit faute de conviction profonde, le projet de ces deux prélats, qui auraient pu se ranger à côté de ces hommes dont la postérité a loué la clairvoyance, nous apparaît comme un acte de complaisance et un vain exercice de rhétorique.

Nous aurions voulu connaître sur ces questions l'opinion d'un homme qui s'était nettement déclaré pour les deux Chambres à la Constituante, nous voulons parler de M. de La Luzerne, évêque de Langres. Mais aucun document ne nous révèle son état d'esprit vers la fin du Directoire. Nous le verrons, du moins, se prononcer pour la solution la plus large dans la fameuse discussion sur la promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII. Nous aimons à penser qu'un autre Constituant de marque, l'abbé de Montesquiou, resta constamment fidèle aux institutions libérales, et que dans sa correspondance avec Louis XVIII il défendit ses idées avec plus d'indépendance que les archevêques d'Aix et de Bordeaux. Son association même avec Royer-Collard semblerait le prouver. Sous le Consulat, un rapport du grand juge représente cet orateur, qui avait charmé la Constituante, comme gardant toujours le souvenir de ses anciens succès de tribune, et acquis à une « organisation politique dans le genre de la Constitution de 91..., où l'éloquence pourrait se déployer » dans toute son ampleur ¹.

1. « D'après les renseignements confidentiels que j'ai sur l'abbé de Montesquiou, il n'est point du gouvernement actuel, témoin l'éloignement où il s'est tenu dans la réorganisation du clergé; mais il n'est pas non plus de son renversement. Il serait aux Bourbons, mais avec l'amendement d'une organisation politique et des garanties dans le genre de la Constitution de 91. Sous ce rapport, il voterait moins pour la personne de Louis XVIII que pour le duc d'Angoulême, qui serait prince d'accommodement avec lequel on aurait un pacte... M. de Montesquiou n'est donc pas l'homme du temps présent, mais un homme d'avenir. Il se souvient de ses succès de tribune, et comme il a beaucoup vu et travaillé depuis, le système où l'éloquence politique pourra se déployer sera le sien, même abstraction faite de tout Bourbon. » Rapport du grand juge, vendémiaire an XII. Archives nationales. — Le comte Remacle, dans son récent ouvrage

VII

Les pages qui précèdent montrent, — et nous n'avons pas cité tous les noms, — le goût d'une partie de l'épiscopat pour la politique. Le clergé, qui, au xvii^e siècle, avait donné Richelieu, Mazarin, et nombre d'ambassadeurs habiles à la France; qui, au xviii^e, avait poussé aux affaires d'État un Dubois, un Fleury, un Bernis et, à la veille même de 1789, un Brienne, n'avait pas pris son parti de perdre à jamais toute influence sur la chose publique. Exclu, chassé par la Révolution, — et encore dans cette Révolution des hommes, qui avaient été plus ou moins d'Église, Sieyès, Talleyrand, Fouché, jouaient un grand rôle, — le clergé, par quelques-uns de ses représentants les plus éminents, essaya d'entrer dans le conseil des princes.

Nous avons cité les principaux évêques politiques. En somme, ils étaient en petit nombre, et malgré l'agitation de quelques-uns d'entre eux, ils firent peu de bruit. Si pendant l'émigration certains prélats veulent jouer aux hommes d'État, la plupart de leurs collègues se renferment dans le cercle de leur mission religieuse, préférant le silence, la retraite aux intrigues de cour, demandant à Dieu par leurs prières de dénouer une situation inextricable, de mettre fin à une Révolution qui défiait dans sa marche, dans ses destinées étranges, tous les calculs humains.

Quand l'archevêque de Paris, M. de Juigné, correspond avec le prétendant et avec son entourage, au sujet des communications qu'il a pu recevoir, il se borne à des assurances de dévouement exprimées en termes très mo-

(Relations secrètes des agents de Louis XVIII à Paris sous le Consulat, 1800, in-8°), attribue cette correspondance anonyme à Royer-Collard et à l'abbé de Montesquiou.

dérés¹. A la cour de Louis XVIII on trouva plus d'une fois que M. de Juigné manquait de zèle. Il n'avait aucun goût, ni sans doute grande aptitude pour les intrigues et les affaires politiques.

Un autre prélat, non moins entouré que M. de Juigné de l'estime universelle, M. de Fontanges, archevêque de Toulouse, se trouva mêlé, sous la Constituante, aux pourparlers entre Mirabeau et la Cour. Il s'y était prêté malgré lui, par déférence pour la reine dont il avait toute la confiance²; mais les négociations une fois rompues par la mort du grand tribun, il semble qu'il ne se soit plus occupé de politique. En 1800, il se montra tout disposé à faire la promesse de fidélité à la Constitution. L'ami de l'archevêque de Toulouse, M. de La Tour-du-Pin, archevêque d'Auch, se tient comme lui en dehors des luttes des partis. Il s'attache dans sa retraite à se sanctifier lui-même et à soutenir ses prêtres. De Montserrat il réclame, comme « un bon confortatif dans son exil », le commentaire du P. Berthier sur les psaumes, qu'il a laissé en France. Il s'applique à traduire le pieux ouvrage de l'Italien Marchetti sur les prodiges attribués à divers pèlerinages de la

1. Exemple, 10 février 1797, lettre au président de Vezet. « J'ai reçu les deux lettres que vous m'aviez fait l'honneur de m'écrire en date du 27 janvier, à laquelle était jointe celle de M. le duc de la V. (de la Vrillière). Je me fais un devoir de me conformer avec empressement aux intentions du roi autant qu'il est en mon pouvoir, et si vous aviez des renseignements ou des réflexions particulières à me communiquer, je les recevrais avec plaisir. » Arch. aff. étr., *loc. cit.*, vol. 610.

2. On lit dans la *Correspondance entre le comte de Mirabeau et le comte de la Marck*, 1831, 3 vol. in-8°, t. I, p. 162-169, que M. de Fontanges, ancien aumônier de la reine, qui l'avait fait nommer à l'archevêché de Toulouse, « lui était très dévoué; elle le voyait et communiquait avec lui presque tous les jours... Il ne se passait pas de jour, dit La Marck, qu'il ne vînt me voir ou que nous nous écrivissions... La reine lui confiait à peu près tout ce qu'elle pensait, tout ce qu'elle disait, tout ce qu'elle faisait. » Quand il fut question de négocier avec Mirabeau, M. de Fontanges « résista d'abord un peu, mais son dévouement pour la reine l'emporta, et il finit par céder... L'archevêque vint dîner chez moi en tiers avec Mirabeau et ces dîners se répétèrent assez souvent. L'archevêque y apprenait beaucoup de choses qui devenaient le sujet de ses conversations avec la reine. Mirabeau y trouvait de son côté l'occasion de se faire valoir, parce qu'il jugeait bien que tout ce qu'il disait d'important dans les entretiens était aussitôt rapporté à la reine. »

Sainte Vierge. Ces travaux ne pouvaient troubler le sommeil de la Convention et du Directoire. L'évêque de Soissons, M. de Bourdeilles, écrit du fond de son exil que ce qui convient aux prélats, aux prêtres, dans leur malheur, c'est la retraite. « Séparés de nos peuples, dit-il, tout doit être pour nous amertume, douleur. Rejetés dans le monde, fuyons ses sociétés. Que notre vie soit cachée en Jésus-Christ, gémissons sous la cendre et le cilice, espérons et prions sans cesse : *confidite, ego vici mundum* ¹. » Voilà encore un évêque qui semble plus compter, pour la victoire, sur son maître Jésus-Christ que sur l'armée de Condé. Nous avons vu M. de Royère, évêque de Castres, formuler sa réprobation de la Révolution avec une énergie extraordinaire. Il semble que la place de cet homme, qui venait de lui lancer dans son testament tant d'anathèmes en guise de *novissima verba*, fût parmi les émigrés armés pour la détruire. Eh bien ! non, M. de Royère s'en remet à Dieu du soin de venger sa querelle. Son champ de bataille est un couvent où il prie et fait pénitence jusqu'à sa mort. Il n'a pas confiance dans les efforts des hommes, il se détache du monde pour ne penser qu'au ciel. « Les affaires de la terre, dit-il, sont si désespérées, nous sommes si peu chargés de les rétablir, qu'il faut prendre le parti, le seul sage, de ne nous occuper que de notre grande affaire de l'éternité, et de nous jeter dans les bras de Dieu, de Jésus et de sa sainte Mère, comme un enfant qui a peur et qui se jette dans les bras de sa mère. »

1. Mandement de l'évêque de Soissons, donné à Bruxelles, p. 66. L'archevêque-coadjuteur d'Albi, M. de Bernis, parle de son confesseur, l'évêque de Senez, de sa visite à Lorette, où l'a attiré sa dévotion particulière à la Sainte Vierge, et où il rencontre l'évêque de Tarbes. THIERNER, II, 25, 35. L'archevêque d'Auch, qu'on voulait fêter à Saragosse, répondit : « Il ne nous faut pas, à nous, d'acclamations, mais des actes de contrition et de dignes fruits de pénitence. »

CHAPITRE IV

Dieu avant le roi

I. Louis XVIII veut grouper les efforts du clergé qui est si dévoué à sa cause. — Profiter de la réaction religieuse et monarchique sous le Directoire. — Lettre du roi aux évêques dispersés pour leur demander de désigner dix d'entre eux qui seraient chargés d'imprimer la direction. — II. Réponse des évêques. — Leurs protestations de royalisme. — De quels pays arrivent leurs lettres. — Elles sont en grande majorité affirmatives. — Le grand avantage de ce comité sera, dit M. de Mercy, d'assurer l'unité de direction. — III. Avis contraire de M. de Marbeuf, archevêque de Lyon. — Comment cette commission serait sans pouvoirs. — Il faudrait l'appuyer sur l'autorité du Pape. — Marbeuf déplore le silence prolongé de Pie VI. — La présidence lui appartiendrait comme primat des Gaules. — Dillon, archevêque de Narbonne, hostile aussi au projet et à l'intervention du Pape. — Ces oppositions font échouer la proposition. — Quels évêques réunirent le plus de suffrages et avaient la confiance de leurs collègues. — IV. Le roi, malgré cet échec, persiste à user pour sa cause de l'influence du clergé. — Intervention des évêques dans les élections des assemblées primaires. — Les missionnaires doivent servir la cause du roi en même temps que celle de Dieu. — Conseils de prudence donnés par l'évêque de Clermont. — Les indiscretions auraient des effets terribles. — V. Après le coup d'État de Fructidor, Louis XVIII confie nettement à cinq évêques privilégiés le projet d'une croisade politique à faire entreprendre par les missionnaires sous le couvert de l'apostolat religieux. — Faire dire que la religion ne peut pas exister sans la royauté. — VI. Réponse défavorable de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims. — Ce serait compromettre le clergé que le Directoire veut anéantir. — Asseline, évêque de Boulogne, établit avec force que la religion peut vivre avec toutes les formes de gouvernement, même avec la République. — Mais dire que la monarchie seule peut faire le bonheur de la France. — Même thèse soutenue par M. de La Marche, évêque de Saint-Pol-de-Léon. — M. de Bonal, évêque de Clermont, dévoué au roi, dit-il, jusqu'à mourir pour lui, ne veut pas cependant d'un « apostolat royaliste » pour les missionnaires. — Ce serait exposer leur vie et compromettre la cause monarchique qu'il faut faire triompher discrètement. — Le projet de Louis XVIII est donc rejeté par ses plus fidèles prélats. — L'évêque garde le pas sur le gentilhomme, Dieu sur le roi.

I

On a vu par les pages qui précèdent que Louis XVIII pouvait compter sur la fidélité, sur le respectueux et tendre

dévouement des évêques toujours empressés à le servir, toujours heureux de répondre à ses appels, à ses ouvertures politiques. Ils étaient confirmés par les malheurs récents dans la conviction que la royauté, et une royauté forte de tous les pouvoirs, devait faire le bonheur de la France.

Le prétendant appréciait hautement un concours d'une telle valeur. Malgré les coups portés par la Révolution à la religion et au clergé, il sentait que la foi avait dans le cœur des Français des racines encore plus profondes que la royauté. De quel secours les dépositaires du gouvernement spirituel pouvaient être à sa cause, en l'appuyant de tout le crédit que leur donnaient leur caractère sacré et leur autorité sur les âmes !

Pour donner à leur intervention plus d'efficacité, le prétendant essaya d'assurer l'unité de plan et d'efforts en instituant une commission épiscopale. Le Directoire avait remplacé la Convention. La faiblesse du nouveau pouvoir, le courant de réaction monarchique et religieuse qui allait chaque jour croissant, excitaient les espérances de Louis XVIII. En 1796, il crut le moment venu de demander au clergé une coopération plus active en plaçant à sa tête un comité chargé de donner la direction et l'impulsion.

Tous les documents concernant ce projet ont été conservés ¹. Dans une lettre adressée, en février et mars 1796, aux évêques, le roi, — après avoir affirmé qu'à l'exemple de ses prédécesseurs, qui ont regardé la religion « comme le soutien le plus assuré de leur couronne, c'est sur son rétablissement, dans toute sa pureté » qu'il se « propose de fonder celui du trône », qu'il regarde comme un de ses « devoirs le plus essentiel de secondar l'exercice de l'autorité spirituelle..., de concerter avec les dépositaires de

1. Archives des affaires étrangères, fonds français, volume 589.

la foi les mesures que » son « autorité souveraine emploiera dans les matières qui peuvent être de son ressort », — le roi propose la formation d'un conseil de dix évêques dépositaires des pouvoirs de l'épiscopat, choisis par leurs collègues à la pluralité des suffrages, chargés enfin de « fixer l'opinion commune du clergé de France sur les matières les plus importantes au rétablissement de la religion, diriger les pasteurs de second ordre, solliciter la sanction du Saint-Siège aux principes qu'ils auraient arrêtés, et concerter avec moi les mesures les plus propres à accélérer la restauration des autels et du trône ». Dès la réception de cette lettre, chaque évêque devait adresser à Louis XVIII les noms des dix collègues qu'il jugeait les plus dignes. Le prétendant allait composer la commission des dix membres réunissant la pluralité des suffrages, et lui indiquer la ville où elle tiendrait ses réunions. Le plus grand secret était recommandé sur cette affaire ¹.

II

Nous avons les réponses des évêques à cette missive. La lettre de Louis XVIII fournit au royalisme de l'épiscopat l'occasion de s'épancher. Si nous ne connaissions déjà toute sa foi monarchique, nous en trouverions ici une preuve nouvelle. C'est à qui parmi les prélats affirmera au prince en termes plus énergiques ses sentiments. Dans cet élan d'amour, dans ces protestations d'un dévouement sans bornes, on est embarrassé pour citer, tant les correspondants royaux semblent faire assaut d'attachement et de soumission. L'évêque de Luçon, M. de Mercy ², a reconnu le fils aîné de l'Église dans la lettre où le roi très chrétien promet de rétablir et de protéger la religion.

1. Lettre datée de Vérone, mars 1796. Arch. aff. étr., *ibid.*, vol. 589, pièce 65.

2. Lettre inédite, Ravenne, 3 mai 1796.

« Hélas ! s'écrie-t-il, comment les Français ne sont-ils pas déjà tous à ses pieds ?... Comment peuvent-ils résister à ses invitations paternelles qui m'ont fait répandre des larmes si douces ?... Notre zèle n'a jamais séparé les intérêts de notre légitime souverain de ceux de la religion. En honorant Dieu, en le servant, nous avons honoré et servi la seconde majesté que la religion nous propose comme le second objet de notre culte. »

L'évêque du Puy, M. de Galard, dans un langage plus ferme, est encore plus affirmatif et semble dépasser la mesure. Quand même, dit-il, le respect, l'amour, la fidélité inviolable envers nos rois, « ne seraient pas nés avec nous, et qu'ils n'auraient pas fait la gloire de nos ancêtres, quand les bienfaits de nos augustes maîtres pour l'Église et le clergé de France ne nous les auraient pas inspirés, quand il ne suffirait pas d'être vrai Français pour les éprouver, la religion seule les graverait profondément dans nos âmes ; mais cette religion sainte n'a que le mérite de les consacrer. L'Église gallicane ne séparera jamais ses intérêts de ceux du trône, et dans la persécution que le clergé fidèle a l'honneur de souffrir pour la justice, il se glorifie également d'être la victime de son amour pour la religion et pour le roy. Pendant le cours de quatorze siècles la France n'avait connu que par son bonheur le prix et la nécessité de l'alliance sacrée de la monarchie avec la religion ; le ciel semble avoir voulu mettre le sceau à ce grand témoignage, permettant que tous les fléaux soient sortis du même coup dont l'impiété a frappé l'autel et le trône. Il est digne de Votre Majesté, et c'est le premier comme le plus cher de ses devoirs, de rétablir dans ses États le culte antique et sacré qui fut toujours le rempart de la monarchie, comme la monarchie en fut la protectrice et l'appuy. Daigne, Sire, le Dieu de Clovis et de Louis XVI seconder de si nobles soins et vous donner d'abattre tout à la fois les impies et les rebelles,

qui n'ont commis tant d'attentats contre la majesté royale que parce qu'ils ont méconnu et violé tous les droits de la Majesté divine ! » C'était affirmer avec une énergie singulière, et non sans quelque imprudence, l'union presque indissoluble du trône et de l'autel. L'évêque du Puy, dans sa ferveur royaliste, en arrive à lier, en quelque sorte, le sort de la religion à celui de la monarchie.

Le projet de commission proposé par le roi est accueilli avec empressement par la plupart des évêques qui lui envoient dans leur réponse la liste des dix noms réclamés. Certains prélats, comme M. de Mercy, évêque de Luçon, voient dans cette création le grand avantage de donner une direction et de la cohésion aux efforts et aux décisions du clergé français. Si, dit-il, ce comité avait été établi plus tôt, « de trop fâcheuses divisions n'eussent pas existé parmi nous, et par contre-coup, parmi nos coopérateurs, peut-être que de grands maux eussent été prévenus ». Bien que tout le monde tende au même but, comme chacun ne tire point « les mêmes conséquences des mêmes principes », une divergence de conduite était inévitable, et cette diversité a souvent dérouté et même scandalisé nos fidèles. L'évêque

1. Lettre de l'évêque du Puy, datée de Saint-Maurice-en-Valais, 26 mars 1796. Mêmes accents royalistes dans les lettres des évêques de Saint-Dié (Landshut, 18 mars), de l'évêque de Tarbes (Lugo, 21 mai), de l'évêque de Blois (Orense, 27 novembre), des évêques de Clermont, de Poitiers, de Riez et de Chalon-sur-Saône (Fribourg, 6 mars). — Au sujet de la commission, l'évêque de Saint-Claude écrit au roi, de Fribourg, le 16 mars 1796; l'évêque de Sisteron écrit le même jour de Millingen (Suisse); l'évêque d'Apt écrit de Tolentino, le 10 novembre; l'archevêque d'Auch écrit, le 25 octobre, de Plasencia (Estramadure); Rohan, archevêque de Cambrai, écrit de Venise le 8 juin; l'évêque de Glandèves écrit de Bologne le 15 juin. De Londres écrivent, en juillet, les évêques de Coutances, Saint-Pol-de-Léon, Nantes, Périgueux. L'évêque de Comminges écrit, le 8 août, de Richmond en Angleterre; l'évêque de Gap écrit de Fribourg le 8 mars. Le 20 mars, l'archevêque de Paris envoie la réponse commune des évêques réunis à Constance: archevêque de Paris, évêques de Vannes, Nîmes, Saint-Malo. M. de Juigné dit qu'ils n'ont pas usé de secrétaire pour ne pas compromettre le secret. Chacun de ces évêques donna sa liste. L'archevêque de Paris, ainsi que certains autres, comme La Tour-du-Pin, archevêque d'Auch, ne se livrent point à des effusions envers le roi. L'évêque de Fréjus écrit de Ferrare le 4 mai; l'évêque d'Agen écrit de Soleure le 5 mars. Les listes envoyées par le cardinal de Rohan, par l'archevêque de Reims, ne portent point de date.

de Luçon espère que l'institution projetée remédiera au mal. « C'est, ajoute-t-il, à la commission que les évêques députés aux États Généraux établirent à Paris et qui y persévéra jusqu'au mois d'août 1792, que le clergé de France a été redevable de cette unité de principes et de conduite qui a fait sa force et sa gloire ¹. »

III

C'est une approbation complète. Mais le projet du roi allait rencontrer chez d'autres prélats, dont la situation était considérable, des résistances qui devaient le faire échouer. M. de Marbeuf, archevêque de Lyon, primat des Gaules, ancien ministre de la Feuille, écrivit à Louis XVIII une longue lettre pour lui présenter ses observations. Il lui objecte que la commission à créer sera sans autorité. « Chaque évêque isolé, dit-il, est par exercice juge de la foi, successeur des Apôtres et dépositaire d'une juridiction bornée à un territoire. Les deux premières qualités sont personnelles et la troisième est restreinte. » Ce comité n'aura ni les pouvoirs d'un concile, ni même des anciennes assemblées de l'Église de France, dont les membres étaient nommés par toutes les provinces et aussi par le clergé de second ordre. Pour lui donner une force véritable, le primat des Gaules conseille de l'appuyer sur le Pape dont il déplore le mutisme au sujet des affaires de France depuis plusieurs années. Réduit à lui seul, le conseil devra déclarer, « dès l'ouverture de ses séances, qu'il n'est revêtu d'aucune autorité réelle ». Mais s'il est « sans autorité », il ne sera point sans « utilité ». S'il reste « comme étranger au Pape », il rappellera ces commissions que les rois ont souvent appelées auprès de leurs

1. Archives aff. étr., *ibid.*, vol. 589, pièce 83.

personnes pour profiter de leurs lumières. Dans la « grande perplexité » où « le silence du Souverain Pontife nous a tous mis », dit Marbeuf, nous serons heureux des renseignements et des avis que la nouvelle direction pourra nous fournir. L'archevêque de Lyon récuse l'honneur d'entrer personnellement dans le comité. Comme primat des Gaules, il n'y pourrait paraître qu'en qualité de président, jamais ses prédécesseurs n'ayant accepté d'être présidés par un autre que par un cardinal ¹.

Un autre personnage de l'Église de France plus considérable que le primat des Gaules, non par son siège mais par le rôle qu'il avait joué aux États du Languedoc, dans les assemblées du clergé et dans l'assemblée des notables, Dillon, archevêque de Narbonne, adressa à Louis XVIII une lettre encore plus tranchante. Comme, d'après les termes de la missive royale, la commission projetée devra s'occuper des intérêts spirituels et « déterminer, fixer l'opinion commune du clergé de France sur les matières les plus importantes de la religion », le prélat nie formellement que ses collègues puissent donner une telle délégation et se dessaisir du « pouvoir de juge » dont ils sont investis ². L'archevêque de Lyon conseillait au roi d'accréditer la commission en l'appuyant sur l'autorité du Pape. Dillon, au contraire, avec une défiance ombrageuse, met en garde Louis XVIII contre l'intervention du Souverain Pontife ³. Les prélats résidant à Londres parais-

1. Lettre écrite de Lubbeck, 3 mai 1796. Archives aff. étr., fonds français, vol. 589, pièce 82.

2. « Chaque évêque est investi du pouvoir de juge; il ne peut s'en dessaisir ni le transporter. » D'après ce principe, « il n'est guère possible d'adopter le comité proposé. Si l'intention du roi n'était que de former un conseil de conscience qui pût l'éclairer dans la discussion des matières ecclésiastiques, il n'a sans doute pas besoin de suffrages individuels pour le composer. » Archives affaires étr., *loc. cit.*, pièce 78.

3. Dillon met « en garde contre les prétentions de la cour de Rome. Personne, dit-il, n'est plus pénétré que moi du respect dû à la prééminence du Saint-Siège, le centre de l'unité catholique; mais une des prétentions de la cour de Rome est que les évêques dispersés dans la chrétienté n'ont de pouvoirs que par délégation du Souverain Pontife. Nous nous

sent partager les sentiments de Dillon. Leurs réponses conservées aux archives sont peu nombreuses, et encore furent-elles tardives. Ces répugnances d'une partie de l'épiscopat, la résolution que viennent de manifester les plus grands personnages de l'Église de France de ne déléguer à personne leur autorité, par ailleurs la difficulté de réunir en une même ville une commission d'évêques dispersés dans tous les coins du monde, tous ces obstacles firent abandonner le projet de Louis XVIII ¹. Du moins les lettres que provoqua cette tentative nous font connaître quels prélats étaient le plus en faveur auprès de leurs collègues ², et combien profondément était gravé dans leur cœur l'amour du roi. Nous avons vu que cette déférence aux vues de Louis XVIII n'allait pas cependant jusqu'à leur faire sacrifier ce qu'ils regardaient comme une prérogative essentielle de leur caractère sacré.

élevons en France contre cette prétention, et vous comprenez qu'un comité qui pourrait à chaque instant s'appuyer de la sanction pontificale, ne serait pas à cet égard sans de graves inconvénients. » Lettre de l'archevêque de Narbonne, datée de Londres, 1^{er} mai 1798. *Ibid.*

1. Le 10 juillet 1797, l'archevêque de Reims, dans une lettre au roi, fait allusion à cet échec en ces termes : « D'après ce qui s'est passé relativement à la commission que Votre Majesté s'est proposé d'établir, et pour la composition de laquelle cependant elle avait bien voulu s'en rapporter aux voix de la majorité des évêques », etc. Archives aff. étr., *ibid.*

2. Parmi les archevêques, ceux qui recueillirent le plus de suffrages sont l'archevêque de Reims, M. de Talleyrand-Périgord, à cause de son nom, de ses vertus, de son siège, et surtout à cause de son intimité avec Louis XVIII; l'archevêque d'Aix, M. de Boisgelin, à cause de son rôle à la Constituante. Puis viennent l'archevêque de Paris, M. de Juigné, à cause de son siège; M. de Fontanges, archevêque de Toulouse, à cause de la sympathie qu'il inspirait à tous; l'archevêque de Lyon, M. de Marbeuf, qui, comme ministre de la Feuille, avait nommé beaucoup de ses collègues. Puis viennent l'archevêque de Vienne, M. d'Aviau, etc. Il est à remarquer que le cardinal La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, qui avait présidé sans talent l'ordre du clergé à la Constituante, ne recueillit pas de suffrages. Nous ne trouvons porté nulle part l'archevêque de Bordeaux, M. de Cicé, qui avait amassé tant de rancunes. Dillon, archevêque de Narbonne, est porté à peine par l'évêque de Luçon, qui justifie son suffrage en ces termes pour Dillon et pour M. de Boisgelin : « Je les crois, dit-il, plus au fait des affaires de l'Église de France, l'un comme ayant présidé le clergé et été longtemps à la tête d'une grande province, l'autre comme ayant beaucoup travaillé pour la bonne cause dès le commencement de la Révolution, comme ayant suivi de plus près les affaires et connaissant parfaitement les intérêts de l'Église en général et les intérêts particuliers de l'Église gallicane. Il était membre de la précédente commission. C'est

IV

Le projet de comité avait échoué. Le roi le sacrifia, mais en se désistant il ne renonça nullement à agir sur l'épiscopat, et à user pour sa cause de l'influence que les grands chefs même en exil pouvaient exercer sur leurs diocésains. Telle réponse de M^{gr} de Bonal prouve nettement que Louis XVIII avait réclamé l'intervention des évêques pour la bonne composition des assemblées primaires¹. Il leur fit demander d'envoyer des missionnaires dans leur diocèse, comptant bien que ces apôtres de l'Évangile seraient en même temps les messagers de la royauté. De fait, un imprimé envoyé par l'archevêque de Reims et les collègues de sa province, pour avertir les fidèles de leurs

lui qui fut le rédacteur de l'Exposition des principes. » — Parmi les évêques, recueillent à peu près tous les suffrages : l'évêque de Boulogne, M. Asseline, à cause de son renom de doctrine et de ses publications sur les affaires du temps ; M. de Bonal, évêque de Clermont, à cause de son rôle à la Constituante. Puis viennent les évêques de Sisteron, de Langres (M. de La Luzerne), du Puy, etc., ensuite avec un peu moins de suffrages les évêques de Blois, de Luçon, de Saint-Pol-de-Léon, d'Uzès, de Saint-Malo, etc., à cause des écrits qu'ils ont publiés, ou simplement de la considération dont ils jouissent. Un fameux politicien, Conzié, évêque d'Arras, ne récolte guère de suffrages. Nous trouvons cependant son nom sur la liste du cardinal de Rohan, lequel n'est lui-même pas porté.

1. Le 6 février 1797, M. de Bonal écrit de Fribourg au président de Vezet et au duc de la V. qu'il a fait transmettre les instructions du roi aux « archevêques et évêques qui habitent les autres parties de la Suisse et les environs. J'ai lieu de croire, dit-il, qu'il n'y en a aucun qui n'ait déjà pris des moyens pour parvenir au but que Sa Majesté se propose... Les ecclésiastiques de mon diocèse n'ignorent pas combien je mets de prix à une bonne composition des assemblées primaires. Je ne manquerai pas de rappeler à mes représentants qu'ils ne doivent rien négliger pour concourir par toutes les démarches de prudence à un objet aussi intéressant, et je ne doute pas du zèle avec lequel ils chercheront à porter MM. les Curés et autres ecclésiastiques à user de toute l'influence qu'ils peuvent avoir pour procurer ce grand bien. Vous voyez sûrement que, dans un moment surtout comme celui-ci, il est difficile et délicat de l'expliquer trop clairement, mais je trouverai et chacun trouvera, j'espère, des tournures qui ne compromettent rien et nous conduiront à des résultats heureux. » M. de Bonal dit encore : « Je continuerai à m'occuper du grand objet de la meilleure composition possible des assemblées primaires dans mon diocèse ; car j'avais déjà depuis longtemps prévenu à cet égard le vœu de Sa Majesté. » Archives aff. étr., fonds français, vol. 590, pièces 35 et 36.

devoirs envers le roi, avait reçu l'adhésion de nombreux pontifes. Le cardinal de Montmorency-Laval, évêque de Metz, dit avoir établi « dans tous les cantons de son diocèse des missionnaires zélés qui ne cessent de prêcher les fidèles, et de leur inculquer des principes qui les obligent à rester fidèles à leur religion *et à leur roi* ». L'évêque de Riez fait la même protestation et offre le même concours ¹.

Il est à croire que les prélats, dans leur protestation de fidélité et d'amour envers le roi, exagéraient un peu et ce qu'ils voulaient faire et ce qu'ils faisaient réellement pour sa cause ². Leur correspondance nous les montre vivement pénétrés du danger pour la religion d'une campagne politique entreprise par le clergé. L'évêque de Clermont, M. de Bonal, dans la lettre même qui apportait à Louis XVIII l'attestation de son dévouement absolu, lui déclare que les conséquences d'une indiscretion seraient terribles. « Je frémis, dit-il, quand je pense au funeste effet qu'a produit la connaissance que l'on a eue de la lettre circulaire que Sa Majesté nous a adressée au sujet des bruits de soumission. Elle a neutralisé notre zèle et fait regarder nos instructions sur ce point essentiel comme suggérées, et comme le fruit de notre déférence plutôt que comme l'expression de nos vrais sentiments...

1. « Le vœu général de l'épiscopat, écrit de Fribourg l'évêque de Riez, le 5 mars 1793, sera toujours de faire servir l'amour de la religion à augmenter l'amour d'un roi qu'elle nous ordonne d'aimer comme un bien public, et qui mérite de l'être à des titres si chers à mon cœur et si précieux à tous les bons Français... Nos zélés missionnaires, dans nos différents diocèses, sont dirigés par l'esprit qui nous anime, et saisissent toutes les occasions favorables d'engager vos sujets à se rendre dignes de la grâce que leur promet votre clémence et du bonheur que leur assure votre justice. » Cf. Archives aff. étr., *ibid.*, vol. 589, pièce 35, vol. 593, pièce 192.

2. Ce que nous connaissons des instructions données par les évêques aux missionnaires passe d'ordinaire sous silence la question politique. Il n'y a pas trace de ces préoccupations dans les instructions imprimées. Nous voyons par les *Mémoires de l'abbé J.-P. Fleury*, publiés par D. Piolin, qu'un prélat assez ardent, M. le Mintier, évêque de Tréguier, dans un discours, tenu en 1797, aux prêtres qui rentraient en France, ne leur parla que des intérêts religieux.

Je regarde la mesure qui consiste à envoyer dans le royaume des ecclésiastiques chargés de travailler à influencer les grands vicaires, missionnaires, ou administrateurs, comme très dangereuse ou absolument inutile », dangereuse si on leur donne des instructions écrites qui peuvent être saisies ; inutile, car sans ces instructions ils n'auront aucun crédit. Combien serait compromise « la généralité du clergé si, par quelque accident, il venait à percer que les prélats déportés s'occupent à électriser les ecclésiastiques de l'intérieur relativement aux assemblées primaires. Ah ! si une pareille opinion venait à s'établir, quel reproche n'aurait pas à se faire celui qui par zèle aurait ainsi détruit toute l'influence des prêtres, compromis le sacerdoce et porté le coup le plus mortel soit à la religion soit à la cause du roi ».

Cette lettre prouve que l'évêque de Clermont avait, avec l'amour de ses princes, un sentiment très vif du danger qu'une intervention militante du clergé dans les affaires de France pouvait faire courir à l'Église. Sa foi était trop profonde pour qu'il pût songer un instant à sacrifier la cause de Dieu à la cause du roi. Ces dispositions d'un des plus fidèles serviteurs de la royauté nous font déjà pressentir quel accueil sera fait, même par les prélats les plus monarchistes, à un plan de campagne plus nettement politique que va leur proposer le prétendant.

V

Louis XVIII, renouvelant avec plus d'insistance un avis déjà donné avant Fructidor, fit écrire, en octobre 1797, à tous les évêques d'envoyer des missionnaires dans leurs diocèses pour conserver et réveiller « l'esprit religieux »

1. Lettre datée de Fribourg, 6 février 1797. Arch. aff. étr., *loc. cit.*

parmi les peuples. Les prélats n'avaient pas besoin de cette exhortation pour penser aux intérêts spirituels de leurs ouailles. Plusieurs, dans leurs réponses, purent attester au prince qu'ils avaient prévenu ses désirs et déjà organisé des missions. Aussi bien, la question religieuse n'était-elle point la véritable préoccupation du prétendant. S'il désirait avoir dans tous les diocèses des prêtres missionnaires, c'était pour y compter autant de collaborateurs de l'entreprise politique dont il confia le plan aux cinq évêques privilégiés qu'il prit pour confidents de sa pensée.

Tandis que le roi adressait à tous les prélats ses recommandations au sujet des missions à établir, il prenait soin, dans une autre note expédiée de Blankenbourg, le 31 octobre 1797, aux archevêques de Reims et de Toulouse, aux évêques de Saint-Pol-de-Léon, de Clermont et de Boulogne¹, de leur livrer toute sa pensée. Il y parlait d'une « mission secrète et bien plutôt politique que religieuse », étrangère, par conséquent, disait-il, à « la juridiction de chaque évêque dans son diocèse ». Les prêtres choisis pour « la mission purement politique » devront en même temps avoir reçu « celle qui est purement religieuse, afin que, celle-ci servant de voile à l'autre, l'ecclésiastique qui n'est pas de votre diocèse et qui ne devra cependant agir politiquement que sous votre direction, puisse toujours paraître aux yeux de son supérieur direct comme chargé par lui de propager la religion ». C'était clairement laisser entendre qu'on ne cherchait que les intérêts

1. Ces cinq prélats, qui reçoivent seuls dans l'épiscopat les confidences du roi, étaient M. de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims ; M. de Fontanges, archevêque de Toulouse ; M. de La Marche, évêque de Saint-Pol-de-Léon ; M. de Bonal, évêque de Clermont ; M. Asséline, évêque de Boulogne. La lettre du roi et les réponses des évêques sont conservées aux Archives des affaires étrangères, fonds français, vol. 592, pièces 116 et 149 ; vol. 593, pièces 152 et 201 ; vol. 594, pièces 4, 26, 27. M. Victor Pierre a donné des extraits importants des réponses des évêques dans le *Correspondant* du 25 mai 1897.

de la couronne, et que l'apostolat évangélique devait servir de paravent à l'apostolat royaliste. Louis XVIII est « pleinement convaincu que sans l'opinion publique jamais la monarchie ne sortira de ses ruines ». Il s'agit donc de « soutenir l'opinion, d'en prévenir le découragement, d'en fortifier, surtout d'en diriger le cours... C'est aux ecclésiastiques, dit le roi, que j'ai résolu de confier cette mission importante. » Il demande aux cinq évêques de choisir des prêtres sûrs, auxquels on délèguera, selon son expression, « l'apostolat de la royauté ». Il leur envoie des pouvoirs en blanc signés de sa main. Ces premiers élus s'affilieront de proche en proche, d'autres missionnaires politiques, de façon à se répandre insensiblement dans toutes les provinces. Le prince résume ses instructions dans ces paroles très nettes : « Je désire que les ecclésiastiques soutiennent parmi mes sujets l'esprit monarchique en même temps que l'esprit religieux ; qu'ils les pénètrent de la connexion intime qui existe entre l'autel et le trône, et de la nécessité qu'ils ont l'un et l'autre de leur appui mutuel ; qu'ils leur disent bien que l'Église catholique, sa discipline, sa hiérarchie, cet ordre merveilleux qui, pendant tant de siècles, l'ont conservée pure de toutes erreurs, ne se lie bien qu'à la monarchie et ne peut exister longtemps sans elle ; enfin, qu'ils leur démontrent que, comme sans la religion ils ne peuvent compter sur le bonheur dans l'autre vie, de même sans la monarchie, ils n'en peuvent espérer aucun dans celle-ci ¹. »

C'était parler franc. Le roi avait essayé en 1796 d'établir un comité épiscopal directeur nommé par les évêques. Cette entreprise ayant échoué, il choisissait lui-même dans l'épiscopat les cinq prélats qui avaient particulièrement sa confiance et il leur exposait brutalement ce qu'il

1. Archiv. aff. étr., *ibid.*, vol. 592, pièce 116.

attendait d'eux : mettre le clergé, la religion, au service de la royauté.

VI

Les réponses que reçut Louis XVIII durent le surprendre. Les cinq évêques privilégiés qui sont plus près de son cœur, qu'il prend pour confidents de sa pensée la plus intime, vont lui dire avec une netteté singulière, tout en protestant de leur dévouement ardent, éprouvé, pour la royauté, qu'ils ne sauraient sacrifier à cette royauté même les intérêts de la religion, ni lier indissolublement la cause de Dieu à la cause du roi.

Entendons d'abord le prélat le plus qualifié, et par son nom et par son loyalisme, pour parler au prince, M. de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims. Il convient avec Louis XVIII que « c'est l'opinion générale qu'il faut ramener tout d'abord », que les ecclésiastiques sont peut-être plus capables d'y réussir que des laïcs, parce qu'ils sont moins suspects auprès des populations de passer pour des agents politiques et de travailler pour leur intérêt. Mais leur intervention n'est plus possible depuis le 18 fructidor. « Les tyrans de la France regardent plus que jamais les prêtres comme leurs ennemis les plus redoutables. Ils croient que les principes de la religion ne peuvent jamais s'accorder avec les leurs, que tous les efforts qu'ils ont faits pour l'anéantir, que les moyens qu'ils ont employés pour diminuer la confiance des peuples dans les ministres fidèles de cette religion sainte n'ont pas eu le succès qu'ils s'en promettaient. Ils croient que cette religion finira par les détruire. Ils vont donc renouveler tous leurs efforts pour la prévenir. Ils sentent qu'ils ne peuvent remplir leur but qu'en faisant disparaître totalement les ministres fidèles. » Dans ces conditions, le Directoire

va exercer sur les prêtres une surveillance menaçante, toujours prêt à recommencer la persécution la plus atroce. Sans une extrême prudence « le clergé serait anéanti ». D'ailleurs, ajoute M. de Talleyrand-Périgord, « il est de la plus grande importance que les ministres de la religion aient une marche absolument isolée de tout intérêt temporel. L'autorité de la religion perdrait de son poids si l'on paraissait y mêler des vues politiques ¹. »

C'était déclarer assez nettement qu'il ne fallait pas confondre les intérêts du roi avec ceux de la Religion. Cette distinction va être formulée avec une précision singulière par les autres correspondants de Louis XVIII. A la demande de M. de Talleyrand, l'évêque de Boulogne, M. Asseline, renommé par sa science théologique, l'avait rejoint à Wolfenbüttel. De la conférence des deux prélats était résultée une note détaillée qui avait été rédigée par M. Asseline et adressée au roi. Dans ce document, l'évêque de Boulogne établit que, sur les deux demandes faites à l'épiscopat par Louis XVIII, la première : envoyer dans les diocèses des missionnaires chargés d'apporter aux fidèles les secours spirituels, avait déjà été satisfaite par les premiers pasteurs avant même qu'elle eût été formulée par le roi ; que pour l'autre : transformer ces missionnaires en agents politiques, c'était dans les circonstances d'une souveraine imprudence et pouvait amener une confusion de principes. M. Asseline résume en ces termes les instructions données aux prêtres travaillant à l'intérieur sur la question de gouvernement : « Ils ont été chargés d'enseigner qu'en France la monarchie doit être considérée comme un ordre établi de Dieu, que ceux qui l'ont attaquée ont attaqué l'ordre établi de Dieu, que tous leurs complices sont coupables de résistance à l'ordre établi de Dieu, que cette criante injustice doit être réparée ; et

1. Lettre de l'archevêque de Reims écrite de Wolfenbüttel, le 8 novembre 1797. Archives aff. étr., *ibid.*, vol. 592, pièce 149.

chacun doit concourir à cette réparation en contribuant de tout son pouvoir au rétablissement du trône ¹. » C'était beaucoup, on peut dire même que c'était trop de royalisme et d'orthodoxie politique demandés aux missionnaires de l'Évangile. Aller plus loin eût été manifestement dépasser la mesure.

Devant la prétention de Louis XVIII de lier par un nœud indissoluble le trône et l'autel, le sort de la religion à celui de la monarchie, le sens théologique de M. Asseline se révolte, et il formule ces principes qui ne durent point plaire au prétendant : « Il n'est pas possible d'enseigner au peuple que la religion catholique ne se lie bien qu'à la monarchie et ne peut exister longtemps sans elle, parce que la vérité est que la religion catholique se lie bien à toute sorte de gouvernement légitime, et peut subsister longtemps avec toute forme de gouvernement légitime. Depuis que la religion catholique est établie, elle s'est bien liée à des formes de gouvernement républicain et a subsisté longtemps avec elles. Ce serait donner de l'odieux à cette religion sainte, nuire à sa propagation et à sa conservation, que de prétendre que la monarchie est exclusivement la forme de gouvernement à laquelle elle se lie bien, avec laquelle elle puisse subsister longtemps. Il est aussi impossible d'enseigner, en général, que comme sans la religion les hommes ne peuvent compter sur le bonheur dans l'autre vie, de même, sans la monarchie,

1. M. Asseline, qui pouvait en revendiquer la paternité, cite les publications où étaient données ces instructions : *Avis concernant l'exercice du saint ministère dans les circonstances présentes*; *Avertissement sur les devoirs envers le roi*; *Avertissement sur l'acte de soumission aux lois de la République*; *Instruction sur les serments prescrits en 1790 et 1791, le serment de liberté et d'égalité, et les actes de soumission aux lois de la République*. — L'archevêque de Reims dit de son côté dans sa lettre au roi : « Les prêtres qui peuvent se cacher ont déjà des instructions conformes à celles de Votre Majesté. Il n'y a pas d'évêque qui ne les ait données à ceux des ecclésiastiques de son diocèse qui sont rentrés. Elles ont déjà été utiles pour la nomination des dernières assemblées primaires. Il faut les laisser agir. Les dangers auxquels les exposent leur rôle, leur courage héroïque, leur commandent la plus grande prudence. »

ils ne peuvent en espérer aucun dans celle-ci. Ce serait donner dans l'excès contraire à celui dans lequel donnent les novateurs du jour, en prétendant que la démocratie est fondée sur la nature, et que, sans elle, il est impossible d'être heureux en société. On peut bien dire, sans doute, avec les écrivains les plus célèbres, que la monarchie est la forme de gouvernement la plus parfaite; que c'est même la seule qui convienne à une grande nation. On peut aussi rappeler les Français à leur propre expérience, les engager à comparer l'état prospère dont ils jouissaient sous la monarchie avec celui dans lequel ils gémissent depuis l'établissement de la prétendue république, et les amener à convenir que, sans leur roi légitime, ils ne seront jamais heureux. Mais il est nécessaire de ne point franchir ces bornes, pour ne point s'écarter du vrai, car il peut se trouver tel peuple à qui la forme de gouvernement républicain convienne, et dont elle fasse le bonheur ¹. »

Pour parler ainsi les prélats même les plus royalistes n'ont pas besoin de se concerter. Il leur suffit d'être théologiens, — et on sait que la plupart des évêques avant 1789 étaient docteurs en Sorbonne — pour s'inscrire contre l'indissolubilité que le prétendant veut établir entre la religion et la monarchie. Tandis que l'archevêque de Reims et l'évêque de Boulogne tiennent au prince ce langage, un prélat non moins ardent pour la cause de Louis XVIII, M. de La Marche, évêque de Saint-Pol-de-Léon, ne craint point cependant de lui écrire : « Les ecclésiastiques ne conviendront pas que la religion catholique ne peut subsister longtemps sous un autre gouvernement que le gouvernement monarchique, et ils soutiendront ce qui leur a toujours été enseigné, que le divin Auteur de l'Eglise l'a formée dans sa souveraine sagesse

1. Archives aff. étr., *ibid.*, vol. 593, page 78-82.

telle qu'elle peut subsister sous toute espèce de gouvernement ¹. »

Nous trouvons la même fermeté de principes, la même opposition au projet de Louis XVIII dans la réponse de M. de Bonal, évêque de Clermont. Sa fidélité monarchique, son dévouement au roi, nous sont connus. « Il est tout à lui, ce zèle, peut s'écrier en toute vérité M. de Bonal. Je le lui proteste, et fallût-il me rendre personnellement victime pour le lui prouver réellement, je n'hésiterais pas à le faire. Mais convaincu comme je le suis qu'au lieu de le servir je nuirais à sa cause et à celle de la religion, en travaillant à remplir le plan qu'il a daigné communiquer, mon honneur, ma délicatesse et ma confiance me forcent à le supplier très humblement et très respectueusement de ne pas exiger de moi que je concoure à former la mission projetée. » L'évêque de Clermont n'a point de peine à prouver avec une saisissante évidence le péril de ce qu'il appelle « l'apostolat monarchique et royaliste ». Il établit que si la religion est en temps ordinaire « le plus fidèle appui du trône », elle se présente « comme le plus puissant, j'ose dire, ajoute M. de Bonal, comme l'unique moyen de la rétablir ». Dès lors, le premier intérêt de la royauté c'est de conserver la religion et, par conséquent, ses ministres sans lesquels elle ne peut vivre. L'évêque

1. M. de La Marche fit tenir au roi une lettre du 3 janvier 1798 et un Mémoire plus étendu daté du 29 janvier 1798. Archives aff. étr., *ibid.*, vol. 591, pièces 4, 26 et 27, vol. 594, pièce 27. — Si M. de La Marche se refuse à laisser établir une confusion d'existence entre le trône et l'autel, il montre en ces termes, qui rappellent M. Asseline, comment les prêtres peuvent travailler au triomphe de la monarchie. « On peut, dit-il, exposer que la fidélité au souverain est pour les sujets un devoir également religieux et civil ; que l'usurpation, en le privant de l'exercice de ses droits, n'a pu les altérer, qu'ils sont toujours les mêmes ; et lorsqu'il réclame le secours de ses sujets, ils ont toujours l'obligation de faire tous leurs efforts pour le rétablir dans le plein exercice de ses droits toutes les fois qu'ils le pourront sans une évidente témérité... ; qu'y travailler, c'est travailler à son propre bonheur et à celui de ses concitoyens, parce que c'est travailler à rétablir la religion, l'ordre, la justice, la sûreté des personnes et des propriétés, et cette liberté bien entendue, si différente de celle sous le nom de laquelle toute la nation est tenue dans le plus dur esclavage. » Archives aff. étr., *ibid.*, vol. 594, pièce 27.

de Clermont rappelle, avec l'archevêque de Reims, que le Directoire regarde les prêtres comme des suppôts de la royauté, par cela même qu'ils ordonnent la fidélité aux légitimes souverains et condamnent les lois injustes. C'est grâce à « la sagesse la plus extrême et la circonspection la plus soutenue » que le mouvement de réaction monarchique si puissant avant Fructidor a été possible. « Jusque-là l'influence des ministres de l'Évangile toujours supposée ne fournissait aux méchants aucun fait positif à articuler pour prouver que le royalisme renaissait par elle. Dès lors, toutes les déclamations vagues qu'ils ne cessaient de répandre se perdaient pour ainsi dire dans les airs, et le peuple regardait comme des calomnies toutes les imputations qu'on faisait à leurs prêtres d'être des perturbateurs, des agitateurs, des contre-révolutionnaires... Il suçait le royalisme, pour ainsi dire sans s'en douter, avec la doctrine et la morale chrétienne dont il fait essentiellement partie, en ce qui a rapport à la fidélité. »

Autant cette intervention discrète du clergé avait été féconde, autant le nouveau plan de campagne serait dangereux et funeste. Les prêtres qu'il s'agit d'investir officiellement d'une mission politique devront être porteurs d'une double délégation donnée par le roi et l'évêque diocésain. Est-il possible que ces pièces, soit à la frontière, soit à l'intérieur, où il s'agit de courir après des prêtres dispersés, échappent à la surveillance jalouse du gouvernement, qui y trouvera la preuve matérielle que « le clergé s'occupe des moyens d'éloigner le peuple de la République pour l'attirer au roi » ? Ces découvertes provoqueraient de nouvelles mesures pour anéantir le clergé qui est le plus ferme appui « de la religion et du trône... Ces conséquences sont si terribles, s'écrie l'évêque de Clermont, que je ne puis les envisager sans frémir. Ce qui me paraît absolument essen-

tiel, c'est que l'on ne puisse jamais avoir de preuves qu'il existe une mission de royalisme... Le concours de deux missions, évangélique et royaliste, les anéantirait infailliblement toutes deux. Les ministres de la religion ne peuvent dans les circonstances actuelles être véritablement utiles à la cause qui est nécessairement la leur, qu'en ne paraissant en aucune manière travailler pour lui, et surtout sous son impulsion et d'après ses ordres ¹. »

Après de telles réponses il ne restait rien du projet de mission politique confié au clergé. Louis XVIII, qui avait vu son plan de comité épiscopal rejeté par les évêques, rencontrait la même résistance à son programme d'apostolat monarchique chez des prélats d'un royalisme éprouvé, et qui, semble-t-il, n'avaient rien à lui refuser. Des hommes qui, comme M. de Talleyrand-Périgord, M. de Bonal, M. de La Marche ², avaient tant souffert, tant combattu pour le roi, se refusent à enseigner que la religion ne puisse exister sans la royauté, et que la ruine de l'une doive nécessairement entraîner la ruine de l'autre. Il ne nous déplaît pas de constater, à la fin de cette étude sur la politique épiscopale de l'émigration, que chez tous ces prélats si dévoués à la cause monarchique, l'évêque gardait toujours le pas sur le gentilhomme et Dieu sur le roi. Est-ce à dire pourtant que le gentilhomme n'ait jamais influencé l'évêque, et que la cause de Dieu n'ait été envisagée parfois à travers la cause du roi ? Nous nous

1. Lettres de l'évêque de Clermont, 9 et 28 novembre 1797. Archives aff. étr., *loc. cit.*, vol. 593, pièce 152. — Le maréchal de Castries écrivait à Louis XVIII, le 23 novembre 1797, que les évêques, en fait de missions, avaient été au-devant des intentions du roi, « mais que, depuis le 4 septembre (Fructidor), ils avaient tous pensé que, pour le bien de la religion et du trône, ils devaient ralentir le zèle de leurs ecclésiastiques, au lieu de chercher à le ranimer ».

2. Les archives ne nous donnent point la réponse de M. de Fontanges, archevêque de Toulouse. Ce prélat, retiré à Palma, n'avait peut-être pas reçu la lettre royale. Il était, du reste, ennemi de toute intrigue politique, et son silence peut bien avoir été volontaire.

convaincrons, dans la grande discussion des serments divers qu'il nous reste à faire connaître, en particulier dans la question de la soumission aux lois de la République, à la constitution de l'an VIII, que la pensée du roi rendit beaucoup de prélats plus intraitables que ne l'eussent demandé les intérêts de la religion.

LIVRE CINQUIÈME

LE CLERGÉ ET LA QUESTION POLITIQUE EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER

Les Évêques restés en France

I. Évêques qui ne quittèrent point la France. — Progrès des lois de persécution et de déportation jusqu'aux massacres de septembre. — Prélats massacrés aux Carmes et ailleurs. — II. Autres évêques qui meurent en France. — Sort des sept prélats qui y traversèrent la Révolution. — Comment ils se montrèrent plus conciliants que ceux du dehors dans la question politique.

I

Nous connaissons les souffrances, les préoccupations politiques des évêques exilés. Tournons-nous maintenant vers ceux qui n'avaient point voulu passer la frontière.

Rappelons tout d'abord la situation qui leur était faite par les lois de proscription portées contre tout le clergé français. Quand la Législative inaugura ses séances, la liberté religieuse n'était garantie que par une disposition bien fragile, par la loi du 7 mai 1791, qui permettait aux catholiques d'entendre la messe des prêtres réfractaires « se présentant dans une église paroissiale, succursale,

oratoire national, édifices consacrés à un culte religieux par des sociétés particulières », seulement pour y célébrer le saint sacrifice. Ce clergé recevait de l'État une petite indemnité. Singulier résultat de la politique ecclésiastique de la Constituante, qui, ayant trouvé, au début de sa carrière, le catholicisme dominant en France et seul reconnu comme culte public, se voit obligée de statuer au terme de son mandat que les catholiques seront libres d'avoir recours à leurs prêtres ¹.

Cette liberté même ne devait point leur être longtemps maintenue. Les haines intolérantes, les passions qui ont fait bannir les évêques de leurs diocèses, ne tarderont pas à arracher les curés à leurs paroisses. La loi du 29 novembre 1791, renouvelant, aggravant l'obligation du serment civique, enlève tout traitement aux prêtres réfractaires, leur ôte la faculté de faire les offices dans les locaux loués à leur intention par les citoyens, statue enfin qu'ils pourront être « réputés suspects de révolte contre la loi », éloignés du lieu de leur domicile, s'il survient des désordres dans la commune, et même punis de deux ans de prison s'ils les ont provoqués. On sait que le directoire de Paris eut le courage de blâmer le décret. « Les prêtres non assermentés, disait la pétition rédigée par Talleyrand, ont refusé le serment prescrit ; l'assemblée les a privés de leurs fonctions et, en les dépouillant, elle les a réduits à une pension. Voilà la peine, voilà le jugement. Or, peut-on prononcer une nouvelle peine sur un point déjà jugé, toutes les fois qu'un délit individuel ne change pas l'état de la question ? » Talleyrand ajoutait ces paroles où perçait la déception : « Un siècle entier de philosophie n'aurait-il donc servi qu'à nous ramener à l'intolérance du xvi^e siècle par les routes mêmes de la

1. L'évêque d'Alais constate ce résultat extraordinaire dans sa lettre pastorale du 12 mai 1791, p. 71.

liberté ? » Louis XVI, encouragé par cette protestation, refusa sa sanction au décret ¹. Les meneurs surent bien s'en passer, et la Législative, n'ayant pu obtenir du roi l'internement des prêtres réfractaires, ordonna leur déportation par la loi du 27 mai 1792, bientôt aggravée encore par celle du 26 août. Le 10 août, elle statua que ceux de ses décrets qui n'avaient pas reçu la sanction royale n'en auraient pas moins force de loi. Le 18, elle achevait de condamner les congrégations et jetait hors de leurs couvents religieux et religieuses.

Les provinces devançaient, en quelque sorte, la Législative dans la voie de la proscription. Et quel vaste champ ouvert à toutes les haines, à toutes les violences, en un temps où le pouvoir public déchaîne lui-même toutes les passions et fait appel à tous les mauvais instincts ! Les prêtres insermentés sont chassés de leurs paroisses, internés dans les chefs-lieux des départements, comme à Angers, à Nantes, à Laval. « Purgez les campagnes de cette vermine qui les dévore, crie Lagreval. — Chacun sait, reprend Isnard, que le prêtre est aussi lâche que vindicatif. Renvoyez ces pestiférés dans les lazarets de Rome et de l'Italie... Qu'est-ce qu'une religion insociable par nature et rebelle par principes ? » Les patriotes n'avaient pas besoin de ces excitations pour agir. La chasse aux prêtres réfractaires s'organise sur toute la France. Leur grand crime, c'est de ne point aimer la constitution, ou plutôt de voir venir à eux la foule des fidèles, tandis que les prêtres constitutionnels sont abandonnés.

C'est dans ces conjonctures, au milieu de l'effervescence causée à Paris par l'invasion de l'étranger, qu'eurent

1. Le serment prescrit le 29 novembre 1791 fut combattu par M^{re} DE BOISGELIN, archevêque d'Aix : *Observations sur le serment prescrit aux ecclésiastiques*, 59 pages ; par M. DU LAU, archevêque d'Arles, *Réflexions sommaires sur le décret du 29 novembre* ; par M. ASSELINE, évêque de Bologne : *Consultation sur le nouveau serment*, etc. M. de Boisgelin publia, quelques mois plus tard, des *Observations sur le décret de déportation*.

lieu les horribles massacres de septembre. L'épiscopat fournit à la boucherie du couvent des Carmes trois nobles et pures victimes, le vénérable archevêque d'Arles, M. du Lau, et les deux frères La Rochefoucauld, évêques de Beauvais et de Saintes, qui, unis par une tendre amitié pendant leur vie, n'avaient pas voulu se séparer dans la mort. A Versailles, où avaient été conduits perfidement les prisonniers de la haute cour d'Orléans, l'évêque de Mende, M. de Castellane, arrêté d'abord à Dormans en Champagne, détenu huit mois à Orléans pour avoir refusé lui-même et engagé ses curés à ne pas prêter le serment, se trouva au nombre des quarante-quatre qui furent massacrés dans la journée du 9 septembre 1792. L'année suivante voit succomber sous les coups des bourreaux les évêques d'Agde et de Montauban. L'évêque d'Agde, M. de Saint-Simon de Sandricourt, connu par sa science, son amour de l'étude et des livres, ses goûts littéraires, avait été forcé, en 1791, par une populace ameutée, de quitter son diocèse qu'il administrait depuis trente-deux ans. Il vint à Paris, où il goûta pour la première fois le plaisir de se réunir à ses collègues de l'Académie des Inscriptions. Incarcéré en 1793, il languit longtemps dans les cachots et monta sur l'échafaud la veille de la chute de Robespierre. Peu de jours après, le 14 août 1794, succombait à Rouen, où il avait été découvert et jeté en prison, l'évêque de Montauban, Le Tonnelier de Breteuil. La journée du 9 thermidor l'avait empêché de passer en jugement ; mais il mourut des suites de sa détention dans un horrible cachot. Un négociant de Rouen, qui l'avait connu, alla le visiter dans sa geôle. Il le trouva couché sur une paille pourrie, laissant voir à travers des vêtements en lambeaux son corps décharné et couvert d'ulcères. L'évêque reconnut la voix de celui qui venait le voir, et, se soulevant péniblement, il s'écria : « Que je suis heureux ! avant que je meure, le ciel m'envoie du dehors une âme

compatissante... Quoique je sois privé du nécessaire, je n'ai besoin de rien. Dieu me fait la grâce de connaître la vanité des choses de ce monde. » Le prélat ajouta qu'il mourrait content si, par ses humiliations et ses souffrances, « il pouvait réparer les fautes qu'il avait commises dans son ministère et les scandales qu'il pouvait avoir donnés ¹ ».

II

C'était le temps de la chasse aux prêtres, aux évêques. L'évêque de Saint-Brieuc, M. de Regnault-Bellescize, enfermé dans la prison Saint-Lazare où il travailla à la conversion de La Harpe, fut élargi après le 9 thermidor, et ne quitta point la France, où il devait mourir en 1796. Quelle terrible situation était faite à ceux qui n'avaient pas passé la frontière ! Sur les vingt-six prélats restés dans le pays, nous voyons expirer les évêques de Lodève, Quimper, Bazas, Tulle, en 1790 ; les évêques de Saint-Paul-Trois-Châteaux, Belley, Oloron, Cahors, Mirrepoix, en 1791, au milieu des tristesses que leur causent les coups déjà portés à l'Église et à la monarchie. L'abbé d'Auribeau dit dans ses *Mémoires* quel douloureux écho cette dissolution progressive d'un brillant épiscopat, ces bruits de mort arrivant de France et de l'étranger ont dans le cœur des émigrés. En 1794, succombent les évêques de Die et d'Orange, M. des Augiers et M. du Tillet. Ce dernier passa par de cruelles tribulations. Retiré à Blunay, près de Provins, son pays natal, il fut tellement

1. Voyez la relation d'un contemporain donnée par THEINER, II, 227-228. — Nous avons discuté plus haut les accusations portées contre les moeurs de M. de Breteuil. L'abbé GUILLON (*Les Martyrs de la foi*, II, 312-314) voit un aveu dans les paroles du prélat. « Suivant ce qu'il a confessé lui-même publiquement, dit Guillon, la conduite de ce prélat n'aurait pas été irréprochable. » M. l'abbé Daux discute dans un article de la *Revue des Questions historiques*, juillet 1901, les accusations portées contre ce prélat et déclare l'innocenter.

ému à la nouvelle de la mort de Louis XVI qu'il en trembla de tous ses membres. Arrêté, le 9 octobre 1793, par un bataillon qui pille sa maison et s'enivre de son vin, il est conduit à Provins sur un âne, outragé tout le long du chemin et jeté dans la prison destinée aux malfaiteurs. Reconduit à Blunay pour assister au dépouillement de ses papiers, il voit un cordonnier du pays s'emparer de sa crosse et de sa mitre, « parce que c'étaient des objets féodaux ». Renfermé dans la salle où l'on déposait les corps des trépassés de l'Hôtel-Dieu, il n'a d'autres compagnons que les cadavres, d'autre lit que la terre nue. Conduit ensuite à Fontainebleau, nous le voyons passer par de terribles épreuves jusqu'à ce que la mort de Robespierre prépare sa délivrance, le 27 octobre 1794. Mais il avait trop souffert pour résister à tant d'émotions. Il mourut le 22 décembre 1794¹.

Il fut donné aux sept autres prélats qui ne quittèrent point la France de survivre à la Révolution : c'étaient MM. de Roquelaure, de Belloy, Moreau, de Lorry, de Cugnac, de Maillé-La-Tour-Landry et de Bausset, évêques de Senlis, Marseille, Mâcon, Angers, Lectoure, Saint-Papoul, Alais. Mais la plupart d'entre eux eurent à subir les rigueurs de la prison. L'incarcération de M. Moreau, un vieillard, dura vingt et un mois au milieu de continuelles alarmes. L'évêque de Lectoure, M. de Cugnac, vit vendre par adjudication son évêché, ses jardins, son orangerie, le pavillon qu'il avait fait construire et qui aujourd'hui encore est couronné d'une girouette à ses armes. Il dut loger chez les habitants de sa ville, fut bientôt traîné devant les tribunaux et emprisonné à Auch, finit par être autorisé à rester au château de Fondelin, où il mourut en 1800, âgé de soixante-onze ans. M. de Belloy, évêque

1. Cf. abbé BONNEL : *Notice biographique sur S.-L. du Tillet*, 1880, p. 85-100. *Mémoires de l'abbé d'Auribeau*. L'évêque de Vabres mourut en 1796.

de Marseille, dut à son grand âge, à son esprit de conciliation, de pouvoir traverser la Révolution et même la Terreur sans être inquiété, dans son pays natal, à Chambly (Oise). Une tradition locale dit qu'il poussait la complaisance jusqu'à assister parfois au club de la localité. Le dernier évêque de Saint-Papoul, M. de Maillé-La-Tour-Landry, se plia pour sa sécurité à une concession d'un autre genre. On le vit quelque temps faire son service de garde national avec le costume obligatoire. A deux reprises, il versa une contribution de cinquante louis, « pour le soulagement des volontaires qui partent pour la Vendée pour y combattre les rebelles ¹ ». Ce don fait par un évêque aux républicains marchant en guerre contre ces Vendéens qui comptaient tant de prêtres dans leurs rangs, qui se battaient et mouraient pour le trône et l'autel, nous paraît un peu étrange. Mais c'était, en quelque sorte, la rançon de son séjour à Paris, séjour plein de périls, que l'évêque de Saint-Papoul prolonge au plus fort de la Terreur, exerçant son ministère épiscopal, faisant des ordinations dans les années les plus lugubres, jusqu'à ce qu'enfin, tombé entre les mains des jacobins, après Fructidor, il expie son héroïsme par les plus cruelles souffrances dans sa déportation à l'île de Ré, où il fut détenu jusqu'en 1799. La prison ne fut point non plus épargnée à l'évêque d'Alais, M. de Bausset. L'abbé de Montesquiou nous l'y montre ferme dans l'adversité, donnant, lui, « si assuré de périr », avec une parfaite « liberté d'esprit, ses soins et son ministère à tout ce qu'il pouvait secourir », attendant la mort sans ostentation comme sans faiblesse. « Un jour, raconte l'abbé de Montesquiou, que toutes ces victimes étaient au réfectoire, arrivent des membres du tribunal révolutionnaire qui ordonnent de se lever et de

1. Cf. Victor PIERRE : *La Terreur sous le Directoire*, p. 195. *Revue de la Révolution*, octobre 1883.

crier : *Vive la République!* Tout le monde se soumet, une seule table reste assise, et garde le silence : c'était celle de l'évêque d'Alais. Ces misérables la remarquent, ils s'en approchent et renouvellent le même cri. On obéit encore, et l'évêque d'Alais ne change pas de maintien. La vertu, pour la première fois, peut-être, en imposa à ces hommes de sang ; ils se retirèrent, marquant sans doute leurs premières victimes, mais n'osant pas les outrager. »

M. de Bausset ne voulait pas crier : *Vive la République*, surtout la République de la Terreur ; mais, sur la question politique, les prélats restés en France se montrèrent beaucoup plus conciliants que ceux du dehors. Une noble victime des massacres de septembre, M. de La Rochefoucauld, évêque de Beauvais, écrivait dans son testament : « Je déclare que je n'ai rien à me reprocher de ce que l'on appelle contre-révolution, que je n'ai jamais ni directement ni indirectement rien fait contre le nouveau gouvernement, que personne ne s'est plus porté que moi à payer de bonne grâce les secours que chacun doit à sa patrie ¹. » Tous les évêques qui préférèrent s'exposer à tous les périls plutôt que de quitter leur patrie auraient pu faire la même déclaration. Recherchés, traqués plus que les simples prêtres, chaque jour face à face avec la mort, ils sont prêts à conclure toute paix honorable, et à accepter même de la Révolution les moyens d'exercer le ministère qui est leur suprême ambition. Ils savent quel péril c'est pour la foi et les habitudes chrétiennes d'un peuple que l'interruption du culte public. Vivant en France, mieux placés que ceux du dehors pour connaître l'état des esprits et les dispositions des gouvernants, ils ne croient ni au retour prochain des anciens maîtres, ni à l'éternelle hostilité des nouveaux contre la religion. Sous la Législative, la Convention, le Directoire et le Consulat, nous les verrons

1. Cf. abbé DELETTRE : *Histoire du diocèse de Beauvais*, t. III, 551.

mettre avant tout les intérêts spirituels, et accueillir, conseiller même, les serments politiques qui ne blessent point la conscience, en vue du salut des âmes. Quand viendra le moment d'une paix sérieuse offerte à l'Église par le Premier Consul, ils auront la consolation de voir se joindre à eux des évêques tels que M. de Boisgelin, M. de La Luzerne, M. de La Tour-du-Pin, M. de Fontanges, que l'émigration n'avait point aveuglés, et qui plaçaient au-dessus des autres considérations l'avenir de l'Église.

CHAPITRE II

La Question de liberté et d'égalité

I. Les controverses politiques qui vont se poursuivre jusqu'au Concordat posent la question de l'État moderne. — Comment les leçons du passé éclairent le présent. — Le serment de liberté et d'égalité imposé par la Législative. — *Liberté, égalité*, mots magiques. — Danger de se mettre en travers du courant et de repousser en bloc la Révolution. — La Constituante avait posé les bases de la société moderne. — Le clergé avait adhéré. — Désillusion produite par la marche de la Révolution. — II. Grande discussion soulevée au sujet de ce serment. — Les évêques opposants. — Etranges explications qu'ils imposent aux confesseurs de la foi. — MM. de Bausset, de La Luzerne, Emery, partisans du serment. — Comment la liberté, l'égalité, sont légitimes. — Les évêques avaient travaillé pour elles aux États Généraux. — Combien le clergé de l'intérieur tient à ne pas paraître ennemi de la Constitution, accusation qu'on lui lance en plein massacre des Carmes. — Un refus achèverait la déportation de tout le clergé. — Ce serait le premier *non possumus* en matière politique. — III. Silence du Pape. — Proportion des adhérents et des adversaires du serment. — Il est prêté à Paris et dans plusieurs diocèses. — Attitude des évêques du dehors. — La grande majorité d'entre eux est contre. — Divisions très vives. — Devant l'opposition que rencontre ce serment, M. Emery, abreuvé de tribulations, est presque au regret de l'avoir prêté.

I

La divergence de vues, de conduite, entre le clergé du dedans et celui du dehors, apparut surtout dans la question des serments. On sait combien la Révolution mit de complaisance à les multiplier. Comme elle n'avait guère pris le chemin des cœurs en coupant les têtes, elle voulut du moins incliner les volontés par la force et essayer de lier les consciences par la religion du serment. L'Église, vaincue, dépouillée, divisée par le schisme constitutionnel, décapitée par l'exil forcé de ses chefs, ne semblait point payée pour acclamer le nouvel ordre de

choses. Le clergé paraissait être, était dénoncé avec fureur comme un agent de contre-révolution. De là les formules fabriquées à son intention. On lui demandera de jurer et de jurer encore. Cette tyrannie imposée aux prêtres va ajouter un schisme politique à toutes leurs autres misères.

Mais, ne l'oublions pas, cette affaire des serments qui se renouvela, avec quelques intervalles et des péripéties diverses, pendant huit années, a plus d'importance que ne semblent l'indiquer les formules en discussion. C'est toute l'histoire des opinions du clergé pendant une période troublée, orageuse, où se posait pour la première fois le problème des rapports de l'Église et de l'État dans la société moderne, problème agité encore avec passion depuis cent ans. Ces controverses sur la liberté, l'égalité, la souveraineté du peuple, la soumission aux lois de la République, à la constitution, au gouvernement établi, mais c'est encore la pâture de fréquentes, de vives polémiques, non seulement entre les partis divisés de politique et de croyance, mais entre les croyants eux-mêmes. Il est triste qu'après plus d'un siècle l'Église et l'État n'aient point trouvé pour leurs relations un terrain stable où se mouvoir sans se gêner, sans se combattre l'un l'autre, et qu'à côté des questions résolues par le Concordat il y ait si ample matière à contestations et à malentendus. Comme en un tel sujet aucun raisonnement ne vaut l'expérience pour éclairer l'esprit et le mettre sur la voie des solutions possibles et durables, il nous semble que l'État et bien plus encore l'Église ont quelque chose à apprendre dans une période historique où les problèmes qui nous divisent encore furent posés pour la première fois avec une ardeur extraordinaire, où le danger pour l'Église des solutions trop tranchantes, des *non possumus* en matière profane, d'une liaison inconsciente et trop étroite entre l'humain et le divin, apparaît avec une évidence qui nous semble aujourd'hui éclatante.

Nous connaissons les serments de la Constituante. Celui de la constitution civile du clergé eut pour résultat l'expulsion des évêques.

Voici la Législative qui entre en scène. C'est au milieu de la chasse aux prêtres, des mesures de déportation générale, que cette assemblée prescrivit aux citoyens « le serment de maintenir de tout leur pouvoir la liberté, l'égalité, la sûreté des personnes et des propriétés, et de mourir, s'il le faut, pour l'exécution de la loi ¹ ».

Liberté, égalité, fraternité, mots sacrés et sonores qui avaient déjà tant de fois retenti à la tribune politique, dans les assemblées publiques, et qui allaient bientôt remplacer sur le fronton de nos temples les termes de la Trinité sainte. Quoiqu'en 1792 on eût déjà commis bien des folies au nom de la liberté et de l'égalité, ces noms magiques exerçaient encore sur l'imagination populaire une singulière puissance. Le clergé, mis en demeure de jurer fidélité à ces idoles de la Révolution, allait-il montrer une répugnance poussée jusqu'au refus ?

Les principes de 1789 avaient été affirmés dans la *Déclaration des Droits de l'homme* pour tous les temps, pour tous les lieux, avec des formules d'un caractère si universel, si absolu, si impératif, si philosophique, qu'ils semblaient impliquer la condamnation du passé, et dresser

1. Pendant la journée du 10 août, qui avait porté le dernier coup à la royauté, l'Assemblée avait compris l'absurdité de maintenir l'ancienne formule : *Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi*. Elle arrêta que ses membres prêteraient le serment de *maintenir de tout leur pouvoir la liberté et l'égalité et de mourir à leur poste*. Le 14 août, elle décréta que tout Français recevant traitement ou pension de l'État serait censé y avoir renoncé s'il ne justifiait pas que dans la huitaine il avait prêté ce serment. Le lendemain, un nouveau décret ordonna que ce serment serait prêté par tous les fonctionnaires publics. La loi du 18 août, article II du titre V, sur la suppression des Ordres religieux, exigea ce serment comme condition du paiement de pension. Le 3 septembre, l'Assemblée prescrivit encore ce serment et ordonne « que, dans toute la France, les autorités constituées prêteraient et feraient prêter par les citoyens le serment de *maintenir de tout leur pouvoir la liberté, l'égalité, la sûreté des personnes et des propriétés et de mourir, s'il le faut, pour l'exécution de la loi* ». Cf. PICOT, *op. cit.*, VI, p. 202.

comme un nouvel Évangile en face de celui que Jésus avait apporté au monde. Aussi Le Play a pu parler « des faux dogmes de 1789 ». Nous comprenons que l'Église n'ait voulu, ni alors, ni aujourd'hui, donner son adhésion sans distinguer à un *Credo* politique conçu en termes si exclusifs et si généraux. Et, cependant, le clergé avait juré obéissance à la constitution de 1791, qui renfermait dans toute son étendue la fameuse *Déclaration des Droits de l'homme*. Nous comprenons mieux encore que l'Église ne puisse s'entendre avec les hommes de la Révolution, c'est-à-dire avec les destructeurs de tout gouvernement établi, de toute idée religieuse, hommes d'anarchie, au besoin hommes de sang, qui signalèrent leur entrée sur la scène du monde par tant de ruines et tant de crimes. Ne nous étonnons pas que le clergé d'alors, voyant la Révolution à travers cette lueur sinistre, en ait reçu une impression de terreur et de dégoût.

Dans le mouvement de réaction qui suivit les premiers enthousiasmes on fut tenté de comprendre dans une réprobation commune toute l'œuvre des États Généraux, même les réformes les plus nécessaires. On oublia trop que, malgré l'inexpérience de législateurs improvisés qui, pour leur coup d'essai, voulaient changer la face du monde, et créer un peuple nouveau, alignant dans des constitutions trop souvent inexécutables leurs théories abstraites et leurs maximes philosophiques, la Constituante n'en avait pas moins réalisé une œuvre immense et posé les bases de la société moderne. En fait de liberté, elle avait proclamé la liberté individuelle, la liberté de conscience, la liberté de la presse, l'inviolabilité de la propriété, le vote de l'impôt par la nation, la liberté politique et ce régime représentatif qui devait, au XIX^e siècle, triompher dans l'Europe entière. En fait d'égalité, elle avait réalisé l'égalité civile, cette égalité devant l'impôt, devant la justice, devant les fonctions publiques, qui était dans l'esprit de

l'Évangile, dans les exigences de l'esprit public, et qui, dans la nuit du 4 août, avait fait tressaillir la France. A tout prendre, et malgré des erreurs graves, des destructions déplorables, la France qui sortait de la Constituante avait des institutions plus parfaites, une organisation sociale et politique meilleure que la France du moyen âge et la France de Louis XIV. Il se trouve qu'après cent ans l'Église est amenée à se réclamer, pour sa sauvegarde, pour sa liberté, des principes de 89, qui seront certainement sa meilleure protection au cours du xx^e siècle.

II

A l'époque qui nous occupe, l'Église aurait pu également invoquer ces principes. Mais en 1792, dans le clergé de France, les esprits n'étaient plus assez calmes, assez rassurés pour démêler le bien du mal dans l'œuvre de la Constituante. La Législative semblait prendre à tâche d'effrayer ceux qui avaient cru au monde nouveau. Le serment de liberté et d'égalité venait justement d'être décrété, d'un côté entre le 10 août qui vit la chute de la royauté et la consécration légale du décret de déportation, de l'autre entre les massacres de septembre. Cependant, malgré ces terribles circonstances, des hommes sages furent d'avis qu'il fallait le prêter. Une grande discussion s'éleva à ce sujet et dura plusieurs années.

Des prélats, tels que M. Asseline, évêque de Boulogne ; M. de Bovet, évêque de Sisteron ; M. de Sabran, évêque de Laon ; M. de Mercy ¹, évêque de Luçon, publièrent des

1. M. de Mercy écrivait de Soleure le 27 novembre 1792 : « J'espère que parmi ceux qui sont restés en France, aucun ne prêtera le serment de la liberté et de l'égalité. Je sais que des hommes, plus faibles peut-être qu'ignorants, ont prêté ce serment, et que leurs discours et leurs exemples en ont séduit plusieurs. Quant à moi, je ne crois pas qu'on puisse l'excuser.

écrits pour le combattre. M. Asseline donna comme instruction à ses prêtres que ceux qui avaient prêté le serment de liberté et d'égalité devaient le rétracter, ou du moins faire « la *déclaration* formelle qu'ils n'avaient en vue aucun des sens pervers qui ont pu être attribués aux termes du dit serment, ni aucune des suites funestes qui pouvaient en résulter, lesquels sens pervers et suites funestes ils détestent et abhorrent ¹ ». Cette décision n'était ni isolée ni, sans doute, la première en date. Il faut entendre M. de Bausset nous raconter en quels termes furent formulées les déclarations, les rétractations qu'on s'est « permis, dit-il, d'exiger en quelques lieux ». L'évêque d'Alais nous présente des prêtres vénérables, souvent des vieillards à cheveux blancs, qui étaient restés en France malgré la persécution, bravant cent fois la mort pour célébrer les mystères, pour assister, pour consoler les mourants dans les maisons, dans les prisons et jusqu'au pied des échafauds, obligés maintenant de comparaître devant un tribunal formé parfois de ceux qui avaient quitté la France, et de déclarer devant ces commissions étranges, eux marqués du signe du martyre, qu'ils ne voulaient pas

Il renferme à mon avis plus de venin que tous ceux que nous avons refusé de prêter, et les conséquences en sont encore plus funestes. » Dans une autre lettre du 16 janvier 1793, M. de Mercy écrit également de Soleure, au sujet de la publication de l'évêque de Langres en faveur du serment et approuvée par les six évêques réunis à Constance : « J'y ai répondu et mon ouvrage a eu un grand succès. » *Lettres inédites de M. de Mercy*. — L'évêque de Vence, M. Pisani de la Gaude, envoie, le 24 juin 1794, à M^{re} Caleppi « son petit mémoire sur le serment de la liberté ». L'évêque de Lisieux dit dans une lettre que l'évêque de Mâcon a « eu le malheur de prêter le dernier serment de la liberté et de l'égalité ». Il ajoute que ce prélat l'a rétracté. Ce qui nous paraît inexact, vu qu'il resta en France. L'évêque de Cavaillon écrivait en novembre 1792 : « Bien des personnes assurent que ce serment n'a rien contre la probité ni contre la religion. » (THEINER. *op. cit.*, II, 71, 181, 319.) L'archevêque d'Embrun écrivait à Louis XVIII le 2 mars 1796 : « J'ai combattu pendant trois mois contre le second serment que je crois aussi dangereux que le premier, et contre la soumission que je regarde comme rebelle et impie. Aujourd'hui, le très grand nombre des évêques est d'accord sur ces deux articles. » *Archives des Affaires étrangères*, fonds français, vol. 589, pièce 32.

1. Avis concernant l'exercice du saint ministère dans les circonstances présentes, 1795, 36 pages, p. 26-27.

justifier certains actes de la Révolution, qu'ils n'étaient pas complices de ses crimes ¹.

M. de Sabran, prétendant qu'il faut attacher à un serment le sens que lui donnent ses auteurs, disait qu'on ne pouvait souscrire ici à « une liberté indéfinie qui ouvre la porte à tous les cultes », à « une liberté et une égalité destructives de la monarchie ». L'abbé Maury, devenu archevêque de

1. « Ma plume, dit M. de Bausset, se refuserait à les transcrire (ces rétractations), tant elles sont capables de soulever tous les cœurs et tous les esprits par les images révoltantes et les soupçons odieux qu'elles expriment. Si l'on avait eu le projet d'avilir et de dégrader le caractère sacerdotal, on n'aurait pu rien imaginer de plus propre à atteindre un pareil but, et à favoriser le triomphe des ennemis de la religion. Il suffira de dire que, dans ces formules, on se complaît à faire la longue et dégoûtante énumération de tous les crimes commis pendant le règne de la Terreur contre la religion, la justice et l'humanité, et qu'on ose proposer aux ecclésiastiques qui ont prêté le serment de liberté et d'égalité, de déclarer qu'en prêtant ce serment ils n'ont pas eu l'intention de se rendre complices de ces crimes ; on ose retracer, dans une formule ecclésiastique, un tableau que la postérité cherchera, si elle le peut, à couvrir d'un voile éternel, et des détails que les historiens frémiront de raconter ou qu'ils ne rapporteront qu'en cédant à la nécessité de leur impose un devoir austère. Et à qui présente-t-on de pareilles déclarations ? A des vieillards respectables qui, après avoir blanchi dans les travaux du ministère, ont su constamment mériter par leurs vertus la vénération des détracteurs mêmes de la religion ; à des hommes dont la foi sans tache et à toute épreuve a résisté à tous les genres de terreur et de séduction, qui se sont montrés dans toutes les occasions les plus ardents ennemis des novateurs, et les enfants de l'Eglise les plus fidèles et les plus soumis ; à des hommes qui, malgré les dangers de toute espèce dont ils étaient environnés, à la vue des échafauds dont ils étaient menacés, n'ont pas cessé un instant de prêcher, de soutenir, de défendre cette même religion qu'on voulait anéantir ; à des hommes qui, aux dépens de leur propre vie, allaient chercher dans les ténébreux asiles où ils demeuraient cachés, les malheureux pour les consoler, les faibles pour les fortifier, les moribonds pour leur procurer les secours de la religion ; à des hommes, dont les uns ont gémi des années entières dans la plus dure captivité, et les autres, forçant par des ruses pieuses et innocentes les barrières redoutables qui les séparaient de toutes les victimes que le crime triomphant destinait à la mort, allaient jusque dans l'intérieur des prisons les disposer au martyre, les fortifier par les sacrements, leur inspirer, au nom de la religion, le dévouement et la résignation qui devait rendre leur sacrifice méritoire pour le ciel, et qui, ne mettant aucune borne à leur zèle, dans l'impossibilité où ils étaient de les exhorter après leur condamnation, les suivaient au moins lorsqu'ils marchaient à la mort, et venaient avec eux jusqu'au pied de l'échafaud, pour les aider de leurs prières, et les encourager par leur présence ; en un mot, que l'on demande à des hommes qui ont plus souffert pour la religion que ceux mêmes qui se permettent de les juger, de déclarer que leurs intentions n'ont pas été criminelles, leurs sentiments atroces, et que leur âme n'avait rien de commun avec l'âme des plus vils scélérats, et que ce soit des ecclésiastiques qui fassent une pareille demande à d'autres ecclésiastiques, voilà sans doute ce que l'on n'aurait jamais pu croire. »

Nicée, déployait à Rome toute son impétuosité contre le nouveau serment qu'il déclarait « plus impie, plus exécrationnable et plus perfide que le premier. L'autorité qui exige le serment, disait-il, est évidemment nulle, et il ne nous est pas permis de mettre à l'écart le serment que nous avons fait au roi. » Dans une lettre à M. Émery, Maury poussait la véhémence jusqu'à l'outrage. Vous mettez en avant, s'écriait-il, les intérêts de « la religion catholique : est-ce bien elle que vous conservez si vous foulez aux pieds les promesses et les principes de fidélité qu'elle a voués aux rois » ? Les mots de liberté et d'égalité sont pris en très mauvais sens par « ceux qui en ont fait la devise de leur Révolution ». Maury terminait sa philippique par ce trait : « La religion que vous m'avez enseignée ne connaît pas ces honteuses capitulations ¹. »

M. de Bausset, évêque d'Alais, soutenu, inspiré par M. Émery, supérieur général de Saint-Sulpice, se chargea de défendre avec éclat l'opinion contraire. La Luzerne, évêque de Langres, se déclara en faveur du serment avec une grande force de dialectique, et son écrit fut adopté par les évêques réfugiés à Constance. Les trois polémistes n'ont pas de peine à montrer qu'on doit juger une loi d'après le texte même et non sur l'intention du législateur. Ils font observer que les promoteurs de la nouvelle formule ont « supprimé tout ce qui avait rapport à la constitution et spécialement à la constitution civile du clergé ». M. de Bausset s'étonne qu'on ait pu transformer « la question de liberté et d'égalité en une question religieuse. Le sens naturel des mots *liberté* et *égalité* ne s'applique qu'à des maximes et à des formes politiques. » M. Émery établit que ces mots n'ont rien qui puisse effaroucher des catholiques et même des monarchistes. « La liberté poli-

¹. Lettre de l'abbé Maury à M. Émery, 5 décembre 1792. *Archives de M. Émery*, t. I, p. 119.

tique, dit-il, n'est autre chose que cet état où l'on dépend de la loi, et où l'on n'est point gouverné par des volontés arbitraires... On ne peut entendre autre chose par égalité que la répartition des impôts entre les citoyens sans aucun privilège, l'admissibilité à tous les emplois et à toutes les dignités ¹. » Un tel serment « n'a aucun trait à la religion ; il semble même qu'on pourrait le prêter dans un État purement monarchique ».

En fait, les évêques l'avaient formulé en plein règne de la monarchie, sous la Constituante. Nous les avons entendus à ce moment parler avec fierté, avec entrain, de la liberté. Ces mots de liberté, d'égalité, qu'on veut rendre criminels dans le nouveau serment, n'étaient-ils pas dans la *Déclaration des Droits de l'homme*, et dans la constitution de 1791 ? Justement, les prélats députés aux États Généraux, répondant au Pape qui avait paru craindre « qu'on n'abusât des mots liberté et égalité pour les étendre aux objets de la religion », l'avaient rassuré sur ce point dans les termes que nous avons fait connaître par leur lettre du 3 mai 1791 ².

1. M. Émery avait agi avec prudence. Il avait déposé au greffe de l'officier public une déclaration authentique sur la façon dont il entendait le serment, les mots liberté, égalité. Gensonné, rapporteur du décret, avait déclaré que le législateur comprenait ainsi le serment, et s'était étonné qu'on eût voulu y voir autre chose qu'une déclaration de l'ordre civil et politique. Cf. *Vie de M. Émery*, 1861, 2 vol. in-8°, t. I, p. 306-334.

2. M. de La Luzerne insiste avec force sur cette considération. « Les évêques députés à l'Assemblée nationale, dit-il, après eux les évêques du royaume, et, à la suite des premiers pasteurs, les fidèles pasteurs du second ordre, ont d'abord prêté le serment civique à la constitution du royaume... Le clergé gallican entier a offert de prêter le serment civique dans tout ce qui était du temporel, car ce serment, tel que l'on offrait de le prêter, renfermait les mêmes clauses que celui-ci... On s'oblige par le nouveau serment à maintenir la liberté et l'égalité : le précédent les renfermait. C'était la constitution que l'on s'engageait à maintenir. Or, un des articles de cette constitution, et même de la *Déclaration des Droits* qui était la base de la constitution, qui en était la partie la plus essentielle, portait que... *tous les hommes naissent et meurent libres et égaux en droits*... Si les évêques ne regardaient pas alors ces dispositions comme contraires à la religion, il est clair que, pour être conséquents, ils ne doivent pas encore aujourd'hui les juger telles. » M. Émery dit dans une lettre que l'évêque de Langres est « sans contredit celui de nos évêques qui a le plus savamment écrit sur les affaires présentes ».

Il semble même que leur déclaration réfutait d'avance les objections qu'allait soulever plus tard le serment de liberté et d'égalité exigé par la Législative. Mais les temps étaient bien changés. La tournure tragique des événements de France, la ruine de la monarchie, l'anéantissement et l'expulsion de tout un clergé, avaient ébranlé les dispositions conciliantes et les convictions libérales que nous avons rencontrées chez un grand nombre de prélats. L'évêque de La Rochelle écrit dans un mandement où il se demande en quel état il va trouver la France : « Combien y en a-t-il qui n'auront pas fléchi le genou devant les idoles profanes et absurdes de la liberté et de l'égalité », cette « égalité qui est un monstre en politique »? Comment s'étonner de rencontrer de pareilles déclarations chez d'autres évêques, ceux de Castres et de Dol, par exemple, quand on voit un politique comme Mounier écrire au sujet de la façon dont la Constituante avait compris l'égalité et la liberté : « On a tant parlé d'égalité, de souveraineté du peuple, de volonté générale, que les inférieurs n'ont d'autre règle que celle du nombre, et ne comprennent plus qu'un homme puisse avoir le droit d'en diriger deux. » Et la liberté! « Écoutez donc les cris des victimes à travers les bruyants transports de leurs oppresseurs. Demandez à tout individu qui est né noble s'il est libre. Demandez-le à ceux des catholiques romains qui sont restés attachés à leur ancienne doctrine... Ayez surtout la prudence d'interroger ceux qu'intimide la rage des tyrans. Demandez-le aux anciens amis de la liberté ¹. » Ces anciens amis de la liberté, nous en avons compté parmi les évêques. Mais le cours de la Révolution a produit chez un grand nombre d'entre eux, chez la plupart de ceux qui ont passé la frontière, un découragement plus

1. MOUNIER : *Recherches sur les causes qui ont empêché les Français de devenir libres*, 1792.

grand encore que chez Mounier. Ils sont plutôt disposés à regretter d'avoir été trop conciliants dans le passé qu'à l'être pour l'avenir.

Les évêques, les prêtres restés en France, mieux au courant de l'état des esprits, plus conscients du danger de mêler la politique à la religion, prêchent résolument la conciliation. Quel était le grand prétexte des violences exercées contre le clergé ? Son opposition à la constitution. Le décret du 29 novembre 1791 portait dans le préambule que « la religion n'est pour les *ennemis de la constitution* qu'un instrument dont ils osent se servir pour troubler la terre au nom du ciel ». Le décret du 27 mai 1792 sur la déportation avait pour premier considérant « que les efforts auxquels se livrent constamment les ecclésiastiques non assermentés pour *renverser la constitution*, ne permettent pas de supposer à ces ecclésiastiques la volonté de s'unir au pacte social ; que ce serait compromettre le salut public que de regarder plus longtemps comme membres de la société des hommes qui cherchent évidemment à la dissoudre, etc. » L'opposition à la constitution, le refus de serment, voilà les griefs éternellement invoqués contre le clergé, voilà le crime qu'on veut lui faire expier jusque dans les massacres de septembre. Un de ceux qui survécurent, l'abbé Sicard, le dit expressément : « Je distinguais la voix de ceux de mes confrères que la veille on était venu chercher à la mairie. J'entendais les questions qu'on leur faisait et leurs réponses. On leur demandait s'ils avaient fait le serment civique : aucun ne l'avait fait. Tous pouvaient échapper à la mort par un mensonge, tous préférèrent la mort. Tous disaient en mourant : Nous sommes soumis à vos lois, nous mourrons tous fidèles à votre constitution, nous n'en exceptons que ce qui regarde la religion et intéresse notre conscience. Ils étaient aussitôt percés de mille coups au milieu des vociférations les plus affreuses. Les spectateurs criaient, en applaudissant :

Vive la nation ! et ces cannibales faisaient des danses abominables autour de chaque cadavre ¹. »

En dehors de cette crise terrible où les accusations politiques contre le clergé n'avaient été le plus souvent que des prétextes, les partisans du serment voyaient un intérêt de premier ordre pour le clergé à ne point paraître l'adversaire des institutions nouvelles. Refuser, disaient-ils, sa fidélité à la liberté et à l'égalité, n'est-ce pas se présenter « au peuple comme des ennemis de la patrie, comme des fauteurs du despotisme, comme des hommes qui ne veulent aucune espèce de liberté et d'égalité », comme des agents de « contre-révolution » ? Les défenseurs du serment insistaient fortement sur cette dernière considération. « Une infinité de personnes, écrivait le P. Lambert, disent aujourd'hui tout haut que la religion catholique est ennemie de la liberté, qu'elle prêche le despotisme aux rois, la servitude aux peuples. » On comprend que les hommes d'Église, attentifs au mouvement de l'opi-

1. L'abbé Sicard cite dans sa *Relation* les paroles adressées par le curé de Saint-Jean en Grève à ses massacreurs : « De quoi allez-vous me punir, mes enfants ? Que vous ai-je fait, qu'ai-je fait à la patrie dont vous croyez être les vengeurs ? Le serment n'eût rien coûté à ma conscience, et je le ferais en ce moment même si, comme vous le croyez, il était purement civil. Je suis aussi soumis que vous aux lois dont vous vous croyez les ministres. Qu'on me laisse excepter dans ce serment, que vous me proposez, tout ce qui regarde la religion, et je le ferai de grand cœur, et personne n'y sera plus fidèle. » L'abbé Sicard, qui avait refusé le serment à la constitution civile du clergé, prêta le serment de liberté et d'égalité. « Ayant appris, dit-il, que l'on avait décrété un second serment purement civil, je crus devoir en offrir la prestation, que j'accompagnai d'un don civique de 200 livres. » Ce serment sauva la vie à plus d'un prêtre. L'internonce, M^{re} de Salamon, raconte ce fait dans ses *Mémoires*. Un vieux chanoine de Saint-Quentin, l'abbé Simon, venait d'assister à l'Abbaye au massacre de son frère. Quand son tour fut arrivé, « on lui demanda s'il avait prêté le serment. Il répondit affirmativement et, tirant un papier de sa poche, il le présenta comme attestation. C'était le serment de la liberté et de l'égalité. Il s'était empressé de le prêter sitôt qu'il avait été décrété. Le furieux massacreur qui s'était opposé à la demande des Marseillais prit la parole et dit : Ce serment n'est pas bon, nous demandons le serment exigé des prêtres. — Un autre riposta : Vous êtes bien difficile, ce serment est bon... ; c'est vous qui venez de faire massacrer deux innocentes victimes, — il parlait des jeunes religieux. Minimes, — et il répéta avec vivacité : Ce serment est bon. — Beaucoup crièrent à son exemple : Ce serment est bon, et le vieillard fut sauvé. » *Mémoires de l'internonce* (M. de Salamon), publiés par l'abbé BRIDIER, in-8°, pp. 29-31, 92.

nion publique, craignissent pour leur cause de voir s'accréditer une telle prévention. Ils voyaient peut-être que les députés, arrivés en grande majorité à la Législative avec des convictions royalistes encore, avaient pu être excités à des mesures extrêmes et antimonarchiques par leurs alarmes au sujet du maintien de la constitution, que les cris de rage poussés contre le clergé trouvaient parfois une certaine excuse dans les imprudences politiques des prêtres; ils ne voulaient pas du moins laisser établir que la religion était incompatible avec la liberté.

Les modérés avaient d'autres raisons à faire valoir. M. Émery, M. de La Luzerne, les évêques qui partageaient leur opinion, faisaient ressortir l'imprudence d'un refus, dont la conséquence était la déportation. Quel aveuglement, disaient-ils, de faire chasser de France les rares prêtres qui y sont encore et qui, en célébrant les mystères à travers mille périls, empêchent l'interruption totale du culte catholique ! Ils voyaient aussi que l'opposition au serment amènerait la suppression de la modeste pension payée au clergé, et ferait expulser, non seulement les prêtres, « mais la multitude des fidèles » qui l'avaient accepté. Dès lors, comment justifier une attitude intransigeante ? De quel droit les ecclésiastiques exaltés vont-ils défendre au peuple d'entendre la messe de leurs confrères qui ont prêté le serment, à plus forte raison de les prendre pour confesseurs ? « Je suis persuadé, disait M. Émery en terminant sa démonstration, que si tous les catholiques s'étaient accordés à prêter le dernier serment dans le bon sens dont il est susceptible, l'Église de France aurait été sauvée, ou du moins aurait respiré. Les intrus auraient été déjoués et désespérés, car je sais qu'ils ont vu prêter ce serment avec beaucoup de peine ¹. »

1. ÉMERY, *loc. cit.*, I, 317-332. « Le public est en général persuadé, disait M. Émery, que le serment n'a aucun rapport aux opinions religieuses; ainsi la rétractation serait regardée comme une protestation contre l'ordre

Ces raisons ne paraissent pas avoir convaincu les adversaires du serment de liberté et d'égalité. Nous nous étonnons, après un siècle, qu'une question aussi claire pour nous ait pu soulever des discussions si ardentes, et couper en deux le clergé fidèle jusqu'alors si uni. Ce qui est grave, c'est que ces évêques, que nous avons vus si attentifs, sous la Constituante, à prêter serment à la constitution, pour ne pas se mettre en travers du courant de liberté et d'égalité qui emportait la nation, à séparer nettement, dans la grande discussion de la constitution civile du clergé, les intérêts religieux des intérêts temporels; se laissent aller pour la première fois, dans le serment d'égalité et de liberté, à un refus en matière politique, et encore dans une question où n'est point en jeu la forme du gouvernement. Le grand débat ouvert à ce sujet nous a montré dans un camp M. de La Luzerne, M. de Bausset, M. Émery; dans l'autre, M. Asseline, évêque de Boulogne, et nombre de prélats se piquant tous d'être d'excellents théologiens et de trouver d'excellentes raisons pour soutenir la thèse opposée.

On peut voir dans cette différence d'idées et de conduite un des effets de la frontière, puisque la généralité des évêques restés en France était pour le nouveau serment, tandis que la majorité des prélats exilés le repoussait. L'émigration ne suffisait pas cependant à expliquer cette divergence, car quelques évêques très éminents passés à l'étranger s'y montraient favorables. Il faut ici tenir

présent des choses et un signal de contre-révolution. » — *Réflexions sur le serment de la liberté et de l'égalité*, par le P. LAMBERT, 1793, 72 pages in-8°, p. 1. — La Luzerne disait avec un accent de vérité pénétrante : « Tous ceux qui l'auront refusé doivent s'attendre au moins à être déportés. Toute l'Église de France se trouvera bientôt sans aucun ministre. Les fidèles catholiques, n'ayant plus personne qui soutienne leur foi, resteront exposés aux séductions, aux persécutions de tout genre. Il est infiniment à craindre qu'ils ne se laissent insensiblement gagner, et que la France entière ne devienne bientôt schismatique. » Comment courir tête baissée à un tel péril, en refusant un serment d'ordre politique dont rien ne démontre la culpabilité ?

compte de l'influence que les sentiments, les préférences de cœur, les attaches politiques, exercent parfois sur les décisions des esprits les plus graves. M. de Bausset, se demandant comment on avait pu arriver à condamner un serment que tout semblait autoriser, et que les intérêts de l'Église commandaient aux prêtres encore en France de ne point refuser, déduisait, avec finesse, les raisons intimes qui peuvent troubler le jugement d'hommes aussi rassis que les théologiens. « On ne se rend pas toujours compte, disait l'évêque d'Alais, des motifs secrets auxquels on obéit, sans le vouloir, dans les déterminations les plus importantes et les plus décisives. Le malheur, l'injustice, la persécution, aigrissent insensiblement les âmes les plus honnêtes, la chaleur des discordes civiles exalte l'imagination; on ne considère plus les objets avec le calme de la réflexion, on n'agit plus que par sentiment ou par prévention. Les craintes, les espérances, les conjectures politiques, viennent se mêler involontairement aux vues religieuses, et l'on associe imprudemment des principes et des questions qui, de leur nature, sont essentiellement distinctes et séparées ¹. » Il faut faire honneur à M. de Bausset, à M. de La Luzerne, à M. Émery, d'avoir su défendre leur jugement, dans l'appréciation des intérêts et des devoirs religieux, contre la fascination des sentiments, des motifs humains, qui viennent si souvent le troubler. Le principal mérite de cette attitude revient, croyons-nous, à M. Émery ².

1. *Réflexions sur la déclaration exigée des ministres du culte*, pp. 15, 16.

2. Voir sur cette question : *Exposé des principes sur le serment de liberté et d'égalité et sur la déclaration exigée des ministres du culte par la loi du 7 vendémiaire an IV*, par M. DE BAUSSET, évêque d'Alais, 171 pages, plus une *Introduction* de 56 pages par l'abbé GODARD, en collaboration avec M. Émery. C'était une seconde édition très développée des *Réflexions sur la déclaration exigée des ministres du culte par la loi du 7 vendémiaire*, par le même auteur, 1796, 16 pages. — *Opinion sur le serment de l'égalité et de la liberté* (par M. DE LA LUZERNE, évêque de Langres), adoptée par les évêques résidant à Constance. *Œuvres de LA LUZERNE*, édit. MIGNE, t. VI, p. 574-588. — Citons parmi les publications opposées au serment : *Ré-*

III

Dans cette division des esprits, la décision du Pape aurait eu une capitale importance. Maury, très hostile au serment, et qui poussait de tout son pouvoir Pie VI à le condamner, écrivait à M. Émery, le 13 mars 1793, et aux évêques de Fribourg, que le Souverain Pontife voyait de très mauvais œil qu'on le prêtât, et qu'il l'avait chargé de le faire savoir au Supérieur de Saint-Sulpice, que « les seconds jureurs étaient regardés à Rome comme des pécheurs publics ». La vérité, c'est que Pie VI, malgré la pression exercée sur lui, refusa de se prononcer. M. de Bausset pouvait écrire en 1796 : « Depuis plus de quatre ans que la cause est portée devant le Saint-Siège, non seulement le Pape n'a pas condamné le serment de liberté et d'égalité, mais il a formellement déclaré qu'il ne l'avait pas condamné, et que ceux qui l'avaient prêté ne devaient être soumis ni à des peines canoniques ni à la nécessité d'une rétractation, parce qu'il n'est intervenu aucun jugement. »

A défaut de l'autorité du Pape qui se tait, chaque parti cherchera du moins à donner à son opinion le prestige du plus grand nombre d'adhérents. Les défenseurs du serment font observer que les quinze évêques restés en France l'ont prêté ou, du moins, l'ont autorisé. La presque universalité du clergé de Paris, y compris les congrégations religieuses, à peu près tous les docteurs de Sorbonne et de Navarre, ont suivi cet exemple. Le premier mouvement parmi les ecclésiastiques détenus aux Carmes, et destinés à un prochain massacre, fut de le repousser. La discussion

flexions sur le nouveau serment prescrit en France, par M. de BOVER, évêque de Sisteron, 1793; — une Instruction donnée à Brunswick, par l'évêque de Laon. Cette question provoqua bien d'autres écrits.

modifia les impressions de plusieurs. « Une notable partie, au jour du martyre, dit M. Émery ¹, était dans l'opinion qu'on pouvait le prêter. » Dans les provinces, les prêtres, n'ayant pas toujours, comme dans la capitale, des

1. *Vie de M. Émery*, I, 313. M. Émery, étant sur les lieux, devait être bien renseigné. M. de La Luzerne, qui était hors de France, donne dans son écrit sur le serment une version un peu différente. « On raconte, dit-il, que les martyrs de l'église des Carmes sont morts en refusant ce serment (de liberté et d'égalité), qu'on leur proposait en disant : Le serment ou la mort ; qu'ils répondirent : la mort. On assure que la question ayant été discutée entre eux auparavant, M. l'archevêque d'Arles ramena tous les avis au sien, qui était qu'on ne pouvait en conscience le prêter. » L'internonce Salamon raconte dans ses *Mémoires* que l'archevêque d'Arles, les évêques de Beauvais et de Saintes, envoyèrent de la prison des Carmes à l'Abbaye demander à l'abbé Salamon, en sa qualité d'internonce, si le serment était permis. Salamon aurait répondu qu'il n'avait pas qualité pour porter un jugement, mais il ajoute qu'il ne croyait pas le serment licite. — La commission révolutionnaire établie à Lyon, en 1793, après le siège, demanda aux prêtres traduits devant elle le serment de liberté et d'égalité ; ils le refusèrent. — M. Émery écrit à Tournely, le 7 mars 1793 : « Il y a des diocèses entiers, tels que ceux d'Auxerre, de Langres, de Troyes, etc., où il n'y a pas un prêtre qui n'ait prêté le serment. Quelques personnes prétendent même que le clergé de Paris, en prenant le parti qu'il a pris, a sauvé ce qui restait de clergé catholique et de catholicité en France. » M. Émery, dans une lettre à un vicaire général de Toulouse, discute les chiffres : « 1° On compte, dit-il, plus de quinze évêques catholiques demeurés en France. Or, tous ont approuvé la prestation de serment ou l'ont prêté eux-mêmes. 2° Un grand nombre d'évêques, avant de sortir de France, ont prêté le serment : c'est un fait très notoire à Paris ; on les nommerait s'il était nécessaire. Aucun de ces évêques n'a fait connaître depuis qu'il eût changé de sentiment. 3° Plusieurs des évêques qui n'avaient point prêté le serment à leur sortie de France, et qui n'avaient aucun intérêt personnel à le justifier, en ont cependant pris la défense. On dit, il est vrai, que ces évêques ont changé de sentiment et ont embrassé celui de leurs confrères, mais on a de fortes raisons de croire qu'il n'en est rien. Il est seulement vrai qu'ils ont cessé d'écrire sur cette matière, pour ne point aigrir quelques-uns de leurs confrères qui pensaient différemment, et ne point troubler la paix de leur retraite. 4° Les évêques les plus connus par la vivacité de leur zèle contre le serment sont des évêques de France résidant à Fribourg en Suisse... Or, ces évêques commencent à adoucir la sévérité de leur opinion sur le serment ; et au lieu que pour la prorogation ou la conservation des pouvoirs ils exigeaient auparavant une rétractation des prêtres qui avaient prêté le serment, ils se contentent aujourd'hui d'exiger qu'ils déclarent par écrit qu'en prêtant le serment ils n'ont point eu en vue tous les sens qu'on pourrait attribuer au serment, et qu'ils rejettent toutes les mauvaises conséquences qui en pourraient découler. » M. Émery s'appuie, en terminant, sur la conduite de l'archevêque de Paris et de l'évêque de Langres. — Dans une lettre adressée à Londres, à l'évêque de Limoges, M. Émery faisant allusion à la pension qui n'était payée qu'à ceux qui avaient prêté le serment, dit des cinq Sulpiciens « qui ont cru devoir demeurer sur la brèche avec leurs chefs et continuer d'habiter à la bouche du volcan : Nous n'avons pas même fait parvenir nos noms à la municipalité. » *Archives de M. Émery*, t. IX, f° 9213, t. X. — MÉRIC : *Histoire de M. Émery*, 2 vol. in-12, t. I, p. 280-281.

supérieurs autorisés et éclairés à qui demander conseil, bientôt surpris d'ailleurs par les événements de septembre, parurent beaucoup moins disposés à jurer. Cependant, dit M. de La Luzerne, « l'unanimité des ecclésiastiques de Tours, de Cambrai, de Troyes, de Nancy, de Langres, l'a prononcé, et cela non par faiblesse, mais après une mûre délibération ». Dans plusieurs diocèses, ils en furent dissuadés par des jugements venus du dehors. Et cependant, « ce sont ceux, observe M. de Bausset, qui, placés loin des dangers, n'ont rien à redouter des conséquences de leurs opinions, qui doivent montrer le plus de circonspection à hasarder des décisions dont les suites ne seraient funestes qu'aux autres, sans l'être à eux-mêmes ».

Bien que les évêques émigrés se soient, en général, prononcés contre le serment, cet avis ne réunit nulle part, même en Angleterre, l'unanimité des suffrages, puisque à Londres des prélats, tels que M. de Boisgelin, M. de Barral, M. de Cicé, sont pour la conciliation. Il est tel pays, comme la Suisse, où tandis que les évêques réfugiés à Fribourg, à Soleure, repoussent le serment de liberté, d'égalité, leurs collègues réunis dans le voisinage, à Constance, sous la présidence de M. de Juigné, archevêque de Paris, sous l'inspiration de M. de La Luzerne ¹, le déclarent légitime.

1. « Il y avait entre les évêques résidant à Fribourg et ceux de Constance une espèce de scission relativement au serment de liberté et d'égalité. Les derniers, et à leur tête M^r l'archevêque de Paris et l'illustre évêque de Langres, croyaient qu'il fallait attendre la décision du Souverain Pontife avant de censurer ceux qui avaient fait le serment ; les évêques de Fribourg, préjugant la question, traitaient de coupables les prêtres assermentés et exigeaient leur rétractation. Ces deux décisions ont fini par se rapprocher. » Cf. Abbé LAMBERT, *op. cit.*, p. 206. L'évêque de Luçon, M. de Mercy, écrivait de Soleure, en janvier 1793, au sujet de ce serment : « Six évêques réunis à Fribourg, quatre réunis ici, plusieurs dans le Valais ou le Piémont, ont décidé toute l'illégitimité de ce serment surtout sans restriction. Nous savons que ceux des évêques qui sont à Rome le condamnent et que le Pape est au moment de le condamner aussi. Cependant M. l'évêque de Langres le justifie et ne voudrait pas le prêter. On s'étonne qu'il ait fait connaître son opinion avant d'avoir cherché à connaître celle de ses confrères et du Chef de l'Eglise. Son autorité séduira beaucoup de personnes, parce que son autorité est grande. On

Le refus opposé par un grand nombre de prêtres exilés à son contre-coup dans les diocèses de France ¹. Ça et là on assiste à des luttes très ardentes. La division s'introduit jusque dans les communautés. M. Émery, qui, uniquement préoccupé des intérêts de l'Église, s'est très hautement prononcé pour la légitimité du nouveau serment, éprouve des résistances jusque dans sa compagnie. Sommé de se rétracter et de faire une belle soumission à la Fénelon, il répond fièrement : « Ce serait appeler le couteau, non pas sur ma tête (je ne crains pas la mort), mais sur la tête de tous les prêtres qui voudraient imiter mon exemple. Persuadé que le serment n'est que purement civil, le public regarderait la rétractation comme

voit cependant qu'il défend une mauvaise cause et qu'il la défend par des sophismes, mais avec de bonnes intentions. Tâchez de prémunir contre le piège que sûrement cet évêque désavouera quand il y aura mieux réfléchi et qu'il connaîtra les sentiments de ses collègues et du Souverain Pontife. » *Lettres inédites de Mgr de Mercy*. — Parfois les évêques des autres nations manifestaient leurs sentiments sur ces questions. Ainsi en Espagne l'évêque d'Orense n'était pas favorable au serment.

1. A Angoulême, sur trois vicaires généraux, un se prononce contre le serment, deux en sa faveur. De vieux prêtres, exemptés par leur âge de la déportation, étaient enfermés dans l'ancien couvent des Carmélites. Les partisans du serment firent auprès d'eux une démarche pour la prestation. « Ils s'y refusèrent, dit un témoin oculaire, avec un tumulte et une confusion qui nous obligèrent de nous retirer. » Ces vénérables intransigeants ne s'en tinrent pas à ce refus. Ils publièrent partout que le serment de liberté-égalité était plus exécrationnel que celui de 1790 et condamné par l'Église ; que le prêtre était une apostasie, une idolâtrie ; que ceux qui l'avaient souscrit étaient des lâches prévaricateurs, des schismatiques complices de tous les crimes et de toutes les horreurs de la Révolution, indignes enfin de toute confiance. Ils défendirent aux fidèles sous peine d'excommunication de communiquer avec eux. De fait, tout en sentant bien que les vicaires généraux n'approuvaient pas de pareilles rigueurs, ils ne manquèrent pas, lorsqu'ils purent sortir de leur retraite, de traiter en excommuniés ceux qui n'avaient pas tenu compte de leur interdiction. Ils leur refusèrent les sacrements et même la permission d'assister à la messe dans les oratoires où ils la célébraient. Les religieuses du diocèse, qui avaient à peu près toutes prêté le serment de liberté-égalité, prennent peur en voyant une telle opposition, se rétractent, et pour racheter ce qu'elles appelaient un acte de faiblesse, se montrent à leur tour ardentes et refusent de laisser dire la messe dans leurs couvents aux prêtres qui avaient fait comme elles. — Cf. Abbé BLANCHET, *op. cit.*, pp. 199, 200, 288-295, 305, 306, 321, 322. — Des ecclésiastiques du diocèse de Bourges réfugiés à Sion, dans le Valais, ayant appris que plusieurs de leurs collègues restés dans le pays s'étaient soumis, écrivirent au Souverain Pontife pour dénoncer ce nouveau serment « qui leur paraissait renfermer tout le venin du premier ».

un signal de contre-révolution ¹. » M. Émery maintient donc fermement son opinion, mais il ne peut retenir un cri d'angoisse. « Croyez, dit-il, que, par la miséricorde de Dieu, la vie ne me tient à rien. Abreuvé comme je le suis de chagrins, de soucis, de sollicitudes en tout genre, accablé de travail, environné d'alarmes continuelles ; après avoir tout fait et tout sacrifié pour la cause de l'Église, après avoir eu le bonheur, dans une défection si générale, de conserver tous les sujets de la compagnie aux pasteurs légitimes, ne m'occupant encore aujourd'hui que de leurs intérêts, passer cependant pour un homme qui trahit leur cause, demeurer en butte à leur censure, voir ce genre de persécution s'ajouter à tous les autres, comment ne serais-je pas dégoûté de la vie ? » Devant l'amertume de telles attaques, M. Émery laisse enfin échapper cet aveu : « Puisque la plupart des évêques et notre Saint-Père répugnent au serment, si aujourd'hui il fallait le faire, je ne le ferais point ². »

Manifestement les modérés perdent du terrain. Forts de leur conscience, guidés par leurs lumières, ils ont adopté la solution la plus large, jugeant un refus dangereux pour les intérêts de l'Église. Mais ils se heurtent à l'opposition violente des irréconciliables. La controverse engagée durant plusieurs années sur le serment d'égalité

1. « Faites attention, ajoute M. Émery, que tout le royaume a prêté le serment. J'entends ici par le royaume la multitude des fidèles qui ont conservé la communion avec le Saint-Siège et la fidélité à leurs pasteurs. Croyez-vous qu'il n'y eût que les prêtres qui fussent obligés à une rétractation ? Et croyez-vous qu'il fût prudent aux fidèles de le faire ? Le public est, en général, persuadé que le serment n'a aucun rapport aux opinions religieuses. Aussi la rétractation serait regardée comme une protestation contre tout l'ordre présent des choses, et un signal de contre-révolution, et par conséquent dévouerait à la mort tous ceux qui en seraient les auteurs. »

2. *Lettre de M. Émery à M. Giraud, à Rome, en date du 21 avril 1793.* — Nous lisons dans une lettre de M. Émery à l'évêque d'Alais, datée du 9 mai 1800 : « J'ai l'honneur de vous dire qu'au milieu d'une invective de l'évêque de Dax contre la promesse, je me trouve ainsi qualifié : Un prétendu conseil de Paris, présidé par le sieur Émery, ce personnage si fameux par l'apologie du serment de liberté et la soumission absolue aux lois et de la haine à la royauté. »

qui, jusqu'en 1796, fut plus ou moins exigé de ceux qui recevaient une pension, nous a montré deux tendances dans les évêques et les prêtres français : les uns, plus défiants, plus absolus, se refusent à toute concession envers une république qui traquait le clergé fidèle ; les autres sont des hommes attentifs à distinguer le spirituel du temporel, prêts à faire à l'État les concessions compatibles avec leur conscience, afin de lui ôter tout motif de persécuter la religion sous prétexte que l'Église faisait de la politique. C'est dire que la même divergence d'idées, que nous venons de constater au sujet du serment de liberté-égalité, se retrouvera dans les promesses que la Révolution voudra encore imposer au clergé. Quel vaste champ reste ouvert aux polémiques et par suite aux divisions que ces discussions vont susciter dans l'Église de France !

CHAPITRE III

La Soumission aux lois de la République

I. La Convention apporte un nouveau serment. — Elle a voulu détruire tout culte en France, mais la réaction de thermidor l'oblige à proclamer la liberté religieuse. — Sous la pression du clergé constitutionnel, et par suite d'imprudences politiques du clergé fidèle, la Convention impose le serment de *soumission aux lois de la République*, et fait jurer que *l'universalité des citoyens français est le souverain*. — II. Attitude des évêques. — Quoi ! on se rallierait à la République qui a commis tant de crimes ; on abandonnerait la monarchie ! — M. de Bausset adjure les prêtres de ne pas faire de politique, de chercher le bien supérieur de la religion. — Longue discussion sur l'origine des gouvernements. — A quel moment une puissance usurpatrice au début devient légitime. — L'évêque d'Alais dit légitime la constitution de l'an III. — Grand débat sur la soumission aux lois de la République, qui consacrent, par exemple, le divorce. — *Se soumettre n'est pas approuver*. — Distinction entre les lois *obligatoires* et les lois *facultatives* ou *permissives*. — III. Discussion sur la souveraineté du peuple. — Les évêques de la Constituante l'avaient acceptée. — Maintenant ils la combattent comme ouvrant la porte à toutes les usurpations. — M. Emery lui est défavorable. — IV. La lettre de Pie VI au Directoire sur la soumission aux puissances établies semble donner raison aux *soumissionnaires*. — Les évêques du dehors en contestent, mais en vain, l'authenticité. — V. Ardeur de leurs déclarations royalistes. — Anathème de l'évêque de Castres à la Révolution. — L'archevêque de Reims, M. de Talleyrand-Périgord, interdit la soumission sous peine de suspension, et déclare que, si le Pape l'ordonnait, ses diocésains « aimeraient mieux devenir *schismatiques que républicains* ». — VI. Prélats plus modérés : Clermont-Tonnerre, Mercy, Boisgelin. — Les deux camps se disputent M. de Juigné. — Béchétistes et Dampierristes à Paris. — C'était un schisme politique ajouté au schisme religieux. — Chiffre des *soumissionnaires*.

I

Nous avons dû mettre en lumière le serment de liberté et d'égalité, parce qu'il fut longtemps une arme de guerre contre ceux qui le refusaient. Quand la Convention aggrava, les 18 mars, 23 avril et 21 octobre (30 ventôse) 1793, les lois de déportation qu'elle avait reçues de

la Législative, elle eut soin de s'appuyer sur ce décret ¹.

Elle n'aurait pas manqué, du reste, d'autres prétextes pour frapper ses victimes. Le temps était venu où cette Assemblée, résolue à exterminer l'Église, à anéantir la religion catholique, traquait de toutes parts les prêtres qui avaient échappé à l'exil. Eux et leurs receleurs devaient être punis de mort dans les vingt-quatre heures. L'histoire des deux années qui précèdent la mort de Robespierre nous montre sur tous les points de la France le sang du clergé français coulant à flots avec celui de tant d'autres victimes. Il avait beau être héroïque et braver tous les périls ; le terrorisme, les échafauds partout dressés, tant de bourreaux acharnés à le traquer dans ses derniers refuges, avaient à peu près détruit le culte. En avril 1794, il restait bien peu de paroisses en France où la messe fût célébrée publiquement.

Pour que la religion parût bien socialement et officiellement abolie, le 7 novembre 1793 avait vu nombre d'évêques et de prêtres constitutionnels défilér et apostasier solennellement au sein de la Convention. Trois jours après, la Commune de Paris entraînait cette Convention à sa suite pour inaugurer à Notre-Dame, au milieu des orgies, le culte d'une divinité nouvelle, la déesse Raison. Le calendrier républicain remplaçait le calendrier de l'Église. Enfin la loi du 7 mai 1794 déclarait solennellement que le peuple français ne reconnaissait pas d'autre dogme que « l'existence de l'être suprême ». De sorte que le clergé, après avoir perdu sa situation politique, ses biens, son roi, son unité catholique, se voyait enlever jusqu'à Jésus-Christ lui-même.

Mais il était plus facile de proclamer l'éternel trépas

1. La loi du 23 avril porte : « Tous les ecclésiastiques qui n'ont pas prêté le serment de maintenir la liberté et l'égalité, conformément à la loi du 15 août (1792), seront embarqués et transférés sans délai à la Guyanne française. » L'article IX de la loi du 21 octobre parle du même serment.

du christianisme que d'empêcher sa résurrection. Un mouvement irrésistible après le 9 thermidor oblige les conventionnels à voter la liberté religieuse. Mais ils prennent leurs précautions. La loi du 11 prairial (30 mai 1795) prescrit que tout prêtre devra se faire délivrer, devant la municipalité du lieu où il voudra exercer, acte de *sa soumission aux lois de la République*. Le 28 septembre 1795, la loi du 7 vendémiaire an IV impose enfin cette nouvelle formule de déclaration : *Je reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain, et je promets soumission et obéissance aux lois de la République*.

Voilà donc ces terribles serments qui reparaissent et renferment pour la première fois, en 1795, le mot de République. La loi de la Convention sur la liberté des cultes, en date du 21 janvier 1795 (3 ventôse), ne demandait pas de serment; pourquoi les deux suivantes, celles du 11 prairial et du 7 vendémiaire, avaient-elles cette exigence? Que s'était-il donc passé? La loi de ventôse, en refusant tout salaire, tout édifice public aux ministres des cultes, avait porté un coup terrible à l'Église constitutionnelle. Ce clergé, déjà déconsidéré aux yeux de l'opinion¹ par l'apostasie publique et par les scandales d'un grand nombre de ses membres, n'avait pas les mêmes ressources que les prêtres réfractaires pour pourvoir à sa subsistance et louer les locaux nécessaires. Les insermentés n'ont qu'à se présenter pour voir venir à eux argent et fidèles, tandis que les constitutionnels sont abandonnés. Ceux-ci remplissent leurs lettres de leurs doléances. Sermet, évêque constitutionnel de Toulouse,

1. M. Émery (I, 280) écrivait déjà au P. Lalande, en 1791, pour demander à ses lecteurs de comparer les anciens évêques avec « les évêques élus suivant le nouveau mode », par exemple, « les évêques députés à l'assemblée avec les évêques élus pour les remplacer. Je demande aux enragés eux-mêmes, tout préjugé de parti à part, s'ils oseraient dire, s'ils pensent qu'il y ait plus de décence, de régularité, de vertus épiscopales dans les seconds que dans les premiers; si, dans le fond de leur cœur, ils estiment et respectent les seconds autant que les autres. »

dit à Grégoire : « Les anticonstitutionnels seuls font foule et chantent à tue-tête... On a beau dire, jamais sans le secours du Pape, nous n'aurons la paix intérieure. J'étais plus qu'évêque, même à Toulouse, pendant que je portais des sandales, je cessai de l'être lorsqu'on m'affubla de la mitre. » L'abbé Audrein, membre de la Convention, écrivait à ses collègues : « Votre décret de ventôse... a trop favorisé les insermentés qui prêchent le royalisme ; il a trop peu protégé les prêtres républicains ; enfin il a refusé aux peuples ses églises... Revisez donc la loi de ventôse, faites-vous des amis des prêtres républicains, qu'ils rentrent dans leurs églises. » Voilà les prêtres assermentés, les *républicains*, qui se posent en face des insermentés, les *royalistes*, et somment la Convention de ne pas les abandonner.

Lecoz, évêque constitutionnel d'Ille-et-Vilaine, est particulièrement étonné que la loi de ventôse n'ait imposé aucune attache gouvernementale aux ecclésiastiques réfractaires. Il en compte plus de cent dans la seule ville de Rennes. « On a mis en liberté, dit-il à Grégoire, les prêtres insermentés. Cela était juste, mais on ne les a attachés à la République par aucun lien ; cela est à mon gré très impolitique. Déjà ils s'aident à propager des maximes pernicieuses. Non contents de décrier tous les assermentés, ils éloignent de leur culte, et spécialement de la participation aux sacrements, tous les acheteurs de biens nationaux... Vous eussiez anéanti ce levier de la contre-révolution en ne donnant la liberté qu'à ceux qui par serment se seraient liés à la République. Plus des trois quarts eussent avec joie accédé à cette mesure... Aujourd'hui, ils ont tellement égaré les esprits, qu'on ne s'attend de toutes parts qu'à la nomination prochaine d'un roi et à toutes les suites de cet événement ¹. »

1. Cf. Pour ces lettres : *Correspondance de Lecoz*, publiée par le P. ROUSSEL, 1900, in-8°, pp. 120, 127-130, 142, 230 ; — GAZIER, *Etudes sur l'histoire*

Lecoz et les constitutionnels reçurent satisfaction dans les décrets du 11 prairial et du 7 vendémiaire, qui exigeaient obéissance aux lois de la République. La Convention, dont la tribune retentit souvent des mêmes plaintes, ne demandait qu'à faire droit aux dénonciations pour renouveler les décrets contre les déportés. Dans la constitution de l'an III, le projet présenté par la commission portait : « Nul ne pourra être empêché d'exercer, en se conformant *aux lois de police*, le culte qu'il a choisi. » On représenta à l'Assemblée que les prêtres ne devaient pas être soumis seulement aux lois de police, mais à toutes les lois en général; parce qu'ils s'en allaient « persuadant à leurs ouailles que la religion catholique ne peut s'allier avec le système républicain, et surtout avec certaines lois relatives au mariage » et autres semblables. On inscrivit alors dans l'article 354 de la constitution : « Nul ne peut être empêché d'exercer, en se conformant aux lois, le culte qu'il a choisi. »

Il ne faut pas prendre à la lettre les plaintes des constitutionnels, ni même les harangues dont retentissait la tribune de la Convention. Il n'en est pas moins vrai que l'espèce de confusion qu'on avait réussi à établir entre religion et monarchie, entre prêtres réfractaires et royalistes, entre prêtres constitutionnels et républicains, fournissait un prétexte pour exiger le serment. Par la force même des choses, en vertu même de son nom, le clergé *constitutionnel* était acquis d'avance au régime nouveau, à la constitution, qu'elle s'appelât constitution de 1791, de 1795 et même de 1793. Ses membres, comptant pour adversaires, depuis la chute de la monarchie, tous les

religieuse de la Révolution française, 1887, in-12, pp. 258, 259, 272, 273, 292, 304. Grégoire (*ibid.*, p. 303-304), écrivait à ses amis : « Le comité de sûreté générale prend des mesures contre les réfractaires; ces malheureux sont incurables; ils prêchent partout la révolte contre la loi... Mon immense correspondance me prouve qu'il n'est pas un diocèse qui soit à l'abri de leurs tentatives. »

royalistes, n'avaient pu que faire un accueil empressé à la République. Les prêtres réfractaires, au contraire, défendus par les royalistes, jetés avec eux sur tous les chemins de l'exil, longtemps traqués par les républicains, semblaient voués à la royauté par une communauté d'infortunes, d'intérêts et d'espérances. Ils laissèrent trop souvent confondre les deux causes. Comment éviter que, dans leur cœur, et même dans leurs paroles, dans leurs luttes, les insermentés aient été tentés de lier le sort de la religion à celui d'une monarchie qui la vit si prospère? M. de Bausset avoue qu'ici bien des imprudences furent commises. Il signale « ces hommes inquiets et ardents qui, dans l'intervalle du 3 prairial au 7 vendémiaire, ne surent user de cette liberté que pour agiter des questions indiscretes, pour faire un mélange grossier et incohérent des idées politiques et des principes religieux, pour transporter le sanctuaire sur le sommet des volcans; qui ont fait, en un mot, tout ce qu'il fallait pour réveiller la haine mal assoupie d'un gouvernement ombrageux, toujours prompt à s'alarmer, et affectant quelquefois de le paraître, lors même qu'il ne l'était pas, pour s'en faire un prétexte de revenir à ces mesures rigoureuses, dont l'habitude avait fait une espèce de besoin. Ah! qu'il aurait mieux valu ne point affecter un zèle si inconsideré pour la religion, et la servir plus utilement ! »

1. *Exposé*, etc., p. 45. M. Émery écrivait de son côté à Pie VI : « Oh! si les évêques, en sortant de France, n'avaient pas été forcés d'abandonner la conduite de leurs diocèses à des ecclésiastiques plus distingués par leur zèle et leur régularité que par leur expérience et leurs lumières; si les prêtres déportés, rentrés en France, avaient été plus sages et plus réservés dans leur conduite, si la sagesse et la prudence qui caractérisent tous les actes de votre pontificat avaient présidé à tant de décisions, tant de règlements donnés par quelques prélats, et qu'on eût voulu attendre sur plusieurs chefs les décisions de Votre Sainteté, j'ose assurer que l'Eglise jouirait aujourd'hui en France d'un assez grand calme, et que ses ministres, au moins ceux du second ordre, lui auraient été rendus. » THEINER, I, 444-445.

II

Le serment de soumission aux lois de la République avait donc eu pour origine ou pour prétexte les manifestations imprudentes d'une partie du clergé. Quelle allait être l'attitude de l'Église de France devant cette nouvelle formule. Le mot de République y était prononcé. N'était-ce point assez pour se heurter à une répugnance, à une opposition invincible?

La République ! mais c'était encore cette Convention dont les crimes avaient bouleversé la France et épouvanté l'Europe. Les prêtres, les évêques pouvaient repasser dans leur souvenir la persécution odieuse qu'ils avaient soufferte, les angoisses de la déportation et de l'exil ; ils comptaient le nombre des victimes frappées par la hache révolutionnaire, et parmi leurs confrères, et dans leur propre famille. Ils avaient devant les yeux le supplice de Louis XVI. Le régime substitué à la royauté séculaire, et auquel il s'agissait de jurer soumission, leur apparaissait représenté hier par un Danton, un Marat, un Robespierre, aujourd'hui par ces thermidoriens qui ont eux-mêmes trempé dans tous les forfaits, et qui ne perdent aucune occasion de renouveler les lois de déportation.

Les évêques du dehors, eux qui n'étaient point en contact direct avec une nation dont le besoin le plus impérieux est de vivre, de reprendre son existence, de s'accommoder des maîtres d'aujourd'hui en l'absence de ceux d'hier, ne devaient-ils pas bondir au seul nom de République, rejeter toute proposition de conciliation, de serment, et se tenir à la frontière, irréconciliables, hypnotisés dans leur résistance à ce gouvernement abhorré par l'image sanglante et toujours présente de ses crimes ?

Dans ces conditions, il fallait un rare renoncement et

une singulière possession de soi-même, pour se déclarer prêt à la conciliation. Les évêques du dedans, M. de Bausset en tête, se refusèrent à toute opposition systématique, et défendirent hautement la légitimité du nouveau serment. La loi du 7 vendémiaire, disait M. de Bausset, laisse « à la liberté de conscience, à l'exercice du culte, à l'indépendance des principes religieux la plus grande latitude. Voici près de deux ans que le culte catholique a recouvré la liberté. » Pourquoi être plus exigeant que les évêques de la Constituante, qui « se bornaient à demander alors pour la religion catholique l'indépendance des consciences et des opinions religieuses et le libre exercice de son culte » ? L'évêque d'Alais invoque ici le bien supérieur de la religion. Après avoir rappelé les souffrances, la « patience inaltérable, le courage héroïque » de tant de généreux confesseurs, il les montre plus grands encore lorsqu'ils ont fait passer avant toute autre considération les intérêts des âmes. Et dans quel moment voudrait-on condamner ceux qui prêtent le serment politique ? C'est lorsque, semblables aux coureurs de Lucrèce, ils ont passé de main en main le flambeau de la foi, *vitai lampada tradunt* ; c'est quand leur zèle, tempéré par la prudence, a sauvé le culte d'une interruption complète et par là même d'une ruine irrémédiable. « C'est à eux, et peut-être à eux seuls, qu'on a l'obligation d'avoir rattaché subitement le peuple à cette religion sainte qu'on avait pour ainsi dire effacée de sa mémoire, et dont on avait détruit tous les monuments, pour qu'il n'en restât pas même de traces sensibles et extérieures. » Dans les âmes d'élite, la persécution ne fait que tremper et affermir les convictions, mais l'expérience prouve que « sans l'exercice du culte public, la multitude est infailliblement exposée à se détacher de tous les principes, de toutes les maximes, de toutes les lois, de toutes les règles, de toutes les pratiques religieuses. C'est dans le culte que le peuple voit,

sent, aime et respecte la religion. » Cette considération était de la plus haute importance. On n'était point alors, en effet, dans une de ces époques tranquilles où ceux qui sont retenus par quelque scrupule peuvent pratiquer l'abstention sans grand dommage. Il s'agit d'une crise terrible où l'interruption de tout culte devait avoir des conséquences désastreuses. Les prêtres fidèles ne pouvaient prendre par le refus du serment la responsabilité d'une si grave mesure sans un *non possumus* absolu de la conscience.

Fallait-il donc, en vue des intérêts de la foi, reconnaître le nouvel ordre de choses et sembler faire adhésion à la République ? M. de Bausset, M. Émery, l'abbé Godard ne craignent pas d'aborder cette question et ils apportent dans leurs jugements une singulière indépendance de vues. M. de Bausset ne croit pas opportun de discuter « la question si délicate, si incertaine, de l'origine des souverainetés. Les hommes éclairés, dit-il, ont eu constamment la sagesse de ne point chercher à soulever le voile qui couvre l'origine des gouvernements, et, par une espèce de consentement tacite, ils n'ont jamais cessé de professer que la première de toutes les lois était de se soumettre à *l'ordre établi*, soit qu'on l'approuve, soit qu'on ne l'approuve pas. » — « Le principe de la souveraineté, ajoute M. de Bausset, ne se règle pas sur les systèmes imaginaires de quelques observateurs oisifs : elle appartient toujours en dernier résultat à celui qui a la force de le conquérir. C'est un de ces principes qui ne sont jamais décidés que par le glaive : il devient toujours le prix de la victoire. »

Mais, répondait-on ¹ à l'évêque d'Alais, vous semblez poser en principe « qu'on doit sanctionner la rébellion par

1. *Apologie du clergé de France non-soumissionnaire, ou Réponse à l'auteur des Réflexions sur la Déclaration exigée des ministres du culte par la loi du 7 vendémiaire*, pp. 8, 18, 26.

l'acte de soumission le plus formel, si le succès couronne son audace, et déferer au crime heureux ce que l'on refuserait à la vertu malheureuse ; que la promesse de soumission que tout sujet doit à son souverain est une obligation qui peut changer au gré des événements, que le succès légitime la rébellion, que les peuples peuvent briser à leur gré le pacte social ». M. Godard réplique à ce contradicteur qu'il « raisonne comme si la Révolution n'était encore que commençante. La question, dit-il, est de savoir si lorsqu'une Révolution est entièrement opérée, lorsque l'ancienne autorité est sans force pour se défendre, sans moyens pour protéger ceux qui voudraient encore la soutenir ; si lorsque l'autorité par laquelle elle a été remplacée a acquis une action toute puissante et irrésistible ; si enfin, lorsque la grande majorité, j'ajouterais la presque totalité de la nation, suit, par le fait, le mouvement qui lui est imprimé par ceux qui la gouvernent, des individus isolés et dépourvus de tout appui sont obligés d'opposer une résistance inutile. »

Pour serrer encore de plus près la question, quand est-ce qu'une puissance usurpatrice à l'origine devient légitime ? M. de Bausset, sans vouloir, dit-il, s'embarquer dans les discussions de la prescription ni dans les considérations développées si souvent par les théologiens et les publicistes, répond cependant assez clairement : « Lorsqu'un gouvernement est reconnu par la plus grande partie des autres gouvernements, lorsqu'il traite avec eux et avec ses ennemis même comme *puissance*... lorsqu'une autorité est en pleine possession de la puissance dans une vaste étendue sans aucune contradiction directe, lorsqu'elle est reconnue dans les actes extérieurs par l'universalité ou la grande majorité des citoyens, en un mot, lorsqu'elle a toute l'action qui caractérise les véritables effets de la souveraineté, la notoriété d'un pareil fait suffit pour déterminer la soumission qu'elle exige ; c'est le cas d'appliquer la

maxime incontestable de Fénelon : *Le consentement libre ou forcé, exprès ou tacite, d'un peuple libre, à la domination d'un ou plusieurs, peut être regardé comme le canal par où découle l'autorité suprême.* » L'évêque d'Alais reconnaît ce caractère d'assentiment libre au vote de la constitution de l'an III. « On ne peut nier, dit-il, que la Constitution de 1795 n'ait été acceptée par la masse générale des citoyens délibérants dans les assemblées primaires ; que ces assemblées ont procédé avec toutes les formes qui supposent la liberté des opinions, que cette liberté était garantie par le secret du scrutin, et qu'elle s'est même manifestée sensiblement par la non-acceptation de cette constitution énoncée dans plusieurs suffrages qui redemandaient un gouvernement absolument différent. En vertu de quels principes quelques ministres de l'Église auraient-ils donc pu prétendre que leur opinion particulière dût prévaloir, dans une question que l'opinion générale jugeait évidemment ne pouvoir et ne devoir intéresser que les formes civiles et politiques du gouvernement ? Les ennemis de la religion catholique n'attendaient que l'apparence d'un refus pour représenter ses ministres comme des contre-révolutionnaires politiques, pour les supposer convaincus par le seul fait de ne se servir de la religion que comme d'un instrument actif et puissant dans le dessein de renverser l'ordre établi ¹. » Quelle imprudence de se jeter ainsi dans la mêlée des partis pour faire triompher ses préférences ! « Car qui peut répondre des vicissitudes politiques des gouvernements, et des changements qu'ils peuvent éprouver après la fatale expérience

1. L'abbé de Boulogne disait dans les *Annales catholiques* (15 septembre 1796) : « Nous avouons que dans les grands orages politiques, l'application du principe (*que résister à la puissance, c'est résister à Dieu même*) n'est pas facile à faire. Eh ! qui pourrait, dans cette lutte sanglante de tous les partis, où le droit se confond avec la force, dans les fluctuations tumultueuses d'une multitude inconstante, ... fixer l'instant précis où doit finir la *résistance* et où commence la *soumission* ? De là ces variations nécessaires qui ont lieu suivant les temps, les lieux et la nature des révolu-

dont nous avons été et dont nous sommes encore les témoins. Ah ! que de reproches n'ont pas à se faire, et que de maux peuvent causer ces hommes imprudents qui vont associer si indiscrètement la religion à ces terribles convulsions qu'enfantent les passions humaines, lorsqu'elles sont déchaînées et livrées à leurs propres fureurs ! »

Les défenseurs de cette thèse aimaient à l'appuyer sur l'autorité d'hommes graves. Ils citaient avec complaisance ces paroles de M. de Thémynes, évêque de Blois : « Tant de choses anciennes ont péri, tant de nouvelles peuvent périr... Sous quelque gouvernement que l'on vive, l'ordre établi est la règle... Les puissances et les institutions sont des faits, et des faits sont des règles ; la Providence l'a voulu ainsi pour le salut du monde. » Ils rappelaient ces déclarations de M. de La Luzerne : « La religion que Jésus-Christ a établie, en ordonnant la soumission à tous les gouvernements existants, *n'en adopte spécialement aucun*. Elle doit être la religion de tous les hommes et de toutes les constitutions ; elle ne peut être soumise à un gouvernement exclusivement aux autres. *La catholicité peut fleurir dans une République*. » M. de Bausset dit au sujet des instructions pastorales publiées sous la Constituante ¹ : « Il n'en est pas une seule qui n'établisse en maxime que, partout où il y a exercice de la puissance publique, partout il y a obligation de lui obéir en tout ce qui est relatif à l'ordre civil. »

tions, dans la démarcation qui sépare les attentats de l'usurpation de l'exercice légitime de la puissance. Il n'en est pas moins constant que la soumission devient un devoir, dès que la puissance publique, quelle qu'elle soit, prend une telle consistance que lui résister serait évidemment compromettre le salut du peuple et le bien général de la société. Telle est la grande règle des chrétiens, celle qu'ils ont respectée sous la tyrannie des empereurs païens ; et telle est celle qui est de nouveau consacrée par le bref du Souverain Pontife. » (Bref de Pie VI.)

1. Un écrit conservé dans les *Archives de M. Émery* (t. II, p. 187) cite les paroles suivantes des évêques en 1790. L'évêque de Soissons écrivait le 15 octobre 1790 que, « L'Église a fait à ses ministres un devoir indispensable de l'exemple, de la soumission à la constitution, aux lois et aux souverains des divers empires où elle est établie. ». — L'évêque de Sisteron

A ces considérations sur *la puissance établie* viennent se joindre des réflexions particulières sur l'obéissance aux lois. M. Godard, M. Émery font observer que « les législateurs humains n'ayant aucun empire à exercer sur la pensée, qui n'est pas de leur domaine, ne peuvent obliger qui que ce soit à adopter dans le fond de l'âme une opinion préférablement à une autre. Toute loi de ce genre serait absurde et illusoire, puisqu'il n'y aurait pour le législateur aucun moyen de connaître les infractions qui y seraient faites. Ce droit n'appartient qu'à Dieu seul qui, parce qu'il lit au fond des cœurs, ne peut jamais leur commander en vain. Les lois humaines ne portent jamais que sur les actions extérieures qui seules intéressent les gouvernements, parce qu'ils ne peuvent connaître qu'elles. »

Ce principe une fois posé, — et il était explicitement reconnu par la loi du 7 vendémiaire ¹ — M. Émery, renouvelant une distinction déjà établie par M. de Thémynes, évêque de Blois ², dit qu'en fait de lois et de puissance établie, « en accordant la soumission, on n'engage ni son

écrivait le 12 décembre 1790 : « S'il ne s'agissait que de la constitution politique de l'État, je rappellerais que notre premier devoir est la soumission aux lois, et je vous dirais : jurez-leur obéissance, puisque l'obéissance leur est due. » L'évêque de Tarbes écrivait le 12 novembre 1790 : « Je déclare que j'obéirai sans réserve à toutes les lois qui n'auront pour objet que ce qui est temporel, civique ou politique. »

1. Le préambule de cette loi dit : « Considérant que les lois auxquelles il est nécessaire de se conformer dans l'exercice des cultes ne statuent point sur ce qui n'est que du domaine de la pensée, sur les rapports de l'homme avec l'objet de son culte ; qu'elles n'ont et ne peuvent avoir pour but qu'une surveillance renfermée dans des mesures de police et de sûreté publique, et d'exiger des cultes une garantie purement civique, » etc.

2. M. de Thémynes, parlant de l'aveu de souveraineté fait à une nouvelle puissance établie, avait dit que « le serment tombe plutôt sur la puissance de faire que sur l'acte, plutôt sur l'autorité que sur l'exercice, et qu'on engage sa soumission plus que son suffrage ». — « Dans un serment civique, il ne peut être question d'une adhésion de cœur et d'esprit, d'une foi aveugle et abandonnée, mais seulement de soumission aux lois. » — On sait que dans la fameuse séance du 4 janvier 1791, où la plupart des ecclésiastiques refusèrent le serment à la constitution civile du clergé, Grégoire avait dit : « L'Assemblée n'exige pas même un assentiment intérieur. »

suffrage ni son approbation. La simple soumission ne suppose ni l'un ni l'autre. » — « Dans les objets civils et politiques, ajoutait M. de Bausset, la soumission ne comporte jamais l'approbation, mais bien l'engagement de s'abstenir de tout ce qui pourrait être contraire à l'ordre et à la tranquillité publique qu'il n'est jamais permis de troubler. »

Mais, objectait-on, peut-on promettre soumission à des lois civiles qui blessent les lois ecclésiastiques ou divines, telles que les lois de la république sur le mariage des prêtres, sur le divorce ? Le document cité répondait : On le peut, « parce que d'abord ces lois ne sont que purement *facultatives*, et que personne n'est obligé de les mettre à exécution. Aucun époux n'est tenu de divorcer, aucun prêtre de se marier, aucun religieux d'enfreindre les vœux qu'il a prononcés ; parce qu'ensuite il n'y a véritablement aucune opposition entre ces lois civiles et les lois religieuses sur la même matière, puisqu'on peut se conformer aux lois divines et ecclésiastiques, qui défendent le divorce, etc., sans enfreindre la loi civile qui ne fait que le permettre. Pour qu'il y eût opposition entre la loi civile et la loi religieuse, il faudrait que l'une *ordonnât* ce que l'autre *défend*, et c'est ce qui n'a lieu relativement à aucune des lois citées ; parce que, enfin, la loi civile sur tous ces points laisse aux prêtres la liberté entière de l'enseignement religieux, puisqu'elle ne les empêche pas d'annoncer aux peuples que la religion catholique *défend formellement* ce que la loi civile permet à cet égard, et qu'en usant de la faculté que la loi accorde, on cesse par là même d'être catholique quoiqu'on ne cesse pas pour cela d'être citoyen ¹. » Quelques années plus tard, un prélat théologien, M. de La Luzerne, évêque de Langres, venait apporter à ces principes le poids de son autorité et de ses

1. Avertissement placé en tête de l'*Exposé*, etc. de Mgr DE BAUSSET, p. XXXVIII-XXXIX.

lumières. Distinguant entre les lois *obligatoires* et les lois simplement *permissives*, il s'attache surtout à démontrer que si on doit aux premières une soumission *active*, les secondes ne comportent qu'une soumission *passive*, c'est-à-dire qu'on n'est ni tenu de faire ce qu'elles permettent sans imposer l'obligation, ni de s'opposer à leur exécution ¹.

III

Les adversaires de la conciliation ne s'accommodaient point de cette doctrine. Ils combattaient avec une vivacité particulière le principe posé par la *Déclaration des Droits de l'homme*, par la constitution de l'an III, par le serment du 7 vendémiaire, que la souveraineté réside dans le peuple. Rousseau avait distingué, dans son *Contrat social*, le *souverain* du *gouvernement*, la souveraineté appartenant essentiellement au peuple, le gouverne-

1. « Je distingue, dira La Luzerne en mars 1800 (*Papiers Émery*, t. II, pp. 375-378), deux sortes de lois et deux sortes de soumission. Il y a des lois qui ordonnent ou qui défendent à tout citoyen de faire quelque chose ; il y en a d'autres qui seulement autorisent le citoyen à des actes quelconques, mais sans leur en imposer l'obligation. J'appelle les premières lois obligatoires, et les secondes lois permissives. Il est dû aux lois obligatoires (on sait que je parle ici des lois justes) une soumission active, c'est-à-dire on est strictement tenu à faire ce qu'elles prescrivent, à s'abstenir de ce qu'elles interdisent. Aux lois permissives on ne doit qu'une soumission passive, c'est-à-dire on n'est pas obligé de faire ce qu'elles permettent, puisqu'elles n'en imposent pas l'obligation ; mais on est tenu de ne pas s'opposer à leur exécution. » La Luzerne prouve par l'histoire que les chrétiens ne s'opposèrent pas à l'exécution de certaines lois qu'ils réprouvaient pour eux-mêmes. « Ainsi, dit-il, la permission du divorce existait encore du temps de saint Jean Chrysostome. » Une brochure hostile au serment cherchait à réfuter cette doctrine. Elle disait en parlant des lois : « Il y en a d'impératives, de prohibitives, de permissives. On exécute les lois impératives en faisant ce qu'elles ordonnent, on les viole en ne le faisant pas. On exécute les lois prohibitives en s'abstenant de ce qu'elles interdisent ; on y contrevient lorsqu'on ne s'en abstient pas. On exécute enfin les lois permissives en ne condamnant pas ce qu'elles permettent ; on les enfreint certainement en déclarant illégitime, injuste, criminel, nul, ce qu'elles permettent, en déclarant qu'on ne peut le faire en honneur et conscience. » *Observations sommaires* sur la dissertation où l'on justifie la soumission aux lois de la République et le serment de la liberté et de l'égalité, p. 18.

ment, qu'il s'appelle royauté, présidence républicaine, n'étant qu'une commission, un mandat que le souverain peut modifier, limiter, ou révoquer à son gré. La Révolution fonda sa politique sur le dogme de la souveraineté du peuple. Nombre de théologiens, tout en repoussant la théorie de l'insurrection, tout en maintenant que la source première, la raison d'être de toute autorité vient de Dieu, ajoutaient que le pouvoir arrive aux gouvernants, aux rois même, par l'intermédiaire du peuple. L'évêque de Blois avait paru tout d'abord favorable à cette doctrine, puisqu'il écrivait, au sujet de la souveraineté nationale proclamée par la Constituante, que cette assemblée ne réclamait « que ce qui est dû à la puissance publique et à la loi, que c'était le dogme fondamental de toutes les sociétés ». Mais les monarchistes, les défenseurs de la royauté, témoignaient une hostilité déclarée à la souveraineté du peuple. Si le peuple est souverain, n'a-t-il pas eu le droit de changer de gouvernement ? Et en supposant que le gouvernement soit illégitime au début, parce que le changement s'est accompli par la violence, ne sera-t-il point légitimé à la longue par le suffrage universel, par la prescription, par le principe que le bien public, le salut de la nation est la suprême loi ?

Avec quelle vivacité les royalistes devaient repousser une théorie qui portait dans ses flancs la justification de la République. De bonne heure, l'évêque de Dijon l'avait réprouvée pour proclamer la doctrine de Bossuet ¹. L'un des écrits les plus vigoureux publiés contre les principes politiques de la Révolution eut pour auteur, en 1798,

1. « Nous nous en tenons, disait M. de Mérinville, à ceux (aux principes) que Bossuet a développés avec tant de raison et d'éloquence. Il les avait puisés dans les livres saints et dans la doctrine des Pères. Les passions nous en font connaître aujourd'hui la sagesse ; mais une triste expérience des malheurs de l'anarchie nous y ramène infailliblement. » Lettre sur le décret du 13 avril 1790. *Coll. eccl.*, XIV, 144.

un théologien qui avait prêté le serment d'égalité avec M. Émery, l'abbé Duvoisin, alors grand vicaire de l'évêque de Laon, et qui devait jouer plus tard, sous Napoléon, un rôle important comme évêque de Nantes¹. Plus d'autorité s'attachait aux instructions de l'évêque de Boulogne, M. Asseline, qui formulait en ces termes sa profession de foi : « Si les prêtres renonçaient à la monarchie, ne cesseraient-ils pas de reconnaître le roi pour légitime souverain, et, s'ils cessaient de reconnaître le roi pour légitime souverain, ne se rendraient-ils pas complices des rebelles qui ont renversé le trône, et coupables de de félonie ? La soumission serait illicite, quand même elle n'aurait pour objet que les lois civiles et temporelles de la puissance actuellement existante en France. En effet, comme nous avons des devoirs religieux, nous avons aussi des devoirs temporels à remplir nous-mêmes et à enseigner aux autres. Si nous devons rendre et faire rendre à Dieu le culte qu'il nous a prescrit, nous devons aussi garder nous-mêmes et enseigner à nos frères une inviolable fidé-

1. « Non, écrivait l'abbé Duvoisin, la République française n'est pas une puissance légitime. Née de la révolte, elle s'est établie par la violence, et n'existe que par l'usurpation et l'injustice. Usurpation à l'égard du roi dont quelques factieux ont envahi l'autorité, contre l'aveu de l'immense majorité de la nation. Injustice et barbarie à l'égard des deux premiers ordres de l'État, et de tous ceux que la faction dominante a bannis, spoliés, assassinés, en haine de la religion et du légitime souverain. Ni le temps, ni les événements n'ont lavé le titre impur de la République française. La nation, toujours opprimée, toujours asservie, n'a pu sanctionner le nouvel ordre de choses par un acquiescement libre et volontaire ; et quand on supposerait cet acquiescement de la part de ceux qui ne sont point sortis du royaume, il ne détruirait ni les droits d'une multitude innombrable de familles qui redemandaient le gouvernement et la religion de leurs pères, ni les justes prétentions du roi sur une couronne que ses ancêtres ont portée plus de huit cents ans. En traitant avec la République française, les puissances étrangères n'ont reconnu que sa possession ; il ne leur appartenait pas de discuter la validité de son titre. La victoire, les traités, la reconnaissance de tous les gouvernements de l'Europe ont placé la République française au rang des États politiques. Elle est devenue une puissance *de fait*, comme l'était Cromwel durant son Protectorat, mais elle n'est pas une puissance de droit. » *Défense de l'ordre social*, par J.-B. Duvoisin, nouvelle édition, 1829, pp. 133, 134. — Duvoisin liait intimement la religion à la royauté. « C'est la religion, disait-il (*ibid.*, p. 217), qui la première, sortant de ses ruines, a ranimé l'espoir et le courage des amis de la royauté. »

lité à notre souverain légitime. En France, la puissance est maintenant entre les mains d'usurpateurs et de rebelles, qui ne s'en sont saisi qu'en résistant à l'ordre établi de Dieu. Et pendant que ces usurpateurs et ces rebelles demandent qu'on se déclare soumis à leurs prétendues lois, le roi, notre légitime souverain, à qui sa naissance donne un droit incontestable et consacré par Dieu même au trône que ses ancêtres ont occupé durant tant de siècles, réclame hautement contre l'usurpation et la révolte, et rappelle tous ses sujets à l'obéissance qui lui est due ¹. » Ce qui effrayait surtout M. Asseline, M. Duvoisin, dans la théorie et le serment de la souveraineté du peuple, c'est qu'avec ce principe on arrivait à consacrer la déchéance royale et le nouveau gouvernement de la France ².

Le conseil archiépiscopal de Paris donnait une autre direction au clergé. Il autorisa avec d'autant plus de faci-

1. Mgr ASSELINE : *Avertissement sur la soumission exigée par le décret du 30 mai 1795*. M. Asseline dit que les fonctions publiques, qu'on n'a pu exercer sous la République sans faire serment, sont illicites, qu'on ne peut « ni les embrasser, ni les continuer sans péché. » Il ajoute qu'on ne peut en sûreté de conscience prendre une part active à la guerre qui aurait pour objet « d'opérer la Révolution ou de l'affermir, de détruire la monarchie ou de s'opposer à son rétablissement ». Il va jusqu'à contester l'usage des assignats.

2. Boulay de la Meurthe, dans un discours sur les cultes et leurs ministres, prononcé au conseil des Cinq-Cents le 21 messidor an V (9 juillet 1797), attaquait en ces termes l'opposition d'une partie du clergé au serment du 7 vendémiaire : « Quel est le principe fondamental de notre constitution ? C'est que la souveraineté réside dans tous les citoyens, et que de cette souveraineté émanent immédiatement ou médiatement tous les pouvoirs publics ; qu'ainsi le peuple français a pu renverser l'ancien gouvernement, abolir la royauté et lui substituer tout autre genre de constitution, toute autre forme de gouvernement... Voilà uniquement pourquoi nos prêtres insermentés, au moins quelques-uns d'entre eux, ne veulent pas faire la déclaration que nous leur demandons... C'est qu'elle contient la ruine des prétentions de l'ancien gouvernement et de tous ceux qui voudraient le ressusciter... Cependant, en refusant de reconnaître nos principes constitutionnels, et surtout le principe fondamental de tout gouvernement libre, celui de la souveraineté du peuple ; en soutenant que ce refus leur est dicté par leur conscience et leur religion, que font-ils, sinon présenter cette religion non seulement comme contraire à notre constitution, mais à toute constitution plus ou moins fondée sur les principes de la liberté ? Ils mettent donc cette religion aux prises avec l'esprit de liberté ; ils établissent entre elle et la liberté un combat à mort ; ils avertissent tous les peuples qui voudraient se rendre libres, de commencer par proscrire la religion catholique. »

lité la formule de soumission que le comité de législation avait déclaré qu'il ne s'agissait que de politique, et que « la constitution civile du clergé n'était plus une loi de la République ». M. Émery qui, étant étranger aux fonctions du ministère, n'eut point à prêter serment, regrettait que beaucoup de prêtres se fussent interdit, en le refusant, l'exercice de leurs fonctions. « Il semble, écrivait-il à cette époque, que toutes les têtes soient renversées. On a peine à trouver un homme sage ; on outre tout, on exagère tout, l'imagination frappée voit tout en noir. On croit être plus catholique à proportion qu'on ferme les yeux à la lumière et qu'on rejette les conseils de la prudence ¹. » Dans la question particulière de la souveraineté du peuple, le conseil archiépiscopal de Paris garda plus de réserve, et se contenta de déclarer qu'il fallait sur ce point laisser toute liberté aux prêtres de se prononcer selon leur conscience, jusqu'à ce que l'Église eût parlé par l'organe du Souverain Pontife. Il serait difficile de dire quel est celui des deux sentiments qui prévalut dans le clergé de la capitale. M. Émery, qui avait publié en 1791 les *Principes de Bossuet et de Fénelon sur la souveraineté du peuple*, n'était pas favorable à cette théorie, telle qu'elle est formulée dans la *Déclaration des Droits* ². Il penchait vers la doctrine que Bossuet a surtout exposée dans son

1. Lettre du 22 juillet 1795. M. Émery écrivait, l'année suivante, à l'abbé de Villèle : « Le parti qu'on a pris d'improver la déclaration de soumission est un parti dans lequel je crains bien qu'il ne soit entré un peu d'aristocratie et d'une aristocratie très mal entendue. Oh ! si on avait toujours sous les yeux cette sentence de Notre-Seigneur : *Quærite primum regnum Dei et justitiam ejus et hæc omnia adjicientur vobis* ! Si on s'était uniquement, ou du moins principalement occupé des affaires de Dieu, Dieu se serait chargé de faire les nôtres. On a voulu... mais je me tais... Vous frémiriez, si vous étiez témoin jusqu'à quel point est funeste à la religion la prévention de quelques personnes dominées par des vues de contre-révolution très mal entendues, et pour qui la religion, au lieu d'être fin, n'est que moyen... Le refus de cette soumission a exaspéré le gouvernement au suprême degré. » *Archives de M. Emery*, f° 9203.

2. L'évêque de Perpignan écrivait de Rome, le 11 novembre 1795 : « Vous ne devez pas avoir oublié que la maxime de la prétendue souveraineté du peuple était comprise dans la Constitution de 1791 en ces termes : *La souveraineté appartient au peuple et elle est inaliénable*, et que cependant

cinquième *Avertissement aux protestants*, tout en reconnaissant cependant que Suarez et bien d'autres théologiens avaient soutenu une opinion différente. Saint Thomas ne s'était-il point prononcé, en quelque sorte, pour la souveraineté du peuple et le suffrage universel, en enseignant que « la bonne organisation politique exige une chose essentielle, c'est que tous aient quelque part dans le gouvernement : *ut omnes aliquam partem habeant in principatu* ¹ ». Les théologiens de l'Église gallicane n'avaient aucun goût pour cet enseignement, et le spectacle de la Révolution ne les encourageait guère à s'y convertir. « J'ai vu avec beaucoup de peine, écrivait M. Émery, plusieurs évêques de la première assemblée et M. l'abbé M. (Maury) lui-même chanceler sur ces principes et, entraînés par l'opinion du jour, sembler croire à cette souveraineté du peuple. » On comprend ces répugnances de l'abbé Émery pour une théorie que les disciples de Rousseau, que les révolutionnaires avaient appliquée d'une façon étrange, et qui semblait ouvrir la porte à l'insurrection contre les puissances établies. M^{me} de Staël, s'adressant aux modérés qu'elle réunissait autour d'elle, leur disait, à propos de luttes contre les conventionnels avancés, les disciples de Danton, les vieux Cordeliers : « Vous êtes bien neufs à parler de la *souveraineté du peuple* ; vous bégayez une langue qu'ils connaissent mieux que vous, et qu'ils ont fabriquée pour leur usage. » Combien les bouches ecclésiastiques étaient plus inexpérimentées encore dans le jargon des patriotes !

toute la France, à l'exemple du roi, ne fit aucune difficulté de s'y lier par serment. » M. Emery écrivait le 8 juillet 1796 : « La reconnaissance de la République française emporte la reconnaissance de la souveraineté du peuple. »

1. « C'est là, ajoute saint Thomas, le vrai moyen de conserver la paix dans une nation et de faire que le peuple entier aime et défende sa constitution. *Ut omnes talem ordinationem ament et custodiant. Summ. I^a II^{ae}, quæst. cv, art. 1.*

IV

Dans ces ardentes polémiques, les amis de la conciliation, les défenseurs des serments, que nous venons de faire connaître, trouvèrent un puissant appui dans le Pape lui-même. Pie VI s'exprimait en ces termes dans un bref du 5 juillet 1796, adressé « à tous les fidèles catholiques demeurant en France... Nous croirions manquer à nous-même, si nous ne saisissons pas volontiers toutes les occasions de vous exhorter à la paix, et de vous recommander la soumission qui est due aux puissances établies, *debitam constitutis potestatibus subjectionem*. C'est, en effet, un dogme catholique que l'existence des gouvernements, *quod principatus sunt*, est l'œuvre de la sagesse divine, qui a voulu par là nous préserver du désordre et du chaos... Aussi, évitez de fournir aux novateurs, sous prétexte de piété, une occasion de décrier la religion catholique. Vous prendriez sur vous la responsabilité d'un grand crime, qui ne serait pas seulement puni par les puissances du siècle, mais que Dieu punirait sévèrement... Nous vous exhortons donc, au nom de Notre-Seigneur Jésus-Christ, de vous appliquer à obéir avec promptitude et avec empressement à ceux qui vous commandent. C'est alors que, comprenant que la religion orthodoxe n'est pas établie pour renverser les lois civiles, ils seront attirés à la favoriser et à la défendre, en procurant l'accomplissement des divins préceptes et l'observation de la discipline ecclésiastique. Enfin, nous vous avertissons que si quelqu'un répand une autre doctrine opposée, comme étant émanée du Siège apostolique, vous n'y ajoutiez aucune foi. »

Dans la circonstance, ce document était très grave pour les adversaires de la déclaration de *soumission*. Ils prétendaient que ces principes ne s'appliquaient qu'aux puis-

sances *légitimes* et non aux puissances *usurpatrices*. Or, Pie VI, en prêchant l'obéissance, paraissait regarder comme légitime le pouvoir actuel de la France, qui était le Directoire. Sans doute le Pape, impliqué alors dans de graves difficultés avec nos armées, et que les victoires foudroyantes du général Bonaparte allaient amener bientôt à accepter le traité de Tolentino, avait voulu être agréable au Directoire. C'était précisément son mandataire, chargé de négocier à Paris, l'avocat Pierrachi, qui avait apporté le bref, et c'est par l'entremise du gouvernement français qu'il était venu à la connaissance des fidèles. Mais Pie VI avait su résister à la pression qui voulait obtenir de lui le désaveu de la condamnation portée contre la constitution civile ; on ne pouvait donc pas dire que, le 5 juillet 1796, il ait eu la main forcée.

Les adversaires de la soumission se contentèrent de nier énergiquement l'authenticité du bref. L'évêque de Tréguier croit trouver dans le document lui-même la preuve qu'il est apocryphe. Il est adressé aux fidèles et non aux évêques, ce que les Papes, dit-il, n'ont jamais fait. Et puis il y a dans une phrase un *ulcisceretur* qui serait un vrai « solécisme à la place où il est ». Un solécisme dans un document pontical serait aussi grave qu'une hérésie. Le bref n'est pas authentique. Le cardinal Maury l'affirme sur sa tête. « Le prétendu bref, écrit-il, est une absurde imposture ; vous entendrez bientôt la véritable voix du Père commun, et vos principes vous assurent d'avance de ce qu'il dira. L'abus horrible qu'on s'est flatté de faire de sa modestie lui a rendu tout son courage. J'en reçois sans cesse des lettres qui annoncent la vigueur de la première jeunesse, et j'espère qu'il triomphera également de ses ennemis et de ses faux amis. »

Malgré ces dénégations, le document n'en était pas moins authentique. L'abbé Sicard, le fameux instituteur des sourds-muets, en reçut l'attestation, le 5 septembre 1796.

du ministre même des Relations extérieures ¹. L'empressement que le gouvernement de la république mettait ainsi à divulguer un bref du Pape qui n'était pas fait pour lui déplaire, ne fit que fortifier les négations de ceux auxquels il était désagréable. Ils continuèrent à le proclamer absolument faux, pendant que les défenseurs du serment, M. Émery, M. de Bausset, appuyaient leurs arguments sur cette haute autorité. L'archevêque de Reims, M. de Talleyrand-Périgord, écrivait au Souverain Pontife lettres sur lettres ² pour exhaler ses plaintes. Il faut convenir que Pie VI, cédant probablement à de hautes influences, peut-être aux prières de Louis XVIII, sembla, après avoir lancé le bref, le retirer ou vouloir ne lui donner qu'une publicité très incomplète. Le nonce apostolique de Lucerne, interpellé à cet effet, fit une réponse

1. Lettre du ministre des Relations extérieures, au citoyen Sicard, membre de l'Institut national, à Saint-Magloire, rue Saint-Jacques, datée du secrétariat général, le 8 vendémiaire, l'an cinquième : « Je vous envoie, citoyen, la copie que vous m'avez demandée du dernier bref du Pape, j'en ai constaté l'authenticité par ma signature, ainsi que vous m'avez paru le désirer. Salut et fraternité. » Ch. Delacroix. — M. de Dampierre, vicaire général de Paris, atteste avoir vu l'original du bref tel qu'il était sorti des presses de l'imprimerie apostolique. — Aux yeux des contemporains, la publicité incomplète donnée au bref du Pape fut une concession faite par Pie VI à Louis XVIII. « Le Pape aura cru devoir céder aux vives instances d'un grand personnage, qui craignait qu'en autorisant la déclaration de soumission aux lois de la République, le pape préjudiciât à ses droits. » *Exposé*, etc., p. 157.

2. Ce prélat écrivait au roi le 10 juillet 1797, de Wolfembüttel : « Votre Majesté a pris un parti digne de sa sagesse en ne rendant pas publique sa juste protestation contre le bref *Pastoralis sollicitudo*. Cette protestation aurait donné à ce bref une authenticité qu'il n'aura jamais. Je suis très flatté de l'approbation que Votre Majesté veut bien donner aux lettres que j'adresse au Pape. Le style ne m'appartient pas. Je dois rendre à M. l'évêque de Boulogne, qui a bien voulu se charger de les mettre en latin, les justes éloges que Votre Majesté veut bien y donner. C'est au nom d'une des provinces ecclésiastiques des plus nombreuses que je les écris. D'ailleurs, d'après ce que me mande M. l'archevêque d'Alby, du mécontentement et des dispositions des membres de la commission que Sa Sainteté a établie pour les affaires ecclésiastiques de France auxquels ce bref devait naturellement et de droit être communiqué avant d'être envoyé, je ne doute pas que, s'ils ne croient pas pouvoir le nier authentiquement, ils n'y donnent des interprétations qui confirment l'opinion contraire à celle avancée dans ce bref. D'ailleurs si, contre toute vraisemblance, cela n'était pas, dès que l'ordre sera rétabli, le clergé ainsi que les tribunaux civils s'empresseront de faire toutes les protestations de droit. » *Archives des Affaires étrangères*, fonds français, vol. 591, pièce 351.

évasive. De sorte que partisans et adversaires de la soumission purent continuer à affirmer ou à nier l'existence d'un document très important et réellement émané de la cour romaine.

Un an plus tard, Pie VI porta sur le même sujet une décision conforme au bref du 5 juillet 1796. Le 28 août 1797, le député Dubruel avait proposé au nom de la commission un projet de profession politique ainsi conçue : *Je déclare que je suis soumis au gouvernement de la République*. Le coup d'État de fructidor ne permit pas de la discuter, mais l'archevêque de Reims s'était empressé de consulter le Pape sur cette question. Pie VI lui répondit le 15 septembre 1797 : « Nous avons lu avec attention les lettres par lesquelles Votre Fraternité nous prie et nous conjure même de pacifier, le plus tôt qu'il se pourra, les esprits partagés par des opinions diverses au sujet de la formule de serment de soumission au gouvernement civil qu'on doit bientôt prescrire en France. Sachez qu'on a récemment déféré à notre jugement cinq formules différentes du serment dont il s'agit, en les accompagnant d'une déclaration formelle qu'on ne demandait au clergé rien qui fût au-delà de la subordination due au gouvernement sous lequel chacun vit, rien qui pût blesser l'intégrité de la religion catholique. Cette circonstance nous ayant paru appuyée sur un document certain, nous n'avons vu aucune difficulté dans ces formules : *Je promets d'être soumis au gouvernement de la République française* ¹. »

V

Cette réponse, qui ne semble pas avoir eu une grande publicité, ne dut pas plaire à l'archevêque de Reims,

1. Ce bref est reproduit par HULOT : *Gallicanorum episcoporum dissensus innocuus*, p. 38.

M. de Talleyrand-Périgord, dont la devise était, comme celle de sa famille : *Re que Diou, re que lou Rei*. Un recueil de documents paru en 1797 ¹ reproduit les lettres par lesquelles beaucoup d'évêques du dehors affirmaient leur opposition absolue à la soumission. Le jugement collectif formulé par le cardinal La Rochefoucauld, l'archevêque de Bourges, les évêques de Séez, Coutances, Dijon, Vannes, Nantes, Saint-Pol-de-Léon, Avranches, dit que « la différence des opinions sur la soumission aux lois de la République demandée au clergé resté en France, sous prétexte d'une prétendue liberté de culte, a paru et paraît encore à tous les pasteurs exilés un très grand malheur pour l'Église de France ; tous les prélats et les meilleurs théologiens et la presque universalité des prêtres réfugiés en Angleterre, disent que cette soumission est un nouveau piège tendu au clergé de la part de ses ennemis ». L'évêque de Laon, M. de Sabran, défend formellement de « prêter le serment de liberté et d'égalité, ni de soumission, d'accepter la constitution de la République. Quant aux personnes qui les ont déjà prêtés, elles doivent faire pénitence. »

Quelques évêques apportent ici dans leurs décisions une véritable violence. « J'ai dit anathème, s'écrie l'évêque d'Ax, à la fatale soumission. Je l'ai dit avec tous mes confrères qui sont en Espagne, en Angleterre, en Suisse, en Italie. » — « Nous pensons, écrit l'évêque de Sisteron, que la souscription à l'acte de soumission aux lois de la République est une espèce d'apostasie contre la religion catholique, une adoption des lois les plus immorales et les plus impies. *Nous retirons les pouvoirs à ceux qui*

1. *Décision de Nosseigneurs les cardinaux, les archevêques et les évêques, au nombre de quatre-vingt-cinq, sur la souveraineté du peuple et la soumission à ses lois.* Nous ne pourrions garantir l'authenticité de ces documents. L'auteur de la brochure n'arrive point à citer 85 évêques adversaires de la soumission ; et, parmi ceux qu'il cite, certains, comme l'évêque de Châlons-sur-Marne, n'y étaient point hostiles. Les déclarations qui y sont attribuées à M. de Thémynes ne sont peut-être point authentiques.

auraient eu la faiblesse de souscrire cet acte. Si les fidèles ont de la répugnance pour entendre leur messe, un jour de précepte, ils peuvent s'en abstenir. » C'était aller bien loin. M. de Thémynes, évêque de Blois, avait tenu, de 1790 à 1792, un langage très libéral. Il écrivait encore en mars 1792, avant la suppression de la royauté, que l'Église, « devant exister partout, doit être indifférente à toute institution politique, république ou monarchie. La *république* et la monarchie y trouvent leurs principes et leur esprit. *Il n'y a que le despotisme qu'elle veut enchaîner par sa douceur.* » Ah ! M. de Thémynes était bien guéri dans les années suivantes du scepticisme politique. « Je ne fais pas de différence, lui fait-on dire, entre les soumissionnaires ou jureurs de la *liberté et égalité* et les jureurs de la constitution civile du clergé. Ils sont tous également criminels à mes yeux ; je ne vois plus en eux que des voleurs et des loups qu'il faut éviter. » C'étaient là des injures. Heureusement, le ton de la généralité des prélats était plus digne. Mais quelle énergie, quelle foi monarchique, quel accent de religieuse tristesse et de conviction dans cet appel de M. de Royère, évêque de Castres, à ses collègues de France : « Soutenez vos forces, ranimez votre courage : encore un peu de temps et la victoire la plus glorieuse est à vous ; ne souillez votre gloire par aucune tache, ne vous soumettez pas. » M. de Royère lance à la Révolution, dans son testament, en guise de *novissima verba*, un des plus larges, un des plus ardents anathèmes qu'on ait dirigés contre elle ¹.

1. Nous le citons pour faire connaître les sentiments d'une partie de l'épiscopat à l'égard de la Révolution. « Je déclare devant mon Dieu ici présent, dit l'évêque de Castres, que je déteste et abhorre tout ce que les assemblées perverses de France ont fait depuis la fatale année de 1789 jusqu'à ce jour : contre la religion et l'Église catholique, contre le trône et la patrie, contre tous les droits de la justice, de l'humanité et de la liberté légitime des citoyens, contre les vertus chrétiennes et morales, enfin, contre l'ordre et la tranquillité publique, non seulement de la France, mais de toutes les nations, que ce monstrueux gouvernement français travaille à bouleverser et à ravager dans les quatre parties du

L'archevêque de Bourges, M. de Puységur¹, écrit de Brunswick avec plus de calme qu'il désapprouve le serment, et que la presque unanimité des évêques avec lesquels il est en relations dans l'exil y sont également opposés. On avait répandu le bruit que M. de Bonal, évêque de Clermont, se montrait favorable à la soumission « pour laquelle, écrit-il en 1795, je n'ai cessé de mar-

monde. » N'a-t-on pas eu l'audace de substituer à la croix l'étendard du démon, « leur infâme et absurde arbre de la liberté?... J'abhorre les abominables attentats commis sur la personne sacrée du roi Louis XVI, de la reine et de la famille royale, attentats auxquels on ne peut penser sans frémir d'horreur et d'indignation, et qui rendent ce gouvernement digne de l'exécration de toutes les nations et de la postérité... J'abhorre encore toutes les lois impies de cette assemblée, leurs blasphèmes, leurs profanations sacrilèges, leurs prétendus droits de l'homme, leurs perverses maximes de liberté, d'égalité, de souveraineté du peuple, de tolérance universelle de toutes les plus absurdes religions et maximes qui ne sont plus propres qu'à produire le bouleversement de tous les empires. — J'abhorre tous leurs décrets sanguinaires et barbares, toutes leurs confiscations de biens et tous leurs vols, leurs décades, leurs fêtes païennes, leurs divinités ridicules, leur calendrier que les impies n'ont imaginé que pour outrager le ciel et tous ses habitants et qui, à le bien examiner, ne contient pas un mot qui ne soit ou ne sous-entende une impiété... J'abhorre encore tous les actes de soumission à leurs lois sans exception, leur exécration serment de haine à la royauté, et tous les autres serments capiteux et impies qu'ils ont décrétés et exigés avec tant de tyrannie. Je rends grâces à Dieu dans la consolation de mon âme de n'avoir fait, ni signé, ni approuvé, ni excusé aucun de ces actes et serments perfides, qu'ils ont mis en œuvre pour détruire entièrement la religion; destruction à laquelle ils prétendaient faire concourir les ministres même de cette religion sainte, auxquels ils n'ont cessé de tendre des pièges préparés et combinés dans cette vue, et dont ils ont immolé et continuent d'immoler à leurs fureurs un si grand nombre qu'il est incalculable... Enfin je désapprouve et condamne tous leurs décrets en général et sans exception; car quand même il s'en trouverait quelqu'un qui ne serait pas mauvais en soi, ou même qui serait bon et utile s'il y en a de tels, ils sont nuls par défaut de pouvoir légitime et viciés par une usurpation criminelle. Ce sont les sentiments dans lesquels je n'ai point varié par la grâce de Dieu, et dans lesquels je veux vivre et mourir. Je prie instamment mon héritier de faire connaître après ma mort par tous les moyens possibles mes sentiments ci-dessus, sur l'abominable Révolution et les maux lamentables qu'elle a produits. »

1. Il écrit le 26 juillet 1795 : « Jusques à présent je regarde cette soumission comme impossible. » Autre lettre du 9 août : « J'ai consulté M. l'Évêque de Boulogne et deux autres évêques voisins; ils pensent comme moi qu'on ne peut faire l'acte de soumission aux lois de la République... Cependant nous pensons que ceux qui dans l'intérieur ont cru pouvoir faire cet acte de soumission doivent être repris avec indulgence et douceur, parce que leurs intentions n'ont pas été mauvaises. » Autre lettre du 8 février 1797 : « La presque unanimité des évêques de France auxquels je suis uni d'esprit et de cœur, ont improuvé l'acte de soumission, mais sans le qualifier. » Cf. BRIMONT, *op. cit.*, pp. 287-289, 307-309.

quer mon horreur et de bouche et par écrit, dont j'ai toujours hautement condamné la souscription pure et simple », cherchant à détourner ceux qui m'ont consulté « du dessein de rentrer en France ». Cependant M. de Bonal avoue qu'à un moment donné il n'y était point hostile, en vue du bien des âmes et à condition de faire des « restrictions bien précises ¹ ».

L'un des plus grands seigneurs de l'Église gallicane, le cardinal de Montmorency, évêque de Metz, décrit dans une longue lettre au roi les péripéties de la lutte contre ceux de ses prêtres qui auraient pu être tentés de faire leur soumission. Il est aidé dans cette campagne par l'opinion de son diocèse, où, dit-il, « *l'horreur de la République est telle que, si le Souverain Pontife ordonnait de la reconnaître, un grand nombre de catholiques n'obéiraient pas et aimeraient mieux devenir schismatiques que républicains* ». Tel ecclésiastique de Metz, auparavant très estimé, qui a le malheur de laisser voir son penchant pour la déclaration, « tombe dans le plus profond mépris. On le traite de républicain, de vendu et d'intrus. » Pour préserver son clergé de la contagion des diocèses voisins, en particulier de la ville de Nancy, Montmorency crut devoir jeter l'interdit « contre tout prêtre qui souscrirait l'acte de soumission ». Quelques évêques, dit-il, blâmèrent cette rigueur, mais le résultat fut merveilleux. « J'ai la consolation, ajoute le prélat, de n'avoir pas un seul soumissionnaire dans toute l'étendue de mon vaste diocèse ². » Comment le roi n'aurait-il pas apprécié le rôle d'un tel serviteur ?

1. THEINER, *op. cit.*, II, 119.

2. « Le décret du 28 décembre paraît. Je prouve que l'acte de soumission est criminel. Pendant une année entière, je n'emploie que la voie de l'instruction pour maintenir le clergé et le peuple dans les bons principes. D'abord cette voie me réussit au-delà de mes espérances, mais bientôt les soumissionnaires se multiplient dans les diocèses qui environnent le mien, et ce qu'il y a de plus fâcheux, la division la plus funeste s'établit entre les soumissionnaires et les non-soumissionnaires

VI

Tous les prélats ne se montraient pas aussi irréconciliables. Du fond de la Ville éternelle, l'évêque de Perpignan, M. d'Esponchez, ne dissimulait point son avis favorable à la soumission, et c'était un nouvel indice des dispositions du Souverain Pontife qu'un prélat français

de ces différents diocèses. Alors je redouble de soins pour préserver le mien de ce nouveau fléau. J'y réussis jusqu'à la fin de 1796. A cette époque, un des plus respectables de mes curés, séduit par l'exemple de ses voisins du diocèse de Nancy, souscrit l'acte de soumission ; à l'instant, il perd la confiance des fidèles, il est regardé et traité comme un jureur, un intrus. Rentré en lui-même, il se rétracte publiquement, mais en vain : le peuple s'obstine à ne vouloir lui rendre ni son estime, ni sa confiance ; de manière qu'il resta interdit de fait, et que l'opinion publique priva mon diocèse d'un très bon ouvrier. Dans le même temps, un ecclésiastique du plus grand mérite, et qui jouissait à Metz d'une considération justement méritée, fait imprimer un écrit où, paraissant se borner à inviter les fidèles à examiner, sans esprit de parti, s'il était permis de faire l'acte de soumission, ou s'il n'était pas permis de le faire, il manifeste cependant assez clairement que son opinion est en faveur de la soumission. Il n'en faut pas davantage pour exciter l'indignation du clergé et du peuple ; l'auteur tombe dans le plus profond mépris : on le traite de républicain, de jureur et d'intrus, les fidèles lui refusent toute espèce de secours, et il est réduit à la plus affreuse misère. Il avoue sa faute, m'écrit que, dans mon diocèse, l'horreur contre la République est telle, que si le Souverain Pontife ordonnait de la reconnaître, un grand nombre de catholiques n'obéiraient pas et préféreraient devenir schismatiques que républicains. Je m'empresse de réfuter cet écrit et de faire répandre dans mon diocèse cette réfutation ; mais comme quelques ecclésiastiques, qui avaient des relations habituelles avec les diocèses où les soumissionnaires étaient nombreux, chancelaient, je crus devoir porter l'interdit contre tout prêtre qui souscrirait l'acte de soumission. Le clergé et le peuple, dont l'opinion contre la soumission était si prononcée, loin de blâmer cette mesure, l'approuvent, et j'ai la consolation de n'avoir pas un seul soumissionnaire dans toute l'étendue de mon vaste diocèse. Il est vrai que quelques évêques ont d'abord blâmé cet interdit ; mais dès qu'ils ont connu les motifs qui m'ont déterminé, et les circonstances dans lesquelles je l'ai prononcé, ils n'ont pu s'empêcher de l'approuver. En un mot, je me suis trouvé dans une position unique. J'ai employé un moyen unique, et j'ai obtenu un résultat unique ; car mon diocèse n'a pas eu un seul soumissionnaire. Personne n'est plus convaincu que moi de la nécessité de n'employer que des voies de douceur. C'est parce que je n'ay eu recours qu'à celles-là, qu'à j'ay la satisfaction de voir les jureurs et les intrus de mon diocèse s'empresse de recourir journellement à ma bonté paternelle, pour, après les épreuves et les pénitences convenables, les faire rentrer dans le sein de l'Église catholique. » Lettre du cardinal de Montmorency, évêque de Metz, au roi, datée de Paderborn, 9 septembre 1797. *Archives des Affaires étrangères*, fonds français, vol. 592, pièce 64.

réfugié à Rome manifestât une telle opinion. La correspondance des évêques nous montre ceux d'Agen, de Grenoble, consultant le Pape sur la question du serment et disposés à suivre sa décision. Un homme que son nom, sa race, semblaient ranger parmi les adversaires les plus résolus de la République, M. de Clermont-Tonnerre, évêque de Châlons, déclare, en 1797, qu'il n'a pas voulu adopter les décisions tranchantes de l'évêque de Boulogne, approuvées par un si grand nombre de ses confrères. Il met une grande différence entre le nouveau serment et les précédents; il pense que « le bien de la religion aussi affaiblie en France exigeait que nos ecclésiastiques se soumissent à cette loi ». En conséquence, il a réprimé le zèle d'un de ses grands vicaires qui avait interdit ce serment dans son diocèse. Il autorise pareillement ses prêtres « à faire l'acte de soumission », bien que « nombre de mes confrères, dit-il, me persécutent pour rétracter l'autorisation que j'ai donnée ¹ ». L'évêque de Luçon, M. de Mercy, se déclare pour l'obéissance aux lois, mais, comme M. Émery, il rejette le principe de la souveraineté du peuple ².

L'avis de l'archevêque d'Aix, M. de Boisgelin, avait une grande importance. Ce prélat, redoutant le danger d'une division d'opinion dans le clergé, écrivit à Louis XVIII

1. THEINER, I, 436, 446-449; II, 12, 167. — TORREILLES, *op. cit.*, p. 564.

2. « Je crois, dit M. de Mercy, qu'on peut faire l'acte de soumission exigé... Quelque usurpée, quelque illégitime que soit l'autorité qui prévaut en France, il est de fait qu'elle existe, qu'elle concentre le pouvoir souverain en ses mains. » — M. de Mercy accepte la soumission aux lois, mais il rejette la souveraineté du peuple et le principe posé par le décret du 28 septembre 1795 que la généralité des citoyens est le gouvernement. « Ce serait, dit-il, consacrer le principe de la Révolution sur laquelle nous gémissons. » Ce serait avouer « qu'il est libre à un peuple soumis à un gouvernement de le changer »; ce serait faire « de l'insurrection une vertu, de la révolte l'exercice d'un droit légitime... Nous ne pouvons convenir que l'horrible Révolution que vous avez opérée soit l'effet d'un pouvoir qui vous appartient à titre de justice, que tout ce que vous avez fait soit légitime. » Dans la même année 1795, M. de Mercy écrit, le 3 octobre, que le roi a fait défendre aux évêques la soumission dans « une espèce de mémoire assez long. J'avoue que ce mémoire, qui

pour lui suggérer les moyens d'assurer dans cette question du serment l'unité de direction et de vues. Dans ce Mémoire, M. de Boisgelin fait entendre des conseils de prudence. Il met le roi en garde contre une condamnation qui irait atteindre les prêtres admirables restés en France, malgré toutes les persécutions et tous les dangers, pour y être, au péril de leur vie, les défenseurs de la religion et de la monarchie. Faisant allusion à son rôle dans le comité épiscopal de la Constituante, il écrit : « Nous nous étions imposé une règle qui a fait toute notre force... Nous pensions avec raison que les évêques ne seraient point divisés sur tout ce qui tenait à la morale et à la foi ; et nous avons le droit d'en conclure sans crainte qu'il ne serait pas d'une nécessité absolue de décider les points sur lesquels les évêques seraient divisés. » L'archevêque d'Aix conclut que les évêques ne doivent ni censurer eux-mêmes la nouvelle formule ni en demander la condamnation au Pape, d'autant plus, dit-il, qu'elle « ne s'étend qu'aux lois qui regardent l'ordre civil ¹ ».

Il était un prélat dont le sentiment empruntait une très haute importance à la grandeur de son siège, c'était l'archevêque de Paris. Or, c'est à Paris que les *soumissionnaires* avaient levé leur étendard. C'est là que l'évêque d'Alais, M. de Bausset, et les autres partisans de la déclaration avaient lancé leurs écrits. L'éclat de la capitale

assurément n'est pas d'un théologien, mais d'un laïque, m'a paru peu concluant ; aussi ne m'a-t-il pas fait changer d'avis. Mais j'ai été fort surpris que sur une pareille matière on donnât aux évêques les intentions du roi pour règle. J'ai répondu à ce mémoire par un petit ouvrage de vingt-deux grandes pages ; mais cet ouvrage, je ne l'ai fait que pour ma satisfaction personnelle, et bien certainement il ne sortira pas de mon cabinet. » *Lettres inédites de M^{re} de Mercy*. — L'évêque de Tarbes montrait plus de déférence envers le roi. Il écrit à Louis XVIII, le 26 août 1797, à une époque où il était bruit d'une nouvelle formule : « Je ne prendrai aucun parti sans avoir prévenu Votre Majesté, et avoir obtenu de lui son aveu et son consentement. Je la prie de jeter un coup d'œil sur le mémoire que j'eus l'honneur de lui remettre à Vérone. Elle y trouvera l'expression de tous mes sentiments. » *Archives des Affaires étrangères, loc. cit.*, vol. 591.

1. *Archives des Affaires étrangères, loc. cit.*, vol. 589, p. 559-562.

venait donner à cette tentative, à de tels exemples, un rayonnement dangereux. Fait plus grave encore, les membres mêmes du conseil de l'archevêque, ceux qui, en son absence, gouvernaient le diocèse, M. de Dampierre, M. Émery, poussaient à la soumission. Qu'en pensait M. de Juigné ? Serait-il du même avis que ses grands vicaires ? Plusieurs de ses collègues dans l'épiscopat se disent autorisés à le nier. Ils attestent que « ses agents ont été séduits », que « M. de Paris est contre ce qui se passe : il est faux qu'il ait adopté le système et la conduite de ceux à qui il a confié le gouvernement de son diocèse ». En attendant, les polémiques s'entrecroisent. Pendant que les évêques du dehors disent que M. de Juigné est contre son conseil, l'abbé de Dampierre, son grand vicaire, affirme à Paris qu'il marche d'accord avec son archevêque¹, lequel, en effet, ne le démentit jamais.

Manifestement, la majorité des évêques émigrés se refuse à toute concession politique. Dans les loisirs et les méditations de l'exil, ils se demandent comment l'Église et l'État en France peuvent reprendre leurs destinées, et ils concluent invariablement qu'il faut les replacer l'un et l'autre sous l'égide de la monarchie. Quoi ! se seraient-ils trompés ? Est-il vrai que le culte se réorganise en France, et que cette France remporte des victoires en l'absence

1. Nous lisons dans un document du temps (*Lettre de l'abbé de Bonna-zot à M. de Dampierre*, cloître Notre-Dame, 16 avril 1797, 7 pages in-8°) : « N'avez-vous pas écrit que M^{re} l'archevêque de Paris voulait retirer toute espèce de pouvoir aux prêtres turbulents qui blâment le serment de la liberté et de l'égalité, ainsi que la soumission ? Votre lettre est sous mes yeux. Et vous dites qu'il ne faut pas faire schisme ? Quel orgueilleux et fanatique entêtement ! Quand cesserez-vous d'être égoïste et jaloux ? Quand, abjurant vos principes immoraux, vous rendrez-vous au vœu épiscopal ? Quand cesserez-vous de ternir la réputation d'un saint vieillard, M. de Juigné, en lui prêtant des sentiments pour la soumission qu'il rejette avec horreur ? » — L'exemple du diocèse de Paris exerçait une grande influence en province, même dans les diocèses où les évêques exilés étaient d'un avis différent. Voir, par exemple, pour cette question du serment, le diocèse de Bourges. (BRIMONT, *op. cit.*, p. 276-279.)

du gouvernement légitime et du fils de saint Louis ! Serait-il possible qu'un pouvoir régulier s'y établisse, y prenne racine, qu'il faille abandonner les espérances de restauration prochaine dont on s'est si souvent bercé dans l'exil, et retourner un jour dans son pays, en quelque sorte en vaincu ? Non, non. Il n'y a point de vraie sûreté pour les autels là où n'a point été relevé le trône ! Ici leur cœur, la tradition de plusieurs siècles, les folies intermittentes de la Révolution et bientôt fructidor les rassurent. Dans chaque nouveau serment ils voient un nouveau piège tendu à l'Église. Vainement des hommes graves, admirables de courage, de piété et de science, tels que M. Émery, M. de Bausset, croient le moment venu de déposer les armes ou du moins de bien distinguer entre le spirituel et le temporel, entre Dieu et César ; les théologiens de l'exil ne manquent pas de raisons pour établir qu'il faut rester en état de guerre, que prêter les serments de liberté et d'égalité, de soumission aux lois de la République et à la souveraineté du peuple, c'est trahir à la fois Dieu et le roi. Un mot nouveau, celui de *soumissionnaires*, désigne les partisans de la conciliation. Les irréconciliables ne le prononcent pas sans quelque mépris. A leurs yeux, les *soumissionnaires* ont un faux air de *constitutionnels*, et nous venons d'entendre M. de Thémynes les déclarer presque aussi coupables les uns que les autres. Quoi, après avoir combattu côte à côte, souffert côte à côte, on verrait les compagnons d'armes se séparer avant la complète victoire et une partie d'entre eux faire la paix, délaisser la cause du roi sous prétexte de mieux servir celle de Dieu ! « Vous avez partagé nos malheurs, écrit l'abbé de Bonnazot à l'abbé de Dampierre, vicaire général à Paris de M. de Juigné ; votre cause, vos motifs, vos principes étaient et sont les nôtres, et aujourd'hui vous nous abandonnez pour passer

dans le camp ennemi. Les vertus sociales ne vous défendent-elles pas de vous isoler, après avoir vécu si longtemps unis ? *Je crois toujours que Dieu couronne le martyr de la fidélité comme celui de la foi.* Croyez-moi, rallions-nous tous aux vrais principes de l'universalité de nos bons évêques. La voix impérieuse d'une conscience solidement chrétienne ne nous permet pas de composer avec les principes ni de transiger avec les puissances, au préjudice de l'Église. » Les uns voulaient faire l'union dans la soumission, les autres dans la résistance : il était bien difficile de s'entendre. La division s'était introduite jusque dans le conseil archiépiscopal de Paris. M. Béchét, grand vicaire, ayant cru devoir rétracter le serment qu'il avait prêté, entraîna un grand nombre d'ecclésiastiques du diocèse, de sorte que le clergé se trouva séparé en deux partis qu'on baptisa du nom de *Béchétistes* et de *Dampierriistes*.

On le voit, les évêques, si unis dans la résistance à la constitution civile du clergé, n'étaient plus d'accord sur l'attitude à garder en face des constitutions nouvelles que la France s'était données. Une sorte de schisme politique avait fait place à l'entente d'autrefois sur le terrain religieux. Tandis que les prélats qui n'avaient point émigré voulaient la conciliation et acceptaient les engagements compatibles avec leur conscience, la plupart de ceux du dehors, qui formaient la grande majorité de l'épiscopat, ne dissimulaient pas leur hostilité contre des complaisances à leurs yeux également funestes au trône et à l'autel. Cependant, au témoignage de M. Émery¹, le ser-

1. M. Émery, dans une lettre du 7 mars 1797, discutait ainsi les chiffres : « On ne peut pas se dissimuler que la plupart des évêques français sont opposés à la soumission ; mais il s'en faut bien qu'ils le soient au degré où est M. l'évêque de Clermont. Ils disent qu'ils ne l'approuvent point, mais ils la laissent faire. Mais je crois pouvoir vous assurer que les évêques d'Italie sont d'une opinion toute contraire, et croient qu'on peut et qu'on doit la faire. Dans tous les diocèses gouvernés par les grands vicaires des chapitres, comme Sens, Beauvais, la soumission a été géné-

ment fut prêté à l'intérieur dans un très grand nombre de diocèses, où le danger, l'intérêt évident de la religion firent triompher les conseils de modération et de prudence.

ralement faite. Elle l'a été aussi dans un très grand nombre de diocèses. A Paris, il y a peu de dissidents. » (*Archives de M. Émery*, t. IX, folio 9171.) En Bretagne, par suite de la désapprobation des évêques de cette province, le serment de soumission avait été presque universellement refusé. (TRESVAUX, *op. cit.*, II, 207-211.)

CHAPITRE IV

Grand débat à la tribune sur l'attitude du clergé — La haine à la royauté

I. Une motion au Conseil des Cinq-Cents de supprimer tout serment pour le clergé. — Discussion solennelle où Camille Jordan, Royer-Collard, Boulay de la Meurthe, Merlin de Thionville, parlant pour ou contre, discutent la renaissance religieuse, la situation de l'Église de France et l'attitude du clergé à l'égard de la République. — Fructidor coupe court à ces discussions et rouvre la persécution. — II. Serment de haine à la royauté. — Ceux qui le prêtent. — Le futur archevêque de Paris, M^r de Belloy, est du nombre. — Louis XVIII l'autorise pour les laïcs. — M^r de La Marche et M^r de Talleyrand-Périgord rappellent le roi à son devoir. — Mais voici Bonaparte.

I

Puisque la question des serments était une grande cause de division, il parut possible sous le Directoire, aux partisans de plus en plus nombreux que le clergé comptait dans les Chambres, de les faire supprimer. Cette proposition fut portée au Conseil des Cinq-Cents, en juillet 1797. Il s'engagea à ce sujet une discussion mémorable, et par le talent des orateurs, et par l'importance que tout débat emprunte aux questions religieuses. Le rapporteur, un jeune et éloquent député, Camille Jordan, analysa avec beaucoup de précision et de finesse les motifs qui avaient détourné tant d'évêques, tant de prêtres, de prêter les divers serments. « Depuis quelques années, dit-il, on leur a présenté de si insidieuses formules, on a tourmenté leur conscience en tant de manières, qu'elle se refuse violemment aujourd'hui à toute interrogation nouvelle ; ils

craignent de trouver un piège dans les paroles les plus innocentes ; ils craignent d'encourager le législateur à de plus dangereuses tentatives sur leur liberté. Il faut le dire, après ce qu'ils ont souffert, une telle prévention, si elle est exagérée, est au moins excusable. Elle se confirme chez d'autres par une déplorable équivoque. Ils remarquent dans votre code plusieurs lois injustes ! Ils craindraient de paraître approuver les lois qu'ils blâment ou s'engager à faire les actions qu'ils condamnent. » Camille Jordan, — par une allusion directe à la direction donnée par M. de Bausset et M. Émery, dont il reproduit les explications, allusion faite également par Merlin de Thionville, — regrette qu'on n'ait pas suivi partout l'exemple du clergé de Paris. Mais puisque ces serments alarment la conscience des prêtres, il conclut en réclamant pour le clergé la suppression de toute déclaration qui ne serait pas demandée aux autres citoyens. Cette proposition rencontra d'ardents adversaires, en tête desquels se distinguèrent Boulay de la Meurthe et Merlin de Thionville. Boulay de la Meurthe agita le spectre d'une Église autrefois si redoutable par sa puissance et ses richesses. Si on lui objecte que le clergé a tout perdu : « C'est précisément, répond-il, parce qu'il n'a plus de biens et ne peut pas être salarié par le gouvernement qu'il est beaucoup plus dangereux. S'il avait une existence honorable et assurée et que cette existence dépendit du gouvernement, je n'aurais que très peu d'inquiétude. » L'orateur dit qu'on a réussi à confondre « la faction sacerdotale » et la faction monarchique, et que cette confusion même « a été une des causes les plus fécondes des malheurs et des crimes de la Révolution ». Il défie tout homme qui n'a pas sur les yeux le bandeau de l'erreur la plus grossière, ou le masque de l'hypocrisie la plus perfide, de nier qu'il existe entre ces deux factions le rapport le plus intime d'intérêts, de vues, de direction et de mouvements. « Peut-on nier que

le haut clergé, presque totalement émigré, ne s'entende avec le parti des prétendants et des émigrés? Peut-on nier que le haut clergé n'ait enveloppé dans ses combinaisons tous les prêtres assermentés, et ne dirige par conséquent leur influence et leurs efforts? »

Royer-Collard s'attachait à repousser ces attaques. A ceux qui cherchaient à effrayer l'opinion par l'ancienne puissance de l'Église gallicane, il opposait le tableau de ses effondrements et de ses ruines. « Elle n'est plus, s'écriait-il avec éloquence, cette antique corporation qui, sous le nom de *clergé de France*, propriétaire d'une partie des revenus fonciers de l'État, seule dépositaire de l'enseignement public, tantôt alliée et tantôt rivale de la puissance séculière, formait encore un des ordres de la constitution monarchique. Elle a perdu dans la Révolution la vie politique et civile; ses membres dissous ont essuyé une guerre d'extermination qui en a physiquement détruit un grand nombre. Parmi ceux qui survivent, les uns languissent encore dans l'exil; les autres, qui ont échappé aux bannissements et aux massacres, sont maintenant dispersés dans les cachots de la France, ou épars sur son territoire, disputant la pitié publique à l'indigent qu'ils ont nourri, exposés aux menaces et aux outrages des agents exécutifs, à qui des instructions spéciales enjoignent de *désoler leur patience*. Certes, ce serait la plus étrange des inconséquences, comme la plus atroce des dérisions, de les accuser de ce qu'ils furent dans ce qu'ils sont, et de soulever contre eux le souvenir d'une puissance si complètement évanouie, pour l'appeler aujourd'hui à la solution des questions législatives dont ils sont l'objet. » A ceux qui parlaient de la haine des prêtres contre la République, Royer-Collard répondait : « Ils haïssent, dit-on, le gouvernement républicain, mais lequel? » Est-ce le gouvernement révolutionnaire qui les a déportés, mitraillés, martyrisés? Est-ce le gouverne-

ment actuel qui peut s'en faire aimer en réparant tant de crimes, en leur rendant la liberté, en relevant leurs autels ? On a parlé de rancunes, de désirs de vengeance. « Oui, sans doute, répond Royer-Collard, après de longues

1. « Ils haïssent, dit-on, le gouvernement républicain, mais lequel ? Car plus d'un s'est appelé ainsi. Est-ce le gouvernement révolutionnaire ? Ah ! je le crois sans peine, car il a déchaîné contre eux tous les éléments et tous les fléaux. Il les a entassés dans les cachots, et les y a fait périr de faim et de froid ; il les a noyés, mitraillés, donnés partout en spectacle de carnage. Mais le gouvernement qui a mis un terme à leurs maux, qui leur a rendu leurs temples et relevé leurs autels, qui réparera ce qui est réparable, qui accordera tout ce qu'il est permis d'accorder, pourquoi le haïraient-ils ? » Quelques mois auparavant (1^{er} mars 1797), l'abbé de Boulogne avait réfuté la même objection avec beaucoup de verve et de vigueur : « Les prêtres, dit-on, n'aiment pas la République. C'est précisément ce que Louis XIV disait des protestants : *Ils n'aiment pas la monarchie*. Ainsi, ne pouvant pas attaquer nos actions, on s'en prend à nos sentiments, moyen infailible d'avoir toujours raison contre nous. O vous qui venez scruter jusqu'à nos pensées et commander jusqu'à nos affections, dites-nous donc quel moyen vous avez pris pour la faire aimer ? Quel est le tyran qui ait jamais parlé du charme ineffable des réclusions, des spoliations, des déportations ? Où a-t-on jamais vu qu'il faille aimer une égalité qui n'est pas égale pour tous, et une liberté mille fois plus insupportable que le plus dur de tous les esclavages ? Certes, nous pouvons bien être résignés et soumis, il ne nous est pas encore donné d'être stupides ; et pour avoir renoncé à tout sentiment de haine et de vengeance, il ne nous est pas pour cela plus aisé de renoncer au sens commun. La République serait-elle par hasard si aimable, qu'elle fût digne de l'amour pur sans aucun mélange de consolation et d'espérance ; et cet héroïsme surhumain d'une totale abnégation, que la religion même a condamné, serait-il un devoir sacré envers la République, quand Dieu lui-même ne le demande pas pour lui ? Heureux sans doute ceux qui peuvent aimer la constitution pour elle-même, et par la seule contemplation de ses invincibles attraits : pour nous, que la nature n'a pas doués de tant de sensibilité pour la métaphysique, nous gardons notre cœur pour des objets réels. Ce n'est pas la division géométrique des pouvoirs qui nous enchante ; nous avons la faiblesse de n'aimer que la loi vivante, et la justice mise en action. Législateurs, il est donc un sûr moyen de captiver nos affections, c'est de nous protéger comme hommes, et puis encore comme prêtres ; c'est de respecter la plus sacrée et la plus inviolable de nos propriétés, celle de notre culte et de notre conscience ; c'est de bien vous convaincre que ce n'est pas de vous que nous tenons cette propriété, mais de la morale, mais de la justice éternelle ; c'est de faire cesser ces lois insidieuses qui semblent autant de pièges qu'on nous tend, ces lois versatiles qui rendent toujours notre existence incertaine et précaire, ces lois si heureusement inhumaines, que de votre aveu elles sont inexécutables par leur propre atrocité ; c'est enfin d'être humains et justes. Faites-en l'essai une bonne fois, et vous verrez si nous n'aimons pas tout ce qui est bon, tout ce qui est utile, tout ce qui nous prouvera que la tolérance n'est pas un vain nom, ni la liberté une chimère. Mais non, ce ne sont pas les prêtres qui n'aiment pas la République ; c'est peut-être la République qui n'aime pas les prêtres. Ce sont peut-être les philosophes qui veulent anéantir la religion pour se mettre à sa place, et qui travaillent à l'arracher au peuple pour le rendre plus souple à leur domination. » (*Mélanges*, par M. de Boulogne, 1827, t. I, pp. 264, 265.)

et sanglantes discordes, il est d'implacables souvenirs, il est des haines immortelles ; mais l'expérience vous enseigne, et vos propres cœurs vous attestent, représentants du peuple, que ces souvenirs, que ces haines sont celles des oppresseurs qui, repoussant le pardon public, parce qu'ils ne peuvent obtenir celui de leur conscience, condamnés au crime par le crime, seront toujours les véritables, les seuls ennemis de la paix. »

Un autre député favorable à la cause religieuse, Dubruel, somrait les adversaires du clergé, acharnés à présenter les prêtres comme « des ennemis implacables du gouvernement républicain », d'avoir à fournir des faits et des preuves ¹. Camille Jordan donnait enfin de la réserve du clergé envers la République une raison profonde, tirée de l'attitude que l'Église avait coutume d'observer à l'égard des nouveaux pouvoirs. « La religion catholique, disait l'orateur, se concilie avec toutes les formes de gouvernement, mais elle respecte avant tout le gouvernement établi ; elle y attache ses sectateurs par les liens les plus forts. De là, leur répugnance à s'en séparer ; de là, le caractère passif qu'ils conservent d'ordinaire à l'origine des révolutions. Mais lorsqu'elles sont consommées, ils transportent au nouveau gouvernement toute l'obéissance religieuse qu'ils rendaient à l'ancien ; ils n'en ont pas été les fondateurs, mais ils s'en montrent les plus fidèles sujets. Que tous ceux qui connaissent l'esprit du catholicisme attestent la vérité de cette explication ; qu'elle serve de réponse aux alarmes de quelques-uns qui

1. On s'efforce, disait Dubruel au Conseil des Cinq-Cents, « de réveiller le fanatisme en inspirant aux uns des doutes sur la possibilité d'allier les lois républicaines avec la religion catholique, et en disant aux autres, pour exciter des persécutions, que la République ne peut exister avec cette religion. De cette double attaque, il en résulte ce double effet, que les uns hésitent de s'attacher à notre gouvernement, parce qu'on leur a dit qu'il était contraire à cette religion ; d'autres abhorrent et veulent détruire cette religion, parce qu'ils la croient opposée aux institutions républicaines. »

affectent de le présenter comme incompatible avec notre République. » Les défenseurs de la cause religieuse concluaient en réclamant la suppression de tout serment parce que cette exigence, en écartant du ministère beaucoup de prêtres retenus par les scrupules, laissait sans pasteurs cette France dont la voix, s'élevant de toutes les parties du territoire, redemandait avec une force irrésistible le culte de ses pères. Le vote sur cette grande discussion¹ compta 414 suffrages, dont 204 étaient pour l'abolition de la déclaration et 210 pour son maintien. Le serment avait failli succomber. Le courant était favorable à la religion et à l'Église.

On sait comment le coup d'État du 18 fructidor interrompit subitement les mesures de réparation. Les directeurs avaient dit dans une instruction envoyée, en décembre 1795, aux commissaires nationaux de chaque département, relativement aux prêtres appelés réfractaires : « Déjouez leurs perfides projets par une surveillance active, continuelle, infatigable ; rompez leurs mesures ; entravez leurs mouvements ; désolerez leur patience ; environnez-les de votre surveillance ; qu'elle les inquiète le jour, qu'elle les trouble la nuit ; ne leur donnez pas de relâche ; que sans vous voir, ils vous sentent partout, à chaque instant. » Cette politique, que les dispositions modérées des deux conseils n'avaient permis d'appliquer qu'imparfaitement, va enfin triompher après le coup d'État de fructidor, qui livra de nouveau la France aux Jacobins et rejeta l'Église en pleine persécution. Nous n'avons pas à retracer ici ces deux années² d'histoire intérieure lamen-

1. Voyez les débats du Conseil des Cinq-Cents : rapport de Dubruel, 18 février et 26 juin 1797 ; rapport de Camille Jordan, 17 juin 1797 (29 prairial an V) ; opinion de Boulay de la Meurthe, 9 juillet 1797 (21 messidor an V) ; opinion de Royer-Collard, 14 juillet 1797 (26 messidor an V) ; discours de Merlin de Thionville, 15 juillet 1797 (27 messidor an V).

2. Voir sur cette question Victor PIERRE : *La Terreur sous le Directoire*, 1 vol. in-8°, 1888. — Ludovic SCIOUT, *op. cit.*

table où les prisons se rouvrent, les échafauds se redressent, la terreur reparait, où les lois de déportation, renouvelées dans toute leur horreur, poussent à la Guyane, aux îles de Ré et d'Oléron, des milliers de prêtres exposés aux plus cruels traitements, pendant que le Directoire s'efforce de remplacer le vieux culte par la pompe ridicule des fêtes décadaires.

II

Fructidor apporta au clergé un nouveau serment, celui « de *haine à la royauté* et à l'anarchie, d'attachement et de fidélité à la République et à la constitution de l'an III ». Cet arrêt était un peu anormal de la part d'un gouvernement qui traitait avec les rois de l'Europe. Et puis quelle étrange politique que de décréter la haine, de vouloir l'imposer au nom de la conscience, elle qui n'est légitime que contre le mal ! Quelle naïveté de croire qu'il suffisait d'une simple ordonnance pour la substituer à l'amour dans les dispositions d'un si grand nombre de Français envers la royauté. Il est évident qu'un tel serment, qui prétendait commander au cœur, rendre obligatoire un sentiment que la charité réprouve, mettre sur le même pied la royauté et l'anarchie, prescrire enfin l'attachement à une constitution peu chérie, peu assurée du lendemain, celle de l'an III, devait rencontrer plus de résistance encore que les précédents. Vainement, le député Chollet, au nom de la commission, déclara-t-il qu'il ne s'agissait point d'un serment à la Brutus et à la Caton, contre tout ce qui porte le nom de roi, ni de haine contre les personnes, ni même contre la royauté en général, mais simplement contre tout essai de restauration monarchique en France, lequel ne pouvait s'opérer sans d'horribles convulsions : cette explication encouragea les bonnes volontés

à la soumission, mais elle ne pouvait rendre la loi raisonnable. Plusieurs prélats, tels que l'évêque de Grasse, l'évêque de Lisieux, MM. de Saint-Jean de Prunières et de La Ferronnays, consultèrent la cour romaine. Les cardinaux pensèrent unanimement que le serment de haine à la royauté répugnait à *la loi divine*. Il paraît que le Pape donna à cette décision une confirmation verbale, bien que Pie VI ait autorisé plus tard, au sujet de la République romaine, une formule qui rappelait sur plus d'un point celle de fructidor ¹.

Cette décision étant peu ou tardivement connue en France, le serment de haine à la royauté fut prêté par un grand nombre de membres du clergé de Paris, avec l'assentiment du moins tacite du conseil archiépiscopal, avec la tolérance de M. Juigné qui y était d'abord opposé. M. Émery, qui ne l'avait pas fait et ne l'avait conseillé à personne, ne voulut jamais condamner ceux qui s'y étaient soumis. Il était même satisfait de voir un certain nombre de prêtres le prêter ². « Je ne puis me faire, disait-il, à l'idée d'un peuple sans culte. » Dans plusieurs diocèses, les prêtres l'acceptèrent avec l'assentiment ou la neutralité des évêques. Le clergé de Reims

1. Pie VI, par un bref du 16 janvier 1799 relatif à la République romaine, autorisa le serment suivant qui ne pouvait plaire aux évêques français émigrés : « Je jure que je ne prendrai part à aucune conjuration, complot ou sédition, ayant pour objet de rétablir la monarchie et de détruire la République qui gouverne actuellement. Je jure haine à l'anarchie, fidélité et attachement à la République et à la constitution, sauf toutefois les droits de la religion catholique. »

2. M. Émery, dans une lettre à M^{re} Spina, exposé au délégué du Pape la conduite tenue par les grands vicaires de Paris au sujet du serment de haine à la royauté et des autres serments. M. Emery dira, en 1800, dans son projet de lettre à Pie VI que cette formule est condamnable, car « elle suppose que le gouvernement monarchique est en lui-même digne d'une haine proprement dite, qu'il est intrinsèquement mauvais, doctrine évidemment contraire à l'Écriture sainte et à la tradition ». Mais M. Emery ajoute que la formule ne fut pas souscrite en France dans ce sens, mais simplement comme un engagement de n'entrer dans aucun complot pour le rétablissement de la monarchie en France, engagement que Pie VI a jugé non illicite puisqu'il l'a autorisé dans ses États. — *Arch. de M. Emery.*

s'y conforma et donna par écrit les raisons de sa conduite. Dans le diocèse de Montpellier, on compta 161 prêtres qui firent ce serment de haine à la royauté. Parmi ceux qui avaient donné l'exemple se trouvait l'abbé Cambacérès, frère du second consul, et qui devait être archevêque de Rouen, en 1802. A Angoulême, de nombreux ecclésiastiques s'y soumirent pour pouvoir conserver l'exercice de leur ministère. Le principal grand vicaire ¹ refuse de les blâmer, les tenant, dit-il, pour de mauvais politiques mais non pour de mauvais prêtres. A Bourges, 53 prêtres et 15 religieuses crurent pouvoir jurer, le 12 janvier 1798. Du fond de son exil, l'archevêque de ce diocèse, M. de Puységur, réprouva cet acte de complaisance, et « dit sa vive douleur » à la vue de ce qu'il appelle une faiblesse coupable ².

Ceux qui prêtèrent ainsi le serment de haine à la royauté purent s'autoriser de M. de Belloy, évêque de Marseille, Au mois d'octobre 1797, il adressa à son clergé un *AVIS* pour l'engager à le faire dans le sens de l'interprétation donnée par le député Chollet. « Il faut observer, disait ce prélat, que la religion est par elle-même indifférente à la forme de gouvernement, ou royaliste ou républicain, c'est-à-dire qu'elle ne commande aucun des deux. Il faut également observer qu'un gouvernement ne pou-

1. On est frappé de voir avec quelle largeur d'esprit et quelle indépendance de jugement ce grand vicaire, M. Vigneron, discute cette question des divers serments. Il s'inspire des exemples du Conseil de Paris et de M. Emery. Cf. BLANCHET, *op. cit.*, pp. 304, 305, 553-555, 562-581. — Pour Montpellier, cf. SAUREL, *op. cit.*, III, pp. 174, 175.

2. Cf. BRIMONT, *op. cit.*, p. 326-328. — L'évêque de Perpignan, M. d'Esponchez, écrivit à son diocèse pour interdire ce serment. (TORREILLES, *op. cit.*, p. 657.) — L'évêque de Luçon, M. de Mercy, écrivait le 17 octobre 1797 : « La haine ne se commande pas. Le chrétien ne peut haïr que le péché. Le gouvernement monarchique est bon en lui-même. Il peut ne pas convenir à tous les peuples, mais les républicains eux-mêmes ne peuvent pas lui jurer haine. Qui sait s'ils ne reviendront pas à ce gouvernement paternel ? » Autre lettre du même prélat, le 8 février 1800, au sujet du même serment : « Je ne le crois pas légitime. Tout ce que nous pouvons promettre, c'est de ne rien faire pour provoquer ce retour, autrement que par nos prières, et de nous engager à ne jamais rien faire qui puisse tendre à troubler la tranquillité publique. » *Lettres inédites*.

avant être à la fois royaliste et républicain, l'adoption de l'un des deux est nécessairement le rejet de l'autre. Quant au mot de *haine à la royauté*, que l'on exige d'ajouter au serment dont il s'agit, il ne doit être considéré et raisonnablement interprété (quoique très déplacé dans le lieu) que comme une expression confirmative de la soumission exigée... Ce mot de haine, qui est susceptible, même dans les saintes Écritures, de diverses interprétations..., ne doit pas être entendu ici d'une haine effective contre la personne des rois, mais simplement comme une obligation que l'on contracte par serment de ne rien faire, ni dire, ni écrire, qui puisse nuire ou tendre à la destruction de la République... Cette interprétation est la seule raisonnable que l'on puisse lui donner, car enfin, la haine et l'amour sont des sentiments et des mouvements de l'âme qui ne se commandent pas, et personne n'ignore que nulle puissance humaine n'a ce droit sur la pensée et les sentiments intérieurs de l'âme, mais seulement sur les actions, les paroles et les signes extérieurs ; et qu'en conséquence toute prétention ou ordonnance qui dépasseraient ces justes bornes, seraient évidemment nulles, ou absolument chimériques ¹. » L'évêque de Marseille concluait en engageant ses prêtres à faire le serment ainsi compris dans l'intérêt du culte. M. de Belloy paraît avoir été à peu près le seul dans l'épiscopat à donner à son clergé cette direction positive. La généralité des évêques, surtout du dehors, n'avait même pas été tentée de le

1. On possède à Saint-Sulpice plusieurs copies de cet *Acte* de M. de Belloy, dont un écrit par M. Emery. L'auteur d'une brochure parue en 1803 (*Lettres critiques et charitables d'un habitant de Cambridge*, p. 32), traite M. de Belloy de « centenaire redescendu à l'état d'enfance. En 1797, on lui fit prêter le serment de haine à la royauté, et il ne craignit pas de répandre dans le diocèse de Marseille la scandaleuse interprétation qui avait été donnée par les évêques intrus ». — L'évêque constitutionnel d'Ille-et-Vilaine, (Lecoz, *op. cit.*, pp. 227, 278), écrivait le 17 août 1798 : « La haine que nous jurons à la royauté a pour objet non de haïr les rois, nous sommes en paix et en amitié avec plusieurs d'entre eux, mais de repousser la royauté dans le même sens que l'anarchie, c'est-à-dire comme destructive du gouvernement que les Français ont adopté. »

prêter. Ils étaient rassurés contre son succès par la bizarrerie et l'excès de la formule.

Nous ne saurions nous montrer bien sévères contre l'indulgente faiblesse de M. de Belloy lorsque nous voyons Louis XVIII, le roi en personne, autoriser le serment de haine à la royauté. Oh ! il ne donne point cette permission aux ecclésiastiques, parce qu'il craindrait, dit-il, de « blesser la pureté de leur caractère » ; mais, dans l'intérêt de sa cause, il croit devoir l'accorder à ses partisans laïques. « Je ne dissimule point, écrit-il expressément, que je chargerai mes agents civils de répandre parmi le peuple, que j'autorise mes sujets à le prêter, si la tyrannie conserve la force de l'exiger, soit pour assister aux Assemblées primaires, soit pour remplir des fonctions publiques. Comme c'est moi surtout qu'il intéresse, il me paraît que cette précaution suffira pour lever tous les scrupules de la délicatesse et même de la conscience. »

Les évêques auxquels le roi faisait ces étranges confidences ne furent pas d'avis comme lui que ni les nécessités de la politique, ni même son autorisation formelle, pussent lever « les scrupules de la délicatesse et de la conscience ». Ils n'acceptent pas que ce qui est mal pour des ecclésiastiques puisse être bon pour des civils. Ils ne comprennent point que jurer haine à la royauté puisse être un moyen de faire aimer et de faire rentrer le roi. L'évêque de Saint-Pol-de-Léon, M. de La Marche, le déclare à Louis XVIII avec une énergie d'expression, avec une rudesse même que nous ne sommes guère habitués à rencontrer dans la correspondance entre les évêques d'ancien régime et leurs princes. Le serment de haine à la royauté, même dans une bouche laïque, dit M. de La Marche, « sera un blasphème, puisqu'il aura un objet mauvais ; il sera un parjure, le cœur n'étant pas d'accord avec la bouche. Quant à l'autorisation du roi de prêter le serment, ... si elle efface l'injure faite à sa personne, elle

n'en produirait pas moins un scandale, elle serait d'un pernicieux exemple... Jamais la légitimité de la fin ne peut légitimer des moyens qui sont mauvais en eux-mêmes ¹. » Voilà les évêques obligés de rappeler le roi au sentiment de l'honneur politique, peut-être de ses propres intérêts.

La question des serments allait se poser bientôt sous une autre forme et d'une façon plus sérieuse. Les jours du Directoire sont comptés. Un homme se lève, que le Dieu des armées a marqué de son sceau plus qu'aucun conquérant qui ait jamais commandé à la victoire et pétri les peuples. A peine a-t-il mis fin à un gouvernement détesté qu'il se montre aussi grand dans la paix que dans la guerre. Cette nation ivre de liberté, il la rassasie de gloire. Ces jacobins farouches, pourfendeurs de tyrans, qui ne connaissaient que le bonnet rouge et la carmagnole, iront se prélasser dans ses antichambres en culotte courte. Il fait plus, il rend à la France la paix religieuse, le culte des ancêtres par un concordat passé avec le Souverain Pontife. Quoi encore ! Le voilà empereur, c'est-à-dire plus que roi. Le Pape lui-même préside à son sacre. Les Français, pris par l'imagination, reportent déjà sur lui l'amour dont ils brûlaient autrefois pour la dynastie des Bourbons. Les rois de l'Europe inclinent leur couronne devant sa majesté impériale. Tout cède. Les évêques seront-ils les seuls à se dresser devant ce géant qui semble suscité pour exercer l'empire du monde ?

1. L'archevêque de Reims répondait de son côté au roi, avec moins de vigueur, mais avec fermeté, que l'autorisation de prêter le serment de haine à la royauté, de fidélité à la République et à la constitution de l'an III, « pourrait aliéner ceux de ses sujets qui lui sont sincèrement attachés et qui, en conséquence, ont ce serment en horreur et le regardent à juste titre comme absolument illicite. La déclaration faite sur cet objet, au nom de Votre Majesté, par ses agents civils, se trouverait en opposition avec les instructions que nous avons déjà données, comme nous le devons, contre ce serment, et dans lesquelles nous avons montré combien il est contraire à Dieu. Il pourrait arriver enfin que les malveillants représentassent cette autorisation, qui ne pourrait manquer d'être connue, comme une espèce de renonciation que Votre Majesté aurait faite à ses droits, ou en abusassent pour lui faire perdre la confiance que ses sujets doivent avoir en elle. » *Archives des Affaires étrangères, loc. cit.*

CHAPITRE V

Le Clergé placé entre la soumission à la République ou la ruine du culte

I. Le Consulat place les évêques en face d'un nouveau serment. — La promesse de fidélité à la constitution de l'an VIII. — Prestige du nouveau gouvernement. — Le clergé va-t-il le reconnaître. — Grand obstacle : la fidélité monarchique. — Déclarations royalistes toutes récentes faites à Londres par les archevêques d'Aix et de Narbonne. — Mais, répond l'évêque d'Alais, les intérêts religieux? — II. C'est l'éternelle question de l'attitude de l'Église en face des pouvoirs humains. — Combien il en coûte au clergé d'abandonner cette royauté qui a fait la France et a protégé l'Église pendant des siècles. — Et l'abandonner pour la République! — Quelles colères vont soulever les premiers *soumissionnaires*! — Et puis le clergé essentiellement conservateur n'aime pas le changement. — III. Il faut suivre l'ardeur de la lutte dans les diocèses, comme à Angoulême. — Le dilemme qui se pose : ou se soumettre à la Constitution, ou renoncer au culte public. — Les prélats qui préfèrent renoncer au culte public. — Tel archevêque interdit ceux qui se soumettent. — Cris d'angoisse de M. Émery. — IV. Argumentation des modérés. — Danger de laisser un peuple sans culte public. — Intervention de La Luzerne. — Un évêque, partisan de la soumission, abandonné par ses grands vicaires et traité de schismatique. — V. Efforts des deux partis pour gagner des adhérents. — M. Émery s'assure de M^{re} de Juigné. — M. Émery loué et vilipendé. — Lutte entre les évêques de La Rochelle et de Luçon. — M. de Mercy se plaint des « fureurs » de M. de Coucy. — VI. Attaques contre les évêques du dedans. — Intervention des femmes contre la soumission. — Exaltation des « théologiennes ». — Psychologie des intransigeants.

I

Le coup d'État de brumaire, la constitution de l'an VIII placèrent les évêques en présence d'un nouveau serment. C'est dire que les consultations, les discussions, les publications vont recommencer avec une ardeur nouvelle. Il est vrai que jamais, depuis la constitution civile du clergé,

les prélats n'ont eu à prendre une détermination aussi grave. Le gouvernement consulaire s'annonce avec un caractère de force, de modération et de durée, que n'ont jamais eu ni la Législative, ni la Convention, ni le Directoire. Et que demande-t-il ? *La promesse de fidélité à la constitution*. Mais il la demande avec autorité. C'est à cette condition seulement que les prêtres présents en France pourront exercer un culte public, que les déportés pourront rentrer dans leur pays.

Il semble que cette formule, substituée, le 28 décembre 1799, à tous les serments antérieurs, ne dût pas rencontrer de résistance. Une note officielle, publiée dans le *Moniteur* du 30 décembre 1799, expliqua qu'il s'agissait d'un « engagement purement civil », que plusieurs serments obligeaient à « maintenir la constitution », ce qui paraissait indiquer « une promesse d'action directe et positive pour soutenir, pour défendre un code qu'après tout on ne pouvait être tenu d'approuver... Aujourd'hui, ajoutait le *Moniteur*, on promet uniquement d'être fidèle, c'est-à-dire, de ne pas s'opposer. » Ces déclarations n'étaient-elles point satisfaisantes ? Les évêques, fatigués de courir depuis dix ans sur tous les chemins de l'Europe, ne vont-ils point profiter avec empressement de l'occasion qui leur est offerte de rentrer honorablement en France ? Une trentaine d'entre eux ont succombé depuis le commencement de la Révolution dans les tristesses et l'isolement de l'exil. Qu'elle a été cruelle la destinée des prélats dispersés ! « Hélas ! s'écrie ici avec émotion M. de Bausset, lorsque la tempête qui devait ébranler l'Église gallicane s'est élevée, combien d'évêques demandaient, à l'exemple de Bossuet, pour toute grâce, au Dieu qu'ils invoquaient comme leur appui et leur consolateur, d'être enterrés aux pieds de leurs saints prédécesseurs ! Dieu ne l'a pas voulu, et nous devons adorer sa justice, lors même qu'elle nous frappe avec le plus de rigueur. Les uns languissent encore

loin du pays qui les a vus naître, et séparés peut-être pour toujours de ces églises qu'ils avaient gouvernées avec tant de sagesse et d'édification... Les autres, poursuivis par les malheurs et les vicissitudes de la guerre, ont rendu leur dernier soupir sous un ciel étranger, en bénissant leur patrie, qui s'était montrée implacable pour eux ¹. » Mais enfin des jours meilleurs semblent luire pour le clergé de France. Le Consulat a acquis dès son début un grand prestige. La correspondance des évêques du dehors nous dit l'impression extraordinaire que leur cause une situation si nouvelle à l'intérieur de la France ². Ces prélats

1. Lettre de l'évêque d'Alais aux vicaires généraux de son diocèse, 1801.

2. Nous lisons dans une lettre de l'évêque de Luçon, en date du 8 février 1800 : « Vous connaissez sûrement la nouvelle révolution qui vient de s'opérer en France et la nouvelle constitution qui en a été le résultat. La manière dont la chose s'est opérée tient du prodige, et il faut convenir que cette nouvelle constitution est organisée de manière à lui faire espérer la stabilité, si l'esprit de parti au dedans et les forces étrangères au dehors ne réunissent pas leurs efforts pour la renverser. Le projet pourrait être tel, mais je doute fort que ce soit une volonté arrêtée. C'est à proprement dire une monarchie qu'on a établie en France, car l'autorité du premier Consul ne diffère pas de celle d'un puissant monarque. Quoiqu'il ne soit que temporaire, il peut être continué indéfiniment. Il n'est soumis à aucune responsabilité et, quand il s'agira de le remplacer, les moyens paraissent sagement pris pour prévenir les troubles et les convulsions si ordinaires et si funestes dans les royaumes électifs. Autant que je peux en juger, les différents pouvoirs sont distribués de manière à entretenir l'équilibre sans que l'action du gouvernement perde rien de sa force. Reste à savoir si au dedans et au dehors on y prendra confiance. Le premier Consul Bonaparte ne néglige rien pour l'inspirer, et s'il pouvait après tant de variations, après tant de traits de mauvaise foi, donner une garantie recevable de tout ce qu'il promet, je ne doute pas qu'il n'y parvînt. Nous verrons jusqu'à quel point il pourra faire illusion ; il a trouvé l'intérieur en insurrection ; il voit au dehors une coalition importante qui menace de détruire son ouvrage, qui déjà par plusieurs victoires éclatantes a détruit ses anciennes conquêtes. Parviendra-t-il à conjurer ce double orage ? Il s'en flatte, il négocie au dedans, il négocie au dehors. La paix, le bien de tous, le vœu de tous, le besoin de tous, il l'offre, il la demande à tous ; et malgré ce que l'on croit de l'épuisement de toutes ses ressources, il fait bonne contenance, il paraît ne pas craindre ses ennemis, il se fie sur la bonne fortune qui l'a si bien servi jusqu'ici. Il annonce des vues de sagesse, de justice et de modération ; en persuadera-t-il la sincérité ? Déjà il a réparé quelques injustices ; il s'annonce pour les réparer toutes quoiqu'il en ait consacré de bien criantes, quoiqu'il ait consommé la plus grande et qu'il en jouisse. Il n'a pas l'impiété de langage des autres usurpateurs qui l'ont précédé, quoique ses principes religieux ne soient ni plus purs, ni plus éclairés, quoique peut-être il n'en ait point d'autres que ceux que lui inspire sa machiavéliste politique. Les prétendus droits de l'homme à côté de l'oubli de tous ses devoirs ne déparent plus le frontispice de sa constitution, et si toujours la Liberté et

ne voudront-ils point, en se pliant aux formalités exigées, s'ouvrir la porte de la patrie et apporter leur concours à l'œuvre de restauration religieuse ?

Ici un grand obstacle se dresse sur leur route. Faire la promesse de fidélité à la constitution de l'an VIII, n'est-ce pas reconnaître le nouveau gouvernement de la France, et par là même abandonner la cause de Louis XVIII ? Nous avons dit à quelle profondeur le nom du roi était gravé dans le cœur de l'épiscopat. Durant la Révolution, les évêques ont eu plusieurs fois l'occasion de manifester leurs convictions monarchiques. A Londres, dans les chapelles catholiques, il est rare que, dans les allocutions des prélats, le nom du roi ne soit pas associé à celui de Dieu. Là, quelques mois à peine avant brumaire, Dillon, archevêque de Narbonne, dans un des rares sermons qu'il prononça dans sa vie, se livrait, en présence du comte d'Artois, à des variations éloquentes sur la devise : *Dieu et le roi*¹. Là deux hommes, qui devaient pousser moins loin

l'égalité en sont la base, il les a restreintes dans de plus justes bornes, quoiqu'il ne les ait pas encore assez circonscrites. Il paraît de bonne foi vouloir assurer la liberté religieuse parce qu'il y trouve l'intérêt de sa politique ; elle n'avait pas encore été si bien garantie. Il nous rend nos églises ; les entraves qu'on avait mises à la liberté de notre culte, il les ôte. Il a supprimé les fêtes cannibales ; il ne veut pas que l'on force à observer les décadis ceux que leurs principes religieux en éloignent, ni que les fêtes nationales soient exclusives de celles des chrétiens, de celles des catholiques. Tous les serments qui pourraient alarmer les consciences, il les a abolis. Il veut qu'on ne demande aux ministres des cultes que la simple promesse d'être fidèles à la constitution. Il n'exige pas même qu'on s'engage à la maintenir, moins encore à l'aimer ; il ne veut exclure que l'esprit de sédition et de révolte qu'aucune religion ne peut autoriser, quoique la révolte et la sédition aient fondé la nouvelle puissance qu'il exerce. Il ne s'agit plus de promettre obéissance indistinctement à toutes les lois faites et à faire ; il ne s'agit que de ne pas troubler la tranquillité publique et de respecter l'autorité du gouvernement sans assentiment à ses écarts. Il semble reconnaître l'influence que la religion doit avoir sur les mœurs des peuples et par conséquent sur le bonheur des empires, par la sanction qu'elle donne aux lois, par l'obligation qu'elle impose de leur obéir par devoir de conscience quand elles ne contrarient pas celles de Dieu, et cette influence il l'invoque même auprès des prêtres catholiques. » *Lettre inédite.*

1. « *Dieu et le roi* : c'était de tout temps votre devise, braves et vaillants chevaliers français, et elle était gravée profondément dans vos cœurs, avant de devenir l'ornement de vos bannières. *Dieu et le roi* : emblème énergique, symbole précieux de tous nos devoirs, ainsi que de nos

que l'archevêque de Narbonne leur fidélité à la monarchie, M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, M. de Noé, évêque de Lescar, tenaient le même langage. M. de Boisgelin, parlant dans la chapelle de King-Street, en juin 1799, aux enfants de la première communion, leur disait : « Plutôt mourir comme eux (les premiers chrétiens) que de violer jamais dans le cours de notre vie le pacte de nos pères, le pacte pour tous inviolable et sacré de la religion et de la monarchie. Vous êtes instruits par nos infortunes comme par notre fidélité. » Boisgelin, montrant alors les princes en exil et le « roi légitime, centre nécessaire de tous les intérêts de l'Europe, sans autre pouvoir encore que le pouvoir inaliénable de ses talents, de ses vertus et de ses droits », s'efforçait d'enfoncer par de fortes paroles dans l'âme de ses jeunes auditeurs la conviction de « l'union indissoluble des intérêts de l'Eglise et de la monarchie. La monarchie, leur disait-il, vous a voués à la religion sur les débris du trône, et l'amour de vos rois est le serment que la religion vous fait prononcer sur les débris des autels ¹. » Cette solennelle profession de foi était sincère.

plus chères affections. C'est cette double impulsion qui nous fait encore répandre des larmes de tendresse et d'admiration, en parcourant les fastes qui nous transmettent les différents genres d'héroïsme qui ont illustré nos monarques, depuis le premier des Bourbons, jusqu'à celui qui, par son courage, sa constance, l'étendue de ses lumières, sa profonde connaissance des droits des empires et de ceux des particuliers, se montre si digne et si capable de faire goûter à la France et à l'Europe entière le bonheur et la paix dont elles sont privées depuis tant d'années. *Dieu et le roi* : sommaire éloquent et fécond que le clergé fidèle n'a cessé d'opposer aux sophismes d'une philosophie obscure et mensongère, qui n'a su nous offrir pour guides que les passions humaines, sans autre frein que les passions mêmes, la révolte érigée en précepte, les droits à la place des devoirs, le délire d'une égalité chimérique, essentiellement inconciliable avec les éléments de toute société sagement organisée; pour règle politique l'anarchie, ce foyer de tous les désordres, et qui entraînait inévitablement les combats continuels de factions acharnées à se supplanter et à s'entre-détruire; pour règle religieuse l'indifférence impie de tout culte, résultat nécessaire et funeste de l'abnégation d'un Dieu rémunérateur et vengeur; pour consolation dernière, le néant, ou, comme ils ont dit eux-mêmes, le sommeil éternel. »

1. L'évêque de Lescar, dans le discours prononcé le 8 septembre 1799, disait aux enfants de la confirmation : « L'Eglise votre mère est dans le deuil, votre roi est dans l'exil et souffre plus que vous. Vous n'avez que

L'événement la rendit imprudente. Bientôt fixée, connue de tous par l'impression du discours, elle sera prochainement rappelée avec amertume à M. de Boisgelin rentrant en France, et faisant sa soumission au gouvernement consulaire pour reprendre son ministère. Si de Londres, ce foyer de royalisme, nous passons en Espagne, nous voyons un prélat honoré et considérable, l'archevêque d'Auch, M. de La Tour-du-Pin, écrire au mois d'août 1799, au sujet de l'annonce de la rentrée du roi de Naples dans sa capitale : « Quand viendra le tour de notre roi et le nôtre ! »

Ces déclarations sont toutes récentes ; les lèvres d'un Dillon, d'un Boisgelin, d'un Noé, sont toutes chaudes encore de leur éloquente profession de foi royaliste, quand le coup d'État du 18 brumaire, l'ouverture des frontières de France à condition de faire la promesse de fidélité, viennent soumettre les convictions monarchiques des évêques à une terrible épreuve. Peuvent-ils vraiment abandonner les chrétiens de France à leur malheureux sort, laisser le culte en souffrance, faire passer le gentilhomme avant l'évêque et, pour ne pas paraître manquer au roi, s'exposer à manquer à Dieu ? L'évêque d'Alais, dans la grande discussion soulevée à l'occasion des serments, avait fait avec une grande fermeté cette déclaration : « Un ministre ne peut cesser d'exercer son ministère que lorsqu'on exige de sa part des actes évidemment contraires à

vos maux à porter : lui porte le poids des siens et des vôtres. » Prions pour le roi d'Angleterre qui « a daigné nous tenir lieu de celui que nous n'avons pas encore ». Prions pour notre roi, « l'objet de notre sollicitude présente et de notre obéissance prochaine. Demandons à Dieu qu'il le soutienne, qu'il le protège, qu'il le couvre de ses ailes, qu'il fasse marcher son ange devant lui pour lui aplanir le chemin de son trône, qu'il abrège le terme de notre impatience, et hâte le moment de son triomphe et de notre bonheur. » Ces trois discours sont donnés par l'abbé de Lubersac, *op. cit.*, 1802, p. 56-67. — On peut voir dans la *Vie de l'abbé Carron*, t. II, p. 71-91, les cantiques chantés à Londres au nom de la royauté par les enfants des réfugiés. — Les *Archives des Affaires étrangères* (*loc. cit.*) renferment, outre les lettres déjà citées d'autres prélats, des lettres au roi, de l'évêque de Tarbes, 26 août 1797, de l'évêque d'Auxerre, 22 novembre 1797, de l'évêque de Saint-Claude, 23 août 1799, de l'évêque de Nancy, août 1800, etc...

ses principes religieux. Des opinions purement politiques ne peuvent être un motif suffisant pour légitimer cette espèce de désertion. Le fondateur de l'Église et l'Église elle-même ne les ont point institués pour professer des opinions politiques; il leur est, au contraire, interdit de prendre part à ces sortes de discussions, et de se passionner, comme les enfants des hommes, pour des intérêts absolument étrangers à la mission purement spirituelle dont ils sont chargés. En supposant même que des considérations purement politiques puissent prévaloir sur la première, sur la plus sacrée de toutes les obligations, celle qui les attache essentiellement à l'exercice de leur ministère, il faudrait au moins que ces opinions politiques fussent d'une nature si certaine, si évidente, si démontrée, qu'elles ne permissent ni le doute, ni la discussion, et qu'elles commandassent impérieusement l'assentiment de l'esprit ¹. » Cette considération était de nature à faire impression sur les esprits modérés et dévoués avant tout au bien de l'Église.

Voilà deux sentiments bien puissants en opposition. C'est assez faire prévoir que cette question de fidélité à la constitution de l'an VIII va mettre en lutte les opinions contraires avec une violence que nous n'avons pas encore rencontrée au même degré dans les dissentiments provoqués par les autres serments politiques.

II

C'est l'éternelle question de l'attitude de l'Église en face des pouvoirs humains. C'était, en particulier, pour le clergé l'obligation de renoncer à la monarchie, de se rallier à la République, en vue des intérêts religieux. Quel

1. BAUSSET, *Exposé*, etc., p. 103.

terrible sacrifice était demandé aux évêques ! Depuis mille ans, quels liens de toute sorte, liens spirituels, liens temporels, nous allions dire liens de sang, tant d'années de vie commune n'avaient-ils point créé entre la royauté et l'épiscopat ? La race de Hugues Capet était devenue la race de saint Louis. Dès lors, je ne sais quoi de religieux, de tendre, se mêlait dans le cœur des prêtres, à l'obéissance, au respect, à une espèce d'adoration pour cet être presque divin qu'ils appelaient avec complaisance la *Seconde Majesté*. Comment se faire à l'idée qu'on pourrait vivre sans lui, que l'Église devrait poursuivre ses destinées sans voir étendus sur elle son patronage et son bras protecteur ? Pendant si longtemps l'évêque du dedans avait pontifié tranquillement dans le temple, sachant que l'évêque du dehors faisait bonne garde aux alentours. Plus d'une fois cet évêque extérieur avait succombé à la tentation de franchir le seuil et de mettre la main à l'encensoir. Mais ces envahissements de princes qui faisaient profession de foi, qui se disaient hautement les fils aînés de l'Église, ne pouvaient troubler sérieusement la paix, ni ce qu'on appelait solennellement l'alliance du trône et de l'autel. Comment ne pas pardonner quelques coups à cette main qui tape si fort sur les impies et qui, quand il s'agit d'Église, semble caresser encore quand elle frappe ? Et puis, pour ces évêques si Français, à côté de l'Église il y avait la France. Comment pouvaient-ils, presque sans transaction, se faire à l'idée que cette France, formée pièce à pièce à travers les âges par la royauté, devrait désormais vivre, prospérer sans elle, sans la dynastie qui, hier encore, présidait à ses destinées ? La mort tragique de Louis XVI venait de donner, en quelque sorte, à cette royauté même l'auréole du martyr. Un commun désastre, succédant aux communes joies des temps heureux, semblait ajouter la consécration du malheur à l'union séculaire des deux pouvoirs, et ancrer davantage encore dans l'esprit du clergé

la conviction que l'autel tombé en même temps que le trône ne pouvait se relever ni subsister sans lui. Dans cet état d'opinion qui osera le premier, dans le clergé catholique, renoncer au roi et se rallier à la République? Quelle réprobation faite de scandale et de colère il va soulever dans les rangs de ses confrères que le cœur, l'esprit, l'habitude, la reconnaissance, l'histoire tiennent hypnotisés devant l'image de la royauté! Lorsqu'en présence d'un nouveau serment à prêter, on invoquera l'intérêt de la religion, n'est-il point à craindre que ces impulsions secrètes, ces invincibles attaches ne viennent troubler la tranquillité du jugement, et dicter un *non possumus* de la conscience là où la froide raison commanderait une attitude conciliante? Quand on songe à la place qu'après la Révolution la question monarchique a gardé pendant cent ans et a aujourd'hui encore dans nos préoccupations, nos polémiques, comment s'étonner qu'elle ait éclaté comme un coup de foudre et semé partout l'angoisse, alors qu'il s'agissait pour la première fois de déclarer vacant ou d'attribuer à un usurpateur un trône tout chaud encore du passage du dernier roi?

Cette difficulté pour l'Église de France de se déprendre d'une dynastie aimée, presque adorée, mêlée si intimement depuis des siècles à sa vie, était encore renforcée par la répugnance qu'éprouve d'ordinaire le clergé pour les innovations, par son amour de la tradition et de l'habitude. Le *nihil innovetur* n'a pas seulement force de loi en fait de dogme chez un corps si essentiellement conservateur. Ce principe a son application dans l'ensemble et la direction de sa vie terrestre, au risque de faire dégénérer parfois en routine la fidélité au passé. Dans la circonstance présente, en face d'un autre gouvernement à adopter, il allait se prêter avec peine à une conversion qui brisait son cœur, et qui pouvait lui apparaître à la fois comme une trahison et une aventure.

En dehors de ces dispositions, de ces tendances, le clergé trouvait dans le texte même de la constitution de l'an VIII d'autres raisons très graves de la répudier. Est-ce qu'elle ne consacrait pas définitivement la spoliation des biens ecclésiastiques? Est-ce qu'elle n'ordonnait point le bannissement perpétuel des émigrés, rejetant, maintenant par là même hors des frontières les neuf dixièmes de l'épiscopat, et enlevant à l'Église de France toute espérance de revoir ses chefs? Cette peine du bannissement formulée dans la constitution venait fortifier encore les autres raisons d'opposition que pouvaient avoir les évêques et troubler la sérénité de leur jugement. Ils ne voulaient pas voir que la soumission au nouveau gouvernement ferait nécessairement tomber les barrières qui fermaient aux exilés les portes de leur patrie. En outre, quelle devait être leur répugnance pour la loi sur le divorce!

Il faut se rappeler cet état d'âme pour comprendre toute l'ardeur de la lutte qui va s'engager sur le serment de fidélité, lequel impliquait, en vue d'obtenir la liberté du ministère évangélique, l'abandon de la royauté, la soumission à un gouvernement qui s'appelait la République.

III

Pour avoir la sensation du combat, transportons-nous sur le champ de bataille, en pleins diocèses, dans celui d'Angoulême, par exemple. L'évêque, M. d'Albignac, qui a gardé un long silence dans son exil, intervient tout à coup, au sujet de la promesse, avec une ardeur singulière. Ce prélat avait eu la chance de rencontrer, pour diriger le diocèse en son absence, un homme de grande vertu et de grandes lumières, en qui la prudence égalait le courage, M. Vigneron. Obligé de trancher les problèmes les plus difficiles, de se mouvoir au milieu de difficultés

inouïes, traqué, menacé de mort, forcé pendant de longs mois de gouverner les prêtres du fond de sa prison, placé entre la défection des uns et l'intransigeance des autres, M. Vigneron, par sa modération, sa clairvoyance et son intrépidité, nous paraît avoir joué dans le diocèse d'Angoulême et sur un théâtre plus modeste le même rôle que M. Émery remplissait avec tant d'éclat à la tête du clergé de Paris. Eh bien ! c'est à cet homme que son évêque, pour le récompenser de ses longs services, signifiait en ces termes sa colère et sa condamnation : « Ce que j'ai appris dans la douleur de mon âme pourrait-il être vrai, que celui dont l'âge et les longs services lui avaient mérité ma confiance ait pu s'en rendre indigne... Vous avez été un serviteur infidèle. La faiblesse vous a perdu pour conserver *une vigne, un enclos*. Tout le monde n'est pas doué de la même force pour résister ; alors il fallait fuir et faire comme tant d'autres. Le témoignage des hommes étant contre vous, et en attendant que vous puissiez justifier votre conduite, je suis obligé de vous ôter ma confiance et de vous défendre de rien faire qui y soit relatif sous les plus grandes peines. Si votre conscience est pure, en attendant que je puisse le savoir, vous regarderez cela comme une humiliation que vous avez méritée et qui vous engagera à revenir à vous, à faire pénitence d'une aussi grande faute le reste de vos jours, afin que Dieu dans sa miséricorde ait pitié de vous. »

Ne dirait-on pas, à lire cette condamnation, qu'elle s'adresse à un prêtre coupable de tous les forfaits ? Or, tout le crime de M. Vigneron avait été d'autoriser, de conseiller même le serment de liberté-égalité, de soumissionner aux lois, de promesse de fidélité à la constitution, d'être resté à son poste au péril de sa vie, d'avoir gouverné sous le couteau de la guillotine pour sauver la religion dans le diocèse. Son évêque, M. d'Albignac, ne veut voir que ce qu'il appelle la noirceur de sa « défec-

tion. » Il prend pour intermédiaire de ses rigueurs un jeune grand vicaire d'Angoulême, résidant à Poitiers, M. de Laffitte, qui n'a jamais mis le pied dans le diocèse, qui par ses dénonciations a formé l'opinion de l'évêque et attiré la foudre sur son collègue ¹.

Ce qui nous étonne, ce qui pourrait paraître incroyable si nous ne savions l'influence que les préférences secrètes ont sur les idées et la conduite des hommes les plus sincères, c'est que des évêques se soient exposés à tuer la pratique religieuse dans leur diocèse pour faire triompher ce qui n'était après tout qu'une opinion. Le dilemme se pose pour bien d'autres diocèses que celui d'Angoulême. L'évêque de Sisteron ² envisage les ruines qu'entraînera le refus de soumission, mais il passe outre, laissant à la miséricorde de Dieu le soin d'amener des temps meilleurs.

1. M. de Laffitte charge à son tour un troisième vicaire général, M. de Chabrignac, d'intimer à M. Vignerou la condamnation qui tombe sur sa tête. M. de Chabrignac, quoique opposé aux idées de M. Vignerou, hésite à signifier la mesure qui le frappe à un homme dont il a pu apprécier la prudence, la piété, la vie sans tache, l'héroïsme, le dévouement sans bornes au diocèse. Et puis, il y a les intérêts des âmes, il y a la nécessité du culte qui renaît de toutes parts à la demande et aux acclamations des fidèles. Le gouvernement intime défend de célébrer en public à tout prêtre qui n'a pas fait la promesse. Les fidèles, qui ne comprennent rien à toutes les arguties de cette question des serments, pressent leurs pasteurs de se soumettre aux exigences du pouvoir. Voilà la lutte engagée, — d'un côté entre la politique intransigeante de M. d'Albignac qui, excité par l'exemple de quelques évêques, comme M. Asseline, par plusieurs de ses grands vicaires, comme M. de Bonnefoy hors de France, M. de Laffitte au dedans, semble vouloir laisser périr le culte dans son diocèse plutôt qu'un principe, — de l'autre entre les prêtres de sens rassis et les fidèles qui ne veulent pas faire dépendre la ruine de la religion d'une formule. M. Vignerou, désavoué, condamné par son évêque, se retire humblement, attendant le retour du bon sens et l'heure de la justice qui est proche. M. de Chabrignac, bien qu'opposé aux idées de celui qu'il appelle « son grand confrère », se heurte à de telles difficultés dans l'exécution des ordres de son évêque qu'il est obligé de tergiverser et de laisser faire. Cf. BLANCHET, *op. cit.*, pp. 310-328, 544-600.

2. « L'avantage, écrit M. de Bovet, évêque de Sisteron, d'exercer publiquement le culte catholique, de rendre aux fidèles les solennités religieuses après lesquelles ils soupirent depuis tant d'années, est sans doute inappréciable et mérite, de la part des ministres de la religion, les plus grands sacrifices, mais s'ils ne peuvent l'obtenir qu'aux dépens des principes, il faut qu'ils y renoncent pour le moment et qu'ils attendent en gémissant des temps plus heureux. Ils doivent se soumettre aux décrets de la Providence, adorer et prier sans cesse leur divin Maître de protéger et de soutenir son Église désolée. » Février 1800.

A Londres, l'évêque de Tréguier ¹ écrit contre la promesse, se refuse à toute concession et pousse l'intolérance jusqu'à interdire à ses prêtres d'accepter « des cartes de sûreté » pour l'exercice du ministère. L'évêque du Puy, dans une lettre pastorale très vive, parle avec indignation de la « grossière illusion », du « zèle imposteur » des partisans de la soumission qu'il compare aux « prévaricateurs de tous les temps ». Il interdit le culte public et la rentrée dans les églises de son diocèse, même dans le cas où la promesse ne serait pas exigée, parce qu'il y avait là un piège et qu'elle pourrait l'être plus tard. Il défend enfin d'accepter la formule, même avec des restrictions, traitant toutes ces combinaisons de mauvais replâtrage. On s'étonna de trouver tant de chaleur chez un prélat dont on connaissait « les formes douces, honnêtes, prévenantes dans le commerce ordinaire de la vie ». On en conclut que la diatribe violente qui terminait l'instruction, par ailleurs calme, de l'évêque du Puy, devait être l'œuvre d'une main étrangère, que M. de Galard avait acceptée « par un mouvement de bonté et de complaisance ² ».

Les esprits étaient très montés. L'ardent évêque de Tarbes, Gain de Montagnac, ennemi déclaré de la promesse, s'indignait des efforts de M. de La Tour-du-Pin pour la faire accepter. « L'archevêque d'Auch, écrivait-il, fait bien du mal dans mon diocèse par ses lettres. Je suis inquiet sur sa tête; ses lettres sont un galimatias. » L'évêque de Tarbes avait interdit à ses prêtres la soumission sous peine de suspense. Appel de ceux-ci à leur métropolitain, l'archevêque d'Auch, qui s'efforce de faire revenir son confrère sur sa détermination, et déclare

1. Bernier écrivait au premier Consul, le 3 juin 1801 : « J'ai fait part à M. Spina de la lettre du ci-devant évêque de Tréguier. Il a été indigné, outré du fanatisme aussi irréfléchi que déraisonnable que cette pièce respire. »

2. Abbé GODARD, *loc. cit.*, p. 81, 156-160.

nulle la sentence. La question faillit être portée en cour de Rome ¹. Si nous en croyons M. de Mercy, l'évêque de Chartres, M. de Lubersac, qui s'était autrefois signalé par son libéralisme à l'Assemblée Constituante, aurait interdit ses deux grands vicaires favorables à la promesse ².

M. Émery est affligé, meurtri de cette intolérance. Il constate que, depuis plusieurs années, dans un grand diocèse, un archevêché, tous les pouvoirs spirituels sont frappés de nullité si le prêtre fait un serment quelconque ³. Il voit dans ces rigueurs une cause de ruine

1. Cf. DELBREL, *loc. cit.*, p. 54-59. — *Correspondance du cardinal Maury*, etc., II, 127, 128, 141. 142. Maury était pour l'évêque de Tarbes et se préparait à le défendre à Rome. « Les vertus de M. l'archevêque d'Auch, disait-il, ne l'empêchent pas de très mal raisonner. » Maury ajoute : « L'évêque de Tarbes vient de recevoir à Lisbonne, où il s'est retiré depuis près de deux ans, de la cour de Portugal, un traitement annuel, mais indécemment modique, de 900 livres tournois. Ce prélat m'inspire le plus tendre intérêt par sa piété vraiment angélique, par la pureté de ses principes religieux et politiques, et par un héroïque dévouement à la bonne cause. » L'évêque de Rieux, M. de Lastic, dira dans son testament : « Je déclare qu'à commencer inclusivement par l'impie serment de fidélité à la constitution prétendue du clergé, j'ai désapprouvé tous autres serments et soumissions exigés ensuite par la puissance civile en France. » L'évêque de Dax, M. de La Neufville, qui avait défendu à ses prêtres la déclaration de soumission du 7 vendémiaire, an IV, déclara qu'il ne leur interdisait point la promesse de fidélité tout en la désapprouvant pour lui-même. — A Londres, l'évêque de Saint-Pol-de-Léon, M. de La Marche, après avoir été très opposé à la promesse, finit par adopter une formule mitigée. TRESVAUX, *op. cit.*, II, 399-419.

2. « M. l'évêque d'Uzès me nie que M. l'évêque de La Rochelle ait prononcé l'interdit *ipso facto* contre tous ceux qui feraient ou auraient fait la promesse... Je lui ai répondu que je ne pouvais pas douter du fait. Je lui ai cité un autre exemple de la rigueur du zèle, celui de M. l'évêque de Chartres, qui vient de prononcer la même censure et qui notamment a interdit deux de ses grands vicaires, l'exemple et l'édification de son diocèse, qui en avaient la confiance et qui y étaient revenus après avoir souffert le long et cruel martyre de la déportation à Rochefort. Je ne peux pas douter de ce fait, car je l'ai vu dans une lettre de M. l'évêque de Chartres à un de ses grands vicaires qui est à Vienne et qui est venu passer vingt-quatre heures avec moi. Si ces exemples se multiplient, c'en est fait ; voilà un second schisme établi en France qui sera pis que le premier. Je ne conçois pas une pareille rigueur pour une question dont le Souverain Pontife est saisi et sur laquelle il n'a pas prononcé. » *Lettre inédite de M. de Mercy*, 29 novembre 1800.

3. « Il est un grand diocèse où depuis quelques années toutes les formules d'approbation portent cette clause : *Præsentes ipso facto revocatas declarat D. archiepiscopus, si approbatus, inconsulto vel renitente archiepiscopali concilio, se civili potestati, aut legibus, juramento, promissione, declaratione, aut alio modo subditum pronuntiaverit.* » (*Archives de M. Émery*, II, 415.) Projet de lettre au Souverain Pontife, 15 mai 1800. Les grands

pour le culte. Il écrit à l'évêque de Limoges que, « s'il a cru qu'il y eût la plus petite faute à faire la promesse, et qu'il l'ait cru après l'examen le plus approfondi, il a bien fait de la défendre, mais qu'il a dû signer cette mesure avec des larmes de sang, puisqu'il signait la ruine de la religion dans son diocèse ». Par une exagération étrange, on arrivait à comparer les nouvelles formules avec le serment sur la constitution civile du clergé, qui avait été généralement condamné. Telle était la confusion qu'on avait réussi à établir entre des engagements si divers que des prêtres, que des fidèles poussaient l'intolérance jusqu'à refuser toute communication *in divinis* avec ceux qui avaient prêté les serments politiques. Ce qui faisait dire à M. Émery : « La France est pleine de schismes partiels entre les catholiques non moins préjudiciables à la religion que le schisme constitutionnel ¹. »

IV

Ainsi préoccupé des malheurs que le refus de la promesse devait entraîner pour la religion, les partisans de cette formalité devaient tout faire pour déterminer le clergé à s'y soumettre. Ici comme pour les autres serments politiques, M. Émery est en tête de ceux qui mènent la campagne. Son argumentation est simple et décisive. Pour lui le serment demandé n'a rien qui puisse alarmer la conscience ; les intérêts de la religion font un devoir

vicaires de Bourges, par un règlement du 7 mars 1800, enlevaient les pouvoirs aux prêtres qui avaient fait la promesse de la fidélité à la Constitution de l'an VIII. L'archevêque dut plus tard adoucir cette décision. BRIMONT, *op. cit.*, pp. 341, 342, 352-354.

1. « Un très grand nombre de fidèles ne veulent point communiquer *in divinis* avec les prêtres qui ont fait quelques-uns des serments ou des autres actes exigés par le gouvernement des ministres du culte. Ils refusent d'assister aux offices qu'ils célèbrent, d'entendre leurs messes, en sorte que la France est toute pleine de schismes partiels. » ÉMERY, *Lettre* du 15 mai 1800.

au clergé de le prêter. « Les prêtres, dit M. Émery, ne pouvant exercer le culte en public sans avoir rempli les conditions qui ont été successivement prescrites par le gouvernement, et plusieurs évêques ayant défendu aux prêtres de leurs diocèses de remplir aucune de ces conditions sous peine d'être interdits par le seul fait, il en résulte qu'il est beaucoup de diocèses où les catholiques ne peuvent se rassembler dans aucun temple, et où le champ demeure libre aux constitutionnels ¹. »

La plus forte tête théologique de l'épiscopat, M. de La Luzerne, évêque de Langres, intervient à son tour. A ses yeux aussi, « le refus de faire la promesse exigée pour l'exercice de tout culte entraînera la ruine de la religion catholique en France ». Le prélat prouve que cette promesse n'a rien d'illicite. « La soumission exigée, dit-il, n'est qu'une soumission seulement passive, qui n'oblige ni à approuver, ni à maintenir, ni à travailler pour la constitution. On s'engage seulement à ne pas la troubler, à ne pas travailler à la renverser. » La Luzerne compare le nouveau serment à ceux exigés en 1795, et il arrive facilement à démontrer qu'il est beaucoup plus acceptable, puisqu'il n'y est pas question de la souveraineté du peuple, et que la soumission aux lois de la République est ici remplacée par la fidélité « à la loi constitutionnelle ». Si l'on objecte qu'il est impossible d'adhérer à cette constitution de l'an VIII qui consacre « des injustices monstrueuses », telles que l'exclusion des émigrés, la confiscation des biens, La Luzerne demande si, en 1790, les évêques de France étaient des criminels, lorsqu'ils prêtèrent serment à « une affreuse constitution qui

¹. « La grande majorité des Français est bien au fond catholique, mais une partie considérable du peuple, qui ne voit dans le culte des constitutionnels aucune différence d'avec l'ancien culte, et qui souffre impatiemment d'être privé de tout secours spirituel, entre dans les églises qu'il voit ouvertes et adhère aux prêtres qui les conduisent. Voilà comment le schisme se perpétue. » *Archives de M. Émery*, t. II, p. 415. Lettre du 15 mai 1800.

réduisait à rien l'autorité du roi, qui anéantissait la noblesse, qui dépouillait le clergé ¹. » Il ajoute que l'attitude intransigeante du clergé paraîtra une provocation au gouvernement, qui verra dans ce refus la preuve d'une hostilité irréductible et prête à éclater à la première occasion favorable.

Le langage de M. Émery, de M. de La Luzerne, de tous les écrivains qui plaidaient la même cause en France et au dehors, semblait dicté par la sagesse et la claire intelligence des intérêts religieux; mais il était loin de faire la lumière dans tous les esprits et d'abattre toutes les résistances. Les polémiques de cette époque nous retracent toute l'ardeur de la lutte.

Nous avons vu l'évêque d'Angoulême, M. d'Albignac, témoigner son indignation à son principal grand vicaire, M. Vigneron, parce qu'il poussait le clergé de ce diocèse à faire sa soumission. Voici, par contre, l'évêque de Luçon, qui trouve dans ses grands vicaires un obstacle à ce serment de fidélité dont il était lui-même partisan résolu. L'homme de confiance de M. de Mercy, son vicaire général de prédilection, M. Paillou, que sa modération et ses mérites devaient élever bientôt sur le siège de La Rochelle, est exilé en Espagne. En son absence, trois grands vicaires gouvernent le diocèse de Luçon comme un pays vendéen, c'est-à-dire avec une grande intransigeance de principes. Ils détournent le clergé de la promesse de fidélité. Cette

1. La Luzerne, qui avait été témoin et acteur à la Constituante, raconte que la soumission à la constitution fut promise par l'évêque de Clermont au nom de tous ses confrères, « après de longues conférences entre eux, où même avaient été appelés plusieurs ecclésiastiques des plus instruits, et par conséquent sur de mûres réflexions, de profondes discussions et en très grande connaissance de cause. Beaucoup d'évêques dans leur diocèse suivirent l'exemple de ceux de l'Assemblée. » Cet écrit de M. de La Luzerne, dont il circulait des copies à Paris, ne paraît pas avoir été imprimé. Nous en avons trouvé le texte dans les *Archives de M. Émery*, t. II, p. 321-398. M. Émery écrit, le 16 novembre 1800 : « On dit que la raison pourquoi l'ouvrage n'a pas été imprimé, c'est qu'il prouve qu'il est de l'intérêt du roi que la promesse se fasse. » *Archives de M. Émery*, t. IX, folio 9163.

conduite désole M. de Mercy qui, dans ses lettres à M. Paillou, nous fait part de ses doléances, parfois de son exaspération. « Que font donc, s'écrie-t-il, les dépositaires de ma confiance et de mes pensées s'ils ne vengent pas ma doctrine? Quoi, on me laisse traiter de schismatique, accuser de donner des décisions ridicules, de prêcher l'erreur, et ceux qui ont entre les mains de quoi confondre de pareilles calomnies se taisent! »

Hélas ! M. de Mercy ne pouvait guère compter pour le défendre sur ses trois grands vicaires qui ne sont pas de son avis et qui, à la moindre remontrance, le menacent de leur démission. Il se plaint, en particulier, du principal d'entre eux, le « vénérable Mady ». Il s'étonne que ce vieillard, aussi entêté que vertueux, ne comprenne point que « gouvernant, dit-il, mon troupeau en mon nom et de ma part, ce n'est point son opinion qui doit être sa règle », mais la mienne. « Il me laisse avilir, calomnier. » Mady resté sourd à ces remontrances. Sa conviction est faite au sujet de la promesse de fidélité ¹.

1. M. de Mercy écrit au sujet de M. Mady, le 5 novembre 1800 : « Je le vois dans une grande obstination, et j'avoue que je ne peux la concilier avec ce que je lui crois de vertu. Je conçois bien qu'il puisse avoir son opinion à lui, qu'au fond il puisse la croire meilleure que la mienne, mais il doit être assez instruit pour savoir que gouvernant mon troupeau en mon nom et de ma part, ce n'est pas son opinion qui doit être sa règle, et que tant que je n'enseigne pas une erreur condamnée par l'Eglise il doit se conformer à mon enseignement. Et cependant, au lieu de cela, c'est son opinion particulière qu'il prêche et il soustrait mes instructions à mes diocésains. Il me laisse avilir, calomnier, il y donne prétexte sans le vouloir sûrement, sans peut-être s'en apercevoir. Je voudrais bien savoir comment il pourra justifier une pareille conduite. Je suis impatient de connaître le résultat de l'entretien que nécessairement vous aurez eu avec lui sur cela. Je suis toujours persuadé que c'est son extrême timidité et la crainte qui régissent son opinion et sa conduite. Il voit le troupeau divisé, il craint d'augmenter la division et d'être la victime des troubles qui peuvent en naître. Quand vous lui aurez rendu un peu plus de courage par votre présence et par votre exemple, j'ai la confiance qu'il sera ce qu'il doit et qu'il aura honte de lui-même. » Mady fait répondre à son évêque qu'il lui obéirait s'il était présent, mais qu'en son absence il croit devoir suivre l'exemple des diocèses limitrophes. M. de Mercy, convaincu de ses droits, de la sagesse de sa conduite, s'indigne de ces résistances. « Craignent-ils donc, s'écrie-t-il, que je veuille me perdre pour avoir le plaisir de les égarer, moi qui voudrais me rendre anathème pour eux ? » Dans une autre lettre, M. de Mercy dit de ses grands

V

La lutte est ouverte de toutes parts, et la controverse¹ se poursuit avec ardeur. Pour faire plus d'impression sur les esprits, aux arguments on ajoute les autorités. M. de Mercy se plaint qu'on use de tous les moyens pour « fortifier le parti d'opposition », qu'on grossit à plaisir le nombre des adversaires de la soumission, qu'on prétexte des condamnations que Rome n'a jamais portées². Les missives circulent en France, hors de France, commentant les événements, rapportant souvent de fausses nouvelles, enflant le chiffre des adhérents ou des opposants à

vicaires : « Ils n'ont trouvé en Nous que charité et complaisance. Il n'y a point de preuves de confiance, d'estime et d'amitié que Nous ne leur ayons donnée... Le mal est venu de ce que chacun n'a pas su se tenir dans la place où Nous l'avons mis, de ce que le chef (sans doute Mady) s'est subordonné à ses suppléants, parce qu'il a manqué de courage pour se déterminer et agir d'après lui-même, que trop facilement il s'est laissé effrayer. » Cependant M. de Mercy ajoute qu'ils « ont fini, dit-il, par se rapprocher de mes intentions. » *Lettres inédites de M. de Mercy*, 6 et 20 août, 5 novembre 1800, 17 juin 1801.

1. L'abbé Baston, qui habitait en exil la principauté de Munster, écrit : « Nous prenons une part spéciale aux serments, aux promesses qu'on y exige ; et quoique nous soyons affranchis du devoir d'embrasser un sentiment sur tous les points, nous les appelons à notre examen, et avec chaleur ; nous les jugeons, et pas toujours de la même manière. Il en résulte de l'agitation, des schismes d'opinions qui souvent dépassent les bornes d'une dispute amicale et inquiètent la charité. » BASTON, *op. cit.*, II, 350, 351.

2. M. de Mercy décrit « les efforts de tous les genres qu'on a fait pour accréditer, pour fortifier le parti d'opposition. Il n'y a qu'un certain nombre d'adeptes qui soient initiés, qui connaissent le secret, et ils grossissent leur parti de tous ceux qu'ils trompent par mille autres moyens par lesquels ils leur font illusion. Aux uns on exagère la majorité des évêques opposants, on suppose un jugement doctrinal du corps des évêques français et cette autorité en impose. Aux autres on envoie de prétendues décisions de la Congrégation des Cardinaux ; ces décisions supposées, on les érige en décisions de l'Eglise romaine ; on ose aller jusqu'à dire que le Pape lui-même a prononcé, tandis qu'il est constant et aujourd'hui bien prouvé qu'il n'existe aucun jugement doctrinal de la part des évêques français et que c'est un problème à résoudre de savoir de quel côté est la majorité, tandis qu'il est avoué que la Congrégation des cardinaux n'a émis aucun avis, et qu'il est incontestable que le Pape n'a pas parlé. » *Lettre inédite de M. de Mercy*, 1^{er} mars 1801.

la promesse ¹. » Les documents contemporains nous redissent tous les bruits qui courent, tous les échos de l'opinion, et aussi les efforts de chacun pour gagner des suffrages à son parti ². M. Émery, qui fut en ces graves circonstances le conseiller de l'épiscopat, déploie de son côté une activité extraordinaire. C'est à son influence qu'on doit la modération de M. de Juigné, prélat très sollicité des deux partis à cause de l'importance que lui donnait l'éclat de ses vertus et plus encore l'éclat de la capitale ³.

1. L'évêque d'Uzès, très hostile au serment, envoie à l'évêque de Luçon ce qu'il appelle « ses réflexions », et lui cite l'opinion des évêques réfugiés à Londres, Munich, Brunswick, Munster, Wolfembüttel, ainsi qu'en Espagne, en Portugal, ajoutant que « partout la nouvelle promesse a été regardée comme illicite », qu'à l'extérieur il « ne connaît que trois prélats, les archevêques d'Auch, de Toulouse et l'évêque de Langres, qui en soient partisans ». M. de Mercy s'indigne de la partialité de cette enquête. Comment, dit-il, ose-t-on me « parler ainsi, tandis qu'à Londres même plusieurs confrères, Bordeaux, Aix, Troyes », sont pour la soumission, et que le même sentiment est partagé ailleurs par d'autres prélats comme « Lavaur, Amiens, sans compter, ajoute M. de Mercy, ceux que je ne connais pas et ceux qui n'ont rien dit? J'ai bien lu ses réflexions et celles de M. l'évêque de Boulogne que j'ai sous les yeux, et bien loin d'avoir été ébranlé par leurs raisons, je n'en suis resté que plus ferme dans ma conviction. Ils partent de faux principes, de fausses suppositions et marchent de sophismes en sophismes. Ils dénaturent absolument la question, créent des monstres pour les combattre. » *Lettre inédite de M. de Mercy*, 20 août 1800.

2. L'évêque de Luçon écrit le 10 mai 1800 : « J'avais connu par les papiers publics la décision de M. l'archevêque d'Auch et celle de l'archevêque de Toulouse. J'ai sous les yeux celle de M. l'évêque de Langres, de M. l'évêque de Troyes, et de plusieurs autres. Il paraît certain que tout le clergé qui est dans l'intérieur, et notamment à Paris, pense comme nous. » Quelques jours plus tard, le 21 mai, M. de Mercy parle d'un écrit de l'évêque de Boulogne contre la promesse. « On m'avait mandé, dit-il, que environ quarante évêques avaient adopté ce projet. » Le 26 juin il fait cet aveu : « On ne peut se dissimuler que le nombre des opposants à la promesse ne soit le plus considérable. » Les 6 et 20 août, M. de Mercy discute avec émotion le chiffre des voix pour et contre. Le 5 novembre, il dit de l'évêque de Nancy, ambassadeur du roi à Vienne : « Je crois bien qu'au fond il l'est (partisan de la promesse), et il devrait l'être pour être conséquent avec lui-même; mais le rôle qu'il joue ne lui permettrait pas de l'avouer. Aussi ne l'avoue-t-il pas. » — M. Émery envoie à M. de Mercy un extrait d'une lettre de l'évêque de Pamiers à un de ses grands vicaires dans laquelle le prélat blâme le « zèle plus ardent qu'éclairé » d'un évêque émigré. Mais l'évêque de Pamiers ne veut pas être nommé. « Cette prudence, dit M. de Mercy (18 mars 1801), me paraît hors de saison. » Le 15 juillet 1801, M. de Mercy note un succès. « L'archevêque de Vienne (M. d'Aviau), était, dit-il, opposé à la promesse; il a changé de sentiment. » *Lettres inédites de M. de Mercy*.

3. M. de Juigné avait besoin d'une heureuse influence. Il écrivait à M. Émery sur la fin de 1799 : « J'attends des instructions de mon conseil. Je

Cette intervention instante de M. Émery lui attire les colères de l'émigration. Avec quelle amertume M. de Coucy, évêque de La Rochelle, parle de « l'influence éméryenne » ! Ce prélat est plus impitoyable encore pour M. de Mercy qu'il raille à plaisir sous le nom de « Bonne-Marie ». Nous pouvons suivre dans la correspondance de l'évêque de Luçon la transformation des relations qui, après avoir été des deux côtés respectueuses et cordiales, finissent, avec la diversité d'opinions, par une hostilité violente. M. de Mercy en est tout meurtri et

pense que cette formule en elle-même n'est pas licite; mais si, par une explication ou expresse ou avouée par le gouvernement, elle est réduite à une soumission passive, je l'approuve. » M. Emery dut rassurer pleinement le prélat, car il pouvait écrire le 20 septembre 1800 à l'abbé de Romeuf : « Tout ce qu'on raconte de l'improbation de l'archevêque, de lettre de mécontentement, est une fable et une imposture. Toutes les lettres, au contraire, de M. l'archevêque sont pleines de témoignages d'estime et d'amitié pour son conseil. J'en ai reçu trois en peu de temps toutes plus amicales les unes que les autres. Il dit aux prêtres qui passent par Augsbourg et qui demandent ses ordres de s'adresser à ses vicaires généraux et de faire ce qu'ils diront. » Voilà pour l'archevêque de Paris. En outre, M. Émery écrit le 14 mai 1800, que « l'évêque d'Amiens, le plus saint évêque de France, l'évêque de Langres, plus savant que celui de Boulogne, l'évêque de Luçon, prélat très zélé et très habile, sont entièrement décidés pour cette promesse ». M. Émery suit le mouvement de l'opinion avec une grande vigilance. Le 2 juin 1801, il dit à M. de Bausset : « L'archevêque d'Auch m'avait écrit que l'archevêque d'Alby commençait à tergiverser sur la promesse. On mande qu'elle a été faite généralement dans son diocèse, et que l'archevêque, qui est en Russie et à qui on avait envoyé la lettre de l'archevêque de Toulouse, a pleinement acquiescé à cette lettre. » A l'abbé de Romeuf, chanoine de Saint-Flour, qui hésitait à aller de l'avant pour la promesse, M. Émery écrit le 16 août 1800 : « Où est votre évêque ? Peut-il y avoir l'ombre même de difficulté pour les plus scrupuleux à faire la promesse en réservant ce qui les choque ? Qu'est-il besoin d'attendre le consentement d'un évêque ? Et en attendant, la religion dépérit et les âmes se perdent par milliers. » Cf. *Archives de M. Émery*, t. II, f° 275, VI, f° 129, IX, f° 9160, 9175.

1. Les évêques de La Rochelle, de Dax, de Tarbes, parlent avec indignation de ce « M. Émery, ardent promoteur du serment d'égalité, de toutes les soumissions, du serment de haine, et chef du parti des amalgames dans le conseil de Paris... », de ce « M. Heymery qui est en possession de faire gémir le clergé ». P. DROCHON, *op. cit.*, p. 22. — P. DELBREL : *L. de La Tour-du-Pin*, p. 56. — *Vie de M. Emery*, II, 13. — En retour, les partisans de la promesse ne marchandèrent point leurs éloges. Lally-Tollendal fit à cette époque, dans un journal de Londres, ce bel éloge du conseil archiépiscopal de Paris. « Vous ignorez peut-être, écrivait Lally-Tollendal, qu'il existe dans la capitale de la France un conseil de M. l'archevêque de Paris, du légitime archevêque, de M. de Juigné, dont la piété et la bienfaisance ont rivalisé avec celle de son prédécesseur, qui cependant était M. de Beaumont. On peut dire, sans la moindre exagération,

laisse échapper ses plaintes. « Je crois, écrit-il à son grand vicaire, le gouvernement très disposé, mais rien ne peut être plus capable de l'arrêter que les propos, les écrits et les principes de l'évêque de La Rochelle qui sûrement a des imitateurs, quoique je ne crois pas qu'il y en ait qui puissent porter la frénésie et l'imprudence aussi loin. Ce que vous m'en apprenez de nouveau m'accable de la plus profonde douleur par ce que j'en redoute de funeste pour la religion. Ah ! quels reproches de pareils hommes auront à se faire devant Dieu et les hommes ! Qu'il faut connaître mal l'esprit de la religion et la sainteté de notre vocation pour s'en écarter à ce point ! N'entrez point en discussion avec le prélat. » Mais M. de Mercy a beau prêcher aux autres et à lui-même l'esprit de paix, le silence. En voyant l'évêque de La Rochelle catéchiser son propre diocèse et répandre, dit-il, « dans mes possessions des torches incendiaires », M. de Mercy n'y tient plus. « Je lui pardonne très fort, s'écrie-t-il, de ne pas penser comme nous, mais non de vouloir soulever mon troupeau contre moi, non de mettre la faux dans la moisson qui m'appartient. Je ne cherche point à faire prévaloir mon opinion dans son diocèse, il devrait respecter la mienne dans le mien ¹. » L'im-

que ce conseil, au milieu des ruines du temple, a conservé les tables de la loi ; au milieu de la nuit répandue sur toute la France, a nourri le feu sacré qui devait rendre la lumière. Ceux qui le composent sont revêtus des pleins pouvoirs de leur archevêque : ils réunissent le zèle et la sagesse, la science et la modestie, la pureté et l'indulgence. Ils sont tout entiers à leur ministère et ne sont qu'à lui. Les justes larmes qu'ils répandent, comme hommes, sur d'augustes victimes des révolutions humaines, n'ont rien de commun pour eux avec les soins sacrés qu'ils doivent, comme prêtres, au rétablissement de la religion et du culte de Dieu. Ils ne se croient permis ni de maudire, ni de repousser la main qui n'a pas renversé le trône et qui relève l'autel. En un mot, ils voient dans Dieu le distributeur des empires, et non le serviteur des puissances ; dans la religion, la fin de l'homme, la règle, et non l'instrument de ses affections. » *Lettres au Courrier de Londres. — Vie de M. Émery, II, 7-16.*

1. M. de Mercy répète fréquemment les mêmes plaintes sur M. de Coucy. « Il est dans l'ordre, dit-il, qu'il prescrive dans son diocèse ce que sa conscience lui dicte, et que, vis-à-vis de ses collègues, avec lesquels il partage la qualité de juge, il cherche des lumières et qu'il leur en offre ; mais je ne le crois pas autorisé à ériger son opinion en dogme, à traiter en anathèmes ceux de ses collègues qui ne pensent pas comme lui. Je ne

popularité qu'encourent les prélats favorables à la soumission atteint aussi les simples prêtres. L'abbé Barruel, qui avait conquis tous les suffrages par son talent et son courage à défendre la cause religieuse pendant la Révolution, est tout à coup transformé en ange de ténèbres parce qu'il écrit en faveur de la promesse.

VI

Dans la chaleur de la polémique, on se laissa entraîner jusqu'à insinuer que les évêques restés en France, et qui avaient été les premiers à faire la promesse, n'avaient peut-être pas été exempts de motifs intéressés. Un prélat de l'émigration, M. de Barral, évêque de Troyes, se chargea de les venger, et bondit devant cette accusation qu'on ne pouvait proférer « sans souiller son âme. Soldats de Jésus-Christ, s'écriait-il avec émotion, nous soutenons avec eux les premiers combats. Sachons révéler dans notre exil, quoique douloureux, ceux qui ont porté après nous le poids du jour et de la chaleur ; ceux qui, pendant huit ans, restèrent exposés sur la brèche, tandis que nous dormions tranquillement à l'abri sous les casemates. Ils ont supporté pour la cause qui nous est commune avec eux, les outrages, les chaînes, les cachots et l'indigence ; ils ont vu leurs amis, leur compagnons d'armes moissonnés par le glaive ; eux-mêmes, traqués comme des bêtes fauves, n'ayant d'autre perspective que la mort, et ne l'évitant que pour sentir plus vivement les agonies prolongées

le crois pas autorisé à porter la faux dans la moisson d'autrui, à vouloir entraîner dans son parti les diocèses voisins, au préjudice du respect et de l'obéissance due aux évêques diocésains. » *Lettres inédites de Mgr de Mercy*. Lettres des 8 février et du 1^{er} octobre 1800. Huit mois plus tard, le 17 juin 1801, M. de Mercy écrit : « Ah ! que le voisin (l'évêque de La Rochelle) aura de reproches à se faire pour les excès auxquels le porte l'esprit de parti et son inconcevable intolérance. »

de la douleur et de la terreur. Mais ils ont tout surmonté et résisté à tant d'épreuves pour rendre témoignage à la foi ; ils ont veillé parmi nos frères sur les débris de la morale ; ils ont préservé sa semence et combattu le schisme ; ils ont, en un mot, par des sueurs de sang et des travaux inouïs, conservé en France la religion de Jésus-Christ. Gardons-nous de penser ou d'insinuer qu'au moment où il leur est enfin donné de respirer sous un gouvernement qui suit de tout autres maximes que celles de ses terribles devanciers, leur jugement se laisse égarer par la peur ; et convenons qu'à tous égards la position locale où ils se trouvent leur donne sur ceux du dehors une foule d'avantages inappréciables, pour juger sainement du vrai sens de la formule civique qu'on exige des ecclésiastiques ¹. »

Les femmes se mêlaient à ces discussions et n'étaient point les moins ardentes. Les prélats partisans des solutions modérées se plaignent de leur intervention passionnée dans les questions du serment, et de leur intolérance contre ceux qui croyaient devoir le prêter. L'évêque de Mâcon, M. Moreau, ne peut s'empêcher de s'écrier devant cette intrusion : « Comment se fait-il que des hommes peut-être vertueux ; que *des femmes*, à qui l'Apôtre ordonne d'apprendre leur devoir en silence, osent se permettre, quand l'Église n'a rien décidé, d'influencer la doctrine et la conduite de ceux que le Seigneur

1. *Sentiment de M. l'évêque de Troyes, résidant à Londres, sur la légitimité de la promesse de fidélité*, 1800, 120 pages in-8°, p. 11-12. — Les évêques restés en France parlaient ainsi au pape, dans un projet de lettre rédigé, le 15 mai 1800, par M. Emery : « Nous osons dire que nos malheurs nous rendent dignes d'en obtenir quelques consolations. Quoique notre âge, ou la suppression qu'on avait prétendu faire de nos évêchés nous aient valu la liberté de demeurer en France, notre condition n'a pas été moins à plaindre que celle de nos collègues forcés de se réfugier dans les pays étrangers. Perpétuellement environnés d'alarmes, les mains chargées de fer pendant longtemps, nous aurions fini par périr de mort violente sans la révolution qu'on appelle du 9 thermidor. Et déjà, la veille de ce jour, notre collègue, l'évêque d'Agde, avait ouvert la carrière sanglante que nous étions destinés à parcourir rapidement. »

leur a donnés pour les conduire ? » L'évêque de Luçon est véritablement obsédé de cette ingérence féminine. « Imposez silence, dit-il, à ces femmes, à ces hommes qui se permettent de dogmatiser dans l'Église où ils ne devraient qu'écouter. » Vaines remontrances : cinq mois plus tard, le même prélat se plaint qu'il y ait encore « bien des têtes révoltées, et surtout des *théologiennes* qui font beaucoup de mal ». Il a une véritable terreur de ces « *docteuses* ». Une lettre récente lui fait craindre que sa chère fille en Jésus-Christ, M^{me} Sauton, ne se laisse entraîner par le torrent. Il serait au désespoir. Hélas ! ses noires appréhensions n'étaient que trop fondées. M^{me} Sauton passe au camp ennemi et signifie à son évêque que, s'il ne renonce point à la promesse, il ne sera point obéi et verra son diocèse l'abandonner. M. de Mercy en est tout désappointé. « Ces femmes théologiennes dont vous me parlez, écrit-il à son grand vicaire, et ce petit nombre de mes frères qui les soutiennent, au lieu de les réprimer, me déchirent l'âme avec des douleurs que je ne saurais vous rendre ². » Ce prélat fut un de ceux qui sentirent le plus vivement l'amertume de pareilles divisions ³. Elles étaient très

1. Cf. Abbé Muguet, *op. cit.*, p. 460.

2. « Je les redoute singulièrement ces femmes théologiennes qui, au mépris du précepte de l'Apôtre, osent parler où elles devraient se taire. Je serais au désespoir si ma chère fille Sauton, était de ce nombre. La dernière lettre que j'en ai reçue me le ferait craindre, si l'excellente opinion que j'ai de son esprit et de son cœur ne me rassurait un peu. » Lettre du 1^{er} mars 1801. — Le 14 mai 1801, M. de Mercy écrit qu'il a reçu la lettre de M^{me} Sauton du 22 août 1800. « C'est, dit-il, une violente diatribe contre la promesse, une censure amère de ma doctrine à cet égard, et l'annonce que tous les esprits en sont révoltés contre moi, que si je n'y renonce pas, je ne peux plus compter sur la confiance de mon troupeau, que je n'en serai pas écouté. » Le prélat s'adresse à M^{me} Sauton pour l'éclairer, mais sans succès ; car le 20 juillet 1801, M. de Mercy écrit que cette dame « prétend que c'est le soin de ma gloire qui la fait agir ainsi, parce que, dit-elle, si on me soupçonnait favorable à la promesse, tout mon diocèse, inexorable sur ce point, me retirerait sa confiance. Elle est un grand exemple de ce que peut l'esprit de parti sur une tête de femme. » *Lettres inédites de Mgr de Mercy*. Dates ci-dessus et 1^{er} octobre 1800, 15 juillet 1801.

3. Lettre du 26 juin 1799 : « Je vois avec une douleur extrême que de part et d'autre les esprits se sont aigris, que de part et d'autre on se

vives là surtout où les femmes se mêlaient de ces questions. Dans la Charente, la supérieure d'une communauté religieuse, qui avait cru devoir rétracter son serment, le fit « entre les mains d'une dame séculière assistée de dix autres », au lieu de prendre comme témoin un prêtre délégué par l'autorité ecclésiastique. « Bientôt, écrit le grand vicaire, elles se persuaderont que les messes qu'elles disent (elles appellent ainsi les prières de l'ordinaire de la messe qu'elles font tous les jours chez elles) ont la même valeur que la messe d'un prêtre », surtout d'un prêtre qui aurait fait les serments politiques qu'elles condamnent ¹.

Ne soyons point surpris de rencontrer beaucoup de femmes, des *théologiennes*, dans le rang des exaltés. Trop impressionnables pour être calmes, trop timorées pour adopter avec plein repos de conscience des règles de conduite contestées, elles se portent volontiers aux solutions qui leur paraissent plus sûres, plus agréables à Dieu, parce qu'elles demandent plus de sacrifice et de courage. Ne nous étonnons point de constater aussi chez tant d'hommes un manque de mesure, de clairvoyance, et comme un penchant naturel à l'intolérance. Les questions

détruit. » — Lettre du 21 mai 1800 : « Ce qui nous est défendu, c'est de donner lieu à un nouveau schisme après avoir combattu si longtemps et avec tant de concert contre celui qui déchire nos églises. » — Lettre du 6 août 1800 : « C'est un malheur dont les suites peuvent être incalculables avec cette fatale division sur la question de la légitimité de la promesse de fidélité. » M. de Mercy est si épouvanté par le torrent d'opposition qu'il écrit le 20 avril 1800 : « Il est bien violent ce torrent, et je vous assure qu'il m'en impose à moi-même, et peut-être y céderai-je. » De fait, comme le gouvernement se montra moins strict sur la promesse en Vendée, M. de Mercy finit par laisser la liberté sur ce point. — Un grand vicaire écrivait en décembre 1795 : « Dans le diocèse de Clermont il y a une grande division parmi les prêtres. Les uns ont refusé la première soumission; d'autres l'ont faite et ont refusé la seconde; d'autres les ont faites toutes les deux, ce qui produit entre eux une grande mésintelligence et un scandale pour les fidèles. » THEINER, II, p. 492. — Nous voyons se signaler dans l'opposition aux serments au-delà des Pyrénées, M. Forest, futur curé de Saint-Pierre de Saumur, M. Touchet, vicaire général, M. de Thémines, évêque de Blois, etc.

1. BLANCHET, *op. cit.*, p. 322.

qui touchent aux grands intérêts de la religion et de la politique ne veulent être résolues que par des esprits rassis, éclairés et regardant d'assez haut pour voir toutes les faces du problème. Combien sont placés trop bas pour bien observer et bien juger ? Comme l'a dit M^{me} de Staël, les opinions extrêmes sont « la ressource de ceux qui ne peuvent embrasser qu'une idée à la fois ». Du reste, une fin de non-recevoir absolue évite pour toujours la peine d'examiner, de faire la part du pour et du contre, de vérité et d'erreur, qui se rencontre d'ordinaire dans toute discussion confuse et embrouillée par les passions.

A ce manque d'information ou de largeur d'esprit vient fréquemment se joindre, chez les intolérants, je ne sais quelle humeur batailleuse, je ne sais quelle combativité native, qui leur mettent instinctivement l'arme au poing. Cette attitude militante leur donne facilement l'illusion d'être les chevaliers de la bonne cause, de véritables soldats du Christ ; et comme un tel rôle n'est pas sans péril en temps de crise, ils sont encouragés à le remplir par une certaine apparence, une certaine appétence du martyre. Une fois lancé on s'échauffe, et par l'entraînement des premières luttes et par l'exemple des autres. On aime mieux faire le coup de feu avec les gros bataillons des irréconciliables que de paraître lâcher pied et désarmer avec la petite troupe des sages toujours disposés à conclure une paix honorable au risque d'être accusés de faiblesse. Et quand on a été appelé par Dieu à vivre dans une Révolution inouïe, qui a spolié, traqué, guillotiné le clergé, qui a organisé le schisme par le serment odieux de la Constitution civile, comment s'étonner que des prêtres aussi horriblement traités aient hésité à s'engager dans de nouveaux serments qui pouvaient leur paraître un piège pour leur conscience, aient écarté la main teinte de sang que leur tendaient leurs bourreaux, peut-être pour frapper un nouveau coup ou les déshonorer ?

CHAPITRE VI

Mouvement de conversion au nouveau gouvernement

I. Pour se soumettre au nouveau pouvoir, il faut se déprendre de la monarchie. — Ceux qui s'y refusent et veulent le roi à tout prix. — La soumission taxée de péché mortel par l'évêque de La Rochelle. — II. Un exemple d'évolution politique : M. de Mercy, évêque de Luçon. — Comment il passe du royalisme à la République. — Il affirme que la religion est indépendante des pouvoirs humains et se soutient par ses seules forces. — Ces déclarations révoltent les prélats qui, comme Montmorency, outragent Bonaparte. — III. Hardi langage de l'archevêque de Bordeaux à Louis XVIII. — La religion, lui dit-il, s'allie à toutes les formes de gouvernement. — L'opinion seule peut ramener le roi. — Autoriser la promesse, car ce serait un crime de laisser la France sans culte. — IV. Il faudra quatre mobiles puissants pour faire tomber en partie la résistance contre la soumission. — Premièrement, l'intérêt évident de la religion. — Le roi lui-même en convient. — Secondement, la lassitude de l'exil pousse de tous côtés le clergé à rentrer. — Efforts de M. de Conzié et de M. de La Marche pour arrêter ce mouvement à Londres. — En troisième lieu, le premier Consul n'eût pas supporté des ennemis à l'intérieur. — V. Comment les préfets surveillent et traquent les prêtres réfractaires en politique. — Mouvement de conversion à un pouvoir fort et pacificateur. — VI. Chiffre des soumissionnaires. — Influence des évêques pour ou contre. — Mouvement de soumission dans le clergé secondaire rentré en France. — VII. L'intervention du pape va précipiter les adhésions. — Plainte de l'archevêque de Lyon sur le silence prolongé de Pie VI qui a paru se désintéresser des affaires de France et les laisser aller à la dérive. — Son intervention réclamée de toutes parts, même par les préfets. — L'Eglise de France, qui avait su, sans le pape, repousser en masse la constitution civile du clergé, s'est divisée en politique. — Le pape entre en scène. — Mais il s'agit d'une question plus haute que la soumission à la constitution, il s'agit du Concordat.

I

Cette psychologie historique explique déjà l'opposition faite aux serments, aux promesses imposés au clergé par la Convention, le Directoire et le Consulat. Mais un motif peut-être plus puissant que tous les autres inspirait, par-

fois à leur insu, les opposants. Ayant l'amour, le culte de la monarchie, ils ne voulaient pas sembler se soumettre à la République. Leurs propres aveux, les réflexions de leurs adversaires ne peuvent laisser aucun doute sur ce point. Au fond, la majorité des évêques refusait tout engagement de fidélité à la constitution de l'an VIII parce qu'ils gardaient leur fidélité au roi. « Il n'y a rien de plus misérable, écrivait M. Émery, que ce qu'on oppose à la promesse...; mais il est inutile de raisonner, car il y a, dans certaines personnes qui donnent le ton, un parti pris de n'accéder à aucune espèce d'acte de soumission. *On imagine par là ramener l'ancien gouvernement. On se trompe et on sacrifie à cette illusion la religion. Ne parlons plus de cela.* » — « Ils ne voient que le roi et les émigrés », leur crie à son tour M. de Mercy ¹.

Les adversaires de la promesse étaient, en effet, hypnotisés par le roi. M. Asseline, évêque de Boulogne, s'en expliquait en ces termes, dans le principal écrit publié à cette époque contre la soumission : « La position actuelle du souverain légitime ne peut excuser une conduite aussi coupable. Ses droits sont incontestables, il a de grands moyens pour les faire valoir; au dedans et au dehors des sujets fidèles sont armés pour sa cause, des puissances formidables sont liguées pour la soutenir; elles publient hautement que le rétablissement de l'ancienne dynastie est un moyen prompt et assuré pour procurer la paix de l'Europe... Ce que l'on dit de l'obligation d'obéir à toute puissance dès qu'elle est établie ne doit s'appliquer qu'aux puissances légitimes ou devenues telles, parce que le vice de leur origine a été réparé. Mais, quoi qu'il en soit, les gouvernements actuels ne peuvent pas réclamer pour eux cette obligation, parce qu'ils ne sont point une puissance établie en France. » L'évêque de Boulogne livrait dans ces paroles

1. *Archives de M. Émery*, t. IX, f° 9160. Lettre du 14 mai 1800. — Lettre de M. de Mercy, 20 août 1800.

le fond de son âme et le secret mobile qui le faisait agir ainsi que les autres prélats. Il n'était qu'un roturier, et cependant il ne le cédait à aucun des gentilshommes, ses collègues de l'épiscopat, en fait de dévouement chevaleresque à la monarchie. Malgré le supplice de Louis XVI, malgré l'immense prestige qui entourait déjà le nom de ce nouveau souverain, le consul Bonaparte, l'image de la royauté restait gravée dans leur cœur en traits de feu.

Ce n'est point que les évêques même les plus acquis à la monarchie ne comprissent le danger de paraître, par une trop éclatante profession de royalisme, subordonner la religion à la politique. Un prélat absolument dévoué à Louis XVIII, M. de Bonal, évêque de Clermont, écrivait précisément au sujet de l'instruction de l'évêque de Boulogne, dont nous avons donné un extrait, que, sur les quarante collègues décidés à y adhérer, plusieurs n'auraient point voulu qu'il y fût « mention du roi, de la fidélité qui lui est due », par crainte de donner crédit à ceux qui les accusaient, sous couleur de religion, de ne servir que les intérêts politiques ¹.

L'évêque de Boulogne passe outre. Il n'avait fait que donner une expression publique aux sentiments intimes de la majorité de ses collègues. En eux la flamme monarchique brûlait toujours aussi intense, entretenue, avivée encore, semble-t-il, par les douleurs de l'exil. Puisque le cœur a des raisons que la raison ne connaît pas, comment

1. L'évêque de Luçon reproduit (*Lettres inédites*), le 13 novembre 1799, la lettre suivante qu'il avait reçue de l'évêque de Clermont : « Nous sommes déjà, de ma connaissance, dit M^{re} de Bonal, au moins quarante décidés à signer l'instruction, mais je ne puis vous taire que si, dans ce nombre, il en est plusieurs qui désirent qu'on fasse mention du roi, de la fidélité qui lui est due..., plusieurs autres pensent que ce n'est pas là le lieu et que nous devons éviter avec soin de favoriser les fâcheuses idées de nos ennemis et des détracteurs de l'épiscopat, qui n'ont cessé de dire que les évêques ne montraient du zèle pour la religion que pour voiler les véritables motifs qui les faisaient agir, et qu'ils tenaient bien plus au rétablissement de la royauté sous laquelle seule ils pouvaient (*sic*) crédit, grandeur, puissance, richesses et despotisme... C'est ce qui fait croire à ceux de nos confrères qui ne sont pas d'avis d'en parler, et cependant

des évêques, même théologiens, ainsi pris par les entrailles, n'auraient-ils pas, peut-être sans le vouloir, regardé l'Église à travers la monarchie, et cru imposée par les intérêts de la religion l'opposition à une constitution qui ruinait ceux de la royauté. L'évêque de Béziers écrivait de Florence, le 30 septembre 1800 : « Mon système à moi, pauvre petit évêque, est que sans royauté légitime point de catholicité en France, de même que sans catholicité point de royauté. » M. de Coucy, évêque de La Rochelle, mettait plus de chaleur encore dans ses affirmations. « La Révolution, écrivait-il, fut commencée par les mauvais prêtres ; on voudrait la consommer par les bons. Mais on n'y réussira pas, s'il plaît à Dieu, et notre gloire ne mourra pas avant nous. Il faut avoir la vue bien courte pour ne pas comprendre que la religion catholique ne peut pas plus se soutenir en France sans la monarchie que la monarchie sans la religion. J'ai su ce qui se passait chez nous et j'en suis désolé... Les rentrants me font pitié avec leurs sophismes de cuisine ¹. » M. de Coucy qualifiait la *promesse de fidélité de péché mortel*.

II

D'après ce langage, il est évident que le serment de fidélité au nouveau gouvernement ne pourra être prêté que

qu'on ne peut pas soupçonner d'indifférence pour la cause royale, qu'il vaudrait mieux se borner » aux intérêts « de la religion dans un ouvrage destiné à réclamer contre les atteintes qui lui ont été portées et à instruire les fidèles sur cet objet. Cela n'empêcherait pas que l'on ne revînt en temps plus opportun à mettre en avant tous les privilèges relatifs à la fidélité due au souverain légitime. Du reste, dans ce conflit d'opinions, il me paraît que chacun s'en est rapporté à la sagesse du respectable auteur du projet. » Il s'agissait d'un ouvrage rédigé par l'évêque de Boulogne, sur les plaies faites à la religion, ouvrage auquel les évêques adhéraient. Cet écrit était antérieur à la Constitution de l'an VIII. — M. Emery sermonnait « l'évêque de Clermont, qui va jusqu'à être peiné, écrit M. Emery, des représentations que je lui fais ».

1. *La Petite Église*, par le P. Drochon, 1894, in-8°, p. 32-33. L'auteur donne plusieurs lettres inédites de l'évêque de La Rochelle.

par les évêques dont l'esprit, les dispositions auront subi le contre-coup des événements. Parmi les prélats dont nous voyons les idées évoluer au cours de la Révolution, M. de Mercy, évêque de Luçon, est un de ceux qui nous offrent le plus frappant exemple d'une transformation complète. Il passe d'un royalisme intransigeant à l'acceptation de la République. Nous l'avons vu, en 1792 et 1793, très opposé au serment de liberté et d'égalité, très favorable à l'insurrection de la Vendée, aux projets de restauration monarchique. En 1794, il a encore de tels liens avec la famille royale que le Régent accepte d'être parrain de sa petite-nièce ¹. Une année plus tard, en 1795, un changement profond se produit dans le langage de l'évêque de Luçon. Dans les premiers mois, le prélat est encore un peu maussade, parle de la « prétendue République », mais en automne il se déclare assez clairement pour le gouvernement établi ². Cette évolution s'accroît plus nettement encore en 1796 ³, et devient si complète en 1797, que M. de Mercy ne craint pas d'écrire dans une lettre à son grand vicaire : « Ce qu'on appelle aujourd'hui

1. « Ma nièce (la marquise de la Tour du Pin) est à la veille d'accoucher, M. le Régent et Madame veulent bien nous faire l'honneur d'être parrain et marraine par procureur de l'enfant à venir... Monsieur est à Vérone et Madame à Turin. » *Lettre inédite* du 27 juillet 1794.

2. « Parmi les pénitents qui seront à réconcilier, il faudra bien en exiger le repentir de leur infidélité, de leur révolte contre le roi. » (Lettre du 28 mars 1795.) — « Il faudra donc pour un temps que les prêtres rentrés vivent sous l'empire de la prétendue République et sous l'autorité de ses lois. » (Lettre du 25 juin 1795.) — « L'histoire du monde est remplie d'exemples de révolutions dans les empires, de conjurations, de révoltes, de trônes ensanglantés par des usurpateurs... L'histoire de l'Eglise n'offre pas un seul exemple dans l'ancien ni dans le nouveau Testament où la religion ait défendu d'obéir à celui qui avait envahi l'autorité; elle a constamment enseigné et pratiqué le contraire... Je crains que ceux qui refusent la soumission... ne s'occupent plus de la faveur du prince, des intérêts du trône, que du véritable bien de la religion. » (Lettre du 22 août 1795.)

3. « Voilà que presque toutes les puissances de l'Europe reconnaissent la République française, et abandonnent le malheureux Louis XVIII. N'y aura-t-il donc que les ministres de la religion qui résistent contre l'obligation qu'elle leur fait de se soumettre, tous ses droits réservés... Nous n'abandonnons pas plus le roi qu'il ne nous abandonne lui-même. Lui et nous, nous cédon's à une nécessité inévitable. » *Lettre inédite* du 16 juillet 1796.

les *royalistes*, et ce que j'appellerai avec plus de raison les *égoïstes*, etc. » C'en est fait ; désormais l'évêque de Luçon sera un des plus ardents champions de la paix, de l'entente avec les nouveaux maîtres de la France. Il établit avec force que « la religion est compatible avec toutes les formes de gouvernement ¹ ». Il se plaint vivement de ceux qui identifient son sort avec celui de la monarchie, de ceux qui ne pensent qu'au rétablissement de la royauté, comptant bien retrouver avec elle « les richesses, la puissance, les honneurs, le rang et tous les avantages extérieurs » que le clergé avait reçus de « la piété des princes chrétiens ». Ils ne veulent, dit-il, « reprendre leur place dans le sanctuaire qu'à la suite du monarque, de qui ils espèrent recevoir tout ce qu'ils ont perdu et qu'ils regrettent ² beaucoup trop. Pour cela ils ne veulent pas séparer la cause de la religion de celle du roi, quand même celle-ci serait désespérée. Comme si la religion ne devait pas survivre à toutes les révolutions de la terre, comme si Dieu ne lui eût pas promis la stabilité qu'il n'a garantie à

1. « La religion est compatible avec toutes les formes de gouvernement, elle n'est dans la dépendance d'aucun. Ils peuvent changer : elle seule est immuable au milieu de leurs variations. Nos devoirs restent les mêmes ; nous devons toujours être prêts à rendre à Dieu ce qui appartient à Dieu et à César ce qui appartient à César, quel que soit l'ordre de succession parmi ceux qui président aux destinées des empires. Si Dieu a jugé la race de nos Rois, est-ce à nous à l'interroger ? Nos serments nous lient-ils à cette race auguste et malheureuse qui ne peut plus rien pour nous, qui, devenue étrangère à la France, ne la gouverne plus. Conservons-lui nos cœurs, faisons des vœux pour elle, gémissons sur son sort, mais adorons les décrets de la Providence et de la justice de Dieu et résignons-nous. Le droit des gens, celui des nations, consacrent aujourd'hui le nouveau gouvernement français. En vain, en France, voudrions-nous en supposer un autre en mettant Dieu en opposition avec lui-même, vouloir ne reconnaître que celui qui n'existe plus et méconnaître celui qui existe. N'en doutez pas, mon ami, dans l'opinion de nos adversaires il y a eu beaucoup trop de politique humaine, et à cette politique on a sacrifié les droits de la religion en les rendant dépendants de cette politique. C'est aux dépens de Dieu qu'on a voulu se ménager la faveur du prince à la résurrection duquel on a espéré contre toute espérance. » *Lettre inédite* du 14 novembre 1797.

2. L'évêque de Langres dit de son côté dans un écrit en faveur de la promesse : « L'intérêt personnel fait illusion à presque tout le monde. Quel est celui qui peut se répondre qu'il n'a jamais influé sur ses opinions ? »

aucun empire. » Non, non, « la religion n'a besoin que de sa propre vertu ; elle se soutient par la force du Dieu tout-puissant dont elle est l'ouvrage ». Quel est le devoir des prêtres, des véritables « soldats de Jésus-Christ ? Ils doivent résister au péché jusqu'à la mort ; mais je ne vois nulle part que la religion leur ordonne d'être martyrs des opinions politiques, ou des intérêts contestés entre les dominateurs du monde ¹. »

Ces dispositions de M. de Mercy ne feront que s'accroître à mesure que les événements de France affermiront l'autorité du nouveau gouvernement. Vainement on viendra lui représenter que les maîtres actuels sont aussi hostiles à la religion que les premiers auteurs de la Révolution, qu'il n'y a que piège dans les apparences de conciliation dont ils s'entourent ; l'évêque de Luçon base son jugement sur les faits. Sa confiance grandit à chaque

1. Quelle est la situation de la France ? « J'en vois mon roi, dit l'évêque de Luçon, par un terrible mais juste jugement de Dieu, chassé de ses Etats par son propre peuple et dépouillé de sa puissance. » Qu'y faire ? « Dieu ne nous a pas commis le soin de gouverner l'Etat, mais bien l'Eglise de France. Si nous avons eu des devoirs politiques à remplir, je crois que nous les avons remplis dans toute leur étendue. Ce n'est pas notre faute si la forme de gouvernement a changé, comme ce ne sera pas notre faute si le roi ne recouvre pas ses droits. » Dieu nous a « dispensés de nos anciens serments par l'impossibilité où il nous a réduits de les tenir ». Nous pouvons, nous devons désirer « le retour de l'autorité paternelle de nos rois et prier Dieu de nous la rendre ». Le jour où le descendant de saint Louis remonterait sur le trône, j'en bénirais Dieu, dit M. de Mercy, « je serais le premier aux pieds de mon roi ; il m'y verra entouré de tous les miens... Mais ce n'est pas sur mes désirs que je règle ma conduite... C'est à la puissance et non à la personne à qui je dois la soumission. Tant qu'elle restera entre les mains auxquelles il a plu à Dieu de la remettre, auxquelles il a permis de l'envahir, je la reconnaitrai. » M. de Mercy se dit fatigué des réponses que lui ressassent ses contradicteurs. « Ils ne m'opposent, dit-il, que les mêmes arguments tant de fois rebattus et réfutés. C'est toujours le serment indélébile qui nous lie au roi qu'ils mettent en avant, les injustices criantes que la constitution consacre à son égard, à l'égard du clergé, des émigrés. Ils ne veulent pas convenir qu'il existe une puissance publique en France, une forme de gouvernement établi ; ils disent que ce sont des factieux, des révoltés auxquels on ne doit rien, dont les lois n'obligent pas. » M. de Mercy n'a pas de peine à montrer que parler ainsi c'est faire dépendre « les devoirs religieux des devoirs politiques ». Il constate la modération du nouveau gouvernement. Les prêtres doivent répondre à ces désirs de pacification. « Ils ne doivent se rendre suspects à aucun parti, parce qu'ils doivent chercher à éteindre tout esprit de parti. Ils ne doivent rendre la religion odieuse à personne parce qu'ils doivent travailler à la rendre aimable à tous. »

mesure favorable ; son adhésion au gouvernement devient plus explicite, et le mot de république, que nous n'avions pas encore rencontré sous sa plume, est en toutes lettres dans sa correspondance. « Nous sommes, dit-il, aussi sincèrement disposés à être fidèles à *la République* qu'à être constamment enfants soumis à l'Église... Nous serons *dans la république* un gage de plus de sa tranquillité, et notre fidélité sera le garant le plus sûr de celle de nos ouailles ¹. »

La thèse de M. de Mercy semblait solide ; mais d'ordinaire dans les discussions, les convictions se forment moins par les arguments de l'esprit que par les secrètes dispositions du cœur. Comment, sous prétexte d'intérêts religieux, faire accepter la promesse à ceux qui voyaient dans cette soumission à la constitution une trahison de la cause du roi ? A en croire l'évêque de Luçon, les ardents ne prononçaient jamais le nom de Bonaparte sans l'accompagner d'une épithète outrageante. C'est le cardinal de Montmorency qui, sur les inspirations de la cour de Mitau, aurait introduit cet usage ².

III

L'évêque de Luçon communiquait ses idées à ses amis. Ses opinions n'étaient guère connues que de ses correspondants, tout au plus des prêtres et de quelques fidèles de

1. « Que ne pouvons-nous persuader cette vérité à nos maîtres ? Pensent-ils qu'après avoir abandonné la religion, elle ne voudra plus se réconcilier avec eux ? Ah ! qu'ils la connaissent mal... Nous avons la foi des premiers chrétiens ; comme eux, nous ne prenons aucune part aux guerres civiles ; nous recevons les maîtres que la Providence nous donne... Nous aimons encore la personne de notre souverain, et nous donnons dans notre opinion la préférence au gouvernement monarchique ; mais *nous promettons sous les yeux de Dieu entière fidélité au gouvernement républicain.* » *Lettre inédite* du 12 septembre 1798.

2. Les exaltés font « un cas de conscience à ceux qui prononcent le nom de Bonaparte sans y ajouter une épithète outrageante... Cette doctrine a été inspirée par le cardinal M. (Montmorency) qui l'avait reçue de la cour

son diocèse. Voici l'archevêque de Bordeaux, M. de Cicé, qui se charge de faire entendre avec fermeté le même langage au roi lui-même. Louis XVIII n'avait point appris « sans une extrême inquiétude que l'archevêque d'une métropole telle que Bordeaux » allait faire la promesse de fidélité à la constitution de l'an VIII. Il le fit sermonner par son frère, le comte d'Artois, et mit tout en œuvre pour le détourner de la soumission.

Vains efforts. Cette tentative valut au prétendant une longue lettre dont le ton nous frappe par la netteté, par la hardiesse des déclarations autant que par la largeur des idées. L'archevêque de Bordeaux y parle en homme que les années, le malheur, ont désabusé des choses de ce monde et de toute ambition politique. « Mon âge, dit-il, mes infirmités et la malignité des temps m'ont rendu très indifférent aux nouvelles modifications de mon existence. Je ne tiens plus aux événements que par les liens du devoir. » Le devoir lui inspire un langage que les rois n'avaient pas coutume de rencontrer dans la bouche des évêques. M. de Cicé commence par affirmer que le bien de la société demande un gouvernement, que la soumission au gouvernement établi s'impose, en dehors de toute « reconnaissance de la légitimité des pouvoirs de ceux qui gouvernent la France ». A la prétention de lier le sort de la religion à celui de la royauté, l'archevêque de Bordeaux répond : « C'est une erreur capitale aux yeux de la religion que de la supposer incompatible avec un gouvernement quelconque. Étrangère à la politique du monde, elle s'accommode à toutes les constitutions, elle ne répugne ni au gouvernement aristocratique ni au républicain... Ce serait une erreur grave que de regarder comme identiques la restauration de l'autorité du monarque en France et celle de

de M. (Mitan). Cette cour de M... est dispersée. Dieu sans doute l'a permis pour que son influence cesse d'être néfaste. » *Lettre inédite de M. de Mercy*, 1^{er} mars 1801.

la religion catholique. Le monde a été le théâtre de révolutions infinies, mais la religion a toujours surnagé au-dessus des déboires de la politique humaine ; et je n'ai pu que gémir en voyant compromettre les intérêts comme les sentiments de Votre Majesté lorsqu'on lui a soumis un système d'une identité que rien ne peut justifier. » Il y a trois ans, en 1797, ajoute M. de Cicé, on avait essayé d'établir la même confusion d'idées, la même identification entre les intérêts religieux et les intérêts monarchiques. Cette thèse que des prélats d'un royalisme avéré, tels que l'archevêque de Reims, les évêques de Boulogne, de Clermont, de Saint-Pol-de-Léon, avaient alors réfutée dans leur correspondance intime avec Louis XVIII, M. de Cicé, M. de Mercy, M. de Bausset, tous partisans de la promesse, la combattent avec non moins d'éclat en 1800 et 1801. L'archevêque de Bordeaux, après avoir rétabli les véritables principes, montre ensuite le danger pour la monarchie comme pour la cause religieuse de ne point répondre à l'appel des populations qui redemandent leurs prêtres et qui pourraient s'écrier étonnées : « Que sont devenus nos pasteurs ? La liberté du culte nous est assurée, les temples sont rouverts, nos besoins sont immenses, et, luttant pour ainsi dire contre la Providence même, ils nous laissent languir sans consolation. » Non, non. Si dans les conseils du roi, ajoute M. de Cicé, au lieu de condamner la promesse, « on avait pris le parti prudent de la tolérer, comme j'y avais déjà insisté dans mes précédentes lettres au comte de Saint-Priest, on aurait prévenu et évité ces étranges conséquences qu'il faut tirer aujourd'hui d'une doctrine aussi légèrement admise, savoir : que moins il rentrera de gens de bien en France et plus les intérêts de Votre Majesté y seront protégés, que les mêmes intérêts exigent surtout que les prêtres s'en éloignent et n'y portent la doctrine évangélique qu'à la suite des armées ; que les émigrés, victimes depuis dix

ans de leur confiance et de leur fidélité, ne peuvent plus prouver leur zèle que par leur résignation à l'indigence et à l'exil, et qu'enfin les peuples ne seront ni mieux ni plus promptement disposés qu'autant qu'ils seront abandonnés à l'influence des factions diverses qui se disputent le pouvoir ». M. de Cicé fait ensuite ressortir que la monarchie profitera des principes d'ordre, de justice, que la religion porte avec elle, et après ces considérations il dit nettement au roi : « Il appartient à Votre Majesté de rendre la paix à nos églises et la concorde aux pasteurs, en s'expliquant de manière à faire cesser une division qui ne peut que produire de grands maux dans l'ordre moral comme dans l'ordre politique. » L'archevêque de Bordeaux termine sa lettre en exposant au prétendant que l'opinion seule peut lui restituer le trône, que ce n'est point la guerre étrangère, ni la guerre civile, ni les factions intérieures qui lui rouvriront les portes de la France, mais l'appel libre d'une nation désabusée de tant de révolutions et rendue à l'amour de ses rois ¹. Un tel discours

1. « Faut-il donc regarder comme désespérée la cause de Votre Majesté ? Elle le sera tant qu'elle n'aura pour appui que des moyens plus capables de lui nuire que de la servir. Mais il en est de plus nobles, de plus sûrs et de plus dignes de Votre Majesté. Ils n'existent point au dehors de la France, c'est dans son intérieur seul qu'on peut les apercevoir. C'est là qu'il convient d'étudier la marche des événements, le progrès des lumières, les fruits de l'expérience, les combinaisons qui forment et modifient l'opinion générale... L'expérience ne vous a-t-elle pas déjà appris comment l'opinion, fatiguée de l'ancien ordre de choses, s'est portée avidement vers toutes sortes d'innovations, comment dans son délire elle a, en si peu de temps, parcouru tous les points du cercle social, comment, après avoir détruit le trône et l'autel, elle a cru trouver le bonheur dans une démocratie insensée, et comment, après avoir goûté les fruits amers de cette institution, elle s'est rejetée d'elle-même dans les bras de ce même régime monarchique (allusion à la forme quasi monarchique du Consulat) auquel elle venait récemment de jurer une haine éternelle... Un seul pas reste à franchir, c'est celui qui sépare la monarchie élective de la monarchie héréditaire. Les plus grandes difficultés se sont évanouies. Ce n'est point ici le lieu de discuter jusqu'à quel point il est possible que la France obtienne une monarchie qui, sans avoir les inconvénients inséparables de l'hérédité, n'aurait pas non plus les dangers attachés aux élections, etc... » M. de Cicé blâme énergiquement ceux qui, au lieu d'aider les progrès de l'opinion, « fomentent la guerre étrangère, les insurrections intimes », ceux qui veulent tirer le bien du mal. Il blâme les « agents de Sa Majesté », parle de leur « impru-

ne pouvait plaire au prince. M. de Cicé croit devoir lui demander pardon de « la liberté avec laquelle, lui dit-il, j'ai osé vous parler ¹ ».

IV

Le langage de l'archevêque de Bordeaux était d'une rigoureuse orthodoxie. Mais la thèse du prélat et de ceux qui pensaient comme lui se heurtait toujours à un obstacle formidable : la fidélité au roi. A quoi devaient aboutir toutes ces polémiques ? En fin de compte, quelle sera dans le clergé la proportion des adhérents et des opposants à la constitution de l'an VIII ? Dans l'état des esprits, l'objection monarchique était si grande que, je ne dis point pour la vaincre, mais seulement pour en atténuer la force, pour décider nombre de prêtres à faire leur soumission, il faudra l'action combinée des quatre éléments divers : l'intérêt évident de la religion, l'impatience qu'ont les émigrés de rentrer en France, la pression et le prestige du gouvernement consulaire, enfin la nouvelle des négociations engagées entre Bonaparte et le Saint-Siège.

L'intérêt de la religion réclamait impérieusement l'acceptation de la constitution. « Je ne puis me faire à l'idée

dence », de leurs « trahisons », et les accuse de faire « obstacle aux progrès de l'opinion » au lieu de l'aider. L'archevêque de Bordeaux est nettement l'ennemi des chouans. « C'est, dit-il, à l'ombre du nom auguste de Votre Majesté, et surtout de celui de Monsieur, que de tels hommes donnent depuis plus de quatre ans à la France le triste spectacle d'une guerre ténébreuse, immorale, » commettent des « assassinats nocturnes, vols de diligence... Personne n'ignore que l'immoralité des chouans leur a souvent fait sacrifier à leurs passions ceux mêmes qu'ils devaient chérir... On aura toujours quelques chouans et surtout des chefs tant qu'il y aura de l'argent pour les payer... Il s'en trouvera assez pour fusiller des prêtres soumis à la promesse, comme Monsieur m'a dit qu'ils y étaient déterminés. »

1. Lettre de M. de Cicé, archevêque de Bordeaux, au roi, 15 janvier 1801. *Archives affaires étrangères*, fonds français, vol. 601, pièce 12. — Comme M. de Cicé, M. de La Luzerne affirme dans son *Mémoire* que « le retour de la France à la vraie religion est par lui-même très utile au rétablissement de la monarchie... Les scélérats de notre pays, pour renverser le trône, ont commencé par détruire l'autel. » Il faut faire l'inverse.

d'un pays sans culte », disait M. Émery. Nous avons déjà entendu l'évêque d'Alais, M. de Bausset, déclarer avec énergie qu'on ne doit pas désertar la cause de la foi pour des « opinions politiques ». Cette considération pèse du plus grand poids dans l'esprit des prélats qui jugeaient de sang-froid et faisaient passer Dieu avant le roi. L'archevêque d'Auch, M. de La Tour du Pin, qui quelques jours à peine avant le Consulat avait hautement exprimé ses sentiments monarchiques, écrivait un peu plus tard, le 16 janvier 1800 : « Nous ne devons pas hésiter à faire la promesse. Nous sommes chrétiens pour nous, dit saint Augustin, et évêques et prêtres pour les autres. Pourrions-nous refuser l'exercice de notre ministère dans un temps où les fidèles ont un si grand besoin de sa liberté et de son entière publicité? » La question ainsi posée paraissait si claire, il était si évident que des évêques pouvaient, en vue du bien supérieur de la religion, faire une soumission contraire à leurs préférences politiques, mais non à leur conscience, que Louis XVIII lui-même leur reconnaissait ce droit, presque ce devoir. « Roi, disait-il, je ne puis consentir à délier mes sujets de la fidélité qu'ils me doivent; père de mes peuples, je ne puis supporter l'idée qu'ils soient privés des instructions, des secours et des consolations de la religion. » Louis XVIII allait jusqu'à blâmer l'excès de zèle de ses partisans qui avaient traité « sans ménagement ceux qui, par erreur ou par faiblesse, avaient cru pouvoir transiger avec la République ¹ ».

Au désir de servir l'Église « et de David éteint rallumer le flambeau », à l'impatience de retrouver leur troupeau, venait s'ajouter pour les évêques, pour les prêtres, le

1. Louis XVIII ajoute dans cette note du 21 avril 1800 : « Ils se sont séparés d'eux dans plusieurs diocèses et ont porté les fidèles à en faire de même, ce qui est également éloigné de la saine politique et du véritable esprit de la religion. On sait combien saint Martin se reprocha sa trop grande rigueur envers les Priscillianistes. » Louis XVIII, excluant bien entendu le serment de haine à la royauté, se montre indulgent pour « les actes de soumission plus mitigés qu'on présente aujourd'hui. Je puis bien,

besoin de revoir leur famille, leur pays, la France. Les événements combattaient ici pour la politique de conciliation. Les fatigues et les misères de l'exil tournent vers la patrie les regards de ceux qui depuis dix ans foulent un sol étranger, et il faut que leurs scrupules en rendent la barrière bien infranchissable pour ne pas la faire tomber. Telle grande dame, la marquise de Raigecourt, par exemple, qui écrivait en 1791 : « J'aime mieux manger des croûtes, gratter la terre avec mes ongles, que de rentrer en France, si son gouvernement actuel se consolide », s'est hâtée de revenir dès la première accalmie qui a suivi les élections de 1797. Que d'autres résolutions, qui paraissaient éternelles, tombent de lassitude ! L'évêque de Laon, inflexible, lui, dans sa fidélité aux Bourbons, a beau gronder le comte Elzéar de Sabran, celui-ci ne résiste point au besoin de retrouver son pays. Boufflers s'écrie : « J'aime mieux mourir de faim en France que de vivre en Prusse. » Le clergé éprouve lui aussi le mal du pays. En 1793, les prêtres français réfugiés au-delà des Pyrénées s'étaient engagés par serment et par écrit, dans l'horreur que leur inspiraient les crimes de la Convention, à ne jamais avoir aucun rapport, tant que la monarchie ne serait point rétablie, avec ceux de leurs concitoyens qui avaient adhéré au nouveau pouvoir. Le temps, les événements leur firent comprendre leur imprudence, et, en 1797, l'ardent évêque de Dax lui-même demandait à Pie VI de les relever de leur engagement. Ce n'est pas seulement d'Espagne qu'on se dirigeait vers la France. Malouet raconte dans ses *Mémoires* comment l'évêque d'Arras, M. de Conzié, « accrédité alors comme ministre des princes fran-

non seulement fermer les yeux à cet égard, mais même engager sous main les ecclésiastiques à les faire, vu les services que cette condescendance apparente peut les mettre en état de rendre à la religion et à l'État, mais il est fort différent de tolérer secrètement, ou d'autoriser publiquement. » *Correspondance et mémoires inédits du cardinal Maury* publiés par l'abbé RICARD, 1891, I, p. 394-395. — Papiers de Casteran.

çais » à Londres, faisait difficulté d'accorder les visas exigés par le ministère anglais pour délivrer les passeports à ceux qui voulaient passer la Manche. « Quelle différence, leur disait-il, de rentrer dans votre pays en proscrits ou d'y rentrer en triomphants ! » Il prédisait à un de ces fugitifs, M. de Gilbert de Voisins, que ce n'est point « d'un émigré apostat » que la monarchie restaurée ferait jamais un président à mortier comme son père. L'évêque de Saint-Pol-de-Léon, M. de La Marche, chargé spécialement des ecclésiastiques, ne mettait guère plus d'empressement que Conzié à favoriser le retour en France. M. de Mercy se plaint vivement des obstacles qu'il oppose à ceux qui veulent rentrer. L'archevêque de Bordeaux, M. de Cicé, fait la même constatation dans sa lettre adressée de Londres à Louis XVIII².

Ce mouvement de retour devait inquiéter le prétendant au trône. La promesse de fidélité comptait déjà nombre d'adhésions parmi les évêques, et dans beaucoup de diocèses les délégués même des prélats opposants encourageaient la soumission. Louis XVIII, dans sa correspon-

1 *Mémoires de Malouet*, 1868, in-8°, t. II, p. 229-232. « A Londres, dit Malouet, on cherchait à rendre suspects au gouvernement tous les émigrés qui demandaient des passeports pour rentrer en France, et le secrétaire d'Etat n'en accordait que sur la demande de M^r l'évêque d'Arras. » — THEINER, I, 450-451. — Pierre de Croze, *loc. cit.* — Maxime de LA ROCHE-TERIE : *Correspondance du marquis et de la marquise de Raigecourt avec le marquis de Bombelles*, 1892.

2. M. de Mercy écrit qu'on lui « maude que tous nos frères qui sont en Angleterre ont le plus grand désir de rentrer et qu'ils n'attendent pour cela que mes ordres ». Lettre du 1^{er} octobre 1800. — Le 17 juin 1801, M. de Mercy raconte que trois prêtres de Luçon « sont partis de Londres, le 16 mai, prenant la route d'Anvers où ils sont prévenus que le préfet, sur l'offre de la promesse, leur donnera des passeports. Sans M. l'archevêque de Bordeaux ils n'en eussent pas eu pour partir de Londres. M. l'évêque de Saint-Pol-de-Léon a refusé d'en faire la demande, et il s'est expliqué contre la promesse, contre ceux qui la font, contre moi particulièrement, en vrai fanatique. Il m'a formellement appelé discolle et a dit qu'on devait se séparer de moi. » *Lettres inédites de M. de Mercy*. L'archevêque de Bordeaux, après avoir affirmé que plusieurs évêques exilés avaient déjà retrouvé leur patrie, que « la majorité du clergé de Paris et dans beaucoup de provinces s'était prononcé en faveur de la promesse », ajoutait : « Au dehors, le cœur général du second ordre est de rentrer. On ne peut le retenir ici qu'en usant d'autorité et en faisant refuser des passeports, ce qui donne lieu à toute sorte de murmures. »

dance avec Maury, se montre surtout préoccupé des défections épiscopales.

V

Tandis que le prince faisait tous ses efforts pour enrayer le mouvement, le Consulat poussait, au contraire, de tout son pouvoir à l'adhésion du clergé. Un homme tel que Bonaparte ne pouvait accepter l'hostilité ni même l'indifférence d'une corporation qui, malgré les ruines que lui avait infligées la Révolution, était encore capable d'exercer une si grande influence sur la nation. En un temps où il s'agissait de calmer les divisions, d'apaiser les haines amassées par dix années de persécution et de violence, de refaire, en un mot, une seule France, comment le Premier Consul aurait-il laissé hors de son action et comme en rupture avec son gouvernement des hommes qui, en se ralliant à lui, pouvaient aider si efficacement à son prestige et à la réconciliation générale ? Les papiers de police, les rapports des préfets, où l'attitude du clergé relativement à la promesse de fidélité est, en quelque sorte, notée jour par jour, attestent quelle importance Bonaparte attachait aux suffrages du clergé. Il y a quelque intérêt à parcourir, après cent ans, ces documents où les réfractaires, les indisciplinés, les irréconciliables, sont signalés, caractérisés, notés à l'encre rouge. Tel prêtre du Doubs est dit récalcitrant, « fanatique, exaspéré, très intolérant, point ami du gouvernement » ; tel curé des Ardennes est marqué comme « insoumis et censé hors de la République » ; tel autre des Bouches-du-Rhône comme « émigré, en surveillance et dangereux » ; tels ecclésiastiques des Vosges comme des « ennemis irréconciliables de la République ». En Vendée, certains ont servi parmi les Chouans où l'un était populaire « sous le nom de Grand-Pierre », l'autre très « connu par ses forces phy-

siques ». Des arrondissements entiers, comme ceux de Saint-Pol dans le Pas-de-Calais, sont accusés d'être « gangrenés », c'est-à-dire peuplés de « prêtres insoumis ». Le préfet d'Ille-et-Vilaine signale beaucoup de récalcitrants, « honnêtes gens, remplis de mœurs et de principes, mais, en général, antirépublicains, intolérants et fanatiques ».

Les préfets ne dissimulent pas la mauvaise humeur que leur cause cette opposition. Celui d'Indre-et-Loire croit qu'il « est difficile aux gens de cette race d'être plus citoyens que prêtres ». Celui de l'Hérault se plaint que « beaucoup de prêtres ont constamment refusé la promesse de fidélité à la constitution et trompent ainsi l'attente du gouvernement ». Parmi ceux qui l'ont faite, plusieurs l'ont mal tenue et ont commis une sorte de parjure « par cela seul que le gouvernement républicain ne paraît pas favorable à leur ambition ». Le préfet les accuse d'avoir introduit « le désordre dans les communes, semé la division parmi les citoyens et la haine dans les familles, réveillé les querelles de parti, alarmé les consciences, fanatisé les esprits ardents ». Le préfet conclut en ces termes sa diatribe contre ceux qui ont refusé la promesse de fidélité à la constitution : « Ceux-là se sont jugés eux-mêmes ; ils doivent être bannis du sein de la République, parce que c'est renoncer à un pays quand on refuse d'en reconnaître les lois. Vous voudrez bien, dit-il aux sous-préfets, faire rechercher ceux qui peuvent exister sur le territoire de votre arrondissement et les faire conduire dans la maison de justice à Montpellier. Je prendrai ensuite les mesures convenables pour les faire sortir du territoire français. » Ce préfet n'était pas tendre pour les insoumis. Il ne faisait du reste qu'imiter les violences du ministre de la Police, Fouché. Il n'était pas d'ailleurs facile de satisfaire les personnages officiels. L'un d'eux, dans un rapport au Premier Consul, prétend que les *soumissionnaires* « reprennent l'exercice de leurs

fonctions, non dans l'attitude de gens à qui l'on pardonne, mais en vainqueurs insolents ¹ ».

Au besoin, les préfets font les bons apôtres et se chargent d'adresser de chaleureux appels aux ratardataires qui tardent à faire leur adhésion. Entendons en quels termes celui de la Haute-Loire parle au clergé de son département : « Le gouvernement, dit-il, a particulièrement soumis à ma surveillance les prêtres jadis insoumis. Depuis le 18 brumaire, ils ont éprouvé son indulgence. Il n'a vu dans eux, comme dans les hommes de tous les partis, que les enfants du grand peuple ; et le même voile a couvert et le démagogue qu'entraîna le torrent révolutionnaire et celui que put égarer un faux zèle religieux. Tous les Français sont pour lui des frères, et toutes ses vues tendent à rétablir entre eux cette harmonie qui distingue les membres d'une même famille. » Si le clergé de la Haute-Loire devait être peu flatté d'obtenir ce que dans cet appel on nomme « l'indulgence » du gouvernement au même titre que les pires démagogues, pouvait-il néanmoins résister aux pressantes instances que lui adressait le préfet de jurer « fidélité au pacte social?... Prêtres du culte catholique, s'écriait l'orateur officiel, persisterez-vous à vous isoler des autres classes de la société? Ne comptez-vous pas parmi nous vos pères qui ont tous promis d'être fidèles à la constitution, vos amis, vos concitoyens, vos frères dont le sang l'a consolidée ² ! » Lorsque cette intervention a eu d'heureux résultats, les préfets ne manquent pas de faire valoir auprès du pouvoir central l'habileté et les succès de leur administration. « L'esprit public s'améliore dans le Gard, écrit à Fouché le chef de ce département au sujet de la soumission d'un très grand nombre de prêtres... J'espère, citoyen ministre, que vous

1. *Archives nationales*, F¹⁹ 865 et 866; SAUREL, *op. cit.*, IV, 58.

2. Pour cet appel du préfet du 26 brumaire an IX, cf. *Archives nationales*, F¹⁹ 328.

partagerez avec moi la satisfaction de voir venir au gouvernement tant de citoyens égarés, dont quelques-uns sont réellement très respectables et dont l'influence pourra être aussi utile qu'elle a été nuisible sur beaucoup de points des départements ¹. »

Ce qui était plus efficace que la médiocre éloquence de la littérature officielle et des harangues préfectorales pour obtenir l'adhésion de l'Église au nouveau gouvernement, c'était l'attitude de ce gouvernement même, les conditions toutes nouvelles de modération, de puissance, de prestige au dedans et au dehors avec lesquelles il se présentait à tous les yeux. La rapide reconstitution de la France, la sécurité, la liberté assurée à tous, même aux prêtres qui depuis tant d'années ne connaissaient que la persécution et la haine, avaient déjà porté au loin la bonne renommée du Consulat et facilité la soumission du clergé à la fameuse promesse. A l'étranger, l'évêque de Luçon se fait l'écho de l'impression favorable et profonde que produisent partout les bonnes nouvelles qui arrivent de France, l'esprit nouveau qui anime les gouvernants. Il aime à réfuter ceux qui affirment que tout cela est un vrai simulacre et que rien n'est changé dans la situation. « Bien des gens, dit-il, qui ne jugent le temps présent et les hommes d'aujourd'hui que par les temps passés et les premiers auteurs de la Révolution, se persuadent et voudraient se persuader que la même mauvaise foi, les mêmes mauvaises intentions contre nous et contre la religion existent, que la bonne volonté qu'on nous montre n'est qu'un jeu et un piège. » Erreur, les actes sont là pour démontrer le contraire ². A

1. Cf. Abbé DURAND, *Un prélat constitutionnel*, Jean-François Périer, évêque assermenté du Puy-de-Dôme, 1902, in-8°, p. 298-303. — Aussitôt que ces prêtres avaient fait la promesse de fidélité, le préfet spécifie (*ibid.*, p. 302-303) que liberté d'exercer le culte public leur était donnée.

2. « Déjà le gouvernement français, revenu à des sentiments plus modérés et moins impies, a rendu la liberté au culte catholique; il a rendu

mesure que l'ancien état de guerre fait place, par suite des mesures de réparation et de bienveillance adoptées par le Consulat, à des sentiments croissants de confiance réciproque, l'opposition du clergé se calme, les adhésions au nouveau gouvernement se multiplient, et tous les rapports signalent des miracles de conversion et de pacification opérés par la modération du pouvoir là où la persécution n'avait fait jusqu'alors qu'aigrir les esprits et rendre l'opposition irréductible¹. « Le parti contre la promesse s'affaiblit tous les jours », écrit M. de Mercy.

aux fidèles une partie de leurs églises. Il a aboli tous ces malheureux serments qui jusqu'ici avaient si justement alarmé les consciences et qui avaient formé un nouveau schisme en France. On ne demande plus aux ministres des cultes que la simple promesse de fidélité à la nouvelle constitution. » Ne nous étonnons pas qu'avec de pareilles dispositions M. de Mercy condamne les essais d'insurrection contre le gouvernement établi. Il accuse les chouans d'avoir empêché le rétablissement public du culte. Il accuse les chefs, les « prétendus Macchabées », d'être « plus occupés de leurs intérêts personnels que des intérêts de Dieu, plus animés de l'ardeur de la vengeance que par l'amour de la justice », de « compromettre la religion au lieu de la servir », de « la dominer au lieu de la protéger, de ne chercher qu'à satisfaire à l'esprit de vengeance et de cupidité... Certes, si le roi se montrait pour reconquérir ses droits avec des forces capables de lui répondre du succès, nous ne pourrions ni ne devrions faire un crime aux Français de se réunir à lui ». Mais on doit se tenir en garde contre les « entreprises téméraires de quelques factieux..... Ce que je désire surtout, si nous sommes condamnés à voir encore la guerre civile dans notre malheureux pays, c'est qu'aucun de mes frères n'y prenne part, et surtout qu'il n'y prenne pas une part active, comme beaucoup trop l'ont fait au temps de Charette au grand scandale de la religion et des fidèles. » (Lettre du 8 février 1800.) Le 23 février 1800, M. de Mercy écrit : « Les Chouans ont exercé de grandes violences. Ils n'ont pas voulu permettre aux ministres de la religion d'y reprendre l'exercice public de leurs fonctions que leurs ennemis leur rendaient. » *Lettres inédites de Mgr de Mercy*. Lettres des 8 février, 26 mars, 10 et 21 mai, 29 novembre 1800, 18 mars et 14 mai 1801.

1. Le préfet de la Haute-Loire écrit : « Ces prêtres invisibles et tout-puissants, en quelque sorte, détestaient un gouvernement qui les plaçait sans cesse entre l'incarcération, la proscription et les supplices. » Les procédés de douceur du nouveau gouvernement « les ont presque tous attirés à lui. Ils le disent hautement, ils ne craignent pas de l'exprimer par lettres. Ils ont beaucoup contribué à calmer l'effervescence dans les campagnes. Ils détestent le brigandage ; ils ont signalé quelques-uns des chefs, mais ils se refusent néanmoins à transcrire sur un registre la promesse de fidélité qui leur a été imposée. » Le préfet ajoute que la modération finira par les vaincre. Le préfet de la Vendée écrit de son côté, le 11 thermidor an IX : « Le plus grand nombre de ceux (les prêtres) rentrés ne se montre point l'ennemi du gouvernement. Mais comme ils sont tous dans une situation précaire, ils manifestent souvent de l'inquiétude sur leur sort et une sorte de mécontentement. Les rassurer, rassurer les

VI

L'intérêt évident de la religion, le désir de ne point « laisser pendant un temps notable, comme disait M. Émery, tout un peuple sans culte, sans instructions, sans sacrements », la certitude pour les exilés de pouvoir, grâce à cette formalité, passer tranquillement la frontière, la pression d'un gouvernement réparateur, tout se réunit donc pour multiplier dans le clergé les déclarations de soumission à la constitution. Mais, comme la plupart des évêques sont encore à l'étranger, c'est la petite minorité qui se montre favorable à la promesse. Cette abstention ou cette hostilité de la majorité de l'épiscopat était une grande cause de faiblesse pour le parti de la conciliation. La correspondance des préfets nous montre les adhésions du clergé presque unanimes dans les diocèses tels que Senlis, Troyes, dont les premiers pasteurs s'étaient déclarés pour la soumission ¹. Au contraire, le mouvement de conver-

habitants des campagnes, ce serait consolider la paix et attacher invariablement les Vendéens au gouvernement qu'ils sont très disposés à chérir et dont ils apprécient déjà les bienfaits. » *Archives nationales*, F¹⁹ 328, 865, 866 ; AF, IV, 1044.

1. « C'est surtout à la sagesse de ses conseils (M. de Roquelaure, évêque de Senlis), à l'esprit de paix, de douceur et de charité dont il est animé, et à l'exemple qu'il a donné de sa soumission au gouvernement, que le diocèse de Senlis doit la paix et l'union dont il jouit et l'uniformité de conduite dans les ecclésiastiques, à très peu d'exceptions près. » — « Le département de l'Aube contient près de 400 prêtres. Tous ont fait leur soumission de fidélité à la constitution. L'écrit publié par l'ancien évêque de ce département, M. de Barral, pour engager les ecclésiastiques à faire la promesse, les a tous déterminés à faire leur soumission. » (Lettre du préfet à Chaptal, thermidor an IX.) — Le préfet de la Côte-d'Or écrit à Chaptal, le 16 thermidor an IX : « Il faut que vous sachiez, citoyen ministre, que ce département composé de tout ou partie de cinq diocèses : Dijon, Langres, Châlons, Autun, Besançon, ayant par conséquent cinq évêques différents, tous ces évêques, excepté celui de Dijon, ont permis à leurs curés de prêter le serment de fidélité. Mais chacun d'eux a modifié cette permission d'une manière si différente, qu'aucune presque ne se ressemble, et que la conduite des pasteurs de ces troupeaux divers varie par rapport à leurs ouailles, comme la formule de leur évêque. Le plus intolérant comme le plus négatif est celui de Dijon

sion est beaucoup plus difficile et plus lent là où les prélats se sont prononcés pour le refus¹. Néanmoins l'impulsion est donnée. En l'absence de leurs supérieurs exilés, beaucoup de grands vicaires, pensant que cet éloignement même les empêche de bien juger, pressés d'ailleurs par les événements, par l'insistance, par les menaces du gouvernement et aussi par ses bienfaits, par la nécessité du culte qui renaît de toutes parts, beaucoup de grands vicaires prennent le parti d'autoriser et de conseiller la promesse, malgré l'avis contraire du chef du diocèse.

Peu avant sa mort, l'archevêque de Rouen, le cardinal de La Rochefoucauld, avait écrit par deux fois de

(M. de Méroville), qui n'a voulu entendre à aucun serment. Aussi la portion la plus centrale du département se trouve-t-elle sans prêtres reconnus, et ces paroisses sont-elles desservies en cachette par des prêtres non jureurs, qui disent la messe en chambre. Heureusement qu'ils se conduisent avec assez de sagesse, et la partie de mon département ainsi servie n'est pas la plus troublée. » — Tous les évêques qui n'avaient pas quitté la France poussaient vivement à la soumission. L'évêque d'Angers, M. de Lorry, écrivait le 22 juillet 1801 : « Bannissons les querelles, étouffons tous les ressentiments, donnons-leur (aux puissances), par notre soumission et notre fidélité à la constitution de l'an VIII, la garantie qu'elles exigent et que tout citoyen doit au gouvernement qui le protège. Il est entré dans le plan de Jésus-Christ que la religion se plierait à toutes les formes de gouvernement. » *Arch. nat.*, F¹⁹ 866 ; — *Archives de M. Émery*, t. VIII. — M. Moreau, évêque de Mâcon, écrivait : « Je frémis en réfléchissant sur les maux incalculables et les dangers sans nombre qui résulteraient infailliblement du refus de la soumission exigée des ministres du culte avant de pouvoir exercer les fonctions. »

1. Dans l'Aisne le clergé s'est soumis malgré l'opposition de l'évêque de Laon, M. de Grimaldi. Il en est de même dans le diocèse d'Aire. « Le ci-devant évêque de Noyon, écrit le préfet, a entretenu dans les plus mauvaises dispositions les prêtres de ce département qui faisait partie de son diocèse. Il leur a défendu de faire leur soumission. On va leur intimiser les ordres du gouvernement. » — Le préfet du Puy-de-Dôme écrit à Chaptal, le 20 thermidor an IX : « Jusqu'à présent les principes exagérés de l'ancien évêque Bonnal avaient empêché toute espèce de soumission ; mais la lettre du ministre de la Police générale, en date du 10 thermidor, a amené le clergé à un examen sérieux. Les plus influents ont fait la promesse dont je vous envoie copie. Je présume que leur exemple sera généralement suivi. » *Archives nationales*, AF, IV, 1044, F¹⁹ 865. — Le préfet du Gard écrit que le mouvement de conversion à la promesse de fidélité est plus lent dans l'ancien diocèse d'Uzès, « parce que le ci-devant évêque émigré ne s'est pas contenté de ne pas autoriser la soumission des prêtres ; il l'a prohibée, sous les peines ecclésiastiques les plus sévères et avec des menaces propres à intimider les esprits faibles ». Abbé DURAND, *op. cit.*, p. 301-302.

Munster pour marquer sa désapprobation du serment. Les vicaires capitulaires passèrent outre. Cette conduite fut la grande raison qui poussa l'évêque de Séez, grand ennemi de la constitution, à leur substituer des grands vicaires de son choix. L'abbé Baston rendant visite, en Westphalie, à l'évêque de Digne, trouva Sa Grandeur « tout entière à la ligue formée à Munster contre les vicaires généraux de Rouen. Elle ne leur pardonnait pas d'avoir consenti à la promesse de fidélité » que « tout ce qu'il y avait de bon et d'instruit dans l'Église, ajoutait l'évêque de Digne, rejetait avec horreur et que le cardinal de La Rochefoucauld, en son vivant, leur avait interdite ¹ ». On pourrait citer bien d'autres diocèses où les grands vicaires prirent résolument l'initiative de la soumission à la constitution et furent suivis par le clergé. Les histoires locales ont pris soin de nous conserver leurs noms et de nous transmettre, comme à Nîmes, les chaudes harangues, les congratulations échangées au moment du serment entre le préfet et le vicaire général, promoteur du mouvement de conversion ². Le plus souvent les évêques exilés ferment les yeux, alors même qu'ils

1. Cf. BASTON, *op. cit.*, II, pp. 395, 397; — LOTH, *op. cit.*, p. 645.

2. Cf. Abbé DURAND, *op. cit.*, p. 260-307. On voit là le chiffre croissant des soumissionnaires dans les diocèses de Nîmes et d'Avignon. — Dans le Maine, où la chouannerie avait encore des partisans, M. du Perrier, qui administrait le diocèse du Mans, accepta la promesse, un peu avant le Concordat, le 1^{er} messidor an IX, et son exemple fut suivi par le clergé du diocèse. (Dom PIOLIN, *op. cit.*) — Dans la Somme, les agents de l'ancien évêque, mandés par le préfet, se déclarent prêts à se conformer à la loi. (*Archives nationales*, AF, IV, 1044.) — Le préfet de la Vendée écrit, le 11 thermidor an IX, que M. Paillou, « ancien chanoine de Luçon et actuellement grand vicaire de l'évêque déporté, a fait promesse de fidélité et montre une grande ardeur pour attacher au gouvernement les prêtres de sa communion ». A Albi, le grand vicaire, M. Boyer-d'Anti, pousse à la soumission. On peut voir dans l'*Histoire du Séminaire d'Angers* (1695-1856), par M. LETOURNEAU, curé de Saint-Sulpice, 1895, in-8°, p. 268-278, un mandement du vicaire général d'Angers, M. Meilloc, dans lequel M. Meilloc exhorte vivement le clergé à faire la promesse. M. Meilloc, qui était Sulpicien, joua à Angers (*ibid.*, p. 218-278), en l'absence de l'évêque, dans toute la question des serments, grâce à son esprit large et sa modération, le même rôle que M. Émery remplit sur un plus grand théâtre.

sont d'un avis contraire, sachant bien qu'il est très difficile à leurs mandataires d'agir autrement. Parfois même ils leur adressent une approbation formelle ¹. De toutes parts les registres d'inscription pour la promesse de fidélité se couvrent de signatures ². On peut dire qu'au moment du Concordat, la constitution de l'an VIII ne comptait dans l'épiscopat qu'une minorité d'adhésions formelles, une vingtaine environ. Le clergé secondaire rentré ou resté en France s'était prononcé en grande majorité pour la soumission au nouveau gouvernement ³.

1. L'évêque de Montpellier, M. de Malide, écrit à ses grands vicaires qui s'étaient déclarés pour la soumission : « Je dois vous témoigner toute la satisfaction de la manière pleine de sagesse et de prudence avec laquelle vous vous êtes conduits dans une circonstance aussi embarrassante. Je le dis dans la sincérité de mon cœur, je n'aurais pas fait mieux. Je n'en persiste pas moins dans mon opinion contre la promesse pure et simple ; mais je pense également qu'il n'était point possible de mieux parer à tout inconvénient. Achevez maintenant votre ouvrage, en ramenant, autant que possible, cette pieuse unité si rare aujourd'hui et cependant si nécessaire. » (SAUREL, *op. cit.*, t. IV, pp. 56, 57.)

2. Parfois, les populations étaient moins disposées à la soumission que le clergé. Lecoq, évêque constitutionnel d'Ille-et-Vilaine, écrit, le 22 août 1800, que quarante-cinq réfractaires ont « fait leur déclaration de soumission, acte qu'ils contestent aux yeux d'un peuple crédule, parce qu'ils craignent d'en être délaissés dès que cette démarche sera connue ». L'évêque constitutionnel des Côtes-du-Nord raconte (7 décembre 1795), au sujet du serment sur la souveraineté du peuple, qu'il fut accepté à Saint-Brieuc par les prêtres réfractaires : A cette nouvelle les « ci-devant nobles et hauts bourgeois sont furieux de la défection de leurs *bons prêtres*. Vite, ils font retirer leurs chaises des églises de ces lâches. Ils renvoient de chez eux ceux à qui ils donnaient le couvert et la table. » (LECOQ, *op. cit.*, pp. 150, 364.)

3. Nous trouvons aux Archives nationales trois sources d'informations : 1^{re} Correspondance des préfets provoquée par la circulaire qu'il leur avait adressée Fouché le 29 vendémiaire an IX, relativement à la promesse (*Archives nationales*, F, VII, 778r et seq., 7875, etc.) ; — 2^o Un résumé par départements relatif à cette même question de la soumission (*Archives nationales*, AF, IV, 1065) ; — 3^o Un document plus important encore, les réponses des préfets à Chaptal, ministre de l'Intérieur, en l'an IX (*Archives nationales*, F¹⁹ 865 et 866). — Ce dernier document, postérieur de quelques mois aux deux autres, signale un plus grand progrès d'adhésions, et dit soumis des diocèses marqués dans les autres documents comme intransigeants. Parmi les départements où on constate dans le clergé le plus de soumission à la constitution, ces documents citent ceux de l'Ain, Allier, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Ariège, Aube (tous soumis, 400), Aude, Aveyron, Calvados, Charente, Côtes-du-Nord (rien que promesse de ne pas troubler l'ordre), Côte-d'Or, Creuse, Eure-et-Loir, Gers, Gironde, Indre, Indre-et-Loire, Landes, Loir-et-Cher, Loire, Loir-et-Cher (200 soumissionnaires), Lot, Lot-et-Garonne, Marne, Haute-Marne, Mayenne, Moselle, Meuse, Nièvre, Oise, Pas-de-Calais, les

VII

Mais, hâtons-nous de le dire, l'annonce de ce Concordat même, des pourparlers entre le Pape et le Premier Consul, avait puissamment aidé à ramener la confiance dans le clergé. L'appel au Pape pour rendre la paix à l'Église était le vœu de beaucoup d'esprits en France, avant même que Bonaparte eût donné à cette intervention un éclat extraordinaire. On sait avec quelle rareté, quelle prudence, quelle sorte d'appréhension craintive Pie VI s'était immiscé durant la Révolution dans nos affaires religieuses. Il avait tardé le plus possible à s'expliquer sur la constitution civile du clergé. Depuis, au milieu de la plus affreuse tourmente, son silence avait parfois duré des années entières. Le primat des Gaules, ancien ministre de la feuille des bénéfices, M. de Marbeuf, était tenté de s'en plaindre. En 1796, dans une lettre destinée à Louis XVIII, ce prélat faisait observer que, depuis 1793, le Souverain Pontife avait gardé une sorte de mutisme. De là, la divergence des règles de conduite, la bigarrure des décisions adoptées par les chefs des diocèses en l'absence d'une direction donnée par l'autorité souveraine¹. Pie VI déplora peut-être son extrême

trois départements des Pyrénées, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Rhône, Saône-et-Loire, Seine-et-Marne (286 soumissionnaires), Var. — Dans le diocèse de Perpignan, où d'ailleurs l'évêque autorisait le serment, les prêtres soumissionnaires, qui étaient 140 en 1800, s'élevèrent au chiffre de 260 en 1801. (TORREILLES, *op. cit.*, pp. 580, 591.) — Le préfet du Bas-Rhin, après avoir constaté que tous les prêtres ont prêté le serment de fidélité à la constitution de l'an VIII, ajoute : « Aussi il n'existe pas de distinction politique entre les ministres catholiques ; mais il n'en est pas de même quant aux opinions religieuses. » (*Archives nationales*, F¹⁹ 328.)

1. M. de Marbeuf, archevêque de Lyon, écrit de Lubeck, le 3 mai 1796, au secrétaire du roi : « Je commencerai la discussion que j'entreprends par vous donner des doutes sur tout ce qui entoure Sa Sainteté, et une grande confiance dans sa personne. Je sais, à n'en pas douter, que le Pape est fort touché de nos malheurs, que rien ne lui coûte pour y subvenir et que, s'il avait suivi son propre mouvement, il aurait soutenu le rôle de

réserve en constatant dans le clergé, pendant son séjour en Dauphiné, les dissentiments politiques qui étaient venus s'ajouter à tous les autres. « Cette connaissance, écrivait M. Émery, a répandu de l'amertume sur les dernières années de sa vie. »

Les regrets exprimés par l'archevêque de Lyon au sujet du silence du Pape deviennent de plus en plus vifs à mesure qu'on avance dans le cours de la Révolution. Les commentaires passionnés que provoqua le fameux bref du 5 juillet 1796 montrent de quel poids la parole du Souverain Pontife pesait dans la solution des questions religieuses et politiques. Dans la polémique ardente que sus-

docteur et de chef de l'Eglise avec la supériorité qu'il a marquée jusqu'à l'époque de 1793. Mais à ce moment terrible où les crimes se sont multipliés en France, le Souverain Pontife est devenu muet. Il s'était réservé expressément tout ce qui regardait les jureurs, les intrus et les évêques qui avaient plus ou moins favorisé la nouvelle constitution du clergé, et lorsque l'abomination de la désolation s'est particulièrement emparée du lieu saint, lorsqu'on a fait asseoir sur nos autels des prostituées pour les adorer sous le nom de la Raison, lorsqu'on a conduit à la mort tous les prêtres fidèles et que, pour s'assurer de la prévarication des autres, on a multiplié les serments, exigé la tradition de leurs lettres de prêtres et exigé qu'ils abjurassent la religion sainte dont ils étaient ministres, lorsqu'enfin, pour assurer leurs hontes, on les a forcés à se marier, alors Pie VI a eu l'air d'abandonner la barque de Pierre à l'orage. Seulement j'observerai que, pendant cette cruelle persécution, il n'a refusé à aucun évêque ni à personne de répondre aux questions qu'on lui a faites, et les brefs qu'il nous a donnés ont toujours été lumineux, éloquents et vraiment propres à régler notre conduite. En voyant le chef de l'Eglise si différent de lui-même, nous avons cherché à en pénétrer les motifs. Il m'a paru prouvé qu'il avait cédé à la politique de ses entours..... Observez que le silence du Souverain Pontife nous a tous mis dans la plus grande perplexité. Les questions se multiplient chaque jour en France. Elles sont créées « par une situation » dangereuse et très embarrassante. Chaque évêque a à les résoudre, et le plus grand nombre est réduit à ses seules lumières sans pouvoir se concerter avec ses collègues ni avec des personnes instruites. Il en résulte une bigarrure fâcheuse pour nous, mais extrêmement pénible pour les prêtres employés dans l'intérieur. Ils voient que par une décision tranchante, et que je crois commandée par les principes, je rends leur situation périlleuse; tandis que mon voisin, revêtu de la même autorité, décide la même question d'une manière qui ne compromet personne. Cette situation ébranle l'obéissance et est pour nous le principe d'une vraie perplexité. » (Lettre de M. de Marbeuf, archevêque de Lyon, datée de Lubeck, 3 mai 1796. — *Archives des Affaires étrangères*, fonds français, vol. 589, pièce 82.) — Un grand vicaire d'Angoulême écrivit en janvier 1800 ces paroles où perce son désir : « Peut-être que d'ici ce temps-là le Souverain Pontife que Dieu nous destine dans sa miséricorde prendra en considération les malheurs de la France et qu'il voudra bien nous consoler et éclairer notre marche. » (BLANCHET, *op. cit.*, p. 561.)

cita la promesse de fidélité à la constitution de l'an VIII, on n'avait pas tardé à se convaincre que l'intervention du Pape pouvait seule faire l'union en rassurant les consciences. « Ce que je souhaite ardemment, écrit l'évêque de Luçon, M. de Mercy, c'est que ce jugement ne se fasse pas attendre ¹. » Combien dans le clergé émettent le même vœu et tiennent le même langage ! Dans des lettres conçues en dehors de toute préoccupation profane, des prélats, de simples prêtres montrent l'anxiété de leur âme, et demandent au Souverain Pontife de calmer leurs scrupules, de leur tracer une règle de conduite, la voie qu'ils doivent suivre et dans laquelle ils n'osent pas s'engager sans son indication ². « Très Saint Père, prononcez dans votre sagesse, et faites connaître votre jugement », s'écrie M. Émery, après avoir exposé, dans un écrit destiné au Pape, les divisions soulevées en France par ce serment politique.

C'est à qui, parmi les observateurs attentifs et clairvoyants, affirmera avec le plus d'énergie et sa douleur de voir le clergé livré à des discussions politiques, et sa conviction que seule la décision du Souverain Pontife peut y mettre un terme. L'ouvrage le plus important écrit à cette époque sur la question religieuse fait observer que la discussion sur le serment de liberté et d'égalité, « que la très grande partie du clergé français prêta », n'avait pas créé trop de divisions. Mais avec les serments de 1795 on partit en guerre. « On oublia presque un instant les

1. *Lettre inédite de M. de Mercy*, juin 1800.

2. « Ils se laissent persuader, écrit M. de Mercy (20 août 1800), que la formule que l'on nous propose engage à des crimes. » Un prêtre du diocèse de Perpignan, l'abbé Vilar, quoique l'évêque autorise la promesse, attend, avant de la faire, la décision du Pape. « Il est, dit-il, beaucoup plus prudent d'attendre une explication du vicaire de Jésus-Christ que de se lancer imprudemment dans une affaire de si grande importance. » (TORREILLES, *op. cit.*, p. 579.) — Dans une lettre écrite au Cardinal secrétaire d'Etat, le 22 novembre 1800, les treize prêtres français réfugiés à Pérouse, après avoir exposé leurs objections, leurs scrupules au sujet de la promesse, ajoutent : « Les susdits prêtres français, retenus d'un côté par

jureurs et les intrus dont on s'était tant occupé, et on ne pensa plus qu'à se combattre. » Depuis lors et aujourd'hui encore, en 1800, « les évêques, comme les simples prêtres, *se trouvent divisés sur toutes les questions que la Révolution a fait naître* ». Comment ramener l'unité et la paix ? On ne peut attendre ce bienfait de l'action de l'épiscopat. « On est trop prévenu, chacun tient trop à son opinion, et quand après huit ans consécutifs de discussion on n'a pu se concilier, il est impossible de rien espérer de ce moyen. » L'intervention du pape est donc absolument nécessaire. « Pour arrêter ces disputes, dit notre sage conseiller, c'est au chef de l'Église qu'il faut recourir ¹. »

Ce qui est plus frappant encore, c'est que les administrateurs civils, les politiques, sentent eux-mêmes que le mot pacificateur doit venir de Rome pour calmer tous les esprits et faire taire toutes les résistances. Tel préfet, comme celui de la Vendée, voyant la division suscitée dans son département par la question de la promesse, regrette autant que M. de Mercy, que M. Emery, le mutisme de la papauté. « La grande objection, dit-il, vient toujours du silence de la Cour romaine qui sert de prétexte et d'aliment au fanatisme. Il serait bien temps que ce silence fût rompu. Le Pape s'étant positivement et favorablement expliqué, tout rentrerait dans l'ordre, et la Vendée serait bientôt aussi moralement tranquille qu'elle l'est physiquement. » Ainsi parlent les préfets de la Haute-Vienne, des Ardennes, de la Moselle, du Calvados ².

la crainte de manquer à ce qu'ils doivent à leurs frères, et de l'autre, par la crainte de trahir leur conscience par la promesse dont il s'agit, n'osent prendre aucune détermination. Dès lors, ils réclament une décision de Rome sur la question suivante : *Estne licitum pure et simpliciter emittere promissionem fidelitatis constitutioni in Gallia viginti anno currente 1800?* » (THEINER, *op. cit.*, II, 532, 533.)

1. SAUSSOL, *op. cit.*, II, p. 38-47.

2. Le préfet de la Haute-Vienne écrit que les prêtres rentrés dans le département « paraissent n'attendre que l'annonce des conventions faites

Ces appels à l'intervention du Pape, que nous voyons réclamée et par les préfets et par les évêques de l'Église gallicane toujours un peu ombrageux à l'égard de Rome, est un fait remarquable. La question débattue, la soumission à la constitution de l'an VIII, était plutôt politique que religieuse. Quand il s'était agi d'une question purement ou spécialement religieuse, la constitution civile du clergé, l'épiscopat avait nettement pris position et s'était engagé immédiatement dans la vraie voie, sans attendre les décisions ou les conseils de Pie VI, qui laissa à peu près complètement l'Église de France à ses propres inspirations. Mais voilà qu'à l'occasion des serments divers qui suivirent, la France, selon l'expression de M. Émery, fut « remplie de schismes partiels ». Les évêques, unanimes, malgré l'exil et peut-être la mort qui les menace, pour repousser une constitution schismatique, la constitution civile du clergé, se divisent quand il s'agit de juger des constitutions politiques. La confusion amenée par ces divergences, ce chassé-croisé de soumissions et de résistances, d'acceptations et d'anathèmes, est telle que le primat des Gaules, M. de Marbeuf, ne voit pas le moyen d'en sortir et déplore comme une calamité publique le silence de Pie VI.

Nous l'avons vu, dans ces graves conjonctures, l'épiscopat ne s'aperçut point assez que son royalisme troublait la rectitude de son jugement, que sa raison déclarait illícite la soumission à la nouvelle constitution parce que son cœur restait attaché à l'ancienne. Pour calmer les

avec le Pape pour se soumettre aux nouvelles lois ». Le préfet des Ardennes écrit de tel prêtre : « Il n'est pas soumis, le silence du Pape paraît seul motiver son refus. » Le préfet de la Moselle écrit que les prêtres de l'arrondissement de Thionville feront la promesse quand le Pape le permettra. Le préfet du Calvados écrit au sujet des prêtres insoumis dans son département : « Peut-être changeront-ils de conduite lorsqu'ils auront connaissance de la convention entre le Pape et le Premier Consul. » (*Archives nationales*, F¹⁹ 866. F, VII, 7875.) — Les vicaires généraux de Nîmes disent qu'ils auraient désiré attendre l'issue des négociations du Concordat pour pousser à la promesse. Abbé DURAND, *op. cit.*, p. 262.

divisions, pour refaire sinon l'union, du moins l'apaisement politique, on sent le besoin de l'intervention de Rome. Rome avait déjà parlé clairement, mais un peu timidement, dans le fameux bref de Pie VI adressé au Directoire, bref très authentique, mais qu'on laissa contester et presque tomber devant l'opposition formidable de tout ce qui tenait à la royauté en France. Voilà que la question va être reprise, non plus sous forme de bref, mais par un acte solennel. Dans les longues négociations relatives au Concordat il fut beaucoup parlé du serment à la Constitution. Bernier écrivait à Spina « qu'à la suite d'une longue révolution qui a laissé des traces si profondes, il faut, pour rallier tous les esprits au gouvernement, un gage public de confiance et de fidélité, qui perdrait toute sa force si les ministres de l'Église en étaient dispensés ¹. » Les messagers de la Cour romaine, tout en contestant l'utilité d'un serment à demander au clergé, l'admettent cependant comme possible. Ils voudraient du moins écarter le terme de *soumission aux lois*, parce qu'il peut y avoir dans la législation des dispositions contraires à la religion. Les envoyés de Bonaparte proposent d'abord « la promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII », puis « la soumission aux lois », ensuite la « soumission aux lois civiles et politiques », plus tard la « fidélité au gouvernement établi par la Constitution », projet qui est agréé par les délégués du Pape ². Enfin, après une longue discussion où les formules se remplacent, se chassent les unes les autres, on finit par adopter le serment en usage pour le clergé avant la Révolution, serment qui fut transcrit dans le Concordat.

Aussi bien ce Concordat même, ce traité solennel entre le Pape et celui que les royalistes traitent hautement

1. Note du 5 frimaire an IX (26 novembre 1800).

2. BOULAY de la Meurthe, *op. cit.*, III, 763.

d'usurpateur, était-il autrement important pour Bonaparte, pour l'adhésion à son gouvernement, qu'une vaine formule de serment. La portée de cet acte sera immense. Le Pape, après avoir ainsi reconnu avec éclat le nouveau pouvoir, viendra sacrer lui-même la nouvelle dynastie. Ainsi sera à peu près éteint le schisme politique qui s'était élevé dans l'Église, et, ce qui était plus difficile, le schisme religieux créé par la constitution civile du clergé.

On le voit, l'horizon s'est agrandi. Il n'est plus question d'avoir l'avis du Souverain Pontife sur tel serment débattu, sur telle constitution. Il s'agit d'une alliance, d'un traité solennel qui mette fin au trouble des consciences, et renoue sous une forme moderne entre l'Église et l'État les liens brisés par la Révolution. Nous allons exposer le mouvement d'idées, la renaissance du culte, qui avaient rendu le Concordat nécessaire.



LIVRE SIXIÈME

LA RESTAURATION DU CULTE EN FRANCE

AVANT LE CONCORDAT

CHAPITRE PREMIER

Réaction religieuse après la mort de Robespierre

I. Une grande question se pose : la restauration du culte fut-elle l'œuvre du Concordat, ou le Concordat fut-il le résultat d'un mouvement religieux irrésistible ? — Notre exposé historique va y répondre. — Ruines accumulées par la Révolution, clergé massacré, temples détruits. — La religion paraît à jamais anéantie. — II. Il n'en est rien. — Même sous la Terreur, toute flamme n'a pas été éteinte. — Dieu réfugié dans des forêts, dans des réduits obscurs. — Poésie de ces souvenirs. — III. Réaction religieuse après la mort de Robespierre. — Discours de Grégoire. — Les lois de ventôse et de prairial proclament la liberté du culte. — Grande expérience d'un régime de séparation de l'Église et de l'État. — IV. Malheureusement cette expérience est faussée par trop de restrictions à la liberté. — Tout signé extérieur du culte interdit. — Lois maintenues contre les prêtres déportés qui sont obligés de se cacher. — V. De leur côté, les prêtres qui n'ont pas quitté la France troublés par divers serments. — Ils ont à subir la malveillance des autorités. — Impiété des thermidoriens. — Excès des proconsuls envoyés dans les provinces. — Promiscuité imposée au culte catholique. — Ce furent autant d'atteintes à la liberté et à la grande expérience de séparation de l'Église et de l'État.

I

Une question se pose qui intéresse au plus haut point l'Église et les pouvoirs humains qui ont à compter avec

elle. La religion tire-t-elle sa puissance, sa force de durée et de survivance, de son fonds propre, de sa vitalité intrinsèque, de son expansion native, ou bien doit-elle son éclat, sa perpétuité, à la faveur des gouvernements ? Et, pour éclairer ce problème à la lumière d'un des plus grands faits de notre histoire, la restauration du culte en France fut-elle l'œuvre et comme l'aumône du Concordat, ou, au contraire, le Concordat fut-il signé sous la pression de l'opinion populaire et parce qu'il donnait une sorte de consécration officielle à la foi séculaire renaissant de toutes parts ? Des documents nombreux, des statistiques nous permettent d'apporter dans ce grand sujet quelques considérations nouvelles.

Il n'y a guère, dans le cours de la Révolution, de spectacle plus saisissant que celui de la religion des ancêtres reparaissant par une sorte de génération spontanée sur la terre de France aussitôt que la force brutale qui la comprimait se retire. On sait comment y avait été détruite cette Église gallicane qui avait jeté sur le sol des fondements si profonds. Le clergé proscrit, les prêtres réfractaires à la constitution civile poussés hors des frontières, les héros qui s'obstinent à rester obligés de chercher un refuge dans les bois et les cavernes, les vieillards entassés dans les prisons, les prêtres constitutionnels condamnés à leur tour par des forcenés ennemis de toute idée religieuse, et quand le sacerdoce semble anéanti, sécularisé, les édifices sacrés attaqués eux aussi, les flèches renversées, les cloches jetées à bas, les christs détachés à coups de fourche, les statues, vitraux, tableaux, calices, ciboires, ostensoirs, reliques et reliquaires, ornements sacrés, tous les trésors d'art et de foi, héritage des siècles, entassés pêle-mêle dans les fourgons qui les emportent, le brigandage et le vol s'ajoutant ainsi à la profanation et au sacrilège, voilà l'histoire d'une dévastation où la France semblait avoir fait la gageure d'anéantir en quel-

ques jours ce qu'elle avait mis plus de mille ans à construire. Époque étrange, appelée Terreur, terreur pour Dieu comme pour les hommes, où, pendant que le couteau de la guillotine fauche les têtes, le marteau démolisseur s'attaque aux sanctuaires, où toute la force publique est employée à extirper de France tout clergé et tout culte.

Pour que rien ne manque à l'ironie des événements, ce sont, çà et là, un prêtre défroqué, un Oratorien, un Capucin, un Bénédictin, qui président à l'orgie, qui déploient le plus de rage, qui trouvent les imprécations les plus sonores et les plus sataniques contre ce qu'ils ont adoré avec la France entière¹. Quand on lit aujourd'hui, dans les rapports du temps, l'histoire de ces bacchanales, ceux-là mêmes qui passeraient volontiers condamnation sur la question religieuse ne peuvent pardonner à ces iconoclastes féroces d'avoir détruit à jamais des chefs-d'œuvre qui étaient la gloire et le patrimoine de la France.

Avant 1789, l'Église était partout. Quatre ans plus tard, on ne la voyait nulle part. On peut suivre, dans les différents diocèses, la marche progressive de la destruction religieuse. Ce sont, chaque jour, des temples qui se fer-

1. Cette dévastation révolutionnaire a été décrite par Montalembert. Chaque histoire locale apporte sur ce point de nouveaux et affligeants documents. (Voy., par exemple, DEMARECOURT, *op. cit.*, t. IV, p. 389-404; — Pour la Bretagne, TRESVAUX, *op. cit.*, t. II, p. 62-67.) Les petites villes avaient connu ces fureurs dévastatrices comme les grandes. De combien de localités on pouvait dire ce qu'écrivait le maire de Lury : « Cette commune étant chef-lieu de canton, le district de Vierzon a commencé par s'emparer du linge et de l'argenterie ; ensuite le peuple, dans ce temps de terreur, a renversé les autels, déchiré les tableaux, pris tout ce qui se trouvait sous sa main et brisé le reste. Des bourgeois n'ont pas rougi de participer à ce dérèglement. » BRIMONT, *op. cit.*, pp. 173-245, 378.

2. Outre les violences si connues d'un Fauché, d'un Lebon, Oratoriens, etc., les publications nouvelles signalent bien d'autres fureurs. De quels excès ne se rendit point coupable, dans le diocèse d'Autun, Lanneau, ancien Théatin, depuis restaurateur de Sainte-Barbe ! Cf. Abbé MUGUET, *op. cit.*, pp. 163 et suiv. — BRIMONT (*op. cit.*, p. 205-218) énumère les crimes du Bénédictin Laplanche dans le Loiret et le Cher. » Partout, disait-il, j'ai mis la terreur à l'ordre du jour. Je n'avais point d'instructions ; mon seul guide a été le génie révolutionnaire... Il faut couper des têtes. La Révolution ne peut s'affermir qu'autant que son pied baignera dans le sang. »

ment, des cloches qui se taisent, des clochers qui s'effondrent, des pasteurs retardataires que la violence oblige enfin à quitter la place. Dévastation sacrilège et douloureuse d'une terre si profondément imprégnée de christianisme. A un moment donné, les voix du ciel firent silence, ce peuple parut sans Dieu. Les exterminateurs crurent pouvoir affirmer que tout autel, tout culte, avaient disparu de la surface du sol, que pas une prière, pas un nuage d'encens, ne s'élevaient vers le ciel.

II

C'était une erreur ¹. Même durant la période la plus sanglante de la Terreur, le flambeau de la vie chrétienne ne fut jamais complètement éteint dans notre pays. On aime à voir prêtres et fidèles, poussés par la même foi, conscients des mêmes périls, animés du même héroïsme, se réunir aux pieds de Dieu dans les forêts, dans les montagnes, dans le creux des rochers, dans telle cachette obscure d'une maison hospitalière. Ce silence, ce mystère, cette pauvreté, ce retour aux catacombes, le danger toujours présent d'être arraché à l'autel pour passer à l'échafaud, donnent à ces assemblées je ne sais quel charme céleste mêlé de poésie sauvage. Ces petites chrétientés, semées sur les hauts sommets ou dans les retraites les plus profondes, nous apparaissent comme autant de foyers

1. Dans le diocèse de Perpignan, plusieurs paroisses furent desservies jusqu'à la loi du 18 floréal (7 mars 1794). — « Le culte divin avait, depuis la fin de 1793, cessé dans toute la Bretagne, même dans les édifices sacrés occupés par les intrus, hormis peut-être dans un petit nombre de paroisses isolées de la campagne où pouvaient se trouver encore quelques curés constitutionnels. » — Dans le diocèse de Bourges le culte se perpétua, çà et là, sous la Terreur. Dans le département de la Haute-Loire, « la presque totalité » des prêtres était restée et avait trouvé refuge chez les habitants, etc. TORREILLES, p. 470-480 ; TRESVAUX, II, pp. 22, 95 ; BRIMONT, pp. 263, 269. — Le décret de la commune de Paris ordonnant de fermer toutes les églises ou temples est du 4 frimaire an II.

où continue à s'alimenter le culte des ancêtres, comme des points lumineux qui font rayonner d'une façon discrète mais ininterrompue l'idée divine sur une France livrée momentanément aux fureurs sataniques.

Un souvenir sacré s'attache aux lieux, aux hommes, aux objets qui furent mêlés à cette vie religieuse de la Terreur. Longtemps la tradition a gardé la mémoire des familles, des maisons qui abritèrent le Dieu proscrit et ses prêtres errants. Tel souterrain, tel cachot, tel placard pratiqué dans le mur a reçu, en quelque sorte, du passage de la divinité et de ses martyrs, la consécration des tabernacles. Depuis, il a été difficile à un croyant de les visiter sans tomber à genoux, sans éprouver un je ne sais quoi dont nul monument profane ne donne la sensation. Les maîtres de ces lieux ont participé à cette vénération. On savait gré à eux-mêmes, à leurs pères, souvent humbles paysans, de s'être élevés par la foi à un courage supérieur à celui des champs de bataille; et quand ils pouvaient montrer les calices, les ciboires de bois et d'étain qui avaient servi en ces jours sombres à la célébration des saints mystères, on était tenté de leur envier des reliques plus précieuses que tous les bijoux de famille, que tous les titres de noblesse ¹.

1. Le préfet des Landes disait, au sujet de son département, dans un rapport adressé à Chaptal en 1801 : « Les temples étaient fermés dans les villes, mais la messe se célébrait dans les forêts de pins, sur les montagnes, dans des retraites inaccessibles. Là, se réunissaient quelquefois jusqu'à trois mille individus. » (*Archives nationales*, f° 19, 815.) — Dans les contrées particulièrement chrétiennes, les régions montagneuses avaient offert aux apôtres des refuges qui leur permirent de se dérober à la poursuite des bourreaux. Sous ce rapport, le *Creux-Maldru*, au territoire de Foncine-le-Haut, la *Grotte des émigrés*, sur le mont des Tuffes, sont restés célèbres dans le diocèse de Saint-Claude par le nombre des proscrits qui s'y abritèrent. Que de communes montraient encore, au commencement de ce siècle, sur toute la surface du territoire, les cachettes pratiquées dans les murailles, les sous-sols, les portes dérobées, les réduits, les granges, qui protégeaient les prêtres contre les pérégrinations des gendarmes. Ce n'est pas seulement de la paroisse de Foncine que l'on pouvait écrire : « Allez sur les Gits, la bonne grand'mère Blondeau vous montrera d'abord la petite cave, sombre et humide, où M. Henriet, curé de Chapelle-des-Bois, et M. Blondeau, curé de la Chaux-du-Crotenay, se tenaient cachés quand ils n'étaient pas au Creux-Maldru ; puis, avec une

Que de traits charmants et sublimes les histoires locales ont eu à signaler dans le sauvetage de telle relique vénérée, de tel objet précieux, souvent de Dieu lui-même sous les espèces eucharistiques ! Voyez, par exemple, dans le Roussillon, une humble fille, Rose Laurent, emporter, pour éviter la profanation, quatre hosties consacrées, les placer, avec le purificateur, dans un vase de cristal, faire brûler une lampe devant ce tabernacle improvisé, entourer, enfin, le Dieu proscrit d'un culte domestique qui ne tarde pas à attirer les voisins et à donner l'éveil aux persécuteurs qui mettent sa vie en péril. Les femmes donnaient là un de ces exemples qui devaient faire vanter par M. Émery leur courage pendant la Révolution. Beaucoup d'hommes, beaucoup de prêtres ne voulurent pas se laisser vaincre en intrépidité. Ce curé breton qui, au moment où Carrier terrorisait Nantes, passe pour administrer une mourante, au milieu des quatre gendarmes postés devant une maison où on faisait des arrestations, n'était-il pas un héros ?

III

Mais le culte des catacombes ne pouvait être l'état normal d'une Église qui avait bercé la nation durant quatorze

émotion qui vous saisira, elle tirera de l'armoire et vous présentera l'ostensoir, le ciboire, le calice, le tout en bois doré, ainsi que le bénitier dont se servaient les saints proscrits : vous les baiserez avec amour ; parlez-lui de ces temps héroïques, ses larmes vous diront sa foi. Passez aux Ruines : la famille Jobard vous montrera le calice et le ciboire en étain, les ornements dont on se servait dans la chapelle de ce lieu, où le divin sacrifice n'a pas cessé de s'offrir pendant la Révolution. Allez sur les Côtes et faites une visite à la famille Griffond : on vous ouvrira la porte d'un placard ménagé dans le mur : vos yeux ravis verront, au milieu d'images et de statuettes de date récente, trois reliquaires antérieurs à la Révolution : c'est un don fait par l'abbé Girod, en récompense du dévouement avec lequel on l'a caché, et souvent même gardé le fusil au bras. La grand'mère, sur son lit de mort, a dit : « Ils resteront ici », et ils restent. « Vous ne les partagerez pas », ils n'ont pas été partagés. « Ils « seront la bénédiction de la maison et de la famille », et la maison et la famille sont vraiment bénies ! » (Cf. Dom BENOÎT, *Histoire de l'abbaye et de la terre de Saint-Claude*, 1892, in-8°, t. II, pp. 878, 879.)

siècles et, depuis Clovis, accompli sa mission au grand jour avec un éclat extraordinaire. Robespierre est à peine monté sur l'échafaud que la disparition du tyran fait sortir de leurs retraites les prêtres restés en France et obligés de se cacher pendant la Terreur. En même temps, les exilés se hâtent en grand nombre de repasser la frontière. De tous côtés les autels se relèvent et les histoires locales décrivent la renaissance religieuse qui s'opéra après Thermidor dans presque tous les diocèses.

La Convention devra céder elle-même à un mouvement d'opinion irrésistible. Certes ce fut un grand jour (21 décembre 1794) que celui où Grégoire vint courageusement parler de tolérance chrétienne du haut de cette tribune d'où étaient partis tant de cris de haine, tant d'appels à la proscription. Quel triomphe pour l'idée religieuse que la même Convention qui avait suivi officiellement à Notre-Dame les mascarades de la déesse Raison en vint à proclamer solennellement la liberté des cultes ! Elle le fit par la loi du 3 ventôse an III (21 février 1795), qui inaugura ce que nous avons appelé depuis la séparation de l'Église et de l'État.

Jusqu'alors aucune assemblée n'avait tenté une pareille entreprise. La Constituante, par la constitution civile, avait voulu fonder une Église nationale étroitement unie à l'État. La Convention, sous la Terreur, avait voulu tarir le culte, anéantir le clergé catholique romain et même le clergé constitutionnel. Voyant la persistance chez les masses populaires de croyances qu'il fallait renoncer à détruire par la persécution, trop impie et trop haineuse encore elle-même pour renouer l'antique alliance des deux puissances, elle inscrivit dans la loi la liberté des cultes sous le régime d'une véritable séparation des Églises et de l'État.

Le rapporteur de la loi du 3 ventôse, Boissy d'Anglas, trace nettement la voie nouvelle où va s'engager la Con-

vention. Il blâme hautement la Constituante d'avoir voulu « organiser au lieu d'abolir », d'avoir créé « pour la religion un établissement pompeux et dispendieux, presque aussi vaste que celui qu'elle avait détruit », d'avoir encore aggravé cette erreur par toutes les agitations d'un schisme opiniâtre. Arrivent les Chaumette, les Hébert, qui viennent abattre, dit Boissy d'Anglas, « cet établissement sacerdotal... avec le scandale d'une orgie, avec les fureurs du fanatisme lui-même... L'incrédulité des brigands tourmenta à plaisir la crédulité publique ; des femmes, des enfants, des vieillards, des milliers d'agriculteurs utiles furent entassés dans des cachots pour avoir entendu furtivement des messes, ou dit leurs péchés à l'oreille de quelques prêtres » ; mais ce n'est point ainsi, ce n'est point par la violence qu'on triomphe des idées religieuses. Le culte chrétien « a encore des sectaires, ses dogmes ne sont pas étrangers à la crédulité de tous les esprits » ; les « persécutions funestes dirigées par des hommes féroces contre des hommes égarés ont paru ranimer en plusieurs lieux la ferveur » des fidèles. Le courage se ravive « à l'aspect des échafauds et des bûchers ». La religion proscrite dans les maisons, ajoute Boissy d'Anglas, trouve refuge « dans les réduits les plus ténébreux ; anéantissez les oratoires et vous verrez se creuser les catacombes : surveillez ce que vous ne pouvez empêcher, régularisez ce que vous ne pouvez défendre... Gardez-vous bien de faire pratiquer avec enthousiasme dans des souterrains ce qui se pratiquerait avec indifférence, avec ennui même, dans une maison privée ¹. »

On le voit, Boissy d'Anglas condamnait, comme rapporteur, avec une vigueur singulière et le système d'union adopté par la Constituante, et le système de persécution, « l'intolérance farouche et effrénée », pratiquée par la Ter-

1. Rapport de Boissy d'Anglas sur la loi du 3 ventôse an III (21 février 1795).

reur. Restait le régime de la séparation, qui fut proclamé par la loi du 3 ventôse.

Cette loi décrète que « l'exercice d'aucun culte ne peut être troublé » ; mais elle ajoute qu'elle « ne reconnaît aucun ministre de culte, la République n'en salarie aucun ». Elle ne fournit point de temples, et défense aux communes d'en acquérir ou d'en louer. Toute publicité, tout signe extérieur de religion, tout costume clérical, sont sévèrement interdits. Aucune dotation, aucune taxe, ne peuvent être établies pour solder les dépenses du culte¹. Enfin, il est placé sous la surveillance de la police.

Le rapporteur Boissy d'Anglas s'applaudit de cette solution donnée au problème religieux. « Vous êtes parvenus, dit-il aux conventionnels, à rendre étranger au gouvernement une puissance longtemps sa rivale ; vous l'avez expulsée à jamais de votre organisation politique. En proclamant la liberté du culte, vous avez enlevé à la religion le prestige et la popularité qu'elle tire de sa persécution. » Mais les diverses dispositions de la loi, la suppression de dotation, de locaux communaux, l'absence de publicité, la surveillance de la police, sont, aux yeux des rapporteurs, une barrière invincible contre toute prédominance de cette religion même.

Le décret du 11 prairial an III (30 mai 1795) apporta une amélioration importante en mettant à la disposition des communes les temples non aliénés, à condition qu'ils seraient ouverts à toutes les confessions. Enfin, une grande loi « sur l'exercice et la police extérieure des cultes », portée le 7 vendémiaire an IV (28 septembre 1795), développa, codifia ces divers arrêtés et exigea

1. Déjà la loi portée sur la proposition de Cambon relativement aux pensions ecclésiastiques, le deuxième jour des sans-culottides an II (18 septembre 1794), avait décrété : « La République française ne paie plus les frais ni les salaires d'aucun culte. » Grégoire, dans son discours du 21 décembre 1794, disait à son tour : « Le gouvernement ne doit adopter, encore moins salarier, aucun culte, quoiqu'il reconnaisse dans chaque individu le droit d'avoir le sien. »

de tout ministre d'une religion promesse de « soumission et obéissance aux lois de la République ». Ce décret, par l'article 15, permettait de faire des cérémonies dans des maisons particulières, pourvu qu'il n'y eût pas plus de dix personnes étrangères à la famille.

Cette législation marquait une date importante dans l'histoire religieuse de la Révolution. La Convention venait de proclamer hautement, elle allait affirmer de nouveau, dans la constitution de l'an III¹, la liberté des cultes sous un régime de séparation où l'État ne salariait plus aucun clergé. La liberté ! Ce bienfait suprême allait-il donc être rendu à l'Église après tant de proscriptions et de ruines ? Le principe en était inscrit dans la loi et plus encore dans la conscience publique, fatiguée des horreurs et des persécutions qui avaient épouvanté la France pendant la Terreur. Cette disposition des esprits devait aider puissamment à l'œuvre de tolérance et de restauration religieuse.

IV

Il est vrai que la liberté était dispensée au culte avec parcimonie et une défiance ombrageuse. Cette attention à l'enfermer dans le secret des maisons et des édifices mis à sa disposition sans qu'aucun signe extérieur les désignât comme des temples, sans qu'aucun son de cloche, aucun avis public pût y convoquer les fidèles, sans qu'aucun prêtre pût paraître au dehors en soutane ; l'interdiction faite au clergé d'entrer dans un hôpital, une prison, de prendre part à une procession, à un enterrement quelconque, ce qui livrait les inhumations à la seule interven-

1. L'article 354 de la Constitution de l'an III dit : « Nul ne peut être empêché d'exercer, en se conformant aux lois, le culte qu'il a choisi. Nul ne peut être forcé de contribuer aux dépenses d'un culte. La République n'en salarie aucun. »

tion de la police ; la prohibition de toute dotation, de toute taxe pour subvenir aux dépenses ; le parti pris de jeter pêle-mêle les différents cultes dans le même local pour humilier le culte catholique par cette concurrence même, pour les couvrir tous du ridicule de leurs contradictions ; les précautions adoptées contre toute Église, qui viendrait se réclamer d'une hiérarchie, d'une puissance du dehors, qui tendrait à devenir dominante, toutes ces mesures indiquent chez les thermidoriens la résolution de n'accorder au catholicisme que le minimum de liberté imposé par le réveil de l'opinion.

Une grave lacune dans la législation nouvelle venait encore en restreindre l'action réparatrice. Les décrets contre les prêtres déportés n'étaient pas rapportés. Le jour même où Cambon faisait voter la suppression du salaire, la Convention, à la demande de Borie, enjoignait au comité de législation de veiller à l'exécution des lois sur la déportation. Rewbel faisait entendre à la tribune ces paroles féroces : « Il faut poursuivre les prêtres réfractaires, non pas comme prêtres, mais comme séditieux, comme royalistes qui prêchent la révolte. Ce sont des bêtes fauves qu'il faut exterminer ¹. »

Toutes les pénalités portées contre les prêtres qui avaient passé la frontière étaient donc maintenues. La Convention se sépara en les confirmant. Le Directoire ne se décida à les supprimer que le 24 août 1797 ², à la suite des

1. Séance du 25 germinal an III. La Convention, le 15 janvier 1795 (22 nivôse an III), prit le décret suivant : « Il est enjoint aux accusateurs publics et aux agents nationaux de toute la République de poursuivre et de faire juger sans délai, suivant toute la rigueur des lois, les émigrés et prêtres déportés qui auraient osé rentrer en France. » A la veille de sa séparation, la Convention, irritée du 13 vendémiaire, porta le décret suivant le 25 octobre 1795 : « Les lois de 1792 et 1793, contre les prêtres sujets à la déportation ou à la réclusion, seront exécutées dans les vingt-quatre heures de la promulgation du présent décret. »

2. Loi du 7 fructidor an V (24 août 1797) : « Les lois qui prononcent la peine de déportation ou de réclusion contre les ecclésiastiques sont et demeurent abrogées. — Les lois qui assimilent les prêtres déportés aux émigrés sont également rapportées. »

élections réactionnaires, et elle se hâta, après le coup d'État de Fructidor, de les rétablir dans presque toute leur rigueur.

Les conséquences de cette situation légale étaient terribles. Tous les prêtres rentrés d'exil, confiants dans l'esprit nouveau qui paraissait souffler en France après Thermidor, se trouvaient exclus du bienfait de la liberté des cultes. Pour eux, étrangers dans leur propre patrie, point de sécurité, point d'asile assuré, point de demeure permanente ; l'obligation de se cacher, de changer constamment de retraite, de se travestir, de célébrer les saints mystères la nuit, devant des fidèles éprouvés et déterminés, l'oreille tendue au moindre bruit du dehors et sous la menace constante de la force publique et de la mort. Aussi de Thermidor à Brumaire, il n'est pas un diocèse où les prêtres déportés qui sont rentrés en France n'aient à remplir leur ministère à travers mille périls, payant souvent de leur vie leur dévouement et leur courage.

Lisez, par exemple, ces instructions données par les vicaires généraux vers la fin de 1794 à six missionnaires qui s'étaient résolus à venir secrètement en Savoie. « Vous n'aurez, leur disaient leurs supérieurs, ni bréviaire, ni papiers, ni rien qui puisse déceler un ecclésiastique. Vous ne direz pas votre nom sans nécessité ; vous ne ferez connaître ni le lieu d'où vous venez ni celui où vous allez... Vous pourrez, si vous le jugez prudent, vous présenter comme un petit marchand forain, ou comme un ouvrier qui demande du travail. Vous tâcherez d'avoir dans chaque paroisse l'indication d'une maison sûre... Vous ne cheminerez que la nuit et par des sentiers détournés. Vous logerez de préférence chez des personnes pauvres, et, si les cas l'exigent, vous coucherez dans les granges, même à l'insu des propriétaires, pour ne pas les compromettre... Vous ne demeurerez auprès des malades que le temps nécessaire pour leur administrer les sacrements. Pour

célébrer la sainte messe, il faudra nécessairement avoir un petit autel portatif, un calice, une patène et du pain azyme ; mais vous pourrez au besoin vous passer de servant, en répondant vous-même, ou en permettant à une femme de répondre de sa place. » Ces recommandations nous montrent ¹ quels périls entouraient les prêtres revenus du dehors pour relever les autels. —

V

Ceux qui étaient restés dans le pays n'avaient point à craindre les décrets sur la déportation. Les lois nouvelles, en organisant, en quelque sorte, la séparation de l'Église et de l'État, avaient enlevé tout caractère officiel au clergé constitutionnel et supprimé, par là même, ce serment à la constitution civile qui avait tant tourmenté les prêtres catholiques romains. Il semble donc que ceux-ci pouvaient user dans la mesure la plus large du bienfait de la liberté des cultes. Malheureusement, au moment où disparaissait la tyrannie de la constitution civile, d'autres serments politiques venaient porter la division dans les rangs du clergé fidèle, et empêcher beaucoup de ses membres de remplir devant les autorités une formalité qui était la condition imposée à quiconque voulait exercer publiquement le ministère.

Aux causes qui troublèrent ainsi la grande expérience qu'on a appelée la période de la séparation de l'Église et de

1. Tel était le mot d'ordre donné dès 1794. La situation est périlleuse. Les évêques réunis à Constance recommandent aux missionnaires rentrant en France de marcher avec une précaution extrême, de n'offrir le saint sacrifice que là où ils peuvent avoir l'assurance qu'il ne sera pas interrompu, de faire de préférence deux offices pour ne pas attirer l'attention par une trop grande foule. Ils sont autorisés à dire la messe dès trois heures du matin, au besoin avec des calices de verre ou en tout métal, à se communier eux-mêmes, en dehors du saint sacrifice, quand ils ne peuvent le célébrer, à ne tenir registre de leurs baptêmes que là où il n'y a point de risque de les voir passer aux mains de leurs ennemis.

l'État, ajoutons les dispositions malveillantes, généralement impies et persécutrices, des thermidoriens et de leurs successeurs chargés d'appliquer ce régime. Grégoire pouvait leur dire, avec autant de vérité que de courage, dans son discours du 21 décembre 1794 : « Si vous étiez de bonne foi, vous avoueriez que votre intention, manifestée jusqu'à l'évidence, est de détruire le catholicisme. »

Les vainqueurs de Robespierre avaient moins pensé à la France qu'à eux-mêmes. C'est le souci de leur propre conservation qui avait armé leurs bras contre le tyran. Une fois rassurés, ils furent plus pressés de jouir que de réparer le passé. En particulier, la liberté religieuse était leur moindre préoccupation, et c'est sur la poussée de l'opinion publique qu'ils se résignèrent à porter les lois dont nous avons parlé. Encore eurent-ils soin, en les votant, de manifester leur haine et leur mépris pour la religion. Ce dédain apparaît dans le rapport de Boissy d'Anglas et dans le langage des orateurs de la Convention. Mais c'est surtout dans les discours, dans les actes des proconsuls envoyés aux différentes provinces qu'éclatent en toute leur violence les sentiments d'une hostilité irréductible. On ose à peine transcrire les outrages adressés à la religion traditionnelle de la France par des hommes qui arrivaient dans les départements avec l'estampille et le prestige de la puissance publique ¹. Le récit de leurs missions nous est donné tout au long dans les rapports extraits des diverses archives. Une double constatation s'en dégage : d'un côté, les violences des délégués thermi-

1. Citons un exemple. Mallarmé, envoyé comme commissaire dans le Midi, se signala par ses violences à Toulouse et dans le Tarn. Dans sa proclamation du 14 vendémiaire, il parlait des « signes extérieurs, des croix multipliées qui souillent les regards de l'homme libre », de « l'effigie ridicule de celui que des imposteurs nous présentaient comme un Homme-Dieu », des « jours que la scélératesse et l'imbécillité consacraient à l'idolâtrie », des « turpitudes religieuses ». — « A la création de sept jours, ajoutait le proconsul, a succédé la création de la constitution française : au lieu du dimanche, nous avons le décadi. Ce n'est plus une

doriens, leur haine contre la religion et le clergé ; de l'autre, l'aveu que le culte renaissait de toutes parts, malgré toutes les entraves et tous les périls. S'il fallait une preuve nouvelle de l'hostilité persistante de la Convention, et plus tard du Directoire, contre l'Église, on la trouverait dans le vaste effort fait par ces assemblées pour substituer des fêtes profanes, un culte civique à la religion ancienne, et aussi dans les persécutions suscitées pour le triomphe des institutions décadaires, persécutions qui, avec des intermittences, durèrent jusqu'au 18 brumaire.

Le lecteur voit maintenant pourquoi ce qu'on a appelé le régime de la séparation de l'Église et de l'État ne fut point expérimenté avec sincérité. La proscription maintenue contre les déportés restés hors des frontières ou rentrant au péril de leur vie, les serments politiques imposés au clergé du dedans, les dispositions haineuses, persécutrices des thermidoriens et, plus tard, du Directoire, enfin, les restrictions ombrageuses inscrites par la Convention dans les lois sur la liberté des cultes, rendirent bien imparfaite et bien précaire cette liberté même.

vierge enfantant sans douleur un Homme-Dieu, c'est le peuple, toujours pur et incorruptible, mettant au monde la liberté. » Le 3 frimaire, Malmarmé, accouru à Albi, dénonçait dans le Tarn : « 1° l'exercice clandestin d'un culte qui jusqu'à présent a fait le malheur des nations ; 2° l'espoir de le rétablir entièrement ; 3° le séjour des ci-devant prêtres et ministres qui, par des menées sourdes, cherchent la plupart à prolonger le règne du mensonge et de l'erreur ». (*Archives nationales*, AF, II, 104.) Voy., pour la terreur thermidorienne dans les divers diocèses les histoires locales.

CHAPITRE II

Rentrée dans les églises — Reconstitution du Clergé

I. Malgré ces difficultés, le peuple redemande impérieusement les églises et, au besoin, s'en empare. — En quel piteux état lui sont rendus les temples. — Procession d'objets pieux qui sortent de leurs refuges. — Poésie de cette pauvreté et de ces ruines. — II. A ces églises il faut un clergé pour les desservir. — Contribution des constitutionnels qui ont eux-mêmes beaucoup souffert de la persécution. — Les insermentés quittent leurs retraites. — Les vieillards sortis de détention courent aux autels. — III. Voici des recrues nouvelles. — Du dehors, à travers toutes les frontières, rentrent en grand nombre les prêtres déportés. — IV. Mais le sol tremble. — Comme les lois contre eux n'ont pas été rapportées, ils doivent se glisser dans l'ombre, se cacher dans des refuges. — Complicité des fidèles, des paysans, pour les défendre. — V. Éléments disparates de ce clergé si divers. — Appel à un sacerdoce laïque.

I

Malgré les conditions défavorables que nous avons fait connaître, la législation nouvelle n'en fut pas moins le point de départ d'une renaissance extraordinaire de l'idée chrétienne. La mort de Robespierre donna le signal d'une réaction toujours contenue mais toujours croissante, bientôt irrésistible. La voix du peuple redemandait ses cérémonies et ses églises. On voyait des bandes de moissonneurs entrer dans les temples fermés de par la loi, y faire leur prière, et les habitants des campagnes protester de la persistance de leur foi et de leurs besoins religieux.

Aussi, quand on eut connaissance de la loi du 11 prairial an III (30 mai 1795), qui mettait les anciens édifices du culte à la disposition des communes, ce fut une explosion

de joie. Les populations catholiques s'empressent de les revendiquer. Il est telle paroisse comme à Saint-Adjutory, dans la Charente, où les habitants enferment les officiers municipaux récalcitrants dans le temple même et ne les mettent en liberté que lorsqu'ils ont promis de les satisfaire. Il est telle localité du Roussillon où le maire doit intervenir pour sauver la vie à des soldats que les fidèles indignés veulent punir de leurs propos et de leur attitude irrespectueuse. Le directoire de la Seine-Inférieure informe la Convention que, « depuis que le décret sur la liberté des cultes est rendu, les communes rurales s'emparent journellement des églises ¹ ».

Quel triomphe pour la religion de rentrer dans ces édifices ² qui, si dégradés, si lézardés qu'ils lui revinssent, n'en étaient pas moins l'ancien temple. Chacun d'eux pouvait raconter son histoire, et quelle histoire, pendant l'inter règne de la religion en France. Grenier à fourrages, magasin à bois, écurie, cave, auberge, atelier de salpêtre, dépôt de guerre ou de mendicité, maison de jeu, maison de correction, maison de ville ou maison de ferme, salle de bal, et ça et là sanctuaire de la déesse Raison qui, selon le mot de Lacordaire, y avait étalé « le marbre vivant d'une chair publique » : il semble que de ces murs dénudés,

1. Cf. Abbé LOTH, *op. cit.*, p. 671 ; BLANCHET, *op. cit.*, p. 296 ; TORREILLES, *op. cit.*, pp. 510, 511. — Dans le Roussillon, la population de Prades s'était emparée de l'église et avait fait sonner les cloches avant la loi du 11 prairial. — Nous trouvons encore sous le Consulat des localités où les populations forcent la main à la municipalité pour obtenir leurs églises, comme à Saint-Gervais, dans le diocèse de Montpellier. (Abbé SAUREL, *Histoire du département de l'Hérault pendant le Consulat*, 1896, t. IV, p. 8.)

2. Par exemple dans le Tarn, dès les premiers mois de l'an IV, toutes les églises des villes comme de la campagne avaient été de nouveau accordées pour le culte, « les habitants désirant tous ardemment professer la religion de leurs pères ». Dans un état général dressé par le département un an après la loi du 11 prairial, on compte, pour l'arrondissement de Gaillac, environ cent dix églises ou chapelles votives et oratoires rendus pour la plupart au culte. (Cf. Elie ROSSIGNOL, *Histoire de l'arrondissement de Gaillac pendant la Révolution*, 1890, in-8, p. 224-225.) — Dans le diocèse de Bourges, « de toutes parts, les municipalités réclament leurs églises et demandent des prêtres. La majorité des communes qui soumissionnent sont déjà pourvues de ministres ». (BRIMONT, *op. cit.*, p. 284-286.)

crevassés, suintaient l'impudeur et la souillure plus encore que la misère. N'importe, le croyant, tout entier à la joie de voir Dieu reparaître et les portes de l'église se rouvrir, retrouvait déjà à travers deux, trois ans d'interruption des saints mystères, ses émotions pieuses, et ne pouvait résister à la tentation de coller ses lèvres sur ce temple qui lui rappelait le baptême, la première communion, la cérémonie nuptiale, la bénédiction suprême donnée à la dépouille des ancêtres, toute son existence chrétienne, toute l'histoire de son âme, tout ce qui avait élevé sa vie, tout ce qui devait consoler sa mort.

Puisque Dieu revient et rentre dans sa maison, il faut se hâter de lui faire accueil, et de lui cacher, en quelque sorte, le dénuement de sa demeure. Quelle poésie religieuse dans cet empressement des fidèles, souvent décrit par les histoires locales, où une foule d'objets religieux qu'on croyait à jamais perdus reparaissent : calices, patènes, ostensoirs, chapes et chasubles, reliques et reliquaires, statues vénérées, que sais-je, procession étonnante où chacun, plus souvent chacune, rapporte son pieux larcin, et semble vouloir faire à la divinité la surprise, si je puis ainsi dire, de quelque souvenir d'autrefois.

Heureuses les paroisses où cette restitution fournit aux premiers besoins ! Combien qui ne reçoivent rien parce que tout a été vendu, volé, pillé, fondu, jusqu'aux cloches qui faisaient l'orgueil du beffroi. Alors le culte doit se contenter des dons de l'indigence, et parfois le plus pauvre ménage est mieux outillé que l'église de village. Voyez quelle est encore, au moment du Concordat, la situation décrite par l'inventaire dans un coin du diocèse de Bourges. A Sainte-Lunaise, les vases sacrés sont d'étain ; à Aubinges, le ciboire est de fer-blanc. Sainte-Solange possède un ostensor en fer-blanc ; Arcay, un de carton. A Genouilly, il n'y a plus qu'une chasuble déchirée avec

un ciboire de cristal et un calice d'étain. A Farges, « l'on s'assied sur deux écheneaux qui ont servi pour le salpêtre ». A Limeux, rien, sauf quelques livres de chant égarés ; à Saint-Palais, un calice de plomb et un ciboire de fer-blanc ; à Saint-Ambroix et à Saligny, pas une épave ¹.

Quelle misère ! C'était bien la peine de piller ainsi, de mettre à nu des temples que la France devra de nouveau pourvoir et embellir. Mais contenons nos plaintes. Ce dénuement n'est-il point une des poésies du culte renaissant qui nous apparaît le plus attachant là où il est le plus pauvre ? Comme ils devaient bien prier, dans ces mesures qui ressemblaient parfois à la grotte de Bethléem, les chrétiens fidèles étonnés de s'y voir, le pied mal assuré sur ce sol qui tremble encore, profitant à la hâte d'une accalmie pour y saluer le ciel entre l'orage qui grondait hier et celui qui grondera demain.

II

Avec des locaux, il fallait un sacerdoce, et ici la difficulté était plus grande encore. La Terreur semblait l'avoir anéanti en France. La déportation l'avait jeté hors des frontières. Dans la minorité qui n'avait point quitté le pays, les vieux prêtres réfractaires, ayant dépassé la soixantaine, étaient entassés dans les prisons. Les plus

1. Cf. BRIMONT, *op. cit.*, pp. 378, 379. — « A mon retour d'Espagne, écrit l'abbé Vilar, au sujet de Ponteilla, je trouvai l'église dans le plus entier dénuement, sans vases sacrés, sans linges, sans ornements ; tout avait été livré entre les mains profanes qui l'exigèrent. Je me serais trouvé dans l'impossibilité de faire le service divin, si quelques familles ne s'étaient réfugiées de Perpignan dans le village, pour éviter, autant que faire se pourrait, les mouvements qui agitaient les grandes villes. » Les évêques, en présence de cette misère, donnaient toutes les autorisations. « Je permets, écrivait, le 15 décembre 1793, l'évêque de Luçon, de se servir des matières les plus communes, même des verres, pour les vases sacrés et des plus simples étoffes pour les ornements. » La même permission est donnée en Alsace. (BEUCHOT, *op. cit.*)

jeunes étaient cachés dans les forêts, le creux des rochers, les fermes, disputant leur tête aux agents qui les pressaient de toutes parts. Les prêtres assermentés s'étaient vus eux-mêmes cruellement persécutés par un pouvoir ennemi juré de toute idée religieuse. On les avait chassés de leurs paroisses, traqués parfois comme des réfractaires ; on les avait avilis en les poussant en grand nombre, soit au mariage, soit à l'apostasie, et par la livraison de leurs lettres de prêtrise. A la mort de Robespierre, le clergé constitutionnel était décimé, disloqué et malheureusement déshonoré dans la personne de plusieurs de ses chefs et de ses membres. On pouvait donc se demander d'où sortiraient les ministres du culte dont on proclamait la liberté.

Or, le clergé, qui paraissait anéanti, se reconstitue avec une rapidité et une vitalité étonnantes. Les constitutionnels, plus agréables au pouvoir, malgré la persécution que leur avaient fait subir les fauteurs d'athéisme, reprennent leurs fonctions avec assez de facilité. Parmi eux, beaucoup de ceux qui s'étaient mariés, qui avaient abdiqué leur état, déclarent n'avoir faibli que sous la pression de la Terreur et vouloir rentrer dans la bienséance et le ministère ecclésiastiques. Parmi les réfractaires, les uns sortent de leurs retraites et se montrent hardiment, sentant bien qu'un esprit nouveau souffle sur la France, et que la sympathie des populations suppléera à l'insuffisance des lois ; d'autres, en grand nombre, sont libérés. Ceux enfin que leur grand âge a fait enfermer dans les prisons et préservés de la mort, s'empressent de réclamer leur liberté pour donner à la restauration du culte les dernières années d'une vie que la vue de tant de ruines accumulées dans les rangs du clergé, de tant d'absents, de tant de morts, de tant de martyrs, et aussi, çà et là, de tant d'apostats, les incite à consacrer au service de Dieu.

Qu'elle est touchante, cette requête adressée par les

vieillards détenus dans la Chartreuse de Castres au ministre de la Police générale, à Paris ! « Les prêtres soussignés, lui disaient-ils, peuvent-ils espérer que leur voix défaillante parviendra jusqu'à l'oreille du gouvernement et pénétrera jusqu'à son cœur ? Notre âge et nos infirmités nous ont valu le privilège de la réclusion ; plus jeunes ou sains, ou nous aurions quitté à regret les lieux qui nous ont vu naître, ou, sans domicile, sans abri, nous aurions été forcés de traîner notre pénible existence dans le fond des forêts pour éviter le glaive de la mort toujours suspendu sur nos têtes, ou, plus vertueux peut-être, calmes et tranquilles, jouissant de la paix de l'âme, nous aurions porté la tête sur l'échafaud... Ces temps de calamité sont passés, sans doute ; un gouvernement sage s'établit... Depuis quatre ans, nous sommes privés de notre liberté. On ne peut se faire une idée de notre situation : représentez-vous une foule de vieillards, les uns dans l'enfance, les autres couverts d'infirmités, manquant du nécessaire, obligés de se donner mutuellement des secours insuffisants et voyant expirer plusieurs d'entre eux par le manque de soins et de misère... Notre prison sera-t-elle perpétuelle ? Elle l'a été, néanmoins, pour plusieurs d'entre nous, et pour peu qu'on tarde, elle sera notre tombeau... Nous avons fait notre déclaration de soumission aux lois de la République ; elle est sincère et véritable... Nous attendons de votre justice et de votre humanité que vous nous rendiez à la liberté et à nos familles. Que peut craindre un gouvernement fort et puissant de quelques vieillards infirmes qui n'ont que quelques instants à vivre ? »

De telles requêtes faites au pouvoir par des prêtres âgés, malades, inoffensifs, malheureux, presque martyrs, finissent toujours par aboutir quand, au délire de la persécution et aux accès de rage, succèdent des temps plus calmes laissant prise à la réflexion et à la pitié. Les his-

toires locales nous prouvent que, dans un grand nombre de diocèses, les vieillards détenus furent libérés ¹. On devine que leur premier souci fut de courir aux autels pour y ranimer le feu divin qui menaçait de s'éteindre, pour porter à leurs concitoyens, de leurs mains tremblantes mais fidèles, le flambeau de la foi.

Ainsi, la plupart des prêtres restés en France, et qui ont échappé à la mort, insermentés, assermentés, jeunes gens, hommes mûrs sortis de leurs retraites ou vieillards sortis de leurs prisons, forment un personnel ecclésiastique qui va parer aux premiers besoins du culte renaissant.

III

Mais voici des recrues nouvelles, voici tressaillir au-delà des frontières ceux qu'une persécution impitoyable a jetés hors de leur pays. De quel poids les douleurs de l'exil pèsent sur ces infortunés ! La France, malgré ses rigueurs et ses crimes, est toujours la France. C'est là qu'ils ont laissé leurs autels, leurs foyers, leurs parents, leurs amis ². Faut-il renoncer à l'espérance de revoir tant de choses aimées ? La mort qui avance, et dont tant d'épreuves, tant de privations précipitent le cours, va-t-elle les surprendre loin des tombes des ancêtres, loin du cimetière paroissial où ils comptaient dormir le dernier sommeil ? De temps en temps, les nouvelles du pays, attendues avec une impatience haletante, en signalant une éclaircie dans le ciel, surexcitent leur espoir. La mort des tyrans,

1. Requête du 8 fructidor an IV. (ROSSIGNOL, *op. cit.*, p. 222-223.) — Voy., pour l'élargissement des prêtres en Bretagne, TRESVAUX (*op. cit.*, t. II, p. 142). Dans la Charente ce fut difficile, et on ne relâcha les vieillards qu'en 1795. (BLANCHET, *op. cit.*, p. 260-265 ; L. SCIOUT, *op. cit.*, IV, p. 281.)

2. Un prêtre aimait à cultiver sous un ciel étranger les plantes venues de la patrie. « Remerciez, écrivait-il, le brave Louis des graines de chicorée, de laitue, qu'il nous a envoyées. » Ils demandent de la graine « d'oignons, de carottes, de radis ».

les lois de la Convention plus favorables à la liberté religieuse ; bientôt, sous le Directoire, les élections réactionnaires les décideront à prendre le chemin de la France.

Il faudra d'abord une grande prudence et aller pas à pas. Le couteau de la guillotine, en activité contre les prêtres depuis si longtemps, n'est point encore émoussé pour avoir coupé la tête de Robespierre. Dans le cours de 1794, un petit nombre de déportés en Suisse sont assez audacieux pour tenter l'aventure, et encore plusieurs se hâtent de repasser la frontière, « voyant qu'il ne faisait pas bon au delà ». D'autres restent, mais attendent dans les forêts, sur les confins de la France, « le signal de la délivrance ». L'un d'eux se dépeint dans ses lettres, « errant et fugitif, ici dans une hutte, là dans une maison isolée, plus loin dans les bois », souvent tout transi de froid. Pour calmer son impatience et réchauffer l'amitié, il correspond avec ses paroissiens sous le pseudonyme de Saint-Pierre, demandant à celui-ci de lui envoyer de gros souliers capables de résister à la neige, à celui-là, « une paire de bas noirs drapés et une veste d'étoffe solide et chaude pour l'hiver qui approche ¹ ».

Comment arrêter longtemps à la frontière des hommes que l'amour du pays et l'amour de Dieu encouragent à la franchir ? A mesure que les nouvelles reçues annoncent que la paix semble se faire et la persécution s'affaiblir, il s'opère dans toutes les provinces une infiltration du clergé émigré. Les rapports faits par les administrateurs, les commissaires, à la Convention, au Directoire, constatent souvent avec alarme cet inquiétant retour de proscrits qu'on croyait partis pour toujours. Au dehors, les lettres des exilés eux-mêmes nous font assister, en quelque sorte, jour par jour, à ce mouvement vers la France.

L'évêque de Luçon, M. de Mercy, écrit de Ravenne, le

1. BRUCHOT, *op. cit.*, p. 85 ; SAUZAY, *op. cit.*, t. IV, p. 603-605.

25 avril 1795 : « Beaucoup de prêtres émigrés, déportés, sont rentrés ; presque tous ceux des diocèses de Lyon, de Marseille, sont partis ou se disposent à partir, appelés par leurs paroissiens ou par leurs supérieurs, évêques ou grands vicaires ; il en est parti douze de Ravenne, beaucoup de Bologne, de Ferrare, dix-sept de Rome, et une grande quantité de Suisse. On a des nouvelles de plusieurs qui sont arrivés, qui ont été bien reçus et qui travaillent avec fruit. Ils sont témoins de la conversion des plus grands persécuteurs, de beaucoup d'intrus, de beaucoup de jureurs. A Paris, se trouvent à la tête de l'œuvre évangélique l'abbé de Dampierre, grand vicaire, et l'abbé Émery, que nous avons cru guillotiné ; ils y sont connus et protégés. Déjà onze églises y sont ouvertes et on y voit le concours le plus considérable et le plus édifiant. Voilà le miracle de la miséricorde de Dieu depuis la mort de Robespierre, et qui nous donne les plus grandes espérances pour le triomphe de la religion ; mais nous ne voyons pas encore aussi clair sur le triomphe de la monarchie ¹. »

Tous les documents confirment les impressions de M. de Mercy. Toutes les frontières donnent passage aux revenants. L'organe du clergé constitutionnel, les *Annales de la Religion*, dénoncent particulièrement les prêtres qui, arrivant de Suisse, envahissent « les départements frontières, comme l'Ain, le Jura, le Doubs, la Haute-Saône, etc. Dans tous les départements, ils pullulent comme les sauterelles d'Égypte. Déguisés en ferblantiers, en marchands, en canonniers, et sous toutes sortes de costumes, ils parcourent les campagnes. » Le département du Doubs

1. Le même évêque écrivait le 28 mars 1795 : « Dans le Lyonnais, le Dauphiné, la Provence, la religion a fait de grands progrès : elle s'y exerce publiquement. Beaucoup de prêtres sont rentrés et rentrent tous les jours. Beaucoup d'autres se disposent à partir. Il est bon que quelques-uns rentrent pour soutenir la foi des fidèles, mais *il en rentre trop* ; ils se nuiront les uns les autres. Ils pourront donner lieu à de nouvelles persécutions. » (*Lettres inédites de Mgr de Mercy*.)

comptait, à lui seul, le 15 ventôse, plus de quatre cents insermentés. La Lorraine allemande, Paris, les départements de l'Est, du Centre, du Midi, en sont inondés. « Il est rentré un grand nombre de prêtres, écrit le vicaire général de Lyon. Ils ont été reçus avec enthousiasme ; ils travaillent avec succès et ne suffisent pas, tant la moisson devient abondante. D'autres s'acheminent pour aller partager leurs travaux. » En 1795, le Comité de surveillance du Mans dit à la Convention : « Le fanatisme fait des progrès si rapides que la plupart des municipalités des campagnes n'osent plus tenir leurs églises fermées. Les chouans se multiplient de la manière la plus effrayante. » Au printemps de l'année 1795, on signalait de toutes parts la présence de prêtres déportés dans la Haute-Alsace. Tous les départements participent plus ou moins à cette renaissance religieuse ; c'est au point qu'aux fêtes de Pâques 1795, le culte se trouvait rétabli dans un nombre extraordinaire de communes. A Rouen, l'autorité civile concède officiellement neuf églises. Il y avait, en outre, les chapelles domestiques. Les rapports constatent les messes dites dans « presque tous les quartiers » de la ville, et la fermeture volontaire des boutiques le dimanche ¹. Du fond de l'Italie, l'évêque de Luçon chante cette résurrection : « Presque partout, dit-il, on voit tout le monde revenir à l'Église romaine et la religion reprendre ses droits. Le culte catholique est exercé publiquement et librement dans une partie de la France ; ici, c'est dans des églises ; là, c'est dans des maisons particulières ; dans un endroit, c'est avec publicité et liberté ; dans un autre, c'est avec plus de mystère ; mais partout, en général,

1. SAUZAY (*op. cit.*, t. VII, p. 698-706) donne pour le Doubs noms et statistiques. — Pour la lettre du vicaire général de Lyon du 6 mai 1795, cf. TREINER, *op. cit.*, t. II, p. 490 ; — SCIOUT, *op. cit.*, t. IV, pp. 347, 376 (pour la renaissance religieuse dans l'Aube). — Pour Rouen, LOUH, *op. cit.*, pp. 643, 659-673. On écrivait de l'Hérault au Directoire : « Des prêtres sujets à la déportation célèbrent journellement des messes. Ils ne prennent plus la peine de se cacher : leur parti est le plus fort. » (SAUREL, *op. cit.*, III, 259.)

l'opinion est changée et elle l'est en faveur de la religion ¹. »

La renaissance chrétienne se poursuit sous le Directoire. Les élections, de plus en plus favorables, en augmentant la confiance, encouragent les retours. « Le mouvement quant à la religion est donné, écrit au roi l'archevêque de Reims, en juillet 1797. Il deviendra tous les jours plus rapide. » A la même époque on mande d'Espagne « qu'il part tous les jours des troupes de prêtres français qui tous sont reçus dans leurs paroisses respectives avec tous les sentiments d'allégresse, de respect et d'amour ». L'administrateur de l'Ariège écrit au gouvernement que près de deux mille prêtres avaient franchi la frontière de la Péninsule après le coup d'État et qu'une quarantaine seulement avaient depuis quitté la France. Au mois d'août 1797, presque tous les déportés en Angleterre veulent partir. Il en était rentré dans le pays environ un millier avant Fructidor. La plupart restèrent ².

IV

Les exilés prenaient les moyens les plus ingénieux pour se frayer le chemin vers la patrie. L'ambassade française en Suisse informe le Directoire que les prêtres réfugiés

1. *Lettre inédite de M. de Mercy*, 25 avril 1795. — Après la mort de Robespierre les prêtres du diocèse de Chambéry rentrent en foule. LAVANCUY, *op. cit.*, I, p. 474-475. — Au printemps de 1795, les prêtres rentrent en masse de Suisse. « Ils ont peine à résister aux invitations de leurs anciens paroissiens qui souvent viennent les chercher eux-mêmes », dit un document contemporain. Cf. BEUCHOT, *op. cit.*, pp. 81, 82.

2. *Archives nationales*, F^o VII 5386. — TORREILLES, *op. cit.*, p. 566. — PLASSE, *op. cit.*, t. II, p. 208-211. L'évêque de Saint-Pol-de-Léon, dans une lettre adressée en 1797 au roi, auquel il ne voulut pas dire toute la vérité, donne des chiffres un peu différents : « Depuis quelques mois jusqu'à ce moment, sur plus de 5,000 ecclésiastiques qui sont réfugiés en Angleterre, il n'en est passé en France que 316. Un beaucoup plus grand nombre se dispose à passer, mais on attend avant de partir que le décret qui doit intervenir sur les cultes soit rendu. Nous continuons à ne laisser partir

dans ce pays s'y faisaient naturaliser et ensuite rentraient en France en qualité d'étrangers. Un procureur-syndic se plaint dans la Haute-Alsace du « misérable sophisme », de « l'astucieuse abstraction qui métamorphose tout à coup en Suisses des Français nés, domiciliés, employés en France avant la Révolution, les reproduit avec assurance au milieu des Français restés fidèles à leur patrie ». Des femmes vaillantes apportent, de départements limitrophes, aux exilés des passeports en blanc avec les pièces nécessaires. Au besoin, il suffit de trouver quelqu'un ayant avec le déporté une certaine ressemblance pour obtenir ce précieux papier ¹.

Malgré le passeport, ou parce qu'on n'en avait pas, la situation des rentrants restait précaire et toujours menacée. Les histoires des diocèses décrivent dans de longues pages la chasse aux déportés qui avaient eu le courage de repasser la frontière. Ils sont traqués, obligés de se cacher. « C'est de nuit, disent les rapports des commissaires lancés à leur poursuite, qu'ils reçoivent des visites et qu'ils exercent des fonctions dans des maisons particulières. Le jour, ils sont invisibles et ont soin de changer de logement le plus fréquemment possible pour se sous-

que ceux qui joignent à la capacité un zèle réglé par la prudence. » *Archives aff. étr.*, fonds français, vol. 591, pièces 352 et 405. — Dans le Var « les prêtres rentraient en masse de l'exil, soit en obtenant leur radiation de la liste des émigrés, soit en bravant la loi qui exigeait encore d'eux une soumission à la constitution de l'an III... En 1800 et 1801, avant la promulgation du Concordat, un grand nombre de paroisses eurent leur procession de la fête-Dieu. » LAUGIER, *op. cit.*, p. 169.

1. Le rapport au Directoire de l'ambassade française en Suisse dit textuellement : « Un des principaux moyens dont les émigrés se servent le plus souvent est la naturalisation par laquelle ils obtiennent la bourgeoisie dans quelques petites communes de la Suisse, moyennant quelques cents francs... D'un autre côté, des commissionnaires, presque toutes femmes des départements limitrophes, apportent aux déportés des passeports en blanc, les remplissent, et munies de ces pièces les conduisent partout où ils veulent. On obtient aussi de ces passeports entièrement en règle; ils viennent ou de Suisse ou de la République. Il ne s'agit que de trouver quelqu'un dont le signalement soit à peu près ressemblant de celui de la personne qui désire voyager. » (*Archives nationales*, AF. III, 511.)

traire aux espions. » — « Quant à l'asile des prêtres depuis la Révolution, lisons-nous dans un autre document, on en a toujours trouvé dans les forêts et rôdant sur les montagnes, si bien précautionnés qu'il est extrêmement difficile de les atteindre, qu'il arrive aussi qu'à la nuit tombante ils approchent du village pour chercher des vivres, mais couchent ordinairement dans les granges isolées, à l'insu même du propriétaire. »

Ces précautions ne peuvent toujours défendre ces errants contre les poursuites de leurs ennemis. Plusieurs sont saisis dans leurs retraites. L'un d'eux s'était « caché dans un poulailler d'où il a été tiré » par les agents. Heureusement que la sympathie des populations leur fait souvent un rempart contre la force publique. Un rapport de la gendarmerie de Ribeauvillé, lancée en 1795 à la poursuite d'un déporté, dit que les habitants ont commencé, hommes et femmes, à sortir de leurs maisons, et à crier : « Alerte ! alerte ! » et à se rassembler avec des haches, des fourches, des piques. Quand les soldats sont partis, les ministres de Dieu rappelés par les paroissiens reparaissent. Avant Fructidor, dans la Haute-Alsace, il n'y a guère de commune qui n'abrite un persécuté, lequel exerce ses fonctions tantôt dans le plus grand secret, tantôt, quand les temps sont plus favorables, dans les églises, en présence de plusieurs centaines de fidèles accourus de toutes parts. Pour se défendre contre toute surprise, les assistants s'armaient souvent de bâtons et même d'armes à feu, prêts à repousser tout assaillant. Comment lutter contre cette connivence des populations qui tiennent absolument au culte, qui défendent leurs prêtres ¹, qui au besoin vont les

1. BEUCHOT, *op. cit.*, pp. 87, 91, 93, 98, 103. — Donnons quelques extraits de rapports qui se rapportent tous à l'an IV. — Doubs, canton de Vercel. « Lors de la loi du 11 prairial, les prêtres insermentés furent tous rappelés par leurs anciens paroissiens. L'empire qu'ils exercent sur le peuple est si fort qu'il n'est pas de sacrifice qu'il ne fasse, pas de ruse, pas de moyens qu'il n'emploie pour les conserver et éluder la rigueur des lois qui les concernent. » — Canton de Labergement. « Les cultivateurs les

chercher en Suisse, en Espagne ; qui les fêtent à leur retour et se montrent bien décidées à les garder ? Les temps étaient bien changés ; l'on voyait parfois les pros-crits acclamés à leur arrivée par les mêmes hommes qui avaient salué leur expulsion par des cris de haine et de rage. « Nous vous avons chassé et nous venons vous chercher. »

V

Malgré toutes les entraves et tous les périls, les prêtres déportés étaient donc rentrés en foule, venant grossir les rangs de ceux qui travaillaient déjà au relèvement des autels. Nous voyons maintenant de quels éléments un peu disparates se composait le clergé assumant la charge du culte auquel les lois nouvelles entr'ouvraient la porte des temples. Prêtres constitutionnels, prêtres réfractaires restés dans le pays, les uns acceptant, les autres repous-sant les serments politiques exigés par la Convention ; les vieillards sortis de prison reprenant avec courage un service actif ; enfin les déportés arrivant en masse de l'exil pour grossir les rangs du clergé fidèle, voilà la milice qui se mettait au service de la France religieuse. Il est à remarquer que nombre d'assermentés firent leur soumission aux évêques légitimes.

Voici, au besoin, un sacerdoce laïque qui viendra çà et là suppléer l'autre. On verra parfois officier, dans quelques églises où les ministres manquent, l'ancien sacristain,

adorent. » — Dordogne, canton de Carlux. « Le peuple est si attaché au culte catholique qu'il fait deux lieues entières pour assister à la messe. » — Orne, canton d'Alençon. « Des présidents, des membres d'administrations municipales, au lieu d'arrêter et de faire traduire devant les tribunaux les prêtres réfractaires, les admettent à leur table, les couchent et les rendent dépositaires des secrets de l'administration. » — Seine-et-Oise, canton de Dammartin. « La religion catholique a tout l'empire ; ceux qui ne l'observent pas sont mal vus. » (*Archives nationales*, F^o 7, 7 108, 7 119, 7 127, 7 129. — TAINÉ, *Les Origines de la France contemporaine*, 1895, in-8°, t. I, p. 227. — FORNERON, *op. cit.*)

l'ancien bedeau, un paroissien que sa vie, sa situation sociale et son âge signalent au respect de tous et qui est qualifié de « chef de paroisse », plus souvent encore le maître d'école, qui n'était point alors un anticuré. Que de fois les proconsuls envoyés par la Convention en province se plaignent de ces « cultivateurs indignes d'un si beau nom », de ces « régents de village » qui devraient donner l'exemple de toutes les « vertus républicaines », au lieu de se faire les serviteurs de la superstition¹. On appelle messes *aveugles* celles qui sont dites ou plutôt lues en l'absence du prêtre.

Ce n'est pas un des moindres signes du besoin irrésistible qui pousse les âmes vers la religion que cette naissance spontanée d'un sacerdoce profane qui, en l'absence de l'autre, préside aux prières publiques. Dans les jours les plus sombres, le temple avait trop souvent subi l'invasion du plus étrange laïcisme. Du haut de la chaire, et aussi de l'autel, que de fois le maire et les conseillers municipaux, les jacobins de l'endroit, l'agent de police et jusqu'à la fille perdue, avaient lancé des nouvelles, des menaces, des ukases, des gaudrioles et des blasphèmes² !

1. Le 30 fructidor an V, l'administration du Bas-Rhin fait défense aux maîtres d'école et autres individus de diriger aucun office. Surtout après le coup d'État de Fructidor, on tenait des réunions sans prêtres dans beaucoup de départements. Le ministre de la Police consulté répondit qu'on devait exiger tous les serments « des individus, même laïques, qui exercent dans l'enceinte destinée à cet usage le ministère exclusivement attribué autrefois aux ecclésiastiques ayant reçu les ordres ». On voit dans la correspondance pour le département du Bas-Rhin que, même après Fructidor, en fait de culte, « les réunions avaient lieu dans la presque totalité des communes du département ». (Sciour, *op. cit.*, t. IV, p. 345-347, 639-640, 652.) — L'évêque de Luçon, M. de Mercy, écrit encore le 20 juillet 1801 : « Dans les paroisses où ne réside pas le prêtre, il faudrait tâcher de trouver dans les deux sexes des personnes parmi les plus instruites, pour faire à jours et heures déterminés des instructions familières dont on pourrait leur fournir le plan, ou les livres dont elles se contenteraient de faire la lecture. Elles pourraient faire le catéchisme aux enfants et visiter les malades. » *Lettre inédite de M. de Mercy*.

2. Philippeaux, en tournée dans le Centre, raconte sa mission à la Convention. Parlant de ses faits et gestes à Châteauroux, et faisant allusion à un mandement de l'évêque constitutionnel contre le divorce, il dit : « Je suis monté en chaire et, mettant à contribution l'Évangile et les Pères, je suis parvenu à convaincre le bonhomme qu'il avait agi contre les prin-

Certains s'étaient avisés de confesser. Il était bon que ces saltimbanques fussent remplacés momentanément dans la même chaire, devant le même autel, par des hommes auxquels leur foi et leurs vertus avaient conquis l'estime de leurs concitoyens.

cipes mêmes de la religion, en troublant les consciences dans un sujet purement civil. » AULARD, *Recueil des actes du Comité de salut public*. — Pour tel laïque qui voulait confesser dans la Corrèze, cf. René FAGE, *Le Diocèse de Tulle pendant la Révolution*, 1890, p. 87.

CHAPITRE III

Restauration du culte à Paris

I. Le culte renaît avec éclat à Paris. — Dans la capitale plus de liberté qu'en province. — Églises rendues par les pouvoirs publics. — Preuves multiples de l'enthousiasme religieux de la population. — II. Statistique des temples et oratoires ouverts de 1795 à 1797. — III. On s'efforce de rendre au culte toute la splendeur d'autrefois. — Grandes cérémonies. Catéchismes. — Évêques qui officient pontificalement. — IV. Recrutement du clergé nécessaire à ce service religieux. — Plus de 300 prêtres présents à Paris. — Part des constitutionnels qui ont les faveurs de la Convention plus que de la municipalité, mais qui voient beaucoup des leurs se rétracter. — V. Comment les catholiques profitent de la liberté. — Reconstitution d'un petit budget et dons divers. — Les sociétés civiles auxquelles ont été remis les temples rendent des services, mais ont une tendance à dominer. — VI. Difficultés créées par l'intrusion des Théophilanthropes, des « Décadaires ». — Néanmoins succès triomphal du culte. — Aspect chrétien que prend Paris. — Premières communions. — L'élan paraît irrésistible.

I

C'est peut-être à Paris que la résurrection du culte fut la plus éclatante de 1795 à 1797. Aussi bien la liberté religieuse ne fut-elle à cette époque nulle part plus grande en France que dans la capitale. En conséquence de la loi du 11 prairial an III (30 mai 1795), la municipalité, élargissant encore le décret qui n'accordait qu'une église par arrondissement, décida, le 8 juin, d'en ouvrir quinze, à savoir : Saint-Thomas-d'Aquin, Saint-Sulpice, Saint-Jacques du Haut-Pas, Saint-Étienne du Mont, Notre-Dame, Saint-Médard, Saint-Roch, Saint-Eustache, Saint-Germain-l'Auxerrois, Saint-Merry, Saint-Nicolas des Champs, Saint-Gervais, Saint-Philippe du Roule,

Saint-Laurent et Sainte-Marguerite. L'impatience des croyants n'avait même pas attendu les décisions du pouvoir pour s'emparer de certains édifices. C'est ainsi que, dès le 15 avril 1795, devant le vote de la Convention, le clergé était rentré à Saint-Médard, qui fut ainsi le premier temple affecté ostensiblement au culte.

Les journaux du temps, les rapports de police, nous disent le grand concours des fidèles, l'enthousiasme de la population retrouvant enfin sa religion, la cessation du travail et la fermeture des boutiques le dimanche, tous les signes de la joie et aussi de la foi publique. Les témoignages sont si nombreux, si concordants, si irrécusables, qu'il est impossible de n'y point voir la preuve de la renaissance chrétienne sur tous les points de la capitale ¹.

Évidemment les quinze églises officiellement désignées ne pouvaient suffire à une grande ville comme Paris. Elles avaient d'ailleurs l'inconvénient d'être ouvertes à tous

1. On trouvera des extraits multiples des journaux du temps, des rapports de police, dans l'ouvrage de SCHMIDT : *Tableaux de la Révolution française*, et plus encore dans la publication de M. AULARD : *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire*, 1793-1802, 5 vol. in-8°. Donnons quelques extraits. 9 mars 1795. « Aujourd'hui dimanche, dans plusieurs quartiers de Paris, boutiques fermées, et l'on voit de longues queues autour des maisons où l'on célèbre la messe. » — 13 mars 1795 : « Nos églises ne sont pas assez vastes pour contenir tous ceux qui s'empres- sent d'aller entendre la messe. » Dans la section du Contrat social, « les femmes attendaient leur tour pour entendre la messe qui se disait dans une chambre ». En avril 1795, pour Pâques, boutiques fermées. Le *Messager du soir*, 4 juin 1795, dit : « Ce n'est pas seulement le dimanche que les catholiques de Paris ferment leurs boutiques. Ils chôment aussi les jours de fête, et chacun hier était endimanché en l'honneur de la fête du Saint-Sacrement. Toute la journée, les édifices consacrés au culte catholique ont regorgé de pieux fidèles qui pleuraient de joie au spectacle édifiant des antiques cérémonies. Rœderer n'aurait pas pu faire un pas sans se boucher le nez, car dans presque toutes les rues on voyait s'élever la vapeur de l'encens que les chrétiens brûlaient sur leurs autels. » — 26 décembre 1795 : « Hier, fête de Noël, il y a eu grande affluence dans les édifices destinés au culte. » Même constatation pour la Toussaint de 1796. La *Gazette française* du 11 brumaire dit : « Depuis qu'il a plu au philosop- hisme de décrier la religion chrétienne, aucune fête catholique n'a été chô- mée avec autant d'uniformité que l'a été celle de la Toussaint. Toutes les boutiques étaient fermées et les églises pleines jusqu'aux portiques. » — 16 avril 1797 : « Le culte a été très suivi hier. Les églises ont été gé- néralement remplies ; il y en a eu plusieurs qui contenaient à peine leurs habitués. L'affluence des personnes du sexe y est surtout considérable. Presque dans toutes l'orgue s'est fait entendre. » — 18 juin : « Les églises,

les cultes ¹. Pour éviter ce mélange et aussi pour faciliter l'assistance aux offices, les catholiques ménagèrent des oratoires dans les différents points de la ville. Des locaux divers, chapelle d'ancien couvent, vieux temple, au besoin, presbytère, hôtel, magasin, maison particulière, fournirent le modeste sanctuaire qu'envahissait rapidement l'affluence des fidèles.

II

Nous pouvons établir, quartier par quartier, l'emplacement de ces églises, de ces oratoires, dont le nombre ne tarda pas à dépasser cinquante en 1797, pour atteindre un chiffre beaucoup plus élevé sous le Consulat ².

surtout celles desservies par les prêtres non assermentés, ont été constamment remplies. Les quêtes ont été généralement très abondantes. » AULARD, *op. cit.*, I, 542, 559, 563, 640, 767, 768 ; II, 565 ; III, 553 ; IV, 66, 67, 184 ; V, 25. — « On s'aperçoit dans cette ville que la liberté des cultes n'est point illusoire ; plusieurs églises étaient ce matin (24 ventôse an III) si pleines de fidèles que leur surabondance formait de longues queues, comme aux portes des boulangers et des bouchers. Beaucoup de boutiques étaient fermées, et des citoyennes endimanchées remplissaient les promenades. Il paraît que c'est la classe laborieuse qui est la plus attachée à la religion, à en juger par les personnes qui assistaient à la messe. » *Journal des municipalités*, n° 13.

1. L'article IV de la loi du 11 prairial an III dit : « Lorsque les citoyens de la même commune exerceront des cultes différents, et qu'ils réclameront concurremment l'usage du même local, il leur sera commun ; et les municipalités fixeront pour chaque culte les jours et heures les plus convenables, ainsi que les moyens de maintenir la décence et d'entretenir la paix et la concorde. »

2. On lit dans les *Annales catholiques* au sujet des églises de Paris pour la période de Pâques 1797 : « Quoique très vastes pour la plupart et au nombre de plus de cinquante, elles étaient insuffisantes pour contenir la foule. » Ludovic SCROT (*op. cit.*, t. IV, p. 460-465) a donné, d'après un rapport de police, un état détaillé des édifices où le culte se célébrait à Paris à cette époque. M. l'abbé Grente dans des recherches qu'il va livrer à l'impression a pu vérifier et compléter ces renseignements. Nous nous inspirons surtout de ces deux documents dans la statistique suivante :

RIVE DROITE

1^{er} ARRONDISSEMENT : *Saint-Philippe du Roule*, temple officiel ouvert en juillet 1795 ; Oratoire du couvent de la *Madeleine de la Ville-l'Évêque* ; *Chailiot*, chapelle Sainte-Périne, puis église Saint-Pierre (1795) ; Oratoire des ci-devant *Capucins de la Chaussée-d'Antin* (9 prêtres). — 2^e ARRONDIS-

III

Remarquons-le, il ne s'agit point ici d'un culte rétréci, ni de cérémonies accomplies à la hâte. Les continuateurs de la tradition tiennent à ressusciter partout où c'est possible toute la pompe d'autrefois : Grand'messes, vêpres, heures canoniques, processions, saluts, prédications, vigiles et matines aux principales solennités, catéchismes,

SEMENT : *Saint-Roch*, temple officiel, remplacé momentanément par l'église de la *Conception*, rue Saint-Honoré, ouvert en 1795. Curé, M. Marduel, avec une grande partie de son ancien clergé. Les rapports de police signalent 51 présents dans le II^e arrondissement en avril-mai 1796. — III^e ARRONDISSEMENT : *Saint-Eustache*, temple officiel, ouvert le 24 juin 1795. Douze prêtres. Curé, M. Poupard, ancien jureur qui a rétracté son serment ainsi que ses vicaires. Cinq prêtres ont un oratoire à l'*Hôtel de Royaumont*, huit autres tiennent aussi un oratoire dans la section Brutus, rue du Jour. On signale une chapelle dans la section Poissonnière. — IV^e ARRONDISSEMENT : *Saint-Germain-l'Auxerrois*, temple officiel, avec 9 prêtres, ouvert le 20 juin 1795. Le curé constitutionnel ne se rétracta que sous le Consulat. La police signale là 55 prêtres dont 12 renégats. On peut induire, des actes de baptême, qu'il existait plusieurs oratoires particuliers. La fête de Pâques fut célébrée solennellement en la *Sainte-Chapelle* en 1797. — V^e ARRONDISSEMENT : *Saint-Laurent*, temple officiel, ouvert le 13 août 1795. On comptait 18 prêtres dans la section du faubourg du Nord, 15 prêtres dans la section de Bondy, mais plusieurs n'exerçaient pas. Quatre prêtres occupaient l'ancienne église de *Bonne-Nouvelle*. Cinq officiaient à l'oratoire du couvent des *Filles-Dieu*. Un autre oratoire fréquenté était installé rue de Cléry. — VI^e ARRONDISSEMENT : *Saint-Nicolas des Champs*, temple officiel, ouvert le 19 octobre 1795. Curé non jureur, M. Parent. En 1796, on y compte 28 prêtres, généralement âgés. Oratoire de *Saint-Chaumont* (rues de Tracy et Saint-Denis) signalé en 1796 à la police comme choisi pour les ordinations et les confirmations. Oratoire de *Saint-Luc*, ouvert en 1796. — VII^e ARRONDISSEMENT : *Saint-Merry*, temple officiel, ouvert le 18 juillet 1795. Dans la section des Droits de l'homme, deux églises, *Saint-François* et les *Blancs-Manteaux* avec 22 prêtres. Eglises de la section de la Réunion : *Saint-Merry*, *Saint-Nicolas des Champs* et un oratoire, 30 rue du Jour. On y compte 25 prêtres. On signale une chapelle particulière, avec deux prêtres, rue Grenier-Saint-Lazare, un oratoire rue de la Poterie. Le culte est également célébré (quelques-uns de ces édifices sont successivement abandonnés pour des édifices plus grands) dans le couvent des Capucins, le cloître Saint-Avoye, l'église des Carmes des Billettes, l'église des Annonciades, l'église Saint-Paul, l'hôtel Chevreiey, l'oratoire de la rue de Cléry, l'hôtel Cerilly, l'oratoire des Filles du Calvaire, l'église des Minimes. — VIII^e ARRONDISSEMENT : *Sainte-Marguerite*, temple officiel, ouvert le 9 juillet 1795. Vingt-trois prêtres officient dans cette église et aux *Filles-Bleues* (rue Culture-Sainte Catherine), chez les *Dames de la Croix* (rue de Charonne) et dans des oratoires rues de Reuilly et rue de Picpus. — IX^e ARRONDISSEMENT : *Notre-Dame*, ouverte le 15 août 1795, sera le chef-lieu de l'Eglise constitutionnelle jusqu'au Concordat. — *Saint-Gerçais*, ouvert le 21 juin 1795,

premières communions et confirmations ¹. Il n'est point jusqu'au pain bénit qui ne reparaisse. Sa distribution souleva même à Saint-Gervais un petit trouble, « chaque citoyen voulant en prendre plus d'un morceau, à cause de la rareté du pain ». Les registres des paroisses, lesquels

desservi par 10 prêtres ; l'oratoire *Sainte-Marie* (section de l'Arsenal) avec 18 prêtres. Section de la Fraternité, un oratoire avec 10 prêtres ; un oratoire dans l'enclos de la cité avec 6 prêtres, un autre dans l'ancien presbytère de Saint-Landry.

RIVE GAUCHE

X^e ARRONDISSEMENT : *Saint-Thomas-d'Aquin*, temple officiel, ouvert le 15 juin 1795 ; Oratoires des *Missions étrangères*, ouvert en avril 1795, de l'*abbaye de Saint-Germain*, ouvert le 7 mars 1795. La fête de Pâques est célébrée à l'Abbaye-aux-Bois en 1797. L'ancien curé du Gros-Cailou ne put faire rouvrir son église, mais trouva moyen d'arriver jusqu'aux fidèles, comme le prouvent les registres de baptêmes de la paroisse de 1795 à 1800. Dans trois sections seulement on compte 44 prêtres. — XI^e ARRONDISSEMENT : *Saint-Sulpice*, temple officiel, aux constitutionnels jusqu'en 1802. M. de Pancemont, curé légitime rentré en 1795, s'établit à l'église de l'*Instruction chrétienne*, rue du Pot-de-fer (rue Bonaparte). Oratoire de *Saint-Côme*, ouvert le 20 mars 1795. Malgré la demande de plusieurs prêtres et des habitants qui se plaignent de n'avoir dans l'arrondissement, avec le *Temple-Sulpice*, qu'une infinité de petits oratoires, on ne peut obtenir l'ouverture de l'église de *Saint-André-des-Arts*. *Saint-Benoît*, ouvert par l'ancien curé de Saint-Hilaire, subit, en 1798, les tracasseries de la police, ainsi que l'*Eglise des Carmes* rachetée, en 1797 par M^{me} de Soyecourt. — XII^e ARRONDISSEMENT : *Saint-Etienne du Mont*, temple officiel, ouvert en 1795 ; *Saint-Jacques du Haut-Pas*, temple officiel, ouvert le 24 juin 1795 ; *Saint-Médard*, temple officiel, ouvert le 19 avril 1795. L'ancien curé, l'abbé Dubois, ayant abdiqué la carrière ecclésiastique, le nouveau curé fut l'abbé Bailliet. Le premier acte de baptême, du 10 mai 1795, est signé de J.-B. Royer, évêque de l'Ain. *Saint-Marcel* est mentionné comme ouvert à Pâques 1797. Il y a à *Saint-Nicolas du Chardonnet* des actes de catholicité du 7 juin 1795 au 8 avril 1798. Citons comme oratoires particuliers du XII^e arrondissement, rue des Postes, les chapelles du séminaire des *Eudistes*, avec 5 prêtres, et du *Saint-Esprit*, avec 10 prêtres, ouvertes en mars 1795 ; l'oratoire de la Maison de la Vache-Noire, rue Saint-Jacques. La population ne put obtenir l'ouverture de *Saint-Victor*. On signale, en 1793, un oratoire rue Copeau, en face de la rue de la Clef. Il est prouvé par cette simple statistique qu'en floréal an IV, au moins 300 prêtres exerçaient le culte à Paris dans un grand nombre d'églises et d'oratoires bien connus de la police. Il y avait, en outre, beaucoup d'ecclésiastiques qui, pour se soustraire à la déportation, disaient secrètement la messe de maison en maison.

1. Un rapport de police du 7 mars 1795 constate que « l'office catholique » a été célébré à Saint-François, au Marais, « avec autant de cérémonie que ci-devant ». Le peuple désire l'éclat du culte. Le 4 juin 1795, les officiers de paix « annoncent avoir entendu dire à plusieurs personnes, comme par forme de regret : « Où est le temps où on voyait des tapisseries et des processions ? » — « Les matines de Noël s'officiant à grand chœur à Saint-Germain-l'Auxerrois ; les portes de l'église sont ouvertes. Il y a beaucoup de monde. » *Arch. nat.*, F¹, c. III. — AULAUD, *op. cit.*, I, 539, 766 ; II, 28, 30, 562.

commencent d'ordinaire en 1795, constatent la réception des sacrements, surtout du baptême et du mariage. On y trouve la preuve d'une sollicitude pastorale toujours en éveil pour les moindres détails de l'administration spirituelle et temporelle. Dans les principales circonstances, les curés font appel, malgré les difficultés des temps, à quelque grand personnage ecclésiastique pour rehausser l'éclat des fêtes. Vers la fin de 1796, M. de Barral, ancien évêque de Troyes, apparaît en pontife dans la ci-devant église des Minimes et donne la confirmation à environ six cents personnes. L'évêque de Saint-Papoul, M. de Maillé La Tour-Landry, qui était resté en France au péril de sa vie, se prodigue hardiment, fait à cette époque plusieurs ordinations, consacre les temples profanés, célèbre en grande pompe la Saint-Sulpice à l'église de *l'Instruction chrétienne* (26 janvier 1897). Les évêques constitutionnels qui habitent Paris comme députés ne veulent pas rester en arrière. Ils viennent deux, en 1795, rehausser par leur présence la Fête-Dieu à Saint-Médard. Saurine, évêque des Landes, officie pontificalement, tandis que Royer, évêque de l'Ain, prêche à la messe et à vêpres. Plus solennelle encore fut la prise de possession de Notre-Dame par les prélats constitutionnels, le 15 août de la même année ¹.

1. *Le Courrier républicain* du 12 fructidor (29 août 1797) dit : « L'évêque de Saint-Papoul s'occupe dans cette ville de la consécration des églises qui ont été abîmées et qui ont servi d'assemblées aux brigands. Il a consacré aujourd'hui l'église des ci-devant Carmes, rue de Vaugirard. » On lit dans la *Gazette française* du 29 thermidor an III : « On a célébré hier (15 août 1795) avec beaucoup de pompe, dans l'église Notre-Dame, la fête de l'Assomption. Avant la messe, l'église a été solennellement purifiée et bénie. Des rideaux cachaient les mutilations qui sont innombrables. Une foule immense de peuple assistait à cette cérémonie. » — Emery à Bausset (*Archives EMERY*, t. VI.), 18 novembre 1896 : « L'ancien évêque de Troyes a consenti à donner publiquement la confirmation dans l'église des Minimes. Il a eu la force de confirmer 600 personnes. » — 4 juin 1797 : « Voilà quelques semaines que M. de Maillé (évêque de Saint-Papoul) n'a pas un jour où il ne soit chargé de faire quelque cérémonie. » — 12 juin 1797 : « M. de Saint-Papoul a fait publiquement l'ordination aux Blanches-Manteaux. Il y avait 56 ordinands. Il fera encore une ordination jeudi et dimanche suivant. »

IV

Il fallait un clergé nombreux pour faire face aux exigences du culte renaissant avec un tel éclat dans tous les quartiers de la grande ville. On sait que plus de cent prêtres de la capitale avaient été victimes des massacres de septembre. En outre, la déportation, l'âge, la maladie, les angoisses de la Terreur avaient fait de grands vides dans l'Église de Paris comme partout ailleurs. On y constata néanmoins la présence de plus de 300 ecclésiastiques en 1795 et 1796. C'était alors assez pour répondre aux besoins religieux de la population et l'on pensait à l'avenir. Une ordination faite en 1797, aux Blancs-Manteaux, par l'évêque de Saint-Papoul, ne compte pas moins de 56 aspirants. Les constitutionnels avaient eu leur part dans la distribution des principales églises. C'est à eux que furent concédés la cathédrale de Notre-Dame, Saint-Sulpice, Saint-Médard, Saint-Étienne du Mont. Ils les conservèrent jusqu'au Concordat, mais ils eurent la douleur de voir les curés et le clergé d'autres paroisses les abandonner à partir de 1795 pour rentrer sous la houlette de l'archevêque légitime, M. de Juigné. Cette année même, on compte par centaines à Paris les retours à l'unité romaine ¹. Par le fait de cet abandon, les constitutionnels se trouvèrent en petite minorité dans le service paroissial de la capitale. La plus grande partie des oratoires particuliers était également occupée par le clergé insermenté.

1. En 1795, les curés Antheaume, de Saint-Jacques du Haut-Pas; Roussineau, de Saint-Germain des Prés; Garat, curé du Gros-Caillou; Chevalier, curé constitutionnel de Saint-Gervais; Viennet, curé de Saint-Merry; Poupert, curé de Saint-Eustache, avaient rétracté le serment à la constitution civile. Postérieurement, Corpet, curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, fit la même démarche. On avait vu, en outre, se rétracter à cette époque les curés de Saint-Leu, Saint-Victor, Saint-Louis en l'Île, Saint-Sauveur. Picot ne craint pas de porter à environ 300 le nombre des prêtres constitutionnels qui se rétractèrent dans les premiers mois de 1795. Picot, *op. cit.*, VI, 432-434, 443, 444.

La Convention ne dissimulait pas ses prédilections pour les prêtres constitutionnels, mais la municipalité parisienne paraît avoir montré plus d'impartialité ¹.

V

Les catholiques avaient profité vaillamment de ces dispositions bienveillantes de l'esprit public. Comme la loi de prairial remettait les églises *aux citoyens* qui en faisaient la demande, c'est-à-dire aux fidèles, ces fidèles s'organisèrent en sociétés et se présentèrent hardiment pour en obtenir la concession. L'autorité municipale se fait souvent l'interprète auprès du pouvoir central de leurs réclamations et de leur impatience ². Ces comités civils ne délaissent point les temples qu'ils ont ainsi fait ouvrir au culte. En un temps où il faut réparer dans ces édifices les ruines accumulées par la Révolution et fournir aux premières dépenses, on les voit se joindre au clergé pour provoquer des dons, réunir des ressources,

1. A Paris, le département avait reçu du Comité de Sûreté générale invitation d'avoir à donner la préférence aux constitutionnels. La municipalité répondit avec fermeté, le 16 septembre 1795, que ce n'est point à elle, mais aux citoyens, à opter entre tel ou tel clergé; que son rôle se borne à exiger de tout prêtre exerçant le culte une déclaration de soumission aux lois de la République; que cette déclaration « ne se rapporte nullement au passé; qu'ainsi il ne doit être question d'aucune recherche ni examen sur sa conduite ou ses opinions politiques; que l'administration qui reçoit sa déclaration n'a rien à lui demander au delà; que toute recherche, toute question ultérieure serait un abus d'autorité, *que la constitution de clergé n'est plus une loi de la République* ». Le département ajoutait qu'à Paris les prêtres exerçant le culte, même dans des maisons particulières, étaient universellement munis de leur « acte de soumission aux lois ». Les rapports de police réitéraient à tout propos l'affirmation que les ministres du culte ne se livraient à aucun acte politique, à aucune attaque contre le gouvernement. L'attitude de la municipalité dit assez quel revirement s'était produit dans l'opinion au sujet du clergé insermenté. Pour l'attitude du département de la Seine, cf. AULARD, *op. cit.*, II, 249-250; pour l'assurance que le clergé ne se livre à aucune attaque contre le gouvernement, *Id.*, *ibid.*, I, 761; II, 149, 643; IV, 66-67.

2. « Les citoyens réclament toujours l'ouverture des édifices connus sous les noms de Notre-Dame, Saint-Sulpice, Saint-Nicolas et Saint-Laurent. » Rapport de police, 13 août 1695. AULARD, *op. cit.*, II, 175. — Nous avons la pétition portant 138 noms par laquelle les habitants de Saint-Etienne du Mont redemandèrent leur église, laquelle leur fut livrée le 13 juillet 1795.

établir le maigre budget qui doit sustenter les prêtres, les employés, les chantres. Combien touchantes dans leur simplicité sont les diverses offrandes des paroissiens signalées dans les procès-verbaux ! Ce concours des sociétés fut parfois payé en dépendance. Il est difficile d'interdire à des croyants qui se sacrifient pour la cause commune, et qui tiennent le cordon de la bourse, de donner leur avis sur la conduite des affaires religieuses. Ces laïcs pleins de zèle trouvaient dans l'héritage des marguilliers d'autrefois, des anciens membres de l'Œuvre, des exemples d'une intervention fréquente qu'ils furent plus d'une fois tentés d'imiter. Les fidèles de l'Église constitutionnelle se croyaient plus de droit encore d'admonester, au besoin, les prêtres dont ils avaient été les électeurs. Il en résulta un peu de laïcisme dans le train des paroisses. Nous voyons, par exemple, à Saint-Jacques les administrateurs menacer de la suppression de traitement ceux qu'ils ne trouvaient pas exacts à l'heure de la messe.

VI

A la lutte contre la misère, contre les embarras inévitables d'une reconstitution, s'ajoutera, sous le Directoire, l'intrusion des Théophilanthropes, des officiers du *Décadi*, qui viennent disputer les sanctuaires aux catholiques pour y établir leurs exercices civils ou leurs cérémo-

1. Par exemple, à Notre-Dame, les offrandes de telle dame qui envoie huit serviettes, de telle autre qui apporte deux nappes, de la citoyenne, femme du suisse, qui a confectionné un voile de calice. Et le citoyen Mugnier qui « prête » une chaire à prêcher, et le citoyen Bertrand qui « prête » trois confessionnaux, et le citoyen Philidor qui envoie trois trones et un gobelet d'argent, lequel est vite changé chez l'orfèvre en un calice de cuivre doré, et les administrateurs de l'Hôtel-Dieu qui font apporter des pupitres, un bénitier, des cierges, des canons d'autel, etc. Cette histoire est celle de toutes les églises de Paris, de toutes les églises de France ; car partout la rage de destruction a fait le vide, ne laissant debout le plus souvent que quatre murs tout nus. A Paris, quatre églises avaient été converties en dépôts, et il fallut retirer de Notre-Dame 1,500 barriques.

nies prudhommesques. Cette invasion était déplaisante. Dans plusieurs églises, comme à Saint-Médard, le clergé s'opposa de son mieux à l'entrée de ces intrus qui faisaient irruption dans ses possessions, et se permettaient de débaptiser les temples pour les dédier à la concorde, à la reconnaissance, à la paix, au travail, etc., et autres vertus profanes. Il fallut bien cependant accepter un compromis et, pour obéir à la loi, leur céder une partie de l'édifice ou livrer la place à certaines heures ¹.

Malgré les difficultés nombreuses que nous venons de signaler, la foi séculaire avait repris possession de Paris d'une façon triomphante. On sent, au ton de la presse, à l'attitude du clergé et des fidèles, avec quel élan irrésistible la religion rentrait dans son ancien domaine. On voit, par exemple, les prêtres de Saint-Merry signifier aux autorités qu'ils sont décidé à faire célébrer la messe de minuit à la Noël de 1795, avec ou sans permission. « Jamais le culte ne fut mieux observé, jamais on ne fut plus dévot, écrit, au mois d'août de la même année, le *Messenger* du 1^{er} fructidor. Vous souvient-il du temps où le préfet de police ne pouvait, avec tous ses espions, obtenir des épiciers qu'ils fermassent leur boutique le fameux jour où on promenait dans les rues le Saint-Sacrement ? » Aujourd'hui il est impossible de décider les marchands à donner et à

1. Devant les requêtes des Théophilanthropes qui, d'après la loi, réclamaient la jouissance des églises concurremment avec les autres cultes, l'administration, en mai 1798, régla ainsi les heures du culte : « Celui des catholiques jusqu'à 11 heures du matin, et celui des Théophilanthropes depuis cette heure jusqu'à 3 heures du soir. Elle a même ordonné que les clefs de ces édifices fussent déposées entre les mains des commissaires de police. » AULARD, *op. cit.*, IV, pp. 667, 668. — A Notre-Dame devant l'invasion des Théophilanthropes, on prit le parti de leur abandonner le chœur et la nef ; le clergé se réfugia dans une autre partie de l'édifice. Les Théophilanthropes déguerpirent, faute de fidèles, au bout de quelques mois, à la fin de mai 1798. Le Décadi fut plus tenace, les municipalités s'emparant ce jour-là des églises pour les mariages civils et autres cérémonies laïques, et exigeant que tous les signes extérieurs du culte fussent enlevés. On trouvera une notice sur l'histoire de Notre-Dame après la Terreur dans l'ouvrage de M. GAZIER (*op. cit.*, p. 313-340). Voy. aussi V. PIERRE, *L'Eglise Saint-Thomas-d'Aquin pendant la Révolution*, — Pour le Décadi et les Théophilanthropes, voir notre livre sur *L'Éducation morale et civique avant et pendant la Révolution*, ouvrage in-8°, 1883, p. 429-438.

vendre des provisions. Un autre journal, celui du *Bon-homme Richard*, dit à la même époque « qu'on prendrait maintenant Paris pour un grand couvent de Capucins, tant il y a partout des crucifix d'ivoire, de plâtre, de bronze, de bois, d'argent et d'or, étalés à toutes les boutiques ». Manifestement la vie, les habitudes chrétiennes reparaissent de toutes parts. L'affluence est telle aux oratoires catholiques de Saint-Sulpice qu'à la fête de Pâques de 1797, il faut dresser des autels et célébrer des messes jusque dans les cours ¹. Malgré les tracasseries du Directoire, qui se montra plus hostile au clergé que la Convention, malgré le coup d'État du 18 fructidor, qui eut pour conséquence à Paris la fermeture de plusieurs églises, rien ne put arrêter la renaissance religieuse. En mai 1798, on compte plus de deux cents premiers communiant à Saint-Gervais. Quelques jours plus tard, le 6 juin, un rapport de police dénonce en ces termes les succès et ce qu'il appelle l'insolence des prêtres : « Le fanatisme fait des progrès dans l'ombre. L'affluence progressive de nouveaux zélateurs du culte catholique (cette affluence est si grande depuis quelque temps que les églises y suffisent à peine, et que des personnes s'y sont trouvées mal, suffoquées par la multitude et par la chaleur), l'air de triomphe qui règne parmi eux à l'aspect de leur nombre » grossissant chaque jour ², est pour le philosophe une véritable provocation.

1. « Il y a un très grand nombre d'oratoires ouverts par les catholiques et beaucoup plus que par les constitutionnels. Dans la paroisse de Saint-Sulpice, c'est la chapelle de la maison des orphelins, rue du Vieux-Colombier, celle de l'Instruction, rue du Pot-de-fer, la bibliothèque des Missions étrangères. L'affluence est on ne peut plus grande. Il a fallu dans les fêtes de Pâques tendre des tentes dans la cour de l'Instruction, et dire des messes dans la cour, outre celles qu'on disait à la chapelle. » Emery à l'abbé Courtade, 19 avril 1797. *Archives Saint-Sulpice*.

2. AULARD, *op. cit.*, II, 174, 198, 556 ; IV, 600, 645, 703. — Après fructidor, le Directoire avait fait fermer beaucoup d'oratoires, ce qui avait accru l'affluence dans les églises. « Tous les dévots, qui naguère fréquentaient les oratoires desservis notoirement par des réfractaires, affluent dans certaines églises depuis que les oratoires sont fermés. » Rapport de police. (Id., *Ibid.*, IV, 730-732.)

CHAPITRE IV

Rôle des Évêques

I. Le clergé présent en France est déjà nombreux ; mais où sont les évêques ? — De l'exil leurs regards et leur cœur sont tournés vers la France. — Toutes communications avec la Bretagne et le Nord presque impossibles. Mais d'Allemagne, de Suisse, d'Espagne, d'Italie, correspondance fréquente avec les diocèses. — Messagers secrets. Langage figuré. — Ces missives lues dans les veillées, au foyer de la famille. — II. Être dans son diocèse valait mieux que d'écrire. — Combien les diocèses avaient souffert de l'absence des évêques. — Accroissement du schisme après leur départ. — Aussi, de 1793 à 1797, déclaration de plusieurs évêques sur leur prochain retour que les circonstances empêchent. — L'évêque de Grasse rentre en France en 1797, y fait des ordinations, y meurt en 1799. — Beaucoup d'évêques vont rentrer quand le coup d'État de fructidor les arrête. — III. L'archevêque de Vienne, M. d'Aviau, rentré en 1797. — Sa mise chétive. — Il est reconnu par une châtelaine sous son habit de mendiant. — Sa vie de missionnaire à travers les montagnes du Vivarais. — Ses périls. — IV. L'évêque de Luçon comprend autrement ses devoirs. — Ses raisons de ne pas rentrer. — Parmi les évêques qui n'ont pas quitté la France, réserve excessive des évêques de Marseille et d'Angers. Les évêques d'Alais et de Saint-Papoul moins timorés. — En fait, les lois et persécutions ne laissent guère place à un rôle actif de l'épiscopat en France.

I

Nous venons de constater la présence en France d'un clergé nombreux. Mais où sont les évêques ? Presque tous chassés de France, ils végètent sur la terre étrangère. Là, ils n'ont pas oublié leur troupeau. Et comment, dans les loisirs et les méditations de l'exil, le souvenir de leurs ouailles ne se serait-il point présenté constamment à leur esprit ? C'est pour les fidèles qu'ils avaient reçu la plénitude du sacerdoce, pour les fidèles et la conservation de la foi qu'ils avaient souffert la déportation. Les nouvelles

qui leur arrivaient de France venaient renouveler constamment, avec leurs angoisses, l'attention poignante qu'ils portaient aux vicissitudes religieuses de leur diocèse et de leurs prêtres. Quand l'apaisement amené par le 9 thermidor amortit l'esprit de persécution, les prélats en profitèrent pour multiplier leurs relations avec leur Église.

Comme la correspondance entre la Bretagne, le nord de la France et le dehors devait emprunter surtout la voie de mer, l'état de guerre avec l'Angleterre rendait ces communications bien difficiles. Aussi entendons-nous les évêques de ces régions se plaindre que, depuis des années, tout rapport soit rompu avec leurs diocésains. Le danger est si grand que les prêtres, lorsqu'ils se hasar- dent à leur écrire, demandent à leurs prélats de ne point répondre, tant leur sécurité et leur vie en seraient compromises¹. Heureusement que dans d'autres contrées le zèle des chefs est plus favorisé par les circonstances. A Munster, en Westphalie, le cardinal de La Rochefoucauld,

1. Les simples prêtres ont les mêmes préoccupations. L'abbé Aufray, prêtre du Havre, écrit d'Angleterre : « A la suite des litanies nous chantâmes le *Rorate*; il y avait de quoi n'y pas tenir. Le petit troupeau que le Seigneur m'a confié dans les derniers temps m'était continuellement présent; chaque parole du *Rorate* avait son application. Les malheurs de l'Église, de ma malheureuse patrie, comparés aux jours de deuil de Jérusalem, tout ce tableau m'attendrissait jusqu'aux larmes. » Cf. *Le Clergé normand avant, pendant et après l'exil en Angleterre, 1791-1802*. Évreux, 1892. — Les prêtres exilés profitent de toutes les occasions pour correspondre avec leurs paroissiens.

2. L'évêque de Saint-Pol-de-Léon, M. de La Marche, écrit à Louis XVIII le 3 janvier 1798 : « Je ne vois aucune voie ouverte pour communiquer avec la Bretagne. Il y a plusieurs années que je n'ai pu avoir presque aucune correspondance avec mon diocèse. Il y a plus d'un an que personne n'y est allé ni revenu et que je n'en ai reçu aucunes nouvelles. » M. Asseline, évêque de Boulogne, écrit également au roi : « Depuis la dernière Révolution (fructidor), les ecclésiastiques fidèles qui se trouvent dans l'intérieur n'écrivent presque plus; et, quand ils le font, ils marquent expressément de ne point leur écrire. Ainsi chaque évêque ne peut presque plus avoir de correspondance avec son propre diocèse. » — Un évêque du centre de la France, M. de Bonal, évêque de Clermont, écrit de son côté au président Vézot que ses prêtres « par quelques lignes amphibologiques me supplient, dit-il, de ne leur écrire aucune lettre, toutes les adresses dont je me suis servi précédemment sous des noms empruntés étant connues ». *Archives des aff. étr., loc. cit.*

archevêque de Rouen, reçoit chaque semaine des nouvelles de la Normandie, donne ses instructions et étend son zèle jusqu'aux évêchés voisins. « Dans son exil, dit un témoin, il ne passa pas un seul moment sans prendre soin de son diocèse. » A Constance, M. de Juigné répond à l'abbé Petel qui lui demandait, en 1795, si les communications étaient libres : « Oui, j'écris tous les jours en France, et tous les jours je reçois des réponses. »

En Italie, l'évêque de Perpignan, qui, dès 1792, s'est retiré à Rome, suit d'un œil vigilant les intérêts de son troupeau. Il a demandé à un prêtre sûr, l'abbé Boissière, de se fixer à Barcelone pour lui servir d'intermédiaire officiel avec les exilés dispersés dans la Catalogne, tandis que les cinq autres vicaires généraux et six commissaires apostoliques restaient sur la frontière pour être plus à même de faire tenir aux fidèles les instructions du pontife. Le mauvais vouloir du gouvernement espagnol ne lui ayant pas permis, après thermidor, de se fixer en Espagne, il continua à envoyer de Goritz, sa nouvelle résidence, des avis qui attestent la vigilance et la prudence de son zèle ¹.

C'est aussi en Italie que l'évêque de Luçon, M. de Mercy, écrivit la plus grande partie de sa correspondance. Ces lettres, auxquelles nous avons fait plusieurs emprunts, et qu'on est tenté de trouver un peu prolixes, ont été conservées et rempliraient plusieurs volumes. Elles nous apportent, avec les impressions d'un prélat avisé et attentif, la preuve d'une sollicitude toujours en éveil, et qui se répand en conseils, en décisions, en appréciations émus sur tout ce qui touche aux événements de la Révolution et aux intérêts de son diocèse.

Nombreuses sont aussi les missives de l'évêque de

1. Les instructions très nombreuses de M^{re} Desponchez ont été conservées par M. JAUME, dans ses *Arrêts du Roussillon*. — Pour les archevêques de Rouen et de Paris, cf. LORU, *op. cit.*, pp. 444, 636, 643.

Tarbes, à son grand vicaire, l'abbé de Casteran, qui s'est fixé à Saragosse. Des messagers secrets les transmettent à un autre vicaire général, l'abbé de Chamvalon, qui n'a pas quitté le pays, même en pleine Terreur, restant le dépositaire de tous les pouvoirs ainsi que l'interprète des directions épiscopales auprès du clergé et des fidèles. La sœur de l'abbé Casteran, « la bonne Henriette », se fit au besoin, avec un grand courage et un dévouement admirable, l'intermédiaire de ces communications, au point de mériter les éloges et les remerciements émus de M. de Montaignac ¹.

D'Espagne les relations avec la France furent nombreuses. En 1795, l'évêque de Lavaur déclare au pape qu'il quitte ce pays à cause de l'impossibilité où on l'a réduit de correspondre avec son diocèse ². L'archevêque d'Auch, M. de La Tour du Pin, ne se laissa pas décourager par les difficultés qu'il rencontrait dans la péninsule. D'accord avec les évêques de Tarbes et de Lavaur, qui furent quelques années ses compagnons d'exil, avec le grand vicaire de Comminges, il envoyait par des sentiers obscurs, connus des seuls montagnards, de courageuses femmes qui faisaient l'office de messagers d'Espagne en France et de France en Espagne. Les évêques d'Aire, de Dax, de La Rochelle et de Blois, eurent aussi leurs

1. L'évêque de Tarbes écrit à l'abbé de Casteran : « Vous êtes bien heureux d'avoir pour sœur votre aimable Henriette ; elle est pleine d'âme, de raison, de sensibilité, et ce qui comprend tout cela et vaut mieux que tout cela, elle est remplie de religion. Que Dieu la conserve pour votre bonheur et pour l'exemple, l'utilité même de mon diocèse ! Quand vous lui écrirez, parlez-lui de ma vénération et de mon attachement pour elle... Le zèle et la correspondance de Mademoiselle votre sœur nous est bien utile : remerciez-la de ma part... Demandez-lui en quel état est la cathédrale, et si elle a beaucoup souffert de la rapacité des révolutionnaires. » *Papiers de Casteran*.

2. Lettre du 3 janvier 1795 : « Devenu étranger à ma propre patrie, repoussé par elle, j'allai chercher un asile en Espagne, où j'ai passé plus de trois ans dans le monastère de Montserrat. J'avais, dans les premiers temps, la liberté de communiquer avec mon diocèse ; cette liberté me fut ravie, et toute communication me fut fermée. » Cf. THEINER, *op. cit.*, II, 177 ; — LOTH, *op. cit.*, pp. 444, 636, 643 ; — TORREILLES, *op. cit.*, pp. 317, 564, 565 ; — TUFFAU, *op. cit.*, préf. p. xx-xxi.

envoyés secrets. De Suisse l'ambassade française dénonce, sous le Directoire, un commerce incessant de lettres des exilés avec leur pays, et là ainsi qu'ailleurs les femmes sont signalées comme les agents intrépides de ces périlleuses correspondances ¹.

Comme les relations commerciales sont restées fréquentes entre les différentes nations et excitent moins d'ombrage, on emploie volontiers des termes de négoce, soit dans les questions personnelles, soit dans le domaine d'ordre spirituel, pour atténuer le danger des destinataires et des intermédiaires. On dira : « Notre petit commerce..., mes marchandises, nos associés. » L'évêque de Nîmes, M. de Balore, recommande à son grand vicaire d'adopter cette terminologie, et de ne lui écrire que pour des « affaires graves et imprévues, afin de lui épargner les frais de poste ». On s'essaiera à emprunter le jargon révolutionnaire, assaisonnant au besoin quelque renseignement important d'une tirade sur les vertus de Robespierre. Jeu difficile où les prêtres habitués à parler franc réussissent assez mal à voiler leurs secrets dans des allusions trop transparentes. Parfois que d'émotion, que de larmes dans ces formules contraintes par la peur de nuire à des êtres chers. « Dites à ma famille que je l'aime toujours, je n'ose nommer personne. A cette seule pensée mon cœur se resserre ; suppléez pour moi », écrit de Tolède un jeune séminariste nantais.

Lorsque la missive arrivée à travers la frontière émanait d'un évêque, d'un confesseur de la foi, on se la pas-

1. 27 frimaire an IV. « Cette correspondance a lieu sur tous les points de la frontière depuis Huningue jusqu'au département de l'Ain. Déjà plusieurs femmes ou des enfants ont été surpris ou arrêtés dans des chemins détournés avec plus de deux cents lettres... Il existe aussi à Bâle quatre maisons principales, la veuve Rippel, les auberges de la Couronne, de la Cigogne et du Sauvage que l'on regarde comme les entrepôts de cette correspondance... La femme Demange a été surprise à Bourg-Libre portant des écrits contre-révolutionnaires et plus de deux cents lettres d'émigrés. » *Archives nat.*, AF II, 54.

sait de main en main. L'aïeul en faisait la lecture dans l'intimité et le secret de la famille, ou bien dans le mystère de ces réunions nocturnes, qui rappelaient les catacombes. Les conseils, les encouragements de prélats et de prêtres vénérés, qui avaient préféré tout quitter plutôt que de forfaire à la conscience et à l'honneur, ranimaient les courages, entretenaient la fidélité, la flamme religieuse, indiquaient la route à suivre dans ces terribles conjonctures et consolait du présent par la douce espérance d'un meilleur avenir ¹.

II

Écrire à son diocèse, c'est bien : y être, ce serait mieux. La cause religieuse avait beaucoup souffert de l'absence des évêques. Ce sont eux qui avaient mené la campagne contre la constitution civile du clergé. Leur attitude ferme et résolue avait sauvé la France du schisme. On remarquait que nombre de prêtres, qui étaient restés solides dans la foi tant que leurs chefs furent à leur tête, eurent la faiblesse de prêter le serment quand ils ne se trouvèrent plus soutenus par leur présence. On sentait qu'eux seuls pourraient rétablir l'ordre, les liens de l'autorité et aussi la paix. « La privation du ministère épiscopal pour une grande Église, écrivait un observateur attentif, est le plus grand malheur qui puisse l'affliger ². »

Les évêques avaient conscience de cette situation. Ils ne s'étaient pas montrés pressés de partir. Beaucoup sont impatients de rentrer. Dès 1793, plusieurs prélats croient que les événements politiques et le sort de la guerre

1. Cf. DELBREL, *loc. cit.*, vol. LV, p. 470-471. — DURAND, *op. cit.*, p. 283.

2. « Leur absence fut l'époque de la défection de plusieurs qui, jusque-là, avaient été inébranlables. De là vint cette fureur avec laquelle on persécuta les chefs de l'Église, etc... » SAUSSOL, *op. cit.*, II^e part., p. 25-36.

vont leur rouvrir les frontières. M. de Coucy, évêque de La Rochelle, et d'autres songent déjà à revenir. Elléon de Castellane écrit de Gênes à la même époque : « J'attends depuis un mois l'occasion de m'embarquer avec sûreté pour Toulon, ma ville épiscopale ¹. » Il ne put donner suite à son projet. Une année plus tard, en pleine Terreur, au mois de mai 1794, l'archevêque d'Auch, M. de La Tour du Pin, du fond de sa retraite de Montserrat en Espagne, est pressé du désir de retrouver ses ouailles. « Faites dire aux administrateurs de mon diocèse, écrit-il, que quand ils croiront ma présence nécessaire dans le pays, ils m'avertissent et me fournissent un guide sûr. J'espère, ajoutait-il avec son courage simple, qu'avec la grâce de Dieu je ferais ce que les circonstances exigeraient de moi, et que le danger ne m'arrêterait pas ². » Il ne paraît pas que le prélat ait pu donner suite à son projet. Peut-être ses délégués eux-mêmes le détournèrent-ils d'une démarche plus courageuse que prudente.

Il faut qu'il y ait en France des obstacles insurmontables pour arrêter l'ardeur de certains prélats impatients de revoir leur troupeau. « Quand, écrit en 1795 l'évêque de Senez, me sera-t-il permis de vous porter, mes très

1. Lettre du 19 octobre 1793. THEINER, *op. cit.*, II, 297. — En 1793, l'évêque de Luçon se croit si sûr de revenir bientôt qu'il écrit le 12 juillet : « Je désire qu'aucun ne rentre dans son église, que nulle part on ne fasse d'office solennel jusqu'à ce que j'aie réconcilié l'église rurale, l'église cathédrale, jusqu'à ce que j'aie chanté le cantique d'allégresse, et que je sois installé dans ma chaire. » *Lettre inédite*.

2. L'archevêque d'Auch disait dans une autre lettre : « Dieu veuille nous permettre d'aller reprendre nos postes tout doucement et sans bruit, puisque c'est la condition qu'on y met. » Lettre à M. Casteran. — Boyer d'Anti, grand vicaire de M. de Bernis, archevêque d'Albi, lui écrivait d'Espagne que plusieurs prêtres avaient l'intention de se réfugier à Rome. Bernis répond : « Qu'ils attendent patiemment en Espagne la fin de notre exil ; je ne crois pas-qu'il dure aussi longtemps que vous paraissez le craindre. Toutes les nouvelles qui nous viennent de l'intérieur du royaume s'accordent à démontrer l'extrême fatigue du peuple et le désir général d'un changement ; il y a lieu d'espérer que le malheur toujours croissant de la guerre achève de convertir les plus endurcis. Je pense avec le plus grand plaisir au moment où nous pourrions nous retrouver dans notre patrie. » Lettre du 30 décembre 1794.

chers Frères, les secours et toutes les grâces de mon ministère ? J'atteste le ciel de mon désir le plus ardent, et je l'atteste de la violence qui m'est faite. Vous m'êtes aussi témoins que je subis dans mon exil la rigueur des lois nouvelles. Vous savez que je n'ai cédé qu'à la force et à un arrêt de proscription. » La rentrée en France est à l'ordre du jour. Les évêques approuvent le besoin de « délivrer leur âme ». L'évêque de Lombez, M. de Chauvigny de Blot, déclare sa ferme résolution de rejoindre son poste ¹. L'évêque de Grasse, M. Saint-Jean de Prunières, ne s'en tient pas à de vagues résolutions. En janvier 1796, l'insistance de ses prêtres, qui craignaient d'attirer sur lui et sur eux les foudres des Jacobins, l'avaient empêché de partir. Dix-huit mois plus tard, il ne veut rien entendre à ces conseils de prudence. Portant une âme de feu sous la neige de ses quatre-vingts ans, il quitte Bologne en juillet 1797, prend la mer à Livourne et débarque à Marseille. Fructidor le force à se cacher, mais ne le décide point à repartir. Il ne tarde pas à sortir de sa retraite, fait à Marseille, le 23 septembre 1797, une ordination à laquelle semblent avoir pris part l'abbé d'Astros et l'abbé Allemand, fondateur de l'Œuvre de la Jeunesse dans cette ville. D'autres cérémonies du même genre se multiplient sous la main du vieillard qui, tantôt réfugié dans la campagne, tantôt parcourant la cité, meurt en mars 1799, méritant cet éloge qu'il avait approché du martyre : *titulo martyribus propiore*. Il est constaté que M. Fallot de Beaumont, évêque de Soissons, se trouvait à Marseille à la même époque ².

1. Lettre du 28 avril 1795. (THEINER, II, 186.) M. de Boisgelin l'affirme également dans un Mémoire. *Arch. aff. étr.*, fonds français, vol. 589, p. 561-562. — L'évêque de Vence écrit le 20 août 1796 : « On nous flatte de quelque arrangement prochain pour l'état de la religion catholique de France. » THEINER, II, 335. — BÉRENGIER : *Vie de Mgr Ruffo de Bonneval, évêque de Senes*, 1885, in-8°, p. 37.

2. LAUGIER, *op. cit.*, pp. 161, 162. — L'évêque de Grasse, après avoir parlé, dans une lettre du 9 janvier 1796, de sa « résolution de retourner dans mon

Nous sommes en 1797. C'est le moment où, sous l'influence des élections au conseil des Cinq-Cents de plus en plus favorables, la réaction religieuse et même monarchique paraît se précipiter. Les prêtres du dehors s'ébranlent pour repasser la frontière. De Constance, l'évêque de Saint-Malo, M. de Pressigny, annonce son départ à La Fare, évêque de Nancy ¹. Un des plus ardents royalistes, le propre confident de Louis XVIII, M. de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, parle lui-même au roi de sa rentrée prochaine en France avec ses collègues de l'épiscopat. Les majorités acquises, les rapports de Camille Jordan, de Dubruel au conseil des Cinq-Cents, ouvraient la porte à toutes les espérances et faisaient battre tous les cœurs. « Les évêques constitutionnels, écrit à cette époque M. Émery, sont inquiets du retour des évêques ². » Le coup d'État de Fructidor vint arrêter l'élan des prélats qui prenaient leurs dispositions pour retrouver leur patrie. L'évêque de Comminges exhale dans une lettre sa plainte

diocèse dans le courant de l'automne passé », ajoutait : « Les bons prêtres qui y étaient, instruits de mes desseins, me marquèrent de ne pas exécuter le projet, parce que la présence d'un évêque soulèverait plus que jamais les mauvais sujets et patriotes, et qu'ils me suppliaient de différer encore pour un temps mon départ. » THEINER, *op. cit.*, II, 167.

1. Le 2 août 1797, La Fare envoie au roi la lettre suivante de M. de Pressigny, évêque de Saint-Malo, datée de Constance, 24 juillet 1797 : « Je suis venu ici dans l'intention de rentrer en France, et ce que vous me mandez d'après vos instructions de Blankenbourg ne peut que me confirmer dans cette résolution. Je passerai ici avec mes parents le temps nécessaire pour prendre des mesures indispensables. J'aurais fort désiré pouvoir porter moi-même au roi les assurances respectueuses de ma fidélité et de mon dévouement à son service, et recevoir de Sa Majesté les instructions qu'Elle aurait jugé à propos de me donner ; mais j'ai pensé que ce voyage aurait pu créer des obstacles qu'il vaut mieux éviter. Il me paraît bien difficile, presque impossible que j'eusse été à Blankenbourg, que j'eusse eu l'honneur de voir le roi ou quelques-uns de ses ministres, sans qu'on le sût, et, par conséquent, sans que ma démarche fût éclairée et suivie. » Une note ultérieure dit que l'évêque de Saint-Malo s'est rendu « à Nyon, dans le pays de Vaud, pour se procurer dans le département de l'Ain, qu'il a habité pendant longtemps, les actes qui lui étaient nécessaires pour pouvoir rentrer en France ». *Arch. aff. étr.*, fonds français, vol. 592, p. 267, et vol. 610.

2. Lettre du 12 juin 1797. Le même écrit le 19 avril 1797 : « Il y a à Paris plusieurs évêques. Ils croient devoir par prudence ne pas s'assembler. » *Arch. de Saint-Sulpice*.

au sujet d'un événement qui le retient au moment où il allait reparaître et aggrave encore son infortune ¹.

III

Heureusement, M. d'Aviau, archevêque de Vienne, n'avait point attendu Fructidor. Dès 1796, ce prélat, qui avait quitté la France malgré lui, manifestait sa résolution de reparaître. « Il faut, disait-il, que le pasteur soit à la tête de son troupeau. » Détourné par son grand vicaire, l'intrépide M. Vernet, d'accomplir son projet, l'archevêque de Vienne revient à la charge l'année suivante. N'y tenant plus, il part de Rome en mai 1797, et franchit, un mois après, les frontières de son pays. Alors commence pour le saint prélat une vie apostolique de quatre années où l'obligation de se cacher, les voyages de nuit, les perpétuelles alertes, montrent combien était précaire l'existence d'un évêque que l'amour des âmes poussait à braver tous les périls. Dans les mille incidents qui marquèrent ces courses évangéliques, signalons, en particulier, la réception faite à M^{sr} d'Aviau et à son compagnon, arrivant le soir, sur la haute montagne, à un château près de Briançon. Le domestique, qui, à leur costume, les a pris pour des mendiants, les conduit au fenil où on les logeait

1. L'archevêque de Reims écrivait au roi, le 10 juillet 1797 : « Nous sommes dans l'attente des décrets qui doivent intervenir sur les rapports de M. Camille Jordan et M. Dubruel. Je ne doute pas, si le décret est favorable, que les évêques déportés rentrant, ceux qui sont émigrés n'aient bientôt après la même liberté. Ils n'ont point porté les armes. La terreur fondée qu'ils ont dû avoir avec la persécution atroce qui avait eu lieu, leur présence ne pouvant être que nuisible, leur émigration ne peut plus paraître un crime. D'ailleurs, si on ne pouvait obtenir un décret général en leur faveur, il leur serait facile d'obtenir individuellement leur radiation de la liste des émigrés ou même des lettres de déportation. » (*Aff. étr.*, fonds français, vol. 591, pièce 352, p. 230.) — Lettre de l'évêque de Comminges, 31 décembre 1797 : « J'étais au moment de rentrer dans ma malheureuse patrie lorsque les événements du mois de septembre dernier nous ont repoussés dans le précipice et ont ramené une nouvelle persécution pire que les précédentes. » THEINER, II, 126.

d'habitude : mais il soupçonne bientôt à la longueur, à la ferveur de leur prière, que ce sont deux prêtres qui se cachent. La châtelaine avertie les fait appeler, et, après un curieux interrogatoire, reconnaît sous cet accoutrement l'archevêque de Vienne, se jette à ses pieds et bénit Dieu de lui avoir envoyé un tel hôte.

Étrange aussi était le costume de M^{sr} d'Aviau à son passage à Rive-de-Gier. Lorsqu'il arriva aux barrières, où s'était formé un grand rassemblement, voyant ce passant assis sur sa monture, un mauvais fouet à la main, affublé d'un béret ou bonnet blanc de coton sur la tête, d'une vieille houppelande qu'il avait jetée sur ses épaules, parce que la saison était rigoureuse, une femme du peuple s'écria instinctivement : *Voilà un pauvre homme qu'on mène à l'hôpital de Lyon*. Grâce à cette exclamation, l'étrange cavalier put continuer sa route à travers cette multitude de charbonniers, de verriers et de portefaix, qui applaudissaient bruyamment à la révolution du 18 fructidor.

Que de périls attendaient à Lyon même l'archevêque de Vienne ! Bien que les grandes villes comme Paris, Lyon, fussent peut-être moins dangereuses à habiter pendant la Révolution que les campagnes, M^{sr} d'Aviau se sentait plus en sûreté dans les montagnes du Beaujolais et du Vivarais. C'est là, du reste, que devait s'exercer son zèle. A peine a-t-il mis le pied dans ce pays que son délégué, l'intrépide abbé Vernet, sort de sa retraite pour

1. Cerné un jour dans une maison amie, blotti derrière la bibliothèque, il entend les gendarmes bouleverser l'appartement de la cave au grenier, ouvrir toutes les portes, tous les meubles, pénétrer dans les alcôves, dans les plus obscurs réduits. C'en était fait du prélat s'ils avaient dérangé les quelques livres cachant la communication qui conduisait à son gîte. Comme la police, attirée par de nouveaux renseignements, revenait le lendemain à la charge, une femme pieuse, M^{me} d'Ailly, put s'introduire dans la maison, ouvrit la cachette mystérieuse au moment où les perquisiteurs visitaient une autre pièce, offrit son bras à l'évêque, qui passa avec elle inaperçu au milieu des satellites et des curieux qui attendaient le résultat d'une si longue recherche.

s'aboucher avec son chef. Il est frappé de stupeur quand on lui présente, sous les dehors misérables d'un pauvre voyageur, l'archevêque de Vienne. « A ce mot d'archevêque de Vienne, je tombai, écrit-il, comme en pâmoison ; je l'eusse presque pris pour un garçon de peine. « C'est « donc vous, Monseigneur ? lui dis-je. — Oui, c'est moi, « mon cher Montal, » répondit-il. Montal était le nom de guerre adopté par M. Vernet. Celui-ci rendit un compte détaillé au prélat de son administration, de l'état du diocèse, du personnel ecclésiastique, énumérant, en particulier, ceux qui étaient restés fidèles, ceux qui avaient prévariqué, les rétractations, les pénitences par lui imposées à ceux qui avaient voulu rentrer dans le giron de l'Église. M. d'Aviau se montra satisfait de cette exposition : il renouvela à M. Vernet tous ses pouvoirs et attesta, par une clause spéciale ajoutée à ses lettres de vicaire général, que le sieur Montal était bien le même que le sieur Vernet. Montal profita de la présence de M. d'Aviau pour lui demander la solution de plusieurs cas de conscience, une direction dans des circonstances particulièrement difficiles.

Immédiatement, l'archevêque de Vienne entre en scène, prêchant, confessant, catéchisant, consolant les mourants, parcourant en missionnaire ces contrées montagneuses. Les relations de ses courses apostoliques nous le montrent chaussé de forts souliers et de guêtres, un bâton ferré à la main, s'ouvrant par le froid, par la neige, à travers les sentiers glacés, les précipices, dans les endroits les plus inaccessibles, un chemin à la recherche des âmes. Le hasard de ses pérégrinations le conduisit un jour dans la famille de Lamartine, dans ce foyer de Milly que le futur grand poète, alors âgé de neuf ans, devait célébrer plus tard avec le souvenir de son père et de sa mère. La bénédiction du saint évêque porta bonheur à cet enfant de génie. Malgré le danger d'une pareille visite, l'archevêque

de Vienne ne résista point au désir de revoir son ancienne ville épiscopale. Il y arriva le soir, vers la fin de juillet 1799. Il ne put, en y entrant, contenir son émotion ni ses larmes. Qu'est devenue son église métropolitaine, cette antique basilique dont il était si fier ? On l'a convertie en halle et entrepôt. Le palais archiépiscopal, magnifique résidence des pontifes, est le lieu de réunion des démagogues. Les nobles Chapitres de Saint-Pierre et de Saint-André ont fait place à des magasins de fourrages, à des ateliers de charronnerie, à des filatures de laine. Cette ville, autrefois appelée la *sainte*, à cause du nombre de ses temples et de ses communautés, a vu tout saccager et changer en prisons, en casernes, les édifices religieux qui n'ont pas été détruits. Ce qui achève de briser le cœur du prélat, c'est que les ruines morales sont plus tristes encore que les ruines matérielles. Il constate que tous les curés de la ville, moins un, ont prêté serment à la constitution civile du clergé. Il dut s'arracher bientôt à ce spectacle : la prudence l'exigeait. Il ne fit que traverser, et encore la nuit, sa bonne ville de Vienne ¹. Les haines de Fructidor, les lois existantes, ne permettaient pas à un évêque de reparaitre dans sa cité épiscopale sans s'exposer à être immédiatement saisi et envoyé au supplice.

IV

L'exemple de M. d'Aviau prouve ce que pouvait, même en ces temps troublés, un évêque décidé à être en France et à évangéliser son peuple au mépris de la persécution et du danger de mort. L'évêque de Luçon, M. de Mercy, avait compris autrement son devoir. Certes, nous l'avons vu admirablement attentif de la terre d'exil aux intérêts

1. Cf. LYONNET, *op. cit.*, t. II, p. 1-171.

de son troupeau. Nul parmi ses collègues ne le dépasse pour l'abondance et la fréquence des missives épistolaires. Mais manifestement il aime mieux écrire à son diocèse que d'y paraître. Il se montre alarmé dans ses lettres de voir des prêtres repasser la frontière. Il revient constamment sur ce sujet, comme s'il avait besoin de se rassurer lui-même sur sa ligne de conduite, citant saint Cyprien et toute la tradition. Il ne cessera point d'affirmer dans sa correspondance, jusqu'au Concordat, qu'on ne doit rentrer qu'en toute sécurité, avec des autorisations régulières, et quand les lois de déportation, d'émigration, auront été rapportées. Sa grande préoccupation est de voir le clergé secondaire retourner sans les évêques, sa crainte est que le gouvernement accepte les prêtres et maintienne l'épiscopat dans l'exil. Il voudrait qu'on revînt tous ensemble de façon à lier la cause des prélats et la sienne propre à celle des curés ¹.

En fait, si quelques autres évêques reparurent dans le pays, M. d'Aviau est à peu près le seul qui y ait exercé un ministère important. Les rares prélats qui n'avaient pas quitté la France y jouèrent un rôle très effacé, soit que le diocèse de quelques-uns d'entre eux eût été supprimé dans la nouvelle organisation, soit que l'âge et la persécution aient brisé leur ressort. Étant sur place, constamment surveillés, ils avaient aussi à craindre les vengeances qu'aurait immédiatement provoquées toute manifestation.

1. *Lettres inédites* de l'évêque de Luçon. — 8 janvier 1795 : « Opposez-vous de ma part à ceux qui voudraient rentrer. Conservez-vous tous pour rentrer tous avec gloire. » — 20 février 1797 : « La loi qui nous exile existe toujours. Les Cyprien, les Athanase, nous ont appris à la respecter... Je dis, avec saint Cyprien, que celui qui revient en son pays après avoir été banni et qu'il périsse (*sic*), il périt non comme chrétien mais comme coupable. » — 7 octobre 1797 : « Je suis bien fâché du parti (de rentrer) qu'a pris l'archevêque d'Auch; celui de Vienne et l'évêque de Lombez en ont fait autant. Dieu veuille veiller sur eux, et nous les conserver. » Après Fructidor, M. de Mercy triomphe de ses conseils de prudence et s'applaudit d'avoir prédit ce qui est arrivé. Il écrit à l'abbé Paillou, son grand vicaire (4 novembre 1797) : « Comment, au 11 septembre, avez-vous pu vous déterminer à partir, à laisser partir les autres ? »

Disons que M. de Belloy, évêque de Marseille, M. de Lorry, évêque d'Angers, trop préoccupés peut-être de traverser en paix la Révolution, poussèrent bien loin leur réserve. Nous n'avons pas connaissance que, durant de longues années, ces prélats aient donné signe de vie à leur diocèse. Ils ne sortent de leur mutisme, l'un, M. de Belloy, que pour autoriser le serment de haine à la royauté ; l'autre, M. de Lorry, que pour écrire une lettre au moins étrange aux évêques constitutionnels. Ce n'est qu'en 1801, quand la tempête parut définitivement apaisée, que l'évêque d'Angers daigne enfin ressusciter et écrire à ses diocésains. C'était trop d'abstention. Du moins, un autre prélat qui n'avait pas quitté la France, l'illustre M. de Bausset, évêque d'Alais, avait su se faire mettre en prison et écrire de concert avec M. Émery, dans la grande discussion des serments, des lettres élégantes, lumineuses, inspirées par une intelligence parfaite du besoin des temps et des intérêts de l'Église. Nous savons qu'un autre personnage, qui avait plus de vaillance que de talent, M. de Maillé La Tour-Landry, évêque de Saint-Papoul, mérita, par la hardiesse de son apostolat en plein péril, une persécution cruelle qui devait abrégier sa vie. Ce prélat avait vu son frère, le vicomte de Maillé, tomber victime des massacres de Septembre, deux neveux, dont l'un était l'abbé de Maillé, périr sur l'échafaud le 6 thermidor. Son frère, le duc de Maillé, et la vicomtesse de Maillé allaient être guillotines quand ils furent sauvés par la mort de Robespierre. Il fallut du courage et de la force de caractère à l'évêque de Saint-Papoul pour n'être point brisé par tant de deuils.

En fait, l'épiscopat ne put guère durant la Révolution avoir un ministère actif. Ne nous étonnons point, en particulier, que minime ait été le nombre des évêques rentrés en France. Ils étaient classés parmi les émigrés. Or, la loi sur les émigrés portait confiscation de leurs

biens et les condamnait à mort. Point n'était besoin d'un jugement. Une fois saisis sur le sol de la patrie ou au dehors, il n'y avait qu'à constater leur identité et ils pouvaient être exécutés séance tenante. Cette législation subsistait encore au commencement du Consulat.

CHAPITRE V

Danger d'anarchie en l'absence des Évêques

I. En l'absence des évêques, les grands vicaires gouvernent. — Plusieurs sont des héros qui ont laissé un souvenir impérissable dans les diocèses. — Un danger : le besoin de gouverner rapidement contracté. — Quelques-uns de ces grands vicaires révoqués par leurs évêques pour divergence d'idées. — M^r de Juigné a le bon esprit de laisser faire les siens à Paris. — II. Difficulté, vu la dispersion des Chapitres, de remplacer les grands vicaires morts, massacrés, ou sans juridiction quand le siège est vacant. — Plusieurs parmi les nouveaux se montrent inexpérimentés, irrésolus. — Autre embarras, c'est qu'en pleine persécution la plupart des prêtres ont reçu tous les pouvoirs. — III. Il en résulte une certaine anarchie. — Les sages éprouvent le besoin de resserrer les liens de la hiérarchie si détendus par la Révolution. — La prodigalité des pouvoirs à tous, l'esprit d'indépendance, rendent le retour à l'unité très difficile. — Avec quelle légèreté de main M. de Mercy essaie de se concilier un grand vicaire récalcitrant. — Il faut en venir à la mesure radicale de supprimer les pouvoirs accordés. — On a tant souffert de l'absence des évêques qu'on réclame ardemment leur retour.

I

La liste des prélats rapatriés pendant la Révolution est bien courte. De fait, en leur absence, leur troupeau fut gouverné par les grands vicaires, auxquels ils avaient donné toute délégation. Dieu suscita dans presque tous les diocèses des hommes de grande foi et de grand cœur, animés d'un zèle qui les conduisit souvent au martyre. Ils étaient signalés comme les chefs du parti catholique. On savait qu'ils représentaient la hiérarchie, pouvaient donner toute juridiction et tracer leur tâche aux simples prêtres, qu'ils entretenaient, en un mot, l'action et la vie religieuse. Aussi étaient-ils recherchés avec tout l'achar-

nement que méritait leur importance. Dans le diocèse de Bourges, M. Gassot reste à peu près seul de tous les vicaires généraux auxquels M^{sr} de Puységur avait, en partant, laissé ses pouvoirs. On le connaît, et il a à ses trousses le meilleur limier du Comité de Salut public. Il est obligé de se cacher longtemps, tantôt enfermé derrière une trappe dissimulée sous les ais d'un plancher, tantôt au fond d'un puits où on a pratiqué une étroite cellule dans laquelle on le descend avec une corde à la première alerte. Pour communiquer avec son évêque, il envoie à travers la frontière son vieux domestique qui a pour tout bagage un bâton creux contenant les dépêches. A Angers, en l'absence de M^{sr} de Lorry qui paraît mort à son diocèse durant des années, M. Meilloc, Sulpicien, gouverne avec intrépidité au milieu de tous les périls ¹.

M. Gassot, M. Meilloc, échappent à la guillotine, mais combien d'autres représentants de l'épiscopat absent tombèrent entre les mains de leurs ennemis ! Longue est la liste de ceux qui furent arrêtés et martyrisés. Heureusement plusieurs, grâce à leur intrépidité infatigable, à la connivence des amis fidèles, et aussi à la faveur que la fortune ne refuse point aux braves, échappèrent à tous les dangers, fournirent une longue carrière, et dans une Révolution, où rien n'avait la taille ordinaire, surent s'élever, dans l'ordre de la vertu, à un niveau que leurs bourreaux eurent de la peine à atteindre dans l'ordre du crime. Les nommer ² serait mettre à contribution l'histoire de chaque province et évoquer des souvenirs que les diocèses aiment

1. BRIMONT, *op. cit.*, p. 252. — LETOURNEAU, *op. cit.*

2. TRESVAUX, *op. cit.*, p. 482, donne les noms des administrateurs du diocèse de Bretagne ; DURAND, *op. cit.*, p. 221, les noms des grands vicaires et des délégués de M^{sr} de Bonal, évêque de Clermont, etc. — Les grands vicaires de Paris étaient M. de Dampierre, M. de l'Espinasse, archidiacre de Josas, et M. de Malaret, chanoine. — A Albi, Séré de Rivières, grand vicaire de M. de Bernis, gouverne le diocèse, fait les mandements, dirige le clergé et est condamné à la déportation le 29 vendémiaire an VII. Il y avait deux autres grands vicaires, Boyer d'Anti et Rahoux. ROSSIGNOL, *op. cit.*, p. 238-240.

à rappeler avec orgueil. Quel zèle, par exemple, quelle énergie l'abbé Dubourg déploie dans le diocèse de Toulouse ! Dans le sud-ouest de la France, l'abbé Mazenod, qui, plus tard, devait être un grand évêque, commence par être un grand apôtre sous la Révolution. Ayant reçu les pouvoirs de vicaire général des évêques de Glandèves, Toulon, Senes, Fréjus et Aix, il semble que son activité et son ardeur soient encore supérieures à l'immensité de sa tâche. Dans cet assaut de courage et d'héroïsme, il faudrait peut-être placer au premier rang l'abbé Vernet, vicaire général de M^{gr} d'Aviau, archevêque de Vienne. Il établit son quartier général dans les montagnes du Vivarais. De là, caché dans les rochers, dans les fermes, les maisons hospitalières, changeant chaque jour de domicile et de costume, il entretient par ses courses incessantes, par sa direction, par son ministère, la religion dans tout le pays. Il mérite qu'on ait écrit son histoire et légué son nom à la postérité. Le conseil épiscopal de Paris, qui comptait parmi ses membres l'abbé de Dampierre, futur évêque de Clermont, et surtout M. Émery, ne connut pas les mêmes aventures, bien que M. Émery ait vu de plus près la mort que l'abbé Vernet. Mais on devine que son rôle dans la capitale devait avoir une importance, un éclat tout particulier.

A un tel labeur, avec une telle responsabilité, les hommes vraiment doués de qualités morales et de caractère déploient rapidement l'intensité de force qui est en eux. Mais il y a un danger : c'est de pousser à l'excès cette force même, et quand le grand chef, quand l'évêque est loin, quand sa puissance a été partagée entre plusieurs, de créer dans un diocèse des impulsions contraires et dangereuses pour l'unité. Il résulte, des histoires des diocèses pendant la Révolution, que certains délégués de l'épiscopat, après avoir exercé leurs redoutables pouvoirs au péril de leur vie et en face de l'échafaud, avaient rapide-

ment contracté comme un goût de l'autorité. L'éloignement prolongé du premier pasteur, en faisant passer le gouvernement à ses représentants, tendait à donner aux directeurs secondaires, mais toujours présents, ce que l'absence enlevait nécessairement au véritable maître. Ajoutons que le seul fait pour le prélat d'être en exil, pour ses vicaires généraux d'être en France, apportait fatalement une diversité dans leurs jugements sur les événements qui se précipitaient chaque jour. De là des divergences de vues assez fréquentes entre les évêques et leurs délégués.

Nous connaissons les démêlés de l'évêque d'Angoulême avec ses grands vicaires et la lettre terrible qu'il écrivit à l'abbé Vigneron. Celui-ci, qui avait exposé cent fois sa vie pour son diocèse et pour son supérieur, aussitôt qu'il reçut, en 1800, avis de sa révocation, résilia ses pouvoirs avec une dignité parfaite en un moment où il n'y avait plus aucun péril à les exercer. L'évêque d'Angoulême reprochait trop de largeur à son grand vicaire dans l'affaire des serments politiques. Sur ce point, l'évêque de Luçon trouvait, au contraire, ses représentants trop rigoristes. A Bourges, le grand grief de l'archevêque, M. de Puységur, contre M. Pinturel, vicaire général, et M. Guibert, supérieur du grand séminaire, c'était leur indulgence envers les constitutionnels désirant rentrer dans le giron de l'Église. Dans sa correspondance, il ne peut contenir son indignation. « Des larmes de douleur, écrit-il, m'empêchent de poursuivre ces détails ¹. » En fait, l'archevêque de Bourges et l'évêque d'Angoulême, n'étant pas sur les lieux, voyaient moins juste que leurs grands vicaires. L'archevêque d'Auch, plus sage, avait pour principe de « laisser ceux qui étaient en France à leurs propres lumières », dans la pensée, disait-il, qu'ils « connaissent

1. BLANCHET, *op. cit.*, p. 320 ; — BRIMONT, *op. cit.*, pp. 283-334, 341, 352-356. 401-431.

mieux la situation que nous ». Telle fut la conduite, sinon la maxime de M. de Juigné, archevêque de Paris. D'un horizon trop étroit pour prévoir ou pour juger les événements de la Révolution, trop timoré pour prendre une décision, se défiant au fond du cœur des solutions larges, mais trop faible pour imposer sa pensée, il eut le bon sens, malgré la pression exercée sur lui par Louis XVIII et les intransigeants, de s'en rapporter toujours à son conseil de Paris, qui, en ces circonstances extraordinaires, fut la lumière du clergé de France.

II

Malheureusement, par la force même des choses, le pouvoir spirituel se dispersa et tomba souvent en des mains qui n'avaient point été préparées à le porter. Beaucoup d'anciens grands vicaires décédés ou poussés hors des frontières, ou jetés sur les pontons, sur les échafauds, avaient laissé la place à des prêtres moins expérimentés. Dans nombre de diocèses la mort de l'évêque a trouvé les chanoines errants ou exterminés. Les rares survivants ont été dans l'impuissance de se réunir pour nommer un vicaire capitulaire. On a eu alors recours aux métropolitains assez difficiles à atteindre dans l'exil, et, à leur défaut, au Souverain Pontife. A en juger par certaines plaintes, il ne semble pas que ces délégués apostoliques aient donné toujours satisfaction et emporté tous les suffrages ¹.

1. L'évêque de Sisteron écrit à M^{re} Caleppi, le 16 avril 1795 : « Lorsqu'un évêché de France est vacant et qu'il y a impossibilité de s'adresser au métropolitain, et lorsque cette impossibilité existe relativement aux prélats mêmes, les grands vicaires de ces diocèses recourent au Souverain Pontife pour en obtenir les pouvoirs que les circonstances leur rendent nécessaires. » Le prélat ajoute que dans ces conditions le gouvernement du diocèse s'est trouvé parfois « remis en des mains peu propres à s'en acquitter, auxquelles l'évêque peut-être aurait refusé de le confier. Beaucoup et peut-être trop d'ecclésiastiques sont rentrés dans ces derniers instants; quelques-uns par zèle sans doute, mais sans consulter leurs

D'un autre côté, soit pendant la persécution, soit durant l'ère nouvelle ouverte par la mort de Robespierre, les évêques, pour assurer l'exercice du ministère, la validité des sacrements et des mariages, ont prodigué leur juridiction, multiplié les permissions et les délégations. Combien significatives sont ces quelques lignes écrites du monastère de Montserrat, en Espagne, où plusieurs prélats ont cherché refuge : « M. l'évêque de Tarbes et, à tout hasard, M. l'évêque de Lavaur donnent tous pouvoirs chez eux, sans aucune réserve, aux sujets en question. Le grand vicaire de Comminges donne tout ce qu'il peut donner. On pourra leur dire verbalement qu'ils n'ont pas besoin de pouvoirs, que nécessité fait loi, qu'ils ne doivent être arrêtés par rien, qu'ils peuvent tout, excepté d'ordonner et de confirmer ¹. »

On le voit, les prêtres restés ou rentrés en France s'entendent dire « qu'ils n'ont pas besoin de pouvoirs », qu'ils les ont tous. Ils semblent ramenés aux premiers siècles de l'Église où les pionniers de l'Évangile poussaient hardiment devant eux leur conquête, ne connaissant pas de limite à leur juridiction. Évidemment cette multiplicité de coopérateurs omnipotents devait amener rapidement

forces, ont pu être jaloux d'y porter la plénitude des pouvoirs. » THEINER, II, 282, 283. — « La dispersion du clergé catholique, qui a produit celle des Chapitres cathédraux, a mis la plupart de ceux-ci dans l'impossibilité de pourvoir à l'administration des églises vacantes, comme ils en avaient incontestablement le droit, même durant l'exil, en sorte que la nomination des administrateurs de presque toutes les églises vacantes s'est trouvée dévolue aux métropolitains respectifs. Le recours au métropolitain n'a pas toujours été facile, ni même possible, et dans ce cas on a cru, avec raison, qu'on pouvait recourir au pape, en sorte que les églises vacantes se trouvent administrées aujourd'hui ou par des vicaires capitulaires, ou par des administrateurs nommés par le métropolitain, ou par le Saint-Siège. » SAUSSOL, *op. cit.*, II, pp. 20, 21. — A la mort du cardinal de La Rochefoucauld, les quelques chanoines présents à Rouen nommèrent des vicaires capitulaires. L'évêque de Séez, M. d'Argentré, crut de son côté, comme le plus ancien évêque de la province, pouvoir nommer l'abbé Clément vicaire général. Il y eut alors à Rouen, pendant un an, deux autorités. Le 22 décembre 1801, le Saint-Siège nomma M. de Salomon administrateur apostolique.

1. *Papiers de Casteran.*

diversité et confusion dans le fonctionnement spirituel des diocèses. Nous saisissons sur le vif, dans les correspondances de l'époque, l'étonnement des fidèles apprenant tout d'un coup qu'un tel, hier inconnu, leur tombait du ciel, revêtu d'une puissance sans bornes ¹.

III

Les échos nous renvoient une double plainte : l'une au sujet de plusieurs grands vicaires improvisés, l'autre au sujet de l'esprit d'indépendance des simples prêtres que la disparition des supérieurs avait habitués à n'obéir qu'à eux-mêmes.

On avait vite reconnu à l'épreuve qu'il n'est point aisé d'improviser du jour au lendemain des hommes capables de porter le gouvernement d'un diocèse. On eut parfois à souffrir de l'entêtement, de l'absolutisme, plus souvent de l'espèce d'effarement, de la pusillanimité des nouveaux supérieurs ².

Un péril plus grand que cette inexpérience des chefs,

1. « Lettre reçue; elle est signée, *la citoyenne Perodeaux*, mais je ne connais pas cette citoyenne; c'est une écriture de femme et je soupçonne que c'est de M^{me} ou de M^{lle} du Chaffaut ou de la supérieure des Cerisiers. Elle écrit pour demander s'il est vrai que le citoyen *Jacques Synodus* a véritablement la plénitude de mes pouvoirs, comme il s'en vante sans pouvoir le prouver. Ce Jacques Synodus, je ne sais si vous vous le rappelez, était venu de La Rochelle chez M^{me} de Marmande, dans le temps que tous les prêtres étaient détenus au chef-lieu du département; il m'écrivit pour me demander mes pouvoirs et M^{me} de Marmande m'en disait beaucoup de bien; je les lui accordai donc. Il paraît qu'on en est jaloux; je lui ai répondu que ce qu'il disait était vrai, mais que mon intention n'était pas qu'il dominât personne, et que les pouvoirs qu'il avait ne révoquaient point ceux qui généralement avaient été donnés aux curés qui avaient la liberté d'exercer (je mande cela sous une enveloppe symbolique); qu'au reste il devait y avoir actuellement sur les lieux un de mes anciens régisseurs généraux, je veux parler de Bru. » *Lettre inédite de Mgr de Mercy*, 25 juin 1795.

2. « Cette persécution de l'Église, cette Révolution, dit un contemporain, ont produit une inflexibilité et une rigueur dans certains hommes, une pusillanimité et une facilité si étonnante dans d'autres, qu'il n'est presque plus personne de sang-froid... Si l'on voyait les questions ridicules qu'on a proposées à Rome ou aux évêques depuis le commencement des

c'était la menace de certaine anarchie administrative. Les plus sages conseillers du clergé dans les dernières années du XVIII^e siècle paraissent obsédés d'une préoccupation majeure : reconstituer l'autorité épiscopale, resserrer les liens de la hiérarchie très détendus par la Révolution. Ils rappellent les efforts et la campagne menée avant 1789 pour soulever les curés contre les évêques, pour semer les divisions qui éclatèrent aux élections des États Généraux et à la Constituante. Le malheur commun avait calmé ces dissentiments et rapproché les cœurs. Mais les apôtres restés ou rentrés en France, livrés à leurs propres inspirations par l'absence de leurs chefs, pourvus des pouvoirs extraordinaires et presque discrétionnaires que l'épiscopat exilé leur avait donnés à l'exemple de l'évêque de Langres, obligés de suivre leur propre inspiration dans les déterminations les plus graves, n'avaient pas tardé à se faire une habitude de ce qui n'était d'abord que la nécessité des circonstances. Pleins de foi, d'héroïsme, chaque jour sur la brèche, obligés de prendre des décisions qu'ils pouvaient payer de leur tête, ils s'étaient rapidement formés, dans un ministère tout d'initiative, à ne recevoir d'impulsion que d'eux-mêmes, du droit du courage, j'allais dire du droit du martyre. Comment empêcher de défendre à sa guise une cause celui qui est prêt à mourir pour elle ?

Et puis l'humanité se retrouve même chez les héros, plus encore chez de simples confesseurs. Dès la fin de 1792, l'évêque de Luçon, qui a essayé d'établir une certaine hiérarchie, des chefs de groupe dans son clergé réfugié en Espagne, est étonné de rencontrer « de vaines prétentions, de petites jalousies » en des hommes qui ont fait « d'aussi

troubles de France, on verrait l'importance et la nécessité de ne mettre dans les Conseils dont nous parlons que des personnes judicieuses et éclairées. La témérité, qui fait prononcer souverainement, n'est pas tant à redouter que l'irrésolution de certains esprits qui ne veulent ou ne savent se déterminer sur rien. » SAUSSOL, *op. cit.*, II, pp. 10, 15.

grands sacrifices à la religion ¹ ». Quelques années plus tard, on signale en pleine Vendée cet esprit d'indépendance que les prêtres français viennent de montrer en Espagne, esprit d'indépendance qu'a suscité ou favorisé la prodigalité des pouvoirs spirituels. « Chaque particulier, écrit M. de Mercy, en 1798, croit posséder la plénitude de la juridiction épiscopale ; d'où il résulte qu'on ne reconnaît plus de supérieurs. » Le *self-government* dont tout prêtre, tout missionnaire a plus ou moins joui pendant la Révolution est devenu très rapidement un besoin. A mesure que le flot des rentrants sera plus pressé, que les cadres du clergé se garniront, les difficultés de l'administration iront augmentant. Chaque paroisse voudra choisir son curé, chaque curé sa paroisse. Les grands vicaires, mal obéis par les prêtres, seront parfois eux-mêmes désunis entre eux et réfractaires à la direction de leur évêque qui est bien loin. Les prélats ont grand'peine à mettre de l'ordre dans une situation si troublée.

Quelle légèreté de main, quelle souplesse, par exemple, dans la façon de traiter un vicaire général, M. Voyneau, qui menace d'échapper à l'évêque de Luçon ! Comme M^{sr} de Mercy se connaît en hommes, il a vite remarqué la jalousie et le besoin de commander qui l'animent. « Il faut, dit le prélat, caresser son amour-propre, puisque c'est le grand ressort par lequel on peut le mouvoir..., et cependant il faut contenir cet esprit de domination et

1. L'évêque de Luçon, faisant allusion aux divisions qu'on avait soulevées entre les curés et leurs supérieurs au moment de la Révolution, leur dit : « Rappelez-vous, mes amis, cette époque funeste qui a commencé tous nos malheurs. Vous savez que c'est celle où l'homme ennemi a semé dans le sanctuaire l'esprit d'insubordination et de jalousie... Je tremble que si la Providence rappelle un jour les ministres de l'Eglise de France... on ne voie revivre des jalousies et des prétentions. » *Lettres inédites*, 6 novembre et 22 décembre 1792. — Le même prélat écrit de Chiasso, le 1^{er} juin 1793, alors que court le bruit d'une prochaine rentrée en France : « Il me revient de toutes parts que déjà les ecclésiastiques émigrés, déportés, annoncent des prétentions effrayantes, des principes qui sont en opposition avec l'esprit d'unité. Beaucoup voudraient s'ériger en censeurs de leurs maîtres. »

d'intrigue qui l'égare. » Cette politique n'eut pas plein succès. Elle exigeait peut-être pour aboutir une dextérité qui n'est pas à la portée de tout le monde. L'évêque de Luçon se décide à prendre des moyens plus efficaces et plus énergiques. En 1798, essayant de reconstituer la délimitation par paroisses, il avait limité les juridictions et supprimé tous les pouvoirs extraordinaires. En 1800, il délègue toute son autorité à son homme de confiance, M. Paillou, qui d'Espagne, sur la frontière de France, gouvernera à son gré le diocèse, pourra révoquer les vicaires généraux, en nommer d'autres, et devra à tout prix établir l'unité de direction et la discipline¹.

1. Dans sa lettre du 19 mai 1798, M. de Mercy « déclare qu'il révoque tous les pouvoirs de vicaires généraux qu'il avait donnés, excepté ceux de ses vicaires généraux ordinaires... Le prêtre qui sera nommé à un canton et refusera de s'y rendre sera interdit... Nul prêtre dans son territoire ne pourra bénir que les mariages de ses paroissiens. Toute dispense accordée par tout autre prêtre, que le vicaire général est nulle. » Comme ces prescriptions n'avaient pas été bien efficaces, l'évêque de Luçon écrivit le 1^{er} mars 1800, de Lilienfeld (Autriche), à M. Paillou, en Espagne, la lettre suivante : « Sur le compte qui nous a été rendu de ce qui se passe dans notre diocèse, nous avons vu avec la plus grande douleur que jusqu'à présent tous les efforts de notre zèle pour le rétablissement de l'ordre et de la concorde ont été presque inutiles. Nos vœux ne sont point remplis, nos ordonnances ne sont point exécutées, soit parce que les dépositaires de notre confiance se permettent de les interpréter ou de les restreindre à leur gré, malgré ce que nous leur avons plusieurs fois manifesté de nos intentions, soit (ce qui me coûterait infiniment à supposer) parce qu'ils manquent de volonté et d'obéissance. Ne pouvant dans notre grand éloignement remédier par nous-même aux abus aussi promptement que nous le désirerions et que le bien de la chose l'exigerait, vous au contraire qui avez été toujours l'intermédiaire de notre correspondance avec nos coopérateurs et avec notre troupeau, qui avez si constamment justifié notre confiance en même temps que vous connaissez parfaitement nos intentions, vous trouvant par votre position dans le cas d'avoir une correspondance plus prompte et plus facile, nous croyons devoir recourir à vous pour que les remèdes soient appliqués avec moins de délais aux maux que nous avons la charge de guérir. Par ces considérations nous vous autorisons, par ces présentes, à révoquer tant les pouvoirs généraux que particuliers que ci-devant nous avions accordés, si vous jugez que ceux que nous avions revêtus n'en font pas l'usage pour lequel nous les leur avions accordés et qu'ils se refusent à remplir nos intentions. Nous vous autorisons à nommer un vicaire général, si le cas y échoit, pour nous représenter auprès de notre troupeau avec toute la plénitude de notre autorité, et de lui nommer les suppléants que vous jugerez nécessaires et dont il aura besoin. Nous déclarons que tout ce que vous ferez à cet égard doit être regardé comme étant fait de notre autorité, comme si nous le faisons nous-même, comme d'avance nous l'approuvons et autorisons, voulant que tous ceux qui sont sous notre obéissance s'y soumettent sous les peines de droit... A la charge par vous de nous en rendre

L'archevêque de Bourges ¹ prend les mêmes dispositions. De tous côtés, on sent le besoin de sortir du chaos, de refaire la hiérarchie. L'Église de France était restée de longues années sans évêques. L'état d'émiettement, de dispersion qui en était résulté, faisait ardemment désirer leur retour. Pour refaire une autorité centrale dans chaque diocèse, on réclame la nomination de nouveaux titulaires là où la mort a rendu les sièges vacants. On va jusqu'à signaler le péril du retour en France du clergé secondaire sans les premiers pasteurs. « Il serait dangereux, dit un prélat, que les prêtres rentrassent sans les évêques. Ce serait introduire l'anarchie dans l'Église et préparer les voies au presbytérianisme, pour lequel les esprits n'ont que trop de tendance ². »

compte pour avoir notre définitive autorisation, mais, en attendant, ce que vous aurez approuvé sera provisoirement exécuté. »

1. Ce prélat supprima, le 21 septembre 1800, les pouvoirs qu'il avait donnés au clergé le 24 avril 1795.

2. *Lettre de M. de Mercy*, 20 février 1797. — « Il n'y a plus la même nécessité d'accorder ces pouvoirs illimités, au moins dans les diocèses où il y a un grand vicaire, un administrateur, ou un gouvernement provisoire établi. » On signale « l'esprit d'indépendance qui a fait tant de ravages, le peu d'autorité que peuvent avoir de simples prêtres qui sont chargés seuls de l'administration de la plupart ». — « L'accord n'existerait jamais s'il n'y avait pas dans chaque diocèse un centre commun, une autorité respectée et obéie qui, en distribuant à chacun l'emploi qui lui convient et en lui assignant les lieux où il doit l'exercer », établisse l'unité et l'ordre. Cf. SAUSSOL, *op. cit.*, II, p. 15-21, 145-149; COSTE, *op. cit.*, p. 14-15. — Saussol a tout un chapitre (p. 228-247) sur « l'obéissance que les prêtres doivent aux évêques », un chapitre aussi (p. 25-36) pour montrer « combien il serait important de remplacer les évêques morts durant la persécution ».

CHAPITRE VI

Caractères très particuliers de l'apostolat à cette époque

I. Division de la France en missions. — C'était un recul sur le passé qui avait placé un curé dans chaque village, mais une grande preuve de souplesse et de vitalité dans l'Église. — Organisation des missions. — II. Quel intérêt s'attache à l'histoire de cette renaissance qui rappelle les traditions de la primitive Église. — Il faut rebâtir sur la table rase. — Avec quelle résolution les ouvriers évangéliques acceptent cette situation si nouvelle et se mettent à l'œuvre. — III. Avec quelles difficultés ils se trouvent aux prises. — Conduite à tenir à l'égard des intrus et des sacrements qu'ils ont administrés. — Que de crimes, que de désordres la Révolution leur laisse à liquider chez bien des fidèles. — Instruction des évêques, écrits divers pour résoudre ces cas de conscience. — IV. Décisions sur les mariages contractés pendant la Révolution, sur la promiscuité des cultes, sur les acquéreurs de biens nationaux. — Tels évêques larges, tels autres plus sévères. — Défense d'exiger aucun salaire, et surtout de se mêler en rien de la politique. — Ne faire aucune allusion aux crimes de la Révolution. — Pas d'autres armes que le pardon et le dévouement. — Que de conquêtes vont faire des apôtres, comprenant ainsi leur mission, sacrés par la souffrance! — V. Le roi veut intervenir dans la question des missions. — Succès des missionnaires. — Statistique. — VI. Beau spectacle de cette renaissance par la seule force de l'idée religieuse. — Mouvement irrésistible signalé par Camille Jordan et Royer-Collard. — Mais malveillance du Directoire. — Fructidor rouvre l'ère des persécutions sans pouvoir arrêter la reprise du culte.

I.

Au milieu de ces difficultés, et en attendant une reconstitution plus complète, la division des diocèses en missions fut un essai d'organisation, de groupement des forces éparses en même temps qu'un instrument de conquête religieuse.

L'Église de France n'avait pas, soit comme temples, soit comme clergé, les ressources des temps prospères. Aussi, en ces années où il s'agissait de regagner peu à peu le

terrain perdu, donna-t-elle à l'action religieuse une forme particulière. Elle établit partout des missions, et cette transformation rapide, presque sous le feu de l'ennemi, de son administration séculaire, est un des faits les moins connus, mais les plus remarquables de son histoire pendant la Révolution. Elle montre la puissance étonnante de transformation, d'adaptation à tous les temps, à tous les lieux, qui est en elle.

Évidemment, cette organisation nouvelle était la constatation officielle d'une déchéance. L'idéal d'une religion qui veut exercer partout son influence, j'allais dire son empire, c'est d'avoir en permanence des représentants non seulement dans les villes, mais dans les campagnes. L'Église catholique avait atteint ce but avec un succès extraordinaire en divisant les nations en diocèses, les diocèses en paroisses, en plaçant à demeure dans chaque village, dans le plus humble hameau, un homme revêtu d'un caractère sacré, ministre du culte, gardien de la morale, confident de tous les secrets, mêlé aux événements de la famille, longtemps même à la vie civile, communale, sociale du peuple. Cet homme, homme de Dieu, homme d'Église, homme de la cité, avait un nom qui disait tout : c'était le *curé*. Et cette organisation qu'aucun temps, aucun pays ne connurent avant le christianisme, avait duré mille ans en France. Depuis Charlemagne, l'Église catholique, par ses curés, étendait la main jusqu'aux chaumières les plus reculées, jusqu'au plus intime des consciences et des âmes.

La Révolution avait jeté bas cette organisation merveilleuse. Il fallut la remplacer. On eut recours aux missions. L'idée n'était pas nouvelle ; l'Église l'avait adoptée dans les pays infidèles ou schismatiques. Mais elle allait être appliquée en France dans des conditions, dans des proportions et au milieu de dangers qui donnent un singulier intérêt à cette entreprise.

Dans l'impossibilité où on se trouvait d'ouvrir partout un temple et, plus encore, d'y attacher un prêtre, il convenait de créer un centre, un conseil supérieur et, sous sa haute direction, divers groupements d'hommes appelés missionnaires, se mouvant librement et avec facilité dans les limites du canton assigné comme champ d'action à leur zèle apostolique. Nous avons les statuts de la plupart des missions. Toutes sont organisées d'après ces principes.

Prenons comme exemple celle du diocèse de Saint-Claude. Dans le règlement donné à ce sujet, en 1796, l'évêque, M. de Chabot, déclare que, depuis deux ans, la pensée de cette création le tourmente. A la tête des diverses missions entre lesquelles il partage le diocèse, il place un comité directeur; à la tête de chaque mission est un *chef*, auquel est associé un *adjoint*. Ceux-ci ont sous leur contrôle un certain nombre de missionnaires qui sont tous « cantonnés », et chaque missionnaire a sous sa dépendance des *chefs de paroisse* et des *catéchistes*. Cette constitution est simple mais féconde. Le conseil supérieur, composé d'hommes éprouvés, atteint partout et veille à l'unité de direction. Il sait, au besoin, par « les moyens d'usage », reconnaître les initiés et écarter les intrus. Dans chaque mission, le *chef* et l'*adjoint* assurent le commandement tout en respectant l'initiative et la liberté des mouvements chez les simples missionnaires. Ces derniers enfin ont pour devoir spécial de veiller sur chacune des paroisses placées dans leur rayon d'action. Ils sont trop peu nombreux et souvent trop menacés pour séjourner longtemps dans chacune d'elles; mais ils y sont représentés par le *chef de paroisse* et les catéchistes. « Les missionnaires, dit le règlement, tâcheront d'engager les fidèles de chaque lieu à s'assembler les dimanches et fêtes, pour vaquer aux exercices spirituels les plus propres à sanctifier les saints jours et à remplacer les secours de

la religion qu'ils ne peuvent avoir. A cet effet, il est important qu'un fidèle remarquable par sa piété, son âge, son instruction et son zèle, préside à ces assemblées. Les adjoints et les missionnaires nommeront donc conjointement un *chef de paroisse* pour tous les lieux où il conviendra d'assembler les fidèles. » Voilà ce sacerdoce laïque dont nous avons parlé plus haut. Là où les prêtres manquent, un *chef de paroisse* civil, mais agréé par l'autorité ecclésiastique, dirige les offices. En y assistant, les croyants satisfont leur faim de culte par ce qu'on leur donne, et excitent encore leur désir de ce qui leur manque. Au chef de paroisse viennent s'adjoindre les catéchistes, chargés de suppléer le missionnaire trop souvent absent dans l'œuvre capitale de l'instruction de l'enfance¹. Ces cadres ne sont pas vides. Dès le mois de juillet 1795, le grand vicaire pouvait écrire : « Nous avons à présent dans le diocèse de Saint-Claude près de soixante ouvriers évangéliques, et un conseil établi qui correspond directement et exactement avec Monseigneur. »

Un intérêt particulier s'attache à ces six années d'un apostolat qui rappelle, sur certains points, celui de la primitive Église. Le mot est souvent prononcé. Il fut un temps où les fidèles, étrangers au gouvernement de la chose publique et aux fonctions sociales, indifférents aux révolutions qui élevaient et abaissaient les Césars, séparés d'un monde qui ne voulait point d'eux et qu'ils fuyaient à cause

1. « Ils auront un soin particulier de l'instruction des enfants et des jeunes gens... Les missionnaires rechercheront avec grand soin, dit le règlement, les personnes capables de faire l'office de *catéchistes*, les formeront et les animeront à remplir cet emploi avec zèle, en établissant un ou plusieurs dans chaque endroit, selon l'exigence; ils auront soin de les faire pourvoir de bons livres. Ces catéchistes aideront le missionnaire dans ses travaux apostoliques, l'instruiront de l'état des paroisses, du bien qu'il y aurait à faire, du mal qu'il y aurait à corriger ou à prévenir, des moments convenables ou défavorables, des obstacles ou facilités, le précéderont ou le remplaceront pour bien des opérations, dans les lieux où il ne pourra être; ils seront, en un mot, ses hommes de confiance. » Ces statuts pour les missions dans le diocèse de Saint-Claude sont donnés par dom BENOÎT : *Histoire de l'abbaye et de la terre de Saint-Claude*, 1892, grand in-8°, t. II, p. 882-883. — TREINER, *op. cit.*, II, 497.

de ses scandales, ne demandaient que la liberté de leur Dieu et le droit de marcher à la conquête du ciel. Cette époque semble revivre à la fin du XVIII^e siècle. Le clergé a vu tout sombrer en France : honneurs, richesses, autels. Une nation qui mérita durant quinze siècles d'être appelée la fille aînée de l'Église est comme retournée au paganisme. Il s'agit de rebâtir sur tous ces décombres une Jérusalem nouvelle.

Il faut le dire, c'est ainsi que les évêques, que les prêtres envisagent la situation. Ils n'ignorent point qu'il n'y a plus rien debout, et ils sont résolus à reprendre l'édifice par la base. « Qu'ils sachent, écrit l'archevêque d'Auch à ses missionnaires, qu'ils sont au premier instant de la fondation de l'Église ¹. » Une prise de possession si modeste ne rappelle en rien les splendeurs d'ancien régime. Mais qu'importe : les ouvriers évangéliques imiteront les disciples du Sauveur. Alors, dit un prélat, « ils n'avaient point de temples et partout ils avaient des autels... Tous les lieux se changeront en temples si nous méritons que Dieu daigne bénir notre zèle. Nous trouverons jusqu'à des Zachée et des Corneille qui nous recevront dans leurs maisons. Méritons de retracer les vertus des hommes apostoliques et nous obtiendrons leurs succès, nous changerons encore une fois la face de la terre ². » Point d'autres préoccupations que celle des âmes. Comme en les chrétientés de la Rome païenne ou de nos pays lointains, les prêtres, les croyants, déclarent vouloir ignorer toutes les choses humaines et ne s'occuper que des choses divines. « Le bien de la religion, dit formellement un conseiller des plus autorisés, exige que nous nous conduisions en tout comme les missionnaires qui travaillent dans les pays infidèles, dans les États-Unis de l'Amérique et dans l'An-

1. Lettres à Casteran.

2. Lettre par laquelle l'évêque de Luçon commente la loi du 28 septembre 1793.

gleterre, ne prenant aucune part aux affaires temporelles, respectant l'autorité qui domine et ne nous occupant qu'à établir le règne de Jésus-Christ qui n'est pas de ce monde. » Ce ne sont point là de vaines règles qu'on trace, avec la pensée qu'elles ne seront jamais suivies. Elles étaient dans la nécessité des circonstances, et aussi dans le cœur, dans les vœux du clergé. Un observateur attentif et peu suspect de bienveillance, l'ambassadeur de la République française en Suisse, atteste que les prêtres rentrent en France comme en un pays de mission, avec « un plan réfléchi d'abnégation et de prudence, décidés à respecter les lois établies; et à ne prêter leur ministère et leur influence à aucune intrigue politique ¹ ».

II

Mais le missionnaire avait beau commencer son apostolat avec la volonté d'écarter tout sujet de division dans l'exercice de son ministère, des difficultés de tout genre devaient mettre à une grande épreuve les intentions les plus pacifiques. Le voilà d'ordinaire face à face avec les prêtres intrus qui peuvent l'embarrasser singulièrement s'ils persistent dans le schisme et peut-être davantage encore s'ils viennent à résipiscence, tant il risque de leur demander trop ou trop peu en réparation de leur faute. Et les fidèles qui se sont adressés à ces assermentés ? Faut-il tenir pour valides les absolutions, les sacrements qu'ils en ont reçus, ou bien doit-on faire recommencer les confessions qu'ils ont faites ? Et parmi les pénitents que le repentir, les troubles de conscience peuvent amener à son tribunal, chez combien il va trouver de ces situations morales complexes, inextricables, créées par les excès ou

1. Correspondance de l'ambassadeur français en Suisse (*Archives*). — COSTE, *op. cit.*, p. 25...

les crimes d'une Révolution dans lesquels l'entraînement, l'intérêt ou la malice ont précipité tant de Français ? Que d'apostasies, que d'injustices ont été commises dans un temps qui semblait avoir pris à tâche de jeter bas toutes les lois divines et humaines ! Comment liquider ces dettes contractées envers Dieu, envers la société ? Comment traiter, en particulier, ceux qui s'accusent d'avoir acquis les biens nationaux, le patrimoine de l'Église ? Plus grave encore était la question des mariages. Beaucoup avaient été célébrés en l'absence du curé légitime, parfois sans dispense des empêchements. En outre, que faire des divorcés que la loi avait autorisés à rompre les liens de la famille ? Il n'est pas jusqu'au lieu du culte qui ne devienne un cas de conscience. Les prêtres catholiques devaient-ils accepter le mélange qu'on voulait leur imposer dans le même temple avec les assermentés, avec les officiers civils du décadi, avec les théophilanthropes ?

Une situation si difficile, si étrange, avait attiré l'attention soit des évêques au dedans et au dehors, soit des sages moralistes à qui était échu le redoutable honneur de parler en leur nom et de conseiller le clergé. Presque partout nous voyons circuler dans les missions des directoires écrits pour guider la marche des confesseurs. Les décisions y sont données d'une façon précise, tantôt avec une certaine sévérité quand c'est M. Asseline, évêque de Boulogne, ou autre prélat rigoriste qui tient la plume, tantôt plus larges, quand les évêques réunis à Constance obéissent à l'esprit de tolérance de M. de La Luzerne¹.

1. L'écrit rédigé pour les missionnaires par les évêques de Constance avait pour titre : *Instruction pour la pratique du saint ministère durant la persécution*. — Quoique modéré, ce document fut dénoncé violemment par l'ambassade française en Suisse. (BEUCHOT, *op. cit.*, p. 83-84.) L'écrit rédigé par M. Asseline avait pour titre : *Avis concernant l'exercice du saint ministère dans les circonstances présentes*, 1795, 36 pages in-12. Cet avis traitait : 1° de l'enseignement ; 2° du baptême ; 3° de l'instruction des enfants ; 4° de la célébration des saints mystères ; 5° de la pénitence ; 6° du mariage ; 7° de l'extrême-onction ; 8° des prières après le décès ; 9° des dimanches et fêtes ; 10° des décadis ; 11° de l'abstinence ; 12° des assermentés, intrus ; 13° des

On ne s'en tient pas à de courtes indications. Trois ouvrages¹, composés en Italie, en Espagne, en Allemagne, sous les yeux et le contrôle des évêques exilés, traitent dans tous les détails des devoirs, de la vie du prêtre, du missionnaire, et leur tracent des règles de conduite dans ces difficiles conjonctures.

III

La question si grave des mariages est tranchée d'une façon précise et d'après un principe accepté par tous. La présence du curé exigée par le concile de Trente n'est point

réguliers; 14° des séculiers; 15° des biens appelés nationaux; 16° des réparations des dommages; 17° des assignats; 18° des successions. Cet avis fut adopté par un grand nombre d'évêques. — On trouvera dans les *Œuvres complètes* de La Luzerne, éd. MIGNE, t. VI, p. 769-782, le texte des *Instructions données en 1794, dans les temps les plus terribles de la Révolution française, aux prêtres fidèles restés en France*. Ces instructions, rédigées par l'évêque de Langres, furent adoptées par les évêques réfugiés à Constance, sous le titre ci-dessus.

1 Le *Manuel des missionnaires*, rédigé en Italie par l'abbé Coste, prêtre du diocèse de Tulle, circula longtemps de main en main en manuscrit. Bien que l'auteur fût mort en 1796, son livre fut imprimé à Rome en 1801. Il porte en tête un bref élogieux de Pie VI et une lettre non moins approbative de M. d'Aviau, archevêque de Vienne. Nous avons eu occasion de citer cet écrit, ainsi que l'ouvrage que l'abbé Saussol, né à Dourgne, diocèse de Lavaur, futur évêque de Séez, composa à Montserrat en présence de l'archevêque d'Auch, des évêques de Lavaur et de Tarbes, sous ce titre : *Traité de la conduite à tenir après la persécution*. Cet ouvrage ne fut publié qu'en 1801 à Florence. En outre, il se tint à Hildesheim, en Allemagne, de 1796 à 1802, sous la présidence de M. Asseline, évêque de Boulogne, des conférences dont le résumé fut publié en 1830, en 5 volumes in-12, par M. Delahaye, sous le titre de *Science du confesseur*. Ce travail renferme l'exposé des principes qui réglèrent la conduite des confesseurs dans les principaux diocèses du nord de la France, particulièrement dans le diocèse de Boulogne au moment de la Révolution. L'évêque de Luçon, dans une lettre du 12 août 1801, fait le plus grand éloge de l'ouvrage de l'abbé Saussol, lequel porte en tête un bref de Pie VI, en date du 30 octobre 1800. Le pape avait fait dire à l'auteur de ne pas trop répandre son ouvrage par prudence, en raison des circonstances; mais c'était au 3 octobre 1800, et l'ouvrage n'en a pas été moins imprimé. « L'auteur m'en a envoyé, dit M. de Mercy, un exemplaire qu'il a eu bien de la peine à me faire parvenir. Je l'ai attendu pendant plus de six mois. Un autre ouvrage a été imprimé à Londres, intitulé : *Extrait d'une réponse d'un docteur à un grand vicairé*, résidant en Angleterre, en date du 25 avril 1801. Il a l'air d'avoir été fait exprès contre l'intolérance de certains prélats qui sont à Londres. »

requis quand les circonstances la rendent impossible ou même trop difficile. « Les fidèles, écrit l'archevêque d'Auch, peuvent se marier sans prêtre, en présence de deux témoins catholiques, après quoi ils se présenteront devant la municipalité. » C'est d'après cette solution, donnée d'ailleurs par le pape à l'évêque de Luçon, qu'on jugera de la validité des mariages. La décision relative aux décadis, aux temples communs avec les schismatiques, est ici exclusive, ailleurs tolérante, selon les dispositions des esprits qui ont à se prononcer¹. Quant aux acquéreurs, aux détenteurs des biens ecclésiastiques, une extrême prudence est recommandée au confesseur, au missionnaire. Prêtres et fidèles devront être dans la disposition de s'en rapporter au jugement qui sera porté par l'Église.

En attendant, les prêtres devront faire preuve d'un désintéressement absolu pour eux-mêmes. Dès 1793, un

1. M. Émery, dans une lettre à M^{re} Spina, expose au délégué du pape la conduite tenue par les grands vicaires de Paris au sujet du serment de *haine à la royauté* et des autres serments, à l'égard des prêtres constitutionnels dont ils facilitent le retour. M. Emery dit qu'on n'a point interdit les églises ouvertes par le gouvernement aux théophilanthropes, parce que c'eût été les fermer aux catholiques, qui ne peuvent se réunir que dans les églises. On a continué également à célébrer le culte dans les temples qui servent aux décadis, parce qu'on n'a pas d'autres édifices où les fidèles puissent accomplir leurs devoirs religieux, recevoir les sacrements, tels que baptême, première communion, mariage. On n'a pas même défendu aux fidèles les déclarations de mariage qu'on les oblige de faire les décadis, car on n'a vu que du « civil dans l'espèce de fête que célèbre ce jour-là la république ». On ne s'est pas inquiété des inscriptions profanes à *la Victoire*, à *la Paix*, que la police a fait mettre sur le frontispice des églises. On voit d'après cette lettre (*Vie de M. Emery*, I, 439-443) avec quelle largeur les grands vicaires gouvernaient l'Église de Paris. Beaucoup d'évêques de l'exil donnaient des solutions moins larges. L'évêque de Castres préférait, en 1792, voir ses diocésains faire leurs offices dans les temples protestants que dans les églises tenues par les constitutionnels. Il leur défendait de « fermer leurs boutiques les jours de décades » et de « se mettre plus proprement ce jour-là ». M^{re} d'Aviau (LYONNET, I, 661, 662) défendait l'exercice du culte catholique dans « les églises des constitutionnels ou tous autres tant schismatiques qu'hérétiques, ou même qui seraient destinées à des assemblées civiles ou profanes ». Il ne permettait l'acte de soumission qu'à la dernière extrémité, et en exceptant tout ce qui était contraire aux lois de Dieu et de l'Église. — Du fond de son exil, le cardinal de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, cédant à l'influence d'un conseiller assez fanatique, envoyait à son diocèse des décisions rigoristes (BASTON, II, 389).

prélat qui allait plus tard, dans la question des serments et dans l'affaire du Concordat, montrer une singulière intransigeance, M. de Coucy, évêque de La Rochelle, prêche le renoncement, l'abandon à la Providence avec une véritable éloquence ¹. La suite des événements ne fait que confirmer le clergé dans ces dispositions. Comment, au milieu du désastre universel, parmi les deuils et les ruines accumulées par la Révolution, pourrait-il être préoccupé d'intérêts temporels ? Dans les privations de l'exil, il a depuis longtemps désappris son bien-être d'ancien régime. Il n'exigera et ne demandera aucun salaire ², se contentant pour sa subsistance des offrandes

1. « Nous sommes dans la nécessité, écrit M. de Coucy, d'être ou des apôtres ou des serviteurs lâches et inutiles, par conséquent de préférer Jésus-Christ à tout et de quitter tout pour lui. Soyons donc moins empressés de savoir si nous trouverons nos ressources temporelles et comment nous les recouvrerons, que de savoir comment nous travaillerons au salut des âmes. Ne nous inquiétons pas des moyens de subsistance qui nous attendent. La Providence ne nous a pas abandonnés dans notre exil, et elle nous suivra partout. Cherchons le royaume de Dieu pour nous et pour les autres, le reste ne nous manquera jamais, et mettons-nous dans la disposition de tout sacrifier, s'il est nécessaire, pour conserver la religion plutôt que de penser peut-être à réparer nos pertes passées aux dépens de la religion... Qu'il ne soit jamais dit avec fondement que l'amour des biens terrestres soit le mobile des démarches que nous pourrions être autorisés à faire. Cédons avec douceur tout ce que nous pourrions céder en conscience sans faire tort aux pauvres de Jésus-Christ. Ne serons-nous pas bien heureux de pouvoir obtenir par la douceur et le désintéressement, même par quelques sacrifices, le salut de ceux que leur conduite rend si peu dignes d'égards, et de les forcer par là de croire enfin à la vertu, et bientôt de l'aimer ? Quel nouveau et terrible malheur ce serait pour nous, si pour des intérêts humains nous rendions notre intention suspecte et notre ministère infructueux ; si, en soutenant les droits imprescriptibles et inaliénables de la propriété et de la justice, nous laissions apercevoir de l'aigreur, de l'animosité, et nous nous échappions en personnalités odieuses ! Notre conduite à cet égard sera bien discutée et bien épineuse, et il ne nous faudra rien moins que le désintéressement et la conduite des saints pour concilier tous les intérêts ensemble. » Mandement de l'évêque de La Rochelle déjà cité.

2. « C'est une nation presque entière couverte de deuil, qui a longtemps gémi sous la plus cruelle oppression, et qui a expié ses premiers égarements par des torrents de sang. En revoyant ces belles provinces ravagées, ce peuple appauvri, presque toutes les familles ruinées, tout le monde dans l'affliction, quels cœurs pourraient s'ouvrir à la joie ? » SAUSSOL, *op. cit.*, II^e part., p. 199-200. — Si on pouvait croire que nous sommes préoccupés d'intérêts temporels, notre ministère se trouverait paralysé. A l'exemple de saint Paul, nous nous contenterons de recevoir « notre subsistance de quelques-uns des plus fervents ». COSTE, *op. cit.*, pp. 57, 58 ; SAUSSOL, *op. cit.*, II^e part., pp. 186, 187.

volontaires. Et en ces temps troublés où pasteurs et fidèles couraient souvent les mêmes dangers pour la profession de leur foi, comment les prêtres n'auraient-ils point reçu de leurs ouailles un accueil empressé ? Il est des circonstances où la même famille donne l'hospitalité à Dieu et à ses ministres.

Cette situation ne pourra pas durer toujours. Le régime de la chaumière et de la ferme, bon pour un temps de Révolution, ne saurait convenir à tout un clergé rendu à la liberté. Il faudra bien aborder plus tard la question prosaïque du budget. En attendant, les missionnaires semblent planer au-dessus des nécessités de l'existence.

Ils planent aussi au-dessus des passions humaines. Une recommandation instante, c'est d'écarter toute préoccupation politique. « Les pasteurs rendus à leurs troupeaux, disent les évêques de Constance, doivent user de la plus grande circonspection dans tous les points de contact entre la Révolution et la croyance catholique, et ne pas compromettre leur ministère et le fruit de leur mission par un zèle indiscret et condamnable. » Cette ligne de conduite est marquée d'une façon encore plus précise dans les livres composés pour la direction du clergé à cette époque. « Nous éviterons, dit le *Manuel du Missionnaire*, ce qui pourrait indisposer contre nous les officiers publics », nous abstenant « de blesser leur conduite, soit privée, soit publique... Il vaut mieux nous taire et souffrir en silence que de nous répandre en paroles dont le moindre mal serait l'inutilité. » Nous assurerons mieux les fruits de notre ministère « si nous nous interdisons absolument de parler contre les lois et le gouvernement... de parler politique et de paraître empressés de répandre ou même de savoir des nouvelles ; si nous gardons un profond silence sur la persécution que nous avons souff-

ferte et sur la résistance que nous y avons opposée, sur les vices et les défauts de ceux qui ont détruit le bon ordre, et sur les raisons qu'on avait de leur résister. Ces sortes de discours ne serviraient qu'à exciter des disputes, des murmures, et à nourrir des haines et des animosités qu'on ne saurait trop s'empresser d'étouffer... La même règle de prudence exige que nous soyons soumis à toutes les lois..., que nous exercions les fidèles à la même soumission, et surtout que nous n'agitions pas les questions dangereuses et délicates de la légitimité des lois ¹. »

Cette question de prudence, d'abstention politique, préoccupe en pleine émigration les évêques qui ont le sentiment des difficultés présentes. Du fond de son monastère de Montserrat, en Espagne, l'archevêque d'Auch, M. de La Tour du Pin, trouve dans les écrits du bouillant évêque de Tarbes, M. de Montaignac, « des expressions ou des tirades trop fortes contre la Convention ». Ce ton ne lui paraît bon qu'à « aigrir les démocrates et à provoquer la persécution. J'ai voulu, ajoute l'archevêque d'Auch, que les démocrates pussent me lire sans se fâcher. » Il y avait quelque mérite pour ces prélats, restés si royalistes au fond du cœur, à faire en quelque sorte table rase de leurs sentiments, ou du moins de les ensevelir dans le secret de leur conscience pour ne penser qu'aux intérêts spirituels de leur troupeau.

Partout, dans les instructions données aux missionnaires, il est question de paix; de pardon et d'oubli du passé. « Nous devons être bien éloignés, leur dit-on, de paraître au milieu de ce peuple, armés de toutes les foudres de l'Église contre le schisme, l'usurpation des

1. COSTE, *Manuel des Missionnaires*, pp. 24, 25. — « La religion chrétienne n'est opposée à aucune forme de gouvernement, elle peut fleurir sous toutes les espèces de régime... Les révolutions des empires lui sont tous jours étrangères. » Ne point agiter les questions politiques. Ne point « attaquer en chaire ceux qui exercent le pouvoir suprême ni les magistrats ». SAUSSOL, *op. cit.*, II, pp. 48, 49, 279, 280.

biens de l'Église, la lâcheté et la perfidie ; de commencer par leur reprocher leurs égarements et leurs crimes, de ne leur annoncer que la nécessité de la pénitence sévère et des réparations auxquelles ils sont obligés. » Non, non, « l'amour du prochain, le pardon et l'oubli des injures », voilà les vertus qui devront distinguer le véritable apôtre. « Notre exemple fera encore plus d'impression que nos paroles ¹. » Nous devons arriver en France avec la conviction ferme que nous n'avons pas à venger mais à conquérir. Dans ce but, nous écarterons tout ce qui divise pour ne penser qu'à ce qui peut réunir les cœurs par la charité et les âmes par une même foi. On évitera même de faire allusion à ceux qui se sont mis en rupture avec les lois ecclésiastiques, comme les divorcés, à ceux qui, dans le cours d'une Révolution qui a déchaîné toutes les passions, se sont rendus coupables de quelque grand scandale ou de quelque grand crime. Ce n'est point, certes, que les pécheurs repentants, désireux de rentrer dans le giron de l'Église, ne doivent se soumettre aux conditions et à la réparation qu'elle exige. Mais il importe de ne dénoncer, de ne violenter personne. Attendons tout du temps et du retour spontané des consciences individuelles. Ainsi « la société sainte sera moins nombreuse, mais elle sera plus pure ». Comme les événements transforment les hommes ! Quelle différence entre la modestie de cette attitude, de

1. Lettre de Talleyrand-Périgord, archevêché de Reims, 10 juillet 1797. *Arch. aff. étr., Ibid.*, 591, pièce 352. — COSTE, *op. cit.*, pp. 23, 32, 49 ; — SAUSSOL, p. 133-139, 200-211. « Si on ne voit en nous que des citoyens paisibles, bien-faisants, amis de l'ordre, occupés du soulagement de l'humanité souffrante, éloignés de toute domination, contents de pouvoir exercer la religion de nos pères dans ce qu'elle a d'essentiel et avec les limitations qu'on aura mises à tout ce qui ne regarde que l'extérieur, point empressés à recouvrer les biens, le crédit et la liberté dont nous jouissions, occupés au contraire à modérer le zèle trop ardent des fidèles qui pourrait les porter à vouloir faire dominer la religion par la violence, alors les cœurs les plus aliénés de la religion et de ses ministres se rangeront insensiblement sous ses étendards. » — « Si nous étions soupçonnés de n'aspirer qu'à recouvrer nos biens, à nous faire un parti ; si nous étions à charge aux fidèles, nous ne ferions pas grand fruit auprès de plusieurs. » COSTE, *op. cit.*, pp. 28, 58.

ce programme, et le langage, les revendications du clergé dans l'ancien régime !

Ceux qui tracent ces règles aux missionnaires n'en sont pas moins sincères. Ils savent et disent que « la conduite des pasteurs, lorsque l'exercice du culte n'est que toléré, doit être bien différente de celle qu'ils sont obligés de tenir, lorsque la religion est dominante ¹ ». Plus tard, quand l'Église officiellement rétablie aura repris possession de son domaine et conscience de sa force, il serait difficile de la réduire à cette sorte d'impassibilité, à cette abstention complète en dehors de sa mission religieuse. Pour le moment, les prêtres ne semblent pas toucher terre. Étrangers à tout ce qui divise et passionne les hommes, ils ne veulent apparaître à leurs concitoyens que comme des envoyés célestes.

IV

Cet apostolat d'un nouveau genre eut un plein succès. La division des diocèses en missions fut heureuse dans plusieurs provinces. Avec ce système un clergé peu nombreux et même errant pouvait porter son action sur tous les points du territoire. Tandis que les catéchistes laïques travaillaient sur place chaque paroisse, les missionnaires parcouraient le pays, administrant les sacrements, recevant les confessions, réhabilitant les mariages. Louis XVIII, voyant ce résultat, crut devoir recommander aux évêques une telle organisation des missions, sous prétexte d'intérêts religieux, mais y cherchant, au fond, un appui pour la cause royaliste ². La correspondance qui s'établit à ce

1. COSTE, *Op. cit.*, pp. 29, 53.

2. Le roi écrivait dans une lettre datée d'octobre 1797 : « Par une note que je charge mes agents de communiquer aux évêques, et que ceux-ci feront connaître à ceux de leurs confrères avec lesquels ils sont en relation, j'é les exhorte à envoyer dans leurs diocèses des missionnaires également instruits, vertueux, courageux et prudents, ou à se servir pour

sujet entre les prélats et le roi prouvé la prospérité des missions. Le cardinal de La Rochefoucauld donne au prince l'assurance qu'elles sont répandues dans son diocèse de Rouen et dans ceux de Limoges, de Séez et de Metz. Le cardinal de Montmorency, évêque de Metz, confirme cette information pour son diocèse et va jusqu'à attester que « dans ce moment-ci (1797), il n'y a pas une seule paroisse qui manque de secours spirituels ». Le primat des Gaules, M. de Marbeuf, généralise ce mouvement pour la France entière. Après avoir vanté l'héroïsme et la prudence des missionnaires, il croit pouvoir dire au roi : « Les choses en sont à un tel point, Sire, que dans l'étendue de votre royaume, il n'est personne voulant sincèrement les secours spirituels qui ne puisse se les procurer ¹. » L'évêque de Boulogne, M. Asseline, donne les mêmes renseignements et ne craint pas de lancer cette affirmation : « Il y a maintenant dans l'intérieur un assez grand et peut-être un trop grand nombre de minis-

cette mission des prêtres qui sont actuellement dans le royaume et qui réunissent les qualités qu'elle exige, afin de soutenir l'esprit religieux qui commençait à reparaître avant la dernière catastrophe (le coup d'Etat de Fructidor) et de donner à mes sujets les instructions, les consolations, en un mot, tous les secours spirituels, dont ils ont un si grand besoin pour le présent et pour l'avenir. »

1. Lettres du cardinal de La Rochefoucauld, 30 octobre 1797 ; du cardinal de Montmorency, datée de Paderborn, 30 novembre 1797 ; de M. de Marbeuf, archevêque de Lyon, datée de Lubeck, 1^{er} octobre 1797. *Arch. aff. étr.*, fonds français, vol. 592, pièce 50, p. 120-121. Le cardinal de La Rochefoucauld écrit au roi : « Nous avons éprouvé la consolation d'avoir prévenu les pieuses intentions de Votre Majesté. Les missionnaires sont nombreux dans nos diocèses et en proportion de leur étendue. » Le cardinal de Montmorency écrit de Paderborn, le 30 novembre 1797 : « Il y a plus d'un an que j'ai établi dans tous les cantons de mon diocèse des missionnaires zélés qui ne cessent de prêcher les fidèles et de leur inculquer les principes qui les obligent à rester attachés à leur religion et à leur roi. (Cette fin de phrase pouvait être de complaisance.) Ces missionnaires ont eu jusqu'à présent le plus grand succès, et ces prêtres courageux se sont néanmoins conduits si prudemment que peu ont été découverts, arrêtés ou incarcérés. Les derniers mouvements (coup d'Etat de Fructidor) ont forcé quelques-uns de ces missionnaires à prendre la fuite ; mais l'homme chargé de ma confiance, et auquel j'ai donné tous les pouvoirs, vient de parcourir tout le diocèse et a remplacé tous les missionnaires qui étaient cachés ou en fuite, de manière que dans ce moment-ci, il n'y a pas une seule paroisse qui manque de secours spirituels. »

tres fidèles eu égard à la difficulté des conjonctures ¹. » L'évêque de Clermont est aussi tenté de trouver trop considérable le chiffre des prêtres rentrés en France. « De tous les ecclésiastiques déportés en 1792 de mon vaste diocèse, dit le prélat, il ne m'en reste pas au-delà de cinquante dans les différentes parties de l'Europe. » Après le coup d'État de Fructidor, au lieu de passer la frontière, « tous ont pris le parti de se cacher ² ». Tous les diocèses n'étaient pas également favorisés, mais on peut dire que l'établissement des missions était la préoccupation générale de l'épiscopat ³.

V

Nous venons d'assister, sous la Convention, sous le Directoire, à une grande expérience. L'Église, sortie de la persécution sanglante, dégagée de l'engrenage gouverne-

1. L'évêque de Boulogne distingue dans le clergé présent en France, en dehors des constitutionnels : 1^o les prêtres qui n'avaient jamais voulu passer la frontière malgré tous les dangers ; 2^o ceux qui étaient revenus même pendant la persécution ; 3^o ceux qui, dans les jours plus calmes, étaient « rentrés en foule ». Le prélat ajoute : « Malgré la rigueur des lois portées depuis la dernière Révolution (coup d'État de Fructidor), peu de ceux qui se sont soustraits à la déportation ou qui, après l'avoir subie, sont rentrés, sortent de France. » *Arch. aff. étr.*, vol. 593, pièce 201, p. 78-82.

2. Lettre de M^r de Bonal, évêque de Clermont, au président Vezet, *Arch. aff. étr.*, loc. cit., vol. 592, pièce 152.

3. L'abbé Petel étant venu à Constance en 1795, « l'archevêque de Paris, dit-il, nous proposa de passer dans son diocèse comme missionnaires. M. de Langres nous fit les mêmes offres. » *Loth, op. cit.*, pp. 443, 444. — Le 8 septembre 1795, l'évêque de Senez écrit à ses diocésains (*op. cit.*, p. 35) : « Les circonstances m'ont enfin permis de vous envoyer quelques ouvriers courageux et fidèles... Recevez-les comme des anges. » — Le 27 juillet 1794, l'évêque de Luçon écrit à son grand vicaire (*Lettre inédite*) : « J'approuve fort la division que vous avez faite de mon diocèse et la répartition des ouvriers évangéliques proportionnelle à chaque canton. » Le même prélat, dans une lettre du 25 avril 1795, dit que les missions ont réussi « dans les diocèses de Lyon, Marseille, Aix, Toulon. Presque partout on voit tout le monde revenir à l'Eglise romaine. » A peu près toutes les paroisses du diocèse de Boulogne étaient pourvues dès 1797. On a conservé le nom des desservants qui les remplissaient. Les missionnaires avaient aussi envahi le diocèse de Saint-Omer. (Cf. DERAMECOURT, *op. cit.*, t. IV, p. 261-275.) — A certaines époques, les missionnaires répandus dans la haute Alsace se

mental d'ancien régime qui l'avait entraînée dans sa chute et qui va la ressaisir au ^{xix}^e siècle, a évolué dans des conditions toutes nouvelles. Sans aucun lien avec les pouvoirs humains, placée en dehors et au-dessus de la politique qui divise, dépouillée des richesses qui amollissent les âmes et excitent l'envie, elle a vécu par la seule force de l'idée religieuse. La liberté lui a été ménagée avec une parcimonie extrême, les temples n'ont été qu'entr'ouverts, le clergé a été réduit au sort le plus précaire. N'importe, cette nouvelle évangélisation de la France, dans des circonstances qui rappellent les pays de mission, a été féconde.

Elle a rapproché dans un commun malheur brebis et pasteurs. Comme il était bon ce contact du clergé et du peuple ! Ces prêtres qui, dans l'ancien régime, avaient eu parfois avec les fidèles des discussions d'intérêt, des difficultés pour la perception de la dîme, lui reviennent pauvres, dépouillés de tout, heureux de trouver un morceau de pain, de s'asseoir dans la maison du paysan, à la table de famille. L'envie qu'ils ont pu exciter autrefois a fait place à la pitié. Les épreuves de la religion, maintenant sa reviviscence, font battre d'émotion tous ces cœurs animés de la même foi. Certes, le contraste est grand entre le passé et le présent. C'est un spectacle saisissant de voir

comptaient par centaines. Détail intéressant, tout prêtre venant de Suisse pour être missionnaire recevait avant son départ, « à son choix, un louis ou 4,000 aiguilles ». (BEUCHOT, *op. cit.*, p. 81-90.) — Au témoignage de M. de Puységur, les missions n'avaient guère été organisées dans le diocèse de Bourges. Des déportés avaient même hésité à rentrer. L'archevêque de Bourges écrivait, le 9 août 1795 : « J'ai reçu plusieurs lettres de MM. les ecclésiastiques, qui me demandent de ne pas exiger d'eux leur rentrée, qu'ils croient que le moment n'est pas venu. Je leur ai répondu que mon intention, en organisant une mission, était de rendre le plus utile possible la rentrée de MM. les ecclésiastiques, mais que je ne sollicitais personne à rentrer. Je ne voudrais pas avoir à me reprocher des événements malheureux, quoique les circonstances paraissent devoir donner de la sécurité à cet égard. » (BRIMONT, *op. cit.*, pp. 196, 282, 289.) On peut encore consulter pour les missions l'ouvrage de dom PROIX, sur *Le Clergé du Mans pendant la Révolution*, t. III, p. 554-476 ; pour la Savoie (divisée en vingt-deux missions), LAVANCHY, *op. cit.*, t. I, p. 513-523 ; pour le Var, LAUGIER, *op. cit.*, pp. 155 et suiv., etc.

cette vieille Église gallicane, naguère encore si brillante, si riche, si puissante, si mêlée à toutes les manifestations de la vie politique et nationale, ramenée à une simplicité primitive, et maintenant qu'elle a été chassée de ses cathédrales fermées ou détruites, obligée d'abriter ses mystères dans les plus humbles demeures, sans qu'aucun signe extérieur, aucune convocation publique puisse les désigner comme la maison de Dieu. Cette chute ne sera pas sans compensation. L'Église, autrefois trop opulente, trop officielle, trop empêtrée dans l'État, est en train de se reconstituer dans le silence avec une organisation toute spirituelle. Prêtres et fidèles ont la joie de se revoir, de se trouver réunis devant les autels que l'impiété pouvait croire renversés pour toujours.

C'est cette correspondance de sentiments, cette sorte de complicité religieuse entre le clergé et le peuple qui rendent la réaction chrétienne si puissante, si irrésistible. « Entendez, disait Camille Jordan, du haut de la tribune du Conseil des Cinq-Cents, ces voix qui s'élèvent de toutes les parties de la France... Partout ces hommes simples et bons qui couvrent nos campagnes et les fécondent par leurs utiles travaux, tendent leurs mains suppliantes vers les pères du peuple en leur demandant qu'il leur soit permis de suivre en paix la religion de leur cœur, d'en choisir à leur gré les ministres, et de se reposer au sein de leurs plus douces habitudes, de tous les maux qu'ils ont soufferts. » Royer-Collard venait à la même place confirmer ce témoignage. « La religion, s'écriait-il, a survécu à la monarchie dont elle avait précédé la naissance ; elle a triomphé des attaques qui lui ont été livrées par la tyrannie révolutionnaire. Transmise à la génération présente par l'éducation domestique et par l'enseignement public, la persécution et l'habitude en ont gravé l'ineffaçable empreinte dans les cœurs. C'est cette religion qui est la base de la morale populaire ; c'est elle qui sanctionne les

devoirs qui lient les citoyens entre eux et avec le corps de l'État. Ébranlée pendant quelque temps, par cet esprit de discussion et de subtilité qui atteste moins peut-être les lumières de la civilisation que la corruption des mœurs et l'avilissement des caractères, elle a poussé de nouvelles et profondes racines dans le sol fertile de la persécution. La religion catholique est aujourd'hui un besoin pour la grande majorité du peuple que vous représentez. »

Cette constatation n'était point de nature à rassurer le Directoire. La résurrection, la marche envahissante du culte porté par la foi populaire ne pouvait qu'effrayer un gouvernement impie et convaincu de la complicité du trône et de l'autel. Il apprenait par ses agents que Paris comptait plus de trois cents prêtres, que le culte devenait public dans bien des provinces malgré la défense des autorités et de la loi, que telle fête avait attiré en Alsace deux mille fidèles ; telle autre, dans le diocèse de Montpellier, jusqu'à huit mille. Dubruel, dans son rapport, avait pu dire en plein Conseil des Cinq-Cents : « Vingt mille prêtres à peu près ont subi la peine de la déportation, mais *le plus grand nombre de ceux-là est rentré successivement*, de manière qu'on ne compte aujourd'hui que sept à huit mille prêtres qui soient effectivement déportés ¹. » Le Directoire, voyant le flot montant de la réaction qui menace de le submerger, fait appel à la violence par le coup d'État du 18 fructidor. Voilà la persécution de nouveau déchaînée, les lois de déportation rétablies, les chemins de l'exil, des prisons, des pontons rouverts, les temples fermés, une nouvelle et terrible épreuve imposée aux prêtres. C'était troubler de la façon la plus grave la grande expérience de la séparation de l'Église et de l'État. Nous avons vu avec quelle parcimonie jalouse, quelle défiance ombrageuse

1. Voy. les débats du Conseil des Cinq-Cents : Rapport de Camille Jordan, 17 juin 1797 (29 prairial an V) ; opinion de Royer-Collard, 14 juillet 1797 (26 messidor an V) ; Rapport de Dubruel, 18 février et 26 juin 1797.

l'État s'était prêté à laisser à l'Église une liberté relative. Le culte s'était vu refuser toute publicité, le clergé toute dotation, toute hiérarchie apparente ; nombre de prêtres restaient hors la loi. Eh bien, il fut prouvé que, malgré toutes les précautions, toutes les entraves, des jacobins ne pouvaient supporter ce minimum de liberté religieuse. Alors que le mot de séparation de l'Église et de l'État semble indiquer l'abstention de l'État dans le spirituel, jamais son intervention ne fut plus fréquente, plus tracassière, que dans la période qui nous occupe. Les prêtres constitutionnels eux-mêmes, qui semblaient devoir trouver faveur, ou du moins tolérance, chez les gouvernants, tant ils avaient trempé dans la Révolution, furent souvent et cruellement persécutés. Aussi la conduite des jacobins d'il y a cent ans ne nous rassure guère sur le libéralisme de leurs successeurs qui seraient chargés d'appliquer un programme de séparation de l'Église et de l'État.

Si, du côté des pouvoirs publics, l'expérience de la séparation n'avait point été sincère, parce qu'ils n'avaient pas pu tolérer la liberté de l'Église, en retour l'Église, livrée à elle-même, sans aucun appui humain, gênée dans ses mouvements, avait montré quelle vitalité elle porte en elle, quelle source de résurrection elle trouve dans la force immanente de l'idée religieuse, et comment enfin pour vivre ou pour revivre il lui suffit de la liberté. Aussi Dubruel et Camille Jordan, dans leurs fameux rapports de 1797, maintenaient la séparation de l'Église et de l'État.

Mais la liberté, la sécurité qui, depuis trois ans, étaient d'ailleurs si incomplètes, l'Église ne les avait plus. Avec Fructidor de nouvelles proscriptions recommencent pour le clergé, lui apportent de nouvelles angoisses et la lassitude d'une Révolution qui ne finissait jamais. La plupart des prêtres qui étaient rentrés en France y restèrent ; mais pour eux quelle existence de vivre sur un sol qui se remettait à trembler sous leurs pas, et de falloir disputer leur

tête aux pourvoyeurs de guillotine qui s'étaient remis en quête de victimes ! Tous les documents contemporains nous donnent la sensation d'une nouvelle Terreur. Le clergé est obligé de se cacher. A combien d'autres contrées pouvaient convenir, par exemple, ces renseignements consignés dans un rapport du préfet du Doubs, avant le 18 brumaire : « J'apprends que des prêtres circulent dans le canton, mais seulement la nuit. Ils n'osent se montrer, se cachent dans les cavernes, qui sont en grand nombre, dans les rochers dont ce canton est hérissé ¹. » Les relations de police parlent fréquemment des *prêtres nocturnes*.

Il était, en effet, prudent de ne pas se montrer en plein jour. Quelques mois avant le Consulat la ville de Saint-Claude fut presque tout entière la proie d'un incendie. Un ecclésiastique se présente pour aider au sauvetage. « Arrête, calotin, lui crie un gendarme, plus pressé de courir sus à un curé qu'au feu : marche avec moi en prison. — Que feras-tu de lui, malheureux ? lui dit un spectateur. La maison d'arrêt est déjà en flammes, et on ouvre les portes à ceux qui y sont renfermés. » Un autre prêtre traversait à la course une rue voisine. Au même instant, un garde national lui présente la baïonnette, et allait le percer si un témoin n'eût détourné le coup ².

Voilà quelle était, après le coup d'État de Fructidor, la sécurité religieuse de la France. Aussi quel soulagement sera pour l'Église la chute d'un gouvernement qui à toutes ses hontes ajoute la persécution religieuse. Voici le Consulat qui semble apporter la paix avec la gloire. Aussitôt va se produire une poussée nouvelle et irrésistible du culte catholique qui conduira la France au Concordat.

1. Rapport de vendémiaire an VIII. (SAUZAY, *op. cit.*, t. X, p. 604-605.) — Le rapport de vendémiaire an VII (*Ibid.*, p. 932) dit : « Les prêtres déportés et émigrés parcourent le canton (de Marteau), mais les attrape qui pourra. »

2. Cf. DOM BENOIT, *op. cit.*, II, p. 888.

CHAPITRE VII

État du culte sous le Consulat

I. Espérances que fait naître la Révolution de Brumaire. — C'est un esprit nouveau qui s'annonce. — Mais l'ancienne législation est maintenue. — Bonaparte n'avait d'abord voulu faire qu'œuvre politique. — Son entourage et l'administration très hostiles au clergé. — Il faudra du temps pour amortir l'esprit de persécution. — Comment les lois non rapportées sont tournées par le gouvernement. — II. Malgré la modération du pouvoir, les déportés peuvent être légalement frappés de mort. — Exemples de quelques victimes. — Alerte pendant le saint sacrifice. — Précautions prises par M^{re} d'Aviau, qui ne craint pas de donner une mission dans l'Isère. — Poétique ordination faite par lui sous un toit de chaume, dans les montagnes de l'Ardèche. Discours de l'évêque. — Précautions prises par les prêtres. Leur arrivée de nuit. — On ne se sent point encore en sûreté. — La situation morale d'un diocèse prise sur le vif. — Là, des « chrétiens restés fidèles ». Ailleurs, un « peuple sauvage, cruel pour la religion ». — Quelle révélatrice des cœurs a été la Révolution ! — III. Mais à cette époque l'opinion change vite avec les événements. — La religion profite du rétablissement de l'ordre. — Après Marengo le mouvement de réparation se précipite. — Bonaparte reçoit le clergé de Paris. — Ses déclarations en faveur de ceux qui font la promesse. — Sa défiance des évêques du dehors. — Comme la condition de retour est la soumission à la constitution, M. Émery y pousse de toutes ses forces. — Les rentrés en surveillance. — Le roi veut retenir les évêques au dehors. — IV. Comment le retour des prêtres est plus facile que celui des évêques. — Les paroisses réclament leurs anciens curés. — Quelques-uns hésitent à revenir. — Mais la masse s'ébranle et rentre en France. — V. En quel équipage arrivent les rentrants. — Enivrement du retour. — Joie de retrouver les siens. — Où se loger ? Comment subsister ? — De quel œil les Jacobins inquiets, qui ont trempé dans la Révolution, regardent ces revenants qu'on croyait partis à jamais. — VI. L'ouverture des églises s'accroît. — Les populations veulent les cloches. — Luttres entre sonneurs et antisonneurs. — Clochettes et porte-voix. — Outre les églises, multiplication extraordinaire des oratoires, malgré la défiance du gouvernement.

I

Tous les contemporains ont décrit la joie qu'excita « l'heureux attentat » de Brumaire. En particulier, les

victimes du Directoire à l'intérieur, les déportés ou les émigrés du dehors, saluèrent avec confiance, parfois avec transport, ce nouveau Thermidor qui marquait le terme d'un régime détesté. Les témoins nous ont redit les acclamations qui, malgré les défiances des jacobins, accueillirent l'ouverture des prisons ou des frontières, le retour de l'ordre et de la liberté, une époque enfin « de réparation, de régénération, de rajeunissement ¹ » universels.

L'écho de ces événements devait avoir son contre-coup dans le cœur de tant de prêtres qui, soit au dedans soit à l'extérieur, attendaient dans leurs retraites, leurs cachots, sur les pontons, sur tous les chemins de l'exil, le moment de reprendre leur ministère sacré ou de rentrer dans leur pays. Ils sentaient que quelque chose finissait et qu'un destin nouveau commençait en France ². Ils comprenaient que Bonaparte, quels que fussent ses sentiments intimes, quelques gages qu'il eût donnés à la Révolution, ne pouvait continuer la tradition du gouvernement méprisé et persécuteur qu'il venait de renverser.

Ne croyons pas cependant que la volte-face ait été subite, ni qu'une confiance absolue ait fait immédiatement irruption dans des esprits trop souvent trompés dans leurs espoirs pour exclure toute crainte. Ils avaient raison de ne point se livrer à un optimisme exagéré. Ni les

1. Cf. *Mémorial de Norvins*, publié par M. de LANZAC DE LABORIE.

2. L'évêque de Soissons, M. de Bourdeilles, écrivait, du fond de son exil, le 25 février 1800 : « J'aime à me flatter que le nouveau gouvernement qui vient de s'introduire chez vous (le Consulat) s'efforcera de gagner la confiance des peuples en renonçant aux mesures de rigueur qui, depuis longtemps, pèsent sur eux. » Du fond de l'Espagne, un prêtre déporté, l'abbé Vialar, écrit à ses paroissiens, le 2 janvier 1800 : « L'époque d'une nouvelle résurrection semble s'approcher insensiblement. » (PÉCHEUR, *op. cit.*, t. IX, 602.) — « Tout ce que je vois dans les nouvelles publiques, écrit l'évêque de Luçon, et ce que les nouvelles particulières m'apprennent des dispositions et de la conduite du Premier Consul, me donne les plus grandes espérances que nous verrons enfin des jours plus heureux... Nous verrons la religion catholique redevenir celle de la France, celle que les gouvernants avoueront, qu'ils protégeront plus spécialement. Déjà, ils commencent à y revenir ; ils ont fait célébrer des actions de grâces dans les temples catholiques. » (*Lettre inédite de Mgr de Mercy*, 6 août 1800.)

décrets portés par le Consulat, ni les hommes chargés de les appliquer, ne leur promettaient une sécurité complète.

Le nouveau gouvernement n'a, en effet, nettement annulé aucune des dispositions prises par le Directoire contre le clergé. Son manifeste contient, il est vrai, ces paroles rassurantes : « Les consuls déclarent que la liberté des cultes est garantie par la Constitution ; qu'aucun magistrat ne peut y porter atteinte ; qu'aucun homme ne peut dire à un autre homme : Tu exerceras tel culte, tu ne l'exerceras que tel jour. La loi du 11 prairial, qui laisse aux citoyens l'usage des édifices sacrés, sera exécutée ¹. » Ces affirmations étaient bonnes, mais elles inauguraient plutôt un nouvel esprit qu'une nouvelle législation. L'arrêté porté par les consuls le 8 frimaire an VIII, au sujet des détenus aux îles de Ré et d'Oléron ², semble n'annoncer la délivrance qu'aux constitutionnels. Pour les prêtres restés à l'intérieur, il est statué que ceux qui se sont soustraits à la déportation « justifieront de leur droit à jouir de cette disposition par-devant les administrations centrales de leur département ».

C'est vague, et un tel langage ne pouvait donner plein repos au clergé catholique. Bonaparte, par le coup d'État de Brumaire, avait voulu faire œuvre politique. La question religieuse ne se posait point encore à lui avec un caractère de précision et d'urgence. Il appela même un jour le coup d'État de Brumaire « l'alliance de la philosophie et du sabre ». On l'eût bien étonné sans doute en lui

1. Proclamation du 28 décembre 1799.

2. L'arrêt des consuls rapportait l'arrêté du Directoire sur ces détenus en faveur des « prêtres compris dans l'une des trois classes suivantes : 1^{re} ceux qui auraient prêté tous les serments que les lois ont prescrits aux ministres du culte, et aux époques désignées par ces mêmes lois, et qui ne les ont pas rétractés ; — 2^e ceux qui se seraient mariés ; — 3^e ceux qui n'ayant point exercé ou qui ayant cessé d'exercer, avant la loi du 7 vendémiaire an IV, le ministère de leur culte sans en avoir repris l'exercice depuis cette époque, n'étaient plus assujettis à aucun serment ». L'art. 3 portait : « Ceux qui se seront soustraits à la déportation justifieront de leur droit à jouir de cette disposition par-devant les administrations centrales de leur département. »

disant qu'il aboutirait, en moins de deux ans, à un concordat solennel avec l'Église romaine.

On eût surpris plus encore son entourage. Les ministres, les administrations départementales, sont remplis de jacobins, de bonnets rouges, qui avaient la haine du prêtre dans l'âme et la persécution en habitude. Pour tous ces politiciens, ces préfets, ces proconsuls de village ou de grande ville, les gens d'Église sont des parias, le clergé un gibier qu'on traque depuis dix ans et auquel on continuera à donner la chasse, ne fût-ce que pour s'entretenir la main. Les violences, les crimes accumulés pendant si longtemps dans toutes les provinces, les flots de sang répandus, les fureurs déchaînées, les parodies de la justice outragée, ont amené une sorte de déviation du sens moral, éteint, avec la notion et le goût de la liberté, tout respect de son semblable, surtout quand ce semblable est un prêtre. Les prêtres, on les a vus méprisés, honnis, traqués, assassinés; on ne peut se faire à l'idée qu'ils méritent des ménagements, qu'ils aient des droits, qu'ils puissent prendre rang dans la société, en un mot qu'ils soient Français, qu'ils soient hommes.

Voilà l'état d'âme des dépositaires de l'autorité et de la force publique à la veille et au lendemain de Brumaire, tel est l'esprit des petits potentats associés de près ou de loin au gouvernement du pays. Ah ! il faudra du temps, il faudra l'exemple, le prestige, la résolution de ce Bonaparte dont le nom fascine déjà la France, dont l'exemple fait loi, dont la volonté ne souffre pas de discussion ; il faudra que la nation, dans ses couches profondes et encore chrétiennes, fasse entendre peu à peu sa voix pour amener la cohorte militaire, administrative, philosophique, académique, à calmer ses préventions et ses haines, à se demander si la religion d'ancien régime ne pourrait pas encore rendre des services en république, à supporter que les prêtres vivent, reparaissent, se mon-

trent, jouissent des fameux droits de l'homme et restaurent un culte qu'on s'est acharné à détruire pendant tant d'années.

Heureusement, le seul fait que le 18 Brumaire est un coup d'État contre le Directoire, contre un gouvernement ennemi acharné de l'Église, amène une réaction favorable à l'Église même. Les consuls, pour avoir le clergé sous la main, pour ne point alarmer les prètrophobes, maintiennent les lois persécutrices, mais ils les tournent, en dispensent et font rendre la liberté à une foule de déportés, ou cachés à l'intérieur, ou internés dans les îles de Ré et d'Oléron, ou arrivés du dehors. L'arrêté du 8 frimaire fut appliqué très largement ; nombre de préfets en étaient scandalisés ¹. Le décret du 7 nivôse, en prescrivant la promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII, apportera, il est vrai, au clergé un nouveau sujet de scrupules et par suite de division ; mais ce serment, en se substituant à tous les autres, avait du moins l'avantage d'offrir à ceux qui le prêtaient un moyen assuré de trouver enfin la sécurité dans leur pays et le droit d'exercer un *culte public* ².

II

Malgré cette amélioration progressive, inévitable, la situation du clergé reste incertaine et, çà et là, pleine de

1. Le 22 floréal an VIII, le préfet de la Charente se plaignait au ministre « des facilités coupables que trouvent ces détenus dans l'île de Ré... Les prêtres belges avaient été arrêtés en masse ; on les a élargis de même. » Un autre administrateur écrit qu'on a relâché « plusieurs centaines d'individus qui peuvent être dangereux, qui n'y avaient aucun droit ». Il est donc vrai que les prisons, les cachots, les refuges se vident.

2. Cet arrêté du 7 nivôse (28 décembre 1799) portait : « Tous les fonctionnaires publics, *ministres des cultes*, instituteurs et autres personnes qui étaient, par les lois antérieures à la Constitution, assujettis à un serment ou déclaration quelconque, y satisferont par la déclaration suivante : *Je promets fidélité à la Constitution.* »

périls. Comme les mesures de déportation, les peines de réclusion ou de mort n'ont point été nettement rapportées, des menaces pèsent sur les prêtres. On peut les tuer légalement et, en plein Consulat, on en tue plusieurs au Nord et au Midi ¹. Ces exécutions sont rares : mais n'étant pas protégés par les lois, ils se trouvent plus ou moins à la merci des administrations qui ne leur ménagent ni les vexations ni les alertes. Lorsqu'on entend le ministre de la Police, Fouché, traiter les déportés qui ont reparu de « réacteurs sanguinaires » et de « vengeurs superstitieux ² », on devine quels doivent être les procédés, le langage de ses subordonnés. Ceux-ci ne se gênent point. Préfets, sous-préfets, se croient encore autorisés à parler haut, à manifester en toute occasion leur mépris et leur haine pour des revenants dont ils pensaient être débarrassés pour toujours ³.

1. Sous le Consulat, nous trouvons deux prêtres condamnés à mort par la commission militaire siégeant à Nîmes. L'un d'eux, poursuivi comme instigateur des troubles survenus dans le Cantal et le Forez, fut exécuté à Montpellier ; l'autre, accusé de brigandage et de contre-révolution, subit son supplice au Vigan. Il marcha à la mort avec assurance, chantant à pleine voix le psaume *Miserere mei*. (SAUREL, *op. cit.*, t. IV, p. 35-37.) En Bretagne, le recteur de Carnac est assassiné. La veille de Noël 1799, des soldats arrêtent un jeune prêtre nommé Loncle, qui exerçait son ministère à Plouguenast, et le fusillent sans pitié. Le 3 février 1800, l'abbé Méheust fut arrêté à Morieux et mis à mort par les colonnes mobiles. (Cf. TRESVAUX, *op. cit.*)

2. Fouché disait dans sa Circulaire du 22 nivôse : « Faire rentrer quelques prêtres déportés a été un acte d'humanité et de morale. Le gouvernement a voulu consacrer la liberté des opinions religieuses, mais non la résurrection du fanatisme ; il a voulu ramener parmi le peuple les précepteurs d'une morale antique et révérée, mais non des réacteurs sanguinaires et des vengeurs superstitieux. » (*Débats et décrets*, nivôse an VIII, p. 220.)

3. Charvet, le préfet des Pyrénées-Orientales, qui vient de remplacer le Directoire départemental, ordonne, deux jours après son installation, le 17 avril 1800, aux agents municipaux un « redoublement de zèle ». Il leur rappelle les mesures prises par l'ambassadeur de la République à Madrid, de concert avec le secrétaire d'Etat d'Espagne, « pour faire rentrer dans l'intérieur de ce royaume les émigrés et déportés qui affluent sur nos frontières. ... Vous le savez, citoyens, ajoutez-il, les émigrés et les déportés ne sont attirés sur le sol d'une patrie qui les repousse que par un esprit de vengeance et de rage dont les fonctionnaires publics et les acquéreurs de domaines nationaux seraient les premières victimes, s'ils parvenaient jamais à y devenir puissants. Notre intérêt commun est donc d'exécuter avec sévérité les lois qui les concernent, mais en particulier celle relative aux passeports, dont ils abusent souvent pour s'introduire en France

Les jacobins de village ne demandaient qu'à les imiter. Au besoin, ils sauront prendre à leur compte la chasse aux prêtres. Écoutez ce récit. Dans le Pas-de-Calais, au mois d'août 1800, près d'un an après le 18 Brumaire, un zélé missionnaire, l'abbé Lagniez, a convoqué pour onze heures du soir, dans une maison sûre, les fidèles qu'il a ralliés autour de lui. Les bonnets rouges, excités par leur chef nommé *Troisdoigts*, somment le juge de paix de sévir. Celui-ci résiste. « Va, si tu veux, dit-il au dénonciateur, je ne me charge de rien. » *Troisdoigts* court trouver l'huissier du juge du paix, et l'entraîne à l'attaque du temple improvisé. Les assaillants munis d'armes frappent à coups redoublés. Le célébrant était en train de faire, après l'évangile, un sermon sur la Sainte Vierge. Il entend du bruit, demande aux assistants s'il n'est pas en danger; comme personne ne lui répond, il continue. « Mais tout à coup, raconte le prêtre lui-même, voilà qu'un de ces forcenés ferme rudement la fenêtre qui donnait sur la cour. Incontinent après ils sont à la porte de la chambre où je célébrais les saints mystères; ils entrent, l'épée à la main, jurant et blasphémant. On me crie : « Sauvez-vous. » J'avais demandé deux fois pendant le sermon : « Qu'est-ce que j'entends ! Vient-on m'arrêter ! » Personne n'avait répondu. Me voyant sur le point d'être pris, on souffla les chandelles, on se mêla avec confusion; une catholique des plus zélées se jette à mon col, me délie les cordons de mon aube, m'ôte ma chasuble, me traîne sur la place où se faisait l'assemblée, du côté du verger, me jette son mantelet et m'entraîne. Un jeune Lallou, dont j'avais commencé la réconciliation à l'église, se joint à elle; ils me

sous des noms supposés. » De tels préfets rencontrent trop souvent des agents municipaux dignes d'eux. Presque à la veille du Concordat, le 7 juillet 1801, le maire d'Avenières écrit au préfet de la Sarthe, qu'il trouvait trop modéré : « Veuillez, citoyen préfet, museler ces tigres et leur arracher les griffes pour les mettre hors d'état de faire plus de mal par la suite. » (Dom PIOLIN, *op. cit.*, IV, p. 101; — TORREILLES, *op. cit.*, p. 571-576.)

conduisent par une trouée dans une haie d'épines. J'arrive dans un champ de blé où je me cachai un moment ¹. »

Voilà en plein mois d'août 1800 une scène qui rappelle sur certains points la Terreur. Le culte célébré la nuit dans une maison amie, la sentinelle aux portes, le prêtre aux aguets, s'enquérant au moindre bruit si on vient l'arrêter, l'invasion armée et bruyante des jacobins, la fuite obligée du célébrant tant de fois sauvé par les fidèles, et même par des femmes chrétiennes dont le courage héroïque et la présence d'esprit sont soutenus, inspirés par la foi. Ce qui indique pourtant que nous sommes en 1800 et non en 1793 ou 1798, c'est que le juge de paix refuse d'instrumenter, craignant, sans doute, de se compromettre avec un nouveau régime dont la tolérance pour la religion est de plus en plus manifeste ; mais son huisier marche à l'assaut du nouveau sanctuaire avec ces jacobins de village habitués à courir sus au clergé, et qui, après tant d'années de persécution et de violences, n'ont pas encore assouvi leur rage.

Le danger est plus grand encore pour les évêques que pour les simples prêtres. Néanmoins, M^{gr} d'Aviau, archevêque de Vienne, croit pouvoir profiter de l'apaisement relatif amené par le Consulat pour faire une mission dans l'Isère. Il parcourt spécialement les archiprêtrés de Bourgoin, de la Côte-Saint-André et de Virieu. Il se rend à l'église quand elle est ouverte ; si elle est fermée, il érige un autel au foyer d'une famille chrétienne, au besoin dans la grange d'un paysan. Il passe de longues heures à entendre les confessions. Au moment propice, il harangue ces généreux chrétiens qui tiennent la plupart à communier de sa main. Le tout se passe la nuit, dans un appartement retiré, devant une assistance discrète : car les municipaux veillent et se sont bien promis de saisir

1. Cf. DERAMECOURT, *op. cit.*, t. IV, p. 274-276

l'évêque missionnaire. En même temps, les constitutionnels, avertis de la présence du prélat, effrayés de ses succès, s'efforcent de soulever leurs fidèles contre ce concurrent redoutable. Pour dépister les recherches, M. d'Aviau suit, sous un déguisement, les chemins de traverse. Comme refuge il choisit de préférence la demeure d'un fermier ou d'un honnête artisan. Il partage le repas de ces humbles chrétiens qui, parfois, n'ont à offrir qu'un seul et misérable lit au prélat et à son compagnon de route. Hospitalité primitive, où le cœur, la foi, la vénération, rehaussent le don de la pauvreté, où les Marie et les Marthe, toujours empressées, croient voir Jésus dans un saint pontife résolu, s'il le fallait, à affronter le martyre.

Quelle ordination aux temps prospères pourrait paraître aussi émouvante que celle que fit M^{sr} d'Aviau, au Monestier, dans les montagnes de l'Ardèche ! La cérémonie a lieu en pleine nuit, dans la grange du presbytère. Sur les murs de simple pisé, on a jeté de grossières tentures. C'est dans ce réduit, dans ce lieu sauvage, dans le silence d'une vaste solitude, que les ordinands venus du département, quelques-uns du Puy, de Toulouse, deux du fond de la Vendée, attendent le prélat consécrateur. Il entre sous ce toit de chaume qui remplace les cathédrales, revêtu d'ornements qui eussent paru bien misérables aux prélats d'ancien régime. Les jeunes gens, accourus sous l'impulsion d'un appel irrésistible, avec la résolution, s'il le faut, de rouvrir la carrière du martyre, reçoivent le sacerdoce des mains du saint pasteur, et ne sont point étonnés qu'il leur tienne ce mâle langage : « Mes chers enfants, si jamais vocation fut inspirée du Ciel, n'est-ce pas la vôtre ? N'est-ce pas Dieu lui-même qui vous a appelés ? N'est-ce pas Lui qui a mis dans votre cœur cette généreuse résolution ? Oh ! sûrement la chair et le sang n'y sont pour rien. Que viendraient-ils chercher dans le sanctuaire ? Il n'y a

plus de bénéfices, plus de richesses, plus d'honneurs. Les temples ont été dévastés, les autels brisés, les prêtres incarcérés, bannis, immolés. Que dis-je ? Les échafauds sont encore dressés, les prisons regorgent d'ecclésiastiques qui n'ont pas été élargis, la terre d'exil n'a pas encore rendu ses proscrits. Ces verrous, ces fers, ces haches ensanglantées ne vous épouvantent pas ? » Ces paroles, qu'on aurait pu faire entendre sous la Terreur, étaient dites en plein Consulat, au milieu de l'année 1800 et à l'aube du XIX^e siècle. Elles nous paraissent exagérées pour cette époque. Elles prouvent du moins que les chefs de l'Église n'étaient rien moins que rassurés sur la paix religieuse. L'avenir ne devait point justifier les prévisions sinistres que le vaillant évêque faisait envisager à sa jeune milice. Le ministère secret que M^{sr} d'Aviau venait d'accomplir dans l'Isère prouve qu'une certaine évangélisation des campagnes était possible, avec une extrême prudence, même pour les évêques.

Les prêtres, quoique moins exposés, moins en vue que les prélats, avaient conscience des difficultés, des périls de leur ministère. Aussi les voyons-nous encore sous le Consulat marcher avec prudence, parfois avec hésitation, sur un sol semé de tant de dangers. La ville de Laval compte à la fin de 1799 plus de trente insermentés. Ils n'osent se montrer en plein jour dans la rue, à cause de ce qui reste de terroristes. Les mémoires du temps font observer que les déportés « arrivent à Mayenne à la nuit tombante ». Ils croient nécessaire de se dissimuler. Dans ces contrées si chrétiennes, si travaillées par les guerres de religion, les autorités savent que le vrai moyen de calmer les populations, c'est de rétablir le culte. Mais il faut dans ce but rassurer, attirer le clergé. En avril 1800, le procureur général de la cour d'Angers vient à Mayenne, pour engager le maire à ouvrir les églises et dire aux prêtres cachés qu'ils peuvent célébrer la messe publique-

ment. Le maire demande une autorisation écrite ; le procureur la refuse, « ajoutant que sa parole suffit ¹ ». Ainsi, vif désir dans les hautes sphères gouvernementales de la reprise du culte comme moyen de pacification, instructions purement verbales, blancs-seings donnés par les agents du pouvoir à des ecclésiastiques qui, pour la plupart, ne sont en règle ni avec les lois de déportation, ni avec le serment de fidélité à la Constitution, craintes de ces derniers de trop s'aventurer sur un terrain dangereux, telle est encore, dans les premiers mois de 1800, la situation religieuse dans l'ouest de la France.

Passons au Midi. Un document contemporain ² nous donne, prise sur le vif, la peinture du diocèse de Montauban à l'époque qui nous occupe. Les dépositaires de l'autorité épiscopale, semblables à un général qui explore le terrain où il doit livrer bataille, font une sorte de revue paroissiale, disent leurs espérances, leurs craintes, les ruines accumulées par la Révolution, les tentatives de reconstruction. Ils sont heureux quand ils peuvent écrire de certaines localités comme celle de Mirepoix, et c'est le plus grand nombre : « Le vénérable M. Crouzet a été reçu avec enthousiasme à sa rentrée de l'exil. » A Laperrière, le curé revenu de la déportation « fait son service publiquement dans sa paroisse et les environs, ce qui l'expose ». Dans nombre de villages, comme à Glatens, le peuple est qualifié de « naturellement bon ». A Albefeuille « le peuple, en général doux et humain, s'est bien comporté pendant la Révolution. On y verrait avec plaisir un prêtre catholique et on lui ferait un sort. » A Angeville, les trois cents habitants se sont énergiquement opposés à la vente de l'église et du presbytère. Ils se montrent cependant

1. Dom PIOLIN, *op. cit.*, t. IV, p. 91-94.

2. *État du diocèse de Montauban*, registre in-4° du fonds des archives de l'évêché de Montauban. C'est l'état du diocèse en l'an 1800 et au commencement de 1801.

assez turbulents, et, après s'être jetés dans le schisme, « ils malmènent maintenant leur curé légitime ».

Que d'ombres dans le tableau qui nous est présenté ! Voici, à Saint-Aignan, un « peuple naturellement timide et ignorant », qui a « suivi toutes les chances de la Révolution ». La majorité des fidèles a néanmoins présenté « plusieurs suppliques pour obtenir un prêtre catholique ». A côté de ces faibles qui n'ont pas su résister au torrent de la Révolution, voici les méchants qui l'ont précipité. Le procès-verbal signale, à Castelferrus, « un peuple cruel pour la religion » ; à Gariès, « un peuple sauvage » qui a commis tous les excès. A Castelsarrasin, la majorité des habitants a donné à corps perdu dans les violences ; la bande noire y était très nombreuse, les gens ont été fort maltraités. A Villemur, c'est la minorité qui « s'est horriblement comportée pendant la Terreur », cependant la population est assez bien disposée. Les gens de Garganvilla sont très exaltés, il en est peu qui n'aient participé à la dévastation de leur église et à toutes ses conséquences. Plusieurs localités sont présentées comme absolument perverties ¹. Le rapporteur signale les paroisses où le curé désiré ne pourrait pas vivre ou devrait se cacher. On est frappé du grand nombre de celles où il est dit que le ministère est exercé secrètement ². Enfin, les insermentés

1. « Saint-Angel : Il y a environ soixante communicants qui ont perdu de vue les principes de la morale. — Puylouron : Ce peuple paraît tout perversi ; il faudra du temps et de la patience pour le ramener. — Le Born : Cent communicants ; la sauvagerie y est dominante. Le curé, tout caché qu'il est, rend d'excellents services à ses paroissiens. »

2. « A Corbarieu, un prêtre catholique serait vu avec plaisir, mais il est difficile de l'y cacher. — Escazeaux : Ce peuple s'est très mal comporté pendant la Révolution ; un prêtre catholique y serait mal vu et ne trouverait point de quoi vivre. — A Montbéqui, le curé est obligé de se cacher. — A Villebrumier, le curé légitime ne peut s'aventurer sans danger. — Lavinouse : Peuple tranquille, mais un peu insouciant ; un prêtre y vivrait difficilement, vu la pauvreté des gens. — Mont-Durausc : On y nourrirait difficilement un prêtre, que la paroisse désire beaucoup. — Labastide-du-Temple : Difficile de s'y cacher. »

trouvent sur leur chemin les constitutionnels qui leur disputent le terrain et les ouailles ¹.

Ces inventaires, rédigés sur place, par des hommes bien informés, avec l'unique souci de la vérité, nous font, en quelque sorte, revivre dans l'époque de transition qui sépare Brumaire du Concordat. Au fond de l'âme du peuple brûle toujours et va se réveiller encore l'amour de son vieux culte. Il désire, il redemande ses prêtres, et leur fait souvent un accueil enthousiaste. Mais combien de paroisses se sont déshonorées pendant la Révolution par lâcheté ou par cruauté ! Quel abandon de tous les principes de religion et de moralité ! Que de pillages d'églises, que de chasses au clergé, que de compromissions avec les bonnets rouges ou la déesse Raison ! Ils sont toujours là dans le village ces jacobins qui si souvent ont fait trembler et parfois égorger les honnêtes gens, moins arrogants sans doute depuis l'annonce d'un gouvernement fort et réparateur, mais encore redoutables et menaçants. Quelle terrible révélatrice des cœurs a été la Révolution ! Maintenant que, sous un régime où on commence à respirer, un retour en arrière est possible pour établir le bilan des responsabilités ; maintenant qu'on peut compter les coups reçus et regarder en face les bourreaux, quelles tristes constatations ! Quelles défaillances morales, quels crimes même ont parfois souillé les annales du plus petit hameau !

1. A Gandalou, qui compte cent communiant, la population a été absolument égarée par les intrus qui s'y sont succédé sans interruption. — A Gensac, l'intrus, nommé Soubiran, a « offert de se conformer aux fêtes décadaïres ». — A Haumont, qui compte deux cents communiant, le « peuple s'est laissé entièrement suborner par l'intrus ». — A Glatens, le peuple, « naturellement bon, suit naturellement l'intrus ». — A Magnianac, paroisse de trois cents communiant, le curé jureur entraîna les fidèles au schisme. On n'y compte guère que deux familles de confiance. — Moulis : peuple très sauvage, entiché de l'intrus Régnier. — Labastide-Saint-Pierre : la paroisse, qui compte trois cents communiant, suit l'intrus. Il y a à peine trois ou quatre familles qui n'aient pas donné dans le schisme et qui désireraient un bon prêtre. « Le plus grand nombre a commis des scélératesses pendant la Révolution. »

III

Mais à une époque où les événements se précipitent, où une phase nouvelle de la Révolution met un abîme entre hier et demain, ces temps sont déjà loin. Tout semble renaître en France. « On venait d'être plus ou moins mis en liberté par Bonaparte », écrit Norvins. Le repos après tant d'agitations, la sécurité, ce grand besoin d'une nation, sont assurés par un gouvernement réparateur. Les agitateurs, les voleurs, les brigands, les détrousseurs de diligences, sont réprimés à leur tour et réduits à l'impuissance par la force publique. Les rapports des commissaires envoyés dans les provinces témoignent que l'ordre et la paix règnent partout. François de Nantes constate dans le Midi « un calme égal à celui dont il jouissait avant la Révolution ». Même affirmation pour le Nord. La Vendée elle-même, naguère si ébranlée par les guerres religieuses, est à ce point pacifiée, grâce à la « tranquillité » publique et à « la cessation des persécutions », que les délégués auraient pu, disaient-ils, « traverser tous les lieux sans escorte ¹ ». Partout les personnes se trouvent protégées comme les intérêts. Sans doute, la Constitution de l'an VIII a eu bien soin de déclarer qu'aucun émigré ne pourrait rentrer en France. Il fallait ménager la transition et ne pas trop alarmer la faction jacobine. Mais en leur rendant leurs droits civils et politiques, on va libérer ceux qu'on avait appelés les émigrés de l'intérieur. Pour les émigrés du dehors, on les fera rentrer par catégories, puisqu'on ne peut pas encore les rappeler en masse, en attendant l'amnistie générale du sénatus-consulte de 1802. On sait qu'après la bataille de Marengo, Bonaparte, fort

1. Cf. ROCQUAIN, *L'État de la France au 18 Brumaire*.

de sa victoire, précipita les mesures de réparation dont profiteront largement les prêtres sinon les évêques. Il recevait volontiers la visite de M. Émery et des grands vicaires de Paris. Il avait été sensible aux sentiments qu'ils lui avaient fait exprimer lors de l'attentat dirigé contre sa vie. A la réception officielle de janvier 1801, la première qui fut faite au gouvernement par le clergé depuis la chute de la monarchie, le Premier Consul avait retenu ses visiteurs une demi-heure et s'était montré cordial. M. Émery était plus hardi que l'évêque de Saint-Papoul, M. de Maillé, qui, malgré les instances du supérieur de Saint-Sulpice, ne s'était point décidé à aller chez Bonaparte et se contentait de voir Lebrun ¹.

La situation des évêques restait plus difficile que celle des simples prêtres. Quelques-uns sont à Paris et s'y montrent au grand jour. A la fête de l'Épiphanie 1801, M. de Saint-Papoul officie pontificalement à Saint-Roch ; M. de Senlis (Roquelaure) « assiste avec le cérémonial ecclésiastique et M. de Saint-Malo en habit laïc ». Le délégué romain, M^{re} Spina, avait parlé de s'y rendre, mais il se tient sur une grande réserve. L'évêque de

1. Extraits des lettres de M. Émery à M. de Bausset, évêque d'Alais (*Archives de Saint-Sulpice*). « M. de Saint-Papoul n'a point vu Bonaparte. On l'en a détourné contre mon avis. Il a vu Lebrun ; il devait le voir encore avec moi dans une audience demandée. » 9 mars 1800. — « Le ministre de la Police nous a fait dire par Bernier qu'il serait convenable que nous fissions une visite au Premier Consul pour le féliciter de la conservation de sa vie. » M. Emery se contente de faire dire par Bernier ses sentiments à Bonaparte. « Il l'a fait et m'a écrit que le Premier Consul avait paru fort sensible. Et comme il n'a pas été plus loin, nous nous en tiendrons là. Je crois que cela suffit au but. Une visite nous donnerait encore en spectacle et serait tenir mille propos. » Lettres de fin décembre 1800 et 3 janvier 1801. — Voici une démarche importante. « M. de Dampierre, Malaret et moi avons fait avant-hier la visite au Premier Consul. C'est Bernier qui nous l'avait facilitée et qui nous a présentés. Nous avons conversé près d'une demi-heure. Il en a agi avec beaucoup de cordialité. Il n'y a point eu de résultat, je crois... M. de Juigné avait désiré qu'on lui fit connaître la disposition où étaient les évêques de France de faire la promesse de soumission au gouvernement. C'est ce qui a été fait. Nous l'avons remercié de la protection qu'il accordait à la religion. Nous lui en avons demandé la continuation. Voilà la première démarche du clergé catholique auprès du gouvernement. Je crois que c'est un bien. » *Lettre de M. Emery*, janvier 1801.

Marseille, M. de Belloy, toujours prudent et ami de la tranquillité, ne répond pas aux lettres qui le pressent d'arriver dans la capitale ¹. Il faudra bien pourtant qu'il y vienne quand il sera nommé archevêque de Paris.

Le gouvernement surveillait les évêques du dedans et ne dissimulait pas sa défiance des évêques du dehors. Bernier, après avoir, à la suite d'une conversation avec le Premier Consul, affirmé dans une note à M. Duclaud, prêtre de Saint-Sulpice, que tous les ecclésiastiques faisant la promesse pouvaient revenir, émettait au sujet des prélats des réserves inquiétantes ². Cependant M. Émery restait convaincu que ces difficultés n'étaient pas insurmontables. « Je crois, écrivait-il, qu'il serait très possible d'obtenir la permission de rentrer, mais malheur à celui qui rentrera le premier. Toute la troupe des *zelanti* du dehors fondra sur lui. » Les évêques qui avaient la ferme intention de reparaître devaient donc, d'une part, résister à la pression royaliste, qui voulait les retenir loin d'une France gouvernée par l'usurpateur ; de l'autre, faire nettement la promesse de soumission à la constitution de l'an VIII.

1. 9 mars 1800. « Je lui ai écrit (à l'évêque de Marseille). Point de réponse. Je respecte les raisons qui vous (Bausset) empêchent de mettre la plume à la main. » — « Spina est trop circonspect et ne veut rien faire ni rien dire. Je l'ai fait pousser indirectement pour aller dire la messe le jour de Noël dans l'un des oratoires publics de sa paroisse. Il s'y est refusé. » (Fin décembre 1800.) Spina finit par s'enhardir. « Spina ne fait plus difficulté d'entrer dans nos églises. Il vient aux Carmes entendre les sermons de l'abbé La Fage. » (Emery à Bausset, 23 mars 1801.)

2. Lettre signée Bernier à M. Duclaud qui avait remis le mémoire. « J'ai parlé au Premier Consul de ce qui faisait l'objet de votre mémoire. La réponse a été aussi claire que satisfaisante. 1^o Il entend que tout prêtre qui fera la promesse, fût-il déporté en Espagne ou bien ailleurs, puisse rentrer. Il n'en excepte aucun. 2^o Cette promesse doit être adressée avant le rappel au préfet du département ou au ministre de la Police qui ordonnera de suite que le déporté rentrera sur le territoire français. 3^o Il m'a déclaré en même temps que l'article du *Moniteur* du 10 nivôse an VIII explicatif de la promesse était officiel. » Bonaparte a ajouté que les lettres du ministre Fouché « ne sont pas conformes aux vues du gouvernement », qu'elles n'auraient aucune suite... « Il n'y a cependant lieu pour le moment au rappel d'un évêque non soumis. Bonaparte m'a dit très positivement qu'il fallait attendre qu'il régnât entre les membres du clergé une union que nous désirons tous, avant de se prononcer sur cet objet. » M. Emery ajoute : « De quelle union veut-il parler ? Entend-il parler des constitutionnels ? » *Papiers de M. Emery*, avril 1800.

Aussi cette question de la promesse revient à chaque page dans la correspondance de M. Émery avec l'évêque d'Alais. Il rapporte les nouvelles qui lui arrivent, signale les prélats qui adhèrent, les opposants, marque les progrès de la soumission dans les diverses provinces. En bon tacticien, il agit sur les hommes dont l'exemple peut être très influent, comme les archevêques de Toulouse, d'Auch ; pousse M. de Bausset et les évêques présents à Paris à écrire au nouveau pape, qui risque d'être prévenu par les intransigeants, en un mot encourage de tout son pouvoir la soumission au gouvernement consulaire, en vue de rendre le clergé à l'exercice de son ministère ¹. M. Émery, qui avait été le maître, qui était resté l'ami de plusieurs prélats, même parmi les opposants, avait qualité pour parler, mais son zèle ne pouvait plaire à tout le monde. « Vous êtes très content de M. Spina et moi assez peu, disait-il un jour à M. de Bausset. Il m'est revenu qu'il m'avait trouvé bien vif et bien aigre sur la promesse ². Cela m'a engagé à lui écrire une très longue

1. 21 mars 1800 : « Le curé de Saint-Sulpice m'a dit que dans les vingt-quatre heures après qu'on eut connaissance de cette promesse, l'évêque de Clermont, qui est à Munich, avec celui de Chalon-sur-Saône, de Gap, et un suffragant de Besançon, déclarèrent que la formule était illicite et ils défendirent expressément de la faire, malgré toute interprétation qui surviendrait de la part du gouvernement. Tous ignoraient à cette époque l'explication du journal officiel. Ils voulaient faire imprimer leur décision. M. l'archevêque de Paris, qu'ils avaient tenté d'entraîner dans leurs sentiments, leur écrivit pour leur persuader de n'en rien faire. » Il ne faut point s'étonner de voir M. de Bonal, évêque de Clermont, si ardent en 1800, alors qu'en 1797 il avait écrit à son diocèse, au sujet du serment de soumission aux lois, qu'il se montrait tolérant pour ceux qui l'avaient déjà fait, mais il ajoutait pour ceux qui ne l'avaient pas encore prêté : « Je leur défends de le faire sous peine de suspense *ipso facto* de leurs pouvoirs. Je défends aussi à tout ministre d'exercer le culte public lors même que l'assemblée leur en donnerait la liberté. » M. Emery dit n'avoir pas répondu à M. de Clermont « parce que j'ai su qu'il trouvait assez mauvais que j'insistasse ». Lettre du 17 juin 1797. — Nous voyons par les lettres de M. Emery que M. de Boisgelin avait publié sur la promesse un écrit que M. Emery ne juge pas assez favorable à cette mesure. Cf. *Emery à Bausset*, 9 mars, 6 avril, 9 et 22 juin, 7 août, 12, 23 et fin décembre 1800 ; 25 février, mars et 2 juin 1801.

2. *Emery à Bausset*, 12 décembre 1800. Dès le 12 juin 1797, M. Émery écrivait à M. de Bausset : « Vous semblez supposer que j'ai rendu quelques services à la religion. Il n'y a personne au dehors qui soit plus décrié que moi à moins que ce ne soit vous. Un évêque même voulait détourner les

lettre à laquelle il n'a pas répondu ; mais il est venu me faire une visite et ne m'a pas trouvé. »

On avait bien raison de pousser au serment de fidélité, car le prêter, le conseiller était le seul moyen de s'ouvrir et d'ouvrir aux autres les portes de la France. Bernier présente à Bonaparte, en décembre 1800, l'évêque de Troyes en faveur de la soumission. Bonaparte déclare immédiatement qu'il faut le faire revenir. Les correspondances du temps nous disent les démarches tentées, les chances de succès. Ici encore le supérieur de Saint-Sulpice reste le grand moteur et s'emploie avec une énergie extraordinaire à obtenir la rentrée des prélats. Ils sont encore bien peu nombreux à Paris au milieu de 1801. « L'évêque de Saint-Malo, écrit M. Émery, est toujours ici. On dit aussi que l'évêque de Nîmes est arrivé. Je n'en suis pas sûr. Je n'en connais pas d'autres. Bernier m'avait écrit qu'il avait obtenu le retour de M. l'archevêque d'Auch, ainsi que celui de l'évêque d'Amiens, et il me demandait les noms de M. de Luçon. J'ai averti M. d'Auch de se tenir prêt à partir et n'ai parlé du fait qu'à M. de Clermont. J'ai gardé un profond silence sur les autres, et bien m'en a pris, car depuis le temps je n'ai entendu parler d'aucune expédition. J'ai écrit deux fois, point de réponse. J'ai écrit une troisième fois et me suis presque fâché : point de réponse encore. Les premiers délais ne m'ont point surpris parce que je demandais que les secrétaires et vicaires généraux de ces évêques fussent compris dans le retour. Mais cette persévérance m'étonne et me fait croire à quelque chose d'extraordinaire et autre que l'extrême occupation de Bernier ¹. »

sujets de ma compagnie de me reconnaître pour leur supérieur. Cet évêque est en Valais (sans doute M. de Galard, évêque du Puy). C'est encore pis en Espagne, mais cela m'affecte fort peu. »

1. Lettre du 7 juin 1801 à M. de Bausset. — Fin décembre 1800. « Bernier a présenté l'ouvrage de M. de Troyes à Bonaparte. Celui-ci a dit qu'il fallait le faire revenir, et l'affaire est en train. » — 6 juillet 1800. « Je ne

Cette lettre nous marque, avec les préoccupations de M. Émery, le peu d'empressement du pouvoir à rappeler les évêques du dehors. Le seul fait de leur émigration est une tache que leur soumission n'arrive point à laver. Comme le gouvernement reste sur la défensive, il tient en observation ceux qui rentrent, soit évêques soit simples prêtres. Si l'évêque de Gap se décide à revenir, « sa surveillance est pour Paris ». Le curé de Saint-Sulpice, M. de Pancemont, à son arrivée d'Augsbourg où il se trouvait avec M^{sr} de Juigné, est mis en surveillance à huit lieues de la capitale. Au bout de quatre mois, il est rayé de la liste des émigrés ¹.

La pression royaliste, qui s'exerçait avec violence pour retenir les évêques au dehors, était encore plus puissante que les mesures de police, que ces défiances du gouvernement consulaire pour les détourner de rentrer en France. Louis XVIII lui-même surveillait leurs mouvements avec une attention jalouse. Il ne pouvait admettre des déflections également interdites, disait-il, « par la religion et l'honneur ». Faite par les premiers pasteurs, écrivait-il au cardinal Maury, son représentant à Rome, la soumission à Bonaparte aurait une influence terrible sur l'opinion publique, « porterait un préjudice irrémédiable à la religion, au roi, à eux-mêmes, à leur considération,

vois encore rien de réglé pour le retour des évêques. L'évêque de Digne a eu la permission de revenir sous la condition de la promesse contre laquelle il s'est déclaré. » — 7 août 1800. « Je ne sache aucun évêque rentré, pas même celui de Digne. Sa surveillance est pour Paris ; mais la condition mise dans la promesse l'arrêtera. Il est à Munster. » — Juin 1801. « L'archevêque de Bordeaux ne tardera pas d'arriver ; du moins on vient de lui expédier une permission. » — 20 septembre 1801. « L'évêque de Saint-Claude, qui a passé par Paris en allant à Poitiers, a donné sa démission. Il avait fait à Besançon la promesse et l'avait autorisée dans son diocèse. Elle a été faite aussi par le clergé de Besançon. »

1. 9 mars 1800. « Le curé de Saint-Sulpice est de retour depuis vingt jours. Il revient d'Augsbourg. Il était auprès de l'archevêque. » — 21 mars. « Le curé de Saint-Sulpice est en surveillance à huit lieues de Paris où je l'ai vu. » — 6 juillet. « Le curé de Saint-Sulpice est rayé de la liste des émigrés et reparait. » *Emery à Bausset*. — M. de Pancemont avait prêté sous le Directoire le serment de haine à la royauté.

à leur ministère ; faite par les curés, elle pervertirait la conscience de leurs paroissiens ». Cependant Louis XVIII finira par distinguer entre curés et évêques. « Les curés rentrent en foule, dit-il, entraînés par le torrent qui les porte vers leurs paroissiens. La plupart regardent comme nécessaire cette promesse, qui seule peut leur y procurer une existence tranquille et le libre exercice de leur ministère. Si le roi prenait le parti de la leur interdire en termes formels, il risquerait de compromettre son autorité, et même de les indisposer et de les aigrir. Les évêques ont été jusqu'à présent plus fermes contre la séduction. *Le sentiment de l'honneur fortifie en eux le sentiment du devoir.* La plupart se sont hautement prononcés pour la saine doctrine. Leur persévérance inébranlable dans les vrais principes peut y fixer les pasteurs du second ordre qui ne les ont pas encore abandonnés. Le roi risque donc moins de se compromettre en leur défendant la promesse, et il a les raisons les plus pressantes pour la leur interdire. A l'égard des laïcs, le roi n'ignore pas que la fidélité est aussi un devoir pour eux, mais ils sont moins impardonnables lorsqu'ils se font une idée moins pure des préceptes religieux et moraux, et qu'ils regardent la promesse de fidélité à la constitution comme une vaine formule. D'ailleurs la tendresse conjugale, l'amour paternel, le besoin de ressources, sont des motifs bien impérieux. Le roi est plus porté à les plaindre qu'à les blâmer ouvertement ¹. » Tolérance pour les laïcs, indulgence pour les curés, mais interdiction absolue aux évêques, voilà la ligne de conduite du roi à l'égard des Français dans la question de la promesse. Il semble étrange qu'on exigeât des prélats une intransigeance monarchique qu'on n'imposait pas aux laïcs. Louis XVIII

1. Louis XVIII à Maury, 10 décembre 1800. RICARD, *Correspondance diplomatique et Mémoires inédits du cardinal Maury*, 1891, t. I, 469 ; II, p. 13-15, 30-34.

parle de la tendresse conjugale, de l'amour paternel qui servaient à ces derniers d'excuse pour rentrer en France. Mais les évêques n'étaient-ils pas eux aussi mariés à leur église, et n'avaient-ils point une famille spirituelle ? Maury n'acceptait pas la distinction que nous serions tentés de faire, et qu'on faisait alors entre « le sujet et le pasteur. L'évêque, disait-il, est né sujet ; il était sujet avant d'être pasteur. Cette qualité indélébile du sujet est inséparable du pasteur. »

La correspondance de Louis XVIII avec son représentant à Rome nous fait connaître le degré d'orthodoxie politique des prélats. Manifestement, le plus cher, le mieux en cour auprès du prince est M. de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, pour lequel Maury a ordre de réclamer avec grande insistance le chapeau de cardinal ¹. L'archevêque de Paris ne donnait pas toute satisfaction. M. de Juigné, qu'on pressait de demander comme coadjuteur l'abbé Edgeworth, s'y refusait. Maury

1. Il réunit, disait le roi de l'archevêque de Reims, « naissance illustre, conduite irréprochable, piété, savoir, dignité dans l'Eglise, dignité dans l'Etat : en mon particulier je serais véritablement heureux de procurer cette grâce à M. l'archevêque de Reims, que j'estime autant que je l'aime, et de consoler une maison illustre, pour laquelle mon grand-père et mon père ont toujours eu tant d'amitié, de l'opprobre que la conduite d'un de ses membres (l'évêque d'Autun) répand sur elle ». Maury répond que Pie VII « a écouté avec attendrissement tout ce que je lui ai dit de ce sage et respectable prélat, qui a eu la gloire d'échapper à tous les dangers d'une grande naissance, d'une grande jeunesse et d'une grande dignité ». Le chapeau promis par le pape devait longtemps se faire attendre. L'évêque de Châlons, M. de Clermont-Tonnerre, apparaît dans la correspondance comme ayant de bons principes, mais mauvais caractère. Louis XVIII écrit que ce prélat a eu de graves torts envers lui en 1797, que « si sa conduite politique a été celle d'un sujet fidèle, il s'en faut beaucoup qu'elle ait été à mon égard celle d'un sujet respectueux. Vous n'ignorez pas sans doute à quel point j'ai eu à m'en plaindre. » Nous verrons les torts du prélat à l'égard du roi s'aggraver encore. Maury dit de Cicé : « Ce prélat est toujours le même homme. Dieu ne permet pas qu'il profite de l'occasion pour se réhabiliter par son adhésion aux bons principes. » Maury s'applaudit d'avoir « redressé le cardinal de Rohan » qui s'était égaré dans un acte de soumission rendu, il est vrai, « nul et illusoire » par les réserves dont il l'avait accompagné. Il est parlé avec éloge dans cette correspondance de l'évêque de Clermont, M. de Bonal, qui mourut sur ces entrefaites, des évêques d'Uzès, de Castres, de la Rochelle, etc. Cf. *Correspondance du cardinal Maury*, I, 189, 386, 397, 406, 440, 441, 460, 481, 482 ; II, 49, 85, 92, 94.

s'en indigne ¹. « M. l'archevêque de Paris, écrit-il, fait un mal incalculable par la faiblesse avec laquelle il tolère les égarements de son conseil ivre de presbytérianisme et de démocratie, ouvertement révolté contre le corps épiscopal et honteusement prostitué à tous les serments qu'on lui a proposés. Ces misérables grands vicaires de Paris persécutent à présent les prêtres fidèles à leurs devoirs. Je regrette que M. l'archevêque de Paris, qui a trop peu d'énergie pour sa place, refuse de demander un coadjuteur. » Voilà de gros mots ; c'est que Maury ne supporte pas la tiédeur. Tous les prélats qui ont le malheur de lui déplaire, c'est-à-dire d'accéder à la promesse, reçoivent ses traits. M. de Bausset, évêque d'Alais, nous est présenté comme « un petit écrivain entortillé de l'école de Marivaux et un intrigant sans moyens » ; M. de La Luzerne, évêque de Langres, comme « un athlète prononcé, mais malheureusement né avec un esprit paradoxal qui le jette infailliblement dans le mauvais parti toutes les fois qu'il y en a deux à prendre ».

Le nom de M. Boisgelin, archevêque d'Aix, revient fréquemment dans la correspondance du roi et de Maury. Ce prélat avait une situation trop considérable, il avait joué un trop grand rôle dans l'histoire religieuse de la Révolution, pour que son adhésion à la nouvelle constitution ne parût point au parti royaliste un événement mal-

1. « M. l'archevêque de Paris vient de répondre que cette démarche serait très utile à l'Eglise, mais lui deviendrait très nuisible, si elle était prématurée... Le motif qu'il met en avant (pour retarder), c'est l'état du clergé de Paris, la différence qui y règne dans les opinions, les sentiments, la conduite, la chaleur même qui enflamme les esprits. M. l'archevêque témoigne d'ailleurs à Sa Majesté beaucoup de déférence et de soumission. Le roi n'insistera pas à présent, car il ne veut pas forcer son consentement. » Maury écrit à la date du 10 décembre 1800 : « J'ai su avec certitude que l'abbé de Dampierre, grand vicaire de Paris, accompagné de deux de ses collègues, a obtenu une audience du consul Bonaparte... L'abbé de Dampierre lui a dit de la part de M. l'archevêque de Paris et de plusieurs autres prélats que les évêques seraient disposés à faire la promesse qu'on exige d'eux, s'il lui plaisait de substituer l'engagement de la soumission au gouvernement à la promesse de fidélité à la constitution. » *Correspondance de Maury*, I, 394 ; II, 35, 59, 94.

heureux. Son attitude lui valut une lettre véhémement du cardinal Maury. « Je vous ai demandé, lui dit Maury, à quoi avaient servi les conciliations. Vous rétorquez cet argument contre moi, et vous me demandez à quoi ont servi les plus fortes oppositions. » Maury répond par une tirade éloquent. « Nos oppositions ont servi à nous sauver de toutes les capitulations absurdes et infâmes qui nous auraient déshonorés gratuitement. Elles ont servi à sauver notre honneur, avec lequel tôt ou tard on sauve tout. Elles ont servi à retenir ou à mettre dans nos intérêts l'opinion publique qui se serait totalement séparée de nous, si nous avions altéré l'intégrité de nos principes, si nous nous étions lassés de porter partout nos désastres en témoignage de la vérité dont nous étions les martyrs, si nous avions cessé de combattre pour cesser de souffrir, si nous avions été les dupes intéressées des accommodements les plus absurdes et les plus infâmes. Elles ont servi à nous conserver debout au milieu des ruines qui nous environnaient et nous accablaient sans pouvoir nous abattre. Enfin elles nous ont servi à mûrir le catholicisme renaissant au fond de tous les cœurs, à nous conquérir l'estime, la pitié, l'amour des Français, à nous conserver notre vie politique. » Boisgelin aurait pu répliquer à Maury qu'il s'était associé avec tous les évêques de France à cette résistance dans le domaine spirituel, que c'est là surtout qu'elle avait été admirable et avait fait tant de martyrs, que le moment paraissait venu de rechercher si l'intérêt de la religion n'exigeait pas qu'on déposât les armes devant une puissance nouvelle qui manifestait des intentions bienveillantes pour l'Église. Mais Maury n'entendait point qu'on délaissât le roi sous prétexte de mieux servir Dieu. L'effacement monarchique lui paraissait un crime. « On oublie, s'écriait-il, un trône renversé qui languit tristement sur la terre, mais on contemple avec respect la dernière poutre qui résiste encore et soutient

seule un édifice qui s'écroule de toutes parts. » Boisgelin et Maury, placés à un point de vue différent, ne pouvaient s'entendre. Maury en éprouva quelque dépit. Lui qui écrivait à Boisgelin du ton d'un homme qui « vous respecte, vous aime et vous admire de toute son âme », disait un peu plus tard au comte d'Avary : « L'archevêque d'Aix n'était point à l'immortelle séance du 4 janvier 1791 ; mais il refusa le serment, et sa fidélité nous fit oublier sa poltronnerie ¹. » On ne peut se défendre d'un certain scepticisme quand on pense que les jugements les plus sévères étaient portés par Maury, qui, dans un prochain avenir, allait se faire l'instrument le plus coupable des volontés de Napoléon.

Il ressort de cet exposé que les évêques étaient tirillés entre le veto royal qui leur défendait de partir et les appels de leur troupeau, de la religion, qui leur demandaient de rentrer. La grande majorité crut pouvoir attendre, mais la soumission d'une importante minorité au gouvernement consulaire préoccupait le prétendant. L'adhésion donnée à la constitution par des hommes tels que les archevêques d'Aix, Bordeaux, Toulouse, Auch ; les évêques de Troyes, Luçon, Amiens, etc., était un symptôme inquiétant.

IV

La rentrée des simples prêtres était plus facile. Le roi n'y mettait point opposition. Le pouvoir les voyait reve-

1. Cf. *Mémoires inédits de Maury*, I, p. 481-490 ; II, 20, 21, 80. Une note royale disait de l'archevêque d'Aix : « Depuis son émigration, il a professé la même doctrine que ses confrères fugitifs avec lui en Angleterre ; mais il a de l'ambition et beaucoup de chaleur. Peut-être même a-t-il été blessé de ce que plusieurs tentatives qu'il a faites pour entrer en correspondance avec le roi sur les affaires politiques n'ont pas eu tout le succès qu'il désirait, ou même qu'il se croyait en droit d'attendre. » (*Ibid.*, II, p. 20.) Pourtant Boisgelin se tint à Londres en dehors des agitations politiques.

nir avec plaisir, les populations les demandaient avec instance. Les catholiques, qui assistent, en France, au mouvement réparateur du Consulat, s'empressent d'en aviser le clergé qui vit encore à l'étranger. De toutes parts les paroissiens réclament leur curé. Pendant de longues années, ils se sont enquis avec anxiété du pasteur que ses œuvres, ses services et, depuis, ses malheurs leur ont appris à aimer. Ils ont souffert de la cessation du culte dont les pompes berçaient depuis des siècles l'âme et l'imagination de la France. Les excès mêmes, parfois les crimes commis pendant la Révolution par des voisins, peut-être des proches, le désarroi moral où l'absence de toute religion avait jeté le pays, leur en faisaient sentir la nécessité et pour les autres et pour eux-mêmes. Alors leur pensée se portait invinciblement vers ce prêtre vénéré qui avait béni leur mariage, baptisé et catéché leurs enfants, consolé leurs mourants. Les années de séparation avaient fait oublier les petits différends qui, dans les paroisses les plus unies et les plus chrétiennes, s'élèvent parfois entre le troupeau et le pasteur. Ils regardaient à l'horizon, ils croyaient à tout instant le voir apparaître, blanchi par l'âge et par l'exil, mais toujours vaillant, toujours apôtre et portant sur son front la double auréole de la fidélité et du malheur¹. La paroisse voisine est déjà pourvue, a retrouvé son culte et relevé ses autels, pourquoi n'aurait-on pas le même bonheur ?

Parfois, l'homme tant désiré tarde à venir, soit qu'à l'insu de ses paroissiens il ait rendu son dernier soupir sur la terre étrangère, soit que, mal informé, il craigne d'affronter des dangers qu'il croit encore terribles. Quel-

1. « M. Gergaud, curé de Beauvoir, nous écrit que nos peuples respectifs nous attendent avec une impatience extraordinaire, que si nous pouvons pénétrer jusque-là nous y serons reçus avec tous les transports de la joie la plus marquée. Nous avons répondu à nos paroissiens que, puisqu'on nous assurait l'exercice libre et sans entraves, nous ne désirions rien tant que de nous rendre à leurs vœux. » (Lettre de l'Evêque de Luçon, 5 novembre 1800.)

ques-uns même, ayant trouvé dans l'exil une existence sortable, le gîte et le couvert, hésitent à aller à l'inconnu, au péril et, comme dit l'un d'eux, à « risquer le paquet »¹. Dans le Roussillon, deux villages fatigués de ces attermoie-
ments font savoir à leurs curés réfugiés en Espagne qu'ils vont être remplacés s'ils ne se hâtent point de rentrer pour reprendre leur poste. Dans le Maine, les paroissiens écrivent des lettres suppliantes à leurs pasteurs pour presser leur retour. Les populations, qui assistaient au rétablissement de l'ordre, à la pacification, à la renaissance universelle favorisée par le gouvernement du Premier Consul, ne comprenaient pas les tergiversations de certains prêtres mal informés au-delà des frontières du miracle qui s'opérait en France. Depuis huit ans, ils avaient eu tant de désillusions, tant d'espérances trompées ; après Thermidor, après les élections réactionnaires sous le Directoire, ils avaient si souvent salué l'aurore d'une ère qui ne venait jamais ; eux-mêmes peut-être, après être rentrés une fois, plusieurs fois dans leur pays, avaient dû se dérober avec tant de douleur par un nouvel exil à la poursuite de leurs ennemis, qu'on s'explique leur

1. Un prêtre du Nord, réfugié en Angleterre, l'abbé Goudemetz, annonçait son retour le jour même de la révolution de Fructidor. Les bureaux de l'évêque de Saint-Pol-de-Léon, écrivait-il, « ne suffisent pas au nombre des passagers ». Le coup d'Etat éclate et Goudemetz écrit le 17 septembre 1797 : « Dieu seul connaît quelle sera désormais l'époque de notre retour. Nous voilà tous bien guéris de l'envie de revoir une patrie où chaque jour voit éclore une nouvelle révolution. » Quand la situation s'améliore, il est tenté de rentrer, mais il reste encore. Il se dit plein d'admiration pour ceux de ses confrères « qui ont risqué le paquet » en rentrant dans leur pays. Pour lui, il attend prudemment « une aurore plus lumineuse ». — « Quand, dit-il, la loi sévère qui pèse sur nous sera abrogée, quand ma famille et mes paroissiens m'écritont qu'on peut reparaître en toute assurance, quand les premiers prêtres m'auront marqué qu'il fait bon, alors, et seulement alors, j'irai prendre congé de M. et de M^{me} Meade. » Dans une autre lettre, il proteste de sa résolution de ne quitter les rivages de la Grande-Bretagne que sur l'assurance formelle d'une « sécurité parfaite ». On dirait que l'esprit pratique de ce pays, d'ailleurs si hospitalier à nos émigrés, si fidèle à leur acquitter les secours votés par le Parlement, a un peu déteint sur le zèle du prêtre. Il n'est pas mal en Angleterre : il n'en veut point partir sans la certitude qu'il fait bon en France.

hésitation, leur scepticisme à l'annonce des belles promesses qui leur arrivent de la patrie. Quelques-uns, le cœur meurtri pour avoir trop espéré, finissent par tomber dans le pessimisme. A l'intérieur même de la France, plusieurs de ceux qui sont rentrés ou n'ont pas quitté le pays, prévoyant de nouveaux dangers, hésitent à reprendre un service actif ¹.

Mais les désespérés, les timides, et on pourrait dire de certains les égoïstes, sont la très petite minorité. A mesure que les nouvelles de France apprennent à l'étranger que la tranquillité et l'ordre y renaissent de toutes parts sous la main du Premier Consul, le retour du clergé exilé se précipite. Les documents de l'époque nous décrivent l'ébranlement qui se produit au dehors ² et l'invasion qui en est la conséquence au dedans. Louis XVIII parlait tout à l'heure du départ en masse des curés ³.

En juin 1801, M. Émery constate à Paris ce mouvement

1. M. de Mercy, évêque de Luçon, s'en plaint dans une lettre du 20 juillet 1801 à son vicaire général. « Peignez, leur dit-il, la douleur et les larmes que cause leur criminelle indifférence. Faites tonner à leurs oreilles les menaces du prophète. » Dans les premiers mois de 1801, M^{re} d'Aviau avait cru devoir porter la peine de suspense contre les prêtres de l'Ardèche qui préféraient rester cachés dans leurs familles ou chez leurs amis plutôt que de reprendre le ministère. (LYONNET, *op. cit.*, t. II, p. 205 ; — Dom PIOLIN, *op. cit.*, t. IV, p. 97.)

2. Un prêtre du diocèse de Luçon, l'abbé Coupperie, écrit de Munich, le 22 juillet 1800 : « Plusieurs émigrés, tant prêtres que laïques, sont déjà partis pour retourner en France ; d'autres se disposent à partir tout prochainement. Ils n'ont pas obtenu de passeports pour la France, mais pour la Souabe, la Suisse ; et, moyennant la grande tolérance qui règne aujourd'hui en France, on dit qu'on passe aisément les frontières. Les prêtres sont bien dans l'intention d'attendre la décision de Rome, avant de faire l'acte exigé pour exercer publiquement le culte catholique ; mais ils se proposent de vivre, en attendant, chez eux ou ailleurs, sans se produire beaucoup, persuadés qu'il vaut mieux demeurer parmi une nation où l'on a des amis que parmi des étrangers où l'on ne peut désormais se promettre une grande tranquillité. Tous les évêques qui étaient ici avant l'arrivée des Français y sont encore... La troupe (française) n'a commis aucune violence ni contre les émigrés, ni contre les habitants. » (*Papiers inédits de Mgr de Mercy*.)

3. Dépêche au cardinal Maury, 10 décembre 1800. — « Les bons prêtres reparaissent en foule », écrit-on pour le Doubs. SAUZAY, *op. cit.*, t. X, p. 500. — « Les anciens réfractaires apparaissent un peu partout dans le département de l'Hérault, revenant de l'étranger ou sortant de leurs cachettes. » (SAUREL, *op. cit.*, t. IV, 22.) Dès le 13 juin 1797, on écrivait sur

extraordinaire de retour. « Les prêtres, dit-il à M. de Bausset, arrivent en foule de Londres. Ils font la promesse à Calais. » Nous connaissons le chiffre des rentrées pour les réfugiés en Angleterre. D'après un recensement, il y avait encore dans ce pays, au commencement de 1800, un nombre de 5,621 ecclésiastiques secourus, sans compter ceux qui pouvaient se suffire. Ce n'est que vers la fin de cette année qu'ils commencèrent à revenir en France par centaines. Le 29 novembre, un rapport parle de 560 départs. A la fin de 1801, les prêtres assistés ne sont plus que 3,060 et 2,983 trois mois plus tard, au moment de la paix d'Amiens et de la promulgation du Concordat. Les facilités et les assurances données par le gouvernement précipitent les retours. Au 5 novembre 1802, il ne restait plus que 876 déportés en Angleterre ¹. M^{sr} de La Marche, évêque de Saint-Pol-de-Léon, a beau, par hostilité contre le nouveau gouvernement, qui n'était pas la monarchie légitime, essayer d'arrêter les impatients, l'impulsion donnée se montre irrésistible ².

Dans le rapatriement du clergé émigré que la Révolution avait jeté hors des frontières, nous avons pu distinguer quatre périodes principales. Les premières arrivées, véritablement importantes, s'opèrent en 1795. Les élec-

ce département : « Les préjugés religieux ont pris un tel empire, tant de prêtres réfractaires sont rentrés à la fois sur le sol de la République, ils ont été accueillis, protégés par un si grand nombre de citoyens fanatiques surtout dans les campagnes, etc. » *Id.*, III, 51. — Dans la Charente on constate que les prêtres ont été « appelés par la grandissime majorité des peuples ». BLANCHET, *op. cit.*, pp. 323-326, 554, 555, 586.

1. TRESVAUX, *op. cit.*; PLASSE, *op. cit.*, t. II, p. 220-230. — L'abbé de Lubersac porte à 1,300 le nombre des prêtres morts en Angleterre à la fin de 1802.

2. M^{sr} de Mercy (lettre inédite, 21 mai 1800) craint que M^{sr} de La Marche n'empêche tel de ses prêtres de rentrer d'Angleterre. « J'espère cependant que, par la demande que je lui en ferai à lui-même, il n'osera pas s'y refuser. » L'évêque d'Arras, M. de Conzié, était plus hostile encore aux retours. L'archevêque de Bordeaux, M. de Cicé, dit dans une lettre à Louis XVIII, le 15 janvier 1801 : « Le nombre des rentrants s'est trouvé si considérable, qu'il a fallu imaginer une distinction chimérique entre les devoirs des laïcs et ceux des prêtres, etc. » (*Archives des affaires étrangères*, fonds français, vol. 601.) — L'abbé Goudemetz confirme l'opposition

tions favorables de 1797 donnent un nouvel et magnifique élan aux rentrées. Le Consulat reprend, sur une plus large échelle, le mouvement interrompu par le coup d'État de Fructidor. Enfin, le sénatus-consulte du 6 floreal an X (26 avril 1802) achève de reconstituer la famille ecclésiastique en accordant à tous amnistie plénière, à la charge d'être rendus en France avant le 1^{er} vendémiaire an XI.

V

Qu'ils viennent donc, ces pauvres bannis ! Aussi bien l'impatience de ceux qui les attendent est égale à la leur. On en voit arriver tous les jours avec les voitures publiques, d'autres à pied et le sac sur le dos. Ça et là, dans les pays où les autorités publiques leur sont favorables, on s'est porté processionnellement au-devant de ceux qui se sont annoncés d'avance. On s'étonne de leur sérénité, de leur grand âge, des ravages que les douleurs de l'exil ont imprimés sur leur front. Les femmes pleurent de joie. Les hommes, malgré les progrès du philosophisme, malgré les rancunes excitées par la Révolution, ne peuvent s'empêcher d'admirer ces vaillants qui ont sacrifié à leurs convictions, à leur conscience, leur repos, leur bonheur, et jusqu'au droit de vivre dans leur patrie.

Cette patrie a rouvert enfin ses portes et, à mesure qu'ils s'en rapprochaient, le mal du pays leur donnait la fièvre. Dans le Sud-Ouest, l'abbé Berlioz s'est avancé vers la frontière avec deux compagnons de route. L'un d'eux tombe

des évêques de Saint-Pol-de-Léon, d'Uzès, aux départs pour la France. Ils « tonnent contre l'usurpation ». En retour, « M. l'évêque de Troyes dit que la rentrée, même avec la soumission, sera mille fois plus profitable à la religion qu'une triste végétation en terre étrangère où l'on ne peut la servir ». GOUDEMETZ, *loc. cit.* — L'archevêque de Bordeaux, après s'être plaint des obstacles qu'on met au départ des prêtres réfugiés à Londres, dit : « Il n'existe plus aujourd'hui de persécution en France, et le retour des pasteurs à leurs postes est un devoir. »

malade. Comme on ne peut trouver de voiture pour le transporter, comme la France qu'on brûle de revoir est trop près pour qu'on s'arrête, les deux voyageurs valides portent l'infirmes sur un brancard jusqu'à ce qu'ils en aient franchi le seuil, et que la Providence leur procure un moyen plus expéditif de se rendre à Belley.

Avec la patrie, la famille fait battre le cœur. Souvent une lettre avait apporté aux parents, avec l'annonce d'une prochaine arrivée, les cris de joie des exilés. Entendez cette explosion d'allégresse de l'abbé Goudemetz à la pensée de sa rentrée en Artois. « Chantons *Lætamini*, écrivait-il aux siens, tous les obstacles sont levés, le mur de séparation est jeté bas, le perdu de neuf ans est retrouvé, l'homme aux cheveux blancs va vous apparaître, le passé n'est plus qu'un songe. Chantons *Lætamini*. » C'est l'ivresse du retour ! Parfois il n'était que temps, quand il n'était pas trop tard, de revenir pour retrouver l'être le plus aimé. « J'allais, dit l'un de ces rapatriés, voir ma pauvre mère mourante à Châteauroux, et, le 10 juillet, je rentrai dans mon église, au milieu de mon pauvre troupeau, enchanté au-delà de l'expression de revoir son pasteur, qui lui rapportait sa religion, ses institutions, ses offices, ses chants, dont il avait été privé pendant tant d'années ¹. » — « L'accueil que l'on m'a fait, écrit un autre, est incroyable. Ce n'est plus qu'embrassements, cris de joie. »

Mais il faut s'arracher à l'étreinte des siens et à ces effusions si légitimes pour penser à la situation nouvelle et aux devoirs du ministère dans les circonstances présentes. Sous la Convention et même sous le Directoire, le clergé rentré en France avait la conviction qu'il n'y

1. Cf. FLEURI, *le Clergé de l'Aisne pendant la Révolution*, t. II, p. 492 ; — Abbé CATTIN, *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique des diocèses de Lyon et de Belley*, 1867 ; — DERAMECOURT, t. IV, p. 230 ; — BRIMONT, *op. cit.*, p. 367.

était, en quelque sorte, que campé, tant le lendemain semblait incertain et pouvait ramener la tempête. Le sol s'est manifestement affermi sous le Consulat. On peut maintenant regarder autour de soi et faire des projets d'avenir. Tout d'abord, où se loger ? Le presbytère est encore debout, mais, le plus souvent, les communes l'ont vendu ou affecté à une autre destination. Il faudra donc, ou rester dans la maison paternelle et faire rayonner tout autour son action religieuse ou, rentrant dans son ancienne paroisse, chercher gîte et couvert chez l'habitant¹, comme on l'a fait sous la Convention et le Directoire, car, depuis la Révolution, plus de dîme, plus de biens de cure ; même les fondations, les petites rentes foncières attachées à certaines églises de village, ont sombré dans l'universel naufrage. Cette ruine complète ne paraît pas préoccuper les exilés, tout entiers au bonheur de leur retour. « Je ne vous demande rien, dit l'un d'eux à ses paroissiens, ni traitement ni logement. Ma joie sera assez grande si je retrouve chez vous la foi. » A l'user, ce fier désintéressement ne sera pas sans sacrifice ni sans privations. Les fidèles, qui ont nourri jusqu'ici assez facilement leurs prêtres, ont de la peine à les entretenir maintenant qu'ils sont beaucoup plus nombreux et peut-être moins intéressants parce qu'ils sont moins menacés.

N'importe, cette difficulté n'est pas insoluble. En France, on ne meurt jamais de faim, surtout quand on est prêtre et qu'on arrive d'exil. Il sera plus difficile de loger Dieu que ses ministres. A telle phase de la Révolution, Jésus aurait pu dire avec autant de vérité qu'en sa vie mortelle : « Je n'ai pas une pierre où reposer ma tête. » Depuis que l'orage s'est calmé et que les fous

1. « Pendant deux ans, écrit un de ces prêtres, je dus loger dans une maison voisine du château où j'allais chaque jour prendre mes repas, ne jouissant d'aucune espèce de revenu, si ce n'est de celui des messes que mes parents et mes amis me faisaient parvenir. » (Cf. DE BRIMONT, *op. cit.*, p. 378.)

furieux ont vu tomber de leur main le marteau démolisseur, les maisons de pierre se rouvrent de toutes parts à la Divinité, mais dans quel état, nous l'avons vu. Le vieux curé peut maintenant mesurer de ses yeux l'étendue de la dévastation et du désastre. On lui dit les noms de ceux qui ont profané, saccagé, démantelé cette église qu'il avait ornée avec tant d'amour ; on lui énumère ceux qui ont trempé leurs mains dans les crimes révolutionnaires. Il ne s'en étonne point pour quelques-uns ; pour d'autres, il admire de quelles fureurs est capable la bête humaine quand elle n'a plus aucun frein. Il rencontre à chaque coin du hameau ces proconsuls d'hier qui passent à côté de lui, stupéfaits de le revoir, sournois ou menaçants. Mais ils ont déjà la mine basse à cause de la tournure que prennent les événements. Comme on l'a dit, « les Jacobins exclus des Conseils, les frères et amis, les agitateurs de profession, s'étaient terrés. Ils ne couchaient plus chez eux, vivaient chez des amis, osaient à peine sortir, rasaient les murs ¹. » L'arrogance, l'assurance ainsi perdues à Paris ne tardèrent pas à manquer aux spoliateurs dans les provinces. Néanmoins leur présence, leur haine, aiguillonnée par le remords, et plus encore par la crainte, avertissent le nouvel arrivant qu'il faut être prudent, Jacques et Jean qui, à la vente des biens nationaux, ont acheté à vil prix le prieuré voisin, la terre curiale, le champ appartenant au « purgatoire », se demandent avec une appréhension mêlée de sourde colère si on ne vient pas leur faire rendre gorge.

VI

Il est moins urgent de régler ces comptes, — et ils ne le seront jamais, — que de trouver un temple. Le gouver-

1. Albert VANDAL, *l'Avènement de Bonaparte*, in-8°, 1902.

nement a pris des décisions relativement aux « édifices destinés à l'exercice du culte ». Mais, ici encore, nous constatons le même défaut de précision et de clarté que nous avons signalé dans l'arrêté sur la déportation. Le 7 nivôse an VIII (28 décembre 1799), les consuls mettent, il est vrai, à la disposition des communes les églises non aliénées¹. Ils disent maintenir « les lois relatives à la liberté des cultes », et permettent expressément que les temples soient ouverts un autre jour que les décadis. Mais, le 2 pluviôse (22 janvier 1800), ils chargent les autorités administratives de régler les heures pour que le même local puisse servir successivement aux fêtes décadaires et aux cérémonies chrétiennes. C'était continuer un pêle-mêle bien désagréable aux catholiques². Néanmoins cette nouvelle affirmation du droit des communes,

1. Par suite de ce décret douze églises nouvelles furent ouvertes à Paris : Bonne-Nouvelle, les Blancs-Manteaux, les Filles-Saint-Thomas, la Conception (Saint-Roch), les Capucins de la Chaussée-d'Antin (Saint-Louis), les Quinze-Vingts, la Sainte-Chapelle, les Carmes, les Missions étrangères, La Salpêtrière, Saint-Laurent. Dix de ces églises déjà ouvertes avaient été fermées au 18 Fructidor. Les *Annales philosophiques* disent : L'église de « Saint-Laurent vient d'être rendue aux catholiques ; ce qui est d'autant plus heureux que c'est la seule église ouverte dans une paroisse de plus de 60,000 âmes. De dignes et généreux administrateurs y ont fait des dépenses considérables pour la décoration. M. l'évêque de Saint-Papoul en a fait l'ouverture et la réconciliation avec la plus grande pompe. »

2. Le décret porte que les édifices qui antérieurement à l'arrêté du 7 nivôse « servaient à la célébration des cérémonies décadaires, continueront à cette célébration comme à celle des cérémonies des cultes. Les autorités administratives régleront les heures qui seront données à l'exercice du culte et aux cérémonies civiles, de manière à prévenir la concurrence. » L'évêque de Luçon écrit au sujet de cet arrêté : « J'ai vu un décret des Consuls qui m'a fait de la peine. » Le mélange « se pratiquait autrefois en Alsace entre les catholiques et les protestants, et notamment à Strasbourg où la cathédrale était commune aux deux cultes ; mais j'y vois de grands inconvénients et l'occasion de plusieurs scandales... Je voudrais que les nôtres ne profitassent pas de cette concurrence. Je souhaite qu'ils préfèrent s'assembler partout ailleurs. Surtout qu'ils ne s'y assemblent jamais si la statue de la Raison y paraît ou toute autre chose appartenant au culte décadaire. » Qu'au besoin, les fidèles « nous ouvrent seulement leurs maisons, qu'ils nous donnent leurs caves ou leurs greniers, nous nous en contenterons. Ils avaient déjà répugné à avoir les mêmes temples que les constitutionnels... ils répugneront bien davantage à les partager avec un culte qui leur est bien plus étranger. » *Lettre inédite de M. de Mercy*, du 23 février 1800. — Nous avons vu qu'à Paris, déjà sous le Directoire, on avait été très large. Les *Annales philo-*

les conditions de sécurité qu'on n'avait jamais eues au même degré, enfin le flot montant de nouveaux arrivants qui sont prêts à ressusciter le culte dans les paroisses où il n'a point repris encore, précipitent les demandes et les concessions d'église.

Mais peut-on laisser le clocher fermé quand le temple est rouvert ? Les populations qui sont simplistes ne comprennent pas ces distinctions juridiques. Elles veulent les offices avec la solennité et la publicité qu'ils comportent. Bien des clochers ont perdu leurs cloches. Là où elles ont échappé à la rapacité des spoliateurs, elles se mettent en branle en quelque sorte d'elles-mêmes, tout heureuses de rompre leur long silence, d'annoncer à tous les échos d'alentour la bonne nouvelle de la résurrection évangélique. Ces ondulations, dont la gravité religieuse un peu mélancolique remue l'âme du croyant, viennent réveiller en sursaut l'impie qui ne pensait plus les subir, et retentissent à ses oreilles comme un glas funèbre. Camille Jordan, dans son fameux rapport au conseil des Cinq-Cents, cherchait à rassurer ces hommes à l'imagination ardente qui « avaient, dit-il, lié au son des cloches, et à leur nom seul, les plus lugubres idées, qui croyaient entendre dans le retentissement de chacune l'éveil d'une religion dominante ou l'effet d'une contre-révolution ».

sophiques justifiaient ainsi cette décision : « La profanation des temples est sans doute le plus grand des scandales ; mais la cessation totale de tout exercice de religion est-elle donc un petit inconvénient ? Mais croit-on que certains hommes seraient bien punis par l'abandon de ces temples ? Mais n'y a-t-il donc pas du danger de livrer exclusivement ces temples à de faux pasteurs ? Mais les pauvres, qui n'ont pas la ressource des oratoires particuliers, doivent-ils être comptés pour rien ? Mais ces hommes indolents et routiniers qui ne vont jamais qu'aux églises qu'ils trouvent ouvertes sur leur chemin, sont-ils absolument indignes que l'on ait quelque égard pour leur faiblesse ? On nous dira encore qu'un pareil amalgame ne s'est jamais vu ; nous ne disons pas autre chose. Mais il nous semble que c'est précisément une raison de plus pour être circospect. » — « On m'écrivait d'Autun que l'archevêque de Vienne (M. d'Aviau), qui avait adopté le sentiment (hostile) de ses voisins sur la célébration des mariages les décadis, est revenu sur ses pas, après avoir appris quel était le sentiment des évêques du dehors. » (M. Emery à Bausset, 5 novembre 1800.)

L'orateur persifle ces préjugés et s'écrie : « L'égalité des religions suppose-t-elle leur invisibilité ? »

M. Jordan parlait à des sourds ou plutôt à des oreilles trop sensibles. Et puis, à côté du jacobin exaspéré par les cloches, il y a le théophilanthrope, le fidèle du décadi, peut-être le constitutionnel d'en face, qui sont importunés par cette voix d'airain annonçant à toute volée le retour menaçant d'un clergé détesté. Faisons taire les cloches. Le gouvernement nous y aidera puisqu'il y a un décret à faire respecter. Justement, les autorités invoquent constamment sur ce point la loi du 22 germinal an IV, rendue précisément pour interdire la sonnerie des cloches ou « toute autre manière d'inviter les citoyens à l'exercice d'un culte quelconque ». Les délinquants devaient être punis d'un emprisonnement de « trois décades » à six mois la première fois, d'un an en cas de récidive. Mais cette loi paraît bien vieille, et est-ce au Consulat à venger les querelles du Directoire ? On n'en a cure. Les cloches vont leur train. Dans le Doubs, elles ont sonné à toute volée pour célébrer le 18 Brumaire ; ailleurs, pour chanter la victoire de Marengo. Comment les empêcher de tinter pour Dieu, si elles résonnent ainsi pour Bonaparte ? Fouché écrit aux préfets, les préfets aux maires, pour les faire taire. La lutte s'engage parfois dans les communes entre sonneurs et antisonneurs. Un rapport du temps signale qu'un « individu du côté des sonneurs a eu le nez emporté d'un coup de bâton ». Pour avoir la paix, quelques curés, dans le diocèse de Montpellier, ont l'idée de faire passer par les rues des enfants armés de clochettes. Le préfet, aussi impitoyable pour la clochette que pour le grand carillon, se hâte d'opposer son veto. Il fait une seule exception en faveur des habitants des campagnes, accoutumés à régler leurs travaux le soir, le matin et à midi, par « ce qu'on appelle l'*Angelus* ». Dans le bas Maine, on usait de temps immémorial, pour appe-

ler les laboureurs dispersés dans les champs, d'un instrument tout en bois, long de 4 pieds. On s'avisa d'employer pour la convocation aux offices ce porte-voix qui se faisait entendre à une lieue. Comme on ne put pas prouver qu'il fût métallique, on n'osa l'interdire. Mais qu'était cette invention auprès des cloches ! Les populations y tiennent, continuent de carillonner à outrance. Aussi voit-on se livrer sur ce point, durant plus de deux ans, de Brumaire au Concordat, entre les fidèles et les autorités départementales ou communales, un long combat¹ qui finira par la liberté.

Voilà l'administration qui trouve le culte trop public ; nous allons la voir maintenant se plaindre qu'il ne le soit pas assez. C'est le grand reproche fait aux oratoires qui prirent, avant le Consulat, une importance extraordinaire. Il était parfois impossible, ou du moins très difficile, au prêtre catholique de rentrer dans son église. Les temples restèrent fermés jusqu'à la loi du 11 prairial an III. Depuis lors, la mauvaise volonté des municipalités pouvait empêcher de les rouvrir. Il fallait aussi compter avec le délabrement, avec la profanation de l'édifice, enfin, avec la concurrence des constitutionnels, bien déterminés à faire valoir dans nombre de paroisses le droit de premiers occupants. En ce temps de persécution, ou de demi-liberté, la restauration religieuse s'était d'abord signalée par le culte en chambre ou dans un hangar, un grenier. Une famille croyante, un petit troupeau se groupait autour du prêtre réfractaire, célébrant dans le mystère, pour ne point donner l'éveil, le sacrifice de la messe. Quand des temps meilleurs permirent de tenir les portes toutes grandes et d'agir ouvertement, l'habitude, la recon-

1. Cf. SAUZAY, *op. cit.*, t. X, pp. 482, 502 ; SAUREL, *op. cit.*, t. IV, p. 42-43. — Le préfet de l'Hérault fit afficher dans toutes les communes un jugement rendu le 17 janvier 1801, condamnant le curé de Villespassans à un an de prison pour avoir fait sonner les cloches.

naissance, parfois le goût des assistants préférant le clair-obscur d'une chapelle et une certaine apparence de religion domestique au grand jour et à la mêlée des temples, retinrent ou firent entrer les fidèles dans les oratoires. Enfin, sous le Consulat, une circonstance importante, la promesse de fidélité au nouveau gouvernement, exigée de tout prêtre voulant exercer un ministère public, contribua énormément à leur multiplication et à leur prospérité ; car, c'est là seulement que ceux, en grand nombre, qui se refusèrent à ce serment pouvaient officier. De Brumaire au Concordat, les sanctuaires privés se propagèrent surtout dans les villes où les églises concédées au catholicisme étaient insuffisantes. Un rapport de police qualifie de prodigieux le nombre des oratoires établis à Bordeaux à cette époque. Les *Annales de la Religion* affirment qu'il y en avait plus de deux cents à Paris en 1800. Par la force même des choses, l'oratoire, secret à l'origine et ouvert seulement à quelques initiés, devenait plus ou moins public. On en arriva peu à peu à y admettre tout le monde, à y administrer le sacrement de pénitence, le baptême et même le mariage, à y réciter l'office des Morts sans la présence des corps ¹.

Les autorités ne tardèrent pas à s'alarmer du succès croissant et de l'importance des réunions privées. Le

1. « Ces oratoires, dit un contemporain, furent d'abord très secrets, mais lorsqu'ils furent connus, il y vint une grande affluence de fidèles. Cet appartement ne pouvant contenir tous ceux que la dévotion attirait à la messe, ou autre office qui s'y célébrait, un grand nombre se plaçaient sur les marches de l'escalier, dans la cour, s'il y en avait une, et même dans la rue. » — « Je me rappelle, dit M. Chancel, avoir entendu la messe, une fois, à genoux dans la rue. Nous ne pouvions voir le prêtre, mais une clochette avertissait du commencement de la messe et des autres parties du saint office. L'oratoire de M^{lle} Gilbert était, je crois, le plus fréquenté. On célébrait dans tous ces oratoires la messe, les autres offices, et dans quelques-uns les mariages. On y administrait le baptême. On y récitait l'office des Morts, bien entendu, *non présente corpore*. On y faisait des exhortations... En un mot, c'était comme de véritables paroisses. Je fis baptiser, dans celle de M^{lle} Gilbert, une de mes filles, le jour de Noël 1796, à l'issue des vêpres qu'on avait chantées. » (Cf. H. MICHON, *Vie de M^{lle} Rose-Françoise des Hérès*.)

Directoire avait souvent fait la guerre aux « prêtres chambriers » à Paris et en province. Après le 18 fructidor, l'administration prit à Paris une mesure générale contre ces assemblées et contre le sacerdoce occulte. Vainement le curé de Saint-Benoît demandait le maintien de son oratoire et faisait valoir qu'il remplaçait à lui seul quatre anciennes paroisses : Saint-Benoît, Saint-Hilaire, Saint-Jean de Latran et Saint-Côme. Vainement, au témoignage d'un policier, s'efforçait-on dans nombre de ces assemblées pieuses de ne point admettre plus de dix assistants étrangers à la famille, afin de s'en tenir aux termes de la loi (28 septembre 1795) ; le pouvoir trouvait toujours moyen de sévir et de dissoudre. Le Consulat fut plus tolérant ; mais cette endurance ne devait pas durer toujours. La défiance ombrageuse de Bonaparte contre un culte domestique échappant à son contrôle, fut une des raisons qui le poussèrent à conclure le Concordat. En attendant, ses préfets adressaient des plaintes au pouvoir central au sujet de ces réunions qu'ils traitaient de clandestines et de dangereuses ¹. Plus violente encore était l'hostilité des prêtres constitutionnels contre les oratoires ². Pouvaient-ils, eux souvent heureux possesseurs de l'église paroiss-

1. Cf. L. SCIOUT, t. IV, p. 615-619 ; -- pour la plainte du préfet des Pyrénées-Orientales, *op. cit.*, p. 585. Pour ne pas contrevenir à la loi du 7 vendémiaire an IV, qui n'autorisait la présence que de dix personnes étrangères à la famille, le célébrant parcourait parfois dans la matinée plusieurs maisons. ROSSIGNOL, *op. cit.*, p. 236-237. — Dans le diocèse d'Autun, en 1795 « le plus grand nombre des prêtres devait célébrer en des chapelles particulières ». (*Recherches historiques sur la persécution religieuse dans le département de la Haute-Loire*, t. II (par l'abbé MUGUET), p. 429.) En Bretagne, le gouvernement du Consulat avait favorisé, en vue de la paix, le rétablissement du culte. Mais à Vannes les prêtres fidèles durent officier jusqu'en 1802 dans les oratoires, toutes les églises étant occupées par les constitutionnels. (TRESVAUX, *op. cit.*, II, p. 397-398.) Blanchet (*op. cit.*, p. 541-543) donne la liste des oratoires pour la Charente. — Pour la présence de Mgr d'Aviau dans les oratoires de Lyon, cf. LYONNET, *op. cit.*, II, p. 620.

2. Le concile métropolitain, réuni à Bourges, le 24 septembre 1800, par les évêques intrus de la province, disait : « Attendu la fin des persécutions et la liberté de l'exercice du culte dans les églises accordées aux fidèles, l'office public ne doit plus être célébré que dans les temples publiquement destinés à cet usage, et en conséquence (le concile) interdit tout autre lieu

siale, voir s'élever autel contre autel dans une maison voisine et assister à la désertion de leurs ouailles ?

Rivalité plus étrange, les oratoires furent çà et là un sujet de division entre les prêtres catholiques romains et même entre les fidèles. D'ordinaire, les villes en comptaient plusieurs, outre les églises officiellement ouvertes. Les desservants des temples publics voyaient avec regret l'affluence qui se portait aux oratoires. De leur côté, le célébrant et les habitués des oratoires ne dissimulaient pas toujours leurs préventions, parfois leur dédain contre l'assistance plus mêlée de la grande église dont le titulaire devait faire bon accueil à tout le monde, même à ceux qui avaient trempé dans la Révolution, et avait peut-être lui-même prêté des serments politiques et fait au gouvernement du Consulat une soumission qui ne leur plaisait point. Dans quelques diocèses, l'autorité ecclésiastique dut intervenir pour prêcher la conciliation ¹. C'était déjà entre églises et oratoires la querelle qu'on a vu se renouveler depuis, sous une autre forme, entre églises et chapelles.

pour la célébration des offices. Il suspend tout prêtre qui se permettra de dire la messe, de faire l'exposition du Saint-Sacrement, de baptiser, bénir les mariages, faire les funérailles, confesser sans nécessité, en un mot célébrer aucune cérémonie ecclésiastique dans d'autres lieux que les temples publics. » BRIMONT, *op. cit.*, p. 349-350.

1. M. de Puységur, archevêque de Bourges, disait dans une ordonnance du 15 décembre 1800 : « Les prêtres qui exercent dans les églises ne doivent rien se permettre qui tendrait à détourner les fidèles d'aller dans les oratoires particuliers. Notre intention est que les oratoires servent de paroisses, dans ce temps difficile, aux fidèles que la dévotion y attire. Il ne faut pas scruter les consciences, ni scruter pour quels motifs des fidèles vont soit aux églises, soit dans les oratoires seulement, pourvu que d'ailleurs ils sanctifient les dimanches et les fêtes, et qu'ils ne montrent pas un faux zèle pour dissuader d'autres personnes d'avoir recours, pour les fonctions du ministère, à tel ou tel prêtre. » Cf. DE BRIMONT, *op. cit.*, pp. 354, 355.

CHAPITRE VIII

Statistique et Vue d'ensemble

I. Grande enquête ouverte par le ministre de l'Intérieur, Chaptal, sur le clergé de chaque diocèse au moment du Concordat. — Réponse des préfets. — Noms, prénoms, domicile de chaque prêtre. — S'il exerce le culte, s'il a fait promesse de fidélité à la Constitution. — Total par diocèse. — Ce document est de la plus haute importance. — Exagération du chiffre donné par Grégoire de 32,000 églises desservies en 1796. — Par contre, comment d'autres historiens ont trop réduit les chiffres. — Comment, d'après les statistiques, on peut porter à environ 28,000 le nombre des prêtres présents en France au moment du Concordat. — Parmi eux, 22,000 environ exerçaient le ministère. — Dans ce nombre les constitutionnels entraient pour une petite minorité. — Ces chiffres permettent de conclure que le culte catholique avait repris possession de la France avant le Concordat. — II. Vue d'ensemble sur l'attitude politique et religieuse du clergé pendant la Révolution. — Avec quel enthousiasme le clergé concourt à la fondation de la liberté. — Maxime qu'il « ne faut pas se séparer de la nation ». — Son serment de fidélité à la constitution de 1791. — Volte-face qui se produit dans ses idées avec la persécution. — Haro sur la constitution. — Projets de contre-Révolution. — Plus il se retire des idées libérales, plus le clergé se rejette dans les bras de la monarchie et de la monarchie absolue. — Par royalisme, opposition de la majorité des évêques aux serments politiques qu'imposait le bien de la religion. — Les sages conseillers du clergé. — Portrait de M. Emery. — Les modérés pouvaient invoquer deux faits éclatants : 1^o tout ce que l'Église tenait des pouvoirs humains, protection, biens, honneurs, avait sombré sous les coups de la Constituante; 2^o le sentiment religieux, livré à ses seules forces, dans un régime de séparation de l'Église et de l'État, avait résisté à tous les assauts, repris possession de la France et rendu le Concordat nécessaire. — La question religieuse est ainsi tranchée, mais celle de la Révolution elle-même ne l'est pas. — Comment le clergé interroge depuis cent ans ce sphinx de la Révolution. — S'il est vrai qu'il doive opter entre elle et l'Évangile. — Distinguer sous peine de confondre. — Le clergé et la liberté. — Elle n'a pas été fondée sans lui. — Éviter, en y restant fidèle, qu'elle ait été fondée contre lui.

I

Nous connaissons la situation du clergé sous le Consulat. Les lois contre les déportés, sans avoir été abolies

par une mesure générale, avaient été à peu près annulées en fait, d'abord par l'arrêté du 8 frimaire an VIII relatif aux détenus à la Guyane et dans les îles de Ré et d'Oléron, surtout par l'arrêté beaucoup plus important du 20 octobre 1800 (28 vendémiaire an IX) par lequel étaient rayés de la liste des émigrés « les ecclésiastiques qui, étant assujettis à la déportation, étaient sortis du territoire français pour obéir à la loi ¹ ». L'arrêté du 7 nivôse an VIII (28 décembre 1799) avait confirmé le droit des communes sur les édifices religieux et donné toute liberté au dimanche en rendant le décadi facultatif. Ce qui valait peut-être mieux encore que ces dispositions légales, c'était l'esprit nouveau qui en assurait l'application la plus bienveillante. En voyant la sécurité qui renaissait de toutes parts, les bonnes dispositions manifestes des consuls en matière religieuse, les prêtres qui n'avaient pas profité pour rentrer des circonstances favorables avant fructidor, revenaient en masse de l'exil. Ils arrivaient à point pour desservir les nouvelles églises que les municipalités, au nom de la loi, se faisaient ouvrir de toutes parts. En même temps les oratoires, que le Directoire avait fait fermer après Fructidor, se multipliaient avec la tolérance du Consulat sur toute la surface du territoire. Le clergé finissait par se rallier à la promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII exigée pour exercer un culte public ; et dans quelques départements plus réfractaires, comme la Vendée, certains diocèses de Bretagne, le gouvernement avait même pris le parti de ne point exiger cette formalité.

Au milieu de cette situation un peu confuse, mais favorable, l'organisation du culte avait pris une étendue, une importance que nous pouvons mesurer par des chiffres.

1. L'arrêté posait comme conditions à la rentrée la promesse de fidélité à la Constitution. De plus cet arrêté maintenait sur la liste des émigrés tous ceux « qui, depuis le départ des princes français, avaient continué de faire partie de leur maison, ceux qui avaient accepté de ces princes ou des puissances en guerre avec la France, des places de négociateurs ou d'agents, etc. ». Nous avons vu que quelques évêques se trouvaient dans ce cas.

Le 2 thermidor an IX (21 juillet 1801), six jours après la signature du Concordat, le fameux chimiste Chaptal, ministre de l'Intérieur, adressait une lettre à tous les préfets pour leur demander un état des prêtres de leur département qui, disait-il textuellement, « *méritent la confiance du gouvernement* et jouissent de l'estime publique ». Le ministre recommandait à ses agents « célérité et discrétion ». Avant de mettre à exécution la convention qu'il venait de signer avec la cour romaine, le Premier Consul voulait connaître en détail quelle était, en ce moment, en France, la situation du culte et du personnel ecclésiastique.

Les Archives nationales nous ont conservé la réponse des préfets. Le moment était bien choisi pour faire une telle enquête. La nouvelle des négociations entre le Pape et Bonaparte avait certainement encouragé soit les rentrées du dehors, soit le zèle des prêtres du dedans. Mais on peut dire que ce traité de paix n'avait point encore produit ses effets, et que la situation, telle que la décrivent les préfets ou d'autres informations contemporaines, était bien celle de la France avant le Concordat. A défaut de Concordat, il eût suffi de la sécurité et de la liberté pour hâter le retour des retardataires et la reprise universelle du culte.

Le lecteur réfractaire à la statistique peut omettre la note de plusieurs pages que nous insérons ci-dessous ¹ ;

1. Ce précieux document est conservé aux Archives nationales sous la cote F ¹⁹, 865 et 866. Il est fortifié par un autre document qui est également aux Archives nationales AF ¹⁷ 1065. C'est un résumé fait par le ministre de l'Intérieur de l'an IX au sujet de la situation et de l'esprit du clergé dans les départements. Nous citons ce document sous le nom de résumé.

Ain. — Le préfet donne 139 noms de prêtres. Il dit de 9 seulement qu'ils exercent publiquement. Cependant le résumé fait par le ministre en l'an IX dit de ce département : « Les cérémonies religieuses reprennent leur cours sans trouble et sans agitation. »

Aisne. — Le préfet ne cite que 59 présents qui, la plupart, sont dits exercer. Mais Pêcheur (*Annales du diocèse de Soissons*, 1893, in-8°, t. IX, p. 594) dit : « Dès le mois de mars 1800, l'exercice de la religion avait repris de nouveau dans un grand nombre de paroisses, là où il se trouvait

mais les chiffres sont la seule preuve convaincante et décisive, quand il s'agit d'établir dans quelle mesure était

un prêtre, mais sauf les cérémonies extérieures. » Le résumé du ministre dit que « le plus grand nombre » des prêtres de ce département avait refusé la promesse. Par suite, peu étaient portés comme exerçant publiquement.

Allier. — Préfet donne 252 noms en trois listes. Dans la première, il dit expressément de 97 prêtres qu'ils exercent. « J'aurais désiré, dit-il à Chaptal, vous envoyer le tableau général des prêtres existant dans toute l'étendue du département. S'il ne m'a pas été possible d'atteindre tout à fait ce but, je crois du moins en être approché de très près. »

Alpes (Basses-). — Préfet cite 159 prêtres qui tous sont dits exercer, sauf 35.

Alpes (Hautes-). — Préfet cite 188 prêtres qui ont tous fait la promesse et exercent en très grande majorité. « Voilà, ajoute le préfet, l'état de tous les prêtres connus. Si l'on considère que les insoumis se cachent pour l'exercice du culte, on ne sera pas surpris que les fonctionnaires publics n'aient pu les connaître en aussi grand nombre que celui des prêtres soumis. »

Ardèche. — Le préfet Cafarelli ne donne que 49 noms. Mais nous savons que le culte était rétabli presque partout dans ce département. Dans son entrevue avec l'abbé Vernet, « le préfet exprima sa surprise d'avoir vu, à son arrivée dans le département, presque partout les églises ouvertes ». M^{re} d'Aviau, qui avait parcouru ce diocèse, célébrait, dans son mandement du 17 janvier 1801, la résurrection religieuse qui s'y opérait en tous lieux. (LYONNET, *Histoire de Mgr d'Aviau*, 1847, t. II, pp. 178, 179, 261.) Il avait confirmé dans le Vivarais et le Dauphiné 25,000 fidèles.

Ardennes. — Le préfet cite 223 prêtres pour les arrondissements de Rocroy, Mézières, Sedan, Reims. Les termes sont vagues au sujet de l'exercice du culte. Il est dit nettement d'une centaine seulement qu'ils exercent. Le résumé dit de beaucoup qu'ils « exercent clandestinement ».

Ariège. — Préfet ne cite que 37 prêtres lesquels exercent dans leur ancienne paroisse. Il ajoute que *la liste pourrait être infiniment plus longue*, mais le temps lui manque pour la dresser.

Aube. — Préfet écrit : « Le département de l'Aube contient plus de 400 prêtres; tous ont fait leur soumission de fidélité à la Constitution. Le nombre de prêtres constitutionnels ne s'élève pas au-dessus de 30. »

Aude. — Le préfet, M. de Barante, ne donne que 15 noms, liste incomplète, car le préfet déclare avoir écarté, d'un côté, les intransigeants, de l'autre, beaucoup de constitutionnels qui ne jouissaient pas de l'estime publique.

Aveyron. — Le préfet, très hostile, ne donne que 40 noms. Mais il ajoute que les « catholiques purs... exercent en secret », que les constitutionnels « ont été abandonnés ». Le résumé dit par ailleurs : « Il est peu d'anciens réfractaires qui aient fait la promesse de fidélité; ils n'en exercent pas avec moins de publicité et d'impunité. » Cela indique un grand mouvement religieux.

Bouches-du-Rhône. — Préfet résume ainsi la situation : « Sur 109 communes qui composent ce département, 38 n'ont pas de prêtres. » Préfet ne parle que des prêtres exerçant le culte *public*, dont il porte le nombre à 341. Ils se répartissent ainsi : 157 pour l'arrondissement de Marseille, 62 pour celui d'Arles, 122 pour celui d'Aix.

Calvados. — Préfet cite 458 prêtres sur lesquels 322 sont dits exercer le culte. Liste incomplète, car le préfet n'y a pas compris les prêtres « insoumis ou qui n'ont fait promesse de fidélité que pour terminer leur exil ». Le résumé dit ces derniers nombreux, turbulents et « seuls en considération ».

Cantal. — Préfet cite 326 prêtres, a passé sous silence ceux « des deux

déjà opérée en France la restauration religieuse. En parcourant ces réponses des agents du pouvoir, il ne faut

partis qui se sont fait connaître par leur immoralité ou une intolérance turbulente ». La grande majorité a la note *insoumis*. Le résumé dit de ces derniers qu'ils « exercent dans des maisons particulières et sont très suivis ». Un rapport signale sous le Consulat, dans le Cantal, 500 réfractaires, dont 300 en surveillance. Les autres ont reparu sans aucune déclaration, sonnent les cloches, rouvrent les églises ou se cachent dans les bois, les cavernes. (VANDAL, *op. cit.*, p. 568.)

Charente. — Préfet ne cite que 31 prêtres sur lesquels 21 sont dits exercer. Nous avons heureusement d'autres sources d'information. L'abbé Blanchet (*Le Clergé charentais pendant la Révolution*, 1898, in-8°, p. 532-543) donne une liste de 104 prêtres exerçant publiquement au moment du Concordat dans des églises paroissiales ou oratoires connus. Il cite, en outre, 36 prêtres exerçant en secret ; il ne prétend pas donner une liste complète.

Charente-Inférieure. — Préfet donne 86 noms, dit la majorité exercer. Le résumé dit des anciens réfractaires qu'ils « célèbrent dans des maisons particulières ».

Cher. — Préfet donne liste de 169 prêtres sur lesquels 81 sont dits exercer. Préfet ajoute : « Tous ceux qui sont portés comme exerçant le culte n'ont pas fait leur soumission. » Le résumé dit de ceux-ci qu'ils « exercent dans des maisons particulières ». — « Les négociations (du Concordat) à peine entamées, une foule de prêtres s'étaient décidés à rentrer. » (Cf. BRIMONT, *op. cit.*)

Corrèze. — Préfet cite 182 prêtres et ajoute : « Il en est beaucoup d'autres : mais ceux-ci m'ont été indiqués comme les plus propres à mériter la confiance du gouvernement. » Le résumé dit : « Il y a beaucoup d'anciens prêtres réfractaires. » Un rapport à Grégoire donne présents 900 réfractaires, 60 rétractants. Il y a 55 déportés, 20 mariés. FAGE, *Le Diocèse de Tulle pendant la Révolution*, 1890, p. 83.

Côtes-du-Nord. — Le résumé dit : « Ils se tiennent tranquilles. Il paraît que l'on ne leur fait pas prêter précisément la promesse de fidélité, et que l'on se contente d'une promesse de ne pas troubler l'ordre. »

Côte-d'Or. — Préfet n'envoie que 50 noms. Il accuse l'évêque, M. de Méroville, d'avoir fait refuser la promesse de fidélité. Il faut donc ajouter à ce chiffre celui des réfractaires qui, écrit le préfet, « disent la messe en chambre ».

Creuse. — Préfet donne « l'état nominatif des prêtres domiciliés dans le département », lequel comprend 347 noms.

Dordogne. — Préfet n'envoie que 13 noms. Nous lisons, d'autre part, dans le résumé : « Quelques-uns ont prêté la promesse ; ils exercent dans les églises ; d'autres l'ont refusée et célèbrent dans les maisons particulières. »

Doubs. — Préfet énumère 656 prêtres domiciliés dans le département, et dit formellement du très grand nombre qu'ils exercent. Il porte à 67 le nombre des prêtres habitant Besançon. Sauzay (*Histoire de la persécution révolutionnaire dans le Doubs*, t. X, p. 720-777) donne un état détaillé et complet du clergé de ce département en 1801. C'est un des départements où le culte s'était le mieux reconstitué avant le Concordat.

Drôme. — Préfet énumère 274 prêtres, ne dit pas s'ils exercent, écrit cependant au sujet des 55 de l'arrondissement de Die : « Etat des prêtres connus pour s'occuper des fonctions de leur ministère ou pour avoir le désir de les reprendre. »

Eure. — Préfet énumère 500 prêtres sur lesquels environ 300 sont dits exercer. Préfet dit de tel : « Il a fait sa soumission pour exercer le culte » ; de tel autre : Il s'en va « caressant les partis tour à tour ».

point oublier qu'il leur a demandé seulement les noms des prêtres qui « méritent la confiance du gouvernement et

Eure-et-Loir. — Préfet donne liste de 327 prêtres qui tous exercent à l'exception de 83. Outre ce nombre, préfet dit présents dans le département 150 autres prêtres qu'il a exclus de sa liste pour immoralité, incapacité, la plupart parce que, « sous le rapport de l'exagération des opinions politiques, il eût été dangereux de les employer ». C'est donc un total de 477 présents. Nous lisons dans les rapports des conseillers d'État en l'an IX qu'en Eure-et-Loir « à peu près chaque village a son église et son ministre ; les temples sont ouverts et fréquentés dans les villes ».

Finistère. — Préfet n'envoie que 13 noms. Évidemment, c'est un chiffre dérisoire, comme le prouve le passage suivant du résumé relatif à ce département : « Les prêtres soumis ne peuvent à présent sans danger rester dans les campagnes. Les prêtres insoumis dominent et pervertissent l'esprit public. Ils persécutent les paysans qui ont acheté des domaines nationaux. »

Forêts. — Le préfet porte à 1,000 le nombre des prêtres de ce département, qui comprenait le duché de Luxembourg. Il ajoute : « Ils n'ont pas cessé d'exercer le culte, mais clandestinement », pour les 722 qui n'ont pas fait la promesse.

Gard. — Le préfet n'envoie que 32 noms. Mais les *Archives* du Gard (DURAND, *op. cit.*, 305-306) signalent 133 prêtres exerçant publiquement, et 202 soumissionnaires au moment de la signature du Concordat.

Haute-Garonne. — Préfet donne liste de 181 prêtres qui, tous, exercent, sauf 71. Nous lisons dans le résumé : « Partout, les prêtres émigrés et déportés se trouvent en opposition avec les prêtres constitutionnels. Il y a des troubles et discussions domestiques, souvent des voies de fait. » Nous lisons dans l'*Histoire des évêques et archevêques de Toulouse*, par l'abbé CAYRE, 1873, in-8°, p. 466, que l'intrépide vicaire général du Bourg plaça 400 prêtres dans ce diocèse pendant la Révolution.

Gers. — Le rapport du préfet, très détaillé et très important, donne une liste de 613 prêtres présents qui, pour la plupart, sont dits exercer. Il y est dit, en particulier, de l'arrondissement de Lectoure : « La plus grande partie des prêtres sont rentrés en France à la faveur des autorisations qu'ils ont reçues. Ils se sont rendus dans les communes où ils exercent. »

Gironde. — Le préfet ne cite que 150 prêtres, dont la plupart exercent ; mais il ajoute : « Il y a beaucoup de prêtres dans ce département ; ils y sont répandus sur tous les points. » Le commissaire général de la police à Bordeaux écrit de son côté (*Arch. nat.*, F¹⁹ 866) ; le 15 thermidor an IX, que les prêtres romains desservent quatre églises à Bordeaux, outre celles occupées par les constitutionnels. Les « prêtres non soumissionnaires exercent le culte dans des lieux cachés, dans des chambres, dans de petits oratoires. Le nombre en était prodigieux... », il a diminué depuis l'ouverture des quatre églises. »

Hérault. — Préfet énumère 296 prêtres, sur lesquels 118 sont portés comme constitutionnels. La presque totalité exerce le culte. Il a exclu de sa liste tous ceux qui ont refusé le serment de fidélité. Ils étaient fort nombreux. Le résumé dit : « Les anciens prêtres réfractaires ont tous refusé la promesse et continuent l'exercice clandestin de leur culte. » Après le coup d'État du 18 fructidor, nous comptons dans le département de l'Hérault 557 prêtres sujets à la déportation et à la réclusion. C'est ce qui faisait dire, le 6 juillet 1797, à la Commission du pouvoir exécutif pour ce département : « Les préjugés ont pris un tel empire, tant de prêtres réfractaires sont rentrés à la fois sur le sol de la République ; ils ont été accueillis et protégés par un si grand nombre de citoyens fanatisés, surtout dans les campagnes ; enfin, la versatilité des lois rendues sur cette matière délicate par nos diverses Assemblées nationales a si fort

jouissent de l'estime publique ». Les préfets ont presque toujours soin de transcrire en tête de leur liste cette for-

accru l'espérance d'une législation nouvelle, plus favorable aux prêtres insermentés, que tous nos efforts ont été inutiles pour maintenir l'exécution des lois actuelles. » (Cf. SAUREL, *op. cit.*, t. III, piéc. just., p. 51; t. IV, piéc. just., p. I-II.) On y cite les 557 noms de prêtres.

Ille-et-Vilaine. — Préfet envoie le « tableau indicatif des prêtres assermentés soumis et insoumis existant actuellement dans le département ». Il donne 333 noms. Le résumé dit : « Il est rentré beaucoup de prêtres réfractaires. Ils ont fait la promesse de fidélité. Tous ces prêtres officient publiquement ou clandestinement. »

Indre. — Le préfet n'envoie que 25 noms de prêtres qui, tous, exercent, sauf 2. Le résumé signale « quelques prêtres cachés ».

Indre-et-Loire. — Le préfet assez hostile au clergé écrit : « Le tiers de ce département est sans ministres du culte et ne s'en porte pas plus mal. » Dans son énumération, il ne donne que 88 noms.

Isère. — Le « tableau général des prêtres soumis et insoumis » comprend 331 prêtres sur lesquels près de 300 exercent, bon nombre secrètement, dans des granges, en chambre, etc. La liste des 331 est incomplète, car préfet a trouvé « inutile de parler de cette foule de prêtres rétractés ou insermentés qui travaillent le peuple secrètement, ainsi que des sermentés qui déshonorent leur caractère par leur mauvaise conduite ».

Jura. — Liste de 235 prêtres, sur lesquels 110 sont dits exercer, et la plupart des autres ne pas exercer. Le rapport est muet sur un certain nombre. Le résumé dit : « Le plus grand nombre des communes est livré à des prêtres qui, refusant toute soumission, officient publiquement. »

Landes. — Le préfet envoie une liste de 299 prêtres. Il ne dit pas formellement s'ils exercent et plusieurs n'exercent pas. On peut inférer que le grand nombre exerce de cette information très fréquente : « Ancien curé de la commune, ancien curé de la paroisse. »

Loir-et-Cher. — Liste incomplète de 19 noms. « Je n'ai pas cru nécessaire, dit le préfet, d'entretenir le gouvernement de gens médiocres, etc. » Le résumé dit des prêtres du département : « Ils ne sont point en général amis du gouvernement, ils cherchent à égarer les esprits. »

Loire. — Préfet donne liste de 71 prêtres dont la plupart sont dits exercer. Le résumé dit qu'un certain nombre de prêtres ont « refusé toute espèce de promesse. Ils officient clandestinement dans les campagnes. »

Haute-Loire. — La liste de 92 noms donnée par le préfet est très incomplète. Le préfet écrit ailleurs, en l'an IX, que, dans cette contrée peuplée de montagnards rudes, mais bons, peu de prêtres ont quitté le pays. « La presque totalité a trouvé dans les habitations écartées, dans les bois, dans le flanc des montagnes, sûreté, hospitalité, dévouement, discrétion. » (*Arch. nat.*, F¹⁹ 328.) Le préfet parle longuement dans sa lettre de la force que la question religieuse a donnée aux opposants et de la pacification qu'il a obtenue dans le département au moyen des prêtres pour lesquels il s'est montré conciliant.

Loire-Inférieure. — Liste de 268 prêtres sur lesquels 159 sont portés comme exerçants.

Loiret. — Préfet ne cite que prêtres soumis dont le chiffre est de 206. Je ne propose pas, ajoute-t-il, les prêtres insoumis « dont je n'ai, d'ailleurs, pu savoir exactement le nombre parce qu'ils changent souvent de domicile ». — Nous lisons dans le rapport des conseillers d'Etat en mission pour l'an IX que, dans le Loiret, « les églises sont fréquentées par la multitude avec presque autant d'assiduité qu'en 1788. Un sixième des communes (seulement) n'a ni culte ni ministres, et, dans ces communes, on désire vivement l'un et l'autre. »

Lot. — Préfet donne liste de 122 noms de prêtres qui tous exercent,

mule limitative. C'était en exclure le plus souvent une foule de prêtres réfractaires, rentrés en France, mais qui,

sauf 4. Mais cette liste, ne comprenant que ceux qui méritent la confiance du gouvernement, est incomplète. Le résumé signale les « réfractaires obstinés qui n'ont encore fait aucune soumission et n'en exercent pas moins publiquement sous la protection des autorités locales ».

Lot-et-Garonne. — Préfet énumère 183 prêtres qui tous exercent, sauf 39. En dehors de cette liste, le résumé signale « les réfractaires qui causent de justes inquiétudes aux bons citoyens ».

Lozère. — Le préfet n'envoie que 34 noms de prêtres tous soumissionnaires et exerçant. Nombreux étaient les non-soumissionnaires dont le résumé dit : « Ils bravent les autorités constituées et officient publiquement », etc.

Lys (la). — Le préfet de ce département, qui comprenait la partie occidentale de la Flandre, aujourd'hui Belgique, ne donne que 10 noms. Or, Fourcroy, dans son rapport (Cf. ROCQUAIN, *op. cit.*, p. 225), compte 100 prêtres soumis et 700 à 800 prêtres insoumis. « Ceux-ci exercent un culte clandestin. En le tolérant, il n'y a eu aucun trouble depuis l'an VIII. » Cette statistique prouve que les chiffres donnés par les préfets sont souvent bien incomplets et au-dessous de la vérité.

Maine-et-Loire. — Le préfet ne donne que 17 noms parmi lesquels figure l'abbé Bernier. Heureusement nous avons la liste complète des paroisses desservies, ainsi que le nom de 384 desservants avant le Concordat. Ce document est donné *in extenso*, par l'abbé Uzureau, dans la *Semaine religieuse* d'Angers, 7 mai 1899.

Manche. — Le préfet, nouvel arrivé dans le département, ne donne que 103 noms de prêtres qui presque tous exercent. Il avait dû se montrer prudent dans ses choix et rester incomplet, car on lit dans le résumé fait par le ministère en l'an IX : « Soutenus par le préfet (qui fut remplacé), ils prêchent publiquement contre la République, damnent les acquéreurs de biens nationaux, annoncent le retour de la monarchie. »

Marne. — Liste de 170 prêtres qui tous exercent, sauf 9. Préfet ajoute : « Il est beaucoup d'autres ecclésiastiques existants de ce département qui peuvent avoir droit d'y être portés, mais sur lesquels je n'ai pas de renseignements assez précis. Il en est d'autres qui sollicitent en ce moment l'autorisation de rentrer en France ou qui attendent la pacification religieuse pour le faire. » Préfet compte envoyer des états complémentaires.

Marne (Haute-). — Le rapport du préfet manque. Le résumé dit des prêtres : « Ils ont tous fait leur promesse de soumission et sont à peu près tranquilles. »

Mayenne. — Le préfet écrit à Chaptal qu'il lui envoie cinq tableaux, lesquels « vous présenteront plus de 400 ecclésiastiques exerçant le culte dans le département ». Le total est de 417.

Meurthe. — Préfet envoie liste de 172 prêtres avec les « lieux où ils résident et exercent ». Il a exclu de sa liste « les prêtres turbulents » et les prêtres immoraux qui ont renoncé au célibat.

Meuse. — Le préfet ne donne que 63 noms. Le résumé constate que tout est tranquille ; « mais on craint que la rentrée des prêtres déportés ne soit un sujet de trouble et de dissension ».

Mont-Blanc (Savoie). — Le préfet compte 83 prêtres résidants dans l'arrondissement de Maurienne, et dans l'arrondissement d'Annecy 83 prêtres insoumis, mais qui pourraient être placés, après avoir fait la promesse, enfin, 16 prêtres qui ont fait la promesse dans l'arrondissement de Chambéry. Le résumé dit : « Ils exercent publiquement dans presque toutes les communes, refusent la promesse prescrite, etc. » (Consulter abbé LAVANCHY, *le Diocèse de Genève pendant la Révolution*, 1894, 2 vol. in-8° ; SCIOUT, IV, 785-786.) — Dans un autre document (F. VII, 7875), le préfet

ayant refusé la promesse de soumission à la Constitution de l'an VIII, demeureraient suspects au gouvernement et

d'Eymar, dans une lettre du 3 thermidor an IX, reconnaît qu'il y a, dans le département, plus de 250 prêtres rentrés, lesquels exercent le culte avec plus ou moins de publicité.

Morbihan. — La réponse du préfet manque. Le résumé dit des prêtres de ce département : « Ils font tout le mal possible. » Barbé-Marbois dit dans son rapport : « A Vannes, j'entrai, le jour des Rois, dans la cathédrale; on célébrait la messe constitutionnelle; il n'y avait que le prêtre et deux ou trois pauvres. A quelque distance, je trouvai dans la rue une si grande foule qu'on ne pouvait passer : ces gens n'avaient pu pénétrer dans une chapelle déjà remplie de monde où l'on disait la messe appelée des catholiques. Ailleurs, les églises des villes étaient pareillement désertes, et le peuple allait, à travers des chemins affreux, dans les villages voisins, entendre la messe d'un prêtre récemment arrivé d'Angleterre. » (ROCQUAIN, *op. cit.*, p. 101.)

Moselle. — Le préfet donne une liste de 153 prêtres, dont la généralité exerce. Bon nombre n'avaient pas quitté la France, beaucoup d'autres étaient redemandés par leurs paroissiens. Le résumé dit : « Les prêtres réfractaires sont rentrés en grand nombre. » Le cardinal de Montmorency, évêque de Metz, écrivait à Louis XVIII, le 30 novembre 1797, au sujet de son diocèse : « Dans ce moment-ci, il n'y a pas une seule personne qui manque de secours spirituels. »

Nièvre. — Le rapport du préfet manque. Le résumé dit des prêtres de ce diocèse : « Ils sont tranquilles. »

Nord. — Le préfet donne une liste de 368 prêtres sans dire s'ils exercent. Mais nous lisons dans le rapport de Fourcroy (ROCQUAIN, *op. cit.*, p. 225) : « Il y a 300 ministres exerçant publiquement le culte dans le Nord. »

Oise. — Le préfet, dans un rapport très détaillé, donne « l'état nominatif des prêtres du ci-devant diocèse de Beauvais », lesquels s'élèvent au chiffre de 467. Il y a en outre 121 prêtres pour l'ancien diocèse de Senlis et 91 pour l'arrondissement communal de Compiègne. De ce nombre considérable il faut retrancher des prêtres mariés, ou qui ont renoncé à leur état, quelques autres absents. Mais le chiffre des prêtres exerçant reste très important. Lacuée dit, dans son rapport de l'an IX sur l'Oise : « Le culte s'exerce dans toutes les communes du département. »

Orne. — Le préfet n'envoie qu'un total de 118 prêtres, sur lesquels une centaine sont dits exercer. Cette liste devait être fort incomplète, car ce département comptait beaucoup de prêtres constitutionnels, et un peu après la publication du Concordat, il est vrai, le préfet, dans une lettre à Portalis, en date du 4 frimaire an XI, compte 902 prêtres dans l'Orne.

Pas-de-Calais. — Le préfet n'envoie que 97 noms. Liste incomplète de son propre aveu. « Dans l'arrondissement de Saint-Pol, dit-il, je n'ai désigné qu'un seul prêtre, parce que, dans cet arrondissement gangrené, il n'y a que des prêtres insoumis, qui exercent le culte, et tous clandestinement. » A la même époque, Fourcroy dit (ROCQUAIN, *op. cit.*, p. 225), dans son rapport : « 158 (prêtres) seulement exercent le culte dans le Pas-de-Calais. » L'ancien diocèse de Boulogne avait une reconstitution presque complète du culte. Il y avait nombre de prêtres dans l'ancien diocèse de Saint-Omer. Mais un contemporain écrit du diocèse d'Arras, le 22 juin 1801 : « Dans le diocèse d'Arras, il n'y a aucune église ouverte, et ceux qui exercent secrètement s'exposent au danger d'être arrêtés. » L'ombre de Robespierre semblait faire encore peser la Terreur sur ce diocèse. (Cf. DERAMECOURT, *op. cit.*, t. IV, p. 261-281.)

Puy-de-Dôme. — Le rapport du préfet manque. Mais nous lisons dans le résumé : « Les prêtres réfractaires sont rentrés. Aucun n'a prêté la promesse. Ils exercent assez publiquement. » Cela est confirmé par un témoin

n'étaient point autorisés à célébrer un culte public. Ils exerçaient leurs fonctions dans des oratoires privés, sou-

gnage officiel, par une lettre de l'évêque de Clermont, M. de Bonal (*loc. cit.*) du 9 novembre 1797, où il dit : « De tous les ecclésiastiques déportés en 1792 de mon diocèse, il ne m'en reste pas au-delà de cinquante dans les différentes parties de l'Europe. » Le clergé était donc présent dans sa presque totalité.

Pyrénées (Basses). — Préfet énumère 285 prêtres répandus dans les arrondissements de Pau, Oloron, Mauléon et Bayonne. La plupart habitent leur ancienne paroisse où ils devaient exercer.

Pyrénées (Hautes). — Préfet énumère 257 prêtres, tous exerçant, sauf 5 ou 6. Il ajoute : « Je n'ai pas cru devoir comprendre dans cet état les prêtres insoumis qui sont au nombre de 91. » Il enverra prochainement les noms des prêtres de trois cantons situés à l'extrême frontière. Cela fait un total considérable.

Pyrénées-Orientales. — Préfet donne seulement une liste de 174 prêtres, qui tous ont fait leur soumission. Un autre document constate, au 12 décembre 1800, la présence de 140 prêtres déportés. Le nombre grossit dans le cours de 1801, et, lors de son installation, M^{re} de Laporte compta 260 prêtres, outre les 50 constitutionnels. Il faut noter que 54 prêtres étaient restés en Espagne. TORREILLES (*op. cit.*, pp. 580, 585, 590).

Bas-Rhin. — A la demande si beaucoup d'églises sont ouvertes, le préfet répond : « Toutes le sont, parce que les prêtres ont prêté la dernière promesse de fidélité à la Constitution. » Le préfet compte dans le Bas-Rhin 520 prêtres catholiques, 210 protestants, 72 juifs. Il porte à 20 ou 25 le chiffre des constitutionnels. (*Archives nationales*, F¹⁹ 328.)

Haut-Rhin. — Le préfet envoie une liste de 498 prêtres. Le rapporteur affirme pour trois arrondissements qu'ils exercent et reste dans le vague pour les trois autres. (Voyez, pour la résurrection du culte en ce département, BEUCHOT : *le Clergé de la Haute-Alsace en exil pendant la Révolution*, 1896, in-8°.)

Rhône. — Préfet envoie une liste de 134 prêtres « soumis et y exerçant ». Le résumé dit : « Il y a un très grand nombre de prêtres insoumis. »

Saône (Haute). — Préfet n'envoie que 12 noms. Le résumé dit : « Il y a des prêtres insoumis qui n'exercent pas publiquement. »

Saône-et-Loire. — Le préfet énumère 587 prêtres exerçant, sur lesquels 539 ont fait leur soumission. Il signale 47 « individus qui paraissent avoir entièrement abjuré l'état ecclésiastique, non compris ceux qui sont mariés ».

Sarthe. — Le préfet donne liste de 465 prêtres. La plupart sont rentrés et exercent le culte dans leur ancienne paroisse. Le résumé dit : « Il est rentré un grand nombre de réfractaires qui n'ont point fait d'acte de soumission. Les autorités leur ont ouvert les églises au préjudice des réunions décadaires. » (Consulter, sur ce département, dom PIOLIN : *l'Eglise du Mans pendant la Révolution*, 4 vol. in-8°.) L'auteur dit, t. IV, p. 130 : « On commença à célébrer les offices divins publiquement dans les églises au plus tard au cours de mai 1800. »

Seine. — Point de rapport, mais nous savons par le chapitre ci-dessus que le culte était rétabli à Paris sur une large échelle. Sous le Directoire, nous avons compté plus de 300 prêtres. Le nombre avait augmenté sous le Consulat, où il fallait desservir les nouvelles églises ouvertes et les 200 oratoires. Après le coup d'Etat de Fructidor, le Directoire avait fait fermer les oratoires et les églises qui n'étaient pas comprises dans l'arrêté du 8 juin 1796, lequel accordait 15 églises pour Paris. Nous avons donné (p. 523) la liste des églises qui furent ouvertes après le 18 Brumaire et l'état du culte à Paris (p. 432-442).

Seine-et-Marne. — Préfet envoie liste de 286 prêtres répandus dans les

vent à l'insu de l'administration civile. De là cette affirmation fréquente dans les rapports des préfets qu'en dehors

arrondissements de Melun, Coulommiers, Meaux, Fontainebleau, Provins. Tous exercent, sauf 55, dont plusieurs désirent reprendre du service.

Seine-et-Oise. — Le préfet envoie en trois listes les noms de 243 prêtres, dont la plupart sont portés comme exerçants. Lacuée, dans son rapport de l'an IX, dit de Seine-et-Oise : « Le culte catholique romain est exercé dans presque toutes les communes du département. »

Seine-Inférieure. — Le préfet signale 769 prêtres résidants, sur lesquels 472 sont portés comme exerçant le culte.

Sèvres (Deux-). — Le préfet donne une liste de 113 prêtres qui, presque tous, exercent, bien que la plupart n'aient pas fait leur soumission. Le résumé dit aussi que ces non-soumissionnaires « exercent publiquement ».

Somme. — Le préfet énumère 207 prêtres méritant la confiance du gouvernement et qui exercent presque tous. Le résumé y signale « beaucoup de prêtres fanatiques, hypocrites ou turbulents ». A une pétition d'une commune demandant, le 6 messidor au VIII, le retour du curé émigré, le gouvernement du Consulat répondait : « Il y a déjà beaucoup de prêtres rentrés dans le département de la Somme, il est prudent d'ajourner les demandes. » (*Archives*, F. VII, 7,701 ; *Sciour*, IV, 775, 776.)

Tarn. — Le préfet dit dans sa lettre à Chaptal des prêtres de ce département : « Il s'en trouve plus de 100 en exercice paisible, lesquels reçoivent un salaire plus ou moins fort, payé volontairement par les habitants des diverses communes. » La liste annotée et détaillée du préfet contient 80 noms. Nous avons la preuve que ces chiffres sont très au-dessous de la réalité, puisque pour le seul arrondissement de Gaillac 110 églises ou chapelles avaient été rendues au culte en 1795. Après le coup d'Etat de Fructidor, il n'était pas sorti du département un quart des prêtres soumis à la déportation, et, rentrés depuis Thermidor, lesquels continuaient à exercer le culte en cachette. Or, un état envoyé au ministre le 11 pluviôse an VI constate que 340 *individus prêtres* étaient présents dans le Tarn. Or, s'ils y étaient encore après le coup d'Etat de Fructidor, à plus forte raison devaient-ils s'y trouver au temps plus calme du Consulat. Il y avait eu dans ce département 650 prêtres déportés en vertu des lois du 26 avril 1792, et 21, 23 avril 1793. Le sénatus-consulte du 6 floréal an X (26 avril 1802) précipita et acheva le mouvement de rentrée. Au mois de prairial an X, 450 s'étaient fait inscrire sur le registre ouvert à la préfecture. (Cf. *Rossignol*, *op. cit.*, pp. 224-226, 235-237, 243-244.)

Tarn-et-Garonne. — Nous avons donné plus haut un document important sur la situation de ce département où le culte renaissait vivement. (Consulter abbé DAUX, p. 78-98.)

Var. — Le préfet donne une liste de 256 noms, sans dire s'ils exercent.

Vaucluse. — Le préfet ne donne que 14 noms. Le résumé dit : « Les prêtres constitutionnels sont avisés. Le plus grand nombre des autres n'a pas fait la déclaration exigée. »

Vendée. — Le préfet énumère 50 insermentés du diocèse de Luçon qui exercent, 34 constitutionnels en exercice, 57 prêtres dont beaucoup sont rentrés d'Espagne et paraissent exercer dans leur ancienne paroisse, enfin 17 prêtres venus du dehors, en tout 158 prêtres. Mgr de Mercy, dans ses Lettres inédites, signale dans son diocèse de Luçon 55 prêtres présents en décembre 1795.

Vienne. — Le préfet donne 84 noms de prêtres qui la plupart exercent. Le résumé dit : « Il y a à Poitiers beaucoup de prêtres insoumis. »

Vienne (Haute-). — Le préfet énumère 120 prêtres dont les trois quarts environ sont dits exercer. Liste incomplète. « J'aurais pu, dit le préfet, désigner un assez grand nombre de ministres du culte forcés de s'expatrier ».

des sujets par eux connus, proposés et méritant la confiance du gouvernement, il y en avait un grand nombre plus ou moins cachés, plus ou moins rebelles, livrés à un ministère plus ou moins secret. D'autres raisons rendent imparfaites plusieurs de ces enquêtes. Le ministre de l'Intérieur demandait *célérité*. Quelques préfets, soit empressement, soit pour s'éviter la peine des recherches ou la responsabilité des propositions, répondent presque immédiatement en thermidor, sans se donner le temps nécessaire, ils l'avouent eux-mêmes, d'établir un état détaillé du personnel ecclésiastique. Heureusement la plupart prirent au sérieux la demande du ministre. Leurs rapports parviennent à Chaptal en fructidor de l'an IX ou même en vendémiaire et brumaire de l'an X. Dans l'espace de un, deux, ou trois mois, les administrateurs ont pu recueillir des informations importantes et dresser une précieuse statistique.

Il ressort de ces chiffres la preuve mathématique que le culte avait repris en France, avant le Concordat, une vitalité et une expansion étonnantes. Certes, pas plus à cette époque qu'en 1796, on n'y comptait 32,000 communes desservies par le clergé, comme l'ont affirmé plusieurs historiens après Grégoire qui, lui-même, invoque un document erroné de l'administration des domaines. Mais si ces écrivains ont beaucoup exagéré le nombre des églises rouvertes, d'autres l'ont beaucoup trop restreint. En additionnant les relevés fournis pour cinquante-deux départements ¹, on atteint le chiffre de 20,000 prêtres, et peut-être

en 1792 », qui jouissent de toute estime et pour lesquels les paroissiens font des vœux de retour.

Vosges. — Le préfet n'envoie que 92 noms. Il déclare avoir exclu de sa liste « les ennemis irréconciliables de la République » et les prêtres qui se sont compromis au point de vue moral.

Yonne. — Le préfet envoie une liste de 262 prêtres, dont 50 pour l'arrondissement de Joigny (dit ce relevé incomplet), 61 pour l'arrondissement de Sens, 125 pour l'arrondissement d'Auxerre (ici la très grande majorité exerce), 11 pour celui de Tonnerre, 15 pour celui d'Avallon.

1. Voici ces départements par ordre alphabétique : Allier, Alpes-Maritimes,

faudrait-il inscrire un chiffre supérieur, si on tenait complètement compte des déportés rentrés en France qui sont constamment signalés comme exerçant un culte privé dans les oratoires. Pour les autres trente-quatre départements, les rapports des préfets sont tantôt satisfaisants, tantôt manifestement incomplets, donnant à peine pour quelques-uns douze, treize, quinze noms. Mais là où l'état détaillé manque, l'affirmation que beaucoup de prêtres insoumis font du ministère en secret prouve que la vie religieuse s'est aussi ravivée dans ces contrées ¹. Aussi, en portant à 7,000 ou 8,000 le nombre des prêtres de ces trente-quatre départements, pensons-nous rester au-dessous de la vérité. L'enquête officielle est à peu près muette sur plusieurs diocèses à foi très vive, comme certains départements de Bretagne, tels que les Côtes-du-Nord, le Morbihan, le

Ardèche, Ardennes, Aube, Bouches-du-Rhône, Calvados, Cantal, Corrèze, Creuse, Doubs, Drôme, Eure, Eure-et-Loir, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Hérault, Ile-et-Vilaine, Isère, Jura, Landes, Haute-Loire, Loire-Inférieure, Loiret, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Marne, Mayenne, Meurthe, Mont-Blanc (Savoie), Moselle, Nord, Oise, Puy-de-Dôme, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Saône-et-Loire, Sarthe, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Somme, Tarn, Tarn-et-Garonne, Var, Vendée, Yonne. — M. Boulay de la Meurthe (*Correspondant* du 25 décembre 1881, p. 1004) porte à 10 ou 15,000 le nombre total du clergé légitime, à 6,000 environ les prêtres constitutionnels. Sur ce nombre, il y aurait eu 8,000 prêtres seulement exerçant réellement leur ministère, 6,000 du clergé catholique, 2,000 du clergé constitutionnel. Bien que cette appréciation soit pour le mois de novembre 1800, et que notre statistique soit postérieure de six mois et se réfère à juillet 1801, nous avons dit pourquoi ces chiffres nous paraissent très au-dessous de la réalité, du moins pour la situation à la veille du Concordat. Grégoire parle de 32,214 paroisses, « presque toutes desservies par des prêtres assermentés », et de 4,571 autres demandes des communes. Ce chiffre pourrait s'entendre du nombre de demandes d'église faites par les communes en 1796, mais est manifestement erroné s'il s'agit d'églises réellement desservies à cette époque. M. d'Haussonville, M. de Pressensé, se sont autorisés du chiffre donné par Grégoire, par Lecoq (*Annales de la Religion*, 3 juin 1797), pour parler de 40,000 paroisses desservies avant le Concordat.

1. Pour les douze départements dont les noms suivent, les rapports signalent de 100 à 200 prêtres par département, et encore, dans ce chiffre, n'ont guère été compris les prêtres insoumis. Ce sont les départements de l'Ain, Basses-Alpes, Charente, Cher, Gard, Lot, Manche, Orne, Pas-de-Calais, Rhône, Deux-Sèvres, Haute-Vienne. Reste vingt-deux départements, pour quelques-uns desquels les rapports des préfets manquent, tandis que, pour les dix-neuf autres, les prêtres signalés n'atteignent pas le chiffre de 100 par département (Aisne, Ariège, Aude, Aveyron, Charente-Inférieure, Côtes-du-Nord, Côte-d'Or, Dordogne, Finistère, Indre, Indre-et-Loire,

Finistère, où le clergé avait relevé les autels et attendait moins le Concordat que le retour de la tranquillité pour restaurer le culte dans toute sa splendeur au milieu de ces populations chrétiennes. Bref, si quelques diocèses étaient encore en retard, on peut dire que, dans l'immense majorité, les temples s'étaient rouverts. En fixant à 28,000 le chiffre des prêtres présents en France au moment du Concordat, nous croyons donner une évaluation très modérée. Peut-être, à mesure que de nouvelles publications feront la lumière sur l'histoire religieuse des provinces à cette époque, faudra-t-il élever le nombre à 30,000. Si de ces 28,000 on déduit les 6,000 constitutionnels, dont la moitié seulement étaient dans le ministère, il reste 22,000 prêtres catholiques romains.

Pour ceux-ci la proportion des exerçants est bien plus considérable que pour le clergé constitutionnel, dont une partie avait abandonné les fonctions ecclésiastiques. Si on retranche quelques vieillards impotents, quelques égoïstes amoureux du repos après tant de fatigues, l'immense majorité était rentrée ou allait rentrer en fonction soit dans les églises, soit dans les oratoires, et les prêtres

Loir-et-Cher, Loire, Lozère, Haute-Marne, Meuse, Morbihan, Nièvre, Haute-Saône, Vaucluse, Vienne, Vosges). Mais plusieurs d'entre eux étaient les plus religieux de France (Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan — nous avons parlé du culte à Vannes, — Aveyron, Lozère). Pour d'autres, on dit que « la liste pourrait être infiniment plus longue » (Ariège), qu'on a écarté de la liste les prêtres insoumis (Aisne, Aude, Aveyron, Charente-Inférieure, Finistère, Gard, Indre, Loire, Lozère, Meuse, Haute-Saône, Vaucluse, Vienne, Vosges). Les rapports des préfets manquent pour les départements des Côtes-du-Nord, Haute-Marne, Morbihan, Nièvre, Puy-de-Dôme. Ils sont peu importants pour plusieurs autres départements.

1. Dans la Charente, le rapport du préfet ne désigne que 31 noms, tandis que l'abbé Blanchet, que nous avons eu occasion de citer, énumère 140 prêtres catholiques. Dans l'Hérault, le préfet ne parle que de 296, alors que l'abbé Saurel énumère 557 prêtres sujets à la déportation. Le préfet de Maine-et-Loire n'envoie que 17 noms, alors que l'abbé Uzereau nous montre le culte reconstitué dans ce département, au moment du Concordat, avec 384 desservants. Dans le Puy-de-Dôme, le préfet ne donne que 40 noms, alors que l'évêque, M. de Bonal, dit à peu près tout son clergé rentré dès 1796. Ces chiffres font tout espérer des histoires locales qui pourront être publiées. Mais la statistique que nous venons de dresser nous apporte déjà une preuve certaine et ne sera pas changée dans ses grandes lignes.

nouvellement arrivés d'exil ne demandaient qu'à reprendre haleine pour recommencer leur apostolat. Il y avait donc environ 18,000 à 19,000 prêtres catholiques romains appliqués au ministère quand fut signé le Concordat. En y ajoutant les prêtres constitutionnels également en activité, on arrive à un total de 21,000 à 22,000 ecclésiastiques au service des fidèles. Pour assurer ce mouvement de restauration, le Concordat n'avait point été nécessaire. La sécurité et la liberté au dedans, l'immunité aux déportés ou aux émigrés revenus du dehors, voilà ce qui avait provoqué, ce qui devait accélérer et achever la reconstitution religieuse. L'Église catholique nous apparaît donc à cette époque comme une grande puissance spirituelle qui est sortie de ses ruines, qui a refait ses cadres à travers les orages de la Révolution et repris son action sur les âmes.

II

Au moment où la Révolution touche à son terme, où la question religieuse va être réglée par le Concordat, où la question politique se résout par le Consulat d'où sortira l'Empire, il convient de jeter un regard en arrière pour caractériser l'attitude du clergé dans les dix années de crise qu'il vient de traverser.

Nous l'avons vu s'ébranler avec toute la nation, demander solennellement dès 1788 les États-Généraux, proclamer que « les Francs sont un peuple libre », assurer, par l'initiative de quelques prélats et des curés, la fusion de différents ordres en une seule assemblée nationale, porter à la Constituante le langage de la liberté. Dans leurs provinces, les évêques qui ne sont point députés parlent du « roi citoyen », du « restaurateur de la liberté française », font chanter des *Te Deum* à chaque phase nouvelle de la Révolution, sans en excepter la prise de la

Bastille. Les désillusions ne tardent pas à venir avec les destructions opérées par elle. N'importe, le pays paraît tellement enthousiaste des nouvelles institutions que l'épiscopat verrait un péril extrême à refuser son adhésion. Au déclin de la Constituante, un des prélats les plus respectés, M. de Bonal, évêque de Clermont, au nom de tous ses collègues, se « déclare prêt à signer de son sang » la Constitution de 1791 qui consacre la ruine politique et la spoliation du clergé, en même temps qu'elle détruit l'autorité royale. L'Église de France avait obéi au sentiment exprimé dans ce mot profond de l'archevêque d'Aix, M. de Boisgelin : « Il ne faut pas se séparer de la nation, parce qu'on ne peut pas emprunter toute sa force quand on ne s'unit pas à elle. »

Avec la constitution civile, l'expulsion des évêques réfractaires, la déportation des curés insermentés, les lois persécutrices de la Législative et de la Convention, l'attitude change, car la déception est cruelle. La grande majorité du clergé, qui a vu tomber, avec l'avènement de la liberté, l'édifice religieux et politique qui était debout depuis des siècles, s'en prend à cette liberté même des crimes commis en son nom. La constitution, naguère tant vantée, devient « la monstrueuse constitution..., l'inférieure constitution ». Il s'agit de « balayer les immondices constitutionnelles ». La Révolution avec ses crimes, ses saturnales, ses échafauds où montent pêle-mêle les prêtres, les nobles, les femmes, les rois et les reines, les acteurs même du terrible drame, leur apparaît comme le temps prédit de l'Antéchrist, et c'est à qui, avec l'évêque de Castres, lancera à cette criminelle sinistre, le plus violent, le plus retentissant anathème.

L'enthousiasme de 1789 a fait place à un découragement sombre, la confiance d'autrefois à un pessimisme qui ne veut plus entendre parler de ce qui naguère faisait battre les cœurs. A la Révolution il s'agit d'opposer la contre-

Révolution. Cette expression revient fréquemment sur les lèvres, sous la plume des évêques, des prêtres désabusés ; et quand il est question de prêter le serment de liberté-égalité prescrit par la Législative, ces deux mots, qu'avaient commenté joyeusement les cahiers de 89 et les orateurs du clergé ¹, rencontrent maintenant une répugnance que les sages conseils de M. Émery et de M. de Bausset ne parviennent point à vaincre.

Dans l'émigration, la plupart des évêques sont heureusement plus occupés à prier et à pleurer qu'à faire de la politique. Les rares prélats qui s'aventurent sur ce terrain dangereux y apparaissent pour la plupart en adversaires des idées nouvelles. Ils ne semblent pas voir que la liberté, que l'égalité sont entrées dans l'esprit de la nation, dans la constitution de la France, dans ce qu'on appellera désormais le droit moderne, pour n'en plus sortir. Les deux hommes d'État les plus importants que comptât l'épiscopat, M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, M. de Cicé, archevêque de Bordeaux, étaient de cœur avec les constitutionnels, c'est-à-dire avec les Malouet, les Mallet du Pan, les Mounier, les Lally-Tollendal, les Montlosier, ces précurseurs qui demandaient une monarchie représentative comme anneau nécessaire entre le monde ancien et le monde nouveau. Mais nous les avons vus rédiger,

1. M. Émery écrivait encore à l'abbé Courtade en février 1800 : « Ce qu'on vous a dit de la rétractation du serment de liberté est une bêtise. Il est malheureusement trop évident aujourd'hui que ce serment était licite. Je dis malheureusement, car c'est du refus opiniâtre et aveugle de ce serment qu'a résulté la persécution violente que la religion catholique et ses ministres ont essuyée. » On sait que la Constitution de l'an III, laquelle avait ajouté à la déclaration des *droits* celle des *devoirs* de l'homme et du citoyen, renfermait ces affirmations très acceptables : « 1^o Les droits de l'homme en société sont la liberté, l'égalité, la sûreté, la propriété. 2^o La liberté consiste à pouvoir faire ce qui ne nuit pas aux intérêts d'autrui. 3^o L'égalité consiste en ce que la loi est la même pour tous soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. » Ces déclarations étaient acceptables, mais les malentendus avaient troublé les esprits. Dans un interrogatoire subi lors de leur détention, les Carmélites de la rue Cassette, en novembre 1793, ne s'étaient-elles pas avisées de repousser le serment de liberté-égalité, sous prétexte que leurs vœux les empêchaient de se dire libres ?

en 1799, pour le prétendant Louis XVIII, un projet de constitution qui s'inspirait moins des principes de 89 que de la proclamation de Vérone. Manifestement il semble que le clergé ait désespéré de la liberté, et c'est en toute vérité que Mounier mettait au nombre des crimes commis par les Jacobins d'avoir armé contre elle « la plupart des ministres des cultes ».

Plus l'épiscopat se retirait de la Révolution, plus il se rejetait dans les bras de cette royauté qui était tombée dans un commun désastre en même temps que l'Église. Dans l'affaire de la constitution civile, les évêques, nous en avons fourni la preuve, obéirent, dans leur opposition, à des considérations religieuses, non à des inspirations politiques, et ce sera là un éternel honneur pour leur mémoire. Une fois chassés de France pour leur résistance nécessaire à une organisation ecclésiastique que réprouvait leur conscience, ils se laissèrent entraîner dans l'émigration à faire des vœux pour le succès des armées étrangères qui devaient ramener le roi, à trop identifier la destinée, la résurrection de l'Église avec la destinée et la résurrection de la monarchie. Nous avons entendu, du vivant de Louis XVI, l'évêque de Blois, M. de Thémynes, affirmer que « l'Église doit être indifférente à toute institution civile, république ou monarchie » ; l'évêque de Langres, M. de La Luzerne, dire que « la catholicité peut fleurir dans une république ». Le temps fait son œuvre, et telle est dans l'épiscopat l'évolution des esprits que l'évêque de Béziers peut encore écrire en septembre 1800 : « Mon système à moi, pauvre petit évêque, est que sans royauté légitime point de catholicité en France, de même que sans catholicité point de royauté. » Je sais qu'il faut plutôt voir dans ces paroles un cri du cœur qu'une affirmation doctrinale. Quand Louis XVIII a voulu prendre à son compte cette théorie et imposer au clergé « l'apostolat de la royauté », il a entendu ses confidents les plus quali-

fiés, ses évêques de confiance, les Talleyrand-Périgord, les Asseline, les Bonal, les La Marche, lui signifier courageusement que la religion peut vivre avec tous les régimes et ne s'identifie à aucune forme de gouvernement.

On le voit, l'évêque gardait le pas sur le gentilhomme, mais est-ce à dire que le gentilhomme n'ait point influé sur l'évêque ? La grande discussion sur les serments politiques nous a prouvé le contraire. De 1792 à 1801 le clergé resté ou rentré en France s'est trouvé placé entre l'alternative de prêter ces serments, que les conseillers les plus autorisés à l'intérieur jugeaient permis, ou de renoncer, à tout le moins, à l'exercice du culte public. Nous savons avec quelle passion les irréconciliables opposaient un *non possumus* absolu ; nous avons entendu le cardinal de Montmorency, évêque de Metz, s'écrier : « L'horreur de la république est telle que, si le Souverain Pontife ordonnait de la reconnaître, un grand nombre de catholiques n'obéiraient pas et aimeraient mieux devenir schismatiques que républicains. » Il parlait dans cette lettre de la république du Directoire. Presque aussi vive sera la résistance à la république du Consulat ; et quand il s'agira de faire la promesse de fidélité à la constitution de l'an VIII, d'accepter en fait un gouvernement manifestement réparateur, on assistera aux polémiques que nous avons fait connaître, polémiques peut-être d'autant plus ardentes que le nouveau pouvoir s'annonçait avec un caractère de force et de durée inquiétant pour le prétendant au trône.

Heureusement le parti des clairvoyants, le vrai sentiment des intérêts de l'Église ont en France, hors de France, des interprètes autorisés et opiniâtres. Dans l'exil, des prélats qualifiés, les La Tour du Pin, les Fontanges, les Mercy, les Barral, les Boisgelin, les Cicé, se prononcent pour la soumission. Mais sur ce point c'est de l'intérieur

que part la direction et le mot d'ordre. Dans ce combat où il fallait assurer le triomphe toujours difficile de la modération et du bon sens, nous avons rencontré aux premiers rangs l'évêque d'Alais, M. de Bausset, qui fut la plume, et surtout le supérieur de Saint-Sulpice, M. Émery, qui fut la tête et le bras. Homme rare par l'étendue de son savoir, par la connaissance de son temps, par la netteté de ses vues, par le calme et l'énergie de ses décisions, oracle du clergé, consulté de toutes parts, moins pour sa haute situation que pour la supériorité de ses lumières, M. Émery avait été appelé par la Providence à diriger durant le long interrègne de l'épiscopat pendant la Révolution. Né pour commander, ayant conscience de voir clair et de remplir une mission nécessaire, nous le voyons déployer, du fond de sa cellule de Saint-Sulpice, la décision, le coup d'œil de l'homme d'État, et prendre une initiative qui ne craint pas de blesser la modestie traditionnelle de sa Compagnie. Son entrée dans le conseil archiépiscopal, au départ de M. de Juigné pour l'exil, lui donne une autorité nouvelle pour agir sur le clergé de Paris et par Paris sur le clergé de France, dont il est, au témoignage de M. de Bausset, le véritable « modérateur pendant vingt ans des plus violentes tempêtes ». Les évêques qu'il a élevés et qui le vénèrent, le Pape lui-même, qui l'a en haute estime, tiennent le plus grand compte des opinions d'un homme aussi ferme que sage, qui ne désire rien et ne craint rien. Comme la communauté dont il est supérieur n'a pas fourni un seul de ses membres aux constitutionnels, et qu'elle a donné plus de martyrs à l'Église que toutes les autres congrégations ; comme il a lui-même bravé vingt fois la mort ; comme il peut se rendre le témoignage que « la vie ne lui tient à rien », et que durant dix-huit mois « ses pieds ont trempé dans le sang des prisons » ; comme, selon le mot de Chateaubriand, « il tenait toujours sa vie à votre disposition, en

échange de sa volonté qu'il ne cédait jamais », on ne saurait l'accuser de défendre par faiblesse la cause de la modération. Après avoir combattu l'avis des évêques qui paraissaient introduire la politique dans la religion, on le verra, avec un courage alors trop rare, résister à Napoléon, qui voudra subordonner la religion à la politique. Hardi d'ailleurs au besoin, autant que calme, initiateur en théologie comme en politique, à la fois ancien et moderne, dinant un jour chez Talleyrand malgré sa répugnance, entrant dans le conseil de l'université et dans la commission des conciles, moraliste, polémiste, journaliste à ses heures, capable, par sa science acquise, par une facilité et une clairvoyance étonnantes, de suffire à une immense correspondance, toujours présent là où l'appellent les intérêts de l'Église, occupé naguère dans les années terribles à étayer ses ruines, bientôt, quand le calme succédera à la tempête, l'un des premiers ouvriers accourus pour rebâtir, conseillant aux évêques leur démission pour assurer le succès du Concordat, inspirant les nouveaux choix, le seul enfin dans le clergé de qui Napoléon acceptera la vérité, parce qu'il verra en lui une raison égale au désintéressement et à la piété, un conducteur d'hommes et un caractère : M. Émery, tout en restant dans la pénombre, exerça, aux années les plus agitées de notre histoire, une sorte d'hégémonie ecclésiastique, toute faite de persuasion, d'estime, de vénération, d'hommages rendus à la vertu, à la fermeté conciliante, à la sagesse, à la supériorité intellectuelle et morale.

Il fallait de tels hommes pour inspirer le clergé et lui épargner des erreurs de tactique dont les conséquences pouvaient être désastreuses pour la cause catholique. Ils avaient à invoquer pour leur thèse le spectacle d'une religion qui renaissait de toutes parts, en dehors de tout secours humain, de toute intervention royale, de tout appui gouvernemental. Les souvenirs tout récents de la

Constituante rappelaient aux évêques, aux prêtres, avec quelle facilité et quelle rapidité l'Église avait été dépouillée de ce qui ne tenait point essentiellement à sa mission divine. Sa situation politique et ses prérogatives de premier ordre de la nation, les biens, patrimoine magnifique, qu'elle avait acquis à travers les siècles, son privilège même de religion d'État, tout ce décor extérieur qui faisait autour de son front une brillante parure mêlée de quelques taches, tout cela avait sombré en un clin d'œil, en quelques séances, sous un simple vote de la majorité. Et c'en était fait pour toujours. Du reste, le clergé de France, par sa dignité en présence de la spoliation dont il était victime, par le courage, la force d'âme que nous lui avons vu déployer dans les épreuves et les privations de l'exil prouva qu'il était au-dessus de la faveur des hommes.

La majorité a continué à légiférer. Par la constitution civile du clergé elle a voulu organiser une église nationale. Mais, comme la Révolution entraînait manifestement ici dans le domaine spirituel, elle a fini par échouer, malgré toute sa puissance, malgré toute la pression et toutes les violences exercées contre les prêtres. La Convention a été plus loin, elle a décrété l'abolition du culte. Ce culte, elle a pu l'atteindre dans ses temples qu'elle a détruits ; mais comme la foi a un refuge inviolable dans la conscience où aucune puissance humaine ne peut pénétrer, il a suffi d'un peu de calme après la tempête pour voir se rouvrir des sanctuaires sur toute la surface du territoire. Nous avons assisté à cette renaissance religieuse. Cette grande expérience a duré six ans, sous une république, sous un régime de séparation de l'Église et de l'État, sous une législation ombrageuse et trop souvent encore persécutrice. Les gouvernements, les parlements, Constituante, Législative, Convention, Directoire, avaient enlevé à l'Église tout ce que lui avaient donné les hommes,

tout ce qu'ils purent lui retirer, jusqu'aux pierres de ses sanctuaires, jusqu'aux autels du sacrifice, et voilà que le peuple, voilà que les fidèles lui rendaient, lui rapportaient le seul bien qui lui soit absolument nécessaire, et qu'aucune puissance humaine ne saurait lui ravir : la foi du croyant.

A la fin du XVIII^e siècle, la royauté, pour laquelle nombre d'évêques ont plus ou moins combattu, liant imprudemment la religion à sa cause, semble perdue. Par contre, la religion, livrée à ses seules forces, malgré tous les pouvoirs humains, a repris manifestement possession de la France. Dans le cours de la Révolution, l'épiscopat, attentif aux événements qui devaient, pensait-il, ramener la monarchie, et avec la monarchie l'Église, n'avait pas assez aperçu, derrière la scène politique où paraissaient et disparaissaient chaque jour tant de figurants grotesques ou terribles, le mouvement des esprits d'où devait sortir, en dehors des gouvernements et malgré eux, la renaissance chrétienne qu'ils ne croyaient possible qu'avec ses princes tant aimés, la puissance de résurrection que la religion porte en elle, en dehors de tout secours humain. D'autres hommes que les prêtres, leurs persécuteurs, les conventionnels, les thermido-riens, les gens du Directoire, ceux qui seraient tentés de les imiter, trouveraient aussi à s'instruire à cette grande expérience. Elle apporte une confirmation éclatante à ces maximes du grand Frédéric qu'il ne faut pas « se mêler de la foi des peuples », que « la religion est une ancienne machine qui ne s'usera jamais ¹ ».

La question du culte soulevée avec tant de violence par la Révolution va donc être tranchée par la vitalité même de l'idée religieuse qui a repris possession de la France et qui l'a conduite au Concordat. Il était malheureusement

1. Ernest LAVISSE, *Le Grand Frédéric avant l'avènement*, 1893, in-8°, p. 134.

un autre problème qui n'était pas résolu, c'est celui de la Révolution elle-même. Nous l'avons vu, le clergé y était entré avec enthousiasme et en était sorti avec horreur. Quelques esprits, tels que M. Émery, avaient regretté l'emballement des premiers jours et plus encore les cris de guerre et de malédiction des années sombres. N'ayant pas quitté la France, ils la voyaient absolument réfractaire à toute tentative de retour à l'ancien régime ; ils avaient, durant le cours des événements, assisté à de terribles colères, à des massacres, contre les prêtres accusés d'hostilité à la Constitution ou de projets de contre-Révolution ¹. Aussi ne cessèrent-ils de multiplier leurs efforts, leurs supplications, pour empêcher le clergé de se mettre en travers de la nation, d'ajouter une barrière politique à tous les autres obstacles que l'Église était obligée de vaincre pour sortir de ses ruines. Ces conseils furent suivis dans l'intérieur de la France par la masse du clergé qui se renferma exclusivement dans l'apostolat des âmes, et qui, sous le Consulat, finit par se ranger à la promesse de fidélité à la Constitution.

Mais si, en fait, la trêve, la paix même semblaient conclues, la question de principe restait posée. Un observateur sagace pouvait écrire : « Les évêques, comme les prêtres, se trouvent divisés sur toutes les questions que la Révolution a fait naître ². » Chose étrange, ces paroles, qui datent de 1800, auraient pu être dites cent ans plus tard, en 1900, c'est-à-dire, hier. La même diversité règne encore

1. Ce fut l'éternel refrain, non seulement sous le Directoire, mais aussi sous la Convention. Tallien dénonçait dans un rapport, le 25 octobre, la veille même de la clôture de la Convention, « les intrigues employées pour détruire la liberté, anéantir l'égalité... Depuis six années les prêtres, les nobles, se sont ligüés contre la Révolution française... Les émigrés, les prêtres réfractaires rentrent en foule, et la contre-révolution se prépare. » Trois jours auparavant, le 22 octobre, M. Emery, dans une lettre à M. Duclaux, déplorait que le refus des serments politiques par les prêtres eût contribué à les faire passer pour des « ennemis irréconciliables de la république ».

2. SAUSSOL, *op. cit.*, II, 42.

dans les jugements portés sur la Révolution. Depuis un siècle que le clergé l'interroge, il ne semble pas être parvenu à percer le mystère de ce sphinx, ni à calmer ses propres terreurs. Est-ce vraiment un monstre sorti de l'enfer dont il faut se détourner avec horreur ? Doit-on condamner en bloc toute l'œuvre de la Révolution comme satanique, ou n'y a-t-il pas lieu de distinguer, comme on l'a dit, sous peine de tout confondre et de se briser contre une force irrésistible ? J'observe que l'égalité proclamée par elle entra facilement et définitivement dans les faits par l'abolition des privilèges et des ordres, par la nuit du 4 août, par l'égalité devant l'impôt, la justice, les charges publiques, et autres dispositions légales que le Code civil allait consacrer sans retour.

Le règne de la liberté devait être plus discuté. Elle finit par déplaire et sombrer après avoir enivré la France. Mais elle devait renaître, car elle est immortelle. Le clergé avait contribué à l'établir, et néanmoins on put se demander, à sa volte-face à partir de 1792, s'il n'y avait pas à opter pour lui entre l'Évangile et les principes de 89, alors que le bon 89 est sorti de l'Évangile ¹. Cette alternative, que des esprits calmes et clairvoyants, les Émery, les Bausset, ne voulurent jamais accepter pendant la Révolution, posée parfois à nouveau et non sans grave imprudence, allait ressusciter au xix^e siècle, entre l'Église et la société moderne, les malentendus terribles que nous avons constatés dans les huit dernières années de la Révolution. Il semble enfin que la lumière se fasse

1. « L'idée religieuse est la condition ou plutôt le fondement de ce qu'on enveloppe sous le nom de *Droits de l'homme*. » Ferdinand BRUNETIÈRE. — « C'est certainement le christianisme qui a fondé les droits de l'homme. Je l'ai assez répété, et ce qui m'assure davantage, c'est que Taine l'avait dit avant moi, et ce qui m'assure plus encore, c'est que Montesquieu l'avait dit bien avant Taine... C'est le christianisme qui a établi la distinction entre le temporel et le spirituel et qui a soustrait le spirituel à l'Etat, et qui, en ce faisant, a fondé les droits de la conscience humaine et les droits de l'homme. » E. FAGUET. (*Le Libéralisme*, 1902, pp. 320, 331.)

dans tous les esprits à l'école des événements. La liberté apparaît comme le bien essentiel de l'Église et le seul champ de bataille où elle puisse rallier une majorité capable de lui assurer l'exercice de son divin ministère.

Aussi M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, était-il un précurseur lorsqu'il écrivait à Pie VI, le 3 mai 1791, au nom des évêques de la Constituante : « Il n'était pas dans notre pensée de favoriser un pouvoir arbitraire. *Nous avons désiré établir le véritable empire de la liberté publique.* » Dans l'histoire rapide que nous venons de faire d'une très grande époque, quand est-ce que l'Église de France s'est montrée à nous sous son plus beau jour ? C'est sans doute dans ses luttes contre la constitution civile du clergé, parce que sa résistance empêcha l'établissement d'une Église d'État, c'est-à-dire d'une Église avilie, jouet de tous les caprices du gouvernement, parce que les combats pour la conscience ont la grandeur de tout ce qui touche à l'âme ; c'est encore dans la reprise de possession, dans la conquête religieuse du pays en dehors de tous les pouvoirs humains, par la seule force de l'Évangile. Mais après cet apostolat triomphant, après cette résistance irrésistible à l'oppression de sa foi, là où nous aimons surtout à suivre le clergé durant la Révolution, c'est en 1789, c'est à la Constituante, s'associant à la nation dans l'enfantement de la liberté. Rien ne peut faire, car tel est le témoignage irrécusable de l'histoire, que la liberté ait été fondée sans lui. Il saura empêcher, en y restant fidèle, qu'elle ait été fondée contre lui.



TABLE DES MATIÈRES

LIVRE TROISIÈME

SUR LES CHEMINS DE L'EXIL

CHAPITRE PREMIER. — *Le Clergé réfugié en Angleterre.*

I. La proscription en masse de tout un clergé, fait unique dans l'histoire. — L'Eglise de France sur tous les chemins de l'exil. — Evêques chassés les premiers. — Les départs précipités empêchent d'emporter aucune ressource. — Tel s'échappe « presque nu ». — Ils sont encore détroussés à la frontière. — Contraste entre l'opulence de la veille et la ruine du lendemain. — Bonne contenance devant le spectre de la misère. — Dans quels pays on se disperse. — Le dénuement de leurs prêtres qui, chassés à leur tour, vont les rejoindre, aggravera la détresse commune. — II. Réception mémorable en Angleterre. — « Venez, venez ! » leur crie Burke. — Soupir de soulagement des proscrits quand le bateau les a arrachés à leurs persécuteurs. — Ne plus entendre la *Carmagnole*, le *Ça ira*. — Outre la sécurité donnée, grandeur des secours. — Toute une nation qui se lève pour les accueillir. — Quelques voix discordantes. Railleries sur l'habit râpé et étrange des exilés. — Dans l'organisation des secours, rôle extraordinaire joué par l'évêque de Saint-Pol-de-Léon, M. de la Marche. — III. Trois courants d'émigration en Angleterre. — Les réfugiés à Jersey. — Chiffre des débarqués en Angleterre. — La faim de Chateaubriand. — Les évêques obligés de recourir au comité des secours. — Emplois divers et métiers pour vivre. — Travail et prière des sept cents prêtres logés au château de Winchester. — Rôle admirable de la marquise de Buckingham. — IV. M^{me} Silburn est plus admirable encore. — Rôle de Burke qui est sous le charme de l'Eglise de France. — Intervention du gouvernement avec Pitt et le roi. — Les sympathies de l'Eglise anglicane. — Etonnante liberté donnée à nos prêtres dans cette ville ennemie du papisme. — Eclat du culte dans la chapelle française de King-Street. — Un sermon mélancolique. — V. Hostilités du bas peuple jaloux de ces charités. — Coups et blessures. — Malgré cette tache, grandeur de l'hospitalité anglaise. — Chiffres atteints. — Soins donnés à nos prêtres. — Hommage rendu par Pie VI à l'Angleterre. — Notre clergé y sème le catholicisme I

CHAPITRE II. — *Le Clergé réfugié en Suisse et dans les Pays-Bas.*

I. Les six mille prêtres réfugiés en Suisse. — Très bien accueillis à Genève, mieux encore dans les cantons catholiques. — Les exilés arrivent dans un dénuement complet. — Dans le Valais ils vivent de la vie et dans la chaumière des paysans. — Pauvreté de l'Evêque du Puy à l'abbaye de Saint-Maurice. — Des milliers de proscrits entassés dans le canton de Fribourg. — Leur misérable régime. — II. On essaie de trois moyens de ne pas mourir de faim : le travail, les quêtes, la table commune. — Les prêtres occupés à des métiers divers. — Ceux qui font de la broderie sous la surveillance de la comtesse de Pont. — L'abbé Baston excelle à tricoter et dote Coesfeld de son art. — Les Evêques n'imitent pas le travail manuel de saint Paul. — Quête organisée dans toute l'Europe par les Evêques de Suisse. — Vicissitudes des quêteurs. — La table commune à Fribourg et à Soleure. — III. Comment toutes les classes, tous les clergés, toutes les villes, rivalisent de générosité pour les exilés. — Mais la Suisse, trop pauvre pour les nourrir tous, est obligée de déverser son trop-plein. — En outre, elle en renvoie une partie sous la pression du gouvernement français. — Néanmoins l'hospitalité suisse a été admirable. — IV. Réception dans les Pays-Bas. — Les raffinés à Bruxelles. — « L'adorable » Brunswick. — Sauve-qui-peut après la défaite. — Fréquentes paniques. — Incidents du siège de Maëstricht. — Un service pour Marie-Antoinette. — Générosité des Evêques, de plusieurs abbayes. — Les Hollandais plus froids 33

CHAPITRE III. — *Le Clergé réfugié en Allemagne.*

I. Admirable accueil en Westphalie. — Le cardinal de La Rochefoucauld à Munster. Sa vie pauvre, son prestige. — Chiffre énorme des réfugiés. — Constance, autre centre très important d'émigrés. — Leur lutte contre la misère dans cette ville. — M^{re} de Juigné est leur providence. — Les lettres envoyées dans toute l'Europe. — Les charités du cardinal de Rohan à Ettenheim. — II. En dehors de Constance et de la Westphalie, aucune demeure fixe pour les exilés en Allemagne. — Ils sont partout errants. — Leur réception à Cologne. — Nos prêtres au chevet des soldats français captifs. — Fuites, vicissitudes des voyages. — Anecdote du chant de la poule après sa délivrance. — Nos prêtres mal accueillis en Prusse et dans tous les pays protestants. — Dans les pays catholiques, Autriche, Hongrie, Bavière, hospitalité précaire et accès souvent interdit. — III. Les abbayes, surtout en Souabe, restent fermées. — Indignation des proscrits. — Les Capucins admirables ainsi que les religieuses. — Etonnante réception au couvent de Marienborn. — L'attitude des curés est diverse. — Bonté des paysans. — Curieux usages. — Les danses dans les couvents. — Une *fraülein* et un Capucin. — IV. Existence des Evêques réfugiés en Allemagne. — Les prélats politiques soutenus par le roi. — Pour beaucoup d'autres long défilé de misères. — Le cardinal de Montmorency est du nombre. — Plainte déchirante de M. de Bourdeilles, évêque de Soissons. — M. de Bonal, évêque de Soissons, retiré à Altona. — Comment les grandes dames réfugiées dans cette ville, les Noailles, lui tricotent une couverture, au milieu des sanglots provoqués par l'exécution de leurs proches. 54

CHAPITRE IV. — *Le Clergé réfugié en Espagne.*

I. Comment et de quels pays les exilés affluent de tous côtés en Espagne par terre et par mer. — Réceptions triomphales, harangues. — Les plus grandes familles honorées de les recevoir. — Le roi bon, mais timide. — A la différence de l'Angleterre, c'est le peuple qui, en Espagne, est particulièrement enthousiaste. — II. Bien reçus par le clergé, mais quelques jalousies chez les prêtres espagnols très ignorants. — Attaqués par un évêque comme mondains. — Suspects de gallicanisme et de jansénisme. — Tout ministère paroissial interdit à nos prêtres. — III. Réception dans les monastères. — Nos prêtres soumis à la règle très dure et punis s'ils y manquent. — Les évêques retirés à Montserrat. — Curieuse existence de l'évêque de Tarbes dans son ermitage. — La pitance de Boyer d'Anti dans un couvent. — IV. Très bien reçus par les évêques. — Prodiges de charité de l'évêque d'Orense. — Misère, métiers divers pour vivre. — L'exclusion de tout ministère plus cruelle encore que la misère. — Malgré tout, hospitalité mémorable en Espagne. — La réception en Portugal 89

CHAPITRE V. — *Le Clergé réfugié en Italie.*

I. Etapes de l'invasion de nos exilés en Italie. — Comment, chassés d'ailleurs, ils refluent dans les Etats pontificaux qui reçoivent 5,000 prêtres. — Organisation par régions. — Règlements assez stricts. — Comment on essaie de guérir nos prêtres du gallicanisme. — II. Grande misère à secourir. — En quel pauvre équipage tel évêque débouche des Alpes. — Rencontre du duc de La Rochefoucauld et de M^{re} d'Aviau en piteux costume. — Celui-ci chassé d'une procession à cause de sa mise. — Les prélats du plus grand nom voient s'épuiser leurs ressources. — Que faire? — Le *mendicare erubescio* de l'évêque de Lavaur. — Il faudra pourtant mendier auprès du Pape. — Succession de requêtes. — Péripéties de l'évêque de Tarbes. — Les embarras d'un Clermont-Tonnerre. — L'appel des vieillards particulièrement déchirant. — III. Tous voudraient aller à Rome. — Le cardinal de Bernis y tient jusqu'à sa mort l'auberge de France. — Son étoile pâlit devant le cardinal Maury. — Difficultés pour les émigrés d'être reçus à Rome. — Comment s'en plaint M. de Cicé, archevêque de Bordeaux, mis en quarantaine par ses collègues. — Difficultés plus grandes encore pour les simples prêtres. — IV. Résistance des intermédiaires aux intentions bienveillantes de Pie VI. — Difficultés opposées par les couvents et monastères. — L'évêque de Luçon joué par les religieux de Saint-Vital. — Nos exilés mieux reçus dans les Etats pontificaux que dans le reste de l'Italie. — Admirable rôle joué par Pie VI 105

CHAPITRE VI. — *Les Souffrances et les vertus de l'exil.*

I. Coup d'œil d'ensemble sur l'hospitalité reçue dans les divers pays. — Chiffre des exilés. — En quels lieux sont dispersés les évêques. — Comment c'est l'épiscopat, le Pape en tête, qui, à l'étranger, a fait le meilleur accueil à notre clergé. — II. Souffrances des exilés. — Incertitude d'un refuge. — Petitesse de train. — Incessantes migrations. — Chassés de partout. — Lassitude de cette

vie errante. — M. de Vintimille harassé de courir. — L'abbé de Bonneval parle de se réfugier « dans la lune ». — III. Le mal du pays. — Agitation des réfugiés à Constance le jour de courrier. — A Ensiedeln, l'abbé les gourmande sur cette impatience de nouvelles. — Les événements de France les accablent. — Leurs cris d'horreur à la mort de Louis XVI. — Le mal d'Eglise. — La pensée de leur troupeau les tourmente. — Les sanglots de l'évêque du Puy dans une ordination de jeunes héros à Saint-Maurice en Valais. — Mélancolie de M. de Thémînes au fond du Portugal. — Le mal de famille. — Cruelle angoisse d'être sans nouvelles des siens, plus cruelle angoisse parfois de les apprendre. — IV. Le tourment d'être hors de sa patrie. — Prétentions des émigrés. — Leurs dédains pour les coutumes étrangères. — Nos prêtres jalouxés. — En fait, ils ne sont pas aimés. « Il n'y a que la France. » — L'ennui du désœuvrement augmente encore leur tristesse. — Tout ministère paroissial interdit. — Comment ils cherchent à s'occuper. — Travaux intellectuels. — Quels écrivains, quels ouvrages fournit le clergé émigré. — V. Autre tristesse, les espérances trompées. — Promesses incessantes d'un prochain retour toujours déçues. — Anecdote contée par Chateaubriand. — Ceux qui rentrent, fatigués d'attendre. — M. de Vintimille supporte vaillamment l'épreuve. — Ceux qui pleurent. — Une sombre liturgie de l'exil dans la cathédrale de Munster. — VI. Les évêques purifiés et grandis par cette épreuve. — Ils y voient une expiation de l'ancien régime. — Les *mea culpa*. — Réveiller les morts. — Pas de lamentations, mais une énergie virile, s'écrie M. de Bausset. — Secousse salutaire. — M. de Coucy veut se hausser à la hauteur des martyrs. — VII. Vie retirée et pénitente. — L'archevêque d'Auch, quittant sa solitude de Montserrat pour reconforter le clergé réfugié à Saragosse, refuse le palais épiscopal pour une cellule de couvent. — Ses traits épuisés le font saluer comme un saint par le peuple. — Témoignages rendus aux vertus du clergé français. — Paroles de Burke, de Pitt, de l'évêque d'Orense. — Episode héroïque de Trappistes français en exil. 129

LIVRE QUATRIÈME

LA POLITIQUE ÉPISCOPALE DE L'ÉMIGRATION

CHAPITRE PREMIER. — *Haine de la Révolution et vœux pour l'étranger.*

I. La question de vivre ne pouvait être l'unique préoccupation des prêtres exilés. — Comment la pensée de la France les suit partout. — Ils s'étaient associés au mouvement de 1789, et les voilà chassés par la Révolution. — Leur amertume. — Changement de langage quand ils ont passé la frontière. — Ils parlent hautement du roi. — Plaintes sur la nullité de Louis XVI, qui se laisse confisquer par « l'infarnale Révolution ». — Les évêques font une vive peinture des ruines qu'elle a accumulées. — Leur protestation de fidélité à Louis XVIII. — II. Comment leur horreur de la Révolu-

tion pousse les évêques à faire des vœux pour la coalition de l'étranger. — Les Français traités de brigands. — Annonce d'un prochain retour. — Les mandements déjà prêts. — Prophéties toujours démenties par les faits et toujours renouvelées. — Alternative d'espérance et de déception. — Comment les évêques commentent les événements. — Toujours partie remise. — III. Circonstances atténuantes pour ces vœux en faveur de la coalition. — Le patriotisme autrement compris que de nos jours dans l'ancienne France. — Exemple des protestants. — Là où est le roi, là est la patrie. — Tous les exilés, Louis XVIII en tête, auraient repoussé avec horreur tout démembrement de la France. — Comment chez eux le patriotisme fut mis en opposition avec l'instinct de sa propre conservation. — Telle ville où les exilés seront mis à mort si les assiégeants français ne sont pas repoussés par l'étranger. — Rapprochement des prêtres et des soldats au dehors. — L'évêque de Toulon meurt en les soignant. — IV. Des évêques voient clairement le danger pour la France de la coalition. — Paroles de l'évêque de Boulogne. — Le cardinal de Bernis ne croit pas au désintéressement des puissances. — « On ne fait rien pour rien en ce monde. » — Ses défiances contre elles et contre les « têtes folles » qui s'agitent autour des princes français. . . 173

CHAPITRE II. — *Les Prélats politiques de l'émigration.*

I. Si les prélats exilés se mêlèrent activement à la politique. — Danger de s'engager sur ce terrain glissant. — Chassé-croisé d'intrigues. — La famille royale divisée contre elle-même. — Compétitions autour des princes. — Les favoris. — On se croirait à Versailles. — Que vont faire les évêques. — II. Les rares prélats appelés officiellement dans les conseils de Louis XVIII. — Caractère de M. de Talleyrand-Périgord. — L'évêque de Boulogne, théologien de la cour et de l'émigration. — M. de La Fare, évêque de Nancy, ambassadeur à Vienne. — Difficultés qu'il y rencontre. — Son rôle. — III. L'épisode le plus important de son ambassade est le mariage du duc d'Angoulême avec Madame Royale, fille de Louis XVI. — Activité de La Fare. — Caractère de Madame Royale. — Son départ triomphal de Vienne. — Son mariage à Mitau. — IV. Un grand politicien dans l'épiscopat, M. de Conzié, évêque d'Arras. — Il est l'homme du comte d'Artois. — Son activité brouillonne. — Il est mêlé à toutes les intrigues. — Sa correspondance avec toutes les cours de l'Europe. — Vrai Pierre l'Ermite de la croisade politique. — Reçu froidement par Pie VI et Bernis. — Comment il va de Vérone à l'armée de Condé, de l'armée de Condé en Angleterre. — Quels hommes il y rencontre. — Un plan de coalition européenne arrêté avec Pitt. — Ses accointances avec Cadoudal. — Il traite la Trémouille de *polisson*. — Ce qu'il valait. — V. Un autre intrigant, Maury. — Dès son arrivée à Rome il est comblé d'honneurs et d'argent. — Il fait pâlir l'étoile de Bernis. — Rôle politique de d'Agoult, évêque de Pamiers; de La Marche, évêque de Saint-Pol-de-Léon; de Pressigny, évêque de Saint-Malo; du cardinal de Rohan. — Goût des évêques pour la politique. — VI. Un héros, M. de Hercé, évêque de Dol. — C'est moins un politique qu'un chouan. — Son caractère. — Avec quelle émotion il suit des rivages d'Angleterre les guerres de Vendée et de Bretagne. — N'y tenant plus, il part avec l'expédition pour Quiberon. — Son mandement enflammé. — C'est le cri de l'apôtre, du missionnaire, plus encore que du royaliste. — Son martyre. — Contraste entre son courage et la conduite du comte d'Artois. 193

CHAPITRE III. — *Les Idées politiques de l'épiscopat.*

I. Les idées libérales du clergé à la Constituante sombrent dans la catastrophe. — La liberté rendue responsable de tous les crimes. — L'exil fige les idées. — Si on pouvait revenir au passé sans tenir compte de la Révolution. — Rester fidèle à la liberté en corrigeant ses erreurs. — Les partisans de deux Chambres. — Ils sont exécrés par les *purs*. — Haro sur les constitutionnels. — Louis XVIII se déclare contre eux pour l'ancienne Constitution. — « La folie de Vérone. » — Intervention de de Maistre. — II. Le clergé émigré regarde vers le passé. — Anathème des évêques contre la Constitution de 1791. — Ils veulent que le roi absorbe toute la puissance publique. — Un roi fort pour protéger la religion. — Malheur que les crimes de la Révolution aient dégoûté depuis cent ans le clergé de la liberté. — III. Système de contre-révolution exposé par Maury. — Châtier le clergé assermenté. — Rétablir le clergé dans tous ses privilèges et propriétés. — Refuser le culte public aux protestants. — Rétablir les anciens diocèses et paroisses. — Bernis, Coucy, sont beaucoup moins tranchants. — Paroles de paix. — IV. Idées politiques des deux évêques les plus mêlés aux affaires publiques : Boisgelin, archevêque d'Aix, Cicé, archevêque de Bordeaux. — Goût de Boisgelin pour la politique. — Le roi lui demande en 1799 un projet de Déclaration. — Ce projet est réactionnaire. — Eloge obligatoire de l'ancienne Constitution de la France. — Le roi absorbe tous les pouvoirs. — Vote par ordre et non par tête aux Etats-Généraux, lesquels ne seront pas nécessairement périodiques. — Variantes habiles et élégantes pour prouver qu'un tel pouvoir ne sera pas despotique, que l'ancienne Constitution sauvegardera toutes les libertés. — V. M. de Cicé consulté. — D'Avary s'indigne de cet honneur fait à un prélat si compromis. — Il trouve le projet trop libéral. — Pourtant Cicé ne place les Etats-Généraux « qu'en perspective ». — Il ne reconnaît pas les biens nationaux. — Mais il admet que l'antique Constitution peut être amendée. — VI. Boisgelin et Cicé ont exprimé dans ce projet la pensée royale plutôt que la leur. — Ils sont en harmonie d'idées à Londres avec Malouet. — Mais il fallait plaire à Louis XVIII qui en était encore, en 1799, à la Déclaration de Vérone. — L'abbé de Montesquiou libéral. — VII. C'est le dernier cri politique d'un corps illustre qui avait été mêlé de tout temps aux affaires publiques. — Comment les évêques renoncent difficilement au rôle public qu'ils avaient joué à travers les siècles. — Cependant les prélats politiques sont peu nombreux pendant la Révolution. — Abstention de l'archevêque de Paris, de l'archevêque de Toulouse. — La plupart plus occupés de prier que d'intriguer. — Ils laissent à Dieu le soin de venger leur querelle 218

CHAPITRE IV. — *Dieu avant le roi.*

I. Louis XVIII veut grouper les efforts du clergé qui est si dévoué à sa cause. — Profiter de la réaction religieuse et monarchique sous le Directoire. — Lettre du roi aux évêques dispersés pour leur demander de désigner dix d'entre eux qui seraient chargés d'imprimer la direction. — II. Réponse des évêques. — Leurs protestations de royalisme. — De quels pays arrivent leurs lettres. — Elles sont en grande majorité affirmatives. — Le grand avantage de ce

comité sera, dit M. de Mercy, d'assurer l'unité de direction. — III. Avis contraire de M. de Marbeuf, archevêque de Lyon. — Comment cette commission serait sans pouvoirs. — Il faudrait l'appuyer sur l'autorité du Pape. — Marbeuf déplore le silence prolongé de Pie VI. — La présidence lui appartiendrait comme primat des Gaules. — Dillon, archevêque de Narbonne, hostile aussi au projet et à l'intervention du Pape. — Ces oppositions font échouer la proposition. — Quels évêques réunirent le plus de suffrages et avaient la confiance de leurs collègues. — IV. Le roi, malgré cet échec, persiste à user pour sa cause de l'influence du clergé. — Intervention des évêques dans les élections des assemblées primaires. — Les missionnaires doivent servir la cause du roi en même temps que celle de Dieu. — Conseils de prudence donnés par l'évêque de Clermont. — Les indiscretions auraient des effets terribles. — V. Après le coup d'Etat de Fructidor, Louis XVIII confie nettement à cinq évêques privilégiés le projet d'une croisade politique à faire entreprendre par les missionnaires sous le couvert de l'apostolat religieux. — Faire dire que la religion ne peut pas exister sans la royauté. — VI. Réponse défavorable de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims. — Ce serait compromettre le clergé que le Directoire veut anéantir. — Asseline, évêque de Boulogne, établit avec force que la religion peut vivre avec toutes les formes de gouvernement, même avec la République. — Mais dire que la monarchie seule peut faire le bonheur de la France. — Même thèse soutenue par M. de La Marche, évêque de Saint-Pol-de-Léon. — M. de Bonal, évêque de Clermont, dévoué au roi, dit-il, jusqu'à mourir pour lui, ne veut pas cependant d'un « apostolat royaliste » pour les missionnaires. — Ce serait exposer leur vie et compromettre la cause monarchique qu'il faut faire triompher discrètement. — Le projet de Louis XVIII est donc rejeté par ses plus fidèles prélats. — L'évêque garde le pas sur le gentilhomme, Dieu sur le roi 244

LIVRE CINQUIÈME

LE CLERGÉ ET LA QUESTION POLITIQUE EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER. — *Les Évêques restés en France.*

I. Evêques qui ne quittèrent point la France. — Progrès des lois de persécution et de déportation jusqu'aux massacres de septembre. — Prélats massacrés aux Carmes et ailleurs. — II. Autres évêques qui meurent en France. — Sort des sept prélats qui y traversèrent la Révolution. — Comment ils se montrèrent plus conciliants que ceux du dehors dans la question politique . . . 265

CHAPITRE II. — *La Question de liberté et d'égalité.*

I. Les controverses politiques qui vont se poursuivre jusqu'au Concordat posent la question de l'Etat moderne. — Comment les

leçons du passé éclairent le présent. — Le serment de liberté et d'égalité imposé par la Législative. — *Liberté, égalité*, mots magiques. — Danger de se mettre en travers du courant et de repousser en bloc la Révolution. — La Constituante avait posé les bases de la société moderne. — Le clergé avait adhéré. — Désillusion produite par la marche de la Révolution. — II. Grande discussion soulevée au sujet de ce serment. — Les Evêques opposants. — Etranges explications qu'ils imposent aux confesseurs de la foi. — MM. de Bausset, de La Luzerne, Emery, partisans du serment. — Comment la liberté, l'égalité, sont légitimes. — Les évêques avaient travaillé pour elles aux Etats Généraux. — Combien le clergé de l'intérieur tient à ne pas paraître ennemi de la Constitution, accusation qu'on lui lance en plein massacre des Carmes. — Un refus achèverait la déportation de tout le clergé. — Ce serait le premier *non possumus* en matière politique. — III. Silence du Pape. — Proportion des adhérents et des adversaires du serment. — Il est prêté à Paris et dans plusieurs diocèses. — Attitude des évêques du dehors. — La grande majorité d'entre eux est contre. — Divisions très vives. — Devant l'opposition que rencontre ce serment, M. Emery, abreuvé de tribulations, est presque au regret de l'avoir prêté 274

CHAPITRE III. — *La Soumission aux lois de la République.*

I. La Convention apporte un nouveau serment. — Elle a voulu détruire tout culte en France, mais la réaction de Thermidor l'oblige à proclamer la liberté religieuse. — Sous la pression du clergé constitutionnel, et par suite d'imprudences politiques du clergé fidèle, la Convention impose le serment de *soumission aux lois de la République*, et fait jurer que *l'universalité des citoyens français est le souverain*. — II. Attitude des évêques. — Quoi ! on se rallierait à la République qui a commis tant de crimes ; on abandonnerait la monarchie ! — M. de Bausset adjure les prêtres de ne pas faire de politique, de chercher le bien supérieur de la religion. — Longue discussion sur l'origine des gouvernements. — A quel moment une puissance usurpatrice au début devient légitime. — L'évêque d'Alais dit légitime la constitution de l'an III. — Grand débat sur la soumission aux lois de la République, qui consacrent, par exemple, le divorce. — *Se soumettre n'est pas approuver*. — Distinction entre les lois *obligatoires* et les lois *facultatives* ou *permissives*. — III. Discussion sur la souveraineté du peuple. — Les évêques de la Constituante l'avaient acceptée. — Maintenant ils la combattent comme ouvrant la porte à toutes les usurpations. — M. Emery lui est défavorable. — IV. La lettre de Pie VI au Directoire sur la soumission aux puissances établies semble donner raison aux *soumissionnaires*. — Les évêques du dehors en contestent, mais en vain, l'authenticité. — V. Ardeur de leurs déclarations royalistes. — Anathème de l'évêque de Castres à la Révolution. — L'archevêque de Reims, M. de Talleyrand-Périgord, interdit la soumission sous peine de suspension, et déclare que, si le Pape l'ordonnait, ses diocésains « aimeraient mieux devenir *schismatiques que républicains* ». — VI. Prélats plus modérés : Clermont-Tonnerre, Mercy, Boisgelin. — Les deux camps se disputent M. de Juigné. — Béchétistes et Dampierristes à Paris. — C'était un schisme politique ajouté au schisme religieux. — Chiffre des *soumissionnaires* 295

CHAPITRE IV. — *Grand débat à la tribune sur l'attitude du clergé. — La haine à la royauté.*

I. Une motion au Conseil des Cinq-Cents de supprimer tout serment pour le clergé. — Discussion solennelle où Camille Jordan, Royer-Collard, Boulay de la Meurthe, Merlin de Thionville, parlant pour ou contre, discutent la renaissance religieuse, la situation de l'Eglise de France et l'attitude du clergé à l'égard de la République. — Fructidor coupe court à ces discussions et rouvre la persécution. — II. Serment de haine à la royauté. — Ceux qui le prêtent. — Le futur archevêque de Paris, M^{sr} de Belloy, est du nombre. — Louis XVIII l'autorise pour les laïcs. — M^{sr} de La Marche et M^{sr} de Talleyrand-Périgord rappellent le roi à son devoir. — Mais voici Bonaparte 330

CHAPITRE V. — *Le Clergé placé entre la soumission à la République ou la ruine du culte.*

I. Le Consulat place les évêques en face d'un nouveau serment. — La promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII. — Prestige du nouveau gouvernement. — Le clergé va-t-il le reconnaître. — Grand obstacle : la fidélité monarchique. — Déclarations royalistes toutes récentes faites à Londres par les archevêques d'Aix et de Narbonne. — Mais, répond l'évêque d'Alais, les intérêts religieux ? — II. C'est l'éternelle question de l'attitude de l'Eglise en face des pouvoirs humains. — Combien il en coûte au clergé d'abandonner cette royauté qui a fait la France et a protégé l'Eglise pendant des siècles. — Et l'abandonner pour la République ! — Quelles colères vont soulever les premiers *soumissionnaires* ! — Et puis le clergé essentiellement conservateur n'aime pas le changement. — III. Il faut suivre l'ardeur de la lutte dans les diocèses, comme à Angoulême. — Le dilemme qui se pose : ou se soumettre à la Constitution, ou renoncer au culte public. — Les prélats qui préfèrent renoncer au culte public. — Tel archevêque interdit ceux qui se soumettent. — Cris d'angoisse de M. Emery. — IV. Argumentation des modérés. — Danger de laisser un peuple sans culte public. — Intervention de La Luzerne. — Un évêque, partisan de la soumission, abandonné par ses grands vicaires et traité de schismatique. — V. Efforts des deux partis pour gagner des adhérents. — M. Emery s'assure de M^{sr} de Juigné. — M. Emery loué et vilipendé. — Lutte entre les évêques de La Rochelle et de Luçon. — M. de Mercy se plaint des « fureurs » de M. de Coucy. — VI. Attaques contre les évêques du dedans. — Intervention des femmes contre la soumission. — Exaltation des « théologiennes ». — Psychologie des intransigeants 342

CHAPITRE VI. — *Mouvement de conversion au nouveau gouvernement.*

I. Pour se soumettre au nouveau pouvoir, il faut se déprendre de la monarchie. — Ceux qui s'y refusent et veulent le roi à tout prix. — La soumission taxée de péché mortel par l'évêque de La Rochelle. — II. Un exemple d'évolution politique : M. de Mercy,

évêque de Luçon. — Comment il passe du royalisme à la République. — Il affirme que la religion est indépendante des pouvoirs humains et se soutient par ses seules forces. — Ces déclarations révoltent les prélats qui, comme Montmorency, outragent Bonaparte. — III. Hardi langage de l'archevêque de Bordeaux à Louis XVIII. — La religion, lui dit-il, s'allie à toutes les formes de gouvernement. — L'opinion seule peut ramener le roi. — Autoriser la promesse, car ce serait un crime de laisser la France sans culte. — IV. Il faudra quatre mobiles puissants pour faire tomber en partie la résistance contre la soumission. — Premièrement, l'intérêt évident de la religion. — Le roi lui-même en convient. — Secondement, la lassitude de l'exil pousse de tous côtés le clergé à rentrer. — Efforts de M. de Conzié et de M. de La Marche pour arrêter ce mouvement à Londres. — En troisième lieu, le Premier Consul n'eût pas supporté des ennemis à l'intérieur. — V. Comment les préfets surveillent et traquent les prêtres réfractaires en politique. — Mouvement de conversion à un pouvoir fort et pacificateur. — VI. Chiffre des soumissionnaires. — Influence des évêques pour ou contre. — Mouvement de soumission dans le clergé secondaire rentré en France. — VII. L'intervention du Pape va précipiter les adhésions. — Plainte de l'archevêque de Lyon sur le silence prolongé de Pie VI qui a paru se désintéresser des affaires de France et les laisser aller à la dérive. — Son intervention réclamée de toutes parts, même par les préfets. — L'Eglise de France, qui avait su, sans le Pape, repousser en masse la constitution civile du clergé, s'est divisée en politique. — Le Pape entre en scène. — Mais il s'agit d'une question plus haute que la soumission à la constitution, il s'agit du Concordat 369

LIVRE SIXIÈME

LA RESTAURATION DU CULTE EN FRANCE AVANT LE CONCORDAT

CHAPITRE PREMIER. — *Réaction religieuse après la mort de Robespierre.*

I. Une grande question se pose : la restauration du culte fut-elle l'œuvre du Concordat, ou le Concordat fut-il le résultat d'un mouvement religieux irrésistible ? — Notre exposé historique va y répondre. — Ruines accumulées par la Révolution, clergé massacré, temples détruits. — La religion paraît à jamais anéantie. — II. Il n'en est rien. — Même sous la Terreur, toute flamme n'a pas été éteinte. — Dieu réfugié dans des forêts, dans des réduits obscurs. — Poésie de ces souvenirs. — III. Réaction religieuse après la mort de Robespierre. — Discours de Grégoire. — Les lois de ventôse et de prairial proclament la liberté du culte. — Grande expérience d'un régime de séparation de l'Eglise et de l'État. — IV. Malheureusement cette expérience est faussée par trop de restrictions à la liberté. — Tout signe extérieur du culte interdit. — Lois maintenues contre les prêtres déportés qui sont obligés de

se cacher. — V. De leur côté, les prêtres qui n'ont pas quitté la France troublés par divers serments. — Ils ont à subir la malveillance des autorités. — Impiété des thermidoriens. — Excès des proconsuls envoyés dans les provinces. — Promiscuité imposée au culte catholique. — Ce furent autant d'atteintes à la liberté et à la grande expérience de séparation de l'Eglise et de l'Etat . . . 401

CHAPITRE II. — *Rentrée dans les églises. — Reconstitution du Clergé.*

I. Malgré ces difficultés, le peuple redemande impérieusement les églises et, au besoin, s'en empare. — En quel piteux état lui sont rendus les temples. — Procession d'objets pieux qui sortent de leurs refuges. — Poésie de cette pauvreté et de ces ruines. — II. A ces églises il faut un clergé pour les desservir. — Contribution des constitutionnels qui ont eux-mêmes beaucoup souffert de la persécution. — Les insermentés quittent leurs retraites. — Les vieillards sortis de détention courent aux autels. — III. Voici des recrues nouvelles. — Du dehors, à travers toutes les frontières, rentrent en grand nombre les prêtres déportés. — IV. Mais le sol tremble. — Comme les lois contre eux n'ont pas été rapportées, ils doivent se glisser dans l'ombre, se cacher dans des refuges. — Complicité des fidèles, des paysans, pour les défendre. — Eléments disparates de ce clergé si divers. — Appel à un sacerdoce laïque. 416

CHAPITRE III. — *Restauration du culte à Paris.*

I. Le culte renaît avec éclat à Paris. — Dans la capitale plus de liberté qu'en province. — Eglises rendues par les pouvoirs publics. — Preuves multiples de l'enthousiasme religieux de la population. — II. Statistique des temples et oratoires ouverts de 1795 à 1797. — III. On s'efforce de rendre au culte toute la splendeur d'autrefois. — Grandes cérémonies. Catéchismes. — Evêques qui officient pontificalement. — IV. Recrutement du clergé nécessaire à ce service religieux. — Plus de 300 prêtres présents à Paris. — Part des constitutionnels qui ont les faveurs de la Convention plus que de la municipalité, mais qui voient beaucoup des leurs se rétracter. — V. Comment les catholiques profitent de la liberté. — Reconstitution d'un petit budget et dons divers. — Les sociétés civiles auxquelles ont été remis les temples rendent des services, mais ont une tendance à dominer. — VI. Difficultés créées par l'intrusion des Théophilanthropes, des « Décadaires ». — Néanmoins succès triomphal du culte. — Aspect chrétien que prend Paris. — Premières communions. — L'élan paraît irrésistible. 432

CHAPITRE IV. — *Rôle des Evêques.*

I. Le clergé présent en France est déjà nombreux ; mais où sont les évêques ? — De l'exil leurs regards et leur cœur sont tournés vers la France. — Toutes communications avec la Bretagne et le Nord presque impossibles. Mais d'Allemagne, de Suisse, d'Espagne, d'Italie, correspondance fréquente avec les diocèses. — Messagers secrets. Langage figuré. — Ces missives lues dans les veillées, au foyer de la famille. — II. Etre dans son diocèse valait

mieux que d'écrire. — Combien les diocèses avaient souffert de l'absence des évêques. — Accroissement du schisme après leur départ. — Aussi, de 1793 à 1797, déclaration de plusieurs évêques sur leur prochain retour que les circonstances empêchent. — L'évêque de Grasse rentre en France en 1797, y fait des ordinations, y meurt en 1799. — Beaucoup d'évêques vont rentrer quand le coup d'Etat de Fructidor les arrête. — III. L'archevêque de Vienne, M. d'Aviau, rentré en 1797. — Sa mise chétive. — Il est reconnu par une châtelaine sous son habit de mendiant. — Sa vie de missionnaire à travers les montagnes du Vivarais. — Ses périls. — IV. L'évêque de Luçon comprend autrement ses devoirs. — Ses raisons de ne pas rentrer. — Parmi les évêques qui n'ont pas quitté la France, réserve excessive des évêques de Marseille et d'Angers. Les évêques d'Alais et de Saint-Papoul moins timorés. — En fait, les lois et persécutions ne laissent guère place à un rôle actif de l'épiscopat en France. 443

CHAPITRE V. — *Danger d'anarchie en l'absence des Evêques.*

I. En l'absence des évêques, les grands vicaires gouvernent. — Plusieurs sont des héros qui ont laissé un souvenir impérissable dans les diocèses. — Un danger : le besoin de gouverner rapidement contracté. — Quelques-uns de ces grands vicaires révoqués par leurs évêques pour divergence d'idées. — M^{re} de Juigné a le bon esprit de laisser faire les siens à Paris. — II. Difficulté, vu la dispersion des Chapitres, de remplacer les grands vicaires morts, massacrés, ou sans juridiction quand le siège est vacant. — Plusieurs parmi les nouveaux se montrent inexpérimentés, irrésolus. — Autre embarras, c'est qu'en pleine persécution la plupart des prêtres ont reçu tous les pouvoirs. — III. Il en résulte une certaine anarchie. — Les sages éprouvent le besoin de resserrer les liens de la hiérarchie si détendus par la Révolution. — La prodigalité des pouvoirs à tous, l'esprit d'indépendance, rendent le retour à l'unité très difficile. — Avec quelle légèreté de main M. de Mercy essaie de se concilier un grand vicaire récalcitrant. — Il faut en venir à la mesure radicale de supprimer les pouvoirs accordés. — On a tant souffert de l'absence des évêques qu'on réclame ardemment leur retour 459

CHAPITRE VI. — *Caractères très particuliers de l'apostolat à cette époque.*

I. Division de la France en missions. — C'était un recul sur le passé qui avait placé un curé dans chaque village, mais une grande preuve de souplesse et de vitalité dans l'Eglise. — Organisation des missions. — II. Quel intérêt s'attache à l'histoire de cette renaissance qui rappelle les traditions de la primitive Eglise. — Il faut rebâtir sur la table rase. — Avec quelle résolution les ouvriers évangéliques acceptent cette situation si nouvelle et se mettent à l'œuvre. — III. Avec quelles difficultés ils se trouvent aux prises. — Conduite à tenir à l'égard des intrus et des sacrements qu'ils ont administrés. — Que de crimes, que de désordres la Révolution leur laisse à liquider chez bien des fidèles. — Instruction des évêques, écrits divers pour résoudre ces cas de conscience. — IV. Décisions sur les mariages contractés pendant la

Révolution, sur la promiscuité des cultes, sur les acquéreurs de biens nationaux. — Tels évêques larges, tels autres plus sévères. — Défense d'exiger aucun salaire, et surtout de se mêler en rien de la politique. — Ne faire aucune allusion aux crimes de la Révolution. — Pas d'autres armes que le pardon et le dévouement. — Que de conquêtes vont faire des apôtres, comprenant ainsi leur mission, sacrés par la souffrance! — V. Le roi veut intervenir dans la question des missions. — Succès des missionnaires. — Statistique. — VI. Beau spectacle de cette renaissance par la seule force de l'idée religieuse. — Mouvement irrésistible signalé par Camille Jordan et Royer-Collard. — Mais malveillance du Directoire. — Fructidor rouvre l'ère des persécutions sans pouvoir arrêter la reprise du culte 470

CHAPITRE VII. — *État du Clergé sous le Consulat.*

I. Espérances que fait naître la révolution de Brumaire. — C'est un esprit nouveau qui s'annonce. — Mais l'ancienne législation est maintenue. — Bonaparte n'avait d'abord voulu faire qu'œuvre politique. — Son entourage et l'administration très hostiles au clergé. — Il faudra du temps pour amortir l'esprit de persécution. — Comment les lois non rapportées sont tournées par le gouvernement. — II. Malgré la modération du pouvoir, les déportés peuvent être légalement frappés de mort. — Exemples de quelques victimes. — Alerte pendant le saint sacrifice. — Précautions prises par M^r d'Aviau, qui ne craint pas de donner une mission dans l'Isère. — Poétique ordination faite par lui sous un toit de chaume dans les montagnes de l'Ardèche. Discours de l'évêque. — Précautions prises par les prêtres. Leur arrivée de nuit. — On ne se sent point encore en sûreté. — La situation morale d'un diocèse prise sur le vif. — Là, des « chrétiens restés fidèles ». Ailleurs, un « peuple sauvage, cruel pour la religion ». — Quelle révélatrice des cœurs a été la Révolution! — III. Mais à cette époque l'opinion change vite avec les événements. — La religion profite du rétablissement de l'ordre. — Après Marengo le mouvement de réparation se précipite. — Bonaparte reçoit le clergé de Paris. — Ses déclarations en faveur de ceux qui font la promesse. — Sa défiance des évêques du dehors. — Comme la condition de retour est la soumission à la constitution, M. Emery y pousse de toutes ses forces. — Les rentrés en surveillance. — Le roi veut retenir les évêques au dehors. — IV. Comment le retour des prêtres est plus facile que celui des évêques. — Les paroisses réclament leurs anciens curés. — Quelques-uns hésitent à revenir. — Mais la masse s'ébranle et rentre en France. — V. En quel équipage arrivent les rentrants. — Enivrement du retour. — Joie de retrouver les siens. — Où se loger? Comment subsister? — De quel œil les Jacobins inquiets, qui ont trempé dans la Révolution, regardent ces revenants qu'on croyait partis à jamais. — VI. L'ouverture des églises s'accroît. — Les populations veulent les cloches. — Luttres entre sonneurs et antisonneurs. — Clochettes et porte-voix. — Outre les églises, multiplication extraordinaire des oratoires, malgré la défiance du gouvernement 491

CHAPITRE VIII. — *Statistique et vue d'ensemble.*

I. Grande enquête ouverte par le ministre de l'Intérieur, Chaptal, sur le clergé de chaque diocèse au moment du Concordat. — Réponse des préfets. — Noms, prénoms, domicile de chaque prêtre.

— S'il exerce le culte, s'il a fait promesse de fidélité à la Constitution. — Total par diocèse. — Ce document est de la plus haute importance. — Exagération du chiffre donné par Grégoire de 32,000 églises desservies en 1796. — Par contre, comment d'autres historiens ont trop réduit les chiffres. — Comment, d'après les statistiques, on peut porter à environ 28,000 le nombre des prêtres présents en France au moment du Concordat. — Parmi eux, 22,000 environ exerçaient le ministère. — Dans ce nombre les constitutionnels entraient pour une petite minorité. — Ces chiffres permettent de conclure que le culte catholique avait repris possession de la France avant le Concordat. — II. Vue d'ensemble sur l'attitude politique et religieuse du clergé pendant la Révolution. — Avec quel enthousiasme le clergé concourt à la fondation de la liberté. — Maxime qu'il « ne faut pas se séparer de la nation ». — Son serment de fidélité à la constitution de 1791. — Volte-face qui se produit dans ses idées avec la persécution. — Haro sur la constitution. — Projets de contre-Révolution. — Plus il se retire des idées libérales, plus le clergé se rejette dans les bras de la monarchie et de la monarchie absolue. — Par royalisme, opposition de la majorité des évêques aux serments politiques qu'imposait le bien de la religion. — Les sages conseillers du clergé. — Portrait de M. Emery. — Les modérés pouvaient invoquer deux faits éclatants : 1^o tout ce que l'Eglise tenait des pouvoirs humains, protection, biens, honneurs, avait sombré sous les coups de la Constituante; 2^o le sentiment religieux, livré à ses seules forces, dans un régime de séparation de l'Eglise et de l'Etat, avait résisté à tous les assauts, repris possession de la France et rendu le Concordat nécessaire. — La question religieuse est ainsi tranchée, mais celle de la Révolution elle-même ne l'est pas. — Comment le clergé interroge depuis cent ans ce sphinx de la Révolution. — S'il est vrai qu'il doive opter entre elle et l'Evangile. — Distinguer sous peine de confondre. — Le clergé et la liberté. — Elle n'a pas été fondée sans lui. — Eviter, en y restant fidèle, qu'elle ait été fondée contre lui 530



#X
1529
.56
Vol. 3.

Seward
L'ancien Cerge
de France

207478

APR 23 '29

Alice M. Christensen
1408 E 57th St.

5-10

OCT 20 '44

Leo Zimmerman

NOV 3 '48

7750 Emerald Ave.

AUG 14 '48

OCT 15 '48

Dundery

Oct 17 '60

Recheles

Nov 12 '61

APR 19 '61

K M. Baker Tree

UNIVERSITY OF CHICAGO



44 750 298

BX1529

207478

56
v.3